HAL
open science

Mobilités et ancrages dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico : une approche de la maturation urbaine

Jean-François Valette

To cite this version:

Jean-François Valette. Mobilités et ancrages dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico : une approche de la maturation urbaine. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2014. Français. NNT : 2014PA010715 . tel-02193535

HAL Id: tel-02193535

https://theses.hal.science/tel-02193535

Submitted on 24 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UFR de Géographie
École doctorale de Géographie de Paris, *Espaces, Sociétés, Aménagement (ED 434)*
Laboratoire PRODIG *(UMR 8586)*

2014

Mobilités et ancrages dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico

Une approche de la maturation urbaine

Jean-François VALETTE

Thèse pour l'obtention du Doctorat de Géographie
Présentée et soutenue publiquement le 1er octobre 2014
Sous la direction de Bernard TALLET, Professeur, Université Paris 1

Membres du jury :

— Mme **Monique BERTRAND**, Directrice de recherche à l'IRD
— Mme **Françoise DUREAU**, Directrice de recherche honoraire à l'IRD
— M. **Renaud LE GOIX**, Professeur à l'Université Paris 7 Denis Diderot
— M. **Alain MUSSET**, Directeur d'études à l'EHESS (rapporteur)
— M. **Fernando SAAVEDRA**, Professeur à la FLACSO – México (rapporteur)
— M. **Bernard TALLET**, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (directeur)

À Quentin.

Remerciements

« En cinq ans, pas un mouvement d'humeur ! Pas une colère, même pas un mot plus haut que l'autre. Et puis d'un seul coup, crac ! La fausse note, la mouche dans le lait ! Ah, je te jure, ça m'a secoué… »

Lino Ventura, *Ne nous fâchons pas*, 1965, écrit par Michel Audiard

Même si les moments passés à rédiger sont apparus parfois comme des traversées douloureuses de la Sierra Madre en solitaire, ce travail n'est pas que le mien.

Mes remerciements s'adressent d'abord à Bernard Tallet, pour m'avoir indiqué le chemin de Mexico et pour avoir accepté de m'inscrire en thèse. Je le remercie pour son écoute, sa confiance, son soutien et pour m'avoir laissé la liberté d'emprunter les voies qui me sont apparues importantes dans la conduite de cette recherche.

La trajectoire de cette thèse a été en grande partie dessinée par la générosité d'Antonine Ribardière. J'espère, sans la trahir, que ses apports se retrouvent à bien des intersections dans mon travail. Je lui dois une reconnaissance particulière pour les innombrables heures passées à me relire, pour m'avoir transmis son intérêt pour la géographie sociale, pour m'avoir fait partager ses connaissances de la discipline, ses questionnements et ses compétences. Enfin, puisqu'il ne s'agit pas d'être exhaustif, je la remercie pour son soutien, malgré mes états d'âme, pour l'énergie qu'elle a su m'insuffler et pour son amitié.

Mes remerciements s'adressent aussi à Monique Bertrand, Françoise Dureau, Renaud Le Goix, Alain Musset et Fernando Saavedra, qui m'ont fait l'honneur d'évaluer mon travail, bien que, au risque de paraphraser Pascal, je n'aie pas eu le temps de faire court.

Mes remerciements traversent logiquement l'océan.
Ils s'adressent en premier lieu à toutes les personnes rencontrées lors des enquêtes et qui ont accepté de me donner un peu de leur temps, de partager leur regard sur leur vie et sur leur ville. On retrouvera au fil du texte une partie de leurs témoignages. Sans leur aide, cette thèse n'aurait pu aboutir. S'il est impossible de faire un choix, un merci tout particulier peut néanmoins aller à Rocío, Nico, Jose Carlos, aux familles Cortés, Balderas, ou encore aux Ibarra, qui m'ont si souvent ouvert leur porte et qui ont contribué à faire de ce travail dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico une expérience inoubliable.

Je dois aussi adresser ma grande gratitude aux équipes de chercheurs de la FLACSO à Mexico. En premier chef, je remercie Fernando Saavedra pour son soutien sur place et son accueil. Je salue également les éclairages de Virgilio Partida Bush dans mes errances sur les recensements mexicains, ainsi que ceux de Claudio Gonzalez et Rodrigo Salazar.
À Mexico toujours, je tiens à remercier Clara Salazar du Colegio de México pour le temps qu'elle m'a consacré dans mes premiers temps sur place et pour ses conseils toujours pertinents.
Un très grand merci s'adresse également à Manuel Suarez et Javier Delgado de la UNAM, qui m'ont donné accès à de nombreuses bases de données officielles et qui m'ont aidé à mieux comprendre la ville. Dans le labyrinthe de la Cité Universitaire, je dois également une reconnaissance particulière à Brenda Escamilla, pour sa gentillesse et sa grande disponibilité.
Plus au nord, à la UAM-Azcapotzalco, je tiens à saluer Elias Huamán, Oscar Terrazas et Jose Carlos Castro pour m'avoir ouvert leur porte et pour le temps qu'ils m'ont accordé.

Enfin, plus à l'ouest, je remercie Ceydric Martin pour l'accueil qu'il m'a proposé au sein de la UAM-Cuajimalpa.

Mes remerciements s'adressent aussi à Céline Jacquin et Yann Marcadet pour avoir partagé avec moi leur connaissance de la ville.

C'est également grâce à l'appui des personnels de l'INEGI que j'ai pu finalement avoir accès aux données qui ont cadré mon travail. Dans ces recherches, l'appui de Rocío Hernandez m'a été particulièrement précieux.

De retour en France, c'est au sein du programme de recherche PERISUD que j'ai eu l'occasion de travailler, discuter et partager. À ce titre, je remercie les équipes de recherche du laboratoire PRODIG pour le cadre de travail qui m'a été offert depuis cinq ans et pour le financement de mes missions de terrain. Ce programme a également été l'occasion d'étudier Mexico de manière collective : je tire mon chapeau à Kevin Bain, Clara Guerlin et Hémano Theurier pour leur amitié et leur goût de l'aventure, ainsi qu'à Lucile Gratkowski, Melisa Pardo et Ariane Petretti auprès de qui j'ai aussi beaucoup appris de Mexico.
Ma reconnaissance s'adresse en outre à Jean-Louis Chaléard, Émile Le Bris, Frédéric Ogé, Jean-François Cuénot, ainsi qu'à Évelyne Mesclier et Marie Piron, auprès de qui j'ai eu l'occasion de travailler.
Que soient également remerciés mes collègues doctorants, docteurs aujourd'hui pour quelques-uns : Delphine Ayerbe, Foussata Dagnogo, Kaduna Demailly, Romain Dittgen, Marie Gibert, Alexis Gonin, Léo Kloeckner, Sophie Litzler, Mathilde Riboulot, Guillaume Sauloup, Issa Sory, et bien sûr Servane Gueben-Venière et Nasser Rebaï.

Il me faut aussi exprimer ma reconnaissance envers les personnes auprès desquelles j'ai appris le riche métier d'enseignant, qui m'a tant aidé à prendre du recul sur l'exercice de la thèse. Merci ainsi entre autres à Étienne Cossart et Georgette Zrinscak.
Merci aussi à l'équipe de l'Université de Limoges qui m'a permis d'achever cette thèse dans de bonnes conditions : sont ici particulièrement salués Éric Rouvellac, Bernard Duverny et Émilie Chevalier.

Je dois à Thomas Depecker et Emmanuel Véron un soutien majeur tout au long de cette thèse, jusqu'au bout. Amis et collègues, ils m'ont toujours aidé à creuser sans jamais m'enfouir, et à tenir la tête au-dessus des eaux troubles. Merci Gentlemen.

Un mot tout particulier s'adresse également à tous ceux qui m'ont vu sombrer dans des abîmes et devenir un Docteur en Antipathie mention très désagréable. J'ai nommé Anthony Fougeyrollas, mon logeur, Grégoire Alizié bien sûr, Arnaud Baudry, Laëtitia Bardoulet, Guillaume, Julien, Camille, Élise, Antonin, Lucie, Emmanuelle, Martial, Héloïse, Marie, Michael, Mélisande, Antoine et les autres…
J'adresse également un remerciement transatlantique à Françoise Bodeau Montes pour son accueil si chaleureux et à Cecilia Garcia pour son amitié si précieuse.

Enfin, cette thèse n'aurait pu s'achever sans le soutien infaillible de mes chers parents. Une thèse, il parait que ça consiste à poser plus de questions qu'à apporter des réponses : alors, comment vous remercier ? À ceux qui m'ont permis d'aller à l'Université, et d'y construire quelques rêves, qui m'ont épaulé lors de mes trajectoires morales et sociales ascendantes comme descendantes.

Sommaire

Introduction générale **7**

***Partie I.* Etudier les territoires de la maturation. Les périphéries populaires de Mexico, fruits des mobilités et lieux d'ancrages** **17**

Chapitre 1. Les périphéries populaires dans le peuplement de la métropole. Contours de l'objet 20

Chapitre 2. Les *colonias populares* comme forme majeure de peuplement. Contours de l'objet « populaire » et méthodologie 77

Chapitre 3. Une approche de la maturation par les mobilités et les ancrages. Lectures de l'objet 156

***Partie II.* Contextes urbains de la maturation. Les colonies populaires dans les espaces de la ville** **225**

Chapitre 4. Les colonies populaires dans l'espace social de Mexico. Spécificités et diversités dans la division sociale de l'espace métropolitain 229

Chapitre 5. Les colonies populaires dans l'espace des mobilités. Peuplement, installation, pratiques : de la mobilité à l'ancrage 299

Chapitre 6. Les colonies populaires dans l'espace politico-juridique de Mexico. Le contexte « populaire » et le poids de l'illégalité 359

***Partie III.* Trajectoires de la maturation urbaine. Les ancrages au carrefour des pratiques résidentielles et des jeux d'acteurs** **402**

Chapitre 7. Profils de migrants intra-urbains. Qualification sociale des trajectoires résidentielles en périphérie 406

Chapitre 8. Mobilités et ancrages résidentiels. Analyse des itinéraires résidentiels dans les quartiers populaires périphériques 465

Chapitre 9. Pratiques et ressources du quartier. L'ancrage au carrefour des expériences et des mobilités quotidiennes 564

Chapitre 10. Trajectoires dans l'espace politico-juridique des contextes résidentiels. Analyse des ancrages dans la régularisation territoriale 652

Chapitre 11. Vers la banalisation socio-spatiale des colonies populaires ? Evolution de la division sociale de l'espace depuis vingt ans 704

Conclusion générale **750**

Liste des abréviations **764**
Glossaire **768**
Bibliographie et sources **773**
Annexes **806**
Table des documents **940**
Table des matières **948**

Introduction générale

« Et quand je crois reconnaître un chemin connu, la mémoire multiplie les passages, les ruelles, les sentiers, les recoins, les avenues ; elle agrandit les bâtiments, détruit les petites maisons, reproduit les constructions, peuple de masures et de baraques les vieux terrains où ne régnait que la poussière, décidée à m'égarer dans le plus grand labyrinthe du monde, celui de cette ville où les jours eux-mêmes perdent leurs heures. »
Vilma Fuentes. *L'autobus de Mexico*, 1995, p. 230.

« '- Est-ce qu'on change les chemises aux insectes ?
- Non, portons-les en ville, Dieu de Dieu.'
Et nous fîmes notre entrée à Mexico. »
Jack Kerouac. *Sur la route*, 1960, p. 423.

Si toutes les villes sont source d'inspiration pour les poètes, Mexico fait sans doute partie d'un haut de classement, ayant déchainé tous les superlatifs, nourri tous les états d'âme. L'arrivée même dans la ville donne le vertige : par les airs ou par les cols, Mexico ne peut être autre chose que la plus grande ville du monde décrite par Claude Bataillon, Jean-Paul Deler et Hervé Théry [1991], insaisissable et incompréhensible. Une vision lointaine – partielle et partiale – domine : l'immensité largement grisâtre et géométrique donne un sentiment d'une ville qui ne finit pas de s'étaler, engloutissant la vallée de l'Anáhuac sous un tapis de parpaings. Un des premiers réflexes, entre émerveillement et dégoût, devant cet inconnu est alors de penser à Mike Davis [2006] : s'agit-il là du bidonville global ? Plein d'ignorance, c'est alors une question simple, simplette, simpliste qui vient à l'esprit : comment ce gris finit-il par *faire* cette ville ? Comment font les habitants de cette ville, non uniquement pour s'y installer ou y vivre au jour le jour, mais pour y rester et s'y projeter ?
Dans ce gris[1], c'est d'abord en périphérie de la ville de Mexico que se situe cette recherche, incluse dans un programme de recherche sur les dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds[2]. L'élaboration d'un questionnement de recherche géographique passe par l'appréhension de ces quartiers *a priori* populaires comme des objets spatiaux au carrefour entre les phénomènes de croissance urbaine et les histoires résidentielles des habitants qui y vivent. C'est alors le terme d'*ancrage* qui est investi pour aborder ces espaces. Il s'agit en effet d'aborder de front la dynamique des individus d'une part, celle des lieux d'autre part. Si les parcours de vie et l'émergence de quartiers périphériques reflètent les mobilités spatiales des Mexicains, les évolutions des contextes urbains dans lesquels s'opèrent ces mobilités doivent aussi être analysées. Ces *trajectoires* des hommes et des lieux constituent un élément central de la réflexion sur les interactions entre mobilités et recompositions territoriales dans ces espaces périphériques que l'on a souvent analysés, soit sous l'angle du peuplement par les mobilités intra-urbaines, soit sous celui de la consolidation – au sens d'amélioration – des quartiers illégaux.

[1] Qui est loin d'être la seule couleur, nous le verrons.
[2] Ce travail a été rendu possible par un encadrement entre 2009 et 2012 au sein du programme de recherche PERISUD « Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds », financé par l'ANR « Les Suds aujourd'hui », en collaboration avec l'UMR 8586 PRODIG, l'UMR 7533 LADYSS, l'IRD, et la FLACSO-México. Je tiens à adresser un remerciement tout particulier à Bernard Tallet et Antonine Ribardière pour leur aide et leur soutien tout au long de mon travail depuis cinq ans.

À l'heure où l'attention est portée, d'un côté sur les recompositions autour des politiques de réappropriation du centre et péricentre, de l'autre, sur les opérations immobilières gigantesques destinées aux classes moyennes, l'analyse des ancrages dans les « vieux types » de quartiers populaires périphériques et des trajectoires de ces lieux permet une actualisation de la connaissance de la croissance urbaine depuis la décennie 2000 par un type de peuplement qui reste majoritaire. La question de la démarche géographique adoptée pour traiter pareil thème se pose alors. Disons plutôt qu'il s'agit de faire au mieux afin de répondre aux trois exigences mises en avant par Marcel Roncayolo dans *Grammaire d'une ville* au sujet de l'étude d'un objet urbain : l'approche de la morphologie matérielle et sociale, la prise en compte de l'enjeu historisant et politique, et l'intégration des représentations de la ville [1996, p. 22]. Cette thèse souhaite faire le lien entre les mobilités intra-urbaines, les espaces de vie des habitants dans des quartiers à l'origine informels, et les stratégies de consolidation de ces espaces au vu des changements sociaux, démographiques et politiques que connait Mexico depuis une vingtaine d'années.
Cette recherche interroge ainsi les recompositions des périphéries populaires de Mexico. Il s'agit de mener une analyse de l'aménagement de ces quartiers, de la mobilité résidentielle à l'origine de leur création et de leur restructuration, des dynamiques d'appropriation de ces espaces par les pratiques quotidiennes des habitants, et de la dimension sociale de ces évolutions.

La métropolisation de la capitale mexicaine, les périphéries questionnées et questionnant les mobilités et les ancrages

Le ralentissement de la croissance de la métropole mexicaine à partir des années 1970 apporte un éclairage sur les changements urbains majeurs qui caractérisent aujourd'hui la ville. Connaissant depuis une trentaine d'années une dynamique de redistribution de la population selon un modèle de déconcentration-concentration à l'échelle de la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM)[3], l'agglomération expérimente aujourd'hui un schéma de peuplement plus complexe, où la migration intra-urbaine est le principal moteur des recompositions démographiques. Ce sont les mouvements intra-urbains qui prennent le dessus dans la formation des peuplements [Lévy J.-P., 2009] et l'étude de la croissance urbaine prend alors du sens dans l'approche d'une dynamique de *maturation* du phénomène métropolitain. Cette situation, depuis longtemps identifiée dans la plupart des villes, se traduit sur le terrain par la poursuite de l'expansion urbaine, mais également par la densification du bâti existant, particulièrement dans les zones périphériques, les plus dynamiques en termes relatifs.
Ces périphéries, à Mexico, révèlent une grande diversité de formes urbaines. La plus répandue dans les milieux modestes — qui composent la majorité de la société mexicaine — reste, depuis les années 1930, la colonie populaire[4]. Il s'agit d'espaces urbains nés d'une production

[3] En 2010, la ZMVM compte 76 unités administratives [SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2012]. Cette définition est toujours utilisée en 2014. La zone est alors composée des 16 *délégations* du District Fédéral, de 59 municipalités de l'État de Mexico et d'une de l'État d'Hidalgo. Nous utiliserons de manière équivalente l'appellation « Mexico » ou « ZMVM » pour désigner l'ensemble de la ville. C'est ainsi cette délimitation de la ville qui sera adoptée quasi-systématiquement, sans pour autant ignorer les débats autour d'une pareille délimitation (inclusion de zones rurales à l'est et au sud, exclusion de zones sous influence métropolitaine dans l'État d'Hidalgo, etc.).
[4] De la traduction de *colonia popular*, termes génériques utilisés au Mexique pour désigner un quartier populaire. Ce sont les « colonies populaires » que nous choisissons de traiter comme « quartiers populaires ». Les grands

plus large de logements au sein du secteur informel[5]. Dans le paysage urbain, cette réalité se matérialise sous la forme de vastes quartiers populaires et dans les extensions des villages périphériques intégrés ou non au reste de la ville ; leurs habitants appartiennent majoritairement aux catégories pauvres[6].
Les dimensions de mobilités intra-urbaines et de transformations de l'espace déjà construit constituent l'essentiel du changement urbain dans les villes latino-américaines [Gouëset, Dureau, 2006], inscrites dans le processus de *métropolisation*. La croissance urbaine doit être éclairée par la compréhension des modes de vie périphériques, et notamment dans les pratiques de mobilités. Ces dernières, dans leur volet résidentiel, sont responsables d'une densification des périphéries par un peuplement progressif des espaces peu ou non urbanisés à l'intérieur même des limites déjà tracées par l'étalement urbain [Lévy J.-P., 2009].

Cette recherche se situe dans la lignée des questionnements sur les mobilités résidentielles et les territorialisations qu'elles impliquent dans les périphéries urbaines populaires. De la redistribution métropolitaine centrifuge responsable des étapes de transition urbaine [Turner, 1968] à la ruralisation des villes [Bataillon, Panabière, 1988], les périphéries ont constitué un espace majeur de l'étude des mutations liées aux mouvements migratoires. Les travaux de J. Turner font ainsi référence, à la fois sur l'étude du logement des pauvres en contexte de croissance urbaine forte, sur l'analyse de l'autoconstruction, mais aussi sur les mobilités résidentielles à l'origine du peuplement de ces nouveaux espaces urbains. L'ouvrage *Housing by people* [1976] renvoie à une approche intégrée du logement informel périphérique comprenant le rôle des acteurs et des politiques de logement, les dynamiques de peuplement, l'investissement de l'espace du logement et le rôle de la participation au cœur du processus d'appropriation. Ses travaux ont aussi fait l'objet de publications antérieures, comme l'article paru dans le *Journal of the American Institute of Planners* en 1968 qui a fait autorité, ou encore le rapport d'enquête n° 6, *Incontrolled Urban Settlement* présenté devant le Bureau des Opérations d'Assistance Technique des Nations Unies en 1966 (cité par P. Connolly [2005]).
Nous faisons le choix de conserver comme grille de lecture initiale l'analyse des mobilités à l'origine du peuplement de l'objet « quartiers populaires périphériques ». Ces redistributions de population au sein de la zone métropolitaine ont ainsi souvent été l'œuvre de populations modestes, de plus en plus obligées de s'éloigner d'un centre surpeuplé pour trouver à se loger, ou alors des plus riches, fuyant le centre-ville. Or, depuis les années 1990, et surtout 2000, les mobilités résidentielles touchent également massivement une classe moyenne, attirée par les immenses ensembles de logements sociaux en périphérie construits par de grandes firmes immobilières. Mais dans ce dernier cas, les questions de créations de *territorialité* y sont balbutiantes et l'expérience de ses habitants semblerait davantage se rapprocher de la figure du *pionnier*, étant donnée la jeunesse de ce phénomène et sa dialectique entre ouverture et fermeture sur le reste de l'espace urbain [Jacquin, Capron, 2010].

Notre propos insistera ici sur l'*expérience* qu'ont les habitants des périphéries, expérience qui sous-entend une profondeur historique marquée de la mobilité résidentielle, notamment

ensembles d'intérêt social d'accès aidé à la propriété (autre forme d'urbanisation « populaire » massive) ne seront pas abordés ici. La colonie est le vocable usité pour désigner un quartier.

[5] En marge du cadre légal au moment de la fondation et/ou toujours à l'heure actuelle.

[6] Même si les pauvres ne sont pas les uniques habitants de ces espaces, ils constituent le socle de ce mode d'urbanisation. On peut rappeler qu'au Mexique, comme dans beaucoup de pays « du Sud », on se rapproche de ce que S. Paugam [2005] appelle une situation de pauvreté « intégrée », où ceux que l'on appelle les « pauvres » sont nombreux et se distinguent peu des autres couches de la population. À titre d'exemple, en 2000, 55 % de la population du Mexique en âge de travailler (15 à 70 ans) avait un emploi formel — considéré comme actif par le recensement — et 21 % d'entre eux touchaient un salaire minimum de l'époque (3,30 €/j).

« intra-périphérie populaire »[7]. L'hypothèse de l'*expérience* ici explorée est celle d'un ensemble de lieux utilisés dans une pratique résidentielle — qu'E. Le Bris [1981, p. 130] puis F. Dureau [2002] définissent comme le *système résidentiel* —, mais aussi sociale, économique et symbolique au sein de *l'espace de vie*, qui ne se limite pas au *lieu de résidence* [Lelièvre, Robette, 2006].
L'expérience dans un quartier souvent perçu comme « par défaut » pourrait ici relever de choix et de compétences particulières, notamment pour habiter, voisiner, explorer et circuler [Bouillon, 2009]. Cette expérience que fait une personne d'un lieu ou des lieux qu'elle fréquente introduit la notion d'*ancrage* [Imbert, 2005, p. 5]. L'articulation des lieux par les pratiques de mobilités peut aussi être appréhendée par le concept de *rapport résidentiel* [Authier, 2001, p.164 ; Authier, Lévy, 2010] : les pratiques spatiales de la résidence, du quartier et de la ville constituent un ensemble de constructions sociales. Celles-ci renvoient aux formes d'*appropriation* et aux représentations de *l'espace résidentiel,* et par-là, à *l'identification* à cet espace.
Mobilité résidentielle et mobilité quotidienne s'articulent dans ces constructions sociales et sont évidemment interdépendantes dans l'approche des usages urbains. En périphérie, cette expérience tient une profondeur plus importante dans les colonies populaires. Celles-ci sont le véritable moteur de l'urbanisation depuis quatre-vingts ans. Dans ces espaces, nous nous proposons de lire la mobilité par le paradoxe qu'elle génère : l'ancrage, social et résidentiel. Cette notion, différente du prisme de la consolidation urbaine des anciens « bidonvilles » — champ d'études déjà ancien pour les quartiers populaires des pays du Sud et notamment à Mexico —, émerge de plus en plus dans la littérature géographique. L'ancrage se pose comme grille de lecture des comportements sociaux et spatiaux, dans la recherche de ressources de proximité [Authier, 2001 ; Lévy J.-P., 2009 ; Florin, Semmoud, 2010 ; Fol, 2010 ; Lazo, 2012], mais aussi dans la constitution de réseaux au sein d'un espace plus large, connectant plusieurs lieux d'ancrage, dans la ville, dans le même pays ou dans plusieurs pays [Imbert, 2005 ; Brevet, 2008 ; Bertrand, 2010a, 2010b ; Doré, 2010 ; Duchêne-Lacroix, 2010 ; Pujol, 2010 ; Contreras, 2012].

Nous proposons les termes de *maturation urbaine* pour des colonies « en cours de consolidation ». Par définition, il s'agirait du « processus par lequel une entité atteint son plein développement ». Plutôt que d'aborder l'évolution des quartiers uniquement en termes écologiques, voire développementalistes, sur des degrés d'urbanité, il est davantage question de s'interroger sur les processus communs et divers dans lesquels sont inscrits ces espaces. La maturation s'exprime sur le territoire par la diversification de la composition démographique (classes d'âge, origine géographique, structure sociale), la consolidation du bâti, l'ancrage résidentiel des habitants et l'amélioration de l'offre locale d'emplois et de services [Dureau, Gouëset, 2010, p. 138 ; Rougé, 2010, p. 29 ; Bertrand, 2011, p. 258 ; Imbert *et al,* 2011].
La maturation ne peut pas seulement se comprendre par le filtre de la croissance ou de la *durcification* en lien avec mobilités et ancrages, mais par l'articulation complexe des deux. Ces notions interrogent, du côté des individus, le peuplement et sa localisation (où ?), les caractéristiques des habitants (qui ?) et les causes du mouvement (pourquoi ?) [Simmons, 1968]. Outre ces trajectoires individuelles dans la ville, mobilités et ancrages interrogent les évolutions des contextes dans lesquels ils s'inscrivent : les *trajectoires des lieux* sont au cœur des processus de ségrégation socio-spatiale aux échelles de la ville et du quartier [Dureau, Beauchemin *et al*, 2006]. Les périphéries populaires ne sont ainsi pas uniquement un lieu de relégation ou, au contraire, de valorisation socio-spatiale, économique et physique. Elles ne

[7] Cette expérience et la profondeur historique de la mobilité résidentielle notamment dans le même *type d'espace résidentiel* – la colonie populaire – témoignent que ce type d'espace est capable de supporter la notion de *maturation*, directement liée à celle de *territoire* – selon la définition de G. Di Méo [1998].

sont pas non plus un lieu d'immobilité ou, au contraire, d'extrême mobilité sociale et spatiale (vectrices d'une « jeunesse éternelle » ou au contraire d'un vieillissement). Ces périphéries constituent bel et bien un ensemble hétérogène et complexe de ces dynamiques. Elles ne se révèleraient être ni une anti-ville dénuée d'*urbanité*[8], ni une « reproduction de la ville », mais un « entre-deux » [Vanier, 2003]. L'articulation de l'ancrage – processus qui affecte les trajectoires de l'individu ou de la famille – et de la maturation – qui affecte les trajectoires de quartiers – est alors au cœur de cette production urbaine.

Des espaces de sédentarité nés du mouvement et vice-versa : problématique et hypothèses

Nous cherchons à comprendre et à qualifier des trajectoires de personnes et de leur contexte résidentiel en nous demandant comment des espaces, à la base « non-ville », finissent par faire partie intégrante de la vie urbaine, et comment les habitants s'*attachent* à ces lieux. Ce processus, ancien à Mexico, doit être analysé dans sa « période critique », c'est-à-dire à dire le « temps » où les quartiers populaires sont en phase de renouvellement de population et d'intégration foncière, sociale, et économique à la ville. C'est précisément l'espace de l'entre-deux, sous-entendu entre la « colonisation » périphérique par l'habitat informel et sa densification puis intégration à la ville, qui est ciblé par notre analyse.
Nous nous attachons plus particulièrement à étudier le peuplement de ces zones et à identifier les ressources locales à l'origine de sa pérennité. Pour cela, nous proposons d'éclairer la maturation des quartiers populaires périphériques de Mexico au regard des mutations induites par les mobilités résidentielles et les ancrages territoriaux, des formes de peuplement aux pratiques actuelles. Ces dernières participent à la recomposition des quartiers et à l'évolution de leur place au sein de la ville. Il s'agit de répondre à la question suivante : dans quelle mesure la maturation urbaine peut-elle révéler les recompositions de peuplement et d'insertion urbaine des quartiers populaires périphériques ?

Cette recherche ne vise pas à établir un improbable « modèle » de maturation, mais davantage à mettre en lumière la pluralité des processus autour de l'instauration des structures sociales qui ont consolidé le peuplement en colonie populaire. Nous proposons alors quatre hypothèses de réflexion autour de la diversité des trajectoires de la maturation urbaine dans ces espaces.

Une première hypothèse est que la maturation de quartiers périphériques induit un peuplement intra-urbain de proximité. Les périphéries populaires constitueraient le principal résultat des trajectoires résidentielles internes à la métropole – dont le champ reste limité dans l'espace. La maturation urbaine périphérique ne peut se comprendre que par une densification d'espaces déjà urbanisés par l'installation d'habitants déjà urbains. Ce peuplement est souvent le fruit de mobilités de catégories dites *populaires*, ayant déjà une expérience de la vie dans ce type de quartiers, ce qui pourrait entretenir par-là une sorte de « proximité symbolique » du lieu, les mouvements résidentiels étant souvent réalisés dans le même « contexte » (forcément évolutif) [Simmons, 1968 ; Lévy J.-P., 2003 ; Dureau, Beauchemin *et al*, 2006]. Mais là encore, cette apparence d'homogénéité sociale doit être questionnée. La complexité des schémas de redistribution intra-urbaine de population laisse penser que les colonies populaires ont leurs habitants originaires d'autres parties de la ville, alors que souvent, la zone de départ

[8] Comme un négatif du centre. Ces termes font écho à « l'antimonde » de R. Brunet [1992, p. 34], sans pour autant prétendre recouvrir l'ensemble de la conceptualisation qui en a été faite.

– qu'E. Lelièvre et N. Robette [2006] appellent *l'espace fondateur* – se révèle être proche du lieu d'installation (ou *espace actuel de référence)*. Nous émettons donc l'hypothèse que la plupart des gens qui déménagent dans Mexico se dirigent vers des colonies populaires, souvent proches de leur lieu d'ancrage initial, ce qui leur permet, par là même, une meilleure capacité d'ancrage sur le lieu d'installation. Un quartier mature serait ainsi un espace de relative stabilité résidentielle et d'articulation entre installation, vectrice de densification, et poursuite des trajectoires résidentielles de proche en proche. Cette position en ferait un point d'ancrage dans la ville. Le quartier devient lieu d'accueil comme de départ, de mobilité comme d'ancrage, et s'intègre en cela à la ville, la mobilité étant la « *norme de l'intégration urbaine et sociale* » [Lévy J.-P., 2009, p. 128]. Ces questions de mobilité résidentielle demandent une réflexion sur les échelles d'analyse : ville, quartier et parcours individuels.

Une seconde hypothèse est que l'ancrage social et territorial des familles dans ces quartiers populaires périphériques n'est pas uniquement fonction de la durée d'installation dans la zone, ni de l'attachement à un seul lieu. L'ancrage est directement lié à un *capital d'autochtonie* [Retière, 1994 ; Renahy, 2010 ; Ripoll, Tissot, 2010] que les habitants vont plus ou moins mobiliser et enrichir selon un faisceau de ressources sociales spatialisées et différentes selon le lieu. La stabilité résidentielle facilite cet apprivoisement du local et peut constituer une approche de l'ancrage. Par ailleurs, les lieux de l'ancrage – notion que l'on doit toujours penser comme dynamique – sont multiples [Imbert, 2005] et ne se limitent pas à la résidence. Le processus doit ainsi prendre en compte les « autres lieux », issus d'itinéraires de mobilité résidentielle des habitants ou articulant des pratiques différentes. Il doit également tenir compte de la consolidation qui s'opère en termes de légalisation, d'accès aux services et de conformité urbanistique. Ce processus est central puisque ces quartiers, à la base précaires, se construisent dans la difficulté [Schteingart, 1981 ; Connolly, 2008]. Champ migratoire, accès à la ville, droit à la ville, capacité à mobiliser les ressources de plusieurs lieux (famille, emploi, amis, résidence – où la régularisation physique et foncière joue un rôle primordial), mais aussi disposition différentielle à quitter son logement, constitueront les différentes entrées pour appréhender l'ancrage des habitants de ces quartiers. La capacité des populations à pratiquer l'espace de la ville, à différentes échelles – locale, dans le quartier, et métropolitaine, dans les différents points d'ancrage – constitue un pan de l*'urbanité* nécessaire au processus de *maturation* du quartier et renvoie aux trajectoires des contextes dans lesquels vivent les habitants. Ces derniers ont construit leur quartier, s'efforcent de le rendre légitime aux yeux de la ville et aux leurs. L'habitant s'est approprié son espace local, sa ville, ses réseaux, et les pratique, à la manière de *bassins de vie*. Cette appropriation n'est pas le seul fait de la durée de résidence, mais d'une conjonction de facteurs sociaux, économiques, fonciers et culturels, à la fois « autochtones » et métropolitains.

Plutôt que de contribuer à polariser les catégories sociales dans ces quartiers – comme s'il s'agissait d'un enracinement vecteur d'enclavement [Rougé, 2007 ; 2010] –, l'ancrage résidentiel, troisième hypothèse, participerait à redessiner les échelles de la division sociale de l'espace métropolitain à un échelon beaucoup plus fin et à distinguer de manière plus marquée les comportements socio-spatiaux. La densification ne serait pas synonyme d'une concentration des catégories socio-économiques modestes dans les quartiers populaires – comme un *effet de quartier* pourrait le supposer [Lévy J.-P., 1998a ; Marpsat, 1999 ; Authier, 2001] –, mais d'une hétérogénéisation sociale de la population habitante. Ce phénomène peut être la preuve que les expériences urbaines des habitants se diversifient, que la distance sociale emprunte d'autres chemins que la géométrie, le paysage et la proximité du quartier [Roncayolo, 1996, p. 216] et donc, que la maturation du quartier est en marche. D'un côté, l'*autonomisation* du quartier – entendue comme le résultat de l'émergence d'un nouveau

caractère *central* au sein de la ville – contribuerait à la reproduction des inégalités. Mais d'un autre côté, les dynamiques spatiales et politiques de division sociale mêleraient cette reproduction d'inégalités à des phénomènes d'héritages « d'autochtones » (pour les anciens paysans par exemple) qui participeraient à morceler le quartier à l'échelle de la parcelle et à pratiquer le quartier de manières différentes. Par exemple, Chalco fut l'héritière de Netzahualcóyotl, recevant « les plus pauvres parmi les pauvres » dans un processus de filtrage social ascendant[9] du marché de l'habitat de Nezahualcóyotl (selon le modèle mis en évidence et développé par les sociologues de l'École de Chicago). Chalco, par ailleurs, connut des dynamiques socio-économiques et foncières concurrentielles en son sein [Hiernaux et Lindón, 2003], et est également aujourd'hui le siège d'une segmentation socio-spatiale de plus en plus fine, où les logiques politiques et foncières prennent une part importante. Ce constat serait aussi celui d'un paradoxe. Alors que l'ancrage et la consolidation physique sembleraient aller de pair avec la construction collective d'un lien social au sein du quartier – notamment au travers des associations de voisins pour les questions de régularisation –, les stratégies de mobilité résidentielle et de ressources sociales semblent se coupler d'un repli sur soi et d'une individualisation des pratiques urbaines. Ce phénomène est variable dans le temps (selon les étapes de la colonisation) et dans l'espace [Saenz, 2002 ; Burgos-Vigna, 2003].

Ce sont les rapports de pouvoirs politiques (sur les intérêts économiques, fonciers, etc.), dans lesquels sont insérés les habitants, aux différentes échelles des lieux d'ancrage (quartiers, municipes, entité fédérative – État fédéré ou DF –, métropole), qui vont peser à la fois sur la composition sociodémographique du quartier, sur les rapports sociaux entre les habitants, et sur leur mobilité depuis ce point d'ancrage. Le quartier populaire en maturation serait donc fragmenté à diverses échelles selon l'insertion plus ou moins forte dans les sphères de contrôle social et politique de la ville (organisation sociale, clientélisme politique, etc.). Ces dernières constitueraient le filtre de lecture d'un gradient différentiel de ces quartiers : ceux-là oscilleraient entre communauté homogène, solidaire et connectée à la ville, et lieu de l'anomie, de l'enclavement et de l'exclusion, du déclassement ; entre espace de l'ancrage permettant la mobilité, et espace de l'ancrage piégeant dans l'immobilisme.

La figure du quartier populaire est donc questionnée dans ses constructions sociales – celle de la *pauvreté-marginalité* [Fassin, 1996 ; CONAPO, 2009] et celle de la démocratie participative [Bacqué, Rey, 2005 ; Coulomb, 2006] – elles-mêmes liées aux mobilités résidentielles. L'observation des pratiques et des rapports sociaux dans l'espace public local, résidentiel ou non, met en lumière une variété de contacts entre les habitants (écoles, associations, places publiques, marchés, etc.). La proximité spatiale n'étant certes pas obligatoirement vectrice de mixité sociale ou de contacts [Chamboredon, Lemaire, 1970], l'usage des mêmes lieux peut révéler des pratiques et des représentations différentes, un rapport résidentiel variable, et par-là, une lecture fragmentée de l'espace public dans les quartiers populaires. Les représentations sociales et les grandes lignes de la ségrégation métropolitaine trouveraient ici leurs limites. Par ailleurs, ces quartiers seraient aussi le lieu de l'hétérogénéité des expériences collectives des territoires de proximité, et donc le lieu des rencontres de l'autre par excellence [Duhau, Giglia, 2004b]. Les rapports sociaux et les formes d'organisation collective des quartiers représentent des supports de solidarités et des ressources pour les habitants, dont il faut tenir compte, sans tomber dans les travers de l'idéalisation ou du nihilisme.

[9] Les inégalités « héritées » ou recréées sont relatives à l'intérieur ou entre les différents groupes sociaux en présence. Le filtrage social peut se faire à la fois entre « anciens autochtones » –, les paysans par exemple, entre autochtones ayant réussi et nouveaux arrivants pauvres – entre autochtones déclassés et nouveaux arrivants « riches », entre « nouveaux autochtones » (installés depuis suffisamment longtemps), ou encore avec les nouvelles générations.

Quatrième et dernière hypothèse, l'ancrage résidentiel ne serait pas à appréhender au sens d'une sédentarité *stricto sensu*, mais davantage en termes de stabilité relative dans un type d'espace. La reproduction des inégalités et la division sociale plus fine de l'espace contribueraient à faire de ces quartiers des étapes intermédiaires dans les stratégies résidentielles, notamment au moment du changement intergénérationnel : lors de la décohabitation, de la possibilité d'accéder à la propriété, de spéculer sur la valeur d'un bien immobilier, etc. Une périphérie populaire *mature* serait ainsi un moteur en puissance d'une croissance intra-métropolitaine périphérique, se faisant souvent en « sauts de puce », de quartiers illégaux en quartiers illégaux [Huamán, Baretto, 2002 ; Huáman, Gonzalez, 2008]. C'est dans ces contextes[10] , incluant les caractéristiques physiques de l'habitat, comme des positions sociales des habitants [Lévy J.-P., 2003], que s'inscrivent les ressources sociales du quartier (amis, famille, etc.) qui, dans la construction d'un ancrage dynamique, permettront les explorations futures pour les deuxièmes générations. Celles-ci pourraient construire dans ces périphéries les systèmes de lieux et de multi localisations sur le modèle d'un fonctionnement archipélagique local [Quesnel, 2009]. Ces questions soulèvent également les enjeux de pouvoirs, notamment juridiques, et de réserves foncières pour le logement populaire en périphérie de Mexico, dont l'accès « traditionnel » serait de plus en plus remis en cause [Tomas, 1997 ; Salazar, 2009].

Cheminement méthodologique et démarche générale adoptée

Cette étude cherche ainsi à appréhender l'articulation des dynamiques urbaines et des expériences citadines. La maturation par l'ancrage doit cerner l'insertion des urbains (individus et groupes sociaux) dans leur cadre de vie, englobant les formes du peuplement et les pratiques dans la ville. Une telle approche nous conduit à déployer un ensemble de méthodes à la fois quantitatives et qualitatives pour mesurer la complexité des caractères périphérique et populaire des quartiers étudiés, tout comme des dynamiques d'ancrage et de mobilités à l'œuvre localement. Il s'agit donc de mettre en relation un contexte métropolitain et des singularités locales, voire individuelles.

Cette articulation a donné lieu au choix et à la comparaison de quatre principales zones d'enquête. Ces zones ont été sélectionnées sur des critères prenant d'abord en compte le caractère périphérique, le dynamisme démographique, puis migratoire, le « type de peuplement », « l'environnement urbain » (foncier, administratif, topographique et morphologique) et enfin l'âge du peuplement. La question n'était pas tant celle de la représentativité métropolitaine que celle de la diversité des situations possibles, le but étant de couvrir une palette variée de réalités périphériques.

La ville étant à cheval sur le District fédéral et l'État de Mexico, nous avons retenu deux municipalités « dynamiques » dans chaque entité fédérative. Au sein de ces municipalités, nous avons sélectionné des quartiers populaires d'une vingtaine d'années environ et aux régimes fonciers variés (carte 6.1). Dans ces contextes différents, au cours d'un travail de terrain réalisé entre 2009 et 2011, il s'est agi de comprendre le peuplement des quartiers, leur statut, les itinéraires biographiques des habitants, les interventions des autorités locales, les

[10] À travers une étude sur le peuplement et la territorialité en lien avec les trajectoires résidentielles, J.-P. Lévy [1998a ; 2003] a mis en évidence des effets de contexte dans le peuplement et a montré (en France) que les ménages mobiles changent de logement majoritairement au sein d'une même « aire résidentielle », vers des îlots d'une strate sociale similaire ou contigüe. Les *effets de contexte* incluent alors les caractéristiques physiques de l'habitat, comme des positions sociales des habitants, et participent à articuler et orienter les trajectoires résidentielles.

mécanismes de l'approvisionnement en services de base et ceux de la régularisation foncière, ainsi que les organigrammes locaux.

L'ancrage s'appréhende comme un processus devant intégrer les trajectoires résidentielles, les proximités familiales et les pratiques dans le lieu[11] ; l'ensemble de ces dimensions devant participer à définir *l'attachement à un lieu* [Imbert, 2005, p. 6]. Le suivi des itinéraires biographiques[12], à la manière du Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique (GRAB, 1999), s'il n'a pu être reproduit, a toutefois inspiré une démarche exploratoire dans la tenue des entretiens et dans la collecte de questionnaires pour chacune des zones d'étude. Sans prétendre procéder à une interpolation risquée, cette démarche a participé à une meilleure compréhension des processus sociaux fondateurs de l'ancrage. Elle a permis de tester les hypothèses et affiner les thématiques et questionnements.

Nous avons alors combiné analyse de données officielles et approche compréhensive et empirique (voir 2.5). Les données qui soutiennent ce travail relèvent de plusieurs sources :

- les recensements de populations de l'Institut national des statistiques de géographie et d'informatique (INEGI) de 1990 à 2010, à l'échelon des *agebs*[13] (maillage infra-municipal comparable à celui des *Iris*) – voire à l'échelon des *manzanas* pour 2010 (échelon comparable à celui des îlots) – et le traitement des données relatives à la mobilité à l'échelon individuel dans le fichier détaillé (*muestra*) (annexe I.1);
- une enquête de mobilité quotidienne *Encuesta origen destino* de 2007 de l'INEGI, à l'échelon des districts (plus ou moins équivalents aux municipalités) (annexe II.5) ;
- une série de questionnaires exploratoires, auprès des jeunes parents résidents, collectés systématiquement dans les groupes scolaires des zones étudiées (n = 366 ; annexe III.1.2) ;
- plusieurs séries d'entretiens libres ou semi-directifs auprès d'habitants, comme d'acteurs de l'aménagement des quartiers (n = 212 ; annexe III.1.1) ;
- et l'observation directe.

Le contexte social, démographique et économique est analysé par les données du recensement. Le suivi des itinéraires biographiques par questionnaires permet d'appréhender de manière intégrée (étapes professionnelles, familiales et résidentielles) la mobilité des individus. Les politiques publiques ont également fait l'objet d'investigations, relatives aux enjeux d'aménagements, dans des territoires où les pressions urbaines sont grandes, mais où les moyens sont largement limités.

Les questionnements relatifs aux thématiques abordées dans ce travail ont nécessité la mobilisation d'une bibliographie riche et renouvelée sur la place des mobilités et des ancrages dans les processus de territorialisations urbaines. Afin de garder une vue d'ensemble du processus de maturation par l'ancrage, nous avons dû faire des choix dans les références analysées au cours de cette recherche (bien sûr si imparfaite). Nous sommes conscient du manque d'exhaustivité que ce travail implique, tant sur les questions de consolidation de quartiers précaires, dans la littérature française, mexicaine et anglo-saxonne, que sur les questions de mobilités urbaines et de division sociale de l'espace urbain. Nous prenons la mesure du travail qui reste à faire pour une meilleure connaissance de la richesse des recherches menées sur les mobilités urbaines, françaises et anglo-saxonnes, tout comme des

[11] Le suivi des mobilités quotidiennes (en termes de pratiques pour l'emploi, la famille, les courses, les amis, entre autres) permet d'appréhender l'usage du quartier et de l'espace urbain par les habitants.

[12] On peut citer à titre d'exemple de travaux sur la question ceux d'E. Lelièvre et C. Bonvalet pour l'Institut National des Études Démographiques (Ined), ou de F. Dureau, V. Dupont et M. Bertrand pour l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD).

[13] *Área Geo Estadística Básica*. Aire géo statistique de base. Ces unités, instaurées par l'INEGI à partir de 1990, délimitent une partie d'une localité de 2 500 habitants ou plus ou un chef-lieu municipal, indépendamment de sa population, en ensembles qui vont généralement de 1 à 50 pâtés de maisons (*manzanas*) [INEGI, 2010] (annexe I.1).

réflexions de l'École de Chicago sur la ségrégation socio-spatiale et les lectures françaises et mexicaines qui en ont été faites. Il s'est alors agi d'aborder la question de manière transversale en donnant une place toute particulière à l'arpentage de terrain pour toucher au plus près l'expérience des habitants de ces quartiers et de sélectionner les références en conséquence.

Les étapes de la recherche

Cette thèse se propose donc de présenter une dynamique sociale, démographique, économique et morphologique d'un type de périphérie au regard de l'ancrage de leurs résidents. L'exposé de ce travail sera articulé en trois temps.

La première partie vise à présenter le cadre de l'étude : nous devons tout d'abord cerner les contours de l'objet de recherche – les quartiers populaires périphériques – (chapitres 1 et 2), sur lequel nous avons choisi de porter une analyse de la maturation par les mobilités et les ancrages. Dans un premier temps, les dynamiques métropolitaines et les productions de logements seront présentées. Puis dans un second temps, c'est la dimension de quartier populaire qui sera analysée, afin d'exposer les quatre terrains d'étude choisis. Il s'agit ensuite de définir les grilles de lectures de l'objet afin de comprendre les problématiques soulevées (chapitre 3).

Dans un deuxième temps, nous cherchons à articuler les deux thématiques, à la fois complexes et *a priori* contradictoires, que sont la mobilité et l'ancrage, en présentant le contexte de l'objet d'étude, à savoir le rôle des mobilités et ancrages comme « producteurs » et « modificateurs » de la ville, notamment dans le peuplement de la périphérie. Nous voulons appréhender dans quelle mesure ces dynamiques participent au processus de réécriture de la ville sur elle-même. Il s'agit de définir, à différentes échelles, le contexte de différenciation sociale de l'espace métropolitain (chapitre 4), puis d'éclairer la spécificité et la diversité de ces espaces par rapport aux schémas des mobilités résidentielles et quotidiennes au sein de la ville (chapitre 5). Enfin, la lecture politique et juridique d'une périphérie populaire essentiellement construite dans l'illégalité reste indispensable à la contextualisation de l'objet (chapitre 6).

L'ancrage est un processus à la fois dynamique, pluriel et ne se limite pas à la durée de résidence. Une étude de la maturation par cette dynamique doit ainsi prendre en compte les trajectoires résidentielles des habitants de ces quartiers, à différentes échelles. D'abord, une analyse est menée sur les données agrégées quant à la qualification socio-résidentielles des migrants intra-urbains (chapitre 7). Ensuite, l'analyse empirique permettra d'appréhender plus finement stratégies et systèmes résidentiels (chapitre 8). En plus du système résidentiel, l'ancrage se détermine par les pratiques et expériences du lieu, qui peuvent émerger des proximités et des ressources locales (chapitre 9). Ces ressources ne sauraient s'appréhender sans tenir compte du rôle de la consolidation urbaine et de la régularisation dans des quartiers à la base illégaux, et plus globalement d'une certaine mobilité des contextes de l'ancrage (chapitre 10). Enfin, il s'agit de mettre en lumière la diversité des processus de maturation au regard de l'évolution de la division sociale de l'espace depuis vingt ans dans ces espaces (chapitre 11). Ces aspects des trajectoires de la maturation seront traités dans la troisième partie, et contribueront à définir ce processus au croisement des trajectoires individuelles et de l'hétérogénéité des trajectoires des contextes résidentiels.

Partie I

Étudier les territoires de la maturation

Les périphéries populaires de Mexico, fruits des mobilités et lieux d'ancrages

Introduction de la première partie

Cette étude porte sur la mobilité spatiale des habitants de Mexico et sur les évolutions des espaces dans lesquels elle s'inscrit. Cette relation réciproque entre les trajectoires des hommes et des lieux relève d'une grande complexité, que l'on oserait rapprocher d'une tentative d'analyse de la morphologie sociale selon l'acception de Maurice Halbwachs [1938]. Aussi diverses que soient les trajectoires individuelles, tout comme celles des contextes urbains dans lesquels elles s'opèrent, nous avons fait le choix de porter notre regard sur un type d'espace en particulier, en périphérie de la ville d'une part, né principalement dans l'informalité et semblant destiné aux catégories dites populaires, d'autre part.
L'éclairage proposé est ainsi double. Premièrement, les trajectoires des individus s'appréhendent comme un système de lieux qui se succèdent dans le temps. Deuxièmement, les trajectoires des espaces urbains se dessinent au carrefour des mobilités, mais aussi des expériences et des ancrages des individus qui les pratiquent.
Les « quartiers populaires », figure complexe de la géographie urbaine s'il en est, interrogent, classiquement de par leur ampleur et leur formation, mais également de par leur pérennisation, voire ce qui semble apparaître comme une certaine intégration à la ville – dans le sens où ils deviennent la principale incarnation de l'espace urbain. Ces territoires de la maturation, les périphéries populaires, ont constitué le principal réceptacle de la croissance de Mexico.
La construction de cet objet géographique est évidemment en lien avec la mobilité et son corollaire l'ancrage, angles de lecture des trajectoires individuelles, que l'on croise avec les trajectoires des contextes – entendus ici comme quartiers –, pour analyser la maturation de ces derniers. Une première hypothèse de cette thèse était qu'une des trajectoires des lieux entendait « un quartier mature comme un quartier d'arrivée », à savoir une production initiale par des mobilités intra-urbaines restructurant les dynamiques métropolitaines en périphérie et faisant des quartiers populaires une des principales productions de la ville périphérique. Mobilités et ancrages construisent le territoire périphérique. Ils le font naitre, puis le font vieillir. L'analyse croisée des dynamiques des individus et des lieux doit d'abord rendre compte du caractère polysémique des quartiers populaires, lieux qu'il faut caractériser, par leur position dans les unités géographiques, leur habitat, la composition de leur population, leur accès aux ressources et par leurs qualificatifs subjectifs [Dureau, Beauchemin *et al*, 2006].

Dans cette première partie, il s'agit de préciser le cadre théorique et méthodologique de l'étude, en insistant sur la définition des termes adoptés – objet et éclairages – et leur inscription dans une approche géographique, qu'ils soient singuliers comme les concepts de « maturation » ou « d'ancrage », ou plus usités, mais non moins complexes, comme « périphéries », « quartiers populaires », « trajectoires » et « mobilités ». Il s'agit aussi de poser les bases d'une lecture des transformations des quartiers populaires périphériques de Mexico par les pratiques citadines de mobilités résidentielles et quotidiennes et d'ancrages.
Les deux premiers chapitres tentent de définir avec précision l'objet de l'étude. D'abord, les colonies populaires renvoient à un objet spatial urbain périphérique. Il s'agit également d'un espace social populaire qui sera abordé à travers les exemples de quartiers présentés en chapitre 2. Enfin, le troisième chapitre expose et justifie l'approche par les mobilités et les ancrages des individus en ville pour analyser les trajectoires de maturation des espaces concernés. Le parcours de recherche et les choix méthodologiques suivis pour mener cette approche seront présentés tout au long de l'exposé.

Chapitre 1.

Les périphéries populaires dans le peuplement de la métropole

Contours de l'objet

« Pour elle la banlieue, c'est toujours gris,
comme un mur d'usine, comme un graffiti… »
Renaud Séchan, *Banlieue Rouge*, 1981.

Les quartiers populaires périphériques forment des objets géographiques complexes, quelle que soit la latitude. Au Mexique, ils font littéralement écho aux *colonias populares* ou aux *asentamientos irregulares*[1], mais ne s'y limitent pas[2]. Bien que « périphérie » et « quartiers populaires » ne puissent être réduits l'un à l'autre, cette forme de production urbaine est massive, dans le paysage, comme dans l'expérience des citadins et dans les discours politiques[3]. M. Davis alarme au sujet des villes comme Mexico : « *les aires suburbaines de nombreuses villes pauvres sont désormais si étendues qu'il serait peut-être utile de repenser la notion de périphérie* » [2006, p. 39]. Il s'agit alors de définir avec précision la réalité morphologique, sociale et politique qui renvoie à la terminologie de « colonie populaire périphérique » et qui constitue le point de départ de notre démarche.

Cette approche doit répondre aux trois points de vue adoptés dans cette thèse : une première entrée par les périphéries, une seconde par le peuplement lié aux mobilités résidentielles dans ces périphéries, et une troisième par le choix des colonies populaires comme expression principale du peuplement périphérique lié à ces mobilités. D'évidents problèmes de définition des contours de cet objet se posent. Nous nous appuierons d'abord rapidement sur un ensemble de définitions des périphéries urbaines, à la fois du point de vue français et mexicain, selon qu'on adopte une vision théorique et/ou opérationnelle. La mobilisation de références françaises est ici intimement liée à l'exercice de traduction que l'écriture en français implique. Ce travail nécessite alors de tester la pertinence des concepts et des constructions théoriques – souvent formalisées autour des cas français –, et de mettre à l'épreuve les grilles de lecture et les catégories de pensées, pour aborder les réalités mexicaines.
Les espaces périphériques constituent l'approche spatiale permettant de cerner le peuplement de Mexico, inscrit dans différentes dynamiques urbaines et démographiques, où se positionnent les mobilités résidentielles. C'est ensuite dans les différentes productions de la ville en périphérie par ces mobilités qu'il s'agit de préciser puis de définir la place des quartiers populaires.

[1] Installations irrégulières.
[2] On pense ici au secteur de l'habitat d'intérêt social (logements sociaux).
[3] On pense par exemple à la définition opérationnelle de *marginación urbana* (marginalité urbaine) visant explicitement les *colonias populares* en périphérie [CONAPO, 2009]. Nous y reviendrons au chapitre 2.

1.1. Espaces périphériques, espaces spécifiques

Qui dit périphérie dit centre, et donc nécessairement opposition, notamment en termes de caractère *urbain* de l'espace. La périphérie, non plus observée comme négatif du centre, ni comme simple support spatial, devient un processus et serait le lieu de la construction de nouveaux territoires selon des trajectoires variées relevant d'une *maturation urbaine*. Sans rentrer dans le détail des débats sur la conceptualisation des périphéries urbaines – qui dépasse largement le cadre de cette étude –, on peut distinguer les questionnements majeurs qui leur sont associés. La confrontation des littératures françaises et mexicaines sur la question offre un premier angle de vue sur les espaces que l'on nomme « périphériques » dans cette étude sur Mexico. Il s'agit de voir que la périphérie est avant tout un espace relatif, entre ville et campagne, de plus en plus analysé comme un espace tiers et intermédiaire aux caractéristiques propres, capables de supporter le concept de maturation. Une fois ce cadre général posé, nous chercherons à situer ce que nous entendrons de manière opérationnelle par périphérie dans notre étude.

1.1.1. La périphérie urbaine comme espace relatif

Les périphéries se dressent en objet majeur des études urbaines, depuis les premières interrogations sur leur « création » – avec l'étalement urbain dans les années 1940 – jusqu'à leurs transformations, au cœur des reconfigurations des logiques de fonctionnement et d'organisation de la société (urbaine) contemporaine [Dumont, Hellier, 2010, p. 11]. Comprendre le cas mexicain au sein de la géographie française nécessite alors une confrontation des différents apports théoriques sur la construction de l'objet.

La périphérie d'une ville est ce qui l'entoure et qui s'éloigne de son centre. Il s'agit d'un espace mouvant puisque sa place est sans cesse relativisée par rapport au centre, voire à la centralité. La périphérie est également, dans une acception moins spatiale, mais qui coïncide avec le cas de la spatialité urbaine, le lieu de la domination par le centre [Brunet *et al*, 1992]. L'approche géographique de la périphérie l'insère systématiquement dans une relation hiérarchique[4] où les interactions entre les espaces sont dissymétriques [Lévy J., Lussault 2003; Pumain *et al*, 2006].
Dans le cas de l'urbain, la question de la dépendance par rapport au centre soulève le problème des inégalités et de la gouvernance dans des espaces qui relèvent souvent en Amérique latine d'une irrégularité juridique complète au moment de leur formation. M. Castells, ou encore M. Schteingart[5], parlent « d'urbanisation dépendante » inscrivant l'expansion périphérique des villes latino-américaines dans la théorie marxiste de la dépendance des pays du Sud, déterminée par l'échange inégal avec les pays du Nord. Les périphéries – principalement populaires – seraient ainsi le fruit du décalage entre croissance démographique et urbaine d'un côté, et production et redistribution des richesses de l'autre, augmentant par-là la ségrégation[6] socio-spatiale intra-urbaine [Castells, 1971]. Dans la

[4] La question des rapports hiérarchiques entre les espaces urbains a notamment été développée par M. Castells [1972] dans son ouvrage *La question urbaine* qui a eu un écho fort dans la lecture de la ville latino-américaine.
[5] Voir SCHTEINGART M. [1973]. *Urbanización y dependencia en América Latina*, SIAP, 372 p.
[6] Si l'analyse des processus et états de la ségrégation socio-résidentielle à Mexico a fait l'objet de très nombreux travaux, l'acception retenue ici se veut la plus simple et la plus englobante possible, le terme étant particulièrement polysémique et ayant fait l'objet d'une ancienne et riche théorisation en sciences sociales [Brun, Rhein, 1994]. L'acception large utilisable en géographie renvoie à la position « purement empirique et descriptive » décrite par J. Brun [1994, p. 22] : « *la distinction spatiale entre les aires de résidence de groupes de population vivant dans une même agglomération* ». L'aboutissement statique de cette distinction est la constitution d'unités [Brunet, p. 407] marquées par une faible diversité sociale et une délimitation nette avec le

géographie française, la périphérie urbaine est analysée à travers les objets de « banlieue » et de « périurbain », d'ailleurs synonymes selon R. Brunet *et al* [1992, p. 343]. Dans un cas comme dans l'autre, le lien au centre est clairement mis en avant [Vieillard-Baron, 2001 ; Cailly, 2003]. Il s'agit du lieu de « l'extension », de la « progression », de la « croissance » et de la « mutation » paysagère, économique, résidentielle, foncière, démographique et sociale vers un « type urbain » [George, Verger, 2009].

Quel que soit le contexte d'étude, la difficulté réside dans la délimitation de ces objets. Si l'on s'accorde sur le caractère évolutif et la définition basée sur une différenciation par rapport au centre et l'époque de création [Chaléard, Le Bris, 2012], la diversité des réalités urbaines entendues sous l'appellation « périphéries » reste le problème majeur. Au sujet des banlieues, H. Vieillard-Baron cerne avec humour :
« *Disserter sur les banlieues en général est facile, en délimiter précisément les contours n'est pas simple, d'autant que la banlieue n'est jamais en elle-même un critère statistique, ni une catégorie administrative. Précisément avec la banlieue, ce sont les catégories de description de nos sociétés qui sont en question et, plus généralement, les modes de conceptualisation relatifs au monde urbain. Comment en effet rendre compte, avec des mots justes, des fondements et des processus qui sont à l'œuvre dans un espace social soumis obligatoirement à l'attraction des villes* ? » [2001, p. 5].

Il est vrai que la frontière théorique, spatiale et temporelle entre péricentre, banlieue et périurbain est floue. On retient des différentes définitions de ces objets le gradient radioconcentrique, donnant une lecture en couronnes de l'espace urbain (comme à Mexico sur la carte II.4.1 en annexe II.4). Si la banlieue en France est communément admise comme la périphérie la plus dense d'une ville et la plus proche des zones centrales [Grésillon, 2003 ; INSEE, 2012][7], le périurbain en constitue la partie la plus extérieure, la moins dense et la moins diverse, mais où émerge toutefois un nouveau modèle d'urbanité [Cailly, 2003]. C'est bien l'idée de la mixité et de l'intermédiarité qui se développe au sujet des espaces périurbains : plus qu'un espace au service de la ville, manquant d'urbanité et tendant à être ségrégé, le périurbain est notamment défini par P. Arnould *et al* [2009] comme à la fois marge et interface entre le rural et l'urbain. Espace intégrant la triple entrée géographique – temporelle (contexte évolutif), spatiale (localisation des phénomènes) et acteurs (groupes et individus, sociaux et politiques) – et se conjuguant à des échelles diverses, la périphérie soulève l'intérêt d'un questionnement spécifique afin de mieux cerner son peuplement – le processus par lequel un groupe humain occupe l'espace[8] – et son appropriation dans le cas spécifique des colonies populaires de Mexico.

---

reste de l'espace [Lévy, Lussault, 2003], ou plus globalement de « *zones d'habitat fortement différenciées par les caractéristiques sociales de leur population résidente* » [Brun, 1994, p. 23] aboutissant à une « *configuration du peuplement urbain dans laquelle sont perceptibles, à une échelle quelconque, des contrastes spatiaux dans la composition de la population d'après divers critères sociaux* » [Brun, 1993, p. 3]. La ségrégation renvoie en ce sens à un degré de proximité spatiale des membres d'un même groupe social combiné avec sa distance avec les autres groupes [Rubalcava, Schteingart, 2012, p. 18]. En contexte urbain, elle renvoie donc globalement aux formes les plus tranchées de la division sociale de l'espace et aux interprétations des facteurs sociaux à l'origine de cette division [Grafmeyer, 1994 ; Grafmeyer, Authier, 2011].

[7] En 2012, dans la nomenclature de l'INSEE, si une commune d'une agglomération multicommunale a une population supérieure à 50 % de l'aire urbaine (ou supérieure à 50 % de la population de la commune la plus peuplée), elle est ville-centre. Sinon, elle est commune de banlieue de l'agglomération.

[8] Définition de H. Le Bras [2003] qui, plutôt que l'approche première du peuplement du point de vue de l'espace (« *processus démographique par lequel un territoire reçoit de la population* », *Le Petit Robert,* 2004, p. 1923) – alors simple support pour les hommes – redonne leur place aux hommes, faiseurs de territoire par leurs stratégies, et non par la simple occupation humaine.

1.1.2. Quelle périphérie à l'épreuve du concept de maturation ? Questionnements sur la métropolisation et l'intermédiarité

Définir les périphéries urbaines constitue donc une difficulté majeure. Il ne s'agit ni de ville, ni de campagne, ni d'« anti-ville ». Un des objectifs de cette recherche est, à l'instar des courants actuels de recherche sur les périphéries urbaines, de questionner les périphéries sous l'angle d'une « intermédiarité » pouvant être le support de processus de maturation [Dureau, 2000a ; Dumont, Hellier, 2010 ; Rougé, 2010 ; Imbert *et al*, 2011]. Les processus de banalisation des banlieues [Lévy J.-P., 2009], du périurbain ou des villes nouvelles, en France ou dans les pays du Sud, renvoient grossièrement au passage de la non-ville à la ville.

La clef de lecture périurbaine dans les mobilités et ancrages ?
Il s'agit d'ancrer notre réflexion dans les questionnements autour de l'hétérogénéité des aspects et des pratiques de la périurbanité mise à jour par les recherches actuelles. Cette périurbanité analysée dans le contexte occidental, interroge dorénavant – davantage que l'expansion déjà ancienne ou le vieillissement – la complexification et les différenciations accrues liées aux cohabitations intergénérationnelles émergentes dans ces espaces, ainsi que les représentations, mobilités et ségrégations – sociales et spatiales – qui en découlent.
La dimension hétérogène et évolutive de ces rapports justifie l'approche par les mobilités et l'ancrage. J.-P. Lévy [2009, p. 125] prend même cette dimension comme l'expression majeure de l'émergence d'un nouveau modèle spatial à l'origine des nouvelles territorialités périphériques. L'auteur parle d'une « normalisation » dans le sens où la croissance des mobilités quotidiennes et résidentielles infra et intra-périphériques serait l'expression de l'autonomisation de ces espaces par rapport aux centres.
Le prisme des mobilités tend classiquement à analyser le périurbain sous l'angle d'un monde dépendant du centre. D'un côté, il est impossible de nier les problèmes d'accessibilité, pouvant faire de cet espace un lieu de rétention, de captivité et d'exclusion sociale et spatiale et en cela, l'espace des tensions sociales et politiques. D'un autre côté, de par son ouverture et sa position d'« entre-deux », il peut être le lieu du métissage de l'urbain et du rural [Arnould *et al*, 2009], caractérisé par la multi-appartenance territoriale, comme par l'ancrage local. Ce double tranchant de l'analyse de la périurbanité a pu être ainsi analysé, entre « splendeur et misère » [Bonard *et al*, 2009]. L'hybridité périurbaine permet de remettre la mobilité au cœur des schémas de peuplement – notamment lorsque les mobilités résidentielles s'effectuent de proche en proche et favorisent l'ancrage [Berger, 2004 ; Imbert, 2005 ; Lévy, 2009] – et d'accessibilité à la ville ; au-delà de l'étalement urbain, ces schémas renvoient aux modes de vie et aux processus de territorialisation. Ces derniers peuvent être analysés du point de vue de la ville – comme en témoignent les travaux sur l'urbanisation et l'autoconstruction périphérique à Mexico [Hiernaux, 1991] – ou de celui de la campagne, comme l'a fait M. Banzo dans l'étude des mutations dues à l'urbanisation du bassin laitier périurbain du Chalco [1998]. Dans notre travail, c'est « depuis le résultat des mobilités résidentielles » que nous choisissons d'observer ces périphéries : à savoir, dans ce qui est devenu ou deviendra un espace urbanisé.

Le problème de l'échelle : ville, métropole, mégapole, mégalopole ?
La lecture par le périurbain, marginale au Mexique [Banzo, 1998], pose évidemment un problème majeur d'échelle et de délimitation : où s'arrête le périurbain s'il englobe les espaces sous influence à la fois de la ville et de la campagne ? Si dans le cas de villes européennes étudiées dans la littérature française, la question fait (déjà) débat, la redistribution de la croissance de la ville de Mexico à l'échelle de la région Centre du

Mexique incite à redessiner les limites de la mégapole[9] au-delà de la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico – telle qu'elle est définie par l'INEGI, le CONAPO (*Consejo Nacional de Población*) et le SEDESOL (*Secretaría de Desarrollo Social*) en 2010 –, dans la mégalopole[10] émergente de la région du Grand Mexico[11] [Garza, 1987, 2001 ; Banzo, 1999 ; SEDESOL, 2000 ; Aguilar, 2002 ; Aguilar, Ward, 2003 ; Suarez, Delgado, 2006 ; Tallet, Ribardière, 2010]. Cette grande région comprend de vastes espaces d'urbanisation diffuse polarisée par des « villes secondaires » comme Puebla ou Cuernavaca. Cet espace métropolitain devient alors celui des nouvelles concentrations [Aguilar, Ward, 2003]. La densification de la région centrale est fortement liée au poids croissant de la mobilité résidentielle, supérieure à la production de logements sur la période récente : ce constat conduit à l'idée d'une « maturation » du système métropolitain, notamment mis en valeur pour l'exemple de Bogotá [Dureau, 2000a ; Dureau *et al,* 2004].

Même si les mobilités résidentielles sont à contextualiser dans un processus de métropolisation[12] à inscrire à plusieurs échelles – dont celle de la région du Grand Mexico – nous avons dû faire le choix de l'appréhension des périphéries urbaines du point de vue de l'échelle opérationnelle de la ZMVM afin de cerner l'expansion physique de la ville de Mexico. À cette échelle-là, les dynamiques d'urbanisation – et de banalisation – restent les plus visibles et les plus sensibles.
Par ailleurs, malgré la pertinence des termes de périurbain et de banlieue – dont nous appliquons les grilles de lectures –, l'exercice de la comparaison raisonnée entre les cas mexicains et français incite à la mobilisation du terme plus générique de « périphérie », constituant le terme le plus proche du vocable espagnol le plus utilisé d'une part[13], permettant d'insister sur les caractéristiques propres des espaces sélectionnés pour notre étude d'autre part.

---

[9] Utilisé ici au sens premier d'une très grande ville, une « *agglomération gigantesque de plusieurs millions d'habitants* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 1599]. Selon les Nations Unies, une mégapole – traduction de *megacity* – est une agglomération urbaine dépassant le seuil des 10 millions d'habitants [UN, 2012, p. 2].

[10] Terme utilisé en autres par les auteurs cités et faisant référence au fonctionnement urbain décrit par Jean Gottmann (Gottmann J. [1961]. *Megalopolis. The Urbanised North Eastern Seabord of the United States*, Cambridge, MIT Press & Twentieth Century Fund) au sujet du réseau des villes de la côte nord-est états-unienne. Mais tous les auteurs semblent aborder la question en interrogeant la validité d'une telle modélisation au sujet de la région du Grand Mexico, davantage observée comme un potentiel devenir que comme une réalité démontrée. Si la région est constituée d'une conurbation de villes puissantes qui bénéficient largement d'une redistribution des activités et de la population depuis une vingtaine d'années, elle reste largement dominée par la capitale et handicapée par une connexion insuffisante entre ces « villes secondaires ». L'arc autoroutier Nord (Toluca – Puebla) – devant faire office de périphérique – n'est par exemple achevé qu'en 2011.

[11] On délimite un rayon de 100 km autour de la ZMVM, intégrant les cinq États de Mexico, Puebla, Tlaxcala, Hidalgo, Morelos, et une partie de l'État du Querétaro. Se distinguent six zones métropolitaines ou grandes villes qui relaient l'influence de la mégapole et qui ont bénéficié du processus de décentralisation (de population et des activités, notamment de production industrielle). On peut citer Toluca, à l'ouest de la ZMVM, capitale de l'État de Mexico avec près d'un million d'habitants, Cuernavaca, capitale de l'État de Morelos (640 000), Puebla-Tlaxcala (2 millions d'habitants), capitales des États de Puebla et Tlaxcala, à l'est, Pachuca, capitale de l'État d'Hidalgo au Nord, et Querétaro au nord-ouest, plus éloigné, mais relativement important (sur la route de Guadalajara). Le réseau autoroutier structure le développement de l'ensemble. On distingue quelques axes majeurs : les autoroutes de Toluca, de Pachuca, les routes de Puebla et Chalco-Amecameca vers le Sud en direction de Cuautla, l'axe intra-périphérique nord-est Texcoco-Teotihuacán, et la route de Querétaro. Ce vaste ensemble plus ou moins urbain, de plus de 35 millions d'habitants en 2010, structure la Région Centre et prend la forme « d'un système solaire » [Rufat, 2006] avec une capitale qui concentre l'essentiel des hommes, des activités et détermine la plupart des relations et des flux.

[12] Dont on rappellera qu'il renvoie à une décentralisation de la structure urbaine impliquant une multipolarisation couplée d'une plus forte centralisation des services.

[13] Le terme périurbain existe en espagnol (*periurbano*), même s'il est moins mobilisé que celui de *perifería*. En revanche, le terme de banlieue n'a pas d'équivalent à proprement parler.

Périphéries dans la métropolisation : débuts d'urbanité, fin de la domination ?
Si l'approche des périphéries de Mexico est réalisée à l'échelle de la métropole et du point de vue de la ville, aborder les périphéries demande alors de s'interroger sur le véritable caractère urbain de ces espaces : sommes-nous dans de la « non-ville » ? Est-on ici en train de reproduire de la ville ? Y-a-t-il production d'urbanité ? Ces espaces ont-ils vocation à devenir *centraux* ? Doivent-ils être le support des déplacements des concepts d'urbanité-centralité-domination appliqués aux centres-villes ?
Cette vaste interrogation rejoint également les questionnements autour de la dynamique de métropolisation, dont les périphéries sont une expression significative. La concentration des valeurs et des personnes dans ces espaces, dans le cadre de l'économie globalisée, invite à penser que les évolutions à l'échelle mondiale trouvent une inscription locale particulière en périphéries urbaines. Celles-ci ne sont plus rurales, ni complètement urbaines, mais dans des dynamiques d'occupation et d'appropriation du territoire nouvelles, devant largement dépasser les schémas centre-périphérie. Observe-t-on alors l'émergence d'espaces tiers ou un modèle « intermédiaire » ? Doit-on penser « au-delà de la ville » – comme le propose le modèle de *métapole*[14] [Ascher, 2003] – et concevoir une multipolarisation en analysant dans les périphéries un processus de réarticulation des centralités ? La diversité des configurations périphériques, en termes de logiques physiques, sociales, économiques et politiques, met au jour la diffusion des centralités, l'obsolescence du dualisme urbain et le changement d'échelle dans l'appréhension des modes de structurations socio-spatiales [Veltz, 1996 ; Ascher, 2003]. Rappelons toutefois la prudence qu'il faut garder par rapport à la mobilisation systématique de la notion de métropolisation dans l'analyse : si les dynamiques qui lui sont liées sont souvent mises en avant au sujet des périphéries de villes comme Mexico, elles restent à distinguer des processus d'urbanisation et du « simple » étalement urbain, qui ne relèvent pas forcément de ladite métropolisation [Di Méo, 2010].

Si ces questionnements théoriques semblent difficilement transposables dans la poussière des colonies populaires périphériques de Mexico, ils ne sont pas pour autant contre-nature. Ils renvoient à une éventuelle spécificité des interactions sociales dans l'espace urbain, et plus largement aux sociabilités dans l'espace public [Duhau, Giglia, 2004b]. La question de l'*urbanité* émergente est au cœur même du processus de maturation, car il s'agit bel et bien de s'interroger sur les processus menant au couplage de la densité et de la diversité des inscriptions de la société urbaine dans ces espaces [Lévy, Lussault, 2003]. Ce couplage est évolutif et recouvre des aspects morphologiques, sociaux, politiques, ainsi que la configuration spatiale de ces aspects – qui constitue une variable essentielle – toujours relative à une centralité. Cette dernière notion, qui étymologiquement s'oppose à la périphérie, doit mesurer la dimension évolutive de la périphérie, notamment du point de vue de ses liens avec le reste de la ville. Au sein d'une étude sur les mobilités et ancrages, c'est bien évidemment la dimension de capacité de polarisation et d'attractivité de ces lieux qui est questionnée [Dematteis, 2003 ; Pumain *et al,* 2006]. La concentration spatiale ici interrogée est celle des réseaux familiaux, sociaux et économiques en place et en formation dans ces espaces… si loin du centre ou d'un centre.

La polarisation périphérique observée dans la dynamique de métropolisation ainsi mise au jour dans cette partie questionne la place de « dominée » de la périphérie dans la métropole, souvent vue comme la « marge urbaine »[15].

[14] À inscrire dans le contexte de croissance de l'intérêt autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication.
[15] C'est ici au sens très englobant que nous faisons la remarque du parallèle « classique » entre périphérie et marge. La périphérie est « en dehors de » la ville-centre, mais ne peut que s'y « rapporte [r] » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 1572].

La domination du centre, qu'il soit urbain ou « politique » rappelle la lecture de l'urbanisation dépendante de M. Castells [1971] qui souligne, dans le système urbain capitaliste, les relations asymétriques historicisées entre les différentes formations sociales, particulièrement incarnées par les « zones marginales » en périphérie des villes latino-américaines. Mais la lecture de la périphérie mondialisée peut être autre. D'un côté, on peut observer l'émergence des nouvelles centralités pour les villes « mondialisées », amenant à l'idée d'un polycentrisme « exogène » [Dupont, Pumain, 2000]. D'un autre côté, plus localement, une densification de ces espaces répond à une autre logique, endogène à la ville cette fois, où les centralités nouvelles seraient les fruits des « *recompositions et persistances des logiques héritées* » [Dumont, Hellier, 2010, p. 13] et de la combinaison des dynamiques foncières, des politiques de développement urbain et des acteurs intervenant dans l'espace résidentiel [Connolly, 1988]. Cette dernière analyse, si elle se rapproche davantage de l'étude des ancrages locaux liés aux phénomènes d'autochtonie relative en périphérie, ne s'oppose pas forcément à la première : il est possible d'établir un parallèle avec D. Harvey qui rappelle au sujet des singularités locales – culturelles – que leur développement est même encouragé par le capitalisme mondialisé [2008]. Transposer la domination croissante de la ville (centre) sur des espaces en apparente voie d'autonomisation soulève de nouveaux questionnements autour de ce que recouvrent les trajectoires de maturation des espaces périphériques populaires en termes de domination, notamment politique.

*L'*intermédiarité *comme support de la maturation ? Fonctionnement endogène, pratiques territoriales hybrides et division sociale de l'espace.*

La lecture des périphéries sous l'angle de « l'intermédiarité »[16] [Roulleau-Berger, 2005 ; Dumont, Hellier, 2010 ; Pujol, 2010] rejoint l'idée du « tiers espace » [Vanier, 2003]. L'intermédiarité est alors spatiale – entre la ville et la campagne –, sociale – presque urbaine – et politique – presque légale. La sociologue L. Roulleau-Berger parle, au sujet des espaces intermédiaires, des « *friches, des zones d'incertitude urbaine* » [2005, p. 179], situées en centre-ville ou en périphérie. Il s'agit alors d'interstices sociétaux dans lesquels se développent des micro-organisations visant à établir des socialisations originales en réponse à un contexte de précarisation salariale. Soit ces socialisations ont lieu à l'écart des institutions (espaces de création urbaine, proche de la figure du squat), soit à proximité (espaces de recomposition urbaine, plus proche de la figure de périphérie qui nous intéresse ici). Pour C. Pujol [2010], en contexte urbain latino-américain, l'intermédiarité se comprend comme au carrefour de « l'expérientiel » et de « l'institutionnel » – par les pratiques d'insertion dans les organisations sociales de quartiers et de participation citoyenne des habitants des zones urbaines non « légitimes ». Cette intermédiarité est territorialisée dans des « marges », alors apparentées à des espaces négociés, proches de la conception de la colonie populaire mexicaine mise en évidence par E. Duhau et A. Giglia [2004b]. La régularisation de quartiers informels est alors la scène d'échanges et d'ancrages reconditionnant les mobilités des habitants de ces espaces [Pujol, 2010, p. 182]. Dans les deux cas, la notion d'intermédiarité semble résider dans le lien entretenu (ou non) avec les institutions et le pouvoir politique, ainsi que la reconnaissance et visibilité (ou non) de ces espaces par la norme urbaine.

Les périphéries deviennent alors un espace de transition, entre urbain et rural, entre dominé et dominant, entre figé et provisoire. Leur caractère parfois présenté comme hybride [De Mattos *et al*, 2004] doit aussi rappeler l'hétérogénéité interne de ces espaces, hétérogénéité dont la

[16] Le concept trouve ses racines dans les travaux du sociologue Jean Remy qui y définit les espaces intermédiaires comme ceux entre les espaces professionnels stricts et les espaces familiaux affectifs, par exemple les cafés (Remy J. [1972]. « Urbanisation de la ville et production d'un régime d'échanges », *Sociologies et Sociétés*, vol. 4, n°1, pp. 101-119, cité par L. Roulleau-Berger [2005]).

composante sociale contribuerait à les définir. Ainsi, entre relégation et valorisation, c'est toute la question de la complexification de la division sociale de l'espace périphérique[17] qui est à reposer, et notamment au sein de zones présentées *a priori* comme homogènes dans l'exemple des quartiers populaires.

Les interrogations sur le degré ou l'état d'urbanité et sur la dimension dominée rejoignent les problèmes de ségrégation socio-spatiale souvent soulevés pour les périphéries [Cruz Rodriguez, 2000 ; Saavedra *et al*, 2011], notamment lorsque celles-ci sont qualifiées de « populaires ». La question de la maturation des périphéries populaires amène à se demander s'il s'agit d'espaces de double relégation socio-spatiale, d'exclusion, et donc de concentration de catégories défavorisées ; ou s'il s'agit au contraire d'espaces de reproduction des inégalités « centrales » – par la valorisation et la densification – rejoignant l'idée de l'École de Chicago d'un *filtering process*[18] sans cesse à l'œuvre, voire exacerbé. Ces deux processus – qui seraient à l'origine d'une périphérisation des pauvres, déjà identifiée à Mexico par J. Turner [1968], F. Tomas [1995] ou encore D. Hiernaux et A. Lindón [1997] – tendent à construire la périphérie dans un métissage entre marginalité et citadinité [Baby-Collin, 2000, 2005] et à élever le quartier populaire en espace subi, mais aussi choisi.

Sans être d'une tierce nature, la structuration spatiale des groupes sociaux en périphéries demande une lecture renouvelée, puisque potentiellement inscrite dans des tiers espaces. Il s'agit de dépasser l'approche de la périphérie urbaine comme celle d'un « urbain immature », porteur des « *stigmatisations à l'égard d'un dispositif socio-spatial qui serait en train de devenir urbain tout en en refusant les principales caractéristiques (densité, polarité, mixité, solidarité, fiscalité…)* » [Vanier, 2003, p. 2]. Les processus de division sociale de l'espace à l'œuvre participeraient à construire de nouveaux territoires et seraient les révélateurs d'une *maturation urbaine*, sorte de « passage à l'âge adulte », d'une sortie de la vision immature de la métropole [Dureau, 2000a, p. 91], et surtout de ses périphéries.

1.1.3. Une approche spatiale opérationnelle : âge de peuplement et croissance administrative

Considérer la périphérie dans sa diversité et son aspect dynamique revient à l'appréhender comme une conjonction de processus[19], davantage qu'en termes de degrés ou

[17] Notion qui fera l'objet d'une analyse plus détaillée aux chapitres 4 et 11. Nous entendons ici par division sociale de l'espace la localisation ou repérage en contexte urbain des groupes sociaux entrainant une différenciation de l'espace, souvent lu par le prisme de la résidence. Ces marqueurs géographiques renvoient à des schémas et à des processus complexes permettant d'éclairer les rapports entre les groupes sociaux et la structuration de la société urbaine [Rubalcava, Schteingart, 2012 ; Grafmeyer, Authier, 2011]. La division sociale de l'espace est ainsi le produit, le reflet et un enjeu de la différenciation sociale liée aux inégalités substantielles entre les groupes sociaux, aux hiérarchies liées au pouvoir et au statut, aux modalités d'appropriation de l'espace et aux stratégies de spatialisation [Grafmeyer, 1994, p. 94].

[18] Le concept a été introduit par H. Hoyt [1939, cité par J.-P. Lévy, 1998a] dans une analyse des mobilités résidentielles en périphéries à partir d'une étude des valeurs locatives et foncières. Les pauvres iraient majoritairement se loger dans le parc de logement neuf périphérique, libérant le parc central. Le principe est le suivant : le peuplement d'une zone est le corollaire de la libération d'une autre zone, qui elle-même sera repeuplée. Le renouvellement successif du peuplement des secteurs résidentiels donne une lecture du logement comme support de mécanismes de filtrage par la mobilité. « *La notion de* filtering process *exprime à la fois un processus d'écrémage, de mobilité résidentielle et de mobilité sociale* » [Bacqué, Lévy, 2009, p. 319] ; elle distingue un processus de *mobilité active* (effets de la mobilité résidentielle, des évolutions immobilières et du statut résidentiel sur les dynamiques et le type de peuplement d'un espace) et un autre, de *mobilité passive* (effets du marché immobilier sur les positions résidentielles, engendrant valorisation ou dévalorisation sociale, dans un référentiel d'immobilité spatiale) [Lévy J.-P., 1998a].

[19] De la définition première de processus comme un « *ensemble de phénomènes, conçu comme actif et organisé dans le temps* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 2078].

de gradients d'urbanité, de centralité, d'ancrage ou de maturation. En ce sens, considérer la dimension temporelle du peuplement de ces zones est essentiel. Une entrée par l'espace reste toutefois indispensable afin de délimiter de manière opérationnelle ce que l'on entend par périphérie dans le cadre de ce travail. Plusieurs critères existent afin de cerner cet espace de l'entre-deux : la distance au centre-ville, le zonage de ce que les autorités considèrent comme la ville et l'âge de peuplement.
Dans notre cas, plutôt que de l'aborder uniquement par une distance au centre ou par une discontinuité de bâti, nous faisons le choix de l'approche par la variable temporelle, qui nous semble une manière pertinente et transversale d'appréhender ces espaces par les processus dans lesquels ils s'inscrivent. Le peuplement est par définition progressif, mais aussi hérité. Il intègre, et est intégré progressivement à la ville. Il participe également à repousser les limites de cette dernière.
Sans prétendre à une définition rigide de l'espace périphérique métropolitain, le choix a été fait de confronter puis combiner deux variables significatives de l'étalement urbain de Mexico, du point de vue des « acteurs habitants » d'une part, de celui des « acteurs politiques urbains » d'autre part. Pour cela, ont été retenues, d'un côté, la date d'urbanisation des zones considérées comme urbaines aujourd'hui, de l'autre, la date d'intégration « officielle » de la zone dans l'espace métropolitain.

L'âge du peuplement des unités censitaires
À partir des travaux réalisés par l'Observatoire de la ville de Mexico (OCIM, *Observatorio de la Ciudad de México*) [OCIM, 2005], il est possible de dresser la carte de l'âge de peuplement des *agebs* de la ZMVM jusqu'en 2010[20] (carte I.2.1 en annexe I.2). La détermination de l'âge de peuplement de ces unités statistiques est le fruit d'un ensemble de recherches, mises en œuvre depuis les années 1980, visant la planification et la catégorisation des espaces urbains. Les travaux du COPEVI (*Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento* – Centre opérationnel du logement et du peuplement) en 1977 ont ensuite donné lieu à une typologie de l'OCIM en 1990 et 2000. La datation répond alors à plusieurs critères et au croisement de plusieurs sources : plans historiques et cadastraux de la ville, arpentages de terrain, entretiens, recherches bibliographiques, analyses cartographiques et interprétation de photographies aériennes. Si l'*ageb* voit plus de la moitié de sa superficie identifiée et datée dans une fourchette considérée, alors elle sera considérée comme peuplée à la date t [Connolly, 2005] (voir annexe I.2).

À partir de cette information, il est possible de mettre en lumière les principales zones urbanisées depuis une date suffisamment ancienne pour cerner une dynamique de croissance périphérique notoire, mais également suffisamment récente pour éviter d'y intégrer une zone péricentrale ou présentant les signes d'un fonctionnement « trop central » de par sa proximité spatiale et temporelle avec les dynamiques de centre-ville. Pour cela, le « seuil » de 1970 a été retenu. Cette date, si elle ne représente pas un tournant brutal dans l'histoire de la ville, correspond pourtant à l'amorce de changements significatifs dans le peuplement métropolitain : l'accélération de la baisse de la croissance moyenne annuelle, la déconcentration massive du centre et la consolidation-densification des espaces peuplés rapidement durant les décennies précédentes de forte croissance [CONAPO, 1998 ; Valette, Tallet, 2010]. Ainsi, 1970 peut faire office de « frontière temporelle imaginaire » de ce que nous appelons périphérie en 2014. La catégorie de peuplement postérieur à 1970 permet également de distinguer les noyaux villageois périphériques (très) anciens du reste des zones récemment loties. Mais, étant donnée la diversité des processus et des résultats qu'elle

[20] Date du dernier recensement de population disponible réalisé par l'INEGI. Il s'agit donc aussi de la cartographie la plus actualisée disponible sur l'espace de la ZMVM.

englobe – en termes de liens à la ville, de composition sociale, etc. –, cette catégorisation ne vise en aucun cas à réifier ces espaces comme des périphéries dans un sens restreint.
À cela, il faut évidemment rappeler l'ensemble des limites méthodologiques que l'exercice impose : les critères de datation précédemment décrits d'une part, l'unité d'observation d'autre part. Comment date-t-on un peuplement ? À partir de quand et de quel « état » considère-t-on un espace comme peuplé ? On soulève ici un problème à la fois méthodologique et heuristique dans la façon dont on appréhende l'urbanisation d'un espace. L'OCIM [2005] a recoupé plusieurs sources, mais il est légitime de remettre en question une telle approche. Le peuplement signifie-t-il la « construction » ? Si oui, à partir de quand une construction peut-elle révéler un peuplement lorsqu'on connait le lent et progressif processus de l'autoconstruction[21]. De plus, la construction doit-elle systématiquement être un logement pour être considérée comme preuve d'un peuplement ? Une approche agrégée et synthétique ne peut évidemment pas tenir compte de l'ensemble de ces critères dans les tentatives de mesure de l'étalement urbain, qui reviendrait à questionner les phénomènes de peuplement à l'échelle individuelle. L'échelon de la carte 1.1.A est le plus fin possible (*ageb*), mais nécessite également du recul : le découpage en *ageb* ne répond qu'à une logique d'opérationnalité censitaire statistique [Gracia Sain, 2004 ; Guerrien, 2004 ; Connolly, 2005 ; INEGI, 2012]. Le maillage peut ainsi diviser – et séparer, donc déstructurer la lecture des formes spatiales – des espaces ayant pourtant une logique de peuplement commune (âge du bâti, type d'habitat, usages des sols, composition sociale de la population résidente, etc.), tout en englobant des espaces non urbanisés[22] (voir annexe I.1).

L'exploration consiste à donner un premier filtre simple pour approcher les périphéries de Mexico. La ZMVM est découpée en trois zones (carte 1.1.A) : le centre historique (ou zones construites avant 1800) ; la zone d'expansion principale de la ville entre 1800 et 1970 ; et les *agebs* considérées comme urbanisées après 1970. On observe ainsi une large couronne périphérique, preuve que l'extension de la ville s'est opérée classiquement de manière radioconcentrique depuis 40 ans, dans toutes les directions, avec une nuance pour le sud du District Fédéral, plus anciennement peuplé et dont la réserve foncière est plus faible, en raison du relief d'une part (carte annexe du relief, hors texte), des politiques de restriction de l'urbanisation d'autre part.
Ainsi, on observe la nette expansion vers l'ouest, le nord et l'est de la ZMVM. Après 1970 en effet, de grandes zones se peuplent. Sur les collines de l'ouest, sortent de terre – à titre d'exemple –, le programme partiel de Santa Fe (années 1990)[23], les zones d'habitat aisé de

[21] Cela revient à s'interroger sur les matériaux de construction, le nombre d'étages, l'état de la construction, mais aussi l'ancienneté d'occupation, d'éventuelle propriété, etc.
[22] On peut ainsi rappeler qu'en moyenne en 2010 sur les 5 666 *agebs* qui forment la ZMVM (selon la définition de la SEDESOL-CONAPO-INEGI [2012]), une *ageb* compte une superficie de 40 ha (médiane à 26 ha) et une population de plus de 3 450 habitants (médiane proche de 3 160 personnes). Mais ces valeurs centrales cachent des disparités fortes : une *ageb* peut avoir une superficie variant de 0,2 à près de 740 ha et une population entre 0 et près de 23 000 habitants [INEGI, 2010].
[23] Conçu à la fin des années 1980 par les autorités du District Fédéral, ce programme constituait un ambitieux projet urbain et architectural de nouveau CBD (*Central Business District*) dans la périphérie occidentale du DF, s'élevant en lieu et place de l'ancienne plus grande décharge de Mexico [Moran Escamilla, 2006]. En 2008, le Centre Santa Fe accueille 13,8 % du total de la superficie de bureaux de la ville, emploie 70 000 personnes, et compte 4 311 logements, 4 universités et 13 500 étudiants, sur une zone de plus de 110 km² [Salazar, 2010, p. 517]. Cet espace est considéré comme un îlot de mondialisation ultra moderne construit *ex nihilo* « *qui dispose de tout* » [*ibid*, p. 515] : centres commerciaux, entretien public et privé, locaux d'entreprises et tours d'habitations. Cette zone est vouée à devenir ce que J. Garreau [1991] définit comme une *edge-city*, c'est-à-dire l'archétype du nœud périphérique au sein d'une métropole multipolarisée.

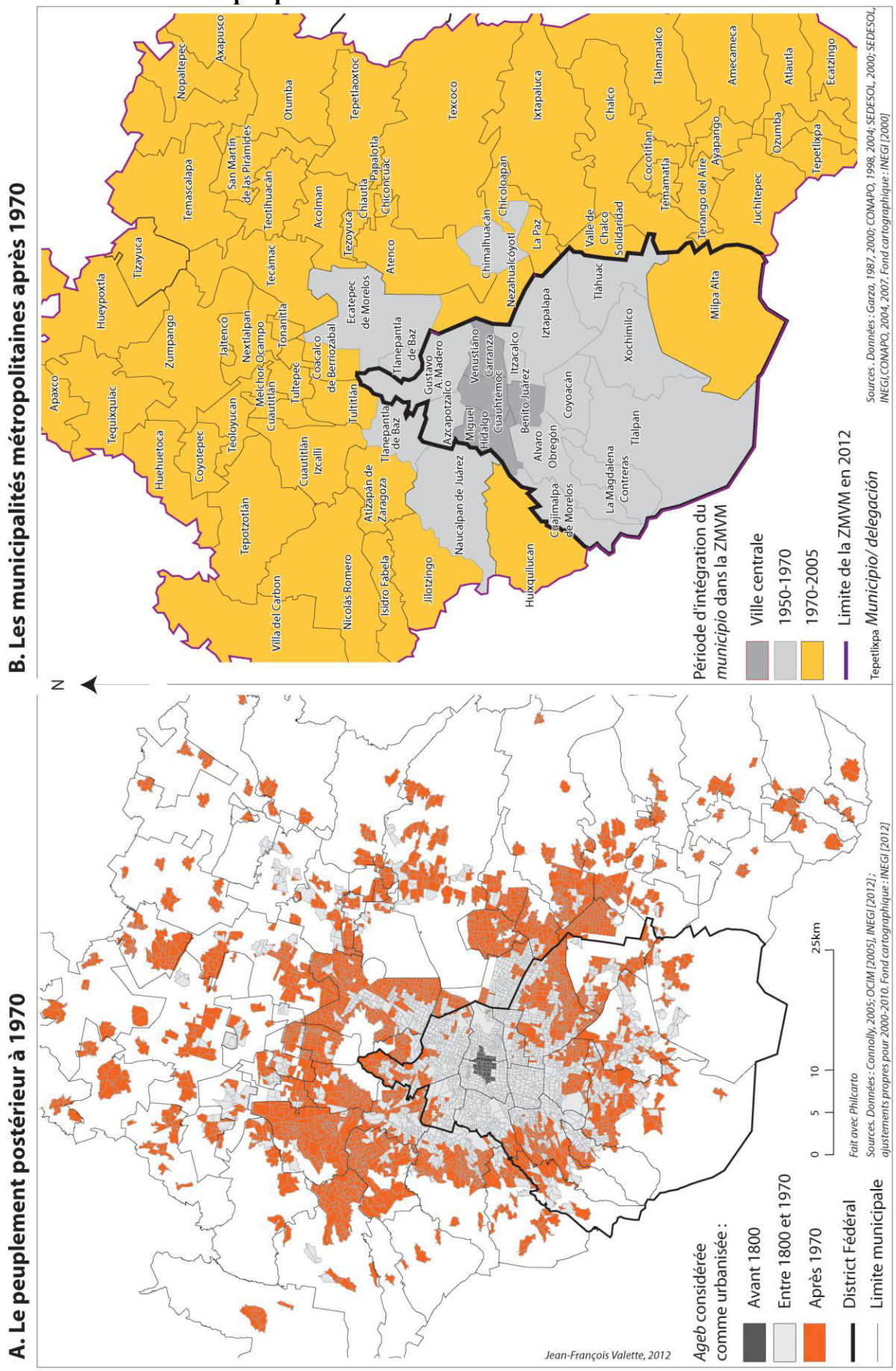
Naucalpan[24], mais aussi les grandes zones d'habitat populaire d'Atizapán. Au nord, dans l'État de Mexico, ce sont des municipes comme Cuautitlán Izcalli, Tultitlán, Coacalco, Ecatepec qui connaissent une urbanisation massive, jusqu'à l'État d'Hidalgo. À l'est enfin, c'est en partie la croissance et la déconcentration de zones d'habitat populaire précédemment peuplées – Iztapalapa, Nezahualcóyotl – qui se poursuivent vers Chalco ou Chimalhuacán par exemple. Mais au sein de cette large couronne, on observe également l'ancienneté des noyaux villageois, comme au nord Tultepec, ou encore à l'est, Texcoco, Tláhuac, ou au sud, Milpa Alta. Ces centralités périphériques jouent alors le rôle de relais de la croissance urbaine et participent à complexifier l'appréhension de la périphérie, qui n'est ainsi pas le seul fruit d'un peuplement centrifuge depuis le Zócalo, mais qui combine aussi des dynamiques endogènes.
La structuration spatiale de ces gradients, lisible à l'échelle de l'agglomération comme à celle plus locale des villages, renvoie aux dynamiques plurielles d'extension de la ville depuis 40 ans. On observe ainsi une auréole périphérique dont la portée peut être faible, notamment dans le sud-ouest de la ville, où la « périphérie » est lisible sur une profondeur de quelques kilomètres seulement, jusqu'à une portée plus importante, comme c'est le cas dans le nord-ouest ou le sud-est : dans cette zone, la couronne s'étire sur plus d'une quinzaine de kilomètres (entre Tlalnepantla et Nicolas Romero ou entre Iztapalapa et Valle de Chalco).

Ces différentiels, s'ils témoignent de l'ancienneté de la distribution des populations dans l'espace métropolitain, donnent à voir des dynamiques de croissance inégales, dans l'espace et dans le temps, selon les secteurs de la ville et les périodes considérés. Approcher l'espace périphérique doit tenir compte de cette dimension, comme de la relativité des limites physiques et politiques de la ville. Ainsi, l'âge de peuplement ne doit pas mener à assimiler la périphérie uniquement aux espaces les plus « récemment » peuplés et inversement : celle-ci n'est pas uniquement constituée de ce qui a été construit récemment (beaucoup de villages existaient déjà) et l'urbanisation récente ne saurait être réduite à l'espace périphérique eu égard au rôle des opérations urbanistiques et des politiques de logement urbain[25]. Pour cela, nous proposons comme deuxième grille de lecture une autre échelle spatio-temporelle : l'intégration administrative des municipes dans la zone métropolitaine.

Les limites de la métropole « officielle »
La ville a connu un déplacement régulier de ses limites, justifiant la construction d'un modèle analytique en couronnes successives, rendant toutefois peu lisibles les limites d'espaces périphériques en recomposition. La mouvance des limites administratives constitue en effet une entrée classique d'appréhension des espaces sous influence urbaine. Les instituts de statistiques et d'action publique territoriale – à savoir l'INEGI, le CONAPO et le SEDESOL – ont également conceptualisé une délimitation des zones métropolitaines et ce, même si la maille de découpage territorial, le *municipio,* reste une unité statistique vaste (annexe I.1). Le zonage mexicain renvoie à des municipes centraux et extérieurs, définis par leur caractère urbain, leur intégration fonctionnelle et leur distance par rapport au centre [SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2007]. Cette théorisation constitue une base donnant un cadre d'action pour la planification territoriale et un outil méthodologique de mesure systématiquement reproductible sur le territoire mexicain.

[24] Pour la localisation des municipalités, se référer à la carte de localisation des 76 municipalités de la ZMVM en annexe : Carte des municipes hors texte.
[25] On peut ici indiquer à titre d'exemple le poids des opérations dans l'espace présenté comme urbanisé avant 1970 sur la carte 1.1 : la construction de la *Central de Abastos* dans les années 1980 à Iztapalapa dans l'Est, ou encore, les opérations de rénovations sur les friches industrielles d'Azcapotzalco au nord-est du DF.

Cartes 1.1. Cerner les périphéries de Mexico



Très tôt en effet, les limites de Mexico ont dépassé ce qui en 2014 continue d'être appelé la *Ciudad de México*. En effet, même si officiellement, la ville de Mexico reste le District Fédéral[26], l'extension urbaine du 20e siècle a obligé chercheurs et autorités à développer de nouvelles catégories pour appréhender la ville. Les travaux de conceptualisation et de délimitation des zones métropolitaines au Mexique ont été amorcés par L. Unikel *et al* [1978], qui devaient appréhender l'extension territoriale urbaine en intégrant les unités politico-administratives allant de la ville centrale aux entités contigües. Les zones autour de cette ville centre – unités contigües – doivent répondre à des critères d'urbanité : caractère urbain, fonction urbaine (emplois, structure socio-économique) et liens avérés avec la ville.
Ces conceptions ont donné lieu, dans le cas de Mexico, à la formation de cadres référentiels pour délimiter la ville : d'abord l'AMCM (*Area Metropolitana de la Ciudad de México* ou Aire métropolitaine de la Ville de Mexico), puis la ZMCM (*Zona Metropolitana de la Ciudad de México* ou Zone métropolitaine de la Ville de Mexico) ou encore en 1995 la ZUVM (*Zona Urbana del Valle de México*, Zone urbaine de la Vallée de Mexico). Aujourd'hui, l'appellation commune est celle de ZMVM (*Zona Metropolitana del Valle de México* ou Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico)[27]. B. Graizbord et H. Salazar [1987] soulignent la différence entre aire et zone métropolitaines, la dernière acception dépassant le seul cadre de l'aire urbanisée en continu et donnant une place plus large à la polarisation fonctionnelle de la ville, intégrant ainsi des zones de plus en plus lointaines, parfois séparées de la tache urbaine.
Si les limites de Mexico offrent un cadre théorique d'aide à l'aménagement ayant le mérite d'exister, elles n'en sont pas moins considérées comme insuffisantes pour répondre aux problèmes de gouvernance métropolitaine et de concertation entre les entités fédératives (États fédérés et DF) concernés par l'urbanisation de Mexico, cette insuffisance étant liée à un découpage politico-administratif centralisateur toujours solidement en place. Si à la fin des années 1980, est créé un conseil (*Consejo del Area Metropolitana*) dans le DF et dans l'État de Mexico [SEDESOL, 2000], comme le résume H. Vieillard-Baron [2001, p. 240], l'agglomération n'a pas de réalité politique tangible. B. Tallet et A. Ribardière soulignent également l'absence de structure politique et administrative capable d'assurer une échelle d'intervention pertinente pour les besoins de la métropole [2010, p. 76].

Malgré les réserves qu'il faut émettre, nous considérerons cette dimension des limites du point de vue des instituts publics d'information et/ou d'action dans la vie urbaine. Entre ces instituts, les délimitations actuelles de la ZMVM peuvent différer [SEDESOL, 2000 ; SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2007 ; COESPO, 2009]. Mais notre travail se base sur la dernière définition ayant fait objet d'un consensus pour les trois institutions majeures et qui s'avère toujours d'autorité à l'heure actuelle.
Ainsi, dans l'optique de cerner les périphéries, plutôt que de s'en tenir uniquement aux versions institutionnelles d'intégration dans la ZMVM par les aménageurs – n'ayant jamais supporté de réelle consistance politique –, il s'agit de proposer un suivi des limites « officielles » de la ville en combinant les résultats des synthèses scientifiques et officielles sur la question (voir carte II.4.1 en annexe II.4). Pour cela, sont d'abord prises en compte les délimitations de la conurbation urbaine de Mexico proposées par les rapports du CONAPO [1998], de la SEDESOL [2000] et les Atlas de Mexico [Garza, 1987, 2000] au sujet des municipes considérés comme intégrés au tissu urbain au cours de la croissance de Mexico entre 1950 et 2000. Puis, cet examen est poursuivi par l'intégration des analyses des

[26] Selon l'article 2 du Journal Officiel de la Fédération du 16 juillet 1994, "*la Ciudad de México es el Distrito Federal, sede de los Poderes de la Unión y capital de los Estados Unidos Mexicanos*" (La ville de Mexico est le District Fédéral, siège des pouvoirs de l'Union et capitale des États-Unis du Mexique) [*Diario Oficial*, 1994].
[27] Pour les détails de la genèse des délimitations de la Zone métropolitaine, voir le *Programa de Ordenación de la Zona Metropolitana del Valle de México* [SEDESOL, 2000, p. 15].

délimitations de la ZMVM depuis 2000 [SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2004, 2007]. Le seuil de 1970 est une nouvelle fois adopté pour délimiter l'intégration périphérique. En effet, la décennie 1970 est celle de la prise en compte du phénomène métropolitain par les instances gouvernementales [SEDESOL, 2000] et donc d'une volonté – au moins théorique – politique de « contrôler » l'expansion périphérique. Au final, il s'agit de mettre en lumière les zones intégrées en 1970 et au-delà dans une acception de la zone métropolitaine de Mexico (carte 1.1).

L'observation des structures spatiales de la date d'intégration administrative dans la Zone métropolitaine à l'échelon des municipes revient classiquement au découpage en couronnes adopté dans de nombreux travaux[28]. Elle renvoie évidemment à la même lecture que l'âge de peuplement, puisqu'intégrant la contigüité des zones construites comme critère. La carte 1.1.B révèle en effet le net gradient radioconcentrique autour des quatre délégations principales du cœur historique de la ville (Cuauhtémoc, Benito Juárez, Miguel Hidalgo et Venustiano Carranza) complètement urbanisées avant 1950 et constituant jusqu'en 1980 la *Ciudad de México*. Autour se détachent les délégations et municipalités péricentrales, ayant connu le processus d'urbanisation le plus ancien, principalement dans le DF (Gustavo A. Madero jusqu'à Tlalpan), mais débordant dans l'État de Mexico : Tlalnepantla au nord, mais aussi la partie de Chimalhuacán qui deviendra Nezahualcóyotl[29]. C'est donc autour de ce centre-péricentre antérieur à 1970 que se forme puis se décale l'immense périphérie métropolitaine. Cette dernière se trouve particulièrement étendue au sud-est et au nord-est de la ville, englobant des zones peu urbanisées aux confins de la Vallée, de gros villages périphériques (Milpa Alta, Chalco, Texcoco), mais aussi des espaces densément peuplés (Tultitlán, La Paz).

Le découpage en couronnes donne ainsi à voir la dynamique d'expansion métropolitaine, particulièrement amplifiée après 1970. La première couronne correspond aux zones urbanisées (puis intégrées dans la conurbation) entre 1950 et 1960, la deuxième, aux zones urbanisées entre 1960 et 1970, la troisième, entre 1970 et 1990, et la quatrième, après 1990. L'expansion spatiale de la zone métropolitaine apparaît dans les schémas successifs de *la mancha urbana*[30] (carte 1.2, figure 1.1), dont on peut distinguer une vaste auréole périphérique à partir de la troisième couronne. Le tableau 1.1 (dernière colonne) fournit les données chiffrées de cet étalement en périphérie.
On observe un net recouvrement des espaces périphériques qu'ils soient entendus comme les plus récemment urbanisés ou considérés comme métropolitains. La complémentarité, même raisonnée de ces deux acceptions de la périphérie permet : d'une part, à l'échelon municipal, de resituer les espaces périphériques par rapport au contexte métropolitain et donc de remettre en avant l'éloignement au centre ; d'autre part, par le suivi du peuplement à un échelon fin, de complexifier cette distance au centre et de remettre les processus locaux au cœur de l'analyse.

[28] Le découpage en *contornos* (couronnes) ou *anillos* (anneaux) est une méthode récurrente de division de l'espace dans les travaux des chercheurs mexicains sur l'expansion urbaine. Il peut relever d'analyses de l'écologie factorielle, par combinaison de variables à l'échelon des municipalités sur la proximité spatiale [Unikel *et al*, 1978], la densité, la pression foncière, la dynamique démographique ou encore des caractéristiques (agrégées) sociales de la population [Duhau, 2003 ; Sobrino, 2007 ; Sobrino, Ibarra, 2008] ou de fonctionnalisation économique de l'espace [Delgado, 1990 ; Suarez, Delgado, 2010]. Ce découpage peut aussi renvoyer plus directement à l'âge de peuplement et d'intégration dans la conurbation [Delgado, 1990 ; CONAPO, 1998 ; Garza, 1987, 2000 ; Rubalcava, Schteingart, 2012 ; Saavedra *et al*, 2011] et par-là, à la production de l'espace résidentiel urbain [Schteingart, 1989].
[29] Par la partition administrative du municipe – ce qui explique « l'anomalie » cartographique. De la même façon, Valle de Chalco Solidaridad provient de la partition du municipe de Chalco dans les années 1990.
[30] Expression mexicaine désignant la « tache urbaine » ou continuité des zones bâties avec la croissance de l'urbanisation. Cette appellation renvoie à l'idée d'un étalement incontrôlable, comme de l'encre sur du papier dont la fluidité et la viscosité permettraient l'extension, sans résistance des éléments physiques [Connolly, 1988].

Carte 1.2. Expansion physique de la *mancha urbana* entre 1929 et 2010

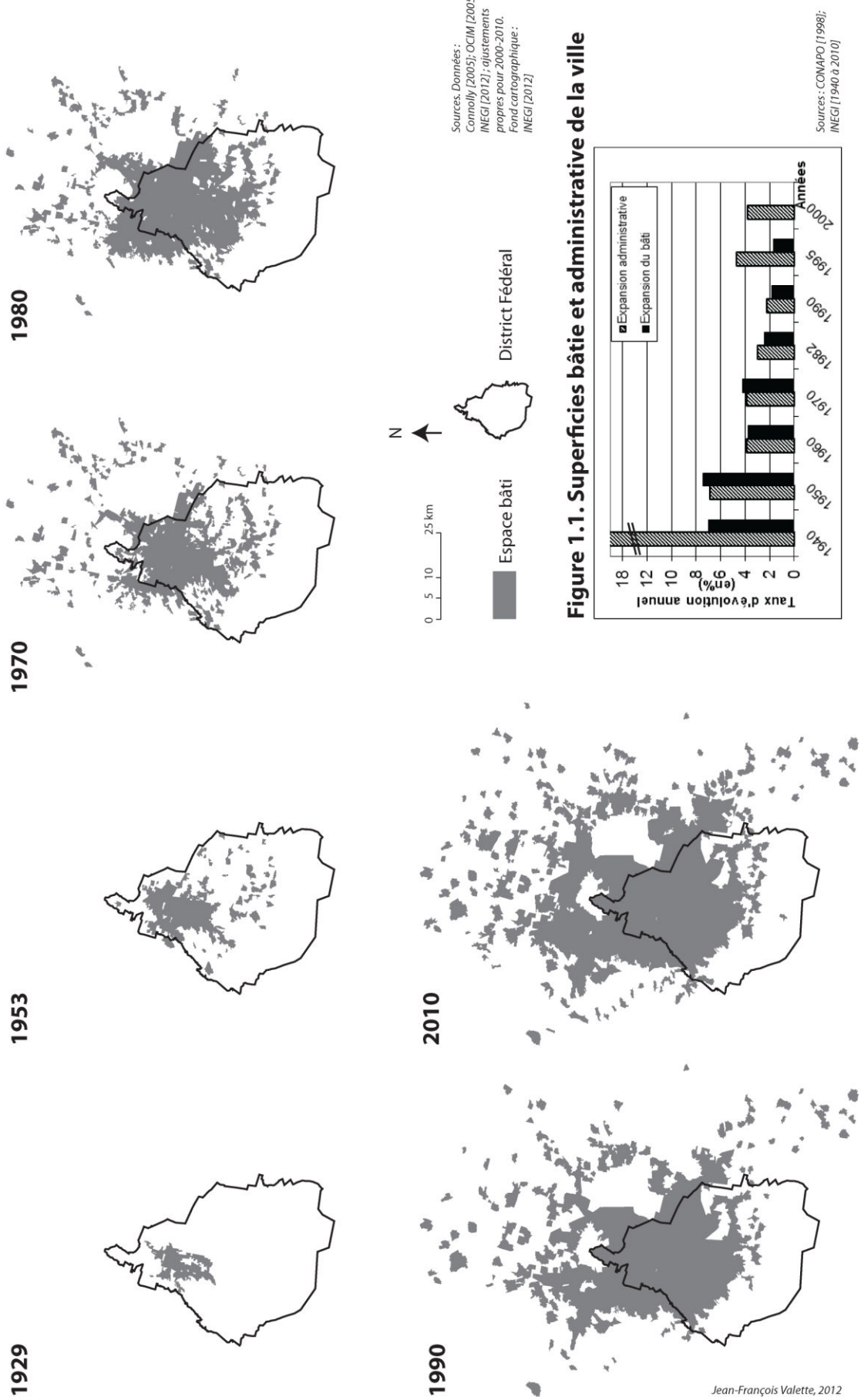


Figure 1.1. Superficies bâtie et administrative de la ville

Sources : CONAPO [1998]; INEGI [1940 à 2010]

Même si la localisation d'une périphérie de Mexico par ces deux entrées reste insuffisante [31], elle constitue une approche temporelle indispensable à la compréhension des phénomènes de peuplement de ces espaces, qu'il s'agit dans cette étude d'aborder par les mobilités résidentielles et les ancrages. Le problème de la seule acception temporelle pour la compréhension de l'espace périphérique est ici soulevé : on ne peut pas « mesurer » la périphérie par la seule entrée du logement, ni par celle de la construction physique en général. La dimension politique et les rapports de pouvoir autour de cette urbanisation sont également très importants, notamment dans les quartiers où est menée cette recherche.

Au final, l'espace périphérique demande à être appréhendé par les processus qui le traversent et qui l'ont formé, ainsi que par rapport au centre de la ville. Cette analyse doit pour cela prendre en compte toutes les dimensions du peuplement périphérique et interroger les dynamiques démographiques actuelles de toute la zone métropolitaine de Mexico. Dans quel contexte métropolitain s'inscrivent ces périphéries ? Quelles sont, à l'échelle de Mexico, les dynamiques qui permettent d'interpréter ses périphéries au regard des mobilités et ancrages ? La contextualisation par l'analyse de l'histoire du peuplement de la ville doit permettre de poser les bases de notre étude.

1.2. Redistribution de la population à Mexico : un schéma d'une mégapole du Sud

Malgré les politiques de redensification de la ville centrale – qui sont d'actualité depuis une vingtaine d'années dans le District Fédéral –, les périphéries restent le principal réceptacle de la croissance urbaine [Cruz Rodriguez, 2000 ; Suarez, Delgado, 2006, 2010 ; Graizbord, Acuña, 2006 ; Sobrino, 2007 ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Paquette, Delaunay, 2009]. Il est ici question de poser le contexte démographique et urbain dans lequel s'est inscrite la production périphérique, aujourd'hui en processus de maturation. Le contexte actuel de Mexico sera succinctement présenté, pour insister sur les principales évolutions démographiques que la ville a connues et les conséquences que ces dernières ont eues sur le phénomène d'expansion métropolitaine. Cet aperçu du contexte global dans lequel s'inscrivent les grands schémas de peuplement métropolitain permet de guider notre analyse : les dynamiques de croissance urbaine sont liées aux mobilités intra-urbaines d'une part, et produisent principalement la ville en périphérie d'autre part[32].

1.2.1. La fin de la « monstruopole » : bilan d'un siècle de croissance

Au cours du 20e siècle, Mexico a connu une croissance démographique et une extension physique remarquables, par leur ampleur et par leur vitesse. C'est l'image de la « monstruopole » de J. Monnet [1993] ou de la « ville agitée » de M. Guerrien [2004]. La deuxième moitié du siècle dernier fait de Mexico l'archétype de la croissance urbaine

[31] Il aurait été possible et intéressant d'en retenir d'autres : par exemple, la fonctionnalisation socioéconomique – partiellement abordée par les délimitations – ; leur lien à la ville par les pratiques de mobilité quotidienne, etc. Rappelons que, dans notre démarche, ce premier point vise à approcher l'objet « périphérie » : il ne s'agit que d'une exploration, nous verrons au fil de cette étude d'autres manières de préciser et de qualifier ces espaces.

[32] Ce sous-chapitre a en partie fait l'objet d'un travail de l'équipe Mexico du projet Périsud et d'une collaboration avec Bernard Tallet, Antonine Ribardière et Fernando Saavedra : il a abouti à une publication dans la revue *Espace, Populations, Sociétés* [Valette, Tallet, 2010] et à un article dans la revue *Grafigeo* [Valette *et al*, 2012].

incontrôlable des pays du Sud[33]. Entre 1900 et 2010, la population du Mexique a été multipliée par 8, et celle de Mexico par plus de 58[34] ! Au-delà du vertige des chiffres, il est nécessaire de recadrer temporellement ces données démographiques. Aujourd'hui, même si la croissance continue, les recensements montrent que Mexico perd des habitants par migration : par exemple, entre 300 000 et 800 000 personnes en moins par migration entre 1995 et 2000 pour la ZMVM ; entre 2005 et 2010, un solde migratoire négatif de près de 380 000 personnes (tableau 1.2).

Le phénomène d'expansion est à appréhender à la fois par l'entrée démographique (augmentation du nombre d'habitants), mais aussi par l'expansion physique du bâti. En 1900, la *Ciudad de México* comptait 350 000 habitants sur une superficie urbanisée inférieure à 50 km². En 2010, la Zone métropolitaine compte plus de 20 millions d'habitants[35], répartis sur les 16 délégations du District Fédéral, 59 municipes de l'État de Mexico et 1 municipe de l'État d'Hidalgo au nord, soit une superficie urbanisée aux alentours de 2 000 km² [36] (mais une superficie politique de 7 854 km²). L'urbanisation se déploie sur un site fortement contraint (carte annexe du relief). Contrainte par les chaînes montagneuses à l'ouest et au sud, la ville a grandi dans la *cuenca*[37] anciennement occupée par le lac de Texcoco, sur les ruines de Tenochtitlan, la capitale aztèque, restée le centre historique et politique, symbolisée par la Place de la Constitution ou *Zócalo*. L'expansion s'est faite là où la topographie l'a rendue possible, vers le nord et l'est, principalement sur des terrains de l'État de Mexico. Aujourd'hui, 56 % de la population métropolitaine vit en dehors de « l'entité originelle » de Mexico, à savoir le DF (tableau 1.1, figure 1.3).

Les questionnements sur les évolutions récentes des périphéries métropolitaines de Mexico doivent d'abord être replacés dans le mouvement d'ensemble des changements démographiques de l'agglomération.

1.2.2. Symbole décadent de la croissance urbaine

Afin de replacer l'objet périphérie dans le champ des mobilités résidentielles, il s'agit d'analyser succinctement le contexte global d'expansion au siècle dernier et d'approcher l'importance de la prise en compte des mobilités résidentielles comme variable explicative. La croissance qu'a connue l'ensemble du pays a été particulièrement forte en milieu urbain, croissance soutenue par les courants migratoires[38]. Quelles ont été les principales étapes de cette croissance et comment s'est-elle traduite dans l'espace ?

---

[33] La mobilisation de cette catégorie ne remet pas en cause la grande diversité des pays qu'elle recouvre ni l'indispensable réflexion critique opérée tant sur les mots que sur la catégorisation elle-même. Bien que le terme ne soit pas « heureux » [Brunet, 1992, p. 425], il fait écho aux travaux de géographie tropicaliste, du Tiers Monde, et plus récemment sur les Suds et sur les pays en développement et émergents. Ces termes visent à inscrire cette recherche au sein des analyses de la discipline ayant pour zone d'étude un pays de la zone dite « tropicale », mais bien davantage, questionnant les problématiques de « développement » aux échelles locales et nationales.

[34] Pour une étude démographique globale à l'échelle du Mexique, on se reportera en français entre autres sur l'article de M. Mier y Terán y Rocha et V. García [2012].

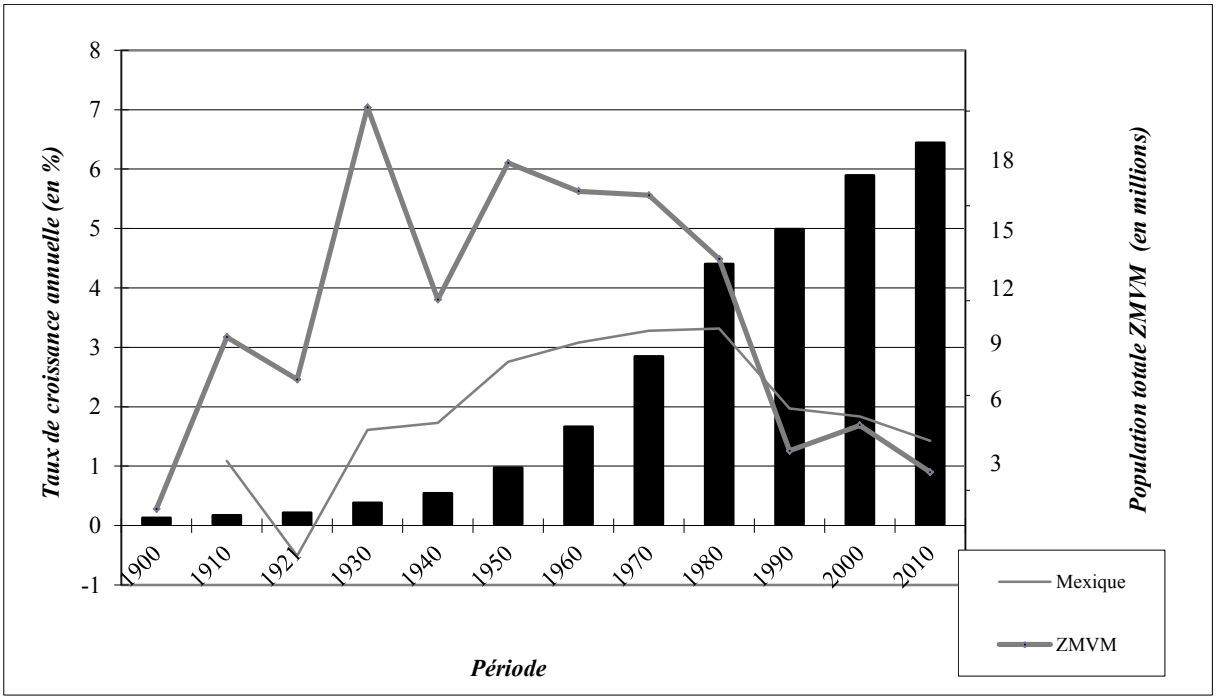
[35] Pour les 76 municipalités de la ZMVM en 2010, on recense officiellement 20 116 842 habitants. Si l'on ne considère « que » les 267 localités urbaines ou les 5 666 *agebs* urbaines, on recense une population de 19 573 867 habitants. La somme de la population des 159 003 *manzanas* atteint quant à elle 19 596 904 personnes.

[36] Les estimations varient entre 1 550 km² et 1 627 km² selon les différentes études d'A. Iracheta [1988] et J. Sobrino [1992] citées par les rapports du CONAPO [1998, 2004]. Le total de la superficie des *agebs* urbaines de la ZMVM équivaut à 2 290 km² en 2010.

[37] Nom espagnol signifiant « bassin » et désignant ici la vallée de Mexico.

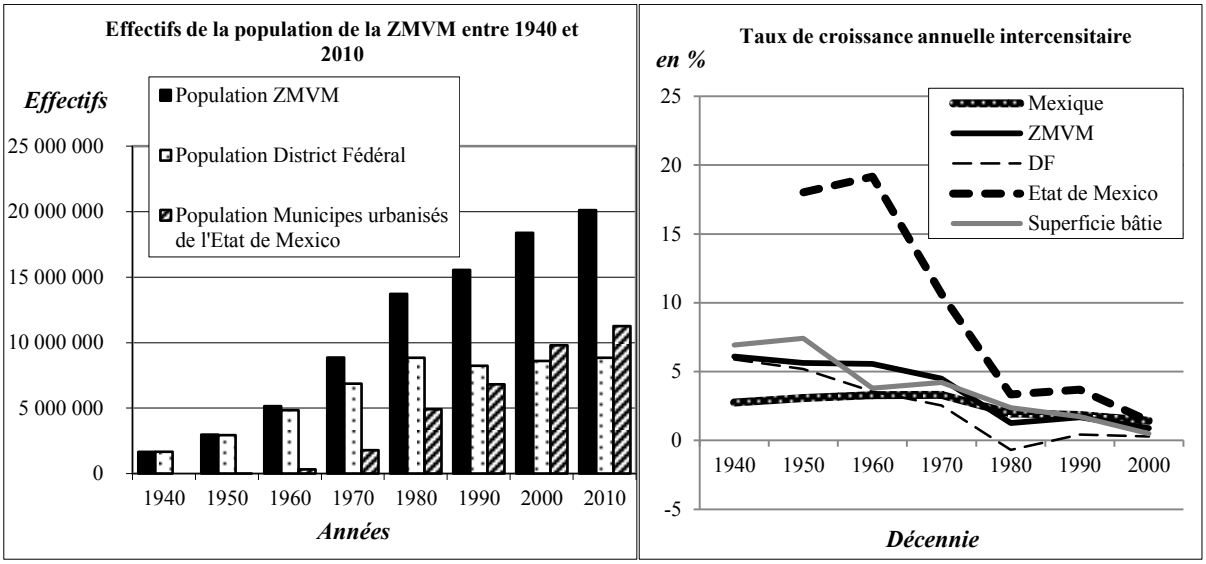
[38] C'est le terme de ***migration*** (interne et intra-métropolitaine) qui est principalement utilisé par les recherches sur la croissance urbaine liée aux dynamiques de ***mobilités résidentielles*** [Dureau, Paquette, 2006, p. 276 ;

Figure 1.2. Évolution de la croissance au 20e siècle



Sources : voir tableau 1.1

Figure 1.3. Les rythmes de la croissance entre 1940 et 2010



Sources : voir tableau 1.1

Graizbord, Acuña, 2006 ; Salazar, Ibarra, 2006b]**.** Bien que ces notions méritent nécessairement un éclaircissement sémantique tout particulier dans notre approche, nous proposons dans cette partie de mobiliser les termes employés sur le sujet et de clarifier autant que possible les processus auxquels ils font référence. Nous entendons donc pour le moment migration au sens le plus large possible, à savoir le « déplacement [au sens de mouvement] d'un endroit à un autre » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 1633], le « changement de lieu » [Brunet, 1992, p. 301], « nécessitant un changement de résidence principale et d'habitat » [Poncet, Lussault, 2003], mais sans prendre en considération les conceptualisations spatiale, temporelle et sociale qui peuvent y être associées [Simon, 2008]. Nous reviendrons plus précisément au chapitre 3 (3.1) sur ce qui est entendu par ces termes dans le contexte de la ZMVM et sur les méthodologies adoptées pour cerner ces phénomènes.

Tableau 1.1. La croissance de la population du Mexique et de Mexico au 20e siècle

	Population Mexique*		Population ZMVM**		Population (urbaine) District Fédéral*		Population des autres municipes urbanisés*		Superficie bâtie***	
	Effectifs	*Taux de croissance annuelle intercensitaire*	*Effectifs*	*Taux de croissance annuelle intercensitaire*	*Effectifs*	*Taux croissance annuelle intercensitaire*	*Effectifs*	*Taux croissance annuelle intercensitaire*	*En km²*	*Taux de croissance annuelle intercensitaire*
1895	12 632 427		339 935							
1900	13 607 272	1,1	344 721	3,2	344 721	3,2				
1910	15 160 369	— 0,5	471 066	2,5	471 066	2,5				
1921	14 334 780	1,6	615 367	7,0	615 367	7,0				
1930	16 552 722	1,7	1 135 123	3,8	1 135 123	3,8				
1940	19 652 552	2,8	1 649 045	6,1	1 649 045	5,9			118	6,9
1950	25 791 017	3,1	2 982 075	5,6	2 923 194	5,2	58 881	18,0	230	7,4
1960	34 923 129	3,3	5 155 327	5,6	4 846 497	3,6	308 830	19,2	471	3,8
1970	48 225 238	3,3	8 856 851	4,5	6 874 165	2,5	1 782 686	10,6	683	4,2
1980	66 846 833	2,0	13 734 654	1,3	8 831 079	— 0,7	4 903 575	3,3	1 032	2,4
1990	81 249 645	1,8	15 563 795	1,7	8 235 744	0,4	6 811 941	3,7	1 305	1,7
2000	97 483 412	1,4	18 396 677	0,9	8 605 239	0,3	9 791 738	1,4	1 550	0,5
2010	112 336 538		20 116 842		8 851 080		11 265 762		1 627****	

*INEGI [*Censos*, 1895 à 2010] ; ** Population ZMVM calculée par l'INEGI et le CONAPO [1998], pour 2000 et 2010, définition de la ZMVM selon SEDESOL, CONAPO, INEGI [2004 ; 2007] ; *** Données tirées de différentes études d'A. Iracheta [1988], J. Sobrino [1992] et de l'UNAM repris dans les rapports de la CONAPO [1998] ; **** Estimations de la superficie de la ZMVM en 2010 selon F. Covarrubias [2000], reprises par les publications de l'INEGI.

Dans les années 1980, C. Bataillon et L. Panabière écrivaient : « *chaque jour, le District Fédéral compte 1 650 personnes de plus, 1 200 par naissance, 550 par immigration* » [1988, p. 68]. Or, le solde migratoire est aujourd'hui négatif et la croissance naturelle porte seule la croissance numérique de la ville. Nous nous proposons ici de suivre les indicateurs démographiques de base (croissance naturelle et migration), en vue d'établir un premier découpage du rythme de croissance démographique de la ville et d'identifier la « rupture » dans laquelle notre analyse s'inscrit.

La polarisation ancienne

Depuis 1910, la population de la ZMVM a connu un dynamisme très important, en termes relatifs et absolus (tableau 1.1, figure 1.2), qui a permis de faire entrer la ville dans le processus de transition urbaine, corollaire du phénomène de transition démographique à l'échelle du Mexique. Avant 1950, il y a déjà une accélération de la croissance urbaine, hormis l'impact important, mais ponctuel de la Révolution mexicaine (décennie 1910) où Mexico, plutôt épargnée par les conflits, constitua un refuge pour les populations. Le pays entame sa transition démographique durant la première partie du 20e siècle et connaît une croissance annuelle de 2,8 % entre 1940 et 1950. Les phénomènes de transition démographique et urbaine ont ensuite connu différentes étapes.

Les temps de la croissance incontrôlée : 1940-1970

Mexico a été et reste incontestablement le centre du monde mexicain. En se focalisant sur la période postérieure à 1940, les trois « périodes » décrites précédemment sont identifiables sur la figure 1.3 : une phase de croissance accélérée entre 1940 et 1950, une autre de très forts taux de croissance entre 1950 et 1970-1980, et une dernière marquée par une diminution sensible de l'augmentation de population depuis les années 1980. La rupture des années 1970-1980 relève d'évolutions liées au comportement démographique de l'ensemble du pays, mais aussi de changements dans la distribution de la population au sein de la zone métropolitaine.

Jusqu'en 1985, la ville connaît des taux de croissance supérieurs à ceux de la moyenne mexicaine. Après le paroxysme atteint dans la décennie 1940-1950, la forte croissance de la ville de Mexico au cours des décennies 1950-70 est liée au contexte mexicain, responsable des taux de croissance naturelle élevés (supérieur à 3 % par an) et d'une immigration soutenue en provenance des campagnes et des villes plus petites qui a conduit à une polarisation extrême et à une primatie de la capitale dans les destinations des flux migratoires internes au pays. Des taux de croissance de plus de 6 % par an témoignent de cette phase de concentration de la population dans un espace qui devient progressivement la Zone Métropolitaine de Mexico. La ville triple sa population en 20 ans, passant de 3 millions d'habitants en 1950 à presque 9 en 1970.

La rupture après 1970

À partir des années 1970, on assiste à un ralentissement, comme l'attestent le tableau 1.1 et les figures 1.1 et 1.2. Cette chute précède les politiques de décentralisation liées à la crise économique des années 1980[39], et interroge d'abord les facteurs purement démographiques

[39] Les années 1970 ont connu des mouvements brutaux de l'économie et des actions politiques en lien avec les moyens publics disponibles. Au début de la décennie, l'économie mexicaine, basée sur une industrie de substitution des importations – ayant permis le « miracle mexicain » –, a commencé à montrer ses premiers signes de faiblesse, du fait de l'obsolescence technique dans certains secteurs (comme celui du pétrole) et d'un protectionnisme important, rendant l'économie nationale vulnérable à l'extérieur. La première crise pétrolière a rempli les caisses de l'État et a permis des investissements publics massifs soutenant la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). Mais en 1976, les spéculations et pressions politiques et sociales exacerbées, à l'extérieur comme à l'intérieur du Mexique, ont conduit le pays à demander l'aide du Fonds Monétaire International (FMI), après une forte dévaluation du peso. En 1978, le Mexique renoue avec une courte période de prospérité lors du

jusque-là moteurs de la croissance. Si en 30 ans (1950-1980), la population a été multipliée par 4,6, la croissance semble contenue depuis 1980, inférieure à 2 %. Sur la décennie 2000, la croissance annuelle moyenne est de 0,9 %. Cette situation est à mettre en lien avec la baisse significative de l'apport migratoire. La crise intensifie le phénomène : la fin des années 1980 voit la chute généralisée des revenus et la baisse sensible de l'immigration en direction de la capitale [CONAPO, 1998]. Voyons plus précisément la nature et les facteurs de la rupture identifiée à partir des années 1970.

1.2.3. La fin de l'attraction : l'essentielle variable de la mobilité

Il est ici question d'analyser les changements de rythmes de la croissance de la ville depuis 1970 d'une part, l'importance de la prise en compte des phénomènes de mobilité d'autre part. Cette dernière grille de lecture permet d'affiner l'inscription dans l'espace de la croissance urbaine ainsi mise au jour.

Le tassement de la croissance : la fin de l'attraction ?
Le freinage de la croissance de la ZMVM est d'abord modéré dans les années 1970, puis devient très marqué pendant les années 1980. Le rythme de croissance tend ensuite à se stabiliser dans les années 1990 (taux de croissance annuels supérieurs à 4 % sur la période 1940-1980, de 2,9 entre 1975 et 1980, puis de 1,3 entre 1980 et 1985).
Ces résultats vont à l'encontre des prévisions de l'époque, qui, se basant sur les vitesses de croissance des années précédentes, prévoyaient des scénarios catastrophistes pour Mexico, dont l'image dans les années 1980 devient celle de la plus grande ville du monde, incontrôlable, « fille de l'Apocalypse » [Monnet, 1993], dotée de tous les maux urbains (pauvreté, insalubrité, pollution[40], dualisme social et administratif avec l'extension hors DF). Mais la « monstruopole » semble contenir sa croissance dès la fin des années 1970, en lien avec la baisse significative de l'apport migratoire sur la période.

La question migratoire : les sources censitaires disponibles
La connaissance des tendances démographiques et plus particulièrement, des flux migratoires, est essentielle pour prendre la mesure des recompositions à l'intérieur de la zone métropolitaine. Elle constitue ici un éclairage pertinent dans l'analyse des transformations des périphéries urbaines depuis les années 1970, dans ses formes spatiales et ses recompositions internes (voir tableau 1.2 et figures 1.4 et 1.5).

---

deuxième choc pétrolier : les taux de croissance du PIB atteignent 8 % par an. Les trois quarts des recettes du pays se font grâce au pétrole. L'État investit et s'endette jusqu'à la crise de 1982, où le Mexique rentre, comme d'autres pays d'Amérique latine, dans la récession de la « décennie perdue ». La fragilité croissante durant les années 1970 de l'industrie mexicaine, essentiellement polarisée à Mexico, a des répercussions sur la zone métropolitaine. En effet, la concentration industrielle des décennies précédentes diminue et avec elle, la concentration des hommes. Il s'agit là d'un premier facteur explicatif de la baisse de l'immigration vers la ZMVM. La crise semble avoir accéléré fortement la dispersion des flux migratoires internes au Mexique vers d'autres espaces, notamment vers les villes moyennes et les États du Nord. Elle est également responsable de la désindustrialisation du centre de Mexico durant les années 1980. La ZMVM a perdu une partie de son poids dominant dans l'économie mexicaine. En 1975, la ville totalise 45 % de l'emploi industriel, alors qu'en 1994, elle ne concentre « que » 24 % [CONAPO, 1998]. En 2006 toutefois, encore près d'un tiers du PIB national est produit dans le DF et l'État de Mexico [Musset, 2010a, p. 42].

[40] « La région la plus transparente de l'air » – en écho au titre de l'ouvrage de Carlos Fuentes en 1959 (Fuentes C. [1959]. *La plus limpide région*, Gallimard) reprenant lui-même une formule d'Alfonso Reyes, épigraphe de l'essai « Visión del Anáhuac » (1915) – est devenue la *smogopolis* [Bataillon, Panabière, 1988].

Tableau 1.2. Dynamiques démographiques dans la ZMVM entre 1955 et 2010

	1955-1960		1965-1970		1975-1980		1985-1990		1995-2000		2005-2010	
	Effectifs	*Taux*	*Effectifs*	*Taux*	*Effectifs*	*Taux*	*Effectifs*	*Taux*	*Estimation haute**	*Taux*	*Estimation haute**	*Taux*
Croissance ZMVM		5,6		5,0		2,9		1,7	1 099 138	1,2	876 932	0,9
Croissance naturelle		3,4		3,5		3,0		2,3	1 463 339	1,6	1 255 899	1,2
Solde migratoire		1,4	444 000	1,0	301 000	0,5	- 440 000	- 0,6	- 364 201	- 0,4	- 378 967	- 0,4
Émigration totale									**2 481 702**	**2,7**	**2 361 842**	**2,3**
Émigration nette		**0,3**	**381 000**	**0,9**	**697 000**	**1,0**	**1 000 000**	**1,3**	**855 318**	**0,9**	**817 422**	**0,8**
Émigration interne (intra comprise)									2 346 853	2,6	2 296 930	2,3
Émigration interne (intra exclue)									720 469	0,8	752 510	0,7
Émigration internationale ZMVM									134 849	0,1	64 912	0,1
Immigration totale			**910 823**						**2 117 501**	**2,3**	**1 982 875**	**2,0**
Immigration nette		**1,7**	**825 000**	**1,9**	**1 000 000**	**1,5**	**559 000**	**0,7**	**640 494**	**0,7**	**524 504**	**0,5**
Migration intra-urbaine			**425 173**	**1,0**			**586 739**	**0,8**	**1 435 034**	**1,6**	**1 369 418**	**1,4**
Immigration internationale									41 973	0,0	88 953	0,1

INEGI [1950à 2010]; CONAPO [1998, 2001, 2011]; Graizbord, Acuña [2006] ; Partida, Martinez [2006]; Sobrino, Ibarra [2008] ; Suarez, Delgado [2010]; calculs propres sur les *muestras* de 2000 et 2010.
**Détail de la méthodologie en annexe I.3*

Les migrations peuvent être appréhendées différemment selon les données censitaires disponibles aux différentes dates. Les études statistiques diachroniques sur la migration intra-urbaine – qui nous intéresse particulièrement – [CONAPO, 1998, 2001 ; Partida, Martinez, 2006 ; Sobrino, Ibarra, 2008], auxquelles s'ajoutent les analyses portant plus spécifiquement sur la période récente 1995-2000 prennent en compte les mouvements entrainant un

changement de résidence sur une période intercensitaire, généralement de 5 ans [Duhau, 2003 ; Graizbord, Acuña, 2006 ; Paquette, Delaunay, 2009 ; Suarez, Delgado, 2010].
Pour la période la plus ancienne, 1950-1965, sont disponibles uniquement les mouvements inter-entités, c'est-à-dire les déplacements résidentiels entrainant un changement d'État/entité fédérative, agrégés à l'entité de résidence actuelle[41].
Pour la période intermédiaire, 1965-1985, sont également disponibles les mouvements inter entité. Il faut toutefois préciser une nuance pour cette période : est approchée la durée de résidence (en années), à l'échelon du municipe de résidence [INEGI, 1970, 1980][42].
En 1990, c'est la question de l'entité fédérative de résidence 5 ans auparavant qui va faire office de mesure systématique de la mobilité résidentielle ; à cette date, l'information est disponible à l'échelon des municipes.
Enfin, pour les périodes les plus récentes 1995-2000 et 2005-2010, le changement de résidence donne la précision au niveau du municipe de résidence 5 ans auparavant[43].

En ville : baisse de l'immigration, hausse de l'émigration
L'analyse des dynamiques migratoires renseigne sur les évolutions démographiques globales observées précédemment. Nous combinons dans le tableau 1.2 plusieurs sources : pour les périodes allant de 1955 à 1995, nous croisons les différentes études réalisées sur le thème [CONAPO, 1998, 2001 ; Partida, Bush, 2006 ; Sobrino, Ibarra] ; pour la période 1995-2000, nous exposons les résultats estimés par le CONAPO [2001], ainsi que ceux de B. Graizbord, B. Acuña [2006], J. Sobrino, V. Ibarra [2008], C. Paquette, D. Delaunay [2009], M. Suarez, J. Delgado [2010], auxquels nous ajoutons nos propres calculs exploratoires réalisés sur la *muestra* de 2000. Enfin, sur la dernière période, nous exposons seulement les derniers calculs sur la *muestra* de 2010 (voir annexe I.3), les publications à ce jour étant rares.
Ainsi, entre 1965 et 1970, Mexico accueille plus de 800 000 immigrants[44] (10 % de la population totale) [CONAPO, 1998 ; Sobrino, Ibarra, 2008]. L'apport migratoire net accuse ensuite une constante diminution et s'accompagne d'une forte progression de l'émigration. Entre 1975 et 1980, la ville accueille près d'un million d'immigrants, mais perd dans le même temps 700 000 personnes [CONAPO, 1998, p. 24]. Toutefois, la part relative de ces mouvements diminue. Selon les projections et estimations du CONAPO [1998, p. 24], la part de la migration nette dans la population (et donc dans sa croissance), située aux alentours de 1,5 % annuels[45] dans les années 1950, diminue au fil de l'augmentation des effectifs de la

[41] Seul est demandé s'il y eu changement de résidence et dans ce cas, le nom de l'entité fédérative ou du pays étranger de résidence antérieur [INEGI, 1960]. Voir les questionnaires d'enquête : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/ccpv/cpv1960/default.aspx.
[42] Le recensement de 1970 est à ce titre une des premières sources statistiques permettant d'appréhender les mouvements intra-métropolitains pour la ZMVM : les mouvements du DF vers l'État de Mexico et vice-versa peuvent ainsi être renseignés à l'échelon des municipes [Sobrino, Ibarra, 2008, p. 171].
[43] Ce n'est qu'à partir du recensement de 2000 que l'analyse sur la localisation des mouvements migratoires intérieurs s'affine au niveau de la délégation ou municipe, grâce à *la muestra censal del XII Censo General de Población y Vivienda*, réalisée sur un échantillon de plus de 10 millions de Mexicains [INEGI, 2000], qui renseigne précisément sur le lieu de résidence de l'interrogé 5 ans auparavant. Avant cela, le seul indicateur n'était disponible qu'à l'échelle des entités fédératives du Mexique. Il s'agit là d'une avancée majeure pour l'appréhension de la mobilité intra-urbaine, même si cette donnée occulte encore les flux majoritaires internes aux municipalités et si elle n'est pas disponible à tous les échelons du recensement.
[44] Approximations à partir des rapports et projections sur les migrations internes au Mexique (considérant le DF et une partie des flux dirigés vers l'État de Mexico) de la CONAPO [1998] et de V. Partida, M. A. Martinez [2006], ainsi que des résultats du recensement de 1980 par entité fédérative [INEGI, 1980]. Des écarts significatifs peuvent être relevés entre les différentes publications et estimations.
[45] Le taux annuel de migration est calculé par le rapport entre le nombre de migrations annuelles en moyenne pendant la période et l'effectif moyen de la population sur la période. Autrement dit, entre 1955 et 1960, le taux annuel de migration est égal au nombre de changements sur la période rapporté au nombre d'années, le tout rapporté à la population moyenne entre 1955 et 1960. Le taux peut aussi être calculé avec comme dénominateur

ville, jusqu'à devenir négative à partir de la fin des années 1970 (-0,3 % au début des années 1980) (figures 1.4 et 1.5). Les moteurs de l'expansion démographique et physique ont changé de nature. Les dynamiques centrifuges déjà amorcées s'accentuent, sans que la perte soit suffisamment compensée par l'immigration. Ce changement structurel dans la dynamique de croissance de Mexico fait entrer la ville dans une phase de dépopulation du centre et de déconcentration plus marquée.

Figure 1.4. Place des migrations dans la croissance de Mexico entre 1955 et 2010

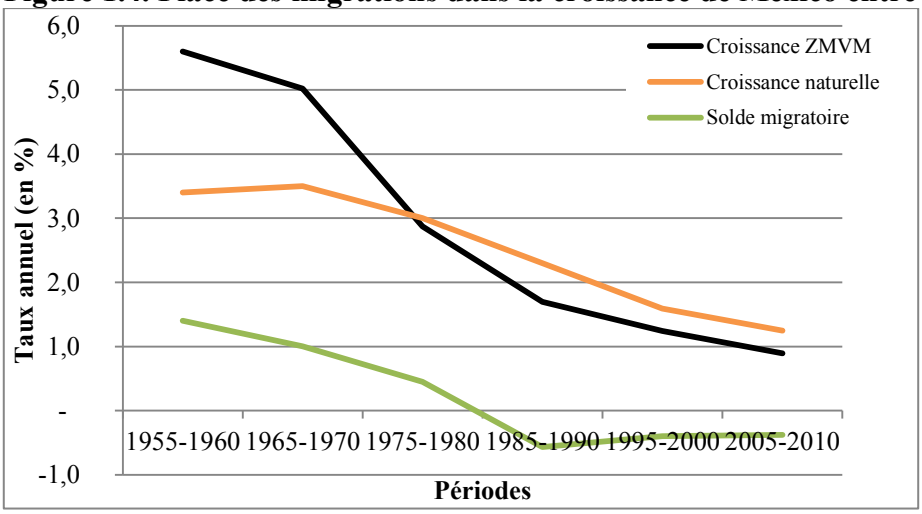
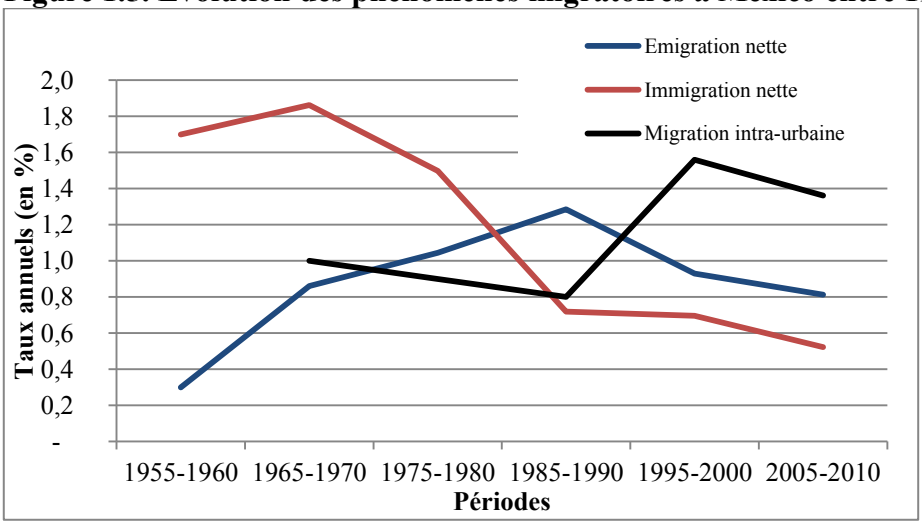


Figure 1.5. Évolution des phénomènes migratoires à Mexico entre 1955 et 2010



Sources : CONAPO [1998], Sobrino, Ibarra [2008], CONAPO [2011], calculs propres pour 1995-2000 et 2005-2010 sur la base de la muestra à l'échelle de tout le pays [INEGI, 2000, 2010].

La décennie 1980 marque définitivement la rupture avec la période de croissance des décennies précédentes. Entre 1985 et 1990, environ 500 000 personnes[46] s'installent à Mexico – moitié moins que 20 ans auparavant –, mais plus de 700 000 la quittent [Partida, Martinez, 2006] (voire un million selon le CONAPO [1998]).

la population en fin de période [INED, 2012]. Dans le cas présenté ici, il s'agit du taux de migration nette annuelle, soit la différence entre entrées et sorties du territoire métropolitain, rapportée au nombre d'années et à la population moyenne sur la période ou population en fin de période.

[46] Entre deux estimations : 423 000 immigrants selon J. Sobrino et V. Ibarra [2008, p. 174] et 559 000 selon le CONAPO [1998, p. 23] (valeur en tableau 1.2).

Ce changement dans le solde migratoire net de la ZMVM ne signifie pas la disparition de l'immigration, mais davantage la conjugaison d'une émigration en hausse depuis la capitale et d'une diminution de l'immigration vers celle-ci, liée à une réorientation générale des flux de migration interne à l'échelle nationale et à celle des entités fédératives. Ainsi, dès le début des années 1980, Mexico, dans sa définition métropolitaine de l'époque, perd plus de population qu'elle n'en accueille.
Enfin, entre 2005 et 2010[47] : 820 000 individus auraient quitté la ZMVM et 520 000 autres s'y seraient installés. Le solde migratoire reste fortement négatif, avec plus de 300 000 individus vivant en 2010 dans une autre partie du Mexique ou à l'étranger. Cette tendance est forte depuis vingt ans.

La mesure de la mobilité au sein même de ce que l'on délimiterait comme la Zone métropolitaine est riche d'enseignements sur la manière dont les flux de population évoluent. Ainsi, J. Sobrino et V. Ibarra [2008] mesurent une mobilité intra-urbaine – par calcul des changements de résidence entre le DF et les municipes urbanisés de l'État de Mexico – de 425 000 personnes entre 1965 et 1970, soit 5 % de la population de 1970 [2008, p. 172] (tableau 1.2). Selon la même méthode, le recensement de 1990 révèle une mobilité intra-urbaine plus forte que l'immigration – avec 587 000 changements d'entité de résidence – confirmant ainsi son poids croissant. Les recensements de 2000 et 2010 donnent quant à eux la mesure de l'ensemble des mouvements intermunicipaux intra-urbains : plus de 1,4 million entre 1995 et 2000, et légèrement moins 10 ans plus tard (soit entre 17 et 20 % de l'ensemble des mouvements migratoires du Mexique)[48].
La ZMVM n'attire donc plus ou attire beaucoup moins qu'auparavant. La dynamique de peuplement repose sur la croissance naturelle – elle aussi en baisse – et la migration intra-métropolitaine.

L'importance de la prise en compte de la mobilité intra-urbaine
La rupture démographique dans l'histoire du peuplement de Mexico que nous venons de présenter, doit se définir comme un changement de visage du développement urbain, plus que comme une fin de croissance. Historiquement, l'immigration à Mexico (District Fédéral pour sa plus grande partie avant 2000)[49] s'est réalisée depuis les campagnes et petites villes du centre du Mexique (États de Mexico, Michoacán, Guerrero, Hidalgo et Puebla pour citer les plus importants) vers le DF. À partir des années 1980 et du renversement de tendance migratoire, on a assisté à une redistribution de la population émigrant de Mexico, comme l'atteste la distribution des flux internes entre les entités (figure I.3.1 en annexe I.3). Les flux se réorientent majoritairement sur les États de la région du Centre du Mexique. Depuis 1965, l'État de Mexico est le principal bénéficiaire des flux nationaux (polarisant 20 % du total) et principalement de ceux en provenance du DF. Cette entité connaît donc une forte immigration, mais aussi une urbanisation massive de ses municipes les plus proches du DF.
L'augmentation de l'émigration sur la période mise en évidence par la figure 1.5 est à mettre en lien avec la diminution du rythme d'intégration administrative des municipes périphériques

[47] Rappelons que ces résultats sont issus de calculs dans une « fourchette haute » de l'estimation de l'émigration. D'autres résultats sont observables si l'on considère une précision plus grande quant au lieu de résidence en 2005.
[48] Un recul évident par rapport à ces chiffres s'impose. Signalons que dans les calculs avec pondération réalisés sur les *muestras* de 2000 et 2010, il faut tenir compte d'une marge d'erreur, liée au facteur de pondération d'une part, à l'importance des enquêtés n'ayant pas répondu à la question ou ayant fourni une réponse partielle au sujet du lieu de résidence 5 ans auparavant d'autre part (voir annexe I.3).
[49] Avec l'incorporation progressive des municipes urbains situés dans l'État de Mexico, ce dernier devient, après 1995, « majoritaire » dans la Zone Métropolitaine, dans le sens où plus de 50 % de la population métropolitaine y réside – et non plus dans le DF –, posant des problèmes de légitimité et de gouvernance.

(figure 1.1), confortant l'hypothèse d'une migration intra-urbaine non considérée comme telle (par les recensements) alors qu'elle est devenue un pilier de la dynamique de peuplement de Mexico[50]. Ainsi, l'émigration s'avère s'orienter en direction de municipes qui, en 1970, ne sont pas considérés comme métropolitains, mais qui s'intègrent à la zone métropolitaine la décennie suivante. Ce basculement de la dynamique migratoire de la ville de Mexico marque une nouvelle étape, celle de la déconcentration du centre ; la ville s'étale dans l'espace et entre dans une ère de décentralisation.

Une grande partie des flux de départs doivent donc être appréhendés davantage comme une migration intra-urbaine orientée du centre vers la périphérie, comme nous le détaillerons ultérieurement (chapitre 5). La mobilité joue ainsi un rôle majeur dans les changements de structuration de l'aire métropolitaine. Ce phénomène de redistribution intra-métropolitaine s'inscrit dans la dynamique globale des villes latino-américaines depuis les années 1970, notamment mise en lumière par F. Dureau à Bogotá [2000a] ou encore par J. Pinto da Cunha, qui, dans une comparaison à l'échelle du continent, souligne le nombre, la part et la complexité croissants des mouvements internes aux villes qui influent sur leurs rythmes d'expansion, notamment en périphérie [2002, p. 41].

La question du rôle et de la spatialisation de la migration dans les phases de développement de la ville a notamment été l'objet des recherches de John Turner [1968] dont l'objectif principal était la compréhension du logement des pauvres dans le contexte d'explosion urbaine des années 1950 et 1960. J. Turner est l'un des premiers à proposer un modèle de peuplement de la ville latino-américaine (à partir des exemples de Mexico et Lima) – mais plus généralement de la ville en « pays en développement ». Selon l'auteur, l'urbanisation de Mexico ne s'est pas faite sous la forme d'un front d'urbanisation alimenté par l'arrivée de migrants ruraux – avec la construction continue d'habitats informels de plus en plus loin en périphérie –, mais davantage en deux temps : le migrant s'installe en premier lieu au centre de la ville (alors en cours de densification, puis de dégradation et de paupérisation), puis se déplace de plus en plus loin en périphérie au fil des années. Ce mouvement inscrit le peuplement urbain dans les étapes de la « ville transitionnelle » [1968, p. 360] et interroge les stratégies résidentielles ainsi mises en œuvre.

1.2.4. Déconcentration : du centre historique jusqu'aux périphéries actuelles

La déconcentration à l'œuvre lisible par le biais de cette mobilité s'inscrit dans l'espace par une vaste expansion physique de la ville et interroge les étapes du développement urbain. Les formes d'expansion territoriale de la métropole, si elles sont analysées par le prisme du logement, répondent aux dynamiques démographiques d'une part, aux stratégies résidentielles d'autre part. Les choix résidentiels déterminent le statut d'occupation du logement, le type d'habitat et la localisation du logement dans la ville.

Les étapes du développement urbain

Des traits communs à l'Amérique latine fournissent des premières pistes d'explication de l'organisation du peuplement de Mexico. Pour le statut d'occupation et le type d'habitat, la logique est celle d'une forte consommation d'espace, privilégiant la propriété privée et le logement en maison individuelle, pour respectivement 69 et 76 % des habitants de Mexico

[50] La baisse de l'émigration sur la dernière décennie va également dans ce sens : la métropole semble ne plus être tant répulsive, attendu que la migration nette diminue considérablement par rapport aux 20 années qui précèdent, parallèlement à la prise en compte d'une zone métropolitaine considérablement élargie.

[INEGI, 2010][51]. Les dynamiques de peuplement elles-mêmes semblent similaires à celles observées dans d'autres grandes métropoles latino-américaines [Dupont, Dureau, 1997 ; Gouëset, Dureau, 2006] : la plupart des auteurs s'accordent à diviser les étapes de croissance métropolitaine en quatre temps : concentration métropolitaine, décentralisation et étalement, dépopulation et déconcentration soutenue, consolidation et complexification [Turner, 1968 ; Unikel *et al*, 1978 ; Garza, 1987, 2000 ; Connolly, 1988 ; Schteingart, 1989 ; Delgado, 1990 ; CONAPO, 1998 ; SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2000, 2007 ; Aguilar, Ward, 2003 ; Sobrino, 2007 ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Tallet, Ribardière, 2010 ; Souchaud, Prévôt-Schapira, 2014]. À chacune de ces étapes peut correspondre une auréole d'urbanisation, une « couronne » (cartes 1.1, 1.2 et II.4.1).

La concentration et l'image d'une ville macrocéphale incontrôlable

Durant les années 1950, la population a augmenté de 73 %, mais la superficie « seulement » de 58 % [CONAPO, 1998, p. 34]. Le centre-ville de Mexico devient l'espace de confluence des migrations du pays, mais commence à subir les effets d'une saturation du marché de l'habitat et d'une pollution industrielle de plus en plus importants. La première couronne devient le foyer de population le plus important (tableau 1.3).

En 1960, la ZMVM intègre 15 délégations du DF et 2 nouveaux municipes de l'État de Mexico. Les années 1960 voient l'apogée de l'industrialisation de la capitale : près de la moitié des employés et un tiers des établissements industriels du Mexique y sont installés [Rufat, 2006 ; Musset, 2010a]. La première couronne devient le foyer de population le plus important, et se spécialise dans certaines activités industrielles : textile à Naucalpan, automobile à Miguel Hidalgo, sidérurgie et pétrochimie à Azcapotzalco et Tlalnepantla. L'industrie se localise le long de ces nouveaux axes : dans le secteur Nord-Ouest, le long de l'autoroute à Querétaro, et au nord-est, le long de l'autoroute à Pachuca.

Les tentatives de maîtrise de l'expansion urbaine (nomenclatures des plans d'aménagement du DF, rigidité du droit foncier) ont des effets pervers, favorisant l'urbanisation illégale : la plus emblématique des installations est Nezahualcóyotl, qualifié à l'époque de « plus grand bidonville du monde », à l'est de la ville, sur d'anciens terrains lacustres, le long de la route à Puebla. Même si la baisse relative est significative par rapport aux années 1950, la superficie bâtie passe de 470 km² en 1960 à 683 km² en 1970 (voir figure 1.1), soit une augmentation de plus de 210 km² en 10 ans, deux fois Paris intra-muros… La primauté urbaine qui en découle alimente le discours sur « l'anomalie » de la capitale mexicaine, qui devient l'archétype de l'urbanisation des pays en développement [Castells, 1971 ; Gouëset, Dureau, 2006].

Les dynamiques migratoires reflètent cette polarisation et sont clairement à l'origine de ces évolutions : entre 1965 et 1970, sur les 910 000 immigrants arrivant en ville, 43 % se concentrent dans les délégations du centre. Mais la lecture de la mobilité intra-urbaine (mobilité entre le DF et les municipes de la conurbation de Mexico entre 1965 et 1970) met en lumière une autre dynamique. Sur la période, le schéma de la mobilité intra-métropolitaine est clairement de type centre-périphérie : les délégations centrales n'ont attiré que 8 % des mouvements internes, contre 72 % pour la première couronne – Nezahualcóyotl, Naucalpan et Tlalnepantla concentrent près des deux tiers de la mobilité totale – et 20 % pour la deuxième. Les plus fortes croissances périphériques s'expliquent par les plus fortes attractivités de la migration intra-urbaine [Sobrino, Ibarra, 2008, p. 172].

[51] Calculs réalisés sur la *muestra* de 2010. Il est à noter pour ces estimations que la donnée censitaire concernant le statut d'occupation du logement est disponible à l'échelon agrégé pour 2000 (*ageb* et municipe). En revanche, pour le recensement 2010, elle n'est disponible que dans le fichier détaillé de la *muestra*. Ainsi en 2000, E. Duhau [2003] trouve des valeurs proches, mais légèrement différentes : 73 % des ménages sont propriétaires et 72 % des logements sont des maisons individuelles à Mexico.

De la mobilité centrifuge à l'inscription dans l'espace de la croissance urbaine

Sur la période 1970-1990, la ville centrale concentre toujours 80 % de services, mais perd de la population et la première couronne connait une croissance moindre que la moyenne de la ZMVM. En 1970, Mexico compte 8,6 millions d'habitants, dont un tiers au centre et 57 % dans la première couronne (tableau 1.3). L'expansion et la concentration se font surtout sur la deuxième couronne, et la troisième apparaît. La décennie 1970 voit ainsi l'incorporation progressive des municipes urbanisés précédemment et la prise en compte de l'étalement urbain : intégration des 16 délégations du DF et de 11 municipes de l'État de Mexico. La concentration périphérique s'opère par une densification des zones récemment loties, aidée par la poursuite des aménagements et des investissements publics, notamment dans la politique de logement avec l'aide au crédit immobilier (*Fondos Solidarios de vivienda*) comme le crédit INFONAVIT[52] par exemple[53].

Cette période de l'étalement urbain en périphérie renvoie à un taux de croissance supérieur en banlieue par rapport au centre : on assiste alors à une dynamique que l'on pourrait appeler de périurbanisation[54].

En 1990, la ZMVM compte 15 millions d'habitants, s'étend sur 1 305 km² ; la part relative des deuxième et troisième couronnes augmente (39 %) (tableau 1.3). Le schéma de peuplement en cours de construction dans les années 1980-1990 est celui d'une déconcentration centrifuge, doublée d'une concentration en périphérie. Le poids de la ville centrale diminue, ainsi que celui du DF. À l'inverse, les municipes métropolitains de l'État de Mexico – à l'exception de ceux qui sont déjà saturés comme Nezahualcóyotl, Tlalnepantla et Naucalpan – jouent un rôle prépondérant. L'urbanisation déconcentrée favorise l'expansion à partir des zones déjà urbanisées lors des décennies précédentes. Le développement s'effectue à partir des noyaux villageois périphériques et le long des axes de communication [CONAPO, 1998]. La saturation du centre et la décentralisation des activités en périphérie redistribuent les densités à l'échelle de la ZMVM, mais engendrent aussi une croissance à l'échelle régionale, celle du Grand Mexico, le mouvement se faisant au profit des villes plus petites, mais suffisamment importantes pour permettre une dynamique économique (voir 1.1.2).

---

[52] *Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores*. Institut du Fonds National du Logement pour les Travailleurs, fondé en 1972 par L. Echeverria et organisant le crédit immobilier pour les travailleurs salariés.

[53] Les politiques de logement au Mexique sont à l'initiative et sous le contrôle du CONAFOVI (*Comisión Nacional de Fomento de la Vivienda* – Commission nationale du développement du logement) qui applique le *Programa Nacional de Vivienda 2007-2012* (programme national de logement) [CONAVI, 2012]. Un grand nombre de travaux traite les politiques de logement au Mexique depuis les années 1970. On peut par exemple citer R. Coulomb [1986, 2010], P. Connolly *et al* [1991], le CONAPO [1998], M. Schteingart [2001 b], E. Huamán [2005], Y. Marcadet [2007], E. Duhau, A. Giglia [2008], E. Duhau, C. Jacquin [2008], C. Paquette, S. Yescas [2009], C. Paquette, D. Delaunay [2009]. Nous pouvons retenir les deux grandes tendances des politiques de logement actuelles en vigueur la ZMVM et notamment discutées par C. Paquette et S. Yescas [2009] : les politiques d'incitation à l'accès à la propriété d'intérêt social dans les grands ensembles périphériques, et celle – *a priori* contradictoire, mais relevant en fait de mécanismes communs – de redensification du centre-ville pour inciter le retour vers les zones centrales et limiter l'étalement urbain.

[54] Notons ici que ce terme est une traduction de celui de *suburbanización* notamment utilisé par J. Delgado [1990], E. Duhau [2003] et J. Sobrino, V. Ibarra [2008] et qui fait référence davantage au processus d'étalement urbain et d'augmentation significative de superficies bâties en périphérie qu'à la conceptualisation française ou anglo-saxonne. A. Aguilar [2002] et A. Aguilar et P. Ward [2003] utilisent l'expression « périurbanisation » dans une acception plus directement tournée vers le développement métropolitain régional de la ZMVM : la périurbanisation fait ainsi écho à l'expansion territoriale massive de la zone de contrôle de Mexico et l'inscription d'espaces *a priori* « lointains du centre » dans des dynamiques exogènes mondialisées. J. Sobrino [2007] questionne le phénomène de périurbanisation dans l'optique de la mobilité résidentielle intra-métropolitaine qui serait responsable à la fois de l'étalement physique, mais aussi de la densification des espaces périphériques. C'est cette dernière acception qui nous intéresse plus particulièrement dans notre étude.

Tableau 1.3. La répartition de la population dans les différentes couronnes entre 1950 et 2010 (part en %)

Année d'intégration métropolitaine	1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010
Centre historique	74,9	54,9	33,5	18,9	12,4	9,2	8,6
Péricentre*	25,1	39,3	50,1	50,0	42,7	38,0	34,2
1950-1960**	1,8	5,8	6,7	12,2	16,3	19,1	19,3
1960-1970***			9,6	14,9	15,1	16,1	15,8
1970-1980***				4,0	7,1	8,1	10,9
1980-1990****					3,0	3,9	4,7
1990-1995****					1,2	3,2	3,9
1995-2005****					2,2	2,5	2,7

Sources : INEGI [1950 à 2010]
Centre historique : Benito Juárez, Cuauhtémoc, Miguel Hidalgo, Venustiano Carranza
* *1ère couronne* : Azcapotzalco, Coyoacán, Gustavo A. Madero, Iztacalco, Iztapalapa, La Magdalena Contreras, Álvaro Obregón, Naucalpan de Juárez, Tlalnepantla de Baz
** *2ème couronne :* Cuajimalpa de Morelos, Tláhuac, Tlalpan, Xochimilco, Chimalhuacán, Ecatepec de Morelos
*** *3ème couronne :* Milpa Alta, Atizapán de Zaragoza, Coacalco de Berriozábal, Cuautitlán, Huixquilucan, Nezahualcóyotl, La Paz, Tultitlán, Chalco, Chicoloapan, Ixtapaluca, Nicolás Romero, Tecámac, Cuautitlán Izcalli
**** *4ème couronne :* Acolman, Atenco, Jaltenco, Melchor Ocampo, Nextlalpan, Teoloyucán, Tepotzotlán, Texcoco, Tultepec, Zumpango, Tizayuca, Cocotitlán, Coyotepec, Chiautla, Chiconcuac, Huehuetoca, San Martín de las Pirámides, Temamatla, Teotihuacán, Tezoyuca, Valle de Chalco Solidaridad, Amecameca, Apaxco, Atlautla, Axapusco, Ayapango, Ecatzingo, Hueypoxtla, Isidro Fabela, Jilotzingo, Juchitepec, Nopaltepec, Otumba, Ozumba, Papalotla, Temascalapa, Tenango del Aire, Tepetlaoxtoc, Tepetlixpa, Tequixquiac, Tlalmanalco, Villa del Carbón, Tonanitla.

Vers la métropolisation

Au cours de la décennie 1970, le processus de métropolisation commence, dans le sens où l'on assiste à un double phénomène de concentration industrielle et humaine à Mexico en même temps qu'une dispersion croissante dans l'espace – second processus conséquent du premier. Le terme de métropolisation est mobilisé par J. Delgado [1990, p. 242], M. Banzo [1994, p. 16] ou encore dérivé en *métropolitanisme*[55] par J. Sobrino, V. Ibarra [2008]. Ce phénomène fait ainsi l'objet d'une analyse approfondie : J. Delgado [1990] fait débuter le processus dans les années 1970 et l'expansion physique de la ville qui s'ensuit en est alors l'expression spatiale. M. Banzo y voit le processus d'étalement périphérique lié à l'hyper concentration des activités industrielles mexicaines [1994, p. 20]. J. Sobrino et V. Ibarra font davantage référence à une urbanisation d'origine intra-métropolitaine, suite logique des étapes de distribution de la population et des emplois dans l'agglomération [2008, p. 164]. J. Sobrino [2007] précise que, dans l'étape de « conformation métropolitaine », la densification périphérique et la redistribution de l'emploi urbain sont les marqueurs spatiaux principaux. Ces deux dimensions remettent au premier plan la mobilité résidentielle interne qui en est à l'origine et la réarticulation des schémas de mobilité quotidienne domicile-travail.
La notion de métropolisation est reprise dans les rapports des grands instituts publics mexicains qui en font une clef de lecture du phénomène urbain contemporain au Mexique [CONAPO, 1998 ; 2006 ; 2011 ; SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2004 ; 2007], à l'échelle des zones métropolitaines comme la ZMVM, mais aussi des régions métropolitaines.
M. Cruz Rodriguez [2000], A. Aguilar [2002] et A. Aguilar et P. Ward [2003] prennent l'angle de l'industrialisation des périphéries proches et lointaines, à l'origine d'une restructuration du maillage des activités économiques de la région du Grand Mexico. Cette recomposition aurait alors été accélérée avec la signature de l'Accord de Libre Échange Nord-Américain (ALENA) en 1994. Selon les auteurs, le processus favoriserait de nouveaux

[55] De notre tentative de traduction de *metropolitanismo* qui, selon J. Sobrino, comporte quatre étapes : concentration, périurbanisation-déconcentration, désurbanisation-dépeuplement du centre et enfin, réurbanisation du centre [2006, p. 585].

« points chauds » au milieu d'une « pénombre » périurbaine, où l'emploi informel et familial serait la règle. La décentralisation se serait donc faite au profit de nœuds stratégiques périphériques. Ces zones d'expansion seraient paradoxalement des zones plus « fragiles », dans le sens où elles expérimenteraient les changements les plus forts dans leur composition démographique, territoriale et économique, au cœur de dynamiques mondialisées « hors de contrôle ». Les marges internes et externes touchées par ces restructurations se localiseraient dans la périphérie « intégrée » de la ZMVM, et au niveau des autres grandes agglomérations de la région métropolitaine, les axes de communication connectant les « satellites » au centre – qui reste Mexico[56].

Les nœuds stratégiques en formation dans les périphéries font écho aux thèses sur le polycentrisme métropolitain émergent. Au sein de la ZMVM, le renforcement des centres secondaires en marge interne renvoie à l'hypothèse de l'articulation des mobilités résidentielles en fonction de l'emploi et vice-versa, notamment étudiée par M. Suarez et J. Delgado [2010]. Cette dynamique de convergence ou de co-localisation de la résidence et de l'emploi s'inscrivant dans l'espace périphérique soulève évidemment les enjeux importants de ségrégation socio-spatiale [Schteingart, 2001a ; Duhau, 2003].

L'observation même des mouvements migratoires atteste de la poursuite d'un solde négatif, même avec l'élargissement considérable de la zone métropolitaine depuis 1990. Assiste-t-on à l'arrêt de l'étalement urbain et à la consolidation des espaces déjà construits, voire à un retour au centre, comme cela aurait pu être observé dans les années 1990 dans les métropoles du Nord ? Même si les politiques urbaines ayant cet objectif existent et si la littérature semble profiler une future « réurbanisation »[57] [Sobrino, 2006, p. 585] où le centre regagnerait de la population, voire une « démétropolisation » – terme mobilisé par J. Pinto da Cunha [2002, p. 46] pour critiquer l'idée selon laquelle la dynamique actuelle tendrait à un rééquilibrage des populations sur le territoire –, l'essentiel de la croissance urbaine de Mexico continue à s'opérer dans la périphérie, réceptacle de la « déconcentration concentrée », selon l'expression de V. Gouëset et F. Dureau [2006, p. 235].

Les périphéries, espaces dynamiques au cœur des processus de peuplement contemporains

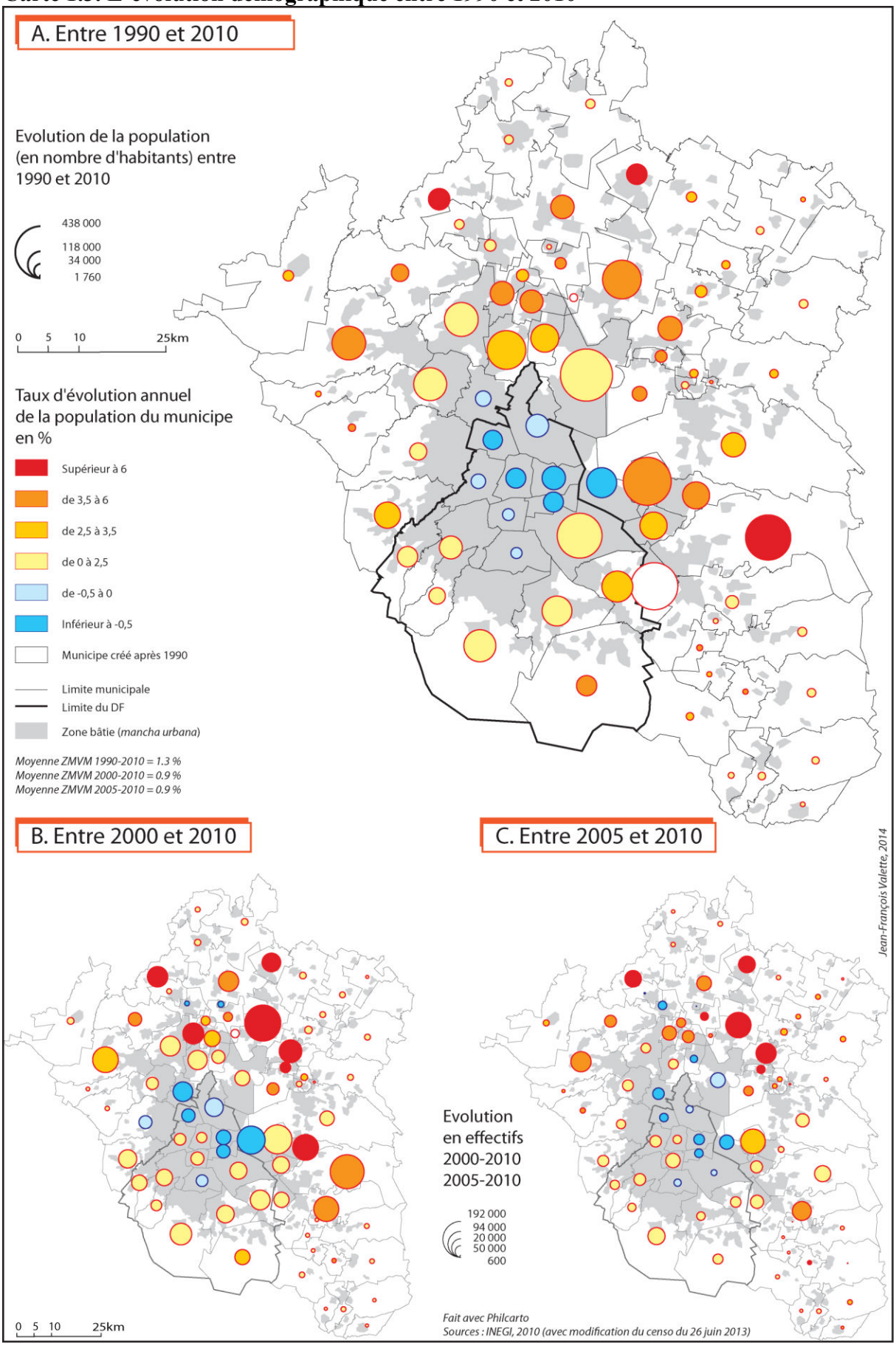
Nous nous attachons ici à l'analyse de la périphérie dans la période la plus récente, depuis 1990, afin de mettre en avant les dynamiques de complexification des schémas de peuplement postérieurs à la rupture des décennies 1970-1980. L'observation de la dynamique démographique « pure » dans la ZMVM sur les 20 dernières années (cartes 1.3) confirme la spatialisation de la croissance de la ville – même limitée dans l'ensemble – en périphérie urbaine, notamment dans les parties orientale et septentrionale.

Les mouvements de déconcentration du centre et du péricentre – toujours accusés pour Cuauhtémoc, Iztacalco, mais aussi Nezahualcóyotl qui perdent de la population sur la période, malgré une légère inversion de la tendance pour le centre ouest sur la dernière décennie – profitent donc à une large couronne périphérique. En effectifs, les municipes gagnant le plus de population sont logiquement ceux déjà fortement peuplés (Ecatepec, Chimalhuacán, Iztapalapa). D'autres municipes de l'État de Mexico présentent une forte augmentation de population en valeurs brutes et relatives, comme Tultitlán, Tecámac et Ixtapaluca. Dans le District Fédéral, seules les délégations de Tláhuac et Milpa Alta connaissent des croissances annuelles moyennes supérieures à 2,5 % entre 1990 et 2010.

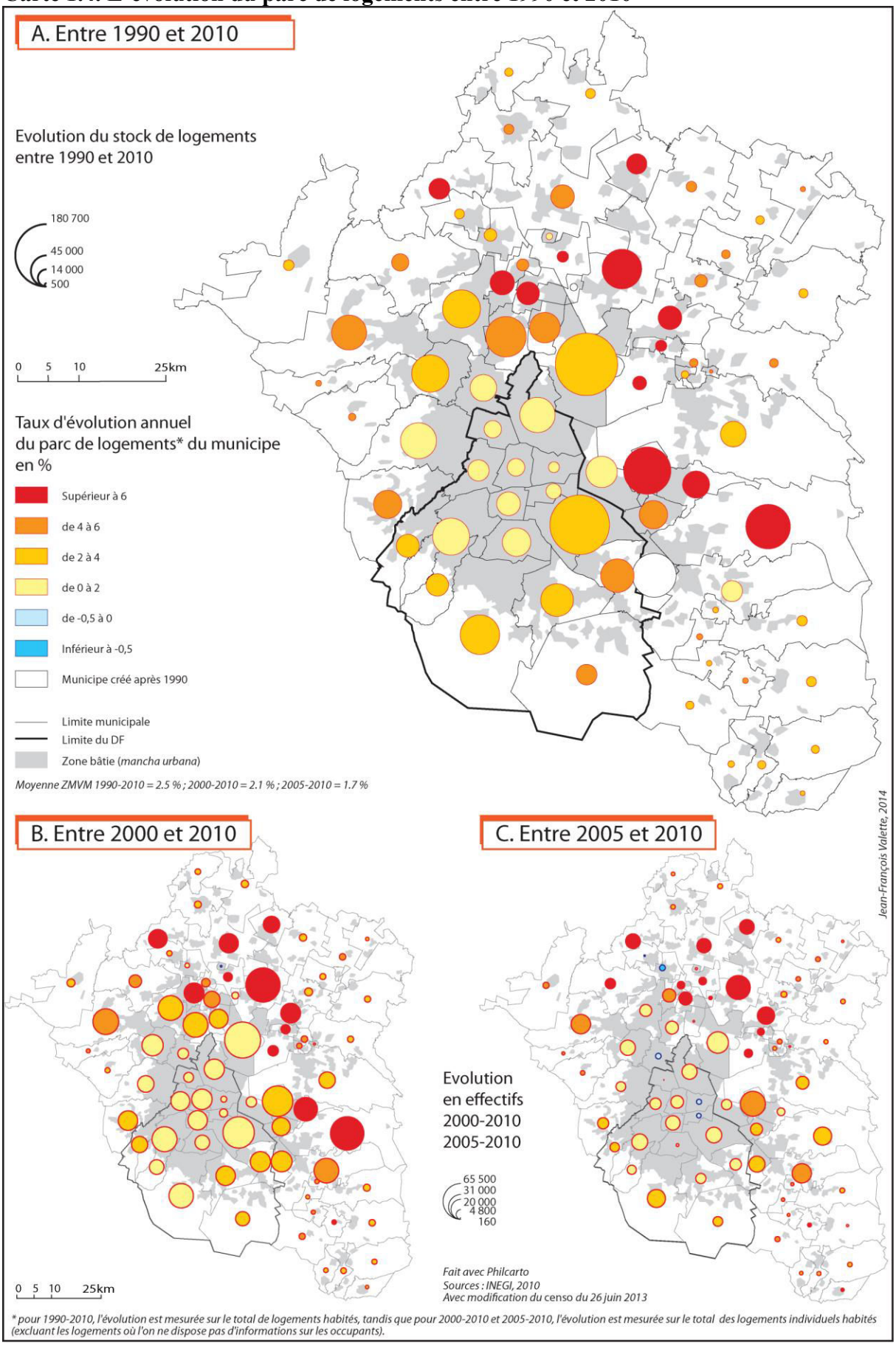
[56] On note ainsi que le poids de la ZMVM dans l'économie nationale mexicaine ne se dément toujours pas à l'aube des années 2010 : selon l'INEGI en 2009, la zone métropolitaine produit 24.2 % de la richesse totale nationale, pour un poids démographique moindre (17.9 % du total en 2010) [INEGI, 2012c, p. X].

[57] Terme proposé dans les schémas d'évolution de l'urbanisation dans KLAASEN L.H., MOLLE W., PAELINK J.H.P. [1981]. *Dynamics of urban development*, St Martin Press, 267 p. (cite par G. Baudelle [2000]).

Carte 1.3. L'évolution démographique entre 1990 et 2010



Carte 1.4. L'évolution du parc de logements entre 1990 et 2010



Dans l'ensemble, on retrouve le poids prédominant de la deuxième couronne dans les augmentations brutes de population, parallèlement au déclin de plus en plus marqué de la première couronne : Nezahualcóyotl, Azcapotzalco et Tlalnepantla perdent de la population, et même Ecatepec et Iztapalapa voient leurs soldes devenir négatifs sur la période 2005-2010, preuve du passage à un seuil de saturation de ces municipalités. La dynamique relative est à l'avantage des troisième et quatrième couronnes. Entre le péricentre et la périphérie éloignée, la deuxième couronne reste un foyer de population majeur en 2010 (tableau 1.3, 20 %) ; elle continue de connaître une croissance relative forte, liée d'une part à la déconcentration du centre et péricentre, d'autre part à sa dynamique intrinsèque. Sans pour autant entièrement remettre en question la poursuite du dynamisme périphérique, on remarque sur la période la plus récente une diminution généralisée de la population – des soldes négatifs s'observant parfois loin en périphérie (Coacalco, Teoloyucán) –, pendant que trois des quatre délégations centrales retrouvent un solde positif. Ces tendances interrogent les évolutions du parc de logements d'une part, les politiques de logement et les moteurs de la production d'autre part.

La production de logements sur la même période renvoie sans surprise à des schémas identiques (carte 1.4). Ce sont les périphéries nord et est qui bénéficient des croissances brutes et relatives les plus élevées, comme les municipes d'Ixtapaluca (7,8 % par an d'augmentation entre 1990 et 2010), Chimalhuacán (6.7 % par an, soit 104 000 logements en plus en 20 ans), Tecámac (10,1 % par an sur la dernière décennie, soit 60 000 logements en plus) et Cuautitlán (8,4 % par an soit 20 000 logements entre 2000 et 2010), pendant que le centre-est et Nezahualcóyotl affichent un déclin relatif, au vu de leur niveau de saturation. L'augmentation du nombre de logements dans ces municipes fait écho à diverses productions, durant la dernière décennie notamment : si les productions dites populaires sont majoritaires dans l'est, le nord voit la construction massive de grands ensembles de logements sociaux[58]. Dans le même temps, l'intérieur de la ville connait également des évolutions de son parc de logements, semblant à l'origine d'une très légère – et toute relative – inversion de tendance.

L'analyse des mouvements démographiques intra-urbains au cours du 20e siècle permet d'éclairer l'expansion spatiale de l'agglomération et de questionner la pertinence de la délimitation de l'espace périphérique. Le ralentissement de la croissance démographique permet-il de lire en termes novateurs la diversité des espaces périphériques ?
Les dynamiques démographiques intra-urbaines ou intra-métropolitaines sont majoritaires. La redistribution des populations et des activités au sein des métropoles latino-américaines est un processus reconnu depuis les années 1970 : lié à l'urbanisation ancienne du continent et original par rapport à d'autres pays dits « du Sud », il participe à la double dynamique d'expansion-densification [Dureau, 2006, p. 300]. Les tendances de la période la plus récente mettent en lumière des évolutions allant dans le sens d'une maturation métropolitaine [Dureau, 2000a ; Dureau *et al*, 2004] marquée par une mobilité résidentielle interne supérieure à la croissance de la population et de la production de logements : entre 2005 et 2010, la ville gagne 877 000 habitants supplémentaires, voit la construction de 533 000 nouveaux logements[59], et compte dans le même temps près de 1,4 million de changements de résidence en son sein.

[58] L'appellation « grand ensemble » renvoie en réalité à la traduction de *conjunto habitacional*, mais s'éloigne de la forme résidentielle française du grand ensemble de logement social. Parfois collectif, notamment pour les anciennes générations des années 1950, le logement à bas coût, qualifié « d'intérêt social » au Mexique, revêt depuis une vingtaine d'années de plus en plus l'apparence de grands ensembles horizontaux ou grands lotissements de logements individuels destinés aux catégories moyennes.

[59] On comptabilise ici la différence entre le total des logements considérés comme habités dans les recensements de 2005 et 2010, à savoir tous les logements individuels et collectifs habités incluant les logements dont on ne dispose pas d'informations sur les occupants (533 318). Si on ne considère que l'évolution des logements

L'étude des dynamiques périphériques renvoie ainsi à un triple regard sur la croissance de la ville, notamment synthétisé par M. Cruz Rodriguez [2000]. D'abord, les transformations territoriales de la ville sont liées aux dynamiques de métropolisation qui recomposent le tissu industriel et la carte de l'emploi et renforcent le dualisme entre des nouveaux nœuds périphériques et un ensemble majoritairement populaire pauvre. Ensuite, ces transformations renvoient aux différents schémas d'urbanisation périphérique (décentralisation, expansion de noyaux secondaires, dispersion des activités industrielles, transformation de l'espace agricole). Enfin, les périphéries urbaines témoignent principalement d'une dynamique d'urbanisation dite « populaire », qu'il s'agit d'approcher et d'interroger.

Au final, la contextualisation du peuplement de Mexico que nous venons d'opérer doit venir éclairer les recompositions originales que connaissent les périphéries depuis une vingtaine d'années. Pour cela, en nous appuyant, d'une part, sur l'exploration d'une limite opérationnelle des périphéries métropolitaines, d'autre part sur leur éclairage par leur forte expansion spatiale au cours du 20e siècle, nous cherchons à opérer un changement de regard. L'analyse a longtemps été cristallisée autour des périphéries subordonnées au centre de la ville, présentant de multiples inconvénients (isolement, déficience des services de base, absence d'emplois). L'aperçu des dynamiques démographiques de croissance a ainsi mis en avant l'importance de la mobilité intra-métropolitaine et les mutations rapides et profondes de l'espace périphérique de la ville depuis 1970. L'approche et la caractérisation de la production résidentielle liée aux mobilités peuvent être réalisées par la double entrée de la position périphérique et du dynamisme migratoire intra-urbain.

1.3. Se loger en périphérie : une production urbaine aux multiples visages

Dans le contexte de croissance et de recomposition métropolitaine sur la période récente (depuis 1990), c'est par le prisme – apparemment évident – du logement et des populations résidentes que nous choisissons d'aborder les mobilités et ancrages dans les périphéries. Le logement constitue bel et bien une base spatiale claire concrète à partir de laquelle il est possible d'étayer une réflexion sur l'espace et les populations qui s'y trouvent. En effet, il constitue un espace de relative stabilité, qui, même lorsque l'on travaille sur la théorique instabilité de la mobilité, révèle des avantages énormes pour sa compréhension.
Si l'objet exclut *de facto* ceux qui n'en possèdent pas, il a le mérite d'être délimité dans l'espace et de renvoyer à l'unité d'habitation qui abrite un individu ou un groupe qui en partage l'usage [Segaud *et al*, 1998, p. 5]. Le logement permet aussi de constituer un cadre d'observation satisfaisant dans l'analyse des déplacements des individus dans l'espace. Il est moins contraignant que la résidence : celle-ci peut être temporaire ou permanente et implique le concept de migration [Courgeau, 1975, p. 30] – alors que notre démarche tend aussi à recouvrir d'autres mobilités.
Plusieurs raisons justifient l'emploi de cet objet dans une analyse géographique des mobilités et des ancrages urbains. Premièrement, le logement renvoie automatiquement à un faisceau de caractères identifiables autour de ses occupants et de sa localisation, notamment du quadruple point de vue social, économique, symbolique et politique. Deuxième point – qui découle du précédent –, il est un outil statistique de premier choix : disponible dans les recensements, il constitue une unité reconnue et classiquement adoptée pour les études sur l'urbain, notamment depuis les travaux de l'École de Chicago. Il supporte une fonction d'habitat pour

individuels habités excluant ceux où on ne dispose pas des informations sur les occupants (annexe I.1), on observe une augmentation de 418 001 logements entre les deux dates.

les personnes, et/ou – au moment du recensement – est utilisé pour vivre en tant que résidence [Brunet *et al*, 1992 ; Guédez, Lussault, 2003 ; INEGI, 2011a] (voir annexe I.1). Troisièmement, le logement est une passerelle pour aborder la notion d'ancrage au cœur de la maturation urbaine, ainsi que celle d'habitat, le logement étant « *le point d'ancrage des relations familiales* » et permettant de « *vivre dans un lieu, [de] se l'approprier, [de] l'habiter* » [Segaud *et al*, 1998, p. 6].
Nous gardons également à l'esprit que l'approche de l'espace, comme des mobilités, par le filtre unique de la production de logements est insuffisante. Cette approche demande à être éclairée au regard des pratiques urbaines dans un espace plus large : le « système résidentiel », entendu comme l'ensemble articulé des lieux de résidence (unités d'habitation) des membres d'une famille étendue ou élargie [Le Bris, 1980 ; Dureau, 2002 ; Dureau, Paquette, 2006] ; et l'espace de vie, entendu comme l'ensemble des lieux avec lesquels l'individu est en rapport direct ou indirect [Courgeau, 1975, p. 31][60]. Toutefois, nous proposons dans un premier temps d'aborder, à partir de l'entrée du logement, les productions urbaines liées aux mobilités résidentielles. Il s'agit d'éclairer la diversité des productions périphériques d'une part, la place dominante des espaces résidentiels qualifiables de « populaires » d'autre part.

1.3.1. Exploration des paysages résidentiels

Les mobilités résidentielles intra-urbaines ont pris le relais de la croissance naturelle et migratoire dans les reconfigurations des territoires urbains. Se pose alors le problème du logement et des pratiques résidentielles qui découlent de ces différentes dynamiques démographiques. Le suivi des transformations des espaces urbains passe donc par la compréhension globale de la production de l'offre de logement, que celui-ci soit neuf ou libéré par les mobilités résidentielles intra-urbaines.
À première vue, les périphéries de la métropole en 2014 renvoient à quatre grands types de paysages résidentiels marquants[61] : les colonies populaires, vastes ensembles monotones de production de logements pour les catégories modestes, souvent associées à une informalité initiale et à l'autoconstruction (photos 1.1 et 1.2) ; les villages périurbains en extension – souvent selon les mêmes modalités que les colonies populaires – (photos 1.3 et 1.4) ; les grands ensembles de logements « sociaux » en série, particulièrement prégnants dans le paysage depuis les années 2000 (photos 1.5 et 1.6) ; et enfin, les espaces résidentiels pour catégories aisées, pouvant prendre des formes variées, allant de l'aspect en « villas » individuelles et sécurisées jusqu'aux condominiums verticaux d'appartements de standing (photos 1.7 et 1.8). Ces « paysages » renvoient à des modes de production et d'occupation de l'espace urbain complexes, interdépendants et relevant de dimensions aussi bien sociales, politiques que spatiales.

Depuis les années 1990, des évolutions profondes sont en cours dans les périphéries, où la production urbaine par les grands ensembles de logements « d'intérêt social » et l'expansion des villages non intégrés à la ville constituent de plus en plus les formes dominantes de croissance de la ville.

[60] On trouvera une bibliographie riche sur les questions autour de l'espace de vie dans BERTRAND M., DUPONT V., GUERIN-PACE F. [2003]. *Espaces de vie : une revue des concepts et des applications*. Paris, Ined, Coll. « Documents de travail », n°118, 170 p. et dans la thèse de N. Robette [2009].
[61] On entend ici par « paysage résidentiel » le sens premier, étymologique, du paysage, au sens de « *ce que l'on voit du pays* » [Brunet, 1992, p. 337], de l'agencement matériel de l'espace que l'on perçoit [Tissier, 2003]. L'emploi de ce terme ne renvoie pas à la riche théorisation du paysage – qui « *désigne aussi bien la chose que sa représentation* » [Pumain *et al*, 2006] – faite en géographie, mais davantage à une lecture empirique et descriptive de l'espace résidentiel périphérique.

L'évolution démographique (visible sur la carte 1.3) et du parc de logements (carte 1.4) peut s'expliquer par la pression jouée par le marché formel des développeurs-constructeurs de grands ensembles[62] sur la réserve foncière périphérique. Mais si cette production marque concrètement l'extension de la ville comme l'imaginaire des habitants, elle ne constitue pas la seule modalité d'expansion.
Le développement des villages périurbains éloignés se poursuit et montre une croissance plus « classique », toujours plus loin du centre. La saturation des espaces déjà urbanisés et la réduction de l'offre de terrains dans les zones contigües à l'agglomération – pour la construction de colonies populaires – renforcent l'hypothèse d'un glissement de cette forme de l'expansion urbaine de plus en plus loin en périphérie (mais pas forcément de plus en plus formelle). Ce mouvement participe aussi à l'émergence de dynamiques de maturation dans les colonies populaires restées proches de la ville.
Ce phénomène a déjà été observé à Mexico depuis les années 1960, notamment sur le cas de Nezahualcóyotl [Schteingart, 1981 ; Vega, 2005]. A. Lindón [2001] propose même, pour interpréter la diversification à l'œuvre dans la production de la périphérie populaire, dans le cas de Valle de Chalco dans le sud-est, un modèle de développement populaire périphérique en archipel, fruit des différentes modalités d'expansion « populaire ». L'auteure distingue, dans la lignée de travaux sur l'expansion urbaine de la zone [Banzo, 1994 ; Hiernaux, Lindón, 1997], les zones rurales « en attente d'urbanisation », la ceinture de villages périphériques en expansion, et la croissance du chef-lieu, du fait de dynamiques locales et d'apports métropolitains – par achats de zones vides et invasions.
Ces colonies populaires restent dominantes malgré les dernières évolutions. Leur poids au sein du peuplement en fait un élément incontournable dans l'analyse des espaces résidentiels de la ZMVM. Par la quantité de population qu'elles sont capables de loger et par la qualité de l'espace sur lequel elles se localisent (en termes d'irrégularité et de planification urbaine), les colonies populaires constituent un élément stratégique dans la construction d'éventuels scénarios du peuplement futur de la zone métropolitaine de Mexico [CONAPO, 1998, p. 47 ; Connolly, 2003, p. 14].

Pour autant, il convient de rappeler la diversité des productions périphériques. Il ne s'agit pas ici de faire un point exhaustif sur la production et ses différentes caractéristiques et catégorisations par les instituts officiels et la communauté scientifique mexicaine, mais de dégager les grandes lignes du contexte de production de l'espace résidentiel, en périphérie d'une part, liées à la dynamique de peuplement intra-urbain d'autre part. Pour cela, nous tenterons de confronter les différenciations usuelles opérées pour qualifier la production de logements : de l'acception classique par rapport à la légalité jusqu'à une catégorisation opérationnelle, en passant par la place donnée aux acteurs, aux groupes sociaux résidents et à l'inscription spatiale de cette production.

[62] Il s'agit d'entreprises ou de conglomérats spécialisés dans la construction de grands parcs de logements d'intérêt social, aussi appelés *developers* [Prévôt-Schapira, 2005]. L'entreprise s'occupe de tout (achat des terrains, construction des logements, fourniture en infrastructures de base, gestion du crédit) et fournit aux clients le logement clef en main.

Photographies 1.1 à 1.8. Paysages urbains périphériques de la ZMVM en 2014

Colonies populaires

Photo 1.1.
Palo Solo, Huixquilucan, Etat de México, 2011

Grandes étendues de logements populaires dans la périphérie ouest de la ZMVM

Photo 1.2
Ampliación Jorge Jíimenez Cantú, La Paz, Etat de México, 2011

Grands espaces de peuplement populaire dans la périphérie orientale

Villages périurbains

Photo 1.3.
Amecameca, Etat de México, 2010

Centre secondaire dans la périphérie sud-est, au pied du volcan Popocatépetl

Photo 1.4.
San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF, 2011

Espaces ruraux en cours d'urbanisation dans la périphérie méridionale

Clichés : Jean-François Valette, 2010-2011

Grands ensembles de logements d'intérêt social

Photo 1.5.
Real San Martin, Valle de Chalco Solidaridad, Etat de México 2010

Logements en série répétés à l'infini dans les récents projets de constructions de grands ensembles à accès aidé à la propriété en périphérie de la ville (ici, sud-est)

Photo 1.6.
Cebadales, Cuautitlán, Etat de México, 2011

Ensembles d'habitat collectif construit en périphérie à la fin des années 1980- début 1990 pour reloger les habitants du centre après le séisme de 1985

Espaces résidentiels des classes moyennes et supérieures

Photo 1.7.
La Nopalera, Interlomas, Huixquilucan, Etat de México, 2011

Résidences de standing construites le long du nouvel axe autoroutier périphérique de l'ouest

Photo 1.8.
Bosques de Las Lomas, Cuajimalpa, DF, 2011

Espaces de villas de luxe protégées dans les collines des Lomas à l'ouest de l'agglomération

Clichés : Jean-François Valette, 2010-2011

1.3.2. Différencier la production de logement urbain : illégal *versus* légal

Le concept de production de l'espace résidentiel est défini par P. Connolly [2005] comme prenant en compte les conditions originales d'installation du logement, les principaux acteurs sociaux intervenant dans l'urbanisation de la zone et la production de logements, la durée des processus de construction et l'ordre de prix du foncier. L'intérêt de la présentation des espaces résidentiels périphériques dans leur phase initiale est de mettre en lumière ce qui est plus particulièrement entendu comme production populaire.

L'étalement urbain issu de l'augmentation de logements en périphérie peut être classiquement divisé en deux ensembles, le légal et l'illégal. Mais la diversité des formes sociales et spatiales auxquelles cette division renvoie et la complexité que recouvre la norme juridique – dans le contexte mexicain particulièrement – invitent à observer les différentes définitions des grandes lignes de la production de l'espace urbain depuis la période d'extension massive de la ville. Cette dernière a constitué la matière d'un grand nombre de travaux, émergeant autour des inquiétudes qui l'accompagnaient et de l'explosion de la pauvreté urbaine. On peut citer parmi les premiers ouvrages celui d'Oscar Lewis et son autobiographie de la famille Sanchez, symboles de la culture de la *vecindad*[63], espace résidentiel dans lequel s'inscrit la culture de la pauvreté[64] dans le contexte de croissance urbaine [Lewis, 1961].

L'urbanisation périphérique a, quant à elle, été l'objet de regards couplés sur la pauvreté, mais ne relève pas uniquement de la question du logement des pauvres. Depuis les années 1960 et les travaux de J. Turner [1968, 1976], nombre d'études ont établi des typologies de l'habitat périphérique autour de Mexico. Un ensemble de recherches visant la planification et la catégorisation des espaces urbains a notamment émergé depuis les années 1980. Les travaux du COPEVI[65] en 1977 ont donné lieu à une typologie affinée des « types de peuplement » par le CONAPO [1998], qui elle-même a été l'objet des recherches de l'OCIM en 1990 et 2000 autour des travaux de P. Connolly [1991, 2005].

D'autres travaux ont été réalisés sur les pratiques de production de l'espace résidentiel, de manière intégrée pour toute la zone métropolitaine, ou plus focalisée sur les espaces périphériques et/ou sur l'habitat populaire [Coulomb, 1986 ; Iracheta, 1988 ; Schteingart, 1989, 2001 b-1989 ; Azuela, Tomas, 1997 ; Hiernaux, Lindón, 1997 ; Duhau, 1998, 2003 ;

[63] Littéralement « voisinage », le terme désigne des unités d'habitation du centre-ville de Mexico, souvent occupées par des populations pauvres. Les *vecindades* sont le symbole du centre historique dégradé (notamment autour de la colonie Guerrero ou dans le quartier de Tepito), décrit en 1958 par l'INV (Institut National du Logement *Instituto Nacional de Vivienda*) comme le « sabot de taudis » (*herradura de tugurios*) autour du centre. Il s'agit souvent d'anciens bâtiments coloniaux, avec un patio central, divisés en appartements exigus et souvent insalubres, destinés à accueillir des locataires aux moyens limités. Les anciens propriétaires – de la classe supérieure – ont préféré abandonner ces immeubles pour aller vers des zones nouvellement construites dès les années 1890. Ces logements ont en partie été détruits lors de l'opération de construction de logements sociaux à Tlatelolco dans les années 1960 [Connolly, 2003, p. 36], et d'autres pendant le séisme de 1985. Aujourd'hui, certains subsistent, mais avec le dépeuplement du centre, la saturation n'y est plus aussi visible qu'au milieu du siècle dernier.

[64] Si O. Lewis parle d'une culture de la pauvreté à travers sa lecture de la famille Sanchez, c'est pour décrire l'immobilité sociale et spatiale dans laquelle s'inscrirait la population pauvre de ces espaces. Cette thèse, qui fonde la culture – au sens anthropologique du terme – de la pauvreté autour de la résignation, de bribes de traditions désuètes, d'une propension à la déviance et d'une inadaptation intrinsèque, renvoie à un déterminisme social avéré. Les critiques autour du problème de la culture de la pauvreté décrite comme telle visaient à éviter un écueil : l'ancrage résidentiel et l'immobilité sociale inscrite spatialement dans la *vecindad* pourraient se trouver ainsi réduits aux comportements déviants des populations. Or cette lecture ne saurait être suffisante sans inclure le rôle des politiques menées pour lutter contre la pauvreté urbaine, dans ces espaces centraux comme en périphérie.

[65] L'ouvrage pris en référence par P. Connolly [2005] et M. Schteingart [1989] est le COPEVI [1978]. *Estudio de densidades habitacionales y revisión de la zonificación secundaria*. Estudio realizado para el Plan Director de Desarrollo Urbano del D.F., 6 volumes, México DF. Coordonné par P. Connolly et A. Suarez.

Cruz Rodriguez, 2000 ; Duhau, Giglia, 2004a]. L'espace résidentiel est alors analysé par le prisme du problème du logement (dans son manque ou dans les conditions de vie qu'il offre aux populations), mais aussi par le rôle des acteurs publics et privés, ainsi que de la société civile dans les politiques et productions de logements. Cette grille de lecture offre un regard sur la production en elle-même, sur les acteurs de cette production au sein des dynamiques foncières, sociales, économiques et immobilières, et sur les résultats en termes de structure urbaine résidentielle.

M. Schteingart [2001b -1989] reprend ainsi la grande division de l'espace résidentiel en deux catégories déterminées par leur statut juridique : l'espace résidentiel de la ZMVM depuis 1960 se découpe généralement en lotissements formels approuvés et autorisés, sous l'appellation générique de *fraccionamientos*[66], et en lotissements illégaux comme les invasions et les divisions clandestines, les *asentamientos irregulares* [2001 b p. 61]. La frontière entre les deux « mondes » est ténue en raison des démarches de régularisation possibles. Quoi qu'il en soit, c'est déjà une séparation normative – par rapport au cadre juridique –, mais aussi sociale dans la mesure où la légalité du logement peut se révéler être un indicateur économique de ses habitants. M. Schteingart précise même que, dans le cadre légal, l'acquisition du lot est souvent liée à une opération de promotion immobilière incluant la construction du logement et garantissant un usage du sol adéquat. La situation est différente dans le cas de l'illégal, où l'autoconstruction est récurrente – mais pas systématique – et l'usage du sol urbain souvent inadéquat. L'accessibilité à ce secteur est alors plus grande pour les catégories dites « populaires ».
Le fractionnement légal ne se réduit donc pas en théorie aux espaces résidentiels pour les classes moyennes et supérieures : il constitue le moyen officiel de production d'un logement. Les lois de gestion du développement urbain de l'État de Mexico prennent même en compte plusieurs types de fractionnements dont le « populaire » – en plus du résidentiel, industriel, rural et social-progressif (dans le cas d'une promotion par l'État ou un autre organisme de logements sociaux) [Schteingart, 2001 b, p. 64]. Le lotissement peut répondre à deux modalités de production de logements : la commande – où l'habitant achète le terrain et commande la construction à un promoteur – et la promotion capitaliste – où le promoteur achète le terrain, construit et vend.
En réalité, la majeure partie des habitants de la ville ont un logement au sein de l'offre informelle, souvent en périphérie [Coulomb, 1986 ; Azuela, 1997 ; CONAPO, 1998 ; Duhau, 1998, 2003 ; Cruz Rodriguez, 2000 ; Connolly, 1988 ; 2003 ; 2008 ; Schteingart, 2001b]. Mais les stratégies de certains propriétaires terriens et/ou promoteurs (même au sein du secteur informel) se rapprochent des productions sur commande ou de promotion capitaliste. Construire de manière illégale pour revendre par la suite – au sein du marché illégal – et/ou acheter illégalement un terrain pour faire construire constituent des modalités classiques d'expansion des colonies populaires[67].

[66] Littéralement, un « fractionnement ». Le terme fait référence à une subdivision du foncier pour obtenir une parcelle à bâtir. Celle-ci peut être légale ou illégale. Le fractionnement renvoie à la méthode classique au Mexique de découpage des propriétés en différents lots pour la construction. Le terme est resté dans le langage pour désigner aujourd'hui la façon dont sont divisées les parcelles en plusieurs lots. Dans cette partie, le terme fait référence à la production légale de logements et non au processus de division des lots dans le secteur informel abordé ultérieurement. Le fractionnement constitue la principale méthode de production d'espace résidentiel dans la ville de Mexico [Schteingart, 2001 b, p. 63]. La légalité du fractionnement dépend de l'existence de règles autour de la transaction et de la valorisation du sol urbain. En théorie, les gouvernements taxent les transactions et le patrimoine, même si les règles diffèrent d'une entité fédérative à l'autre. Le terme de *fraccionamiento* – à partir du moment où il s'agit d'une promotion foncière devant aboutir à la construction d'un logement sur la parcelle ainsi divisée, voire viabilisée – peut être traduit par le terme français de lotissement.
[67] Nous reviendrons sur ces stratégies de spéculation et de rente foncières dans la partie III.

1.3.3. Typologies existantes des modes de production de logements

Les reconfigurations actuelles de la ville s'inscrivant dans une dynamique de poursuite de la production de logements en périphérie demandent à affiner la division – déjà complexe – entre la ville légale et la ville illégale. En effet, le modèle dual est, d'une part désuet pour approcher la division sociale de l'espace métropolitain, d'autre part insuffisant pour une lecture des espaces périphériques de Mexico en 2014, attendu l'importance croissante des phénomènes de peuplement liés aux grands ensembles et à l'abrogation de la protection foncière, notamment dans l'État de Mexico[68].

L'effort typologique peut alors révéler un intérêt tout particulier afin de surmonter cette complexité. Parmi les différentes typologies des formes de peuplement existantes, nous retiendrons trois approches complémentaires. Les deux premières, théoriques, permettront de cerner la production de l'espace urbain, par les acteurs de la production et le type de logement d'une part, par les relations sociales que ce dernier sous-tend par rapport à « l'ordre urbain » d'autre part. La troisième permettra de délimiter concrètement l'espace des colonies populaires dans la ville.

Par les acteurs de la production

Dans une optique de synthèse des différentes catégorisations de peuplement et de production de logements urbains, il est possible de retenir les principaux traits caractéristiques à travers les acteurs de cette production. M. Schteingart [2001 b – 1989] met en avant le rôle des « agents sociaux de la production » qui éclaire l'articulation entre la construction et la promotion du logement. Trois grands types se distinguent *a priori* :

- Privé, renvoyant au fractionnement ;
- Public, pour les (anciennes) productions de logements d'intérêt social ;
- et « populaire », regroupant production informelle et autoconstruction.

Toutefois, cette division est insuffisante et s'avère critiquée [Connolly, 1988], car semblant séparer ce qui parfois ne peut que fonctionner ensemble. Par exemple, l'urbanisation « populaire » voit, au cours des étapes de consolidation, l'intervention d'acteurs publics, mais constitue aussi la cause et conséquence d'une privatisation du sol urbain – même illégale – et renvoie à ce titre à un espace d'intervention d'acteurs privés. De plus, ces « secteurs » n'ont que peu de cohérence interne et ne permettent pas d'aborder de front l'articulation entre les acteurs privés et publics.

La question des acteurs de la production soulève obligatoirement d'autres dimensions : le pouvoir sur le sol urbain, la rente et la valorisation foncières, mais aussi l'ensemble des politiques publiques régissant le foncier et le logement urbains. Les relations sociales entre les acteurs du marché foncier et immobilier, si elles sont abordées par ce modèle en trois secteurs (public, privé, populaire), ont le mérite d'alimenter la réflexion sur le fonctionnement capitaliste transcendant la production de logements ; ce regard est plus complexe que la « simple » lecture de la production résidentielle périphérique comme réponse au seul manque de logements – surtout pour les pauvres.

Une autre typologie « intermédiaire » entre les acteurs promoteurs et les acteurs constructeurs – en termes de capital économique et de travail investis – peut également faire office de synthèse. Quatre catégories de production émergent, pouvant ou non être « rattachées » au couple légal-illégal [Schteingart, 2001 b — 1989 ; Dureau, Paquette, 2006 ; Coulomb, 2010] :

[68] Un changement majeur s'est en effet opéré en 1992 avec la « réforme de l'article 27 de la Constitution mexicaine », qui établissait auparavant l'inaliénabilité des terres redistribuées aux paysans lors de la réforme agraire de 1917. De grands volumes de terrains jusque-là officiellement invendables ont ainsi pu être privatisés et ont alimenté le potentiel de réserve foncière urbanisable en périphérie de la ville (voir C. Salazar [2011]). Nous reviendrons sur ce point au chapitre 6.

- la production sur commande. Ici, l'habitant contrôle la production, la finance, mais n'investit pas de travail personnel. Généralement, ce mode de fonctionnement renvoie aux constructions destinées aux classes supérieures, mais elle ne doit pas pour autant occulter une partie des productions au sein des colonies populaires[69].
- la promotion capitaliste privée. Un individu ou une société investit dans le foncier et la construction dans l'objectif de vendre et de tirer une plus-value de l'opération. Production immobilière courante dans la sphère légale, elle renvoie à des modes d'accès à la propriété impliquant souvent un crédit et s'adresse en cela aux catégories moyennes et supérieures. Toutefois, comme précédemment, elle ne s'y réduit pas. En effet, même au sein du marché illégal, la promotion capitaliste est possible et renvoie aux stratégies de privatisation et de spéculation non seulement foncières, mais aussi immobilières[70].
- la production publique, englobant un ensemble complexe et divers de modalités. Elle peut renvoyer d'abord à la production de logements sociaux pour les classes populaires moyennes. Au Mexique, l'État, auparavant constructeur, est devenu de plus en plus promoteur (planification par l'État, mais réalisation par des entreprises privées) et même « facilitateur ». Cette dernière modalité est aujourd'hui prédominante dans le sens où l'État octroie les crédits à l'accession à la propriété, mais où ce sont les entreprises/*developers* qui achètent, construisent et vendent l'habitat social[71]. Le parc de logement social peut ainsi être vendu achevé et clef en main, ou encore comme un « logement progressif » (où sont tolérées voire incitées les pratiques d'amélioration par autoconstruction dans le cadre des règles établies dans le lotissement). Cette production facilitée se rapproche ainsi de la promotion capitaliste dans le sens où l'État n'assure qu'une tutelle [Duhau, Jacquin, 2008 ; Paquette, Yescas, 2009], le reste étant du ressort des entreprises. La production publique légale renvoie généralement à un discours politique autour de l'accès au logement des plus défavorisés, mais son insuffisance numérique, les conditions financières limitant l'accès et l'orientation libérale de sa gestion tendent à poser des limites sérieuses à cette accession pour les catégories populaires.
- l'autoconstruction sur des terrains occupés illégalement, aussi appelée « autoproduction » ou « production sociale de logement » [*Diario oficial*, 2006, Art. 4.I, 4.VIII]. Le lotissement peut être le résultat d'une transaction illégale avec le propriétaire terrien sur des terres non urbanisables, ou d'une invasion (plus conflictuelle – en théorie – au départ) sans accord préalable, ni avec le propriétaire terrien, ni avec l'État[72].

---

[69] Même au sein de zones considérées comme *a priori* « populaires », la construction peut être assurée par un tiers. Il peut s'agir, soit d'un membre de la famille pour les plus modestes, soit d'une véritable entreprise – déclarée ou non (et qui peut également être liée au réseau familial).

[70] Le travail de terrain a montré que, dans les colonies populaires étudiées, des « propriétaires » locaux peuvent être à l'origine de la construction de petits immeubles destinés à la location, mais aussi de maisons où les stratégies de construction/résidence temporaire/spéculation visent la revente rapide du bien avec une plus-value importante une fois le quartier disposant d'un minimum de services (chapitres 6, 8 et 10).

[71] Céline Jacquin (Université Paris-Est, CEMCA) prépare actuellement une thèse de géographie sur ce thème : *Les territoires du quotidien. Mobilité et urbanité dans les lotissements géants de la périphérie de Mexico*.

[72] Dans certains cas, l'invasion peut être le fruit d'une négociation entre le groupe « d'envahisseurs » (supposant une organisation sociale solide du groupe d'habitants) et le propriétaire. Les deux parties peuvent y trouver leur compte. Les premiers y trouvent un terrain à un prix raisonnable (les invasions « gratuites » sont rares, les groupes-coopératives d'envahisseurs négociant le prix avec le propriétaire). Les seconds trouvent un moyen de valoriser des terrains, de faire parvenir les services urbains (par pression des nouveaux habitants sur les politiques) et de se faire dédommager par l'État lors de la titularisation des terrains. Les travaux de J.-C. Driant [1985] l'ont, entre autres, bien démontré dans le cas de l'Équateur. Il est à noter qu'à Mexico, comme c'est aussi le cas à Bogotá [Dureau *et al*, 2004], l'invasion de *paracaidistas* (parachutés) ne constitue plus une modalité

On observe l'impossible hermétisme entre ces différents types de production. Ces catégories ont le mérite d'être efficaces et de se référer à des groupes sociaux définis par leurs interactions. Elles restent toutefois suffisamment abstraites pour mettre en avant les combinaisons possibles pour décrire l'espace résidentiel urbain.

Les types de périphéries dans l'ordre urbain

E. Duhau et A. Giglia [2004 a ; 2008 ; 2012] mobilisent le concept d'ordre urbain pour renvoyer à l'ensemble des règles et normes, formelles et informelles, qui déterminent les pratiques d'usage de l'espace urbain, à savoir son appropriation, l'investissement collectif dans l'espace public et l'investissement individuel dans le logement. Ainsi défini, l'ordre urbain dépasse le seul cadre de la production et comprend plusieurs dimensions : matérielles (spatiales et physiques), sociales (interactions) et politiques (normes) [Capron, 2012]. Les modalités d'organisation spatiale renvoient ainsi aux lieux d'inscription des pratiques sociales, par rapport à l'usage de ces espaces et aux acteurs qui participent à leur structuration et à leur production. Plus que le support de ces pratiques, l'espace résidentiel du point de vue du type d'habitat est producteur de normes, de valeurs et de socialisations [Grafmeyer, Dansereau, 1998 ; Lévy J.-P., 1998a ; Ségaud *et al,* 1998].

Il est alors possible de mettre en avant la variable des conflits d'acteurs comme critère de définition des espaces résidentiels. D'une division sociale de l'espace basée sur ces principes théoriques, E. Duhau et A. Giglia [2004a] retiennent quatre « villes » qui alimentent la thèse de la « ville insulaire » développée par les mêmes auteurs dans l'ouvrage *Las reglas del desorden* [2008] ou encore dans le numéro 3 de la revue *Espaces et Sociétés* [Bidou-Zachariasen, Giglia, 2012 ; Duhau, Giglia, 2012]. On y retrouve classiquement quatre types de production de logements, dont trois périphériques, faisant plus ou moins écho à ceux définis précédemment à partir des acteurs eux-mêmes :

- le centre cosmopolite ; espace « disputé » entre riches et pauvres, où les fonctions centrales sont à l'origine d'une pression entre les acteurs de la zone, luttant pour un exercice des usages privés ou publics ;
- une périphérie « homogène », qui fait écho au *fraccionamiento* classique, modèle formel d'extension de la ville depuis les années 1950. Ce type de production, malgré la relative homogénéité sociale et physique à laquelle il renvoie, comprend une diversité de productions légales : cela inclut le fractionnement classique pour classes moyennes et supérieures, et les espaces résidentiels fermés pour catégories aisées – mais aussi moyennes – sur le modèle des *gated communities.* Dans ces espaces, l'investissement dans l'espace public est faible et la logique est celle de l'autoségrégation et de l'exclusion par rapport au reste de la ville[73].
- une périphérie « collectivisée » constituée de grands ensembles d'intérêt social, en accès aidé à la propriété, sous forme d'immeubles ou, de plus en plus, de lotissements gigantesques installés en lointaine périphérie. Dans ces espaces, les conflits concernent les confusions entre espaces privés et publics en raison de l'exiguïté [Esquivel, 2007 ; Jacquin, 2007 ; Duhau, Jacquin, 2008 ; Jacquin, Capron, 2010 ; Goulet *et al*, 2011]. Cette production remplace de plus en plus le fractionnement pour les catégories moyennes pouvant contracter un crédit.
- et une périphérie informelle : « la ville négociée » qui correspond aux colonies populaires, soit… le reste de la ville.

classique d'occupation du sol urbain depuis les années 1960-1970, mais reste au contraire marginale. La majorité des installations sont ainsi le fruit de négociations et sont qualifiées d'irrégulières ou de *piratas* (pirates).

[73] Sur ces espaces, voir entre autres les travaux de Guénola Capron et de Marc Guerrien [2004]. Ce dernier analyse la fragmentation et la non-communication entre ces « mondes », en raison d'un fonctionnement uniquement établi pour les classes dominantes et évitant les « interférences » avec les catégories populaires.

Les acteurs de la production du logement comme la lecture des relations sociales en leur sein permettent de cerner en partie les principales modalités d'accès au sol urbain pour les catégories populaires. Toutefois, l'analyse de ces productions demande à être confrontée à la dimension spatiale et à la structuration urbaine auxquelles elles renvoient. Cette articulation des lectures, par les structures urbaines d'une part, par les pratiques des habitants d'autre part, permet d'approcher les questions de division sociale de l'espace urbain et de ségrégation selon le facteur résidentiel [Dureau *et al,* 2004][74]. Elle donne ainsi lieu dans un premier temps à l'analyse des types de peuplement.

Les types de peuplement

Du point de vue de l'ordre urbain ou du seul cadre normatif juridique, la diversité des productions de logements périphériques interroge la dimension spatiale de la périphérie, faisant écho à une zone autour de la ville, mais pas à un peuplement homogène. Un « type de peuplement » ne fait ainsi pas référence à la seule implantation des hommes sur un espace considéré comme vierge. Le peuplement est à appréhender comme un phénomène complexe inscrit dans des espaces sans cesse recomposés, aussi bien dans les trajectoires et les stratégies des individus que dans les trajectoires des espaces dans lesquels il prend forme.

La notion de peuplement renvoie à l'ensemble des dimensions écologiques de croissance de la ville (concentration, déconcentration, normalisation, ségrégation), mais aussi à la différenciation sociale, économique et démographique de l'espace résidentiel né de cette croissance. La catégorisation de l'espace urbain fait écho aux tentatives de généralisation issues des travaux de l'École de Chicago. L'exercice typologique peut alors permettre de relier l'analyse sociodémographique à la spatialisation de la croissance urbaine [CONAPO, 1998 ; Gracia Sain, 2004 ; Duhau, Giglia, 2008 ; Ribardière, Valette, 2012] – l'inscription spatiale de cette croissance renvoyant au double résultat de la transformation de l'espace résidentiel existant et de la mobilité résidentielle au sein de la ville [Lévy J.-P., 1998a]. Le type d'habitat est hissé comme résultat du peuplement et son analyse permet l'exploration d'une catégorisation des productions de logements périphériques. On s'intéresse alors à la fois à la morphologie du parc de logements périphériques, à sa densité, mais aussi aux conditions juridiques de sa production, aux acteurs impliqués et enfin à son âge (la dimension historique de l'occupation de l'espace par une résidence urbaine) pour en comprendre ses trajectoires et ses dynamiques.

L'hypothèse sous-jacente à la catégorisation et à l'analyse des types de peuplement au travers des lectures de l'espace résidentiel est celle de la prise en compte des facteurs sociaux, économiques et démographiques, mais aussi politiques, juridiques et symboliques, à l'origine de processus de différenciation, voire de ségrégation.

À Mexico, les études systématiques sur les types de peuplement ont abouti dans les années 1990 à la fondation de l'OCIM (Observatoire de la ville de Mexico). Ce programme de recherche[75] visait l'étude de la dynamique de peuplement et a été coordonné par R. Coulomb, puis développé et implanté sous la forme d'un système d'information géographique (*OCIM-SIG*) sous la direction de P. Connolly. Datant de 2000, les derniers résultats de ce programme cherchent aujourd'hui à ouvrir les perspectives de nouveaux paradigmes dans la réflexion sur le logement « digne » et le développement de l'espace

[74] F. Dureau, O. Barbary et T. Lulle insistent sur le fait que le facteur résidentiel n'est qu'un facteur « parmi d'autres » et que l'aspect résidentiel ne saurait suffire à l'approche de la ségrégation, les analyses étant depuis les années 1970 davantage portées sur les logiques d'acteurs [Dureau *et al*, 2004, pp. 124, 179].

[75] Initialement constitué autour d'un groupe de chercheurs de la *Universidad Autónoma de México – Azcapotzalco* (UAM-A) associés au CENVI (*Centro de la vivienda y estudios urbanos* – Centre du logement et des études urbaines).

résidentiel au travers de l'analyse statistique des données censitaires [Connolly, 2008b]. Si la portée de ces travaux vise la classification des espaces résidentiels à des fins de recherche et d'élaboration d'un outil conceptuel et méthodologique d'aide à la décision et à la planification du développement urbain[76], le modèle typologique proposé constitue une avancée réelle pour l'étude croisée des dynamiques de production de l'espace résidentiel (contextes urbains) et des dynamiques sociodémographiques des populations qui le « peuplent ».
Une typologie opérationnelle des types de peuplement est ainsi disponible. Le concept de peuplement y est entendu comme le « *processus continu de l'occupation du sol, par lequel les êtres humains s'approprient l'espace qu'ils habitent et engendrent une dynamique démographique avec des impacts spécifiques sur le développement économique, social et politique* » [CONAPO, 1998, p. 150]. La division sociale de l'espace résidentiel est donc au cœur de la définition du peuplement et en cela, de l'appréhension du type de logement urbain : l'attention est portée sur les modalités et les acteurs de la production de l'espace résidentiel, comme sur les caractéristiques socioéconomiques de la population résidente [CONAPO, 1998, p. 41]. Un tel effort typologique des espaces résidentiels tend à reconnaître la relation entre les processus de construction de logements, leur aspect physique et les caractéristiques sociales de leurs résidents [Connolly, 2005, p. 2].

La typologie prend ainsi en compte deux paramètres principaux : la date d'urbanisation de la zone d'une part, la forme de production de l'espace résidentiel d'autre part[77]. Pour cela, les types de peuplement sont réalisés à l'échelle de toute la zone métropolitaine et prennent en compte du point de vue quantitatif : la densité, le niveau de services, l'usage du sol, mais aussi une approche de la strate socio-économique des habitants et de l'hétérogénéité sociale observable dans ces populations. Par ailleurs, les relations sociales entre les protagonistes de la production sont appréhendées de manière qualitative [Connolly, 2005].

La première typologie est publiée en 1977, et se base sur trois critères – le niveau d'urbanisation (l'âge d'urbanisation), le rythme de croissance de la densité résidentielle et le niveau économique de la population résidente – étudiés à l'échelon de 125 zones, dont l'homogénéité posait alors question.
Dans les années 1990 pour le rapport du CONAPO [1998], six types de peuplement sont mis en évidence et analysés à l'échelon le plus fin alors disponible avec le recensement de 1990 : *l'ageb* (voir annexe I.4).
On obtient alors une division en :

- Centre historique,
- Villages faisant partie de la conurbation,
- Colonies populaires, majoritaires, mais dont la conceptualisation est encore floue[78] : les *agebs* relevant de ces colonies populaires sont qualifiées selon leur degré de densité – de basse densité (en formation), de densité moyenne (en

[76] On fait par exemple ici référence à la localisation de zones de concentration de la pauvreté, pouvant faire l'objet d'un ciblage de l'action sociale étatique, ou encore aux zones « saturées » – et en cela, aux capacités de logements actuelles et futures de ces espaces –, renvoyant à la question de la réserve foncière disponible [CONAPO, 1998 ; Connolly, 2005].
[77] Voir définition en 1.3.2.
[78] Alors que dans la typologie de 1990, la colonie populaire regroupe les formes de production liées aux modalités de peuplement dites « populaires » [CONAPO, 1998, Connolly, 2005] – pouvant même inclure des zones légales anciennement espaces résidentiels de catégories « supérieures » –, la typologie de 2000 apporte une conceptualisation plus rigoureuse, notamment quant aux conditions de production de l'habitat (liées à l'illégalité) et à l'âge de peuplement. Si la théorie de la corrélation entre densification et consolidation provient d'une tradition héritée des travaux de J. Turner [1976] et a été à l'origine de cette première typologie, un recul s'est rapidement imposé – le lien n'étant évidemment pas systématique ni unique – et a fait l'objet d'une réflexion intense autour de la définition de colonie populaire pour la seconde typologie en 2000.

processus de consolidation), de haute densité (consolidées) – ou en fonction de leur position centrale (s'il s'agit de la zone des *vecindades*).
- Grands ensembles résidentiels,
- Colonies résidentielles de niveau moyen,
- Colonies résidentielles de niveau élevé.

Excepté pour les colonies populaires du centre et le centre historique lui-même, cette typologie est une première exploration des productions urbaines périphériques de Mexico.
En 2000, l'OCIM établit 12 types de peuplement différents à partir de critères de définitions et d'une méthodologie similaire, mais considérablement affinée (voir annexe I.4.2) [Connolly, 2005, pp. 15-19] :
- la « ville coloniale » (de 1793) ;
- la « ville centrale » construite entre 1820 et 1929 ;
- les « chefs-lieux » ou centres villageois principaux (existants avant 1929) aujourd'hui intégrés au tissu urbain ;
- les villages périphériques qui se sont développés après 1929 et aujourd'hui intégrés au tissu urbain ;
- les *colonias populares*, toujours largement majoritaires ;
- les « ensembles de logements », souvent en série et dont la construction est liée au secteur public ;
- les lotissements résidentiels pour classes moyennes ;
- les lotissements résidentiels pour classes supérieures ;
- les villages périphériques non intégrés au tissu urbain (ou non conurbés) ;
- les espaces dont l'usage principal n'est pas résidentiel ; les espaces non résidentiels et les zones non urbanisées.

L'attribution du « type de peuplement » répond à la condition suivante : au moins 50 % de la superficie de l'*ageb* correspond à un profil-type, au regard des critères observés. Par exemple, si l'*ageb* voit plus de la moitié de sa superficie occupée par des « *installations qui sont ou ont été irrégulières, d'un point de vue du statut d'occupation ou de l'usage du sol* », alors elle sera classée dans le type « *colonia popular* » [Connolly, 2005, p. 16]. Cette définition opérationnelle du « type de peuplement » renvoie aux traits communs déjà admis par les chercheurs sur l'urbain [CONAPO, 1998, p. 45] et ne doit, comme l'avertit M. Roncayolo au sujet des conceptions de typologies et de morphologies[79], rester qu'un simple « *moyen de compréhension* » [1997, p. 253], et pas une fin en soi.

La systématisation de cette catégorisation, si elle comporte des limites, permet le zonage de l'ensemble de l'espace urbain et constitue à ce jour l'outil opérationnel de spatialisation des productions de logements le plus performant qui existe à l'échelle de la métropole, études de cas mises à part[80].
Toutefois, un des premiers problèmes mis en avant par P. Connolly [2005] et M. Gracia Sain [2004] est la finesse et l'hétérogénéité du maillage utilisé, à la fois dans sa structure interne, mais aussi dans la manière dont il opère une distinction par rapport au reste du tissu urbain. En effet, beaucoup moins fin que la *manzana* (îlot) et ne répondant qu'à une opérationnalité statistique censitaire (annexe I.1), *l'ageb* constitue une unité obligatoirement hétérogène en

[79] Si la remarque de M. Roncayolo vaut dans le cadre des typologies urbaines réalisées dans un but de patrimonialisation, elle renvoie aussi à la difficulté de l'exercice : l'effort typologique se conçoit, dans une démarche cognitive, pour la compréhension des espaces urbains, mais aussi, dans une démarche opérationnelle, comme un outil d'intervention pour les autorités.
[80] Si une grande partie du travail de l'OCIM a été l'objet d'un travail quantitatif très lourd (analyse censitaire et imagerie), il n'en est pas moins valorisé par un travail de terrain remarquable, notamment pour l'approche des usages du sol et des âges de peuplement [entretien avec J.C. Castro].

termes de production de logements, de trame urbaine, d'âge du peuplement et *a fortiori,* de composition sociale, économique et démographique de sa population. L'attribution d'un « type de peuplement » à cette unité est donc fortement problématique pour les cas où l'*ageb* n'est pas uniquement résidentielle d'une part[81], pour ceux où elle est caractérisée par une forte mixité des types de peuplement en son sein d'autre part[82].
On approche ici les limites de cette typologie dans le sens où ces catégories – outre leur expression spatiale – ne sauraient être exclusives et encore moins homogènes. Elles mobilisent tour à tour des critères de définition différents et au poids variable selon les types : le rôle des acteurs et modalités de la production urbaine par rapport au cadre juridique, les dimensions socio-économiques, mais aussi la dimension spatiale quant à leur position dans la ville. La porosité des types renvoie à d'autres catégories. Par exemple, certaines zones des grands ensembles peuvent être destinées aux classes moyennes voire moyennes-supérieures, tout comme leur production peut révéler de logiques privées depuis les années 1990. De plus, les différences dans les modalités de production et dans l'aspect physique de l'espace urbain entre une colonie populaire et une extension d'un village périphérique peuvent être difficilement discernables. M. Gracia Sain, dans une analyse des critères de la typologie de 1990, ajoute d'ailleurs que les colonies populaires, villages périphériques et grands ensembles – catégories qui existent aussi dans la typologie de 2000 – sont difficilement distinguables sur des seuls critères économiques, mais témoignent de la différence dans la situation d'isolement entre le premier et le second, et de la différence dans les formes de production et de promotion entre le premier et le troisième [2004, p. 125][83].
Ainsi, c'est avant tout l'immense hétérogénéité de ces différentes appellations qui fait l'objet des critiques les plus fortes. Comme pour tout essai typologique, l'hétérogénéité des classes est une source de questionnements tant conceptuels que méthodologiques. C'est alors la recherche d'une différenciation inter-classe maximale qui est mise en avant. Cette dernière doit pouvoir dépasser l'hétérogénéité interne immense de chacune des catégories de peuplement urbain – comme c'est le cas des colonies populaires ou des villages périphériques. Cette différenciation externe se base sur des aspects sociaux, spatiaux et de production de logements, mais ne saurait couvrir la complexité extrême de chacun des types, que seul un travail de terrain pourrait révéler. En 2000, la séparation entre le concept de « type de peuplement » – comme l'ensemble des formes d'occupation et de transformation de l'espace résidentiel – et les critères opérationnels de classification est plus directement assumée [Connolly, 2005, p. 14].

Malgré ces réserves, un tel modèle typologique, détaillé et relativement récent (2000) peut constituer une base sérieuse de l'approche opérationnelle et systématique des productions périphériques, particulièrement dans l'optique du repérage des quartiers dits « populaires ».
La lecture des types de peuplement ainsi modélisés donne à voir une grande diversité dans l'espace périphérique (carte I.4.1 en annexe I.4). Outre les espaces à dominante non résidentielle – dont la présence est liée à la délimitation des *agebs* dans des contextes encore

[81] L'*ageb* peut intégrer, dans la délimitation du polygone, des espaces non résidentiels. L'usage du sol peut être commercial, industriel, de services ou encore agricole (ce qui est souvent le cas en périphérie).
[82] Il est ainsi théoriquement possible qu'au sein de la même *ageb*, on obtienne une configuration du type ¼ agricole, ¼ grand ensemble, ¼ colonie populaire, ¼ lotissement pour catégorie moyenne. Dans ce genre de cas, le rapport du CONAPO précise – pour la typologie de 1990 – qu'il s'agit de déterminer le type de peuplement « prédominant » [1998, p. 41].
[83] Les critiques de M. Gracia Sain quant au poids de la densité dans la définition des catégories en 1990 – qui donnait alors davantage à voir une lecture de l'espace résidentiel que du peuplement [2004, p. 128] – ne sont plus entièrement valables pour la typologie de 2000. Même si celle-ci articule encore les critères selon des pondérations variables, la densité n'est plus la première entrée et l'analyse statistique censitaire n'est pas systématisée dans la définition des catégories – mais davantage utilisée pour affiner la classification *a posteriori*.

ruraux en lointaine périphérie – et les types centraux (colonial et central), on retrouve quasiment tous les types de peuplements dans la large couronne de croissance depuis les années 1970.
Le type largement prédominant reste ce qui est identifié comme « colonie populaire », forme particulièrement prégnante dans l'est de la ville (Nezahualcóyotl, Chimalhuacán, Valle de Chalco), mais également importante dans les mosaïques plus complexes de l'ouest et du nord de la ville. L'autre forme prédominante est sans surprise le village périurbain : intégré à la conurbation – comme dans les cas du sud de Xochimilco ou de l'ouest de Milpa Alta dans le DF – ; considéré comme « chef-lieu » (ancien centre villageois) – comme dans les cas de Cuautitlán ou Tultitlán au nord – ; ou encore considéré comme non intégré au reste du tissu urbain, comme à Zumpango, Teotihuacán au nord ou Amecameca au sud-est. Les ensembles résidentiels sociaux forment en 2000 un ensemble éclaté, notamment important à Tláhuac, Iztapalapa ou encore Coacalco – situation qui tend à changer dans la décennie suivante.
Enfin, les lotissements résidentiels pour classes moyennes et supérieures forment un ensemble circonscrit dans l'espace périphérique occidental de la métropole : Cuajimalpa, Huixquilucan, Naucalpan et Atizapán sont marquées par le peuplement d'ensembles résidentiels pour catégories aisées sur un ensemble géographique communément surnommé *lomas*[84] en raison de la topographie collinaire de l'ouest de la ville. Quelques exceptions sont à noter toutefois, comme à Ixtapaluca ou Tecámac où certaines *agebs* sont classées dans cette catégorie, tranchant avec un contexte général de colonies populaires ou villages périurbains.
Globalement, l'espace périphérique connaissant les plus fortes croissances renvoie aux espaces de peuplement « populaire ».

1.3.4. La production des espaces résidentiels « populaires » : acteurs et formes spatiales

Il s'agit ici de définir le type de périphéries qui fait l'objet de cette recherche – la colonie populaire – et de la distinguer des autres espaces résidentiels auxquels pourrait faire écho l'appellation – utilisée dans sa définition la plus simple – de « quartier populaire ». Après un bref éclairage sur la polysémie et la complexité de l'appellation « populaire », il s'agira d'introduire les principales formes de l'inscription dans l'espace résidentiel de ces catégories : *conjuntos habitacionales* d'une part, *colonia popular* d'autre part.

Populaire : éléments de compréhension
Une des premières questions à se poser pour aborder le terme « populaire » est évidemment sur le substantif qu'il qualifie. Aussi, la production d'espaces résidentiels « populaires » fait-elle référence en premier lieu au logement ou aux populations résidentes ? Question difficile quand on essaie justement d'articuler les deux…
Lorsqu'il qualifie la production urbaine résidentielle, le terme polysémique « populaire » renvoie classiquement à l'expression dans l'espace du logement des catégories « modestes », « à bas revenus »[85], « pauvres », voire « marginales », soit, à Mexico comme dans la plupart des villes latino-américaines, à la majorité, au « plus grand nombre » [Turner, 1968 ; Castells, 1971 ; Coulomb, 1986 ; Schteingart, 1989 ; Hiernaux, 1991 ; Tomas, 1995 ; Cruz Rodriguez, 2000 ; Connolly, 2008a ; Bazant, 2001 ; 2011 ; Huamán, 2010].

[84] Les *lomas* renvoient communément à un relief en forme de colline. Dans les représentations courantes des habitants de la ville, elles peuvent renvoyer aux colonies Lomas de Chapultepec, considérées comme les espaces résidentiels des élites fortunées de la ville, mais aussi à la grande zone collinaire allant de Chapultepec (Miguel Hidalgo) à Ciudad Satélite (Naucalpan) en passant par Interlomas (Cuajimalpa - Huixquilucan).
[85] Notons par exemple que la traduction communément admise de « populaire » est celle de *low income.* Dans le rapport ONU-Habitat, la traduction anglaise de colonie populaire est celle de *lower class neighborhoods* [UN-Habitat, 2003, p. 216].

L'acception dans ce sens rejoint celle des « classes populaires », laborieuses dans la lecture marxiste de la société mexicaine, où la catégorie populaire englobe bien au-delà des seuls « pauvres ». C. Topalov [2003], dans sa rétrospective sur l'analyse des quartiers ouvriers (à Boston, Londres et Paris), voit ainsi dans le terme de « populaire » une référence à l'opposition classique de la classe des travailleurs à la bourgeoisie. Cette lecture est valable en France comme au Mexique. C'est d'ailleurs même le terme de *colonia proletaria* qui a été utilisé dans années 1970 pour désigner la construction de quartiers informels périphériques à Mexico [Turner, 1968 ; Quijano, 1971].
Quel que soit le contexte national, T. Sauvadet et M.-H. Bacqué [2011, p. 7], dans leurs approches des « usages populaires » de l'espace, présentent le terme « populaire » comme renvoyant globalement au « *bas de l'échelle sociale structurée par la division du travail* », et dont les usages se démarqueraient de ceux des milieux sociaux supérieurs. Cette spécificité s'inscrit dans une analyse des catégories populaires qui doivent avant tout se comprendre comme une construction socio-historique [Alonzo, Hugrée, 2010], définie par son hétérogénéité et sa conceptualisation autour du débat sociologique notamment analysé par C. Grignon et J.-C. Passeron dans *Le savant et le populaire* [1989]. Ces derniers auteurs examinent les approches scientifiques du populaire par une double focale : entre une vision « misérabiliste » sur des classes dominées, et une autre « populiste » portant des qualités plus élevées et un mérite certain à des classes aux conditions de vie difficiles.
P. Connolly [2003, p. 36] précise que l'utilisation problématique du terme « populaire » pour désigner des « quartiers » renvoie plus largement à une définition en négatif du reste de la société urbaine mexicaine. Ce qui est populaire ne se définit pas en tant que tel, mais se définit davantage par rapport à ce à quoi le mot ne renvoie pas – avec toutes les valeurs et représentations qu'une pareille définition induit. « Populaire » revient donc à désigner, dans le cas des « colonies », l'irrégulier, l'illégal, ni public, ni privé, hors-norme.

La « société populaire » mexicaine est bien évidemment, quant à elle, un objet extrêmement complexe à définir. La population s'installant et résidant dans les colonies populaires appartenait et appartient encore aux catégories modestes, aux revenus généralement faibles, du moins aux ressources substantielles *a priori* limitées, constituant pourtant la majorité de la population du pays. Il est à peine possible d'éclairer son appréhension avec des ordres de grandeur quantitatifs. Sans prétendre à un réel essai de définition, il est possible d'entendre grossièrement cette « catégorie populaire » comme l'ensemble difficilement délimitable des populations disposant de ressources substantielles moyennes à faibles, et regroupant un large spectre allant de la classe moyenne – ensemble dont la définition est aussi, si ce n'est plus, floue[86] – aux catégories pauvres.
L'observation de la pauvreté monétaire peut-elle aider à définir le « populaire » ? L'utilisation du revenu, commune jusqu'en 2000 – E. Duhau [2003, p. 181] propose par exemple le seuil de 5 salaires minimums en dessous duquel vit plus de 60 % de la population [Boltvinik, Hernandez, 1999] pour approcher les « pauvres » –, est notamment problématique dans les derniers recensements[87]. En 2010 dans la ZMVM, plus de 800 000 personnes déclaraient toucher moins du salaire minimum mensuel[88], 5 millions entre 2 000 et 8 000 MX $ pour un

[86] Pour une rétrospective sur le sujet, voir notamment R. Franco *et al* [2010].
[87] Disponibles à l'échelon de *l'ageb* dans le recensement de 2000, les tranches salariales ne sont disponibles que dans la *muestra* dans le recensement 2010. Cette variable a toujours fait l'objet de débats, du fait de la sensibilité de cette question d'une part, du poids souvent important de l'emploi informel – et à ce titre non déclaré – dans l'économie des ménages d'autre part [Boltvinik, Hernandez, 1999 ; Cortés F., 2002 ; Damián, 2008, 2010]. La taille du foyer, la façon dont est posée la question, la composition de l'échantillon tendent à sous-estimer les revenus d'un côté, surestimer l'occupation professionnelle d'un autre côté [Damián, 2008].
[88] On considère ici le seuil de 1800 MX $, même si dans le détail, au 1er janvier 2010, le salaire minimum mensuel (SMM) était compris entre 1 634 et 1 723 MX $. Le SMM varie selon la zone géographique concernée

revenu individuel médian mensuel dans la ZMVM évalué à 4 290 MX $ (260 €)[89] [INEGI, 2010]. Au total, près de 6,2 millions de salariés (74 % du total) touchaient moins de 5 salaires minimums mensuels en 2010, soit une situation qui semble encore s'être détériorée par rapport à 2000. Mais le manque de ressources monétaires ne peut évidemment suffire à l'approche des « catégories populaires ».
L'utilisation de la variable du revenu dans l'appréhension de la pauvreté ne saurait être la seule entrée possible[90] ; elle nécessite un réel recul, dans le sens où elle ne peut être appréhendée comme c'est le cas dans les pays occidentaux – alors plus enclins à connaître ce que S. Paugam [2005] identifie comme pauvretés marginales et disqualifiantes[91]. Ainsi, évaluer les tendances des ressources de la population par la variable des salaires est complexe dans un pays où le poids de l'emploi informel est majoritaire et où ceux que l'on considère comme des « pauvres » sont nombreux et se distinguent peu du reste de la société. Cette situation se rapproche de l'acception de « pauvreté intégrée » développée par S. Paugam [2005]. La pauvreté reste à analyser comme une privation qui peut être relative et/ou absolue et tend à être approchée désormais en termes de *capabilités,* comme l'ont proposé les travaux d'Amartya Sen.

Ainsi observée par le prisme du manque de ressources, voire de la pauvreté, la catégorie « populaire » ne peut être réduite aux « colonies populaires », et inversement. Sans surprise, on observe une relation complexe, qui, même forte, ne saurait être exclusive. Les types de parcs de logements privilégiés par cette grande catégorie populaire renvoient à deux grandes tendances de production urbaine périphérique : le logement d'intérêt social en grand ensemble – construit par des sociétés immobilières privées héritières du mode de production publique – et l'autoconstruction de la production populaire.

Conjuntos habitacionales / urbanos *: la nouvelle forme de production majoritaire ?*
Une partie de la population veut et/ou peut vivre dans les logements sociaux « clef en main » en ensembles résidentiels ou *conjuntos habitacionales* (aussi appelés *conjuntos urbanos*, ensembles urbains, par le Secrétariat du développement urbain de l'État de Mexico). Ces derniers sont construits selon le modèle proposé par les sociétés immobilières appelées, dans le contexte mexicain, des *constructoras*. Ces entreprises renvoient au modèle de la promotion capitaliste de constructions massives[92]. Cette forme d'urbanisation « intégrale, mais non intégrée »[93] s'inscrit dans la poursuite du modèle public de logement d'intérêt social, amorcé dans les années 1950, mais profondément transformé depuis les années 1990, dans ses

(différence de grille selon l'entité fédérative voire le municipe). Le DF et quelques municipes conurbés de l'État de Mexico sont compris dans la zone A, celle où le SMM est « le plus élevé ». Au taux de change de 2010, le SMM dans la ZMVM est compris entre 99 et 104 € [SAT, 2010]. En 2014, le salaire minimum dans la ZMVM est compris entre 1 913 et 2 019 MX $ (soit aux alentours de 110 €) mensuels [SAT, 2014].

[89] Pour les équivalents en euros, voir la table de conversion dans le glossaire (pour 2010) (p. 772). Par ailleurs, le revenu médian mensuel des ménages de Mexico s'élève à 7 286 MX $ (440 €). Au total, ce sont plus de 7 millions de personnes qui déclarent toucher moins de 1 000 € mensuels dans la ZMVM. Dans le recensement de 2010, il faut évidemment prendre ses distances par rapport à la question du revenu qui n'a pas été renseignée pour plus de 840 000 personnes (en plus des 11,6 millions de questionnaires non concernés – enfants, inactifs, etc.) et qui reste éminemment sensible.

[90] La partie II reviendra sur les différentes acceptions de la notion de pauvreté.

[91] Dans le premier cas, la pauvreté est réduite, mais aussi minimisée et déniée. Dans le second, elle est plus massive et issue de processus de rejets de la sphère productive liés à la désindustrialisation [Paugam, 2005].

[92] Certains grands ensembles de logements sociaux peuvent atteindre plusieurs milliers de logements. À Tecámac par exemple, dans le nord de l'État de Mexico, l'entreprise *Sadasi* construit un immense ensemble, « Los Héroes » : le projet était en 2004 de 25 910 maisons pour 116 595 occupants.

[93] Dans le sens où ces ensembles se développent sur de grandes surfaces éloignées des infrastructures urbaines (autres zones bâties, liaisons routières, zones d'emplois et de services). Sur le sujet, voir notamment les travaux de M. Esquivel [2007] et C. Jacquin [2007 ; 2012].

méthodes de financement, comme dans ses déploiements physiques et techniques [Duhau, Jacquin, 2008 ; Isunza, Mendez, 2011 ; Goulet *et al*, 2011 ; Jacquin, 2012 ; Petretti, 2012]. Au carrefour des discours de la Banque Mondiale sur le retrait de l'État dans la participation à la production de logements et sur la « bonne gouvernance » du privé, cette production marque la plupart des périphéries latino-américaines, et particulièrement Mexico.
Seules les familles disposant d'un crédit immobilier (que l'on obtient *via* un travail formel et déclaré[94]) peuvent accéder à ce genre de logement. Auparavant géré par les instituts de sécurité sociale (*Instituto Mexicano del Seguro Social* IMSS, ou *Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado* ISSSTE), puis à partir de 1972 par les fonds sociaux pour le logement (INFONAVIT, FOVISSSTE *Fondo de la Vivienda del Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado*, FOVI *Fondo de la vivienda*[95]) alimentés par les prélèvements salariaux et les réserves bancaires [Schteingart, 2001b], le logement social subit à partir de 1995 une introduction massive des acteurs privés, un désengagement des institutions publiques, un assouplissement des règles de construction et de zonage et l'imposition d'un nombre restreint de grands groupes immobiliers[96]. À l'origine, le système d'accès au logement fonctionne sur le principe du « droit social », où les institutions attribuent au salarié inscrit sur une liste d'attente un crédit hypothécaire long.

À partir des réformes des années 1980, qui remettent à plat le système de financement des crédits immobiliers (diminution de l'investissement public avec la crise de 1982), « l'illusion du droit social » semble laisser la place au renforcement des inégalités d'accès à ce type de logement. En effet, les critères sont désormais basés sur les grilles salariales et excluent de fait la frange la plus modeste de la population, même salariée [Duhau, Jacquin, 2008 ; Petretti, 2012]. D'un point de vue morphologique, ces quartiers sont aussi reproducteurs d'inégalités puisqu'un grand ensemble est découpé en secteurs, renvoyant à une « variété » de constructions : le type de logement construit peut être « social progressif » (possibilité d'autoconstruction), « populaire » (taille minimale à partir de 30 m²), « d'intérêt social » (légèrement plus grand), « moyen » (supérieur à 50 m²), « moyen élevé », jusqu'à « résidentiel » (haut de gamme), ou encore « mixte » (combinant les différents standings)[97]. Les futurs résidents font la démarche de s'orienter, soit vers une société immobilière – où l'arbitrage de l'achat est orienté après simulation de crédit et proposition de logement –, soit vers un institut de crédit qui fera l'intermédiaire avec les partenaires immobiliers durant le processus d'achat.

Ce type de construction « facilitée » prend donc la place de l'État dans la construction des logements sociaux et dans la fourniture des services urbains. Tout est fait à l'intérieur de

[94] On notera l'exception du FONHAPO (*Fideicomiso Fondo Nacional de Habitaciones Populares* – Fidéicommis Fonds National des Habitations Populaires) qui existe depuis 1981. Il est destiné à procurer un crédit aux populations non salariées disposant de revenus faibles – inférieurs à 2,5 salaires minimums – pour l'aide à l'autoconstruction ou l'amélioration de l'habitat. Entre 1981 et 2004, 4,3 millions de crédits ont été attribués dans ce sens dans tout le pays [Coulomb, 2010, p. 570]. Pour une analyse approfondie sur ce programme, voir R. Coulomb [2002, 2010]. En 2014, trois programmes de crédits destinés aux populations pauvres sont opérationnels « Vivienda digna », « Vivienda Rural » et le « Fonds national de garantie au logement populaire FONAGAVIP » [FONHAPO, 2014]. Par ailleurs, depuis 2011, la société de crédit hypothécaire fédéral SHP (*Sociedad Hipotecaria Federal*) rend possible le crédit hypothécaire pour les salariés non affiliés à un régime de sécurité sociale, pour faciliter leur accession à un logement d'intérêt social [Goulet *et al*, 2011, p. 32].
[95] FOVISSSTE : Fonds du logement de l'Institut de sécurité et des services sociaux des fonctionnaires. FOVI : Fonds du logement.
[96] On peut citer à titre d'exemple les sociétés Sadasi, Geo, Ara, Trovit, etc.
[97] Ces données proviennent d'un travail de terrain effectué en 2010 au sein de plusieurs grands ensembles de la périphérie dans les municipes de Cuautitlán, Tultepec et Valle de Chalco Solidaridad. Est particulièrement remercié M. Arturo Hernandez, ingénieur gestionnaire de l'ensemble *Casas Geo* de Santa Elena à Cuautitlán.

l'ensemble par l'entreprise : celle-ci achète le terrain, construit les maisons, les routes, les écoles, vend, et laisse la charge de l'entretien aux habitants et aux municipalités, qui n'ont que rarement les moyens de cette gestion[98]. Les maisons sont neuves, mais le décor est parfois fantôme, renvoyant à un discours stigmatisant. E. Duhau, C. Jacquin [2008] et A. Petretti [2012] évoquent ces espaces comme des villes-dortoirs, tandis que R. Goulet *et al* [2011] et M.-F. Prévôt-Schapira et S. Velut [2012, p. 58] parlent de villes « clonées », voire d'un « urbanisme de la *matchbox* (boîtes d'allumettes) ». Pourtant, des formes de sociabilité et d'appropriation de l'espace émergent et tendent à relativiser le « manque d'âme » souvent attribué à ces quartiers [Jacquin, 2007 ; Goulet *et al*, 2011].

On assiste ainsi à l'émergence de gigantesques projets de logements sur un modèle standardisé de production de logements en série, contigus, et de relative petite taille, qui tendent à s'afficher comme le mode de production urbaine le plus spectaculaire en périphérie – et ce, même si les colonies populaires restent majoritaires. Entre 1999 et fin 2013 dans les municipes de la ZMVM de l'État de Mexico, on dénombre 294 projets, 615 000 logements prévus pour une population potentielle de près de 2.8 millions de personnes [*Secretaría del Desarrollo Urbano, Gobierno del Estado de México*, 2014].

La répartition spatiale des projets d'ensembles urbains sur la dernière décennie dans les municipes métropolitains de l'État de Mexico donne à voir la très forte croissance dans le nord et l'est, particulièrement à Tecámac, Chalco, Chicoloapan, Cuautitlán ou encore Zumpango. Selon E. Duhau et A. Giglia [2008, p. 186], sur les zones urbanisées entre 1990 et 2000, 41,5 % sont des grands ensembles d'intérêt social. Certaines formes sont spectaculaires : par exemple, entre 1999 et fin 2013, dans le municipe de Tecámac – 55 projets de grands ensembles ont été lancés, 138 000 logements sont prévus pour une population potentielle de près de 625 000 habitants – ou encore Zumpango (35 projets, 99 000 logements pour 478 000 habitants potentiels) ou Cuautitlán (15 projets, 27 000 logements pour 120 000 habitants). Même s'il ne s'agit là que de projets – les effectifs projetés sont largement au-dessus de la réalité observée, parfois supérieurs au total municipal –, le gigantisme de ces opérations immobilières marque un réel tournant dans les formes de l'urbanisation des municipes de l'État de Mexico.

Colonias populares *et secteurs populaires*

L'autre volet de l'expansion urbaine est donc l'autoconstruction, dans les colonies populaires régularisées ou dans les lotissements illégaux. Dans la métropole, ces espaces résidentiels sont localisés dans une très large couronne, allant du péricentre aux confins de la périphérie – et incluent en cela les extensions des villages périphériques, où les modalités de production de logement sont souvent similaires. Selon E. Duhau et A. Giglia [2008, p. 185], entre 1990 et 2000, 68 % de la croissance urbaine s'est réalisée de manière informelle, 35 % dans ce que l'OCIM classe comme des « colonies populaires », 17,4 % dans des « villages périurbains » éloignés. En 2000, c'est 58 % de la population de la ZMVM qui vit en colonie populaire [Connolly, 2003, 2005].

Le contexte urbain y est plus difficile au moment de l'installation, mais il constitue le seul choix possible (mais pas forcément contraint) pour les nouvelles générations n'ayant pas toujours accès aux crédits. Ce type de production constitue l'essentiel de l'étalement urbain de Mexico des dernières décennies ; les quartiers qu'ils sont devenus aujourd'hui ont subi des transformations profondes, en termes de consolidation du bâti (durcification), de régularisation des titres de propriété, de fourniture en services urbains (école, électricité, eau, connexion au réseau routier), de peuplement (la densité augmentant avec l'âge, et l'utilisation de matériaux en dur permettant une certaine verticalisation du bâti et en cela, le logement

[98] Sur le thème des conflits autour de la gestion municipale des services de ces grands ensembles, voir entre autres G. Isunza, B. Mendez [2011].

d'autres membres de la famille ou la mise en location) et de développement des activités économiques (commerces, ateliers, etc.).
Cette réécriture de la ville sur elle-même tend à normaliser ces quartiers périphériques populaires récents en les assimilant aux parties traditionnelles de la ville – pour reprendre les termes de J.-P. Lévy au sujet des périphéries franciliennes [2009, p. 125]. Dans les colonies populaires de Mexico, cette production pose évidemment la question de la régularisation foncière et de la consolidation de ces espaces et de l'habitat dit « populaire » en général – thèmes qui ont déjà fait l'objet d'un grand nombre de recherches depuis les années 1960 [Turner, 1968, 1976 ; Schteingart, 1981 ; Coulomb, 1986 ; Connolly, 1988 ; Connolly *et al*, 1991 ; Hiernaux, 1991 ; Azuela, Tomas, 1997 ; Duhau, 1998 ; Huamán, Barreto, 2002, Huamán, 2005 ; Vega, 2006 ; Iracheta, Medina, 2008]. Le processus « traditionnel » de normalisation des choses et d'intégration urbaine progressive, par le jeu des réseaux politiques et associatifs, n'est pas systématique dans tous les quartiers. L'amélioration des conditions d'habitat dépend de l'âge du peuplement, du contexte foncier, politico-juridique, de la densité du quartier, de la capacité qu'ont ses habitants à s'organiser, du coût d'installation des services (difficultés physiques, éloignement par rapport à la ville, capacité socio-économique des habitants), etc. (voir chapitres 6 et 10). Cette consolidation constitue un marqueur incontournable de la maturation de ces quartiers. Et c'est de cette manière que l'on peut s'interroger sur la relation entre les phases de maturation des quartiers et les étapes résidentielles des individus y habitant : s'agit-il d'une relation linéaire s'inscrivant dans une logique de progrès ou davantage comme une reproduction des inégalités ? C'est précisément cet objet et ces questions que nous tenterons de traiter dans ce travail.

Des colonies aux quartiers populaires
C'est donc à une acception complexe des quartiers populaires que renvoient la production et l'occupation du logement périphérique. La diversité des productions résidentielles, modes d'occupation et relations sociales au cœur de ces espaces amène à interroger ce que nous appelons ici « quartier populaire » d'une part, pour faire référence à ce que les Mexicains appellent la « colonie populaire » d'autre part. En effet, il est nécessaire de préciser l'emploi des termes de quartiers populaires pour désigner en réalité seulement un des grands types de production de l'espace résidentiel pour les catégories populaires. Deux raisons ont conduit à ce choix : le parallèle entre la notion de colonie et la désignation de « quartier », et la capacité de l'objet du « quartier urbain » à supporter les notions d'ancrage et de maturation.

La colonie forme un territoire socialement reconnu par ses habitants, qui va bien au-delà de la seule désignation d'une zone résidentielle occupée illégalement (voir annexe I.1). La colonie résidentielle est un terme d'urbanisme apparu à la fin du 19ème siècle : ce terme désigne ce que nous appelons communément le « quartier » (*barrio* en espagnol), mais la *colonia* doit s'afficher comme un projet urbain opposé au *barrio,* dans le sens où, contrairement à ce dernier, connoté d'une construction « spontanée » ou « traditionnelle », elle serait la continuation structurée du reste du tissu urbain (par respect de la trame orthogonale notamment) dans la dynamique de croissance de la ville. La promotion de la colonie est laissée aux particuliers. Selon E. Lopez et A. Ibarra [1996], la « colonie » marque le début de la promotion immobilière à grande échelle et le début d'une structuration mercantile du marché du sol urbain. Ce dernier doit dès lors suivre des règles pour être aménagé : la planification géométrique (en damier) des lots à urbaniser, la substitution du modèle de grande maison espagnole par le modèle du *block* américain, et la substitution du concept de quartier — *barrio* par celui de colonisation. La colonie est historiquement le reflet d'une vision plus rationnelle et hygiéniste de la société urbaine mexicaine, plus « technique » et fonctionnelle que le *barrio*. Ce vocable sera aussi complété par le *fraccionamiento*, signifiant

la partition des parcelles en lots (note 66). Il sera plus tard utilisé pour faire référence à un lotissement d'un quartier, même irrégulier [Rivière d'Arc cité par Lopez et Ibarra, 1996].

La ville est entièrement divisée en colonies. Au final, la colonie fait ainsi écho à l'acception du « quartier ». L'approche du quartier est ici celle de l'espace, vécu et représenté par ses habitants, au sens où G. Di Méo le définit, comme une « *interprétation plus subjective d'un espace perçu, représenté ou vécu ; conception d'une territorialité médiatrice du social dans la ville* » [1994, p. 255]. F. Tomas [1995] fait référence à la colonie directement selon cette acception, comme à des quartiers individualisés par leur histoire, leurs caractéristiques morphologiques ou leur population. P. Connolly [2003] précise que l'absence de limites officielles de la colonie n'altère en rien le fait que l'identité du territoire de la colonie est assez claire pour ses habitants. Si le quartier, dans la géographie française, reste un objet très complexe, vague et serti d'une « *puissante mythologie spatiale* » [Lévy, Lussault, 2003, p. 758] vectrice d'instabilité et d'hétérogénéité dans sa conceptualisation [Authier *et al*, 2007 ; Humain-Lamoure, 2007], il n'est pas ici question de relancer le débat autour de sa définition ou délimitation. Il s'agit davantage de s'en servir comme point de départ dans une approche simple : le quartier est ainsi « *l'être géographique qui relève de 'l'espace vécu'* » [Brunet, Théry, 1992, p. 371], soit la portion de ville ou la configuration socio-spatiale dans laquelle s'inscrivent l'analyse sociologique urbaine et l'étude des comportements citadins [Grafmeyer, 2007 ; Marchal, 2009][99].
Les dynamiques d'ancrages et d'apprivoisement de l'espace urbain local – au travers de la dimension identitaire notamment [Guérin-Pace, 2003, 2006] – nous permettront de cerner plus en profondeur la notion de quartier utilisée pour faire référence à la colonie populaire. Le quartier n'est ainsi pas analysé pour lui-même, mais bel et bien comme maille d'action, échelon d'observation et espace de proximité au sein d'une ville analysée à plusieurs échelles[100]. Comme le précisent J.-Y. Authier *et al* [2007, p. 9], « *ce cadre descriptif n'a de sens que confronté à d'autres échelles (la ville, la métropole) et d'autres espaces de la ville (la rue, la place)* ».

C'est par cette traduction de **quartier/colonie populaire** que nous choisissons de faire référence à ce qui est désigné au Mexique comme *colonia popular*. Par ailleurs, nous avons vu que les colonies populaires ne sont pas les seuls types d'espaces pouvant être rangés sous l'appellation englobante de « quartiers populaires ». Les grands ensembles de logements sociaux mexicains font également figure de quartiers urbains dont la production est majoritairement adressée aux catégories populaires. Mais les spécificités des modalités de formation de cette production en font une catégorie bien à part ; liée aux programmes de logement étatiques, aux instituts publics de crédit, puis aujourd'hui aux immenses opérations immobilières, cette catégorie est trop spécifique pour être analysée simultanément avec les colonies populaires. Pour cela, même si théoriquement, grands ensembles résidentiels et colonies populaires se dressent chacun en figures du logement des catégories populaires, leurs caractéristiques distinctes nous invitent à préférer l'appellation de quartier-colonie populaire pour une catégorie *a priori* plus exclusive par rapport aux autres. L'exclusivité tient au fait que la colonie populaire constitue un négatif du reste, en termes de modalités de production, d'occupation et de formes de logement. La définition en négatif de la norme ne doit pas pour autant renvoyer à une acception misérabiliste de ce type de peuplement : nous le verrons, les

[99] On renvoie ici aux pionniers de l'analyse sociologique urbaine qui ont travaillé à l'échelon de quartier, notamment les sociologues de l'École de Chicago, et en France M. Halbwachs et P.-H. Chombart de Lauwe.
[100] L'ouvrage collectif *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales* paru en 2007 retrace à ce titre un éventail large des questionnements autour de l'objet « quartier » dans les sciences humaines et sociales. L'emploi de cette notion permet une entrée qui sera étayée au fil de l'analyse des mobilités et ancrages dans l'espace urbain.

colonies populaires renvoient davantage à une diversité, que ce soit par rapport aux conditions de formation ou à celles d'évolution de la production urbaine. Mais cette diversité s'inscrit initialement de manière systématique dans l'immense « sphère » de l'informel.

Morphologie des colonies populaires périphériques
L'hétérogénéité périphérique renvoie aussi à la diversité des contextes urbains dans lesquels s'inscrit le développement des colonies populaires. C'est dans les grandes figures morphologiques urbaines que l'on peut décliner cette diversité :

- les villages périurbains, isolés ou en cours d'intégration dans la conurbation ;
- les lotissements « frontaux » — dans le sens d'une expansion réalisée par colonisation de vastes zones non peuplées ;
- et le peuplement en interstices de zones déjà peuplées en périphérie ou péricentre.

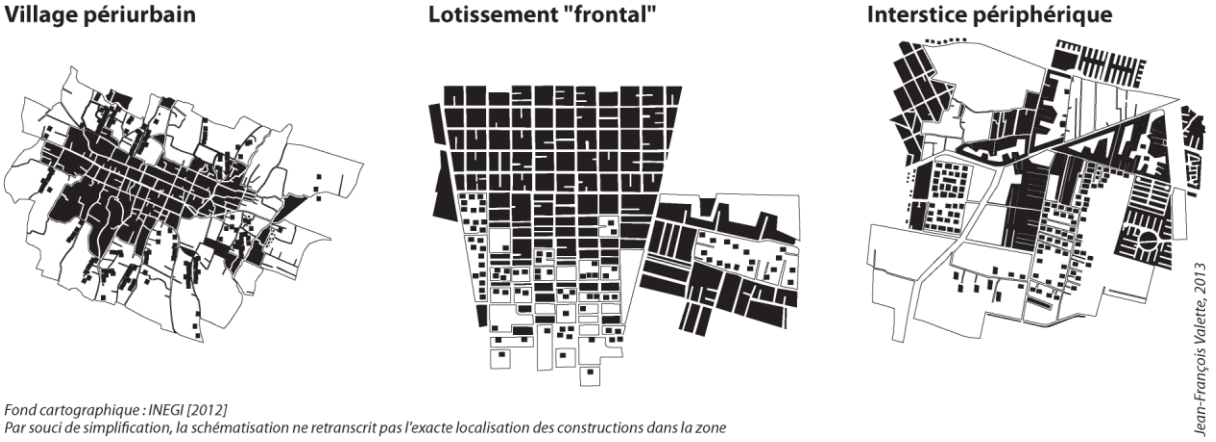
Les schémas « *d'expansion urbaine incontrôlée des bas revenus* » de J. Bazant [2001 ; 2011] ou les maillages des paysages urbains de B. Tallet et A. Ribardière [2010, p. 51] recoupent par exemple en partie ces grands types de périphéries populaires – ayant chacune une dynamique d'expansion propre. Toutes ces figures renvoient à la dénomination de colonie populaire, car répondant aux caractéristiques initiales. Sans vouloir établir une nouvelle typologie, la figure 1.6 propose de schématiser ces trois images auxquelles la colonie populaire peut faire référence en périphérie. Ces figures ne sauraient être exhaustives d'une part[101], exclusives d'autre part, au regard de la complexité et de la myriade de situations « périphériques populaires » pouvant exister. Un lotissement frontal peut très bien se développer dans l'extension d'un noyau villageois ou dans un interstice entre des zones d'habitat pour les classes moyennes et supérieures. On distinguera ou combinera simplement ces morphologies urbaines aux dynamiques d'expansion et concentration auxquelles elles peuvent faire référence :

- généralement radioconcentrique pour un village et/ou orienté vers le tissu urbain le plus dense (vers le reste de la métropole, le long des axes de transports) ;
- frontale pour un lotissement ;
- réticulaire ou par comblement pour les interstices urbains.

Ainsi, dans le schéma du village en contexte rural/périurbain – ici San Pablo Oztotepec dans la délégation de Milpa Alta au sud du DF –, c'est l'image d'un quadrillage régulier en *manzanas*, organisé autour d'un noyau, et au tissu urbain de plus en plus lâche au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre. L'urbanisation populaire se réalise par lotissement progressif des parcelles auparavant agricoles à proximité des zones déjà construites, ou parfois, par mitage dans les *parajes* (littéralement, contrées) plus éloignés.
Dans l'exemple du lotissement « frontal », le parcellement peut avoir été opéré : soit de manière isolée – et l'on assiste alors au lotissement progressif depuis une zone déjà lotie – ; soit depuis les axes de transports les plus performants. L'exemple de Santiago Zapotitlán, dans la délégation de Tláhuac dans l'est de la ville, montre le parcellement orthogonal et le peuplement frontal, mais hétérogène, de la zone, du nord au sud.
Enfin, les interstices de peuplement populaires, comme à droite le schéma de l'*ejido* San Mateo à Cuautitlán au nord de la ville, permettent d'observer le comblement de zones anciennement agricoles enclavées entre des zones loties de manière légale ou non – ici des grands ensembles de logements d'intérêt social. Les zones de lotissement sont déjà relativement rapprochées des infrastructures, par rapport aux cas précédents.

[101] Il aurait été possible de décliner des sous-types en fonction du contexte socio-résidentiel environnant, ou en fonction de la topographie, de l'isolement, etc.

Figure 1.6. Schéma de trois types de colonies populaires périphériques



Pour conclure, la lecture de la production de la ville en périphérie par l'observation du logement (dans ses formes et dans ses processus) permet une approche fine et complexe. La diversité des espaces résidentiels est clairement mise en évidence et permet d'introduire la difficulté d'aborder la question de la division sociale dans cette partie de la ville. La surdétermination des espaces périphériques par la seule lecture de la pauvreté se révèlerait erronée à la vue de l'hétérogénéité des types de peuplements d'une part, de l'imbrication perpétuelle des modalités et des acteurs de la production résidentielle d'autre part.
Dans le contexte mexicain, le « secteur populaire » fait ainsi classiquement référence à l'ensemble des productions incluant des modalités de construction irrégulières et/ou l'autoconstruction, alors qu'aucune de ces dimensions n'est exclusive. Le logement des catégories populaires en périphérie ne saurait se réduire aux seules colonies populaires, en même temps que les colonies populaires ne sauraient se réduire à l'espace résidentiel des catégories modestes. Toutefois, ces espaces résidentiels ont fait l'objet d'une forte théorisation. Cette production reste dominante en périphérie, et ainsi, la plus à même de supporter des dynamiques de croissance et de maturation par les mobilités et les ancrages.

Conclusion du chapitre 1

Ce chapitre a permis de poser la première pierre de notre arsenal conceptuel et méthodologique nécessaire à la délimitation des espaces qui font l'objet de notre étude. Notre première analyse de l'objet a tenté d'appréhender les « quartiers populaires périphériques » comme un ensemble d'espaces hétérogènes, s'inscrivant dans une périphérie elle-même intermédiaire et reflet des dynamiques territoriales de métropolisation depuis plus de trente ans. Aujourd'hui, les périphéries se lisent principalement sous l'angle de la réécriture de la ville sur elle-même. La fin de la croissance a mis en lumière la nécessaire prise en compte des schémas et processus de mobilités intra-urbaines. Ces dynamiques continuent de s'inscrire précisément dans une des principales figures de l'urbanisation : les colonies populaires, ou « quartiers populaires » au sens large. Ces quartiers renvoient à un « type de peuplement » englobant, mais abordé en négatif du reste de la ville dans la littérature.
Après l'époque de la fulgurante croissance et prépondérance des colonies populaires dans l'espace de la métropole, il est légitime de s'interroger sur les dynamiques de recompositions des périphéries à l'aube des années 2010, dans un contexte où la production de logements sociaux semble marquer un tournant de la croissance urbaine. Nous proposons ainsi de nous pencher sur les vingt ans après les « *vingt ans après* » sur lesquels ironisent E. Henry et

C. Sachs-Jeantet [1993, p. 308] au sujet de la consolidation des bidonvilles latino-américains. Malgré un net recul et la tendance à une urbanisation massive sous la forme des grands ensembles, la colonie populaire n'est pas une forme en voie de disparition dans la croissance urbaine. Plus qu'une simple résistance ou inertie, elle constitue même une figure de l'urbanisation actuelle et questionne les phénomènes de consolidation et de densification à l'œuvre depuis 1990, comme en témoigne l'évolution du parc de logements. C'est dans ces espaces que les phénomènes de maturation demandent à être interrogés, entre mobilités et ancrages intra-urbains, filtres de lecture originaux dans une ville qui ne connait plus de véritable croissance depuis vingt ans.

Chapitre 2.

Les *colonias populares* comme forme majeure de peuplement

Contours de l'objet « populaire » et méthodologie

« *Pourquoi ne pas envahir ce terrain-ci, même s'il est marécageux, et s'y faire un toit ? Cela semble être une coutume, par ici.* »
E. Henry, C. Sachs-Jeantet [1993, p. 312]

C'est ainsi avec humour qu'E. Henry et C. Sachs-Jeantet approchent le logement des pauvres dans leur analyse de la recherche urbaine latino-américaine. Le principal mode d'expansion de la ville de Mexico a donc été le lotissement en « colonies populaires ». De la typologie des peuplements urbains en périphérie, on retient l'hétérogénéité de cette forme de peuplement. Les catégories « populaires » ont ainsi largement contribué à façonner l'expansion de la ville dans ses dimensions actuelles, ayant donné une large part au marché illégal de la construction, souvent présenté comme le seul accessible pour elles.

Les *colonias populares* sont l'appellation générique mexicaine donnée aux quartiers populaires, souvent autoconstruits, nés dans l'illégalité foncière et ne disposant pas des services urbains au moment de leur fondation. Ils constituent *a priori* les espaces de concentration des populations les plus modestes et ont également fait l'objet d'une catégorisation particulière dans la littérature consacrée à la production de logements à Mexico.

L'objet colonie populaire se retrouve systématiquement dans la recherche sur l'urbain à Mexico. Il est au cœur du questionnement, aux échelles de la ville, du quartier, du logement, du foyer et de l'individu, sur le logement des pauvres, l'illégalité, les processus de régularisation, les questions politiques de gestion urbaine, l'organisation sociale des habitants, etc. Un effort de définition nécessite un croisement théorique extrêmement lourd : nous en présentons ici les grandes lignes de manière à définir les contours de l'objet. Urbanisation populaire [Duhau, Schteingart, 2002], peuplement populaire [Cruz, 2000], habitat populaire [Duhau, 1998], production populaire [Schteingart, 1989], autoconstruction [Hiernaux, 1991], logement populaire [Andrade, Carballo, 2011], irrégularité [Iracheta, Medina, 2008], pauvreté [Azuela, Tomas, 1997 ; Bayón, 2012], organisation populaire [Alvarez *et al*, 2006] sont autant d'entrées possibles pour approcher l'objet, même – et surtout – si l'on se focalise sur l'espace périphérique[1]. Il s'agit là de champs de recherches riches et renouvelées à Mexico, amorcés par les travaux d'O. Lewis [1961], J. Turner [1968] ou M. Castells [1971].

L'habitat urbain des plus pauvres a fait l'objet d'une théorisation importante au sujet des dynamiques de formation, de production, d'occupation, d'appropriation, d'expansion et de consolidation voire d'intégration au reste de la ville. Ces axes de recherche, bien que liés à des processus trop complexes et trop nombreux pour en rendre compte dans le cadre de cette

[1] Les références proposées par rapport à chaque thème sont voulues uniques par souci de simplicité au vu de la – nécessaire – énumération des thématiques. Elles ont été sélectionnées en fonction de leur caractère synthétique et relativement récent sur le sujet, mais elles ne sauraient suffire à une analyse exhaustive.

thèse, ouvrent tout de même la voie de la compréhension de ce que l'on cherche à définir comme la maturation. Enfin, pour reprendre l'expression d'E. Henry et C. Sachs-Jeantet, même si les quartiers populaires constituent le point de départ de notre analyse, nous souhaiterions éviter l'écueil de la *barriadologie* [1993, p. 313]. En effet, les quartiers observés comme formes urbaines et sociales organiques en marge de la ville ne constituent pas une société « à part », aux dynamiques spécifiques, à étudier en soi, mais au contraire, une partie intégrante du reste de la ville, à observer en tant que telle[2].

Si la lecture et la définition des colonies populaires comme seule expression du logement des pauvres sont insuffisantes, elles constituent une première approche. Il s'agit ici de voir que les colonies populaires renvoient classiquement à deux figures de l'espace urbain considérées comme l'espace résidentiel des pauvres : le bidonville d'une part, le quartier populaire d'autre part. Considérer que la colonie populaire ne saurait être entièrement appréhendée comme la traduction mexicaine du premier, ni lue par rapport à l'acception française du second est un premier pas de l'approche de la complexité de cet objet urbain et des dynamiques qui lui sont propres. Toutefois, sa conceptualisation dépasse largement ce seul aspect. Nous avons également retenu une entrée par les caractéristiques des colonies populaires, notamment parce que l'espace résidentiel des pauvres a, au Mexique entre autres, été théorisé autour du concept de *marginalidad*. Cette double lecture, depuis les figures de l'espace urbain d'une part, depuis les états et processus auxquels renvoient ces figures d'autre part, permet de croiser les différents critères qui participent à définir l'objet colonie populaire.

Une fois l'objet défini, il s'agit de préciser la méthodologie suivie dans ce travail : après l'exposé des sources et de la démarche analytique, nous justifierons le choix de quelques cas spécifiques, au sein desquels nous avons appliqué notre grille de lecture. La présentation des choix de méthodes et de ces zones d'études fera ainsi l'objet d'un dernier point.

2.1. Bidonville ou populaire ? Confrontation aux figures de l'espace urbain

Les différentes acceptions de la colonie populaire amènent à interroger la figure urbaine classique du bidonville. S'agit-il de la traduction mexicaine ? Par ailleurs, les questionnements autour des régularisations – entendues comme l'ensemble des processus mélioratifs des conditions de vie et de logement donnant un caractère durable (et solide) à l'installation – recentrent le débat sur la sécurisation de l'installation des individus, mais aussi sur la pérennité des contextes résidentiels. Cette inscription dans le temps renvoie aux ancrages et à la maturation dans ces espaces.

2.1.1. Pas un bidonville, mais un (ancien) quartier irrégulier

Essayons de définir cet objet urbain à la manière dont il a été théorisé dans le contexte mexicain, à savoir un équivalent de la figure floue et hétérogène de bidonville. P. Connolly décrit les colonies populaires comme l'équivalent mexicain des *favelas* brésiliennes, des *barrios de rancho* vénézuéliens et des *pueblos nuevos* de Lima, englobant « ce que le reste de la ville n'est pas » [Connolly, 2003, p. 12], voire ce qu'elle ne devrait pas être. Cette définition en négatif renvoie aux dimensions de marginalité sociale, spatiale et juridique d'un espace considéré comme non-ville. Ainsi, très tôt, la colonie populaire se présente comme

[2] À ce sujet, M. Bertrand [2011, p. 122] écrit : « *Bien que refoulées sur les cordes académiques de la pauvreté, de l'informalité, voire de la « tradition », les pratiques résidentielles de leurs habitants* [des métropoles 'du Sud'] *retiennent l'attention autrement que par le trait forcé, l'anecdote, sinon l'exotisme, la marge qui confirme la centralité, et sur le fond une bonne conscience à manier de faux universalismes* ».

l'incarnation/traduction mexicaine de la figure générique du bidonville ou *slum* se référant au logement urbain des pauvres dans la ville de Mexico [UN-Habitat, 2003, p. 9 ; Davis, 2006 ; Marchal, Stébé, 2011, p. 118]. Il ne s'agit pas de rendre compte ici de la riche théorisation autour de l'objet « bidonville » au sein des littératures française, anglo-saxonne ou latino-américaine et les multiples débats autour de ses traductions, mais bel et bien de tenter d'éclairer les éléments qui permettraient de mieux cerner la colonie populaire mexicaine.

Slum, bidonville ou colonia popular ?

Le rapport d'ONU-Habitat sur les bidonvilles, *The Challenge of Slums*, définit les caractéristiques des bidonvilles par le manque de services de base, la précarité des matériaux de construction et l'illégalité du logement, la surpopulation des logements, la petitesse de l'installation, la dangerosité de la localisation, les conditions de vie difficiles et impropres à la santé, l'insécurité foncière de l'installation, la pauvreté et l'exclusion sociale [2003, p. 11] ; il ouvre la voie d'une définition opérationnelle par l'utilisation d'indicateurs permettant de mesurer une partie de ces dimensions. Or, est-il possible de réduire l'ensemble des colonies populaires à une pareille combinaison comme semble le faire M. Davis lorsqu'il évoque le chiffre de 4 millions d'habitants du « mégabidonville » de Neza/Chalco/Izta en 2005 [2006, p. 31][3] ? Concédant la trop grande complexité du logement des pauvres dans la ville de Mexico pour utiliser le terme de *slum*, le rapport ONU-Habitat propose la terminologie de *colonia popular* pour faire référence à tout ce qui pourrait être comparé à un bidonville dans le cas mexicain. Si le bidonville n'est pas l'exact synonyme de l'anglais « *slum* » [Louiset, 2010, p. 126] ni ce dernier, synonyme de *colonia popular* [Connolly, 2003, p. 36 ; Giglia, 2012, p. 230], le terme choisi revient à décrire une figure de l'urbain complexe et fortement dépendante du contexte national dans lequel il s'inscrit.

Comme le rappelle O. Louiset [2010, p. 135], la catégorisation de bidonville renvoie avant tout à une image inventée dans une optique idéologique et scientifique fortement inscrite dans les théories sur le développement de la deuxième moitié du 20e siècle. Un bidonville ne se réduit pas à un tas de tôles illégal concentrant des populations pauvres. Les descriptions alarmantes comme celle de M. Davis [2006], si elles ont le mérite de pointer la pauvreté urbaine, tendent à dénaturer la polysémie et l'immense diversité que les termes de *slum* ou bidonville révèlent. Rappelons-en les grandes lignes.

Il convient de noter le foisonnement théorique sur le sujet et l'évolution de la définition, comme de l'utilisation qui en est faite, par les institutions nationales et internationales au cours du siècle dernier. Les définitions se multiplient, s'ancrent dans des idéologies marxistes, néo-libérales ou alternatives, mais restent toujours imprécises pour désigner « cette » réalité urbaine, si plurielle.

Notons à seul titre d'illustration deux essais de définitions synthétiques dans le champ de la géographie académique française. Le dictionnaire *Les mots de la géographie* opte pour la définition basée sur la précarité des logements, la pauvreté des résidents, le fait qu'il résulte d'une urbanisation illégale dans un contexte de croissance rapide, en périphérie urbaine, principalement des pays en voie de développement, et renvoie à la figure de la *colonia proletaria* pour le cas mexicain [Brunet *et al*, 1992, p. 62]. Mais si ce dictionnaire fait le choix de l'entrée bidonville, celui de J. Lévy et M. Lussault préfère l'éviter au profit de « l'habitat non-règlementaire » : P. Cadène [2003, p. 439] privilégie ainsi le rapport à la norme juridique « et/ou aux cadres administratifs de l'urbanisme » pour au final appréhender les mêmes

[3] L'auteur prend en compte la totalité des populations municipales de Nezahualcóyotl, Iztapalapa, Chalco, Chimalhuacán et 14 autres municipalités ! Il faut tout de même préciser que la pensée de Davis ne saurait être limitée à ce raccourci : l'analyse porte également sur les divers processus de consolidation et la « banalité » des dynamiques d'amélioration.

caractéristiques telles que la précarité et la pauvreté des conditions de vie d'une majorité de résidents.
L'hétérogénéité interne à chaque terme – *slum*, bidonville, *colonia popular* – reste pourtant un premier point commun, mais le problème de la traduction engage à la plus grande prudence quant à la terminologie mobilisable.

Des typologies pour approcher la diversité à Mexico
Ainsi, la figure du bidonville ou du *slum* n'est pas suffisante pour appréhender ni l'ensemble du problème du logement des pauvres en périphérie d'une part, ni la figure de la colonie populaire périphérique de Mexico d'autre part. L'exercice de déclinaison des bidonvilles en différents types pourrait constituer une piste pour préciser les caractéristiques communes aux colonies populaires et aux « bidonvilles » ou bien celles qui les différencient. Ainsi, nous proposons de confronter ici les catégorisations que l'on retrouve dans la plupart des travaux sur le sujet à Mexico [Coulomb, 1986 ; Schteingart, 1989-2001b ; Tomas, 1995 ; ONU-Habitat, 2003 – dont le chapitre sur Mexico a été rédigé par P. Connolly]. On retient toutefois la nécessité de différencier approche conceptuelle et définition officielle et/ou opérationnelle, la démarche typologique répond souvent à l'objectif hors-académique de décrire pour lutter dans le sens d'un logement digne et d'une résorption de la pauvreté. En effet, ceux qui ont théorisé ont également participé à l'élaboration des programmes nationaux et internationaux de l'identification du logement des pauvres.

Les exemples de typologies abondent. Celle de M. Davis se base sur une première différence centre/périphérie, couplée d'une différence formel/informel (auquel il ajoute les camps de réfugiés) [2006, p. 33][4]. Le rapport ONU-Habitat [2003] ou encore A. Durand-Lasserve [2004] focalisent davantage sur les filières informelles et distinguent ainsi les quartiers de squatters des lotissements irréguliers. Les typologies spécifiques au cas mexicain font quant à elles écho à des figures bien connues de l'espace résidentiel pauvre de la ville du siècle dernier, qui ne renvoient pas uniquement au seul logement informel. Ainsi, outre les *vecindades* et immeubles du centre – que la localisation exclut de notre champ – on retrouve :

- les *ciudades perdidas* ou villes perdues, qui constituent des interstices de pauvreté extrême, de petite taille, et les pires conditions de logements possibles le long des axes de transports comme les voies ferrées ou sur des terrains généralement publics, mais impropres au logement. Cette forme répandue dans les années 1970 a été en grande partie éradiquée depuis ;
- les *cuartos de azotea* ou chambres sur les toits, généralement en position plus centrale – dans le DF –, servant notamment au logement des personnels domestiques des immeubles ;
- les logements d'intérêt social, qui, malgré leur caractère spécifique d'aide au logement décent pour les catégories populaires, renvoient pour les plus anciens d'entre eux, à une production – initialement de médiocre qualité – largement dégradée du fait de la paupérisation des copropriétés, suite à leur privatisation et au retrait complet de l'État de leur gestion depuis les années 1980. Les conditions de production et d'entretien de ces ensembles ont conduit à une dégradation sensible du logement et des relations de voisinage, une surpopulation et à des conflits dans les modalités d'occupation des espaces publics et semi-publics [Esquivel, 2007 ; Duhau, Giglia, 2012]. Cette forme de logement est ainsi appréhendée comme susceptible de se dégrader en « bidonville » [Connolly, 2003, p. 20] ;

[4] L'auteur divise les périphéries en bidonvilles formels – de la promotion publique et de location privée – et informels – en lotissements pirates de propriétaires ou locataires et en squats autorisés ou non [2006, p. 33].

- et la figure principale, généralement associée aux *colonias populares* : les lotissements irréguliers.

Il est également pertinent d'examiner la manière dont l'exercice typologique a été décliné spécifiquement sur cette dernière catégorie. Les *colonias populares* périphériques sont les héritières des *asentamientos irregulares* ou installations illégales. L'installation – entendue ici comme lotissement – irrégulière est la figure archétypale de l'urbanisation non règlementaire, mais ses caractéristiques participent à construire la définition conceptuelle et opérationnelle de la colonie populaire. E. Huamán [2010] en définit les caractéristiques essentielles : irrégularité du statut foncier, caractère précaire des logements, état de perpétuelle construction, manque de services de base et d'équipements urbains, et grand nombre d'années d'investissement nécessaires aux habitants pour mener à bien la régularisation du sol, la consolidation progressive de l'habitat – souvent considéré comme de basse qualité – et l'obtention des services. Ces espaces passent ainsi par une étape de régularisation (chapitre 10).
On entrevoit alors l'énorme diversité sociodémographique, socio-économique et morphologique que peut recouvrir la colonie populaire. La typologie opérationnelle du CONAPO [1998] propose de différencier les colonies populaires périphériques selon trois classes, recoupant la dimension temporelle déjà évoquée et les évolutions qu'ont connues ces espaces. Du plus jeune au plus ancien, on distinguera :

- La colonie en « formation ». Il s'agit d'installations de moins d'une dizaine d'années, souvent sans, ou avec peu, d'infrastructures urbaines (donc avec des carences graves), des logements construits en matériaux précaires et avec une faible densité de population (moins de 50 habitants à l'hectare). Presque 6 % de la population de la ZMVM y vit en 1990, sur une surface représentant 15 % de la zone métropolitaine [1998, p. 47]. L'observation des photos 2.1 et 2.2 renvoie à cette faible densité, à la carence généralisée des services et à la mixité des matériaux de construction, alternant entre parpaings en planches (à La Paz), ou encore tôles (à Tláhuac).
- La colonie « en processus de consolidation ». Quel que soit l'âge du peuplement, les installations ne sont pas encore « complètement urbanisées ». Des services manquent, les logements ne sont pas tous terminés et la coexistence de « provisoire », « en chantier », et de « terminé » est la règle. La densité de peuplement y est jugée « moyenne » (140 habitants à l'hectare environ). En 1990, ces colonies logeaient plus de 3,5 millions d'habitants de la ZMVM, soit 23 % de la population sur 18 % de la superficie de la métropole [1998, p. 48]. Sur les photos 2.3 et 2.4, on observe une plus grande densité que précédemment et l'hétérogénéité des états de consolidation des constructions individuelles, comme des équipements collectifs, après une quinzaine d'années d'existence du quartier. À Tláhuac les logements sont tous en dur, mais la voirie est inexistante, contrairement à La Paz, où là, les habitations sont plus hétéroclites.
- La colonie populaire « consolidée ». L'urbanisation y est quasiment terminée : services et bâti sont définitifs. Ces quartiers, plus anciens, atteignent de fortes densités de population (235 habitants à l'hectare en moyenne) et arrivent à un point de saturation, devenant une zone d'expulsion pour les jeunes générations, forcées à migrer (comme ce fut observé dans le Pueblo Santa Fe, peuplé à flanc de *barranca*[5] dans les années 1950-1960 – photo 2.6 –, ou encore à Ecatepec, où toutes les parcelles sont aujourd'hui loties – photo 2.5).

[5] Vallée torrentielle aux flancs abrupts et particulièrement sensibles aux mouvements de masse, surtout en saison des pluies. Les entretiens avec les habitants ont notamment révélé la dangerosité des glissements de terrain sur les pentes les plus fortes.

Photographies n° 2.1 à 2.6. « Classes » de colonies populaires

Colonies populaires "en formation"

Photo 2.1.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]

Photo 2.2.
Tempiluli, Tláhuac, District Fédéral [2010]

Colonies populaires "en processus de consolidation"

Photo 2.3.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, District Fédéral [2010]

Photo 2.4.
Ampliación Jorge Jímenez Cantú, La Paz, Etat de México [2011]

Colonies populaires "consolidées"

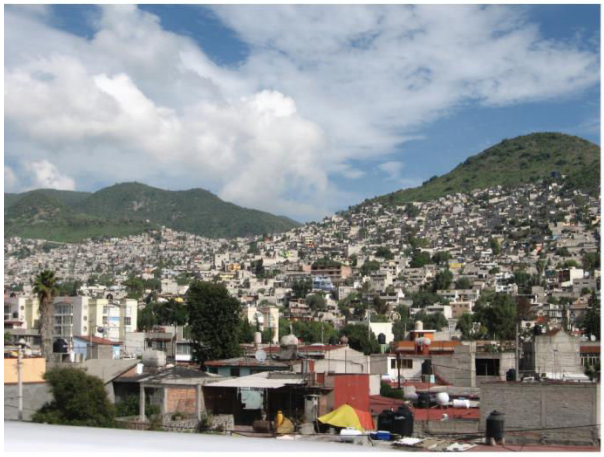


Photo 2.5.
Buenavista, Ecatepec, Etat de México [2010]

Photo 2.6.
Pueblo Santa Fe, Alvaro Obregón, District Fédéral [2011]

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

La colonie populaire s'avère être un espace très divers, flexible et mouvant dans sa composition sociale, dans son lien à la ville et dans la diversité des usages du sol urbain au cours du temps. La théorisation mexicaine du terme – si elle reste proche de l'acception du terme bidonville – s'en démarque toutefois. Voyons très succinctement comment la recherche urbaine aborde cette figure dans le cas latino-américain et mexicain particulièrement et comment s'est opéré le glissement d'une figure à l'autre.

L'évolution du regard : bidonville, marginalité, populaire

Appréhender le bidonville renvoie avant tout à appréhender le regard des élites sur cette figure de l'espace urbain. Alors que le contexte latino-américain regorge d'exemples relatifs aux évolutions du regard scientifique sur les bidonvilles et de leur « traitement » par les politiques publiques, balançant entre un hygiénisme éradicateur et un populisme protecteur du savoir-faire populaire, la question est de savoir pourquoi il est aujourd'hui quasiment impossible d'observer la colonie populaire directement comme un bidonville.

E. Henry et C. Sachs-Jeantet [1993] observent ainsi, à l'échelle du continent, l'évolution des images véhiculées par et pour les élites urbaines au cours du 20e siècle sur cette forme de production urbaine. Dans l'approche « classique » du bidonville, les auteurs synthétisent les caractéristiques accolées à cette figure de l'urbain : réceptacle des migrants ruraux pauvres, forme illégale d'accès à la terre, logement précaire, urbanisme hors-norme, espace des classes « dangereuses », zone de déviance, interface rural-urbain, ou espace hors du système politique [1993, p. 317][6].

De nombreux travaux se sont attachés à défaire ces catégories, du moins, à les rendre moins exclusives quant à la définition du bidonville. De l'appréhension de ce dernier comme incarnation des « maux urbains » et de la spontanéité du peuplement, le discours évolue vers le concept de *marginalidad*, fortement ancré dans la théorie de la dépendance[7], qui glissera ensuite vers celle de l'informalité, des mouvements sociaux « populaires » pour aujourd'hui aboutir à une entrée par le pouvoir local autonome, embrassant les thèmes de la participation populaire et de la citoyenneté dans la ville.

On est alors passé – dans une lecture globale, mais plus particulièrement dans le cas latino-américain – de la vision du bidonville comme espace négativement connoté à celle de l'espace de la participation citoyenne voire l'espace des « possibles »[8]. Toutefois, cette dynamique est aussi de plus en plus remise en question, *via* une analyse des rapports de pouvoir.

Ces paradigmes ont largement contribué à lire les espaces urbains de la pauvreté sous un autre angle que celui du bidonville. Ils ont forgé de nouvelles figures selon les contextes nationaux, en Amérique latine [Bolay, 2002 ; Zermeño, 2006 ; Poupeau, 2008 ; Merklen, 2009 ; Burgos-Vigna, 2010 ; Sanchez, 2010], mais aussi en Afrique subsaharienne [Jaglin, 2005] ou encore en France [Bacqué, 2005] par exemple.

[6] On peut également renvoyer aux récents travaux de R. Soares Gonçalves sur la construction historique et juridique de la figure de la favela à Rio de Janeiro. Voir Soares Goncalves R. [2010].

[7] A. Delfino [2012] en réalité souligne le double rattachement de la *marginalidad* aux théories de la dépendance et de la modernisation dans la manière dont a été pensé le développement de l'Amérique latine dans les années 1960. En effet, la *marginalidad* est qualifiée de sociale et culturelle pour les uns (théorie de la modernisation), d'économique pour les autres (théorie de la dépendance). Cette conceptualisation double est à l'origine d'interprétations elles-mêmes différenciées.

[8] On peut notamment ici faire référence à des investigations dans le domaine de l'architecture, avec par exemple celles de R. Koolhas, sur les pratiques et stratégies observées comme « originales » dans les quartiers pauvres. Ces travaux ont fait l'objet de vives polémiques dans les années 2000.

Les maux des mots : catégorie, dogme… des écueils à éviter
Pour autant qu'elle se soit éloignée des images classiques attribuées au « bidonville » – comme c'est le cas d'autres terminologies vernaculaires relatives à cet objet urbain –, l'appellation « colonie populaire » est elle-même chargée de limites, scientifiques et politiques. La première d'entre elles est intrinsèque : ce groupe nominal désigne des situations et processus socio-spatiaux extrêmement complexes et pluriels. La colonie populaire est diverse, hétérogène, et ne se comprend que par la construction du terme à partir de ce que L. Valladares [2007] nomme – dans le cas de la *favela* brésilienne – des « dogmes de la pensée savante ». Ainsi, comme son reflet brésilien, la colonie populaire renverrait : à une figure urbaine spécifique par son histoire et son mode de croissance ; à une caractérisation sociale des habitants et des contextes résidentiels, les « pauvres » ; et enfin à une supposée unité, vécue ou perçue par les habitants, politiques et scientifiques. Ce sont ces dogmes qui font de la colonie populaire ce qu'elle est dans l'espace de la métropole. Et c'est cette limite qu'il faut prendre en compte dans l'approche de l'objet.

Née *a priori* systématiquement dans l'illégalité, la colonie populaire se rapproche de la figure du bidonville, naissant puis se consolidant. Mais la théorisation mexicaine autour de l'objet « colonie populaire » ne permet pas une telle traduction. Nous souhaiterions analyser ce dernier au regard de la figure – aussi vague, mais *a priori* moins stigmatisée dans la langue française – de « quartier populaire ». L'objectif est le suivant : observer que le quartier populaire périphérique à Mexico ne fait pas uniquement écho aux concentrations de pauvreté, souvent extrême, décrites dans les années 1960 et 1970 par J. Turner [1968, 1976] ou M. Castells [1971]. Il renvoie aussi à un ensemble de sociabilités – parfois mythifiées – autour des solidarités et des ancrages particuliers aux quartiers populaires, qui ont été formalisées dans les cas latino-américains, mais aussi français.

2.1.2. Pas un quartier populaire à la française, mais un lieu d'ancrage territorial

En nommant quartier populaire des espaces périphériques construits dans l'informalité, ne risque-t-on pas de « tomber dans le cliché » souvent décrit au sujet des quartiers populaires français ? L'approche d'un objet conçu *a priori* – la périphérie polarisant les catégories modestes, défavorisées et donc exclues du reste de la ville – semble un angle de vue particulièrement réducteur au vu de la diversité que la colonie populaire est capable de révéler. On rejoint ici une question au cœur de l'approche du « populaire » : éviter l'écueil du misérabilisme [Grignon, Passeron, 1989]. Nous proposons simplement d'aborder la ressource spatiale des quartiers populaires comme angle de lecture possible des ancrages des populations résidentes.

La ressource spatiale des pauvres dans des contextes nationaux différents
Un autre écueil possible est celui de l'ethnocentrisme. Pour les définitions du contour de l'objet « colonie populaire », comme des mécanismes à partir desquels on le lit, les références vont puiser dans la littérature française sur l'analyse des mobilités et ancrages dans les quartiers populaires. Or, en France, les quartiers populaires périphériques ont renvoyé à l'analyse des formes d'habitat marquées par la précarité des quartiers ouvriers en banlieue jusque dans les années 1950, suivie des études sur les banlieues teintées en « rouge », de celles des grands ensembles dans les années 1970, qui ont laissé le champ dans les années 1990 à l'analyse des périphéries sous le champ de l'exclusion, « nouvelle pauvreté » soulevant la « nouvelle question urbaine » dans le contexte hexagonal des banlieues stigmatisées [Chamboredon, Lemaire, 1970 ; Retière, 1994 ; Topalov, 2003 ; Bourdieu,

1993a ; Fassin, 1996 ; Vieillard-Baron, 2001 ; Donzelot, 2004 ; Bacqué, Sintomer, 2002 ; Ribardière, 2005 ; Tissot, 2007 ; Fol, 2010 ; Gilbert, 2011]. À travers la question ancienne des quartiers ouvriers, banlieues et quartiers « sensibles » dans le contexte français, la figure du quartier populaire tend à être analysée, d'une manière large, dans l'inscription politique (ou non) des groupes sociaux résidents. Cette grille de lecture est alors apparue désuète dans les années 1990. Aujourd'hui la valeur identitaire de la « ville populaire » est davantage analysée à l'échelle locale du quartier ou ilot, voire bâtiment, à la fois pour révéler la « déconnexion » notamment politique avec le reste de la ville, mais aussi pour appréhender les processus de socialisation et stigmatisation [Bacqué, Sintomer, 2002].

L'intérêt de ce regard de la sociologie urbaine française sur le quartier ouvrier réside dans le fait qu'il a donné lieu à une littérature riche sur les processus d'ancrages territoriaux localisés. Ces derniers sont alors abordés sous l'angle de la recherche des ressources sociales dans un milieu urbain identifié, ou encore du sentiment d'appartenance sociale et politique spatialisée dans le quartier. S'ils ne sauraient représenter des équivalents aux contextes mexicains, ces figures de quartiers populaires constituent des bases très pertinentes dans l'analyse des dynamiques des groupes sociaux, des pouvoirs politiques en place et des contextes urbains d'une part, de leur insertion multiscalaire dans la ville d'autre part. Ces dimensions relèvent bien de questionnements similaires au Mexique.

Le problème reste le point de départ de l'analyse, sans cesse articulée entre les trajectoires des habitants d'un côté, les trajectoires des contextes résidentiels de l'autre. Or, gardons à l'esprit la distance entre « quartier populaire » et « quartier des pauvres ». Le flou important autour du mot « quartier » comme de son adjectif qualificatif « populaire » permettent ainsi de faire référence à la fois à l'espace de concentration des catégories fragiles, précaires, à l'espace politique construit autour de cette idée, mais aussi à l'extrême diversité des productions et groupes sociaux résidents qu'elles recouvrent. Comme le met en évidence M.-H. Bacqué [2009, p. 332], les contextes nationaux forgent des figures différenciées des quartiers populaires, liées en France aux grands ensembles ou encore au secteur informel dans les pays dits du Sud [Godard, 1985 ; Valladares, 2007].

Le quartier populaire comme lieu d'ancrage fort

Les travaux de M.-H. Bacqué, Y. Sintomer [2002] et S. Fol [2009, 2010] démontrent, à travers un regard sur la littérature française, anglaise et américaine, le développement de l'approche du quartier populaire par l'analyse des mobilités et ancrages. Ces dynamiques interrogent les effets de la résidence en quartier populaire sur la pauvreté : d'un côté, la localisation en quartier populaire contraint les habitants à sortir de l'isolement social en déployant des mécanismes conduisant à un ancrage territorial marqué, souvent associé à une faible mobilité. Ces faibles mobilités couplées à cet ancrage peuvent être synonymes d'effets négatifs marqués sur les trajectoires sociales et spatiales des individus comme des contextes urbains. Mais d'un autre côté, cet ancrage peut aussi être le révélateur de rapports sociaux originaux, constituant une véritable ressource pour les habitants, non contradictoire avec les mobilités urbaines.

Ainsi, les quartiers populaires peuvent être analysés sous l'angle de l'isolement social et spatial. Étant trop loin et trop dépendants des centres d'emplois, ils « condamneraient » leurs résidents à une mobilité de plus en plus éprouvante. Ils enfermeraient en outre dans la relégation ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas subir cette injonction à la mobilité (double hypothèse du *spatial mismatch*[9]). L'hypothèse des « effets de quartier » – théorisés aux États-

[9] Cette hypothèse renvoie à l'écart entre lieux de résidence et d'emploi du fait de la stigmatisation des populations en fonction de leurs caractéristiques propres, les condamnant au chômage, à une injonction à une mobilité éprouvante ou à un isolement-relégation.

Unis [Marpsat, 1999] et réinvestis en France autour de la politique de la ville[10] – selon laquelle les quartiers populaires isolés socialement et spatialement concentreraient les maux urbains et les alimenteraient en boucle de rétroaction négative, a fait l'objet de riches investigations et de vives controverses scientifiques dans l'analyse de la ségrégation socio-spatiale à l'échelle de la ville [Marpsat, 1999 ; Authier *et al*, 2007 ; Bacqué, Fol, 2007a ; Bacqué, Lévy J.-P., 2009 ; Gilbert, 2011].
Ce regard sur l'espace des catégories populaires dans la ville, au sein de laquelle s'inscrivent des dynamiques d'ancrage particulières, semble pertinent dans notre approche. L'injonction supposée des populations pauvres à rechercher les ressources dans le local a fait l'objet d'une recherche renouvelée en sciences sociales, notamment autour de la participation – politique – issue de mouvements sociaux : de J. Turner [1976] à C. Sanchez [2010] au Mexique, ou encore de H. Lefebvre [1968] à N. Renahy [2010] en passant par M.-H. Bacqué [2005] en France[11].

Sans prétendre appliquer systématiquement les mêmes grilles de lectures, il s'agit ici d'enrichir l'analyse des colonies populaires au regard des correspondances observables dans les contextes français et anglo-saxons. Pour cela, nous présenterons succinctement les apports de l'étude des figures du quartier ouvrier, de la banlieue rouge et du « quartier à problème », dans l'approche des ancrages dans les colonies populaires de Mexico.

L'observation des quartiers ouvriers
Selon une grille d'analyse classique, les quartiers populaires français et américains sont d'abord les quartiers ouvriers. Reposant sur la société industrielle antérieure aux années 1950, une figure de l'urbain populaire comme espace des solidarités d'une classe modeste est alors née en même temps qu'elle disparaissait selon l'analyse de C. Topalov [2003][12]. Auparavant directement assimilé au bidonville (*slum*), le quartier ouvrier se définit dans la littérature autour d'un mythe identitaire profond mêlant l'identité ouvrière, l'identité politique et l'inscription locale. La figure du quartier ouvrier est alors celle d'une communauté d'ouvriers, travailleurs d'une classe opposée à celle des bourgeois, obligatoirement connotée politiquement [2003, p. 215]. Le résultat dans l'espace urbain est alors la formation d'un quartier-village. Mais le principe même de la communauté dans ces quartiers ouvriers est également remis en question par C. Topalov, car élevée en performance construite par les représentations des habitants par rapport au reste de la société [2003, p. 231].
Cette figure s'éteignant, c'est le modèle de la banlieue rouge qui s'affiche comme exemple incarnant les sociabilités spatialisées des catégories pauvres dans l'espace urbain, bouleversé par la construction des grands ensembles dans les années 1950-1960. Dans ces espaces, l'identité locale est de la même manière, fortement liée à l'identité sociale et politique. Les liens territoriaux spécifiques proviennent des rapports étroits entre habitat et travail qui

[10] Les « effets de quartier » ne recoupent pas ce que P. Bourdieu proposait au sujet de « l'effet de lieu », qui, selon l'auteur, doit dépasser la pensée substantialiste du lieu et donne à une réalité sociale un sens particulier selon le lieu où elle s'inscrit [1993b, p. 240].
[11] On peut citer également le numéro 40 paru en 2010 de la revue *Regards Sociologiques* entièrement dédié à la question de la dimension spatiale des ressources sociales, notamment au regard du concept de capital d'autochtonie. Les numéros 144 et 145 de la revue *Espaces et Sociétés* de 2011 retracent une série de questionnements sur les usages populaires de l'espace.
[12] Dans son analyse critique de la notion de quartier ouvrier dans les années 1950-1960, notamment développée autour des travaux d'H. Coing (COING H. [1976]. *Rénovation urbaine et changement social*, Paris, Les Editions ouvrières, 296 p.) et de P. Willmott et M. Young (WILMOTT P., YOUNG M. [1983]. *Le village dans la ville*, Paris, Centre Georges Pompidou). Ces questionnements rejoignent également ceux sur de la culture (ou sous-culture) urbaine, notamment développés par M. Roncayolo [2010-1978, p. 85] sur les formes de solidarités et d'organisation « *même dans les classes les moins favorisées* », et l'entretien d'un patriotisme citadin aux ancrages idéologiques certains.

impliquent une relative stabilité résidentielle et des forts ancrages locaux [Bacqué, Fol, 1997 ; Fol, 2010].
Si la lecture des dynamiques d'ancrage semble pertinente, la grille d'analyse de la banlieue rouge est bel et bien hors de propos pour aborder la périphérie mexicaine, où l'industrialisation – si elle s'est opérée de manière massive – a été insuffisante pour fournir suffisamment d'emplois à une ville en croissance exponentielle. Par ailleurs, l'échiquier politique a été réduit au Mexique à un parti unique pendant 70 ans.

L'observation (de la ruine) des banlieues rouges
Le déclin des banlieues rouges lié à la désindustrialisation apparaît pourtant comme une clef de compréhension du délitement des banlieues populaires françaises. La mobilité résidentielle de départ des catégories populaires qui le pouvaient s'est réalisée vers des zones périurbaines encore plus éloignées de la ville [Berger, 2004, 2008 ; Rougé, 2007], suivant des trajectoires résidentielles où le secteur locatif social est une étape précédant l'accession à la propriété.
Ces quartiers ne sont alors plus directement populaires, mais bel et bien qualifiés par rapport aux trajectoires sociales descendantes des contextes urbains et aux difficultés sociales auxquels ils renvoient. Ils incarnent la « crise des quartiers » : ceux-là sont alors « sensibles », « difficiles », « à problèmes ». Les pratiques sociales et les dynamiques d'ancrage qui s'inscrivent dans ces espaces sont ainsi souvent analysées – et réduites – par le filtre de la déviance, par l'action publique, mais aussi par les catégories populaires elles-mêmes [Ribardière, 2005 ; Kokoreff, 2007 ; Tissot, 2007]. Les dynamiques d'ancrage renvoient alors à un enclavement socio-spatial marqué pour les plus pauvres d'entre eux [Rougé, 2010].
La figure de la nouvelle pauvreté est aussi reprise pour le cas mexicain, alimentant la théorie de la fragmentation socio-spatiale[13], dans un contexte de violence exacerbée, incarnée par le trafic de drogues et les enlèvements, dont les stigmates sont – souvent à tort – portés aux seuls quartiers populaires. L'image du délitement des pratiques sociales internes au quartier populaire laisse aussi la place au Mexique à la montée de l'individualisme et à l'engouement sécuritaire pour la fermeture résidentielle, au sein même de quartiers modestes. La formule simple de H. Vieillard-Baron s'applique alors : « *il n'est pas rare de voir les pauvres se dresser contre les pauvres* » [2001, p. 237].

Du quartier « à histoires » au quartier « à problèmes »
Ainsi, dans le contexte français, les quartiers populaires renvoient à l'appellation générique d'un quartier de concentration des catégories au bas de l'échelle sociale dans l'espace urbain. Mais il fait également écho à des figures spécifiques de la production d'espaces résidentiels. Du quartier ouvrier au grand ensemble de banlieue « sensible » en passant par la banlieue rouge, le quartier populaire est une entité politiquement connotée – inscrite dans une relation « *ambigüe d'autonomie et de dépendance vis-à-vis de l'État providence* » [Fol, 2010, p. 30].

[13] La notion de *fragmentation* a notamment été investie par les géographes dans le cas latino-américain pour désigner une « *discontinuité des lieux dans une logique d'archipel* » [Bret, 2005, p. 388] qui s'opposerait à la notion d'*intégration*. La fragmentation s'inscrit aussi dans une perspective du développement inégal et d'une « *intégration* [sociale, économique, culturelle] *sélective* » [*ibid.* p. 390]. M.-F. Prévôt-Schapira [2005] analyse quant à elle plus particulièrement la triple inscription de la fragmentation urbaine dans les logiques politiques, économiques et sociales. Le creusement des différences observées depuis les profonds changements urbains de la décennie 1980 serait porteur « d'*antagonismes (...) et d'accentuation des séparations de la part des acteurs urbains* » [Rhein, Elissalde, 2004, p. 116]. L'analyse des recompositions urbaines par le prisme de la fragmentation a alors été privilégiée durant les années 2000, car jugée plus opératoire que les schémas de division classique de l'espace urbain à Mexico [Guerrien, 2004 ; Prévôt-Schapira, 2005]. Voir également sur ce sujet le numéro de la revue *Esprit*, n° 258 en 1999, à propos du débat proposé par J. Donzelot autour du thème « Quand la ville se défait », ainsi que la synthèse internationale établit par C. Bénit *et al* [2007].

Or, l'acception la plus englobante, en France comme au Mexique doit évidemment renvoyer à la grande diversité du peuplement de ces quartiers. La lecture ne doit pas uniquement porter sur la fragmentation ou la « sécession »[14], incarnant le renforcement des inégalités à l'échelle des quartiers. Quartiers ouvriers, banlieues rouges ou colonies populaires ne sont plus à appréhender de la même manière qu'au moment de leur fondation, comme des modèles de contre-société – de la classe ouvrière pour les uns, de l'illégalité pour les autres – ni par le seul filtre de la paupérisation, de l'anomie et de la violence.
La figure du quartier populaire français, si elle se différencie fortement de celle de la colonie populaire par son histoire ouvrière et par ses modes de production, peut tout de même constituer un point de comparaison dans ses traits communs à la figure mexicaine concernant l'analyse des formes d'ancrage territorial, et l'émergence d'une identité de quartier forgée autour d'organisations sociales actives (syndicats, partis, associations). Toutefois, la démarche comparative entre quartiers populaires français et colonies populaires mexicaines s'arrête là, les mécanismes de l'informalité étant au cœur des secondes.

Ainsi, les colonies populaires renvoient à un des multiples visages du quartier populaire à la française marqué par des dynamiques d'ancrage et des formes d'organisation collective spécifiques, mais s'en distinguent dans le sens où elles sont également communément associées à une autre figure urbaine majeure et commune aux pays du Sud : le bidonville. Or, ce serait un abus de langage et une traduction trop rapide – même si elle est souvent opérée dans la littérature internationale – de réduire la colonie populaire à l'un ou à l'autre.
Nous avons ainsi démontré que la colonie populaire s'avère être un quartier populaire au sens large et premier du terme, à analyser comme le lieu de la pauvreté – mais pas uniquement – et comme le lieu de l'ancrage territorial potentiellement fort – sans tomber dans l'écueil d'une mythification autour des concepts de solidarités et de socialisations en quartier populaire. Complexe et hétérogène, la colonie populaire peut enfin être lue relativement aux états et processus par lesquels elle semble définie dans l'espace périphérique de la ville de Mexico : la marginalité, sociale, spatiale, et juridique.

2.2. Des espaces marginaux[15] ? Lecture par les états et processus

S'interroger sur la notion de marginalité permet d'approcher les spécificités des quartiers populaires de la périphérie de Mexico et leurs dynamiques d'évolution, dans la mesure où ce concept s'est forgé autour de l'objet en question pour désigner ces espaces urbains comme ceux des pauvres. Mais le terme pose un lourd problème de traduction et l'on ne saurait utiliser indistinctement les termes marginalité et *marginalidad* et *a fortiori*, ceux de *marginalidad* et pauvreté. La question de la traduction des modes de désignation des formes de pauvreté a été remarquablement traitée par D. Fassin [1996]. Dans son analyse bibliographique sur l'exclusion française, l'*underclass* nord-américaine et la *marginalidad* latino-américaine, l'auteur met en avant les différences dans les fondements théoriques, les représentations de l'espace social et les utilisations pratiques – par l'action publique

[14] On pense ici à la ville à trois vitesses de J. Donzelot [2004], ou au « ghetto » d'E. Maurin [2004] observant le séparatisme de classe s'incarner dans l'espace par le renforcement de la ségrégation et la paupérisation des quartiers populaires.
[15] Ce sous-chapitre a fait l'objet d'un ensemble de réflexions menées avec Antonine Ribardière en 2012 et d'une étude sur les colonies populaires comme espaces de la marginalité. Ce travail a abouti à une communication au colloque de l'Union Géographique Internationale à Cologne au sein de la commission « Interpretations of marginality » [Ribardière, Valette, 2012].

notamment – entre ces notions fortement ancrées dans les contextes politiques et intellectuels nationaux dans lesquels elles sont nées – ancrage qui rend leur exportation rare et délicate.
Au Mexique, dans le champ de l'action publique contemporaine, la marginalité renvoie à deux dimensions distinctes. D'une part, la définition de *marginación urbana* adoptée par le CONAPO, est mise en place pour établir les programmes officiels de développement économique et social sur un référentiel spatial [CONAPO, 2009, 2012]. D'autre part, le concept de *pobreza* autour des recherches du *Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social* (CONEVAL – Conseil National d'Evaluation de la Politique de Développement Social) cherche à cerner les situations de pauvreté à l'échelon des individus et des ménages [CONEVAL, 2009]. Or, ces deux concepts, qui ont donné lieu à la construction d'indices pour évaluer un ensemble de dimensions de la pauvreté, se présentent en arsenal opérationnel pour les politiques d'actions publiques, et semblent trouver leurs racines dans la large théorisation autour du concept latino-américain de *marginalidad*.

2.2.1. La question de la marginalité

Il existe un intérêt certain à aborder les colonies populaires à partir de la notion de *marginalidad*, forgée pour décrire la croissance urbaine sous la forme de ces types de peuplement. Il s'agit de la « rhétorique incantatoire » ou du « paradigme totalisant » de la recherche urbaine latino-américaine portée sur les bidonvilles, pour reprendre les mots d'E. Henry et C. Sachs-Jeantet [1993, p. 309-317]. Un tel constat conduit à questionner le lien entre marginalité et colonie populaire.
Deux autres formes de marginalité relèvent de la colonie populaire, que les indices statistiques ne sauraient prendre en compte. L'une, spatiale, renvoie à leur situation périphérique et à leur mauvaise connexion aux réseaux au moment de leur urbanisation. L'autre, foncière, renvoie au statut irrégulier de l'occupation du sol. Cette précarité foncière revêt une dimension politique forte : d'une part, sans titre de propriété, les résidents se voient potentiellement privés de l'accès aux droits civiques et d'autre part, les processus de régularisation foncière et physique nécessitent de s'inscrire dans des jeux de clientélismes à différents niveaux[16].

Marginalité, marginality, marginalidad
La conceptualisation autour de la notion de marginalité est forte. Ce concept s'est forgé autour de l'étude des espaces urbains pauvres dans les villes latino-américaines et revêt ainsi une pertinence toute particulière dans l'approche des vulnérabilités sociales, économiques et politiques, dénominateurs communs de l'étude de la marginalité urbaine. Se pose alors une difficulté majeure : celle de la traduction et de la polysémie des termes de marginalité et pauvreté appliqués à l'espace urbain.
Les rapports des institutions internationales comme ceux de l'Organisation des Nations Unies (ONU) témoignent de cette difficulté à adopter un langage commun quant à cette notion. Alors que Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) mentionne dans ses versions françaises et anglaises, au sujet des individus, des groupes « marginaux » ou

[16] Nous reviendrons sur cette notion complexe en deux temps : d'abord, lors de la présentation du contexte politico-juridique en chapitre 6, puis lors de l'étude des processus de régularisation des quartiers en chapitre 10. Une définition première du terme renvoie à la recherche d'une influence politique moyennant des procédés démagogiques, comme l'attribution ciblée de privilèges à une « clientèle » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 454]. Comme le montre R. Coulomb [2002, p. 247] dans sa relecture des travaux d'A. Gilbert et P. Ward [1985], si le retrait massif de l'État dans la gestion urbaine, combiné à une modernisation progressive de la bureaucratie liée à la transition démocratique des années 1990-2000, semble remettre en question cette logique, le « *conditionnement de la satisfaction des demandes sociales à des pratiques d'adhésion* » politique reste « *une caractéristique de l'urbanisation populaire depuis plusieurs décennies* ».

« marginalisés » dans une acception extrêmement englobante – le parallèle est fait avec les femmes [PNUD, 2011, p. 72] –, la version espagnole entérine une dimension plus spatiale du terme en abordant les *barrios marginales* [2011, p. 65]. Cette dernière prise en compte de « quartiers marginaux » témoigne d'une conceptualisation plus marquée de la *marginalidad* en lien avec l'habitat et l'espace urbain.
Le rapport français de l'Organisation des Nations Unies ONU-Habitat mentionne, quant à lui, la « marginalisation » comme une distance au « courant dominant » de la société urbaine [UN-Habitat, 2011, p. 54] au sujet des bidonvilles et des groupes sociaux y résidant. Ce rapport rend également compte d'une marginalité synonyme d'extrême pauvreté, de minorité ou encore de groupes exposés à une plus forte vulnérabilité, à une exclusion sociale liée à un manque d'interactions sociales [2011, p. 84]. Même si la « marginalité » semble recouvrir un panel complexe et divers de vulnérabilités sociales, négativement connotées et parfois proches de la déviance – criminalité notamment [2003, p. 9 ; 2011, p. 84] –, le concept est toutefois mobilisé lorsqu'il s'agit de convenir que les bidonvilles ne sont plus des « *quartiers marginaux (...), mais une forme dominante de l'urbanisation* » dans beaucoup de villes [UN-Habitat, 2007, p. 14].

Dans la littérature scientifique française, et en particulier en sociologie, la *marginalité* a été rattachée aux études sur la déviance, embrassant un panel mobile et transversal de groupes sociaux minoritaires et d'individus « périphériques », « inadaptés » aux normes de la société et en marge du discours public. C'est ainsi que S. Paugam [2005] a développé le concept de « pauvreté marginale » où le « pauvre » renvoie à un groupe social stigmatisé, mais résiduel.
À partir des années 1990, la pauvreté urbaine est davantage désignée *via* le concept d'exclusion[17]. Les études sur la grande pauvreté tendent aussi à questionner le concept de « ghetto urbain » [Maurin, 2004 ; Lapeyronnie, 2008 ; Gilbert, 2011] pour désigner les banlieues les plus sensibles qui, de la même manière que dans le ghetto noir nord-américain[18], comprendrait (entre autres) la dimension raciste dans les processus de relégation socio-spatiale, mais aussi l'émergence de contre-espaces sociaux[19]. Loïc Wacquant utilise quant à lui le concept de la « marginalité avancée », qui, au-delà des processus de déclassement et d'inscription des relations sociales dans un contexte historique national, cherche à appréhender l'importance de l'espace. En effet, l'auteur observe la formation de « *territoires isolés et clairement circonscrits, de plus en plus perçus, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, comme des lieux de perdition — à la manière de friches urbaines ou de « cours des miracles » de la ville postindustrielle que seuls fréquenteraient les déviants et les déchets de la société* » [Wacquant, 2006, p. 33].
Au final, même si les travaux de L. Wacquant intègrent une dimension territoriale, ce n'est pas au travers de la notion de marginalité que l'on saisit la pauvreté urbaine en France.

Au sujet de l'Amérique latine
Si la figure du paria, différente de celle de l'exclu [Wacquant, 2007], est au cœur de l'acception française de la *marginalité*, une démarche comparative internationale tente aussi de croiser les expériences de grande pauvreté urbaine, notamment en questionnant et

[17] S. Déry [2005] distingue l'exclusion de la marginalité dans le sens où la relation de « mise à la marge » suppose une certaine intégration au système que l'exclusion ne peut pas revêtir. B. Lautier [2006, p. 17] distingue les deux notions par l'imprégnation en géographie des valeurs des autres sciences sociales et du sens commun de la marginalité, notamment au travers de connotations morales, le « marginal » étant réduit à la déviance, et l'exclu à la position de victime.
[18] Le débat porte surtout sur la transposition du concept de « ghetto urbain » de l'Amérique du Nord à la France.
[19] La marge socio-spatiale, plus qu'espace de relégation, se définirait davantage à partir de marqueurs de différenciation sociale (pauvreté, identité, isolement) [Montagné-Vilette, 2007]. Par ailleurs, ces situations de carences ne renvoient pas automatiquement à la figure de la marge [Sierra, Tadié, 2008].

traduisant le concept latino-américain de marginalité urbaine[20]. Cette expérience latino-américaine est notamment incarnée dans le numéro 3 de la revue *Espaces et Sociétés* en 1971 où publient entre autres Manuel Castells, Milton Santos et Anibal Quijano sur les questions de la théorie de la dépendance. Si les deux premiers analysent l'urbanisation du continent, A. Quijano traite la question de la marginalité urbaine dans les quartiers populaires périphériques des grandes villes. Pour le cas particulier de Mexico, H. Munoz Garcia, O. de Oliveira et C. Stern analysent les spatialisations marginales des migrants ruraux vers la capitale mexicaine [1971].

La marginalité urbaine – comme traduction directe de la *marginalidad* de la théorie de la dépendance – donne d'abord une lecture de la ville latino-américaine comme un espace fragmenté, où ce que l'on nomme les marges urbaines renvoie systématiquement au dualisme de villes fortement ségréguées, dont les périphéries sont l'expression spatiale de l'exclusion sociale, de l'isolement spatial et de la stigmatisation institutionnelle. La marginalité se forge ainsi dans un rapport à l'emploi, à la protection sociale, à la citoyenneté et au clientélisme qui conduira à une superposition voire confusion avec un autre concept phare du discours scientifique et politique : celui de l'informalité [Lautier, 2006]. Cette posture laisse peu à peu place dans la géographie française à un positionnement refusant la stigmatisation « compatissante ou non » [Giraut, Rochefort, 2006, p. 16] envers des figures de la ville fragmentée.

Pour ce qui est de la littérature latino-américaine, les années 2000 sont marquées par la déconstruction de la notion polysémique de marge et la nécessité de prendre en compte deux dimensions majeures : d'une part, l'inclusion des marges urbaines par rapport à une relation au centre comme base de leur définition ; d'autre part, leurs rapports à des dynamiques hybrides et originales souvent liées à l'informalité, complexes et contradictoires.

La marginalité est alors réinvestie dans les travaux de V. Baby-Collin dans les cas vénézuéliens et boliviens [2000 ; 2005] où l'auteure analyse les pratiques citadines des habitants des quartiers « marginaux », qui par leur insertion dans les circuits de mobilités urbaines multiples, développent des compétences, nuançant la thèse de la marginalité comme mise à l'écart des populations résidentes de ces espaces. De la même façon, plutôt que d'investir le champ de la fragmentation urbaine, C. Pujol [2010] analyse la marginalité à Rosario et Montevideo comme un cadre politique et scientifique à partir duquel se développent des expériences citadines et citoyennes remettant en question la lecture classique des « marginaux ». Dans le cas de Managua, S. Hardy [2008] analyse également la marge comme le lieu de rapports socio-spatiaux intenses avec le reste de la ville, même si la construction territoriale de la marge n'est pas exempte de reproduction de micro-ségrégations.

Les revues *Tiers Monde* en 2006 et *Autrepart* en 2008 consacrent un numéro entier au thème de la marge urbaine[21] et fournissent un ensemble de réflexions – dont la majorité porte sur des cas latino-américains – sans toutefois définir clairement la notion en français. Celle-ci semble encore très liée à celle de *marginalidad*, toujours employée sur le continent latino-américain dans la dichotomie centre/périphérie. En dehors de ce lieu, les études françaises tendent de plus en plus à adopter une acception large du terme de marginalité devant sans cesse être nuancé par son rapport à un « centre », du moins au reste de la société [Déry, 2008], rejoignant alors l'acception anglo-saxonne.

Marginality *anglo-saxonne*

La *marginality* renvoie généralement à une conceptualisation plus large et plus englobante que la *marginalité*, car elle recouvre une réalité très vaste, relative à une vulnérabilité, sociale, économique, politique, spatiale. Cette acception rejoint les approches multidimensionnelles de

[20] Voir les travaux et séminaires de l'EHESS autour de M. Kokoreff « Sociologie de la marginalité urbaine ».
[21] *Revue Tiers Monde*, n° 185, 2006 et « La ville face à ses marges », *Autrepart*, n° 45, 2008.

la pauvreté. Si la *marginality* au sens de G. Gurung, M. Kollmair [2005] et S. Déry [2005] peut recouvrir des configurations très diverses, l'inscription urbaine de la *marginality* trouve écho dans une remise en question des logiques spatiales de la mondialisation et son corollaire urbain la métropolisation (facteurs aggravant les inégalités et les obstacles aux dynamiques d'intégration). C'est dans cette acception large que S. Déry [2005 ; 2008] inscrit la *marginality* dans le territoire et interroge l'échelon géographique d'observation. Mais les travaux spécifiques à *l'urban marginality* se rapprochent des travaux développés par L. Wacquant autour de la notion de « marginalité avancée », mettant en avant les processus de déclassement et d'exclusion de certaines franges stigmatisées de l'espace urbain dans les pays industrialisés (banlieues, ghettos), tout en différenciant les logiques nord-américaines et européennes [Wacquant, 1999].

2.2.2. Marginalité et quartiers populaires périphériques latino-américains

La *marginalidad* a ainsi donné lieu à une forte théorisation depuis les années 1970 et a émergé dans le discours scientifique et politique comme caractéristique de la société latino-américaine, celle-ci subissant alors une urbanisation massive par afflux des populations rurales vers les pôles urbains, dans des contextes économiques nationaux globalement défavorables, du moins insuffisants pour absorber une telle croissance. Les travaux de Larissa Lomnitz, sur les stratégies de survie par les sociabilités tissées au sein de la famille et du quartier précaire au Mexique, ouvrent notamment la voie[22]. La *marginalidad* replace alors l'Amérique latine dans le déséquilibre des relations Nord-Sud en s'inscrivant dans la théorie marxiste – de l'incapacité des économies du Tiers-Monde à faire une place à leur « masse marginale » issue de leur surpopulation relative – et dans celle de la dépendance, où les déterminations des situations de pauvreté seraient principalement extérieures aux pays concernés [Castells, 1971 ; Fassin, 1996 ; Lautier, 2006].
Le concept rejoint également l'écologie urbaine de Chicago et offre ainsi de nouvelles entrées de lecture des quartiers populaires. Premièrement, la prise en compte de la *marginalidad* renvoie à la mise à l'écart des équipements, notamment urbains[23]. Deuxièmement, elle est une entrée pour lire l'inscription dans l'espace urbain des migrants ruraux qui affluent massivement vers les villes. Ces derniers, au sein d'une analyse culturaliste de la pauvreté urbaine, peuvent renvoyer à la figure du *hobo* de N. Anderson ou de l'*outsider* de H. Becker qui ont fortement marqué l'approche latino-américaine de la pauvreté urbaine [Fassin, 1996, p. 56]. Enfin, le ciblage par les autorités de la catégorie des « pauvres » – selon l'approche proposée par G. Simmel[24] – accompagne une politique globale de lutte contre la « désintégration sociale » [Schteingart, 2001a, p. 15] – fruit de l'exclusion des pauvres en marge physique de la ville et en marge du cadre normatif de l'accès au logement urbain.

---

[22] Voir notamment l'ouvrage LOMNITZ L. [1975]. *Como sobreviven los marginados*, Siglo XXI, 229 p. cité par C. Pujol [2010].

[23] D. Fassin parle des espaces périphériques populaires comme de la « réalité spatiale » dans laquelle s'incarne la notion de *marginalidad* [1996, p. 57]. L'approche des espaces centraux par cette grille de lecture est alors théoriquement impossible – et ce, même si ces derniers ne sont pas épargnés par la pauvreté (on pense par exemple aux *vecindades*) –, car le poids démographique, la visibilité, et les représentations majoritaires tendent à mettre davantage en lumière les périphéries.

[24] L'identité et le statut de pauvre renvoient alors à sa relation – d'assistance – avec le reste de la société. Cette lecture diffère des catégorisations de la pauvreté obtenues au moyen de mesures statistiques : « *on est pauvre parce qu'on est secourus* » [Ribardière, 2005, p. 70]. « *Ce n'est qu'à partir du moment où ils sont assistés (...) qu'ils [les pauvres] deviennent membres du groupe caractérisé par la pauvreté. Ce groupe ne demeure pas uni par l'interaction de ses membres, mais par l'attitude collective, que la société, en tant que tout, adopte à son égard* » in SIMMEL G. [1998 – 1907]. *Les Pauvres*. Réédition 1998. Coll "Quadrage". PUF. Une telle approche est ainsi qualifiable d'« institutionnelle » [cité par Ribardière, 2005].

Approche théorique. Des concepts distincts : marginalidad, marginación, pobreza *au Mexique*
La *marginalidad* est un concept qui analyse la société et les pauvres à l'échelon de l'individu, dans un rapport à la « modernité », les marginaux étant ceux qui n'ont pas accès à la « modernité » [Cortés, 2002, p. 11]. Sa théorisation a été développée en particulier autour des travaux du groupe de recherche *Desarrollo Social para América Latina* (Desal – Développement social pour l'Amérique Latine) dans les années 1960[25]. Selon Fernando Cortés [2002, p. 12], le *Desal* entend principalement le concept dans le contexte urbain et se propose une lecture proche de celles conduites dans le cadre de l'École de Chicago mettant en avant cinq dimensions d'appréhension des « marginaux » : « écologique » par les conditions de logement favorables à la reproduction sociopsychologique, économique, politique, et culturelle. Or, les marginaux (*marginales* ou *marginados*) peuvent renvoyer aussi à des groupes comme les Indiens ou les ruraux. La lecture spécifiquement urbaine de la *marginalidad* qui est celle du *Desal*, amène à la théorisation d'un concept plus englobant[26], permettant une lecture non uniquement des individus, mais aussi des espaces. Ainsi, dans l'indice de *marginación urbana* du CONAPO, c'est bel et bien aux espaces résidentiels, aux lieux, auxquels il est fait référence, et non plus directement aux personnes.

La *marginación* agrège les individus aux différents échelons possibles (entités fédératives, municipalités, localités, *ageb*) afin de constituer des groupes sociaux repérables par rapport à leur contexte résidentiel. Ce concept se présente comme plus opérationnel dans l'appréhension et la lutte officielle contre la pauvreté par les organismes étatiques. Il s'attache à mesurer les caractéristiques empiriques de la pauvreté, plus qu'à identifier ses causes structurelles – objectif de la *marginalidad* [Connolly, 2006, p. 439]. Le repérage des « espaces marginaux » permet ainsi la mise en œuvre des programmes étatiques.
Signalons que ces espaces ne sont pas exclusivement urbains : nous focaliserons ici sur la *marginación urbana.* L'indice de *marginación* a pour but direct d'être un outil d'aide à la décision et d'application de ces politiques sociales [Salcedo, 2008 ; CONAPO, 2009, p. 9]. Ce faisant, en caractérisant des lieux et non plus des individus, la *marginación* semble exposée aux critiques de l'erreur écologique – en ce qu'elle assigne un profil social à un espace. Ce concept, s'il ne se confond pas avec celui de *marginalidad*, se rapproche de la pauvreté au sein des grandes institutions.

Comme le soulignent F. Cortés [2002] et P. Connolly [2006], la frontière est floue entre *pobreza,* voire *exclusión* et *marginación*. La pauvreté est plus exhaustive et recouvre une réalité plus large que la *marginación.* Ainsi, dans les travaux de J. Boltvinik ou du

[25] Le *Desal* s'inscrit dans les objectifs du CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine). Cette commission des Nations Unies, fondée en 1948, avait pour objectif d'aider les gouvernements latino-américains à promouvoir leur économie et à élever le niveau de vie des populations. La conception cépalienne du développement passait par l'incitation à la substitution aux importations, une intégration régionale et des mesures protectionnistes sectorielles afin de corriger les asymétries du marché mondial. Ce modèle sera profondément remis en question au moment des plans d'ajustement structurel des années 1980 avec les injonctions des institutions financières internationales pour le retrait de l'État des politiques économiques et sociales [Bey, 2008 ; Musset, 2010a]. C'est dans ce contexte « post-décennie perdue » qu'il faut analyser la théorisation de la marginalité et de la pauvreté, par et pour les discours politiques et les dispositifs de lutte durant les années 1990 à 2000.

[26] M. Schteingart [2001a, p. 16] souligne le glissement sémantique, épistémologique et politique ayant eu lieu depuis le concept de *marginalidad* jusqu'à celui de *pobreza*. Ce dernier se réfère plus directement aux pratiques de consommation individuelle et/ou collective d'un ensemble de biens et services fournis par le marché ou l'État, et donc à une catégorie faisant écho à des préoccupations plus « en phase » avec celles des sociétés latino-américaines des années 1980. Cette lecture plus « pragmatique » – mais pas moins politique – a participé à délaisser la notion marxiste de *marginalidad* et ses lectures de la société en division sociale par le marché du travail, les formes de production et les hiérarchies de pouvoir.

CONEVAL, des indicateurs monétaires sont pris en compte en plus des indicateurs de *marginación* [Damián, 2008]. Les indices de pauvreté – nombreux – correspondent à un degré opérationnel plus fin que celui de la *marginación,* en cernant l'échelon individuel ou du ménage.

Retenons ainsi de manière générale que la *marginalidad* fait référence aux individus, urbains, pour qui l'accès à la « modernité » est problématique. La *marginación* constitue elle un concept opérationnel appliqué à l'espace résidentiel, en milieu rural ou urbain et a donné lieu à la création d'un indice spécifique. La *pobreza* quant à elle décrit les ménages – urbains ou ruraux – appréhendés de manière multidimensionnelle (revenus, nécessités basiques insatisfaites).

Approche « institutionnelle » : des indicateurs opérationnels

Le concept de *marginalidad* fournit une grille de lecture pour appréhender l'identification officielle par l'État mexicain des catégories les plus fragiles sur les quatre dernières décennies. Il a en effet servi de base à l'élaboration progressive des principaux programmes sociaux de lutte contre la pauvreté depuis plus de 30 ans : *Pronasol*, *Progresa Oportunidades* et *Seguro Popular* en sont quelques exemples récents[27].

Forgée autour de la Révolution, la lutte contre la pauvreté fait partie du fonctionnement populiste du système politique mexicain : J. Lopez Portillo lance en 1976 un programme ciblant pour la première fois la catégorie des *marginados,* le *Coplamar* (*Coordinación general del plan nacional de zonas pauperizadas y grupos marginados*) destiné aux régions les plus pauvres du pays [COPLAMAR, 1982], et visant par-là des populations plus rurales. Au début des années 1980, le COPLAMAR établit ainsi les bases d'une première géographie de la marginalité au Mexique [Bey, 2008 ; Gutierrez, Gama, 2010]. L'identification des « pauvres », outre l'aspect clientéliste électoraliste et politicien qu'il contient, passe par une légitimation statistique, officialisée à partir de la fin des années 1980, dans un contexte de difficultés sociales exacerbées par les plans d'ajustement structurel mis en vigueur après la crise de la décennie[28].

Basés sur des critères socio-économiques statistiques[29], ces programmes « *territorialisés et individualisés* » [Bey, 2008, p. 887] sont remis en question du fait de leur capacité à forger un groupe social identifié comme « pauvre » et/ou « marginalisé ». Les indicateurs statistiques

[27] Le *Pronasol* (*Programa Nacional de Solidaridad* – programme national de solidarité) a permis entre autres la régularisation massive de titres de propriété irréguliers au Mexique entre 1988 et 1994. *Progresa – Oportunidades* (*Programa Educación Salud y Alimentación*) est un programme de soutien des ménages les plus pauvres par l'aide alimentaire, l'accès aux soins et à l'éducation depuis 1997. *Seguro Popular* est un programme d'accès à la protection sociale et sanitaire destiné aux bas revenus, chômeurs ou travailleurs indépendants, particulièrement dans les « *zones 'marginales', rurales et indigènes* » [Secretaría de Salud, 2012]. Pour une vision plus précise des programmes sociaux – autrement dit, les transferts monétaires conditionnés (bourses d'aide délivrée sur un ensemble de critères d'attribution – au Mexique (conditions, bénéficiaires, services et résultats) et du rôle de l'État à la fois dans l'identification de la pauvreté et dans ses stratégies de lutte, voir entre autres les travaux de Marguerite Bey [2008], Soledad Salcedo [2008], Bruno Lautier ([1998], « Pauvreté et politiques de la pauvreté au Mexique », *in* Poulin R. et Salama P. (dir.), *L'insoutenable misère du monde. Économie et sociologie de la pauvreté,* Hull, Ed. Vents d'Ouest, pp. 159-211) ou encore Felipe Hebia de la Jara ([2009]. « De Progresa a Oportunidades, efectos y límites de la corriente cívica en el gobierno de Vicente Fox ». *Sociológica*, n° 70, pp. 43-81) et la récente thèse de sociologie de M. Ceballos soutenue en 2012 (*Le "détour du social" et les programmes de transferts monétaires conditionnés en Amérique latine : les cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Mexique*).

[28] Le contexte de la « décennie perdue » – amorcée après la crise de 1982 (défaut de paiement de la dette extérieure mexicaine et dévaluation du peso) – participe aussi à l'identification des causes structurelles de la *marginalidad* extérieures à la Nation et inscrites dans la distorsion des relations Nord-Sud à l'échelle mondiale.

[29] Basés sur les méthodes des institutions internationales telles la Banque Mondiale. Les indicateurs de l'INEGI retenus sont précisés dans CONEVAL [2007, p. 20].

restent pourtant à la base des nouvelles mesures de la pauvreté au Mexique. Dans les années 1990, les travaux d'A. Sen, du PNUD et de Julio Boltvinik – entre autres – appréhendent la pauvreté dans cette optique et contribuent à redéfinir les indices de mesures socio-économiques en termes de *capabilités* (*capacidades*), notamment au travers de la Méthode de la Mesure Intégrée de la Pauvreté, qui répond aux limites du seuil de pauvreté [Boltvinik, 1995, 1996 ; Boltvinik, Damián, 2001 ; Boltvinik, Hernandez, 1999 ; Damián, 2010].

Les dimensions multiples de la pauvreté au Mexique ont ainsi fait l'objet d'indices : celui du CONAPO, établi dans les années 1990 et directement inspiré des méthodes du PNUD de l'époque, et celui du CONEVAL (*Consejo Nacional de Evaluación de la Política del Desarrollo Social*) créé dans les années 2000.

D'un côté, l'indice du CONAPO révèle un intérêt particulier dans l'approche des colonies populaires à Mexico en ce qu'il focalise sur l'espace urbain et aborde de front la *marginación urbana*. En sélectionnant des indicateurs en fonction de leur pertinence dans un contexte urbain, le CONAPO tend à décrire un profil de population caractérisé globalement par des conditions de vie insuffisantes et aux capacités et options de vie limitées [CONAPO, 2005, p.14 ; 2012, p. 12]. Le discours autour de cet indice pointe les carences qui sont mises en avant comme autant de risques et de limites aux potentialités de développement des familles mexicaines. Héritier du COPLAMAR des années 1980, l'indice de *marginación* permet dans les années 1990 une mesure de la pauvreté aux différents échelons proposés par le recensement mexicain : entité fédérative (État fédéré ou DF), municipal, localité, puis, dans le contexte intra-urbain, l'*ageb*[30] [CONAPO, 1993].
Cet indice est présenté comme un outil opérationnel de planification dont la conceptualisation, la réalisation et l'application sont destinées au renforcement des programmes sociaux de l'État mexicain pour les populations urbaines souffrant de carences[31], tant en termes de logement que d'accès aux services de base. Sont explicitement mis en lumière les quartiers irréguliers (d'un point de vue foncier) « *en périphérie des villes et dans des zones non urbanisables* » [CONAPO, 2005, p. 11] : ceux-là recouvrent entre autres les zones urbaines identifiées comme *barrios*, villages, *colonias* et dans une moindre mesure les grands ensembles de logement social. Les quatre dimensions de la *marginación* que tente de cerner le CONAPO englobent la santé, l'éducation, le logement et l'équipement. Ces dimensions sont appréhendées par une dizaine de variables du recensement (légèrement différentes selon l'échelon), censées dépasser la simple approche monétaire de la pauvreté (soit en termes de salaires, soit en termes de PIB/hab.)[32].

D'un autre côté, l'indice de *pobreza* ne se limite pas non plus à une approche monétaire : le CONEVAL mesure ainsi la pauvreté selon deux dimensions quantifiées par le recensement et

[30] Le premier indice de *marginación* au niveau de l'a*geb* ne sera réalisé qu'en 2000, le précédent (1995) ne poussant la précision qu'au niveau de la localité.
[31] Dans le sens où elles peuvent mettre en jeu la qualité de vie et l'intégrité physique des personnes (santé, sécurité) ou de leur patrimoine [CONAPO, 2005, p. 11].
[32] Ainsi, en 2010 (comme en 2005), l'IMU (Indice de Marginalisation Urbaine ou *Indice de marginación urbana*) a été calculé à l'échelon des *agebs* à partir de : la part des enfants non scolarisés âgés entre 6 et 14 ans, la part des plus de 15 ans n'ayant pas terminé leurs études secondaires, la part de la population sans couverture sociale, la part des enfants morts chez les femmes âgées de 15 à 49 ans, la part des logements sans adduction d'eau dans le logement, ceux sans assainissement, ceux sans toilettes avec chasse d'eau, ceux avec un sol en terre battue, ceux en état de suroccupation, et ceux ne disposant pas d'un réfrigérateur. Au niveau des localités, a été rajoutée la part des logements non connectés à l'électricité [CONAPO, 2005, Annexe C ; CONAPO, 2012, p. 12].

une enquête spécifique[33] : « revenus » recouvrant sécurité alimentaire, patrimoine, capacités d'une part, et « retard social »[34] d'autre part [CONEVAL, 2005, 2009].
La proximité de ces mesures opérationnelles peut être soulignée. D'une manière générale, ces deux indices ont conduit peu à peu à une cartographie de la pauvreté/marginalité, qui sert de base géographique à la sélection des localités concernées par les programmes sociaux. M. Bey [2008, p. 888] montre qu'un programme comme *Progresa* s'est notamment basé sur la classification des localités par l'indice de *marginación* du CONAPO.

La *marginalidad* a ainsi été forgée comme paradigme pour désigner les réalités sociales des quartiers informels en périphérie, communément appelée *colonias populares*. Au carrefour entre pauvreté, informalité, exclusion, stigmatisation et réponses originales à ces états de privation, la marginalité s'est érigée en « *objet transitionnel entre la théorie et la pratique* » opérant comme « *mythe fondateur de la recherche urbaine latino-américaine sur les bidonvilles* » [Henry, Sachs-Jeantet, 1993, p. 321], et ce, même si l'aspect a priori « marginal » du phénomène en vient à renvoyer à une réalité majoritaire dans la ville mexicaine.
D'une manière générale et opérationnelle, les colonies populaires peuvent être décrites comme le lieu de la marginalité urbaine entendue comme *marginación urbana*. L'indice de *marginación* vise en périphérie les *colonias populares*, sans que cette spatialisation puisse être considérée comme exclusive [CONAPO, 2009, p. 11]. Si la pertinence du concept de *marginalidad* et sa proximité avec celui de pauvreté multidimensionnelle semblent établies, il s'agit maintenant de voir comment s'opère la différenciation de l'espace urbain, du point de vue de la dimension foncière, ou du moins juridique, de la marginalité.

2.3. Une marginalité majoritaire : informalité et hétérogénéité des colonies populaires

La colonie populaire désigne des espaces urbains nés d'une production de logements au sein de ce qu'il est commun d'appeler la production informelle. Or, à Mexico comme dans la plupart des métropoles du Sud, cette situation est loin d'être anecdotique… ou marginale. Dès 1968, J. Turner évalue la part des logements « clandestins » à Mexico à 40 % [1968, p. 354][35]. Entre 1930 et 2000, E. Duhau et A. Giglia [2008] estiment que 71 % des habitants vivent dans des espaces urbanisés de manière informelle (lors de la fondation et/ou toujours en situation irrégulière à l'heure actuelle).
Dans le paysage urbain, cette informalité se matérialise concrètement sous la forme de « colonies populaires » ou dans des villages périphériques intégrés ou non au reste de la ville. Ses caractéristiques renvoient à des conditions de vie urbaine difficiles sous plusieurs aspects : irrégularité du statut foncier, caractère précaire des constructions – pouvant souvent relever de l'autoconstruction –, manque de services de base et d'équipements urbains, et inscription dans la durée des dynamiques d'amélioration. Ces caractéristiques renvoient à

[33] Enquête ENIGH de l'INEGI (*Encuesta Nacional del Ingreso y Gasto de los Hogares* – Enquête nationale sur le revenu et les dépenses des ménages).
[34] Cet indicateur (retard social) censé évaluer le caractère multidimensionnel de la pauvreté est construit de manière similaire à l'indice de *marginación* [CONAPO, 2005, 2010, 2012] : les variables du recensement sont sensiblement les mêmes à l'exception d'un indicateur d'équipement (lave-linge) et d'un indicateur d'éducation (adultes avec niveau d'éducation inférieur à 9 ans d'école) [CONEVAL, 2007 ; 2010, p. 3].
[35] Dans les années 1970, la moitié de la population de Mexico vivait en *colonias populares*, sur 64 % de la surface urbanisée, et près de 65 % de la population résidait dans une forme d'urbanisation irrégulière [Connolly, 2008a, p. 149].

trois dimensions principales de l'habiter – comme relation fonctionnelle entre habitant et habitat[36] (ici plus difficile qu'ailleurs) dans la ville : la localisation (périphérique), la tenure (irrégulière) et le confort (précaire).
Les formes de cette production urbaine sont l'incarnation physique dans la ville de la réponse aux différentes et successives « crises du logement »[37] et de l'exclusion sociale des plus pauvres des circuits légaux d'accès au logement – notamment par leur impossibilité de bénéficier des programmes de crédits [Tomas, 1995]. La figure de l'irrégularité foncière ou – traduction de l'anglais *informal* – ou de l'informalité foncière tisse un lien fort entre pauvreté, précarité des installations, légalité et pluralité des systèmes juridiques de gestion foncière. Ces dimensions renvoient également aux filtres de lectures de la colonie populaire que sont la marginalité, l'exclusion, la lutte collective pour une amélioration, et les rapports de pouvoir qui en découlent.

2.3.1. La colonie populaire renvoie à l'informel

Il est nécessaire de préciser ce qui est alors entendu par « informel », terme aussi polysémique et polémique que celui de « bidonville » et dont les relectures en géographie ont donné lieu à une production féconde dans le domaine du développement et au-delà – notamment de la thèse de l'espace partagé de M. Santos[38] ou encore sur celle sur la séparation entre ville légale et ville réelle[39].
Nous retenons ici une définition large pour renvoyer aux modalités de production de l'espace résidentiel dans les périphéries de la ville. L'informel est ainsi ici entendu comme « en marge du cadre légal » *stricto sensu*. Le secteur immobilier étudié constitue une part de l'activité économique échappant aux cadres normatifs, statistiques, administratifs ou fiscaux de l'État en tant qu'institution conservatrice du droit écrit établi [Di Méo, 2003]. Le « secteur informel » tel que nous l'entendons dans les lignes qui suivent n'englobe pas le débat sur l'économie informelle, ni les pratiques informelles de l'espace par les populations résidentes : il est le lieu d'une production de logements qui n'est pas formelle selon la loi (écrite), donc illégale[40].

---

[36] Nous renvoyons ici au débat sur la conceptualisation de l'*habiter* en géographie – parmi d'autres disciplines à l'analyser –, notamment autour des travaux de J. Lévy, O. Lazzarotti, qui trouve également une conceptualisation plus ancienne avec M. Heidegger, H. Lefebvre, M. de Certeau, ou A. Berque. Sans entrer dans le détail de ces débats, nous proposons de retenir une définition de l'habiter dans un sens premier (occuper une habitation de façon durable), tout en tenant compte de la riche conceptualisation autour de la spatialité des individus, de l'ajustement réciproque entre espaces et spatialités [Lévy, Lussault, 2013, p. 480] et du sens donné aux lieux dans la création de références dans l'espace.
[37] L. F. Rodriguez estime notamment que sur la période la plus récente 2006-2012, le Mexique doit faire face à un besoin de construction de plus de 4,4 millions de nouveaux logements, et à l'amélioration de plus de 3,9 millions de logements existants [2009, p. 16].
[38] SANTOS M. [1975]. *L'espace partagé : les deux circuits de l'économie urbaine des pays sous-développés*, Paris. Dans cette thèse, l'économie est – à l'image de la division sociale de l'espace urbain – duale ; les urbains pauvres et sans emploi ont développé des stratégies de subsistance en marge de l'économie « formelle » pour pouvoir survivre et face à un marché officiel incapable de leur fournir un emploi. Si des relations sont possibles entre le formel et l'informel, le « secteur informel » intégrait toutefois l'ensemble des activités économiques de micro-entreprises d'artisanat et de commerce non déclarées. Cette acception doit être séparée de l'économie souterraine en ce qu'elle ne se « cache pas » systématiquement de l'État, voire contribue largement à l'ensemble de l'économie urbaine.
[39] On pense entre autres ici aux différents travaux de J.-F. Tribillon ainsi qu'aux importants travaux et synthèses d'A. Durand-Lasserve sur le foncier urbain dans les pays en voie de développement depuis les années 1970.
[40] Les variables du marché informel croisent les trajectoires des individus et celles des contextes résidentiels. P. Abramo [2008, p. 45] a par exemple établi une typologie de paramètres pour définir ce secteur : il prend en compte la structure du marché (oligarchie ou concurrence), les acteurs dominants (déterminant le prix du sol), les

C'est là l'entrée la plus simple que l'on puisse admettre pour aborder l'objet colonie populaire. En effet, malgré une profonde hétérogénéité interne, un trait reste commun : les colonies populaires correspondent aux espaces de l'illégalité du statut foncier et de la précarité, autrement dit, du non-respect de la norme juridique et urbanistique. Cette entrée évidemment non exclusive et multidimensionnelle a le mérite d'identifier dans l'espace urbain une acception du discours dominant. Cette recherche de simplification ne doit pas pour autant tomber dans l'écueil d'une dichotomie rigide entre légal et illégal, formel et informel au sujet du peuplement populaire vis-à-vis du reste de la société urbaine. Comme le rappellent A. Gilbert et P. Ward [1985, p. 6] dès l'introduction de *Housing, the State and the Poor: Policy and Practices in three Latin American Cities*, les marchés fonciers et immobiliers formels et informels sont obligatoirement liés, le logement et le statut du sol urbain évoluent systématiquement au cours du temps – par des trajectoires ascendantes et/ou descendantes – et le statut d'occupation – propriétaire ou locataire – ne suffit pas à différencier les deux « secteurs ».

L'informel comme solution au logement des pauvres

Si le marché informel et illégal prend une telle importance dans le paysage urbain et dans la fondation, voire la maturation des banlieues populaires de Mexico, c'est parce qu'il offre une souplesse et des avantages sociaux et économiques importants, voire indispensables pour permettre le logement de catégories sociales aux ressources globalement limitées. Il constitue « *la réponse la mieux adaptée à la situation socio-économique* » selon A. Durand-Lasserve [1986, p. 8]. Une question importante de cette recherche est aussi d'apprécier dans quelle mesure le marché illégal est capable de révéler la diversité des trajectoires de maturation de ces quartiers.

On rejoint ici un thème central de la question du logement des pauvres et une dimension qui lui est symétrique autant qu'inséparable : son appropriation, autrement dit, la question foncière autour de ce logement. A. Durand-Lasserve [1986 ; 2004] observe notamment à quel point les enjeux fonciers (du sol urbain) et les productions immobilières (du toit urbain) sont interdépendants et sont significatifs des contextes socio-économiques urbains des villes des pays en développement. Ils se révèlent cause et conséquences des inégalités qui traversent le système des filières populaires.

Or, la question des acteurs privés et publics intervenant dans les politiques et marchés immobiliers et fonciers prend une dimension toute particulière dans le contexte mexicain, où les régimes fonciers sont complexes et ont connu des évolutions profondes et contrastées depuis 20 ans[41]. À l'heure où les politiques du foncier urbain sont remises en question au Mexique, les questions de l'identification des acteurs de la production foncière et immobilière irrégulière d'une part, et de son évolution d'autre part, continuent de se poser.

Le logement des pauvres : production « populaire » et figure de l'installation irrégulière

D'une manière générale, les colonies populaires sont ainsi définies comme des installations, principalement résidentielles, produites par diverses modalités de peuplement « populaires »,

---

relations du pouvoir d'achat sur le marché, les caractéristiques du bien immobilier, les aménités du quartier, les motifs d'installation des habitants et la nature des réseaux d'information. Comme le rappelle A. Giglia [2012, p. 239], la colonie populaire est *« loin d'appartenir au royaume du chaos »* dans le sens où l'informalité ne signifie pas « *improvisation et absence de règles* », mais bien tout le contraire. Selon l'auteure, cette dimension peut même faire écho au sentiment d'appartenance à la ville et au respect de son fonctionnement.

[41] S'il est ici fait référence au contexte des inerties de la Réforme Agraire initiée au début du 20e siècle et de sa remise en question pendant les années 1990, le chapitre 6 reviendra plus précisément sur le fonctionnement général des régimes fonciers au Mexique – entendus comme des ensembles de droits qu'une personne physique ou morale, privée ou publique, peut détenir sur la terre (souvent découpés en 4 grands types : étatique, privé, collectif, accès libre) [Durand-Lasserve, 2004, p. 1185].

moyennant l'intervention de promoteurs privés, sociaux et publics, quels que soient le statut foncier en vigueur et l'état de régularité ou d'irrégularité par rapport aux normes [CONAPO, 1998, p. 45 ; Connolly, 2005, 2010]. Cette entrée constitue le socle de définition à partir duquel la colonie populaire est généralement théorisée.
Pour le rapport ONU-Habitat, les colonies populaires constituent la principale forme urbaine périphérique émergeant après 1940 et permettant le logement des catégories moyennes et pauvres sous la forme d'installations constituées de logements autoconstruits majoritairement habités par leurs propriétaires, faisant par ailleurs écho aux zones les plus marquées par des indices de marginalité élevés [UN-Habitat, 2003, p. 216]. Dans le texte du rapport, cette définition renvoie généralement automatiquement à une autre catégorie : les installations irrégulières. L'une comme l'autre appellation fait écho aux espaces où les conditions de logement sont les plus critiques dans la métropole [2003, p. 217]. Dans cette acception de la colonie populaire comme bidonville, *colonia popular* et *asentamiento irregular* sont utilisées indistinctement. Si l'observation de terrain valide un tel constat pour les lotissements les plus récents, il ne saurait en être de même pour des espaces consolidés – qui constituent aussi une figure de la colonie populaire –, tant dans le discours courant que dans le discours académique ou politique.

L'irrégularité du statut foncier constitue l'entrée première et le dénominateur commun aux définitions de la colonie populaire. L'irrégularité initiale de l'occupation du sol peut découler de l'absence de titre de propriété ou d'autorisation d'urbanisation et/ou de la violation des règles urbanistiques en vigueur. Mais si pour les pauvres, la procédure d'acquisition d'un terrain pour construire sa maison est ainsi illégale, elle ne constitue pas la seule caractéristique de la production « populaire ».
La norme urbanistique est aussi de manière quasiment systématique transgressée. L'espace public – que nous définirons simplement comme l'espace non privé, mais qui permet le lien entre les différents espaces privés [Duhau, Giglia, 2004 b, p. 171] ou encore « *tout l'espace urbain à l'exception des logements et des locaux à usages privés* » [Duhau, Giglia, 2010, p. 394] – est réduit à son minimum : la rue. Les parcelles sont construites au maximum de leur capacité/surface, les usages du sol évoluent en fonction de l'arrivée des services et de la réorganisation des centralités en conséquence [Duhau, Giglia, 2004a, p. 281] (voir chapitres 6 et 10).

Une production marquée par l'autoconstruction
Le résultat visible – mais pas la conséquence – de cette quasi-obligation pour les pauvres de se loger *via* le marché informel du sol urbain est un paysage largement dominé par l'autoconstruction, les habitations étant construites étapes après étapes et restant dans un état de chantier perpétuel. La production populaire renvoie ainsi au caractère progressif de la construction, aussi bien en termes d'urbanisation (pour les services), qu'en termes d'avancées des travaux du logement. E. Duhau, A. Giglia [2004a ; 2004 b ; 2008, p. 171] et D. Hiernaux-Nicolas [1991] insistent sur cette dimension comme élément déterminant d'un type de peuplement « populaire ».
Le secteur de l'autoconstruction, également appelé production sociale du logement ou autoproduction[42] englobe 63 % du total du stock de logements au Mexique [Torres[43] cité par

[42] La nouvelle loi sur le logement au Mexique, entrée en vigueur en 2006 précise le vocabulaire dans son article 4. L'autoproduction renvoie au « *processus de gestion du sol, construction et distribution sous le contrôle des usagers [individu ou collectif]* » [*Diario Oficial*, 2006, art. 4.I, traduction personnelle]. L'autoconstruction constitue « *le processus de construction, édification du logement réalisé directement par les propres usagers, individu, famille ou collectif* » [art. 4.II]. La production sociale de logement est celle réalisée sous le contrôle des auto-producteurs et auto-constructeurs, dont le but n'est pas lucratif, mais vise à répondre aux besoins d'habitat

Rodriguez, 2009 et Coulomb, 2010]. M. Schteingart définit cette forme de production de l'habitat comme « *le fait que le consommateur du logement est, en même temps, producteur direct et concentre le contrôle économique et technique de la construction* » [2001b, p. 119]. Cette lecture induit l'autofourniture de capital matériel, humain et financier pour assurer les travaux, et également des difficultés dans l'achèvement des travaux. Ces difficultés sont particulièrement notables lorsque le logement est constitué de matériaux précaires ou de récupération, pour les populations les plus défavorisées, et/ou dans les premières étapes d'installation sur un terrain – les dettes de paiement du lot compromettant la possibilité d'un habitat en dur dans les premières années.
Les nombreuses recherches sur l'autoconstruction ont permis le développement d'une meilleure compréhension de cette forme de production de logements. L'ouvrage de Turner [1976] y participe grandement dans un contexte de forte stigmatisation des espaces pauvres périphériques. Plus tard, ce sont les travaux de M. Schteingart [1989] et D. Hiernaux [1991] qui ont fait référence, notamment sur la conceptualisation de l'autoconstruction par rapport à l'économie des ménages pauvres d'une part, par rapport à l'ensemble des relations de la société mexicaine à la production de logements d'autre part. Fortement liée à l'irrégularité du statut foncier, au manque de ressources monétaires et à des stratégies « progressives » (de pari sur le long terme), il s'agit à la fois d'une « chaîne productive » [Hiernaux, 1991, p. 59] permettant de protéger l'économie du ménage (en évitant les dépenses extérieures pour la force de travail), mais aussi d'une production sociale dans le sens où elle mobilise des ressources et des relations sociales articulant à la fois l'individu-habitant, mais aussi la famille et au-delà, les amis et le voisinage.

Le résultat est donc une production individuelle du logement urbain. Cette autogestion renvoie à l'individualisation des pratiques dans tous les secteurs et niveaux de la production urbaine, et au développement de compétences plurielles de la part de l'habitant. Ces compétences touchent à une grande diversité d'activités : l'achat du foncier, l'architecture, les matériaux, l'accès aux services urbains, mais aussi, la capitalisation du bien immobilier sur le marché du logement urbain, et surtout, les modes de financement de l'habitat [Hiernaux, 1991]. Le poids des autres acteurs intervenant dans la production est alors considérablement amoindri, non parce qu'ils sont évacués de ce type de production – au contraire –, mais dans le sens où l'individu-habitant « définit et module » leur intervention [1991, p. 68].
Le développement de telles compétences de l'habitant le fait glisser peu à peu de la figure de « citadin disqualifié » à celle de citadin pluri-compétent, comme F. Bouillon l'observe dans le cas des squatters en France [2009]. En effet, l'habitant doit avoir des compétences pour gérer les transactions, les informations, mais aussi l'aménagement et l'intégration dans le milieu urbain.
Cette production de l'habitat ne fait appel à aucun crédit hypothécaire auprès d'institutions financières légales[44] [Connolly, 2003, 2005, 2008 ; Coulomb, 2010]. Seul le FONHAPO, créé

des populations à bas revenus : cette production permet le recours à des procédures « *autogestionnaires et solidaires* » [art. 4.VIII]. En 2010, selon les résultats obtenus à partir de la *muestra censal*, 27 % des logements de la ZMVM auraient été construits par leur propre propriétaire [INEGI, 2010].

[43] Estimations de 2003, d'après les travaux de TORRES R. [2006]. *La producción social de la vivienda en México. Su importancia nacional y su impacto en la economía de los hogares pobres*, México, Coalición Internacional para el Hábitat, p. 24.

[44] Pour obtenir un crédit hypothécaire, il faut pouvoir témoigner d'un emploi formel, qui permet d'être affilié à un régime de sécurité sociale. Les populations « non affiliées », qui tiennent l'intégralité de leurs ressources d'activités « informelles » en sont donc exclues. Ces populations à faibles ressources, majoritaires, ont ainsi largement contribué à façonner l'expansion de la ville dans ses dimensions actuelles, ayant donné une large part au marché illégal de la construction, le seul accessible pour elles. Pour autant, ce postulat initial tend à être remis en question par les institutions bancaires et hypothécaires, comme le SHF, qui voient en cette portion de la

en 1981, se présente comme fonds capable de délivrer des crédits immobiliers[45] – parfois collectifs [Coulomb, 2002] – pour des projets en matière d'habitat précaire, d'aide à la construction (social progressif), d'amélioration de l'habitat précaire, ou de viabilisation de lots. Autrement dit, les transactions comme toutes les dépenses en lien avec l'occupation du sol et la construction du logement se réalisent en dehors des circuits financiers bancaires et/ou étatiques. Le rôle prépondérant de l'habitant à tous les niveaux de la production y compris dans le financement rend ainsi fragile le passage progressif et coûteux de l'informel au formel (arrivée des services, titularisation, etc.) voire de l'ensemble des dynamiques mélioratives, car il est supposé assumer et gérer seul ces évolutions [Hiernaux, 1991]. Cette dimension explique le caractère lent et progressif des processus de régularisation et la diversité des degrés et rythmes de consolidation, entre les quartiers et à l'intérieur des mêmes quartiers. C'est cette séparation avec les rouages capitalistes classiques et officiels qui, combinée aux multiples dimensions du statut illégal de la production-habitation, donne un caractère particulier à la colonie populaire et contraint/conduit à des évolutions systématiques en étapes successives.

Une nuance de taille doit toutefois être apportée. L'autoconstruction au sens strict n'est pas l'expression unique de la réalité observée dans ces quartiers. Lorsque les capacités financières permettent le lancement d'une construction en dur (parpaings, briques pour les murs), des architectes ou maçons sont également recrutés pour certaines étapes de construction du logement, y compris pour des familles aux moyens limités. Ces tiers peuvent être ou non de la famille et représentent un visage de la production « sur commande » à laquelle renvoient également les colonies populaires. Une enquête réalisée auprès de 294 chefs de famille a par exemple révélé que 13 % d'entre eux (soit près d'un enquêté sur sept dans les quatre quartiers étudiés) déclaraient avoir une occupation directement liée à la construction de logements, montrant l'importance de cette activité, au sein du marché de l'emploi de ces espaces[46].

L'auconstruction comme production sociale de logements en périphérie de la ville est ainsi majoritaire et multidimensionnelle. Il s'agit d'un aspect très tôt considéré par la recherche sur ces espaces, mais aussi par les discours politiques et les programmes d'aménagement étatiques sur la question du logement des pauvres. Ainsi, la reconnaissance puis le soutien progressif – même si largement insuffisant – de la part de l'État en font un phénomène extrêmement problématique à approcher par le seul angle de l'informalité. S'il s'agit de l'aspect le plus visible, la construction n'est que la face émergée de l'iceberg de « l'informalité » et des relations complexes entre légal et illégal.
Au total, la colonie populaire peut être définie par rapport à l'irrégularité de l'installation au départ et au caractère progressif de l'édification du logement. Il s'agit également de prendre en compte les dimensions sociologiques, morphologiques et politiques qui leur font écho, et qui comportent une forte dimension temporelle.

population une véritable manne financière susceptible de « consommer » les opérations immobilières d'intérêt social. Ainsi, depuis 2011, l'accès au crédit hypothécaire devient possible pour ces populations [Goulet *et al*, 2011].

[45] R. Coulomb précise que le financement du FONHAPO au début des années 2000 est partagé entre l'État, les récupérations des prêts et la Banque Mondiale [2002, p. 243].

[46] Enquête E2 (voir méthodologie en 2.5 et en annexe III.1) réalisée par le biais des écoles de quartiers dans les municipes de Los Reyes-La Paz, Cuautitlán, et les délégations de Tláhuac et Milpa Alta. 366 questionnaires ont été remplis. Pour la question de l'activité, seules 294 réponses étaient exploitables : on a ainsi pu relever 27 chefs de famille maçons, 6 électriciens, 4 charpentiers, 1 carreleur, 1 chef de chantier (voir tableau III.4.7).

2.3.2. La colonie populaire renvoie à son évolution

La construction du logement admet un caractère systématiquement progressif. Il en est de même pour l'urbanisation alentour. L'arrivée de l'eau, de l'électricité, de routes goudronnées ou de services scolaires ou sanitaires se fait également de manière lente et par étapes. Celle-ci répond à un véritable pari sur le temps long de la part des populations qui finissent par obtenir les conditions d'une installation durable. Elle est indissociable d'une participation à des dynamiques collectives dans le quartier et d'une négociation permanente entre habitants, leaders, politiciens et institutions étatiques.

Rapports sociaux de négociation

L'ancrage des populations s'inscrit dans un espace de proximité construit au prix d'efforts et de négociations permanentes, autour de l'autoconstruction et des processus de régularisation. Cette thèse est reprise par E. Duhau et A. Giglia lorsque la colonie populaire est appréhendée comme l'espace métropolitain « négocié » [2004a].

La colonie populaire est alors définie – en plus de l'irrégularité foncière et de la production progressive de l'habitat et des services collectifs – par son « ordre urbain » précaire, marqué par un équilibre social fragile entre formel et informel, basé sur la tolérance de tous les usages de l'espace public et une grande souplesse dans l'application des règles juridiques [Duhau, Giglia, 2004a, p. 282 ; Giglia, 2012]. Le « calme apparent » révèle en fait un ensemble de normes tacites solide afin de prévenir au maximum les conflits et les violences à tous les niveaux de la production urbaine, et ce, au prix d'un fonctionnement fortement clientéliste auprès des autorités urbaines (municipalités, justice, police, services, etc.).

Les négociations, au carrefour des intérêts individuels (ou relevant de la sphère privée) et collectifs (ou relevant de la sphère publique), portent sur les actions à mener par les habitants au sein de leur contexte résidentiel : participation politique, travaux d'équipement collectif dans l'espace public, ou encore tolérance du *statu quo* sont à l'origine d'un contrôle social d'une part, des évolutions différenciées de la consolidation des colonies populaires d'autre part.

La colonie populaire revêt ainsi une dimension sociologique particulière où la souplesse des relations sociales et les négociations permanentes entre les habitants et les autorités (officielles et officieuses) définissent un ordre social lié à des pratiques clientélistes [Gilbert, Ward, 1985 ; Coulomb, 2002 ; Duhau, Giglia, 2004 b]. L'urbanisation populaire renvoie alors à un ensemble d'adhésions à des normes, liées à la relation au sol urbain, au logement, mais aussi à l'espace public et aux institutions étatiques [Duhau, Schteingart, 2002 ; Duhau, Giglia, 2004b ; 2012]. Cette lecture ouvre par ailleurs la voie d'une analyse des dynamiques d'autoségrégation, de privatisation de l'espace public, de repli individualiste et de stigmatisation des espaces de la pauvreté en périphérie.

E. Duhau et A. Giglia [2004b] apportent une lecture des colonies populaires par l'espace public et mettent en avant la formation d'un espace de proximité ; c'est avant tout la pluralité des interactions sociales liées à l'extrême hétérogénéité socio-économique des habitants qui constitue une spécificité de ces espaces. L'urbanité « populaire », classiquement appréhendée depuis l'espace résidentiel, semble intégrer un savoir-circuler dans la ville – par la connaissance et la mobilisation des ressources dans différents lieux –, dépassant largement le quartier populaire. Cette grille de lecture apporte une nuance par rapport à la notion de marginalité. D'une part certes, l'expérience des habitants dans un contexte d'urbanisation progressive fait écho à des difficultés de construction d'un patrimoine, comparable à celui d'un front pionnier. D'autre part en revanche, l'identité des habitants ne semble pas se forger uniquement par rapport à une « position marginale ».

La multiplicité des critères de définition des colonies populaires – conditions sociales, contextes spatiaux, acteurs des dynamiques foncières et immobilières – et leur articulation s'inscrivent avant tout dans des rapports de pouvoir complexes, imbriqués aux différentes échelles de la gestion urbaine, entre habitants, promoteurs, propriétaires, politiciens et État. Ces rapports, qui ont déjà fait l'objet de recherches conséquentes à Mexico – notamment à partir de la thèse de A. Gilbert et P. Ward [1985] sur les relations réciproques (clientélistes) entre État et leaderships locaux, déjà soulignées par J. Turner [1976, p. 98] – doivent guider la lecture de l'analyse des processus à l'œuvre dans les évolutions des colonies populaires, et ce, même si la nature empirique des données ne permet que difficilement de les appréhender. La double dimension de « construction dans la douleur » - « pari sur le temps long » est essentielle dans la prise en compte des dynamiques spécifiques d'apprivoisement de l'espace, voire, comme le souligne A. Giglia [2012], d'interprétation du sentiment d'appartenance à la ville pour les habitants de ces espaces.

Rapports sociaux de participation

L'analyse des processus de « participation » a constitué un solide champ de recherche pour les sociologues, économistes, politologues, anthropologues, mais aussi géographes dans l'étude de la formation des périphéries populaires de Mexico. J.Turner, dans son ouvrage *Housing by people* consacre un chapitre entier sur le rôle de la participation des habitants dans les processus d'évolution du logement [1976, p. 127]. M. Castells dans *La question urbaine* analyse, quant à lui, le rôle des organisations populaires : celles-ci deviennent alors des mouvements sociaux susceptibles de transformer la société urbaine en crise.

Dans la littérature, l'organisation populaire est érigée en pilier de la formation des quartiers des périphéries de Mexico, depuis le début des années 1980 : citons les travaux d'O. Nuñez[47], ou M. Perló et M. Schteingart [1984], puis ceux de R. Coulomb et E. Duhau[48], jusqu'aux analyses contemporaines [Moctezuma, 2001 ; Bolay, 2002 ; Vega, 2005 ; Sanchez, 2010 ; Goulet *et al*, 2011]. Aujourd'hui, les thèmes de la citoyenneté et de la participation continuent de s'imposer comme paradigme de la recherche urbaine sur ces quartiers. Toutefois, le mythe de l'organisation populaire est également fortement remis en question et constitue avant tout une lecture politique de ces espaces.

En effet, si la multitude des expressions populaires comme réponses des citadins à l'abandon – du moins au laisser-faire – de l'État a constitué un champ de recherche prospère sur les quartiers populaires, il s'agissait alors d'analyser ces derniers comme des espaces de prise de pouvoir et d'instauration progressive de la démocratie au Mexique. Or, les relations de clientélisme et les imbrications multi-niveaux des échelles de pouvoir dans ces espaces ont éclairé leur dépendance accrue aux institutions étatiques. La « *dichotomie mouvement organique contre État monolithique* » [Henry, Sachs-Jeantet, 1993, p. 330] est donc aussi à revisiter, même si elle a participé à la conceptualisation de l'objet. Il n'en reste pas moins que la colonie populaire apparaît autant définie par ses caractères irréguliers et progressifs que par la dynamique politique collective de ses habitants, l'organisation populaire s'avérant indispensable dans les processus mélioratifs de ce type de peuplement.

Un caractère progressif général : de l'irrégulier au régulier

La colonie populaire ne renvoie pas à des espaces figés dans le temps : elle est pour ainsi dire « contrainte » d'évoluer depuis son statut illégal et précaire de départ. On pourrait imaginer

[47] Voir NUÑEZ O. [1982]. « Les mobilisations populaires et la formation des quartiers périphériques de Mexico » *in* Imbert M., Chombart de Lauwe P.-H., *La banlieue aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, pp. 25-68 (cité par Coulomb [2002]).

[48] Voir COULOMB R., DUHAU E. [1992]. *Dinámica urbana y procesos sociopolíticos*, México, OCIM, UAM-A/CENVI, (cité par Coulomb [2002]).

des espaces (bidonvilles) qui évolueraient peu, bloqués par la pauvreté et l'illégalité initiales. C'est au contraire une combinaison d'illégalité foncière et de caractère progressif des améliorations qui caractérisent la colonie populaire. Les populations résidentes doivent alors se plier aux règles d'un marché parallèle et informel – du foncier, de la construction, des services urbains –, et espérer une régularisation, dont nous analyserons les différentes trajectoires, afin de cerner leur rôle dans la diversité des processus d'ancrage résidentiel et de maturation des contextes urbains (chapitres 6 et 10).

La régularisation, au sens premier d'une sortie des irrégularités aussi plurielles qu'elles soient, demande du temps et mobilise plusieurs registres. Le seul volet foncier de la régularisation est une clef de lecture insuffisante et la sécurisation des occupations par l'accession à la propriété privée ne saurait être le point d'orgue d'un tel processus d'amélioration de l'habitat urbain irrégulier – même si elle est élevée en objectif majeur pour les institutions financières internationales [Word Bank, 2003 ; Durand-Lasserve, 2004][49].
Cette théorie – qui proposerait une plus grande sécurité foncière comme condition déterminante pour une amélioration des conditions de vie et la consolidation de ces espaces – va pourtant fortement influencer l'approche et le traitement par les autorités du « problème » du logement irrégulier, au Mexique, comme dans la plupart des pays en développement. L'accent est souvent mis sur l'appropriation privée – qui n'est pas nécessairement le meilleur moyen de sécurisation de l'installation [Durand-Lasserve, 2004 ; De la Saussey, 2009]. Au vu de la complexité des relations au foncier et des régimes de tenure, le rapport ONU-Habitat [2003, p. 217] établit un constat pessimiste en pointant les risques élevés de retour dans l'irrégulier pour des raisons fiscales ou d'héritage problématique. La régularisation n'est pas non plus toujours possible ni souhaitable [Durand-Lasserve, 2004], mais elle constitue bel et bien l'essence même du caractère évolutif de la colonie populaire.
J. Turner fait de la régularisation un constituant réel de l'installation : celle-ci n'existe que pour s'améliorer dans le temps et parce qu'elle constitue un pari sur l'avenir. Il suffit de rappeler que dès les années 1960 [Turner, 1968], il pose le postulat selon lequel les colonies populaires – ou prolétaires – sont les héritières des *asentamientos irregulares* au cours des différentes transitions de la ville, rapprochant peu à peu l'habitant de la sécurité de l'installation, de l'emploi et des standards de confort de vie. R. Coulomb [1986] lit dans ce postulat une double thèse politique, fortement inscrite dans un contexte idéologique du « progrès », favorable au développement de l'autoconstruction – plutôt qu'à son éradication. La colonie populaire ne serait ainsi pas l'espace résidentiel du « danger social » et des pauvres, mais de ceux qui aspireraient à la ville « moyenne ». À ce titre, la voie de la régularisation devrait y être encouragée pour participer à l'amélioration du logement des pauvres. La régularisation participe ainsi de l'insertion de la colonie populaire – et de sa construction – dans la sphère politique. De cette manière, la régularisation participe donc à la construction politique de ce type d'espace résidentiel.
L'approche de ce processus permet de dépasser le « seul » – bien que complexe – passage de l'irrégulier vers le régulier, de l'illégal vers le légal, de la périphérie vers le centre ou encore de la satisfaction « finale » des besoins de logement des pauvres. La régularisation qui englobe expansion, consolidation, et vieillissement des zones ainsi construites dépasse ainsi largement le cadre morphologique ou légal.

[49] On rappelle à ce titre le délicat débat soulevé en Amérique latine autour de la « nécessité » de la régularisation foncière dans les objectifs de réduction de la pauvreté. Sur ce sujet, voir entre autres les travaux du *Lincoln Institue of Land Policy,* comme Lincoln Institute [2002], M. Smolka [2003] ou G. Ingram et Y. Hong [2009].

2.3.3. L'hétérogénéité comme résultat

L'immensité des espaces construits sous la forme de colonie populaire éveille un sentiment de précarité généralisée à l'échelle de grandes portions de l'agglomération, entretenu par un aspect visuel de grande monotonie et de gris. C. Bataillon décrivait en 1991 : « *l'habitat monotone est fait de parpaings et de terrasses, les logis sont petits, mais disposent des espaces d'arrière-cour, et le début de promotion sociale, surtout dans les portions les plus anciennes, se marque d'un étage à la maison, dont le ciment gris et caché par une peinture verte ou ocre.(...)[C'est] le sort actuel, ou futur, de près de la moitié des chilangos*[50] » [1991, p. 149]. Vingt ans plus tard, B. Tallet et A. Ribardière semblent donner raison à ce constat de « *simplicité et de monotonie de l'ensemble* » [2010, p. 50]. Toutefois, l'ampleur du phénomène combinant irrégularité et autoconstruction révèle également une grande diversité interne des espaces périphériques, renforcée par le caractère évolutif de cette forme de peuplement.

L'hétérogénéité apparaît en effet comme une entrée indispensable pour comprendre ce que l'on entend par colonie populaire. En 2000, selon E. Duhau et A. Giglia [2008, p. 171] ou P. Connolly [2005], plus de la moitié de la ville, soit près de 10 millions d'habitants vivent dans les colonies populaires définies par l'OCIM [2005] : plus de 87 % d'entre eux appartiennent aux catégories pauvres[51]. Encore récemment, le phénomène reste important : entre 58 et 68 %[52] des espaces urbanisés entre 1990 et 2000 l'ont été de manière informelle.
P. Connolly [2003] met en avant les différenciations observables dans les rythmes et degrés de consolidation entre les colonies peuplées dans les années 1950-70, et les plus récentes, dont la consolidation semble plus rapide – malgré des conditions et matériaux au départ comparables.
Comme nous le verrons, les processus de régularisation recouvrent une telle diversité de rythmes et de degrés qu'une colonie populaire peut être l'appellation renvoyant à la fois à un contexte résidentiel fait de bicoques de matériaux précaires pour les plus pauvres, comme à un espace déjà consolidé, légalisé et investi par les « riches des pauvres » – qui eux-mêmes participent à accélérer les améliorations – et offrant des contextes résidentiels relativement privilégiés.
C'est avant tout cette hétérogénéité qui définit la colonie populaire, plus que toute autre production ou occupation de l'espace urbain de Mexico. Il est de nature impossible de vouloir regrouper les deux tiers de la ville sous une même définition. Il est donc nécessaire de rendre compte de ses « caractéristiques » non comme des « vérités » à « vérifier », mais bien comme des constructions scientifiques et politiques.

---

[50] Surnom donné aux habitants de Mexico – et plus particulièrement aux habitants du DF. Si le terme renvoie à la figure de celui qui est né et a grandi uniquement dans l'enceinte du DF, il comporte une charge relativement dépréciative, étant donné par les Provinciaux aux habitants de la capitale – qui trouverait son équivalent français dans le terme de « Parigot ».

[51] La définition de « pauvre » ici est liée à la stratification socio-spatiale établie par E. Duhau et A. Giglia [2008] à l'échelon des *ageb* par croisement avec la typologie de l'OCIM. Nous considérons ici comme pauvre les sous-totaux calculés sur les strates que les auteurs catégorisent comme « très basses », « basses » et « moyennes-basses » en fonction de cinq critères sociodémographiques discriminants tirés des résultats du recensement de 2000 : l'accès à l'eau dans la maison, la présence d'un chauffe-eau dans le logement (éléments du confort de base du logement), la possession d'un ordinateur (l'équipement), la part de la population touchant plus de cinq fois le salaire minimum (revenus) et la part des adultes ayant suivi un cursus dans le supérieur (éducation).

[52] La différence vient du fait que les auteurs ont pris en compte les zones nouvellement urbanisées entre 1990 et 2000 et les zones plus anciennement urbanisées, mais ayant connu un doublement de leur population sur la décennie.

Au final, la colonie populaire peut-être ainsi lue par le prisme de la *marginalité*, soit un concept intégrant d'une part, une théorisation de l'informel, de la pauvreté et de la citoyenneté, et d'autre part, une vocation opérationnelle dans la mise en œuvre de réponses pratiques orientées vers la (ré) intégration au centre (reste de la ville)[53]. Née par et pour ce concept, la colonie populaire renvoie aujourd'hui principalement à l'*irrégularité*, actuelle et/ou passée. Deux notions qui font écho simultanément à deux figures emblématiques de l'espace urbain, avec lesquelles la colonie populaire ne saurait cependant se confondre : le bidonville d'une part, le quartier populaire d'autre part.
La synthèse de ces différentes entrées sur l'objet colonie populaire permet de définir succinctement cette production urbaine, d'abord par son irrégularité originelle dans la façon dont le sol urbain a été occupé, puis bâti, puis habité. Ensuite, c'est bien le caractère progressif et la diversité des vitesses d'évolution qui semblent constituer l'autre point commun à toutes les colonies populaires. Les questionnements autour de l'irrégularité et de son éventuelle résorption au cours du temps se dessinent comme d'autres éléments de définition. Dans le même temps, ces nuances relativisent fortement l'unicité de l'appellation et interrogent le rattachement systématique à des caractéristiques sociales des habitants et des territoires liées à la pauvreté. Sa diversité ne saurait être « résumée », mais seulement « explorée », de manière opérationnelle, afin de cerner son inscription dans l'espace de la ville.

2.4. Une catégorisation opérationnelle en 2010 ?

Les institutions et les chercheurs ont ainsi regroupé sous l'appellation colonie populaire une production urbaine issue des « modalités de peuplement populaire » [CONAPO, 1998, p. 7], dans un but d'établir un support des projections et de planification urbaine, notamment sociodémographiques. Comme nous l'avons vu, une typologie des peuplements urbains par l'approche des différents espaces résidentiels – effectuée par l'OCIM en 2000 – tend à reconnaître la relation entre les processus de construction de logements, leur aspect physique et les caractéristiques sociales de leurs résidents [Connolly, 2005, p. 2]. À partir d'une méthode d'agrégation et d'actualisation de la typologie de l'OCIM, il est possible d'appréhender globalement les colonies populaires dans la métropole et d'analyser leur poids dans le peuplement périphérique d'une part, dans la croissance de la ville d'autre part.

2.4.1. Catégoriser pour localiser

Surmonter la diversité des colonies populaires et les réunir dans une même catégorie a-t-il un sens ? Utiliser une « catégorie opérationnelle », même dans un but exploratoire de

[53] Sans prétendre rendre compte de la forte théorisation géographique autour du concept d'intégration, l'utilisation de ce mot prend un sens particulier dans notre étude de la maturation et de l'inscription d'espaces périphériques dans des dynamiques améliorives. L'intégration – terme mobilisé pour appréhender la relation complexe entre centre et périphéries (notamment développé par A. Reynaud) – renverrait ici à « *l'interdépendance plus étroite entre les parties* » de la ville [*Le Petit Robert*, 2004, p. 1882] ou encore à la « *mise en place de liens entre les points d'un espace humanité, assez solides pour que naisse une interdépendance entre les deux* » [Bret, 2005, p. 388], plus simplement qu'au concept d'incorporation ou assimilation complexe à un système. Ce dernier fait en effet davantage référence à des dimensions sociologiques, liées principalement à l'analyse de l'inscription de migrants dans une société d'accueil. Dans le cas de « périphéries populaires », les différents éléments conservent plus que jamais un caractère dissymétrique [Lévy, Lussault, 2003, p. 516], et l'intégration peut conduire à un caractère hybride de l'espace nouvellement « intégré », différent d'une « simple » synthèse des altérités.

localisation, nécessite d'identifier les écueils qu'une telle démarche sous-tend. Comme le constate D. Fassin [1996] au sujet des analyses sur les quartiers pauvres, on est en droit de questionner la validation et l'adhésion aux représentations des colonies populaires que l'exercice typologique suppose. Toutefois, dans la démarche de cette thèse, il s'agit de partir d'un ensemble pour témoigner de sa complexité. Un des points de départ possibles passe par l'analyse de la localisation dans l'espace urbain de l'objet auquel on fait référence lorsqu'on parle de colonies populaires. C'est à partir de cette catégorie, de ce que l'on considère comme ses caractéristiques, que l'on pourra analyser la diversité des trajectoires des individus et des contextes résidentiels contenus dans ces espaces.

La typologie établie par l'OCIM catégorise l'espace selon l'espace selon l'âge du peuplement et la forme majoritaire de l'espace résidentiel à l'échelon des *agebs* sur la base des observations collectées en 2000 (annexe I.4). Les contours des grandes catégories identifiées selon cette méthodologie ne recouvrent que partiellement ceux qui auraient été obtenus suivant d'autres critères. Ainsi, la « ville coloniale » est plus large que le périmètre patrimonial classé à l'UNESCO en 1987 ; les « grands ensembles » réunissent à la fois les logements d'intérêt social des années 1950 et les lotissements géants des années 1990 et 2000, alors même que ces générations procèdent de logiques de production différentes, témoignant du glissement progressif d'un État constructeur à un État « facilitateur » qui laisse aujourd'hui le marché à des opérateurs privés.
Néanmoins, la définition opérationnelle adoptée dans cette méthode renvoie aux traits communs déjà soulevés par les chercheurs au sujet de la colonie populaire : l'irrégularité initiale et le caractère progressif de la construction pour plus de la moitié de la superficie des îlots de l'*ageb*. Des critères de morphologie urbaine ont également été adoptés : l'espace résidentiel reste majoritaire, avec une densité forte, mais avec des nuances fréquentes d'usage du sol [CONAPO, 1998, p. 45]. On observe ainsi que, la plupart du temps, les occupations des terrains précèdent la construction définitive et l'arrivée des services. La superficie des lots est, elle, le plus souvent comprise entre 90 et 200 m². Toutefois, comme nous l'avons vu, l'ensemble des dimensions qualitatives caractérisant les colonies populaires selon leur fondation est à distinguer de leur situation actuelle, aussi bien au niveau du statut foncier, que de la qualité de l'habitat ou du profil socio-économique des habitants.
Nous avons fait le choix de retenir une acception large des *colonias populares/* colonie populaires / quartiers populaires, relevant des caractéristiques communes qui les définissent – irrégularité initiale et caractère progressif des logements, quelle que soit leur situation actuelle. L'intérêt est de distinguer les colonies populaires des autres types de peuplement de la ville, et par-là, de cerner les caractéristiques de ces quartiers. Notre approche, plus large que celle de l'OCIM, s'est pourtant fortement appuyée sur la typologie établie en 2000. Cette dernière a alors été fusionnée et actualisée (voir méthodologie en annexe I.4.3). Au total, pour 2010, la caractérisation du peuplement donne à voir 5 types principaux (carte 2.1) :

- La ville centrale, construite avant 1929 ;
- Les colonies populaires ;
- Les grands ensembles résidentiels ;
- Les lotissements résidentiels pour classes moyennes et supérieures ;
- Les espaces à dominante non résidentielle

Cette typologie opérationnelle pour 2010, certes moins fine que celle de 2000, doit servir à apprécier le poids de la production populaire, dans son état actuel d'une part, dans l'évolution qu'elle a connue depuis 10 ans d'autre part.

2.4.2. Les colonies populaires, espaces résidentiels majoritaires de la périphérie de la ZMVM

Au total, en 2010, 62 % des *agebs* sont classées comme « colonie populaire » au sens large et 13 millions d'habitants, soit 67 % de la population, y résident (tableau 2.1 et annexe I.4). Comme le confirme la carte 2.1, la majeure partie de l'espace périphérique résulte d'une production urbaine de ce type. Parfois situées dans le péricentre et renvoyant à des quartiers anciens et désormais consolidés – comme à Iztapalapa, Iztacalco ou Alvaro Obregón –, les colonies populaires constituent essentiellement le type de peuplement de la périphérie.

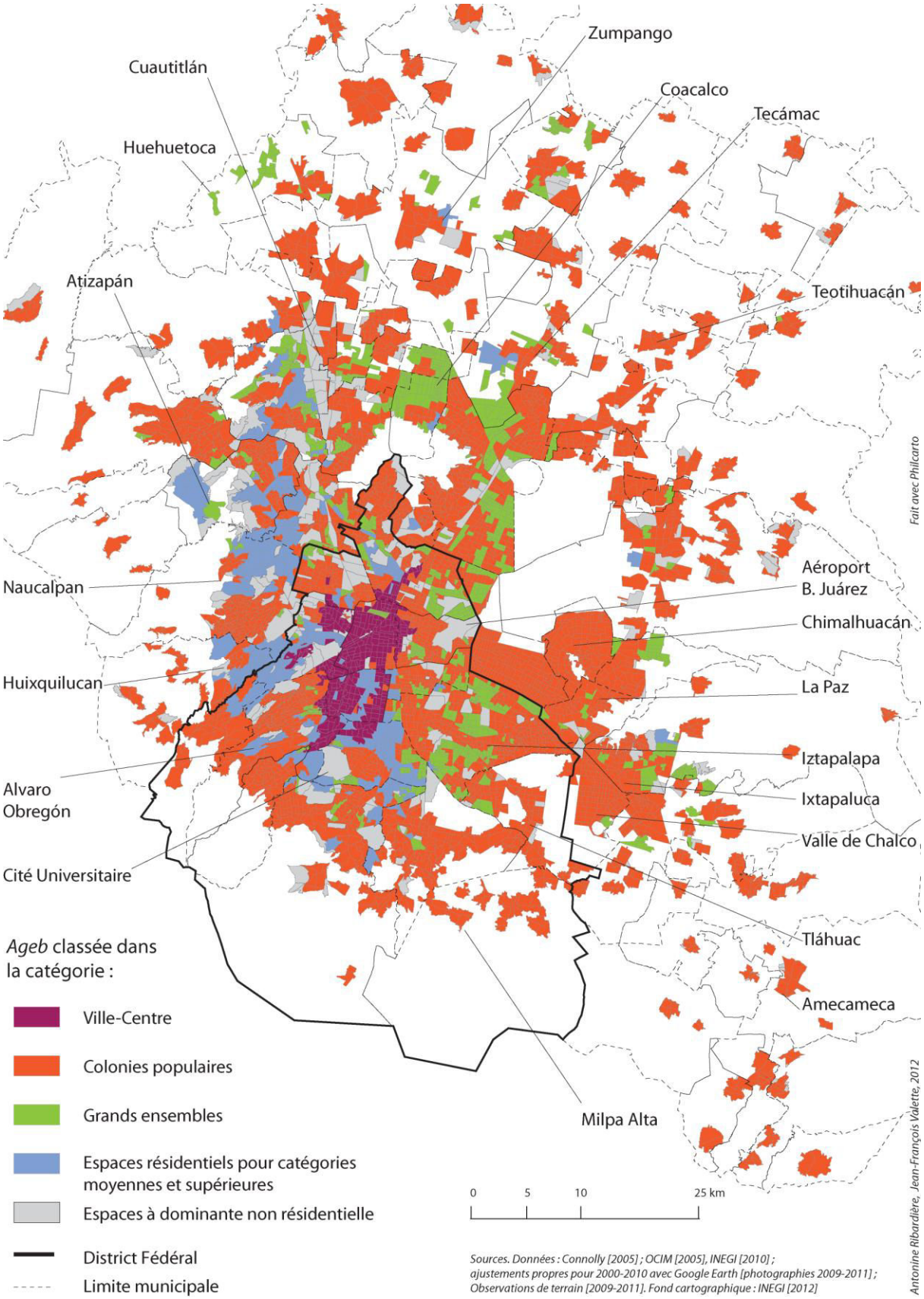
On distingue toutefois nettement la zone occidentale de la métropole où ce type de peuplement s'imbrique avec des zones de peuplement pour classes moyennes et supérieures, dans une mosaïque qui prolonge celle du péricentre. Ces dernières forment des groupes compacts, au sud et à l'ouest du centre, mais aussi dans les municipes où se concentrent classiquement les catégories supérieures, comme à Huixquilucan, Naucalpan et Atizapán.

Les zones de grands ensembles de logement d'intérêt social forment quant à elles un croissant péricentral dispersé nord-est – sud-est (de Cuautitlán à Iztapalapa), puis un second croissant beaucoup plus périphérique et encore plus dispersé, allant du nord au sud de la partie orientale de la ville (de Huehuetoca à Chalco). Si la première zone renvoie à l'ancien investissement public dans le logement légal des catégories populaires, la seconde constitue l'inscription dans la périphérie des grands projets immobiliers en développement depuis vingt ans.

Partout ailleurs, on retrouve des colonies populaires (cartes 2.1 et 2.2) :

- de manière dispersée dans le tissu urbain comme dans le nord, à Ecatepec ou Cuautitlán ;
- de manière très étendue et compacte, dans l'est de la ville, au-delà de l'aéroport international, avec l'ensemble Nezahualcóyotl, Valle de Chalco, La Paz, Ixtapaluca, et Chimalhuacán ;
- dans une couronne discontinue de la conurbation au sud – sud-ouest dans le DF, de Tláhuac-Xochimilco à Cuajimalpa ;
- et enfin, dans tous les peuplements des grande et très grande couronnes, sous la forme de villages périphériques plus ou moins connectés au reste de la conurbation : d'Ozumba au sud-est à Teotihuacán au nord, jusqu'à Nicolás Romero à l'ouest.

Carte 2.1. Les types de peuplement de la Zone métropolitaine de Mexico en 2010



Carte 2.2. Colonies populaires et âge de peuplement

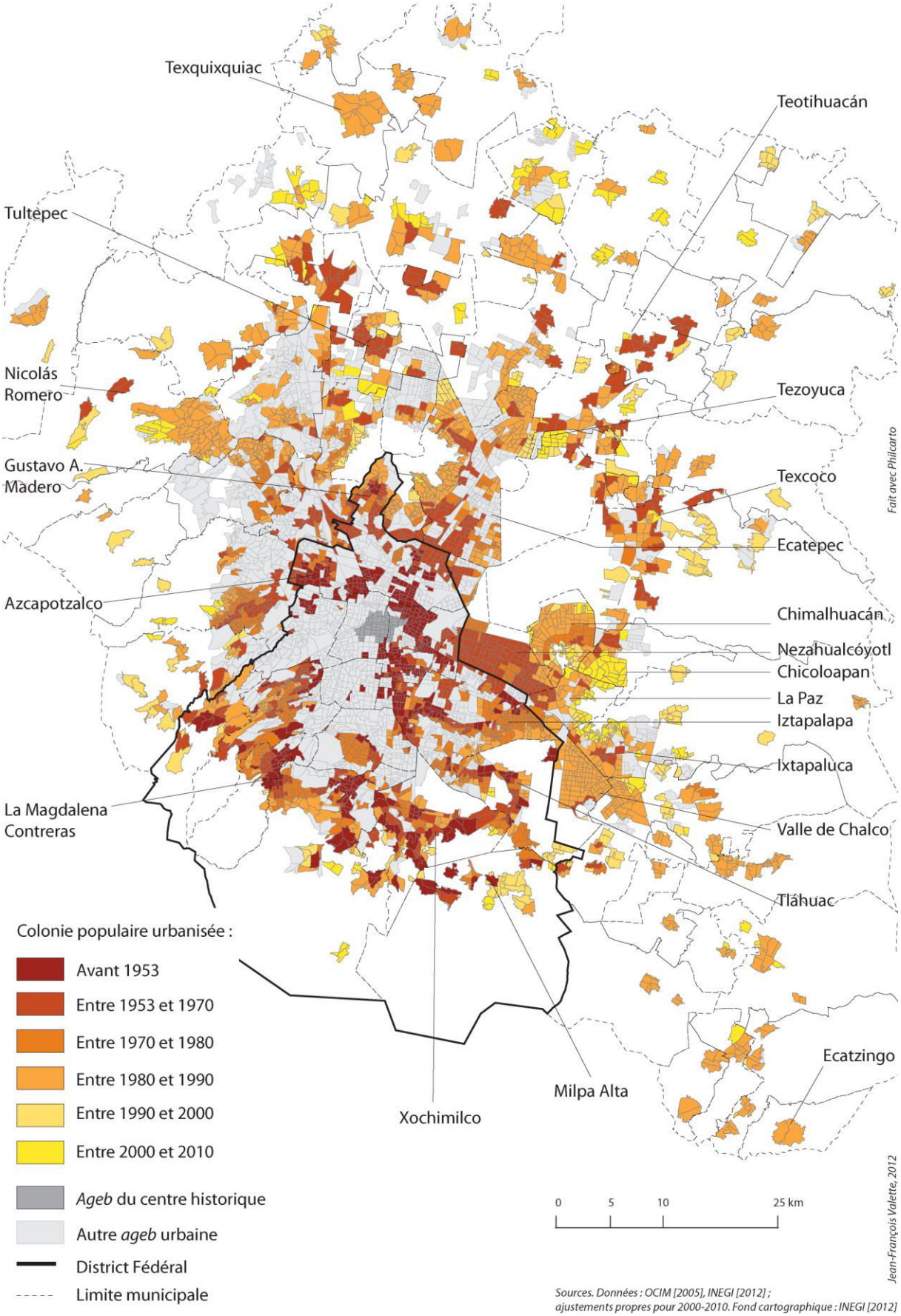


Tableau 2.1. Les colonies populaires comme forme dominante de l'espace urbain de Mexico. Constat et évolution entre 2000 et 2010

A. En 2000

Type de peuplement	***Agebs* en 2000**	**Population 2000**		**Logements 2000**	
	Part en %	*Effectifs (en millions)*	*Part en %*	*Effectifs (en millions)*	*Part en %*
Centre-ville	6	1,2	7	0,34	8
Colonie populaire	**63**	**12,38**	**69**	**2,74**	**66**
Grands ensembles	17	2,76	15	0,65	16
Résidences catégories moyennes et supérieures	8	1,34	7	0,34	8
Non résidentiel	6	0,31	2	0,07	2

B. En 2010

Type de peuplement	***Agebs* en 2010**	**Population 2010**		**Logements 2010**	
	Part en %	*Effectifs (en millions)*	*Part en %*	*Effectifs (en millions)*	*Part en %*
Centre-ville	6	1,23	6	0,39	8
Colonie populaire	**62**	**13,13**	**67**	**3,27**	**64**
Grands ensembles	20	3,63	19	0,97	19
Résidences catégories moyennes et supérieures	7	1,26	6	0,36	7
Non résidentiel	5	0,31	2	0,08	2

Sources : OCIM [2005], INEGI [2010], Ajustements propres pour 2010, réalisation propre

Exemples de lectures : 6 % des *agebs* sont identifiées comme « centre-ville » en 2010. 1,23 million de personnes, soit 6 % de la population totale de la ZMVM vit dans des *agebs* identifiées comme telles. 390 000 logements individuels habités, soit 8 % du stock total se localisent dans des *agebs* identifiées comme telles.

C. Évolution sur la dernière décennie

Type de peuplement	**Population 2000-2010**		**Logements 2000-2010**	
	Taux de croissance annuel moyen (en %)	*Part dans l'évolution totale de la population*	*Taux de croissance annuel moyen (en %)*	*Part dans l'évolution totale du stock*
Centre-ville	0,3	1,9	1,8	6,3
Colonie populaire	**0,6**	**47,3**	**2,0**	**56,2**
Grands ensembles	2,8	55,1	4,4	32,8
Résidences catégories moyennes et supérieures	-0,6	-5,2	1,0	3,5
Non résidentiel	0,4	0,8	1,9	1,3
Total ZMVM	0,9	100,0	2,3	100,0

Exemples de lectures : Dans les *agebs* identifiées comme « centre-ville », la population a augmenté en moyenne de 0,3 % par an entre 2000 et 2010. La croissance démographique entre 2000 et 2010 dans ces *agebs* correspond à 1,9 % du total de la croissance démographique de la ZMVM. Dans ces *agebs*, le stock de logements individuels habités a augmenté de 1,8 % par an en moyenne entre 2000 et 2010 et la croissance du stock de logements dans ces contextes résidentiels correspond à 6,3 % du total de la croissance du stock de logements dans la ZMVM.

2.4.3. Les productions de colonies populaires depuis 1970

Le croisement des types et âges de peuplement permet de spatialiser les dynamiques de croissance métropolitaine sous la forme des colonies populaires (tableau 2.2, annexes I.2 et I.4). L'approche est particulièrement pertinente en périphérie depuis la période de fin de croissance dans les années 1970, seuil à partir duquel nous nous sommes proposé d'analyser les dynamiques de ces espaces.

Tableau 2.2. Les colonies populaires selon l'âge de peuplement

	Age de peuplement	**Avant 1953**	**1953-1970**	**1970-1980**	**1980-1990**	**1990-2000**	**2000-2010**	**Total 2010**
Agebs	*Nombre d'*agebs	409	790	505	1 091	376	333	3 504
	*Part dans le total d'*agebs *de la ZMVM en 2010 (en %)*	7	14	9	19	7	6	62
	*Part dans le total d'*agebs *classées en colonie populaire en 2010 (en %)*	12	23	14	31	11	10	
	*Part dans le total d'*agebs *du même âge (en %)*	76	60	53	74	78	57	
Population	*Population (en millions)*	1,69	3,66	2,52	4,13	0,69	0,43	13,1
	Part dans la population de la ZMVM en 2010 (en %)	9	19	13	21	4	2	67
	Part dans la population des colonies populaires en 2010 (en %)	13	28	19	31	5	3	
	Part dans la population de 2010 résidant dans des agebs *du même âge (en %)*	83	74	64	79	72	36	

Exemples de lectures : Dans les *agebs* identifiées comme « peuplées avant 1953 », 409 *agebs* sont catégorisées comme « colonie populaire », soit 7 % du total des *agebs* de la ZMVM en 2010, 12 % du total des *agebs* de 2010 identifiées comme « colonie populaire » et 76 % des *agebs* identifiées comme « peuplées avant 1953 ».
En 2010, 1.69 million de personnes résident dans les *agebs* identifiées comme « colonies populaires peuplées avant 1953 », soit 9 % de la population totale de la ZMVM de 2010, 13 % de la population de 2010 résidant dans une *ageb* identifiée comme « colonie populaire », et 83 % de la population de 2010 vivant dans une *ageb* identifiée comme « peuplée avant 1953 ».

Le tableau 2.2 permet de voir qu'en 1970, un tiers des *agebs*[54] identifiées comme des colonies populaires sont déjà construites. Ils représentent déjà 20 % de tous les quartiers actuels (de la ville de 2010) et logent aujourd'hui un quart de la population totale.
La vague de construction la plus importante a eu lieu entre 1970 et 1990, avec près de 45 % des quartiers construits (un tiers des quartiers de la ville de 2010), dans lesquels vivent un habitant sur trois de la ville et la moitié des habitants actuels des colonies populaires.

[54] Par souci de fluidité dans le texte, nous utilisons ici le mot « quartier » pour renvoyer à des *agebs*. Le quartier désigne alors des zones/parties de la ville définies par leur voisinage relatif au sein du découpage statistique, mais nous restons conscient qu'une *ageb* ne renvoie pas à quartier urbain tel qu'il pourrait être défini selon des critères urbanistiques, historiques et sociologiques (voir annexe I.1).

La décennie 1980 incarne particulièrement la croissance massive des colonies populaires dans le processus d'expansion et métropolisation de Mexico : aujourd'hui, 4,1 millions d'habitants vivent dans des colonies populaires urbanisées à cette époque, soit un habitant sur 5. Cette génération de quartier loge un tiers du total des habitants résidant en colonies populaires, et représente près de 80 % de la production résidentielle totale de la décennie. Les périodes suivantes seront en ces termes beaucoup moins remarquables.
Les *agebs* identifiées comme colonies populaires peuplées entre 1990 et 2010 – qui nous intéressent particulièrement dans cette étude – constituent le contexte résidentiel de 8.5 % de la population de l'ensemble de ces quartiers, et de 6 % de la population totale métropolitaine, soit près de 1,2 million de personnes. Ils représentent tout de même 13 % de l'ensemble des quartiers de la ville et un peu plus de 20 % de l'ensemble des colonies populaires, soit toujours plus de la moitié des quartiers urbanisés dans cette période.
La dernière décennie montre un ralentissement certain de ce mode d'expansion : 57 % des quartiers identifiés comme peuplés entre 2000 et 2010 relèvent de la catégorie « colonie populaire » ; 36 % de la population de l'ensemble des quartiers construits dans la décennie y réside ; c'est beaucoup moins que vingt ans auparavant.

La carte 2.2 révèle ainsi l'espace des colonies populaires en fonction de l'âge de peuplement à l'échelon des *agebs*. L'inscription spatiale de la croissance des colonies populaires rend compte des dynamiques exposées précédemment. Sans surprise, un net gradient centre-périphérie apparait – avec les anciennes colonies autour de l'aéroport notamment, Iztapalapa ou Azcapotzalco –, et se double d'une différence est-ouest. En effet, l'est est plus marqué par ce type de peuplement et par sa continuité spatiale que l'ouest. La prise en compte de l'âge du peuplement permet de préciser l'inscription spatiale des colonies populaires en périphérie. On identifie alors :

- des noyaux villageois préexistants avant 1950, comme à Villa Milpa Alta, Ixtapaluca, La Magdalena Conteras, Tultepec ;
- la croissance des villages périphériques de la grande et très grande couronne périurbaine, comme à Teotihuacán, Tequixquiac ou Ecatzingo – dont les noyaux existaient avant 1980, mais dont l'expansion n'a été significative qu'à partir de cette période ;
- l'extension de larges zones de peuplement contigües à la conurbation, sous la forme de lotissements massifs : depuis Nezahualcóyotl jusqu'à La Paz, Valle de Chalco, Chimalhuacán ou Chicoloapan ; depuis Ecatepec ou Gustavo A. Madero jusqu'aux reliefs de la Sierra de Guadalupe ;
- la densification d'espaces intermédiaires et des interstices entre les villages et le reste de la conurbation, comme à Xochimilco, Tláhuac, Ecatepec-Tezoyuca, ou encore Texcoco.

La dernière période ne se distingue pas véritablement et confirme ces schémas de peuplement populaire.

Les évolutions sur la dernière décennie
Si l'on observe l'évolution entre 2000 et 2010 de l'ensemble des types de peuplement en termes de poids démographique et de stock de logements (tableau 2.1c), une tendance est particulièrement visible. En effet, la part des grands ensembles – entendus comme contextes résidentiels dominants observés à l'échelon de l'*ageb* – tend à augmenter de manière significative. Ce constat confirme les tendances observées empiriquement dans la périphérie de la ville. Concernant les populations résidentes, on observe ainsi :

- une augmentation de près de 750 000 habitants pour les *agebs* du type « colonies populaires », soit 0,6 % par an, malgré un recul en termes relatifs dans le total de population métropolitaine ;
- l'augmentation de plus de 860 000 habitants dans des contextes résidentiels identifiés comme des « grands ensembles », soit un taux de croissance annuel moyen très élevé de 2,8 % (par rapport à une augmentation métropolitaine de 0,9 % par an), et une nette progression en proportion totale, venant à représenter un cinquième des quartiers et de la population de ville (tableau 2.1 B) ;
- et enfin, un léger recul des peuplements pour catégories moyennes et supérieures, en absolu (80 000 individus) et en relatif, observable selon cette méthode.

En croisant l'évolution de la population totale entre 2000 et 2010 et celle des contextes résidentiels, il est possible d'approcher les modalités de peuplement dans lesquelles s'inscrit la croissance urbaine dans la dernière décennie. Celle-ci s'opère, pour un peu plus de la moitié, dans des grands ensembles, et pour un peu moins, dans les colonies populaires. Ces observations confortent la théorie du poids grandissant des grands ensembles dans le peuplement de la métropole et particulièrement en périphérie. Si cette croissance est bel et bien foudroyante et tend à s'imposer pour la dernière décennie comme la plus forte modalité d'expansion de la ville, les colonies populaires ne semblent pas s'effacer pour autant. Moins spectaculaire que les opérations immobilières récentes, elles n'en restent pas moins la forme de peuplement la plus anciennement inscrite dans l'histoire de la croissance urbaine de Mexico, mais surtout, la plus à même de révéler les dynamiques et expériences de la plus grande majorité des habitants de la métropole.
Le croisement des typologies de peuplement et de l'ancienneté de l'urbanisation amène un constat plus nuancé encore, si l'on pondère par le stock de logements habités. En 2010, 64 % du total des logements individuels habités de la ZMVM se situent dans des *agebs* identifiées comme colonies populaires, et 56 % des nouveaux logements construits depuis 2000 (près de 600 000) sont localisés dans de tels contextes (tableaux 2.1). La production de logements dans les colonies populaires reste ainsi largement majoritaire dans la croissance du bâti urbain habité, et ce, malgré la tendance favorable au logement d'intérêt social. P. Connolly [2003, p. 14] estime ainsi que pour les colonies populaires formées de manière massive avant 1990, « *ce qui se passe dans ces zones construites déterminera la qualité de l'habitat de la majeure partie de la population métropolitaine* ». Cette appréciation semble valable concernant les colonies populaires peuplées au cours de la période suivante.

Au final, les colonies populaires se révèlent dans la période la plus récente comme un peuplement moins en déclin, que masqué, à l'ombre du phénomène spectaculaire des grands ensembles, dans un contexte global de croissance faible. Il n'est pas encore entièrement d'actualité de contrarier les projections de P. Connolly qui évoque la future construction de « nouveaux Neza ou Chalco », au vu des tendances démographiques comme des évolutions de la production du marché formel de logements [2003, p. 14].

À l'issue de ce travail de définition de l'objet d'étude et de repérage dans l'espace des colonies populaires périphériques, il est possible de présenter succinctement les différentes sources et méthodes mobilisées au fil de notre approche. Enfin, il nous restera à exposer nos terrains d'étude, zones témoins à partir desquelles ont été menées les analyses spécifiques.

2.5. Méthodes et zones d'étude

L'étude des colonies populaires a nécessité le déploiement d'une méthodologie classiquement articulée entre orientations quantitatives et qualitatives. Sa présentation dans un premier temps, puis celle des différents cas d'étude choisis dans un second temps, constituent un préalable à l'analyse.

2.5.1. Approcher l'objet et l'espace : matériau et outils pour une méthode de recherche

À la vue des hypothèses précédemment formulées, l'analyse envisagée doit faire intervenir différentes méthodes, en intégrant les variables relatives au temps, à l'espace, à la position socio-économique et à l'entourage des populations dans les colonies populaires.
La question des sources et des méthodes sera régulièrement intégrée au cours de notre travail, selon les besoins de la démonstration. Toutefois, un premier tour d'horizon et quelques précisions préalables sont nécessaires au vu de l'hétérogénéité du matériau de recherche mobilisé.
Les choix méthodologiques suivis effectués dans le cadre de ce travail font classiquement appel à un équilibre entre des méthodes quantitatives et des méthodes qualitatives. La taille de Mexico et l'existence de données censitaires nombreuses et finement géolocalisées rendent incontournable l'utilisation d'une telle source d'informations systématiques. Pour autant, les informations exhaustives et détaillées sont rares sur les indicateurs avec lesquels nous souhaitons appréhender la maturation et échappent, pour certains d'entre eux, aux possibilités d'une enquête statistique. C'est donc aussi une approche qualitative qui sera menée, au regard d'une contextualisation – voulue la plus fine possible – autorisée par les données des recensements.
Nous avons ainsi mobilisé simultanément d'une part, des bases de données existantes, d'autre part, des enquêtes au cours d'un travail empirique.

2.5.1.1. Exploitations des statistiques officielles

Les sources statistiques collectées et diffusées par l'INEGI permettent des exploitations à différents échelons d'observation, selon les méthodes classiques d'analyse des données.

Sources
Parmi les sources retenues pour construire cette thèse, nous avons mobilisé un ensemble de bases de données à partir desquelles a été mené un travail d'analyse statistique de manière à appuyer nos observations empiriques sur un cadrage général, à l'échelle de l'agglomération. Il a été possible d'utiliser les recensements de populations de l'INEGI, aux niveaux détaillés (*muestras*) et agrégés (*censos* et *conteos*). En parallèle, nous avons également pu exploiter une enquête de mobilité quotidienne (EOD) [INEGI, 2007].
Les recensements permettent une « photographie » sociale, démographique et économique de la ville et des zones d'études, et offrent une lecture à différentes échelles et à différentes dates, cette dimension temporelle étant particulièrement précieuse dans le contexte de mobilité résidentielle. En plus des matrices de flux de personnes enregistrées comme « mobiles » dans le recensement, la caractérisation des contextes résidentiels et la qualification sociale des trajectoires des individus « mobiles » deviennent possibles. Il s'agit d'observer, notamment en

1990, 2000 et 2010, les indicateurs relatifs à l'équipement, au bâti, à l'accès aux services de base, à l'âge, à l'emploi, au statut résidentiel, etc. (annexes II.1 et III.2)
L'enquête EOD permet quant à elle de qualifier avec une précision relative les mobilités quotidiennes des habitants de Mexico en 2007, par les motivations, modes, coûts, temps et localisations des déplacements (annexe II.5).

Analyses
L'intérêt d'analyser ces bases de données est d'articuler sans cesse les échelles d'analyse et les échelons d'observation et, dans la mesure du possible, d'avoir une approche dynamique en prenant en compte les évolutions, le but étant d'aboutir à une meilleure compréhension des dynamiques socio-spatiales de mobilités et d'ancrages. Les méthodes retenues permettent d'interroger le lien entre les trajectoires des individus et des contextes résidentiels, entre des échelles spatiales et temporelles différentes.
Les dimensions sociodémographiques des individus et des logements contenues dans les recensements et dans l'enquête de mobilité ont permis de qualifier les lieux et les trajectoires des personnes et des contextes résidentiels. L'utilisation de méthodes statistiques simples sur une ou plusieurs variables éclairant notre sujet permet de proposer un cadrage général auquel confronter les situations particulières. Par le biais d'analyses uni ou multivariées, la caractérisation des lieux devient possible, relativement aux variables en elles-mêmes, mais surtout relativement aux différenciations des unités spatiales entre elles.
Une fois la sélection des indicateurs réalisée, il s'est agi en particulier d'élaborer des typologies socio-spatiales assez simples. Les analyses factorielles et les classifications ont permis d'explorer la complexité des informations décrivant les lieux. Les premières ont conduit à associer ou opposer les unités spatiales selon leurs composantes principales, tandis que les secondes ont permis la constitution d'ensembles géographiques relativement homogènes et différenciés. Enfin, les croisements simples ont permis de qualifier les trajectoires des individus et des lieux dans le prisme des mobilités et des ancrages.
Concrètement, ces méthodes ont rendu possible la contextualisation de la maturation urbaine en classant les quartiers selon les formes de la pauvreté et l'intensité de cette dernière pour les populations résidentes (chapitre 4), et selon les formes de mobilité et leur inscription spatiale (chapitre 5). Les trajectoires de la maturation ont enfin pu être approchées et qualifiées au niveau des individus (chapitre 7) et des lieux (chapitre 11).

Échelles et échelons d'observation
Il s'est donc agi d'exploiter autant que possible les différents niveaux d'observation disponibles, du plus général correspondant aux nécessités du cadrage, à l'individuel indispensable à l'appréhension de la complexité de notre objet.
L'analyse des données contenues dans les bases officielles a ainsi pu être menée à plusieurs échelons : zone métropolitaine, municipalités, districts, *agebs* – de la taille d'un quartier –, *manzana* – de la taille d'un ilot –, individus et/ou logement (annexe I.1). Les niveaux d'observation retenus sont aussi à mettre en lien avec les découpages disponibles pour approcher la mobilité, résidentielle d'une part – dont l'origine est identifiée uniquement à l'échelon municipal (annexe I.3) –, quotidienne d'autre part – comptabilisée à l'échelon du district (annexe II.5).

Pour dresser un panel des dynamiques métropolitaines des mobilités intra-urbaines, l'utilisation des recensements et d'une enquête publique de mobilité quotidienne permet d'aborder de façon globale les flux et structurations des mouvements à une échelle indispensable : celle de la métropole dans son ensemble.

Le niveau municipal s'impose ensuite comme premier filtre de lecture du dynamisme démographique, et plus particulièrement de la mobilité ainsi mesurable. Ce niveau d'agrégation permet également une approche pertinente de la diversité des périphéries et des contextes des quartiers étudiés.

Par la suite, un échelon inférieur a été mobilisé pour une analyse fine des caractéristiques globales des quartiers étudiés d'une part, pour une lecture de la division sociale de l'espace d'autre part. Nous avons ainsi pu disposer[55] des données au niveau des *agebs*, et pour 2010, des données au niveau des *manzanas*.
Le niveau *ageb*, bien que très fin à l'échelle de la métropole, ne correspond qu'à un maillage statistique de l'INEGI et comporte des limites importantes dans la manière dont il peut quadriller les terrains d'étude – plus facilement décrits en termes de colonies, de quartiers. Il s'agit pourtant de l'échelon d'observation privilégié au sein de nos analyses. Depuis 1980, la zone métropolitaine de Mexico (comme le Mexique urbain) est en effet découpée en *agebs* et leur cartographie est disponible depuis 1990. Ce maillage donne ainsi la possibilité de suivre l'espace urbain sur 20 ans avec une grille comparable – mais non identique, la géométrie des *agebs* différant régulièrement entre les recensements, obérant en cela l'analyse diachronique.
L'intérêt de mobiliser un maillage d'une plus grande finesse (*manzanas*) tient dans le fait qu'il est ensuite plus aisé de l'associer à une réalité approchée de manière empirique. Pour le recensement de 2010, l'INEGI a mis gratuitement à disposition du grand public à partir de l'été 2012 les bases de données des résultats censitaires jusqu'à l'échelon des *manzanas*[56] (îlots). Une fois collectée et mise en forme, cette mine d'informations donne alors la possibilité d'analyser très finement le tissu urbain, d'aller au plus près des zones étudiées et de compléter et de recouper les différentes sources de notre recherche.

En parallèle à ces bases de données agrégées où l'information géographique est très précisément localisée, nous avons également eu recours à l'analyse du recensement détaillé, à travers l'exploration de la *muestra censal* des recensements de 2000 et de 2010 – disponible également pour le grand public depuis fin 2011. Dans cette base, l'information est délivrée au niveau individuel et au niveau du logement[57]. Mais pour des raisons de confidentialité des données, la précision de la géolocalisation est moindre et seule la localité urbaine[58] est renseignée au sujet du lieu de résidence au moment de l'enquête (à condition que la localité compte plus de 50 000 habitants – voir annexe II.4).
Si les données de la *muestra* permettent des analyses longitudinales, notamment sur les populations ayant connu une mobilité résidentielle enregistrée par le recensement, elles permettent également de calculer par extrapolation – grâce aux coefficients de pondération, au niveau des municipalités – certaines variables alors absentes des bases de données agrégées.

[55] Les différentes bases de données dont nous avons pu disposer ont été collectées, pour la plupart, au cours des différents séjours au Mexique. Les données des *censos* et *conteos* de 1990, 2000 et 2005 ont été mises à notre disposition par la Unam. Celles des *muestras* de 2000 et 2010 comme le recensement de 2010 (et antérieurs à 1990) nous ont été fournies par l'INEGI.
[56] Ces bases regroupent les données relatives aux *manzanas* des *agebs* urbaines de chaque entité fédérative du Mexique. Elles sont téléchargeables à partir du portail de l'INEGI, en 2014 sur http://www.inegi.org.mx/sistemas/consulta_resultados/ageb_urb2010.aspx?c=28111&s=est
[57] Le fichier de la *muestra* est composé de 3 classeurs, un relatif aux personnes, un second relatif aux logements, et un troisième spécifique pour les migrants internationaux.
[58] La « localité urbaine » est une unité de découpage administratif prenant en compte un ensemble urbain bâti continu comptant plus de 2 500 habitants, à l'intérieur d'une délégation ou municipe (annexe I.1). Il regroupe des *agebs* urbaines, est délimité par les limites municipales et exclut les zones non-urbaines. Un municipe peut en compter une seule (exemple de la délégation d'Alvaro Obregón) ou plusieurs (exemple de Tláhuac). L'ensemble des 296 localités urbaines (en 2014) constitue la *mancha urbana* (la tache urbaine) de Mexico. On perçoit alors la faible finesse de ce maillage.

En effet, il existe des différences notables dans le panel de variables disponibles dans les bases selon le niveau d'observation – entre les bases des municipalités, des *agebs*, des *manzanas*, et de la *muestra*[59] – et la date des recensements[60].

La constitution des bases de données géoréférencées à partir desquelles nous mènerons nos observations est explicitée en annexe II.2 et sera l'objet de discussions au fur et à mesure de notre propos (chapitre 4). Pour autant, un préalable s'impose dès ce stade de l'analyse au sujet des écueils possibles. Nous devons ainsi prendre la mesure des limites de l'utilisation de ces données et interroger la pertinence de l'information statistique relativement à la finesse de l'échelon retenu.
Lorsque ce dernier est trop fin, le poids démographique peut s'avérer trop faible pour que l'information soit significative ; des valeurs extrêmes peuvent conduire à brouiller les lignes structurantes de l'ensemble de la ville. D'un autre côté, si le grain de l'échelon est trop grossier, la lecture des formes spatiales spécifiques peut être entravée, laissant trop de place aux effets liés à la forme et aux limites des mailles. L'analyse des formes macro que révèle une échelle agrégée doit être confrontée avec des niveaux inférieurs. Il devient alors possible d'apprécier l'hétérogénéité ou l'homogénéité de la maille agrégée et de faire ressortir les nouvelles formes spatiales sous-jacentes [François, Ribardière, 2004].
Pour cela, dans cette thèse, une attention toute particulière a été portée à l'élaboration cartographique, à plusieurs échelles, de manière à confronter et restituer autant que possible dans l'espace les différentes lectures des phénomènes étudiés.

Malgré leur précision et leur capacité à représenter les habitants et l'espace de Mexico, les enseignements tirés des seules statistiques officielles des recensements s'avèrent limités. Les recensements et l'enquête EOD permettent d'établir les tendances et les matrices de mobilité au niveau de la ZMVM, mais seule l'enquête biographique permet de révéler un ensemble de dimensions complexes autour des processus d'ancrages des personnes dans les lieux.
Des enquêtes personnelles permettent de reprendre en partie les dimensions du recensement, en les croisant et en les complétant, de manière à appréhender les mobilités et ancrages des individus dans leur globalité. Certes moins systématique, le travail empirique renvoie néanmoins à une approche de premier ordre et aborde de façon beaucoup plus précise les questions autour des acteurs et leurs rapports à l'espace urbain. Y. Grafmeyer rappelle à ce titre que « *c'est bien le détour par une approche à la fois contextualisée, individualisée et compréhensive qui est la voie privilégiée pour constituer le choix résidentiel en objet d'étude empirique* » [2010, p. 52]

2.5.1.2. Travail empirique et enquêtes qualitatives

Nous avons donc retenu des méthodes qualitatives afin de cerner les dynamiques d'ancrages et de mobilités, au plus près possible des acteurs de la maturation. Trois grandes séries d'enquêtes à l'aide d'entretiens et de questionnaires ont donc été menées, afin

[59] Par exemple pour 2010, on trouvera dans la *muestra* la variable renseignant sur le municipe de résidence antérieure 5 ans avant le recensement, ou encore celle relative au statut d'occupation du logement. Pour la première variable, on ne retrouve dans les bases municipe, *ageb* et *manzana* que le total des personnes résidant dans un autre municipe 5 ans avant – sans précision sur le municipe d'origine. Pour la seconde, la variable n'est pas extrapolée pour les niveaux d'observation supérieurs. Dans l'autre sens, la base des *agebs* fournit le total de logements individuels habités, mais pas la base des *manzanas* (annexe II.1.2).
[60] On rappellera alors par exemple l'existence d'une variable relative aux revenus au niveau des *agebs* en 1990 et en 2000, alors qu'elle est absente en 2010 (1.3.4, note 87, p. 68), ou encore l'absence de variables relatives à l'équipement ménager en 1990, mais leur présence dans les recensements de 2000 et 2010.

d'atteindre un niveau d'information pertinent et précis auprès des acteurs de l'évolution des quartiers périphériques. Toutefois, il est indispensable de considérer ces choix méthodologiques comme exploratoires. Les échantillons réunis n'ayant aucune vocation à être représentatifs d'un point de vue statistique, leur traitement quantitatif ne prend sens que par rapport à la richesse d'informations que les réponses sont susceptibles de révéler.
L'ensemble de ces méthodes a donné lieu à un travail de terrain répété. Depuis 2009, cinq séjours/missions de plus de trois mois au Mexique[61] ont ainsi permis une meilleure connaissance de la ville de Mexico, de ses colonies populaires périphériques, des personnes qui y vivent, des institutions publiques et privées qui y opèrent.

Un premier point tentera de présenter rapidement un retour sur la démarche suivie, où la place du chercheur est – comme lors de toute position de recherche empirique en sciences sociales – complexe. Puis, il s'agira d'aborder successivement les trois types d'enquêtes qui ont été menées. Enfin, nous présenterons les autres matériaux empiriques qui ont également permis cette recherche.

Les colonies populaires et la question de la « difficulté du terrain »[62]
Les questionnements relatifs au regard à adopter sur sa propre démarche de recherche semblent incontournables. En effet, comment poser les bonnes questions sur des problèmes qui nous sont neufs, mais qui sont ceux que connaissent intimement et depuis longtemps nos interlocuteurs ? Le « terrain » de l'étude des colonies populaires périphériques de Mexico est-il d'ailleurs « difficile » ?
La première étape consiste à définir le mot terrain : l'unité spatiale et temporelle où le chercheur travaille de manière empirique et établit des faits scientifiques à partir du concret [Volvey, 2003]. J. Tricart [1977] analyse la méthodologie du terrain comme une conception raisonnée du travail d'expérimentation pour la géographie. Pour le chercheur, le terrain représente donc cette expérimentation directe, nécessaire perception de son objet lui permettant sa construction, sa compréhension, puis sa théorisation. Concrètement, le terrain renvoie à la « *collecte des données au contact direct de la réalité étudiée* » [Calbérac, 2007, p. 430]. Pour le « cherché », c'est « *l'espace des pratiques quotidiennes de l'objet enquêté, le lieu de l'expérience, l'école de la vie* » [Vieillard-Baron, 2007].
Jugé « difficile » ou non, le terrain en sciences sociales dépend de l'enquêteur, de l'enquêté et du contexte d'enquête, distance et proximité sociale et politique variant entre les deux premiers et conditionnant le troisième, cœur de la collecte des données. La difficulté est à la fois sous-jacente à tous les terrains des géographes comme des autres chercheurs, mais plus que construite ou déconstruite par tel ou tel processus, elle est analysée globalement comme structurante du travail de recherche dans sa dialectique. « *Quel que soit le terrain, il est susceptible d'être considéré comme difficile* » [Boumaza, Campana, 2007, p. 4]. La difficulté émane toujours d'une distance sociale entre enquêteur et enquêté, difficulté de la relation par décalage du monde de l'un par rapport à celui de l'autre. M. Boumaza et A. Campana [2007]

[61] Au cours de la thèse de doctorat, nous avons passé 15 mois cumulés de séjour à Mexico, sur financement de l'allocation de recherche du contrat doctoral avec mission d'enseignement (d'octobre 2009 à septembre 2012), de la bourse d'aide à la mobilité de la région Ile-de-France, et du projet ANR Périsud au sein du laboratoire Prodig. Trois missions ont été réalisées en 2010 (janvier-avril ; juin-septembre ; octobre-décembre) et une en 2011 (juillet-décembre). Au total, avec le Master 2 (3 mois au printemps 2009), cinq missions auront été réalisées, pour un total de 18 mois de séjour à Mexico.
[62] Sur cette question, un remerciement tout particulier va à Marie Gibert et Emmanuel Chauvin, doctorants de l'Université Paris 1 rattachés au laboratoire Prodig, avec qui il a été possible de réfléchir sur la difficulté du terrain en géographie. Nos réflexions collectives ont donné lieu à une communication [Chauvin *et al*, 2011] et à la rédaction d'un article « Penser les difficultés du terrain en géographie. Réflexions à partir de recherches dans les pays du Sud » (article soumis).

considèrent la difficulté du terrain comme un élément universel au sein de la méthodologie des sciences sociales, notamment au travers de la relation d'observation participante. La représentation de la difficulté est celle de « *zones de violence ou d'insécurité* », mais elle englobe de fait d'autres types de terrains selon les auteures [2007, p. 4]. La difficulté est alors le contact et le conflit, vecteur d'inconfort. Plus que la situation intrinsèquement risquée, l'inconfort provient alors du décalage social, économique réel et avant tout psychologique (perception personnelle) du chercheur français en colonie populaire mexicaine.
L'adaptation est nécessaire et passe par le développement personnel de connaissances des codes, d'acquisition de ces derniers et la capacité à les remobiliser lors de l'enquête afin de diminuer la représentation du « risque » [Chauvin *et al*, 2011]. Cette maitrise des codes est alors plus lourde en terrain étranger, les rapports de proximité/distance étant alors plus importants, et ce, malgré la proximité de la langue espagnole.

Le travail dans un pays considéré comme « émergent » nous a obligatoirement conduit à tous les problèmes d'éthique et de positionnement du chercheur par rapport à son objet. Il interroge son engagement éventuel, porteur de nouvelles difficultés et de risques, mais se cantonne dans l'exercice de la thèse à une description et une analyse des rapports politiques ainsi mis à jour.
La production de savoir à partir du « concret » nécessite une constante adaptation du protocole de recherche face à la diversité des échelles et des acteurs de l'objet et face à une prise de conscience progressive du pouvoir politique procuré par ce savoir. Cette question soulève le problème classique aux sciences humaines et sociales de la distance sociale et politique entre le contexte personnel du chercheur, celui de l'objet, et celui du déroulement de l'enquête. Ainsi, l'engagement du chercheur, la communication de ses résultats sont des mécanismes de diminution de la distance, mais aussi potentiellement vecteurs d'un pouvoir politique fort, au sein d'une société particulièrement inégalitaire (chapitre 4).
Tiraillé entre l'utilité de détenir des informations relatives à l'objet et une relative indifférence par rapport à cet objet et aux enjeux dont il est porteur, le chercheur doit légitimer sa présence et son travail. Il doit aussi gérer le risque (de sanction que peut impliquer le manque d'anonymat) pour l'enquêté, et le risque de fermeture/cloisonnement/privation de la donnée. Dans notre cas par exemple, notre objet soulevait des dimensions directement liées à la question foncière : la sensibilité des enjeux politiques et financiers qui y sont associés nous a même conduit à être perçu comme un acteur « intéressé » par ces enjeux.
Le terrain et la situation d'enquête ne doivent donc pas être perçus comme neutres, et leur politisation nécessite la prise en compte des rapports de pouvoirs qui font partie de la difficulté de rendre compte de « l'invisible ». L'intérêt de la politisation réside dans une meilleure compréhension de l'espace social et des réseaux opérationnels à intégrer pour acquérir les codes nécessaires à l'établissement du protocole de recherche.

Bien que notre objet de recherche se soit construit progressivement tout au long de la thèse, notre démarche a tenté de mieux comprendre dans son ensemble la société mexicaine, à travers ce à quoi nous avons été sensible dans les quartiers populaires. Derrière les questions simples se trouvaient parfois des « questions qui fâchent » [Laurens, 2007]. Notre objectif étant aussi de comprendre les rapports de domination et les réseaux sociaux à l'œuvre – au sein d'une grille de lecture sur l'objet qui ne l'impliquait pas forcément au premier abord –, nous avons tenté de lever ces barrières et/ou de nous en servir comme clef d'interprétation. Si l'immense majorité du travail empirique s'est déroulé sans encombre et a été l'occasion d'un rapport privilégié avec les habitants de la ville, nous pouvons ici présenter quelques-unes de ces barrières.

Ainsi, étudier les mobilités et ancrages résidentiels dans les quartiers populaires de Mexico nécessite, entre autres, d'avoir accès aux bases de données du recensement de la population à un échelon fin et aux organisations sociales œuvrant dans les quartiers. Or, même si le Mexique se revendique d'une politique de transparence dans la diffusion et l'accessibilité des données officielles[63], la collecte de rapports officiels et de statistiques publiques, auprès des instituts et organismes d'État, comme des universitaires travaillant sur ces données, s'est avérée laborieuse, malgré une tendance à un accès de plus en plus facilité. La cession d'information publique s'affiche souvent comme confidentielle par ses détenteurs, et une forme d'omerta était à intégrer lors des recherches auprès des autorités.
Par ailleurs, conduire des entretiens sur les itinéraires biographiques des habitants de quartiers souvent informels ou encore sur les politiques d'aménagement urbain auprès des autorités officielles et officieuses dans des contextes d'illégalité foncière renvoie également à un certain décalage. Le climat de certaines visites a pu s'avérer particulièrement tendu, dans un contexte de méfiance croissante, liée à une criminalité ressentie très élevée et en augmentation. Étudier les questions de régularisation physique et foncière révèle la présence de barrières qui s'érigent au point de fermer l'accès à un quartier ou ponctuellement lors de rencontres avec des acteurs. Légalement, l'espace public est ouvert à tous, mais des « délégués » de colonies, représentants plus ou moins reconnus par la population et par l'État, sont susceptibles de refuser l'accès aux quartiers. Dans ce contexte, au croisement du formel et de l'informel, très variable selon la zone, ces relais assurent un encadrement et une organisation sociopolitique, contraignant parfois la démarche de recherche. La compréhension de leur rôle reste dans le même temps indispensable.

Ainsi, l'approche méthodologique qualitative repose la question des dilemmes du chercheur lors de l'élaboration d'un raisonnement à partir de réalités sociales captées empiriquement. Qu'il s'agisse d'interagir lors de l'étude, de constituer un échantillon « représentatif », ou de généraliser puis de conceptualiser, la démarche du chercheur renvoie à des techniques à adopter et des écueils à éviter qui sont autant de « ficelles » que restitue notamment Howard S. Becker [2002].

Le travail d'enquête a donc cherché à comprendre notre objet d'étude auprès de ceux qui le construisent et le font vivre. Un sens tout particulier est donné à la confrontation des points de vue de ces acteurs, habitants ou non. Le matériau de recherche qualitatif se répartit en quatre catégories : entretiens semi-directifs, questionnaires dirigés, textes officiels et autres éléments collectés au cours des différentes visites sur les zones d'étude.
Après avoir présenté l'intérêt de mener des enquêtes directes sur nos zones d'études, nous exposerons les questionnements relatifs aux différents types d'acteurs interrogés, d'abord pour les entretiens avec les habitants, puis avec les autres acteurs locaux (E1 et E3), enfin pour les questionnaires auprès des jeunes parents (E2).

Intérêt de la méthode des enquêtes par entretiens
M. Bertrand [2011, p. 46] explique, au sujet de ses enquêtes en territoires urbains malien et ghanéen, la nécessité « d'investir » dans la constitution de séries de données récoltées de manière empirique, face aux défaillances de la disponibilité en données géographiques de qualité, ainsi que face aux progrès des méthodes d'analyses d'enquête urbaines dans les villes du Nord. De l'autre côté de l'Atlantique où le contexte est bien différent, notre démarche ne prétend pas transcender l'existence des données à Mexico, ni exploiter entièrement les capacités d'analyse biographique à la manière des enquêtes de l'Ined et de l'IRD

[63] *Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública y Gubernamental* [Diario 2002].

(chapitre 3)[64]. Toutefois, elle permet une meilleure compréhension de l'objet d'étude et des filtres de lecture choisis.
En outre, la conduite de séries d'entretiens a permis de dépasser le problème trivial de la désagrégation insuffisante des données censitaires. Elle permet aussi la compréhension précise et globale des profils longitudinaux d'habitants connaissant « mobilités et ancrages », sur des plages de temps et dans des espaces très divers, où le cadre administratif de délimitation de l'espace n'est pas forcément adéquat, et où une approche micro de l'espace local urbain devient nécessaire [Bertrand, 2011, p. 57].

Au sein des quatre groupes de quartiers sélectionnés (voir 2.5.2), les entretiens auprès des habitants ont donc laissé une large place à l'espace, l'entrée étant souvent celle de la résidence au moment des enquêtes. L'échantillonnage des personnes interrogées a été dans l'ensemble mené empiriquement par choix raisonné. On opposera toutefois à cette limite en termes de représentativité le fait que nous avons porté un intérêt particulier sur les familles installées depuis un temps suffisamment long pour potentiellement développer des « mécanismes d'ancrage ». La pratique des entretiens a également conduit à un effet de « grappes », où nous avons eu la possibilité d'interroger différents membres d'un même foyer. Cette pratique répondait en cela à notre souhait d'appréhender l'individu dans son entourage, et a permis de recouper les informations.

Les grilles d'entretiens ont été relativement souples, afin de s'approcher au plus près du discours des personnes au gré de passages répétés. Même si les questions obéissaient à un ensemble de points à aborder (annexe III.1), notre démarche a tenté au maximum de laisser la parole aux habitants, quant à leur histoire et à leur manière de penser la ville.
La présence d'intermédiaires s'est rarement avérée nécessaire et les rencontres se faisaient le plus souvent de manière individuelle et informelle, à l'intérieur de la résidence ou du lieu de travail (avec parfois un certain temps d'abord passé à l'entrée, ou encore, en présence simultanée de plusieurs personnes). Précisons aussi que, lors de certains passages répétés, il a parfois été préférable de prendre des rendez-vous et d'adopter un cadre plus formel, notamment auprès de personnes interrogées sur leur lieu de travail lors de la première rencontre ou lors de réunions d'associations.
La prise de contact passait systématiquement par une présentation personnelle, expliquant notre présence au Mexique et le travail que nous y effectuions. L'identification officielle (carte étudiant, identité, ordre de mission, affiliation locale auprès de la FLACSO, carte consulaire) pouvait s'avérer nécessaire et visait à rassurer nos interlocuteurs, parfois enclins à la méfiance au premier abord.
Afin de gagner la confiance des interlocuteurs, de laisser la parole libre et dans le but de ne pas rigidifier l'échange, aucun entretien n'a été enregistré[65]. Ces derniers se déroulaient généralement avec une prise de notes, sauf très rares cas où cette dernière semblait mettre mal à l'aise nos interlocuteurs. Certaines discussions ont été conduites sous couvert d'anonymat, afin d'apaiser au maximum l'échange.
Les entretiens étaient retranscrits (largement complétés, voire parfois entièrement rédigés) le jour même : pour le complément de notes, à l'issue du rendez-vous ; pour la retranscription au propre, à notre domicile. Les citations intégrées dans le texte sont le fruit de ces notes prises

[64] Pour une rétrospective synthétique des grandes enquêtes biographiques menées entre autres par ces deux instituts depuis 1998, voir Imbert, Dubucs *et al,* 2014, pp. 38-41.
[65] Nous pouvons à ce titre renvoyer à la remarque de Colette Pétonnet à Thierry Paquot lors d'un entretien [Pétonnet, 1996, p. 5], qui n'a, bien avant nous, « *jamais branché ce machin* [un magnétophone] ». Nous nous permettons de reprendre à notre compte le « pourquoi » : « *Il faut entendre la parole, la capter, la restituer, lui donner sa fluidité, il faut rester avec celui qui parle, qui vous parle, et que rien ne vous échappe* ».

au fil des conversations, et renvoient à des expressions témoignant à nos yeux d'une pertinence caractéristique.
Dans la plupart des cas, nous avons décidé de rendre hommage à ceux qui ont permis à notre travail de recherche de se construire en les attribuant au prénom ou au nom de la personne. Toutefois dans certains cas, nous avons jugé préférable de ne pas identifier trop précisément les personnes, notamment lors de propos considérés comme « incisifs ou en décalage » avec les fonctions occupées. Seules les fonctions – sans précision géographique clairement reconnaissable le cas échéant – sont mentionnées, afin de donner les clefs nécessaires à la compréhension du discours.

Les enquêtes réalisées au moyen des entretiens semi-directifs ont ainsi été découpées en deux « types d'entretiens » : auprès des populations résidentes d'une part, des autorités y opérant d'autre part.

Entretiens semi-directifs auprès des habitants : approche biographique (E1)
Les entretiens longs semi-directifs dans chacun des terrains d'étude, avec différents membres de la population, devaient d'abord permettre de comprendre les parcours de vie et les perceptions et expériences de ceux qui vivent le quartier (enquête dite « E1 », annexe III.1.1). Ces méthodes ont permis de comprendre quelques mécanismes sociaux, et des logiques familiales et politiques d'insertion des citadins dans la vie de leur quartier. Ainsi, nous visions le suivi des itinéraires biographiques, afin de comprendre quelques stratégies résidentielles ayant participé au peuplement du quartier et pouvant contribuer à restructurer les ancrages qui s'y inscrivaient.
Pour ce faire, nous avons puisé nos questionnements dans ceux déjà éprouvés lors de grandes enquêtes de géographes et démographes relatives à l'approche biographique (voir chapitre 3). Nous avons tenté de regrouper un maximum de sujets et de techniques d'enquête en nous inspirant des différentes séries d'enquêtes du GRAB[66] [GRAB, 1999 ; Dureau, Beauchemin *et al* 2006], mais aussi de celles de M. Bertrand [2003a ; 2011] à Bamako et Accra. La démarche a en particulier été enrichie par les dimensions des questionnaires des enquêtes de F. Dureau, J.-P. Lévy *et al* [2005], de l'enquête du *Colegio de México* et de l'IRD sur la mobilité menée à Mexico en 2006 [Salazar, Paquette *et al*, 2006], et du projet de recherche franco-latino-américain METAL (Métropoles d'Amérique latine dans la mondialisation. Recompositions territoriales, mobilité spatiale, action publique) – coordonné par F. Dureau [METAL *et al*, 2009 ; Dureau, 2012]. Enfin, l'enquête *Biographies et entourage* – étudiée par C. Imbert [2005] et coordonnée par C. Bonvalet et E. Lelièvre [2012] –, l'enquête *Rapports résidentiels* – sur les constructions des choix résidentiels et des rapports aux quartiers dans des espaces centraux français [Authier *et al,* 2001 ; Authier, Lévy J-P., 2010] –, ainsi que le questionnaire de la *Encuesta Municipal de Desarrollo Urbano* mis en place et exploitée par E. Huamán et A. Barreto [2002] – sur l'accès au sol urbain des nouvelles générations dans le municipe de Chimalhuacán –, ont également grandement participé à la construction de nos choix méthodologiques et de l'arsenal de questions posées.

Entre début 2010 et fin 2011, au cours de nos visites dans les quartiers, nous avons tenté d'enquêter plusieurs profils d'acteurs : les responsables locaux, les groupes politiques locaux, et les commerçants, les « anciens » installés, les familles rencontrées de manière aléatoire, etc. Notre filtre a d'abord été celui de « responsables » et/ou « délégués de quartier », intégrés dans des collectifs – que ces derniers soient relatifs à la municipalité, à la gestion de la

[66] Notamment de l'enquête du CEDE-ORSTOM menée par F. Dureau *et al* [1993] à Bogotá au sein des études comparatives de F. Dureau et V. Dupont à Bogotá et Delhi [Dupont, Dureau, 1997].

colonie, à un parti politique ou à une association quelconque[67]. Malgré tous les biais qu'une telle approche (par « le haut ») contient, il s'agissait alors de « se faire peu à peu connaître » auprès de groupes d'individus et de personnes-ressources – dont les réseaux sociaux comptaient parmi les plus développés du quartier –, et d'afficher une démarche de recherche globale[68] lors des enquêtes.
Un second temps de la démarche empirique consistait aussi à rencontrer les plus anciens résidents, dont les connaissances des lieux et des gens pouvaient s'avérer des plus précieuses pour notre propre enseignement. Parallèlement, un parcours animé de la simple curiosité, au fil de nos rencontres, parfois fortuites, dans la rue, dans les commerces, lors de réunions publiques, ou encore dans les écoles, a largement participé à nourrir une connaissance élargie dans ces quartiers.

Les enquêtes auprès des habitants – E1 – ont ainsi porté sur un ensemble de dimensions, relatives à leur situation actuelle, leur itinéraire résidentiel, leur entourage, leurs relations à l'espace et leurs projets de vie. La grille d'entretien, forcément toujours réadaptée dans l'ordre et la formulation des questions, est divisée en onze items (annexe III.1.1). Au final, elle aborde les thèmes suivants :

- caractéristiques du logement (bâti),
- informations générales sur l'enquêté,
- sa situation antérieure,
- les dimensions de son système résidentiel et son histoire de vie,
- le statut d'occupation et le mode d'acquisition du logement,
- la régularisation du terrain,
- les pratiques de mobilité quotidienne de l'enquêté,
- son installation dans le quartier et l'histoire des changements du quartier,
- la relation entre la personne et son quartier,
- éventuellement ses enfants (afin d'observer la seconde génération),
- et enfin, ses projets de vie et ses attentes.

Nous sommes conscient qu'une démarche d'entretiens systématiques auprès d'un nombre d'habitants suffisants (pour une représentativité statistique) n'était pas réalisable dans le cadre de cette thèse. Toutefois, cet échantillon nous a permis d'observer un panel intéressant de parcours biographiques révélateurs de tendances comparables et, dans une certaine mesure, généralisables.
Au total, malgré le problème lié au phénomène des grappes des personnes enquêtées, le recoupement des expériences, l'inégalité du nombre d'entretiens selon les zones d'étude et l'impossibilité de recouvrir systématiquement l'ensemble des questions, nous pouvons exploiter un ensemble de 140 entretiens auprès des habitants[69]. 65 d'entre eux ont été menés de manière longue et répétée[70] (voir annexe III.1.4).

---

[67] Ce filtre explique également l'inévitable imbrication entre les entretiens de type E1 sur les itinéraires biographiques des résidents et certains entretiens de type E3 relatifs aux acteurs de l'aménagement des quartiers.
[68] Interrogeant tous les acteurs *a priori*, en tenant compte des éventuelles hiérarchies sociales en jeu, tout en martelant notre appartenance académique et notre indépendance politique sur le terrain, afin d'afficher un pouvoir de nuisance le plus restreint possible pour nos interlocuteurs.
[69] Si 140 entretiens ont été menés auprès des habitants, les réponses exploitables renvoient à 139 grilles d'entretiens E1 renseignées dans notre base de données : 13 à Milpa Alta, 25 à Cuautitlán, 43 à Tláhuac, et 58 à La Paz. Les informations alors recueillies ne concernent pas uniquement des personnes résidentes des quartiers concernés, mais aussi des personnes externes rencontrées sur place.
[70] Voir annexe III.1.4. Les 65 entretiens longs, répétés et « complets » auprès des habitants n'ont en effet concerné qu'une petite partie du total des 212 personnes interrogées au cours des quatre séjours de terrain. Toutefois, une certaine complémentarité a été souhaitée entre les différentes méthodes qualitatives dans les différents terrains. Au total, pour les 4 zones étudiées, on compte 21 entretiens à Milpa Alta, 37 à Cuautitlán, 54

Entretiens semi-directifs auprès des instances de gouvernance et autres acteurs locaux (E3)
Parallèlement – et parfois avec les mêmes personnes que précédemment – ont été menées les enquêtes E3, par entretiens semi-directifs, auprès des acteurs de la gouvernance et de la consolidation des quartiers (annexe III.1.3).
Nous avons cherché ici à saisir les logiques des acteurs officiels et informels qui agissent dans l'aménagement du quartier et participent à son évolution en termes collectifs. Que ces acteurs locaux relèvent de la communauté résidente, des instances politiques, agraires, associatives, municipales, étatiques, administratives ou encore de compagnies prestataires de services publics, notre démarche a consisté à comprendre leur rôle dans les dynamiques évolutives des contextes résidentiels.
Il s'est agi d'approcher :

- les individus apparaissant comme des « chefs de quartier » ;
- les directeurs d'écoles de quartier ;
- les délégués de services d'action sociale ;
- les directions des services urbains municipaux ;
- les services municipaux du contrôle foncier ;
- les directions techniques et juridiques d'organisme de régularisation ;
- d'autres intervenants (extérieurs, prestataires de services : enseignants, chauffeurs pour l'eau, équipes d'électriciens, d'ouvriers de la voirie, etc.).

Les questions portaient sur le statut des quartiers enquêtés, la reconnaissance (ou non) politique, l'approvisionnement en services de base, la régularisation foncière, la compréhension des organigrammes de l'action collective et politique locale, l'articulation/coordination des services publics, et le rôle de l'informel.

Ces différents acteurs et questionnements ont pu être appréhendés selon quatre temps et catégories. Dans un premier temps, il s'agissait de « s'imprégner » de la réalité « sur place » en donnant la priorité aux habitants et à ceux qui prétendaient les représenter de manière informelle : délégués, politiciens, associations, responsables et caciques locaux.
En parallèle à ce travail auprès de ces « autorités » reconnues ou non, en lien avec les évolutions d'ordre collectif des colonies, nous nous sommes intéressés aux « externes », acteurs de la consolidation, travaillant dans la colonie, mais pas systématiquement résidents. Nous avons alors interrogé les employés des services publics : employés des annexes municipales, policiers, enseignants, assistants sociaux, employés de services, etc. Auprès de ces premiers acteurs, les thèmes abordaient généralement l'historique de la consolidation, de la vie politique du quartier, de la mobilisation collective, les enjeux de pouvoir, et les coûts de la régularisation, foncière comme physique.

Dans un deuxième temps, fort de cette expérience « de terrain », nous avons ensuite orienté nos interrogations en direction des autorités publiques qui régissent les questions d'aménagement du territoire : instances politiques municipales, autorités agraires à plusieurs échelles, ainsi que les autorités chargées de la question de la régularisation foncière des quartiers illégaux. Il s'agissait de saisir les actions de ces institutions dans les dynamiques de maturation, mais aussi leurs manières de lire la ville, de la comprendre et de se l'approprier. Pour la trame de questions, très librement adaptée selon l'interlocuteur, nous nous sommes inspiré de la méthode avec laquelle A. Ribardière [2005, annexe 2] a interrogé les cadres de l'action sociale et de la politique de la ville dans le contexte français. Les problématiques, si elles sont évidemment différentes par rapport au Mexique, nous semblaient pertinentes. Il s'agissait pour nous de réinvestir la manière de sonder les instances de gouvernance de

à Tláhuac, 83 à La Paz. Si l'on observe uniquement les entretiens E1 longs et répétés, on en compte 7 à Milpa Alta, 9 à Cuautitlán, 25 à Tláhuac, 24 à La Paz (voir annexe III.1.4).

l'action publique autour des enjeux d'aménagements dans des quartiers « populaires », où les questions du foncier et de l'approvisionnement en services urbains de base sont sensibles.

Enfin, dans un dernier temps, dans le but de mieux comprendre la complexité des mécanismes identifiés sur nos zones d'étude, nous avons également eu recours aux points de vue de personnes capables de fournir un regard différent sur notre recherche, notamment des universitaires, mais aussi d'autres habitants de la ville de Mexico. La variété des points de vue ressort selon le type d'acteurs interrogés. Nous avons alors cherché à interroger des personnes résidant simplement dans un autre « type de peuplement » que la colonie populaire (notamment pour comprendre les liens entre celle-ci et les grands ensembles de logements sociaux), des résidents d'autres colonies populaires, ou encore des personnes non résidentes (externes), mais « pratiquant » les espaces étudiés. Nous nous sommes particulièrement tournés vers les responsables locaux d'associations, délégués de quartier (n = entre 12 et 16), les personnels municipaux, scolaires, de services publics intervenant régulièrement (n = entre 23 et 33), ainsi qu'auprès des sièges centraux des organismes s'occupant des questions liées à la régularisation foncière.

Au total, pour ces entretiens qui nous ont permis une meilleure compréhension de l'histoire et du fonctionnement politiques des quartiers populaires périphériques de Mexico, notre recherche doctorale nous a conduit à échanger avec 105 personnes, dont 17 résidents déjà pris en compte au travers de l'enquête E1[71]. Sur ces 105 enquêtes, 57 ont été menées de manière longue et/ou répétée au cours de la recherche au Mexique[72].

Questionnaires systématiques dans les groupes scolaires (E2)
En dehors des entretiens menés directement auprès des habitants, il s'est agi de mettre en place un questionnaire au sein des zones étudiées, afin d'explorer de manière plus systématique les questionnements de notre recherche auprès d'une population plus nombreuse que ce que permettent les entretiens longs. Ce questionnaire se voulait alors plus court que la grille correspondant à l'enquête E1, afin que l'implication de l'enquêté et le travail de l'enquêteur soient moindres.
Cette enquête (enquête dite « E2 », annexe III.1.2), plus étendue, mais moins riche, permettait à un maximum de personnes de répondre d'une façon simple et rapide. Il ne s'agissait évidemment pas de mettre en place une enquête comparable à celles réalisées dans d'autres métropoles françaises, latino-américaines ou ouest-africaines [GRAB, 1999 ; Authier, 2001 ; Huamán et Barreto, 2002 ; Dureau, Lévy *et al*, 2005 ; Bertrand, 2003a ; 2011 ; Dureau, 2012], mais de s'inspirer de méthodes efficaces en matière de structuration de questionnaires et de formulation des questions (annexe III.1.2)[73].
Ces dernières visaient l'identification des espaces de vie des habitants, de leur naissance à leur lieu de résidence actuel, et la manière dont ils pratiquent l'espace urbain. Si les lieux de résidence font l'objet d'un intérêt particulier (statuts résidentiels et types de résidence au long du parcours résidentiel afin d'observer les trajectoires sociales), c'est aussi par le prisme de l'entourage et de la famille qu'ils sont appréhendés (pour mesurer les réseaux familiaux et

[71] Ici appréhendées en premier lieu par la fonction qu'ils occupent ou dont ils se revendiquent : responsable d'association, fonctionnaires, responsables de quartier, etc.
[72] Voir annexe III.1.4. Sur les 57 entretiens menés pour l'enquête E3, 12 ont se sont déroulés à Milpa Alta, 10 à Cuautitlán, 5 à Tláhuac, 16 à La Paz et 10, et 14 dans d'autres municipalités, principalement les délégations du DF où siègent les administrations en lien avec l'aménagement urbain.
[73] Notre réflexion a notamment été enrichie par l'atelier *Méthodologie des enquêtes par questionnaire en géographie* animé par Marianne Blidon, Marie Chabrol, Françoise Dureau et France Guérin-Pace, au sein de l'École Doctorale de Géographie de Paris en 2010.

sociaux localisés). Enfin, les questions relatives à la perception du lieu et à l'identification au lieu tentaient d'appréhender les mécanismes d'appropriation de l'espace local, ainsi que la manière de se projeter et d'envisager les stratégies résidentielles futures.

Notre démarche visait davantage à saisir la jeune génération. D'un côté, celle-ci peut-être « nouvelle » – s'étant installée relativement récemment dans ces quartiers populaires, dans une majorité de cas, avec une famille. D'un autre côté, il peut s'agir de la « deuxième génération » – enfants des « pionniers » installés dans le quartier, et aujourd'hui en âge de fonder une famille. Nous avons alors visé un profil d'habitants, parents de jeunes enfants et/ou d'adolescents, sans *a priori* quant à la classe d'âge précise. Cette situation renvoie à des cellules familiales s'élargissant, ayant pu connaître ou pouvant connaître dans un futur proche une mobilité résidentielle. Il peut alors s'agir d'une position charnière, articulant mobilités et ancrages, entre relative stabilité une fois installé, et possible reconfiguration des stratégies résidentielles ; entre projets de vie sur le long terme et réorganisation des trajectoires.

Le canal des écoles et collèges s'est donc naturellement imposé pour la mise en place et la diffusion du questionnaire. Trois avantages en découlaient. Premièrement, par l'institution scolaire, il était possible de toucher un maximum d'enfants du quartier alentours, et par-là un nombre important de familles et de parents résidents. Deuxièmement, le cadre scolaire donnait à l'enquête un caractère, en apparence, pédagogique, mais aussi plus officiel – puisque les directions appuyaient ce travail. Ce contexte « formel » pouvait contribuer à faire diminuer les réticences des parents d'une part, à augmenter le taux de remplissage[74] d'autre part. Enfin, le filtre des questionnaires transmis par les écoles donnait également une plus grande visibilité à notre présence sur le terrain et pouvait éventuellement constituer l'amorce d'un entretien plus long auprès d'habitants.
Notre démarche consistait alors à couvrir l'ensemble des groupes scolaires situés dans ou à proximité des quartiers étudiés. Ces établissements pouvaient être privés ou publics, de primaire et secondaire[75]. Nous nous sommes efforcé de demander à tous les établissements recensés et rencontrés au cours des visites de terrain, afin de conserver la rigueur de la distribution systématique. Au cours de passages répétés auprès des directions qui ont accepté de nous recevoir, il s'agissait de faire connaissance, présenter notre démarche, notre travail de thèse, comprendre l'histoire de l'école et son fonctionnement et proposer la circulation de notre questionnaire.
Sans surprise, la tâche s'est avérée particulièrement ardue, et seule une petite partie des écoles nous ont permis la mise en place de cette méthode. Sur plus d'une trentaine d'établissements approchés, seuls 9 ont généreusement ouvert leurs portes[76] (cartes 2.9C, 2.10C, 2.11C, 2.12C); les équipes administratives et enseignantes nous y ont chaleureusement permis de procéder à ces enquêtes.
Une fois que nous étions parfaitement et officiellement identifié et présenté aux parents, le remplissage des questionnaires passait, selon le contexte, par les enseignants devant leur salle de classe (où étaient délivrées les consignes), ou directement aux parents lors de réunions à l'école. Les questionnaires faisaient alors toujours l'objet d'une distribution par niveaux.

[74] Avec l'aide de certains enseignants, le questionnaire est même devenu un devoir à la maison !
[75] Par secondaire, on entend ici la *segundaria*, mais aussi les CONALEP (*Colegio Nacional de Educación Profesional Técnica* – lycée professionnel technique) existants dans 2 de nos 4 terrains.
[76] Beaucoup de directions de groupes scolaires ont en effet refusé de nous accorder un entretien long et de diffuser nos questionnaires. Les raisons évoquées recoupaient toujours la volonté de ne pas prendre la responsabilité d'introduire un « étranger » dans l'enceinte de l'école. Le risque de plaintes des parents était systématiquement évoqué face au danger potentiel de rapt d'enfants dans un contexte de peur généralisée des enlèvements.

En parallèle aux groupes scolaires, nous avons procédé à un autre sondage empirique par choix raisonné à travers un canal alternatif. Il a ainsi été possible de faire circuler nos questionnaires par le filtre des associations de résidents rencontrées au cours de nos visites. Nous visions alors prioritairement dans ce cas les familles avec enfants.
Au total, 366 questionnaires ont été remplis de manière exploitable. Malgré un taux de retour faible, une qualité de remplissage aléatoire et une couverture inégale[77], ce questionnaire à pure visée exploratoire a tout de même permis un échantillonnage intéressant et un ensemble d'éclairages permettant une meilleure compréhension d'une frange de la population au sujet des systèmes résidentiels, des pratiques quotidiennes et des manières de s'approprier le territoire des quartiers populaires périphériques.

Autres : textes, photos, arpentage
Le travail empirique nous a également conduit à collecter et analyser un corpus de documents officiels relatifs aux thèmes abordés : textes de loi – notamment concernant le droit foncier et le droit de l'urbanisme –, dossiers administratifs, plans locaux d'urbanisme, rapports politiques ou des commissions spécialisées autour de la question du logement et de la régularisation. Des photographies aériennes ont également fait l'objet d'observation, notamment dans l'élaboration des typologies de peuplement.
Enfin, d'autres documents liés à nos visites dans les quartiers fournissent également un corpus important dans l'analyse de la nature des quartiers, de leur fonctionnement, de leur diversité et de leurs évolutions. Notre « approche compréhensive » [Imbert, 2005, p. 70 ; Rougé, 2005, p. 13] a certes compris des entretiens semi-directifs au sein des zones d'étude, mais a également été alimentée par la prise et l'analyse de photographies personnelles. Ce travail photographique devait nous aider à comparer de passage en passage les évolutions, mais aussi à décrypter la morphologie de ces espaces urbains. L'utilisation simultanée de plans rapprochés et de plans plus généraux devait permettre de pouvoir passer des détails illustrant une thématique précise à des paysages donnant le cadrage spatial dans un contexte plus large.

L'arpentage et l'observation directe sur les zones d'étude ont également été centraux dans ce travail, permettant d'une part, une meilleure connaissance brute du quartier, d'autre part, l'interprétation de la morphologie urbaine, notamment telle qu'elle apparaît à travers la cartographie établie à un échelon fin. L'objectif en relation avec notre sujet restait l'appréhension de l'urbanité et des ressources de l'espace local. La compréhension de la rue – qui « *donne un sens au tissu urbain* » [Allain, 2004, p. 141] – offre une lecture des fonctions qui y prennent place et des éléments qui la composent. On observe ainsi la position, le tracé, la largeur, la topographie, l'alignement, le bâti, sa densité, son ancienneté, l'équipement, l'imbrication entre ce qui relève du privé et du public, les carrefours et systèmes de places, les activités, la fréquentation, la végétation, le mobilier urbain et l'affichage public, etc. Dans les quartiers étudiés, généralement récents – comme souvent en périphérie –, nous nous sommes souvent attachés à la comparaison entre les zones du même âge, mais aussi à la manière dont le long d'une même rue, il est possible de « remonter dans le temps » (chapitre 9).
La marche au cœur des quartiers a également été complétée parfois – avec l'aide chaleureuse des habitants – par des parcours en voiture ou camion, dans des zones plus lointaines. Il nous a alors été possible de découvrir une grande variété d'espaces publics – « ouverts » ou « lieux publics » (institutions) –, mais aussi d'espaces privés et domestiques.

[77] Le cas de Tláhuac a été particulièrement difficile, les refus des groupes scolaires ayant été quasi systématiques. Rappelons aussi qu'au sein des écoles, les niveaux « ayant fonctionné » diffèrent les uns des autres : primaire, secondaire et CONALEP. Enfin, la dernière limite tient dans la différence entre les terrains d'étude : sur 366 questionnaires exploitables, on en compte 122 à Milpa Alta, 80 à Cuautitlán, 42 à Tláhuac et 122 à La Paz.

Ainsi, nous avons voulu mettre l'accent sur une production graphique variée, donnant une part importante à la cartographie, à l'élaboration de figures relatives aux formes spatiales à plusieurs échelles, et à l'insertion d'illustrations. C'est l'ensemble de ces méthodes qui ont permis de mieux comprendre et de coupler les histoires de villes et les histoires de vie de ces espaces et de ceux qui y vivent.

La complémentarité des enquêtes de terrain et de l'analyse de données quantitative permet de mettre en lumière plusieurs dimensions relatives aux contextes dans lesquels l'individu évolue. D'abord, la place de l'entourage dans l'ancrage local appréhendée empiriquement permet une meilleure compréhension des systèmes de mobilité dans l'espace urbain, notamment à travers des questions sur les pratiques quotidiennes, sur la localisation des réseaux sociaux, mais aussi sur la dimension politique des dynamiques résidentielles. Ensuite, le cadrage systématique quantitatif dans l'espace résidentiel est essentiel dans un questionnement sur les relations entre les habitants, leurs trajectoires et leur quartier.
Grâce aux données et méthodes présentées ci-dessus, nous avons pu cerner les contours de l'objet de recherche et sa grille de lecture (partie 1). Des typologies socio-résidentielles ont pu être effectuées dans le but de présenter les contextes de la maturation (partie 2). L'intérêt des analyses longitudinales et diachroniques des habitants comme des espaces permettra la qualification des trajectoires de cette maturation (partie 3). Enfin, les données relatives aux nouvelles générations et le croisement des dimensions individuelles et contextuelles permettront aussi de cerner les limites de la maturation. Il nous reste à présenter les terrains d'études spécifiques dans lesquels ont été collectées une partie de ces données, mises en œuvre ces méthodes et à partir desquels s'est forgée notre analyse.

2.5.2. Une étude comparative de quatre quartiers dans la périphérie métropolitaine : même génération, différents contextes

La justification des terrains – quatre quartiers populaires de la périphérie de Mexico –, leur pertinence et la présentation de leur peuplement serviront à amorcer l'étude de leurs évolutions respectives et établir les bases de la comparaison souhaitée.

2.5.2.1. La démarche comparative et la sélection de zones géographiques témoins

Au sujet de l'analyse des choix résidentiels, Y. Grafmeyer écrit : « *les études de type monographique fournissent la substance d'une montée en généralité qui peut être assurée par la comparaison méthodique entre plusieurs contextes* » [2010, p. 52]. Afin de rendre compte des contextes divers et des évolutions différentielles, individuelles et locales, quatre groupes de quartiers périphériques de type et d'âge de peuplement communs ont été étudiés : des colonies populaires d'une vingtaine d'années environ.
La démarche comparative a été choisie pour rendre compte d'une partie de la grande diversité qui existe au sein des colonies populaires périphériques récentes (cf. 2.3 et 2.4). Certaines sont régularisées, d'autres non, certaines sont consolidées, d'autres beaucoup moins, certaines ont la plupart des services urbains quand d'autres n'ont toujours pas de branchement électrique légal. Ces degrés divers de maturation urbaine doivent être mis en lumière, en

prenant des contextes différents, mais en gardant une constante : l'âge du quartier[78]. De cette manière, nous pouvons nous concentrer sur les « signes du vieillissement » en eux-mêmes.
Nous avons fait le choix de travailler en périphérie de la ville, les zones d'étude doivent répondre à ce critère. Au sein de ces périphéries sont recherchés des « quartiers populaires » où l'on va tenter d'explorer les caractéristiques et les trajectoires d'un processus de maturation. Enfin, c'est une entrée par les mobilités et les ancrages qui a été retenue comme angle d'attaque de l'objet « périphérie populaire » et qui doit constituer un critère de choix dans la sélection des terrains. Pour cela, le troisième point commun aux quartiers observés devait être le dynamisme démographique – population en augmentation – et la temporalité de la consolidation – ni un quartier juste construit, ni anciennement consolidé.

L'objectif de cette sélection n'était pas la représentativité métropolitaine, mais plutôt d'appréhender la diversité des situations possibles, afin de couvrir une palette variée de réalités périphériques.

2.5.2.2. Des délégations et municipes dynamiques, mais différents en périphérie

Nous avons d'abord procédé à une sélection de municipalités, en partant des critères communs évoqués au chapitre 1 : localisation périphérique et dynamisme migratoire et démographique, sur des temporalités récentes.
Il s'est donc agi d'observer les zones dynamiques – en stocks, et en taux – sur la carte de l'évolution de la population municipale sur les vingt dernières années (période 1990-2010) (carte 1.3 ; partie 1.2.4 ; et encadré 2.1), laps de temps pour « mesurer la maturation ». Par ailleurs, l'observation du dynamisme migratoire est passée par le suivi de la mobilité résidentielle municipale entre 1995 et 2000 (encadré 2.1 ; chapitre 5, cartes 5.1B, 5.4A, 5.5B, 5.6).

D'autres critères ont été considérés pour cette fois différencier les terrains d'études : l'observation a ici porté sur la connexion avec le reste de la ville, et le contexte politique à l'échelon des municipes.
Sur la carte 2.4 où l'on observe l'accès aux grandes infrastructures de transports dans la ZMVM, on tente de distinguer les différentiels en termes de proximité par rapport au centre d'une part, aux réseaux d'autre part. Le centre-ville est particulièrement bien desservi par les transports en commun de masse (métro), tandis que la périphérie est logiquement moins accessible, mais révèle des situations diverses. Dans une approche des mobilités, il est particulièrement intéressant de se pencher aussi bien sur des quartiers périphériques relativement bien connectés que sur des « angles morts ».
Enfin, le dernier critère de différenciation renvoie à ce qu'il est possible de rassembler sous l'appellation globale du « contexte politique et administratif ». Il est ici fait référence à tout ce

[78] Nous restons bien sûr conscient des limites qu'implique le fait de parler d'un âge de peuplement aux échelles envisagées. Il est extrêmement difficile d'analyser le peuplement à l'échelle d'un quartier – entendu ici comme un ensemble de *manzanas*. En effet, l'âge du lotissement s'appréhende le plus souvent à l'échelle de la parcelle, voire de la pièce, et la généralisation au-delà du pâté de maisons renvoie à de grandes approximations. Ensuite, la construction du logement et l'installation du ménage sont des processus complexes et multiples. D'une part, ils ne sont pas systématiquement simultanés. D'autre part, les différents membres du ménage peuvent avoir chacun une trajectoire de « peuplement » différente. Aussi, c'est le plus souvent à partir des témoignages recueillis sur les différentes zones d'étude que nous avons constitué une chronologie spatialisée du peuplement des groupes de quartiers sur lesquels nous avons centré notre approche. La fourchette d'une « vingtaine d'années » est donnée à titre indicatif, car il s'est agi de cibler au mieux cette « tranche d'âge de quartier ». Dans le détail, les zones parcourues pouvaient être « peuplées » depuis 30, 15 ou 5 ans.

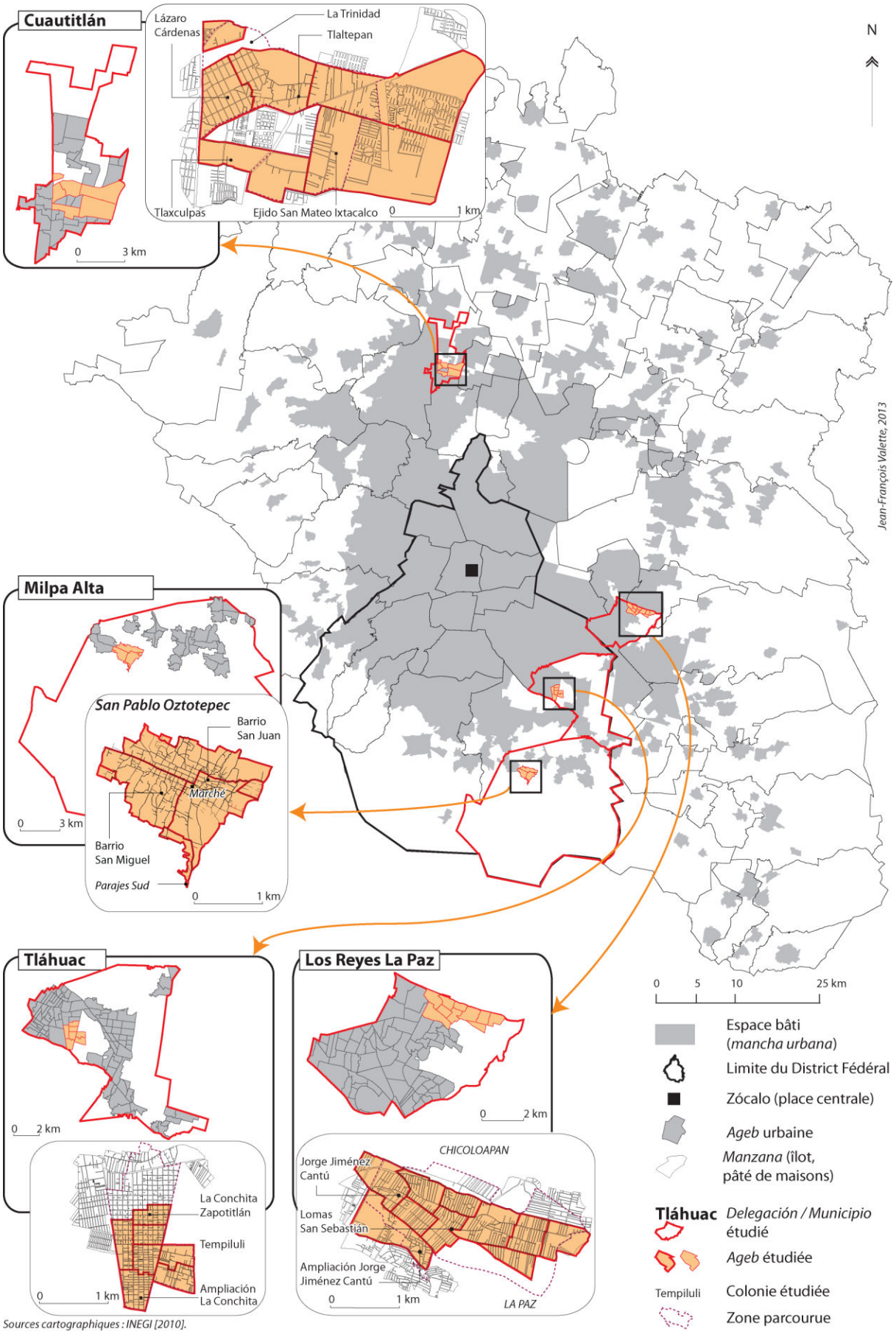
que peut révéler l'enchevêtrement complexe de la zone métropolitaine sur plusieurs entités fédératives de la République mexicaine. En effet, selon l'entité fédérative, les politiques foncière et sociale seront différentes (chapitre 6).

Considérant ces critères, le choix s'est ainsi porté sur quatre municipalités, deux dans le District Fédéral, deux dans l'État de Mexico : Delegación Milpa Alta, Delegación Tláhuac, Cuautitlán de Romero Rubio et Los Reyes La Paz (carte 2.3).

Milpa Alta est une petite municipalité périphérique de l'extrême sud du DF, connaissant toutefois une croissance démographique relative plus importante (supérieure à 3 % par an) que le reste du DF (en recul) sur la période 1990-2010 (encadré 2.1). La municipalité, surnommée la « province du DF », est assez peu urbanisée et se développe dans un contexte de villages montagnards périurbains mal connectés au reste de la ville (carte 2.4). En plus des altitudes élevées[79], la délégation n'est pas traversée par un véritable axe la reliant au reste de la ville, à l'exception de la route d'Oaxtepec.
Toujours dans le DF, Tláhuac a également été retenu pour son dynamisme démographique et migratoire depuis une vingtaine d'années. En périphérie sud-est du District, la délégation est néanmoins très peuplée (plus de 360 000 habitants en 2010). Bien qu'étant, au moment des enquêtes de terrain, assez fortement éloignée des réseaux de transports de masse (carte 2.4), la zone subit une spéculation foncière élevée, la pression étant forte avec l'arrivée en 2012 d'une nouvelle ligne de métro (n° 12)[80].
Dans l'État de Mexico, le municipe de La Paz connait des dynamiques démographique et migratoire importantes depuis 1990 (encadré 2.1). Assez bien connectée au reste de la zone métropolitaine, sa population a doublé en 20 ans (plus de 250 000 habitants en 2010) et la mobilité résidentielle intra-urbaine semble contribuer à cette situation. On y observe des colonies en extension le long d'un vaste front d'urbanisation sur les collines de l'est, nourri par le desserrement des périphéries populaires anciennes de Nezahualcóyotl et Chalco, dans un contexte apparent de précarité généralisée.
Cuautitlán est également un municipe de l'État de Mexico et renvoie aux zones de desserrement des activités industrielles de Mexico depuis 30 ans[81]. Situé dans le nord de l'agglomération, Cuautitlán constitue aujourd'hui un des espaces de la croissance urbaine massive sous la forme de grands ensembles de logements sociaux à accès à la propriété aidé. Depuis 2008, la zone est très bien reliée au centre-ville grâce au *Suburbano* (sorte de train express de banlieue vers la périphérie nord-ouest). La zone est également bien reliée aux autres périphéries depuis 2011, par un réseau d'autoroutes urbaines métropolitaines (payantes) : le *Circuito Exterior Mexiquense* (carte 2.4). L'extension en colonies populaires se fait entre les différentes générations de logements sociaux (photo 2.10).

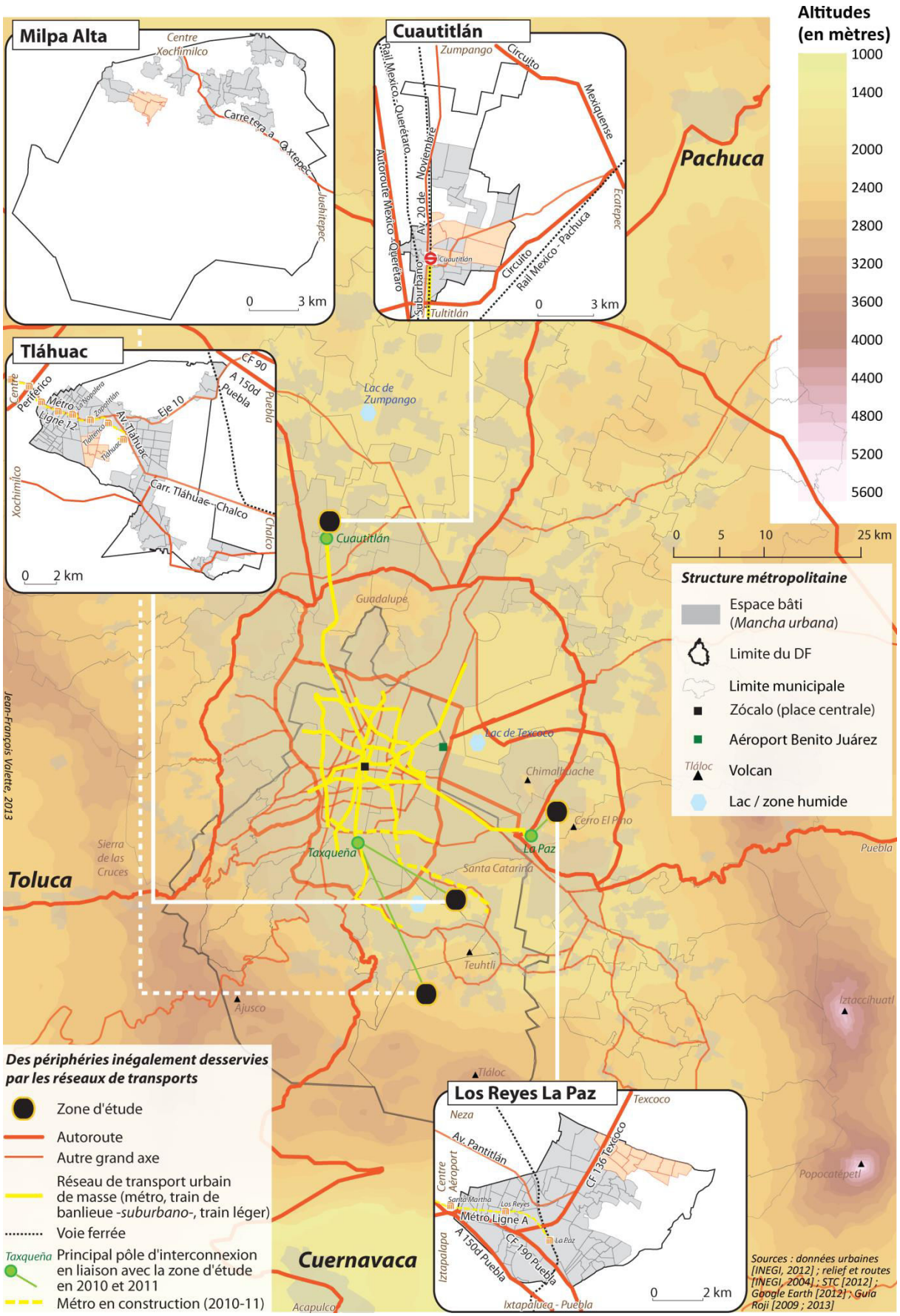
[79] L'altitude moyenne est supérieure à 2 400 m et le volcan Tláloc culmine à plus de 3 600 m (voir carte 2.5A).
[80] La ligne 12 du métro de Mexico ouverte en octobre 2012 dessert la municipalité de Tláhuac avec 5 stations. Si la délégation s'en trouve aujourd'hui désenclavée, cette ligne permet aussi un accès rapide et simplifié au réseau métropolitain pour les nombreuses populations des banlieues orientales de la ZMVM résidant dans l'État de Mexico – comme dans les municipes de Valle de Chalco, Chalco, Ixtapaluca, etc. Nous reviendrons plus en détail sur cette dimension dans le chapitre 5.
[81] L'extension du corridor industriel s'est faite depuis la délégation d'Azcapotzalco, le long des voies ferrées allant à Querétaro et Pachuca. En 1973, une partie du municipe est détachée pour constituer le nouveau municipe de Cuautitlán Izcalli, qui rassemble l'essentiel des activités urbaines et industrielles de Cuautitlán.

Carte 2.3. Zones d'étude. Quatre périphéries, quatre quartiers populaires



Sources cartographiques : INEGI [2010].

Carte 2.4. Inégalités d'accès aux réseaux de transport en périphérie



Encadré 2.1. Quatre municipalités retenues pour l'étude

Milpa Alta
Entité : District Fédéral
Population :
1990 : 63 654 habitants
2000 : 96 773 habitants
2010 : 130 582 habitants
Croissance démographique :
1990-2010 : 3.7 %/an
2000-2005[82] : 3.7 %/an
Solde migratoire de mobilité résidentielle intra-urbaine :
1995-2000 : 2 780 personnes
2005-2010 : 3 037 personnes
Transports : pas de réseau de transport urbain de masse, accès par la route

Tláhuac
Entité : District Fédéral
Population :
1990 : 206 700 habitants
2000 : 302 790 habitants
2010 : 360 265 habitants
Croissance démographique :
1990-2010 : 2.8 %/an
2000-2005 : 2.6 %/an
Solde migratoire de mobilité résidentielle intra-urbaine :
1995-2000 : 22 696 personnes
2005-2010 : 11 931 personnes
Transports : pas de réseau de transport urbain de masse jusqu'en 2012, puis métro

La Paz
Entité : Etat de Mexico
Population :
1990 : 134 782 habitants
2000 : 212 694 habitants
2010 : 253 845 habitants
Croissance démographique :
1990-2010 : 3.2 %/an
2000-2005 : 1.8 %/an
Solde migratoire de mobilité résidentielle intra-urbaine :
1995-2000 : 24 069 personnes
2005-2010 : 17 151 personnes
Transports : métro A (2 stations), accès par routes et autoroutes

Cuautitlán
Entité : Etat de Mexico
Population :
1990 : 48 858 habitants
2000 : 75 836 habitants
2010 : 140 059 habitants
Croissance démographique :
1990-2010 : 5.4 %/an
2000-2005 : 7.8 %/an
Solde migratoire de mobilité résidentielle intra-urbaine :
1995-2000 : 2 488 personnes
2005-2010 : 22 214 personnes
Transports : Depuis 2008, connexion au *Tren Suburbano,* accès par routes et autoroutes

Sources : INEGI [1990 ; 2000 ; 2010]

[82] Au moment de la sélection des terrains en 2009, la dynamique de croissance démographique la plus récente n'était observable que sur la période 2000-2005.

2.5.2.3. Quartiers étudiés au sein des municipalités

Afin de rendre compte de la diversité des contextes résidentiels périphériques populaires et de leurs évolutions et d'approcher les trajectoires de quartiers et des individus, il a fallu affiner le niveau d'observation. C'est d'abord à l'échelon de l'*ageb* qu'il a été possible de travailler (voir annexe I.1). Ainsi, à l'intérieur des municipes, le choix s'est porté sur quelques groupes d'*agebs* où le travail empirique pouvait s'inscrire.
Nous devions partir de points de convergences quant aux conditions communes de sélection des *agebs*. Nous nous sommes alors attaché à identifier des espaces caractérisés par :

- un dynamisme démographique remarquable : les quartiers devaient avoir connu une augmentation de leur population ;
- un « type de peuplement » commun : colonies populaires ;
- et un « âge de peuplement » commun – aux alentours d'une vingtaine d'années, afin d'observer des dynamiques en cours.

Pour cela, nous nous sommes appuyé sur les recensements de l'INEGI d'une part, les travaux de l'OCIM d'autre part[83].
Rappelons également que la sélection des zones d'étude a également été réalisée en fonction de divergences, afin d'approcher différents contextes locaux. Ainsi, nous avons tenu à varier les expériences en termes de connexion avec le reste de la ville, de statut foncier[84] – pour la question de la titularisation des logements illégaux selon le régime juridique (chapitre 6) –, et d'« environnement » urbain – morphologie de l'habitat alentour, contexte socio-économique dominant, pression foncière, cadre de protection du sol urbain, etc. Ces différentes dimensions ont été explorées autant que possible au niveau des *agebs*, puis au niveau des *manzanas.*

Ce sont donc quatre groupes de quartiers qui ont fait l'objet d'une attention particulière et d'explorations empiriques : San Pablo Oztotepec, Zapotitlán, le nord-est de La Paz et l'est de Cuautitlán (cartes 2.3, 2.4 ; encadré 2.2). Ces espaces renvoient notamment à trois grandes formes de colonies populaires périphériques identifiées en 1.3.4 (figure 1.6) : le village périurbain, le lotissement frontal et l'interstice périphérique.

Encadré 2.2. Quatre groupes de quartiers, quatre ensembles d'*agebs* retenus pour l'étude

San Pablo Oztotepec
Milpa Alta, District Fédéral
Nombre d'agebs étudiées :
1990 : 6
2000 : 6
2010 : 7
Population estimée (selon le découpage ageb *retenu):*
1990 : 7 826 habitants

[83] Plusieurs explorations cartographiques ont permis de repérer un échantillon de zones susceptibles de faire l'objet de visites sur le terrain. Au niveau des *agebs,* nous avons particulièrement observé le recensement de 2000 et le *conteo* de 2005, sur des variables liées à la mobilité résidentielle (nombre de personnes de l'*ageb* en 2000, résidant dans un autre municipe en 1995), à l'habitat, ainsi qu'aux type et âge de peuplement identifiés par l'OCIM en 2000 [OCIM, 2005]. Précisons que nous n'avons pas réalisé d'explorations cartographiques préalables sur des variables socio-économiques caractérisant les populations résidentes *a priori*. Ce choix a été suivi afin de ne pas déterminer la sélection sur ces critères et risquer de se retrouver en situation « *d'endogénéité du quartier* » [Marpsat, 1999, p. 315].
[84]Au Mexique, il existe 3 types de propriété : sociale (la forme la plus répandue étant l'*ejido* ou la *comunidad* au statut invendable et inaliénable), publique et privée. Nous reviendrons plus largement sur cette dimension dans le chapitre 6.

2000 : 11 932 habitants
2010 : 15 507 habitants
Nombres et part de personnes résidant hors du municipe 5 ans auparavant[85] *:*
2000 : 927 personnes ; 8.8 % de la population de plus de 5 ans
2010 : 178 personnes ; 1.3 % de la population de plus de 5 ans
Transports : pas de réseau de transport urbain de masse, accès par la route Av. Fabián Flores

Zapotitlán
Tláhuac, District Fédéral
Nombre d'agebs étudiées :
1990 : 3
2000 : 5
2010 : 7
Population estimée (selon le découpage ageb *retenu):*
1990 : 9 294 habitants
2000 : 10 709 habitants
2010 : 15 626 habitants
Nombres et part de personnes résidant hors du municipe 5 ans auparavant :
2000 : 1190 personnes ; 12.6 % de la population de plus de 5 ans
2010 : 366 personnes ; 2.6 % de la population de plus de 5 ans
Transports : 2010-2011 : bus, trolleybus (avant 2009), pas de réseau de transport urbain de masse, accès par l'avenue Tláhuac pour rejoindre le Périphérique ; autobus passant par l'avenue Turba, puis le canal de Chalco pour aller à la station *Taxqueña* ; autobus passant par l'avenue Juan de Dios Peza pour aller à la station *Constitución de 1917*.

Nord-est de La Paz
La Paz, Etat de México
Nombre d'agebs étudiées :
1990 : 3
2000 : 3
2010 : 10
Population estimée (selon le découpage ageb *retenu):*
1990 : 3 220 habitants
2000 : 7 829 habitants
2010 : 16 191 habitants
Nombres et part de personnes résidant hors du municipe 5 ans auparavant :
2000 : 1 798 personnes ; 27.7 % de la population de plus de 5 ans
2010 : 2 568 personnes ; 18.1 % de la population de plus de 5 ans
Transports : minibus en lien avec la station de métro *La Paz, Los Reyes, Santa Martha* (ligne A). Accès par la route fédérale 136 Mexico-Texcoco.

Est de Cuautitlán
Cuautitlán, Etat de México
Nombre d'agebs étudiées :
1990 : 2
2000 : 3
2010 : 6
Population estimée (selon le découpage ageb *retenu):*
1990 : 5 712 habitants
2000 : 9 433 habitants
2010 : 30 934 habitants
Nombres et part de personnes résidant hors du municipe 5 ans auparavant :
2000 : 999 personnes ; 12.9 % de la population de plus de 5 ans
2010 : 1 556 personnes ; 5.6 % de la population de plus de 5 ans

[85] Nous reviendrons sur ce point au chapitre 5. En 2000, on peut estimer à l'échelon de l'*ageb* le nombre de personnes résidant dans un autre municipe 5 ans auparavant. En revanche, en 2010, au même niveau *ageb*, il est seulement possible de mesurer le nombre de personnes résidant en 2005 dans une autre entité fédérative (État fédéré ou DF) que celui de l'actuelle résidence. Cette différence d'échelon d'observation de la mobilité obère la comparaison entre les deux dates.

Transports : (2010-2011) minibus en lien avec la station de *Suburbano Cuautitlán*. Accès par la route Cuautitlán-Melchor Ocampo - Tultepec.

Sources : INEGI [1990; 2000; 2010]

Milpa Alta (San Pablo Oztotepec)

À Milpa Alta, nous avons fait le choix d'étudier San Pablo Oztotepec, village à flanc de volcan (photo 2.7), au sud de la délégation, très éloigné des axes principaux de circulation (carte 2.4), où la croissance est forte depuis 20 ans. La population passe en effet de moins de 8 000 habitants en 1990, à plus de 15 000 aujourd'hui. La mobilité résidentielle y paraît relativement importante durant les années 1990, puisque près de 9 % de la population de 2000 ne résidait pas à Milpa Alta en 1995 (encadré 2.2).

Les *agebs* de ce village – qui découpent grossièrement la zone bâtie en trois tiers – sont décrites par l'OCIM comme ayant été peuplées entre 1929 et aujourd'hui (carte 2.5C), mais le cœur villageois serait une implantation datant du 15ème siècle[86].

San Pablo Oztotepec est un des 12 *pueblos originarios* (villages originels précolombiens) de la délégation[87]. En 2000, l'OCIM avait classé l'ensemble des *agebs* dans la catégorie « village intégré à la conurbation » [OCIM, 2005] (carte I.4.1). Nous avons donc considéré qu'en 2010, le village en entier pouvait être considéré comme « colonie populaire » au sens large (carte 2.5D). L'organisation spatiale de la croissance urbaine est radioconcentrique, mais la datation reste délicate à cette échelle. Seules les quatre *agebs* créées progressivement en 2000 et 2010 aux quatre points cardinaux du village témoignent des fronts d'extension des surfaces bâties (cartes 2.5B).

[86] D'origine Chichimèque, selon Procoro Orenda, responsable des biens communaux du village [entretien personnel, 2010].

[87] Avec San Salvador Cuauhtenco, San Bartolomé Xicomulco, San Pedro Atocpan, San Lorenzo Tlacoyupan, Villa Milpa Alta, San Augustín Ohtenco, San Francisco Tecoxpa, San Jerónimo Miacatlán, San Juan Tepanáhuac, Santa Ana Tlacotenco, San Antonio Tecómitl. Le village de San Pablo Oztotepec dispose d'un patrimoine culturel particulièrement riche et entretenu. En plus des éléments architecturaux et des différentes fêtes religieuses, la *comunidad* valorise également le passé précolombien – le nom du village signifie d'ailleurs « au-dessus de la grotte » en nahuatl –, mais aussi l'importance stratégique du village durant la Révolution mexicaine. Ainsi, c'est à Oztotepec qu'Emiliano Zapata s'installa en 1914 avant de signer le Plan de Ayala, document dans lequel le leader du Sud dénonçait le régime de Francisco I. Madero et appelait au soulèvement armé pour la restitution des terres aux paysans. De son passage, le village a gardé un centre de commandement communautaire : le *cuartel zapatista*. En 2001, le Sous-Commandant Marcos rend hommage au village lors d'une visite [entretien avec Don Procoro, 2010].

Carte 2.5. San Pablo Oztotepec, Milpa Alta : un village de montagne au sud DF

A. Situation : San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF

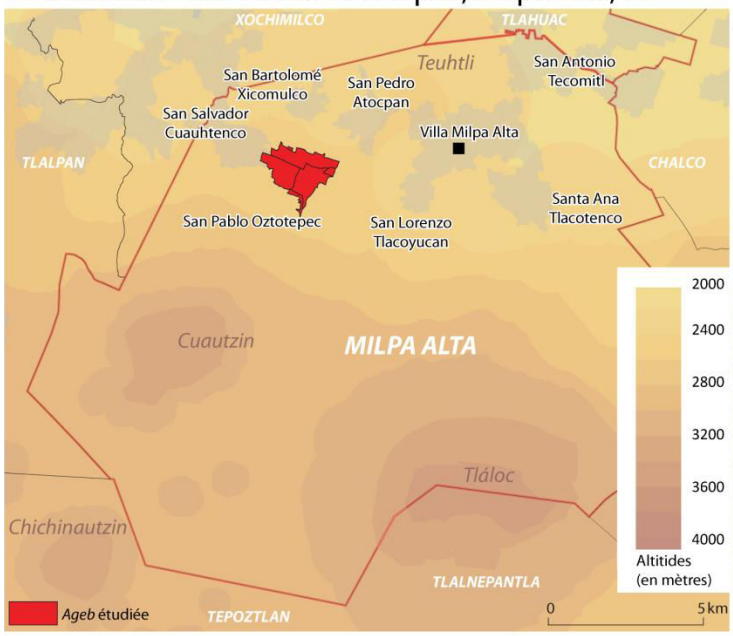
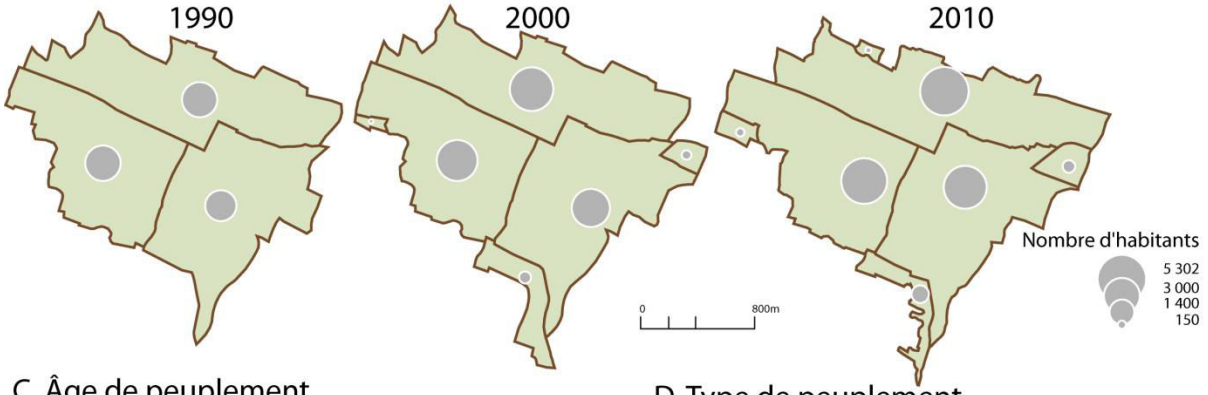


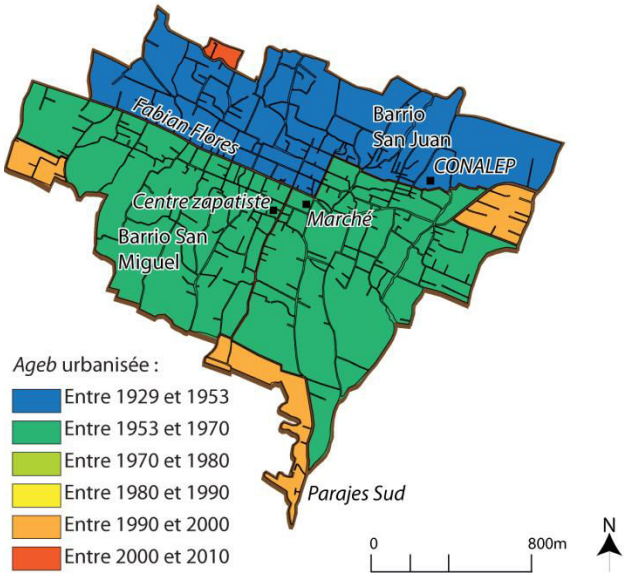
Photo 2.7. Vue de Milpa Alta depuis le Teuhtli

Au 1er plan : cultures de nopal sur les flancs du Teuhtli
Au 2e plan : village de San Pedro Atocpan
Au 3e plan : village de San Pablo Oztotepec

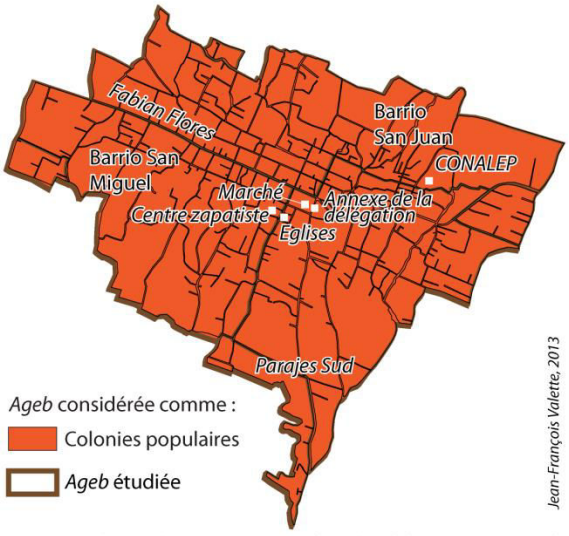
B. Population par *ageb*



C. Âge de peuplement



D. Type de peuplement



Sources : (statistiques et cartographiques) INEGI [1990; 2000; 2010; 2012] ; OCIM [2005] ; cliché personnel, 2010.

Tláhuac (Zapotitlán)

À Tláhuac, notre attention s'est portée sur l'ensemble de colonies qui renvoie à une extension du village de Santiago Zapotitlán[88], aujourd'hui complètement intégré au reste de la ville, mais débordant sur une zone écologique[89]. Cette dernière délimitation, qui recouvre des zones marécageuses de l'ancien lac de Chalco et des *chinampas*[90] de Xochimilco, explique les ruptures de la tache urbaine de la délégation – où, contrairement à Milpa Alta, le relief n'exerce pas de contraintes particulières, à l'exception de la Sierra de Santa Catarina au Nord (carte 2.6A).

Plus globalement, ce peuplement met en lumière la densification progressive de la délégation de Tláhuac par l'extension des surfaces urbanisées sur les terres protégées autour des anciens villages[91], ici entre San Pedro Tláhuac et Santiago Zapotitlán.

La pression foncière est forte avec le désenclavement progressif de la zone. Une route le long du canal de Chalco était en projet au moment des enquêtes – afin de décongestionner l'avenue Tláhuac dans les liens entre le centre du DF et les périphéries du sud-est de la ZMVM. Par ailleurs, l'ouverture au nord de la zone de la station Zapotitlán sur la ligne 12 du métro devait permettre de diminuer considérablement les temps de parcours des *Tlahuaquenses*[92] dans la ville. En contrepartie, ces projets favorisent l'urbanisation de la zone de conservation écologique du DF.

Les *agebs* étudiées étaient considérées en 2000 comme des colonies populaires[93] par l'OCIM [2005] et sont classées comme telles en 2010 (carte 2.6D). Bien que le découpage en *ageb* soit ici mouvant et interdise réellement un suivi temporel de ces unités spatiales (carte 2.6B), on peut observer le peuplement de la zone, qui comptait grossièrement 9 000 habitants en 1990 et qui en compte plus de 15 000 aujourd'hui, répartis sur 7 *agebs* dont la couverture renvoie à l'urbanisation dirigée vers le sud et l'est de la zone au cours de la dernière décennie.

[88] Un des sept *pueblos originarios* de la délégation de Tláhuac, avec San Francisco Tlaltenco, Santa Catarina Yecahuízotl, San Pedro Tláhuac, San Juan Ixtayopan, San Nicolás Tetelco, San Andrés Mixquic.

[89] Nous reviendrons dans le chapitre 6 sur ces termes.

[90] Souvent traduits comme « jardins flottants », les *chinampas* renvoient à un réseau de canaux et d'îlots artificiels constitués de boues et de roseaux, à l'origine, mobiles, puis peu à peu ancrés au fond du lac [Musset, 1991 ; Banzo, 1998]. L'ensemble forme ainsi des bandes de terres, destinées à être cultivées, dans des zones marécageuses. Il s'agit d'une technique agricole précolombienne ayant longtemps assuré une très forte productivité maraichère et horticole dans la vallée de l'Anáhuac. Les *chinampas* s'intègrent aujourd'hui à ce que F. Mancebo appelle « l'urbanoculture » de Mexico [2006, p. 6], mais aussi à un ensemble d'activités touristiques organisées autour des promenades en *trajineras* (canots) à partir des différents embarcadères de Xochimilco et du Parc écologique de la même délégation, classé à l'Unesco.

[91] Sur ce thème, au sujet de la délégation de Tláhuac, nous renvoyons entre autres aux travaux d'étudiants du projet Périsud [San Miguel, 2010 ; Theurier, 2010 ; Saavedra *et al*, 2011].

[92] Gentilé de Tláhuac.

[93] Seules les *agebs* jouxtant l'avenue Tláhuac étaient alors classées en « village intégré à la conurbation » en 2000 [OCIM, 2005].

Carte 2.6. Zapotitlán : extension d'un village du DF sur les réserves écologiques

A. Situation : Zapotitlán, Tláhuac, DF

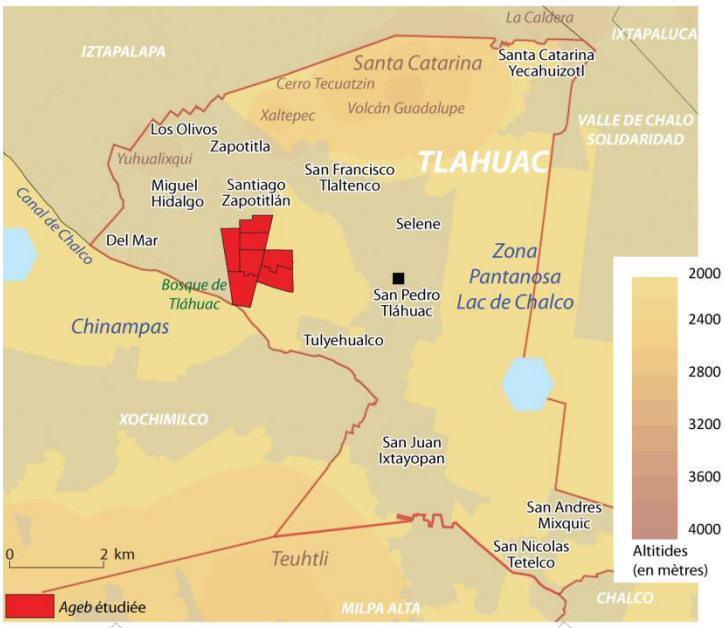
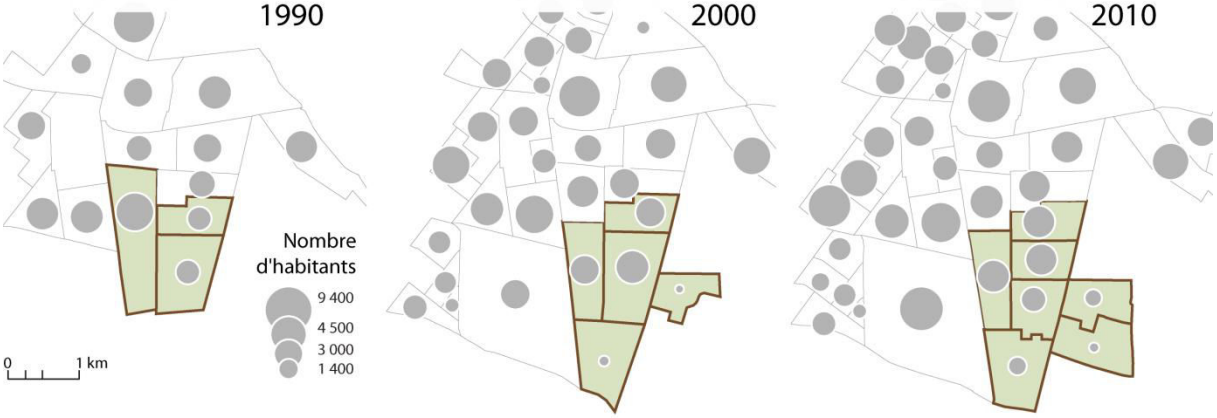


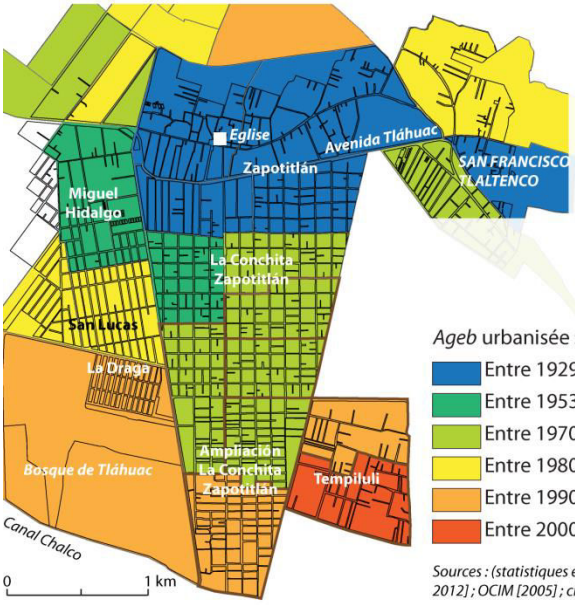
Photo 2.8. Santiago Zapotitlán, Avenue Tláhuac

Signe des mutations profondes qui affectent la délégation, la construction du métro 12 (dont on distingue ici la portion aérienne) au niveau de Zapotitlán (an arrière-plan, l'église du village).

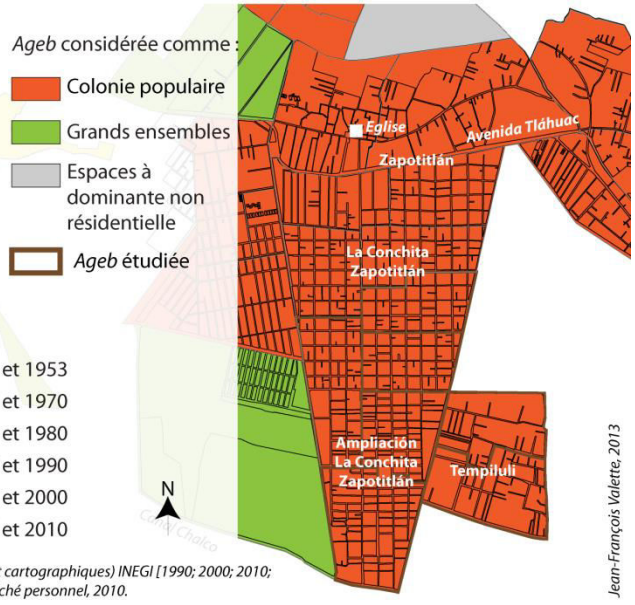
B. Population par *ageb*



C. Âge de peuplement



D. Type de peuplement



Sources : (statistiques et cartographiques) INEGI [1990; 2000; 2010; 2012] ; OCIM [2005] ; cliché personnel, 2010.

Jean-François Valette, 2013

La Paz (Nord-est)

Dans le cas de La Paz, les quartiers de l'est du municipe constituent un autre exemple de peuplement frontal sous la forme de colonies populaires et renvoient à l'inscription dans l'espace des vagues d'extension de la métropole mexicaine, postérieures à 1980 (carte 2.7C). Comme dans la plus grande partie orientale de la ville, l'apparence est homogène, malgré les relatives difficultés topographiques (carte 2.7A, photo 2.9). Au-delà de la route Mexico-Texcoco, l'urbanisation des pentes relativement raides des collines de Pino et de Tejolote remonte le relief et se réalise le long des axes de pénétration perpendiculaires à la route principale. Cette expansion rapide concerne principalement les municipes de La Paz, Chimalhuacán et Chicoloapan[94].

Ces espaces renvoient à un front de construction populaire axé ouest-est s'inscrivant dans la logique d'extension de la zone de Nezahualcóyotl, urbanisée quelques décennies auparavant (voir en annexe la carte I.2.1). Les *agebs* étudiées sont datées entre les années 1950 et 2010 (carte 2.7C). D'une part, on assiste à l'extension d'une zone connaissant des activités urbaines intenses et anciennes dans la zone (notamment industrielles le long de l'axe Mexico-Texcoco). D'autre part, ce front d'urbanisation est aussi à comprendre comme la colonisation progressive de terres agricoles anciennement rattachées à deux noyaux villageois originels de la municipalité de La Paz, situé plus à l'ouest en contrebas des collines : San Sebastián Chimalpa et La Magdalena Atlipac (carte 2.7A). Comme Santiago Zapotitlán à Tláhuac, ces villages sont aujourd'hui intégralement incorporés au reste des zones bâties de la métropole, dans la continuité de Nezahualcóyotl, jusqu'à Ixtapaluca à l'est et Chimalhuacán au nord, le long des axes routiers et ferroviaires vers Puebla et Texcoco. Toutes les *agebs* étudiées sont ainsi classées en « colonies populaires » en 2010[95] (carte 2.7D).

Le peuplement a été particulièrement rapide à partir des années 1990 dans cette zone, et ce, même si le maillage en *agebs* n'en retrace que peu les étapes (carte 2.7B). L'INEGI établit en 1990 un maillage en 3 *agebs* pour la zone étudiée, dans lesquels résidaient un peu plus de 3 000 habitants. On compte plus du double d'habitants 10 ans plus tard, et près de 28 % de personnes originaires d'un autre municipe (encadré 2.2). En 2010, on compte 16 000 habitants (dont 18 % ne résidaient pas à La Paz – ni dans l'État de Mexico en général – en 2005), au sein de 10 *agebs*, dont la géométrie remet profondément en question le découpage précédent d'une part, et dont la couverture témoigne de l'extension des surfaces bâties dans la partie orientale et septentrionale de la zone, d'autre part.

[94] Un conflit territorial oppose les municipalités de Chimalhuacán et San Vincente Chicoloapan quant à la revendication d'un ensemble de colonies sur la colline – voisines à Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián. Un conflit similaire avait donné lieu à la reconnaissance de la souveraineté de la municipalité de Los Reyes La Paz sur la colonie Jorge Jiménez Cantú, publiée par un décret dans le journal officiel en 2010. La zone contigüe (Buenavista, Santa Cruz) reconnue par Chicoloapan est aujourd'hui cartographiée par l'INEGI comme appartenant à Chimalhuacán, alors que le *Plan de Desarrollo Municipal 2009-2012* de Chimalhuacán semble officiellement l'exclure et que la *Guia Roji* continue de la cartographier en 2009 comme appartenant à Chicoloapan.

[95] Seule l'*ageb* renvoyant à la partie nord de la colonie Jorge Jiménez Cantú est classée par l'OCIM en 2000 comme « village intégré à la conurbation » [2005].

Carte 2.7. Nord-est de La Paz : urbanisation des collines de l'est de Nezahualcóyotl

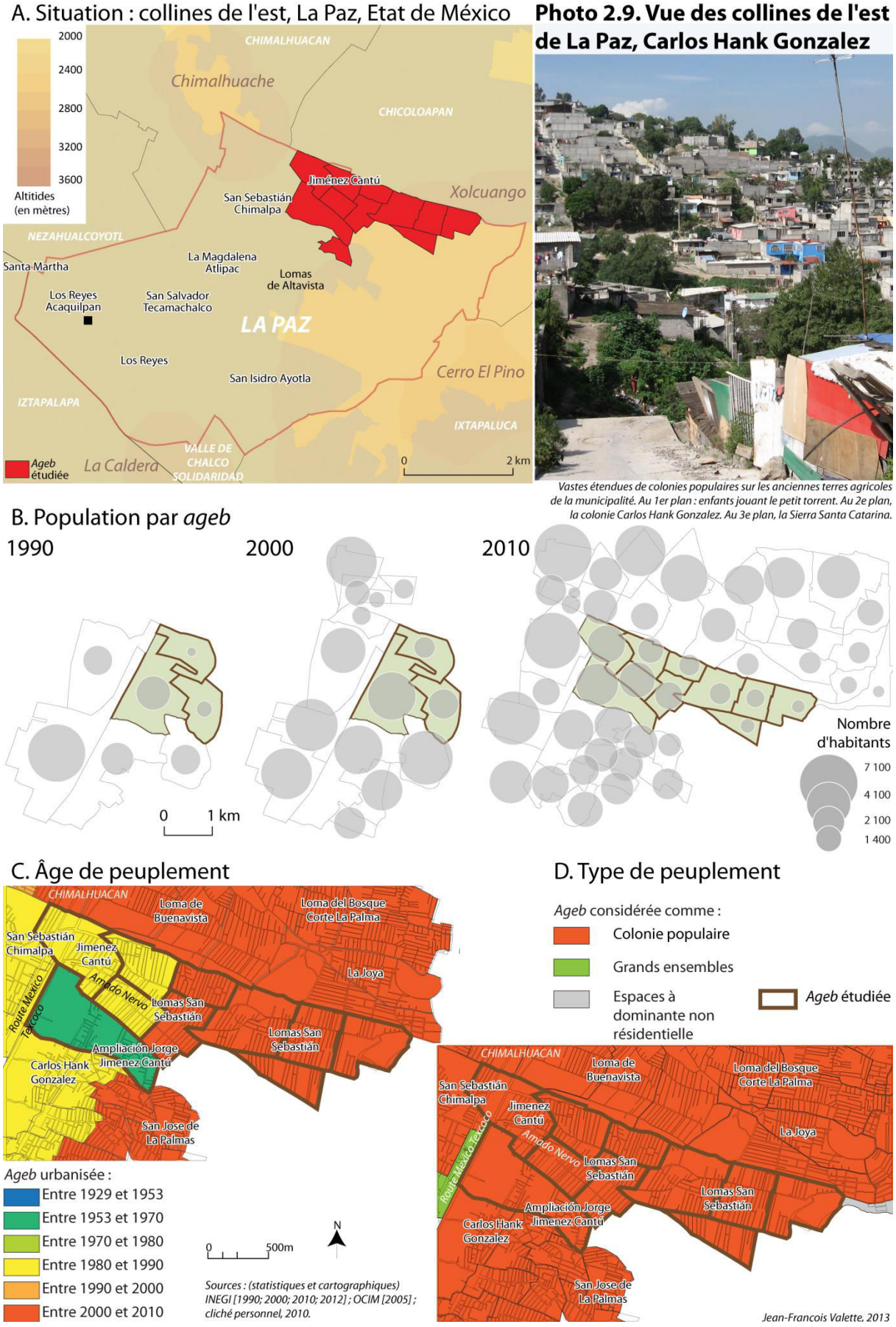


Photo 2.9. Vue des collines de l'est de La Paz, Carlos Hank Gonzalez

Vastes étendues de colonies populaires sur les anciennes terres agricoles de la municipalité. Au 1er plan : enfants jouant le petit torrent. Au 2e plan, la colonie Carlos Hank Gonzalez. Au 3e plan, la Sierra Santa Catarina.

Cuautitlán (Est)
À Cuautitlán, contrairement aux trois cas précédents, le peuplement en colonies populaires est plus difficile à appréhender, car très imbriqué au sein d'un tissu urbain hétérogène, constitué d'autres types de peuplement. On ne peut donc pas véritablement distinguer nettement des *agebs* particulières (carte 2.8D). En effet, leur découpage est assez peu pertinent pour distinguer les colonies populaires des grands ensembles à cet échelon.

La prégnance des grands ensembles de logements sociaux est forte dans ce municipe : on estime qu'en 2010, plus de 60 % des habitants vivent dans ces espaces[96]. Trois types et générations de grands ensembles ont participé à la croissance urbaine municipale de ces 25 dernières années.
La zone des logements collectifs et « verticaux » de Cebadales (photos 1.6 et 2.10), de Juan Diego, et de Los Olivos, à l'est du centre-ville de Cuautitlán, de l'autre côté de la voie ferrée, forme la première génération (cartes 2.8C et 2.12A). Ces zones résidentielles, aujourd'hui dégradées et stigmatisées dans l'espace local sont issues de la vague de construction de logements sociaux en périphérie, réalisée avec l'aide de l'État à la fin des années 1980 pour reloger une partie des habitants du DF après le séisme de 1985.
À la même époque, mais à l'intention de catégories sociales légèrement supérieures, se construisent les logements individuels ou ensembles horizontaux de las Villas de Cuautitlán. Ces ensembles d'intérêt social sont de forme classique – logements reproduits en série avec accès en systèmes d'impasses, aujourd'hui, résidentialisées/fermées par une grille pour la plupart. Les standings varient au sein du grand ensemble : au nord, des maisonnettes de basse qualité, au sud – Villas Olivos –, des espaces de meilleure qualité et beaucoup mieux entretenus. La fonctionnalisation économique et le rapport au reste de la ville y sont différenciés : au nord, une grille, mais pas de fermeture des impasses et des petits commerces ; au sud, une fermeture hermétique – mais sans surveillance – et aucun commerce dans les impasses.
La génération suivante de grands ensembles est quant à elle caractéristique de la fin des années 1990 : Santa Elena, San Blas et Las Misiones. Santa Elena, qui jouxte l'*ejido* San Mateo, a été construit en 1999 et compte 6 094 logements et, en 2010, une population de plus de 16 000 habitants. L'ensemble est divisé en trois types de maisons renvoyant aux différents standings possibles (catégories évoquées en 1.3.4) : populaire (modeste et aujourd'hui particulièrement dégradé[97]), moyen et moyen-supérieur (où les habitants ont organisé la fermeture résidentielle). La lecture au niveau des *manzanas* sur les cartes 2.8 et 2.12 permet d'ailleurs de les différencier. Ces espaces résidentiels denses ont contribué à transformer en profondeur ce qui était auparavant un espace essentiellement agricole (hacienda), notamment

[96] En agrégeant la population de 2010 de l'ensemble des îlots à des logements d'intérêt social dans le municipe. Afin d'obtenir une estimation, on a alors croisé des données du recensement [INEGI, 2010], l'observation d'images satellitaires (*Google Earth*) et la connaissance empirique du terrain. Près de 86 000 personnes vivent dans des *manzanas* correspondant à des ensembles de logements d'intérêt social, sur un total de population municipale de 140 000 personnes.
[97] À Santa Elena, l'entreprise *Casas Geo* qui a construit l'ensemble tient une permanence, mais ne s'investit pas dans la gestion, laissée à la charge des propriétaires habitants et de la municipalité. La permanence n'existe que pour la gestion des crédits et les éventuelles dernières transactions à effectuer. À ce titre, c'est donc aux services municipaux de fournir et d'entretenir les infrastructures de base – ce qui est difficile en raison de l'ampleur croissante des zones à administrer. Cet abandon relatif de l'État et des sociétés immobilières explique en partie la dégradation (irrespect de la loi *condominiale*, tags, densification-rajout d'un étage, etc.). Mais c'est dans l'aspect des logements et dans l'abandon des infrastructures collectives que la dégradation est visible : la qualité médiocre des matériaux de construction et la nature marécageuse du sol tendent à accélérer le (mauvais) vieillissement du bâti (lézardes). Toutefois, ces dégradations n'empêchent pas les reventes (dont l'affichage public était massif en 2010 dans cet ensemble), car malgré tout, la valeur de la maison augmente, par rapport à l'achat *via* le crédit (aux alentours de 400 000 MX $ à la revente en 2010, selon A. Hernandez de *Casas Geo*).

par l'installation de fonctions commerciales au sein de la colonie, mais aussi à ses alentours. Ainsi, la route à Cuautitlán s'est urbanisée et a vu le développement d'activités commerciales diverses (restauration, magasins divers, ateliers mécaniques, etc.), ainsi que l'installation de grands complexes commerciaux modernes[98].
Enfin, une « dernière » génération de grands ensembles, la plus récente, a été impulsée au milieu des années 2000, comme à la Hacienda Cuautitlán, Galaxia, Real San Fernando ou à La Joya Cuautitlán. Là, les stigmates du processus de dégradation, s'ils ne sont pas absents (lézardes, services déficients), sont moins forts que ceux observés précédemment. Ces espaces renvoient principalement aux logements de catégories moyennes et supérieures récemment devenues propriétaires.

Outre ces grands ensembles croissent des zones de colonies populaires telles que précédemment définies (photo 2.10). C'est à l'est du municipe, dans les zones comprises entre les voies ferrées et les ensembles de Santa Elena, que nous avons décidé d'observer la maturation de quartiers populaires dans un pareil contexte.
La couverture géographique proposée par l'INEGI fluctue sur la période 1990-2010 (carte 2.8B). Nous avons considéré un ensemble de 2 *agebs* en 1990 correspondant à la colonie Lázaro Cárdenas, comptant à l'époque 5 700 habitants. En 2000, la zone d'étude est couverte par un maillage partiel de 3 *agebs*, dont une à cheval entre La Trinidad et l'ensemble d'habitat social Juan Diego. Enfin, les colonies populaires de l'*ejido* San Mateo Ixtacalco sont rattachées à 3 nouvelles *agebs* en 2010, qui renvoient, pour deux d'entre elles, principalement à l'ensemble de Santa Elena. Au total, près de 31 000 personnes vivent dans ces 6 *agebs* étudiées en 2010 (encadré 2.2).
La zone d'étude s'est ainsi peuplée en direction de l'est du village de Cuautitlán – groupe d'*agebs* datées de la période 1953-1970 [OCIM, 2005], mais bien plus anciennes en réalité – au-delà de la ligne ferroviaire Mexico – Querétaro, à partir des années 1970 (ouest de Lázaro Cárdenas) (carte 2.8C). Le reste de l'urbanisation en colonies populaires relève du lotissement progressif des interstices agricoles (figure 1.6) en parallèle à la construction des ensembles. Seule la lecture au niveau des *manzanas* permettra une analyse plus fine des colonies populaires étudiées.

[98] En 2009, c'est par exemple un centre commercial *Wal Mart* qui s'est installé à proximité de l'entrée nord de l'ensemble (carte 2.12C).

Carte 2.8. Est de Cuautitlán : des colonies populaires au milieu des grands ensembles

A. Situation : zone orientale, Cuautitlán, Etat de México

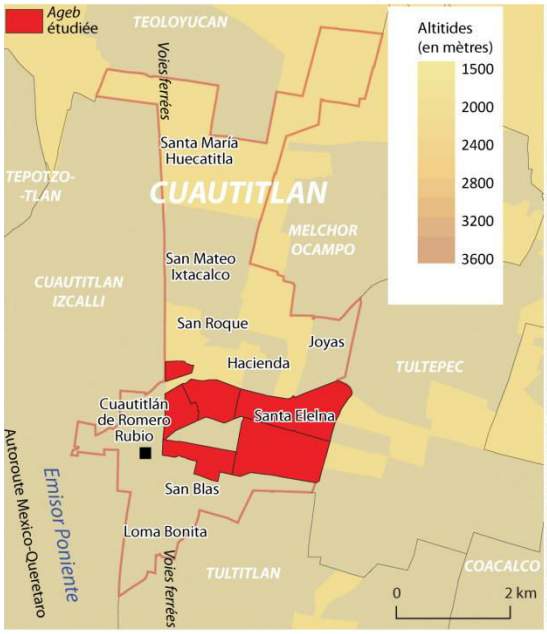
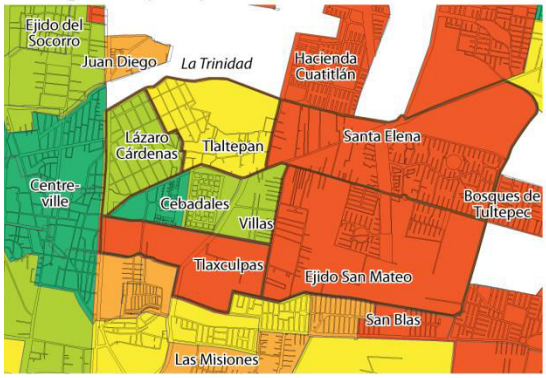


Photo 2.10. Logements à Cuautitlán

Tissu résidentiel hétéroclite. Photo du haut : grands ensembles de logements sociaux des années 1980 à Cebadales. Photo du milieu : ensembles d'intérêt social privés des années 2000 à Real San Fernando. Photo du bas : colonies populaires à Tlaxculpas.

B. Population par *ageb*

C. Âge de peuplement



Ageb urbanisée :

- Entre 1929 et 1953
- Entre 1953 et 1970
- Entre 1970 et 1980
- Entre 1980 et 1990
- Entre 1990 et 2000
- Entre 2000 et 2010

0 400 m N

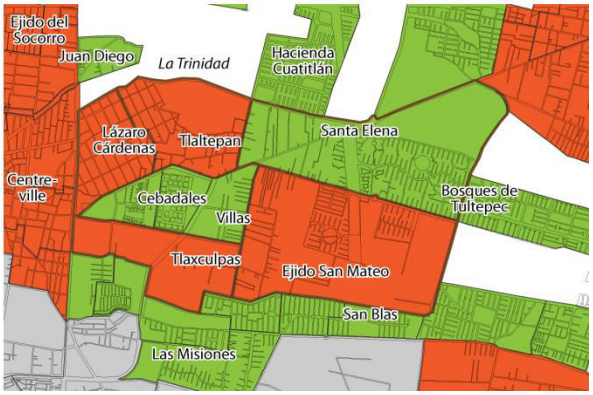
Sources : (statistiques et cartographiques) INEGI [1990; 2000; 2010; 2012] ; OCIM [2005] ; cliché personnel, 2010.

D. Type de peuplement

Ageb considérée comme :

- Colonie populaire
- Grands ensembles
- Espaces à dominante non résidentielle
- *Ageb* étudiée

Jean-François Valette, 2013



2.5.2.4. Les quartiers étudiés à l'échelon des îlots

Si l'*ageb* constitue une maille pertinente pour observer finement l'information à l'échelle de la ville, elle s'avère en revanche inadaptée lors de la confrontation avec une approche empirique. Une des premières difficultés pour cadrer les observations empiriques est en effet de savoir précisément et de manière homogène le « type » et « l'âge » d'un quartier. Pour cette tâche, malgré la force du travail de l'OCIM, seule une réflexion à l'échelle de la maison – voire de la pièce de la maison – permet de retranscrire l'extrême diversité de la réalité. L'arpentage de terrain combiné au recensement au niveau des îlots fournit une ressource d'informations très riche.
Nous achèverons donc cette présentation des zones étudiées par l'observation en 2010 des ilots parcourus, afin d'appréhender les terrains à l'échelon de la *manzana*. Il s'agit d'exposer succinctement les espaces, décrits par les recensements, les plus proches de la confrontation avec la réalité des lieux visités.
Il est ainsi possible d'examiner une nouvelle fois la population, les caractéristiques de la zone, la mobilité résidentielle d'origine extramunicipale[99] et l'âge de peuplement (encadré 2.3).

Encadré 2.3. Quatre groupes de quartiers, quatre ensembles de *manzanas* retenus pour l'étude

Village de San Pablo Oztotepec
Municipe : Milpa Alta, District Fédéral
*Nombre de manzanas en 2010 :*122
Population estimée en 2010 (sur la sélection de manzanas*) :* 15 486 habitants
Colonie périphérique en particulier :
Parajes Sur : 10 *manzanas* ; 2 202 habitants
Âge/ type de peuplement : croissance forte depuis la décennie 1990
Nombres et part de personnes résidant dans une autre entité fédérative 5 ans auparavant :
2010 : 149 personnes ; 1.1 % de la population de plus de 5 ans
Statut foncier : social

Zapotitlán
Municipe : Tláhuac, District Fédéral
Nombre de manzanas en 2010 : 354
Population estimée en 2010 (sur la sélection de manzanas*) :* 31 004 habitants (en incluant toute la zone de Zapotitlán)
Colonies :
Santiago Zapotitlán : 53 *manzanas ;* 10 269 habitants
La Conchita: 183 *manzanas*; 22 582 habitants
Ampliación La Conchita : 123 *manzanas*; 3 958 habitants
Tempiluli : 30 *manzanas* ; 1 324 habitants
Âge/ type de peuplement : croissance forte depuis la décennie 1990
Nombres et part de personnes résidant dans une autre entité fédérative 5 ans auparavant :
2010 : 431 personnes ; 1.6 % de la population de plus de 5 ans
Statut foncier : social, privé

Nord-est de La Paz
Municipe : La Paz, État de Mexico
Nombre de manzanas en 2010 : 289
Population estimée en 2010 (sur la sélection de manzanas*) :*16 634 habitants

[99] Pour cette dimension, l'exploration au niveau des *manzanas* était impossible au moment des enquêtes. C'est donc ici à titre indicatif que nous donnons la mesure de la variable de mobilité résidentielle à cet échelon. Nous reviendrons plus en détail sur ce point en chapitres 5 et 7.

Colonies :
Jorge Jiménez Cantú : 34 *manzanas ;* 4 574 habitants
Lomas San Sebastián: 188 *manzanas*; 8 363 habitants
Ampliación Jorge Jiménez Cantú : 20 *manzanas*; 1 994 habitants
Âge/ type de peuplement : croissance forte depuis la décennie 1990
Nombres et part de personnes résidant dans une autre entité fédérative 5 ans auparavant :
2010 : 2 884 personnes ; 19.8 % de la population de plus de 5 ans
Statut foncier : social, privé

Est de Cuautitlán
Municipe : Cuautitlán, Etat de Mexico
Nombre de manzanas en 2010 : 95
Population estimée en 2010 (sur la sélection de manzanas*) :*13 854 habitants
Colonies :
Lázaro Cárdenas : 61 *manzanas ;* 7 056 habitants
Tlaltepan: 8 *manzanas*; 1 130 habitants
Santa María Ixtacalco – Tlaxculpas : 15 *manzanas*; 2 238 habitants
El Tejocote : 6 *manzanas*; 1 009 habitants
La Trinidad : 1 *manzana*; 761 habitants
Âge/ type de peuplement : croissance forte depuis la décennie 2000
Nombres et part de personnes résidant dans une autre entité fédérative 5 ans auparavant :
2010 : 324 personnes ; 2.6 % de la population de plus de 5 ans
Statut foncier : social, privé

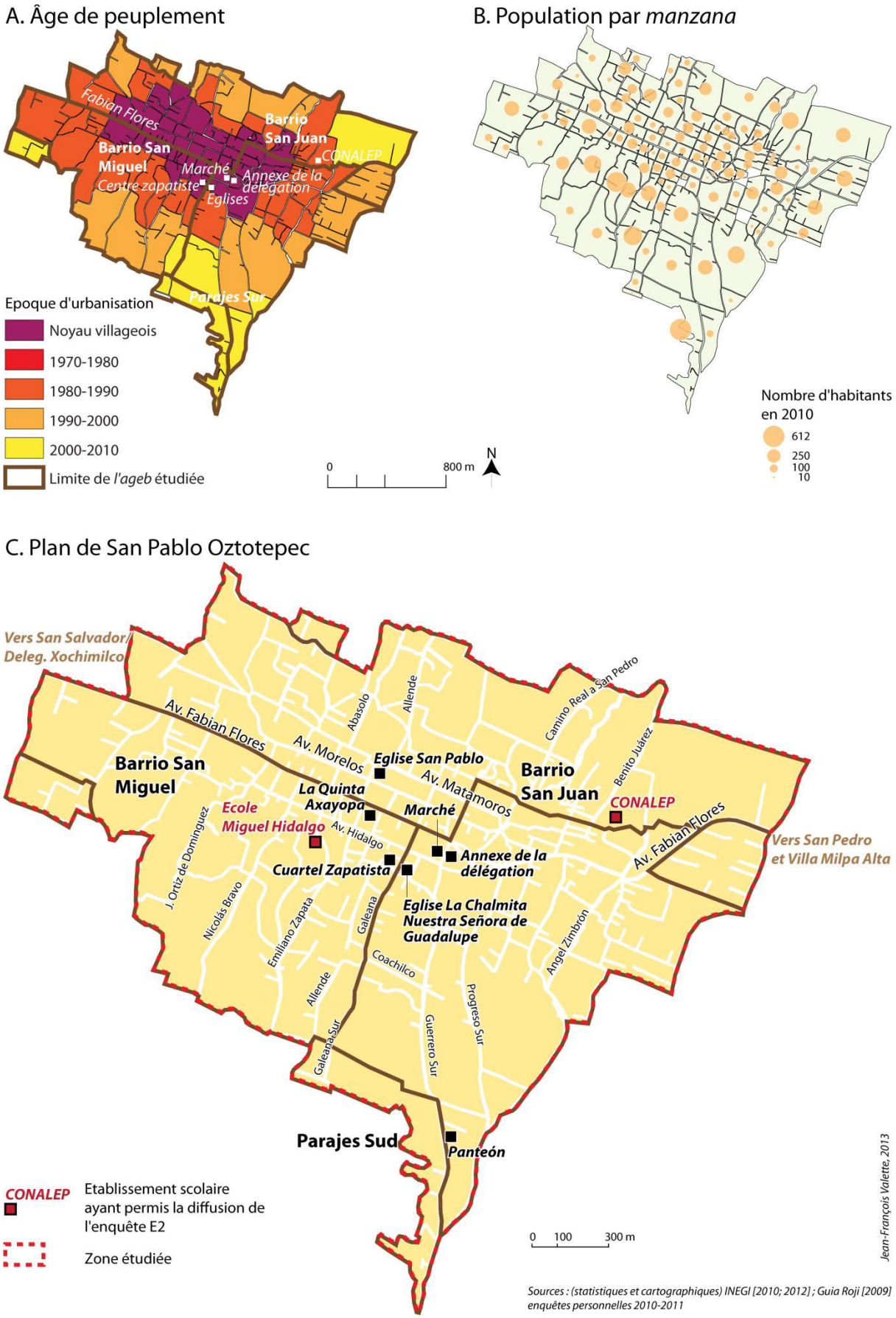
Sources : INEGI [2010]

San Pablo Oztotepec

À San Pablo Oztotepec, l'approche empirique par *manzanas* permet de mieux lire la croissance radiale du village : celle-ci s'est principalement réalisée autour du noyau villageois et de deux *barrios* : San Juan au nord-est et San Miguel au sud-ouest (carte 2.9A). Le village s'est bâti autour de quelques lieux centraux, comme l'église San Pablo, la Chalmita et le *Cuartel Zapatista* (carte 2.9C). En plus des centralités religieuses et communautaires (le *cuartel* étant le siège des autorités agraires de la *comunidad* de San Pablo), on retrouve le rôle important de l'axe de circulation principal, l'avenue Fabián Flores, le long de laquelle se localisent les activités commerciales les plus importantes et les édifices parmi les plus anciens, comme le centre culturel *La Quinta Axayopa*.

Notre zone d'étude, qui couvre tout le village et en particulier les *parajes* un peu plus jeunes, englobe ainsi 122 îlots. La densité des effectifs de population en 2010, si elle suit logiquement un gradient centre-périphérie du village témoigne tout de même d'un peuplement relativement important dans les zones autour du noyau villageois, notamment au sud (carte 2.9B). Pourtant, ces espaces sont officiellement réservés aux activités agricoles : la construction y est interdite, le statut foncier y étant social (inaliénable invendable) (voir chapitre 6).

Carte 2.9. San Pablo Oztotepec : approche détaillée des zones d'étude



Zapotitlán

Dans les terrains de Tláhuac, l'ensemble de quartiers est délimité par l'avenue Tláhuac au nord, le canal de Chalco au sud, l'avenue Guillermo Prieto à l'ouest, et l'avenue Luis Delgado à l'est (carte 2.10C). Ce « cône » correspond en partie aux terres de l'*ejido* de Zapotitlán. L'ensemble est constitué des colonies La Conchita Zapotitlán, Ampliación La Conchita et Tempiluli.

Le vieux bourg de Santiago Zapotitlán est situé au nord de l'avenue Tláhuac, de part et d'autre de l'ancien chemin de Tláhuac (aujourd'hui la rue Independencia) (carte 2.10C). En son cœur se situe la petite place centrale autour de laquelle on retrouve l'église et l'annexe du pouvoir municipal dans les locaux de la coordination territoriale de la délégation.

Le gradient de croissance frontale nord-sud est confirmé lors du travail empirique et au niveau de la *manzana* (carte 2.10A). C'est à partir des années 1970 que les terrains agricoles de *l'ejido* du village sont massivement urbanisés[100], prioritairement par les « enfants du village »[101], au sud du village, dans la zone de La Conchita. Ce mouvement d'extension progressif du village du nord au sud est celui qui se poursuit à l'heure actuelle, jusqu'à la colonie Ampliación La Conchita. En parallèle à ce mouvement unidirectionnel, suivant un quadrillage délimité, la colonie Tempiluli s'inscrit dans un mouvement de densification progressive des terrains situés entre le centre de Tláhuac et la zone de Zapotitlán.

Les effectifs de population par ilots retracent le différentiel entre La Conchita, où le peuplement s'avère homogène et régulier jusqu'à sa limite sud (Canal Revolución), et les deux colonies d'Ampliación La Conchita et de Tempiluli, où la répartition de population se calque logiquement sur l'ancienneté du peuplement et forme un tissu urbain moins dense et plus hétérogène (carte 2.9B).

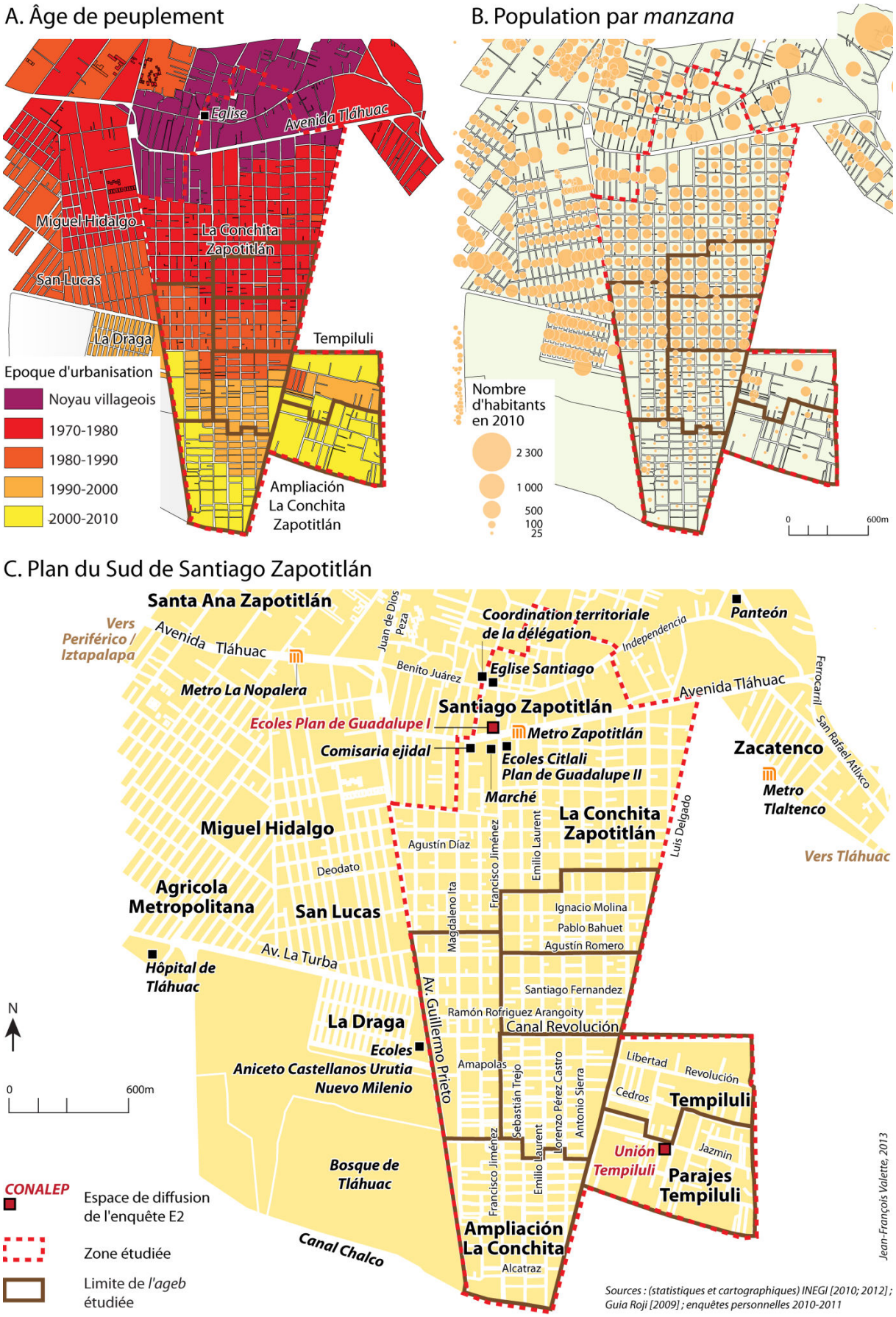
Une lecture par « colonies » – dont on retrouve une cartographie en annexe I.5 (carte I.5.1) – permet de contextualiser l'ensemble des quartiers étudiés ici : à Ampliación La Conchita, en 2010, on comptait 122 *manzanas* avec une population totale de près de 4 000 habitants ; à Tempiluli, 30 *manzanas* et 1 300 habitants ; à La Conchita, plus de 180 *manzanas*, 22 500 habitants (encadré 2.3).

Par ailleurs, on constate que deux statuts fonciers se jouxtent : Ampliación la Conchita fait toujours partie de l'*ejido* de Zapotitlán, tandis que Tempiluli est une enclave de propriété privée.

[100] Durant la décennie 1970, l'ensemble de la délégation de Tláhuac connait une croissance de l'ordre de près de 9 % par an [INEGI, 1980].

[101] Entretiens avec plusieurs *ejidatarios* et enfants d'*ejidatarios* concordants sur ce point [2010 ; 2011].

Carte 2.10. Zapotitlán : approche détaillée des zones d'étude



Nord-est de La Paz

À La Paz, la lecture des processus au niveau des *manzanas* permet d'affiner notre approche. Il est ainsi possible d'observer la croissance urbaine de la zone (carte 2.11).

D'abord amorcée dès les années 1960 aux abords de la route, près d'un site industriel surnommé « La Festival » aujourd'hui désaffecté, l'urbanisation le long de la route de Texcoco a donné naissance à un premier noyau de peuplement, la colonie Doctor Jorge Jiménez Cantú. Dès les années 1970, celle-ci commence à se développer sur les terres de l'*ejido* de San Sebastián Chimalpa (dont le cœur du village se situe au sud-ouest de la zone).

Puis le peuplement progresse le long de ce qui devient l'avenue Amado Nervo (*La Principal*, sous-entendue la rue principale, celle empruntée par la plupart des habitants et par les transports collectifs) jusqu'à *Las Torres* (les lignes électriques à haute tension). Dans les années 1980, une enclave de *l'ejido* de La Magdalena Atlipac (dont le noyau villageois se situe au sud de San Sebastián Chimalpa) connait parcellement et lotissement et devient la colonie Vista Hermosa. Celle-ci changera de nom dans les années 1990 pour devenir la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú[102]. Cette colonie se développe rapidement, même si les connexions routières et électriques avec les quartiers voisins ont été complexes : d'une part à cause du relief de vallée torrentielle (photo 2.9), d'autre part à cause d'enjeux politico-fonciers autour du *Camino Real a Temexco*.

Au-delà de ces flancs à proximité de la route, à partir des années 1990, les parties supérieures des Lomas San Sebastián (toutes les zones au nord et à l'est) se lotissent et se densifient fortement au cours de la décennie 2000. Aujourd'hui, toute la zone connait une urbanisation et une croissance des constructions. Celle-ci est particulièrement visible si l'on observe la mobilité résidentielle, puisque près d'un habitant sur 5 dans la zone ne résidait pas dans la même entité fédérative (État fédéré/DF) en 2005 (encadré 2.3).

En 2010, la lecture des effectifs de population par colonies étudiées montre un peuplement : plus important et dense dans les zones les plus anciennes ; régulier et homogène dans les zones loties depuis les années 1990 de part et d'autre de l'avenue Nervo ; mais beaucoup plus diffus dans les ilots les plus récemment urbanisés (carte 2.11B). Ainsi, Jorge Jiménez Cantú rassemble une trentaine d'ilots et plus de 4 500 habitants, son extension (Ampliación Jorge Jiménez Cantú), près de 2 000 habitants, tandis que la grande zone de Lomas San Sebastián compte officiellement plus de 180 *manzanas* et plus de 8 300 habitants[103] (encadré 2.3).

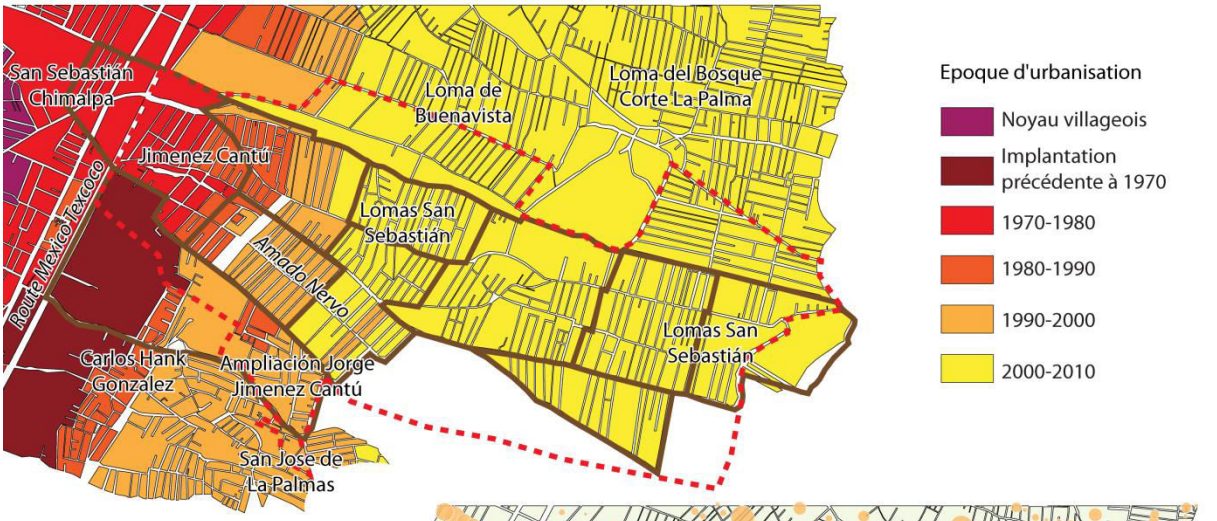
Comme dans le cas des terrains à Tláhuac, deux statuts fonciers coexistent : Jiménez Cantú et Lomas de San Sebastián sont sur des terres au régime social, alors qu'Ampliación Jiménez Cantú est en propriété privée.

[102] Avec tout ce que ce changement de nom implique en termes de complications pour les populations devant attester *a posteriori* d'une ancienneté de résidence au moment des démarches de titrisation (voir chapitre 10).

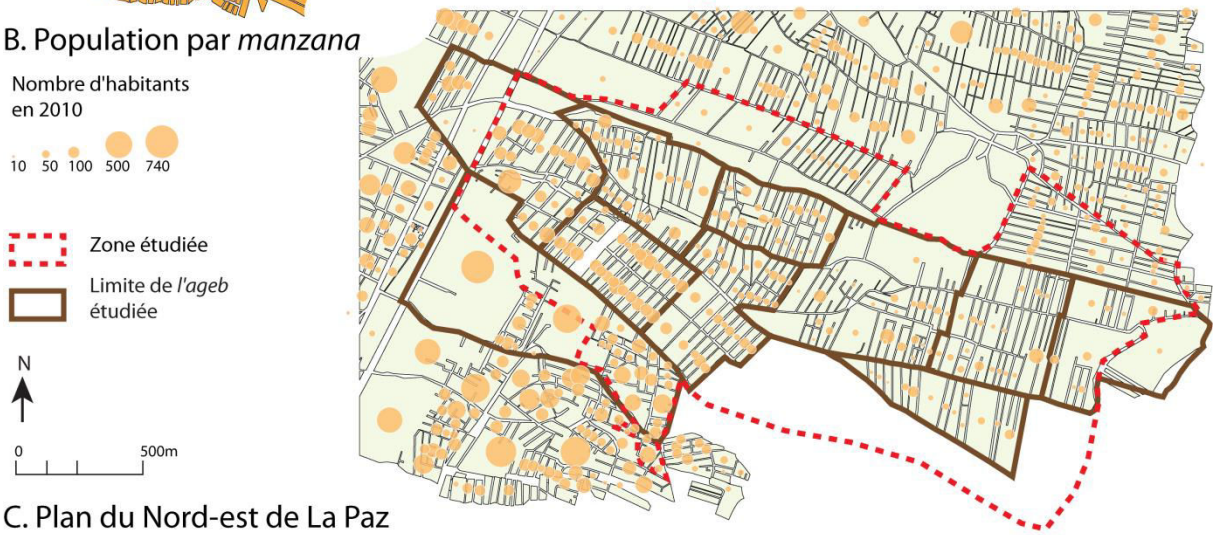
[103] Malgré la prise en compte d'un ensemble considérable de nouveaux ilots entre 2005 et 2010, l'INEGI laisse dans l'ombre une partie non négligeable de zones résidentielles loties et habitées au nord-est d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú et au sud du Camino al Cerrito dans les Lomas San Sebastián (carte 2.11C). Ces zones, si elles ne renvoient pas à une cartographie officielle, ont été, par la force des choses, exclues des analyses censitaires, mais ont été en revanche intégrées à notre travail empirique.

Carte 2.11. Nord-est de La Paz : approche détaillée des zones d'étude

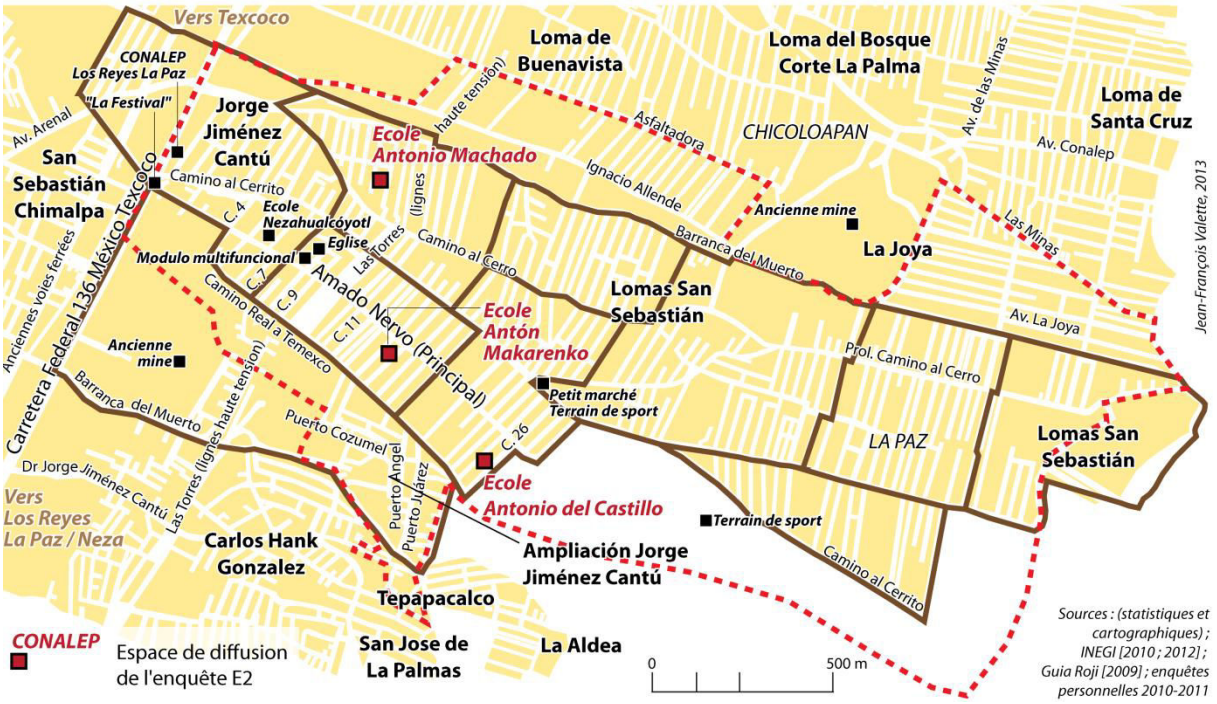
A. Âge de peuplement



B. Population par *manzana*



C. Plan du Nord-est de La Paz



Est de Cuautitlán

La juxtaposition de colonies populaires et d'ensembles de logements sociaux – qu'il s'agisse de nouveaux ensembles ou d'anciennes cités en immeubles des années 1980-1990 – est beaucoup plus facilement lisible au niveau de l'ilot. On comprend alors le biais de l'observation à l'*ageb* dès lors que l'on prend la mesure du poids démographique des ensembles au sein d'une *ageb* où l'on observe des colonies populaires. Dans les deux *agebs* les plus à l'est, la prédominance démographique du grand ensemble de Santa Elena est sans appel (carte 2.12B).

Ainsi, à l'est du village de Cuautitlán, l'extension en colonies populaires se fait sur des terres sociales de l'*ejido* de San Mateo Ixtacalco – dont le cœur villageois est situé au nord de la zone étudiée –, entre les grands ensembles. Les espaces présentés renvoient aux colonies Lázaro Cárdenas, Tlaltepan, *Fracción* Santa Maria Ixtacalco (la fraction étant le lieu-dit au sein de l'*ejido*), Tlaxculpas, El Tejocote, et La Trinidad. Seul le niveau de la *manzana* permet de lire d'une part l'espace auquel renvoient ces noms de lieux, d'autre part, l'imbrication complexe entre des types de peuplement très différents du point de vue morphologique.

Au sein de la zone, l'âge de peuplement renvoie aux agglomérations les plus anciennes dans l'espace du municipe : le centre-ville de Cuautitlán, lui-même composé de plusieurs *barrios,* et le *Barrio* de Tlaltepan, le long de la route de Tultepec-Melchor Ocampo. Au sud du village de Cuautitlán, l'urbanisation vient de l'industrialisation du corridor Azcapotzalco – Tlalnepantla – Tultitlán – Cuautitlán le long des voies ferrées et de l'autoroute vers Querétaro. En revanche, le village s'étend vers l'est dès les années 1970 : commence alors le lotissement de la colonie Lázaro Cárdenas, qui compte aujourd'hui plus de 7 000 habitants sur plus de 60 îlots (carte 2.12A ; encadré 2.3). La colonie s'est étendue vers l'est, au nord des ensembles de Cebadales, puis s'est densifiée au cours des années 1980-1990 et accueille même à la fin des années 2000 un ensemble de services publics et de lieux de centralités révélateurs d'une consolidation : écoles de tous niveaux, église, module municipal. Le peuplement y est régulier est homogène, mais beaucoup moins dense que dans les grands ensembles (carte 2.12B).

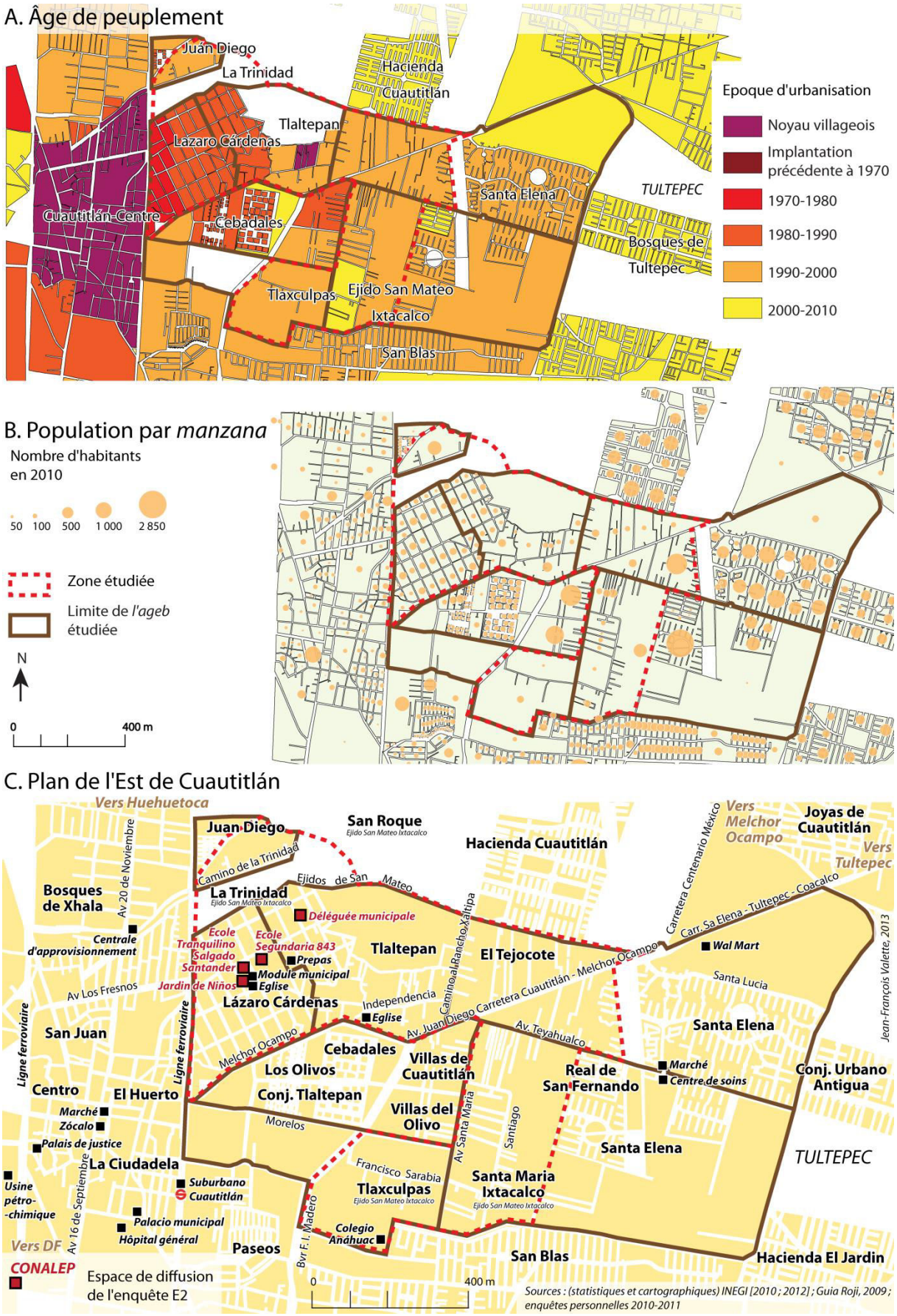
Plus à l'est de cette colonie, le village de Tlaltepan connait aussi une expansion spatiale autour des zones les plus anciennes et compte en 2010 plus de 1 100 habitants. De l'autre côté de la route vers Tultepec et Melchor Ocampo, ce sont les terrains traditionnellement agricoles situés entre l'ensemble des Villas (Cuautitlán et Olivo) à l'est, la Hacienda Cuautitlán au nord et Santa Elena à l'ouest, qui connaissent un développement particulièrement important depuis les années 2000. On observe d'abord la zone de El Tejocote, entre l'avenue et l'ensemble de la Hacienda Cuautitlán, qui se développe par l'extension de Tlaltepan d'une part, le dynamisme de Santa Elena d'autre part : le quartier compte en 2010 plus de 1 000 habitants. Au sud, entre les avenues Teyahualco et Santa Maria, les fractions Santa Maria Ixtacalco et Tlaxculpas de l'*ejido* de San Mateo Ixtacalco se lotissent progressivement depuis une vingtaine d'années et comptent aujourd'hui plus de 2 200 habitants.

Enfin, au nord de Lázaro Cárdenas, autre fraction de *l'ejido,* de part et d'autre du Camino de La Trinidad, se développe la fraction de La Trinidad qui comptait officiellement en 2010 aux alentours de 760 habitants[104].

Aujourd'hui, les jeunes colonies populaires se situent en zone de propriété sociale, les zones de propriété privée étant quasi systématiquement rachetées par les sociétés constructrices de grands ensembles depuis la fin des années 1990.

[104] Comme précédemment pour les Lomas San Sebastián de La Paz, La Trinidad n'a pas fait l'objet d'une couverture suffisante et exhaustive de la part de l'INEGI. Plusieurs pâtés de maisons ne sont ainsi pas pris en compte par le recensement, même en 2010 et sont à ce titre exclues des analyses réalisées avec cette source, ce que le travail empirique tente de corriger partiellement.

Carte 2.12. Est de Cuautitlán: approche détaillée des zones d'étude



Dans ces contextes différents, il s'est agi de comprendre le statut des quartiers, les interventions des autorités locales, les mécanismes de l'approvisionnement en services de base et ceux de la titularisation foncière, ainsi que l'organigramme de l'action collective locale. Cet échantillon de zones d'étude a permis de mettre en avant, plus que le rôle de l'âge et de la densité, celui des interactions entre trajectoires contextuelles et individuelles, ainsi que les rapports de force, évoluant selon les groupes sociaux en présence.

Après avoir présenté les choix méthodologiques et les zones d'étude de notre terrain, il est possible de replacer dans son contexte le travail d'analyse. En effet, le thème des mobilités intra urbaines ne constitue pas une nouveauté dans la recherche sur la structuration urbaine de la Zone Métropolitaine de Mexico. Mais l'exploration du double prisme de la consolidation urbaine et des dynamiques d'ancrages s'avère pertinente. En mobilisant l'arsenal méthodologique et conceptuel sur le sujet, comme des éléments d'appréhension du terrain nécessaires, l'analyse des résultats devient possible.

Conclusion du chapitre 2

À Mexico, dans un contexte de dynamisme particulièrement mis en avant autour des politiques actuelles de logement, c'est bel et bien dans le centre en cours de redensification et dans les périphéries soumises au développement de logements d'intérêt social que les sciences sociales ont porté leur regard depuis une dizaine d'années. Or, sans ignorer ces processus d'une ampleur significative et sans prétendre à une innovation *ex nihilo*, nous privilégions ici des zones passées désormais moins « sous le feu des projecteurs » de la recherche sur les mobilités résidentielles, mais où pourtant, l'ancienneté et l'ampleur de l'urbanisation permettent aujourd'hui un regard renouvelé sur les dynamiques d'ancrage périphérique.
Approchée en fonction de caractéristiques liées à l'illégalité initiale et au caractère progressif de l'installation, la colonie populaire se révèle la modalité de production de l'espace résidentiel dominante dans l'urbanisation de la ville. Appréhendée de manière opérationnelle, elle doit ainsi être analysée comme un type d'habitat socialement et spatialement évolutif, en général de manière « ascendante » et hétérogène.
Les colonies populaires sont ainsi traversées par des processus communs, mais aussi par des rythmes différents d'améliorations des installations, de régularisation des titres de propriété, d'arrivée des infrastructures et d'achèvement des travaux de construction. Le profil social évolutif du contexte résidentiel n'est que peu visible par la simple appellation du peuplement en « colonie populaire ». Or, ce caractère évolutif est précisément au cœur de la compréhension de l'hétérogénéité.
En cela, l'analyse de la division sociale de l'espace à plusieurs échelles urbaines devra révéler des dynamiques de recomposition plurielles à l'œuvre dans ces zones. La diversité des résultats, elle-même liée à celle des processus de « consolidation », pose la question du lien entre les différents espaces de la ville, vers et depuis les colonies populaires. L'identification des caractéristiques et du rôle des mobilités et des ancrages dans les recompositions de ces quartiers périphériques devient alors essentielle.
La colonie populaire renvoie plus que jamais aux espaces de l'ancrage et au territoire de la maturation urbaine. C'est à travers ce filtre de lecture que nous analyserons cet objet. Son analyse interroge l'évolution du contexte résidentiel autant que les trajectoires de ses habitants. Les mobilités et ancrages inscrivent les périphéries populaires dans des dynamiques de recompositions spécifiques et c'est cet angle de lecture qu'il s'agit désormais de justifier.

Chapitre 3.

Une approche de la maturation par les mobilités et les ancrages

Lectures de l'objet

Chaque sujet que nous étudions a déjà été étudié par une foule de gens ayant eu une multitude d'idées personnelles sur la question, et est en outre le domaine de gens qui habitent réellement ce monde, qui ont leur propre idée sur lui, ainsi que sur le sens qu'il faut donner aux objets et évènements qu'on y observe
[…]
En fait, les concepts sont des généralisations empiriques qui doivent être mises à l'épreuve et raffinées sur la base des résultats de recherche empiriques – c'est-à-dire sur la base d'une connaissance du monde.
Howard Becker, *Les ficelles du métier*, 2002, pp. 30-205

L'objectif de cette recherche n'est pas tant de focaliser sur les dynamiques d'évolution des quartiers populaires en tant que telles, mais davantage de questionner la variété des expériences des habitants et des contextes[1] dans lesquels ils vivent. Les processus complexes de consolidation et régularisation doivent être mis en perspective avec les pratiques résidentielles des habitants, et avec les tensions autour de la résidence et de l'urbanité dans ces espaces. Pour reprendre les mots de F. Dureau et C. Paquette [2006a, p. 237], « *produire et habiter la ville sont bien les deux faces d'une même réalité* ».
C'est la notion de maturation qui a été choisie pour appréhender la diversité des trajectoires d'évolutions des quartiers populaires. La maturation autorise l'étude des périphéries populaires de Mexico au prisme d'une notion plurielle, plus englobante que celle de la simple consolidation.

[1] Le terme de « contexte » a fait l'objet de nombreuses réflexions en géographie, notamment dans l'étude des mobilités, où l'analyse des parcours individuels passe par l'articulation avec les contextes dans lesquels ils s'inscrivent [Demazière, Samuel, 2010]. Si le contexte est défini comme « *un ensemble de circonstances liées,*[ou la] *situation où un phénomène apparaît, un évènement se produit* » [CNTRL, 2014], le contexte renvoie plus précisément en géographie à « *l'ensemble des conditions de possibilités sociétales pour* [qu'un] *phénomène* [observé] *ait lieu (…), le résultat d'un processus (vision dynamique et diachronique) qui permet qu'un 'évènement' spatial quelconque (la création d'un espace nouveau, un acte spatial, une représentation) advienne* » [Lévy, Lussault, 2003, p. 205]. Nous sommes conscient de l'impossible mobilisation d'un référentiel fixe au sujet du « contexte » dans lesquels les parcours des habitants seront analysés : « *le contexte n'est pas donné, c'est une construction sociale qui peut prendre de multiples figures, se situer à des échelles hétérogènes, de la plus éloignée de l'individu (niveau macrosocial), à l'échelle la plus proche (niveau microsocial) ou intermédiaire (niveau mesosocial)* [Demazière, Samuel, 2010, p. 3]. À ce titre, le contexte peut être désigné le plus souvent au sens large, à plusieurs échelles. Toutefois, nous faisons ici le choix de mobiliser cette notion, à la fois dans son sens commun, mais aussi dans un sens plus restreint, pour faire référence aux espaces résidentiels locaux des quartiers. Par souci de clarté, lorsque cette dernière acception (restreinte) est spécifiquement mobilisée dans notre texte, la précision est alors soulignée par la qualification du contexte : « local », « résidentiel », sous-entendu, « autour de la résidence », à proximité.

Les questionnements englobants sur les mutations des colonies populaires ont notamment été introduits dans la thèse d'A.L. Vega sur Nezahualcóyotl [2005, p. 301] : « *aurait-on assisté à une autre mutation sans la régularisation ?* » : le lien entre les mutations du système de logement et les aspects physiques et politiques de la régularisation est dès lors souligné. De plus, A.L. Vega interroge les transformations que connaitront les nouvelles générations d'habitants de ces quartiers, pour qui l'articulation entre système de logement et régularisation ne prend plus uniquement sens dans une dimension pionnière.
La notion de maturation permet également d'appréhender l'hétérogénéité de l'extension de la ville de Mexico, qui s'inscrit dans des contextes locaux ruraux spécifiques en périphérie. Cette caractéristique a été soulevée dans la thèse de M. Banzo, qui analyse le long processus d'anticipation du passage de campagne à ville par les jeux des acteurs-producteurs en périurbain dans la vallée du Chalco [1994, p. 302].
Englobant une dimension temporelle et permettant d'introduire une dimension spatiale par le suivi des relations du quartier avec le reste de la ville, la maturation invite à considérer les mobilités résidentielles et quotidiennes qui s'inscrivent dans cet espace.
La pluralité de la notion de maturation permet ainsi de prolonger les questionnements sur les mutations des colonies populaires selon quatre directions principales : l'évolution de l'espace résidentiel *via* l'évolution du bâti (consolidation) ; les jeux d'acteurs liés à la régularisation ; la dimension temporelle des mutations en cours ; et les temporalités des mobilités expérimentées par les habitants de ces espaces. Les deux dernières dimensions ouvrent la voie vers une autre notion, indispensable pour comprendre l'évolution de ces espaces résidentiels : l'ancrage. Ces dynamiques d'ancrage, de consolidation et de régularisation, qui font sens à un échelon très local, gagnent à être remises en perspective à l'échelle de la ville elle-même. En particulier, l'analyse des ancrages doit être mise au regard des trajectoires résidentielles d'une part, des mobilités quotidiennes d'autre part.

Ce chapitre cherchera à construire la grille analytique avec laquelle nous avons choisi de lire les quartiers populaires et leurs trajectoires d'évolution. Il nous faut pour cela présenter dans un premier temps le débat actuel autour de la mobilité, en axant ce débat sur la manière dont il permet un regard sur les trajectoires des habitants et sur celles de leurs contextes. Ces trajectoires s'inscrivent ici dans un contexte urbain et nécessitent, dans un second temps, une analyse « spécifique » des mobilités dans le champ de la géographie urbaine. L'exposé rapide des principaux enjeux théoriques et méthodologiques autour des concepts de mobilités doit ensuite nous servir à justifier le point de vue de l'ancrage adopté pour lire les mobilités urbaines. Enfin, cette grille doit nous permettre d'aborder la notion de maturation des quartiers. Cet état des lieux devra permettre de mieux répondre à notre problématique de départ sur les trajectoires de maturation de l'objet.

3.1. La recherche d'un éclairage : suivre des trajectoires

Si l'objet « quartier populaire périphérique » porte en lui un caractère évolutif, la notion de trajectoire, des individus qui le peuplent comme du contexte résidentiel en lui-même, semble s'imposer comme cadre de lecture pertinent. Mais la question centrale reste de savoir comment articuler les deux types de trajectoires. D'un côté, l'approche du peuplement dans le contexte métropolitain appelle l'analyse de la mobilité résidentielle intra-urbaine des individus comme dynamique centrale. De l'autre, la construction progressive d'un espace local habité est indissociable d'une trajectoire des contextes résidentiels. L'articulation des deux semble alors se positionner au carrefour entre réalités sociales – individuelles et

collectives – et réalités spatiales – spécifiquement urbaines. Cette double grille de lecture permet d'approcher l'expérience urbaine locale des habitants des colonies populaires[2].

Le terme de trajectoire est ici mobilisé pour renvoyer à un ensemble des processus de transformations dans le temps, comprenant, le point de départ, le trajet – au sens de « *parcours dans un espace pour aller d'un lieu à un autre* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 2656] que cet espace soit « géographique pur »[3], social, ou politique – et ce que V. Jolivet [2010] appelle l'« atterrissage », le point d'arrivée.
Trois niveaux de lecture s'imposent alors. Tout d'abord, la trajectoire renvoie à plusieurs niveaux d'observation : individu d'une part, contexte d'autre part. Ensuite, elle peut se lire comme à la fois sociale et spatiale. Enfin, elle ne s'observe que par une analyse fine des pratiques, combinant mobilités et ancrages, et conjuguant au pluriel les espaces dans lesquels elles s'inscrivent.

3.1.1. L'échelle d'analyse de la trajectoire

La division sociale de l'espace constitue une entrée indispensable, variable explicative et à expliquer des mobilités et ancrages en milieu urbain. Elle pose toutefois le problème de l'échelle d'analyse. La division socio-spatiale est ainsi forcément liée – au moins au départ – à l'habitat, la résidence, autour des « temps » de la mobilité : stratégies d'installation, pratiques, départs, arrivées, etc.
M. Roncayolo [2010-1978, p. 106] part du constat que « *la carte sociale de la ville est le plus souvent identifiée à celle de l'habitat et de ses composantes socio-professionnelles* », tout en insistant sur les limites qu'induit le fait de positionner sur le même niveau les modes de vie et les pratiques d'habitat. Pourtant, comme le soulignent F. Dureau, C. Beauchemin, M.-L. Coubès et D. Delaunay dans un chapitre de l'ouvrage du GRAB *États flous et trajectoires complexes*, le niveau d'observation de la résidence est particulièrement pertinent dans l'approche des déterminants de la mobilité, dans le sens où elle constitue l'échelle des interactions sociales autour des stratégies individuelles et familiales [2006, p. 157].
Le problème consiste à obtenir les informations relatives à la résidence à un échelon – forcément agrégé quand il s'agit de données censitaires – suffisamment pertinent pour « borner » le contexte résidentiel en question, et observer ce dernier, même en tant que « donnée de cadrage »[4]. F. Dureau, C. Beauchemin *et al* [2006] voient dans ce cadrage la possibilité d'analyser simultanément les évolutions des individus et contextes, en suivant les transitions biographiques des individus, le contexte des transitions, mais aussi les transitions des contextes, et donc plus largement, les relations entre mobilités et peuplement[5].

---

[2] À la façon de C. Imbert [2005] au sujet des habitants des villes nouvelles franciliennes, notre questionnement porte sur la possibilité des habitants d'adopter des mécanismes psychologiques, sociaux, mais aussi spatiaux de leur espace local de résidence. C'est en cela que l'*expérience* mérite d'être analysée : elle implique la mobilisation physique de l'individu dans cet espace. Le déplacement de l'individu vise la recherche de ressources sociales, professionnelles, familiales, de voisinage, etc. Il renvoie à « *l'élargissement ou l'enrichissement de la connaissance, du savoir, des aptitudes* » qui s'acquiert par « *les situations vécues* » [*Le Petit Robert,* 2004, p. 1001]. L'expérience d'un lieu peut renvoyer à trois référentiels : *ego*, les autres, et l'environnement, d'après MOLES A., ROHMER E. [1972]. *Psychologie de l'espace*, Tournai, Casterman, 163p. cité par C. Imbert [2005, p. 64].

[3] En écho à l'expression de « géographie pure » d'Y. Guermond et G. Lajoie [1999, p. 85] proposée pour opposer deux visions de la géographie entre d'une part, des théories et applications techniques autocentrées sur la discipline et, d'autre part, une géographie dite « sociale » interdisciplinaire et plus concrète.

[4] Si le terme « borner » est bien sûr trop fort pour renvoyer à la délimitation du contexte résidentiel de référence pour l'analyse des groupes et des rapports sociaux, il s'agit de se référer à un cadre spatial pour décrire la restriction du contexte au « quartier » où résident les individus.

[5] La collecte de données biographiques donne lieu à une information riche qui se déploie sur plusieurs échelles spatiales et plusieurs pas de temps. La nature spatio-temporelle de ces données renvoie alors aux

3.1.2. L'approche spatiale du social

La notion de maturation, qui fait appel aux expériences locales en milieu urbain, se rattache globalement à l'étude des rapports entre les groupes sociaux en présence et à celle des liens entre les différents lieux de la ville, observés à différentes échelles. Les rapports sociaux en milieu urbain tendent ainsi à être analysés sous l'angle de leur dimension spatiale. Or, la recherche de cette dimension dans l'appréhension des ressources sociales du quartier populaire périphérique à Mexico semble avoir été largement plus investie par les sociologues, anthropologues et urbanistes que par les géographes, français comme mexicains. C'est pourtant bien le sens accordé au lieu et la recherche des réciprocités entre réalités spatiales et sociales qui constituent notre démarche de géographe [Guermond, Lajoie, 1999, p. 89].
En France, la « dimension » spatiale est au cœur du « tournant géographique » des sciences sociales amorcé dans les années 1980, précédant même le chapitre de P. Bourdieu [1993b] dans *La misère du monde* [Backouche *et al*, 2011]. Une large réflexion sur le quartier et sur l'effet de quartier a en particulier incarné cette évolution [Marpsat, 1999 ; Authier, Bacqué *et al*, 2007]. Cette prise en compte de l'espace est elle-même issue de la poursuite de la réflexion sur la ville comme espace social : depuis les travaux de l'École de Chicago jusqu'à la philosophie d'H. Lefebvre sur l'espace comme produit social, en passant par l'analyse des rapports des groupes sociaux et de la morphologie d'une ville de M. Halbwachs, puis M. Roncayolo.
Récemment au sein de ce courant, dépassant les cadres de la sociologie urbaine, F. Ripoll et S. Tissot [2010, p. 6] soulignent le nécessaire intérêt à porter sur « *la dimension spatiale des différentes ressources sociales (capital économique, culturel, symbolique, social…), des conditions de leur accumulation et de leur utilisation* », en explorant les concepts de mobilité et de capital d'autochtonie.
Ce positionnement fait émerger l'importance d'appréhender trois éléments majeurs du lien entre la dimension sociale et la dimension spatiale de la division sociale : en premier lieu, la nécessité d'interpréter simultanément trajectoires sociales des individus et trajectoires du/des contexte-s ; ensuite, l'obligation de considérer une pluralité d'échelles d'analyse dans l'articulation du spatial et du social ; enfin, la force d'une lecture par les filtres de la mobilité et de l'ancrage. Ces concepts sont alors considérés comme pertinents, voire primordiaux pour l'analyse des recompositions urbaines.

3.1.3. Mobilités et ancrages

Cette apparente opposition des mobilités et des ancrages urbains permet pourtant une lecture du peuplement de l'objet, car il s'agit de « *deux termes antithétiques qui peuvent s'articuler de diverses manières* » [Remy, 1996, p. 135]. Si nous avons pu voir que la mobilité résidentielle intra-urbaine était la principale dynamique démographique actuelle par son ampleur dans la ZMVM et qu'elle constitue en cela la première explication des phénomènes de recompositions urbaines (chapitre 1), son interprétation dans le système urbain est ancienne et a largement été discutée par les travaux de l'écologie urbaine de Chicago.

---

questionnements méthodologiques et théoriques développés dans le champ de la *time geography*, au sujet de la conception, du traitement et de la visualisation de l'information. Fondés par T. Hägerstrand dans les années 1970 et traditionnellement orientés vers l'analyse des mobilités quotidiennes, les concepts de la *time geography* participent à questionner l'observation des biographies individuelles dans l'espace et l'analyse des liens entre niveau individuel et éléments spatiaux agrégés. Plus récemment, on parle davantage d'approche « activité-centrée » pour désigner l'étude des « *comportements de mobilité en fonction de l'enchaînement temporel et spatial des actions qui motivent les déplacements* » [Chardonnel, Thevenin, 2012, p. 2].

Les analyses de l'École de Chicago ont été particulièrement pionnières dans l'approche des mobilités spatiales dans l'espace urbain. Au sein de la recherche des cadres conceptuels pour cerner les socialisations locales liées à la mobilité en ville, nous ne pouvons pas faire l'économie de rappeler la pensée de G. Simmel[6], où la mobilité – conçue par rapport à l'immobilité/sédentarité – serait vectrice de désorganisation sociale et d'un manque de ressources – que la sédentarité fournirait – autour de la figure de l'étranger « sans attaches »[7]. Plus tard, la relecture de R.D. McKenzie[8] permet de définir trois angles d'approche de la mobilité d'une population, où l'on retrouve les bases des différenciations encore valables à l'heure actuelle :

- La mobilité résidentielle inter-urbaine
- La mobilité résidentielle intra-urbaine
- La mobilité sans changement de résidence

Dans un texte considéré comme fondateur de l'École de sociologie urbaine de Chicago [Lannoy, 2004], R.E. Park en 1915 [p. 581] écrit : *« La mobilité d'un individu ou d'une population ne se mesure pas seulement par le déplacement, mais davantage par le nombre et la diversité des stimulations auxquelles ils doivent répondre. La mobilité ne dépend pas seulement des transports, mais aussi de la communication. »* L'auteur ajoute que la mobilité est accentuée par l'éducation et la place croissante de l'économie marchande dans les relations sociales. Dix ans plus tard, il écrit « *la mobilité mesure le changement social et la désorganisation sociale parce qu'un changement social entraîne toujours un changement de position dans l'espace et que tout changement social, même celui que nous décrivons comme progrès, entraîne une désorganisation sociale* »[9].

Est ici mis en avant le thème de la mobilité croissante liée à une certaine modernité et à un relatif développement social et économique. Cette approche est plus tard reprise dans la thèse de la transition de la mobilité de W. Zelinsky [1971], en écho à la théorie de la transition démographique, voire aux étapes de la transition urbaine.

Ces définitions, qui ont fait l'objet de nombreuses relectures – dont nous ne prétendons pas rendre compte ici –, restent fondatrices dans l'analyse des mobilités « physiques », de leur inscription dans l'espace urbain et des liens entre mobilités résidentielles, mobilités des activités quotidiennes et mobilités sociales. C'est ce que Y. Grafmeyer et I. Joseph appellent l'intuition essentielle de l'écologie urbaine [1984, p. 29]. Le mouvement ainsi analysé n'a de sens qu'une fois inscrit dans les hiérarchies sociales et dans l'espace de la ville.

La recherche des causes et conséquences des mobilités dans l'espace urbain ouvre ainsi le champ de l'analyse simultanée de la mobilité sociale des individus et de leurs contextes, autour de ce que J. Simmons [1968] identifie comme les trois questions principales autour de la mobilité : qui bouge, pourquoi, où ? Ces axes de réflexion sont ceux qui guideront invariablement les questionnements autour de la mobilité socio-spatiale. Ils demandent l'examen des modes de vie liés à l'urbanisation, des caractéristiques socio-économiques des individus et la mesure des dynamiques de ségrégation dans les espaces social et urbain [1968, p. 629]. Du point de vue méthodologique, ce sont aussi les deux entrées, des histoires de vie –

[6] « The Stranger » *in* SIMMEL G. [1908]. *Soziologie*, Leipzig, pp. 685-691, traduit par K.H. Wolff [1950], et « Digressions sur l'étranger », traduit par J. Grafmeyer, et I. Joseph [1984, pp. 53-59].

[7] La mobilité a ainsi longtemps été associée à une instabilité vectrice d'incertitudes et semblait aller à l'encontre d'un capital social localisé. Cette dichotomie mobilité-instabilité *versus* ancrage-ressource a longtemps marqué l'approche des mobilités comme celle des ancrages citadins, tissant la relation entre mobilité et pauvreté-marginalité d'un côté, ancrage et richesse de l'autre [Le Breton, 2004 ; Florin *et al*, 2007].

[8] McKENZIE R.D. [1922]. "The Neighborhood: the Study of Local Life in the City of Columbus, Ohio" *in American Journal of Sociology*, Vol. 27, n°6, traduit par Y. Grafmeyer et I. Joseph [1984, p. 220].

[9] R.E. Park, 1926 dans « The Urban Community as a spatial pattern and a moral order » dans l'ouvrage d'E. Burgess *The Urban Community, Chicago*, cité et traduit par Y. Grafmeyer, I. Joseph [1984, p. 29].

biographies – d'un côté, et des logements – espaces résidentiels – de l'autre, qui deviennent systématiques dans l'analyse des mobilités, et qui s'érigent en outil de décryptage des changements urbains.

Du point de vue de l'organisation urbaine, on retient de cette école de pensée les schémas spatiaux de peuplement sous la forme des modèles en auréoles concentriques d'E. Burgess, affinés en modèle sectoriel de H. Hoyt, puis polynucléaire de C. Harris et E. Ullmann. Il est important également de retenir la dimension dynamique et explicative de cette lecture de la ville. Tout d'abord, comme le soulignent Y. Grafmeyer et I. Joseph [1984, p. 29], la lecture de la ville – par E. Burgess notamment – comme organisme vivant dont les changements se traduisent dans l'espace, donne à la mobilité résidentielle la dimension d'un « pouls », et permet de repérer les « *lieux où il se passe quelque chose* ». C'est à partir de la résidence que sont menées les approches écologiques, et cet espace urbain (résidentiel) devient le produit voire le reflet des mécanismes et processus sociaux [1984, p. 34]. Or, la résidence et l'habiter ne sauraient recouvrir l'ensemble des dimensions sociales des pratiques urbaines, mais constituent un point de départ de l'approche spatiale des changements urbains.
Dans cette lecture de la ville, la question des territorialités et des rapports à l'espace dans lequel ces changements s'inscrivent tend à être importante, mais reste abordée de manière « spatialiste », à savoir expliquant le social par le spatial [Grafmeyer, Joseph, 1984, p. 31 ; Ripoll, Tissot, 2010 ; Backouche *et al*, 2011]. Or, les mobilités et recompositions de l'espace résidentiel qui en découlent n'obéissent pas uniquement à des « effets de contexte »[10].
Par ailleurs, cette école questionne la recherche des ressources locales et l'émergence des territorialités, alors analysées comme une compétition pour l'espace [Grafmeyer, Joseph, 1984, p. 30]. Cette dernière fait écho au thème de « l'insertion sociale » des mobiles — depuis la figure du migrant à Chicago analysée par G. Simmel – et aux processus « d'assimilation » spatiale – opposés à ceux de désorganisation sociale – des « déracinés ».

La transposition de ces dynamiques dans des villes aussi différentes que Chicago des années 1920 et Mexico de 2014 n'est pas sans poser problème et les apports pluridisciplinaires, sur la question des mobilités notamment, doivent être interrogés dans l'optique d'un éclairage de notre problématique de recherche. M. Bertrand [2011, p. 120], qui étudie les dynamiques de mobilités et d'ancrages dans deux villes d'Afrique subsaharienne – Bamako et Accra –, soulève le caractère parfois acrobatique de ce rapprochement, mais met en avant l'enjeu théorique qui en est à la base : la construction sociale de l'espace local et de son analyse, ainsi que la place des rapports politiques dans le cadre de son étude.

Au final, au sein de notre analyse à Mexico, c'est au travers de la co-construction des trajectoires socio-spatiales de populations *a priori* pionnières et périphériques qu'il s'agit de comprendre les dynamiques d'ancrage, puis de maturation locale. Or, dans les colonies populaires périphériques, c'est bien la question d'un habiter spécifique – celui de la précarité – qui se pose de manière aigüe, notamment quand ces espaces sont présentés comme l'antithèse de l'urbain, du moins fondés à partir de rien [Giglia, 2012].
Le suivi des trajectoires demande d'abord de comprendre succinctement l'importance de la mobilité urbaine dans la lecture de la restructuration de la ville ; mobilité résidentielle comme quotidienne. Puis, les mécanismes de l'ancrage, individuels et dans plusieurs contextes locaux, permettent d'appréhender les territorialités construites vers et à partir des espaces résidentiels. Enfin, ces deux grilles de lectures permettent de définir le concept de maturation choisi pour renvoyer aux évolutions des contextes résidentiels.

[10] Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 4.

3.2. Lire les mobilités urbaines pour lire la restructuration de la ville

S'il n'est pas question de faire un état de l'art complet sur la question des mobilités résidentielles et quotidiennes en espace urbain – tâche impossible tant il s'agit d'un « *thème commun à la quasi-totalité des sciences de la société* » [Brun, 1993, p. 4] —, l'intérêt de cette revue des grands enjeux réside dans la possibilité de situer notre recherche et de dessiner les grandes lignes de l'analyse des mobilités dans l'étude des dynamiques urbaines en lien avec les processus de maturation. En effet, ce n'est pas tant l'analyse des mobilités en elles-mêmes qui constitue le cœur de notre approche, mais leur articulation avec des dynamiques d'ancrage. Notre regard porte alors sur les mutations urbaines, sociales et spatiales que ces mobilités induisent. Or, si cette articulation peut aujourd'hui sembler aller de soi, elle n'en est pas moins le résultat d'un siècle de recherches sur la question. L'objectif est donc de s'interroger sur le rôle joué par les mobilités dans les évolutions récentes de la ville, et sur la place qu'elles occupent dans le débat géographique. En premier lieu, l'hypothèse est d'en faire un filtre de lecture des dynamiques de restructuration métropolitaine dans le contexte de Mexico.
Comment alors procéder à une analyse de ce que F. Dureau et M.-A. Hily [2009, p. 14] appellent les « *territoires, localités, lieux [que] les hommes dessinent dans leur mouvement* » et de la production du social par le déplacement (et/ou le non-déplacement) ? J. Brun écrit dès 1993 : « *Les liens entre la ville et la mobilité (…) sont un sujet classique. (…). Et il serait aisé de multiplier les exemples montrant que la mobilité est au cœur de la quasi-totalité des problèmes que pose l'étude de la ville et de l'espace habité, des mécanismes de croissance, et de ses disparités, aux déterminants et à la portée des politiques d'urbanisme en passant par la formation des valeurs foncières et par les processus de divisions sociales de l'espace* » [Brun, 1993, p. 3].

La mobilité s'est depuis longtemps imposée comme paradigme pluridisciplinaire au sein des sciences humaines et sociales : géographie, sociologie, anthropologie, histoire, démographie et psychologie, auxquelles il faut rajouter les sciences économiques. Les études sur les mobilités mettent en lumière l'impossible cloisonnement entre ces disciplines. Au sujet de ces études, J. Urry [2005, p. 27] parle de la « *boîte noire des sciences sociales* », lorsque, pour révéler la complexité et multiplicité sociogéographique qu'elles recouvrent dans une approche historique des processus sociaux, l'auteur propose une analyse systémique des mobilités. Sans prétendre rendre compte de l'ensemble des conceptualisations qui ont été faites sur le sujet, l'exercice de compréhension des dynamiques urbaines observables à l'ensemble des échelles de la ville nous conduit à présenter grossièrement des grandes lignes de son analyse afin de proposer un référentiel à notre étude.
La plupart des publications synthétiques sur le sujet attestent d'ailleurs de la difficulté de rendre compte des objets et des contours de la notion, intégrant la figure du migrant, les populations citadines, les pratiques de l'espace, les compétences de mobilité, et la question de la mobilité sociale [Dureau, Hily, 2009 ; Imbert, Dubucs *et al*, 2014].

Quelles approches retenir au final, entre celles des migrations-circulations, des stratégies-projets de mobilités, des productions sociales ou des recompositions de localités ? L'entrée par l'ancrage en milieu urbain nous permet une moindre confusion – mais pas une moindre complexité pour autant – dans la recherche de référentiels pour l'approche des processus étudiés dans cette thèse. Il faudra adopter un double regard, de l'acteur du mouvement d'une part, de l'espace urbain dans lequel il s'inscrit d'autre part.

3.2.1. De la mobilité à l'urbain

Une entrée simple du terme de « mobilité » ne semble pas *a priori* renvoyer à une variabilité à la hauteur de sa complexité et de son investissement par les différentes sciences sociales [Bonerandi, 2004]. Il s'agit en effet d'un objet recouvrant un ensemble indéfinissable de pratiques de l'espace et du temps, construisant une notion/concept fortement polysémique [Florin, 2008 ; Lévy J.-P., 2009].

3.2.1.1. De la définition du mouvement dans la ville

Il s'agit d'abord du « *caractère de ce qui peut se mouvoir ou être mû, changer de place, de position* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 1648]. On retrouve par ce simple rappel l'ensemble des dimensions sociales et spatiales auxquelles renvoie la mobilité, mais aussi le caractère à la fois effectif et potentiel de cette notion.

Le fait de se concentrer sur le fait urbain permet une appréhension plus raisonnée de l'utilisation du concept. Cependant, séparer l'urbain du rural n'aurait guère de sens – d'autant moins dans l'approche des périphéries. L'objet urbain qui est au cœur de notre analyse nous permet d'approcher la mobilité de deux manières : les projets-stratégies de mobilité d'une part, la formation d'ancrage d'autre part.

Une question se pose quant à notre regard spécifique sur une ville dite « du Sud ». Séparer « Nord » et « Sud » n'aurait par ailleurs pas davantage de sens qu'au sujet de l'opposition « rural-urbain ». En effet, l'approche double des objets « ville » et « mobilité » pourrait s'inscrire dans le courant dominant de rapprochement des demandes institutionnelles et des productions scientifiques – identifié par F. Dureau et J-P. Lévy sur les villes du Nord comme du Sud [2007] ou encore par M. Bertrand [2011, p. 121]. Sur le thème des mobilités résidentielles, le rapprochement des méthodes entre analyses au Nord et au Sud a ainsi permis un renouvellement de l'approche des dynamiques résidentielles urbaines dans les deux sens, à la fois du point de vue de « l'outil d'analyse », mais aussi de celui de l'objet de recherche en tant que tel [Bertrand, 2003, 2011 ; Dureau, Lévy J.-P., 2007 ; Florin, 2008].

Dans le contexte latino-américain, l'ancienneté de l'urbanisation d'une part, l'émergence précoce des questions entre mobilités et pauvretés d'autre part, ont permis une réflexion sur le rôle de ces mobilités dans les phénomènes de recompositions socio-spatiales en ville et une convergence avec les analyses menées dans les pays du Nord et notamment en France. Nous souhaitons également inscrire notre travail dans cette perspective de décloisonnement des approches des recompositions urbaines entre Nord et Sud.

3.2.1.2. À la prise en compte de la durée et de la distance

Les deux thématiques des mobilités résidentielle et quotidienne sont proches, même si se pose la question de l'échelle temporelle et spatiale. O. Barbary et F. Dureau analysent la difficulté qui réside dans l'appréhension du référentiel espace-temps utilisé [Barbary, Dureau, 1993, p. 396]. À ce titre, ces auteurs, dans leur étude des mobilités résidentielles dans la ville de Quito à la fin des années 1980, mettent en exergue une citation de M. Poulain : « *L'homme vit dans l'espace-temps. À tout moment, l'individu peut être localisé dans l'espace* »[11]. Mais la mise en œuvre de ce postulat est complexe. Voyons tout d'abord comment le paradigme de la mobilité en ville permet de renvoyer à plusieurs échelles spatio-temporelles.

A. Tarrius, lorsqu'il analyse des territoires circulatoires des migrants en espace urbain, propose un double triptyque des rapports espace-temps de l'acte de mobilité. Dans l'espace, on retrouve le voisinage intra-urbain, puis l'étendue de l'espace urbain, et les itinéraires d'un espace à l'autre. Dans le temps, la mobilité s'inscrit dans les rapports au quotidien, l'histoire

[11] *In* POULAIN M. [1983]. « La migration : concepts et méthodes de mesure ». *Migrations internes. Collecte des données et méthodes d'analyse*, Communication à la chaire Quételet, Université Catholique de Louvain.

de vie, et enfin le « *temps des successions de générations* » [1993, p. 51]. Dans cette optique, on retrouve toutes les combinaisons possibles, de durée et de distance, pour approcher la mobilité. Du mouvement piéton autour du pâté de maisons, à la migration internationale potentielle des secondes générations, la mobilité renvoie à un ensemble qui fait et recompose la ville d'aujourd'hui.
C'est bien l'articulation des dynamiques de mobilités résidentielles dans l'espace urbain et des mobilités quotidiennes dans l'espace de vie des habitants qui est pertinente dans l'approche des ancrages. Le problème le plus évident est l'artificielle séparation entre ces deux types de mobilités dans l'espace urbain. Certes, pour le premier, il s'agit de changer de lieu d'habitation et pour l'autre, d'en partir et d'y revenir *a priori* chaque jour, mais les problématiques relatives à la mobilité révèlent une complexité interdisant une séparation aussi nette. O. Barbary et F. Dureau insistent sur le fait que le postulat de départ est le même : « *le caractère multiple de la localisation des individus et la circulation entre les différents lieux sont constitutifs de l'espace de vie* » [1993, p. 400]. Au-delà du changement d'échelle temporelle et spatiale qui établit la différence entre mobilités résidentielles et quotidiennes, ces deux types de mobilités impliquent systématiquement une *circulation* dans l'espace, la circulation décrivant alors « *ce qui réunit les personnes qui vivent entre plusieurs lieux* » [Imbert *et al*, 2014, p. 16].

3.2.1.3. Migration, mobilité géographique, mobilité spatiale : mesure et échelles spatiales et temporelles

Le flou relatif du mouvement-changement d'un lieu à un autre qu'induit la mobilité a été depuis trente ans largement investi et a donné lieu à la clarification-définition de trois concepts forts : migrations, mobilités géographiques, et mobilités spatiales, pourtant souvent utilisées de manière indifférenciée [Bonvalet, Brun, 2002].
Le problème de la « mesure » de la mobilité a conduit à la question du choix de la terminologie : parle-t-on uniquement de mobilité résidentielle, ou de mobilités dans l'espace urbain – intégrant par-là les mobilités quotidiennes ? Parle-t-on de mobilités résidentielles ou de migration ? G. Cortès [1998] note que la théorisation de la mobilité spatiale a longtemps porté sur les seuls déplacements impliquant un changement de résidence, autrement qualifiable de « migration définitive ».
Le thème des déplacements humains dans la sphère urbaine fait écho à des questionnements conceptuels, formalisés en particulier par D. Courgeau [1975, p. 27] ; l'auteur considère l'analyse de ces déplacements, soit du point de vue des rapports entre les lieux fréquentés par les individus – donc du trajet –, soit du point de vue des modifications d'implantations des individus – alors « attachés » à « un ou plusieurs lieux » : résidence, logement et espace de vie. Pour notre part, c'est en effet par rapport à ces trois entrées qu'il s'agit d'analyser l'expérience que les habitants des quartiers populaires de Mexico font de la ville, à l'échelle individuelle, du quartier et de l'agglomération. Ainsi, notre recherche ne souhaite pas investir spécifiquement les changements résidentiels ou l'espace de vie des individus en tant que tels, mais davantage une approche intégrée, pour cerner cette expérience urbaine. Cette démarche combine alors les trois hiérarchies spatiales et temporelles du mouvement identifiées par A. Tarrius [1993] précédemment présentées.

La différence entre migration et mobilité résidentielle – mais aussi entre mobilité géographique et mobilité quotidienne – est longtemps restée floue. J. Simmons [1968], dans sa recension des travaux américains sur les mobilités résidentielles intra-urbaines, fait déjà état de la distinction nécessaire entre migration – que les études sur le recensement américain associent à une définition restreinte du concept de mobilité renvoyant aux mouvements impliquant un changement d'unité administrative – et mobilité. Or, la migration au sens

premier renvoie bel et bien au changement de résidence – le lieu où les individus ont coutume d'habiter – d'un lieu d'origine à un lieu de destination [Courgeau, 1975, p. 28].
Dans sa thèse de la transition de la mobilité, W. Zelinsky [1971, p. 226] distingue aussi :

- la migration, changement permanent ou semi-permanent de résidence par transfert d'une unité spatiale à l'autre, qui constitue la manière la plus simple de considérer la « mobilité territoriale » (en suivant les changements de résidence impliquant un changement d'unité administrative) ;
- et la circulation, englobant des mouvements plus complexes, à court terme, répétitifs, ou cycliques, beaucoup plus difficiles à appréhender avec des données officielles. La mise en évidence des systèmes de circulations, dépassant l'analyse « linéaire » classique de la migration, est également largement investie par les travaux de M. Chapman et R. Prothero [1983], en particulier dans des terrains de pays « du Sud », et par C. Imbert [2014] qui fait alors appel à la notion de *situation de mobilité*[12].

C'est la mesure du changement de résidence, dans le temps (selon la durée considérée) et dans l'espace (selon le découpage géographique utilisé), qui oblige les analystes à des critères plus rigides de définition de la migration, autant sur le caractère spatial et temporel de cette dernière, que sur les objets auxquels est attaché l'individu – et entre ou à partir desquels on observe le « déplacement ». J. Simmons [1968, p. 622], W. Zelinsky [1971, p. 226], M. Chapman et R. Prothero [1983, p. 598], J. Brun [1993][13] ou plus récemment C. Bonvalet et J. Brun [2002, p. 15] ou M. Negrete et A. Mina [2008, p. 119] font le même constat : par rapport au concept de mobilité, celui de migration renverrait à des restrictions spatio-temporelles de l'analyse de la part du chercheur ou par rapport aux données disponibles.
C. Bonvalet et J. Brun [2002, p. 16] font état de cette différenciation entre migration et mobilité dans la manière dont on mesure le mouvement : la migration renverrait à des mouvements internationaux ou interrégionaux ; la mobilité géographique, aux migrations, mais aussi aux mouvements intra-urbains ; et la mobilité spatiale – proposée par M. Bassand et M.-C. Brulhardt[14] – aux mobilités géographiques en plus desquelles on considère les mobilités pendulaires, quotidiennes, alternantes, professionnelles, touristiques, etc. Pour autant, les travaux sur la migration s'enrichissent des réflexions sur les circulations, les espaces de vie, la multipolarité spatiale (articulation des lieux de résidence), les espaces relationnels (entourage et famille), et la réversibilité (éventuel retour des flux) [Domenach, Picouet, 1987, 1995 ; Imbert, Dubucs *et al*, 2014].

Nous préférons dans notre recherche utiliser le terme de « **mobilités** », plus générique, mais aussi plus flou, et ayant le mérite de renvoyer à tout type de déplacement dans l'espace qui nous intéresse, sans limites d'objet « d'attache », de durée (années ou heures) ou distances spatiales (mailles). D'autres qualificatifs peuvent se greffer à l'équation, toujours en lien avec la distance et la durée qu'implique le mouvement : la mobilité spatiale peut être locale, lointaine, saisonnière, journalière, annuelle, circulaire, etc. C'est donc dans une acception

[12] La notion de « situation de mobilité » tente de recouvrir la complexité des processus de circulation en intégrant l'analyse des « processus continus », des configurations des espaces de vie, des positions sociales et des choix résidentiels (arbitrages) [Imbert, 2014, p. 25].
[13] J. Brun [1993, p. 5] met lui avant la distinction à faire entre migration et mobilité du point de vue des définitions premières des concepts. Alors que la migration renvoie au déplacement effectif des hommes dans l'espace physique, la mobilité renvoie, quant à elle, en plus, au potentiel de mobilité, ainsi qu'à l'ensemble des objets, concrets ou abstraits, pouvant être concernés par un mouvement.
[14] *In* BASSAND M., BRULHARDT M.-C. [1980]. *La mobilité spatiale*, Saint Symphorien (Suisse). Éditions Georgi, cité par C. Bonvalet, J. Brun [2002, p. 16]. La mobilité spatiale est alors définie comme l'ensemble des déplacements des acteurs (individuels et collectifs) dans l'espace, quels que soient la durée et la distance, les moyens utilisés, les causes et les conséquences.

large et similaire à celle de mobilité spatiale qu'il s'agit d'appréhender les dynamiques de peuplement d'une part – mobilités résidentielles d'arrivée et de départ –, celles de l'expérience du local et de la ville d'autre part – combinant mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes.

Le fait urbain a ainsi largement contribué à tisser des questionnements réciproques autour de la mobilité, dépassant la seule migration, voire la seule mobilité résidentielle, à Mexico notamment à partir des travaux de J. Turner [1968]. La mobilité résidentielle, type particulier de mobilité spatiale, marque de la manière la plus visible l'espace urbain par la production de l'espace résidentiel. D'un côté, elle semble pourtant souvent associée à la migration, dans le sens où sa mesure l'y contraint : en contexte urbain, où les densités de population requièrent un maillage spatial fin pour mesurer les déplacements humains, les travaux sur la mobilité ont mis en avant le lien fort entre les dynamiques de peuplement et les caractéristiques sociales de la croissance de la ville. D'un autre côté, la mobilité résidentielle est aussi indissociable de la mobilité quotidienne.

3.2.2.4. La recherche d'un référentiel spatial

On l'a vu, le cadre d'une étude de la mobilité permet d'articuler l'analyse sur plusieurs référentiels spatiaux et temporels.
C'est ainsi qu'il est pratique, mais non suffisant, de mener une réflexion à partir de la **résidence**, là où la personne « habite ». Cette approche, lorsqu'elle cerne la mobilité résidentielle, reste toutefois partielle, car elle omet d'autres formes de mobilité temporaire et/ou circulaire – qui n'impliquent pas forcément de changement de résidence –, mais dont l'importance socio-économique sur la zone est majeure, comme l'ont montré les travaux sur les circulations [Chapman, Prothero, 1983]. L'approche des circulations a permis une prise en compte de la complexité des relations entre les hommes et les lieux et une remise en cause de la vision fonctionnaliste de la localisation des hommes. La relation homme-lieu renvoie à une composante identitaire dans le phénomène du mouvement, puisque ce dernier fait intervenir des lieux habités et des lieux investis [Guérin-Pace, 2006].

Dans l'espace-temps du mouvement, au-delà même du champ des études urbaines, la première question semble être celle du moyen d'appréhender entre et à partir de quoi on mesure le mouvement. Alors que la résidence constitue le référentiel instinctif [Courgeau, 1975], les années 1970 voient l'émergence d'un débat sur les référentiels des territorialités humaines, avec l'investissement des concepts d'espaces de vie, d'espaces vécus [Chevalier, 1974] et d'espace social [Frémont, 1974].
La résidence renvoie au lieu usuel où l'individu habite selon le *Dictionnaire multilingue de démographie* des Nations Unies de 1958 cité par D. Courgeau [1975, p. 28]. L'espace de vie renvoie, lui, à l'ensemble des lieux avec lesquels l'individu est en rapport [1975, p. 31] et qui englobe l'espace de l'inscription des relations sociales des individus. L'espace social est, lui, défini comme « *l'ensemble des interrelations sociales spatialisées* » [Frémont, 1979, p. 219] donnant à l'espace de vie l'imbrication des lieux et des rapports sociaux qui n'y existaient pas. L'espace vécu englobe quant à lui l'espace de vie – auquel il donne l'ensemble des dimensions que la géographie est capable de porter à l'espace, dépassant le stade du « support du social » pour devenir « *un produit idéologique* » [Chevalier, 1974, p. 68] –, et l'espace social – auquel il y ajoute la portée symbolique. L'espace vécu définirait alors « *l'ensemble des lieux fréquentés, mais aussi des interrelations sociales qui s'y nouent et des valeurs psychologiques qui y sont projetées et perçues »* [Frémont, 1979, p. 219].
Les relectures de ces configurations ont été très nombreuses et nous retiendrons qu'elles ont constitué le socle de référence des analyses des mobilités et des ancrages dans l'espace urbain

réalisées depuis [Barbary, Dureau, 1993, p. 397 ; Imbert, 2005, p. 62]. Le concept de mobilité urbaine a donc connu un glissement théorique et méthodologique, notamment par rapport à la mesure de la mobilité et à la lecture qu'elle permet dans le suivi des évolutions intra-urbaines.

3.2.2.5. Mobilités spatiales urbaines, un champ d'investigation toujours prospère

La convergence des problématiques sur les villes et les mobilités, au Nord comme au Sud, a donné lieu une publication intense et récente[15]. Il y 20 ans, les numéros 59-60 des *Annales de la Recherche Urbaine* en 1993 offraient déjà un des premiers panels pluridisciplinaires sur la question des mobilités intra-urbaines à partir de monographies de différents terrains internationaux. En France, l'ouvrage collectif dirigé par M. Segaud, C. Bonvalet et J. Brun [1998] sur le logement et l'habitat faisait un état de la question à la fin des années 1990, même si la notion de mobilité n'était abordée directement que par C. Bonvalet et J. Brun [1998] – qui retraçaient les évolutions conceptuelles de la mobilité dans les sciences sociales –, et J.-P. Lévy [1998 b] – qui proposait une relecture du thème écologique du filtrage résidentiel (voir note 18 du chapitre 1 – 1.1.2) par la notion de « *chaînes de vacances de logements* ». Sans prétention à l'exhaustivité, on peut ici faire référence à quelques ouvrages francophones collectifs basés sur des comparaisons internationales depuis 2000, qui témoignent de la production scientifique importante sur le sujet, et dont les conclusions nous ont particulièrement aiguillé au cours de cette recherche.

Citons à ce titre *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale* [Dureau *et al*, 2000] qui a fait date dans l'approche pluridisciplinaire renouvelée et la démarche comparative internationale sur l'approche simultanée des dynamiques urbaines et des mobilités ; cette approche a notamment nourri la manière dont nous avons souhaité aborder la question des mobilités résidentielles au cours de nos enquêtes.
L'ouvrage dirigé par M. Bonnet et D. Desjeux [2000], *Les territoires de la mobilité*, propose une analyse de la mobilité quotidienne dans les dynamiques urbaines en France, et révèle les paradoxes de ces mobilités, entre la création de sociabilités spécifiques, et les inégalités sociales accrues entre ceux qui la choisissent et ceux qui la subissent. Ces questionnements seront d'ailleurs réinvestis par rapport à l'espace urbain spécifiquement sur les questions de pauvreté, comme en témoignent les travaux de J.-P. Orfeuil, O. Coutard *et al* [2002], ou S. Fol [2009]. Une telle approche de la mobilité quotidienne comme révélateur de la division sociale de l'espace nous permet dans notre thèse de questionner à Mexico les trajectoires socio-spatiales de la maturation autour de la notion d'intégration à la ville.
D'ailleurs, *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question* [Lévy, Dureau, 2002], paru en 2002, a notamment exploré les liens forts et les différences entre mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes dans l'espace urbain, en proposant l'articulation des deux comme objet de recherche à part entière afin de décloisonner ces deux champs. Dans cette lignée, d'autres travaux vont suivre : *Liens et lieux de la mobilité* [Capron *et al*, 2005] analyse particulièrement les rapports et « rencontres » qu'induisent les mobilités spatiales (au sens large) entre les entités sociales et les entités spatiales ; les angles de la citadinité et du lien social sont alors plus particulièrement traités. Ce décloisonnement entre les types de mobilités, comme la possibilité d'explorer les « liens » à la ville a alimenté notre réflexion sur l'approche de l'ancrage urbain.

[15] Pour une analyse de la genèse et du contexte institutionnel des recherches sur les mobilités et la ville dans les sciences humaines et sociales en France sur les pays du Nord et du Sud, nous nous reportons ici à l'article de F. Dureau et de J-P. Lévy [2007]. Voir aussi l'inventaire bibliographique de la revue *Historiens et Géographes* de S. Chardonnel *et al* [2009] qui permet de parcourir un très riche éventail de références transversales, sectorielles (mobilité résidentielle et quotidienne), mais aussi portant sur les avancées méthodologiques.

Un ensemble de travaux de l'Institut pour la Ville en Mouvement, notamment autour d'A. Bourdin, E. Le Breton et J. Urry entre autres, a également permis une large réflexion sociologique sur l'objet « mobilités ». Enfin, *Les mondes de la mobilité* [Dureau, Hily, 2009] propose une réflexion consacrée à la fois aux stratégies et projets migratoires, mais aussi aux recompositions des espaces urbains et aux questions de productions de localités par la mobilité. L'analyse de ces dimensions dans ce dernier ouvrage nous a ainsi permis de situer notre approche de la maturation au carrefour entre l'étude des recompositions urbaines – notamment périphériques – et celle des ancrages inscrits dans les trajectoires d'individus en situation de mobilité.

Sur le thème plus spécifique des dynamiques et stratégies résidentielles, les mobilités spatiales dans l'espace urbain ont été largement investies par exemple par les travaux sur l'Ile de France de M. Berger [2008, 2010]. Par ailleurs, l'ouvrage *Elire domicile*, dirigé par J.-Y. Authier, C. Bonvalet et J.-P. Lévy [2010], établit un recueil actualisé des questionnements sur les stratégies et contraintes autour du choix du logement en ville, entre liberté individuelle et arbitrages subis, entre expérience, rôle de l'identité, pratiques urbaines et structure des différenciations sociales de l'espace résidentiel. La synthèse de la recherche française sur l'habitat donne une place importante depuis une vingtaine d'années à l'analyse des trajectoires résidentielles, qui fait l'objet d'un état de lieux pour le Plan d'Urbanisme Construction Architecture (PUCA) en 2010 dirigé par J.-Y. Authier [Authier, 2010]. Ces analyses des stratégies et trajectoires résidentielles ont permis d'orienter nos hypothèses relatives aux trajectoires socio-spatiales individuelles, appréhendées dans cette thèse par le biais des recensements détaillés et des parcours recueillis lors de nos enquêtes.

Au début de la décennie 2010, l'ouvrage coordonné par M. Giroud, H. Mainet et J.-C. Édouard [2011] croise les expériences de recherche sur les migrations, mobilités résidentielles et quotidiennes et espaces de vie sur un objet urbain plus méconnu : les villes moyennes. L'articulation, parfois difficile entre mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes, souvent regroupées en « mobilités spatiales », voit encore sa complexité étoffée, notamment avec les analyses sur ce qui semble émerger comme des « nouvelles mobilités », « hybrides » ou « mobilités réversibles ». Ces champs investissent le relatif « vide » théorique entre mobilité pendulaire et mobilité résidentielle – notamment autour des migrations pendulaires longues et de la multirésidence – comme dans l'ouvrage de S. Vincent-Geslin et V. Kaufmann [2012]. La recherche sociologique urbaine sur les mobilités en Europe continue de se renouveler également sur les thèmes de la gouvernance urbaine, des représentations, ou encore de l'immobilité [Imbert, 2013].
Enfin, le récent ouvrage *D'une métropole à l'autre*, coordonné par C. Imbert [Imbert, Dubucs *et al.,* 2014] propose quant à lui, une approche renouvelée des mobilités spatiales urbaines à partir du cas lisboète, en analysant plus particulièrement les circulations et les configurations des espaces de vie en lien avec les recompositions métropolitaines. Mobilisant l'approche biographique des mobilités résidentielles et l'observation des mobilités quotidiennes, cet effort de recherche investit la notion de « situation de mobilité » (note 12) pour approcher de front les trajectoires, les individus et les contextes dans lesquels la circulation s'inscrit. Cette perspective est celle dans laquelle nous souhaiterions inscrire notre analyse des parcours des habitants des quartiers populaires de Mexico.

Ces grands ouvrages collectifs – dont on rappellera la non-exhaustivité de la recension – sont également accompagnés de la publication de numéros de revue sur le thème des mobilités spatiales urbaines. Les productions théoriques ou les présentations d'études de cas spécifiques ont participé à situer notre recherche et alimenté le débat sur les stratégies résidentielles et les

ancrages locaux, notamment dans des contextes urbains des pays du Sud. On peut par exemple retenir en géographie la revue *Autrepart* (n° 2003-25) qui consacre un numéro aux dynamiques résidentielles dans les villes du Sud. La revue *Espace Populations Sociétés* collecte un ensemble de travaux sur les mobilités spatiales en 1999, puis sur le thème des « nouvelles mobilités dans les Suds » en 2010 (n° 1999-2 ; n° 2010-2-3). *Les Cahiers de l'EMAM* (Études Monde Arabe Méditerranée) (n° 2008-16) analysent particulièrement les recompositions territoriales en périphéries urbaines en lien avec les mobilités résidentielles et les pratiques urbaines dans les villes du Maghreb. Enfin, la *Revue Tiers Monde* (n° 2010-201) aborde la question des articulations entre mobilités et pauvretés dans les villes des pays du Sud, dont l'acuité est bien sûr soulevée autour notre objet « colonie populaire ».

Une synthèse sur le lien entre mobilités et ancrages constituera une référence à notre souhait d'articuler les deux dynamiques pour comprendre la maturation des quartiers populaires. L'ouvrage de M. Bertrand *De Bamako à Accra. Mobilités urbaines et ancrages locaux en Afrique de l'Ouest* en 2011 marque une étape dans l'articulation paradigmatique des mobilités et des ancrages urbains. Cet ouvrage contribue à la compréhension des dynamiques territoriales et sociales dans la ville ouest-africaine et interroge la métropolisation au prisme des mobilités des personnes, biens et capitaux, et de leurs ancrages locaux, politiques et fonciers. L'introduction et l'exploitation de ce qui apparait d'abord comme un paradoxe permettent à l'auteure de dégager la dimension spatiale de processus inscrits dans le temps, en soulignant leur hétérogénéité. C'est aussi la question de l'accès à la ville qui est reposée par le rapport entre mobilité et stabilité dans l'espace local.

À Mexico, ce sont les analyses de la mobilité résidentielle et de la mobilité quotidienne intra-urbaines qui ont fait l'objet d'investigations dans la décennie 2000, notamment autour des analyses censitaires sur les mobilités à l'échelle des municipalités. Cette production, essentielle à notre approche, a permis de concevoir notre travail de manière complémentaire sur la façon d'aborder l'articulation entre mobilités et recompositions urbaines.
On peut citer par exemple les travaux d'E. Duhau [2003] sur la division sociale de l'espace et l'éclairage des mobilités résidentielles sur les recompositions périphériques. La problématique de la mobilité résidentielle par rapport aux dynamiques de peuplement d'une part, de réorganisation des activités métropolitaines d'autre part, est posée par plusieurs auteurs. D'un côté, B. Graizbord et B. Acuña [2006] permettent une mesure des dynamiques intra-urbaines. De l'autre, C. Salazar et V. Ibarra [2006] ou J. Sobrino et V. Ibarra [2008] établissent le lien entre la mobilité résidentielle et quotidienne permettant le suivi des recompositions de l'activité économique métropolitaine, alors que M. Suarez et J. Delgado [2010] étudient l'articulation de ces mobilités avec la question de la localisation des zones d'emploi. C. Paquette et D. Delaunay [2009] investissent quant à eux le thème de la mobilité résidentielle par rapport aux effets des politiques de redensification du centre.
Par ailleurs, J. Casado [2008] établit une synthèse des études menées sur la mobilité quotidienne au Mexique et particulièrement dans la ville de Mexico, thème éminemment traité autour des problèmes de congestion et de circulation expérimentés depuis quarante ans. Les sources en la matière se sont diversifiées au moyen d'enquêtes de mobilité. V. Ibarra [2010] investit le lien entre mobilité quotidienne et recompositions métropolitaines. C. Salazar pose quant à elle la question de l'accès à la ville et investit le champ de la mobilité quotidienne dans une perspective comparative entre les pratiques citadines des catégories populaires et supérieures, selon que ces dernières habitent le centre ou la périphérie [2010]. Récemment, ce sont les liens entre pauvreté et mobilité quotidiennes dans les quartiers populaires périphériques de la ville qui ont été plus particulièrement analysés par C. Paquette [2010] et qui permettent une réflexion sur l'ancrage des populations résidentes.

Au sein de l'espace intra-urbain, le lien entre mobilité résidentielle – alors appelée *migración intra-urbana* – et quotidienne est alors explicitement élevé en objet de recherche pour comprendre les recompositions à l'échelle de la métropole. D'autres travaux, relevant davantage d'études de cas, comme celle d'E. Huamán et R. Gonzalez [2008], ont montré le lien entre les schémas de peuplement, la division sociale de l'espace et les flux de mobilités intra-urbaines, résidentielles et quotidiennes, dans la ville de Mexico. Dans cette étude, a alors été réalisé un suivi des nouvelles générations de quartiers populaires périphériques ; toutefois, l'entrée spatiale de ces mouvements n'est pas toujours mise en avant.

Enfin, on peut évoquer la production de thèses en terrains urbains latino-américains sur le thème des mobilités intra-urbaines, qui tend elle aussi à augmenter. On peut citer pour les plus récentes celles de C. Pujol [2010], A. Lazo [2012], Y. Contreras [2012] entre autres sur la recherche du lien entre mobilités quotidiennes, résidentielles et ancrages, parfois politiques.

La question centrale de cette production intense a alors porté sur la lecture des mobilités spatiales comme un « *puissant analyseur* » [Dureau *et al*, 2000, p. 5 ; Bonvalet, Brun, 2002, p. 15 ; Le Breton, 2003, p. 8] des transformations de l'espace urbain, dans des villes des Nords comme des Suds. La démarche souvent comparative ainsi adoptée dans ces travaux a permis de dégager des avancées théoriques consistantes sur les circulations dans les espaces urbains, sur différentes échelles temporelles et spatiales.
Les liens à la ville, les pratiques urbaines, les mobilités résidentielles et les analyses des recompositions urbaines sont autant de dimensions interconnectées qui ouvrent la voie de l'analyse de la maturation de contextes locaux par le prisme de l'ancrage. L'exploration de ces questions passe par l'approche biographique et la compréhension des pratiques quotidiennes d'une part, par le suivi de la division sociale des contextes spatiaux concernés d'autre part. La mobilité permet avant tout, dans notre démarche de définition de la notion de maturation, de proposer une approche spatiale d'un concept inscrit dans le temps – par les évolutions qu'il suppose. Elle permet alors d'observer l'objet « colonies populaires » par les relations qu'il entretient avec le reste de la ville, et en cela, la compréhension des évolutions dans cet espace urbain.

3.2.2.6. Liens entre mobilités et espaces urbains en mutation

La mobilité dans la ville est considérée comme un fait social inscrit dans un contexte historique et spatial, où les individus mobilisent les différents capitaux dont ils disposent [Lévy J.-P., 2009]. S'il n'est ainsi pas nouveau de vouloir procéder à l'analyse des « *transformations des liens organiques entre organisation sociale et agencement spatial* » [Dubresson, 2000, p. 15], il est question d'expliciter ici en quoi les dimensions des mobilités – qui constituent une entrée de l'ancrage – permettent une lecture de l'urbain (encadré 2.1).
Comme il a été vu en chapitre 1 (1.2), l'évolution de la métropole mexicaine est moins à suivre en termes de croissance urbaine qu'en termes de redistribution interne de sa population. L'appréhension de ces changements doit se faire à plusieurs échelles, aussi bien spatiales que temporelles, afin de cerner cette redistribution. L'hypothèse de la rupture dans l'histoire de la métropole, développée précédemment, se combine à l'émergence d'évolutions originales. L'analyse des mouvements[16] intra-urbains permet de renseigner les trajectoires individuelles

[16] Plutôt que définir les mobilités spatiales comme des mouvements, A. Quesnel [2009, p. 67] préfère le terme de « circulation » pour rendre compte – dans le cas des migrations en milieu rural ouest-africain et mexicain – de la superposition des formes de mobilité dans le temps et dans l'espace. Notons que dans notre travail, sans ignorer la richesse des débats autour des notions de mouvements, déplacements et circulations, nous faisons le choix de nous référer à la mobilité spatiale au sens premier du terme. Les nuances feront l'objet d'une qualification particulière, qui, si elle ne doit pas tomber dans l'écueil de la paresse intellectuelle, doit avant tout permettre une fluidité du discours sur une notion aussi polysémique et complexe.

et contextuelles. Cet état des lieux doit servir de base pour analyser la restructuration de l'espace par les mobilités : observe-t-on par exemple le passage d'un modèle centre-périphérie à un modèle multipolaire avec le renforcement des mouvements intra-périphériques, orientant aujourd'hui la ville vers la production d'ancrages territoriaux originaux dans ces espaces périphériques ?
L'encadré 2.1 donne à voir les différentes entrées retenues pour explorer les processus de maturation et les dimensions à partir desquelles ils sont observés dans notre thèse.

Encadré 3.1. De la mobilité à la maturation : approches, mesures, échelles, points de vue

La mobilité permet d'**approcher** temps et lieux par :
> les acteurs : individus, familles, groupes sociaux
> le contexte : social, politique
> les flux induits par ces mouvements
> les déterminants du mouvement : stratégies et contraintes liées au mouvement
> les conséquences : la production progressive de systèmes de lieux par et pour le mouvement

Elle permet aussi une **mesure** :
> des temps de la ville : peuplement, extension, réécriture
> de sa morphologie sociale, par la caractérisation des trajectoires sociales des individus, des contextes et des politiques
> de l'inscription spatiale de ces trajectoires sociales et des rapports entre les groupes sociaux et en cela, le suivi des schémas et processus de la division sociale de l'espace.

Cette division sociale de l'espace, cause et conséquence du mouvement, peut alors être suivie **aux différentes échelles** du mouvement, au niveau :
> de la ville, cadre de l'ensemble des mobilités, quotidiennes, résidentielles ou articulant des espaces plus complexes ;
> du quartier, contexte méso, entre ville et logement ;
> du logement ;
> de l'individu, par un suivi des trajectoires biographiques et des pratiques citadines.

Enfin, les trajectoires et expériences dans l'espace urbain réinterrogent les capitaux construits autour de la sédentarité et les logiques de territorialités en construction du **point de vue** :
> des savoirs urbains ou compétences développées autour du logement des individus ;
> des modes de vie et pratiques autour de la construction de réseaux sociaux par et pour l'habiter dans le quartier ;
> des questions de citoyenneté, ou plutôt de l'inscription politique liée à ces réseaux sociaux ;
> du paradoxe entre mobilité et ancrage, selon si l'un ou l'autre est choisi ou subi, s'il induit stabilité ou instabilité, liberté ou captivité.

Notre approche géographique de la maturation nous conduit à prendre en compte les relations spatiales en premier lieu, ce que l'entrée par les mobilités et les ancrages rend possible. Il s'agit de mener une analyse moins portée sur les mobilités en tant qu'objet central, mais plutôt de partir des avancées théoriques et méthodologiques dont elles ont fait l'objet, afin de poursuivre notre examen des espaces urbains populaires.
Ainsi, les mobilités constituent un angle d'analyse des recompositions urbaines. L'objectif étant le suivi des individus dans leurs contextes résidentiels, le cadre général des mobilités spatiales est désormais posé. Il s'agit maintenant de voir d'abord comment jouent les mobilités dans la production de la ville, dans le peuplement et dans les stratégies des habitants. En cela, le regard spécifique sur les mobilités résidentielles s'avère particulièrement riche d'enseignements sur la structuration de la ville.

3.2.2. Comprendre les mobilités résidentielles pour comprendre le peuplement urbain

Dans l'approche des ancrages et territorialités, notamment en périphérie ou en « zones marginales », les mobilités résidentielles sont souvent intégrées – sans s'y substituer – au grand ensemble des mobilités spatiales, croisant toutes les échelles, du « local » ou « mondial », comme le constate B. Florin [2008, p. 10]. M. Bertrand [2011, p. 120-121] prend d'ailleurs le triple référentiel – de l'École de Chicago, de l'ancrage historique de la production urbaine ouest-africaine et de la ville néo-libérale dans la métropolisation – afin de reposer la question des circulations et des relations centre/périphérie à propos des réseaux et des territorialités que ces mobilités construisent.
Une des hypothèses de notre travail étant le renforcement de dynamiques intra-périphériques, à la fois dans le peuplement comme dans l'apprivoisement-expérience de la ville, les questionnements autour de la recomposition urbaine sont inévitables. La mobilité résidentielle interroge d'abord les causes du mouvement. La recherche en sciences sociales a ainsi permis le glissement progressif de l'étude des mobilités urbaines : du thème de la migration vers la ville à celui de l'insertion citadine. Systématiquement, c'est le double point de vue, des acteurs et des territoires de cette mobilité, qui doit être repensé.

3.2.2.1. Rechercher les déterminants du changement de résidence : modèles analytiques

La mobilité résidentielle a longtemps été largement appréhendée par la transformation des systèmes de production et de localisation des marchés du travail. Les économistes ont particulièrement marqué la lecture des redistributions de populations dans l'espace urbain dans la recherche des causes structurelles et individuelles du mouvement.
D'une façon générale, la mobilité résidentielle à l'intérieur de la ville est vue comme une question de rationalisation du revenu pour les unités familiales concernées. Cette lecture pose alors le problème à deux niveaux : au niveau macro, celui du contexte urbain ; et au niveau micro, celui du « migrant », niveaux auxquels il convient d'ajouter la dimension contextuelle (institutionnelle par exemple).

Toutefois, il est nécessaire de nuancer une grille de lecture aux apparences fonctionnalistes et rigides. En effet, ce type d'analyse est rendu fragile au regard de la superposition et de la juxtaposition des différentes formes de mobilités d'une part [Quesnel, 2009], et parce qu'il sous-estime le rôle des réseaux sociaux des acteurs et la complexité du processus de décision – notamment mis en avant par J. Simmons [1968] – d'autre part.
La structure urbaine est ainsi sans cesse remodelée par les décisions individuelles ou des investissements publics. Les données relatives à la mobilité appellent plusieurs échelles et sont à appréhender dans des processus complexes de multilocalisation des activités économiques et sociales. Cette multilocalisation interfère d'une part, dans le champ et la circulation migratoires – au sens où *migration* désigne une mobilité résidentielle –, d'autre part, dans les temporalités du déplacement. L'échelle micro renvoie alors à deux questionnements majeurs : le choix d'un progrès socio-économique de la part de l'individu – et son inscription dans des structures et conjonctures économiques spécifiques – ; et le choix d'une inscription dans l'espace, par le moyen basique d'un logement –, c'est-à-dire son inscription dans des structures et conjonctures liées au marché du logement urbain.

Les modèles socio-économiques dans lesquels peut s'inscrire une analyse des déterminants des mobilités et ancrages dans l'espace de la ville doivent être présentés. Nous exposons ici une grille de lecture synthétique, proposée entre autres par B. Graizbord et B. Acuña [2006] ou M. Bertrand [2011], pour distinguer trois modèles principaux et pour reprendre un ensemble de dimensions, dont J. Simmons dès 1968 relayait déjà les principes fondateurs. Ces

modèles ne sauraient être ni exhaustifs, ni exclusifs, ni autosuffisants : ils ont le mérite de proposer un ensemble de prismes éprouvés et reprenant à leur compte les avancées théoriques sur la mobilité résidentielle intra-urbaine :

— Le modèle de M. Cadwallader[17] ou encore ceux de W. Clark et J. Onaka [1983] et de D. Courgeau [1985] (cités par J-P. Lévy [2003, p. 366] et M. Bertrand [2011, p. 258]) analysent l'ajustement résidentiel selon les caractéristiques du logement et celles socio-économiques des habitants. La mobilité intra-urbaine s'expliquerait selon la qualité du logement et le statut socio-économique de la famille d'une part, le type d'habitat et l'étape dans le cycle familial d'autre part. Le cycle familial et le statut socio-économique, évoluant chacun et interagissant l'un avec l'autre, conduisent au choix du changement de logement, et donc à la mobilité, depuis la zone de départ. Le prix, la taille et la localisation du logement dans la zone d'arrivée dépendent des caractéristiques socio-économico-démographiques (l'espace social) du foyer. La mobilité résidentielle serait donc un phénomène étroitement lié au marché de l'habitat et décliné selon les modifications du cycle familial et du statut socio-économique. La thèse de l'ajustement résidentiel entre espaces résidentiel et professionnel notamment redéveloppée par B. Graizbord et B. Acuña [2006] ou M. Suarez et J. Delgado [2010] à Mexico, peut être vue comme centrale dans la question de la structuration à l'œuvre dans l'espace métropolitain. Cette analyse renvoie à l'inscription générale des mobilités résidentielles intra-urbaines dans des conditions de peuplement imposées par le marché du sol urbain pour le logement. On retrouve en fait ici les éléments du modèle d'économie urbaine d'Alonso[18] [1960, évoqué par B. Graizbord, B. Acuña, 2006, p. 293], dans lequel le revenu familial est fonction d'arbitrages entre coût du marché foncier urbain, coût des transports et autres interconnexions.
Mais si ces analyses nous semblent aujourd'hui insuffisantes – dans le sens où elles renvoient à une lecture principalement économique de la ville[19] –, elles constituent pourtant une base de la recherche des déterminants des mobilités résidentielles intra-urbaines d'une part, de son interprétation dans les recompositions spatiales d'autre part.

— Le second modèle, plus proche de l'Écologie Urbaine et du modèle proposé par E. Burgess puis développé par H. Hoyt [1939], analyse la mobilité comme un processus de filtrage du marché de l'habitat, où les logements filtreraient différents groupes de populations (de différents niveaux socio-économiques) selon l'âge du quartier. En effet, la mobilité serait fonction de la détérioration avec l'âge des logements, expliquant les mouvements centrifuges progressifs et la détérioration des centres. J.-P. Lévy [1998b] relit ce filtrage en France à l'aune des « *chaînes de vacances de logements* », qui permet une prise en compte de la complexification des flux depuis une vingtaine d'années (gentrification ou mouvements intra-périphériques par exemple) (voir chapitre 7).

— Le troisième modèle, notamment investi par M. Todaro [1969], lit la mobilité comme un acte découlant d'un choix rationnel de l'individu, qui prend en compte les avantages et les

[17] Voir CADWALLADER M. [1992], *Migration and Residential Mobility; Macro and Micro Approaches*, Madison, Wisconsin, et CADWALLADER M. [1985], *Analytical Urban Geography; Spatial Patterns and Theories*, Englewood Cliffs, New Jersey, cités par B. Graizbord et B. Acuña [2006, p. 294, p. 302]

[18] Dans sa comparaison à partir d'un modèle de marché foncier agricole, l'intérêt de l'analyse de W. Alonso est entre autres de considérer l'acquisition foncière comme un double phénomène urbain : l'achat d'un espace pour le logement d'une part, et d'une localisation – donc d'une relation à l'accessibilité – d'autre part [1960, p. 149].

[19] Les analyses systémiques économiques font d'ailleurs état des limites d'une approche mathématique de la localisation résidentielle par les relations entre marché du logement urbain et ressources économiques des habitants. W. Alonso [1960, p. 150] n'oublie pas que « *les hommes réels et les groupes sociaux ont des besoins, des émotions et des désirs* », même si son modèle prend le parti de les exclure.

désavantages liés au mouvement [Domenach, Picouet, 1995]. Si le migrant est à la recherche d'un « mieux », l'hypothèse soulevée de manière récurrente pour les économistes est celle d'un chômage structurel ou d'un déséquilibre dans le marché du travail – ce que M. Todaro analyse au sujet de la migration rural-urbain dans les pays « moins développés » [1969]. Dans le cadre urbain, la séparation et l'éloignement des espaces de logement et de ceux de travail – aussi abordée comme l'hypothèse du *spatial mismatch* – entraîneraient une augmentation des dépenses en transports, affectant ainsi le revenu familial et amenant au souhait de réduire ces dépenses au moyen de la mobilité résidentielle. La décision de changer de résidence ou non relève donc d'un calcul coûts-bénéfices [Simmons, 1968, p. 632]. Ainsi, c'est l'amélioration des revenus qui est recherchée et la mobilité s'opère dans une optique de progrès. Cette « migration de travail » a été analysée par les sociologues marxistes et les théoriciens de la dépendance, comme une relation centre-périphérie. Appréhendée à l'échelle régionale, cette lecture renvoie aussi à l'exploitation des campagnes par la ville, notamment lors de l'épisode de croissance urbaine par migration rurale dans les décennies antérieures. Toutefois, cette théorie n'explique pas les mobilités conséquentes aux détériorations des revenus, que l'on pourrait appeler « ajustement précaire ». Elle introduit en revanche le rôle de la représentation du mouvement par le migrant.

En plus d'une analyse du marché du logement et d'une réflexion sur la localisation par rapport à l'emploi, J. Simmons [1968] introduit de manière explicite l'importance de la décision individuelle dans l'action de changer de résidence. Cette décision – qui s'inscrit aussi dans un système de contraintes – fait appel à la notion de « contrainte culturelle » [1968, p. 141] afin d'appréhender les représentations et arbitrages individuels opérés.
J.-C. Chamboredon et M. Lemaire [1970] démontrent, dans leur analyse des distances sociales dans le cadre des grands ensembles français, l'importance d'appréhender les choix résidentiels en termes de contraintes pour les classes populaires, prises dans des mécanismes de dominations sociétaux. Les trajectoires induites par ces mécanismes permettent un éclairage des significations attribuées à l'habitat et remettent en cause la lecture des « goûts et choix », davantage à observer en termes de « contraintes objectives » — qui « *définissent le possible et l'impossible en matière de logement* » [1970, p. 12].

M. Halbwachs [cité par Florin, 2008, p. 8] a mis quant à lui en avant le poids contraignant des politiques liées au foncier et au logement dans les relocalisations résidentielles des citadins[20]. Il faut en effet mentionner à Mexico d'autres variables dans les modèles évoqués, comme les interventions publiques et privées pour les logements sociaux ou pour les installations illégales en périphérie (les zonages, les subsides, les interventions pour les infrastructures, le contrôle de l'usage du sol, etc.). Ces formes de peuplement sont elles-mêmes dépendantes des conditions que doivent remplir les habitants pour accéder au crédit, ou au sol urbain. Les systèmes de transports et le réseau viaire jouent un rôle primordial dans l'articulation du « squelette » urbain et du prix du foncier. De manière générale, l'importance des politiques publiques avait alors déjà été analysée par les sociologues marxistes de la ville qui lisaient dans les liens entre décisions individuelles et politiques urbaines articulées aux structures sociales, les continuités et discontinuités de la société projetées dans l'espace urbain [Roncayolo, 1996, p. 21-22].

À ces variables s'ajoutent les facteurs psychologiques et cognitifs des membres du groupe en mouvement. Le rapport à la norme juridique, la connaissance et l'information (sur des questions comme l'insécurité et le voisinage, dont les représentations sont très importantes au Mexique) participent dans le choix du lieu de vie.

[20] D'après HALBWACHS M. [1909]. *Les Expropriations et les prix des terrains à Paris 1860-1900*, Paris, Ed. Cornély, cité par B. Florin [2008, p. 8].

La multitude des acteurs de la mobilité (intérieurs, extérieurs), tout comme les attentes propres aux migrants dans un espace E à un temps t, conduisent à une approche multidisciplinaire du phénomène, à l'appréhension de sa complexité, et soulignent la difficulté d'élaborer des modèles.

3.2.2.2. La mobilité résidentielle pour mesurer le « pouls de la ville »

En partant du lien entre les étapes de croissance de la ville et les mobilités, le pouls de la ville se prend par la mesure de l'ampleur de la mobilité ; il interroge la manière de la mesurer et d'en évaluer les impacts.

Dans le cas de Mexico la force du phénomène de mobilité intra-urbaine apparaît nettement : à en juger par les estimations entre 1995 et 2000 et 2005-2010 (voir 1.2.3) – et si l'on considère probable que la période 2000-2005 ait été comparable –, approximativement 4,5 millions de personnes auraient changé de municipe de résidence à l'intérieur même de la métropole en 15 ans (du moins sur trois périodes de 5 ans), soit un habitant sur 4 qui aurait connu une telle mobilité résidentielle sur la période. Mexico ne fait pas figure d'exception : par exemple, F. Dureau [2000, p. 91] observait déjà au début des années 1990 à Bogotá, que 181 000 ménages (soit plus de 10 % de la population) changeaient de domicile entre les recensements.

L'enregistrement des seuls changements de résidence reste une entrée bien restreinte lorsqu'on appréhende le phénomène des mobilités dans sa complexité. Comprendre comment les hommes circulent dans un espace permet de comprendre comment ils structurent ce dernier. La mobilité procède d'une construction territoriale – en même temps qu'elle en génère une.

Face au problème des mailles spatiales permettant la mesure, la territorialisation de la mobilité en dehors des seuls cadres d'analyses de la zone de départ et de la zone d'arrivée et des seules temporalités du mouvement a notamment fait l'objet de recherches renouvelées : en dehors du cadre urbain de Mexico, L. Faret [2003] s'est ainsi particulièrement penché sur les questions de la dimension spatiale des migrations des Mexicains vers les États-Unis, en analysant les trajectoires des « lieux-relais » (espaces de passage, résidence temporaire). Transposé au contexte intra-urbain, ce regard sur des espaces résidentiels moins systématiquement appréhendables nous a aiguillé vers une approche plus fine des systèmes résidentiels et des territorialisations spécifiques que ces derniers pouvaient induire.

Les mobilités résidentielles sont alors les moteurs des dynamiques qu'on observe à Mexico et permettent la lecture des schémas passés, actuels, mais aussi potentiels, notamment dans une approche des recompositions de la division sociale de l'espace. Elles orientent clairement une partie de notre analyse, dans le sens où elles sont les fondatrices des quartiers, objets d'étude.

Les sociologues de Chicago ont, les premiers, proposé la lecture, voire la mesure de la ségrégation urbaine par la mobilité résidentielle. Les relectures postérieures affinent les recherches sur les déterminants vus précédemment, mais aussi sur les conséquences – sur le marché du travail, sur la création de nouvelles contraintes, le lien à la ville, la relation domicile-emploi [Simmons, 1968].

La mobilité tend à devenir depuis une trentaine d'années une norme sociétale, voire « *un fait banal* » [Brun, 1993, p. 4]. Aujourd'hui, les débats autour de l'injonction à la mobilité résidentielle en France, ou encore ceux relatifs à la captivité urbaine et l'immobilité subie des groupes les plus pauvres en périphérie [Berger, 2008 ; Rougé, 2005], remettent en question le lien mobilité-ségrégation. La mobilité semble aujourd'hui indissociable d'une « modernité », voire de ce qu'E. Le Breton [2004, p. 117], E. Bonerandi [2004] et J.-P. Lévy [2009, p. 128] appellent « l'intégration sociale ».

Le passage du postulat de la mobilité comme stigmate des pauvres au paradigme de la mobilité comme condition d'intégration doit aussi être discuté. Il est insuffisant en tout cas dans la manière dont peut être analysé l'ancrage [Fol, 2010] (voir chapitre 9). Ce processus renvoie plus généralement désormais aux questions sur l'effet de lieu [Bourdieu, 1993b] (voir chapitre 2), le capital spatial [Cailly, 2007][21] ou encore celui d'autochtonie [Retière, 2003 ; Renahy, 2010] (voir 3.3.1). Autour de ces notions, on retrouve le poids des représentations et appropriations de l'espace urbain par ceux qui s'y déplacent.

Notre regard sur la manière dont les mobilités résidentielles sont causes et conséquences des évolutions de la ville, s'il ne doit pas ignorer les différents modèles analytiques, nécessite également la prise en compte d'apports théoriques et méthodologiques spécifiques.

3.2.3. Héritages théoriques et méthodologiques dans l'approche des mobilités résidentielles intra-urbaines

La complexité des questionnements autour de la mobilité résidentielle a fait l'objet d'approches pluridisciplinaires, que l'entrée porte sur le phénomène « migratoire » ou sur son inscription dans l'espace urbain. Dans l'optique de mieux cerner notre positionnement et les grilles de lecture mobilisées dans cette thèse, nous proposons ici de faire un point sur les avancées théoriques et méthodologiques relatives à ces questions, dans la littérature française principalement[22], en rendant compte des héritages anglo-saxons, et en proposant une lecture d'études menées en France et en Amérique latine.

3.2.3.1. L'approche biographique

Les déplacements résidentiels sont d'abord investis par les démographes, autour des usages du logement – aux échelles des individus et de la famille –, à partir d'analyses de données censitaires ou de grandes enquêtes pionnières.
Le passage progressif de l'appréhension de la migration, de la mesure du flux à la prise en compte des biographies, émerge notamment autour de trois travaux pionniers : en France en 1961 autour des travaux de l'INED menés par G. Pourcher[23], à Monterrey au Mexique en 1965 autour des travaux de l'University of Texas et de l'Universidad de Nuevo León menés entre autres par J. Balán[24], et en 1975 en Haute-Volta autour des travaux de l'Office de recherche scientifique et technique Outre-Mer (ORSTOM) menés par A. Quesnel et J. Vaugelade[25]. De ces travaux originellement portés sur la migration, va émerger la nécessité

[21] L. Cailly [2007] mobilise le concept de *capital spatial* – renvoyant à l'ensemble des ressources spatiales (habitat, mobilités, compétences,) qui permettent à l'individu d'élaborer des stratégies pour user de la dimension spatiale de la société [Lévy J., Lussault, 2013, pp. 147-148] – pour étudier ce qu'il appelle le *capital résidentiel*. Cette composante du capital spatial servirait également à souligner les inégalités entre les différents membres de la société dans la manière dont ils disposent de ressources utilisables pour produire de nouveaux biens. Le capital résidentiel recouvrirait alors « *l'ensemble plus moins stable et durable, et potentiellement réformable, de ressources mobilisées pour justifier les choix [résidentiels] »* [Cailly, 2004, p. 81].

[22] Rappelons que la proximité de la langue et l'importance du contexte de conceptualisation et d'écriture donnent aux références françaises choisies un caractère pertinent dans la manière dont elles sont confrontées aux réalités mexicaines de nos terrains d'étude (introduction du chapitre 1).

[23] Ayant abouti à l'ouvrage POURCHER G. [1974]. *Le peuplement de Paris*, Paris, INED, *Travaux et Documents*, n° 43, 310 p. cité entre autres par C. Imbert [2005, p. 73]

[24] Ayant abouti à l'ouvrage BALAN J., BROWNING H.L., JELIN E. [1973]. *Men in a developing society. Geographic and social mobility in Monterrey, Mexico*, Austin, Univ. of Texas, Latin American Monographs, n° 30, 384 p. cité par le GRAB [1999], F. Dureau [2002, p. 359] et F. Dureau et C. Imbert [2014, p. 37].

[25] Voir QUESNEL A., VAUGELADE J. [1975], *Enquêtes sur les mouvements de population à partir du pays Mossi (Haute-Volta)*. Méthodologie de l'enquête par sondage, ORSTOM, Ouagadougou, 127 p.

de prendre en compte la dimension longitudinale dans l'étude des déplacements résidentiels, et de remettre peu à peu en cause la pertinence des outils statistiques de mesure du mouvement, à savoir : la résidence et le ménage.
En effet, les enquêtes suivantes vont de plus en plus mettre en avant l'importance de la multirésidence – et plus largement du caractère extrêmement pluriel des pratiques spatiales – et des réseaux familiaux dans les pratiques résidentielles [Dureau, 2002]. Si D. Courgeau propose dès 1975 d'aborder la migration par rapport à l'espace de vie [1975, p. 31], J. Balán et J. Dandler proposent quant à eux le concept de « ménage confédéré »[26], concept qui se rapproche lui-même de celui développé pour les cas africains et latino-américains de « système résidentiel » développé par E. Le Bris [1981] et F. Dureau [2002][27].
Les enquêtes par questionnaires doivent alors recueillir un ensemble d'informations complexes (biographiques, démographiques, socio-économiques, accès au logement), relevant de l'observation qualitative auprès d'échantillons forcément plus restreints que ceux des sources censitaires – sauf dans les cas où celles-ci sont absentes ou peu fiables. Il devient alors possible de retracer les itinéraires des individus, qui mettent en évidence les différents espaces résidentiels et les nombreuses formes de mobilités. E. Lelièvre, G. Vivier et C. Bonvalet évoquent l'intérêt majeur de « *replacer la mobilité d'un individu dans la perspective de sa lignée* » [2002, p. 393], en tenant compte des trajectoires familiales (en fonction de la profondeur historique). L'enquête biographique et l'approche de l'entourage permettent ainsi l'apport de données importantes pour aborder les interactions entre mobilité résidentielle et mobilité quotidienne.

La place des biographies dans l'analyse des mobilités ne datent pourtant pas uniquement de l'après-guerre, comme le rappelle D. Courgeau [1999] lorsqu'il retrace l'intérêt de l'analyse longitudinale dans l'approche des déplacements résidentiels. Ainsi, l'auteur rappelle l'ancienneté d'une demande pour l'approche biographique par les anthropologues et sociologues. Cette méthode est déjà mobilisée par les travaux de W. Thomas et F. Znaniecki au sujet des migrations polonaises aux États-Unis dans les années 1920[28], mais aussi dès les travaux de R.E. Park[29] : « *les histoires de vie d'immigrants sont les documents auxquels Park se réfère presque autant qu'aux enquêtes sociales, et qui illustrent cette combinaison de l'universel et du singulier* » [Grafmeyer, Joseph, 1984, p. 13].

L'enquête mexicaine de 1965 fera référence en termes d'études sur la mobilité spatiale et sociale en Amérique latine. Elle permettra une grande finesse de l'analyse des trajectoires migratoires, sociales, professionnelles et familiales des enquêtés par un suivi biographique d'une part, et elle prendra en compte pour la première fois les informations sur la parentèle de l'enquêté, même non-résidente dans le même logement d'autre part [GRAB, 1999, p. 2 ; Dureau, 2002, p. 359].

---

[26] La notion de ménage confédéré renvoie à une segmentation de l'appréhension de l'unité familiale, prise en compte comme des ménages différents par les recensements, alors qu'ils relèvent davantage de logiques de multilocalisation. Or, l'approche de la famille nécessite l'approche de la parentèle non-co-résidente également. Ce sont les travaux de l'enquête de Monterrey qui ont particulièrement mis en avant cette dimension. Voir BALAN J., DANDLER J. [1987]. *Marriage Process and Household Formation : migration in the Cochabamba region (Bolivia) and Bolivian Migrants in Buenos Aires (Argentina)*, Communication présentée au séminaire sur l'insertion des migrants dans les villes africaines, CRDI-ORSTOM-URD, 10-14 février 1987, 47 p., cité par F. Dureau [2002], et F. Dureau et J.-P. Lévy [2007].
[27] Particulièrement développé dans le chapitre de F. Dureau [2002], signalons simplement que le système résidentiel renvoie à la multilocalité des espaces résidentiels de l'individu. O. Barbary *et al* [2004] proposent par exemple d'affiner le système en plusieurs catégories (unipolaire, bipolaire, itinérant).
[28] Ayant abouti à l'ouvrage THOMAS W.I., ZNANIECKI F. [1958], *The Polish Peasant in Europe and America*, Dover Publication, New-York, 2250p. cité par D. Courgeau [1999, p. XII].
[29] Dans sa thèse soutenue en 1903 intitulée *Crowd and Public*, citée par Y. Grafmeyer, I. Joseph [1984, p. 13].

À la suite de ces travaux amorçant le rôle incontournable du suivi biographique des migrants, en France, en 1981, l'INED, autour de D. Courgeau, met en place l'enquête « 3B » ou *Triple Biographie* prenant en compte trois dimensions de la vie de l'enquêté : la famille, la profession et la migration. La méthodologie se précise de plus en plus dans la décennie 1980 et devient le modèle de l'enquête sur les mobilités résidentielles, poursuivies en France par les travaux d'E. Lelièvre et C. Bonvalet entre autres.
C'est bien l'analyse à partir du micro qui est ici privilégiée, amenant à repenser les termes de définition de la mobilité. L'exploration simultanée de deux dimensions – le spatial et le temporel – permet de déterminer une distance et une durée minimale à partir de laquelle on établira l'observation d'un mouvement. En faisant varier ces deux paramètres, on définit différents types de mobilités[30]. Ainsi, l'intérêt de l'histoire de vie ou de la biographie est de se soustraire aux contraintes imposées par la référence à la seule résidence principale, afin de se focaliser sur l'inscription spatiale effective : là où l'habitant est, quelle que soit la durée considérée. L'univers géographique de l'individu se trouve alors associé à une fonction ou à un réseau [Lelièvre, 1999 ; Lelièvre *et al*, 2002].Une telle approche permet alors une réflexion transversale sur l'espace de vie [Guérin-Pace, 2006 ; Imbert, 2013].

L'ensemble de ces méthodes devient également systématique dans les enquêtes menées en Afrique de l'Ouest, Asie ou en Amérique latine, comme l'illustre la production riche de l'INED et de l'IRD entre 1980 et 2000. En Amérique latine, l'enquête d'O. Barbary et F. Dureau à Quito en 1987 s'inspire directement de ces innovations. Ces auteurs placent en premier lieu la mise en évidence des espaces résidentiels par l'identification des localités fréquentées par l'acteur de la mobilité. En fonction des temporalités relatives d'occupation des différents lieux, O. Barbary et F. Dureau définissent alors une « densité de résidence »[31] [1993, p. 403], pouvant déterminer une « résidence-base »[32] [Domenach, Picouet, 1995].
Plus tard, d'autres travaux suivent comme ceux de V. Dupont et F. Dureau sur les villes indiennes et colombiennes [Dupont, Dureau, 1997 ; Dureau, Florez, 1999], ou encore ceux de M.E. Cosío, G. Coubès, M.L. Estrella et R. Zenteno au Mexique en 1996 [GRAB, 1999]. L'ouvrage du Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique paru en 1999 propose d'ailleurs une comparaison des différentes enquêtes (quatorze au total sont présentées) menées depuis celle de D. Courgeau en 1981, qui éprouvent les apports et les limites de la méthode.

Originalité de la démarche
L'approche par l'histoire de vie des individus le long de l'itinéraire résidentiel doit reposer sur la capacité à appréhender les différentes formes de mobilités spatiales pratiquées par la population. Ces démarches consistent à centrer l'analyse sur les espaces résidentiels – entendus dans leur pluralité – et à les appréhender en configurations spatio-temporelles définies par les différents lieux de séjour et la fréquence de résidence dans chacun d'eux.

[30] On peut alors poser la question des « normes » spatio-temporelles requises utilisées pour définir l'enregistrement d'un changement de lieu. Il s'agit là du problème principal de définition de la migration.
[31] F. Dureau, dans sa thèse (DUREAU F. [1985]. *Migration et urbanisation : le cas de la Côte-d'Ivoire*, Paris, Orstom, coll. « Études et thèses », 654 p.) propose la notion de « densité de résidence » pour faire référence à l'utilisation de l'espace résidentiel. Cette densité se calcule par le rapport de la durée de résidence sur l'intervalle de temps de l'observation [Barbary *et al,* 2004, p. 94]. La notion renvoie à la migration circulaire. Il s'agit de la prise en compte de la temporalité de résidence dans les différents lieux de l'itinéraire migratoire. Ainsi, plus le migrant reste longtemps à un endroit, plus la densité de résidence est élevée pour cet endroit-ci.
[32] Toujours liée à la migration circulaire, la « résidence-base » fait écho à un lieu relativement stable, pouvant être fréquenté régulièrement au cours de l'itinéraire migratoire, et correspondant à un point d'attache (notamment entre deux mouvements migratoires). Elle peut être la résidence des parents ou du reste de la famille. Plus qu'une étape, elle constitue un lien relativement fixe dans l'espace-temps pour le « migrant ».

Cette grille de lecture met en avant le fait que les itinéraires résidentiels sont fondés par des formes de mobilité temporaire et/ou circulaire, habituellement négligées par les enquêtes démographiques d'une part, qu'ils mobilisent des ressources sociales et notamment familiales, également peu explorées, d'autre part. Là, interviennent des variables comme les facteurs ou choix familiaux, les externalités négatives ou positives, liées aux représentations des différents espaces urbains, et les réseaux d'informations.
Un apport de l'approche biographique est de mettre en évidence ce rôle de l'information sur les réseaux et les lieux, ainsi que la connaissance des avantages ou inconvénients d'un espace : cette information permet une meilleure compréhension du choix de bouger et du choix de la direction donnée au mouvement. L'accès à cette information est déterminé par la présence de ressources sociales et familiales. Elle est relayée par des réseaux de tous types, mais reste la plupart du temps informelle, raison pour laquelle elle est aussi jugée imparfaite et partielle [Kosinski, Prothero, 1975[33] cités par Graizbord, Acuña, 2006, p. 294][34].

Au sein de ces travaux, la conceptualisation de nombreux processus autour de la migration ont pu voir le jour, sur les mobilités en elles-mêmes, mais aussi sur les stratégies et les groupes sociaux qui la réalisent. F. Dureau [2002, p. 355] rappelle la triple dimension de l'enjeu de l'examen de la mobilité autour de la question des territorialités : sont alors analysées les relations entre les échelles micro-méso-macro de temps (du quotidien au biographique), de l'espace de la ville (du logement à l'international) et des groupes sociaux (de l'individu à la famille ou un autre groupe).
La dimension longitudinale de la mobilité spatiale apparaît ainsi indispensable dans la compréhension des processus qui la déterminent ou qui en sont la conséquence. L'approche biographique devient centrale, car elle permet de « *saisir au mieux la dynamique des processus en interaction* » [GRAB, 1999, p. 1] et « *de voir comment un évènement familial, économique ou autre, selon le milieu rural ou urbain dans lequel il se produit, va modifier la probabilité d'arrivée des autres évènements de son existence* » [Bonvalet, 1994[35] cité par Imbert, 2005, p. 74].

Nous proposons d'emprunter les mêmes pistes dans la recherche de raisonnement pour l'analyse des évolutions – à l'échelle des parcours de vie des habitants, comme de leur contexte – des mécanismes de la maturation des quartiers populaires par les dynamiques de peuplement et d'ancrage à Mexico. Dans ce positionnement, il s'agit de porter particulièrement le regard sur les inscriptions sociales et spatiales induites par le mouvement.

[33] In KOSINSKI L.A., PROTHERO R.M. [1975]. *People on the Move, Studies on internal migration*, Methuen &Co Ltd, London, 393p.
[34] L'information ainsi imparfaite contribuerait à la persistance de l'écart entre revenu nominal et revenu réel. Le *revenu nominal* fait référence au revenu/salaire perçu par le travailleur tandis que le *revenu réel* fait référence au revenu que le travailleur peut véritablement utiliser (déduit des dépenses pour accéder aux biens et aux services de base, ou encore tout simplement, à son lieu de travail). L'inscription spatiale de cet écart a un intérêt tout particulier : il peut en effet différer selon que l'on se trouve au centre avec tous les services et l'accès aux biens, ou en périphérie où ceux-là manquent et contraignent à des dépenses de transport. L'imperfection de l'information contribuerait donc également à la persistance d'un mouvement pour réduire cet écart entre revenus nominal et réel.
[35] BONVALET C. (dir.) [1994], *Logement, mobilité et populations urbaines*, Paris, CNRS éditions, 139 p.

3.2.3.2. De l'approche biographique à la notion de stratégie[36]

Comme le remarquait déjà J. Simmons dans son travail bibliographique sur la mobilité résidentielle intra-urbaine [1968, p. 643], le changement de résidence doit obéir à l'arbitrage entre choix et contraintes mettant dans la balance le « contexte social » (l'ensemble des liens sociaux spatialisés), l'environnement local (aménités) et les liens à la ville en termes d'emploi. Les processus d'insertion urbaine approchés par le prisme des mobilités font partie du paradigme premier de l'École de Chicago. J. Simmons [1968, p. 624] fait ainsi état de travaux sur la notion de stratégie : par exemple, ceux de P. Rossi[37], J. Abu-Lughod et M.M. Foley dans les années 1950. Réinvestie par l'ensemble des sciences sociales, cette « insertion » fait appel aux ressources sociales, de proximité d'une part, articulant plusieurs espaces – de la ville en l'occurrence – d'autre part. Cette thématique renvoie à la réflexion sur la figure du migrant en ville et sur la « stabilisation » de ce dernier, qui peut s'effectuer par l'acquisition de « compétences » urbaines et l'activation/entretien des différents réseaux sociaux disponibles. En cela, l'approche biographique fournit pléthore d'informations sur les dimensions plurielles de la résidence, de l'emploi et de la famille, autant de ressources sociales pour l'individu « mobile en cours d'ancrage ».
C'est là une entrée à la fois universaliste et socialement connotée de la mobilité, partant du postulat liant mobilité à modernité et immobilité à captivité, voire pauvreté. Aussi, les schémas explicatifs des « étapes résidentielles » ne sauraient suffire à rendre compte de la complexité inhérente à la mobilité dans l'espace urbain. Ils doivent dépasser l'approche cyclique ou organique des processus, et appréhender davantage ces étapes comme ce que B. Florin *et al* nomment des « moments » de l'expérience urbaine constitués par la mobilité [2007, p. 82]. J. Brun [1993] analyse ainsi la mobilité comme une composante première de la connaissance et de l'expérience de la ville pour le citadin, mais aussi comme le prisme par lequel il est possible d'appréhender les représentations de l'individu. Cette lecture de l'expérience urbaine, qu'il s'agit de privilégier, est alors largement investie par le croisement disciplinaire ouvert dans les années 1990 par les démographes et l'analyse biographique[38].
Le passage de l'analyse transversale à longitudinale tend ainsi à remettre en avant la marge de liberté des acteurs mobiles – même si celle-ci ne saurait être comprise que dans un système de contraintes – et ouvre la voie à un champ de recherches urbaines intégrant toutes ces dimensions dans l'approche du changement résidentiel. Celui-ci est alors entendu dans un

[36] Notons au sujet du terme de stratégie l'ambivalence qui règne autour de son utilisation. Comme le soulignent F. Dureau et C. Paquette [2006 b, p. 263], il peut sembler paradoxal de parler de stratégies de mobilité et de dynamiques d'ancrage lorsque l'on aborde des espaces relativement pauvres. Là en effet, le choix résidentiel ne découle pas entièrement d'une décision libre, mais, comme partout, d'un arbitrage entre cycle de vie, réseaux familiaux, capacités économiques et sources de revenus (localisation de l'emploi). Tout d'abord, la stratégie, outre le seul registre militaire, fait référence à un « *ensemble d'actions coordonnées, de manœuvres en vue d'une victoire* » ou à « *un ensemble d'objectifs opérationnels choisis pour mettre en œuvre une politique préalablement définie* [*Le Petit Robert,* 2004, p. 2495], et donc à une combinaison de dispositions et d'actes planifiés dans un but précis. Or l'antériorité et l'adversité que semble induire la notion de stratégie réunissent d'une part, la possibilité d'effectuer un choix, d'autre part, l'insertion dans un système de contraintes qui orientera ce choix. Au sujet de la résidence, il faut donc systématiquement observer les arbitrages des acteurs en fonction de ces deux acceptions : le choix et la contrainte.

[37] Le modèle de P.H. Rossi a par exemple été un des premiers à mettre clairement en avant le lien entre les étapes du cycle de vie des ménages, les aspirations au changement de résidence, puis les réalisations effectives des mobilités résidentielles. Voir son ouvrage : ROSSI P.H. [1955]. *Why families move: a study of social psychology in the urban residential mobility*, Glencoe, Illinois, Free Press, 220 p.

[38] En France, les équipes de l'INED, de l'IRD, du CRH (Centre de Recherche sur l'Habitat) participent d'ailleurs à une intense production scientifique traitant le thème des stratégies résidentielles dans l'espace urbain au carrefour de ces dimensions plurielles. Voir entre autres C. Bonvalet, A. Gotman [1993], C. Bonvalet [1994 *(op.cit.)*], Y. Grafmeyer, F. Dansereau [1998], C. Bonvalet, A. Gotman *et al* [1999], B. Florin [2008], J.Y. Authier [2010] ou encore J.-Y. Authier *et al* [2010].

rapport au logement croisant des variables multiples et replaçant les mouvements au cœur de « stratégies résidentielles ». Le thème des trajectoires résidentielles, traité au moyen des méthodes éprouvées en contexte urbain, permet la prise en compte intégrée des changements de résidence avec les logiques professionnelles, de cycle familial, de proximités familiales et de statut résidentiel.
Cette approche revient alors à traiter des « transitions biographiques » dans leur ensemble, appréhendables dans leur contexte (modes de vie, représentations, intervention publique, contraintes locales, etc.) [Authier, 2010], contexte qui permet de *situer* les circulations individuelles [Demazière, Samuel, 2010 ; Imbert, 2014]. Cette question du contexte prend une dimension majeure, dans le sens où la biographie est bien évidemment inscrite dans un cadre institutionnel d'une part, et où l'individuation de l'appréhension du mouvement n'a de sens que par rapport aux structures sociales dans lesquelles elle prend place d'autre part. Comme le souligne J.-C. Passeron [1990, p. 17], la méthode de l'analyse biographique, certes puissante dans la manière où elle permet de mettre en avant des idéaux types, doit également permettre de comprendre l'itinéraire biographique comme « *le produit d'un double mouvement, celui de l'action sociale des individus, et celui du déterminisme social des structures* »[39].

Si ce sont les champs de l'analyse biographique et de l'habitat qui semblent particulièrement investis dans la recherche française, la poursuite des comparaisons et apports mutuels avec la recherche dans les pays en développement permet le renouvellement des questions sur les pratiques citadines de mobilités dans la compréhension des recompositions métropolitaines.

3.2.3.3. Les expériences comparatives

La décennie 1990 constitue en France l'ère de la poursuite de l'étalement urbain par la périurbanisation – ère durant laquelle s'ajoute et se croise la poursuite de la « crise des banlieues ». Ce processus est notamment analysé au prisme de la « durabilité » – dans un contexte d'utilisation généralisée de l'automobile –, du point de vue de la place des classes moyennes, ou encore de celui de la croissance des inégalités – dans un contexte structurel de précarisation du marché de l'emploi [Orfeuil, 2002 ; Coutard *et al*, 2002]. Au Mexique, c'est la poursuite de l'étalement urbain du fait du logement des catégories populaires – les classes moyennes accédant à la propriété et les pauvres évoluant dans l'informel – qui continue d'interroger les mobilités résidentielles, notamment intra-urbaines, alors à appréhender dans un vaste processus de redistribution de la population.

Loin de se contenter d'une lecture d'une prétendue « *reproduction au Sud d'un modèle dominant* » [Dureau, Lévy J.-P., 2007, p. 139], l'atelier « **Métropoles en mouvement** », mené autour de F. Dureau, V. Dupont, E. Lelièvre, J-P. Lévy et T. Lulle, va permettre une synthèse entre les avancées sur le thème des mobilités et des problématiques de l'urbain d'une part, le point sur les axes de recherche à investir d'autre part.
La réflexion de ce collectif de chercheurs est centrée sur le rôle et les logiques des acteurs de la mobilité (stratégies résidentielles, pratiques, politiques publiques, acteurs non officiels) d'une part, les conséquences spatiales des interactions entre stratégies des habitants et politiques sur les rythmes de croissance urbaine, et la division sociale et économique de l'espace d'autre part. La démarche comparative entre Nords et Suds intègre les avancées sur les stratégies résidentielles, les pratiques citadines et les dynamiques de l'habitat sur tous les terrains étudiés depuis les années 1980 [Dureau *et al*, 2000, pp. 3-12][40].

[39] Dans son essai épistémologique portant sur la force de l'analyse biographique dans la compréhension des mécanismes sociaux de la mobilité, J-C. Passeron [1990] analyse particulièrement l'interaction entre itinéraires biographiques et institutions.
[40] On note toutefois l'absence – assumée – de contributions sur Mexico parmi les 19 métropoles étudiées.

La comparaison est alors le moment de convergence des problématiques communes – et que l'on retrouve à Mexico à la même période – autour de la réserve foncière en périphérie, de l'accès à la ville pour les plus pauvres, du devenir des classes moyennes, montantes au Sud, menacées par la « nouvelle pauvreté » au Nord. Les mobilités résidentielles s'inscrivent ainsi dans un contexte général de périurbanisation massive des résidences et des activités économiques.
D'une manière générale, les expériences comparatives permettent de mettre en lumière le lien entre mobilités résidentielles urbaines et division sociale de l'espace, au niveau de la ville, mais aussi aux niveaux plus fins

Le lien entre redistribution des populations et évolutions des formes de la division socio-spatiale à l'échelle de la ville
La réflexion porte sur des thèmes communs aux espaces métropolitains comme l'étalement urbain, la reconfiguration des densités et le polycentrisme [Dupont, Pumain, 2000 ; Dureau, 2000]. Le rôle et le sens des mobilités intra-urbaines permettent la lecture du processus de métropolisation – processus entamé à des degrés et à des rythmes différents selon la ville. L'approche est particulièrement pertinente pour des cas où la dynamique intra-urbaine a dépassé depuis longtemps les apports archétypaux de migrations des ruraux vers la ville, comme c'est le cas à Bogotá ou bien sûr à Mexico.
La recherche comparée met en évidence le passage d'une focale portant auparavant sur l'extension urbaine à celle portant désormais sur une réécriture de la ville sur elle-même. Cette présentation de la transition urbaine permet de mettre en évidence des mécanismes communs aux villes du Nord et d'Amérique latine, où un grand nombre de métropoles observent déjà cette situation dans la décennie 1990. À ce titre, nous avons repris cette perspective dans notre étude sur Mexico (chapitre 1).
La transition urbaine dont il est question s'accompagne d'une complexification de la division sociale de la ville par les mobilités spatiales aboutissant à une mosaïque sociale [Lévy, Brun, 2000, p. 239] et à une modification générale des échelles de la ségrégation [Dureau, 2000 b ; Dureau *et al*, 2004]. Les processus de mobilités différentielles participent au filtrage des populations résidentes ou à leur « assignation à résidence ». En cela, ils engendrent des trajectoires des contextes résidentiels ascendantes et descendantes[41].

Le lien entre trajectoires résidentielles et trajectoires des quartiers du point de vue des individus
C'est ainsi à l'échelle du « quartier » que se joue aussi un renouvellement de l'approche, notamment sur la manière d'interroger le lien entre le contexte et l'individu à travers les « effets de quartier », ou « effets de contexte ». M.-H. Bacqué et J.-P. Lévy [2009, p. 327] définissent succinctement ces derniers comme « *l'impact des configurations matérielles et sociales des espaces sur la production de marquages sociaux pouvant contribuer à leur attraction ou à leur rejet par diverses catégories de populations* », renvoyant ainsi aux caractéristiques du parc d'habitat, des résidents de la zone, d'infrastructures sociales et politiques locales[42] – qui sont elles-mêmes au cœur des stratégies résidentielles. Il s'agit plus

[41] Le départ de couches « supérieures » (à la moyenne du quartier) peut être synonyme de déclassement du quartier ici, de gentrification là-bas. C'est ce mouvement qu'observaient déjà J.-C. Chamboredon et M. Lemaire [1970] au sujet des mobilités différenciées dans les grands ensembles français des années 1960. La mobilité différentielle, mettant au jour les inégalités sociales par rapport aux dispositions des individus à se déplacer dans l'espace, devient ainsi une entrée classique de la dynamique de division sociale de l'espace urbain.
[42] Ce que J.-P. Lévy [2003, p. 368] regroupe sous le triptyque zones d'habitat, aires résidentielles, effets locaux. A. Ribardière [2005, pp. 92-93] relève les différentes approches de ces effets par l'habitat, les institutions – notamment autour de l'intervention publique porteuse de représentations –, et la structure économique urbaine – connexion du lieu avec les zones d'emploi.

largement d'une interrogation classique de la géographie sur les relations entre les espaces et les sociétés, tentant en cela de répondre à la question formulée par M.-H. Bacqué *et al* [2007, p. 178] : « *dans quelle mesure les configurations sociales et spatiales peuvent-elles agir sur les trajectoires sociales et les conduites des individus* ? »

Sur ce sujet, M. Marpsat [1999] établit un état des savoirs sur la manière dont est appréhendé l'effet de quartier en Amérique du Nord et expose la complexité théorique comme méthodologique de son importation en France et ailleurs. L'auteure signale qu'au sein de ce débat, les résultats sont souvent contradictoires, inscrits dans un ensemble de théories – contagion, socialisation, institution [1999, p. 312] – où le contexte de micro-division sociale renverrait d'un côté à des effets d'entrainement « vers le haut » de l'échelle sociale, de l'autre, à des stratégies de repli et d'exacerbation de la distance sociale. Durant les années 2000 en France, ce débat est réinvesti lors de travaux sur le thème de la précarité [Ribardière, 2005] et sur l'objet « quartier » [Authier, 2007 ; Bacqué *et al.,* 2007 ; Bacqué, Fol, 2007a]. Au sein de notre démarche, ces travaux alimentent la réflexion sur le croisement entre trajectoires individuelles et trajectoires contextuelles.

L'exercice comparatif permet de remettre au cœur de l'analyse urbaine des mécanismes *a priori* sous-estimés au Sud. C. Bonvalet et F. Dureau [2000] remettent ainsi en perspective le caractère relatif des normes autour du statut d'occupation et du type d'habitat qui, avec la localisation et la force des réseaux sociaux et familiaux, sont au cœur des arbitrages entre choix et contraintes dans l'élaboration de la stratégie à l'origine de la mobilité résidentielle. Les liens établis entre trajectoires individuelles et trajectoires des quartiers par ces expériences comparatives permettent de préciser l'approche retenue dans notre travail.

3.2.3.4. L'approche retenue : les variables des temps de la vie et des temps de la ville

Il nous faut garder une grille de lecture par les acteurs de la mobilité d'une part, les territorialités qu'elles impliquent en ville d'autre part. C'est là le carrefour entre trajectoires individuelles et trajectoires contextuelles. Nous présentons tout d'abord ici les hypothèses que nous allons examiner dans notre travail. Il s'agit de « penser la mobilité », selon des motivations et des stratégies vectrices du mouvement. Ces stratégies dessinent des trajectoires résidentielles dans la ville, et en cela, des logiques de peuplement au sein de l'espace métropolitain.

Penser la mobilité : des stratégies et des choix résidentiels

Une première approche des caractéristiques des logements des populations ayant changé de résidence permet de formuler des hypothèses au sujet des traits marquants des stratégies résidentielles autour de la mobilité. Nous reprendrons ici la grille d'analyse de F. Dureau et C. Paquette [2006b] des choix résidentiels du point de vue du logement et de l'habitat. Trois caractéristiques permettent de décrire les stratégies mises en place et devront faire l'objet d'un suivi croisé et le plus approfondi possible dans notre thèse : le statut d'occupation du logement, le type d'habitat et sa localisation.

<u>Le statut d'occupation</u>
La question de l'accession à la propriété renvoie à l'ensemble des dimensions à prendre en compte au sujet des stratégies et trajectoires résidentielles : pratiques du logement, *habitus,* modèle culturel, cycle familial, groupe social, etc. La propriété ressort de toutes les études comme prédominante en Amérique Latine et au Mexique (voir 1.2.4). D. Hiernaux et A. Lindón dans leur analyse des pratiques et stratégies résidentielles [2003, p. 130] évoquent

la « culture locale de la propriété »[43], alors considérée comme une norme ou comme la finalité d'une carrière résidentielle [Dureau, 2006].
Il s'agit d'une certaine tradition de la propriété dans la culture latino-américaine, dépassant les catégories sociales, et reflétant la montée de l'individualisme et du désir d'être « *maître chez soi* » [Hiernaux, Lindón, 2003, p. 134]. Cette tendance semble d'autant plus importante pour les populations les plus modestes dans les espaces résidentiels populaires, où la précarité des conditions de vie peut donner une dimension toute particulière à l'habiter et à la liberté/sécurité que peut conférer ce statut [Giglia, 2012]. Au Mexique, la propriété privée est ainsi particulièrement implantée dans le système de valeurs résidentielles, et peut même correspondre à ce que J.-P. Lévy nomme, dans le cas français, une « *garantie sociale* », qui se substitue à l'emploi en période de précarité économique généralisée [2009, p. 114]. La propriété confère ainsi une position résidentielle que la position sociale ou professionnelle ne permet pas toujours d'acquérir [Bonvalet, Dureau, 2000, p. 137] (chapitre 7).
Cette dimension de garantie semble déterminante dans les évolutions des schémas de mobilités urbaines et dans les conséquences territoriales qu'elles impliquent – notamment en ce qu'elles conduiraient à une déconnexion des lieux de résidence et d'emploi, en France par exemple [Orfeuil, 2002 ; Lévy J.-P., 2009][44]. Par ailleurs, en quartiers populaires, cette question d'accès au logement, voire à la propriété pour ceux qui le peuvent, renvoie aux stratégies de décohabitation et/ou de la seconde génération de peuplement en quartiers périphériques. Toutefois, l'approche du lien entre mobilité et statut d'occupation du logement ne se réduit pas à la seule question de l'accession à la propriété.

Le lien entre mobilité résidentielle et changement de statut résidentiel est complexe (chapitre 7). À Mexico, E. Duhau [2003, p. 197] montre qu'en moyenne dans la population de la ZMVM en 2000, 60 % du total des ménages disposent d'un logement entièrement payé et 18 % sont locataires. Or à la même date, la situation des ménages ayant connu une mobilité résidentielle est sensiblement différente : seulement 31 % sont « pleinement » propriétaires de leur logement, 26 % sont en train de le payer, 31 % sont locataires. En 2010, on compte, chez les ménages ayant déménagé à l'intérieur de la ville entre 2005 et 2010, 61 % de propriétaires, 29 % de locataires et 10 % d'autres types d'occupants (tableaux 7.1)[45].
D'une manière générale, le statut d'occupation ne s'interprète que par la combinaison du statut socio-économique, des réseaux sociaux et familiaux et du cycle de vie familiale des individus et des groupes.

Le type d'habitat
Les paysages urbains périphériques témoignent de la prédominance du modèle de la maison individuelle en Amérique latine et au Mexique en particulier. Celle-ci peut prendre diverses formes : de la maison individuelle luxueuse, modèle de la classe aisée, à l'autoconstruction en périphérie, en passant par la forme marquante de la dernière décennie, les maisons à bas coût en série d'intérêt social. Globalement, l'objectif de la résidence en maison est de vivre dans un logement individualisé [Hiernaux, Lindón, 2003], au sein duquel le mode de vie se resserre sur la cellule familiale. En 2010, 73 % des « mobiles » (ménages ayant changé de municipe de résidence à l'intérieur de la ZMVM depuis 2005) résident dans une maison individuelle, 23 % dans un appartement, 3 % dans une *vecindad* et moins de 1 % dans d'autres types d'habitat.

[43] En référence à la théorie développée par M. Choko et R. Harris au sujet du cas canadien [1990].
[44] Cette théorie avait déjà été investie par les sociologues dans les années 1990 comme l'attestent les contributions dans M. Hirschhorn et J.-M. Berthelot [1996].
[45] Résultats obtenus à partir de la *muestra* [INEGI, 2010]. Nous reviendrons plus en détail sur la qualification (sociale) des trajectoires en chapitre 7 et annexe III.2.

La localisation, choisie ou subie ?

La localisation est, entre autres, relative au statut d'occupation et au type d'habitat. Elle est au carrefour entre aspirations personnelles – de modes de vie –, nécessités économiques, importance des réseaux pour la circulation de l'information, et restrictions, notamment de l'offre de logement dans l'espace métropolitain. Les trois sphères – personnelles, économiques et relatives à l'information – peuvent être présentées [Hiernaux, Lindón, 2003] ; elles sont au cœur des hypothèses relatives aux stratégies qu'il s'agira d'explorer (chapitres 7, 8 et 9).

— *Une sphère personnelle*. Le rôle des représentations sociales des espaces urbains est essentiel [Duhau, 2003 ; Dureau, Paquette, 2006 b]. En plus de ces représentations, le choix du mode de vie entre en jeu. Le cadre environnemental de qualité et le travail à domicile peuvent par exemple motiver l'installation de populations aisées dans les périphéries éloignées. Par ailleurs, le choix de vivre chez soi et de travailler en famille, dans une zone peu chère, où il est possible de contrôler l'ensemble des processus de l'habiter (construction, domestication, rapports sociaux) peut déterminer l'implantation de ménages pauvres le long du front d'urbanisation en périphérie [Hiernaux, 1991 ; Giglia, 2012]. Pour les dynamiques centripètes, c'est le choix de la proximité avec le travail ou avec le cœur de ville symbolique qui peut jouer pour une implantation centrale.

— *La sphère économique*. L'augmentation du coût des logements dans les zones urbaines les plus anciennes, la restructuration du marché du travail, un contexte global de baisse des revenus (crises financières des années 1980, 1990 et plus récemment 2008), ou l'allongement des distances et des temps de transport entre domicile et travail pèsent dans la balance pour un mouvement vers les zones d'activités et les bassins d'emploi, ou alors vers les zones de logement les moins chères [Graizbord, Acuña, 2006 ; Suarez, Delgado, 2010].

— *La sphère de l'information*. Les réseaux jouent un rôle fondamental dans la circulation et l'appropriation de l'information relative au logement, même s'ils sont invisibles et informels (hébergement, appui moral, connaissances sur la ville). La proximité et la connexion aux réseaux familiaux, sociaux et politiques sont essentielles à la réalisation de la mobilité comme à l'insertion des habitants dans les dynamiques de leur espace résidentiel.

Les stratégies déployées lors de la mobilité résidentielle intra-urbaine obéissent ainsi à des logiques multidimensionnelles et à des arbitrages complexes. Ce sont les « *clés de production de l'espace social périphérique* » [Hiernaux, Lindón, 2003, p. 133]. Parmi les travaux effectués sur la question de ces stratégies à Mexico, on peut renvoyer à l'analyse typologique proposée par D. Hiernaux et A. Lindón [1997 ; 2003] dans leur étude sur Valle de Chalco, croisant dimensions familiales et professionnelles. Pour les quartiers populaires périphériques, dans un contexte de ressources limitées, les auteurs relèvent trois stratégies-types qu'il s'agit d'éprouver dans notre recherche :

— *Stratégie de base*. Il s'agit de ménages jeunes, locataires ou cohabitant avec leurs parents, qui décident de migrer afin d'améliorer, à leurs yeux, leurs conditions de vie, quittant le statut de locataires pour devenir propriétaires, indépendants. Ce changement de statut, très souvent associé à la décohabitation familiale, peut alors impliquer un déménagement vers les quartiers illégaux pour réduire les coûts. Cette stratégie est inscrite dans le « culte » de la liberté, de l'indépendance et de l'intimité [Hiernaux, Lindón, 2003, p. 131], même si cela se paye au prix de situations temporairement précaires.

— *Stratégie complexe*. Elle renvoie à une mobilité de populations étant auparavant propriétaires et dégageant un petit capital de la vente de leur logement antérieur, qui décident

d'une nouvelle implantation, plus loin en périphérie, où les terrains sont moins chers et où il est possible de lancer une activité économique. Les conditions de vie sont difficiles au début, car le ménage a connu une régression de niveau de confort. Mais les avantages économiques peuvent primer sur ceux du logement, et le gain se réalise en matière de travail et de ressources familiales. Quand la zone se valorise et que les prix augmentent, la mobilité du ménage recommence, plus loin, là où le foncier est moins cher : les bénéfices de la délocalisation viennent ainsi de la plus-value de la vente effectuée dans la zone de départ et de la moindre concurrence des activités économiques dans la nouvelle zone (concurrence qui s'était alors accrue avec la consolidation). Dans l'espace, cette stratégie fournirait une explication du peuplement progressif, mais aussi une entrée des processus d'ancrages multiples, dans les espaces périphériques populaires.

— *Stratégie à double source de revenus*. Il s'agit, comme dans le cas de la décohabitation, d'une implantation directe en périphérie sans être passé par le statut de propriétaire au préalable. La participation de plusieurs sources de revenus est indispensable pour l'acquisition du capital et la mise en place d'une activité économique dans le quartier populaire de résidence. L'emploi dans une autre zone peut être maintenu, ce qui continue de faire le lien avec la ville, même si les temps de transport sont plus longs et les conditions de vie plus difficiles. La coopération de toute la famille est sollicitée. Une fois la famille installée et les revenus assurés par des activités économiques implantées localement, les stratégies d'investissement dans le quartier se développent. Toutefois, avec la consolidation et l'augmentation de la concurrence, la famille peut à nouveau opérer un changement de résidence – comme précédemment (trouver plus grand, moins cher et moins de concurrence) – à partir de ce point d'ancrage périphérique.

Ces analyses se rapprochent de la pensée de l'écologie urbaine et des trajectoires cycliques des mouvements dans la ville, mais aussi du modèle proposé par J. Turner. Cette typologie de stratégies est pertinente dans l'approche des arbitrages à l'origine des trajectoires individuelles et contextuelles à Mexico, notamment du point de vue des activités économiques dans les quartiers populaires. Toutefois, la dimension politique liée à la participation des habitants – qui s'inscrit dans le contexte mexicain spécifique relativement aux caractéristiques foncières – n'est pas abordée de front. Cette absence de l'aspect politique limite une grille de lecture des mobilités et ancrages dans ces périphéries.

Recompositions des trajectoires et conséquences sur le peuplement urbain

L'examen classique des trajectoires résidentielles dans la littérature scientifique montre des tendances majeures : leur proximité spatiale et une certaine cyclicité du mouvement (dans le sens d'une continuité basée sur les mêmes mécanismes).

La proximité et les courtes distances le long du parcours résidentiel reposent l'hypothèse de l'étroitesse du « champ migratoire » dans la mobilité résidentielle urbaine. Ainsi, les trajectoires migratoires à l'intérieur de la métropole latino-américaine, mais en général pour toutes les villes, sont de courtes distances dans l'espace. D. Hiernaux et A. Lindón [1997, 2003], dans leurs enquêtes sur le Chalco, montrent que le peuplement de la zone s'est effectué en majorité de populations résidant auparavant dans la municipalité périphérique voisine. Cette proximité est le fait des réseaux, évoqués dans les choix résidentiels, notamment familiaux. Comme le rappellent F. Dureau et C. Paquette, quel que soit le groupe social considéré, les réseaux de relations sociales et familiales déterminent, au sein de l'espace résidentiel financièrement accessible à chaque groupe social, un espace de mobilité résidentielle relativement précis [2006a, p. 274].

La question de la cyclicité est posée. Elle articule alors nos deux échelles d'analyse : d'un côté, cette cyclicité s'observe du point de vue des individus, par les temporalités de la vie familiale et de l'activité économique ; de l'autre, elle renvoie aux rythmes d'expansion urbaine et de consolidation des contextes résidentiels, analysés par J. Turner [1968]. Si la lecture du peuplement urbain doit dépasser celle de la seule dynamique centrifuge, il n'est pas inutile de rappeler son importance, même aujourd'hui. D. Hiernaux et A. Lindón écrivent en 2003 « *une fois consolidée et sécurisée, une zone de peuplement 'expulse' les générations jeunes vers de nouveaux espaces d'expansion qui reprendront le même processus, et vers des horizons toujours plus lointains* » [2003, p. 126].
L'observation de la cyclicité des trajectoires résidentielles souligne ainsi une tendance à la valorisation et à la consolidation des espaces populaires en périphérie. Après l'installation, l'apport de capital par le travail et l'activité économique au sein du quartier permet l'amélioration de l'habitat, la construction d'autres pièces et la mise en location pour permettre de diversifier les sources de revenus [Dureau, Paquette, 2006 b]. On observe la fonctionnalisation économique progressive de ces espaces. Celle-ci peut être liée à une activité commerciale – D. Hiernaux et A. Lindón [2003] donnent l'exemple de débits de boissons à Chalco (chapitre 9).

Ce développement progressif de l'activité économique amène à la valorisation des terrains et des habitations, et peut également participer à l'arrivée plus ou moins rapide dans le quartier des services de base. Si l'extension périphérique se poursuit, c'est bien dans les anciennes périphéries populaires que les évolutions semblent les plus profondes, car celles-ci tendent à devenir les points d'ancrage des dynamiques actuelles de mobilités résidentielles comme quotidiennes.
En effet, la cyclicité du peuplement périphérique ne doit plus pour autant être uniquement analysée comme la simple poursuite de l'étalement urbain par reproduction à l'identique des schémas anciens. Le peuplement des quartiers populaires périphériques s'appréhende aussi comme une dynamique de complexification des mobilités et des ancrages des habitants, conduisant à une maturation des espaces dans lesquels ils résident.

Les relations réciproques entre les pratiques résidentielles des citadins et les transformations des espaces urbains éclairent les recompositions en cours. Dans son étude sur Bogotá, F. Dureau [2006, p. 279], établit une typologie des effets des trajectoires résidentielles sur la morphologie urbaine, que l'on pourrait généraliser aux grandes métropoles latino-américaines et appliquer au cas de Mexico :

— l'expansion périphérique pour les pauvres. Durant la période d'expansion urbaine massive (1940-1980), les migrants choisissaient la localisation au centre, comme le suggérait le modèle de Turner. Mais avec sa saturation, l'implantation périphérique ou la location dans des quartiers en « maturation démographique » est désormais plus directement privilégiée dès les premières étapes du parcours résidentiel. Ces situations donnent lieu à une importante mobilité à l'intérieur de ces quartiers.

— la déconcentration des classes aisées en périphérie métropolitaine. Les couches aisées recherchant un environnement de qualité s'installent dans les périphéries peu touchées par l'urbanisation. À Mexico, cette tendance ancienne a amené les noyaux villageois « bourgeois » périphériques à être aujourd'hui complètement intégrés à la ville, comme c'est le cas à Tlalpan ou San Angel, dans le sud-ouest de la ville, et *a fortiori* plus récemment dans les *lomas* de l'ouest (chapitre 1).

— une catégorie intermédiaire disséminée, mais « refermée » dans des quartiers résidentiels formels, bouleversant les schémas classiques d'expansion informelle de la ville. La trajectoire des résidents de ces espaces suit des dynamiques de déconcentration du centre vers la périphérie, inégalement desservie (par les autoroutes urbaines), pour un accès aidé à la propriété en *conjuntos cerrados* (ensembles fermés) ou en logements d'intérêt social, notamment dans l'ouest pour les premières et dans le nord pour les secondes.

— des tendances centripètes qui tranchent avec la « tradition » de l'abandon de ces zones par la bourgeoisie, tout en étant différentes d'une ville à l'autre : cette tendance est analysée alors dans un mouvement de « retour au centre », faisant écho à des politiques de redensification ou encore à des processus de gentrification.

Il existe également au sein de l'espace urbain d'autres trajectoires résidentielles, comme celles de l'immobilité résidentielle, où les espaces changent et où la population sédentaire connaît des transformations parfois importantes, changeant de contexte sans se déplacer géographiquement [Dureau, 2006 ; Dureau, Beauchemin *et al*, 2006].

Globalement, l'analyse de la mobilité par le cycle de vie et les changements générationnels, à l'échelle de l'individu, du groupe familial, ou de son inscription dans l'espace de la ville – notamment par rapport aux processus de filtrage dans le parc de logements –, renvoie à une lecture géographique en étapes des processus d'évolution urbaine. Ces étapes sont qualifiées par M. Bertrand « *de gestation, de maturation, de vieillissement* » [2011, p. 258].
Fort de cet héritage théorique et méthodologique sur les mobilités résidentielles, notre approche des recompositions urbaines dans les quartiers populaires de Mexico doit donc se nourrir d'une réflexion opérée autour de l'approche biographique et des stratégies résidentielles d'une part, de la métropolisation et de la division sociale de l'espace résidentiel d'autre part. Le regard que permettent les mobilités résidentielles sur les trajectoires individuelles et contextuelles constitue l'approche retenue dans cette thèse. Cette approche s'inscrit dans la poursuite des réflexions sur les mobilités urbaines (non uniquement résidentielles), notamment autour des ancrages.

3.2.4. Les approches renouvelées des mobilités urbaines : l'intérêt croissant pour les ancrages

Le renouvellement actuel de l'étude des mobilités résidentielles et quotidiennes dans le champ de l'analyse intra-urbaine des territorialités qui en découlent tend à porter, d'une part, sur les dynamiques de gentrification[46] ou de réinvestissement des centres-villes, d'autre part, sur les multiples questions de ségrégation en périurbain. L'intérêt pour ces objets participe à l'émergence d'un questionnement de plus en plus vif autour de l'ancrage en ville.

3.2.4.1. Le renouvellement autour de la gentrification et du périurbain

En France, les travaux du PUCA et du ministère de l'Équipement à partir de 2000, notamment à l'initiative des sociologues, sur le programme « Mobilités et territoires urbains »

[46] Nous n'ignorons pas l'ensemble des travaux sur la question, mais dans un souci de fluidité, nous ne retenons qu'une entrée première, à savoir « *la réoccupation du centre par les classes aisées après rénovations et réhabilitations* » [Brunet *et al*, 1992, p. 214]. Selon cette acception, la gentrification serait synonyme d'un filtrage socialement ascendant des populations résidentes, mais qui ne doit pas être assimilé directement à l'embourgeoisement. Pour autant, le concept renvoie à l'analyse d'un phénomène de polarisation sociale des catégories aisées dans de « nouveaux » espaces urbains. Pour des exemples français, voir, entre autres, les travaux récents d'A. Collet [2010], M. Chabrol [2012] ou A. Clerval [2013]. Au Mexique, voir D. Hiernaux-Nicolas [2003], P. Melé [2003], C. Paquette [2006], D. Hiernaux-Nicolas ou encore C. Imelda Gonzalez [2008].

(2000-2004) [Le Breton, 2003] – qui avait particulièrement investi les questions d'ancrage en périurbain [Hilal, Sencébé, 2002, 2003] –, ou plus récemment par exemple, le programme « L'avenir des périphéries urbaines » (2007-2012) [Aubertel, Bernard, Mattei, 2010], tendent à orienter les analyses sur les nouvelles pratiques de mobilités et « d'accès à la modernité » dans les espaces de la ville connaissant les mutations les plus profondes : les centres, touchés par des opérations de rénovation d'une part, le périurbain d'autre part.
La question autour du « développement durable » en périphérie est posée dans des espaces où la problématique de la distance entre domicile et travail est fortement mise en avant. Une génération de travaux français fait écho aux aspirations institutionnelles relatives aux questions sociodémographiques actualisées autour de la question des mobilités résidentielles en ville. On peut signaler à ce titre les travaux sur les mobilités résidentielles liées aux processus de rénovation urbaine et de relogement des populations[47], ou encore les analyses récentes sur la thématique du vieillissement dans les trajectoires résidentielles[48].

La gentrification est, pour le centre, un thème privilégié dans l'approche des mobilités et trajectoires résidentielles. L'ouvrage collectif dirigé par C. Bidou Zachariasen [2003] aborde par exemple la problématique d'une manière plurielle en favorisant la comparaison avec des expériences du Sud. Dans le cas de Mexico, D. Hiernaux-Nicolas [2003] décrit ainsi les « retours en ville » des classes moyennes dans le centre dégradé après le « règne » des catégories pauvres jusqu'au séisme de 1985. La thématique de la gentrification par les mobilités résidentielles est traitée ailleurs en Amérique latine, comme à Santiago dans la thèse d'Y. Contreras [2012]. En France, M. Chabrol analyse les formes de la gentrification dans le nord de Paris et tend à mettre en avant l'hétérogénéité des formes d'évolutions, en « mosaïques », plutôt que de manière linéaire ou zonale [2011, p. 3]. L'approche de la diversité des territoires résidentiels par le prisme de la « mosaïque », déjà proposée par J.-P. Lévy et J. Brun [2000], permet d'appréhender les processus de différenciation sociale de l'espace à une échelle fine, et s'avère une référence dans l'étude de la maturation des quartiers de Mexico.

3.2.4.2. L'émergence de la question des ancrages en périurbain

En France, l'analyse des usages territoriaux et des pratiques citadines autour des mobilités quotidiennes (alternantes) et résidentielles des périurbains a été investie par les travaux des anthropologues – comme N. Ortar [2005] au sujet des étapes biographiques (professionnelles, familiales) pour appréhender les étapes résidentielles –, et par ceux des sociologues, comme Y. Sencébé, ou encore M. Hilal [2002].
Les géographes tendent à investir également ce champ. On peut par exemple évoquer les travaux réalisés par F. Dureau, M. Giroud et C. Imbert autour du projet « Modes et modalités de déplacement des populations péri-urbaines : étude comparative Poitiers (France) et Pise (Italie) » entre 2005 et 2007 [Dureau *et al*, 2014, pp. 98-100].
La recherche des mécanismes de l'ancrage en périphéries urbaines induit l'analyse des appartenances et des liens sociaux spatialisés. Or, si ces réseaux sont approchés par rapport à un espace spécifique, ils ne sont pas déconnectés d'un contexte de mobilité généralisée et socialement valorisée. La tension entre d'un côté une mobilité – résidentielle et quotidienne – omniprésente, à toutes les échelles de l'organisation des sociétés urbaines, et de l'autre, la recherche de ressources sociales localisées, mènerait, selon J. Remy, à une nouvelle signification de l'espace urbain en général, voire à l'hypothèse d'une nouvelle définition de la

[47] Voir notamment C. Lelévrier [2007].
[48] Citons à ce titre l'ouvrage BONVALET C., OGG J., DROSSO F., BENGUIGUI F., PHUONG MAI H. [2007]. *Vieillissement de la population et logement. Les stratégies résidentielles et patrimoniales*, La Documentation Française, PUCA, 172 p.

ville [Remy, 1996]. L'échelle d'appréhension de l'ancrage urbain est alors avant tout l'individu. Ainsi, la compréhension des mécanismes de l'ancrage – notamment dans les espaces urbains périphériques qui nous intéressent ici – passe par le suivi des itinéraires biographiques qui rendent compte des arbitrages réalisés par les individus.

Cette mobilité, condition de la vie urbaine, renvoie aussi à son antonyme : l'immobilité, d'abord négativement connotée et supposant l'injonction à la mobilité – parfois érigée en fer de lance des politiques publiques d'accès à la ville [Bacqué, Fol, 2007 b]. Or, il est aussi évidemment pertinent de s'interroger, non pas uniquement sur l'immobilité, mais sur l'ensemble des phénomènes qui *a priori* contrebalancent cette injonction à la mobilité. D'une manière générale, les mobilités résidentielles en périphérie renvoient désormais à trois problématiques liées : l'immobilité, la recherche des ressources de l'ancrage local, et enfin, les territorialités qu'elles induisent.
Ce paradigme a alors permis l'étude de la multilocalisation des pratiques urbaines et de la mise en contact des dimensions sociales et spatiales par la mobilité, notamment quotidienne. Le sens donné aux appartenances multiples inscrites dans plusieurs espaces – les liens sociaux dans les lieux – et le fait que la mobilité rende cette configuration possible ont alors constitué la matière de nouvelles analyses. Une des hypothèses explorées était l'importance des réseaux sociaux – notamment familiaux –, à la fois dans l'investissement localisé, et dans leur rôle au sein des arbitrages autour de la mobilité résidentielle. La dimension réticulaire est alors un élément essentiel de l'ancrage socio-spatial, et les résultats de ces analyses [Ortar, 2005 ; Sencebé, Hilal, 2002 ; Bacqué, Fol, 2007b], s'ils montrent la rationalité des pratiques urbaines et la fonctionnalisation des espaces, vont dans le sens d'une différenciation accrue de la perception de ces pratiques et de l'accès à la ville qui en découle selon le niveau socio-économique des ménages.

La mobilité résidentielle comme quotidienne continue ainsi d'être une entrée privilégiée pour appréhender le renforcement des inégalités socio-spatiales dans l'espace urbain. Ces thèmes ont également été investis par les théoriciens de la sécession urbaine dans les déterminants du peuplement périurbain [Donzelot, 2004]. C'est aussi la différenciation marquée entre classes moyennes qui choisissent et classes populaires qui subissent[49] la trajectoire résidentielle en périurbain qui a fait l'objet de travaux, notamment en Ile de France [Berger, 2004, 2008 ; Berger *et al*, 2014 ; Lévy J.-P., 2009] ou en région toulousaine [Rougé, 2010]. Les réseaux sociaux localisés ont également donné lieu à la réflexion sur les nouvelles territorialités périurbaines – réflexion opposée à celle sur la « fin du quartier » comme lieu d'ancrage[50]. Ces territorialités seraient alors liées aux spatialisations de l'investissement et de l'apprivoisement local, ainsi qu'aux modes d'habiter qui en découlent[51].
Au-delà de ces constats, c'est l'ensemble des questionnements relatifs à l'étalement urbain, à la ségrégation – causes et conséquences de la mobilité résidentielle – et à leurs déterminants qui est reposé. Le thème des ancrages urbains – en particulier périurbains –, appréhendé selon des méthodes issues de la sociologie et de l'anthropologie des mobilités, tend aussi à interroger la relation à l'habitat et la problématique des étapes résidentielles.

[49] Dans le sens où ces catégories ont suffisamment de ressources pour accéder à la propriété en périurbain et « fuir » le cadre de la banlieue, mais insuffisamment pour rester dans le cadre de l'urbain – permettant d'éviter des mobilités quotidiennes éprouvantes.
[50] Suite au débat introduit par F. Ascher [1998] au sujet de la « fin des quartiers ». Selon l'auteur, l'extrême mobilité dans laquelle est pris l'essentiel de la société tendrait à réduire le quartier à une vague localisation résidentielle, tandis que l'ancrage se centrerait à partir du logement et de la sphère individuelle au détriment des relations de voisinage. Cette question a soulevé une controverse, notamment reprise par J.-Y. Authier, M.-H. Bacqué, et F. Guérin-Pace [2007], S. Lehman-Frisch *et al* [2007] et B. Florin [2008].
[51] Sur la question des liens entre mobilités et modes d'habiter, on se reportera entre autres à l'ouvrage dirigé par P. Gerber et S. Carpentier [2013].

L'ancrage est alors à repenser en fonction des réseaux sociaux développés et aux compétences urbaines qu'il permet d'acquérir pour les habitants de zones *a priori* périphériques, voire marginales [Florin *et al*, 2007]. Or, l'inscription spatiale des étapes résidentielles, qui participe de la compréhension géographique des phénomènes d'ancrages périphériques, permet aussi une lecture des évolutions socio-spatiales aux différentes échelles de la ville. Ce sont ces questions qu'il s'agit de traiter dans le cas des quartiers périphériques populaires de Mexico.

3.2.4.3. Renouvellement autour de l'enquête biographique : vers l'étude de l'ancrage

Il s'agit désormais de présenter en quoi l'approche biographique des mobilités résidentielles permet progressivement un intérêt pour les ancrages. L'importance des liens familiaux dans les stratégies résidentielles, déjà mise en avant lors des enquêtes de la décennie 1990, va encore s'élargir et systématiser l'analyse des trajectoires résidentielles, biographiques et professionnelles au niveau de l'entourage des individus.

Prendre en compte l'entourage, les temps de l'espace de vie

Les concepts de trajectoires résidentielles ont peu à peu glissé vers celui de biographie, et l'échelle de mesure de la mobilité est passée de la résidence à l'entourage [Lelièvre, 1999]. La notion d'entourage, dans les études sur les mobilités, relève d'une démarche dynamique multiniveaux, déjà utilisée par O. Barbary et F. Dureau [1993] à Quito – ou auparavant, dès l'enquête 3B –, mais étayée durant les années 1990 [GRAB, 1999]. En effet, la collecte d'informations aux niveaux micro (individu) et méso (groupe), ainsi que le lien établi avec le contexte économique, social et historique permettent l'approche plus pertinente de la circulation des individus, mais aussi de leurs ancrages.

L'INED, entre 2000 et 2001, met en place une enquête reposant sur cette démarche. Intitulée *Biographies et entourage* et coordonnée par E. Lelièvre, G. Vivier et C. Bonvalet [2002][52], elle a été notamment analysée sous le prisme des ancrages résidentiels dans les villes nouvelles franciliennes par C. Imbert [2005][53]. L'intérêt de l'approche de l'entourage réside dans la compréhension des biographies en lien, d'une part avec les solidarités de proximité – et notamment familiales – au cours de la trajectoire des individus et d'autre part, avec les territorialisations auxquelles elles renvoient. Cette analyse permet d'appréhender l'espace de vie et le rôle que les socialisations prennent au sein de l'espace de proximité, faisant explicitement écho aux mécanismes de l'ancrage résidentiel.

Les sociologues francophones, dans la lignée des travaux de C. Bonvalet et A. Gotman, investissent également la notion d'installation [Meyfroidt, 2002, p. 50] à la suite de celle de trajectoire résidentielle. Cette notion permet la prise en compte des interrelations individu/groupe – environnement – société par l'entrée des mobilités résidentielles et de l'ancrage[54]. La notion d'installation s'inscrit plus largement au carrefour entre l'étude des mobilités spatiales (résidentielles et quotidiennes) et de celle des expériences urbaines

[52] Cette enquête de 2001 collecte un total de 11 à 12 000 biographies sur un échantillon de 2 830 personnes enquêtées, âgées de 50 à 70 ans et résidant en Ile de France [Lelièvre *et al*, 2002 ; Imbert, 2005]. Le collectif récent *De la famille à l'entourage*, sous la direction de C. Bonvalet et E. Lelièvre [2012] retrace à ce titre un ensemble de travaux menés à partir des données de cette enquête.

[53] On peut par ailleurs faire ici référence à une autre enquête menée spécifiquement sur les villes nouvelles en 2003 et commandée par la DREIF (Direction Régionale de l'Équipement d'Ile de France) *Enquête Modes de vie en Ville Nouvelle*, portant sur les mobilités résidentielles et les pratiques quotidiennes, et dont les résultats ont été entre autres exploités par N. Brevet dans le cas de Marne-la-Vallée [2008, 2010].

[54] P. Meyfroidt renvoie d'ailleurs à un ensemble de « registres » de l'installation [2002, pp. 52-56] : le choix du lieu de l'installation (stratégie, mobilité et trajectoire résidentielle), les effets de territoire liés au quartier, les reconfigurations du ménage et les rapports familiaux, ainsi que les représentations et apprentissages de l'espace urbain.

(stratégies, trajectoires et ancrages). L'installation renvoie ainsi à l'ensemble des processus par lesquels un individu ou un groupe vient habiter un logement et un espace, et à partir desquels il réorganise un réseau de sociabilités, un réseau économique, développe une connaissance de cet espace, y projette un ensemble de significations subjectives participant à un sentiment d'appartenance et d'identification, et s'insère et s'investit dans des dynamiques collectives en participant à la création ou reproduction d'un ensemble de repères culturels locaux.

Les apports des projets de recherche sur les mobilités

Les enquêtes en terrains étrangers participent grandement au renouvellement progressif des méthodes de collecte d'itinéraires biographiques dans l'approche des mobilités spatiales. On peut, à titre d'exemple, citer les enquêtes coordonnées par M. Bertrand à Accra en 2000-2001. En prenant en compte les différents espaces résidentiels mis au jour lors des biographies des enquêtés, mais en considérant également les visiteurs, les résidents absents et les multirésidents en général [2011, p. 82][55], ces enquêtes ont permis de mettre en évidence les systèmes résidentiels complexes impliquant notamment des stratégies de cohabitation. L'expérience africaine permet aussi de mettre en avant l'intérêt de l'analyse de l'information sur la mobilité à différents niveaux d'observation : dans le temps (passages répétés et appréhension biographique dans son ensemble), et dans l'espace (aux niveaux de l'individu, du ménage, du logement et du quartier).

Dans la dernière décennie, en Amérique latine, les enquêtes des années 1990 ouvrent la voie de l'analyse intégrée des trajectoires biographiques et des trajectoires contextuelles : à partir de modèles statistiques dynamiques, on tente de mettre en relation les enquêtes biographiques et les données censitaires à différentes dates [Dureau, Beauchemin *et al,* 2006 ; Piron *et al*, 2007]. Plus tard, on peut faire référence aux travaux menés autour du projet MOBIDYC (« Mobilités et dynamiques de peuplement : représentations graphiques et production d'indicateurs »)[56], dont les avancées méthodologiques ont notamment été réinvesties dans les recherches menées au travers du projet (non porté sur l'Amérique latine) MEREV[57] [Imbert, Dubucs *et al*, 2014], ainsi que du projet METAL [METAL *et al*, 2009][58], ces travaux ayant donné lieu à des enquêtes de mobilité spatiale.

Ces projets de recherche mobilisent ainsi les innovations méthodologiques développées jusqu'alors, et notamment le *module biographique*. Cette méthode permet, pour une personne enquêtée, la collecte des informations précises relatives à sa trajectoire migratoire et résidentielle, son parcours éducatif, professionnel, familial, ainsi que la localisation et

[55] Enquête *Housing Practices and Residential Mobility in Greater Accra Region, 2000-2001* sur 3 297 individus.

[56] Le projet MOBIDYC, mis en place entre 2007 et 2008, a permis la constitution d'un groupe pluridisciplinaire de chercheurs travaillant sur des registres différents de la mobilité spatiale, afin de développer les méthodes de traitement et d'analyse de données d'enquêtes biographiques ou de mobilité quotidienne. Cette confrontation entre différentes disciplines a conduit à l'archivage de 309 références bibliographiques : elle a permis de nourrir une réflexion théorique et méthodologique sur la mobilité spatiale, notamment sur la définition des échelles spatiales et temporelles de son appréhension et sur les apports potentiels des outils de la *time geography*, voir Équipe MOBIDYC [2010].

[57] Le projet MEREV, coordonné par N. Cattan et mis en place en 2007, analyse les mobilités circulaires entre les métropoles européennes et les reconfigurations des espaces de vie. Ce collectif, à travers l'enquête *Mobilités circulaires-module biographique,* a notamment permis des avancées méthodologiques dans la manière d'appréhender et de représenter les configurations spatio-temporelles des trajectoires [Imbert, Dubucs *et al,* 2014]. C. Bergeon [2011], dans sa thèse sur les stratégies spatiales des Rroms, a par exemple remobilisé cette méthodologie, dont nous nous sommes en partie inspiré pour représenter les parcours résidentiels de nos enquêtés (chapitre 8).

[58] Le programme de recherche METAL, coordonné par F. Dureau, a été mis en place entre 2007 et 2011. Les enquêtes ont concerné aux alentours de 1 000 ménages – près de 3 000 individus – dans chacune des métropoles étudiées (Bogotá, Santiago du Chili, São Paulo).

l'activité des parents et enfants non co-résidents [Dureau, Gouëset *et al*, 2011, p. 3 ; Dureau, Imbert, 2014, p. 43].
À Mexico, la méthode de collecte de données sur les mobilités a été également éprouvée lors de la dernière décennie. L'enquête *Movilidad Residencial y Prácticas Espaciales en la Ciudad de México* du Colegio de México et de l'IRD, réalisée en 2006 et coordonnée par C. Salazar et C. Paquette, avait permis de collecter un ensemble d'itinéraires résidentiels[59].

Cette méthode affinée de collecte des données de mobilité permet d'appréhender les diverses formes de mobilités et en cela, les temporalités multiples, propres à chacune (utilisation récurrente de modèles de durée). Le suivi des trajectoires vise à réinsérer les cheminements individuels dans leur entourage : dans l'espace de proximité spatiale d'une part, dans l'espace de proximité sociale d'autre part, voire de proximité psychologique – l'importance des représentations de l'espace résidentiel étant dorénavant systématiquement prise en compte. Les trajectoires d'un individu ne sont pas uniquement conditionnées par la propre situation familiale et professionnelle, mais aussi par les contraintes professionnelles du conjoint, les trajectoires scolaires des enfants, ou encore les ressources apportées par le jeu de proximité géographique et d'intégration des réseaux de « *l'univers relationnel* » [Lelièvre *et al*, 2002, p. 384]. À travers cette réflexion, l'individu est replacé dans un contexte localisé, familial et social : le traitement de ces données contextuelles permet à son tour un regard sur l'ancrage des enquêtés, comme un point de vue sur les mobilités spatiales de ces derniers.

L'intérêt de ces méthodes a ainsi été démontré, mais celles-ci ne sauraient être réinvesties de manière similaire dans notre travail, où la représentativité des enquêtes nous interdit une pareille modélisation. Notre recherche aura quant à elle l'intérêt d'explorer les liens entre les trajectoires résidentielles, les pratiques citadines et les dynamiques de régularisation des contextes, et d'en dégager des profils, abordés de manière empirique (partie III).

Renouvellement théorique : du réseau à l'archipel
Les mobilités spatiales sont, on l'a vu, explorées dans leur complexité : sont prises en compte la plurilocalisation des individus et les différentes temporalités des mouvements. La circulation et la réversibilité des déplacements, ainsi que la plurirésidence font l'objet des recherches actuelles au sujet des stratégies déployées. En termes généraux et en dehors du seul cadre urbain, A. Quesnel [2009] opère une lecture de la complexification des mobilités spatiales dans le contexte actuel d'une augmentation de l'intensification de la circulation migratoire ; l'auteur propose une reconceptualisation de l'approche des communautés de migrants, à travers les cas du Burkina Faso et du Veracruz au Mexique.
L'analyse des migrations permet ainsi de proposer, puis dépasser la grille de lecture des « territoires de la mobilité »[60] – inscription spatiale des recompositions liées à la mobilité – par l'approche de l'organisation sociale et des stratégies autour de la migration au travers de la figure de « l'archipel familial » [Quesnel, 2009, p. 91]. Le système archipélagique permet notamment de compléter l'entrée territoriale et réticulaire de la mobilité en mettant en avant l'autonomie des acteurs et des espaces d'une part, les relations structurelles entre les lieux pluriels de l'espace de vie du « mobile » et de son entourage d'autre part.

[59] Cette enquête portait sur quatre colonies, deux du centre de Mexico (Nápoles et Guerrero) et deux de la périphérie (La Mexicana et Paseo de las Lomas). 352 personnes ont été interrogées sur leur mobilité résidentielle, leur mobilité quotidienne, et leurs perceptions de l'espace de proximité [Salazar *et al*, 2006]. Parmi les travaux réalisés à partir de cette enquête, on peut citer C. Salazar [2010] et C. Paquette [2010]. Un remerciement est par ailleurs adressé à C. Salazar et D. Delaunay pour la possibilité d'avoir eu accès à cette enquête lors d'un travail de Master 2 en 2009.
[60] On renvoie ici aux travaux de L. Faret [2003] et à l'ouvrage de M. Bonnet et D. Desjeux [2000] qui, pour les premiers, analysent l'inscription spatiale des relations transnationales au sujet de la migration mexicaine aux États-Unis, et pour les seconds, traitent de la création de territorialités à partir des mobilités elles-mêmes.

Par ailleurs, la lecture de l'archipel est un moyen d'analyser les inégalités autour de la mobilité : son accès, sa gestion, sa prise en compte comme ressource. La capacité à mobiliser des ressources en dehors d'une unité de résidence unique constitue potentiellement un facteur discriminant dans la manière dont ces ressources peuvent être diversifiées. À ce titre, accéder à un archipel, savoir le gérer et le développer, et intégrer différents « ilots » de ressources sont autant de compétences spécifiques. Ces compétences participent à une différenciation entre individus lors de leurs stratégies : en effet, la constitution des réseaux renvoie directement au concept de *capital social* de P. Bourdieu [1980], qui a été décliné spécifiquement dans l'étude des mobilités sous l'angle du *capital de mobilité* [Kaufmann, Jemelin, 2008 ; Simon, 2008 ; Delaunay *et al*, 2011].

3.2.4.4. La poursuite des recherches sur les reconfigurations urbaines : mobilités résidentielles et quotidiennes

La complexification des analyses menant à une reconfiguration progressive des stratégies résidentielles et des systèmes de lieux urbains concernés par les mobilités spatiales renvoie à un investissement théorique fort sur les pratiques sociales déterminant le mouvement, comme sur les reconfigurations territoriales de l'espace urbain. J.-P. Lévy [2009] établit notamment une synthèse sur les mobilités urbaines en analysant les évolutions sociétales observées depuis les années 1990 et l'émergence de la problématique de l'accès à la ville dans la prise en compte de l'ensemble des acteurs de la mobilité, habitants et politiques.
À partir de ces constats, l'attention est portée sur les usages citadins articulant mobilités résidentielle et quotidienne et sur les systèmes de lieux que celles-ci mettent en relation. Par ailleurs, on s'intéresse aux qualifications sociales des nouvelles configurations territoriales métropolitaines qui en découlent, ce qui permet d'interpréter les phénomènes observés jusque-là, notamment la périurbanisation.
Les pratiques citadines, et en particulier de mobilités quotidiennes, sont ainsi analysées par le prisme des ancrages locaux et dépassent le cadre des seules navettes domicile-travail. L'exploitation des enquêtes systématiques – recensements de population, enquêtes sur les transports ou la mobilité des ménages[61] – permet aux géographes de disposer de sources d'information riches sur la mobilité quotidienne. L'analyse des déplacements en géographie a permis un développement méthodologique et théorique autour des marquages sociaux des espaces publics, et autour de la réflexion sur les systèmes de lieux et les territoires urbains dessinés par l'approche intégrée de ces mobilités.

Ce passage important dans la lecture de la ville, à la fois en termes de systèmes résidentiels et de rapports résidentiels[62], semble entériné au cours de la décennie 2000. La mobilité permet une analyse en réseaux de la structure urbaine, et réinvestit dans le même temps le rôle des pratiques de proximité. La « *mobilité résidentielle (...) va organiser les points fixes à partir desquels vont s'organiser les réseaux de circulation* » et « *la mobilité quotidienne permet de construire un continuum dans un espace de plus en plus éclaté en unités résidentielles ou de consommation* » [Lévy J.-P., 2009, p. 116].
La combinaison des mobilités résidentielles et quotidiennes permet une lecture transversale et longitudinale des phénomènes de différenciation de l'espace urbain d'une part – le caractère distinctif de la mobilité étant largement démontré – et une approche des phénomènes

[61] On trouvera une rétrospective de différentes sources d'information sur les mobilités quotidiennes en France, en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine dans F. Dureau *et al* [2014, pp. 92-95].
[62] Une série d'enquêtes menées entre 1997 et 2003 auprès de quartiers centraux des agglomérations lyonnaise, montpelliéraine et parisienne autour de la question des *rapports résidentiels* – nom de la première enquête (1 697 individus interrogés) – a permis des avancées importantes sur la compréhension des choix résidentiels d'installation, mais aussi d'ancrage dans ces espaces urbains. L'originalité de cette approche de la mobilité est qu'elle s'intéresse justement aux « stables » [Authier *et al*, 2001 ; Authier, Lévy J-P., 2010].

d'ancrage en périphérie d'autre part. Dans ces espaces, on observe une densification et un renforcement d'un fonctionnement intra-périphérique – émergence de « bassins de vie »[63], ou encore reproduction des inégalités – reposant sur un système de mobilités résidentielles et quotidiennes de proximité. Si ces phénomènes sont observés dans la région parisienne [Berger, 2008 ; Berger *et al*, 2014 ; Lévy J.-P., 2009], la question se pose également pour l'analyse des espaces périphériques urbains à partir des expériences du Sud.

3.2.4.5. Mobilités dans la métropolisation : réactualisations Nord-Sud

Dans la lignée du collectif « Métropoles en mouvement » précédemment présenté (3.2.3.3), les démarches comparatives se poursuivent, entre les terrains du Sud et les expériences françaises. Les apports mutuels des terrains d'étude contribuent à alimenter le débat sur le lien entre métropolisation et mobilités intra-urbaines, ainsi qu'à souligner la pertinence de l'angle de l'ancrage. En plus des innovations méthodologiques, surtout autour de l'analyse biographique, et du renouvellement des thématiques liées à l'analyse de la mobilité, les travaux récents sur les évolutions globales des villes latino-américaines, et en particulier Mexico, tendent à éclairer les mobilités en périphéries – notamment à l'occasion de projets de recherches sur ces zones : PERISUD[64] ou METAL.

La question des expériences et des compétences urbaines

B. Florin [2008, p. 13] observe qu'une analyse globale et intégrée des recompositions urbaines et des processus de mobilités résidentielles est par exemple investie dans le monde arabe autour des travaux de F. Navez-Bouchanine et F. Dansereau [2002]. À travers l'ouvrage *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, c'est bien l'angle d'attaque de l'expérience urbaine et de la mise en place des stratégies résidentielles des catégories populaires qui est mis en avant à travers des comparaisons en Afrique, dans le Monde arabe et en Amérique latine. Expérience et stratégies répondent alors à des choix et des arbitrages, et non à des contraintes seulement.

Ces analyses montrent que le rôle des politiques de logement ou de réhabilitation de quartiers précaires tend à orienter les trajectoires résidentielles et changer le regard sur les mobilités intra-urbaines des pauvres. Ces dernières ne peuvent alors se comprendre que par une analyse fine des expériences urbaines des habitants. C'est ici le thème des *compétences urbaines* qui est exploité comme grille de lecture des étapes résidentielles en contexte urbain[65], et plus largement, comme moteur des dynamiques urbaines actuelles (étalement, réappropriation, consolidation, densification, etc.).

Le thème des compétences urbaines, s'il est repris en France à propos des squats [Bouillon, 2009] et du périurbain [Rougé, 2010], est également investi en Afrique – au sujet de l'insertion urbaine faisant suite aux déplacements forcés par exemple (L. Cambrézy [2004], au sujet de processus urbanisants dans les camps de réfugiés, ou J. Vivet [2012], au sujet de la citadinisation des déplacés de guerre au Mozambique). En Amérique latine, ce thème est notamment approché par les travaux sur les quartiers populaires de V. Baby-Collin [2000,

[63] La notion de *bassin de vie* a été développée par les aménageurs français de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale) et a été investie par l'INSEE pour délimiter les territoires de l'accès aux logements, aux équipements et à l'emploi au-delà des limites administratives. Cette notion a également fait l'objet de travaux spécifiques en géographie, notamment ceux de C. Imbert [2005], de N. Brevet – lors de son étude sur la ville de nouvelle de Marne-la-Vallée [2008] où l'approche des pratiques de mobilités des habitants est privilégiée et où la notion d'ancrage est investie [Brevet, 2008, p. 74] – ou encore de S. Carpentier *et al* sur le lien à établir entre bassins et espaces de vie [2010].

[64] Programme de recherche portant sur les dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds mis en place entre 2008 et 2012 et dirigé par J.-L. Chaléard. Les périphéries de 6 métropoles ont été étudiées : Abidjan, Hanoi, Le Cap, Lima, Mexico et Shanghai. Voir J.-L. Chaléard [2014].

[65] Sur le sujet, voir Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. [2000].

2005] – au sein de l'ouvrage dirigé par E. Dorrier-Apprill et P. Gervais-Lambony [2007] – ou encore par la thèse de C. Pujol [2010][66]. Ces compétences recouvrent l'installation, l'acquisition de savoirs et pouvoirs citadins, ainsi que la capacité à apprendre la ville et à s'y mobiliser [Florin *et al*, 2007] – notamment de la part de populations que l'on situe « à la marge ». L'étude des compétences revient à approcher les réseaux sociaux (familiaux, professionnels, voisinage) au cœur des mécanismes d'un ancrage urbain effectif.

Le lien avec les politiques publiques
En Afrique de l'Ouest, M. Bertrand [2011] formule durant la décennie 2000 une lecture de la métropolisation par les mobilités et ancrages, en faisant converger les approches « par le bas » et « par le haut » sur les mécanismes à l'origine des recompositions urbaines. Ces travaux permettent la combinaison d'approches locales des pratiques résidentielles et de compréhension des politiques à l'échelon international dans le contexte postérieur aux ajustements structurels de la décennie 1990 (poursuite du télescopage des flux internes et externes aux villes africaines – migrations rural-urbain et migrations internationales –, débats sur la gestion et la « bonne gouvernance » urbaine, participation politique, etc.). La question de la mobilité intra-urbaine tend à complexifier de plus en plus les analyses sur les pratiques urbaines, encore jugées trop peu nombreuses par M. Bertrand [2011, p. 225], et ce, malgré l'ancienneté des recherches sur les systèmes résidentiels dans la ville africaine [Le Bris, 1981].

Les redistributions de peuplement et l'inscription dans les réseaux sociaux
Les comparaisons internationales sur le thème des mobilités résidentielles tendent à renouveler l'analyse du peuplement urbain au prisme de l'accès à la propriété foncière, en particulier autour des comportements de l'indéfinissable classe moyenne – thématique déjà abordée par F. Dureau *et al* [2000][67]. Ainsi, la comparaison Nord-Sud a permis de relire la redistribution du peuplement métropolitain dans les villes du Sud – comme Mexico [Hiernaux, Lindón, 2003 ; Huamán, Gonzalez, 2008] – à partir des mobilités résidentielles intra-urbaines, répondant assez souvent au modèle de mobilité résidentielle de faible portée et au sein d'un « territoire familial », déjà identifié en 1968 par J. Simmons [1968, p. 640] au sujet des villes nord-américaines[68].

Dans l'autre sens, les expériences latino-américaines des stratégies résidentielles ont pu aussi contribuer à la lecture de formation de bassins de vie pour les deuxièmes générations d'habitants des territoires périurbains français, par exemple dans les espaces pionniers des villes nouvelles [Imbert, 2005 ; Ortar, 2005, Brevet, 2008[69]]. Le peuplement périphérique de proche en proche observé à Mexico ou à Paris réinterroge les dynamiques de filtrage par les chaînes de vacances des logements [Lévy J.-P., 2003 ; Berger, 2004].
En Amérique Latine particulièrement, l'ouvrage *Villes et sociétés en mutation* [Dureau, Barbary, Gouëset, Pissoat, 2004] renouvelle l'approche pluridisciplinaire ouverte par *Métropoles en mouvement* et *L'accès à la ville* présentée précédemment (3.2.2.5 et 3.2.3.3). Il propose la lecture des recompositions urbaines en menant une série d'analyses sur des villes

[66] On peut également mentionner les compétences urbaines développées lors des négociations importantes autour des déguerpissements. Voir sur cette question le numéro 22 de la revue *L'espace politique* [2014].
[67] On peut à ce titre signaler les ateliers du CEPED (Centre Population et Développement) organisés autour de deux axes majeurs en 2004 par F. Dureau et V. Golaz : d'un côté, « Mobilité et urbanisations », de l'autre, « Dynamiques périurbaines ». Sont rediscutés les concepts de systèmes résidentiels (logements multiples et pratiques résidentielles complexes), qualification socio-spatiale des mobiles, peuplement périurbain, etc.
[68] Avec la nuance que ces modèles sont bien sûr inadaptés aux cas d'Afrique subsaharienne comme le rappellent M. Bertrand [2011], F. Dureau et J.-P. Lévy [2007].
[69] Même si les thèses sur le sujet ne s'en revendiquent pas, on ne peut que remarquer l'importance des emprunts théoriques au sein de la réflexion menée en Amérique latine sur la mobilité résidentielle.

colombiennes. Les publications précédentes avaient déjà permis de faire le bilan des avancées, notamment autour de la complexification de l'unité spatiale, temporelle et sociale d'appréhension de la mobilité. Les travaux réalisés alors entre 2000 et 2002 ont permis d'éprouver et d'affiner ces résultats sur le cas des migrations internes colombiennes au sujet de la nécessité d'appréhender de manière systémique les relations entre les lieux de résidence et de considérer le caractère inégalitaire des ressources de cet espace de vie pluriel pour la reproduction économique et sociale [Barbary *et al*, 2004].

Au Nord comme au Sud, les nouvelles configurations urbaines – formelles – liées au peuplement intra-urbain (redensification des centres, programmes immobiliers en périphérie, etc.) et les politiques de logement – comme les conditions d'accès aux crédits – demandent la poursuite des recherches sur les systèmes résidentiels, les réseaux sociaux et familiaux qui les structurent, les pratiques citadines qu'ils impliquent (distinction, socialisation) et les éventuelles nouvelles formes de divisions sociales qui s'inscrivent dans cet espace résidentiel.

La lecture de la division sociale de l'espace par les mobilités pour une approche totale de la métropolisation

L'importance des dynamiques intra-urbaines depuis les années 1980 dans l'ensemble des métropoles latino-américaines est remise en perspective afin d'appréhender les processus de division sociale de l'espace urbain par l'entrée des stratégies résidentielles et des mobilités spatiales. On observe ainsi que la redistribution du peuplement renvoie au cycle de vie des urbains, à l'émergence de proximités nouvelles entre groupes sociaux et à la diversification des échelles de la polarisation socio-spatiale – sans pour autant remettre en question l'organisation « en blocs » du système métropolitain, dans le cas bogotain [Dureau *et al*, 2004], ou mexicain [Duhau, 2003 ; Guerrien, 2004].

Les cas colombiens mettent également en avant l'importance de considérer l'aspect politique, déterminant fondamental dans l'agencement des habitants dans l'espace résidentiel [Dureau *et al*, 2004]. Cette approche de la mobilité spatiale met en lumière la nécessité d'intégrer aussi bien les mobilités quotidiennes que résidentielles pour une approche totale du phénomène métropolitain. La démarche s'inscrit dans la série de recherches notamment développées par J-P. Lévy et F. Dureau [Dureau *et al,* 2000 ; Lévy J.-P., Dureau, 2002] autour de l'association des logiques des mouvements des citadins et des recompositions spatiales, politiques et économiques de la ville. La recherche porte alors sur les interactions entre habitants mobiles et politiques dans les évolutions territoriales en cours [Lévy J.-P., 2009, p. 109].

Dans la lignée de ces travaux, le projet METAL – présenté précédemment au sujet des apports méthodologiques sur l'approche biographique des mobilités (3.2.4.3) – vise particulièrement l'analyse du peuplement et des différenciations socio-spatiales dans les villes de Bogotá, Santiago du Chili et São Paulo. Les questions sur les évolutions urbaines depuis la décennie 1980 – des opérations dans les centres-villes, comme des processus de métropolisation et de densification des espaces périphériques – sont abordées. L'intérêt est d'analyser particulièrement l'articulation des pratiques de mobilités des habitants et des politiques publiques en vigueur [Dureau, 2012]. Les méthodes d'analyses de données sur la mobilité (à partir des recensements et d'enquêtes propres) pour mesurer la ségrégation résidentielle – comme de l'analyse biographique pour l'interprétation des pratiques de mobilité – y ont été affinées par rapport à l'héritage scientifique accumulé depuis les années 1980.

Les résultats de ce programme de recherche ont mis en avant les liens complexes entre les densités métropolitaines, la finesse accrue des échelles de la ségrégation, et les recompositions démographiques (migrations et structures familiales) dans l'espace urbain. Par

ailleurs, les dynamiques d'expansion des secteurs populaires, leur consolidation et leurs liens avec le reste de la ville ont mis en lumière l'émergence de centralités périphériques dans les métropoles étudiées, qui, sans remettre en cause le dynamisme des centres traditionnels, témoignent des évolutions des modèles urbains depuis trente ans.
Les résultats théoriques principaux cernent :
— une remise en cause du fonctionnement centre-périphérie classique ;
— une complexité des dynamiques du centre, non réductibles à la seule gentrification ;
— et le lien fort entre les nouvelles politiques de logement et de transport, les pratiques de mobilité, et les recompositions territoriales [Dureau, 2012].
Si les stratégies résidentielles répondent à des aspirations de voisinage ou à des questions de réseaux familiaux dans l'élection du lieu de résidence, la démarche comparative au sein d'un programme comme METAL a également mis en avant l'importance des ressources et pratiques au sein d'un espace de proximité. Cette dimension témoigne de processus d'ancrage qui reconfigurent les problématiques d'accès à la ville – à ne plus voir uniquement comme l'accès au centre.

L'ensemble de ces études, malgré des terrains différents, renvoie à des expériences urbaines lues à l'aune de la mobilité. Même si ne elles sont pas transposables directement d'un contexte à l'autre, ces analyses donnent matière à réflexion dans un sens comme dans l'autre. Elles ont permis d'enrichir l'approche des mobilités en dépassant le seul cadre des mobilités résidentielles, et de nous fournir ici une grille de lecture pertinente de l'évolution des périphéries populaires à Mexico. C'est dans cette lignée de travaux que souhaiterait s'inscrire notre étude des évolutions périphériques par les mobilités spatiales.

3.2.5. Observer Mexico

Mexico ne fait pas figure de terrain vierge, ni à la traine, pour la recherche sur les mobilités spatiales intra-urbaines. La décennie 2000 a notamment vu un intérêt marqué pour les dynamiques internes liées aux mobilités résidentielles d'une part, quotidiennes d'autre part.

3.2.5.1. Mobilité résidentielle à Mexico : études récentes

Les études récentes sur le thème de la mobilité résidentielle ont privilégié classiquement deux sources principales, dont l'approche et la portée de l'analyse sont à appréhender à des échelles différentes : les recensements de population et les études de cas spécifiques.

Les sources censitaires pour une approche systématique à l'échelle de Mexico
L'intérêt de ce travail étant de croiser les échelles des trajectoires des individus et des contextes en utilisant l'entrée des mobilités intra-urbaines dans son ensemble, l'enquête biographique comporte des limites simples et quantitatives : il est impossible de tirer des conclusions généralisables à l'échelle de Mexico. Même si elle correspond davantage à la réalité de terrain et permet de répondre à plus de questions, le jeu d'échelle nécessaire pour appréhender le problème à l'échelle de Mexico doit mobiliser des sources statistiques beaucoup plus massives, moins complètes, mais recelant tout de même de renseignements précieux sur les dynamiques plus globales : les recensements. Bien que ne permettant pas l'approche de catégories entières de « mobiles urbains » – personnes non déclarées, sans domiciles, apatrides, réfugiés, déplacés, etc. –, les recensements offrent tout de même la possibilité d'une **approche systématique** de la mobilité.

Contrairement au suivi biographique longitudinal, les recensements montrent les stocks de population ayant changé de résidence, entre deux périodes de recensements (généralement tous les 5 ans), entre les différentes unités administratives. Comme il a été vu précédemment (chapitre 1, 1.2), l'analyse statistique de la mobilité résidentielle dans le contexte mexicain s'est longtemps heurtée au problème de sa mesure, et ce n'est qu'à partir du recensement de 2000 que son étude est rendue possible de manière systématique à un échelon plus pertinent (annexe I.3, note 43 du chapitre 1, 1.2.3).
L'exploration des résultats (de la *muestra censal*) donne lieu à des analyses des mouvements intra-urbains et à leur mise en perspective avec les étapes de croissance et métropolisation de l'agglomération. L'analyse de ces données a permis de comprendre principalement les directions et ampleurs des flux de peuplement, alors largement internes à la ville. Elle permet aussi d'observer leur articulation avec la structure de l'emploi métropolitain [Salazar, Ibarra, 2006a, 2006 b ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Suarez, Delgado, 2010], ainsi que le lien avec les politiques publiques, notamment celles relatives au logement [Paquette, Delaunay, 2009] ou aux transports [Salazar, Ibarra, 2006 b].

L'éclairage des schémas de peuplement et des divisions sociales
À partir des résultats du recensement de 2000, l'analyse socio-économique des déplacements et les recompositions sociales de l'espace urbain qui en découlent ont fait l'objet des études menées par E. Duhau [2003] à l'échelle de la métropole, et de C. Paquette et D. Delaunay, plus particulièrement sur le centre-ville [2009].
Ces analyses ont notamment croisé les indicateurs de mobilité avec les variables liées aux tranches de revenus de la population afin de qualifier les trajectoires des individus d'une part, les espaces résidentiels de 2000 d'autre part. Ces travaux ont conclu à des schémas de peuplement de la ville toujours orientés de manière centrifuge, confirmant un modèle articulé avec la mobilité résidentielle intra-urbaine – et donc le lien avec la structure de l'emploi métropolitain – et à un renforcement de la polarisation sociale de l'espace urbain.
En suivant le statut résidentiel et les caractéristiques socio-économiques des mobiles, E. Duhau [2003], C. Paquette et D. Delaunay [2009] proposent une analyse des stratégies résidentielles inspirées (entre autres) des méthodes françaises autour des concepts déjà éprouvés (à partir du logement, de la résidence et des expériences individuelles et collectives) dans les années 1980 et 1990 – en Amérique latine autour des travaux de F. Dureau. Pour la première fois à Mexico, des analyses ont pu être menées – même sur une période de temps courte et sur des niveaux géographiques fortement agrégés (municipalités) – en croisant mobilités résidentielles, variables censitaires sociales, économiques et démographiques, et contexte des politiques de logement. Si l'approche classique de l'articulation mobilités résidentielles/localisation de l'emploi n'est pas pour autant abandonnée – comme en témoignent les travaux de C. Salazar, V. Ibarra [2006 b], J. Sobrino, V. Ibarra [2008] ou M. Suarez, J. Delgado [2010] –, celle des stratégies résidentielles semble désormais constituer une référence.

Pour l'ensemble des analyses, le schéma de peuplement orienté principalement vers le nord-est de l'agglomération se confirme par le suivi des mobilités résidentielles intra-urbaines. Mais c'est la qualification des trajectoires résidentielles qui fait l'objet d'un intérêt tout particulier.
Dans le contexte actuel de « court-circuitage » des politiques de redensification du centre par les grandes opérations de constructions de logements d'intérêt social en périphérie, les municipes populaires périphériques semblaient rester – selon les résultats obtenus sur la période 1995-2000 – comme la principale destination des mouvements intra-métropolitains, et notamment ceux en provenance de la périphérie déjà consolidée [Duhau, 2003 ; Paquette,

Delaunay, 2009, p. 105]. Par ailleurs, en dehors des seuls mouvements centrifuges, C. Paquette et D. Delaunay mettent en avant la différenciation opérée entre les trajectoires dirigées vers le centre-ville (une « migration exigeante ») et celles depuis le centre dirigées vers les anciennes périphéries populaires informelles aujourd'hui consolidées [2009]. Ces dernières semblaient pourtant les bénéficiaires des flux en provenance d'une vaste couronne périphérique en cours de densification [Graizbord, Acuña, 2006 ; Sobrino, Ibarra, 2008].

Le suivi des mobilités permet aussi de discuter de la pertinence d'une analyse de la métropole en termes de couronnes concentriques, et plus largement, du prisme classique centre-périphérie. E. Duhau [2003] observe l'intérêt d'une lecture de la division sociale en termes dynamiques opérée par les mobilités résidentielles intra-urbaines. Ces dernières, plutôt que d'engendrer de nouveaux modèles de recomposition urbaine, semblent souligner le renforcement de tendances préexistantes [Duhau, 2003 ; Duhau, Giglia, 2008, p. 206]. Les processus, souvent mis en avant, de fragmentation, ségrégation, polycentralisation sont ainsi replacés sur les temps longs de la ville.
Partant de ce constat, M. Suarez et J. Delgado [2010] réinvestissent le lien entre stratégies professionnelles et localisation résidentielle. Les auteurs observent, par suivi des mêmes données censitaires, en croisant mouvements et variables socio-économiques, l'influence de la localisation de l'emploi sur la dynamique de population. La localisation résidentielle est ainsi reliée à la division fonctionnelle de l'espace urbain. Mais cette lecture n'interdit pas un regard sur les stratégies de changement de résidence dans une acception plus large : en effet, la prise en compte des dimensions plurielles des stratégies résidentielles alimente le débat sur les politiques de logement et/ou d'aménagement concerté, d'une manière différente des études portant directement sur ce thème. Les insuffisances de ces dites politiques d'aménagement urbain et le contexte de la ville néo-libérale, en proie au manque de régulation de la part de l'État au sujet du logement et de la localisation de l'emploi, sont alors mis au jour.

Les études de cas
Mobilisant un matériau le plus souvent empirique, les monographies des quartiers populaires de Mexico pendant la décennie 2000 ont rendu compte de l'importance de la mobilité résidentielle de proximité, déjà identifiée par les travaux précédents à la même échelle [Schteingart, 1981 ; Banzo, 1994 ; Vega, 2005], et ont donné une part importante à l'origine rurale et/ou ancienne, des habitants de ces zones. Ainsi, comme l'avait identifié J. Simmons quarante ans auparavant aux États-Unis, le peuplement périphérique lié aux mobilités résidentielles intra-urbaines est souvent le fruit d'un peuplement de proximité des deuxièmes générations de « périurbains », en « sauts de puce » [Hiernaux, Lindón, 2003 ; Sobrino, Ibarra, 2008 : Huamán, Gonzalez, 2008].
L'hypothèse de la préservation des liens sociaux et familiaux, permise par la proximité entre les résidences des membres de la famille, devient un élément fort des processus d'ancrage, notamment dans les quartiers populaires. Elle fait l'objet d'un réinvestissement de la thématique des stratégies résidentielles, dans la lignée des apports conceptuels et méthodologiques de la décennie précédente sur les ressources familiales et sociales autour de la résidence et de l'habitat.

3.2.5.2. L'intérêt de l'articulation avec les mobilités quotidiennes

La question des mobilités intra-urbaines est, comme nous l'avons vu, au cœur des problématiques de l'accès à la ville pour les habitants. Il s'agit ici de présenter notre approche au regard des avancées méthodologiques et théoriques sur ce thème à Mexico.
Au carrefour entre regard fonctionnaliste sur l'urbain et prise en compte des expériences vécues des habitants, la question des déplacements quotidiens s'avère indissociable de l'étude de la mobilité résidentielle et de la recherche de ressources sociales dans l'espace urbain. La

territorialisation des logiques de production détermine les nouvelles conditions d'accès aux ressources urbaines, et par là, les schémas de mobilités urbaines [Salazar, 2010]. Si la mobilité quotidienne – en particulier les déplacements domicile-travail – fait l'objet de nombreuses études, les approches biographiques permettent de disposer des successions des lieux de résidence et de travail tout au long de l'existence de l'individu, et en cela, d'explorer les interactions entre navettes et choix résidentiels.

Pour C. Salazar [2010] et C. Paquette [2010], qui observent les mobilités quotidiennes de travail (à partir de l'enquête de 2006 évoquée en 3.2.4.3) – combinées à celles domicile-école pour C. Salazar [2010] –, l'approche de ce phénomène constitue un indicateur des transformations de la production des biens, du marché du travail et de la fragmentation socio-spatiale de la métropole mexicaine.
L'intérêt de la recherche de C. Salazar [2010] est de dresser des premiers schémas généralisables appuyés par des comparaisons entre zones centrales et zones périphériques, même si l'analyse comporte des limites (notamment sa seule localisation dans le DF). L'auteure met à jour un lien fort entre la mobilité quotidienne et la ségrégation sociale. Cette dernière est alors plus forte en périphérie que dans le centre, en raison d'un usage différencié de l'espace et d'une accessibilité moindre aux transports, selon la zone et la catégorie socio-économique. Ainsi, on assiste à des pratiques spatiales différentes selon les catégories sociales, que C. Salazar mesure à l'aide d'un « indice de coïncidence »[70]. Ce renforcement des inégalités socio-spatiales dans les pratiques urbaines est en fait révélateur d'un changement de spécialisation fonctionnelle de l'espace : la fréquentation des quartiers est par exemple particulièrement différenciée au niveau des mobilités scolaires liées au système éducatif privé. De la même manière, le marché de l'emploi périphérique renvoie à une plus grande exclusivité des ressources urbaines pour les catégories aisées que dans les zones centrales. Le creusement opéré entre les différentes catégories sociales au sujet des usages quotidiens et la fragmentation qui se dessine traduisent une place beaucoup plus forte des logiques privées en périphérie. La segmentation des pratiques que ces logiques impliquent et l'augmentation de la distance sociale qui en découle semblent liées à une relative polarisation des catégories supérieures et moyennes-supérieures dans l'ouest de la métropole (recoupant entre autres les analyses de G. Capron [2012], A.-M. Seguin [2003] ou D. Hiernaux [2003]).
L'analyse de la même enquête par C. Paquette [2010] est, elle, plus nuancée quant à l'exacerbation des ségrégations socio-spatiales liées à l'accès à la ville, notamment pour les quartiers pauvres. C. Paquette [2010], sans remettre en question les inégalités de la structuration sociale de l'espace urbain, met en avant la souplesse et l'efficacité sociale du système de transports en commun de Mexico, pour les catégories modestes d'une part, et l'importance des pratiques de proximités en périphérie d'autre part. La mise en avant des pratiques commerciales et de la recherche de ressources locales, combinée à l'accès à la mobilité quotidienne dans les espaces périphériques de Mexico, donne une lecture nouvelle de la mobilité, à la fois quotidienne et résidentielle, dans le lien des espaces populaires périphériques au reste de la ville. Elle remet notamment en cause les schémas de lecture des périphéries populaires par le seul prisme de la dépendance des pauvres vis-à-vis de la mobilité vers le centre ou leur relégation-immobilité. Les pratiques locales et les formes d'ancrage y sont introduites et la lecture de la mobilité permet l'approche de l'accès à la ville en termes « *d'intégration* » [Paquette, 2010, p. 172] plutôt que d'exclusion.

Au final, notre approche des mobilités quotidiennes devra interroger ce lien ambivalent entre la recherche de ressources dans le local et la tendance plus globale à la segmentation des

[70] Cet indice calcule la coïncidence entre les zones urbaines de fréquentation des deux types de population étudiés (riches et pauvres selon que les quartiers d'origine se localisent dans le centre ou en périphérie) [Salazar, 2010, p. 520, 544].

pratiques urbaines dans l'ensemble de la ville. Nous inscrivons donc notre démarche d'exploration de la maturation des quartiers populaires périphériques dans cette perspective de questionnements autour de l'intégration à la ville des contextes résidentiels et de la division sociale de l'espace qu'impliquent ces mobilités.

3.2.5.3. Les axes à suivre

Notre approche doit au final s'inscrire dans la poursuite des travaux réalisés sur la mobilité résidentielle et le peuplement des quartiers populaires périphériques, ainsi que leur articulation avec les mobilités quotidiennes, la démarche s'appuyant sur la combinaison de suivis biographiques et de contextualisations métropolitaines.

Peuplement et mobilités : les échelles résidentielles et quotidiennes

Quelle diversité actuelle et quelles dynamiques la catégorie « colonie populaire périphérique » peut-elle révéler à la lumière des mobilités et ancrages ? Les différentes entrées permises par l'étude des mobilités résidentielles, mais aussi des indissociables mobilités spatiales dans leur ensemble dans ces espaces urbains, doivent permettre un regard sur nos hypothèses concernant les processus de maturation.

Le lien des dynamiques de mobilité avec l'ancienneté du quartier devra être interrogé. De la même façon, la question du filtrage résidentiel sera posée. La reproduction des inégalités socio-spatiales par ces mobilités « densificatrices » tendrait à reconfigurer la division sociale de l'espace à différentes échelles, mais aussi à « normaliser » le quartier dans les dimensions d'accès à la ville et d'altérité, autant de signes témoignant d'une maturation prétendue.
Il nous faudra interroger les éventuels « effets de contexte », qu'il ne s'agira pas d'explorer de manière statistique, mais au moyen du travail empirique avec les habitants auprès desquels il a été possible de comprendre les itinéraires résidentiels et les circulations dans la ville. La portée d'une telle réflexion réside dans notre intérêt « naturel » de géographe « *d'appréhender la consistance du quartier comme structure sociale, urbaine et politique et d'évaluer ses effets sur les sociabilités et les destins sociaux de ses habitants* » [Bacqué *et al*, 2007, p. 177].
Par ailleurs, parmi les dynamiques déployées autour de ces stratégies, il est possible de s'interroger sur l'insertion du « mobile » dans son contexte résidentiel [Meyfroidt, 2002, p. 53]. Ainsi, les configurations sociales du quartier créées par les mobilités résidentielles et l'investissement fourni pour s'attacher, s'approprier, gérer les relations sociales – au moyen de stratégies complexes d'occupation de l'espace – peuvent être analysés.

Dans cette thèse, notre démarche a consisté pour le moment à comprendre le peuplement de la ville de Mexico et la redistribution de la population en cours dans les périphéries afin d'appréhender et de questionner la diversité de la production urbaine périphérique en colonies populaires (chapitres 1 et 2). Ensuite, sur les cas d'étude choisis, nous tenterons de mettre en lumière les transformations qu'ont connues ces espaces afin d'interroger les dynamiques de maturation passées et en cours. Il s'agira alors de croiser les systèmes de mobilités résidentielles et quotidiennes des habitants avec les mécanismes de régularisation et de consolidation des contextes résidentiels en tenant compte du rôle des habitants, comme des interventions publiques, dans la prise en main progressive de ces espaces.

Une démarche croisant héritages conceptuels et contextualisation métropolitaine

Notre observation des ancrages dans des quartiers populaires périphériques fait ainsi intervenir deux méthodes éprouvées à Mexico sur l'analyse des mobilités spatiales urbaines : l'enquête par questionnaire individuel – comme C. Salazar et C. Paquette [2006] – et les analyses des données des recensements de l'INEGI [Graizbord, Acuña, 2006, Sobrino, Ibarra, 2008 ; Paquette, Delaunay, 2009 ; Suarez, Delgado, 2010].

Nous souhaitons quant à nous porter un regard transversal combinant le contexte de ces ancrages avec une analyse qualitative de ses dimensions, alors approchées par le travail empirique. Si les premières analyses doivent contextualiser de manière systématique les espaces étudiés et rappeler la force des dynamiques intra-urbaines dans les processus de recomposition urbaine, l'observation des stratégies se fera à l'échelon plus fin – même si moins représentatif – des itinéraires biographiques des individus enquêtés lors de notre travail et des contextes résidentiels dans lesquels ils vivent.
C'est bien le suivi de l'itinéraire résidentiel des habitants et de leurs circulations qui fonde l'essentiel de notre démarche ; et c'est principalement sur la donnée de changement de résidence d'une part, de pratiques citadines d'autre part, que s'appuie l'observation des mobilités et ancrages pour appréhender les éventuels processus de maturation.
Dans le cadre de cette thèse, nous ne prétendons pas établir une méthodologie de suivi statistique de combinaisons des caractéristiques individuelles et contextuelles comme dans les travaux de F. Dureau, C. Beauchemin *et al* [2006] et M. Piron *et al* [2007] dans l'étude de la mobilité résidentielle bogotaine. En revanche, nous souhaitons mener une lecture intégrée des trajectoires biographiques et spatiales et des pratiques citadines et politiques dans la ville.
Nous proposons ainsi de mobiliser le matériau censitaire disponible et les techniques de traitements statistiques classiques pour une approche des contextes résidentiels d'une part, et un suivi longitudinal simple des individus appréhendés par des enquêtes biographiques d'autre part. Il s'agit dans notre travail d'articuler ces dimensions pour le cas de Mexico, où les approches semblent avoir été jusque-là relativement segmentées.

Au final, les mobilités, résidentielles et quotidiennes, constituent un objet de recherche pluriel touchant les individus, leurs stratégies et leurs contraintes dans leur espace social. Elles permettent d'aborder par ailleurs les conséquences sur les formes et dynamiques de l'urbain, de l'espace du logement aux pratiques citadines. Les mobilités renvoient ainsi à une grille de lecture riche pour approcher le peuplement des quartiers populaires périphériques, comme l'expérience que les habitants en font et les lieux qu'ils mettent alors en relation. Cette lecture a été éprouvée au sujet d'autres grandes villes – du Nord comme du Sud, en particulier en Amérique latine – qui traversent des recompositions liées au phénomène de métropolisation.
L'objectif est donc ici d'essayer de comprendre les processus et les modèles généraux des systèmes de mobilité à Mexico, et dans les périphéries populaires plus particulièrement, afin d'appréhender les trajectoires individuelles et contextuelles s'inscrivant dans ces espaces et de proposer une lecture des processus de maturation.
Le cadre théorique et méthodologique de l'analyse des mobilités est ainsi posé et permet désormais une approche de la notion d'ancrage.

3.3. Les ancrages périphériques : en dialectique avec la mobilité

Notre interrogation sur les mobilités urbaines implique la mise en relation d'échelles spatiales et temporelles variées, mais aussi un **point de vue** sur le mouvement qui induit la recherche d'une certaine fixité. Nous chercherons ici à savoir comment interroger « *les marqueurs et les sites de la stabilité urbaine* » [Bertrand, 2011, p. 255] qui construisent ce point de vue, *a priori* opposé à la mobilité.
L'ancrage relève d'un double processus : au niveau des interactions sociales d'une part ; de l'identité de l'individu d'autre part [Bertrand, 2011, p. 257]. Ce « travail » individuel s'inscrit dans un système de lieux et de temporalités complexes, mettant en lien différents espaces de la ville. Individuel et collectif, ponctuel et en réseaux, dans le quartier et dans la ville,

quotidien et sur la vie entière, l'ancrage est avant tout un rapport à la mobilité, multiple dans ses lieux, formes et temps. Il s'érige comme une notion riche, transversale et longitudinale pour comprendre la vie urbaine en général.
Il s'agit ici de définir la manière dont nous interrogeons l'ancrage dans notre thèse et l'intérêt que procure cette approche pour définir la *maturation*, au regard des acquis théoriques et méthodologiques récents en géographie sur la question.

3.3.1. Observer l'ancrage

L'ancrage fait l'objet de recherches nouvelles au sujet des mobilités spatiales urbaines. Parfois profondément analysé en tant qu'objet, ou alors plus rapidement associé à des notions dont il faut questionner la portée scientifique et idéologique, l'ancrage doit, sans prétendre à une définition fixe et exhaustive, faire l'objet d'une clarification. Cette clarification renvoie au positionnement adopté dans notre travail quant au regard porté sur les quartiers populaires périphériques et quant à la manière dont la notion peut nous aider à lire les évolutions socio-spatiales. Il faudra par la suite présenter succinctement les grandes lignes de ce que le phénomène recouvre, et les méthodes mobilisées pour l'analyser.

3.3.1.1. Positionnement

Aborder l'ancrage dans les quartiers populaires périphériques de Mexico, dans notre approche de la maturation de ces espaces, nécessite de se démarquer d'un penchant positiviste, exhortant les vertus du local comme de la stabilité – au sein d'un processus obligatoirement teinté d'une connotation ascendante.
En effet, nous ne prétendons pas dans notre étude mener un propos allant dans le sens utopique d'une redécouverte – improbable – des sociabilités de quartiers nées d'un certain ancrage résidentiel, permettant de donner corps aux principes de « mixité sociale » ou d'organisation autonome des espaces de la marginalité, comme il a parfois été question autour des injonctions à la participation dans ces espaces. C'est ainsi un effort d'éviter l'écueil d'une pareille lecture universaliste[71] des quartiers populaires qui doit être maintenu. Par ailleurs, l'ancrage n'est pas non plus synonyme d'enclavement ou d'assignation systématique à résidence dans un monde des mobilités fortement individualisé.
Souhaitant dépasser un tel clivage, l'étude de l'ancrage se consacre, à l'inverse, à la recherche de pivots permettant l'articulation des espaces entre eux d'une part, les rapports entre les individus d'autre part.

Ni positif ni négatif, l'ancrage renvoie davantage à la diversité des situations qu'il recouvre sur la question du « lien à la ville » et qui fait l'intérêt d'une telle focale. Les questionnements autour de quatre dimensions, *a priori* intuitives, liées à l'ancrage doivent être traités : l'enracinement, l'immobilité, l'autochtonie et l'insertion dans la ville.
Ce ne sont pas là des « *questions aseptisées* » pour reprendre les mots de M. Roncayolo [1994, p. 13] qui pointe – au sujet de la ségrégation – l'intérêt de s'interroger sur une notion par rapport à la demande sociale ou aux « peurs » sociales qui gravitent autour. C'est bien par rapport à cette demande et/ou peur autour de l'ancrage des populations modestes dans les quartiers périphériques qu'il s'agit d'analyser la question de la diversité des trajectoires de vieillissement de ces espaces, autrement dit de maturation.

[71] L'utopie des sociologues autour de la mobilité sociale, déjà critiquée par J.-C. Chamboredon et M. Lemaire, a longtemps tendu à valoriser les approches des relations de voisinage et à en exhorter les vertus sur les trajectoires ascendantes des habitants qui les expérimentaient. Or, J.-C. Chamboredon et M. Lemaire mettent en garde contre cette *« universalité de l'aspiration à la condition moyenne, aspiration assez forte même pour pousser ceux qui sont au-dessus de ce niveau à rentrer dans le rang et dans l'heureuse médiocrité* » [1970, p. 16].

Le terme d'ancrage qui s'est peu à peu imposé au fil de notre recherche ne renvoie pas à l'immobilité du bateau à quai, ancré, immobile et scellé au lourd morceau d'acier restreignant sa liberté de voguer. Les définitions du dictionnaire ne semblent pourtant pas aller dans le sens ouvert que nous lui souhaiterions. Il existe en effet une ambivalence. Investir une notion faisant écho à « *l'action, manière d'ancrer, d'attacher à un point fixe* » renvoie à première vue, à une ambiguïté : s'agirait-il de blocage, d'immobilité ou davantage de l'intérêt de pouvoir « lever l'ancre » ? C'est aussi « *l'implantation* », le « *lieu (abstrait) de la fixation* » qui renvoie à l'*enracinement* [*Le Petit Robert,* 2004, p. 91]. Son sens figuré reste le plus à même de répondre à une interprétation géographique, le « point d'ancrage » n'étant qu'une partie d'un ensemble et renvoyant à un « *point, élément fondamental autour duquel s'organise un ensemble* » [*Le Petit Larousse*, 2010, p. 40].
Exploré en ces sens, l'ancrage en géographie renvoie à la manière d'articuler les « points fixes », spatiaux, sociaux, économiques, politiques, psychologiques, entre eux. L'ancrage sert donc à la compréhension des liens entre différents points de l'espace dans lesquels s'inscrivent toutes ces dimensions.

Reste à approcher cette notion qui correspond davantage à la recherche d'un point de vue qu'à celle d'un phénomène à étudier pour lui-même. Un des premiers à proposer une étude de l'ancrage comme point de vue pour approcher les relations entre les hommes et les lieux reste sans doute le sociologue Jean Remy, qui constitue une référence pour les travaux sur le thème. J. Remy [1996, p. 135] définit le concept d'ancrage comme « *l'attachement à un lieu (...), le point de référence à partir duquel des explorations ultérieures se font* ».
La recherche récente dans les pays du Sud donne à voir une grille d'analyse plus concrète des mécanismes de l'ancrage, nécessaires pour appréhender les évolutions urbaines en cours. L'ancrage apparaît ainsi comme un éclairage des insertions/intégrations urbaines – elles aussi, bien difficiles à définir…

Voyons désormais la polysémie que révèle la notion, et les grilles de lecture auxquelles elle tendrait à renvoyer. Il s'agira d'aborder les différentes approches de l'urbain par le prisme de l'ancrage et de voir en quoi ce prisme constitue justement une entrée pertinente dans l'étude de la maturation des quartiers populaires périphériques.

3.3.1.2. Polysémie

L'ancrage – comme les mobilités – semble une notion polysémique englobant toute la complexité que peut recouvrir l'ensemble des relations entre les lieux de l'espace de vie des individus. Cette notion peut être transversale et croiser l'ensemble des espaces et des temporalités des activités humaines ; elle peut à ce titre interroger les échelles des lieux appréhendés, les pratiques et rapports sociaux qui y sont entretenus, et les représentations spécifiques qui y sont associées.
C'est ainsi que nous proposons de suivre ici les directions notamment indiquées par M. Bertrand [2011, chapitre 7] qui voit en l'ancrage une dynamique devant rendre compte, tout à la fois des pratiques résidentielles témoignant d'une insertion urbaine (liens, mobilité, consolidation, investissement, évolution démographique des ménages), des stratégies immobilières et d'accès au sol, et de la participation politique et organisationnelle autour de l'insertion durable dans des réseaux sociaux. Cette dernière dimension revêt d'ailleurs une pertinence toute particulière dans le sens où elle témoigne d'une « *consolidation du capital relationnel* » [2011, p. 255], et d'une compréhension des rapports de pouvoir de la part des habitants.
L'ensemble de ces dimensions prend sens dans le contexte urbain populaire mexicain, où pratiques résidentielles de proximité, et dynamiques foncières et participatives – clefs de compréhension d'une relative stabilité résidentielle et d'une organisation urbaine de proximité

– font écho aux différentes modalités de la maturation urbaine. On comprend l'importance et la complexité de ces dynamiques, qui dépassent le cadre de l'installation-stabilisation (qui renvoie à ce que M. Bertrand appelle « *l'accumulation démographique* » [2011, p. 256]), et s'éloignent aussi d'un mythe de l'enracinement.

Que l'on observe le lien à la centralité [Hilal, Sencébé, 2002 ; Contreras, 2012], la spatialisation de l'entourage et des réseaux familiaux [Imbert, 2005 ; Clément, Bonvalet, 2005 ; Lelévrier, 2007 ; Duchêne-Lacroix, 2010], le rapport à l'identité [Ramos, 2006 ; Jolivet, 2010], à la citoyenneté [Pujol, 2010], à l'habitat et à la résidence [Authier, 2001 ; Authier *et al*, 2010], voire l'articulation de plusieurs lieux de résidence [Ortar, 2005 ; Imbert, 2005], parfois à l'échelle internationale [Duchêne-Lacroix, 2010 ; Bertrand, 2011 ; Michel *et al*, 2011], la production économique [Crevoisier, Camagni, 2000], le rapport à l'urbanité [Fol, 2010 ; Bertrand, 2011], ou l'émergence de bassins de vie urbaine spécifiques dans lesquels les pratiques sociales et les mobilités quotidiennes s'organisent par rapport à une certaine proximité [Imbert, 2005 ; Brevet, 2008 ; Fol, 2010 ; Lazo, 2012], les recherches récentes sur l'ancrage s'accordent sur son caractère multidimensionnel et multiscalaire, ainsi que sur leur complémentarité avec l'étude des mobilités.

Tous ces travaux convergent sur l'idée que l'ancrage – notamment par rapport aux espaces urbains – ne se lit qu'à travers la mobilité et l'ensemble des liens entre les différents lieux fréquentés et vécus par les individus. La notion appelle donc, de la même façon que celle de mobilité spatiale, une mobilisation des acquis théoriques et méthodologiques sur les parcours de mobilités et les trajectoires biographiques – des individus et de leur entourage, prenant en compte différentes générations – qui mettent en relations les différents lieux de l'espace de vie ou contextes géographiques.
La notion d'ancrage s'est peu à peu imposée comme prisme de lecture transversal du lien social dans les quartiers périphériques populaires, dépassant le cadre de la seule analyse des rapports à l'espace public [Duhau, Giglia, 2004b, 2012], du peuplement [Schteingart, 1981 ; Connolly, 1988 ; Hiernaux, Lindón, 1997, 2003 ; Vega, 1997] ou de la consolidation de ces espaces [Schteingart, 1997 ; Bazant, 2001 ; Negrón Poblete, 2002 ; Vega, 2005]. Toutes ces dimensions sont bien analysées à Mexico ; il semble cependant qu'elles n'aient rarement été explorées autrement que de manière segmentée. L'entrée par la notion d'ancrage pourrait-elle contribuer à cimenter ces approches ?

Jeter l'ancre, plonger ses racines, expérimenter : questions d'identité et recherche d'un point de vue sur l'enracinement
L'ancrage fait référence à un processus postérieur à une trajectoire opérée vers un espace « nouveau ». Si la « nouveauté » de l'installation semble appeler un « besoin » d'identification et d'attachement progressif – et donc la mise en place de mécanismes d'ancrage –, ces processus, loin d'impliquer une « table rase du passé », conjuguent au contraire les dynamiques locales, exogènes, passées et présentes, avec l'inscription des pratiques sociales dans un soi-disant espace de proximité. L'ancrage implique une multiplicité de lieux reliés entre eux, mais aussi, pour les individus et les groupes, des « mécanismes d'auto-construction » – pour reprendre les termes de D. Maison [1993, p. 48]. Ces mécanismes renvoient à la reproduction de significations attribuées au territoire (autour de la filiation en particulier) : cela peut impliquer le déploiement de stratégies pour se maintenir dans la résidence ou encore l'établissement du logement de la descendance.

La question identitaire peut être au cœur de l'analyse de l'ancrage. En effet, l'ancrage peut être appréhendé par l'entrée de l'enracinement[72]. Or, cette acception tend à donner à l'espace de l'ancrage un caractère unique et immobile, à partir duquel le monde tournerait et les valeurs sociales se fonderaient. On retrouve alors l'approche positive de la sédentarité, comme l'a bien montré C. Imbert [2005] lorsqu'il relit le mythe de l'ancrage comme fruit du déracinement puis de l'enracinement. L'identité qui se construit autour du point fixe donne à la sédentarité de l'ancrage cette signification de fin de l'errance – du moins, de l'itinérance – et l'inscription d'un sentiment d'attachement mêlé d'autochtonie.
C. Imbert analyse dans sa thèse [2005, chapitre 2] le lien entre le mythe des *racines* et celui de l'enracinement, alors *a priori* si intuitif lorsqu'on parle d'ancrage. L'auteur cherche à déconstruire une notion qui risquerait de piéger idéologiquement les significations données aux rapports entre individus et lieux, et donner une dimension mythique au lieu en lui-même.

Le thème des *origines* est aussi investi par E. Ramos [2006] autour du concept d'ancrage identitaire. À partir d'une enquête biographique sur des personnes parties de province pour venir résider en région parisienne, l'auteure démontre que l'ancrage identitaire ne se compose justement pas uniquement des *origines*, mais de constructions plurielles et mouvantes au cours de la vie des individus, que ces constructions soient territorialisées ou non. C. Imbert [2005, p. 59] propose la notion de « configuration » dans l'étude du glissement sémantique « *des racines à l'ancrage* », pour interpréter le regard porté sur les relations entre individus et lieux, tandis qu'E. Ramos [2006, p. 51] lit les « *bricolages* » entre inventions de soi et origines familiales, où l'individu compose à partir de ses héritages. Pour l'un, l'ancrage permet la lecture de l'expérience territorialisée dans un espace de vie où l'on conçoit un « ici » par rapport à un « ailleurs ». Pour l'autre, il s'agit d'un ensemble de « balises » de la « *cohérence identitaire* » des individus [2006, p. 55].
Les deux analyses convergent dans le sens d'une pluralité des ancrages et dans leur relativité dans l'espace et dans le temps. Évoluant au cours de la vie des individus et croisant l'ensemble des expériences personnelles et familiales, les ancrages permettent de faire référence à plusieurs lieux et à plusieurs époques à la fois. La notion d'ancrage permet néanmoins une relative « *stabilisation dans les changements* » [Ramos, 2006, p. 55], et surtout pour le géographe, un point de vue à partir d'un lieu – parmi d'autres dans l'espace de vie – au sein duquel les individus construisent une expérience particulière [Imbert, 2005, p. 63].

Parallèlement à notre positionnement précédemment évoqué au sujet du lien supposé entre sédentarité et sociabilités en quartier populaire, la richesse des débats philosophiques et sociologiques – dont nous ne rendons que peu compte – autour des notions d'enracinement et d'identité doit avant tout nous aider à ne pas tomber dans l'écueil d'une lecture réactionnaire de l'ancrage. Le risque reste en effet de voir en l'ancrage la création d'identités spécifiques, fondées sur le localisme et centrées sur les idées de « communauté » et « d'authenticité ». Dans une lecture heideggérienne des racines et de leur territorialité selon la grille de l'authenticité, les racines telles qu'elles confortent les assises du végétal peuvent figer le monde connu de l'individu, l'« enfermer » dans ses origines [Ramos, 2006, p. 40] et, comme poursuit C. Imbert avec la métaphore de l'arbre, « *assigner à résidence dans un biotope* », empêchant le mouvement et la possibilité d'adaptation dans un autre milieu [2005, p. 63]. Parce que les racines réduisent l'ancrage aux origines ou à la reproduction de cadres sociaux

[72] On peut d'ailleurs noter à ce titre que, dans sa définition de la notion de capital d'autochtonie, J.-N. Retière [2003, p. 122] mobilise directement l'idée d'enracinement pour décrire le contexte scientifique au sein duquel son étude sur les socialisations territorialisées des catégories populaires prenait place : l'analyse de ces dernières – que l'auteur étudie sous l'angle des sociabilités de l'ancrage [2003, p. 131] – est alors décrite comme caractérisée par « *le localisme, le familialisme et la sociabilité directe* » [*ibid.*, p. 123].

normatifs antérieurement éprouvés – car authentiques – et porteurs d'inégalités, c'est toute la problématique du repli sur soi – à l'échelle de l'individu comme du groupe – qui peut ici constituer un biais de lecture à la notion d'ancrage. C'est sans prétendre à faire un tour d'horizon, même partiel, de cet écueil que nous proposons toutefois de l'évoquer.
Enfin, nous ne saurions rendre compte de l'ensemble des analyses géographiques touchant aux thèmes de l'identité inscrite dans un espace, mais il est impossible de passer sous silence cette dimension, souvent fondatrice des notions d'ancrage et d'expérience localisés. Fortement empreintes d'idéologies, nous pouvons seulement rappeler l'ambigüité opérée autour des lectures de l'ancrage : ce dernier peut être vecteur d'une autonomie émancipatrice pour les uns, garant des valeurs de stabilité, d'ordre (urbain) et de tradition pour les autres. Ces deux points de vue ne sont pas uniquement opposés ni exclusifs par ailleurs, mais ils ne constituent pas le cœur de notre analyse.

La question du capital d'autochtonie
Si J.-N. Retière [2003] décrit la notion comme le « *capital social populaire* », N. Renahy entend de son côté par *capital d'autochtonie* « *l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés* » [2010, p. 9]. Il s'agit d'un cadre de pensée permettant d'appréhender les ressources symboliques (englobant les formes de pouvoirs) inscrites (acquises et entretenues) sur un « *territoire singulier* » [*ibid.*]. La spécificité de ce capital – qui tendrait à être limité par l'objet-même (*a priori* concernant l'espace restreint et des catégories populaires [Retière, 2003]) –, est de décrire les questions relatives aux interconnaissances territoriales.
La notion de *capital d'autochtonie*, ainsi développée notamment par J.-N. Retière [2003] et N. Renahy [2010][73] au sujet des ressources procurées par les réseaux sociaux localisés pour les catégories populaires, peut-elle être pertinente dans la lecture des ancrages dans les quartiers populaires périphériques de Mexico ? Dans notre perspective de lectures des mobilités urbaines – résidentielles et quotidiennes – pour comprendre les restructurations de la ville, le capital d'autochtonie peut, comme le capital spatial (note 21, p. 176), se relever être une grille de lecture des effets de lieu issus des « pouls de la ville » – alors interrogés précédemment sous l'angle de la relation entre pauvreté et mobilité (voir 3.2.2.2). Il convient ici de questionner plus avant une notion semblant *a priori* pointer un des mécanismes de l'ancrage résidentiel en colonie populaire.

La première lecture des sociabilités par l'approche des mobilités dans les contextes résidentiels étudiés dans cette thèse renvoie aux enjeux de représentations et d'appropriations de l'espace urbain par les habitants (chapitres 8 et 9), mais aussi nécessairement aux dimensions politiques et foncières liées à la position socio-résidentielle dans ces quartiers (chapitres 6 et 10). En effet, la notion de capital d'autochtonie rend possible la prise en compte des ressources symboliques, comme les formes de pouvoirs, directement inscrites dans ces espaces sous tension politique – du fait de leur caractère majoritairement illégal d'une part, de leur caractère populaire d'autre part[74]. Ces rapports de force constituent certes le contexte social et politico-juridique au sein duquel on lit les mobilités et les ancrages (chapitres 4 et 6), mais ils sont aussi à lire comme en perpétuelle construction et reconfiguration par ces mêmes mobilités, sur chacun des territoires concernés.

[73] La notion a été utilisée pour la première fois par M. Bozon et J.-C. Chamboredon dans un article portant sur les rapports de force symboliques entre migrants « *dépaysannés* » des catégories populaires dans les mécanismes d'accès aux réserves de chasse [Bozon, Chamboredon, 1980, p. 73]. Mais on doit principalement à J.-N. Retière [2003] la première conceptualisation du capital d'autochtonie.
[74] On pense ici à la définition de l'autochtonie comme « *socialisation militante* » ou encore comme *« ressources de la socialisation populaire* » [Retière, 2003, pp. 122 ;127].

Ainsi, N. Renahy précise que ces rapports de pouvoir sont à analyser par rapport à l'interaction sociale, « *à la fois quotidienne et sédimentée dans le temps, inhérente à l'interconnaissance territoriale* » [2010, p. 9]. Cette dernière renvoie à des « *formes pratiques de pouvoirs, puisque le fait d'appartenir à un groupe d'interconnaissance n'est pas une donnée neutre, mais est au contraire susceptible d'avoir un poids social permettant de se positionner avantageusement sur différents marchés (politiques, du travail, matrimonial, associatif, etc.)* », notamment pour les catégories populaires – objet de ce concept – qui s'affranchiraient moins facilement des effets de lieu, du fait de leurs capitaux économiques et culturels plus faibles [Renahy, 2010, p. 9]. La notion de capital d'autochtonie semble dès lors à relier avec celle de « *capital social* »[75] de P. Bourdieu [1980][76] ; elle renvoie aux réseaux mobilisés par les catégories populaires lorsque les groupes sont mis en concurrence sur leur propre espace – à Mexico, du fait des tensions liées à la régularisation (chapitre 10).

Au final, le capital d'autochtonie revient lui aussi sur la question de l'appartenance et sur celle des composantes de l'identité de l'individu et du groupe considérés comme « autochtones ». L'appartenance territoriale qui se joue dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico pourrait constituer – à condition de conserver toute la prudence quant à une acception populiste et de mesurer les inégalités de répartition qu'un tel capital implique – « *la force potentielle de ceux qui ne disposent que de leur ancrage local comme support de ressources sociales* » [Renahy, 2010, p. 25]. L'approche empirique de l'ancrage, au cas par cas, permettrait également de s'écarter de l'écueil de la réification des catégories populaires qui, au sein de la notion de capital d'autochtonie, s'avèrent traversées par des relations et des hiérarchies complexes. Plus qu'une « population homogène et modeste », les résidents des quartiers étudiés dans cette thèse renverraient, par la mobilisation de cette notion pour comprendre leurs mobilités et leurs ancrages, à des agents inégalement dotés en « capital d'autochtonie », ces inégalités renvoyant aux inscriptions différenciées au sein de réseaux familiaux et sociaux.
Ainsi, l'analyse des ancrages, notamment dans le contexte politique et juridique des quartiers étudiés, signifie un regard sur le capital d'autochtonie des acteurs, ce dernier permettant de décrypter les réseaux et inégalités au sein des mécanismes de régularisation (chapitre 10).

Voyons désormais comment le concept d'ancrage a été particulièrement investi dans l'approche de territoires urbains marqués par un caractère nouveau et/ou difficile. En France, il a été éprouvé pour les villes nouvelles [Imbert, 2004, 2005 ; Brevet, 2008, 2010], les centres urbains [Authier *et al,* 2001 ; Authier, Lévy J-P., 2010], le périurbain [Hilal, Sencebé, 2002, 2003 ; Ortar, 2005] et les quartiers pauvres [Fol, 2010]. Dans le contexte latino-américain, il a été exploré dans plusieurs types de quartiers [Contreras, 2012 ; Lazo, 2012] et spécifiquement dans les périphéries pauvres [Pujol, 2010].
Dans le contexte mexicain, nous proposons de le tester au sujet des espaces *a priori* marqués par la pauvreté et l'illégalité : les colonies populaires.

---

[75] Le capital social est alors décrit comme « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un* réseau durable de relations *plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissances et d'inter-reconnaissances ; ou, entre d'autre termes, à* l'appartenance à un groupe *comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes, mais sont aussi unis par des* liaisons *permanentes et utiles* » [Bourdieu, 1980, p.2]. Le capital d'autochtonie reprend ainsi largement les dimensions réticulaires et d'appartenance du capital social bourdieusien.

[76] Dans son analyse de la notion, N. Renahy reconnait la référence systématique au capital social et symbolique ; mais ce capital d'autochtonie semblerait se distinguer des capitaux du corpus théorique bourdieusien (social, économique, culturel) en ce qu'il renverrait à un sens plus précis, afin, entre autres, de « *s'émanciper d'une ambition théorique totale* » [2010, p. 10]. Pour une étude plus détaillée de la généalogie de la notion de capital d'autochtonie, voir entre autres S. Tissot [2010, p. 100].

3.3.2. Les ancrages, une manière de lire la ville « pionnière »[77]

L'ancrage pourrait d'abord renvoyer au processus qui fait suite, *a priori* de manière logique, à des trajectoires résidentielles pionnières. Alors que C. Imbert, dans le cas des villes nouvelles franciliennes, veut dépasser l'analyse des expériences des habitants par le seul prisme de l'ancrage comme enracinement dans des espaces « *sans autochtones* » [2005, p. 44], nous souhaitons de notre côté insister sur une articulation entre d'une part, le caractère pionnier de l'installation dans le quartier, et d'autre part, la persistance de logiques autochtones. Cette articulation serait, selon nous, à l'origine de la diversité des configurations envisageables – au niveau des individus comme des contextes résidentiels.

Lire l'ancrage dans des espaces urbains « qui partent de zéro » interroge plusieurs dimensions individuelles et collectives, autour des trajectoires résidentielles, des pratiques résidentielles, mais aussi de l'usage de la ville et de l'articulation des différents lieux dans l'espace urbain. Voyons désormais comment l'ancrage est à même de constituer un point de vue sur les trajectoires des individus comme des espaces, en route vers la maturation.

3.3.2.1. L'ancrage comme recherche d'urbanité

Si les villes nouvelles semblent avoir été le terrain privilégié des travaux sur l'ancrage urbain en France [Imbert, 2005, 2012 ; Brevet, 2008, 2010], elles ne sont pas les seules pour autant. Systématiquement, l'ancrage semble interroger des espaces « en manque d'urbanité » et où l'apprivoisement des lieux et le sentiment d'appartenance n'apparaissent pas du tout évidents. Cette entrée est alors pertinente pour les quartiers populaires périphériques de Mexico, car, disposant désormais d'une réflexion théorique et de méthodologies éprouvées, l'approche de l'ancrage dans des « territoires urbains pionniers » révèle en fait des liens spécifiques avec les autres lieux de la ville.

Globalement, c'est la diversification des pratiques citadines qui ressort des suivis des ancrages, mais aussi l'importance notable des pratiques internes et/ou proches de ces espaces urbains. Les expériences urbaines de proximité peuvent être lues à l'aune de l'émergence de bassins de vie [Imbert, 2005 ; Brevet, 2008], caractérisés par une mobilité résidentielle de proximité prépondérante, le renforcement des signes de l'habiter et des dimensions fonctionnelles et affectives qui lui sont associées. Toutefois, si un regard spécifique sur les villes nouvelles tend à éclairer différents types d'ancrage, C. Imbert montre également que ces espaces ne renvoient pas à ceux de « l'installation » des classes populaires [2012, p. 301], à la différence des quartiers analysés dans notre thèse.
C'est alors l'angle des quartiers pauvres latino-américains en recherche d'urbanité qui est exploré par V. Baby-Collin [2000 ; 2005], C. Pujol [2010] ou encore A. Lazo [2012]. Dans ces travaux, les pratiques de mobilités en lien avec les situations de pauvreté ne sont pas à appréhender uniquement par le filtre de l'assignation à résidence : ces pratiques témoignent de stratégies pour accéder aux ressources sociales localisées, comme l'a par exemple aussi suggéré C. Paquette dans le cas de Mexico [2010].
Les relations entre les différents espaces de la ville et les dynamiques internes aux quartiers populaires périphériques sont ainsi des entrées primordiales dans notre approche des ancrages pour cerner la maturation. Mais, il ne s'agit pas d'une seule dynamique « positive » où la

[77] La notion de « pionnier » ne renvoie bien sûr pas au peuplement de terres vierges à défricher, mais fait référence à l'installation résidentielle massive et dense dans des zones initialement non résidentielles. Les termes de *pionniers* et de *front pionnier urbain* sont d'ailleurs investis par C. Zamorano Villareal – au sujet des « *enfants des pionniers* » des quartiers de la classe moyenne de Mexico [2003, p. 107] – et D. Hiernaux et A. Lindón – au sujet des trajectoires résidentielles des habitants du Chalco [2003, pp. 126-130]. En France aussi, C. Imbert [2005] et C. Imbert *et al* [2011] parlent de « *pionniers* » au sujet des villes nouvelles par exemple.

proximité devient vertueuse et vectrice d'évolutions ascendantes. D'autres travaux, en plus des fonctionnalités et rapports aux pratiques de mobilités, ont mis en avant l'insertion dans des rapports de pouvoirs, à la fois économiques, mais aussi politiques.

3.3.2.2. L'ancrage comme rapports de pouvoir économique et politique

Au-delà de l'apprentissage progressif du local de la part des résidents dans des contextes « nouveaux », d'autres dynamiques sont visibles. Elles sont entre autres liées aux marchés et aux politiques qui s'inscrivent, dans le cas de la spéculation immobilière notamment, dans les villes nouvelles [Brevet, 2010], dans les centres rénovés [Contreras, 2012], ou au fil des réseaux migratoires internationaux [Bertrand, 2011].

C'est le cas également dans les quartiers populaires périphériques de Mexico connaissant des trajectoires ascendantes et un filtrage du parc de logements dans un sens « amélioratif ». La seule approche du quartier comme lieu de cohésion sociale ou comme bassin de vie en construction ne suffit pas. La question de l'échelle d'observation de la territorialisation de l'ancrage pose problème : lieu unique, réseau, systèmes complexes successifs ou simultanés au gré du système résidentiel, des mobilités quotidiennes, de l'origine, etc. La prise en compte des données du contexte foncier – pour l'usage du sol urbain dans des espaces souvent illégaux – et organisationnel – pour l'importance de la dimension collective dans ces contextes – nous permet d'appréhender de front les mobilités spatiales des individus et leur insertion dans des rapports de pouvoir locaux.
Cette combinaison donne la possibilité de dégager les caractéristiques de la diversité des trajectoires possibles. C. Pujol [2010] ou M. Bertrand [2011] mettent par exemple en avant le rôle de l'insertion dans des groupes politiques pour affirmer l'ancrage. Par ailleurs, nous souhaitons faire de la dimension organisationnelle une variable indispensable pour comprendre la consolidation de quartiers précaires, mais au-delà, pour l'analyse des trajectoires de maturation des contextes dans lesquels s'inscrivent les différentes formes d'ancrage des habitants (chapitre 10).

3.3.2.3. L'ancrage comme installation ?

Le fait de s'ancrer renvoie intuitivement au fait de « *s'établir à demeure ; se fixer, s'installer* » [*Le Petit Larousse,* 2010, p. 40]. L'approche de l'installation des habitants dans leur quartier – dans le sens de la conséquence pour les habitants de leur mobilité résidentielle, couplée à la constitution de réseaux de sociabilité ou la recherche de proximités familiales [Meyfroidt, 2002] – permet dans notre travail un regard pluriel sur l'ancrage : du peuplement à l'apprentissage de l'espace des quartiers populaires périphériques.
La notion d'installation met en avant l'insertion citadine des individus, alors entendus dans le système de mobilités – résidentielles et quotidiennes. Cette approche a par exemple été celle de l'insertion des migrants internationaux dans les espaces urbains, depuis les travaux de L. Wirth au sujet du ghetto aux débuts de l'École de Chicago, jusqu'à A. Tarrius [1993], ou plus récemment, ceux de V. Jolivet [2010] – qui s'intéresse aux mécanismes pluriels de l'ancrage des Cubains de Miami et présente une lecture politique de leur insertion dans la ville. V. Jolivet propose d'ailleurs d'une lecture des ancrages mettant en avant les trajectoires de regroupements familiaux, mais aussi les territorialités que le fonctionnement en communauté induit pour ces populations, notamment autour de dynamiques de patrimonialisation et monumentalisation locales.
Si cette dernière grille de lecture ne saurait s'appliquer telle quelle dans notre étude, les stratégies d'insertion postérieures à l'installation relèvent de mécanismes d'intériorisation des perceptions du contexte résidentiel par les individus. Ces mécanismes individuels s'inscrivent dans des processus « d'apprivoisement » à l'échelle de l'espace résidentiel pionnier ; ils renvoient alors à un point de vue pertinent des ancrages pour aborder la maturation (chap. 9).

3.3.2.4. L'ambivalence du lien à la mobilité

La question de l'ancrage comme double vecteur d'autonomisation – en donnant un point fixe à partir duquel les mobilités seront possibles – et de captivité – un point fixe au pouvoir rétentionnaire – est également abordée par le suivi des pratiques citadines et des relations fonctionnelles.

Comme le rappelle B. Florin [2008, p. 8] : « *l'ancrage en dépit des propriétés intégratrices qui lui sont souvent conférées ne préjuge, lui non plus, nullement de la qualité ou de la pérennité de l'insertion en ville* ». L'ancrage repose avec acuité la question de la captivité, notamment dans des espaces où le caractère urbain n'est pas véritablement reconnu, du moins où les termes d'insertion urbaine ne semblent pas qualifier ni les lieux ni les individus.

Cette lecture double et paradoxale est de plus en plus investie et remet en cause la tendance à l'analyse par la mobilité-modernité généralisée. Elle met également en avant l'intérêt des recherches sur les « immobiles » et sur ceux qui « échappent » aux mobilités, mais qui n'en connaissent pas moins des évolutions – individuelles et contextuelles – majeures. On peut par exemple ici renvoyer aux travaux de L. Rougé [2010] sur des expériences spécifiques périphériques au sujet du périurbain lointain toulousain, ou encore aux « *repliés* » d'A. Lazo [2012] à Santiago du Chili.

Plus globalement, c'est la question des inégalités face à la mobilité – et donc à l'ancrage – qui est reposée. Les liens entre mobilité et attachement à l'espace résidentiel sont également l'objet de recherches renouvelées. En témoignent notamment les travaux de T. Ramadier [2007] qui mettent en avant la différenciation sociale dans les processus d'ancrage au quartier de résidence. Il s'agit là d'une question ancienne, déjà posée J.-C. Chamboredon et M. Lemaire [1970] au sujet des différentiels de chances de mobilité géographique et sociale et de positions dans les trajectoires, pour les habitants d'un même espace, mais de catégories sociales différentes.

L'ambivalence du terme d'attachement est alors soulevée : il peut renvoyer à une connotation physique négative du contexte résidentiel, mais aussi à une valeur affective positive liée à la sensibilité au cadre d'existence. Si les points d'ancrage constituent les points d'attache à partir desquels on observe et construit ses itinéraires, ils sont aussi ceux à qui l'on attribue un ensemble de significations. À propos de ces significations, très investies par les psychosociologues du logement et les travaux sur l'espace vécu, on doit ici également garder en mémoire la remarque de J.-C. Chamboredon et M. Lemaire au sujet des grands ensembles périphériques dans la France des années 1960 : « *C'est trop concéder à des présupposés volontaristes et idéalistes que de traiter les intentions de départ et la durée moyenne de séjour comme l'expression du 'gout' ou du 'dégoût' pour le grand ensemble sans tenir compte des chances inégales d'accéder à un autre type de logement et, par suite, du délai variable pour réaliser ses chances. L''attachement' que les habitants ont pour leurs immeubles vient-il de ce qu'ils s'y plaisent ou de ce qu'ils y sont 'attachés' ?* » [1970, p. 11]. En d'autres termes, l'attachement renvoie-t-il au « vissage sur place » ou à une signification du lieu, d'autant plus libre que les possibilités de le quitter ou d'en tirer profit sont larges ?

À l'échelle du même groupe, de la même famille, le thème des inégalités de l'ancrage est aussi investi, notamment par D. Maison [1993]. L'auteur parle de l'ancrage par rapport à un espace, en écho aux processus d'enracinement, quant à eux analysés par rapport aux familles. Dans cette perspective, les différenciations induites par les histoires biographiques, et en particulier familiales[78], expliquent la diversité des rapports à la mobilité depuis un lieu d'ancrage.

[78] D. Maison développe le concept de « *transmission différée* » des caractéristiques et perceptions résidentielles entre générations [1993, p. 47].

Quel que soit le référentiel spatial, temporel, ou symbolique, l'ancrage est ambivalent et renvoie à l'analyse des inégalités entre ceux qui l'expérimentent. Ces inégalités sont à comprendre notamment dans les dispositions que l'ancrage induit par rapport à la liberté de choix et à l'accès à la mobilité, sociale comme spatiale. C'est aussi ce paradoxe entre dispositions à la mobilité et système de contraintes sociales qui doit être investi dans l'approche de l'ancrage et de son inscription dans l'espace de la ville. On peut par exemple alors faire référence aux travaux de M. Bertrand [2011], où la géographe lit en l'ancrage le lien et la reproduction entre la stabilisation des uns, la mobilité « obligée » des autres et l'entretien systématique des réseaux par ces circulations au sein des systèmes de mobilités.

3.3.2.5. Ancrages et typologies de mobiles

Le suivi des pratiques de mobilités spatiales – résidentielles et temporelles – a permis aux récents travaux sur l'ancrage de proposer des typologies : des populations pour certains, des trajectoires pour d'autres, ou encore des liens entre les différents contextes des individus. Les populations peuvent être qualifiées au moyen de l'observation de la trajectoire de la famille et du cycle de vie, de la trajectoire professionnelle, des choix résidentiels et des pratiques quotidiennes citadines.

Y. Contreras [2012, p. 24], dans son étude des trajectoires et pratiques des catégories aisées dans le centre de Santiago du Chili en cours de gentrification, insiste sur le caractère complexe et divers des pratiques spatiales composant les mécanismes de l'ancrage. Ces pratiques sont approchées aux échelles des quartiers et du système métropolitain – dans des espaces qui semblent également recouvrir le caractère nouveau, réécrit, artificiel, d'une urbanité « retrouvée » et « inventée ». Par les pratiques de mobilités et les dynamiques d'ancrages des individus, l'auteure a pu mettre en valeur quatre catégories d'urbains : *gentries*, *transitoires, décadents urbains, précaires*.
Dans la même ville, A. Lazo [2012] a étudié le cas de quartiers populaires, pauvres, à travers les relations/pratiques de proximité des habitants. Dans ces contextes, l'auteure a mis en avant le lien très fort entre l'ancrage et les pratiques de mobilités quotidiennes, en distinguant d'un côté, le rôle central du point d'ancrage résidentiel dans la ville et de l'autre, les diverses formes de mobilités. A. Lazo a ainsi investi la thèse de la diversité des usages de la ville et des significations de l'ancrage en explorant trois figures de résidents : « *locaux, métropolitains, repliés* » [2012, p. 409].
Cette typologie rappelle par ailleurs celle de L. Rougé [2010, pp. 34-35] au sujet des ancrages périurbains français – *éternels repliés, aventure heureuse, et « on fait avec » –,* et renvoie plus largement à la problématique du renforcement ou de la reconfiguration de la division sociale des espaces en lien avec les formes d'ancrage.

Dans le contexte de l'urbanisation ouest-africaine, c'est à travers d'autres figures urbaines que M. Bertrand [2011] établit des catégories d'individus et de ménages pour appréhender les mécanismes de l'ancrage et les tensions autour d'une urbanité en construction. Au sein des « *mobiles et des ancrés* », l'auteure retient notamment les figures du « *cadet* » et de « *l'aîné* »[79] – qui permettent de cerner l'évolution du cycle familial au niveau des individus et ménages, et l'évolution du vieillissement urbain au niveau du quartier [2011, p. 258].

Si les dynamiques d'ancrages caractérisent les acteurs, le rapport entre ces derniers et les lieux de la ville amène les chercheurs à observer les trajectoires des individus dans cet espace d'une

[79] Ces figures, d'abord issues du poids de l'âge et de la lignée dans la stabilité résidentielle, renvoient aussi à un statut que confère l'ancrage au niveau des ménages. En effet, l'ancrage demande la mobilisation d'un capital social et économique – le « *capital financier et relationnel que suppose l'accès au sol* [Bertrand, 2011, p. 261] – qui permet de se hisser à un statut « d'aîné ».

part, les trajectoires des contextes d'autre part. C. Imbert, par le suivi des dynamiques spatiales résidentielles des individus et des attaches (résidentielles) de l'entourage familial, a pu mettre en valeur trois « types de lieux de l'ancrage » [2005, chapitre 9 ; 2012] – origine, lieu de résidence, alternatifs. La démarche de C. Imbert permet ainsi une approche croisée des trajectoires résidentielles et pratiques de mobilité par l'analyse des positions localisées de l'entourage – notamment de la descendance. L'auteur met alors en avant deux grandes caractéristiques des ancrages : le lien à la région métropolitaine de résidence – les ancrages peuvent être tournés ou non vers l'Ile-de-France – et la nature de la localisation de l'ancrage – concentrée ou, au contraire, composite[80].

L'ensemble de ces indicateurs d'ancrage – entre mobilités spatiales, représentations et rapports résidentiels – peut déboucher sur la constitution d'une typologie des différentes trajectoires individuelles et contextuelles. Ces dimensions permettent aussi d'approcher la diversité des trajectoires de maturation des quartiers, que cette thèse tente d'appréhender.

3.4. Des dynamiques urbaines à la maturation de quartiers populaires

L'ancrage se comprend comme l'ensemble des « *formes d'expériences localisées possibles* » et des « *pratiques qui prennent place autour d'un lieu* » [Imbert, 2005, p. 63]. Ces ensembles s'inscrivent dans un système de choix et de contraintes, individuels et contextuels.
Dans un premier temps, il s'agit de voir comment les ancrages permettent un point de vue pertinent sur l'analyse des trajectoires des individus comme des lieux. Puis, dans un second temps, nous tenterons de clarifier ce que nous entendons par « maturation », terme que nous avons retenu pour renvoyer à ces trajectoires.

3.4.1. Expériences et trajectoires

Au-delà du point de vue de l'individu – pour qui l'ancrage se définit entre autres à une échelle très locale –, on s'intéresse dans cette thèse aux lieux caractérisés par l'ancrage : les quartiers populaires périphériques. Comme il a été vu, l'ancrage dans un espace ne se conçoit qu'au travers d'une expérience locale construite grâce aux réseaux familiaux et sociaux, mais aussi grâce à l'émergence d'une certaine centralité dans ces quartiers populaires.
La question de l'échelle spatiale de ces centralités et de ces repères a été différemment appréhendée par les analyses sur l'ancrage. C. Imbert [2005] ou N. Brevet [2008] refusent, notamment au travers de l'exemple des villes nouvelles franciliennes, la seule échelle du quartier ou de la maille locale – comme J. Remy[81] [1992, cité par C. Imbert, 2005, p. 281] le soulevait déjà au sujet des ancrages en banlieues post-industrielles. Ces auteurs introduisent alors l'approche en « bassins de vie » ou bassin secondaire, articulant l'ensemble des mobilités spatiales urbaines autour de « systèmes de lieux »[82] [Lévy J.-P., 2009].
Dans la lignée de ces travaux, certes réalisés dans le contexte français, nous émettons l'hypothèse que l'émergence de tels bassins pourrait constituer une approche pertinente pour les périphéries de Mexico. La construction de bassins de vie pourrait révéler la construction

[80] À partir de la distance des lieux d'origine, du nombre d'attaches, de l'ancienneté de la résidence, de l'implantation de la résidence et de la fréquentation d'autres lieux, C. Imbert met ainsi en lumière sept types d'ancrages périurbains dans le cas des villes nouvelles franciliennes : autochtone, local sans descendance, incertain, périurbain par implantation, périurbain en (re)-constitution, en extension sur le lieu d'origine, et concentré non francilien [2005, pp. 256-260 ; 2012, p. 294].
[81] *In* REMY J. [1992]. *La ville: vers une nouvelle définition*, Paris, L'Harmattan, « Villes et entreprises », 173 p.
[82] Pris dans le sens premier d'articulation de lieux différents au sein de l'espace de vie des individus.

d'ancrages territoriaux. À travers la diversité de ces derniers, on observerait en réalité la diversité des trajectoires de maturation des quartiers périphériques : les mécanismes de consolidation seraient observés à la lumière d'une intégration large (par les usages) des individus dans leur contexte urbain (à différentes échelles).

La reconstitution des itinéraires résidentiels des pionniers et de la génération suivante est un indicateur de la construction et de la consolidation du quartier. Elle contient aussi une dimension prospective potentielle, dans le sens où l'on pourrait assister à un ancrage résidentiel futur dans ces quartiers. Les projets des nouvelles générations et leur implication dans les dynamiques actuelles des quartiers permettent d'approcher les « explorations ultérieures » évoquées par J. Remy [1996] dans la définition du concept. La prise en compte de leur expérience au sein de ces espaces questionne la capacité de ce contexte résidentiel à retenir ou, au contraire, à « expulser » encore sa population.

Cette méthode d'analyse des mobilités et des ancrages doit nous aider à ce stade à interroger plus directement ce qui est entendu par le processus de maturation.

3.4.2. Explorer la « maturation »

« *L'espace a besoin de l'épaisseur du temps, des répétitions silencieuses, de maturations lentes, du travail de l'imaginaire social et de la norme pour exister comme territoire* ».
In Michel Marié, *Un territoire sans nom, pour une approche des sociétés locales*, 1986, cité par G. Di Méo [1990, p. 368].

À ce stade de l'exposé, la maturation a déjà été en partie définie et les angles avec lesquels elle sera lue ont été présentés. En tant que processus central de cette thèse, elle reste à analyser et à comprendre tout au long de la démonstration. Toutefois, au terme de l'explication des grilles de lectures que nous mobilisons sur notre objet d'étude, il convient d'éclaircir en partie et de justifier le choix et l'emploi systématique du terme de « maturation » pour renvoyer aux processus de consolidation du contexte résidentiel et de mutation des systèmes de mobilités individuels.
L'expression est d'abord utilisée, car elle nous semble… la moins mauvaise pour renvoyer à ce regard mêlant un ensemble complexe de dynamiques. L'usage de la maturation tend surtout à ne pas évoquer une seule des dimensions abordées plus qu'une autre. Comme il est plus aisé de l'approcher par ce qu'elle n'est pas, plutôt que par une définition précisément établie – le concept est toujours en construction lorsqu'il renvoie à la géographie urbaine –, il convient de préciser que cette thèse ne porte ainsi pas uniquement sur un « vieillissement » ou sur une « consolidation » des colonies populaires périphériques.
Si la pertinence du terme choisi est toujours discutable, la maturation devait servir à désigner dans notre travail cette combinaison de dimensions individuelles et collectives qui permettent d'aborder les questions suivantes : comment ces espaces évoluent-ils, et comment les individus s'y inscrivent-ils ? L'objectif du mot était ainsi de recouvrir tout ce dont nous avions besoin pour comprendre les « différents chemins » qui permettent le logement des habitants, la mise en route de fonctions urbaines classiques, et qui donnent la possibilité aux habitants de dire « *Ahora aquí, tenemos todo* » [Maintenant ici, nous avons tout][83].

[83] Propos recueillis à plusieurs reprises au cours des enquêtes à Mexico (sur les terrains d'étude, notamment les zones les plus anciennes, mais aussi dans les autres quartiers populaires de la ville). Cette formule renvoie à une situation de confort relatif, notamment par rapport aux étapes résidentielles antérieures, où les résidents disposent de l'essentiel de l'équipement urbain et des aménités. On ne saurait bien sûr prendre à la lettre un pareil constat – ni tomber par ailleurs dans le cliché inverse –, mais il s'agissait de proposer un élément de compréhension significatif dans le ressenti de ceux qui connaissent le mieux ces espaces.

3.4.2.1. Que signifie donc la maturation ?

Une partie de la réflexion se concentre donc sur l'évolution de l'objet. La maturation renverrait donc à ce « fruit » ou cet « organe » [*Littré, Le Petit Robert, Larousse*, CNRTL], cette partie de la ville qui mûrit.
L'exercice de transposition d'une définition basique au cœur de notre réflexion est indispensable, tant le terme reste encore peu « géographique ». Ainsi la maturation pourrait être la « *séquence de transformations morphologiques et psychologiques qui rendent un organe apte à assurer sa fonction* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 590]. Les dimensions morphologiques renverraient dans notre cas aux dynamiques évolutives des contextes résidentiels, tandis que celles psychologiques toucheraient les systèmes résidentiels, les mécanismes d'appropriation et les compétences urbaines des habitants. Remplaçons alors « l'organe » par « le quartier », et peut-être « fonction » par « urbanité »… Par ailleurs, si la dimension temporelle est majeure dans l'approche de la maturation, cette dernière peut aussi impliquer une notion de cyclicité – en référence au cycle de vie – dans la manière dont se succèdent les caractéristiques des phases antérieures et postérieures.

Ces acceptions comportent néanmoins un ensemble de limites dont il faut tenir compte.
Tout d'abord, l'entité de départ – un fruit, un organe, une cellule, un organisme, une personne – renvoie à un tout, pour qui l'ensemble des processus de maturation s'inscrit dans une évolution organique et associée à une amélioration de ses caractéristiques[84]. Même par l'exercice d'abstraction que nécessite la conceptualisation de l'évolution d'un quartier, le substrat de départ s'avère d'ores et déjà insuffisant. Un quartier n'est pas un tout, ne renvoie pas à un objet « fini » dans l'espace, mais il est un élément constitutif d'une entité, elle-même difficilement appréhendable comme un tout : la ville.

La dimension écologique, organique et optimiste d'un espace urbain a quant à elle déjà été l'objet d'importantes remises en question en sociologie urbaine, notamment au moment des réflexions sur l'historicité des travaux de l'École de Chicago, ainsi que sur la manière dont la mobilité reflèterait les « pulsions » de la ville. On ne saurait alors appréhender le terme de « maturation » uniquement par une entrée développementaliste et systématiquement positiviste pour renvoyer aux trajectoires des personnes comme des lieux.
La maturation telle que nous souhaitons l'approcher ne peut pas être « le chemin à suivre » pour les quartiers périphériques populaires – le risque étant d'adopter une position normative quant à « l'état » actuel et « l'état tel qu'il devrait être ». Elle ne saurait non plus prétendre à couvrir de manière exhaustive les trajectoires individuelles et contextuelles, ascendantes et descendantes. Nous veillerons donc aussi à différencier maturation d'amélioration, et à porter une attention particulière, non pas sur « l'état de maturité », mais sur les « chemins de maturation ».

En effet, la maturation devrait naturellement déboucher sur un état de *maturité*. Or, parler d'un état reste trop statique pour évoquer des réalités toujours en mouvement. Ce point nous a justement conduit à exclure de notre réflexion la recherche d'improbables « stades de maturation » – là où le langage commun l'utilise plus facilement pour désigner la « consolidation » de quartiers populaires – et à conserver autant que possible une approche dynamique. L'état de *maturité* pose en outre un ensemble de problèmes importants en

[84] Ne parle-t-on pas de maturation d'un fruit pour qu'il soit bon à manger ? À cela – sourions un peu –, nous pourrions opposer la définition médicale du terme de maturation, celle du « *progrès d'un abcès vers la maturité* » [Littré, *Le Petit Robert, CNRTL*]. Signalons par ailleurs que la première mention de maturation au XIVe siècle renvoyait en effet à cette acception médicale [CNRTL, 2013]. Abcès ou beau fruit, la maturation, comme l'ancrage, s'ils s'avèrent des termes encore peu fixés dans le vocabulaire géographique, doivent faire l'objet d'une précaution particulière afin de s'extraire de tout jugement de valeur.

géographie urbaine et sociale quant à la qualification d'un objet géographique de « mature » ou de « mûr ». En effet, il n'est pas envisageable de parler d'un quartier « *qui approche [rait] du point où [il aurait] toutes ses qualités* » [*Littré*] ; cette lecture linéaire est insuffisante, car elle ne permet pas de rendre compte de la diversité des configurations possibles.

L'écueil optimiste et organique est toujours possible si l'acception de la maturation retenue se cantonne au sens premier de l'ensemble des processus conduisant au plein développement – ou au développement complet [*Littré, Le Petit Robert, Larousse,* CNRTL]. Même si nos études de cas et les positionnements qui en découlent tendent à mettre en lumière des dynamiques *a priori* perçues comme amélioratives aux yeux d'un chercheur français[85], notre prétention n'est pas – on le rappelle – de contribuer à une approche développementaliste. L'intérêt est davantage de comprendre les trajectoires possibles : ses variables, ses rythmes, ses espaces, ses réseaux, et les individus qu'elles concernent. Au final, de l'acception première de la maturation, on peut ainsi retenir ce qui est susceptible de renvoyer aux idées de croissance, de modification, et de relative cyclicité.

Le concept de maturation semble nécessiter lui-même une certaine maturation ! N'aurait-on pas en effet besoin de temps et d'un « *processus mental […] pour l'élaboration [de notre] conception intellectuelle*[86] *»* ? Notre approche est encore en construction. En revanche, le terme de « maturation » peut renvoyer à des dimensions sociales et spatiales que les géographes ont déjà investies sous cet angle [Dureau, 2000 ; Dureau, Gouëset, 2010 ; Rougé, 2005 ; 2010 ; Bertrand, 2003a, 2011 ; Imbert *et al,* 2011].

3.4.2.2. La maturation en géographie

La maturation s'avère être la construction d'un regard sur la consolidation avec une mise en perspective des mobilités par les ancrages : elle renvoie à un ensemble de processus socio-spatiaux dont l'analyse est enrichie par l'étude de terrains latino-américains, français et ouest-africains. La confrontation de références portant sur des cas français ne correspond pas à une démarche purement artificielle, mais répond selon nous à une exigence nécessaire relativement aux développements théoriques autour du concept dans la géographie française – quand il n'a pas véritablement été éprouvé en anglais ni en espagnol. Aussi, les questionnements induits par ce processus, que ce dernier renvoie ou non à des formes proches de colonies populaires, permettent d'alimenter la réflexion sur une grille de lecture pertinente et peu éprouvée dans le cas des périphéries de Mexico.

***Maturation d'un espace :* « exister comme territoire »**

Comme l'indique la citation de M. Marié (en exergue, cité par G. di Méo [1990]), les maturations semblent s'appliquer au territoire en général, et le terme de « maturation » n'est ainsi pas réservé au champ de la géographie urbaine. Ainsi, au sujet de l'évolution de territoires ruraux, B. Tallet [2010] propose une lecture de la complexité de la question foncière afin d'analyser les mécanismes de *maturation* d'un front pionnier du Veracruz [2010, p. 610]. Les recompositions des usages agricoles et des enjeux de tenure participent alors à définir un tel processus.

Le rattachement à la forme de front pionnier est pertinent dans le cas de quartiers populaires périphériques, où même si l'occupation de l'espace ne relève « que » d'une fonction

[85] En 2014 dans les périphéries de Mexico, on pourrait mettre en avant qu'au-delà des positions déconstructivistes ou post-modernes critiques, disposer des standards de vie (accès à l'éducation, à un logement décent et aux services de base), tels qu'un Occidental les conçoit, ne relève pas uniquement de l'ethnocentrisme. Les évolutions allant dans ce sens peuvent logiquement être considérées comme des améliorations dans la vie des habitants de ces espaces.

[86] Définition de « Maturation » au sens figuré [CNRTL, 2013].

principalement résidentielle, les enjeux de transformations des usages et d'évolution des rapports de force quant au contrôle du sol n'en sont pas moins aigus. L'analogie entre fronts pionniers (ruraux et urbains) nous permet alors de renvoyer à une diversité de situations initiales, et de trajectoires passées et potentielles pour les acteurs et les espaces concernés.

Spécifiquement dans le champ de la géographie urbaine, le terme de maturation a aussi donné lieu à une réflexion par rapport à laquelle nous souhaitons nous inscrire.

Maturation des villes

Lors de son étude des évolutions de Bogotá durant la décennie 1990, F. Dureau interroge un processus de « '*maturation' d'un système métropolitain devenu adulte* » [2000, p. 91]. Le terme renvoie alors à une recherche d'un qualificatif de la part de l'auteure pour décrire une des deux dynamiques identifiées au sujet de la structuration de l'expansion spatiale de la capitale colombienne. D'un côté, la ville connaîtrait une diminution significative des apports migratoires extérieurs et un fonctionnement démographique essentiellement interne, alors que de l'autre, l'étalement urbain viendrait à rendre la ressource foncière rare et le système de transport déconnecté par rapport à la réorganisation des densités.

Pour F. Dureau [2000], la première dynamique serait celle de la *maturation*, tandis que la seconde, celle de la *désarticulation*. « L'âge adulte » de la ville renvoie donc aux étapes du processus de métropolisation, où le passage à une mobilité résidentielle intra-urbaine supérieure à l'immigration constitue le marqueur fort d'une reconfiguration de la dynamique urbaine dans son ensemble. La maturation pourrait alors renvoyer à un glissement progressif vers une nouvelle étape des transitions urbaines proposées par John Turner.

L'idée de caractère « adulte » d'un espace urbain, plus qu'une référence à un stade de croissance, recoupe en réalité les notions de transformations morphologiques et de développement de l'autonomie – en termes de liens à la ville, comme de rapports politiques (aux échelles des espaces urbains comme à celles des individus). Elle recoupe également la dimension de reproduction. Derrière la notion de maturation des colonies populaires, ne pourrait-on pas en effet viser l'observation d'une forme urbaine passée au niveau de « modèle » – se reproduisant en périphérie –, mais aussi de « référence » psychologique – dans la manière de construire l'espace résidentiel mexicain ?

Dépassant la dimension de stade, cette acception de la *maturation* guide une partie importante de notre réflexion : elle renvoie à des processus mettant clairement en lumière le lien entre mobilités d'un côté (résidentielles et quotidiennes), recompositions socio-spatiales urbaines de l'autre.

Ce lien est d'ailleurs investi en 2003 dans le numéro 25 de la *Revue Autrepart*, lorsque M. Bertrand [2003a, p. 16] évoque clairement la « *longue maturation des villes latino-américaines* » au sujet des « *fronts pionniers* » urbains de Mexico – alors étudiés dans le numéro par D. Hiernaux et A. Lindón [2003] et C. Zamorano Villareal [2003] – et de Bogotá – où les transitions résidentielles sont examinées par D. Delaunay et F. Dureau [2003]. Analysée plus directement dans le cas d'Accra au Ghana, la maturation urbaine renvoie alors à l'inscription dans la ville du « *temps long des générations citadines* » [Bertrand, 2003 b, p. 73], dont le suivi des compositions et statuts résidentiels renseigne sur l'organisation spatio-temporelle du marché du logement. Sur les différentes échelles de la ville – de temps et de lieux –, « *les territoires de la gestation et de la maturation urbaine s'organisent à plusieurs niveaux* » [Bertrand, 2003 b, p. 77].

Banalisation des quartiers

Sept ans plus tard, F. Dureau et V. Gouëset investissent la théorie de la *normalisation* – éprouvée dans le cas français par les travaux de J.-P. Lévy [2009, p. 125] sur la densification et la recomposition des mobilités en périurbain – pour enrichir la notion de maturation [Dureau, Gouëset, 2010, p. 132][87]. Cette lecture est celle à partir de laquelle nous tentons de construire notre démonstration. Elle se construit sur une analyse des recompositions urbaines, à travers le filtre des mobilités, dans des espaces périphériques populaires[88] : trois dimensions centrales privilégiées dans notre thèse.

La maturation appréhendée comme telle s'observe à une échelle agrégée relativement importante – le municipe dans le cas bogotain, étendue aux « *périphéries populaires* » [*ibid.,* p. 133] – et se définirait comme une « *phase* » dans laquelle une entité spatiale peut entrer [*ibid.*, p. 132]. Au sein de l'espace considéré, le processus renvoie à « *une diversification de [la] composition démographique, une consolidation du bâti, un certain ancrage résidentiel des habitants et une amélioration de l'offre locale d'emplois et de services* » [p. 131]. La maturation engloberait ainsi un ensemble complexe de dimensions urbaines majeures, à la fois sociodémographiques, morphologiques, économiques, psychologiques, et de mobilités. Cette dernière dimension est au cœur de l'originalité de l'approche de la maturation. En plus des dynamiques de consolidation et de fonctionnalisation expérimentées par les quartiers populaires – et particulièrement étudiées en sciences sociales (chapitre 2) –, il s'agit de mettre en lumière « *une population plus diverse et plus ancrée sur le plan résidentiel* », et des « *périphéries [qui] prendraient davantage d'autonomie à l'égard de la ville-centre* » [p. 132].

Au sein de ce processus composite, il est alors nécessaire d'user de qualificatifs pour ne pas se cantonner à un regard trop superficiel et englobant. Pour cela, F. Dureau et V. Gouëset analysent plus particulièrement la maturation « *sociale et résidentielle* » pour mieux mettre en avant le renvoi à l'ancrage, les mutations du système de mobilités des habitants et leurs caractéristiques.

Les stigmates de la maturation renverraient, non au développement, mais à la recomposition des dimensions géographiques d'un espace urbain, allant dans le sens d'une relative « banalisation » – à comprendre comme un alignement sur un « profil urbain moyen ». Loin de renvoyer à une homogénéisation simple, la maturation permettrait au contraire la complexification et la diversification des dimensions urbaines individuelles et contextuelles, allant de l'ancrage des personnes dans leur espace résidentiel à l'aspect politique de la restructuration urbaine qu'impliquent les transformations des périphéries.
La maturation d'un quartier populaire devrait alors renvoyer à un ensemble de constats que font les auteurs : « *la composition démographique se diversifie ; l'ancrage résidentiel de leurs habitants est de plus en plus affirmé avec le poids des nouveaux arrivants qui recule. L'habitat populaire se consolide peu à peu et l'on voit se développer (…) des logements formels destinés à la petite classe moyenne. La part des maisons a sensiblement diminué dans*

[87] Ainsi, entre autres processus, la normalisation des espaces périphériques impliquerait une plus forte proximité des trajectoires résidentielles [Dureau, Gouëset, 2010], menant en cela ces espaces à un profil relativement « banal » (au sens de « commun ») au sein de la métropole. En effet, J.-P. Lévy [2009, p. 125] souligne la faible probabilité de l'émergence d'un « nouveau modèle spatial » remettant en cause les « *proximités et […] sociabilités 'traditionnelles'* » ; au contraire, l'auteur voit, à partir de l'analyse des mobilités résidentielles et quotidiennes, une périurbanisation qui se « *situerait comme une séquence somme toute classique des cycles urbains s'inscrivant dans le temps long de l'histoire des villes* » [*ibid.*, p. 126].

[88] Si F. Dureau et V. Gouëset [2010] analysent deux municipes populaires de la périphérie de Bogotá en 2010 (Soacha et Madrid) en termes de maturation, précisons qu'en 2003, D. Delaunay et F. Dureau évoquaient le terme de « maturation » au sujet des « *implantations légales des classes moyennes* » (pour le quartier de Normandia) – les quartiers autoconstruits étant alors associés au terme de « *consolidation* » [2003, p. 104].

l'offre de logement, au profit des appartements (...). Celle des locataires a également progressé (...). Cette évolution est liée à la densification des maisons déjà construites qui sont progressivement agrandies et subdivisées en petits logements locatifs, destinés à une clientèle populaire. » [*Ibid.*, p. 138].

Au final, la maturation se lirait « *dans l'évolution du logement et du profil de la population (avec une diversification de la structure par âge et un certain ancrage résidentiel des habitants), ainsi que dans la progression de l'offre éducative et du nombre d'emplois sur place* » [*ibid.,* p. 153]. On retient de l'ensemble des points soulevés par F. Dureau et V. Gouëset une analyse fine des processus de consolidation des quartiers populaires sous l'angle des mobilités et des ancrages.

L'importance des mobilités dans les processus de banalisation

Le concept de maturation se forge donc autour de l'idée de la *banalisation* des espaces périphériques et/ou populaires. Dans la lignée de ces travaux, l'hypothèse d'une maturation des périphéries urbaines est explorée dans la géographie en France dans le cas des villes nouvelles et pour le périurbain lointain.

C. Imbert, A. Brune et C. Rozenlhoc [2011] reprennent l'idée de J.-P. Lévy [2009] d'une restructuration urbaine opérée à partir des pratiques de mobilités pour analyser la maturation des villes nouvelles franciliennes. Une des dimensions caractéristiques du processus renvoie dans ces travaux à la force croissante du local dans le schéma des mobilités – résidentielles et quotidiennes – autour de l'espace résidentiel.

À partir de la grille des mobilités, C. Imbert *et al* réinvestissent aussi la théorie de la normalisation. Dans leur étude, un ensemble de stigmates de la maturation apparaissent et recoupent en partie ceux mis au jour pour le cas colombien [2011, pp. 595-599]. Un triptyque de dynamiques est remarquable : une croissance ralentie, un schéma de mobilités résidentielles donnant une large part aux dynamiques internes, et un renforcement des pratiques dans l'espace local.

On observe tout d'abord, comme à Bogotá, la banalisation des profils par âge des habitants et une convergence des structures démographiques banlieusardes : le poids des enfants tend à diminuer dans la population des villes nouvelles – qui connaîtraient alors un phénomène de vieillissement. Une dimension plus politique est aussi visible avec la reprise en main de la planification urbaine par les élus locaux – freinant la densification des quartiers (cette « restriction » étant souhaitée par ceux déjà installés). Par ailleurs, la maturation des villes nouvelles impliquerait des mobilités résidentielles plus locales, internes à ces espaces, à relier à une durée de résidence plus longue, et renvoyant à un ancrage dynamique « *des pionniers et de leur descendance* » [Imbert *et al,* 2011, p. 597]. Cette mobilité interne et la plus grande importance de la proximité dans les trajectoires résidentielles des premiers habitants et de leurs descendances participent à la construction de « *bassins de vie* » déjà évoqués [Imbert, 2005, p. 88 ; Imbert *et al,* 2011, p. 597].

Dans ces espaces, le suivi de pratiques spatiales quotidiennes (liées ou non à l'emploi – activités diverses, vie de quartier, identification, etc.) renforce l'idée d'un localisme plus fort. Enfin, de la même manière que F. Dureau et V. Gouëset mettaient en lumière les inégalités face à la mobilité dans un contexte de complexification du schéma de ségrégation métropolitaine à Bogotá [2010, p. 132], C. Imbert *et al* évoquent l'impact des mobilités sur « *l'accentuation des disparités socio-spatiales* » et sur une reconfiguration de la ségrégation résidentielle [2011, p. 598].

Même dans un contexte bien différent des colonies populaires, le lien entre mobilités et reconfigurations sociales et physiques des espaces résidentiels est proposé. Le brassage des

populations conséquent à ces reconfigurations sociodémographiques conduirait à une restructuration morphologique, participant à la réorientation des trajectoires résidentielles. Au final, pour C. Imbert *et al,* « *la diversification du parc de logements [doit permettre] d'achever la phase de maturation* » [2011, p. 601].

Recompositions socio-spatiales : trajectoires individuelles et contextuelles

Dans le cas du périurbain éloigné de l'agglomération toulousaine, L. Rougé analyse les recompositions sociales et spatiales des trajectoires résidentielles et quotidiennes des résidents, dans l'optique de tester également l'hypothèse d'une maturation de ces espaces [2010, p. 29]. L'auteur observe le faisceau de dimensions précédemment présentées, et renforçant la théorie de la normalisation. Ainsi, L. Rougé constate :

- la recomposition sociale de la population résidente – vieillissement, changement de la structure socio-professionnelle, allant dans le sens de l'hétérogénéité et d'un rapprochement du « profil moyen » ;
- l'évolution de la structure moyenne, notamment en termes de statut résidentiel ;
- l'arrivée de services urbains auparavant insuffisants ;
- mais aussi la montée de l'individualisme et la polarisation sociale des pratiques de mobilités, résidentielles et/ou quotidiennes, à l'origine d'une grande diversité de « *postures* » et de « *fabriques de territoires* » [2010, pp. 33-35].

La maturation renvoie donc une nouvelle fois ici à une pluralité d'ancrages au sein d'espaces locaux de plus en plus « pratiqués », ainsi qu'à l'autonomisation relative de ces derniers vis-à-vis du centre de la ville.

Enfin, dans son approche des mobilités et des ancrages, M. Bertrand mobilise le registre de la maturation au sujet du croisement des trajectoires individuelles et contextuelles dans les contextes urbains ghanéen et malien [2003b, 2011]. Pour le cas de Bamako, l'auteure écrit : « *(…) on rejoint alors une interprétation des pratiques citadines et des rythmes de la ville fondée sur les termes de maturité et d'immaturité domestique. Qu'elles relèvent de modèles démographiques ou de l'écologie urbaine, les notions de cycle de vie et de génération mettent en évidence la succession d'étapes de gestation, de maturation et de vieillissement. Le géographe est donc enclin à repérer aussi leurs démarcations et leurs chevauchements dans l'espace. »* [2011, p. 258].

Sans en faire une notion centrale, l'auteure investit une nouvelle fois derrière cette notion la conjugaison de multiples variables individuelles et au niveau du ménage, obtenues par l'analyse biographique, ainsi que d'autres relatives aux contextes urbains, afin de mieux cerner les systèmes de mobilités et d'ancrages.

L'approche de ses différentes composantes – démographique, domestique, économique – participe encore à la conceptualisation progressive de la maturation. L'approche de M. Bertrand [2011] révèle encore un intérêt particulier dans le sens où les dimensions du politique et du foncier sont aussi mises en avant.

Ces dernières dimensions doivent faire l'objet d'une attention importante dans la manière d'appréhender les ancrages fondateurs du processus de maturation urbaine au Mexique. En effet, les processus de banalisation et les ancrages prennent un sens particulier au regard de la question politico-juridique liée au foncier dans des zones périphériques sous forte pression.

Conclusion du chapitre 3

Dans notre thèse, les mobilités – résidentielles et quotidiennes – et les ancrages des habitants des colonies populaires périphériques de Mexico participent à mesurer l'inscription de ces contextes résidentiels dans leur environnement urbain d'une part, et à mettre au jour l'éventuelle constitution de « bassins de vie » d'autre part ; ces deux « résultats » suggérant un processus de recomposition avancée des espaces étudiés.

Suivre cette recomposition induit l'approche spatiale d'un panel de dimensions sociales, démographiques et politiques et nous a conduit à mobiliser le concept de *maturation*. Ainsi, ce concept recouvre l'ensemble des processus sociaux et spatiaux, individuels et contextuels qui permettent d'une part la consolidation et la banalisation des contextes résidentiels par rapport aux réseaux urbains classiques (sociaux, économiques, physiques, politiques), et d'autre part, l'*ancrage* et le développement de l'expérience urbaine des individus.
Il s'agit donc dans ce travail d'aborder simultanément les trajectoires des individus et celles des contextes résidentiels en suivant la structure sociodémographique, économique et morphologique des colonies populaires périphériques. Le concept de maturation trouve aussi sa force dans la mise en perspective de ces évolutions avec les systèmes de mobilités des habitants, ainsi que dans leur confrontation avec les enjeux fonciers existants dans ces espaces initialement illégaux.
L'ensemble des dimensions que le processus de maturation des quartiers populaires périphériques recouvre peut s'avérer vertigineux. Plutôt que de tenter de toutes les englober, nous proposons de les observer d'un point de vue pour appréhender de manière transversale et longitudinale un phénomène urbain maintes fois analysé sous l'angle de la consolidation. Ainsi, les mobilités constituent d'une part un analyseur aussi classique que puissant pour lire les recompositions urbaines. D'autre part, l'analyse des ancrages permet d'adopter elle-même un point de vue sur ces mobilités, résidentielles et quotidiennes. Au final, saisir les trajectoires des habitants des quartiers populaires de la périphérie de Mexico et les trajectoires des contextes résidentiels eux-mêmes autorise l'approche de ces espaces d'une manière renouvelée, au-delà du seul prisme de la régularisation physique et foncière.

Les apports théoriques et méthodologiques sur les mobilités spatiales ont permis de positionner notre lecture des restructurations urbaines : schémas de peuplement, divisions sociales de l'espace résidentiel, et accès à la ville doivent ainsi être éclairés dans notre travail par l'entrée des mobilités et ancrages. Le renouvellement de la réflexion dans le champ des mobilités a aussi rendu possible, au moyen de méthodes comme l'approche biographique et les enquêtes sur les déplacements, la prise en compte de l'expérience des habitants : les parcours résidentiels peuvent être approchés dans leur complexité, et les pratiques citadines peuvent s'observer à l'aune des ressources urbaines.

Conclusion de la première partie

Cette thèse cherche à approcher des dynamiques d'évolutions des quartiers populaires périphériques de Mexico nés dans l'illégalité à l'aide du concept de maturation. La lecture de ces dynamiques au travers des processus et systèmes de mobilités et d'ancrages permet de confronter les trajectoires des individus qui résident dans ces espaces et les trajectoires de leurs contextes résidentiels.
Les colonies populaires renvoient à la figure complexe d'espaces résidentiels nés du peuplement urbain centrifuge, caractérisés par leur statut originel illégal, une dimension progressive de l'urbanisation, et le plus souvent, une population résidente modeste, voire pauvre. Ces quartiers sont classiquement appréhendés comme le résultat imparfait du manque de logements pour les pauvres face à une croissance démographique incontrôlable ; ils peuvent encore être saisis à l'aune des processus de consolidation et de régularisation d'espaces urbains trop rapidement assimilés à des bidonvilles.
Au final, les colonies populaires demandent à être réinterrogées : premièrement, on observe la redistribution interne de la population urbaine *via* une mobilité résidentielle intra-urbaine importante ; deuxièmement, un regard sur les dynamiques intra-périphériques et sur les mécanismes « d'apprivoisement » des espaces locaux est essentiel. En effet, les expériences et les ancrages des habitants dans ces périphéries réinterrogent les processus de peuplement et de consolidation d'une part. Les mobilités et insertions plurielles des individus dans les espaces de la ville permettent d'approcher la diversité des trajectoires de vieillissement des quartiers d'autre part.

C'est d'abord la précarité des conditions de vie et la non-conformité qui semblent caractériser ces espaces, au moins dans les moments de la fondation. Or, si les difficultés de l'installation et des processus de normalisation ne sauraient être remises en cause, c'est bien la diversité de ces « chemins de maturation », dans leur degré et dans leurs rythmes, qui définit la colonie populaire à Mexico. Singulière, car illégale et auto-construite, la colonie populaire révèle une hétérogénéité de ses formes et de ses trajectoires : cette bigarrure renvoie à l'importance que ces quartiers ont prise dans le peuplement périphérique de Mexico.

La complexité de ces trajectoires, des individus, comme des contextes, ne peut être entièrement prise en compte par la régularisation. Le concept de maturation peut alors nous aider à révéler la pluralité des stratégies des individus et des évolutions contextuelles expliquant aujourd'hui la diversité des expériences et liens à la ville dans ces espaces. La maturation s'avère un concept pertinent – même si encore peu fixé dans la littérature géographique et/ou à ce stade de l'analyse – pour faire le lien entre évolutions urbaines et mobilités. Nous proposons ici de l'aborder comme le processus multidimensionnel et multidirectionnel de banalisation d'espaces urbains pionniers. Les stratégies et expériences des acteurs mobilisés, comme les caractéristiques des contextes résidentiels concernés, tendent alors à se rapprocher de celles observables dans les autres parties de la ville, dans leurs formes, temporalités, et reproduction.
L'observation des ancrages permet d'adopter un point de vue sur les mobilités qui restructurent la ville de Mexico, en cherchant à identifier ces lieux à partir desquels se configurent les espaces de vie et les systèmes résidentiels des habitants des quartiers populaires. Ces ancrages sont au carrefour de l'expérience urbaine des individus et de leur insertion plus large dans les espaces de la ville par les mobilités qu'ils réalisent. Ce point de vue permet de mettre en lumière la spécificité et la diversité de ces contextes et la construction de l'insertion urbaine des habitants : en cela, il participe à l'éclairage des processus de maturation des espaces résidentiels.

Nous proposons de suivre ainsi les itinéraires biographiques d'habitants de quatre quartiers populaires périphériques, mais aussi de les contextualiser, dans leurs formes et évolutions. Il convient de cerner l'ampleur des spécificités et de la diversité des espaces, comme de leurs trajectoires. Dans cette approche des schémas comme des dynamiques de maturation, c'est d'abord le résultat actuel de cette diversité qu'il s'agit, dans la partie suivante, de démontrer.

Partie II

Contextes urbains de la maturation

Les colonies populaires dans les espaces de la ville

Introduction de la deuxième partie

Si les colonies populaires composent la principale production de la ville et qu'elles se présentent comme les territoires privilégiés de l'approche de la maturation urbaine, il s'agit désormais de présenter leur spécificité et leur diversité actuelle dans l'espace de la métropole mexicaine.

Afin d'appréhender de la manière la plus fine possible ces espaces, nous proposons de raisonner par échelles successives, dans l'espace et dans le temps. Il s'agira ici de présenter le contexte – utilisé ici dans un sens premier et englobant[1] – de l'objet « colonies populaires périphériques » et de poursuivre l'exploration du lien entre situation sociale, démographique, économique, juridique des contextes résidentiels et insertions dans les systèmes de mobilités et ancrages des individus[2].

Les colonies populaires incarnent, derrière la supposée monotonie de la production dite « populaire », une variété de contextes urbains très importante. On a ici la première intuition d'une diversité de l'objet « colonie populaire » et par-là, des dynamiques qui l'ont traversé et qui y opèrent actuellement. À l'heure des « deux millions de maisons pour le Mexique »[3] et de l'intérêt croissant pour les grands ensembles d'intérêt social, les colonies populaires semblent de leur côté révéler une ancienneté et une variété qui, si elles semblent relever d'un lieu commun[4], doivent faire l'objet d'une attention spécifique. Ces caractéristiques permettent à ces espaces de supporter le concept de maturation. Les colonies populaires sont au cœur des enjeux sociaux, politiques et de redistribution des populations métropolitaines. Leur observation permet de suivre les évolutions des expériences et liens à la ville à partir d'espaces urbains pionniers.

Dans cette partie, il s'agit de lire les trajectoires de maturation « à l'envers », à partir de résultats observables aujourd'hui afin d'interpréter l'insertion des colonies populaires dans les différents espaces de la ville en 2014. Nous verrons que, de l'échelle de la ville à celui des quatre quartiers étudiés, ces espaces constituent des contextes urbains pluriels en termes sociaux et juridiques, qui méritent d'être relus par rapport à l'inscription spatiale des mobilités qui les caractérisent.

Partant du postulat que l'évolution des lotissements illégaux périphériques va dans le sens d'une hétérogénéité plus grande de l'inscription spatiale de leur structure sociale, nous émettons l'hypothèse que la maturation pose la question d'une division sociale de l'espace observable à un échelon plus fin que la lecture des types de peuplements (chapitre 4). Cette lecture fine doit permettre une approche transversale des colonies populaires relativement à l'inscription spatiale complexe de la pauvreté, qui est souvent considérée comme homogène et inhérente à ces espaces.

Par ailleurs, un premier éclairage par les mobilités résidentielles et quotidiennes, à des échelons agrégés et sans encore tenir compte de la dimension diachronique, permet une

---

[1] Voir note 1 du chapitre 3, p. 156.

[2] On ne saura alors trop insister sur la prudence à adopter pour cet exercice d'articulation difficile entre l'échelle de l'individu et celle de l'agrégation dans l'espace. Il s'agit du souci de l'erreur écologique – dont nous renvoyons à la définition pédagogique de C. Grasland [1994]. Par ailleurs, M. Roncayolo [1996, p. 34] rappelle la force de cet enjeu dans la distinction des « *corrélations et raisonnements, selon qu'ils sont établis au niveau des propriétés individuelles ou des propriétés collectives* ».

[3] En écho au projet de Livia Corona dont les photographies des nouveaux grands ensembles de logements d'intérêt social ont participé à la prise de conscience au niveau mondial de la démesure de ces opérations immobilières.

[4] À tel point que les nouveaux grands ensembles semblent souvent dépeints comme l'antithèse de ces colonies populaires, en termes de monotonie et d'homogénéité. Au-delà de ce clivage réducteur, C. Jacquin dans sa thèse cherche au contraire justement à appréhender la grande diversité des sociabilités et mécanismes d'apprivoisement de ces espaces.

première lecture dynamique de ces espaces (chapitre 5). Enfin, c'est le contexte de l'illégalité foncière, grille de lecture indispensable des périphéries populaires, qu'il s'agira de présenter (chapitre 6).

C'est alors « l'image finale » du contexte résidentiel qui est ici recherchée, à toutes les échelles mobilisables de l'espace social, juridique et des mobilités. Notre approche, basée sur l'articulation entre l'observation de la métropole et de quatre zones d'étude, doit servir à analyser de manière plus précise la diversité recouverte sous les appellations colonie et périphérie populaires, relativement à l'inscription spatiale de la pauvreté urbaine, de l'illégalité foncière, et de la mobilité intra-urbaine. En plus de la recherche d'une démonstration de cette diversité, il s'agit de soulever l'hypothèse d'un lien entre les trois dimensions évoquées, confirmant ou infirmant des « effets de contextes » locaux particuliers[5], du moins, d'approcher une dynamique plurielle d'ancrage.

[5] Par effet de contexte, on questionnera ici l'impact des différents paramètres des espaces résidentiels, autres ou similaires, à proximité de la production localisée étudiée. M.-H. Bacqué et J.-P. Lévy [2009] définissent cette expression comme « *l'impact des configurations matérielles et sociales des espaces sur la production des marquages sociaux pouvant contribuer à leur attraction ou à leur rejet par diverses catégories de population* ». Cet impact renvoie notamment à trois figures : *« la zone d'habitat* », « *l'aire résidentielle* », et *« l'effet local* » [2009, p. 327].

Chapitre 4.

Les colonies populaires dans l'espace social de Mexico

Spécificités et diversités dans la division sociale de l'espace métropolitain

« Pour pénétrer dans le moins connu, prenons un chemin tracé, sans défricher nécessairement tous les abords. Partons d'un thème et non du tout, sans perdre de vue que le thème est en lui-même partiel, mais qu'il peut, par les relations supposées ou découvertes, révéler bien plus que lui-même et ordonner une réflexion plus générale. Ainsi, à toute autre démarche, on a préféré décrire, mesurer, expliquer un processus et ses résultats. Tel est le sens que nous donnons à division sociale de l'espace urbain *».*
M. Roncayolo [1996, p. 31].

Dans ce chapitre, il s'agit de replacer les colonies populaires périphériques de Mexico au sein de la division sociale de l'espace, à deux échelles : celle de la ville d'une part, celle plus locale des quartiers spécifiquement analysés dans cette thèse d'autre part. Nous nous appuierons ici sur les réflexions et analyses menées collectivement autour de deux travaux : une étude de la division de l'espace urbain à partir de variables censitaires dans une démarche comparative Lima-Mexico au sein du programme PERISUD, menée avec E. Mesclier, M. Piron et A. Ribardière [Mesclier *et al,* 2012, 2014] ; ainsi qu'un travail réalisé avec A. Ribardière sur le thème de la marginalité dans les colonies populaires, dans le cadre d'une communication à l'Union Géographique Internationale [Ribardière, Valette, 2012][1].
L'entrée de la division sociale de l'espace est une approche classique en géographie urbaine. Une question vient alors à se poser : sous quel angle l'aborder ? Sans prétendre à une réflexion sur le thème en lui-même ou ses nombreuses et riches relectures – nous renvoyons à la belle analyse de M. Roncayolo –, il s'agit de présenter ici la manière dont nous avons fait le choix de lire les contextes actuels dans lesquels s'inscrivent les quartiers étudiés et les populations qui y résident.

Au sein de notre démarche comparative, la mobilisation de quatre terrains d'étude dans une ville de vingt millions d'habitants nécessite aussi une utilisation de données de cadrage systématique, impliquant des méthodes spécifiques. On a vu que la localisation et le peuplement des colonies populaires faisaient écho à des logiques centrifuges, à comprendre dans la dynamique globale d'expansion de Mexico depuis la moitié du 20e siècle. Or, s'agissant de qualifier socialement ces espaces, et en nous appuyant principalement sur les données disponibles au travers du recensement, des limites méthodologiques surgissent – au niveau des variables en elles-mêmes, mais aussi du maillage disponible (annexe I.1) – dans l'optique d'appréhender les processus de division. S'il nous est possible d'opérer une

[1] Nous tenons à remercier chaleureusement E. Mesclier, M. Piron et A. Ribardière pour leurs remarques et l'enrichissement théorique et méthodologique dont nous avons pu bénéficier grâce à ces travaux collectifs. Un remerciement tout particulier va à A. Ribardière pour ses très nombreux conseils et ses relectures attentives.

exploration relativement détaillée à partir des données de 2010, le suivi diachronique souhaité pour un suivi des trajectoires renverra à un questionnement ultérieur (chapitre 11).
Afin de dresser une étude de la situation actuelle, il s'agira ici de définir les principales dimensions à partir desquelles nous souhaitons caractériser les différents quartiers de l'agglomération, avec un intérêt particulier pour les colonies populaires d'une part, pour les zones étudiées d'autre part.

4.1. Pour une approche raisonnée de l'espace social

Comme le retrace M. Roncayolo [1996], la division sociale de l'espace renvoie à la division sociale du travail, dont les inégalités, analysées par K. Marx puis relues par H. Lefebvre ou A. Lipietz[2], ont été articulées à la répartition des hommes dans l'espace de la ville. En France, dans la première moitié du 20ème siècle, M. Halbwachs participe à la lecture de la séparation des groupes sociaux dans la ville [1938], par le suivi des pratiques d'une part, celui des acteurs des prix du foncier d'autre part. Si la répartition des individus et des groupes sociaux dans l'espace urbain « *n'est pas aléatoire* » selon M. Roncayolo [1996, p. 33], c'est qu'elle découle de logiques de « *l'échange marchand qui règle, dans ses grandes lignes, l'allocation du sol* » [1996, p. 32] : la division qui en découle est ainsi une « *construction »* où « *les rapports de production et les rapports sociaux s'exercent* (…) *prennent des formes concrètes, spatiales et historiques (...) et s'inscrivent aussi dans la durée et sur le sol, deux dimensions contraignantes* » [1996, p. 35].
L'espace dépasse la seule dimension de support des rapports sociaux, mais engrange la position de production et la dimension historique dans la pluralité de cette production. L'organisation sociale de l'espace urbain transcende le seul reflet de la structure sociétale et intègre le rôle et les logiques des acteurs de l'allocation du sol urbain dans la régulation et la reproduction de la division de l'espace [Rubalcava, Schteingart, 1985, p. 481].
L'analyse de la division sociale de l'espace résidentiel se distingue de l'étude des ségrégations [Grafmeyer, 1994 ; Brun, Rhein, 1994 ; Grafmeyer, Authier, 2011]. Ces dernières en sont les qualifications et interprétations exacerbées dans la manière dont s'expriment les discontinuités sociales les plus tranchées dans ses formes et dans ses processus.

Schémas et processus : répartition, qualification, interprétation
Autour de cette notion riche et complexe, nous ne mobilisons que ce qui appuie notre démonstration pour aborder notre objet d'étude. La division sociale dépasse largement la lecture structuraliste économique de la ville. Elle intègre les représentations et les rapports de pouvoir sur l'évolution et la reproduction de l'organisation de la ville. La division peut alors être lue par l'espace résidentiel – parc de logements, habitat, choix résidentiels –, les caractéristiques des populations dans cet espace – sociales, démographiques, revenus, structure par âge – la répartition des activités, des infrastructures, des fonctions, les mobilités qu'elle implique, les inégalités et hiérarchies observables à tous les niveaux de la société, etc.
M. Roncayolo résume : « *La division sociale de l'espace urbain s'exprime donc de trois manières, en allant (...) des manifestations aux mécanismes : la répartition des hommes, des groupes, des activités dans l'espace, la qualification sociale des espaces, la construction et l'interprétation des formes spatiales* » [1996, p. 36].
Nous ne saurions prétendre à une étude recouvrant cette notion d'une manière complète, mais nous souhaitons en revanche « tirer la ficelle » de la division sociale de l'espace que le

[2] Voir LIPIETZ A. [1974]. *Le tribut foncier urbain : circulation du capital et propriété foncière dans la production du cadre bâti*. Paris : Maspero (Documents et recherches d'économie et socialisme, 6), 290 p. et LEFEBVRE H. [1970]. *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard (Idées), 248 p. cités par M. Roncayolo [1996].

concept de maturation peut révéler. Aussi, c'est premièrement à partir des schémas de la division sociale de l'espace – et non de ses processus – qu'il est question de travailler et c'est à partir de l'espace/contexte résidentiel que nous faisons le choix d'aborder pareille complexité. Plus précisément, une composante de la division sociale de l'espace de Mexico sera mise en lumière, celle de la pauvreté.

La différenciation socio-résidentielle donne à voir les agrégations des caractéristiques socio-économiques des habitants au lieu de résidence. La division sociale de l'espace urbain – souvent considérée par le seul prisme de l'espace résidentiel, même si nous n'ignorons pas ses limites – peut ainsi renvoyer à une différenciation liée à des variables sociodémographiques [Roncayolo, 1996 ; Le Goix, 2003 ; Rubalcava, Schteingart, 1985, 2012], aux catégories socio-professionnelles [Préteceille, 2003], au revenu des populations résidentes [François, Ribardière, 2004 ; Fleury *et al*, 2012], à la dimension de précarité [Ribardière, 2005], à celle de l'exclusion [Dumont, 2011], etc.

À Mexico, on considèrera les travaux de R. M. Rubalcava et M. Schteingart [1985], G. Garza [1987] et du CONAPO [1998], principalement basés sur des combinaisons de variables du recensement et sur une typologie de l'habitat. On retient des investigations scientifiques, comme des représentations communes dans la ville, les lignes puissantes de la division sociale de l'espace : gradient radioconcentrique et division est-ouest très marquée, valables quasiment quels que soient les indicateurs retenus. Nous choisissons ici d'approcher cette structure d'ensemble dans laquelle s'inscrivent les contextes résidentiels locaux étudiés au travers d'un concept opérationnel sur les colonies populaires, celui de la pauvreté (chapitre 2).
L'intérêt réside d'abord dans une lecture actualisée de combinaisons de mesures de la division sociale de l'espace résidentiel à un échelon fin : l'*ageb*. Ensuite, le changement d'échelon, au niveau de la *manzana,* et la combinaison avec les types de peuplement doivent permettre une lecture renouvelée de la spécificité et de la diversité des colonies populaires.
Nous mobiliserons pour ce travail les techniques classiques de l'analyse statistique multivariée éprouvées autour des travaux de l'écologie urbaine, notamment réinvesties à Mexico par E. Duhau [2003], E. Duhau, A. Giglia [2008], R. M. Rubalcava, M. Schteingart [1985 ; 1987 ; 2000, 2012], B. Tallet, A. Ribardière [2010], A. Aguilar, P. Mateos [2010], E. Mesclier *et al* [2012 ; 2014], A. Ribardière, J.-F. Valette [2012], L. Sánchez Peña [2012a ; 2012b], mais aussi les instituts publics comme le CONAPO [2005 ; 2012] ou le CONEVAL [2012a]. Il s'agira, après avoir présenté les objectifs de notre analyse, de présenter les dimensions à partir desquelles nous comptons explorer la division de l'espace urbain, puis d'en présenter les grandes lignes, à l'échelle de toute la ville, à celle des colonies populaires et enfin, de focaliser sur les contextes locaux étudiés.

Les études sur la division sociale de l'espace à Mexico

La littérature mexicaine est riche sur le thème de la division socio-spatiale. Nous nous réfèrerons dans un premier temps aux travaux de M. Schteingart [2001a], qui retrace l'historique de l'utilisation des grands concepts autour du thème de la division sociale de l'espace dans les villes mexicaines et plus largement en Amérique latine. La filiation nette aux travaux de l'écologie urbaine de Chicago – héritage inévitable sur la notion comme le rappelle M. Roncayolo [2010-1978] pour l'analyse française – est d'abord mise en avant, et a conduit à un ensemble de modélisation des espaces urbains, et de Mexico en particulier. À partir des années 1970, soulignant les dimensions de désintégration sociale, puis aboutissant à une lecture critique du capitalisme urbain par les théoriciens de la « dépendance », les chercheurs sur la division sociale voient – dans la lignée de la pensée d'H. Lefebvre – l'inscription dans l'espace urbain des rapports de force de la société dans son ensemble et la formation du concept de marginalité urbaine, dont nous avons discuté les fondements dans le chapitre 2.

Les études sur le thème de la division ont alors alimenté les analyses de la ségrégation urbaine – en lien avec la croissance urbaine, l'accès aux services, ses évolutions, ses « nouvelles formes » — ou encore les monographies de quartiers de la ville. Ces travaux mobilisent l'analyse de données censitaires ou une réflexion plus globale – voire parfois de type « impressionniste » pour reprendre les termes de M. Schteingart [2001a, p. 18]. C'est aussi la théorie de la consolidation progressive des périphéries qui est éprouvée au regard des analyses de l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico ; celle-ci est par exemple explorée au sein des travaux de R. M. Rubalcava et M. Schteingart [1985, 1987][3]. Dans ces derniers, le suivi d'ensembles de variables a ainsi mis en avant la différenciation de l'espace résidentiel de la ville par ce processus de consolidation – lié à l'arrivée progressive des services urbains, suivant souvent un gradient centre-périphérie et une sectorisation liée à une territorialisation différenciée des groupes sociaux dans la périphérie urbaine[4].

Un des problèmes rapidement posés autour de ce genre d'analyse consiste à dépasser le stade de l'exploration des combinaisons de variables afin de déterminer une entrée spécifique, un petit « *chemin tracé* », pour reprendre l'expression de M. Roncayolo. Les travaux réalisés depuis les explorations de R. M. Rubalcava et M. Schteingart ont tendu à affiner la recherche des dimensions de la division sociale de l'espace. La pauvreté est une dimension de cette division et a fait à ce titre l'objet d'un examen spécifique dans la manière dont elle s'inscrit dans l'espace résidentiel. R. Kaztman [2003] réalise par exemple une typologie de quartiers prenant en compte les infrastructures et l'équipement urbain dans sa manière d'appréhender le problème. Les analyses se sont souvent tournées vers une mesure et une critique des dynamiques de ségrégation urbaine, afin de répondre à la demande/peur sociale face à un ressenti de montée des inégalités au sein d'un pays lui-même fortement inégalitaire[5].

Les travaux de M. Guerrien sur la fragmentation urbaine [2004][6], la typologie de B. Tallet et A. Ribardière sur la localisation des quartiers riches et des quartiers pauvres [2010][7], ceux d'A. Aguilar et P. Mateos [2011] sur la différenciation à l'échelon des *manzanas*, ou encore

[3] Menés au niveau municipal, l'échelon de l'*ageb* n'étant pas disponible jusque-là (voir annexe I.1). Les travaux suivants [CONAPO, 1998, Rubalcava, Schteingart, 2000, 2012 ; Duhau, Giglia, 2008 par exemple] utiliseront l'échelon de l'*ageb* et contribueront à une analyse beaucoup plus fine de la division sociale de l'espace urbain de Mexico, notamment en termes de stratification sociale de l'espace résidentiel. Les travaux de R.M. Rubalcava et M. Schteingart sont particulièrement importants dans le sens où ils mobilisent pour la première fois l'analyse systématique de combinaisons de variables censitaires dans l'approche de la division sociale de l'espace urbain au Mexique. De plus, leur utilisation des méthodes de l'écologie factorielle à Mexico, pour les recensements 1950, 1960 et 1970, permet de mettre en avant le phénomène de consolidation. C'est à travers l'exploration de la combinaison de 18 variables relatives au bâti et aux caractéristiques sociales des populations résidentes que l'analyse est menée : les catégories socio-professionnelles (chefs d'entreprise, employés/ouvriers, travailleurs à leur compte, travailleurs non rémunérés), le statut d'occupation du logement, les matériaux de construction (torchis, brique, adobe, autres), la connexion à l'eau, à l'assainissement, le niveau d'occupation (personnes par pièce et familles par logement), l'éducation primaire, les tranches de revenus (trois tranches) [Rubalcava, Schteingart, 1985, pp. 486-487].

[4] M. Schteingart [2001a, p. 21] résume : « *la consolidation urbaine a constitué un facteur particulièrement important dans un centre urbain en expansion rapide, impliquant surtout la formation de lotissements irréguliers, mais qui pourrait cesser d'être aussi significatif lors des étapes ultérieures* » (traduction personnelle).

[5] Rappelons qu'en 2010, l'indice de Gini au Mexique est de 47.2 et que 51,3 % de la population est considérée comme vivant en dessous du seuil de pauvreté [INEGI, 2010 (enquête ENIGH) ; Banque Mondiale, 2013a].

[6] L'auteur construit 14 indices synthétiques sur la quasi-totalité des variables du recensement 2000 [Guerrien, 2004, p. 43], mais réalise des traitements d'analyse factorielle sur 12 indicateurs (à partir de 12 variables du recensement) à l'échelon des *agebs* des délégations analysées (ouest du DF) [2004, p. 344].

[7] À partir d'un ensemble de 8 variables au niveau des *agebs* sur le recensement de 2000 : hauts revenus, analphabètes, accès aux soins, moins de 15 ans, logements au sol en terre battue, occupation, accès à l'eau, densité de population [Tallet, Ribardière, 2010, p. 45]

ceux d'E. Mesclier *et al* [2012 ; 2014] à l'échelon des *agebs*[8], contribuent également à l'analyse de la division sociale de l'espace de Mexico. R. M. Rubalcava et M. Schteingart [2012] interrogent quant à elles spécifiquement les inégalités et leurs évolutions[9].

L'entrée de la mobilité résidentielle intra-urbaine comme autre point de vue pour lire cette division sociale de l'espace[10] est investie par E. Duhau [2003]. Le même auteur prend, plus tard, l'angle de l'ordre urbain, lorsqu'avec A. Giglia, il étaye la thèse de l'archipel urbain en construction dans l'espace de Mexico [Duhau, Giglia, 2008][11]. L'intérêt de cette dernière analyse est d'observer différentes échelles (municipes et *agebs*) et de proposer une lecture croisée des types de peuplement résidentiels – élaborés par l'OCIM [2005] – avec la stratification socio-économique de contextes résidentiels d'après les caractéristiques de leurs populations. Cette double approche permet de faire le lien entre la production urbaine d'un côté, la division sociale de l'espace résidentiel de l'autre.

On peut par ailleurs mentionner les travaux institutionnels visant à mettre sur pied des typologies opérationnelles, à l'échelon des *agebs*, par l'entrée de la marginalité [CONAPO, 2005 ; 2012] ou celle de la pauvreté multidimensionnelle [CONEVAL, 2010 ; 2012a][12].

Positionnement. L'exploration de la division sociale : la dimension de la pauvreté

La manière dont sera analysée la division sociale de l'espace urbain en 2014 à Mexico part du filtre de la notion opérationnelle de la pauvreté. Nous avons en effet préféré une entrée thématique particulièrement saillante sur les colonies populaires, traditionnellement associées aux espaces de la pauvreté et conceptualisées autour de la marginalité. Pour cela, nous avons voulu mener une approche autre qu'exploratoire. Nous nous sommes inspirés d'une approche pluridimensionnelle de la différenciation de l'espace résidentiel.

L'angle de la pauvreté nous sert dans notre analyse à réinterroger le « phénomène de consolidation » — mis en évidence par les études antérieures. Nous n'ignorons pas que les

[8] Dans une comparaison entre Lima et Mexico, trois groupes d'indicateurs (16 variables au total, du recensement de 2005 pour Mexico) ont ainsi été retenus témoignant des différenciations qui marquent l'espace au niveau des personnes, des ménages ou des logements. Au niveau des personnes : moins de 15 ans et plus de 64 ans, analphabètes, études supérieures, langue maternelle amérindienne pour Lima ou langue indigène parlée pour Mexico, absence de couverture sociale. À celui des ménages : possession d'un réfrigérateur, d'une machine à laver, d'une télévision, d'un ordinateur, d'aucun équipement. À celui des logements : électricité, arrivée et évacuation de l'eau par le réseau public dans le logement, logements d'une pièce, sol en terre battue [Mesclier *et al*, 2012 ; 2014].

[9] Ces travaux révèlent un intérêt particulier au regard de l'analyse diachronique qui est menée sur la division sociale de l'espace, à travers un suivi de l'évolution des typologies réalisées depuis 1950 au niveau des municipalités. En 1990 et en 2000, où les données sont disponibles à l'échelon de l'*ageb*, 7 variables sont prises en compte : la population active occupée, les travailleurs à leur compte, l'éducation supérieure au primaire, les hauts revenus, l'accès à l'eau pour les logements, le statut résidentiel, et l'occupation des logements [Rubalcava, Schteingart, 2012, p. 39].

[10] L'auteur utilise particulièrement la dimension de l'activité économique professionnelle dans son analyse de la division sociale de l'espace mise en dynamique par la mobilité résidentielle. Il prend en compte la population active occupée par municipalité en 2000, mais réalise aussi des croisements simples entre les caractéristiques des populations résidentes, en suivant les tranches de revenus, le statut résidentiel, le type de logements, l'accès à l'eau des logements [Duhau, 2003].

[11] Dans *Las reglas del desorden*, les auteurs reprennent l'approche de la « stratification » puisqu'ils appréhendent la division sociale de l'espace résidentiel comme l'ensemble des « *formes spatiales adoptées par la distribution résidentielle intra métropolitaine des différentes strates socio-économiques qui forment la population d'une agglomération urbaine* » [2008, p. 155]. E. Duhau et A. Giglia cherchent ainsi à appréhender les échelles, degrés et effets dans l'espace de cette division à travers la combinaison multivariée de 5 indicateurs discriminants du recensement de 2000 à l'*ageb* : la connexion à l'eau des logements, l'équipement informatique des ménages, celui en chauffe-eau, la population adulte ayant un niveau d'études supérieures, et la population à hauts revenus [2008, p. 174].

[12] Voir définitions et mesures au chapitre 2 (2.2.2).

déterminants et expressions de la pauvreté sont nombreux et lisibles à des échelles spatiales et temporelles si diverses que nous ne saurions en rendre compte par une liste de variables censitaires. Il faut avant tout remettre cet exercice dans la perspective de notre démarche. Nous cherchons ici à identifier les ressemblances et dissemblances entre les lieux, notamment sous l'angle de la division sociale de l'espace. Cette contextualisation dans l'espace social de la ville doit participer à mettre en lumière la spécificité et la diversité d'espaces que nous considérons en cours de maturation. Or, ce processus renvoie justement à une remise en question des schémas de spatialisation de la pauvreté dans les quartiers populaires périphériques.

Si la pertinence du concept de marginalité et sa proximité avec celui de pauvreté multidimensionnelle sont établies (chapitre 2), il s'agit maintenant de voir comment s'opère la différenciation de l'espace urbain, sans distinction *a priori*, de sa situation dans la ville.
Les travaux du CONAPO, du CONEVAL ou les productions scientifiques des sociologues, urbanistes et géographes sur le sujet ne manquent pas, et nous avons déjà mentionné le travail effectué autour de l'indice de *marginación urbana* [CONAPO, 2005, 2012] ou de « retard social » [CONEVAL, 2010] pour Mexico (en 2.2). Ces indices sont construits à partir d'un panel d'indicateurs socio-économiques décrivant la population résidente et les logements. Ils renvoient directement aux définitions multidimensionnelles de la pauvreté telles qu'elles se sont imposées depuis les travaux d'Amartya Sen sur la notion de *capabilité*, relayés par le PNUD. Ils n'incluent toutefois pas d'indicateurs de niveau de revenus qui sont, quant à eux, intégrés dans les indices de pauvreté multidimensionnelle développés par le CONEVAL [CONEVAL, 2012b], à l'issue de la demande institutionnelle de la nouvelle loi du développement social de la Fédération Mexicaine en 2004[13]. La dimension spatiale, autrement dit la position des quartiers dans la ville, n'est pas directement intégrée dans *l'indice de marginación* et encore moins dans l'indice de « retard social » — qui n'opère pas de distinction claire entre rural et urbain. Pourtant, les colonies populaires sont explicitement visées par ces indices, dont l'utilité d'aide à la décision dans les politiques sociales mexicaines est présentée comme prioritaire.

Notre démarche d'approche de la division sociale de l'espace par la composante de la pauvreté ne rentre ainsi pas dans la participation aux débats sur les modèles urbains latino-américains – héritiers directs des modèles de l'écologie urbaine de Chicago –, proposés pour lire la structuration sociale de l'espace de Mexico. Ces modèles, s'ils ont pu être développés à la suite d'analyses similaires, de manière quantitative ou qualitative, ont participé à la lecture synthétique de l'espace urbain, comme l'illustrent entre autres les travaux d'E. Griffin et L. Ford [1980, p. 406] sur un modèle généralisé de la ville latino-américaine, M. Janoschka [2002] sur la privatisation et la fragmentation des espaces résidentiels et commerciaux métropolitains, ou encore C. De Mattos [2010] dans son approche du fonctionnement de la ville comme un ensemble d'îles plus ou moins connectées entre elles. Notre démarche vise ainsi à replacer les contextes locaux des quartiers populaires dans les grandes lignes de la géographie sociale de Mexico, mais surtout, à remettre en avant l'hétérogénéité de ces espaces.

Les contextes locaux des quartiers populaires : échelles et échelons mobilisés
L'hypothèse des effets de contexte sur les dynamiques d'ancrage des résidents, pionniers ou deuxièmes générations, semble pertinente dans notre approche de la maturation urbaine. En

[13] La définition et la mesure de la pauvreté deviennent des enjeux nationaux avec la création de la *Ley General de Desarrollo Social* (loi générale de développement social) en 2004 [*Diario, Oficial*, 2004], notamment dans son chapitre VI, où sont listés les critères que le CONEVAL doit prendre en compte.

effet, c'est bien la double focale de l'espace-ressource et de l'espace-repoussoir qui est analysée au regard des mobilités.
La question posée était celle de l'échelle d'observation. Nous proposons ici d'aborder la question de la division de l'espace urbain par les dimensions de la pauvreté à trois échelles et à deux échelons, soit un total de six lectures possibles des contextes locaux. Nous faisons le choix de projeter notre grille d'analyse aux échelles :

- De la ville, pour une lecture des grandes lignes de la division de l'espace métropolitain et une contextualisation totale dans ce qui est considéré comme Mexico ;
- Des colonies populaires de l'ensemble de la ville, espace résidentiel et type de peuplement socialement et juridiquement marqué, et qui constitue le filtre de lecture principal de notre étude des quartiers populaires périphériques ;
- Des quartiers qui ont fait l'objet d'investigations de terrain, où nous pourrons approcher l'hypothèse de l'hétérogénéité et mesurer les spécificités des contextes locaux dans lesquels ils se situent.

En parallèle, c'est la question de l'échelon d'observation qui mérite d'être posée. Une lecture en deux niveaux sera observée pour le recensement 2010 :

- À l'*ageb* : en effet, il est désormais possible et commun d'appréhender la typologie sociale à un niveau que l'on assimile au « quartier » – sans rapport avec la figure sociologique, anthropologique et géographique à laquelle celui-ci renvoie, mais davantage par rapport à sa taille et morphologie spatiale pouvant faire écho à une connaissance pédestre de l'espace (annexe I.1). L'unité de l'*ageb* permet alors une projection fine des données censitaire dans l'espace de la ville. Toutefois, cette maille n'est pas sans limites, bien au contraire ;
- à la *manzana,* l'échelon fin de l'îlot ou pâté de maisons, infra-quartier, mais dont la lecture sera rendue complexe par le nombre très élevé d'unités (près de 160 000)[14]

La présentation des indicateurs à partir desquels sont mesurées les différentes dimensions de la pauvreté constitue un préalable. L'accent est ensuite mis sur la diversité des colonies populaires, au regard des différents types révélés par la combinaison des indicateurs de pauvreté. Si ces espaces sont ceux de la concentration des situations de vulnérabilité sociale, économique et politique, ils n'en relèvent pas moins d'une diversité remettant en question l'unique relation entre pauvreté et *colonias populares*.

4.2. Lire les formes de pauvreté dans la ville[15]

Pour caractériser les formes de pauvreté à l'échelle de l'ensemble de la ville, nous adoptons ici une approche de la pauvreté qu'A. Ribardière qualifie de substantialiste, en associant un ensemble d'indicateurs décrivant les caractéristiques des populations résidentes

[14] Cet échelon d'observation et la lecture des formes spatiales qui en découle ne sont pas sans poser problème (voir chapitre 2, 2.5.1.1). Il y a en effet trop d'unités pour permettre une lecture synthétique et didactique des formes de la division spatiale. Mais l'intérêt de mobiliser cet échelon est pluriel : lorsqu'on se focalise sur les terrains étudiés, il permet de tester l'hypothèse d'une hétérogénéité plus forte liée à une plus grande finesse du maillage d'observation. De plus, un tel zonage peut révéler de pertinentes concentrations ou au contraire complexifications des structures identifiables aux autres échelons, les formes spatiales étant dans le même temps plus détaillées, mais aussi plus fragmentées. Sur ces questions de différenciations dans les lectures des variations spatiales en fonction de la finesse du grain d'observation, nous renvoyons aux travaux qui ont abordé la question du MAUP (*Modifiable Areas Unit Problem*) [Grasland, Madelin, 2006, p. XXVII].
[15] Le choix des indicateurs à l'échelon de *l'ageb* et la démarche adoptée pour ce chapitre ont fait l'objet d'un travail en collaboration avec A. Ribardière [Ribardière, Valette, 2012].

[2005, p. 62 ; 2014][16]. Tout en étant conscient de la restriction de cette approche de la pauvreté, qui ne saurait prendre en compte sa relativité et les mécanismes de sa construction économique et sociologique, nous cherchons ici à mesurer des différenciations dans l'espace et non la pauvreté en tant que telle[17]. Il ne s'agirait en aucun cas d'un exercice de repérage des populations pauvres, travail qui nécessiterait une approche à l'échelle individuelle et des ménages et que nous ne mettons pas au cœur de notre analyse.
Nous proposons de justifier dans un premier temps le choix des indicateurs retenus et leur sens à un échelon agrégé – au sein de la ville de Mexico et dans le contexte national du Mexique. Il s'agira de lire les différenciations de l'espace mises en lumière par ces indicateurs, en déclinant cette lecture à l'échelon des *agebs*, puis des *manzanas*.

4.2.1. Le choix des indicateurs pour appréhender la pauvreté multidimensionnelle

Nous nous attachons ici à décrire les contextes résidentiels par les entrées de l'habitat, des conditions de logement et des caractéristiques sociales des résidants.
Tenter d'approcher un phénomène si complexe que les formes socio-spatiales de la pauvreté urbaine par un ensemble si réduit de dimensions semble illusoire. Les définitions de la pauvreté, si elles doivent être discutées dans l'optique de situer notre recherche (notamment au regard de la « marginalité » renvoyant aux colonies populaires, cf. chapitre 2), ne constituent pas pour autant le cœur de notre analyse. Le choix des variables doit bien sûr être justifié et leur mobilisation doit avant tout répondre à un caractère de représentativité dans l'inscription spatiale des formes de pauvreté urbaine. La mobilisation des variables choisies fait à ce titre l'objet d'un consensus dans le champ de recherches scientifiques sur le sujet, et dans la manière dont les institutions nationales et internationales y font régulièrement référence.
Cette approche, si nous n'ignorons pas ses limites, constitue néanmoins une entrée opérationnelle et correspond à celle des instituts internationaux comme le PNUD[18] ou la Banque Mondiale [2011]. Notre démarche tend toutefois à se démarquer de ces approches officielles, notamment par les possibilités qu'offre (ou qu'obère) le recensement mexicain 2010, et par le fait que, plus que la *marginación urbana*, nous cherchons ici davantage les témoins d'une *marginalidad* – qui se rapproche davantage d'une conception de la pauvreté multidimensionnelle. Ainsi, notre objectif étant différent, nous ne prétendons pas à un nouveau calcul de l'indice de *marginación* du CONAPO ni à une mesure de la pauvreté multidimensionnelle comme celle du CONEVAL (cf. 2.2.2). En revanche, nous proposons de

[16] On peut définir une approche substantialiste comme celle qui consiste à déterminer les caractéristiques sociales, économiques, démographiques susceptibles de témoigner des situations de pauvreté. C'est l'approche autorisée par les recensements de la population. La pauvreté peut bien entendu être cernée selon d'autres points de vue : une approche *institutionnelle* vise à cerner la pauvreté du point de vue de la relation spécifique qui se noue entre le pauvre et la société qui l'entoure ; une approche *subjective* permet d'appréhender la pauvreté telle qu'elle ressort des expériences vécues [Ribardière *et al*, 2014].
[17] On pourra notamment trouver une critique synthétique en français des approches substantialistes et des mesures quantitatives de la pauvreté dans l'ouvrage de DESTREMEAU B., SALAMA P. [2002]. *Mesures et démesures de la pauvreté*, Paris, PUF, 165 p. Par ailleurs, pour une approche spatiale récente des représentations et images symboliques de la pauvreté à Mexico, on se reportera entre autres aux travaux de M. Bayón [2012].
[18] Les travaux du PNUD reprennent une partie de ces indicateurs pour l'élaboration de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) [PNUD, 2011], basé sur 10 indicateurs devant faire écho à trois dimensions de la pauvreté : l'éducation, la santé, les standards de vie. L'IPM prend en compte : le nombre d'années de scolarisation, le taux de scolarisation, la mortalité infantile, la nutrition, le combustible pour la cuisine, l'accès aux sanitaires, à l'eau, à l'électricité, la qualité des sols du logement et le statut d'occupation de ce dernier [PNUD, 2010].

relire les contextes urbains locaux de la pauvreté dans l'espace de Mexico, à l'aune d'un ensemble d'indicateurs relativement – mais pas foncièrement – différents[19].

Quatre dimensions classiques de la pauvreté ont été retenues, liées à l'accès à l'éducation, la santé, aux conditions de logement et au niveau de vie. Nous en avons associé une cinquième, qui relève davantage de la division sociale de l'espace que de la pauvreté *stricto sensu*, en tentant de prendre en compte la population « indigène ». Ces cinq dimensions renvoient également aux trois échelles d'observation de la différenciation de l'espace résidentiel urbain : personnes, ménages, logements [Mesclier *et al*, 2012 ; 2014]. Notre projet étant de décrire des *lieux* du point de vue des caractéristiques de la population résidente et du niveau de concentration de la pauvreté – et non de cerner la population pauvre elle-même – nous avons aussi utilisé des indicateurs qui visent à témoigner de la présence de classes moyennes et/ou supérieures[20]. Au total, nous avons ici sélectionné un panel de 14 indicateurs du recensement, disponibles aux échelons de l'*ageb* et de la *manzana* pour 2010.

De l'exploration au panel définitif

Une analyse exploratoire d'un grand nombre de variables du recensement a été nécessaire en amont de la sélection des 14 indicateurs qui constituent les grandes dimensions retenues. Cette exploration, à partir de laquelle nous avons sélectionné le panel d'indicateurs final, a été menée à l'échelon « intermédiaire » de l'*ageb*. Celui-ci restera l'échelon d'observation privilégié au cours de notre travail, et ce, pour plusieurs raisons : d'un grain suffisamment fin, mais pas non plus pointilliste, il minimise relativement les effets de taille induits dans l'approche d'individus spatiaux agrégeant des populations, tout en permettant une approche fine de l'hétérogénéité que recèle l'agrégation municipale. Par ailleurs, il constitue la maille déjà observée au regard d'autres typologies que nous mobilisons dans cette thèse : l'âge et le type de peuplement. Enfin, l'*ageb* renvoie à une connaissance pédestre de l'environnement immédiat au voisinage, se rapprochant – tout en s'en distinguant – de la figure de la colonie. Cet échelon offre alors une vision globale, mais dans le même temps, détaillée de la ville et de ses quartiers, pouvant faire ressortir différents modèles spatiaux.

L'exploration a ainsi été réalisée à l'échelon des 5 500 *agebs* (voir annexes II.1 et II.2). Elle a consisté à calculer les indicateurs sous la forme de variables de taux, afin de minimiser les effets de taille et de les cartographier une par une, dans le but de distinguer d'éventuelles formes spatiales préliminaires – associations ou exclusions spatiales entre variables. Les covariations spatiales inter-*agebs* sont également testées mathématiquement par une analyse des corrélations des variables deux à deux. À partir de cette exploration, ont pu être réalisées :

- l'exclusion des individus risquant de biaiser l'analyse (à population nulle ou aux résultats aberrants)
- la sélection d'un ensemble de variables représentatives et non redondantes
    - d'un point de vue thématique, afin de ne pas altérer l'analyse et permettre l'interprétation (sens redondant des indicateurs)

[19] Nous gardons en commun dans notre approche 6 indicateurs : la part de la population sans couverture sociale, la part des logements sans adduction d'eau dans le logement, ceux sans assainissement, ceux avec un sol en terre battue, ceux en état de suroccupation, et ceux ne disposant pas d'un réfrigérateur.

[20] Ont été prises en compte la part des diplômés du « supérieur » et la part des logements connectés au réseau Internet. Malgré sa diffusion, l'accès aux diplômes reste à Mexico un indicateur pertinent pour appréhender les stratifications sociales, renvoyant non seulement aux structures démographiques, mais également aux inégalités sociales [Didou Aupetit, 2011]. Par ailleurs, si l'usage d'Internet est banalisé, l'existence d'une connexion au sein du logement reste, en 2010, très discriminante. Une *ageb* pourra ainsi être appréciée comme constituant un contexte local de pauvreté, si les conditions de vie précaires sont surreprésentées et également, si les signes d'appartenance aux catégories moyennes et supérieures, en termes de niveau d'études et d'équipement, sont sous-représentés.

- d'un point de vue technique, en tenant compte de la disponibilité et de la fiabilité des données d'une part, en évitant les corrélations suffisamment significatives – avec l'attention portée pour éviter les « doublons » qui risqueraient de biaiser les analyses multivariées – d'autre part.

Pour cela, certaines variables *a priori* « évidentes » dans l'analyse de la division sociale de l'espace ont dû être exclues : c'est notamment le cas de la structure par âge ou de celle de l'emploi[21].

Il est alors question de considérer les variables présentées dans le tableau 4.1 (détail en annexe II.1) :

Tableau 4.1. Les indicateurs retenus pour approcher la pauvreté à Mexico

Description sommaire*	Variable	Indicateur
Indigènes	ING	Part des personnes vivant dans les foyers dont le chef de ménage ou son conjoint parle une langue indigène dans la population totale
Enfants non scolarisés	NSCOL	Part des enfants âgés de 6 à 14 ans qui ne vont pas à l'école dans la population âgée de 6 à 14 ans
Analphabètes	ANALP	Part des personnes analphabètes dans la population âgée de 15 ans et plus
Études supérieures	SUP	Part des personnes ayant un niveau d'étude moyen ou supérieur (au niveau secondaire) dans la population âgée de 18 ans et plus
Sans sécurité sociale	SECU	Part des personnes ne disposant d'aucune couverture sociale (ni privée ni publique) dans la population totale
Seguro Popular[22]	SP	Part des personnes bénéficiant du *Seguro Popular* ou du programme *Seguro Médico para una Nueva Generación* dans la population totale
Occupants par pièce	OC_C	Moyenne d'occupants par pièce
Logements au sol en terre battue	TIERRA	Part des logements dont le sol est en terre battue dans le total des logements particuliers habités
Logements d'une seule pièce	UCUARTO	Part des logements d'une seule pièce dans le total des logements particuliers habités
Sans connexion à l'eau	AGUA	Part des logements ne disposant pas d'une connexion au réseau d'eau (dans la maison ou à proximité) dans le total des logements particuliers habités
Sans assainissement	DREN	Part des logements ne disposant pas d'assainissement dans le total des logements particuliers habités
Aucun équipement ménager	SBIEN	Part des logements ne disposant pas de radio, réfrigérateur, lave-linge, automobile, télévision, ordinateur, téléphone, internet dans le total des logements particuliers habités
Réfrigérateur[23]	REFRIG	Part des logements disposant d'un réfrigérateur dans le total des logements particuliers habités
Connexion à Internet	INT	Part des logements disposant d'une connexion internet dans le total des logements particuliers habités

** « Dimension » à laquelle renvoie l'indicateur, permettant simplement une lecture rapide dans les descriptions présentées dans les tableaux*

La comparaison des valeurs prises par ces différents indicateurs dans la zone métropolitaine offre également une mise en perspective succincte de la position de la capitale dans la société mexicaine contemporaine (tableau 4.2).

[21] Dont il faut ici signaler la relative faible précision dans les données censitaires fournies à l'échelon de l'*ageb* en 2010. Contrairement aux recensements précédents, beaucoup d'indicateurs sont absents au niveau agrégé.

[22] Cet indicateur reflète la considération de la part de l'État de l'importance de la population *marginada* dans ces espaces, le programme étant, comme nous l'avons évoqué au chapitre 2, destiné en priorité aux résidents de zones identifiées comme « marginales » au sens où il s'agit des plus fortes concentrations de pauvreté selon la CONAPO [2005 ; 2012].

[23] Le réfrigérateur a été sélectionné pour rendre compte de l'équipement. Signalons dès à présent que l'équipement automobile sera quant à lui appréhendé de manière spécifique dans le chapitre 5.

Tableau 4.2. Indicateurs retenus : ordres de grandeur à Mexico et au Mexique en 2010

Variable	Description sommaire	Moyenne des *agebs* de la ZMVM (en %)	Moyenne des *manzanas* de la ZMVM (en %)	Moyenne pour la population de la ZMVM* (en %)	Moyenne pour la population urbaine[24] du Mexique (en %)	Moyenne pour la population du Mexique (en %)
ING	Indigènes	3,8	3,6	3,6	5,8	9,6
NSCOL	Enfants non scolarisés	2,8	0,5	3,2	4,1	4,8
ANALP	Analphabètes	2,6	1,7	2,5	4,4	6,9
SUP	Études supérieures	47,5	46,9	48,0	42,5	36,3
SECU	Sans sécurité sociale	38,6	38,7	38,6	32,8	33,8
SP	*Seguro Popular*	10,1	9,5	10,0	16,9	23,3
OC_C	Occupants par pièce	1,0	1,0	1,0*	1,0*	1,5*
TIERRA	Logements au sol en terre battue	2,4	0,9	1,8	3,6	6,1
UCUARTO	Logements d'une seule pièce	6,6	4,0	6,5	6,6	7,2
AGUA	Sans connexion à l'eau	5,7	3,4	3,1	6,0	11,3
DREN	Sans assainissement	1,2	0,5	0,6	2,9	9,0
SBIEN	Aucun équipement ménager	0,4	0,0	0,4	1,0	2,8
REFRIG	Réfrigérateur	86,6	74,9	88,1	87,6	82,0
INT	Connexion à Internet	31,1	24,1	31,9	26,6	21,3

* *Moyenne à l'échelon des* agebs

Sources : INEGI 2010.

Accès à l'éducation des enfants et des adultes

On cherche à prendre en compte ici les individus qui sont privés d'éducation pendant l'enfance – période considérée comme « normale » pour la fréquentation des institutions scolaires [CONEVAL, 2012 b][25] –, ceux qui n'ont pas disposé du minimum d'acquisition des savoirs, ainsi que ceux qui ont pu bénéficier d'un accès « supérieur à l'éducation de base »[26] (annexe II.1, encadré II.1.1). On considère ainsi la part des enfants âgés de 6 à 14 ans qui ne sont pas scolarisés, la part des 15 ans et plus analphabètes et la part des adultes ayant un niveau d'éducation moyen ou supérieur aux études secondaires. Mexico occupe, dans ce domaine, une position particulière relativement au reste du pays, dans le sens où les indicateurs montrent des niveaux beaucoup moins préoccupants (tableau 4.2). La frange de la population n'ayant pu accéder à l'éducation reste minoritaire et près de la moitié de la population adulte a pu accéder à un niveau d'étude supérieure. La non-scolarisation des enfants reste également l'exception, largement en deçà de la situation observée dans l'ensemble du pays (urbain ou non).

[24] Population résidant dans une localité urbaine selon le recensement.

[25] Il existe une norme obligatoire de scolarité de l'État mexicain, la NEOEM (*Norma de Escolaridad Obligatoria del Estado Mexicano*) qui cherche à délimiter des standards pour cerner les « carences et retards éducatifs ». Les populations « anormales » sont ainsi : les enfants de 3 à 15 ans qui ne vont pas à l'école, les adultes nés avant 1982 n'ayant pas un niveau d'éducation obligatoire de l'époque (primaire) et ceux nés après 1982 qui n'ont pas un niveau d'éducation obligatoire selon les normes actuelles (secondaire) [CONEVAL, 2012b].

[26] Après le cycle primaire – obligatoire, de 6 à 14 ans —, le cycle secondaire se découpe en deux temps : un premier stade d'éducation « basique » (3 ans) pour les 12-16 ans, un deuxième stade de 3 ans, le « *bachillerato* », sert de passerelle entre le secondaire et l'université ou le milieu professionnel. Primaire et première partie du secondaire font partie de ce qui est considéré comme « l'éducation basique ». Le deuxième stade du secondaire renvoie à un niveau de diplômes « post-basique ». Au-delà, les diplômes sont considérés comme « supérieurs ». Le recensement de la population de 2010 ne permet pas de distinguer, à l'échelon de l'*ageb*, le niveau « post-basique » du niveau « supérieur ».

Accès aux soins à travers la protection sociale :
Les dimensions de la pauvreté sont recherchées dans l'absence de couverture sociale[27] ou chez ceux qui disposent d'une couverture minimale au moyen d'une politique de ciblage et de lutte contre la pauvreté : le *Seguro Popular* (cf. 2.2.2). Malgré les programmes sociaux étatiques, en 2010, près de 40 % de la population ne bénéficie d'aucune couverture sociale à Mexico. L'absence d'emploi ou de couverture sociale peut être compensée par l'insertion dans les réseaux de l'économie informelle et du système clientéliste[28] de l'action sociale.

Qualité des conditions de logement :
Les conditions de logement constituent une dimension primordiale dans l'approche de la pauvreté observée à partir de l'espace résidentiel. Si l'article 4 de la Constitution garantit le droit du peuple mexicain à un « logement digne » [*Diario Oficial,* 2011] et si un indicateur de la qualité de l'habitat a été peu à peu mis en place par les autorités (CONAVI et SEDESOL) – la ECUVE (*Evaluación Cualitativa de la Vivienda y su Entorno*, Évaluation qualitative du logement et de son environnement)[29] – la situation du logement reste encore préoccupante en 2014. Ainsi, pour appréhender ces configurations, on observe la suroccupation du logement ; la taille, et notamment le repérage des situations d'exiguïté où le logement n'est constitué que d'une seule pièce ; la précarité des matériaux, et notamment le sol[30] ; l'accès à l'eau et à l'assainissement dans le logement.
L'accès à ces derniers réseaux est largement diffusé à Mexico, même si la qualité du service n'est pas équivalente selon les quartiers en raison des coupures. Les problèmes de coupures, de pression suffisante et de potabilité sont ceux communs à beaucoup de pays dits du « Sud », comptant une grande part de « mal branchés », obligés de stocker, ou d'acheter de l'eau en bouteille [Blanchon, 2010][31]. Ces indicateurs, lorsqu'ils révèlent des carences, concernent une frange très réduite des logements, mais restent pertinents pour isoler les zones rurales en cours d'urbanisation. C'est notamment le cas de la précarité des sols, qui permet d'approcher l'autoconstruction, du moins le caractère progressif de construction du logement. Enfin, la taille et la suroccupation caractérisent à la fois le centre dégradé de la ville, mais aussi les colonies populaires les plus denses et les villages en grande périphérie.

Indicateurs de niveau de vie via *le niveau d'équipement des ménages*
Trois indicateurs ont été retenus comme étant les plus discriminants afin d'appréhender le niveau d'équipement des ménages (voir coefficients de variation en annexe II.1.3) :

[27] Au Mexique, bien que l'accès à la protection pour la santé soit inscrit dans l'article 4 de la Constitution, il n'existe aucune structure publique centralisant les services de santé, de vieillesse et de chômage. En 2010, 34 % de la population n'a aucune couverture médicale. Les institutions existantes se répartissent entre l'ISSSTE (pour les fonctionnaires), l'IMSS (pour les salariés), les caisses spécifiques pour les structures paraétatiques (Pemex) ou militaires (Défense, Marine), le *Seguro Popular* (destiné aux plus démunis) et les institutions privées.
[28] Sur les pratiques clientélistes dans les mécanismes d'attribution des programmes sociaux, voir entre autres M. Bey [2008], A. Gilbert et P. Ward [1985] et les références citées en 2.2.2 (note 27 du chapitre 2).
[29] L'ECUVE prend en compte 13 dimensions pour qualifier le logement : 3 sont en lien direct avec la localisation (éloignement de l'emploi, caractère social du voisinage, équipement urbain, voirie et transport public). Viennent ensuite la superficie habitable, la connexion à un réseau d'eau, la diversité de l'environnement – en termes de « mixité sociale » de types de logement –, le niveau de services et de gestion municipale, la gestion communautaire des affaires locales, la qualité architecturale, l'accessibilité piétonne, l'entretien des espaces publics et privés, la connexion électrique efficace, et la connexion à internet [INFONAVIT, 2012].
[30] Indicateur classique relatif au confort et à l'état de l'habitat, il est le seul dans le recensement 2010 disponible à l'échelon agrégé – contrairement aux recensements précédents où l'on disposait des informations relatives aux toits au aux murs.
[31] Les « mal branchés » sont à différencier de ceux que D. Blanchon [2010] appelle les « non branchés », obligés de se ravitailler à des puits ou des bornes-fontaines, ou par l'intermédiaire de systèmes alternatifs souvent onéreux comme les citernes. Ces « non-branchés » représentent encore une part non négligeable à l'échelle du Mexique, y compris dans les zones urbaines, même si Mexico occupe une position relativement privilégiée.

- l'accès à internet : en 2010, cet accès n'est plus confidentiel, mais reste discriminant à l'échelon des logements. Quasiment un logement sur 3 dispose d'une connexion Internet à Mexico, tandis qu'ils ne sont qu'un sur 5 à l'échelle nationale, et un sur 4 dans l'ensemble des zones urbaines du pays.
- La part des ménages sans bien est, quant à elle, résiduelle (0,4 % à Mexico). Elle permet tout de même de cerner les ménages les plus démunis et concerne plus de 1 % des logements dans 4 municipes métropolitains sur 10 de l'État de Mexico.
- La part des logements équipés d'un réfrigérateur renvoie à la fois à un bien intermédiaire (ce qui n'est plus le cas de la télévision [Mesclier *et al*, 2012]), ainsi qu'à un élément important de l'économie alimentaire des ménages et de la salubrité[32].

Notons qu'à l'échelon de l'*ageb*, aucune donnée sur les revenus monétaires n'était disponible dans le recensement 2010[33]. Même si cette variable fait, comme nous l'avons vu, souvent l'objet de critiques [Damián, 2008, voir 1.3.2], il aurait été intéressant de l'inclure comme l'avaient fait les différents travaux typologiques sur la question [Rubalcava, Schteingart, 2000 ; Duhau, 2003 ; Guerrien, 2004 ; Duhau, Giglia, 2008 ; Tallet, Ribardière, 2010 ; Aguilar, Mateos, 2010].

La place de la communauté « indigène »

Malgré les limites du critère linguistique utilisé dans le recensement – notamment mises en avant par V. Gouëset [2006] à l'échelle de l'Amérique latine –, il nous est apparu important de tester, au sein du territoire de la ZMVM, la relation entre espaces de pauvreté et espaces résidentiels des populations « indigènes ». La question de la relation entre l'appartenance à la communauté indigène et la pauvreté est régulièrement posée au Mexique par les études des instituts nationaux [CONAPO, 2005 ; 2012 ; CONEVAL, 2007 ; Secretaría de Salud, 2012]. Les programmes de développement social comme le *Seguro Popular* visent explicitement la population indienne. Associée communément à la *marginalidad* et à la pauvreté rurale, la « question indigène » est particulière dans les discours politiques mexicains au sujet des zones de peuplement amérindien. Elle recouvre quasi exclusivement les espaces ruraux et n'a été que peu abordée pour les villes [Schteingart, 2001a, p. 17].

La question de la place politique accordée aux communautés indigènes dans l'espace public mexicain et les hypothèses de ségrégation socio-spatiale pour les groupes ethniques au sein de la ville restent toutefois posées[34]. Pour autant, il n'existe pas de quartier spécifiquement défini sur des bases ethniques et la répartition des populations indigènes ne recouvre que partiellement les autres formes d'organisation spatiale de la division sociale [Oehmichen, 2001]. Toutefois, le lien qui peut être fait, au moins au niveau national, entre la question de la pauvreté et la « question indigène » justifie que nous prenions en compte cette

[32] Cet aspect se révèle, selon nous, plus pertinent que « l'équipement en bien de consommation ». Ce dernier est déjà pris en compte par l'équipement (discriminant) en ordinateur appréhendé *via* la connexion internet. Ainsi, il n'est pas indispensable ici de mobiliser une autre variable d'équipement du logement en « bien intermédiaire de consommation », comme pourrait renvoyer de manière redondante la prise en compte de l'équipement en lave-linge. Par ailleurs, une variable comme l'équipement en chauffe-eau – qui relèverait d'un confort relativement basique à Mexico –, qui était disponible au recensement de 2000 – et considérée comme particulièrement discriminante [Duhau, Giglia, 2008] – n'est pas disponible à l'échelon de l'*ageb* en 2010.

[33] Cette information est uniquement fournie à l'échelon des individus dans la *muestra censal*. Or, rappelons que les personnes sont géoréférençables uniquement au niveau des localités de plus de 50 000 habitants et des municipalités (voir 2.5.1.1 et annexe II.4).

[34] On trouvera une synthèse de l'approche de la « question indigène » en Amérique latine dans les travaux d'E. Mesclier au sein de l'ouvrage de F. Dureau, V. Goüeset, E. Mesclier [2006]. Dans le cas de Mexico, on peut se référer aux réflexions de D. Hiernaux-Nicolas sur les mécanismes de l'insertion urbaine des « indigènes », notamment à Valle de Chalco [2005], et aux travaux de D. Delaunay [2007] sur le lien entre pauvreté et migration dans un contexte de discrimination ethnique au Mexique. On peut également signaler l'étude de M. Pardo dans l'ouvrage de F. Saavedra, K. Bain, M. Pardo [2011, chapitre 2].

dimension : en 2008, 75,7 % de « la population indigène » est touchée par une pauvreté multidimensionnelle[35].
Au final, la population qui peut être considérée comme « indigène » – lorsque l'on tient compte de la pratique de la langue – est minoritaire à Mexico (3,6 % de la population de la ville, contre près de 10 % à l'échelle nationale). Ce trait caractéristique des zones urbaines est encore renforcé dans la métropole.

Une approche multivariée
Chacune de ces variables n'est pas le reflet d'une situation de pauvreté à proprement parler, mais c'est la combinaison de ces différentes dimensions qui donnera une image de l'inscription des formes et structurations de la pauvreté dans l'espace résidentiel de la ville.
Nous retenons de ces paramètres et de leurs valeurs, aux échelles de la ZMVM, de l'ensemble des aires urbaines du Mexique et du pays en général, les signes effectifs d'une grande pauvreté à Mexico. Cette dernière apparaît toutefois résiduelle, étant donnée la faible part des populations concernées (grand dénuement matériel ou précarité du logement). En revanche, certains indicateurs (sécurité sociale, équipement) cernent une pauvreté largement diffusée, qui correspond à une pauvreté de masse, que J. Boltvinik avait mesurée avec sa Méthode de Mesure Intégrée de la Pauvreté [Boltvinik, 1995 ; Boltvinik, Hernandez, 1999 ; Damián, 2010]. La pauvreté urbaine lisible par ces méthodes avait souvent été « ignorée » et passée en arrière-plan de la pauvreté rurale [Boltvinik, Damián, 2001]. Par ailleurs, cette pauvreté a notamment été appréhendée par les travaux de R. Kaztman, où l'auteur met au jour différents pas de temps, prenant en compte à la fois les revenus (nécessaires pour ces indicateurs) et les besoins de base insatisfaits [Kaztman, 1989][36].

Ces indicateurs proposent chacun un visage de la cartographie sociale de la ville. Toutefois, ces différentes facettes de l'espace résidentiel ne se recoupent que partiellement : il s'agit donc d'identifier les différentes combinaisons qui structurent l'espace urbain. Pour cela, nous mobilisons les méthodes classiques d'analyse des données (chapitre 2, 2.5.1.1).

4.2.2. Formes socio-spatiales de la pauvreté dans la ville : l'observation à l'échelon des *agebs*

Nous proposons ici de présenter l'analyse des formes de la pauvreté dans l'espace résidentiel de Mexico à l'échelon des *agebs*. Nous nous concentrons sur cet échelon proche – mais pas synonyme – du « quartier », sans lui donner un sens particulier, mais permettant d'appréhender facilement une dimension locale. Si l'*ageb* ne possède aucune signification sociologique, géographique politique ni morphologique, elle constitue pourtant une échelle adaptée à la compréhension d'un espace de voisinage immédiat dans l'espace résidentiel. Nous analyserons les contextes résidentiels sous l'angle de la pauvreté, à ce niveau, à l'échelle de toute la ville, puis des colonies populaires, et enfin des quartiers étudiés.
Commençons d'ores et déjà par l'approche à l'échelle de la ville. Dans un premier temps, il s'agit d'explorer les corrélations entre les variables sélectionnées à cet échelon, puis il s'agira de présenter la synthèse de ces corrélations dans une analyse factorielle et enfin de proposer

[35] Selon un communiqué du CONEVAL de 2010, à l'occasion de la journée internationale des populations indigènes. cf. également CONAPO [2005 ; 2012].
[36] Cette analyse recoupe une approche par le seuil de pauvreté lié aux revenus, et une autre, par les *necesidades básicas insatisfechas (NBI)*. R. Kaztman établit ainsi une typologie des pauvretés : « chroniques » (en dessous du seuil de pauvreté et besoins de base non satisfaits), « récentes » (en dessous du seuil, mais besoins satisfaits), « d'inertie » (au-dessus du seuil, mais besoins non satisfaits), et « non-pauvres » (au-dessus du seuil et besoins couverts) [Kaztman, 1989 ; Ramos Hernandez, 2000 ; SIISE, 2013].

une classification des unités spatiales au regard de leur profil de « pauvreté ». Cette analyse nous servira de référence pour décliner notre approche de la division sociale de l'espace aux différentes échelles d'observation.

4.2.2.1. Corrélations des variables deux à deux

Il s'agit d'approcher une première forme des associations ou dissociations dans l'espace résidentiel de Mexico des indicateurs que nous avons sélectionnés pour caractériser la pauvreté. Les corrélations des 14 variables relevant des dimensions de la pauvreté dans l'espace des 5 500 *agebs*, mesurées par le coefficient de corrélation de Bravais Pearson, donnent à voir des résultats en partie prévisibles (tableau 4.3).

Les variables relatives aux carences – en termes de niveau de vie, de condition de logement, d'accès à la protection sociale, d'accès à l'éducation – s'associent entre elles, tandis qu'elles s'opposent nettement avec les variables relevant des caractéristiques « positives » (études supérieures, équipement en réfrigérateur, et connexion à Internet). Les corrélations entre niveaux d'accès à l'éducation, niveaux de vie et conditions de logement apparaissent ainsi très significatives. La place des populations indigènes est également remarquable au sein de cet ensemble de variables : si aucune conclusion ne saurait être tirée à ce stade de l'analyse – au vu des ordres de grandeur (tableau 4.2) –, la relation avec les signes de pauvreté est observée.

Tableau 4.3. Corrélations entre indicateurs de pauvreté en 2010 à l'échelon des *agebs*

	ING	NSCOL	ANALP	SUP	SECU	SP	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	SBIEN	REFRIG	INT
ING	1,00													
NSCOL	0,21	1,00												
ANALP	0,48	0,34	1,00											
SUP	-0,49	-0,37	**-0,76**	1,00										
SECU	0,45	0,34	**0,65**	**-0,75**	1,00									
SP	0,27	0,19	**0,57**	**-0,65**	0,35	1,00								
OC_C	**0,62**	0,35	**0,73**	**-0,89**	**0,72**	**0,61**	1,00							
TIERRA	0,46	0,19	**0,53**	-0,44	0,42	0,38	**0,58**	1,00						
UCUARTO	**0,63**	0,35	**0,65**	**-0,67**	**0,60**	**0,49**	**0,81**	**0,53**	1,00					
AGUA	0,45	0,08	0,36	-0,36	0,37	0,26	0,47	**0,51**	0,44	**1,00**				
DREN	0,28	0,03	**0,38**	-0,28	0,27	0,28	**0,33**	**0,40**	0,27	**0,36**	1,00			
SBIEN	0,30	0,22	**0,52**	-0,40	0,38	0,36	0,46	**0,50**	0,45	0,30	0,28	1,00		
REFRIG	**-0,54**	-0,30	**-0,76**	**0,77**	**-0,69**	**-0,64**	**-0,83**	**-0,69**	**-0,74**	**-0,53**	**-0,47**	**-0,61**	1,00	
INT	-0,43	-0,32	**-0,66**	**0,93**	**-0,70**	**-0,62**	**-0,86**	-0,38	**-0,59**	-0,32	-0,24	-0,35	**0,71**	1,00

Test de corrélation de Bravais-Pearson : toutes les variables (sauf deux exceptions pour les non scolarisés) sont corrélées entre elles en rejetant l'hypothèse d'indépendance avec un risque d'erreur inférieur à 0.1 %.

Toutefois, ces variables ne se recoupent pas non plus de manière intégrale. La répartition spatiale de quelques indicateurs échappe en partie aux logiques dominantes. Les corrélations sont ainsi moins fortes pour la part des enfants non scolarisés, celle des logements sans aucun équipement et sans assainissement et la part des personnes parlant une langue indigène. Ces différences indiquent que la répartition spatiale de ces catégories de populations renvoie à des logiques plus spécifiques par rapport aux autres indicateurs.

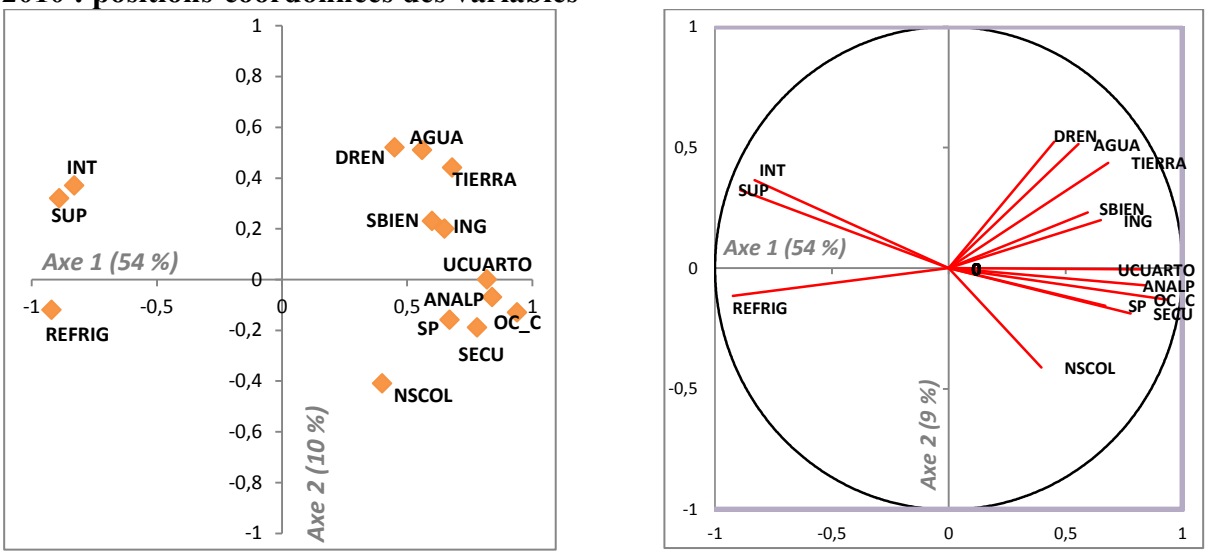
Au cœur de la pauvreté, on retrouve un groupe d'indicateurs systématiquement et fortement corrélés à tous les autres : l'analphabétisme, l'absence de protection sociale, l'exiguïté du logement, sa suroccupation, la précarité des matériaux (sols), et son équipement notamment en réfrigérateur. À l'échelon des *agebs,* on retrouve donc la relation entre l'ensemble des dimensions d'éducation, de protection sociale et de conditions de logements préalablement postulée. Voyons désormais comment leurs combinaisons peuvent révéler des structures robustes et synthétiques de la géographie sociale de la ville à cet échelon.

4.2.2.2. Analyse factorielle en composantes principales

L'analyse en composantes principales constitue une méthode classique pour aborder les covariations spatiales d'un ensemble d'indicateurs. Elle va permettre de révéler les principales associations ou exclusions qui structurent les différenciations entre les 5 500 *agebs*, décrites simultanément par les 14 indicateurs. Une ACP permet ainsi de dégager les facteurs explicatifs des écarts entre les unités spatiales étudiées : les résultats détaillés de ces analyses sont exposés en annexe II.3.

Cette ACP permet de classer les *agebs* sur des axes indépendants et résumant le comportement des unités spatiales par rapport aux variables les décrivant : les deux premiers sont particulièrement synthétiques (tableau II.3.2 en annexe II.3, figure 4.1) prenant en compte 64 % de la variance.

Figure 4.1 Plan factoriel des deux premiers axes de l'ACP réalisée sur les 5 500 *agebs* en 2010 : positions-coordonnées des variables



➢ <u>Une échelle de pauvreté significative</u>

La force des associations des 14 variables considérées amène à la prise en compte de plus de la moitié des différenciations inter-*agebs* sur une même échelle (54 % de l'information[37]).

On observe alors des situations diamétralement opposées. D'un côté, on retrouve les *agebs* caractérisées par la surreprésentation des indicateurs de pauvreté, aussi bien ceux relevant d'une pauvreté extrême, mais résiduelle (analphabétisme et précarité des conditions de logements), que ceux relevant d'une pauvreté plus diffuse (absence de couverture sociale). À l'opposé se positionnent les *agebs* caractérisées par une surreprésentation des indicateurs témoignant de meilleures conditions de vie (niveau d'équipement des ménages) et d'accès aux études supérieures.

➢ <u>Contextes péricentraux, périphériques, périurbains</u>

Une composante secondaire mérite d'être retenue, même si sa puissance synthétique est plus faible – 10 % de l'information. Indépendante de la première, cette composante exprime l'association des indicateurs relatifs à la part des logements avec le sol en terre battue, sans assainissement ni connexion à l'eau, et l'opposition de ce groupe à la variable relative à la part des enfants non scolarisés. Ces associations tendent à regrouper, dans un ensemble relativement hétérogène, des *agebs* pourtant en positions opposées sur le premier axe. En

[37] On fait ici référence au pourcentage d'inertie résumée par ce premier facteur, et plus généralement à celui associé à chaque facteur de l'ACP.

isolant les surreprésentations des logements en matériau précaire et mal connectés aux réseaux basiques, cette composante permet en fait de cerner les spécificités des espaces résidentiels périurbains et ruraux, toutes choses égales quant à la position de l'*ageb* sur l'échelle de pauvreté précédemment définie.
L'axe 2 permet ainsi de différencier les *agebs* caractérisées par une forte pauvreté (axe 1). On distingue en particulier les situations « intra-urbaines » de celles relevant davantage de la périphérie. Pour les premières, dans le péricentre et la périphérie consolidée, l'accès aux réseaux est quasiment garanti, mais les carences d'infrastructures (notamment scolaires) sont toujours vives. Pour les secondes, plus périphériques, le caractère récent de l'installation d'une part, et sa position « lointaine » d'autre part, semblent plus marquants[38], et les logiques de pauvreté tendent à s'y accumuler. Les contextes urbains moins marqués par la pauvreté sur l'axe 1 se situent à l'opposé sur cet axe 2. La faible part d'enfants non scolarisés et la forte proportion des adultes avec un niveau d'études supérieures participent à définir ces *agebs* comme beaucoup plus épargnées.

- Les structures secondaires

Les composantes suivantes sont plus spécifiques, rendant compte de logiques propres à certains indicateurs et mal restituées dans les deux axes précédents. On retiendra en particulier, la part des enfants non scolarisés, des logements ne disposant pas de l'assainissement (prises en compte sur la 3ème composante principale mettant en lumière les villages périurbains), ainsi que la part des populations « indigènes » et des ménages sans biens (pour la 4ème composante). Les logiques de répartition spatiale des concentrations de ces indicateurs tendent alors à révéler les spécificités plus locales de la ZMVM.

Au total, la prise en compte des quatre premières composantes de la structure de différenciations des *agebs* induite par les indicateurs de pauvreté sélectionnés permet de retenir les logiques principales en excluant celles propres à certaines zones seulement. Ces quatre composantes résument à elles seules 76 % des différences inter-*agebs* dans l'espace de la ZMVM en 2010. Une classification ascendante hiérarchique (CAH) appliquée sur ces quatre premières composantes permet de construire une typologie des 5 500 *agebs* en 5 classes, cohérentes et différenciées.

4.2.2.3. Formes spatiales de pauvreté dans les contextes résidentiels : typologie des *agebs*

Les *agebs* constituent autant de contextes résidentiels, qui peuvent être caractérisés d'une part, par leur profil social tel que décrit par les 14 indicateurs de pauvreté, d'autre part, par leur position dans la ville. La classification réalisée résume 70 % de l'information contenue dans les axes, soit 53 % des différenciations spatiales des *agebs* par les 14 variables ; elle permet d'identifier 5 types d'*agebs*[39]. L'analyse des profils des classes obtenues témoigne des différentes dimensions de la pauvreté dans la géographie sociale de Mexico (tableaux 4.4 et 4.5 et figure 4.2).

- Les contextes résidentiels marqués par une pauvreté extrême

Cette classe (n° 3) rassemble les *agebs* dans lesquelles les surreprésentations des indicateurs de pauvreté sont les plus fortes : en moyenne, près de 60 % de la population résidante ne

[38] À ce titre, la cartographie exploratoire des *agebs* selon leurs coordonnées sur cet axe met relativement bien en valeur les espaces périurbains et les villages en lointaine périphérie.
[39] Les analyses préliminaires ont montré que cette méthode était plus discriminante dans la différenciation des *agebs* qu'une CAH en 5 classes directement réalisée sur l'ensemble des indicateurs. Les formes spatiales nous sont apparues comme *a priori* plus cohérentes (par rapport à une connaissance empirique) et l'inertie prise en compte très légèrement supérieure (53,2 % ici, contre 52,5 % pour la CAH directe sur les indicateurs).

bénéficie d'aucune couverture sociale ; plus de 60 % des logements ne sont pas connectés au réseau d'adduction d'eau ; 7 % des 15 ans et plus sont analphabètes et près d'une maison habitée sur 5 a un sol en terre battue (tableau 4.4). Par ailleurs, seule une maison sur 2 est équipée d'un réfrigérateur et seuls 3,1 % des ménages ont accès à Internet à leur domicile. Ce groupe d'*agebs* au profil extrême correspond aux contextes résidentiels où les conditions de vie et de logement semblent les plus difficiles. Cependant, ce type de contexte réunit une minorité des habitants de la ZMVM : 1,4 % seulement.
On note la surreprésentation massive de la population « indigène » dans les *agebs* appartenant à cette classe (17 % en moyenne) ; toutefois ce type de contexte résidentiel ne concerne que 6 % des ménages indigènes.

- Des contextes de pauvreté marquée

La classe 2 rassemble les *agebs* dans lesquelles les indicateurs de pauvreté sont élevés, dans une moindre mesure toutefois qu'ils ne le sont dans la classe 3. En particulier, les indicateurs témoignant d'une précarité des logements propre aux espaces périurbains et ruraux accusent des valeurs moins marquées (les logements au sol en terre battue et sans adduction d'eau). La part des ménages dépourvus de tout bien est résiduelle. En revanche, d'autres indicateurs de pauvreté sont largement surreprésentés : ils concernent le niveau d'éducation – moitié moins de diplômés du supérieur que la moyenne et plus de 4 % d'enfants non scolarisés et de 15 ans et plus analphabètes – ; l'accès à une couverture sociale des populations – toujours plus de la moitié sans couverture – ; la taille des logements et le niveau d'équipement des ménages. Au total, 14,6 % de la population vit dans ces contextes résidentiels qui sont le lieu d'une pauvreté urbaine marquée.

- Les espaces de la pauvreté de masse

Près du tiers de la population totale de la ZMVM réside dans les *agebs* de la classe 5, marquées par une pauvreté de masse plus importante qu'en moyenne, sans toutefois que les indicateurs atteignent des niveaux de surreprésentations observés dans les contextes résidentiels précédents. La « masse » fait ainsi référence à l'importance numérique et relative de cette classe. Si les indicateurs montrent des carences sensibles en termes d'accès à l'éducation (encore plus de 60 % d'adultes sans études supérieures au secondaire) et aux soins (plus de 43 % de personnes sans couverture), de qualité du logement et de niveau de vie par rapport à la moyenne de la ville, celles-ci sont globalement moins accusées que dans les cas précédents et concernent une grande partie de la population de Mexico.

- Les contextes intermédiaires

Pour reprendre les mots de C. Bataillon [1991], plus du tiers de la population renvoie à une « mer moyenne » : 38,6 % réside dans des *agebs* intermédiaires (classe 1) dans lesquelles la pauvreté n'est pas absente, toutefois moins représentée qu'en moyenne, quel que soit l'indicateur considéré. Si l'on ne doit pas oublier les 34 % de personnes sans couverture sociale, la plupart des indicateurs de pauvreté y sont légèrement sous-représentés par rapport à la moyenne dans la ville et on retiendra que plus de 7.5 millions de Mexicains se logent dans ces contextes résidentiels.

- Les contextes résidentiels « épargnés »

Enfin, une frange non négligeable de la population (15,4 %) vit dans des *agebs* marquées par la forte surreprésentation de l'accès aux études supérieures (les ¾ des adultes en moyenne) et des indicateurs d'équipements (les 2/3 des logements sont connectés à Internet) (en classe 4). Les indicateurs de pauvreté y sont largement sous-représentés, ce qui mène à appréhender ces espaces comme globalement « épargnés ». Toutefois les signes d'une pauvreté intégrée persistent : en moyenne, le quart de la population résidente ne bénéficie d'aucune protection sociale.

Tableau 4.4. Profils moyens des 5 classes obtenues (moyennes en % des indicateurs par types d'*agebs*)

Indicateur	Profil Moyen	Classe 3 Pauvreté Extrême	Classe 2 Pauvreté marquée	Classe 5 Pauvreté de masse	Classe 1 Intermédiaire	Classe 4 Epargné
ING	**3,8**	16,7*	7,6	3,6	2,3	1,2
NSCOL	**2,8**	3,8	4,0	3,7	2,3	1,7
ANALP	**2,6**	7,2	4,8	3,4	1,8	0,6
SUP	**47,5**	17,0	26,1	36,2	50,8	77,2
SECU	**38,6**	57,9	52,3	43,5	34,8	25,2
SP	**10,1**	20,7	16,3	13,9	8,4	2,1
OC_C	**1,0**	1,7	1,3	1,1	0,9	0,6
TIERRA	**2,4**	17,8	5,1	1,8	0,9	0,9
UCUARTO	**6,6**	22,9	13,7	8,6	3,9	0,9
AGUA	**5,7**	64,3	14,3	2,4	1,4	0,2
DREN	**1,2**	13,5	3,4	0,5	0,2	0,1
SBIEN	**0,4**	2,5	0,8	0,4	0,1	0,0
REFRIG	**86,6**	52,5	72,6	84,2	91,6	97,4
INT	**31,1**	3,1	10,3	19,3	31,9	65,4

Sources : INEGI, 2010. Dictionnaire des variables dans le tableau 4.1 et en annexe II.1
** Exemple de lecture : dans la classe 3, on observe en moyenne par* ageb *16,7 % d'indigènes dans la population.*

Figure 4.2. Profil des 5 types *d'agebs* (en écarts-types par rapport au profil moyen)

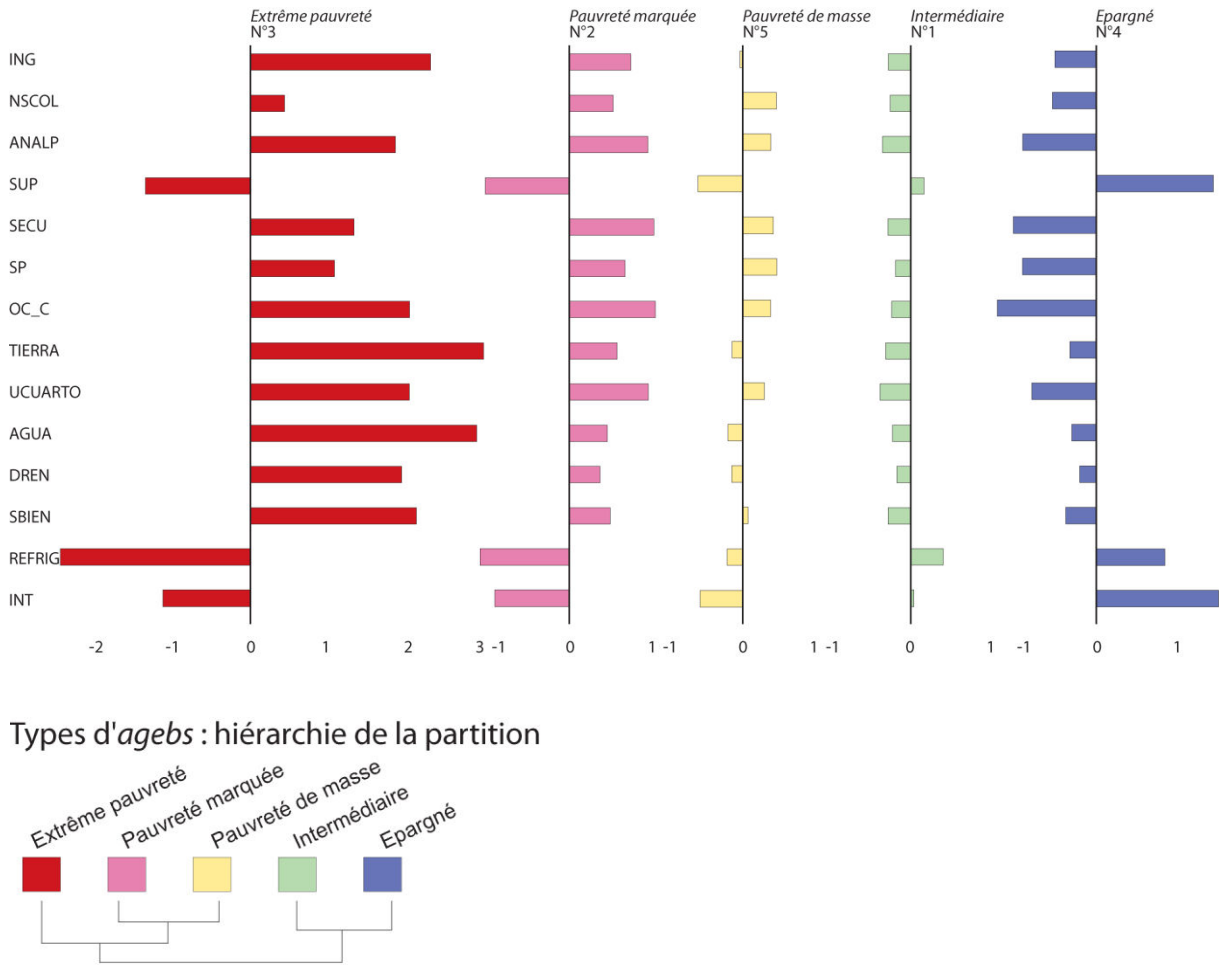


Tableau 4.5. Répartition des 5 500 *agebs* et de la population selon le profil de pauvreté de l'*ageb* en 2010

Type de contexte résidentiel	Nombre d'*agebs*	Part du total d'*agebs* (en %)	Population	Part de la population (en %)
Extrême pauvreté	187	3,4	276 806	1,4
Pauvreté marquée	907	16,5	2 854 053	14,6
Pauvreté de masse	1 271	23,1	5 850 186	29,9
Intermédiaire	2 035	37,0	7 544 350	38,6
Épargné	1 100	20,0	3 016 969	15,4
Total	***5 500***	***100,0***	***19 542 364***	***100,0***

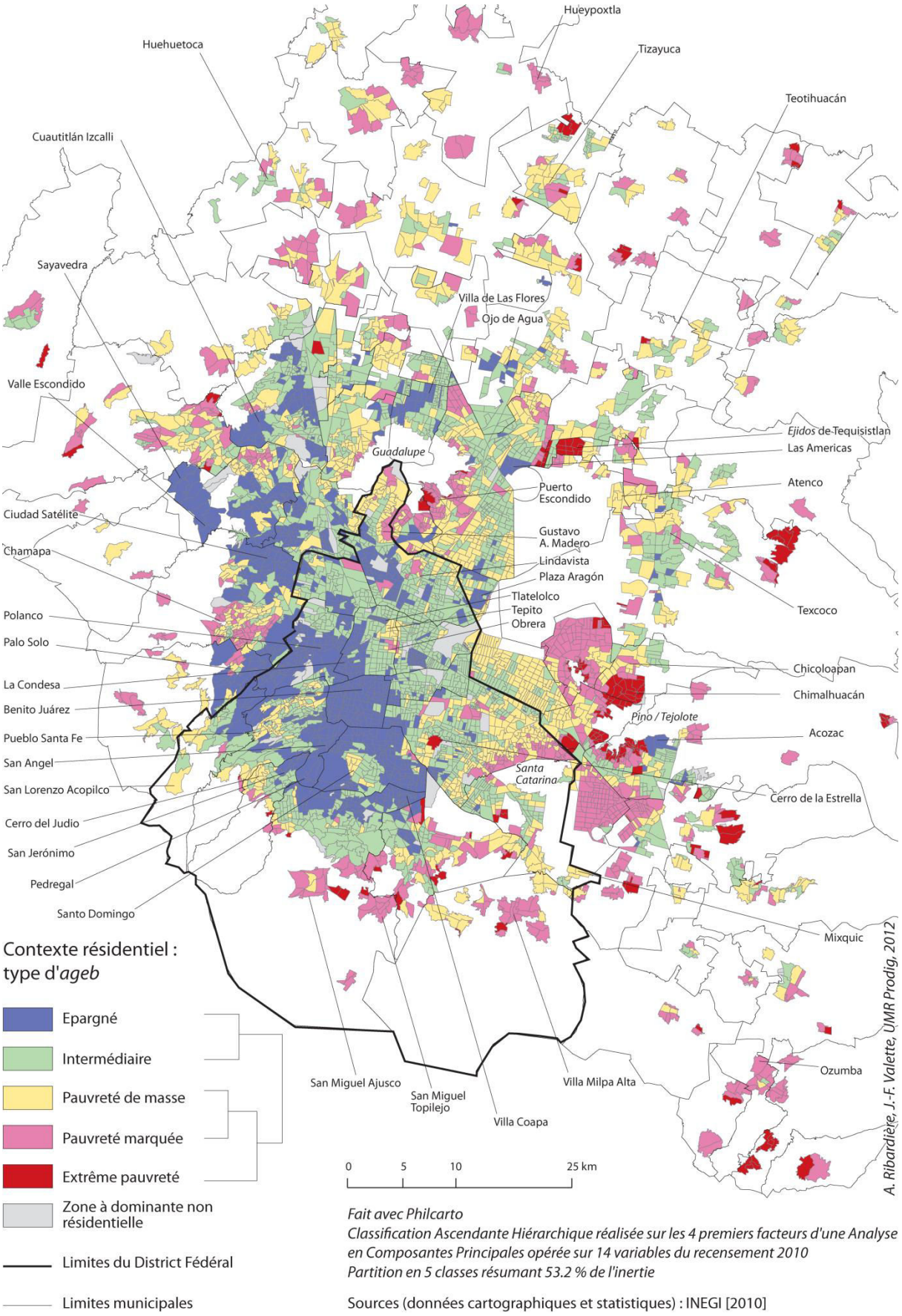
4.2.2.4. L'inscription spatiale des contextes résidentiels définis par les indicateurs de pauvreté

L'inscription spatiale des différents types d'*agebs* dans la ZMVM permet de préciser la nature des contextes résidentiels (carte 4.1).

Les *agebs* marquées par une **pauvreté extrême** sont caractéristiques des fronts d'urbanisation populaire de la grande périphérie – mal reliés au reste de la ville – et des villages en voie de conurbation. Elles constituent des angles ultrapériphériques du tissu urbain, des zones de peuplement sur des espaces encore très récemment urbanisés, voire ruraux. Elles renvoient aussi à de très rares interstices au sein de la ville, et à quelques extensions de villages périurbains. On retrouve notamment dans cette classe 3 des 4 terrains étudiés, à savoir : l'extrême sud d'Ampliación La Conchita et Tempiluli à Tláhuac – le plus loin du village, où les constructions sont inachevées et les services de base déficients (photo 4.1[40]) – ; la quasi-totalité à La Paz – surtout à l'est (Jorge Jiménez Cantú, Lomas San Sebastián), soit le haut de la colline, où la densité est faible, et le lotissement récent (voir photo 4.2) – ; et les *parajes* méridionaux en direction de la montagne dans le cas de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta.
Par ailleurs, ce profil renvoie aux « marges » physiques de la ville, comme à San Miguel Ajusco[41], Chicoloapan-Chimalhuacán, ou encore, à l'est de Texcoco, à Tezoyuca dans les *ejidos* de Tequisistlan, et à Puerto Escondido sur les collines d'Ecatepec. L'interstice constitué par les quelques baraquements localisés sur le Cerro de la Estrella à Iztapalapa fait, seul, figure d'exception dans le péricentre.
Les mécanismes qui ont conduit à ces concentrations de situations de pauvreté dans ces espaces sont connus depuis plus d'un demi-siècle [Turner, 1968 ; 1976] : ils renvoient aux conditions très précaires des débuts des installations illégales. Par ailleurs, ils interrogent les dynamiques amélioratives éventuelles alors expérimentées par les habitants.

[40] L'ensemble des illustrations photographiques auxquelles il est fait référence ici permet une association relative à un type de contexte résidentiel, mais ne doit pas être confondu avec une description systématique des conditions de logement, notre typologie ne relevant pas uniquement de cette dimension. De la même façon, l'utilisation simultanée de plans proches et plus éloignés sur les photographies renvoie à notre souhait de « donner à voir » un paysage urbain instantané – parmi une infinité d'autres possible –, quelle que soit l'échelle envisagée. Notre sélection relève à la fois de la volonté « d'immersion dans le réel » de la typologie, mais aussi de la prise en considération de la diversité des types d'espaces en question.
[41] Pour une monographie sur ce village périphérique, voir entre autres les travaux de L. Gratkowski [2011].

Carte 4.1. Les contextes de la pauvreté dans l'espace urbain de Mexico : typologie des *agebs* en 2010



Photographies 4.1 et 4.2. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté « extrême »

Photo 4.1.
Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]

Photo 4.2.
La Joya, Chicoloapan/Chimalhuacán, Etat de Mexico [2011]
Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Les *agebs* du **type 2 (pauvreté marquée)** concernent des espaces plus anciennement urbanisés et davantage consolidés. On les retrouve ainsi dans le prolongement des grandes zones de peuplement populaire et dans les villages périurbains. Ce type d'*agebs* entre également dans la mosaïque socio-spatiale qui caractérise le centre historique dégradé.
On observe alors des zones beaucoup plus vastes que celles concernées par l'extrême pauvreté : dans les grands espaces plans anciennement lacustres de l'est, mais aussi sur les pentes périphériques du tissu urbain, à l'est (autour de la Sierra de Santa Catarina, des *cerros* de Pino et Tejolote) et au centre-nord (Sierra de Guadalupe). La constellation des villages périurbains est largement représentée dans cette classe.
Les exemples les plus significatifs renvoient à de vastes espaces construits, à l'apparence homogène, comme pour la quasi-intégralité des *agebs* des municipes de Valle de Chalco (photo 4.3) ou Chimalhuacán (photo 4.4), alors en cours de consolidation et peuplés depuis une trentaine d'années. Les villages périphériques comme Ozumba, Hueypoxtla – dans l'État de Mexico –, San Miguel Topilejo à Tlalpan ou encore Villa Milpa Alta – dans le DF – le sont également. Dans l'ouest, même plus isolés et juxtaposés aux contextes résidentiels les plus favorisés de la ville, ces contextes s'observent aussi, comme à Palo Solo à Huixquilucan ou encore dans les quartiers de Chamapa à Naucalpan. En cœur de ville, on retrouve les quartiers populaires bien connus de la Obrera, Transito ou la Doctores (délégation Cuauhtémoc) qui, s'ils font figure d'isolats, témoignent encore de la persistance du caractère défavorisé de certains espaces centraux.
Quant à nos zones d'étude, si le cas de Cuautitlán semble *a priori* exclu des formes de pauvreté marquée pour les contextes résidentiels, une petite partie du village de San Pablo Oztotepec est comprise dans cette classe. Il en est de même à La Conchita à Tláhuac, et dans les zones les plus anciennement urbanisées de Jorge Jiménez Cantú à La Paz. Dans ces espaces résidentiels, la pauvreté marque encore fortement les conditions de vie et de logement et les dynamiques de consolidation ne sont pas encore abouties. S'il constitue un ensemble remarquablement homogène dans la périphérie orientale et en périurbain, ce profil *d'agebs* se recoupe en grande partie avec les espaces urbanisés depuis les années 1980 (carte 2.2).

Photographies 4.3 et 4.4. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté « marquée »

Photo 4.3.
Xico La Laguna, Valle de Chalco, Etat de Mexico [2010]

Photo 4.4.
Cerro Chimalhuache, Chimalhuacán, Etat de Mexico [2010]

Clichés : Jean-François Valette

Les *agebs* témoignant d'une **pauvreté de masse (classe 5)** sont les plus diffuses. Elles s'inscrivent d'une part dans les zones de peuplement populaire en proche périphérie, bien reliées au reste de la ville et, d'autre part, dans des franges périurbaines. Elles constituent par ailleurs une part importante du centre-ville dégradé. Ce type de contexte résidentiel participe du gradient de pauvreté centre-périphérie. Il est ainsi caractéristique de grandes zones dans l'est de la ville, mais aussi d'espaces plus discontinus dans l'ouest.
On le retrouve par exemple dans le tissu urbain de manière importante à Nezahualcóyotl – où la mixité des usages et la fonctionnalisation commerciale constituent des éléments marquants (photo 4.5) –, Iztapalapa, La Paz, Gustavo A. Madero et Ecatepec (anciens grands espaces de peuplement populaire), ainsi que dans des espaces moins étendus, comme au Cerro del Judio dans La Magdalena Contreras, au Pueblo Santa Fe dans la délégation d'Alvaro Obregón, ou dans la colonie Santo Domingo à Coyoacán[42] à l'est de la Cité Universitaire. Plus en périphérie, mais toujours important dans le tissu urbain, ce type caractérise les anciens centres villageois populaires aujourd'hui intégrés, comme à Xochimilco au sud, Chimalhuacán à l'est, ou Tultepec au nord. Enfin, nombreux sont les villages périurbains qui relèvent de ce type de contextes résidentiels : c'est le cas à Huehuetoca, Tizayuca, Teotihuacán au nord par exemple, Atenco, Mixquic à Tláhuac à l'est, ou encore San Lorenzo Acopilco et Huixquilucan (village) à l'ouest. On retrouve également ce profil d'espace résidentiel dans le centre-ville : il renvoie au quartier de Tepito – réputé pour son immense *tianguis* (marché forain).

Dans nos zones d'étude, cette classe concerne les parties les plus anciennes d'Ampliación La Conchita (soit les parties les plus récentes de La Conchita) à Tláhuac, la quasi-totalité du village de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta, où les densités peuvent être élevées (photo 4.6), et la colonie Lázaro Cárdenas à Cuautitlán. En revanche, bien que cette catégorie décrive les contextes d'une majorité des *agebs* de la municipalité de La Paz, elle est absente des zones enquêtées.

On peut retenir des principaux mécanismes communs à la formation de contextes si différents l'importance des dynamiques de consolidation pour les quartiers périphériques intégrés à la ville. À travers ce processus, on assiste en effet à une moindre prégnance des marqueurs de la pauvreté particulièrement présents dans les profils précédents. Renvoyant à des espaces

[42] Colonie dont le peuplement est le résultat d'une des dernières grandes invasions organisées dans le DF dans les années 1960 et 1970. Pour une monographie détaillée, voir A. L. Vega [1997].

stigmatisés par rapport à l'imaginaire collectif[43], en même temps qu'à une « masse » de population significative dans l'espace urbain de Mexico (un quart de la population), ce profil composite s'avère charnière dans les dynamiques de maturation des colonies populaires. Il conserve un caractère populaire, mais les profondes évolutions depuis les temps initiaux de la fondation ont conduit à un rapprochement significatif du profil moyen de l'ensemble de la ville. Cette lecture spatiale de dynamiques à comprendre dans le temps pourrait renvoyer à une certaine « normalisation ».

Photographies 4.5 et 4.6. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté de masse

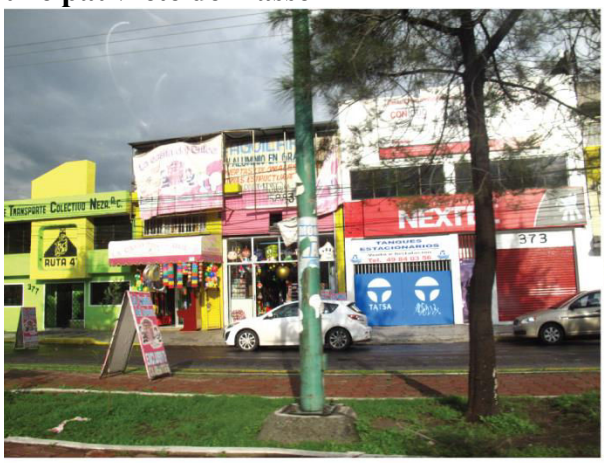


Photo 4.5.
Av. A. Lopez Mateos, Nezahualcóyotl, Etat de Mexico [2011]

Photo 4.6.
San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2011]

Clichés : Nezahualcóyotl, Antoine Oger ; Milpa Alta Jean-François Valette

À l'opposé, les ***agebs* les plus « épargnées »** par les concentrations spatiales de pauvreté forment un ensemble compact, dans le péricentre occidental du District Fédéral et dans ses prolongements sur les collines boisées de l'ouest de l'agglomération. Quelques ensembles plus isolés se distinguent néanmoins.

Dans le DF principalement, la concentration des *agebs* classées comme relativement « épargnées par la pauvreté » s'organise depuis le centre – particulièrement la délégation « privilégiée » de Benito Juárez, avec par exemple les colonies Del Valle, Nápoles, Narvarte, etc. –, en trois corridors orientés globalement vers le sud-ouest. Le premier, au sud, s'oriente vers l'ancien centre colonial de Coyoacán, puis l'extension vers Villa Coapa. Le second, sud-sud-ouest, englobe l'autre ancien centre colonial de San Àngel, étendu vers les lotissements huppés du Pedregal, de San Jerónimo, et vers le centre de Tlalpan. Enfin, le troisième corridor, orienté ouest-sud-ouest, est celui du prolongement des quartiers autour de Chapultepec, depuis la zone de la Roma-La Condesa (Cuauhtémoc) jusqu'aux centres d'affaires de Santa Fe (Alvaro Obregón) en passant par la zone de Polanco, et des Lomas (de Chapultepec dans la délégation Miguel Hidalgo, mais aussi dans Cuajimalpa, Huixquilucan et Naucalpan).

Dans l'État de Mexico, une autre zone – toujours à l'ouest, mais plus au nord – se dessine autour de Ciudad Satélite, dans les municipes de Naucalpan et Atizapán principalement. On peut citer par exemple les quartiers aisés de Sayavedra ou Valle Escondido.

[43] « Neza », « Izta » ou « Tepito » sont, encore en 2014 pour les catégories moyennes et supérieures, des espaces « à éviter » et associés à la pauvreté d'une part, une criminalité importante d'autre part. Si ces représentations sont largement issues d'une production discursive abondante depuis les années 1950, sa reproduction témoigne du décalage persistant avec les autres espaces de la ville. Pour une analyse du discours – en particulier littéraire – et des représentations de Mexico, on se reportera aux travaux de J. Monnet [1993 ; 1997].

Ces grandes zones ne sont pas les seuls contextes « épargnés par la pauvreté ». Ainsi, de manière plus éparse en périphérie, on remarquera quelques concentrations dans le nord : ces contextes renvoient principalement à des grands ensembles de logements d'intérêt social relativement récents – comme à la Hacienda Cuautitlán – et/ou d'un standing de classes moyennes – comme à Ojo de Agua à Tecámac, Villa de las Flores à Coacalco ou Las Américas à Ecatepec[44].
Enfin, on citera la localisation plus clairsemée d'*agebs* où la présence de classes moyennes à supérieures participe au classement du contexte résidentiel dans cette catégorie au sein du tissu urbain : c'est par exemple les cas péricentraux de Plaza Aragón à Nezahualcóyotl, Lindavista à Gustavo A. Madero, du centre ancien d'Azcapotzalco, mais aussi dans les ensembles verticaux de logements sociaux à Tlatelolco dans le centre-ville. L'est de la ville n'est quasiment pas concerné par cette classe, à l'exception notoire – mais d'un poids très faible[45] – d'Acozac à Ixtapaluca, contigüe à des *agebs* catégorisées comme marquées par une pauvreté extrême. Signalons qu'aucune des zones d'étude n'est catégorisée comme « épargnée ».
Si l'on retrouve une concentration sectorielle de ce profil de contextes résidentiels, il ne faut donc pas pour autant réduire ces espaces à ceux de la « richesse » ou de la « centralité ». Les photographies 4.9 et 4.10 montrent à ce titre deux différents quartiers-*agebs* classés comme « épargnés » dans notre typologie des formes de pauvreté. Ces contextes résidentiels renvoient à des réalités aussi diverses que les quartiers centraux (hors centre historique), les lotissements exclusifs pour catégories aisées à très aisées, les ensembles horizontaux et verticaux de logements d'intérêt social destinés aux classes moyennes, mais aussi les espaces résidentiels péricentraux où résident les classes moyennes. Alors qu'au Paseo las Lomas, il est question de communautés fermées pour classes supérieures, à la Hacienda Cuautitlán, le contexte est celui d'un ensemble récent de logements sociaux. Par ailleurs, en « colonie populaire », un contexte résidentiel « épargné » peut renvoyer aussi bien à des espaces anciennement consolidés qu'à des centres villageois périphériques (photos 4.7 et 4.8).

Les *agebs* au **profil intermédiaire** se situent en position de zone tampon, entre les espaces de pauvreté de masse et ceux qui en sont épargnés. Ces contextes résidentiels, peu différenciés par l'ensemble d'indicateurs sélectionnés pour établir notre typologie, se rapprochent de la moyenne de la ville quant aux dimensions de la pauvreté. Il s'agit d'*agebs* extrêmement diverses dans leurs populations résidentes comme dans leurs morphologies, puisqu'elles logent plus d'un tiers de la population. Les photographies 4.11 et 4.12 montrent ainsi des contextes très hétérogènes : à Tláhuac, le quartier du marché de Zapotitlán est caractérisé par son ancienneté et sa bonne connexion aux réseaux urbains. À Tlalpan, si l'entretien de la chaussée peut témoigner de signes de précarité, la bonne qualité des résidences en arrière-plan renvoie davantage à l'hétérogénéité socio-spatiale du quartier-*ageb*.
Ces contextes recouvrent ainsi une très grande partie du péricentre, notamment du côté oriental – où ils renvoient aux colonies populaires les plus anciennement consolidées comme à Nezahualcóyotl, Tlalnepantla, Ecatepec, Iztapalapa –, ou encore les centres villageois dynamiques, comme à Texcoco, Acolman, ou Cuautitlán. Dans cette dernière municipalité, pour le centre-bourg et les zones étudiées, les *agebs* sont presque toutes classées dans cette catégorie. À Tláhuac, c'est le noyau villageois de Santiago Zapotitlán qui est classé dans cette catégorie, ainsi que les colonies les plus anciennement peuplées. À Milpa Alta comme à La Paz, aucune *ageb* étudiée n'est catégorisée selon ce profil moyen de pauvreté.

[44] On citera à propos de l'exemple de Las Américas les travaux de C. Jacquin [2007] sur la complexité des relations sociales dans ces quartiers où le logement en série n'interdit pas la création de sociabilités spécifiques.
[45] L'ensemble comptant moins de 500 habitants au recensement de 2010.

Photographies 4.7 à 4.12. Quartiers-*agebs* classés en contextes épargnés/ intermédiaires

Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires "épargnées"

Photo 4.7.
Lomas de Padierna, Tlalpan, DF [2011]

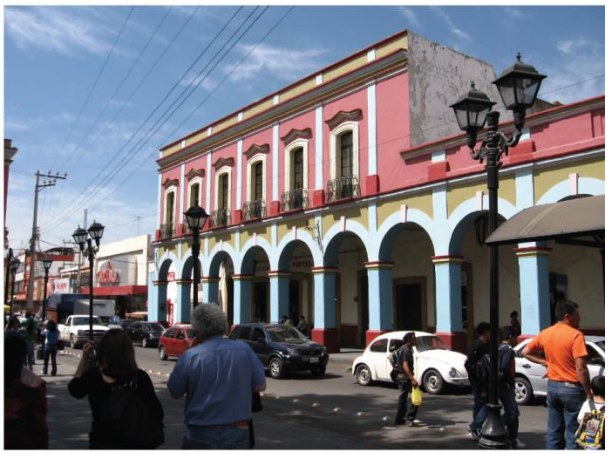


Photo 4.8.
Zócalo, Texcoco, Etat de México [2010]

Autres contextes résidentiels classés en quartiers-*agebs* "épargnés"

Photo 4.9.
Hacienda Cuautitlán, Cuautitlán, Etat de Mexico [2010]

Photo 4.10.
Paseo Las Lomas, Alvaro Obregón, DF [2009]

Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires "intermédiaires"

Photo 4.11.
La Conchita Zapotitlán, Tláhuac, DF [2011]

Photo 4.12.
Pedregal San Nicolas, 1ra sección, Tlalpan, DF [2011]

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Photographies 4.13 à 4.18. Contrastes entre différents profils

Contrastes socio-spatiaux dans l'ouest de la ville à l'échelle des quartiers

Photo 4.13.
La Mexicana, Alvaro Obregón, DF [2009]

Photo 4.14.
Huixquilucan, Cuajimalpa : Interlomas, Santa Fe. Vue depuis La Nopalera, Huixquilucan, Etat de México [2011]

Proximité entre zones "épargnées" et caractérisées par une pauvreté "marquée"

Photo 4.15.
Interlomas, Huixquilucan, Etat de Mexico [2011]

Photo 4.16.
Constituyentes de 1917, Huixquilucan, Etat de Mexico [2011]

Contrastes socio-spatiaux à l'échelle du pâté de maisons

Photo 4.17
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2011]

Photo 4.18.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2011]

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Les jeux de voisinages et d'éloignement entre profils d'*agebs* sont sans surprise. Ils renvoient aux grandes lignes de la géographie sociale de Mexico, marquée par une opposition Est-Ouest et un gradient centre-périphérie, deux schémas nettement identifiés depuis les premiers travaux sur la division sociale de l'espace urbain de Mexico [Rubalcava, Schteingart, 1985, 2000, 2012 ; Duhau, Giglia, 2008], mais qui demandaient à être réactualisés à la lumière des résultats du recensement de 2010. Les évolutions récentes dans le peuplement périphérique tendent à bouleverser les caractéristiques du logement des classes moyennes et populaires. Toutefois, ces évolutions ne semblent pas remettre en question les schémas « classiques » de division de l'espace métropolitain dans lesquels s'inscrivent les contextes résidentiels.

La typologie ici présentée révèle des formes connues. À l'échelle de la ville, les schémas de l'écologie factorielle – nodulaire, sectoriel, radioconcentrique – sont nets, mais ne doivent pas faire oublier les contrastes plus ou moins forts entre quartiers-*agebs* de différentes catégories. Les photographies 4.13 à 4.16 témoignent de la violence des inégalités entre les contextes résidentiels dans l'ouest de la ville, autour de la zone de Santa Fe, et plus au nord, autour du « centre » d'Interlomas, où les colonies populaires, même partiellement consolidées, tranchent avec les tours de verre voisines de bureaux et d'appartements de standing.
Toutefois, on note aussi une certaine hétérogénéité à l'intérieur des grands types d'*agebs*, voire à l'intérieur même des *agebs*. Les photographies 4.17 et 4.18 témoignent de l'hétérogénéité morphologique à un échelon plus fin que celui considéré ici. C'est le cas, à La Paz, de la maison bleue, flambant neuve et louée, dans un environnement où le lotissement s'est réalisé illégalement. C'est également le cas à Ampliación La Conchita, dans une configuration de mitage par des maisons dont l'apparence achevée et ostentatoire tranche avec le voisinage. Cette dernière mosaïque met en lumière la complexité des dynamiques locales. Elle réinterroge fortement l'échelle du quartier – et l'échelon de l'*ageb* – et justifie les explorations à l'échelon de la *manzana*.

La lecture des contextes résidentiels à l'échelon des *agebs* permet de mettre en évidence les grandes lignes de la division sociale de l'espace de l'agglomération, mais surtout, de mettre en lumière la logique graduelle depuis les zones les plus anciennement peuplées. Globalement, la pauvreté marque davantage les espaces résidentiels les plus périphériques et les plus récemment peuplés, alors que « d'anciens espaces » – analysés comme « pauvres » il y a une vingtaine d'années – semblent quant à eux renvoyer aujourd'hui au profil social moyen de l'agglomération.
L'approche à l'échelon infra, celui de l'îlot, se doit d'éclairer la répartition des contextes résidentiels de pauvreté à l'intérieur des quartiers-*agebs* – notamment ceux étudiés. Elle doit permettre de proposer une lecture plus complexe des logiques de division sociale de l'espace.

4.2.3. Les contextes locaux de la pauvreté à l'échelon des *manzanas*

Une analyse à l'échelon le plus fin disponible dans le recensement mexicain vise plusieurs objectifs : établir une cartographie qui se rapproche le plus des observations de terrain d'une part ; tester l'hypothèse d'une complexification des cartes de la division sociale de l'espace à l'échelon des îlots d'autre part.
Premièrement, la très grande finesse du découpage en *manzanas* – équivalent de l'îlot en France, soit un pâté de maisons ou un groupe d'immeubles (annexes I.1 et II.2) – s'avère ainsi être une mine de précisions, bien que la maille n'ait pas de consistance territoriale ou politique particulière. Elle permet avant tout au sein de notre travail d'observer l'homogénéité ou l'hétérogénéité du maillage agrégé de *l'ageb* et d'interroger les spécificités et la diversité des colonies populaires. Si le profil d'un îlot en lui-même relève d'un intérêt limité, la

localisation des profils d'îlots dans l'espace du quartier s'avère en revanche riche d'enseignements.
Deuxièmement, bien que le risque d'une image pointilliste – et au pouvoir synthétique moindre – soit bel et bien présent, notre démarche vise à questionner la persistance ou, au contraire, la disparition des logiques de gradient observées précédemment. Observe-t-on là aussi une corrélation spatiale entre l'âge de peuplement, la position dans l'agglomération et le profil de pauvreté, ou d'autres aspects participent-ils à remettre en question le schéma de consolidation ? N'observe-t-on pas, au sein d'*agebs* caractérisées par le même profil, des différences notoires dans les structures spatiales engendrées par la répartition des différents indicateurs de pauvreté ? On interroge ici à la fois la complexité interne d'un quartier-*ageb*, mais aussi la comparaison entre *agebs* du même type, ainsi que les dynamiques à l'origine de ces structures.
Relire les schémas de la division sociale de l'espace à l'échelon ultra-local permet une approche des processus et des résultats qui ne peuvent se comprendre que par le travail de terrain. Le filtre des dynamiques de peuplement et de consolidation, appréhendables de manière empirique, permet de mettre en évidence le lien entre conditions de vie des habitants, ancienneté de l'installation, pratiques locales et conditions politiques du peuplement (chap. 6).

Les structures de répartition des dimensions de la pauvreté à l'échelon des îlots seront ainsi analysées à travers leurs principales composantes, puis par les différents profils. Afin de comparer les contextes résidentiels ainsi différenciés – notamment dans les zones étudiées –, nous avons fait le choix de constituer le référentiel commun à partir de l'ensemble des îlots de la ZMVM en 2010, comme il avait été fait pour les *agebs.*
Chaque *manzana* est ainsi caractérisée relativement au profil moyen d'un ensemble de 143 549 *manzanas* (annexe II.2). La démarche est voulue la plus proche possible de celle utilisée sur l'ensemble des *agebs* (voir annexe II.3). Les indicateurs renvoyant aux dimensions de la pauvreté sont les mêmes, mais recomposés, d'une part, selon les limites des variables disponibles à l'échelon des *manzanas*, d'autre part, selon le comportement statistique observé au cours des analyses (voir annexe II.1).

4.2.3.1. Effets du changement d'échelle

L'observation des corrélations des indicateurs permet d'ores et déjà de dégager la persistance des covariations à cet échelon (tableau 4.6). Comme observé précédemment au niveau de l'*ageb*, le niveau d'études supérieures, l'absence de protection sociale, l'exiguïté du logement, sa suroccupation et son équipement (notamment informatique) constituent une fois de plus un ensemble de caractéristiques structurantes de la différenciation de l'espace résidentiel par la pauvreté. Si les corrélations sont dans l'ensemble moins fortes qu'à l'échelon agrégé, elles restent, pour ces dimensions, particulièrement significatives. Au final, l'observation des covariations spatiales entre les indicateurs de la pauvreté à cet échelon rend compte de la règle classique de l'hétérogénéité croissante des unités géographiques avec l'affinement de l'échelon d'observation.

En revanche, pour les autres indicateurs, les moindres corrélations témoignent de logiques d'association ou d'exclusion spatiale différentes à l'échelon de l'îlot par rapport à celui de l'*ageb* (accès à l'eau, assainissement, sols précaires et population « indigène »). Certains indicateurs montrent en effet des logiques de répartition dans l'espace beaucoup plus complexes qu'une association systématique avec d'autres indicateurs de pauvreté, notamment pour la part des logements sans équipement ou celle des enfants non scolarisés. Pour ces variables, les corrélations avec les autres dimensions sélectionnées s'avèrent faibles – à l'exception du lien entre le dénuement total et la précarité du logement (taille et matériau) – et les valeurs moyennes sont négligeables à cet échelon (tableau 4.2).

Par ailleurs, les variables décrivant la protection sociale (son absence, ou son existence à travers un programme spécifique destiné aux pauvres) affichaient un comportement similaire en termes de corrélation avec les autres indicateurs au niveau *ageb*, alors qu'elles apparaissent cette fois indépendantes entre elles à l'échelon des *manzanas.* La répartition des assurés du *Seguro Popular* à l'échelon des îlots semble ainsi corrélée aux indicateurs de pauvreté, mais de manière moins systématique, et surtout de manière indépendante de celle des non-assurés.

Afin de conserver une image synthétique de la division sociale de l'espace par quelques indicateurs de pauvreté, nous avons fait le choix d'exclure d'une analyse globale ces trois variables qui auraient pu complexifier encore davantage la géographie sociale de la ville à ce niveau très fin d'observation. C'est donc au final sur un ensemble de 11 indicateurs de pauvreté que porteront nos analyses à cet échelon (voir annexe II.1.2, tableau II.1.1).

Tableau 4.6. Corrélations entre indicateurs de pauvreté en 2010 à l'échelon des *manzanas*

	ING	ANALP	NSCOL	SUP	SECU	SP	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	SBIEN	REFRIG	INT
ING	1,00													
ANALP	0,21	1,00												
NSCOL	0,05	0,10	1,00											
SUP	**-0,31**	**-0,41**	-0,09	1,00										
SECU	**0,22**	**0,27**	0,08	**-0,53**	1,00									
SP	0,15	0,24	0,04	**-0,45**	0,00	1,00								
OC_C	**0,36**	**0,36**	0,10	**-0,71**	**0,46**	**0,40**	1,00							
TIERRA	0,13	0,18	0,06	-0,17	0,14	0,12	**0,24**	1,00						
UCUARTO	0,24	**0,31**	0,10	**-0,38**	**0,27**	**0,25**	**0,50**	**0,22**	1,00					
AGUA	**0,23**	0,12	0,02	**-0,25**	0,20	0,12	**0,31**	**0,23**	0,17	1,00				
DREN	0,11	0,12	0,02	-0,13	0,11	0,10	0,17	**0,20**	0,11	**0,20**	1,00			
SBIEN	0,04	0,08	0,04	-0,06	0,04	0,05	0,10	0,15	0,12	0,06	0,08	1,00		
REFRIG	**-0,21**	-0,15	-0,05	**0,31**	**-0,22**	-0,18	**-0,40**	-0,19	**-0,21**	**-0,26**	-0,17	-0,09	1,00	
INT	**-0,25**	**-0,28**	-0,06	**0,75**	**-0,44**	**-0,38**	**-0,60**	-0,12	**-0,28**	**-0,20**	-0,10	-0,04	**0,43**	1,0

En grisé, les variables retirées de l'analyse multivariée. Dictionnaire des variables en annexe II.1.

4.2.3.2. Analyse en composantes principales

La prise en compte simultanée des 11 indicateurs – décrivant l'ensemble des *manzanas* – à travers une nouvelle ACP permet d'interpréter la structure des îlots de Mexico (détails en annexe II.3).

- Une échelle de pauvreté remarquable

La première composante de l'ACP retranscrit la force des logiques associatives et exclusives entre les indicateurs sélectionnés pour décrire les contextes résidentiels par la pauvreté. On observe alors un axe qui malgré une force synthétique relativement moindre par rapport à celle observée précédemment – en raison du changement d'échelon d'observation –, résume remarquablement la complexité de l'ensemble décrit. 36 % des différenciations entre *manzanas* s'expliquent ainsi par une échelle de pauvreté ; celle-ci oppose les contextes de surreprésentation d'indicateurs de pauvreté – notamment au travers de l'absence de couverture sociale, de conditions de logement (exiguïté, suroccupation, précarité du sol) et de l'analphabétisme – à ceux plus épargnés – où s'observe une surreprésentation de la part de la population ayant fait des études supérieures, et des logements équipés et connectés à Internet. Cette structuration marque ainsi l'espace résidentiel jusqu'à un échelon très fin.

- Deuxième composante : différenciations dans le logement pour les pauvres

Prenant en compte 11 % de l'inertie, la deuxième composante atteste des mêmes associations et exclusions qu'à l'échelon des *agebs,* toutes choses égales par ailleurs par rapport au premier axe. On distingue alors les contextes résidentiels les plus marqués par des conditions

de logements précaires (sols en terre battue, pas d'adduction d'eau ni d'assainissement[46]). Ces contextes renvoient à des situations périphériques et périurbaines, notamment pour les unités déjà caractérisées par la pauvreté. Dans une moindre mesure, cet axe témoigne aussi, pour les contextes plus épargnés, d'une différenciation des îlots par les proportions d'adultes ayant fait des études supérieures et des logements connectés à Internet.

- Troisième composante : différenciations secondaires dans l'éducation, le logement et l'équipement

La troisième composante, résumant 9 % de l'inertie, rend compte d'associations plus spécifiques toutes choses égales par ailleurs sur les deux axes précédents. On distingue une différenciation opérée par la part des adultes analphabètes, celle des logements d'une seule pièce et de ceux équipés d'un réfrigérateur. La répartition spatiale des îlots caractérisés par cette composante montre là encore un contraste centre-périphérie. On observe notamment une différenciation entre les zones les plus récemment urbanisées, mettant en valeur d'autres logiques, comme le poids de la densité et de la contiguïté avec le reste de la zone bâtie.

- Composantes secondaires

La quatrième composante principale, prenant en compte 8 % de l'inertie, révèle les différenciations spécifiques principalement liées à la répartition de la part des « indigènes » dans la population, toutes choses égales par ailleurs sur les composantes précédentes. La lecture des formes spatiales de cette composante renvoie une nouvelle fois à une différenciation intra-périphérique, mettant notamment en lumière des « poches » dans les extrémités de la tache urbaine : dans le sud de Tlalpan, de Xochimilco, à l'est de La Paz-Chimalhuacán-Chicoloapan, également à l'est de Texcoco, à Tezoyuca, et de manière plus éparse dans le reste de la périphérie.
Les composantes suivantes obéissent également à des structurations relevant de particularités locales quant au comportement de chacun des indicateurs, mais participent moins à la structuration générale de l'ensemble des îlots de l'agglomération.

L'analyse en composantes principales permet de retenir les deux dimensions communes majeures que sont l'échelle de pauvreté d'un côté, la différenciation des contextes périphériques et périurbains de l'autre. Toutefois, en raison de la force synthétique moindre de l'ACP à cet échelon, nous faisons le choix de nous appuyer sur l'ensemble des 11 indicateurs de base retenus – plutôt que des composantes les plus structurantes – pour identifier les principaux profils d'îlots.

4.2.3.3. Formes spatiales de la pauvreté des contextes résidentiels à un échelon fin : typologie des *manzanas*

Une classification ascendante hiérarchique prenant en compte simultanément l'ensemble des variations des 11 indicateurs retenus sur les 143 549 *manzanas* de la ville permet d'identifier six profils pertinents, à la fois pour l'ensemble des îlots de la ville, mais plus particulièrement pour les périphéries populaires étudiées dans cette thèse. L'emploi de cette méthode permet une nouvelle fois d'insister sur l'homogénéité intra-classe et l'hétérogénéité inter-classes. La partition en 6 classes permet de restituer 42 % des différenciations inter-*manzanas* décrites par les indicateurs de pauvreté.

La typologie des îlots semble mettre en évidence des logiques de différenciations similaires entre les unités géographiques à l'échelon des *manzanas* et à l'échelon des *agebs* (tableau 4.7 et figure 4.3). On note particulièrement le poids de la classe 1 ; celle-ci est définie par un profil où les indicateurs de pauvreté sont légèrement surreprésentés par rapport au profil

[46] Ces trois indicateurs contribuent pour 76 % à la structuration de cet axe (voir annexe II.3, tableau II.3.15).

moyen. La définition de ce profil moyen est toutefois différente de celle identifiée au niveau des *agebs*. Les valeurs moyennes sont alors moindres, notamment pour les indicateurs concernant le logement (connexion déficiente au réseau d'eau, à l'assainissement, sol en terre battue, ou encore connexion à Internet – tableau 4.1).
Malgré les différences d'ordres de grandeur, on a observé, au travers de l'ACP, une structuration principale des unités géographiques sur une échelle de pauvreté, grâce à laquelle il est possible d'interpréter les différents profils dans les mêmes termes que précédemment à l'échelon des *agebs*.
On aborde ainsi les différents profils de *manzanas* en deux groupes : ceux où la pauvreté apparaît moins marquée, et ceux caractérisés par une pauvreté forte à très forte.

Tableau 4.7. Profils moyens des 6 classes obtenues (moyennes en % des variables par types de *manzanas*)

Indicateur	Profil Moyen	Classe 1 Pauvreté de masse	Classe 2 Intermédiaire	Classe 3 Épargné	Classe 4 Pauvreté marquée	Classe 5 Pauvreté très marquée	Classe 6 Extrême pauvreté
ING	***3,6***	5,4*	1,3	0,8	12,6	8,3	19,4
ANALP	***1,7***	2,9	0,3	0,1	2,8	5,0	4,5
SUP	***46,9***	32,7	52,5	78,3	22,5	23,3	13,6
SECU	***38,7***	47,2	31,2	25,5	54,2	53,7	61,3
OC_C	***1,0***	1,2	0,9	0,7	1,5	1,5	1,8
TIERRA	***0,9***	0,2	0,0	0,2	0,3	15,2	8,9
UCUARTO	***4,0***	6,5	1,1	0,2	6,5	12,9	14,7
AGUA	***3,4***	1,4	0,1	0,0	75,9	16,9	49,9
DREN	***0,5***	0,0	0,0	0,0	0,2	5,7	72,3
REFRIG	***74,9***	72,3	78,5	81,9	54,4	58,6	37,6
INT	***24,1***	12,0	24,8	55,4	5,0	6,7	1,1

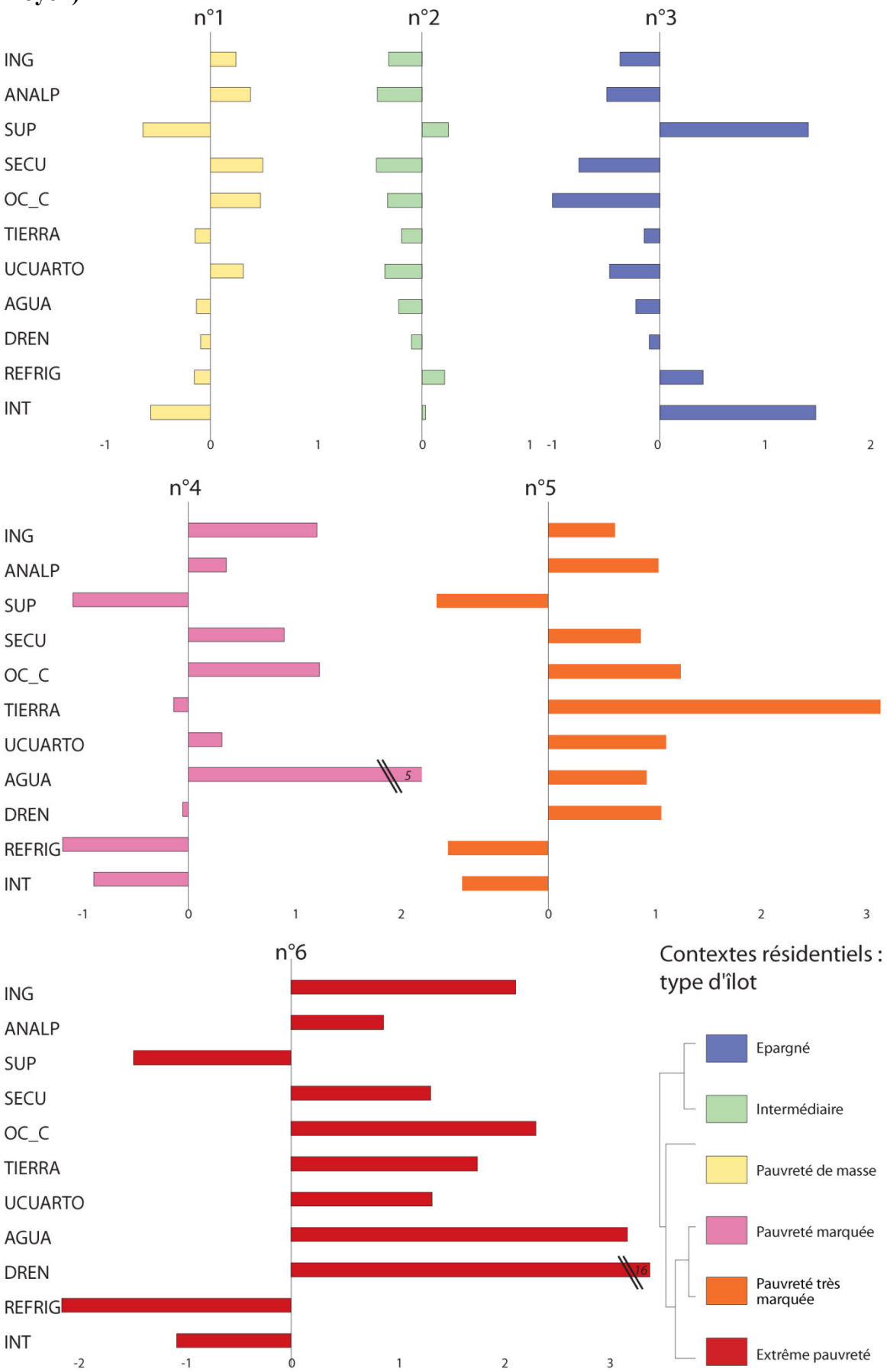
Sources : INEGI [2010].
** Exemple de lecture : dans les* manzanas *de la classe 1 (pauvreté de masse), il y a en moyenne 5.4 % d'indigènes dans la population totale.*

Tableau 4.8. Répartition des 143 549 *manzanas* et de la population dans les 6 types d'îlots selon le profil de pauvreté en 2010

Classe	Profil	Population	En %	*Manzanas*	En %
1	**Pauvreté de masse**	9 190 890	47,1	62 292	43,4
2	**Intermédiaire**	5 382 817	27,6	41 649	29,0
3	**Épargné**	3 518 426	18,0	29 058	20,2
4	**Pauvreté marquée**	259 716	1,3	3 341	2,3
5	**Pauvreté très marquée**	1 120 624	5,8	6 811	4,7
6	**Extrême pauvreté**	26 470	0,1	398	0,3

Ainsi, les *manzanas* de la classe 3 renvoient à des **contextes résidentiels globalement épargnés** par les indicateurs de pauvreté. En effet, tous les indicateurs de pauvreté sont largement sous-représentés, tandis que ceux faisant référence à l'éducation supérieure et à l'équipement en réfrigérateur et en connexion Internet y sont surreprésentés. Les îlots de ce type constituent le contexte résidentiel de 18 % de la population en 2010 (tableau 4.8). S'ils ne font pas référence uniquement aux espaces « des riches », il s'agit néanmoins des espaces renvoyant à des surreprésentations des niveaux de vie et de confort caractérisant classiquement la « classe moyenne à supérieure ».

Figure 4.3. Profils des 6 types de *manzanas* (en écarts-types par rapport au profil moyen)



Les *manzanas* caractérisées par le type de la classe n° 1 renvoient à un profil largement majoritaire dans l'ensemble des îlots de Mexico : ce type d'îlots loge près de la moitié de la population de la ville et concerne également une majorité d'unités géographiques[47]. Pour autant, si cette classe est proche du profil moyen, elle n'en est pas moins définie par une surreprésentation d'indicateurs de pauvreté. On constate en effet : des valeurs élevées en ce qui concerne l'absence de protection sociale ; la moindre part de logements équipés en réfrigérateurs et connectés à Internet, leur suroccupation ; et enfin, pour les indicateurs concernant l'éducation, l'analphabétisme et la sous-représentation de la part des adultes ayant suivi des études supérieures.
Si la connexion aux réseaux urbains de base (adduction d'eau et assainissement) est légèrement supérieure à la moyenne, les conditions majoritaires laissent penser à des contextes résidentiels en grande majorité populaires, mais relativement consolidés et rapprochés des réseaux urbains dans l'ensemble. Comme pour les *agebs*, il est possible de décrire globalement cette classe comme celle d'une **pauvreté de masse** qui, si elle ne présente pas les signes aussi forts que dans les autres classes, renvoie tout de même à l'idée d'une pauvreté très répandue dans la société mexicaine [Kaztman, 1989 ; Boltvinik, 1996 ; Boltvinik, Damián, 2003].

La classe 2 rappelle quant à elle le profil déjà décrit par la **classe intermédiaire** à l'échelon des *agebs,* toutes choses égales par ailleurs. Type le plus proche du profil moyen, on y observe la légère sous-représentation des indicateurs de pauvreté, ainsi que la surreprésentation des indicateurs servant à décrire l'équipement discriminant et l'éducation supérieure. Si ces espaces ne sont pas épargnés par la pauvreté, ils constituent des contextes résidentiels intermédiaires entre la classe 1 et la classe 3. Or, si le profil intermédiaire concernait une majorité d'habitants et d'unités géographiques à l'échelon des *agebs*, on remarque qu'ici, la proportion de ces contextes est moindre, même s'ils représentent tout de même plus d'un quart de la population et des îlots (tableau 4.8).

Ensuite, les classes 4, 5 et 6 renvoient à des contextes résidentiels caractérisés par une **pauvreté davantage représentée**.

La classe 5 est celle d'un **profil très marqué** où l'on observe la surreprésentation systématique et sensible de tous les indicateurs de pauvreté, qu'ils concernent l'éducation, la protection sociale, la qualité du logement ou son équipement. C'est d'ailleurs la surreprésentation importante de la part des logements avec un sol en terre battue qui est particulièrement différenciatrice. Les connexions aux réseaux d'eau sont dans l'ensemble bien moindres que la moyenne de la ville et renvoient généralement à un éloignement structurel des réseaux lié à une localisation périphérique, voire périurbaine. Les indicateurs relatifs à la part des adultes ayant un niveau d'études supérieures, et à celle des logements équipés d'un réfrigérateur et connectés à Internet sont également très inférieurs à la moyenne de la ville. Ce profil de contexte résidentiel, même s'il n'est pas aussi présent que ceux exposés précédemment, est loin d'être anecdotique dans l'espace urbain de Mexico : plus d'un million d'habitants s'y logent, soit 6 % de la population.

Des contextes résidentiels plus limités, également marqués par la pauvreté, sont regroupés dans la **classe 4**. Ils se différencient de la classe précédente par le fait que les concentrations des logements de faible qualité y semblent globalement moins marquées. En effet, les

[47] Notons qu'au cours de la partition de la CAH, cette « méga classe » ne se différencie qu'à partir d'une partition en 8 classes, soit relativement haut dans l'arborescence – avec un R carré supérieur d'à peine 5.4 % par rapport à une partition en 6 classes.

indicateurs relatifs à la faible qualité des logements en eux-mêmes (en termes de précarité du sol, d'exigüité ou de dispositifs d'assainissement) y accusent des valeurs moins importantes que pour la classe 5. La particularité tient dans la surreprésentation des logements non connectés aux réseaux d'eau, et, dans une mesure comparable au profil de pauvreté très marquée, par la surreprésentation de ceux suroccupés et non équipés en réfrigérateur ou non connectés à Internet. Afin de rester le plus proche de ces observations statistiques, on qualifiera cette classe d'îlots comme celle d'une **pauvreté marquée** par une faible connexion au réseau d'eau, mais un niveau moyen de consolidation des logements.
Cette distinction, si elle met en valeur un profil où ne vivent « que » 200 000 habitants – soit 1,3 % de la population —, a tout de même été retenue pour son potentiel explicatif dans l'ensemble des différenciations de l'ensemble des *manzanas* de la ville (4,2 % de l'inertie) et par la lecture des différenciations qu'elle permet dans les périphéries populaires, notamment dans les zones étudiées. Cette classe marque une nuance entre les concentrations de logements pauvres non consolidés (sols précaires et surface exigüe) et les concentrations de logements pauvres, mais davantage consolidés et particulièrement marqués par l'absence de connexion aux réseaux d'eau, deux états qui peuvent participer à formuler l'hypothèse de phases dans les trajectoires de maturation des contextes résidentiels.

Enfin, on signalera les **contextes résidentiels extrêmes** qui, s'ils renvoient à des situations « marginales » – au sens où une très faible partie de la population (26 000 personnes) et un infime contingent d'unités spatiales s'y retrouvent –, se distinguent par une accumulation nette des surreprésentations massives de tous les indicateurs de pauvreté, et en particulier la part des logements sans assainissement, ceux suroccupés et ceux au sol en terre battue. Ces dimensions de très forte précarité, notamment dans les conditions de logement, renvoient à des situations de concentration de tous les signes de pauvreté, présents principalement en périphérie et dans de rares interstices centraux.

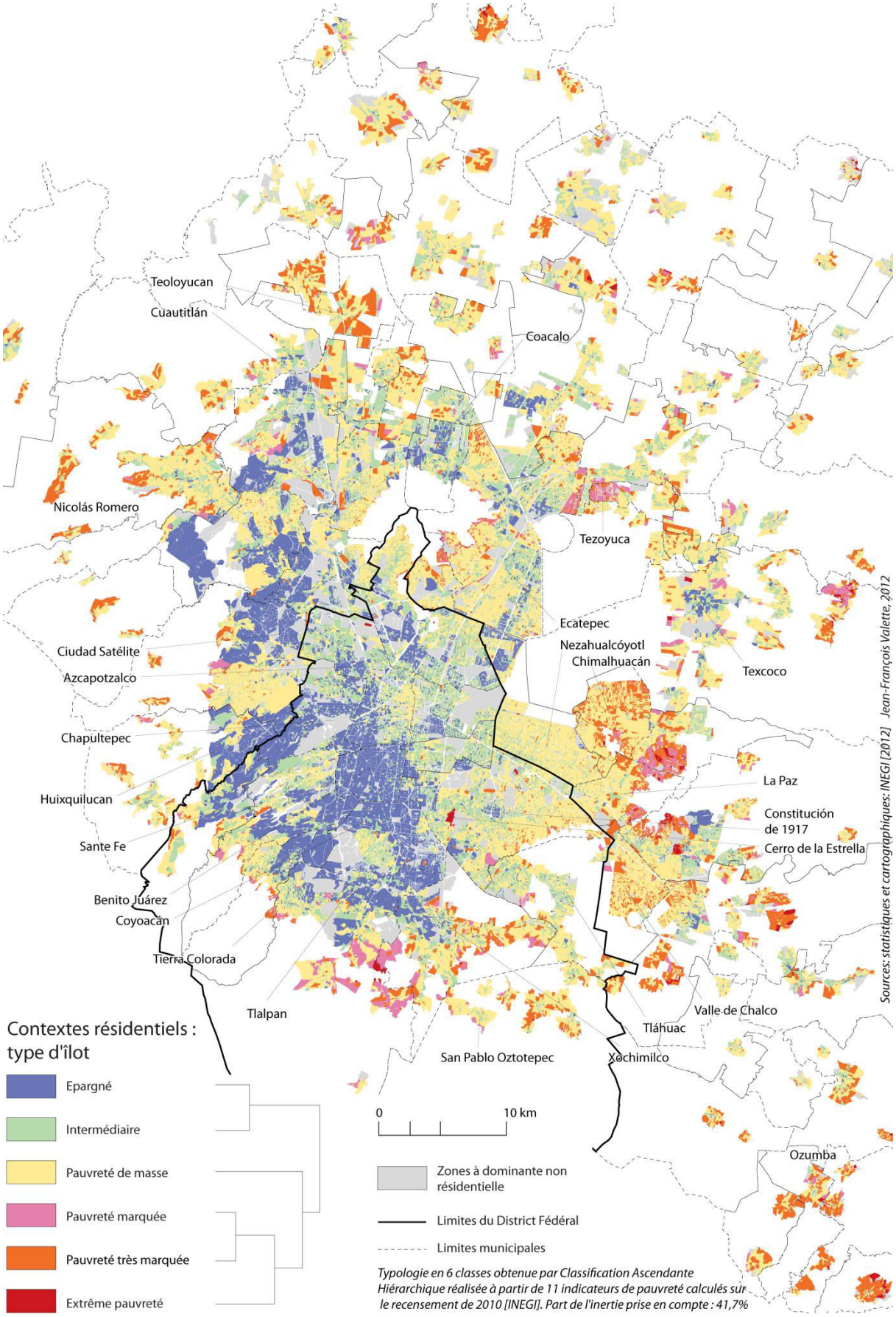
La classification de ces contextes infra-quartiers doit guider notre réflexion sur la diversité des colonies populaires d'une part, et sur l'inscription de dynamiques de division sociale fine – caractéristiques d'une maturation de ces espaces résidentiels – d'autre part.
Voyons désormais comment ces profils d'îlots s'inscrivent dans l'espace de la métropole mexicaine.

4.2.3.4. Cartographie des *manzanas* : confirmations et affinements des modèles de division

Une première cartographie de l'ensemble de la ville selon cette typologie permet de dégager quelques éléments de réflexion sur la spatialisation des profils de pauvreté des îlots de la ville (carte 4.2). On est d'abord frappé par la ressemblance entre des cartes (4.1 et 4.2) renvoyant pourtant à une analyse à des échelons différents, la différence d'ordre de grandeur pour le poids démographique étant de quasiment 1 à 30 (tableaux II.2.2 et II.2.6 en annexe II.2).
La grande finesse du maillage des *manzanas* n'a pas suffi à brouiller la lecture de la carte sociale de Mexico et retranscrit étonnamment bien les grandes lignes de la division sociale de l'espace urbain. Pour le moment, ce constat pourrait nuancer *a priori* l'hypothèse d'une micro-ségrégation (déjà mise en avant dans d'autres cas latino-américains, comme à Bogotá [Dureau, 2000b ; Dureau *et al*, 2004] ou Buenos Aires [Prévôt-Schapira, 2005]) – ou, du moins, celle de l'hétérogénéité des *agebs*.

On retrouve la nette sectorisation est-ouest – marquée par la grande compacité du profil de *manzanas* globalement épargnées par la pauvreté –, le gradient centre-périphérie et l'existence de petits centres secondaires périphériques.

Carte 4.2. Les contextes de la pauvreté dans l'espace urbain de Mexico : typologie des *manzanas* en 2010



Le risque d'une mosaïque pointilliste des profils est donc écarté à l'échelle de la ville. Il semble toutefois marquer les espaces péricentraux, alors partagés entre les deux classes autour du profil moyen. Le gradient centre-périphérie, dans ces profils de contextes résidentiels lus à l'aune de la pauvreté, est une nouvelle fois particulièrement lisible. La logique graduelle est systématique : de la classe « épargnée » aux classes de la pauvreté marquée, en passant par les intermédiaires et la pauvreté de masse. Ce gradient est particulièrement bien visible dans la partie orientale de la métropole.

Ainsi, les îlots au profil épargné semblent former une plage dense dans le péricentre occidental et des concentrations un peu plus diffuses dans le nord, où la construction d'ensembles résidentiels périphériques participe d'un tissu urbain plus composite. On retrouve notamment bien les délégations Benito Juárez et Coyoacán, le secteur de Ciudad Satélite, ainsi que la zone allant de Chapultepec à Santa Fe.
La classe intermédiaire continue à jouer un rôle de tampon entre les zones caractérisées par un profil de pauvreté de masse et les zones au profil épargné, mais de manière beaucoup plus complexe et imbriquée dans les contextes résidentiels de pauvreté : elle caractérise un grand nombre d'unités, par exemple aussi bien à Azcapotzalco qu'à Tláhuac ou Coacalco. La délimitation du type d'îlot intermédiaire n'est pas nette dans l'espace, car renvoyant à un profil relativement moyen et voisin du profil de pauvreté de masse.
Par ailleurs, ce dernier – la classe n° 1 – s'exprime spatialement de manière claire en périphérie : on citera les exemples de Nezahualcóyotl, Ecatepec, Naucalpan ou encore Nicolás Romero.
Le profil de pauvreté marquée par un grave déficit d'accès à l'eau, mais avec la nuance de conditions de logement relativement moins difficiles, est représenté dans des zones assez concentrées et aux allures d'isolats dans l'espace urbain. C'est le cas de groupes d'îlots, notamment à l'est, à La Paz, Chimalhuacán, Texcoco et Tezoyuca, et au sud, à Tlalpan et Xochimilco.
Le profil de *manzanas* faisant quant à lui écho à des contextes résidentiels de pauvreté très marquée généralisée semble beaucoup plus diffus en périphérie. Il marque à la fois la mosaïque socio-spatiale des grands quartiers populaires de l'est – comme à Valle de Chalco ou Chimalhuacán –, les villages périurbains – comme à Chalco ou Teoloyucán –, mais aussi des interstices périphériques – comme à Tierra Colorada à La Magdalena Contreras.
Enfin, les contextes de pauvreté extrême sont, eux, résiduels, souvent dans les espaces périphériques déjà marqués par la pauvreté, à l'exception – encore visible à cet échelon – de l'interstice du Cerro de la Estrella à Iztapalapa.

En reprenant les mêmes exemples que pour les *agebs*, on retrouve particulièrement à cet échelon, les trois schémas de la division sociale mis en lumière par les sociologues urbains, à savoir : le sectoriel, le radioconcentrique, et le polynucléaire, notamment autour de noyaux « épargnés » en périphérie.

4.2.3.5. Une lecture des divisions sociales plus fine dans les périphéries

Les formes de répartition de la pauvreté observée à l'échelon des *manzanas* confirment nettement les schémas observables à des échelons plus agrégés (comme celui des *agebs*). L'analyse des îlots permet une précision inédite et la mise en évidence des logiques locales. On peut alors observer plusieurs modèles de division sociale de l'espace périphérique (carte 4.3) :

- le gradient radioconcentrique, autour des noyaux villageois ;
- le contraste, soit la rupture nette avec juxtaposition de types d'îlots très « éloignés » ;

- la mosaïque, ou discontinuité. On observe une imbrication complexe à la fois lors de contacts entre formes de peuplement très différentes (grands ensembles, colonies populaires), mais aussi au sein de peuplements populaires – apparemment homogènes dans des espaces de pauvreté généralisée et diffuse – du fait des dynamiques différenciées de consolidation ;
- et la concentration massive, pour les profils les plus épargnés, ainsi que pour ceux observant des accumulations importantes des indices de pauvreté sur les fronts de peuplement ou dans les villages périurbains mal connectés.

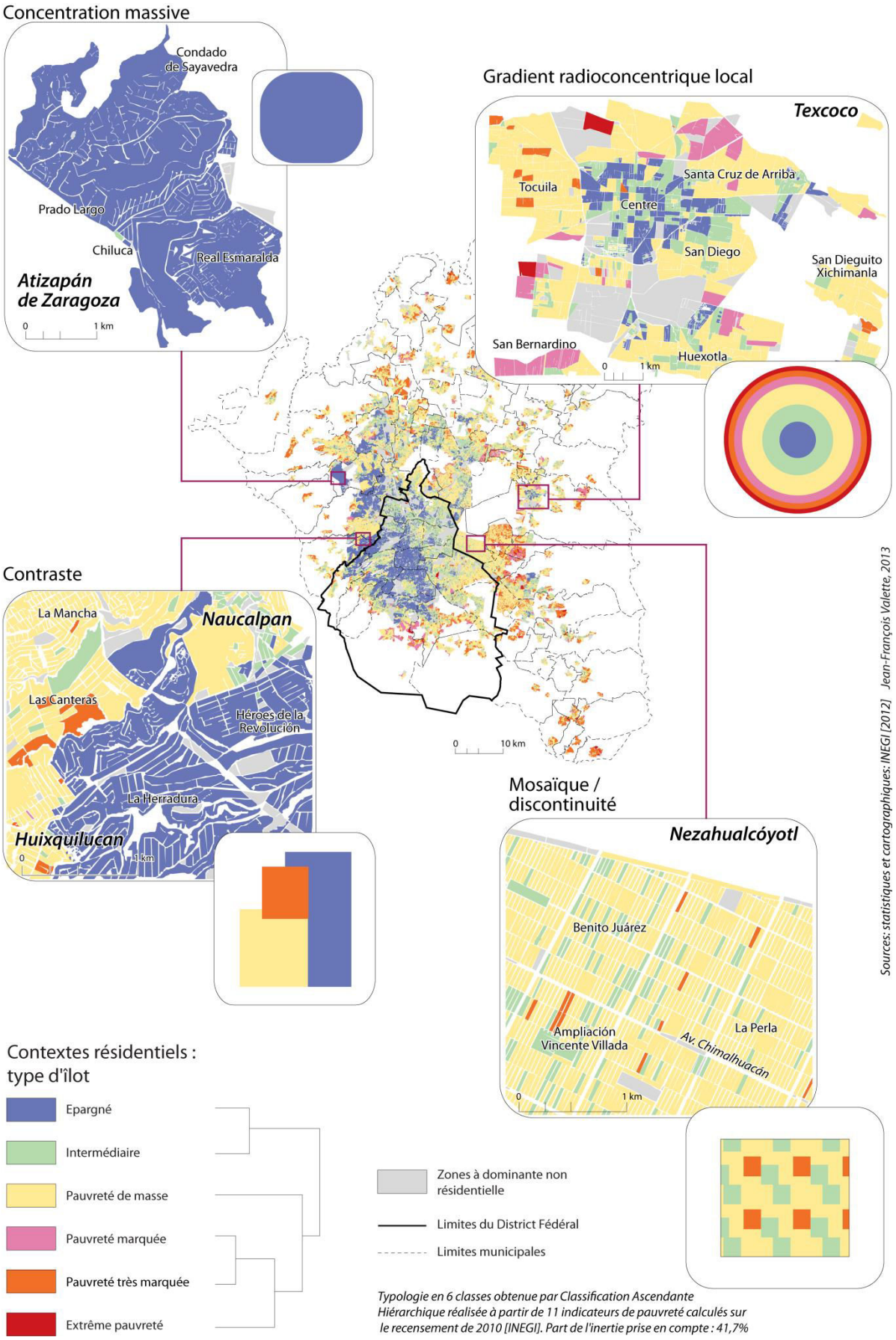
La carte des îlots donne – de manière encore plus claire que lors de l'observation des *agebs* – une dimension particulière aux noyaux secondaires. Si ces derniers ne sont pas véritablement privilégiés, ils constituent des contextes relativement « épargnés » et à partir desquels se réorganise la logique de gradient précédemment décrite au niveau des *agebs*.
On distinguera par exemple Constitución de 1917 au cœur d'Iztapalapa, ou encore le centre-ville de Texcoco, pour les plus visibles à cette échelle. Cette logique fonctionne aussi par exemple à Cuautitlán : dans ce cas, le centre-ville, s'il n'apparaissait pas particulièrement épargné à l'échelon des *agebs*, donne à voir un gradient du centre-bourg en direction de la colonie Lázaro Cárdenas à l'échelle des *manzanas*. Dans une moindre mesure, le gradient nodal fonctionne dans les villages périurbains comme à Ozumba ou encore à Milpa Alta. Dans cette dernière délégation, au sein du village de San Pablo Oztotepec, le cœur du village est classé dans le profil intermédiaire, puis le type d'îlot est décliné vers la périphérie, jusqu'au profil de pauvreté marquée, avec logement consolidé.

Une lecture des formes spatiales à l'échelon des *manzanas* à l'échelle de la ville permet aussi de révéler des ruptures locales brutes faisant écho à des contrastes socio-spatiaux particulièrement violents dans l'ouest (Alvaro Obregón, Huixquilucan, Naucalpan). Cette juxtaposition de types d'îlots très différenciés s'observe dans les cas de Santa Fe ou encore de Palo Solo à Huixquilucan (photos 4.13 à 4.16).
On distinguera toutefois les contrastes ultra-locaux et les ruptures plus ou moins nettes liées aux opérations de promotion immobilière – privée ou publique, de résidences pour catégories moyennes et supérieures ou de logements sociaux. Ainsi, dans la dernière configuration, à la différence des oppositions anciennes entre colonies populaires et zones résidentielles aisées des Lomas de l'ouest, la construction des grands ensembles tend à donner une image éparse des contextes épargnés dans le nord de la ville.

Une autre lecture met alors au jour des discontinuités, sous la forme de mosaïque de différents types d'îlots.
De cette manière, dans un contexte lui-même relativement complexe – avec l'imbrication des anciens noyaux villageois, des peuplements illégaux, et des grands ensembles de logements d'intérêt social –, le nord de la ville s'avère particulièrement marqué par cette mosaïque. Par exemple, à Cuautitlán, l'ensemble d'îlots des Villas de Cuautitlán semble en effet trancher avec les contextes environnants – ensemble résidentiel plus homogène pour classe moyenne, dans un environnement d'*ejidos* en cours d'urbanisation ou d'ensembles de logements sociaux plus populaires.

Le plus souvent, dans le périurbain septentrional comme ailleurs, cette mosaïque se retrouve, bien que les contextes résidentiels périphériques soient dominés par des profils de pauvreté, allant de la pauvreté de masse à l'extrême pauvreté. À l'échelle de la ville, on remarquera que la logique de gradient depuis le centre vers la périphérie est beaucoup plus difficile à lire à l'échelon des *manzanas* que précédemment, notamment entre les formes de pauvreté « intermédiaires » et « de masse ».

Carte 4.3. Quatre exemples de formes de répartition des contextes de pauvreté dans la ZMVM en 2010



La zone de Nezahualcóyotl est, avec Iztapalapa, particulièrement pertinente pour comprendre la division sociale de l'espace fine qui s'opère dans des quartiers populaires anciennement consolidés. La logique de répartition renvoie à des formes de pauvreté « généralisée » et diffuse dans l'espace urbain. Au sein de ces espaces à l'apparence homogène, on remarque l'imbrication des profils à grande échelle, mais aussi le passage vers des formes de pauvreté de plus en plus marquée au fur et à mesure de l'éloignement en périphérie. L'imbrication des types d'îlots à Chimalhuacán ou à Valle de Chalco laisse par exemple place à une mosaïque des formes de pauvreté de masse et de pauvreté très marquée, alors que les formes intermédiaires sont présentes à Nezahualcóyotl.

L'observation des mêmes zones permet également de mettre en lumière une compacité voire une concentration massive des unités spatiales du même type. Ainsi, au-delà de Nezahualcóyotl - Chimalhuacán, les contextes résidentiels caractérisés par une pauvreté de plus en plus marquée forment des ensembles *a priori* particulièrement homogènes, même si hétérogènes dans leurs parties charnières avec le reste de la ville. C'est par exemple le cas dans le terrain à l'est de La Paz. Les colonies les plus récentes (à partir de Lomas San Sebastián) semblent massivement classées dans le profil de la pauvreté marquée, mais avec logement consolidé. En revanche, en bas de la colline, la diversité des contextes résidentiels apparaît nettement avec l'imbrication de *manzanas* au profil de pauvreté de masse et d'autres au profil intermédiaire. Le constat est le même à Tláhuac, où, dans la vieille colonie consolidée de La Conchita, on arrive même à observer des contextes résidentiels « épargnés ». Cette observation confirme le postulat de la division sociale de l'espace plus fine avec l'ancienneté des quartiers, mais ravive l'hypothèse d'une certaine compacité des espaces de la pauvreté en périphérie populaire récente.

L'ensemble de ces logiques permet d'interroger, au niveau des quartiers populaires périphériques, les processus qui permettent de passer d'un type d'îlot à un autre. Cette lecture permet aussi de comparer, dans des contextes résidentiels très différents, les logiques communes à l'agencement de ces profils dans les espaces locaux. En effet, des contextes qui semblent relever des mêmes configurations à l'échelon des *agebs* peuvent relever de structures spécifiques à l'échelon des îlots, et donc aussi, de dynamiques différenciées en leur sein. On approche ici la diversité des espaces populaires périphériques d'une part, celle de leurs trajectoires de maturation et de rapprochement du profil moyen de la ville d'autre part.

4.3 Formes de pauvreté et formes de peuplement

L'observation des différentes formes socio-spatiales de la pauvreté aux échelons des *agebs* et des *manzanas* a notamment permis de mettre en évidence un gradient depuis les zones les plus anciennement construites, ainsi que des différentiels de répartition selon les types de peuplement envisagés. Afin de tester l'hypothèse d'un lien entre ces dimensions, les différents profils mis en évidence à l'échelle de la ville demandent à être interrogés au regard des formes de peuplement selon lesquelles la ville s'est construite. Ces formes, appréhendées au chapitre 2 (carte 2.1) regroupent 5 catégories déclinées à l'échelon de l'*ageb* et constituent une entrée possible pour appréhender les colonies populaires (annexe I.4). La démarche consiste à adapter et actualiser les travaux de croisement des types de peuplement et des profils de pauvreté – démarche alors initiée par E. Duhau et A. Giglia [2008] à partir de la lecture de la stratification socio-spatiale du Mexico de 2000.

4.3.1. Croiser les formes et les profils sociaux des contextes résidentiels

Le croisement entre profils de pauvreté et types de peuplement sera dans un premier temps présenté à l'échelon des *agebs*, puis des *manzanas,* avec à chaque fois un intérêt tout particulier porté sur les colonies populaires.

Au niveau des agebs
Le croisement entre ces deux typologies met en évidence les associations attendues entre les *agebs* identifiées comme les plus épargnées et les formes de peuplement relevant des grands ensembles d'une part et des zones résidentielles moyennes et supérieures d'autre part. On observe également l'association quasi exclusive entre les contextes résidentiels les plus marqués par la pauvreté et les formes de peuplement relevant de la catégorie des colonies populaires (tableau 4.9A). La quasi-totalité (plus de 90 %) des unités géographiques caractérisées par une forme de pauvreté renvoie aux colonies populaires, confirmant le lien entre cette forme de peuplement urbain et une dimension sociale spécifique. Enfin, les *agebs* intermédiaires correspondent à des formes de peuplement plus variées : pour plus de la moitié, il s'agit de colonies populaires et pour un tiers, de grands ensembles. L'importance des colonies populaires « intermédiaires » témoigne de la diversité de ce type de peuplement.

Tableaux 4.9. Répartition des *agebs* et des populations résidentes en fonction du type de peuplement et du profil de pauvreté de l'*ageb*

A. Selon le profil de pauvreté du contexte résidentiel

		Centre-ville	Colonie populaire	Grands ensembles	Résidences catégories moy. et supérieures	Autres	*Total*
Extrême pauvreté	***Agebs (en %)***	—	95,2*	—	—	4,8	***3,4***
	Population	—	270 510	—	—	6 296	***276 806***
	en %	—	97,7	—	—	2,3	***1,4***
Pauvreté marquée	***Agebs (en %)***	0,7	92,5	1,4	0,1	5,3	***16,5***
	Population	17 348	2 743 132	27 792	8 094	57 687	***2 854 053***
	en %	0,6	96,1	1,0	0,3	2,0	***14,6***
Pauvreté de masse	***Agebs (en %)***	1,4	90,2	6,2	0,2	2,1	***23,1***
	Population	97 681	5 393 454	302 978	8 026	48 047	***5 850 186***
	en %	1,7	92,2	5,2	0,1	0,8	***29,9***
Intermédiaires	***Agebs (en %)***	5,6	54,9	33,4	2,6	3,6	***37,0***
	Population	537 457	4 279 222	2 404 008	201 798	121 865	***7 544 350***
	en %	7,1	56,7	31,9	2,7	1,6	***38,6***
Épargnés	***Agebs (en %)***	16,4	13,6	32,0	33,2	4,9	***20,0***
	Population	574 764	423 029	896 487	1 044 545	78 144	***3 016 969***
	en %	19,1	14,0	29,7	34,6	2,6	***15,4***

** Exemples de lecture : 95,2 % des* agebs *classées dans les contextes résidentiels d'extrême pauvreté sont des colonies populaires. 270 510 personnes habitent dans une* ageb *classée comme colonie populaire ayant un profil d'extrême pauvreté. 97,7 % des personnes vivant dans un contexte d'extrême pauvreté vivent dans une* ageb *classée comme colonie populaire.*

B. Selon le type de peuplement

	Extrême pauvreté		Pauvreté marquée		Pauvreté de masse		Intermédiaires		Épargnés	
	Agebs (en %)	Pop (en %)	*Agebs* (en %)	Pop (en %)	*Agebs* (en %)	Pop (en %)	*Agebs* (en %)	Pop (en %)	*Agebs* (en %)	Pop (en %)
Centre-ville	—	—	1,9 *	1,4	5,7	8,0	35,7	43,8	56,8	46,8
Colonie populaire	5,2	2,1	24,5	20,9	33,4	41,1	32,6	32,6	4,3	3,2
Grands ensembles	—	—	1,2	0,8	7,0	8,3	60,5	66,2	31,3	24,7
Résidences cat. moy. et sup.	—	—	0,2	0,6	0,5	0,6	12,4	16,0	86,9	82,7
Autres	4,3	2,0	22,9	18,5	12,4	15,4	34,8	39,1	25,7	25,0
Total	3,4	1,4	16,5	14,6	23,1	29,9	37,0	38,6	20,0	15,4

** Exemples de lectures : 1,9 % des* agebs *du centre-ville sont classées dans la catégorie des contextes résidentiels à pauvreté marquée et 1,4 % des résidents des* agebs *du centre-ville vit dans une* ageb *classée dans la catégorie des contextes résidentiels à pauvreté marquée.*

Enfin, l'homogénéité des *agebs* résidentielles moyennes et aisées apparait spectaculaire : cette catégorie n'admet quasiment aucune *ageb* marquée par la pauvreté. À Mexico comme ailleurs, les logiques d'entre-soi qui sont à l'origine du peuplement de ces espaces résidentiels sont les vecteurs d'une homogénéité sociale plus grande que les logiques plus largement subies, qui déterminent les trajectoires résidentielles des catégories populaires.

Manzanas *et types de peuplement*

Le croisement des profils de pauvreté identifiés au niveau des *manzanas* et des types de peuplement identifiés au niveau de l'*ageb* semble *a priori* problématique, puisque les observations n'ont pas été conduites au même échelon. Conscient de cette limite méthodologique importante, nous cherchons ici à observer deux dimensions : d'abord, les types de peuplement dans lesquels sont classés les îlots ; ensuite, les types d'îlots qui composent chaque type de peuplement.

La finesse plus importante du grain en *manzanas* tendrait normalement à accentuer l'hétérogénéité des profils de pauvreté observés précédemment pour chacun des types de peuplement présenté. Toutefois, le croisement d'échelon ne semble pas fortement remettre en question les résultats précédents.

On observe encore une fois que plus de 85 % des unités géographiques et des populations résidentes dans des contextes caractérisés par la pauvreté se situent au sein des espaces classés comme « colonies populaires » à l'échelon des *agebs* (tableau 4.10A). Ce constat confirme le lien entre les contextes résidentiels marqués par la pauvreté et la forme de peuplement populaire. En revanche, pour la catégorie des colonies populaires, on remarque une proportion moindre de contextes résidentiels caractérisés par des profils de pauvreté marquée à extrême (tableau 4.10B). Un peu plus de 10 % des *manzanas* des *agebs* « colonies populaires » et de leurs résidants sont dans cette situation, alors que 23 % des habitants des *agebs* colonies populaires vivaient dans des *agebs* caractérisées par une forte pauvreté (tableau 4.9A)[48]. En revanche, 60 % de la population des *manzanas* « populaires » (8 millions d'habitants) vit dans un contexte résidentiel marqué par une pauvreté de masse (tableau 4.10B).

Les *manzanas* des colonies populaires paraissent ainsi nettement rapprochées des profils de pauvreté de masse, davantage que des profils intermédiaires, caractérisant plus fortement les *manzanas* comprises dans les *agebs* marquées par la prédominance de grands ensembles. Toutefois, la position des îlots dans les *agebs* des colonies populaires n'est pas non plus fortement tranchée : plus de 80 % de leurs habitants vivent dans des contextes autour du profil moyen de la ville, et plus de 6 % renvoient à des contextes épargnés.

Ainsi, le croisement des deux échelons permet d'explorer la diffusion des contextes résidentiels épargnés par la pauvreté dans l'espace de la ZMVM (tableau 4.10B), tout en confirmant les logiques d'homogénéité sociale forte pour les *agebs* catégorisées comme « résidences pour catégories moyennes et supérieures ». Les *manzanas* renvoyant à un contexte résidentiel épargné se distribuent quasi équitablement entre le centre, les colonies populaires, les grands ensembles et les espaces résidentiels pour catégories moyennes-supérieures, alors qu'au sein de ce dernier type de peuplement, dans l'autre sens, 80 % de la population réside dans des îlots classés comme « épargnés ».

[48] Ces résultats sont également à mettre en regard avec les différences entre les deux typologies : les classes ne sont pas définies de la même manière et l'importance de l'ensemble a lissé les différenciations au niveau des *manzanas*.

Tableaux 4.10. Répartition des *manzanas* et des populations résidentes en fonction du type de peuplement de *l'ageb* et du profil de pauvreté de la *manzana*

A. Selon le profil de pauvreté du contexte résidentiel

	Résidences catégories moyennes et supérieures		Grands ensembles		Colonie populaire		Centre-ville		Autres	
Part (en %)	***Manz***	***Pop***	***Manz***	***Pop***	***Manz***	***Pop***	***Manz***	***Pop***	***Manz***	***Pop***
Extrême pauvreté	0,3*	0,2	1,3	1,8	90,7	91,6	0,0	0,0	7,8	6,3
Pauvreté très marquée (classe 5)	0,8	0,6	3,1	2,9	93,8	94,4	0,1	0,1	2,2	1,9
Pauvreté marquée (classe 4)	1,0	1,9	1,4	1,3	93,0	93,0	0,1	0,4	4,5	3,4
Pauvreté de masse	1,1	1,1	10,9	9,2	85,0	85,8	1,4	2,5	1,6	1,3
Intermédiaires	3,0	2,6	37,2	33,0	54,3	56,4	4,1	6,7	1,4	1,3
Épargnés	26,6	28,6	32,7	27,1	26,1	24,2	12,4	17,9	2,2	2,1

** Exemples de lectures : 0,3 % des* manzanas *présentant un profil de contexte résidentiel d'extrême pauvreté se localisent dans des* agebs *classées en résidences pour catégories moyennes et supérieures. 0,2 % de la population résidante dans une* manzana *présentant un profil d'extrême pauvreté vit dans une* ageb *classée comme « Résidences pour catégories moyennes et supérieures ».*

B. Selon le type de peuplement

		Extrême pauvreté	Pauvreté très marquée (classe 5)	Pauvreté marquée (classe 4)	Pauvreté de masse	Intermédiaires	Épargnés	*TOTAL*
Résidences catégories moyennes et supérieures	*Manz (en %)*	0,0	0,6	0,3	7,1	12,9	79,1*	***100***
	Population	61	6 917	4 809	98 380	142 350	1 007 357	***1 259 874***
	En %	—	0,6	0,4	7,8	11,3	80,0	***100***
Grands ensembles	*Manz (en %)*	0,0	0,7	0,2	21,2	48,3	29,6	***100***
	Population	487	32 707	3 494	848 331	1 777 319	953 824	***3 616 162***
	En %	0,0	0,9	0,1	23,5	49,2	26,4	***100***
Colonie populaire	*Manz (en %)*	0,4	6,9	3,3	56,9	24,3	8,2	***100***
	Population	24 245	1 058 354	241 482	7 889 943	3 035 688	852 165	***13 101 877***
	En %	0,2	8,1	1,8	60,2	23,2	6,5	***100***
Centre-ville	*Manz (en %)*		0,2	0,1	14,0	27,4	58,4	***100***
	Population		1 339	1 004	233 103	359 172	630 921	***1 225 539***
	En %		0,1	0,1	19,0	29,3	51,5	***100***
Autres	*Manz (en %)*	1,2	5,9	6,0	39,6	22,3	24,9	***100***
	Population	1 677	21 307	8 927	121 133	68 288	74 159	***295 491***
	En %	0,6	7,2	3,0	41,0	23,1	25,1	***100***

** Exemples de lecture : 79,1 % des* manzanas *des* agebs *classées comme « Résidences (...) » renvoient à un contexte résidentiel épargné par la pauvreté. 1 007 357 personnes résident dans un contexte de résidences pour catégories moyennes et supérieures épargné par la pauvreté, soit 80 % des résidents des* agebs *classées comme résidences (...).*

L'analyse croisée des types de peuplement et des contextes résidentiels selon des profils obtenus pour appréhender la pauvreté permet d'amorcer l'approche de la grande diversité des colonies populaires.

4.3.2. La diversité des colonies populaires

Une approche des formes de pauvreté à l'échelle des 5 500 *agebs* et des 143 549 *manzanas* qui composent la ZMVM permet ainsi de mettre en évidence la grande diversité qui caractérise les colonies populaires. La question d'une analyse spécifique à l'ensemble constitué des *agebs* caractérisées comme des colonies populaires – qu'il soit analysé à l'échelon des *agebs* ou des *manzanas* – est légitime. Une série d'explorations statistiques préalables est nécessaire afin de garder des référentiels communs dans une démarche qui se veut avant tout comparative, au sein des différents types de peuplement dans la ville, mais aussi au sein des différentes colonies populaires.
Dans ces espaces définis comme « populaires », il s'agira de définir le référentiel adopté à l'échelon des *agebs* pour décrire la diversité des contextes résidentiels. Puis, dans un deuxième temps, il faudra interroger l'échelon plus complexe de l'îlot décrivant de manière

intrinsèque cette diversité. Enfin, nous verrons que la représentation cartographique des différenciations des unités géographiques dans l'espace des colonies populaires s'avère particulièrement pertinente pour amorcer la réflexion sur la diversité de ces espaces résidentiels et des dynamiques qui les traversent.

Les « colonies populaires » à l'échelon des agebs

La structure de la diversité des *agebs* reste sensiblement la même lorsqu'elle est observée à l'échelle des seules 3 430 *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires[49]. Au vu du poids des colonies populaires dans l'espace de la ville, ce constat n'est pas étonnant. La similarité des structures observées à l'échelle de la ville d'une part, et des colonies populaires d'autre part, autorise l'observation de la diversité spécifique aux colonies populaires à travers la même grille de lecture que celle adoptée pour l'ensemble de la ville.

Par ailleurs, la similarité des deux structures révèle également comment la diversité des formes de pauvreté observées dans la ZMVM tient en grande partie à la diversité des colonies populaires elles-mêmes, qui inclut – sans s'y réduire toutefois – des surreprésentations de pauvreté largement minoritaires dans les autres formes de peuplement.

Cette similarité mérite toutefois d'être relue à la lumière du profil moyen observé uniquement sur l'ensemble des *agebs* colonies populaires (tableau 4.11) pour les 14 variables. Ce profil accuse des valeurs moyennes des indicateurs de pauvreté plus marquées que pour le reste de la ville, ainsi que des valeurs moindres concernant la part des adultes ayant suivi des études supérieures ou celle des logements mieux équipés.

Tableau 4.11. Ordres de grandeur à Mexico dans les colonies populaires en 2010

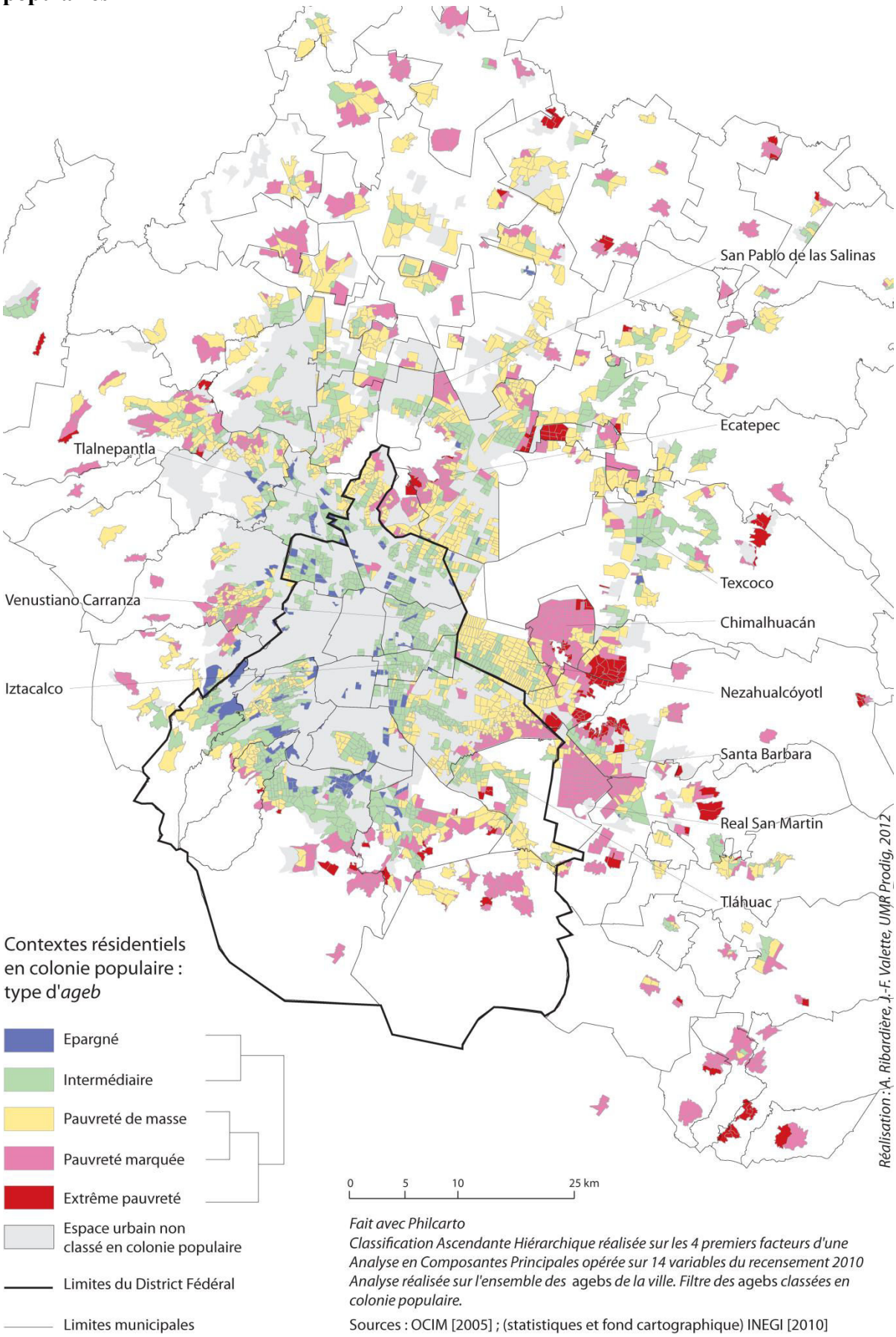
Variable	Moyenne pour les *agebs* classées en Colonie Populaire (en %)	Moyenne pour la population résidant en Colonie Populaire (en %)	*Moyenne des agebs de la ZMVM*	*Moyenne pour la population de la ZMVM*
ING	4,7	4,3	*3,8*	*3,6*
NSCOL	3,2	3,5	*2,8*	*3,2*
ANALP	3,4	3,2	*2,6*	*2,5*
SUP	38,5	40,3	*47,5*	*48,0*
SECU	43,6	42,7	*38,6*	*38,6*
SP	13,1	12,3	*10,1*	*10,0*
OC_C	1,1	*	*1,0*	*
TIERRA	3,2	2,3	*2,4*	*1,8*
UCUARTO	9,2	8,8	*6,6*	*6,5*
AGUA	8,2	4,3	*5,7*	*3,1*
DREN	1,7	0,8	*1,2*	*0,6*
SBIEN	0,5	0,5	*0,4*	*0,4*
REFRIG	82,1	84,5	*86,6*	*88,1*
INT	22,0	23,9	*31,1*	*31,9*

Voir dictionnaire des variables en tableau 4.1 et annexe II.1
Sources : INEGI [2010]

La carte 4.4 présente la typologie des formes de pauvreté appliquée uniquement sur les *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires.

[49] La structure des formes de pauvreté des 3 430 *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires est sensiblement la même que celle de l'ensemble des *ageb*s qui composent la ZMVM. En effet, une analyse en composantes principales opérée sur les 14 variables décrivant les colonies populaires engendre des résultats quasi identiques à ceux obtenus sur l'ensemble des 5 500 *agebs*. Les corrélations entre les coordonnées des *agebs* sur les 4 premiers axes des deux ACP sont très fortes (coefficient de Bravais-Pearson) : 0.99 entre les axes 1 ; 0.88 entre les axes 2 ; 0.80 entre les axes 3 ; et 0.82 entre les axes 4 (voir tableau II.3.11 en annexe II.3). Cette structuration identique – sur laquelle a été opérée la classification ascendante hiérarchique – ne donnerait ainsi que peu de nouvelles différenciations dans l'espace des colonies populaires par rapport à la typologie déjà réalisée sur l'ensemble de la ville. On trouvera toutefois en annexe II.3 (partie II.3.1.2) les résultats précis des ACP et un exemple de CAH menée sur l'ensemble des 14 variables décrivant uniquement l'ensemble des *agebs* classées comme colonies populaires, avec une partition en 5 classes.

Carte 4.4. Les contextes de la pauvreté dans les *agebs* en 2010 : zoom sur les colonies populaires



Fait avec Philcarto
Classification Ascendante Hiérarchique réalisée sur les 4 premiers facteurs d'une Analyse en Composantes Principales opérée sur 14 variables du recensement 2010
Analyse réalisée sur l'ensemble des agebs *de la ville. Filtre des* agebs *classées en colonie populaire.*

Sources : OCIM [2005] ; (statistiques et fond cartographique) INEGI [2010]

Cette cartographie permet d'appréhender les formes spatiales spécifiques induites par la diversité qui caractérise cette forme de peuplement. Les cinq types de pauvreté s'organisent dans l'espace de façon remarquable, depuis les *agebs* les plus centrales qui sont également les plus épargnées par la pauvreté, jusqu'aux *agebs* les plus périphériques, marquées par une pauvreté extrême. Ce gradient radioconcentrique s'observe à différentes échelles.

À l'échelle de l'agglomération apparait un gradient systématique dans la couronne périphérique, au nord, à l'est et au sud de la ville. De portée faible dans le sud du DF, en raison des contraintes physiques et réglementaires qui entravent l'étalement urbain, il s'étale sur plus de 20 km à l'est, débordant largement sur l'État de Mexico. Un transect depuis l'aéroport jusqu'aux collines orientales illustre la succession ordonnée des contextes socio-spatiaux de pauvreté. Les *agebs* péricentrales au niveau de l'aéroport (Iztacalco et Venustiano Carranza) renvoient à des contextes résidentiels intermédiaires, qui sont également ceux de la frange la plus ancienne de Nezahualcóyotl, dans l'État de Mexico. L'essentiel de ce dernier municipe relève toutefois de contextes marqués par une pauvreté de masse. Plus à l'est, les *agebs* plus récemment urbanisées du municipe de Chimalhuacán sont davantage marquées par la pauvreté. Enfin, aux limites de la ville, de l'autre côté de l'autoroute Mexico-Texcoco, s'étendent les *agebs* au niveau de pauvreté extrême. Un tel agencement des contextes socio-spatiaux de pauvreté se retrouve au nord, dans le municipe d'Ecatepec ou encore dans celui de Tlalnepantla.
L'organisation en gradient se lit également à l'échelle des centres secondaires, en périphérie de l'agglomération. Texcoco en est un bon exemple : le centre historique apparaît comme épargné par la concentration de pauvreté, qui augmente à mesure que l'on s'en éloigne.

Enfin, des gradients apparaissent à une échelle plus locale encore, comme à Tláhuac[50], rappelant la force de cette logique spatiale spécifique aux colonies populaires, qui exclut les contacts brutaux entre les extrêmes[51], et ce, malgré l'hétérogénéité qui pourrait être observée à un échelon encore plus fin, de l'îlot, voire du logement.

Les « colonies populaires » à l'échelon des îlots-manzanas
À l'échelon des *manzanas* également, la structure des différenciations entre les îlots des *agebs* classées en colonies populaires et celle observée à l'échelle de l'ensemble de la ville sont similaires. Là encore, le poids des colonies populaires dans la ville d'un côté, et celui des différenciations internes aux colonies populaires de l'autre, jouent dans le sens d'un comportement analogue des indicateurs (annexe II.3.2.2). Les covariations spatiales des différents indicateurs de pauvreté restent identiques à l'échelle de toute la ville et à celle des 93 002 *manzanas* des 3 504 *agebs*[52] relevant de la catégorie des colonies populaires[53]. Une nouvelle fois, cette similarité des structures observées à l'échelle de la ville et à celle des

[50] Dans ce cas, on se rapproche de la figure du « lotissement frontal » (voir figure 1.6 au chapitre 1).
[51] Les zones tampons que l'on peut observer dans les colonies populaires tranchent avec la violence des contrastes parfois observés entre différents types de peuplement, notamment dans l'ouest de la ville.
[52] Voir annexe II.2 pour l'élaboration des ensembles statistiques.
[53] La structure des formes de pauvreté des 93 002 *manzanas* composant les 3 430 *agebs* « colonies populaires » est sensiblement la même que celle de l'ensemble des 143 549 *manzanas* de la ZMVM. Une analyse en composantes principales opérée sur les 11 variables engendre des résultats quasi identiques. Les corrélations entre les coordonnées des *manzanas* sur les 5 premiers axes des deux ACP sont très fortes (test de Bravais-Pearson) : 1.00 entre les axes 1 ; 0.97 entre les axes 2 ; 0.97 entre les axes 3 ; 0.99 entre les axes 4 ; 0.91 entre les axes 5 (voir tableau II.3.23 en annexe II.3). Toujours dans un souci de clarté pour notre démonstration, nous avons une nouvelle fois réalisé un pochoir « *agebs* colonies populaires » sur la typologie précédemment décrite à l'échelon des *manzanas*. On trouvera toutefois en annexe II.3 (parties II.2.2 et II.2.3) les résultats précis des ACP et un exemple de CAH spécifique aux colonies populaires, avec une partition en 5 classes.

colonies populaires permet de conserver une même grille de lecture à l'échelon des *manzanas*[54].
Les spécificités des colonies populaires sont identiques à l'échelon des *manzanas* et à celui des *agebs* : les indicateurs de pauvreté affichent des valeurs moyennes plus fortes que pour le reste de la ville (tableau 4.12).

Tableau 4.12. Ordres de grandeur à Mexico dans les colonies populaires (*manzanas*) en 2010

Variable	Description sommaire	Moyenne des *manzanas* dans les *agebs* "colonies populaires" (en %)	Moyenne de la population des *manzanas* "colonies populaires" (en %)	*Moyenne des manzanas de la ZMVM (en %)*	*Moyenne de la population des manzanas de la ZMVM (en %)*
ING	**Indigènes**	4,6	4,3	*3,6*	*3,5*
ANALP	**Analphabètes**	2,3	2,7	*1,7*	*2,1*
SUP	**Études supérieures**	38,6	40,3	*46,9*	*48,0*
SECU	**Sans sécurité sociale**	43,4	42,7	*38,7*	*38,6*
OC_C	**Occupants par pièce**	1,1	*	*1,0*	*
TIERRA	**Logements au sol en terre battue**	1,2	1,2	*0,9*	*0,9*
UCUARTO	**Logements d'une seule pièce**	5,6	6,8	*4,0*	*4,7*
AGUA	**Sans connexion à l'eau**	4,8	3,5	*3,4*	*2,3*
DREN	**Sans assainissement**	0,7	0,5	*0,5*	*0,3*
REFRIG	**Réfrigérateur**	73,7	75,4	*74,9*	*74,7*
INT	**Connexion à Internet**	17,9	20,6	*24,1*	*26,5*

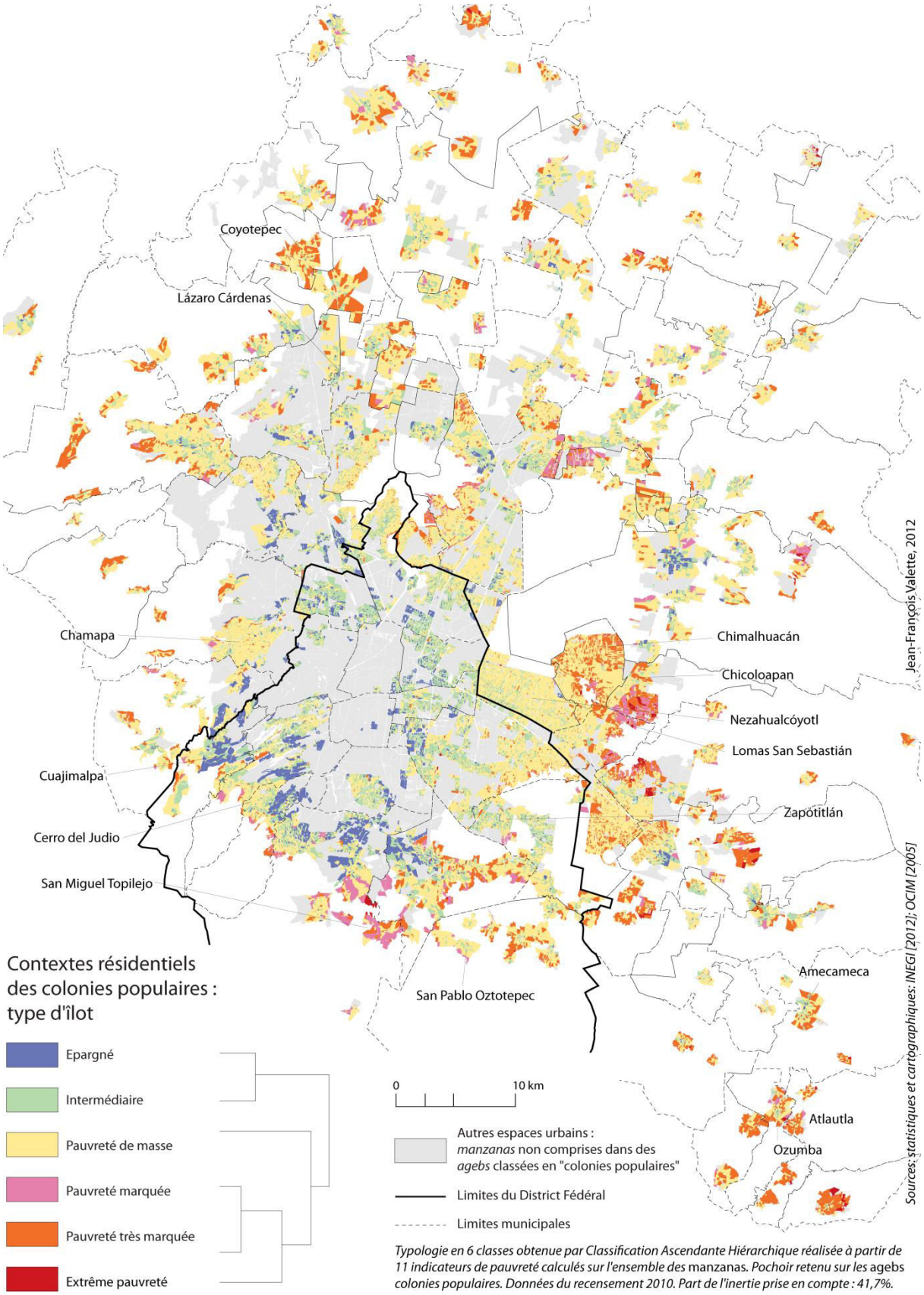
Voir dictionnaire des variables en tableau 4.1 et annexe II.1

La typologie des *manzanas* en six formes de pauvreté appliquée au seul ensemble des « colonies populaires » est représentée sur la carte 4.5. Les grandes lignes déjà mises au jour à l'échelon des *agebs* se retrouvent clairement : opposition est-ouest, gradients centre-périphérie à l'échelle de la ville, des centres secondaires, et des centralités plus locales.
Toutefois, le grain d'observation plus fin permet d'affiner les logiques spatiales de répartition des contextes de pauvreté. Cette lecture permet d'une part une précision – dans le sens d'une meilleure compréhension – de la lecture de contextes de pauvreté très marquée en périphérie, d'autre part (et à l'inverse), la mise en évidence de zones relativement homogènes quant à leur profil de pauvreté. On retrouve ainsi les différentes formes spatiales de répartition précédemment évoquées (carte 4.3), ici lisibles spécifiquement au niveau des colonies populaires : gradients locaux, contrastes nets, mosaïques et concentrations massives.

Au niveau local, voire ultra-local, l'échelon de l'îlot permet de révéler les gradients par rapport aux centralités villageoises, aussi bien au sein du tissu urbain que dans les espaces périurbains lointains. Si le schéma radioconcentrique fonctionne – comme à Ozumba, Amecameca ou Tláhuac –, il est revanche *a priori* absent dans des espaces comme Atlautla ou Coyotepec, où les îlots renvoient à de forts niveaux de pauvreté généralisée.
Dans des contextes résidentiels plus hétérogènes en termes de types de peuplement – comme au nord et à l'ouest –, ces mêmes logiques de gradient centre-périphérie se retrouvent. Elles prennent sens à l'échelle de l'agglomération dans les grandes lignes de la géographie sociale de Mexico, et au niveau local à partir des centralités secondaires.

[54] Notons qu'un tel comportement similaire à l'échelon des *manzanas* n'aurait pas été envisageable pour un autre type de peuplement, les covariations spatiales des indicateurs mettant en évidence des relations spécifiques, notamment pour les variables relatives au logement (précarité et équipement).

Carte 4.5. Les contextes de la pauvreté dans les *manzanas* en 2010 : regard sur les contextes résidentiels dans les colonies populaires



Typologie en 6 classes obtenue par Classification Ascendante Hiérarchique réalisée à partir de 11 indicateurs de pauvreté calculés sur l'ensemble des manzanas. *Pochoir retenu sur les* agebs *colonies populaires. Données du recensement 2010. Part de l'inertie prise en compte : 41,7%.*

Une relative compacité de certains types d'îlots se remarque également lorsque l'on observe spécifiquement les colonies populaires (comprises dans un sens large). Ainsi, des concentrations d'îlots « épargnés » se distinguent, notamment dans le sud-ouest de la ville, autour des anciens noyaux villageois de Tlalpan ou Cuajimalpa par exemple. Plus en périphérie, des concentrations de *manzanas* caractérisées par des profils de pauvreté sont mises au jour et renvoient à des espaces *a priori* homogènes. La zone de Chamapa dans le municipe de Naucalpan forme une poche dense d'îlots définis par une pauvreté de masse. Des îlots caractérisés par une pauvreté marquée, mais une consolidation relative des logements forment également des espaces homogènes importants, comme à San Miguel Topilejo au sud de Tlalpan ou à La Paz-Chicoloapan.

Pourtant, globalement, la mosaïque socio-spatiale est largement mise en évidence et interroge la diversité des dynamiques d'évolution des quartiers populaires. Pour le transect Nezahualcóyotl-Chimalhuacán, la présence simultanée et éparse d'îlots caractérisés par des profils intermédiaire, de pauvreté de masse, et de manière plus résiduelle, de pauvreté très marquée, semble remettre en question la seule explication de l'âge du peuplement dans les dynamiques de passage d'un profil à l'autre au cours du temps.
Ce schéma remet aussi en question l'apparente homogénéité des quartiers que la carte des *agebs* laissait supposer. La mosaïque n'est pas uniquement le fait de l'échelon d'analyse : elle semble différencier les quartiers populaires urbanisés depuis une vingtaine d'années et ceux peuplés depuis la dernière décennie, où l'hétérogénéité socio-spatiale est beaucoup plus faible, mais pas pour autant inexistante – comme c'est le cas à La Paz ou Chimalhuacán.

La seule observation des colonies populaires, si elle met en valeur des mosaïques complexes liées à des contextes locaux spécifiques, ne met pas au jour des contrastes majeurs entre des « quartiers populaires » diamétralement opposés en termes de types de pauvreté. En effet, cette lecture permet d'atténuer la violence des contacts que l'on pourrait observer entre différents types de peuplement. Toutefois, les juxtapositions de différents profils de pauvreté dans l'espace des îlots classés en colonies populaires ne disparaissent pas pour autant. On retiendra donc de cette analyse une forte diversité socio-spatiale qui s'exprime entre les îlots urbains, même au sein des colonies populaires.

Pour illustrer cette diversité, les planches photographiques (photos 4.19 à 4.30) associent à chaque type de *manzanas* en colonies populaires un paysage urbain[55].
On retrouve, dans un premier temps, les contextes épargnés, dans les centres villageois, où l'espace public fait l'objet d'un entretien soutenu – comme à Cuautitlán ou Zapotitlán (photos 4.19 et 4.20) – ; ces contextes constituent des lieux et types de résidence pour des classes moyennes.
L'éloignement à l'hypercentre, dans le cas du village de San Pablo à Milpa Alta (photo 4.22), et la consolidation d'une ancienne colonie illégale, à Lázaro Cárdenas à Cuautitlán (photo 4.21), sont des configurations où la morphologie et l'équipement public comme privé témoignent d'espaces moins épargnés, et classés comme intermédiaires.
Derrière la pauvreté de masse, se cache aussi une très forte hétérogénéité socio-spatiale, accrue avec l'ancienneté du quartier. Si l'aspect ostentatoire d'une maison de La Conchita (photo 4.23) ne renvoie pas forcément à des espaces de la richesse, c'est bien l'imbrication de situations morphologiques et sociales diverses qui caractérise la catégorie de la pauvreté de masse – comme l'illustrent par ailleurs la densité et la complexité du peuplement du Cerro del Judio (photo 4.24).

[55] Voir note 61 du chapitre 1.

Photographies 4.19 à 4.30. *Manzanas* en colonies populaires et contextes de pauvreté

***Manzanas* identifiées comme "épargnées"**

Photo 4.19.
Centre-ville de Cuautitlán, Etat de Mexico [2010]
Ensemble d'îlots face à la station de Suburbano

Photo 4.20.
C. Cortés, Pueblo Santiago Zapotitlán, Tláhuac, DF [2011]

***Manzanas* identifiées comme "intermédiaires"**

Photo 4.21.
C. Plan de Ayala, Lázaro Cárdenas, Cuautitlán, Etat de Mexico [2011]

Photo 4.22.
C. Zapata, San Pablo Oztotepec, DF [2011]

***Manzanas* caractérisées par une "pauvreté de masse"**

Photo 4.23.
C. Trejo/Fernandez, La Conchita Zapotitlán, Tláhuac, DF [2011]

Photo 4.24
Ensemble d'îlots du Cerro del Judio, La Magdalena Contreras, DF [2011]

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Manzanas caractérisées par une "pauvreté marquée" (classe n°4)

Photo 4.25.
C. Ahuehuete, Lomas San Sebastián, La Paz, Mexico [2010]

Photo 4.26.
Parajes Sud, San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2011]

Manzanas caractérisées par une "pauvreté très marquée" (classe n°5)

Photo 4.27.
C.18, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2011]

Photo 4.28.
Av. Cuitlahuac - Av. L. Toledano, San Miguel Xico, Valle de Chalco, Etat de Mexico [2010]

Manzanas caractérisées par une "pauvreté extrême"

Photo 4.29.
Camino al Cerrito, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2011]

Photo 4.30.
C. F. Jiménez. Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2011]

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Les profils de forte pauvreté peuvent aussi s'illustrer par leur diversité. Le manque d'accès aux réseaux reste globalement criant : on observe les bidons de stockage de l'eau, acheminée par camions-citernes à San Pablo sur la photo 4.26, ou encore l'absence de revêtement routier à La Paz (photo 4.25). Faibles densités et carences sanitaires renvoient à des paysages de forte précarité (photo 4.28), mais pas systématiquement aux pires conditions de logement : on voit par exemple l'omniprésence de constructions en dur (en parpaings) à Lomas San Sebastián à La Paz (photos 4.25 et 4.27).
Enfin, la pauvreté extrême est celle du « bout de la piste », là où le faible niveau de l'urbanisation s'accompagne d'une marginalité par rapport aux réseaux (électricité piratée à Tláhuac, sur la photo 4.30), mais renvoie aussi aux conditions de logement les plus difficiles (utilisation de matériaux précaires, comme des cartons et des planches, à droite de la photo 4.29 à La Paz, et à gauche de la photo 4.30 à Tláhuac).

On retient ici l'image de l'extrême diversité des quartiers-*agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires. Cette diversité n'est pas aléatoire : les formes spatiales et les paysages urbains suggèrent l'hypothèse du lien entre l'hétérogénéité socio-spatiale et l'âge de peuplement des contextes résidentiels.
Avant de focaliser sur une échelle très locale d'observation, nous proposons d'abord une lecture croisée systématique des âges de peuplement des *agebs* définies comme des colonies populaires et des contextes de pauvreté à l'échelle de la ville. Cette exploration doit nous permettre de tester la thèse de la consolidation, à l'échelon des *agebs*, ainsi qu'à celui des *manzanas*. Il s'agit d'approcher, à travers une photographie croisée de la carte sociale et de celle du peuplement de la ville, la diversité des dynamiques qui ont traversé les colonies populaires et en cela, la pluralité des trajectoires de maturation expérimentées par ces espaces résidentiels.

4.4. Formes de pauvreté et âge du peuplement

Au sein des colonies populaires de l'agglomération, on analyse le lien entre l'âge de peuplement de l'*ageb*[56] et les profils de pauvreté, observés à l'échelon de l'*ageb* et de la *manzana*. L'hypothèse du lien entre ces deux dimensions contribue à la réflexion sur les dynamiques de consolidation.

***Analyse au niveau des* agebs**
Il existe un lien statistique entre les anciennetés du peuplement et les 5 profils sociaux de la typologie *ageb* sur les 3 430 *agebs* retenues renvoyant à des colonies populaires[57]. Il semble alors pertinent de suivre la ventilation des différents profils de pauvreté dans les *agebs* de la ville selon leur époque d'urbanisation (tableaux 4.13A et B). On analyse de cette manière la répartition des *agebs* d'une part, le poids démographique de ces dernières d'autre part.

La part des *agebs* – et des populations résidant dans ces *agebs* – caractérisées par un profil intermédiaire ou épargné diminue au fur et à mesure que l'époque de peuplement est récente. Si les espaces anciens (avant 1953) sont peuplés à près de 10 % par des populations résidant dans des *agebs* épargnées par la pauvreté, ces populations ne représentent que 5 % des habitants des zones peuplées après 2000 (tableau 4.13A). De la même façon, moins de 3 %

[56] La typologie des âges de peuplement, présentée au chapitre 2 (carte 2.2), regroupe 6 tranches temporelles.
[57] Grâce à un test du Khi deux, l'hypothèse d'indépendance entre les deux variables est rejetée avec une probabilité d'erreur inférieure à 0.1 % (20 degrés de liberté avec une valeur de 1575). Notons que la relation est aussi forte pour l'ensemble de la ville (32 degrés de liberté et un Chi2 de 1969).

des populations des *agebs* intermédiaires ou épargnées résident dans une *ageb* urbanisée depuis 1990 (tableau 4.13B).
À l'inverse, on remarque la part plus importante des contextes résidentiels marqués par une extrême pauvreté avec le caractère récent de l'*ageb*. Absents des zones anciennes, on ne retrouve qu'un quart des habitants de ce type d'*agebs* dans les espaces peuplés avant 1990. Ce profil extrême se localise pour près de la moitié dans les *agebs* les plus récentes. Il renvoie même à près de 30 % de la population des zones peuplées dans la dernière décennie. Ces valeurs restent malgré tout à rapporter au faible poids démographique de cette catégorie de contextes.

Tableau 4.13. Répartition des *agebs* « colonies populaires » et de leur population en fonction du profil de pauvreté et de l'âge de l'*ageb*

A. Selon l'âge de l'*ageb*

		Extrême pauvreté	Pauvreté marquée	Pauvreté de masse	Intermédiaire	Épargnés	*Total*
Avant 1953	*Ageb (en %)*	—	3,2*	13,2	69,9	13,7	*100*
	Population		65 808	268 380	1 195 720	164 068	*1 693 976*
	Pop (en %)	0,0	3,9	15,8	70,6	9,7	*100*
1953-1970	*Ageb (en %)*	0,4	8,2	44,7	41,4	5,2	*100*
	Population	8 015	272 102	1 870 726	1 401 228	111 469	*3 663 540*
	Pop (en %)	0,2	7,4	51,1	38,3	3,0	*100*
1970-1980	*Ageb (en %)*	0,2	12,9	46,7	33,7	6,5	*100*
	Population	4 150	335 244	1 279 092	803 488	96 359	*2 518 333*
	Pop (en %)	0,2	13,3	50,8	31,9	3,8	*100*
1980-1990	*Ageb (en %)*	2,8	36,7	38,2	21,1	1,3	*100*
	Population	57 835	1 500 605	1 726 900	795 950	46 431	*4 127 721*
	Pop (en %)	1,4	36,4	41,8	19,3	1,1	*100*
1990-2000	*Ageb (en %)*	14,0	51,1	14,0	19,8	1,1	*100*
	Population	80 060	387 466	153 587	62 336	3 413	*686 862*
	Pop (en %)	11,7	56,4	22,4	9,1	0,5	*100*
2000-2010	*Ageb (en %)*	33,2	40,6	13,4	12,4	0,4	*100*
	Population	120 450	181 907	94 769	20 500	1 289	*418 915*
	Pop (en %)	28,8	43,4	22,6	4,9	0,3	*100*

**Exemples de lectures : 3.2 % des* agebs *peuplées avant 1953 sont classées dans la catégorie des contextes résidentiels à pauvreté marquée. 65 808 personnes résident dans des* agebs *peuplées avant 1953 caractérisées par une pauvreté marquée, soit 3.9 % de la population des* agebs *peuplées avant 1953.*

B. Selon le profil de pauvreté de l'*ageb*

		Avant 1953	1953-1970	1970-1980	1980-1990	1990-2000	2000-2010	*Total*
Extrême pauvreté	*Ageb (en %)*	—	1,7 *	0,6	16,9	28,1	52,8	*100*
	Pop (en %)	—	3,0	1,5	21,4	29,6	44,5	*100*
Pauvreté marquée	*Ageb (en %)*	1,6	7,8	7,8	47,4	21,8	13,7	*100*
	Pop (en %)	2,4	9,9	12,2	54,7	14,1	6,6	*100*
Pauvreté de masse	*Ageb (en %)*	4,7	30,8	20,6	36,2	4,4	3,3	*100*
	Pop (en %)	5,0	34,7	23,7	32,0	2,9	1,8	*100*
Intermédiaire	*Ageb (en %)*	25,6	29,3	15,2	20,5	6,4	3,1	*100*
	Pop (en %)	27,9	32,7	18,8	18,6	1,5	0,5	*100*
Épargnés	*Ageb (en %)*	37,6	27,5	22,2	9,4	2,7	0,7	*100*
	Pop (en %)	38,8	26,4	22,8	11,0	0,8	0,3	*100*

**Exemples de lectures : 1.7 % des* agebs *renvoyant à des contextes résidentiels d'extrême pauvreté ont été peuplées (sont classées dans la catégorie des* agebs peuplées) entre 1953 et 1970*. 3 % de la population des* agebs *caractérisées par une extrême pauvreté résident dans des* agebs *peuplées avant 1953.*

La quasi-totalité des *agebs* peuplées dans la dernière décennie renvoie à des contextes de pauvreté de masse à extrême (tableau 4.13A). On observe en revanche que ces profils d'*agebs*

pauvres ne renvoient pas forcément à des espaces récents. En effet, « seulement » 20 % des habitants des *agebs* de la pauvreté marquée et moins de 5 % de ceux des *agebs* de la pauvreté de masse résident dans des espaces peuplés depuis 1990 (tableau 4.13B).

Si le lien entre une pauvreté réduite et l'ancienneté du peuplement est établi, il doit tout de même être nuancé au vu de l'hétérogénéité de chacune des catégories d'*agebs* et de leur croisement. D'une manière générale, on observe que, plus *l'ageb* est ancienne, plus la part des *agebs* caractérisées par des fortes pauvretés diminue. D'une part, les contextes de pauvreté marquée concentrent près de la moitié des populations résidant dans les espaces vieux de 20 ans ou moins. D'autre part, une pauvreté de masse est majoritaire dans les zones plus anciennes, à l'exception de celles peuplées avant les années 1950 – où l'on renvoie ici à la complexité socio-spatiale du centre-ville-péricentre.

Les contextes résidentiels de la décennie 1980 apparaissent comme les plus hétérogènes en termes de profils de pauvreté. En effet, à l'exception des populations résidant dans les contextes épargnés, au moins un habitant sur 5 de chacun des profils de pauvreté réside dans un espace vieux d'une trentaine d'années (tableau 4.13B). Ce constat reste à relativiser par le poids de la population résidant dans des contextes de pauvreté marquée ou de masse : les trois quarts des habitants des *agebs* peuplées dans la décennie 1980 vivent dans une *ageb* caractérisée comme telle.
C'est là une hétérogénéisation très importante du tissu socio-spatial qui est mise en lumière. On peut alors émettre l'hypothèse de dynamiques de brassage social dans les espaces légèrement plus récents, de la décennie 1990, encore *a priori* caractérisés uniquement par la pauvreté. Les espaces peuplés depuis 10 ou 20 ans semblent expérimenter les plus puissantes transformations de l'espace résidentiel. Ils sont ainsi replacés au cœur des processus de maturation traversant les colonies populaires.

L'observation croisée des époques d'urbanisation des *agebs* par rapport au profil de pauvreté des *manzanas* qui les composent permet une nouvelle fois d'affiner notre questionnement sur le lien entre âge de peuplement et profil social des contextes résidentiels.

***Analyse au niveau des* manzanas**
Même si cette grille de lecture doit être appréhendée avec prudence en raison du changement d'échelle au sein de ces croisements, l'objectif est d'étudier la diversité des différentes générations de colonies populaires. On cherche à voir comment se répartissent les contextes résidentiels de la pauvreté analysés à l'échelon des *manzanas* dans ces 6 sous-ensembles d'*agebs,* et quels profils d'îlots composent ces différentes générations d'*agebs*.
Une ventilation des contextes résidentiels à ces échelons permet sans surprise de ré-observer des logiques proches de ce qui a été décrit précédemment à l'échelon de l'*ageb* (tableau 4.14).

Avec la typologie des îlots, on retrouve la relation entre les contextes marqués par une forte pauvreté et le caractère récent de l'*ageb* dans laquelle ils sont localisés. Cette relation semble même renforcée et précisée.
La majorité des résidents des *manzanas* caractérisées par l'extrême pauvreté se localisent dans des *agebs* peuplées après 2000. À l'inverse, moins de 1 % des résidents des *manzanas* épargnées et moins de 3 % de ceux des *manzanas* intermédiaires habitent une *ageb* peuplée après 1990 (tableau 4.14B). Dans l'ensemble, dans les *agebs* peuplées après 1990, plus d'un tiers de la population habite des *manzanas* caractérisées par un contexte de très forte pauvreté (marquée à extrême).
On notera la place remarquable du profil de *manzanas* caractérisées par une pauvreté de masse, majoritaires dans les colonies populaires peuplées après les années 1950. La prégnance

de la catégorie de la pauvreté de masse, dominante par son poids, semble un indice fort des changements au sein du contexte socio-spatial des colonies populaires. On rappelle que d'une part, 86 % des habitants des *manzanas* de la ville ayant ce profil de pauvreté vivent en colonie populaire ; d'autre part, cette population renvoie à 60 % de celle des colonies populaires (tableaux 4.10).

Tableau 4.14. Répartition des *manzanas* « populaires » et de leur population en fonction du profil de pauvreté de la *manzana* et de l'âge de l'*ageb*

A. Selon l'âge de l'*ageb*

		Extrême pauvreté	Pauvreté très marquée (classe 5)	Pauvreté marquée (classe 4)	Pauvreté de masse	Intermédiaire	Épargnés
Avant 1953	*Manz (en %)*	0,0	1,2*	0,9	27,6	47,6	22,7
	Population	—	31 449	14 971	571 513	764 630	308 270
	Pop (en %)	0,0	1,9	0,9	33,8	45,2	18,2
1953-1970	*Manz (en %)*	0,2	2,7	1,0	54,7	30,9	10,6
	Population	3 112	133 110	21 657	2 286 330	997 183	226 527
	Pop (en %)	0,1	3,6	0,6	62,3	27,2	6,2
1970-1980	*Manz (en %)*	0,0	2,9	1,4	58,5	26,3	10,8
	Population	137	94 765	22 320	1 633 253	572 139	178 437
	Pop (en %)	0,0	3,8	0,9	65,3	22,9	7,1
1980-1990	*Manz (en %)*	0,2	8,8	2,3	66,5	18,2	3,9
	Population	4 087	492 898	76 484	2 794 640	619 737	132 812
	Pop (en %)	0,1	12,0	1,9	67,8	15,0	3,2
1990-2000	*Manz (en %)*	1,2	16,9	10,1	60,1	10,5	1,3
	Population	7 103	177 070	52 564	400 018	54 966	5 279
	Pop (en %)	1,0	25,4	7,5	57,4	7,9	0,8
2000-2010	*Manz (en %)*	3,3	20,1	20,6	48,7	6,9	0,4
	Population	9 806	129 062	53 486	204 189	27 033	840
	Pop (en %)	2,3	30,4	12,6	48,1	6,4	0,2

**Exemples de lectures : 1,2 % des* manzanas *localisées dans des* agebs « colonies populaires » *peuplées avant 1953 sont classées dans la catégorie des contextes résidentiels à pauvreté très marquée (classe 5). 31 449 personnes résident dans des* manzanas *localisées dans des* agebs *peuplées avant 1953 et caractérisées par une pauvreté très marquée (classe 5), soit 1,9 % de la population des* manzanas *des* agebs *peuplées avant 1953.*

B. Selon le profil de pauvreté de la *manzana*

	*Âge de l'*ageb	Avant 1953	1953-1970	1970-1980	1980-1990	1990-2000	2000-2010
Extrême pauvreté	*Manz (en %)*	0,0	10,0*	0,8	16,6	24,4	48,2
	Pop (en %)	0,0	12,8	0,6	16,9	29,3	40,5
Pauvreté très marquée (classe 5)	*Manz (en %)*	1,9	9,2	7,1	46,2	19,3	16,4
	Pop (en %)	3,0	12,6	9,0	46,6	16,7	12,2
Pauvreté marquée (classe 4)	*Manz (en %)*	2,7	6,9	6,8	25,3	23,7	34,6
	Pop (en %)	6,2	9,0	9,2	31,7	21,8	22,2
Pauvreté de masse	*Manz (en %)*	5,0	22,7	17,1	42,1	8,3	4,8
	Pop (en %)	7,2	29,0	20,7	35,4	5,1	2,6
Intermédiaire	*Manz (en %)*	20,1	29,9	18,0	27,0	3,4	1,6
	Pop (en %)	25,2	32,9	18,9	20,4	1,8	0,9
Épargnés	*Manz (en %)*	28,6	30,5	22,1	17,3	1,2	0,3
	Pop (en %)	36,2	26,6	20,9	15,6	0,6	0,1

**Exemples de lectures : 10 % des* manzanas *renvoyant à des contextes résidentiels d'extrême pauvreté sont localisées dans des* agebs « colonies populaires » *peuplées* entre 1953 et 1970. *12,8 % de la population des* manzanas *caractérisées par une extrême pauvreté résident dans des* agebs « colonies populaires » *peuplées avant 1953.*

Le « seuil » des espaces résidentiels construits depuis 30 ans semble ici être une nouvelle fois mis en lumière. Les *agebs* de la décennie 1980 montrent en effet une part nettement moindre des contextes résidentiels marqués par une grande pauvreté (moins de 15 % de la population des *manzanas* des *agebs* peuplées dans la décennie), et une part sensible des populations

résidant dans des contextes plus proches du profil moyen : pauvreté de masse (pour plus des deux tiers) et intermédiaires (15 %) (Tableau 4.14A). De manière encore plus visible qu'au niveau des *agebs,* dans les espaces peuplés lors de cette décennie, les profils de pauvreté des îlots sont tous bien représentés : au moins un habitant sur 6 de chacun des profils réside dans une *ageb* urbanisée entre 1980 et 1990, y compris ceux qui résident dans des *manzanas* au profil épargné (tableau 4.14B). Ces contextes renvoient ainsi à une plus forte hétérogénéité socio-spatiale. Une telle observation contribue également à l'hypothèse des dynamiques de maturation profondes probablement en cours dans les quartiers un peu plus récents – qui tendent à rejoindre ce profil.

« L'intuition » des dynamiques de consolidation

La structuration spatiale en gradients depuis les zones les plus anciennes renvoie au processus de peuplement propre aux colonies populaires, de proche en proche, et à sa dimension temporelle. Ce processus de peuplement s'accompagne d'un « rattrapage » progressif des zones les plus anciennement urbanisées, relativement au reste de la ville.

La banalisation – dont la dynamique sera plus directement analysée au chapitre 11 – s'exprime aussi bien dans le profil social des populations résidentes que dans la consolidation des logements et l'accès aux réseaux urbains. Elle interroge, à ce titre, la problématique de l'urbanité naissante dans ces espaces. On retrouve, par les dynamiques de consolidation, les mêmes questionnements que ceux soulevés au sujet de la périurbanisation de l'ensemble des villes du monde. La création d'une urbanité hybride dans ces espaces renvoie à la lecture des espaces tiers, mais peut aussi faire écho à la triple analyse de M. Lussault [2013], qui lit la périurbanisation comme au carrefour de trois phénomènes géographiques :

- diffusion – de l'urbanisation diffuse, qui ne nécessite pas la densité centrale –,
- illimitation – de l'urbanisation marquée avant tout par la connectivité des espaces périphériques entre eux et par le développement des mobilités –,
- et périphérisation – de la remise en question des cartes classiques centre/périphérie par la reproduction d'urbanités et d'espaces périphériques à partir des périphéries elles-mêmes (le phénomène se rapprochant de l'idée de l'urbanisation en « sauts de puce »).

Le modèle de la consolidation, proposé dès les années 1960 par J. Turner, est particulièrement lisible – à l'échelon des *agebs* comme à celui des *manzanas* – sur le transect oriental décrit plus haut. Les colonies urbanisées autour de l'aéroport dans les années 1950 échappent aujourd'hui aux concentrations de pauvreté. La partie du municipe de Nezahualcóyotl urbanisée dans les années 1960 et 1970 se partage entre des contextes résidentiels intermédiaires et d'autres marqués par une pauvreté de masse, tandis que les prolongements des années 1980 sont aujourd'hui caractérisés par une pauvreté marquée. Les colonies les plus récentes, urbanisées depuis les années 1990, restent, elles, les espaces d'une pauvreté extrême[58].

À l'issue de ces croisements de typologies d'unités spatiales censitaires – que leurs caractéristiques renvoient à une datation ou qu'elles renvoient à une image de la ville à une date donnée –, le lien entre âges de peuplement et formes de pauvreté est établi, mais complexe. L'articulation des deux dimensions se décline selon plusieurs logiques, qu'une analyse à l'échelon local des terrains d'étude va permettre de révéler. Au niveau des quatre terrains, il s'agira d'analyser la spécificité, les concordances et dissemblances entre les échelons d'une part, entre les cas d'étude d'autre part.

[58] Voir la carte I.2.1 des *agebs* selon la date de peuplement en annexe I.2 et la carte 2.2 au chapitre 2.

4.5. La diversité sociale du quartier : les contextes de la maturation dans l'espace social local

L'hypothèse de la maturation fait écho à un processus de diversification de la composition sociodémographique des contextes résidentiels en quartier populaire (chapitre 3). Avant d'observer les processus en eux-mêmes (chapitre 11), nous proposons d'examiner les morphologies socio-spatiales et les formes de peuplement au niveau local. L'analyse spécifique de nos terrains par la typologie des formes de pauvreté permet d'appréhender un éventuel résultat de cette complexification de la carte sociale à un échelon fin.

Différencier les environnements résidentiels urbains
Les quatre études de cas seront présentées, selon qu'elles renvoient à une logique de peuplement « frontal » ou qu'elles s'insèrent dans un tissu urbain davantage « hérité » et où la lecture des différenciations sociales semble *a priori* plus complexe. Nous avons fait le choix de mobiliser cette grille de lecture afin de différencier les contextes résidentiels qui relèvent d'une plus ou moins grande homogénéité en termes de mécanismes de peuplement.
Il s'agissait ici d'établir une distinction entre peuplements populaires massifs le long d'un front d'urbanisation d'un côté, et dynamiques plus complexes de l'autre. Ainsi, nous avons mis au jour deux dimensions de développement urbain : d'une part, ce qui relève de l'urbanisation sous la forme de colonies populaires relativement homogènes dans la continuité de la tache urbaine dense ; d'autre part, ce qui n'en relève pas (cf. chapitre 1, 1.3.4).

Pour cette dernière « catégorie », nous proposons le terme de « contexte hérité » qui fait écho au développement de colonies populaires dans des contextes plus complexes que le front d'urbanisation : ce développement peut alors renvoyer à l'imbrication avec d'autres types de production urbaine et/ou à la croissance de villages périurbains[59]. Deux cas de figure, ni exclusifs, ni exhaustifs, sont ici présentés. L'héritage dont il est ici question fait référence à « *ce qu'on laisse* » [Brunet *et al*, 1992, p. 232], en d'autres termes à la « mémoire » de l'urbanisation des espaces étudiés. À la différence de la logique de « front », où l'on assisterait *a priori* à un effacement progressif de l'occupation rurale de l'espace, un héritage urbain suppose le « faire avec » ou l'incorporation-récupération.
Ainsi d'un autre côté, nous proposons de renvoyer à une catégorie spécifique pour les colonies populaires développées sous la forme d'un front d'urbanisation. Le terme de « front » renvoie à l'acception militaire et à la zone de contact entre deux entités différenciées. Il s'agit donc d'un territoire en mouvement [Brunet *et al*, 1992, p. 208 ; Prévélakis, 2003, p. 382], celui de la ville gagnant sur les campagnes alentour. La « mise en valeur urbaine » en périphérie fait directement écho à la notion de « front pionnier » en géographie, où l'on assiste à la « colonisation » et à l'expansion sur des espaces moins peuplés. Ces deux dynamiques sont ici à comprendre comme urbaines, et le front – qui n'est que rarement une ligne, mais davantage une frange – devient l'espace du palimpseste [Brunet *et al*, 1992, p. 209], de la réécriture, mais aussi de la fusion entre l'héritage rural et le système urbain qu'il reproduit.

Il s'agit d'interroger les logiques communes et spécifiques internes à ces ensembles locaux.

4.5.1. Divisions socio-spatiales en contexte « hérité »

C'est bien ici la notion de mémoire, liée à un patrimoine urbain transmis par succession des différentes formes de productions de l'espace urbain périphérique – mais relevant de systèmes toujours actifs aujourd'hui –, à laquelle on fait allusion. Bien que les productions

[59] On fait ici notamment référence à des types de peuplement classés comme « grand ensemble » et « village intégré à la conurbation » dans la typologie de l'OCIM en 2000 [Connolly, 2005 ; OCIM, 2005].

humaines en domaine rural constituent également un héritage matériel et immatériel d'une grande importance, c'est d'abord sur le principe de l'agglomération urbaine de l'habitat que nous pensons ici le « contexte résidentiel hérité ». Ainsi, celui-ci peut relever d'une imbrication avec d'autres types de peuplement au sein du tissu urbain, ou d'une situation beaucoup plus périphérique faisant intervenir d'autres logiques spatiales.

4.5.1.1. Cuautitlán : la proximité des ensembles de logements d'intérêt social

La lecture des divisions sociales au sein de la zone de Cuautitlán à travers les formes de pauvreté identifiées précédemment permet de mettre en lumière, d'une part, une moindre prégnance des formes les plus marquées de pauvreté à l'échelon de l'*ageb*, d'autre part, une mosaïque de contextes à l'échelon des *manzanas*.

*Une moindre prégnance de la pauvreté à l'échelon de l'*ageb

Les contextes résidentiels renvoient ici majoritairement à des *agebs* épargnées, intermédiaires, et de pauvreté de masse (carte 4.6.A). L'observation des colonies populaires dans cette partie de la ville tendrait ainsi *a priori* vers une situation globale beaucoup moins marquée par la pauvreté que dans l'est par exemple.

On identifie le centre villageois et les zones de grands ensembles dans la catégorie intermédiaire, ainsi que le vieux village de Tlaltepan. Par ailleurs, on remarque la présence de contextes épargnés, à la Hacienda Cuautitlán, aux Villas de Cuautitlán et à Las Misiones, ces trois espaces renvoyant à des logements d'intérêt social. Plus en périphérie du centre de Cuautitlán, on trouve les contextes résidentiels marqués par une pauvreté de masse (*ejidos* au sud et vers Tultepec), généralement hors des zones de grands ensembles. Ainsi, la partie ouest de la colonie Lázaro Cárdenas est classée dans cette catégorie.

On relève de cette lecture deux écueils majeurs imposés par le niveau d'observation (et déjà évoqués au chapitre 2, 2.5.1) : d'abord, l'intégration simultanée dans la même *ageb* de zones de peuplement populaire et d'ensembles d'intérêt social (Santa Elena) ; ensuite, l'absence d'une zone d'étude – La Trinidad (cf. 2.5.2.4).

Le poids des grands ensembles

C'est bien la présence des grands ensembles de logements d'intérêt social qui brouille la lecture des formes spatiales à Cuautitlán. Il est alors nécessaire d'expliquer le peuplement municipal, notamment sous cette forme. La présence de ce type particulier de peuplement peut être approchée, soit par la cartographie de la typologie des *agebs* des cartes 2.1 et 2.8, soit par la forme caractéristique (géométrie, densité, régularité et indépendance du tissu urbain) du réseau viaire dans cette partie de la ville, lisible dans la cartographie des îlots.

Aujourd'hui, au sein de la première génération[60] de logements sociaux (Cebadales, Juan Diego, Los Olivos), les règles de la propriété *condominiale* sont largement désuètes et la privatisation des espaces communs y est systématique. Pourtant, si les conditions de vie n'y semblent *a priori* pas particulièrement bonnes, la qualité relative du logement et des infrastructures existantes conduit ces espaces, sauf pour Juan Diego, à un profil intermédiaire proche de la moyenne de la ville. À côté, dans la zone des Villas, espace hétérogène, le contexte résidentiel peut être identifié comme relativement épargné par la pauvreté en 2010. Enfin, la dernière génération – encore « neuve » – est répartie entre des *agebs* identifiées comme épargnées et intermédiaires, comme à La Hacienda ou à La Joyas.

Le poids démographique, spatial, et économique des grands ensembles est incontournable dans la compréhension des zones comme Cuautitlán. Ces espaces constituent ainsi l'environnement dominant des autres types de peuplement périphérique : ceux du peuplement populaire et illégal, certes moins spectaculaire, mais loin d'être absent.

[60] Les différentes vagues de croissance ont été présentées au chapitre 2 (2.5.2).

La lecture par *agebs* tend ainsi à être largement influencée par ce type de peuplement. À ce stade de l'analyse, on retient que, dans le nord de la ville et particulièrement au travers de cet exemple, dans des espaces où l'on observe la juxtaposition des peuplements populaires et des grands ensembles de logements sociaux – plus ou moins récents –, les peuplements populaires, s'ils sont marqués par une certaine forme de pauvreté, semblent l'être dans une moindre mesure que dans d'autres parties de la ville[61]. Se dessine ainsi l'hypothèse d'une influence du voisinage du quartier populaire sur son profil social.

Une mosaïque à l'échelon des îlots

L'échelon de la *manzana* permet de dresser un constat plus nuancé et plus complexe sur les 6 *agebs* étudiées et de proposer une approche plus pertinente des colonies populaires qui sont comprises à cet échelon[62] (carte 4.6 B). Premièrement et sans surprise, les grands ensembles se détachent nettement. Deuxièmement, les colonies populaires semblent être hétérogènes et caractérisées par des signes de pauvreté très marquée, notamment dans les zones illégales. Enfin, la dimension « épargnée » semble – même définie différemment – beaucoup plus résiduelle dans l'espace des îlots. Les contextes résidentiels « épargnés » renverraient ainsi d'une part à des concentrations « denses », d'autre part à des espaces peu nombreux dans les grands ensembles. Au sein des seuls espaces populaires, on ne retrouve en revanche que 2 îlots « épargnés », au nord et à l'est de la colonie Lázaro Cárdenas.

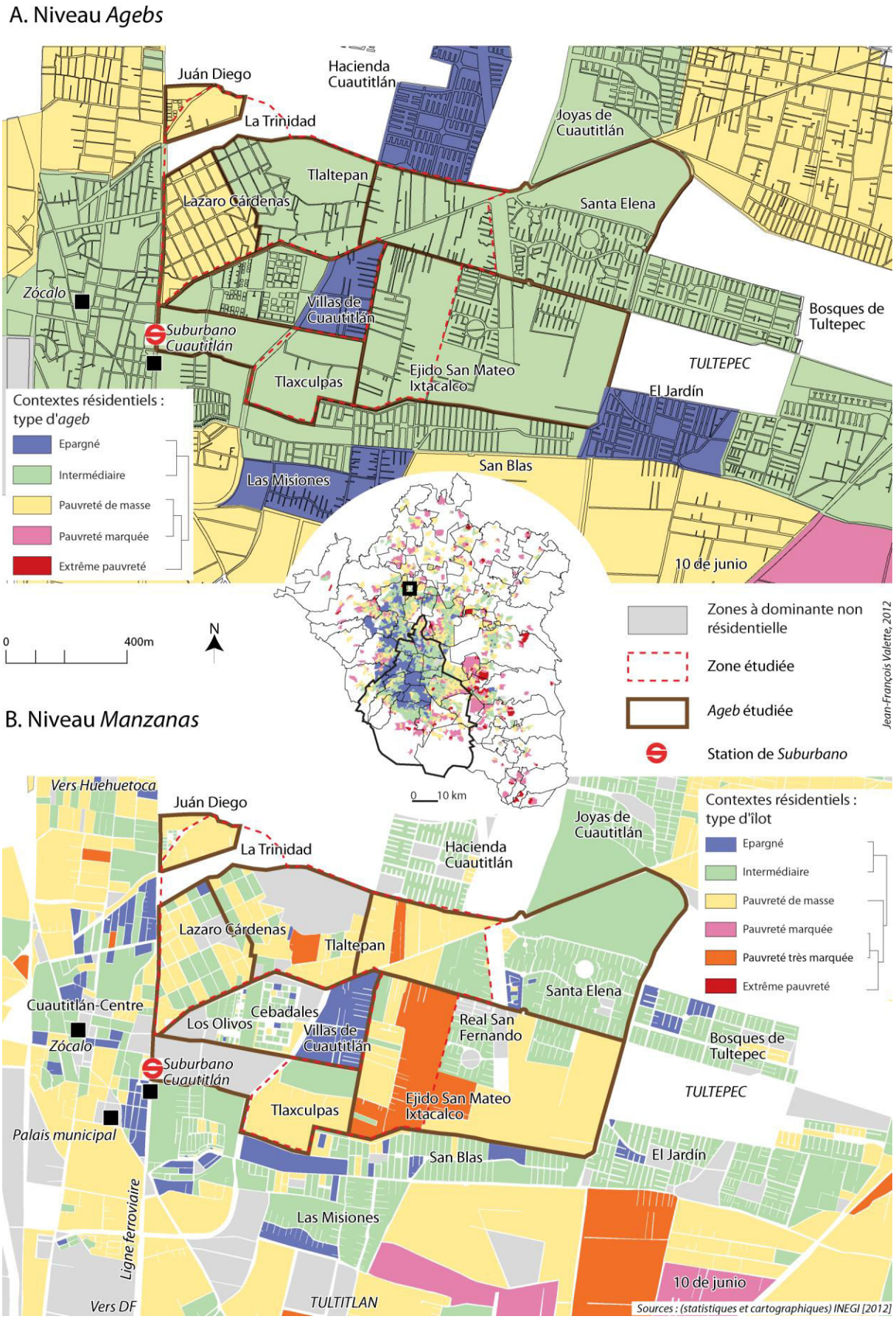
L'analyse des îlots semble redonner une dimension importante au poids des contextes marqués par la pauvreté. La colonie ancienne Lázaro Cárdenas est constituée par des îlots ayant un profil soit intermédiaire (photo 4.21), soit de pauvreté de masse. Il en est de même pour l'ancien hameau de Tlaltepan. En revanche, les espaces encore illégaux de l'*ejido* San Mateo affichent des profils plus marqués par la pauvreté, notamment dans la section Santa Maria, à l'ouest de Santa Elena.

La confrontation des deux échelons d'analyse permet de rediscuter la question de l'influence du voisinage. L'exemple de Santa Maria Ixtacalco ne semble pas contribuer à l'hypothèse d'un effet de proximité entre grands ensembles et colonies populaires. Force est de constater que la plupart des *manzanas* restent classées dans la catégorie marquée par une pauvreté de masse. Ces observations n'autorisent pas de conclusion relative à une véritable influence de l'environnement des grands ensembles sur les peuplements en colonies populaires – lorsque l'on définit les caractéristiques des contextes résidentiels par rapport à un ensemble d'indicateurs de pauvreté. En revanche, à partir du travail empirique, on peut évoquer la présence d'activités commerciales implantées en zones populaires et principalement destinées aux populations des grands ensembles (chapitre 9). Cette répartition spatiale des activités économiques ne montrerait pas une hiérarchie (les habitants des grands ensembles ne sont pas forcément plus « riches », mais ils sont plus nombreux), mais un fonctionnement basé sur l'échange et l'intégration progressive dans le tissu local.

[61] Les exceptions ne sauraient non plus manquer à ce rapide constat : on peut citer les cas de Valle de Chalco (autour de Real San Martin), celui d'Ixtapaluca (autour de Santa Barbara) ou encore « l'enclave » populaire de San Pablo de las Salinas, littéralement cernée par les grands ensembles dans le municipe de Tultitlán (carte 4.4).

[62] Précisons qu'il ne s'agit pas de comparer terme à terme. Notons également qu'une ACP a été menée sur les 11 variables de l'analyse *manzanas* sur les îlots des seules *agebs* étudiées – et dont on rappelle qu'elles ne renvoient pas uniquement à des colonies populaires. On remarque que le premier axe (résumant 23 % des différenciations à l'intérieur de la zone étudiée) est corrélé à 0.91 avec les coordonnées des *manzanas* sur le premier axe de l'ACP réalisée sur toutes les *manzanas* de la ville (qui résumait 36 % de l'inertie totale) (voir tableau II.3.25 en annexe II.3). On retient de ces remarques la relative similarité de la structure principale des différenciations socio-spatiales liées à la pauvreté entre l'ensemble des *manzanas* de la ville et les seules *manzanas* des quartiers étudiés, et en cela, la validité de l'observation au niveau local de la typologie globale des *manzanas*. Les commentaires réalisés ici sont également applicables à une cartographie des *manzanas* selon leurs coordonnées sur le premier axe de l'ACP réalisée à l'échelle locale, mais non présentée ici.

Carte 4.6. Les contextes de la pauvreté dans l'est de Cuautitlán en 2010



Dans l'ensemble, il reste difficile à ce stade d'évoquer plus avant un effet de proximité. On observe surtout une mosaïque de profils autour de la « moyenne » pour les colonies populaires consolidées, ainsi que l'existence de formes complexes d'interstices de pauvreté pour les zones les plus récentes.

4.5.1.2. Milpa Alta : l'extension périurbaine et le poids de la dimension villageoise ?

À l'extrême opposé de la ville par rapport à Cuautitlán, il s'agit d'interroger l'apparente uniformité d'un contexte résidentiel particulièrement marqué, d'une part, par son éloignement au reste de la ville, d'autre part, par son caractère villageois. L'exemple du village périurbain de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta permet d'analyser l'éventuelle spécificité des colonies populaires dans un tel contexte « hérité ».

L'homogénéité des agebs *du village*

On est d'abord frappé par l'apparente homogénéité des *agebs* qui constituent le village de San Pablo (carte 4.7A), mais cette image est due à deux biais importants : d'une part, le découpage en *agebs* partant pour les 3 *agebs* principales du cœur du village, d'autre part, le nombre insuffisant d'*agebs* pour différencier l'espace, même de manière exploratoire (chapitre 2, 2.5). La plupart des 15 500 habitants du village se regroupent dans 3 *agebs*, classées toutes les trois selon un profil de pauvreté de masse. Cette catégorisation permet tout de même la comparaison avec les autres terrains : elle est d'une part dominante, d'autre part caractéristique de beaucoup d'exemples de villages périphériques, non marqués par une pauvreté forte ou extrême – mais relativement plus importante que dans des contextes comme dans le nord de la ville. On remarque la similitude avec le voisinage, comme à San Salvador, et une situation *a priori* plus proche du profil moyen de la ville « qu'en contrebas », dans le village d'Atocpan.

Le maillage par *ageb* permet assez mal de différencier les logiques de division sociale de l'espace résidentiel dans un village périphérique de la taille de San Pablo, même si l'on observe l'esquisse d'un gradient radioconcentrique.

Le gradient radioconcentrique

L'approche par l'échelon plus fin rend particulièrement bien compte des différenciations de l'espace pour le village (carte 4.7.B)[63]. Là, le gradient centre-périphérie est net – ce qui est également le cas pour les villages voisins.

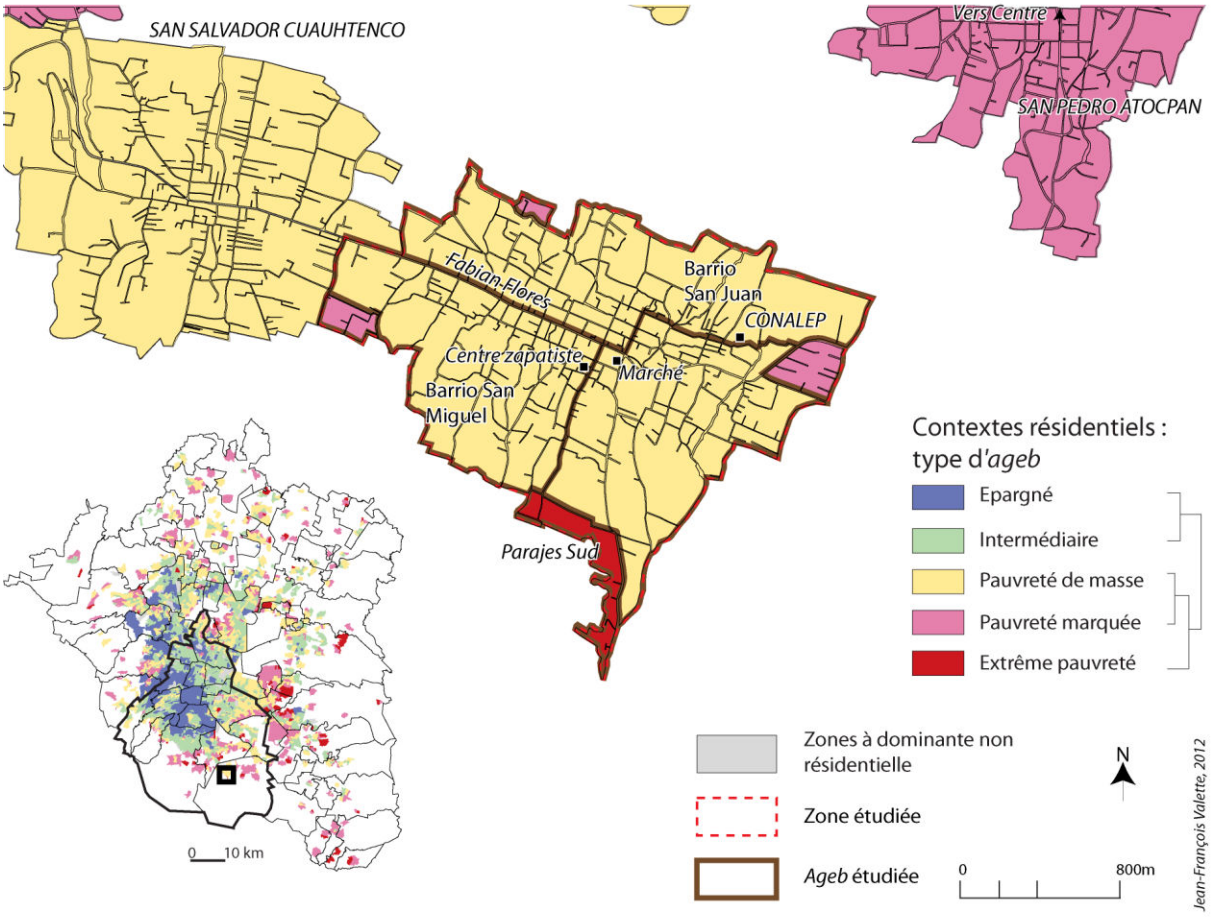
Les îlots présentant un profil de pauvreté intermédiaire sont caractéristiques du centre du village, notamment autour des points névralgiques que sont le marché et les églises. Certains îlots correspondent aussi à ce profil et renvoient à des contextes résidentiels relativement plus favorisés que le reste du village. Ils peuvent être le fait de familles ou groupes sociaux aux capacités socio-économiques globalement supérieures aux autres résidents (photo 4.22).

La plupart des îlots du village renvoient ainsi au profil de pauvreté de masse, qui marque particulièrement les villages périurbains à l'échelle de l'ensemble des îlots de la ville. Ces contextes forment une auréole de peuplement dominante les quartiers San Pablo (San Miguel et San Juan). La prégnance de cette catégorie participe à ne plus différencier aussi nettement les limites du village, notamment au nord et à l'est.

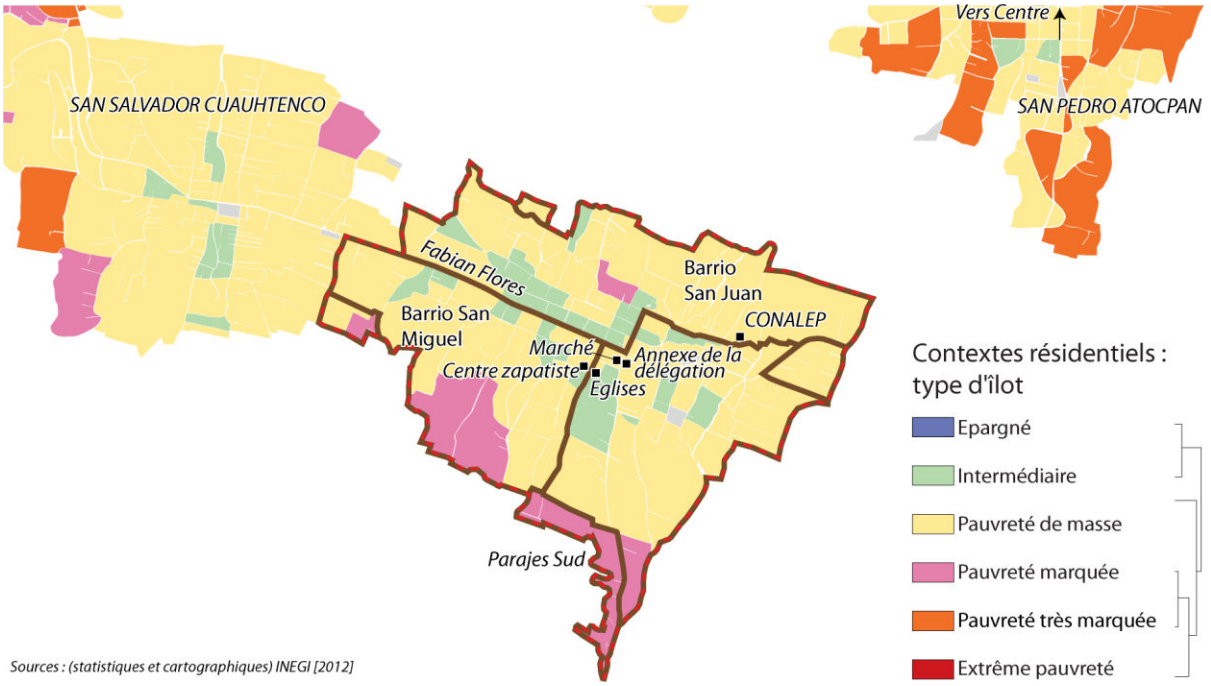
[63] De la même façon que pour les terrains d'étude de Cuautitlán, une analyse exploratoire a été menée uniquement sur les *manzanas* des *agebs* étudiées. La corrélation entre le premier axe (résumant 29 % des différenciations à l'intérieur de la zone étudiée) est de 0.98 avec les coordonnées des *manzanas* sur le premier axe de l'ACP réalisée sur toutes les *manzanas* de la ville (voir tableau II.3.27). Une fois de plus, on retient la validité de l'observation au niveau local de la typologie globale des *manzanas*. Les commentaires réalisés ici sont également applicables à une cartographie des *manzanas* selon leurs coordonnées sur le premier axe de l'ACP réalisée à l'échelle locale, mais non présentée ici.

Carte 4.7. Les contextes de la pauvreté à San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, en 2010

A. Niveau *Agebs*



B. Niveau *Manzanas*



En revanche, dans les *parajes* sud, les îlots, beaucoup moins denses, renvoient à des contextes marqués par une pauvreté particulièrement forte définie par une surreprésentation de l'absence d'eau dans les logements, mais un profil de consolidation du bâti moyen (photo 4.26). À l'exception d'un îlot près du cœur du village, ces profils renvoient aux limites des chemins montant dans la montagne vers le sud.

Au final dans les contextes « hérités », ces constats permettent de souligner le poids de l'âge du peuplement (du moins dans le village périurbain), sans pour autant ériger cette dimension en seul facteur explicatif des différenciations. En effet, il a été possible de mettre en lumière :

- la mosaïque des profils de pauvreté et la moindre prégnance des contextes fortement marqués par la pauvreté dans les espaces dominés par les grands ensembles à Cuautitlán d'une part ;
- une relative homogénéité, perturbée par une logique radioconcentrique dans la croissance d'un village périurbain comme San Pablo Oztotepec d'autre part.

Ces contextes métropolitains semblent *a priori* particulièrement marqués par des logiques héritées de leur situation spécifique dans la ville. Ces logiques sont liées au voisinage avec d'autres types de peuplement ou à une production urbaine en contexte villageois. Les tendances ainsi mises au jour questionnent aussi les formes de la différenciation socio-spatiale dans des contextes apparemment plus homogènes le long des fronts d'urbanisation.

4.5.2. Divisions socio-spatiales sur les fronts d'urbanisation

Il est ici question d'interroger les formes socio-spatiales de peuplements populaires à travers deux exemples renvoyant à des fronts d'urbanisation. Le cas du peuplement des collines orientales de la municipalité de La Paz donne ainsi à voir des colonies populaires *a priori* monotones, caractéristiques de l'est de la métropole. À Tláhuac, le front d'urbanisation, un des derniers importants au sein du DF, a la particularité d'être circonscrit dans des limites juridiques bien particulières, conditionnées par la protection foncière.

4.5.2.1. La Paz : des espaces populaires « monotones » ?

L'observation des zones de peuplement populaire dans la partie est de la municipalité de La Paz renvoie à des contextes résidentiels marqués par une très forte pauvreté à l'échelon des *agebs* comme à celui des *manzanas*. Toutefois, l'analyse des logiques de progression du front d'urbanisation atténue une lecture de la monotonie supposée.

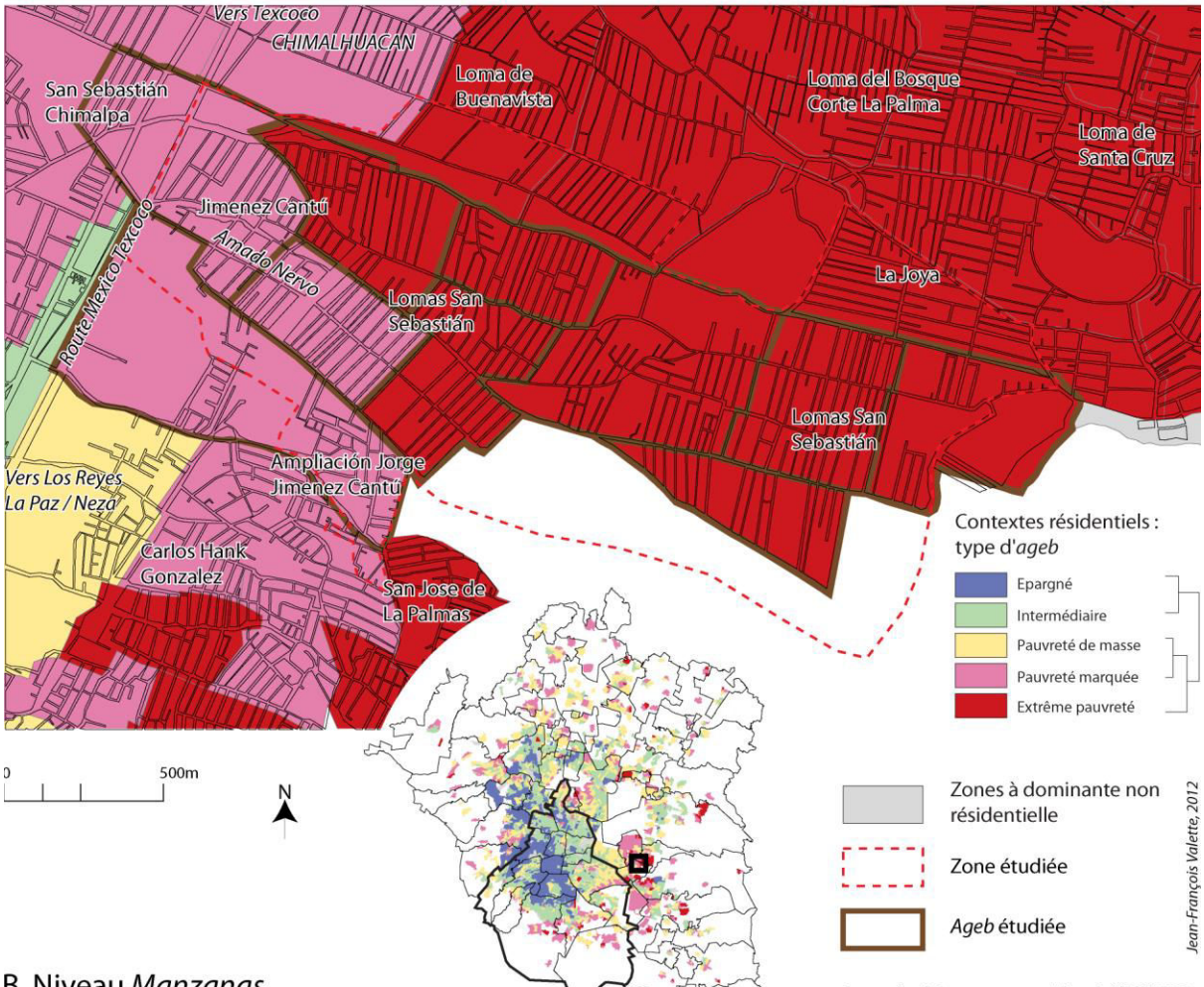
De l'homogénéité au gradient lié au peuplement des agebs

La carte 4.8A impose un constat sans appel. Les zones peuplées à l'est de la route Mexico Texcoco correspondent à des contextes résidentiels exclusivement caractérisés par une pauvreté marquée, voire extrême, sur un ensemble spatial étonnamment continu et homogène[64]. Ces zones ont connu un peuplement massif et rapide lors des dernières décennies (cartes 2.7 et 2.11). Ce peuplement intègre deux grandes logiques : d'une part, celle d'une d'urbanisation de part et d'autre d'un grand axe de communication métropolitain (Mexico-Texcoco) ; d'autre part, celle de la progression générale du front d'urbanisation vers l'est de la ville, principalement par « corridors » secondaires, autour d'un axe pénétrant, comme la rue Amado Nervo pour la zone étudiée.

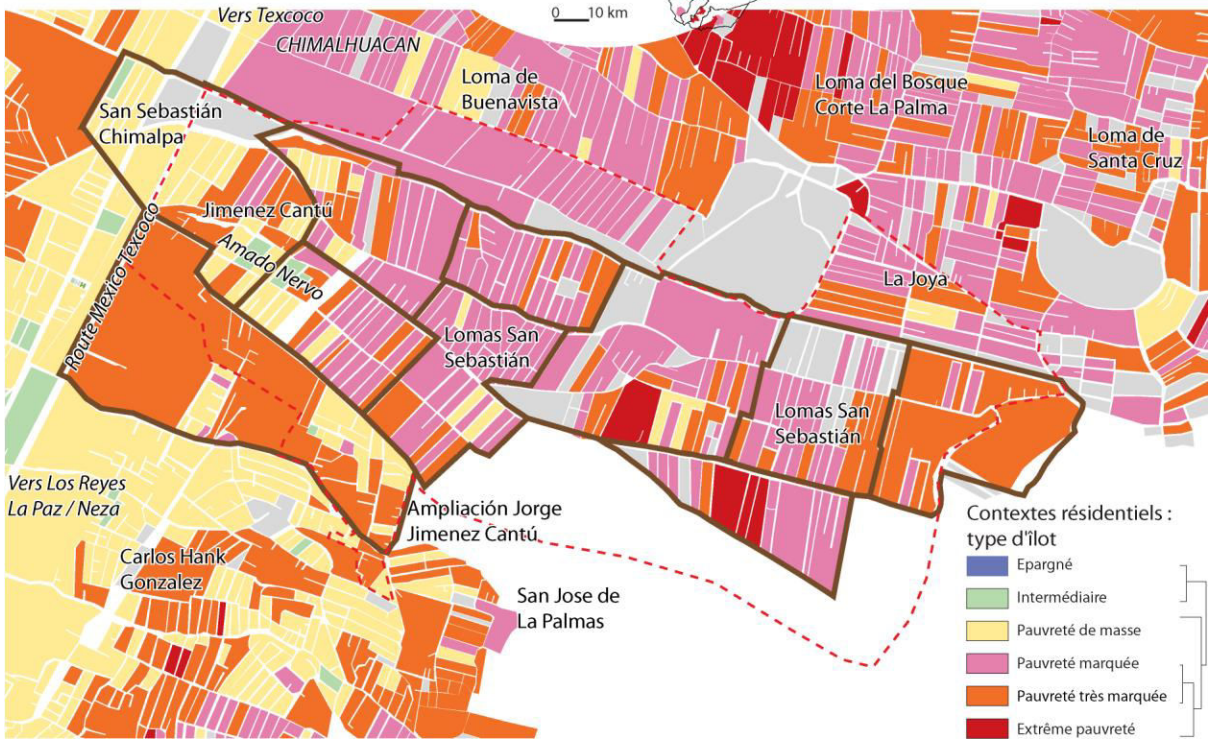
[64] On rappelle qu'il s'agit, rien que pour les 289 *manzanas* étudiées dans ces quartiers, d'un espace où résident 16 600 personnes en 2010 (encadré 2.3). On notera « l'exception », à ce classement en contexte marqué par la forte voire très forte pauvreté, de l'ouest de la colonie Carlos Hank Gonzalez.

Carte 4.8. Les contextes de la pauvreté dans l'est de La Paz en 2010

A. Niveau *Ageb*s



B. Niveau *Manzanas*



À l'échelon des *agebs*, on remarque un transect est-ouest où s'enchainent les profils intermédiaires, pauvreté de masse, pauvreté très marquée et extrême pauvreté. La lecture d'une forme socio-spatiale claire reste difficile à une échelle si locale. Cet enchainement s'inscrit en direction de l'est depuis la route Mexico Texcoco ; les activités le long de cet axe sont à la fois denses et anciennes, mais ces espaces ne sont que très rarement résidentiels. Par ailleurs, à plus petite échelle, on analysera ce gradient ouest-est depuis le centre de La Paz – voire depuis Nezahualcóyotl.

On observe ainsi systématiquement que, plus on « monte » sur le relief – autrement dit, plus le peuplement est récent –, plus on retrouve des *agebs* classées dans la catégorie des contextes résidentiels marqués par une extrême pauvreté.
L'*ageb* présentant un profil intermédiaire sur la carte 4.8A renvoie principalement à l'unité incluant un petit ensemble de logements d'intérêt social – San Vicente – situé un peu plus au sud. Celui présentant un profil de pauvreté de masse correspond à une colonie populaire aujourd'hui relativement consolidée, mais de la même génération que celles à proximité de la route plus au nord. Au niveau de la colonie Jorge Jiménez Cantú, bien que le peuplement soit aussi ancien que dans la colonie Lázaro Cárdenas à Cuautitlán précédemment décrite, le profil de la zone apparait comme nettement plus marqué par la pauvreté. L'inscription spatiale des profils de pauvreté semble d'ailleurs beaucoup plus homogène que dans les cas précédents. Ainsi, certaines parties – dont le découpage en *agebs* ne permet qu'une lecture partielle – des colonies Jorge Jiménez Cantú et Ampliación Jorge Jiménez Cantú sont classées dans un profil de pauvreté marquée, mais pas extrême. En revanche, sur la colline, Lomas San Sebastián, à l'exception de sa partie la plus occidentale, renvoie exclusivement à un profil extrême. Il en est de même pour La Joya, Lomas de Buenavista, ou Lomas del Bosque Corte La Palma plus au nord à Chimalhuacán.
L'hypothèse de la relation avec l'âge de peuplement et le degré de consolidation de ces espaces semble la plus probable. C'est bien l'homogénéité qui semble caractériser les *agebs* de la zone. Une telle homogénéité tient bien sûr aux variables à partir desquelles l'analyse de la pauvreté et la construction des classes ont été menées ; ces variables ne permettent pas de différencier de manière fine les *agebs* de cette partie de la ville.

Des gradients à la mosaïque
Les contextes de la pauvreté observés au niveau des *agebs* ne sont pas remis en question par une typologie et une observation au niveau des îlots. Ils sont, d'une part nuancés, d'autre part précisés (carte 4.8B)[65].
L'observation des différenciations inter-îlots dans la zone, participe d'abord, à confirmer une lecture globale de l'homogénéité des contextes résidentiels par le prisme d'une pauvreté très marquée – mais pas forcément « extrême » –, notamment pour les plus éloignés de la route Mexico-Texcoco. Par ailleurs, un gradient à la fois parallèle à la route et inscrit dans l'échelle de l'est de la ville apparaît ; orienté sud-ouest – nord-est, il permet de calquer en partie les formes socio-spatiales de pauvreté sur l'âge de peuplement (cartes 2.11A et 4.8B). Enfin, notre analyse participe aussi à remettre en question le caractère compact des profils de pauvreté des *agebs* plus anciennement urbanisées.

Une mosaïque socio-spatiale se dessine alors. On remarque tout d'abord le caractère quasi anecdotique des contextes résidentiels présentant un profil intermédiaire. Au sein des zones étudiées, ce profil de pauvreté renvoie à des contextes spécifiques : à Jorge Jiménez Cantú, il

[65] L'analyse exploratoire (par ACP) menée uniquement sur les *manzanas* des *agebs* étudiées confirme la tendance amorcée. La corrélation entre le premier axe (résumant 30 % des différenciations à l'intérieur de la zone étudiée) est de 0.94 avec les coordonnées des *manzanas* sur le premier axe de l'ACP réalisée sur toutes les *manzanas* de la ville (voir tableau II.3.24).

s'agit des îlots voisins de l'école principale et de l'annexe de la municipalité ; à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, l'îlot renvoie à un ensemble de maisons considérées comme les premières installations de la colonie dans les années 1980. Si ces îlots ne se différencient pas *a priori* particulièrement du reste de l'espace lors d'une approche empirique, leur ancienneté et pérennité dans ces quartiers ressort dans cette classification.

Les contextes de pauvreté de masse sont particulièrement présents le long de la route Mexico-Texcoco, renvoyant au lien entre l'ancienneté des installations dans ces zones et les conditions résidentielles relativement meilleures en comparaison avec le reste du secteur. À ce titre, les colonies Jorge Jiménez Cantú et Ampliación JJC, peuplées depuis 1970 pour la première et 1985 pour la seconde, sont de bons exemples. Au sein de la mosaïque, ce profil ne se cantonne pas uniquement aux zones « basses et/ou anciennes » ; en effet, des îlots, nombreux à Carlos Hank Gonzalez, renvoient à un peuplement assez récent.
Encore plus marquantes sont les *manzanas* caractérisées par cette pauvreté de masse dans des espaces largement dominés par les profils de forte pauvreté. Il peut alors s'agir de zones très récemment peuplées (moins de 10 ans), mais au sein desquelles des propriétaires terriens – légaux ou non – ont construit des logements où les conditions sont largement supérieures à celles observées dans l'environnement local direct. On retrouve ainsi des interstices parfois très loin de la route, aux limites des zones urbanisées. Ces îlots, qui font figure d'oasis « moyennes », ne doivent pourtant pas éclipser la force du contexte général de pauvreté, qui pèse directement sur leur fonctionnement et leur définition, ainsi que sur leur lien avec le reste de la ville – notamment par rapport aux réseaux.

Si l'on peut lire par endroits une logique globale de gradient, avec un passage de profils de pauvreté de masse, à pauvreté marquée (par l'absence d'eau- consolidation moyenne des logements), puis à pauvreté très marquée, la tendance principale reste pourtant à l'imbrication des deux derniers profils.
La plupart des îlots de la colonie Lomas San Sebastián se répartissent entre ces deux types : on y observe à la fois une pauvreté très marquée avec des indicateurs de pauvreté tous surreprésentés, et une pauvreté marquée où la surreprésentation de l'absence d'eau est plus déterminante, mais où les indicateurs de consolidation des logements se rapprochent du profil moyen. On retrouve le premier profil dans les limites des zones habitées prises en compte par le recensement en 2010 : sur le plateau en altitude, à l'est de Lomas San Sebastián (photo 4.27) et au nord, dans le municipe de Chimalhuacán. C'est aussi dans les zones les plus récentes et éloignées des réseaux de la *barranca*, dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú, que l'on retrouve ce type de *manzana.* Mais globalement, la zone est dominée par le second profil de pauvreté marquée (photo 4.25).

Enfin, le type d'îlots caractérisé par un profil d'extrême pauvreté renvoie à des interstices épars et beaucoup moins nombreux, où s'accumulent les surreprésentations des indicateurs de pauvreté, et en particulier, l'absence de connexion à l'assainissement (photo 4.29). Dans ces espaces, on observe la prégnance des conditions de résidence les plus difficiles par rapport à l'ensemble de dimensions de pauvreté retenues. Ces contextes s'observent systématiquement dans les espaces les plus récents, les moins bien connectés, mais pas forcément à la marge de l'espace urbanisé – on voit notamment la bonne qualité de l'approvisionnement électrique sur la photographie 4.29.

Cette complexité témoigne de l'hétérogénéité des contextes résidentiels au niveau de l'îlot. On se situe dans un environnement général fortement marqué par les carences, mais les différenciations ne sont pas pour autant absentes entre les contextes résidentiels. Plusieurs combinaisons sont par exemple possibles : logement construit avec des matériaux en dur,

mais absence d'adduction d'eau ; connexion relativement passable, mais mauvaises conditions de logement ; connexion médiocre aux réseaux et logement précaire ; ou encore, dénuement total.

Pour conclure, cette analyse permet de rendre compte de l'imbrication des contextes dans l'espace étudié à La Paz ; elle rappelle la force du double gradient temporel et altitudinal, mais souligne aussi ses limites. On observe une mosaïque de contextes et de situations résidentielles bien différenciées, mais dont la spatialisation ne répond pas à une seule logique au sein du front d'urbanisation populaire en cours de consolidation.
Certes, la logique graduelle de consolidation en fonction de l'âge du peuplement est en partie confirmée. On observe alors une hétérogénéité accrue des contextes résidentiels, couplée à une plus grande prégnance du profil moyen pour les espaces résidentiels les plus anciens.
Toutefois, dans les espaces récemment urbanisés, les différenciations sont particulièrement pertinentes, car elles permettent de mettre au jour la diversité des « stades de départ » des quartiers populaires, mais aussi la diversité des dynamiques de maturation que ces contextes sont susceptibles d'expérimenter.

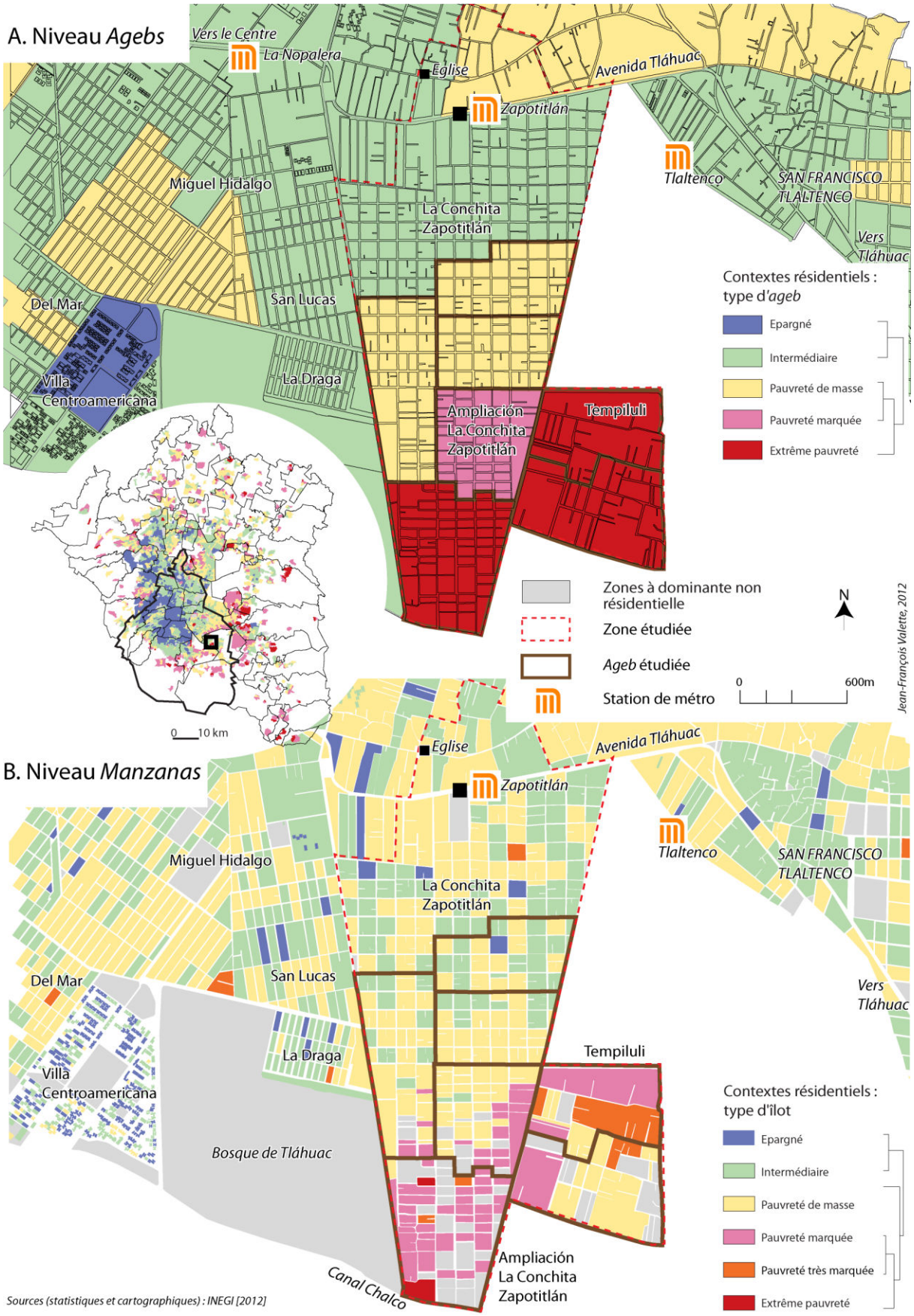
4.5.2.2. Tláhuac : la poussée interne sur des réserves écologiques

Le peuplement en front d'urbanisation populaire, s'il est plus ancien dans le DF que dans l'État de Mexico, n'en a pas pour autant disparu. Il peut notamment s'inscrire désormais sous la forme de « comblement » de zones impropres à la construction, entre des espaces précédemment lotis et aujourd'hui consolidés. La croissance d'un noyau villageois dans la périphérie sud-est du District, aujourd'hui totalement absorbé dans le tissu urbain de la métropole, constitue un bon exemple. Le village de Zapotitlán renvoie alors nettement à une logique spatiale en gradient par rapport au centre villageois. En revanche, nous verrons que la répartition spatiale des profils de pauvreté ne renvoie qu'en partie à la logique temporelle.

Le gradient local observable au niveau des agebs
L'expansion du village met en lumière à la fois le rôle de l'ancienneté du peuplement et des processus divers (en qualités et en vitesses) de consolidation. Cet exemple permet également d'introduire la dimension juridique par le rôle des différents acteurs en jeu dans les processus de résorption progressive des stigmates de la pauvreté.
Alors que l'ensemble du groupe d'*agebs* est classé en colonie populaire, on observe nettement le gradient nord-sud dans la typologie des formes de la pauvreté ici mise au jour (carte 4.9). Alors qu'à proximité de *l'Avenida Tláhuac*, les *agebs* les plus anciennement urbanisées sont classées comme intermédiaires, celles plus au sud sont caractérisées progressivement par une pauvreté de masse, puis par une pauvreté marquée et enfin, dans les zones illégales en 2011 et urbanisées depuis une vingtaine d'années, par une pauvreté extrême.

La colonie La Conchita, au nord, est peuplée depuis les années 1970 et a bénéficié d'une régularisation des services urbains (eau et électricité correcte et légale) durant la décennie 1990 (chapitres 6 et 10). À Ampliación La Conchita, les services manquent et seule une petite partie de la colonie semble en voie de régularisation. Comme dans le cas de la colonie Lazaro Cárdenas à Cuautitlán, on observe même au niveau des *agebs* une imbrication entre contextes résidentiels intermédiaires et ceux marqués par une pauvreté de masse – imbrication qui semble alors constituer les signes d'une consolidation avancée. Si à Cuautitlán, le lien avec l'âge de peuplement n'était pas évident, il l'est beaucoup plus dans le cas de Tláhuac. Mais si l'âge du peuplement parait expliquer en partie le gradient observé, il n'est pas suffisant.

Carte 4.9. Les contextes de la pauvreté à Santiago Zapotitlán, Tláhuac, en 2010



Gradient confirmé et différenciation accrue
Au niveau des *manzanas*[66], de manière beaucoup plus claire qu'à Cuautitlán ou La Paz, on retrouve ici ce qui avait été révélé au niveau du village de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta (carte 4.9.B) : observant une logique progressive liée à l'ancienneté du peuplement, le profil des îlots va dans le sens d'une pauvreté de plus en plus marquée au fur et à mesure que l'on s'éloigne du « centre » relatif situé au nord de l'avenue Tláhuac, et où, avec le nord de La Conchita, l'on peut même distinguer quelques (rares) *manzanas* au profil épargné (photo 4.20). Ces derniers espaces, s'ils ne constituent pas de véritables îlots de richesse dans le paysage résidentiel du quartier, témoignent de situations globales beaucoup moins précaires que la moyenne et où la force des logiques de consolidation a joué pleinement[67].
Mais le temps n'explique pas tout. Si la présence de contextes intermédiaires et épargnés au nord est réelle, elle n'empêche pas pour autant celle de contextes résidentiels marqués par une pauvreté de masse. Ce constat confirme également le schéma en mosaïque socio-spatiale qui semble désormais caractéristique des quartiers populaires consolidés, comme on l'observe dans le vieux centre de Zapotitlán (et à Tlaltenco à l'est), mais aussi et surtout, dans les deux tiers nord de La Conchita et à Miguel Hidalgo. On observe même un ensemble d'îlots caractérisé par une pauvreté de masse dans la partie nord-ouest de La Conchita pourtant urbanisée depuis les années 1960. Cette pauvreté de masse doit alors davantage s'appréhender comme un rapprochement vers le profil moyen (photo 4.23).

Plus au sud, la mosaïque s'atténue progressivement pour donner une lecture *a priori* plus homogène des contextes résidentiels, cette fois largement dominés par la pauvreté de masse : dans le sud de La Conchita – urbanisé vers la fin des années 1970 – et au nord de la Ampliación – urbanisé au début des années 1990. Pour Ampliación La Conchita, le gradient nord-sud est net et peu atténué par la lecture à un échelon fin. Dans les zones les plus méridionales, les *manzanas* sont très peu densément habitées, et sont caractérisées par une pauvreté marquée – notamment par une faible connexion au réseau d'eau, mais un niveau moyen de consolidation des logements. En effet, si ces îlots sont éloignés des réseaux, une majorité de logements sont construits en dur (parpaings). Enfin, comme à La Paz, la dimension de pauvreté extrême est, à un échelon fin, plus dispersée dans l'espace résidentiel : la logique cumulative des conditions de vie et de logements les plus précaires touche la limite de la colonie au sud (photo 4.30) et un interstice de la colonie Ampliación.

À Tempiluli à l'est, en revanche, on retrouve l'aspect d'une mosaïque de profils de pauvreté, allant de la pauvreté de masse à la pauvreté marquée. Avec un peuplement aussi récent que la colonie voisine d'Ampliación La Conchita, Tempiluli semble différente du point de vue des profils de pauvreté. Ici, les zones les plus récemment peuplées présentent les profils de pauvreté les moins sévères, alors que le reste de la colonie est caractérisé par la pauvreté marquée, notamment par une faible connexion à l'eau, et par la pauvreté très marquée par l'accumulation des surreprésentations de tous les indicateurs. On ne retrouve toutefois pas d'îlots au profil extrême. Le statut foncier et la dimension politique peuvent constituer des explications de ces différences inter et intra-quartier (chapitres 6 et 10).

[66] L'ACP menée sur les 11 variables de l'analyse *manzanas* sur les îlots des seules *agebs* étudiées à Tláhuac permet de remarquer que le premier axe (résumant 30 % des différenciations à l'intérieur de la zone étudiée) est corrélé à 0.98 avec les coordonnées des *manzanas* sur le premier axe de l'ACP réalisée sur toutes les *manzanas* de la ville (qui résumait 36 % de l'inertie totale) (voir tableau II.3.26). On retient une fois de plus la similarité de la structure principale des différenciations socio-spatiales liées à la pauvreté entre l'ensemble des *manzanas* de la ville et les seules *manzanas* des *agebs* étudiées, et en cela, la pertinence de l'observation au niveau local de la typologie globale des *manzanas* (annexe II.3.2.3).
[67] On distinguera de ces îlots ceux situés dans les grands ensembles de logements d'intérêt social.

Entre les cas d'étude observés ici, l'analyse de la morphologie socio-spatiale de la pauvreté permet de mettre au jour un ensemble de logiques à la fois similaires et différenciées entre les colonies populaires périphériques. On retrouve tout d'abord la forme de gradient, qui renvoie à l'âge de peuplement et au schéma de consolidation. Par ailleurs, le poids des configurations locales brouille la forme spatiale graduelle et suggère une variété des schémas de consolidation et des trajectoires de maturation des contextes résidentiels.

Conclusion du chapitre 4

De manière générale, l'observation des différents profils de contextes résidentiels par une typologie selon des indicateurs de pauvreté permet une analyse de la géographie sociale de Mexico, assez proche des autres analyses déjà expérimentées – soit à partir de traitements statistiques multivariés sur les données censitaires, soit à partir des revenus des personnes par exemple. Si notre approche relève d'un intérêt particulier pour la maturation des quartiers populaires périphériques, c'est parce que la pauvreté, souvent associée à ces zones, ne semble pas suivre des logiques spatiales et des trajectoires uniques.
L'apport de typologies des formes de pauvreté en 2010 est pluriel. D'abord, il s'agit d'une lecture actualisée de la division sociale dans les périphéries populaires de la ville. Ensuite, l'approche multidimensionnelle de la pauvreté diffère de l'approche officielle des indices de marginalité par la place donnée aux profils moyens – ce qui peut s'avérer pertinent dans l'étude du processus de banalisation. Par ailleurs, notre angle de lecture diffère également de celui de la seule consolidation – corollaire classique du vieillissement des contextes résidentiels nés dans l'illégalité –, puisqu'il souligne le poids d'autres variables que l'âge du quartier. Enfin, les typologies réalisées à plusieurs échelles et à plusieurs échelons permettent une lecture fine de la ville d'une part, l'appréhension des configurations locales et l'exploration des effets de voisinage d'autre part.

Nous cherchons donc à mettre au jour des formes socio-spatiales composites au sein des quartiers. La diversité sociale ne s'inscrit pas de manière homogène dans les espaces populaires périphériques : elle met en lumière de nouvelles dimensions contextuelles, qui participent à différencier ces périphéries entre elles et à approcher la pluralité des trajectoires de maturation. Les premiers résultats reflètent une grande hétérogénéité dans la répartition des profils socio-spatiaux, et donc, dans les processus qui en sont à l'origine. Le lien entre l'âge de peuplement et les formes de pauvreté a été démontré. En revanche, les différentiels entre les zones d'étude relèvent de combinaisons de logiques métropolitaines et locales. On observe ainsi des schémas de différenciations de l'espace selon des formes graduelles depuis les zones les plus anciennement peuplées. Mais une mosaïque de profils est souvent mise en lumière. Cette forme, mesurable à l'échelon des îlots, témoigne d'une structuration socio-spatiale hétérogène en cours, différente selon le voisinage considéré.

Les quatre cas d'étude interrogent la diversité des dynamiques traversant ces espaces, à l'aune des effets de voisinage, du poids de l'âge de peuplement, des mobilités et stratégies des habitants, ainsi que de la dimension politique et juridique de l'occupation. La combinaison de ces facteurs semble être la condition nécessaire pour interpréter les résultats actuels.

L'approche de la diversité des résultats et des processus de division sociale des espaces populaires périphériques met donc au jour une complexité qu'il convient de décrypter dans la perspective dynamique du peuplement et des pratiques citadines. Le lien entre cette division sociale de l'espace local et les mobilités urbaines dans l'espace de la ZMVM doit être questionné. Le contexte des mobilités, résidentielles et quotidiennes, peut fournir des éléments d'explication pertinents à ces différenciations entre les cas d'étude.

Chapitre 5.

Les colonies populaires dans l'espace des mobilités

Peuplement, installation, pratiques : de la mobilité à l'ancrage

L'objectif de ce chapitre est d'identifier les schémas de mobilités qui constituent le contexte de peuplement des colonies populaires. Il s'agit ainsi de présenter les quartiers populaires périphériques par le prisme de la mobilité intra-urbaine à partir de deux sources disponibles à l'échelle de l'ensemble de la zone métropolitaine : le recensement et une enquête de mobilité quotidienne. Malgré les limites méthodologiques posées par l'échelon d'observation de ces sources (la municipalité pour les mobilités résidentielles, le district agrégé pour les mobilités quotidiennes), l'approche systématique au niveau de l'agglomération est permise. Nous tenterons alors de déterminer les temporalités des processus de mobilités intra-métropolitaines et de les mettre en perspective avec les dimensions de la maturation des contextes résidentiels. Cette approche doit permettre de cerner les différentes générations de quartiers d'une part, et leurs évolutions respectives quant aux dynamiques de mobilité, d'autre part.
C'est ainsi une double approche du dynamisme démographique des espaces périphériques et du lien de ces derniers avec le reste de la ville qui est ici engagée. Le questionnement porte alors, à partir des mobilités résidentielles, sur le lien entre les transformations des quartiers et les trajectoires d'évolution du peuplement de la ville : ces recompositions suivent-elles toujours les mêmes logiques ? À partir des mobilités quotidiennes, le questionnement porte aussi sur le dynamisme des espaces périphériques : observe-t-on principalement des dynamiques internes et de proximité ?
Il s'agira dans un premier temps, à partir des analyses déjà réalisées sur la période précédente (1995-2000), d'actualiser les schémas de mobilités résidentielles intra-urbaines pour la ville de Mexico (période 2005-2010) et de proposer une lecture des contextes de la maturation par le suivi des évolutions de ces schémas sur la dernière décennie. Dans un deuxième temps, c'est l'analyse récente des dynamiques de mobilités quotidiennes, par le suivi des pratiques de l'enquête origine-destination à l'échelle de la métropole, qui doit permettre une lecture des relations entre les contextes résidentiels métropolitains. Enfin, au sein de cette analyse à l'échelle de la ville, nous analyserons la position des terrains étudiés, avant d'adopter une approche plus empirique.

5.1. Mobilités résidentielles et transformations périphériques

À partir des travaux réalisés sur les mobilités résidentielles à Mexico, il a été possible de mettre en évidence la dynamique interne de la ZMVM d'un côté, sa complexification

depuis les années 1990 – par la montée en puissance des mouvements de redistribution interne de la population notamment – de l'autre [Duhau, 2003 ; Graizbord, Acuña, 2006 ; Salazar, Ibarra ; 2006 b ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Paquette, Delaunay, 2009 ; Suarez, Delgado, 2010]. Nous avons précédemment décrit la méthodologie et ses limites dans l'approche des mobilités résidentielles à Mexico (en 3.2.5 et annexe I.3), voyons désormais quel constat il est possible de dresser sur la période la plus récente disponible dans le recensement, en focalisant sur les mobilités intra-urbaines (annexe II.4). Cette approche doit permettre d'interpréter les logiques de mobilités dans l'espace urbain et de replacer les quartiers populaires dans ces schémas.

5.1.1. La population de Mexico en 2010 : quel peuplement actuel ?

Avant d'aborder la structure des flux de mobilités résidentielles dans l'espace de la métropole[1], il est nécessaire de présenter d'une part, la répartition de la population à l'échelle de la ville, d'autre part, l'ampleur et l'impact de la mobilité résidentielle intra-urbaine.

5.1.1.1. Évolution des poids démographiques métropolitains sur la période 1990-2010

Si la dynamique actuelle de la ville (par suivi des évolutions récentes de population) tend à être celle d'une déconcentration favorable au peuplement des périphéries (chapitre 1.2, carte 1.3), la répartition des stocks et parts de population dans la ZMVM permet un recadrage simple de la structure métropolitaine actuelle. En reprenant le découpage classique de la métropole en couronnes concentriques et en proposant un découpage en aires géographiques nuançant la seule lecture radioconcentrique (voir annexe II.4 et carte II.4.1), il a été possible de retracer et de réactualiser la spatialisation des répartitions démographiques. Cette agrégation permet d'une part de repérer les grands fronts de développement actuel de la ville (déjà approchés à l'échelon municipal en chapitre 1), d'autre part, de les confronter avec la lecture des flux de mobilités résidentielles intra-urbaines dans cet espace et de synthétiser de manière efficace leur spatialisation.

La lecture des évolutions des différents ensembles métropolitains confirme globalement le schéma de déconcentration identifié depuis trente ans (tableaux 5.1). La dernière décennie ne remet pas en question cette tendance, mais permet d'identifier quelques nuances. Tout d'abord, le poids du centre s'est beaucoup affaibli depuis 20 ans, rassemblant moins de 10 % de la population totale de la ZMVM en 2010. Même si les politiques de rénovation du centre-ville n'ont que partiellement réussi à inverser la tendance[2], l'hémorragie jusqu'alors perceptible a nettement diminué sur la dernière période, comme l'avaient identifié C. Paquette et D. Delaunay [2009].
La première couronne consolidée, où résidait en 1990 près de la moitié des habitants de la métropole, a vu sa part fortement baisser dans la population métropolitaine, et sa population diminuer en stocks dans la dernière décennie (-0.2 % par an en moyenne entre 2000 et 2010). L'observation des aires géographiques permet de préciser la tendance : c'est surtout la perte de vitesse du péricentre du DF et des municipes contigus de l'État de Mexico — à l'est,

[1] Le terme de flux, s'il peut porter à confusion, est dans ce chapitre utilisé dans son sens premier mathématique, à savoir renvoyant à « *la quantité d'une grandeur scalaire ou vectorielle qui traverse pendant l'unité de temps une aire donnée* » [*Le Petit Robert*, p. 1090]. En l'occurrence, ce terme fait ici référence à l'ensemble des personnes en situation de mobilité résidentielle selon les périodes et les espaces considérés.
[2] Entre 2000 et 2010, les délégations centrales – à l'exception de Venustiano Carranza – gagnent des habitants et le centre voit son taux de croissance annuel moyen passer de -1.3 % entre 1990 et 2000 à + 0.2 % sur la dernière décennie [INEGI, 2010].

Nezahualcóyotl, à l'ouest Naucalpan, au nord Tlalnepantla – qui explique le recul relatif de cette partie de la ville sur la période, et notamment lors de la dernière décennie. Ce constat témoigne de la saturation relative des espaces péricentraux et de la proche périphérie.

Tableau 5.1. Répartition de la population dans l'espace métropolitain entre 1990 et 2010

A. Selon le découpage en couronnes

	1990		2000		2010	
Couronne *	***Habitants***	***en %***	***Habitants***	***en %***	***Habitants***	***en %***
Centre	1 930 267	12,4	1 692 179	9,2	1 721 137	8,6
1ère couronne	7 961 464	51,2	8 339 445	45,3	8 185 172	40,7
2ème couronne	3 872 568	24,9	5 533 808	30,1	6 207 352	30,9
3ème couronne	1 267 533	8,1	2 096 668	11,4	3 002 818	14,9
4ème couronne	531 963	3,4	734 577	4,0	1 000 363	5,0

Calculs propres. Sources : INEGI [1990 ; 2000 ; 2010].
**Voir dictionnaire des partitions en annexe II.4 (carte II.4.1 et tableau II.4.1.B)*

B. Selon le découpage en aires géographiques

	1990		2000		2010	
Aire géographique *	***Habitants***	***en %***	***Habitants***	***en %***	***Habitants***	***en %***
Centre (0C)	1 930 267	12,4	1 692 179	9,2	1 721 137	8,6
Péricentre (1P)	5 084 065	32,7	5 339 879	29,0	5 334 436	26,5
2eme couronne est (2E)	1 654 433	10,6	1 963 873	10,7	2 035 106	10,1
2ème couronne nord (2N)	2 695 096	17,3	3 557 942	19,3	3 774 204	18,8
2ème couronne ouest (2O)	1 242 680	8,0	1 535 151	8,3	1 583 853	7,9
2ème couronne sud DF (2R)	1 221 412	7,9	1 573 181	8,6	1 795 507	8,9
3ème couronne est (3E)	702 606	4,5	1 238 378	6,7	1 766 107	8,8
3ème couronne nord (3N)	272 302	1,8	421 523	2,3	640 660	3,2
3ème couronne ouest (3O)	228 971	1,5	339 994	1,9	465 469	2,3
4ème couronne nord (4N)	368 968	2,4	520 048	2,8	756 959	3,8
4ème couronne sud (4S)	162 995	1,1	214 529	1,2	243 404	1,2

Calculs propres. Sources : INEGI [1990 ; 2000 ; 2010].
**Voir dictionnaire des agrégations en annexe II.4 (carte II.4.1 et tableau II.4.1.B)*

Une deuxième couronne, très développée, rassemblant près d'un tiers de la population totale en 2010, connait aussi un changement durant la dernière période. Si elle a connu un développement fort dans la décennie 1990, on observe depuis 10 ans une relative stagnation de la part qu'elle constitue dans l'ensemble de la population métropolitaine. Alors que la partie au sud du DF reste relativement dynamique (+1.3 % par an en moyenne depuis 2000), les municipes les plus proches du DF et compris dans cette deuxième couronne – au premier rang desquels Ecatepec au nord-est – perdent de leur dynamisme sur la période. La tendance contrastée observée dans cet espace – moins peuplé que la première couronne, mais toujours en croissance – rend compte d'un effet de seuil ; la saturation des municipes de cette deuxième couronne pourrait s'avérer imminente. C'est actuellement dans cette partie de la ville que les restructurations sont susceptibles d'être les plus profondes et les brassages de populations résidentes les plus nombreux, notamment dans les quartiers populaires.
Pour les troisième et quatrième couronnes, le développement est en revanche net et continu. Ces ensembles – à l'exception du sud-est – présentent des croissances supérieures à 3 % annuels, voire autour de 4 % pour les municipes du nord. L'ensemble des municipes

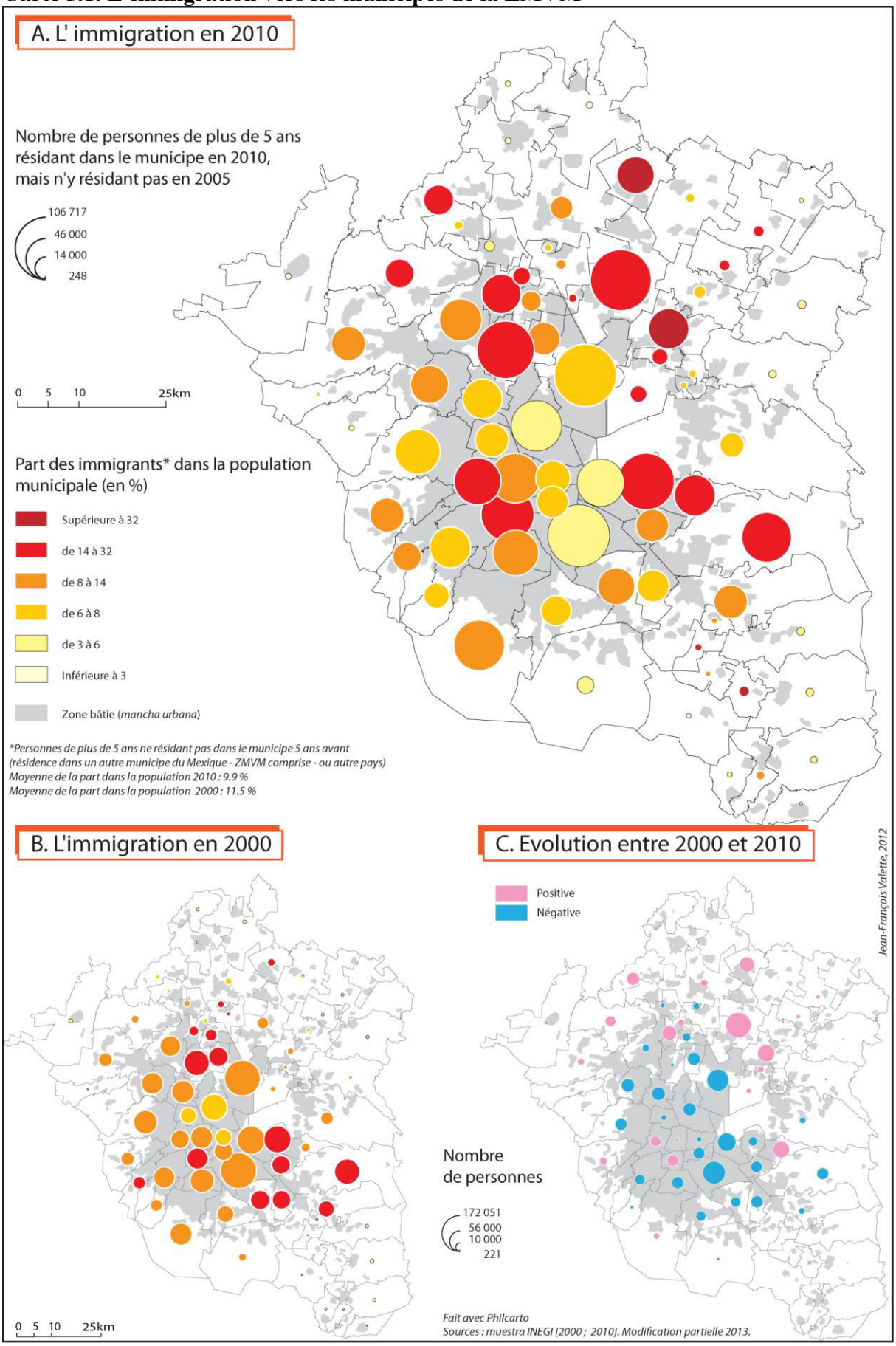
septentrionaux dans ces couronnes a ainsi vu sa population presque doubler en 20 ans. On ressent ici l'impact des grands programmes de logements d'intérêt social.
Une grande partie des recompositions s'opère également entre la deuxième et la troisième couronne, où à l'est, dans ces deux aires, on retrouve en 2010, près d'un habitant de la ZMVM sur 5 (tableau 5.1B). Ainsi, le processus de concentration-déconcentration à l'œuvre peut aussi se traduire par une densification-expansion populaire des petites villes périurbaines – comme Texcoco dans l'est ou Nicolás Romero dans le nord-ouest –, constituant de nouveaux nœuds polarisants pour la population de ces zones. Cette polarisation s'explique par leur position stratégique le long des axes de communication (autoroute à Puebla, le long de l'Arco Norte, de l'autoroute à Pachuca, de la route Chalco-Cuautla, etc.), mais aussi par une densification des marges de la ZMVM, à la fois marges externes de la deuxième couronne, et internes de la troisième – comme à La Paz, Chimalhuacán ou Ecatepec. La ville passe d'un modèle monocentrique – observé dès les années 1970, dans lequel toutes les activités productives et commerciales se localisaient dans le centre-ville et où la mobilité s'effectuait de manière radiale –, à celui d'une polycentralisation hiérarchisée, dans lequel les flux font apparaître les nouveaux lieux de centralité [Aguilar, Ward, 2003 ; Suarez, Delgado, 2010].
Derrière la structure de répartition de la population et son évolution, apparaissent non seulement l'effet de la croissance naturelle, mais également celui des mobilités internes à la métropole. Ce sont ces dynamiques intra-urbaines qu'il convient maintenant de présenter.

5.1.1.2. Le phénomène migratoire dans la métropole

Rappelons que sur la dernière période (2005-2010), presque 2 millions de changements inter-municipaux de résidence dont la destination était un municipe de la ZMVM ont été comptabilisés, soit l'équivalent de près de 10 % de la population actuelle de Mexico. Parmi ces mobilités, 1.3 million venaient d'autres municipes de la métropole (69 %), plus de 500 000 autres du reste du Mexique et près de 90 000 d'un autre pays en 2005. Les cartes 5.1 permettent de localiser les municipes les plus concernés par ces mouvements – quel que soit l'espace d'origine –, en nombre et en part dans la population résidente, sur la dernière période et sur la précédente.

L'attractivité différenciée des municipes de la ZMVM
Sur la dernière période, le péricentre et une proche couronne nord-est de la ville constituent l'espace de concentration des arrivées des immigrants dans la ZMVM (carte 5.1A). Outre le lien attendu des effectifs d'immigrants avec les stocks de population municipale importants – très lisible pour Iztapalapa, Nezahualcóyotl et Ecatepec –, on remarque en 2010 une atténuation de ce simple rapport, en comparaison avec 2000 (carte 5.1B). Avec plus de 100 000 résidants venus d'ailleurs depuis 2005 (carte 5.1A), Ecatepec et Iztapalapa dominent largement, mais on retrouve également le municipe de Tecámac au nord, preuve que les arrivées massives de résidants dans les grands ensembles de la zone modifient profondément les schémas de mobilités résidentielles dans l'espace de la ZMVM. L'attractivité est en revanche nettement différenciée : si la part des immigrants dans la population des deux premiers municipes est assez faible par rapport à la moyenne (aux alentours de 6 %), elle est de 28 % à Tecámac.
Le poids fort du centre apparaît également en augmentation, dans le sud-est du centre historique, dans les délégations « privilégiées » de Miguel Hidalgo et Benito Juárez, où les opérations urbaines de densification du centre et de requalification de certains quartiers pourraient expliquer en partie ce bénéfice migratoire.

Carte 5.1. L'immigration vers les municipes de la ZMVM



Enfin, une large couronne périphérique au nord et à l'est de la ville reçoit les autres effectifs d'immigrants les plus importants, caractéristiques du peuplement de la périphérie, dans la mesure où ils sont liés à une augmentation de la population totale en elle-même (carte 1.3). Ainsi, en dehors de l'exemple extrême de Tecámac au nord, on distingue particulièrement une ceinture comprenant Acolman, Tizayuca, Huehuetoca, Cuautitlán (43 000 immigrants) et Tultitlán (85 000), où l'expansion des logements d'intérêt social est nette, sans pour autant constituer la seule explication. Plus à l'est – où l'on observe aussi l'implantation de logements sociaux –, on distingue nettement les municipes de Chimalhuacán, Chicoloapan et Ixtapaluca, où s'installent entre 2005 et 2010 respectivement 89, 47 et 69 mille nouveaux résidents.
Enfin, les autres périphéries (sud-est, ouest) apparaissent également attractives : dans le DF, 70 000 personnes s'installent à Tlalpan, 38 000 à Tláhuac, et moins de 8 000 à Milpa Alta (au faible poids démographique). Dans l'État de Mexico, on retrouve aussi Chalco à l'est et Naucalpan à l'ouest. Ailleurs, dans les municipes les plus éloignés et les moins peuplés de la quatrième couronne, les immigrants sont moins nombreux.

Le poids de la migration dans la population municipale
Plus qu'en termes de stocks, l'immigration dans les municipes de la ZMVM est à apprécier au regard du poids qu'elle occupe dans ces espaces, et qui témoigne de l'importance dans le peuplement et/ou le brassage de populations dans les périphéries. Un nombre non négligeable de municipalités est ainsi profondément impacté par la mobilité résidentielle, ici caractérisée sur un pas de temps court et par un franchissement de limite municipale.
Le phénomène touche particulièrement la périphérie, dans les municipes des deuxième et troisième couronnes du nord et de l'est, alors que le poids relatif des apports migratoires est moindre dans le centre et le péricentre – à l'exception près de Miguel Hidalgo et de Benito Juárez (respectivement 16 et 20 % de leur population n'y résidait pas 5 ans avant). Ainsi, en périphérie, un habitant de 2010 sur 3 ne résidait pas dans le même municipe en 2005 à Acolman ou encore à Cuautitlán, un sur 4 à Chicoloapan ou Huehuetoca. Au sein des autres municipes étudiés, on différenciera d'un côté, Tláhuac et La Paz – avec une part des immigrants un peu plus élevée que la moyenne (11 %) –, du cas de Milpa Alta de l'autre – où seulement 6 % de la population de 2010 n'y résidait pas en 2005.

Évolution sur la période récente
On retrouve la force toujours vive des mobilités résidentielles dans la dynamique démographique de la ville (chapitre 1.2) et l'attractivité des périphéries, en particulier de l'est et du nord de la ville. Une rapide comparaison avec la période précédente (1995-2000) permet d'introduire les évolutions récentes dans ce schéma.
Globalement, on enregistre moins de mobilités résidentielles et donc moins d'immigrants par rapport à il y a dix ans (tableau 1.2, figure 1.4)[3]. Si la tendance globale est à la baisse, l'immigration internationale quant à elle fait plus que doubler entre les deux recensements, et notamment celle en provenance des États-Unis : 41 000 habitants de Mexico résidaient à l'étranger entre 1995 et 2000 (dont 23 000 depuis les seuls États-Unis), et 89 000 entre 2005 et 2010 (dont 61 000 depuis les États-Unis), confirmant les observations effectuées à l'échelle nationale[4] [Baby-Collin, Mercier, 2012 ; Durand, 2012 ; Zúñiga, 2012].
Le schéma antérieur (1995-2000) de l'immigration vers les municipes métropolitains présentait dans ses grandes lignes les mêmes caractéristiques : un centre à l'attractivité

[3] Derrière ce constat, nous devons également tenir compte ici des remarques d'ordre méthodologique précédemment évoquées au sujet du calcul aux niveaux agrégés (voir 1.2.3 au chapitre 1 et annexe I.3).
[4] Un numéro de la revue *Hommes et migrations* [2012], coordonné par V. Baby-Collin et D. Mercier, dédie un dossier sur « Le Mexique dans les migrations internationales », en insistant sur le renversement de tendance actuel observé dans les flux entre États-Unis et Mexique. Voir aussi sur ce thème le rapport du CONAPO [2011].

moindre que le péricentre et que la proche périphérie, où les principales installations s'effectuaient. Le creux laissé par les délégations centrales du DF semblait alors plus marqué que récemment, confirmant le changement de tendance effectif dans la zone centre-ouest du cœur de ville. Le gradient centre-périphérie est aujourd'hui moins net. L'attractivité de l'est – déjà nette voilà 10 ans – et du nord – alors simplement amorcée – se trouve confirmée au cours de la période récente.

Derrière ces évolutions, il faut également reconsidérer la diminution globale du nombre d'immigrants entre les deux périodes. Ces diminutions sont en partie proportionnelles aux poids démographiques des municipalités, sans s'y réduire toutefois (carte 5.1C). Toutes les unités administratives du centre et du péricentre – à l'exception de M. Hidalgo et B. Juárez – connaissent une diminution. Trois d'entre elles sont particulièrement sévères : Iztapalapa, Ecatepec et Nezahualcóyotl, accusant un recul allant de 45 à 68 000 arrivées en moins entre les périodes considérées aux recensements de 2000 et 2010.
Le déclin de l'attractivité de ces trois municipes, emblématiques des peuplements populaires massifs de la proche périphérie de Mexico et aujourd'hui consolidés, témoigne d'un processus de relative « saturation ». En tout, 17 municipalités perdent plus de 10 000 immigrants entre les deux recensements, y compris deux des cas étudiés : Tláhuac et La Paz, qui voient leur nombre d'immigrants diminuer respectivement de 13 et de 17 000 personnes. Milpa Alta n'est pas non plus épargné, avec une baisse de 1 300 personnes du nombre d'immigrants entre les deux périodes.

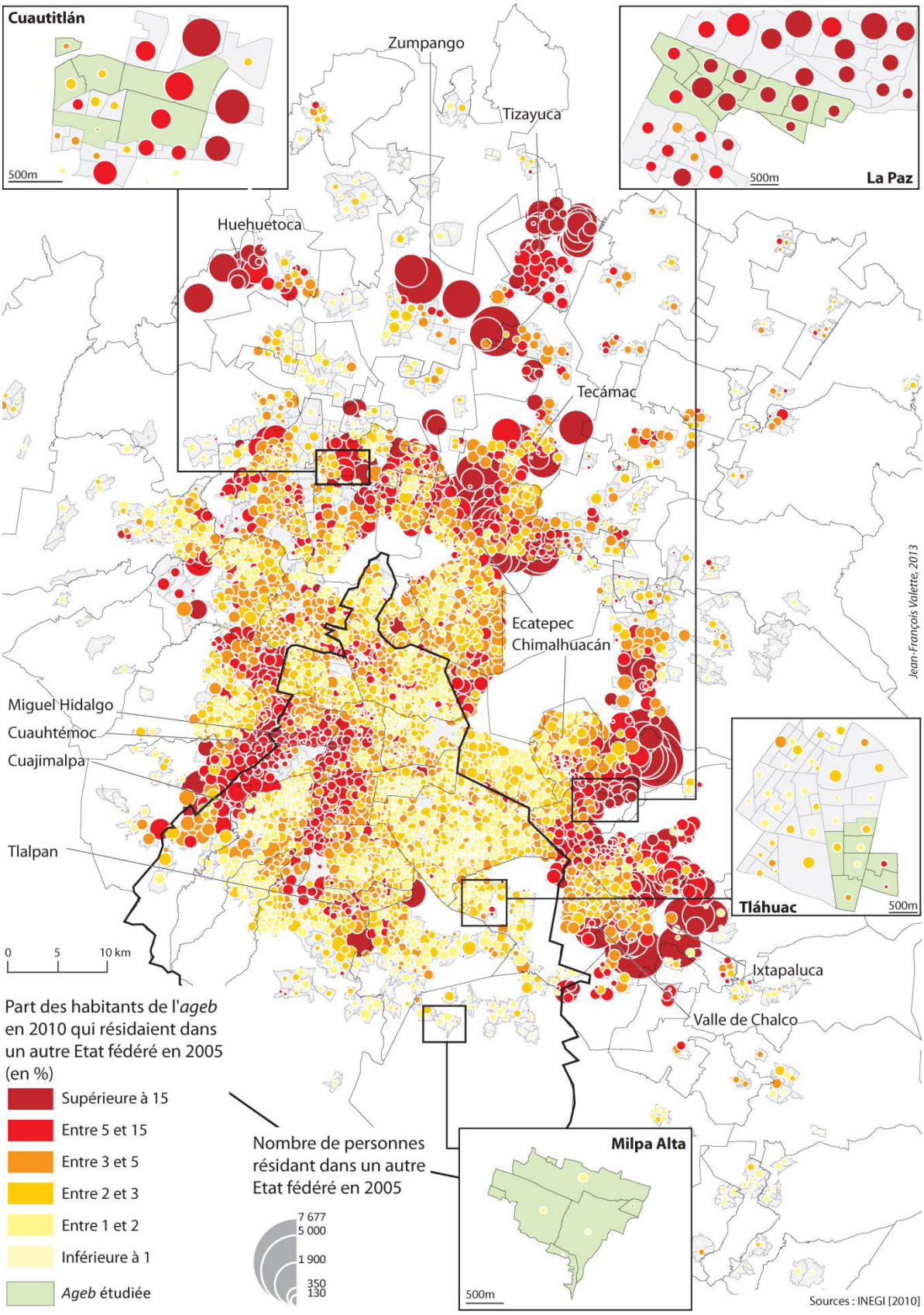
Globalement, dans les périphéries populaires étudiées, on observe une diminution l'attractivité sur la dernière décennie, en stocks et en valeurs relatives. Alors que sur la période 1995-2000, on comptait 51 000 arrivées à Tláhuac (soit 17 % de la population de 2000), on en enregistre entre 2005 et 2010, moins de 38 000 (soit 11 % de la population de 2010). À La Paz, on comptait 47 000 arrivants entre 1995 et 2000 (22 % de la population de 2000), mais 30 000 (12 %) entre 2005 et 2010. Enfin, dans une moindre mesure, à Milpa Alta, plus de 9 000 personnes résidaient ailleurs 5 ans auparavant (9 %) en 2000, et moins de 8 000 (6 %) en 2010. C'est seulement à Cuautitlán que la tendance est différente, car prise dans la dynamique positive de la couronne nord : sur la période 1995-2000, 14 000 personnes sont venues résider dans le municipe, mais dix ans plus tard, ce chiffre est de 43 000 personnes, soit une part dans la population totale, passant de 18 % en 2000 à 31 % en 2010.

5.1.1.3. L'observation locale de la migration

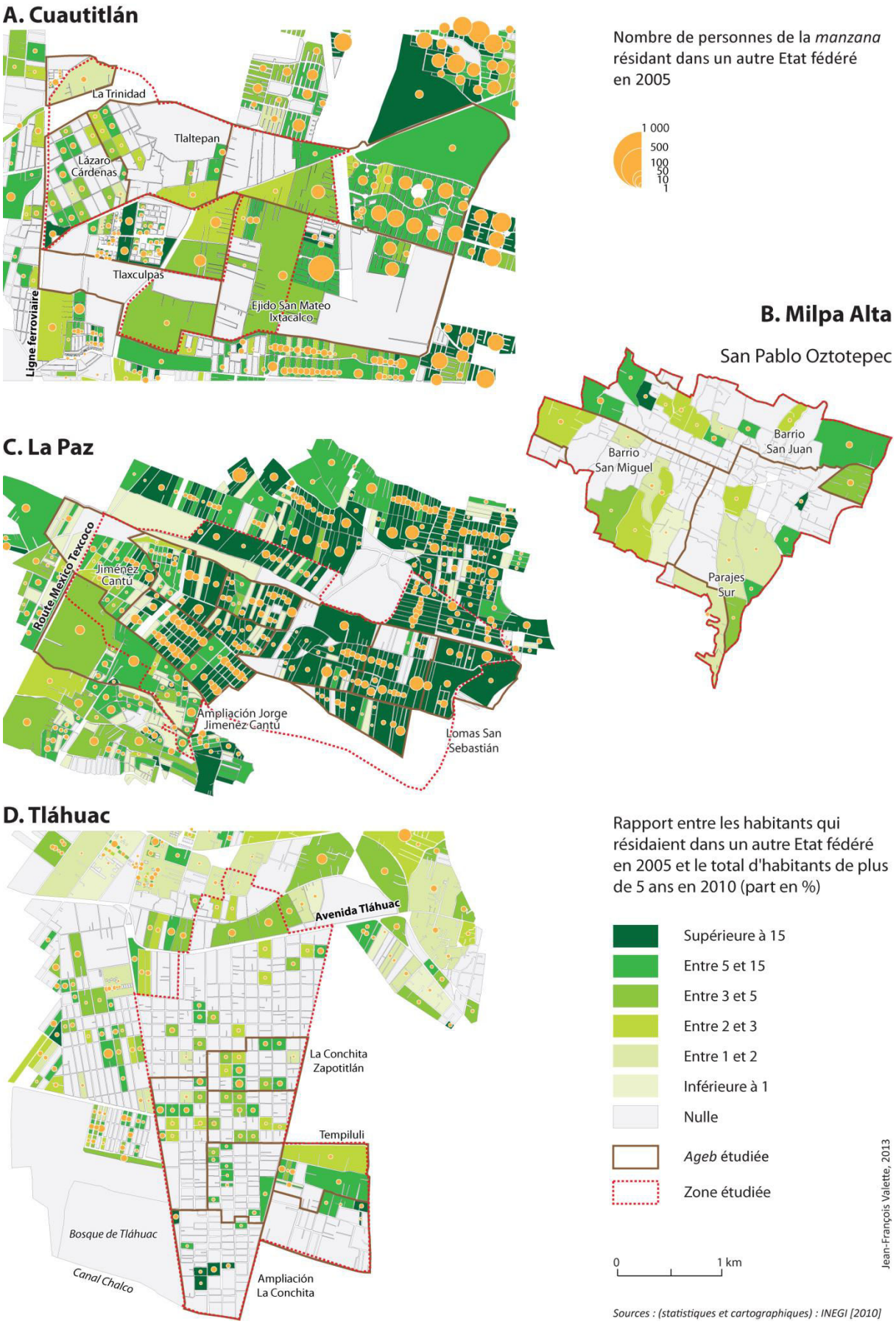
L'analyse des mobilités résidentielles à l'échelon des *agebs* et des *manzanas* (îlots) permet premièrement, d'affiner la lecture précédente, deuxièmement, de confirmer les tendances relatives au dynamisme des différents types de peuplement périphériques, et troisièmement, de préciser les dynamiques traversant nos quatre terrains.
L'étude de la mobilité résidentielle appréhendée par le recensement à ces niveaux fins d'observation est toutefois limitée par la disponibilité des indicateurs : il est seulement possible de considérer les changements d'entité fédérative (État/DF) de résidence entre 2005 et 2010. Malgré cette limite et la difficulté d'appréciation des formes spatiales – étant donné le nombre élevé d'unités[5] –, cette dimension permet déjà une analyse infra-municipale de la spatialisation de l'immigration dans la ZMVM depuis 2005 (cartes 5.2 et 5.3).

[5] En cela, l'objectif de cette carte reste uniquement exploratoire.

Carte 5.2. L'immigration vers les *agebs* de la ZMVM entre 2005 et 2010



Carte 5.3. L'immigration dans les îlots des quatre zones d'étude entre 2005 et 2010



Les formes spatiales de la répartition des nouveaux arrivants dans les *agebs* de la ZMVM sont relativement similaires à celles observées à l'échelon du municipe. La lecture du gradient radioconcentrique en termes de stocks et de parts des immigrants dans la population est encore plus nette. D'abord, on observe une nouvelle fois les deux pôles attractifs de la périphérie orientale, autour de Valle de Chalco et de Chimalhuacán, où, comme à La Paz et Ixtapaluca, l'échelon de *l'ageb* rend particulièrement visible le gradient ouest-est à l'échelle infra-municipale. Ensuite, la zone nord témoigne d'une forte attractivité migratoire et de l'importance de ce phénomène dans le peuplement des *agebs* périphériques. L'immigration est notamment visible à Ecatepec, Tecámac, Tizayuca, Zumpango ou encore Huehuetoca, mais elle se localise en dehors des centres villageois municipaux. Enfin, dans l'ouest de la ville, on distingue, entre autres, deux corridors où le poids de l'immigration est important : l'un le long d'une zone autour de l'avenue *Insurgentes* (de Cuauhtémoc à Tlalpan) ; l'autre, le long de l'axe *Reforma* jusqu'à Santa Fe (Miguel Hidalgo, Cuajimalpa).

Cette observation contribue à l'hypothèse selon laquelle les mobilités résidentielles dans la ZMVM seraient à l'origine d'une production urbaine différenciée. En confrontant ces résultats avec la carte 2.1 (chapitre 2), le dynamisme migratoire est fort : à l'ouest, où les *agebs* renvoient le plus souvent aux lotissements des catégories moyennes-supérieures ; dans le nord, pour les *agebs* classées en grands ensembles de logements sociaux ; et enfin, à l'est, où le front d'urbanisation renvoie aux colonies populaires. Pour ces dernières, le suivi du phénomène migratoire à un échelon fin permet ainsi de détacher plusieurs profils : d'une part, les périphéries dynamiques le long des fronts d'urbanisation populaire, d'autre part, les logiques davantage inscrites dans des configurations locales. Cette lecture confirme que les zones les plus périphériques connaissent la dynamique migratoire la plus importante, notamment dans les peuplements populaires. En revanche, au sein du tissu urbain, en contexte villageois ou lorsqu'il y a imbrication des types de peuplement, les logiques semblent plus complexes. On observera alors une dynamique moindre dans les zones périurbaines – en dehors du nord – et au sein des périphéries populaires « anciennes ».

L'analyse de nos quatre terrains doit permettre de préciser ces tendances, à l'échelon des *agebs*, comme à celui des îlots. La dynamique migratoire des zones d'étude constituait une condition préalable au moment de leur sélection[6]. Les résultats des effectifs et proportions des personnes non résidentes dans les *agebs* et îlots 5 avant le recensement ont été présentés en chapitre 2.5 (encadrés 2.2 et 2.3). Ainsi, nous proposons ici de les analyser à travers leur cartographie en 2010 : cette dernière contribue à forger l'hypothèse d'un dynamisme différencié entre colonies populaires selon l'âge de peuplement et la localisation dans la ZMVM (cartes 5.2 et 5.3).
Pour les quatre zones, les formes spatiales de répartition des immigrants originaires d'une autre entité fédérative au niveau des *agebs* témoignent d'abord de logiques communes (carte 5.2). Le lien est classiquement établi entre population totale de l'*ageb* et effectifs d'immigrants d'une part, âge du peuplement et poids des migrants dans la population d'autre part. Ainsi, ce sont dans les *agebs* les plus récentes que les apports et les brassages de population ont été plus importants. C'est le cas à Tlaxculpas à Cuautitlán, à Lomas San Sebastián à La Paz – où dans les *agebs* étudiées, entre 18 et 27 % de la population ne résidait pas dans le municipe auparavant –, à Ampliación La Conchita et Tempiluli à Tláhuac et dans les *parajes* de Milpa Alta.

[6] Sur la période 1995-2000 prioritairement, les résultats du recensement de 2010 n'étant pas disponibles avant 2012 d'une part, la précision de l'information à l'échelon de *l'ageb* étant supérieure lors du recensement de 2000 d'autre part.

Le gradient par rapport aux « centres » relatifs de nos terrains est une nouvelle fois mis en évidence. La lecture au niveau de l'îlot confirme ce constat (carte 5.3). La proportion de la population[7] résidant dans une autre entité fédérative en 2005 est sensiblement plus importante pour les pâtés de maisons urbanisés très récemment. Elle se situe au-delà de 15 % pour les îlots les plus « jeunes » d'Ampliación La Conchita, de Lomas San Sebastián et des *parajes* de San Pablo Oztotepec. Toutefois, ce constat doit être nuancé : en moyenne pour les îlots étudiés, la population « immigrée » représente entre 1 et 3 % de la population des zones de Cuautitlán, Milpa Alta, et Tláhuac (soit entre 150 et 430 personnes par zones étudiées). En revanche, dans les zones étudiées à La Paz, une personne sur 5 (près de 3 000 personnes) résidait hors de l'État de Mexico en 2005 (encadré 2.3).

On distingue des profils de dynamisme migratoire différenciés, entre les périphéries populaires situées dans l'État de Mexico (Cuautitlán et La Paz) d'un côté, et celles du DF, de l'autre. Les premières connaissent une attractivité importante : celle-ci s'inscrit, pour La Paz, le long d'un peuplement frontal de l'ouest vers l'est ; pour Cuautitlán, à travers le lotissement des *ejidos* entre les grands ensembles. Les secondes renvoient à une attractivité *a priori* moindre : pour Tláhuac, on observe une immigration plus limitée, proche des tendances marquant les zones péricentrales ; pour Milpa Alta, une dynamique similaire à celle d'autres villages périurbains éloignés.
Au-delà des différences inter-quartier, l'analyse à l'échelle hyperlocale permet aussi de nuancer les logiques de gradient. L'observation de toutes les zones anciennement peuplées renvoie à des profils hétérogènes. La mobilité résidentielle n'y est plus uniquement lisible par le prisme de l'ancienneté du quartier. Les colonies populaires dans l'est de Cuautitlán relèvent de ce constat. En effet, la colonie Lázaro Cárdenas présente une répartition en mosaïque du poids des migrants dans la population résidente : le brassage des populations (tel qu'il peut être appréhendé à cet échelon) n'y suit pas une logique graduelle et témoigne de l'existence de configurations spécifiques. Il en est de même au sein de la colonie Jorge Jiménez Cantú à La Paz ou La Conchita à Tláhuac. Dans ces espaces davantage consolidés, l'hypothèse d'un schéma plus local de mobilité résidentielle est posée.

D'une manière générale, l'étude de l'immigration à un échelon fin met au jour le poids de l'âge du peuplement et des logiques plus locales. Cette exploration renvoie notamment au lien entre consolidation et complexification des schémas de mobilités – que la seule approche de l'immigration totale ne permet pas de préciser. Il s'agit donc désormais de restreindre le « champ migratoire » et de porter plus particulièrement l'attention sur la mobilité la plus structurante au sein de la ZMVM, à savoir la mobilité résidentielle intra-métropolitaine.

5.1.2. Mobilités résidentielles intra-urbaines : schémas actuels, impact sur le peuplement et évolutions récentes

La majorité des mobilités résidentielles enregistrées par le recensement entre 2005 et 2010 concernent des changements de municipe de résidence au sein même de l'agglomération. Ces changements de résidence ne sont identifiables qu'à l'échelon des municipes. Entre 1995 et 2000, la mobilité intra-urbaine était (pour la première fois) chiffrée à 1 435 034 personnes, soit 8 % de la population, et en moyenne 1.6 % de la population par an

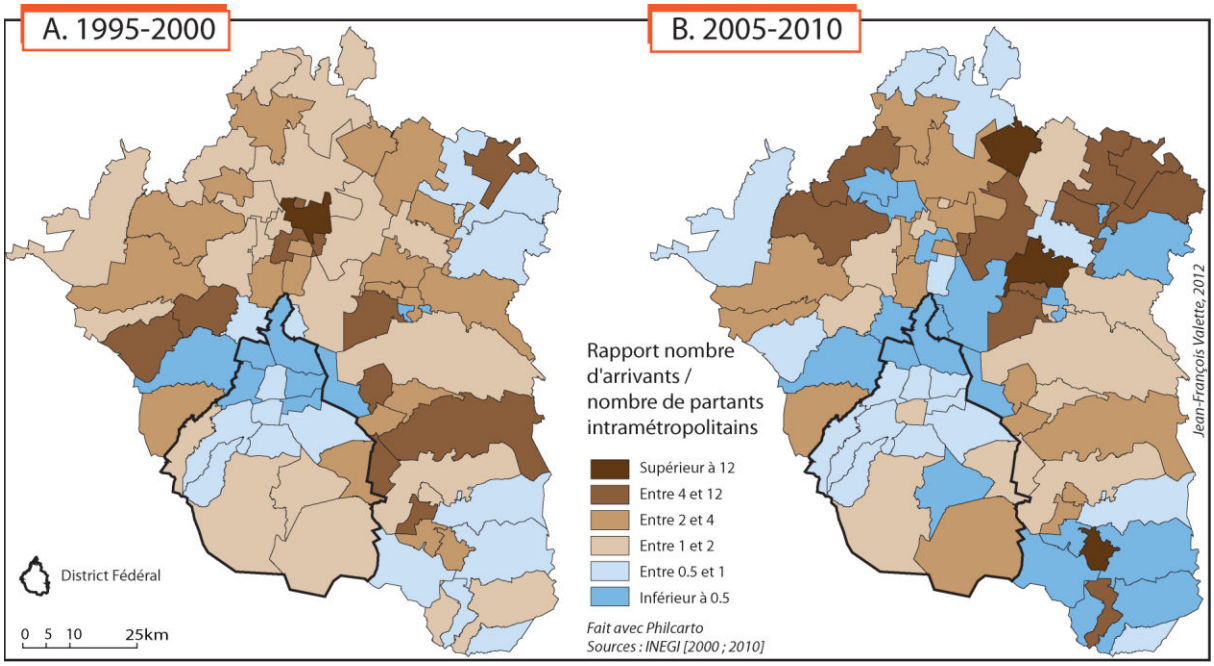
[7] Nous avons conscience de la limite qu'implique l'utilisation de pourcentages dans le cas des îlots lorsqu'il s'agit de renvoyer au poids de la population non résidente du municipe en 2005 dans la population totale de plus de 5 ans – les pâtés de maisons ayant rarement une population supérieure à 100 habitants de plus de 5 ans. Ces valeurs sont donc à interpréter en termes de proportions afin de mener une comparaison entre îlots.

(tableau 1.2). Entre 2005 et 2010, ce nombre – son estimation – a légèrement diminué : 1 369 418 personnes ont changé de municipe de résidence au sein des 76 unités administratives de Mexico en 5 ans, soit 1.4 % de la population par an en moyenne.
Le suivi des balances migratoires municipales dans un premier temps permet la localisation des zones émettrices et réceptrices de ces mobilités intra-urbaines. Dans un deuxième temps, le suivi des soldes migratoires et de leur part dans la population totale affine l'analyse des schémas des mobilités et de leur impact local. La « consolidation démographique » des marges internes de la métropole est ainsi mise au jour, ces zones dynamiques connaissant un brassage de populations important.

5.1.2.1. Gagnants-perdants : le suivi des balances migratoires

L'analyse des mouvements dans l'espace métropolitain passe par la représentation des balances migratoires, c'est-à-dire le rapport des arrivées sur les départs en un laps de temps considéré (carte 5.4).

Carte 5.4. Les balances migratoires intra-métropolitaines sur les périodes 1995-2000 et 2005-2010



Sur la période 1995-2000, on observe un apport migratoire fort pour une large couronne périphérique, comme à Ixtapaluca dans l'est, Nextlalpan au nord ou encore Atizapán dans l'ouest. Le gradient radioconcentrique est alors net entre un centre-péricentre largement perdant dans les dynamiques de mobilités, et les deuxième et troisième couronnes qui ont une balance positive. Le périurbain lointain se trouve également perdant au cours de cette période. Entre 2005 et 2010, le schéma radioconcentrique, s'il reste lisible, est perturbé par un ensemble de dynamiques plus complexes, touchant à la fois le centre et la périphérie nord de la ville. « L'émissivité » du péricentre nord se renforce, tandis que l'attractivité de la périphérie nord – nord-est est encore plus marquée.

Les « perdants » : un centre (moins) répulsif, une première couronne devenue foyer d'émigration, et des marges toujours en perte de vitesse

Sur la dernière période, l'ensemble des unités emblématiques du peuplement des années 1950-1960 que sont Nezahualcóyotl, Ecatepec, Gustavo A. Madero, Tlalnepantla et Naucalpan ont, dans le cadre intra-métropolitain, une émigration au moins deux fois supérieure à l'immigration (carte 5.4B). La même tendance marque les marges externes : Otumba à l'est, Apaxco et Hueyxpotla au nord, Villa de Carbón à l'ouest. Elle caractérise également le sud-est de la ZMVM, exception faite des petits municipes d'Ayapango et d'Ozumba, pour lesquels des nuances méthodologiques liées aux considérations de politiques territoriales sont aussi à prendre en compte (voir encadré 5.1).

En dehors de cas singuliers, on retient bien sûr le « creux » du centre-ville, mais surtout, en comparaison avec la décennie précédente, l'inversement de la tendance pour la délégation de Benito Juárez et le quasi-retour à un solde positif pour Miguel Hidalgo. Le centre-ville reste globalement une zone répulsive dans les flux de mobilités résidentielles intra-urbaines, mais le constat tend à s'atténuer. En revanche, la première couronne affiche une émission massive de résidents vers d'autres municipes de la ville. C'est par exemple le cas récent d'Ecatepec – où les départs sont deux fois plus nombreux que les arrivées –, de Xochimilco dans le DF, ou encore, dans une moindre mesure, de Coacalco dans le nord.

L'élargissement et le renforcement des dynamiques défavorables aux première et deuxième couronnes témoignent, comme on le pressentait déjà lors de l'observation de l'évolution de la population municipale (carte 1.3C) et de l'immigration totale (carte 5.1A), d'une saturation confirmée et « élargie » par rapport à la décennie précédente. Ces espaces deviennent alors des foyers des flux de départs des mobilités résidentielles intra-métropolitaines.

Encadré 5.1. Nuances méthodologiques et enjeux politiques territoriaux

Si les municipes d'Ayapango et Ozumba sont très visibles sur les représentations cartographiques des mobilités résidentielles (cartes 5.4), il faut tenir compte de plusieurs éléments qui nuancent les contrastes apparents.

D'une part, on notera le poids démographique faible de ces unités relativement aux autres : leur population en 2010 était de 8 800 habitants pour Ayapango et 27 200 pour Ozumba [INEGI, 2010]. Ainsi, à Ayapango, les mobilités résidentielles intra-métropolitaines ont montré 30 fois plus d'arrivées que de départs entre 2005 et 2010, mais les effectifs sont modestes en réalité, en comparaison avec les autres municipalités : 99 départs contre 2 996 arrivées.

D'autre part, une analyse spécifique de ce dernier cas révèle en fait que 91 % de ces « arrivants » proviennent du municipe contigu d'Amecameca (d'où 73 % des partants « vont à » Ayapango).

Dans le contexte mexicain, il est possible d'émettre l'hypothèse du rôle de l'instabilité des limites administratives des municipalités comme un des facteurs explicatifs plausibles de ces résultats. Comme le montre C. Bataillon [2005, p. 496], les municipes mexicains sont très rarement bornés – la définition se cantonnant à la « *liste des lieux-dits qui lui appartiennent* », sauf si des litiges antérieurs ont conduit à un règlement juridique quant à la délimitation officielle territoriale. Dans le contexte de décentralisation et de démocratisation de la vie politique mexicaine à partir de la fin des années 1980, les enjeux de pouvoirs locaux municipaux se sont posés avec beaucoup plus d'acuité que précédemment et ont été à l'origine de tensions importantes.

Le travail de terrain réalisé entre 2009 et fin 2011 a permis d'identifier ce type de conflits. Il a notamment été possible de les observer entre La Paz, Chicoloapan et Chimalhuacán, au sujet du contrôle politique des colonies aux alentours de Lomas San Sebastián. De la même manière, un conflit similaire a opposé Tultepec à Cuautitlán, au sujet des terres de l'ensemble Santa Elena. Si les habitants de l'ensemble payent leurs impôts à Cuautitlán, ils votent en revanche auprès du municipe de Tultepec [*El Universal*, 4 juin 2012] en raison de la construction de l'ensemble sur des parcelles contestées par les autorités agraires locales – entre les différents *ejidos* (San Mateo Ixtacalco, Melchor Ocampo, Tultepec) – sur la légitimité des anciens propriétaires privés de l'ancienne *hacienda*. Par ailleurs, aux yeux des autorités *comunales*, des conflits d'autorité entre Milpa Alta (DF) et

Tlalnepantla (dans l'État de Morelos) étaient toujours d'actualité fin 2011. De fait, certains territoires ne sont pas véritablement « contrôlés » par les administrations municipales.

Si le redécoupage du maillage administratif ne constitue pas la seule explication, il peut permettre d'interpréter et de nuancer certains résultats, comme dans certains cas au nord de la ZMVM : Tultepec, Teoloyucán et Coyotepec autour de Cuautitlán. Une controverse juridique a par exemple eu lieu en 2007 entre les municipes de Teoloyucán, Cuautitlán et Melchor Ocampo au sujet des limites municipales[8].
Cette hypothèse est renforcée par les chiffres de la mobilité résidentielle : s'il y a eu 11 fois plus de partants que d'arrivants à Teoloyucán entre 2005 et 2010, ou 7 fois plus à Coyotepec, on signalera la diminution de 10 000 habitants entre 2005 et 2010 dans le municipe de Teoloyucán et l'augmentation dans le même temps de 20 000 habitants à Tepotzotlán. L'émigration intra-métropolitaine a connu une augmentation très importante, passant de 2 000 à 18 000 personnes pour Teoloyucán, de 700 à 9 800 pour Coyotepec. Signalons également que du point de vue des flux de mobilités résidentielles intra-urbaines, 45 % des partants de Teoloyucán et 87 % des partants de Coyotepec résident en 2010 à Tepotzotlán, où ils représentent respectivement 40 % et 37 % des arrivants [Résultats muestra INEGI, 2010] (voir carte des municipes avec noms en annexe pour la localisation).

Le « basculement » de la population d'un municipe à l'autre dans les prises en compte du recensement peut aussi renvoyer à des ajustements cartographiques réalisés par les instituts publics. C'est notamment le cas entre Tultitlán et Tultepec. Pour l'anecdote, même la résidence du maire de Tultepec a connu un changement administratif sur la cartographie, menant le magistrat (et son quartier) à être considéré comme un habitant de la municipalité voisine de Tultitlán [*Cronista de Tultepec,* 10 février 2012]. Au total, 79 % des changements de résidence intra-urbains depuis Tultepec ont eu pour destination Tultitlán (où ils représentent 30 % des arrivants) : de 4 000 « départs » entre 1995 et 2000, on en enregistre 27 000 entre 2005 et 2010 [INEGI, 2010].

Ces ajustements, qu'ils soient d'origine locale ou étatique, rendent difficile le suivi des unités politico-administratives dans le temps, et encore plus celui de variables telles que la mobilité résidentielle, dont la mesure dépend directement des limites administratives. Si globalement, les schémas restent lisibles, une analyse fine de chacun des municipes est nécessaire pour une compréhension complète.

Les « gagnants » : urbanisation du nord, recompositions de la deuxième couronne

Au cours de la période récente 2005-2010 (carte 5.4B), d'une part, la dynamique positive pour la périphérie se confirme – en particulier dans les deuxième et troisième couronnes –, d'autre part, les implantations résidentielles dans la partie nord de la zone métropolitaine se renforcent – en particulier le long de l'axe Mexico-Pachuca. Cette tendance est nettement plus marquée qu'entre 1995-2000, témoignant une nouvelle fois de l'impact des constructions de grands ensembles de logements d'intérêt social sur les schémas de mobilités internes à la métropole. Tecámac, Huehuetoca, Tizayuca et Acolman se distinguent, comptant entre 7 et 15 fois plus d'arrivants intra-urbains que de partants sur la période. Cuautitlán est un exemple de ces municipes du nord en profonde mutation.

De leur côté, La Paz et Milpa Alta s'inscrivent dans la deuxième couronne, globalement gagnante dans les échanges intra-urbains. Ainsi, dans ces deux cas, les arrivées sont au moins deux fois supérieures aux départs, avec un renforcement même léger de la tendance depuis la décennie précédente. La balance passe de 1,7 à 2,2 à Milpa Alta et de 2,8 à 4 à La Paz. Ce renforcement du poids relatif de la mobilité résidentielle intra-urbaine dans le peuplement de la zone témoigne d'une insertion marquée de ces espaces dans les dynamiques de peuplement de la métropole. Cette hypothèse est renforcée par la présence dans les mêmes espaces de municipalités au dynamisme déclinant.
En effet, dans les deuxième et troisième couronnes, le rapport entre immigration et émigration interne à la ville décline, en comparaison avec la période 1995-2000. Ainsi, des municipalités comme Tláhuac, Valle de Chalco, Chimalhuacán, Ixtapaluca dans le tiers sud-est, ou Atizapán

[8] Voir en ligne le commentaire de la Cour Suprême : http://suprema-corte.vlex.com.mx/vid/voto-particular-pleno-controversia-303077154. Cf. également annexe I.1 au sujet des recomptages censitaires validés par la justice le 26 juin 2013.

dans le nord-ouest, conservent une balance migratoire positive, mais se rapprochent de la situation d'équilibre.
Pour les zones plus emblématiques de la « deuxième génération » de périphéries populaires, celles des « enfants de Neza », la baisse d'attractivité est claire : entre 1995 et 2000, il y avait 5,3 fois plus d'arrivants intra-métropolitains que de partants à Chimalhuacán, 7,6 à Valle de Chalco. Dix ans plus tard, le rapport passe respectivement à 3,6 et 1,1, soit quasiment un équilibre dans les mouvements résidentiels inter-municipaux pour Valle de Chalco. Cette dernière municipalité, créée en 1994, était autrefois associée au peuplement des deuxièmes générations de Nezahualcóyotl [Hiernaux, Lindón, 1997] et était devenue un « aperçu de l'enfer »[9] – par l'arrivée massive de populations pauvres – dans les représentations et l'imaginaire collectifs relayés par la presse [Monnet, 1997]. Son solde migratoire, positif de près de 30 000 personnes entre 1995 et 2000, a chuté à un peu plus de 2 000 personnes entre 2005 et 2010.
Tláhuac évolue dans le même sens que Valle de Chalco ou Chimalhuacán, de manière plus atténuée toutefois : la balance migratoire passe de 2,1 à 1,6 entre les deux périodes. La diminution de la balance migratoire intra-métropolitaine pour ces espaces peut renvoyer à plusieurs hypothèses : d'un côté, la perte de vitesse démographique réelle du municipe, de l'autre, une dynamique de mobilité résidentielle interne accrue, mais non mesurable par le recensement.

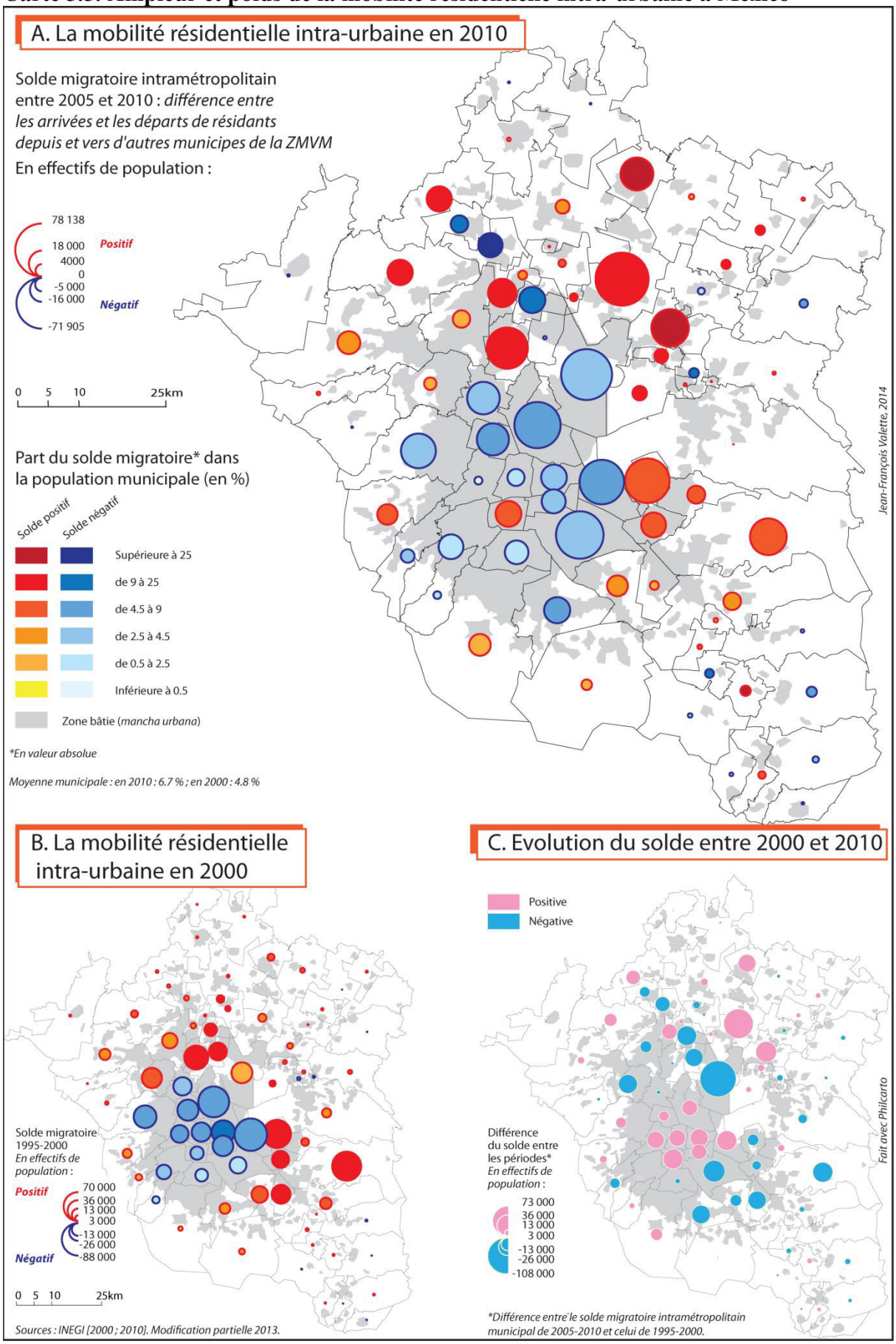
Toutefois, la balance migratoire reste un indicateur insuffisant pour appréhender le rôle de la mobilité résidentielle dans les dynamiques démographiques locales, le solde migratoire n'étant pas pondéré par la population. Les zones où la migration a eu un impact fort dans l'évolution démographique ne correspondent pas toujours aux zones les plus attractives ou émettrices de mobilités. Il convient donc d'apprécier maintenant le solde migratoire effectif au regard de la population totale.

5.1.2.2. Le suivi de l'impact des mobilités résidentielles intra-urbaines

La carte 5.5 donne à voir la localisation des effectifs résultants des changements de résidence au sein de la ZMVM (solde migratoire) et leur poids dans la population finale, pour la période récente 2005-2010 (5.5A), et pour la décennie précédente (5.5B).
Une rapide observation des soldes migratoires intra-métropolitains permet de confirmer l'ensemble des analyses précédentes au sujet des rapports arrivées-départs. Sur la période récente, le gradient radioconcentrique apparaît nettement, avec un déficit creusé pour une couronne périphérique interne, et une auréole périphérique secondaire largement gagnante dans les échanges internes à la métropole. En revanche, la périphérie la plus externe, ainsi que des cas spécifiques dans le nord-ouest, renvoient à des soldes négatifs. Globalement, reste visible une opposition entre un ensemble nord et est et le reste de la zone métropolitaine. Outre les cas particuliers de soldes négatifs du nord (de Coacalco à Coyotepec) – en partie expliqués par des limites administratives mouvantes –, le schéma le plus récent apparait plus complexe que celui de la période précédente.

[9] On fait ici référence au numéro du journal *Le Monde* du 8 décembre 1990 où on lisait « *si l'enfer ouvrait une succursale au Mexique, il exposerait ses grils à Chalco* », repris dans l'article de J. Monnet [1997], dans l'atlas de B. Tallet et A. Ribardière [2010], ainsi que dans l'article de P. Malet [2011].

Carte 5.5. Ampleur et poids de la mobilité résidentielle intra-urbaine à Mexico



➢ Un centre qui émet moins, mais un fort déficit de la proche périphérie

L'ensemble du centre-péricentre et de la première couronne élargie voit entre 2005 et 2010 beaucoup plus de départs vers d'autres zones de la métropole que d'arrivées. Quatorze municipes connaissent un déficit important (supérieur à 15 000 personnes) dans les échanges démographiques liés aux mobilités résidentielles intra-urbaines. Les quatre figures de la couronne populaire proche en cours de saturation que sont Ecatepec, Iztapalapa, Nezahualcóyotl et Gustavo A. Madero affichent des soldes fortement négatifs, supérieurs à 50 000 individus. D'autres municipalités dans cette couronne perdent chacune 30 000 personnes par ces mobilités.

Cette proche périphérie nord et est devient le foyer principal de départs des habitants de la ZMVM vers d'autres espaces urbains. Une telle tendance incarne aujourd'hui l'étape postérieure aux dynamiques de consolidation. Comme le centre-ville entre 1970 et 2000, ces municipalités connaissent désormais un recul démographique généralisé (carte 1.3B et C), principalement dû à une restructuration des schémas de peuplement métropolitains, les plaçant désormais au cœur des schémas de mobilités résidentielles centrifuges. Le passage de la situation excédentaire à déficitaire, s'il est récent pour Ecatepec ou Xochimilco, est toutefois plus ancien pour le centre-ville et Nezahualcóyotl[10].

Dans la décennie précédente, le gradient centre-périphérie était beaucoup plus net (carte 5.5B). À l'exception de quelques « petits » municipes éloignés de l'est et du sud, l'ensemble de la périphérie affichait des soldes positifs, tandis que l'ensemble du centre et du péricentre en était « l'émetteur ». Or, dix ans plus tard, le constat est différent : c'est la première couronne qui constitue la zone d'émission principale, et les dynamiques négatives observées au centre (à l'exception de la délégation B. Juárez) sont en net ralentissement.

Le centre et les périphéries proches les plus anciennement peuplées et consolidées sont entrés dans une dynamique de « ralentissement du ralentissement » démographique liée aux mobilités résidentielles intra-urbaines, voire d'inversion complète de la tendance (carte 5.5C). Le cas de B. Juárez est emblématique : on passe d'un déficit de 15 000 personnes à un excédent de 18 000 entre les deux périodes, témoignant de dynamiques migratoires centripètes[11]. À l'inverse, le cas d'Ecatepec renvoie à une diminution spectaculaire entre les deux périodes : sur le même pas de temps, on observe une diminution du solde migratoire de plus de 100 000 personnes : 52 000 arrivées en moins, 56 000 départs en plus.

Au final, on retient :

- la couronne populaire saturée qui se positionne dans une phase de déclin ;
- les couronnes périphériques secondaires qui entrent dans une phase de baisse très légère de leur dynamisme migratoire – appuyant la thèse de la maturation des contextes résidentiels concernés ;
- et enfin, les proches périphéries nord qui deviennent le principal pôle d'attraction des dynamiques de mobilités résidentielles.

➢ Forte attraction en deuxième et troisième couronnes

Le suivi de l'évolution entre les deux périodes traduit une baisse des soldes migratoires pour les municipes de la périphérie[12] (carte 5.5A), même si les soldes restent positifs et plutôt

[10] Dans le municipe de Nezahualcóyotl, la perte nette par les échanges migratoires inter-municipaux métropolitains était déjà de 88 000 personnes entre 1995 et 2000.

[11] Avec la nuance que ces mouvements ont une faible portée spatiale : 85 % des arrivées proviennent du DF.

[12] Ce constat de baisse, comme il a pu être observé au sujet de l'immigration totale (en 5.1.1), renvoie également à la baisse légère, mais globale, du nombre de changements de résidence à l'intérieur de la ZMVM entre les deux périodes. Entre 2005 et 2010, on enregistrait ainsi 65 000 mobilités de moins qu'entre 1995 et 2000.

élevés dans l'ensemble. Ainsi, aucun des quatre terrains d'étude considérés n'est concerné par un solde négatif.
Toute une couronne périphérique est donc concernée par une dynamique positive. Les quelques rares exceptions sont les suivantes :

- les déficits au nord-ouest avec Teoloyucán, Coyotepec et Tultepec – qui restent à nuancer avec les excédents élevés de Tepotzotlán, Cuautitlán et Tultitlán ;
- l'équilibre des arrivées et des départs pour le municipe de Texcoco (11 450 entrées et sorties sur la période) – témoignant d'un dynamisme migratoire ralenti ;

Au nord de la ville, la dynamique positive se retrouve sans surprise dans le cas de Tecámac où le solde est de 78 000 personnes et où 88 % du total des immigrants résidaient déjà dans la ZMVM en 2005. D'autres municipes, comme Tultitlán et Tizayuca, sont également concernés par des soldes migratoires intra-métropolitains supérieurs à 30 000 individus. À Cuautitlán, on enregistre une augmentation remarquable : entre 2005 et 2010, le solde positif s'élève à 22 200 personnes, contre moins de 4 500 sur la période précédente. Les redécoupages territoriaux, pour une petite partie, et surtout la construction massive de grands ensembles expliquent cette forte croissance de l'excédent migratoire municipal pendant les années 2000.

L'est de la ville est aussi bénéficiaire de ces dynamiques centrifuges. À Chimalhuacán par exemple, on compte 55 000 individus supplémentaires par mobilité résidentielle intra-urbaine. Si ce chiffre est inférieur de 10 000 individus par rapport à la décennie précédente, il n'en témoigne pas moins d'une croissance forte, fruit de ces migrations. La diminution peut renvoyer à une relative saturation et à une mobilité interne au municipe probablement plus importante. Toutefois, le solde qui reste élevé témoigne d'une dynamique exogène au municipe encore puissante. La situation est similaire – avec des effectifs moindres – dans les municipalités de La Paz et Tláhuac : les effectifs supplémentaires liés à ces mobilités y atteignent respectivement 17 000 et 12 000 personnes. L'apport est, là aussi, bien moindre que dix ans auparavant, où on comptait des soldes de 24 000 à La Paz et 23 000 à Tláhuac. Valle de Chalco – entre les deux municipes étudiés – est aussi emblématique de cette tendance.

Enfin, les périphéries méridionales et occidentales gagnent également de la population du fait des mobilités résidentielles internes à la zone métropolitaine. On peut citer par exemple Nicolás Romero et Huixquilucan, à l'ouest, ainsi que Tlalpan et Milpa Alta dans le sud du DF. Dans cette dernière délégation, le solde migratoire y est modeste en comparaison avec les municipes les plus peuplés, mais en très légère augmentation : 3 000 personnes en plus entre 2005 et 2010 contre 2 800 dix ans plus tôt.

Le dynamisme des deuxième et troisième couronnes, s'il reste fort et témoigne d'une croissance continue par apports de populations métropolitaines, accuse une baisse sensible sur les dix dernières années. Cette baisse des apports exogènes pourrait en revanche masquer de fortes mobilités internes aux municipes.

- <u>Une opposition sud-ouest – nord-est dans l'impact de la mobilité résidentielle</u>

L'appréciation du solde migratoire relativement à la population totale du municipe permet de mesurer l'impact de la mobilité résidentielle dans le résultat démographique municipal final (carte 5.5A). En moyenne, le poids du solde migratoire intra-urbain sur la période 2005-2010 dans la population « finale » est de près de 7 % dans les municipes de la ZMVM, contre moins de 5 % pour la période 1995-2000. Une série de quelques valeurs extrêmes – en d'autres termes, des municipes où l'impact de la mobilité résidentielle a été très élevé (de manière négative ou positive) –, participe à cette augmentation globale sur la période.

Le rôle des mobilités résidentielles dans la dynamique démographique peut être important et négatif, comme c'était le cas au centre entre 1995 et 2000 dans la délégation Venustiano Carranza, où le déficit de plus de 45 000 personnes par migration représentait près de 10 % de la population de 2000. Entre 2005 et 2010, on observe une part du solde négatif plus faible – représentant, dans une majorité de délégations du centre et péricentre (comprenant Nezahualcóyotl et Ecatepec), l'équivalent de 3 à 5 % de la population de 2010. Si la baisse continue, elle s'avère ainsi moins forte que précédemment, comme à Naucalpan ou même dans l'hypercentre à Cuauhtémoc.
Du côté des évolutions positives liées aux mobilités résidentielles, c'est au nord que l'on mesure les proportions de personnes résidantes supplémentaires arrivées depuis 2005 les plus importantes dans la population de 2010. À Tecámac, Tizayuca, et Acolman, le solde migratoire peut représenter entre 20 et 30 % de la population. L'évolution générale semble se faire au profit de ces espaces périphériques. À Cuautitlán, on notera la hausse spectaculaire de l'impact des arrivées intra-métropolitaines – départs déduits – dans la population totale : en 2000, le solde représentait 3 % de la population, en 2010, il était de 16 %.
Ailleurs, l'impact, s'il est moins marquant, reste élevé, notamment dans l'est de la ville. Là, on constate une baisse de l'importance du solde migratoire dans la population, mais on reste au-dessus de la moyenne métropolitaine. Le solde migratoire représentait 11 % de la population de La Paz en 2000, et 23 % de celle d'Ixtapaluca. En 2010, il ne représente respectivement « plus que » 7 et 8 %. Ce constat de baisse de l'importance de la mobilité résidentielle métropolitaine est encore plus lisible à Tláhuac et Valle de Chalco. Dans ces municipalités, le solde migratoire intra-urbain 1995-2000 représentait 7,5 et 9 % de la population de 2000. En 2010, ces parts baissent à 3 % pour Tláhuac, et seulement 0.6 % à Valle de Chalco, témoignant des très faibles apports migratoires métropolitains dans le peuplement de ces zones désormais. Par ailleurs, dans le contexte périurbain à Milpa Alta, l'impact de la mobilité résidentielle intra-métropolitaine a toujours été relativement faible : de 3 % en 2000, la part du solde dans la population reste basse et stable, aux alentours de 2 %.

Trois tendances majeures se dégagent des mobilités résidentielles intra-métropolitaines à Mexico entre 1995 et 2010.
Premièrement, le ralentissement-décalage du déclin démographique du centre-ville marque une étape majeure dans le frein des mouvements de peuplement centrifuges. La dynamique est même inversée dans le cas de la délégation de B. Juárez. Ce constat est couplé d'un apparent décalage de la zone qui connait les soldes migratoires les plus déficitaires : le péricentre et la première couronne ont entamé une perte de vitesse assez importante en partie due à la chute de leur attractivité dans les flux de mobilités résidentielles intra-urbaines.
Deuxièmement, et parallèlement à ces changements dans le centre-péricentre, c'est la périphérie nord qui bénéficie des soldes migratoires les plus excédentaires et des plus fortes participations des migrants intra-urbains dans les populations municipales. Cette situation liée aux constructions massives de logements sociaux témoigne des transformations profondes dans le peuplement périphérique d'une part, dans les schémas de redistribution de population métropolitaine d'autre part. Le cas d'étude de Cuautitlán est assez bien représentatif de cette tendance, et constitue à ce titre un contexte résidentiel spécifique.
Enfin, troisièmement, les autres périphéries des deuxième et troisième couronnes présentent des effectifs globalement positifs et importants dans les échanges migratoires intra-urbains. On peut alors lire ici la bonne intégration des marges internes de la ville : ces espaces s'intègrent dans la structure des redistributions de population métropolitaines – tendance qui pourrait aller dans le sens d'une densification. On constate dans le même temps une évolution récente marquée par un ralentissement relatif de l'apport migratoire : ce ralentissement laisse

place à un alignement avec les dynamiques plus endogènes expérimentées par les zones plus anciennement peuplées et consolidées. Cette double hypothèse renvoie aux processus de maturation urbaine des espaces périphériques populaires.

Les soldes migratoires donnent une image de l'importance de la mobilité résidentielle intra-urbaine dans les périphéries de Mexico. L'analyse des trajectoires de ces mobilités doit à présent nous permettre de cerner les schémas de peuplement et les évolutions récentes.

5.1.3. Quelles origines et quelles destinations ? Lecture des trajectoires

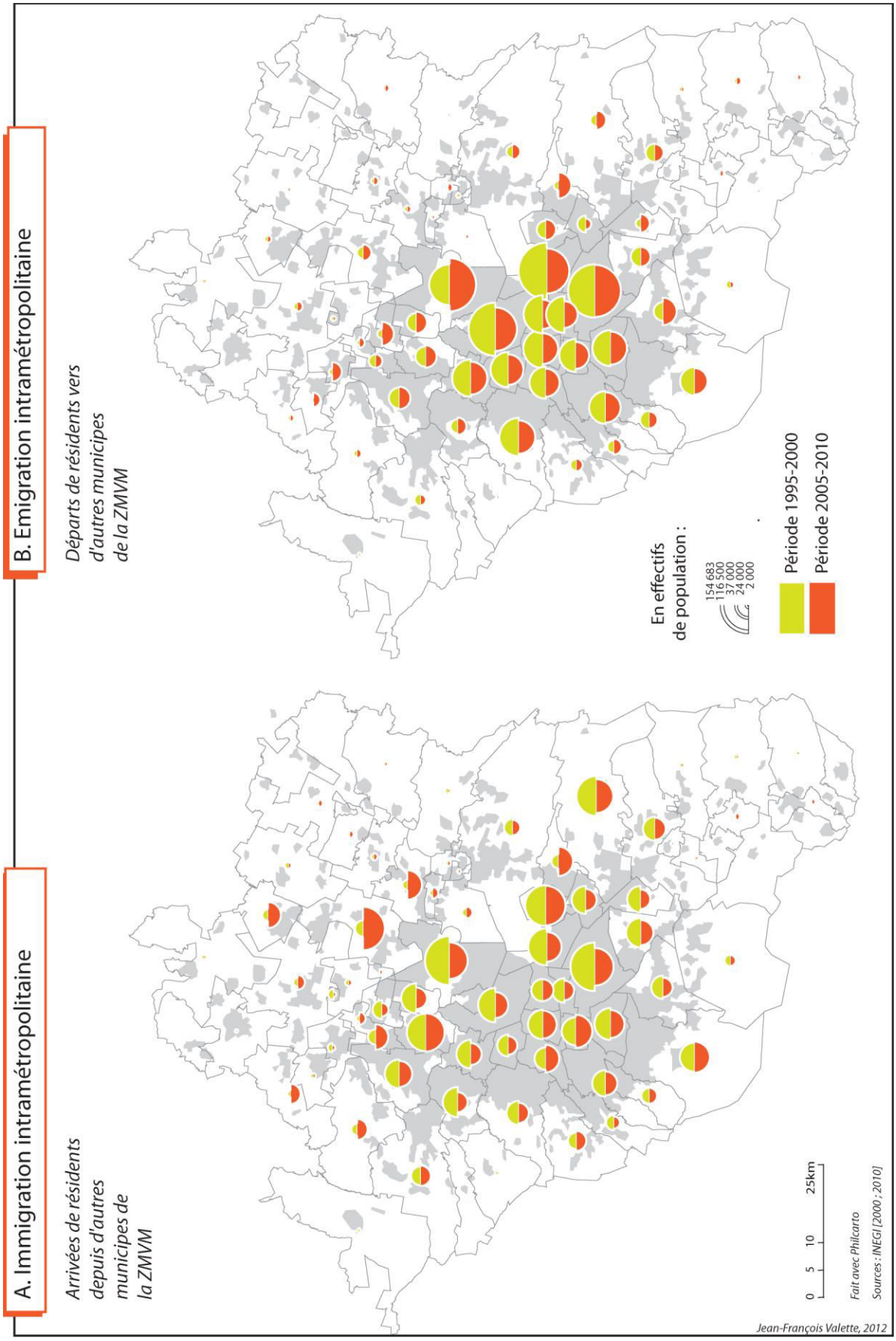
Le suivi des flux de la mobilité résidentielle introduite jusqu'ici doit permettre de préciser l'orientation des mouvements, leur ampleur – par le volume d'individus concernés –, la localisation des principales zones d'émission et d'attraction, et par-là, la dynamique globale de redistribution du peuplement dans la ville.
L'analyse des trajectoires de mobilité résidentielle intra-urbaine est rendue possible par la constitution d'une matrice origine destination, à partir des données du recensement (voir annexes I.3 et II.4). Après avoir spatialisé les foyers émetteurs et récepteurs dans la zone métropolitaine, on procède au suivi des itinéraires résidentiels inter-municipaux entre 2005 et 2010 d'une part, 1995 et 2000 d'autre part. On obtient alors un modèle de redistribution de la population sur la période la plus récente, comparable avec la décennie précédente.

5.1.3.1. Zones de départ, zones d'arrivée

L'analyse des balances et des soldes migratoires a déjà permis de repérer les municipes excédentaires et déficitaires dans l'espace de la ZMVM, mais ces bilans ne permettent pas de tirer des conclusions quant aux trajectoires et schémas de peuplement principaux traversant la ville. Pour cela, il faut analyser simultanément l'origine et la destination. La lecture croisée des cartes 5.6 et des tableaux 5.2 et 5.3 permet de mettre en avant les principales zones d'où sont originaires les individus qui changent de résidence à l'intérieur de la ZMVM d'une part, celles où ils se dirigent (résident au moment du recensement) d'autre part. La spatialisation des effectifs de départs et d'arrivées aux deux recensements permet de retrouver le gradient centre-périphérie – émigration du centre-ville et immigration dans une couronne périphérique – particulièrement visible dans la moitié est.

Décalage périphérique, mais aussi recentrage de l'immigration interne
Globalement, les arrivées se concentrent aux deux dates sur un arc Iztapalapa-Chimalhuacán-Tultitlán, renvoyant aux municipes les plus peuplés de la périphérie des première et deuxième couronnes. Ce constat témoigne d'un dynamisme fort par les effectifs de population concernés (carte 5.6A). Les arrivées dans la couronne nord sont beaucoup plus lisibles sur la période 2005-2010. Le centre-ouest voit aussi plus d'arrivées au dernier recensement. Le poids croissant du centre se retrouve ; le léger recul dans l'est entre les deux périodes est observé à Ecatepec, Iztapalapa et, dans une moindre mesure, Nezahualcóyotl. On signalera pour nos terrains d'étude une baisse des arrivées presque systématique à l'exception de Cuautitlán : Tláhuac passe entre 1995 et 2000 de 42 000 à 31 000 arrivées entre 2005 et 2010 ; Milpa Alta, de 6 500 à 5 600 ; et La Paz, de 37 000 à 23 000. À Cuautitlán en revanche, les arrivées augmentent : de 11 000 à 31 000 entre les deux périodes.

Carte 5.6. Mobilités résidentielles intra-urbaines : origines et destinations municipales



L'agrégation des municipes permet de confirmer les tendances jusque-là mises au jour (tableaux 5.2, 5.3)[13]. Alors qu'entre 1995 et 2000, l'avantage était clairement aux première et deuxième couronnes – qui concentraient 75 % des arrivées (tableau 5.3A) –, la décennie suivante est marquée par :

- l'affirmation de la troisième couronne – qui avec la deuxième couronne concentre 60 % des destinations ;
- la croissance remarquable de la quatrième couronne en termes relatifs ;
- ainsi que celle du centre-ville (tableau 5.2A).

Plus précisément, la part du péricentre et des couronnes proches à l'est et au nord diminue fortement : elle représentait 68 % des destinations entre 1995 et 2000, mais plus que 43 % entre 2005 et 2010. À l'inverse, l'augmentation de la part des troisième et quatrième couronnes dans l'est et le nord est significative : entre 1995 et 2000, elle concentre une destination sur six, et presque une sur trois entre 2005 et 2010.

Tableau 5.2. Répartition des flux intra-métropolitains 2005-2010 (en %)

A. Par couronne urbaine

	Centre	1ère couronne	2ème couronne	3ème couronne	4ème couronne
Part des départs	11,7	45,4	26,4	13,2	3,3
Part des arrivées	11,0	22,8	33,1	26,5	6,6

B. Par aire géographique

	0C	1P	2E	2N	2O	2R	3E	3N	3O	4N	4S
Part des départs	11,7	30,0	9,1	19,6	5,6	7,7	7,5	4,8	0,7	2,4	0,9
Part des arrivées	11,0	15,2	10,8	17,8	4,3	8,2	14,6	8,4	3,1	5,8	0,8

Tableau 5.3. Répartition des flux intra-métropolitains 1995-2000 (en %)

A. Par couronne urbaine

	Centre	1ère couronne	2ème couronne	3ème couronne	4ème couronne
Part des départs	17,0	57,2	19,3	5,1	1,4
Part des arrivées	8,8	32,4	39,5	17,0	2,3

B. Par aire géographique

	0C	1P	2E	2N	2O	2R	3E	3N	3O	4N	4S
Part des départs	17,0	36,3	12,8	14,9	6,1	6,6	3,1	1,2	0,7	1,0	0,4
Part des arrivées	8,8	22,1	13,2	22,2	6,0	8,9	11,9	3,0	1,7	1,8	0,5

Calculs propres. Sources : INEGI [muestras 2000 ; 2010]. Détail des agrégations en tableau 5.1B et annexe II.4 (carte II.4.1).

Le centre et la périphérie orientale comme principaux émetteurs, mais en diminution relative

L'analyse de la répartition des départs confirme également les schémas jusque-là mis au jour, mais le suivi de son évolution sur la dernière décennie est plus complexe. La spatialisation des zones de départ renvoie à un net gradient centre – périphérie. Le centre élargi reste ainsi le premier foyer de départs (intra-urbains) (carte 5.6). Mais c'est surtout la zone du péricentre et de la première couronne nord et est qui constitue la principale zone d'émigration. On distingue nettement les 4 municipalités d'où s'opèrent les départs les plus importants : Ecatepec et Iztapalapa – qui comptent plus de 130 000 départs chacune entre 2005 et 2010 –, puis Gustavo A. Madero et Nezahualcóyotl – avec plus de 90 000 départs.

[13] Rappelons que nos terrains d'étude se situent dans la deuxième couronne, à l'exception de Milpa Alta – classée dans la troisième couronne, mais comprise dans l'aire géographique « deuxième couronne sud ».

En périphérie, les effectifs de départs sur la dernière période sont beaucoup plus modestes et on peut par exemple évoquer les cas remarquables de Chicoloapan (près de 33 000 émigrants[14]) ou encore Chimalhuacán (plus de 20 000 émigrants).

L'évolution du nombre de ces émigrants renvoie à des situations contrastées, mettant surtout en avant les limites de l'analyse à l'échelon municipal. La lecture au niveau des espaces agrégés permet d'observer la tendance globale à une augmentation du nombre de départs au fur et à mesure de la localisation en périphérie (tableaux 5.3 et 5.4). Le centre voit une diminution du nombre d'émigrants et perd également de son importance relative : sa capacité d'émission est plus faible que celle de la troisième couronne, et presque deux fois moins que celle de la couronne nord (Ecatepec-Atizapán). Entre 2005 et 2010, la première couronne est quant à elle le foyer de départ de 45 % des changements résidentiels, alors que près 60 % s'effectuaient depuis cette zone 10 ans plus tôt. La deuxième couronne voit sa part augmenter dans le total (un départ sur 4), notamment dans le nord. Les troisième et quatrième couronnes, au nord et à l'est, connaissent aussi une augmentation des départs.

Les quatre terrains étudiés connaissent des évolutions allant dans le sens d'une diminution de l'émigration intra-métropolitaine, à l'exception de la très légère augmentation pour Cuautitlán (88 départs en plus entre 2005 et 2010). Tláhuac connait une faible baisse (de 19 400 à 18 600 départs entre les deux périodes), tout comme Milpa Alta (de 3 800 à 2 500 départs), alors que La Paz se démarque par une baisse encore plus forte (de 13 400 à 5 800 départs). Cette tendance ne doit pas masquer l'hypothèse d'une plus forte mobilité interne sur la décennie 2000. Une diminution du nombre de départs vers d'autres zones de la métropole participe à interroger les dynamiques endogènes dans ces espaces.

5.1.3.2. Flux de mobilité résidentielle intra-urbaine : analyse des trajectoires

L'analyse des changements de résidence à l'intérieur de la zone métropolitaine rend possible l'observation, municipe par municipe, des arrivées et des départs sur les périodes 1995-2000 et 2005-2010. S'il est peu pertinent de mener ici l'analyse à l'échelle de chaque unité, il est revanche possible de procéder à une lecture par ensembles agrégés pour proposer, dans un premier temps, un éclairage récent des schémas de redistribution de population par la mobilité résidentielle dans la métropole sur la période 2005-2010. Dans un deuxième temps, une comparaison pourra être menée avec les schémas de la décennie précédente, étudiés par B. Graizbord et B. Acuña [2006], J. Sobrino et V. Ibarra [2008] et M. Suarez et J. Delgado [2010]. Enfin, nous proposons une lecture détaillée, municipale cette fois, pour chacun des quatre cas d'étude.

Les schémas de mobilité métropolitaine entre 2005 et 2010

On observe d'une part, les effectifs de changements de résidence depuis un espace vers un autre. D'autre part, on s'intéresse aux proportions de ces effectifs dans le total municipal des arrivées et des départs. Le tableau 5.4 présente les résultats des mouvements entre zones géographiques – couronnes et aires géographiques – en effectifs ; la carte 5.7 rend compte de leur spatialisation schématique.

Au-delà du lien trivial entre poids démographique et importance relative des mouvements de changements de résidence, apparaît une forte logique de proximité, même à l'échelon très agrégé de ces ensembles. Avec plus de 226 000 mouvements comptabilisés, une trajectoire

[14] Contre 4 000 départs entre 1995 et 2000. Ce chiffre peut paraître surprenant. Il renvoie bien sûr à une augmentation structurelle des départs, mais aussi à un constat à nuancer avec les problématiques juridiques de limites territoriales sur la période évoquées précédemment (encadré 5.1).

résidentielle inter-municipale intra-métropolitaine (appréhendée par le recensement) sur 6 s'effectue depuis la première couronne vers la deuxième (tableau 5.4A). Par ailleurs, la lecture en aires géographiques précise quelque peu ce constat : moins de 60 000 mouvements (4 % du total) se réalisent à l'intérieur de la première couronne des délégations du DF.

Tableau 5.4. Matrice Origine-Destination des flux intra-métropolitains 2005-2010

A. Selon le découpage en couronnes : effectifs

Origine/Destination	Centre	1ère couronne	2ème couronne	3ème couronne	4ème couronne	*Total Départs*
Centre	30 249 *	63 698	31 739	30 042	4 130	***159 858***
1ère couronne	84 578	136 385	226 061	147 540	27 640	***622 204***
2ème couronne	28 043	82 976	96 636	125 302	29 043	***362 000***
3ème couronne	6 461	25 143	94 062	41 222	13 363	***180 251***
4ème couronne	1 202	3 924	5 237	18 375	16 492	***45 230***
Total Arrivées	***150 533***	***312 126***	***453 735***	***362 481***	***90 668***	***1 369 543***

**Exemple de lecture : 30 249 personnes qui résidaient dans une délégation du centre en 2005 résident en 2010 dans une autre délégation du centre, 63698 personnes qui résidaient dans une délégation du centre en 2005 résident en 2010 dans un municipe de la première couronne. Voir découpages et agrégation en annexe II.4 (carte II.4.1 et tableau II.4.1.B) et tableaux 5.1.*

B. Selon le découpage en aires géographiques : effectifs

Origine/ destination	0C	1P	2E	2N	2O	2R	3E	3N	3O	4N	4S	*Total Départs*
0C	30 249	47 118	9 007	20 953	9 177	9 454	17 431	10 941	1 398	3 840	290	***159 858***
1P	65 415*	59 263	38 123	69 123	19013	52 369	60 079	30 397	3 093	13373	1 050	***411 298***
2E	7 328	18 613	34 429	10 875	1 785	4 415	36 716	6 756	654	3 207	427	***125 205***
2N	18 272	23 838	14 660	68 779	10951	3 839	40 253	50 992	6 383	30043	319	***268 329***
2O	9 248	7 556	2 204	19 080	12345	1 730	2 470	4 621	11626	5 724	112	***76 716***
2R	12 674	32 213	2 533	3 883	1 944	35 459	11 292	2 601	119	2 232	219	***105 169***
3E	3 422	12 190	45 723	3 876	461	4 710	24 180	2 323	418	2 621	2 217	***102 141***
3N	2 380	3 293	158	39 267	849	259	1 194	2 716	8 780	6 970	62	***65 928***
3O	343	1 107	71	3 532	1 886	49	153	542	516	1 432	38	***9 669***
4N	1 005	1 398	356	4 852	464	301	2 419	2 472	8 965	10224	68	***32 524***
4S	197	998	652	82	50	96	4 369	20	42	237	5 963	***12 706***
Total Arrivées	***150533***	***207587***	***147916***	***244302***	***58925***	***112681***	***200556***	***114381***	***41994***	***79903***	***10765***	***1 369 543***

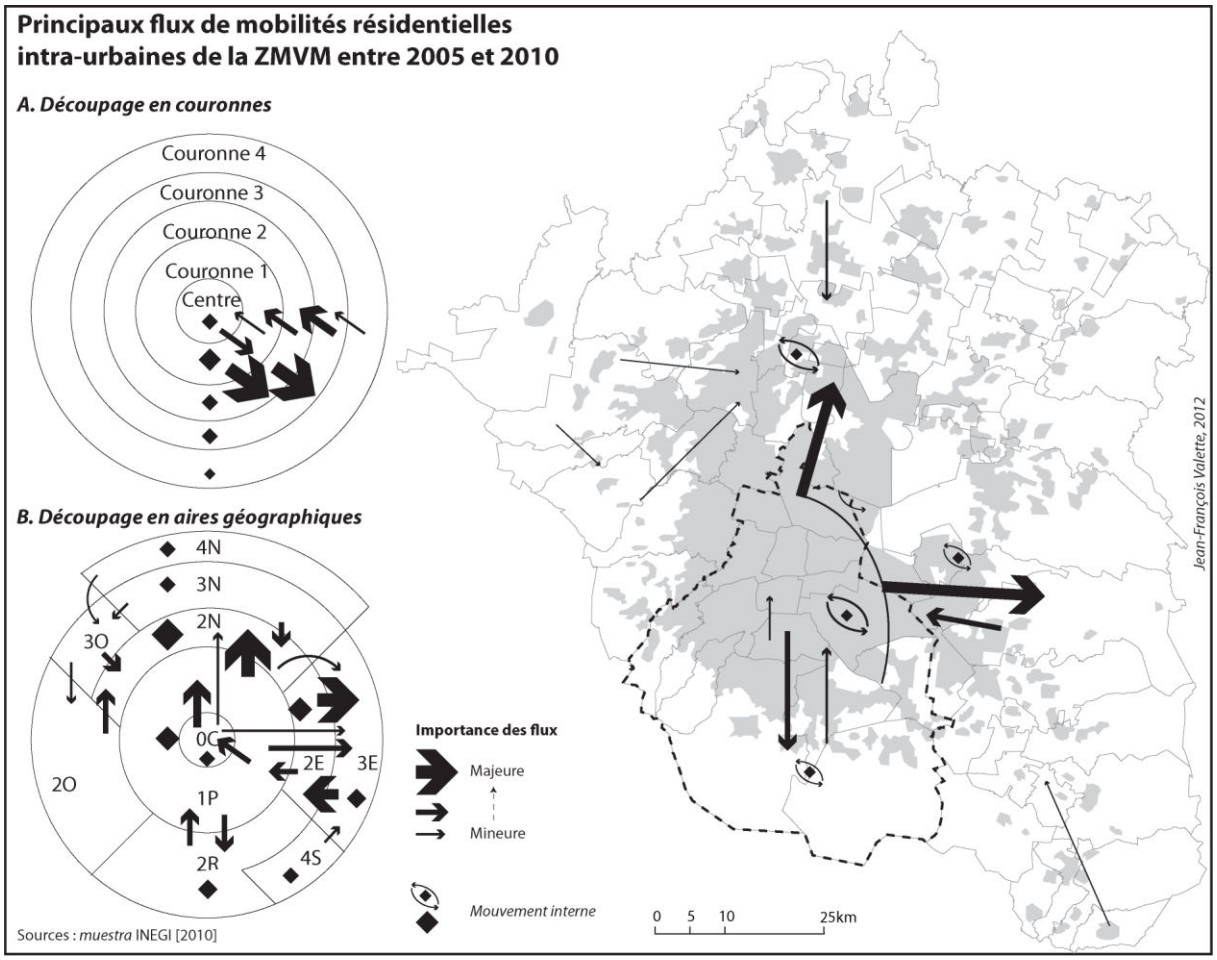
**Exemple de lecture : 65 145 personnes ont déménagé d'une délégation du péricentre vers une délégation du centre-ville. Voir découpages et agrégation en annexe II.4 (carte II.4.1 et tableau II.4.1.B) et tableaux 5.1.*

Les deux découpages permettent une approche complémentaire des schémas de changements de résidence récents. D'un côté, le découpage en couronnes permet de mettre en évidence la dynamique (encore) centrifuge du centre et de la première couronne, le rôle de « pivot » de la deuxième couronne, et les trajectoires centripètes depuis la troisième et quatrième couronne. De l'autre, le découpage en aires géographiques met en lumière un ensemble de trajectoires de proximité.

Les trajectoires depuis des municipes du centre-ville se font ainsi principalement à destination de la première couronne, et plus précisément dans les délégations péricentrales (47 000 mouvements). En retour, la première couronne, qui est également le foyer de départs le plus important, fournit près de la moitié des arrivées vers les délégations du centre, attestant de trajectoires centripètes de proximité. Mais c'est vers les deuxième et, dans une moindre mesure, troisième couronnes que les départs depuis la première couronne sont les plus

importants. Le découpage en aires permet de préciser ces mouvements : ils se dirigent en priorité vers la périphérie nord et est, avec près de 100 000 mouvements vers chacune de ces zones et en provenance du seul péricentre.

Carte 5.7. Schéma des mobilités résidentielles intra-urbaines 2005-2010



NB. Sur la carte, les flèches ne renvoient pas aux trajectoires inter-municipes, mais aux tendances globales entre aires géographiques. Voir découpages et agrégations en annexe II.4 (carte II.4.1 et tableau II.4.1.B) et tableaux 5.1.

Si l'on s'intéresse à la deuxième couronne, dans laquelle se situent les cas d'étude et qui constitue la zone la plus attractive de la métropole, on constate que la moitié des arrivées sont en provenance de la première couronne. Au nord (où se localise Cuautitlán), les principaux changements de résidence proviennent, dans l'ordre décroissant, du péricentre du DF, de municipes de la zone en question, et de municipes de la troisième couronne nord. À l'est (où l'on retrouve La Paz), on observe la force des dynamiques centripètes, puisque les arrivées proviennent pour un tiers de la troisième couronne orientale, pour un quart du péricentre et pour 23 % d'autres municipes de l'ensemble. Enfin, au sud (où l'on retrouve Tláhuac et Milpa Alta), les logiques centrifuges et internes sont confirmées, avec près de la moitié des mouvements en provenance du péricentre, et un tiers d'autres municipes de l'ensemble.
Par ailleurs, les mobilités en provenance de la deuxième couronne, en dehors d'un fonctionnement interne très important, sont principalement dirigées vers la troisième couronne à l'est et au nord, selon des logiques de proximité. Au-delà des flux centrifuges, on remarque l'importance des effectifs attestant de trajectoires depuis la deuxième couronne vers le péricentre et le centre (130 000 personnes). Cette deuxième couronne se situe donc à la croisée des trajectoires principales de la ZMVM, entre dynamiques centrifuges de

déconcentration de la première couronne, dynamiques centripètes de rapprochement de la troisième couronne, et restructurations endogènes avec mobilités résidentielles internes importantes.

Enfin, les troisième et quatrième couronnes connaissent principalement des arrivées en provenance des première et deuxième couronnes, tandis que les flux en provenance de ces zones s'orientent vers la couronne plus centrale la plus proche, deuxième pour la troisième et troisième pour la quatrième.

Au final, ces schémas témoignent aussi des dynamiques endogènes dans les ensembles considérés. En effet, les changements de résidence à l'intérieur même des ensembles sont importants : dans la deuxième couronne nord, dans la deuxième couronne sud du DF, à l'est, et dans les quatrièmes couronnes, au nord et au sud de la ZMVM – où ils sont majoritaires en termes relatifs. Le découpage en couronnes met en lumière un fonctionnement interne relativement plus important pour les espaces les plus périphériques (4ème couronne), laissant supposer que les dynamiques principales dans ces marges externes relèvent encore de logiques internes très locales, et d'un lien limité avec le reste de la métropole.

Un « vieux modèle » d'expansion au nord-est confirmé, mais des tendances récentes

La comparaison avec la période prise en compte par le recensement précédent permet d'approcher les évolutions de ces schémas. Le découpage de l'espace métropolitain en couronnes concentriques montrait alors que la première couronne restait la zone principale d'émigration, avec plus de 820 000 *emimetros*[15]. Par ailleurs, la deuxième couronne se présentait déjà comme la principale zone d'attraction, avec plus de 560 000 *inmetros*. La dynamique négative du centre et de la première couronne était mise en évidence, alors qu'elle était positive pour les deuxième, troisième et quatrième couronnes.

La première dynamique de mobilité résidentielle sur la période 1995-2000 dans la ZMVM semblait donc être caractérisée par un schéma de déplacement centrifuge, les déplacements des habitants s'effectuant majoritairement et successivement, depuis le centre et la première couronne, en direction des couronnes périphériques (2, 3 et 4). Mais ce mouvement restait à nuancer par rapport au poids démographique de la première couronne dans l'ensemble métropolitain (45 % du total de la ZMVM en 2000).

La synthèse de ces phénomènes dans l'espace de la ZMVM a amené à l'hypothèse d'une déconcentration-densification de la métropole, corollaire du processus de métropolisation. La double tendance est perceptible, y compris à travers l'importance des réajustements à l'intérieur des mêmes zones, quelle que soit la périphérie considérée.

La comparaison entre les deux périodes intercensitaires permet de confirmer pour 2005-2010 les conclusions déjà amorcées pour 1995-2000 [Graizbord, Acuña, 2006 ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Suarez, Delgado, 2010] : on observe bel et bien un mouvement simultané de déconcentration centrifuge, couplé d'une concentration centripète, répondant de manière générale à une certaine logique de proximité.

Sans observer de profonds bouleversements des schémas à l'échelle métropolitaine, le décalage des centres de gravité entre les deux périodes est toutefois remarquable. Premièrement, les logiques de déconcentration du centre sont nettement atténuées par rapport

[15] *Emimetro* et *Inmetro* sont les termes de J. Sobrino et V. Ibarra [2008] relatifs aux migrants intra-métropolitains désignant respectivement ceux qui partent (toujours à l'intérieur de la métropole) d'une zone, et ceux qui arrivent (dans la métropole, alors qu'ils en sont déjà originaires). Ils correspondent à ce que nous appelons dans ce sous-chapitre les départs et les arrivées (sous-entendus intra-urbains).

à la fin des années 1990[16], tendant même à faire des délégations centrales une destination non négligeable pour les départs de la proche périphérie. Deuxièmement, cette dernière, si elle se révèle principal foyer émetteur de mobilités résidentielles, alimente de manière importante les dynamiques centrifuges, mais révèle par ailleurs la force des dynamiques internes. Troisièmement, dans la lointaine périphérie, les mobilités résidentielles renvoient à des schémas plus centripètes, mais généralement de relative faible portée dans l'espace.
Enfin, une périphérie intermédiaire devient alors la zone la plus dynamique en termes absolus et relatifs, et se positionne comme carrefour des logiques de peuplement de la métropole, entre flux centrifuges, centripètes et intra-périphériques. C'est dans cet espace que se jouent les processus d'évolution de la dynamique de mobilité les plus profonds de la ville.

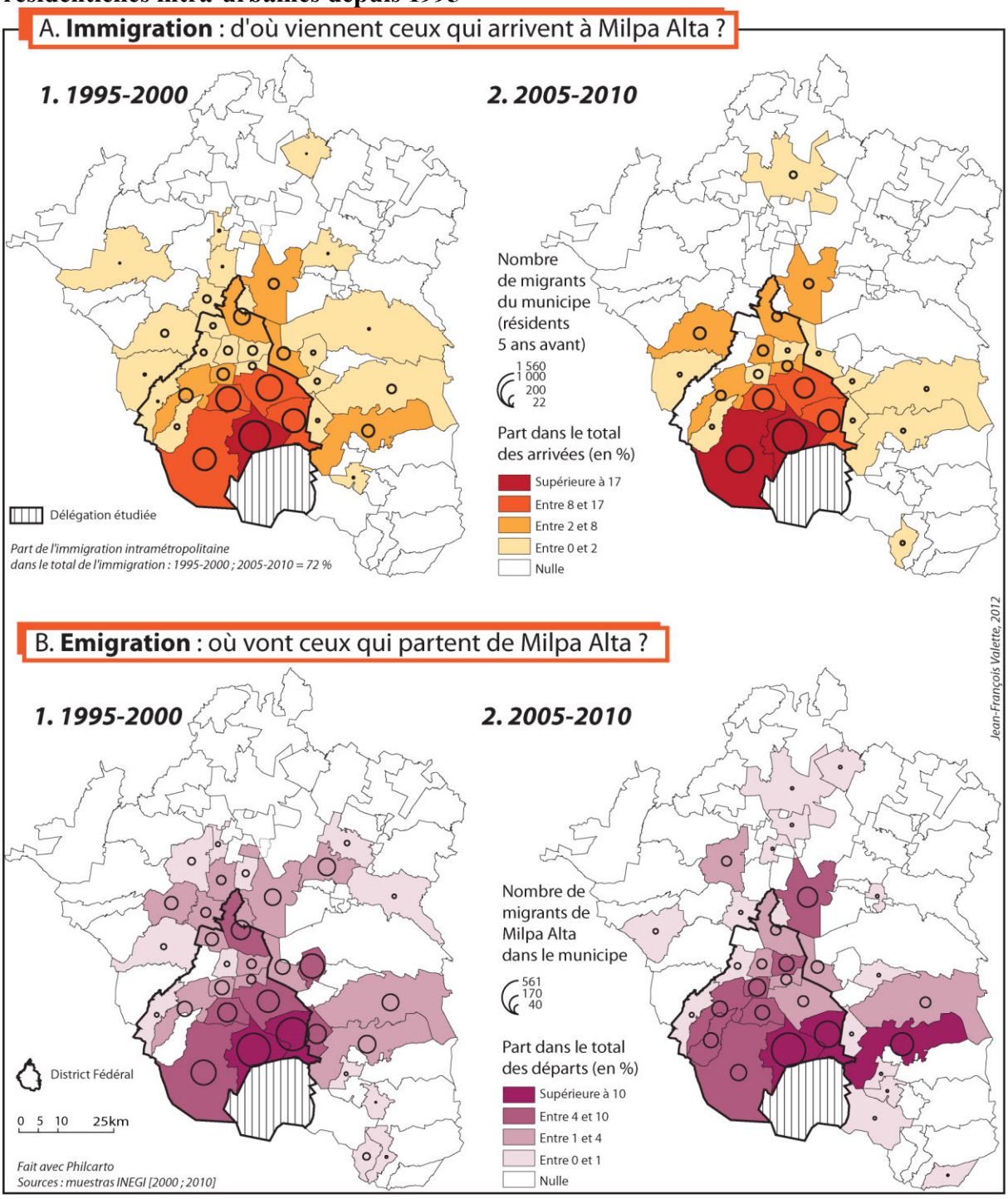
5.1.3.3. Quatre périphéries dans les mobilités résidentielles intra-urbaines : fruits des mobilités résidentielles de proximité ?

L'analyse des quatre municipes étudiés permet d'affiner la lecture des champs migratoires intra-urbains à l'échelle inter-municipale. On observe alors la confirmation du modèle de peuplement de proximité : le champ migratoire toujours relativement restreint pour les cas d'étude (cartes 5.8 à 5.11).
L'analyse particulière de l'immigration pour les quatre municipes tend à dessiner un peuplement principalement inscrit dans une dynamique de déconcentration du péricentre et de la première couronne. Le schéma se retrouve à Milpa Alta, avec la prédominance du peuplement « *defeño*[17] ». À Tláhuac, la dynamique de déconcentration depuis Iztapalapa est très visible. À Cuautitlán, le schéma centrifuge est plus nuancé et le champ migratoire y est plus large. Enfin, on observe à La Paz un peuplement « en carrefour », où convergent des trajectoires en provenance des marges externes et d'autres liées à la déconcentration depuis Nezahualcóyotl et Iztapalapa – les deux grands « réservoirs de population populaire » de la ZMVM.

Milpa Alta, contexte périurbain du District Fédéral
Avec près des trois quarts du total des immigrés originaires d'autres municipes de la ZMVM entre 2005 et 2010 (également entre 1995-2000), Milpa Alta s'avère bien ancré dans le système de redistribution intra-métropolitain de la population (carte 5.8). Sur les deux périodes, l'immigration intra-urbaine, en plus de mobiliser des effectifs assez faibles, est caractérisée par une grande proximité. Quasiment la moitié d'entre eux résidaient en 2005 dans les délégations voisines de Xochimilco (1 560 personnes, 28 %) et de Tlalpan (18 %). Avec plus de 10 % des effectifs, Tláhuac et Coyoacán participent également de manière importante dans cette immigration. Même si le phénomène était plus diffus il y a dix ans, le gradient sud-nord reste net depuis 1995 et se concentre dans le DF. On observe toutefois un décalage sur la dernière période, témoignant du fait que les arrivées à Milpa Alta sont davantage caractérisées par des trajectoires nord-ouest – sud-est que par la seule proximité.
C'est donc une mobilité résidentielle relevant de dynamiques largement centrifuges qui domine à Milpa Alta. Toutefois, une dynamique intra-périphérique est en progression – notamment depuis Tlalpan. Le poids relativement restreint d'Iztapalapa, Nezahualcóyotl et Ecatepec dans ces schémas tend aussi à suggérer l'hypothèse d'une mobilité principalement locale.

[16] C. Paquette et D. Delaunay [2009] analysaient déjà les processus de recompositions observables par les résultats de 1995-2000, à la fois par les arrivées, mais aussi par les départs vers les périphéries populaires de l'est – principalement vers les quartiers consolidés [2009, p. 106] –, ainsi que vers les grands ensembles du nord.
[17] Terme mexicain renvoyant à la désignation d'un habitant du seul District Fédéral.

Carte 5.8. Champ migratoire de Milpa Alta : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995



Le suivi des départs (carte 5.8.B) témoigne du même caractère de proximité, mais avec une importance relative des municipes de l'État de Mexico. Si la plupart de départs se dirigent depuis 1995 vers Xochimilco et Tláhuac, on observe l'importance de municipes comme Chalco ou encore Ecatepec entre 2005 et 2010[18]. C'est alors une dynamique centripète et intra-périphérique que semblent révéler les départs intra-urbains depuis Milpa Alta.

[18] On observait en revanche entre 1995 et 2000 l'importance relative de Chimalhuacán et Valle de Chalco avec plus de 4 % des départs vers ces municipes. Mais la perte d'attractivité de Valle de Chalco semble ici confirmée – avec la nuance qu'il s'agit ici d'effectifs faibles relativement au reste de la ZMVM.

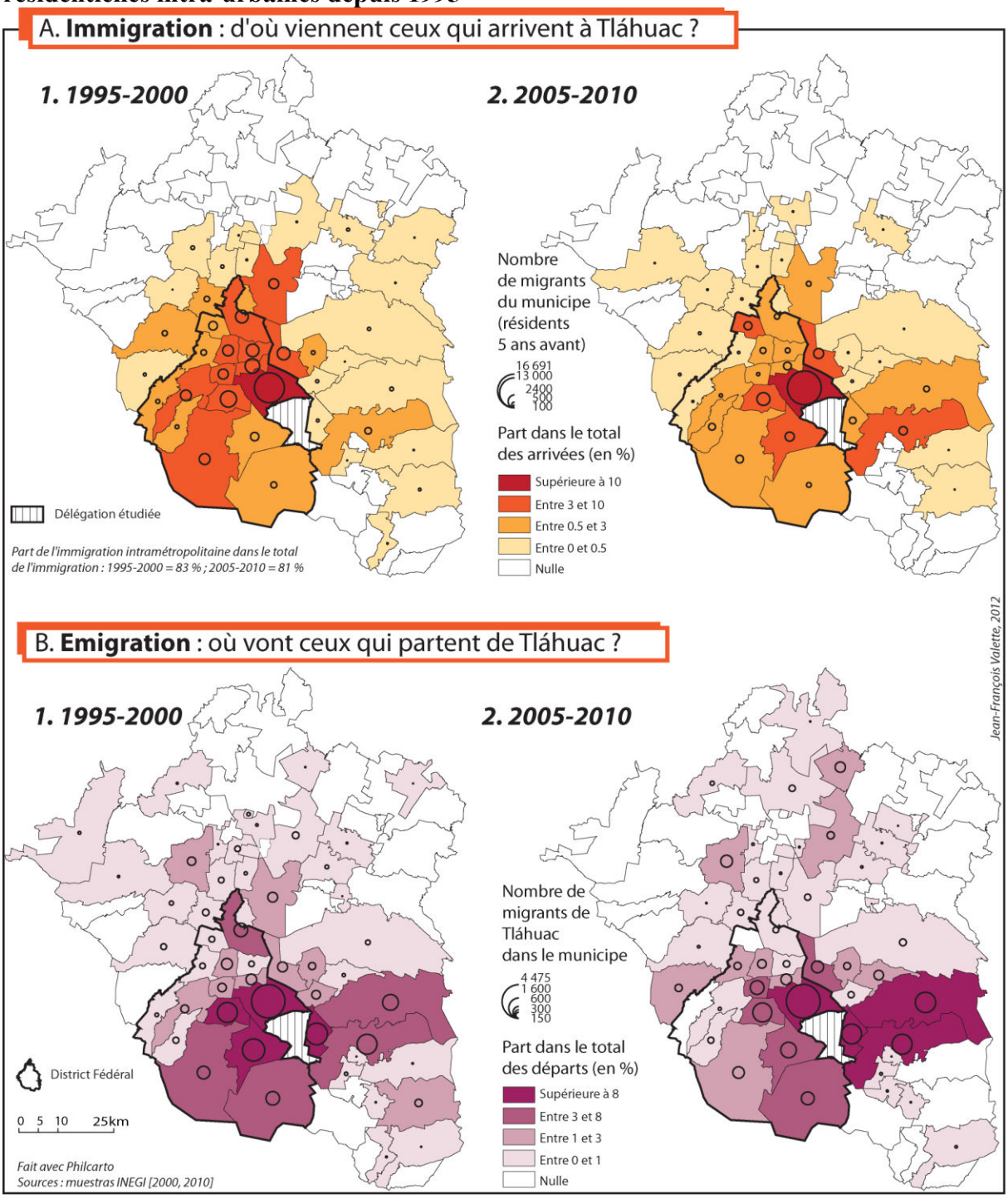
On émet l'hypothèse que, quelle que soit la période, la part la plus importante des changements de résidence s'effectue à l'intérieur même de la délégation. L'analyse d'enquêtes de terrains, moins systématiques, mais plus précises en termes de temporalités et de lieux au cours de l'itinéraire résidentiel, devra également permettre d'affiner cette hypothèse (chapitre 8).

Tláhuac, la « banlieue d'Iztapalapa » dans les dynamiques de mobilités résidentielles
Depuis 1995, plus de 8 nouveaux arrivants sur 10 à Tláhuac sont originaires de municipes de la ZMVM. Tláhuac est, de manière encore plus importante que Milpa Alta, caractérisée par un dynamisme migratoire très inséré dans les limites de la zone métropolitaine. Au sein de ces trajectoires, on observe le lien très fort de la délégation avec sa voisine Iztapalapa, qui est même renforcé sur la dernière décennie (carte 5.9) : entre 2005 et 2010, c'est plus de la moitié des arrivées intra-urbaines qui provenait d'Iztapalapa (un tiers entre 1995 et 2000). Ce rapport privilégié témoigne de la prégnance des dynamiques de proximité lors des mobilités résidentielles en direction de Tláhuac.
Outre cette proximité évidente – qui doit aussi être nuancée par le poids démographique majeur d'Iztapalapa par rapport aux autres municipalités adjacentes à Tláhuac – apparaît un gradient radioconcentrique autour de la délégation, qui se déplace vers l'est entre les deux périodes. À la fin des années 1990, les arrivées à Tláhuac en dehors d'Iztapalapa sont principalement en provenance des délégations du District Fédéral selon une dynamique visiblement centrifuge. Dix ans plus tard, le schéma est plus complexe. Les flux en provenance du DF et des autres délégations sont moins importants, même si le gradient est-ouest est toujours visible. En revanche, le nombre des arrivées en provenance des municipes de l'État de Mexico augmente. Au total, le gradient radioconcentrique autour de la délégation est beaucoup plus net que précédemment. Les effectifs et proportions les plus importants proviennent clairement de l'aire de voisinage de Tláhuac : Chalco à l'est, Nezahualcóyotl au nord (après Iztapalapa), et Xochimilco au sud et à l'est. Le champ des mobilités résidentielles intra-urbaines à destination de Tláhuac s'est ainsi resserré.

Les départs depuis Tláhuac confirment la proximité intra-périphérique des migrations et la réorientation partielle des trajectoires. Le poids d'Iztapalapa est là encore une donnée majeure : depuis 1995, un quart des départs depuis Tláhuac a pour destination la grande délégation voisine. Globalement, la moitié des départs se dirige vers les 5 municipalités voisines, dont 4 à l'intérieur du DF. Toutefois, la tendance à une dynamique centripète à l'échelle de l'agglomération entre 1995-2000 s'affaiblit au cours de la période suivante : on observe alors entre 2005 et 2010 un basculement des plus fortes parts de destination dans un sens centre-périphérie, vers les municipes de Chalco, Valle de Chalco et Ixtapaluca. Ces départs plus orientés vers l'est rejoignent la dynamique globale favorable à la troisième couronne, mais révèlent également une position de pivot pour Tláhuac, prise à la fois dans des flux d'immigration et d'émigration métropolitaine centrifuges et centripètes.

Cette double inscription de la délégation dans les trajectoires de peuplement témoigne d'un rôle plus « central » aujourd'hui qu'il y a dix ans. Le poids très important d'Iztapalapa rappelle le fonctionnement « périphérique » de Tláhuac par rapport à cette délégation. Il témoigne également d'un lien accru avec ce qui est aujourd'hui le centre démographique de la ville. L'ancienneté du peuplement et les dynamiques de consolidation des quartiers populaires nombreux – même si non appréhendables à cet échelon – dans ce tissu urbain permettent de soulever l'hypothèse du « vidage » progressif d'Iztapalapa vers des zones plus périphériques comme Tláhuac. Enfin, le décalage des trajectoires de départ de Tláhuac vers la périphérie renvoie aussi à l'hypothèse de dynamiques de saturation et de consolidation de la délégation.

Carte 5.9. Champ migratoire de Tláhuac : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995



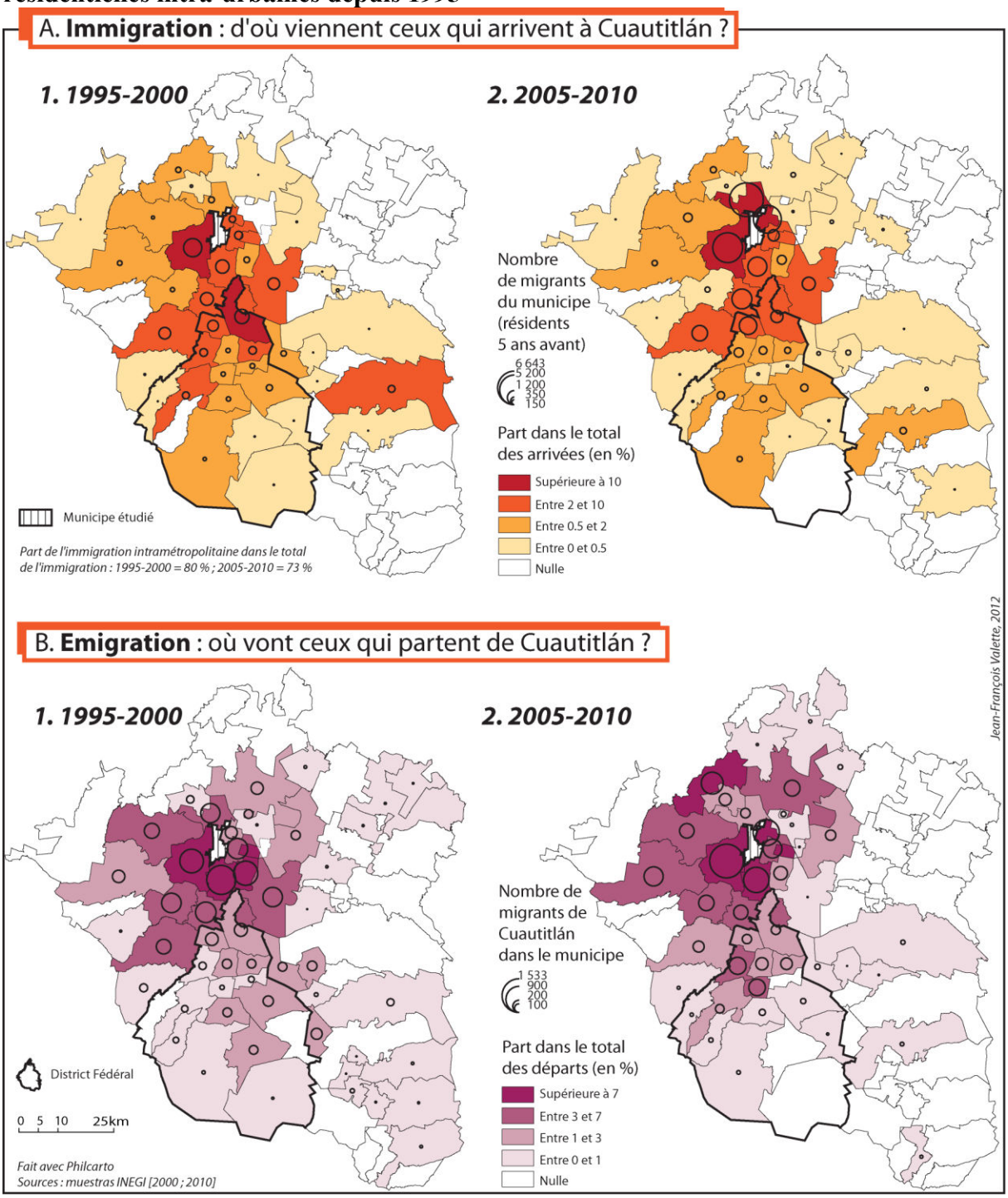
Cuautitlán : un champ migratoire plus large ?

La part des mobilités résidentielles intra-urbaines dans le total de l'immigration à Cuautitlán diminue entre 2000 et 2010 : on passe de 80 à 73 %. En outre, sur la dernière période (2005-2010), d'une part, le champ migratoire se concentre autour du municipe, d'autre part, les liens avec le reste de la périphérie se renforcent (carte 5.10).

Entre 1995 et 2000, contrairement aux cas précédents, l'analyse de la provenance des migrants révélait un champ migratoire large, recouvrant une grande partie de la ZMVM. Toutefois, cette configuration remettait peu en question les logiques de proximité. Pour les

deux périodes, le municipe voisin de Cuautitlán Izcalli domine, avec plus de 2 000 immigrants entre 1995 et 2000 et plus de 5 000 entre 2005 et 2010. C'est globalement le long d'une dorsale occidentale Alvaro Obregón- Melchor Ocampo que les effectifs de migrants étaient les plus importants.

Carte 5.10. Champ migratoire de Cuautitlán: origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995



Entre 2005 et 2010, le schéma évolue. Le péricentre et la première couronne nord se détachent parmi dans les zones de provenance : un gradient clair se dessine autour du municipe – même si le cas de Teoloyucán pourrait renvoyer à des réajustements des limitations administratives

municipales (voir encadré 5.1 et 5.1.2.1). Une dynamique centrifuge à l'échelle de l'agglomération se dessine, en provenance des unités fortement peuplées du nord-ouest, comme Naucalpan, Tlalnepantla ou Azcapotzalco (plus de 4 % des immigrants). Néanmoins, les valeurs relatives prises par des municipes compris dans le champ d'immigration métropolitaine ne répondent pas uniquement à une logique d'éloignement, renvoyant à des dynamiques autres que les seuls jeux de proximité. On détecte ici le brouillage des trajectoires joué par les possibilités d'accéder à la propriété dans un logement social dans ce municipe.

L'observation des départs depuis Cuautitlán renvoie à des logiques de proximité plus nettes que pour l'immigration. En effet, au cours des deux périodes étudiées, les municipes voisins constituent les zones de destinations privilégiées des trajectoires résidentielles comptabilisées par le recensement, notamment dans les cas de Cuautitlán Izcalli et de Melchor Ocampo entre 2005 et 2010. Avec respectivement 17 et 10 % des départs dirigés vers ces municipes, le schéma de mobilité résidentielle centrifuge autour de Cuautitlán mis au jour ici pourrait ne pas répondre uniquement aux logiques liées aux constructions de grands ensembles. Le travail de terrain a révélé le peuplement progressif des *ejidos* partagés entre Cuautitlán et des municipes voisins (chapitre 8). Ce processus pourrait constituer un facteur potentiel dans la redistribution des populations par mobilité résidentielle.
Par ailleurs, la dynamique en direction du centre n'est pas non plus remise en question. Entre 1995 et 2000, les départs se font principalement en direction de Tultitlán, Cuautitlán Izcalli et Coacalco. Dix ans plus tard, ces flux ne disparaissent pas. On observe toutefois une orientation nouvelle vers le nord et le nord-ouest de la métropole, comme vers Huehuetoca, Zumpango, ou Nicolás Romero. Dans ces zones, la construction de nouveaux logements sociaux pourrait expliquer en partie cette nouvelle dynamique centrifuge.

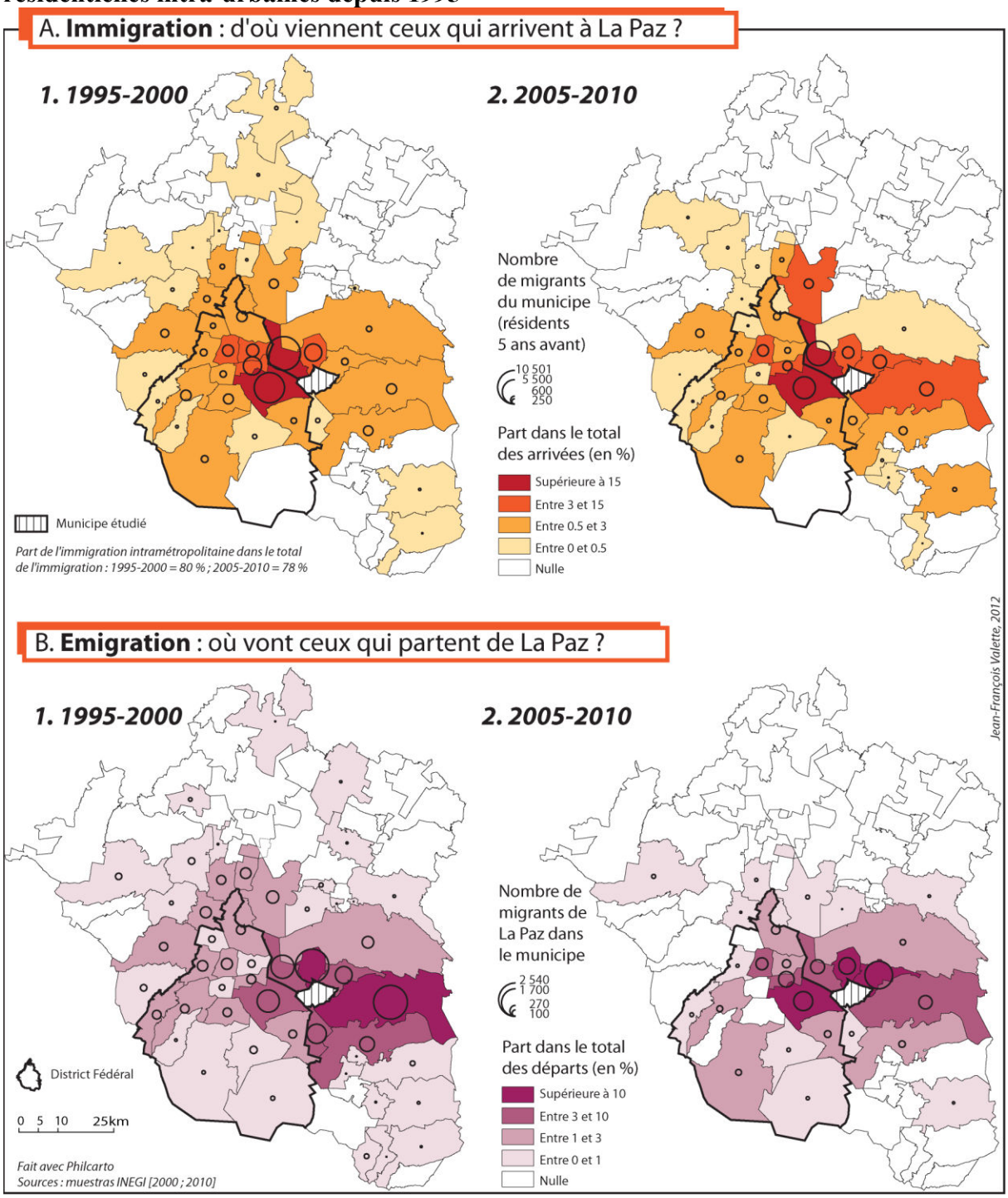
Globalement, Cuautitlán renvoie à des logiques plus complexes que les cas précédents, mais aussi aux schémas généraux à l'échelle de l'ensemble de la zone métropolitaine. Situé dans la deuxième couronne nord, le municipe connait aujourd'hui un positionnement charnière dans les redistributions de populations par changements de résidence. D'une zone particulièrement en lien avec le péricentre et la première périphérie nord pendant la décennie 1990, le double processus de maturation des quartiers populaires et de construction massive de logements sociaux semble concourir à une relative saturation des espaces résidentiels dans le municipe. En conséquence se dessine une trajectoire d'expansion en direction de la troisième couronne périphérique, au nord et à l'ouest de la zone.

La Paz : le rapprochement des dynamiques de la première couronne
Entre 1995 et 2000, comme entre 2005 et 2010, près de 80 % des changements de résidence en direction du municipe de La Paz avaient pour origine un autre municipe de la ZMVM. Ce dernier cas confirme ainsi la force des logiques intra-urbaines dans le peuplement et les dynamiques de mobilité résidentielle en périphérie. La Paz est une municipalité voisine de deux des municipes les plus peuplés de Mexico (voire du pays !) : Iztapalapa et Nezahualcóyotl. Ici comme à Tláhuac, est-on dans une « banlieue de banlieue populaire » ? Aux deux périodes considérées, ce sont ces deux pôles qui jouent un rôle majeur dans les arrivées – mais aussi dans les départs – vers (et depuis) la zone (carte 5.11).

Entre 1995 et 2000, on enregistre plus de 10 000 arrivées depuis Nezahualcóyotl (28 % des arrivées intra-urbaines), et plus de 8 000 en provenance d'Iztapalapa (23 %). À cette période, les trajectoires d'arrivées vers La Paz sont déterminées par le phénomène de déconcentration du centre-péricentre et par la proximité municipale. C'est principalement un gradient autour de Nezahualcóyotl et des délégations d'Iztapalapa et d'Iztacalco qui se dessine sur la

carte 5.11.A.1. Le centre historique oriental (Cuauhtémoc et V. Carranza) joue également un rôle relativement élevé, avec 7 % des nouveaux arrivants qui y résidaient en 1995. C'est donc un péricentre et une première couronne, caractérisés par une prédominance des espaces résidentiels populaires et connaissant globalement un fort déclin sur la période, qui alimentent en majorité (aux trois quarts) l'immigration en direction de La Paz. De manière beaucoup plus faible semble jouer une mobilité résidentielle centripète en provenance d'Ixtapaluca ou Chicoloapan (moins de 3 %).

Carte 5.11. Champ migratoire de La Paz : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995



Le suivi des départs sur la même période (1995-2000) rend compte de la poursuite du mouvement global centrifuge à l'échelle de l'agglomération qui caractérise l'est de la métropole à la fin des années 1990. Les départs laissent toutefois une part belle aux jeux de proximité : les deux tiers s'orientent en direction des 6 municipes voisins. Si le poids de Nezahualcóyotl reste fort – à hauteur de 9 %, –, c'est principalement dans les deux municipes voisins et moins saturés d'Ixtapaluca et de Chimalhuacán que se concentrent les départs (19 % dans chacun d'entre eux). De manière plus modeste, mais non négligeable, viennent Iztapalapa (8 % des départs), Valle de Chalco (6 %) et Chicoloapan (5 %).

La période suivante (2005-2010) marque quant à elle une complexification du champ de mobilité pour La Paz, tant du point de vue des arrivées que des départs. Le renforcement du lien avec les couronnes plus centrales de la ville – comme observé à Tláhuac –, couplé à une dynamique charnière entre la troisième périphérie et la première – comme observé à Cuautitlán –, semble caractériser les schémas de mobilité résidentielle depuis/vers La Paz entre 2005 et 2010.
La prépondérance des arrivées en provenance de Nezahualcóyotl et Iztapalapa se maintient, même si les effectifs sont moindres – aux alentours de 5 000 individus en provenance de chacun de ces municipes. Par ailleurs, l'importance accrue des municipes voisins, plus périphériques, est notable : Chicoloapan et Chimalhuacán au nord, Ixtapaluca à l'est, d'où proviennent 20 % des arrivants. C'est là le signe d'une force plus importante des trajectoires intra-périphériques. Le rôle du centre-ville, quant à lui – exception faite pour Cuauhtémoc –, est bien moindre que lors de la décennie précédente, témoignant d'un frein relatif de son déclin, du moins en faveur de la deuxième périphérie est.
Enfin, d'un schéma précédemment centrifuge depuis La Paz, clairement orienté vers l'est, on assiste à des trajectoires de départ orientées en bonne partie vers le reste de la ville et les couronnes plus centrales. Certes, un émigrant de La Paz sur 3 va en direction de Chicoloapan, mais aussi plus de 40 % s'orientent vers les municipes voisins à l'ouest de la zone (Chimalhuacán, Iztapalapa, Nezahualcóyotl, jusqu'à la délégation plus centrale d'Iztacalco).

Si les processus de saturation des périphéries populaires semblaient alimenter fortement la dynamique centrifuge (à l'échelle de l'agglomération) vers l'est de la métropole et le peuplement de municipalités comme La Paz ou Tláhuac dans la décennie 1990, la redistribution semble aujourd'hui obéir à des schémas plus complexes. De nouveau, la maturation des systèmes de mobilités résidentielles intra-périphériques combine une double dynamique, à la fois centripète et centrifuge.

Les schémas de mobilité résidentielle mis en évidence au travers de ces quatre exemples ne traduisent pas des restructurations majeures, mais témoignent des évolutions récentes perceptibles à l'échelle d'une décennie. Ils s'inscrivent dans les mutations d'ensemble observées à l'échelle de la ville et renvoient à une complexification des trajectoires dans l'espace de la métropole : une deuxième couronne périphérique est devenue pivot d'une mobilité inter-municipale intra-urbaine centrifuge, centripète, mais surtout intra-périphérique.
Le problème de l'analyse censitaire reste l'agrégation des valeurs à l'échelle du municipe. Ce niveau d'observation occulte les dynamiques intra-municipales, pourtant les plus importantes. Le travail empirique doit permettre un meilleur degré de précision, au-delà des seules mobilités inter-municipales (chapitre 8).

Au final, la mobilité résidentielle est un pan de la compréhension de la restructuration métropolitaine de Mexico ; elle est aussi vectrice de recompositions dans les espaces du

champ migratoire. Le poids de la proximité se retrouve dans la répartition des flux, aussi bien à l'échelle des couronnes que dans nos quatre terrains. L'étroitesse du champ migratoire dans le cas de municipes périphériques est une voie d'interprétation des phénomènes d'expansion et de consolidation des marges internes, notamment dans les périphéries populaires.
Cette proximité renvoie également aux dynamiques d'ancrage. D'autres pas de temps que la mobilité résidentielle doivent cependant être pris en compte. Il s'agit alors de s'interroger sur les autres dynamiques : celles de l'appropriation de l'espace par son habitant, du moins, de sa pratique de l'espace urbain, afin de penser l'ancrage en termes « *d'implantation spatiale* » [Barbary, Dureau, 1993, p. 398]. Cette approche conduit aux notions d'espace de vie (ensemble des lieux fréquentés), d'espace vécu (ensemble des lieux fréquentés auquel l'individu apporte une valeur psychologique), et de quartier. Les contextes de l'espace de vie des habitants de la périphérie de Mexico seront analysés par le prisme des mobilités considérées dans un instant très court : celui de la pratique quotidienne de la ville. Les mobilités quotidiennes permettent en effet d'apprécier d'un autre point de vue les logiques de proximité et d'intégration urbaine des périphéries populaires au reste de la ville.

5.2. Mobilités quotidiennes dans l'espace métropolitain : pratiques, centralités, ancrages

La présentation du contexte des pratiques et usages des habitants de la ville de Mexico dans leur espace résidentiel est une étape indispensable de la compréhension des ancrages. Afin d'approcher cette dimension aux différentes échelles urbaines, nous nous appuyons ici une nouvelle fois sur un corpus de données officielles, tirées d'un côté de variables classiques du recensement de 2010 (lieu de travail, disponible à l'échelon du municipe dans la *muestra* ; équipement automobile disponible aux échelons de l'*ageb* et de la *manzana*), d'un autre côté d'une enquête publique sur les mobilités quotidiennes dans l'espace de la zone métropolitaine en 2007 (annexe II.5). L'ensemble de ces approches doit avant tout nous permettre une lecture contextuelle du lien des périphéries avec le reste de la ville, et notamment des pratiques intra-périphériques, à la fois à l'échelle de l'agglomération et dans les quartiers étudiés. Il s'agira d'aborder dans un premier temps la problématique de l'accès à la ville par l'entrée des transports, puis dans un deuxième temps, la question des usages de l'espace urbain.

5.2.1. Déplacements[19] dans l'espace urbain : modes de transports et accès à la ville

L'objet de ce sous-chapitre n'est pas de prétendre à une approche exhaustive de la question du transport ou des mobilités quotidiennes en tant que telles[20] dans l'espace métropolitain. Il doit permettre d'explorer une nouvelle fois la diversité et les spécificités des périphéries à partir de données quantitatives systématiques fournis par l'enquête Origine-

[19] Dans ses enquêtes de mobilité quotidienne, F. Dureau définit le déplacement comme « *le mouvement effectué par un individu entre un lieu d'origine et un lieu de destination pour un motif donné (activité au lieu de destination) »* [Dureau *et al,* 2014, p. 88].
[20] On se reportera aux travaux de P. Negrón Poblete [2002] dans sa thèse sur la gestion du transport en périphérie – et notamment, les impacts des politiques de tarification sur les dynamiques de consolidation des quartiers précaires périphériques –, de K. Bain [2010, 2012] et de C. Paquette [2010] pour des synthèses récentes sur la question des transports en périphérie de Mexico.

Destination de 2007 (enquête EOD)[21]. Selon cette enquête, on estime à plus de 22 millions le nombre de voyages quotidiens dans la ZMVM. Dans une ville où la centralité des pouvoirs et des activités a toujours été particulièrement forte, plus de la moitié des flux domicile-travail sont toujours polarisés dans les quatre délégations centrales : Cuauhtémoc, Benito Juárez, Miguel Hidalgo et Venustiano Carranza [INEGI, 2007][22]. Cette polarisation s'est même renforcée alors que le déclin démographique était de plus en plus prononcé [Salazar, Sobrino, 2006 ; Garza, 2012]. Pourtant, nous faisons l'hypothèse que la fonctionnalisation des périphéries et les schémas de peuplement centrifuges ont contribué en parallèle à une augmentation des liens intra-périphériques.
Après avoir présenté le système de transport dans les enjeux urbains, on analyse la répartition des utilisations des différents modes dans l'espace métropolitain, du point de vue des départs comme des arrivées, aux échelles de la ville et des quatre terrains d'étude. Ensuite, on analyse l'équipement automobile – particulièrement discriminant –, et ses palliatifs permettant aux habitants des quartiers populaires un accès à la ville.

5.2.1.1. Le système de transport de Mexico au cœur des problématiques d'intégration et de différenciation des périphéries populaires

L'enjeu du transport pour les périphéries populaires est majeur. Plusieurs questions sont alors soulevées : l'existence d'une offre en elle-même – qui n'est *a priori* pas une évidence dans des espaces parfois éloignés des axes de transports –, sa capacité à favoriser un accès au reste de la ville, et son prix. P. Negrón Poblete [2002] a montré l'importance des politiques de transports sur les processus de consolidation des quartiers populaires dans les périphéries de São Paulo et Mexico. Par ailleurs, C. Paquette [2010] a mis en avant le rôle « intégrateur » de l'offre de transport dans les espaces périurbains de Mexico, notamment pour les quartiers pauvres[23], et la force de son efficacité « *sur le plan social* » [2010, p. 164][24]. L'auteure a également mis au jour l'existence et l'importance de ressources locales permettant de réduire les trajets ou leur ampleur dans l'espace métropolitain pour leurs activités quotidiennes. Ces ressources – en termes d'emploi et de services – qui se couplent avec une grande souplesse du transport en commun jusque dans les périphéries populaires les plus récentes et éloignées, atténuent le caractère ségrégatif de l'accès au transport dans ces espaces. Pour autant, l'expérience de la ville rendue possible par l'accès au transport urbain n'en est pas moins un facteur de différenciation importante selon la localisation.

L'analyse des modes de transports utilisés peut constituer une première entrée de ces différenciations des contextes résidentiels. À travers l'enquête EOD, on peut approcher la question de l'inégalité d'accès à ces différents modes et globalement, l'accès à la ville elle-même – qu'il s'agisse du centre, de la périphérie, où des itinéraires quotidiens internes aux unités spatiales.

---

[21] Sont ici remerciés Kevin Bain, Hémano Theurier et Manuel Suarez pour leur aide dans l'accès à cette base.

[22] D'après les résultats du recensement économique de 2009, le DF concentrerait encore 52.1 % des unités économiques, mais surtout 69.6 % des emplois (un tiers rien que dans les 4 délégations centrales Benito Juárez, Cuauhtémoc, Miguel Hidalgo et Venustiano Carranza) et 82.4 % de la valeur de la production économique de la zone métropolitaine de la Vallée de Mexico [INEGI, 2012c, pp. 27-28].

[23] Alors que la situation paraissait plus délicate pour les lotissements de logements sociaux, en raison de l'éloignement des centres secondaires et du poids des remboursements des prêts immobiliers dans l'économie des ménages. Toutefois, C. Paquette [2010, p. 170] fait état du manque d'études sur cette question spécifique.

[24] Cette situation n'est évidemment pas spécifique aux banlieues de Mexico : P. Avellaneda [2008] ou encore P. Avellaneda et A. Lazo [2011] soulignent ces dimensions intégratrices ou exclusives de l'efficacité du système de transport en commun dans le lien des périphéries avec le reste de la ville dans les cas de Lima et de Santiago du Chili.

Cette enquête contient toutefois une série de limites méthodologiques (annexe II.5), dont la principale, pour notre analyse des ancrages et pratiques dans l'espace local, est de ne pas prendre en compte les trajets effectués à pied. Signalons en outre que la seule prise en compte du mode de transport du premier tronçon du voyage – dans les matrices utilisées dans les calculs – limite considérablement l'analyse. Les correspondances ne sont pas visibles, les éventuels modes de transports intermédiaires non plus et le poids central du métro – plus rarement emprunté « en début de parcours » — est, par ce biais, sous-estimé. Enfin, l'échelon du « district », utilisé comme précédemment celui du municipe pour les mobilités résidentielles, constitue un niveau d'agrégation qui, s'il ne permet pas de faire le lien direct avec les profils sociaux des espaces résidentiels déterminés au chapitre 4, donne toutefois la possibilité de différencier les pratiques urbaines des populations.

Les modes de transports sont catégorisés selon qu'ils renvoient au transport « privé » ou « public », qualificatifs qui ne se recoupent pas selon que l'on observe l'usage – privatif ou public – ou l'acteur prestataire du mode de transport[25]. Quatre catégories sont disponibles dans les matrices de l'EOD : l'automobile ; le *colectivo* ou ensemble de transport collectif regroupant microbus, minibus, *pesero*, *combis*[26] ; le métro ; et les autres types de transports, parmi lesquels on retrouve les autobus publics (RTP[27] dans le DF), les autobus de banlieue, le trolleybus public du DF, le *tren ligero* (sorte de tramway), les bus grande capacité circulant en voie propre (*Metrobús*), les taxis, les motos et les bicyclettes[28].

Un rapide tour d'horizon des effectifs de l'abondante offre de transports permet de prendre la mesure du gigantisme de cette dimension des pratiques urbaines. En 2007, le SETRAVI[29] comptabilisait pour la ZMVM plus de 4,4 millions de véhicules, dont 4 millions

[25] Le transport « privé » renvoie au mode de transport où le voyageur est le propriétaire de son véhicule : automobile, moto, vélo. Le transport « public » renvoie lui à l'usage « collectif » du mode de transport. Par exemple, il peut être fait référence au taxi comme d'un transport public, de même que pour les microbus gérés par des sociétés privées. La gestion du transport et le type d'acteurs (publics ou privés) renvoient aux appellations de transport collectif « gouvernemental » (si public) ou « concédé » (à des sociétés privées) (voir K. Bain [2010, p.17]). La concession n'est pas pour autant synonyme d'informalité, car l'encadrement des autorités sur la tarification et les permis d'exploitation est important, notamment dans le DF, au vu de l'enjeu social que représente le transport au sein de la ville. En 2014, on rappellera que le billet de bus public (et anciens trolleys) à 2 MX $ (0.12 €), celui de métro à 5 MX $ (0.27 €) (3 MX $, soit 0.18 € jusqu'à décembre 2013) et le trajet en minibus (ainsi que les nouveaux trolleys et les bus du *circuito bicentenario* de la RTP) à 4 MX $ (0.24 €) dans le DF. Ces tarifs font du système de transports de Mexico, même eu égard au niveau de vie – on peut acheter 647 tickets de métro avec un salaire minimum mensuel (avec les limites qui découlent de ce référentiel) en 2013 — un des meilleurs marchés du monde [Paquette, 2010, p. 165]. À cette remarque, il faut ajouter toutefois que les nombreuses ruptures de charge (changement de véhicule ou de mode de transport) tendent à donner un poids non négligeable au transport dans l'économie des ménages, qui, même difficile à évaluer quantitativement, se traduit par une appréhension politique importante du mécontentement massif des usagers en cas de hausse des tarifs.

[26] Par souhait de clarté, sans pour autant prétendre fixer le vocabulaire, il est possible de distinguer dans le langage courant, le *micro, pesero,* ou encore *camión* – qui renvoient au transport collectif massivement utilisé et qui prennent la forme de minibus ou de petits autobus pour les plus récents –, des *combis* – qui renvoient davantage à la fourgonnette *Volkswagen,* figure du taxi collectif. Si la capacité du *micro* peut atteindre 20 à 30 places (en cas de très fortes affluences, 15 places assises), celle du minibus peut atteindre 50 à 60 places (24 assises), et entre 8 et 14 dans un *combi*. Dans le DF, on paiera en 2011 un tarif minimal de 3 MX $ pour un *micro* ou un *combi,* 4 MX $ pour un minibus. Les tarifs sont proportionnels à la distance, mais plafonnés à 5 MX $, sauf pour Milpa Alta (6 MX $). Dans l'État de Mexico, les tarifs sont beaucoup plus élevés : un tarif minimal en *combi* ou minibus est de 7 MX $ et les trajets de longue distance peuvent coûter plus de 10 MX $.

[27] *Red de Transporte de Pasajeros del Distrito Federal* est une compagnie publique de bus pour le DF.

[28] À cette liste déjà longue de modes de transports possibles, on peut rajouter de nouveaux moyens de transport qui n'existaient pas encore au moment de l'enquête en 2007 : le *tren suburbano* ouvert en 2008, le *Mexibús* (équivalent du *Metrobús* pour l'État de Mexico) ouvert en 2011. On peut également signaler l'extension du réseau de *Metrobús* comptant aujourd'hui 5 lignes (5ème en construction) dans le DF, et l'ouverture le 30 octobre 2012 de la 12ème ligne de métro de la STC (*Sistema de Transporte Colectivo*).

[29] *Secretaría de Transportes y Vialidad* – Secrétariat des Transports et de la Voirie.

d'automobiles privées[30], 155 000 taxis, 240 000 *combis* (minibus et *combis*), 36 000 microbus, et 43 000 autobus [SETRAVI, 2010, p. 30]. Cette flotte de véhicules motorisés est ainsi mobilisée inégalement pour les déplacements intra-urbains quotidiens[31]. L'enquête révèle ainsi que sur les 30.6 millions de tronçons de voyages réalisés chaque jour dans la ZMVM (cette mesure prend en compte la combinaison éventuelle de plusieurs modes de transports pour un même voyage et en cela, de possibles ruptures de charge), 46 % des déplacements se font en *colectivo,* 21 % en voiture personnelle, 14 % en métro, 7 % en bus de banlieue, et 6 % en taxi [INEGI, 2007, p. 62].

La diversité et l'ampleur de cette offre de transport ne doivent pas pour autant faire oublier les inégalités socio-spatiales qu'elles sous-tendent. Le transport de masse, et notamment le réseau de métro, est limité pour une grande part au DF[32]. D'une manière générale, la dichotomie politico-administrative de la ville est très forte par rapport aux systèmes de transport[33]. Les infrastructures routières sont très nombreuses et permettent une grande capacité de trafic dans l'ouest de la ville – où résident les catégories plus aisées – (même si cela n'empêche pas la congestion), mais elles sont moins efficaces dans la partie orientale de la périphérie. En revanche, la forte présence des transports – aussi bien du point de vue de la clientèle que du marché de l'emploi qu'il induit[34] – dans les quartiers populaires, tend à faire de la marche à pied une pratique assez peu répandue, y compris pour les déplacements de proximité intra-quartiers[35].

Dans une approche spécifique des périphéries, on peut d'ores et déjà rappeler que l'éloignement des zones densément urbanisées contribue logiquement à une desserte moins importante des systèmes de transport collectif. Pour autant, la réalité du terrain est plus nuancée. Par exemple, la desserte des zones résidentielles investies par les catégories supérieures, même denses, est beaucoup moins bien assurée que celles de périphéries populaires. Le quasi-monopole de l'automobile pour les espaces urbains « riches » peut

[30] En revanche, on ne compte « que » 180 000 motos dans la ZMVM en 2007.

[31] Un système de circulation alternée existe à Mexico depuis 1988: *Hoy no circula* (aujourd'hui, on ne circule pas). La circulation est interdite 1 des 5 jours ouvrables de la semaine (selon la couleur de la pastille sur la plaque et le numéro d'immatriculation). Le système est très contrôlé par les autorités du DF et de l'État de Mexico (amendes lourdes), mais il a été également contourné : achat des plusieurs voitures pour pouvoir circuler tous les jours (pour les ménages aisés déjà les plus motorisés) et report de certains trajets le week-end.

[32] Il existe en 2014 deux lignes de métro qui « sortent » du DF. La ligne A (Pantitlán – La Paz), ferrée, inaugurée en 1991, compte deux stations dans le municipe de Los Reyes La Paz et dessert une partie de la banlieue orientale. Mais une tarification particulière y est appliquée : il faut racheter un billet de métro pour une correspondance avec le reste du réseau. La ligne B, inaugurée en 2000 (Buenavista - Ciudad Azteca), compte 8 stations dans le municipe d'Ecatepec et dessert une petite partie des banlieues nord-est. Sur le thème du métro de Mexico, voir aussi A. Musset [2010b].

[33] Si l'on a déjà cité les différences majeures de tarification des trajets en minibus entre le DF et l'État de Mexico, on peut également évoquer la rareté des taxis utilisant un taximètre dans l'État de Mexico, alors que la pratique est théoriquement obligatoire dans le DF. Par ailleurs, le train *suburbano* constitue un des moyens de transport les plus chers de la ZMVM (à relativiser avec son efficacité, sa rapidité et la distance parcourue) : un trajet Buenavista-Cuautitlán (intégralité de la ligne, 26 km en 25 min) revient en 2011 à 13.5 MX $, 15 MX $ en 2014 (soit 0.90 €).

[34] À titre indicatif, les enquêtes exploratoires par questionnaires ont révélé que dans les quatre quartiers étudiés, 27 chefs de famille sur 366 (7 %) étaient directement employés dans le secteur des transports, en tant que taxi, chauffeur de minibus ou de *combi* (cf. chapitre 9).

[35] Différentes enquêtes de terrain ont ainsi permis de remarquer le caractère parfois hyperlocal des déplacements motorisés (sur des distances inférieures au kilomètre). Dans le *Pueblo Santa Fe*, dans l'ouest du DF, les pentes très raides des rues sont régulièrement franchies par les habitants à bord de taxis « pirates » (ne disposant pas d'une licence légale) pour des tarifs bas (10 à 20 MX $ selon le nombre de passagers). A Lomas San Sebastián à La Paz, le quartier compte un service d'une dizaine de taxis (légaux) pour une desserte souvent interne, auxquels il faut rajouter la présence de trois lignes de *combis* desservant prioritairement l'intérieur des colonies. À Tempiluli, Tláhuac, l'utilisation des *combis* est aussi préférée à la marche à pied pour des déplacements relativement proches.

déboucher sur ce que C. Paquette [2010, p. 170] identifie comme une « *mobilité contrariée* »[36]. Par ailleurs, l'accès relatif aux grandes infrastructures de transports de masse (métro et bus grande capacité en site propre) est aussi un facteur important de différenciation des espaces périphériques.

5.2.1.2. La lecture métropolitaine des espaces des transports

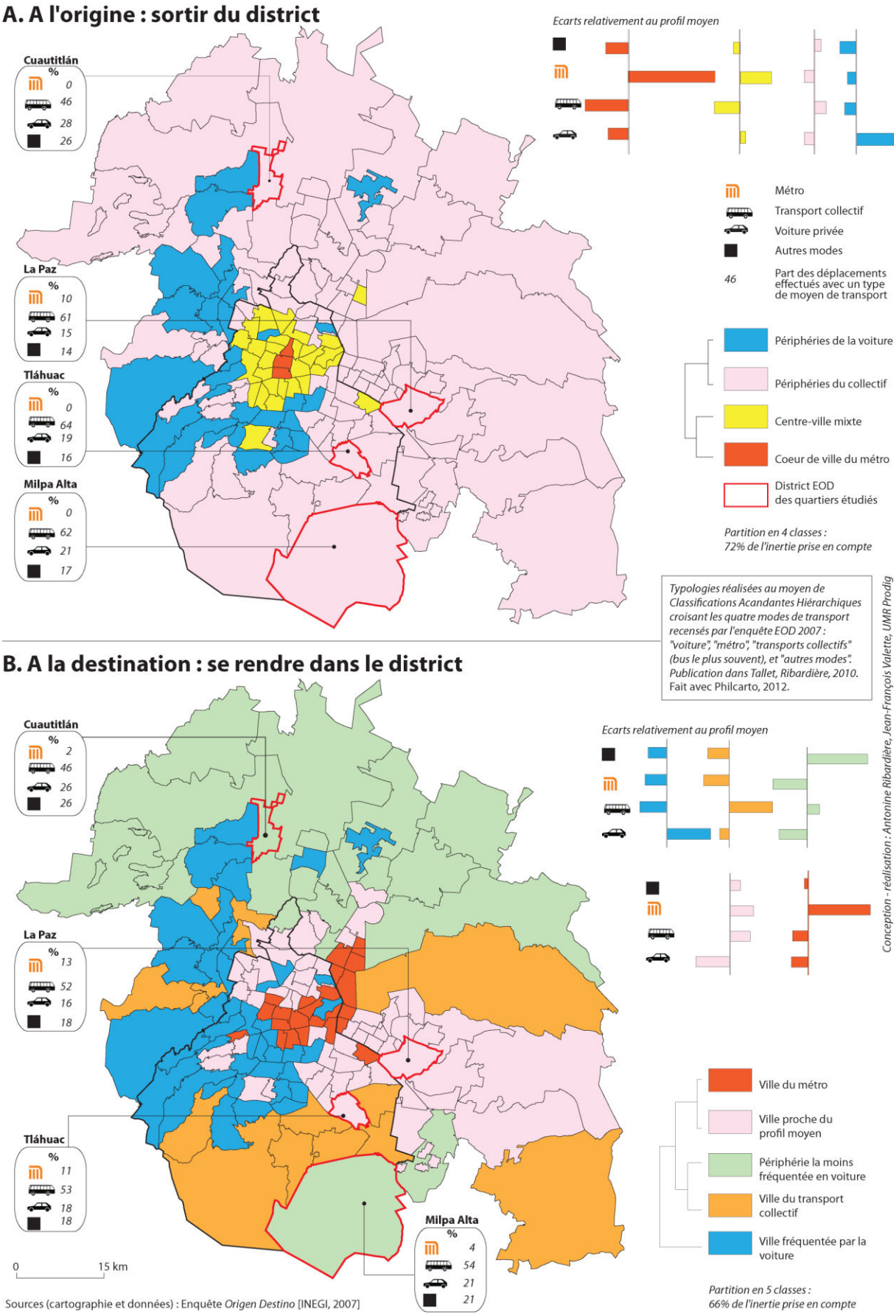
Afin de prendre en compte simultanément plusieurs indicateurs pour une lecture synthétique à l'échelle de la ville, nous recourons une fois de plus aux méthodes d'analyse de données qui permettent un résumé efficace des informations contenues dans l'enquête EOD. Ce travail reprend la méthodologie mise en œuvre avec Antonine Ribardière dans le cadre des travaux préparatoires à la publication de *l'Atlas de Mexico* [Tallet, Ribardière, 2010, p. 55]. Nous présenterons dans un premier temps l'analyse des modes de transports utilisés pour sortir d'un quartier, ou plutôt d'un district métropolitain, en 2007. Dans un deuxième temps, l'espace sera observé du point de vue des modes de transports utilisés pour arriver dans un quartier-district, notamment dans les périphéries.

Sortir du quartier-district
Sortir d'un district peut relever dans l'enquête de l'INEGI de deux situations : le départ du domicile – la plupart du temps –, mais également le trajet de « retour » vers celui-ci. Le choix du mode de transport au départ d'un lieu associe deux contraintes : les moyens individuels et ceux offerts par l'environnement local. Seul le premier tronçon du départ depuis le district est considéré dans l'enquête EOD, quels que soient la nature du lieu, le motif du déplacement, le nombre de ruptures de charge et la destination (qui peut se localiser dans le même district). Au départ des trajets, dans l'ensemble de la ZMVM, on compte l'utilisation de l'automobile dans 29 % des cas, du *colectivo* pour 43 %, du métro pour 9 %, et d'autres moyens de transport à hauteur de 19 %.

Une analyse par classification ascendante hiérarchique (CAH) des quatre modes de transport disponibles empruntés lors des trajets au départ des 156 districts métropolitains peut donner à voir une différenciation de l'espace en quatre catégories homogènes et distinctes, résumant les trois quarts des différences inter-districts ainsi décrites[37]. On retrouve sur la carte 5.12A les schémas classiques du découpage social et fonctionnel de l'agglomération. D'une part, la différence centre-périphérie est flagrante, fortement liée au poids du métro (54 %), principal moyen de transport au départ des districts du cœur de ville (d'où ne s'opèrent que 4 % des départs toutefois). Si le métro reste très important dans la classe « centre-ville mixte », les transports collectifs sont là davantage mobilisés (un départ sur 3 depuis cette zone, où s'effectue un départ sur 5 de la ville).
La périphérie ouest et le péricentre sud se détachent comme les espaces où sont surreprésentés les trajets effectués en automobile, renvoyant sans surprise aux espaces globalement plus épargnés par la pauvreté (contextes résidentiels plus aisés comme peuvent l'être certains districts de Cuajimalpa, ou « moyens » comme à Tecámac). La possession d'une voiture est plus courante (voir également la carte 5.13) et permet la résidence loin du centre. Dans cette classe, au départ de laquelle s'effectuent 18 % des trajets dans l'agglomération, 43 % des déplacements se font d'abord en voiture privée.

[36] Des enquêtes de terrain menées en 2009 dans la colonie Paseo Las Lomas, dans la zone du centre d'affaires de Santa Fe, confirmaient la difficulté pour les habitants et les personnels employés dans le quartier, d'accéder au quartier (et plus globalement à la zone de Santa Fe) par le système de transport collectif.
[37] Les résultats principaux sont disponibles en annexe II.5.

Carte 5.12. Un inégal accès aux périphéries ? Approche par les modes de transports



Enfin, le reste de la périphérie – duquel proviennent 56 % des départs observés – est principalement le lieu d'utilisation des transports collectifs pour les départs des trajets quotidiens : plus de la moitié d'entre eux sont effectués d'abord en *colectivo.*
Les quatre districts dans lesquels se situent les quartiers populaires périphériques étudiés sont inclus dans cette catégorie des espaces périphériques du transport collectif. En effet, pour chacun d'entre eux, on observe plus de 60 % des départs en *colectivo* – sauf à Cuautitlán où cette part plus faible (45 %) est aussi accompagnée d'une part plus forte des départs en automobile privée et par d'autres moyens de transport, rappelant le caractère spécifique de cette zone, notamment par la présence des logements sociaux. C'est un profil opposé que l'on observe à La Paz, où seulement 14 % de départs s'effectuent en voiture, mais 10 % en métro – ce district étant le seul des 4 à être connecté à ce réseau en 2007.

Venir dans le quartier-district
Plus qu'une division marquée entre les périphéries étudiées, l'observation des modes de transports par la destination permet de mettre en avant les différences d'accès à l'échelle de la ville. La question « comment se rend-on dans un quartier ? » recouvre plusieurs enjeux. Les variables renvoient une nouvelle fois à la disponibilité individuelle et à l'équipement de l'environnement en termes de moyens de transport. Ces variables permettent aussi d'éclairer et de caractériser plus directement l'accessibilité au lieu.
Globalement, à l'échelle de l'ensemble des arrivées dans les districts urbains, 43 % des trajets sont effectués d'abord en minibus, 29 % en voiture privée, 20 % par d'autres moyens de transport et 9 % en métro. Sans surprise, de fortes différenciations spatiales sont lisibles dans l'agglomération et le schéma précédent n'est pas véritablement remis en question. Les 5 profils de districts identifiés – résumant les deux tiers de l'inertie – tendent ainsi à opposer nettement un centre et une périphérie occidentale desservie par l'automobile, et le reste de la ville, notamment en périphérie est et nord, qui l'est beaucoup moins (carte 5.12B).

Un triangle oriental de la « ville où l'on va en métro » Centre-Ecatepec-Iztapalapa se dessine nettement. Cette « ville » ne se cantonne pas aux seuls espaces centraux, mais témoigne de l'importance de la fréquentation du métro pour se rendre dans certaines zones péricentrales, notamment vers le nord et l'est : 17 % des voyages ayant pour destination cette catégorie de districts – qui polarisent 14 % des trajets – ont été réalisés en métro (voir annexe II.5).
Le péricentre et une partie de la périphérie orientale, d'Iztapalapa à Ixtapaluca, affichent un profil proche de la moyenne de l'ensemble de l'agglomération, où les surreprésentations des transports autres que la voiture sont légères.
La voiture est encore plus sous-représentée dans la périphérie nord de la ZMVM ici prise en compte, ainsi que dans la « lointaine périphérie » de Milpa Alta. Pour se rendre dans ces districts – qui regroupent 12 % des destinations et où l'éloignement du réseau de métro est également sensible –, moins de 22 % de trajets s'effectuent en voiture, contre 46 % en *colectivo* et 28 % par d'autres moyens de transport.
À l'inverse, dans l'ouest, pour aller dans le croissant Coyoacán- Huixquilucan-Cuautitlán Izcalli qui polarise un tiers des arrivées, plus de 40 % des trajets se font en voiture privée.
Enfin, une dernière catégorie de districts (9 % des trajets) met en lumière les espaces périphériques dans lesquels on se rend très majoritairement en transport collectif : en moyenne, plus de 55 % des arrivées.

Les districts correspondant aux zones étudiées renvoient, au sein de cette typologie, à deux profils d'accès par les modes de transport. D'un côté, Tláhuac et La Paz sont proches du profil moyen : aux alentours de 16 % de fréquentation par la voiture, 53 % par le *colectivo*, 12 % par le métro et 18 % par d'autres modes. D'un autre côté, Cuautitlán et Milpa Alta sont marqués

par une faible fréquentation par le métro (respectivement 2 et 4 % des arrivées), mais une proportion plus importante que dans les deux autres districts de l'utilisation d'autres modes de transports (plus de 20 %) et de la voiture (plus de 20 % également) pour y accéder. Pour finir, notons que la part des arrivées en *colectivo* à Milpa Alta est plus élevée (54 %) qu'à Cuautitlán (46 %).
Dans chacun des espaces périphériques observés, en 2007, la part prépondérante de l'accès par le transport collectif mise en évidence avec l'analyse des mobilités quotidiennes se trouve confirmée par les données de l'enquête EOD. Celle-ci est toujours supérieure à la moyenne de la ville, tandis que la sous-représentation de la fréquentation par l'automobile – comme de l'utilisation au départ – est également systématique, même si moins nette dans le cas de Cuautitlán.
La fréquentation des périphéries à travers l'utilisation du réseau de métro est caractéristique des délégations du DF et des municipalités desservies comme à La Paz. Toutefois, si cet accès en métro semble important par rapport à la moyenne, il reste modéré au vu des possibilités de connexion au réseau. À La Paz, on aurait pu s'attendre par exemple à un lien beaucoup plus fort avec les délégations centrales du DF (du point de vue des « retours » au domicile en périphérie). En réalité, on peut formuler l'hypothèse d'un lien faible au centre : le poids relativement concentré et limité au péricentre oriental semble ainsi témoigner, d'une part de la forte consolidation et de l'alignement sur des dynamiques de la ville dense et centrale, d'autre part d'une dépendance au centre moins forte que prévu pour les périphéries de la deuxième couronne – comme à La Paz ou à Tláhuac.

L'approche des modes de transports utilisés pour se rendre dans les quartiers-districts périphériques permet d'alimenter l'hypothèse de la force des mobilités quotidiennes entre périphéries, nécessitant le plus souvent l'utilisation du transport collectif. En effet, le poids du collectif n'exprime pas uniquement la faiblesse des transports gérés par les autorités publiques, mais peut renvoyer à des relations inter et/ou intra-périphériques importantes, face auxquelles les réseaux de transport de masse « en étoile » restent sans réponse. Le transport collectif s'avère alors suffisamment dense et souple pour assurer la plupart des échanges. L'analyse des trajectoires doit permettre de valider ou non cette hypothèse.
Au final, l'accessibilité des périphéries apparait toujours insuffisante quant aux réseaux de transport de masse. Diversité des modes, mais surtout importance des dynamiques inter et intra-périphériques participent à des configurations différenciées entre les périphéries.

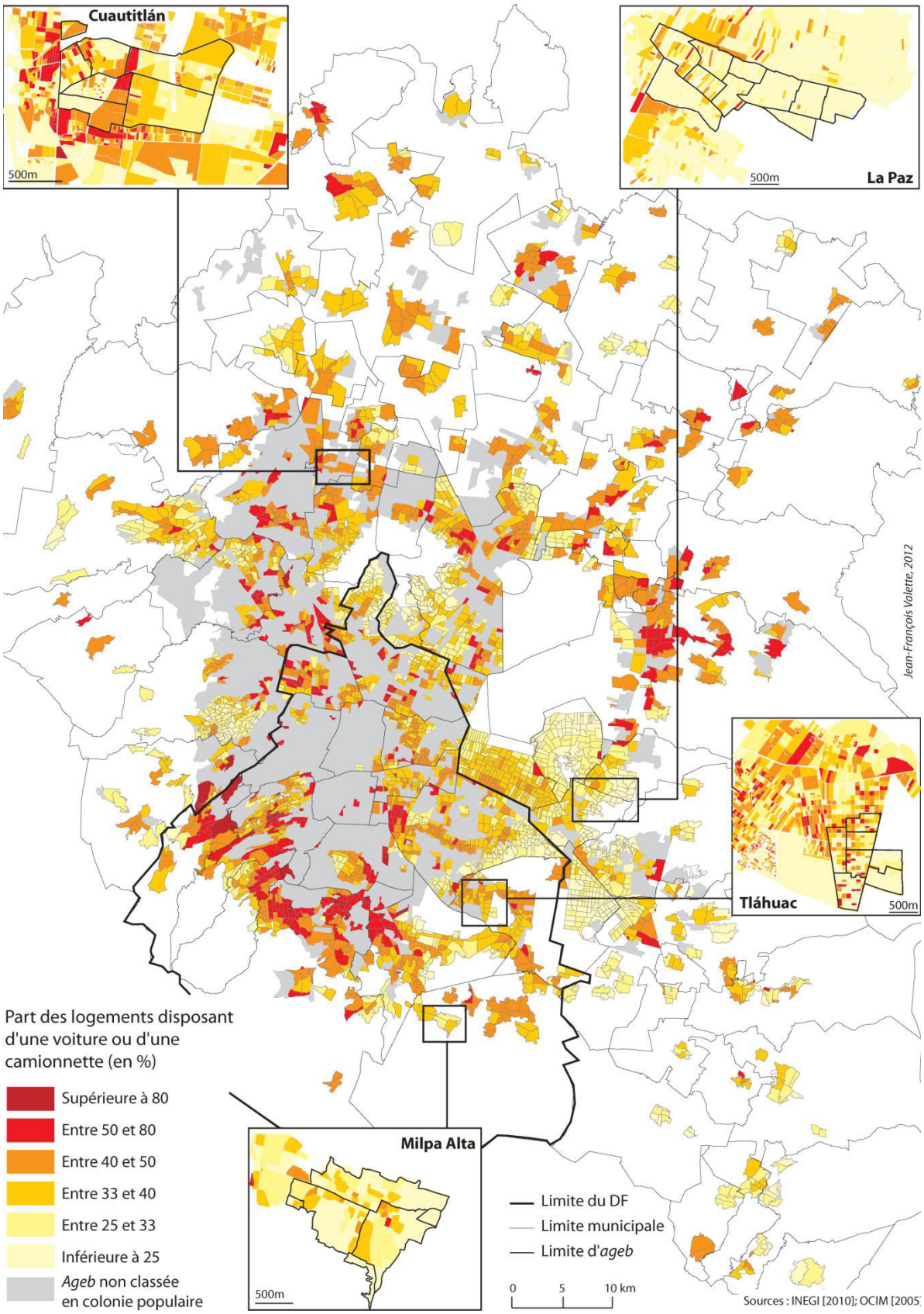
5.2.1.3. La mobilité automobile discriminante et ses palliatifs

Le regard spécifique sur l'équipement automobile par logement[38] permet de prendre en compte une dimension double : la possibilité socio-économique de posséder un véhicule personnel, renvoyant aux dispositions économiques des ménages ; et la possibilité physique de se déplacer indépendamment de l'existence de réseaux de transports en commun ou de tiers. Cette lecture à la fois de la mobilité et de la différence sociale entre les habitants est réalisable à l'échelon des *agebs* – en particulier celles classées en colonies populaires – ainsi qu'au niveau des *manzanas* des quartiers étudiés. Le seul filtre des *agebs* « colonies populaires » rappelle la diversité de ce mode de peuplement mise en évidence au chapitre 4, tout comme leur inscription dans les schémas de division sociale de l'espace métropolitain

[38] Le recensement enregistre le nombre de logements individuels habités qui disposent d'une automobile ou d'une camionnette, quel que soit le type de la maison [INEGI, 2010, p. 19]. En 2010, on estime que plus de 2.2 millions de logements disposent d'une automobile ou d'une camionnette. En rapportant cette valeur au total de logements individuels habités pour les *agebs* et au total de logements pour les *manzanas* (voir annexe II.1), il est possible de connaitre le taux d'équipement automobile des habitants par logement (mais non par ménage).

(carte 5.13). En moyenne dans l'agglomération, 43.5 % des logements disposent d'un véhicule automobile en 2010, 37.3 % pour les logements situés en colonies populaires.

Carte 5.13. L'équipement automobile dans les colonies populaires en 2010



Un équipement révélateur de micro-ségrégations
Malgré la saturation généralisée des réseaux urbains, on retrouve assez bien l'opposition est-ouest quant à la motorisation de la population. Même dans des espaces marqués par un caractère encore rural, le faible équipement – en utilitaires par exemple – témoigne, à l'échelon des *agebs,* de la relation spatiale entre dimensions de la pauvreté et motorisation. Cette relation peut aussi révéler la densité et l'efficacité du système de transport collectif.

En revanche, l'observation au niveau des pâtés de maisons révèle des schémas plus complexes. Le relatif plus faible équipement des colonies populaires à l'échelle de l'agglomération est par exemple invalidé dans le cas des *agebs* étudiées à Cuautitlán, où les lotissements en grand ensemble sont nettement moins bien équipés que les colonies populaires – que celles-ci renvoient à des espaces consolidés ou non. Se dégagent des « ilots motorisés », comme à Santa Maria Tlaxculpas, où les enquêtes de terrain révèlent la présence de familles disposant d'un équipement automobile largement supérieur à la moyenne et à l'environnement local, en nombre et en gamme. Ces îlots mieux équipés – qui correspondent aux zones identifiées au chapitre 4 comme moins marquées par la pauvreté relativement aux îlots voisins (pauvreté de masse ou intermédiaire) – se retrouvent aussi à La Paz et à Tláhuac.
Si la seule analyse cartographique et statistique interdit toute conclusion à l'échelle individuelle, les entretiens répétés permettent d'interpréter un peu plus précisément ce « mitage automobile ». Il peut renvoyer à une diversité de situations socio-économiques : familles installées depuis un temps suffisamment long pour avoir pu dégager de l'argent pour l'achat d'un véhicule personnel, mais aussi familles de propriétaires terriens agriculteurs, et/ou ayant dégagé des bénéfices de la vente illégale de terrains dans le quartier en question ou ailleurs dans la périphérie, etc. Dans les quartiers d'Ampliación La Conchita par exemple, on observe des isolats résidentiels particulièrement bien équipés, alors que l'environnement immédiat peut être quant à lui largement sous-équipé et renvoyer à un contexte résidentiel fortement marqué par la pauvreté (carte 4.9). Dans les colonies populaires consolidées, comme à Lazaro Cárdenas à Cuautitlán ou La Conchita à Tláhuac, la répartition des taux d'équipement automobile relève davantage de la mosaïque. À Milpa Alta en revanche, le modèle montre un gradient centre-périphérie, où la carte de l'équipement automobile se calque à celle de l'ancienneté du peuplement. Cette dernière dimension peut souvent renvoyer, dans le cas de San Pablo Oztotepec du moins, à des situations d'ancrages résidentiels et familiaux anciens[39].

Une offre de transports collectifs importante en quartiers populaires
Les quartiers populaires périphériques semblent globalement moins équipés en automobiles, même si cette homogénéité apparente est en réalité plus complexe, comme nous venons de le souligner. Ainsi, les trajets de mobilité quotidienne font davantage écho aux autres moyens disponibles à l'échelle locale. Le transport collectif y est décliné sous plusieurs modalités et la marche à pied n'y est pas non plus anecdotique. L'observation des quatre groupes de quartiers étudiés permet d'approcher de manière plus fine la desserte et la disponibilité du transport en commun dans ces espaces résidentiels.
Les cartes 5.14 révèlent une desserte relativement fine du territoire par plusieurs types de transport et une connexion à plusieurs échelles avec le reste de la ville. La densité et l'emboîtement multiscalaire du système de transport sont ainsi des clefs de l'accès aux autres zones de la ville – proches et lointaines. Ainsi, l'articulation des lignes de *combis*, de minibus et de transports de masse permet les trajets quotidiens entre différents lieux, à l'intérieur des

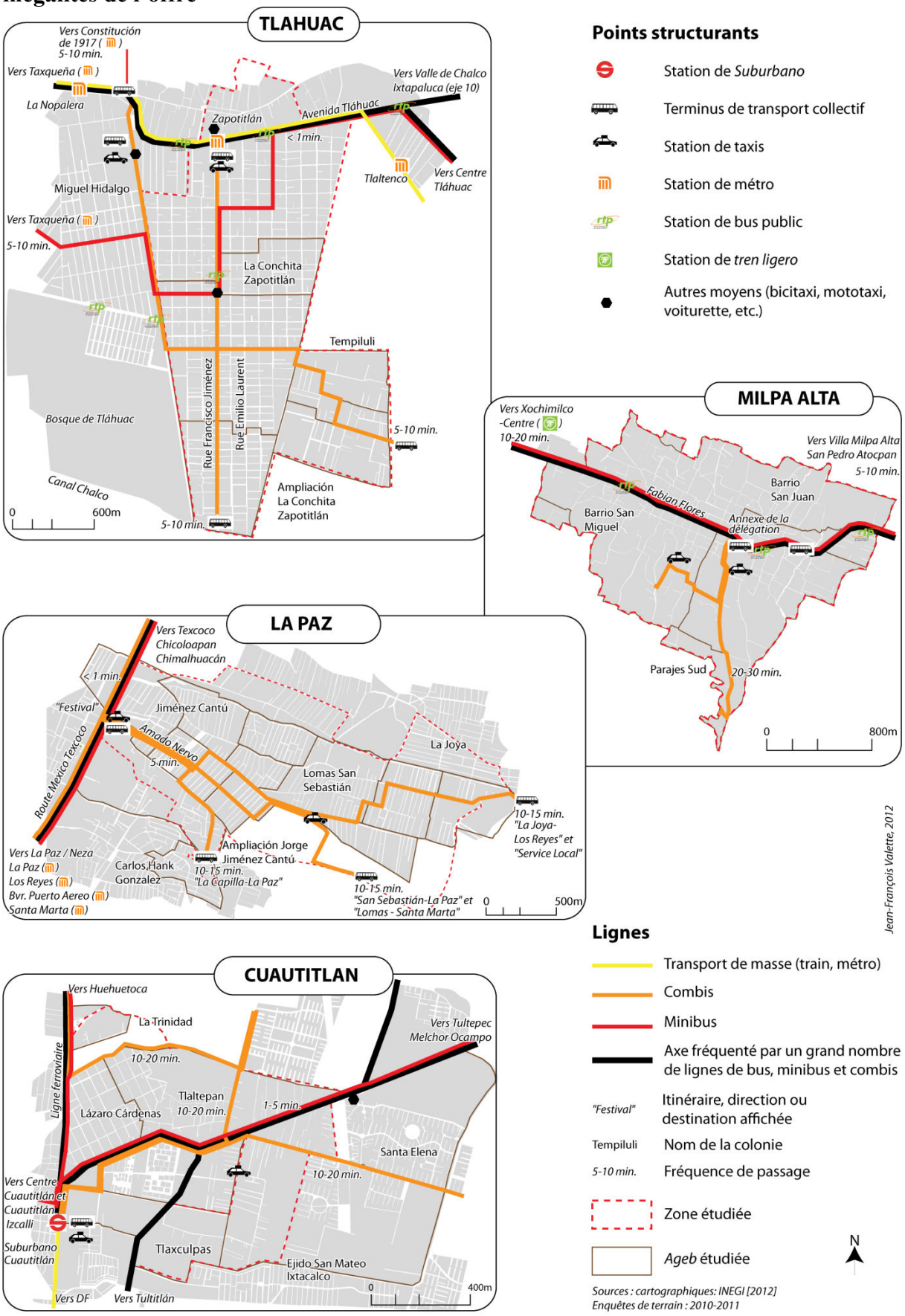
[39] Si toute généralisation est impossible, il s'agit ici de proposer une hypothèse reflétant une tendance observée empiriquement. Les entretiens ont logiquement révélé que les maisons du centre du village, les plus anciennes – mais pas forcément les plus consolidées — sont souvent possédées par les « vieilles familles » locales.

colonies, des municipalités, et au-delà. Les lignes de *combis* et minibus, si elles sont réglementées, connaissent très régulièrement des extensions, voire des variations d'itinéraires, pour pénétrer dans les nouveaux espaces peuplés et construits. Dans les faits, le terminus, rarement matérialisé, est repoussé plus loin en périphérie. Cette situation fut par exemple observée au cours des enquêtes à Tempiluli, Tláhuac, ou encore à Lomas San Sebastián, La Paz. Dans ces quartiers, en un an, en raison du peuplement important au-delà de l'ancienne base d'une part, et de la mobilisation des groupes d'habitants d'autre part, les *combis* ont avancé de plusieurs centaines de mètres supplémentaires dans les quartiers, témoignant de la grande souplesse et de la grande efficacité de ce système de transport.

Toutefois, des inégalités existent entre les périphéries et entre les îlots. Les quartiers étudiés à Tláhuac[40] et à La Paz bénéficient d'une bonne couverture des transports collectifs et d'une connexion au reste de la ville relativement facilitée. La situation est nettement moins évidente à Milpa Alta, plus éloigné en périurbain, ou encore dans les « enclaves » populaires localisées entre les grands ensembles à Cuautitlán. Dans le cas de San Pablo Oztotepec, le village n'est pas véritablement bien relié au réseau de transport en commun de masse, les ruptures de charge étant nombreuses (carte 2.4)[41]. À Cuautitlán au contraire, la densité d'axes de transport très utilisés et connectant les périphéries nord entre elles[42] permet une desserte très régulière et variée ; toutefois, le système ne pénètre pas vraiment dans les zones résidentielles[43]. Enfin, les cas de La Conchita ou de Jorge Jiménez Cantú à l'est révèlent une desserte fréquente et dense à l'intérieur même des colonies, jusqu'aux extrémités peuplées des quartiers, et ce, malgré la qualité plus que médiocre du réseau routier en place.
Des inégalités encore plus fines sont lisibles entre les pâtés de maisons jouxtant les axes de passage des bus. Les situations sont aussi mobiles dans le temps. À Tláhuac par exemple, le basculement de la ligne de *combis* desservant la colonie Ampliación La Conchita de l'est vers l'ouest (de la rue Emilio Laurent à la rue Francisco Jiménez – carte 5.14) a eu pour conséquence le développement d'activités commerciales le long du nouveau corridor, et le relatif isolement résidentiel de l'ancienne zone desservie.

[40] Si la carte 5.14 témoigne de la présence du métro dans le quartier de Tláhuac en 2014, la situation était différente au moment des enquêtes (entre 2009 et 2011) (carte 2.4). Avant le métro, il fallait compter entre une et deux heures – le trafic étant parfois très ralenti en raison des travaux du métro – pour rejoindre la station de métro Taxqueña, dans la délégation de Coyoacán. Aujourd'hui, seulement une quarantaine de minutes de métro séparent la station Mixcoac – dans la délégation de Benito Juárez (centre-ouest) – de celle de Zapotitlán. En moyenne dans la ZMVM en 2007, le temps moyen de trajet à l'intérieur d'un district est de 25 minutes, et celui d'un trajet au-delà d'un district est de 1 h à 1 h 23 selon le mode de transport utilisé [INEGI, 2007, p. 88].
[41] La solution la plus rapide et la plus utilisée des habitants du village pour se rendre dans le centre-ville de Mexico consiste à aller à Xochimilco en minibus, où une correspondance est nécessaire pour prendre un autre minibus afin de se rendre au terminus de métro Taxqueña (ligne 2) (carte 2.4). L'autre solution consiste à aller au village de San Pedro Atocpan au nord-est, où il est possible de prendre un minibus de la ligne Taxqueña-Milpa Alta. En moyenne, il faut aux alentours d'une heure pour aller à Xochimilco. Puis, entre 1 h et 1 h 30 pour la traversée de Xochimilco jusqu'à Taxqueña, soit au final un trajet de 2 heures environ jusqu'au terminus de métro. L'utilisation du *tren ligero* est possible, mais elle n'est pas synonyme de gain de temps significatif. Signalons également qu'à l'intérieur du village de San Pablo cette fois, les lignes de *combis* ne relèvent pas de concessions de transport collectif légales, mais assurent au final le rôle de taxi collectif pour relier les zones périphériques et éloignées des *parajes* (sans terminus fixe) aux carrefours du centre villageois.
[42] Les lignes de la zone nord – notamment le réseau *Bicentenario* — relient Cuautitlán aux autres banlieues de la zone nord-est, comme Coacalco ou Ecatepec. Avec le *suburbano*, Cuautitlán est même devenu une correspondance importante pour les nouvelles zones de grands ensembles de logements sociaux, dans les municipes de Zumpango et Huehuetoca.
[43] Il n'existe pas de ligne de *combis* traversant la colonie Lazaro Cárdenas par exemple.

Carte 5.14. Les transports dans quatre quartiers populaires périphériques : densités et inégalités de l'offre



L'existence du système de transport collectif dans les périphéries de Mexico, sa diversité et son utilisation participent à un accès à la ville qui, s'il n'est pas intrinsèquement « facile », n'est pas pour autant aggravé par des processus d'exclusion des systèmes de transport vecteurs d'enclavement. Toutefois, les différences restent importantes entre les périphéries populaires à proximité du tissu urbain et celles plus éloignées en périurbain. Des espaces montagnards comme à Milpa Alta – où les axes de transports existants sont insuffisants et souffrent d'une saturation quasi prohibitive – renvoient à des mobilités quotidiennes plus coûteuses en temps et en pénibilité lorsqu'il s'agit de grandes distances vers le centre-ville.

Par ailleurs, les tarifs – dépendants de la localisation d'une part, de la distance parcourue d'autre part – jouent dans les arbitrages des habitants par rapport à leurs mobilités *via* le réseau de transports collectifs. L'inégalité État de Mexico- District Fédéral est à ce titre la plus flagrante, le tarif minimal en *combis* (moyen le plus flexible dans les quartiers les plus périphériques) variant du simple à plus du double entre le DF et l'État de Mexico. En moyenne en 2007, un trajet coûte 8,42 MX $ (0,53 € au taux de change de l'époque), mais des disparités proviennent de la dichotomie politique de la ville : le prix moyen d'un trajet intra-DF est inférieur à 7 MX $, tandis qu'il arrive presque à 9 MX $ intra-État de Mexico, et à près de 11 MX $ lorsqu'il y a passage de l'un à l'autre [INEGI, 2007, p. 89].

Les modes de transport participent à différencier l'espace métropolitain. Ils doivent être complétés par l'analyse des trajectoires dans cet espace. La force des dynamiques quotidiennes – notamment en périphérie –, ainsi que les caractéristiques de ces mouvements urbains doivent aussi être mises au jour.

5.2.2. Se déplacer : où et pour quoi faire ? Pratiques et usages de la ville dans les périphéries

La qualification des mobilités quotidiennes est indispensable dans l'approche de l'accès à la ville qui guide notre lecture des périphéries. Il s'agit alors de questionner les fonctions urbaines recherchées lors des trajets quotidiens, puis de localiser les flux les plus structurants du point de vue des quatre terrains d'étude.

5.2.2.1. Fonctions urbaines à l'origine des déplacements dans les terrains d'étude

Dans l'enquête EOD, dix dimensions des motifs de voyage, au départ et à l'arrivée, sont prises en compte simultanément. Les 22 millions de voyages quotidiens peuvent être effectués (de manière exclusive) pour : le travail, le retour au travail, les courses, les études, aller manger, la récréation, le retour à la maison, les démarches administratives ou la visite à un tiers. Un traitement classique par CAH permet une typologie simple et efficace de l'espace urbain en fonction des motivations de mobilités quotidiennes à l'échelon des districts. Cette typologie exploratoire des fonctions urbaines à l'origine des déplacements permet de situer plus précisément les quatre terrains d'étude au sein de l'agglomération[44].
Les motivations à l'origine des mobilités quotidiennes sont abordées selon deux grandes questions : d'une part, du point de vue de l'espace de départ – quel est l'objectif d'une mobilité au départ d'un lieu ? –, d'autre part, du point de vue de la destination – qu'est-ce que les gens sont venus chercher dans cet espace ?

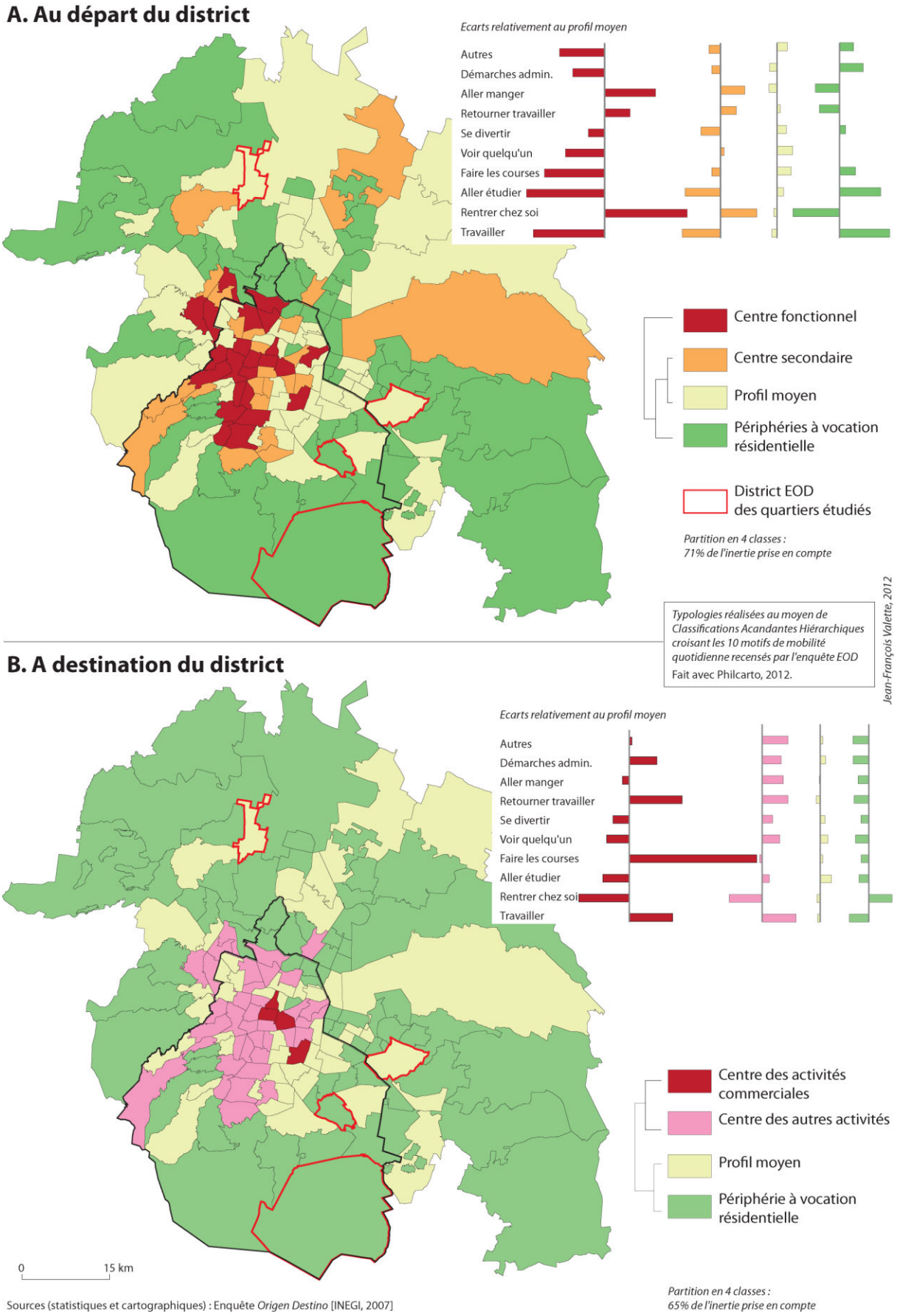
[44] Voir résultats en annexe II.5, partie 3, tableaux II.5.5 à II.5.8.

À l'échelle de la ville, un centre polarisant la plupart des fonctions, une périphérie complexe
Les cartes 5.15 permettent une approche de ces fonctions urbaines au départ et à l'arrivée des mobilités.
Au départ des différents districts urbains, une typologie en quatre classes permet de différencier les districts selon leurs fonctions (carte 5.15A) ; elle résume 71 % des différenciations à l'échelle de la ville. Le centre se détache comme un ensemble de districts que l'on quitte le plus souvent pour rentrer chez soi, et où la fréquentation quotidienne est, davantage qu'en moyenne, liée à l'activité professionnelle et moins à la résidence. Autrement dit, il s'agit de la ville que l'on quitte « une fois les activités réalisées », faisant écho au centre fonctionnel.
Un ensemble moins spécifique de districts ressort également : les surreprésentations similaires s'y retrouvent, mais de manière plus atténuée. Ce profil renvoie à ce que l'on pourrait appeler des centres secondaires, que l'on quitte également pour rentrer chez soi. Dans cette classe, se trouvent le péricentre, mais aussi des espaces périphériques importants, comme Texcoco, Cuautitlán Izcalli ou Tlalpan. C'est là une marque importante de la diversité des périphéries, qui n'apparaissent pas exemptes de dynamiques et d'activités polarisantes.
Enfin, une dernière catégorie de districts principalement périphériques renvoie classiquement aux zones d'où l'on part pour aller travailler, et où les fonctions résidentielles semblent les plus prégnantes : c'est le cas de Tláhuac ou de Milpa Alta. En revanche, La Paz et Cuautitlán présentent un profil intermédiaire où aucune sur ou sous-représentation particulière ne se dégage quant aux motivations de départ.

La même méthodologie appliquée cette fois aux motivations à l'arrivée dans les districts (de destination) tend à mettre en valeur plus directement les fonctions urbaines recherchées dans chacune de ces zones (carte 5.15B). Une partition en quatre classes, résumant les deux tiers des différenciations inter-districts, donne à voir une lecture attendue des fonctions urbaines de Mexico : cette partition renvoie nettement à la spécificité des districts périphériques due à la prégnance des fonctions résidentielles, qui masquent leur diversité.
On distingue aussi une catégorie de districts où l'on se rend plus particulièrement pour faire ses courses, comme dans les quartiers hypercentraux de Tepito, ou de La Merced, mais aussi à la Central de Abasto à Iztapalapa[45]. Dans ces espaces, les activités commerciales sont denses et à l'origine d'une concentration des emplois.
Dans une catégorie de districts localisés au centre et dans le péricentre occidental, on retrouve le cœur des activités économiques de Mexico, où les trajets pour se rendre au travail sont surreprésentés, tandis que sont sous-représentés les trajets de retour à la maison, et donc la fonction résidentielle.
Ailleurs en périphérie, s'étendent d'un côté, des districts proches du profil moyen où on ne distingue pas de réelles spécificités par rapport à l'ensemble de la ville – comme c'est une nouvelle fois le cas pour Cuautitlán ou La Paz –, et de l'autre, une périphérie plus éloignée, où les motifs de retour à la maison sont surreprésentés, tandis que les autres motivations sont sous-représentées. Ce constat tend à présenter ces derniers espaces comme les banlieues-dortoirs de la métropole.

[45] Mexico vit des approvisionnements à l'échelle de l'ensemble du pays. Le centre nourricier de l'agglomération se trouve dans ces halles de la *central de abasto*. Cette immense plate-forme, construite en 1982 à Iztapalapa, a remplacé le marché saturé de La Merced dans l'hypercentre. En plus de drainer les produits agro-alimentaires frais ou transformés de l'ensemble du pays, ce marché de gros est aussi lieu de la régulation des prix et du contrôle de l'approvisionnement de la ville pour l'ensemble des systèmes de production à l'échelle nationale [Tallet, Ribardière, 2010, p. 56].

Carte 5.15. La ZMVM selon les fonctions urbaines qui motivent les déplacements



Sources (statistiques et cartographiques) : Enquête *Origen Destino* [INEGI, 2007]

On prend la mesure du poids du centre-ville et du secteur ouest dans la répartition des activités économiques. En effet, les motivations des mobilités résidentielles rendent clairement compte de cette opposition principale. Par ailleurs, la grande majorité de la périphérie révèle des espaces complexes, où les polarisations existent, mais sont plus difficilement lisibles. Les périphéries des troisième et quatrième couronnes renvoient en 2007 à un espace à vocation majoritairement résidentielle et *a priori* peu complexe. Or, l'analyse à un échelon plus fin, si elle ne remet pas véritablement en cause les grandes lignes de la fonctionnalisation métropolitaine, permet de nuancer un tel constat et d'introduire la problématique de la diversité économique des quartiers populaires périphériques (chapitre 9).

Motivations des mobilités quotidiennes dans les quatre périphéries étudiées
Après les grands schémas de répartition des fonctions urbaines dans la métropole, il est possible de focaliser sur les districts qui correspondent à nos quatre terrains d'étude. Les mobilités quotidiennes seront abordées selon quatre entrées autorisées par l'enquête EOD : où vont et d'où viennent les individus dans ces districts pour i) travailler, ii) rendre visite à leurs connaissances, iii) faire leurs courses, iv) se divertir. Ces quatre dimensions renvoient aux activités les plus courantes dans l'espace de vie des individus : l'activité professionnelle, que celle-ci soit « formelle »[46] ou non, les réseaux sociaux et familiaux, l'approvisionnement indispensable – notamment en denrées alimentaires –, et les loisirs. La lecture des motivations et de la spatialisation des mobilités dans l'espace métropolitain du point de vue de ces quatre périphéries populaires permet d'approcher en détail le lien de ces espaces avec le reste de la ville d'une part, la force des dynamiques internes au district d'autre part – ces deux dimensions étant au cœur de l'analyse des ancrages qui motive notre étude.

Une lecture simultanée des arrivées et des départs selon les quatre dimensions, du point de vue de chacune des quatre périphéries, est possible (cartes II.5.2 à II.5.5 en annexe II.5). La comparaison rapide de ces 32 lectures de l'espace métropolitain par ces angles de vue donne une dimension toute particulière aux mobilités de proximité, qui sont largement majoritaires pour chacun des cas observés. En effet, c'est seulement dans le cas des départs de Tláhuac pour se divertir ou pour aller faire ses courses que les mouvements internes sont minoritaires – pouvant signaler des liens plus forts avec le reste de la ville. Ailleurs, les mobilités quotidiennes intra-district sont systématiquement les plus importantes, en valeurs absolues et relatives, sans exclure des liens parfois non négligeables avec d'autres parties de la ville.

- <u>Les mobilités domicile-travail : vers et depuis les quatre terrains d'étude</u>

Sans surprise, les déplacements pour le travail mesurés grâce à l'enquête EOD sont les plus nombreux. Départs et arrivées confondus, à l'échelle de la ZMVM, ils concernent au total un quart des trajets[47] en 2007.
Du point de vue des départs, la comparaison des quatre terrains met en lumière un « entonnoir », pointé vers les districts les plus centraux, par rapport au champ spatial de proximité le plus concerné par les mobilités de travail (cartes A.1 sur les quatre planches de l'annexe II.5). Cette forme axiale – qui peut parfois se calquer sur la carte des transports[48] – témoigne du poids important de la dépendance de ces espaces par rapport à la polarisation de l'emploi dans les espaces plus centraux : péricentre et centre-ville du DF.

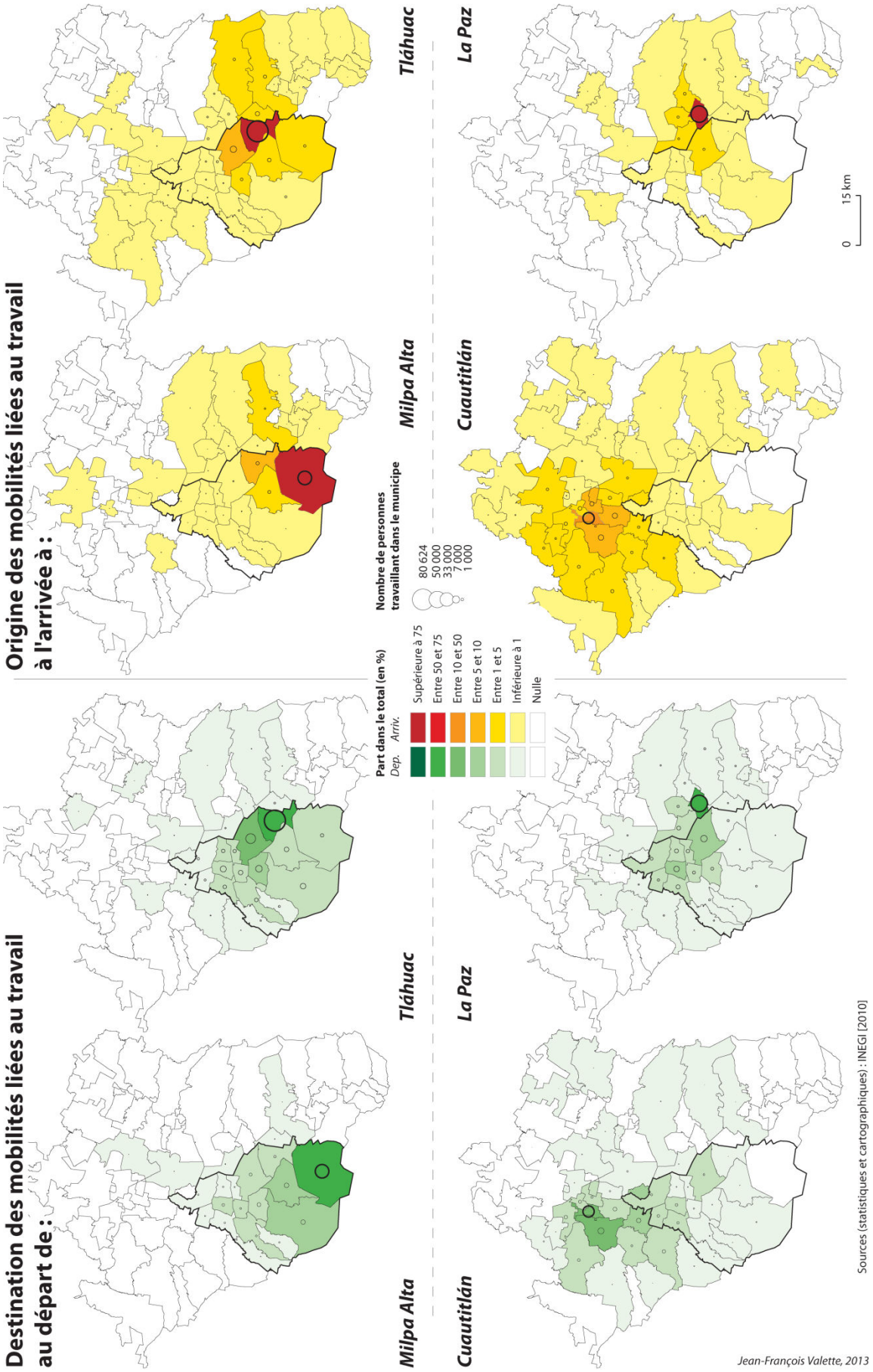
[46] Entendue dans le cadre d'un contrat de travail avec rémunération légale et déclaration aux services fiscaux.
[47] Au départ, les mobilités de travail concernent un tiers des trajets à Tláhuac et Milpa Alta, et autour d'un quart de ceux de La Paz et Cuautitlán. À l'arrivée, les mobilités de travail représentent moins d'une arrivée sur 5.
[48] Si cette relation est plus délicate à lire à Tláhuac, elle révèle en revanche l'autoroute de Puebla pour La Paz (et la ligne A du métro), la *Calzada* Tlalpan pour Milpa Alta (et la ligne 2 du métro) et l'autoroute de Querétaro (et l'axe ferroviaire du *suburbano*) pour Cuautitlán (carte 2.4).

Pour Tláhuac, on retrouve le poids majeur des emplois dans les districts plus péricentraux, principalement dans la délégation d'Iztapalapa (27 % des destinations), mais aussi, à Coyoacán, Benito Juárez et Cuauhtémoc. Depuis Milpa Alta, c'est un axe Xochimilco, Coyoacán, Cuauhtémoc qui se dessine, tandis que depuis La Paz, on distingue nettement l'axe Zócalo – Iztapalapa – Nezahualcóyotl – La Paz. Cet axe depuis le centre se retrouve également à Cuautitlán, sous une forme moins nette toutefois, dans le sens où les municipes voisins de Cuautitlán Izcalli et Tultitlán polarisent une partie importante des flux de travail. En effet, les concentrations d'emplois de services et d'industrie sont ici plus importantes qu'ailleurs dans la périphérie métropolitaine.
C'est donc globalement un modèle centripète qui ressort à l'échelle de la ville. La plupart des mobilités liées au travail entrainent une sortie du district : à Tláhuac-ouest, seuls 11 % des départs au travail se font en interne. Ce taux atteint 20 % à La Paz, 18 % à Cuautitlán, et peut s'élever à 37 % à Milpa Alta. Si ce schéma des flux de départs liés au travail renvoie à l'image classique d'une dépendance vis-à-vis des zones plus centrales, il se double de logiques fortes de proximité. Cette proximité peut renvoyer aux districts immédiatement voisins : 43 % pour Cuautitlán, mais seulement 10 % à Tláhuac-ouest, 9 % à Milpa Alta et 7.5 % à La Paz. Elle peut aussi s'étendre de manière plus large : un quart des départs pour le travail depuis Milpa Alta se dirige vers Xochimilco et Tlalpan ; on constate la même proportion depuis La Paz vers Iztapalapa et Nezahualcóyotl.

Si on observe les arrivées liées au travail dans les quatre districts étudiés (cartes B.1 de l'annexe II.5), un fonctionnement interne plus fort est mis en évidence. L'origine des travailleurs renvoie majoritairement à une grande proximité : on vient travailler *ici* le plus souvent lorsqu'on y vit déjà. La part des trajets renvoyant à des mobilités professionnelles intra-district s'élève à un travailleur sur 5 à Tláhuac, un sur 4 à Cuautitlán, près d'un sur 3 à La Paz, et près des deux tiers à Milpa Alta. Si le marché de l'emploi local est insuffisant pour l'ensemble de la population, il relève en revanche d'une dynamique interne importante – signe d'ancrages locaux –, mais pas uniquement.
En dehors des flux internes, l'espace des mobilités d'arrivées pour le travail dans les quatre districts est plus restreint par rapport aux départs. Par ailleurs, le champ spatial concerné témoigne du rôle polarisant de ces zones sur les espaces plus périphériques. Les mobilités dirigées vers les districts en question révèlent le plus souvent des flux centripètes provenant de districts plus périphériques d'une part, des flux de proximité d'autre part. On remarque ainsi l'auréole des flux de travail en provenance des districts voisins qui renvoient à 35 % des arrivées à Tláhuac-ouest (notamment depuis l'est), 40 % à Cuautitlán (prioritairement depuis le nord), 31 % à La Paz (en particulier depuis Ixtapaluca, Chimalhuacán et Chicoloapan) et 21 % à Milpa Alta (surtout depuis le sud de Tláhuac en raison de la contiguïté des villages de Mixquic et Ixtayopan à Tláhuac, et de Tecómitl à Milpa Alta).

Il est également possible d'analyser les pratiques de l'espace citadin de l'activité professionnelle avec les données (un peu plus récentes) disponibles dans l'échantillon détaillé de la *muestra* du recensement de 2010, au niveau des municipes. Cette approche n'est pas directement celle de la mobilité quotidienne – comme dans le cas de l'enquête EOD. Toutefois, la *muestra* permet de cerner à l'échelon individuel le municipe où s'exerce l'activité professionnelle, que l'on peut croiser avec le municipe de résidence pour obtenir une image des mobilités domicile-travail. La planche de cartes 5.16 donne une visualisation, plus récente et relativement plus précise, des relations des municipes étudiés dans les schémas de mobilités domicile-travail.

Carte 5.16. Les bassins d'emploi et les zones de recrutement en 2010



La thèse de l'ancrage local de l'emploi et de l'émergence de bassins de vie (chapitre 3) semble une nouvelle fois confirmée pour les quatre terrains. Dans l'ensemble de la ville, cet ancrage est relativement élevé : en effet en moyenne dans la ZMVM, 57 % des actifs travaillent dans leur municipe de résidence. Les habitants des quatre municipes vont travailler systématiquement en majorité dans leur propre municipe de résidence : 64 % des actifs de Milpa Alta, 55 % de Tláhuac et 52 % de La Paz. C'est seulement à Cuautitlán que la tendance est moindre (40 %), en raison de la polarisation des zones d'activités de Cuautitlán Izcalli et Tultitlán. Sinon, les zones de travail sont les municipes voisins « habituels » : Xochimilco pour Milpa Alta, Iztapalapa pour Tláhuac et La Paz.
L'observation des zones « de recrutement » pour les municipes étudiés renvoie au même constat. De ce point de vue (des arrivées), l'ancrage périphérique semble plus affirmé qu'à l'échelle métropolitaine où, en moyenne en 2010, 62 % des travailleurs d'une municipalité y sont aussi résidents. On observe alors un fonctionnement interne – avec plus de 75 % des travailleurs résidant dans le municipe – pour Tláhuac, La Paz et Milpa Alta, et plus diffus – bien que toujours de grande proximité – à Cuautitlán[49]. En dehors de cet « endoréisme », ce sont les municipes adjacents – aussi bien péricentraux que plus périphériques – qui constituent les espaces résidentiels des travailleurs des espaces étudiés.

D'une manière générale, les flux de mobilités quotidiennes liés à l'emploi, au départ ou à destination des espaces périphériques étudiés, révèlent un lien double avec le reste de la ville. La dépendance au centre n'est pas remise en question en 2007 ou en 2010 du fait de l'existence systématique de départs pour le travail à destination de l'hypercentre[50]. Cette place est toutefois largement dépassée par les dynamiques internes, d'un côté, de proximité, de l'autre. On retrouve alors le positionnement de pivot de la deuxième couronne – déjà observé au sujet des mobilités résidentielles – dans lequel s'inscrivent les quatre quartiers étudiés : entre lien avec le centre et plus particulièrement le péricentre et la première couronne, et polarisation des périphéries plus externes.
En dehors des emplois, il est possible d'observer trois autres dimensions prises en compte par l'enquête EOD : voir quelqu'un, les loisirs et les courses.

- <u>Où va-t-on voir quelqu'un, se divertir et consommer en périphérie ?</u>

Les trois autres pratiques présentées – voir quelqu'un, se divertir, faire ses courses – renvoient globalement à des mobilités urbaines plus limitées en termes de nombre de trajets enregistrés au départ et à l'arrivée des districts (entre 2 et 6 %). Mais leur suivi est pertinent dans l'analyse des lieux mis en relation par les mobilités quotidiennes. L'intérêt réside dans la lecture systématique de l'espace des pratiques des individus, afin d'approcher, même à une échelle agrégée, les lieux d'ancrages potentiels – qui seront ultérieurement appréhendés empiriquement (chapitre 9). Tout d'abord, ces motifs de déplacement mettent en relation des espaces dans un champ beaucoup plus petit, notamment parce que les trajets sont moins nombreux qu'au sujet des mobilités de travail.
Ainsi, l'observation des déplacements « pour voir quelqu'un » met en évidence un espace de proximité autour des districts concernés, que ce soit du point de vue de la zone de départ ou de destination (voir cartes A.2 et B.2 de l'annexe II.5). Pour les mouvements de départ, on compte 35 % de mobilités internes à Tláhuac pour aller voir quelqu'un, 47 % à La Paz, plus

[49] Dans le détail, les parts des travailleurs résidant dans le municipe s'élèvent à 90 % à La Paz, 85 % à Milpa Alta, 75 % à Tláhuac et 41 % à Cuautitlán.
[50] À titre d'exemple, on enregistre au départ de Tláhuac-ouest, 11 % des départs liés au travail à destination des districts de Cuauhtémoc, 8 % pour Milpa Alta, 14 % pour La Paz, et 6 % pour Cuautitlán. En revanche, les chiffres du recensement de 2010 font état d'une tendance moindre quant à la localisation de l'activité dans l'hypercentre : 2 % pour Cuautitlán et Milpa Alta, 6 % à La Paz et 4.5 % à Tláhuac.

de la moitié dans les deux autres districts étudiés. Lorsque le district est la destination cette fois, c'est plus de la moitié des trajets, voire les trois quarts dans le cas de Milpa Alta, qui sont originaires de ce même district. La proportion est un peu moindre à Tláhuac et La Paz, où la visite des tiers peut révéler la fréquentation depuis des zones plus centrales de la ville[51].

Les mobilités liées aux loisirs (cartes A.3 et B.3 de l'annexe II.5) sont quant à elles plus disparates. Si la pratique de proximité – voire interne[52] – est la règle, on observe aussi, pour les départs, la fréquentation vers l'ouest du DF pour La Paz et Milpa Alta, ou encore vers le nord pour Cuautitlán. À l'arrivée, les situations varient également : à Tláhuac-ouest, les mobilités de loisirs proviennent de zones centrales à péricentrales, tandis que pour Milpa Alta, si on lit les flux en provenance de Xochimilco, il en existe aussi en provenance du centre, voire de Nicolás Romero, au nord-ouest. À La Paz, on lit davantage une attraction des zones plus périphériques à l'est, mais aussi de zones de la première couronne (Nezahualcóyotl). Cette attraction dans les deux sens se retrouve également à Cuautitlán.

Les déplacements liés à la consommation et à l'approvisionnement des ménages sont aussi importants, car ils témoignent en partie de la demande et de l'offre commerciale disponible à proximité des résidences, de la fonctionnalisation économique de l'espace, et de la dépendance ou indépendance du district vis-à-vis de pôles d'activités spécifiques dans l'espace urbain (chapitre 9). On retrouve au sujet de ce motif de déplacement dans l'espace urbain des schémas proches de ceux observés par rapport aux mobilités liées à l'emploi (cartes A.4 et B.4 de l'annexe II.5). En effet, en plus d'un fonctionnement interne très fort, c'est globalement une répartition des trajets de départ en direction des districts plus centraux et péricentraux qui est observée, alors que l'attraction (les arrivées) s'exprime depuis des districts étant le plus souvent situés à proximité et plus loin en périphérie.
Ce constat est particulièrement vrai à La Paz (II.5.4), où les départs se dirigent d'abord vers l'intérieur du district (45 %), puis vers le centre (17 % dans les districts de l'hypercentre et 15 % vers la Central de Abasto). Les arrivées pour les courses viennent pour la moitié du district même, tandis que le quart provient des districts alentour.
À Tláhuac, le schéma est bien différent : un tiers des départs pour aller faire les courses se dirige vers l'hypercentre et seulement 9 % restent dans le district, attestant de la polarisation extrême du centre-ville (pourtant à plus d'une heure de transport en commun). Dans l'autre sens – celui des arrivées –, le schéma est, quant à lui, proche du modèle précédent : les trajets pour faire les courses dans le district de Tláhuac-ouest proviennent, pour un tiers, du même district, pour un quart, des autres districts de Tláhuac, et pour un cinquième, d'Iztapalapa.
À Milpa Alta, c'est toujours la très forte prégnance de la proximité qui ressort : 58 % des départs et près de 80 % des arrivées sont le résultat de mobilités internes au district. Au-delà, les déplacements pour les courses se dirigent vers le centre qui, même à plus de 3 heures de transport en commun (ou 2 heures de voiture) polarise toujours 13 % de ces déplacements. Ensuite, Xochimilco et Tláhuac jouent le rôle de « relais », où se dirige un départ sur 5.
Le cas de Cuautitlán donne à voir l'image d'une périphérie beaucoup plus déconnectée du centre que les trois autres cas. La dynamique interne est très forte, le district polarisant 3 départs sur 5 et 2 arrivées sur 5. En revanche, aucun trajet vers/depuis le centre pour le

[51] À ce stade de l'analyse, aucune conclusion n'est réellement permise, mais les entretiens avec la population dans certains quartiers de ces districts ont révélé – plus souvent que dans les cas de Milpa Alta et Cuautitlán – des liens familiaux localisés dans les parties plus centrales de la ville, qui peuvent correspondre avec une étape résidentielle antérieure à « l'installation » périphérique (chapitre 8). Par ailleurs, les réseaux sociaux tissés au moyen de la belle-famille ou au travers de l'activité professionnelle contribuent également à cette situation (chapitre 9).
[52] 13 % seulement à Tláhuac, mais 40 % à La Paz, 50 % à Cuautitlán, 60 % à Milpa Alta.

motif « courses » n'a été décompté par l'enquête EOD. Les dynamiques intra-périphériques semblent donc jouer à plein dans ce district. Plusieurs pistes nous permettent d'interpréter partiellement ces résultats : d'une part, les agrégations réalisées pour l'enquête atténuent considérablement la finesse du maillage territorial (par ailleurs observable pour les trois autres cas d'étude) ; d'autre part, les espaces du nord-ouest de la zone métropolitaine sont globalement nettement mieux couverts en surfaces commerciales que les autres périphéries étudiées, notamment par l'implantation de centres commerciaux – construits à destination des marchés de consommateurs que représentent les habitants des grands ensembles. Même si l'essentiel des courses, notamment alimentaires, est souvent réalisé les jours de marché ambulant/« sous bâches » (*tianguis*), la densité du réseau des enseignes de la grande distribution donne à la zone un approvisionnement constant et important (chapitre 9). Cette situation de relative « autosuffisance commerciale » est alors très différente de celles observées précédemment, où l'essentiel de l'approvisionnement passe par d'autres canaux.

On retient de l'approche des mobilités quotidiennes par quatre motivations de déplacement la confirmation d'un modèle global de périphérie « pivot » et l'inscription des cas d'étude dans ce schéma. Les mobilités s'opèrent, au départ des zones, vers les espaces plus péricentraux, tandis que ces zones en elles-mêmes jouent un rôle relativement polarisant pour les périphéries plus éloignées alentour. En outre, les déplacements internes ou de proximité ressortent sans ambiguïté, bien que relevant de dynamiques locales différenciées. Une telle force de la proximité interroge les mécanismes d'un ancrage local.

5.2.2.2. Les espaces des mobilités quotidiennes : la place forte des dynamiques internes

L'observation des motivations à l'origine des trajets quotidiens dans l'espace de la ville, à l'échelle de toute la métropole et du point de vue de quatre terrains d'étude, tend à mettre en lumière l'importance relative des mobilités quotidiennes de faible portée géographique, comme l'avait déjà suggéré C. Paquette [2010]. L'importance de la proximité a été abordée par l'approche des mobilités liées à l'activité professionnelle, aux réseaux sociaux, aux activités commerciales et aux loisirs du point de vue des quatre zones étudiées. Nous proposons ici de démontrer la place des dynamiques internes périphériques, tous déplacements confondus.

Des périphéries plus marquées par l'ancrage ?

En 2007 selon l'EOD, un voyage sur 5 dans la métropole est effectué à l'intérieur de chaque district. La lecture à l'échelle métropolitaine du taux de déplacements internes aux districts – au départ et à l'arrivée (quel que soit le motif, le mode de transport, la durée, le coût) – donne un constat clair : l'opposition entre un centre très connecté avec les autres parties de la ville – du moins où les départs et les arrivées renvoient beaucoup moins à un fonctionnement interne et/ou isolé des autres zones – et une périphérie moins concernée par les échanges inter-districts (carte 5.17). Toutefois, une « bande centrale » est-ouest échappe partiellement à cette opposition centre-périphérie. On observe en effet que, malgré des positions relativement éloignées du centre, des districts comme l'ouest de Naucalpan ou l'est d'Ixtapaluca tranchent avec le reste des districts périphériques par leur faible part des trajets internes.

Ce constat doit toutefois être nuancé par des éléments structurels. Le découpage en unités spatiales aux superficies très différentes (pour rendre compte de poids démographiques plus équilibrés) tend à renforcer la tendance à « l'endoréisme » des périphéries. La superficie des districts comme ceux de la délégation de Milpa Alta, du sud-est autour d'Amecameca, de la municipalité de Texcoco, de l'agrégation autour de Chiconcuac, ou encore celui au nord de

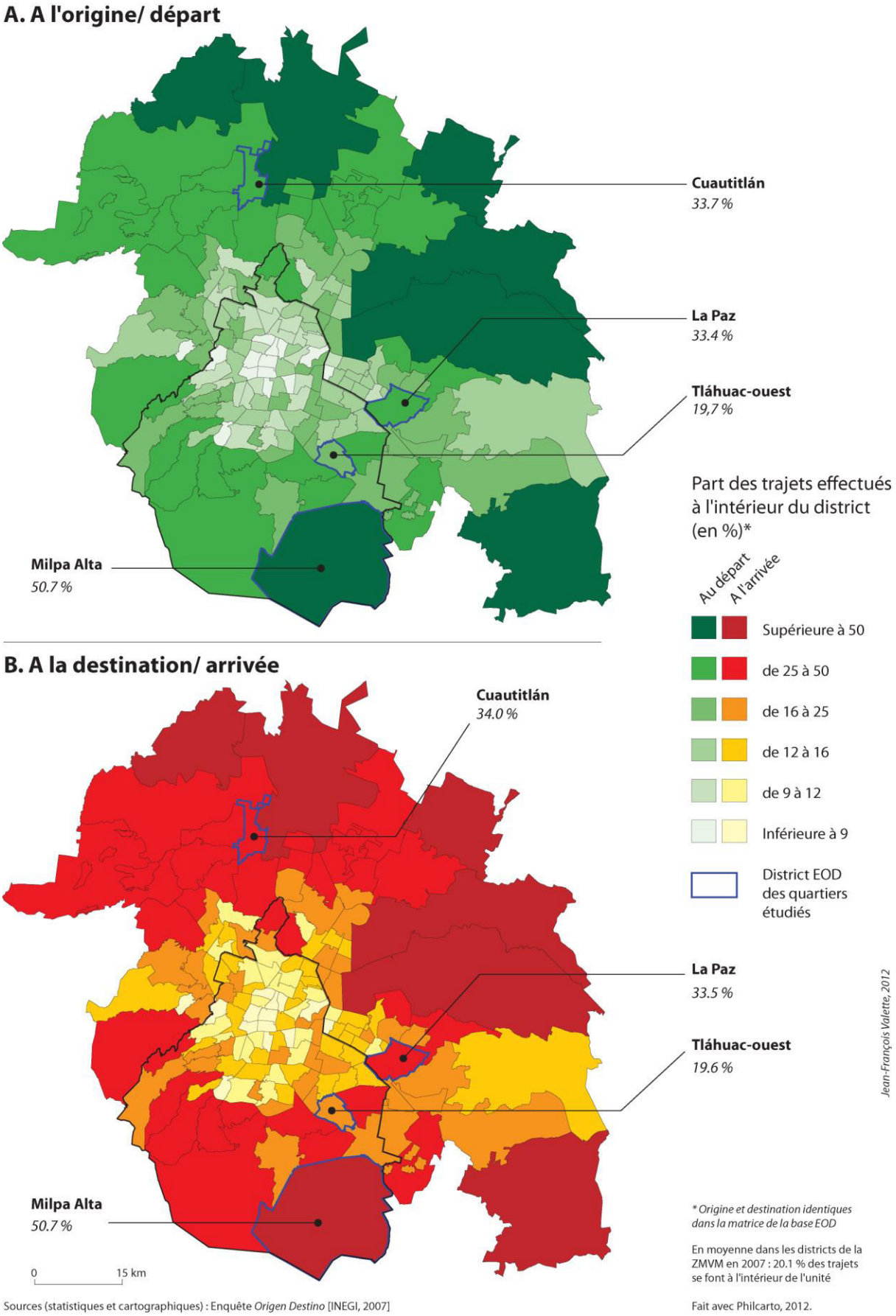
Tultitlán, efface les nuances observables à l'intérieur des unités. De cette manière, sont considérées comme « internes » des mobilités pouvant s'effectuer sur de grandes distances, par des modes de transports et pour des motifs divers, mais leur spécificité n'est pas prise en compte[53].
Aussi, c'est avec la plus grande prudence qu'il convient d'analyser et de comparer les structures à l'échelle métropolitaine. Toutefois, si le fonctionnement interne appréhendé par les mobilités quotidiennes des périphéries peut renvoyer à un relatif enclavement de ces espaces et à l'éloignement du reste de la ville, il peut également révéler la force des liens de proximité pour des espaces qui ne sont plus uniquement dépendants du centre ou du péricentre en ce qui concerne les bassins d'emploi, les activités commerciales, ou la fonction résidentielle. On ne lira alors pas de la même manière la force des mobilités de proximité à Amecameca qu'à Texcoco, la première relevant d'un fonctionnement de marges périurbaines éloignées, alors que la seconde révélant davantage un rôle de centre secondaire. De même, le faible taux de mobilité quotidienne interne dans un des districts de Nezahualcóyotl renverra à une réalité très différente que celle observée dans le district du Zócalo. Si pour la première, une forte mobilité inter-district peut renvoyer à une très bonne intégration et connexion au reste de la ville – mais aussi une diversification des activités, témoignant d'un accès à la ville ayant connu des évolutions profondes avec les processus de consolidation urbaine –, pour la deuxième, la très forte mobilité renvoie davantage à sa position hypercentrale en termes d'activités et à sa très bonne connexion aux réseaux de transports de masse.

On peut alors distinguer trois configurations périphériques. En premier lieu, on observe les périphéries au taux de mobilité interne aux alentours de 20 %, proches de la moyenne métropolitaine — que l'on retrouve en première et deuxième couronnes, mais aussi au-delà, dans le cas d'Ixtapaluca – comme à Tláhuac-ouest. En second, « à l'opposé », Milpa Alta est représentative d'une situation de très forte part des mobilités internes : les trajets quotidiens s'effectuent, pour plus de la moitié d'entre eux, à l'intérieur de la zone. Cette dernière situation correspond aux espaces les plus éloignés du centre, dans les troisième et quatrième couronnes périphériques, mais aussi, aux districts les plus vastes. Enfin, entre les deux, la quasi-totalité des districts des deuxième et troisième couronnes affiche un taux de mobilité interne supérieur à la moyenne, comme c'est le cas à Cuautitlán ou La Paz, avec un tiers des trajets effectués à l'intérieur des districts.
Bien qu'il soit nécessaire de tenir compte des logiques spécifiques – situations d'enclavement (accès aux réseaux de transport de masse notamment), d'autonomie, de polarités secondaires, etc. –, on peut toutefois approcher les dynamiques d'ancrage par ce fonctionnement interne. Cette dynamique révèle aussi une relative indépendance par rapport à l'hypercentre, en même temps que des liens importants avec les autres parties – notamment périphériques – de la ville. L'observation des origines et des destinations de tous les trajets vers et depuis les quatre districts périphériques permet de confirmer cette approche.

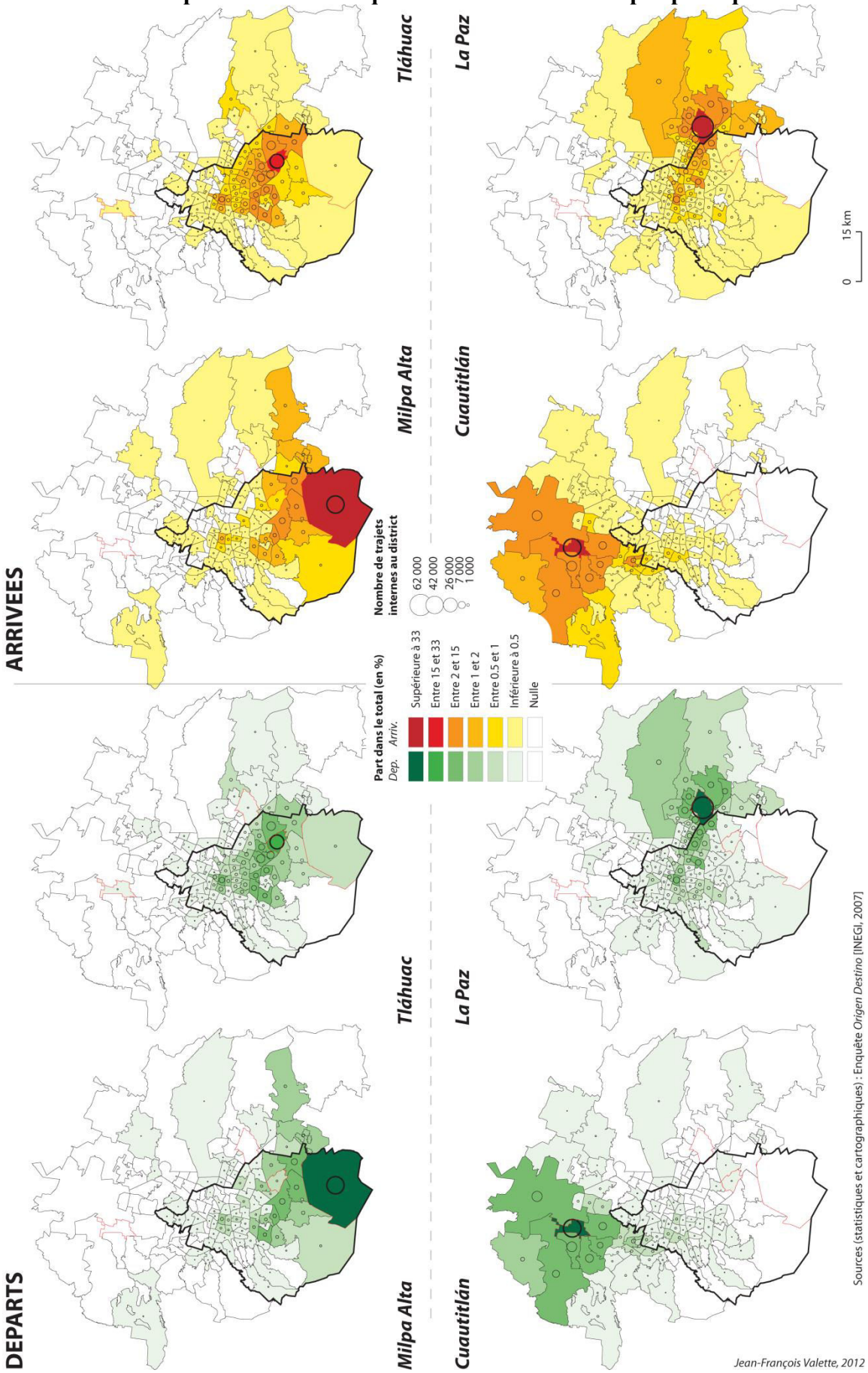
Ancrages et dynamiques intra-périphériques
Plus qu'une comparaison à l'échelle de la ville, c'est bien une comparaison des trajectoires et des champs de mobilités quotidiennes dans l'espace métropolitain, du point de vue d'exemples spécifiques, qui permet de caractériser les pratiques urbaines des habitants de quartiers périphériques. L'observation simultanée de l'ensemble des trajets effectués au départ et à destination (quels que soient le motif et le mode de déplacement) des quatre districts étudiés dans la ville est représentée sur la planche de cartes 5.18.

[53] À ce titre, les différentiels de mobilité rendent parfois davantage compte de l'effet d'agrégation territoriale – dans la mesure des flux – que de différences structurelles entre des territoires contigus.

Carte 5.17. La mobilité quotidienne de proximité plus forte en périphérie



Carte 5.18. Les espaces de mobilité quotidienne de 4 districts périphériques



On retrouve ici la synthèse des principales conclusions proposées précédemment lors de l'analyse des flux en fonction des motivations de déplacement. Dans les quatre périphéries, l'importance des trajets de mobilité internes au district est prépondérante par rapport à tous les autres trajets. Le caractère de proximité se retrouve également dans les auréoles d'arrivées comme de départs. Trois modèles se distinguent.

Le premier est celui de la « périphérie relativement isolée ». L'exemple de Milpa Alta est emblématique, principalement caractérisé par un fonctionnement interne et une très grande proximité de la plupart des mobilités quotidiennes qui en sortent ou qui y arrivent. Les déplacements vers et depuis l'intérieur de la métropole concernent majoritairement les espaces les plus proches : ici la deuxième couronne périphérique du DF, Xochimilco et Tláhuac (18 % des départs et des arrivées) – qui sont également un « passage obligé » dans l'accès du district au reste de la ville. Toutefois, la dépendance du centre n'est pas absente, et l'on remarque un lien avec l'hypercentre comme avec des zones plus péricentrales (Villa Coapa, Coyoacán). Les mobilités quotidiennes avec les autres périphéries révèlent aussi un fonctionnement qui ne découle pas seulement de l'isolement, mais bien d'un dynamisme intra-périphérique (comme avec Chalco).

Ensuite, on peut observer notamment à Cuautitlán un modèle de « périphérie relativement autonome », où les flux de mobilités quotidiennes mettent en lumière un fonctionnement complexe. On observe des liens, internes au district, de proximité autour de ce dernier, mais aussi un lien particulièrement faible au centre. Une fois de plus, le caractère de proximité des mobilités intra-périphériques est évident, même s'il est quelque peu masqué par l'agrégation des unités. Toutefois, c'est bien un fonctionnement périphérique qui ressort : 38 % des trajets se font depuis et vers les districts voisins, laissant une part faible aux zones plus éloignées. Cette situation ne provient pas d'un enclavement ni d'un fonctionnement de périurbain éloigné. On peut alors émettre l'hypothèse d'une sorte d'autonomie relative de ces districts périphériques, connaissant, dans cette partie de la ville, des changements profonds en termes de types de peuplement et de tissu d'activités économiques.

Enfin, Tláhuac et La Paz, malgré leurs différences, peuvent renvoyer à un modèle de « pivot-relais périphérique », au vu de leur positionnement dans les mobilités quotidiennes à l'échelle de l'agglomération. Comme dans les deux modèles précédents, la dynamique interne reste majoritaire – quoique minorée dans le cas de Tláhuac. Les deux districts ont la particularité de témoigner de fortes dynamiques intra-périphériques de proximité, à la fois vers le centre-péricentre, comme vers les périphéries encore plus éloignées de la métropole. Les districts voisins polarisent les déplacements, et sont les lieux de provenance de 18 % des trajets à La Paz, et 21 % à Tláhuac. La position en deuxième couronne de ces districts est aussi à interpréter selon la proximité avec les grandes zones de peuplement populaires des décennies précédentes que sont Iztapalapa et Nezahualcóyotl. Tláhuac témoigne d'un lien particulièrement fort, au départ et à l'arrivée, avec les districts du péricentre, et notamment avec Iztapalapa (23 % des trajets), Coyoacán et l'hypercentre. Par ailleurs, La Paz renvoie à des mobilités quotidiennes fortes avec la première couronne de Nezahualcóyotl et Iztapalapa (14 %), mais aussi avec les espaces plus périphériques de Chimalhuacán, Ixtapaluca, Valle de Chalco et, dans une moindre mesure, Texcoco.
Cette double dynamique (pivot-relais) constitue une approche intéressante des processus d'interactions croissantes entre ces périphéries. Le questionnement sur l'intégration progressive de ces espaces à la ville ou sur des processus complexes de maturation doit porter sur les mécanismes des ancrages en formation.

Conclusion du chapitre 5

L'analyse des mobilités doit contribuer à mieux cerner, même à un échelon agrégé, les contextes de la maturation, notamment dans la dimension dynamique qu'elles donnent à la localisation des individus dans l'espace urbain. Le suivi du changement de résidence sur une comparaison entre deux périodes récentes (1995-2000 et 2005-2010), ainsi que celui des pratiques de la ville par une exploration d'une enquête de mobilité quotidienne, ont permis de mettre au jour des processus d'ancrage spécifiques en périphérie. Baisse de la dynamique migratoire externe et force des usages internes vont dans le sens d'un resserrement du champ des mobilités sur une échelle plus locale.
Ces logiques de proximité, explorées pour toute la ville et plus précisément pour les quatre zones étudiées, participent à définir et à contextualiser la maturation des quartiers populaires et à aborder ces espaces comme ceux de la construction d'ancrages résidentiels et quotidiens spécifiques. Le contexte des mobilités a pu ainsi mettre en avant l'importance d'une approche locale dans la compréhension des relations entre les lieux. Mais cette approche reste insuffisante. La qualification sociale, démographique et économique des individus en situation de mobilité est indispensable (chapitres 7, 8 et 9) : l'échelon individuel permet en effet de confronter les trajectoires des personnes et des contextes.

Par ailleurs, l'étude du peuplement et des mobilités résidentielles d'arrivées comme de départs dans nos terrains d'étude renvoie à un nécessaire arrêt sur les logiques qui caractérisent le « peuplement populaire ». La dimension populaire de ces espaces constitue un contexte particulièrement significatif : la position juridique de la résidence tend logiquement à jouer un rôle majeur dans les trajectoires des individus, comme dans celles des contextes résidentiels. D'un côté, le rapport à ce contexte juridique est nécessaire pour approcher l'apprivoisement de l'espace local – collectif comme individuel – des habitants. D'un autre côté, il faut également pouvoir interpréter les stratégies et les dynamiques sociales et politiques lisibles à l'échelle du quartier. Cette dimension est alors incontournable notamment lorsqu'il s'agit d'aborder les processus d'ancrage.
Le contexte politique, juridique et foncier joue ainsi à plein dans la différenciation des contextes de la maturation. Voyons à présent quelles clefs de lecture ces dimensions permettent d'apporter pour comprendre les ancrages et les évolutions des contextes résidentiels dans ces espaces, et quelles échelles spatiales et temporelles – beaucoup plus fines et malléables – elles mettent en jeu.

Chapitre 6.

Les colonies populaires dans l'espace politico-juridique de Mexico

Le contexte « populaire » et le poids de l'illégalité

"¿Y allá, en Francia, hay asentamientos irregulares? ¿No, verdad? Pero… para los servicios, los títulos… pos todo? ¿Es más caro, verdad"[1]
Rocío, Tempiluli, Tláhuac, novembre 2011.

Rocío habite à Tempiluli et elle participe de manière très engagée à l'association locale qui s'occupe de la régularisation progressive de sa colonie. Forte d'une longue expérience professionnelle et militante dans la ville de Mexico, elle plaisante volontiers au sujet des quartiers illégaux en France. Toutefois, elle s'intéresse véritablement aux mécanismes de régularisation ailleurs. Son interrogation au sujet des services et des titres de propriété, loin de constituer une question naïve, témoigne de l'acuité de l'inconfort lié à l'informalité de la résidence à Mexico. Sa préoccupation renvoie à l'importance de cette dimension au Mexique, mais aussi, à la perception très ancrée du « règlement des choses », *a posteriori* d'une part, à travers la négociation systématique d'autre part. Une telle situation est perçue comme une manière dominante, voire évidente, de produire la ville.

Les chapitres 1 et 2 ont permis d'approcher la place prépondérante des colonies populaires dans l'espace urbain ; la définition des contextes socio-résidentiels et l'analyse des mobilités à l'échelle métropolitaine ont permis de prendre la mesure de la spécificité et de la diversité de ces espaces, à partir des sources statistiques systématiques (chapitres 4 et 5). Les multiples dimensions des colonies populaires périphériques sont aussi à définir par rapport à leur « dénominateur commun » : l'illégalité initiale et/ou actuelle. À titre indicatif, sur les 139 entretiens réalisés entre 2010 et 2011 dans les quatre quartiers étudiés auprès de résidents, 16 personnes vivaient dans des logements construits avec des matériaux précaires et seulement 27 disposaient de titres de propriété légaux (annexe III.4). En 2001, E. Huamán [2010] estime que plus de 5,3 millions de personnes, soit 30,3 % de la population de la ZMVM vit dans un logement en situation d'irrégularité foncière.

En amont des processus de consolidation, d'ancrages et de maturation, il est nécessaire de comprendre les situations politico-juridiques précédant les dynamiques d'évolutions – négatives ou positives – dans leur diversité. Il s'agira ici de présenter des dimensions essentielles à l'appréhension des ancrages et de la maturation urbaine dans les quartiers populaires périphériques. Tout d'abord, du point de vue de la maturation, notre approche nous conduit à la compréhension des mécanismes des processus de « régularisation ». Avant d'étudier directement ces processus, il est nécessaire de présenter le contexte irrégulier dans son ensemble – sa pluralité et sa complexité – et d'aborder les questions qu'il soulève, aux

[1] [« Et là-bas, en France, il y a des quartiers irréguliers ? Non, pas vrai ? Mais pour les services, les titres de propriété… enfin tout quoi ? C'est plus cher, pas vrai ? »]. Rocío, Tláhuac, novembre 2011.

échelles individuelles et collectives, sur les registres fonciers et politiques[2]. Ensuite, nous interrogerons la « normalité » de l'informalité ; l'étape « originelle » d'entrée dans l'illégalité sera ainsi questionnée. Enfin, il s'agira de présenter succinctement le contexte mexicain spécifique de paix institutionnelle autour de la question foncière.

6.1. Comprendre l'irrégulier… pour lire la maturation

La maturation d'un quartier populaire se présente comme un processus englobant et transversal et, dans cet ensemble, la consolidation morphologique occupe une place déterminante. Le passage d'un espace « plus ou moins défini comme urbain » à un territoire intégré à la ville renvoie à l'analyse des mutations juridiques et physiques faisant écho à la régularisation territoriale. Le territoire acquiert ainsi une certaine profondeur, notamment historique, par son appropriation progressive et une relative légitimité. À Mexico, en raison notamment des spécificités du régime foncier, ces processus de régularisation prennent une dimension particulière, par rapport aux périphéries d'autres métropoles. Cette situation explique une grande diversité de trajectoires possibles, pour les individus et pour les contextes.

La régularisation foncière et la consolidation des colonies populaires – entendue comme l'ensemble des processus amélioratifs donnant un caractère durable et solide à l'installation – ont déjà fait l'objet d'un très grand nombre de recherches à Mexico depuis J. Turner dans les années 1960. La littérature sur le thème est abondante, notamment autour des travaux de T. Alegría et G. Ordoñez [2005], A. Azuela [1995, 1997], J. Calderón Cockburn [1987], P. Connolly [1988, 1991, 2008], R. Coulomb [1986, 2002], E. Duhau [1991, 1998], D. Hiernaux et A. Lindón [1997, 2003], E. Huamán [2005, 2010], A. Iracheta [1988 ; 2008], C. Salazar [2009, 2011, 2012], M. Schteingart [1981, 1997, 2001], F. Tomas [1995, 1997], A.L. Vega [1997, 2005] entre autres[3], qui ont conceptualisé – par la triple lecture juridique, morphologique et sociale – le passage de l'illégal vers le légal. Ce passage renvoie au processus au sein duquel l'habitant (et l'habitat) en situation d'illégalité entre dans une dynamique d'amélioration, devant le conduire à un statut légal, avec tous les avantages (et les inconvénients) que sa reconnaissance suppose. L'État (fédéral, fédéré et municipalités) entame un effort de dérogation afin d'intégrer l'acteur-habitant et l'objet-habitat dans la sphère légale[4].

Avant de définir le processus de régularisation en lui-même – qui sera l'objet du chapitre 10 –, le regard est porté sur le contexte politique particulier, qui tolère un tel règlement de l'urbanisation. La consolidation de ces espaces, jugée « automatique » en cas de non-déguerpissement juste après l'installation, tend à prendre des formes spatiales et temporelles très différentes selon le contexte local. La thèse de consolidation/amélioration de l'installation illégale proposée par John Turner [1976] soutient qu'une plus grande sécurité foncière participerait à l'amélioration des conditions de vie et à la consolidation physique des quartiers. Rarement linéaire dans la pratique, ce schéma a toutefois servi de base aux études sur les recompositions des quartiers illégaux à Mexico.

[2] Une partie des résultats présentés dans ce chapitre a fait l'objet de publications [Valette, 2014a ; 2014b].

[3] Au sein du projet Perisud, un ensemble de travaux universitaires de deuxième cycle ont été conduits autour de la question foncière dans le développement périphérique de la ville. Du côté français, on peut citer K. Bain, H. Theurier [2009], C. Guerlin [2009, 2010], L. Gratkowski [2011] et H. Theurier [2010]. Du côté mexicain, on peut citer K. Bain, M. Pardo [2011] (*in* F. Saavedra *et al*, 2011), R. San Miguel [2010] et A. Solís [2010]. Un remerciement tout particulier est adressé à ces auteurs.

[4] Voir aussi sur le sujet les travaux du *Lincoln Institue of Land Policy* (chapitre 2, note 49).

Le suivi des évolutions et des chantiers en cours dans ces espaces, ainsi qu'une approche à plusieurs échelles des rapports de pouvoir entre institutions, habitants et collectifs d'habitants, permet d'aborder la question de la gouvernance dans ces périphéries. Le but est de comprendre les formes, acteurs et mécanismes du processus de maturation et de voir en quoi il est significatif d'une consolidation foncière, physique, mais aussi, d'un ancrage social des habitants.

6.1.1. Autant de régularisations que d'irrégularités

Les irrégularités sont à considérer à partir d'une situation originelle (ou de combinaisons) d'illégalité, qui peut être lue et déclinée selon différentes échelles spatiales et temporelles. L'inconformité peut provenir : de l'absence de titres de propriété ou de justificatifs de transactions (ou de problèmes dans ces derniers) ; de violation des normes urbaines ou de construction ; mais aussi de situations antérieures déjà irrégulières. Régulariser est le fait de se conformer aux dispositions légales. Or, recouvrant une réalité et des situations extrêmement diverses, le fait de basculer vers la sphère légale prendra autant de formes différentes qu'il y aura de situations illégales à l'origine.
La vision classique de la « ville illégale devenant légale » suppose un schéma linéaire : l'achat frauduleux (voire l'invasion) d'un lopin de terre auprès d'un « fractionneur[5] », puis la construction de la maison en matériaux précaires[6], enfin son amélioration avec des matériaux durables. Les premiers services arrivent grâce une certaine organisation sociale, et sont suivis de l'intégration progressive de la zone dans le domaine urbain, par changement du régime de propriété et d'usage des sols, et l'arrivée des autres services. Une fois la colonie physiquement consolidée, les habitants obtiennent les titres publics de propriété. Ce schéma classique n'englobe pas la totalité des cas. La réalité offre des déroulements souvent différents, dans le sens où les étapes et leur enchaînement ne sont pas toujours conditionnés par les mêmes logiques ou enjeux.

6.1.2. L'inévitable question foncière

Pour comprendre l'illégal, il convient de définir ce que l'on considère comme « légal », notamment sur le volet foncier. Selon la CEPAL (*Comisión Económica para América Latina* – Commission Economique pour l'Amérique Latine) [cité par Alegria et Ortoñez, 2005, p. 20], « *la sécurité de la possession de la terre est un accord individuel ou collectif sur le droit à la terre et à la propriété résidentielle, lequel est régi et règlementé par un cadre juridique et administratif. Cette sécurité vient du fait que l'accès au sol (usage et*

[5] Traduction de *fraccionador*, renvoyant à la figure du lotisseur. Le fractionneur est l'acteur de l'opération de *fraccionamiento* ou fractionnement décrite en 1.3.2 (chapitre 1). Dans d'autres contextes latino-américains, on peut parler du lotisseur sous l'appellation *urbanizador* (littéralement « urbanisateur »). Le lotisseur peut être le propriétaire légal des parcelles ou non. Son rôle est de subdiviser les parcelles en plusieurs lots, généralement vendus pour la construction de logements, de manière individuelle ou collective. Le fractionneur, s'il incarne la figure du « gagnant » au jeu des opérations lucratives de ventes illégales de terrains comme dans les rapports de pouvoir qui prennent place dans ces espaces, ne renvoie pas exactement à la figure du riche propriétaire terrien déconnecté de la réalité du terrain. Les enquêtes ont révélé – comme le constate J. Calderón Cokburn [1987, p. 305] – que les relations entre colons et lotisseurs peuvent être d'ordre familial, amical et révéler une collaboration importante des deux côtés de la transaction. Le fractionnement sans autorisation officielle reste formellement interdit par la loi, selon l'article 389bis du Code pénal [*Diario Oficial*, 1931].
[6] On fait ici référence à la construction du logement avec des matériaux de mauvaise qualité ou de récupération – planches, tôles, bâches, terre, carton – et à l'absence de services urbains de base – électricité, eau, chemin d'accès.

propriété) se base sur une série commune de normes, qui peuvent être l'objet d'actions juridiques. Une personne ou une famille est ainsi en sécurité lorsqu'elle est protégée contre le délogement non consenti de sa terre ou résidence, sauf cas exceptionnels où la procédure est connue et convenue ».

La légalité foncière définit ainsi le droit à user exclusivement de sa terre, d'en tirer des revenus et de la céder. L'irrégularité de la possession de la terre est donc définie par T. Alegria et G. Ortoñez [2005, p. 22] comme l'exercice partiel des droits de propriété d'un habitant sur un terrain sur lequel, bien que sans reconnaissance juridique légale dans les registres de propriété publique, l'habitant bénéficie tout de même de l'usage, de la capacité à en tirer des revenus et de la possibilité de transfert.

Au Mexique, le régime de propriété de la terre peut être social[7], privé, ou public et le statut foncier est déterminant dans la manière dont sera menée la régularisation. Retourner vers le légal met en lumière la bipolarité du pouvoir sur la terre, largement régi par la réforme agraire de la Révolution (inscrite dans l'article 27 de la Constitution de 1917). Au risque de simplifier grossièrement, le pouvoir sur la terre se répartirait entre : un État « agraire » social, protecteur des agriculteurs et d'une conception communautariste et collective de la possession de la terre ; et un État « politique », à la grille de lecture du territoire plus « urbaine », dans le sens où il se fait gestionnaire des ressources, des finances et des habitants du territoire et où il reconnait la propriété privée. La concurrence entre ces pouvoirs, sur les questions d'approvisionnement en ressources et d'aménagement, est une clef de compréhension des déséquilibres et des profondes mutations qui affectent les périphéries de Mexico, intégrées dans le processus d'étalement urbain et de périurbanisation. Les enjeux sont énormes pour les populations et révèlent les incohérences et les rivalités politiques cachées derrière les deux faces du même pouvoir.

L'expansion de la ville se voit contrainte par les différentes juridictions qui régissent le sol disponible, et donc potentiellement urbanisable. B. Tallet et A. Ribardière parlent ainsi du paradoxe sur lequel est construit Mexico – entre un état de fait de construction majoritairement illégal et une législation reconnaissant cet état de fait par une politique de retour à la normale « *au terme de longues années de négociation* » [2010, p. 50] – quand P. Connolly [2008a] parle de l'irrégularité comme de « *la forme dominante de la ville* ».

Tout le sud du District Fédéral (DF) est inconstructible, car considéré comme réserve écologique (appelée « sols de conservation »[8]), mais aussi parce que la majorité des terres ont

[7] Propriété collective concédant l'usufruit de la terre aux membres d'une communauté agraire, mais où les terres sont en théorie non cessibles. Les *ejidos* et *comunidades* sont les deux grandes formes de propriété sociale, issues de la redistribution des terres suite à la réforme agraire. La terre est la propriété du groupe de paysans du noyau villageois et est inaliénable. En théorie, sa gestion par les paysans n'est pas issue d'un contrat et l'usage des terrains n'est pas du ressort des membres de la communauté, mais du pouvoir public. L'*ejido* est une « terre de la Nation », qui a été donnée par l'État par dotation aux noyaux villageois agricoles, à partir des réserves du système colonial latifundiaire. La *comunidad,* dans l'idée de redistribution des terres, s'est davantage appliquée à reprendre le fonctionnement des communautés villageoises indigènes (les *calpultlis*), basé sur le partage communautaire, le respect des traditions et des titres de propriété vice-royaux, datant de la reconnaissance des communautés à l'époque de la Conquête.

[8] Dans le DF, le principe est d'établir une véritable « ceinture verte » qui couvre le tiers sud montagneux et forestier. L'expansion maximale des villages est alors fixée et des normes d'utilisation des sols sont établies. Il s'agit d'un cadre d'action politique visant à limiter le développement urbain périphérique et à contrôler les usages agricoles et écologiques des espaces autour de la ville. La superficie dans le District fédéral correspond à 87 297 ha soit 59 % du territoire du DF [GDF, 2012 ; Saavedra, 2014]. Au sein des délégations étudiées, les sols de conservation constituent 7.2 % de la superficie de Tláhuac, et 32.2 % de celle de Milpa Alta [GDF, 2012, p.10]. Les premières séparations entre la zone de développement urbain et une aire de protection écologique apparaissent dans le Plan directeur d'aménagement du DF en 1978, puis sont véritablement établies, avec des usages spécifiques aux aires de conservation écologiques en 1982 [Saavedra, 2014]. La ligne est redéfinie et officialisée par un nouveau décret au sein des articles 27 et 73 de la Constitution en 1987 : c'est la Réforme pour

un régime de propriété inaliénable. Cette dernière restriction est valable bien au-delà des limites du DF. Pour l'ensemble de la Zone Métropolitaine, la principale voie d'expansion spatiale du bâti reste l'urbanisation de sols au régime de propriété et à l'usage impropres au logement. Cette situation est due au statut foncier qui vient d'être évoqué, mais aussi aux usages du sol prévus dans les plans locaux d'urbanisme[9]. Une telle complexité tend à renforcer l'hypothèse d'une spécificité mexicaine quant aux trajectoires possibles de maturation des espaces résidentiels illégaux par rapport à la question foncière.

6.2. Quand l'informel est la norme

Si le marché informel a une telle importance, c'est qu'il offre une souplesse et des avantages sociaux et économiques indispensables pour permettre le logement de catégories d'habitants aux ressources globalement limitées et n'ayant pas accès au crédit immobilier. Il renvoie concrètement à une grande diversité de configurations.

6.2.1. Polysémie de l'irrégulier

Si le passage vers la légalité n'est ni évident ni linéaire, la définition de l'illégal est elle aussi complexe. Se posent les questions des voies d'accès au légal, et de la définition de la norme, deux points particulièrement ambigus dans le contexte mexicain.

Situations et combinaisons d'illégalités

L'illégalité est le résultat de la combinaison d'une multitude de facteurs, où, au final, le décryptage du fonctionnement et des normes en vigueur passe aussi bien par l'analyse des comportements humains individuels que par celle d'un ensemble de règlements officiels et négociés, à connaître, à contourner, ou à respecter.

E. Duhau et A. Giglia [2004a, 2004 b, 2008, 2012] analysent ainsi les colonies populaires en termes d'espaces de négociation permanente des règles urbaines qui déterminent son fonctionnement. Ils évoquent aussi, pour l'ensemble de la ville, le caractère prédominant des arrangements guidés par les intérêts privés dans la gestion des espaces urbains et notamment publics. Au sujet des logiques de morcellement et de faiblesse de l'ordre urbain dans un contexte de privatisation de l'espace public, ces auteurs écrivent : « *Ainsi, à Mexico, à la prolifération d'arrangements supposant peu ou prou une prise de distance par rapport à l'ordre règlementaire urbain, s'ajoute l'acceptation généralisée et la popularité accrue dont jouissent les micro-ordres privés* » [2012, p. 23]. Cette grille de lecture reste valable au sujet

la prévention et la restauration de l'équilibre écologique [Carmona Lara, 1988]. Mais c'est véritablement en 2000 que le Programme Général d'Aménagement Ecologique – qui a servi de base pour le Programme Général de Développement Urbain du DF de 2003 – intègre les Aires Naturelles Protégées et est voté par l'Assemblée législative, qui approuve la délimitation et le zonage des sols de conservation [Saavedra, 2014]. À la différence des aires naturelles protégées (au niveau fédéral), les sols de conservation renvoient à une catégorie normative du seul ressort du gouvernement du DF, définie par la Loi de développement urbain du DF de 2009. Au final, il s'agit de « *tout sol qui mérite cette qualification par sa situation géographique, son extension et/ou sa vulnérabilité ; qui présente un intérêt pour l'environnement et l'aménagement territorial* » : éléments naturels, sous-sols, sols destinés à l'agriculture, à la foresterie, à l'élevage ou encore au tourisme et à la récréation [Saavedra, 2014, p. 304]. Pour une étude détaillée des formes et impacts de ces zonages écologiques, on se reportera à *l'Atlas Geográfico de los Suelos de Conservación del Distrito Federal* de 2012 [GDF, 2012] aux travaux de R. San Miguel [2010], H. Theurier [2010], F. Saavedra *et al* [2011] et F. Saavedra [2014].

[9] On les appelle PDDU pour le DF (*Plan delegacional de desarrollo urbano*) et PMDU pour l'État de Mexico (*Plan municipal de desarrollo urbano)*.

des négociations obligatoires autour des pérennisations des quartiers populaires illégaux en périphérie. Les comportements qui en découlent débouchent sur des pratiques « habituelles » et au final, considérées comme « convenables » par le groupe, renvoyant par-là à la définition même de la norme[10]. La perception de l'irrégularité en est alors obligatoirement subjective, fragile, et surtout, difficilement « mesurable ».

Plutôt que de penser l'irrégularité en termes négatifs, la plupart des auteurs en ont fait un objet d'étude recouvrant toutes les stratégies alternatives au discours normatif juridique habituel. P. Connolly [2008a] souligne la complexité épistémologique de la définition de l'irrégularité et retient un phénomène aux multiples manifestations. F. Tomas [1997] identifie quatre dimensions : physique (infrastructures et constructions), juridique (conformité urbanistique), fiscale (inscription cadastrale et paiement des impôts) et sociale (consensus pour respecter les normes établies). L'ensemble de ces dimensions – qui font écho à tout ce qui « fait » la ville – renvoie une nouvelle fois à la spécificité, comme à la diversité des configurations possibles.

Ainsi, l'irrégularité est en premier lieu celle du marché foncier. C. Salazar rappelle, au sujet de l'informalité du marché foncier urbain, qu'il s'agit d'un « *mécanisme d'échange d'un bien qui ne respecte pas tout ou partie des institutions de l'État* » [2011, p. 96], renvoyant à l'invalidité juridique de la propriété de la terre, à une transaction entre particuliers non enregistrée devant notaire et au développement en marge des règlementations urbaines. Pourtant, par ailleurs, A. Giglia [2012] évoque la force des règles tacites dans le fonctionnement de ces espaces, mais aussi dans les mécanismes d'ancrage des habitants. On observe alors conjointement le non-respect des règles admises par l'État – restitué par C. Salazar [2011] –, mais l'existence « d'autres règles » – étudiées par A. Giglia [2012]. Au final, la définition en négatif engendre un flou relatif autour du concept d'irrégularité. Cette irrégularité s'explique davantage par la souplesse – aussi bien que par la rigidité – qu'elle doit revêtir au vu de la diversité des situations qu'elle recouvre.

On peut alors regrouper deux types d'irrégularité du marché foncier : du point de vue des propriétaires terriens (ordre juridique du droit foncier) –, et du point de vue de la ville et de l'urbanisation (ordre juridique de l'aménagement et de l'occupation de l'espace urbain) [Connolly, 2008a, p. 145]. Le double regard (foncier individuel et urbain) met en lumière la diversité des échelles spatiales à prendre en compte dans l'approche de l'irrégularité. Celle-ci peut se lire à l'échelle du lot sur lequel a été opérée la transaction illégale, ou sur laquelle pèse la menace du déguerpissement faute de titres de propriété légaux. Mais elle peut également se lire à l'échelle de toute la colonie, où toute la production d'espace urbain s'est faite dans un cadre hors-la-loi.
La dimension temporelle – à l'échelon individuel, comme à l'échelon du contexte résidentiel – participe aussi à la pluralité des lectures de l'irrégularité. Au niveau des habitants, on peut évoquer les diverses étapes : de la transaction illégale à l'attente en situation d'illégalité ; puis de la négociation à l'entrée dans la norme juridique. Au niveau collectif (autorités du quartier, municipales, de l'entité), les « anormalités juridiques » sont différentes selon les tolérances éventuelles aux moments des ventes, des arrivées de résidents, des reventes, des travaux de

[10] Sans prétendre à une définition ou à une participation au débat sur la question de la norme, nous nous appuyons sur le sens premier du terme. Pas moins de 6 définitions sont recensées dans le dictionnaire *Le Petit Robert* [2004, p. 1743]. Il s'agit d'abord du « *type concret ou formule abstraite de ce qui doit être »* ou encore de « *l'état habituel, conforme à la majorité des cas* », proche de la moyenne. En linguistique, il s'agit de « *ce qui dans la parole, le discours, correspond à l'usage général* », alors qu'en droit, la norme renvoie logiquement à la « *règle de droit, règle juridique* ».

régularisation, des titularisations, etc. P. Connolly [2008a, p. 146] a synthétisé cette pluralité de situations et de combinaisons d'irrégularités dans une arborescence (voir tableau 6.1).

Tableau 6.1. Les différents types d'irrégularité juridique

Irrégularité juridique ou normative	Propriété	Titularisation de l'achat-vente inexistante	Sans titres de propriété	Transaction originelle
				Transactions avec intermédiaires (successive)
			Titres de propriété problématiques	Transaction originelle
				Transactions avec intermédiaires (successive)
			Avec titres de propriété originaux	Titres de propriété au nom d'une personne non propriétaire de l'édifice
				Propriété sans testament
			Propriété en litige	
		Titularisation de l'achat-vente incorrecte	Sans registre cadastral ou bulletin officiel avec information erronée	
			Non-paiement des impôts ou des services	
	Processus d'urbanisation et de construction	Violation des normes urbaines, pour la colonie, pour le lot individuel	Construction sur sol impropre à la construction de logement ou en sol à risques	
			Construction sur sol de conservation	
			Impact environnemental considéré comme fort	
			Violation de la norme quant à l'occupation foncière	
		Violation des normes de construction	Violation du règlement de la construction et/ou inconformité de la norme minimale en vigueur	Dimensions insuffisantes / dépassées (nombre d'étages supérieur à la norme par exemple)
				Qualité de la structure et des matériaux de construction insuffisante
				Carence ou insuffisance des services basiques
				Autres
			Sans permis de construction/ d'agrandissement ou de modification	
			Autre	

D'après P. Connolly [2008a, p. 146], adaptation et traduction propre.

Les différentes formes et dimensions d'illégalités peuvent se cumuler. Par exemple, dans le cas de Tláhuac, les installations illégales en sol de conservation ont un statut officiel « public fédéral » – inconstructible –, répréhensible par le Secrétariat de l'Environnement et les services de l'urbanisme (plus particulièrement la PAOT[11] dans le DF). Par ailleurs, ces installations sont souvent situées sur des sols en propriété sociale, inconstructibles en dehors du logement des familles d'exploitants agricoles, mais surtout invendables à des tiers – la propriété relevant de la communauté tout entière. À ce titre, la vente et construction d'un logement sur un terrain est donc répréhensible par le Secrétariat de la Réforme agraire, devant faire respecter l'indivisibilité et l'inaliénabilité des communautés. Du point de vue des normes urbanistiques cette fois, les logements sont souvent situés sur des sols dont l'usage n'est pas classé en zone résidentielle et sont donc en cela non déclarés. Alors que l'usage est censé être agro-industriel – la densité est limitée à une maison tous les 500 m² [PDDU Tláhuac, 2008] – et que la nature marécageuse des sols a conduit à une restriction de la hauteur des bâtiments

[11] *Procuraduría Ambiental de Ordenamiento Territorial*. Bureau du Procureur de l'Environnement et de la Planification Territoriale. Service juridique chargé du contrôle et de l'application du Droit au sein des activités du Secrétariat de l'Environnement du District Fédéral.

(nombre d'étages limité à deux niveaux), on retrouve pourtant à Ampliación La Conchita une densité entre 30 et 80 habitants à l'hectare et des constructions de quatre étages. À ce titre, ces situations sont répréhensibles par les services de police, les autorités municipales et les services de l'urbanisme du DF.
Enfin, les habitants ne payent pas d'impôts en général et sont donc répréhensibles par le Fisc. La question des impôts est particulièrement problématique : certains habitants n'ont en théorie pas le « droit » de payer des impôts – car en situation irrégulière. Pourtant, ils s'acquittent de leur devoir, en raison de l'incohérence et du manque de communication entre les services administratifs. Le paiement des contributions officielles permet en outre d'obtenir une preuve de la reconnaissance de l'installation par l'État, requis exigé lors des démarches de régularisation.

Devenir « hors-la-loi » : des chemins à double sens
Avant la lecture des mécanismes de la maturation des quartiers populaires, pourrait d'abord être évoquée celle de la « consolidation », intégrant les différentes étapes classiques d'évolution d'une installation illégale : fondation, construction, première étape « d'attente » – en situation d'illégalité sur les questions foncières et urbanistiques –, puis normalisation progressive des choses vis-à-vis du droit, jusqu'à « l'aboutissement », consistant en une intégration complète (juridique, d'usage, foncière et physique) au reste de la ville. L'exemple typique de l'étape de « fondation » est celui de l'achat frauduleux d'un lopin de terre. Mais le schéma classique de « naissance dans l'illégal », suivie d'une « croissance » devant aboutir au légal, n'est pas exhaustif.
En effet, on assiste même à des cas de « retour dans l'irrégulier » de situations ayant pourtant fait l'objet d'une régularisation, puis de « re-régularisation ». Cette configuration, qualifiée de nouvelle par P. Ward [2008] et E. Jiménez *et al* [2012], se rencontre notamment dans les vieilles colonies populaires consolidées (entre 20 et 50 ans). La génération de pionniers, au prix d'efforts sur la période, a réussi à obtenir les titres de propriété ; mais aux débuts de la décennie 2010, les occupants des maisons ne sont plus toujours les propriétaires originels, soit parce que ceux-ci sont décédés, soit parce qu'ils ont déménagé. Or, les nouveaux occupants – souvent des membres de la famille, héritiers – ne sont pas reconnus comme propriétaires légaux et n'ont aucun droit attitré si un testament ne le stipule pas[12] : en cas d'absence de testament, la division de la propriété se fait selon les règles du Code civil mexicain, entre le conjoint et les enfants. La conséquence directe de cet état de fait est que la propriété retombe dans l'irrégularité, puisqu'il n'y a plus de titre de propriété nominal.
Concrètement, la situation pose problème dans deux cas : la vente et le conflit. Si les occupants veulent vendre le patrimoine, ils devront le faire hors du marché formel du sol urbain ou se conformer aux règles d'une nouvelle titularisation. En cas de conflits entre les membres d'une même famille, la sécurité du logement n'est plus assurée et l'expulsion par les héritiers de droit (conjoint et fratrie) est toujours envisageable pour les autres membres de la famille[13].

[12] P. Ward [2008] précise que les testaments établis pour répartir les biens entre les différents membres de la famille sont assez rares au sein des catégories aux ressources économiques limitées, majoritaires dans ces colonies.
[13] Dans le DF, la DGRT (*Dirección General de la Regularización de la Tierra* – Direction générale de régularisation de la terre) met en place un programme de sécurisation patrimoniale afin d'éviter ce genre de situations et coordonne un programme social (rédaction des testaments) devant régulariser les problèmes de successions [Entretien avec la directrice du service des titularisations de la DGRT, 2010]. Les actions des organismes de régularisation seront plus particulièrement abordées au chapitre 10.

6.2.2 Situer la norme foncière et urbaine

L'informel est le négatif du formel et à ce titre, c'est la production du formel qu'il faut tenter de cerner. L'illégalité initiale provient ainsi de l'inconformité de la transaction lors de l'acquisition du lot. Celle-ci dépend du contexte foncier dans lequel se situe la parcelle en question. Au sein des trois statuts fonciers possibles, la propriété sociale occupe une position particulière, en raison de sa place très importante en périphérie de la ville et dans l'urbanisation que ces espaces ont connue depuis 70 ans. Entre 1940 et 1975, près de la moitié de la croissance urbaine s'est réalisée sur ce type de terrains [Schteingart, 2001 b, p. 58][14], et 27 % entre 1970 et 1990 [Cruz Rodriguez citée par Salazar, 2011, p. 96][15].

La construction sur des terres *ejidales* n'est pas interdite, mais elle est limitée dans un cadre très précis. La création d'une zone urbaine *ejidale*, qui devait en théorie correspondre aux besoins des *ejidatarios*, devint « l'argument de vente » des *ejidatarios*-fractionneurs. Par exemple, selon A. Varley [1985, cité par Azuela, 1997, p. 224], en 1970, 91 % des *ejidos* du DF avaient entamé les démarches pour disposer d'une zone urbaine *ejidale*. Derrière ce cadre, les transactions illégales s'appuyaient sur l'espoir de faire partie un jour d'une zone urbaine reconnue comme telle, notamment au travers du Certificat de Droit au *solar* urbain (terrain, équivalent du « lot *ejidal* »), dont pouvaient bénéficier les *ejidatarios*. De cette manière, les colonies populaires se développaient sur les *ejidos*, témoignant sur le papier d'une croissance de la population rurale de l'*ejido*, mais traduisant dans les faits le laisser-faire des autorités. Comme le rappelle A. Azuela, « *tout se passait à la marge de la politique urbaine… et à l'abri de la politique agraire* » [1997, p. 225] qui délivrait ces certificats.
Face à un tel constat, parler de respect du cadre légal peut paraître décalé. Il s'agit pourtant d'une étape indispensable pour comprendre et interpréter un « encadrement » pragmatique qui, quel que soit le contexte résidentiel, se met peu à peu en place dans ces espaces. En particulier, une loi tente d'encadrer les installations irrégulières : il s'agit de la Loi Générale sur les Installations Humaines (*Ley General de Asentamientos Humanos*) votée en 1993 [*Diario Oficial,* 1993].

À partir d'un travail empirique et d'entretiens menés dans les quatre quartiers étudiés et auprès des autorités « agraires » et municipales[16], nous présentons succinctement les grandes lignes du « fonctionnement légal », en insistant plus particulièrement sur les étapes nécessaires dans un contexte de propriété sociale.
Partons d'une évidence : pour acheter, il faut d'abord que quelqu'un vende (sauf dans le cas des invasions). Or, sur les terres *ejidales* et *comunales*, la transaction est invalide[17], les terres étant inaliénables et indivisibles, donc invendables du point de vue de l'autorité « agraire » représentée par le *Secretaría de la Reforma Agraria* (SRA, ministère de la Réforme Agraire

[14] À partir des données des *Cartas Agrarias* pour le DF et les municipes de l'État de Mexico compris dans la ZMVM (en 1989, au moment de la rédaction de l'ouvrage de M. Schteingart), l'auteure estime que sur le total de la zone métropolitaine entre les deux dates, 21 % de la croissance a été réalisée sur des terres *ejidales,* 27 % sur des terres *comunales,* 10 % sur des terres publiques et 42 % en propriété privée [2001 b, p. 58].
[15] In CRUZ RODRIGUEZ M.S. [2001]. *Propiedad, poblamiento y periferia rural en la Zona Metropolitana de la Ciudad de México*, México, Editorial de la Red Nacional de Investigación Urbana, p. 161.
[16] Sont ici chaleureusement remerciées les membres des familles Cortes, Balderas et Madrid, ainsi que les fonctionnaires des services de la tenure de la terre de Cuautitlán et La Paz, et du développement urbain de Milpa Alta et Tláhuac pour leur temps et leurs éclairages précieux.
[17] Du moins dans le DF. Ailleurs, la réforme de 1992 ayant modifié le statut, l'activation d'un programme de certification *ejidale* par la communauté est possible, élargissant les droits de propriété sur la parcelle. Sur cette question en particulier, on se réfèrera entre autres aux travaux de M.A. Gallart [1999], L. Maya [2004] et C. Salazar [2011, 2012] (chapitre 10).

au Mexique). Du point de vue de l'autorité « politique » (urbaine) cette fois, représentée par les services du Développement Urbain de l'entité fédérative, l'achat est illégal, car, la parcelle ne relevant pas de sa juridiction directe, l'administration n'a pas délivré de permis permettant au propriétaire initial de vendre la parcelle. Quel que soit le statut de la terre, ce « permis de subdivision de la parcelle » constitue pourtant l'étape primordiale, permettant, avant l'achat, la vente du terrain. L'absence de ce permis renvoie alors à l'entrée principale dans le marché informel.

Le permis de subdivision est un acte légal, à la fois cher et complexe dans ses conditions de délivrance. Au préalable, il faut que le « propriétaire » soit en règle sur son statut de propriétaire. Il doit donc posséder lui-même les titres officiels de propriété de la parcelle ou un certificat de cession des droits de propriété de la part du « vrai » propriétaire. Une fois encore, cette condition ne peut être remplie pour les parcelles attribuées aux collectivités agraires (étant donnée l'absence de propriété privée reconnue). Toutefois, pour les propriétés sociales, une permission des droits de propriété peut être donnée à l'*ejidatario*[18] par le Commissariat *ejidal*[19] au moyen d'une *constancia ejidal*, document prouvant que les autorités agraires permettent l'usufruit de la parcelle. Le blocage en situation *ejidale* ne permet souvent pas d'aller plus avant dans les démarches légales d'installation résidentielle dans ce statut foncier. Seules des procédures spécifiques permettent une sortie du régime foncier social[20].

Par ailleurs, quel que soit le statut foncier, la délivrance du permis de subdivision doit répondre à des conditions d'urbanisme particulières exigées par les autorités municipales : le propriétaire doit par exemple s'engager à réserver une partie (10 à 17 %) de la parcelle à vendre pour l'installation de services publics de base (puits, école, dispensaire, marché, etc.), afin d'éviter la saturation en logements d'une part, de fournir le minimum d'équipements collectifs aux futurs résidents d'autre part. En réalité, ces conditions sont rarement réunies et les « propriétaires » préfèrent passer cette étape légale, souvent longue et complexe à mettre en œuvre et nécessitant une connaissance des lois agraires et administratives relatives à la propriété. La frontière entre méconnaissance du contexte juridique et maîtrise de celui-ci afin de s'en écarter est parfois floue chez les propriétaires terriens, comme chez les acheteurs de

[18] Membre de la collectivité agraire de l'*ejido.* En statut *comunal,* on parle de *comunero.*

[19] Le *Comisariado ejidal* est, avec l'Assemblée *ejidale* et le *Consejo de Vigilancia*, un des trois organes centraux du fonctionnement de la collectivité *ejidale.* Le *Comisariado* est l'organe exécutif en charge d'appliquer, de manière théoriquement collégiale, les décisions de l'assemblée *ejidale* quant à l'administration des biens collectifs de l'*ejido*, en lien direct avec les instances de l'État. Le commissariat *ejidal* constitue l'autorité souveraine au sein du noyau villageois. Le pouvoir de ces instances a souvent été l'objet de critiques par les communautés, au sujet d'une gestion, à la fois autoritaire et obscure, redonnant sa force au caciquat local. Selon les détracteurs de cette autorité, les abus ont pu concerner le pouvoir de déterminer l'usage de la terre, d'attribuer les terres aux *ejidatarios*, de priver les membres de l'*ejido* de leurs droits et de s'engager dans des compromis et dans des méthodes de gestion sans consultation collective. Cet ensemble de points négatifs, participant à une insécurité foncière pour une grande partie de la population, est notamment mis en avant dans la justification de la réforme de 1992. En permettant, voire en encourageant, la spéculation sur les divisions des parcelles et les ventes illégales, le *Comisariado* a souvent été au cœur des conflits liés à l'urbanisation, par les jeux de pression exercés entre les *ejidatarios* et les acheteurs. Un entretien avec un ancien *commissaire ejidal* dans le DF a notamment révélé directement que, bien que le fractionnement soit illégal au sein d'un *ejido,* le commissaire pouvait attester d'une vente et d'un transfert de domaine. Un autre entretien auprès d'un ancien *commissaire ejidal* à La Paz a révélé la sensibilité de ces questions conflictuelles, l'acteur rejetant la responsabilité sur les autorités de l'entité fédérative (DF, État fédéré), dans la manière de ce dernier de gérer le foncier rural en périphérie urbaine. J. Calderón Cockburn [1987] établit d'ailleurs une typologie des conflits conséquents à ces rapports de pouvoir autour des enjeux de spéculation et de manœuvre clientéliste au sein des autorités agraires. Ces conflits peuvent alors être internes, entre membres du noyau agraire. Ils peuvent également engager : les membres du noyau ou nouveaux habitants contre l'État ; les membres du noyau ou nouveaux habitants contre les fractionneurs ; les membres du noyau et nouveaux habitants contre les autorités du *comisariado ;* les membres contre les entreprises privées ; et les membres contre les nouveaux habitants.

[20] Il s'agit de l'expropriation ou de la certification *ejidale* que nous aborderons en chapitre 10.

ces zones. La norme officieuse consiste alors le plus souvent à ne pas s'engager dans de pareilles démarches.

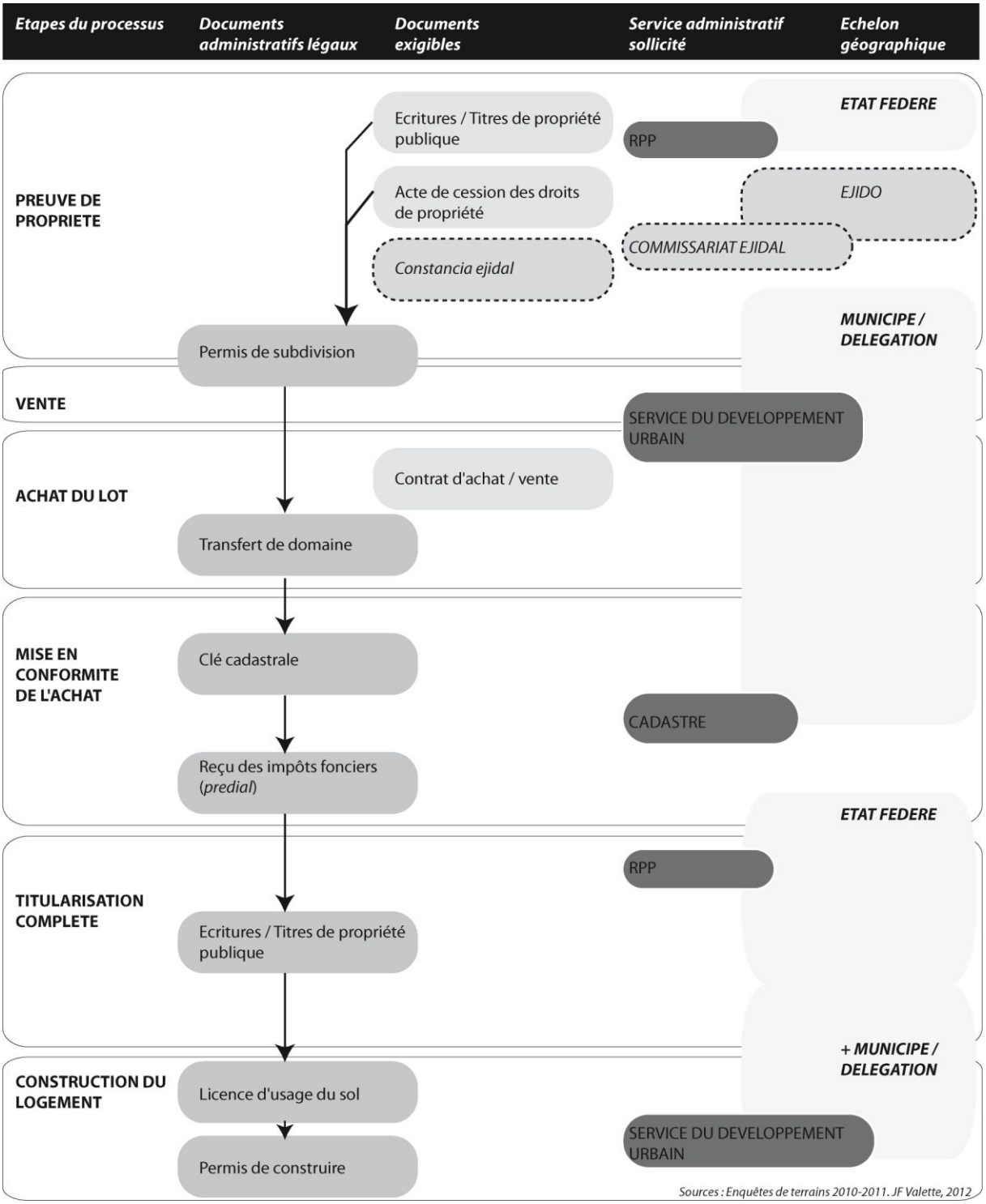
À la suite de l'étape autorisant le fractionnement de la parcelle en plusieurs lots, la transaction peut avoir lieu entre le vendeur et l'acheteur. La vente doit alors être attestée devant les autorités municipales par un acte juridique. Le transfert de domaine (*traslado de dominio*) – qui atteste du transfert des droits de propriété sur la parcelle, du vendeur à l'acheteur – doit être enregistré devant notaire (selon l'article 54 de la Loi des Installations Humaines) et être déclaré en mairie. Lors de cette étape, les autorités prélèvent un impôt. La déclaration est accompagnée d'un enregistrement au cadastre où, là aussi, le nouveau propriétaire est financièrement sollicité pour obtenir sa « clé cadastrale » (immatriculation). Cet enregistrement permet à l'acquéreur de s'acquitter de son devoir citoyen – de paiement des impôts fonciers et locaux – et d'être en règle avec les autorités fiscales. La lourdeur à la fois juridique, temporelle et financière de la procédure légale, pour des populations souvent non informées sur les différentes étapes de la procédure et en situation socio-économique trop fragile pour en supporter les coûts, est alors considérée comme prohibitive.
Si elles sont normalement réalisées, ces démarches administratives conduisent toutefois à la titularisation complète de la propriété privée, au nom du nouveau propriétaire. Ces titres – les *escrituras* (écritures) – sont délivrés après enregistrement de toutes les conditions légales (titres officiels d'achat, cadastre et conformité des impôts, mais aussi croquis du lot signé par un architecte agréé) auprès du Registre Public de la Propriété (RPP[21]). L'enregistrement au RPP est nécessaire afin d'obtenir l'acte notarial définitif attestant de la propriété privée complète de l'acheteur.

À la suite d'une transaction opérée dans les règles – moyennant permis de subdivision, transfert de domaine, clé cadastrale, paiement des impôts et titularisation de la propriété –, reste encore le problème de la licence d'usage du sol, davantage assumé collectivement à l'échelle du quartier, mais indispensable dans l'optique de construction du logement. En effet, la Loi des Installations Humaines reprécise dans son article 55 l'obligation de se conformer aux plans locaux d'urbanisme pour toute décision et délivrance de permis de construire, faute de quoi, les procédures sont invalides. En effet, le propriétaire, même légal, doit se conformer aux règles d'urbanisme déterminées par le municipe et l'entité fédérative (État fédéré ou DF), selon des Plans de Développement Urbain du municipe ou de la délégation. La construction d'une maison n'est légalement possible que si l'usage du sol le permet (usage à caractère résidentiel), et si le municipe/délégation délivre un permis de construire. Si ce permis est délivré, en fonction du zonage en vigueur, il a par exemple une validité d'un an dans l'État de Mexico, période durant laquelle le propriétaire peut construire son logement[22]. Au sein de ce cadre, le respect des normes de constructions est (normalement) exigé, en termes de superficies constructibles (densités) et de hauteurs des édifices (natures des sols).

Ces différentes étapes – de la légalité de la transaction, puis de la titularisation *via* transfert de propriété, jusqu'à la mise en conformité aux règles urbanistiques *via* la licence d'usage du sol et l'obtention d'un permis de construire – constituent donc le schéma légal, respectueux des normes en vigueur, dont les étapes les plus simples sont résumées en figure 6.1. Cette schématisation des grandes lignes de la « norme juridique » de l'accès au logement, si elle n'est que très rarement appliquée, constitue toutefois un référentiel indispensable dans la lecture des rouages des processus de régularisation.

[21] *Registro Público de la Propiedad*. C'est le registre public de la propriété mexicaine qui donne une immatriculation (*clave catastral*) à chaque propriété privée enregistrée légalement.
[22] Passé ce délai, une nouvelle demande de permis de construire sera exigée.

Figure 6.1. Schéma simplifié de la procédure légale d'achat du lot et de construction du logement



Avant de présenter le cadre juridique déterminant les trajectoires de régularisation, voyons comment s'incarne la norme de l'illégalité, à partir des contextes résidentiels locaux étudiés dans cette thèse.

6.2.3. Des héritages historiques locaux complexes

Les terrains étudiés dans cette thèse témoignent de la diversité des situations foncières existantes, des usages du sol non conformes et des situations d'illégalité qui en découlent (carte 6.1). Une conséquence concrète de ces états renvoie bien sûr au statut – mais aussi au nombre et à la qualité – des services de base disponibles pour les populations locales dans ces espaces (carte 6.2).

La question foncière, si particulière dans le cas mexicain, mérite d'être rapidement déclinée dans son aspect spatial, mais aussi temporel, à travers nos quatre exemples. On retrouve dans les quatre groupes de quartiers les différentes juridictions foncières possibles dans la ZMVM à la fin de la décennie 2000. D'une manière générale, les terres sous régime de propriété publique sont très peu nombreuses : on les retrouve ici sur les zones stratégiques de passage des lignes électriques de haute tension, notamment à Jorge Jiménez Cantú à La Paz. Ensuite, les zones de propriété privée peuvent correspondre à des cas de figure très différents : il peut s'agir soit d'ensembles de terrains « régularisés » et aujourd'hui propriété de leurs résidents, soit d'espaces toujours occupés illégalement, mais ayant un statut foncier originel « privé », à savoir où la dotation *ejidale*[23] n'a pas eu lieu. Il s'agit en général de terrains de l'ancien système latifundiaire (haciendas), et dont la propriété revient soit encore à la famille héritière, soit – le plus souvent – aux familles ayant racheté les lots au moment du démantèlement de la grande propriété pendant ou après la Révolution. Enfin, comme nous l'avons souligné précédemment, une part importante des terrains est sous le régime de propriété sociale, *ejidale* ou *comunale.*

Par ailleurs, en plus du statut de propriété spécifique au contexte mexicain, le classique usage des sols règlementé par les services municipaux de l'urbanisme constitue le deuxième obstacle juridique à l'accès au foncier urbain en périphérie de Mexico. Classés comme des zones à risque, protégés pour leur intérêt écologique ou réservés aux usages agricoles, les terrains disponibles peuvent être aussi « verrouillés » par la norme de l'aménagement urbain. Malgré ces verrous, le peuplement et la construction de ces zones se retrouvent dans les quatre groupes de quartiers étudiés.

Milpa Alta : une comunidad *en sol de conservation*

Dans le DF, à Milpa Alta, San Pablo Oztotepec compte des colonies populaires situées en zone de conservation (réserve écologique) et ayant un statut foncier *comunal*. Milpa Alta est entièrement sous un régime de propriété sociale, couplé du statut de sol de conservation[24]. L'ensemble des terres, qu'il s'agisse des noyaux villageois, des terres agricoles et des terres boisées montagnardes est *comunal,* auquel s'ajoutent 5 *ejidos.* A San Pablo, le territoire est administré, d'une part par le *cuartel zapatista*, qui correspond au chef-lieu administratif des autorités agraires, d'autre part par une annexe de la délégation municipale (carte 6.1). Du point de vue de cette dernière autorité, la plus grande partie du village est classée en zone résidentielle[25], outre les équipements collectifs comme les écoles, églises et services

[23] Du nom de l'acte de cession des droits d'usufruit de la terre au paysan : la *dotación ejidal*, évoquée dès l'article 8 de la Loi de Réforme Agraire du Mexique [*Diario Oficial,* 1971]. Il s'agit d'un héritage des aspirations de justice sociale inscrites dans le *Plan de Ayala*, proposé par E. Zapata en 1911, où sont affirmés les grands principes de redistribution des terres possédées par les grands propriétaires aux paysans qui la travaillent. Si la réforme agraire est inscrite dans la nouvelle Constitution de la République du Mexique en 1917, la petite paysannerie en profite assez peu et la véritable impulsion des redistributions viendra sous la présidence de Lázaro Cárdenas (1934-1940), où 18 millions d'hectares seront « dotés » pour 800 000 paysans.

[24] Le régime spécifique de Milpa Alta, entièrement en propriété sociale, doublée de la protection écologique, est à relier avec le caractère encore peu urbanisé de la délégation, surnommée la « province du DF ».

[25] Catégorie synthétique où nous avons regroupé tous les usages résidentiels du sol urbain, quelles que soient la densité admise, les règles de construction tolérées ou les autres nuances existantes. Pour une cartographie

municipaux. Dans les faits, une couronne périphérique au village dépasse clairement les limites du *casco urbano* (centre-bourg) et les zones construites se localisent d'une part, sur des zones de « sauvetage écologique » — qui correspondent à des zones intermédiaires de sols de conservation où est observée une forte pression urbaine et que nous nommons « zone tampon » (du fait du rôle de tampon entre espaces densément lotis et non lotis) —, d'autre part, sur des terres à usage principalement agricole, impropres à l'urbanisation.
Selon le chef des biens communaux[26] – qui est aussi le garant des institutions traditionnelles du village –, le statut de la zone est exclusivement réservé aux membres de la communauté, privant en théorie les « étrangers »[27] des mêmes droits, notamment sur les ressources collectives (terres, bois, eau). Or, à cette lecture communautariste de l'accès aux ressources locales, s'oppose évidemment une réalité tout autre, tendant depuis une vingtaine d'années à la multiplication des ventes illégales de terrains. L'illégalité s'observe alors aux yeux des autorités agraires – pour qui la terre est invendable, car propriété de tous –, aux yeux des autorités urbaines de la délégation – pour qui les constructions ont lieu hors du *casco urbano* (zone urbaine délimitant le village) – et aux yeux des autorités fédérales – pour qui l'urbanisation s'effectue sur des terrains de réserve écologique en sols de conservation.
En 2011, personne n'est donc officiellement propriétaire de quoi que ce soit à San Pablo[28], le statut communal imposant la propriété collective et obérant la possibilité de titularisation individuelle. Seul le droit d'usufruit s'applique en théorie, mais dans les faits, la propriété individuelle est respectée entre les membres de la communauté. Toutefois, en raison du développement urbain et de la spéculation foncière, la multiplication des conflits entre membres a précipité une amorce de procédure de régularisation, au moins interne à la collectivité villageoise : la *cesión de derechos posesorios* – cession des droits de possession. Cette procédure consiste à ce titre en une délivrance de documents officiels, par l'autorité agraire (Registre Agraire National – RAN – et Secrétariat de la Réforme Agraire), reconnaissant les droits d'usufruit individualisés sur les terres. En revanche, pour les résidents n'étant pas membres de la communauté, la reconnaissance est en théorie impossible pour les *asentamientos humanos irregulares* en périphérie du noyau villageois.

En 2010, les services du développement urbain de la délégation comptabilisent et « reconnaissent » à Milpa Alta plus d'une centaine d'installations irrégulières, au-delà des noyaux villageois[29], dont plus d'une vingtaine rien que pour le village de San Pablo. La photo 6.1 montre à ce titre la lutte des autorités contre le lotissement illégal d'une part, et la pression foncière accrue à la périphérie du village d'autre part. La situation globale de San Pablo semble relativement stable et les perspectives de changements de statut foncier lointaines. Ce relatif *statu quo* n'empêche pas pour autant les dynamiques d'évolution.
Par ailleurs, si le contexte global en termes de services basiques nécessaires à la vie urbaine renvoie à des carences graves sur l'ensemble de la délégation comme dans le village, on

détaillée des usages des sols des municipalités, se reporter aux plans municipaux [PDDU Milpa Alta, 2010 ; PDDU Tláhuac, 2008 ; PMDU Cuautitlán, 2009 ; PMDU La Paz, 2009]. Notons qu'à San Pablo, les zones résidentielles sont de type « rurales » selon le PDDU de 2011. Cela signifie que la densité doit être faible (entre 30 et 80 % d'espace libre) et les édifices ne peuvent dépasser une hauteur de deux niveaux.

[26] Equivalent, pour une *comunidad*, du *comisariado ejidal* abordé au sujet des *ejidos* (voir note 19).

[27] Par « étrangers » sont alors entendus ceux qui ne sont pas membres d'une famille de la communauté villageoise et qui ne sont à ce titre pas reconnus comme « originaires ». Il s'agit en général des résidents venus s'installer depuis une trentaine d'années et originaires d'une zone extérieure au village (*comunidad* différente, autre délégation du DF, autre État, etc.).

[28] À ce titre, aucune immatriculation cadastrale n'est enregistrée et les membres de la communauté revendiquent leur droit à ne pas payer les impôts ni les services de base à la délégation.

[29] Selon la directrice des Services Urbains, la délégation enregistre 114 installations irrégulières, dont 106 *parajes* officiellement reconnus. Pour le seul village de San Pablo, ils seraient 24, dont 3 où la délégation interviendrait directement pour l'introduction des services de base.

observe qu'en dehors de la question très problématique de l'accès à l'eau, les niveaux d'équipement à San Pablo – pour la voirie, l'électricité, ou les écoles – semblent supérieurs aux autres cas présentés, et ce, malgré une situation toujours insuffisante (carte 6.2).
On retrouve d'ailleurs le gradient centre-périphérie, en termes d'accès à l'électricité légale ou, de manière plus accrue, aux réseaux d'eau et d'assainissement, mis en évidence à partir d'autres sources au chapitre 4. En s'appuyant sur la photo 6.2, on peut insister sur le problème de l'approvisionnement en eau dans les *parajes* : le stockage s'effectue dans des bidons et le remplissage est assuré par le passage régulier de camions-citernes. En revanche, le revêtement des axes routiers est relativement satisfaisant : la photo 6.3 témoigne ainsi du bitumage des chemins vicinaux malgré des densités de population très faibles. En dehors des réseaux, suivant une logique villageoise, les services comme l'éducation sont regroupés au centre.

Photographies 6.1 à 6.4. Illégalité et précarité des installations (1)

Photo 6.1.
San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2010]
"*Vous êtes sur un sol de conservation, terre* comunale *: construction de logements interdite*"

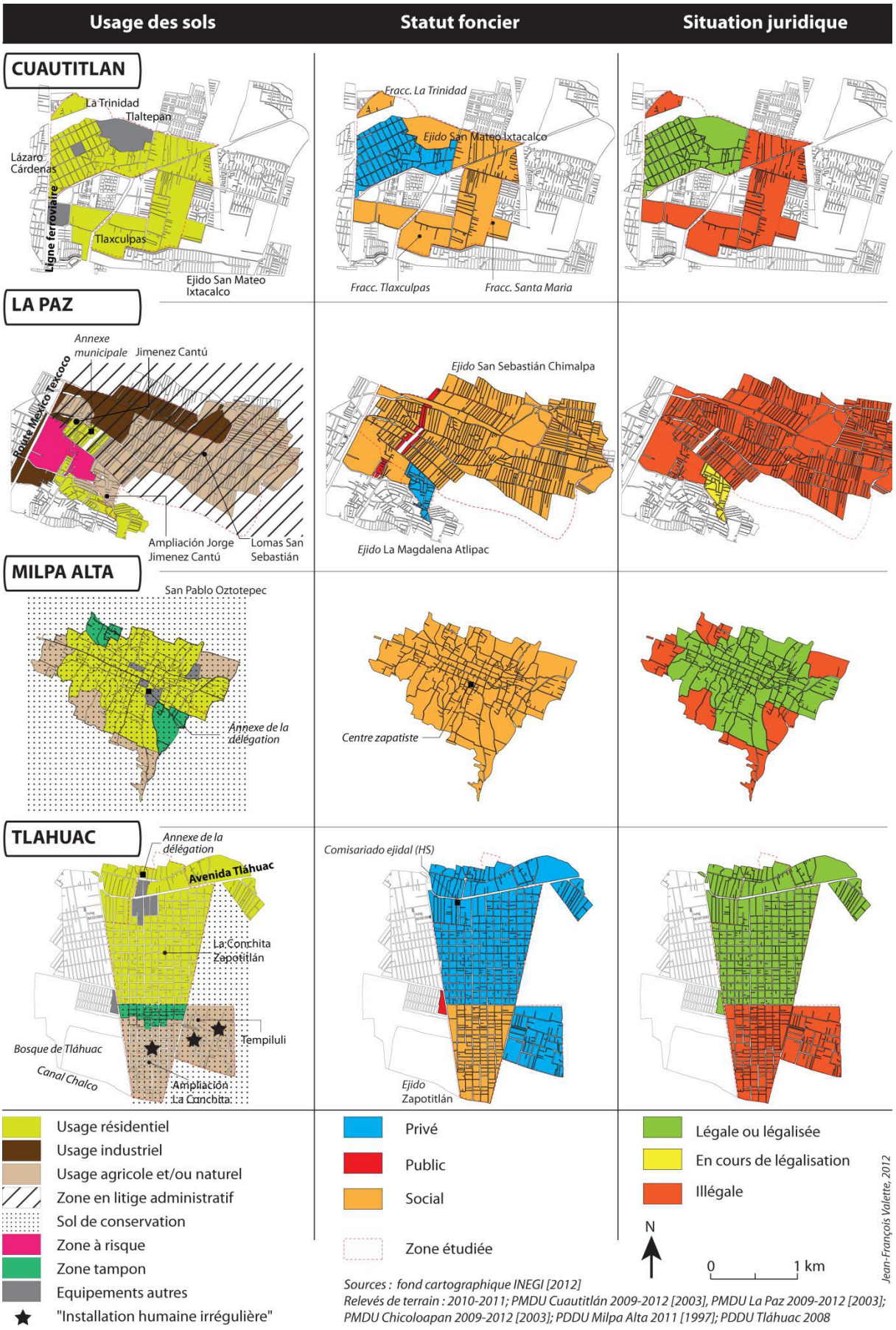
Photo 6.2.
Parajes Sud. San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2011]
Stockage de l'eau et câblage électrique fragile dans les zones non connectées aux réseaux

Photo 6.3.
Parajes Sud, San Pablo Oztotepec, DF [2010]
Revêtement des chemins communaux dans les *parajes*

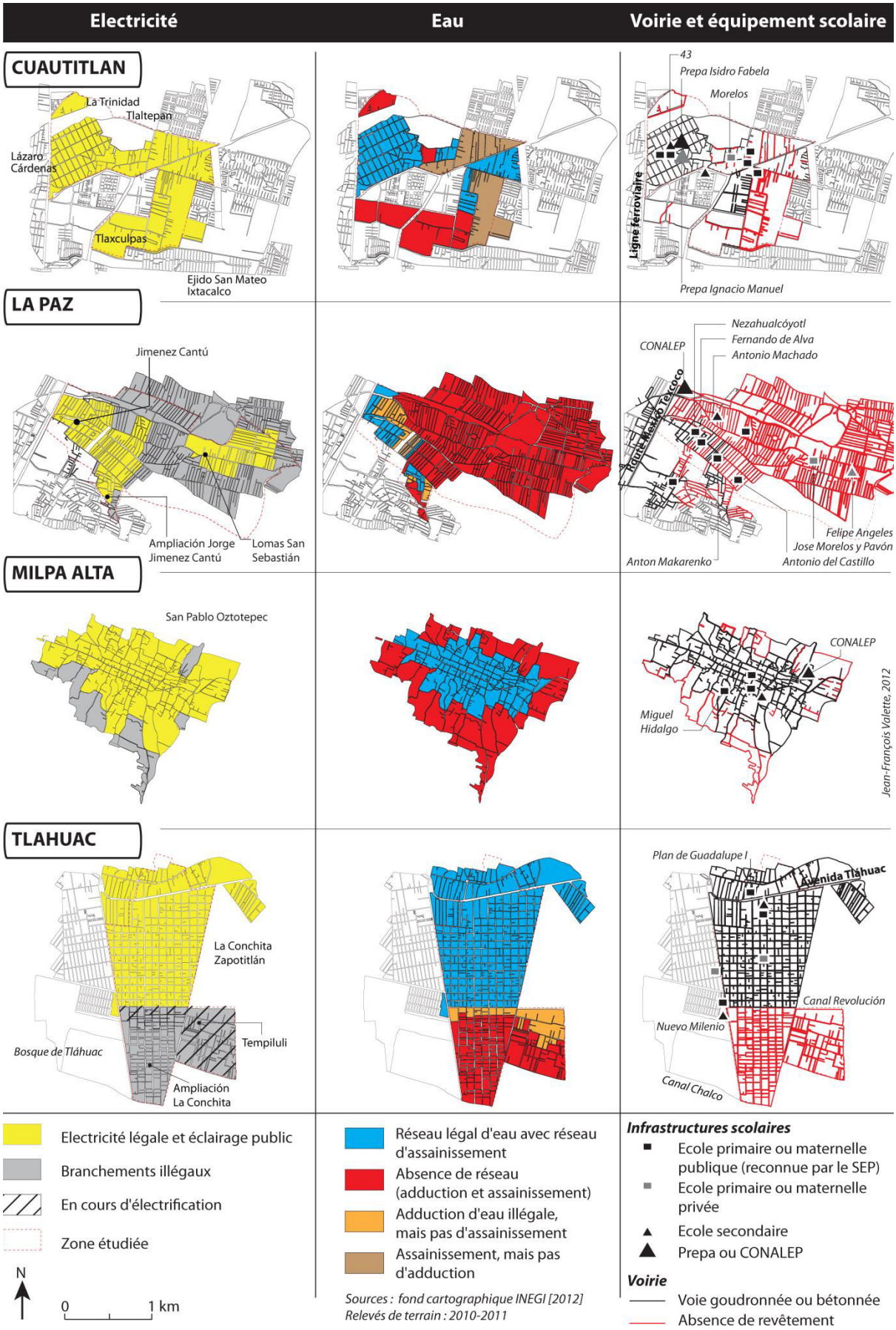
Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Photo 6.4.
Parajes Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]
"Ne te fais pas surprendre. Sol de conservation. Inderdit de lotir et/ou construire. Pour de plus amples informations, fais appel à la direction de la régularisation de la terre de ta délégation"

Carte 6.1. Les situations foncière et urbanistique en 2011 dans les quatre quartiers



Carte 6.2. Les services en 2011 : carences et illégalité des connexions



Tláhuac : l'imbrication des statuts[30]

À Tláhuac, au sein des quartiers étudiés, deux statuts fonciers sont présents, situation à laquelle s'ajoute le classement des zones non reconnues comme urbaines en sols de conservation. L'ensemble de la zone, qui comprend les colonies du Pueblo Zapotitlán, les différentes sections de La Conchita, Ampliación La Conchita et Tempiluli, empiète largement sur la zone écologique.

Une première distinction peut être faite entre les zones légales d'une part, illégales d'autre part (carte 6.1). Au sud du *Canal Revolución*, les zones peuplées et construites sont reconnues comme irrégulières. Dans cet exemple, deux statuts fonciers se jouxtent : Ampliación la Conchita dans l'*ejido* de Santiago Zapotitlán, et Tempiluli, enclave de propriété privée. Plus au nord, à La Conchita et dans le village de Zapotitlán, le statut n'est plus « incertain » depuis 1991[31], où l'État a décrété la fin du régime *ejidal* sur la zone[32]. Auparavant, cette zone avait subi la subdivision et la vente illégale de terrains pour la construction, puis un changement d'usage du sol dans le plan d'urbanisme de 1986, en réponse à son urbanisation massive. En effet, si la répartition des terres agricoles a été effectuée en 1932 pour le noyau de Zapotitlán, les ventes illégales se sont multipliées à partir des années 1960 dans La Conchita. Au-delà de cette zone légalisée, dans le cas de son « extension » (*ampliación)*, le peuplement a débuté vers 1995 : un ancien leader *ejidal* estime qu'à peine 5 ans après, la moitié de la zone était peuplée et près de 90 % des terres étaient vendues.

À Tempiluli, l'usage des sols est le même qu'à Ampliación La Conchita, bien que l'histoire soit différente. C'est en 1918 que l'hacienda de Xico est démantelée, puis divisée en parcelles revendues aux agriculteurs des villages voisins – de Zapotitlán, Tláhuac et Tlaltenco. Dès lors, la zone est considérée comme propriété privée, transmise jusqu'aujourd'hui en héritage. Ces terres d'usage agricole vont connaitre une salinisation importante lors des inondations de 1958[33], qui vont stériliser les surfaces et accélérer la déprise agricole. Les agriculteurs se désintéressent de la zone et certains abandonnent les terrains. À partir des années 1980, certains commencent à vendre les terrains pour le lotissement, tandis qu'une invasion est déguerpie par la police en 1998.

En 2011, la cartographie officielle d'usage des sols – celle de 2008 – distingue deux zones dans la section illégale des quartiers étudiés : d'un côté, une partie plus anciennement et densément peuplée, classée en « zone tampon » ; de l'autre, le reste de l'espace construit – toujours classé comme sol de conservation à usage agricole depuis 1982. À Tempiluli, la photo 6.4 est révélatrice de l'ambivalence et de la passivité des autorités qui « préviennent » de l'illégalité des constructions, sans véritable action engagée. Cette position ambigüe, entre stigmatisation du quartier et aveu d'échec du respect des règlementations, est aussi visible sur les photos 6.5 et 6.6. Le paradoxe est particulièrement violent sur ces dernières images : l'affichage dans l'espace public du caractère répréhensible de la résidence côtoie le mépris délibéré des règles, voire le défi permanent face à l'ordre urbain « formel ». En plus d'être couverts de graffitis, les panneaux semblent témoigner d'une lutte officielle perdue d'avance

[30] Entre autres personnes qui ont accordé beaucoup de leur temps à notre meilleure connaissance des lieux et de leur histoire, un remerciement chaleureux va aux membres de la Unión Tempiluli et à leurs amis : Rocío, Ramón, Pablo, Sabino, Angel et Mario.

[31] L'expropriation – procédure sur laquelle nous reviendrons en chapitre 10 – de 260 parcelles de l'*ejido* de Zapotitlán est votée et le décret prend effet le 16 novembre 1991 [Enquêtes auprès des *ejidatarios* et du service du suivi des installations irrégulières de Tláhuac – 2010]. Auparavant, avait eu lieu, au sein de la communauté *ejidale,* une procédure de *depuración* (épuration), qui avait consisté à recenser les membres encore présents dans la communauté et à délivrer un certificat de droits agraires aux familles « dotées ». Ce certificat devait attester leur titre (de droits d'usufruit, selon le Code Agraire) individuel sur les parcelles.

[32] Il restait officiellement, en 2010, 537 *ejidatarios* dans la communauté.

[33] Toute la zone est encerclée de canaux – zones de *chinampas* – menant au lac de Chalco à l'est.

face au logement des pauvres (photo 6.5), mais aussi – voire surtout – face aux enjeux de spéculation foncière très importante dans la zone (photo 6.6).

Photographies 6.5 à 6.8. Illégalité et précarité des installations (2)

Photo 6.5.
Ampliación La Conchita Zapotitlán, Tláhuac, DF [2011]
Le décalage entre les interdictions et les faits.
Panneau officiel de délimitation du sol de conservation (et interdiction de lotissement) jouxtant un tableau électrique illégal alimentant le quartier

Photo 6.6.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2011]
Le foncier entre protection et spéculation.
Juxtaposition des affichages de l'inaliénabilité des parcelles *ejidales* fédérales et des petites annonces de ventes et de locations

Photo 6.7.
Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]
Pose de l'adduction d'eau, terrassements et électrification dans un quartier illégal

Photo 6.8.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2010]
Pose et réparation de câbles précaires et privatifs pour l'alimentation électrique d'une maison du quartier illégal

Au total, selon les services de la délégation de Tláhuac et le Programme de développement urbain de 2008, 93 installations irrégulières étaient recensées à Tláhuac [2008, p. 181], dont 58 faisaient l'objet d'une inscription auprès d'une commission chargée d'évaluer la possibilité de changer le statut de l'usage du sol. La construction, puis l'achèvement du métro, renforce encore la pression foncière dans la zone[34], limitrophe des stations de Zapotitlán, Tlaltenco et Tláhuac (carte 5.14). Les deux colonies illégales étudiées sont catégorisées comme *asentamientos humanos irregulares* [PDDU Tláhuac, 2008], témoignant d'un début de prise en compte de leur existence – par rapport aux plans précédents –, mais d'une considération toujours à la marge des normes urbaines (carte 6.1). Du point de vue des populations, les espoirs de sortie de l'irrégularité sont nombreux et font l'objet d'une mobilisation sociale importante, mais aussi inégale, selon les quartiers (chapitre 10).

[34] Sur cette question, voir notamment K. Bain, H. Theurier [2009], R. San Miguel [2010] et H. Theurier [2010].

Malgré les espoirs et les avancées parfois consistantes – en termes d'accès aux services de base –, l'équipement global des zones illégales reste préoccupant, notamment en termes d'électrification – à Ampliación La Conchita (voir la précarité des câblages et des branchements sur les photos 6.5 et 6.8) –, de voirie, d'accès à l'eau, à l'assainissement, ou encore aux services scolaires. Sur la carte 6.2, on note l'absence de groupe scolaire dans la (large) partie illégale. Alors qu'à La Conchita, les services sont légalisés et presque tous présents, les colonies plus au sud souffrent de carences graves. À Tempiluli en revanche, les habitants bénéficient d'équipements substantiels en 2011. Par pressions sur les autorités municipales et coopération des habitants, des travaux de pose d'une adduction d'eau – même de diamètre insuffisant –, de nivellement des rues, ou encore d'électrification, ont par exemple été possibles (photo 6.7).

La Paz : propriété sociale disparue ?

À la différence des deux cas précédents, La Paz, dans l'État de Mexico, ne connait pas le classement de terrains en zone de sols de conservation d'une part, ni l'impossibilité théorique de faire évoluer le statut de propriété sociale. Pour autant, les zones étudiées étaient toujours, fin 2011, en situation d'irrégularité pour leur plus grande partie. Les colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas de San Sebastián sont sur des terres *ejidales*, alors qu'Ampliación Jiménez Cantú est en propriété privée. Mais l'ensemble de la zone était, jusqu'aux années 1980, en statut de propriété sociale.

Les colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián font partie de l'*ejido* de San Sebastián Chimalpa, en contrebas de la colline, de l'autre côté de la route fédérale Mexico-Texcoco. Dans cet *ejido*, aussi analysé entre autres par J. Calderón Cockburn [1987] et L. Maya [2004], le peuplement pourtant ancien et les constructions massives sont toujours en totale irrégularité juridique. Pourtant, on observe dans cette zone la présence d'une école fédérale et d'une annexe de la municipalité construite en 2002 (carte 6.1 ; photo 6.9), ainsi que le classement de l'usage du sol d'une partie des îlots en zone résidentielle[35] !

Les démarches de régularisation sont en 2011 à peine initiées, en raison de la déstructuration trop importante de l'*ejido* [Maya, 2004]. Sur la photo 6.10, on peut ainsi prendre la mesure du caractère très récent de ces démarches : ce n'est qu'en 2011 que les autorités *ejidales* recensent les terrains pour la titularisation – procédure qui par ailleurs ne concerne qu'une partie très limitée du quartier (premières rues en contrebas, soit les îlots urbanisés dans les années 1970). Le nombre des ventes et transactions illégales et l'ampleur de l'urbanisation sont tels que les autorités de l'*ejido* ne sont plus en mesure de connaître les propriétaires originels des parcelles, disposant des titres de dotation *ejidale*. Mais ce sont surtout les nombreuses tensions internes aux espaces concernés qui ont pesé et pèsent encore dans l'illégalité actuelle (voir note 19)[36]. La photo 6.11 résume l'acuité des conflits existants entre d'un côté, les *ejidatarios* hostiles au démantèlement de l'*ejido* et de l'autre, les *ejidatarios* prêts à vendre, les fractionneurs prêts à subdiviser et les « colons » prêts à acheter.

J. Calderón Cockburn évoque justement ce conflit interne à la communauté *ejidale,* où les membres se divisent entre ceux qui veulent la poursuite des usages agricoles et ceux qui veulent spéculer sur la terre et la vendre pour le lotissement [1987, p. 311]. Ainsi dans les années 1980, une décision d'expropriation par l'État a été refusée par l'assemblée *ejidale*, en raison des dissensions trop importantes pour permettre le consensus sur ce point au sein des

[35] Ce zonage est celui présent dans le Plan municipal de Chicoloapan [PMDU Chicoloapan, 2003], mais n'est pas reconnu comme tel dans le Plan municipal de La Paz [PMDU La Paz, 2009].

[36] Un entretien réalisé avec un *leader* de la colonie Jorge Jiménez Cantú – lui-même frère du *commissaire ejidal* de l'*ejido* de San Sebastián – a permis de prendre la mesure du climat de méfiance généralisé au sein de la communauté. Des clivages profonds sont visibles entre les familles « propriétaires ». En 2010, il restait à San Sebastián Chimalpa 247 *ejidatarios*, se répartissant 230 *solares*.

membres de la communauté *ejidale.* Stratégies spéculatives, indemnisations insuffisantes et persistance d'activités agricoles ont participé à une forte division des acteurs directs du foncier local. Un *leader* local assume le positionnement résolument tourné vers l'abandon des activités agricoles :

> « *La loi agraire, c'est une chose. La loi de la vie, c'est autre chose » – au sujet des conflits au sein de l'*ejido.
> Victor, Jorge Jiménez Cantú, 2010

Le *statu quo* en situation d'irrégularité s'impose donc pour tout le quartier. Quelques activités agricoles subsistent[37] (élevage, cultures de nopal[38], de maïs et d'avoine), mais l'occupation résidentielle est désormais largement majoritaire.
En plus de la grande confusion au niveau des autorités agraires, se superpose un conflit administratif sur la souveraineté municipale de la zone entre Chicoloapan et La Paz. Un flou relatif perdure au sujet des délimitations officielles, même si un règlement juridique a clarifié la situation en 2010 (cf. encadré 5.1)[39]. Rares sont les interventions concrètes des autorités dans ces espaces et le plan local d'urbanisme reconnait ces zones comme « zones en litige » [PMDU La Paz, 2009, p. 52]. Nicolas, ou encore Lupe, des habitants de Lomas San Sebastián et Jorge Jiménez Cantú, résument ainsi, non sans humour et dépit, le paradoxe :

> « *Ici, ce sont les terres de personne* ».
> Nicolas, Lomas San Sebastián, juillet 2010.

> « *On ne sait pas d'où on est !* »
> Lupe, Jorge Jiménez Cantú, juillet 2010.

A Ampliación Jorge Jiménez Cantú, la situation est différente. Si toutes les installations ne sont pas régularisées en 2011, la privatisation de l'ensemble des parcelles permet d'ores et déjà à beaucoup de familles d'entamer des procédures de régularisation foncière, impossibles à envisager pour les colonies voisines. La colonie était, jusque dans les années 1980, en propriété sociale, intégrée à *l'ejido* de La Magdalena Atlipac, voisin de San Sebastián Chimalpa, mais ayant subi – comme La Conchita à Tláhuac –, une procédure partielle d'expropriation[40]. Les conflits fonciers n'y sont pas pour autant absents et en 1988, des « envahisseurs » établis sur le reste des terres sociales de la colonie (à l'est) sont violemment délogés par la police. Par ailleurs, une partie importante de la zone se situe aussi à flanc de *barranca.* Malgré la dangerosité de l'implantation sur l'ensemble du site, seule la partie la plus en aval est classée en « zone à risque » (carte 6.1), le reste n'étant officiellement considéré que comme terres à usage agricole ou classées en parc naturel de *barrancas*.

[37] Le Plan municipal de Chicoloapan (zonage de 2003) classe d'ailleurs la majeure partie de la zone en « zone agricole de haute productivité ».
[38] Figuier de barbarie, dont on consomme le fruit (*tuna*) et la feuille.
[39] *L'ejido* de San Sebastián Chimalpa avait été cédé à la municipalité de San Vincente Chicoloapan en 2004 par vote des députés de l'Assemblée de l'État de Mexico. En revanche, selon le responsable municipal de la tenure de la terre de La Paz, un décret publié dans le Journal Officiel de l'État de Mexico a avalisé la cession de souveraineté des colonies de Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián (soit 712 ha) de la municipalité de San Vincente Chicoloapan à celle de La Paz en 2010.
[40] Selon une habitante, pionnière dans l'arrivée de résidents dans la colonie, l'expropriation *ejidale* a été opérée à la demande d'une *fraccionadora,* propriétaire terrienne, sur les parcelles du lieu-dit Tecalco el Grande.

Photographies 6.9 à 6.14. Enjeux de consolidation et de régularisation foncière

Photo 6.9.
Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2010]
Annexe municipale dans le quartier : permanence de police et aide aux démarches administratives

Photo 6.10.
Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2011]
"*Avis du commissariat* [ejidal]. *On vous informe que conformément à l'acte de l'assemblée tenue le 14 avil 2011, un recensement des propriétés par manzana aura lieu dans une zone de 20 hectares depuis la rue n°9 jusqu'en bas pour mettre à jour les justificatifs de la colonie Jorge Jiménez Cantú pour les démarches de titularisation*".

Photo 6.11.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]
Conflits fonciers entre vendeurs et non vendeurs. "*Pas à vendre. La personne que l'on surprendra en faute sera sanctionnée par les autorités*"

Photo 6.12.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]
Co-présence des réseaux électriques "pirates" et légaux

Photo 6.13.
Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2011]
Revêtement de la chaussée. "*Mairie de La Paz 2009-2012. Construction du pavement hydraulique. Tronçon de la rue Puerto Acapulco à Puerto Angel*"

Photo 6.14.
Santa Maria Ixtacalco, Cuautitlán, Etat de México [2011]
Pose de l'adduction d'eau et des égouts et construction des trottoirs

Clichés : Jean-François Valette, 2009-2012

Dans l'ensemble de ces colonies étudiées à La Paz, les cas d'illégalité sont dominants, même si la différence de statut foncier et une plus grande clarté administrative participent à une facilitation des démarches pour les habitants qui le souhaitent à Ampliación Jorge Jiménez Cantú.
Le différentiel de statut foncier semble en revanche ne pas suffire à l'interprétation des dissemblances observées par rapport à l'équipement en services de base en 2011. En effet, si globalement, les îlots autour des grands axes de communication disposent d'une connexion électrique légale, il s'agit en réalité davantage d'un équipement au cas par cas : pendant que certaines maisons disposent d'un compteur, les voisins restent avec une connexion « pirate »[41]. La photo 6.12 illustre cette situation complexe de co-présence des réseaux électriques formels et informels. Ainsi, à côté des grands pylônes en béton qui sont l'œuvre de la CFE (*Comisión Federal de Electricidad*), on aperçoit les câblages de qualité médiocre, soutenus par des poteaux en bois et desservant des tableaux électriques plus que précaires. La question de l'eau est elle aussi problématique et seule une petite partie – la plus anciennement peuplée – bénéficie d'une connexion à un réseau d'eau, le reste de la fourniture étant assurée par le passage de camions-citernes. La voirie connait également des différences selon les îlots, mais le revêtement obéit globalement à une règle d'ancienneté du peuplement de la zone. Par exemple, à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, le pavement hydraulique (béton drainant) financé par la mairie a été réalisé entre 2009 et 2011, des zones les plus densément peuplées vers les pentes les plus abruptes (photo 6.13).

Cuautitlán : illégal, mais des perspectives « encourageantes » ?
Dans les quartiers étudiés pour cette municipalité, il faut, comme à La Paz ou à Tláhuac, tenir compte de l'imbrication des espaces et des temporalités du peuplement en colonie populaire. À Tlaxculpas, Santa Maria ou La Trinidad – les espaces les plus récents –, le peuplement s'effectue sur des terres *ejidales* (*ejido* San Mateo), jouxtant les grands ensembles. Là aussi, l'illégalité des installations est généralisée, à l'exception des anciennes maisons des familles d'*ejidatarios*, qui possèdent des documents auprès des autorités agraires.
En revanche, les quartiers étudiés à Cuautitlán sont officiellement classés par les autorités municipales en zones résidentielles de densités variables (entre 40 et 100 logements à l'hectare) [PMDU Cuautitlán, 2009]. Contrairement aux trois cas précédents, ici les restrictions territoriales en termes de constructibilité semblent donc limitées. Pourtant, les familles (d'*ejidatarios*), interrogées à La Trinidad, Santa Maria ou Tlaxculpas, soutiennent que ces espaces sont classés en terres d'usage agricole. Dans le même temps, les discours tenus aux services municipaux de l'urbanisme vont dans le sens d'une limitation de la croissance urbaine et du refus de reconnaitre les nouvelles constructions en propriété sociale. Les conceptions de l'usage des sols par ces deux types d'acteurs relèvent ainsi d'un certain déni de la réalité de terrain, paradoxalement relativement acceptée par un classement officiel moins conflictuel sur le plan local d'urbanisme.

Au sein de l'*ejido* San Mateo, la réforme de 1992 de l'article 27 a permis, dans ces colonies de l'État de Mexico, des évolutions et la certification a pu être engagée à partir de 1999. Les membres de la communauté agraire peuvent aujourd'hui entamer des démarches dans le sens d'une « sortie » du régime social – facilitant les procédures ultérieures (chapitre 10).
Cette mesure a déjà été prise en 1994 dans *l'ejido* de Tlaltepan, où aujourd'hui, l'ensemble des lots est en propriété privée. Par ailleurs, à Lazaro Cárdenas (colonie fondée dans les années 1980), l'ancien statut de propriété sociale – la colonie faisant anciennement partie de

[41] Appellation mexicaine pour désigner un branchement illégal (sans compteur individuel) au réseau d'eau et/ou d'électricité pour ne pas avoir à payer un abonnement et une facture de consommation auprès des compagnies prestataires.

l'*ejido* de Melchor Ocampo – a été remplacé par un passage à la propriété privée à partir de 1990. Globalement, l'application des méthodes de sortie progressive du statut de propriété sociale et la souplesse du zonage municipal a ici facilité le règlement d'une partie des situations d'irrégularité, voire a largement encouragé l'urbanisation de terrains agricoles. Pour autant, en 2011, les résidents n'étant pas membres de la communauté agraire restent encore à l'écart des possibilités de conformité foncière et urbanistique.
Du point de vue des services, si l'électrification a été en partie légalisée sur l'ensemble des zones irrégulières, le service de l'eau n'est pas encore suffisant, ni même le revêtement de la voirie, notamment à Santa Maria, Tlaxculpas et La Trinidad. Cependant, des travaux étaient en cours en 2011, notamment à Santa Maria, où la densification s'accompagne d'une transformation des rues (photo 6.14). Précisons tout de même que le statut foncier officiel ne permet pas *a priori* une intensification du peuplement à l'origine de ces équipements.

Cet échantillon a permis de mettre en avant la pluralité et la complexité des situations d'illégalité dans les quartiers populaires périphériques. Cette situation d'irrégularité généralisée trouve son origine dans le fonctionnement du marché du sol urbain en périphérie, lequel est principalement caractérisé par son moindre coût.

6.2.4. Le coût du foncier urbain : spécificité des colonies populaires et inégalités périphériques

Le véritable moteur de l'urbanisation informelle reste ainsi le coût du foncier. Si en vingt ans, le coût d'accès au sol urbain a connu une augmentation vertigineuse même au sein du marché illégal, ce dernier reste pourtant la garantie de se loger au meilleur prix et au meilleur confort sur le long terme.

Impossible ailleurs, impossible moins cher
Alors que l'approche des contextes socio-résidentiels met en évidence dans les quatre zones étudiées des situations marquées par la pauvreté (chapitre 4), le parallèle avec les contextes juridiques des installations peut être clairement établi. Les travaux sur la question de l'accès des pauvres au sol urbain renvoient à une littérature extrêmement riche depuis soixante ans, sur les cas latino-américains, et de Mexico particulièrement [Henry, Sachs-Jeantet, 1993 ; Prévôt-Schapira, 1996 ; Azuela, Tomas, 1997 ; Clichevsky, 2003 ; Iracheta, Medina, 2008].
J. Audefroy [2008], dans la lignée de travaux sur la régularisation et du lien avec la question de la pauvreté, analyse les impacts des politiques de régularisation pour les zones de peuplement illégal – considérées comme « à risque » et inscrites dans des situations de forte marginalité (selon l'indice officiel) – et constate la pression jouée par ce mode d'urbanisation sur les espaces périphériques. Entre 2000 et 2005, 10 % du sol de conservation a été régularisé [2008, p. 353]. Dans l'État de Mexico, c'est aussi principalement l'urbanisation de terrains de propriété sociale agraire qui constitue l'essentiel de la réponse au manque de logements. C. Salazar estime qu'à l'échelle de la ZMVM, malgré les 67 km² de terrains destinés à près de 120 000 personnes qui ont fait l'objet d'une régularisation entre 1995 et 2008, 95 % des lots urbains construits n'ont toujours aucune sécurité foncière [2011, p. 110-112]. En effet, les propriétaires ou « équivalents » vendent au sein du marché informel à des prix beaucoup plus intéressants qu'au sein du marché formel et/ou déjà régularisé.
Dans les délégations et municipes périphériques concernés par une grande emprise du marché informel, E. Duhau [2003] constate la combinaison d'une structure de l'emploi relativement défavorable (peu de pôles d'emplois formels) avec une pression forte par rapport à la

demande de logements informels. La croissance de l'espace bâti dans ces zones de concentration des catégories sociales défavorisées se fait principalement sous la forme d'une production informelle – bien que parallèlement, le marché formel continue de fonctionner.
Selon N. Briseño et C. Higuera [2008], les zones de la ZMVM les plus concernées se concentrent dans les parties nord-est et sud-est, notamment sur les municipes et délégations de Coyotepec, Teoloyucán, Acolman, Chimalhuacán, La Paz, Chalco, Chicoloapan, Valle de Chalco et Milpa Alta.

Dans un contexte où le crédit immobilier n'est quasiment pas ouvert aux populations non officiellement salariées et déclarées, respecter les lois n'est pas envisageable lorsque l'on cherche à répondre à une urgence matérielle, voire vitale : avoir un toit. Les démarches légales sont lentes à mettre en place et souvent remises en question (donc sans assurance complète de réussite) en raison de la multiplicité des acteurs en jeu (figure 6.1). Elles demandent un investissement sur le long terme, qui implique deux possibilités :

- disposer d'un autre logement en attendant la fin de la construction et des procédures de régularisation physique et légale – par le biais de la famille (hébergement chez les parents pour les jeunes couples) ou des amis ;
- transgresser purement et simplement des lois, pour répondre à un besoin à court terme.

Le prix des démarches légales à engager auprès des différentes autorités pour « faire les choses dans les règles » et respecter les normes urbanistiques s'avère supérieur au prix d'achat dans le marché informel et des démarches de régularisation ultérieure. Les entretiens menés à La Paz, aux services du développement urbain et de la tenure de la terre, ainsi qu'à Cuautitlán, aux services du développement urbain et de l'usage du sol, ont permis d'établir des exemples d'ordres de grandeur de cette situation de fait.
À Cuautitlán, dans l'optique d'un accès au logement par autoconstruction, la somme de toutes les démarches légales (telles que présentées en figure 6.1) peut coûter jusqu'à 100 000 MX $, tandis que l'achat d'un lot de 120 m² revient environ à 50 000 MX $, la construction de la maison à 20 000 MX $ et les démarches de régularisation *a posteriori* à 5 000 MX $ (soit un total de 75 000 MX $)[42]. Par ailleurs, dans une zone où l'implantation de logements sociaux est notoire, la question de la comparaison concrète entre le « social » et le « populaire » renforce encore davantage le différentiel. Des enquêtes menées en parallèle dans des grands ensembles de logements sociaux du même municipe ont notamment permis d'observer qu'à Santa Elena, par exemple, pour une maison construite et équipée de 60 m², le prix d'achat est aux alentours de 200 000 MX $. Dans un ensemble neuf, à Real San Fernando, toujours pour un logement de 60 m² (56 m² habitables), les prix s'élèvent à 480 000 MX $ et même 750 000 MX $ pour 80 m². Ces quelques exemples témoignent du décalage entre marchés formel et informel et des avantages substantiels du second en termes d'économies[43].

De ce constat, il est possible de dresser trois remarques. Dans un premier temps, la production urbaine par autoconstruction en zone illégale reste encore aujourd'hui une manière d'accéder

[42] Pour les conversions au taux de change au moment des enquêtes (2010), on se reportera à la table de conversion dans le glossaire (p. 772).
[43] En plus du prix, d'autres arguments en faveur du marché informel sont mis en avant par les enquêtés qui ont connu directement ou indirectement (famille, amis) le système d'accès au logement social au cours de la trajectoire résidentielle : la qualité des matériaux de construction, meilleure dans l'autoconstruit au bout de quelques années d'investissement ; le confort ; l'espace disponible ; la liberté d'effectuer travaux et activités de tout type ; la gestion plus souple du crédit (et sa durée moindre) ; et le moindre éloignement familial. Sur les 139 entretiens menés dans les quatre terrains, 13 personnes déclaraient avoir eu une étape résidentielle dans un logement d'intérêt social avant l'installation dans la colonie populaire.

au sol urbain relativement peu risquée, bon marché et permettant des marges de manœuvre importantes. Dans un deuxième temps, il existe un intérêt financier à lancer les démarches de régularisation une fois l'acquisition du terrain et la construction du logement réalisées illégalement. Enfin, la comparaison des coûts d'accès au logement interroge une politique quasi incitatrice à la régularisation dans la gestion de l'aménagement urbain périphérique de Mexico.

Des coûts inférieurs, mais des inégalités en périphérie

La question des prix du foncier relève d'une problématique très délicate dans des zones où l'urbanisation est prohibée, mais où les pressions sont importantes. À ce titre, tous les terrains illégaux ne sont bien sûr pas égaux. C. Garcés Fierros [2009, p. 99] analyse trois facteurs déterminants dans le prix du foncier : physiques, sociaux et politiques. Le travail empirique effectué dans les quatre terrains confirme ces dimensions. Il permet de proposer une grille de lecture du prix du sol urbain qui varie globalement selon six paramètres, interdépendants et non exhaustifs : la localisation (accessibilité, proximités, environnement urbain) ; l'équipement disponible (minimum de voirie, accès à l'électricité, etc.) ; le « degré d'illégalité » (le contexte politico-administratif de la zone, en termes de plan d'urbanisme et de perspectives de régularisation) ; la pression sur la zone (écho à la simple loi de l'offre et de la demande) ; la mobilisation politique autour des transactions illégales (achats groupés ou individuels, intervention de partis politiques, de réseaux particuliers tendant à faire diminuer les coûts) ; et les liens entre acheteur et vendeur (rarement neutres, avec un poids majeur des relations familiales et amicales). Nous verrons à quel point ces dimensions participent à différencier les prix du foncier, à la fin de la décennie 2000, dans les quatre terrains, à l'échelle des quartiers et des pâtés de maisons.

- Quatre marchés du sol urbain ?

À partir de 18 entretiens longs et répétés auprès d'habitants et de *leaders* des quartiers étudiés, il a été possible d'obtenir des ordres de grandeur quant aux prix du foncier en 2010 dans certains secteurs, à la fois par rapport à l'histoire personnelle et à la trajectoire résidentielle des personnes, mais aussi par rapport à leur connaissance générale de la zone[44] (tableau 6.2). La sensibilité de la question de la valeur du foncier n'a malheureusement pas permis de mener une approche systématique de la question dans l'ensemble des colonies étudiées. Si certains interrogés ont parlé relativement librement des sommes déjà dépensées lors de l'acquisition des biens, l'approche a pu être toute autre pour les personnes encore en lien avec les autorités agraires et/ou susceptibles de vendre des parcelles. Les suspicions de spéculations et d'usurpation de propriété et de vente ont été courantes, voire pesantes, au cours des enquêtes, témoignant du climat extrêmement tendu qui règne autour des transactions illégales, aussi nombreuses et connues soient-elles.

En 2010, on constate ainsi des différences importantes entre les quartiers étudiés selon le municipe. Alors que les coûts semblent très faibles à San Pablo à Milpa Alta, ils sont en revanche beaucoup plus élevés dans la zone de Zapotitlán à Tláhuac. En situation

[44] Les *leaders* et propriétaires des parcelles connaissent les prix approximatifs appliqués par les vendeurs alentour. Notons que d'autres méthodes permettent une étude des prix de vente des terrains : on peut ainsi évoquer le suivi des petites annonces immobilières, à partir de quotidiens locaux et nationaux, comme des agences immobilières. La limite de cette dernière méthode, notamment utilisée par H. Theurier [2010], est qu'elle ne permet pas de traiter des zones véritablement illégales – les annonces publiées étant localisées dans les quartiers régularisés. Toutefois, l'arpentage de terrain fournit pléthore d'affichages informels d'autres types d'annonces (comme le montre la photo 6.6).

intermédiaire, les quartiers de Cuautitlán et de La Paz renvoient davantage à une diversité de prix, exacerbée selon « l'équipement » du lot.
Relativement mal desservi par les transports en commun le reliant au reste de la ville, disposant encore de larges espaces agricoles vierges de construction et connaissant un peuplement endogène important – pouvant d'ailleurs jouer dans les modes d'acquisition foncière du fait de l'importance des liens sociaux de voisinage –, le village de San Pablo connait, en 2010, une situation de très faible coût du foncier par rapport au reste du DF, voire de l'ensemble de la zone métropolitaine.
À l'inverse, à Tláhuac, la proximité au reste de la ville, la rareté croissante d'espaces disponibles pour la vente et la construction, ainsi que le renforcement des spéculations foncières dues à l'arrivée en octobre 2012 du métro (chapitre 2, carte 2.4), contribuent d'une part, à un coût élevé du mètre carré de terrain en 2010, d'autre part, à une croissance spectaculaire des prix, notamment depuis 2000[45].
À La Paz et Cuautitlán, l'isolement par rapport au reste de la ville est beaucoup moins marqué qu'à Milpa Alta, mais la localisation dans l'État de Mexico, où globalement la pression est moins forte que dans les limites du DF, explique en partie le prix des lots plus faible qu'à Tláhuac. À La Paz, les dynamiques de consolidation physique des environnements urbains ont par contre été beaucoup plus intenses qu'à Cuautitlán. Ceci explique la plus grande facilité d'avoir un lot avec services, ainsi que la croissance extrême des prix des terrains depuis plus d'une dizaine d'années. Si en 1998, le prix du mètre carré était encore de 80 MX $ (sans services), il s'élève en moyenne à plus de 2000 MX $ dans la colonie d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú en 2010 (qui dispose aujourd'hui des services).

Tableau 6.2. Ordres de prix de vente du mètre carré de terrain dans des quartiers illégaux périphériques en 2010[46]

Municipe	Quartier	Prix du m² (en MX $)		
		Lot vide sans services	*Lot vide avec services*	*Lot et maison avec services*
Tláhuac	***Tempiluli***	1 500	2 400	
	Ampliación La Conchita	2 500		
La Paz	***Lomas San Sebastián***	450-750	2 000	
	Ampliación Jorge Jiménez Cantú		2 100	2 900-7 500
Cuautitlán	***Tlaltepan***	250	2 000	
	Ejido San Mateo Ixtacalco	1 000		
Milpa Alta	***San Pablo Oztotepec Village***	800	900	
	San Pablo Oztotepec Parajes	300	1 000	

Enquêtes de terrains 2010.
Au taux de change de septembre 2010, 1MX $ équivalait à 0.06 € (voir glossaire).

Cet échantillon, s'il ne saurait être représentatif des véritables tarifs appliqués au moment des transactions pour l'ensemble des acquéreurs, permet toutefois d'observer la différence de prix selon la date (donc la pression urbaine), l'équipement du lot et la localisation dans la ZMVM.
Le principal moyen de financement des transactions – lorsqu'il s'agit de ventes – reste le micro-crédit, par règlements mensuels, généralement accompagnés d'un apport/caution au moment de l'achat – dont le montant peut être très variable.

[45] À Tempiluli, les prix ont été multipliés par 4 en 5 ans, passant en 2006 de 500 MX $/m² à 2 000 MX $ en 2011 (2 900 pour un lot avec services). À Ampliación La Conchita, les prix ont été multipliés par 2.5 depuis 2002.
[46] N'est pas ici pris en compte le montant de la caution et de l'apport au départ lors de la transaction (*enganche*).

Il est également nécessaire d'évoquer une autre réalité, présente dans ces espaces : la location, phénomène sur lequel nous reviendrons ultérieurement (chapitres 7 et 8). Ce statut d'occupation du logement dans les quartiers populaires périphériques, s'il est moins visible et caractérise une population moins nombreuse[47] – l'hébergement chez la famille ou la belle-famille est une option préférée à la location –, reste un marché relativement important, à la fois dans l'économie des ménages propriétaires qui proposent ce service, mais aussi pour les ménages n'ayant souvent pas les moyens d'accéder à la propriété dans ces mêmes zones. Le suivi des annonces de chambres à louer directement sur les terrains a permis d'évaluer grossièrement les prix du marché locatif.
S'il n'est pas visible (absence de publicité – ce qui ne signifie pas que le marché est, lui, inexistant)[48] à Ampliación La Conchita, Tempiluli (Tláhuac) ou à San Pablo Oztotepec (Milpa Alta), il semble beaucoup plus développé dans les colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián (à La Paz), ainsi qu'à La Trinidad (Cuautitlán). À La Paz comme à Cuautitlán, malgré une offre assez importante, les prix observés sont relativement élevés[49]. Du point de vue de la tarification des loyers, on retrouve les mêmes différentiels entre les quartiers et en leur sein que ceux précédemment observés pour la vente de terrains. Cette concurrence accrue impactant le prix des locations témoigne de la saturation progressive de l'espace résidentiel d'une part, de l'arrivée de personnes d'origines géographiques diverses (clients potentiels de cette offre) d'autre part, autant de signes renforçant l'hypothèse d'une maturation en cours.

Ces éléments relatifs aux prix du foncier, à l'achat ou à la location, uniquement en contexte illégal, renvoient à une relative cherté pour des populations aux ressources limitées. En effet, le coût de l'accès au sol urbain est ressenti comme très élevé par les populations enquêtées actuellement résidentes dans les quartiers populaires étudiés. L'évolution des prix rend compte de la pression exercée sur les espaces encore vacants : l'élévation exponentielle des prix de terrains illégaux et non équipés[50], mais rapprochés d'un certain nombre de services urbains, témoigne des profondes et rapides mutations que connaissent ces quartiers, aujourd'hui totalement intégrés au marché immobilier urbain.
Ainsi, s'ils renvoient à la diversité observable en périphérie selon la localisation, l'équipement, et les contextes locaux de pression foncière, ces marchés dépendent aussi largement du contexte politique et social, observable à un échelon plus fin.

- <u>Les spécificités des marchés, à l'intérieur des quartiers</u>

En se basant sur l'hétérogénéité spatiale et sociale des colonies populaires mise au jour jusqu'à présent, il est question ici d'approcher l'illégalité dans sa diversité et notamment, au

[47] Sur les 366 enquêtes par questionnaires menées dans les 4 quartiers, 27 ont répondu vivre dans leur logement en statut de locataire (7 %) ; et sur les 139 entretiens, seules 4 personnes étaient locataires (chapitre 8).
[48] La méthode unique d'enquête auprès des propriétaires proposant publiquement des locations n'est évidemment pas suffisante. L'approche détaillée de la question aurait nécessité une étude des locations au sein des réseaux de connaissances des habitants, moins visibles, mais plus nombreux, comme ce fut notamment le cas pour les 4 personnes locataires rencontrées lors des entretiens.
[49] À seul titre d'exemples, à l'été 2010, une location d'une chambre d'environ 30 m² non équipée et sans les charges (électricité, eau) revenait à un coût mensuel de 700 à 1 000 MX $ à Jorge Jiménez Cantú (entre 42 et 60 €). À Lomas San Sebastián, dans un immeuble neuf, des appartements équipés de 60 m² coûtaient entre 1 500 et 1800 MX $ par mois (entre 90 et 108 €), soit beaucoup plus cher dans des zones pourtant plus récentes (mais aussi dans une construction de qualité supérieure à la moyenne du quartier). Les ordres de grandeur sont les mêmes à La Trinidad (entre 1 200 et 1 300 MX $ pour 40 m² — aux alentours de 75 €).
[50] L'exemple de la famille B. est à ce titre impressionnant. L'achat d'une parcelle de 120 m² en 1984 dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú à La Paz revenant à l'époque à 12 MX $/m² (au milieu des champs). Malgré les évolutions monétaires qu'a subi le Mexique, 26 années plus tard, dans – ce qui est devenu – la même rue, le mètre carré valait plus de 2 000 MX $, soit un prix multiplié par 175 !

vu des différenciations observables dans les marchés fonciers, au sein même des quartiers. La grille de lecture adoptée ici est celle de mécanismes politiques et sociaux spécifiques à l'origine de ces différences.
Le suivi des prix à Ampliación La Conchita et Tempiluli à Tláhuac témoigne de différentiels qui renvoient directement au filtre politique de l'accès au sol urbain (tableau 6.2). Ainsi, la colonie Ampliación – où les prix sont les plus élevés – avait fait l'objet de nombreuses ventes et constructions, en raison des espoirs de régularisation plus importants dans les années 2000 (selon le plan d'usage des sols de 2008)[51]. À côté, les prix plus bas de 2010 à Tempiluli étaient en partie dus à l'éloignement des réseaux de *combis* à cette date et à un équipement moindre de la colonie. Or, si les spéculations sur l'arrivée du métro ont contribué à une pression plus importante, c'est aussi la récente avancée des travaux de consolidation du contexte résidentiel de la colonie (photo 6.7) qui a contribué à faire augmenter la valeur du terrain en 2011 (un tiers plus cher en un an).
Dans les autres cas, le degré de consolidation, les mobilisations politiciennes et les politiques gouvernementales en matière de gestion du foncier et de logement constituent également des clefs de compréhension de la différenciation des valeurs foncières des zones peuplées illégalement. En plus du contexte local, le rôle des réseaux sociaux – de connaissance entre vendeurs, acheteurs, intermédiaires – est aussi essentiel, mais uniquement mesurable à l'échelon individuel.

D'une manière générale, les variables d'ajustement du marché informel croisent les trajectoires des individus et des contextes résidentiels, rendant complexe leur systématisation. P. Abramo [2008, p. 45] a établi une typologie des paramètres urbains, selon deux types d'installations informelles, qu'il est possible de retrouver dans les quatre groupes de quartiers étudiés : la première, en zone de faible densité, constituée de terrains illégaux en cours de lotissement ; la deuxième, dans des quartiers plus denses et déjà lotis (tableau 6.3).

Tableau 6.3. Caractéristiques du marché informel entre deux types d'installation illégale

Paramètres urbains	Lots illégaux	Installations consolidées
Structure du marché	Oligarchie	Concurrence sur un marché contingenté par la densification
Acteurs dominants (déterminant le prix du sol)	Fractionneur ayant un pouvoir de spéculation foncière sur le marché du sol urbain	Acheteur « entrant » et vendeur « sortant » du quartier. Tensions entre offre et demande
Asymétrie du pouvoir d'achat sur le marché	Forte	Variable
Caractéristiques du bien	Homogénéité relative, selon la localisation et de la superficie	Hétérogénéité
Aménités du quartier	Externes : Degré d'accessibilité à la ville, caractéristiques physiques du lieu, topographie.	Endogènes (création d'urbanité) et exogènes
Motifs d'installation (raisons et anticipation)	Stratégies sociales, économiques, familiales issues d'une information incomplète	Diversité des motivations
Réseau d'information	Information incomplète et/ou imparfaite	Inégalités dans l'accès à l'information. Incertitude

Adaptation et traduction propres. D'après P. Abramo [2008, p. 45].

[51] Le classement du nord de la colonie en « zone intermédiaire de sauvetage écologique » dès 1997 pouvait laisser présager un règlement des démarches de régularisation. Par ailleurs, le contexte des projets de métro au nord, et de construction d'une route stratégique (Périphérique-Chalco) le long du Canal de Chalco au sud, rendait la zone potentiellement très attractive, en termes d'accessibilité, et donc, a largement valorisé la rente foncière.

Si cette grille de lecture ne doit pas tomber dans l'écueil de la simplification à l'extrême des itinéraires résidentiels des habitants, comme du fonctionnement social des contextes résidentiels, elle permet toutefois une synthèse utile à la démonstration de la diversité intra-quartier quant au statut politico-juridique associé aux différentiels de prix du foncier.
On observe alors, dans le cas d'installations illégales de faibles densités, une dynamique d'urbanisation de zones rurales et un peuplement relativement récent. Dans le cas de zones consolidées – non synonymes de légalisées –, les caractéristiques du marché renvoient davantage à un mouvement de concentration, de densification du bâti et à une pression foncière encore plus exacerbée par l'ancienneté du peuplement.
À l'échelle locale, la proximité, voire l'imbrication, à la fois spatiale et temporelle, entre les deux types de marchés ici présentés s'observe régulièrement. Les différenciations entre ces marchés immobiliers renvoient clairement à un gradient de consolidation qui se retrouve dans l'espace des quartiers étudiés. Nicolas, habitant de Lomas San Sebastián, rend compte de cette proximité et témoigne de la faible portée spatiale du gradient observable à La Paz :

> « *Ici sur la colline, ce n'est pas comme en bas au niveau de la route… [au sujet du statut juridique – usages des sols et tenure de la terre] et là-bas, plus haut, vers la montagne… et bien c'est encore différent* ».
> Nicolas, août 2010.

Dans la même rue, en quelques dizaines ou centaines de mètres, on passe d'un monde à l'autre et les marchés immobiliers diffèrent considérablement. De la même façon, selon les enjeux et les réseaux en place, les évolutions des contextes politico-juridiques peuvent être très rapides.

Au final, c'est d'abord une caractéristique de modalité d'accès au sol urbain « bon marché » qui caractérise les zones illégales. Les coûts restent en effet beaucoup plus faibles que dans le secteur formel et les modalités de paiement et de négociations, si elles ne sont pas qualifiables de plus « faciles », relèvent d'une grande souplesse. Aussi complexe qu'elle soit et quelle que soit sa durée, la situation d'illégalité ne constitue qu'une étape d'un pari fait sur le long terme, l'étape finale devant être l'entrée dans la sphère légale, à la fois à l'échelle individuelle, mais aussi à l'échelle de tout le quartier – plus ou moins délimité comme tel.
La « normalité de l'illégal », en termes de résultats et de fonctionnement du marché foncier et immobilier, demande avant tout à être lue à l'aune du contexte politique et juridique mexicain, ayant contribué à ce que la situation d'illégalité de départ – dans l'accès au logement urbain – se révèle être un défi sur le temps long.

6.3. Le contexte mexicain d'une paix sociale institutionnelle

L'illégalité des quartiers populaires périphériques fait apparaître la bipolarité du pouvoir sur la terre au Mexique, régi et partagé entre les autorités agraires et l'État « politique ». Or, ces deux instances ont, dans certains cas, les mêmes domaines de compétences, qui peuvent se révéler contradictoires dans leur mise en œuvre et être à l'origine de litiges. Cette concurrence, qui recouvre l'opposition monde urbain / monde rural – sur des enjeux comme l'approvisionnement en eau, ou le revêtement des rues –, met en lumière l'acuité des problématiques politiques dans la gestion de ces périphéries urbaines.
Le contexte politique renvoie d'abord à une large tolérance du peuplement dans les zones concernées. Il renvoie aussi à une inscription officieuse des logiques de consolidation, chez

les habitants, comme de la part des autorités urbaines. Sans entrer ici dans le détail des mécanismes de la régularisation, il s'agit d'interroger le caractère « automatique » du « retour dans le giron légal » des quartiers populaires périphériques, dans un contexte de paix sociale, au carrefour entre pratiques illégales et instrumentalisation du droit mexicain.

6.3.1. Une initiative tolérée et instrumentalisée

La pluralité des situations illégales est donc le fruit de la diversité des types d'espaces (notamment en termes de régime foncier) sur lesquels peut se localiser l'habitat. Elle est aussi le résultat d'une multitude d'étapes (et donc de temporalités différentes), au cours du processus de « retour » dans le cadre légal. Il s'agit ici d'analyser dans un premier temps l'étape d'arrivée dans le monde de l'illégal : la transaction initiale. Dans un deuxième temps, l'importance de cette entrée dans l'illégal est à lire à l'aune d'un laisser-faire et d'une instrumentalisation politicienne de la part des autorités urbaines mexicaines.

L'entrée dans l'illégal : une formalité ?
L'éclairage des processus d'achat par le colon[52], aussi divers soient-ils, permettra de mieux cerner les enjeux, ultérieurs, de la régularisation. Dans un contexte d'urbanisation illégale, il est d'abord nécessaire d'évoquer une réalité moindre aujourd'hui, mais particulièrement célèbre dans les années 1970 : l'invasion (voir 1.3.3 au chapitre 1). Au Mexique, on parle de « parachutés » (*paracaidistas)* pour désigner les habitants participants à une « invasion » de terrains, sans négociation préalable avec l'État, ni avec les propriétaires terriens. Le paiement d'une redevance, en plus des efforts personnels des habitants [enquêtes personnelles ; Vega, 1997], est de toute façon obligatoire auprès des leaders locaux (appelés « *coyotes »*) pour la protection des autorités[53]. Mais les statuts particuliers de la terre au Mexique et la densité de population ancienne de la Vallée de Mexico ont assez rapidement limité la pratique de l'invasion et accentué la sensibilité de la question foncière en périphérie.
Quels que soient le statut foncier et l'usage du sol – le cas des invasions mis à part –, les transactions pour l'acquisition d'un lopin de terre renvoient à des opérations financières classiques d'achat et de vente, ou encore de location. Dans ce dernier cas, plus rare, observé à Tláhuac, Milpa Alta et La Paz, cette situation peut renvoyer à l'étape antérieure à une véritable transaction, en attendant de réunir les fonds nécessaires à l'achat. Il peut aussi s'agir de situations de prêt ou de gardiennage. La parcelle d'un propriétaire est alors confiée à un tiers qui, contre la possibilité de s'établir provisoirement sur le lot, doit « protéger » ce dernier des invasions ou des ventes par usurpation de propriété, voire de la régularisation (dans une optique – souvent jugée obsolète par les voisins enquêtés – de conservation de l'usage agricole de la zone[54]).

[52] Appellation classique au Mexique qui désigne l'individu s'étant installé sur un lot « fractionné ». La « colonisation » désigne le peuplement consécutif au fractionnement. Le terme se rapporte aux pratiques d'extension de la ville du début du siècle, aux alentours du centre-ville de Mexico. Il est resté dans le langage pour évoquer les nouveaux habitants vivant dans ces zones, mais n'étant pas les propriétaires légaux des terrains. Aussi appelés « possesseurs » (*poseedores*) ou, de manière plus neutre, « voisins » (*vecino*s).
[53] La « protection » consiste le plus souvent en un laisser-faire, afin d'éviter le déguerpissement. Ce laisser-faire peut prendre une forme passive – dans la plupart des cas – où les autorités ferment les yeux, mais peut aussi demander des négociations où les élus sont appelés à arbitrer. Quelle que soit sa modalité, cette « protection » a un prix pour les populations résidentes : la somme d'argent versée est alors appelée *cuota* (cotisation) lorsqu'elle est relativement acceptée, *propina* (pourboire) de manière ironique, ou encore *mordida* (bakchich/pot-de-vin, morsure littéralement) de manière péjorative.
[54] Mais qui peut aussi relever de stratégies spéculatives sur la valeur croissante des terrains.

Dans le cas d'achat/vente, l'acheteur, victime complice du marché foncier illégal, peut contracter :

- directement et individuellement auprès du fractionneur[55] ;
- par le moyen d'intermédiaires – comme des *leaders/* dirigeants « sociaux » – ;
- ou encore collectivement, lorsque les acquéreurs achètent plusieurs parcelles pour faire diminuer le prix au mètre carré des terrains et le montant de l'apport initial.

Dans ce dernier cas, l'achat en gros peut se faire : dans une optique spéculative, pour organiser leur revente avec l'augmentation des prix des terrains lorsque la demande sera plus forte dans la zone ; dans une optique d'installation de plusieurs groupes d'habitants, souvent de la même famille ; par le biais d'une organisation sociale réalisant un « projet de logement »[56] collectif, où le groupe de voisins ou le groupe politique joue un rôle de coopérative.

Cette pratique a notamment été observée à Lomas San Sebastián à La Paz, où plusieurs groupuscules politiques (souvent de gauche, comme *IDP-Izquierda Democrática Popular*, *Causa, Jose Morelos y Pavón*[57]) coexistent. L'objectif de ces organisations populaires est de permettre à leurs membres de bénéficier de prix plus avantageux pour l'acquisition foncière. Les collectifs, en fonctionnant autour d'un pot commun – appelé « fond coopératif » –, constituent des groupes d'habitants unis pour l'achat d'une parcelle. Celle-ci sera divisée par la suite en autant de lots que de ménages contributeurs. Le projet de logement permet, selon ses organisateurs, de faire baisser le coût d'achat d'une parcelle ; il permet aussi de mener des négociations très avantageuses autour du montant de l'apport. Cette union populaire a évidemment un revers clientéliste : les habitants incorporés dans le projet de logement doivent en échange participer à des manifestations, des actions, voter pour la ligne politique du groupe (moyennant si besoin l'achat du vote) et payer une indemnité au groupe ou au *leader* pour le fonctionnement collectif. À Tempiluli, Tláhuac, une association (*Unión Tempiluli*) gère davantage des achats individuels, mais joue le rôle d'intermédiaire indispensable entre acquéreurs potentiels et propriétaires des parcelles.

Ce dernier point est majeur, car il témoigne de liens sociaux forts au moment des transactions. Les réseaux de connaissance renvoient à des leviers de pression réciproque entre acheteurs et vendeurs, mais aussi à une garantie de négociations, une relative sécurité et une certaine paix sociale. La force des réseaux de connaissances dépasse parfois les simples logiques lucratives. Par exemple, lors d'un entretien réalisé en 2010 à la sortie d'une négociation entre un *ejidatario* de San Sebastián Chimalpa et les *leaders* de *Jose Morelos y Pavón* de Lomas San Sebastián sur la question du montant de l'apport – pour l'achat de parcelles destinées à 80 familles –, l'*ejidatario* déclare :

> « *Je préfère la sécurité. Il y en d'autres qui me donneraient davantage, mais… la confiance… tu vois ce que je veux dire.* ».
>
> *Ejidatario*, août 2010, Pueblo San Sebastián, La Paz.

[55] En statut social, l'*ejidatario* peut être lui-même le fractionneur, c'est-à-dire, considérer sa parcelle comme sienne (et non collective), et la fractionner en plusieurs lots, afin d'engranger un bénéfice sur les ventes frauduleuses des terrains. Par ailleurs, l'*ejidatario* et le fractionneur peuvent être deux personnes différentes, le premier ayant vendu l'intégralité de son lot (toujours de manière frauduleuse) à un intermédiaire, le second, qui le fractionnera en plusieurs lots à revendre, se transformant ainsi en grand propriétaire terrien… de terres ne pouvant pas légalement lui appartenir. Ces pratiques ont pu être observées à Lomas San Sebastián à La Paz, ou encore à Tláhuac, dans l'*ejido* de Zapotitlán. Dans ce dernier cas, chaque *ejidatario* a été doté en 1986, par le *Comisariado* et le Secrétariat de la Réforme Agraire, d'un lot de 5 000 m², qu'il peut diviser en lots de 120 m² (vendu en 2010 à 2 500 MX $/m², tableau 6.2) et où il peut éventuellement garder un espace pour une activité agricole – la plupart du temps extensive (tomates, maïs, élevage – ovins, bovins, porcs, volailles, lapins, etc.).

[56] Traduction du *proyecto de vivienda.*

[57] Un remerciement tout particulier va à leurs membres – notamment Nicolas, Hermenegildo et Pablo – qui nous ont permis de mieux connaître leur quartier, leurs histoires et leurs luttes.

Pour des opérations de moindre envergure, des entretiens répétés à Tempiluli (Tláhuac) ont aussi mis à jour des préférences familiales lors des transactions foncières. Par exemple, Mario, jeune propriétaire hébergé chez ses parents, n'ayant pas eu les moyens de construire un logement sur un terrain acheté en 2008, a préféré le vendre à son oncle, malgré une très forte augmentation de la valeur foncière ces dernières années. Il déclare fin 2011 :

> « *Je préfère vendre à la famille, même si c'est moins cher, même si c'est par paiements mensuels. Il y avait une dame qui payait 350 000 pesos… et cash en plus !*[58] *Imagine-toi… mais non… je préfère quelqu'un que je connais* ».
> Mario, novembre 2011, Tempiluli, Tláhuac.

Entre les acheteurs et les fractionneurs et/ou « propriétaires » (« sociaux » ou privés), la transaction est donc illégale et seulement matérialisée par le contrat d'achat-vente. Aucun de ces acteurs n'a de « réel » pouvoir de propriété sur le terrain considéré. Ce système n'est évidemment pas exempt d'abus de confiance. Les transactions peuvent ne pas être honorées, étant donnée l'absence totale de contrôle formel et/ou la puissance des jeux de clientèles en place. D'un côté, les acheteurs peuvent ne pas payer l'intégralité ; de l'autre, les vendeurs peuvent escroquer l'acheteur, par usurpation de la propriété antérieure[59]. L'insécurité et la précarité de ces situations restent problématiques tant que les autorités publiques ne permettent pas de garantir le droit officiel de propriété et de logement des habitants sur le lot. Raymondo, habitant d'Ampliación Jiménez Cantú depuis 1990, résume cette épée de Damoclès lorsqu'est évoquée la titularisation du logement :

> « *Si le gouvernement décide de construire une route ici, il le peut. Ils nous mettent dehors. Et nous, nous ne pouvons rien dire. C'est pour cela que nous faisons les démarches » [pour la régularisation]*.
> Raymondo, août 2010, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

Pour autant, toutes ces pratiques, bien qu'illégales, sont tolérées. Il en va de même pour les initiatives, pourtant frauduleuses au regard de la loi, de connexion illégale aux réseaux indispensables d'électricité et/ou d'eau, ou encore de revêtement des axes de communication (carte 6.2, photos 6.13, 6.14). Rares sont les quartiers illégaux disposant de ces services de manière légale, car – et c'est tout l'enjeu de l'usage des sols – les autorités municipales ne peuvent tolérer l'implantation d'équipements impropres aux usages déterminés par le plan local d'urbanisme. Ainsi, si les membres de la communauté agraire l'ont permis, voire eux-mêmes réalisés, les sentiers et rues peuvent être tracés – par bulldozers et passages de camions –, mais ils sont rarement recouverts de béton ou d'asphalte. Or les habitants peuvent tout de même s'organiser pour obtenir l'aide des autorités dans la réalisation de travaux massifs théoriquement impossibles : pylônes et câblages pour l'électrification, tuyauteries pour le réseau d'eau, buses et béton pour l'assainissement et le revêtement, matériau et enseignants pour la construction d'une école, etc. (cf. chapitre 10).
Si des accords tacites entre habitants, autorités et compagnies prestataires peuvent voir le jour, les conflits sont nombreux, entre ceux qui payent le service et ceux qui – faute de mieux – sont contraints au « piratage ». Les témoignages de pionniers dans les quatre quartiers périphériques concordaient pour décrire les conditions parfois sordides des premiers temps de

[58] Soit 2 900 MX $ le mètre carré, au lieu des 2 000 MX $ vendus à l'oncle. Pour un lot de 120 m², Mario touchera 240 000 MX $ au lieu de 350 000 MX $.
[59] Selon les résidents pionniers et les membres des communautés agraires interrogés dans les zones étudiées, ce problème peut être important pour les terrains abandonnés. Avec la baisse des activités agricoles dans la périphérie de Mexico, les terres ne sont plus cultivées et certains fractionneurs usurpent ainsi la propriété.

l'installation, passés ou au moment des enquêtes. Roque, adolescent vivant à Ampliación La Conchita depuis 1997, déplore en 2010 à la fois l'inconfort des variations de tension qui endommagent le matériel électrique, mais aussi les coupures de courant qui sont l'œuvre d'habitants de la colonie voisine de La Conchita :

> « *Ici, le problème, c'est que la tension est très basse… Mais aussi, il y a des fois… pschitt ! Ça te brûle les appareils électriques* ».
> « *Il y a des fois, ils nous coupent le courant… Ils disent qu'on le vole* ».
> Roque, mars 2010, Ampliación La Conchita, Tláhuac.

Juana, pionnière à Ampliación Jorge Jiménez Cantú à La Paz, s'émeut encore des conditions de vie dans lesquelles elle a vécu seule avec ses enfants, à son arrivée en 1984. Elle rappelle la violence des conflits qui opposaient alors les *ejidatarios* et les nouveaux habitants, mais aussi les conditions de grande fragilité des installations :

> « *L'électricité, on n'avait rien que des bougies… On a beaucoup souffert. Vraiment beaucoup* ».
> « *On nous volait les câbles [connectés illégalement au réseau électrique le long de la route Mexico-Texcoco]. Plein de fois. Presque toutes les semaines* ».
> « *Ils [les ejidatarios] – ne voulaient pas que l'on soit là. Les ejidatarios, ce sont des gens mauvais. Ce sont des égoïstes. Des gens mauvais. Et on s'est beaucoup battu* ».
> Juana, août 2010, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

L'illégalité dans laquelle la population résidente accède aux services est source de conflits, à la fois avec les autorités, mais aussi entre les habitants. Pour autant, contrairement au cadre foncier ou aux normes d'urbanisme, l'accès aux services essentiels est assez rapidement l'objet d'une mobilisation importante et collective. L'ampleur du phénomène tient aussi à une instrumentalisation politique voire politicienne de l'illégalité des installations, qui elle-même conduit à un laisser-faire institutionnel. Cette instrumentalisation s'incarne ainsi lors de l'accès au sol urbain, mais aussi pour l'accès aux services de base.

L'instrumentalisation politicienne

L'ancienneté de l'urbanisation illégale trouve ses racines dans les relations de clientélisme au cœur des mécanismes administratifs financiers et politiques et dans le manque d'alternatives légales simples et claires pour les plus modestes. Pour une frange de la population, l'ensemble de ces pratiques a transformé le marché informel du logement urbain en la norme, socialement et politiquement acceptée, voire revendiquée. Si les mécanismes clientélistes sont anciens, particulièrement bien ancrés, et ont déjà fait l'objet de nombreux travaux à partir d'analyses empiriques et systémiques [Gilbert, Ward, 1985 ; Prévôt-Schapira, 1994 ; Tomas, 1995 ; Hiernaux, Lindón, 1997 ; Schteingart, 1997 ; Vega, 1997 ; Rivelois, 2000 ; Duhau, Giglia, 2004 b, Bey, Dehouve, 2006 ; Merklen, 2009, Combes, 2012, etc.], cette réalité ne se dément pas aujourd'hui. Les enquêtes de terrains ont par exemple révélé l'existence de pots de vin, de pressions politiques et de prosélytisme électoral, au cœur du « fonctionnement » entre autorités informelles locales et autorités du municipe, du district électoral[60] ou de l'entité fédérative. Notons que le phénomène est tellement connu et généralisé qu'il reste facilement

[60] Un district électoral est une unité de découpage politique nationale, pouvant être constituée d'un ou plusieurs *municipios* ou d'une partie d'une municipalité, selon le poids démographique de cette dernière. Selon le découpage de 2005 de l'Institut Fédéral Electoral (IFE), il existe au Mexique 300 districts électoraux, divisés en 65 747 sections [IFE, 2011]. La section est l'unité de base de délimitation électorale au Mexique : elle est constituée d'un ensemble de *manzanas* (en zone urbaine). Il existe un district pour Cuautitlán, La Paz et Tláhuac, alors que Milpa Alta est agrégé avec le sud de Xochimilco.

abordable lors des entretiens (dans une certaine limite tout de même). Ainsi, les partis politiques à l'échelon municipal sont disposés à délivrer des sommes d'argent pour acheter directement ou indirectement les votes des populations résidentes de ces quartiers[61].
La question de la tolérance et de l'instrumentalisation de l'illégalité des quartiers périphériques permet d'approcher l'attitude paradoxale des autorités, qui, à la fois, ne peuvent tolérer « juridiquement » les installations, mais qui sont contraintes – pour leur fonctionnement et le maintien de l'ancrage électoral local – de tolérer « socialement » ces lotissements, voire d'y participer. C'est ce qu'un responsable municipal de La Paz appelle le « devoir social » des autorités, révélant d'une part, une reconnaissance de l'état de fait, d'autre part une position ambigüe vis-à-vis de l'ensemble de la gestion urbaine. Dans la plupart des cas, les transactions illégales sont passées sous silence, mais acceptées de fait, pour assurer la paix sociale et les équilibres négociés entre les différents détenteurs du pouvoir dans ces espaces. Les autorités municipales participent du contrôle politicien des zones illégales, les autorités agraires assoient leur pouvoir sur le foncier et les populations trouvent un accès au sol urbain.

On observe donc l'installation d'un rapport de force, où l'étiquette politique des autorités municipales et de l'entité fédérative (État fédéré/DF) joue un rôle de facilitateur, de médiateur, ou au contraire dans certains cas, de perturbateur. Les gestionnaires politiques et juridiques tolèrent les installations (par laisser-faire et exercice de pressions) et les habitants constituent une assise populaire et un réservoir stratégique de voix pour les *leaders* politiciens, aux échelons du quartier, du municipe, de l'entité, voire de l'État fédéral.

Avant de s'intéresser plus particulièrement aux jeux d'acteurs autour des questions de régularisation et de mobilisation sociale dans les quartiers populaires périphériques – objet du chapitre 10 –, il s'agit ici de présenter très succinctement les grandes lignes du contexte politique mexicain et plus particulièrement celui de Mexico, par rapport aux zones étudiées. Sans prétendre à quelque lecture historique de la politique au Mexique, tâche irréalisable dans le cadre de notre travail, il s'agit simplement de rappeler le rôle des rapports de force politiciens autour du foncier urbain et des tolérances en matière de services urbains.
Le contexte de la ZMVM étant lui-même particulier – étalé sur trois entités fédératives –, les régimes de statut foncier peuvent être différents, notamment entre le DF et le reste des États du Mexique. Le premier dispose déjà d'un dispositif inexistant dans les seconds : le sol de conservation. Par ailleurs, les modifications de l'article 27 de la Constitution – garant de l'inaliénabilité des terres de propriété sociale – ont ouvert la voie d'une possible privatisation du foncier urbain, pourtant sous régime de propriété sociale, notamment dans la périphérie de la ville, au nord et à l'est. Mais les statuts de conservation spécifiques au DF ne permettent pas la pleine application de cette loi et les différences de protection/possibilités – selon les points de vue – sont ainsi marquées entre les habitants du DF et ceux de l'État de Mexico.

Par ailleurs, un des éléments majeurs dans la compréhension, même superficielle, du paysage politique mexicain actuel et du fonctionnement de l'appareil étatique, reste le contexte de « révolution institutionnelle » au cours du 20e siècle. Alors que l'exemple précédent permettait de prendre la mesure du fonctionnement fédéral, même à l'échelle de Mexico, les années de « *priisme* » ont largement contribué à un centralisme du pouvoir aux mains du Parti

[61] Ces manœuvres dépendent du réseau de sympathisants présents localement et susceptibles de servir de relais. Plusieurs témoignages ont permis d'établir des fourchettes de « prix du bulletin dans l'urne ». Selon un *leader* politique de Lomas San Sebastián et une ancienne adhérente d'une organisation populaire d'Iztapalapa, les sommes versées aux familles sont comprises entre 100 et 500 MX $ en 2010 (soit entre 6 et 30 €). Elles peuvent être plus importantes (jusqu'à 2 000 MX $, soit 120 €) lorsqu'elles concernent les petits *leaders* locaux et leurs familles, qui, en raison de leur poids et de leur influence potentielle, serviront alors de relais.

Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Par *priisme*, il est fait référence à la période de 70 ans durant laquelle le PRI a tenu les rênes du pouvoir au Mexique, dans un système de parti unique, depuis la fin de Révolution[62], jusqu'aux défaites électorales des années 1990 : contre le PAN – Parti d'Action Nationale – de Vincente Fox en 2000 pour élections nationales, et contre le PRD – Parti de la Révolution Démocratique – de Cuauhtémoc Cárdenas, en 1997 dans le DF aux (premières) élections organisées pour la direction de la ville.

Toutefois, en juillet 2012, le PRI revient au pouvoir avec l'élection à la Présidence de l'ancien gouverneur de l'État de Mexico (E. Peña Nieto). Cet évènement renvoie à l'aboutissement de la reconsolidation de l'ancien parti autoritaire, face à une fissuration des partis d'opposition – de gauche, comme de droite –, dans un contexte global de « *culture démocratique* [déjà] *très précaire et fragmentée* » [Bartra, 2012, p. 64] et de croissance de la violence liée au narcotrafic[63]. Cette montée de la violence, qui a ainsi participé à la « restauration » du PRI [*ibid*, p. 68], est le reflet d'une plus large crise de l'État – et particulièrement de sa police – au sein de laquelle le PRI est progressivement réapparu comme le pourvoyeur d'un certain « retour au calme », par le système de négociations qu'il aurait été capable de maintenir avec le narcotrafic – du moins dans l'imaginaire collectif.

Le fonctionnement basé sur un ensemble de relations ambivalentes entre les citoyens et le parti unique a laissé des traces tangibles dans les mécanismes de participation politique d'une part, dans la relation entre autorités et population – notamment dans les zones illégales – d'autre part. Un contexte de forte politisation a été indispensable dans les processus d'amélioration des quartiers populaires au cours du 20e siècle (chapitre 10).

PRI, PAN et PRD constituent aujourd'hui les trois partis principaux de l'échiquier politique national et métropolitain. Les résultats des élections municipales de 2012 expriment le fossé politicien, déjà ancien, qui existe entre le District Fédéral, bastion du PRD (14 délégations sur 16), et l'État de Mexico, largement dominé par le PRI (93 municipes sur 125) [IFE, 2013] (cf. cartes II.6.1B en annexe II.6). Les deux entités fédératives ont d'ailleurs élu, pour la première en 2012, Miguel Angel Mancera du PRD comme chef de gouvernement du DF, et pour la seconde en 2011, Eruviel Avila Villegas du PRI comme gouverneur[64]. En 2010, dans l'État d'Hidalgo, c'est aussi le PRI qui l'emporte avec Francisco Olvera. Au niveau municipal, si Tláhuac et Milpa Alta s'affichent comme des fiefs du PRD et Cuautitlán comme un bastion du PRI, le cas de La Paz est plus instable : dans les mains du PRI entre 2009 et 2012, ce municipe était contrôlé par l'opposition de gauche avant 2009 et retourne au PRD en 2012.

Les concurrences politiques entre les partis, mais aussi en leur sein, ont trouvé dans les enjeux de la régularisation et de la légalisation des quartiers irréguliers en périphérie un terreau non négligeable, constituant une réserve pour les élections et les mobilisations socio-politiques.

[62] Le PRI est créé en 1929 par le Général Calles sous le nom de PNR-Parti National Révolutionnaire, puis devient PRM – Parti de la Révolution Mexicaine – sous Lázaro Cárdenas en 1938, et est rebaptisé PRI en 1946.

[63] Les agressions violentes sont identifiées par l'INEGI comme la septième cause de mortalité au Mexique en 2012 [INEGI, 2014a]. La presse mexicaine et internationale fait régulièrement la une avec l'actualité autour du narcotrafic et des violences qui y sont liées. Diverses publications existent quant aux macabres bilans des victimes des guerres des cartels. De son côté, l'INEGI comptabilise les « morts par agression » (quel que soit le motif ou le contexte du crime). Malgré les limites impliquées par l'utilisation de sources officielles au sujet de la criminalité, le simple regard sur les chiffres de l'institut national suffit à rendre compte de l'ampleur du thème de la violence par agression dans la société mexicaine. Entre 2007 et 2012, on dénombre plus de 120 000 morts violentes dans tout le pays, faisant passer le taux d'homicides de 8 à 23 pour 100 000 habitants. La capitale et le centre du Mexique ont longtemps été considérés comme relativement « épargnés », mais sur la même période, on dénombre tout de même près de 6 500 morts d'agression dans le DF et près de 15 500 dans l'État de Mexico, faisant passer le taux d'homicide de 9 à 12 pour 100 000 habitants dans le DF, et de 13 à 20 dans l'État de Mexico. À titre de comparaison, ce taux s'élève à 35 en Colombie en 2011 [ONS, 2013, p. 68], 41 au Salvador en 2007 [Ministerio de la Salud, 2009, p. 13], ou encore, 1 en France en 2012 (5 dans les départements urbains) [ONDRP, 2013, p. 10-11].

[64] M. A. Mancera succède à M. Ebrard (PRD) et E. Avila à E. Peña Nieto (PRI).

Ainsi, ce sont ces mécanismes politiciens qui permettent régulièrement aux habitants de bénéficier, d'une part, d'une tolérance de l'illégalité de la part des autorités, d'autre part, d'efforts et d'investissements publics qui, s'ils restent insuffisants, permettent des avancées concrètes dans la consolidation des contextes résidentiels. Les liens forts entre collectifs d'habitants, partis et autorités municipales, permettent la mise en place d'accords multilatéraux, où l'obédience politique de la clientèle – ou plutôt son affichage public – est un dénominateur commun. Cette obédience joue alors le rôle de catalyseur dans les négociations – que celles-ci portent sur un simple laisser-faire et/ou sur des investissements publics pour l'amélioration des contextes résidentiels.
Ces mécanismes, que nous développerons ultérieurement, s'appuient également sur une sorte de mythe solidement ancré chez les populations résidentes, tendant à faire de la régularisation, un processus inévitable, quelles que soient ses temporalités.

6.3.2. Entre laisser-faire et « mythe » de la régularisation

Si une tolérance, voire une certaine légitimité, peut provenir de l'inscription des acteurs-habitants dans les mécaniques politiciennes des autorités, le contexte d'illégalité n'en est pas pour autant levé. Plus que dans le strict respect de la loi, la légitimité s'acquiert par un ensemble d'arrangements complexes. C'est, au final, la connaissance et le contournement du cadre juridique qui permet l'évolution de ces contextes. La difficulté de cette analyse réside alors dans la compréhension de l'arsenal législatif en place, de ses ambigüités et cohérences et des stratégies de contournements déployées par les différents acteurs.

Arrangements institutionnels
Pour ceux qui ne respectent pas les programmes de développement urbain en matière de propriété et de construction, la loi mexicaine prévoit normalement le délogement, la fermeture, puis la destruction de la construction, ainsi qu'une sanction judiciaire[65]. En théorie, la loi punit sévèrement ces installations : les articles 237 et 343 du Code pénal du DF [*Gaceta Oficial del DF,* 2002] et l'article 308 du Code pénal de l'État de Mexico [*Gaceta del Gobierno,* 2009] les considèrent comme un délit, condamnable de lourdes amendes et de peines allant de 3 mois à 12 ans de prison, selon les cas – participants, *leaders,* récidivistes. Dans la réalité, les rapports de force entre *leaders*, habitants et autorités permettent d'éviter ce genre de scénario. Dans les zones étudiées, aucune construction n'avait fait l'objet d'une telle décision de justice et seules les invasions véritablement peu appuyées par des politiciens sont encore déguerpies par les *granaderos* (équivalent des CRS – Compagnies Républicaines de Sécurité – français)[66].
Hors des conflits de propriété, la loi des installations humaines irrégulières [*Diario Oficial,* 1993] tend à « adoucir » la rigidité théorique de l'accès légal au foncier, notamment en termes de compromis à réaliser entre autorités publiques et habitants pour le respect des normes de développement urbain.

[65] À l'image de bâtiments où la police et les autorités judiciaires posent des scellés.
[66] Les entretiens ont révélé que cette méthode d'accès à la terre pour se loger en périphérie est aujourd'hui souvent associée – pour les habitants qui l'ont vécu comme pour les « voisins » — à des situations de grande pauvreté d'une part, de conflits très violents autour du foncier d'autre part. Dans le cas de Milpa Alta, les dernières invasions de la décennie 1970, autour de San Salvador, avaient donné lieu à des exactions entre habitants envahisseurs et agriculteurs envahis : assassinats, maisons brûlées, etc. Dans des conditions beaucoup moins violentes, nous avons pu être témoin de « préparatifs d'une invasion » (selon le voisinage) en novembre 2010 à Tempiluli, Tláhuac (défrichements de terrains) : l'opération menée par une association politique pour le logement – UDR (*Unión Democrática Republicana*) – a été rapidement arrêtée et les participants évacués, sans heurts, par la police.

Par ailleurs, l'application de la règlementation urbanistique en vigueur dans les différentes municipalités de la ZMVM doit normalement être contrôlée par l'action des services de répression des fraudes des secrétariats du développement urbain des entités fédératives – le SEDU dans l'État de Mexico, le SEDUVI[67] (Secrétariat du Développement Urbain et du Logement) dans le DF – et surtout par les organes publics de contrôle judiciaire, comme la *Fiscalia Judicial*[68]. Ce sont ces services qui sont chargés de sanctionner le développement urbain informel et de détruire les installations humaines illégales. Or, les différents entretiens au sein des instances *ejidales* et municipales, notamment à La Paz, ont concordé à propos de l'inaction des autorités.

La non-intervention publique renvoie à une réalité et un positionnement complexes. D'un côté, les accords illicites et clientélistes entre les fonctionnaires[69] et les propriétaires des parcelles vendues – qui permettent cette forme d'urbanisation – sont affichés comme les « revers regrettables » d'un système « social » permettant pourtant le logement des pauvres. D'un autre côté, les règles du marché, faites de négociations permanentes et d'entretiens de rapports de pouvoirs locaux, définissent « l'ordre urbain » des colonies populaires dans leur ensemble [Duhau, Giglia, 2004a ; 2004b]. Pour les habitants, au quotidien, ces règles garantissent un accès au logement urbain, fondé sur le pari d'une régularisation future lente, mais systématique. La question du cadre juridique sur lequel s'appuie cette régularisation permet de donner à ce mode d'urbanisation une certaine légitimité.

Des lois pour laisser faire ?

Au Mexique, le délogement (ou déguerpissement) est réglementé par la Constitution de 1917 [*Diario Oficial*, 1917]. Celle-ci stipule un droit à la terre, qui détermine une durée minimale de cinq années consécutives de résidence « pacifique »[70] sur un terrain pour tolérer une installation et interdire son délogement non consenti. En réalité, dans les terrains sous statut de propriété sociale, l'article 252 de la Loi de la Réforme Agraire [*Diario oficial*, 1971] et le Code Agraire[71] déclarent possible l'acquisition des mêmes droits agraires (donc ni urbains ni de logement) que les membres de la communauté disposant de titres en règle. L'acquisition de ces droits est possible à condition que la parcelle ne se trouve pas dans un domaine « affecté » (à un *ejidatario*) et/ou que l'installation soit antérieure aux actes et statuts entrés en vigueur dans l'*ejido.* Il s'agit d'un pan de la Réforme Agraire destiné à favoriser la propriété de la terre à ceux qui la travaillent. Le nouveau « propriétaire » peut alors demander l'affectation (au moyen préalable d'un certificat de non-affectation[72]) de la parcelle à son avantage et jouir

[67] SEDU : *Secretaria de Desarrollo Urbano*. SEDUVI : *Secretaria de Desarrollo Urbano y de la Vivienda*.

[68] Unité de la *Procuraduría General de Justicia,* Bureau du Procureur Général de Justice de chaque entité fédérative. Cette institution judiciaire est chargée des affaires de suivi et contrôle fiscal des services du développement urbain. Les délégations de *Fiscalia Judicial* peuvent couvrir plusieurs municipes de l'État de Mexico. Dans le cas de La Paz, il regroupe la zone Nezahualcóyotl, Chimalhuacán et La Paz.

[69]Selon le directeur municipal de la tenure de la terre et plusieurs *leaders* à La Paz, certaines personnalités obtiennent des services administratifs des permis et autorisations de manière totalement illégale et incohérente avec les règles de l'urbanisme en vigueur. Ces faux permettent, quel que soit le régime de tenure, la vente des terrains, l'enregistrement au cadastre et la négociation de certains services urbains.

[70] Le « pacifisme » désigne une occupation n'ayant engendré aucun type de conflit (plainte du propriétaire et/ ou du voisinage). La plupart du temps, l'absence de conflit vient du fait que la terre n'a pas été cultivée depuis un laps de temps suffisant pour que personne ne la réclame. Rappelons à ce titre que, selon la même loi agraire, dans le régime social, une terre laissée vacante pendant plus de deux ans est susceptible d'être « réaffectée », le « membre doté » n'ayant plus le droit d'usage de la terre (Loi des Terres oisives – *Ley de Tierras Ociosas*) et la parcelle pouvant être affectée à un tiers, en location ou en métayage [Art. 251, cité par Hinojosa, 1981, p. 620].

[71] Dans l'article 58, créé en 1963 pour remplacer les Lois sur les Terres Libres et la Loi sur les Terrains Vides Nationaux et Autres [Hinojosa, 1981, p. 622].

[72] Traduction de l'espagnol *hoja de no afectación* [ou *inafectabilidad*] *de la parcela.* Document demandé aux autorités agraires signifiant et prouvant l'impossibilité de ces dernières de doter/ d'affecter un tiers sur la parcelle, celle-ci étant déjà « occupée ». Au bout de 5 ans, l'occupant peut obtenir le certificat en sa faveur. Le

des droits sur cette parcelle [Hinojosa, 1981, p. 620]. Les textes sont aussi appuyés par l'article 9o de la Loi d'Expropriation – réformé par décret en 1993 [*Diario Oficial*, 2009] – stipulant la durée maximale de cinq ans pour justifier d'une expropriation et la mettre en œuvre auprès du propriétaire et de l'occupant temporaire : si dans ce laps de temps, les biens ne sont pas utilisés aux fins déclarées lors de l'expropriation, l'exproprié peut exiger le retour sur son terrain.
Au final, les textes s'interprètent comme une possibilité d'appropriation d'une terre par la durée de résidence et ouvrent ainsi la porte de son inscription publique, aussi laborieuse soit-elle. Il y a bien reconnaissance d'un état de fait. Mais cette « loi des cinq ans» ne permet pas d'extrapoler sur la régularisation, même si elle reste une condition nécessaire au processus[73]. Un préalable consiste bien sûr à pouvoir résider sans être menacé constamment par une expropriation. Sur cette question, le Droit pénal assure le « non-déguerpissement » (mais pas plus) de l'habitant au bout de 5 ou 10 ans selon les cas[74].

En plus du délogement, d'autres leviers juridiques peuvent faire l'objet d'une controverse, notamment au regard de l'approvisionnement en services de base en milieu urbain. Il est à ce titre possible de faire référence à ce qui s'apparente comme un droit à « à la lumière » – traduction de l'expression espagnole '*derecho a la luz*', signifiant le droit de disposer d'une connexion au réseau électrique. Les articles 25, 27 et 28 de la Constitution mentionnent le rôle de l'État dans son devoir de redistribution des richesses pour permettre le plein exercice de la dignité des individus et groupes sociaux de la Nation, l'exclusivité de l'État dans la prestation des services publics et la fourniture de l'électricité et le rôle stratégique de l'électricité pour le développement humain, social et national. Ces textes peuvent être interprétés comme le devoir de fournir les infrastructures de base, et particulièrement l'énergie électrique, à tous les citoyens mexicains.

Ce cadre de revendication constitue un élément pertinent – contenant un écho juridique favorable – du mythe de la régularisation. La « loi des cinq ans », couplée du « droit à la lumière », légitime ainsi l'accès au sol et aux services. Mais ces tolérances – dans le sens où rares sont les mesures coercitives à l'encontre des pratiques illégales – ne permettent pourtant pas d'extrapoler sur la régularisation. L'acquisition des titres de propriété ou des services ne se fait pas au bout de cinq ans. Il faut d'abord un changement d'usage du sol, éventuellement un changement de régime de propriété, la reconnaissance de l'habitat (irrégulier) par le

problème, également souligné par J. Hinojosa [1981], est qu'à travers cette loi relative aux terres non occupées et les suppositions qu'elle induit, beaucoup d'habitants – occupants – se revendiquant comme nouveaux « propriétaires » (mais ne disposant pas du dit certificat) se sont protégés derrière la loi – qui donne des droits à celui qui travaille la terre – pour réfuter les décisions des autorités agraires (émanant du Président de la République en personne) quant aux nouvelles affectations. Cette situation a ainsi engendré des conflits au sein des communautés *ejidales*, entre membres occupant/travaillant leurs terres et ceux disposant de papiers en règle.

[73] L'ancienneté et la « tranquillité » du peuplement sont prises en compte lors de l'étude du dossier de régularisation par les organismes concernés. Selon une enquête menée aux services de la tenure foncière de La Paz, la période de cinq ans correspond également à la durée d'exonération d'impôt proposée aux habitants qui font la démarche de se régulariser. Il s'agit d'un « coup de pouce » tentant d'inciter les habitants à se régulariser, et particulièrement à le faire dans les cinq premières années (car le paiement des impôts est rétroactif de toute façon). On saisit aussi ici l'ambigüité du prélèvement fiscal, prenant place dans des contextes où sa légitimité est sujette à caution.

[74] Un entretien avec un *leader* de quartier – juriste de formation – à Tláhuac a permis de préciser les temporalités des « arrangements » avec le cadre juridique. Ainsi, la nuance tient au contexte temporel et juridique de la résidence en situation d'illégalité. L'habitant est jugé de « bonne foi » s'il peut prouver qu'il a acheté ou établi un contrat et qu'il a vraiment habité la parcelle – sous réserve de témoignages de voisins. Dans ce cas, le droit de non-déguerpissement est assuré au bout de 5 ans. Il l'est au bout de 10 ans, si l'habitant est jugé de « mauvaise foi ». Dans ce dernier cas, quelles que soient les circonstances de l'arrivée, il est impossible de déloger l'habitant, car personne n'a réclamé la parcelle, même au bout de 10 ans.

municipe, le passage en statut urbain de la zone, etc. (cf. chapitre 10). Si l'accès à l'électricité se traduit concrètement par une amélioration minimale des conditions de vie des résidents des zones illégales, la « loi des 5 ans » permet au mieux de peser dans la balance lors du processus de titularisation. Ce cadre est notamment mis en avant lorsque sont exigés un justificatif d'ancienneté de logement (témoignages des voisins) et un certificat de non-affectation, attestant que le terrain ne peut être revendiqué par un tiers. Ainsi, le lotissement dans ces zones, s'il s'avère illégal par rapport aux textes de loi, acquiert néanmoins de ces derniers une certaine légitimité.

Des lois à connaître, pour mieux les détourner

Dans ce système d'illégalité à plusieurs niveaux, les habitants devront être capables d'obtenir toutes les pièces élémentaires de justification de domiciliation sur le lot illégal, en plus des démarches « classiques » juridiquement admises et analysées précédemment (figure 6.1). On comprend la lourdeur du processus de régularisation à venir pour des contextes résidentiels nés de la production informelle et la nécessité d'une aide de l'État pour l'entreprendre et l'accompagner.

Pour les habitants, il faut alors remonter étape par étape la « généalogie » des démarches nécessaires pour entrer peu à peu dans la légalité foncière et urbanistique. Par exemple, la titularisation de la propriété nécessite le paiement des impôts fonciers et locaux (*predial*) pour prouver la réelle existence de la possession, l'enregistrement au cadastre et l'acquittement du devoir citoyen. Or, le paiement des impôts ne peut en théorie se faire que lors de la déclaration au cadastre, qui elle-même n'est possible qu'après le changement d'usage du sol, lui-même possible uniquement sur propriété privée... En contrepartie, théoriquement, les municipalités bénéficiaires de l'impôt doivent fournir les services urbains (eau, électricité, assainissement, etc.), devoir que les collectivités sont rarement capables d'honorer en raison du manque de moyens publics. La solution du laisser-faire se transforme alors en contournement des lois par ceux qui en sont les dépositaires : dans le cas des impôts, ces derniers sont acceptés[75] dans un objectif d'intérêt mutuel. Ils fournissent à la municipalité une ressource financière et aux habitants, une preuve de domiciliation.

La juxtaposition de deux modèles d'autorités aux principes divergents[76] – urbanisme *versus* protection agraire – sur le même territoire, rend la lecture du processus de régularisation particulièrement difficile, et les réformes de gestion des réserves foncières périphériques urbaines problématiques [Salazar, 2011]. Pour les habitants, le partage spatial et juridique des compétences des autorités n'est pas clairement défini et celles-ci se chevauchent sans cesse. Ce qui est valable pour l'un ne l'est pas pour l'autre, mais est une condition indispensable pour qu'au final, l'autre valide.

L'imbroglio et la chronologie mouvante des étapes nécessaires à l'obtention de justificatifs légaux témoignent de contournements juridiques au cas par cas. La grille de lecture du laisser-faire institutionnel ne renvoie pas à l'image d'un État passif, tolérant vis-à-vis de l'urbanisation illégale. Au contraire, l'État participe même activement à sa régularisation, comme à sa reproduction, en raison de son incapacité à fournir une alternative viable. L'ensemble des trajectoires juridiques repose clairement sur une grande variété d'accords tacites, de négociations tolérées et de pressions clientélistes. Cet éloignement d'une ligne

[75] À la condition que les habitants soient par exemple déjà capables de prouver leur domiciliation au moyen d'un contrat d'achat-vente et d'une facture d'électricité – documents pourtant en théorie juridiquement irrecevables, car théoriquement illégaux.

[76] Du point de vue de la législation et de la fiscalité – les impôts étant différents selon le statut foncier.

légale fixe permet pourtant l'aboutissement de compromis et l'intégration finale des contextes résidentiels dans une sphère légale, moyennant argent et temps.

Conclusion du chapitre 6

L'appréhension de l'irrégulier et du régulier est nécessaire à l'étude de la régularisation des quartiers périphériques illégaux, processus lui-même incontournable des dynamiques d'ancrage et de maturation de ces espaces. L'analyse du contexte politique et juridique, qu'il s'agisse de questions foncières ou de normes urbanistiques, renvoie à un accès au sol urbain en dehors des cadres légaux, mais toléré. Entre conflits fonciers et politiques, les quartiers populaires illégaux constituent des situations juridiquement insolubles, mais renvoient pourtant à une grande diversité et à un caractère hautement dynamique.
L'intégration dans la sphère urbaine reconnue est le fruit d'une longue « politique de laisser-faire » mise en route dès les débuts de l'expansion massive de la ville sous la forme des colonies populaires. Plus qu'une tolérance, on observe l'inscription de cette urbanisation dans un ensemble de rapports de force, dans lesquels les partis politiques mexicains jouent un rôle majeur. L'instrumentalisation politicienne débouche en effet sur un laisser-faire de la part des institutions garantes du respect des lois, mais aussi sur l'établissement d'une sorte de « mythe » d'une régularisation automatique.
Ce regard sur le contexte politico-juridique a permis d'appréhender la complexité des contextes résidentiels par rapport à une dimension qui ne peut être qu'évolutive. Ces trajectoires de maturation juridique sont en effet les signes d'un ancrage des populations dans ces espaces, mais aussi les témoins d'un accès et d'un droit à la ville en construction. En plus d'une approche par le seul Droit, insuffisante pour comprendre les mécanismes du marché illégal et le contexte de sa gestion, c'est bel et bien l'intégration de la dimension politique de ces contextes résidentiels, qui est au cœur de la spécificité, comme de la diversité des états et des trajectoires d'évolution et de régularisation des colonies populaires périphériques de Mexico.

Conclusion de la deuxième partie

L'analyse globale et systématique des contextes de la maturation a été réalisée à travers trois entrées qui permettaient d'approcher le concept d'évolution multidimensionnelle des quartiers populaires périphériques. Les éléments indispensables à la compréhension de l'état actuel des quartiers sont alors posés. Par le suivi des structures des différenciations sociales de l'espace résidentiel, des mobilités résidentielles et quotidiennes, et du contexte politico-juridique, aux échelles de la ville et des quartiers, et à des échelons variables, il a été possible de cerner certaines des spécificités et diversités des colonies populaires. Il s'est alors agi de présenter des états les plus récents et les plus pertinents possible, afin d'éclairer notre démarche. Ces constats ont permis de rendre compte de la complexité de ces espaces, qui ne sauraient uniquement se réduire à ceux de la pauvreté, de l'hyper-mobilité – ou au contraire de l'enclavement –, ni à ceux de la marginalité politique et juridique.

Le suivi des différences sociales des contextes résidentiels lisibles dans l'espace métropolitain, à l'échelon des quartiers comme des ilots, a permis de mettre en avant l'hétérogénéité profonde des colonies populaires, dans les grandes lignes de la géographie sociale de Mexico, mais aussi au sein même des quartiers. Marqués par des formes de pauvreté importante par rapport au reste de la ville, ces espaces résidentiels ne révèlent pas moins une pluralité de combinaisons d'indices sociaux, économiques et démographiques, renvoyant à des mosaïques socio-spatiales, elles-mêmes dépendantes des environnements urbains locaux. Ce constat a permis de renforcer l'hypothèse d'une maturation en cours dans ces espaces, qui, certes éloignés de la moyenne métropolitaine, donnent à voir une image différente des seules concentrations de pauvreté.
Si le lien fort et logique entre âges de peuplement et degrés de consolidation a pu être une nouvelle fois démontré, il s'est avéré également questionné. Par ailleurs, une diversité entre les périphéries est apparue à la lecture des quatre quartiers témoins, renvoyant à l'hypothèse d'effets de contexte possibles dans ces trajectoires de maturation, du moins de facteurs socio-résidentiels différents.

C'est aussi une approche de la mobilité résidentielle et quotidienne qui permet une lecture des relations de ces espaces avec le reste de la métropole. L'analyse des recensements et d'une enquête officielle renvoie à un constat double : d'une part, l'ancrage local est la première dimension des liens des espaces périphériques avec le reste de la ville ; d'autre part, c'est un fonctionnement fortement dépendant du positionnement par rapport aux autres périphéries qui est mis en lumière. D'une manière générale, si l'on observe une diversité selon l'environnement urbain une fois encore, l'articulation intra-périphérique des mobilités résidentielles comme quotidiennes renvoie à l'hypothèse de rapports de dépendance moindres au centre d'un côté, de liens forts avec des espaces proches par ailleurs. Ces éléments renforcent la thèse d'une intermédiarité des contextes résidentiels étudiés.
Les relations avec les autres parties de la ville – difficilement abordables de manière fine pour le moment – ont toutefois permis d'approcher la question de l'ancrage résidentiel et des bassins de vie, mais aussi, de donner une lecture dynamique du peuplement de ces zones. En effet, on observe des mouvements de mobilité résidentielle encore largement positifs, mais des trajectoires complexes, entre déconcentration de la première couronne périphérique et concentration depuis le périurbain lointain. Par ailleurs, ce modèle simplifié est parfois perturbé, comme dans le nord de la ville, par les tendances actuelles incontournables de constructions massives de logements sociaux. Cette lecture difficile des mobilités tend à remettre en avant le rôle incontournable des politiques de logement et de gestion du sol urbain

dans la zone métropolitaine. Différentes de ces programmes immobiliers légaux, les colonies populaires n'en sont pas moins inscrites dans le contexte politico-juridique de la ville.

Ainsi, la grille de lecture juridique et politique d'espaces lus sous l'angle très englobant de l'illégalité permet de présenter la complexité des situations envisageables, à l'échelle du quartier comme des individus, mais aussi d'approcher la dimension politique de l'irrégularité. C'est dans un contexte de régime foncier et de normes urbanistiques impropres au logement que s'est déroulée la croissance des quartiers, mais c'est avant tout dans un contexte politique de laisser-faire et de paix sociale institutionnalisant l'irrégularité que cette urbanisation s'est pérennisée.
Au final, comme pour les différenciations sociales de l'espace ou celles de mobilités intra-urbaines, c'est bien à une image spécifique, complexe et plurielle, que renvoie l'approche des contextes d'illégalité. Le système de gestion triple de la terre au Mexique explique en grande partie des trajectoires de légalisation, mais aussi d'ancrages, très diverses. Celles-ci impliquent l'État, les habitants, acquéreurs, vendeurs et acteurs politiques, à différents niveaux au cours des étapes de régularisation. Car, c'est bien ce dernier processus qui est indispensable à l'approche des trajectoires de maturation, au niveau des espaces résidentiels, mais aussi des individus résidents.

Ces trois lectures permettent l'analyse d'expériences résidentielles extrêmement diverses, entre les quartiers et en leur sein. L'inscription spatiale de la pauvreté urbaine, de l'illégalité foncière, et de la mobilité spatiale intra-urbaine participe à forger l'hypothèse d'un lien entre ces trois dimensions de la maturation, variables selon les contextes.
À travers les quatre quartiers analysés, il a été possible de rendre compte de différentiels importants entre des quartiers populaires périphériques pourtant caractérisés par un âge de peuplement proche, et une irrégularité juridique initiale commune. La situation semble relativement plus favorable à Cuautitlán, d'un point de vue de la pauvreté et des normes urbanistiques, dans un contexte de proximité des grands ensembles de logements sociaux. En revanche, le lien entre irrégularités juridiques et pauvreté caractérise les cas de Tláhuac et de La Paz, qui s'apparentent à des sortes de « relais » des anciennes grandes périphéries populaires d'Iztapalapa et Nezahualcóyotl. Enfin, à Milpa Alta, un fonctionnement local plus resserré dans l'espace, en termes de lien à la ville et de différenciation de l'espace par la pauvreté et de norme juridique, laisse supposer un fonctionnement encore davantage villageois que directement métropolitain.
Plus que le rôle de l'âge et de la densité, le rôle des rapports de force, le contexte politico-administratif et foncier, ainsi que l'isolement du quartier semblent être les moteurs des évolutions dans ces espaces. La maturation des colonies populaires demande à être interrogée au regard des trajectoires des contextes résidentiels et des individus qui ont conduit à cette diversité de résultats.

Après avoir présenté les grandes lignes des contextes dans lesquels s'inscrivaient les évolutions, il s'agit désormais de les aborder en tant que telles, par l'observation des ancrages résidentiels, inscrits dans des rapports de pouvoir spécifiques. C'est alors la confrontation des trajectoires des espaces résidentiels et des itinéraires individuels qui doit permettre l'analyse des mécanismes spécifiques et pluriels de la maturation.

Partie III

Trajectoires de la maturation urbaine

Les ancrages au carrefour des pratiques résidentielles et des jeux d'acteurs

Introduction de la troisième partie

« Observer et rendre compte des pratiques et usages des populations tout en éclairant l'ensemble des ressources et contraintes matérielles, institutionnelles et symboliques dans lesquelles ils émergent et restituer les ancrages actuels dans la perspective dans laquelle ils se développent constituent un exercice salutaire qui fait prendre la mesure de l'extraordinaire complexité du lien entre les déterminants des inégalités et la réalité socio-économique, culturelle et politique des comportements des habitants »

F. Dansereau, F. Navez-Bouchanine [2002, p. 5].

L'analyse combinée des mobilités dans l'espace urbain, des dimensions sociales de la division de cet espace et des cadres politico-juridiques particuliers à Mexico participe à la définition de la maturation des colonies populaires périphériques. Or, indubitablement dynamique dans l'espace et dans le temps, ce processus est à appréhender comme la combinaison de trajectoires : celle des individus d'une part, des lieux d'autre part.

Ainsi, l'étude des contextes résidentiels, tels que présentés dans la partie précédente, a donné à voir une photographie actualisée des espaces dans lesquels notre analyse prenait place aux débuts des années 2010. Pour autant, notre approche de Mexico ne se veut pas uniquement statique. Elle met au jour les *résultats* de différentes trajectoires des contextes résidentiels comme des individus. C'est précisément ces *trajectoires* qu'il convient désormais d'éclairer.

L'axe central de cette recherche vise à analyser en quoi les questions de mobilité et d'ancrage permettent d'éclairer la maturation et le développement actuels des colonies populaires périphériques de la ville.

Classiquement analysées sous l'angle de la consolidation et de dynamiques améliorives – du point de vue des individus comme des éléments contextuels –, les trajectoires des colonies populaires et de leurs habitants demandent à être interrogées par les liens existants entre les espaces sociaux, les espaces juridiques et les espaces des mobilités.

Notre hypothèse place l'ancrage des habitants dans leur contexte résidentiel au cœur des liens entre ces espaces. Nous proposons d'analyser l'ancrage, d'abord en termes de résultat des systèmes de mobilité résidentielle, puis comme marqueur des mutations périphériques et enfin, comme dynamique restructurant les trajectoires sociales et foncières des contextes résidentiels dans l'espace urbain. Aboutit-on systématiquement à une installation résidentielle durable, à la construction d'une vie de quartier, à une sécurisation de la propriété du logement et à une diminution de la pauvreté ? Outre la réponse négative à cette question rhétorique, la diversité des résultats observables doit être interrogée à la lumière de la multiplicité des chemins d'évolution possibles. La question centrale de cette thèse devient alors : dans quelle mesure ces dimensions sont-elles liées et comment s'articulent-elles dans la construction des trajectoires de maturation ?

L'hypothèse d'évolutions diverses et de schémas complexes de maturation est intuitive, mais doit faire l'objet d'une démonstration relativement aux dimensions ici prises en compte : mobilités résidentielles et quotidiennes, rapports résidentiels, systèmes résidentiels, autochtonie, sécurisation foncière, régularisation, et complexification de la structure socio-spatiale. Si chacun de ces angles de lecture ne peut être analysé de manière exhaustive dans le cadre de cette thèse, il faudra néanmoins composer avec ces regards pluriels sur l'ancrage.

Notre démarche doit alors dépasser la lecture d'un unique « déroulement heureux automatique » de la maturation des quartiers populaires. Une première étape consiste à observer les variables qui renseignent sur la manière dont les individus et les lieux évoluent. Comme pour la pauvreté (cf. chapitre 4), le prisme de la consolidation systématique du contexte résidentiel est insuffisant. Par ailleurs, la corrélation entre la pauvreté et « l'hyper-

mobilité » résidentielle – pouvant renvoyer à l'urgence à se loger, impliquant une grande précarité et des durées de résidence réduites – ou à l'inverse, de l'immobilité-relégation – pouvant renvoyer à l'incapacité pour les résidents à trouver mieux, les assignant alors à résidence – présente des limites. C'est bel et bien à travers la diversité des dimensions sociales, politico-juridiques et de mobilité que s'observent les trajectoires de maturation.

À partir des résultats détaillés du recensement et d'un ensemble d'enquêtes issues d'un travail empirique au sein des quatre quartiers spécifiquement étudiés (annexe III.1), cette partie tentera d'explorer un ensemble de questions relatives aux dynamiques d'ancrage dans les processus de maturation. D'abord, dans une approche systématique, nous tenterons d'appréhender à l'échelle de la ville la question de la qualification sociale de la mobilité résidentielle et des contextes dans lesquels elle s'inscrit. Puis, nous nous demanderons comment on *élit domicile* [Authier, Bonvalet, Lévy, 2010] dans les colonies périphériques. Ensuite, il s'agira de comprendre comment les résidents de ces espaces s'attachent à leurs contextes résidentiels, comment ils l'apprivoisent et se l'approprient. Au-delà de ces itinéraires, comprendre comment les contextes résidentiels se régularisent du point de vue de la norme juridique et urbanistique sera également indispensable. Au final, il conviendra explorer comment les contextes résidentiels évoluent du point de vue sociodémographique.

Dans une première étape, il s'agit de caractériser la population migrante du point de vue de sa position socio-résidentielle, ainsi que les contextes résidentiels de la migration intra-urbaine (chapitre 7). Compte tenu des ressources censitaires disponibles, ainsi que de l'exigence en informations systématiques de grande ampleur eu égard à la taille de la ville, il s'est agi d'étudier l'échantillon détaillé du recensement de 2010. En confrontant le lieu de résidence actuel des migrants, leur lieu de résidence antérieur et le lien entre les deux, il a été possible de qualifier les espaces résidentiels de la migration et les trajectoires entre ces espaces.
Une deuxième étape consiste à mieux comprendre les itinéraires résidentiels dans les colonies populaires de Mexico (chapitre 8). Il s'agit de donner à voir les déterminants des schémas d'installation et de départ. Stratégies, circulations et systèmes résidentiels sont autant d'angles pertinents pour approcher la diversité des ancrages. On aborde ici les variables de cet ancrage des habitants à partir de portraits d'itinéraires appréhendés empiriquement, et on interroge dès lors plus finement la qualification sociale de ces trajectoires spatiales.
Une troisième étape devra appréhender l'ancrage sous un autre angle que le changement – ou la stabilité – de résidence (chapitre 9). C'est la dimension quotidienne, de pratique de l'espace – du quartier, de la ville – qui permet alors de mettre en évidence les mécanismes d'une autochtonie, plurielle et complexe. Ce questionnement amène à la thématique de la construction d'une urbanité et d'un « accès à la ville » [Dureau, Lévy, 2002], aux échelles de la métropole, du quartier, et de l'habitant.
Dans une quatrième étape, il s'agit de confronter la lecture des mobilités et des ancrages avec le prisme de la régularisation physique et foncière des colonies populaires périphériques (chapitre 10). Il faudra identifier les paramètres et les acteurs de ces dynamiques, interroger les différentes trajectoires possibles, aux échelles individuelle et collective, et explorer l'hypothèse de conséquences de ces mutations sur la division sociale de l'espace résidentiel.
Enfin, un dernier temps de l'approche des trajectoires de la maturation doit poser les bases d'une étude sur les changements à l'œuvre du point de vue de la division sociale de l'espace dans les quartiers populaires périphériques (chapitre 11). En effet, les mobilités interrogent les conséquences sur la structure sociale des espaces résidentiels. Le mouvement met en lumière des schémas différenciés de maturation, soulevant chacun des enjeux spécifiques. Il s'agit alors de questionner le sens de l'évolution de quelques indicateurs sociodémographiques élémentaires afin d'explorer les changements de la composition de l'espace résidentiel.

Chapitre 7.

Profils de migrants intra-urbains

Qualification sociale des trajectoires résidentielles en périphérie

« *L'étude de la mobilité des hommes permet d'appréhender les multiples facettes, spatiale et temporelle, familiale et professionnelle, des liens entre la population et leur espace résidentiel* »
C. Bonvalet, J. Brun [1998, p. 312].

L'objectif de ce chapitre est double. D'une part, nous nous proposons de présenter l'inscription dans l'espace social des personnes ayant expérimenté une trajectoire résidentielle intra-urbaine – ces trajectoires étant entendues comme la « *succession de statuts d'occupation, de lieux de résidence et de types d'habitat au cours du cycle de vie* » [Bonvalet, Brun, 1998, p. 315][1]. D'autre part, il nous faut explorer la spécificité de ces trajectoires ayant conduit au peuplement des quartiers étudiés dans cette thèse. L'analyse des trajectoires est alors ici un préalable à celle des stratégies.
Ainsi, avant d'aborder où et comment les « mobiles » ou « migrants »[2] s'installent dans une résidence, à des échelles spatiales et temporelles variées, la question qui sous-tend notre réflexion dans ce chapitre se résume à observer qui sont les migrants. Pour cela, notre démarche vise à appréhender le profil social des migrants, à travers une analyse de leur position résidentielle du point de vue l'étape actuelle. Au final, nous cherchons à comprendre comment se positionnent les caractéristiques de localisation par rapport aux caractéristiques sociales des personnes.

L'analyse de l'étape résidentielle actuelle des migrants relève d'une pertinence particulière dans l'approche d'un éventuel *filtrage*[3] ou *filtering process* (bien que M.-H. Bacqué et J.-P. Lévy [2009] précisent que ces deux appellations ne sont pas exactement synonymes) lié à la mobilité dans l'espace de Mexico. Derrière ce concept, l'objectif est, comme le proposait J.-P Lévy [1998b], d'étudier simultanément mobilité résidentielle et transformations du parc immobilier à partir d'un enchaînement de l'occupation de ce dernier. Cette méthode permet

[1] Au sujet de la portée sociologique des termes de trajectoires, carrière et itinéraire – notamment lorsqu'ils renvoient à des analyses biographiques –, cf. J-C. Passeron [1990].
[2] Nous faisons le choix de nommer dans ce chapitre « migrants » les individus de plus de 5 ans enregistrés dans le recensement de 2010 comme ne résidant pas dans le même municipe en 2005, tout en restant conscient de la limite que nous imposons ici au concept de migration (voir chapitre 3). Il s'agit ici simplement de nommer les personnes ayant expérimenté une mobilité résidentielle intra-urbaine (interne à la ZMVM) et inter-municipale sur la période intercensitaire.
[3] Le processus de filtrage auquel nous faisons référence ici a en partie été présenté au chapitre 1 (note 18 en 1.1.2, p. 27) lors de l'exposé sur les dynamiques immobilières dans la croissance de la ville. Il s'agit d'un modèle de lecture permettant d'analyser l'articulation entre les mobilités résidentielles et les dynamiques du parc de logements. Cette grille s'inscrit dans la lignée des travaux de l'école de Chicago d'E. Burgess et H. Hoyt. Il s'agira dans ce chapitre de tester les caractéristiques démontrant ou infirmant le phénomène dans le cas des quatre terrains spécifiquement observés.

d'approcher les « *dynamiques du parc et des ménages comme les composantes d'un seul et même processus* » [1998b, p. 337] et renvoie notamment à l'étude des *chaînes de vacances de logements*[4].
En filigrane, même si elle n'est pas abordée de front, la question de la mobilité sociale en lien avec ces comportements spatiaux est aussi posée. Cette problématique interroge alors le *sens* de la trajectoire, tel qu'entendu par J-P. Lévy [2001, p. 35] – et qui nécessite la prise en compte rigoureuse des « *représentations des individus mobiles et [des] différents évènements survenus dans leur vie* »[5]. L'approche du sens de la trajectoire ne pourra être réalisée que sur des échantillons limités et appréhendés de manière empirique (chapitre 8).
La diversité des trajectoires ainsi dessinées est questionnée, afin d'éprouver le concept de maturation des espaces populaires périphériques à la lumière des profils de mobilités résidentielles s'y inscrivant. D'un côté, on s'interroge sur la dynamique associée aux mobilités des personnes ayant de meilleures conditions de vie qu'en moyenne, au départ et à destination de ces espaces. De l'autre, on se demande si la maturation n'est pas plutôt un processus tendant à accentuer la diversité des profils de mobilités.

La démarche consiste d'abord à qualifier socialement la mobilité résidentielle grâce aux données des recensements de 2010. Pour cela, on décide d'observer les caractéristiques sociales des personnes comptabilisées comme ayant changé de résidence, et d'interpréter ces caractéristiques au regard des localisations antérieures et actuelles de leur résidence – et en cela, de leur trajectoire spatiale. Dans le cadre de notre thèse, il s'agit de dresser un constat à partir de données systématiques existantes, afin de contextualiser notre analyse des itinéraires résidentiels dans des quartiers spécifiques. Les aspects relatifs à l'analyse sociale de la mobilité résidentielle mettent en lumière des profils de trajectoires, qui s'inscrivent dans l'espace social de la ville d'une part (chapitre 4), qu'il s'agira d'appréhender plus finement ultérieurement d'autre part (chapitre 8).

D'abord, on exposera les caractéristiques sociodémographiques, socio-résidentielles et socio-économiques des migrants intra-urbains, à l'échelle de l'ensemble de la ville et des quatre municipalités étudiées. Puis la dimension sociale des trajectoires dans l'espace métropolitain sera explorée en considérant simultanément les caractéristiques des migrants au moyen d'une analyse des correspondances multiples. Sur ces structures, il s'agira d'interroger le positionnement des lieux de résidence des personnes, ainsi que les liens entre résidence antérieure et résidence actuelle pour appréhender les trajectoires et dégager des profils spécifiques.

---

[4] Cette notion est issue du modèle de tri urbain concentrique proposé par E. Burgess et repris par H. Hoyt au sujet du *filtering process*. La chaîne de vacances de logements s'exprimerait alors par l'attraction de ménages (ayant déjà un logement propre), par une offre de logements neufs. En entrant dans ce nouveau parc de logements, ces ménages libèrent l'ancien. Or, ce logement vacant attire à son tour des ménages occupant auparavant d'autres logements, et ainsi de suite [Lévy J-P., 1998, p. 338]. Ces évolutions du parc immobilier étaient censées aboutir à une amélioration des conditions de logement pour les plus pauvres. Mais les conclusions des travaux de suivi des ménages à partir des logements n'ont toutefois pas permis d'aller dans ce sens. En effet, les filières de mobilité résidentielle, dans le cas français, sont jugées « *peu perméables* » et tendent à reproduire « *dans leurs grandes lignes les hiérarchies de la société globale* » [Bacqué, Lévy J-P., 2009, p. 322]. Ces remises en question du modèle semblent donc également intéressantes à questionner pour le cas mexicain.

[5] J-P. Lévy [2001, p. 35] évoque la complexité de définir un indicateur exhaustif de sens de la trajectoire résidentielle, la notion étant en elle-même très complexe. En revanche, l'auteur renvoie à la construction d'un indicateur sur les conditions de logement, prenant en compte le nombre de pièces, le confort du logement, le statut d'occupation, le type d'immeuble. Ces caractéristiques appréhendées lors d'un mouvement d'un logement à un autre permettent d'établir trois types de trajectoires : « *régressive, promotionnelle et neutre* ».

7.1. Approcher la qualification sociale de la mobilité résidentielle : caractéristiques des migrants

La qualification des mobilités résidentielles intra-urbaines de la période 2005-2010 passe par la sélection d'un ensemble de caractéristiques des personnes et des ménages qui la vivent. Le choix a été fait de retenir celles classiquement utilisées dans l'étude de la trajectoire résidentielle. Nous parlerons ici globalement de *positions socio-résidentielles* en référence aux entrées usuelles dans l'approche de ces trajectoires [Authier, Bidet *et al*, 2010 ; Berger, 2006 ; Bertrand, 2003b, 2005 ; Bonvalet, Brun, 2002 ; Debroux, 2011].
Ainsi, ont été retenues d'une part, des variables révélant des informations sur le cycle de vie et sur les conditions de vie des migrants – ce que nous appréhendons par la « position sociale » –, et d'autre part, des variables se rapportant au statut résidentiel et au logement, auxquelles s'ajoute la localisation. La position socio-résidentielle ainsi décrite associe la « position sociale » à la « position résidentielle » – renvoyant à l'ensemble des caractéristiques liées au logement, à sa localisation et à sa dimension symbolique[6]. Selon cette approche, d'un côté, la spécificité des populations « en mobilité » peut être mise au jour et de l'autre, l'esquisse d'un profil des trajectoires résidentielles enregistrées par le recensement devient possible.
Dans un premier temps, une rapide présentation de la méthode adoptée – et de ses limites – pour approcher la qualification des mobilités résidentielles est nécessaire. Ensuite, on montrera que la mobilité résidentielle suppose une position socio-résidentielle particulière par rapport à l'ensemble des résidents de la ZMVM.
On peut dès lors qualifier les lieux de résidence (actuels ou antérieurs) en fonction de cette position socio-résidentielle des migrants, alors appréhendée en 2010 (à « l'arrivée » de la mobilité). De même, on peut enrichir l'étude des trajectoires en cernant la signification de l'étape résidentielle la plus récente et en observant le lien entre deux localisations résidentielles. L'hypothèse d'une mobilité sociale *a priori* ascendante peut être aussi testée.

7.1.1. Méthodologie : approcher la dynamique par le statique

Le croisement des variables du recensement de 2010 contenues dans la *muestra censal* permet d'explorer quelques caractéristiques majeures de la population ayant connu une mobilité résidentielle inter-municipale entre 2005 et 2010. Nous retenons ici uniquement la mobilité résidentielle intra-urbaine, la plus marquante en termes de recompositions socio-spatiales dans la métropole mexicaine (chapitre 1).

[6] L'approche des positions résidentielles peut être différente selon les auteurs. La trilogie classique type-statut-localisation renvoie aux nombreuses investigations des sociologues, démographes et géographes sur la question de la mobilité résidentielle depuis un demi-siècle [Bonvalet, Brun, 2002]. Pour M. Bertrand, cette appellation semble couvrir l'ensemble des caractéristiques concernant « *les passages d'un parc immobilier à l'autre, d'un statut d'occupation à l'autre, et plus largement les positions sociales qui s'articulent au logement urbain* » [Bertrand, 2003a, p. 9]. À partir de là, différentes focales peuvent faire l'objet d'analyses spécifiques, notamment le seul logement [Bertrand, 2003b]. J.-Y. Authier, J. Bidet *et al* [2010] approchent les caractéristiques résidentielles comme autant d'entrées à partir desquelles sont analysées les trajectoires. Elles renvoient aux dimensions familiales, du cycle de vie, comme à des indicateurs relatifs au logement. Pour M. Berger [2006], J. Ogg [2010] et J. Debroux [2011], la distinction semble établie entre « position sociale », ou « socio-professionnelle » et la « position résidentielle ». Cette dernière – dans ces études – est utilisée pour décrire le « choix » de la résidence en périurbain, renvoyant à la localisation, au statut de propriétaire d'un logement du type maison, et à l'aspiration à ce mode d'habiter. Or, cette configuration renvoie clairement à un parallèle établi entre la position spatiale et la position sociale, à travers la position résidentielle que procure le logement périurbain.

7.1.1.1. Intérêts et limites de la démarche

L'observation des positions à une date donnée (2010) des personnes ayant changé de résidence sur un laps de temps (2005-2010) permet d'appréhender des profils d'espaces (de résidence actuelle et antérieure) et de liens entre ces espaces, et ce faisant, de qualifier les trajectoires. On décrit alors des contextes à travers les caractéristiques des populations migrantes, qu'elles aient quitté le municipe en 2005, ou qu'elles s'y soient installées en 2010.
Nous cherchons dans un premier temps ici à comprendre de manière globale la composition de la population migrante d'une part, la manière, dont sa spatialisation peut avoir un sens d'autre part. Or, un ensemble de limites doit être explicité afin de conserver toute la prudence nécessaire à notre démarche. On insistera notamment sur le fait que l'objectif de cette approche transversale n'est pas l'étude des profils de mobilité en eux-mêmes, et encore moins l'élaboration d'une typologie ou d'une modélisation des stratégies résidentielles à partir des données censitaires.

Un des premiers problèmes méthodologiques que fait surgir l'analyse des trajectoires par les résultats censitaires est celui de l'absence de données relatives à la situation antérieure des « migrants ». Or, cette carence obère la possibilité de qualifier véritablement les trajectoires et de tirer des conclusions sur la valeur ascendante, neutre ou descendante associée au changement de résidence sur la période considérée.
L'observation portant sur une seule date (2010), l'apport des données censitaires à l'étude de la mobilité porte sur :

- L'examen de la position socio-résidentielle au terme de la mobilité ;
- La localisation des individus au début et au terme de l'intervalle considéré par le recensement pour identifier cette mobilité (2005-2010).

Une analyse de la composition des individus « migrants » renvoie donc tout au plus à une comparaison du profil de ceux qui connaissent une mobilité avec le profil de ceux qui n'en connaissent pas.

Une autre faiblesse de la source utilisée tient dans la seule prise en compte de la résidence principale pour qualifier la position résidentielle. Or, les choix de localisation et de statut d'occupation ne se comprennent qu'à travers les liens entre différents espaces géographiques tissés par les personnes, comme nous le montrerons dans le chapitre suivant grâce à l'examen de portraits emblématiques.
Dernière limite, il faut rappeler enfin que les indicateurs censitaires sont disponibles dans l'échantillon détaillé, mais ne sont uniquement extrapolables qu'à l'échelon municipal.

Malgré ces obstacles, l'exploitation de la *muestra* permet de soulever des questionnements pertinents quant à la qualification des mobilités et des systèmes résidentiels des personnes. On peut alors différencier d'un côté, la qualification des migrants – qui ont changé de municipe entre 2005 et 2010 – relativement à l'ensemble de la population ; de l'autre, la qualification des municipes de résidence selon la population qui y est arrivée ou qui en est partie. Cette méthode donne également la possibilité de formuler des hypothèses relatives à la compréhension des stratégies résidentielles dans des espaces spécifiques.
Dans le cas des colonies populaires de la périphérie de Mexico, on peut reprendre à notre compte les mots de F. Navez-Bouchanine au sujet de la recherche de ressources spatiales et du déploiement de véritables *stratégies* des habitants défavorisés dans un contexte de fragmentation urbaine : « *il peut paraître étonnant, voire choquant de parler de stratégies lorsque l'on évoque les itinéraires intra-urbains de populations dont les revenus et les conditions de vie sont fragiles. Pourtant l'observation des itinéraires des habitants montre*

que, même dans les situations les plus difficiles, diverses possibilités s'ouvrent à eux et que leurs choix ne s'opèrent nullement par hasard » [1998, p. 79].
Les mutations économiques liées au mouvement dans l'espace d'un côté, et l'élaboration de stratégies résidentielles au sein de la population de l'autre, sont intimement liées. Ce lien renvoie à ce que D. Delaunay identifie comme l'endogénéité des trajectoires économiques des migrants, concourant à une plus grande homogénéité de la population « migrante » par rapport à l'ensemble, et donc, à un « *résultat attendu ou testé* » de ce lien [2007, p. 3].

7.1.1.2. Les indicateurs retenus

Sur les quelques 1.4 million de « migrants » enregistrés dans la *muestra*, nous nous proposons d'explorer 7 variables renvoyant aux dimensions indispensables à la compréhension des positions socio-résidentielles (voir annexe III.2).

Le lien entre mobilité et cycle de vie – notamment de la vie familiale, et par-là de la structure des ménages –, tel qu'il a été mis en évidence dans d'autres contextes [Bonvalet, Brun, 1998 ; 2002] peut ici être observé au moyen des caractéristiques **sociodémographiques** des populations migrantes : l'âge des personnes[7] et le type de ménage.
Il s'agit de tester l'hypothèse d'une mobilité résidentielle liée à deux trajectoires familiales classiques dans les parcours de vie [Lévy J-P., 2001] : la décohabitation d'une part, l'*engagement* dans une carrière résidentielle[8] d'autre part. Ces séquences sont notamment à relier à une étape d'agrandissement de la cellule familiale et/ou à la mobilisation de ressources et de réseaux familiaux dans la manière dont sont élaborées les stratégies résidentielles dans la ville. En outre, les classes d'âge témoignent de comportements différenciés par rapport à la mobilité résidentielle : les jeunes se caractérisent par une plus grande propension à changer de résidence, particulièrement chez les moins de 30 ans [Dubujet, 1999 ; Baccaïni, 1993, 1994 ; Bonvalet, Brun, 2002; Authier, Bidet *et al*, 2010][9].

Ensuite, il s'agit d'étudier des caractéristiques **socio-résidentielles** : le type de logement, le statut d'occupation, ainsi que la modalité d'acquisition du logement lorsque celui-ci renvoie à une propriété (achat d'un bien construit, autoconstruction, etc.). Ainsi, à travers les

[7] La structure par sexe de la population n'a pas été retenue dans la différenciation initiale entre population totale et population migrante. D'une part, le ratio homme-femme est rigoureusement identique dans les deux populations : 48.1 % d'hommes et 51.8 % de femmes. D'autre part, une série d'explorations multivariées intégrant la variable sexe a révélé la position peu différenciée des hommes et des femmes par rapport aux caractéristiques retenues dans ce chapitre.

[8] J-P. Lévy définit l'*engagement* comme « *l'ensemble des séquences résidentielles qui succèdent à la décohabitation* » [2001, p. 25]. Dans le cas français, ces séquences peuvent se diviser en laps de temps durant lesquels s'enchaînent plusieurs changements de résidence, notamment en lien avec les étapes du cycle familial (mais pas uniquement). Dans le cas mexicain, il s'agit également de différencier nettement la décohabitation (parfois très tardive, il est en effet fréquent d'observer dans une même résidence des familles élargies au sein desquelles cohabitent plusieurs générations) et des itinéraires résidentiels autres le long du parcours de vie. Comme le rappelle J-P. Lévy, le découpage en séquences vise uniquement à indiquer et à classer pour mieux analyser, mais ne saurait renvoyer à une modélisation au sens strict, ces séquences étant nécessairement emboîtées et diverses.

[9] Ces auteurs ont démontré, dans le cas de la France des années 1990, que le « pic » de mobilité est atteint entre 25 et 29 ans et chute après l'âge de 40 ans, quelle que soit la distance considérée pour mesurer le changement de résidence [Bonvalet, Brun, 2002, p. 19 ; Dubujet, 1999]. La mobilité est particulièrement forte aux moments de la décohabitation, de la recherche d'un emploi, de la formation d'un couple et de l'arrivée d'enfants dans le ménage. La dynamique renvoie à une stabilisation des ménages pour la classe des 35-50 ans, puis confirme son déclin pour les plus de 50 ans [Authier, Bidet *et al*, 2010, p. 14]. La relation entre la distance et l'âge est aussi évoquée par B. Baccaïni, qui observe l'augmentation des mobilités de courte distance avec l'âge [1993, 1994].

dimensions du logement questionnées – localisation mise à part –, on s'interroge sur ces choix : sont-ils nécessairement orientés vers l'accession à la propriété ? Dans un autre temps, nous cherchons à comprendre dans quels espaces s'inscrivent les trajectoires socio-résidentielles en termes de modes d'habiter.
On veut alors explorer les stratégies résidentielles que l'on suppose liées au parc de logements : offre d'habitat, modèle urbain de référence, modèle d'habiter en général. Dans les déterminants liés aux caractéristiques du logement, on retrouve également les aspirations de modes de vie qui en découlent et qui participent aux choix résidentiels [Bonvalet, Brun, 1998, 2002 ; Coloos, Taffin, 1998 ; Dansereau, Navez-Bouchanine, 2002 ; Berger, 2006 ; Florin, 2008 ; Gerber, Carpentier, 2013]. L'accession à la propriété, le contexte des dynamiques du parc immobilier et les modes de vie ont classiquement renvoyé aux caractéristiques de la position socio-résidentielle dans les processus de mobilité [Brun, 1993 ; Lévy J-P, 1998 ; Bertrand, 2003a, 2005 ; Authier, Bidet *et al*, 2010].
Si en plus de ces dimensions, l'étude classique de la position résidentielle fait de la localisation du logement une « variable active » dans la mobilité [Bonvalet, Brun, 2002], nous faisons le choix de considérer la dimension spatiale, non pas comme un simple support indépendant du reste, mais comme la donnée qui fera l'objet d'une attention particulière au regard des autres caractéristiques[10].

Enfin, nous souhaitons explorer quelques aspects **socio-économiques**, relatifs au niveau de vie et à l'accès à l'éducation : le revenu mensuel des personnes et des ménages – avec toutes les limites que cet indicateur comporte[11] (cf. 1.3.4) –, et le niveau de scolarité. Nous ne cherchons pas à établir des modèles économiques de migration intra-urbaine, comme cela a pu être fait à de nombreuses reprises dans l'étude des économies urbaines et des dynamiques du parc immobilier (chapitre 3). Il s'agit davantage de prendre en compte deux dimensions évidentes dans les ressources et causalités du changement de résidence : une source de revenus monétaires d'une part, un bagage académique influençant potentiellement la vie professionnelle d'autre part.
La mobilité résidentielle traduit et renforce les grandes lignes de division de l'espace résidentiel (voir chapitres 4 et 5). Les revenus mensuels et les niveaux d'étude, qui ont alors fait l'objet d'analyses sous cet angle [Duhau, 2003 ; Delaunay, 2007 ; Paquette, Delaunay, 2009 ; Sanchez Peña, 2012b], demandent à être actualisés à l'aune des recensements récents.

7.1.2. Profil social de la population migrante

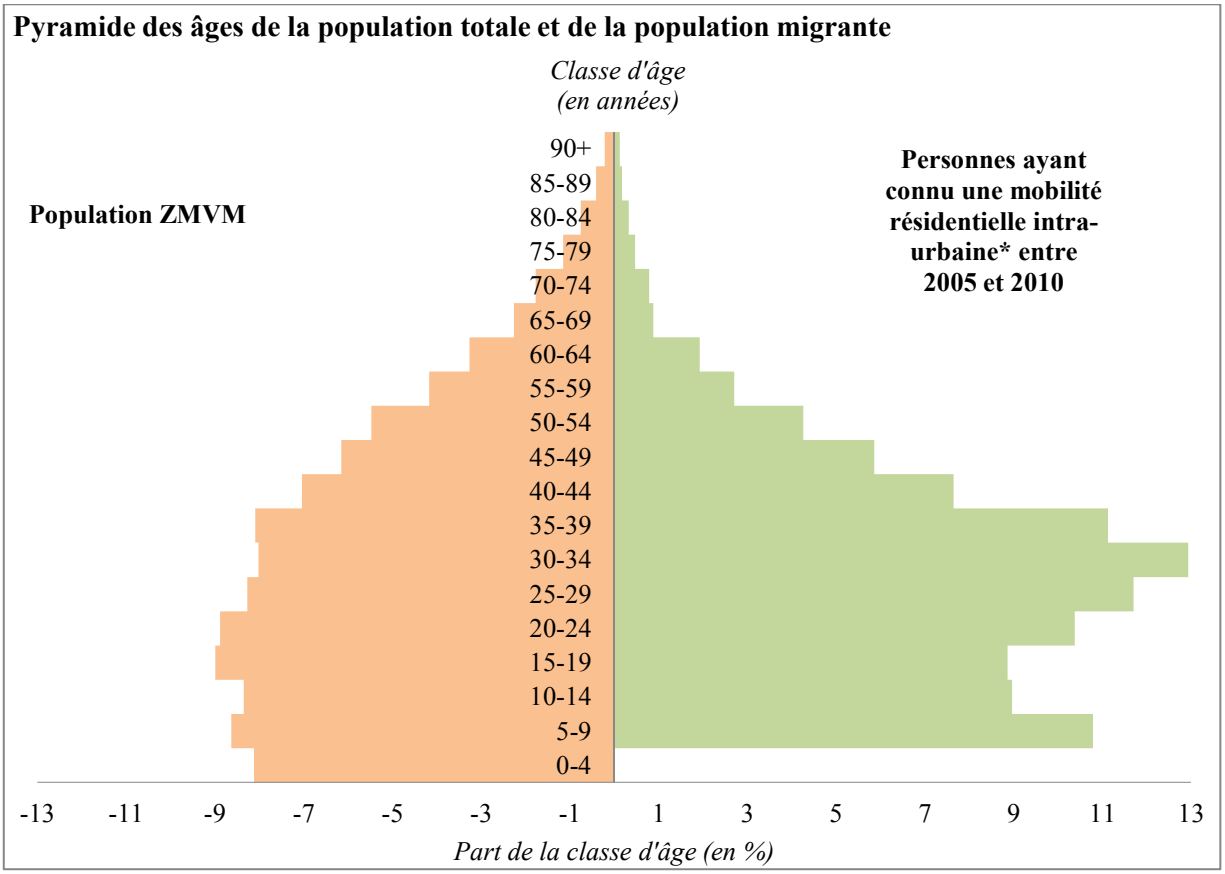
Il s'agit de comparer les caractéristiques de la population résidente de la ZMVM en 2010 avec celle qui a changé de municipe (métropolitain) de résidence depuis 2005.

7.1.2.1. Structure par âge : une population jeune

À l'observation de la structure par âge (figure 7.1), on observe la jeunesse relative de la population concernée par un changement de résidence récent. Même si l'âge moyen entre les deux ensembles considérés est quasiment identique (autour de 30 ans), les structures des deux populations diffèrent.

[10] Nous ne cherchons donc pas ici à « modéliser » les mobilités résidentielles intra-urbaines – la variable de localisation étant à un échelon trop agrégé pour être pertinente *dans* l'analyse –, mais davantage à comprendre comment se positionnent les municipes étudiés dans l'ensemble de l'espace des mobilités dans la métropole.
[11] Parmi les critiques simples à considérer relativement à ces chiffres, on peut déjà retenir les populations de référence sur lesquelles ces résultats ont été obtenus (voir annexe III.2.3).

Figure 7.1. La répartition par âge des habitants de la ZMVM en 2010 : comparaison entre la population totale et la population migrante



**Changement de municipe de résidence*
Classe d'âge de 0 à 4 ans non renseignée pour la population migrante

Sources données: *muestra censal*, INEGI [2010]
Réalisation : J.-F. Valette, 2013

La population migrante est composée à 46 % de personnes ayant entre 20 et 40 ans, classe d'âge constituant un tiers de l'ensemble de la population métropolitaine. Cette caractéristique confirme le poids de l'âge et par-là, l'impact des étapes du cycle de vie, notamment familial – en construction et en reconfiguration importante sur cette tranche d'âge –, sur les schémas de mobilité résidentielle. On retrouve ici les séquences de décohabitation et d'engagement résidentiel, hypothèses fortes dans la manière dont s'élaborent les stratégies résidentielles intra-urbaines.

Un autre élément va dans ce sens : en plus de mettre en évidence le poids de la classe des jeunes en âge de fonder une famille – 13 % des migrants ont entre 30 et 34 ans, soit 5 points de plus que pour le total –, la pyramide des âges montre, une part plus importante des migrants très jeunes (5-9 ans)[12]. Cette tendance pourrait être lue comme la marque des mobilités résidentielles des jeunes couples avec enfants en situation de décohabitation, même si cette hypothèse demanderait à être vérifiée et nuancée.

[12] Rappelons que la mobilité des enfants âgés de 0 à 4 ans n'est, par définition, pas mesurable par le recensement.

7.1.2.2. Structure des ménages : au-delà de la figure du jeune couple avec enfants

L'analyse de la structure des ménages des personnes migrantes démontre l'importance des familles nucléaires (tableau 7.1.A). Ce poids des familles nucléaires (les deux tiers des ménages de personnes migrantes) peut renvoyer à l'hypothèse de mobilités résidentielles en relation avec une décohabitation. Toutefois, la part des familles élargies (chez plus d'un quart des personnes migrantes) tend à nuancer cette explication. Le poids de ce dernier type, très légèrement plus important qu'en moyenne, est à combiner avec le poids supérieur (mais toujours faible) des familles composées : il souligne une nuance à apporter au modèle de la décohabitation ou de l'engagement résidentiel de famille nucléaire.

À la vue de ces résultats, c'est donc une image indirecte de la complexité des stratégies résidentielles qui se dessinent quant aux caractéristiques démographiques des migrants. En outre, la mobilité résidentielle peut, lorsqu'elle implique la résidence au sein d'une famille élargie ou composée, renvoyer à trois types de parcours – non exhaustifs évidemment.
Premièrement, on peut évoquer des « retours » de personnes ou ménages au sein d'une cellule familiale plus élargie – et donc des stratégies résidentielles non configurées autour de la mobilité sociale d'un seul individu. Ce profil de mobilité peut renvoyer à une situation « d'arrimage »[13] toujours effectif entre les différents membres du groupe familial[14].

Outre la stratégie de « retour », la deuxième hypothèse peut faire écho à des étapes résidentielles provisoires au sein de circulations et de projets de mobilité non encore économiquement réalisables. Dans ces cas-là, le migrant peut alors nécessiter l'hébergement chez un membre de la famille au sein d'un groupe élargi[15]. Enfin, troisième possibilité, formulons l'hypothèse de la mobilité résidentielle de familles élargies, conditionnée par des stratégies d'amélioration des conditions de vie pour l'ensemble du groupe familial. Pour ce dernier cas, les stratégies peuvent s'inscrire dans des réseaux étendus et permettant le changement de résidence « en masse »[16].

---

[13] L'arrimage fait référence à la situation des adultes de la deuxième génération des quartiers populaires – soient les enfants des pionniers lorsque ces derniers sont devenus titulaires de leur maison – qui résident encore au domicile de leurs parents. La mobilisation du thème de l'*arrimage* renvoie ici aux trajectoires *rapprochées*, regroupées des personnes par rapport à leur système familial. Il s'agit en réalité d'une traduction directe du concept de « *familias arrimadas* » proposé par E. Huamán et A. Barreto [2002, p. 15] pour désigner les nouvelles générations des quartiers populaires périphériques de Mexico vivant avec leur famille au sein de la maison parentale. Littéralement, ce concept fait écho aux itinéraires résidentiels rapprochés du cercle familial, renvoyant le plus souvent à des situations de corésidence dans un ménage en famille élargie.

[14] Cette configuration a notamment pu être observée empiriquement. Cf. portraits au chapitre 8.

[15] On a alors constaté l'existence de stratégies conduisant à la résidence au sein d'un groupe familial élargi, permettant temporairement de réaliser des économies, en vue d'un projet de mobilité de décohabitation. L'installation, voulue provisoire, a pourtant nécessité une première étape de changement de résidence (chez les beaux-parents par exemple). Les étapes successives peuvent conduire par exemple à des situations de ménages en famille composée ou en corésidence. Sur ces configurations dans des exemples « au Sud », on se réfèrera à des travaux comme ceux de M. Bertrand [2003a ; 2003b] ou C. Paquette [2003] qui analysent particulièrement la question de l'hébergement dans l'espace urbain. Les auteures relèvent l'imbrication des statuts de l'hébergeant et de l'hébergé, notamment par rapport à la location.

[16] Là aussi, le travail de terrain a permis d'observer des cas où des groupes familiaux entiers sont venus progressivement s'installer dans des zones où le prix d'achat et l'espace disponible rendaient possibles la construction d'une maison pour l'ensemble du groupe familial (plusieurs générations et fratries). Différents modèles étaient alors lisibles : soit une personne ou une famille commençait par décohabiter, achetait, puis « faisait venir » progressivement le reste de la famille ; soit la famille venait s'installer directement dans une zone nouvelle – avec parents, beaux-parents, grands-parents, etc. – souvent grâce à des réseaux d'information sur la zone, qu'ils soient familiaux ou autres.

Tableaux 7.1. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 : une comparaison population totale de la ZMVM, population migrante

A. Le type de ménage (part en %)

	Famille nucléaire	Famille élargie	Famille composée	Ménage seul	Ménage co-résident	Autre
Total des ménages de la ZMVM	61,8	24,8	1,2	9,7	0,6	1,9
Total des ménages migrants	65,1	26,2	2,0	3,9	0,8	2,0

B. Le type de logement (part en %)

	Maison individuelle	Appartement en immeuble	*Vecindad*	Chambre sur le toit	Local non résidentiel	Autre*
Total des logements de la ZMVM	75,9	18,8	4,1	0,2	0,3	0,8
Total des logements des ménages migrants	72,8	23,0	2,7	0,1	0,7	0,7

*Comprenant refuges, logements mobiles et autres

C. Le statut d'occupation du logement (part en %)

	Propriétaire	Locataire	Autre
Total des logements de la ZMVM	68,7	19,0	12,4
Total des logements des ménages migrants	60,7	28,7	10,6

D. Les modalités d'acquisition du logement (part en % des propriétaires)

	Achat d'un logement construit	Construction sur commande	Autoconstruction	Autre
Total des logements de la ZMVM	40,1	29,2	26,9	3,8
Total des logements des ménages migrants	57,5	22,0	17,7	2,9

E. Les revenus mensuels des personnes et des ménages (en MX $)

	Ménages	**Personnes**
	Revenu médian	Revenu médian
Total ZMVM	7 286	4 286
Total des ménages/personnes migrants	8 200	5 143

F. Les tranches de revenus mensuels des ménages (part en %)

Tranche de revenus (en MX $)	**Moins de 1 000**	**1 001 - 4 000**	**4 001 - 7 000**	**7 001 - 10 000**	**10 001- 13 000**	**13 001- 16 000**	**16 001 - 20 000**	**Plus de 20 000**
Population totale de la ZMVM	2,2	21,4	26,6	16,5	9,6	5,8	4,6	13,4
Migrants intra-urbains	1,4	17,8	25,4	16,9	10,2	6,8	5,2	16,3

G. Le niveau d'étude des personnes (part en %)

	Aucun	Maternelle	Primaire	Secondaire	Prepa/ bachillerato	Études techniques/com merciales	Normal	Licence	Supérieur au 1er cycle universitaire	Autre
Logements de la ZMVM	5,2	5,0	27,0	24,3	16,5	5,6	1,6	12,6	1,4	0,9
Total des personnes migrantes	2,0	4,8	23,6	25,1	18,5	5,7	1,5	16,2	2,3	0,4

Sources : *muestra censal*, INEGI [2010]

7.1.2.3. Positions résidentielles des migrants : « tous propriétaires » ?

En questionnant ici l'exclamation de F. Tomas [1995], on se propose de comparer le mode d'habiter en 2010 des migrants sur la période 2005-2010 par rapport à l'ensemble de la population. Ce sont les caractéristiques du logement qui sont ici approchées : type de logement, statut d'occupation et modalité d'acquisition (tableaux 7.1.B, 7.1.C, 7.1.D).
Si la prudence doit toujours être observée quant à la qualification des trajectoires en elles-mêmes, force est de constater des différences notoires relativement au logement entre ceux qui ont connu une mobilité résidentielle et la moyenne de la ville de Mexico. L'analyse comparée ne renvoie pas pour autant à un modèle unique de mobilité résidentielle engagée dans l'optique d'accéder à la propriété d'une maison, modèle pourtant classique au Mexique [Duhau, 2003 ; Hiernaux, Lindón, 2003 ; Giglia, 2012] (voir 3.2.3.5).

Le parc de logements
Les migrants sont 73 % à vivre dans une maison en 2010 et 23 % à résider dans un appartement en collectif (tableau 7.1.B). Ce dernier chiffre est supérieur à la moyenne de la ville (19 %) et témoigne d'une surreprésentation du logement en appartement chez les migrants par rapport à l'ensemble.
Enfin, on note également deux tendances relativement aux types de logements marginaux – en proportion du total. D'une part, les logements en *vecindad* et les logements en chambre sur les toits occupent une place moindre pour les populations migrantes. D'autre part, les logements dans des locaux à usage non résidentiel, s'ils restent très minoritaires, sont deux fois plus importants qu'en moyenne pour les personnes ayant connu une mobilité résidentielle intra-urbaine.
Ces deux tendances peuvent témoigner de situations différenciées relativement au logement des plus pauvres. D'un côté, la proportion de migrants récents se dirigeant vers le parc de logements classiquement réservé aux personnes en situation de forte pauvreté en centre-ville – comme les *vecindades* ou les *cuartos de azotea* (sur le toit) – est moins importante que pour les populations résidant plus de 5 ans dans ces municipalités. De l'autre, le logement en local non résidentiel renvoie davantage aux logements de fortune en périphérie – dans des situations au caractère semi-rural[17] –, logeant alors ici davantage les « migrants pauvres » en provenance d'autres municipalités.

Le statut d'occupation : la location non anecdotique
Le logement peut aussi être analysé au regard du statut d'occupation des résidents (tableau 7.1.C), voire de sa modalité d'acquisition (tableau 7.1.D). Même si 6 migrants sur 10 sont propriétaires de leur résidence en 2010, la part de locataires dans la population ayant changé de municipalité de résidence entre 2005 et 2010 est beaucoup plus importante qu'en moyenne dans la ville : près d'un tiers renvoie à ce statut, tandis qu'ils ne représentent qu'un habitant de la ZMVM sur 5 au total.

Le statut de locataire peut faire écho à plusieurs types d'étapes résidentielles[18]. Lorsqu'elle n'est pas projetée sur le long terme, la location peut renvoyer à une transition, parallèle à la

[17] Mais pas uniquement, on observe par exemple ce type de logements en 2010 à Cuauhtémoc (hypercentre).
[18] Sur le thème de la location dans l'analyse des mobilités et de l'élaboration des stratégies résidentielles des populations urbaines pauvres latino-américaines, on se reportera entre autres au travail de R. Coulomb [1988] pour la ville de Mexico des années 1980, et à la thèse de C. Paquette sur le cas chilien dans les années 1990 : PAQUETTE C. [1998]. *Le logement locatif dans les quartiers populaires de Santiago du Chili : les raisons d'un essor limité*, thèse de doctorat en urbanisme et aménagement, ENPC, Paris.

décohabitation ou à la formation d'un ménage en famille nucléaire[19]. Il peut alors s'agir d'une séquence choisie en vue d'économiser pour une accession ultérieure : dans cette configuration, la location peut être un moyen de maintenir les proximités familiales [Dureau, 2002, p. 374]. Il peut aussi s'agir d'une contrainte suite à un évènement ou lors d'une conjoncture défavorable, notamment pour les catégories modestes, et donc relever à ce titre d'un « choix forcé » [Coulomb, 1988, p. 11].
La location peut aussi renvoyer aux choix caractéristiques de classes moyennes urbaines (pour se rapprocher temporairement des zones d'emploi) et des classes supérieures (dans les résidences réservées du centre-ville et des programmes immobiliers collectifs de l'ouest de la ville par exemple). Ainsi, un parallèle entre recours à la location et mobilité sociale descendante est erroné. F. Dureau rappelle à ce titre la possibilité de choisir ce statut lors d'une mobilité résidentielle et à quel point il peut révéler non une contrainte, mais un arbitrage certain : « *Dans un contexte où la propriété du logement apparaît comme une norme sociale vers laquelle doit tendre le parcours résidentiel, certains font néanmoins le choix de résider dans un logement en location. La location n'est pas forcément subie, ni pathologique : elle ne se traduit pas nécessairement par de mauvaises conditions de logement* » [Dureau, 2000c, p. 170]. Comme le résument J. Brun et C. Bonvalet : « *le statut de propriétaire peut être un choix et l'accession à la propriété peut résulter d'une contrainte*[20] » [1998, p. 317].

Le marché locatif est donc une dimension importante à considérer dans notre approche des logements, des migrants d'une part, du parc immobilier des colonies populaires périphériques d'autre part. La location dans ces espaces renvoie le plus souvent aux situations de ceux n'ayant pas les ressources nécessaires pour l'acquisition d'un terrain et l'autoconstruction. Il faut alors distinguer plusieurs sous-marchés locatifs dans ces espaces, parfois en place avant même la régularisation foncière et physique du quartier. D'un côté, la location peut constituer un revenu complémentaire pour des propriétaires pauvres au sein du marché immobilier autoconstruit – ce que R. Coulomb appelle une économie « domestique » [1988, p. 19]. Cette location périphérique renvoie souvent aux conditions de logement les plus précaires impliquant manque de service, mais aussi suroccupation du logement, les pièces louées étant souvent les plus petites. Les liens entre locataires et propriétaires peuvent relever des réseaux familiaux, mais pas uniquement.
Dans d'autres cas, on assiste à des stratégies spéculatives et capitalistes visant l'accaparement foncier pour une production immobilière destinée à la mise en location. Là, on voit émerger une reproduction du modèle en *vecindades.* Si R. Coulomb mettait ces stratégies au jour dans les années 1980 [1988], notre travail empirique a révélé le développement de ce marché dans les colonies populaires périphériques[21].

[19] R. Coulomb [1988] évoque à propos de la location une « *solution transitoire* » [1988, p. 11] du fait que le marché locatif a davantage tendance à héberger des personnes « en transit ».
[20] On rappelle alors la multiplicité des stratégies d'acquisition, relevant parfois de contraintes, du moins d'arbitrages économiques, en termes de prise en compte des risques, de calculs financiers (acheter en s'endettant ou non) et d'insertion dans les rouages de l'intervention publique autour du logement [Cornuel, 2010] – notamment sur la question des crédits immobiliers au Mexique.
[21] Les locataires et les propriétaires rencontrés dans les quartiers étudiés ont révélé des situations diverses, renvoyant à la partition ici mise au jour. La location peut faire écho à des stratégies domestiques et familiales : hébergements rémunérés dans la famille (directe, éloignée, par alliance, etc.), à du prêt temporaire – mais impliquant des services en retour, etc. Ici, les logements relèvent souvent de l'autoconstruction et le « marché » renvoie majoritairement aux réseaux familiaux et aux stratégies d'entraide. En revanche, en parallèle, il existe un marché « ouvert à tous », au sein de la production autoconstruite d'une part, au sein d'immeubles d'appartements d'autre part. Dans ces cas, la production est directement destinée au marché locatif avec un objectif de rentabilité. Une pièce, une maison ou un appartement est construit et équipé pour être loué. Exception faite de Milpa Alta, il a été possible d'observer le poids non négligeable de ce marché dans tous les quartiers étudiés.

Ce point est important, car il appuie l'hypothèse d'une très grande hétérogénéité des positions socio-résidentielles des populations ayant changé de municipe de résidence sur la période récente (2005-2010). Ce « groupe de migrants » pourrait être constitué d'individus disposant des « moyens de déménager », mais aussi de ceux « contraints par la pauvreté » se logeant, plus qu'en moyenne dans la ville, dans les parcs de logements *a priori* les plus précaires de la périphérie – la précarité provenant à la fois du type de logement et du statut de locataire le plus souvent illégal (les baux n'étant pas reconnus si le logement est illégal).

L'achat de logements déjà construits
Lorsque le logement renvoie à une propriété, la manière dont les ménages l'ont acquis met en évidence des différences accrues entre la moyenne de la ville et la population migrante[22]. Les migrants ont accédé à la propriété avant tout à travers le parc de logements déjà construits – près de 60 %, contre 40 % pour l'ensemble des habitants –, soit bien plus qu'au travers de l'autoconstruction – 18 % pour les migrants, contre 27 % en moyenne – ou de la production immobilière sur commande (lotissement) (tableau 7.1.D).

Ce constat ne peut s'interpréter à la seule lumière des stratégies résidentielles, mais au regard d'une contextualisation par rapport aux politiques liées au logement et à l'urbanisation, dans la ZMVM et au Mexique en général, en vigueur sur la dernière période. En effet, la très forte part des logements achetés construits montre une évolution notable quant à la manière de se loger dans les nouvelles périphéries urbaines – principal réceptacle des mobilités. Les hypothèses peuvent aller dans deux directions. D'une part, on suppose ici (entre autres) le poids fort des mobilités résidentielles en direction des grands ensembles de logements sociaux clefs en main de la périphérie nord et est de la métropole. D'autre part, en parallèle ou en conséquence de cette première dynamique, on peut également évoquer l'activation de chaînes de vacances de logements dans le parc de logements déjà construit.

Par ailleurs, l'autoconstruction, qui nécessite la mobilisation de capitaux individuels et collectifs plus ancrés dans l'espace local, ne renverrait pas forcément à des mobilités résidentielles enregistrées dans le recensement. Pour ce mode de production – plus important dans les colonies populaires périphériques –, les stratégies résidentielles ne s'inscriraient pas forcément dans les schémas métropolitains de mobilité lisibles à l'échelon du municipe. Elles renvoient à des échelles plus locales et demandent des analyses fines seulement appréhendables lors d'un travail empirique (cf. chapitre 8).

On retient de cette présentation que les personnes migrantes renvoient sans surprise à des caractéristiques sociodémographiques et résidentielles complexes et hétérogènes. Si la propriété et le logement en maison individuelle dominent encore, le modèle de l'accession en périphérie est remis en question par l'importance du logement collectif, de la location, ainsi que par les recompositions en termes d'achat de logements déjà construits chez les accédants.

7.1.2.4. Niveaux de revenus : plus élevés pour les migrants ?

La mobilité résidentielle serait-elle donc l'apanage des moins défavorisés ? J.-Y. Authier, J. Bidet *et al* soulignent la corrélation entre les mobilités résidentielle et sociale : « *si déménager peut favoriser la mobilité sociale, un effet de filtre peut aussi jouer, les ménages ayant le plus de chances de connaître une trajectoire sociale ascendante ayant aussi*

[22] Nous restons ici conscient du fait que, pour la population migrante, l'acquisition d'un logement ne correspond pas systématiquement à l'étape résidentielle ayant impliqué un changement de municipe de résidence.

une propension plus élevée à déménager » [2010, p. 21]. Sans pouvoir tester directement cette hypothèse ici, notre démarche tente tout de même de qualifier les migrants « au terme » (relatif) de leur mobilité, à partir de caractéristiques socio-économiques. C'est aussi plus globalement l'hypothèse d'une meilleure capacité à affronter un changement de résidence en termes de ressources sociales et économiques qui est ici explorée. Nous focalisons d'abord sur une entrée en particulier : les revenus, appréhendés à deux échelles – individuelle et celle des ménages.

Dans les études sur la migration, le lien entre revenus et mobilité apparaît aussi bien à l'échelon des personnes qu'à celui des ménages [Berger, 2006]. Dans le cas de Mexico, D. Delaunay [2007] établissait par exemple déjà une fonction croissante entre niveaux de revenus et la probabilité de migrer[23], voire le « risque » de mobilité quotidienne. Sans prétention au dessin d'un lien entre mobilité et pauvreté, il s'agit ici simplement de comparer les revenus médians, et les tranches de revenus de ceux qui ont changé de municipe de résidence entre 2005 et 2010 par rapport au reste de la population.

L'observation du tableau 7.1.E révèle sans ambiguïté des revenus mensuels systématiquement supérieurs lorsque l'on considère la population ayant connu une mobilité résidentielle. Malgré toutes les disparités que ces chiffres occultent et le recul nécessaire à la prise en compte de ces données, le différentiel est de l'ordre de 10 % de plus sur les revenus médians au niveau des ménages, et de 20 % au niveau individuel.

La ventilation par tranches de revenus mensuels permet d'affiner l'analyse (tableau 7.1.F.). Les proportions des migrants sont moindres que pour le reste de la ville dans les tranches les plus basses, tandis qu'elles sont systématiquement plus importantes qu'en moyenne pour les tranches supérieures à 7 000 MX $ mensuels par ménage.

7.1.2.5. Niveau d'accès aux études supérieures pour les populations migrantes

Le niveau d'étude apparaît relativement plus élevé pour les « migrants » que pour le reste de la population totale (tableau 7.1.G). La part des personnes sans aucune validation académique est ainsi 2,6 fois moins élevée pour les migrants que pour le reste de la population. À l'inverse, la part est plus élevée pour les niveaux supérieurs au secondaire. Par exemple, un migrant sur 6 est diplômé d'une licence contre un habitant sur 8 en moyenne dans la ville.

Ce constat est contraire à celui qui peut être fait concernant la migration enregistrée depuis la naissance [Delaunay, 2007]. Comme le constatait déjà D. Delaunay au sujet de variables relatives à l'éducation pour 1995-2000, « *cette plus forte mobilité des démunis ne se manifeste plus pour la migration récente, intra-urbaine* » [2007, p. 7]. Autrement dit, les mobilités des « pauvres », d'abord passés par le centre-ville puis changeant de domicile vers la périphérie – suivant le modèle de transition urbaine de J. Turner –, ne constituent plus aujourd'hui le schéma principal.

Les mobilités inter-municipales intra-urbaines récentes renvoient ainsi globalement à des populations jeunes, bénéficiant d'une scolarité supérieure aux précédentes générations, du fait de l'évolution du système éducatif mexicain à la fin du 20ème siècle d'une part, de la densité de l'offre éducative en milieu urbain – moins observable dans les zones rurales d'où pouvaient provenir les migrants provinciaux jusqu'aux années 1980 – d'autre part. Cet effet

[23] L'auteur calcule ainsi une probabilité de changer de municipalité de résidence augmentant avec le revenu : en moyenne, la probabilité augmente de 6 % si le revenu est équivalent à un salaire minimum supplémentaire [Delaunay, 2007, p. 8].

de structure remet en partie en cause le lien entre mobilité et niveau d'études – les migrants étant plus diplômés, car plus jeunes.

Le croisement des caractéristiques des individus ayant changé de municipe de résidence entre 2005 et 2010 met ainsi au jour une certaine spécificité relativement au reste de la population urbaine : en moyenne plus jeune, aux revenus et aux niveaux d'étude plus élevés, résidant davantage en appartement, plus locataire que la moyenne ou achetant davantage des logements déjà construits.
Au final, la diversité des caractéristiques des migrants justifie une analyse spécifique aux quatre quartiers étudiés dans cette thèse. Cette focale permet d'une part, de cerner de plus près les profils des personnes changeant de résidence au départ ou à destination des municipes étudiés (où se situent les colonies populaires examinées), d'autre part, de confronter les caractéristiques du municipe d'arrivée avec celles du municipe de départ. Ce faisant, il est possible d'appréhender la mobilité sous la forme d'une trajectoire socio-spatiale.

7.1.3. Qualifier les « migrants » des quatre zones d'étude par le recensement : formuler des hypothèses

À ce stade de l'analyse, il est seulement possible d'approcher – même partiellement – une qualification de la trajectoire, en cernant (à l'arrivée) les caractéristiques de ceux qui ont changé de résidence d'un point A vers un point B. Toujours du point de vue de la population migrante considérée à « l'arrivée », sont explorées les caractéristiques des espaces d'origine et de ceux de destination. Si on ne compare pas rigoureusement « ceux qui restent » par rapport à « ceux qui partent », ni « ceux qui arrivent » par rapport à « ceux qui y 'sont déjà' », on peut par contre explorer les différentiels entre « ceux qui sont arrivés » et les autres (y compris « ceux qui y 'étaient déjà' »), et entre « ceux qui sont partis » et « ceux qui y 'sont encore' ».

Après l'échelle de la métropole, il s'agit désormais de s'interroger plus particulièrement sur les quatre zones spécifiquement étudiées dans cette thèse et de présenter, variable par variable, les contextes municipaux dans lesquels les positions socio-résidentielles prennent place. Ainsi, dans l'espace des quatre quartiers, la caractérisation des migrants en 2010 – en termes d'âges, de types de ménages, de types de logement et de niveaux socio-économiques (revenus, diplômes) – est mise en regard de leur localisation, dans les municipes d'arrivée comme de départ[24].
L'interprétation des caractéristiques des trajectoires peut faire l'objet de nouvelles hypothèses, notamment celles relatives à un processus de filtrage en construction, où l'on observerait un processus « d'écrémage », cause et conséquence des mobilités et des évolutions du parc résidentiel avec la maturation des périphéries. Le sens de ce filtrage doit être questionné au regard du renouvellement occasionné aussi bien par les populations qui sont parties que par les populations nouvellement arrivées. La tendance est-elle davantage à l'éviction des plus pauvres par un renouvellement « ascendant » de la population, ou des schémas plus complexes se dégagent-ils ? Pour tenter de répondre, nous comparons entre eux les groupes de « ceux qui sont arrivés », « ceux qui sont partis » et les ensembles municipaux.
Ensuite, les mobilités sont observées du point de vue de leur dimension spatiale, en distinguant les flux de voisinage, de périphérie à périphérie, du centre vers la périphérie et inversement, à l'échelle de la ville, mais aussi dans un voisinage municipal plus restreint.

[24] On rappelle ici que la *muestra censal* ne permet pas de travailler à un échelon plus fin.

7.1.3.1 Tláhuac : le filtrage d'un parc de logements périphérique en maturation

Si Tláhuac a d'ores et déjà été analysée dans l'espace des mobilités résidentielles comme le relais des dynamiques d'Iztapalapa (carte 5.9), il est ici possible de lire les dimensions sociales que révèle ce schéma (tableaux 7.2). Il s'agit d'explorer l'hypothèse d'un filtrage « ascendant » en cours dans la délégation.

Dans un premier temps, l'observation de la structure par âge des différentes populations considérées à Tláhuac va dans le même sens que l'analyse précédente menée à l'échelle métropolitaine (tableau 7.2.A). Les jeunes adultes, de 15 à 34 ans, sont nettement surreprésentés dans la population ayant connu une mobilité résidentielle à l'arrivée ou au départ de Tláhuac : près de la moitié des nouveaux arrivants du municipe sur la période, contre un tiers pour l'ensemble de la population. Les mouvements de départs et d'arrivées ne semblent pas concerner les mêmes générations : en moyenne, l'émigration vers d'autres municipes de la ZMVM renvoie davantage à la classe des 35-49 ans.
Il est alors possible d'émettre l'hypothèse de départs de la délégation (vers Iztapalapa et l'est de l'État de Mexico notamment, voir carte 5.9.B.2) ne faisant pas uniquement écho à des décohabitations, mais concernant – davantage qu'en moyenne – des séquences résidentielles d'engagement résidentiel marqué, postérieures aux premiers changements de résidence et/ou liées à une relative saturation du parc de logements *tlahuaquense*.

Les indicateurs relatifs au logement en 2010 renvoient aux mêmes tendances que celles observées à l'échelle de l'ensemble de la ville. Les migrants se logent moins qu'en moyenne dans des maisons, et pour plus d'un quart dans des appartements (soit plus que la moyenne de la ville), voire dans des *vecindades* (tableau 7.2.C). Par ailleurs, les migrants sont moins massivement propriétaires qu'en moyenne dans la délégation : si 70 % des *Tlahuaquenses* sont propriétaires de leur logement, seulement la moitié des « arrivants » renvoient à ce statut. D'un autre côté, plus d'un arrivant sur 3 est locataire, comme pour plus d'un « partant » sur 4 (tableau 7.2.D).
Lorsque l'on observe la modalité d'acquisition du logement, les différentiels – entre migrants et ensemble de la population d'une part, migrants partants et migrants arrivants d'autre part – sont encore plus marqués (tableau 7.2.E). La production de logements sur commande est nettement moindre pour les personnes migrantes : moins d'un quart des logements contre plus d'un tiers en moyenne. L'autoconstruction semble quant à elle emblématique de la résidence des arrivants à Tláhuac (53 %), alors que son poids est bien moindre pour les personnes ayant quitté la délégation depuis 2005 (20 %). Pour cette dernière catégorie, plus de la moitié des logements ont été achetés (ailleurs) déjà construits.
L'hypothèse de trajectoires socialement différenciées peut être émise entre les arrivées et les départs de la délégation. En effet, pendant que les premiers favorisent largement l'autoconstruction, les seconds tendent davantage à acheter un bien déjà construit.
Enfin, l'approche des revenus mensuels médians des groupes de population ici étudiés, ainsi que de leur niveau d'étude, va dans le sens d'un filtrage (tableau 7.2.F). L'observation des revenus des personnes et des ménages souligne ainsi deux tendances importantes. D'une part, les arrivants renvoient à des niveaux de revenus proches, mais légèrement supérieurs à l'ensemble de la population de la délégation. D'autre part, le contraste est net entre les partants et les autres groupes. Les revenus médians (au niveau des ménages ou des personnes) des anciens résidents de Tláhuac partis vivre dans un autre municipe sont presque 20 % supérieurs à ceux de l'ensemble de la population municipale de référence.

Tableaux 7.2. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Tláhuac : migrants et population municipale

A. La structure par âge (part en %)

Classe d'âge (en années)	0-14	15-24	25-34	35-49	50-64	65+
Total personnes migrants arrivants*	21,9	24,0	24,4	21,7	6,4	1,7
Total personnes migrants partants**	18,1	23,2	21,6	28,1	8,1	0,9
Total personnes du municipe	27,4	18,3	16,3	22,1	11,4	4,5

** Résidants d'un autre municipe de la ZMVM en 2005*
*** Ayant quitté le municipe entre 2005 et 2010 et résidant dans un autre municipe de la ZMVM en 2010*

B. Le type de ménage (part en %)

	Famille nucléaire	Famille élargie	Famille composée	Ménage seul	Ménage co-résident	Autre
Total des ménages migrants arrivants*	69,9	26,8	0,7	0,5	0,1	1,9
Total des ménages migrants partants**	66,3	28,0	0,3	1,3	1,3	2,8
Total des ménages du municipe	65,2	25,8	0,9	1,4	0,2	6,5

C. Le type de logement (part en %)

	Maison individuelle	Appartement en immeuble	*Vecindad*	Local non résidentiel	Autre
Total des logements des migrants arrivants	69,0	28,7	1,5	0,1	0,6
Total des logements des migrants partants	69,6	27,4	2,9		0,1
Total des logements du municipe	77,7	19,6	1,5	0,1	1,1

D. Le statut d'occupation du logement (part en %)

	Propriétaire	Locataire	Autre
Total des logements des migrants arrivants	49,8	35,3	14,9
Total des logements des migrants partants	62,0	26,1	12,0
Total des logements du municipe	69,4	18,1	12,5

E. Les modalités d'acquisition du logement (part en %)

	Achat d'un logement construit	Construction sur commande	Autoconstruction	Autre
Logements des migrants arrivants	20,7	24,7	53,4	1,2
Logements des migrants partants	54,2	23,6	20,0	2,2
Total des logements du municipe	21,1	36,7	38,2	4,0

F. Les revenus mensuels des personnes et des ménages (en MX $)

	Ménages	**Personnes**
	Revenu médian	Revenu médian
Ménages/personnes migrants arrivants	7 422	4 400
Ménages/personnes migrants partants	8 143	5 143
Ménages/personnes du municipe	6 886	4 286

G. Le niveau d'étude des personnes (part en %)

	Aucun	Maternelle	Primaire	Secondaire	Prepa/ bachillerato	Études techniques/com merciales	Normal	Licence	Supérieur au 1er cycle universitaire	Autre
Total personnes migrants arrivants	2,3	5,4	25,4	27,4	22,1	4,5	1,9	10,7	0,2	0,1
Total personnes migrants partants	1,1	2,8	22,7	20,8	23,0	8,7	2,0	15,4	3,0	0,6
Total personnes du municipe	4,9	5,4	27,7	26,5	17,5	5,7	1,6	9,2	0,6	1,0

Sources : *muestra censal*, INEGI [2010]

Replacés dans le contexte métropolitain dans son ensemble (tableaux 7.1.E et F), les niveaux de revenus mensuels de la population municipale, comme des arrivants à Tláhuac, renvoient à une situation relativement défavorisée. Les niveaux sont, pour ces deux populations, inférieurs à ceux observés pour toute la ville. Par ailleurs, les « partants » affichent des revenus médians équivalents à la population migrante de la ZMVM. Ces résultats témoignent de mobilités de départ de Tláhuac pour des catégories aux revenus *a priori* plus élevés que l'ensemble municipal, mais des arrivées dans la « tranche moyenne » de la délégation.

Le suivi des niveaux d'étude révèle la même structure que celle observée pour les niveaux de revenus (tableau 7.2.G) : chez les migrants, les bas niveaux de scolarité sont moins élevés qu'en moyenne, tandis que les diplômés du supérieur semblent globalement plus importants. C'est une nouvelle fois le profil des partants qui met en lumière la plus forte part des « hauts » niveaux d'étude par rapport aux autres populations. Les personnes qui quittent la délégation sont proportionnellement davantage celles qui ont suivi une *prepa/bachillerato*, une licence ou au-delà.

Ainsi, pendant que les itinéraires résidentiels en direction de Tláhuac tendent à être caractérisés par des indicateurs socio-résidentiels légèrement plus favorables que la moyenne, le profil des sortants révèle quant à lui un processus de départs de populations disposant *a priori* de ressources plus importantes (à une même date donnée) que la moyenne du contexte résidentiel qu'ils quittent.
Cette configuration témoigne d'un filtrage progressif du parc de logements. L'espace résidentiel municipal accueille encore en effet une population marquée par des indicateurs de pauvreté (ici appréhendée par les revenus monétaires et le niveau d'étude). Mais dans le même temps, une partie de la population moins vulnérable préfère la résidence dans d'autres parties de la ville. Cette complexification de la chaîne de vacance de logements [Lévy J.-P., 1998b] appuierait l'hypothèse d'une maturation en cours lisible à cette échelle[25] : émigration et immigration intra-urbaine concourraient à recomposer la structure de la population résidente dans ces espaces.

Ce filtrage se décline différemment selon le champ spatial de la mobilité. Un différentiel s'observe selon que la mobilité s'inscrit dans un mouvement centre-périphérie ou périphérie-centre à l'échelle du voisinage municipal. Ainsi, on peut par exemple constater que le revenu médian des ménages déménageant d'Iztapalapa à Tláhuac est de 4 600 MX $, tandis qu'il est de 6 000 MX $ pour ceux qui déménagent dans l'autre sens (dans le contexte *tlahuaquense* où il s'élève à 4 300 MX $). Pour les trajectoires dirigées ou en provenance de la plus grande périphérie, évoquons le cas de Chalco : les personnes déménageant de Chalco à Tláhuac ont un revenu médian beaucoup plus faible qu'à Tláhuac (2 800 MX $), tandis que ceux partis de Tláhuac pour résider à Chalco ont un revenu médian de 5 100 MX $.
Ainsi, on constate une nouvelle fois que ceux qui partent sont relativement plus « riches » que ceux qui arrivent. Mais ce différentiel se double d'un autre facteur de différenciation : la localisation des lieux d'arrivée et de départ. Plus les lieux sont centraux à l'échelle de la métropole, plus les revenus des migrants semblent « élevés ».

La lecture croisée des schémas de mobilités d'un côté (5.1.3.3) et des caractéristiques des migrants de l'autre, permet de faire l'hypothèse de l'existence de plusieurs profils sociaux de mobilité, renvoyant à quelques situations appréhendées empiriquement.

[25] Notamment par le fait que la délégation est principalement peuplée sous la forme de colonies populaires (cf. chapitre 2).

Premièrement, du point de vue de l'immigration, on observe l'existence de chaînes de vacation de logement et de nouvelle autoproduction périphérique. Cette immigration serait réalisée en premier lieu par des personnes et des ménages jeunes, s'orientant d'une part, du péricentre du DF (notamment Iztapalapa) vers Tláhuac, d'autre part, des périphéries plus éloignées vers la délégation de Tláhuac. Tandis que les trajectoires centrifuges pourraient renvoyer à des stratégies d'engagement de personnes ayant suffisamment de ressources pour l'accession, les mobilités centripètes seraient éventuellement à interpréter comme des processus de décohabitation pour les jeunes ménages périurbains, aux ressources insuffisantes pour l'accession à la propriété, mais cherchant à se rapprocher des zones plus centrales[26].
Deuxièmement, du point de vue de l'émigration, le départ de populations globalement plus aisées pourrait renvoyer à des stratégies allant, soit dans le sens d'un « retour au centre », rendu possible par des ressources plus importantes[27], soit dans le sens d'une poursuite du parcours résidentiel plus loin en périphérie, où l'accession à la propriété est plus facile et les représentations des espaces résidentiels, moins négatives[28].

Le filtrage peut être lu de deux manières, possiblement paradoxales. D'une part, les départs des « plus riches » vers d'autres contextes résidentiels pourraient renvoyer à une homogénéisation, voire à une paupérisation de la composition sociale de la municipalité. Or, une telle remarque doit être nuancée par les effectifs impliqués dans l'émigration intra-métropolitaine : les partants ne correspondent qu'à 1.4 % de la population de Tláhuac de 2010. Toutefois, entre autres interprétations des mobilités résidentielles de départ, les populations disposant des ressources suffisantes pourraient chercher à changer de résidence dans des contextes *a priori* moins marqués par la pauvreté, renvoyant à ce que J.-P. Lévy nomme une *mobilité active*[29] [1998a, p. 55 ; Bacqué, Lévy J-P., 2009, p. 320].
D'autre part, l'arrivée de populations marquées par des indicateurs légèrement plus favorables que la moyenne municipale tendrait aussi à forger l'hypothèse d'un filtrage ascendant, reflétant le glissement des dynamiques du péricentre vers Tláhuac. Les individus et les ménages peuvent s'installer dans des logements libérés par des catégories plus « aisées », et en conséquence, libèrent également des logements dans leur zone de départ, étant eux-mêmes plus « aisés » que le contexte qu'ils quittent, etc. Le tout active ainsi un renouvellement et une recomposition des dynamiques de peuplement. Cette recomposition demande alors à être appréhendée d'une manière bien plus complexe que celle des schémas spatiaux centrifuges ou centripètes, ou encore différemment des processus de *gentrification*.

7.1.3.2. Milpa Alta : le « choix du périurbain » en progression ?

À travers les 5 500 arrivées et les 2 500 départs intra-urbains qu'a connus la délégation de Milpa Alta entre 2005 et 2010, on observe des configurations sociales, démographiques, résidentielles et économiques très différentes de celles de Tláhuac. Alors que le cas précédent mettait en lumière un filtrage entre arrivants et partants, c'est davantage une dynamique d'immigration spécifique au cadre périurbain qui semble ici être mise en évidence. Celle-ci

[26] Grâce au travail empirique, il nous a été possible de rencontrer des ménages cherchant à se loger dans la délégation – dans les quartiers de Zapotitlán –, et dont les parcours répondaient en partie à ces hypothèses.
[27] Le suivi des revenus médians des ménages pour les trajectoires à destination des délégations plus centrales du DF indique souvent des valeurs « très élevées », allant dans le sens de cette hypothèse.
[28] Nous verrons au chapitre 8 l'importance de la dimension des représentations dans les choix intervenant dans les stratégies résidentielles.
[29] En référence également aux travaux de J. Bourne. Voir BOURNE J. [1981]. *The Geography of Housing*, Londres, Arnold, cité par J-P. Lévy [1998] et M-H. Bacqué et J-P. Lévy [2009].

serait *a priori* plus marquée par des choix résidentiels établis en direction du « périurbain », plutôt que par l'inscription dans les schémas de mobilités résolument intra-urbains.

La structure par âge est différente de celle observée plus haut (tableau 7.3.A). Contrairement à Tláhuac, la ventilation des classes d'âges entre migrants arrivants et migrants partants renvoie à une immigration particulièrement importante chez les 35-49 ans. Dans le même temps, les 15-34 ans sont surreprésentés chez ceux qui ont émigré. En revanche, cette tranche d'âge ne renvoie qu'à un tiers des arrivées, et de l'ensemble de la population municipale. La part des 50 ans et plus est remarquable dans les départs, alors que nos explorations précédentes à l'échelle de la ville renvoyaient à une mobilité résidentielle moindre pour cette classe d'âge.
Cette structure renvoie ici aux schémas de mobilité complexes depuis et vers les municipalités environnantes (carte 5.8). D'une part, le poids des jeunes – en âge de décohabiter, voire de fonder une famille – dans les départs traduirait une orientation centripète des mobilités résidentielles depuis Milpa Alta (tableau 7.3.B). On peut faire l'hypothèse qu'elles font écho à une recherche de la centralité, de la part de jeunes personnes décohabitantes, vivant moins au sein de familles nucléaires. On constate en effet sur cette dernière modalité une moyenne de 20 points inférieure à celles de la délégation, de la ville et des arrivants. Les partants résident, au moment du recensement, davantage au sein de familles élargies (45 %, contre 28 % dans l'ensemble de Milpa Alta, et 25 % dans l'ensemble de la ZMVM). Cette tendance renvoie au poids des réseaux familiaux dans la configuration des itinéraires résidentiels.
D'autre part, l'arrivée plus importante d'une classe d'âge plus élevée qu'en moyenne renverrait dans notre cas à des séquences résidentielles appréhendables en termes d'engagement et de recherche d'un logement pour le plus long terme.

Au sein de l'analyse des indicateurs liés à la résidence, le statut d'occupation renvoie ici aussi à une part de propriétaires plus faible pour ceux qui connaissent une mobilité résidentielle (tableau 7.3.D). Mais globalement, les proportions de propriétaires restent élevées, d'environ dix points supérieurs à celles observables à l'échelle de la ville. Ce constat renforce l'hypothèse d'un caractère spécifique au contexte « périurbain » en termes de profil d'habitant d'une part, d'élaboration des stratégies résidentielles d'autre part.
On remarque en outre la quasi-exclusivité du logement en maisons individuelles, ainsi que la force de l'autoconstruction et de la production sur commande. Ces deux tendances concernent à la fois les populations qui arrivent et l'ensemble de la délégation en 2010 (tableau 7.3.C, E). La faiblesse du parc de logements existants est ainsi mise en évidence. Migrants comme nouvelles générations de la délégation sont donc amenés, beaucoup plus qu'en moyenne dans la ville, à une production de logements nouveaux, que la construction induise ou non le recours à des tiers.
La spécificité du contexte périurbain est aussi visible lorsque le regard porte du côté des partants cette fois. Les populations qui émigrent de Milpa Alta se dirigent principalement vers des maisons, souvent sur commande ou autoconstruites. Néanmoins, les plus fortes parts des résidents en appartement et des ménages acquérant une construction existante rapprochent les émigrés de Milpa Alta de la moyenne métropolitaine.

Si l'on examine les niveaux d'étude des différents groupes de populations, on est d'abord frappé par les résultats au niveau de la délégation (tableau 7.3.G): près de 70 % des personnes présentent seulement un niveau scolaire inférieur ou égal au secondaire, soit bien plus que la moyenne de la ville (55 %). La relative faiblesse du niveau académique se retrouve encore amplifiée chez les arrivants – à l'exception relative des personnes diplômées d'une licence. Au contraire, les sortants affichent des valeurs proches de la moyenne de la ville, même si les carrières techniques et commerciales sont surreprésentées.

Tableaux 7.3. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Milpa Alta : migrants et population municipale

A. La structure par âge (part en %)

Classe d'âge (en années)	0-14	15-24	25-34	35-49	50-64	65+
Total personnes migrants arrivants*	17,6	21,7	17,1	32,7	8,0	3,0
Total personnes migrants partants**	13,5	30,1	24,8	15,2	14,3	2,2
Total personnes du municipe	27,6	19,5	15,9	20,7	10,8	5,5

** Résidants d'un autre municipe de la ZMVM en 2005*
*** Ayant quitté le municipe entre 2005 et 2010 et résidant dans un autre municipe de la ZMVM en 2010*

B. Le type de ménage (part en %)

	Famille nucléaire	Famille élargie	Famille composée	Ménage seul	Ménage co-résident	Autre
Total des ménages migrants arrivants*	61,0	31,4	0,0	2,3	0,0	5,3
Total des ménages migrants partants**	41,1	45,7	2,1	5,3	0,0	5,8
Total des ménages du municipe	63,3	27,9	0,6	5,8	0,2	2,3

C. Le type de logement (part en %)

	Maison individuelle	Appartement en immeuble	*Vecindad*	Autre**
Total des logements des migrants arrivants	98,7	0,4	0,4	0,4
Total des logements des migrants partants	84,6	11,1	2,0	2,2
Total des logements du municipe	95,6	0,3	2,2	1,9

D. Le statut d'occupation du logement (part en %)

	Propriétaire	Locataire	Autre
Total des logements des migrants arrivants	69,8	15,3	14,9
Total des logements des migrants partants	67,7	19,4	12,9
Total des logements du municipe	80,9	10,0	9,1

E. Les modalités d'acquisition du logement (part en %)

	Achat d'un logement construit	Construction sur commande	Autoconstruction	Autre
Logements des migrants arrivants	8,4	40,8	47,8	3,0
Logements des migrants partants	33,4	29,4	30,8	6,3
Total des logements du municipe	4,2	42,6	47,5	5,6

F. Les revenus mensuels des personnes et des ménages (en MX $)

	Ménages	**Personnes**
	Revenu médian	Revenu médian
Ménages/personnes migrants arrivants	6 500	3 857
Ménages/personnes migrants partants	7 714	3 857
Ménages/personnes du municipe	4 886	3 000

G. Le niveau d'étude des personnes (part en %)

	Aucun	Maternelle	Primaire	Secondaire	Prepa/ bachillerato	Études techniques/commerciales	Normal	Licence	Supérieur au 1er cycle universitaire	Autre
Total personnes migrants arrivants	2,5	3,0	33,5	30,7	13,3	7,1	0,8	9,1	0,0	0,0
Total personnes migrants partants	1,5	4,6	20,1	28,4	17,5	15,7	0,6	8,8	2,8	0,0
Total personnes du municipe	6,0	5,6	30,2	28,7	14,2	4,8	2,5	6,6	0,2	1,2

Sources : *muestra censal*, INEGI [2010]

L'approche des revenus médians permet de souligner les mobilités différentielles au sein du contexte résidentiel (tableau 7.3.F). Comme dans le cas de Tláhuac, on peut réinvestir l'hypothèse de trajectoires socialement différenciées entre les arrivées et les départs de la délégation. Il convient toutefois de souligner les niveaux particulièrement bas des revenus pour l'ensemble de la population de Milpa Alta. En effet, les revenus médians des personnes et des ménages sont 30 à 40 % inférieurs aux niveaux métropolitains. On observe alors des situations très supérieures à ces niveaux pour les populations qui émigrent, dont les revenus médians se rapprochent des niveaux observés pour l'ensemble de la ville.
De même, les populations arrivant dans le municipe sur la période se caractérisent par un revenu médian un tiers supérieur à l'ensemble de la population de Milpa Alta, mais égal à celui des partants. Ces valeurs s'expliquent notamment par le poids plus important des hauts revenus pour les arrivants.

Ce schéma de trajectoires de personnes et de ménages plus aisés, en direction de la délégation, pourrait témoigner d'un peuplement relevant davantage de choix que de contraintes. Les migrants choisiraient alors la localisation dans un contexte périurbain, mais n'y seraient pas relégués. Par ailleurs, la relative plus forte précarité des partants – les « riches » qui partent de Milpa Alta renvoient aux niveaux des « pauvres » qui arrivent à Tláhuac – appuierait l'hypothèse de mobilités résidentielles davantage inscrites dans des stratégies où les arbitrages seraient *a priori* plus délicats au sein du marché immobilier dense du reste de la ville.
Globalement, le filtrage s'observe de manière plus nuancée qu'à Tláhuac[30]. Alors que là-bas, on constatait un profil de partants plus aisé qu'en moyenne, l'arrivée de populations renvoie ici à des mobilités concernant aussi des ménages à « hauts revenus ».

La délégation périurbaine renverrait-elle, pour une partie des ménages à « hauts revenus », à une sorte de « bout de chaîne de vacation de logements » ou un à modèle marqué par des dynamiques locales spécifiques ? Les schémas de mobilités spatiales entre centre et périphérie mettent au jour des situations moins contrastées.
On voit par exemple que les personnes déménageant de Tlalpan vers Milpa Alta (18 % des arrivants) ont un revenu médian de 3 200 MX $, alors que pour ceux vivant le trajet inverse (5 % des partants), le revenu médian s'élève à 3 000 MX $. Par ailleurs, le revenu médian des personnes déménageant de Xochimilco à Milpa Alta (28 % des arrivées) est de 4 300 MX $, identique à celui des personnes déménagent dans l'autre sens (22 % des départs). Le différentiel n'est donc pas aussi net que dans le cas *tlahuaquense*.
D'abord, le regard sur l'immigration souligne des schémas principalement centrifuges, de proximité. Entre Tlalpan-Xochimilco et Milpa Alta, on observe la caractérisation différenciée des arrivants : ceux-là semblent « favorisés » ou « dans la moyenne » relativement aux indicateurs retenus. Ici aussi, on peut donc supposer l'existence de chaînes de vacances de logements allant dans le sens d'un filtrage. Celui-ci s'opèrerait depuis les délégations péricentrales en direction de Milpa Alta. Depuis le péricentre arrivent ainsi les immigrants *a priori* plus aisés[31], moins jeunes, ou encore propriétaires et acteurs d'une production immobilière neuve notoire. Sans nier l'existence de trajectoires descendantes ou plus contraintes, l'observation de ces résultats peut d'abord mener à l'hypothèse de ressources variées suffisantes pour s'installer à Milpa Alta. Ce profil d'installation s'inscrirait plus

[30] À la différence qu'ici à Milpa Alta, si l'on reprend la théorie des vacances des logements, la production de logements pour les catégories supérieures ne renvoie pas à une offre impulsée par l'État ou par des sociétés immobilières.
[31] Le suivi des revenus médians des ménages de migrants par trajectoires va dans ce sens : on constate que les valeurs les plus élevées caractérisent notamment les populations en provenance de Tlalpan, d'Alvaro Obregón, ou de Coyoacán.

globalement au sein d'un engagement résidentiel, et renverrait dans le même temps à un différentiel important avec le nouveau contexte résidentiel.
Ensuite, l'attention portée à l'émigration peut traduire des changements de résidence liés à la recherche d'une relative plus grande centralité, accompagnant des stratégies résidentielles complexes, davantage inscrites dans l'hétérogénéité des recompositions intra-urbaines. Le départ de ménages jeunes, relativement « moins pauvres » que le contexte *milpaltense*[32], renvoie une nouvelle fois à des populations ayant les ressources suffisantes disponibles pour réaliser une séquence résidentielle orientée vers « la ville », tout en restant à proximité (Xochimilco, Tláhuac, Chalco). L'ancrage relatif restitué par cette proximité tend toutefois à être caractérisé par un profil de migration proche de celui du contexte de départ.

Au vu de ces résultats, comment interpréter les départs et les arrivées, relativement à la trajectoire des territoires étudiés ? On ne peut pas là non plus évoquer une théorie d'une trajectoire ascendante du territoire du fait de la mobilité résidentielle intra-urbaine. Toutefois, un modèle pourrait se dessiner : celui d'un « périurbain choisi » par des catégories disposant des ressources nécessaires – sociales, économiques –, et/ou plus âgées qu'en moyenne.
Quant aux départs, les ressources plus importantes qu'en moyenne sont nécessaires ici comme ailleurs pour engager un changement de résidence : décohabitation, rapprochement du lieu de travail, déménagement pour faire des études ou emménagement chez d'autres membres de la famille ou de la belle-famille sont autant de pistes, non exhaustives, permettant de questionner ces mobilités.

C'est donc dans un contexte résidentiel *a priori* marqué par la pauvreté et par son relatif isolement que le schéma des mobilités résidentielles de Milpa Alta trace les contours d'un modèle périurbain particulier. En croisant les trajectoires dans l'espace et les caractéristiques des migrants, on peut explorer plusieurs profils que l'approche empirique permet d'étudier plus finement (chapitre 8).

7.1.3.3. Cuautitlán : influence des grands ensembles et filtrage spécifique

Cuautitlán est particulièrement marqué par la force des mobilités résidentielles intra-urbaines : en 2010, une personne sur 6 résidait en 2005 dans un autre municipe métropolitain. Dans ce contexte marqué par l'essor des grands ensembles de logements sociaux, on s'interroge sur le rôle de ce parc de logements sur le filtrage municipal en cours.

La lecture de la structure par âge révèle un profil particulier (tableau 7.4.A). Les arrivants se retrouvent plus souvent qu'en moyenne dans la classe des 35-49 ans, mais la spécificité tient ici à la part importante des partants âgés de 25 à 34 ans qui représentent un tiers des départs contre un habitant sur 6 de la ZMVM. Le municipe de Cuautitlán pourrait donc renvoyer à zone d'émigration des populations jeunes. Cette configuration interroge les schémas au départ du municipe. Les individus en situation de décohabitation pourraient ne pas trouver à se loger dans le marché immobilier municipal existant, tandis que celui-ci serait davantage investi par des personnes/ménages, déjà « plus avancés » dans leur carrière résidentielle.
L'hypothèse d'un parc de logements davantage réservé aux stratégies d'engagement résidentiel est renforcée par le type de production immobilière majoritaire dans la zone (cf. 2.5.2.3) : maisons en série, achetées auprès des compagnies immobilières qui visent une clientèle apte à contracter un crédit long. Le modèle d'habiter tend alors à coller à une image de la famille nucléaire de type « *post transition démographique* » [Prévôt-Schapira, Velut,

[32] Gentilé de Milpa Alta

2012, p. 56], indépendante et en recherche d'un cadre résidentiel « moderne »[33], plus propice au développement des enfants [Jacquin, 2007, p. 70].

Cette idée peut aussi s'appuyer sur les résultats relatifs aux types de ménages concernés (tableau 7.4.B). Le contexte municipal est d'ores et déjà marqué par une part de familles nucléaires plus importante qu'en moyenne dans la ville : 70 % à Cuautitlán, contre 62 % pour la ville. Les ménages arrivants sont même à 73 % des familles nucléaires. Or, alors que l'on s'installe davantage avec une petite cellule familiale – *a priori* indépendante – dans ce municipe, un départ sur trois renvoie à une résidence au sein d'une famille élargie en 2010 – et donc davantage inscrite *a priori* dans les réseaux familiaux.

La complexité des schémas spatiaux de mobilité tendrait ainsi à la formulation de plusieurs nouvelles hypothèses sur les trajectoires d'entrée et de sortie de municipe. D'une part, les arrivants originaires de la périphérie plus lointaine pourraient chercher à se loger dans le parc de logements autoconstruits du municipe, dans une recherche de centralité. D'autre part, ceux originaires des municipes plus « centraux » pourraient rechercher à Cuautitlán une résidence au sein du parc de logements sociaux, afin d'accéder à un logement légal. À l'inverse, les partants du municipe pourraient renvoyer à ceux qui ne peuvent plus se loger au sein du municipe en raison de la montée des valeurs foncières (liée au lotissement intensif).

La prégnance des grands ensembles se retrouve dans les caractéristiques du logement. Même si les proportions sont moindres qu'à Milpa Alta, la maison individuelle domine largement pour l'ensemble de la population municipale, mais aussi pour les arrivants : 86 % en moyenne, et même 92 % pour les arrivants (tableau 7.4.C). Ces résultats renforcent l'hypothèse de trajectoires principalement à destination des (nouveaux) grands ensembles de maisons individuelles. Ils confirment aussi la lecture déjà amorcée sur la carte 5.3.A[34]. Cette quasi-exclusivité de la résidence en maison tranche avec les situations vécues par ceux qui partent de Cuautitlán sur la période. Pour ces derniers en effet, la part du logement en maison s'abaisse à 76 %, tandis que la part des appartements s'élève à 21 %. Un tel constat va dans le sens de trajectoires de départ orientées vers les zones plus centrales déjà construites.
L'observation des modalités d'acquisition du logement confirme le poids des grands ensembles (tableau 7.4.E). Les parts de ménages acquérant leur logement déjà construit sont beaucoup plus élevées pour l'ensemble de la municipalité (et pour ceux qui en partent) que dans le reste de la ville : 60 % à Cuautitlán contre 40 % pour l'ensemble de la ZMVM. On notera également la faible part de logements autoconstruits, notamment pour les nouveaux arrivants dans le municipe : 10 %, pour une moyenne métropolitaine de 27 %. Les composantes socio-résidentielles des arrivants dans les colonies populaires de Cuautitlán spécifiquement étudiées dans cette thèse sont donc masquées dans l'ensemble des immigrants – comprenant ceux s'installant dans les grands ensembles municipaux.
Du côté des départs, la faiblesse de l'autoconstruction et le poids des logements déjà construits vont dans le sens d'une dynamique de transfert de population entre des types de logements *a priori* formels, vers la plus grande périphérie comme vers le centre.

[33] Pour une réflexion sur l'articulation paradoxale entre le modèle d'habiter en maison individuelle – souhaité par les Mexicains – et les stratégies d'économies de constructions des sociétés immobilières – menant à une extension inattendue des termes de « grands ensembles » –, on se reportera à l'article d'E. Duhau et C. Jacquin [2008, p. 172], ainsi qu'à celui de C. Jacquin [2012].
[34] On voyait dès lors que les stocks de migrants les plus importants se localisaient sur les ensembles de *manzanas* correspondant aux grands ensembles environnant les colonies populaires étudiées.

Tableaux 7.4. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Cuautitlán : migrants et population municipale

A. La structure par âge (part en %)

Classe d'âge (en années)	0-14	15-24	25-34	35-49	50-64	65+
Total personnes migrants arrivants*	21,6	20,9	23,1	26,5	5,9	2,0
Total personnes migrants partants**	17,2	21,0	33,5	20,8	6,0	1,5
Total personnes du municipe	29,9	17,3	17,7	23,5	8,5	3,1

** Résidants d'un autre municipe de la ZMVM en 2005*
*** Ayant quitté le municipe entre 2005 et 2010 et résidant dans un autre municipe de la ZMVM en 2010*

B. Le type de ménage (part en %)

	Famille nucléaire	Famille élargie	Famille composée	Ménage seul	Ménage co-résident	Autre
Total des ménages migrants arrivants*	72,5	22,4	1,3	1,6		2,2
Total des ménages migrants partants**	63,9	28,6	1,9	3,1		1,7
Total des ménages du municipe	69,4	21,6	0,6	6,0	0,2	2,3

C. Le type de logement (part en %)

	Maison individuelle	Appartement en immeuble	*Vecindad*	Chambre sur le toit	Local non résidentiel	Autre
Logements des migrants arrivants	91,5	5,2	1,5	0,0	1,7	0,4
Logements des migrants partants	76,4	21,3	2,1	0,0	0,2	2,2
Logements du municipe	86,5	9,7	2,7	0,1	1,0	1,9

D. Le statut d'occupation du logement (part en %)

	Propriétaire	Locataire	Autre
Total des logements des migrants arrivants	77,9	18,8	3,2
Total des logements des migrants partants	51,0	39,0	10,0
Total des logements du municipe	78,6	14,7	6,7

E. Les modalités d'acquisition du logement (part en %)

	Achat d'un logement construit	Construction sur commande	Autoconstruction	Autre
Logements des migrants arrivants	64,8	19,8	10,7	4,7
Logements des migrants partants	63,8	21,6	12,0	2,7
Total des logements du municipe	62,0	21,1	14,8	2,1

F. Les revenus mensuels des personnes et des ménages (en MX $)

	Ménages	**Personnes**
	Revenu médian	Revenu médian
Ménages/personnes migrants arrivants	8 400	5 143
Ménages/personnes migrants partants	9 143	5 571
Ménages/personnes du municipe	8 000	5 000

G. Le niveau d'étude des personnes (part en %)

	Aucun	Maternelle	Primaire	Secondaire	Prepa /bachillerato	Études techniques/commerciales	Normal	Licence	Supérieur au 1er cycle universitaire	Autre
Total personnes migrants arrivants	1,6	3,9	24,5	26,8	21,0	9,1	2,6	10,1	0,2	0,3
Total personnes migrants partants	1,3	4,1	18,2	24,1	21,7	7,1	1,6	19,9	1,8	0,3
Total personnes du municipe	5,0	5,7	24,5	25,0	18,5	7,6	1,9	10,2	0,8	0,9

Sources : *muestra censal*, INEGI [2010]

Le statut d'occupation montre un net décalage entre les populations partantes et arrivantes (tableau 7.4.D). En moyenne, les ménages de Cuautitlán sont davantage propriétaires que dans le reste de la ville et la tendance est la même pour les nouveaux résidents : près de 80 % pour ce groupe. C'est par contre beaucoup moins le cas pour les populations qui partent de Cuautitlán pour se loger dans d'autres municipes de la ZMVM entre 2005 et 2010 : « seulement » 50 % des partants sont propriétaires de leur logement en 2010, et près de 30 % sont locataires. Choisie ou subie, la location témoigne de trajectoires spécifiques en provenance de Cuautitlán, appuyant les thèses des décohabitations et des étapes résidentielles provisoires plus nombreuses.

Les revenus médians renseignent, même de manière agrégée, sur les populations connaissant une mobilité différentielle dans ce contexte. On remarque une nouvelle fois les niveaux plus élevés de ceux qui partent, tandis que les arrivants renvoient à des populations aux niveaux de revenus très proches de l'ensemble de la population municipale (tableau 7.4.F). Le filtrage ascendant par les arrivées et les départs semble une nouvelle fois mis au jour. Ceux qui en ont les moyens semblent donc quitter Cuautitlán, nuançant ainsi l'hypothèse des départs uniquement contraints en raison de la spéculation croissante (chapitre 8).
Le suivi des niveaux d'étude renvoie aux mêmes tendances (tableau 7.4.G). Si l'ensemble municipal et les populations qui arrivent affichent des profils proches – avec des niveaux très légèrement supérieurs pour les arrivants –, les populations qui partent sont caractérisées par des proportions de personnes faiblement diplômées moins importantes, et de diplômés du supérieur plus élevées.

On se retrouve ici dans une configuration proche de celle observée à Tláhuac, mais grandement influencée par le poids du logement social. La localisation doit donc permettre de qualifier quelques trajectoires-types vers et en provenance des municipes voisins : Cuautitlán Izcalli, Tultitlán et Huehuetoca (près d'un tiers des arrivées comme des départs). Les ménages en provenance des deux premiers municipes, voisins, mais plus centraux, affichent ainsi des revenus médians supérieurs à l'ensemble de Cuautitlán et de l'ensemble des nouveaux arrivants. Les trajectoires centrifuges en provenance des municipes plus proches du DF iraient dans le sens d'une mobilité résidentielle de populations moins défavorisées que la moyenne vers les grands ensembles.
Dans l'autre sens, les trajectoires de Cuautitlán vers ces municipes plus centraux semblent marquées par une autre tendance : les ménages qui y partent sont caractérisés par un revenu médian proche des valeurs de l'ensemble du municipe, mais inférieur aux valeurs des partants du municipe en général. Ces observations rejoindraient donc l'hypothèse de trajectoires différenciées au départ de Cuautitlán. La dimension spatiale nous permet d'émettre l'hypothèse de l'existence de ménages relativement « défavorisés », contraints de se loger ailleurs, et/ou de se localiser dans des municipes plus « centraux ».
Le suivi de trajectoires vers/depuis un municipe plus périphérique comme Huehuetoca ne remet pas complètement en question ces schémas, mais apporte des nuances pertinentes. Ainsi, le revenu médian des ménages vivant une trajectoire centripète est bas (25 % de moins que pour l'ensemble de la population de Cuautitlán). Ce constat témoigne de mobilités résidentielles de proximité de personnes relativement défavorisées venant se loger à Cuautitlán, activant un autre marché immobilier que celui des grands ensembles. Dans l'autre sens, les départs vers Huehuetoca – 7 % des départs de Cuautitlán – renvoient à deux tendances. D'une part, on observe un différentiel avec ceux qui arrivent de Huehuetoca – le revenu médian est 80 % plus élevé que pour ceux qui en viennent. D'autre part, s'ils sont plus « aisés » que ceux qui en viennent, ils sont également plus « aisés » que l'ensemble des émigrants de Cuautitlán.

On retrouve donc un décalage du filtrage : du côté des arrivées à Cuautitlán, les mouvements centrifuges concerneraient des ménages aux revenus supérieurs à ceux opérant une mobilité centripète de proximité. En revanche, les valeurs relativement fortes des revenus médians des partants concernent des trajectoires dirigées vers les délégations du District Fédéral. Ces dernières renverraient donc à des mobilités résidentielles de ménages plus aisés, mais en nombre limité.
Par ailleurs, les trajectoires intra-périphériques renvoient à des schémas très hétérogènes, mais faisant écho aux grandes lignes de la division sociale de la ville. On remarque ainsi que les changements résidentiels dirigés vers les municipes de l'est et du sud-est de la ville concernent des populations aux revenus médians particulièrement bas. Il existe également des trajectoires *a priori* spécifiques : les populations de Cuautitlán parties vivre à Tecámac renvoient par exemple à des revenus médians des ménages élevés, tout comme ceux partis vivre à Coyotepec. Dans l'ensemble à Cuautitlán, les trajectoires d'arrivée comme de départ renvoient à des positions socio-résidentielles relativement moins « favorisées » – par rapport au contexte – que dans les deux cas précédents.

7.1.3.4. La Paz : l'amorce d'une saturation

Dans un contexte très marqué par la production populaire de logements, l'exploration des indicateurs liés à l'étape résidentielle actuelle permet de souligner les caractéristiques principales des populations migrantes de la municipalité de La Paz.
Dans une moindre mesure qu'à Cuautitlán, la migration intra-urbaine dans le municipe de La Paz entre 2005 et 2010 reste tout de même particulièrement importante, le solde renvoyant à 7 % de la population résidante. Les dynamiques spatiales identifiées au chapitre 5 – définissant ce contexte comme une sorte de relais de Nezahualcóyotl – doivent être interrogées au regard de quelques indicateurs relatifs aux positions socio-résidentielles, dans ce contexte marqué par une relative homogénéité du peuplement et des formes de pauvreté (cf. chapitres 2 et 4). On interroge ici cette homogénéité supposée, mais aussi et surtout, l'existence et la forme éventuelle d'une dynamique de filtrage, qui s'inscrirait alors dans le contexte de poursuite du peuplement de l'est de la ville sous la forme de colonies populaires.

L'observation de la structure par âge témoigne d'une relative homogénéité entre les populations résidantes, arrivantes et partantes (tableau 7.5.A). Comme dans les cas précédents, la classe des 25-34 ans, la plus « mobile », est plus représentée chez ceux qui s'installent et chez ceux qui quittent le municipe sur la période.
La part importante des jeunes au départ, notamment des 15-24 ans, peut renvoyer à l'hypothèse d'un début de saturation du municipe et à un processus de filtrage s'amorçant. Les décohabitants, comme ceux engagés dans une carrière résidentielle, ne trouveraient plus une offre de logement adéquate et/ou suffisante à La Paz. Densification des colonies populaires et hausse des valeurs foncières avec l'urbanisation pourraient constituer autant de pistes de réflexion allant dans le sens d'une possible saturation de ces contextes résidentiels. Un tel processus participerait à un potentiel départ des « deuxièmes générations ».
Cette hypothèse peut être confrontée à la structure des ménages concernés par les mobilités résidentielles (tableau 7.5.B). La moyenne municipale témoigne de l'importance des familles nucléaires dans la population. Les parts sont plus importantes que dans le reste de la ville, mais les arrivants renvoient quant à eux plus souvent à des familles élargies, comme à Milpa Alta.
Ce constat fait écho à des hypothèses évoquées plus haut au sujet des stratégies groupées d'emménagement dans la périphérie, pensées pour des groupes familiaux très étendus. Par ailleurs, il peut s'agir de stratégies temporaires de résidence au sein d'unités

multigénérationnelles. Un changement résidentiel pour La Paz renverrait ainsi, plus que dans le cas *cuautitlanense*[35] et de manière analogue à Milpa Alta ou Tláhuac, à l'insertion forte des itinéraires dans des réseaux familiaux.

En 2010, plus de 90 % des logements de La Paz sont des maisons individuelles, et on note un constat proche pour les populations migrantes. La seule différence – outre la très légère surreprésentation de logements en appartement – tiendrait dans le poids plus important des *vecindades* par rapport aux autres terrains. Ce type de logements caractérise davantage les partants : si la moyenne de la ville se situe à 4 %, 7 % de ceux qui quittent La Paz vont résider en 2010 dans une *vecindad.* Ce constat témoigne ainsi de mobilités résidentielles centripètes dans lesquelles s'inscrivent les flux au départ du municipe (carte 5.11.B.2), mais aussi à l'extension péricentrale, voire périphérique, du marché locatif dans ce type de logement.
Le modèle de la périphérie populaire constituée de logements en maisons individuelles généralement autoconstruites est ici interrogé pour les populations migrantes. Les modalités d'acquisition du logement – lorsque ce dernier renvoie à un statut de propriété – renvoient à la force de l'autoconstruction et de la production sur commande, mais aussi à une part différenciée de logements achetés construits pour les ménages quittant La Paz (tableau 7.5.E). Ici plus qu'ailleurs, l'autoconstruction et la production sur commande – à comprendre le plus souvent dans les mécanismes de la production populaire (cf. 1.3.3) – marquent le paysage résidentiel local : 38 % des logements relèvent de la première modalité, et 44 % de la seconde, soit bien plus que les moyennes métropolitaines. Déménager dans ce municipe induit alors principalement la construction personnelle de la maison et/ou avec l'aide de tiers – qu'il s'agisse d'entreprises ou non.

Par contre, la comparaison des groupes totaux-arrivants-partants renvoie à un comportement résidentiel radicalement différent pour les populations qui quittent le municipe entre 2005 et 2010. Pour ces dernières, lorsqu'elles sont propriétaires de leur logement en 2010 (hors de La Paz), on observe l'achat d'un bien déjà construit dans près des deux tiers des cas.
Dans un contexte emblématique de l'installation périphérique sous la forme d'une maison autoconstruite, le caractère nettement différent des étapes résidentielles des personnes partantes suppose aussi des stratégies résidentielles hétérogènes. La seule lecture de la mobilité socio-spatiale ascendante est insuffisante. La confrontation des indicateurs ici explorés peut aussi permettre d'envisager les trajectoires au départ de La Paz comme des sorties de ceux qui ne peuvent plus se loger dans des contextes en cours de densification-valorisation. Les populations concernées par cette configuration seraient obligées d'aller chercher un logement au sein du parc existant dans le péricentre, dans le centre-ville et dans les autres colonies populaires périphériques. Une pareille hypothèse interroge le sort des « nouvelles générations » des quartiers peuplés depuis une vingtaine d'années à La Paz.

Le suivi du statut d'occupation appuie l'hypothèse d'une diversité de stratégies résidentielles derrière l'homogénéité apparente du contexte (tableau 7.5.D). À La Paz, beaucoup plus que dans les autres terrains et que dans le reste de l'agglomération, on remarque la force des statuts différents de la simple dichotomie propriété – location. Si un logement de Mexico sur 8 renvoie à un statut « autre » que la propriété ou la location – les résultats de la *muestra* ne permettent pas de préciser les autres solutions ainsi recouvertes par cette variable, négative du reste –, cette « non-catégorie » renvoie à plus d'un logement *pacense*[36] sur 5 en moyenne. Cette part est la même pour les populations qui quittent le municipe sur la période considérée.

[35] Gentilé de Cuautitlán
[36] Gentilé de La Paz.

Contrairement aux cas précédents, la propriété est moins représentée dans ce contexte résidentiel : 10 points de moins qu'en moyenne dans la ville, 20 de moins qu'à Milpa Alta ou Cuautitlán. Ce constat révèle ainsi des stratégies résidentielles complexes où l'hébergement chez un tiers[37] – de la famille ou non –, le prêt, ou encore par exemple le gardiennage, constituent des statuts fréquents pour les résidents (chapitre 8).
Par ailleurs, on note la part des logements loués deux fois plus importante chez les ménages ayant connu une mobilité résidentielle par rapport à l'ensemble de La Paz : en moyenne, près d'un tiers des ménages sont locataires après un changement de municipe de résidence vers ou depuis La Paz entre 2005 et 2010. Cette configuration irait dans le sens de la décohabitation de ménages jeunes incapables d'accéder à un logement « adéquat à leur situation » dans le municipe en cours de consolidation. Pour cette population partante, le recours particulièrement important à des statuts « autres », ainsi qu'à la location, pourrait renvoyer à une plus grande précarité.

L'analyse des revenus des populations totales et migrantes de La Paz met en lumière les niveaux médians particulièrement bas dans le cas *pacense,* jusqu'à un tiers inférieurs aux niveaux de l'ensemble de la ville – position alors comparable à celle de Milpa Alta (tableau 7.5.F).
Mais, à la différence de Milpa Alta, à La Paz, les populations migrantes n'observent pas de différentiels majeurs avec l'ensemble municipal. En effet, les ordres de grandeur restent les mêmes et renvoient à une pauvreté généralisée, y compris de la part de ceux qui changent de résidence. On remarque même que les ménages migrants partants affichent des niveaux légèrement plus bas que le reste de la population. Les arrivants restent systématiquement aussi pauvres, voire davantage que l'ensemble de la population leur nouveau contexte résidentiel. La part des tranches de revenus des ménages les plus élevées est moindre pour les arrivants. On assisterait ici à un filtrage, échange ou transfert de populations pauvres d'un municipe à un autre, dans le contexte de l'est de la métropole globalement marqué par la pauvreté.

Enfin, le suivi des niveaux d'étude des populations concernées renvoie aux mêmes constats et questionnements (tableau 7.5.G). Le contexte municipal est caractérisé par une relative faible scolarisation de la population. Près des trois quarts des personnes ont un niveau inférieur ou égal au secondaire, et la proportion est légèrement plus élevée pour les arrivants. On retrouve des stigmates de la pauvreté – approchée précédemment grâce aux revenus, et cette fois appréhendée en termes d'accès à l'éducation – un peu plus sévères chez ceux qui s'installent dans le municipe. De l'autre côté par contre, les personnes quittant le municipe renvoient, comme dans les cas précédents, à des niveaux d'étude plus élevés. Alors que seulement 8 % des *Pacenses* et 4 % des nouveaux arrivants sont diplômés au-delà de la *prepa/bachillerato*, ils sont près d'un sur 5 chez ceux qui partent. Observerait-on un filtrage par le départ des « moins défavorisés », tandis que « restent » et « les remplacent » des populations encore plus pauvres ?

[37] Sur ce thème, on peut renvoyer notamment au travail de C. Paquette sur le statut d'hébergé dans le cas des quartiers populaires de Santiago du Chili [2003] ou encore à ceux de M. Bertrand sur l'analyse des cohabitations et des compositions résidentielles complexes dans le cas d'Accra [2003b]. Ce statut, particulièrement important pour les ménages modestes, fait ainsi l'objet d'une typologie complexe. Il renvoie aussi à une interprétation univoque biaisée pour saisir la finesse des nuances possibles derrière la seule appellation « d'hébergé » [Paquette, 2003].

Tableaux 7.5. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à La Paz : migrants et population municipale

A. La structure par âge (part en %)

Classe d'âge (en années)	0-14	15-24	25-34	35-49	50-64	65+
Total personnes migrants arrivants*	26,2	22,3	21,5	22,2	5,3	2,6
Total personnes migrants partants**	27,4	25,0	22,1	20,0	4,6	0,9
Total personnes du municipe	28,4	21,1	15,1	20,4	11,1	3,9

** Résidants d'un autre municipe de la ZMVM en 2005*
*** Ayant quitté le municipe entre 2005 et 2010 et résidant dans un autre municipe de la ZMVM en 2010*

B. Le type de ménage (part en %)

	Famille nucléaire	Famille élargie	Famille composée	Ménage seul	Ménage co-résident	Autre
Total des ménages migrants arrivants	69,4	28,0	0,7	1,3		0,5
Total des ménages migrants partants	67,2	25,6	0,4	3,5		3,4
Total des ménages du municipe	69,1	24,4	0,4	5,4	0,1	0,6

C. Le type de logement (part en %)

	Maison individuelle	Appartement en immeuble	*Vecindad*	Autre
Total des logements des migrants arrivants	86,4	8,2	3,8	1,5
Total des logements des migrants partants	84,1	8,7	7,1	0,0
Total des logements du municipe	91,1	4,5	3,6	0,9

D. Le statut d'occupation du logement (part en %)

	Propriétaire	Locataire	Autre
Total des logements des migrants arrivants	56,0	29,2	14,8
Total des logements des migrants partants	49,8	29,7	20,5
Total des logements du municipe	62,6	16,7	20,7

E. Les modalités d'acquisition du logement (part en %)

	Achat d'un logement construit	Construction sur commande	Autoconstruction	Autre
Total des logements des migrants arrivants	16,2	43,2	38,5	2,1
Total des logements des migrants partants	62,0	17,7	16,9	3,5
Total des logements du municipe	16,4	43,5	38,0	2,1

F. Les revenus mensuels des personnes et des ménages (en MX $)

	Ménages	**Personnes**
	Revenu médian	Revenu médian
Total ménages/personnes migrants arrivants	6 000	3 429
Total ménages/personnes migrants partants	5 571	4 286
Total ménages/personnes du municipe	6 000	3 857

G. Le niveau d'étude des personnes (part en %)

	Aucun	Maternelle	Primaire	Secondaire	Prepa /bachillerato	Études techniques/commerciales	Normal	Licence	Supérieur au 1er cycle universitaire	Autre
Total personnes migrants arrivants	3,0	7,6	35,0	31,2	15,4	3,6	0,9	3,3	0,0	0,1
Total personnes migrants partants	1,3	6,8	26,3	34,0	12,9	6,8	0,2	11,6	0,1	0,0
Total personnes du municipe	6,1	5,2	32,8	28,3	15,2	4,1	1,0	6,6	0,3	0,4

Sources : *muestra censal*, INEGI [2010]

Au final, comme dans les cas précédents, les arrivées peuvent être le fait de ménages pauvres déployant des stratégies résidentielles différentes du seul modèle d'accession à la propriété d'une maison. La mobilisation de ressources autres, comme les réseaux familiaux et sociaux, pour l'hébergement notamment, s'avère alors nécessaire. Par ailleurs, les départs peuvent renvoyer aux cas des plus fragiles, dont les ressources ne permettent pas une trajectoire ascendante au sein du municipe, mais qui, dans le même temps, disposeraient de ressources suffisantes pour engager le changement de résidence.

Dans tous les cas, le filtrage du parc de logements demande à être confronté aux différentes inscriptions dans l'espace des mobilités : assiste-t-on au « report » des plus pauvres de Nezahualcóyotl vers La Paz ? Et/ou inversement ? Peut-il s'agir par ailleurs d'un « rééquilibrage » des jeunes générations pauvres vers les municipalités plus centrales, couplé à une poursuite de l'installation des pauvres plus loin en périphérie ?
À ce stade de l'analyse, on pourrait lire le schéma de mobilités résidentielles de La Paz comme inscrit entre quatre hypothèses principales. Premièrement, des mobilités centrifuges de proximité à destination de La Paz concerneraient des populations résidant dans les plus anciennes colonies populaires du péricentre et cherchant à se loger dans des maisons individuelles, au moyen des modalités de production résidentielle populaire. Deuxièmement, des mobilités centripètes, toujours à destination de La Paz, proviendraient de municipes plus périphériques. Là, des populations chercheraient à se loger plus à proximité du centre de la ville et participeraient à la densification du parc municipal.
Troisièmement, du côté des départs, des mobilités centrifuges pourraient concerner de jeunes générations cherchant une plus grande proximité avec les centralités urbaines au prix d'un nombre important de séquences résidentielles. Enfin, des mobilités de départ centrifuges et centripètes renverraient à des itinéraires contraints par des arbitrages défavorables au maintien de la stabilité dans le municipe de La Paz : les trajectoires se dirigeraient soit vers un logement moins cher en périphérie, soit vers un logement moins grand dans le péricentre.

L'examen des caractéristiques de trajectoires spécifiques peut apporter certaines précisions. On s'intéressera ici plus particulièrement aux mobilités entre La Paz et Nezahualcóyotl-Iztapalapa d'une part (schéma dans lequel La Paz est une périphérie), à celles entre La Paz et Chicoloapan d'autre part (où La Paz serait davantage en position « centrale »).
Premièrement, testons l'hypothèse d'un transfert des pauvres de Nezahualcóyotl vers La Paz. Dans le sens des arrivées (où Nezahualcóyotl compte pour 24 % des effectifs), on remarque en effet un revenu médian des ménages ayant réalisé cette trajectoire résidentielle de 6 000 MX $. Ce résultat est égal au revenu médian de l'ensemble des habitants de La Paz et à celui de tous les arrivants. En revanche, ce niveau médian est inférieur à celui de l'ensemble des habitants de Nezahualcóyotl, et bien en deçà de celui de ceux qui en sont partis[38]. On pourrait donc conclure sur la pauvreté particulièrement marquée des ménages qui changent de résidence de Nezahualcóyotl pour La Paz. Ce filtrage serait donc défavorable à La Paz.
Dans l'autre sens, avec des effectifs moindres[39] et des niveaux de revenus des ménages inférieurs, on n'observe pas une tendance inverse. Avec un revenu médian de 5 700 MX $, les ménages quittant La Paz pour Nezahualcóyotl entre 2005 et 2010 sont toujours inférieurs aux niveaux de l'ensemble de La Paz. Ce résultat est encore légèrement supérieur au revenu médian des partants de La Paz, mais nettement inférieur à celui des arrivants à Nezahualcóyotl.

[38] Pour l'ensemble de la population de Nezahualcóyotl, le revenu médian s'élève à 6 400 MX $. Le revenu médian des partants est de 8 500 MX $, tandis que celui des arrivants est de 7 000 MX $.
[39] Les personnes quittant La Paz pour résider à Nezahualcóyotl entre 2005 et 2010 représentent 7 % des départs de La Paz.

Les remarques similaires sont valables pour l'autre grand « réservoir » de migrants de La Paz : Iztapalapa[40]. La configuration est différente de celle de Tláhuac, qui jouait davantage un rôle de relais des dynamiques de la première couronne en termes de processus de filtrage. On observerait ici en fait des mobilités résidentielles de « transfert de populations pauvres » entre les espaces résidentiels périphériques.
Portons désormais le regard sur les trajectoires en lien avec la plus lointaine périphérie. Le constat relatif à la mobilité des pauvres est nuancé dans le cas de Chicoloapan, où se dirigent 30 % de ceux qui quittent La Paz. Ici, le revenu mensuel médian des ménages partants est de 6 400 MX $, soit légèrement davantage qu'au niveau municipal *pacense*, mais moins que le revenu médian du contexte municipal d'arrivée[41]. En revanche, la dynamique socio-spatiale est ici plus lisible : ceux qui partent vers cette périphérie sont globalement plus pauvres que ceux qui en viennent, le revenu médian des ménages changeant de résidence de Chicoloapan vers La Paz étant de 7 200 MX $. Dans ce cas précis, la mobilité résidentielle centripète ferait donc écho à une mobilité de ménages moins défavorisés, tandis que la trajectoire centrifuge serait synonyme de relégation plus loin en périphérie de ménages globalement plus pauvres par rapport au contexte de départ.

On retiendra dans le cas de La Paz que les trajectoires d'arrivée comme de départ concernent des populations pauvres, voire souvent « défavorisées » par rapport à leurs contextes respectifs en 2010. Les schémas de circulation résidentielle de ménages pauvres entre les différents espaces périphériques sont ici suggérés. En revanche, ils doivent faire l'objet d'une grande prudence dans leurs interprétations, en raison de la complexité intrinsèque de la caractérisation sociale des trajectoires, mais aussi des stratégies résidentielles à leur origine. Ces dernières ne peuvent être approchées à un niveau si agrégé.

La caractérisation démographique, sociale, économique et résidentielle des populations connaissant une migration intra-urbaine (dans la ZMVM, vers et depuis nos quatre municipalités étudiées) a permis de proposer une première lecture de leurs positions socio-résidentielles. Afin de croiser rigoureusement les caractéristiques des personnes en état de mobilité résidentielle et leur trajectoire dans l'espace métropolitain, il faut analyser conjointement l'ensemble des correspondances entre ces dimensions. Il s'agit alors d'approcher les formes et structurations des caractéristiques sociales par rapport aux déplacements (mesurés) des personnes. L'objectif est d'observer les trajectoires résidentielles dans l'espace social de la métropole d'une part, de qualifier socialement de manière plus englobante les migrants intra-urbains susceptibles de renouveler la population des colonies populaires de la périphérie de Mexico d'autre part.

7.2. Positions socio-résidentielles des migrants et contextes de la mobilité

Nous cherchons désormais à étayer des pistes de réflexion quant aux hypothèses précédemment évoquées relativement aux dimensions des positions socio-résidentielles :

[40] Un migrant de La Paz sur cinq vient d'Iztapalapa. En 2010, le revenu mensuel médian des ménages quittant Iztapalapa pour La Paz est de 5 100 MX $ et de 3 000 MX $ pour ceux ayant connu la mobilité résidentielle dans l'autre sens. Or, pour l'ensemble de la population d'Iztapalapa, le revenu médian des ménages est de 7 700 MX $, celui des arrivants de 10 000 MX $ et celui des partants de 7 700 MX $.
[41] Le revenu mensuel médian des ménages de Chicoloapan est de 6 600 MX $.

observe-t-on des types de trajectoires résidentielles intra-urbaines et, si oui, comment peut-on les qualifier du point de vue des contextes résidentiels mis en relation par la mobilité ?
Les positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains doivent permettre de mieux appréhender la nature des transformations sociales impliquées par la mobilité résidentielle au sein des colonies populaires périphériques de la ville. On cherche à mieux qualifier socialement les arrivants et les partants de ces espaces, afin d'approcher les profils de trajectoires des individus et des lieux.
Il s'agit alors de recouvrir en partie les problématiques classiquement associées aux arbitrages de mobilité intervenant dans les choix de résidence, à savoir :

- L'étape dans le cycle familial ;
- Les activités professionnelles ;
- L'insertion dans les réseaux familiaux ;
- Les ressources nécessaires pour engager et/ou rechercher une nouvelle localisation urbaine ;
- L'aspiration à un modèle d'habiter.

Pour cela, on décrit les contextes résidentiels de la mobilité – le municipe de départ et le municipe d'arrivée – du point de vue des caractéristiques des migrants. D'une part, chaque migrant est caractérisé par une position socio-résidentielle. D'autre part, chaque migrant est caractérisé par sa position dans un municipe de départ et d'arrivée dans la ville, permettant la lecture de la dimension spatiale de la trajectoire. Les contextes résidentiels de la mobilité peuvent alors être décrits par rapport à la structure sociale des positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains. Il est ainsi possible de qualifier socialement les contextes d'arrivée et de départ, et en cela, les trajectoires résidentielles à différents échelons. L'observation spécifique de nos quatre terrains permettra de distinguer des profils-types de trajectoires.

7.2.1. Méthodologie et données utilisées

On se propose de remobiliser les techniques d'exploration statistique multidimensionnelle afin d'appréhender les combinaisons des indicateurs étudiés à l'échelon individuel. L'objectif n'étant pas ici de mener une analyse variable par variable – on fait l'hypothèse que les caractéristiques des individus ne sont pas toutes indépendantes –, on réfléchira ici en termes de conditions de vie en général et de rapports entre les caractéristiques des positions socio-résidentielles. Sur ces correspondances, on projette les trajectoires spatiales des mobilités résidentielles intra-métropolitaines, afin d'identifier leur profil social ainsi déterminé.
Précisons que nous ne cherchons pas ici à *expliquer* les trajectoires et les systèmes résidentiels par ces méthodes, mais bel et bien à explorer les données disponibles sur des échantillons représentatifs contenus dans les recensements de 2010[42]. Nous pouvons ainsi reprendre à notre compte la remarque d'Y. Grafmeyer quant à l'étude sociologique des choix résidentiels par des approches quantitatives. Ces dernières, « *parce qu'elles portent par définition sur des grands nombres (...) [,] sont les mieux à même d'offrir une vue d'ensemble des lignes directrices selon lesquelles se différencient socialement les choix résidentiels au sein d'un contexte national ou local donné. À condition de préciser aussitôt que, à cette échelle, ce ne sont pas les choix en eux-mêmes, mais ce qui en constitue en quelque sorte l'envers : les principes d'ordonnancement qui se dégagent des cartes ou des chiffres, les facteurs structurants qu'ils suggèrent, les régularités statistiques qui se manifestent quand les*

[42] Pour ces raisons, l'analyse des correspondances multiples nous a semblé plus appropriée que la mise en œuvre d'une méthode de type régression.

positions résidentielles des ménages sont mises en relation avec leurs caractéristiques démographiques, socioéconomiques ou culturelles » [Grafmeyer, 2010, p. 41].

Afin de mener à bien notre démarche, nous réaliserons une analyse factorielle des correspondances multiples (ACM) sur l'ensemble des migrants intra-urbains. Ensuite, à l'échelle métropolitaine, seront projetées sur ces caractéristiques sociales des migrants, les localisations, entendues aux différentes échelles agrégées. Les grandes lignes des trajectoires intra-métropolitaines pourront ainsi être confrontées aux caractéristiques des personnes migrantes.

L'objectif est donc d'explorer les correspondances entre les indicateurs caractérisant les individus ayant changé de municipe de résidence entre 2005 et 2010 et d'observer comment les trajectoires spatiales – qui renvoient à une propriété des personnes[43] – se positionnent par rapport à ces combinaisons. Pour cela, l'analyse des correspondances entre les modalités de 6 variables précédemment utilisées pour décrire les migrants a été mise en œuvre[44]. Les caractéristiques des positions socio-résidentielles portent ainsi sur les profils sociodémographiques concernés par la mobilité, les modes d'habiter – type de logement et statut résidentiel – ainsi que sur les dimensions socio-économiques.
L'analyse des correspondances multiples constitue une méthode classique pour approcher les combinaisons d'indicateurs caractérisant des individus avec des données qualitatives. Notre démarche consiste à révéler les associations ou exclusions qui structurent les différenciations entre les 1.2 million de migrants intra-urbains décrits simultanément. L'ACM permet de dégager les principaux facteurs de ces différenciations entre individus et de classer ces derniers sur des axes résumant les caractéristiques ici prises en compte.

Les indicateurs ont été en partie recomposés. D'un côté, certaines modalités ont été agrégées pour rendre plus lisibles et plus pertinentes les interprétations des correspondances entre les principales caractéristiques des individus – ainsi que les projections de leurs propriétés spatiales. De l'autre, afin de réduire les biais techniques, les analyses ont été menées sur la population où la description des personnes par tous les indicateurs retenus était complète (annexe III.3.1).
Dans le but de conserver une image synthétique sur un maximum de personnes ayant changé de résidence sur la période étudiée, nous avons fait le choix d'exclure deux variables :

- Celle décrivant la modalité d'acquisition du logement – renvoyant de fait uniquement à la catégorie des propriétaires et obérant la prise en compte simultanée des autres statuts résidentiels possibles ;
- Celle relative aux revenus des personnes, où le taux de réponse a été particulièrement faible (moins de la moitié des migrants) et limitait sévèrement l'échantillon de personnes prises en compte (annexe III.2). Par ailleurs, précisons que sa prise en compte risquait de biaiser les relations entre les variables en donnait un poids démesuré aux associations triviales (revenus faibles ou nuls et classe d'âge des enfants par exemple).

[43] On distinguera ici les variables sociales décrivant les individus qui renvoient à des *caractéristiques*, à savoir, qui constituent leur trait spécifique et distinctif. La localisation renverra, pour notre analyse, davantage à une *propriété* des personnes, à savoir une qualité distinctive, mais qui ne lui appartient pas exclusivement (d'autant moins que l'échelon envisagé est agrégé).
[44] Notre sélection de variables est le résultat d'explorations menées en premier lieu sur l'ensemble des variables précédemment présentées (voir annexes III.2 et III.3).

La constitution de l'ensemble des individus et des variables mobilisés dans l'ACM a nécessité un recodage *à minima* de chacune des modalités pour chacune des 6 variables. L'ACM doit permettre de dresser des profils socio-résidentiels par rapport à des modalités plus facilement interprétables. Ce choix méthodologique implique alors une discrétisation des variables quantitatives continues, l'ACM ne pouvant s'appliquer qu'à des modalités qualitatives. Par ailleurs, des regroupements ont été effectués pour éviter un trop grand nombre de modalités et une complexification de l'analyse (tableau 7.6).
Au final, l'exploration a été réalisée sur un ensemble de 1 204 016 personnes (87.9 % du total de migrants intra-urbains) à travers un panel de 6 variables du recensement, renvoyant à une description des individus par 29 modalités différentes[45].

Tableau 7.6. Modalités retenues dans l'ACM décrivant les positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains à Mexico (détail en annexe III.3.1)

Indicateur	Code Modalité ACM	Caractéristiques des personnes migrantes en 2010
Âge de la personne connaissant une mobilité résidentielle	5-14	5-14 ans
	15-24	15-24 ans
	25-34	25-34 ans
	35-49	35-49 ans
	50-64	50-64 ans
	65+	65 ans et plus
Type de ménage	Fnuc	Famille nucléaire
	Famp	Famille élargie
	Fcomp	Famille composée
	Faut	Autre type de ménage
Type de logement	Maison	Maison individuelle
	Appart	Appartement en immeuble
	Vecin	Vecindad
	Logaut	Autre type de logement
Statut d'occupation du logement	Propri	Propriétaire
	Locati	Locataire
	Staut	Autre statut d'occupation du logement
Revenus mensuels moyens du ménage	rin1000-r	Revenu du ménage inférieur à 1000 MX $
	r1001-4r	Revenu du ménage compris entre 1 001 et 4 000 MX $
	r4001-7r	Revenu du ménage compris entre 4 001 et 7 000 MX $
	r7001-10r	Revenu du ménage compris entre 7 001 et 10 000 MX $
	r10001-r13r	Revenu du ménage compris entre 10 001 et 13 000 MX $
	r13001-16r	Revenu du ménage compris entre 13 001 et 16 000 MX $
	r16001-20r	Revenu du ménage compris entre 16 001 et 20 000 MX $
	rsu20000r	Revenu du ménage supérieur à 20 000 MX $
Éducation	Noetu	Pas d'études
	Etubas	Niveau académique basique (inférieur ou égal au secondaire)
	Prepa	Niveau *Prepa/bachillerato*
	Sup	Niveau « supérieur » et professionnel : comprend les études supérieures à la *prepa/bachillerato* et les études techniques et commerciales

7.2.2. Facteurs de différenciation des positions socio-résidentielles des migrants

D'ores et déjà, on constate que les trois premiers facteurs sont relativement synthétiques, permettant de prendre en compte 20 % de la variance[46].

[45] Les effectifs des correspondances sont présentés dans le tableau de Burt en annexe III.3 (tableau III.3.5).

- Un axe de pauvreté ?

Le premier facteur rend compte à lui seul de 8 % des différenciations entre les 1.2 million d'individus considérés comme migrants intra-urbains (tableau III.3.6). Cet axe décrit une échelle que l'on pourrait rapprocher d'un gradient de pauvreté – relative aux caractères ici mobilisés –, tant le poids des variables socio-économiques (revenus, éducation) est important dans sa structuration (plus de la moitié)[47].

On observe alors une opposition des modalités d'une part et l'accumulation des modalités révélant des situations de pauvreté d'autre part. Deux situations s'opposent. D'un côté, on retrouve la modalité caractérisant les personnes ayant suivi des études supérieures, le revenu du ménage supérieur à 20 000 MX $, mais aussi le logement en appartement et la classe d'âge 25-34 ans.

De l'autre, on retrouve les modalités caractérisant les personnes n'ayant pas été scolarisées et les ménages aux revenus très bas. On retrouve également associée à ces modalités la classe d'âge des 5-14 ans, à charge des actifs : cette surreprésentation peut alors renvoyer à des situations de précarité pour les ménages associés[48]. Dans une bien moindre mesure, se positionne aussi avec ces modalités la résidence en maison individuelle.

En d'autres termes, les caractéristiques des personnes ayant changé de municipe de résidence entre 2005 et 2010 se distinguent en premier lieu par leur positionnement sur une échelle de pauvreté, donc par leur différentiel socio-économique. Les trajectoires résidentielles opposent ainsi d'abord les personnes jeunes (25-34 ans), diplômées, ou appartenant à un ménage à hauts revenus, aux personnes n'ayant pas fait d'études, appartenant à un ménage aux revenus faibles, ou encore aux enfants.

L'échelle de pauvreté définie par ces variables – qui, lorsqu'elle s'appliquait, avec d'autres variables, à des contextes résidentiels, résumait déjà plus de 40 % des différenciations inter-*agebs* et plus d'un tiers des différenciations inter-îlots – fait percevoir une nouvelle fois la

---

[46] L'ACM permet de prendre en compte 30 % de la variance sur les 5 premiers axes, et plus de la moitié sur les 10 premiers axes.

[47] Par ailleurs, lorsque l'on observe le positionnement des variables relatives à la description des positions socio-résidentielles des migrants par rapport aux correspondances entre les 14 indicateurs de pauvreté retenus pour l'analyse des unités spatiales (*agebs* et *manzanas*) au chapitre 4 – mais décrivant cette fois-ci les migrants –, il est possible de valider la qualification « d'axe de pauvreté » pour le facteur le plus structurant de notre ACM des positions socio-résidentielles. En effet, les correspondances entre les caractéristiques de la pauvreté permettent de confirmer que la principale différenciation des individus ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 renvoie sans surprise à la force des associations et exclusions des indicateurs relatifs aux conditions de vie. Ces derniers portent à la fois sur les caractéristiques du logement et sur l'insertion des individus dans les réseaux sociaux institutionnels (éducation, couverture sociale). En confrontant les modalités de notre première ACM à la structure de cette seconde ACM, on remarque l'ordonnancement des indicateurs de revenus et d'éducation le long d'un axe de pauvreté synthétique. À la gradation des tranches de revenus des ménages et des niveaux scolaires, on peut ajouter l'opposition des types de logement, entre d'un côté le logement en appartement – dont la proximité avec les personnes plus aisées est nette – et celui en *vecindad* – plus proche des logements suroccupés et des conditions de vie précaires. Les types de ménages renvoient quant à eux à une association limitée sur cet axe principal, entre les indicateurs de moindre pauvreté et les familles composées d'une part, les autres types de ménage d'autre part. Les familles nucléaires sont quant à elles proches du profil moyen. C'est aussi le cas des logements en maisons individuelles, ainsi que des statuts d'occupation des logements majoritaires que sont la propriété et la location. En revanche, les autres statuts résidentiels renvoient davantage à des correspondances entre des indicateurs de pauvreté. Cette dernière observation peut témoigner entre autres de la précarité qu'induisent souvent les statuts alternatifs comme l'hébergement. Au final, cette deuxième ACM spécifique sur les indicateurs de pauvreté a permis de confirmer et conforter nos interprétations relatives aux conclusions obtenues à partir de l'ACM menée sur les positions socio-résidentielles.

[48] Dans l'interprétation de ces associations, il faut également tenir compte de la relation en partie structurelle entre la surreprésentation des enfants et celle des personnes non diplômées, même si les enfants de moins de 5 ans ne sont pas pris en compte dans ces analyses – du fait de la période considérée pour appréhender le changement de résidence.

force d'une telle structuration à tous les échelons, y compris à celui des individus migrants. La synthèse des associations et des oppositions des migrants en termes de conditions de vie renvoie ainsi à l'inévitable question des ressources à déployer autour de la mobilité résidentielle et de la différenciation spatiale que celle-ci induit. Les indicateurs ici testés semblent donc particulièrement pertinents pour une approche des distinctions socio-spatiales des trajectoires résidentielles.

- L'opposition entre jeunes générations : la mise au jour des décohabitants ?

Le deuxième facteur, indépendant du précédent, résume quant à lui plus de 6 % des différenciations inter-individus décrits par les 6 variables. S'opposent ici d'un côté, les jeunes âgés entre 15 et 24 ans, décohabitants, les personnes ayant achevé la *prepa/bachillerato,* les ménages en famille élargie et ceux dont les revenus sont légèrement supérieurs au niveau médian, et de l'autre, les enfants de 5 à 14 ans (à charge du ménage parental) et les personnes n'ayant pas été scolarisées.
Ces associations et exclusions tendent à dissocier les générations jeunes en situation de mobilité, entre enfants d'un côté et jeunes adultes décohabitants de l'autre. Cette analyse conforte le poids important de l'âge dans la position socio-résidentielle et dans les arbitrages autour de la mobilité résidentielle. À travers ce facteur, on retient qu'en dehors des ressources socio-économiques différenciant les trajectoires, les étapes du cycle familial semblent majeures dans les caractéristiques des populations ayant changé de municipe de résidence.

- Contextes résidentiels et statuts d'occupation

Le troisième axe prend encore en compte une part non négligeable de la variance : un peu moins de 6 %. Toutes choses égales par ailleurs sur les deux précédents axes, une opposition nette voit le jour entre les différents statuts résidentiels – qui contribuent pour près d'un tiers à la construction de l'axe (tableau III.3.7).
D'un côté, on retrouve les locataires, associés aux ménages résidant dans les *vecindades*, à ceux à bas revenus (entre 1 000 et 4 000 MX $) et, dans une moindre mesure, aux familles nucléaires. De l'autre, on observe les correspondances entre le statut de propriétaire, le type de ménage en famille composée ou encore les familles élargies, les plus hauts revenus, les plus de 65 ans, ainsi que dans une moindre mesure, les plus bas niveaux d'études.
Cet axe est particulièrement pertinent dans le sens où d'une part, il est dégagé des correspondances triviales entre les indicateurs – représentés sur les axes précédents –, d'autre part, il traite directement des dimensions liées au logement et à la structure familiale. Or, ces variables sont considérées comme majeures dans la compréhension des positions socio-résidentielles et des mobilités les réajustant (chapitre 3). Les associations et exclusions ainsi mises en évidence suggèrent d'ores et déjà une dimension spatiale – notamment quant à la localisation des différents parcs de logements dans la ville. Par exemple, on pense ici aux correspondances entre location, *vecindades* et bas revenus qui laissent présumer l'existence de personnes connaissant en 2010 une étape résidentielle dans le parc de logements du centre-ville (même si cette localisation ne saurait être exclusive), dont une partie reste destinée aux populations pauvres.

Les facteurs suivants, prenant en compte 5 % de l'inertie chacun, semblent quant à eux mettre en avant des correspondances moins aisément interprétables. Ils méritent toutefois d'être retenus, car ils permettent d'esquisser des hypothèses qui demanderont à être testées à l'aune de la projection des trajectoires spatiales.

- Des différentiels dans l'engagement résidentiel ?

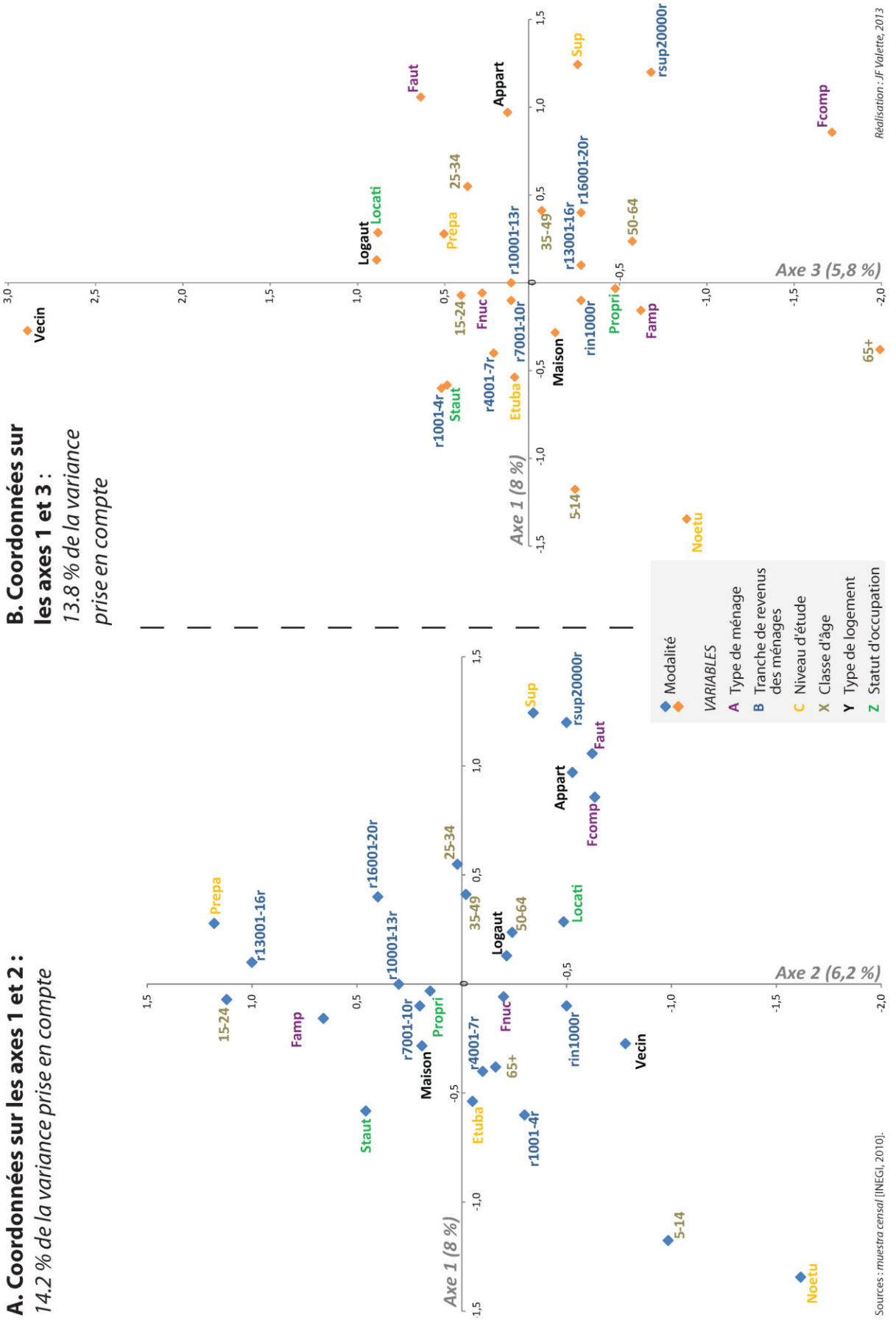
Toujours choses restant égales relativement aux correspondances mises au jour sur les trois axes précédents, on retrouve sur le quatrième axe de l'ACM une distinction principalement établie entre les modalités sociodémographiques. Une nette opposition s'observe entre les personnes adultes cette fois : les 35-49 ans d'un côté, les plus de 64 ans de l'autre. Tandis qu'à la première classe d'âge, on associe les familles nucléaires et la propriété du logement, les correspondances avec les plus âgés renvoient aux familles élargies, aux personnes n'ayant pas été scolarisées, au logement en *vecindades* et au statut de locataire.
Cette opposition peut faire écho à des mobilités résidentielles « d'engagement résidentiel » pour les adultes, dissociant les accédants en périphérie des « retours » au centre-ville. On peut par exemple penser ici, indépendamment des interprétations précédentes, à une distinction entre d'un côté ceux qui accèdent au logement social dans des logements construits pour des familles nucléaires – notamment dans le nord –, et de l'autre, des trajectoires sociales parfois descendantes de retour dans le parc locatif des zones plus centrales – pour les personnes dont les ressources diminuent avec la réduction de l'activité professionnelle.

- Des systèmes plus complexes

Le cinquième facteur permet de lire, toutes choses égales par rapport aux 4 précédents, une opposition entre les personnes articulant de manière plus complexe les autres dimensions de la position socio-résidentielle, difficilement interprétable en tant que telle.

L'ensemble de ces 5 premières composantes offre ainsi un aperçu de l'articulation des caractéristiques qualifiant la population migrante. Une représentation de la position des modalités en fonction de leurs coordonnées sur les axes 1, 2 et 3 donne alors à voir les principales correspondances (figure 7.2). On retrouve la gradation des tranches de revenus des ménages et des niveaux d'éducation sur l'axe 1, ainsi que, dans une moindre mesure l'opposition maison-appartement et propriété-location. Sur l'axe 2, l'opposition entre les enfants et les jeunes adultes est bien mise en évidence, tandis que celle entre la propriété et la location ressort davantage sur l'axe 3. Par souci de clarté, nous conserverons lors de nos analyses ultérieures le plan à deux dimensions le plus synthétique, à savoir celui croisant les coordonnées des axes 1 et 2, prenant en compte 14.2 % de la variance.

Figure 7.2. Correspondances entre les caractéristiques des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à l'intérieur de la ZMVM



7.2.3. Le point de vue des contextes : trajectoires et positions socio-résidentielles des migrants

Il convient d'intégrer à l'analyse des positions socio-résidentielles des migrants les localisations des personnes. L'objectif est de prendre en compte la position du contexte résidentiel (de départ, comme d'arrivée) dans la structuration des positions socio-résidentielles de l'ensemble des migrants intra-métropolitains précédemment mise au jour. De cette manière, il sera possible de positionner la trajectoire entre les deux contextes sur les caractéristiques des migrants, et en cela, de qualifier socialement et spatialement les changements de résidence intra-urbains.

Caractériser les lieux : exposé de la méthode

On se propose donc d'analyser ces trajectoires du point de vue de la résidence actuelle – municipe d'arrivée –, de la résidence antérieure en 2005 – mais ici appréhendée avec les caractéristiques de 2010[49] – et du lien entre ces deux localisations. Afin de qualifier les contextes résidentiels d'arrivée et de départ et les trajectoires des migrants, on intègre les propriétés spatiales des individus migrants (résidence passée, actuelle et lien entre les deux) en les projetant en « variables supplémentaires »[50] au sein de notre analyse des correspondances multiples des caractéristiques des migrants.

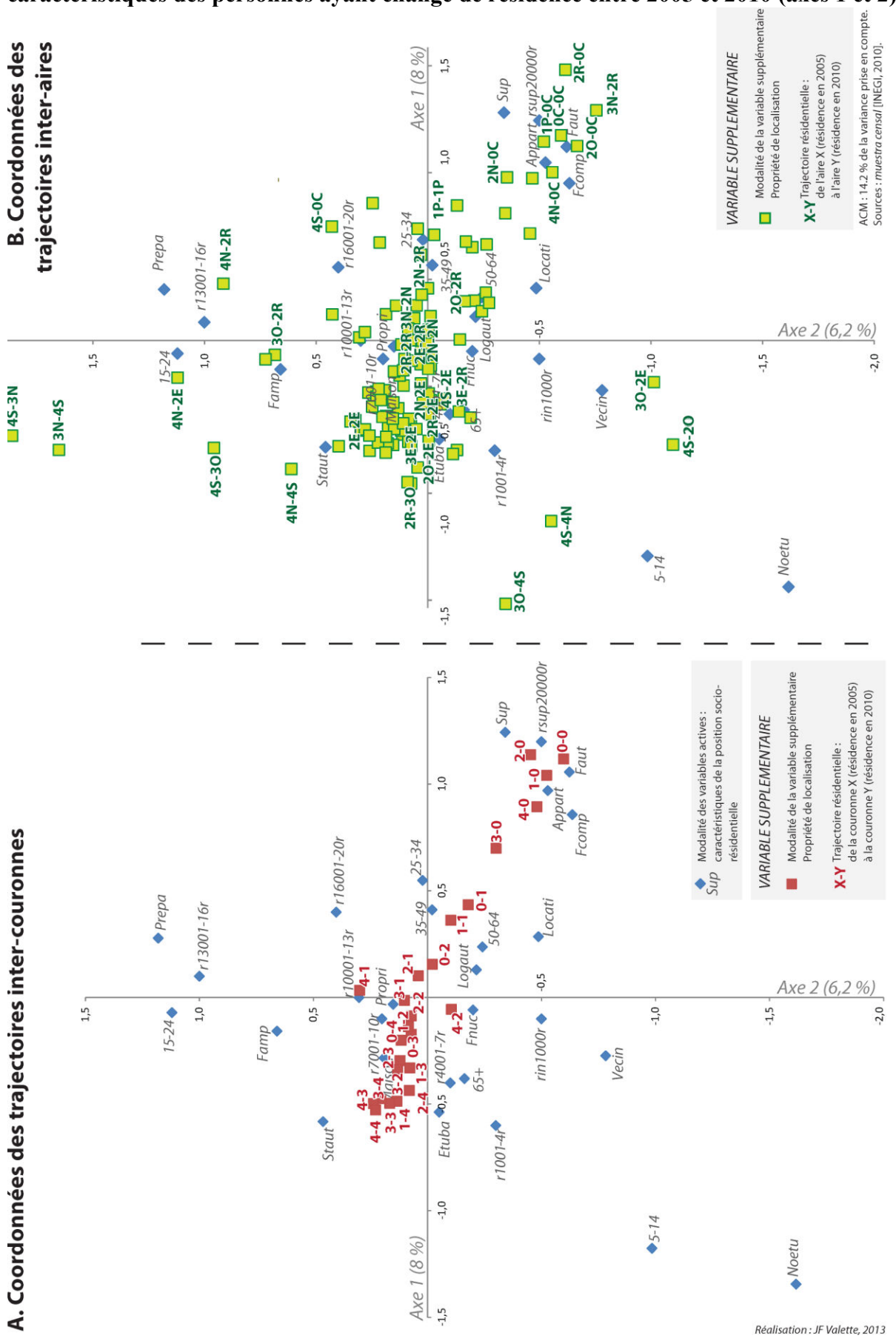
Dans un premier temps, il s'est agi de donner une lecture synthétique de la projection des trajectoires en présentant les liens entre les espaces de manière agrégée. En mobilisant les ensembles géographiques utilisés au chapitre 5 (cf. 5.1.3 et annexe II.4.1.1), la lecture des profils de trajectoires est possible à trois échelons : couronnes concentriques – pour distinguer les trajectoires centre/périphérie, périphéries/périphéries –, aires géographiques – pour appréhender la ville en couronnes concentriques, mais également en secteurs –, et municipes[51]. Les coordonnées des trajectoires considérées à ces trois échelons permettent d'appréhender les dimensions sociales auxquelles renvoient les mobilités résidentielles. La projection sur les 2 premiers axes de l'ACM permet une première synthèse (figure 7.3).

[49] Les données relatives à la position socio-résidentielle des personnes en 2005 ne sont en effet pas disponibles.

[50] La variable n'intervient pas dans les calculs de l'analyse des correspondances entre les (autres) variables relatives à la position socio-résidentielle. En revanche, elle se positionne dans cette analyse (voir annexe III.3.1.3).

[51] La nomenclature utilisée sur nos graphiques code les trajectoires de la manière suivante : la modalité « X-Y » signifie qu'il s'agit d'une trajectoire où X renvoie à l'espace de résidence en 2005 et Y à l'espace de résidence en 2010. Pour les couronnes, le chiffre renvoie au numéro de la couronne : « 2-3 » renvoie par exemple à une trajectoire dont l'origine était la deuxième couronne et la destination, la troisième. Pour les aires, le numéro renvoie à la couronne et la lettre au point cardinal – à l'exception de « 1P » pour le péricentre et de « 2R » pour la deuxième couronne du sud du DF. Par exemple, « 1P – 2E » renvoie à une trajectoire où l'origine se situe dans le péricentre et la destination dans la deuxième couronne Est. Signalons enfin que nos municipalités témoins sont comprises : pour Milpa Alta, dans la troisième couronne et dans l'aire « 2R » ; pour Tláhuac, dans la deuxième couronne et dans l'aire « 2R » ; pour Cuautitlán, dans la deuxième couronne et dans l'aire « 2N » ; et pour La Paz, dans la même couronne, mais dans l'aire « 2E ».

Figure 7.3. Projections des trajectoires résidentielles sur les correspondances entre les caractéristiques des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 (axes 1 et 2)



7.2.3.1. Profils des trajectoires à l'échelon des couronnes métropolitaines

L'approche des correspondances montre que, pour les trajectoires résidentielles des individus dont les contextes résidentiels sont appréhendés à l'échelon des couronnes, l'échelle de pauvreté précédemment mise au jour sur le premier axe renvoie également à une opposition dans l'espace de la ZMVM (figure 7.3.A)[52]. On observe ainsi une opposition entre les trajectoires – centrifuges et intra-périphériques – à destination des dernières couronnes (3 et 4) et celles centripètes à destination des trois municipes centraux. La distinction des trajectoires par les caractéristiques des personnes migrantes associe nettement la position centrale ou périphérique aux conditions de vie.
Lorsque les trajectoires sont à destination des marges internes et externes de la ville, elles concernent, plus souvent qu'en moyenne chez les migrants, les ménages à bas revenus et/ou les personnes avec de faibles niveaux académiques. Dans l'autre sens, les mobilités résidentielles centripètes renvoient à des conditions de vie en 2010 plus favorables en termes socio-économiques : les trajectoires résidentielles vers le centre-ville sont associées plus qu'en moyenne aux ménages aux plus hauts revenus, aux personnes aux plus hauts niveaux de diplômes, à la location et/ou au logement en appartement. Entre ces deux situations opposées, on distingue nettement un gradient relativement à la zone de destination.
Le profil déjà mis en évidence par C. Paquette et D. Delaunay [2009] à propos de la migration intra-urbaine 1995-2000 est ici remis au jour. Le schéma d'une mobilité résidentielle « *à trois vitesses* » identifiée par ces auteurs – en écho aux termes de J. Donzelot [2004] – renvoie à :

- une migration plus « *exigeante* », voire « *élitiste* », des personnes se dirigeant vers le centre-ville, concernant le plus souvent les niveaux socio-économiques les plus élevés ;
- une autre, moins marquée par les catégories supérieures, en direction du DF ;
- et celle des pauvres et des moins diplômés, dirigée vers les périphéries populaires de l'État de Mexico [Paquette, Delaunay, 2009, p. 108].

La lecture des trajectoires résidentielles à l'échelle des couronnes confirme donc que le schéma des mobilités résidentielles telles qu'on les concevait à travers le modèle de J. Turner – où le centre voyait l'arrivée des pauvres, tandis qu'au fil de la carrière migratoire (et de l'ascension sociale), on changeait de résidence pour aller plus loin en périphérie – semble sans surprise remis en question aujourd'hui.

D'une manière générale, les « retours au centre » renvoient donc ici à des trajectoires résidentielles davantage associées à celles des catégories supérieures, tandis que l'éloignement en lointaine périphérie concernerait les plus pauvres.
D'un côté, la montée des valeurs foncières dans les zones centrales, liées aux politiques de logement y prenant place (voir chapitre 1), pourrait contribuer à un filtrage. On assisterait alors à « l'exclusion » des ménages ne disposant pas de suffisamment de ressources pour se maintenir ou se rapprocher de la centralité du cœur du DF.
De l'autre, l'espace disponible, le prix moindre du sol urbain et les politiques de logement social en plus grande périphérie tendraient à structurer les mobilités des moins favorisés dans un schéma globalement centrifuge.
Entre les deux, dans les zones périphériques et péricentrales, on assisterait à un filtrage dans un sens comme dans l'autre, participant à restructurer la composition sociale de ces espaces.

[52] Les modalités relatives à la trajectoire spatiale sont majoritairement mieux représentées sur le premier axe que sur les suivants.

7.2.3.2. Profils des trajectoires à l'échelon des aires géographiques

La lecture à l'échelon des aires géographiques permet une plus grande précision dans l'approche des schémas métropolitains, et questionne celui des « trois vitesses » (figure 7.3.B). De la même façon que précédemment, on projette les propriétés spatiales – ici 121 configurations – sur les correspondances des caractéristiques des migrants. L'échelon des aires affine quelque peu la lecture des profils de trajectoires inter-couronnes. Si l'opposition trajectoires centrifuges-centripètes demeure la plus structurante – au regard des correspondances sur l'échelle de pauvreté (axe 1) – les schémas peuvent être appréhendés dans leur composante sectorielle et non plus uniquement de manière radioconcentrique.
Les grandes lignes des associations se retrouvent entre d'une part, des mobilités résidentielles intra-périphériques en lointaines couronnes renvoyant à la surreprésentation des ménages à bas revenus et des niveaux scolaires bas, et d'autre part, des trajectoires vers le centre-ville, associées aux hauts revenus, au logement en appartement et aux familles composées.
On distingue ainsi les trajectoires à destination de la deuxième couronne orientale (2E), plus marquées par les associations d'indicateurs révélant une certaine pauvreté. En revanche, les mobilités résidentielles à destination de la deuxième couronne nord (2N) et du DF se positionnent davantage autour du profil moyen des personnes migrantes.
Cette analyse permet de retrouver alors en filigrane les lignes classiques de la division socio-spatiale de Mexico. Elle renvoie aussi à une complexification du triptyque de mobilités précédemment proposé. Même si notre exploration est insuffisamment englobante en termes de dimensions prises en compte pour appréhender la question de la division ici, ces remarques vont dans le sens d'une démonstration du lien entre les mobilités résidentielles et les schémas de répartition des groupes sociaux dans l'espace résidentiel métropolitain.

Par ailleurs, les coordonnées des trajectoires inter-aires sur les autres facteurs de différenciation de l'ACM renvoient à des associations et exclusions notables en termes de types de mobilités résidentielles. On remarque ainsi que, toutes choses égales quant aux positions sur le premier axe – qui renvoyait à une échelle de pauvreté –, les trajectoires vers le centre et le centre occidental s'opposent aux trajectoires centripètes dirigées de la grande périphérie vers le péricentre et la proche périphérie – notamment depuis le nord vers les couronnes 2 et 3. Tandis que les premières renvoient davantage aux personnes très jeunes et aux familles nucléaires, les autres s'associent davantage aux jeunes adultes et aux familles élargies.
Les positions des trajectoires inter-aires sur le troisième axe ne renvoient pas à des schémas spatiaux facilement interprétables. En revanche, la définition du quatrième axe de l'ACM permet de mettre en avant des trajectoires opposant, au sein des personnes âgées de plus de 34 ans, des localisations résidentielles différenciées. Ainsi, d'un côté, l'engagement résidentiel des 35-49 ans est notamment associé aux trajectoires résidentielles à destination des municipes du Nord et de l'est (troisième et quatrième couronnes) : on pourrait lire ici l'impact sur les schémas de mobilité de la construction massive de logements sociaux dans ces parties de la ville. À l'opposé sur cet axe, des trajectoires souvent centripètes s'associent au logement en *vecindades* et aux personnes de plus de 64 ans.

Tout en restant prudent quant à la force synthétique limitée de nos analyses, le suivi des trajectoires à un échelon agrégé a permis de confirmer la forte structuration des personnes ayant changé de résidence le long d'une échelle de pauvreté significative et de valider l'inscription des mobilités résidentielles dans les schémas classiques de division sociale de l'espace. Cette étape de la démonstration nous a permis de confirmer la validité des hypothèses relatives aux dynamiques de filtrage opérant au niveau métropolitain. La

principale distinction concerne le positionnement opposé des trajectoires centrifuges et centripètes le long de l'échelle de pauvreté des positions socio-résidentielles des migrants. Les mobilités résidentielles centripètes s'associent davantage aux ménages aux revenus plus élevés, aux personnes hautement qualifiées, au logement en appartement et au statut de locataire. De l'autre côté, les mobilités à destination des espaces les plus périphériques renvoient aux associations « opposées ».
L'analyse plus spécifique des trajectoires inter-municipales au niveau de la ville et des quatre terrains permettra de poursuivre notre effort dans l'approche de la qualification sociale des mobilités spatiales.

7.2.4. Qualifier les contextes résidentiels des migrants : municipes de départ et de destination

L'objectif de cette exploration est triple. Premièrement, cette projection des contextes résidentiels de départ et de destination doit permettre une vision des profils municipaux quant à leurs « émigrants » et « immigrants » : qui sont-ils par rapport à l'ensemble des migrants intra-urbains ? Deuxièmement, la focalisation sur nos quatre terrains nous permet une comparaison, relativement à l'ensemble de la ville d'une part, entre les contextes municipaux d'autre part : quelles sont les caractéristiques le plus souvent associées au départ/à l'arrivée dans ces zones ? Enfin, la comparaison entre le positionnement du contexte résidentiel « quitté » et celui « d'arrivée » – appréhendés par rapport aux caractéristiques des migrants en 2010 – doit participer à la réflexion sur le profil de la trajectoire des contextes résidentiels : y a-t-il des différences entre « ceux qui arrivent » et « ceux qui partent », et si oui, quelles en sont les traits principaux ?
Pour cela, on observera d'abord pour toute la ville les positions des municipes du point de vue des origines des mobilités résidentielles, puis du point de vue de leurs destinations. Enfin, l'analyse spécifique des mobilités résidentielles à l'arrivée et au départ des quatre municipes étudiés contribuera à cerner la complexité et la diversité des trajectoires des personnes dans ces contextes résidentiels.

7.2.4.1. À l'échelle de la ville

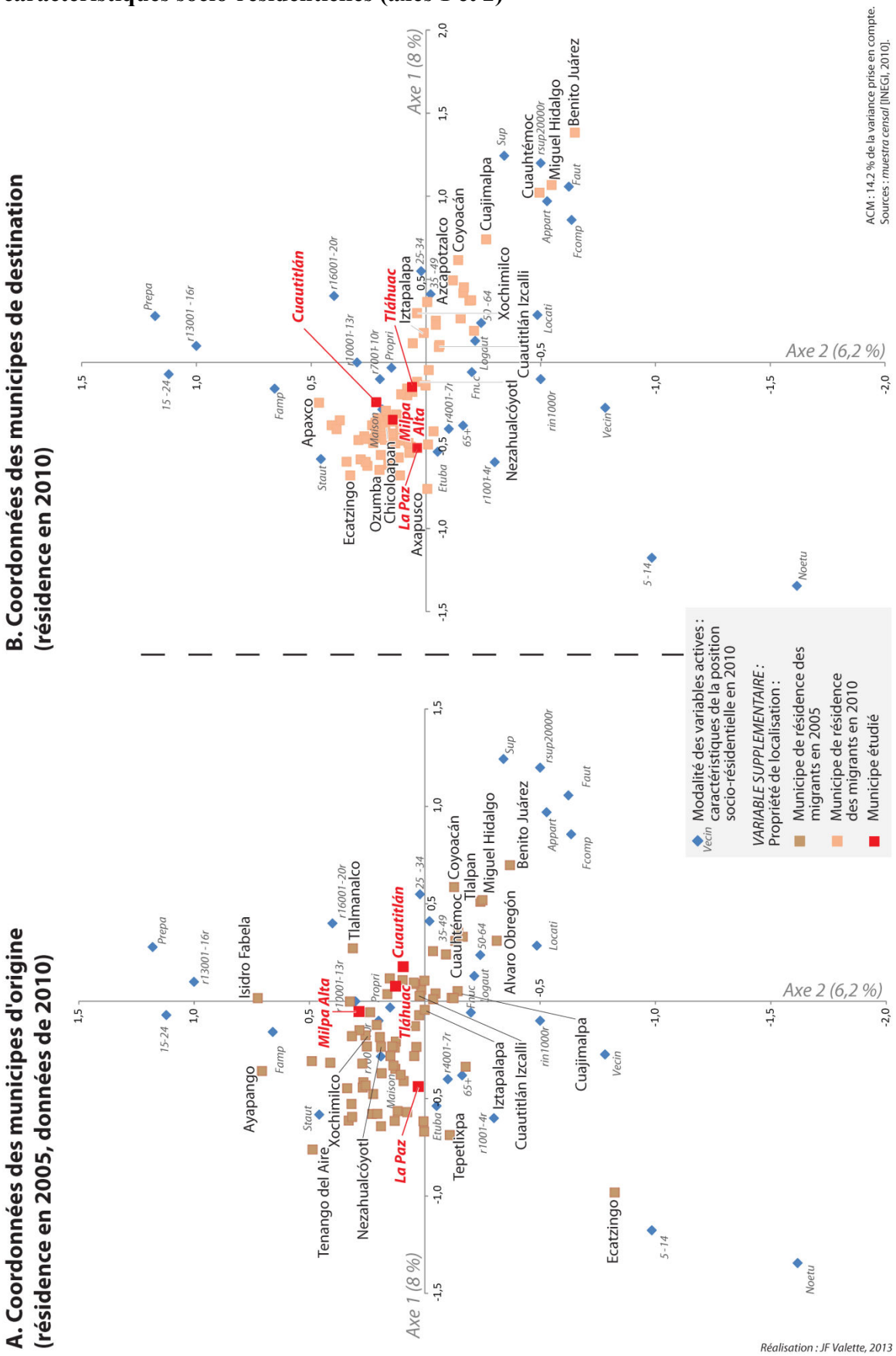
Positions des municipes d'origine
La projection des municipes d'origine des migrants (la localisation de leur résidence en 2005) sur les facteurs de différenciations de leurs positions socio-résidentielles permet une première différenciation des contextes résidentiels et du profil des personnes qui les quittent. Pour l'ensemble des 76 municipalités métropolitaines, on analysera les coordonnées sur les deux principales dimensions de ces correspondances (figure 7.4.A, carte 7.1.A).
On remarque alors le positionnement des municipes d'origine avant tout le long du premier axe, approché comme une échelle de pauvreté relativement aux indicateurs utilisés. En effet, l'orientation du nuage de points « municipes de départ » suit notamment celle décrite entre autres par la gradation des tranches de revenus des ménages et renvoie une nouvelle fois à une lecture des divisions sociales de la ville.
Les contextes municipaux renvoyant aux correspondances entre bas revenus et niveaux d'études faibles sont ceux de la lointaine périphérie de la ville, et notamment les municipalités de la partie sud-est. Plus largement, les plus fortes associations entre les positions socio-résidentielles marquées par la pauvreté en 2010 renvoient aux localisations de 2005 dans le périurbain, mais aussi dans les municipalités « populaires » de l'est de la métropole – comme à Chicoloapan ou Valle de Chalco. Les personnes qui quittent ces contextes pour d'autres

municipalités métropolitaines semblent donc renvoyer à un profil de pauvreté significatif par rapport à la moyenne de la ville.
À l'opposé, on retrouve les délégations centrales et relativement avantagées du centre du District Fédéral, avec en premier lieu Benito Juárez ou Miguel Hidalgo. Entre ces deux extrêmes, les municipalités les plus importantes en poids démographique – et de migrants intra-urbains – renvoient à des contextes où les correspondances sont proches du profil moyen, comme à Iztapalapa ou à Nezahualcóyotl – plus dans la zone « pauvre » de l'axe 1.
Les deux schémas classiques d'opposition des contextes résidentiels se retrouvent par ces analyses : le gradient radioconcentrique d'une part – où la pauvreté va croissante avec l'éloignement au centre –, l'opposition est-ouest d'autre part. À cette opposition, s'ajoute un « profil moyen » pour les contextes péricentraux, les anciennes grandes périphéries populaires et les municipes septentrionaux.

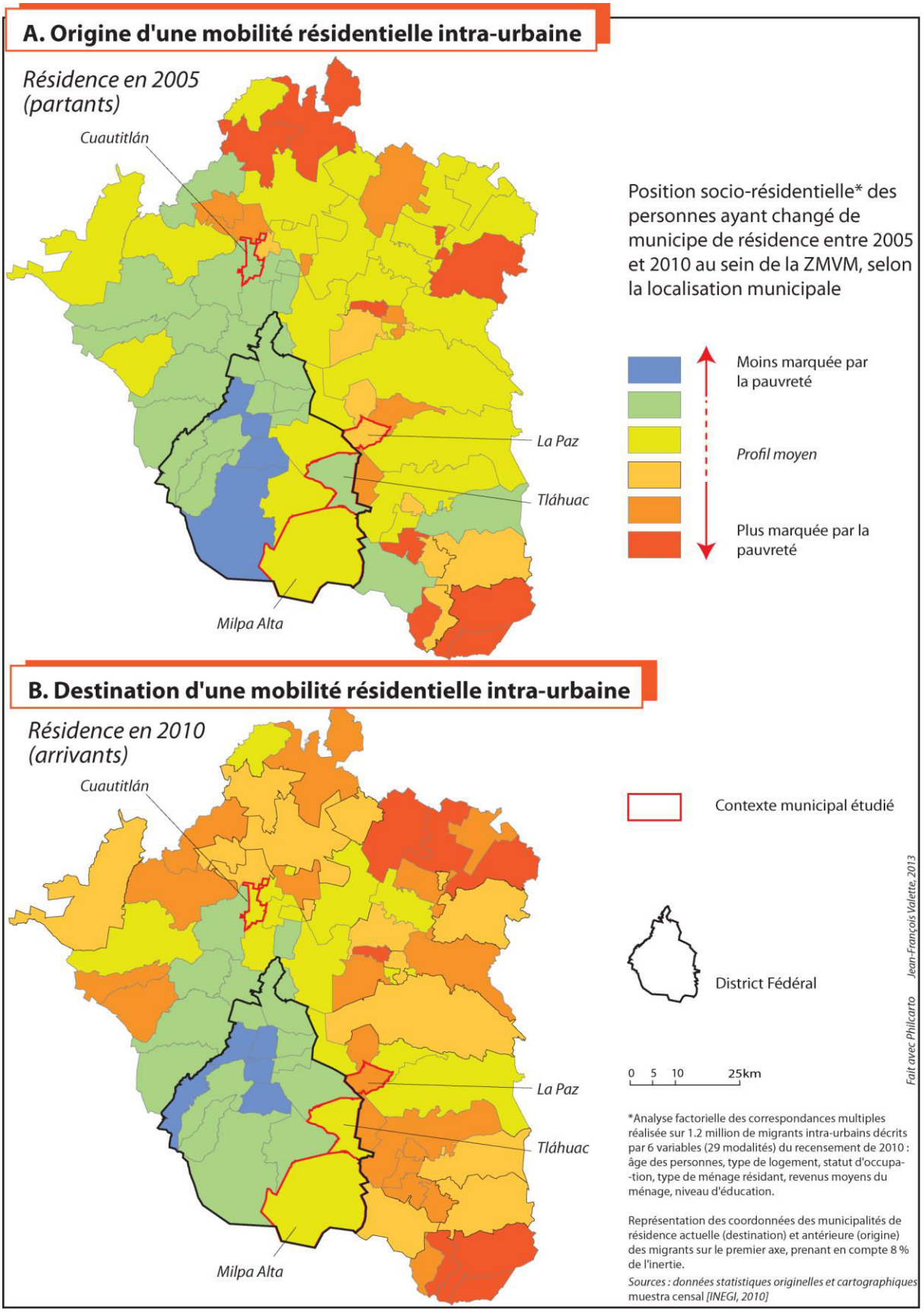
Le positionnement des quatre terrains dans ces schémas est sans surprise. La résidence en 2005 dans le municipe de La Paz est associée à des conditions de vie *a priori* plus précaires que pour les cas de Milpa Alta et Tláhuac – alors proches du profil moyen, avec une situation plus épargnée pour Tláhuac. À proximité des correspondances des indicateurs de relative moindre précarité, Cuautitlán renvoie au profil du contexte résidentiel « de départ » le plus épargné par la pauvreté ainsi appréhendée.

Positions des municipes de destination des migrants intra-urbains
La projection des « contextes d'arrivée » doit questionner la supposée stabilité de cette structure socio-spatiale (figure 7.4.B, carte 7.1.B).
Les lieux de résidence actuels (2010) des migrants, projetés sur les caractéristiques des positions socio-résidentielles des personnes, renvoient à des schémas identiques et le gradient de pauvreté se retrouve et dessine des oppositions marquées entre les contextes résidentiels municipaux. Relativement à l'axe 1, les contextes les plus périphériques – le périurbain lointain des marges sud-est et nord – restent les plus proches des modalités renvoyant à des conditions de vie marquées par les faibles niveaux d'études et les bas revenus.
En revanche, on observe l'étirement des positions des municipalités à l'opposé de l'échelle de pauvreté, renvoyant à des proximités encore plus fortes que précédemment avec les ménages à hauts revenus, les logements en appartement, et les personnes diplômées du supérieur. On retrouve ici les trois délégations centrales : Cuauhtémoc, Miguel Hidalgo et Benito Juárez.
D'une manière générale, si les grandes lignes de division radioconcentriques et sectorielles se retrouvent sur les deux cartes, on observe aussi un resserrement des espaces métropolitains concernés par l'arrivée des migrants moins marqués par la pauvreté, globalement plus proches du centre et du péricentre occidental. D'un autre côté, par rapport aux partants, les arrivants plus marqués par la pauvreté se situent dans des contextes nombreux et diffus en périphérie septentrionale et orientale. Plus proches du profil moyen, se positionnent les contextes municipaux du nord de la ville (comme à Tecámac), puis des grandes municipalités populaires de l'est (Iztapalapa, Nezahualcóyotl).

Figure 7.4. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 sur les correspondances entre leurs caractéristiques socio-résidentielles (axes 1 et 2)



Carte 7.1. Les positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains en 2010 dans les contextes résidentiels municipaux de la ZMVM (coordonnées sur l'axe 1)



Comparaison des contextes
Entre les positions des municipes d'origine et de destination, une polarisation semble se dessiner. On remarque d'abord la compacité du nuage de points « municipes de destination » au niveau des correspondances entre les modalités renvoyant à une relative pauvreté (figure 7.4). La position d'un grand nombre de contextes résidentiels municipaux – d'arrivée, comme de départ – des migrants à proximité des indicateurs de pauvreté est marquante, en particulier face à des valeurs nettement opposées du côté des délégations centrales.
Cette tendance pourrait renvoyer à un différentiel susceptible d'accentuer les écarts entre les délégations selon que l'on observe les mobilités de départ et celles d'arrivée. Si les « arrivants » tendent à être relativement plus pauvres que les « partants » dans les contextes résidentiels déjà appréhendés comme « les plus pauvres » – sur l'axe 1 –, ils seraient relativement plus riches que les partants dans les contextes « les plus riches ». Dans ces derniers contextes en effet, les profils des personnes qui arrivent sont encore plus proches des associations des indicateurs de moindre pauvreté que ceux des personnes partantes. Autrement dit, alors que les émigrants de ces délégations sont déjà en moyenne les plus aisés de la métropole, les immigrants dans ces espaces le sont encore davantage[53].
Par ailleurs, la polarisation inverse est également perceptible sur l'axe de pauvreté. En effet, pour deux des municipes étudiés – Milpa Alta et La Paz –, les arrivants dans ces espaces affichent un profil nettement plus proche des associations des indicateurs de pauvreté que les partants – pourtant déjà plus pauvres qu'en moyenne dans la ville. Dans ces zones, la mobilité résidentielle semble donc vectrice d'une immigration de personnes souvent pauvres, voire plus pauvres que celles qui émigrent. Une telle tendance ne va pas dans le sens d'une amélioration des niveaux socio-économiques de ces contextes résidentiels par le biais de la mobilité, ni dans celui d'un éventuel « rééquilibrage métropolitain ».

Au final, pourrait-on ici lire l'esquisse d'un modèle de relégation des pauvres en périphérie et de concentration des riches au centre ? Ce processus serait-il exacerbé par la mobilité résidentielle récente ? La comparaison des migrants intégrant la dimension spatiale semble bien aller dans le sens d'une polarisation résidentielle accentuée par les mobilités entre d'un côté, des personnes toujours plus épargnées par la pauvreté se concentrant dans un centre-ouest circonscrit de la métropole et de l'autre, des migrants toujours plus pauvres se dirigeant davantage vers une périphérie orientale élargie.

Outre les deux extrêmes de cette échelle de pauvreté, on retrouve des situations contrastées autour du profil moyen. Si Cuautitlán et Tláhuac semblent être caractérisées par une immigration globalement plus pauvre que l'émigration – renvoyant à l'idée d'un filtrage du parc de logements et d'un renouvellement de la population dans la moyenne municipale –, d'autres contextes, plus centraux, connaissent une situation différente. En effet, les exemples des municipalités d'Iztapalapa, Nezahualcóyotl ou Xochimilco renvoient à des dynamiques d'ensemble inverses, où les immigrés seraient *a priori* moins pauvres que ceux qui émigrent.
Ce décalage entre le profil des arrivants et des partants pourrait témoigner d'un changement dans la configuration des schémas de mobilité vers et depuis ces espaces – qui renvoient dans l'ensemble aux périphéries populaires anciennement consolidées. Les processus à l'origine de

[53] Cette dynamique renvoie à la fois à l'expansion périphérique et à la centralité désirée par ces catégories, notamment autour des centres d'affaires et de direction, construits dans les années 1970-1980 vers Santa Fe. A partir de l'analyse de la *muestra* sur la période 1995-2000, E. Duhau [2003, p. 184] parle de « *tendance à la concentration* » des populations les plus aisées dans un espace défini – 11 délégations ou municipes, les zones les mieux desservies par les transports routiers. Les calculs de l'évolution de la ségrégation sur la période 1990-2005 pour les catégories supérieures vont dans le même sens [Sánchez Peña, 2012b]. Les classes aisées, plus mobiles, ont alors observé des mouvements entre centre, péricentre et « périphérie polarisée ».

l'arrivée des personnes globalement moins pauvres que l'ensemble du contexte témoignent d'évolutions des caractéristiques du marché immobilier d'une part, de l'ensemble des variables sociales, économiques et politiques relatives au contexte résidentiel d'autre part.

Même si la comparaison s'établit entre des positions socio-résidentielles appréhendées à la même date et relativement à une propriété de localisation résidentielle antérieure, certaines hypothèses précédemment émises se trouvent ici confortées. On retiendra donc de cette analyse la mise en lumière relative d'une polarisation sociale liée à la mobilité résidentielle, et par-là, d'une dynamique de filtrage ascendant du parc de logements existants. Ce filtrage serait vecteur du départ des catégories les moins pauvres pour les contextes résidentiels les plus riches – qui, quant à eux, connaîtraient le départ des catégories les plus pauvres.

L'observation de nos quatre terrains va dans ce sens : les municipalités étudiées renvoient systématiquement à des positions socio-résidentielles caractérisées par la pauvreté sur l'axe 1. Ainsi, à La Paz, que la municipalité soit un contexte résidentiel de départ ou d'arrivée, la pauvreté relative apparaît comme importante. Pour Milpa Alta, on constate un rapprochement d'une position révélant une plus grande pauvreté pour les « arrivants ». Cette tendance est encore plus forte pour Tláhuac et même Cuautitlán – où l'écart avec les « partants » est le plus important. Toutefois, on lira également pour ces deux derniers cas une plus grande proximité du profil sur l'axe 1 avec le logement en maisons et avec la propriété (figure 7.4).
Dans ces quatre municipalités, les contextes résidentiels actuels des personnes qui en sont partis sont donc globalement moins « marqués par la pauvreté » que pour les personnes qui s'y sont installées sur la période. En d'autres termes, les personnes qui sont parties de ces contextes vivent globalement dans de meilleures conditions de vie hors du municipe que les personnes qui sont venues y vivre. Ces conclusions vont dans le sens d'un filtrage impliquant un départ des populations disposant de davantage de ressources et l'arrivée d'autres aux ressources toujours relativement faibles[54].

De ces observations, on retiendra donc que les mobilités marquant les municipes étudiés révèlent premièrement un fonctionnement de filtrage. Ce filtrage tendrait à reproduire, par brassage de population aux niveaux de pauvreté proches, le peuplement actuel de municipalités comme Tláhuac, La Paz ou Milpa Alta sous la forme d'un peuplement populaire. Là, la mobilité résidentielle conduisant à l'arrivée de nouvelles populations ne signifierait pas pour autant une composition socio-économique en mutation, les arrivants restant toujours plus pauvres que les partants.
En revanche, dans d'autres cas, la mobilité résidentielle renverrait à un renouvellement de la population « par le haut » de l'échelle sociale, avec des arrivants « plus aisés » que les partants. Là, on pourrait observer la reproduction de dynamiques ségrégatives conduisant au départ des plus pauvres vers d'autres parties de la ville. Les schémas observés à Iztapalapa et Nezahualcóyotl semblent par exemple aller dans ce sens. Si cette hypothèse n'est pas démontrée par nos analyses – dont la portée dynamique et thématique relativement au suivi de la division sociale de l'espace est insuffisante et demande la plus grande prudence quant aux conclusions qu'il est possible d'en tirer –, elle n'en demeure pas moins une piste de réflexion pertinente pour aborder la maturation des anciennes périphéries populaires de la métropole par les dynamiques de mobilité résidentielle.

[54] Il est évidemment indispensable de rappeler que lorsque sont établies de pareilles comparaisons, sont occultées les mobilités sociales éventuelles des personnes concernées par ces trajectoires spatiales, puisque les populations sont comparées terme à terme par des caractéristiques appréhendées à la même date, et non par les caractéristiques aux deux dates. Cette exploration doit donc être considérée comme une première approche, de portée limitée.

La comparaison entre contextes de départ et d'arrivée, relativement aux caractéristiques des migrants, permet ainsi d'approcher les dynamiques de polarisation et de filtrage par la mobilité résidentielle. L'analyse au niveau des trajectoires inter-municipales, pour les quatre cas d'étude, va mettre en évidence toute leur complexité.

7.2.4.2. Trajectoires à l'échelle des quatre cas d'étude

On se propose ici d'analyser simultanément les trajectoires de départ et d'arrivée du point de vue des quatre cas d'étude. Les trajectoires sont abordées relativement au même référentiel que précédemment, à savoir les grandes composantes de différenciation des positions socio-résidentielles des migrants-intra-urbains de Mexico en 2010. On projette la propriété de localisation de ces migrants – leur contexte résidentiel en 2005 et 2010 – et on compare d'une part, les profils de trajectoires ainsi mis au jour pour chaque municipalité étudiée, d'autre part, les ressemblances et dissemblances entre les cas d'étude.

Tláhuac : la confirmation du filtrage, mais des trajectoires hétérogènes

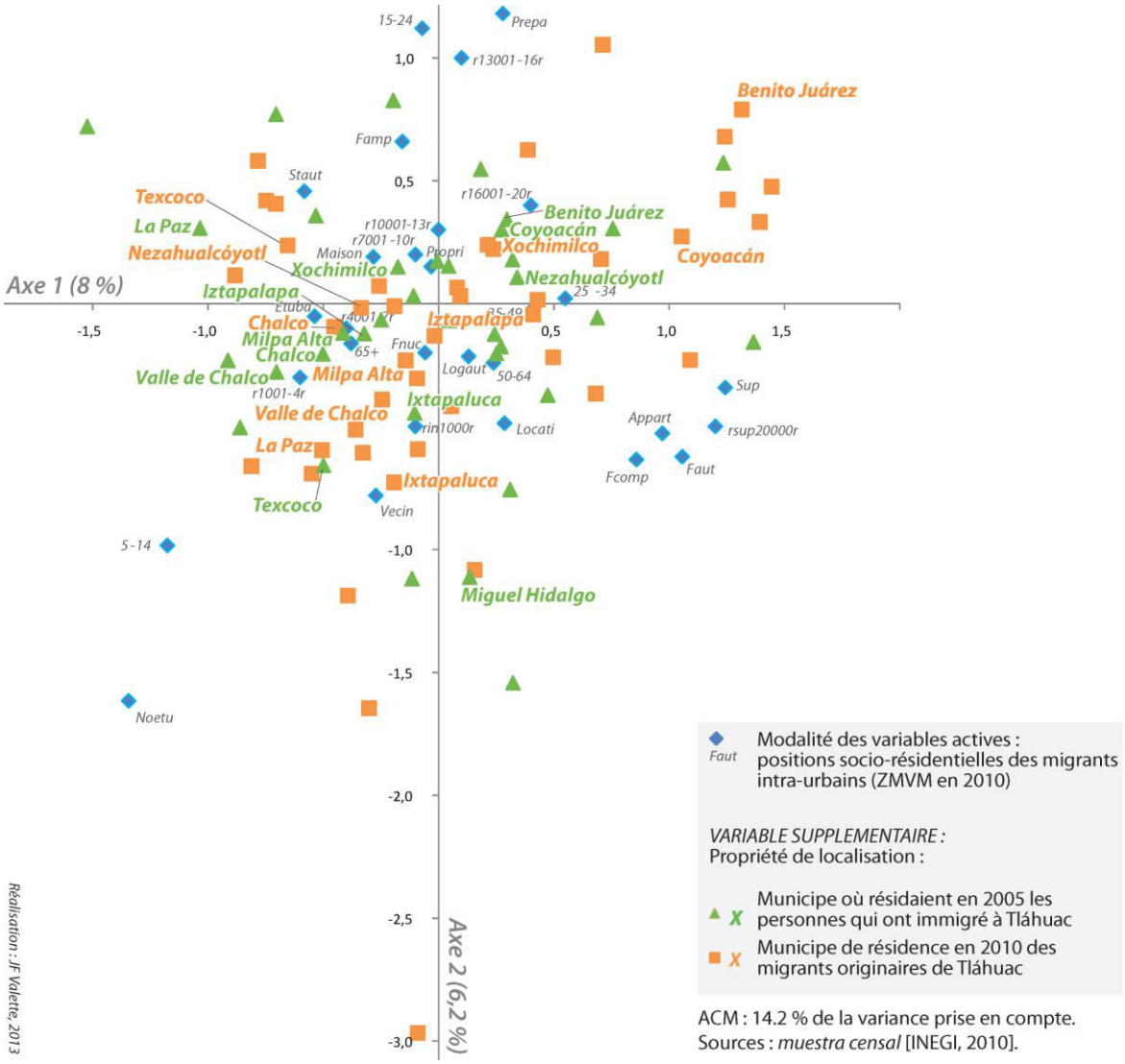
En suivant les positions des contextes résidentiels municipaux actuels ou précédents des migrants actuellement ou anciennement *tlahuaquenses,* on observe d'abord l'hétérogénéité sociale des trajectoires (figure 7.5). Globalement, les projections des liens inter-municipaux vers et depuis Tláhuac témoignent d'une structuration forte le long du gradient de pauvreté.

Relativement à l'axe 1, on retrouve la situation plus épargnée par la pauvreté de ceux qui partent de Tláhuac par rapport ceux qui y arrivent. Mais une distinction s'opère selon la trajectoire considérée. Ainsi, si l'on compare les trajectoires une à une, entre arrivées et départs, certains échanges inter-municipaux entre la délégation et les espaces voisins plus centraux vont dans le sens d'un filtrage : le départ de personnes moins pauvres renvoie dans le même temps au maintien de ceux qui ne peuvent pas mettre en adéquation projet et choix résidentiels du fait d'un manque de ressources.
Le constat des départs plus épargnés par la pauvreté que les arrivées peut se lire dans le cas des échanges entre Tláhuac et Iztapalapa ou Coyoacán par exemple, deux délégations péricentrales à l'ouest de Tláhuac. Dans ces deux délégations, résident en 2010 des migrants vivant en 2005 à Tláhuac et caractérisées par une moindre pauvreté par rapport à l'ensemble des migrants de la ville. Ainsi, du point de vue des départs de Tláhuac, on remarque que les changements résidentiels centripètes ou vers d'autres zones péricentrales concernent des personnes *a priori* moins caractérisées par une accumulation d'indicateurs de pauvreté. Seuls quelques profils de trajectoires vers des municipes de l'État de Mexico ne répondent pas à cette tendance : Nezahualcóyotl, plus au nord et un peu proche du centre, et Ixtapaluca, plus loin en périphérie orientale. Les départs de personnes pauvres depuis Tláhuac renvoient d'ailleurs quasi essentiellement à des trajectoires dirigées vers les municipalités populaires de l'est de la métropole, comprenant zones périurbaines – comme Texcoco – et banlieues plus densément peuplées – comme La Paz.

Du côté des arrivées, Tláhuac semble également polariser des changements résidentiels de personnes relativement épargnées par la pauvreté aujourd'hui, en provenance des municipalités plus centrales ou péricentrales de l'agglomération : Coyoacán, Nezahualcóyotl ou encore Benito Juárez. Pour les personnes ayant expérimenté ces trajectoires, la position actuelle sur une échelle de pauvreté est donc moins défavorable. Les mobilités résidentielles centrifuges à destination de la délégation contribuent donc à la concentration plus importante d'individus *a priori* épargnés par la pauvreté.

En revanche, malgré des positions proches du profil moyen, les trajectoires dirigées vers Tláhuac en provenance de Benito Juárez et Miguel Hidalgo témoignent d'une plus grande proximité sur l'axe 1 avec les indicateurs de pauvreté par rapport à l'ensemble des départs depuis ces délégations centrales – classiquement favorisées (figure 7.4.A) : ce constat renvoie à l'hypothèse d'une exclusion des plus pauvres de ces zones et leur « relégation » à Tláhuac.
Les arrivées de personnes pauvres renvoient aussi à une résidence antérieure dans des municipes de la marge interne populaire proche d'une part (La Paz, Valle de Chalco), dans le périurbain oriental lointain d'autre part. Ces trajectoires centripètes peuvent néanmoins renvoyer à des personnes moins pauvres que la moyenne de leurs contextes résidentiels de départ. Dans ce sens, Tláhuac pourrait constituer une étape résidentielle « promotionnelle », visant au rapprochement des centralités urbaines.

Figure 7.5. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Tláhuac sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2)



La comparaison des départs et des arrivées vers ou depuis les mêmes zones permet d'approcher le profil des échanges migratoires entre ces municipes et Tláhuac. Ainsi, on remarque le plus souvent des départs de personnes *a priori* moins pauvres que les arrivées pour la plupart des contextes en lien avec Tláhuac, comme pour Iztapalapa (avec qui les

échanges sont les plus importants), Coyoacán ou Valle de Chalco. La logique unique de transfert des pauvres des zones centrales vers la périphérie ne semble donc pas suffisante pour appréhender la complexité des schémas de mobilité résidentielle. On assiste alors pour ces cas-là à la confirmation du filtrage ascendant précédemment mis en évidence.

La distinction des trajectoires résidentielles centripètes et centrifuges à destination ou en provenance de Tláhuac s'inscrit en outre dans la division classique de l'espace urbain de Mexico. Les liens (dans les deux sens) avec les municipes de l'État de Mexico renvoient plus souvent à des profils plus pauvres que ceux avec les délégations du DF. Ainsi, arrivées comme départs – depuis ou vers la périphérie orientale de la ville – sont davantage associés à des marqueurs de pauvreté que lorsqu'il s'agit de trajectoires vers ou depuis les délégations centrales, comme Coyoacán ou Benito Juárez.

Ni seule relégation, ni seul écrémage, on observe alors dans le cas de Tláhuac à des combinaisons de profils de mobilité aboutissant à une dynamique diversifiée. Plusieurs tendances sont esquissées : le départ des « moins pauvres » vers Iztapalapa et le centre ; le départ des « plus pauvres » vers la plus grande périphérie ; l'arrivée des « pauvres » du centre et du périurbain ; mais aussi l'arrivée des « riches » du péricentre.

Milpa Alta : un filtrage plus complexe en périurbain

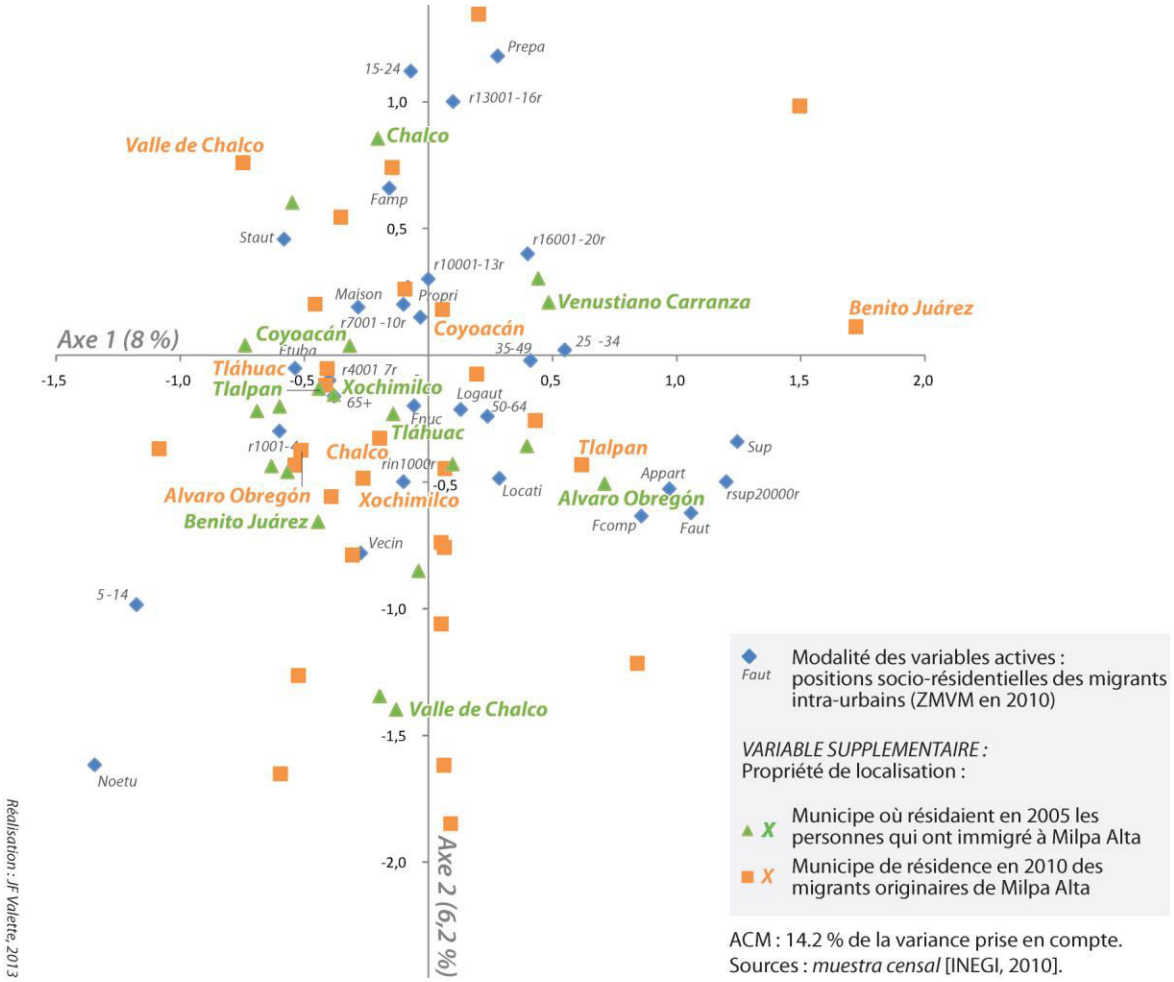
Globalement, dans le cas de Milpa Alta, relativement aux positionnements sur l'axe 1, les contextes résidentiels municipaux actuels et antérieurs des migrants, et en cela les trajectoires résidentielles de ces derniers, sont marqués par la pauvreté (figure 7.6). Le filtrage ascendant apparaît nettement, surtout dans lorsque l'on compare les échanges entre Milpa Alta et les délégations plus centrales du DF : Benito Juárez, Coyoacán, mais aussi Tlalpan. Dans ces cas-là, le différentiel de profils entre arrivants et partants est clair sur l'axe de pauvreté, les premiers étant plus touchés par la pauvreté que les seconds. Les trajectoires centripètes renvoient globalement à des profils de catégories supérieures par rapport à celles s'opérant vers des contextes périphériques (au départ ou à destination de Milpa Alta). En revanche, les trajectoires intra-périphériques, comme entre Milpa Alta et Xochimilco, Chalco ou Valle de Chalco, se distinguent davantage en termes de classes d'âge, de types de ménage et de niveaux d'étude, dans un contexte lui-même marqué par la pauvreté.

L'hypothèse du « périurbain choisi » formulée précédemment pour Milpa Alta montre ici ses limites. Seules les trajectoires en provenance d'Alvaro Obregón ou de Venustiano Carranza peuvent appuyer cette théorie[55]. Mais globalement, on retrouverait à Milpa Alta une configuration proche du schéma précédent : les échanges renverraient souvent à des situations de pauvreté pour les arrivées à destination de Milpa Alta, tandis que les trajectoires centripètes de départ afficheraient des profils plus épargnés. En revanche, ce filtrage s'avère plus complexe que celui observé dans la deuxième couronne (comme Tláhuac), notamment en raison du caractère périurbain du peuplement et du développement plus rapide du parc de logements.

[55] Un recul s'impose : les changements résidentiels entre ces zones concernent des stocks limités de population par rapport à l'ensemble. On peut néanmoins émettre des hypothèses quant aux configurations spécifiques possibles dans le cas de Milpa Alta. En effet, si la délégation est éloignée des centralités de l'agglomération, elle renvoie tout de même à une double localisation dans le DF et en périurbain. D'un côté, cette position peut faire l'objet de choix résidentiels dans la recherche d'une pareille configuration. D'un autre côté, cette double localisation peut aussi être synonyme de relégation pour ceux n'ayant pas les ressources nécessaires pour se maintenir dans les espaces plus centraux. En résumé, Milpa Alta pourrait donc à la fois constituer le « périurbain choisi » des catégories épargnées par la pauvreté résidant dans les contextes résidentiels populaires en cours de consolidation, et le « périurbain subi » des *defeños* pauvres exclus des zones centrales.

L'analyse des trajectoires par le prisme de la pauvreté des personnes à Milpa Alta doit avant tout interroger les départs et arrivées en provenance ou à destination de trois délégations principales : Tlalpan, Tláhuac et Xochimilco.
Pour le premier cas, les logiques précédemment mises au jour se retrouvent : les trajectoires centripètes (de Milpa Alta à Tlalpan) semblent renvoyer à des personnes plus épargnées par la pauvreté que pour celles ayant une trajectoire centrifuge (depuis Tlalpan).
À l'inverse, pour la seconde, la dynamique montre que les *Milpaltenses* allant résider à Tláhuac sont *a priori* plus pauvres que les *Tlahuaquenses* allant vivre à Milpa Alta. Cette configuration renvoie à un schéma de trajectoires centrifuges « choisies », opposées au rapprochement « subi » du centre.
Enfin, dans le cas de Xochimilco, la distinction entre arrivées et départs sur l'axe de pauvreté est plus limitée. Les personnes partant de Milpa Alta affichent un profil légèrement moins marqué par la pauvreté que ceux ayant connu une trajectoire centrifuge. Le schéma classique de trajectoires centrifuges plus marquées par des profils de pauvreté que les trajectoires centripètes est donc ici confirmé, mais aussi nuancé.

Figure 7.6. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Milpa Alta sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2)



Si des particularités ont pu être mises en évidence à Milpa Alta, les changements résidentiels majoritaires étayent l'hypothèse du filtrage centripète des populations plus aisées et le maintien sur place des personnes plus pauvres.

Cuautitlán : des mobilités résidentielles au profil moins marqué par la pauvreté

À Cuautitlán, les trajectoires résidentielles des migrants paraissent moins associées à la pauvreté que précédemment (figure 7.7).

Systématiquement, les positions des municipes de résidence en 2005 et en 2010 hors Cuautitlán sur l'axe 1 donnent à voir des échanges inter-municipaux qui vont dans le sens d'un filtrage ascendant : les partants vers un autre municipe ont un profil plus épargné par la pauvreté que ceux qui en viennent. On observe à Cuautitlán, comme dans les cas précédents, un schéma différenciant les trajectoires depuis/vers les municipes périphériques proches, et celles depuis/vers les délégations plus centrales du DF. On retrouve ainsi l'opposition entre le centre de Mexico et la périphérie orientale – en passant par les municipes de la deuxième couronne septentrionale et les municipes périurbains encore plus au nord.

Les trajectoires intra-périphériques de départ de Cuautitlán à destination des municipes du nord – où se concentrent les constructions massives de grands ensembles (Tultitlán, Tultepec, Melchor Ocampo) impliquant des standards de confort de vie en termes d'équipement et de connexion aux réseaux –, renvoient à un profil moyen des caractéristiques des migrants. Pour ces espaces, on observe même la proximité sur l'axe 1 avec les revenus les plus élevés (Tecámac). À ces trajectoires, on opposera un profil légèrement plus marqué par la pauvreté pour les départs vers les municipes septentrionaux plus périphériques (Coyotepec, Zumpango, Teoloyucán, Huehuetoca), et de plus en plus marqué par la pauvreté au fur et à mesure que l'on s'éloigne en périurbain (Nextlalpan).

Si les premières destinations peuvent renvoyer aux changements de résidence au sein ou à destination des grands ensembles de logements sociaux, les secondes, plus isolées, renverraient davantage à d'autres types de stratégies résidentielles – différentes de la recherche d'un duplex standardisé en accession[56]. On peut alors faire l'hypothèse de la poursuite de trajectoires centrifuges de personnes n'ayant pas les ressources suffisantes pour se maintenir dans le contexte *cuautitlanense,* et qui sont contraintes de se loger dans les espaces moins chers plus lointains[57]. Deux tendances sont sous-jacentes à cette hypothèse. La première renvoie à une profonde mutation des espaces résidentiels « classiques » du peuplement périphérique populaire, impliquant une hausse des valeurs foncières à Cuautitlán et une relégation des catégories pauvres plus loin en périphérie. D'autre part, ces mouvements s'inscriraient *a fortiori* au sein du parc de logements le plus à même de loger les catégories les plus pauvres, à savoir la colonie populaire.

Du point de vue des trajectoires à destination de Cuautitlán, un gradient le long du premier axe s'observe : à l'exception notable d'Azcapotzalco – délégation populaire industrielle du nord du DF –, plus le municipe d'origine est proche du centre, plus le profil se rapproche des tranches de revenus les plus élevées et des plus hauts niveaux d'étude. Mais globalement, rares sont les trajectoires d'immigrants très marquées par l'association d'indicateurs de pauvreté. Même pour les personnes qui partent des contextes résidentiels très périphériques du nord de la ville pour venir s'installer à Cuautitlán, le profil de pauvreté est moins marqué que pour les trajectoires inverses (au départ de Cuautitlán).

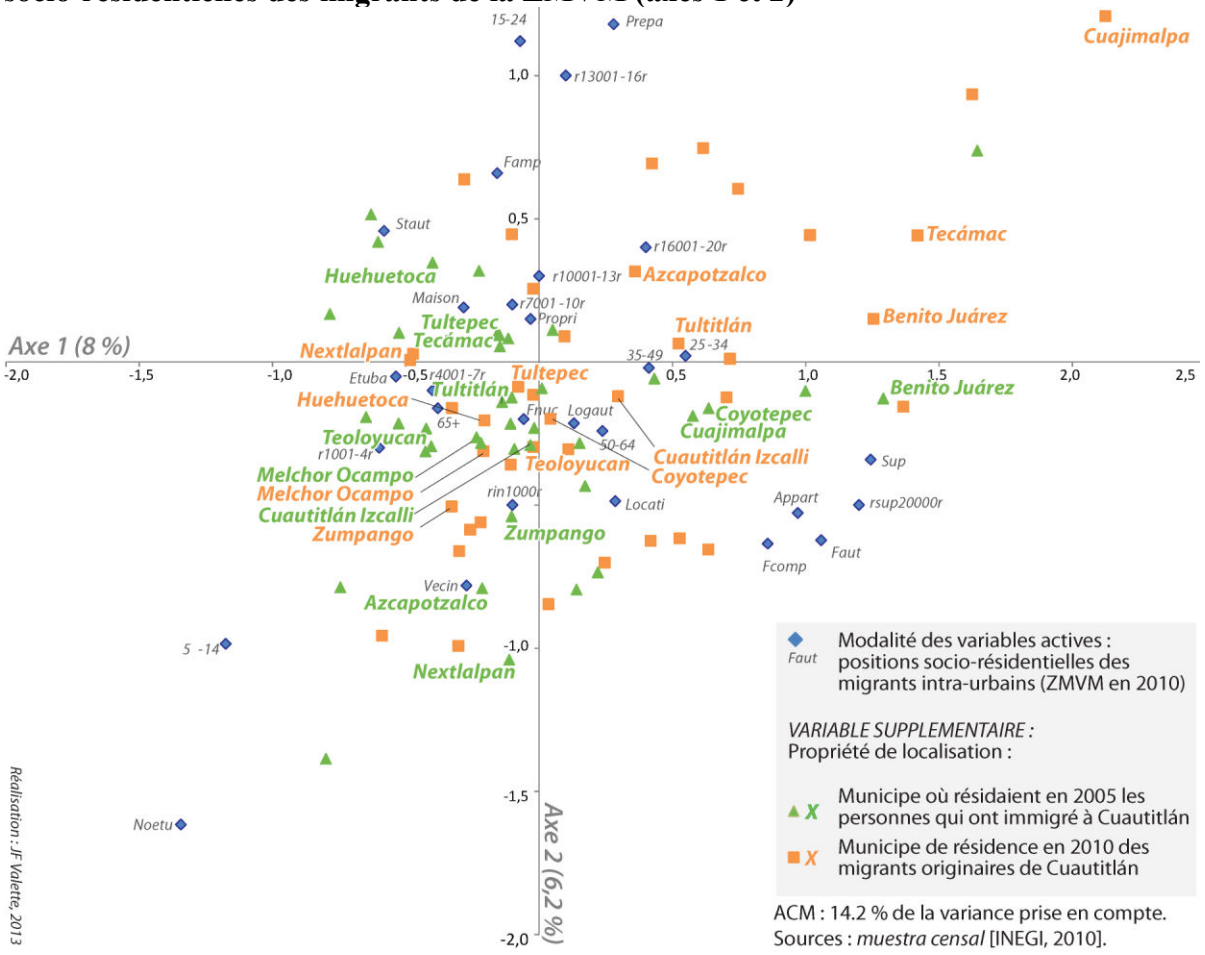
Ce constat renvoie d'une part au poids des changements résidentiels à destination du parc *cuautitlanense* de logements sociaux – impliquant le plus souvent des ménages *a priori* solvables, puisque bénéficiant d'un crédit immobilier –, d'autre part, à l'occultation partielle –

[56] S'il ne s'agit évidemment pas de la seule stratégie résidentielle à l'origine du peuplement des grands ensembles, cette configuration est celle prioritairement visée par les compagnies de construction.

[57] Cette hypothèse a notamment été éprouvée lors du travail empirique. Ce type de trajectoires résidentielles – dont l'origine et la destination renvoyaient à des colonies populaires – a ainsi été relevé à plusieurs reprises lors d'entretiens auprès des pionniers – parents de la génération obligée de partir (cf. chapitres 6 et 8).

du fait de son importance relative moindre – des trajectoires résidentielles de proximité visant le logement en colonie populaire. La première tendance s'associe à des migrations de personnes renvoyant à une (indéfinissable) classe moyenne (au regard de nos indicateurs), tandis que la seconde renvoie à des schémas de mobilité résidentielle dans un champ spatial restreint et concernant des catégories relativement pauvres (mais pas uniquement).
Dans un contexte pourtant dominé par les grands ensembles, on cerne ici l'intérêt de cette analyse dans l'approche de l'évolution du parc de logements en colonies populaires. De manière indirecte, on approche simultanément le caractère populaire et localement ancré des mobilités résidentielles dans ce type de peuplement.

Figure 7.7. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Cuautitlán sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2)



Que les trajectoires s'inscrivent dans des schémas centripètes ou centrifuges, les échanges migratoires entre Cuautitlán et les autres municipalités témoignent une nouvelle fois d'une dynamique de filtrage ascendant. L'arrivée ou le maintien dans le contexte résidentiel *cuautitlanense* implique une situation de moindre pauvreté par rapport aux cas précédents. Le phénomène est aussi lisible pour les trajectoires vers/depuis les périphéries marquées par la croissance récente des logements sociaux.
Ainsi, les mutations profondes du parc de logements semblent avoir contribué à un départ des plus aisés vers le centre de la ville, mais aussi en direction des autres municipes périphériques, où l'on retrouve également massivement ce type de peuplement – comme à Tecámac, Tultitlán ou Huehuetoca. Par ailleurs, on peut aussi émettre l'hypothèse de la formation d'un

schéma de filtrage par relégation des personnes relativement pauvres dans d'autres espaces, périphériques ou centraux, et par maintien de ceux dont les ressources le permettent.
Les schémas de mobilité résidentielle et l'influence des grands ensembles de logements sociaux contribuent au final à la mise en place d'échanges migratoires intra-urbains moins marqués par des indicateurs de pauvreté, mais tout de même différenciés. Cette différenciation éclaire probablement celle opérée par la production de logements dans ces municipes septentrionaux, renvoyant à des stratégies résidentielles et des ressources locales difficilement approchables à ces niveaux agrégés.

La Paz : le « transfert des pauvres » confirmé
L'observation des positions des contextes résidentiels actuels et/ou antérieurs des migrants partis ou venus à La Paz rend compte de trajectoires beaucoup plus marquées par les indicateurs de pauvreté que dans les cas précédents. Les dynamiques de filtrage y semblent également beaucoup moins nettes : les échanges inter-municipaux de migrants-intra-urbains ne révèlent pas des personnes « partantes » particulièrement plus épargnées par la pauvreté par rapport à celles qui arrivent (figure 7.8).
La tendance au filtrage s'observe néanmoins pour les trajectoires entre La Paz et les délégations du centre du DF : Cuauhtémoc et Iztacalco. Le différentiel est plus léger lorsque l'on compare les échanges migratoires avec les municipalités voisines de Nezahualcóyotl et Valle de Chalco par exemple. En revanche, pour une majorité de trajectoires, ceux qui partent de La Paz témoignent d'une situation de pauvreté relativement plus marquée que ceux qui y arrivent. Cette tendance s'observe pour les migrants en provenance et à destination d'Iztapalapa, de Texcoco, de Chimalhuacán ou de Chicoloapan, principales municipalités voisines de La Paz en dehors de Nezahualcóyotl.

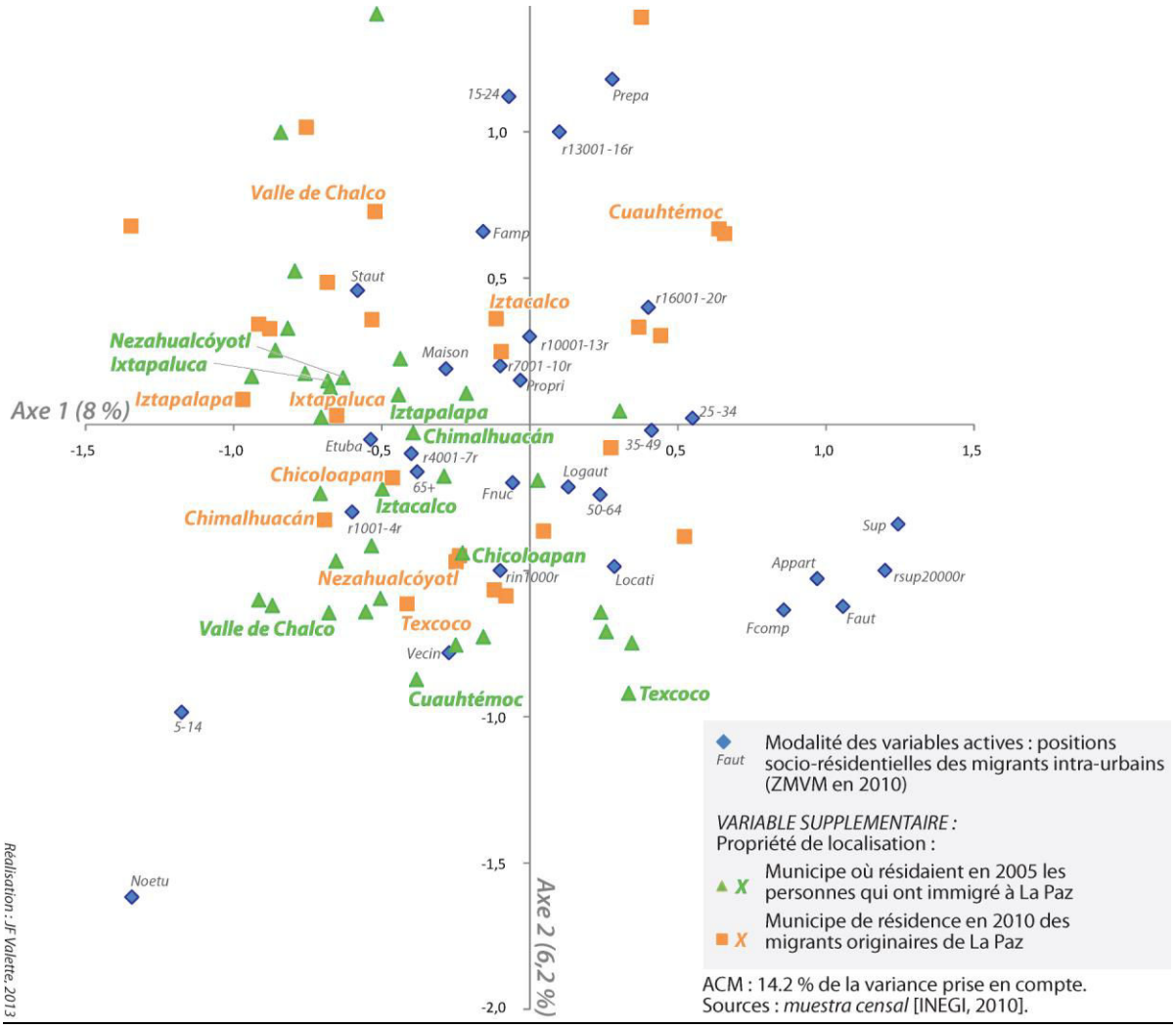
Au final à La Paz, aucun schéma clair ne semble se dégager et des trajectoires spécifiques perturbent une logique d'ensemble. D'un côté, les migrants au profil de forte pauvreté partant des délégations centrales et péricentrales pourraient se retrouver exclus de leur contexte résidentiel et contraints de venir résider dans le municipe plus périphérique et très populaire (dans l'ensemble) de La Paz. À l'inverse, les trajectoires résidentielles vers ces espaces pourraient concerner des *Pacenses* moins marqués par la pauvreté. L'observation des échanges de migrants entre La Paz et Nezahualcóyotl va par exemple dans ce sens. En revanche, pour Iztapalapa, cette logique n'est pas restituée sur l'axe 1, et le différentiel entre arrivants et partants semble davantage porter sur les niveaux d'éducation – plus faibles pour les partants que pour les arrivants.
Par ailleurs, pour les trajectoires à destination ou en provenance de municipes plus périphériques comme Chicoloapan, ou Ixtapaluca, le schéma n'est guère plus univoque. Dans le premier cas, les partants semblent plus marqués par la pauvreté que les arrivants, tandis que c'est l'inverse pour le second – configuration que l'on retrouve aussi pour Chimalhuacán.

Au final, il reste difficile d'établir une synthèse des profils sociaux des schémas de mobilités résidentielles à La Paz, même si l'on peut confirmer ici un dessin de « transferts » intra-périphériques de pauvres. Alors que le contexte résidentiel présente une certaine compacité, voire homogénéité, en termes de formes socio-spatiales de la pauvreté à l'échelon des quartiers (cf. chapitre 4), les trajectoires résidentielles inter-municipales font apparaître des articulations et des circulations complexes des populations dans le parc de logements municipal.
Ce constat laisse donc une marge importante dans l'interprétation et la qualification sociale des trajectoires dans ces espaces. D'un côté, La Paz semble accueillir les pauvres des grandes banlieues consolidées d'Iztapalapa et de Nezahualcóyotl, de l'autre, le contexte *pacense*

semble aussi « renvoyer » dans ces zones plus centrales des populations au profil également fortement marqué par la pauvreté.
Dans un sens comme dans l'autre, on pourrait évoquer un « écrémage » du parc de logements du fait des dynamiques de consolidation. Ces dernières conduiraient à une hausse des valeurs foncières, rendant le maintien dans la zone plus difficile pour des ménages en situation de ressources limitées, ainsi contraints de déployer des stratégies résidentielles complexes. Le filtrage des plus épargnés se ferait au profit des zones centrales, alors que la première couronne – et les trajectoires centripètes qu'elle implique depuis La Paz – renverrait davantage au logement des ménages plus pauvres.

Une meilleure compréhension des configurations sociales – mais aussi et surtout des variables des arbitrages gravitant autour des choix résidentiels – des personnes changeant de résidence dans le contexte *pacense* doit passer par une approche empirique des parcours résidentiels des individus.

Figure 7.8. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à La Paz sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2)



L'exploration des correspondances des modalités relatives aux positions socio-résidentielles des migrants a permis de révéler les grandes structures de la population ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à travers trois entrées essentielles : les ressources sociales, économiques, et les caractéristiques classiques de la situation résidentielle. Une des principales dimensions de la différenciation des migrants intra-urbains renvoie à ce que nous avons proposé d'appréhender comme une échelle relative de pauvreté. Une seconde oppose toutes choses égales par ailleurs les jeunes générations.
Sur ces structures de différenciations sociales, la dimension spatiale des changements de résidence a pu être lue et qualifiée. La projection à différentes échelles des lieux de résidence (de départ et d'arrivée, antérieurs et actuels) et en cela, des trajectoires résidentielles, a permis de saisir une dynamique de filtrage, inscrite dans les spécificités locales. Le profil social des trajectoires intra-urbaines a ainsi pu être approché.
De manière générale, on observe une différenciation entre les mobilités résidentielles centrifuges – davantage marquées par la pauvreté – et celles centripètes – relevant des catégories plus épargnées. Toutefois, dans le détail des schémas au départ ou à destination des municipalités étudiées, les profils s'avèrent particulièrement hétérogènes. Des dynamiques de filtrage liées aux différenciations inhérentes aux parcs de logements sont mises en lumière. On peut par exemple lire des choix résidentiels pour les plus aisés, mais aussi des processus de relégation et des stratégies complexes pour les plus pauvres.

Si les différenciations entre individus témoignent de la forte structuration de l'ensemble des migrants sur une échelle de pauvreté, la lecture de leurs localisations dans l'espace résidentiel reflète également une distinction importante en ces termes. Les grandes lignes de la division socio-spatiale urbaine de Mexico se retrouvent, que l'on se positionne au départ ou à l'arrivée d'une trajectoire migratoire.
Les profils des trajectoires elles-mêmes peuvent être approchés. Entre un centre destiné aux catégories plus aisées et un périurbain accueillant les migrants les plus pauvres, se positionnent les périphéries populaires. Celles-ci sont alors au carrefour des différents schémas et sont le lieu de l'articulation de stratégies de localisation complexes, difficilement appréhendables par les seules variables retenues d'une part, par les seules variables censitaires d'autre part.

Conclusion du chapitre 7

Globalement, la mobilité résidentielle participe au renouvellement de la population dans les colonies populaires et contribue à construire un « profil de maturation » de ces dernières. À l'échelon de l'individu migrant, la mobilité spatiale peut être vectrice de mobilité sociale – ascendante ou descendante –, même si les données disponibles n'ont pas permis d'étudier cette dimension ici. À l'échelon du contexte résidentiel, elle peut être simultanément vectrice d'homogénéisation ou d'hétérogénéisation sociale. La trajectoire individuelle peut donc être ascendante du point de vue des caractéristiques de l'espace résidentiel et s'inscrire dans un processus de polarisation sociale d'un espace. Elle peut aussi renvoyer à des processus d'exclusion – pour les individus n'ayant pas les ressources suffisantes pour se maintenir dans le contexte résidentiel –, ou encore de relégation. À ce titre, les trajectoires demandent à être appréhendées sous différents points de vue.
L'examen des relations entre propriétés spatiales et caractéristiques des positions socio-résidentielles des individus renvoie à une première approche des profils de trajectoires spatiales. La diversité des trajectoires vers et en provenance des municipalités étudiées dans

cette thèse a été mise en évidence, renvoyant en cela aux dimensions de renouvellement hétérogène des populations au sein du processus de maturation.

L'étude simultanée d'un ensemble de caractéristiques sociales des migrants intra-urbains renvoie à une principale distinction entre les individus tenant en premier lieu sur une échelle de pauvreté. Premièrement, les principales différenciations dans la mobilité résidentielle tiennent ainsi dans les ressources disponibles pour réaliser le changement de résidence. Deuxièmement, la véritable pertinence de cette différenciation est qu'elle se retrouve dans la structuration des espaces résidentiels des personnes et qu'elle permet de mettre au jour une relative polarisation socio-spatiale à l'échelle de la métropole.
Si cette différenciation par les conditions de vie se lit assez clairement dans l'espace – toutes proportions gardées quant au caractère synthétique des analyses statistiques menées sur l'ensemble des 1.2 million de migrants pris en compte –, on retiendra trois tendances majeures. D'abord, une distinction nette centre-périphérie est mise au jour, le centre renvoyant aux migrants les moins touchés par la pauvreté, et la périphérie aux plus défavorisés. Ensuite, une différenciation se lit également lorsque l'on observe les trajectoires : s'opposent alors les trajectoires centripètes associées aux catégories plus aisées d'un côté, les trajectoires centrifuges vers le périurbain lointain pour les plus pauvres de l'autre. Le modèle de retour au centre des plus riches et d'exclusion des plus pauvres en périphérie semble ainsi pertinent à l'échelle métropolitaine. Toutefois, ces analyses mettent aussi en évidence des trajectoires et des schémas de mobilité plus complexes et plus difficilement appréhendables en ces termes pour les municipes spécifiquement étudiés.

Nous avons mis en évidence un filtrage du parc de logements dans les municipes populaires de l'agglomération. Le renouvellement de la population par les mobilités résidentielles permet :

- aux personnes ayant des ressources suffisantes de changer de résidence en adéquation avec leurs choix, et donc de rechercher un contexte *a priori* plus favorisé ;
- aux personnes « pauvres » – mais « moins pauvres » que l'ensemble pour pouvoir tout de même engager un mouvement – de prendre leur place.

La diversité des profils de trajectoires – entre les municipes et en leur sein – est mise en lumière. On observe ainsi un filtrage couplé d'une exclusion des pauvres à Tláhuac. À Milpa Alta, c'est une immigration hétérogène qui est saisie, mêlant migrants originaires des périphéries pauvres, comme du périurbain du DF. Dans le nord à Cuautitlán, l'influence du parc de logements sociaux joue et éclaire la grande diversité des profils de trajectoires, différenciés selon le type de peuplement concerné. Enfin à La Paz, ressort un schéma de brassage complexe de populations pauvres. Dans ce dernier contexte en effet, on observe d'un côté, les arrivées des plus pauvres des « vieilles banlieues populaires » du péricentre et de la première couronne – comme des autres municipes périphériques. De l'autre, on fait l'hypothèse d'une émigration-exclusion des plus pauvres d'un marché où la hausse des valeurs foncières peut ne plus être en adéquation avec les ressources des nouvelles générations.

Cette hétérogénéité des schémas de mobilité résidentielle renvoie à une dimension originale dans l'approche de la maturation des contextes résidentiels. Les brassages pluriels de populations différentes renverraient alors à une diversification de la composition sociodémographique des résidents de ces espaces.

Que l'on évoque une qualification ascendante ou descendante des séquences résidentielles des individus, comme des contextes résidentiels dans lesquels celles-ci s'opèrent, c'est bien un

ensemble de mobilités différentielles qui est ici mis au jour. Or, comme le rappellent M.-H. Bacqué et J.-P. Lévy, « *c'est l'attraction de types localisés d'habitat sur des couches particulières de la population, elles-mêmes résidant dans d'autres parties de la ville, qui provoque la mobilité différentielle, c'est-à-dire le départ de certaines catégories et le maintien d'autres* » [2009, p. 326]. Différente d'une paupérisation ou, au contraire, d'un enrichissement des contextes résidentiels, les mécanismes du logement dans les quartiers populaires renvoient à un peuplement hétérogène, relevant à la fois de concentrations de pauvreté, comme de mosaïques socio-spatiales. Ce sont là autant de recompositions du peuplement qui participent à l'hypothèse d'une maturation.

Le croisement de propriétés et caractéristiques de migrants permet de qualifier même partiellement une trajectoire socio-spatiale, à partir du « point final » de la mobilité (2010). On a alors observé des liens entre des lieux, par les trajectoires qui relient les lieux entre eux. Or, il est aussi nécessaire d'interroger les itinéraires résidentiels auxquels ces lieux renvoient. Pour appréhender de manière longitudinale les mobilités et les ancrages, la démarche d'approche empirique des stratégies résidentielles et des itinéraires qu'ils induisent est alors essentielle. Les pistes éprouvées au sujet du suivi des itinéraires résidentiels [Dupont, Dureau, 1997 ; Bonvalet, Dureau, 2000 ; Dureau, 1999, 2000c, 2002] et des chaînes de vacances de logements [Lévy J-P, 1998] permettent d'explorer plus finement les trajectoires des migrants intra-urbains résidant dans les colonies populaires périphériques en cours de maturation.

Chapitre 8.

Mobilités et ancrages résidentiels

Analyse des itinéraires résidentiels dans les quartiers populaires périphériques

"*Llegamos en 84. Al principio, cuando venimos con mi mamá, nada más teníamos una casita de 20 metros cuadrados, hecha con láminas de madera y cartón. Ahora, toda mi familia vive aquí en la colonia. Nos quedamos aquí.*[1]" [Felix]

Felix est arrivé adolescent à Ampliación Jorge Jiménez Cantú à l'est de La Paz. En 2010, il y vit depuis 26 ans, désormais avec sa femme et ses jeunes enfants, dans une maison voisine de celle de sa mère, où il a grandi et d'où il a pu observer les changements de son quartier. Non seulement Felix est « resté ici », mais il s'y projette. C'est aussi le cas de la plupart des membres de sa famille. Son exemple, s'il n'est pas représentatif de l'ensemble des parcours résidentiels des habitants des quartiers populaires de la périphérie de Mexico, renvoie tout de même à des mécanismes d'un ancrage résidentiel certain. L'ancrage ne se construit donc pas ici sur l'attache à un seul *lieu*[2], ni au seul individu, mais dans l'articulation des lieux de résidence, à comprendre avec la dimension de l'entourage.
Au-delà de l'observation des champs spatio-temporels de la mobilité résidentielle et de l'amplitude de cette dernière au sein de la métropole (cf. chapitre 5.1), l'intérêt se porte ici sur l'analyse des itinéraires et des systèmes résidentiels des habitants des quartiers populaires de la périphérie de Mexico. Le point de vue alors choisi est celui de l'habitant et de son expérience du lieu, afin de mieux approcher la manière dont on assiste à une interpénétration des trajectoires des hommes et des espaces dans lesquels ils vivent. Il s'agit de mettre en évidence les liens entre mobilités résidentielles et ancrages, ainsi que d'observer les systèmes de lieux que ces processus activent (cf. chapitre 3).

L'objectif de ce chapitre est de comprendre la maturation des quartiers populaires à travers les expériences qu'en font les personnes qui pratiquent ces espaces – notamment du point de vue

[1] [« On est arrivés en 1984. Au début, quand on est venus avec ma mère, on avait juste une petite maison de 20m², faite de planches de bois et de carton. Maintenant, toute ma famille vit dans la colonie. On est restés ici »], Felix, 37 ans, 26 août 2010.

[2] La définition du *lieu* en géographie est éminemment dense, étant un « *concept central de la géographie humaine contemporaine* » [Entrikin, 2003, p. 557]. Nous précisons ici brièvement le sens dans lequel nous mobilisons ce concept dans ce chapitre : il s'agit d'abord de faire appel au sens premier du terme renvoyant à un espace délimité plus ponctuellement que l'espace résidentiel en général, le « *point singulier, identifiable et identifié, distinct des autres* » [Brunet *et al*, 1992, p. 274], la « *portion de territoire* » [Pumain *et al,* 2006, p. 163]. Mais la notion de lieu dans l'approche de l'ancrage renvoie également à l'*expérience* de l'espace par les hommes. J.-N. Entrikin développe notamment cette acception en insistant sur le processus de construction individuelle et collective par l'expérience localisée et la manière dont cette construction s'opère par le discours qui joint « *les éléments subjectifs et objectifs du lieu et de la communauté* » [2003, p. 557]. Les lieux font l'objet d'une expérience et, surtout, d'une qualification par ceux qui les expérimentent. Comme l'indiquent R. Brunet *et al,* « *les lieux n'ont aucun sens en eux-mêmes : ils n'ont que celui qu'on leur donne. Mais on leur en donne beaucoup* » [1992, p. 274].

de la résidence –, et d'analyser comment les individus et les groupes configurent leurs itinéraires résidentiels. Le prisme des mobilités résidentielles permet d'approcher l'ancrage comme *expérience* du lieu. Même si cette dernière ne saurait en théorie uniquement se limiter au filtre de la résidence, la manière dont les individus et les groupes *configurent*[3] leurs expériences résidentielles éclaire une dimension majeure de la construction des trajectoires des individus et des lieux.
Dans notre approche de la mobilité, il s'agit alors de s'intéresser aux *choix* et aux *stratégies* qui ont contribué à la résidence dans les quartiers ici analysés. Mais notre point de vue doit aussi prendre en compte la configuration *depuis* le logement dans lequel les individus sont installés, à savoir le choix que J-Y. Authier et J-P. Lévy considèrent comme « inévitable » : rester ou partir [2010, p. 123]. Les questions qui sous-tendent ce chapitre renvoient à ce double regard sur les habitants des espaces étudiés : qui sont ceux qui viennent résider, quels sont leurs profils ? Par ailleurs, qui sont ceux qui restent, ceux qui partent ? Comment ces choix se construisent-ils et évoluent-ils ?
Le terrain des colonies populaires périphériques relativement récentes renvoie, comme l'avait souligné C. Imbert au sujet des villes nouvelles franciliennes [2005], à une expérience résidentielle pionnière des individus. Ces lieux permettent en effet l'approche d'une expérience en construction – *a priori* à partir de « rien » – qui s'avère différente de celle observée dans les espaces urbains plus anciens. Dans ces derniers, le poids des représentations des espaces résidentiels comme de la *communauté* relève d'autres mécanismes et fait écho à des stratégies résidentielles spécifiques [Authier *et al*, 2001 ; Authier, Lévy, 2010].

Un ensemble de mécanismes à l'origine du contexte de mobilités résidentielles des colonies populaires en cours de maturation doit être mis en lumière. L'analyse porte sur les stratégies résidentielles – leurs *déterminants* et leurs *ressources* [Dansereau, Navez-Bouchanine, 2002] –, la spatialisation des mobilités et les systèmes de lieux et de mobilités qui s'y composent. On se propose d'examiner plusieurs hypothèses mises en évidence lors de l'analyse des trajectoires et précédemment contextualisées à l'échelle de la métropole (chapitre 7) :

- L'analyse des arbitrages relatifs aux choix résidentiels penche en faveur d'une mobilité résidentielle relativement corrélée à une mobilité sociale ascendante.
- En conséquence, le schéma de mobilité et d'ancrage dans les espaces populaires irait-il dans le sens « d'un maintien sur place des pauvres » ? En effet, après avoir observé au chapitre précédent que globalement, les individus ayant les ressources suffisantes pour engager une mobilité « partent », il est légitime de s'interroger sur l'hypothèse selon laquelle seuls les pauvres se maintiennent. Dès lors, l'ancrage pourrait aller dans le sens de la relégation et de la concentration des pauvres.
- Parmi les déterminants et les ressources au cœur des arbitrages et des choix résidentiels, les processus d'ancrage renouvellent l'intérêt à porter aux réseaux familiaux d'une part, à la diversité des pouvoirs – formels et informels – agissant sur les stratégies de localisation de la résidence, d'autre part.
- Ces configurations dans l'élaboration des choix résidentiels seraient responsables d'une proximité physique très importante des membres des familles.
- Dans le même temps, cette proximité varierait selon le contexte résidentiel, selon les combinaisons des dimensions socio-spatiales et politico-juridiques à l'origine des

[3] C. Imbert évoque en effet la notion de *configuration* pour dépasser l'approche de constitution du lieu par la seule résidence [2005, p. 61]. L'auteur remet en question le mythe des racines, fondé sur le fait de « résider quelque part », qui hisserait l'espace des villes nouvelles franciliennes en *lieux*. La *configuration* tiendrait compte du discours de construction des lieux, de l'expérience du lieu de résidence, mais aussi de l'expérience des autres lieux constitutifs de l'itinéraire résidentiel, alors particulièrement hétéroclite dans ce type d'espaces urbains pionniers.

peuplements pionniers, et selon l'environnement urbain dans lequel ces peuplements s'inscrivent.

Ces hypothèses, si elles restent à démontrer, contribuent à alimenter la réflexion sur la diversité des trajectoires des personnes, comme des espaces dans lesquels ces dernières résident.

Pour ce faire, il s'agit en premier lieu d'exploiter les données relatives aux biographies des personnes enquêtées au cours du travail de terrain. Cette manière compréhensive d'explorer les mobilités et ancrages résidentiels s'inscrit dans la démarche d'une plus grande précision, postérieure à la présentation du contexte de l'ensemble des migrations intra-urbaines. Le souci du détail est bien sûr largement dépassé par la recherche de l'articulation de plusieurs dimensions sociales, économiques, politiques, interagissant dans les systèmes résidentiels des personnes. L'apport tient dans l'approche de processus et non plus « d'instantanés », de prise en compte d'informations longitudinales, et non plus uniquement transversales. Le décryptage des mobilités résidentielles des habitants de quatre groupes de quartiers étudiés par ce moyen permet d'échapper à une lecture trop « déterministe ».

Un niveau d'information aussi fin nécessite toutefois une prudence certaine. Outre la taille et la nature des échantillons qui limitent les possibilités de généralisation, nous gardons également à l'esprit la remarque de J-C. Passeron quant au caractère « *exorbitant* » et à « *l'excès de sens et de cohérence inhérent à toute approche biographique* [1990, p. 4]. Il s'agit alors moins de démontrer des modèles de mobilités et d'ancrages que de dégager des grandes lignes qui contribuent à les appréhender dans leur diversité. C'est à ce titre que la prise en compte de processus complexes autour de la mobilité, notamment l'inscription dans l'histoire personnelle et familiale, est recherchée à travers l'analyse des itinéraires. Cette dernière permet de resituer les choix résidentiels dans des dynamiques plus larges « *pouvant inclure jusqu'à l'ensemble du parcours de vie »* [Grafmeyer, 2010, p. 51].

À partir du matériau empirique accumulé au cours de différents séjours de terrain entre 2009 et 2011, il s'agira d'explorer plus précisément les systèmes résidentiels, les parcours individuels et les stratégies des habitants, afin de proposer une réflexion sur les ancrages résidentiels. L'enjeu de l'exploration d'un tel matériau ne réside pas dans une analyse comparable à celles que l'on pourrait faire à partir d'échantillons représentatifs ; en revanche, la présentation des enquêtes permet d'une part de rendre compte du travail qualitatif réalisé dans cette thèse, d'autre part, de détecter quelques formes d'ancrages mises au jour.

Dans un premier temps, les variables des mobilités et des ancrages résidentiels seront étudiées afin d'analyser les stratégies résidentielles des habitants des colonies populaires. Il s'agira alors de s'interroger sur la signification du changement de résidence en « remontant le temps » de l'itinéraire. Dans un deuxième temps, les systèmes résidentiels en eux-mêmes feront l'objet d'un intérêt particulier : quels espaces sont concernés par les étapes résidentielles des habitants et sur quelles temporalités ? La conjugaison de ces dimensions devra permettre de poser les jalons d'une typologie des ancrages résidentiels observés.

8.1. Changement de résidence : trajectoires sociales, trajectoires spatiales

Évoquer la singularité de chaque parcours résidentiel relèverait du truisme. Pourtant, au sein de notre analyse, il nous faut expliquer convergences et divergences entre les logiques propres aux individus décidant de changer de résidence au sein ou vers des colonies populaires périphériques de Mexico.

D'abord, le travail empirique de terrain sera présenté afin de disposer d'un éventail de variables mobilisées pour appréhender les systèmes résidentiels des habitants des quartiers populaires. Ensuite, il faudra questionner la possibilité de dégager un ensemble de trajectoires-types.
Il s'agira alors d'interroger dans un premier temps l'arrivée dans la résidence actuelle, en la distinguant de l'arrivée dans le quartier. À quoi correspond ce choix et comment s'est-il opéré ? Par rapport à quelles contraintes, aspirations et ressources ? Renvoie-t-il à une inscription socio-spatiale particulière ? Dans un second temps, l'étape antérieure à cette installation devra être analysée avec précision. L'ultime mobilité résidentielle est-elle synonyme de mobilité de proximité ? Renvoie-t-elle également à une mobilité sociale ? Dans quel sens ? Par la suite, l'ensemble de l'itinéraire résidentiel sera exploré afin de mieux comprendre l'articulation des principales dimensions de changement de résidence à travers lesquelles s'esquissent des modèles et schémas de mobilité et de circulation.

8.1.1. Comprendre la résidence actuelle dans quatre quartiers populaires périphériques. Présentation des enquêtes de terrain : populations et logements

À la différence de l'approche quantitative, ce ne sont pas *a priori* les migrants intra-urbains qui ont fait l'objet de nos enquêtes. Celles-ci se sont déroulées au fil de l'arpentage du terrain et au gré des rencontres. En outre, la temporalité utilisée précédemment – changement de municipe de résidence entre 2005 et 2010 – n'est pas remobilisée. C'est bien sur la finesse des informations relatives aux itinéraires résidentiels que repose la richesse de ces enquêtes. Très récente ou ancienne, réalisée sur quelques dizaines de mètres ou sur plusieurs centaines de kilomètres, impliquant la famille ou la personne seule, la trajectoire résidentielle ainsi appréhendée s'inscrit dans toute la complexité des parcours de vie, des arbitrages, des ressources et des représentations de chacun.
Les échelles spatiales et temporelles de la mobilité se trouvent donc « libérées » des limites de l'approche des bases de données agrégées. Deux séries d'enquêtes ont été menées sur les quatre groupes de quartiers étudiés : E1 et E2 (chapitre 2.5, annexe III.1). Dans la première, 140 personnes ont été enquêtées, dont 65 de manière répétée, au travers d'entretiens semi-directifs longs : nous avons alors pu connaître de manière relativement satisfaisante, directement et indirectement, les informations décrivant 139 personnes[4]. Dans la seconde, 366 personnes, parents d'enfants scolarisés dans le quartier, ont été enquêtées au moyen d'un questionnaire rapide.
Nous présenterons dans un premier temps les populations et les logements enquêtés, puis les principales caractéristiques des itinéraires résidentiels ainsi appréhendés. L'exposé de nos résultats s'appuiera alors sur les approches déjà éprouvées de l'analyse des enquêtes biographiques [Dupont, Dureau, 1997 ; Authier *et al*, 2001] afin de dégager un ensemble d'indicateurs simples et informatifs sur les positions socio-résidentielles des personnes enquêtées.

L'objectif est ici de poser les grilles de lecture nécessaires des parcours résidentiels et aux interprétations qui peuvent en être faites. Les résultats relatifs aux populations enquêtées et à leurs logements – caractéristiques sociodémographiques et socio-résidentielles – feront l'objet d'une comparaison raisonnée entre les différents terrains étudiés. Nous avons veillé à disposer

[4] Les 139 personnes sont celles pour qui il a été possible de disposer d'une richesse d'informations suffisante – mais pas uniforme – quant au parcours de vie : caractéristiques de la personne, du logement, itinéraire résidentiel et module biographique. Même si le « remplissage » de la grille d'entretien n'est pas systématique, cet échantillon nous a permis d'explorer les mobilités et pratiques résidentielles des habitants des quatre zones.

d'un minimum de 80 sondages (quel qu'en soit le type) dans chacun des terrains. Le tableau 8.1 présente le dénombrement des personnes enquêtées selon le lieu de résidence d'une part, la méthode mobilisée d'autre part (annexe III.1). On constate toutefois que, si la couverture en questionnaires ou enquêtes longues a été assez importante dans les quartiers de La Paz, elle est bien moindre à Tláhuac (pour E2) et à Milpa Alta (pour E1) en raison d'une propension inégale des habitants et des institutions à participer aux enquêtes (voir chapitre 2).

Tableau 8.1. Répartition des enquêtes de terrain exploitables

Municipe	Colonie	Personnes enquêtées par E1	Personnes enquêtées par E2	Total
Cuautitlán	La Trinidad	2		*2*
	Lázaro Cárdenas	6	80	*86*
	Santa Maria Ixtacalco	9		*9*
	Tlaltepan	6		*6*
	Hors municipe	2		*2*
	Total	*25*	*80*	*105*
La Paz	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	20	51	*71*
	Carlos Hank González	2		*2*
	Jorge Jiménez Cantú	9		*9*
	Lomas San Sebastián	25	71	*96*
	Hors municipe	2		*2*
	Total	*58*	*122*	*180*
Milpa Alta	San Pablo Oztotepec	10	122	*132*
	San Pedro Atocpan	3		*3*
	Total	*13*	*122*	*135*
Tláhuac	Ampliación la Conchita	19		*19*
	Tempiluli	24	12	*36*
	Zapotitlán		30	*30*
	Total	*43*	*42*	*85*
TOTAUX		***139***	***366***	*505*

Sources : enquêtes personnelles E1 et E2

Les caractéristiques sociodémographiques des populations enquêtées

La population enquêtée sera présentée en fonction d'un ensemble classique d'indicateurs relatifs à sa composition démographique : classe d'âge, sexe, type de ménage, activité professionnelle du chef de ménage (annexe III.4.1). La description de l'échantillon ne doit bien sûr pas être appréhendée comme une base statistique représentative témoignant du profil sociodémographique des quatre quartiers (chapitres 4 et 7). Elle peut en revanche témoigner de l'hétérogénéité des acteurs présents. Cette hétérogénéité est alors suffisamment importante pour laisser apparaître des configurations-types.

- Jeunes ménages et anciens pionniers

L'enquête par questionnaire (E2) menée principalement auprès des écoles a été renseignée en priorité par une population jeune et féminine. Parmi les réponses exploitables relativement à l'âge de l'enquêté[5], une partie importante – 125 individus sur 366 – renvoie à la tranche des 25-34 ans.

Au sein des entretiens plus longs E1, la structure est différente. Ces entretiens ont été l'occasion de connaître les générations parfois plus anciennes au sein des quartiers étudiés, et

[5] En effet, ce questionnaire ayant été distribué dans les écoles, la réponse à l'identification de l'enquêté (e) est en partie inexploitable en raison du fort remplissage par les « primo-interrogés » eux-mêmes pour cette partie de la grille de questions, à savoir les écoliers. Les consignes délivrées, à l'écrit et à l'oral, et partagées avec les enseignants et les enfants, ainsi qu'un test préalable du questionnaire auprès des enfants de l'école Makarenko de La Paz, n'ont pas empêché les biais importants qui tendent à relativiser la portée heuristique des réponses.

dont le rapport à cet espace pouvait éventuellement – même si ce n'était pas toujours le cas – témoigner d'une profondeur plus importante. La classe des 35-49 ans est davantage représentée (55 entretiens sur 139), ainsi que celle des 50 ans et plus (34 personnes), dont la position résidentielle renvoie à davantage de stabilité. Ici, les hommes sont majoritaires : 86 contre 53 femmes.
Dans l'enquête E1, une majorité de personnes rencontrées renvoie à des ménages en famille élargie, avec une présence remarquable des logements où résident plusieurs foyers (jusqu'à 6). Les familles nucléaires sont moins nombreuses : un cas sur 4. Dans des cas plus rares, nous avons également rencontré des personnes seules, et des corésidents sans liens familiaux. La composition des ménages est plus difficilement cernée par nos enquêtes par questionnaires. La localisation des membres de la famille par rapport aux personnes résidant dans le logement permet d'approcher cette dimension.

- Structure socio-professionnelle : services, commerce, pluriactivité

Du côté de la composition socio-professionnelle des chefs de ménages enquêtés, on note dans les deux enquêtes la part importante de personnes ayant une activité plus ou moins régulière dans des métiers techniques et commerciaux. Par ailleurs, la pluriactivité – qui consiste à multiplier les sources de revenus – témoigne de la grande variété des stratégies d'insertion dans le marché du travail.
Plus précisément, l'activité des 294 chefs de ménages cernée par les enquêtes E2 se ventile de la manière suivante : dans le secteur des transports (9 %), du commerce (12 %) – renvoyant souvent au tissu commercial de petite taille dans les quartiers étudiés –, de l'industrie (13 %), des métiers techniques de service (20 %) – regroupant les métiers du bâtiment et de la réparation (mécanique, électricité, plomberie, ferronnerie, etc.) –, ou encore de la catégorie large des employés (22 %) (tableau III.4.7 en annexe III.4). Ces structures varient d'un cas d'étude à l'autre : les principaux secteurs se retrouvent partout, mais le commerce est beaucoup moins présent à Cuautitlán, comme celui de l'industrie à Tláhuac. Les agriculteurs sont représentés dans le cas *milpaltense* (10 %), alors qu'ils sont absents des autres contextes – ou peut-être occultés derrière la pluriactivité.
Chez les personnes plus longuement entretenues (E1), la répartition renvoie aux mêmes grandes tendances, avec sur 112 individus, la présence particulière de 12 retraités et 11 pluriactifs (tableau III.4.8).

Logement en maison et propriété, mais pas seulement

Au sein des questionnaires E2 visant les parents des enfants scolarisés dans le quartier, les réponses relatives au type de logement renvoient à la maison dans près des trois quarts des cas, à la chambre en maison[6] – dont la distinction provient éventuellement de la subdivision de la maison en plusieurs foyers – dans 24 % des cas, et au logement en appartement pour moins de 4 % des sondés. Cette dernière catégorie ne concerne que les cas de Cuautitlán et de Tláhuac (où ce logement renvoie respectivement à 12 et 8 % des cas).
Le statut d'occupation renvoie à une part dominante de la propriété, mais aussi à l'existence d'autres configurations (tableau III.4.11). Plus de la moitié des chefs de ménages sont propriétaires de leur logement – sauf dans le cas de Tláhuac. Le véritable apport de ce sondage tient dans la manière dont il fait ressortir des autres statuts : la propriété d'un autre

[6] Le logement en chambre (*cuarto*) renvoie à une figure complexe, pouvant faire écho à des configurations diverses, comme l'hébergement, la cohabitation, la (sous -) location, etc. L'intérêt de cette catégorie est qu'elle prend en compte le caractère résolument exigu du logement. Il peut s'agir pour une partie – au sein des enquêtes E2 – d'un biais du remplissage des étudiants – qui considèrent leur propre logement. En revanche, une quantité non négligeable de personnes de plus de 24 ans déclarent ce type de logement comme actuellement ou précédemment occupé, parmi un ensemble de possibilités (maison, appartement, chambre, autre).

membre du foyer, la location, l'occupation gratuite, ou encore d'autres possibilités. En particulier, la propriété par un autre membre du foyer renvoie le plus souvent à un statut résidentiel qui inscrit résolument le logement au sein des réseaux familiaux (familles élargies ou composées). Couplé à la propriété « directe », ce sont alors dans chacun des 4 quartiers, plus de 85 % des logements où les résidents sont propriétaires. Les locataires représentent 7 % de l'échantillon, les hébergés et occupants à titre gratuit 4 % (nombreux notamment dans le cas de Tláhuac) et d'autres types de statuts (1 %).

Les personnes propriétaires résidant dans des maisons sont également majoritaires dans le deuxième échantillon (E1). L'enquête au domicile a été l'occasion de caractériser le logement : dans un premier temps, nous avons identifié plusieurs grands « types » de ce qui est classiquement nommé « maison individuelle ».
Les maisons « peintes, de bonne qualité », témoignent d'un effort particulier – et donc de ressources disponibles *a priori* plus importantes pour réaliser ces travaux – de la part du promoteur et/ou du propriétaire. La peinture tranche avec le gris dominant des parpaings et témoigne d'un investissement dans l'apparence que doit rendre la construction[7]. La « bonne qualité » renvoie au matériau de construction (en dur pour les toits, les murs et les sols), à des efforts de construction (degré d'achèvement des travaux, particularité esthétique, vitrage) et à l'entretien qui en est fait. Ce profil de maison a été observé à La Paz et à Cuautitlán (26 cas).
On a identifié à l'inverse les maisons réalisées avec des matériaux précaires (toits, murs, sols) pour 13 personnes enquêtées, dont 11 à Tláhuac. La catégorie « de l'entre-deux » (« maison » dans nos enquêtes) renvoie à 70 entretiens.
Nos enquêtes longues ont permis de distinguer 4 statuts d'occupation : les propriétaires, majoritaires (89 individus), les locataires (4 cas où le marché locatif n'impliquait pas *a priori* de solidarités, mais une rente pour le propriétaire), les emprunteurs (1 cas de prêt enquêté) et les hébergés (30 individus) – qui regroupent un ensemble de configurations complexes des réseaux familiaux[8] à comprendre au cas par cas : membres de la famille directe « arrimés » (chapitre 7) ; membres de la famille éloignée ; amis de la famille, etc. L'hébergement ne renvoie pas ici directement au paiement d'un loyer (même s'il existe), mais davantage à un ensemble d'entraides et de participations au fonctionnement collectif du logement. Les enquêtés se sont rarement présentés comme s'acquittant d'un loyer, mais davantage comme « vivant chez un tiers ».

Conditions de logement en 2010-2011 : différentiels de précarité
Les entretiens ont également permis d'approcher finement les conditions de logements des personnes enquêtées afin de mieux cerner leur position résidentielle actuelle (annexe III.4.2). Nous avons exploré un ensemble de caractéristiques relatives à la construction, mais aussi à la connexion aux réseaux – eau, électricité, transports –, ainsi qu'à l'environnement direct.

- <u>Le bâti</u>

Sans surprise, la production de logements analysée dans ces quartiers renvoie à des constructions récentes (photos 8.1 à 8.10). Chez les personnes interrogées, la majorité des travaux liés à la construction du logement dans le quartier date d'après 1990 : 85 individus, dont 26 dans la décennie 1990 et 59 pour les années 2000. Pour les autres, la construction a été amorcée antérieurement : 25 pour la décennie 1980 (photos 8.6 et 8.7), et 13 avant

[7] À ce titre, rares sont les maisons entièrement peintes. La plupart du temps, la façade constitue la première étape du processus de soin esthétique accordé à la construction, en ce qu'elle est la partie la plus visible de l'espace public. La peinture permet la distinction, pour des raisons pratiques et symboliques, du reste du voisinage. Elle peut constituer également un élément de la stratégie de visibilité et de *merchandising* (technique publicitaire et promotionnelle) lorsqu'un petit commerce occupe une partie du rez-de-chaussée de la construction par exemple.
[8] Sur 122 personnes, 118 sont propriétaires ou ont un lien de parenté direct avec le propriétaire du logement.

(photo 8.8). Aujourd'hui, ces logements sont très souvent en travaux, du moins non terminés : seules 61 constructions sont achevées (photos 8.6 à 8.10), contre 47 en chantier ou toujours inachevées (photos 8.1 à 8.5 et 8.11 à 8.15).
Cette observation va de pair avec la question – causale – du paiement des logements (traites). Seuls 41 propriétaires enquêtés ont achevé le paiement de la construction – les autres étant soit non concernés directement par le paiement du fait de leur statut, soit en cours de paiement.

Photographies 8.1 à 8.16. Conditions de logement marquées par la précarité

Photo 8.1.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2010.
Fondations de maisons en construction au sein d'un "projet de logement" pour de nouveaux acquéreurs, résidant encore ailleurs.

Photo 8.2.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2010.
Maison de fortune occupée depuis 2009 : murs en planches, tôles et matériaux de récupération, toit en tôles. Logement provisoire permettant d'attester de l'occupation et de la surveillance de la parcelle sur laquelle les travaux de la maison en dur sont à peine commencés l'année suivante (2011).

Photo 8.3.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2010.
Logement, commerce et atelier agricole de Monsieur DS., arrivé en 2000. Construction sur un seul niveau en 2010, mais élévations prévue : murs en parpaings et chapes en béton. Murs de façade peints.

Photo 8.4.
Tempiluli, Tláhuac, District Fédéral, 2011.
Rue et logement (à droite) de Madame R., arrivée en 2005. Maison en construction en 2011 : murs en parpaings posés, salon-cuisine abrité par des bâches, salle de bain en tôles, et chambres en cours d'être couvertes par un toit en béton.

Photo 8.5.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2011.
Grande maison bleue à 4 niveaux en location, jouxtant des parcelles en cours de lotissement. A droite, présence de maisons au premier niveau construit en dur. En face, construction entourée d'une haute enceinte. Mais aussi, présence de barraquements de fortune - pour le gardiennage des parcelles (chien de garde) - construits en matériaux de récupération .

Photo 8.6.
Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, E. de México, 2011.
Maison de la famille C., dont les premiers membres sont arrivés en 1988 dans le quartier. En 2011, la maison est achevée et en partie peinte : elle est construite sur 2 niveaux et est composée d'une cuisine-salle à manger, un salon, 4 chambres, un patio, et un local commercial.

Photo 8.7.
Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, E. de México, 2011.
Maison de la famille B., arrivée en 1984 dans le quartier. Après des premiers temps de résidence dans des conditions très difficiles, en 2011, construction quasi achevée. Maison peinte avec patio, 3 niveaux en dur, plusieurs chambres et salons.

Photo 8.8.
Tlaltepan, Cuautitlán, Etat de México, 2011.
Maison de la famille R., originaire du village. Maison de naissance du chef de famille (1968). En 2011, construction achevée sur 2 niveaux en dur, plusieurs chambres et salons, éléments de décoration témoi--gnant de l'ancienneté de la préoccupation esthétique pour le logement.

Photo 8.9.
Tlaxculpas, Cuautitlán, Etat de México, 2011.
Très grande maison récente (2009) d'un propriétaire originaire du DF. Construction achevée de 3 niveaux en matériaux de qualité, et efforts de protection de l'extérieur (murs élevés et 3 niveaux de barbelés)

Photo 8.10.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2011.
Immeuble d'appartements récent (2009) avec locaux commerciaux inoccupés. Construction achevée de 3 niveaux avec peinture.

Photo 8.11.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF, 2010.
Jeune maman promenant son enfant en poussette dans son quartier. Entre absence de trottoirs, de système d'évacuation des eaux (usées et pluviales), d'enrobé pour la circulation, et de réseau électrique sûr, les réseaux urbains sont particulièrement déficients dans cette colonie en 2010-2011.

Photo 8.12.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF, 2011.
Réseaux électriques légaux et pirates : le transformateur et le réseau avec pylônes en béton alimentent le nord de la colonie, tandis que les câbles précaires alimentent une à une les maisons du sud. Malgré l'apparence de précarité, les câblages ont été entièrement refaits début 2011.

Photo 8.13.
Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF, 2010.
Connexions illicites au réseau public d'eau par greffe de vannes sur les canalisations et transport par tuyaux d'arrosage. Problèmes de coupures et de confilts avec les voisins qui payent l'eau. Approvi--sionnement insuffisant et fragile. Sur les toits, présence de "tanques", réservoirs noirs pour stocker l'eau.

Photo 8.14.
Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México, 2011.
Pipas : camions-citernes qui approvisionnent les zones déconnec--tées du réseau d'eau public. Leur desserte peut être l'oeuvre de la municipalité, mais surtout d'entreprises privées qui revendent l'eau à des prix très élevés.

Photo 8.15.
Parajes Sur, San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF, 2010.
Bidons pour stocker l'eau à un "arrêt pipas", où le camion-citerne les remplira.

Photo 8.16.
Tempiluli, Tláhuac, DF, 2010.
Travaux de terrassement et de nivellement d'une rue par apports de gravats et de terre.

La construction du logement en parpaings est majoritaire : sur 116 entretiens à l'intérieur ou devant le logement des personnes, 111 renvoyaient à une construction en parpaings et ciment, au moins pour les murs. Seulement une enquête s'est déroulée au sein d'un logement uniquement construit en matériaux de récupération (murs, toits). Si la base de la maison est très souvent en dur, les sols et les toitures révèlent, quant à elles, des ressources insuffisantes pour la construction intégrale directe en matériaux pérennes. Dans 16 cas, le logement était recouvert par un toit en tôles, ou bâches plastiques tenues par des planches de palettes (comme sur la photo 8.2). En revanche, dans 51 cas, le logement renvoyait, malgré un caractère inachevé, à un investissement certain et souvent long, dans l'effort d'amélioration de l'habitat (comme pour les photos 8.3 et 8.4).
Quant à la verticalisation du bâti, progressive à partir d'une construction qui repose sur des fondations en dur, elle concerne une part importante des logements analysés : 56 individus résidaient dans des logements sur 2 niveaux (photo 8.6 à 8.8), et 17 dans des constructions à 3 niveaux (photos 8.5, 8.9 et 8.10).

Enfin, notre enquête nous a permis d'appréhender les acteurs de la production : ceux qui construisent. On s'intéresse alors à la question de l'autoproduction dans ces quartiers : y observe-t-on le modèle dominant de l'autoconstruction esquissé aux chapitres 2 et 7 ? Sur l'échantillon enquêté, les observations vont dans ce sens. Rares sont les cas de construction sur commande par une société (25 personnes). À l'inverse, seuls 20 entretiens renvoient à une autoconstruction « pure », impliquant la seule intervention du propriétaire et de la famille nucléaire. Dans les autres cas, la production populaire révèle majoritairement une production où s'imbriquent l'autoconstruction et l'aide de tiers – maçons, qu'ils travaillent au nom d'une entreprise ou non.

Au-delà de la pluralité des situations rencontrées d'une part, un modèle dominant apparaît : le logement dans des constructions récentes, souvent sur au moins 2 niveaux, encore en chantier, mais dont les bases renvoient à une construction en dur. Ce modèle mêle principalement autoproduction et intervention de tiers. Malgré un contexte bien sûr résolument marqué par la pauvreté, ces éléments renvoient à une dynamique de production urbaine impliquant la mobilisation relativement « rapide » de ressources pour une construction pérenne.

- <u>Les réseaux urbains</u>

La connexion au réseau électrique est le plus souvent assurée, même de manière médiocre (chapitre 6). Toutefois, 22 personnes interrogées ne disposaient que d'une connexion électrique trop faible, voire inexistante : ces cas témoignent de la grande précarité potentielle de l'installation dans ces quartiers, observée notamment à Tláhuac et à La Paz (photos 8.11 à 8.14).
La connexion aux transports en commun révèle une très bonne desserte des enquêtés par les compagnies de bus, microbus et *combis* (chapitre 5). 99 enquêtés sont ainsi localisés à moins de 5 minutes du passage (régulier) d'un moyen de transport, et seulement 26 personnes en sont plus éloignées. Il n'en reste pas moins que les infrastructures routières sont assez souvent défaillantes, en termes d'enrobé (photos 8.1 à 8.4 et 8.9 à 8.16) : dans 70 cas, la voirie devant le logement est en terre battue ou gravas – notamment à Tláhuac et à La Paz –, contre 62 cas où l'on dispose d'un accès bétonné ou goudronné (photos 8.6 à 8.8).
Enfin, l'accès à l'approvisionnement en eau est une question particulièrement sensible (photos 8.13 à 8.15). Comme l'analyse des formes socio-spatiales de la pauvreté au niveau des îlots en témoignait (chapitre 4), la connexion au réseau d'eau est globalement faible dans les quartiers étudiés et elle repose sur des configurations complexes. Pour 62 interrogés, le logement est connecté au réseau public d'eau courante. Pour les autres, la connexion est

insuffisante, voire inexistante. À Tláhuac par exemple, si une partie des enquêtés est connectée illégalement ou de manière inadéquate au réseau public, c'est davantage l'approvisionnement par le passage des *pipas* (camions-citernes) qui assure le minimum de service comme à Milpa Alta et à La Paz (photos 8.14 et 8.15). Le passage hebdomadaire ou quotidien des camions permet aux habitants de remplir le *tanque* (le réservoir – souvent noir – d'eau, que l'on voit systématiquement sur le toit des maisons) afin de stocker l'eau pour plusieurs jours (photo 8.13).

- Le contexte du logement

L'analyse de l'environnement direct ou du voisinage passe par un regard sur le statut foncier – et l'épineuse question de la possession de titres de propriété pour le logement –, sur la morphologie urbaine globale de l'îlot dans lequel se trouve la résidence de l'enquêté, ainsi qu'en son sein, sur la fonctionnalisation économique éventuelle d'une partie de la construction.

Les entretiens longs – qui avaient contribué à l'analyse globale du contexte politico-juridique (chapitre 6) — renvoient aux schémas mis en lumière précédemment quant au statut du sol urbain. 75 personnes résident sur un terrain dont le statut est social : 62 d'entre elles résident dans une construction réalisée sur des zones *ejidales*, et 13 (à Milpa Alta) sur des zones *comunales*. Enfin, 51 enquêtés résidaient sur des terrains dont le statut relevait de la propriété privée – ces derniers renvoyant à des espaces plus restreints dans nos terrains d'étude.
Dans ce contexte, la probabilité d'inconformité urbanistique et foncière est très élevée. En effet, sur 106 personnes ayant répondu à nos questions, 60 ne disposaient pas de titres de propriété de leur logement en 2010-2011 (tableau III.4.24A).

En portant un regard global sur un ensemble de critères morphologiques de l'îlot et en confrontant différents entretiens et arpentages des zones, nous souhaitions différencier les contextes relevant d'une consolidation – plus ou moins aboutie –, ceux étant toujours *a priori* très marqués par les stigmates de la pauvreté, et enfin ceux paraissant avoir subi une trajectoire descendante[9]. À partir de l'observation de la qualité du bâti et de la connexion aux réseaux, nous avons déterminé quatre profils exploratoires de paysages urbains : les îlots ont pu être considérés comme « bien consolidés », (plus ou moins) « consolidés », « en travaux de consolidation », ou « non consolidé », configurations auxquelles nous avons ajouté un îlot « dégradé ». Au sein de nos enquêtes, nous avons donc rencontré 62 personnes résidant dans un contexte consolidé, voire bien consolidé (par exemple sur les photos 8.6 à 8.8), 42 dans des contextes en travaux (photos 8.1, 8.3 ou 8.15 par exemple), et 32 dans des contextes non consolidés, dont 24 à Tláhuac (comme sur la photo 8.13).

Enfin, une partie non négligeable des enquêtés utilise leur résidence – ou une partie – pour l'exercice d'une fonction économique. Celle-ci révèle une grande diversité au sein des quartiers, et entre les quartiers étudiés. On remarque par exemple que 36 enquêtés tiennent un petit commerce (vêtements, aliments d'épicerie – *abarrotes, miscelánea* – matériels divers,

[9] Ce dernier cas de figure a pu être observé une seule fois, à La Paz, dans un contexte où le manque d'entretien et la malveillance avaient conduit une rue – ayant pourtant connu des marques de consolidation antérieures selon les enquêtés – à adopter un aspect dégradé. À titre d'exemple, les tags et l'abandon relatif de l'immeuble sur la photo 8.10 témoignent d'une des formes de trajectoires descendantes expérimentées par certains espaces ; plusieurs appartements étant occupés par des fonctionnaires municipaux selon les témoignages des voisins, on pourrait également lire en ces dégradations volontaires des signes de défiance vis-à-vis des réseaux clientélistes locaux.

cyber, etc.)[10], notamment dans le cas de La Paz (photos 8.3, 8.6 et 8.10), ou encore que 7 d'entre eux exercent une activité agricole sur leur parcelle (notamment à Milpa Alta).

Combinées aux caractéristiques sociodémographiques, les données sur la résidence nous permettent d'approcher les positions socio-résidentielles des personnes dans leur diversité. L'interprétation des étapes résidentielles des habitants peut alors se faire à la lumière conjointe des biographies personnelles et des évolutions des contextes dans lesquels ils ont résidé et résident actuellement.

8.1.2. L'arrivée au croisement de différentes étapes

L'objectif est ici de situer la position résidentielle des habitants lors des enquêtes menées en 2010-2011. Il faut dans un premier temps questionner les indicateurs qui permettent d'apprécier une telle position et replacer cette dernière au sein d'une partie de l'histoire de vie. La dimension longitudinale privilégiée par cette méthode revient à interroger les habitants sur les situations résidentielles antérieures à celle qu'ils vivent aujourd'hui, quelle que soit l'ancienneté de cette situation[11].
On s'intéressera d'abord à la durée d'établissement des personnes dans leur logement actuel, mais aussi aux conditions d'acquisition de ce dernier. La présentation des conditions initiales de logement dans cette « dernière étape »[12] sera également saisie.

- La durée d'établissement dans le logement

Une première étape passe par la compréhension de la durée de l'installation des personnes, autrement dit le caractère ancien ou récent de la résidence. L'ancienneté d'installation s'appréhende à deux échelles : celle du quartier, donc de l'ensemble du contexte résidentiel ; et celle du logement en lui-même[13]. De la première, vont découler les questions relatives aux rapports des individus à leur « quartier » [Authier, 2001], tandis que de la seconde, celles relatives aux « sociabilités liées au logement » [Grafmeyer, 2001]. Ces étapes doivent être analysées selon les quartiers étudiés d'une part, l'âge des enquêtés d'autre part[14].

Parmi les personnes enquêtées, celles dont l'installation dans le quartier est récente sont les plus nombreuses : ainsi, sur les 117 entretiens, 64 personnes sont arrivées dans la dernière

[10] Pour une étude spécifique du lien entre espace résidentiel et espace commercial dans des quartiers populaires au Mexique, on se reportera entre autres sur le mémoire d'A. François [2013] à Xalapa, Veracruz. L'auteure analyse la transformation de la production résidentielle en *tienditas* (petits commerces de proximité), ainsi que le poids joué par ces activités au sein de la pluriactivité des ménages – expliquant également en partie la durée de vie variable et souvent limitée des petites entreprises de ce type.

[11] Nous nous sommes intéressés ici aux situations où il y a eu une mobilité résidentielle. Toutefois, nous restons conscient que l'appréciation de l'évolution et du changement de position socio-résidentielle n'implique pas forcément le mouvement dans l'espace : on peut en effet voir sa situation résidentielle changer sans pour autant changer de résidence. Toutefois, la focalisation sur des épisodes de mobilité spatiale peut souvent renvoyer à des « sauts qualitatifs » importants dans la position et l'itinéraire résidentiels.

[12] Au moment des enquêtes, mais il est nécessaire de rappeler qu'il ne s'agit que d'une photographie valable à un instant t.

[13] Il faut également signaler la possible – et récurrente – différence entre la date d'arrivée sur le terrain où est construit le logement – souvent la date d'acquisition lorsqu'il s'agit d'un achat – et la date d'emménagement. La seconde implique logiquement un délai dans les cas où le lot est acquis seul et où l'autoconstruction – ou construction sur commande – est postérieure à l'achat du terrain.

[14] Si l'enquête par questionnaire E2 s'est cantonnée à demander aux personnes la date d'arrivée dans le quartier (question n° 8, annexe III.1.2) – les situations antérieures étant abordées en question n° 10 –, nous demandions lors des entretiens avec les habitants (E1) de différencier la date d'arrivée dans le quartier de celle d'emménagement dans la maison (questions n° 33-34, annexe III.1.1).

décennie, 28 dans les années 1990, 12 dans les années 1980 et 13 personnes résidaient dans leur quartier depuis plus de 30 ans (tableau III.4.27). Par ailleurs, 8 personnes ont déclaré avoir toujours vécu dans le même logement[15]. Cette ventilation ne saurait s'apprécier sans un recul quant à l'âge des personnes interrogées.
Du côté des plus jeunes, près de la moitié des moins de 25 ans (9 sur 19) connaît une position résidentielle stable, ce qui correspond en réalité à une résidence en situation de cohabitation chez les parents. Pour les 50 ans et plus, la stabilité ressort également, mais renvoie à des trajectoires différentes : 23 personnes sur 27 sont installées dans leur logement depuis plus de 10 ans et même, pour 16 d'entre eux, depuis plus de 20 ans. La corrélation entre âge et stabilité, si elle existe – mais non démontrée/able par notre échantillon –, demande à être nuancée à la lumière de configurations autres : 4 personnes de plus de 70 ans résident par exemple dans leur logement depuis moins de 15 ans. Les stratégies résidentielles ne sauraient être réduites à l'âge des membres du ménage.
Chez la classe d'âge la plus susceptible de connaître une mobilité (25-34 ans), 19 personnes sur 20 ont emménagé il y a moins de 10 ans et même, moins de 6 ans pour 11 d'entre eux. La forte visibilité (et proportion) des jeunes ménages mobiles s'installant dans les colonies périphériques populaires se retrouve donc dans nos enquêtes, notamment à La Paz et Tláhuac.
Enfin, la classe d'âge des 35-49 ans renvoie à une position intermédiaire : sur 47 individus, 17 témoignent d'un établissement long (supérieur à 10 ans) dans le logement : pour 8 d'entre eux, la stabilité renvoie à une ancienneté d'installation supérieure à 15 ans. D'un autre côté, 30 personnes se sont installées depuis moins de 10 ans dans leur logement. Cette tranche d'âge témoigne de la diversité des stratégies résidentielles dans les quartiers étudiés, renvoyant tantôt à une stabilité soutenant l'hypothèse d'un ancrage en cours, tantôt à des parcours toujours en reconfiguration.

L'approche des durées d'établissement demande à être questionnée au regard de la position résidentielle qui y est associée. On interroge cette fois les composantes dynamiques de l'installation, à savoir les modalités d'acquisition du logement, la présence éventuelle d'intermédiaires au moment de l'arrivée et les conditions de logement au moment de l'installation.

- Les conditions d'acquisition du lot

Le regard sur les modalités d'acquisition du lot sur lequel a été construit le logement, voire d'acquisition du lot et du logement, permet de mieux cerner l'étape d'installation en elle-même. La diversité des moyens d'accès au logement domine à travers les deux enquêtes[16]. Au sein du questionnaire E2, sur 339 réponses, 138 – soit 41 % – ont renvoyé à un processus classique d'achat-vente au moment de l'installation, laissant ainsi une part importante aux autres stratégies d'acquisition. La faiblesse des transactions « ordinaires » est particulièrement visible à Milpa Alta et à Tláhuac, soulignant la diversité des processus selon le contexte local. Les transmissions de patrimoine – par dons, transferts ou héritages – sont ainsi particulièrement importantes dans l'acquisition du lot et renvoient à 23 % des enquêtés du questionnaire (dont près de 19 % pour les seuls héritages[17]). D'autres stratégies apparaissent :

[15] Sur ces 8 personnes, seulement un est âgé de moins de 35 ans (14 ans) au moment des enquêtes (tableau III.4.35). La stabilité dans le même logement peut renvoyer à ce que J-P. Lévy [2001] appelle des *parcours passifs* [2001, p. 33], où la composition du ménage et les caractéristiques d'occupation du logement peuvent être amenées à changer au cours de la vie dans la résidence.
[16] Dans le questionnaire E2, nous suggérions à l'enquêté des réponses afin de fermer la question et de rendre notre démarche plus compréhensible. Lors des entretiens E1, le choix des réponses était libre, même si dans certains cas, nous suggérions quelques réponses afin d'amorcer une discussion plus longue. Les résultats synthétiques à ces questions sont présentés en annexe III.4 (tableaux III.4.28 et III.4.29).
[17] Les héritages renvoient même à 39 % des cas à San Pablo Oztotepec (Milpa Alta) dans l'enquête E2.

dans 16 % des cas, l'accès au logement est d'abord passé – et/ou passe encore – par la location du lot, notamment dans le cas de La Paz. La parcelle a également pu être prêtée dans un premier temps, pour 11 % des cas. Cette dernière modalité s'inscrit le plus souvent dans des configurations où les réseaux familiaux jouent un rôle suffisamment important pour permettre une relation de confiance suffisante.
Enfin, une partie non négligeable des enquêtés (19 cas, 6 %) a répondu au questionnaire en indiquant que le lot sur lequel ils vivaient au moment des enquêtes avait été acquis au moyen d'une occupation organisée, qui dans le contexte mexicain, renvoie à un processus d'invasion[18]. L'arrivée et le maintien des populations sur place sont alors gérés par une association ou un groupe d'organisateurs, le plus souvent rôdé à ces pratiques et politiquement structuré (chapitre 6.3).

Les entretiens, moins nombreux, mais plus longs et menés directement auprès des personnes, ont permis de dégager précisément les conditions d'arrivée dans le lot sur lequel est établie la résidence. Globalement, la représentation des différentes conditions d'acquisition du lot suit les mêmes tendances que dans l'enquête par questionnaire : sur 114 personnes ayant répondu à cette question, 63 sont arrivées sur le lot après une transaction d'achat-vente, 40 l'ont obtenu par transmission d'un patrimoine, 10 n'en étaient pas propriétaires (location, hébergement, prêt), et un l'avait obtenu à la suite d'une invasion (tableau III.4.29).
Une analyse plus précise révèle les différences entre les quatre quartiers étudiés. Ainsi, les cas de La Paz et Tláhuac semblent beaucoup plus marqués par les acquisitions au moyen des processus classiques d'achat-vente – typiques des transactions foncières sur un marché privé du sol urbain – qu'à Cuautitlán et Milpa Alta. Dans ces derniers cas, on pourrait lire – avec la prudence que nécessite toute extrapolation à partir de nos seules enquêtes – les signes d'un marché foncier fonctionnant davantage sur des principes de transmission de patrimoine. Les acquisitions seraient, plus que dans le cas *pacense*, le résultat de mouvements « internes », structurés au sein des réseaux familiaux et/ou de connaissances et dont les sphères ne seraient pas systématiquement ouvertes à tous les acheteurs potentiels. Les inerties liées au pouvoir plus ou moins fort des instances *ejidales* ou *comunales* peuvent participer à cette restriction du marché[19]. On peut donc faire l'hypothèse que dans les colonies populaires périphériques où le poids du système de la propriété sociale des communautés agraires est encore important, les marchés permettant d'accéder au sol urbain impliqueraient plus qu'ailleurs un fonctionnement interne et en réseaux.
Au sein même des modalités d'achats de lot, une diversité des configurations est à noter selon les procédures et selon les quartiers. En croisant les achats individuels, groupés et collectifs d'un côté, les acteurs auprès desquels l'achat est réalisé de l'autre, on peut différencier quatre cas de figure :

- les achats auprès des *ejidatarios*, de la part de ménages isolés (8 cas au total à La Paz et à Tláhuac) ;
- les achats auprès des *fraccionadores* (non *ejidatarios*), de la part de ménages isolés (dans 38 cas sur 63, une majorité sauf à Cuautitlán) ;
- les achats auprès des *fraccionadores* de la part de groupes familiaux entiers : la collectivisation des achats permettant l'achat de terrains et de faire diminuer le prix du mètre carré de terrain (11 cas à Cuautitlán et La Paz) ;

[18] Quatre des personnes ayant acquis leur logement par ce biais sont arrivées dans le quartier dans les années 1970-1980, 4 dans les années 1990, et encore 10 dans les années 2000. Signalons que ce processus n'a pas été observé dans le cas de Tláhuac.
[19] On rappelle que si les instances agraires sont encore bien présentes à Milpa Alta, à Cuautitlán et à Tláhuac, le cas de La Paz est quant à lui plus complexe (chapitre 6.2.3). Lors de nos enquêtes, si 19 cas d'accès au logement *via* un héritage au sein de la communauté *ejidale* ou *comunale* ont été observés au, aucun ne l'a été à La Paz.

- et les achats opérés par des coopératives sous la forme de « projets de logement » (voir chapitre 6.3.1). Dans ces derniers cas, les acheteurs ne se connaissent pas forcément, mais font appel à une association ou groupe politique qui gère l'achat « en gros » des terrains auprès du *fraccionador* ou *ejidatario* (6 cas, uniquement observés à La Paz).

Enfin, comme nous l'avons souligné plus haut, dans des cas plus rarement observés, l'accès au logement passe d'abord par des phases n'impliquant pas la propriété, comme l'hébergement, la location ou le prêt.

➢ La présence d'acteurs intermédiaires au moment de l'installation

En poursuivant l'analyse des conditions d'accès au logement, la question des acteurs intermédiaires permet de mieux comprendre l'étape résidentielle dans le logement actuel des enquêtés. En effet, le recours aux réseaux sociaux et notamment familiaux constitue une grille de lecture des positions socio-résidentielles expérimentées le long du parcours de vie[20]. Ainsi, sur 117 entretiens, 42 installations sont directement liées à l'inscription de l'étape résidentielle au sein des réseaux familiaux (tableau III.4.30). Sans pour autant exclure la dimension familiale, 33 autres personnes ont acquis leur logement par l'intermédiaire d'un membre de la communauté agraire locale, notamment à Cuautitlán, Milpa Alta et Tláhuac. Les achats par l'intermédiaire d'un particulier restent majoritaires (56 cas, dont 30 à La Paz). Mais ce mécanisme n'est pas exempt de mises en relation acheteurs-vendeurs par l'intermédiaire de réseaux familiaux ou d'autres connaissances. On retrouve par-là les différentiels de contexte d'accès au marché foncier précédemment proposés selon les sphères de sociabilités mises en jeu (chapitre 6). À ces intermédiaires classiques (famille et connaissances), nos entretiens ont permis d'ajouter :

- les organisations à caractère politique, qui peuvent se poser en acteurs importants de l'accès au sol urbain – notamment dans les cas des « projets de logement » à La Paz ;
- les institutions étatiques de crédit dans les cas où l'accès à un logement est permis à travers un crédit immobilier formel (3 cas observés à Cuautitlán[21]).

Les conditions d'accès au sol urbain, ainsi que l'approche des intermédiaires éventuels que ce processus a nécessités, renvoient enfin aux conditions de logement des habitants au début de cette dernière étape résidentielle.

➢ Les conditions initiales de logement

L'objectif est ici de comprendre les circonstances de l'emménagement. L'état du logement doit être analysé selon le contexte local d'une part, selon la date d'entrée dans le logement et l'état actuel de la construction d'autre part.

Quel que soit le terrain d'étude, pour plus de la moitié des personnes interrogées (60 cas sur 106), l'installation dans le logement a renvoyé à un habitat de qualité médiocre, la plupart du temps construit à partir de matériaux précaires de récupération[22]. La plupart des récits des

[20] Nous analyserons plus en détail cette dimension ultérieurement, à travers les portraits d'enquêtés en 8.2.

[21] Un cas d'imbrication du logement en colonies populaires avec des crédits immobiliers du FOVISSSTE a été recensé. Ce profil particulier de système résidentiel et de multirésidence sera abordé en 8.2.

[22] À l'image de l'histoire de Felix – en exergue, au début du chapitre –, une certaine similarité a pu être observée chez bon nombre d'enquêtés dans la manière de constituer le premier logement précaire sur le lot récemment acquis. Quelle que soit l'époque considérée, lorsque le logement initial renvoie à une construction précaire, cette dernière est souvent décrite comme une maison de très petite taille, dont les murs sont constitués de tôles, bâches, planche de bois (cagettes, palettes), les toits de tôles et de bâches plastiques récupérées, et le sol en terre battue. Pour les installations ayant eu lieu dans la dernière décennie, une partie des murs peut déjà être élevée avec des matériaux en dur, notamment des parpaings. L'approvisionnement électrique est absent dans les débuts, là aussi avec des durées variables selon l'époque. Les installations des années 1980 ont attendu des mois, voire

enquêtés ont souligné des débuts difficiles, particulièrement éprouvants du point de vue des conditions de vie. La force de cette précarité initiale, plus ou moins longue selon les ménages rencontrés, a participé à la construction d'un sentiment d'attachement fort à la résidence – au vu de l'ensemble des efforts consentis pour y vivre aujourd'hui – et renvoie à une dimension particulièrement pertinente pour apprécier l'ancrage résidentiel de ces personnes.
Une évolution semble pourtant se dessiner. L'information relative aux caractéristiques des logements initiaux, lorsqu'elle est croisée avec la date d'arrivée dans le logement et à l'état actuel de la construction, témoigne d'une tendance à une précarité moins marquée pour les constructions récentes. D'une part, le nombre de constructions en dur est supérieur à celui des constructions précaires pour les installations postérieures à 1995. D'autre part, l'importance des constructions précaires pour la dernière génération de logements renvoie souvent aux résidences encore en travaux au moment des enquêtes (31 maisons en travaux sur 60 constructions précaires), mais pas systématiquement à des conditions de logement précaires sur le long terme.

Au final, les parcours résidentiels débouchant sur l'installation dans les quartiers étudiés renvoient à des configurations différentes, où l'inscription dans les réseaux familiaux et sociaux dépend fortement du contexte local : force des instances agraires, organisation politique, prégnance des réseaux familiaux, privatisation de l'accès au foncier, etc. Par ailleurs, si les temps initiaux de la résidence dans ces espaces renvoient à une précarité certaine, celle-ci est relative selon l'époque et les conditions d'accès au logement. Globalement, le caractère récent de l'étape résidentielle renvoie, à l'échelle du parcours de vie, à des conditions de logement plus difficiles dans les premiers temps. Mais à l'échelle de l'histoire de l'urbanisation, une installation récente renvoie aussi à une précarité moins généralisée sur la dernière décennie que ce qui avait pu être le cas quelques décennies auparavant.

Si les caractéristiques de la dernière étape en date des carrières migratoires des personnes rencontrées renseignent déjà sur des dimensions importantes de leur ancrage résidentiel, il convient désormais d'analyser l'étape résidentielle antérieure.

8.1.3. L'étape résidentielle antérieure : une inscription forte des schémas de mobilité à l'échelle locale

L'analyse de l'étape résidentielle antérieure se fait en deux temps. D'une part, il faut saisir la durée d'installation dans le quartier – et non plus uniquement dans le dernier logement. Cette première indication fournit des renseignements sur les mobilités résidentielles ayant eu lieu à l'intérieur du quartier et elle constitue à ce titre un filtre élémentaire de l'analyse de l'*inscription territoriale* [Lévy J-P., 2001][23].

des années sans électricité, tandis que celles de la décennie 2000 sont « beaucoup plus rapidement » connectées – même de façon précaire.

[23] La profondeur du « territoire » est alors complémentaire dans l'étude de l'ancrage. Dans son analyse des parcours d'habitants de quartiers centraux en France, J-P. Lévy établit une catégorisation des inscriptions territoriales relatives à la mobilité résidentielle. L'auteur différencie ainsi les *enracinés dans le quartier*, les *enracinés dans la ville*, les *revenants* et les *nouveaux venus* [Lévy J-P, 2001, p. 38]. Le premier type renvoie aux ménages ayant effectué la dernière mobilité résidentielle dans l'espace du quartier. Le second définit les ménages dont le dernier logement se situait dans la ville. Les revenants renvoient à des personnes dont le logement antérieur se localisait dans une autre commune, mais dont un logement du parcours résidentiel se situait dans le quartier. Enfin, le dernier type des nouveaux venus renvoie à ceux qui n'ont jamais résidé dans la ville ou dans le quartier.

D'autre part, il faut appréhender la trajectoire d'installation dans le quartier ou le logement, quelle que soit l'ampleur du champ migratoire, en analysant la localisation de l'étape précédente. Cette entrée permet de tester l'hypothèse de la proximité des mobilités dans l'espace résidentiel. La mobilité résidentielle dans un espace proche – synonyme d'une relative stabilité spatiale – témoignerait en effet de dynamiques d'ancrage.

8.1.3.1. L'arrivée dans le quartier, souvent antérieure au dernier emménagement

La durée d'établissement à l'échelle du quartier peut être appréhendée par nos deux enquêtes. Les entretiens ont particulièrement permis de comparer cette installation avec celle dans le dernier logement. Pour chacune des deux enquêtes, les dates d'arrivée dans le quartier sont observées selon le terrain d'enquête d'une part, l'âge des enquêtés d'autre part (tableaux III.4.32 et III.4.33).
L'enquête par questionnaire témoigne du caractère particulièrement récent des mobilités résidentielles des enfants et jeunes parents dans le quartier : sur 338 réponses, 187 (plus de la moitié) renvoient à une installation dans le quartier inférieure ou égale à 10 ans, et même plus d'un tiers (115) à une installation inférieure ou égale à 5 ans[24]. Une quantité importante de personnes « stables » a été également identifiée : 151 personnes résidaient depuis plus de 10 ans dans le quartier, et près de 50 depuis plus de 20 ans. La distribution de ce profil dans les différents terrains renseigne sur la dynamique migratoire que le lieu a pu connaître. Par exemple, aucun des enquêtés (par questionnaire) *pacenses* n'était installé avant 1990, alors que cette cohorte « d'anciens » représente plus d'une sur personne sur 5 dans les trois autres terrains, logiquement chez les plus de 24 ans.

Globalement, au sein de l'échantillon enquêté par entretiens, à quelques années près, les périodes d'installation dans le quartier (par décennie ou tranches de 5 ans) renvoient à ce qui avait été observé à l'échelle du logement. Mais les nuances sont ici possibles et riches d'enseignements quant à la question de l'ancrage. Sur 127 personnes, 56 étaient arrivées dans le quartier depuis 2000, alors qu'ils étaient 64 à avoir changé de logement sur la période.
À l'inverse, les nombres de personnes installées dans le quartier mettent en lumière une inscription locale *a priori* plus ancienne que ne l'indiquait la date d'installation dans le logement. En effet, 71 individus témoignent d'une stabilité importante, en résidant dans le « quartier »[25] depuis plus de 10 ans, alors qu'ils n'étaient « que » 53 à résider dans le même logement sur le même pas de temps. Ils sont même 43 à vivre dans leur quartier depuis plus de 20 ans, alors qu'ils ne sont que 25 à vivre dans le même logement sur une telle période. Au total, ils sont 32 à indiquer une date d'arrivée dans le quartier antérieure à celle d'arrivée dans le logement actuel.
On déduit de ces observations l'importance notable de mobilités résidentielles internes au quartier. Un tel schéma de trajectoires résidentielles au sein d'un espace relativement restreint comme le quartier témoigne d'une inscription forte dans le local et du développement des

[24] Même si une part importante de questionnaires – ou de parties de questionnaires – a été remplie par les collégiens ou lycéens eux-mêmes, l'âge minimum de l'enquêté était de 10 ans. Les adolescents ayant rempli la question n° 8 (annexe III.1) avec leur année de naissance étaient nés dans les années 1990. Cela dit, sur les 187 personnes arrivées dans le quartier depuis moins de 10 ans (donc ayant connu une étape résidentielle antérieure), il faut mentionner que 17 affirmaient vivre dans le même logement lors de l'étape antérieure – ce qui est aberrant. Signalons également qu'une série de vérifications quant à la relative cohérence des réponses a été effectuée systématiquement, afin d'éviter les individus *a priori* aberrants ou renvoyant manifestement au remplissage du questionnaire (les parties autres que l'identité du « rédacteur ») par l'adolescent lui-même.
[25] Lors des entretiens, nous évoquions le terme de *colonia* à Tláhuac et La Paz, de *colonia* et/ou de *fraccionamiento* à Cuautitlán, de *colonia* et/ou de *barrio* à Milpa Alta.

repères du parcours résidentiel au sein de ce qui apparaît être un bassin de vie (chapitre 3). Ces signes vont clairement dans le sens d'un ancrage résidentiel des habitants[26]. Ce témoin de l'ancrage s'observe notamment dans les cas de Tláhuac et de La Paz et renvoie en premier lieu à la tranche des 35-49 ans. Ils sont aussi quelques-uns parmi les plus jeunes à rendre compte de mobilités résidentielles au sein du quartier. Ces changements de résidence de proximité apparaissent également dans l'analyse de l'étape antérieure.

8.1.3.2. L'étape antérieure : le poids des changements de résidence de proximité

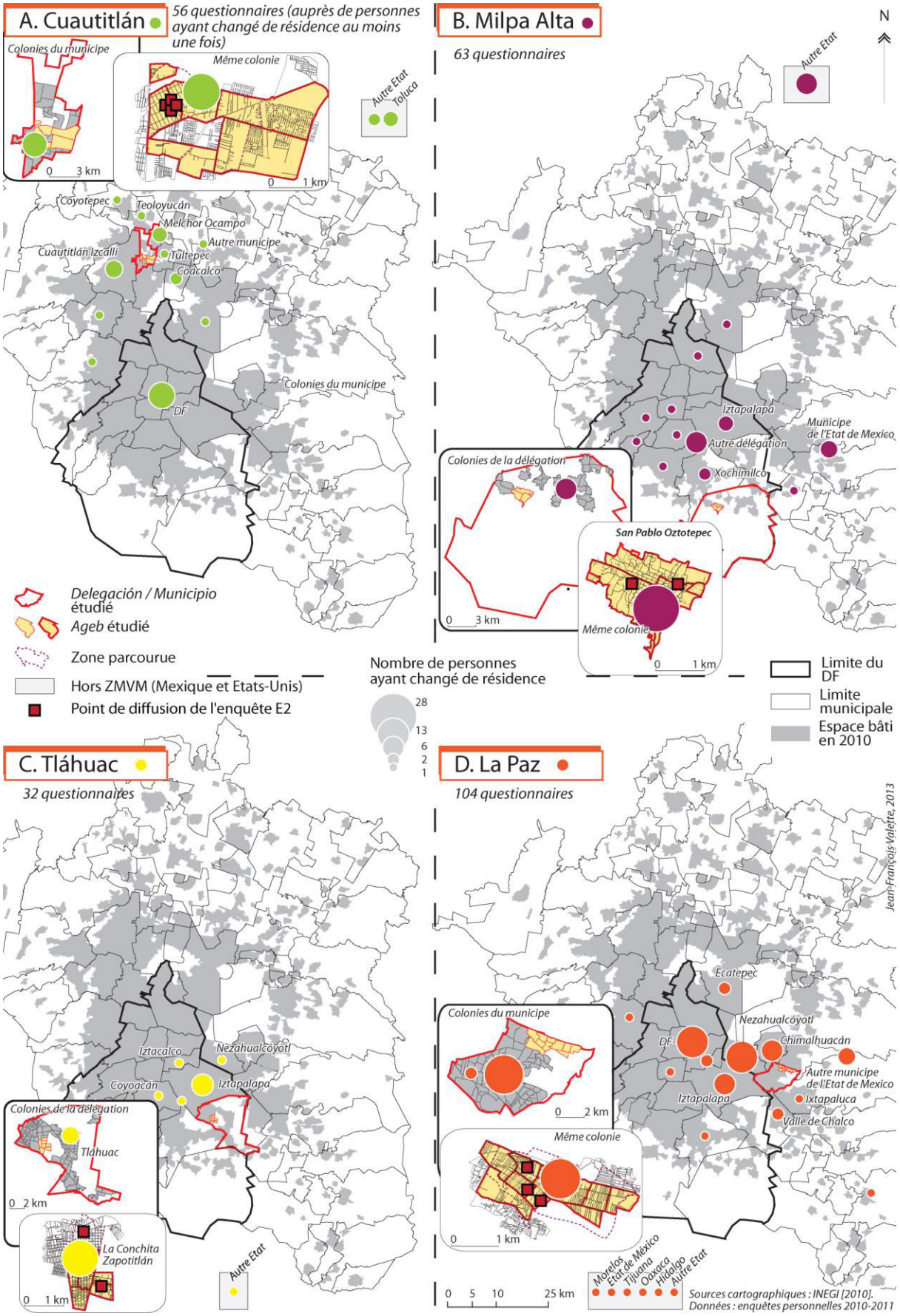
On s'intéresse cette fois directement à la localisation de la résidence dans laquelle vivaient les enquêtés avant celle appréhendée au moment des enquêtes[27], quelle que soit l'échelle spatiale ou temporelle impliquée.
Les réponses aux questionnaires permettent de saisir la localisation de la résidence antérieure (tableau III.4.34, carte 8.1)[28]. Sur les 347 réponses exploitables, on constate que 255 personnes ont connu au moins une mobilité résidentielle, c'est-à-dire que la personne a déjà résidé dans un autre lieu que le logement actuel[29]. La moitié de ces personnes mobiles ont opéré leur dernier changement de résidence à l'intérieur du municipe, et jusqu'à un tiers au sein même de la colonie de résidence actuelle. L'inscription locale du schéma de mobilité se retrouve au niveau inter-municipal : 18 % des migrants ont été identifiés comme ayant résidé dans les municipalités voisines de celle de résidence actuelle[30]. Au total, ce sont donc plus des deux tiers des interrogés qui résidaient dans un cercle proche à très proche de leur lieu de résidence actuelle.

Les cartes 8.1 permettent à ce titre de localiser l'inscription des dernières mobilités résidentielles des enquêtés dans cet espace relativement restreint. Les schémas identifiés au chapitre 5 à partir de l'analyse de la *muestra* se retrouvent partiellement et sont affinés. Pour les quatre terrains, on identifie le stock décroissant de résidences antérieures au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la colonie de résidence actuelle.
Dans le cas de Cuautitlán, on observe la force des mobilités résidentielles internes au quartier – prioritairement la colonie Lázaro Cárdenas –, ainsi qu'une immigration notable en provenance du District Fédéral et des municipes périphériques alentour.

---

[26] L'ancrage résidentiel est alors ici appréhendé comme un processus dynamique, dans le sens où il renvoie d'abord à une mobilité dans l'espace résidentiel, et non à la seule dimension d'enracinement. Cette dernière, notamment utilisée par J-P. Lévy [2001], reste à comprendre dans la confrontation des mobilités résidentielles en fonction de la séquence expérimentée au cours de l'ensemble de l'itinéraire résidentiel.
[27] Les nomenclatures utilisées au sujet des lieux relatifs à la résidence des personnes enquêtes (E1 et E2) sont les même tout au long des chapitres 8 et 9. Voir détail en annexe III.4.3.2.
[28] On trouvera également en annexe III.4.3 les résultats du croisement entre lieu de résidence antérieur et conditions de logement actuel (type et statut). Le logement actuel en maison sous le régime de la propriété directe ou indirecte est alors dominant pour les changements de résidence de grande proximité. Par ailleurs, les autres statuts mis en avant au moment des enquêtes (locataires, hébergés) impliquent également une certaine proximité dans la trajectoire résidentielle. Les trajectoires en provenance des zones les plus éloignées tendent à aboutir au moment des enquêtes sur deux types de logements principaux : maisons et chambres.
[29] La stabilité *a priori* appréhendée par les 92 personnes ayant toujours résidé dans le même logement – notamment dans le cas de Milpa Alta – est à interpréter au regard de l'âge des enquêtés. Dans cette cohorte, 62 individus ont alors moins de 25 ans et renvoient aux jeunes toujours en situation de cohabitation, souvent simplement du fait de leur minorité. Toutefois, 28 personnes de plus de 24 ans renvoient quant à elles à une stabilité résidentielle directement approchable en termes d'ancrage. Il s'agit le plus souvent de personnes propriétaires résidant dans une maison.
[30] Sur les 84 enquêtés ayant répondu que leur résidence antérieure se trouvait dans un autre municipe, 75 ont pu être localisés précisément – avec identification du municipe (carte 8.1).

Carte 8.1. Lieux de la résidence antérieure des personnes de l'enquête E2



À Milpa Alta, la configuration du schéma de mobilités met clairement en lumière l'importance de changements résidentiels internes au village de San Pablo Oztotepec. Pour autant, ce cas précis questionne la formation d'un ancrage spécifiquement lié à une maturation du quartier. En effet, l'hypothèse d'un fonctionnement encore « autochtone » et relativement moins connecté au reste de la métropole que dans les autres contextes résidentiels peut ici être mise en avant. Le peuplement et la croissance du village semblent en premier lieu dus à la reproduction des dynamiques classiques de l'extension villageoise.
À Tláhuac comme à La Paz, la prégnance des mobilités de proximité est aussi mise en avant. Dans le premier terrain, l'essentiel des habitants interrogés dans les colonies Ampliación La Conchita et Tempiluli ayant connu une mobilité résidentielle renvoie avant tout à une résidence antérieure localisée dans la colonie proche de La Conchita Zapotitlán[31]. L'extension de cette dernière colonie – liée à sa densification et au lotissement des zones à proximité – semble expliquer en premier lieu la dynamique de changements de résidence.
De la même façon, dans le nord-est de La Paz, une partie importante de la population mobile résidait dans la même colonie ou à proximité, dans les zones plus anciennement construites du municipe. La poursuite du peuplement le long du front urbain par des familles résidant auparavant dans les zones aujourd'hui plus denses est ici lisible. Outre le champ intra-quartier ou intra-municipal, un nombre important de personnes « nouvelles » résidait aussi auparavant dans les municipes populaires à proximité de la zone : principalement Iztapalapa, Nezahualcóyotl, Chimalhuacán, mais aussi pour certains, le centre du DF.

Les entretiens vont dans le même sens (tableau III.4.35). Sur les 129 itinéraires résidentiels décrits, 121 comportent au moins une fois un changement de résidence. La stabilité au sein de la même résidence concerne seulement 8 personnes, dont 7 de plus de 34 ans dans les cas *milpaltense* et *cuautitlanense*.
Là encore, ressort la forte proximité spatiale des changements de résidence. Elle est constatée dans 80 % des cas : 95 personnes habitaient à quelques kilomètres tout au plus du lieu de résidence actuelle, dont 67 dans la même municipalité, et même 16 dans la même colonie qu'au moment des enquêtes. Le fonctionnement interne des quartiers se remarque dans presque tous les terrains. En outre, les dynamiques de peuplement sont fortement marquées par les déménagements depuis les colonies environnantes (31 cas), notamment à Tláhuac, où le schéma mis en lumière se rapproche particulièrement d'un peuplement de voisinage. Cette contigüité des différentes étapes des itinéraires résidentiels est remarquable chez les toutes les générations (près des trois quarts chez toutes les tranches d'âge).
La proximité spatiale des résidences, couplée à son inscription sur plusieurs tranches d'âge, renvoie à une dimension importante du fonctionnement du parc de logements : à la fois les premières et les deuxièmes générations de personnes arrivées dans ces espaces y résideraient, qu'il y ait cohabitation ou non. D'un côté, ces contextes permettent une relative stabilité, du moins une inscription locale forte des premières générations. De l'autre, la présence de jeunes générations renvoie à la reproduction et à la poursuite du peuplement de ces espaces. Par le localisme des changements résidentiels des jeunes générations, les quartiers étudiés peuvent également être appréhendés comme des espaces qui tendent à devenir des bassins de vie en extension dans lesquels s'ancrent les parcours résidentiels des pionniers et de leurs descendances.

La carte 8.2 permet de localiser avec précision les espaces d'où sont « originaires » (du seul point de vue de la résidence précédant l'actuelle) les personnes enquêtées. Mis à part les quelques cas isolés de Milpa Alta allant dans le sens de la dispersion déjà observée à partir de

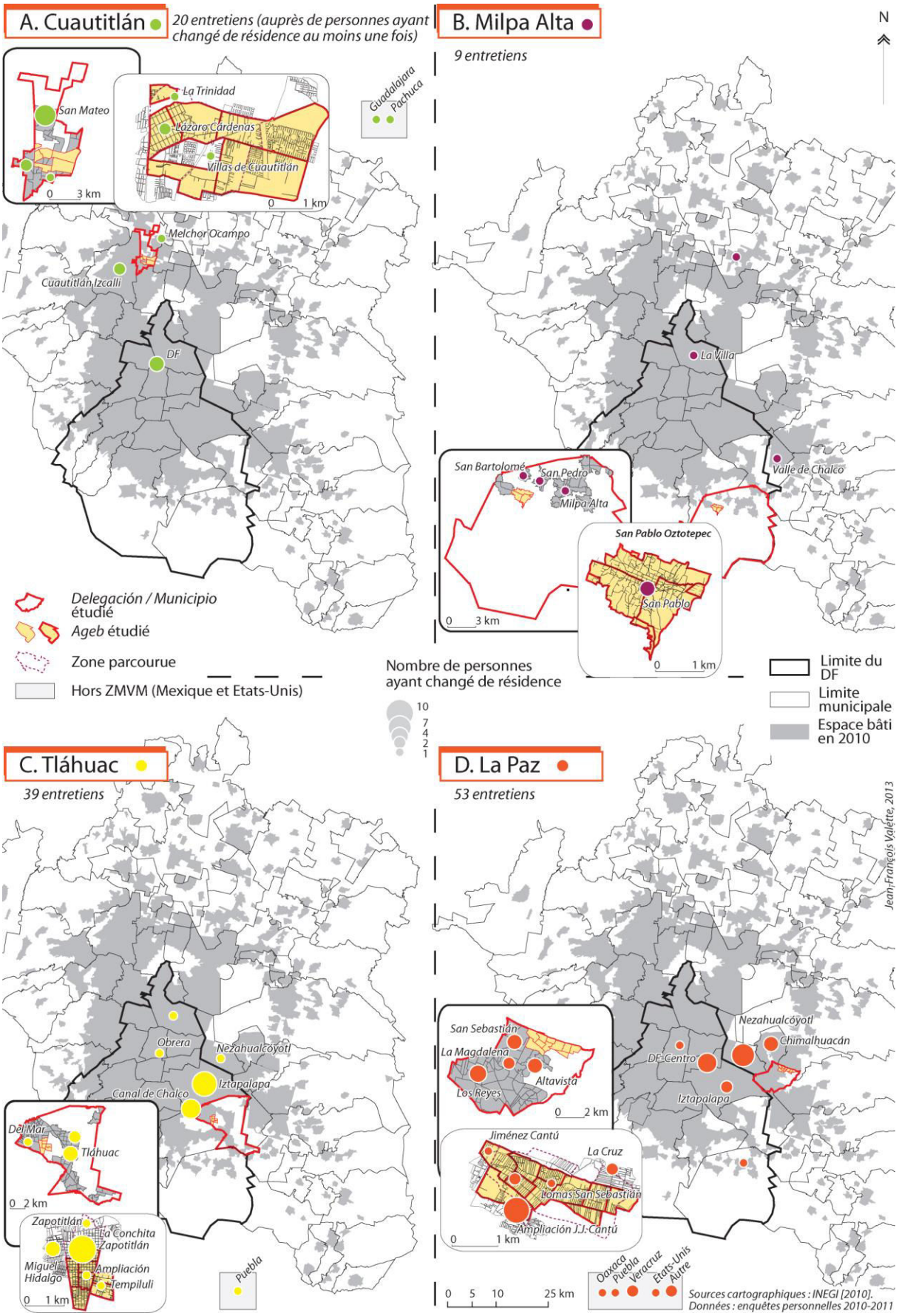
[31] Du fait également des lieux à partir desquels ont été diffusés les questionnaires.

l'enquête par questionnaire, la plupart des enquêtés résidait auparavant dans un cercle restreint autour du logement contemporain des enquêtes, notamment à La Paz et Tláhuac.
Dans le premier de ces deux cas, on constate déjà un fonctionnement interne au quartier important (1 cas sur 5), à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián. Dans ces colonies, nos entretiens montrent comment les espaces les plus anciennement peuplés (avant les années 1990) ont pu constituer des étapes résidentielles antérieures pour les personnes vivant aujourd'hui dans les îlots récemment lotis. Les trajectoires reposent sur des stratégies d'accès au sol urbain clairement inscrites dans les réseaux familiaux, alors mis en place par la génération des pionniers. Le renvoi à quelques situations concrètes individuelles permet de cerner quelques mécanismes de ces schémas. Par exemple, la fille de Juana – pionnière de la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú arrivée en 1984 – explique son emménagement dans la colonie voisine de Lomas San Sebastián par la possibilité que lui a offerte sa mère de la loger – elle et ses enfants – sur un lot acheté en 2005 à proximité de la maison où elle a grandi. Ce champ spatial, large de quelques dizaines de mètres, est emblématique des stratégies familiales hyperlocales de changement de résidence.

Outre les schémas de mobilités intra-quartier, les mobilités de voisinage entre colonies contiguës sont également fréquentes (un quart des cas). On retrouve à Tláhuac, comme avec les enquêtes par questionnaires, l'importance des résidences antérieures dans la colonie plus ancienne de La Conchita Zapotitlán, avant l'installation à Ampliación La Conchita ou à Tempiluli. De la même manière, à La Paz, les étapes résidentielles dans les colonies voisines ou très proches du Pueblo San Sebastián, La Magdalena, ou à Lomas de Altavista, témoignent de logiques de peuplement liées à la relative saturation du parc de logements des colonies consolidées les plus anciennement peuplées. Les réseaux familiaux participent là aussi à la construction des itinéraires résidentiels, notamment lorsqu'il s'agit d'une installation depuis les zones anciennes vers les nouveaux quartiers en cours de peuplement. Cette configuration a pu faire écho dans nos enquêtes à des lotissements de parcelles obtenues parfois grâce à des héritages.
Ainsi, Francisco, aujourd'hui à la retraite, fils d'*ejidatario,* a longtemps vécu à La Conchita Zapotitlán (lotie dans les années 1970 du fait de la saturation du village de Zapotitlán). Il s'est installé dans les années 1990 sur un terrain d'Ampliación La Conchita pour y construire une maison plus grande, qu'il compte « *laisser à ses petits-enfants après* ». Des situations analogues ont pu être observées à Cuautitlán et Milpa Alta au sein des communautés agraires en cours d'urbanisation – au sein du même *ejido* pour le premier cas, entre les différents villages de la délégation pour le second.

La proximité des étapes résidentielles s'inscrit ainsi dans l'articulation des réseaux sociaux et familiaux et renvoie à l'image du peuplement « en sauts de puce » établi pour l'extension des quartiers populaires. Cette dimension restreinte de l'espace des mobilités résidentielles, pour les générations anciennes et jeunes, témoigne d'une forte inscription locale des pratiques de mobilités et va dans le sens de la formation d'un ancrage territorial important pour les résidents de ces quartiers populaires.
Ceci étant, les autres schémas de mobilités mis au jour empiriquement soulignent également l'importance des mobilités depuis les municipalités voisines. On distingue ainsi nettement les cas de Nezahualcóyotl, Chimalhuacán, et Iztapalapa pour La Paz, celui d'Iztapalapa à Tláhuac, et Cuautitlán Izcalli à Cuautitlán.

Carte 8.2. Lieux de la résidence antérieure des personnes de l'enquête E1



De l'échelon hyperlocal à celui du municipe, la mobilité résidentielle orientée vers les colonies populaires étudiées renvoie clairement à des schémas de proximité. Pour autant, notre analyse ne nous permet pas non plus de conclure à une dimension purement endogène quant au peuplement des quartiers. C'est bien en effet dans la cohabitation de plusieurs profils de nouveaux résidents que l'on mesure l'hétérogénéité des compositions et recompositions des espaces étudiés. Néanmoins, le caractère local des itinéraires résidentiels, plutôt que de renvoyer à une immobilité résidentielle, met en lumière une dynamique d'ancrage au contexte résidentiel dans son ensemble – compris à plusieurs échelles. Ce processus fait lui-même écho à un ensemble complexe de stratégies selon l'étape du cycle de vie familiale, le type de ménage concerné, et le profil social de la trajectoire.

8.1.3.3. La question de la mobilité sociale

Il est désormais possible de confronter les caractéristiques des individus dans une perspective longitudinale et d'explorer les trajectoires des personnes dans l'espace social et dans l'espace résidentiel. L'objectif est d'explorer une mobilité sociale impliquée par et impliquant la mobilité spatiale. L'intérêt porte ici sur le « *sens de la trajectoire résidentielle* » des individus enquêtés [Lévy J-P., 2001, p. 35]. Cette dimension peut être appréciée à travers quelques indicateurs classiques de la position socio-résidentielle des habitants, au moment des enquêtes (à la fin de la mobilité) et au moment de l'étape résidentielle précédente (avant d'engager la mobilité). On observe alors le type de logement et le statut d'occupation de la résidence antérieure *via* l'enquête par questionnaires, auxquels s'ajoutent la situation juridique de la position résidentielle précédente (statut au regard de la norme foncière et urbanistique[32]), les corésidents dans ce logement, ainsi que les motifs mis en avant pour justifier le changement de résidence.

***Les types de logement antérieur : l'importance de la maison et du* cuarto**

Les types de logement antérieur sont à analyser selon le terrain d'étude, la classe d'âge actuelle des personnes concernées, la trajectoire sociale et spatiale à laquelle ils sont associés, et selon le statut du logement, actuel et antérieur (tableaux III.4.36 et III.4.37 en annexe III.4).

On retrouve, dans l'exploitation des enquêtes E2, la prédominance des maisons, dans une moindre mesure toutefois que lorsqu'on observe les logements actuels : près de la moitié des étapes résidentielles précédentes renvoient à des maisons (notamment chez les 25-34 ans, où l'on suppose le poids des cohabitations avec le reste de la cellule familiale), près d'un tiers des enquêtés habitaient dans des chambres et 37 autres dans des appartements. Le logement antérieur en appartement touche en premier lieu les enquêtés des colonies étudiées à Cuautitlán et La Paz, tandis que les chambres sont mieux représentées dans les échantillons de La Paz, Tláhuac et Milpa Alta (notamment 52 personnes de plus de 24 ans). Ce constat, même simplement exploré à travers notre étude, témoigne de compositions différenciées selon l'espace enquêté.

Lorsque l'on associe les types et les localisations des logements antérieurs, les structures ne révèlent pas de tendances majeures. En revanche, lorsque le logement était auparavant en appartement, la localisation antérieure renvoie davantage à des positions plus lointaines, extra-municipales, et plus souvent plus centrales à l'échelle de l'agglomération.

L'intérêt de ce regard sur la situation antérieure repose avant tout sur la comparaison avec la situation actuelle. Pour les personnes ayant changé de résidence, les trajectoires aboutissant à un logement en maison sont majoritaires, mais pas exclusives : 53 % des personnes résidant

[32] Cette indication permet de prendre en compte une certaine dimension de « confort résidentiel » et d'appréhender l'étape résidentielle par rapport à la précarité de la position en elle-même au sein du logement.

auparavant dans des chambres ou appartements vivent dans une maison au moment des enquêtes. Par ailleurs, 18 individus (dont 16 âgés de plus de 24 ans) ont connu une trajectoire d'une maison à un logement en chambre. La moitié de ceux résidant auparavant en chambre sont restés dans ce type de logement après une mobilité résidentielle (une majorité de personnes âgées entre 25 et 50 ans).

L'analyse des entretiens E1 va globalement dans le même sens (tableau III.4.38). La maison constitue le premier type de résidence pour l'étape précédant l'installation au moment des enquêtes (70 personnes sur 95), même si la part des appartements dans le logement antérieur est plus importante – pour près d'un quart des personnes ayant changé de résidence (23 cas).
On retrouve la tendance décroissante au logement antérieur en maison au fur et à mesure que l'étape résidentielle précédente est éloignée (spatialement) de l'actuelle. En d'autres termes, les changements de résidence de maison en maison impliquent davantage des trajectoires sur des distances relativement courtes. Toutefois, les résidences antérieures en appartement ne sont pas systématiquement associées à une origine lointaine, les marchés immobiliers des colonies voisines et de ces municipes permettant à une partie de la population de se loger dans des résidences de plus petite taille et de moindre coût qu'une maison.
Les entretiens ont révélé des trajectoires relativement ascendantes lorsque sont comparés les types antérieurs et actuels (cf. portraits en 8.2). Ainsi, on remarque que 16 personnes (sur 90 mobiles) vivent aujourd'hui dans une maison de bonne qualité alors qu'elles vivaient dans une maison de qualité moindre avant. Par ailleurs, les individus vivant auparavant dans un appartement en immeuble ont presque tous déménagé vers une maison dans les colonies étudiées (22 sur 23 personnes concernées), mais 6 d'entre eux résident aujourd'hui dans une maison précaire – du fait des travaux importants en cours. Pour ces cas précis, le changement de résidence a renvoyé à une amélioration globale des conditions de logement en termes d'espace disponible et de perception. Se distinguent également des trajectoires d'un logement en maisons vers celui dans des ateliers : en réalité, ces configurations font écho à des systèmes de multirésidence, où la résidence partielle – bien que très récurrente – au sein de l'atelier est combinée à la propriété d'un logement de type maison par ailleurs[33].

Le statut d'occupation du logement antérieur : l'accession en question dans les colonies populaires périphériques

En combinant deux dimensions majeures de la position socio-résidentielle antérieure des enquêtés de E2 (type et statut), on observe que près de la moitié des cas renvoie à une cohabitation au sein de la famille, nucléaire, élargie ou composée, où le logement (chambre, appartement ou maison) est la propriété d'un membre de du foyer (tableau III.4.37). D'une manière générale, c'est justement ce dernier statut d'occupation qui domine les conditions de logement antérieur (à hauteur de 44 % des enquêtés), quel que soit le terrain considéré. On note par contre une prégnance plus forte de ce statut chez les 25-34 ans. Cette tendance témoigne d'une part présumée importante d'individus qui résident au sein de familles élargies, notamment dans cette tranche d'âge[34].
La propriété directe de la personne est alors assez peu représentée lors de l'étape résidentielle antérieure (17 % des cas – dont 14 % en maison[35]) par rapport au poids qu'elle occupe dans la situation résidentielle au moment des enquêtes (53 %). Les autres statuts sont quant à eux

[33] Nous reviendrons sur la dimension de la multirésidence dans la sous-partie suivante.
[34] Ce que semble confirmer par ailleurs l'enquête E1 (voir tableau III.4.40 en annexe III.4).
[35] Un recul est nécessaire : les réponses allant dans ce sens ont en premier lieu été apportées par des enquêtés identifiés comme très jeunes (10-24 ans), surtout dans le cas de Milpa Alta. On y remarque alors la forte prégnance des changements de résidence de très grande proximité et de la permanence du statut de propriété entre la résidence antérieure et la résidence au moment des enquêtes.

mieux représentés, comme la location (27 % des cas – dont 17 % en chambre ou un appartement) ou l'hébergement/occupation gratuite (pour 9 cas). Ces deux statuts renvoient d'ailleurs à près des deux tiers des réponses aux questionnaires dans les quartiers de Cuautitlán et La Paz.
Par ailleurs, la confrontation entre statut d'occupation et localisation de la résidence antérieure montre que plus la trajectoire résidentielle est longue dans l'espace, plus la part des statuts antérieurs autres que la propriété est importante.

On peut observer les évolutions des statuts d'occupation avant et après la mobilité résidentielle. La catégorie des propriétaires est celle qui connaît le moins de changements, la plupart des personnes changeant de résidence en étant propriétaires restent propriétaires au moment des enquêtes (28 cas sur 32). En revanche, l'accession à la propriété directe – où le logement est clairement la propriété du ménage (famille nucléaire), et non la propriété d'un autre membre du foyer – concerne 38 % des locataires et des hébergés. Enfin, le marché locatif actuel loge, pour plus des trois quarts de ses nouveaux résidents, des personnes déjà antérieurement locataires.

L'analyse des entretiens (E1) va dans ce sens. La prégnance de l'hébergement comme statut antérieur apparaît de manière encore plus nette. Les locataires et surtout les hébergés renvoient à plus de la moitié des configurations antérieures, notamment à La Paz et Tláhuac et chez les plus jeunes (15-24 ans). Une grande partie des anciens hébergés résidaient également au sein de familles élargies, et renvoyaient à ce titre à une situation de cohabitation (tableau III.4.40). Alors que l'hébergement semble conduire assez souvent à une mobilité résidentielle postérieure de forte proximité, le statut antérieur de locataire renvoie ici encore à des localisations plus éloignées de la colonie du logement actuel. Le croisement avec les statuts résidentiels actuels des personnes témoigne d'une dynamique globalement dirigée vers un accès à la propriété. En effet, 11 des 13 anciens locataires sont devenus des propriétaires de leur logement actuel ; c'est aussi le cas de près de la moitié des anciens hébergés – tandis que l'autre moitié de ce dernier groupe est resté dans un statut similaire à la suite du changement de résidence.
Dans le même temps, la faiblesse de la part des propriétaires apparaît également. Les personnes ayant changé de résidence alors qu'elles étaient déjà propriétaires représentent ainsi seulement un tiers des personnes interrogées. Pour cette cohorte, il s'agit alors souvent de personnes de plus de 34 ans, résidant en famille nucléaire ou en famille élargie, et changeant de résidence depuis le voisinage de la colonie. Dans la quasi-totalité de ces cas (3 personnes exclues[36]), la mobilité résidentielle signifie une nouvelle acquisition et la poursuite d'une carrière résidentielle en qualité de propriétaire.

Les entretiens ont enfin permis de questionner la dimension de la situation du logement antérieur par rapport à la norme juridique indépendamment du statut d'occupation. D'une manière générale, la plupart des personnes enquêtées lors des entretiens témoignaient d'une situation antérieure au sein d'un parc de logements légal régulier dans 4 cas sur 5 – et ce, même si aujourd'hui, une majorité ne dispose toujours pas de titre de propriété légal, impliquant en cela un passage du régulier vers l'irrégulier (tableau III.4.24). Seules

[36] Ces trois cas renvoient à des situations de relative précarité quant au statut d'occupation et à des trajectoires sociales descendantes. Pour ces trois individus, le retour et le recours au statut d'hébergé, postérieurement à une situation de propriétaire, constitue une stratégie d'économie, afin de faire face à un manque momentané de ressources. Les configurations peuvent être diverses. Par exemple ici, la situation peut être liée à la séparation d'un ménage, à une migration de travail depuis la province rurale avec l'hébergement par la fratrie résidant à Mexico, ou encore à une longue période de chômage obérant le paiement des traites de la maison.

16 personnes (sur 95 mobiles) attestaient vivre antérieurement au sein d'un logement irrégulier. Pour ces derniers cas, le logement était la plupart du temps situé dans un rayon très proche, témoignant d'itinéraires résidentiels intra-périphériques de proximité dans des conditions précaires (hébergement et location dans 10 cas sur 16).

Questionnaires comme entretiens témoignent de la pluralité des configurations possibles quant aux situations résidentielles antérieures, notamment lorsqu'elles sont comparées à celles appréhendées au moment des enquêtes pour tenter d'approcher les trajectoires des habitants. Il apparaît que le logement en maison en propriété n'est pas un aboutissement exclusif à la résidence en colonies populaires périphériques et encore moins un préalable. Le modèle de l'accession individuelle ne saurait couvrir l'ensemble des schémas de mobilités socio-spatiales animant ces quartiers. C'est en revanche la diversité des profils de trajectoires qui émerge.
Ensuite, le parc de logements disponibles révèle que les « migrants » ne s'installent pas uniquement dans des maisons, mais qu'ils participent à l'activation d'un marché immobilier plus complexe, qui pourrait constituer un marqueur important de la maturation de ces espaces. Il est ainsi possible d'adopter un regard pluriel sur les colonies populaires, alors plus seulement front pionnier, mais front pionnier en maturation du point de vue de la diversité des trajectoires qui s'y inscrivent (chapitre 3). Si l'accès à la propriété y est important, il existe d'autres statuts – comme la location ou l'hébergement – et les stratégies de « retour » vers ces positions restent possibles, voire fréquentes. Pour mieux comprendre cette diversité, il convient maintenant d'analyser les trajectoires par rapport aux motivations évoquées par les personnes pour justifier la mobilité résidentielle.

Les motivations : « moins cher, plus grand, à nous » ? Approche des stratégies dans la qualification de la mobilité

Afin de cerner les représentations des enquêtés, il nous faut analyser les réponses des personnes à la question simple : « pourquoi êtes-vous venus vivre ici » ? Par ce moyen, on tente d'approcher la manière dont est vécu le changement de résidence et comment est pensée (en partie) la stratégie résidentielle. L'objectif est ici d'explorer les trajectoires vécues : sont-elles en premier lieu choisies ou subies ? Renvoient-elles, aux yeux de ceux qui la vivent, à une mobilité sociale ascendante ou descendante ? On se propose de poser des éléments de contexte préalables des raisons du changement résidentiel à partir des données disponibles dans les statistiques publiques. Puis, il s'agit d'explorer les réponses fournies par les habitants lors de nos enquêtes.

- <u>Causes de la mobilité dans le recensement de 2000</u>

La question des « causes » de la mobilité taraude les recherches sur le sujet. Le recensement de 2000 a par exemple explicitement permis de poser la question aux personnes ayant connu une mobilité sur la période intercensitaire 1995-2000 (tableau 8.2)[37]. La présentation de ces motivations évoquées par les personnes mobiles dans une enquête de grande ampleur permet de contextualiser notre regard porté sur les stratégies résidentielles, appréhendées auprès d'un échantillon très limité dans les colonies populaires périphériques.
On remarque ainsi que la majeure partie des migrants intra-urbains – au sens du recensement et avec les limites méthodologiques que comporte la question[38] – entre 1995 et 2000 évoquait

[37] Si cette information est disponible dans la *muestra* du recensement de 2000, elle est en revanche absente des résultats de 2010. Pour cela, nous présentons ici rapidement les seuls résultats connus sur des données systématiques disponibles, dont une partie a déjà fait l'objet de publications [Sobrino, Ibarra, 2006, p. 184].
[38] Afin de constituer l'ensemble de référence pour le calcul des proportions, il a fallu réaliser une double exclusion : les personnes n'ayant pas spécifié la raison de la mobilité d'une part, celles n'ayant pas répondu à la

« d'autres causes » que celles distinctement décrites. Comme le faisaient déjà observer J. Sobrino et V. Ibarra dans leur étude de la mobilité sur cette période, cette non-catégorie peut renvoyer en premier lieu aux lois du marché du sol urbain et du logement [2006, p. 134]. Elle semble surtout renvoyer à la difficulté pour les personnes de citer une raison unique au changement de résidence, tant les stratégies résidentielles renvoient à des arbitrages complexes, multiples et articulant les intérêts de plusieurs personnes à la fois.

Tableau 8.2. Motivations de mobilité chez les personnes ayant changé d'entité fédérative de résidence entre 1995 et 2000 dans la ZMVM

Motivation	Part (en %)
Regroupement familial	13,3
Mariage ou union	13,1
Changement du lieu de travail	5,3
Recherche d'un emploi	2,9
Violence/Insécurité	3,7
Raisons de santé	1,6
Études	1,0
Autre	59,2

Résultats obtenus à partir de la muestra censal *du recensement de 2000 [INEGI, 2000]. Les proportions sont calculées sur la base des personnes qui ont répondu à la question.*

Outre la diversité « inclassable », on remarque que 40 % des individus ayant répondu à la question évoquent des stratégies où se détachent certaines tendances. La principale dimension intervenant dans les choix de changements de résidence renvoie nettement à l'importance des dynamiques familiales (rapprochement familial ou évolution de la structure du ménage dans 26 % des cas). Viennent ensuite les raisons liées à l'activité professionnelle dans plus de 8 % des cas, puis les raisons liées à la violence ou à l'insécurité de la localisation résidentielle antérieure – modalité, qui malgré sa forte charge symbolique, n'est pas anecdotique, puisqu'elle concernait plus de 13 600 personnes –, et dans une moindre mesure la santé ou les études. Au-delà de ces données, il nous faut désormais parcourir l'éventail de réponses fournies au cours des entretiens réalisés spécifiquement dans nos terrains (E1).

- *« Pourquoi vivre ici ? »* Approche compréhensive des motivations liées aux changements de résidence

Au total, à travers les entretiens[39], nous avons obtenu une palette d'une cinquantaine de motivations ou combinaisons de motivations différentes. Toutes les personnes enquêtées décrivent la façon dont a été pensée la dernière mobilité résidentielle selon des combinaisons et des configurations complexes, non limitées à une seule entrée. On retrouve des occurrences sensibles dans les motifs évoqués, proches de celles classiquement mises en avant pour ce type de dynamique [Simmons, 1968 ; Ogg, 2010, p. 94][40] (tableau 8.3). On développe ici les

question d'autre part. Or, la question de la cause de la mobilité n'était posée qu'au niveau du changement d'entité de résidence, soit à l'échelon inter-entité fédérative. Du point de vue de la formulation de la question posée, selon J. Sobrino et V. Ibarra [2006, p. 132], la question consistait à demander pourquoi la personne *avait cessé de vivre* dans l'entité fédérative ou le pays de résidence antérieur. Dans notre étude, n'ont donc été considérées que les mobilités résidentielles entre le DF et les municipes métropolitains de l'État de Mexico. Au final, seules 370 207 personnes ont été prises en compte, soit 26 % de l'ensemble des 1.4 million de migrants intra-urbains inter-municipaux comptabilisés sur la période 1995-2000.

[39] Sur 131 personnes interrogées ayant changé de résidence au moins une fois, 99 ont répondu à cette question.

[40] On pense alors notamment au modèle de P. Rossi sur les liens entre étapes du cycle familial et mobilité résidentielle. Par ailleurs, dans son analyse du cas britannique, J. Ogg met particulièrement en avant le contexte national quant au mode d'habiter et au statut de propriétaire. Le lien entre la position sociale et la position

stratégies (non exhaustives ni exclusives) organisées autour du prix du logement, de la position de propriétaire, de l'inscription dans des réseaux familiaux et sociaux, de l'adaptation au cycle de vie, de la localisation, mais aussi de choix plus complexes.

Tableau 8.3. Occurrence des motivations évoquées pour le changement de résidence des personnes mobiles de l'enquête E1

Raison invoquée	Nombre d'entretiens E1 (sur 99)
Recherche d'un logement moins cher	30
Accès à la propriété	26
Opportunité d'accès au logement (*via* la famille)	24
Rapprochement familial	21
Recherche de la "tranquillité" du contexte résidentiel	20
Opportunité d'accès au logement (*via* d'autres canaux que la famille)	19
Recherche d'un terrain/logement dans un espace disponible	18
Raisons professionnelles	18
Investissement/Spéculation, avec dimension de transmission future ou de rentabilisation l'espace construit	18
Déménagement contraint pour des raisons liées aux contextes résidentiels précédents	16
Déménagement d'un membre de la famille	16
Héritage	14
Mariage, union, agrandissement de la cellule familiale	13
Double propriété	12
Amélioration de l'habitat	9
Recherche de l'indépendance	9
Stratégies mobilisant les crédits immobiliers publics	9
Déménagement contraint pour raisons économiques ou familiales	8
Stratégies d'investissement pour la conduite d'activités agricoles	5
Pas de changement	2

Sources : enquêtes personnelles E1, 2010-2011

- **L'importance du marché du sol urbain et du logement**

La question du coût du logement est le plus souvent mise en avant. La recherche d'un logement moins cher pèse ainsi fortement dans les arbitrages des ménages qui décident de s'installer dans les colonies populaires périphériques étudiées. On retrouve ici l'importance des lois du marché foncier pour le logement urbain. Ces espaces constituent encore aujourd'hui l'espace résidentiel le plus facilement disponible pour une population aux ressources modestes : il est le moins cher relativement aux autres possibilités offertes. Les bas prix peuvent être identifiés comme une stratégie assumée par les résidents, mais aussi être présentés comme une véritable contrainte (très lourde) dans la manière dont a été effectué le choix résidentiel. Toutefois, si le prix du terrain (et/ou du logement) reviennent dans près d'un tiers des entretiens, il ne s'agit jamais de la seule raison évoquée par les individus enquêtés.

- **La position sociale et l'accession**

Pour un quart des personnes, une autre préoccupation semble importante dans la manière dont est pensé le changement de résidence : l'accession. En effet, le statut de propriétaire renvoie à une étape importante de la carrière résidentielle des habitants des colonies populaires. Gage de liberté, d'indépendance, de ressource-refuge en cas de coup dur dans un contexte général marqué par la précarité, d'une position sociale en découlant, mais aussi de patrimoine à transmettre aux générations suivantes, la propriété est souvent érigée en donnée importante

résidentielle est, à travers les motifs de déménagement alors évoqués, clairement démontré, comme dans les travaux sur le cas francilien [Berger, 2006 ; Debroux, 2011].

des stratégies résidentielles. A. Gotman et A. Laferrère [1998, p. 363] avaient ainsi déjà mis en avant, dans le cas français, la force du « *désir de perpétuation domestique enraciné dans une maison capable de transcender le groupe domestique* » qui accompagne régulièrement l'accession. Cette aspiration est forte, notamment chez les couples avec enfants souhaitant décohabiter, mais aussi chez les générations plus âgées souhaitant être propriétaire d'un bien immobilier plus important que dans les zones plus centrales de la ville.

- **L'inscription forte dans les réseaux familiaux et sociaux**

Les changements de résidence s'expliquent assez souvent par les opportunités fournies par les membres de la famille : parents, fratrie, cousins, enfants, belle-famille, etc. Le logement a ainsi été mis en avant par les chercheurs comme une « affaire de famille » [Gotman, Laferrère, 1998]. Les opportunités sont de diverses natures. La famille élargie peut assurer l'hébergement de la personne au sein du logement. L'inscription dans les réseaux familiaux peut concerner l'hébergement lui-même, mais aussi l'accès au logement :

- des membres de la famille peuvent être les propriétaires du lot, de la maison ou d'un ensemble de lots. Les logements et/ou lots sont alors directement prêtés, donnés ou vendus – selon des mécanismes de crédit, en général très souples ;
- la situation peut également être le résultat d'héritages (terrain et/ou logement), au sein des communautés *ejidales* et *comunales*, comme dans le domaine privé ;
- la famille peut jouer le rôle d'entremetteur entre la personne qui cherche à se loger et le propriétaire du terrain ou de la maison ;
- ou encore, la famille peut acheter « en gros » les terrains en vue d'une acquisition collective afin de faire baisser le prix global et les frais supplémentaires.

On comprend la force et la polymorphie de la dimension familiale dans les stratégies résidentielles et dans la manière dont sont configurés les choix autour du changement de résidence. La mise en avant du rapprochement familial pour plus d'une personne sur cinq va également dans ce sens. Toutefois, la famille n'est pas l'unique réseau dans lequel s'inscrivent les choix résidentiels : une personne sur 5 signale aussi la force des autres réseaux sociaux dans la manière dont ils ont décidé de se loger. En négatif, la coupure avec tout ou partie des réseaux familiaux et sociaux peut être vécue comme particulièrement contraignante dans la manière dont on change de résidence.

L'importance des réseaux familiaux et sociaux, souvent mise en avant dans la mobilité résidentielle, particulièrement dans des cas latino-américains [Dureau, 2002], est à la base de la dynamique des systèmes résidentiels dans les colonies populaires périphériques de Mexico. Emblématique d'une mobilité interne et/ou inscrite dans un schéma de forte proximité, l'activité de ces réseaux révèle aussi la formation d'un ancrage résidentiel. Différentes générations de personnes changent de résidence et structurent le parc de logements existant et en devenir.

- **La recherche de l'adéquation au cycle de vie familiale et professionnelle**

Le changement de résidence vers les quartiers étudiés renvoie également assez souvent à des arbitrages où les raisons professionnelles pèsent dans la localisation au moment des enquêtes (un cas sur 5) : rapprochement du lieu de l'emploi ou recherche d'un emploi *via* les réseaux familiaux et sociaux. Par ailleurs, outre l'activité du chef de ménage, la dynamique de l'ensemble de la cellule familiale est primordiale dans les motivations évoquées pour déménager. Qu'il s'agisse de la décohabitation de personnes seules, de couples mariés, ou de familles nucléaires grandissantes, les rythmes de la vie familiale demandent une certaine adéquation avec la position socio-résidentielle : plus d'une personne sur 10 explicite ces raisons au sujet du déménagement.

Ces motivations sont directement imbriquées avec d'autres, relatives notamment aux aspirations d'amélioration de l'habitat et de situations résidentielles présentées par les enquêtés comme plus adéquates à la structure du ménage, en termes d'espace et de confort (pour les enfants surtout).

- **La localisation et le « choix » d'un contexte résidentiel**

La localisation intrinsèque de la résidence actuelle joue également un rôle. Plusieurs entretiens ont ainsi révélé un choix fondé en partie sur la recherche d'un contexte résidentiel particulier, renvoyant souvent à une densité moindre que dans d'autres parties de la ville. Les personnes mettent ainsi en avant la plus grande disponibilité en espace[41], à l'image de Felipe, habitant depuis 2008 à Lomas San Sebastián :

> « *Avant, je vivais et je travaillais dans le Centre (...), dans le quartier de La Roma, dans le District [Fédéral]. Je préfère vivre ici, parce que c'est plus tranquille. Oui, plus tranquille, plus propre. Il y a plus d'air. Quelques fois, quand il ne pleut pas, il y a beaucoup de poussière à cause de la terre sèche. Mais malgré cela, on respire ici* ».
>
> Felipe, août 2010, Lomas San Sebastián, La Paz.

Le caractère « tranquille » renvoie certes à la densité moindre, mais également à la connaissance directe ou indirecte du quartier par ceux qui y résident. On peut faire l'hypothèse que la représentation positivement connotée des quartiers va dans le sens d'un ancrage résidentiel de ces personnes. Par ailleurs, presque un enquêté sur 6 précise que son changement de résidence renvoie aussi à un départ subi par rapport à l'ancien contexte résidentiel, alors négativement représenté (criminalité).

- **L'existence de stratégies complexes : investissement, multipropriété, utilisation de crédits immobiliers publics**

Des réponses *a priori* moins attendues ont été apportées au cours des entretiens au sujet des raisons qui ont motivé la résidence au sein des quartiers populaires étudiés. Nous avons ainsi pu mettre en lumière des stratégies d'investissements immobiliers, fonciers et/ou relatifs à une activité économique au sein de ces espaces. Cette dernière dimension est importante, puisque près d'une personne sur 5 a choisi d'habiter dans le quartier, pour conduire une activité économique au sein ou à proximité de la résidence (commerce, atelier, ou agriculture).

La fonctionnalisation économique est classique dans les colonies populaires, et il s'avère qu'elle est pensée en amont de la mobilité et qu'elle intervient dans la configuration de l'étape résidentielle. Le contexte résidentiel est alors envisagé comme bassin de vie et de consommation, au sein duquel s'opèrent les activités professionnelles et économiques en général. Cette caractéristique participerait à un ancrage de ces résidents-là.

Par ailleurs, des stratégies plus complexes existent, reposant sur des investissements multiples. Parmi les enquêtés, nous avons ainsi pu rencontrer une douzaine de propriétaires de plusieurs terrains et logements au sein de la colonie ou dans le voisinage. Renvoyant à la valorisation d'un héritage ou à un achat en vue d'une rentabilité, ces doubles, voire triples propriétés tendent à multiplier les sources de revenus d'une part, à assurer un patrimoine foncier important pour le reste de la famille d'autre part – ces configurations faisant écho le plus souvent à des personnes relativement âgées. Le changement de résidence vise dans ces cas-là l'occupation et la valorisation du terrain et du logement, mais se pense en lien avec l'autre (ou les autres) espace (s) résidentiel (s), le plus souvent à proximité[42].

[41] Régulièrement associée à des possibilités d'agrandissement des constructions, la plus importante « marge de liberté » quant au voisinage.

[42] Seule une personne sur les douze renvoyait à une autre propriété en dehors du municipe de la résidence approchée au moment des enquêtes. Pour les autres, la seconde ou les autres propriétés se localisaient dans la

Un dernier cas de figure mérite d'être présenté. Il s'agit de stratégies résidentielles mises en œuvre en relation avec le parc de logements sociaux et des mécanismes de crédits immobiliers des offices publics qui structurent son accès. Sur les 9 personnes concernées, 6 habitaient à Tláhuac, 2 à Cuautitlán et 1 à La Paz. Toutes étaient d'anciens propriétaires d'un logement social. Ce lien avec le marché immobilier formel est pertinent dans le sens où il témoigne de la perméabilité des deux productions de logements pour les catégories populaires (chapitre 1). En effet, ces personnes ont présenté leur changement de résidence – des grands ensembles de logements sociaux vers les colonies populaires – comme rendu possible par le capital constitué au moyen du crédit immobilier. Les choix résidentiels se combinaient le plus souvent avec l'aspiration à un logement plus grand et de meilleure confection que ce que leur offrait la production formelle.
Le parcours de Jesus, résidant du nord-est de La Paz depuis 2007 témoigne par exemple de cette articulation des résidences entre parc social et production en colonies populaires :

> « *Avec le crédit INFONAVIT, j'avais acheté une petite maison à Los Heroes à Tecámac. Mais, c'était trop loin de mon travail et je passais beaucoup de temps en voiture. Je partais très tôt le matin, je rentrais très tard le soir, loin de la famille… En plus, c'était très petit et très peu pratique. Pour le prix, les maisons sont de mauvaise qualité. Alors, je l'ai vendue et on a acheté ici avec ma femme une maison et un terrain. Maintenant, on possède même un cybercafé en bas [de la colline]* »[43].
>
> Jesus, août 2010, Lomas San Sebastián, La Paz.

L'analyse des motivations de changement de résidence dans les quartiers populaires périphériques à travers notre échantillon témoigne des stratégies de mobilité dans ces espaces. Les arbitrages sont en premier lieu influencés par les ressources du ménage disponibles, les étapes du cycle familial, des raisons professionnelles, la localisation et les représentations associées au contexte résidentiel, ainsi que par la forte inscription des systèmes résidentiels au sein de réseaux familiaux et sociaux.
Les modèles de la décohabitation, du rapprochement familial ou de l'accession à la propriété pour les jeunes couples avec enfants se retrouvent, sans pour autant résumer l'ensemble des stratégies. D'autres configurations sont également mises en évidence, liées à la multipropriété ou à la perméabilité entre les parcs de logements populaires.

Approche synthétique de la qualification sociale des trajectoires à destination des colonies populaires périphériques

À travers ces quelques dimensions, il n'est pas question de dresser un portrait des individus et de leur parcours qui permettrait de cerner précisément la mobilité sociale associée à la trajectoire résidentielle. Il est en revanche possible d'appréhender le sens global de la trajectoire en nous inspirant de la démarche de J-P. Lévy [2001] (encadré 8.1).

Encadré 8.1. Exploration du sens de la trajectoire à travers un indicateur des conditions de logement et de perception de la mobilité

Un indicateur simple est construit à partir de quelques dimensions relatives aux conditions de logement d'une part, à la représentation de la mobilité résidentielle par l'enquêté d'autre part. On attribue à chaque individu un score en analysant plusieurs variables, différentes selon l'enquête considérée.

Pour les entretiens de l'enquête E1, on observe :
- Le type de logement : actuel et antérieur ;

même colonie ou dans la colonie voisine – proximité témoignant une nouvelle fois d'un ancrage fort dans la construction des stratégies résidentielles pour ce profil de changement de résidence.

[43] Jesus précise aussi que le crédit sur 30 ans qu'il avait contracté pour le logement social était particulièrement contraignant par rapport au logement en colonie populaire, où son crédit n'a duré que 3-4 ans.

- Le statut d'occupation du logement : actuel et antérieur ;
- La situation par rapport à la norme juridique : actuelle et antérieure ;
- Les motivations évoquées pour le dernier changement de résidence.

Pour les questionnaires de l'enquête E2, on observe cette fois :
- Le type de logement : actuel et antérieur ;
- Le statut d'occupation du logement : actuel et antérieur ;
- La perception de la vie dans le quartier actuel ;
- Les projets de mobilité future.

Par rapport à ces dimensions, on peut approcher grossièrement des dynamiques améliorives, régressives, ou neutres. En reprenant la démarche appliquée par J.-P. Lévy aux conditions de logement [2001], on affectera un score : un point pour une « amélioration »[44], zéro pour une situation *a priori* « stable »[45], moins un point pour une « régression ».

On considèrera ainsi qu'il y a « amélioration » des conditions de logement :

- Pour les entretiens de l'enquête E1 lorsque :

> Le ménage passe d'un logement en appartement/chambre/autre à un logement en maison ;

> Le ménage passe d'un logement en maison à un logement en maison de « meilleure qualité » ;

> Le ménage passe du statut de locataire/hébergé/autre à celui de propriétaire. Pour les passages entre les statuts de locataires et d'hébergés, les « améliorations » ou dégradations sont appréciées au cas par cas[46] ;

> La situation juridique du logement renvoie à un passage de l'irrégulier vers le régulier ;

> Les motivations évoquées par les personnes pour justifier le dernier changement de résidence renvoient en premier lieu à un registre positif, allant dans le sens d'une amélioration globale des conditions de vie.

Les configurations inverses ont été considérées comme des « régressions », tandis que celles où le changement de situation n'était pas suffisamment significatif ou explicite au regard des dimensions interrogées ont été considérées comme « stables ».

- Pour les questionnaires de l'enquête E2 lorsque :

> Le ménage passe d'un logement en appartement/chambre/autre à un logement en maison, ou lorsqu'il passe d'une chambre à un appartement ;

> Le ménage passe du statut de locataire/hébergé/autre à celui de propriétaire ;

> La vie dans le quartier est considérée comme « satisfaisante » ou « de mieux en mieux »[47] ;

> La personne souhaite poursuivre – au moins pour un temps – la résidence au sein du même logement[48].

---

[44] « L'amélioration », voire l'éventuelle « trajectoire ascendante » ici prise en compte, ne renvoie à aucun jugement de valeur de notre part. Nous sommes conscient de l'immense limite qu'impliquent ces termes quant à la difficile approche de la « qualité » ou de la « valeur » d'un choix de vie par un regard extérieur. Il s'agit davantage d'un renvoi classique au système de normes communément admises quant aux positions socio-résidentielles. Ces normes – dont on mesure naturellement la charge économique, sociale, politique et symbolique – sont ainsi fortement inscrites dans les représentations de la majorité des personnes interrogées (cf. par exemple les portraits de Raymondo, Chayo ou encore José en 8.2.4).

[45] La notion de *stabilité*, utilisée ici, ne renvoie pas ici à la non-mobilité. Nous restons conscient que certaines personnes connaissent une mobilité passive, même sans changer de résidence, en termes de statut d'occupation, de type de logement, de situation juridique, de perception, etc. Il s'agit ici davantage de qualifier une relative neutralité quant aux calculs des scores de trajectoires. Cette situation renvoie alors à la conservation des caractéristiques initiales, avant et après un changement de résidence – ce dernier n'ayant pas été *a priori* synonyme de transformations majeures. Par exemple, la poursuite d'un statut de propriétaire malgré un changement de résidence renvoie à une stabilité quant au statut d'occupation du logement.

[46] Pour les quatre cas concernés, il s'est agi d'apprécier l'évolution relative au différentiel de statut par rapport à la perception de précarité induite par telle ou telle position, avant et après le changement de résidence.

[47] Il n'est pas question ici d'analyser en tant que telles les représentations du quartier par les habitants, mais de les confronter à la trajectoire résidentielle vers le logement actuel pour les personnes qui ont changé de résidence. L'objectif est ici de voir si le contexte résidentiel actuel renvoie davantage à une amélioration globale des conditions de vie ou s'il est au contraire perçu comme une dégradation.

Par rapport à cet ensemble d'éléments, on établit le score global pour chaque personne, en sommant les résultats pour chacune des quatre variables ;
Un résultat positif renvoie à une trajectoire allant globalement dans le sens d'une amélioration des conditions de logement, et par extrapolation, d'une trajectoire ascendante au regard des indicateurs retenus. La mobilité résidentielle a été synonyme de changements de positions socio-résidentielles allant dans le sens d'une moindre précarité, voire d'une amélioration sensible des conditions de vie.
Un résultat négatif renvoie au contraire à une trajectoire globalement descendante, où les conditions de logement semblent assurer une position socio-résidentielle plus précaire que lors de la précédente étape. La mobilité résidentielle serait donc synonyme de stratégies de repli et de détériorations de certains aspects des conditions de vie.
Un résultat nul renvoie à une trajectoire plus difficilement explorable au regard de nos indicateurs. Les dimensions de conditions de logement renvoient autant à une amélioration qu'à une régression. La situation à l'issue de la mobilité résidentielle est donc globalement comparable à celle de l'étape antérieure.

Une fois les explorations réalisées à partir des réponses des personnes enquêtées par questionnaires (E2) et entretiens (E1), on peut observer comment se répartissent les sens des trajectoires selon le lieu d'enquête, l'âge des enquêtés (tableau 8.4), le lieu de résidence antérieure, et la durée d'installation.

Tableau 8.4. Sens des trajectoires des personnes ayant changé de résidence

A. Selon le terrain (résidence actuelle) et l'âge des enquêtés dans l'enquête E2

Profil du sens de la trajectoire	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*Non répondu*	Total mobiles
Dégradation	14	15	16	12	*6*	*7*	*34*	*7*		*3*	**57**
Stabilité	16	30	20	9	*22*	*14*	*21*	*13*	*3*	*2*	**75**
Amélioration	26	58	26	10	*31*	*10*	*39*	*33*	*4*	*3*	**120**
Non répondu		*1*	*1*	*1*			*1*	*1*		*1*	***3***
Total mobiles	**56**	**104**	**63**	**32**	***59***	***31***	***95***	***54***	***7***	***9***	**252**

B. Selon le terrain (résidence actuelle) et l'âge des enquêtés dans l'enquête E1

Profil du sens de la trajectoire	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 ans et +*	*Non rép.*	Total
Dégradation	1	4	1	4	*1*	*1*	*1*	*5*		*2*		**10**
Stabilité	2	1	3	5		*3*	*3*	*3*		*1*	*1*	**11**
Amélioration	14	42	3	29		*15*	*12*	*32*	*15*	*12*	*2*	**88**
Non répondu	*4*	*11*	*2*	*5*		*1*	*5*	*10*	*2*		*4*	***22***
Total mobiles	**17**	**47**	**7**	**38**	***1***	***19***	***16***	***40***	***15***	***15***	***3***	**109**

Sources : enquêtes personnelles E1 et E2

Si la tendance va globalement dans le sens d'une amélioration des conditions de logement (vécues et perçues), il existe aussi des trajectoires relativement neutres, voire régressives dans un nombre important de cas. Dans l'enquête E2, sur les 255 personnes ayant changé de résidence, du point de vue des conditions de logement et de la perception de la résidence actuelle, la moitié des personnes interrogées renvoie à une trajectoire promotionnelle lors de la dernière mobilité résidentielle, tandis que 30 % dessinent une trajectoire relativement stable, et moins d'un quart connaissent une dégradation de leur position.
Par ailleurs, chez les personnes entretenues (E1), pour plus de 80 % d'entre elles, la dernière mobilité résidentielle est associée globalement à une amélioration des conditions de logement (vécue et/ou voulue comme telle), tandis que les trajectoires régressives concernent moins d'une personne sur 10, de même que les trajectoires appréhendées comme neutres ou stables.

[48] L'objectif est de comprendre si la situation actuelle est perçue *a priori* comme une installation satisfaisante – n'impliquant pas nécessairement un changement de résidence futur proche – ou si au contraire, elle renvoie à une solution temporaire et transitoire.

Les trajectoires « ascendantes » comme « descendantes » sont à comprendre principalement par rapport aux représentations des espaces résidentiels et aux projets de mobilité.

Les trajectoires passives des personnes n'ayant pas changé de résidence sont plus hétérogènes. Les réponses aux questionnaires E2 ont majoritairement renvoyé à des dégradations ou stabilités quant aux conditions de logement et perceptions de l'espace résidentiel. Ces trajectoires sont le plus souvent à imputer aux représentations négatives du contexte résidentiel, combinées à l'évocation d'un projet de mobilité non abouti. À l'inverse, l'amélioration est souvent liée aux représentations positives et au souhait de rester dans le contexte résidentiel actuel.

Une analyse plus détaillée, autorisée par les entretiens, révèle des trajectoires nettement améliorative pour les familles les plus anciennement installées d'une part, et d'autre part, pour des jeunes générations (nouvelle ou descendante des pionniers) qui accèdent à la propriété dans ces espaces. Les individus connaissant une trajectoire régressive renvoient à un autre segment des nouvelles générations, plus pauvres, récemment installées et dont la résidence antérieure se situait moins souvent dans le voisinage immédiat.

Dans le détail des trajectoires observées, se dessinent premièrement, un effet de générations, deuxièmement, l'importance de la représentation de la séquence résidentielle envisagée au moment de la mobilité, et troisièmement, le poids de l'inscription de la mobilité au sein de réseaux sociaux spatialisés dans le contexte résidentiel actuel. En effet, la mobilité résidentielle s'inscrit d'abord dans des réseaux familiaux et sociaux bien localisés. En outre, les stratégies résidentielles sont très influencées par les lois du marché du sol urbain et du contexte politico-juridique de l'accès au foncier – variables dont il faut mesurer le caractère fortement évolutif, quel que soit le quartier ou l'étape résidentielle envisagée.
La proximité spatiale des changements de résidence et la durabilité de l'installation témoignent d'un ancrage en construction. Toutefois, si la durée d'installation semble contribuer à des trajectoires d'amélioration, elle ne saurait constituer une explication suffisante. Le localisme et l'ancienneté dans le quartier ne sont pas garants de trajectoires ascendantes. Néanmoins, ces deux dimensions renvoient à l'importance de l'approche de la mobilité sociale des habitants en termes d'ancrage résidentiel.

L'analyse de parcours spécifiques d'habitants renforce l'hypothèse de la forte articulation entre ancrage et mobilité sociale.
Le parcours d'Eva, âgée d'une trentaine d'années, témoigne par exemple d'une trajectoire ascendante où l'inscription dans la colonie de résidence renvoie à un ancrage dans le temps, dans l'espace des mobilités, dans l'espace local et même, dans l'espace symbolique et politique du quartier. Eva est arrivée à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, après être née et avoir grandi dans le municipe voisin de Chicoloapan. Accompagnée de sa famille, elle s'installe dans la colonie actuelle en 1988, son père ayant eu l'opportunité d'obtenir un terrain à La Paz en échange du gardiennage. Durant les années 1990, le décès de son père entraîne une dégradation forte des conditions de logement du reste de la famille, le propriétaire du terrain les déguerpissant et les conduisant à chercher une solution précaire, à proximité, à travers le réseau de connaissances alors établi. Vivant au début dans des conditions de forte précarité – sans eau, ni électricité, ni infrastructures scolaires proches –, Eva connait pourtant dans les années qui suivent une amélioration relative de sa position socio-résidentielle[49].

[49] Ce n'est pas le cas de l'ensemble du ménage. En effet, Eva évoque notamment les trajectoires de ses frères, partis du quartier suite à des années difficiles, ainsi que le départ définitif de sa mère, retournée vivre dans son État natal à Guadalajara.

Durant les années 2000, elle se marie et décide d'acquérir un nouveau terrain afin que la jeune cellule familiale (naissance d'un fils) puisse être plus autonome et acquière un logement plus spacieux, tout en restant à proximité de la famille d'une part, du réseau de connaissances d'autre part. Au moment des enquêtes, l'ancrage d'Eva dans son quartier se comprend par son parcours de mobilité résidentielle dans la proximité d'un côté (carte 8.16), par son ancrage devenu également politique de l'autre, puisqu'elle était devenue en septembre 2010 déléguée d'un conseil de participation citoyenne de son quartier et avait notamment permis des travaux d'adduction d'eau. Propriétaire de son logement malgré l'absence de titre officiel, Eva appréhendait alors sa résidence au moment de l'enquête comme une étape durable, dans la continuité des efforts réalisés pour obtenir un meilleur logement que précédemment.

Par ailleurs, les trajectoires stables ou régressives des personnes installées depuis un laps de temps plus court, voire très court, peuvent renvoyer à des stratégies de « pari sur le plus long terme », relativement classiques dans ces quartiers. L'équilibre apparent (et provisoire) entre les améliorations et les régressions occasionnées par un changement de résidence est ainsi à nuancer par rapport à l'ensemble du parcours, passé et envisagé dans l'avenir.
L'exemple de Gerardo, trentenaire vivant à Ampliación La Conchita à Tláhuac, est révélateur. Si le changement de résidence a été pour lui, son épouse et son fils, synonyme de conditions plus difficiles au moment des enquêtes par rapport à leur étape résidentielle précédente, la mobilité a été pensée au regard de l'aspiration à l'indépendance et à la propriété d'une part, de la proximité avec sa famille et son emploi d'autre part. Les sacrifices concédés par Gerardo et sa famille ont été lourds. En échange de la propriété et de l'indépendance dans une maison « à eux », le ménage a dû voir ses conditions de logement se dégrader temporairement. Vivant jusqu'à début 2010 dans la colonie voisine de Miguel Hidalgo – où se localise aussi son emploi – avec ses parents, Gerardo achète un lot à Ampliación La Conchita en 2000, puis économise afin de construire sa maison en 2009. Lorsqu'il emménage en 2010, il est certes propriétaire, mais d'une maison en travaux, dans une zone illégale, mal raccordée aux réseaux routiers, d'eau et d'électricité. Les efforts consentis par lui-même et sa famille sont alors à replacer dans une installation pensée sur le long terme et fortement ancrée localement.

Enfin, le cas de trajectoires descendantes sur le long terme a été observé lors de nos entretiens, mais reste très rare. L'histoire de Madame V. à La Conchita en est pourtant un exemple. Née à Puebla dans les années 1940, elle arrive à Tláhuac dans les années 1990 pour suivre ses enfants venus chercher du travail. Elle est d'abord locataire à Tláhuac, puis hébergée chez ses fils (locataires), maçons à La Conchita, eux-mêmes locataires. Puis, n'ayant plus les moyens de payer sa propre part du loyer, elle est « tolérée » dans l'appartement, le temps que le propriétaire fasse des travaux. Fin 2010, elle cherchait à se loger à Tempiluli, auprès de propriétaires terriens, en se proposant d'assurer le gardiennage de parcelles. Or, dans un contexte de forte pression pour les ventes, son impossibilité financière à fournir une caution (pour préfigurer l'achat éventuel) obérait fortement ses perspectives de rester dans ce contexte résidentiel, accentuant encore le processus de précarisation.
Toutefois, les trajectoires régressives s'appréhendent aussi comme une adaptation provisoire à une conjoncture défavorable, liée à l'histoire familiale, personnelle, professionnelle, voire politique, ou encore, plus directement liée au contexte résidentiel (chapitre 6). Le parcours de Mario, âgé d'une vingtaine d'années, illustre cette configuration. Arrivé en 2005 à Tempiluli à Tláhuac suite au déménagement de ses parents, il décide d'acheter un terrain et d'y construire une maison dans le même quartier en 2007. Or, en 2010, suite à une période de chômage trop importante, il se retrouve dans l'incapacité de payer ses traites mensuelles auprès du propriétaire – un ami de la famille – et se décide à revendre son bien en 2010 – à un membre de la famille – pour retourner au domicile parental afin d'économiser. Cette stratégie

de repli s'avère bien sûr provisoire aux yeux de Mario, qui compte (en 2011) au plus vite lancer une activité commerciale et poursuivre un nouvel itinéraire résidentiel.

Durée d'installation, proximité spatiale, insertion dans des stratégies familiales se combinent pour esquisser les caractéristiques d'un ancrage résidentiel en formation pour un bon nombre d'habitants. La diversité des configurations existantes permet d'écarter la conceptualisation d'un modèle unique de mobilité et d'ancrage dans ces quartiers et participe à approcher ces dynamiques dans leur pluralité et leur complexité. L'hétérogénéité des modèles s'inscrivant dans le contexte des colonies populaires invite à observer ces espaces comme ceux de pratiques résidentielles différenciées et permet de fournir un indicateur de la maturation des contextes résidentiels. C'est donc la diversité des étapes résidentielles qui semble caractériser l'ancrage en colonies populaires périphériques et cette diversité demande d'interroger l'ensemble du parcours des habitants.

8.2. Itinéraires et espaces résidentiels : de la naissance aux projets de mobilité ; de l'individu à l'entourage

« Vivre, c'est passer d'un espace à un autre, en essayant le plus possible de ne pas se cogner ».
[Perec, 2000 (1ère ed. 1974), p. 16]

Si la dernière étape a fourni quelques clefs de lecture sur la diversité des trajectoires socio-spatiales engagées, il s'agit désormais d'interpréter ce « dernier temps » dans la perspective de l'ensemble de l'itinéraire et de l'espace résidentiel des personnes interrogées. Un regard longitudinal sur le parcours social et spatial, prenant en compte un maximum d'étapes de l'itinéraire biographique et de paramètres des systèmes résidentiels, permet d'affiner l'analyse des ancrages des personnes.
Pour cela, on se propose ici de questionner quelques profils emblématiques de mobilité résidentielle vers les colonies populaires périphériques et/ou s'inscrivant en leur sein. Il s'agira d'interroger dans un premier temps les différentes étapes résidentielles des personnes enquêtées. On s'attachera alors à analyser les parcours de vie des individus, en intégrant les dimensions de leur entourage. Au-delà de l'itinéraire, écoulé et actuel, les perceptions résidentielles et les projets de mobilité seront également interrogés. Enfin, on présentera quelques parcours synthétiques typiques des configurations mises en évidence.

8.2.1. Parcours de vie et parcours résidentiel : construction des itinéraires

Dans notre réflexion sur l'ancrage en tant qu'indicateur fort de la maturation du quartier – mais ne se limitant pas à un attachement univoque au lieu de résidence –, il s'agit de comprendre la construction de l'itinéraire au cours duquel il se forge. Au moyen de nos enquêtes et entretiens, nous avons exploré les lieux d'origine des habitants des quartiers. Outre le lieu de résidence antérieur, il s'est agi de considérer un maximum de lieux constitutifs de l'itinéraire résidentiel de l'individu interrogé, dans l'objectif d'identifier quelques trajectoires-types. Ensuite, l'intérêt s'est spécifiquement porté des espaces déterminant dans la construction de l'ancrage : espaces « d'origine » et « fondateurs ».

8.2.1.1. Étapes résidentielles : nombre et localisations

Une entrée simple pour lire les itinéraires résidentiels consiste à « mesurer » les différentes étapes expérimentées par l'individu en les comptabilisant et en les localisant. Ce préalable permet d'appréhender les systèmes de mobilité et de questionner l'ancrage éventuel en construction aujourd'hui dans les colonies populaires étudiées.

Approche des systèmes de mobilité : éclairer les trajectoires résidentielles et l'ancrage ?
On cherche ici à comprendre les mobilités résidentielles de manière systémique afin de les hisser en grilles de lecture pertinentes de l'ancrage. Pour cela, nous reprenons le filtre du *système de mobilité,* défini par G. Cortès [1998, p. 267] comme « *l'identification des liens ou relations qu'établissent les acteurs-migrants entre les différents espaces qu'ils fréquentent* ». La prise en compte de l'ensemble de ces localisations renvoie à un espace de référence défini à plusieurs échelles, au sein duquel se construisent et s'articulent les mobilités résidentielles, mais aussi des pratiques à comprendre sur des temps plus courts (chapitre 9). L'intérêt porté sur les systèmes de lieux dans lesquels s'inscrivent les mobilités permet de ne pas appréhender les trajectoires intra-urbaines en termes de rupture, mais bel et bien dans un continuum socio-spatial.
L'itinéraire « migratoire », compris comme l'ensemble des trajectoires individuelles retracées à l'aide du récit de vie [Cortès, 1998 ; Lelièvre, 2002], est composé d'étapes successives que l'on peut alors mettre en lumière. L'analyse de l'étape antérieure à la position actuelle a permis de mettre en avant les motivations et tendances lourdes dans l'élaboration des choix et des stratégies par les individus et les ménages. Certaines sont externes – prix du terrain, localisation de l'emploi, voire simples stratégies de subsistance –, d'autres plus liées aux stratégies familiales (regroupement, ou au contraire, décohabitation, élargissement de la cellule, etc.) et aux aspirations personnelles, mais renvoient vers une recherche *in fine* d'une amélioration des conditions d'existence.
L'itinéraire résidentiel peut également être interprété en termes de cyclicité, voire de circulation [Bertrand, 2000, 2005 ; Quesnel, 2009 ; Pujol 2010 ; Tarrius, 2010]. G. Cortès [1998] observe par exemple, au sujet des migrants ruraux boliviens, deux cycles – celui d'initiation-installation et celui de construction-consolidation – dont la transposition dans un espace urbain n'est pas sans rappeler le modèle de Turner. Or, ce dernier, s'il est aujourd'hui en partie obsolète, permet pourtant de poursuivre l'analyse des mobilités en observant cette cyclicité de l'itinéraire.
On peut par exemple lire les trajectoires « centripètes » – un passage vers un/le centre et/ou à l'étranger – comme une période d'initiation de la mobilité. Cette dernière signifie le plus souvent une décohabitation, en même temps qu'une période d'épargne, qui peut reposer sur une trajectoire descendante provisoire du point de vue de la position socio-résidentielle. Les concessions alors réalisées peuvent être approchées comme la préparation de l'étape ultérieure, renvoyant à la période de construction-consolidation progressive. Celle-ci peut impliquer dans l'espace urbain un certain éloignement du/d'un centre, afin de trouver en périphérie les conditions nécessaires d'accès à la situation socio-résidentielle adéquate aux yeux des individus et des ménages.

Les parcours de mobilité se retrouvent ainsi au cœur du cycle économique et familial de l'individu, ce qui suppose également l'intégration de cet individu dans un réseau social spatialisé. Les espaces de la mobilité résidentielle intra-urbaine doivent eux aussi réunir les facteurs de la réussite du changement de résidence, c'est-à-dire parfois l'information, la structure d'accueil et le travail [Cortès, 1998], mais aussi un meilleur « chez soi », la proximité de la famille et un confort de vie globalement supérieur (ou prévu comme tel).

La grille de lecture des systèmes de mobilité interroge de manière encore transversale le nombre et la localisation des étapes résidentiels le long de l'itinéraire résidentiel.

Nombre d'étapes : mesurer la mobilité au cours d'une vie
Le nombre d'étapes résidentielles des personnes interrogées fournit un premier aperçu de la mobilité des habitants des quartiers étudiés. Sur les 139 entretiens de l'enquête E1, il a été possible de connaître avec une plus ou moins grande précision l'histoire résidentielle de 111 personnes. On obtient alors une description – même inégalement renseignée – de près de 347 étapes résidentielles, dont 236 antérieures à la situation résidentielle actuelle.
Ces étapes renvoient d'abord à une distribution inégale de la mobilité chez les individus. Le nombre d'étapes par personne va en effet de 1 – signifiant la stabilité dans le même logement tout au long de la vie – à 8 (soit 7 changements de résidence décrits par les enquêtés), la moyenne étant de 3 (tableau 8.5). Plus le nombre d'étapes est élevé, moins les effectifs de personnes concernés sont nombreux. La majeure partie des habitants interrogés ont connu entre 2 et 4 étapes, soit entre 1 et 3 changements de résidence au cours de l'itinéraire résidentiel, quelle que soit la classe d'âge. Les liens qui pouvaient être attendus entre le nombre d'étapes et l'âge des individus sont faibles au sein de notre échantillon.

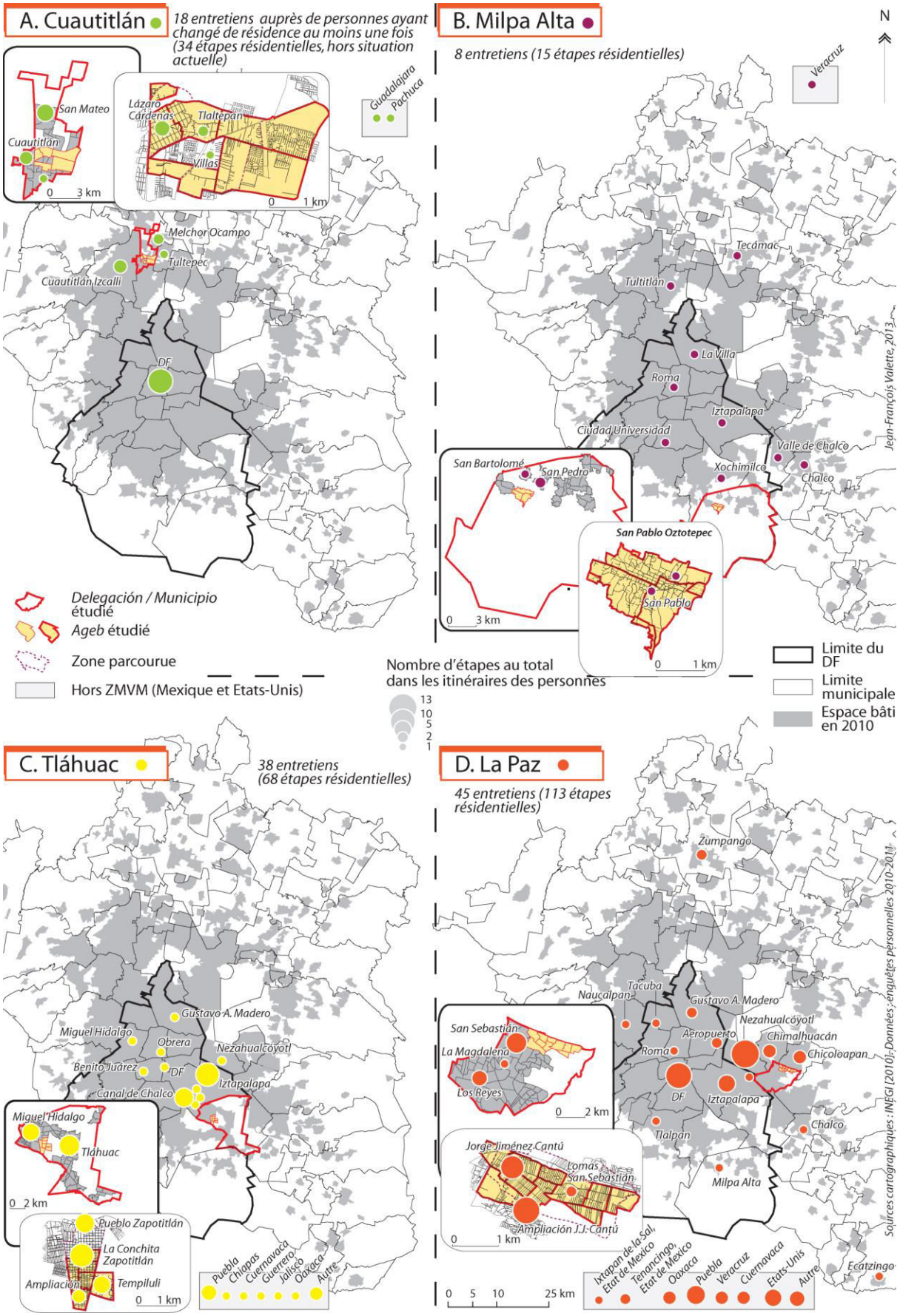
Tableau 8.5. Nombre d'étapes des enquêtés de E1

Nombre d'étapes résidentielles	Nombre d'individus	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 ans et +*	*Non rép.*
1 - même logement	**8**	4		4		*1*			*4*	*2*		*1*
2	**38**	7	11	4	16	*1*	*8*	*6*	*15*	*5*	*1*	*2*
3	**35**	6	12	3	15		*3*	*7*	*10*	*5*	*9*	*2*
4	**23**	4	14		5		*3*	*3*	*12*	*4*	*1*	
5	**7**	1	5		1		*1*	*1*	*2*	*1*	*2*	
6	**3**		1	1	1		*1*	*1*	*1*			
7	**1**		1								*1*	
8	**1**		1						*1*			
Non répondu	***23***	*3*	*13*	*1*	*5*		*4*	*3*	*10*	*2*	*1*	*2*
Total	**139**	**25**	**58**	**13**	**43**	***2***	***20***	***21***	***55***	***19***	***15***	***7***

Sources : enquête E1, 2010-2011

Localiser les étapes antérieures : la proximité mise en évidence
Les localisations des étapes des itinéraires résidentiels des enquêtés se caractérisent par leur forte proximité (tableau III.4.43 et carte 8.3) : 43 % des étapes résidentielles antérieures à la situation actuelle se situent à l'intérieur des municipes de la résidence actuelle, et une sur 5 a eu lieu dans un municipe voisin. Au final, ce sont 6 mobilités résidentielles sur 10 qui s'inscrivent dans le voisinage de l'actuelle résidence, toutes zones et tous âges confondus. Le caractère local des systèmes résidentiels des habitants des colonies populaires périphériques est donc confirmé et participe à appréhender ces systèmes en termes d'ancrage au sein de ce qui s'esquisse comme un « bassin de vie ».
Comme sur la carte 8.2 précédente, les configurations spatiales restent proches, même si elles renvoient à des localisations plus diffuses. En dehors du cas de Milpa Alta – où les proximités sont moins fortes –, on retrouve l'importance des localisations à Iztapalapa pour Tláhuac, à Nezahualcóyotl pour La Paz, et dans le DF pour Cuautitlán.

Carte 8.3. Lieux des étapes résidentielles antérieures des personnes de l'enquête E1



Les structures des ménages au fil de l'itinéraire : l'importance des familles élargies
Il s'agit ici de mettre au jour les systèmes de corésidence activant à des degrés divers les réseaux familiaux et sociaux au cœur de l'ancrage résidentiel (tableau 8.6). Les systèmes résidentiels des enquêtés s'organisent essentiellement par rapport au modèle de la famille élargie. Pour 70 % des étapes antérieures, les personnes résidaient en effet au sein d'un ménage pouvant renvoyer au conjoint et aux enfants, mais aussi à la fratrie, aux parents, voire aux grands-parents, etc. Les proportions restent très élevées quelle que soit la localisation de l'étape. Cette tendance donne à voir l'importance de l'inscription systématique des étapes résidentielles dans des réseaux familiaux et la construction de stratégies résidentielles sur le principe de la proximité de ces réseaux.

Tableau 8.6. Type de ménages selon le type de localisation de l'enquêté au cours de l'itinéraire résidentiel (étapes antérieures) (E1)

	Même colonie	**Colonie voisine**	**Autre colonie du municipe**	**Municipe voisin**	**Autre municipe de l'entité (DF/Edomex)**	**Entité voisine**	**Autre Entité**	**États-Unis**	*Non répondu*	**Total général**
Seul	1	1						2		**4**
Famille nucléaire	4	11	8	7	3	7	3		1	**44**
Famille composée (belle-famille)	2	1		3		1				**7**
Famille élargie	27	27	7	27	9	14	15	2	1	**129**
Non répondu	*7*	*2*	*3*	*6*	*6*	*10*	*13*	*1*	*4*	***52***
Total réponses	**34**	**40**	**15**	**37**	**12**	**22**	**18**	**4**	**2**	**184**

Sources : enquête E1, 2010-2011

Mesurer « le poids » d'une étape dans un itinéraire : la densité de résidence
La notion de *densité de résidence* permet d'analyser temps passé par les individus sur le lieu de résidence afin d'approcher la profondeur de l'inscription spatiale de l'étape. Elle renvoie au calcul du rapport entre le temps de résidence dans un lieu donné et la période totale prise en compte dans l'appréciation de l'itinéraire de l'enquêté [Barbary *et al,* 2004].
L'observation des densités de résidence permet de sonder l'importance relative d'une séquence résidentielle par rapport à une autre, et en cela, de différencier le poids de la résidence actuelle par rapport aux étapes précédentes dans les parcours de vie (tableau 8.7A). Au final, les étapes résidentielles approchées au moment des enquêtes ne renvoient que dans moins d'un quart des cas à des densités de résidence élevées ; elles témoignent même d'une densité faible dans presque la moitié des cas. On comprend ici la nécessité d'appréhender les autres étapes pour avoir une vision plus large des systèmes résidentiels et de leur inscription dans l'espace.
Si on approche les autres étapes résidentielles du point de vue de leur localisation, on observe alors qu'une majorité des étapes résidentielles où la densité de résidence est élevée est située à proximité de la résidence actuelle (les trois quarts dans le voisinage) (tableaux 8.7B et C).
On observe tout d'abord que les étapes les plus longues (caractérisées par les densités de résidence les plus élevées) sont le plus souvent situées à proximité du logement actuel (tableau 8.7B). Toutefois, les étapes antérieures proches du domicile actuel ne sont pas systématiquement longues (tableau 8.7C). Ainsi, moins d'un tiers des étapes résidentielles (actuelle incluse) dans le municipe actuel de résidence se caractérisent par une forte densité résidentielle. En outre, les étapes hors du voisinage actuel (à l'échelon du municipe) peuvent également être longues : dans la moitié des cas, ces étapes sont caractérisées par une densité moyenne à élevée. Cette nuance, si elle ne remet pas en question l'inscription des systèmes de lieux et de la carrière résidentielle dans un espace de proximité, dénote tout de même une diversité importante de profils d'ancrage dont il faut tenir compte dans l'approche des espaces d'origine des habitants des colonies populaires périphériques.

Tableau 8.7. Densité de résidence

A. Selon l'étape considérée

	Densité résidentielle				
Étape résidentielle	**Faible (<0,2)**	**Moyenne (0,2;0,4)**	**Élevée (>0,4)**	***Non rép.***	**Total**
Résidence actuelle	49	36	24	*2*	**111**
Autres étapes de l'itinéraire résidentiel	73	68	84	*11*	**236**
Total	**122**	**104**	**108**	***13***	**347**

B. Selon la localisation des étapes résidentielles (total, y compris étape actuelle)

	Densité de résidence				
Localisation de l'étape résidentielle	**Faible (<0,2)**	**Moyenne (0,2;0,4)**	**Élevée (>0,4)**	***Non répondu***	**Total général**
Même colonie	62	41	41	*1*	**145**
Colonie voisine	10	13	18	*1*	**42**
Autre colonie du municipe	3	7	6	2	**18**
Municipe voisin	10	17	17	*2*	**46**
Autre municipe de l'entité fédérative	9	8	2		**19**
Entité fédérative voisin	13	8	8	*3*	**32**
Autre État	9	8	12	*2*	**31**
États-Unis	5				**5**
Non répondu	1	2	4	*2*	**9**
Total général	**122**	**104**	**108**	**13**	**347**

C. Selon la localisation des étapes résidentielles antérieures à la situation actuelle

	Densité de résidence				
Localisation de l'étape résidentielle antérieure	**Faible (<0,2)**	**Moyenne (0,2;0,4)**	**Élevée (>0,4)**	***Non rép.***	**Total général**
Même colonie	18	6	17		**41**
Colonie voisine	10	13	18	*1*	**42**
Autre colonie du municipe	3	7	6	2	**18**
Municipe voisin	7	17	17	*2*	**43**
Autre municipe de l'entité fédérative	8	8	2		**18**
Entité fédérative voisine	13	8	8	*3*	**32**
Autre État	9	8	12	*2*	**31**
États-Unis	5				**5**
Non répondu		1	4	*1*	**6**
Total général	**73**	**68**	**84**	**11**	**236**

Sources : enquête E1, 2010-2011

8.2.1.2. Des expériences dans des espaces d'origine et des espaces fondateurs

Au sein de l'étude des systèmes résidentiels actuels des personnes interrogées, nous explorons désormais les localisations « qui ont particulièrement compté » au cours de leur itinéraire, notamment dans les premières phases de la vie. Pour cela, nous transposons dans nos contextes les concepts d'*espace d'origine* et *d'espace fondateur,* proposés par A. Gotman[50] et analysés également par E. Lelièvre, N. Robette [2006] et N. Robette [2009] à partir de l'enquête *Biographies et entourage* (chapitre 3).

Le premier renverrait davantage à l'espace auquel on applique un sentiment d'appartenance[51] et de reconnaissance, participant de l'identité de l'individu [Guérin-Pace, 2006, 2007 ;

[50] *In* C. Bonvalet, A. Gotman, Y. Grafmeyer [1999] (*op. cit.*) (voir chapitre 3, 3.2.3.3).

[51] F. Guérin-Pace définit le sentiment d'appartenance à un territoire comme « *une manifestation de l'identité* [définie comme le sens donné à soi-même] *spatiale qui se traduit par un sentiment d'inscription spatiale sur un territoire »*, dont l'étendue géographique est variable (rue, quartier, région, pays, continent) [2007, p. 151-152]. L'appartenance conduit donc à une identification (« être d'un lieu ») et à une appropriation (« chez soi », « son » lieu) [Guérin-Pace, 2006, p. 102]. En cela, l'*appartenance* diffère de l'*attachement* (« être bien dans un lieu »).

Ramos, 2006 ; Garcia, Dansereau, 2010], mais où l'expérience du lieu que ce dernier en fait est à différencier d'une lecture en termes de *racines* [Imbert, 2005]. La force identitaire de l'espace d'origine entendu comme tel tient dans la manière avec laquelle il fait écho symboliquement à « *l'espace d'où l'on vient* », et plus matériellement, à l'espace de naissance des parents et grands-parents [Lelièvre, Robette, 2006, p. 3]. La localisation du lignage renverrait en effet à la profondeur historique d'une inscription dans un lieu en particulier. Associée à une forte ancienneté de l'installation dans un quartier, ou marquée par les séparations liées à l'histoire migratoire, la charge symbolique attachée à cet espace est souvent élevée.
Le second – espace fondateur – renvoie davantage à l'espace de la socialisation importante, développée pendant et à la sortie de l'enfance, ainsi qu'au moment de l'entrée dans la vie adulte. Appréhender les lieux « *où [les personnes] ont grandi* » (de la naissance à l'âge de 15 ans) [Lelièvre, Robette, 2006, p. 3] permet d'approcher un de leurs lieux d'ancrage, qu'il soit constitutif, similaire ou aujourd'hui exclu de leur espace de vie actuel.

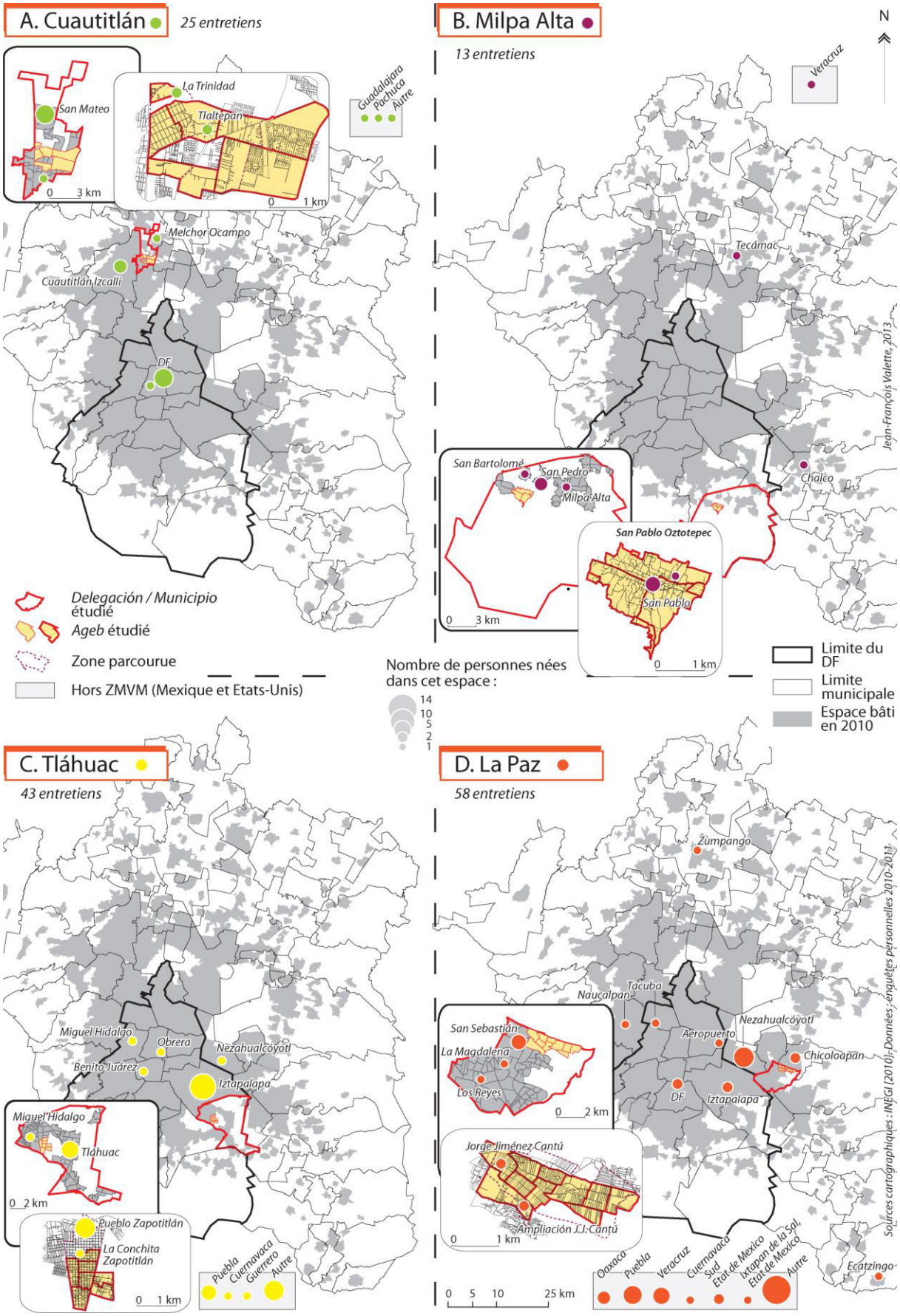
Il a été possible d'intégrer à nos questionnements une partie de ces dimensions biographiques au sein des enquêtes menées à Mexico. Au cours de l'analyse des itinéraires biographiques, nous avons tenté d'approcher l'histoire des individus et de leur entourage. En nous appuyant sur les deux concepts d'espace d'origine et d'espace fondateur, nous tentons de cerner l'amplitude des systèmes résidentiels en nous arrêtant sur la localisation de l'enquêté à deux moments-clefs :

- le lieu de naissance des personnes de l'enquête E1 ;
- le lieu de résidence à l'âge de 15 ans[52] (entretiens E1 et questionnaires E2) ;

Le lieu de naissance des personnes
La localisation des lieux de naissances des enquêtés confirme la force de la proximité dans les itinéraires résidentiels (tableau III.4.44, carte 8.4). Se dessinent alors de véritables bassins de vie pour une partie de la population appréhendée.
Sur l'échantillon de personnes interrogées, 40 % d'entre elles sont nées dans le municipe où elles résident encore au moment des enquêtes, un quart dans le voisinage direct – voire dans le même logement – de la résidence actuelle. Cette tendance ressort particulièrement dans les entretiens menés à Tláhuac – où l'importance du centre (San Pedro Tláhuac) et de Zapotitlán ressort nettement – et à Milpa Alta. Plus d'une personne sur 5 est originaire du municipe voisin : on peut notamment souligner l'importance des naissances à Nezahualcóyotl pour La Paz, à Iztapalapa pour Tláhuac, et à Cuautitlán Izcalli pour Cuautitlán. Au final, près des deux tiers des enquêtés sont nés à proximité de leur lieu de résidence actuelle, dans un rayon maximal de quelques kilomètres.
Toutefois, des itinéraires plus complexes sont également mis en évidence ; ils concernent près de 4 personnes sur 10. Nos entretiens ont ainsi révélé 25 parcours résidentiels de personnes nées dans d'autres États que le DF et l'État de Mexico. Ces itinéraires « longs » caractérisent en premier lieu les tranches d'âges les plus élevées (plus de 34 ans). Dans le même temps, la corrélation entre âge et longueur de l'itinéraire est à nuancer : sur 15 personnes de plus de 70 ans rencontrées, 6 sont nées dans la colonie voisine à celle de leur résidence actuelle. La distribution par tranches d'âges, si elle reste indispensable dans la structuration logique des itinéraires résidentiels, n'implique pas dans notre échantillon de tendances majeures.

[52] Le choix de ce seuil renvoie à une étape symbolique importante dans le « passage à l'âge adulte ». D'une part, on pense à un temps fort l'adolescence au Mexique, notamment chez les filles, avec le passage du *quince años,* assez souvent (mais pas systématiquement) célébré par la Fête des Quinze ans. D'autre part, ce seuil correspond aussi à la limite de l'âge de scolarisation obligatoire (NEOEM, voir chapitre 4).

Carte 8.4. Lieux de naissance des personnes de l'enquête E1



Enfin, la naissance dans la même colonie que la résidence actuelle n'implique pas pour autant la « stabilité » résidentielle : en effet, sur les 17 personnes nées dans leur quartier actuel, 5 ont déménagé au moins une fois, dont une jusqu'à 5 fois. Au final, plus des deux tiers des personnes nées dans le voisinage direct de leur résidence actuelle ont changé au moins une fois de résidence. Toutefois, les itinéraires impliquant un plus grand nombre d'étapes résidentielles (plus de trois déménagements) renvoient davantage à des personnes nées au-delà du voisinage direct de la résidence actuelle et à des parcours plus complexes, souvent démarrés dans l'entité fédérative voisine ou en province.

L'espace fondateur à travers la résidence à l'âge de 15 ans

Il s'agit ici d'explorer la jeunesse des personnes enquêtées, afin de cerner leur « espace fondateur ». Pour cela, nous avons choisi de présenter les localisations et les configurations des individus à l'âge de 15 ans. Cette séquence peut être approchée au moyen des questionnaires E2 et des entretiens E1.

- Approche par les questionnaires

Sur les 274 personnes interrogées *via* l'enquête E2 ayant changé de résidence au moins une fois dans leur vie, 251 ont renseigné la localisation du chef de ménage lorsque ce dernier avait 15 ans (tableau 8.8). Malgré les limites méthodologiques de notre questionnaire, 47 % des chefs de ménage résidaient déjà dans le municipe actuel à l'âge de 15 ans – 58 % d'entre eux indiquaient alors être âgés de plus 24 ans au moment des enquêtes. Parmi cet échantillon, 9 chefs de ménage ayant déjà changé au moins une fois de résidence au moment des enquêtes indiquent avoir résidé dans le logement actuel à l'âge de 15 ans. Cette indication témoigne de mobilités effectuées avant l'âge de 15 ans, mais aussi de mobilités résidentielles « de retour » au sein du domicile parental/familial après des étapes dans d'autres résidences[53].

Tableau 8.8. Lieu de résidence des chefs de ménage à l'âge de 15 ans dans l'enquête E2

		Terrain				*Age renseigné sur le questionnaire**					
Lieu de résidence du chef de ménage à l'âge de 15 ans (pour les personnes mobiles)	**Total**	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**	***10 à 14 ans***	***15 à 24 ans***	***25 à 34 ans***	***35 à 49 ans***	***50 à 69 ans***	***Non rép.***
Même logement	***34***	*8*	*8*	*18*		*10*	*13*	*7*	*2*		*2*
Autre logement de la colonie ou colonie proche	**54**	14	8	19	13	*8*	*5*	*26*	*10*	*2*	*3*
Autre colonie du municipe	**31**	8	14	5	4	*5*	*3*	*16*	*6*		*1*
Autre municipe de l'entité fédérative	**28**	9	14	1	4	*5*	*1*	*9*	*12*		*1*
Municipe voisin (même si autre entité)	**30**	7	9	11	3	*5*	*6*	*7*	*8*	*3*	*1*
Entité voisine (DF/État de Mexico)	**28**	7	16	5		*4*	*1*	*11*	*9*	*3*	*0*
Autre État (au-delà du voisinage)	**46**	3	25	9	9	*11*	*4*	*22*	*7*		*2*
Non répondu	***23***	*4*	*16*	*3*		*14*	*1*	*4*	*3*		*1*
Total réponses	**251**	**56**	**94**	**68**	**33**	***48***	***33***	***98***	***54***	***8***	***10***

** Pouvant renvoyer soit à la personne ayant simplement rempli les premières parties du questionnaire, soit au chef de ménage parent de ces personnes (lorsque les âges sont inférieurs à 15 ans)*

Sources : enquêtes E2, 2010-2011

Autre tendance forte de ces résultats, la proximité est une nouvelle fois mise en évidence : un chef de ménage sur 5 résidait dans le voisinage immédiat de son logement actuel à l'âge de 15 ans, un sur 3 dans le municipe actuel. Autrement dit, les stratégies de décohabitation et d'installation des jeunes ménages semblent obéir à une logique de grande proximité relativement à la résidence familiale. Ce lieu renvoie à la définition précédemment donnée « d'espace fondateur », autour duquel se construisent les dynamiques d'ancrage résidentiel des habitants des quartiers étudiés.

[53] Voir par exemple le cas de Mario (portraits en 8.1.3.3 et carte 8.20).

Enfin, une part non négligeable de chefs de ménage (plus de 18 %) a grandi – du moins résidé à l'âge de 15 ans – dans un autre État (que l'État de Mexico et le DF). Ainsi, les colonies populaires ne sont pas uniquement des espaces de mobilité de proximité : une partie importante de leur population a des « origines » extérieures à la ville de Mexico, renvoyant à des systèmes de lieux de l'ancrage plus complexes.

- Approche par les entretiens

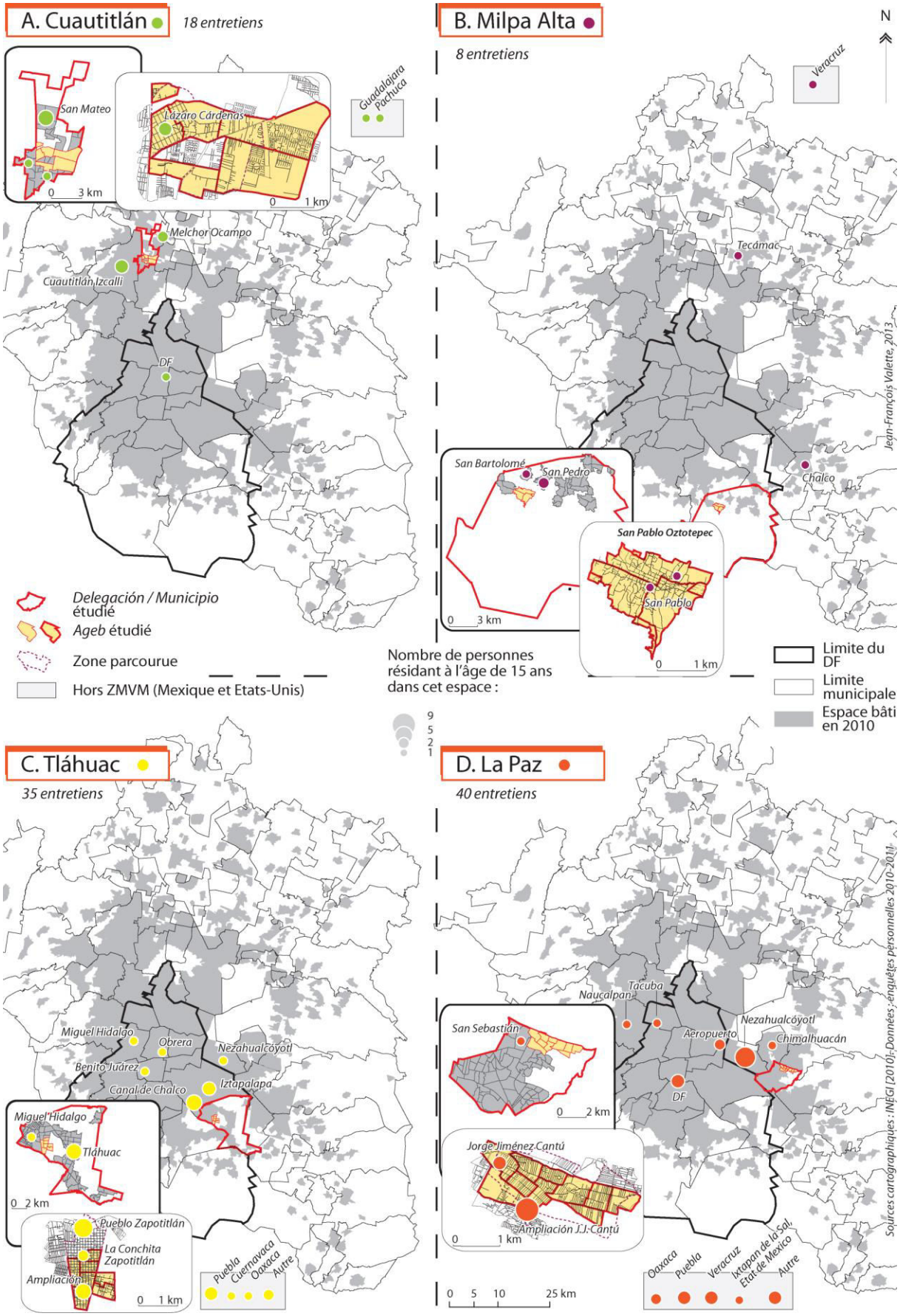
La proximité du lieu de résidence à l'âge de 15 ans telle qu'elle peut être appréciée à travers les entretiens ressort particulièrement (tableau III.4.45 et carte 8.5). La moitié des lieux de résidence présumés « fondateurs » des personnes enquêtées renvoie à une localisation dans le même municipe que l'étape actuelle. L'hétérogénéité des parcours résidentiels esquissée à travers l'enquête par questionnaires ressort également *via* les entretiens : 17 personnes sur les 97 qui ont déjà changé au moins une fois de résidence situent leur résidence au moment de l'adolescence dans un autre État.
Lorsque l'on observe la longueur relative de chaque étape, on remarque presque systématiquement que l'étape résidentielle à l'âge de 15 ans renvoie à une densité élevée, quelle que soit la localisation de cette étape. Cette densité semble d'autant plus élevée qu'elle concerne des étapes inscrites dans un espace de proximité.

L'observation des espaces résidentiels au moment du début de la vie d'adulte renvoie aux fondations des systèmes résidentiels. La proximité de ces espaces d'origine et fondateurs est donc ici mise au jour et s'avère même dominante, renvoyant ainsi à une « autochtonie » importante des itinéraires de mobilité inscrits dans ces quartiers. Le caractère local témoigne de parcours résidentiels fortement inscrits dans une zone plus ou moins circonscrite, et dessine les contours de bassins de vie, au sein desquels se construisent les dynamiques d'ancrage. L'existence d'autres parcours renvoie quant à elle à une hétérogénéité du peuplement de ces espaces, qui ne s'oppose pas pour autant à la formation d'ancrages.
Après avoir exploré les itinéraires du point de vue du total des étapes et des « débuts » du parcours des personnes, il convient désormais d'explorer l'ensemble des lieux mobilisés dans une pratique résidentielle.

8.2.2. Approcher l'ancrage en quartier populaire périphérique par les systèmes résidentiels

L'analyse des ancrages, ainsi que les différents éléments d'implantation dans le lieu de résidence, doivent être compris dans leur caractère pluriel et multilocal. Outre la « résidence principale », il faut en effet appréhender les différentes inscriptions spatiales liées à la dimension familiale, mais aussi compléter ce regard par l'étude d'autres « ancrages alternatifs », pouvant être liés aux réseaux sociaux, ou encore à la multirésidence. Enfin, le projet résidentiel des habitants est très important pour interpréter le lien qu'ils entretiennent avec leur quartier actuel. En nous référant aux travaux sur la question des systèmes résidentiels [Le Bris, 1987 ; Dureau, 2000a : 2002], à ceux sur l'accès au logement dans les colonies populaires à Mexico [Huamán, Barreto, 2002 ; Huamán, González, 2008], ainsi qu'à ceux sur la construction des itinéraires résidentiels en France [Authier, Lévy J-P., 2010], il s'agit d'explorer, à partir de nos enquêtes, la complexité des systèmes résidentiels afin d'observer un maximum de dimensions de l'ancrage.

Carte 8.5. Lieux fondateurs : résidence des personnes à l'âge de 15 ans dans l'enquête E1



Nous présenterons dans un premier temps une lecture des localisations plurielles des habitants par rapport à leurs systèmes résidentiels actuels, tels qu'ils ont pu être approchés au travers des enquêtes de terrain. Dans un deuxième temps, l'entourage des individus sera examiné. Enfin, nous insisterons plus particulièrement sur la localisation des descendants (ou deuxième génération) des habitants des quartiers populaires, afin d'appréhender l'éventuel ancrage multigénérationnel au sein de ces espaces.

8.2.2.1. Des localisations multiples

Une première approche du caractère multilocal de la pratique des espaces résidentiels peut renvoyer à la prise en compte de la multirésidence[54]. Celle-ci peut être abordée de manière autonome, mais fait le plus souvent écho à des pratiques résidentielles structurées par les rapports de parenté [Le Bris *et al*, 1987 ; Dureau, 2002].

Nous nous sommes ici penchés sur les parcours dans lesquels se détachait clairement une pratique multirésidentielle. Dans le cadre de cette thèse, nous n'avons pu mener un suivi quantitatif systématique et rigoureux des durées de résidence, à l'image des travaux de F. Dureau en Colombie [GRAB, 1999], de ceux autour de l'enquête *Biographies et entourage*, ou encore de ceux liés à l'enquête *Familles et logements*[55] entre autres. Toutefois, au fil des entretiens, l'ensemble articulé des lieux de résidence a pu être mis en évidence par l'identification du caractère pluriel de la propriété et de l'occupation de logements.

On observe alors, au sein de l'échantillon de personnes enquêtées, les autres logements éventuels dans le système résidentiel individuel et familial. On approche également la dimension de multipropriété. Sur les 139 entretiens, 30 personnes ont mentionné un ou plusieurs autres lieux de résidence, suffisamment importants à leurs yeux pour être évoqués comme des autres lieux de vie régulièrement fréquentés et où le logement est possible si ce n'est récurrent. Au total, les pratiques résidentielles de ces personnes mobilisent 45 « autres logements », qui renvoient à autant de lieux d'ancrage.

La propension à avoir un autre lieu de résidence semble d'abord liée à l'âge. Au sein de notre échantillon, on remarque en effet que les classes des 50 ans et plus sont plus enclines à résider dans au moins un autre logement[56].

Près d'une vingtaine de personnes ont *une* autre résidence, en plus de celle approchée au moment des enquêtes, notamment dans le cas *tlahuaquense*. Ces autres résidences renvoient, pour les trois quarts, à une propriété. Notre échantillon de multirésidents correspond ainsi à des propriétaires de plusieurs logements et terrains – 34 résidences renvoient à une double, triple, voire quadruple propriété. Dans la plupart des cas (4 personnes mises à part), ils sont également propriétaires du logement dans lequel s'est déroulée l'enquête.

---

[54] Comme le rappellent C. Imbert, G. Deschamps *et al.* [2014, p. 4], la multirésidence désigne de façon générale « *le fait d'avoir plusieurs lieux de résidence* ». Par ailleurs, le terme « pluri-résidence » renvoie de manière plus spécifique à des occupations de logements dont les statuts et les usages sont hétérogènes et s'inscrivent dans différents types de réseaux familiaux ou amicaux.

[55] Cette enquête réalisée en France par l'INSEE en 2011 sur un échantillon de 360 000 personnes adultes visait à cerner la diversité des configurations familiales et leur spatialisation – notamment dans les cas de bi-résidence. Pour une synthèse des résultats relatifs à la bi-résidence, voir C. Imbert, G. Deschamps *et al.* [2014].

[56] Toutes proportions gardées et malgré les limites sociétales de la comparaison, en France, C. Imbert, G. Deschamps *et al* [2014] décrivent également la plus forte fréquentation de plusieurs logements après 60 ans, liée à la cessation d'activité d'une part, à la constitution progressive au cours de la vie active des conditions financières nécessaires pour entretenir un autre logement d'autre part. Les auteurs soulignent également dans le cas français le poids de la bi-résidence chez les jeunes générations (avant 25 ans) : 11 % des adultes habitent deux logements ou plus et cette proportion s'élève – du fait de motifs familiaux et scolaires principalement – à 26 % chez les moins de 20 ans. Cet impact de la massification des études supérieures sur les systèmes résidentiels des jeunes ne se retrouve pas *a priori* au Mexique, notamment dans les quartiers étudiés ici.

Lorsque l'on observe la localisation de ces autres résidences (carte 8.6), on constate encore une fois le caractère dominant de la forte proximité : deux tiers de ces logements se situent dans le voisinage, dont un tiers dans la même colonie. Apparaissent également des stratégies de multipropriété des personnes résidant (aussi) dans un municipe voisin, notamment à La Paz (Nezahualcóyotl et Iztapalapa) et Cuautitlán (Tultepec et Melchor Ocampo).

La multirésidence pose alors la question de l'identification d'une « résidence-base » – dont on importe la définition de l'analyse des migrations [Domenach, Picouet, 1995] (chapitre 3) –, du moins d'une résidence principale au sein de ce système[57]. Une analyse compréhensive reposant en particulier sur les corésidents au sein du logement appréhendé au moment des enquêtes d'une part, sur l'éventuelle activité économique liée à cette résidence[58] d'autre part, a permis de révéler trois profils différents dominants, non exhaustifs, ni exclusifs :

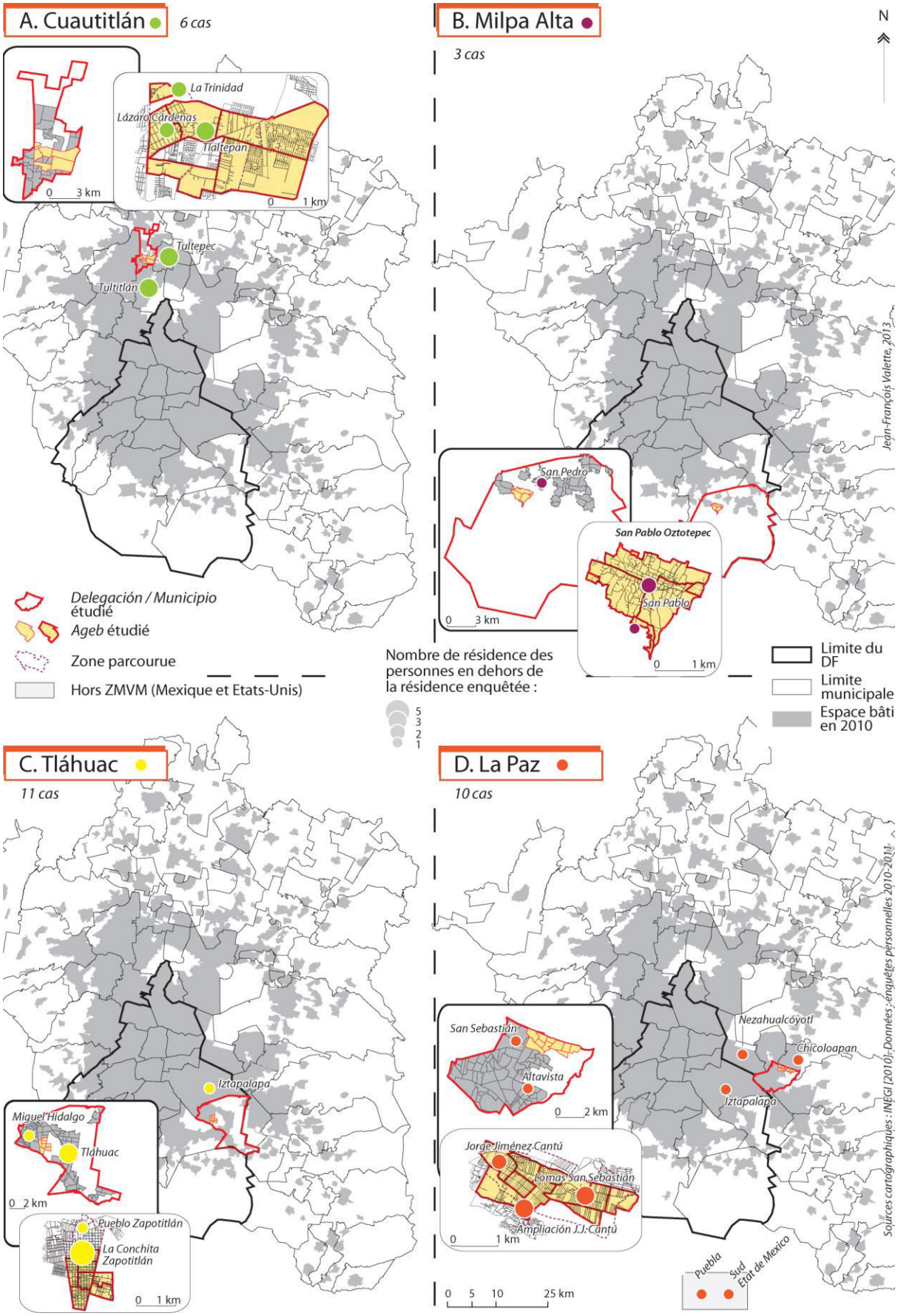
- **« Résidence-base dans le voisinage, mais investissement ici »** (11 personnes, 11 lieux). La résidence en quartiers populaires périphériques récents prend sens pour des raisons économiques. L'activité commerciale, agricole, ou industrielle est exercée dans les zones étudiées. La résidence est assimilée au logement localisé dans les zones plus consolidées et plus anciennes, où réside l'essentiel des membres de la famille.
- **« Résidence-base ici, mais circulation ailleurs »** (9 personnes, 13 lieux). La résidence principale sur les zones étudiées renvoie au logement de la famille, fruit des efforts importants menés sur le long terme pour construire un chez-soi, tandis que les autres logements correspondent à des solutions temporaires, liées notamment aux activités professionnelles le plus souvent, et faisant appel aux réseaux familiaux (famille directe, éloignée, ou belle-famille).
- **« Résidence-base ici et investissement ailleurs »** (10 personnes, 21 lieux). La résidence sur les terrains constitue la résidence principale des individus et des familles, alors que les logements et possessions autres renvoient davantage à des investissements, voire à de la spéculation foncière. Les temps de résidence dans ces espaces autres peuvent relever du gardiennage des biens, et/ou de logement de membres de la famille (le plus souvent). Dans nos exemples, ces investissements ont pu être réalisés aussi bien au sein de nouvelles acquisitions « illégales », qu'au sein du marché de logements formels.

Le premier cas de figure peut être illustré par l'exemple de Ramón à Tláhuac. Retraité au moment des enquêtes, Ramón est né dans le centre du village de Zapotitlán dans la maison familiale. Il déménage pendant les années 1960 dans le quartier voisin, alors en cours de lotissement, à La Conchita Zapotitlán. C'est dans ce quartier qu'il passe pratiquement toute sa vie d'adulte : il y a construit sa maison et fondé sa famille, dont plusieurs de ses membres (notamment ses enfants et petits-enfants) poursuivent leur résidence au sein de sa propriété. Par ailleurs, il hérite à la même époque (années 1960) d'un lopin de terre à Tempiluli. Longtemps laissé en friche, il décide durant les années 2000 de l'entretenir, d'y établir une petite construction et de s'impliquer activement au sein de l'association des nouveaux habitants de la jeune colonie. Si sa résidence dans le quartier est rare – en termes de nuitées –, l'investissement – voire la spéculation – est notable. En effet, les prix du mètre carré de terrain allant croissants, il espère alors pouvoir tirer quelques bénéfices de son héritage de Tempiluli, afin d'aider ses enfants à avoir un logement à eux.

[57] Cette résidence principale se distinguerait ainsi des autres, par définition « secondaires », dont l'importance au sein de la configuration des ancrages n'est pourtant pas à négliger [Imbert, 2005].

[58] La mobilisation de la densité de résidence aurait aussi pu fournir une indication précise des profils d'occupation des différents lieux de résidence, mais il n'a pas été possible de mesurer avec suffisamment de finesse les durées de logement au sein des systèmes mis au jour.

Carte 8.6. La multirésidence des habitants de l'enquête E1



La seconde configuration peut renvoyer par exemple à l'histoire de Francisco, à Ampliación Jorge Jiménez Cantú dans le municipe de La Paz. Après un itinéraire résidentiel relativement complexe (voir 8.2.4), cet homme de 80 ans au moment de l'enquête (en 2011) a fini par acheter un terrain et construire sa maison, aux côtés de celles de ses filles, en 1998 à La Paz. Toutefois, il a gardé une propriété dans son village natal près d'Ixtapan (dans le sud-ouest de l'État de Mexico). Quasiment une fois par mois, il part quelques jours « voir sa terre » et rendre visite à quelques parents restés là-bas.
Le parcours d'Ana Maria peut illustrer la troisième configuration. Résidente en 2010 dans le quartier de Lázaro Cárdenas à Cuautitlán, Ana Maria est arrivée dans son quartier en 1986 et, avec l'aide de son mari, de sa mère et de ses voisins, y a construit sa maison. Si son logement est clairement identifié dans ce quartier, elle est pourtant également propriétaire de trois autres résidences : deux ont été obtenues au moyen de crédits immobiliers FOVISSSTE et INFONAVIT dans des grands ensembles de logements sociaux à Tultepec et à Tultitlán – grâce à l'emploi de son mari dans la fonction publique – et la troisième, dans la colonie voisine de Tlaltepan. Ici, la multiple propriété correspond à un investissement destiné au logement de ses enfants.

On peut retenir deux tendances principales de cette exploration. Premièrement, la multirésidence ne fait pas simplement écho à un phénomène anecdotique. Renvoyant tantôt à une propriété multiple de terrains et de logements, tantôt à des stratégies d'adaptation des résidents par rapport à l'emploi et aux proximités familiales, la multilocalisation au sein de bassins de vie relativement circonscrits est alors bien établie.
Deuxièmement, la localisation des autres résidences témoigne du double caractère de proximité et d'inscription des trajectoires dans les réseaux familiaux. D'un côté, on retrouve la faible distance entre les lieux de résidence. De l'autre, ces autres lieux sont le reflet de la « *morphologie des systèmes résidentiels familiaux* » [Dureau, 2002, p. 366]. La localisation des familles donne en effet les clefs de lecture des multiples résidences. Ces réseaux – qui forgent l'identité des personnes, mais aussi la représentation des espaces urbains et les pratiques qui s'y inscrivent – participent au pouvoir de rétention des lieux dans la construction des choix résidentiels.
Le caractère multiple et de proximité des logements des habitants renvoie à la dimension dynamique et plurielle de l'ancrage en général. Il interroge les systèmes familiaux et sociaux mobilisés, ainsi que les profils de ménages concernés : qui sont les corésidents au sein de ces différents lieux du système résidentiel ? Il convient désormais de questionner l'entourage, notamment familial, des multirésidents, mais aussi de l'ensemble des personnes enquêtées.

8.2.2.2. La dimension de l'entourage

L'étude des données relatives à l'entourage s'appuie sur les travaux d'E. Lelièvre, G. Vivier et C. Bonvalet [2002]. Elle permet un meilleur suivi de l'articulation des facteurs endogènes et exogènes du mouvement, ainsi que des arbitrages qui sont réalisés. Cette analyse renvoie notamment à la question d'un *espace de référence* [Barbary, Dureau, 1991 ; Cortès, 1998 ; Lelièvre, 2002] ou d'un ensemble de lieux considérés comme tels, autour duquel s'articuleraient les positions résidentielles.
Nous prenons donc ici le parti de présenter les systèmes familiaux des personnes enquêtées en tentant de comprendre leurs localisations par rapport aux individus appréhendés. Avant de questionner spécifiquement la génération des descendants, il s'agit dans un premier temps d'aborder les lieux de résidence de la famille proche (parents, fratrie), puis de la famille indirecte (belle-famille). Seront successivement mobilisés les résultats obtenus à partir des enquêtes par questionnaires et des entretiens.

Les localisations des membres de la famille des personnes enquêtées par les questionnaires E2 permettent un premier aperçu des logiques de spatialisation des systèmes familiaux (tableau 8.9). Si l'exploration de cette enquête E2 doit être appréciée avec un certain recul méthodologique[59], on remarquera tout de même que la tendance principale est à la très forte proximité des membres de la famille directe comme indirecte. Outre le cas de la résidence dans le même logement (la moitié des membres de la famille directe), la part de la résidence de la famille directe dans le voisinage direct est remarquable : 27 % de la parenté vit dans un autre logement du même quartier que les personnes interrogées. Par ailleurs, l'importance, même moindre, de la proximité de la famille indirecte peut être soulignée (12 % des questionnaires renseignés). Au total, on considère que seul un quart des enquêtés n'avaient aucun parent direct ou éloigné dans le quartier.

Tableau 8.9. Lieux de résidence de la famille des enquêtés de E2

Lieu de résidence de la famille	Résidents	*Total en %*	Cuautitlán*	La Paz*	Tláhuac*	Milpa Alta*
Même logement	Famille directe (parents, enfants adultes, fratrie)	***49***	**45**	**41**	**15**	**48**
	Famille indirecte (beaux-parents, autres)	*5*	8	3	2	1
Même colonie	Famille directe (parents, enfants adultes, fratrie)	***27***	**19**	**24**	**8**	**31**
	Famille indirecte (beaux-parents, autres)	*12*	4	6	3	**24**
Autre quartier du municipe	Famille directe (parents, enfants, fratrie)	*12*	7	9	2	**17**
	Famille indirecte (beaux-parents, autres)	*3*	2	4	1	3
Autre municipe de l'entité fédérative	Famille directe (parents, enfants, fratrie)	*13*	**16**	13	3	8
	Famille indirecte (beaux-parents, autres)	*9*	9	8	2	7
Autre entité fédérative	Famille directe (parents, enfants, fratrie)	***17***	8	**22**	**8**	13
	Famille indirecte (beaux-parents, autres)	*6*	4	8	1	6
Autres configurations décrites	Aucune famille dans le quartier	***25***	**18**	**36**	**13**	10
	Aucune famille dans le municipe	***21***	**16**	**26**	**9**	14
	Aucune famille dans l'entité fédérative	*11*	5	11	**7**	10
Total interrogés (en personnes) **		***304***	***71***	***93***	***36***	***102***

** En nombre de réponses fournies par les enquêtés*
*** En nombre de personnes ayant répondu (ou de questionnaires renseignés) (total = 304 individus)*
Sources : enquêtes E2, 2010-2011

Les entretiens E1 ont quant à eux permis un éventail de réponses plus fiables et plus précises, mais qui suivent les mêmes tendances de proximité et de densité du système familial décroissant avec l'éloignement de la résidence actuelle (tableau III.4.47). On observe d'abord les parents des enquêtés, puis éventuellement les beaux-parents et la fratrie. Pour finir, nous appréhendons le lieu de résidence du membre de la famille situé le plus à proximité de la personne interrogée.

Tout d'abord, on remarque que les parents directs des enquêtés résident, pour 6 cas sur 10, dans le même municipe, ou dans un voisinage relatif pour les trois quarts d'entre eux (carte 8.7). Pour plus d'un tiers des personnes, la résidence des parents se situe dans la même colonie, que cette configuration soit liée ou non à une situation de corésidence.
Toutefois, on trouve des systèmes familiaux plus complexes, renvoyant à des espaces d'origine ou à des systèmes résidentiels articulés avec d'autres parties de la ville, mais aussi

[59] En dehors du problème de la fiabilité des réponses liées à l'âge des interrogés, les réponses à cette question n'ont pas toutes été renseignées. Le questionnaire proposait le tracé de lignes graphiques entre d'un côté, les membres de la famille, de l'autre, les localisations. 304 personnes y ont répondu, mais la plupart du temps, partiellement.

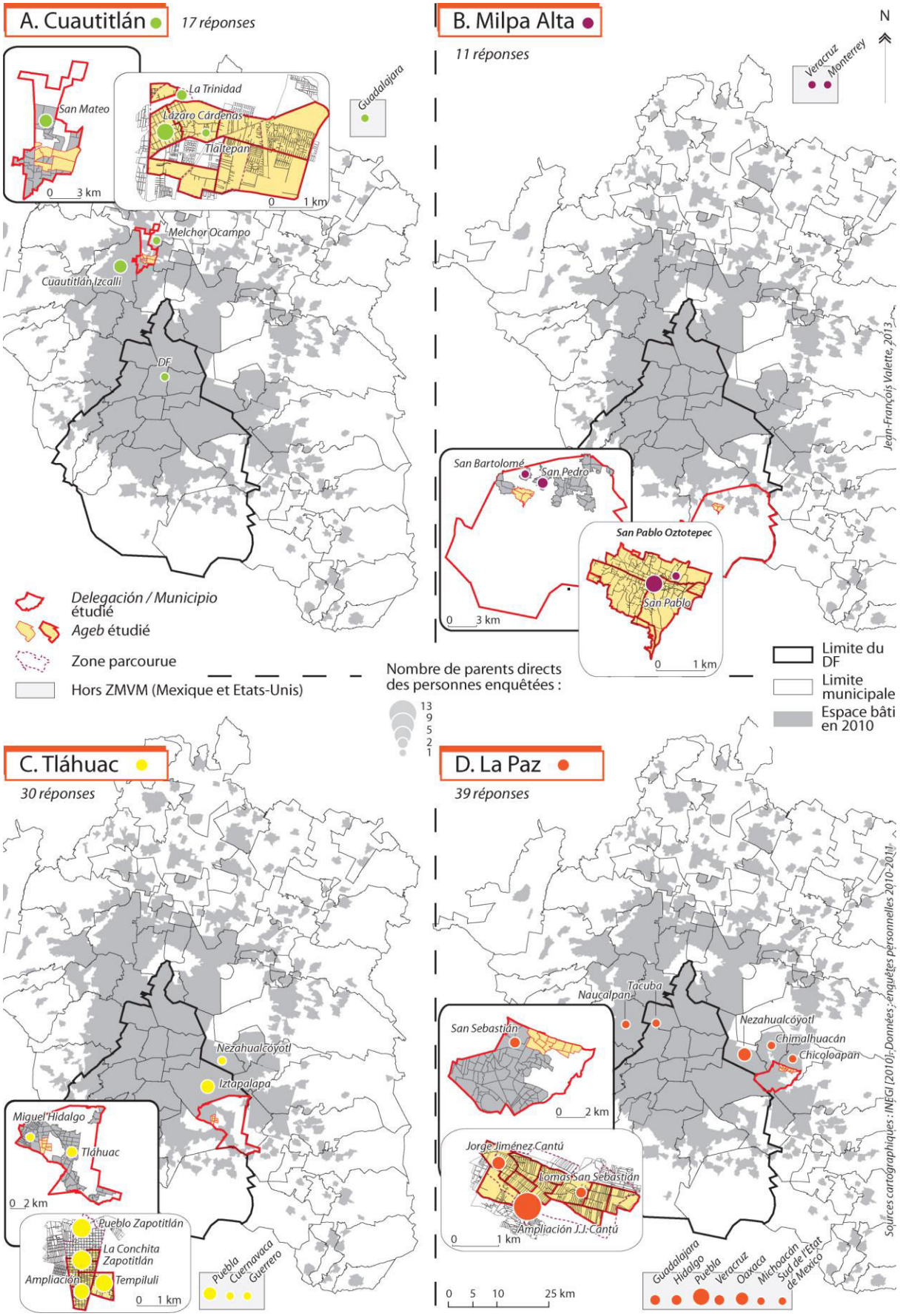
avec la province. Les fonctionnements inscrits dans des logiques extra-métropolitaines interrogent la position des quartiers par rapport aux trajectoires de migration vers la capitale mexicaine. Ces migrants rencontrés au cours de nos enquêtes témoignent de quelques configurations spécifiques, difficilement extrapolables en raison du nombre limité de personnes concernées. La résidence dans le quartier peut renvoyer au marché locatif lié à la consolidation, aux stratégies d'hébergement d'un membre de la famille, ou encore aux itinéraires province-centre-périphérie décrits dans le modèle de Turner.
Les différentiels observés entre les terrains d'étude ne sont pas facilement interprétables, même si l'on note une présence plus importante à La Paz des trajectoires impliquant des anciens provinciaux, du moins des personnes dont les systèmes résidentiels se sont construits relativement à des espaces autres que ceux de la proximité directe. Cette nuance renvoie probablement aux caractéristiques du peuplement à La Paz – à la fois jeune et moins inscrit dans les « héritages communautaires agraires » en comparaison des trois autres terrains. La dimension de l'âge du peuplement d'un côté et celle de l'insertion dans les contextes locaux politiques et historiques de l'autre, participent à une hétérogénéité des systèmes résidentiels familiaux entre les quartiers populaires périphériques. Dans son étude sur plusieurs quartiers de Bogotá, F. Dureau rappelle ainsi, tout en nuançant avec la présence d'autres éléments d'interprétation (comme la saturation des anciens quartiers populaires), que la « *composition de la population, [le] contexte local du marché du logement, [l'] ancienneté du quartier et [la] position dans la structure métropolitaine [sont] autant de facteurs qui contribuent indéniablement à différencier la morphologie des systèmes résidentiels des familles »* [2002, p. 377].

La localisation de la résidence peut parfois être expliquée par la proximité d'autres membres de la famille directe, à commencer par la fratrie (tableau III.4.47B). Au total, 47 personnes enquêtées ont évoqué la résidence de ces membres. Il a été ainsi possible de prendre en compte cet entourage et de localiser 109 frères et sœurs. Là, encore, la proximité est remarquable. Dans près de 8 cas sur 10, la fratrie réside dans le même municipe que la personne, et dans plus de la moitié des cas, au sein de la même colonie. Le caractère très local du système résidentiel familial apparaît plus nettement à Cuautitlán, Milpa Alta ou Tláhuac qu'à La Paz. Ce différentiel semble renvoyer encore à un peuplement *a priori* plus complexe dans les quartiers étudiés de ce dernier municipe. Par ailleurs, c'est aussi à La Paz que l'on rencontre des systèmes familiaux directement concernés par des stratégies transnationales, avec la localisation de quelques membres aux États-Unis[60].

L'exploration de la localisation de la belle-famille permet de compléter nos observations (tableau III.4.47C). On remarque les cas qui ont éclairé en partie la localisation des personnes dans leur lieu de résidence actuelle, quand celle-ci n'impliquait pas forcément une proximité avec la famille directe. Ainsi, la localisation de la belle-famille dans la proximité est bien représentée : sur les 33 personnes pour lesquelles nous disposons de l'information, 14 renvoient à une résidence proche de celle de la belle-famille (dans la même colonie ou dans une colonie voisine), mais pas systématiquement proche de la famille directe. Le réseau familial du conjoint participe logiquement à la construction des arbitrages de localisation.

[60] Fin 2013, la division de la population des Nations Unies recensait 12.9 millions de personnes nées au Mexique résidant aux États-Unis, l'équivalent de plus de 10 % de la population enregistrée au Mexique [ONU, 2013]. Selon la Banque Mondiale en 2013, 22 milliards de dollars auraient été envoyés au Mexique grâce aux remises des migrants présents aux États-Unis [Banque mondiale, 2013b]. Sur le thème des stratégies transnationales, cf. L. Faret [2003 ; 2006].

Carte 8.7. Localisation des parents des enquêtés de E1



Tous liens de parenté confondus, qu'il s'agisse de la famille directe ou indirecte, nous avons tenté de savoir où résidait le membre le plus proche en dehors de ceux corésidant déjà avec la personne. On confirme ainsi l'organisation des systèmes familiaux selon une très forte proximité spatiale : 80 % des personnes interrogées ont de la famille résidant dans la même colonie qu'eux, jusqu'à 90 % d'entre eux dans le voisinage direct (en incluant la colonie voisine). Au sein de notre échantillon, seule une personne témoigne d'un relatif isolement, puisque n'ayant pas de famille résidant dans le même municipe ou à proximité.

L'exploration des lieux de résidence de l'entourage à travers la spatialisation des systèmes familiaux renvoie à une dimension majeure de l'ancrage : le caractère dominant de la proximité spatiale, combiné à une certaine pluralité des expériences locales. La morphologie spatiale des réseaux familiaux dans les quartiers populaires périphériques fait écho aux questions d'accès au foncier, de consolidation du contexte résidentiel, de durée de l'installation des différents membres de la famille dans cet espace, mais aussi d'accès aux ressources urbaines locales et métropolitaines. Afin de pousser l'analyse, il convient désormais d'interroger les « deuxièmes générations » (adultes) des colonies populaires, leurs localisations, leurs ancrages, et leurs conditions d'accès au sol urbain.

8.2.2.3. La localisation de la deuxième génération

La fixation de la descendance adulte constitue un fort élément de l'approche de l'ancrage, dans le sens où elle renvoie au marquage dans la durée de l'installation spatiale dans les quartiers étudiés. Nous commençons par présenter les enjeux de l'analyse des systèmes résidentiels des jeunes générations, du point de vue de l'ancrage, comme de celui du peuplement des quartiers populaires. Puis, nous présenterons les localisations et les caractéristiques de ces « enfants de pionniers », aujourd'hui en âge de fonder une famille.

Approcher la descendance pour cerner l'ancrage

L'objectif de l'exploration de la deuxième génération est de vérifier l'hypothèse du renouvellement générationnel au sein du quartier, plus que celle d'un simple vieillissement. On tente ici d'analyser le « temps long » de l'ancrage, en renvoyant aux « *processus d'affiliation urbaine et d'ancrage citadin* » pouvant impliquer plusieurs générations [Florin *et al*, 2007, p. 93]. Le quartier pourrait-il constituer une finalité résidentielle pour ses habitants, et par-là, la base d'une « nouvelle ville » ?

Sur la question de la seconde génération, les travaux français de C. Imbert dans le contexte des villes nouvelles – pionnières elles aussi dans le développement urbain –, mobilisent la présence d'une *origine* pour interpréter l'ancrage des descendants des pionniers dans et à proximité de l'espace résidentiel de leur enfance et de leurs parents. Cette origine – prise au sens de point de *référence* – sur le lieu de résidence renvoie à un certain « *degré d'autochtonie* » [Imbert, 2005, p. 253], qui demandera à être testé au regard des pratiques autres que résidentielles dans cet espace de vie (chapitre 9).

Dans le cas des colonies populaires, on rappellera que D. Hiernaux et A. Lindón [2003], E. Huamán et A. Barreto [2002], ou encore E. Huamán et R. González [2008] observaient déjà le peuplement de proche en proche par succession des générations d'habitants à l'est de la ville. Ces auteurs insistent sur la forte proximité de la résidence des nouvelles générations par rapport à celle de leurs parents dans les quartiers récents, mais aussi sur les évolutions substantielles du marché du sol urbain et du logement au fur et à mesure des étapes de consolidation des contextes résidentiels du système familial. L'articulation des problématiques du parc de logements pour cette nouvelle génération – suite attendue du

peuplement de ces quartiers – renvoie ainsi à l'évolution des contextes étudiés du fait des mobilités résidentielles.

Logement des deuxièmes générations : saturation des quartiers consolidés
L'étude d'E. Huamán et A. Barreto [2002][61] évoque l'importance des dynamiques des nouvelles générations – alors entendues comme les jeunes générations adultes descendantes de celles arrivées en premier lieu dans les quartiers – dans la poursuite du développement des colonies populaires périphériques de Mexico. Ces contextes résidentiels s'érigent alors en seule solution envisageable et envisagée au regard des moyens disponibles par cette tranche de la population d'une part, de la ressource que constituent les réseaux familiaux à proximité d'autre part.
Les nombreuses personnes alors appelées « *arrimées* » (note 13 du chapitre 7, p. 413) – renvoyant aux ménages « *dédoublés* » –, dans l'attente d'une décohabitation, peuvent se maintenir provisoirement dans le domicile familial, mais ne peuvent se projeter que dans une mobilité résidentielle à plus ou moins long terme. La reproduction du modèle parental de mobilité est souvent érigée comme la solution de l'adéquation entre taille du logement et étapes du cycle familial du ménage. De plus, E. Huamán et A. Barreto [2002] montrent, dans le cas de Chimalhuacán, comment les jeunes résidant encore dans le logement parental présentent des aspects similaires à leurs parents en termes de niveaux socio-économiques. Cette pauvreté généralisée, toujours valable chez les descendants des premiers arrivants, participe à la construction de projets résidentiels relativement comparables à ceux déjà établis. Mais le schéma de reproduction de l'installation de proximité est également remis en cause lorsque les jeunes décohabitants ne trouvent pas systématiquement à se loger à proximité des parents [Huamán, Barreto, 2002].

Le marché du sol urbain et du logement s'essouffle dans des contextes en cours de saturation. Les colonies populaires voisines constituent une modalité « traditionnelle » d'expansion des quartiers étudiés, puisqu'elles sont les seules capables d'accueillir les secondes générations pauvres en âge de fonder une famille, même au prix de lourds sacrifices quant au confort de vie. En effet, l'accès au marché formel est rendu considérablement difficile du fait des exigences de solvabilité d'une part, de l'éloignement des réseaux familiaux (et des ressources que ces derniers supposent) d'autre part.
Ainsi, E. Huamán et A. Barreto établissent un constat pessimiste quant à la capacité future des colonies populaires à supporter le logement des nouvelles générations. La densification progressive est souvent synonyme de dégradation globale des conditions de logement, notamment de suroccupation. Les différentiels de trajectoires, déjà réalisées ou projetées, renvoient, outre les problèmes liés au prix du foncier, à des problématiques non uniquement déterminées par les seuls écarts sociaux et économiques. L'inscription des jeunes générations dans les systèmes historiques et politiques locaux de l'accès au sol urbain est une grille de lecture indispensable.

Les enfants à l'étage et à la marge : proximité et force des réseaux dans la position socio-résidentielle
La forte proximité entre parents et enfants est une nouvelle fois mise en évidence. Elle renvoie soit au logement en cohabitation au sein de la résidence familiale – aujourd'hui consolidée par rapport aux premiers temps de l'installation –, soit à une décohabitation (suivie

[61] Cette étude a été réalisée à partir du traitement d'une enquête menée dans le municipe de Chimalhuacán : enquête *Acceso al suelo para las nuevas generaciones de Chimalhuacán* appliquée auprès de 3 267 ménages, en partenariat avec la municipalité, le COESPO (*Consejo Estatal de Población*) et le *Colegio Mexiquense* [Huamán, Barreto, 2002].

ou non de séquences résidentielles autres) conduisant à la résidence dans le voisinage. Le « voisinage » peut alors signifier l'hébergement chez un tiers – la plupart du temps membre de la famille –, ou bien l'installation dans les espaces moins densément lotis, dans une stratégie d'accession. Après une exploration à partir des questionnaires de l'enquête E2, nous analyserons les situations approchées au cours des entretiens E1.

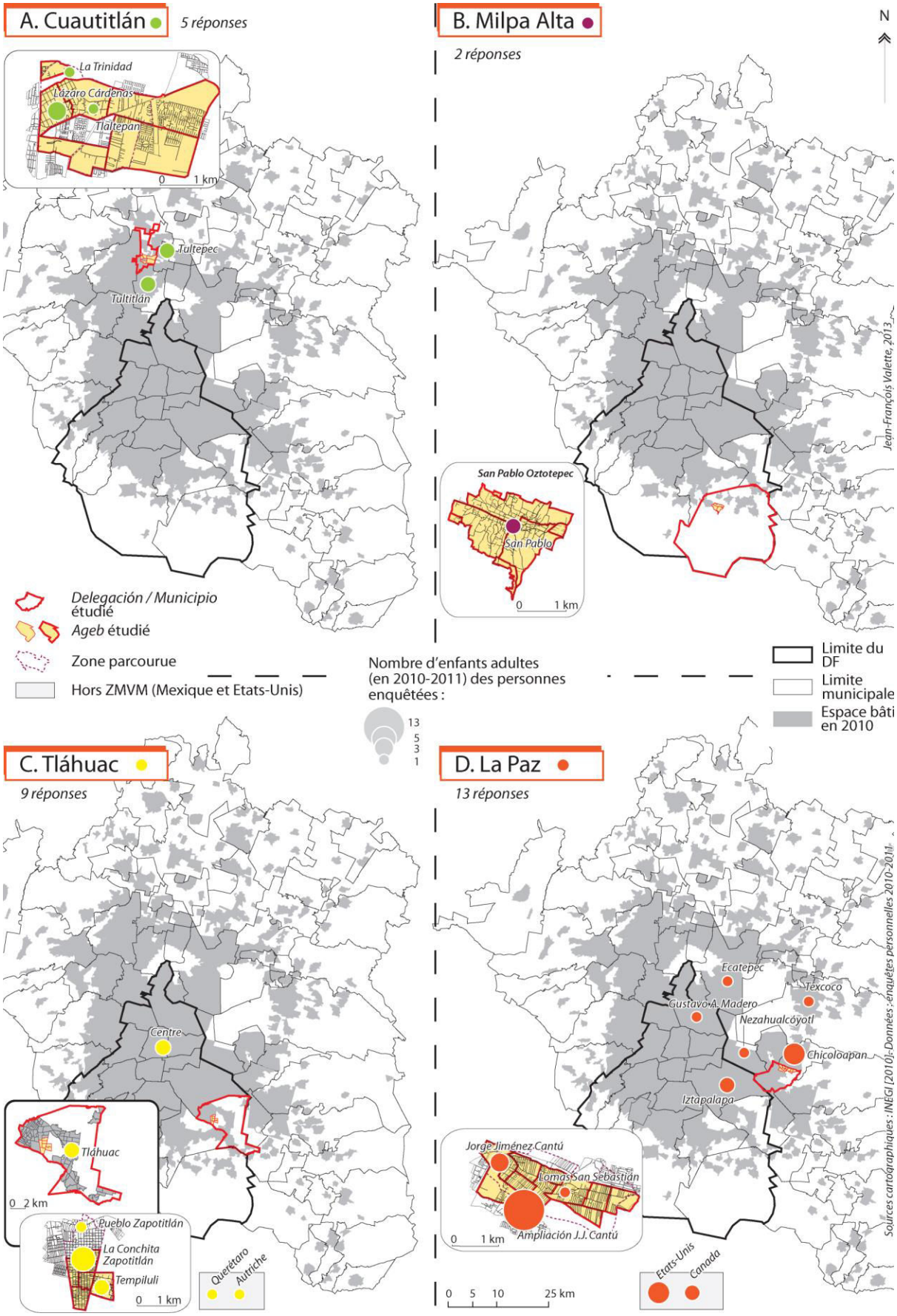
Au sein des enquêtes par questionnaire, parmi les 70 personnes âgées de plus de 34 ans, 53 déclaraient avoir un enfant majeur en âge de fonder une famille (tableaux III.4.41 et III.4.42). Sur cet échantillon, on recense alors 49 descendants pour lesquels leur lieu de résidence est renseigné. Le résultat principal renvoie à une domination remarquable de la cohabitation dans les pratiques résidentielles des enfants (38 cas, soit plus des trois quarts).

Les entretiens E1 ont permis une meilleure prise en compte de cette deuxième génération. Au sein de notre échantillon, il a été possible de connaître les caractéristiques du logement des descendants de 30 personnes, nous ayant amené à considérer un total de 60 enfants adultes ayant fondé une famille (tableaux III.4.48 et carte 8.8).
Parmi cet échantillon, la part de la cohabitation de la deuxième génération avec la première est plus faible que celle observée *via* les questionnaires : un enfant adulte sur 6 seulement. Toutefois, 6 enfants adultes sur 10 résident dans un cercle de très forte proximité par rapport aux parents. Plus d'un tiers sont dans la même colonie que les parents. Cette proximité témoigne d'itinéraires résidentiels de décohabitation et/ou d'installation largement configurés au sein des réseaux familiaux.

Les parcours renvoient ainsi le plus souvent à des dynamiques d'ancrage se construisant sur plusieurs générations. Le lieu de naissance peut être plus ou moins proche de la résidence actuelle des parents, mais l'installation à proximité de ces derniers témoigne d'une poursuite de l'itinéraire personnel par rapport à cet espace de référence.
Tout d'abord, il est important d'évoquer le cas des cohabitations permettant aux jeunes ménages de se loger dans des conditions souvent meilleures à celles qu'impliquerait un déménagement. Le cas de Martin témoigne de cette cohabitation dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú à La Paz. À 20 ans en 2010, Martin est père d'une petite fille et réside avec son épouse dans la même maison que ses parents et ses sœurs, dans une chambre aménagée au fil des étapes d'agrandissement du domicile familial. Accumulant des périodes de chômage financièrement difficiles, le choix de rester vivre chez ses parents s'est avéré une nécessité, mais n'a pas pour autant *a priori* été vécu comme une contrainte trop forte. Alors que Martin n'évoque pour le moment aucune perspective de déménagement, la résidence de l'ensemble de la famille et de la deuxième génération (les sœurs ont aussi des enfants) est une évidence pour Ray, le beau-père :

> « *Ils ne veulent pas s'en aller {les enfants}… Et nous non plus ! Nous ne voulons pas qu'ils s'en aillent. Ici, ils sont bien. Je suis retraité et je touche ma pension. Ce n'est pas grand-chose, mais… Ici, ils ont tout. Ils sont en sécurité et nous les protégeons. Grâce à Dieu, notre maison est assez grande. C'est bon d'avoir sa famille à ses côtés. Nous autres, nous sommes une famille très unie* »
>
> Raymondo, 60 ans, août 2011, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

Carte 8.8. Localisation des descendants adultes des habitants de l'enquête E1



Lorsqu'il y a eu mobilité résidentielle, la trajectoire peut alors renvoyer d'un côté, à un hébergement chez un tiers, de l'autre, à une accession à la propriété. La première stratégie comme la deuxième mobilise pleinement les ressources du réseau familial et/ou social disponibles dans l'espace local. La circulation entre les différentes phases et étapes de la position des enfants adultes renseigne sur les pratiques résidentielles des deuxièmes générations. Ainsi, ces dernières passent de la cohabitation à l'hébergement et/ou à la propriété, d'une manière non linéaire, au gré des ressources disponibles au sein de la sphère familiale d'une part, des évènements de la vie des individus d'autre part. Par exemple, les parcours des enfants de Juana à Ampliación Jorge Jiménez Cantú témoignent des différentes positions résidentielles de la deuxième génération au sein du quartier et au-delà.

> « *En 2005, j'ai acheté un terrain en haut {à Lomas San Sebastián} pour ma fille. Pour vivre et pour construire sa maison. Avant, j'avais acheté trois autres terrains ici dans la colonie. Pour mes fils. Comme sa maison n'est pas encore terminée, Noel {son fils} vit ici dans cette maison. Avec sa femme et sa fille, ils ont une petite chambre ici* ».
>
> Juana, 70 ans, août 2010, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

Dans d'autres cas, la deuxième génération ne se maintient pas directement sur place, par choix. Un exemple de mobilité résidentielle de départ aspirant à un contexte résidentiel de meilleure qualité est donné par un des pionniers du peuplement de la colonie Jorge Jiménez Cantú à La Paz. Don Lázaro a ainsi vu ses deux fils et ses deux filles déménager dans le municipe voisin de San Vincente Chicoloapan. Même s'ils viennent régulièrement rendre visite à leurs parents et si leur nouvelle localisation fait d'eux des locataires, la position de cette deuxième génération peut impliquer la recherche de lieux disposant de davantage d'aménités urbaines. Ainsi, Don Lázaro déclare devant sa fille en visite chez lui au moment de l'enquête :

> « *Ils se sont lassés d'ici et ils sont allés là-bas. Il y a plus de services là-bas* ».
>
> Don Lázaro, juillet 2010, Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

Par ailleurs, l'ancrage peut être observé par son négatif, à savoir, la lecture d'itinéraires résidentiels renvoyant à une localisation actuelle des enfants adultes en dehors du cercle proche parental. Des mobilités résidentielles ont en effet conduit à des localisations dans d'autres zones de la métropole ou encore, plus souvent dans notre échantillon, à des migrations internationales, impliquant notamment une circulation aux États-Unis. Ces migrations, si elles ne sont ici appréhendées que par le prisme des enfants résidant à l'étranger au moment des enquêtes, jouent pourtant un rôle important dans l'itinéraire résidentiel des habitants d'une part, dans l'économie des familles, notamment pour les ménages restés à Mexico, d'autre part. Les enfants des pionniers arrivés dans ces quartiers ont connu des passages « *del otro lado* » – à la fois pour ceux partis (et absents au moment des enquêtes), comme pour ceux revenus (dont l'itinéraire résidentiel a révélé des étapes aux États-Unis) – dans le but d'accroître les ressources pour la famille. Les parcours des enfants de Francisco ou encore de Don S. illustrent cet élargissement des systèmes résidentiels des habitants des quartiers étudiés au-delà du Rio Bravo :

> « *Ma fille nous envoie un peu ce qu'elle gagne là-bas. Elle est très travailleuse. Avec ce qu'elle a envoyé, on a pu payer pour les funérailles de mon épouse. Elle m'avait envoyé 20, 30 mille pesos. Aussi, avec cet argent qu'elle envoie, on a pu payer les terrains pour construire les maisons de la famille* ».
>
> Francisco, 80 ans, octobre 2011, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

> « *J'ai deux filles au Canada. J'ai aussi un fils en Californie. Avec le travail qu'ils font, ils gagnent beaucoup d'argent. Enfin beaucoup, je ne sais pas… Plus que moi en tout cas ! Mes filles, elles, m'envoient un peu d'argent chaque mois. Ce n'est pas beaucoup… (…). Ici, j'élève 30 porcs, et avec un peu plus de pognon, on aimerait plus de terrain pour le projet de logement* ».
>
> Don S., la soixantaine, octobre 2011, Lomas San Sebastián, La Paz.

L'envoi de *remesas* (remises) contribue ainsi d'une part à la « survie » des résidents de ces quartiers, d'autre part, à des investissements liés au logement (achat de terrain, achat de matériaux, constructions, travaux, agrandissements, etc.), voire à des stratégies de spéculation foncière.
La question du type d'étape résidentielle que constitue le logement dans ces périphéries populaires est alors posée : a-t-on affaire à un espace transitoire pour les familles en âge de s'installer ou à une projection sur le plus long terme ?

Des solutions durables ou transitoires ? Pistes de réflexion
La résidence privilégiée des jeunes générations dans le cadre du contexte résidentiel familial renvoie une nouvelle fois à une dimension forte de l'ancrage résidentiel dans ces espaces. Non seulement les personnes viennent vivre dans un quartier populaire périphérique, s'y installent et s'organisent par rapport au système résidentiel de leur famille. Mais en plus, leurs descendants restent dans ce contexte et y inscrivent leurs itinéraires résidentiels propres. Cette tendance marque en cela le passage progressif de ces quartiers du statut d'espaces urbains pionniers à celui de bassins de vie en construction.
La référence à un espace autre (d'origine) dans le discours dominant des habitants de la première génération renverrait davantage à une certaine dimension du « caractère pionnier » de l'expérience de la résidence dans le quartier. Par ailleurs, l'apparente autochtonie mise au jour ici questionne les parcours de ceux qui (justement) ne renvoient pas à ce modèle – soit les « vrais » nouveaux arrivants. Ainsi, l'installation dans ces périphéries peut-elle être perçue comme un relatif « déracinement » ? Les références spatiales et biographiques faites par les individus interrogent bien sûr le profil de mobilité sociale associée à l'installation : change-t-on alors systématiquement de résidence d'une colonie populaire vers une autre colonie populaire ?

Pour aller plus loin, il s'agit désormais d'interroger la résidence actuelle – durable ou temporaire – à travers les représentations et les projets de position résidentielle. On s'intéresse alors au « *choix face auquel les individus installés dans un logement et dans un quartier sont inévitablement confrontés, à savoir* rester *ou* partir » [Authier, Lévy J-P., 2010, p. 123].

8.2.3. Partir ou rester en quartier populaire périphérique : représentation de la position résidentielle actuelle

L'observation du sens de la trajectoire menant à l'étape résidentielle approchée au moment des enquêtes doit permettre d'appréhender cette situation au sein de l'itinéraire de l'habitant et de la construction de ses choix de mobilité [Authier, Lévy J-P., 2010 ; Huamán, González, 2008]. L'objectif est de comprendre si la mobilité sociale associée aux choix résidentiels renvoie à une position *a priori* satisfaisante, ou si une nouvelle mobilité est envisagée sur le court terme et représentée comme une meilleure alternative. Pour approcher ces dimensions, on se propose d'observer, au sein des questionnaires de l'enquête E2 et des

entretiens de l'enquête E1, les résultats relatifs à la représentation du quartier d'une part, au projet éventuel de mobilité d'autre part.
Les projets de mobilité résidentielle sont une dimension aussi riche que complexe pour appréhender les positions des personnes interrogées. D'un côté, ils renvoient à une mise en perspective de la pratique du logement au moment des enquêtes : ils permettent de dépasser l'approche de la résidence enquêtée comme « la dernière » – caractère ultime pouvant parfois sous-entendre (au risque d'une erreur) une relative stabilité. De l'autre, l'exercice relève de la prospective, impliquant une nécessaire subjectivité des réponses, déconnectée d'une certitude d'effectivité : on prend alors en compte exclusivement des éléments qui relèvent d'un choix hypothétique de la part des personnes, et non d'un arbitrage réalisé où le poids des contraintes peut être plus clair.
Ne pouvant pas confronter ces choix à de réelles décisions prises depuis le moment des premières enquêtes – comme avaient pu le faire J.-Y. Authier et J.-P. Lévy [2010] dans le cas du retour sur expérience des itinéraires biographiques des habitants de centres-villes français –, nous nous bornerons ici à l'approche de la manière dont est vécue l'étape résidentielle des personnes au moment des enquêtes. Par ailleurs, les projets de mobilité seront abordés. Sans hisser ces derniers au cœur de notre analyse[62], notre objectif est de distinguer les personnes choisissant de rester de celles planifiant de partir des contextes résidentiels étudiés.

Les représentations du quartier : un ancrage fort malgré un contexte négativement connoté
Il n'est pas ici question d'analyser en tant que telles les représentations du quartier par les habitants, mais davantage de les confronter à la trajectoire résidentielle vers le logement actuel pour les personnes qui ont changé de résidence. Outre la forte dimension identitaire qu'il est possible d'associer à l'approche des sentiments d'appartenance, voire d'attachement des personnes à leur quartier [Guérin-Pace, 2007][63], nous cherchons ici à mesurer la configuration socio-résidentielle actuellement vécue par la personne. Il s'agit alors d'observer si la résidence au sein du quartier populaire périphérique découle davantage d'une contrainte – à laquelle on associe nécessairement des projets d'amélioration – ou si elle renvoie à un choix plus construit, quelle que soit l'échelle de temps pensée par l'acteur.
À travers nos enquêtes (questionnaires et entretiens), on explore les résultats relatifs à la question « comment pourriez-vous qualifier la qualité de vie dans la colonie ? ». Puis, on interroge le lien au quartier à travers l'identification à un lieu[64].

- <u>Qualifier la vie de quartier : la prégnance des conditions difficiles</u>

Avant d'aborder plus directement la question des pratiques quotidiennes dans l'espace résidentiel (chapitre 9), il s'est agi ici de questionner le sentiment général des conditions de vie dans le contexte local. Cette entrée à partir de ce que J.-Y. Authier [2001] appréhende comme le *rapport au quartier* permet en réalité de mieux comprendre les positions actuelles et envisagées par les résidents dans nos terrains d'étude.

L'enquête par questionnaire E2 révèle dans un premier temps une qualification fortement différenciée (tableau III.4.49). Les résultats obtenus par rapport aux réponses proposées – « pire en pire », « difficile », « satisfaisante » et « mieux en mieux » –, renvoient à une

[62] Pour une étude sur la question des projets de mobilités dans un quartier populaire périphérique de Mexico, on se reportera entre autres aux travaux d'E. Huamán et R. González [2008], réalisés à partir de l'*Encuesta Municipal de Desarrollo Urbano de Chimalhuacán* en 2000 sur 1 005 ménages (soit 5 459 individus).
[63] Dans la littérature française sur ces thèmes et au sujet de la construction identitaire dans l'espace – notamment à l'échelle du quartier –, on se reportera aux travaux de F. Guérin-Pace [2003, 2006, 2007], entre autres réalisés à partir de l'enquête *Histoires de vie*.
[64] Les résultats détaillés des tableaux croisés sur les réponses aux questionnaires E2 et aux entretiens E1 sont présentés en annexe III.4.4.

représentation tant négative que positive des contextes résidentiels : 27 % des personnes estiment la qualité de vie dans le quartier satisfaisante, 23 % perçoivent même une tendance globale à une amélioration ; mais de l'autre côté, 30 % jugent la vie difficile, voire s'empirant. Les personnes interrogées à Tláhuac semblent renvoyer à une qualification plus négative, tandis que la tendance est légèrement inverse dans le cas *milpaltense*. Les jeunes générations semblent juger plus favorablement leur quartier que les tranches d'âge supérieures à 34 ans.
Le type de logement et le statut d'occupation jouent un rôle important dans ces représentations : les qualifications négatives sont davantage l'œuvre de personnes résidant en chambres et n'étant pas propriétaires de leur logement, notamment pour les personnes hébergées.
Le croisement entre la qualification du quartier et la date d'arrivée dans le quartier éclaire aussi les représentations négatives : celles-ci sont dominantes chez les personnes les plus anciennement installées (quasiment les deux tiers des personnes arrivées avant 1989) et chez les personnes installées récemment (plus de la moitié des personnes arrivées après 2005). Cette tendance, si elle reste à interpréter avec la plus grande précaution au regard de notre échantillon, permet de formuler l'hypothèse de trajectoires descendantes pour :

- les plus anciens, contraints à la « stabilité », pour lesquels les conditions de précarité (individuelle et/ou contextuelle) se sont inscrites sur la durée ;
- et les « nouveaux pionniers » dans les zones récemment urbanisées, pour qui l'arrivée a pu être synonyme d'une phase provisoire de précarité.

Au contraire, les qualifications positives renvoient notamment aux personnes arrivées dans le quartier au courant des années 1990 : dans 6 cas sur 10, ces dernières indiquaient en effet être satisfaites, voire ressentir une amélioration. On peut lire ici la part des ménages installés dans leur quartier depuis une vingtaine d'années et pour qui les dynamiques de consolidation permettent aujourd'hui des conditions de vie décentes et améliorées par rapport aux débuts de l'étape résidentielle.

Les entretiens E1 auprès d'un nombre plus réduit de personnes vont dans le même sens (tableau III.4.50). La population interrogée se divise presque équitablement entre ceux qui estiment la vie difficile ou de pire en pire, et ceux qui, au contraire, y voient une vie satisfaisante, voire s'améliorant. Des différences entre les terrains d'étude sont apparues plus nettement. Les quartiers de La Paz et Milpa Alta sont globalement positivement jugés, tandis que la tendance est inverse à Tláhuac et Cuautitlán. Sur cet échantillon, ce sont surtout les personnes âgées de 50 ans et plus qui creusent les écarts. Si la tranche des 50-69 ans s'estime globalement satisfaite du contexte résidentiel, les plus âgés le considèrent davantage comme « difficile », même si des améliorations par rapport aux premiers temps des installations sont également soulignées.
Le statut résidentiel n'est *a priori* pas discriminant dans notre échantillon. Toutefois, on observe des différences importantes entre d'un côté, ceux qui vivent dans une maison, assez positifs, et de l'autre, ceux qui résident dans un appartement ou un autre type de logement, négatifs.
Lorsque l'on ajoute à l'analyse la date d'arrivée dans le quartier, l'hypothèse précédemment formulée semble confortée. Les personnes ancrées et entrées dans les dynamiques de consolidation ont un regard différent de celles arrivées récemment. Chez ces dernières, des contrastes existent entre ceux contraints à de grandes concessions en termes de confort de vie au moment de l'installation, et ceux déjà inscrits dans des dynamiques d'ensemble positives.
Les entretiens permettent également de pousser les croisements entre la qualification du contexte résidentiel et les itinéraires résidentiels. On remarque alors que les représentations négatives semblent majoritairement provenir de personnes n'ayant pas connu de mobilités résidentielles, ou du moins un nombre limité d'étapes. De l'autre côté, les individus dont les

itinéraires dépassent 3 séquences résidentielles localisées dans différents espaces ont une représentation globalement positive de leur quartier actuel. Cette lecture peut alors témoigner de la coprésence dans nos terrains de trajectoires ascendantes – conduisant à des installations durables et à un engagement et un investissement résidentiels – et de trajectoires réduites, voire relativement « piégées » au sein du quartier, quelle que soit l'ancienneté de l'installation.

- Identification au lieu : « *soy de aquí* »

On se demande enfin si l'on peut « se sentir » d'un quartier, quelle que soit la représentation qu'on en ait. Cette grille de lecture doit permettre d'approcher le sentiment d'appartenance des individus vis-à-vis de leur lieu de résidence. Une telle dimension renseigne sur l'espace dans lequel et par rapport auquel se conçoit le système résidentiel : elle regroupe les mécanismes relatifs à l'inscription de l'identité dans un espace (être de) et ceux conduisant à une appropriation (chez). Croisant les lieux d'origine (espaces d'origine, fondateur, résidence actuelle ou antérieure), le thème des représentations du quartier prend en compte ce que F. Guérin-Pace [2006, p. 102] appelle le « *patrimoine identitaire géographique de chacun* », qui est alors « *susceptible selon les individus et les moments de la vie, d'être mobilisé* ».
L'analyse des identifications au lieu permet la lecture en filigrane des déterminants classiquement admis au sujet de la composante identitaire territoriale dans un quartier. F. Guérin-Pace [2007, p. 157] évoque, tout en nuançant fortement sa présupposée significativité, le poids de l'âge des individus dans la construction de l'attachement (plus que pour l'appartenance), et l'importance de la durée de résidence. Les échelles spatiales de projection de ce sentiment dépendent ainsi avant tout de la composition du ménage, de l'itinéraire résidentiel et du statut d'occupation.

Les résultats des questionnaires de l'enquête E2 permettent d'ores et déjà de souligner la force du sentiment identitaire inscrit dans l'espace local du contexte résidentiel (tableau III.4.51). 60 % des personnes interrogées estiment se sentir de leur colonie, ou de leur quartier ou village. Lorsque la question « d'où vous sentez-vous ? » est posée, les trois quarts des individus renvoient à un échelon inférieur ou égal au municipe dans lequel ils résident – l'autre quart renvoyant à un sentiment plus général d'appartenance à la ville de Mexico (entendue comme la *Ciudad de México*).
Le choix des mots quant au renvoi à l'espace auquel on se sent appartenir est important (voir 1.3.4, chapitre 1). Il renvoie au mode local de peuplement des quartiers populaires. On a ainsi pu différencier les cas de Milpa Alta, où les termes de *barrio* et *pueblo* ont été privilégiés à celui de *colonia*, qui lui a été choisi très majoritairement à La Paz et Tláhuac. Les résultats à Cuautitlán ont témoigné d'un usage plus mixte des termes.
Un différentiel apparait lorsque l'on observe le sentiment d'appartenance par rapport à la date d'arrivée dans le quartier. Sans surprise, on remarque que plus l'installation dans le quartier est ancienne, plus les personnes se sentent du quartier, du moins d'un espace plus circonscrit que pour les itinéraires renvoyant à une résidence récente. Pour plus de la moitié des installations antérieures à 1990, les personnes témoignent d'un sentiment d'appartenance au quartier « villageois », très ancré dans l'espace local. D'une manière générale, on remarque la part croissante des personnes se sentant « de Mexico » au fur et à mesure qu'on renvoie à une installation récente dans le quartier.
Outre la durée d'installation, l'identification au quartier doit aussi être éclairée à la lumière de la localisation de la résidence antérieure. Lorsque la localisation résidentielle antérieure renvoyait à un logement au sein du même municipe, on constate que dans 6 cas sur 10, la personne estime se sentir du quartier. En revanche, cette proportion diminue – mais reste assez forte – pour les personnes ayant résidé dans des contextes plus lointains.

Globalement, les résultats des analyses des entretiens E1 quant à l'identification des personnes à un lieu renvoient à des conclusions proches (tableau III.4.52). À travers cet échantillon également, on remarque que dans 6 cas sur 10, les personnes « se sentaient de leur quartier ». Ce sentiment d'appartenance renvoyait alors à différents profils, liés à l'histoire de chaque individu et particulièrement à son itinéraire résidentiel. Il a ainsi été possible de différencier :

- Les personnes se sentant « de leur colonie » à l'issue d'une installation qualifiable de « pionnière » : le sentiment identitaire local est en partie expliqué par les efforts, parfois considérables et sur le temps long, qui ont été consentis pour aboutir au logement dans ce contexte résidentiel.
- Les héritiers de cette génération, dont le discours renvoie aux efforts des parents d'une part, aux conditions difficiles vécues pendant la jeunesse (par eux-mêmes) d'autre part.
- Les personnes se sentant « de leur quartier », voire de leur « *comunidad »,* renvoyant aux « autochtones », dont l'inscription dans les espaces sociaux et spatiaux locaux est ancienne et se comprend sur plusieurs générations. Ces individus se représentent et sont perçus comme des habitants « originaires » de l'espace dans lequel ils résident. Leur « espace d'origine » renvoie à une très grande proximité, voire à l'absence de mobilité résidentielle.

Au travers des entretiens, on retrouve les différentiels entre les quatre zones d'étude. Si la quasi-totalité des *Milpaltenses* interrogés ou les deux tiers de ceux de Tláhuac et Cuautitlán se considèrent comme de la délégation, le constat est différent à La Paz, où moins de la moitié des personnes s'estiment de leur quartier ou de leur municipalité (l'autre moitié se sentant de « Mexico » en général). Ces dissemblances reflètent la diversité des peuplements périphériques et les grandes oppositions entre les terrains d'étude. Elles témoignent également de la moindre inscription du développement urbain des quartiers de La Paz dans les mécanismes des communautés agraires – en raison du démantèlement des *ejidos* (voir chapitre 6).

La confrontation de la variable d'identification avec les caractéristiques de la position résidentielle doit permettre d'affiner l'analyse. Le type de logement lui-même ne permet pas de distinguer des oppositions entre les profils d'identification au lieu au sein de notre échantillon. En revanche, le statut d'occupation est éclairant : les hébergés ont beaucoup moins tendance à se sentir du quartier que les propriétaires ; dans 4 cas sur 10, ils renvoient même à un sentiment d'appartenance à la ville de Mexico dans son ensemble. Ainsi, la précarité de la position socio-résidentielle contribue à une identification moins évidente des habitants des quartiers populaires.
Le croisement des caractéristiques des itinéraires résidentiels avec le sentiment d'identification au lieu au moment des entretiens va dans le même sens que ce qui avait précédemment été identifié concernant la qualification du quartier. Ainsi, parmi les personnes interrogées, toutes celles ayant décrit un parcours résidentiel « complexe » (plus de trois changements de résidence) témoignent d'un sentiment d'appartenance à l'espace ultra-local qui fait écho à une appréciation positive du quartier. En effet, après plusieurs changements de résidence, c'est souvent dans le quartier approché au moment des enquêtes que ces personnes ont « élu domicile » de manière relativement durable, l'investissement pouvant supposer la propriété et les efforts pour la construction du logement, ainsi que la consolidation du contexte en général. Par ailleurs, lorsque la densité résidentielle est faible dans le logement approché par les enquêtes, le sentiment d'appartenance est généralement plus géographiquement englobant : soit du municipe, soit de la ville de Mexico.

Se sentir de son quartier ne semble pas systématiquement associé à une qualification positive de cet espace. En effet, au travers des questionnaires, comme des entretiens, on remarque que les personnes interrogées, quel que soit le lieu par rapport auquel elles s'identifient, sont autant à qualifier leur contexte résidentiel actuel en termes positifs qu'en termes négatifs.

On retrouve donc, à travers ce rapide regard sur la manière dont peuvent être déterminés appartenance et attachement au quartier, les dimensions qui appuient la thèse de l'ancrage. Toutefois, alors qu'un sentiment d'appartenance, voire d'attachement peut être observé dans ces espaces, il n'est pas pour autant à associer à une stabilité résidentielle. L'ancrage, qui doit être interrogé de manière dynamique et plurielle, demande alors à être approché au regard des positions résidentielles envisagées dans le futur. Les habitants des quartiers étudiés souhaitent-ils rester dans leur contexte actuel ou en partir ? Les projets de mobilité, quels qu'ils soient, doivent être replacés dans les échelles temporelles et spatiales par rapport auxquelles ils sont pensés. Or justement, ils ne renvoient pas systématiquement à un « réel départ » des contextes actuels.

Les intentions de déménager

D'une manière générale, les résultats des enquêtes E1 et E2 témoignent dans la majorité des cas d'une volonté de rester dans le logement occupé au moment des enquêtes (tableaux III.4.53 et III.4.54)[65]. Tous âges et tous profils confondus, entre 6 et 7 fois sur 10, les individus sont installés et ne souhaitent pas s'en aller *a priori*. Plus des trois quarts des personnes interrogées lors des entretiens E1 estiment même que le logement actuel constitue une solution durable. Signalons également que du côté des 24 personnes présentant leur position comme transitoire, 14 souhaitent acquérir (rapprochement) ou conserver (maintien relatif) une proximité avec la famille au moyen d'une mobilité résidentielle future.

Les réponses aux questionnaires de l'enquête E2 ont permis de mettre en évidence des différences entre les terrains d'étude. Ainsi, la proportion de personnes souhaitant rester dans leur résidence actuelle est plus forte dans les quartiers étudiés à La Paz, tandis qu'elle apparaît plus faible à Tláhuac. Dans l'ensemble, on observe un désir *a priori* plus fort de rester avec l'âge.

Comme précédemment observée au sujet de la qualification et l'identification au quartier, une relation s'esquisse ici entre la date d'arrivée dans la résidence et le projet de mobilité. En effet, la part des personnes qui souhaitent rester dans leur logement actuel n'est pas proportionnelle à l'ancienneté d'installation, mais suit une évolution allant dans le sens d'un ancrage plus fort pour les générations arrivées dans les années 1990 (on suppose ici encore l'importance du contexte plus consolidé après des efforts importants). On observe aussi une différenciation marquée au sein des enquêtés les plus anciennement installés d'une part, des plus récemment installés d'autre part. Nous retrouvons les hypothèses formulées précédemment : au sujet des arrivées les plus anciennes, on lirait les différences entre d'un côté, des trajectoires supposées « piégées », de l'autre, des itinéraires ayant mené à un « ancrage réussi » ; au sujet des « nouveaux arrivés », on opposerait d'un côté, ceux disposant de ressources suffisantes pour se projeter durablement dans leur investissement actuel, de l'autre, les trajectoires plus précaires pensées comme provisoires.

Ceux qui veulent rester renvoient le plus souvent à des situations de logement en maison et en position de propriétaire, tandis que les locataires, les hébergés et les personnes vivant dans des chambres ou des appartements tendent davantage à vouloir changer de résidence. De la même

[65] Dans les questionnaires distribués, on proposait aux personnes deux réponses au sujet de leurs projets de vie : elles pouvaient désirer « rester dans la colonie au sein du même logement », ou « déménager, considérant la situation actuelle comme transitoire ». Lors des entretiens, les réponses étaient logiquement libres, mais ont fait l'objet de regroupements thématiques lors de notre analyse.

façon, la confrontation entre ces projets de mobilité et les qualifications des contextes d'un côté, l'identification au quartier de l'autre, révèle sans surprise un souhait de rester plus important chez ceux ayant une représentation plutôt positive du quartier et qui se sentent y appartenir. Par exemple, les trois quarts des personnes souhaitant rester se sentent de leur municipe actuel de résidence. À l'inverse, le souhait de mobilité est davantage évoqué par ceux dont les qualifications des lieux sont négatives et pour qui le sentiment d'appartenance s'inscrit à une autre échelle que le contexte local de résidence actuelle.

Globalement, ces entretiens vont dans le sens des études déjà menées sur ces questionnements dans les colonies populaires de Mexico [Huamán, González, 2008, p. 226]. Le poids des personnes ayant comme projet de rester dans le contexte résidentiel actuel[66] est marquant. Une personne sur 4 envisage sérieusement une mobilité, et une petite partie reste très incertaine quant à un possible changement de résidence.
Les projets de mobilité dépendent de l'âge des personnes et de leur position socio-résidentielle au moment des enquêtes. On retrouve alors le lien entre le souhait de partir et la jeunesse, le logement en appartement, le statut de locataire ou d'hébergé. Par ailleurs, il a été possible de positionner ces intentions de déménager dans la perspective des itinéraires résidentiels abordés. Outre la résidence actuelle en maison, le statut de propriétaire, et une ancienneté de l'installation dans le quartier plus marquée, le profil des personnes désirant rester est aussi à observer au regard du nombre d'étapes résidentielles déjà réalisées auparavant. On remarque alors l'existence de systèmes complexes de mobilité passée et envisagée. La proportion de personnes renvoyant à des itinéraires avec plus de 2 étapes et souhaitant rester dans le contexte résidentiel actuel est importante. Mais on note également la présence de parcours toujours susceptibles d'évoluer, même si la carrière résidentielle renvoie actuellement à une étape d'engagement résidentiel. Le même constat est faisable lorsque l'on croise les projets à la densité résidentielle au sein du logement actuel. Une proportion plus importante de personnes ayant passé peu de temps dans leur dernier logement (au regard de la période considérée au cours de nos enquêtes) renvoie à des projets de mobilité future.
Les représentations du quartier et l'identification des personnes à un lieu participent aussi à éclairer les stratégies résidentielles futures. La majeure partie de ceux qui veulent quitter leur logement a une image négative du quartier, alors que ceux qui pensent rester ont des positions différentes quant à la manière de qualifier leur environnement direct. Les trois quarts de ceux qui souhaitent rester dans le quartier se sentent appartenir à cet espace local. Sur 52 personnes s'identifiant au contexte local direct, seules 5 personnes envisagent de partir.

Se pose alors la question de la localisation future de la résidence des personnes souhaitant déménager. Or, l'analyse de ces localisations témoigne une nouvelle fois du poids de la proximité dans l'organisation du système résidentiel (tableau III.4.55). Sur les 19 personnes pensant changer de résidence, 8 imaginent une installation dans la même colonie ou dans la colonie voisine. Le cas de Lupe, jeune maman de 20 ans, est emblématique de ces parcours pensés sur des distances courtes, dans l'optique de conserver l'ensemble des ressources sociales et familiales qu'implique la proximité :

> « *À l'heure actuelle, je ne sais pas. Je ne peux pas prévoir ce genre de choses. Ce qu'on a, ça ne suffit pas pour acheter une maison. Mais moi, j'aimerais bien. Un jour, ce que je veux, ce serait avoir ma maison, à moi. Quelque chose comme en haut {de la*

[66] Contrairement à l'enquête E2, les entretiens E1 ont permis de scinder le souhait de rester dans le logement et le souhait de rester dans le quartier. Pour les personnes ayant prévu un changement de situation, les projets de résidence future ont été le plus souvent localisés dans le quartier.

> *colline}, là-bas. Le problème, c'est que tout se remplit, tout est plein. Maintenant, il n'y a presque plus de place (...). Mais oui, j'aimerais continuer à vivre près d'ici* ».
> Lupe, 20 ans, juillet 2010, Jorge Jiménez Cantú, La Paz.

Lupe témoigne du souhait de rester à proximité de sa mère, de sa belle-famille (chez qui elle réside) et de ses amis. Mais ses aspirations prennent également en compte les conditions actuelles complexes d'accès au sol urbain dans des colonies en cours de densification.

Rares sont ceux qui souhaitent quitter véritablement leur quartier. Ces trajectoires de sortie (envisagées) ont pu renvoyer à un sentiment de relégation dans un quartier où les horizons sont bouchés par la pauvreté généralisée de la zone. Au contraire, un départ peut être vécu comme une occasion de s'extraire de la pauvreté qui caractérise le contexte résidentiel, à l'écart de la ville. C'est notamment le cas de José Luís, résidant et travaillant dans la colonie, et passant des concours pour monter en grade et partir travailler ailleurs :

> « *Je ne veux pas rester ici. Ça craint ici. Avec mon diplôme, je m'en vais* ».
> José Luís, octobre 2011, Lomas San Sebastián, La Paz.

La mobilité peut ainsi faire office de perspectives d'amélioration des conditions de vie et d'une sortie d'un espace stigmatisé aux yeux de celui qui veut le quitter.

L'approche des projets résidentiels des personnes enquêtées donne à notre analyse des ancrages une dimension dynamique, qu'il nous a semblé primordial d'interroger. En effet, le processus est censé porter à un espace une vertu de repère (un parmi d'autres) par rapport auquel se construisent l'itinéraire résidentiel et les mobilités ultérieures ou « *explorations extérieures* » dont parle J. Rémy [1996, p. 135] (chapitre 3). La proximité des lieux envisagés et la manière dont les personnes se représentent leur contexte résidentiel – et dont elles peuvent parfois y développer un sentiment d'appartenance (ou de rejet) – contribuent à l'hypothèse de la formation d'ancrages résidentiels spécifiques dans l'espace des colonies populaires périphériques. Cet ancrage se fonde alors sur une dimension *expérientielle* du lieu, à comprendre sur des espaces et des pas de temps très variés [Entrikin, 2003 ; Imbert, 2005, p. 61]. Il a ainsi été possible de distinguer un ensemble de profils d'ancrage emblématiques, identifiés par rapport aux itinéraires des personnes pris dans leur globalité.

8.2.4. Inscription dans l'espace des itinéraires résidentiels : vers des types d'ancrage ?

Une analyse des trajectoires, voulue la plus rigoureuse possible malgré les biais relatifs à l'échantillon de personnes enquêtées, a permis le suivi d'itinéraires et de systèmes résidentiels emblématiques. Les grandes tendances des systèmes de mobilité résidentielle ont pu être mises en évidence : proximité et réseaux familiaux restent sans conteste deux grilles de lecture indispensables. À partir de nos entretiens, il devient possible de confronter empiriquement certains parcours-types, en approchant l'ensemble des étapes, en plus des caractéristiques de la séquence résidentielle actuelle. On peut alors explorer quelques profils d'ancrages inscrits dans l'espace des colonies populaires périphériques étudiées.
Nous en présentons ici sept, caractéristiques du peuplement des quartiers étudiés, sans prétention toutefois à l'exhaustivité, ni à l'exclusivité des tendances mises en évidence : les dimensions qui permettent de distinguer ces profils renvoient à celles relevées au cours de ce chapitre.

Les parcours sélectionnés confortent un nombre d'étapes supérieur ou égal à la moyenne de notre échantillon (3,1). En nous inspirant des techniques de représentation des circulations migratoires et des modules biographiques éprouvées par le projet MEREV (chapitre 3) et dans les travaux de C. Bergeon [2011], nous prendrons en compte autant que possible la variable temporelle de chaque étape (en termes de durée et de densité de résidence) (cartes 8.9 à 8.23).
On présente ainsi les types de parcours suivants : les trajectoires proches du modèle de Turner, les trajectoires centrifuges intra-urbaines « pures », les « sauts de puce » en périphérie populaire, les « allers-retours » avec le reste de la ville, les systèmes résidentiels autochtones – entre « piégeage » et « chance » –, les migrants extérieurs, et les stratégies complexes articulant plusieurs types de peuplement.

8.2.4.1. Le modèle de Turner revisité

On retrouve dans le modèle de Turner, qualifié « d'intégrationniste » [Coulomb, 1986, p. 266], l'importance jouée par le centre dans l'itinéraire résidentiel de certains habitants des colonies populaires périphériques, notamment pour des raisons d'insertion économique et de proximité des marchés du travail et des services. Le concept de Turner visait à expliquer conjointement l'intégration socio-économique progressive des migrants arrivant en ville dans les années 1950-1960 (qui privilégiaient une première localisation dans les zones de concentration des emplois), et la consolidation des périphéries populaires (lorsque l'amélioration de la situation économique permettait l'accès à de meilleures conditions de logement, alors plus loin du centre).
Les cas de Raymondo et de Francisco (cartes 8.9 et 8.10) sont, à ce titre, emblématiques du peuplement des colonies populaires par de « vieux provinciaux ». En réalité depuis les années 1970, la saturation des zones les plus centrales de Mexico a déplacé le centre de gravité des arrivées « vers la ville » dans la première couronne périphérique, comme le montre l'itinéraire de Chayo (carte 8.11). Ces trajectoires sont marquées par un passage au centre (Cuauhtémoc, Iztacalco, Gustavo A. Madero) ou plus en périphérie (Nezahualcóyotl). Les étapes dans ces parties de la ville sont parfois plurielles dans l'itinéraire migratoire, témoignant de la place que jouent les différentes couronnes périphériques dans l'accueil des migrants provinciaux.

La dimension politique de ce modèle – prônant alors la valorisation et l'appui de la production populaire de logements en périphérie (faute de mieux et parce qu'elle implique une force d'autogestion remarquable et une sécurité sociale et foncière *a priori* plus importante que la location) – a souvent et depuis longtemps été critiquée – en ce qu'il pouvait valider tacitement le laisser-faire de l'État face au manque de planification pour le logement des pauvres, mais aussi en ce qu'il érigeait l'accession à la propriété comme meilleur remède à la pauvreté [Castells 1971 ; Bataillon, 1979 ; Gilbert, Ward, 1985 ; Coulomb, 1986 ; Durand-Dastès, 2004]. Ainsi, la carrière résidentielle des personnes répondant au schéma de successions d'étapes province-centre-périphérie ou, pour les jeunes générations, de mouvements de déconcentration vers la périphérie, serait à comprendre dans une intégration citadine plus forte au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre. L'insertion sociale et économique aux marchés du logement urbain demande en effet des compétences spécifiques pour l'accès aux réseaux nécessaires à l'installation dans les colonies populaires périphériques.
Par ailleurs, cette installation périphérique est souvent associée à un engagement de la part de ceux qui « sacrifient » la localisation au confort-statut du logement. Cet engagement implique par-là un ancrage pensé sur le long terme : la durée de résidence des cas présentés renvoie d'ailleurs à des périodes longues, souvent supérieures à 20 ans, du moins à une densité de résidence notable au regard de l'âge de la personne. Cette tendance diffère alors des mobilités et ancrages caractérisant les nouvelles générations.

Toutefois, le modèle de Turner se trouve ici parfois complexifié. Les trajectoires présentées dépassent le simple déplacement progressif centre-périphérie : certes, on observe le mouvement dans les périphéries de la deuxième couronne postérieur à l'étape au centre, mais aussi des retours en province, un rapprochement par rapport à la famille, etc.

Raymondo : centre, péricentre populaire, puis installation en colonie périphérique

Raymondo connait un itinéraire résidentiel assez représentatif du modèle de Turner, enchaînant une migration depuis la province vers le centre du DF, puis un éloignement progressif du centre jusqu'à l'installation en colonie populaire périphérique (carte 8.9). Âgé de 60 ans au moment des enquêtes, il vit à Ampliación Jorge Jiménez Cantú dans le municipe de La Paz depuis une vingtaine d'années. Retraité après une carrière de contrôleur qualité dans l'industrie, il continue une petite activité commerciale à l'entrée de sa maison en vendant du matériel de bricolage. S'il se sent, en 2011, bien implanté dans son quartier – grâce à un réseau social amical important et une bonne connaissance du voisinage –, il n'en est pas pour autant originaire. Son ancrage résidentiel actuel est en effet à comprendre comme le résultat de l'articulation complexe d'étapes résidentielles variées au cours de son parcours de vie.

Raymondo est natif de la périphérie de Oaxaca, dans le sud du pays. À Oaxaca, il conserve aujourd'hui ses parents et d'autres membres de sa famille. En 2010-2011, il indique d'ailleurs toujours retourner sur « sa terre », aussi régulièrement que possible, témoignant d'attaches familiales et affectives toujours importantes malgré l'ancienneté de son départ. En effet, à l'âge de 11 ans, après une enfance marquée par la pauvreté et le travail aux champs avec ses parents, il migre avec ses frères vers la capitale et vient travailler dans le DF, sans avoir terminé son premier cycle scolaire. Dans les années 1960, il enchaîne les petits boulots et les résidences exiguës et inconfortables du centre, toujours en statut de locataire et en compagnie de sa fratrie.

En 1972, il se marie une première fois et avec sa femme, son fils et sa fille, part habiter dans le péricentre dense et populaire à proximité de la basilique de la Guadalupe, dans la délégation de Gustavo A. Madero, afin de disposer d'un appartement plus spacieux pour son ménage. Toujours locataire, il reste dans ce quartier du DF près de 18 ans, jusqu'à son divorce et son remariage avec Marcella, sa seconde épouse. Le quartier de La Villa Guadalupe n'en est pas pour autant un lieu « du passé » pour Raymondo, puisqu'y vivent encore une de ses sœurs (arrivée après lui dans le DF) et sa fille, chez qui il se rend de temps en temps. L'espace de vie de Raymondo n'est donc pas limité à sa résidence actuelle, mais continue d'articuler ses localisations antérieures du fait de l'inscription métropolitaine du réseau familial. Par ailleurs, sa descendance ne se cantonne pas à Mexico, son fils ayant migré à Los Angeles – où Raymondo rêve d'aller en 2011 pour lui rendre visite.

Au début des années 1990 donc, il s'installe alors dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú en périphérie de la ville, dans la maison que sa femme Marcella a achetée auparavant et où elle réside avec son jeune fils Martin. La famille recomposée s'agrandit encore, avec la naissance de deux nouvelles filles. C'est dans ce quartier que Raymondo connait la plus grande densité résidentielle, et ce, même si son emploi est longtemps resté localisé dans le DF. Les attaches résidentielles actuelles dans cet espace sont directement liées au réseau familial et amical tissé au fil de ces vingt dernières années. La stabilité résidentielle et l'engagement lié à cette position font de ce quartier un lieu d'ancrage primordial pour Raymondo.

Francisco: ancrages en province, à Nezahualcóyotl et à La Paz

Le parcours de Francisco renvoie lui aussi au modèle de Turner par la succession de ses étapes résidentielles dans la métropole, mais avec la nuance que l'ancrage en province reste encore plus prononcé que dans le cas de Raymondo (carte 8.10).

Francisco est originaire d'une localité rurale, située entre Ixtapan de la Sal et Tenancingo, au sud de Toluca, dans le sud-ouest de l'État de Mexico. Bien qu'âgé de 80 ans au moment des enquêtes, cette première étape résidentielle – celle de sa naissance, enfance et adolescence – a été particulièrement importante : la densité résidentielle de cette position est la deuxième plus importante de son itinéraire. Avec ses parents et ses frères, il reste travailler aux champs jusqu'à l'âge de 20 ans. Il tissera alors un solide réseau familial et amical dans cet espace, réseau qu'il conserve encore en 2010-2011.

Au début des années 1950, il part avec ses frères travailler comme ouvrier agricole saisonnier dans les périphéries méridionales du DF : c'est à ce moment-là qu'il réside pour la première fois dans la métropole. Pourtant, il ne s'agit pas d'une mobilité campagne-ville « archétypale », puisque sa migration ne s'inscrit pas directement dans l'espace urbain, mais bel et bien dans les activités agricoles de la ceinture maraîchère périphérique de la ville. D'abord saisonnier dans des exploitations situées près de La Magdalena Contreras, il travaille également aux alentours du village de Tlalpan, puis comme jardinier dans le quartier récent (à l'époque) du Jardín del Pedredal, au sud d'Alvaro Obregón, dans le sud-ouest de la ville. Au cours de ces étapes, lui et ses frères sont hébergés par des amis sur place. À la fin de la décennie 1950, il part cette fois-ci habiter dans une zone plus centrale du DF : le quartier de La Villa Guadalupe – comme Raymondo –, où il est hébergé par des cousins. Là, il est employé comme jardinier et cantonnier et il s'y marie.

La mobilité résidentielle intra-urbaine se fait donc d'abord dans un contexte périphérique, puis de manière centripète. Mais l'itinéraire ne se cantonne pas à la zone métropolitaine. En effet, avec sa femme, il change de résidence en 1963 pour aller travailler à Cuernavaca, dans l'État de Morelos pendant 5 ans. Sur la première période de cette étape, il réside avec sa femme et sa fille qui vient de naître, puis reste seul la dernière année, pendant que sa femme enceinte d'une deuxième fille va résider à Ixtapan de la Sal – témoignant de la persistance de liens toujours forts avec le village d'origine.

En 1968, la famille se retrouve et retourne vers Mexico pour accéder à la propriété, dans la banlieue populaire de Nezahualcóyotl, alors en construction. Cette étape résidentielle est probablement la plus importante du parcours de Francisco : propriétaire d'une maison avec sa femme et ses enfants, il réside et travaille (comme commerçant) pendant près de 30 ans dans ce municipe périphérique. C'est la plus forte densité résidentielle de son parcours. Sans changer de localisation, Nezahualcóyotl est pour Francisco l'espace de son installation urbaine par excellence, associée à des mutations sociales et économiques importantes pour la famille : deux fils et une autre fille y naissent, sa maison se consolide et s'agrandit et Francisco investit dans des commerces et des maisons alentours pour les autres membres de la famille. L'ancrage est alors fort en termes sociaux, familiaux et amicaux : c'est aussi dans cet espace que sa descendance et les générations suivantes s'implantent durablement, donnant à ce quartier une profondeur pluri-générationnelle. Un de ses fils y réside toujours en 2011 et plusieurs de ses petits-enfants y travaillent.

Pourtant, l'installation et l'engagement associés à l'étape résidentielle à Nezahualcóyotl ne sont pas synonymes d'immobilité, ni d'un caractère définitif. En effet, en 1998, lorsque Francisco prend sa retraite, il décide avec sa femme de retourner « au *pueblo* », sur la terre de sa famille, vers Ixtapan de la Sal. Ils planifient donc la vente de la maison de Nezahualcóyotl, de laquelle ils tirent un bénéfice conséquent qui sera en partie investi dans l'achat d'un lopin de terre à Ixtapan – où ils pensent alors écouler leurs vieux jours. Ce retour renvoie ainsi à une circulation migratoire rendue possible par les ressources sociales et économiques accumulées en ville (à Nezahualcóyotl) d'une part, par l'entretien des réseaux sociaux dans l'espace fondateur d'autre part.

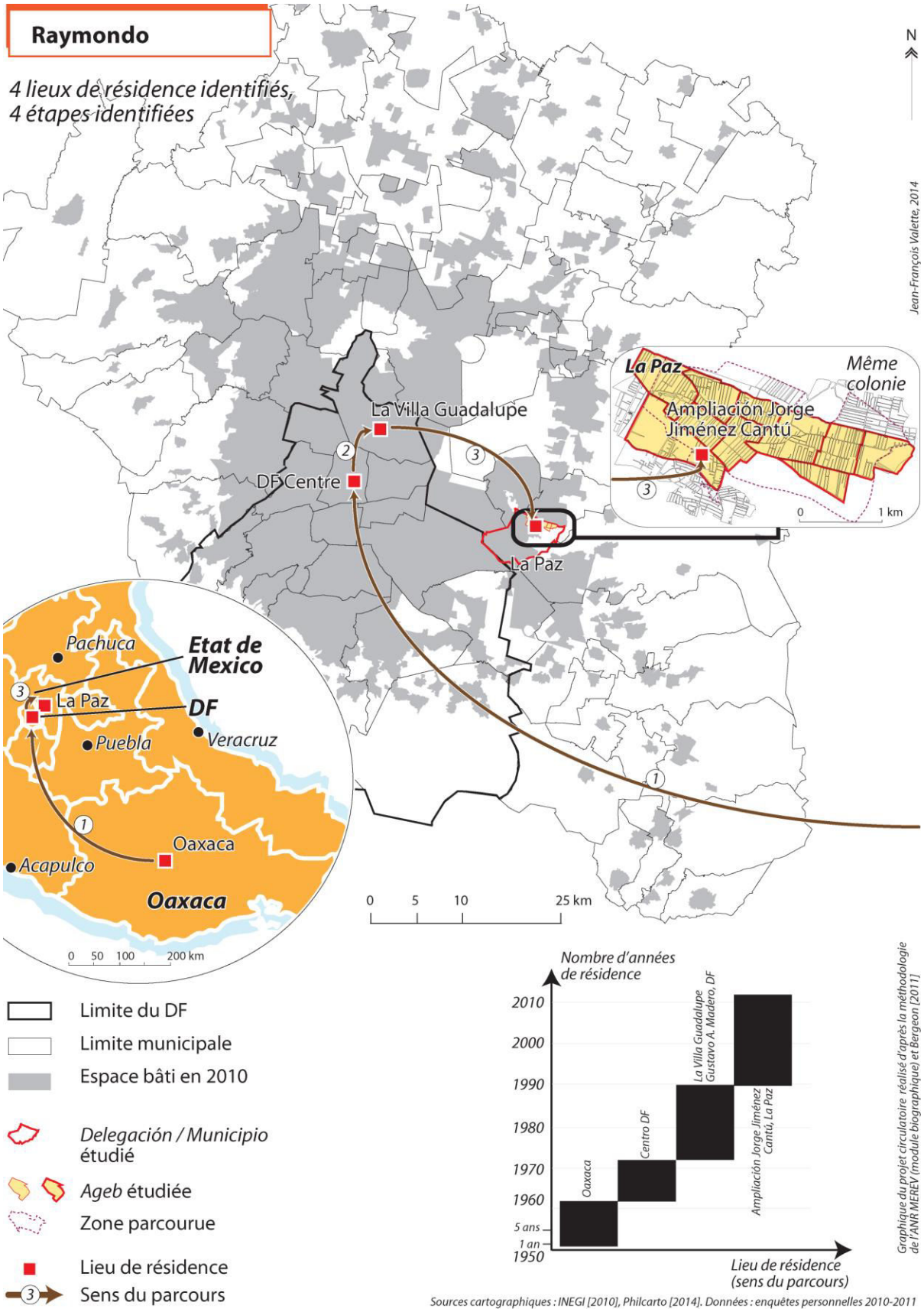
Mais la détérioration de la santé de sa femme, puis le décès de cette dernière en 2000, bouleversent une nouvelle fois l'itinéraire de Francisco, qui préfère retourner dans la

métropole auprès de ses enfants. L'argent de la vente de la maison et du lopin de terre d'Ixtapan est alors réinvesti dans l'achat d'une parcelle et dans la construction d'une maison dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú à La Paz. Francisco s'installe dans cette colonie pour se rapprocher de ses enfants d'une part, pour résider dans un environnement « plus tranquille » que la ville où il a vécu pendant une grande partie de sa vie d'autre part.
La proximité familiale est aussi une proximité-continuité de l'installation précédente à Nezahualcóyotl : deux de ses filles s'installent avec lui dans la colonie – connaissant alors une trajectoire centrifuge inscrite dans la dynamique de déconcentration des quartiers populaires anciennement consolidés de la ville – ; un fils reste résider à Nezahualcóyotl et un autre fils déménage à proximité, dans le municipe de Texcoco. L'ancrage au cours de la résidence à Nezahualcóyotl a permis la mise en place des réseaux de connaissances de Francisco et de sa famille : ce sont ces réseaux qui ont rendu possible la dernière étape résidentielle grâce à la mise en relation des propriétaires des terrains *pacenses* et des nouveaux acquéreurs.
Si la densité de résidence à La Paz est moindre qu'à Nezahualcóyotl par rapport à l'âge de Francisco, cette dernière étape n'en est pas moins cruciale dans la construction d'un ancrage périphérique renforcé : la résidence de plusieurs générations de descendants dans le quartier et dans les quartiers alentour témoigne d'un espace de vie articulant des localisations diverses et d'une profondeur de l'inscription territoriale des espaces de vie dans la ville. Le maillage important de repères intra-urbains, aussi bien en périphérie éloignée que dans les anciens quartiers populaires aujourd'hui complètement consolidés, constitue la marque d'un ancrage métropolitain, mais qui reste aussi fortement relié à l'espace fondateur en province.

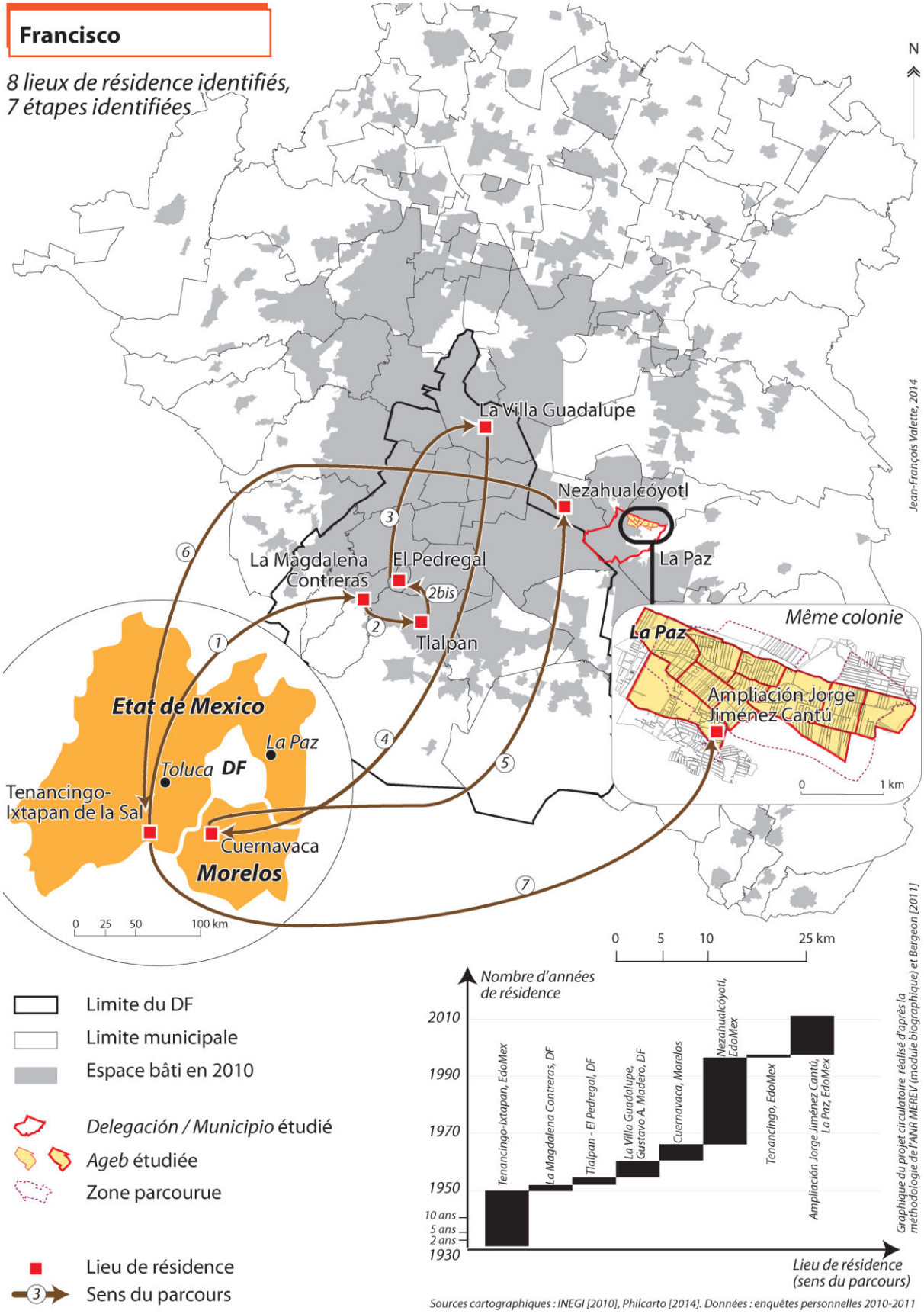
Chayo : péricentre populaire, périphérie orientale, installation sur le front d'urbanisation
Les parcours de migrants provinciaux s'inscrivant dans la métropole selon les mécanismes décrits par le modèle de Turner ne sont pas uniquement l'apanage des aînés. Le cas de Chayo, mère de famille trentenaire, témoigne – encore plus nettement que dans les cas précédents – d'un parcours centrifuge intra-urbain postérieur à l'arrivée à Mexico (carte 8.11).
Chayo est née en 1974 à Puebla et vient chercher du travail en 1988 dans le DF. Son parcours métropolitain commence alors à proximité de l'aéroport, dans la délégation centrale d'Iztacalco, où elle loue avec d'autres membres de sa famille un appartement. Au milieu de la décennie 1990, elle se marie et donne naissance à sa première fille. Afin de pouvoir décohabiter et louer un appartement légèrement plus spacieux, le jeune ménage part s'installer plus loin en périphérie, à Chimalhuacán. Pendant les années de résidence dans ce municipe très populaire, le ménage tisse un réseau social suffisant pour accéder aux informations relatives aux prix des terrains encore plus périphériques, de l'autre côté de la route Mexico-Texcoco, sur les collines de Lomas San Sebastián dans le municipe voisin de La Paz.
Ainsi, en 2002, Chayo et sa famille accèdent à la propriété, après un parcours résidentiel remarquablement centrifuge et systématiquement ancré dans les quartiers populaires de la métropole. Le changement de statut d'occupation du logement et l'agrandissement de la famille (3 filles au total) participent à faire du quartier de Lomas San Sebastián un lieu d'ancrage important. Même si elle confie vouloir retourner un jour à Puebla (à longue échéance), sa ville natale – alors que ses filles (très jeunes, mais « se sentant bien » dans leur quartier actuel) refusaient catégoriquement ce projet ! –, l'amélioration de sa configuration socio-résidentielle et l'implantation de sa descendance jouent dans la construction d'un bassin de vie, pivot dans son parcours.

À travers ces exemples, les trajectoires décrites selon le modèle de Turner tendent à la construction d'ancrages forts dans les colonies populaires périphériques étudiées. Les itinéraires articulent des localisations plurielles dans la ville et de plus en plus éloignées en périphérie au fil du parcours de vie.

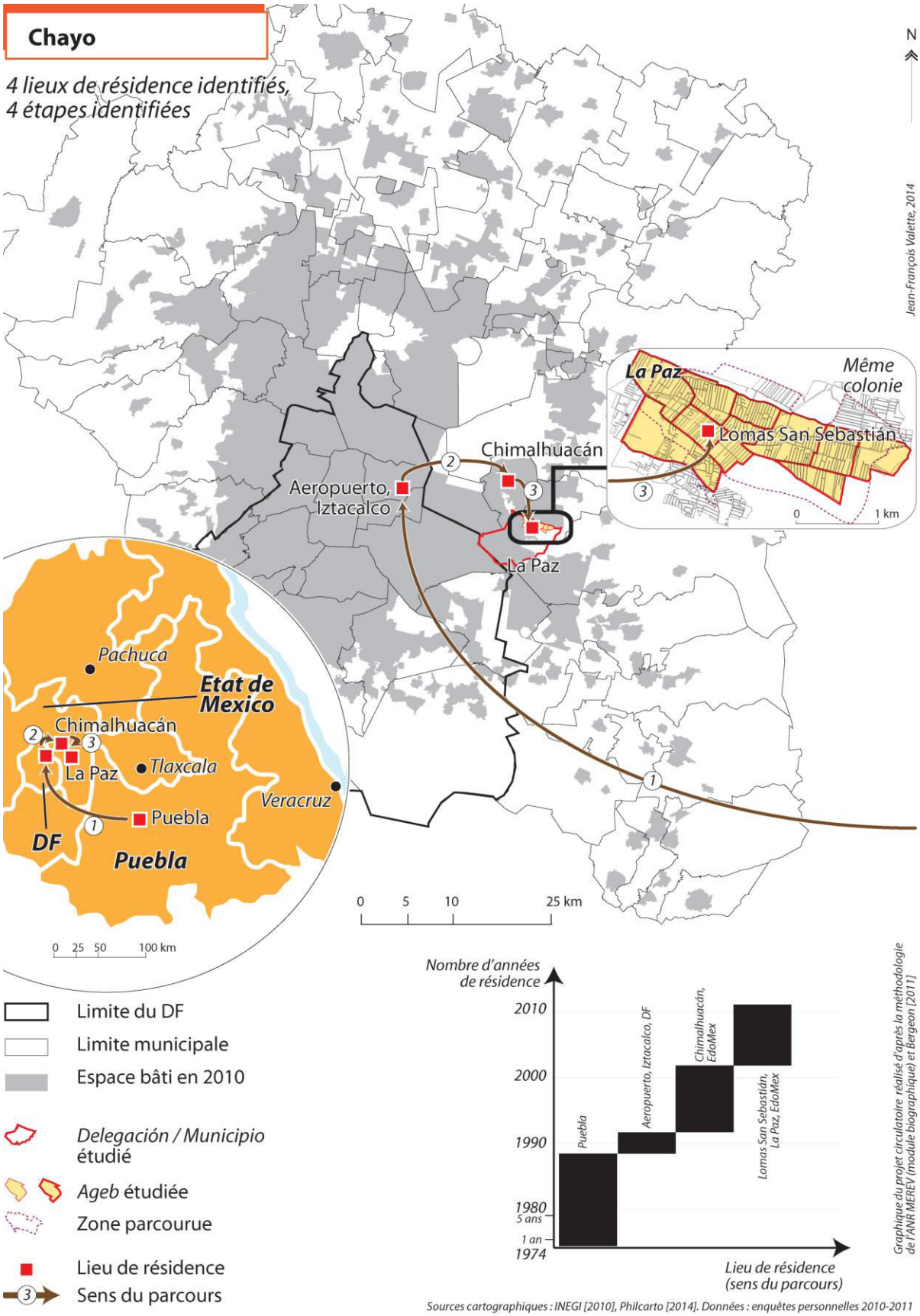
Carte 8.9. Modèle de Turner (1) : arrivée dans le centre, éloignement en péricentre populaire, puis installation en colonie périphérique



Carte 8.10. Modèle de Turner (2) : ancrages en province, en première couronne populaire, puis en colonie périphérique



Carte 8.11. Modèle de Turner (3) : arrivée en péricentre populaire, éloignement en périphérie populaire, puis installation périphérie plus lointaine



8.2.4.2. Les trajectoires intra-métropolitaines centrifuges

Après les profils impliquant des migrants provinciaux, il s'agit de focaliser désormais sur les seules mobilités résidentielles intra-urbaines, notamment celles impliquant un déplacement classique centrifuge. Le modèle de Turner est une nouvelle fois questionné, même si les profils ici abordés concernent des urbains, natifs de la ville de Mexico. Descendants des migrants provinciaux ou « métropolitains » depuis plusieurs générations, ces individus « calent » une partie de leur carrière résidentielle sur le parcours centrifuge caractéristique de l'étalement de la ville depuis plus d'un demi-siècle (chapitres 1, 2 et 5).
La recherche d'espace et de changement de statut d'occupation à moindre coût, animée par les évolutions du cycle de vie et le souhait de conserver les proximités familiales, est ainsi caractéristique d'un grand nombre de ces trajectoires centrifuges. Les configurations que ce profil révèle sont évidemment multiples en termes d'inscription dans les réseaux familiaux et amicaux à l'origine de la position socio-résidentielle actuelle. On distingue néanmoins les personnes ayant un ancrage fort au centre-ville, de celles ayant un ancrage plus important en périphérie populaire.
La périphérie renvoie à l'espace des positions intermédiaires, mais reste aussi celui de « l'installation » – généralement par accès à la propriété dans les zones de plus faible densité, sur des terrains non urbanisables et étant à ce titre à des prix relativement compétitifs. Une fois en périphérie, la mobilité résidentielle n'est bien sûr pas exclue. Les cas de José et Wendy illustrent ces parcours métropolitains (cartes 8.12 et 8.13).

José : péricentre-centre-périphérie
L'itinéraire de José est marqué par une grande mobilité dans la métropole (carte 8.12). Ses déplacements mettent en avant une densité de résidence élevée dans deux espaces urbains bien différents : l'hypercentre d'une part, la périphérie d'autre part.
Le parcours commence en péricentre nord-ouest, puis se poursuit en centre-ville pendant près de 30 ans. José est né en 1936 dans le quartier de Tacuba, au nord de la délégation de Miguel Hidalgo. Ce premier lieu constitue pour lui son espace fondateur : celui de sa naissance, de son enfance, mais aussi celui de son premier réseau d'amis et de ses premiers emplois dans la ville. À l'âge adulte, José change de résidence, mais sur de courtes distances, pour s'installer plus à proximité du centre névralgique de la ville, dans l'hypercentre de Mexico. On peut d'ailleurs retrouver ici une trajectoire centripète typique de la première étape du modèle de Turner. Avec sa femme et ses enfants, il s'installe dans différents appartements en location des quartiers centraux[67] et est employé comme chauffeur de *pesero*.
En 1990, il décide avec sa femme d'aller travailler plus en périphérie, s'inscrivant dans la dynamique générale de départs du centre-ville. Le ménage – déjà âgé – s'installe alors à Chicoloapan, où résident déjà deux de leurs enfants, à quelques kilomètres de la résidence appréhendée au moment de nos enquêtes. Lors de cette étape, il est encore locataire d'un appartement. Après quelques années, il déménage pour un nouvel appartement en location dans le centre du municipe voisin – dans le quartier de Los Reyes.
Lorsqu'il perd sa femme en 1998, José décide finalement d'investir ses économies dans l'achat d'un terrain et la construction d'une petite maison sur les collines à proximité du centre de La Paz : il s'installe alors à Lomas San Sebastián. Par cette troisième étape résidentielle dans l'est de la ville – qui renvoie aussi à la plus forte densité résidentielle de son parcours –, José accède enfin à la propriété, à proximité de sa famille. Le quartier populaire périphérique a d'abord été l'espace de la proximité familiale et de la « fuite » du centre, avant

[67] Le détail des différentes localisations des résidences dans le centre n'est pas connu. Au sujet de cette période, José évoque les déménagements réguliers, d'appartement en appartement, de proche en proche, mais toujours en statut de locataire.

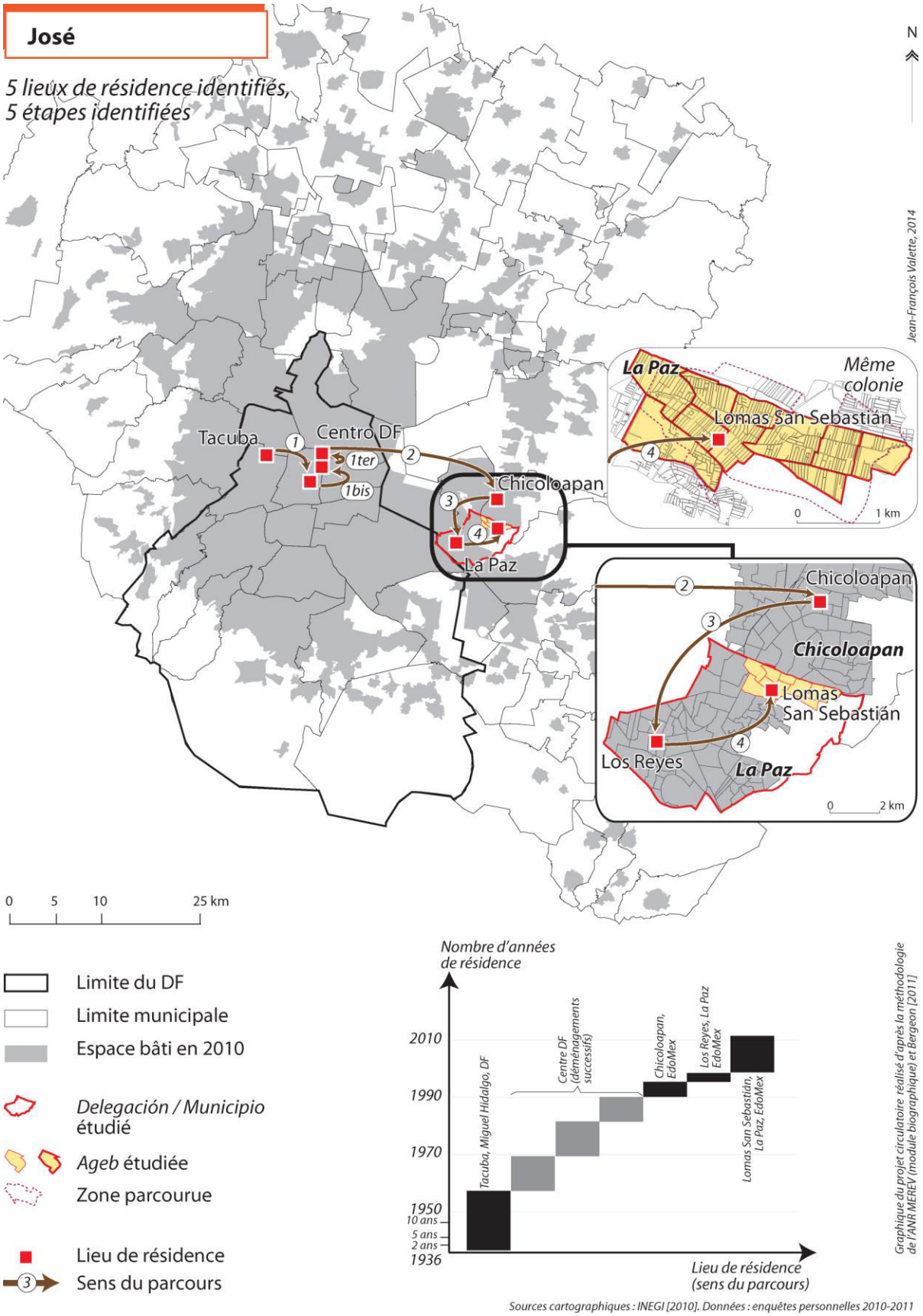
d'être le lieu de la recherche d'une installation durable, après un long parcours de locataire dans le reste de la ville.
Ce parcours témoigne ainsi d'un ancrage en périphérie, tardif, d'abord passé par l'inscription dans ces espaces de la descendance. La présence du réseau familial et les différents changements de résidence sur un espace relativement restreint ont contribué à une connaissance importante de la zone et à une insertion locale progressive. Cet ancrage périphérique vient « compléter » un panel de compétences métropolitaines déjà non négligeable au vu de ses différentes mobilités intra-urbaines.

Wendy : première couronne, deuxième couronne, front d'urbanisation
Au sein du DF cette fois, le parcours de Wendy, âgée de 33 ans au moment des enquêtes, illustre assez bien une trajectoire centrifuge inscrite dans les grands schémas de mobilité résidentielle intra-métropolitaine de la dernière période (carte 8.13). Contrairement aux cas précédents, Wendy n'a pas changé de résidence sur de grandes distances ou n'a pas connu d'étapes dans les zones centrales. Son parcours est en revanche emblématique des mobilités centrifuges des jeunes générations, en provenance des zones les plus peuplées de la ZMVM à partir de 1970 (tableau 1.3, chapitre 1, p. 48).
Wendy est en effet originaire d'une colonie populaire de la délégation d'Iztapalapa, foyer de population majeur du sud-est de la ville. Au milieu des années 1990, elle se marie et déménage dans la maison de ses beaux-parents dans le quartier de La Conchita Zapotitlán, à Tláhuac, la délégation voisine, plus périphérique. Ainsi hébergée chez la belle-famille, elle reste avec son mari et donne naissance à ses quatre enfants. En 2007, son mari obtient, grâce à un héritage, un terrain dans la colonie voisine d'Ampliación La Conchita : la jeune famille décide alors de s'y installer afin d'acquérir leur indépendance, « leur maison à eux ». En 2010, elle y réside toujours : elle et son mari ont même construit un local commercial afin de diversifier les sources de revenus. Wendy est alors gérante d'un cybercafé – même si celui-ci reste un peu désert dans cette colonie – et confirme la relative stabilisation de sa situation économique, sociale et résidentielle dans le quartier, voire plus largement, dans le contexte de Zapotitlán, où elle réside en tout et pour tout depuis une quinzaine d'années au moment des enquêtes.
Son ancrage s'inscrit ainsi dans les réseaux familiaux – ici de la belle-famille – et renvoie à des trajectoires intra-périphériques, courtes, emblématiques du peuplement de ces espaces. Elle décrit d'ailleurs sa trajectoire comme relativement classique, du moins expérimentée par d'autres personnes à proximité ; elle déclare en septembre 2010 :

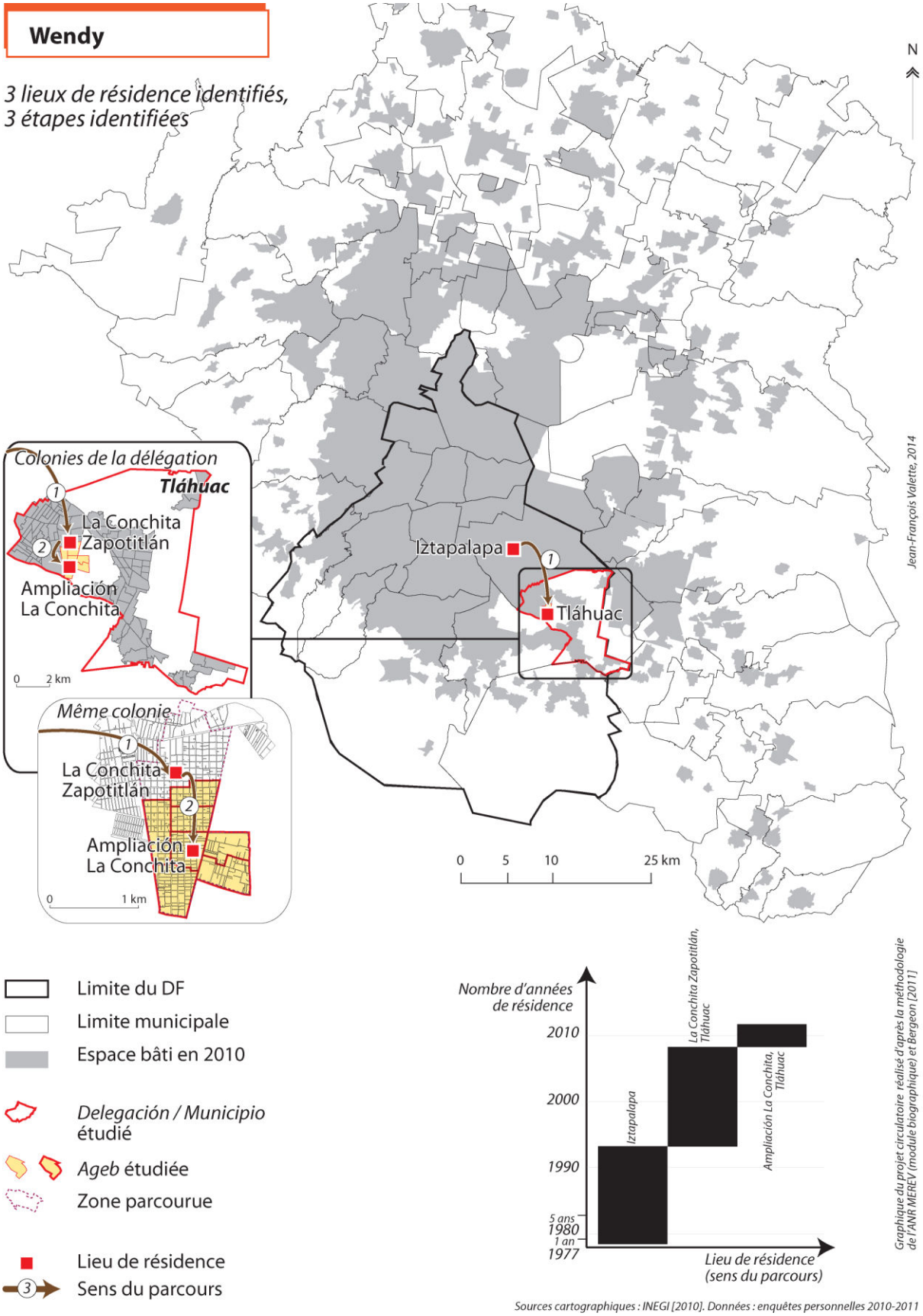
> « *Les voisins qu'on avait avant à La Conchita sont nos nouveaux voisins d'aujourd'hui ici* »
> Wendy, 33 ans, Ampliación La Conchita, septembre 2010.

Les deux trajectoires évoquées témoignent d'une dynamique centrifuge caractéristique des schémas de mobilités et d'ancrages des habitants des colonies populaires périphériques. Plus précisément, les itinéraires en « sauts de puce » (de proche en proche) qu'ils décrivent sur les dernières positions résidentielles en colonies populaires peuvent concerner l'ensemble du parcours de mobilité, comme nous allons le voir dans le troisième type.

Carte 8.12. Trajectoire intra-métropolitaine centrifuge (1) : péricentre, centre et ancrages pluriels en périphérie populaire



Carte 8.13. Trajectoire intra-métropolitaine centrifuge (2) : première couronne, deuxième couronne, front d'urbanisation



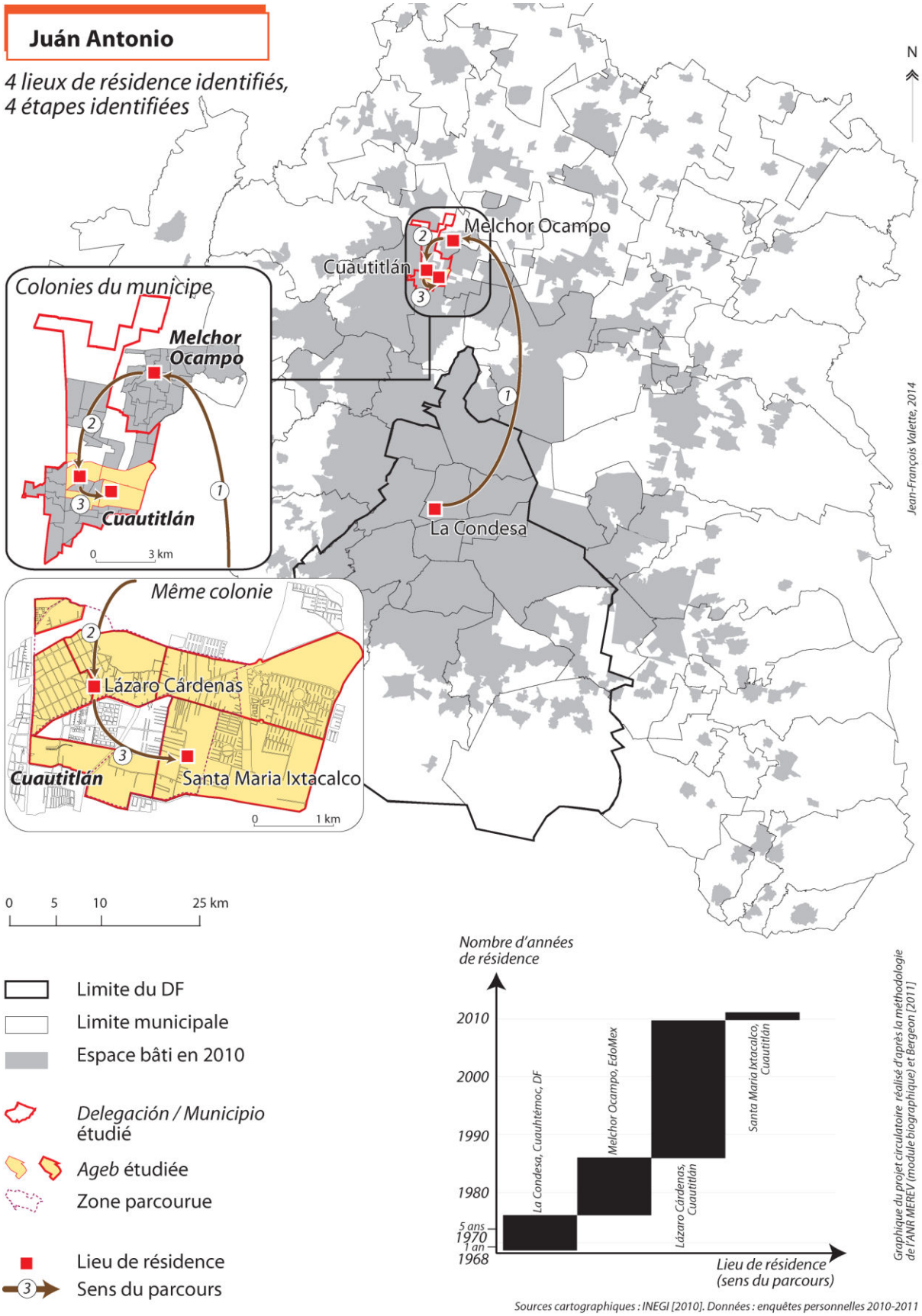
8.2.4.3. Les « sauts de puce » en périphérie populaire : mobilité forte, mais de proximité

La mobilité résidentielle n'implique pas toujours de grandes distances et peut afficher un caractère local significatif, notamment dans les quartiers populaires périphériques. La mobilité en « sauts de puce » fait écho à nombre d'études sur le peuplement des colonies populaires depuis ceux de J. Turner [1968] : les changements de résidence de proche en proche représentent un des moteurs des fronts d'urbanisation de Mexico.
Cette modalité de peuplement a ainsi été décrite comme le « changement de maison n'impliquant pas le changement de quartier » [Connolly *et al*, 1991], ou encore comme « le changement s'opérant dans un contexte inchangé », celui de l'illégalité foncière [Huamán, Gonzalez, 2008]. Cette proximité est avant tout à comprendre par l'inscription des trajectoires résidentielles dans les réseaux sociaux – familiaux et amicaux – permettant le logement, voire dans certains cas, l'accession à la propriété. Les étapes du cycle familial, les aspirations liées au statut d'occupation et les ressources sociales et urbaines permises par le voisinage et la famille expliquent alors la faible portée spatiale des déplacements, malgré leur nombre, dans ces quartiers.
Les cas de Juán Antonio, Gabriella, et Eva illustrent cette proximité et cet ancrage local dans ces espaces de la ville (cartes 8.14 à 8.16).

Juán Antonio : DF et changements de proximité dans le nord de la ville
Les trajectoires ici étudiées ne renvoient pas systématiquement à une accession à la propriété lors de la dernière étape appréhendée au moment des enquêtes. Le cas de Juán Antonio est à ce titre révélateur de cette variété de changements résidentiels en colonies populaires périphériques, impliquant proximité et statuts d'occupation autres (carte 8.14).
Juán Antonio est né dans le DF en 1968 et a passé les premières années de son enfance dans un appartement du quartier de La Condesa[68] dans la délégation hypercentrale de Cuauhtémoc. En 1975, ses parents décident de déménager pour rejoindre une partie de leur famille installée dans le municipe septentrional de Melchor Ocampo, alors encore rural. On retrouve ici un système résidentiel ayant impliqué une localisation en centre-ville et une trajectoire centrifuge, comme pour les deux profils précédents.
Vivant ainsi durant sa jeunesse chez ses parents, Juán Antonio ancre son réseau familial et amical dans la zone de Melchor Ocampo-Cuautitlán pendant une dizaine d'années. Lorsqu'en 1985, les parents de Juán Antonio accèdent à la propriété dans la colonie Lázaro Cárdenas du municipe voisin de Cuautitlán, il déménage également, restant hébergé dans la maison familiale. C'est dans ce logement – où la densité résidentielle est la plus importante de son parcours – qu'il continue à habiter, même après son mariage et la naissance de ses enfants.
Toutefois, en 2009, il saisit l'opportunité d'être hébergé – lui et son ménage – par un cousin, dans une maison toute neuve construite dans le quartier encore peu dense de Santa Maria Ixtacalco, au sud-est du municipe de Cuautitlán, sur les terres de l'*ejido* San Mateo, à quelques centaines de mètres du logement de ses parents.
Même si Juán Antonio ne se projette dans ce logement que quelques années encore, on aperçoit ici la force des réseaux familiaux et l'importance de l'ancrage local dans la manière de configurer son système résidentiel entre des quartiers populaires périphériques voisins.

[68] Même si le quartier de La Condesa a toujours été un lieu de résidence d'une partie des élites de la ville, attirées par le dynamisme du centre – le quartier est aujourd'hui un haut lieu « branché » où sont concentrés restaurants, boîtes de nuit, ou encore boutiques visant une clientèle *hipster* (sur ces processus, voir entre autres D. Hiernaux [2003]) –, il s'agit également d'une zone où subsistent certains îlots d'habitats populaires du parc de logements du péricentre dégradé.

Carte 8.14. « Sauts de puce » (1) : départ du DF et ancrage par mobilités successives en périphérie populaire



Gabriella : faible portée spatiale, mais forte mobilité résidentielle dans l'est de la ville

Les faibles distances parcourues lors des changements résidentiels en colonie populaire témoignent de l'ancrage local, qui se comprend par l'insertion des individus et/ou de leur entourage dans des réseaux d'accès au logement construits progressivement. Si la portée des déplacements semble dans certains cas renvoyer à un espace restreint, la mobilité résidentielle n'en est pas pour autant limitée. Le cas de Gabriella témoigne de déménagements de proche en proche nombreux et rythmés par les étapes du cycle de vie (carte 8.15).

Gabriella connaît d'abord elle aussi une trajectoire résidentielle centrifuge. Native des quartiers populaires péricentraux à proximité de l'aéroport (dans la délégation Iztacalco dans le DF), elle passe son enfance dans cette partie de la ville avec ses parents, résidant dans le logement de ses grands-parents. Elle déménage avec ses parents en 1980 dans la périphérie orientale, aux marges de la ville de l'époque, dans la colonie Jorge Jiménez Cantú, alors jeune peuplement au bord de la route Mexico-Texcoco dans le municipe de La Paz. C'est dans ce quartier très précaire que ses parents ont trouvé un terrain où ils pensent devenir propriétaires et acquérir leur indépendance après les difficultés liées à la suroccupation dans le logement familial précédent.

Mais ce premier pas vers l'accession à la propriété pour les parents tourne cours. En 1981, face aux conditions de vie jugées trop difficiles – précarité extrême et climat social délétère en raison des relations tendues entre colons et *ejidatarios* dans la zone –, les parents de Gabriella décident de changer une nouvelle fois de résidence. Ils participent alors à une invasion de grande ampleur dans la délégation voisine d'Iztapalapa, dans un contexte périphérique similaire, mais où l'organisation politique plus structurée laisse entrevoir de meilleures perspectives. Cette étape-là renvoie à une des plus fortes densités résidentielles de son parcours. À Iztapalapa, hébergée chez ses parents, Gabriella se marie et donne naissance à une fille et un fils au début des années 1990.

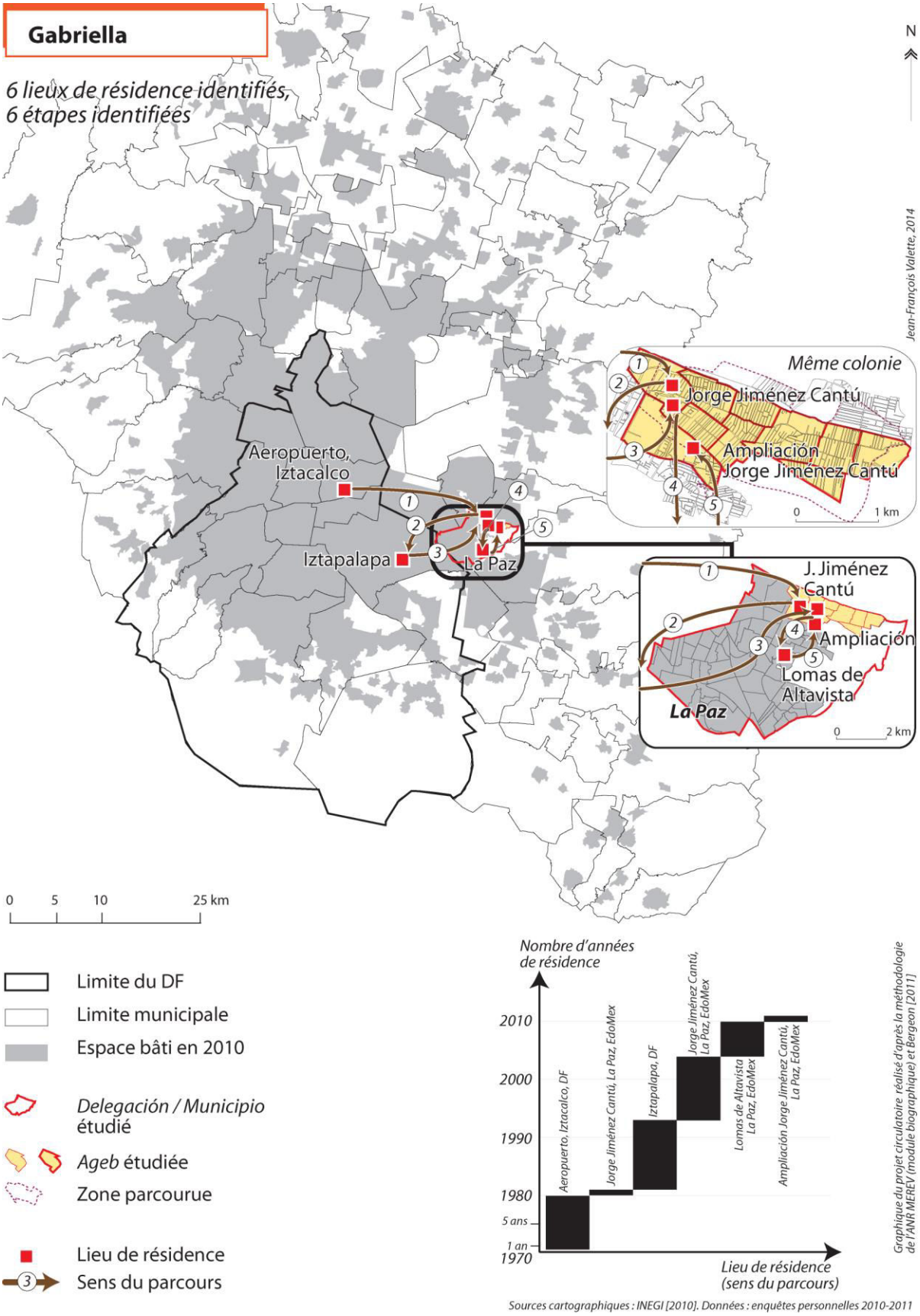
Lorsque la famille s'agrandit, Gabriella, avec ses enfants et son mari, change de résidence en suivant ses beaux-parents (des voisins d'alors) qui décident, en 1993, de vendre leur maison d'Iztapalapa afin de tirer des revenus pour s'installer plus loin en périphérie, sur des terrains moins chers, et où la construction d'une maison plus grande est possible.

Gabriella retourne ainsi dans la colonie Jorge Jiménez Cantú, cette fois-ci pour être hébergée pendant plus de 10 ans avec sa famille chez ses beaux-parents, devenus nouveaux propriétaires. Contrairement à la première étape dans cette colonie en 1980, les conditions de vie permettent désormais une installation sur le plus long terme et autorisent la construction d'un espace de vie durable dans le quartier. La colonie Jorge Jiménez Cantú devient aussi l'espace fondateur de la deuxième génération : en effet, les trois enfants de Gabriella y grandissent, donnant une profondeur inédite à cette étape résidentielle.

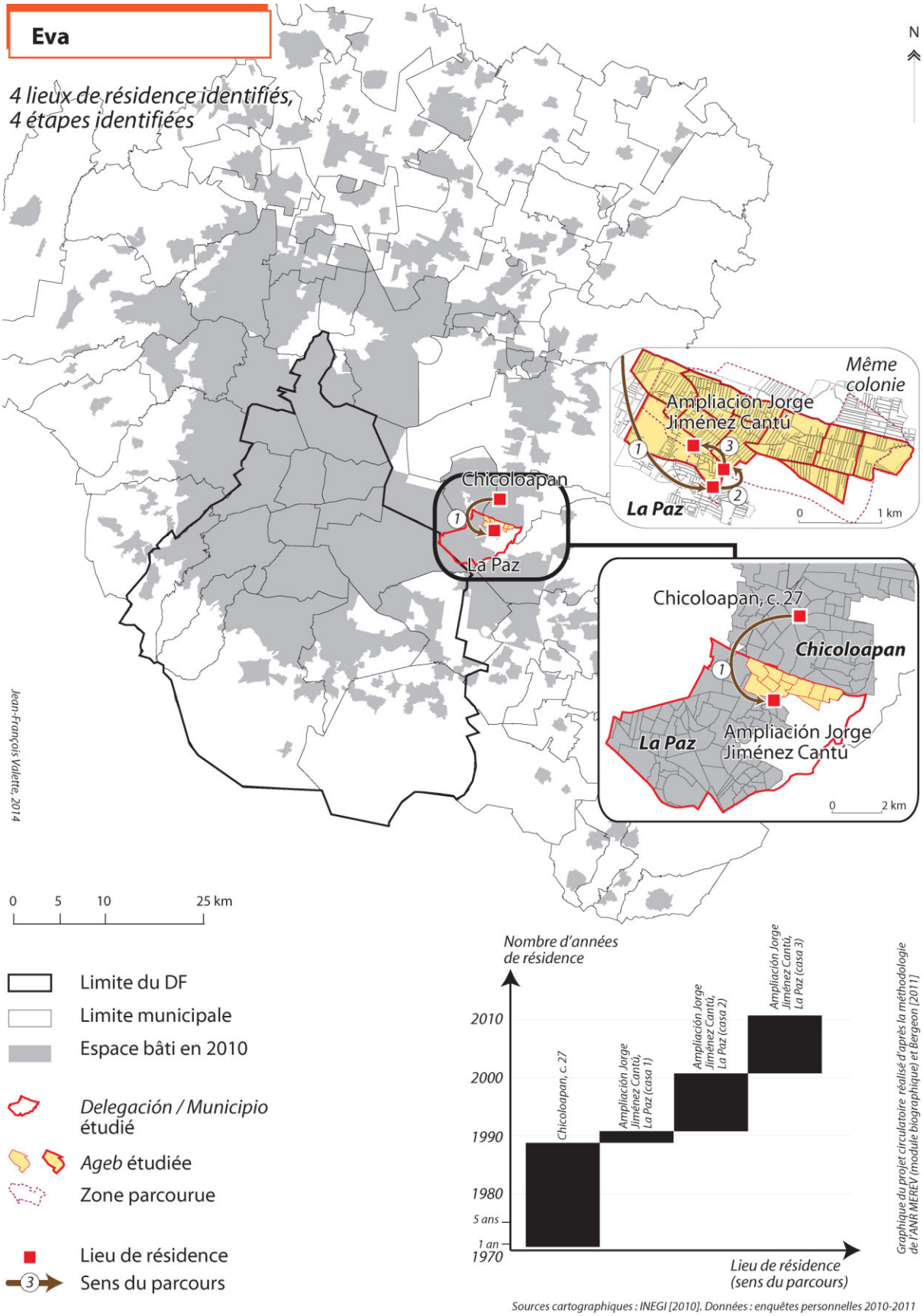
L'histoire de vie de Gabriella implique par la suite de nouveaux changements résidentiels, toutefois toujours ancrés dans un espace local relativement restreint. En 2004, Gabriella divorce et quitte le logement familial pour aller résider chez son nouvel époux et ses beaux-parents dans la colonie voisine de Lomas de Altavista, toujours sur les collines orientales de La Paz. Le système résidentiel de Gabriella est alors partagé entre la maison de Lomas de Altavista et celle de ses ex-beaux-parents où continuent de résider ses trois enfants.

Finalement, en 2010, elle et son mari ont la possibilité d'accéder à la propriété dans la colonie voisine d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú à quelques centaines de mètres de l'étape précédente. Le schéma de mobilité est alors circonscrit dans la municipalité de La Paz. Le dernier enfant – encore mineur – de Gabriella rejoint le ménage nouvellement indépendant. Cette circulation relative (4 résidences différentes dans un espace de moins de 5 km²) illustre l'ancrage résidentiel dans ces colonies populaires, à comprendre sur plusieurs générations.

Carte 8.15. « Sauts de puce » (2) : faible portée spatiale, mais forte mobilité résidentielle en colonies populaires périphériques



Carte 8.16. « Sauts de puce » (3) : ancrage local en périphérie populaire



Eva : mobilité très localisée d'une enfant des périphéries
Si les exemples précédents témoignent autant des trajectoires centrifuges que des « sauts de puce » en périphérie, les changements résidentiels de proche en proche concernent avant tout les nouvelles ou deuxièmes générations d'habitants des colonies populaires. Ces dernières sont alors souvent celles qui sont déjà nées et ont grandi dans ces contextes : ils y construisent leur itinéraire résidentiel et connaissent des mobilités intra-périphériques. Ces mobilités jouent un rôle fondamental dans le peuplement des périphéries populaires d'une part, dans la reproduction de ces contextes résidentiels d'autre part. L'exemple d'Eva, dont le parcours a déjà été décrit en 8.1.3.3 (p. 499) au sujet de sa mobilité sociale, est à ce titre riche d'enseignements : cette jeune mère de famille est née, a grandi et réside encore dans les colonies populaires de la périphérie orientale de la ville (carte 8.16).

Sans que l'on puisse cantonner les mobilités résidentielles des secondes générations aux seules colonies populaires étudiées, l'ancrage résidentiel dessiné par la faible portée spatiale des déplacements et la longueur des durées de résidence ressortent toutefois nettement de l'analyse de ces parcours. Le « saut de puce » tend à donner à un caractère autochtone, voire localiste, aux schémas de mobilité. La proximité reste essentielle dans l'approche du processus d'ancrage, mais on a également vu que l'insertion locale pouvait très souvent se coupler à un système résidentiel mettant en relation différentes localisations dans la métropole. Les échelles de l'ancrage dépassent donc la seule sphère locale.

8.2.4.4. Les systèmes résidentiels « autochtones » : mobilité faible et champ spatial très localisé

L'ancrage résidentiel n'est pas synonyme d'immobilité, mais il peut toutefois renvoyer à une ancienneté notable dans le logement ou dans le contexte résidentiel. L'itinéraire peut être, comme on l'a vu, très localisé. On peut mobiliser la notion d'*autochtonie* (chapitre 3) pour faire référence à des « membres originaires », résidant depuis leur naissance dans un espace relativement restreint. Dans de telles configurations, les espaces d'origine, fondateurs et de vie actuelle se confondent quasiment.
Il s'agit le plus souvent de descendants de familles d'agriculteurs, autrefois en périphérie de Mexico, mais aujourd'hui insérées dans l'espace de la ville – les descendants en question peuvent être agriculteurs eux-mêmes ou simplement propriétaires légaux de leur parcelle. L'ancienneté ou le caractère « originel » de l'implantation peut renvoyer à une absence de changement de résidence au cours de la vie, mais aussi à des déplacements successifs au gré des transmissions de patrimoine foncier. La dynamique peut alors relever de l'extension « classique » des noyaux villageois périphériques (centrifuge) : dans ce cas, se dessinent des trajectoires d'éloignement des zones les plus anciennement peuplées vers les terres en périphérie du village, anciennement agricoles (*ejidales*, *comunales* ou autres) et aujourd'hui en cours d'urbanisation. Là encore, les trajectoires en « sauts de puce » sont monnaie courante, la portée spatiale des déplacements est faible.
Enfin, précisons que le caractère local peut faire écho à une mobilité sociale ascendante – du point de vue de la position socio-résidentielle –, mais peut aussi renvoyer à des situations de relégation ou du moins, de dépendance relativement aux ressources locales. La faiblesse de la mobilité et l'étroitesse de l'espace de vie constitueraient alors une sorte de « piège » dans les cas où le manque de ressources sociales et économiques obère la « sortie » du contexte

actuel[69]. Le suivi de deux parcours d'habitants « originaires » permet d'explorer un visage – celui de la mobilité sociale ascendante – de ces systèmes résidentiels « autochtones ».

Fedérico : un villageois, un urbain, un habitant de la marge

L'exemple de Fedérico est typique d'un membre originaire d'une communauté rurale de l'ancienne ceinture agricole de Mexico, ayant travaillé à l'âge adulte dans la ville, mais ayant toujours résidé et investi dans la même zone (carte 8.17).

Né en 1937 dans le village de Santiago Zapotitlán, dans la délégation de Tláhuac, à l'époque assez éloignée de la tache urbaine de Mexico, Fedérico passe sa jeunesse dans la maison de ses parents *ejidatarios* agriculteurs. Comme il aime le répéter, la zone actuellement urbanisée de La Conchita Zapotitlán et d'Ampliación La Conchita au sud du *pueblo* est alors cultivée et lui-même travaille aux champs jusqu'à l'âge adulte.

Dans les années 1950, il trouve un emploi dans une usine de produits pharmaceutiques, alors située au nord-ouest de Mexico. Malgré l'éloignement de son lieu de travail, Fedérico continue de résider à Zapotitlán, au domicile parental où il est hébergé, au prix de longs trajets quotidiens. Son emploi urbain lui permettant de construire sa propre maison et l'héritage familial lui donnant la possibilité de disposer d'un terrain à proximité de son village natal dans l'*ejido* de Zapotitlán, il déménage en 1957 pour un nouveau logement dans la colonie La Conchita Zapotitlán – qui commence à peine à se développer à l'époque. Avec sa femme et ses enfants, il y réside plus de 30 ans, tout en continuant de travailler dans le centre-ville – son ascension professionnelle l'amenant plus tard à occuper un poste de cadre dans la Torre Latinoamericana, en plein cœur de la délégation Cuauhtémoc.

Devenu propriétaire officiel de sa maison de La Conchita en 1991 au moment de la régularisation (après expropriation *ejidale*) (chapitre 6), son itinéraire résidentiel n'en est pas pour autant achevé. En effet, durant la décennie 1980, le partage de l'héritage parental entre lui et ses frères lui a laissé un ensemble de parcelles agricoles abandonnées dans la colonie voisine d'Ampliación La Conchita (chaque lot *ejidal* représentant un total de 5 000 m²). À partir de là, il décide d'y établir d'abord un cabanon pour le gardiennage de la parcelle – afin d'éviter les invasions ou les vols de terrain –, puis petit à petit, il y construit un atelier, implante des serres pour le maraichage (tomates) – qui lui procure des revenus supplémentaires – et même un local où il aménage une chambre.

Sa double propriété (La Conchita, Ampliación) se couple à partir des années 1990 d'une bi-résidence, même si les deux logements ne sont éloignés que de quelques centaines de mètres. D'anciens *ejidatarios* ou enfants d'*ejidatarios* comme lui suivent le même parcours : tous se connaissent et tissent ensemble un réseau amical-communautaire dense à l'origine d'un ancrage social local fort. Même s'ils ne pratiquent pas tous la « bi-résidence » de proximité comme Fedérico[70], cette double propriété et ce profil de parcours sont récurrents. Les descendants des *ejidatarios* forment alors un groupe de « membres originaires » qui, s'il est parfois en conflit avec les « nouveaux colons » (sous-entendus les résidents extérieurs à la communauté agraire), n'en est pas moins toujours un acteur important de l'ordre social du quartier et des attributions-ventes illégales de terrains. Par ailleurs, l'entourage – descendance, autres membres de la famille – s'inscrit régulièrement dans le peuplement de la colonie :

[69] L'exemple de José M. dans la colonie Santa Maria Ixtacalco à Cuautitlán a par exemple révélé une situation de « piégeage » relatif au contexte local. Enfant d'*ejidatario*, et lui-même agriculteur une bonne partie de sa vie, il a passé plus de 50 ans « errant » de parcelle en parcelle dans l'*ejido* de San Mateo Ixtacalco pour pouvoir résider sans se faire expulser – par ses propres frères –, à la suite de différends d'héritage et du fait des trop maigres revenus dont il disposait. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 qu'il obtient la possibilité d'occuper un terrain de manière durable.

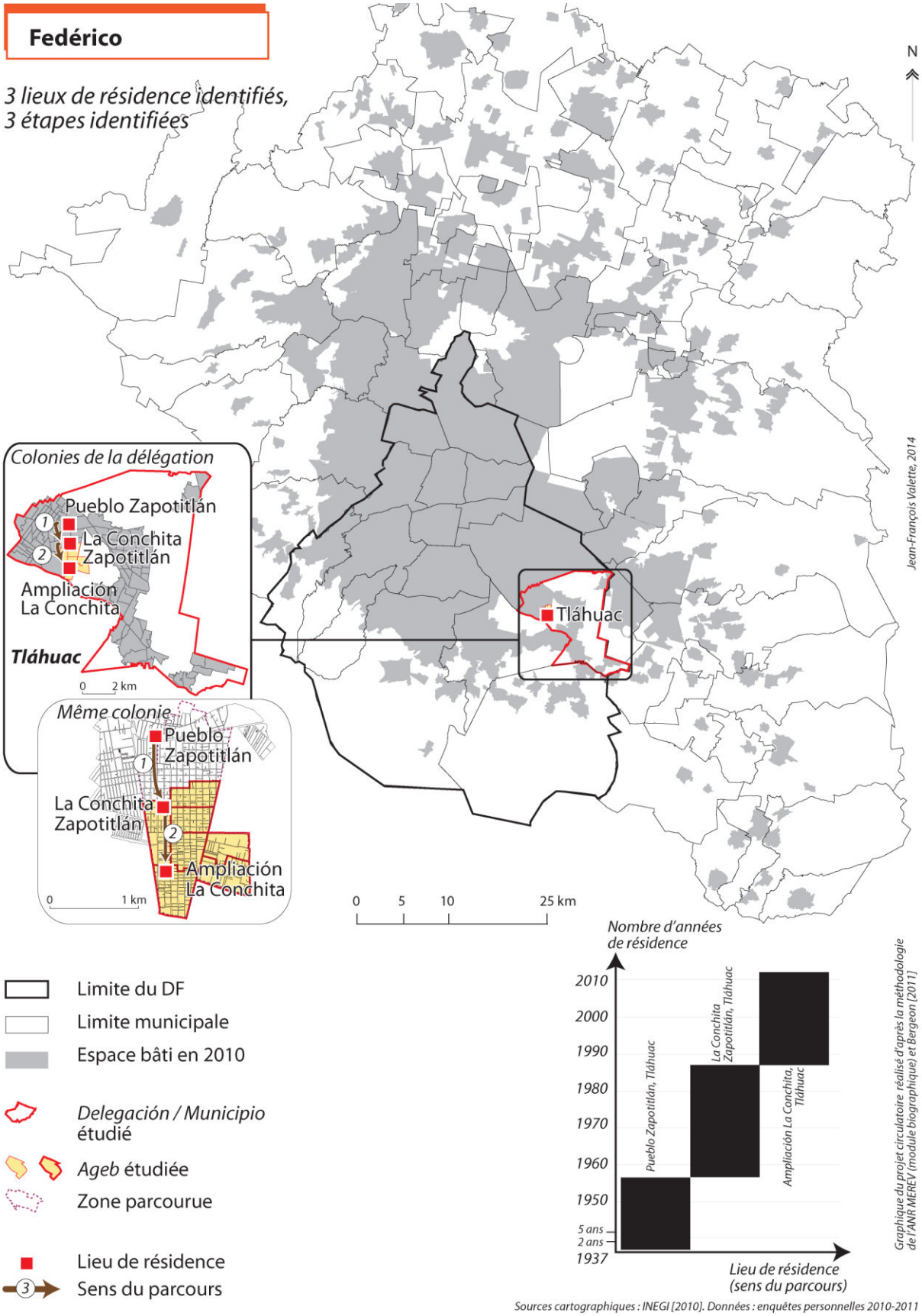
[70] En réalité, Fedérico travaille la plupart du temps dans sa « maison » à Ampliación La Conchita. Les nuitées, même si elles existent, sont quant à elles moins fréquentes sur ce lieu.

ainsi, un des fils de Fedérico vit toujours à La Conchita Zapotitlán et prévoit d'ailleurs de s'installer sur une parcelle encore libre à Ampliación.
L'ancrage prend alors ici une dimension localiste importante et renvoie d'une part à une ancienneté de résidence indéniable – dans chacun des 3 lieux très proches les uns des autres, d'autre part, à une insertion forte dans les rapports de pouvoir sur le foncier de ces colonies. Pour autant, l'espace de vie de Fedérico ne peut être limité au *pueblo* et à son extension. On l'a vu, l'ancrage dans le contexte résidentiel se comprend aussi par rapport au repère qu'il constitue dans les schémas d'intégration urbaine – notamment par rapport au marché de l'emploi de la ville.

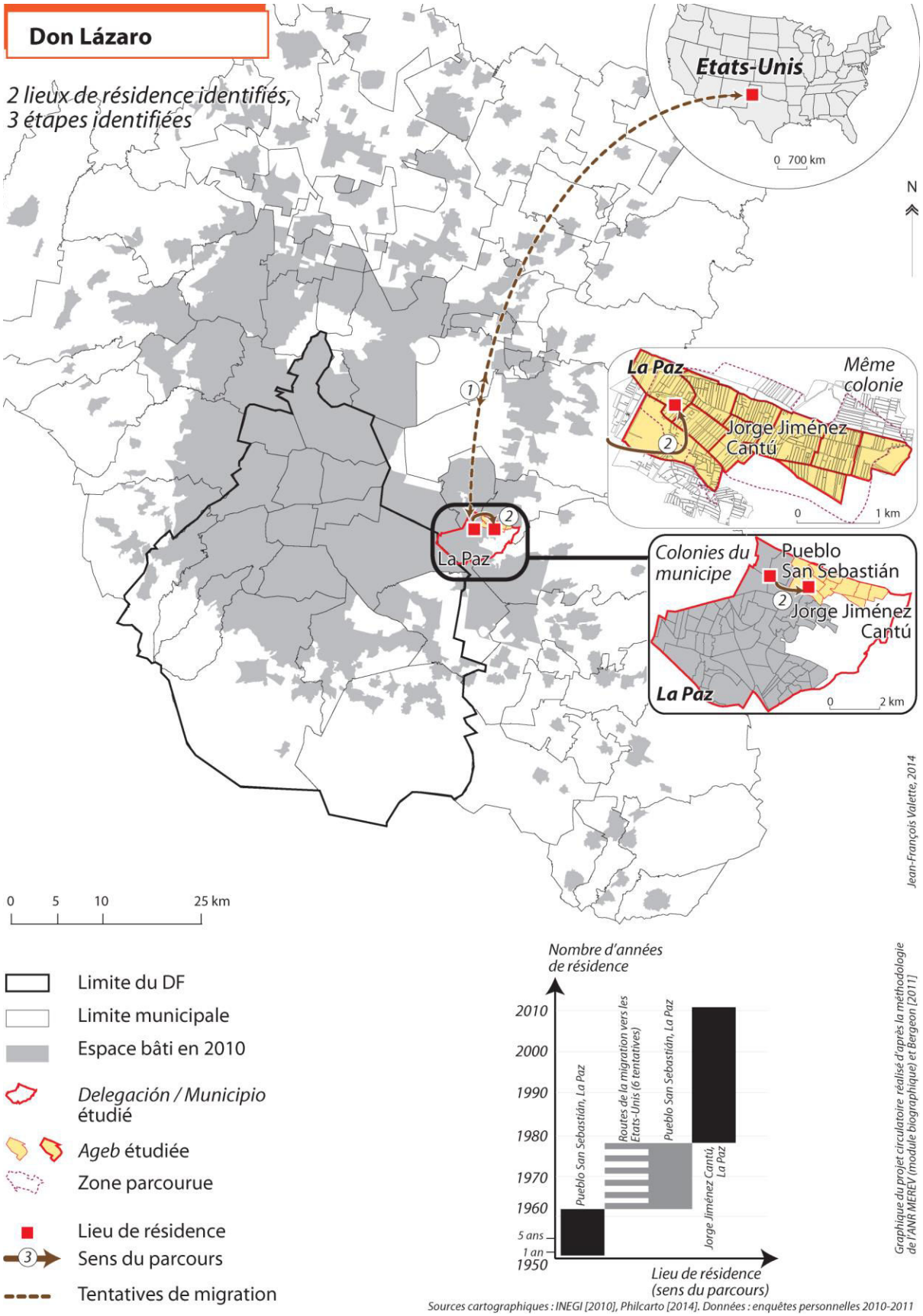
Don Lázaro : du pueblo *à la* colonia
Le parcours de Don Lázaro est quelque peu similaire, même si l'ancrage – qui s'est construit sur des velléités de départ contrariées – renvoie à des modalités différentes (carte 8.18). Don Lázaro est âgé d'une soixantaine d'années au moment des enquêtes. Il est né et a grandi dans le Pueblo San Sebastián Chimalpa, un des villages périphériques du nord de la municipalité de La Paz. Comme pour Fedérico, il est fils d'une famille d'*ejidatarios* dans l'*ejido* San Sebastián. À partir des années 1960, il se lance « sur les routes » : il tente 6 fois d'aller aux États-Unis en traversant à la nage le Rio Bravo, mais est reconduit à chaque fois au Mexique après avoir été arrêté par la police. De cette longue période, il garde un souvenir amer : sans cesse par monts et par vaux pour gagner d'Eldorado américain, il rejoint le domicile parental au Pueblo après chaque « échec » et vit de petits boulots d'aide-maçon et de services de bricolage dans la construction, en travaillant dans les colonies en cours de peuplement aux alentours de La Paz.
Malgré la faiblesse de ses revenus, il parvient tout de même à épargner et en 1978, il achète un lot dans la colonie en cours de construction de Jorge Jiménez Cantú, sur les terrains *ejidaux* à quelques kilomètres du centre du Pueblo. Bien qu'enfant *d'ejidatarios,* il précise qu'il a acheté son terrain et qu'il ne s'est pas agi d'un héritage. Sur ce lot, il s'installe avec sa femme et ses enfants et construit sa maison, où il réside toujours au moment des enquêtes. C'est là qu'il connait la plus forte densité résidentielle de son parcours. Étant un des pionniers du quartier et disposant de connaissances stratégiques auprès des *ejidatarios* du village, il devient délégué de la colonie (2 mandats entre 1979 et 1985), puis membre de l'organisation de voisins, dont il souligne le caractère incontournable dans les premiers temps de la colonie. De ses fonctions, il tire aujourd'hui une très bonne connaissance du quartier et de ses habitants et la fierté d'avoir participé à l'électrification de la colonie en 1981. L'implication dans les rapports de pouvoirs politiques et dans les dynamiques collectives du quartier a grandement contribué à l'ancrage social local de Don Lázaro.
Malgré ses efforts pour l'amélioration des conditions de vie – pour son ménage et au niveau du quartier –, ses enfants ont pour la plupart fait le choix de partir dans un autre quartier une fois adultes (8.2.2.3) ; seule une de ses filles vit toujours dans le domicile parental. Pour autant, cette résidence familiale reste un pivot pour la deuxième génération, vivant désormais à proximité (municipe voisin), mais rendant régulièrement visite aux parents. Cette fonction de repère pour les nouvelles générations parties vivre dans d'autres colonies populaires périphériques contribue à forger l'ancrage dans ces quartiers.

Les trajectoires « autochtones » ont beau se cantonner à l'espace d'un village et de ses alentours, elles n'en excluent pas pour autant une intégration au reste de la ville, voire au-delà. Ces parcours aux points d'attache – pas forcément résidentiels – multiples hissent la colonie populaire de résidence au rang de pivot au sein des systèmes de mobilité et des espaces de vie de ces habitants.

Carte 8.17. « Autochtones » (1) : le « saut de puce » suivant le front d'urbanisation



Carte 8.18. « Autochtones » (2) : de l'ancrage villageois à l'ancrage en colonie

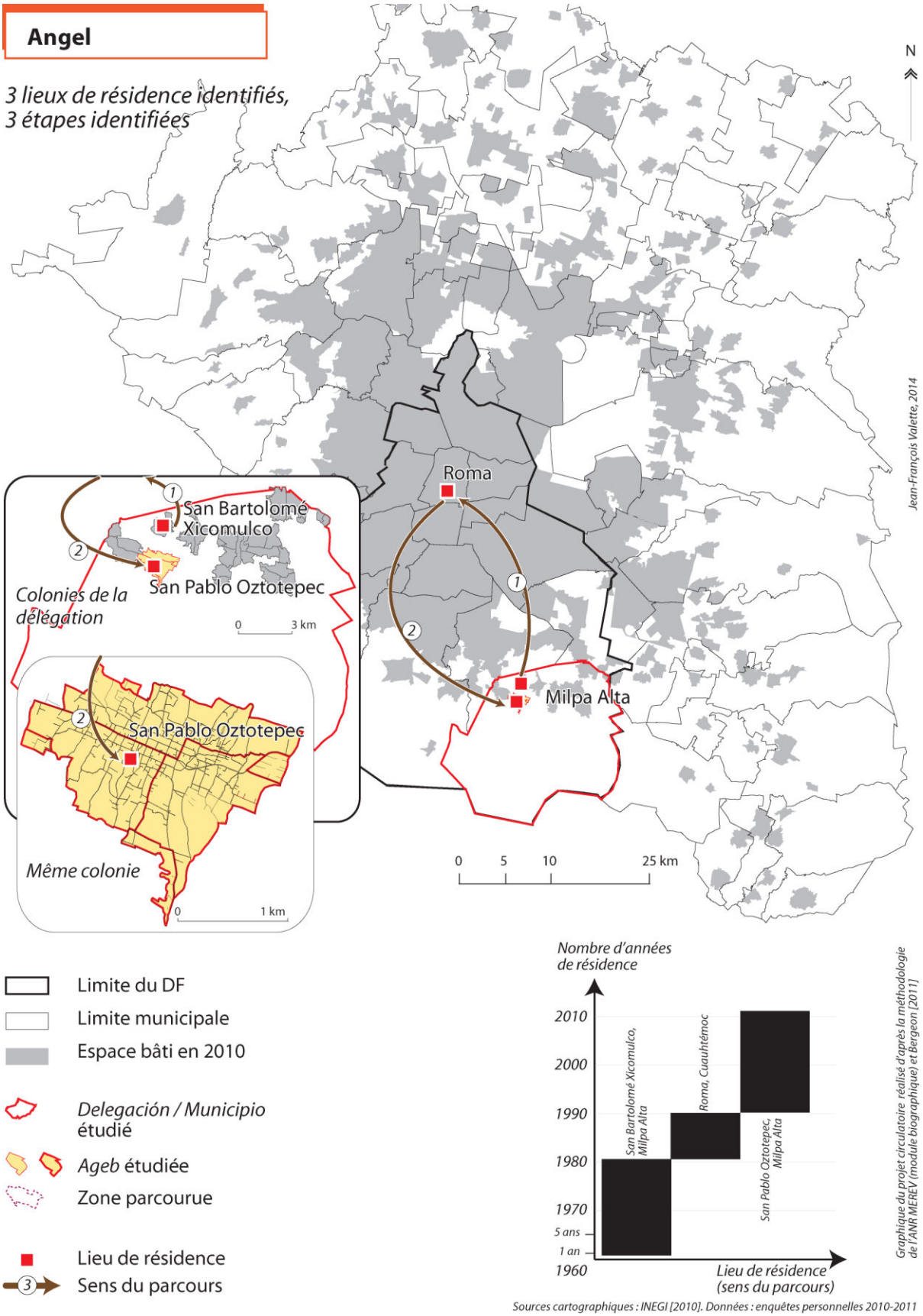


8.2.4.5. Les « allers-retours » dans la métropole

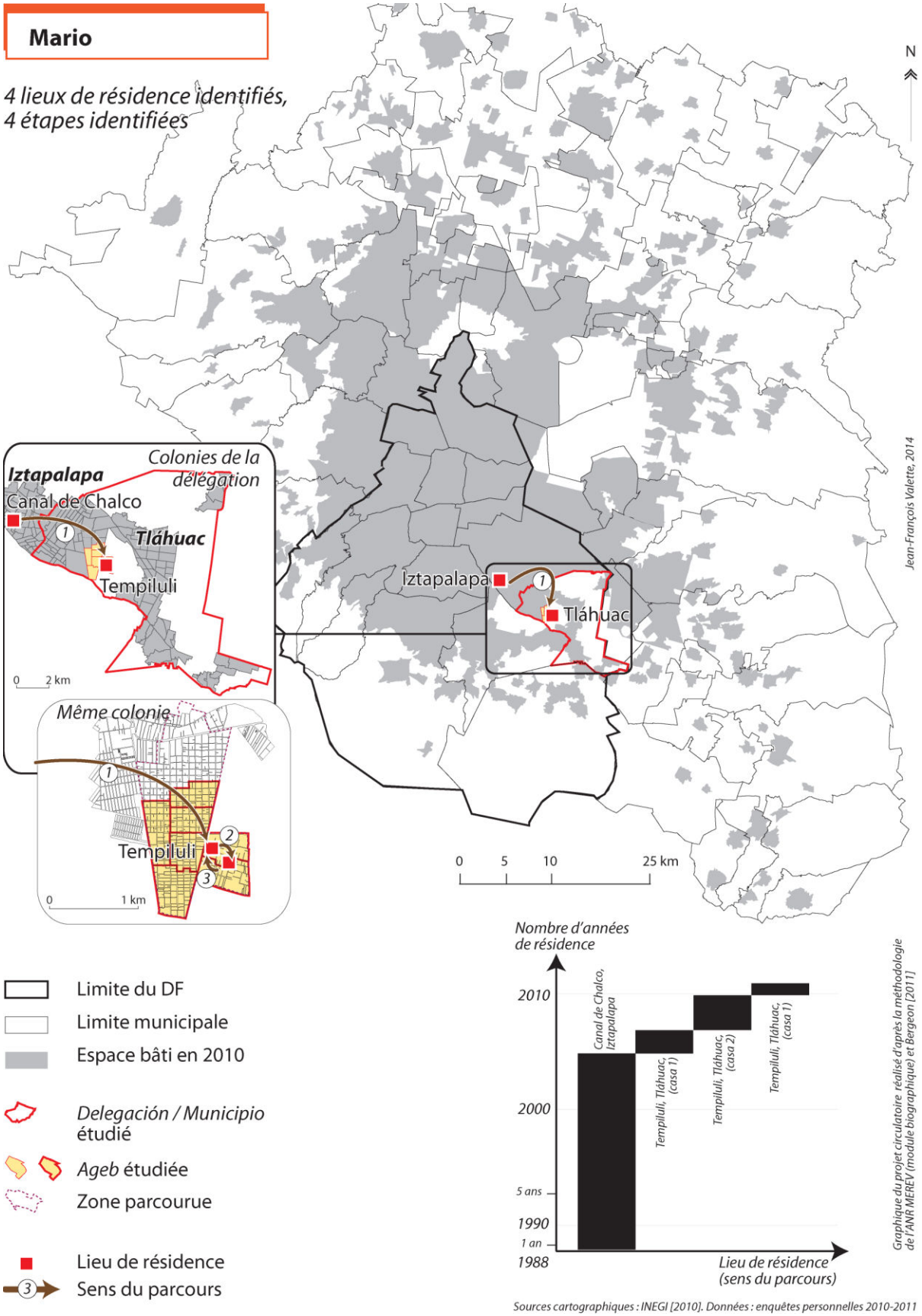
Quel que soit le profil de la mobilité résidentielle intra-urbaine précédente, on peut assister à des stratégies de retour, voire de repli vers les lieux d'ancrage familiaux en cas de changements de configuration. Ces « allers-retours » entre le « quartier d'origine » et/ou la résidence de la famille et d'autres parties de la ville – plus ou moins lointaines – marquent ainsi les colonies populaires périphériques et en font le pivot d'un ancrage pluriel.
Une personne peut opérer une mobilité centripète et quitter le contexte périphérique afin d'effectuer des études ou de multiplier les opportunités d'emploi, mais dans une étape ultérieure, décider de « revenir ». Il est également possible, dans une stratégie de décohabitation ou d'engagement résidentiel, d'opérer une mobilité centrifuge depuis une colonie populaire périphérique vers une autre, mais aussi de « revenir » si les opportunités n'ont pas été suffisantes ou si la situation familiale change. Les exemples précédents comme ceux de Gabriella et Don Lázaro l'ont déjà montré. Repli subi ou retour souhaité – renvoyant au couple ressource/dépendance –, ces déplacements marquent les systèmes de mobilité des habitants des colonies populaires périphériques et peuvent être lus à l'aune d'un ancrage en formation dans ces espaces. Les cas d'Angel et de Mario permettent de témoigner de telles dynamiques (cartes 8.19 et 8.20).

Angel : partir dans le DF et revenir au village
Comme pour d'autres personnes rencontrées, Angel a dû à un moment de son parcours, chercher un emploi en dehors de la colonie populaire périphérique où il est né et a grandi (carte 8.19). Angel est originaire du pueblo San Bartolomé Xicomulco, un des villages « originels » de la délégation périurbaine de Milpa Alta au sud du DF. À l'âge adulte, durant les années 1980, il quitte son village pour aller chercher un emploi « dans le DF » comme disent certains *Milpaltenses*, à savoir dans les délégations centrales du District. Pendant une dizaine d'années, il réside ainsi dans la colonie Roma dans la délégation de Cuauhtémoc, proche de son lieu de travail de l'époque.
Après avoir été reçu aux concours de la fonction publique, il a la possibilité de revenir dans la délégation de Milpa Alta au début des années 1990 pour occuper un poste à quelques kilomètres de son *pueblo* natal, dans le village voisin de San Pablo Oztotepec – poste qu'il occupe toujours au moment des enquêtes. Angel avoue le souhait toujours présent qu'il avait de retourner dans son village lorsqu'il était en centre-ville. En effet, l'ancrage à cet espace fondateur – alors comparable à l'autochtonie mise au jour plus haut – est fort : dans cette délégation réside la quasi-intégralité de son réseau familial et une bonne partie de son réseau social. Pour autant, la résidence dans le centre de la métropole a permis à Angel une diversification de ses ressources sociales urbaines, tendant à positionner son ancrage *milpaltense* comme pivot de son espace de vie.
Cette trajectoire n'est pas anecdotique pour les habitants de cette délégation, à la fois métropolitaine et trop éloignée des centres d'activités pour permettre conjointement une résidence au village et un emploi dans le centre. Pour cela, chez les jeunes (qui le peuvent) notamment, les périodes d'études supérieures ou d'intégration au marché de l'emploi passent souvent par une décohabitation impliquant un passage au centre – à la manière d'une migration provinciale vers la ville. Cette étape est alors suivie, quand cela est possible, d'un retour en périphérie, où l'attachement familial et social reste fort.

Carte 8.19. « Allers-retours » (1) : choisir le retour en colonie populaire périphérique



Carte 8.20. « Allers-retours » (2) : se replier en colonie populaire périphérique



Mario : acheter plus loin et revenir en cas de crise
Le cas de Milpa Alta étant emblématique de retour « au village » après une mobilité centripète, il convient également de signaler d'autres configurations d'allers-retours, plus directement ancrées dans les schémas de mobilités résidentielles métropolitaines centrifuges d'une part, prenant en compte des dynamiques conjoncturelles impliquant des modifications de trajectoires d'autre part. L'exemple de Mario à Tempiluli, Tláhuac, décrit précédemment au sujet de la mobilité sociale descendante (8.1.3.3), est un bon exemple d'autres configurations possibles de repli stratégique sur une position résidentielle antérieure en cas de conjoncture défavorable (carte 8.20).

Les circulations intra-urbaines participent ainsi d'une forme d'ancrage dans les colonies populaires périphériques. Ces circulations peuvent dépasser l'échelle de la métropole et s'inscrire au niveau international.

8.2.4.6. L'insertion dans la circulation migratoire internationale

Les trajectoires d'individus articulant leur mobilité résidentielle avec une circulation migratoire internationale – principalement avec les États-Unis – caractérisent aussi le peuplement des colonies populaires périphériques de Mexico et les ancrages qui y prennent place. Ces parcours, lorsqu'ils concernent les jeunes générations – plus enclines à migrer –, ne sont que rarement imbriqués à une forte mobilité résidentielle intra-métropolitaine : le lieu de résidence actuelle est souvent le résultat d'une installation proche des réseaux familiaux, devant servir de base aux circulations précédentes et/ou envisagées.
Les liens avec d'autres espaces de la ville sont en revanche ceux tissés au cours du parcours de mobilité résidentielle précédant souvent l'âge de migrer à l'étranger : les localisations sont alors en lien avec le reste de la famille et se comprennent par rapport aux schémas de mobilité résidentielle des parents. Articulant mobilités métropolitaines et réseaux transnationaux, ces quartiers sont ainsi le lieu-pivot des circulations à plusieurs échelles. L'itinéraire de Felix éclaire cette dimension (carte 8.21).
Felix est né à Zumpango en 1973. Quelques années plus tard, il suit ses parents, obligés de déménager pour se rapprocher du nouvel emploi de son père : la famille quitte le périurbain septentrional pour aller dans le village – encore plus éloigné du centre de Mexico – d'Ecatzingo, dans l'extrême sud-est de l'État de Mexico. Auprès de sa mère (Juana) et de ses frères et sœurs, il quitte Ecatzingo pour La Paz, plus proche de l'emploi de sa mère, situé « en ville », à Nezahualcóyotl. Cette trajectoire centripète est ainsi directement liée à la polarisation de l'emploi dans les zones urbaines, même périphériques. À La Paz, Felix et sa famille résident dans un appartement en location entre le Pueblo San Sebastián et Los Reyes, dans une zone qui commence à l'époque à se densifier. Dans ce contexte, sa mère tisse un réseau de connaissances stratégiques qui lui permet finalement en 1984 d'acheter un terrain dans des zones encore agricoles à l'est du municipe, davantage en périphérie, sur les pentes d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú. Il s'agit alors du point de départ d'un ancrage résidentiel qui ne cessera de s'étoffer.
L'itinéraire personnel de Felix se complexifie après l'installation de sa mère et de sa fratrie dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú. En effet, dès 1990, il part une première fois aux États-Unis chercher du travail et un meilleur salaire : il reste cinq ans sur place, puis revient en 1995 dans la maison familiale de La Paz. Entre 1997 et 2000, il repart deux nouvelles fois de l'autre côté du Rio Bravo, pour des séjours professionnels, afin de gagner suffisamment d'argent pour pouvoir acheter un terrain et construire une maison à son retour. Au début des années 2000, il se marie et accède à la propriété, à quelques mètres à peine de la maison de sa mère. Cette étape renvoie à la plus grande densité résidentielle de son itinéraire,

signe que la colonie où il a grandi, d'où il est parti pour aller à l'étranger, où il a envoyé de l'argent à sa famille et où il est finalement revenu pour devenir propriétaire, est au cœur de son parcours et de son projet résidentiels. L'essentiel de sa famille (mère, fratrie) et ses enfants vivent dans ce quartier au moment des enquêtes.

Les colonies populaires périphériques étudiées témoignent ainsi de dynamiques inscrites à l'échelle internationale et constituent un point d'ancrage important pour :

- les habitants ayant migré et résidant dans les quartiers au moment des enquêtes d'une part ;
- les migrants toujours à l'étranger, mais renvoyant à la famille restée ou résidant dans le quartier des revenus – qui participent de l'investissement local – d'autre part.

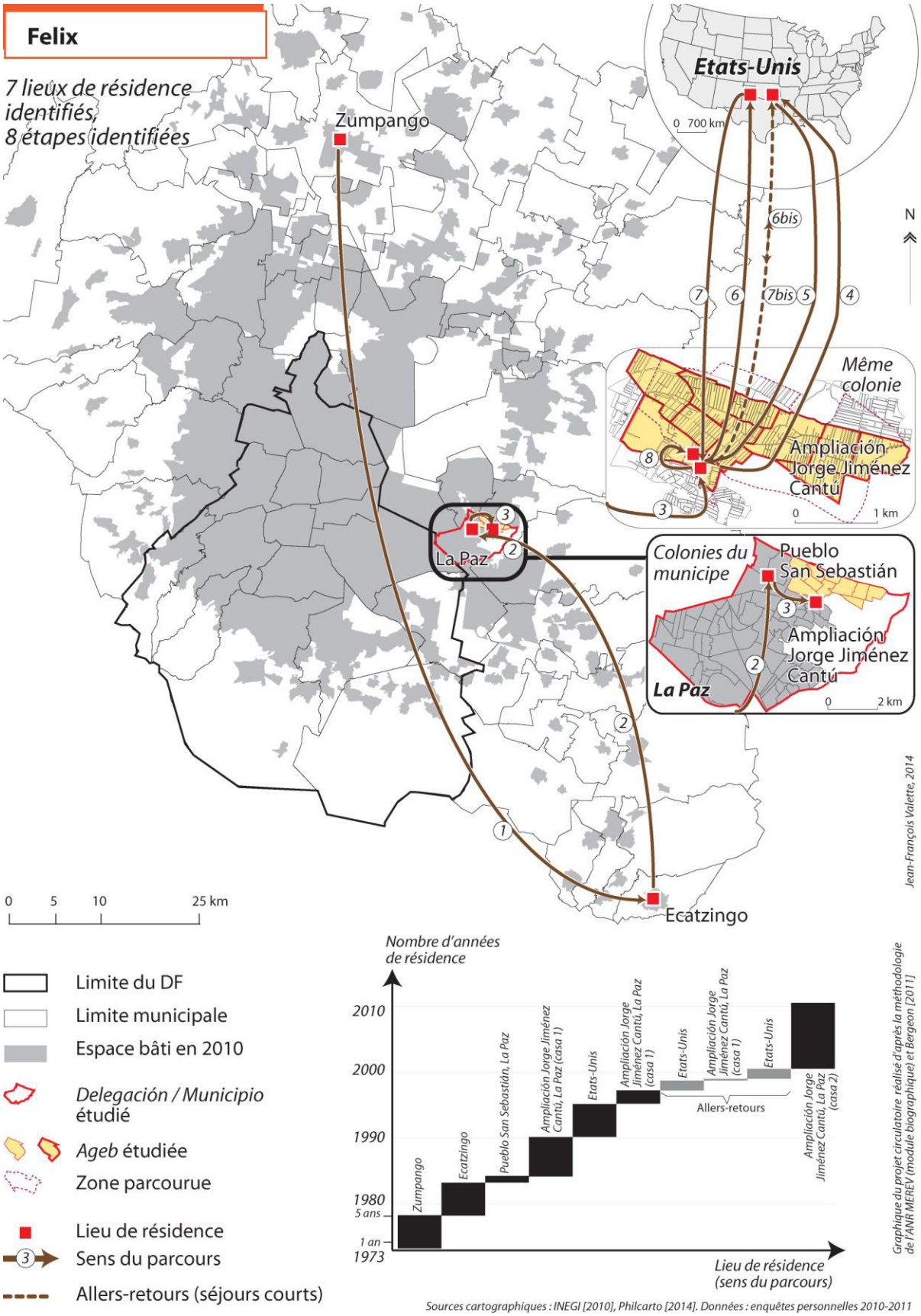
Enfin, d'autres types de circulations sont possibles : à l'intérieur de la ZMVM, les mobilités résidentielles s'opérant entre les différents types de peuplement relèvent à ce titre d'un intérêt tout particulier.

8.2.4.7. Les stratégies complexes articulant les types de peuplement

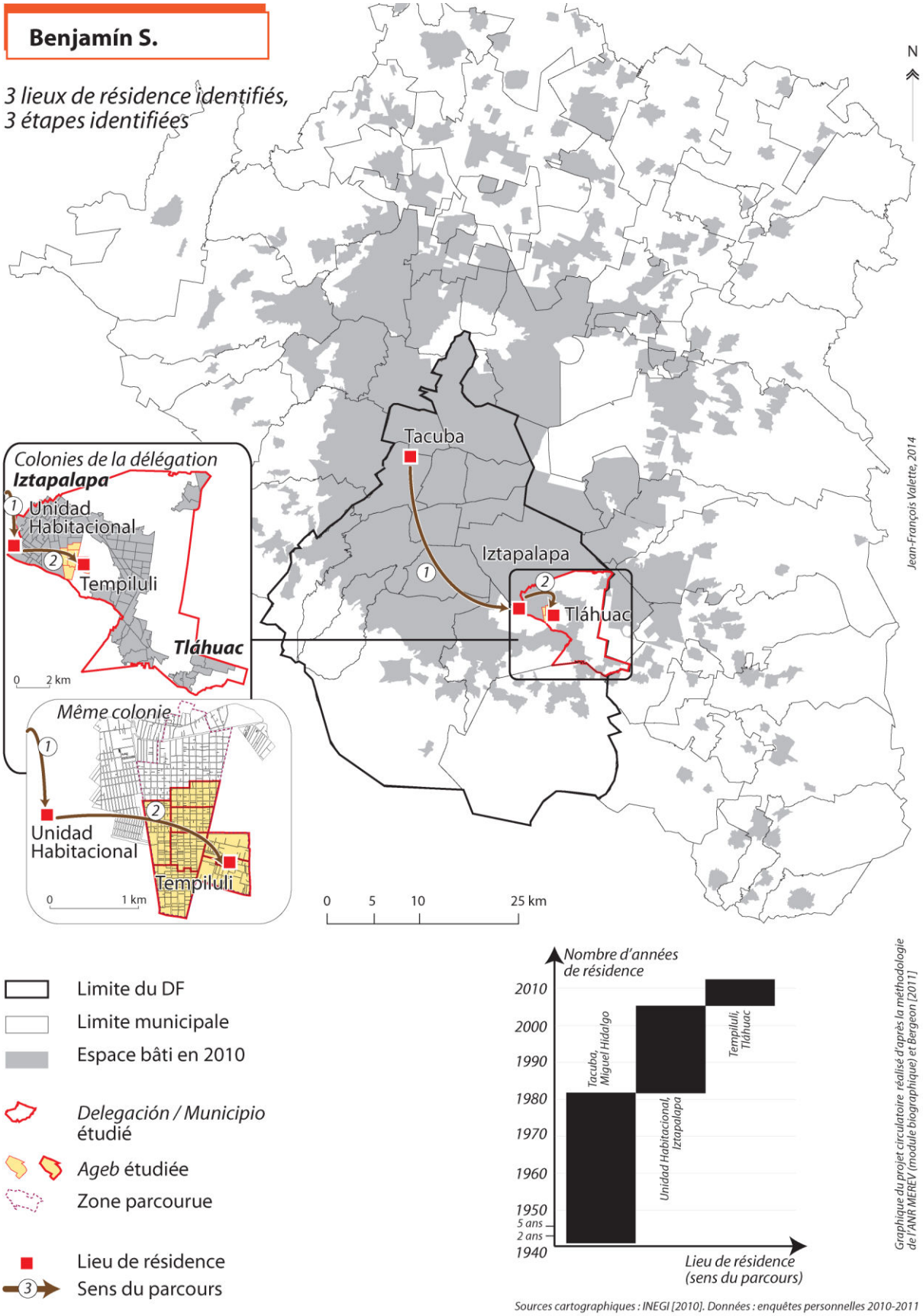
Même si le développement urbain sous la forme de grands ensembles a tendance à éclipser aujourd'hui la poursuite de la croissance des colonies populaires, ce dernier mode de production de logements conserve des avantages relatifs et une certaine liberté que le logement social ne confère pas aussi facilement : proximités familiales, espace disponible, possibilité d'agrandissement, souplesse du crédit, négociation des usages de l'espace public, etc. (chapitre 2). À ce titre, les colonies populaires continuent de jouer un rôle important dans les mobilités entre les parcs de logements de la ZMVM.
Les différents types de peuplement sont perméables et les systèmes de mobilité résidentielle s'inscrivent au cœur des relations entre les productions de logements pour les catégories populaires. À l'encontre d'un préjugé qui tendrait à ériger la production formelle en « objectif à atteindre » pour les ménages moyens et modestes, une partie des habitants des grands ensembles privilégient en réalité la sortie de ce parc pour une installation en colonie populaire, quelle que soit la génération de logements sociaux concernée. Les exemples de Benjamín et d'América témoignent de trajectoires articulant les avantages des deux parcs, mais participant à la formation d'un ancrage spécifique en colonie populaire (cartes 8.22 et 8.23).

Benjamín S.: du logement social « vieux modèle » à la colonie populaire en construction
Le cas de Benjamín rencontré dans colonie de Tempiluli à Tláhuac en 2011 illustre un parcours récent de changement résidentiel impliquant le départ d'un logement social en grand ensemble vers un logement en colonie populaire (carte 8.22).
Benjamín est né en 1940 dans le quartier de Tacuba, dans la délégation Miguel Hidalgo. Il y réside pendant plus de 40 ans avec sa famille et ses parents. Dans les années 1980, grâce à son travail d'éboueur du DF, il réussit à bénéficier d'un crédit immobilier qui lui permet de devenir propriétaire dans une unité résidentielle (*unidad habitacional*) située à la limite entre Iztapalapa et Tláhuac, près de la colonie Del Mar. Il s'agit alors d'une accession à la propriété d'un logement social datant de la dernière génération de l'État constructeur : à côté des petites barres d'immeubles de logement social en collectif, Benjamín bénéficie d'une résidence légèrement plus spacieuse (dans les séries de maisons mitoyennes construites au début des années 1980), mais toujours relativement exiguë pour lui et sa famille.

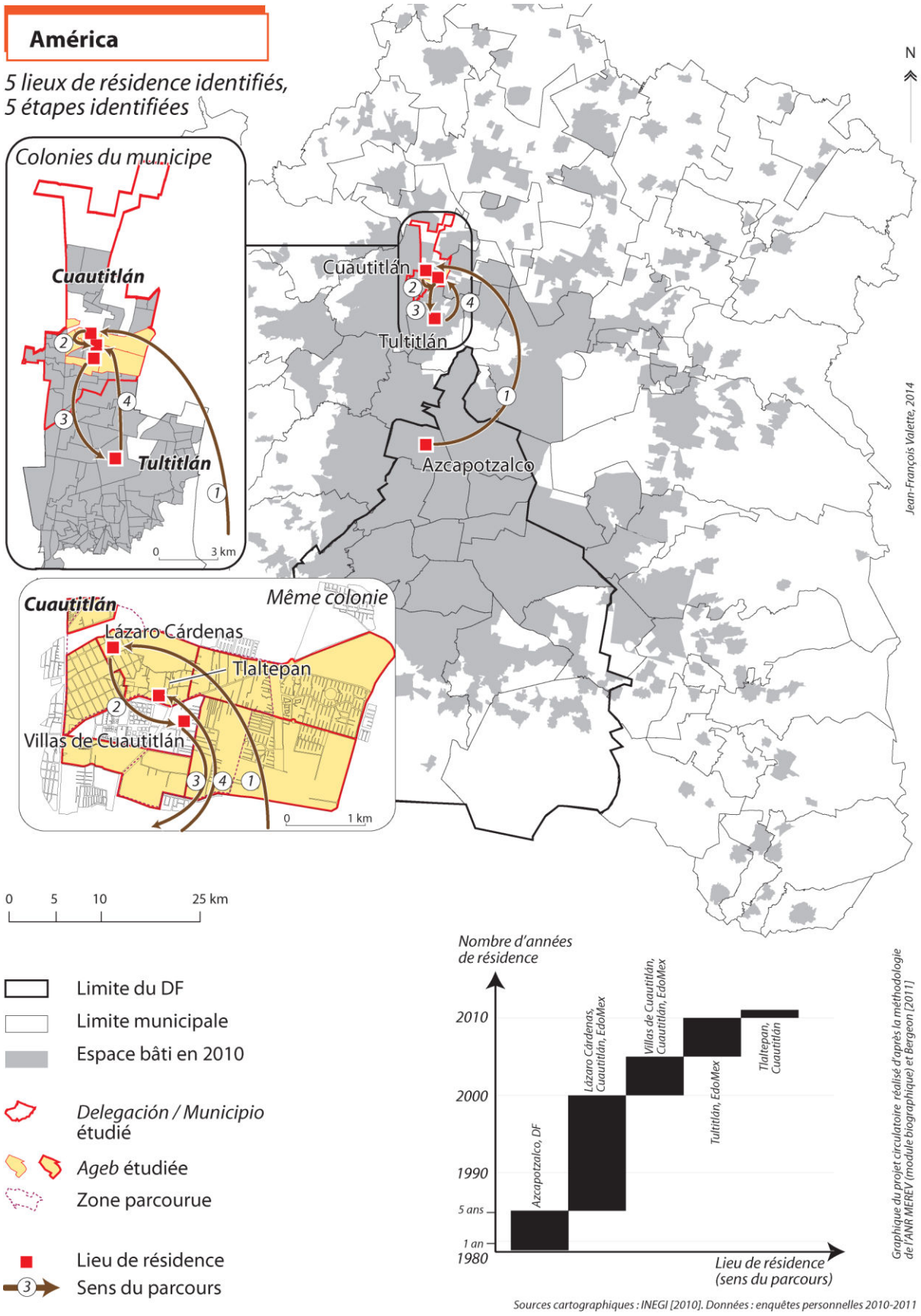
Carte 8.21. L'ancrage de la circulation internationale dans le quartier populaire



Carte 8.22. Du grand ensemble à la colonie populaire périphérique (1) : partir du vieux logement social pour chercher plus grand plus loin



Carte 8.23. Du grand ensemble à la colonie populaire périphérique (2) : stratégies d'accès au logement social et projet en colonie populaire



Lorsqu'il part à la retraite en 2005, il décide de vendre son logement social pour devenir propriétaire dans la colonie Tempiluli, plus à l'est, où les services sont encore largement déficients à l'époque. La proximité a donc ici été privilégiée. Les motivations évoquées par Benjamín pour ce changement de résidence sont multiples : le prix bas du foncier à Tempiluli au moment de son achat, la possibilité de transmettre son patrimoine – qui aura pris de la valeur – plus tard à ses enfants, ou encore, les aspects répulsifs du logement social précédent. En effet selon lui, en plus de la possibilité de léguer un terrain à sa descendance, les conditions de vie sont jugées meilleures dans le nouveau contexte résidentiel : la promiscuité est moindre et les conflits de voisinage moins récurrents.
Cette préférence pour une résidence en colonie populaire périphérique plutôt que pour un logement social relativement ancien donne lieu à une forme d'ancrage original. Installation choisie et projetée pour les générations suivantes, le quartier *a priori* marginal se détacherait comme un univers des possibles que le logement social ne permettrait pas.

América : stratégies de crédit immobilier, accès au logement social et projet en colonie populaire
Le parcours d'América dans le municipe de Cuautitlán s'inscrit dans l'articulation entre d'une part, des crédits immobiliers au sein du réseau familial pour accéder à un logement social récent dans le nord de la ville, d'autre part, des projets résidentiels pensés au sein des colonies populaires (carte 8.23).
América est née en 1980 dans le DF, mais connait pendant son enfance une mobilité résidentielle centrifuge du fait du déménagement de ses parents vers une maison dans le nord de la ville. En effet, en 1986, les parents d'América décident de quitter l'appartement exigu du péricentre nord pour devenir propriétaires au sein d'une colonie populaire à proximité du village de Cuautitlán[71], dans la banlieue nord. À cette époque, le municipe connaît une croissance démographique importante en raison des départs du centre-ville après le séisme de 1985 et des premières vagues de constructions importantes de logements sociaux dans cette partie de la ville (chapitre 2). Ainsi, América passe une partie de son enfance et son adolescence dans la colonie Lázaro Cárdenas qui se consolide progressivement.
Au début des années 2000, América se marie et ses parents « offrent » au jeune ménage un logement dans la colonie Villas de Cuautitlán, voisine d'une centaine de mètres. La maison qu'elle occupe alors est un logement social, obtenu par son père grâce à crédit INFONAVIT. Quelques années plus tard, toujours grâce à un crédit immobilier public, le père d'América donne une nouvelle fois la possibilité à sa fille, son gendre et leurs trois enfants d'habiter une maison un peu plus spacieuse dans un grand ensemble de logements sociaux du municipe voisin de Tultitlán, au sud.
Même si América reconnaît que les conditions de vie sont plus faciles en grand ensemble que lors des « débuts » en colonie populaire, elle évoque aussi l'idée que, sur le long terme, la position socio-résidentielle dans un quartier populaire est plus avantageuse. Lors de nos entretiens, Ana María, la mère d'América, renforce la dimension difficile des débuts de l'installation, mais la valeur du résultat des efforts consentis :

> « *Au début, ça craignait. Le téléphone est arrivé avant les égouts ! C'est comme ça que l'on a commencé ici. Et on a beaucoup souffert. C'était difficile, mais au final, on a une vraie maison* ».
>
> Ana María, novembre 2010, Lázaro Cárdenas, Cuautitlán

[71] La famille d'América possède en effet un solide réseau familial dans ce municipe, où son arrière-grand-mère et les 13 enfants de cette dernière résidaient à cette date. Fin 2010, elle y a toujours ses parents, son frère et sa grand-mère.

En 2010, América recherche ainsi un « environnement meilleur », et un logement procurant « plus de liberté que le logement social ». Pour cela, elle et son mari décident de vendre la maison de Tultitlán et d'acheter un terrain ailleurs pour y construire leur propre maison. Dans un contexte foncier pourtant tendu – en raison des hausses vertigineuses des prix du foncier du fait de la pression jouée par les grands ensembles qui se sont massivement construits depuis 2000[72] –, elle réussit pourtant à s'installer de nouveau à Cuautitlán. La localisation de son achat à Tlaltepan – quartier voisin du lieu de résidence des parents – souligne alors l'ancrage fort qui s'est maintenu dans la colonie Lázaro Cárdenas. Réseau familial et réseau social localisé dans cette colonie ont permis le « retour » à proximité de l'espace fondateur.

Les profils de mobilités et d'ancrages ici abordés permettent ainsi d'approcher la complexité des systèmes résidentiels des habitants, afin de mieux comprendre les étapes résidentielles appréhendées au cours de nos enquêtes. De manière générale, l'observation des trajectoires résidentielles « types » révèle la grande diversité des itinéraires socio-résidentiels qui s'inscrivent dans l'espace des colonies populaires périphériques étudiées. La pluralité des points d'ancrage des habitants questionne alors la spécificité des mobilités et ancrages résidentiels dans ces espaces.
L'analyse des positions actuelles et passées montre l'imbrication des localisations centrales et périphériques chez les enquêtés. Point de départ, point d'arrivée, croisement de circulations migratoires, la colonie populaire revêt ainsi les différentes formes du lieu de stabilité relative à partir duquel s'organisent les explorations extérieures et ultérieures [Rémy, 1996]. Enfin, le « centre des uns » ne correspond pas forcément au « centre des autres ». Alors que les générations plus anciennes ou les migrants extramétropolitains mettent en jeu un centre « névralgique » métropolitain (le centre-ville), les nouvelles générations d'urbains ou les « enfants des pionniers » privilégient la proximité, ou plus loin, la résidence temporaire dans un péricentre « plus pratique ». Par ailleurs, si « l'autochtonie » existe et marque une partie des contextes résidentiels périphériques, elle n'en est pas pour autant synonyme d'immobilité.

L'effort typologique, s'il n'a de portée qu'exploratoire, permet pourtant d'alimenter le débat au sujet des paramètres à prendre à compte pour « mesurer » les ancrages résidentiels : les résidences des individus et de leur entourage doivent être considérées du point de vue de leur localisation, de l'ancienneté de la résidence, de leur statut d'occupation, des différents types d'attaches sociales présentes dans chaque lieu, mais aussi du point de vue des arbitrages réalisés au sein de chaque stratégie résidentielle.

Conclusion du chapitre 8

Le suivi des mobilités et des ancrages résidentiels à travers un travail de terrain exploratoire a permis de poursuivre de manière plus précise les hypothèses formulées précédemment à partir d'analyses systématiques censitaires. L'étude spécifique de l'étape résidentielle actuelle, au regard de la précédente, ainsi que la prise en compte de l'ensemble de l'itinéraire des individus et de leur entourage, fournissent une information riche permettant de comprendre l'articulation des différents lieux des systèmes résidentiels des habitants de ces quartiers. On retient alors, chez les individus enquêtés, une forte tendance aux trajectoires de

[72] América a par exemple vu son frère obligé d'acheter un terrain dans un municipe périurbain beaucoup plus loin en périphérie, à Jilotepec, en dehors des limites de la ZMVM. Les terrains sont en effet jugés trop chers par la famille d'América à la fin 2010 : 250 MX $/m² à Tlaltepan, contre 200 MX $ à Jilotepec.

faibles portées, cette proximité prenant sens au regard de l'inscription spatiale des réseaux familiaux et sociaux.

La proximité renvoie directement à un ancrage résidentiel fort effectif dans les colonies populaires périphériques, tandis que la force des réseaux, notamment familiaux, dans l'élaboration des stratégies renvoie davantage à un élément d'hétérogénéisation sociale, tendance marquant le processus de maturation du contexte résidentiel. En effet, l'inscription locale des réseaux familiaux semble résister à des trajectoires ascendantes, comme descendantes (des enfants en particulier). La pluralité des mobilités résidentielles dans ces espaces permet de nuancer le trop rapide lien entre la durée d'installation dans le lieu – qu'il s'agisse du logement ou du contexte résidentiel dans son ensemble – et le phénomène de l'ancrage – censé combiner et articuler les différents espaces de vie entre eux.

L'hypothèse d'une forme d'ancrage typique (et unique) à ces périphéries populaires de Mexico – en termes d'implantation résidentielle – paraît assez peu probable, tant l'ensemble des dimensions forgeant les stratégies de changement de résidence renvoie à une forte complexité. Néanmoins, certaines spécificités des étapes résidentielles peuvent être soulignées. On observe d'abord un ancrage qui se fonde sur la proximité des réseaux familiaux et sociaux, typique des quartiers populaires. Toutefois, ce poids des réseaux résiste à la diversité des trajectoires sociales au sein de la famille et s'avère profondément lié aux mécanismes de l'accès au foncier.

Au-delà de la seule approche depuis les espaces de résidence, il faut désormais questionner la pratique au quotidien de ces contextes et de ce système résidentiel, afin d'explorer une autre dimension indispensable de l'ancrage : l'expérience de l'espace en termes de ressources. Les usages du local permettent, dans cette perspective, un regard sur la manière dont s'inscrivent les ancrages des habitants au sein de l'espace de vie. L'analyse particulière de cette expérience passe alors par le suivi des mobilités quotidiennes et des pratiques dans leur ensemble.

Chapitre 9.

Pratiques et ressources du quartier

L'ancrage au carrefour des expériences et des mobilités quotidiennes

« Le quartier. Qu'est-ce qu'un quartier ? […]
Ça a vraiment quelque chose d'amorphe le quartier […]
Plus généralement, la portion de la ville dans laquelle on se déplace facilement à pied (…), la partie de la ville où l'on n'a pas besoin de se rendre, puisque précisément, on y est. »
[Perec, 2000 (1ère ed. 1974), p. 113].

« *L'observation des mobilités quotidiennes, qui n'est qu'un des maillons de [l'approche compréhensive des dynamiques urbaines contemporaines par les mobilités spatiales], constitue une entrée pertinente non seulement pour appréhender les évolutions des espaces de vie individuels et familiaux, mais aussi pour interpréter certaines recompositions urbaines et territoriales à l'œuvre »*
[Dureau *et al,* 2014, p. 81].

L'analyse des trajectoires résidentielles dans les deux chapitres précédents a permis de poser les bases de notre regard sur l'ancrage des populations dans les quartiers populaires périphériques de Mexico. Il s'agit désormais de changer de pas de temps, afin d'appréhender les circulations à partir d'autres points de vue que ceux de la seule (ou des seules) résidence (s). On cherche ici particulièrement à analyser les pratiques des habitants[1] dans leur quartier et dans la ville, afin de souligner le rôle du contexte résidentiel comme lieu de ressources[2].
Les rapports que tissent les habitants avec leur quartier[3] s'avèrent complexes et mobilisent les différentes échelles spatiales et temporelles de l'espace de vie. Transposé à notre étude, le positionnement théorique avancé par F. Dureau *et al* [2014] (en exergue) implique l'observation des mobilités quotidiennes autour de la résidence en colonie populaire

[1] Le terme de « pratique » renvoie dans ce chapitre à l'expérience des habitants dans leur quartier et à la manière dont ils mobilisent les ressources disponibles dans leur contexte. On fait donc référence aux usages, à la familiarité progressive qui implique le « *savoir-faire, [la] compétence résultant de l'exercice habituel d'une activité* » [CNTRL, 2014]. On recherche, dans les contextes résidentiels étudiés, la « *fréquentation habituelle* » d'un lieu [*Le Petit Robert,* 2004, p. 2039], « *ce que l'humanité, les sociétés, les individus font tous les jours, et qui fait le monde, dont l'espace géographique* » [Brunet *et al*, 1992, p. 360].
[2] De manière générale, on entend ici par « ressources », l'ensemble des moyens matériels ou immatériels, économiques ou sociaux disponibles à l'échelle de l'individu ou du groupe, dont les habitants disposent pour assurer leur existence et leur maintien dans le contexte résidentiel considéré. Loin de prétendre à une analyse exhaustive de ces ressources, il s'agit dans ce chapitre de souligner leur présence et les mécanismes de leur développement dans le contexte local de la résidence en colonie populaire périphérique.
[3] Le choix de l'emploi du terme « quartier » dans cette thèse a fait l'objet d'une discussion au chapitre 1 (1.3.4). On rappellera que, malgré une conceptualisation difficile et la prudence qu'il faut garder par rapport à tout effort de délimitation spatiale [Di Méo, 1994 ; Lévy, Lussault 2003c ; Authier *et al*, 2007], une cartographie de ces espaces – qui ne peut prétendre dépasser l'ambition exploratoire – est disponible en annexe I.5, carte I.5.1. On fera indistinctement référence ici au « quartier », au « groupe de quartiers » ou encore à la « colonie ».

périphérique, afin de répondre à une volonté de compréhension fine des dynamiques urbaines d'ancrage. L'objectif de ce chapitre est double : comprendre quelques schémas de mobilités quotidiennes d'habitants de quartiers populaires périphériques de Mexico d'une part ; identifier par-là les variables des mécanismes d'*apprivoisement*[4] de leur contexte résidentiel d'autre part.

La question du changement d'échelle d'analyse par rapport aux chapitres précédents se pose. D'abord, d'un point de vue temporel, ce changement n'est pas si tranché qu'il n'y paraît, comme on n'a pu l'apercevoir au sujet des circulations liées à la multirésidence ou aux proximités familiales. En revanche, du point de vue spatial, il s'agit ici de dépasser la seule question résidentielle et d'approcher « *l'intimité domestique* » – auprès des représentations des individus – d'une part, « *les contacts avec les habitants du voisinage* », soit l'organisation des sociabilités au sein du contexte résidentiel, d'autre part [Grafmeyer, 1998 ; 2001, p. 103]. On tente pour cela de mesurer ce que J.-Y. Authier appelle le *rapport au quartier* dans le cas des centres-villes français [2001] et on souhaite observer ce rapport du point de vue des mobilités quotidiennes. Ces dernières, apparemment opposées à la sédentarité associée à un relatif « apprivoisement » du local, constituent en réalité une grille de lecture particulièrement efficace pour approcher les pratiques et l'expérience des habitants. Derrière ces rapports au contexte résidentiel, il devient aussi possible d'examiner l'ancrage à partir de l'hypothèse d'une potentielle *appartenance* au quartier, voire d'un *attachement* [Guérin-Pace, 2007 ; Ramadier, 2007][5].

Apprivoisement, appropriation, attachement relatifs au quartier, voire capital d'autochtonie renvoient en réalité au rapport que construisent et entretiennent les habitants avec leur contexte résidentiel. Les usages du local révèlent alors la nature des expériences des habitants au sein du système de lieux de l'espace de vie. S'intéresser à l'espace de vie des habitants des quartiers périphériques permet d'évaluer les configurations d'ancrage au sein de l'espace résidentiel, mais aussi dans l'environnement urbain qui les entoure.

Le lien entre l'intensité des socialisations localisées et le rapport à la mobilité (autre que résidentielle) qui les mettrait en tension est ici réinvesti. Comme l'indique J. Lévy, *« la*

---

[4] On utilise ici la notion d'apprivoisement avant tout en référence au contexte spécifique de « front pionnier urbain », dans le sens où les habitants de ces espaces résidentiels initialement illégaux doivent déployer de nombreux efforts pour « *rendre familier, domestique* » [*Le Petit Robert*, 2004, p. 122] un contexte difficile au départ. Quelques nuances s'imposent néanmoins : il ne s'agit pas de renvoyer aux autres acceptions du terme d'apprivoisement, pouvant décrire d'un côté les efforts pour « rendre moins sauvage » (les installations illégales ne sont pas « sauvages » !), de l'autre, les mécanismes qui conduisent à la domination ou à la maîtrise progressive du quartier (les rapports de force politiques seront abordés au chapitre suivant, mais ne seront pas entendus comme un « apprivoisement »). En cela, avant même de s'intéresser à l'attachement au lieu, l'apprivoisement entend aussi rendre compte des processus d'intégration progressive à la ville par le jeu des mobilités, tout en inscrivant le contexte local dans des réinventions et des reconfigurations foncières et politiques spécifiques, à la manière dont les avait analysé A. Bopda au sujet des « quartiers oubliés » de Yaoundé [2007]. Il existe une production géographique notable sur les thèmes de l'investissement des territoires urbains et de l'appropriation des quartiers approchés par la dimension identitaire, notamment développée par F. Guérin-Pace [2003 ; 2006 ; 2007]. Toutefois, dans notre démarche, il ne s'agit pas de traiter directement le registre identitaire, mais d'explorer plus simplement l'inscription spatiale des mobilités quotidiennes dans et à partir du quartier de résidence. C'est ainsi que l'approche englobante d'apprivoisement des territoires urbains de proximité peut s'avérer opérante.

[5] L'attachement au quartier est un thème cher à la psychologie sociale développée depuis les années 1970. La recherche sur les dimensions qui constituent l'attachement des habitants à un lieu tente de rendre compte des relations affectives qui participent de l'appréciation des lieux. Ce sentiment est alors constitué selon T. Ramadier de trois dimensions : affects, sociabilité et identité [2007, p. 128]. F. Guérin-Pace, dans sa distinction entre attachement et appartenance (note 51 du chapitre 8, p. 506), décrit particulièrement l'attachement comme le sentiment qui renvoie à un bien-être dans le lieu, et *a contrario,* à un sentiment de perte lorsque l'on quitte ce lieu [2007, p. 155]. En plus de la « *satisfaction résidentielle* », T. Ramadier analyse l'attachement par le prisme des sociabilités développées dans le quartier et du sentiment d'appartenance au voisinage qui en découle [2007, pp. 128-130].

mobilité n'est nullement déconnectée des lieux, elle est ancrée » [2003, p. 10]. L'ancrage s'inscrit alors dans un rapport ambigu entre d'une part, une réflexion sur le capital d'autochtonie [Retière, 1994, 2003 ; Renahy, 2010 ; Tissot, 2010 ; Fol, 2010], d'autre part, l'enclavement. Mais l'attention à porter sur l'ancrage et la maturation par cet angle doit dépasser le seul contexte hyperlocal. On peut ainsi rappeler les propos de M. Roncayolo, qui prévenait – au sujet de l'étude des micro-socialisations localisées dans l'espace urbain – que « *le sens des comportements à une échelle fine ne s'accompagne pas nécessairement d'une limitation à d'étroits horizons. Autrement dit, le territoire urbain se décompose sans doute en points multiples d'inégale appropriation* » [1997, p. 255].

Au final, on cherche à identifier les articulations entre les lieux de l'espace de vie des individus à partir de leur résidence en quartiers populaires périphériques et en cela, on souhaite observer les différentes configurations des systèmes de lieux dans la ville sur lesquels se construisent les ancrages des habitants. Ce sont alors les *systèmes d'activités* des habitants qui sont interrogés, au sens où l'on observe la « *manière dont les individus affirment répartir leurs activités entre chacun des lieux qui structurent leur espace de circulation* » [Dubucs, Giroud, 2014, p. 366].
Dans ce sens, nous investissons dans ce chapitre trois points de vue complémentaires dans l'apprivoisement de la ville au quotidien, à partir du matériau empirique issu de nos enquêtes de terrain[6]. Dans un premier temps, il s'agit de mettre en avant les liens au quartier du point de vue des **pratiques** locales. Deuxièmement, en observant les ancrages cette fois-ci du point de vue des **lieux** pratiqués ou potentiellement fréquentés localement, il s'agira d'explorer la fonctionnalisation « économique et sociale » du quartier, dans le sens du développement de fonctions – représentées et/ou effectives – autres que le seul logement. Dans un troisième temps, nous verrons que, du point de vue des **individus**, le quartier « ne suffit pas » : le suivi des déplacements dans la ville en général permet une meilleure appréhension de l'espace mobilisé quotidiennement (ou régulièrement) pour les ressources urbaines par les habitants. Au final, le croisement des différentes pratiques des espaces locaux et métropolitains effectué dans une dernière étape autorise la mise au jour de plusieurs types de rapports au quartier et d'une diversité des ancrages qui s'inscrivent dans ces lieux.

9.1. Le suivi des pratiques : les ressources *dans* le local

L'examen des mobilités quotidiennes pour approcher les dynamiques d'apprivoisement du quartier par les populations résidentes demande deux niveaux d'analyse : les relations de voisinage induites par les proximités résidentielles d'une part ; les relations construites sur d'autres bases, comme les réseaux familiaux, amicaux, associatifs, professionnels, etc. d'autre part [Grafmeyer, 2001]. Il s'agit alors d'interroger les expériences individuelles et collectives du point de vue du lieu, à partir du point d'ancrage qu'est le contexte résidentiel. Les *rapports au quartier*, soit les rapports entretenus entre les individus et leur lieu de résidence [Authier, 2001, p. 134], sont ici explorés par le suivi des usages de l'espace public[7], des commerces et des lieux de récréation et des sociabilités. Dans le cas des

[6] Là encore, il convient de rappeler que les explorations permises par ce matériau ne prétendent nullement à un degré de généralisation comparable à ce que l'on pourrait obtenir à partir d'enquêtes quantitatives. Mais une fois de plus, cette présentation rend compte du travail de terrain à partir duquel ont pu être identifiées des formes d'ancrage dans leur diversité.
[7] On renvoie ici à l'acception présentée au chapitre 2 (2.3.1). Par espace public, on fait référence à l'un des espaces de la pratique sociale des individus, qui résume la diversité des populations et des fonctions de la ville

colonies populaires, il faut tenir compte du fait que les questionnements sur la mobilisation des ressources urbaines dans le local renvoient aux réflexions sur le lien entre mobilité locale et pauvreté et en cela, à des formes d'ancrage spécifiques (voir chapitre 2, 2.1.2)[8].

Au cours de nos deux enquêtes E1 (entretiens) et E2 (questionnaires aux parents), nous avons interrogé les habitants sur la localisation de leurs activités. Dans un premier temps, l'analyse des déplacements les plus fréquents en dehors du quartier fait apparaître une intégration relative au reste de la ville qui tend à dissocier l'ancrage local des processus d'enclavement. Dans un deuxième temps, c'est la pratique forte du quartier qui est soulignée et qui met au jour l'importante présence de ressources dans le contexte local.

9.1.1. L'ancrage dans le quartier n'est pas synonyme d'enclavement

Une première approche des manières d'habiter le quartier peut consister à mesurer son « négatif », à savoir la pratique de lieux extérieurs au quartier. On a ainsi cherché à connaître les fréquences de « sortie » du quartier auprès des enquêtés, en posant les questions suivantes : « vous arrive-t-il de sortir du quartier ? Si oui, à quelle fréquence à peu près, pour quels motifs principaux (ceux qui sont récurrents), pour aller où le plus souvent ? » (annexe III.1). Ainsi, sur les 139 entretiens E1 réalisés, 109 personnes ont fourni des informations exploitables relatives à leurs pratiques quotidiennes.
Globalement, les mobilités (autres que résidentielles) des personnes résidentes enquêtées impliquent au moins un déplacement hebdomadaire en dehors du quartier (tableau 9.1) : 106 personnes sur 109 sortent de leur quartier de résidence au moins une fois par semaine, et plus de la moitié en sortent quotidiennement, sauf dans notre échantillon *milpaltense*[9] (tableau 9.1A). À ce stade de l'analyse, cette mobilité quotidienne importante peut renvoyer d'un côté à une intégration au reste de la ville[10] permettant aux résidents de se déplacer dans la métropole à partir du point d'ancrage fourni par la résidence. D'un autre côté, on pourrait aussi y lire la nécessité pour les résidents de se déplacer en dehors du quartier, les ressources étant potentiellement insuffisantes dans ce dernier.
Cette dernière approche mérite d'ailleurs d'être nuancée. Dans un contexte urbain où la mobilité des pauvres est souvent érigée comme « plus difficile » et où la mobilité généralisée renforcerait les inégalités socio-spatiales [Coutard *et al*, 2002 ; Bacqué, Fol, 2007 b ; Fol, 2009, 2010], S. Fol met en garde face à la lecture selon laquelle « *le quartier de résidence comme lieu de pratiques et d'ancrage aurait perdu une partie de son sens, le logement devenant le seul 'point fixe' pour les membres d'un ménage* » [2010, p. 28]. Il convient alors aussi de discuter de la place du quartier dans les pratiques quotidiennes des habitants et des ressources présentes dans la proximité résidentielle. Les ancrages territoriaux en formation dans les quartiers étudiés, s'ils ne semblent pas « enfermer » les habitants interrogés, mettent néanmoins en lumière une forte inscription spatiale dans la proximité.

[Lévy, Lussault, 2013]. Les différentes échelles de l'espace public sont interrogées au regard de l'accessibilité qu'il suppose d'une part, des contacts sociétaux (types de groupes sociaux) qu'il implique d'autre part.

[8] On rappelle ici que le caractère local des ressources urbaines a souvent été mis en avant dans les recherches sur les quartiers populaires (voir chapitre 3, 3.2.4.2). Par exemple, à Rio de Janeiro, B. Motte-Baumvol et C. Nassi [2012] interrogent l'immobilité du point de vue de la pauvreté : les auteurs remettent en question le lien unique entre revenus et immobilité d'une part, soulignent la non-prise en compte des mobilités quotidiennes au sein des quartiers populaires n'impliquant pas de véhicules d'autre part.

[9] Malgré les limites de cet échantillon, il faut préciser que le caractère enclavé de la résidence dans la délégation de Milpa Alta est souvent souligné (chapitre 5). Les temps de trajet étant systémiquement longs et les connexions aux autres parties de la ville étant éprouvantes, le fonctionnement villageois paraît prégnant.

[10] Pour un rappel de l'acception d'intégration ici entendue, voir note 53 du chapitre 2 (p. 106).

Tableau 9.1. Fréquence de sortie du quartier des personnes de l'enquête E1

A. Selon le municipe de résidence

Fréquence de sortie du quartier	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Moins d'une fois par semaine	**3**		3		
Une fois par semaine	**20**	3	13	2	2
Plusieurs fois par semaine	**9**	3	1	3	2
Une fois par jour	**21**		11	1	9
Plusieurs fois par jour	**56**	13	19	3	21
Non répondu	***30***	*6*	*11*	*4*	*9*
Total	**109**	**19**	**47**	**9**	**34**

B. Selon le motif de déplacement le plus récurrent

Motif de déplacement en dehors du quartier	Total	Moins d'une fois/semaine	Une fois/semaine	Plus. fois/semaine	Une fois/jour	Plus. fois/jour	*Non rép.*
Travail	**46**	1	2	4	9	30	
Réseau amical	**14**		1	2	3	8	*1*
Démarches administratives et politiques	**13**		1		7	5	
Famille	**7**		3			4	
Établissement scolaire	**6**				1	5	
Autre résidence (multirésidence)	**5**				1	4	
Religion	**4**		3	1			
Courses	**4**		1	1		2	
Récréation	**3**		2			1	
Non répondu	***51***	*2*	*9*	*2*	*4*	*5*	*29*
Total	**88**	**1**	**11**	**7**	**17**	**51**	***30***

Total de 103 occurrences-réponses sur un total de 88 personnes ayant répondu à cette question.

C. Selon le lieu de destination

Lieu régulier de destination (occurrence)	Total (occurrences)	Moins d'une fois/semaine	Une fois/semaine	Plus. fois/semaine	Une fois/jour	Plus. fois/jour
Colonie voisine	**17**				5	12
Autre colonie du municipe	**23**		2	2	5	14
Municipe voisin	**25**		3	3	4	15
Autre municipe de l'entité fédér.	**15**		1	2	4	8
Entité fédérative voisine	**13**		8	1	2	2
Autre État	**1**		1			
Variable	**2**				2	
Total	**96**	**0**	**15**	**8**	**22**	**51**

Total de 96 occurrences-réponses sur un total de 80 personnes ayant répondu à cette question.

Sources : enquêtes personnelles E1, 2010-2011

Un regard sur les motifs de sortie du quartier permet de préciser la nature de ces mobilités. Près de la moitié des déplacements hors quartier renvoient à un motif de travail et près d'un tiers de ces déplacements renvoient à la navette quotidienne entre domicile et travail (tableau 9.1B). En dehors de la mobilité domicile-travail, les autres motifs de déplacements évoqués au sujet des sorties régulières du quartier témoignent d'attaches sociales localisées dans d'autres espaces que le voisinage direct et du relatif éloignement des services publics. Au final, la faible fréquence des motifs de sortie liés à la famille, à l'école, aux courses ou encore à la récréation peut renvoyer à une présence minimum des réseaux sociaux et/ou des « équipements » au sein du quartier, n'impliquant pas l'obligation de quitter la proximité pour les personnes interrogées.

Du point de vue spatial, on observe que la sortie du quartier n'entraîne que très rarement de « longues » distances[11] pour les déplacements fréquents (tableau 9.1C). Il s'agit le plus

[11] On entend ici par exemple le passage d'une couronne périphérique à une autre ou un déplacement centre-périphérie. La nomenclature adoptée au sujet des localisations et de l'appréciation des distances (dans le

souvent de déplacements vers le voisinage du quartier ou du municipe (deux tiers des occurrences). On note sur cet échantillon une relation entre la distance et la fréquence, les déplacements réguliers étant majoritairement ceux s'opérant dans une proximité relative, tandis que les changements d'entité fédérative renvoient le plus souvent à des déplacements liés à la présence d'aménités plus importante dans le DF (notamment pour les habitants de l'État de Mexico se déplaçant de manière hebdomadaire[12]).

Au final, l'analyse des sorties régulières du quartier témoigne sans surprise d'une articulation aux autres espaces de la ville et de la structuration des espaces de vie des individus bien au-delà des seules limites du local. L'approche de l'ancrage dans ces quartiers populaires s'avère ainsi dédouanée d'une focale sur la seule sédentarité et d'un regard unique sur l'enclavement. En ce sens, le positionnement suivi ici rejoint celui de S. Fol quant au recul nécessaire sur les « valeurs » de la mobilité – la valorisation tendant à ériger l'ancrage en « enfermement »[13] (voir chapitre 2). L'auteure, qui établit une revue de la littérature française et nord-américaine sur la question, souligne la connotation négative appliquée à l'ancrage : « *les individus qui ne sont pas en mesure de se déplacer à la hauteur des exigences de la société contemporaine seraient condamnés à l'isolement relationnel (...) et soumis à un risque croissant de précarisation et de marginalisation* » [Fol, 2010, p. 33]. Plus qu'une « hantise » de l'immobilité et sans pour autant nier l'existence incontestable de véritables « captifs » dans les colonies populaires, notre propos vise davantage à explorer les ressources dans l'espace local pour les habitants de zones qui, si elles sont marquées par la pauvreté (chapitre 4), s'avèrent néanmoins particulièrement dynamiques.

Il nous faut désormais poursuivre une exploration la plus fine possible de ces pratiques quotidiennes afin de caractériser les ancrages qui se développent dans l'espace local des quartiers populaires étudiés. Comme l'indique S. Fol, « *dans un univers très contraint par la rareté du capital sous toutes ses formes, les ménages 'pauvres' ont à leur disposition des ressources limitées dont ils usent différemment selon leur position et leur trajectoire sociales. La proximité, comme la mobilité, font partie de ces ressources* » [2010, p. 37].

9.1.2. Un fonctionnement interne remarquable : la force de la proximité

Afin de cerner au plus près les ressources dans le contexte résidentiel, nous focalisons ici sur les pratiques liées aux mobilités quotidiennes du point de vue des motifs de déplacement (cartes 9.1 et 9.2). En nous inspirant de l'enquête de mobilité du projet METAL [METAL *et al*, 2009] et de questionnements classiques sur les mobilités quotidiennes dans les quartiers populaires latino-américains [Baby-Collin, 2005], il s'est agi d'observer dans nos enquêtes la localisation de l'activité professionnelle, l'accès aux services (école, santé), les pratiques commerciales et récréatives et les autres sociabilités. L'analyse permise par le travail empirique s'inscrit dans le cadrage réalisé au chapitre 5 (5.2.2.1) quant à la

tableau 9.1C comme dans le chapitre 8) renvoie à un positionnement relatif, mobilisant à la fois des caractéristiques de voisinage et des limites administratives. La synthèse de ces dimensions implique – sauf dans les cas explicités – une distance croissante par rapport au domicile, allant de la « colonie voisine » à un « autre État » – sous-entendu autre qu'État de Mexico ou DF (voir annexe III.4.3.2).

[12] Le déplacement hebdomadaire « au centre » révèle l'accès régulier aux lieux d'approvisionnement commercial et aux espaces du temps libre.

[13] En effet, l'apparente « immobilité » de l'ancrage est considérée comme problématique, car elle impliquerait des pratiques centrées sur un espace local. Or, ces pratiques locales seraient elles-mêmes déstructurées par la valorisation de la mobilité – qui inciterait à dépasser un cadre spatial supposé étriqué. Par ailleurs, cette valorisation de la mobilité renforcerait aussi les inégalités d'accès aux ressources nécessaires à cette même mobilité [Fol, 2010, p. 27].

spatialisation de ces mobilités quotidiennes à partir de sources systématiques (enquête EOD et recensement).

9.1.2.1. L'activité professionnelle : un marché de l'emploi essentiellement local

Les questionnements relatifs à la localisation de l'emploi par rapport à la résidence ont classiquement marqué l'analyse des mobilités urbaines, comme des ancrages (chapitres 3 et 5). Alors que, pour les périphéries étudiées dans cette thèse, l'enquête EOD permettait l'éclairage des mobilités domicile-travail au niveau des districts (très agrégés) et que la *muestra* de 2010 n'autorisait pas une approche plus détaillée que l'échelon municipal, le regard sur de petits échantillons de résidents des quartiers populaires enquêtés met en évidence des schémas d'une plus grande finesse articulant deux échelles. En plus de la polarisation des emplois à l'échelle de la ZMVM par les axes de transports et les bassins centraux et péricentraux traditionnels (voir 5.2.2.1 et annexe II.5), c'est bien ici la force de la proximité, à l'échelle locale, qui est une nouvelle fois soulignée.

En effet, bien loin de représenter uniquement des banlieues-dortoirs, les quartiers populaires périphériques de Mexico sont aussi des zones d'activités économiques importantes. On met ici au jour la forte proportion d'individus enquêtés travaillant à proximité, voire au sein de leur logement (tableaux 9.2). À la question « où travaillez-vous en général ? » ou « où se localise l'activité professionnelle principale du chef de ménage ? », plus des deux tiers des réponses renvoient à une localisation interne au municipe de résidence.
Si l'on ne peut extrapoler à partir de tels échantillons, la tendance est tout de même nette : le poids de la proximité dépasse largement les résultats tirés de l'analyse de l'EOD, et conforte encore davantage ceux obtenus à partir de la *muestra* de 2010[14]. Toutefois, cette proximité intra-municipale n'est pas pour autant synonyme de temps de trajets courts, ni de réel « voisinage »[15] : aussi, C. Paquette rappelle qu'un déplacement intra-municipal peut être long, du fait de la grande taille des municipalités et des difficultés de trafic liées à la saturation et/ou à l'insuffisance des infrastructures [2010, p. 168].

Néanmoins, la plus grande partie des individus interrogés renvoie à une très grande proximité entre résidence et lieu de travail : plus de la moitié des personnes entretenues lors des enquêtes E1 travaillent dans leur colonie de résidence ; cette proportion s'élève aux deux tiers lorsque l'on compte la colonie voisine. Par ailleurs, au sein des chefs de ménages enquêtés au moyen des questionnaires E2, 42 % des personnes travaillent dans leur colonie de résidence ou à proximité, et ce sont même 13 % d'entre elles qui indiquent travailler dans leur logement (tableau 9.2A).
Le croisement des activités professionnelles évoquées par les personnes et du lieu où est exercée cette activité permet de qualifier plus précisément les types d'emplois bien implantés dans le contexte résidentiel proche (tableaux III.4.56 en annexe III.4.6). Ainsi, chez les personnes enquêtées lors des entretiens E1, le commerce est dominant : un quart des emplois, dans 8 cas sur 10 à l'intérieur de la colonie de résidence. Les emplois liés directement au commerce et aux services concernent plus d'un tiers des chefs de ménage de l'enquête E2 ; dans plus d'un cas sur 5, ces activités se localisent dans la colonie (voire dans le logement).

[14] On notera que cette proportion paraît même supérieure à des résultats obtenus dans d'autres quartiers populaires de Mexico – C. Paquette décrit par exemple un taux d'emploi local de 15 % à La Mexicana, à l'ouest du DF [2010, p. 168] – ou dans d'autres villes latino-américaines : par exemple, V. Baby-Collin [2005, p. 150] sur un échantillon de 118 familles (690 personnes) entre La Paz (Bolivie) et Caracas montre que cette proportion oscille entre un quart et un tiers dans les quartiers populaires sélectionnés.
[15] Au sens de « *l'espace qui se trouve à proximité* », rappelé par S. Lehman-Frisch *et al* [2007, p. 59].

D'une manière générale, l'emploi local doit aussi se comprendre à l'aune de la pluralité des sources de revenus des ménages[16].
Les autres activités des enquêtés se localisent de manière privilégiée en dehors du strict voisinage, mais dans une proximité relative. Ainsi, la proportion d'emplois décroît au fil de l'éloignement au lieu de résidence (cartes 9.1 et 9.2). Au sein des entretiens comme des questionnaires, on comptabilise près d'un quart des emplois dans un municipe voisin ou dans un autre municipe de l'entité de résidence. Par exemple, on voit se détacher les municipalités de Nezahualcóyotl et Chicoloapan pour les enquêtés de La Paz, Iztapalapa pour Tláhuac, Cuautitlán Izcalli pour Cuautitlán, ou encore Xochimilco pour Milpa Alta. La polarisation des emplois dans le DF ressort nettement dans les quartiers situés dans l'État de Mexico : à La Paz (enquête E2), 25 personnes (soit plus d'une sur 5) déclarent travailler dans le DF.

Tableau 9.2. Localisation de l'activité professionnelle selon le municipe de résidence

A. Dans l'enquête E1

Lieu de travail (E1)	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Même colonie	**60**	10	27	9	14
Colonie voisine	**15**	4	6	1	4
Autre colonie du municipe	**8**	2	1	1	4
Municipe voisin	**20**	3	10		7
Autre municipe de l'entité fédérative	**7**		1	2	4
Entité fédérative voisine (DF-EdoMex)	**3**		3		
Variable	**3**	1	2		
Non rep.	***23***	*5*	*8*		*10*
Total	**116**	**20**	**50**	**13**	**33**

B. Dans l'enquête E2

Lieu de l'activité principale du chef de ménage (E2)	Total	*En %*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Dans le logement	**45**	***13,2***	7	18	16	4
Autre lieu de la colonie ou proche	**99**	***29,1***	20	23	41	15
Autre colonie du municipe	**78**	***22,9***	13	30	25	10
Municipe voisin	**35**	***10,3***	16	6	10	3
Autre municipe de l'entité fédérative	**46**	***13,5***	12	10	18	6
Entité fédérative voisine (DF-EdoMex)	**31**	***9,1***	5	25	1	
Autre État	**4**	***1,2***	2	2		
Variable	**2**	***0,6***		1		1
Non rep.	***26***		*5*	*7*	*11*	*3*
Total	**340**	***100***	**75**	**115**	**111**	**39**

Sources : enquêtes E1 et E2 (2010-2011)

La localisation de l'emploi varie selon le profil d'individu interrogé (tableau III.4.56 en annexe III.4). Ainsi, au sein de l'échantillon d'entretiens (E1), la grande proximité du lieu de travail touche légèrement plus les femmes (travaillant dans 7 cas sur 10 dans la colonie de résidence ou dans la colonie voisine, contre 6 fois sur 10 pour les hommes) et semble globalement aller croissante avec l'âge.
La densité de résidence ne renvoie pas *a priori* à une différenciation de lieu d'activité entre les individus interrogés. En revanche – même si une prudence s'impose au regard des effectifs considérés –, le sens de la trajectoire[17] laisse apparaître un poids de la proximité d'autant plus fort que la situation résidentielle ne s'est pas « améliorée ». Les trajectoires de dégradation résidentielle appréhendées empiriquement sont souvent synonymes de baisse des ressources et

[16] Même si la pluriactivité semble constituer une occurrence assez faible au moment des enquêtes (10 % des personnes de l'enquête E1), elle paraît remarquable lors de la description des parcours biographiques.
[17] Telle que mesurée dans le chapitre précédent (cf. encadré 8.1).

de repli sur une sphère plus limitée, afin de ne pas davantage disperser les coûts, y compris en termes de recherches d'emplois ; la mobilité quotidienne restant coûteuse, c'est alors davantage un investissement local – en termes de réseau social surtout – qui est privilégié.
L'exemple de Nicolas, résident à Lomas San Sebastián, illustre une telle configuration. Agent de communication électorale travaillant dans le centre de Los Reyes-La Paz jusqu'à 2009, il a été démis de ses fonctions au moment de l'alternance politique municipale. Il a alors dû quitter son ancien logement – prêté par la mairie, dans le centre-ville du municipe – pour aller s'installer sur un terrain à Lomas San Sebastián avec sa femme et ses enfants. Au chômage, mais toujours en lien avec des associations politiques locales (opposées à l'équipe municipale en place en 2010), il réussit à être employé par un propriétaire de la colonie (un voisin) pour s'occuper régulièrement du commerce de ce dernier – spécialisé dans la vente de bidons d'huile (photo 8.3). Dans ce cas précis, la diminution des ressources a pu être en partie amortie par la force du réseau social et politique local[18], ayant permis l'insertion dans le marché du travail du quartier – même si le « service rendu » reste insuffisant pour assurer l'intégralité des revenus de Nicolas.

Ainsi, la proximité du lieu de travail peut être lue de différentes manières. D'une part, le processus de fonctionnalisation économique du contexte résidentiel, voire du logement, permet une diversification de l'offre d'emplois. D'autre part, il convient de rappeler l'élaboration de stratégies par rapport à un cadre d'accessibilité au reste de la ville relativement limitée du fait de la dépendance au système de transports en commun d'un côté (chapitre 5, 5.2.1), à l'automobile (ou plutôt à son absence) de l'autre. La lecture des stratégies familiales en termes de gains et de coûts de la mobilité, ainsi que l'approche sociale par le niveau d'éducation – les individus les moins qualifiés tendraient à privilégier un marché de l'emploi local, leur compétitivité étant moindre à petite échelle[19] – s'avère pertinente dans les hypothèses d'interprétation de ce resserrement spatial de la sphère professionnelle.

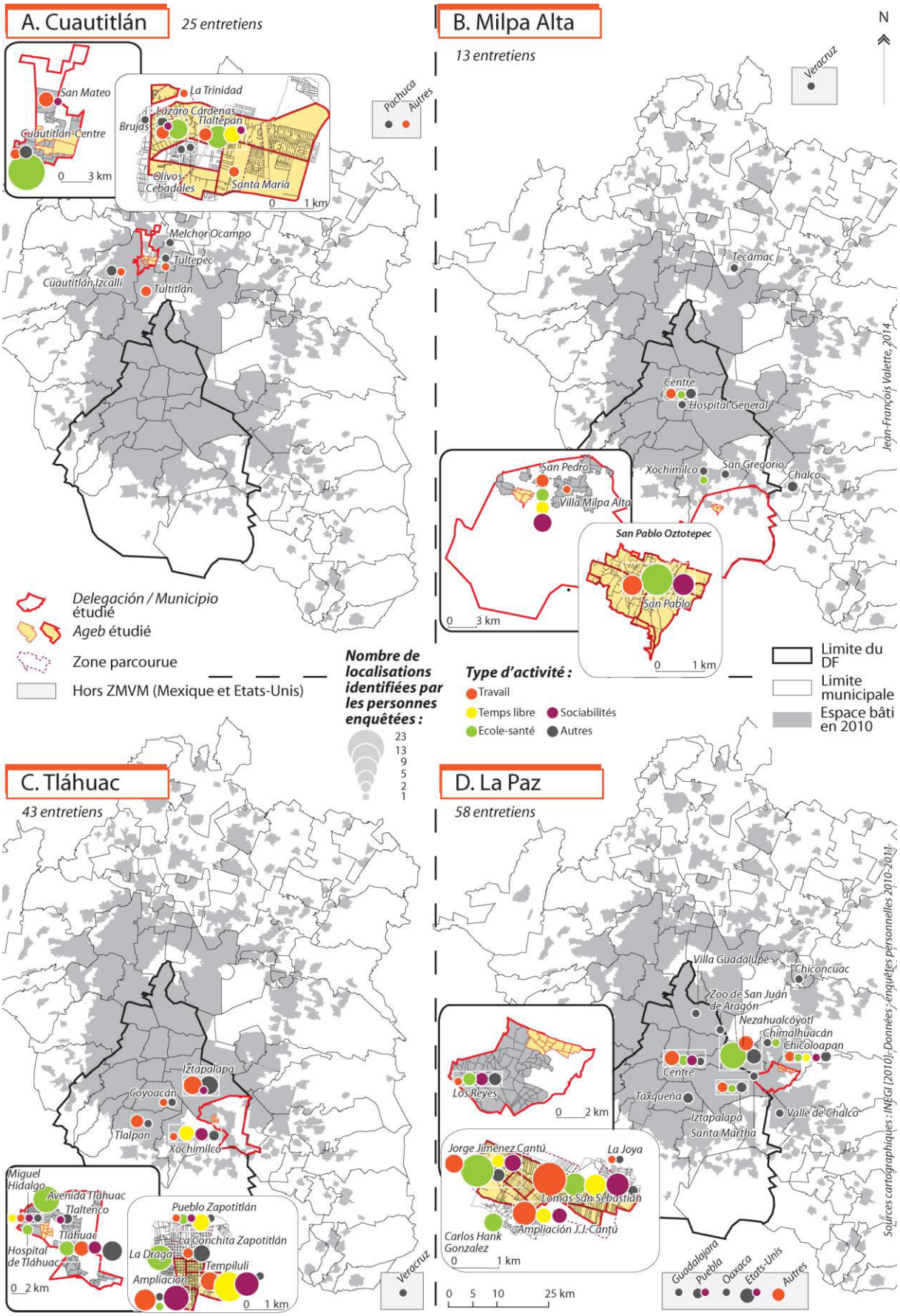
9.1.2.2. Les pratiques relatives aux services scolaires et sanitaires

Deux services de base ont été interrogés lors des entretiens E1 : l'éducation et la santé, à travers la prise en compte de la localisation de l'école fréquentée par les enfants du ménage (dans les cas où le ménage en comptait) d'une part, de celle du centre de soins le plus proche, utilisé en cas de problème de santé d'autre part. Si la dernière dimension renvoie à des pratiques très variables dans le temps, la première peut révéler en revanche une pratique régulière de l'espace et un ancrage de la deuxième génération, susceptible de construire dans le quartier un espace de référence.

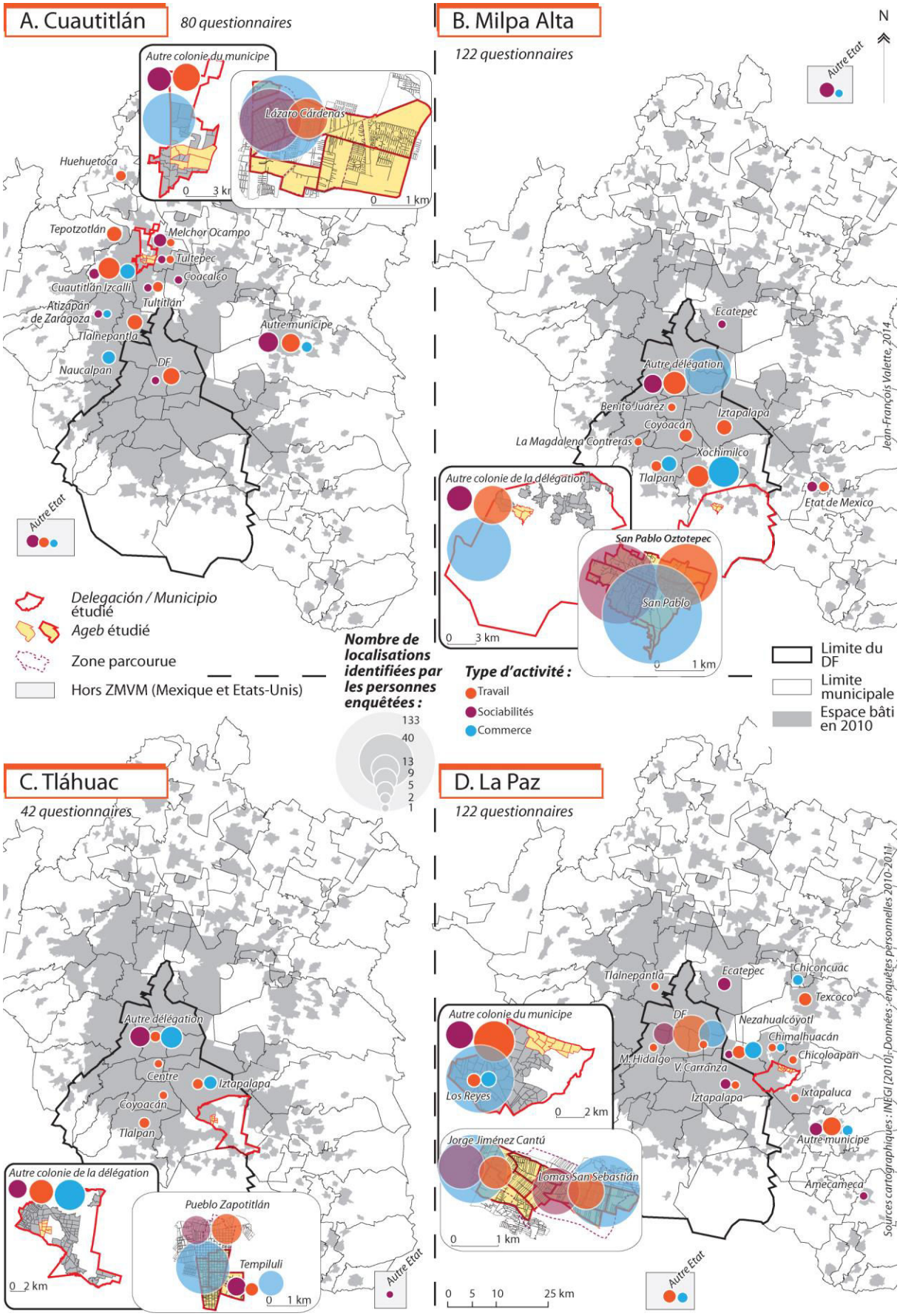
[18] Le propriétaire-employeur en question est aussi un *leader* de la colonie, dans le sens où il participe activement aux activités liées à la régularisation physique du quartier.

[19] S. Fol mobilise particulièrement les travaux réalisés sur la moindre mobilité – et l'idée d'arbitrages autour de l'autolimitation de la zone d'emploi – des catégories pauvres, des minorités ethniques, ainsi que des femmes dans les cas nord-américains et français [2010, pp. 38-39]. Voir CHAPPLE K. [2001]. "Time to Work : Job Search Strategies and Commune Time for Women on Welfare in San Francisco", *Journal of Urban Affairs* vol. 23, n°2, pp. 155-173; KAWABATA M., SHEN Q. [2007]. "Commuting Inequality between Cars and Public Transit: The case of San Francisco Bay Area 1990-2000", *Urbanities*, vol. 44, n°9, pp. 1759-1780; VIGNAL C. [2003]. *Ancrages et mobilités des salariés de l'industrie à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi. Configurations résidentielles, logiques familiales et logiques professionnelles*, thèse de sociologie, Paris 12 [cités par S. Fol, 2010]. Si l'on ne saurait confondre les échelles du « quartier pauvre » (comme vu au chapitre 4) et de la « population pauvre » (objet d'étude de ces travaux), l'approche des stratégies individuelles reste toujours porteuse de clefs de lecture pertinentes sur les pratiques et les expériences citadines des habitants des quartiers étudiés dans notre thèse.

Carte 9.1. Localisations des activités des habitants de l'enquête E1



Carte 9.2. Localisations des activités des habitants de l'enquête E2



Au-delà de l'équipement scolaire des colonies étudiées (cartes 6.2 et 9.4), le suivi des pratiques spatiales des habitants au sujet de la fréquentation des écoles (*primarias, preescolares* et *kinder*), des collèges (*segundarias*) et des autres établissements délivrant des formations pré-universitaire (*prepa*, *bachillerato,* CONALEP) témoigne d'un ancrage complexe qui, comme ailleurs, n'est pas uniquement lié à la présence ou à l'absence des infrastructures dans la proximité directe du logement[20]. Lors de nos enquêtes E1, on constate une pratique toujours largement inscrite dans la proximité directe de la résidence (9 fois sur 10) (carte 9.1 et tableau III.4.57 en annexe III.4.5).
Seules de très rares exceptions témoignent d'une fréquentation au-delà du quartier ou du quartier voisin : elles renvoient en réalité à des cas de multirésidence (3 ménages), de persistance de pratiques liées à l'ancienne résidence (4 cas) et peuvent, même si cette configuration n'a pas été directement appréhendée, renvoyer à la scolarisation dans un établissement de niveau plus élevé que le collège.
Ainsi, pour certains, la multirésidence implique la scolarisation dans le contexte de l'autre logement ou d'un des autres logements. Par ailleurs, la poursuite de pratiques liées à l'ancienne résidence se conçoit dans des configurations particulières : la mobilité résidentielle est relativement récente, elle s'inscrit sur une distance assez courte et l'ancien contexte résidentiel bénéficie chez l'enquêté d'une image plus favorable que le contexte actuel. Par exemple, le fils de Nicolas (évoqué précédemment), Eduardo, reste scolarisé dans une *segundaria* dans le centre de Los Reyes. Cette inertie renvoie à l'ancien lieu de vie de la famille, jugé par Nicolas et son fils comme plus confortable que la situation actuelle (en 2010), et au lieu de résidence de la plupart des amis d'Eduardo ; ce maintien de pratiques « éloignées » du domicile est surtout rendu possible par le caractère récent de la mobilité résidentielle (2009) et par la proximité relative de l'établissement *via* les transports en commun[21]. C'est aussi le cas de Danielle, la fille de Chayo (cf. 8.2.4) qui est restée dans sa *segundaria* de Chimalhuacán, municipalité où elle résidait avant de s'installer à Lomas San Sebastián en 2002 : l'établissement de son « ancien » quartier s'avère encore relativement proche de la nouvelle colonie de résidence et le niveau y est jugé plus « élevé » que dans celui du quartier, décrit alors comme « trop récent ». Enfin, l'intégration d'un établissement supérieur au collège peut impliquer des déplacements en dehors du contexte local de la part des adolescents concernés : c'est le cas de ceux qui, après la *segundaria*, veulent intégrer un CONALEP, une *prepa* ou une école technique spécialisée[22].

Du côté de l'accès aux centres de soins, le constat est différent : plusieurs niveaux d'infrastructures sont mobilisés, allant du centre de soins de quartier (où un ou plusieurs médecins tiennent des permanences) à l'hôpital général public où les services d'urgence n'exercent *a priori* pas de filtre social, notamment par rapport du prix des soins [Bahoken, 2005, p. 4]. La grande proximité est beaucoup moins marquante, du fait de l'offre plus réduite et du réseau médical moins dense dans les contextes résidentiels observés. Dans moins d'un cas sur 3, le quartier ou le voisinage du quartier peut fournir une possibilité d'accès aux soins en cas de problème de santé (tableau III.4.57). Les configurations varient selon la zone d'étude, témoignant de l'accès différencié aux services selon la situation du quartier.

[20] Pour une analyse des enjeux autour de l'évitement scolaire et de la différenciation sociale que celui-ci implique dans le contexte français, on peut se reporter au rapport sur l'Ile-de-France rédigé par J.-C. François et F. Poupeau [2005]. Notre approche ne prétend pas aborder cette question au sein des quartiers populaires de la périphérie de Mexico, mais vise simplement l'éclairage des pratiques de mobilités quotidiennes liées à cette composante de l'espace de vie.
[21] Il faut à Eduardo entre 15 et 30 minutes en *combi* pour rejoindre son établissement.
[22] Soit l'offre est inexistante dans le quartier, soit elle y est jugée d'un niveau insuffisant. Ainsi, Madame L., 20 ans, habitante de Jorge Jiménez Cantú confie vouloir intégrer la *prepa* de Chicoloapan où elle souhaite suivre des cours d'anglais et d'informatique pour quitter un quotidien représenté comme limité dans le quartier.

À San Pablo, l'enclavement villageois implique pour les enquêtés un accès plus difficile à un établissement important en cas d'urgence, du fait de l'éloignement du reste de la ville en distance et en temps. De ce fait, les secours sont d'abord assurés, non par un hôpital, mais par le petit centre de santé et la coordination territoriale (annexe des services publics municipaux) présents dans le village. Le cas de Tláhuac présente aussi des pratiques assez locales : c'est au centre de santé présent sur l'avenue Tláhuac que les enquêtés ont prioritairement pensé au sujet de l'accès aux soins, mais aussi au tout nouvel hôpital général de Tláhuac, situé dans la colonie proche de Villa Centroamericana (cartes 2.10C et 9.4). L'accès à un hôpital général, ou plus largement à un grand centre de soins, implique dans le cas de Cuautitlán un déplacement dans une autre colonie du municipe pour tous les enquêtés (cartes 9.1 et 9.4). Ce détachement de la proximité est encore plus visible à La Paz, où aucune des personnes ayant répondu n'envisage d'être soignée dans le municipe de résidence – privilégiant alors l'accès à un centre hospitalier à Nezahualcóyotl ou dans le DF *via* un transport relativement rapide par l'autoroute Mexico-Texcoco. Quelle que soit la zone considérée, un enquêté sur 4 envisage de quitter son municipe de résidence pour se faire soigner.

Ainsi, l'accès aux infrastructures scolaires et sanitaires offre un panorama contrasté, mais néanmoins classique, de l'usage de la proximité au regard de la fréquence et des pratiques envisagées. D'un côté, l'accès aux écoles est permis par une offre existante et renvoie à une fréquentation privilégiant le contexte local : les enfants sont alors scolarisés majoritairement dans leur quartier. On peut lire un ancrage certain des pratiques quotidiennes liées à cet usage intense des ressources du quartier pour les enfants, certes, mais aussi, pour les ménages concernés. D'un autre côté, l'accès aux soins est plus complexe : il décrit d'une part, les insuffisances du quartier, d'autre part, l'intégration relative selon la localisation dans la métropole, aux réseaux urbains et aux ressources présentes dans d'autres zones de la ville. La fréquentation moindre des infrastructures sanitaires ne traduit pas un ancrage local, mais peut en revanche éclairer des processus d'acquisition de compétences urbaines à des échelles dépassant largement l'espace du quartier (chapitre 3 ; 3.2.4.5).

9.1.2.3. Les pratiques commerciales

Nous avons ciblé la spatialisation de deux types de pratiques commerciales : les courses alimentaires d'une part, vestimentaires d'autre part. La première répond à un approvisionnement quotidien, du moins très fréquent. La seconde renvoie à un poste de dépense important, mais à des déplacements moins courants que les courses alimentaires : d'abord, les emplettes vestimentaires impliquent un type de commerce relativement spécialisé, supposant *a priori* une zone de chalandise plus large et des points de vente spécifiques plus rares ; ensuite, elles renvoient à des circuits commerciaux de produits industriels non périssables, et dont la consommation est plus occasionnelle.
Au sein des questionnaires E2, plus de 340 personnes ont fourni des réponses quant aux localisations de leurs pratiques commerciales, nous permettant d'explorer la diversité des configurations enquêtées dans les quartiers populaires étudiés (tableau 9.3). La proximité reste dominante dans les deux types d'approvisionnement, malgré des spécificités relatives aux produits recherchés, confirmant en cela les résultats obtenus à partir de données officielles systématiques présentés au chapitre 5 (5.2.2.1).

Acheter des denrées alimentaires : la proximité avant tout
Au sein de notre échantillon, plus de trois fois sur quatre, les personnes réalisent leurs courses alimentaires à proximité de leur logement : deux fois sur trois, les achats sont réalisés dans la colonie de résidence ou dans le quartier voisin, et même, dans un cas sur 10, dans la même rue que celle de la résidence (tableau 9.3A). Au total, seuls 15 % des achats alimentaires se font

dans une autre colonie du municipe, dans un lieu plus central et/ou au sein de halles commerciales plus conséquentes. Enfin, moins de 8 % de ce type d'achats nécessitent une sortie du municipe de résidence.
Les achats de denrées alimentaires témoignent ainsi de la force de la proximité dans les pratiques quotidiennes commerciales de base : leur suivi révèle l'existence d'un tissu commercial local relativement dense et apparemment suffisant pour la consommation des habitants enquêtés. La comparaison entre les quatre contextes résidentiels périphériques témoigne toutefois d'utilisations légèrement différentes de l'espace local. À La Paz, la colonie de résidence ou la colonie voisine constitue le lieu d'approvisionnement alimentaire dans 85 % des cas, cette proportion diminue à 70 % dans le cas de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta. Les déplacements liés aux activités commerciales impliquent une sortie à destination d'une autre colonie du municipe de résidence dans un cas sur 4 à Cuautitlán, tandis qu'à Milpa Alta, ils renvoient même à une sortie de la délégation dans un cas sur 7 – notamment vers Xochimilco et Tlalpan (carte 9.2). La force du local n'est donc pas homogène selon les quartiers considérés : la couverture spatiale des points de vente n'y est pas systématiquement régulière et peut induire des différenciations spatiales, même si dans l'ensemble, la pénétration du réseau commercial est relativement forte dans tous les quartiers étudiés (9.2).

Tableau 9.3. Localisation des pratiques commerciales

A. Faire ses courses alimentaires pour les personnes de l'enquête E2

	Total					
Lieu des courses alimentaires	**Occurrences**	***En %***	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**
Même rue	**34**	***9,6***	4	14	12	4
Colonie ou colonie proche	**236**	***66,9***	52	80	76	28
Autre colonie du municipe	**54**	***15,3***	18	13	19	4
Municipe voisin	**14**	***4,0***	1	2	7	4
Autre municipe de l'entité fédérative	**13**	***3,7***	2	1	10	0
Entité fédérative voisine	**1**	***0,3***	0	1	0	0
Autre État	**1**	***0,3***	0	0	1	0
Total	**353**	***100,0***	**77**	**111**	**125**	**40**

Sur un total de 344 personnes ayant répondu à cette question : 337 personnes ont fourni une réponse unique, 5 ont fourni 2 réponses, 2 personnes ont fourni 3 réponses.

B. Faire ses courses vestimentaires pour les personnes de l'enquête E2

	Total					
Lieu des courses vestimentaires	**Occurrences**	***En %***	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**
Même rue	**24**	***6,7***	6	6	8	4
Colonie ou colonie proche	**123**	***34,3***	36	36	37	14
Autre colonie du municipe	**121**	***33,7***	21	53	35	12
Municipe voisin	**22**	***6,1***	3	4	13	2
Autre municipe de l'entité fédérative	**54**	***14,5***	9	7	28	8
Entité fédérative voisine	**15**	***4,2***	3	12	0	0
Autre État	**2**	***0,6***	1	0	1	0
Total	**359**	***100,0***	**79**	**118**	**122**	**40**

Sur un total de 347 personnes ayant répondu à cette question : 336 personnes ont fourni une réponse unique, 10 ont fourni 2 réponses, 1 personne a fourni 3 réponses.

Acheter des vêtements : un bassin de consommation plus large

L'observation des achats vestimentaires témoigne également de l'avantage donné au local dans notre échantillon (tableau 9.3B). Néanmoins, comme la densité moindre des points de vente et de l'intensité de la consommation le laissait présager, ces pratiques s'inscrivent moins fortement dans la proximité résidentielle. Si les trois quarts des achats se font au sein

du municipe de résidence, seulement 40 % des personnes enquêtées effectuent leurs achats dans une proximité directe, et seulement 5 % dans la même rue que la résidence.
Pour ces pratiques commerciales, les déplacements s'envisagent ainsi sur de plus longues distances. À La Paz, 45 % des courses pour les vêtements renvoient à une autre colonie du municipe : on peut alors y lire l'importance dans les pratiques commerciales des marchés du centre de Los Reyes. Dans un cas sur 5, les achats s'effectuent dans un municipe voisin ou dans un autre municipe de l'entité de résidence, notamment à Tláhuac et Milpa Alta (un tiers des occurrences renvoie à un déplacement extramunicipal) où, en plus de la polarisation exercée par Iztapalapa et Xochimilco (carte 9.2), le lien avec les délégations centrales du DF apparaît clairement. Par ailleurs, on retrouve sans surprise le voisinage du municipe de résidence : Nezahualcóyotl dans le cas de La Paz ; Cuautitlán Izcalli et Naucalpan pour Cuautitlán. Enfin, une faible part – mais pas anecdotique pour autant – effectue ses emplettes dans l'entité voisine (DF) – renvoyant le plus souvent, pour les habitants enquêtés des quartiers de Cuautitlán et La Paz, à des déplacements dirigés vers le centre (15 cas).

Les lieux polarisants
Les entretiens E1 ont systématiquement révélé l'importance jouée par les *tianguis* ou marchés temporaires[23] sous bâches. Ces marchés de proximité, s'ils renvoient à l'approvisionnement classique des ménages, notamment en denrées alimentaires (mais aussi en vêtements selon la taille du marché et la variété de produits proposée), ne présentent pas des caractéristiques identiques dans les quatre quartiers étudiés.
On observe la combinaison de marchés hebdomadaires ou pluri-hebdomadaires dans les rues, de marchés fixes, voire l'articulation avec les chaînes de la grande distribution. Dans le cas de San Pablo à Milpa Alta, il existe un marché couvert public de type halles commerciales avec des stands fixes, autour duquel s'ajoutent des stands extérieurs les jours d'activité plus intense (photo 9.1). À La Paz, les grands *tianguis* établis régulièrement dans les rues de Lomas San Sebastián, de Jorge Jiménez Cantú et d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú, semblent incontournables dans l'approvisionnement des ménages (photo 9.2). Dans les quartiers au sud du village de Zapotitlán à Tláhuac, c'est cette fois l'articulation de *tianguis* et des halles du marché couvert du village de Zapotitlán qui permet l'approvisionnement principal des habitants en denrées alimentaires (photo 4.11). À Cuautitlán, la particularité des pratiques commerciales tient dans le poids joué par les supermarchés et les centres commerciaux[24] : parmi les municipes étudiés, il s'agit en effet du seul où la présence de ces commerces est aussi importante et où elle s'intègre dans l'espace de proximité des colonies populaires (voir 9.2), les implantations étant liées aux projets immobiliers massifs de grands ensembles dans cette zone de l'État de Mexico[25] (photo 9.3).

[23] Que l'on distingue des « vendeurs ambulants » ou *ambulantes*, qui renvoient quant à eux aux marchands semi-fixes opérant dans les lieux d'accès publics de grande affluence, souvent à partir de petits points de vente (*puestos*). Sur le thème du commerce de rue en périphérie de Mexico (et sur leur « gestion » et « déguerpissement » par les autorités publiques), voir entre autres les travaux de C. Stamm [2014].
[24] On retiendra comme critères de différenciation entre ces établissements commerciaux ceux établis par E. Duhau et A. Giglia [2007, p. 82] : les « hypermarchés » renvoient à des surfaces commerciales supérieures à 10 000 m² de locaux et touchent une clientèle recouvrant quasiment tous les milieux sociaux ; ils sont considérés, avec les « *bodegas* » (plus petits que les hypermarchés et visant prioritairement les catégories populaires) et les « magasins en libre-service » (dont la superficie est comprise aux alentours de 5 000 m² et qui visent une clientèle aux revenus moyens et élevés), dans la grande catégorie des « supermarchés ». Les « supermarchés » sont à différencier de ce qu'E. Duhau et A. Giglia [2007] nomment des « centres commerciaux », ces derniers renvoyant soit à la figure du *mall* ou du *shopping center* sur le modèle nord-américain (la *plaza comercial* – place commerciale), soit au regroupement sur une même surface d'un ensemble de points de vente dans une galerie commerciale autour d'un hypermarché.
[25] Ces établissements, qui ont connu un développement important depuis les années 1990, renvoient à la création de nouvelles centralités périphériques – qui participeraient à une restructuration de la ville et interrogeraient la

En dehors de ces lieux situés dans la proximité relative de la résidence, d'autres points participent à construire un système des lieux de consommation large dans l'espace de la ville. Ainsi, les personnes interrogées à Milpa Alta soulignent régulièrement l'importance jouée par les activités commerciales plus denses, ailleurs dans métropole : les enquêtés évoquent les localités de San Gregorio Atlapulco au nord, dans la délégation de Xochimilco, le centre de Xochimilco, ou encore la zone commerciale de Villa Coapa dans la délégation de Tlalpan, de l'autre côté du Périphérique.

Pour les habitants de La Paz, les entretiens font référence à des centralités commerciales au sein du municipe, comme on l'a évoqué (centre de Los Reyes, centres commerciaux le long de la route vers le centre du DF, comme *Comercial Mexicana*[26]), mais aussi dans le voisinage municipal (Nezahualcóyotl, Chicoloapan, Iztapalapa, où les marchés sont présentés comme mieux achalandés qu'au niveau local, et Chiconcuac, où un grand marché de vêtements permet notamment l'approvisionnement des boutiques locales). À La Paz, la dépendance avec le centre du DF est toujours palpable, en particulier quant à la fourniture des commerces du quartier : le marché de La Merced – les anciennes grandes halles de Mexico – tient encore ce rôle, ainsi que l'immense marché populaire, emblématique du centre historique, de Tepito.

À Tláhuac, les sorties du quartier impliquent le plus souvent la fréquentation du tissu commercial un peu plus dense le long de l'avenue Tláhuac, notamment en direction du centre du DF et du périphérique : en effet, cet axe, bien que sévèrement reconfiguré lors des travaux de construction de la ligne 12 du métro[27], continue à polariser les activités économiques et en particulier commerciales, l'accès aux voies de circulations intra-urbaines de grande capacité contribuant à un passage important. Enfin, on ne retrouve pas dans le cas des entretiens à Cuautitlán d'autres polarisations que celles évoquées précédemment dans la proximité municipale, rejoignant en cela l'hypothèse de relative autosuffisance commerciale évoquée au chapitre 5 pour ce contexte résidentiel.

Expériences commerciales plurielles en périphérie

Au final, les pratiques de proximité sont une nouvelle fois mises en évidence, mais la fréquentation de commerces locaux ne traduit pas uniquement l'ancrage de la consommation dans le contexte résidentiel. La diversité de l'offre d'une part, et la fonctionnalisation du quartier d'autre part, sont à l'origine de la diversité des expériences observées dans nos enquêtes.

D'un côté, les déplacements liés aux achats alimentaires et vestimentaires impliquent différents types d'offre en matière d'établissements commerciaux, allant du micro-commerce

---

planification métropolitaine dans son ensemble [Duhau, Giglia, 2004 b ; Paquette, 2007] –, ainsi qu'aux questions relatives aux usages et à l'identité des classes moyennes mexicaines émergentes [Capron, 2000 ; Capron, Sabatier, 2007].

[26] E. Duhau et A. Giglia [2004b] ont intégré cet exemple dans leur échantillon lors de leur travail sur les espaces publics et le rôle des centres commerciaux dans les colonies populaires de la ZMVM. Les auteurs ont ainsi montré que la présence de ces places commerciales et supermarchés à proximité relative des espaces résidentiels populaires n'implique pas des pratiques de consommation marginales de la part de leurs habitants : la fréquentation est bien réelle pour les résidents des zones d'urbanisation populaire, même si elle témoigne d'une « *inclusion différenciée ou une exclusion relative* » [2004 b, p. 189]. Les personnes interrogées soulignent ainsi les prix élevés pratiqués par ces enseignes qui y limitent la consommation. Par ailleurs, signalons que ce centre commercial se situe à proximité de la station de métro Santa Martha, élément qui soutient la thèse de la consommation localisée au niveau de ce que J. Monnet, A. Giglia et G. Capron appellent les « *points de transfert* », lieux très passants favorisant les activités commerciales formelles comme informelles [2007, p. 40].

[27] Au moment du travail de terrain en 2010-2011, les travaux limitaient ou plutôt complexifiaient fortement la circulation automobile et celle des transports en commun d'une part, impliquaient la démolition de certaines constructions riveraines (résidences et commerces installés le long de la rue) d'autre part. Rappelons que l'avenue Tláhuac, au niveau de Santiago Zapotitlán, fait partie du réseau d'*ejes* (eje 10) de la ville de Mexico ; ce réseau quadrille l'agglomération afin de canaliser les principaux flux de circulation.

« traditionnel » (*tiendita*) aux formes plus modernes et massives comme les supermarchés et centres commerciaux [Duhau, Giglia, 2007 ; Monnet *et al,* 2007 ; Paquette, 2007, 2010]. Nos enquêtes exploratoires rejoignent ainsi les observations d'E. Duhau et A. Giglia : « *dans le cas des colonies populaires, les courses de routine se caractérisent, d'une part par un recours à l'offre locale, d'autre part, par le fait d'être reliées à une variété d'échelles et de modalités qui vont de la voisine qui vend dans sa maison, à la petite boutique du coin de la rue (abarrotes), en passant par le* tianguis *hebdomadaire, le marché permanent et la grande surface de libre-service* » [2007, p. 85].
D'un autre côté, les pratiques commerciales intenses à proximité de la résidence doivent être soulignées : ce rapport au quartier est rendu possible par la fonctionnalisation économique de ce dernier, et notamment, le développement de l'auto-entreprenariat[28]. En effet, l'articulation nécessaire entre commerce et emploi est à comprendre par rapport à l'imbrication des réseaux sociaux, familiaux et économiques, au cœur des mécanismes d'ancrage local dans les colonies populaires périphériques. C. Paquette [2010, p. 167] estime que cette « *présence diffuse du commerce, sous toutes ses formes, n'a pas véritablement d'équivalent dans les métropoles latino-américaines* ». Cette caractéristique hisserait en effet la densité du tissu commercial présent dans les quartiers populaires de Mexico à une position particulière en comparaison de villes comme Lima ou Santiago du Chili [Avellaneda, 2008 ; Avellaneda, Lazo, 2011][29].

Le rapport des habitants des périphéries de Mexico à leur quartier intègre donc des fonctions économiques de premier ordre et dépasse la seule fonction de logement (9.2). En outre, la diversification des activités questionne l'apparition de nouvelles centralités au sein des quartiers populaires en cours de maturation. L'exploration de ces quelques pratiques commerciales renvoie effectivement à une pratique courante de l'espace résidentiel, possible vectrice d'un apprivoisement multiforme.

9.1.2.4. Les pratiques récréatives

Notre « *inventaire des usages du quartier* » [Authier, 2001, p. 141], qui reste nécessairement partiel dans le cadre de nos enquêtes exploratoires, peut être poursuivi par l'analyse des lieux fréquentés par les habitants pour leurs activités de temps libre. On aborde alors les localisations de ces pratiques afin d'éprouver l'hypothèse suivante : un ancrage résidentiel pourrait renvoyer à des rapports résidentiels assez développés pour que les habitants se sentent suffisamment « bien » ou « chez eux » dans leur quartier pour « s'y amuser », du moins y passer leur temps libre.
Les travaux portant sur les pratiques spatiales liées au temps libre ont pu prendre en compte, lors d'expériences européennes et latino-américaines, différentes dimensions : la promenade, les sorties dans les restaurants, bars et boîtes de nuit, les activités culturelles (cinéma, théâtre, concert, musée, etc.), les visites aux amis ou à la famille, les pratiques sportives ou religieuses, etc. [Authier *et al*, 2001 ; METAL *et al*, 2009 ; Imbert *et al*, 2014]. En dehors des

[28] Sur cette question, L. Gonzalez *et al* [2005] traitent par exemple l'enjeu de l'auto-entreprenariat dans les relations « d'enracinement » des personnes au sein de leur communauté d'origine dans quatre localités urbaines provinciales du Mexique. La force de l'investissement autour de l'entreprenariat est parfois telle qu'elle peut dépasser la pression exercée par les réseaux sociaux pour engager une mobilité dans un contexte pourtant prégnant de migration vers les États-Unis : en ce sens, il s'agirait d'un levier central de l'ancrage local.
[29] Dans ces métropoles, l'offre commerciale est présentée comme moindre, voire très insuffisante dans les périphéries pauvres. Cette situation de pénurie rendrait nécessaires les connexions très fortes aux autres territoires urbains, la recherche de ressources « imposant » un espace de vie très large dans la ville. En conséquence, ces carences locales feraient reposer une plus lourde responsabilité sur le système de transport en commun incontournable pour relier les espaces résidentiels aux zones « centrales » où se localisent les ressources. En cela, les mobilités quotidiennes dans l'espace de la métropole détermineraient encore plus fortement qu'à Mexico les dynamiques d'intégration ou d'exclusion sociale dans ces quartiers périphériques.

sociabilités familiales et amicales (sous-partie suivante), nous avons retenu comme entrée les pratiques liées à une activité physique ou sportive, nécessitant *a priori*, un investissement financier minimal, voire nul, et des infrastructures relativement légères[30].

Localisation des activités physiques et sportives

Au cours des entretiens E1, 47 personnes ont accepté de fournir des informations relativement aux lieux fréquentés pour l'exercice d'une activité physique récréative (tableau III.4.58). Dans la plupart des cas, cette activité a renvoyé à la pratique d'un sport et/ou à la promenade piétonne ou en vélo et s'est inscrite dans la colonie de résidence (7 fois sur 10). Cette proportion dominante du local, une fois de plus mise en avant, s'élève même, si l'on intègre la colonie voisine, à 9 fois sur 10. Seules 6 personnes ont déclaré sortir du municipe pour se distraire en exerçant une activité physique ou sportive, mais même dans ces cas-là, cette sortie se localisait dans le municipe voisin. Dans l'échantillon considéré, ce rapport à la proximité directe ne semble pas témoigner de différences majeures selon les zones d'étude, ni l'âge des enquêtés.

Ainsi, dans les quatre quartiers, la promenade classique en famille peut se localiser dans les rues de la colonie ou dans les parcs avoisinants. Elle peut aussi impliquer une sortie du municipe pour la fréquentation de parcs urbains plus importants ; ou plus simplement, une promenade dans des espaces proches relativement aménagés à des fins touristiques, comme dans le centre du village de San Pablo Oztotepec, ou dans le Pueblo de Santiago Zapotitlán. À l'opposé de ces centres anciens, la promenade semble toutefois se concevoir moins facilement dans les quartiers populaires récents de Cuautitlán et Tláhuac.

Partout dans les quatre quartiers, la présence d'infrastructures même minimales, telles que des terrains, plus ou moins entretenus, permet le déroulement d'activités sportives, principalement le football[31] (cartes 9.1 et 9.4). Des terrains entretenus sont présents à Tempiluli et au nord-ouest d'Ampliación La Conchita, à Tláhuac (photos 9.4 et 9.5). La présence de ces terrains rend possibles des entrainements et des rencontres sportives. Même si la qualité est moindre à La Paz (pas d'herbe sur le terrain de Lomas San Sebastián, ni sur celui d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú), l'usage est important, en raison de la forte demande des résidents, notamment des adolescents et des jeunes adultes (photo 9.6).

[30] Nous sommes conscient qu'en plus de ne pas être universelle – tout le monde ne pratique pas –, une activité physique ou sportive particulière peut en théorie renvoyer au paiement d'une licence (clubs), à la mobilisation de matériel spécifique, ainsi qu'à la présence d'infrastructures pouvant être parfois lourdes (terrains, gymnase, etc.). En cela, des caractéristiques discriminantes du point de vue social, économique, et de l'équipement du quartier peuvent être mises au jour, et révéler de fortes inégalités entre les habitants. Il a alors fallu insister sur l'aspect ludique, de détente, d'une activité voulue la plus accessible possible *a priori,* afin de prendre en compte ce que V. Baby-Collin décrit comme « *l'essentiel des activités gratuites, requérant peu d'infrastructures spécifiques (un panier de basket, ou un terrain vague pour faire du sport)* » [2005, p. 151]. En effet, à la différence d'une sortie culturelle ou au restaurant, qui nécessitait systématiquement un déplacement hors du quartier étudié (sauf dans le cas de Cuautitlán où des cinémas sont présents dans les centres commerciaux à proximité – La Joya, Centella Cuautitlán et La Vía), ou encore d'une pratique religieuse, qui ne concernait qu'une partie plus limitée des personnes interrogées, la pratique d'une activité physique – dont la plus simple forme renvoie à la promenade – nous a semblé la moins restrictive.

[31] E. Duhau et A. Giglia [2004b] décrivent d'ailleurs les matches comme particulièrement symboliques dans l'expérience des habitants des colonies populaires du contact avec des « étrangers » à leur quartier, ainsi que dans la manière dont sont gérées les sociabilités : les jeunes peuvent se représenter par rapport à leur groupe local, mais aussi par rapport à l'extérieur [2004b, p. 182].

Photographies 9.1 à 9.6. Lieux de consommation et terrains de sport dans les quartiers étudiés

Photo 9.1.
Marché public, San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2010]

Photo 9.2.
Tianguis. Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]

Photo 9.3.
Centre commercial, Santa Elena, Cuautitlán, E.de México [2010]

Photo 9.4.
Terrain de sport, Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]

Photo 9.5.
Terrain de sport, Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2010]

Photo 9.6.
Match de football dominical, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]

Photographies 9.7 à 9.12. Lieux de loisirs et de sociabilités dans l'espace public des quartiers étudiés

Photo 9.7.
Aire de jeux déserte dans le grand ensemble de Cabadales, Cuautitlán, Etat de México [2010]

Photo 9.8.
Spectacle de danse folklorique face au *modulo multifuncional* de Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Mexico [2010]

Photo 9.9.
Salle du Royaume des Témoins de Jéhovah, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Photo 9.10.
Lieu de culte catholique à côté du *modulo multifuncional*, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2010]

Photo 9.11.
Chapelle à l'est de Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2011]

Photo 9.12.
Procession de la Semaine Sainte à Santiago Zapotitlán, Tláhuac District Fédéral [2010]

D'autres espaces du temps libre
Par ailleurs, les entretiens ont permis de mettre au jour la diversité des localisations d'activités récréatives, ou plus généralement de temps libre, autres que physiques. Ces lieux de loisirs sont autant de repères dans l'espace de vie des habitants. Ressort en particulier le poids des centres commerciaux, du patrimoine, des équipements culturels et des pratiques religieuses.

Ainsi, les enquêtés de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta évoquent des sorties récréatives dans les centres commerciaux de Villa Coapa dans la délégation de Tlalpan : même relativement éloigné (en temps), ce centre secondaire semble représenter un point d'approvisionnement et de récréation relativement important pour les *Milpaltenses* interrogés. À Cuautitlán, certaines activités récréatives peuvent également être polarisées par les zones commerciales, à la différence qu'ici, ces dernières sont situées à proximité des quartiers étudiés : les hypermarchés du quartier d'Olivos, de Santa Elena, ou encore ceux situés dans le municipe voisin de Tultepec peuvent constituer des espaces de loisirs et de détente, notamment pour les jeunes générations [Duhau, Giglia, 2004b]. À ces « petits » centres commerciaux, certains enquêtés ajoutent également le *mall* de Perinorte dans le municipe de Cuautitlán Izcalli.
En dehors des centres commerciaux, le patrimoine et les sorties culturelles renvoient également aux localisations du temps libre. Les personnes enquêtées à San Pablo évoquent ainsi des promenades de week-end ou mensuelles dans les *chinampas* de Xochimilco – activité touristique appréciée d'un grand nombre de *defeños* en général. Par ailleurs, le caractère « traditionnel » du village de San Pablo fait l'objet d'une protection et d'un dynamisme associatif importants (voir 2.5.2.3), participant à la variété des activités culturelles proposées aux habitants (évènements festifs religieux et/ou communautaires). De la même façon, les personnes enquêtées à Tláhuac signalent des lieux similaires du temps libre : le parc écologique de Xochimilco, le centre de Tláhuac ou encore celui de Zapotitlán pour les activités culturelles villageoises (photo 9.12). À Cuautitlán également, le centre du village (Zócalo, marché) constitue un lieu du temps libre en raison de l'intense activité qui y règne, tranchant avec la quasi-désertion des espaces publics construits dans la colonie Lázaro Cárdenas ou dans les grands ensembles voisins (photo 9.7). Enfin, les entretiens à La Paz ont mis au jour d'autres lieux où se localisent leurs activités culturelles : ainsi, le *modulo multifuncional* municipal dans la colonie Jorge Jiménez Cantú est parfois le théâtre de spectacles organisés par les associations ou les services sociaux locaux (photos 6.9 et 9.8). Les sorties relatives aux évènements festifs ont renvoyé dans quelques cas à des localisations en dehors de la colonie : Pueblo San Sebastián, ou municipalités voisines (Nezahualcóyotl, Ixtapaluca, Iztapalapa).
Pour finir, les pratiques plus strictement religieuses révèlent également d'autres espaces fréquentés régulièrement par les personnes enquêtées. Les entretiens renvoient alors aux différents lieux de culte présents le plus souvent dans la proximité de la résidence (carte 9.4) : le centre du village de San Pablo pour Milpa Alta ; l'église de Tlaltepan, ainsi que l'église centrale et la salle du Royaume des Témoins de Jéhovah de la colonie Lázaro Cárdenas pour Cuautitlán ; la salle du Royaume (photo 9.9) et trois petites chapelles – en matériaux précaires – au sein des quartiers de La Paz (photos 9.10 et 9.11) ; l'église principale du centre historique de Zapotitlán, ainsi que les petites chapelles et l'église pentecôtiste de la colonie de La Conchita pour Tláhuac.

9.1.2.5. Les sociabilités

La localisation du réseau social, notamment amical, doit servir à mieux cerner les ancrages inscrits dans les contextes résidentiels. Cette entrée permet d'observer le logement en colonie populaire comme « *l'un des pôles autour desquels s'organisent les sociabilités, au-delà des liens unissant au quotidien ceux qui cohabitent régulièrement sous le même toit* »

[Grafmeyer, 2001, p. 103]. Au sujet des recherches menées dans des quartiers populaires français et nord-américains, S. Fol rappelle le fort ancrage local des réseaux sociaux des ménages « pauvres » [2010, p. 39] : peut-on mener la même analyse à Mexico ?
L'examen de l'enquête EOD a déjà mis en évidence, à l'échelon des districts, la plus grande circonscription des pratiques de mobilités quotidiennes destinées à voir un tiers – par rapport à d'autres motifs de déplacement (voir 5.2.2.1 et cartes A2 et B2 de l'annexe II.5.3). Au-delà de ces schémas de mobilités, nos enquêtes exploratoires rendent possible l'approche des systèmes de lieux familiaux et amicaux sollicités et témoignent de la diversité des configurations existantes. Les enquêtés des questionnaires E2 ont permis de localiser la résidence de leurs « meilleurs amis », tandis que les personnes entretenues *via* l'enquête E1 ont pu fournir davantage de précisions sur les lieux et les temps de la fréquentation des amis d'une part, sur les relations avec le voisinage résidentiel d'autre part.

Le voisinage direct
Notre analyse n'englobe pas toutes les relations de voisinage ou l'ensemble des sociabilités de quartier, mais a davantage cherché à explorer les réseaux sociaux actifs des individus et leur déploiement dans l'espace. Le réel « voisinage » n'a que très rarement été mis en avant dans les types de sociabilités expérimentées par les personnes entretenues lors de l'enquête E1. Toutefois, quelques formes de relations de voisinage ressortent.
L'évocation spontanée du voisinage direct a en réalité révélé le plus souvent, comme sous d'autres latitudes, des terrains de mésentente. Eva, habitante d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú souligne par exemple son opposition, aussi ancienne que violente, avec un de ses voisins : elle accuse alors ce dernier d'abuser depuis des années de la précarité du contexte – il n'aurait pas payé entièrement le terrain sur lequel il a construit, ne paierait pas ses impôts locaux, ne participerait pas financièrement aux travaux pour l'ensemble du quartier (pavement, éclairage public, égouts, etc.), dont il « profiterait » pourtant et donc en somme, reporterait les dépenses communes nécessaires sur la responsabilité des autres habitants.
Pour autant, cette représentation négative du voisinage direct ne saurait être généralisée à l'ensemble des personnes enquêtées, bien au contraire. Les relations sont d'autant plus positives qu'elles renvoient à d'autres sphères de sociabilités. Fernando, retraité résidant à Ampliación La Conchita rend ainsi visite une à plusieurs fois par jour à son ami d'enfance et voisin Fedérico, illustrant ainsi la persistance de réseaux sociaux importants de la part d'anciens enfants du *pueblo* de Zapotitlán, membres de la communauté *ejidale*. D'une autre manière, on peut évoquer les cas de voisinages familiaux directs, comme Roberto à La Trinidad (Cuautitlán), dont les voisins sont ses frères et sœurs, la fratrie ayant divisé la parcelle des parents, construit différents logements et délimité les lots avec des clôtures.
Ces configurations « positives » restent pourtant assez rares chez les autres personnes interrogées. Dans la majorité des cas, les enquêtés n'ont pas déclaré entretenir des relations particulières avec leurs voisins résidant dans la proximité résidentielle directe. Comme le résume Mari, habitante de Jorge Jiménez Cantú, les liens sociaux hors du réseau familial – qui lui, est très dense – peuvent être relativement limités dans le quartier. La connaissance du voisinage peut être réelle, mais implique rarement des relations amicales entre les habitants :

> « *On les connaît, mais ce ne sont pas des amis* »
> Mari, 40 ans, Jorge Jiménez Cantú, juillet 2010.

La nuance entre « connaissance » et « ami » doit donc faire l'objet d'une attention particulière pour appréhender les sociabilités de voisinage. À l'échelle de toute la colonie, la notion de voisinage s'estompe et les sociabilités de quartier apparaissent aussi nombreuses qu'inégalement développées selon les individus.

Toujours quelqu'un dans le quartier
Dans la plupart des cas rencontrés, nous l'avons vu, le quartier est aussi l'espace de résidence d'une partie de la famille (chapitre 8) : dans 8 cas sur 10, un membre de la famille y réside et l'observation des lieux de résidence des « meilleurs amis » des personnes enquêtées renvoie au même constat. Les entretiens comme les questionnaires révèlent ainsi que 7 fois sur 10, le réseau amical considéré comme le « plus important » réside aussi dans l'espace du quartier (tableau III.4.61A). Lorsque l'on considère ensemble les lieux de résidence des amis et des membres de la famille les plus proches – au sens affectif du terme –, une complémentarité semble se dégager entre les réseaux amicaux et familiaux : en effet, toutes les personnes pour qui les meilleurs amis résident au-delà de la proximité municipale ont de la famille au sein du quartier de résidence. Inversement, sauf exception, l'absence de réseau familial dans le quartier peut paraître « compensée » par la présence du réseau amical (3 cas). On peut ici reprendre à notre compte, dans le cas des quartiers populaires périphériques de Mexico, la remarque de S. Fol à ce sujet : « *lorsque la famille ne vit pas sur place, ce sont les amis qui sont sollicités* » [Fol, 2010, p. 39].
Le plus souvent dans notre échantillon, ces relations sociales fonctionnent de manière cumulative, la proximité familiale se couplant avec la proximité du réseau amical : 2 enquêtés sur 3 ont, dans leur quartier ou dans le quartier voisin, un membre de leur famille *et* un ami proche. De plus, réseaux amicaux et familiaux sont fortement imbriqués, du fait des alliances et des réseaux de connaissances tissés *à partir* du réseau familial : belle-famille, cousins, familles éloignées, etc. Ainsi, distinguer rigoureusement les deux est très délicat. On peut en revanche focaliser sur la dimension amicale présentée comme telle par les enquêtés.

Observer les réseaux amicaux
Quels que soient l'échantillon et la zone, le réseau amical renvoie à une proximité très importante dans l'espace, de l'ordre du quartier ou du quartier voisin dans plus de 70 % des cas, et même dans 85 % des cas si l'on élargit la proximité à l'ensemble du municipe. Dans nos enquêtes, l'ancrage du réseau social dans le local est démontré. Les localisations des résidences des meilleurs « amis » semblent d'autant moins nombreuses que la distance par rapport au logement des enquêtés est élevée. En dehors de la proximité intra-municipale, une personne de l'enquête E1 sur 8, et une personne de l'enquête E2 sur 6 ont déclaré que leurs « meilleurs amis » résidaient en dehors de leur propre municipe. Dans le détail, les réseaux amicaux renvoient aux mêmes schémas de localisation que ceux précédemment évoqués au sujet des activités professionnelles et des pratiques commerciales (cartes 9.1 et 9.2).

De la même façon, la ventilation des localisations du réseau amical en fonction du sexe ou de l'âge des enquêtés, si elle ne témoigne pas d'oppositions majeures au regard des échantillons enquêtés, exprime tout de même des différenciations sociales[32] (tableaux III.4.60 et III.4.61B). Il apparaît lors des questionnaires E2 que la corésidence avec des amis concerne en premier lieu les classes d'âge jeunes (25-34 ans). Dans l'échantillon de l'enquête E1, on remarque que la tendance à l'ancrage local du réseau amical dans la même colonie semble plus importante pour les plus de 34 ans, mais ces résultats masquent des disparités individuelles importantes[33].

[32] J.-Y. Authier écrit d'ailleurs à propos de l'analyse des sociabilités de quartier en France : « *comme dans le cas des usages, plusieurs facteurs d'ordre sociodémographique influencent les modes de sociabilités locales des enquêtés. C'est le cas en tout premier lieu de l'âge et du statut social* » [Authier, 2001, p. 147]. Dans le cadre de nos enquêtes exploratoires, il ne nous a pas été possible d'effectuer un croisement rigoureux sur le « statut social » de nos enquêtés en tant que tel.
[33] On précise également que le croisement des localisations des « meilleurs amis » avec les densités de résidence et les sens des trajectoires résidentielles des personnes de l'enquête E1 ne permet pas *a priori* de différencier des

L'ancrage des réseaux de sociabilités dans l'espace du quartier soulève plusieurs questions : les ressources que ces réseaux sont susceptibles de fournir aux habitants, les inégalités d'accès à ces ressources qu'ils sous-tendent, l'attachement au quartier, et enfin, l'ambivalence de cette proximité, entre fermeture d'un côté, valorisation du capital social de l'autre.

Les ressources sociales locales : entraides et solidarités facilitées

Les proximités familiales, comme amicales, supposent une forte densité de contacts entre les individus dans un espace circonscrit : ces contacts renvoient à des services rendus, sur les registres économiques, matériels, immatériels, moraux, etc. Le caractère de proximité facilite les échanges entre les personnes et rend possibles des mécanismes d'entraide indispensables entre les ménages, surtout dans des contextes résidentiels marqués par la pauvreté. Les entretiens ont notamment permis de mettre au jour une myriade de configurations de solidarités entre amis et entre membres d'une même famille.

Dans notre échantillon, les membres de la famille renvoient à des services d'ordre directement pécuniaire[34] ou plus inscrits dans l'intimité familiale et/ou domestique : garde d'enfants, aide aux personnes âgées, participation aux activités économiques familiales (gestion d'un commerce par exemple), hébergement, donations foncières, etc. Les figures de solidarités familiales identifiées auprès des habitants enquêtés ont éclairé, ici à l'échelle du quotidien, la prégnance de ces sociabilités de proximité dans la vie de tous les jours, témoignant une fois de plus qu'au-delà de la seule dimension résidentielle (chapitre 8), « *le réseau familial est un grand pourvoyeur de services et d'entraide* » [Fol, 2010, p. 40].

Les réseaux d'amitiés ne sont pourtant pas en reste : ils n'excluent pas l'entraide domestique, les prêts d'argent, de logement, ou encore l'insertion professionnelle. Ils peuvent aussi porter sur du travail collectif (maçonnerie, ouvrages collectifs pour le quartier) ou le prêt de matériel entre ménages (ciment, outils, marchandise à vendre). Dans un contexte d'emploi le plus couramment informel, le réseau amical permet un ensemble de services non déclarés, dont la fréquence peut être élevée. *Hechar una mano* ou *ayudar* [« donner un coup de main »] peuvent être les formes principales de ressources des habitants enquêtés : pour les uns, ces sociabilités représentent un moyen de répartition des tâches ; pour les autres, elles sont un mécanisme d'insertion dans un marché de l'emploi (même très précaire) et permettent d'accéder à des revenus même minimes (en nature et/ou en argent)[35].

Également, une solidarité au sein des réseaux de sociabilités se noue autour des stratégies de covoiturage ou d'aide à la motorisation – comme ce que S. Fol [2010] observait dans les cas nord-américains. Cette pratique est particulièrement importante pour la connexion des habitants interrogés avec les pôles de centralité (administrative, commerciale) dans les autres parties de la ville, et ce, malgré la pénétration (réelle, mais toujours insuffisante) du tissu économique et du réseau de transports en commun dans le quartier (voir carte 5.14)[36].

---

profils spécifiques d'ancrage : seules les personnes ayant connu une trajectoire résidentielle de dégradation tendraient à avoir un ancrage local moindre du réseau amical.

[34] On rappelle alors ici que les prêts d'argents par les amis et/ou la famille ne s'inscrivent bien évidemment pas que dans le contexte résidentiel local, des stratégies d'envois de *remesas* depuis les États-Unis et le Canada ayant déjà été présentées (voir 8.2.2.3), et soulignant s'il en était besoin, la pluralité des échelles mobilisées dans la recherche de ressources, notamment le niveau transnational.

[35] Pour des études plus précises sur les mécanismes de cette économie informelle, on se reportera entre autres aux travaux de B. Lautier et de F. Roubaud [1992 ; 1994].

[36] En effet, dans les quartiers étudiés, on a besoin de la voiture d'un membre de la famille ou d'un ami pour aller au marché, au travail, à l'église, visiter les membres de la famille plus éloignés, aller discuter avec un propriétaire terrien au sujet d'un terrain, etc. Le moyen de locomotion et/ou l'aide à la mobilité – qui peut aussi prendre la forme, outre d'une aide à la motorisation, d'une prise en charge des frais de transport « public » (taxi ou *combi*) – renvoient aussi à des services rendus par procuration : par exemple, un voisin peut se charger de déposer des documents officiels à la municipalité pour plusieurs autres personnes.

Ces stratégies d'entraide, s'il ne s'agit pas ici de les décrire avec précision et de manière exhaustive, ni de dessiner les contours d'une improbable sociabilité compensant les difficultés liées au contexte résidentiel des quartiers populaires de Mexico (voir chapitre 2), ont toutefois montré la fréquence et la force dans le quartier des réseaux sociaux. Le réseau social, amical et familial constitue un élément incontournable des stratégies des ménages enquêtés dans l'accès aux ressources urbaines depuis l'espace résidentiel. Ce réseau peut constituer aussi une ressource en soi du quartier, du point de vue de l'individu. Néanmoins, il implique également des contreparties importantes – la plupart du temps consenties – et des relations de dépendance. S. Fol précise ainsi que « *les demandes d'aide sont toujours soigneusement dosées et si les enquêtés ne mettent pas toujours en avant les contraintes que cela représente, celles-ci n'en sont pas moins évidentes* » [2010, p. 40]. Enfin, les recours à l'entraide ne sont pas sans limites, « *les personnes sollicitées [n'ayant] pas beaucoup plus de moyens que leurs obligés* » [*ibid*, p. 40]. Comme le soulignent S. Lehman-Frisch *et al* [2007, p. 67], « *dans certains espaces pauvres, la sociabilité locale est loin d'être idéale [et] l'entraide et la solidarité ont leur revers* ».

L'inscription des sociabilités dans l'espace public : un vecteur d'ancrage

Les sociabilités liées aux réseaux familiaux et amicaux, qui déterminent lourdement l'accès aux ressources locales, s'inscrivent dans la sphère domestique, mais aussi dans la sphère publique. Or, cette dimension de l'espace public – l'espace non privé qui fait le lien entre les espaces privés [Duhau, Giglia, 2004b ; 2010] – pèse dans la distinction entre les pratiques des ménages et dans leur recherche des ressources locales.

Si l'espace public en tant que tel s'avère *a priori* particulièrement limité dans les colonies populaires de Mexico – à la rue [Duhau, Giglia, 2004a, p. 281][37] –, les caractéristiques liées à la sphère collective, non privée, dans ces espaces n'en sont pas moins importantes dans les dynamiques d'ancrage. S. Fol lit ce caractère collectif dans l'espace public avec la grille des enjeux identitaires portés par « *la scène locale* » [2010, p. 42], tandis que J.-N. Retière [2003] développe à ce sujet la notion de capital d'autochtonie.

La « scène », sociale et politique, visible dans l'espace des quartiers populaires renvoie, dans les cas d'étude mexicains, aux enjeux des organisations populaires et des actions collectives autour de la régularisation physique et foncière (chapitre 10)[38]. Cette scène locale, qui intègre tous les investissements individuels et ceux en lien avec les réseaux sociaux (ménage, famille élargie, amis, voisins, etc.), est donc au cœur des rapports à la proximité résidentielle et éclaire directement les processus d'appropriation et d'attachement au quartier : c'est dans cet espace de proximité que se joue la rencontre avec l'autre et que « *l'expérience de l'étranger est possible* » [Duhau, Giglia, 2004 b, p. 182], pour des individus disposant *a priori* d'un capital économique réduit et d'un moindre accès aux réseaux de l'emploi urbain formel[39].

La notion de capital d'autochtonie, qui prend aussi en compte le caractère politique dans la manière dont s'inscrivent les sociabilités dans l'espace public, renvoie intrinsèquement,

[37] Par ailleurs, E. Duhau et A. Giglia [2004b] dépassent dans leurs travaux le postulat selon lequel les carences d'espace public et les difficultés de socialisations seraient très prégnantes en colonie populaire, les espaces permettant ces socialisations étant supposés être très limités. Les auteurs reconnaissent en particulier l'importance des relations sociales nécessaires à la formation de ces peuplements, les relations sociales dans l'espace public étant même au cœur de la construction des modes d'habiter des habitants [Giglia, 2012].

[38] Dans ce contexte, l'espace des sociabilités est aussi celui où se jouent les rapports de pouvoir sur le foncier et les conflits d'usages dans l'espace public, les négociations étant au cœur de « l'ordre urbain » des colonies populaires [Duhau, Giglia, 2004a].

[39] Cette analyse est en particulier avancée par S. Fol qui réinvestit les conclusions des travaux de J-C. Chamboredon, J.-P. Matthy, A. Méjean et F. Weber. Voir CHAMBOREDON J.-C. *et al* [1985]. « L'appartenance territoriale comme principe de classement et d'identification ». *Sociologie du Sud-Est*, n° 41, pp. 61-88 [cité par S. Fol, 2010, p. 28].

comme tout capital, à une inégale dotation entre les habitants des quartiers populaires (chapitre 3, 3.3.1.2). J.-N. Retière, dans son étude de cas française, évoque que « *le capital d'autochtonie est la ressource essentielle que doivent posséder les classes populaires voulant tisser des liens sociaux ailleurs que dans leur espace privé, tandis que les autres catégories sociales peuvent s'appuyer sur quelques signes de réussite sociale et/ou de compétence culturelle pour s'en dispenser* » [2003, p. 133].
Au final, l'espace public des colonies populaires périphériques appréhendé au travers des sociabilités, même s'il n'est pas délimité avec précision, semble toutefois rassembler les deux dimensions essentielles à la production de relations hétérogènes dans ces contextes résidentiels : rencontre occasionnelle avec l'étranger et rencontre quotidienne avec le connu [Duhau, Giglia, 2004 b, p. 186]. Cette double expérience urbaine participe du sentiment d'ancrage dans le quartier : les relations de proximité sont hétérogènes, contribuant à un sentiment d'appartenance locale, couplé d'une perception de connexion au reste de la ville, loin de la seule position marginale.

L'attachement au quartier : un rapport ambivalent
L'attachement au quartier tient non seulement aux sociabilités qui s'inscrivent dans leur espace public, mais aussi au développement d'une perception de l'espace local comme un refuge – notamment par rapport à la violence physique et sociale représentée dans le reste de la ville et du pays – et, plus globalement, comme une alternative à l'enclavement social par les mécanismes d'entraides et la densité des échanges que cette proximité permet. Ainsi, comme le résume S. Fol, « *la proximité de ces réseaux, tout comme la familiarité qui s'est instaurée de longue date avec les lieux comme avec leurs habitants, créent un environnement sécurisant et produisent des attaches* » [2010, p. 41].
Toutefois, le lien fort au local et le développement d'un capital d'autochtonie peuvent aussi renvoyer à un resserrement, voire à une réduction de l'espace social des habitants. L'ancrage territorial analysé dans le cadre des grands ensembles français avait par exemple montré la force de la « *suraffiliation territoriale* » [Kokoreff, 2003[40] cité par Fol, 2010] ; cette suraffiliation limitait les mobilités extérieures au quartier et les liens à la ville et pouvait être problématique, dans le sens où elle risquait d'entraver sérieusement, par des stratégies de résistances, un processus d'intégration dans un « autre lieu »[41].
Ainsi, la question de la « fermeture » relative des réseaux de sociabilités du fait de la force exercée par la proximité se pose. Lorsqu'il n'est limité qu'à la seule utilisation du quartier du point de vue des réseaux sociaux et qu'il se couple à une stabilité résidentielle, l'ancrage peut alors davantage renvoyer à un non-renouvellement des relations, à une homogénéité sociale importante et ainsi, à une relative exclusion des autres réseaux urbains. Or, du point de vue des individus, un tel « enracinement » territorial ne prédisposerait pas les résidents des quartiers à des « explorations extérieures » – par l'ouverture des réseaux sociaux en particulier –, véritables révélatrices d'un ancrage en colonie populaire[42].

[40] KOKOREFF M. [2003]. *La force des quartiers*, Paris, Payot, 349 p. Voir aussi LEPOUTRE D. [1997], *Cœur de banlieue,* Paris, Odile Jacob, 362 p. et AVENEL C. [2004]. *Sociologie des quartiers sensibles*, Paris, A. Colin, Coll. 128, 128 p. [Fol, 2010, p. 42].
[41] Les sociologues ont également décrit, dans le cas d'études sur les quartiers populaires, le décalage, interne au quartier cette fois-ci, des comportements face à l'enclavement qu'induirait le manque de réseau social en dehors de l'espace résidentiel proche. Cet isolement relatif participerait de l'inertie de certaines pratiques obsolètes, voire conduirait à des comportements déviants (économie souterraine, drogue, violence, etc.), menant à une inadaptation dans le milieu résidentiel actuel lui-même. Cet effet de persistance et le décalage conséquent sont alors analysés sous le nom d'*hystérésis de l'habitus* [Renahy, 2010, p. 22 ; Fol, 2010, p. 35].
[42] On pense ici aux approches en termes de capital social et de réseaux sociaux, développée entre autres par M. Granovetter [1983]. Un certain isolement spatial et social des habitants par des logiques de groupes locaux et/ou par des stratégies individuelles de repli amènerait à une diminution de ce que M. Granovetter [1983]

D'autres lieux d'ancrage
La localisation des *autres* lieux « jugés importants » dans l'espace de vie des personnes, car souvent fréquentés et/ou particulièrement appréciés en dehors des autres entrées retenues précédemment, témoigne d'une articulation forte avec d'autres espaces de la ville (tableau III.4.59, carte 9.1).
Au sein de l'échantillon de l'enquête E1, une personne sur 4 positionne un « autre lieu important » de l'espace de vie dans la colonie de résidence : autres amis, autres membres de la famille, lieux publics privilégiés, etc. Au total, plus de deux personnes sur 5 estiment qu'un autre lieu important à leurs yeux se localise dans leur municipe de résidence. Ces liens « supplémentaires » dans l'espace de proximité concernent en particulier les personnes enquêtées renvoyant à une densité de résidence élevée et celles ayant connu une trajectoire résidentielle ascendante.
Ce poids répété de la proximité renvoie à un ancrage résidentiel important, au point qu'un grand nombre des lieux de l'espace de vie soit situé dans le local. Toutefois, cette exploration permet aussi d'approcher la place jouée par les lieux situés en dehors de cette proximité et l'intégration des systèmes de lieux quotidiens dans le reste de la ville. Quels que soient le contexte métropolitain et le profil de la position résidentielle, on remarque dans notre échantillon le poids important de municipes voisins dans ces autres localisations, en particulier chez les adolescents et les jeunes adultes, du fait des sociabilités créées autour des établissements scolaires supérieurs au collège ou sur les lieux de travail : Iztapalapa et Xochimilco pour les quartiers de Tláhuac, Cuautitlán Izcalli pour Cuautitlán, Nezahualcóyotl et Chicoloapan pour La Paz, Xochimilco pour Milpa Alta (voir carte 9.1).
Enfin, un petit quart des interrogés situe un lieu important de leur espace de vie au-delà de cette proximité, en particulier au sujet des sociabilités (famille et amis) : les réseaux nationaux apparaissent pour les migrants provinciaux (Veracruz, Puebla), ainsi que les réseaux transnationaux – pour les anciens migrants ou les parents de migrants aux États-Unis –, dans les quartiers de La Paz tout spécialement.

On voit au travers des localisations du réseau social des personnes interrogées – comme des « autres lieux » de leur espace de vie –, que la proximité domine et qu'elle est liée à l'ancrage résidentiel, du ménage d'une part, de l'entourage d'autre part. L'ancrage permet *a priori* la fixation d'une partie importante du réseau social dans la proximité résidentielle, mais n'exclut pas (au contraire) la fréquentation de différents lieux, plus éloignés, dans l'espace de la ville.
Si la présence des sociabilités dans le quartier renvoie à un investissement et à des dynamiques d'attachement au lieu de la part des enquêtés, le débat sur cet attachement et/ou le caractère d'autochtonie qui en découlerait reste complexe. D'un côté, la proximité privilégiée peut être synonyme de « moins d'amis » – dans le sens de lien faible [Granovetter, 1983] –, mais aussi de fréquences des contacts plus élevées avec les « amis » existants à proximité et en cela, de ressources beaucoup plus fortes mobilisables par ce réseau. Le capital social alors développé dans un espace local tendrait à un accès facilité aux ressources urbaines d'une part, à un sentiment d'attachement, vecteur d'apprivoisement du quartier d'autre part.

À travers le suivi de quelques pratiques d'habitants de quartiers populaires de la périphérie de Mexico, l'utilisation intense de l'espace local apparaît indéniable. D'autres échelles de la proximité et de la pratique de l'espace métropolitain ont été envisagées, afin de ne pas limiter la recherche de ressources urbaines par les enquêtés et leurs dynamiques d'ancrage urbain au seul contexte local. Le constat que nous avons effectué à partir de nos enquêtes exploratoires

appelle les « liens faibles », c'est-à-dire des contacts avec des groupes sociaux extérieurs à la communauté, moins nombreux et solides que les « liens forts » (amis, famille), mais plus efficaces, car plus diversifiés, notamment en termes de recherche d'emploi.

rejoint d'autres conclusions au sujet des périphéries des métropoles latino-américaines. Ainsi, V. Baby-Collin [2005] observait dans les cas de La Paz en Bolivie et de Caracas au Venezuela que « *le quartier de résidence joue un rôle essentiel dans la quotidienneté* », mais aussi que la localisation dans l'agglomération de ces activités quotidiennes remettait en question la thèse du repli local des habitants [2005, p. 150].

Au final, ont été mises au jour des pratiques dans l'ensemble de la ville et il a été possible d'identifier, à des degrés divers, quatre types d'espaces inégalement pratiqués par les habitants enquêtés. On observe des systèmes de lieux dessinés par les mobilités quotidiennes dans le quartier de résidence (appréhendé par le voisinage et la proximité directe), dans les zones de proximité (à l'échelle du quartier et du municipe), dans les centralités métropolitaines (centre du DF et centres secondaires), et dans les autres zones de l'agglomération.

Au-delà des pratiques, l'hypothèse du développement de compétences sociales spécifiques aux quartiers populaires périphériques (chapitre 3) – mais pas exclusives, ni « suffisantes » – interroge la « conquête », par les habitants de ces zones, des pouvoirs économiques et politiques ; cette conquête semble s'inscrire dans les réseaux de sociabilités de l'espace résidentiel proche.

Les stratégies des acteurs-habitants dans les configurations de leurs ancrages au quotidien renvoient à la manière dont sont mobilisées les ressources de la proximité certes, mais dépendent aussi des caractéristiques du contexte local en lui-même. En particulier, une relative fonctionnalisation permet une diversification des ressources sur place.

9.2. La fonctionnalisation économique du quartier : les ressources *du* local

Après avoir pris le point de vue des pratiques d'un échantillon d'habitants, il s'agit désormais d'observer les ressources potentielles du contexte résidentiel lui-même. Pour cela, il nous faut explorer les différentes fonctions économiques et sociales présentes dans le quartier d'une part, les transformations qui ont permis ce caractère fonctionnel d'autre part. À partir du travail d'arpentage de terrain et d'analyse partielle du recensement économique, le caractère fonctionnel des colonies populaires de Mexico peut être présenté à plusieurs échelles. Tout d'abord, l'observation des unités économiques dans le voisinage résidentiel direct permet d'identifier la densité et la diversité des activités, ainsi que les centralités qu'elles construisent dans les contextes périphériques étudiés[43]. Ensuite, le suivi d'axes spécifiques, à l'échelon très local de la rue, permet d'une part, d'analyser la composition et l'organisation spatiale de la mixité fonctionnelle des contextes étudiés, d'autre part, de mettre au jour des divisions socio-spatiales à une échelle très fine. Enfin, à l'échelle domestique cette fois, il s'agit d'approcher la dynamique de fonctionnalisation progressive des espaces résidentiels en explorant les stratégies sociales, économiques et spatiales qui les animent.

9.2.1. Le développement des commerces et des services à l'échelle du quartier

Malgré la poursuite de la domination du DF en termes d'emplois (note 22 du chapitre 5, p. 334), la « *pénétration progressive de l'emploi dans les périphéries* » [Paquette, 2010, p. 168] est encore difficilement lisible du point de vue des recensements économiques :

[43] Il s'agit ici de poursuivre notre analyse à l'échelle des quartiers. Pour des exemples d'études de fonctionnalisation à l'échelle de municipes périphériques de Mexico, on peut se reporter entre autres aux travaux de M. Bassols et M. Espinosa [2011] qui analysent particulièrement la « *construction sociale de l'espace urbain* » au niveau des municipes d'Ecatepec et de Nezahualcóyotl.

en 2009, les quatre municipalités périphériques ici étudiées concentrent tout de même 4.5 % (cumulés) des unités économiques de la ZMVM, 2.1 % des emplois métropolitains, mais seulement 1.2 % de la valeur de la production (pour 4.4 % de la population totale) [INEGI, 2012c, pp. 27-28]. Toutefois, ce poids dans la balance de la métropole ne doit pas masquer le développement de fonctions autres que résidentielles dans ces espaces.
L'ensemble des activités économiques qui sont susceptibles d'animer les quartiers étudiés peut être exploré de manière systématique : l'INEGI a réalisé et publié les résultats de l'enquête DENUE (*Directorio Estadístico Nacional de Unidades Económicas* – répertoire statistique national des unités économiques) de 2012, qui recense les établissements de manière très précise, au niveau des *manzanas*. En combinant ces résultats récents à nos relevés de terrain de 2010 et 2011, il est possible d'approcher la couverture des quartiers par un tissu commercial et un panel de services.

Cette mesure de la place des activités autres que résidentielles dans des espaces *a priori* peu enclins à devenir des lieux de centralités autorise l'identification de dimensions de la maturation de ces contextes. L'analyse du réseau de petites entreprises (micro-commerces, ateliers, etc.), ainsi que le suivi des services, constituent deux clefs de lecture de la densité et de la diversité du tissu socio-économique des quartiers populaires périphériques.

9.2.1.1. Le réseau de petites entreprises

L'importance de l'emploi informel dans ces parties de la ville de Mexico, où l'offre d'emplois formels est particulièrement réduite – le statut foncier même des implantations des entreprises étant souvent sujet à caution (chapitre 6) –, renvoie à une densité des établissements économiques d'une part, et à la rapidité avec laquelle ce dynamisme investit les zones résidentielles populaires illégales d'autre part. D. Hiernaux avait déjà mis en avant l'importance de la grille de lecture de l'autoconstruction comme « chaîne productive » au sein de l'économie des colonies populaires et de l'intégration régulière d'usages commerciaux aux espaces domestiques [1991, p. 64]. Au-delà du quartier populaire, la connexion elle-même de ce réseau de petits commerces aux circuits d'approvisionnement de la ville et son intégration réelle aux modes de fonctionnement du secteur commercial formel dominant doivent être prises en compte [Meyers de Ortiz, 1990, cité par A. François, 2013[44]].

Un aperçu de cette couverture économique permet d'avoir des ordres de grandeur sur le nombre et le type d'établissements que l'on rencontre d'une manière générale, dans les quartiers populaires périphériques. Selon le DENUE, on observe par exemple en 2012, dans les deux colonies de Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián à La Paz, la présence d'un grand nombre et d'une grande diversité d'unités économiques (cartes 9.3 et 9.4)[45] :

- 266 établissements commerciaux[46], dont 248 commerces de détail (épicerie, aliments, boissons, tabac). Ce commerce de détail renvoie souvent à la figure de la *tiendita* (petite boutique) – où l'on trouve « de tout » –, du magasin d'*abarrotes* (épicerie), de la *miscelánea* (mélange), ou encore de la mini-supérette ; il peut aussi faire référence à des commerces spécialisés, dans le domaine alimentaire ou non : boucheries,

[44] MEYERS DE ORTIZ C. [1990]. *Pequeño comercio de alimentos en colonias populares de Ciudad Nezahualcóyotl. Análisis de su papel en la estructura socioeconómica urbana.* Editorial, Universidad de Guadalajara, 115 p. [cité par A. François, 2013, p. 40].
[45] Le DENUE prend en compte la plupart des activités économiques impliquant l'existence d'un établissement ou d'une entreprise. Seuls sont exclus les taxis, les activités ambulantes, celles impliquant le montage-démontage quotidien d'un local, les activités de production agricole, celles développées par les organisations politiques, et l'emploi domestique au sein du foyer [INEGI, 2013b].
[46] Par agrégation des catégories 43 et 46 du recensement économique, relatives aux unités décrites comme des « commerces » [INEGI, 2013a] (voir carte 9.3).

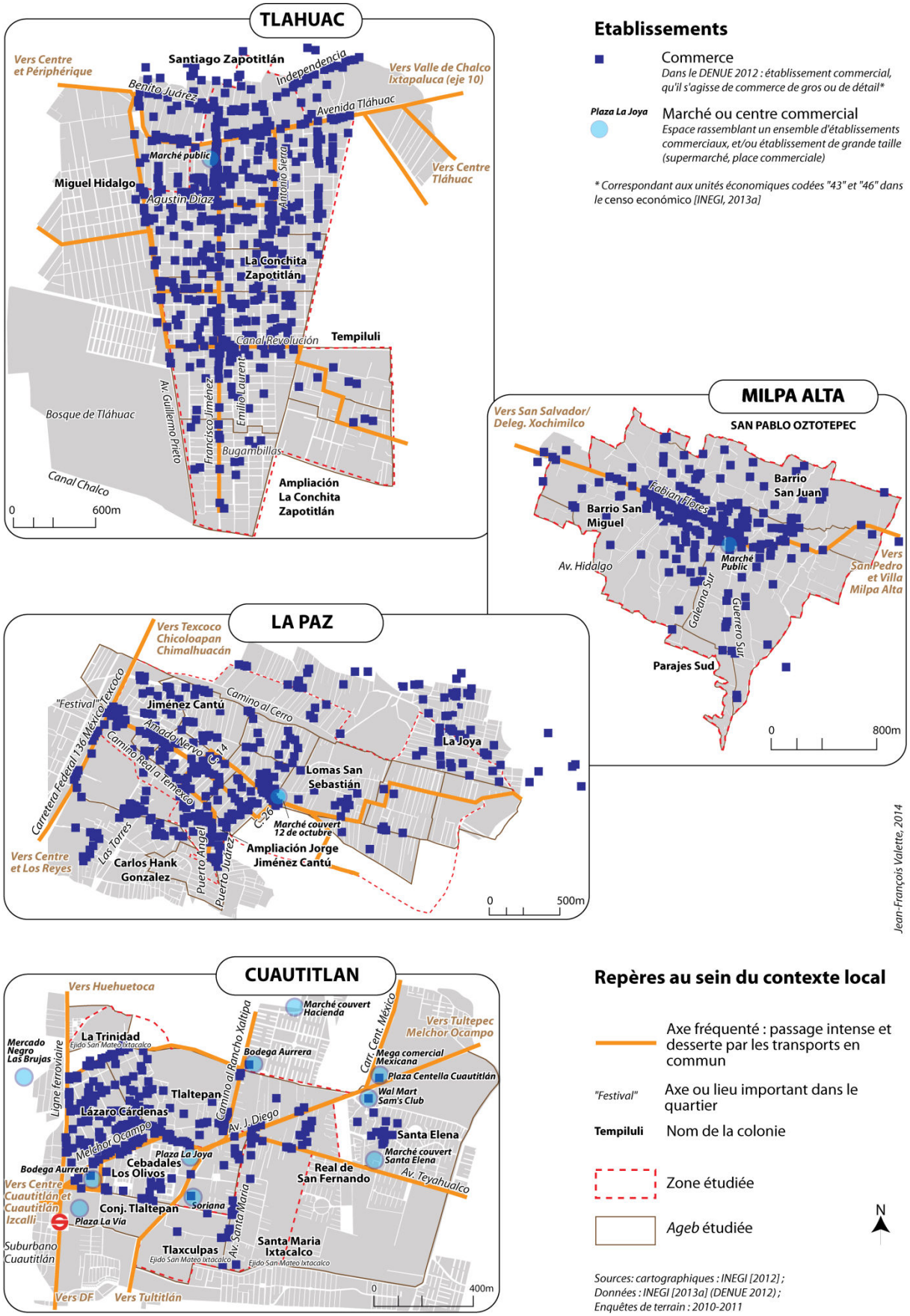
pâtisseries, papeteries, boutiques de vêtements, magasin de bricolage, magasins de matériel électrique, électroménager, jardinage, nettoyage, points de vente de recharges téléphoniques, etc. (photos 9.13 et 9.14).

- On compte aussi 76 « services divers »[47], qui regroupent les établissements spécialisés dans les services à la personne ou dans les services techniques. On retrouve dans cette catégorie : ateliers techniques, entreprises de locations de matériel, salle des fêtes (*salón de eventos*), restaurants (*cocina económica, comida corrida*[48]), bars, cybers, mécaniciens, forgerons, vitriers, ferrailleurs, soudeurs, entreprises de transport, coiffeurs, salons de beauté, etc. (photos 9.13 et 9.14).
- On y observe également la présence de 42 « industries ou manufactures » selon la nomenclature de l'INEGI. Ces unités peuvent renvoyer à des petites unités-usines de purification et d'embouteillage d'eau – dont la consommation est forte dans des quartiers peu et mal connectés au réseau d'eau, et dans un contexte où le conditionnement est le seul moyen de se procurer de l'eau potable –, à des *tortillerias* (où l'on prépare et vend les tortillas de maïs et de blé), à des ateliers de fabrications de pièces mécaniques, de planches de bois, d'outils en métal, etc.
- Enfin, le DENUE prend aussi en compte les établissements de « service public » : sociaux, sanitaires, éducatifs, sportifs, culturels, religieux, récréatifs, judiciaires et gouvernementaux en général[49]. Dans le cas des colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián, on compte 27 unités relevant de cette catégorie (photos 9.8 à 9.11).

Le cas de ces quartiers *pacenses* est représentatif des trois autres quartiers étudiés. Les proportions et densités observées sont similaires dans les quartiers voisins de la localité de Carlos Hank Gonzalez – incluant le quartier d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú étudié –, mais aussi, en dehors du cas de La Paz, dans le village de San Pablo Oztotepec, pourtant en majorité bien plus anciennement peuplé que la zone de La Paz présentée [INEGI, 2013a][50].
Dans le détail, des différences s'observent pourtant relativement à la présence des services publics entre les cas *pacense* et *milpaltense* ici exposés. Ces différences renvoient en partie aux poids démographiques inégaux[51], mais elles mettent surtout au jour l'ancienneté de l'urbanisation. Un autre vecteur de différenciation tient à l'appartenance territoriale de la colonie, la couverture en services publics étant plus forte dans le DF[52] que dans l'État de Mexico.

[47] Dans cette catégorie, nous avons fusionné une partie des établissements classés en « services » dans le DENUE, à savoir les types d'établissement classés 48, 49, 56, 54, 56, 72 et 81 (voir carte 9.4). Nous avons ici voulu regrouper toutes les unités économiques renvoyant aux « services » selon l'INEGI, en prenant soin d'exclure celles renvoyant *a priori* directement aux services publics (prérogatives scolaires, sanitaires, récréatives, culturelles, judiciaires et gouvernementales).
[48] Forme de restauration rapide économique classique au Mexique, très prisée des travailleurs en journée.
[49] Dans cette catégorie sont regroupées les unités économiques classées 61, 62, 71, 93 par le DENUE (carte 9.4).
[50] Dans le village de San Pablo Oztotepec, on recense 379 « commerces », 132 « services », 49 « industries » et 43 « services publics ».
[51] Le village de San Pablo Oztotepec compte plus de 15 000 habitants, tandis que la somme des poids démographiques des colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián est inférieure à 13 000 habitants en 2010 (encadré 2.3, chapitre 2).
[52] On pense ici particulièrement au réseau d'écoles primaires et secondaires publiques maillant le territoire urbain de manière *a priori* plus resserrée et disposant de davantage de moyens (locaux, personnels) dans les quartiers étudiés dans le DF que dans ceux étudiés dans l'État de Mexico.

Carte 9.3. Les fonctions commerciales dans quatre quartiers populaires périphériques



Malgré l'apparente diversité et densité de cette activité économique, il convient de préciser qu'une grande partie de ces petits commerces et ateliers peut montrer porte close (plusieurs jours par semaines, plusieurs semaines par mois). En effet, la régularité et l'intensité de l'activité ne sont pas systématiques et il n'est pas rare qu'en fait de concentration de commerces, se succèdent les établissements aux stores baissés (photos 9.15 et 9.16). La durée de vie des entreprises est limitée, du fait des stratégies complexes et précaires des ménages-entrepreneurs. D'une manière générale, le taux de renouvellement et de fermeture des unités économiques est classiquement très élevé au Mexique : 13.7 % des petites et moyennes entreprises ferment au bout de six mois [INEGI, 2011b, p. 27 ; François, 2013]. Si des lieux de réelle centralité commerciale et de polarisation de la consommation existent bel et bien, il faut aussi savoir compter avec une dimension intermittente et plus complexe de la vie des unités économiques dans ces espaces.

9.2.1.2. Les services de proximité : social, sanitaire, loisirs

Le quartier, en plus de fournir une partie des emplois et de l'activité économique nécessaire à la vie urbaine, peut aussi tenir en son sein une partie des services publics de proximité essentiels, ici approchés au moyen du travail empirique et des recensements.

Les écoles dans le quartier

Le croisement des pratiques liées à la fréquentation des écoles, présentées plus haut, avec l'équipement du quartier en établissements scolaires permet de mettre en avant les fonctions du lieu et de souligner l'implantation des services scolaires dans les contextes résidentiels étudiés (carte 9.4). On met ici en avant l'hétérogénéité des statuts des écoles, qui renvoie à une nécessaire appropriation et aux processus lents et inégaux de la consolidation.

Dans le cas de La Paz, on signalera l'importance de l'école publique Nezahualcóyotl à Jorge Jiménez Cantú, fondée en 1978, officielle dès sa construction – dans le sens où elle a été et reste subventionnée par l'État de Mexico – et comptant en 2010 plus de 270 élèves[53]. Plus au sud, vers Ampliación Jorge Jiménez Cantú, il existe aussi une école plus modeste, Makarenko (80 élèves), fondée en 1997 par un collectif de voisins (école dite « d'organisation »), puis rendue officielle en 2009 (photo 9.17)[54]. Dans les zones plus récemment loties de Lomas San Sebastián, se trouve l'école la plus importante du quartier : Antonio del Castillo (800 enfants à la fin 2010[55]) ; l'établissement est fondé en 2001, autour d'un groupe de voisins et d'un

[53] Malgré le rattachement au Ministère de l'Éducation et le statut public conséquent de l'école, les parents sont tout de même mis à contribution, à hauteur de 250 MX $ (15 €) par famille à la rentrée 2010-2011. En effet, si l'État finance les salles (insuffisantes), les salaires des enseignants et le mobilier, les fonds manquent structurellement – les paiements du gouvernement étant jugés trop sporadiques – pour l'achat des livres, de matériel divers et la main d'œuvre pour les travaux d'entretien des locaux.

[54] La procédure d'officialisation de l'école et de passage dans le giron public est présentée par les chefs d'établissement comme une démarche longue et fastidieuse. La constitution du dossier de candidature aux services de la SEP (Ministère) à Toluca doit être réalisée par les enseignants et appuyée par la CONAFE (*Consejo Nacional de Fomento Educativo* – Conseil national du développement éducatif), organisme d'État spécialisé dans l'offre éducative alternative de base, notamment pour les jeunes vivant dans des conditions de pauvreté caractérisée [Entretien, 2010]. L'officialisation a généralement pour conséquence le changement complet de l'équipe d'enseignants (anciennement locaux et désormais « étrangers » au quartier et dépendants des mutations administratives) et en cela, une remise en question des continuités pédagogiques.

[55] En août 2010, l'ensemble du groupe scolaire occupe une surface de 2 800 m², dispose de 4 bâtiments principaux et d'une cantine. Qualifiée par son directeur de « meilleure école du quartier », elle donne la possibilité aux élèves de suivre des cours d'anglais et d'informatique – ce qui n'est pas possible dans les autres groupes scolaires du quartier. Ici aussi, malgré le statut public, les familles sont invitées à participer financièrement à l'effort de développement de l'école, à hauteur de 300 MX $ (18 €) pour l'année à la rentrée 2010-2011 – en plus des contributions ponctuelles pour certains livres et de l'aide pour la main d'œuvre (constructions, entretien, etc.). [Entretien, 2010].

enseignant qui s'organisent pour obtenir la donation d'une parcelle auprès d'un *fraccionador,* puis la prise en charge progressive de l'école par les autorités publiques (SEP) et la reconnaissance d'un statut institutionnel. Au nord de la zone se situent les écoles primaires et secondaires Antonio Machado[56] : là encore, ces équipements ont été fondés par des voisins regroupés autour d'une organisation politico-communautaire[57] en 1999, puis sont devenus « officiels » et reconnus par le gouvernement en 2006. Plus à l'est, en haut de la colline des Lomas San Sebastián, l'école dite « particulière » – au sens de non reconnue/subventionnée par les autorités publiques – Jose Morelos y Pavón, construite depuis 2005 (en même temps que se peuplait le quartier), compte en 2010 près de 300 enfants pour seulement 4 salles de cours.

Dans le cas de Tláhuac, les deux grands ensembles scolaires publics que sont d'un côté, le groupe scolaire au sud-ouest de La Conchita – fondé en 2000 et composé de l'école primaire Nuevo Milenio (700 élèves) et du collège Castellanos Urutia (530 élèves en 2010[58]) – et de l'autre, Plan de Guadalupe – le groupe scolaire public historique de Zapotitlán, comptant en 2011, 1 200 enfants –, polarisent la jeunesse du quartier.

À Cuautitlán, les écoles publiques du centre de Lázaro Cárdenas et de Tlaltepan témoignent également d'une offre relativement développée en matière de services éducatifs. Ainsi, on retrouve à Tlaltepan 2 maternelles privées, mais surtout une école primaire fédérale, vieille d'un demi-siècle et accueillant en 2010 environ 300 élèves. Dans la colonie Lázaro Cárdenas, la présence d'établissements est relativement importante (cartes 2.12 et 9.4) : on compte entre autres un jardin d'enfants (depuis 1984), une école primaire publique (d'État) – Tranquilino Salgado Santander, construite en 1999 grâce à l'organisation des parents du quartier, et comptant 270 élèves en 2010 –, une école secondaire (la n°43, fondée en 1975) et la *prepa* publique (construite en 1978 et accueillant 450 étudiants, photo 9.18).

Enfin, à San Pablo Oztotepec, les deux grandes écoles publiques du village – dont la primaire Miguel Hidalgo, fondée en 1957 accueillant fin 2010 environ 870 enfants –, au cœur de la zone urbanisée, constituent des repères importants dans la vie des familles des quartiers centraux, comme des *parajes* périphériques.

Dans l'ensemble de ces écoles, le niveau d'occupation est très élevé : on compte le plus souvent deux « tours » (un service de cours du matin, un autre de l'après-midi). De plus, les effectifs des groupes sont importants, compris entre 38 et 50 élèves par classe.

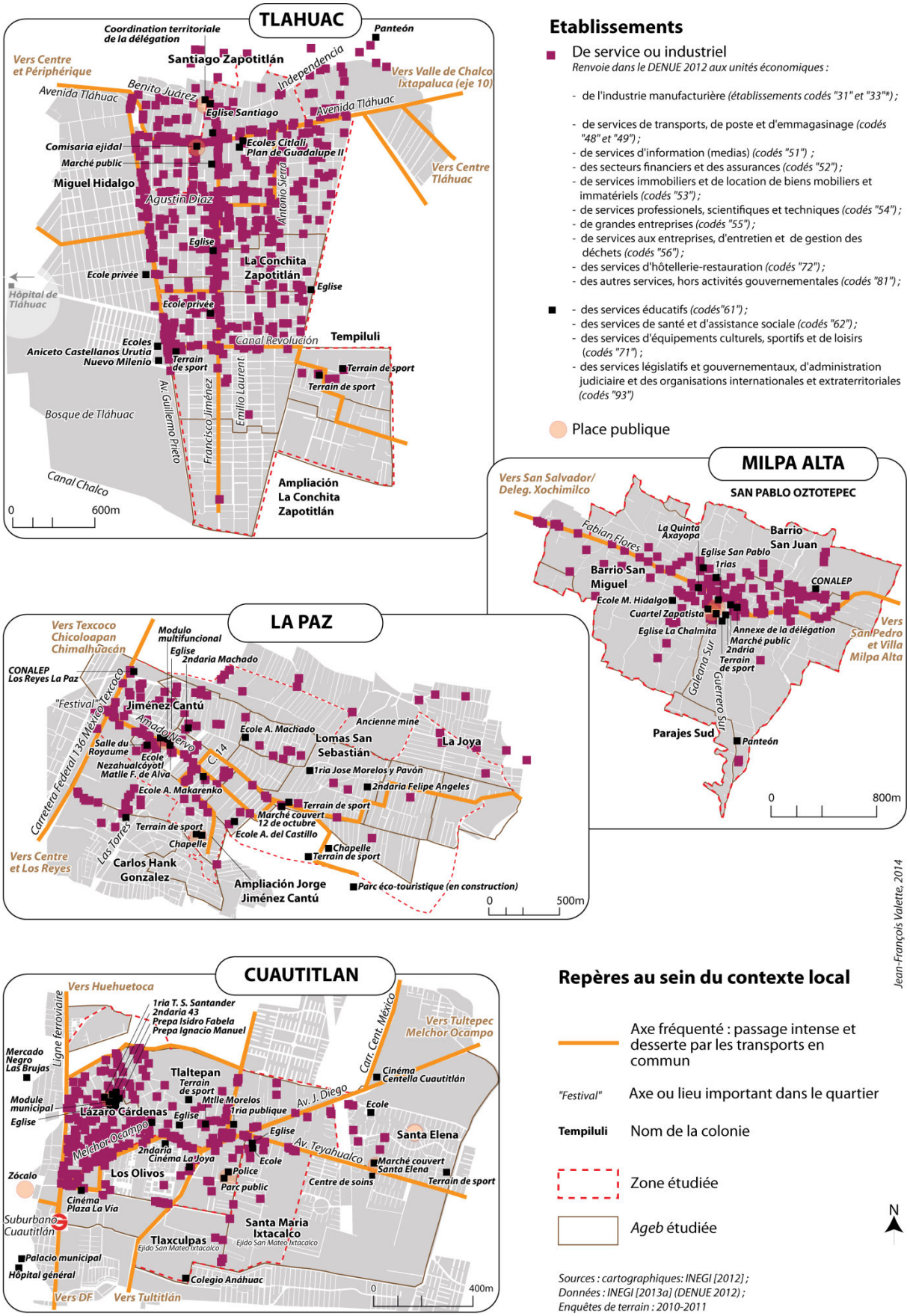
D'une manière générale, le service éducatif renvoie à une couverture de proximité dans la plupart des quartiers. Il participe aussi des centralités dans chaque quartier : à l'exception de La Paz où cette couverture est diffuse, les établissements scolaires sont rassemblés dans les parties les plus anciennement urbanisées d'une part, légalisées d'autre part. Dans la vie quotidienne des habitants (parents et enfants), cette configuration signifie que, si on va à l'école du quartier – le plus souvent à pied –, les déplacements que cet équipement local implique peuvent être longs pour les résidents des zones les plus périphériques.

[56] Dans le cas des écoles Antonio Machado, la primaire (280 enfants en 2010) a été officialisée entièrement en 2006 et des locaux neufs ont été construits en 2009, tandis que la secondaire, dont les locaux sont particulièrement délabrés, reste encore sur un fonctionnement hybride : les salaires des enseignants sont versés par le gouvernement, mais le fonctionnement du groupe scolaire reste communautaire et la cotisation annuelle s'élève à 100 MX $ (6 €) par famille en 2010-2011.

[57] Dans ce cas précis, il s'est agi de la CEDEM (*Coordinadora de Educación Democrática del Estado de México*), fonctionnant en réseau d'écoles dans les quartiers jugés particulièrement pauvres de l'État de Mexico.

[58] Là aussi, les entretiens avec la direction ont révélé que, si la subvention venait intégralement du gouvernement du DF et que l'inscription était en théorie gratuite, les apports financiers des parents sur la base du volontariat étaient les bienvenus pour permettre un meilleur fonctionnement.

Carte 9.4. Les fonctions de services dans quatre quartiers populaires périphériques



Photographies 9.13 à 9.18. Les fonctions urbaines de proximité : densité des commerces et des services dans les quartiers étudiés

Photo 9.13.
Commerces et services à Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]
A gauche de la rue : *puesto* de restauration sur le pouce. A droite, du haut vers le bas : magasin de farces et attrapes, restaurant *comida corrida*, magasin d'accessoires informatique, *miscelánea*.

Photo 9.14.
Commerces et services à Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]
Premier plan : une boucherie. Deuxième plan : une salle des fêtes privée.

Photo 9.15.
Commerces et services fermés à Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]
Jour de semaine ordinaire : stores baissés pour un cybercafé, un *puesto*, un magasin de location de vidéos, et une boutique de recharge téléphonique.

Photo 9.16.
Commerces et services fermés à Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2010]
Bar et magasin d'*abarrotes* fermés dans une enfilade de locaux commerciaux déserts.

Photo 9.17.
Ecole primaire Antón Makarenko à Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Photo 9.18.
Prepa Isidro Fabela, Lázaro Cárdenas, Cuautitlán, Etat de Mexico [2011]

Les lieux de la récréation et de la sociabilité
« L'équipement » des quartiers par rapport à la dimension du temps libre et des lieux de sociabilité des résidents a déjà en partie été présenté sous l'angle des pratiques récréatives locales (9.1.2.4). Dans les quatre quartiers, les infrastructures peuvent être concentrées sur certaines activités en particulier, mais leur existence est systématique et renvoie à un élément essentiel de l'apprivoisement du local (carte 9.4). On distingue alors plusieurs types de lieux : ceux où les sociabilités sont liées à un équipement spécifique (sportif, culturel ou religieux) ; les lieux « nouveaux », où les sociabilités sont liées aux fonctions commerciales et administratives ; et les lieux de centralité « anciens ».

On a vu par exemple qu'à La Paz, plusieurs terrains sont régulièrement investis par les enquêtés et par des clubs locaux pour le football (photo 9.6)[59]. Le quartier compte également à sa marge, en haut de la colline, un parc écologique, en création en 2011, destiné à devenir un lieu touristique[60]. Dans le cas de Tláhuac, les terrains de football, précédemment évoqués (à Tempiluli et à Ampliación La Conchita), polarisent les activités récréatives réalisables à proximité des colonies de résidence. Mais ce sont les infrastructures sportives de La Conchita, au niveau de l'avenue Tláhuac, qui attirent la population jeune pour ses activités physiques et sportives. La situation est comparable à Cuautitlán où c'est dans le village de Tlaltepan que sont situés les terrains de football, tandis que les grands ensembles de logements sociaux regroupent des infrastructures collectives sportives souvent mal entretenues (photo 9.7). Enfin, à San Pablo, les activités culturelles gravitant autour du *cuartel zapatista* et des centres religieux polarisent une bonne partie des activités récréatives des habitants.

Vivre dans son quartier, y entretenir des sociabilités et s'y attacher induisent la présence relative de lieux de « citadinité », autrement dit d'un espace public au sein duquel la « scène locale » prend place. Par exemple, la présence de *puestos*, de stands commerciaux divers et de places publiques où les échanges et les rencontres sont possibles, donne au contexte résidentiel une résonnance importante en termes de sociabilités. Comme l'indique V. Baby-Collin, ces commerces et services ont un « *rôle social fondamental, puisque [ils] sont souvent l'un des pôles d'échange d'informations et de rencontre du voisinage* » [2005, p. 151].
Ce rôle de la rue – et de l'espace public en général – est encore renforcé lorsqu'existent des aménagements collectifs plus vastes où la circulation automobile est proscrite. C'est notamment le cas dans les colonies Jorge Jiménez Cantú à La Paz et Lázaro Cárdenas à Cuautitlán. Au cœur de ces deux colonies – les plus anciennement urbanisées des fronts étudiés ici –, la présence d'un lieu public « nouveau » autour d'une annexe des services municipaux autorise les échanges entre habitants, pas forcément voisins directs. Ainsi, le *modulo multifuncional* ou municipal dans ces deux colonies est le lieu de contacts entre les résidents et les services municipaux (relais de l'administration, cadastre, État civil, police), mais aussi le lieu de discussions (photo 9.19), de vente occasionnelle, voire – comme précédemment signalé – de festivités, comme celles organisées par les associations locales, ou comme dans le cas de La Paz, par les services sociaux du DIF (*Desarrollo Integral de la Familia*)[61] (photos 9.8).

[59] Les entretiens ont révélé qu'un de ces terrains, aménagé dans la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú a d'ailleurs fait l'objet d'une manœuvre électorale : dans ce cas, l'arrivée de l'infrastructure provient d'une donation faite par le député local au groupe de résidents de la colonie pour acheter le terrain d'une part, payer l'équipement d'autre part, en échange de leur soutien politique [Entretien, 2010].
[60] Cette initiative n'est pas forcément anecdotique, s'inspirant de ce qui a en particulier été fait dans le DF autour de parcs d'activités de plein air dans les périphéries non urbanisées. On peut donner l'exemple des parcs de recréation étudiés notamment par C. Guerlin [2010] à San Nicolas Totolapan dans La Magdalena Contreras.
[61] Développement Intégral de la Famille. Organisme d'État (ou subdivision hiérarchisée à tous les échelons de la République des États-Unis du Mexique). Le DIF est chargé de l'action sociale. Son rôle est de suivre les cas de

Dans les colonies récemment urbanisées de Tláhuac ou de San Pablo, il n'existe pas de « place » ou de lieu ouvert « nouveau » pouvant faire office de centre symbolique. Cette absence s'explique et/ou est palliée par la présence de places « historiques » en dehors de la colonie : il s'agit d'espaces publics « anciens », présents dans l'aménagement urbain depuis plusieurs siècles parfois. Ainsi, les places centrales des villages de Zapotitlán et de San Pablo Oztotepec jouent ce rôle central : les habitants s'y rendent pour aller à la messe, solliciter les annexes municipales, boire un verre, célébrer un évènement collectif, etc. (photo 9.20).

Photographies 9.19 et 9.20. Centralités et sociabilités dans les quartiers étudiés

Photo 9.19.
Partie de dominos entre voisins sur la place publique du *modulo multifuncional* à Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2010]

Photo 9.20.
Jour de fête sur la place centrale de Santiago Zapotitlán, Tláhuac, District Fédéral [2010]

L'utilisation de ces « infrastructures » (sportives, administratives, historiques, lointaines ou proches, nouvelles ou anciennes) n'est toutefois pas massive. La plupart du temps, ces espaces restent vides, comme dans le cas de Cuautitlán, où la place ne se remplit vraiment que lors des entrées et sorties des classes des écoles adjacentes. À La Paz également, la présence d'une maternelle et d'un lieu de culte en face du *modulo* joue activement dans l'utilisation de cet espace. La possibilité pour les jeunes parents de la colonie de se rencontrer est facilitée par l'existence de ces rares espaces publics : ces derniers peuvent aussi être le lieu de sociabilité pour les enfants et adolescents et en cela, se révéler majeurs dans la construction de leur identité par rapport au lieu de résidence [Duhau, Giglia, 2004b]. En plus des commerces – où la consommation et donc les ressources économiques peuvent engendrer des différenciations –, ces services et espaces publics participent à construire les réseaux sociaux du quartier qui, même s'ils sont plus faibles que ceux relevant de la seule sphère familiale, vont de pair avec un sentiment d'apprivoisement du local et d'ancrage plus fort.

9.2.1.3. La densité et la diversité du tissu socio-économique

Les cartes 9.3 et 9.4 synthétisent les fonctions non résidentielles recensées par le DENUE en 2012 en deux grandes catégories : les commerces d'un côté, l'ensemble des services et industries (unités catégorisées comme telles par l'INEGI et regroupant entreprises de services, industries et services publics) de l'autre. Par ailleurs, la carte 9.5 prend en compte

pauvreté infantile, de violences conjugales, de s'occuper des déjeuners dans les écoles primaires fédérales publiques, et de délivrer des bons médicaux ou alimentaires. Toutefois, son intérêt et son impact auprès des populations défavorisées théoriquement visées semblent critiqués et discutés, les moyens étant limités à quelques actions « publicitaires » et extrêmement liées à des mécanismes clientélistes dénoncés, les programmes sociaux ne fonctionnant qu'en période électorale selon les enquêtés (voir chapitre 10).

les *tianguis*, approchés empiriquement. La densité des commerces et des services (entendant ici à la fois des micro-entreprises et les services publics) est indéniable dans les quatre quartiers étudiés. Dans l'espace, on voit se dessiner des axes de centralité, dans le sens où se dégage une capacité à polariser et à attirer les acteurs et les fonctions économiques. Dans le temps, ce sont aussi les marchés temporaires qui structurent l'activité des quartiers.

Des axes et des nœuds structurants

Dans chacun des quatre quartiers, au-delà de la grande diffusion des unités qui frappe de prime abord, apparaissent des concentrations spatiales des activités économiques et de services qui renvoient aux cœurs des villages et aux axes routiers structurants (cartes 9.3 et 9.4). D'une manière générale, la densité et la diversité du tissu socio-économique sont souvent proportionnelles au caractère passant des axes d'une part – la circulation du public, son affluence, la desserte par une ou plusieurs lignes de transports en commun –, et à l'ancienneté de l'urbanisation des zones d'autre part. Ces deux dimensions ne sont en revanche pas systématiquement corrélées.

Dans le cas de Cuautitlán, on retrouve le lien entre la densité des activités, le passage réel et potentiel sur la voie publique attenante et l'ancienneté de l'urbanisation de la zone. Ainsi, la trame d'unités économiques est beaucoup plus importante dans la colonie Lázaro Cárdenas, fondée dans les années 1970-1980, que dans les colonies en cours de développement au sud, autour de Santa Maria Ixtacalco (photo 9.21). La calle Melchor Ocampo joue un rôle structurant dans la zone, cet axe reliant toutes les colonies entre elles, mais aussi Cuautitlán aux municipes voisins de l'est : il s'agit de l'artère la plus passante et la plus densément desservie par les bus et *combis* (carte 5.14), ainsi que celle le long de laquelle se sont implantés les trois grands centres commerciaux de la zone[62]. Perpendiculairement à cette artère, au sein de la zone, on distingue aussi des concentrations de commerces et de services le long des voies qui assurent la connexion avec les grands ensembles : le long de la rue Camino al Rancho Xaltipa (photo 9.22) – qui relie le grand ensemble Hacienda Cuautitlán à la route principale en passant par Tlaltepan[63] –, ainsi que le long de l'avenue Teyahualco (vers le grand ensemble Santa Elena, photo 9.23).

À La Paz, les activités témoignent d'une organisation spatiale plus diffuse : on observe ainsi une centralité liée à l'ancienneté de l'urbanisation, une structuration interne le long d'un axe de circulation et des centralités secondaires plus ponctuelles (cartes 9.3 et 9.4).

D'abord, la plus forte concentration d'unités économiques renvoie à l'espace le plus anciennement urbanisé d'une part, le plus proche de l'axe de circulation majeur d'autre part. Ce premier « centre » se situe en contrebas de la colonie (ouest), au niveau des premières rues de Jorge Jiménez Cantú (photo 9.15) ; il est connecté à la route Mexico-Texcoco (axe le plus passant) et en cela, au reste de la ville. La proximité avec cette artère – extérieure au quartier, mais structurante au niveau de l'ensemble de la métropole de Mexico – est essentielle : en effet, le lieu-dit « La Festival » constitue un nœud majeur de transport, de passage et donc, d'activité ; s'y concentrent entreprises, commerces fixes, *puestos* de commerçants, taxis, arrêt des *combis*, etc.

Toutefois, une autre artère principale, interne au quartier cette fois, émerge : l'agencement des commerces et services souligne nettement l'organisation de la vie publique principalement le

[62] On trouve en effet, autour ou au sein des places commerciales (La Joya, Centellas Cuautitlán ou La Vía), une concentration des enseignes de la grande distribution (*Wal Mart*, *Sam's Club, Bodega Aurrera*, etc.), de la restauration rapide (*Burger King, Vips*) ou des services (*Cinemas Lumiere, Office Depot, Durmimundo*, etc.).

[63] Cette rue en cela très passante, car elle constitue la principale voie d'accès au grand ensemble de la Hacienda Cuautitlán (comptant près de 9 200 habitants en 2010 [INEGI, 2012]).

long de l'avenue Amado Nervo, véritable colonne vertébrale de la zone. La *principal*, comme la surnomment les habitants, relie en effet la Festival et la colonie « ancienne » de Jorge Jiménez Cantú, aux zones les plus éloignées actuellement en cours de lotissement, de Lomas San Sebastián. Il s'agit de l'axe de pénétration du front pionnier urbain de cette zone, autour duquel s'est historiquement structuré le peuplement de la localité (chapitre 2). L'avenue est restée au sommet de la hiérarchie du réseau de rues, draine l'essentiel du passage et constitue à ce titre l'emplacement le plus stratégique pour l'implantation d'une activité économique au sein du quartier. Outre cette concentration linéaire globale et principalement à l'ouest, certains points sont particulièrement importants le long de l'avenue : on distingue ainsi une polarisation autour du *modulo multifuncional* de la colonie Jorge Jiménez Cantú et une autre, au niveau des croisements avec les rues 12-13-14, où une centralité secondaire se met en place (photos 9.13 et 9.14), dans la colonie Lomas San Sebastián.
À cela, on observe quelques autres concentrations, mineures, notamment autour du marché du 12 octobre, sur le Camino al Cerrito au sein de Lomas San Sebastián, ou encore, dans les rues Puerto Angel et Puerto Juárez de la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú.

La lecture des principales concentrations d'unités économiques dans les quartiers étudiés à Tláhuac montre encore une fois une structuration autour d'un réseau de quelques rues, en particulier deux axes est-ouest, et trois axes nord-sud (cartes 9.3 et 3.4). On peut en particulier signaler la force de polarisation de l'avenue Tláhuac, le long de laquelle se sont implantés historiquement commerces et services en tout genre, cette rue constituant le cordon ombilical de la délégation et des périphéries orientales (Valle de Chalco, Chalco) au reste de la ville (centre, Périphérique, métro à Iztapalapa). Le trafic y est très dense et ce passage a depuis longtemps favorisé l'activité économique. Par ailleurs, toujours dans les zones anciennement urbanisées, on distingue assez bien l'axe dessiné par la route qui traversait auparavant Santiago Zapotitlán : les avenues Juárez et Independencia – où la circulation est fortement limitée en raison de l'étroitesse de la rue, mais où la fréquentation reste tout de même importante du fait de la densité et de la centralité historique jouée par le village.
Perpendiculairement à ces artères, trois rues méridiennes se détachent. Mais la plus grande densité d'activités se retrouve principalement le long de la rue Francisco Jiménez, au cœur de la zone : le nombre d'unités est très important dans toute la Conchita, même si la section la plus ancienne est le lieu de la plus forte concentration (photo 4.11). Enfin, malgré une couverture moindre dans la colonie Ampliación La Conchita, la rue semble conserver son rôle structurant au sein de cette zone récemment lotie et peu fonctionnelle dans l'ensemble.

Enfin, à San Pablo Oztotepec, les centralités commerciales et de services renvoient pleinement au cœur du village. Néanmoins, la forme dominante de répartition des activités renvoie aussi, comme dans les autres quartiers, aux voies de circulation principales. C'est ainsi l'axe le plus passant – l'avenue Fabián Flores, reliant San Pablo à San Salvador et Xochimilco à l'ouest, à San Pedro et Villa Milpa Alta à l'est – qui structure l'activité économique de la zone. Une rue parallèle à cette colonne vertébrale (Miguel Hidalgo) et deux autres perpendiculaires (Guerrero et Galeana) concentrent également une partie des activités du village. La principale polarisation s'opère autour du marché couvert et de la coordination territoriale de San Pablo, à l'est de la zone : cet espace constitue le véritable centre névralgique des fonctions socio-économiques du village.

Ce tissu dense et divers dans les contextes étudiés est complété par une offre itinérante – les *tianguis*[64] – donnant une dimension temporelle à la structuration spatiale des activités.

[64] En effet, la structure économique, notamment commerciale, jusque-là mise au jour ne signifie pas pour autant que cette offre soit suffisante ou adéquate : les personnes interrogées relatent régulièrement le fait que

Les marchés temporaires

Les *tianguis* s'implantent régulièrement dans les rues d'un quartier (carte 9.5). Leur présence est indispensable dans la mesure où ils fournissent, au sein de l'espace de proximité, une variété de produits conséquente d'une part, des marchandises à des prix moins élevés que les petits commerces fixes locaux d'autre part – car écoulant des stocks plus importants et se fournissant davantage en gros. Les entretiens réalisés auprès des commerçants à La Paz et à Tláhuac ont révélé qu'entre la moitié et 95 % des commerçants d'un *tianguis* sont originaires d'autres lieux que la colonie où est implantée le marché le jour J ; une minorité peut être constituée de commerçants et d'autres habitants du quartier s'étant acquitté d'une patente[65].

On trouve sur ces marchés l'ensemble des produits de la vie de tous les jours : même dans les quartiers *a priori* les plus périphériques et les plus éloignés des aménités urbaines, les habitants peuvent ainsi acheter, le même jour, au même endroit, à quelques minutes à pied de leur logement, fruits, légumes, viandes, poissons, boissons, vêtements, chaussures, matériel de cuisine, de nettoyage, de bricolage, outils, jouets pour les enfants, pharmacie, produits de beauté et soin du corps, articles culturels (livres, cd, DVD), etc. (photos 9.2, 9.24 et 9.25).

La densité et la variété des commerces présents varient selon l'importance du *tianguis*[66] ; les enquêtes menées dans les quatre groupes de quartiers ont révélé l'existence d'au moins un grand marché hebdomadaire – permettant cette consommation variée – à l'intérieur ou à proximité des contextes résidentiels considérés.

Par ailleurs, l'implantation des *tianguis* est très rapide au regard du peuplement d'une zone : selon les témoignages recueillis, les délais entre l'installation des premiers habitants et l'arrivée d'un marché temporaire sont souvent très courts : à Lomas San Sebastián par exemple, le *tianguis* est « arrivé » en 2002, alors que la colonie a véritablement connu sa vague de croissance à partir de 2000[67].

La localisation d'un marché n'a rien d'aléatoire : dans les quartiers étudiés, les *tianguis* pénètrent en périphérie, sans toutefois concerner les zones les plus éloignées (carte 9.5). Cette activité temporaire contribue ainsi à renforcer les formes de centralités précédemment mises au jour, organisées autour des commerces permanents et des services publics : cœur de village, axes pénétrants, proximité des grands ensembles et/ou infrastructures de services. Toutefois, ce schéma doit être nuancé selon les quartiers étudiés.

---

l'existence de boutiques de proximité est utile dans le « dépannage immédiat », mais qu'elle suppose en parallèle des prix jugés trop élevés et une variété des produits insuffisante, en raison de la faiblesse des stocks sur place. Pour cela, les *tianguis*, et surtout les marchés de gros situés dans les points plus centraux de la municipalité locale et de la ville en général – qu'il s'agisse des halles municipales, des grands marchés métropolitains du DF ou encore des supermarchés – restent tout de même les lieux de consommation privilégiés, même s'ils impliquent des déplacements plus longs et moins fréquents.

[65] De l'ordre de 5 MX $ par poste de vente en 2010 à La Paz (0.30 €) [Entretien, 2010].

[66] Il existe en effet des *tianguis* de différentes « dimensions ». Certains peuvent occuper la voie publique sur moins d'une centaine de mètres, voire moins d'un pâté de maisons : dans ce cas, l'offre est plutôt limitée. En revanche, d'autres peuvent s'étendre sur plus d'un kilomètre et/ou s'installer sur un ensemble de rues, voire un quartier – l'exemple archétypique étant celui de Tepito dans le centre du DF. Là, l'offre commerciale est très importante. Entre ces deux extrêmes, à l'exception de San Pablo Oztotepec, nous avons pu observer dans les quartiers étudiés, des marchés s'installant sur environ 500 m de rue (carte 9.5).

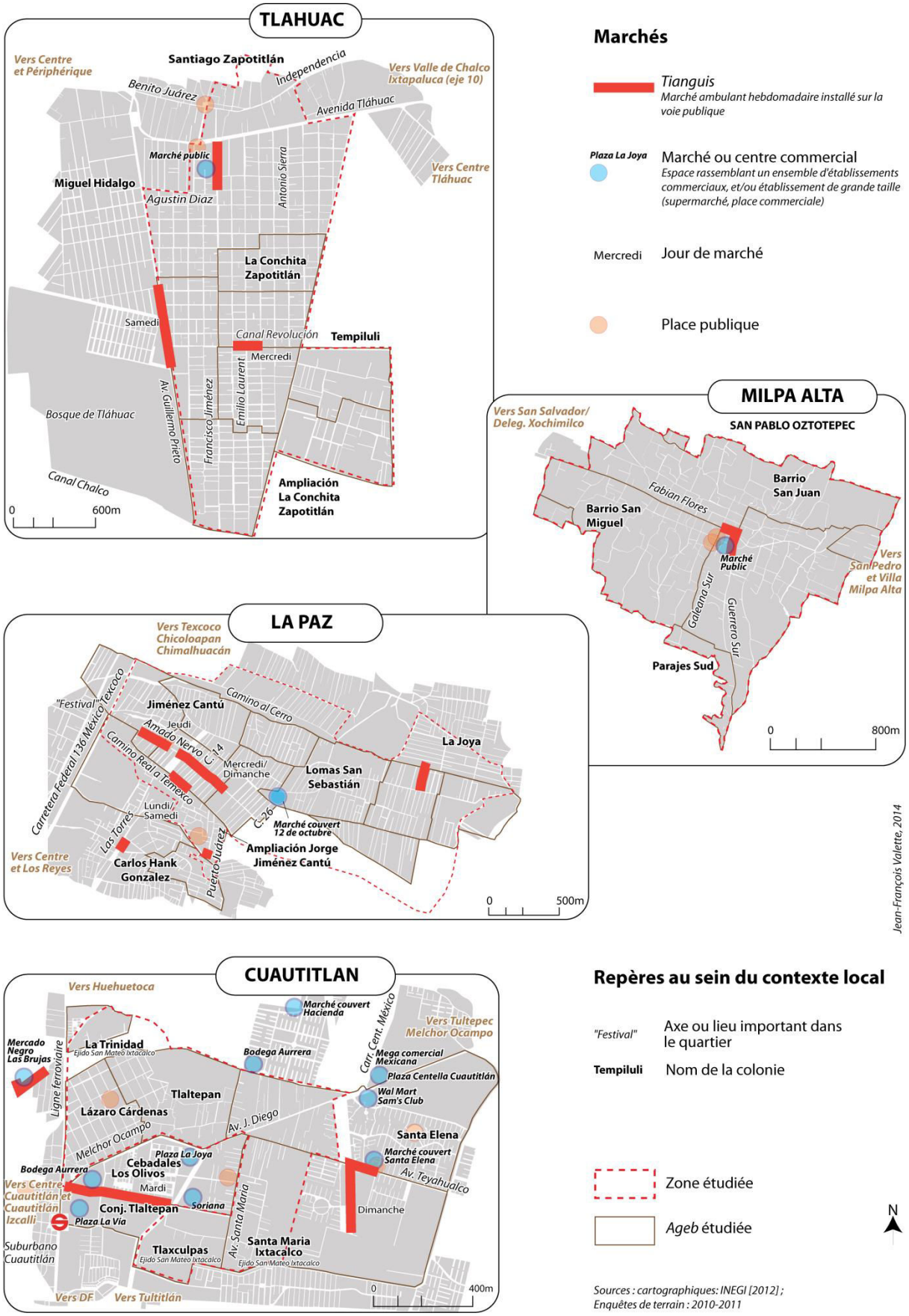
[67] Il convient toutefois de préciser que, quelle que soit la zone considérée, l'arrivée d'un *tianguis* n'est pas un « acquis » pour une colonie. En effet, des entretiens à La Paz et à Tláhuac ont révélé le relatif « nomadisme » de ces implantations. Si un *tianguis* s'installe dans une zone et que la consommation des résidents se révèle insuffisante ou que la taille du marché s'avère inadéquate au poids démographique de la zone, les commerçants décident de ne pas conserver l'activité dans l'espace en question : soit les commerçants ne « reviennent pas » dans le quartier, soit ils envisagent une implantation plus stratégique dans un autre lieu de la colonie. Par exemple, Francisco, habitant d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú à La Paz relate le fait qu'un *tianguis* existait en 2002 dans la colonie (rue Puerto Angel – voir carte 2.11), mais que son activité avait cessé après 3 semaines, faute de ventes suffisantes.

La centralité paraît alors nettement renforcée à San Pablo Oztotepec. Dans ce village, en dehors des épisodes de festivités, l'activité commerciale temporaire semble canalisée le long de la rue principale (avenue Fabián Flores) et autour du marché couvert au centre-est de l'agglomération.
À Tláhuac, à l'échelle de la zone étudiée, les logiques de localisation des 3 *tianguis* renvoient au renforcement des centralités précédemment identifiées, d'une manière nuancée toutefois. En effet, pour les colonies Tempiluli et Ampliación La Conchita au sud de la zone (éloignées de la centralité du nord de La Conchita), on observe la présence depuis 2000 de 2 *tianguis* hebdomadaires qui, s'ils ne pénètrent pas dans les zones illégales, se positionnent néanmoins à leur orée, mais toujours au niveau de lieux de centralité relative : l'un s'implantant le samedi sur l'avenue Guillermo Prieto à l'ouest de la zone, devant le groupe scolaire ; l'autre, plus petit, étant installé sur le canal Revolución les mercredis. En 2010 et 2011, les riverains évoquaient un projet de construction d'un marché couvert communautaire afin de pallier cette offre commerciale de proximité jugée médiocre (qualité des produits, contact avec les commerçants, cherté, etc.) et l'éloignement du marché couvert de Zapotitlán – situé en effet à plus de 20 minutes de marche à pied. Mais la mainmise des *ejidatarios* sur le projet et les tensions suscitées autour du terrain susceptible d'accueillir une telle infrastructure laissaient planer des incertitudes quant au lancement effectif des travaux sur le court terme.
Dans le cas des colonies à Cuautitlán, les courses alimentaires au moyen des grands marchés de rue sont un peu excentrées par rapport aux espaces résidentiels étudiés, les *tianguis* visant prioritairement la proximité avec les grands ensembles de logements sociaux. Ainsi, les habitants se fournissent souvent dans les colonies voisines : *conjuntos* Tlaltepan, Santa Elena, Cebadales, ou encore au niveau du marché des *brujas*[68]).
À La Paz, on retrouve d'un côté, le double rôle structurant de l'axe de circulation principal pénétrant dans les colonies étudiées et des centralités secondaires au sein de ces dernières, et de l'autre, une diffusion dans les zones plus récemment urbanisées. Ainsi, à Lomas San Sebastián, il existe en 2010-2011 un *tianguis* relativement important (long d'environ 500 m) bihebdomadaire, installé depuis 2000 tous les mercredis et surtout les dimanches (le nombre de commerçants étant maximal) sur la rue Amado Nervo (photos 9.2, 9.24 et 9.25). Plus en contrebas, dans la colonie Jorge Jiménez Cantú, un *tianguis* plus modeste occupe tous les jeudis la rue principale, de sa jonction avec la route Mexico-Texcoco jusqu'au niveau du *modulo* (photo 9.25). Enfin, tous les lundis et samedis, un autre petit *tianguis* s'installe à proximité de la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú dans la rue Temexco. Au final, ces marchés quadrillent l'ensemble des quartiers 5 jours par semaine et permettent en cela un approvisionnement qui, s'il n'est pas complet, renvoie tout de même pour les habitants à une limitation des déplacements en dehors du quartier et à une forte pratique de l'espace de proximité.

D'une manière générale, les logiques de localisation du tissu socio-économique (services et activités commerciales permanentes ou temporaires) vont dans le sens de l'existence – déjà mise en avant par E. Duhau et A. Giglia [2004 b] – de lieux de centralités dans l'espace de proximité au sein des quartiers populaires périphériques. La diversité et la densité des activités mettent en évidence une concentration dans les espaces les plus anciennement urbanisés et le long des axes de circulation les plus structurants et les plus passants. L'organisation spatiale de ce tissu a ainsi permis de mettre en évidence le rôle de la rue comme lieu d'articulation des différentes formes de centralités.

[68] Selon les entretiens menés à Lázaro Cárdenas, le marché « noir » des *brujas* est un marché de gros installé au nord du centre de Cuautitlán (cartes 2.12 et 9.4). Il est localement réputé pour les prix bas des marchandises, même si des soupçons de contrebande pèsent sur son fonctionnement.

Carte 9.5. Les *tianguis* dans quatre quartiers populaires périphériques



Photographies 9.21 à 9.26. Densité des activités dans les quartiers étudiés

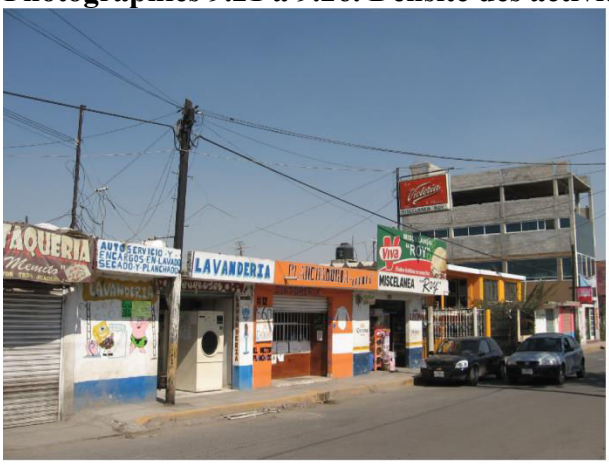


Photo 9.21.
Densité des activités économiques à Lázaro Cárdenas, Cuautitlán, Etat de México [2010]
De gauche à droite : une *taqueria*, une laverie, une teinturerie, une *miscelánea* et une forge

Photo 9.22.
Activités le long du Camino al Rancho Xaltipa reliant Cuautitlán au grand ensemble de la Hacienda Cuautitlán, Cuautitlán, Etat de Mexico [2010]
De droite à gauche : une salle des fêtes et une pharmacie

Photo 9.23.
Activités le long de l'avenue Teyahualco, reliant Cuautitlán au grand ensemble de Santa Elena, Cuautitlán, Etat de Mexico [2010]
De droite à gauche : restaurant de grillades, garage automobile et *miscelánea*

Photo 9.24.
Tianguis du dimanche, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]
Vente de DVD, de vêtements, de fruits et légumes

Photo 9.25.
Tianguis du jeudi, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de México [2010]
Vente de fruits, légumes, matériel de maison, cd, DVD, etc.

Photo 9.26.
Avenue Santa Maria, Santa Maria Ixtacalco, Cuautitlán, Etat de Mexico [2010]
A gauche : ensemble fermé de Villas del Olivo (avec murs et grilles).
A droite : *miscelánea, abarrotes* et lave-auto dans la colonie populaire "ouverte"

9.2.2. La rue comme espace de plus en plus fonctionnel

La réalisation de transects urbains par le suivi d'axes particulièrement structurants au sein des colonies permet de mettre en lumière premièrement, la mixité des activités économiques dans la proximité résidentielle directe, deuxièmement, de souligner la pénétration de cette fonctionnalisation parfois loin en périphérie et troisièmement, de témoigner de la force du gradient de consolidation qui structure ce tissu d'activités.

Densité et mixité des usages : suivi de quatre axes de centralité
Nous nous sommes attaché ici à observer quatre rues, considérées comme particulièrement emblématiques du développement urbain de la zone, de sa fonctionnalisation, et des divisions qui s'y inscrivent. Les critères de sélection ont reposé tout d'abord sur le caractère structurant dans l'urbanisation en cours des quartiers depuis les années 1970 : notre souhait était si possible de « remonter le temps du front pionnier urbain », tout en « remontant la rue ». Ensuite, nous avons cherché à cerner la plus grande diversité possible du point de vue de la morphologie urbaine, tout en tenant compte d'une limite de taille : la variabilité temporelle des usages de la rue et des fonctions qui s'y inscrivent, car, pour reprendre la formule d'E. Duhau et A. Giglia, « *la rue n'est pas la même tous les jours de l'année* » [2004 b, p. 181]. Pour cela, nous avons porté notre attention sur l'avenue Santa Maria à Cuautitlán, la rue Hermenegildo Galeana Sur à Milpa Alta, Francisco Jiménez à Tláhuac et l'avenue Amado Nervo à La Paz – ces deux derniers axes ayant été identifiés précédemment comme centraux.

Les fonctions urbaines entre deux types de peuplement à Cuautitlán
L'avenue Santa Maria, à l'est de la zone étudiée à Cuautitlán, dessert à la fois des ensembles de logements formels et des colonies populaires, où les constructions sont en majorité illégales en 2011 (carte 9.6). Relativement courte (environ 850 m), elle permet aux résidents des Villas (Cuautitlán, Olivo) – logements sociaux individuels –, ainsi qu'à ceux des colonies Santa Maria Ixtacalco et Tlaxculpas d'accéder à l'avenue Teyahualco, et surtout à la route de Cuautitlán-Melchor Ocampo-Tultepec au nord, l'axe le plus passant de la zone.
Dans l'ensemble la rue est essentiellement résidentielle et les activités commerciales, si elles existent, sont relativement limitées, du fait de la polarisation des commerces le long des axes de circulation plus importants juste à proximité (carte 9.3). La principale caractéristique de cette rue est de témoigner de la différence du dynamisme économique entre du côté ouest, les ensembles résidentiels formels, et du côté est, les colonies populaires en cours de construction et de consolidation, où les micro-entreprises commerciales et de service se développent, à destination de la clientèle résidant des deux côtés de la rue.
Au nord de la zone, de l'avenue Teyahualco à la Villa Ixtapa, seuls les terrains du côté ouest sont lotis, à l'exception de l'église et de l'école maternelle. Il s'agit alors des ensembles plus anciens – et relativement modestes (chapitres 2 et 4) – des Villas Cuautitlán. En dehors de quelques *puestos*, ces espaces résidentiels sont semi-fermés : on observe la présence de grilles, même si ces dernières restent ouvertes. Plus au sud en revanche, mises à part les infrastructures publiques ouvertes sur l'ensemble du quartier (parc, police), la séparation est nette entre d'un côté, les villas plus récentes du quartier Olivo – dont les rues sont cette fois-ci fermées par des grilles – et de l'autre, les constructions de la colonie populaire de Santa Maria – où des micro-commerces très divers et de petites entreprises sont présents, le plus souvent au rez-de-chaussée des résidences (photo 9.26). Au sud de l'avenue Morelos en revanche, les activités se raréfient, les conditions étant également plus difficiles sur cette section : absence d'asphalte, de connexion au réseau d'eau et de branchement électrique légal.
D'une manière générale, on peut émettre l'hypothèse d'une distinction-complémentarité entre les deux types de peuplement présents de part et d'autre de cette rue. Des séparations

physiques existent, mais les activités économiques laissent penser à des contacts importants (évoqués par les commerçants). Ainsi, cette imbrication des types d'espaces résidentiels contribuerait au dynamisme économique des colonies populaires, en ce qu'elle permettrait potentiellement des fréquentations de la part des différents types de résidents – sans que cela implique un net différentiel socio-économique entre les deux profils de clientèle[69].

Commerces du « bout du chemin » dans le village de San Pablo Oztotepec

Le suivi de la rue Hermenegildo Galeana dans sa section méridionale à San Pablo Oztotepec permet d'observer un exemple d'axe partant du centre du village pour rejoindre les *parajes* de la périphérie sud (carte 9.7). Un tel regard permet de mettre en avant, sur un tronçon également court (850 m), le gradient de fonctionnalisation : du centre relativement hétérogène du village, jusqu'aux espaces très peu densément peuplés où domine l'aspect rural. Dans ce cadre périurbain, l'éloignement des centralités – symbolisées par les services collectifs et le marché principal –, renvoie le plus souvent à la quasi-exclusivité des fonctions résidentielles et agricoles. En dehors des alentours directs de la place publique, rares sont les commerçants et entrepreneurs. Toutefois, même en faible nombre, on distingue la présence d'ateliers, mais aussi de *tienditas de abarrotes* (petites épiceries et débits de *pulque*[70]), y compris aux confins des zones habitées, à l'extrême sud. Le tissu urbain, même lâche, compose encore avec des fonctions autres que le seul logement. Toutefois, là plus qu'ailleurs, le lien entre densité de ces fonctions et ancienneté de l'urbanisation doit être souligné.

Gradient de centralité et pénétration en périphérie à Tláhuac

Dans le cas de la zone de Zapotitlán à Tláhuac, l'exemple de la rue Francisco Jiménez témoigne de manière encore plus claire de ce gradient des fonctions urbaines selon l'ancienneté de l'urbanisation et la densité des constructions (carte 9.8). Cette rue est un exemple d'axe méridien le long duquel s'est structurée l'extension du village de Santiago Zapotitlán vers ses anciens terrains agricoles du sud depuis plus un demi-siècle. Nous nous sommes ici concentrés sur la section « la plus récente » (1970 à nos jours), tout de même longue de 2 350 m, afin d'observer la variété et l'organisation de ces fonctions urbaines (en dehors des concentrations mises au jour précédemment autour du marché de Zapotitlán et de l'avenue Tláhuac).

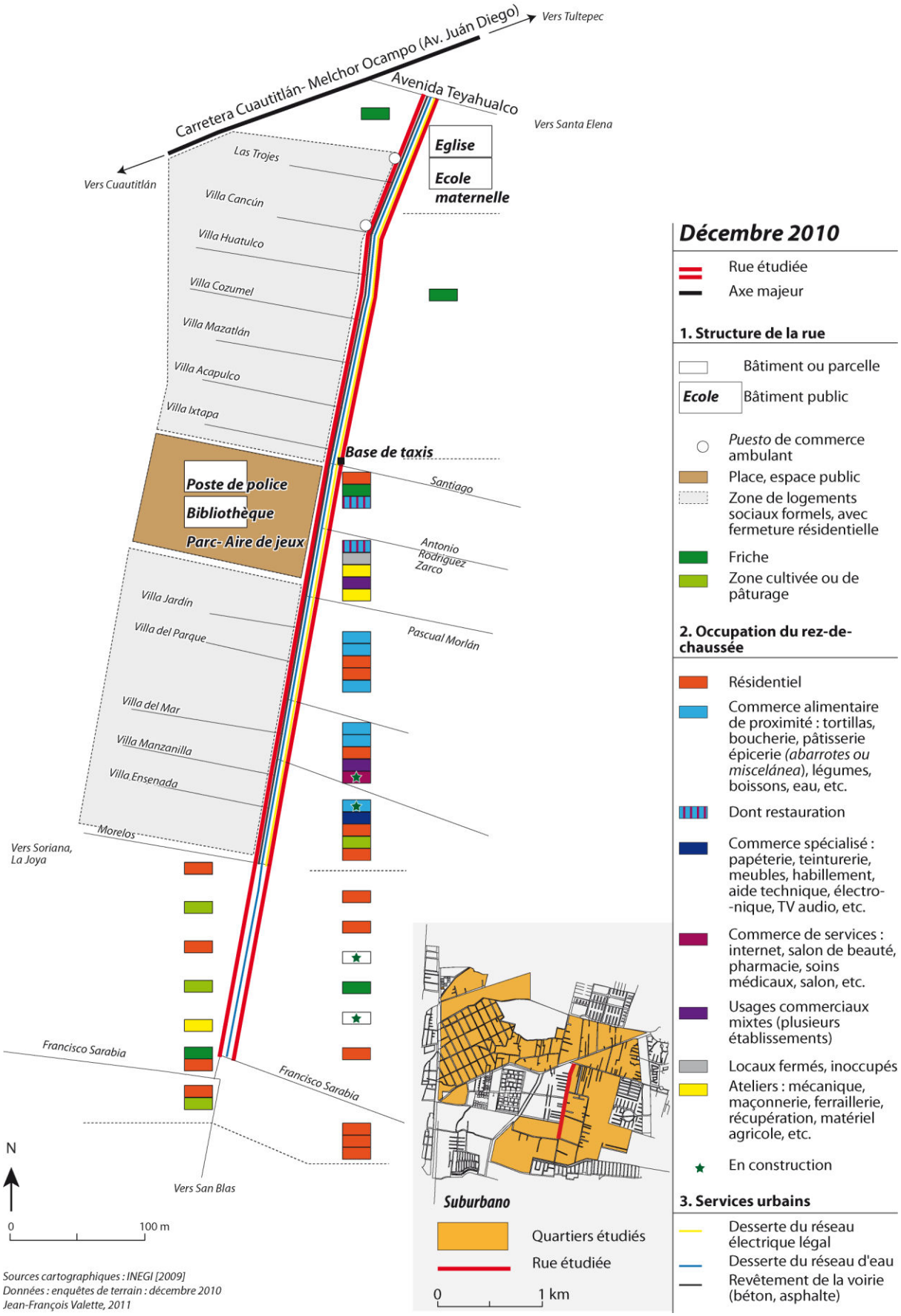
Cette rue, qui traverse les colonies de La Conchita et d'Ampliación La Conchita, fait office de passerelle entre le centre historique du *pueblo* de Zapotitlán et les zones très peu densément urbanisées, voire encore rurales, de l'extrême sud, au niveau du canal de Chalco (carte 2.10 et 9.8). Elle est aussi un bon exemple d'un axe de pénétration du front pionnier urbain sur les sols de conservation écologique de la zone. Outre ces dimensions, elle permet de suivre l'implantation des activités économiques, commerciales et de services : elle dessert les zones urbanisées depuis moins de 20 ans et renvoie à l'axe de passage principal, en particulier des *combis*, pour quasiment tout le quartier (carte 5.14).

On observe alors assez bien la densité, mais aussi la mixité des usages autres que résidentiels dans le nord de la rue. Le tronçon étudié entre les rues Agustín Diaz et le Canal Revolución en témoigne : se succèdent les boutiques de vêtements, les petits restaurants, les épiceries, les ateliers de mécanique, les magasins de produits spécialisés ou encore les *puestos*.

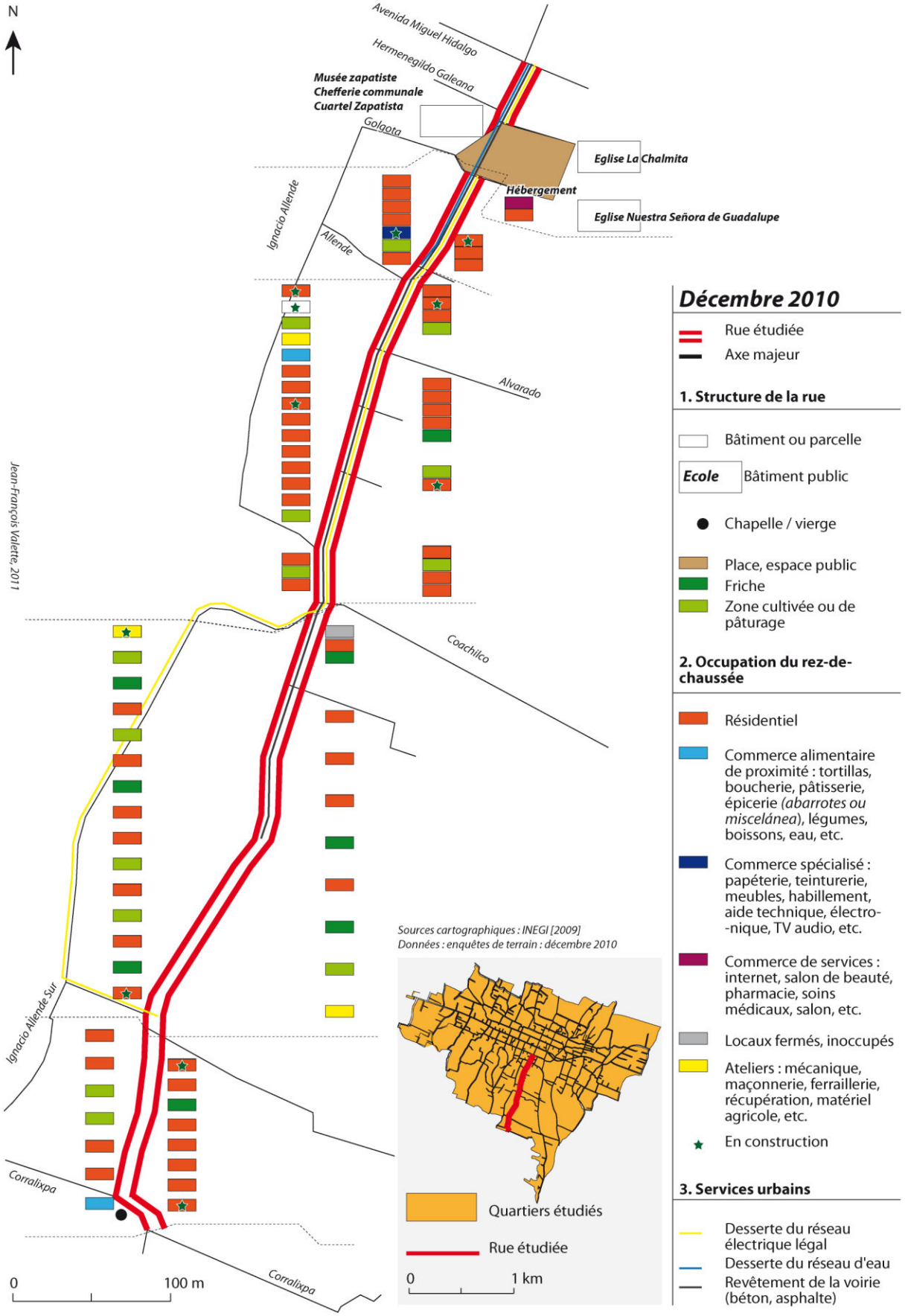
[69] On rappelle simplement ici que, si le différentiel de solvabilité pour l'accès au crédit *via* une insertion professionnelle formelle semble distinguer *a priori* une majorité des habitants des grands ensembles des habitants des colonies populaires, cette situation ne permet en rien d'envisager une distinction sociale et économique systématique (en termes de ressources et/ou de revenus) entre ces deux populations. L'appartenance supposée des résidents des grands ensembles à une « classe moyenne » ne renvoie ainsi pas automatiquement à un niveau « supérieur » à celui des résidents des colonies populaires.

[70] Boisson alcoolisée d'origine amérindienne fabriquée à partir de l'agave.

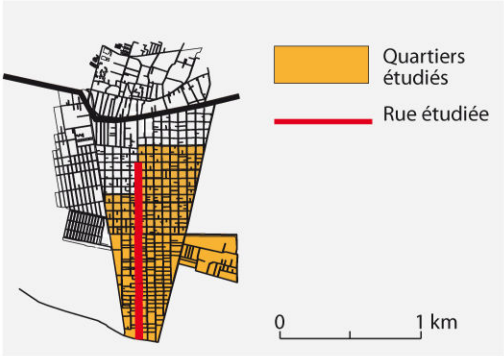
Carte 9.6. Une rue entre deux mondes : avenue Santa Maria à Cuautitlán



Carte 9.7. Du village à la montagne : rue Hermenegildo Galeana Sur à San Pablo Oztotepec, Milpa Alta



Carte 9.8. D'un monde à l'autre : Calle Francisco Jiménez à Tláhuac



Sources cartographiques : INEGI [2009]
Données : enquêtes de terrain : décembre 2010

Décembre 2010

- Rue étudiée
- Axe majeur

1. Structure de la rue

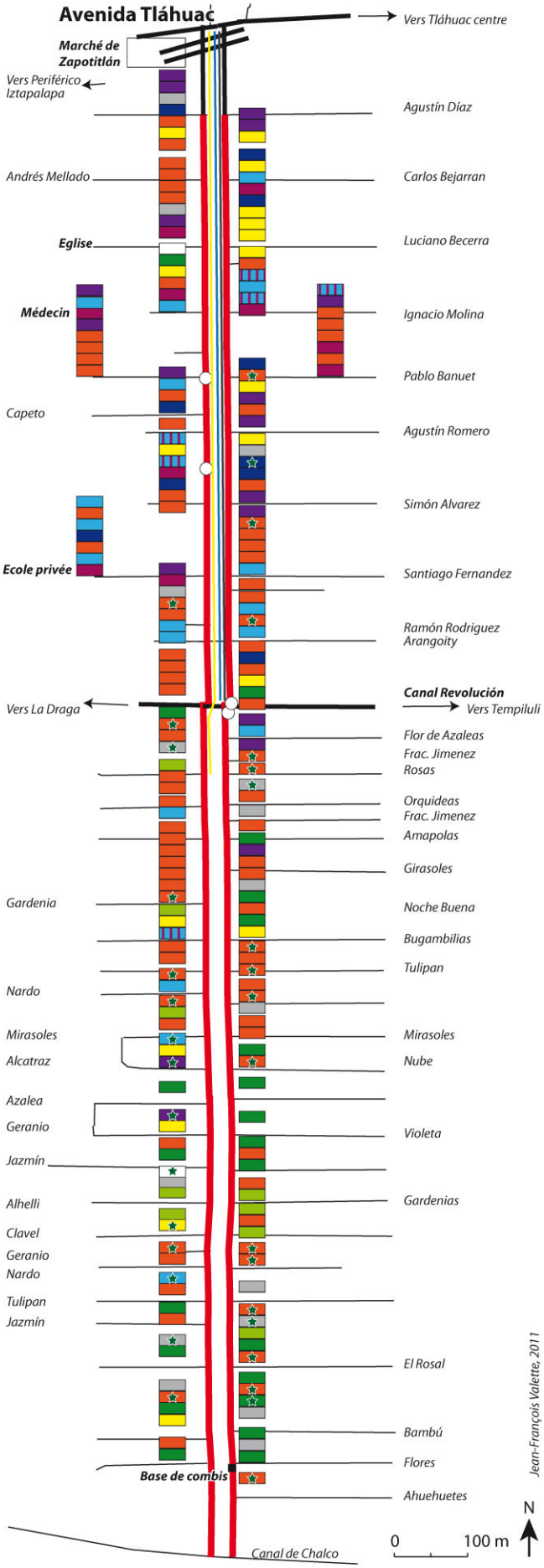
- Bâtiment ou parcelle
- *Ecole* Bâtiment public
- *Puesto* de commerce ambulant
- Place, espace public
- Friche
- Zone cultivée ou de pâturage

2. Occupation du rez-de-chaussée

- Résidentiel
- Commerce alimentaire de proximité : tortillas, boucherie, pâtisserie, épicerie, boissons, *(abarrotes ou miscelánea)*, légumes, eau, etc.
- Dont restauration
- Commerce spécialisé : papéterie, teinturerie, meubles, habillement, aide technique, électronique, TV audio, etc.
- Commerce de services : internet, salon de beauté, pharmacie, soins médicaux, salon, etc.
- Usages commerciaux mixtes (plusieurs établissements)
- Locaux fermés, inoccupés
- Ateliers : mécanique, maçonnerie, ferraillerie, récupération, matériel agricole, etc.
- En construction

3. Services urbains

- Desserte du réseau électrique légal
- Desserte du réseau d'eau
- Revêtement de la voirie (béton, asphalte)



Au sud du Canal Revolución en revanche, les activités forment un tissu beaucoup plus lâche. Les établissements semblent encore présents dans les premiers îlots au nord d'Ampliación – les plus anciens –, mais ils se font plus rares dans les zones plus récemment loties. De plus, le taux de fermeture est élevé : plus d'un local commercial sur deux semble fermé – momentanément, à l'abandon ou inachevé. Toutefois, la pénétration des activités économiques, notamment des commerces, loin en périphérie, est une nouvelle fois démontrée : on retrouve par exemple des *misceláneas* dans la partie sud, voire à l'extrême sud de la colonie dans les rues adjacentes (carte 9.3).

Émergence de centralités secondaires à La Paz

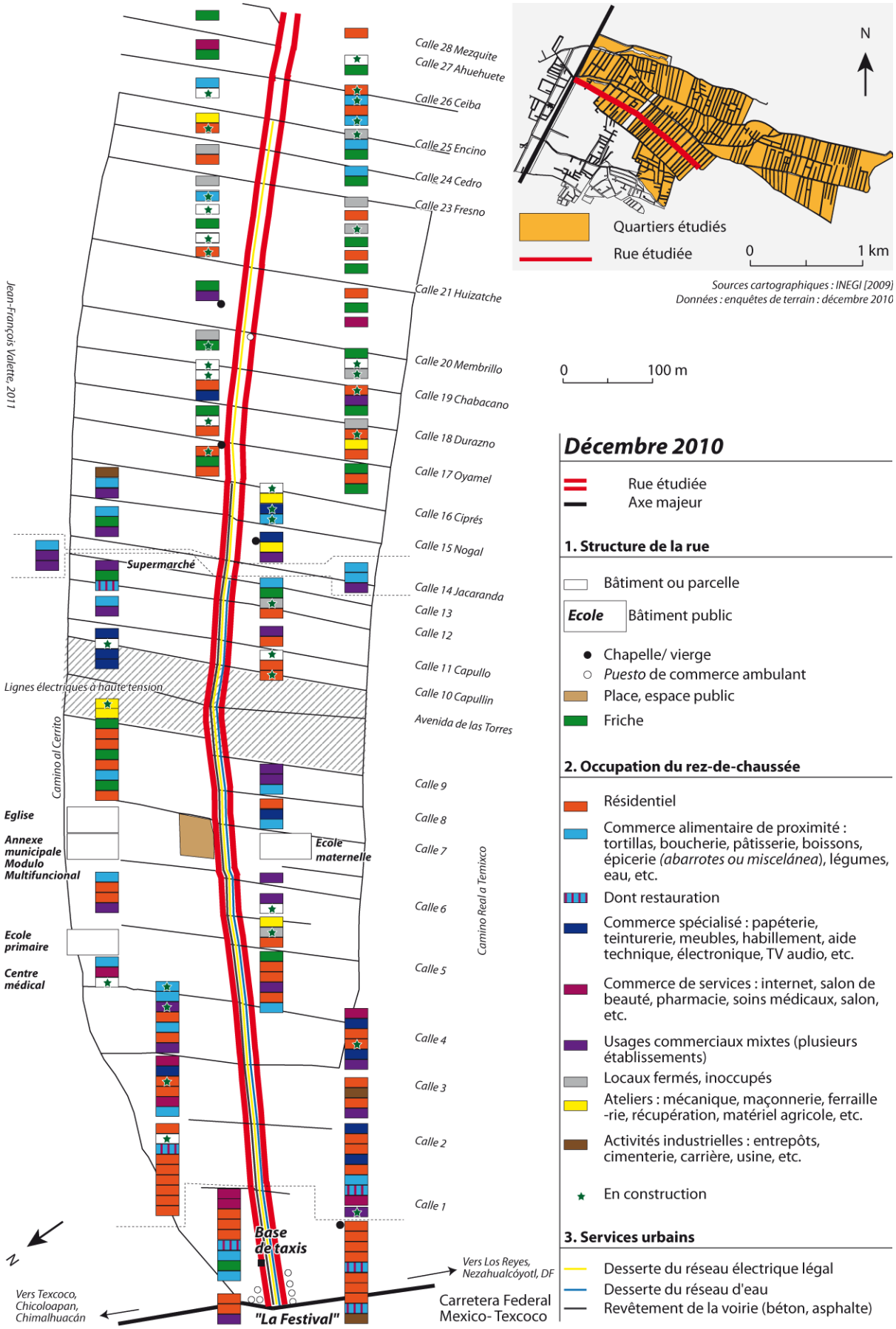
Outre le gradient de diversité selon l'ancienneté de la zone, l'exemple de l'avenue A. Nervo à Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián à La Paz permet d'identifier de véritables centralités secondaires, au sein d'espaces encore ruraux dans les années 1990 (carte 9.9). De la même manière que pour la rue F. Jiménez à Tláhuac, le tronçon étudié de l'avenue Amado Nervo renvoie à un axe de pénétration structurant le front pionnier urbain de la zone. Orientée nord-ouest – sud-est et longue d'environ 1 600 m, cette route « monte » à travers les collines de l'est de la route Mexico-Texcoco : elle renvoie bien au schéma d'une colonisation urbaine dirigée du bas vers le haut du relief de la zone, caractéristique de cette partie de la métropole, autour du Cerro El Pino (carte 2.7).

Là aussi, on retrouve à la fois, la grande diversité des fonctions urbaines autres que résidentielles et l'organisation en gradient de ce tissu d'activités. Mais comme il a été vu à l'échelle du quartier, ce gradient est doublé de centralités secondaires. On retrouve d'abord la forte densité des constructions et des établissements commerciaux, industriels et de services « en bas » de la colonie, à proximité de la route Mexico-Texcoco, dans les parties les plus anciennement urbanisées de Jorge Jiménez Cantú : on y distingue une variété importante de commerces spécialisés et de services (internet, pharmacies, magasin d'appareils ménagers, etc.), ainsi que des *puestos* de restauration, à proximité de « La Festival ».

Plus haut, la centralité est davantage liée aux activités de services, autour du *modulo*, de l'église et des établissements scolaires de Jorge Jiménez Cantú : se sont installés là divers ateliers et petits commerces alimentaires de proximité. Mais c'est, comme il a été présenté précédemment, au-dessus de la zone des *Torres* (lignes électriques), à Lomas San Sebastián, que la plus grande concentration de commerces en tout genre émerge. La section comprise entre les rues 10 et 16, et plus particulièrement l'îlot entre les rues 13 et 14, témoigne de cette activité commerciale très dense, pourtant à plus de 800 m de la jonction avec la route et dans des zones dont le processus de lotissement n'a véritablement commencé qu'à partir du milieu des années 1990 et ne s'est intensifié qu'à partir des années 2000. Comme l'attestent les photos 9.13 et 9.14, on retrouve dans ce « nouveau petit centre » des vendeurs de meubles, des bars, des restaurants, des bouchers, des vendeurs de légumes, des pharmacies, une salle des fêtes, un salon de beauté et même un mini-supermarché (photo 10.9). Ce relais de centralité permet un fort usage de la proximité pour les habitants des îlots voisins, qui ne sont *a priori* pas contraints de sortir de leur quartier pour l'approvisionnement minimal.

Au-delà de cet espace, on constate en revanche que les fonctions urbaines sont beaucoup moins denses, même si leur présence reste remarquable, en particulier dans des zones où les branchements électriques sont illégaux, et l'adduction d'eau et l'asphaltage de la route encore absents à la fin 2011. On note ainsi l'existence de commerces de proximité, et surtout, l'importance des locaux commerciaux en construction au-delà de la rue 16. Enfin, au sommet de la colline, on remarque une relative concentration, même modeste, d'activités économiques au niveau des rues 24 à 26 : ici, malgré une densité plus faible des constructions habitées et/ou terminées, la présence de l'école A. del Castillo à proximité (rue Ceiba), ainsi que la poursuite de l'urbanisation de zones plus reculées à l'est participent à ce dynamisme.

Carte 9.9. Un axe de pénétration du front pionnier urbain : avenue Amado Nervo à La Paz



On retient donc de ces quatre transects plusieurs caractéristiques de la fonctionnalisation de l'espace des colonies populaires périphériques. Tout d'abord, c'est bel et bien la diversité et la densité des usages économiques de ces rues qui sont frappantes, quel que soit le contexte métropolitain considéré. La mixité des activités commerciales et de services se retrouvent dans les quatre rues ici présentées, faisant des quartiers étudiés des espaces fonctionnels qui ne sauraient être résumés à leur seul usage résidentiel ou à l'espace de l'anomie. Ce tissu de fonctions urbaines autres que le logement pénètre loin en périphérie : on trouve ainsi quasi systématiquement, même dans les zones les plus récemment urbanisées, en « bout de piste », des unités économiques, une *tiendita* ou un minimum de services.
Cette pénétration suit un gradient d'implantation remarquable, la densité des activités étant liées à celles des constructions, mais aussi à la présence dans le contexte direct des services de base (électricité, eau) et plus largement, à l'importance du passage sur la voie publique – elle-même liée aux dimensions précédentes. Le lien avec l'ancienneté de l'urbanisation est indéniable, mais s'avère néanmoins complexe. Des centralités secondaires apparaissent en effet et témoignent du caractère hautement dynamique, voire mobile, de la localisation des fonctions urbaines dans ces quartiers.

Approchée à l'échelle du quartier dans son ensemble ou à celle de la rue, la fonctionnalisation témoigne d'une grande diversité. Un dernier regard, au plus près des habitants, permet de compléter cette analyse des fonctions urbaines non résidentielles dans la proximité.

9.2.3. Les activités dans la sphère domestique

Les entretiens réalisés lors de nos enquêtes ont permis d'interroger les habitants au sujet des pratiques de fonctionnalisation économique de l'espace domestique. Ce regard à un niveau plus fin encore que la rue ne concerne pas toutes les activités économiques précédemment évoquées aux échelles plus agrégées. En effet, une partie des commerces, ateliers et services ne renvoie pas à une fonctionnalisation d'une construction initialement prévue pour le logement. Dans les quatre quartiers étudiés, on observe ainsi que de nombreux commerçants et artisans enquêtés travaillent dans des locaux qu'ils louent – les locaux ayant souvent été construits à cet effet.
Pour autant, s'intéresser à la fonctionnalisation économique de l'espace résidentiel doit aussi intégrer les nombreux cas où la sphère domestique est investie à des fins économiques. Cet usage de la résidence, s'il traduit les stratégies sociales et économiques des ménages, renvoie bien aux marqueurs d'un ancrage dans les colonies populaires, comme présenté au chapitre 8 (8.1.1.2). Il s'agit d'un des signes de la *production progressive* de l'espace urbain, qui implique une manière d'habiter spécifique aux quartiers populaires périphériques, basée sur la rentabilisation et la valorisation sur le long terme de la résidence [Hiernaux, 1991 ; Hiernaux, Lindón, 1997, 2003]. Dans ces lieux – mais pas uniquement[71] –, les habitants « *bâtissent dans le présent grâce à une très forte représentation de l'avenir* » [Giglia, 2012, p. 241].
S'il ne s'est pas agi ici de présenter l'ensemble des dimensions soulevées au niveau du logement, la prise en compte de cette échelle reste nécessaire : en effet, la focale sur les

[71] Alors que D. Hiernaux [1991] insiste sur la construction et la représentation d'une économie domestique par cette fonctionnalisation du logement dans des quartiers autoconstruits principalement (à Valle de Chalco), A. Giglia, en comparant l'urbanisation des pentes de l'Ajusco avec celle de Nezahualcóyotl, replace l'idée de la production de l'urbain par les acteurs – plutôt que par les institutions – dans la perspective de l'ensemble de la production urbaine à Mexico, toutes catégories confondues. L'auteure souligne ainsi que la *ville informelle* et ce qui en constituait l'essence (la production non planifiée et progressive à partir de l'édification de l'espace domestique dans l'espoir d'une valorisation *a posteriori*) ne sont pas réservés aux seules colonies populaires et peuvent aussi renvoyer aux espaces résidentiels pour les catégories aisées de la métropole [2012, p. 240].

usages et les investissements (économiques ou non) dans la sphère domestique sont riches d'enseignements sur l'ancrage [Lévy-Vroelant, 2001 ; Lévy J.-P., Lévy-Vroelant, 2001].
L'analyse des enquêtes réalisées dans nos quatre quartiers avait déjà témoigné des formes de transformation d'une partie de la résidence en local commercial, du moins destinée à une fonction économique spécifique (chapitre 8). Dans les entretiens E1, une personne sur 3 avait, au sein de son logement, une activité économique nécessitant un aménagement de la sphère domestique particulier (tableau III.4.62), tandis que plus de 13 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête E2 travaillaient au sein de leur logement (tableau 9.2). La pluriactivité et la diversification des ressources que ces activités induisent impliquent en retour aussi la fonctionnalisation de l'ensemble du contexte résidentiel.
Une grande diversité des activités commerciales et des formes de l'utilisation de l'espace domestique est mise au jour chez les personnes enquêtées. On observe la vente de produits alimentaires, matériels divers, ou encore de services, à partir d'établissements de plusieurs types : la « boutique » peut renvoyer à un aménagement sommaire d'un local (garage par exemple), un atelier plus professionnel, voire à un petit magasin en libre-service.

Les entretiens ont permis de faire le lien entre la fonctionnalisation et la durée de l'installation d'un côté – l'activité se renforçant avec l'âge –, le caractère « réussi » de l'installation (trajectoire ascendante) de l'autre. Ainsi, dans notre échantillon, la fonctionnalisation n'est pas sans lien avec la densité de résidence : près de la moitié des personnes interrogées ayant une forte densité de résidence ont une activité dans leur logement, tandis qu'ils sont moins d'un tiers de ceux ayant une densité résidentielle faible. L'exemple de Raymondo – présenté au chapitre 8 (carte 8.9) – témoigne d'une telle configuration : retraité en 2010-2011 après une vie professionnelle localisée dans le DF, mais installé dans sa résidence à Ampliación Jorge Jiménez Cantú depuis vingt ans, il gère depuis quelques années avec sa femme, une boutique de matériel électrique au rez-de-chaussée de sa maison, dans un petit local donnant sur la rue, à côté de sa chambre et du salon familial.
Le lien est également établi dans nos enquêtes entre le sens de la trajectoire résidentielle et la diversification des ressources au travers de cette fonction économique – rares étant les personnes ayant expérimenté une trajectoire de dégradation à disposer d'une activité dans leur logement. Par exemple, Madame E., la quarantaine, qui est arrivée en 1989 dans son logement des *parajes* sud de San Pablo Oztotepec, a connu une trajectoire d'amélioration de sa position socio-résidentielle, aujourd'hui propriétaire avec son mari de sa parcelle et d'une maison en bon état. Pendant que son mari exerce les métiers d'électricien (dans le centre-ville de Mexico) et d'agriculteur (de l'autre côté du village), elle tient depuis plusieurs années une petite épicerie dans le garage de la maison. Malgré le faible passage dans le quartier, elle vend boissons et gâteaux industriels et écoule également une partie de la production familiale : maïs, *mole* et *pinole*[72].
À travers ces explorations très synthétiques, la fonctionnalisation économique des logements et l'ancrage résidentiel apparaissent comme particulièrement liés.

Au final, nos observations concluent à une diversification des fonctions urbaines depuis les moments de l'installation des premiers résidents. Du point de vue du contexte résidentiel, la présence dans la proximité de services variés rend possible le développement d'une perception de citadinité, de centralité relative, voire d'autosuffisance [Duhau, Giglia, 2004 b, p. 181]. L'hétérogénéité des pratiques, de la composition socio-économique de la population

[72] Le *mole* est un plat mexicain prenant généralement la forme d'une sauce, préparée à partir d'un ensemble complexe d'ingrédients, notamment des piments et des épices. Le *pinole* est une farine de maïs grillé et moulu pouvant être transformée en boisson.

et des activités renvoie à ce sentiment d'urbanité, mais aussi de citadinité dans les colonies populaires périphériques de Mexico. La fonctionnalisation de ces quartiers témoigne ainsi de la diversité des expériences de l'espace public, mais aussi des différentes temporalités de l'investissement de l'espace local et en cela, de la variété des ancrages. Les pratiques et l'usage des fonctions du quartier permettent alors une exploration de ces ancrages, cette fois-ci du point de vue des individus.

9.3. Du rapport au quartier à l'ancrage urbain : point de vue des individus

L'observation des pratiques des habitants enquêtés et de la fonctionnalisation socio-économique des quartiers fournit des éléments alimentant la thèse de l'ancrage local. Or, la poursuite de notre analyse des ancrages, dans leur diversité et dans la manière dont ils doivent être appréhendés comme point de vue sur la recherche des ressources urbaines par les habitants, nous amène à articuler les échelles du local et du reste de la métropole de Mexico. Il s'agit désormais de replacer les pratiques et les ressources du quartier dans le contexte de la ville dans son ensemble et d'observer les mobilités quotidiennes du point de vue des individus-habitants.
Pour cela, nous proposons d'analyser les systèmes de lieux métropolitains mobilisés par les habitants des quartiers populaires périphériques et d'interroger les liens établis entre leur quartier de résidence et les autres lieux de leur espace de vie. Ces liens renvoient à la question centrale de l'intégration des habitants et de leurs contextes résidentiels au reste de la ville. Dans un deuxième temps, il faudra s'interroger sur les « bassins de vie »[73] dessinés par ces pratiques habitantes multiples dans la ville ; il s'agira aussi de mesurer le rapport que les individus entretiennent avec leur quartier, mais aussi avec le reste de la ville. L'articulation des échelles spatiales et temporelles permettra alors d'appréhender plus précisément les ancrages que ces circulations dessinent.

9.3.1. Quand le quartier « ne suffit pas » : intégration et lien à la ville

La poursuite de notre réflexion sur les circulations dans l'espace urbain des habitants des quartiers populaires périphériques nous conduit à investir une nouvelle fois le système d'activités des personnes enquêtées empiriquement, afin de souligner une dimension particulière de leur système de lieux métropolitain : le fait que leur quartier de résidence « ne suffise pas ». D'abord, l'analyse des « autres zones pratiquées » de la ville témoigne de la nécessité du lien des habitants au reste de la ville. Ensuite, ce regard permet l'identification de plusieurs profils de circulation urbaine – mobilisant plusieurs échelles spatiales et temporelles – et soulève la question de l'intégration à la ville et de ses mécanismes. En dehors des seuls résidents rencontrés et de leur point de vue, cette intégration renvoie à des pratiques de personnes « extérieures » : le quartier ne suffit pas et implique le lien au reste de la ville ; c'est aussi le reste de la ville qui peut tisser des liens avec le quartier. Au final, l'ensemble de ces processus doit être éclairé afin de témoigner du rapport complexe entre autochtonie et allochtonie dans lequel s'inscrivent les ancrages des habitants rencontrés d'une part, la maturation des contextes résidentiels d'autre part.

[73] Voir note 63 du chapitre 3 (3.2.4.4), p. 195.

9.3.1.1. La nécessité d'être lié à la ville

Plusieurs recherches ont déjà avancé que les processus de *citadinisation* et de développement des compétences urbaines dans la recherche des ressources sociales et économiques impliquent l'ancrage local autant que la pratique de la ville [Baby-Collin, 2005 ; Florin *et al*, 2007 ; Bouillon, 2009][74].

Différentes entrées sont possibles pour mesurer le lien des habitants des quartiers populaires périphériques au reste de la ville. Les pratiques qui sollicitent des sorties du contexte résidentiel local ont déjà été présentées précédemment : le suivi des déplacements en dehors du quartier avait déjà permis de démontrer la distinction entre ancrage et enclavement (voir 9.1.1) : 97 % des personnes enquêtées lors des entretiens E1 affirmaient sortir régulièrement de leur quartier, la moitié du temps pour des raisons professionnelles ; du point de vue des pratiques, quel que soit le groupe d'enquêtés, au moins 2 personnes sur 5 sortent de leur quartier pour aller travailler et plus de 3 sur 5 quittent également la colonie de résidence ou la proximité directe pour aller se faire soigner, acheter des vêtements ou pour rejoindre un autre lieu jugé important dans leur espace de vie (9.1.2). Sortir de son quartier très régulièrement constitue donc une dimension majeure de la citadinité et de l'ancrage des habitants interrogés dans leurs mêmes quartiers.

Par ailleurs, la fonctionnalisation socio-économique présentée précédemment permet aussi de témoigner du lien indispensable du quartier aux autres espaces urbains (9.2). En effet, ce lien est nécessaire pour approvisionner le réseau de petits commerces présents dans la colonie – qui se fournissent dans des marchés de gros de niveau municipal, métropolitain, voire national. La fréquentation de personnes non-résidentes dans le quartier est aussi essentielle à l'approvisionnement local (commerçants des *tianguis,* ou encore livreurs de denrées par exemple). Elle l'est également pour la « consommation » des fonctions urbaines présentes localement – commerciales ou autres –, lors d'évènements spécifiques, comme des fêtes locales ou des matches sportifs.

Même s'il a été vu que les quartiers populaires étudiés ne renvoient pas à des lieux de l'anomie et de l'absence de centralité et d'urbanité en général, il ne s'agit pas non plus de tomber dans le travers inverse, à savoir, nier les réelles carences et la perception forte d'insuffisance du contexte local. Notre observation des pratiques quotidiennes a ainsi révélé l'existence de systèmes de lieux pluriels au sein de la ville. L'ensemble des lieux et des échelles que les mobilités mettent en relation témoigne une nouvelle fois de cette ambivalence de l'ancrage : entre point de départ des circulations dans la ville d'un côté, et circonscription forte et dynamiques d'apprivoisement du local de l'autre.

Quelques paroles échangées par un jeune couple de Jorge Jiménez Cantú à La Paz illustrent à la fois la diversité des pratiques de mobilités, autant que des distinctions fortes qui existent entre les individus – que les différences soient effectives et/ou représentées. Ainsi, Lupe et Benjamin, la vingtaine, déclarent en 2010 au sujet de leurs déplacements dans le reste de la ville de Mexico :

> Benjamin : « *Oui, la plupart du temps, je ne travaille pas dans le quartier, je vais un peu partout. Ça dépend beaucoup des opportunités*[75] »
> Lupe (avec son fils sur les genoux) : « *Nous deux, on ne sort jamais d'ici !* »
> B. : « *C'est qu'il n'y a rien à faire ici !* »
> L. « *Mais non, ce n'est pas vrai, c'est juste qu'ici, c'est plus tranquille* ».
> Benjamin, 23 ans, Lupe, 20 ans, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, juillet 2010.

[74] On peut également mentionner les travaux sur ces thématiques menées dans les années 1990 dans les villes du monde arabe. Voir entre autres Berry-Chikhaoui I., Deboulet A. [2000].

[75] Benjamin déclare être en 2010 serveur à temps partiel dans des restaurants.

Si le mari évoque sa mobilité relativement importante au sein de l'espace métropolitain, la représentation du quartier de résidence s'en trouve *a priori* particulièrement dépréciée, pointant le manque d'activités et d'opportunités d'emplois. L'approche est très différenciée selon le sexe et la position socio-professionnelle au sein de ce couple. Lupe témoigne d'un regard contraire, à la fois sur la mobilité et sur son contexte résidentiel. Elle semble évoquer avec un certain fatalisme sa faible mobilité quotidienne dans la ville, mais son discours est moins catégorique au sujet des représentations du local : elle souligne l'attachement qu'elle ressent au sujet de son quartier et l'inscription historique personnelle qu'elle y projette.
La perception de manque d'activités professionnelles est aussi signalée dans les représentations globales du quartier lorsque celui-ci est présenté comme une banlieue-dortoir. Le plus souvent, une telle description est le fait d'enquêtés qui ne travaillent pas dans le contexte local et qui subissent l'impact des navettes quotidiennes entre domicile dans le quartier et travail « à l'extérieur ». Par exemple, Mari, la cinquantaine, pendant très longtemps employée de chantier dans le DF et résidente de La Paz, évoque clairement sa faible connaissance du quartier et le fait qu'elle considère ce dernier comme « *una zona dormitoria* » [une zone-dortoir], depuis laquelle les gens partent travailler le matin (vers les zones d'activités plus lointaines, hors de la colonie – route Mexico-Texcoco, autres municipes voisins, etc.) et reviennent dormir le soir [Entretien, juillet 2010].

La pratique de la ville, entendue ici comme la zone métropolitaine en dehors du quartier de résidence et de la proximité directe, est à la fois perçue comme une condition systématique pour disposer de ressources, en même temps qu'un marqueur de différenciation sociale important. Quand l'essentiel des pratiques spatiales quotidiennes est réalisé dans l'espace de la proximité résidentielle, l'échelle métropolitaine est un territoire de référence beaucoup plus difficile à cerner pour comprendre la « conquête de la ville » [Baby-Collin, 2005, p. 155 ; Lazo, 2012, p. 25][76]. En réalité pourtant, les frontières locales sont le plus souvent franchies et l'investissement urbain dépasse largement l'échelle du quartier, à la fois dans les pratiques effectives et dans les références spatiales mobilisées (dans les représentations et au sujet de l'identité et en cela, dans l'appropriation et l'identification au quartier ou non).

« L'insuffisance du local » peut donc être approchée par la perception des habitants d'une « nécessaire » connexion au reste de la ville. La nécessité du lien à la ville vient ici du fait du manque de ressources ressenti dans le local et de la perspective de devoir trouver ces ressources ailleurs. C'est par exemple le cas de l'équipement de la colonie en services de base jugés indispensables à la vie urbaine « normale » par les habitants enquêtés. Ce peut être également le cas du regard des habitants interrogés sur les disponibilités foncières : il s'agit là d'une dimension importante de projection de l'installation des nouvelles générations, certains ménages jeunes souhaitant accéder à la propriété d'une part, d'autres ménages déjà propriétaires souhaitant élargir leur patrimoine – souvent pour les descendants – d'autre part.
L'analyse des perceptions habitantes sur ces deux aspects des ressources urbaines du quartier au fil des entretiens E1 a ainsi participé à mettre en évidence trois dimensions de l'intégration des contextes résidentiels étudiés à la ville. Premièrement, la dépendance des contextes résidentiels étudiés par rapport aux autres espaces de la ville paraît encore forte. Deuxièmement, l'intégration de ces zones au travers d'une banalisation par densification et

[76] La tension entre ce qui pourrait être lu comme un repli local d'une part, et une « quête de la ville » d'autre part, a pu être analysée au prisme du *métissage* de l'urbanité [Baby-Collin, 2005, p. 156] : cette notion est mobilisée pour évoquer les va-et-vient entre revendications et appartenances à plusieurs lieux dans la ville (avec les représentations sociales qui y sont attachées), de la part d'habitants de zones « marginales » populaires latino-américaines, dans des contextes où les ségrégations ethniques (vis-à-vis des Amérindiens à La Paz) ou les stigmatisations liées aux violences urbaines (à Caracas) sont exacerbées.

consolidation est en marche. Troisième point enfin, le dynamisme conséquent de cette intégration – impliquant la nécessaire « ouverture » du quartier sur d'autres espaces urbanisés ou à urbaniser – est visible.

La perception de la disponibilité des services de base[77] dans la colonie de résidence témoigne d'une représentation du « manque d'urbanité » qui semble caractériser ces contextes résidentiels et de la nécessaire mobilité vers d'autres lieux de centralité, extérieurs, afin de disposer de ces ressources (tableaux III.4.63).
Près de 60 % des enquêtés des entretiens E1 estiment que les services de base sont déficients dans leur quartier, constat qui rejoint nos analyses précédentes des contextes socio-résidentiels (chapitres 4 et 6). Ainsi, une majorité des personnes interrogées met en avant clairement les manques dans la proximité du logement : cette représentation découle d'une connaissance directe (par le parcours résidentiel et/ou les pratiques quotidiennes) ou indirecte des caractéristiques urbaines classiques présentes dans d'autres parties de la ville. Cette perception semble particulièrement forte chez les 50 ans et plus, dans les quartiers étudiés à Cuautitlán et à Tláhuac. En revanche, les perceptions ne semblent pas particulièrement liées à la densité résidentielle, tandis qu'au contraire, les personnes ayant connu une ultime trajectoire résidentielle stable ou de dégradation évoquent davantage la déficience des services urbains. Par ailleurs, 2 autres personnes rencontrées sur 5 estiment que les services « progressent » dans leur quartier de résidence. Cette dimension renvoie à la perception d'une dynamique, ici positive, dans la manière dont les fonctions urbaines se développent dans le quartier au fil de la consolidation, en particulier à La Paz et à Milpa Alta, pour les personnes ayant connu une trajectoire résidentielle ascendante.

Le suivi de la perception de l'offre foncière dans le quartier de résidence renvoie aux stratégies résidentielles des nouvelles générations et des résidents actuels déjà propriétaires. Les réponses fournies lors des entretiens E1 permettent de sonder d'éventuels projets de mobilité résidentielle – impliquant un maintien dans le quartier ou un départ – et la connaissance des enjeux existants à l'échelle du quartier – et donc, une connaissance relative de l'espace public et l'existence supposée de relations de voisinage. Il s'agit aussi d'un indicateur pertinent du sentiment de densification et de consolidation du quartier éprouvé par les personnes et en cela, de relative banalisation et d'intégration au reste de la ville.
Plus des deux tiers des personnes ayant répondu lors des entretiens estiment globalement que l'offre se raréfie, au point de devenir insuffisante. Une majorité souligne la rapidité de l'urbanisation du quartier impliquant une saturation relative du contexte, à l'exception du cas de Milpa Alta. Le manque croissant de terrains libres ou constructibles – couplé généralement avec l'évocation de la hausse du prix du foncier[78] – est particulièrement mis en avant dans les cas de Cuautitlán et de La Paz et semble spécialement ressenti chez les propriétaires.
Gisela, résidente de la colonie Ampliación Jorge Jiménez Cantú depuis 17 ans au moment des enquêtes – renvoyant à une densité résidentielle élevée –, insiste ainsi sur la disparition progressive des espaces agricoles et sur la croissance exponentielle des ventes de terrains pour la construction. Elle indique en 2010 :

> « *Quand je suis arrivée ici, la colonie existait déjà. Mais ce n'était pas construit comme maintenant, il n'y avait pas tout ça. Maintenant, c'est super rempli* ».
> Gisela, la cinquantaine, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, juillet 2010.

[77] Ici entendus au sens large, faisant référence à la fois aux infrastructures basiques pour le logement (eau, électricité) ou encore, à l'accès aux services (route, transport, école, soins, approvisionnement commercial alimentaire minimal).
[78] Une personne enquêtée sur 6 évoque même directement la montée des tensions foncières, liées à cette pression importante, les rapports de voisinage pouvant être délicats dans un contexte de spéculation forte.

M. A., habitant de la colonie Ampliación La Conchita à Tláhuac depuis 1997, et gérant d'un petit magasin d'*abarrotes,* décrit un mouvement qui va dans le même sens, en désignant la construction de maisons sur les parcelles voisines à la sienne :

« *Dans quelque temps, il n'y aura plus que des maisons à la Ampliación* ».

M. A., la quarantaine, Ampliación La Conchita, Tláhuac, août 2011.

Pour ces personnes, les stratégies résidentielles des proches susceptibles de connaitre une mobilité sont souvent envisagées dans d'autres parties de la ville – même si en général la proximité est privilégiée (voir 8.2.3). On peut y voir une forme d'intégration du quartier en cours de densification à l'ensemble du marché du sol urbain et la nécessité d'un lien à la ville, ne serait-ce que pour l'accès au logement de ceux qui ne pourront rester à l'avenir.
À l'opposé, un quart des personnes enquêtées pense que les possibilités de poursuite de l'urbanisation et de la densification existent encore au sein du contexte résidentiel direct, malgré les tensions suscitées et la montée des valeurs foncières, en particulier pour les personnes interrogées à Milpa Alta et Tláhuac. Dans ces contextes en effet, malgré la rapidité de l'urbanisation récente – elle aussi mise en avant par les riverains interrogés –, les disponibilités subsistent. Là, le raisonnement peut être renversé : si le foncier réserve encore des possibilités, alors c'est cette fois-ci dans une relation d'attractivité que peut être formulé le lien à la ville. En retour, c'est aussi parce que le lieu est attractif et que la spéculation augmente que des réserves foncières se dégagent dans une certaine mesure malgré la densification.

À travers ces quelques dimensions, lorsqu'il s'agit d'accéder aux fonctions urbaines, on retient ainsi que le lien à d'autres zones de la ville est souvent mis en avant, directement ou indirectement par les habitants interrogés. Quel que soit l'angle d'observation – des services témoignant de la consolidation du quartier, ou du marché du sol urbain témoignant de sa densification –, l'articulation du contexte local avec le reste de la métropole est indéniable. Entre extension et saturation, les quartiers populaires périphériques ne sont pas des lieux d'ancrage isolés, mais bel et bien les espaces d'ancrages pluriels autour desquels se développent des bassins de vie métropolitains.

9.3.1.2. L'intégration à la ville : les capacités de déplacement à plusieurs échelles

Les circulations des habitants des quartiers populaires périphériques étudiés sont ainsi caractérisées par ce rapport ambivalent entre la recherche nécessaire de ressources dans l'ensemble de la ville et la force des pratiques locales. L'ensemble des déplacements que les systèmes d'activités des personnes impliquent se réalise alors sur plusieurs échelles spatio-temporelles et rarement dans le seul cadre de la colonie de résidence. Les fonctions urbaines présentées ne sont pas toutes recherchées selon les mêmes fréquences, ni dans les mêmes lieux selon le niveau de spécialisation envisagé.
L'exemple des services scolaires est à ce titre très marquant dans l'usage de la ville. Les déplacements sont quotidiens et excluent les week-ends et les périodes de vacances ; les distances au logement diffèrent selon que l'on fréquente une école maternelle, primaire, secondaire ou supérieure au secondaire – les premières destinations renvoient à des fonctions souvent joignables à pied, tandis que les secondes peuvent exiger un transport motorisé.

L'accès à la ville est ici exploré à partir de l'analyse des moyens de transport mobilisés, renvoyant au capital de mobilité – aussi appréhendé par V. Kaufmann et C. Jemelin par le prisme de la *motilité*[79] [2008]. Une diversité de types de déplacements, et en cela, des

[79] La motilité est un concept issu de la biologie, renvoyant en géographie à l'ensemble des facteurs et mécanismes qui rendent possible la mobilité dans l'espace : capacités à se mouvoir, représentations de la

potentialités de déplacements apparaît alors. L'analyse des moyens de transport utilisés par les enquêtés des entretiens E1 permet en effet de préciser de manière indirecte la desserte et l'utilisation des transports en commun dans les colonies de résidence, présentés au chapitre 5 (tableau 9.4) ; elle renseigne aussi sur les distances les plus fréquemment parcourues par les individus, et rend possible une exploration du poids des dépenses liées à la mobilité dans les économies des ménages[80].
Au cours des entretiens, 99 personnes ont renseigné le ou les moyens de transport qu'ils sollicitaient régulièrement lors de leurs déplacements en ville, quelles que soient la distance et la fréquence envisagée : la majorité a privilégié une seule réponse, mais 7 ont décrit la combinaison de plusieurs modes de transport.

Dans des contextes résidentiels où l'équipement automobile des ménages est faible – 37 % des logements en sont équipés dans l'ensemble des colonies populaires de la ville, cette proportion pouvant diminuer à moins d'un quart dans les quartiers étudiés (en particulier à La Paz et Milpa Alta, voir chapitre 5, 5.2.1.3) –, on remarque que le poids joué par les déplacements des enquêtés en voiture ou utilitaire est encore très important. Dans l'ensemble, près de la moitié des déplacements en ville pour les personnes interrogées implique l'automobile, bien qu'il s'agisse potentiellement du poste de dépenses le plus élevé pour le transport des ménages. Cette domination de l'automobile s'observe notamment à Cuautitlán et à Milpa Alta, mais plus du tiers des réponses fournies à La Paz et à Tláhuac évoque aussi l'utilisation d'une automobile particulière. En réalité, l'utilisation d'une voiture ne signifie pas systématiquement la possession d'un véhicule. Nombreux sont les cas de covoiturage ou de prêts de voiture.
Par exemple, Francisco, à La Paz, se déplace en voiture pour aller au marché de Chiconcuac deux fois par mois, acheter des vêtements pour la petite boutique de sa fille qu'il gère de temps en temps. C'est encore en voiture qu'il se rend à la *taquería* de son gendre à Nezahualcóyotl plusieurs fois par semaine, ou à Coatepec dans le municipe voisin d'Ixtapaluca, dans la belle-famille d'un de ses fils, une fois par semaine. Mais ces déplacements automobiles ne sont pas réalisés avec sa voiture personnelle : en effet, avec ses deux filles et ses petits-enfants – résidant dans la même colonie que lui (Ampliación Jorge Jiménez Cantú) –, ils se « partagent » un véhicule – appartenant au gendre. La plupart des déplacements sont mutualisés et ciblés sur des motifs précis (courses et travail) afin d'économiser le carburant. Par ailleurs, Francisco se déplace aussi tous les jours à pied dans sa colonie, et c'est en bus qu'il se rend une fois par mois dans son village natal au sud de l'État de Mexico en dehors de la métropole (voir carte 8.10).
Toujours à La Paz, il est possible d'évoquer les cas de Martín – qui se rend à son travail quotidiennement dans le DF grâce à la voiture de son beau-père –, de Nicolas – qui se déplace (très peu) dans la colonie grâce au pick-up de son patron et camarade de groupe de voisins –, ou encore des membres de la famille B. qui ne se déplacent que grâce au taxi d'un des fils et au *combi* d'un autre.

---

mobilité, infrastructures, accessibilités physiques, techniques et cognitives aux services de mobilité, ainsi qu'aux compétences et appropriations développées autour de l'offre de mobilité [Bonerandi, 2004 : Kaufmann, Jemelin, 2008].

[80] Comme le remarque C. Paquette [2010, p. 165], l'estimation de la part des dépenses pour le transport dans les revenus des ménages est difficile. En 2012, selon l'ENIGH [INEGI, 2013 c], 18.5 % des dépenses des ménages mexicains étaient destinés aux transports. Ce poids varie selon les déciles de revenus concernés : il serait compris entre 9.6 % et 14 % pour les 30 % des revenus les plus faibles, et représenterait plus de 19.6 % pour les 30 % des revenus les plus élevés. Au sein du budget transport, des différences existent dans le poste de dépenses selon le revenu : ainsi, plus de la moitié de ce budget transport est dépensé en transports en commun et moins de 5 % dans une voiture chez les 30 % les plus pauvres. À l'inverse, chez les 20 % des ménages ayant les plus hauts revenus, les transports en commun constituent moins de 19 % du budget transport et la voiture, plus de 17 %.

Au total, les déplacements motorisés en voiture individuelle privée sont majoritaires chez les personnes enquêtées, mais renvoient à des mobilités mesurées et partagées au sein des groupes familiaux et/ou amicaux. Cette modalité de transport semble particulièrement mise en avant parce qu'elle est symbolique de la sortie du quartier[81], du rôle utilitaire du déplacement dans la ville (l'usage de la voiture pour le transport de charge est clairement identifié) et qu'elle se trouve au cœur de la représentation de la mobilité individuelle en général et du sentiment d'indépendance qui lui est liée. Elle témoigne également de l'existence réelle d'une pratique de mobilité extérieure au quartier relativement fréquente, de la connaissance d'autres lieux de ressources dans la ville et en cela, de compétences citadines développées.

Tableau 9.4. Moyen (s) de transport utilisé (s) pour se déplacer dans la ville pour les personnes de l'enquête E1

Moyen (s) de transports mobilisés	Total occurrences	*Cuautitlán*	*La Paz*	*Milpa Alta*	*Tláhuac*
Automobile	**48**	6	19	8	15
Marche à pied	**27**	1	15		11
Combis et bus	**21**		14		7
Autres transports en commun (*bici/taxi/autres* combis)	**5**			2	3
Taxi	**3**		2		1
Vélo	**3**				3
Métro	**3**				3
Non répondu	***40***	*19*	*8*	*3*	*10*
Total	**110**	**7**	**50**	**10**	**43**

Sur un total de 99 personnes ayant répondu à la question du mode de transport utilisé. 92 personnes ont répondu par une seule modalité : 3 personnes ont fourni 2 réponses différentes, 4 personnes ont fourni 3 réponses différentes.

Les autres moyens de transport évoqués par les personnes enquêtées renvoient, quant à eux, à des ressources plus facilement accessibles (tableau 9.4). Ainsi, la marche à pied est signalée pour un déplacement sur 4, et l'utilisation des transports en commun – à partir ou au sein du quartier de résidence – est évoquée dans près d'un cas sur 5, quasiment uniquement chez les enquêtés de La Paz et Tláhuac. L'appréhension particulière de l'espace de vie quotidien permis par la marche à pied – dans le sens d'une connaissance supposée plus développée de l'espace, en raison de la lenteur du déplacement et des contacts directs potentiels avec d'autres habitants – renvoie le plus souvent à la proximité résidentielle. La marche à pied est peu développée pour les trajets en dehors du voisinage. Il en est de même du vélo[82]. En effet, les transports en commun permettent à la plupart des habitants de La Paz et de Tláhuac d'effectuer les trajets, courts ou longs, à partir d'une prise en charge très rapprochée des logements, y compris dans les zones les moins denses [Paquette, 2010 ; chapitre 5].
En revanche, l'absence d'occurrence concernant les transports en commun chez les enquêtés de Cuautitlán et de Milpa Alta témoigne de configurations différentes. Dans le premier cas, les réseaux de *combis* et bus assurent une couverture satisfaisante des zones urbanisées pour une connexion avec d'autres espaces de la ville, mais ils ne permettent pas la circulation à

[81] Des nuances s'imposent évidemment quant à ce constat. En effet, la voiture est privilégiée pour les distances plus longues, mais elle peut également l'être pour les déplacements plus « complexes ». On peut citer les cas des zones résidentielles les plus éloignées des transports en commun, ou les configurations dans lesquelles l'état de la voirie ne permet pas le passage des *combis*. Enfin, contrainte temporelle, la voiture peut être utilisée pour les déplacements effectués en dehors des heures de passage des *combis* (souvent au-delà de 21 h, où le sentiment d'insécurité peut décourager les enquêtés à la marche à pied ou à l'utilisation des transports en commun).
[82] Excepté le cas de Tláhuac (où les terrains sont plans), l'usage du vélo a été observé dans tous les terrains, mais sa pratique systématique s'avère faible : relief, insécurité routière et offre de transports en commun motorisés bon marché tendent à cette position quelque peu marginale dans les quartiers populaires.

l'intérieur des colonies. À Milpa Alta, le caractère isolé du village par rapport aux réseaux collectifs explique d'une part, une moindre desserte, d'autre part, une dépendance accrue à l'automobile ou à des moyens de transport alternatifs (comme les taxis collectifs non déclarés). Les taxis (auto, moto, bicyclette) sont d'ailleurs très présents dans l'offre de proximité des quatre quartiers étudiés : ils permettent d'assurer des trajets courts, mais supérieurs à un kilomètre.

À travers ces résultats, la définition d'un ancrage impliquant une immobilité des personnes interrogées dans les colonies populaires périphériques semble pouvoir être écartée. La dépendance à l'automobile reste forte, mais l'usage des transports en commun pour l'accès au reste de la ville d'une part, pour les liaisons de proximité d'autre part, est également très important. La marche à pied, les transports en commun et la voiture permettent aux résidents enquêtés de pratiquer leur quartier, mais aussi d'en sortir pour la recherche de ressources urbaines ailleurs dans la ville : ces capacités à se déplacer témoignent de l'intégration à la ville sur plusieurs échelles. Enfin, ces transports rendent aussi possible la fréquentation du contexte local par des usagers « extérieurs ».

9.3.1.3. Les pratiques d'allochtones révélatrices d'une intégration à la ville

Il s'agit ici de s'intéresser plus particulièrement à l'utilisation du quartier populaire par des populations « extérieures », entendues comme celles qui n'y résident pas. L'inversion du regard, cette fois-ci du point de vue d'individus extérieurs au quartier, mais pratiquant ce dernier, permet de mettre en avant la place jouée par le quartier au sein des systèmes de lieux d'autres urbains. En cela, cette approche permet de compléter notre analyse des colonies étudiées comme les lieux d'ancrages pluriels, mais aussi comme les lieux de la maturation urbaine – par la banalisation des pratiques urbaines et l'intégration dans les systèmes de mobilités quotidiennes métropolitains.
L'observation spécifique de pratiques exogènes renvoie dans notre travail d'enquête à une vingtaine d'entretiens courts et exploratoires au sein des quatre quartiers étudiés d'une part (E3), à la perception de ces pratiques allochtones par une partie des résidents au cours des entretiens E1 d'autre part. Un double point de vue est pris en compte : on interroge d'un côté, ceux qui viennent travailler ou rendre visite à quelqu'un dans le quartier considéré et de l'autre, les habitants du quartier qui nécessitent approvisionnement et contacts extérieurs (tableau 9.5).

Seulement une personne rencontrée lors des entretiens E1 estime que la fréquentation du quartier par des non-résidents est faible, la majorité des enquêtés témoignant du contraire. En effet, un rapide tour d'horizon de l'espace public au sein des quartiers étudiés laisse entrevoir une grande diversité d'usagers non-résidents, que leur présence soit liée aux réseaux de transport, à l'emploi, au commerce ambulant et/ou temporaire, aux services publics ou à des visites à des habitants du quartier.

Venir travailler dans le quartier sans en être résident
D'abord, on peut signaler que dans notre échantillon, plus des deux tiers des résidents enquêtés évoquent les taxis ou les chauffeurs de *combis* au sujet des personnes « extérieures » au contexte local (tableau 9.5). De façon générale, l'emploi dans le quartier – fruit de la fonctionnalisation précédemment présentée – permet la venue de personnes extérieures : on vient ainsi dans le quartier, tout simplement lorsque s'y trouve son poste de travail. Les employés viennent travailler dans un entrepôt de matériaux, un atelier de mécanique, dans une boutique, un restaurant, un commerce semi-fixe (*puesto*), une pharmacie, une école, etc. Les employés peuvent aussi être mobiles en fonction des chantiers sur lesquels ils travaillent

lorsqu'il s'agit d'ouvriers dans le secteur de la construction. Ainsi, deux maçons sur des chantiers de Lomas San Sebastián à La Paz déclarent habiter dans le municipe voisin de Chimalhuacán : l'un d'entre eux décrit la longueur du trajet (une heure) pour venir travailler, malgré l'apparente proximité, tandis que l'autre confie construire la maison de sa sœur dans la colonie.

Tableau 9.5. Perceptions des motifs de fréquentation du quartier par des personnes « extérieures » au quartier (selon les personnes interrogées dans l'enquête E1)

Occurrences des motifs	En % des résidents*
Services municipaux	94
Commerce ambulant et/ou temporaire	93
Artisans	86
Taxi	72
Combis (et autres transports)	71
Police	71
Usagers d'infrastructures locales	21
Commerçants	10
Famille	9
Propriétaires de terrains non-résidents	3
Pratiques religieuses	2
Enseignants	2
Perception de passage faible	1

Sur un total de 121 personnes **résidentes ayant répondu aux questions relatives aux pratiques de personnes extérieures au quartier.*
Exemple de lecture : 93 % des résidents interrogés ont mentionné « le commerce ambulant et/ou temporaire » au sujet des pratiques du quartier réalisées par des personnes non–résidentes de la colonie.
Sources : enquête E1 (2010-2011)

Les chefs d'entreprise peuvent également être non-résidents ; certains ne sont d'ailleurs pas propriétaires des locaux dans lesquels ils ont implanté leurs activités économiques. À Cuautitlán, dans la colonie Santa Maria Ixtacalco, le long de l'avenue Teyahualco, plusieurs petits commerçants enquêtés disent louer le local dans lequel ils ont établi leur activité, afin de profiter du passage de clients potentiels résidant dans le grand ensemble de Santa Elena. Ici, la pratique du quartier est donc structurée par des allochtones, à l'intention d'une fréquentation par d'autres allochtones. Ces zones de contact entre différentes formes de peuplement favorisent les pratiques diverses au sein des quartiers populaires et participent à leur rapide intégration au reste du tissu urbain.

Les contacts tissés entre différents quartiers du fait des activités professionnelles n'impliquent pas toujours différentes formes de peuplement. Toutefois, les liens entre différentes colonies populaires n'en demeurent pas moins vecteurs d'intégration au reste de la ville, par les bassins de vie qu'ils dessinent pour les individus qui les pratiquent. Ainsi, à La Paz, deux sœurs qui tiennent une *comida corrida* sur l'avenue A. Nervo louent leur local à un grand propriétaire du quartier : elles viennent travailler tous les jours à Lomas San Sebastián, parce qu'elles estiment qu'il y a de l'activité et des clients du fait des nombreux chantiers de construction sur lesquels travaillent des ouvriers ; néanmoins, elles continuent à résider dans le municipe voisin de Nezahualcóyotl.

Il en est de même pour les commerçants des *puestos* semi-fixes interrogés, spécialisés le plus souvent dans le commerce de bouche, installés dans les lieux passants, comme les carrefours au sein des quartiers étudiés, mais non-résidents pour autant. Construits de tôles ou improvisés à partir de quelques planches, ces micro-commerces sont particulièrement mobiles et peuvent être gérés par des habitants de quartiers voisins.

Des services urbains par – et pour – d'autres urbains
La fréquentation du quartier du fait de la situation du lieu de travail renvoie principalement, selon les personnes interrogées, à des fonctionnaires et à des employés des services publics en général : 94 % des résidents enquêtés mentionnent que les services municipaux sont assurés par des personnes « extérieures » au quartier (tableau 9.5).
Par exemple, la plupart des directeurs ou directrices des écoles, des enseignants et des policiers ne sont pas des habitants du quartier. À La Paz, on peut citer le cas de Serafín, professeur de sport au collège Machado, qui fait tous les jours les allers-retours depuis son logement situé à Valle de Chalco, ou encore l'exemple de la directrice de l'école Nezahualcóyotl à Jorge Jiménez Cantú (La Paz), résidente du municipe d'Ixtapaluca. Santos, policier dans ce même quartier, est quant à lui un habitant de la colonie voisine Carlos Hank Gonzalez. Ces configurations se retrouvent dans les autres terrains, comme à Cuautitlán, où Jesus, directeur de l'école primaire de Lázaro Cárdenas se présente comme un habitant du municipe voisin de Melchor Ocampo ; ou encore, à l'opposé de la métropole, Ruben, policier à San Pablo Oztotepec, mais résident du village voisin de Villa Milpa Alta. Ainsi au total, dans les quatre quartiers étudiés, 7 résidents enquêtés sur 10 parlent des policiers comme des personnes pratiquant le quartier, mais n'y résidant pas (photo 9.27). Ils évoquent dans les mêmes termes les employés du DIF – agents quadrillant le quartier afin de recenser les ménages en situation de grande pauvreté éligibles aux programmes d'assistance sociale (photos 9.8, 10.11 et 10.12)[83] –, les services municipaux de la voirie, mais aussi les services publics – la plupart du temps assurés par des compagnies privées, comme les camions-citernes d'eau potable, les compagnies d'électricité, les éboueurs[84], etc.

La fréquentation des services renvoie aussi à des pratiques de la part de personnes « extérieures » au quartier : un résident enquêté sur 5 estime que la pratique du quartier par des non-résidents renvoie à des usagers des infrastructures locales. C'est le cas de certaines écoles, mais surtout des établissements scolaires délivrant des formations au-delà du niveau secondaire. Par exemple, la *prepa* de Lázaro Cárdenas compterait avec une aire d'influence et de recrutement bien au-delà de la colonie selon son directeur, qui indique que les étudiants présents viennent en partie des municipes voisins : Melchor Ocampo, Tultepec, Cuautitlán Izcalli, et même Tultitlán (grâce au *Suburbano*) [Entretien, 2010]. À San Pablo Oztotepec, le CONALEP au nord-est du village polarise les adolescents de la délégation de Milpa Alta, mais aussi bien au-delà – certains questionnaires (non retenus) ayant indiqué une résidence à Tlalpan, Tláhuac, Xochimilco, Iztapalapa, mais aussi à Chalco.
Enfin, les infrastructures culturelles et de loisirs existantes dans le quartier permettent également la fréquentation de personnes non-résidentes, comme on l'a déjà signalé au sujet des terrains de football de Tempiluli à Tláhuac, ou encore autour des festivités organisées à San Pablo Oztotepec ou à Jorge Jiménez Cantú (photos 9.8 et 9.12).

[83] On retrouve ici le contact entre des contextes sociaux et spatiaux différents : les travailleurs sociaux du DIF interrogés affirment de leur côté être résidents de zones « moins marginales » que celles où ils travaillent et au sein desquelles ils recherchent les personnes en situation de grande pauvreté. Ce lien entre contextes socio-spatiaux différents, s'il semble minime, déséquilibré et inscrit dans un rapport de dépendance – politique et sociale – du quartier par rapport au reste de la ville, témoigne pourtant de l'existence de contacts importants entre les résidents du quartier populaire périphérique et ceux des « lieux centraux » des autorités de l'État. Il renvoie aussi à l'impossible lecture unique de ces quartiers sous l'angle de l'exclusion, du cloisonnement et de l'isolement du reste de la ville (voir chapitre 10).
[84] Comme le rappelle Francisco à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, la mobilité des services et la pénétration des personnes « extérieures » au sein d'un quartier sont dépendantes de l'intérêt financier qui en découle pour les prestataires. Aussi, il rappelle au sujet des éboueurs que le passage du camion est au bon vouloir du chauffeur, desservant les zones « qui rapportent », où les gens sont davantage susceptibles de payer le service ; « *la basura es dinero* » [les poubelles, c'est de l'argent », entretien 2010].

Les activités commerciales, emblématiques des pratiques exogènes

L'activité des points de vente et la présence des commerçants impliquent quasi systématiquement la fréquentation de non-résidents dans le quartier, qu'ils soient fournisseurs, commerçants et/ou clients.

Tout d'abord, le commerce ambulant et/ou temporaire prend, au sein des contextes résidentiels étudiés, différentes formes, mais renvoie quasi exclusivement à des pratiques exogènes du quartier. Il s'agit de l'occurrence la plus représentée dans les motifs évoqués par les résidents enquêtés au sujet des fréquentations « d'extérieurs » à leur quartier : 93 % des personnes interrogées estiment que les allochtones sont principalement liés aux activités ambulantes et/ou temporaires dans le contexte local (tableau 9.5), renvoyant aux colporteurs et aux commerçants des *tianguis* et des postes semi-fixes (*puestos*). Les passages de commerçants et de prestataires de services marquent profondément l'activité et le dynamisme de quartiers. Ainsi, même dans les zones les plus isolées des colonies Ampliación La Conchita, Lomas San Sebastián, Santa Maria Ixtacalco ou des périphéries de San Pablo Oztotepec, des vendeurs de meubles, de gaz, de matériel de cuisine, des boulangers, des vendeurs de plats cuisinés, mais aussi des artisans – électriciens, plombiers, ou maçons ambulants – quadrillent les quartiers en camionnette, vélo ou tricycle et proposent leurs services à domicile[85].

Photographies 9.27 et 9.28. Pratiques du quartier par des non-résidents : le ravitaillement des commerces locaux

Photo 9.27.
Camionnette de ravitaillement à Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2010]
Camionnette *Sabritas* au premier plan, ravitaillant une *miscelánea* ; patrouille de police en arrière-plan

Photo 9.28.
Camionnette de ravitallement à Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]
Camionnette *Coca-Cola* au premier plan, ravitaillant un magasin d'*abarrotes*, à côté d'une *tortilleria* ; passage d'une combi en arrière-plan

La grande densité de micro-entreprises, et en particulier de petits commerces, dans les quartiers étudiés pose aussi la question de leur approvisionnement. La plupart du temps, les commerçants enquêtés vont chercher eux-mêmes les marchandises dans les marchés de gros de la métropole. Mais les camions des grandes marques de produits alimentaires sillonnent également ces quartiers, jusque dans les zones les plus reculées, afin de faire de la prospection, de la prévente et de la vente, directement auprès des commerçants, sans qu'il y ait pour autant de franchise. On retrouve ainsi, comme sur les photos 9.27 et 9.28, des camions *Jarritos, Bimbo, Coca-Cola, Corona,* ou encore *Sabritas*[86], assurant le ravitaillement

[85] Ces artisans sont d'ailleurs très souvent mentionnés : 86 % des résidents enquêtés les évoquent au sujet des fréquentations « d'extérieurs » (tableau 9.5).

[86] Il s'agit là d'exemples d'entreprises agroalimentaires particulièrement bien implantées au Mexique et dont les prospecteurs sillonnaient les quartiers étudiés au moment des enquêtes – la liste ne prétendant pas à

en produits alimentaires industriels des épiceries du quartier : *abarrotes* et *misceláneas.* Ils peuvent opérer de leur côté plusieurs passages par semaine au sein d'une même colonie ; en revanche, du point de vue des commerçants, un ravitaillement mensuel est suffisant.

Les visites des tiers
Enfin, au-delà du seul regard sur les fonctions urbaines présentes ou apportées dans le quartier du fait des pratiques exogènes, les liens sociaux avec des personnes résidant dans d'autres quartiers – plus ou moins éloignés – constituent également une dimension du lien du local avec le reste de la ville. L'observation, non plus des déplacements, mais de l'accueil des personnes « extérieures » au quartier, témoigne des visites rendues par les tiers (tableau 9.5) : 9 % des résidents enquêtés associent la « fréquentation extérieure » à la famille, témoignant une nouvelle fois du fait que l'intégration du quartier au reste de la ville au travers des mobilités quotidiennes s'inscrit au sein des réseaux familiaux.

À travers ces enquêtes, la pratique du quartier n'apparaît pas réservée aux seuls résidents et les fréquentations du quartier par des résidents d'autres espaces de la ville, parfois socialement et spatialement éloignés, existent bel et bien. La diversité des fonctions urbaines qui s'y inscrivent et la bigarrure des activités commerciales et de services sont les vecteurs de cette fréquentation – professionnelle ou relative à la consommation. Toutefois, une partie de ces circulations « d'extérieurs » se fait aussi dans l'intimité des sphères domestiques et concerne plus simplement les visites familiales ou amicales.
Le caractère allochtone de la pratique du quartier constitue un marqueur important de son insertion dans les réseaux sociaux et économiques de la ville : il tend à hisser ces espaces au rang de quartiers « banals », où vont et viennent résidents et autres urbains.

Les ancrages, rendus lisibles par les connexions des résidents aux autres lieux de la ville d'un côté, et par le contact permis avec d'autres urbains dans la proximité résidentielle de l'autre, peuvent donc mettre au jour des dynamiques d'intégration urbaine et de formation de bassins de vie, où s'imbriquent différents types de rapports au quartier.

9.3.2. Des bassins de vie en formation ?

Pour appréhender les bassins de vie au sein desquels s'organisent les mobilités spatiales urbaines des personnes interrogées, nous proposons de construire un indice de rapport au quartier, voulu le plus simple possible pour explorer des « degrés » de pratique quotidienne de l'espace de proximité. Au sein de ces bassins de vie, il s'agira de s'intéresser particulièrement à l'attachement au quartier qui permet de mieux approcher les ancrages des individus. Enfin, le suivi de quelques parcours permettra d'illustrer et de rendre compte de configurations typiques variées d'ancrages détectées lors du travail empirique.

9.3.2.1. Un indice de rapport au quartier

À partir des données empiriques, il s'agit d'approcher les pratiques spatiales précédemment présentées, sous l'angle de leur logique cumulative. J.-Y. Authier [2001, p. 143], dans l'étude des rapports quotidiens dans des quartiers centraux français met en avant à partir de grandes enquêtes le fonctionnement cumulatif des usages du quartier : des associations entre les activités des habitants permettent de lire des degrés d'usage du local, qui eux-mêmes participent à l'identification de types de *rapport au quartier* (prenant en compte à

l'exhaustivité : *Jarritos* et *Coca-Cola* sont spécialisés dans les sodas, *Corona* dans la bière, *Bimbo* dans la boulangerie et *Sabritas* en gâteaux apéritifs.

la fois les usages du quartier et les sociabilités de quartier [*ibid.,* p. 149]) ; ces rapports au quartier permettent quant à eux la construction d'une typologie des *rapports résidentiels,* combinant usages du logement, du quartier et de la ville [*ibid.,* p. 165].
Le cumul potentiel des pratiques du contexte local reste toutefois à nuancer et son interprétation doit faire l'objet d'une grande prudence. En effet, l'accumulation des usages s'avère « *plus ou moins extensive selon les individus* » [Authier, 2001, p. 143], dans la mesure où tous ces usages ne sauraient avoir le même poids dans les espaces de vie de toutes les personnes rencontrées d'une part, où il est impossible de les recenser de manière exhaustive – et de reconstituer fidèlement l'intégralité du système de lieux de l'espace de vie des personnes – d'autre part. Selon la personne, la nature de la pratique et la fréquence des déplacements que celle-ci implique diffèrent sensiblement. Néanmoins, il est possible d'explorer cette logique cumulative à travers l'élaboration d'un indicateur de la pratique de l'espace privilégié par les personnes enquêtées, afin de rendre compte, même sommairement, de leur usage du quartier et de la ville (encadré 9.1).

Encadré 9.1. Exploration de l'usage du quartier et de la ville à travers un indicateur des pratiques urbaines

L'objectif est de construire un indicateur simple à partir de quelques dimensions relatives aux pratiques quotidiennes pour la recherche des ressources urbaines précédemment présentées. On attribue à chaque individu un score en analysant plusieurs variables, différentes selon l'enquête considérée.

Pour les questionnaires de l'enquête E2, on observe la localisation :
- de l'activité professionnelle ;
- des courses alimentaires et vestimentaires ;
- de la résidence des amis fréquemment visités.

Pour les entretiens de l'enquête E1, on observe cette fois la localisation :
- de l'activité professionnelle ;
- de la résidence des amis fréquemment visités;
- de la résidence des membres de la famille fréquemment visités;
- des loisirs ;
- des services sanitaires et sociaux ;
- des autres pratiques jugées importantes.

Par rapport à ces dimensions, on peut approcher grossièrement, **dans un espace donné**, des pratiques **nulles**, **faibles, moyennes ou importantes**. À la manière de J.-Y. Authier avec les usages du quartier et de la ville [2001], on affectera un score, ici non pondéré par la fréquence ou la nature de la pratique, mais appréhendé séparément selon la localisation : un point pour une activité localisée au sein de la zone métropolitaine[87], dans l'espace considéré.

Trois « espaces urbains » sont ici pris en compte :
- le quartier de résidence et/ou sa proximité directe ;
- le municipe de résidence (hors quartier de résidence et/ou proximité directe) ;
- le reste de la ville : la métropole, hors quartier ou municipe de résidence.

Pour chaque variable, on considèrera ainsi qu'il y a « **pratique locale** » de l'espace :
- *Pour les questionnaires de l'enquête E2 lorsque :*
  > L'activité professionnelle et la résidence des meilleurs amis sont localisées « dans le logement » ou dans un « autre lieu de la colonie ou proche » ;
  > Les courses alimentaires et/ou vestimentaires sont localisées dans la « même rue » ou dans la « même colonie ou colonie proche ».

[87] Pour les variables relatives aux courses, on n'attribuera que 0,5 point par type de courses. De la même façon, pour les variables relatives aux services socio-sanitaires, on n'attribuera que 0,5 point par type de service. Pour les variables où les réponses sont multiples, on attribuera 0,5 point par réponse supplémentaire. Si la localisation ne renvoie pas aux modalités correspondant au niveau spatial considéré, on attribuera un score nul.

- Pour les entretiens de l'enquête E1 lorsque :
> L'activité professionnelle, la résidence des meilleurs amis, la résidence de la famille fréquemment visitée, les loisirs, les services sanitaires et sociaux et les autres pratiques sont localisés dans la « même colonie » ou dans une « colonie voisine »;

La pratique sera considérée « **municipale, hors quartier** » :
- Pour les questionnaires de l'enquête E2 lorsque :
> L'activité professionnelle, les courses alimentaires et/ou vestimentaires et la résidence des meilleurs amis sont localisées dans une « autre colonie du municipe »;
- Pour les entretiens de l'enquête E1 lorsque :
> L'activité professionnelle, la résidence des meilleurs amis, la résidence de la famille fréquemment visitée, les loisirs, les services sanitaires et sociaux et les autres pratiques sont localisés dans une « autre colonie du municipe »;

La pratique sera considérée « **métropolitaine, hors municipe** » :
- Pour les questionnaires de l'enquête E2 lorsque :
> L'activité professionnelle, les courses alimentaires et/ou vestimentaires et la résidence des meilleurs amis sont localisées dans un « municipe voisin », un « autre municipe de l'entité fédérative » ou « l'entité fédérative voisine ».
- Pour les entretiens de l'enquête E1 lorsque :
> L'activité professionnelle, la résidence des meilleurs amis, la résidence de la famille fréquemment visitée, les loisirs, les services sanitaires et sociaux et les autres pratiques sont localisés dans un « municipe voisin », un « autre municipe », un « autre municipe de l'entité » ou « l'entité voisine ».

Lorsque les activités sont localisées dans un « autre État » ou « aux États-Unis » ou lorsque la localisation n'est pas renseignée, elles ne sont pas prises en compte et un score nul est attribué.

Par rapport à cet ensemble d'éléments, on établit le **score global pour chaque espace considéré**, en sommant les résultats pour chacune des variables ;

- Pour les questionnaires de l'enquête E2 :
> Un résultat inférieur ou égal à 1 renvoie à une pratique « faible » ;
> Un résultat supérieur ou égal à 2,5 renvoie à une pratique « importante » ;
> Entre ces deux valeurs, la pratique est considérée comme « moyenne ».

- Pour les entretiens de l'enquête E1 lorsque :
> Un résultat inférieur ou égal à 1,5 renvoie à une pratique « faible » ;
> Un résultat supérieur ou égal à 4 renvoie à une pratique « importante » ;
> Entre ces deux valeurs, la pratique est considérée comme « moyenne ».

La « faiblesse » de la pratique renvoie à des usages rarement inscrits dans l'espace considéré ou dont la localisation est peu décrite, le caractère « moyen », à des pratiques qui sont susceptibles d'être partagées entre différents niveaux spatiaux (multilocalisation de l'ancrage), et le caractère « important », à l'inscription des ressources urbaines essentiellement dans un niveau spatial en particulier, voire « monopolarisé » dans un contexte spécifique [Dubucs, Giroud, 2014].

Cette lecture permet d'approcher la pratique plus ou moins importante de la proximité – quartiers et/ou alentours –, mais aussi celle de la proximité élargie – à l'échelle de la municipalité de résidence, hors quartier – et enfin, celle de la métropole dans son ensemble – en dehors de la proximité. Malgré les limites de cet indicateur, on peut identifier la force des pratiques au sein du quartier – souvent « importantes » – d'une part, la diversité des profils de circulations quotidiennes ou régulières des habitants enquêtés au sein de la métropole d'autre part, en particulier le caractère modéré de la pratique du reste de la ville, au-delà de l'échelle municipale (tableau 9.6).

Les pratiques dans le quartier souvent importantes

Des profils de pratiques importantes se détachent dans les trois niveaux d'observation. Les pratiques intenses les plus nombreuses dans notre échantillon concernent néanmoins l'espace

local : 14 % des personnes entretenues lors des enquêtes E1 (19/139) et 22 % de celles questionnées lors des enquêtes E2 témoignent de pratiques « importantes » dans leur quartier ou à proximité.

Tableau 9.6. Répartition des enquêtés selon l'indicateur de pratique des espaces urbains

A. Dans les entretiens E1, selon le municipe et l'âge

A1. Pratique locale

Pratique de la proximité (quartier et alentours)	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Nulle	**8**		6		2				4	2		*2*
Faible	**37**	14	14	1	8		5	8	12	4	4	*4*
Moyenne	**75**	11	34	7	23	1	13	11	30	11	8	*1*
Importante	**19**		4	5	10	1	2	2	9	2	3	
Total	**139**	**25**	**58**	**13**	**43**	**2**	**20**	**21**	**55**	**19**	**15**	**7**

A2. Pratique municipale, hors quartier

Pratique du municipe de résidence (hors proximité de quartier)	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Nulle	**101**	2	54	12	33	1	18	14	43	12	9	*4*
Faible	**31**	23	2	1	5		2	6	11	3	6	*3*
Moyenne	**5**		2		3	1		1	1	2		
Importante	**2**				2					2		
Total	**139**	**25**	**58**	**13**	**43**	**2**	**20**	**21**	**55**	**19**	**15**	*7*

A3. Pratique métropolitaine, hors municipe

Pratique de la métropole (hors municipe)	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Nulle	**80**	19	27	6	28	2	5	11	35	13	12	*2*
Faible	**35**	5	19	5	6		6	10	13	2	3	*1*
Moyenne	**22**	1	10	2	9		9		6	4		*3*
Importante	**2**		2						1			*1*
Total	**139**	**25**	**58**	**13**	**43**	**2**	**20**	**21**	**55**	**19**	**15**	*7*

B. Dans les questionnaires E2, selon le municipe et l'âge

B1. Pratique locale

Pratique de la proximité (quartier et alentours)	Total	*En %*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	*Non rep.*
Nulle	**27**	*7*	3	12	7	5	9	6	9	3		*0*
Faible	**98**	*27*	24	35	31	8	25	22	25	17	4	*5*
Moyenne	**162**	*44*	36	46	65	15	31	41	61	22	3	*4*
Importante	**79**	*22*	17	29	19	14	17	7	30	19	2	*4*
Total	**366**	***100***	**80**	**122**	**122**	**42**	**82**	**76**	**125**	**61**	**9**	***13***

B2. Pratique municipale, hors quartier

Pratique du municipe de résidence (hors proximité de quartier)	Total	*En %*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	*Non rep.*
Nulle	**156**	**43**	35	44	58	19	31	33	60	25		7
Faible	**167**	***46***	36	60	52	19	40	34	55	27	5	*6*
Moyenne	**39**	***11***	8	16	11	4	10	7	10	9	3	*0*
Importante	**4**	***1***	1	2	1		1	2			1	*0*
Total	**366**	***100***	**80**	**122**	**122**	**42**	**82**	**76**	**125**	**61**	**9**	***13***

B3. Pratique métropolitaine, hors municipe

Pratique de la métropole (hors municipe)	Total	En %	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	*Non rep.*
Nulle	**173**	***47***	36	68	49	20	45	30	58	29	6	*5*
Faible	**139**	***38***	35	38	48	18	26	34	47	23	3	*6*
Moyenne	**50**	***14***	9	14	24	3	10	11	19	8		*2*
Importante	**4**	***1***		2	1	1	1	1	1	1		
Total	**366**	***100***	**80**	**122**	**122**	**42**	**82**	**76**	**125**	**61**	**9**	***13***

Sources : enquêtes E1 et E2, 2010-2011

Ces configurations renvoient à un usage privilégié du local pour l'ensemble des activités précédemment présentées (travail, consommation, loisirs, services, sociabilités)[88]. Pour ces individus, l'essentiel des ressources ici analysées est donc inscrit au sein ou à proximité du quartier populaire périphérique de résidence. On peut alors émettre l'hypothèse d'un ancrage local fort, « monopolarisé »[89] dans l'espace de résidence, mais n'excluant pas pour autant des sorties du quartier et la fréquentation d'autres lieux.
Par exemple, le cas de Lupe rend compte de ce type de pratique « importante » du local. Résidente à Jorge Jiménez Cantú et âgée de 20 ans en 2010, sa pratique du quartier est particulièrement intense : elle trouve dans la colonie sa résidence – étant aussi celle des beaux-parents –, la maternelle pour son fils (rue A. Nervo), les commerces pour ses courses de tous les jours et son « lieu de travail » – lorsqu'elle revend dans la rue toute sorte de matériel d'occasion (poupées, prises électriques, chaussures) pour le compte de sa voisine (carte 9.11). Elle trouve aussi à proximité la résidence de sa mère (à Ampliación Jorge Jiménez Cantú) et un espace de récréation hebdomadaire (le parc écotouristique de Lomas San Sebastián). Mais cette forte pratique de proximité n'implique pas l'enfermement dans le quartier pour autant. Par exemple, Lupe confie qu'elle se déplace quelques fois par mois dans un marché de l'avenue Pantitlán à Nezahualcóyotl, afin d'y trouver des produits plus variés et moins chers que ceux vendus dans les *tianguis* de son quartier. Ses activités récréatives peuvent également l'amener à sortir du contexte local : elle évoque les visites mensuelles (si possible) au parc zoologique San Juan de Aragón, situé à plus de 20 kilomètres de là, dans la délégation de Gustavo A. Madero (DF), avec son fils et sa mère.

Des différences apparaissent entre les quartiers étudiés. En effet, si les cas de « pratique importante » du quartier se retrouvent à La Paz, Milpa Alta et surtout à Tláhuac (entre un quart et un tiers des individus interrogés), ils semblent absents chez les personnes enquêtées à Cuautitlán dans les entretiens E1. Là où à La Paz et à Tláhuac, les quartiers s'étendent sur des surfaces larges et relativement homogènes, et où à Milpa Alta, la circonscription villageoise renvoie à un relatif isolement des autres parties de la ville[90], Cuautitlán s'avère être une mosaïque de contextes résidentiels où les colonies sont moins étendues, mais particulièrement bien connectées aux autres espaces urbains (*suburbano*, voies de circulation importantes) et aux grands bassins d'emplois formels (zones industrielles et commerciales importantes du nord de la métropole). Là où pour les trois premiers terrains, les ressources étaient le plus souvent fournies dans le contexte local du quartier populaire de résidence, c'est la proximité relative (autre colonie du municipe, zone commerciale proche, zone industrielle facilement accessible, etc.) qui peut être le support des pratiques importantes à Cuautitlán.

En dehors de ces cas de pratique privilégiée des espaces de proximité, une grande part des habitants enquêtés n'indique pas *a priori* avoir un usage intense de leur quartier, mais davantage une pratique « moyenne » (54 % des personnes entretenues – E1 – et 44 % des personnes questionnées – E2). Cette fréquentation « moyenne » peut renvoyer à la pratique classique de plusieurs lieux au sein de la ville, et non à la seule inscription dans la proximité résidentielle.

[88] Au total, dans l'enquête E1, 94 % des interrogés pratiquent, au moins de manière faible, leur quartier ; 93 % dans l'enquête E2.
[89] Il s'agit en fait ici d'insister sur la dimension monopolistique de l'espace de la résidence et de sa proximité directe en termes de polarisation des circulations et de recherches des ressources urbaines au quotidien. On fait ici référence à l'un des types de système d'activités identifiés par H. Dubucs et M. Giroud au sujet des circulations lisboètes, dans leurs travaux au sein du projet de recherche Merev [2014, p. 370].
[90] Cet isolement présumé peut aussi expliquer le fait que seuls 16 % des individus interrogés à Milpa Alta *via* l'enquête E2 renvoient à une pratique importante de la proximité : le caractère villageois périurbain peut en effet tendre à une dépendance accrue – et donc à une pratique relativement développée – d'autres lieux dans la ville.

C'est par exemple le cas de Mario B. à Ampliación La Conchita. Mario B. est arrivé dans la colonie en 2002, après avoir acheté un terrain à un *ejidatario* alors qu'il voulait quitter son logement social exigu dans la délégation voisine d'Iztapalapa. En 2010, il a une partie de sa famille dans la colonie Ampliación, il scolarise sa fille à l'école de la colonie voisine (La Draga), travaille comme conseiller juridique entre son domicile, la colonie voisine de Miguel Hidalgo et le centre de la délégation Tláhuac et fréquente d'ailleurs la colonie Miguel Hidalgo pour la plupart de ses emplettes. Les pratiques quotidiennes de Mario B. impliquent donc un usage important de la proximité municipale (colonies voisines et au-delà), mais ne renvoient pas uniquement à la colonie de résidence (carte 9.12).
La pratique « moyenne » du quartier renvoie donc à de multiples pôles autour desquels se structurent les circulations. Ces pôles peuvent se situer dans une proximité à l'échelle du municipe, mais peuvent aussi s'inscrire dans l'ensemble de la métropole.

Enfin, la pratique « faible » du quartier et/ou de ses alentours directs caractérise une part non négligeable des individus interrogés (plus d'un quart dans chaque enquête). Dans ce cas, encore plus que dans la configuration précédente, transparaît d'une part, le poids des réponses manquantes dans la prise en compte des pratiques (ampleur et fréquence négligeables et/ou volontairement négligées par les personnes), mais aussi l'importance de systèmes d'activités articulés en dehors de la proximité résidentielle.
L'exemple de Roberto à La Trinidad à Cuautitlán permet de mieux comprendre la faiblesse apparente des pratiques locales au profit de la localisation des activités en dehors de cette proximité résidentielle. Roberto, la quarantaine, est taxi : sa base est située dans le centre de Cuautitlán. S'il est voisin avec ses frères et sœurs et que sa densité résidentielle dans le quartier est élevée, il indique que la plupart de ses activités de localisent en dehors de La Trinidad ou de sa proximité directe – à l'exception de la scolarisation de ses filles, dans les établissements de la colonie voisine Lázaro Cárdenas. Par ailleurs, dans l'autre quartier de Santa Maria Ixtacalco, M. Gonzalez, très récemment installé en 2011, décrit la même configuration : à l'exception de la scolarisation du fils à l'école publique de Tlaltepan, la plupart des activités impliquent une sortie de la proximité, dirigée vers le centre de Cuautitlán – son quartier n'étant *a priori* « seulement » dédié qu'à la « fonction résidentielle ».

Les pratiques métropolitaines
Les pratiques privilégiant les autres colonies de la municipalité de résidence, en dehors de la proximité directe, sont assez rares : seulement 5 % des entretiens (7/139) et 12 % des questionnaires ont révélé une fréquentation « moyenne » à « importante » de la municipalité en dehors du quartier. L'exemple de Sabino à Tempiluli, dans la délégation de Tláhuac, peut illustrer les quelques profils renvoyant à ces pratiques quotidiennes orientées vers un autre lieu de la municipalité de résidence. Le système d'activités de Sabino se trouve bipolarisé entre d'un côté sa résidence, ses amis et ses loisirs (le jardinage) à Tempiluli et de l'autre, sa deuxième propriété, sa famille (ses enfants), son ancien lieu de résidence et son espace des services urbains de base, dans le centre-ville de Tláhuac. Dans ce cas, on mesure la force de l'inscription du système résidentiel dans les réseaux familiaux localisés dans un autre espace que celui de la proximité directe, mais relativement proche à l'échelle de l'agglomération.
Cette configuration s'appréhende notamment dans le cas de mobilités résidentielles en « sauts de puce », où les réseaux sociaux ne subissent pas une grande tension au moment de la mobilité résidentielle et où le maintien des pratiques quotidiennes « anciennes » est permis.

Les pratiques privilégiant des lieux relativement éloignés de la proximité résidentielle et s'inscrivant dans une pluralité de localisations métropolitaines permettent d'identifier d'autres formes d'ancrage. Globalement, les systèmes d'activités privilégiant (de manière moyenne ou

importante) des localisations à l'échelle de la métropole, hors du seul municipe de résidence, concernent une part non négligeable des personnes enquêtées : 17 % des entretiens (24/139) et 15 % des questionnaires.
Ces cas semblent particulièrement nombreux dans les enquêtes à La Paz et à Milpa Alta. Un tel constat renvoie – dans une dimension supérieure à ce que l'on observe dans les deux autres contextes municipaux –, à une plus grande dépendance des autres espaces de la ville quant aux ressources urbaines nécessaires pour les habitants interrogés. À La Paz, l'urbanisation massive et récente sous la forme des grands fronts de construction de colonies populaires renverrait *a priori* à des « carences » de centralités – en particulier en termes d'emplois, de services, de profondeur temporelle des sociabilités – plus accusées qu'à Cuautitlán – à proximité du dynamisme économique du nord-ouest de la métropole, et en pleine transformation du fait des constructions résidentielles destinées aux classes moyennes. À Milpa Alta, on retrouve les pesanteurs liées à l'isolement relatif du village, induisant là aussi des pratiques nécessaires dans des zones plus centrales de la ville.
À Tláhuac, les entretiens ont révélé l'utilisation des fonctions péricentrales, un peu plus proches que dans les autres cas étudiés. Ainsi, Valeria, 21 ans en 2010, résidente à Tempiluli depuis 2005, témoigne d'un système d'activités articulé entre différents lieux de la métropole, au sein du DF (carte 9.14). Inscrite dans une *prepa* d'Iztapalapa – délégation dans laquelle elle résidait d'ailleurs avant de venir vivre à Tláhuac –, elle quitte chaque jour son quartier et sa municipalité pour aller étudier. La jeune fille dispose au sein de la colonie de son réseau familial, mais elle localise l'essentiel de son réseau amical dans la délégation voisine au sud, à Xochimilco, où réside une partie de ses camarades étudiants d'une part, où elle souhaite intégrer la UAM – *Universidad Autónoma Metropolitana* – à l'avenir d'autre part. De la même façon, elle situe ses activités de loisirs entre son quartier et Xochimilco, où elle se rend plusieurs fois par semaine. La circulation de Valeria dans l'espace de la ville n'implique pas des déplacements sur de grandes distances-temps, mais témoigne d'une pratique multilocalisée, en dehors de la proximité résidentielle, pourtant articulée et permise par la résidence dans ce quartier.

L'ancrage comme articulation entre plusieurs échelles spatiales
Au final, l'analyse des cumuls des pratiques dans la ville souligne l'importance de l'articulation des usages autour de la proximité, mais aussi, les combinaisons d'échelles. L'ancrage local ne signifie pas l'inscription locale systématique des activités, mais plutôt la structuration d'un système de lieux urbains à partir de cette résidence. Peut-on alors identifier des pratiques exclusives et/ou complémentaires ? L'exploration des croisements entre les indicateurs de pratique des différents espaces considérés permet d'approcher plusieurs types d'ancrages : locaux ou métropolitains d'un côté ; limités, monopolarisés ou multipolarisés de l'autre. Ces croisements permettent alors de délimiter les contours de bassins de vie dans lesquels s'opèrent les pratiques urbaines (tableau 9.7).

Outre les configurations où les informations sur l'ensemble des pratiques des personnes enquêtées ont été insuffisantes (scores nuls), on observe une tendance à l'exclusivité des pratiques les plus marquées. Ainsi, les pratiques « importantes » dans le quartier ne renvoient jamais à un usage autre que « faible » ou « nul » des autres espaces, et inversement. Lorsqu'il est localisé dans le quartier de résidence, ce type de pratique importante renvoie à un ancrage local. Lorsque la localisation des pratiques importantes est extérieure au quartier, l'ancrage peut être métropolitain, monopolarisé, limité ou non au municipe de résidence.

Par ailleurs, quel que soit le lieu considéré, lorsque sont identifiées des pratiques *a priori* « faibles » ou « moyennes », le caractère pluriel des localisations des activités surgit de

manière indéniable. Les pratiques d'un « autre type de lieu », en plus du quartier de résidence – soit un système de lieux articulant le quartier et un autre quartier du municipe et/ou un autre lieu de la métropole –, apparaissent nettement : on peut dans ce cas évoquer des ancrages métropolitains multipolarisés, limités ou non au municipe de résidence.

Tableau 9.7. Croisements entre les échelles spatiales pratiquées

A. Dans les entretiens E1

		Pratique métropolitaine hors municipe				Pratique municipale hors quartier			
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	*Nulle*	*Faible*	*Moyenne*	*Importante*	*Nulle*	*Faible*	*Moyenne*	*Importante*
Nulle	**8**	5		2	1	6		1	1
Faible	**37**	20	9	7	1	23	12	1	1
Moyenne	**75**	43	19	13		57	15	3	
Importante	**19**	12	7			15	4		
Total	**139**	**80**	**35**	**22**	**2**	**101**	**31**	**5**	**2**

B. Dans les questionnaires E2

		Pratique métropolitaine hors municipe				Pratique municipale hors quartier			
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	*Nulle*	*Faible*	*Moyenne*	*Importante*	*Nulle*	*Faible*	*Moyenne*	*Importante*
Nulle	**27**	7	14	3	3	6	13	6	2
Faible	**98**	27	36	34	1	32	49	15	2
Moyenne	**162**	82	67	13		66	78	18	
Importante	**79**	57	22			52	27		
Total	**366**	**173**	**139**	**50**	**4**	**156**	**167**	**39**	**4**

Dans le total des personnes interrogées dans l'enquête E1, quel que soit le niveau de fréquentation non nul, un individu sur 5 (36/139) localise ses pratiques (faibles, moyennes ou importantes) à la fois dans le quartier et dans une autre colonie du municipe de résidence – témoignant d'ancrages métropolitains multipolarisés, mais limités au municipe de résidence. Par ailleurs, 2 enquêtés sur 5 (56/139) localisent leurs pratiques à la fois dans leur quartier et dans un autre lieu de la métropole – témoignant cette fois d'ancrages métropolitains multipolarisés.
Ils sont même près d'un sur 3 (39/139) à avoir des pratiques « moyennes ou importantes » dans le quartier, combinées à d'autres pratiques (quelle qu'en soit l'intensité) ailleurs dans le municipe, et près d'un sur 6 (22/139) dans un autre lieu de la métropole. Ces configurations renvoient à des ancrages à la fois locaux et métropolitains multipolarisés.

Chez les individus interrogés lors de l'enquête E2, ces proportions d'ancrages à la fois locaux et métropolitains sont également très élevées : plus de la moitié des personnes (189/366) témoignait d'un ancrage métropolitain limité (pratiques non nulles du quartier et d'un autre lieu du municipe), dont plus d'un tiers (123/366) renvoyant dans le même temps à un ancrage local notable (pratique moyenne ou importante du quartier de résidence). Ils étaient aussi près de la moitié à témoigner d'un ancrage métropolitain multipolarisé en dehors du municipe de résidence (172/366) ; parmi eux, plus d'un quart témoignait dans le même temps d'un ancrage local notable dans le quartier de résidence.

D'une manière générale, dans le contexte de métropolisation qu'est celui de Mexico, le concept d'ancrage pose la question (vaste) des relations inter-quartiers voire, dans des configurations spécifiques, de relations entre quartiers périphériques populaires et autres types de peuplement. L'ancrage local exploré par la logique cumulative des usages permet d'interroger l'éventuel « pouvoir de rétention » des contextes résidentiels [Imbert, 2004, p. 187]. Lorsque ce « pouvoir » est mis au jour, il peut être abordé de deux manières

différentes. Premièrement, la grille de lecture de la division sociale de l'espace peut être mise en avant dans l'approche des usages différenciés de la métropole, comme l'avait analysé M. Guerrien à travers les dynamiques de fragmentation socio-spatiale [2004]. Deuxièmement, il est également possible d'aborder ces relations intra-périphériques et intra-métropolitaines en général en termes de structurations de systèmes de mobilités originaux, articulant des quartiers socialement différents, mais spatialement proches, et inversement.

L'approche de l'intensité des rapports au quartier des habitants enquêtés, à travers des indicateurs exploratoires – basés sur le principe d'accumulation spatiale des activités des individus – a permis de renforcer la thèse de la construction d'ancrages à la fois très inscrits dans le contexte résidentiel local, et articulés avec le contexte métropolitain. Cette multilocalisation des îlots de ressources urbaines et des ancrages quotidiens participe à la structuration de bassins de vie autour des quartiers populaires périphériques étudiés. S'il est impossible de généraliser nos observations à l'ensemble des populations résidentes des quartiers ici observés et encore moins à l'échelle des colonies populaires périphériques de la métropole, l'analyse du matériau empirique permet de rendre compte de la force et de la diversité des ancrages locaux, qui ouvrent désormais la voie de l'apprivoisement du quartier.

9.3.2.2. Apprivoiser le quartier : investissements et représentations

L'ancrage peut être considéré comme le fruit potentiel d'une mobilité récurrente, où l'individu construirait sa capacité à s'investir dans un lieu et à « être de plusieurs lieux ». La construction de bassins de vie sur plusieurs échelles et de systèmes d'activités articulant le local à d'autres espaces de la ville questionne les hiérarchies des centralités pour les habitants des quartiers populaires périphériques de Mexico ; cette construction questionne également la capacité de ces quartiers à retenir et/ou à attirer la population urbaine.
Notre analyse des ancrages permet d'appréhender un relatif « degré d'urbanité » d'un quartier, au-delà des fonctions urbaines que l'on peut y rencontrer. L'objectif est ici de mesurer l'intensité de l'appropriation individuelle et collective, à savoir la capacité à se projeter dans le lieu, à y maîtriser ses réseaux d'échanges et donc, à y inscrire sa trajectoire sociale et spatiale. En réinterrogeant les investissements et les représentations de la position résidentielle dans le quartier présentés au chapitre 8 (8.2.3) – qualification de la vie dans le quartier, identification au lieu –, on cherche ici à éclairer le lien entre les pratiques quotidiennes de l'espace de proximité et l'attachement potentiel qui s'y inscrit. Pour approcher ces dimensions, au sein des questionnaires E2 et des entretiens E1, on se propose d'observer l'intensité de la pratique locale, par rapport à la participation à la vie collective du quartier, au sentiment d'appartenance au lieu, à la relative connaissance de la proximité résidentielle élargie et à la perception de l'insécurité dans le contexte local.

Participer à la vie du quartier : approche de l'investissement politique
Dans des contextes résidentiels irréguliers, l'organisation des habitants en collectifs est souvent une condition à l'installation dans le quartier, du moins à la construction d'un relatif ancrage (chapitre 6). Avant d'analyser plus spécifiquement le rôle de ces organisations – du point de vue des évolutions et des mécanismes sociaux, juridiques et physiques qu'elles induisent et des enjeux qu'elles soulèvent (chapitre 10) –, il s'agit d'approcher le poids de ces sociabilités de quartiers. Ces dernières impliquent un investissement physique, moral, financier et social important et en cela, sont révélatrices de dynamiques d'ancrages spécifiques des fronts pionniers urbains.
Comme le souligne A. Giglia au sujet des dynamiques de l'habiter dans la *ville informelle*, « *c'est à l'échelle du pâté de maisons et du quartier que se construit le tissu social qui va étayer aussi bien l'enracinement dans certains lieux que la production du sens*

d'appartenance local » [2012, p. 238]. L'investissement va de pair avec le développement d'un réseau social fortement inscrit dans le local et dans les rapports de pouvoir en place à cette échelle. Toutefois, cet investissement s'avère délicat à appréhender : la participation publiquement affichée des habitants à un groupe particulier renvoie à ces rapports de force politiques et peut être en cela passée sous silence. Ainsi, 93 % des personnes interrogées dans l'enquête E2 répondent qu'ils ne sont pas impliqués dans une association ou dans un groupe politique du quartier (tableau III.4.67). En revanche, les entretiens ont permis de mettre au jour une proportion beaucoup plus importante de personnes plus ou moins liées à des collectifs locaux : les deux tiers des interrogés participent bel et bien à la vie de leur quartier *via* une association, une organisation de voisins ou un groupe politique local.

Dans notre échantillon, la participation à la vie collective concerne en priorité les individus jeunes (moins de 25 ans) et les plus âgés (50 ans et plus), quand la tranche d'âge intermédiaire témoigne d'une participation *a priori* moindre. Cette participation se retrouve dans les quatre quartiers, quelle que soit l'intensité de la pratique du quartier, la densité résidentielle ou le sens de la trajectoire, même si la tendance paraît moins marquée à Milpa Alta – où les entretiens ont également été beaucoup moins nombreux.
La « scène locale » dans laquelle s'inscrivent les sociabilités – amicales, familiales, politiques – prend place pour certains habitants enquêtés au sein du quartier. Militantisme et actions publiques amènent ces acteurs à interagir de manière intense avec une grande diversité de résidents du quartier, lors du pavement de la rue, de la recherche du montant mensuel à verser pour les travaux coopératifs, de l'organisation des réunions des associations, etc. Une telle approche de l'espace public dans les colonies populaires souligne la formation d'un ensemble de liens sociaux que l'on peut rapprocher de la notion de capital d'autochtonie (chapitre 3) chez une partie des enquêtés – qui donnent une dimension politique à leur ancrage local.

Cette participation à la vie collective renvoie ici à des compétences citadines à la fois spécifiques des fronts pionniers urbains – où l'inscription dans le lieu passe par des efforts et des négociations politiques menés collectivement, participant en cela à des processus d'attachement au lieu [Imbert, 2005 ; Pujol, 2010] –, comme des quartiers populaires en général – où la proximité et la puissance des rapports de force politiques qui s'y inscrivent fournissent les ressources inaccessibles par ailleurs, du moins dans le reste de la ville [Retière, 2003 ; Fol, 2010 ; Pujol, 2010 ; Renahy, 2010]. Dans le contexte particulier de Mexico, cette autochtonie permise par la scène politique locale ouvre la voie de l'apprivoisement de la proximité ; cet apprivoisement s'avère lui-même imbriqué dans un ensemble de processus autour de la régularisation (chapitre 10).

Représentations du quartier et liens avec les pratiques quotidiennes : qualifier, s'attacher
Une fois de plus, il ne s'agit pas d'analyser en tant que telles les représentations du quartier par les habitants, ni les processus identitaires relatifs à un territoire urbain en particulier, mais davantage de les confronter aux pratiques localisées liées aux activités des personnes. L'objectif est alors d'observer le lien entre la pratique de la proximité et les représentations, connaissances et attachements relatifs à cet espace local. À travers nos enquêtes, on explore la qualification du lieu de vie et l'identification spécifique à un lieu (annexe III.4.4).
On fait ici l'hypothèse d'un lien inverse entre l'intensité de la pratique du quartier et le caractère négatif de sa représentation : la force de la connaissance engendrée par la diversité des usages permettrait de réduire l'approche négativement connotée du contexte local. Or, le croisement de ces deux dimensions révèle des relations beaucoup plus complexes entre pratique et qualification du quartier chez les personnes interrogées (tableau III.4.65). Certes,

les témoignages de conditions difficiles et d'améliorations sont les plus récurrents, mais aucune tendance significative ne se détache.
Le constat n'est pas plus tranché au sujet de la relation entre l'identification au quartier et les pratiques dont il fait l'objet. Quelle que soit l'intensité de la pratique du quartier, plus de la moitié des personnes interrogées ont indiqué de sentir « de leur colonie/quartier/village ». Au final, l'analyse de nos échantillons ne permet pas ici de témoigner d'un lien direct entre intensité des pratiques locales et appropriation – appréhendée par la dimension identitaire.

Connaissance de la proximité élargie et perception de l'insécurité
Malgré les limites de nos enquêtes[91], il est possible de saisir les pratiques, connaissances et représentations globales de la proximité élargie. Lors des entretiens E1, il a été demandé aux individus d'une part, leur sentiment sur les contextes résidentiels voisins, la manière dont ils perçoivent « les colonies proches de la leur » et d'autre part, leur degré de connaissance de ces quartiers alentour afin d'analyser la subjectivité des réponses (tableau 9.8).
La plupart des personnes interrogées témoignent d'une connaissance globale des quartiers alentours au-delà de la stricte proximité résidentielle : plus de 9 personnes sur 10 ont indiqué avoir une connaissance bonne à très bonne des quartiers voisins, et seulement 10 personnes estimaient en avoir une connaissance faible ou nulle.

Tableau 9.8. Rapport à la proximité : la connaissance des quartiers alentour dans l'enquête E1

		Connaissance des quartiers voisins			Municipe de résidence			
Perception des quartiers voisins	**Total**	Faible/Nulle	Bonne	Très bonne	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Relativement bonne	**34**		34		7	1	1	25
Nuancée (aspects positifs et dangereux soulignés)	**16**	1	15		5			11
Mauvaise (aspect dangereux souligné)	**56**	6	38	12	7	39	10	
Ne connaît pas	**3**	3			3			
Non rep.	***30***				*3*	*18*	*2*	*7*
Total	**109**	**10**	**87**	**12**	**22**	**40**	**11**	**36**

Sources : enquêtes personnelles E1, 2010-2011

La perception de ces quartiers, où les personnes ne résident pas, voire qu'ils ne pratiquent pas – mais qu'ils se représentent, à partir de leur « point d'ancrage » –, peut donner quelques enseignements. Dans les entretiens E1, la dimension de dangerosité est récurrente (plus de la moitié des réponses) dans la manière de se représenter les quartiers alentour[92]. En particulier, à La Paz et à Milpa Alta, la perception des autres quartiers, en dehors de celui de la résidence, implique souvent un registre négatif : cette perception va souvent ici de pair avec une connaissance estimée « bonne », voire « très bonne » des contextes voisins. Parmi les termes utilisés pour décrire de manière globale le quartier voisin lors des entretiens, on retiendra l'adjectif « *feo* » – dans le sens de « craindre[93] » –, voire « *peligroso* » (dangereux).

Un tel constat nous amène à nous interroger sur la manière dont est gérée cette relation à la sécurité dans ces quartiers. Dans un contexte national violent très médiatisé[94], le sentiment

[91] L'analyse du discours des enquêtés n'a pas été menée de manière systématique, à l'image de ce que d'autres travaux sur des échantillons représentatifs ont pu mettre en œuvre [Guérin-Pace, 2003 ; 2006 ; 2007].
[92] Une exception peut toutefois être signalée. Dans le cas de Tláhuac, les interrogés ont indiqué percevoir les quartiers alentour comme relativement calmes, avec quelques exceptions « classiques » (rues à éviter, jugées dangereuses). En revanche dans cet échantillon *tlahuaquense* – et uniquement –, les habitants percevaient leurs colonies de résidence comme plus dangereuses que le voisinage.
[93] Que nous traduisons ici par « mauvais, à éviter » dans le tableau 9.8.
[94] Voir note 63 du chapitre 6 (p. 394).

d'insécurité est particulièrement fort au sein de quartiers représentés comme éloignés des règles de la ville formelle et à ce titre, susceptibles d'héberger, voire de concentrer les responsables de cette insécurité. Comme l'avaient observé V. Baby-Collin [2005, p. 156] dans le cas de Caracas, et C. Pujol [2010, p. 69] à Montevideo ou El Rosario, une association est opérée dans le discours médiatique entre les quartiers populaires et la délinquance par le reste de la ville, tendant à renforcer la position marginale de ces zones par rapport à la ville « formelle ». Cette stigmatisation et ces associations ne sont pas uniquement l'œuvre de ceux qui résident « loin dans la vraie ville », à l'image des catégories moyennes et supérieures, véhiculant – *via* la presse – un ensemble de lieux communs au sujet des quartiers populaires périphériques. En effet, au cours des entretiens, beaucoup de résidents des quartiers eux-mêmes évoquaient ce sentiment d'insécurité important. Sans se considérer comme résidents de « refuges de délinquants », cette dimension est marquante dans des quartiers où l'irrégularité foncière et urbanistique est déjà vectrice de tensions et de violences sociales fortes (photos 9.29 et 9.30).

Photographies 9.29 et 9.30. Le sentiment d'insécurité dans les quartiers étudiés

Photo 9.29.
Affiche de surveillance de voisinage pour lutter contre la délinquance, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, E. de Mexico [2010]
"Interdit de voler. Nous avons des équipes de sécurité. Voisins et commerçants unis contre la délinquance. Maisons et établissements surveillés 24h/24"

Photo 9.30.
Affiche de surveillance de voisinage pour lutter contre la délinquance, Lomas San Sebastián, La Paz, E. de Mexico [2010]
"Dans cette colonie, les voisins, nous sommes organisés contre la délinquance et nous utiliserons tous les moyens si tu as l'intention de voler. Souviens-t'en"

Ainsi, s'il n'a pas été question d'approcher cette dimension de manière frontale dans notre travail, un grand nombre de termes relatifs à cette perception d'une insécurité importante ont néanmoins pu être recueillis et permettent de poursuivre notre lecture des représentations de la proximité. Au sujet du sentiment d'insécurité en tant que tel, 86 personnes ont évoqué une ou plusieurs dimensions lors des entretiens (tableau 9.9). Systématiquement, les répondants font référence à un sentiment de méfiance relativement à des zones spécifiques du quartier (84 occurrences).

Par exemple, Julio, à Jorge Jiménez Cantú en 2010, travaille en coopération avec les services du DIF : il décrit la zone comme un ensemble de colonies récentes et dangereuses, où règnent une criminalité élevée et des problèmes d'addiction à la drogue, notamment chez « beaucoup » de jeunes du quartier, qu'il qualifie de « perdus ». Malgré sa bonne connaissance du quartier, il localise plus à l'est de la colonie – vers Lomas San Sebastián – une concentration des problèmes de criminalité. L'association entre les contextes marqués par la pauvreté et la délinquance est récurrente dans son discours :

> « *Plus haut, il y a même des maisons en bois… Ne te promène pas par là-bas, ou alors, sans rien. Mais même, pas quand le soir tombe* ».
> Julio, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, mars 2010.

Les « bandes de jeunes », aux territoires mobiles, relativement circonscrits dans l'espace (quelques rues, angles de rues) et dans le temps (plages horaires nocturnes selon les habitants) semblent alimenter fortement le discours sur l'insécurité dans les quartiers, notamment à La Paz et à Tláhuac. Les résidents interrogés évoquent la présence de groupes d'adolescents désœuvrés, profitant du calme relatif de ces contextes résidentiels – loin de la densité des zones plus anciennement urbanisées et des rondes de la police – pour exercer des activités présumées de recel et de vente et consommation de drogue (82 occurrences). La spatialisation exacte de ces dimensions reste la plupart du temps floue, attendu qu'il s'agit d'un ressenti, subjectif. La mention de ces éléments ne relève pas de la fiction, mais doit tout de même faire l'objet d'une prudence relative, tant des lieux communs circulent sur un sujet aussi sensible et tant les contacts semblent limités à leur minimum entre les protagonistes.

Un autre problème, plus difficile à aborder, est évoqué : la violence foncière. En effet, dans les colonies Lomas San Sebastián à La Paz, Ampliación La Conchita à Tláhuac et autour du village de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta, une des formes de la délinquance mentionnée par les enquêtés renvoie à des récits d'usurpation d'identité de propriétaire par des *fraccionadores* peu scrupuleux au sujet de parcelles abandonnées et revendues frauduleusement dans le passé (26 occurrences) (note 59 du chapitre 6, p. 391).

Tableau 9.9. Le rapport à la sécurité des personnes interrogées dans l'enquête E1

Discours au sujet de la perception de la violence dans le contexte local	Occurrences
Méfiance dans certaines zones	84
Bandes localisées	82
Insécurité modérée	54
Insécurité forte	35
Délinquance	35
Drogue	32
Vols	32
Agressions	32
Usurpation de propriété foncière	26
Racket	3
Séquestrations	3
Délinquance faible, mais en augmentation	2
Insécurité dans les quartiers voisins	2
Non rep.	53

Sur un ensemble de 86 personnes ayant répondu à la question relative à l'insécurité

Au total, ce sont 2 personnes enquêtées sur 5 qui estiment ressentir une criminalité élevée et une insécurité forte dans leur quartier de résidence. Les habitants interrogés relatent aisément des exemples de faits divers comme des agressions, des vols, des séquestrations ou encore du racket. Mais loin de ce tableau noir et inquiétant dressé de prime abord – qui semble coller aux clichés du quartier marginal concentrant les figures de la déviance –, une majorité d'enquêtés témoigne d'une perception de la délinquance limitée : au final, les deux tiers des personnes interrogées concluent sur un sentiment d'insécurité modéré : 56 personnes parlent de risques faibles ou mesurés dans la proximité résidentielle directe ; 2 évoquent une criminalité faible, mais en augmentation, ou encore une criminalité absente du quartier de résidence, mais présente dans les quartiers alentour.

Ainsi, Madame M., résidente à Lomas San Sebastián depuis 2009 déclare en 2010 :

> « *Il y a le problème de la consommation de drogue, les jeunes qui traînent dans la rue. Il faut faire attention aux enfants. Mais la zone n'est pas si terrible… Non. Avec les voisins, il n'y a pas de problème* ».
>
> Madame M., Lomas San Sebastián, mars 2010.

D'une manière générale, autour de la question de la délinquance, se cristallisent davantage les enjeux de l'installation de services urbains encore déficients ou absents de certains contextes résidentiels, comme les rondes de la police et/ou l'éclairage public. Ce dernier service fait défaut, en particulier dans les zones les plus récemment loties, où le raccordement électrique lui-même peut être très précaire. En revanche, nous avons pu observer le quadrillage, même limité, des quartiers étudiés par des patrouilles de police (photo 9.27), voire l'installation d'annexes de la police pour une présence rapprochée, comme à Villas Cuautitlán, à Jorge Jiménez Cantú (*modulo*[95]) ou à San Pablo Oztotepec (*coordinación*) (cartes 9.4, 9.6 et 9.9).

Au final, les représentations de la colonie en général renvoient à des tendances diverses et contrastées et témoignent d'une connaissance relativement bonne du contexte résidentiel et de ses alentours. Par ailleurs, le sentiment d'insécurité semble le plus souvent cantonné au-delà de la stricte proximité de la résidence. Plusieurs configurations existent et la prudence invite à ne pas lire de tendances tranchées : les qualifications peuvent être positives ou négatives, l'identification au lieu, locale ou métropolitaine, et le sentiment d'insécurité, élevé ou modéré. Néanmoins, des profils d'apprivoisement du quartier se dessinent à la lecture croisée des pratiques quotidiennes : on note, chez une part importante d'individus enquêtés, un attachement réel au contexte local, une appropriation des lieux autour de la résidence (perceptible entre autres au travers de la dimension identitaire), ainsi qu'un sentiment d'insécurité modérée dans la proximité. Ces dimensions plurielles et complexes permettent de questionner la variété des ancrages qui s'inscrivent dans les colonies populaires périphériques étudiées.

9.3.2.3. Des bassins de vie aux types d'ancrages

L'exploration de parcours d'habitants appréhendés empiriquement permet de rendre compte de l'étendue des bassins de vie et des différents profils d'ancrage identifiés. La présentation de quelques types de systèmes de lieux articulant les dimensions résidentielles et quotidiennes n'a pas vocation à la représentativité, l'exhaustivité, ou l'exclusivité des configurations possibles ; elle peut toutefois nourrir la réflexion sur les combinaisons complexes des circulations urbaines à Mexico, dans et à partir des colonies populaires.

Tout d'abord, on peut analyser les correspondances entre pratiques urbaines et dimensions socio-résidentielles présentées au chapitre 8 (tableau 9.10).

Tableau 9.10. Pratiques du quartier et positions socio-résidentielles dans l'enquête E1

		Densité de résidence				**Sens de la trajectoire résidentielle**			
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	Faible (<0,2)	Moyenne (0,2;0,4)	Forte (>0,4)	*Non rep.*	Dégradation	Stabilité	Amélioration	*Non rep.*
Nulle	**8**	2		1	*5*			5	*3*
Faible	**37**	17	6	5	*9*	4	2	21	*10*
Moyenne	**75**	24	25	12	*14*	4	8	48	*15*
Importante	**19**	6	5	6	*2*	2	1	14	*2*
Total	**139**	**49**	**36**	**24**	***30***	**10**	**11**	**88**	***30***

Le lien logique entre faiblesse des pratiques de proximité et faiblesse de la densité de résidence apparaît, sans que la relation soit linéaire toutefois. Les pratiques importantes du quartier renvoient également à des profils de parcours résidentiels n'impliquant ni une densité

[95] En 2002, lors de la construction du *modulo*, les autorités municipales ont décidé d'implanter un relais de la police, afin de réduire la lenteur des interventions des patrouilles (leur arrivée pouvant mettre plus d'une heure depuis le centre de Los Reyes). En 2010, une unité de 9 policiers assure une permanence et des rondes entre les colonies Jorge Jiménez Cantú, Ampliación JJC, Lomas San Sebastián, San Jose las Palmas et Carlos Hank Gonzalez [Entretien, 2010].

de résidence importante, ni un sens précis de la trajectoire résidentielle. Une fois de plus, c'est la diversité des configurations qui constitue le principal résultat de cette exploration.

Il s'agit alors de présenter quelques profils emblématiques d'ancrages, en mobilisant différents registres, à la fois relatifs à la spatialisation des pratiques quotidiennes, à celle des systèmes résidentiels, mais aussi aux représentations associées à la position dans le quartier. On présentera ainsi des ancrages basés sur un fonctionnement local, mixte ou métropolitain.

Les ancrages principalement polarisés dans le local

On peut d'abord distinguer des profils d'ancrage où le système de lieux mis en relation s'inscrit de manière privilégiée dans le contexte local. Ces types d'ancrages sont qualifiables d'« autochtones » : ici, c'est la force du localisme, le relatif monopole du quartier dans le système de mobilités et l'investissement politique et affectif qui sont soulignés, mais ces configurations n'impliquent pas forcément la captivité [Rougé, 2010][96].

Le cas de Fedérico, à Ampliación La Conchita à Tláhuac, 73 ans en 2010, dont le parcours résidentiel a été précédemment présenté comme « autochtone » (voir 8.2.4.4) peut à nouveau illustrer un type d'ancrage du même nom (carte 9.10) – qui se rapproche de ce que M. Berger, C. Aragau et L. Rougé [2014] ont décrit comme des profils de « natifs » dans le contexte périurbain francilien. En plus d'un parcours résidentiel fortement inscrit dans le contexte local du village de Santiago Zapotitlán (carte 8.17), c'est l'ensemble de ses pratiques quotidiennes qui renvoie à une localisation centrée sur la proximité résidentielle : l'école de ses petits-enfants se situe dans la colonie voisine de La Draga, son activité principale (maraichage) est localisée dans sa colonie de résidence (Ampliación La Conchita), sa deuxième résidence, ainsi que celle d'une partie de ses enfants, est située dans la colonie voisine de La Conchita. Dans le *pueblo* de Zapotitlán et au nord de La Conchita, il localise son réseau amical (même si une partie réside aussi comme lui à la Ampliación), et surtout d'autres connaissances liées aux enjeux communautaires de *l'ejido* de Zapotitlán – signifiant un investissement politique conséquent et une implication dans les rapports de force locaux (cf. *comisaria ejidal,* voir carte 9.4). C'est aussi dans le *pueblo* qu'il localise ses loisirs, notamment autour des activités festives traditionnelles. Enfin, Fedérico indique, au sujet des services sanitaires, avoir déjà été à l'Hôpital général de Tláhuac, situé à l'ouest de la zone de résidence. La configuration de Fedérico n'implique pas pour autant l'exclusivité de la situation des lieux de son espace de vie dans ce seul contexte local : il garde aussi une partie de ses repères dans le centre-ville de Mexico, où il a travaillé auparavant, mais aussi dans le centre de Tláhuac, où il maintient d'anciennes connaissances professionnelles et amicales.

Toujours fortement inscrit dans un contexte de proximité résidentielle, l'ancrage polarisé dans le local peut renvoyer à des situations de bassins de vie métropolitains resserrés, par « adoption ». On renvoie ici non plus à l'autochtonie, mais à une forme de pratiques spatiales emblématiques d'une partie des nouvelles et/ou deuxièmes générations d'habitants des quartiers populaires périphériques, concernant à la fois des profils de « nouveaux arrivants », comme « d'ancrés » [Berger *et al*, 2014]. Pour ces populations, souvent jeunes, mais aussi féminines dans nos enquêtes[97], la force du local s'observe, entre attachement au quartier et

[96] La captivité peut d'ailleurs couvrir elle aussi une diversité de configurations. Au sujet des profils de mobilité de ménages dans le périurbain éloigné toulousain, L. Rougé [2010, p. 35] identifie trois catégories de « captifs » : ceux caractérisés par un isolement fort, ceux renvoyant à un isolement hybride (accepté et aménagé), et ceux décrivant une relative « réussite socio-spatiale ».

[97] Au sein des personnes rencontrées, dans le cas de jeunes ménages, l'emploi des hommes a pu souvent renvoyer à une localisation en dehors de la colonie de résidence et à une plus grande mobilité quotidienne (plus d'une fois sur 2) – élargissant en cela leur bassin de vie –, tandis que les femmes et les enfants témoignaient d'une plus grande présence dans le quartier (3 fois sur 5).

relatif enfermement faute de mieux – n'excluant cependant pas certaines articulations avec le reste de la ville. L'exemple de Lupe, précédemment présenté, peut témoigner de cet ancrage résidentiel et quotidien « adopté », fortement polarisé dans le local, mais qui ne s'y limite pas. Pour Lupe, l'essentiel des pratiques quotidiennes renvoie à la mobilité au sein du quartier de résidence (Jorge Jiménez Cantú), où sa densité résidentielle est élevée[98] et où se situent la plupart des ressources urbaines nécessaires. En revanche, le quartier n'est pas uniquement un espace d'enclavement : d'autres circulations sont possibles dans le municipe, et au-delà (carte 9.11).

Des ancrages comme lieux-pivots de circulations à plusieurs échelles

Un deuxième type d'ancrage témoigne, chez les habitants des quartiers populaires périphériques, de pratiques quotidiennes mixtes, localisées à la fois dans la proximité résidentielle, mais aussi au-delà. Dans ce type de configurations, la résidence joue un rôle de pivot autour duquel se structure une mobilité citadine développée. Le champ spatial de ces mobilités urbaines peut s'inscrire sur plusieurs échelles ou être relativement limité dans la métropole.

On peut illustrer l'articulation du système d'activités et des espaces urbains pratiqués autour de la résidence avec l'exemple de Mario B. à Ampliación La Conchita, présenté précédemment au sujet des fréquentations « moyennes » du quartier (carte 9.12). La localisation de son système d'activités dans le contexte hyperlocal se couple d'une fréquentation régulière d'autres lieux : au niveau municipal, en dehors de la proximité directe (9.3.2.1) ; mais aussi de « lieux du passé », liés à son parcours résidentiel[99]. En effet, l'itinéraire de Mario B. renvoie à une moindre densité résidentielle dans le logement appréhendé au moment des enquêtes (2010-2011) que dans les types d'ancrages précédents. Toutefois, l'installation de Mario B. n'est pas non plus qualifiable de « récente » et son investissement politique au sein du quartier – il est, en 2010 et en 2011, l'un des délégués de la colonie et représente un groupe de voisins au sein de plusieurs instances politiques locales – participe à son ancrage social local, contribuant à son attachement au lieu.

Ainsi, le système de lieux pratiqués par Mario B. atteste de mobilités urbaines dans le contexte local, mais aussi dans le contexte municipal dans son ensemble, voire au-delà.

Les ancrages citadins multipolarisés

Les mobilités articulées autour de la résidence en quartier populaire peuvent également renvoyer à une position de pivot pour des mobilités urbaines déployées sur de plus grandes distances. À partir de la résidence, peuvent s'organiser d'autres ancrages citadins, cette fois-ci largement inscrits dans l'espace métropolitain. L'ensemble des pôles pratiqués de manière intense dans le reste de la ville témoigne du rôle de point de départ des ancrages locaux dans le quartier résidentiel pour les « *explorations extérieures* » des habitants – évoquées par J. Rémy [1996]. L'ancrage citadin multipolarisé articule donc le poids d'un contexte local investi socialement, et des ancrages secondaires dans d'autres parties de la ville. Ces autres lieux importants de l'espace de vie des résidents des quartiers étudiés peuvent impliquer un bassin de vie large, à l'échelle de la métropole.

C'est le cas de Raymondo à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, dont le parcours résidentiel renvoyait à la figure du modèle de Turner revisité (8.2.4.1). En plus de ses liens familiaux localisés dans l'État de Oaxaca – lieu qu'il fréquente, mais de manière espacée dans le temps, du fait des longues distances et du coût de ces déplacements –, Raymondo pratique régulièrement d'autres espaces de la métropole mexicaine que son lieu de résidence

[98] Lupe est née dans la délégation voisine d'Iztapalapa en 1990, mais elle réside depuis 1993 à La Paz.

[99] Sa résidence antérieure et une partie de sa famille et de sa belle-famille se situent dans la délégation voisine d'Iztapalapa, qu'il continue de fréquenter.

(carte 9.13). Il indique ainsi se rendre tous les mois chez ses beaux-parents résidant dans le municipe de Naucalpan, de l'autre côté de la ville, mais aussi chez sa fille, qui réside dans le quartier de la Villa Guadalupe – où il a lui-même vécu pendant 18 ans (carte 8.9). Raymondo se rend également une fois par semaine dans une église baptiste (à proximité de Taxqueña, dans le DF), qu'il a connue à l'époque de son activité professionnelle et où il a tissé un solide réseau amical. Ces pratiques métropolitaines régulières et ces différents lieux d'ancrage en dehors de la proximité résidentielle n'impliquent en rien pour Raymondo un ancrage faible dans son quartier. En effet, c'est dans ce contexte local qu'il indique faire ses courses, avoir amené ses enfants à l'école, exercer son activité professionnelle de complément (9.2.3) et avoir un solide réseau d'amis (des voisins), construit au cours des efforts consentis lors des différents travaux de consolidation du quartier ces 20 dernières années. C'est aussi dans son quartier que Raymondo estime de « sentir bien » et qu'il aime passer beaucoup de temps, en compagnie de sa famille et de ses connaissances. Bien qu'il se déclare toujours originaire de Oaxaca, il signale se sentir profondément de son quartier, qu'il a mis du temps à apprivoiser : le travail de régularisation physique et juridique y a été laborieux et coûteux, et Raymondo révèle avoir développé un attachement au lieu, où il imagine aussi voir grandir sa famille.

L'articulation des ancrages citadins peut aussi se cantonner à un espace urbain moins large et renvoyer à un bassin de vie multipolarisé davantage inscrit dans la proximité de la municipalité de résidence, comme dans le cas de Valeria, dont on a présenté plus haut le caractère métropolitain de son système d'activités (carte 9.14). Valeria localise ainsi ses pratiques estudiantines et sociales entre Xochimilco et Iztapalapa. Mais c'est tout de même autour du pôle de la résidence principale parentale à Tempiluli que se structure ce système de lieux. Pour Valeria, on peut ainsi observer le caractère complémentaire des autres lieux de la ville dans sa recherche des ressources urbaines, mais aussi le poids du lieu de résidence – et du système résidentiel familial dans son ensemble – dans la configuration de ses circulations dans la métropole.

Au final, on retient ici que la mobilité urbaine à l'échelle de la ville n'exclut en rien la pratique intense ou le rôle central du quartier de résidence. Pour reprendre les termes de J.-Y. Authier, « *l'ancrage dans le quartier et la mobilité urbaine, loin de constituer deux modes opposés d'habiter, fonctionnent de pair* » [2001, p. 166].

Des non-ancrés ou des ancrages temporaires ?

Les entretiens ont également permis d'identifier certains profils où l'ancrage dans le quartier de résidence au moment des enquêtes pouvait s'avérer de prime abord faible et où les ajustements du système de mobilité semblaient temporaires. Ce sont alors les projets résidentiels et la qualification de la résidence dans le quartier qui fournissent le plus d'éléments de compréhension de ces profils de « gens de passage » dans les contextes locaux étudiés. Peu visibles sur la « scène locale », car *a priori* peu investis ni attachés en particulier au lieu, les pratiques de ces urbains peuvent s'avérer très diverses : elles n'impliquent pas uniquement une faiblesse des usages locaux, quotidiens ou résidentiels, et peuvent renvoyer sous certains aspects aux types d'ancrages précédemment présentés.

L'exemple d'Oscar à Lomas San Sebastián peut fournir quelques clefs de lecture de cette « catégorie » d'ancrage difficile à cerner (carte 9.15). À 46 ans, il arrive en 2010 à Lomas San Sebastián où il est hébergé par sa sœur en échange d'une aide dans la construction de la maison de cette dernière. Cette résidence à La Paz constitue pour Oscar un sacrifice relativement douloureux dans le sens où il a quitté son village – dans l'État de Puebla, où vivent sa femme et ses trois enfants –, pour rechercher un emploi dans la métropole. Oscar avait déjà réalisé une pareille mobilité en 1979. En 2010, si la résidence de sa sœur lui évite

des frais, les conditions de logement sont particulièrement difficiles, la maison étant encore sans électricité. Il travaille tous les jours comme ouvrier dans une usine agro-industrielle au nord de la délégation voisine d'Iztapalapa, mais localise l'essentiel de ses autres activités au sein de la colonie de résidence actuelle. Il y a son réseau familial unique et il inscrit également son réseau social au sein des groupes de voisins de la colonie. En effet, il contribue aux travaux d'électrification de la maison de sa sœur, et participe – sans grand enthousiasme – aux actions politiques du groupe, condition requise pour accéder à un meilleur équipement en services urbains de base. Mais à ses yeux, ses amis proches habitent dans son village près de Puebla, lieu qu'il érige comme central et qu'il espère rejoindre au plus vite, considérant que son étape résidentielle *pacense* est transitoire, envisagée seulement pour quelques mois. Ainsi, malgré le caractère non-ancré, du point de vue du système résidentiel et des représentations de l'étape résidentielle, les pratiques quotidiennes et les activités locales peuvent être fortes. Ces circulations témoignent, en dépit du faible attachement et investissement local, du rôle pivot que peut jouer la résidence dans ces quartiers, y compris pour ceux qui y connaissent une position socio-résidentielle précaire et qui ne s'y projettent pas.

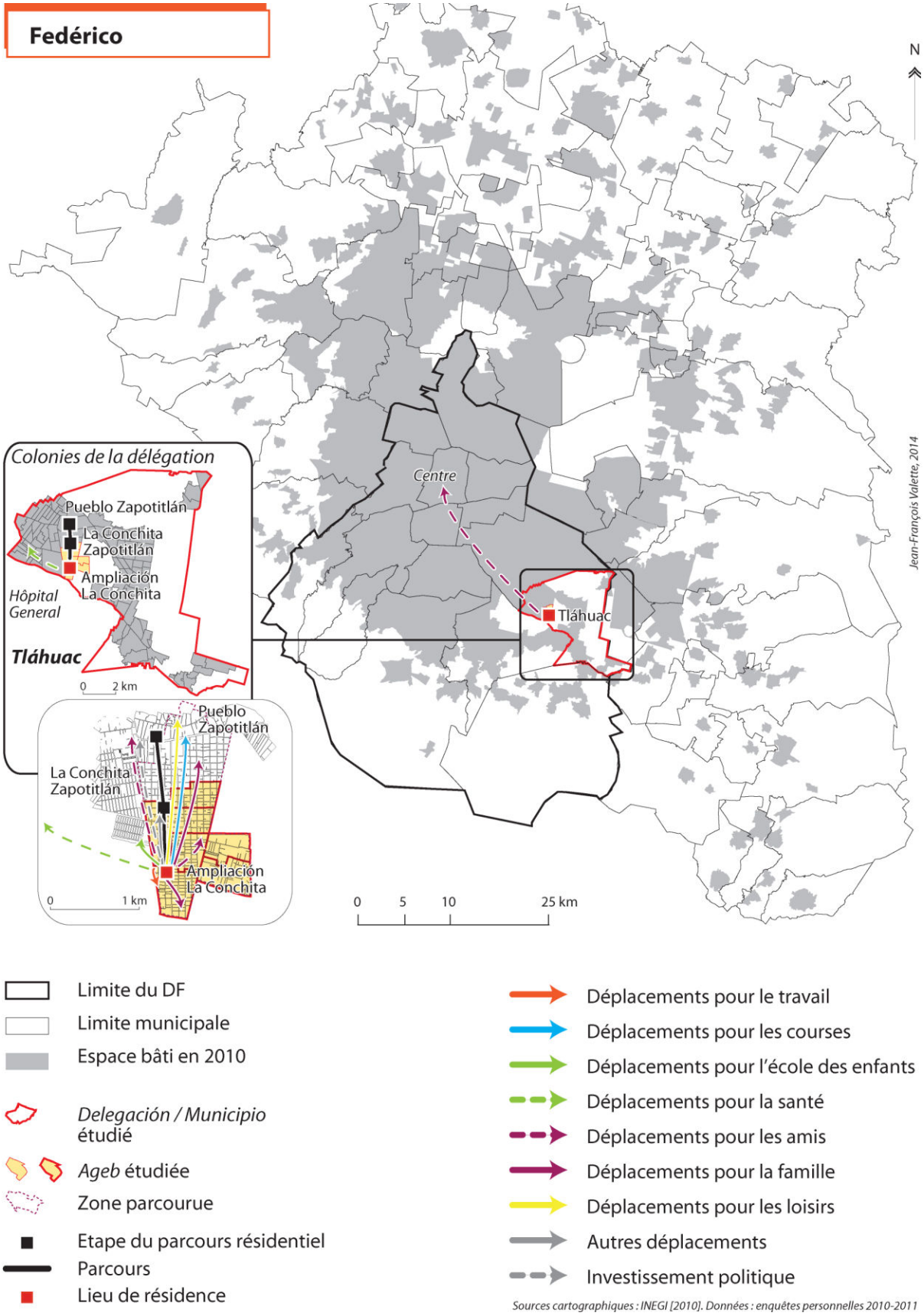
Les profils de mobilités et d'ancrages présentés ici permettent d'appréhender la complexité et la diversité des systèmes d'activités et des pratiques de la proximité résidentielle au quotidien approchés au cours de nos enquêtes. Les usages de la proximité sont rarement exclusifs et les profils d'ancrages multiples se recoupent. Ces configurations témoignent du caractère souvent multipolarisé et multiscalaire des mobilités urbaines, pour un échantillon de résidents des quartiers populaires périphériques de Mexico.

Des ajustements se mettent progressivement en place depuis la résidence et renvoient aux signes d'une maturation en cours de ces espaces périphériques. Quand les pratiques diversifiées du lieu de résidence font émerger la notion de bassin de vie, c'est l'articulation de plusieurs échelles de circulations métropolitaines qui participe à la construction de ces ancrages et qui dessine des centralités au sein des colonies populaires.

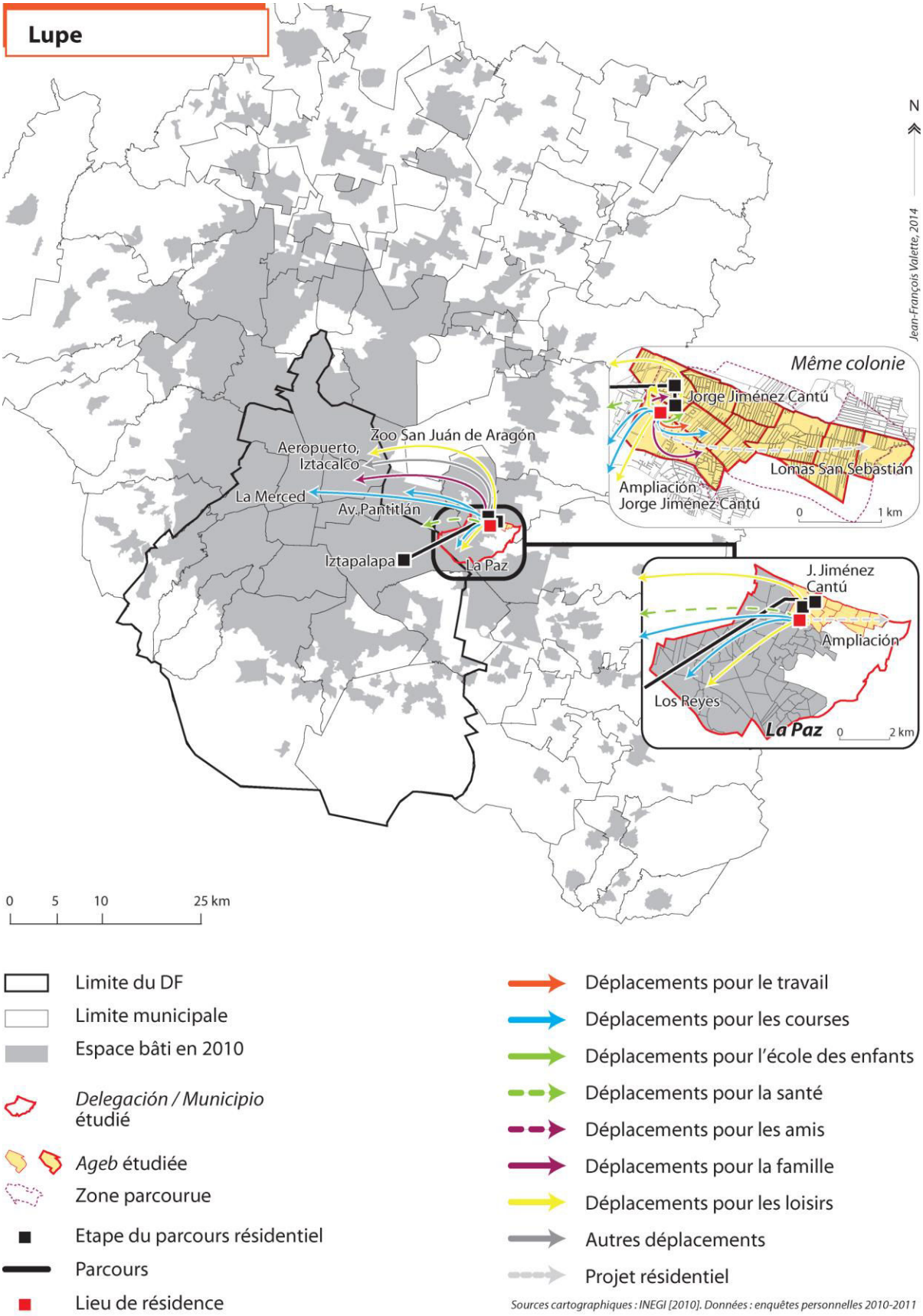
E. Duhau et A. Giglia [2004b] interrogent d'ailleurs la représentation de ces « centralités » par les habitants, celles-ci ne répondant pas *a priori* aux critères urbanistiques définissant classiquement les espaces « centraux ». Les auteurs soulignent le fait que le sentiment de centralité se construit autour du niveau de consolidation acquis dans le quartier – ce qui intègre de fait la notion de progrès ressenti. La centralité dans l'espace du quartier populaire semble aussi se construire sur la proximité de lieux qui constitueraient des points d'attraction au niveau local, bien reliés aux autres points du quartier, voire de la ville, ou encore, disposant de « *tout le nécessaire* » [Duhau, Giglia, 2004 b, p. 179] – sous-entendu des services urbains de base, dans un contexte historiquement marqué par la précarité.

Au final, l'effort typologique n'a une nouvelle fois de portée qu'exploratoire, dans le sens où il est l'occasion de questionner les variables à intégrer à l'analyse des ancrages dans ces quartiers populaires et dans l'ensemble de la métropole. Systèmes résidentiels, pratiques quotidiennes, activités diverses liées à la recherche de ressources urbaines, réseaux familiaux et sociaux, liens à la ville, mais aussi investissements politiques, représentations de la position résidentielle et projets résidentiels fournissent autant d'éléments renseignant sur l'ancrage des habitants et sur la structuration de leur système de mobilités urbaines.

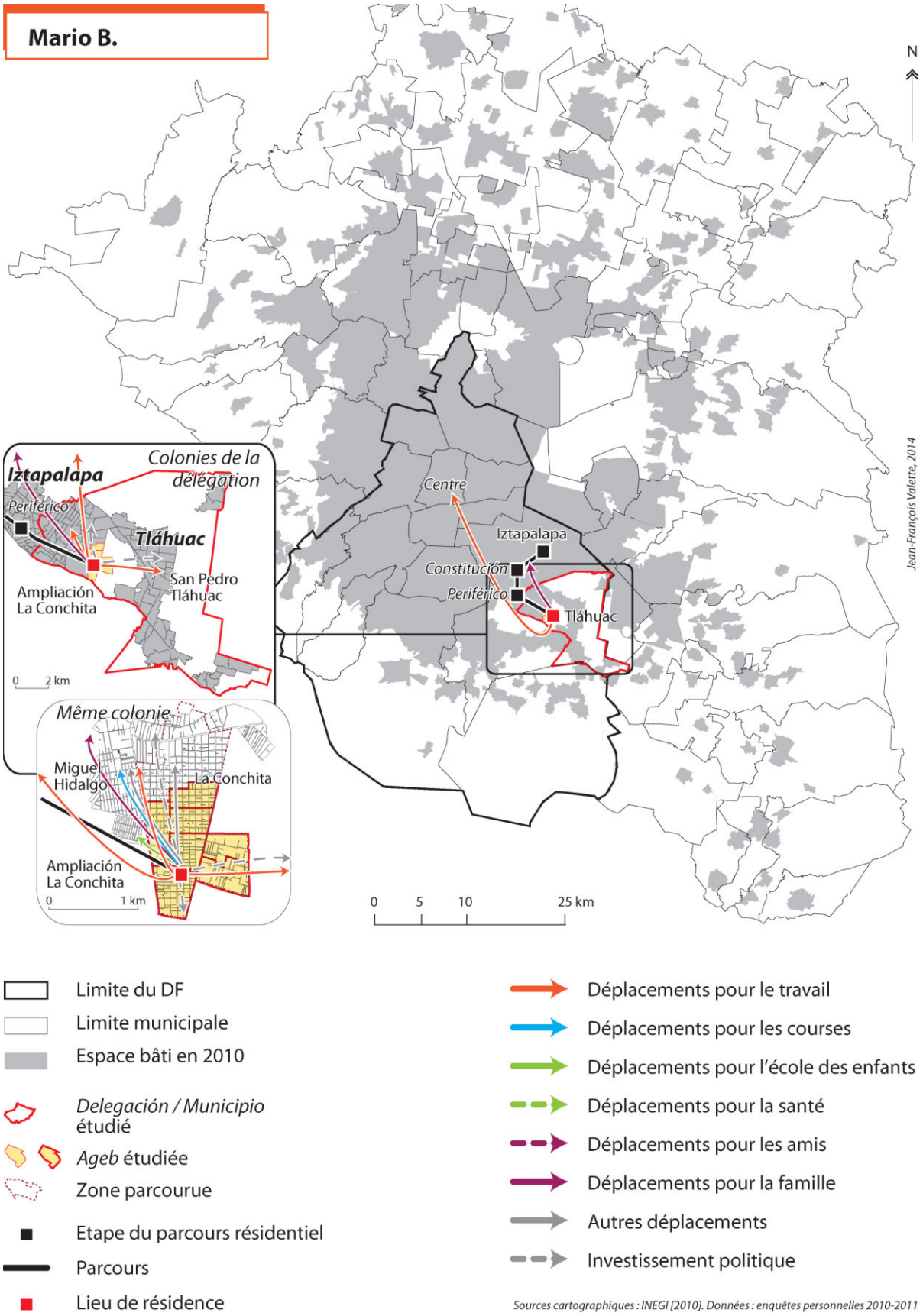
Carte 9.10. Exemple de profil d'ancrage autochtone



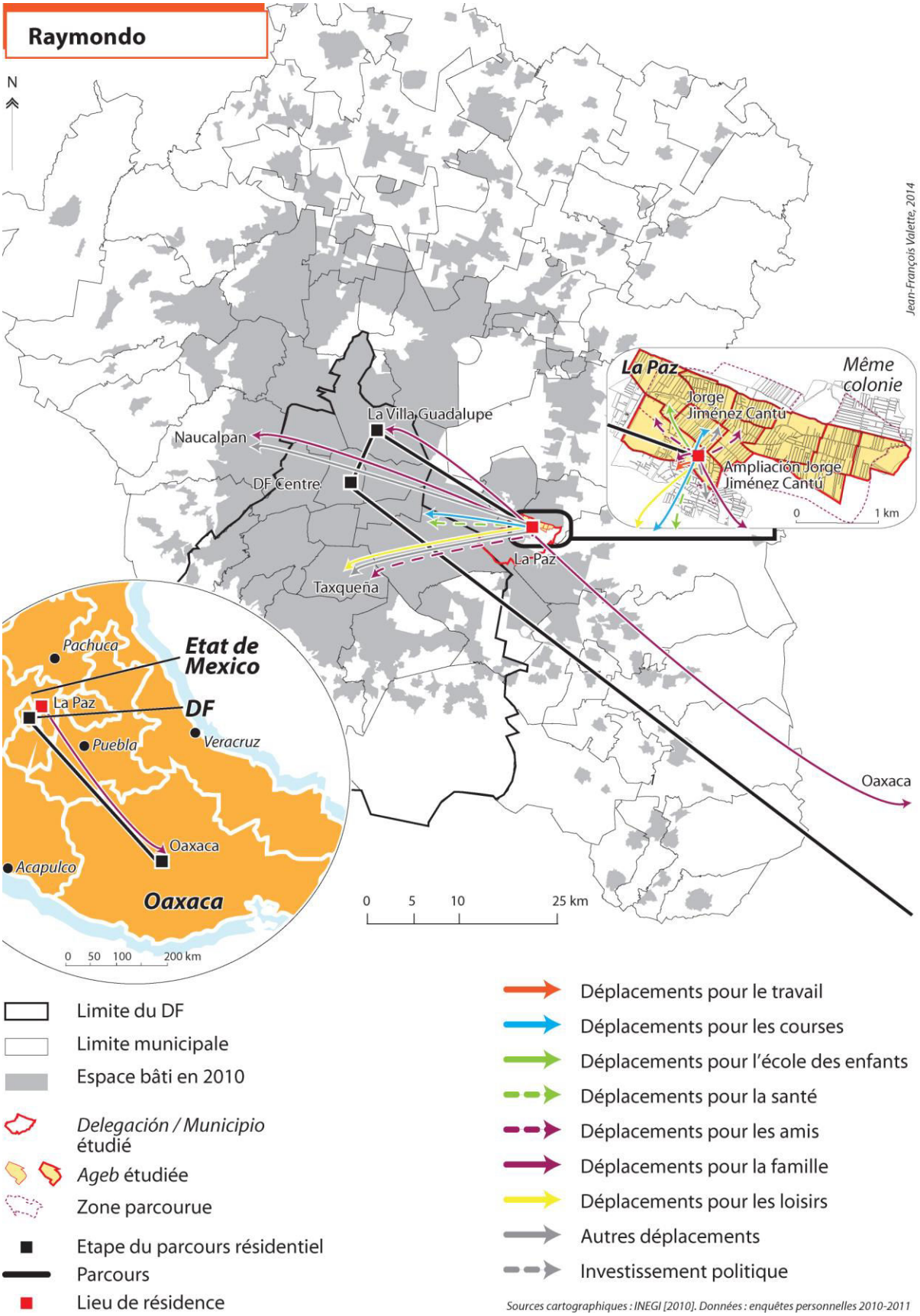
Carte 9.11. Exemple de profil d'ancrage local « adopté »



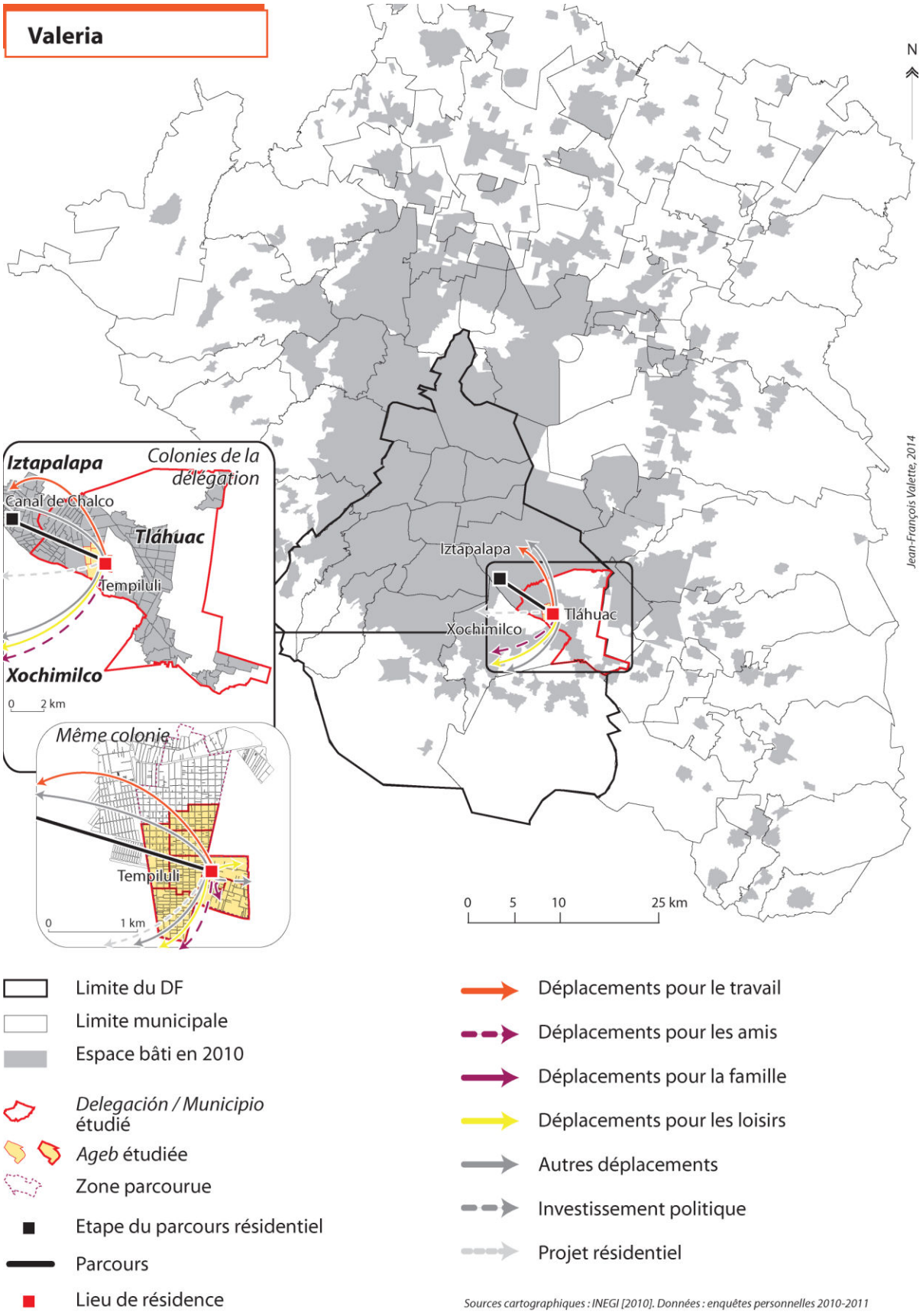
Carte 9.12. Exemple de profil d'ancrage local « pivot »



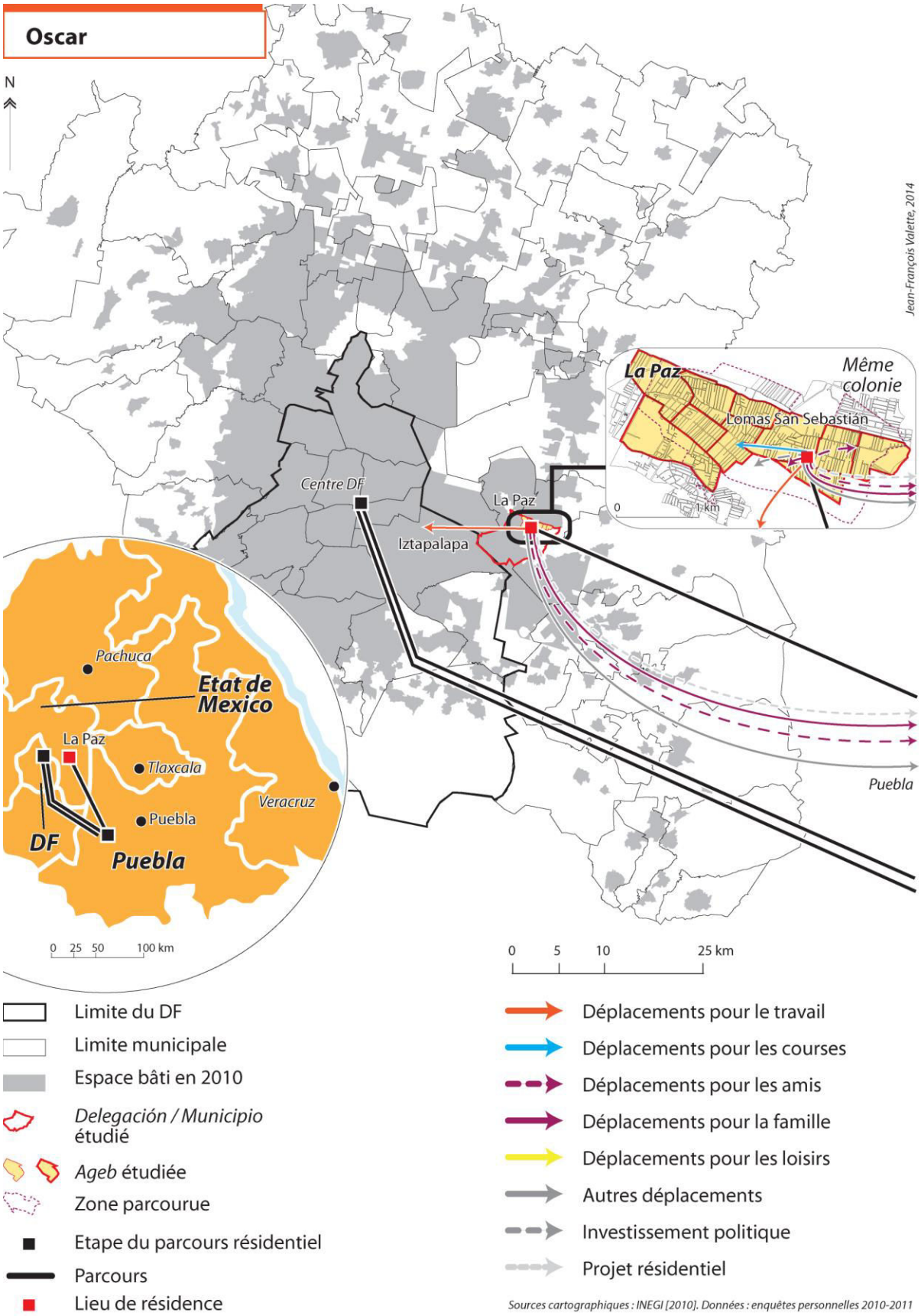
Carte 9.13. Exemple de profil d'ancrage métropolitain multipolarisé



Carte 9.14. Exemple de profil d'ancrage multipolarisé dans la proximité



Carte 9.15. Exemple de profil d'ancrage temporaire



Conclusion du chapitre 9

Ce chapitre avait pour but d'étoffer la réflexion sur l'ancrage dans les quartiers populaires de Mexico amorcée précédemment du point de vue de la résidence, en se penchant particulièrement sur la pratique du quartier par les habitants. Il s'est agi d'analyser les déplacements des habitants dans leur quartier et dans leur ville, mais aussi leur perception du contexte local. On a alors cherché à cerner les profils d'apprivoisement du lieu, à l'échelle des individus, mais aussi à celle des groupes. Les pratiques individuelles, telles que faire ses courses, amener les enfants à l'école, se rendre service entre voisins, ou faire partie d'une association, fournissent des informations précieuses sur la manière dont les habitants investissent leur espace local, se l'approprient et se sentent progressivement y appartenir, alors même que ces dimensions identitaires et affectives ne vont pas de soi dans ces contextes de fronts pionniers urbains initialement irréguliers.
D'abord, les pratiques de mobilités quotidiennes des habitants de ces périphéries populaires, appréhendées empiriquement, renvoient à deux caractéristiques majeures. D'une part, les habitants enquêtés témoignent d'une relative intensité de leurs déplacements dans la ville : le quartier n'est pas tant l'espace de la sédentarité, ni souhaitée ni subie ; il s'intègre relativement au reste de la métropole [Paquette, 2010]. D'autre part, les pratiques quotidiennes de l'espace de vie s'inscrivent aussi en parallèle fortement dans l'espace local : l'ancrage territorial qui est ainsi mis au jour renvoie à la manière dont sont mobilisées les ressources sociales et économiques dans le contexte de proximité spatiale [Fol, 2010].
Ce sont alors deux dimensions de l'ancrage quotidien qui sont soulignées. Premièrement, la présence forte de ressources urbaines dans le local renvoie à la fois à un capital d'autochtonie et à une maturation des ressources disponibles dans la proximité résidentielle. L'activité économique et la présence de services ont une importance fondamentale dans la pratique du quartier et dans les dynamiques de fonctionnalisation participant aux ancrages locaux. De plus, les représentations des habitants de l'environnement de résidence et l'inscription des sociabilités dans cet espace comptent aussi lourdement. Deuxièmement, l'inscription de ce relatif localisme dans des systèmes de lieux pluriels témoigne d'une intégration à l'échelle de la métropole. Des bassins de vie en formation ont ainsi pu être mis au jour autour de la résidence en quartier populaire. Le regard sur les relations de voisinage, les autres lieux de l'espace de vie des habitants et les pratiques du quartier par ceux qui y vivent et par des « intervenants » extérieurs a ainsi permis une lecture renouvelée de l'ancrage résidentiel dans ces périphéries, mais aussi une démonstration de leur intégration au reste de la ville.

Au final, l'analyse de la mobilité, résidentielle ou quotidienne, est un moyen d'appréhender la polycentralisation à l'œuvre au sein des processus de métropolisation que connaît Mexico. Parallèlement, et même si les deux termes semblent a priori opposés, l'ancrage se pose en lien direct avec ces mobilités, dans le sens où la combinaison de l'un et de l'autre mène à une « *redéfinition de la ville* » [Remy, 1996]. Au niveau des individus, cette redéfinition s'opère alors entre espace vécu – conséquence de la pratique localisée (autour de la résidence) –, et système de lieux métropolitain à plusieurs échelles – où s'inscrit l'ensemble des mobilités.
Enfin, le contexte politico-juridique spécifique de cette redéfinition de la ville dans les espaces étudiés invite également à relire ces ancrages et la recherche de ressources urbaines à l'aune des rapports de pouvoir en place localement. Les pratiques quotidiennes ont révélé des formes de sociabilités particulières autour de la consolidation des contextes socio-résidentiels, et la maturation de ces quartiers implique aussi des rapports de pouvoir au cœur de la régularisation foncière et physique. Il s'agit désormais d'éclairer les ancrages dans l'espace politico-juridique des contextes résidentiels étudiés, et d'analyser les trajectoires de la maturation par cette indispensable grille de lecture des périphéries de Mexico.

Chapitre 10.

Trajectoires dans l'espace politico-juridique des contextes résidentiels

Analyse des ancrages dans la régularisation territoriale

"El desarrollo urbano viene a ser un pozo sin derecho[1]*"*
Benjamín O., La Paz, novembre 2010.

En 2010, Benjamín O. est un cadre de l'administration municipale chargée des questions foncières à la mairie de La Paz. Responsable du service de la tenure de la terre, il a une connaissance fine des mécanismes de régularisation physique et juridique des colonies populaires qui se développent sur le territoire municipal. Acteur et spectateur fataliste de cette dynamique, il met en lumière la complexité des enjeux soulevés, sur les plans sociaux, économiques, urbanistiques et politiques. Son constat rejoint l'analyse de l'espace politico-juridique présentée au chapitre 6 et remet en avant le caractère incontournable de la prise en compte des processus de régularisation dans les trajectoires individuelles et contextuelles des habitants des colonies populaires de la périphérie de Mexico.
Dans ce chapitre, il s'agit désormais de replacer les ancrages des habitants et les évolutions à l'échelle du quartier dans leur position particulière dans la ville, de ce point de vue politique et juridique ; il s'agit également de mettre en avant la diversité des trajectoires du fait de ce contexte spécifique. L'analyse de la maturation passe ainsi par l'exploration de la pluralité des chemins de la consolidation d'une part, de la légalisation de la résidence d'autre part. L'éclairage des différentes réalités que recouvre la régularisation territoriale permet d'aborder la question de la maturation sous l'angle des rapports de pouvoir en place. Le processus de régularisation, complexe, n'est pas uniforme dans ses degrés et dans ses rythmes, selon le lieu et l'époque : les vitesses et les résultats varient selon les quartiers, les régimes politiques en place, le contexte économique, le dynamisme local, etc.

On rappelle ici que la régularisation territoriale renvoie à l'ensemble des processus amélioratifs donnant un caractère durable et solide à l'installation et intégrant progressivement les quartiers considérés dans la sphère légale (6.1). De très nombreux travaux se sont penchés sur cette question large de la régularisation [Alegría, Ordoñez, 2005 ; Azuela, 1995, 1997 ; Calderón Cockburn, 1987 ; Connolly, 1988, 1991, 2008 ; Coulomb, 1986, 2002 ; Duhau, 1991, 1998 ; Hiernaux, Lindón, 1997, 2003 ; Huamán, 2005, 2010 ; Iracheta, 1988, 2008 ; Lincoln Institute, 2002 ; Salazar, 2009, 2011, 2012 ; Schteingart, 1981, 1997 ; Smolka, 2003 ; Tomas, 1995, 1997 ; Turner, 1968, 1976 ; Vega, 1997, 2005].
La régularisation renvoie d'abord à une reconnaissance du statut illégal au départ, c'est-à-dire la prise en compte de sa distinction du reste de la ville et de son caractère informel [Clichevsky, 2008]. Par ailleurs, F. Tomas [1997] analyse le « retour dans le légal » par une

[1] [« Le développement urbain devient un véritable puits de non-droit »].

inversion du regard sur la norme urbanistique : en observant le vocable *asentamiento irregular*[2], l'auteur examine « l'irrégularité » comme le fruit de la « régularisation » ; les pratiques « marginales » (dans le sens de minoritaires) de respect des règles urbaines passent pour la règle à suivre, marginalisant ainsi dans le discours la majorité… populaire et irrégulière. Enfin de manière plus concrète, A. Azuela [1997] définit le processus comme ayant pour objet la délivrance des titres de propriété. La possession de ces titres officiels (les *escrituras*[3]) est une finalité importante du processus de régularisation de l'habitat, mais l'amélioration des conditions de vie des habitants passe par une « régularisation » dans un sens plus large. Ainsi, nous entendrons par ce terme la titularisation, mais également, l'arrivée des services urbains, et le changement de l'usage des sols ; soit l'équivalent de la mise en conformité de ces espaces par rapport au cadre légal et aux standards de confort de vie.

Nous nous appuierons ici sur un ensemble d'analyses menées dans les quatre quartiers-témoins[4]. Au moyen de nos explorations empiriques, celles-ci ayant mobilisé la conduite de 86 entretiens semi-directifs[5] auprès des responsables locaux, des associations, des autorités gravitant autour de la question de la régularisation, mais aussi d'une partie des habitants-acteurs de ces évolutions, il s'est agi de poursuivre notre approche comparative afin d'éclairer les variables du processus de maturation au regard de la régularisation. L'objectif était de comprendre les interventions des autorités locales, officielles et officieuses, au sujet des travaux d'équipement en services de base, des démarches liées à la titularisation, ainsi que l'organigramme de l'action collective locale.
Au sein de l'étude de la maturation, plus que le rôle de l'ancienneté du peuplement et de la densité, c'est maintenant le poids des rapports de force entre les différents acteurs de cette régularisation polysémique qu'il s'agit d'éclairer : d'abord du point de vue de la titularisation, puis de celui des groupes sociaux en présence et enfin, du point de vue des trajectoires des résidents qui expérimentent cette régularisation. Dans un premier temps, c'est ainsi l'enjeu foncier qui sera approché, déterminant au sein de la position socio-résidentielle des ménages et des ancrages qu'ils sont susceptibles de construire. Dans un deuxième temps, la question de l'ancrage social des résidents sera explicitement posée, à travers le rôle des organisations sociales, levier incontournable de la régularisation – foncière comme physique. Enfin dans un troisième temps, nous évaluerons comment la diversité des trajectoires mise au jour et l'ensemble des dimensions politiques soulevées questionnent la formation d'un éventuel droit à la ville dans les quartiers étudiés et les limites de ces dynamiques *a priori* positives.

10.1. Le poids du foncier : une titularisation officielle et polymorphe

Le chapitre 6 a permis de poser le contexte politico-juridique dans lequel s'effectue le processus de régularisation ; ce contexte garantit une forme de paix institutionnelle et est

[2] L'appellation même d'installation irrégulière est née dans les années 1940 pour décrire les colonies populaires illégales se développant à l'écart des règles urbanistiques depuis les années 1930 – la norme d'alors pour la croissance de Mexico. Ainsi, le terme serait apparu du fait même de l'entrée dans le langage courant de la « régularisation » dans les années 1940, sous le gouvernement de L. Echeverria [Tomas, 1997, p. 234].
[3] Écritures. Terme espagnol largement utilisé pour désigner les titres de propriété, justificatifs de domicile reconnus par l'État, qui officialisent la propriété du logement et le type d'usage des sols de la parcelle.
[4] Une partie des résultats présentés ici a déjà donné lieu à des publications [Valette, 2014a ; 2014b]. Un remerciement particulier va aux différents relecteurs pour leurs conseils qui ont contribué à ces publications.
[5] On rappelle ici que les personnes-ressources enquêtées pour approcher ces divers acteurs ont été les « délégués de quartier », intégrés dans des collectifs – que ces derniers soient relatifs à la municipalité, à la gestion de la colonie, à un parti politique ou à une association (chapitre 2, 2.5.1.2).

néanmoins marqué par un *imbroglio* juridique entre les différentes parties en présence. Il s'agit ici d'aborder précisément les jeux d'acteurs et l'articulation entre les différentes autorités de l'État et les enjeux locaux. Les politiques mexicaines contemporaines liées à la gestion du foncier face au développement urbain doivent d'abord être analysées. Divers organismes publics spécialisés ont été mis en place. Ces acteurs ont permis le développement de procédures spécifiques de régularisation des quartiers nés dans l'illégalité.

10.1.1. L'institutionnalisation des politiques de régularisation foncière

Les politiques de régularisation foncière ont connu depuis les années 1940 un processus d'institutionnalisation, dans la mesure où ce mode d'accès au logement (ou plutôt au titre de propriété légal du logement), devant être à la base une action gouvernementale exceptionnelle, s'est transformé en pilier principal de la gestion de l'espace urbain. Dans la ZMVM, entre 1971 et 2001, 1,2 million de titres destinés à 5,5 millions de personnes ont été délivrés [Dureau, Paquette, 2006, p. 249]. Ce sont les objectifs, la généalogie, les acteurs et les mécanismes des politiques de régularisation que nous proposons ici d'analyser, pour ensuite mieux cerner la diversité des trajectoires que ces politiques impliquent.

10.1.1.1. Les objectifs de la régularisation foncière

La régularisation permet aux autorités mexicaines d'atteindre deux objectifs principaux : la paix sociale au moyen de l'élimination des conflits de propriété, donnant la possibilité d'accès au logement pour les plus pauvres ; et le contrôle des habitants en situation irrégulière, justifié par des raisons politiciennes et financières, en rapprochant et en intégrant des électeurs et des contribuables nombreux (chapitre 6). Du côté des propriétaires, la régularisation est un moyen juridiquement acceptable de capitaliser leur bien sur le marché foncier. Elle constitue un outil bon marché pour mettre en valeur un terrain à la base non urbanisable (ou urbanisable à grands frais si les règles de mise en conformité sont suivies). Pour les colons (habitants), la régularisation est une option améliorative attendue, s'ils ont les moyens économiques de la réaliser et si son coût s'avère inférieur à celui d'une installation à court terme sur le lot[6].

Le processus de régularisation est lent et s'avère être un pari sur le temps long (chapitre 6). À l'origine de cette mise en conformité par rapport au cadre juridique et normatif urbain, T. Alegria et G. Ordoñez [2005] évoquent trois motivations principales chez les propriétaires : « récupérer la valeur » des terrains, spéculer sur cette valeur, pouvoir vendre ou louer. Ces motivations dépendent du régime de propriété des terrains, du niveau socio-économique des propriétaires, et de leur connaissance des mécanismes de la régularisation.
Ainsi, les personnes qui ne peuvent pas exercer juridiquement leur droit de propriété (usage, revenus, transfert), du fait de leur installation sur des terrains « irréguliers », s'engagent dans la régularisation pour tirer des bénéfices de cette rente foncière.
Les lotisseurs peuvent mettre en place des stratégies complexes, entre statut régularisé et statut toujours irrégulier, selon l'étape de la procédure légale privilégiée et la surface de terrain considérée. Par exemple, lorsqu'un propriétaire régularise un ensemble de lots de

[6] Par court terme, est entendue la situation d'urgence à se loger. Elle concerne généralement les plus pauvres, qui n'ont que rarement la possibilité d'acheter le lot ou d'entreprendre des travaux pour les services. L'installation peut prendre la forme d'une invasion provisoire ou d'un gardiennage de la parcelle. Dans une telle configuration marquée par la précarité, la trajectoire résidentielle est censée se poursuivre tant que les moyens économiques et l'étape du cycle familial ne supposeront pas une durée de résidence plus longue. Les possibilités de mobilité résidentielle semblent alors plus contraintes, et l'investissement local n'y est pas vraiment encouragé.

terrains non subdivisés (non fractionnés) au préalable, la régularisation permet de privatiser des terrains et d'en disposer potentiellement comme terrains à bâtir légalisés (et en cela, valorisés), sans avoir à remplir les conditions légales qu'une subdivision implique – à savoir céder une partie de l'espace des terrains pour l'installation des services publics[7]. Cette valorisation « à moindres frais » par les propriétaires peut aussi se coupler de stratégies de maintien simultané de terrains adjacents en statut irrégulier : ces espaces illégalement urbanisables voient leur valeur augmenter du fait de la proximité de terrains régularisés et le propriétaire peut tirer avantage des loyers ou des ventes plus lucratives.
Ces configurations s'observent notamment sur les terrains en régime social. Les *ejidatarios* ayant l'usufruit de la terre attendent une valorisation des zones urbanisables (bénéficiant ou à proximité des infrastructures urbaines) et spéculent sur la valeur foncière. La régularisation peut impliquer une titrisation officiellement reconnue ou un dédommagement de l'abolition des droits « sociaux » sur un terrain (voir 10.1.2) : elle traduit surtout le bénéfice de l'arrivée des services urbains et la perspective de transactions potentiellement plus lucratives.
Enfin, pour les résidents, la régularisation permet plus simplement de conserver le logement et les pleins droits de propriété qu'il n'a pas au sein du marché informel (6.1.2).
Afin de répondre à cet ensemble bigarré d'objectifs individuels et sociétaux, les autorités publiques mexicaines vont progressivement mettre en place une administration de la régularisation foncière, notamment au travers de la création de divers organismes publics.

10.1.1.2. La généalogie des organismes : champs d'action spécifiques et concentration

Le terme de régularisation apparaît dans les discours officiels à partir des années 1940, lorsque les gouvernements prirent la position de reconnaitre l'importance des invasions dans le peuplement de la capitale (DF) et de légitimer les procédures de dérogation pour cette forme d'expansion urbaine. Cette période marque le début de l'intervention effective du Gouvernement du DF dans les négociations entre les propriétaires des terrains et les colons. Nous reprenons ici le découpage d'A. Azuela [1997] en trois grandes périodes :

- 1940-1946 : émergence du principe de reconnaissance de la régularisation comme utilité publique. En 1941 est créé le Règlement des Associations d'Amélioration des Colonies du District Fédéral, premier instrument juridique visant l'organisation des habitants d'une colonie irrégulière – tolérant la représentation du groupe de voisins pour les doléances et l'arrivée des services de base, en échange d'une participation politique (pro-pouvoir en place) – et devant conduire à la reconnaissance du quartier par les autorités du DF. Le Règlement, coordonné par les Bureaux du Département du DF, devait donner une existence juridique à la colonie, mais aussi un accord tacite de non-déguerpissement des colons.
- 1947-1970 : durant cette période, au Mexique, comme dans d'autres pays latino-américains – dans la veine des répressions des États destructeurs-relogeurs [Godard, Mérat, 2003 ; Soares Goncalves, 2010] –, la politique s'inverse et les autorités publiques tentent de dissimuler l'irrégularité de ces portions de ville autoconstruites et de lutter contre les « colonies parachutées » (invasions). Aucun programme de régularisation n'est mené à terme sur la période. Les différents gouvernements ferment les yeux et comptent sur l'action des associations de résidents pour « valider » et

[7] Une des conditions de délivrance d'un permis de subdivision renvoie à cette obligation pour le propriétaire de conserver une donation de terres au sein des lots fractionnés, réservée aux équipements urbains (voir 6.2.2). À Tláhuac, une association de voisins évalue à 10 % de la colonie Ampliación La Conchita l'espace qui doit être consacré aux infrastructures collectives dont, entre autres, un marché communautaire. À La Paz, le directeur du service de tenure de la terre parle d'un engagement des propriétaires à laisser 17 % du lot pour l'installation des services de base (puits, routes, écoles).

normaliser les relations des colonies populaires avec les différents échelons du pouvoir, sans qu'aucune avancée officielle n'accompagne la croissance de la ville sous cette forme. Une des principales parades et formes de développement urbain est le fractionnement des *ejidos*, aux règles de fonctionnement strictes, mais contournées (autour de l'utilisation du Certificat de Droit au *solar* urbain voir chapitre 6, 6.1.2). L'ensemble des mesures en place jusqu'à l'aube des années 1970 (Certificats *ejidaux* et Règlement des Associations) fait ainsi progressivement entrer les relations de propriété illégale dans un cadre normatif juridique et social (intégration du rôle des collectifs locaux – organisations sociales et/ou communautés agraires *ejidales* ou *comunales*).

- 1970-1990 : institutionnalisation de la régularisation foncière. À partir de cette période, plusieurs organismes sont mis en place. Il s'agit de structures publiques chargées de la mise en œuvre et de la coordination d'une série de programmes massifs portant sur les questions juridiques, sociales, économiques et physiques soulevées par l'enjeu de l'irrégularité foncière. Au sein de la ZMVM, une variété non négligeable d'organismes est rentrée en jeu, dont les principaux sont présentés dans le tableau 10.1.

Parmi les principaux, on retient au niveau fédéral, la CORETT (*Comisión de Regularización de la Tenencia de la Tierra* – Commission de la Régularisation de la Propriété de la Terre), fondée en 1973 et présente sur l'ensemble du territoire national. Au sein de la zone métropolitaine, on peut également citer le rôle important joué par l'AURIS (*Acción Urbana e Integración Social* – Action Urbaine et Intégration Sociale) dans l'État de Mexico.
Les années 1990 voient une véritable explosion des titularisations : plus de 100 000 entre 1990 et 1991 rien que dans le DF [Tomas, 1997, p. 235], grâce au PRONASOL (*Programa Nacional de Solidaridad* – Programme national de solidarité). Mais c'est la réforme de l'article 27 en 1992 sous le gouvernement de C. Salinas de Gortari qui marque un tournant : par le PROCEDE (*Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* – Programme de certification des droits *ejidaux* et de titularisation des terrains), le passage de propriété sociale à privée devient officiellement possible. Des inerties importantes subsistent, notamment dans le DF, où la loi n'a pas été prise en compte de la même manière au vu des enjeux de restriction de peuplement sur les zones de préservation écologique[8] [Saavedra, 2014, p. 314, Vargas Montes, 2011, p. 182 ; Zepeda, 1996].
Les organismes publics de titularisation servent ainsi de creuset pour permettre le dialogue entre les différentes parties en présence. L'expérience et l'appui politique et juridique[9] dont ils

[8] L'article 88 de la Loi Agraire et l'article 38 de la Loi des Lotissements continuent de restreindre la certification et l'urbanisation sur les terres décrétées de préservation écologique [*Diario Oficial,* 1993 ; Salazar, 2011, p. 101]. Le lotissement est limité aux noyaux urbains existants et aux zonages en vigueur pour chaque entité fédérative et municipe, afin de ne pas empiéter sur les réserves naturelles ou agricoles [Gallart, 1999 ; Salazar, 2009, 2011]. Pour cela, on considère que le PROCEDE n'a quasiment pas été appliqué dans le DF, où les terres disponibles se situent principalement sur les sols de conservation. Toutefois, on note que, sur les 325 *ejidos* certifiés entre 1993 et 2008 dans la ZMVM, 2 se situent dans le DF [Salazar, 2011, p. 102].

[9] Par exemple, on note que la CORETT est intégrée au secteur social du gouvernement fédéral et que son action est coordonnée par le Secrétariat du développement agraire territorial et urbain (SEDATU – *Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano*). Le PROCEDE est quant à lui un programme coordonné par le Secrétariat de la Réforme Agraire (SRA – *Secretaría de la Reforma Agraria*), la *Procuraduría Agraria* (PA – Juridiction agraire) et l'INEGI. L'utilité de l'INEGI dans les procédures de régularisation est d'ailleurs multiple : les agents recenseurs établissent les registres des nouveaux établissements de logements, cartographient les zones concernées (avec l'exigence préalable d'un plan de colonie – réalisée par un délégué de quartier et devant être validé par l'État) et recensent les habitants. Peuvent aussi intervenir d'autres organes publics dans les prérogatives des organismes ou des programmes de régularisation : par exemple, le RPP (Registre Public de la Propriété) pour le cadastre, le SEDESOL pour le développement social, l'INAH (*Instituto Nacional de*

bénéficient participent à faire de la régularisation un outil de planification urbaine de plus en plus structuré, avec des méthodes clairement établies.

Tableau 10.1. Les organismes de régularisation foncière depuis 1941

Période/Année	Organisme	Type de propriété concerné	Niveau de juridiction
1941	Bureau des Colonies	Social-Public-Privé	DF
1942	Bureau du Gouvernement	Social-Public-Privé	DF
1970	**PRONAZUE** (*Programa Nacional de Regularización de la Zonas Urbanas Ejidales* – Programme national de régularisation des zones urbaines *ejidales*)	Social	National
1970	**DGHP** (*Dirección General del Hábitat Popular* – Direction générale de l'habitat populaire)	Social-Public-Privé	DF
1970-1971	**INDECO** (*Instituto Nacional para el desarrollo de la Comunidad Rural y de la Vivienda Popular* – Institut national pour le développement de la communauté rurale et du logement populaire)	Social-Public-Privé	DF
1970-1993	**AURIS** (*Acción Urbana de Integración Social* – Action urbaine d'intégration sociale)	Social	État de Mexico
1971	*Procuraduría de Colonias Populares* (Juridiction des colonies populaires)	Social-Public-Privé	DF
1973-1976	**FIDEURBE** (*Fideicomiso de Interés Social para el Desarrollo Urbano de la Ciudad de México* – Fidéicommis de l'intérêt social pour le développement urbain de la ville de Mexico)	Social-Public-Privé	DF
1973-1991	**FINEZA** (*Fideicomiso Irrevocable de Traslativo de Dominio de Nezahualcóyotl* – Fidéicommis irrévocable de transfert de domaine de Nezahualcóyotl)	Public-Privé	État de Mexico
1973-Aujourd'hui	**CORETT** (*Comisión para la Regularización de la Tenencia de la Tierra* – Commission pour la régularisation de la tenure de la terre)	Social	National
1977-1982	**CODEUR** (*Comisión de Desarrollo Urbano* – Commission du développement urbain)	Public-Privé	DF
1978-1983	**DART** (*Dirección del Área de los Recursos Territoriales* – Direction du service des ressources territoriales)	Public-Privé	DF
1983-2003	**CRESEM** (*Comisión para la Regularización del Suelo en el Estado de México* – Commission pour la régularisation du sol dans l'Etat de Mexico)	Public-Privé	État de Mexico
1983-Aujourd'hui	**DGRT** (*Dirección General de la Regularización de la Tierra* – Direction générale de la régularisation de la terre)	Public-Privé	DF
1992-Aujourd'hui (-2006)	**PROCEDE** (*Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* – Programme de certification des droits *ejidaux* et de titularisation des *solares*)	Social	National (sauf DF)
1996	**PISO** (*Programa de Incorporación de Suelo Urbano para el Desarrollo Urbano* – Programme d'incorporation du sol urbain pour le développement urbain)	Social	National (sauf DF)
2003-Aujourd'hui	**IMEVIS** (*Instituto Mexiquense de la Vivienda Social* – Institut de l'État de Mexico pour le logement social)	Public-Privé	État de Mexico

Sources : entretiens auprès des services de la DGRT [décembre 2010], Azuela [1997] ; Maya [2004] ; Huamán [2010] ; Gratkowski [2011].
En grisé : les organismes et programmes existants en 2014

Antropología e Historia – Institut national d'anthropologie et d'Histoire) pour les enjeux archéologiques potentiels, le SEMARNAT (*Secretaría del Medio Ambiente y de los Recursos Naturales*- Secrétariat de l'Environnement et des ressources naturelles) pour l'environnement, ainsi que la CORETT pour régulariser des terrains certifiés.

L'institutionnalisation de ce processus conduit progressivement à une baisse de la contestation et des conflits lors des négociations entre propriétaires, colons et autorités. Par principe de subsidiarité, les différents organismes opérant dans des domaines d'action spécifiques se sont vus regroupés en pôles principaux[10]. En 40 ans, l'État fédéral leur a attribué progressivement de nouvelles responsabilités, les conduisant à un élargissement de leurs compétences et à une assise plus forte auprès des administrations qui gravitent autour de la question foncière[11]. Ces évolutions ont permis une plus grande marge de manœuvre et une meilleure efficacité.

En 2014, les principaux organismes et programmes en action dans la Zone métropolitaine sont la CORETT, à laquelle s'ajoutent, dans le DF, la DGRT (Direction Générale de la Régularisation de la Terre), et dans l'État de Mexico, le PROCEDE et l'IMEVIS (*Instituto Mexiquense de la Vivienda Social* – Institut Mexicain du Logement Social). Ils se distinguent selon le statut foncier et l'entité fédérative dans lesquels ils sont habilités à intervenir. Dans le DF, la DGRT s'occupe des cas d'irrégularité en propriété privée ou publique, et la CORETT, de ceux en propriété sociale. Dans l'État de Mexico, l'IMEVIS intervient pour les terres privées et d'État, et la CORETT pour les terres sociales. Dans ce même État, une voie alternative a été permise avec le PROCEDE.

10.1.2.3. La diversité des formes de l'action des organismes et des programmes de titularisation : variables foncière et politique

Les organismes et les programmes publics ont ainsi des champs d'action spécifiques d'une part, des zones et des niveaux de juridiction déterminés d'autre part (tableau 10.1). Dans le contexte foncier mexicain et d'imbrication administrative particulière de la ZMVM – principalement entre DF et État de Mexico –, les politiques et les orientations d'aménagement urbain et de gestion des ressources foncières diffèrent sensiblement.

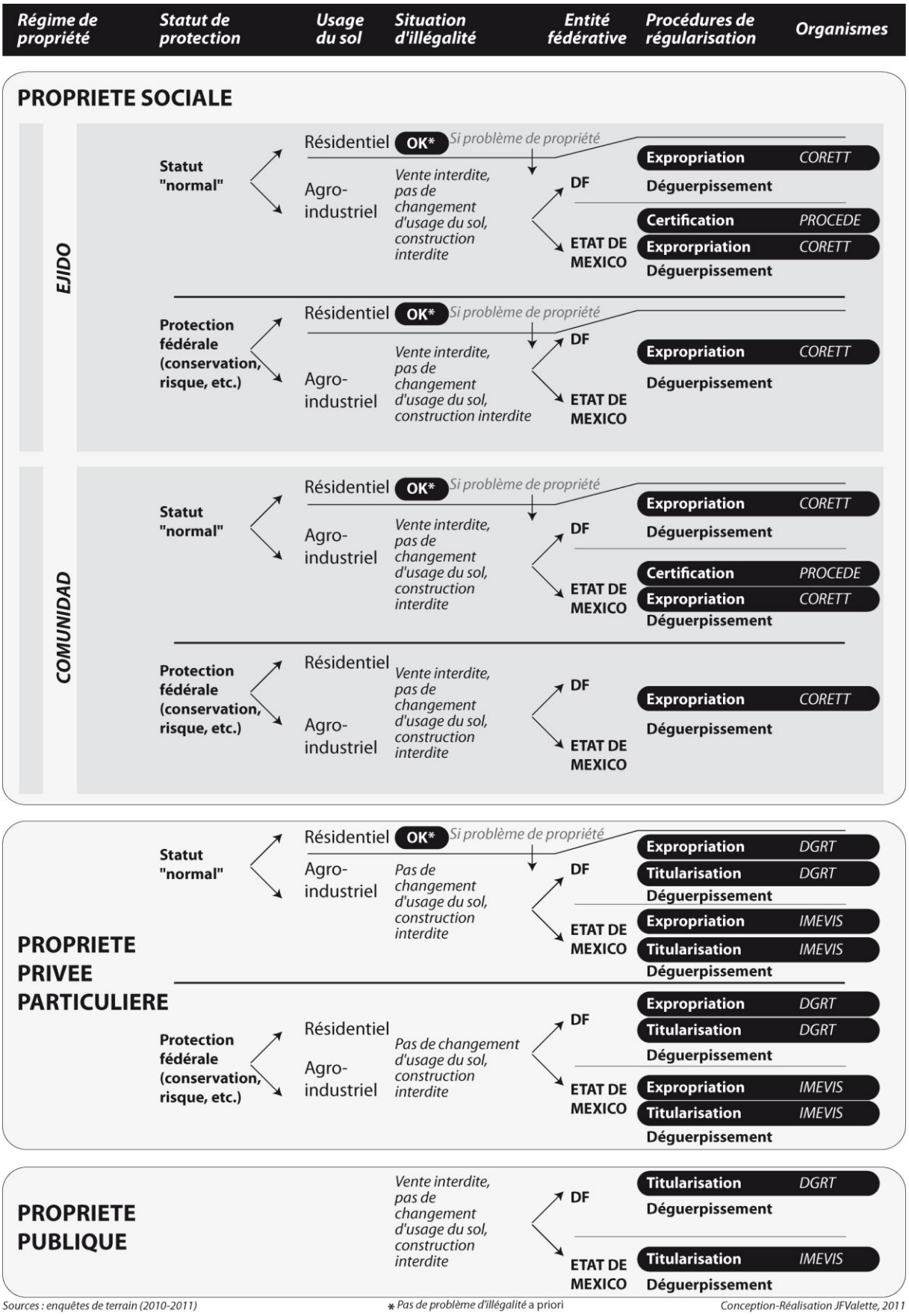
Selon le régime foncier en vigueur – privé, collectif ou public –, selon le territoire considéré – usage des sols –, selon le contexte administratif et le niveau de juridiction – entité fédérative (DF ou État de Mexico) et/ou niveau national – et selon le contexte politique – variable dans le temps –, les organismes compétents et les programmes disponibles sont différents (figure 10.1). En effet, les actions publiques relatives à la titularisation sont définies selon les lignes politiques des équipes gouvernantes en place lors de la prise en main des procédures [Huamán, 2010].

En propriété sociale, les organismes pratiquent l'expropriation (basculement de propriété sociale à publique par rachat de l'État, puis de publique à privée) et la certification par le PROCEDE (l'*ejido* peut passer en propriété privée). En propriété privée, les opérations se font davantage au cas par cas, avec l'intervention de l'IMEVIS pour l'État de Mexico et de la DGRT pour le DF.

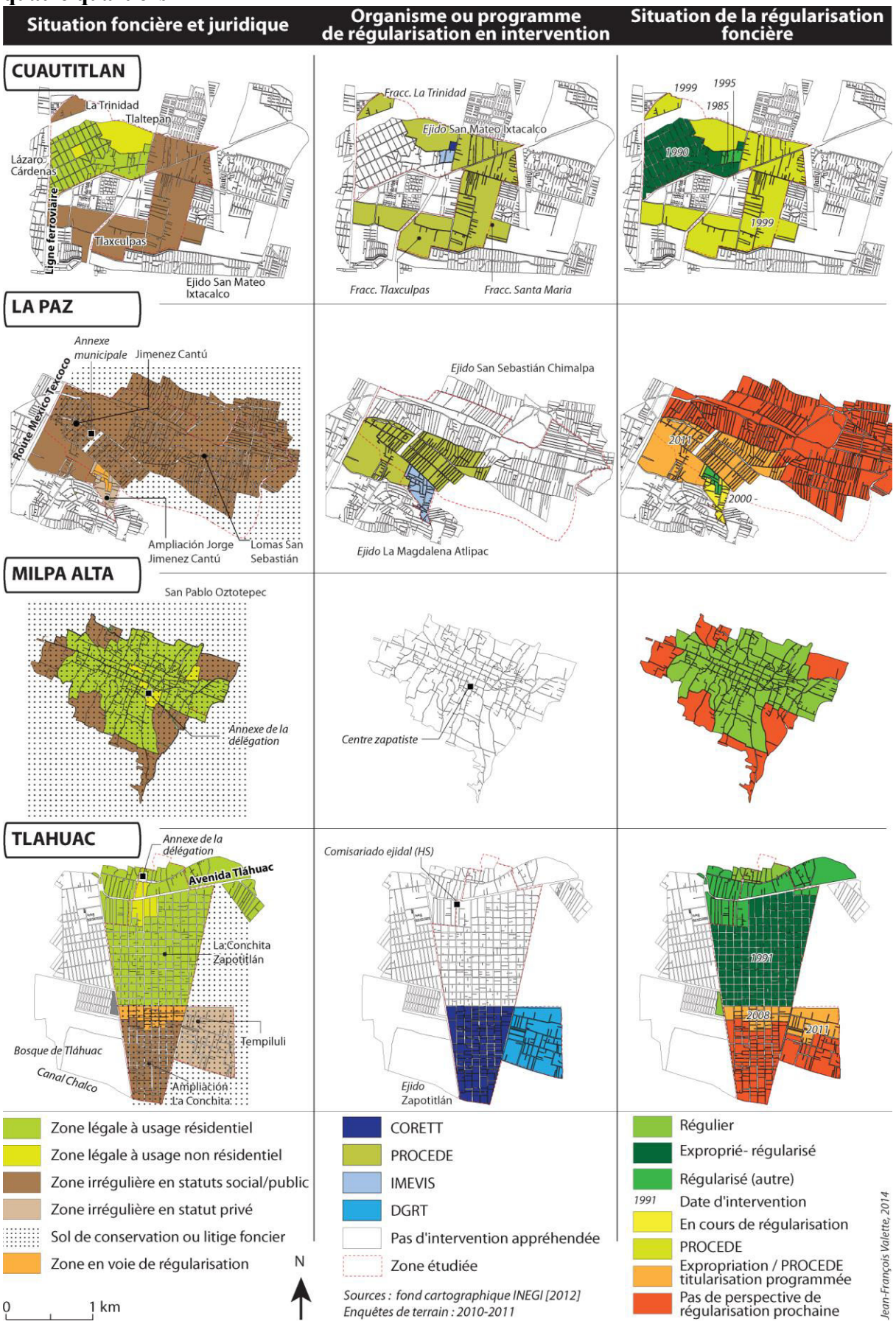
[10] Dans le DF, ce principe de subsidiarité a ainsi mené à une concentration des structures. On assiste alors à la fusion des compétences du FIDEURBE (pour les cas de propriété « sociale ») et de la CORETT au sein de la même CORETT en 1976. Du côté du régime de propriété privée et publique, le CODEUR est fondé en 1977, et récupère les compétences du FIDEURBE (régime privé). Puis la CODEUR devient la DART en 1978, qui devient elle-même la DGRT en 1983. Dans l'État de Mexico, les compétences de l'AURIS dans le domaine de la propriété sociale sont absorbées par la CORETT. Quant au domaine privé et d'État, le FINEZA a opéré dans le cas particulier de Nezahualcóyotl, et ses compétences ont été rattachées à la CRESEM en 1991. La CRESEM a été transformée en IMEVIS durant les années 2000.

[11] Par exemple, la CORETT devient même « *le plus grand propriétaire terrien du pays* » [Azuela, 1997, p. 228], ayant sous sa charge les terres *ejidales* « expropriées », loties ou non (voir sous-partie suivante).

Figure 10.1. Modalités d'intervention des organismes et programmes de régularisation



Carte 10.1. L'intervention des organismes de régularisation foncière en 2011 dans les quatre quartiers



Les organismes de régularisation déclenchent des procédures adaptées à la configuration d'irrégularité. La liste des requis et exigences pour l'obtention de certificats nécessaires à la régularisation est particulièrement lourde, bureaucratiquement, temporellement et financièrement. Quel que soit le régime de propriété, le statut de protection publique (sols de conservation du sud du DF par exemple – voir note 8 du chapitre 6, p. 362) suppose une intervention particulière, qui ralentit les régularisations[12].

La carte 10.1 permet d'observer la diversité des formes des actions publiques menées pour la régularisation foncière dans nos quatre terrains d'étude. À Tempiluli, l'intervention de la DGRT est programmée. À Ampliación Jiménez Cantú, plusieurs familles possèdent déjà leurs titres de propriété fournis par l'IMEVIS. L'action de la CORETT se retrouve quant à elle dans la colonie Jorge Jiménez Cantú à La Paz et surtout, à Ampliación La Conchita à Tláhuac, tandis que le PROCEDE intervient dans les cas de Cuautitlán et, dans une moindre mesure, à La Paz. Les interventions des organismes et des programmes se calquent ainsi sur les cartes de l'usage des sols, du régime foncier et de l'état de la situation juridique présenté au sujet de l'analyse du contexte politico-juridique (carte 6.1)[13].
Il s'agit désormais de présenter la diversité des mécanismes mis en œuvre localement en explorant les différents schémas de régularisation foncière permis par l'institutionnalisation du processus d'une part, la complexité des démarches à suivre pour les habitants d'autre part.

10.1.2. Les procédures de titularisation : pluralité des trajectoires

Pour se rapprocher le plus possible des procédures légales d'achat du lot et de construction du logement (figure 6.1), les organismes et programmes publics de titularisation doivent opérer sur l'ensemble des registres gravitant autour du foncier en colonies populaires. À l'échelle des ménages, les démarches de régularisation pèsent lourdement dans la configuration de la trajectoire résidentielle et dans la construction de l'ancrage territorial.

10.1.2.1. Une minorité de résidents engagés dans des démarches

Si la titularisation s'avère être un parcours du combattant pour les familles installées illégalement, la complexité provient du nombre important de justificatifs administratifs et institutionnels à fournir : pièces d'identité, quittances, avis, certificats sont autant de documents nécessaires à la constitution d'un dossier complet de régularisation. Ces éléments ne peuvent pas être obtenus simultanément, les uns constituant des laissez-passer pour les autres. Même si la diversité des configurations et le règlement au cas par cas prédominent, il est possible de dégager quelques constantes, tout en les nuançant.

L'étape préliminaire à toute procédure consiste, pour les familles, à se renseigner afin d'obtenir les informations nécessaires sur les démarches à suivre. Même si cette étape peut paraitre évidente, il n'est pas anodin de souligner une relative méconnaissance – réelle ou affichée – d'une majorité de résidents en matière de droit foncier. Cette méconnaissance peut être d'autant plus importante dans les cas d'urgence matérielle et/ou lorsque l'organisation sociale de voisinage est faible : autrement dit, des réseaux de sociabilités (familiaux et

[12] Dans le cas des colonies étudiées dans la délégation de Tláhuac par exemple, les décisions d'expropriation et de changement d'usage du sol sont négociées autour d'une commission tripartite, dans laquelle interviennent le Secrétariat du Développement Urbain et du Logement (SEDUVI) pour les enjeux urbanistiques du DF, le Secrétariat de l'Environnement (SEMARNAT) au niveau national pour les questions environnementales liées au statut de conservation, et la municipalité (délégation), en charge de l'approvisionnement potentiel en services publics de la zone considérée (écoles, voirie, police, etc.).
[13] Pour une analyse des héritages locaux dans chacun des quatre terrains, voir chapitre 6 (6.2.3).

amicaux) peu développés, notamment dans la proximité, ne contribuent pas à stimuler les revendications relatives à la titularisation, du fait du caractère exsangue de la dynamique collective, voire de son absence. Généralement, pour les familles isolées, la procédure parait mythifiée et entourée d'une auréole de complexité juridique, de lenteur et de cherté ; elle s'avère en cela décourageante.
Lors des entretiens E1, sur les 106 personnes ayant répondu au sujet du statut de leur logement, en dehors des 27 individus ayant déclaré déjà disposer d'un titre de propriété légal, seulement 19 indiquaient effectuer des démarches en vue de titulariser la résidence, notamment à La Paz et à Tláhuac ; par ailleurs, au niveau du statut du terrain sur lequel est bâtie la résidence, sur 63 personnes n'ayant pas de terrain régularisé, 35 n'avaient pas entamé de démarches en vue de cette régularisation. D'une manière générale, plus de la moitié des personnes enquêtées en situation irrégulière n'avait ainsi pas commencé ou envisagé une procédure de régularisation en 2010-2011 – cette situation pouvant être en partie liée à la densité résidentielle des ménages, mais pas uniquement (tableau III.4.24). Les raisons alors évoquées vis-à-vis de ce non-engagement renvoient au régime foncier en lui-même, lorsque celui-ci est social et obère de fait les démarches administratives de titularisation – les terrains étant encore officiellement inaliénables – ; mais elles renvoient également au coût des démarches auprès des organismes de régularisation (quel que soit le régime foncier), jugé trop élevé, ainsi qu'à la lenteur incontournable du processus. Un directeur d'école de la colonie Lomas San Sebastián à La Paz évoquait par exemple une période pouvant aller de 20 à 25 ans pour faire aboutir les processus de régularisation foncière, y compris pour les infrastructures publiques (comme les services scolaires). Selon le directeur du service municipal de la tenure de la terre de La Paz, cette période pouvait même aller jusqu'à 30 ans. Une famille de la colonie Lázaro Cárdenas estimait quant à elle à 10 ans la durée totale des démarches auprès de la CORETT pour l'obtention finale des titres de propriété [Entretiens, 2010].
Lorsque ces freins effectifs ou représentés arrivent à être dépassés, les ménages doivent alors s'orienter vers l'organisme adéquat pour accomplir les formalités requises.

Au cours de nos entretiens longs et répétés auprès des personnels des organismes publics, comme des habitants ayant amorcé une procédure (en particulier à Tláhuac et à La Paz), il a été possible de mettre en lumière les séries de démarches administratives nécessaires. Afin de mieux comprendre la complexité de ces dernières, on peut s'intéresser particulièrement au fonctionnement des quatre « voies » de régularisation foncière existantes dans la ZMVM aujourd'hui : la CORETT, le PROCEDE, l'IMEVIS, et la DGRT. En nous appuyant sur un travail de clarification des exigences de ces organismes, il est possible d'analyser les différents requis administratifs, sociaux, économiques et matériels pour la titularisation des résidents et de mettre en évidence la diversité des trajectoires envisageables. Deux points majeurs apparaissent expliquer cette diversité : d'une part, l'importance du statut foncier, d'autre part, le degré d'organisation de la communauté habitante.

10.1.2.2. La CORETT et la procédure d'expropriation en régime social

La CORETT se charge dans la plupart des cas de régulariser des lots pour des habitants aux ressources faibles, en statut de propriété sociale : entre 1995 et 2008 dans la ZMVM, elle a permis de régulariser 67 km² de terrains pour près de 119 000 ménages [Salazar, 2011, p. 110]. La CORETT a le plus souvent pratiqué (et pratique encore) la procédure d'expropriation. La communauté est alors démantelée : les droits agraires d'inaliénabilité de l'*ejido* ou de la *comunidad* deviennent obsolètes[14] et les terres des *ejidatarios* (sur lesquelles ces derniers ont théoriquement un droit d'usufruit) sont rachetées.

[14] Le peuplement s'étant effectué de façon informelle sur des terrains agricoles, la viabilité de la communauté agraire est remise en question. De fait, avec la croissance de la population, les parcelles de l'*ejido* sont de plus en

Le *comisaria ejidal* (organe exécutif de l'assemblée des *ejidatarios*) ou la *cabecera comunal* (organe exécutif de l'assemblée des *comuneros*) doit donner son accord (par vote majoritaire en assemblée plénière[15]), en coordination avec le Secrétariat de la Réforme Agraire (SRA), pour la cession des droits collectifs de la communauté sur les terrains concernés. L'autorité agraire reste la seule capable de décider du changement de statut. L'expropriation, même si elle présente un caractère dérogatoire, est permise au sein de la Loi de la Réforme Agraire par les articles 117 et 122 [*Diario Oficial*, 1971][16]. L'ensemble des étapes, des acteurs et des mécanismes de cette procédure est retranscrit dans le tableau 10.2.

Tableau 10.2. Devenir propriétaire en régime social : la procédure de la CORETT

Étape	Actions	Acteur	Objectif
Préalable avant opération			
Accord avec le noyau *ejidal*	Définir les conditions et les montants du paiement de l'indemnisation des *ejidatarios*	CORETT	Fixer les décrets de mise en œuvre de la loi dans les noyaux *ejidaux* pour faciliter la procédure d'expropriation
Publication du décret d'expropriation		Présidence de la République SRA	Utilité publique Amélioration et régularisation du statut foncier Ordonner le développement urbain
Exécution du décret d'expropriation	Mesure et délimitations du polygone d'expropriation Relevés les actes de possession et les bornes des terrains dans lesquels la CORETT va procéder à la régularisation	SRA Autorités *ejidales*	Délimiter un polygone d'expropriation
Inscription du décret d'expropriation	Plan du polygone d'expropriation	RPP RAN	Formalisation de l'expropriation pour la transmission de la propriété Évaluation de l'ensemble à régulariser
Opération			
Élaboration de la cartographie	Cartographie par analyse photographique pour des polygones de plus de 4000 lots	CORETT	Obtenir une image physique de l'installation Délimiter les colonies ou quartiers initiaux
Concertation de la population pour établir les conditions, les procédés et la programmation générale du chantier	Réunions d'information : associations de résidents, présidents de colonies, chefs de *manzanas* Réunions de quartier (*manzanas*)	CORETT Organisations sociales (leaders locaux de colonies, de *manzanas*) Résidents — colons Bureau CORETT	Informer et faire participer l'habitant à la prise de décision

plus morcelées et les surfaces de plus en plus réduites : l'agriculture viable y devient alors difficile. Le noyau villageois voit sa population augmenter, mais est aussi soumis à la proximité et à l'extension de la *mancha urbana*. Dans un contexte de spéculation foncière intense et d'inadéquation croissante entre les ressources naturelles et les besoins de la population résidente, les activités et les enjeux locaux deviennent incohérents avec le statut et l'idéologie des instances agraires.

[15] L'assemblée doit réunir au minimum les trois quarts des membres de la communauté et la décision doit être votée par les deux tiers des participants.

[16] Le premier article déterminant les modalités d'expropriation pour la création et le lotissement de terrains urbains, le deuxième réglementant l'indemnisation faite aux membres du noyau *ejidal.*

Recensement	Recensement et intégration des dossiers individuels	Bureau CORETT	Visite du lot Vérification technique Élaboration des plans Vérification de la véracité du peuplement
	Relevé cartographique		Vérification des problèmes d'inconformité Détermination de l'usage du lot Élaboration du plan définitif
	Concertation pour la nomenclature de la colonie	CORETT Association de résidents	Concilier les voisins sur les usages du sol
Règlement juridique	Conseiller juridique	Bureau CORETT	Trouver des solutions aux conflits fonciers
Validation des superficies, mesures et limites des terrains	Signature des relevés reportés sur les plans	Bureau CORETT	Valider les relevés officiels
Étude socio-économique	Établir les caractéristiques générales des habitants	CORETT	Définir les dommages dus aux travaux et les situations à risques
	Calculer les superficies des lots et évaluer les usages pour déterminer les prix/coûts d'expropriation		Autorisation de lotissement et refonte de la nomenclature d'usage des sols
Cartographie	Localisation de l'installation par rapport au tissu urbain	CORETT	Définir les éléments qui seront inscrits pour la signature du contrat
Acceptation du contrat	Demande d'acceptation	CORETT	Définir le coût de la régularisation
Inscription du lot dans le registre	Délivrance des plans approuvés et des caractéristiques techniques	CORETT	Ouvrir les enregistrements au cadastre pour permettre la titularisation ultérieure
Élaboration du contrat de titularisation	Élaboration des présupposés et du contrat	Bureau CORETT	Établir les conditions (coûts, intérêts) Effectuer le paiement de la titularisation en accord avec la superficie et l'usage du lot Vérification de l'identité du propriétaire et des caractéristiques techniques
Signature du plan de quartier (*plan manzanero*)			Délivrance de la clef cadastrale pour la titularisation par le notaire Concilier les voisins entre eux par accord du plan de quartier
Titularisation			
Rédaction des écritures	Envoi du plan de quartier et du certificat de contrat	Trésor public	Mise en conformité avec les instances juridiques et fiscales
	Assignation de la clef cadastrale	RPP	
	Assignation des titres	Collège des notaires	Certification devant notaire de la transmission de la propriété
	Signature	Bureau CORETT	
Enregistrement des titres de propriété		RPP Collège des notaires	Formaliser l'inscription définitive sur les registres publics de propriété
Inscriptions des plans de quartier devant les institutions tributaires		Trésor public	Enregistrement du bénéficiaire-propriétaire au cadastre
Paiement des démarches	Paiement différé et aidé	CORETT	Récupération financière par le rachat
Remise des titres		Bureau CORETT	Donner la preuve au bénéficiaire qu'il est propriétaire légitime du lot

Sources : F. Tomas [1997, pp. 239-242], enquêtes personnelles (2010-2011).
Conception : F. Tomas, H. Solís. Traduction adaptation, réalisation : JF. Valette, 2011

Reconnaissant l'état de fait d'un peuplement suffisamment important, organisé socialement et en général physiquement (dans le sens où certains services doivent déjà être installés pour que

les autorités publiques n'aient pas à investir dans des frais d'installations trop lourds)[17], l'État fédéral s'engage à changer le régime de propriété sociale de la terre. Pour cela, par décret présidentiel – le Président représentant la plus haute autorité agraire et le « défenseur » des paysans depuis les années 1930 [Azuela, 1997, p. 226] –, l'État « exproprie » les *ejidatarios* ou *comuneros* de leur communauté. Cette opération n'implique pas de délogement, mais simplement le passage d'un régime de propriété à un autre. L'État fédéral, *via* la CORETT (fidéicommissaire[18] au titre des habitants vivant sur ces espaces), devient propriétaire officiel (passage de propriété sociale à publique) et indemnise les *ejidatarios*/*comuneros* du « préjudice »[19]. Il revend ensuite à un prix minimum les terrains aux « colons », afin que ceux-ci deviennent les propriétaires légaux de leur lot (passage de propriété publique à privée).

L'expropriation a ainsi été la principale voie d'accès à la régularisation des installations informelles en zones de propriété sociale[20]. Cette méthode a notamment pu être observée dans la colonie Lázaro Cárdenas, séparée de l'*ejido* de Melchor Ocampo en 1990, parallèlement à 10 ans de démarches auprès de la municipalité de Cuautitlán pour le changement d'usage des sols. La même situation s'observe à La Conchita, où 260 parcelles de la colonie ont été expropriées par décret le 16 novembre 1991. Plus récente, la colonie Ampliación La Conchita est en attente d'une telle procédure, mais en 2011, seuls les îlots les plus septentrionaux sont officiellement engagés dans une démarche (carte 10.1).
L'enjeu de l'expropriation n'est pas limité à la seule propriété privée reconnue pour les résidents. En effet, le changement d'usage du sol et l'approvisionnement en services vont en général de pair avec l'entrée de l'espace sous la juridiction des services municipaux en charge des zones résidentielles officiellement reconnues – même si l'arrivée des équipements est souvent problématique, du fait du manque chronique de moyens.

Chacun semble gagner à la procédure d'expropriation : l'*ejidatario* qui est payé à deux reprises (vente illégale et expropriation) et qui profite des services urbains ; le colon qui bénéficie d'une propriété ; le parti au pouvoir qui gagne des voix pour les prochaines

[17] Le lotissement doit ainsi être officiellement reconnu comme *asentamiento humano irregular* (AHI), préalable qui demande également une procédure de reconnaissance officielle. Pour cela, le lotissement de la zone doit déjà être conséquent d'une part ; les représentants des habitants doivent s'engager à limiter la croissance d'autre part. Les entretiens réalisés auprès des directions des services municipaux ont notamment permis de mettre au jour l'existence de 58 AHI en attente de régularisation dans la délégation de Tláhuac (voir 6.2.3). En 2010, l'INEGI recense de son côté 1 502 AHI dans le DF (35 à Milpa Alta, 74 à Tláhuac) [INEGI, 2014b].

[18] Le fidéicommis est une procédure relativement répandue au Mexique pour l'accession à la propriété. Il s'agit d'une disposition testamentaire ou contractuelle par laquelle une personne, le *disposant*, gratifie une seconde personne, le *grevé de restitution*, d'un bien afin qu'elle le remette à une troisième personne, l'*appelé* ou *fidéicommissaire*, au moment déterminé par le disposant.

[19] Dans le sens où ils ne peuvent plus bénéficier du régime social particulier, qui leur permettait jusque-là d'être exonérés d'impôts. En cela, l'expropriation invalide dans une certaine mesure la vente préalable frauduleuse des *ejidatarios*, afin de conserver la posture du respect de la loi agraire. En 2010, à Tláhuac, dans *l'ejido* de Zapotitlán, les entretiens auprès des *ejidatarios* ont révélé que l'expropriation engageait une indemnisation d'un montant de 6 000 MX $ pour les lots de 5 000 m². On est alors loin du prix du « marché », estimé à 2 500 MX $/m².

[20] La méthode n'est pas uniquement appliquée au régime *ejidal* ou *comunal*, ni par la seule CORETT. En effet, les organismes de titularisation dédiés aux propriétés privées utilisent aussi l'expropriation pour régulariser des terrains, indemnisant le propriétaire légal ou le privant de ses droits en cas de procédures judiciaires. Au cours des années 1990, avec le PRONASOL, une nouvelle dynamique a été lancée par les autorités et les expropriations ont alors été facilitées : dans la ZMVM, entre 1990 et 1991, 54 000 titres de propriété ont été délivrés en terrains privés et 48 000 en terrains *ejidaux* [Huamán, 2005 ; Colín, 2006, p. 173]. Cette accélération a été d'ailleurs analysée par F. Tomas [1997, p. 236] comme une « *volonté de solder les comptes du passé avant d'entreprendre la mutation totale du système* » (avec la réforme de 1992).

élections ; et enfin, les organismes qui obtiennent des compensations en fonction des intérêts de chacun. Les entretiens avec des *ejidatarios* de l'*ejido* de Zapotitlán ont ainsi permis de situer le prix d'entrée dans la propriété privée – les frais de titularisation (*escrituración)* auprès de la CORETT – autour de 700 MX $ (40 €) pour les *ejidatarios* expropriés et entre 3 500 MX $ et 6 000 MX $ (210-370 €) pour les colons extérieurs à la communauté *ejidale,* pour un lot entre 90 et 120 m². Malgré la dimension sociale de cette procédure – prise en charge d'une partie des frais par les autorités publiques elles-mêmes[21] –, le coût des démarches et la force des négociations entre les instances agraires et la CORETT constituent autant de facteurs de différenciations entre les résidents.

Cette configuration révèle en outre une double injustice subie par les colons. Le manque de ressources, le plus souvent à l'origine de l'orientation de la trajectoire résidentielle vers ou au sein du marché informel, a contraint les habitants à de longues années d'attente pour un statut légal de leur logement. Or, l'absence de reconnaissance de la transaction initiale implique le double paiement, d'abord auprès de l'*ejidatario* ou de l'intermédiaire, puis une seconde fois, reconnue, auprès de la CORETT. C'est ce qu'A. Azuela [1997, p. 229] appelle « *la fiction juridique* » de l'inexistence de la vente originelle des terres, mise en place pour ne pas avoir à remettre en question l'idéologie de l'article 27 de la Constitution, censée protéger la propriété originelle sociale.
En conséquence, l'institutionnalisation de la procédure d'expropriation a progressivement assuré l'impunité des opérateurs de transactions foncières en régime social ; elle a également permis l'établissement d'un relatif sentiment de confiance sur le fait que, tôt ou tard, que l'on soit vendeur ou acheteur, la régularisation puisse avoir lieu. Cette position institutionnelle a ainsi cautionné le système d'achat-vente frauduleux, assimilé par A. Azuela à un « pacte social » entre des autorités agraires locales exsangues et un État fédéral paternaliste et corporatiste [1997, p. 229]. Cette place forte de l'État dans les espaces résidentiels informels renvoie à une intervention dans les processus urbains à travers les leviers de la politique agraire – une position paradoxale impliquant alors la protection des intérêts des acteurs de la vente des terres, couplée au discours protecteur de la condition paysanne [*ibid.*, p. 231].

Avant la réforme de 1992, la seule possibilité de régularisation sur des terres « sociales » restait ainsi, dans l'État de Mexico comme dans le DF, cette expropriation *ejidale* signée de la main du Président de la République.

10.1.2.3. La certification par le PROCEDE, vers la privatisation des terres « sociales » en périphérie ?

L'objectif du programme national PROCEDE est de titulariser, tout en restant dans le cadre théorique de la propriété sociale. Ce mécanisme est inégalement opérationnel, rendu quasi impossible dans le DF en raison du maintien du statut des sols de conservation (note 8, p. 656). Dans l'État de Mexico en revanche, les réformes de 1992 ont permis aux membres d'une communauté agraire de céder ou de renforcer la propriété individuelle sur les terrains sur lesquels ils exercent un droit d'usufruit et la loi agraire (*Ley agraria* [*Diario Oficial,* 1992, 2012]) y ouvre la voie de la conversion de la propriété sociale en propriété privée [Del Rey, Quesnel, 2006].

[21] En 2011 (et toujours en 2014), le programme PASPRAH (*Programa de Apoyo a los Avecindados en Situación de Pobreza Patrimonial para Regularizar Asentamientos Humanos Irregulares* – programme d'aide aux résidents en situation de pauvreté patrimoniale pour régulariser les lotissements irréguliers) encourage les démarches de titularisation en délivrant des allocations s'élevant jusqu'à 8 000 MX $ en 2011 – 490 € – (9 000 MX $ – 550 € en 2014) [CORETT, 2011, 2014].

Selon C. Salazar [2011, p. 97], cette « libération » du marché foncier revêt trois modalités principales. Premièrement, la certification implique, pour les membres de l'*ejido*, l'individualisation de leur parcelle agraire : un titre est délivré à *une* personne. Mais le PROCEDE n'implique pas directement la sortie du régime *ejidal*. La privatisation passe, pour l'*ejidatario* « certifié », par le passage en « domaine plein » (*dominio pleno*, pleine propriété), afin que le régime de propriété devienne privé et que la vente, si elle est souhaitée, soit possible[22]. La propriété privée permet ainsi un accès plus facile au marché formel du logement, mais elle ne l'implique pas obligatoirement. À la différence du régime social classique – au sein duquel la gestion de l'ensemble des lots de l'*ejido* est communautaire et où chaque membre est théoriquement susceptible d'être « doté » selon les décisions prises collectivement par le commissariat –, la certification *ejidale* permettrait une plus grande sécurité foncière des membres, dans le sens où les terres seraient attribuées à ceux qui l'habitent et la travaillent d'une part, où l'inscription légale des délimitations du parcellaire limiterait les conflits fonciers d'autre part[23]. Le discours officiel inscrit la réforme dans une « tradition » de politique foncière devant protéger le monde rural face au contexte de croissance démographique et urbaine, responsable d'un morcellement du parcellaire et d'une pression des installations illégales.

Deuxièmement, la délimitation et la privatisation des terrains destinés à l'urbanisation deviennent possibles [Sections IV et VII, *Diario Oficial,* 2012]. On distingue dans l'*ejido* trois types d'espaces : les zones d'usage commun, les parcelles agricoles et les zones résidentielles. Selon l'article 56 de la Loi Agraire [*Diario Oficial,* 1992], la réforme permet à chaque *ejido,* par le moyen de son assemblée, de déterminer l'utilisation des terrains qui ne sont pas formellement parcellisés avant la certification. Les zones urbaines peuvent alors théoriquement être intégrées au reste de la municipalité et relever de la compétence de ces mêmes autorités.

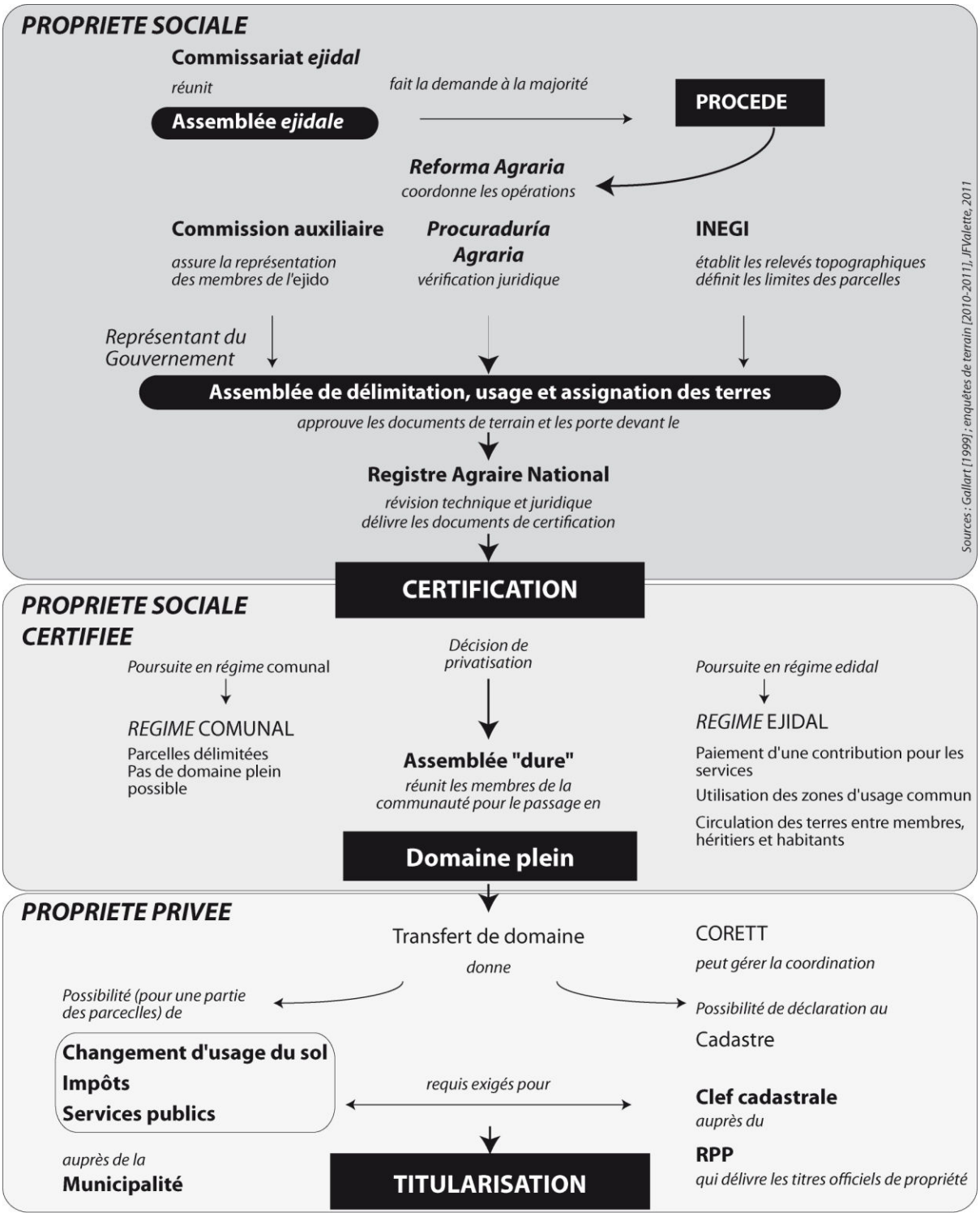
Enfin troisièmement, la création de sociétés commerciales foncières est autorisée. En effet, l'article 75 [*Diario Oficial*, 1992] stipule la possibilité de transmettre le domaine des terres d'usage commun à des sociétés mercantiles ou civiles dans lesquelles l'*ejido* ou les *ejidatarios* sont participants – associés à des capitaux extérieurs. Cette ouverture du capital *ejidal* a eu d'importantes conséquences sur l'urbanisation des municipes du nord et de l'est de la zone métropolitaine depuis 20 ans : elle a notamment permis des montages administratifs et financiers complexes ayant contribué à l'immense promotion immobilière des « villes du bicentenaire » (en particulier Tecámac, Zumpango et Huehuetoca) [Salazar, 2011].

La procédure de certification, puis de titularisation renvoie à une série d'étapes, notamment listées par M. A. Gallart [1999] et observées lors des enquêtes, présentées en figure 10.2. Une fois la demande de certification effectuée par l'assemblée *ejidale* auprès du SRA, ce dernier, avec l'aide de la *Procuraduría Agraria*, de l'INEGI et du RAN (registre agraire national), lance un diagnostic de l'*ejido* pour évaluer la possibilité de certifier. Une série d'assemblées multipartites devant réunir les *ejidatarios*, *Procuraduría Agraria* et les autorités municipales doit garantir la transparence des démarches, la participation des membres de la communauté dans les prises de décision et la coordination des autorités dans la mise en place des étapes du programme.

[22] Notamment grâce au PISO (Programme d'Incorporation du Sol Social pour le Développement Urbain) qui facilite le passage en « domaine plein » des *ejidos* certifiés, permettant ainsi la vente de terres urbanisables certifiées sur le marché libre et l'augmentation des revenus des *ejidatarios*. Le PISO contribue également au développement de sociétés immobilières capitalisant le foncier nouvellement disponible.

[23] Paradoxalement, N. Colín [2006], A. Del Rey et A. Quesnel [2006] observent quant à eux des conflits croissants, du fait d'une course à la délimitation des communautés et des parcelles, et une insécurité croissante dans les héritages pour les générations suivantes – la certification obligeant les titulaires à fournir une liste d'héritiers potentiels remettant en cause les cessions antérieures (sous régime *ejidal* « classique »).

Figure 10.2. Devenir propriétaire dans l'État de Mexico en régime social : la voie de la certification



L'assemblée *ejidale* doit ainsi élire une commission auxiliaire de ses représentants pour accompagner les instances de certification. Cette commission, l'INEGI et *Procuraduría Agraria* travaillent ensemble aux relevés topographiques et aux délimitations des parcelles de l'*ejido*. Les relevés de terrain sont présentés en assemblée et permettent de définir les parcelles et les espaces communs. Par ailleurs lors de cette étape, les éventuels litiges doivent être enregistrés. Avec l'accord de l'assemblée, l'INEGI aura le rôle de produire une

documentation cartographique précise de l'*ejido* et du cadastre, qui sera par la suite présentée devant une « Assemblée de délimitation, usage et assignation des terres »[24].
Si l'assemblée approuve le zonage, la répartition des usages, l'attribution et la délimitation des terrains, les documents sont envoyés au RAN, chargé de produire les documents officiels et de confirmer la certification. Pour certifier, le RAN a besoin de l'aval des autorités du municipe sur lequel se situe l'*ejido*, car les zones urbaines doivent être régularisées par les instances publiques[25]. Au final, une fois la décision validée par toutes les parties, le RAN expédie aux autorités de la communauté *ejidale* les documents attestant la certification de l'ensemble de l'*ejido*. Les habitants disposent alors de trois types de documents :

- le certificat parcellaire, titre légal attestant des limites du terrain assigné (avec identité du propriétaire et numérotation pour chaque parcelle), enregistré auprès du RAN et de l'entité fédérative ;
- le certificat des droits agraires sur les terrains à usage commun (avec la part des terres attribuée à chaque *ejidatario*) ;
- les titres, donnant droit de propriété aux habitants sur les terrains où sont situés leurs logements, dans les limites des terres urbaines.

Ces documents clarifient ainsi les délimitations, le cadastre et les droits de chacun sur les parcelles, mais ne signifient pas le passage du régime *ejidal* à la propriété privée. Le passage en « domaine plein » des parcelles certifiées de l'*ejido* constitue une autre étape ; cette adoption de la pleine propriété nécessite la tenue d'une assemblée *ejidale* dite « dure », afin de consulter la communauté au sujet de la cession dans le domaine privé d'une partie ou de la totalité de l'*ejido* auparavant certifié. Quelle que soit l'ampleur de la zone considérée, la privatisation renvoie aussi à la constitution d'une réserve foncière destinée à l'usage commun des membres de la communauté.

À La Paz, Jiménez Cantú initie à peine les démarches malgré l'ancienneté du peuplement – depuis les années 1970. À Cuautitlán, la situation est plus avancée : dans *l'ejido* San Mateo qui se peuple rapidement depuis vingt ans (La Trinidad, Tlaxculpas), le PROCEDE est entré en vigueur en 1999 et les habitants ont fait la demande du domaine plein, toujours en *statu quo* en 2011 (carte 10.1). Toutefois, la perspective de privatisation des *ejidos* n'est pas synonyme de la fin de l'urbanisation informelle de ces espaces, ni d'ailleurs d'une urbanisation massive des zones les plus lointaines de la métropole [Salazar, 2011].

La question de la privatisation des terres en régime social a fait l'objet de nombreux débats au sein de la communauté scientifique. Dans le contexte différent des campagnes du Veracruz, A. Del Rey et A. Quesnel [2006] analysent les conséquences du PROCEDE sur les mouvements migratoires des jeunes générations, intensifiés du fait de la rupture introduite par la privatisation dans la reproduction familiale des *ejidos*.
N. Colín [2006] et C. Salazar [2009 ; 2011] tentent d'évaluer l'impact de la certification *ejidale* sur la réserve foncière urbanisable de la ZMVM – notamment dans l'État de Mexico. Une nouvelle voie semble ouverte pour les habitants de ce dernier État fédéré et le programme tend en effet à être de plus en plus sollicité. Entre 1993 et 2008, les impacts les plus importants en termes de passage en domaine plein ont été observés dans les municipes du

[24] Comme pour l'assemblée plénière dans la procédure d'expropriation, doivent siéger dans cette assemblée les trois quarts de la communauté, l'INEGI, *Procuraduría Agraria*, et un représentant du gouvernement. L'assemblée doit approuver les plans par l'accord minimal des deux tiers des membres.
[25] Cet accord nécessaire des autorités municipales n'est pas sans poser problème : les municipalités n'ont guère les moyens de fournir des services à de nouveaux peuplements. Par ailleurs, un tel accord nécessite un nouveau zonage de la part du développement urbain municipal, démarche longue qui se règle auprès des instances de l'entité fédérative.

nord de la ZMVM, dans un triangle Atenco-Cuautitlán-Tizayuca [Colín, 2006] : dans ces espaces, les superficies susceptibles de passer du domaine social au développement urbain sous la forme de projets immobiliers de logement d'intérêt social – excluant la plupart des catégories populaires ne pouvant bénéficier d'un crédit immobilier – sont remarquables. Au total sur la période, du point de vue de la certification en elle-même, ce sont près de 2 800 km² qui ont été certifiés dans la ZMVM, dont 98 % dans le seul État de Mexico ; au sein de cet ensemble, près de 200 km² (de lots urbains et de lots passés en domaine plein) sont susceptibles d'intégrer le reste des zones considérées comme urbaines [Salazar, 2011, p. 105]. Toutefois, du point de vue de l'urbanisation cette fois-ci, l'inertie des communautés *ejidales* et *comunales* et la lenteur relative des démarches relativisent les projections alarmistes. C. Salazar souligne à l'échelle de la ZMVM que les assemblées *ejidales* de seuls 23 municipes périphériques sur 60 avaient approuvé des privatisations complètes, et encore, dans des proportions variables : l'auteure estime que, sur les 103 km² de zones *ejidales* urbanisées en 2008, seulement 7 ont été régularisés en termes de propriété formelle [2011, pp. 105-109].

Ainsi, la régularisation des colonies populaires illégales ne semblerait pas trouver une véritable solution au travers de la certification *ejidale*, même si en théorie, il s'agit d'une porte d'entrée pour le changement du statut foncier. Le PROCEDE, s'il a permis de libérer des réserves foncières destinées à la promotion immobilière périphérique pour les logements sociaux, reste néanmoins un programme pensé dans une logique agraire et reste cantonné dans les limites de la propriété sociale. C. Salazar le considère comme un « *instrument archaïque* » dans l'optique des régularisations des zones d'habitat nées dans l'illégalité, estimant à une vingtaine d'années la durée encore nécessaire pour régulariser les zones urbaines encore irrégulières avec ce programme [*ibid.*, pp. 111-112].

La fin du régime de propriété sociale constitue le plus souvent une étape indispensable pour envisager une titularisation complète, mais aussi une reconnaissance de l'espace au sein de la sphère urbaine légale. Toutefois, à la différence de l'expropriation – qui renvoie à une subvention pour la revente des terrains aux résidents pauvres –, la certification reste un programme *a priori* exclusivement réservé aux membres ou affiliés de la communauté *ejidale*. Ceux-ci, même s'ils peuvent être majoritaires, ne représentent pas la seule population résidant dans les espaces concernés et la titularisation foncière définitive implique le plus souvent l'intervention d'autres instituts d'assistance à la régularisation. Par ailleurs, cette évolution est aussi susceptible d'entraîner une précarisation encore plus importante des populations aux ressources les plus limitées dans le contexte de concurrence avec des sociétés privées [Jiménez *et al*, 2008 ; Salazar, 2011].

Le régime de propriété sociale, même s'il est prégnant dans les périphéries en cours d'urbanisation, n'est pas le seul en vigueur. La propriété privée existe également et nécessite d'autres procédures de régularisation. Dans ce cas, des organismes spécifiques interviennent : l'IMEVIS pour l'État de Mexico et la DGRT pour le DF.

10.1.2.4. L'IMEVIS : titularisation en propriété privée dans l'État de Mexico

En régime de propriété privée, l'irrégularité peut provenir de la non-déclaration d'une transaction, de la non-titularisation de l'achat, ou de l'inconformité de l'usage de la propriété par rapport aux règles d'utilisation du sol : vente, fractionnement, achat et construction peuvent être illégaux (chapitre 6). Des exemples suivis à La Paz (carte 10.1) permettent de comprendre comment la régularisation peut concrètement être mise en œuvre à l'échelle

d'une famille. La liste des étapes et des justificatifs demandés lors de la procédure témoigne des pesanteurs autour de ces démarches (encadré 10.1).

Encadré 10.1. Les pièces justificatives pour une procédure de régularisation auprès de l'IMEVIS

Il faut au préalable :
> Une **pièce d'identité** officielle : carte d'électeur de l'IFE – Institut Fédéral Électoral —, passeport, certificat professionnel, livret militaire.

Il faut ensuite fournir à l'IMEVIS :
> Le **contrat d'achat / vente** ou un document attestant la transaction (*contrato de compra / venta*). Sa date de signature doit être relativement ancienne (en 2010, elle devait être antérieure à 2002 [IMEVIS, 2009a]).
> Le **reçu du paiement** : solde de tout compte ou quittances de paiement, obtenu (es) auprès du propriétaire antérieur de la parcelle, lui-même devant être enregistré sur les listes du registre de la propriété *(carta de finiquito* et *recibos de pago*).

Si la propriété privée était auparavant en régime *ejidal* – puis certifiée et passée en domaine plein, ou expropriée –, il faut également :
> Une ***constancia ejidal***, certificat prouvant la présence et l'usufruit antérieurs de la parcelle au sein de l'*ejido* : le commissariat *ejidal* et les *ejidatarios* devant signifier (signer et tamponner) la sortie du régime *ejidal* de la parcelle, ou le fait que celle-ci n'appartient plus à l'*ejido*.

Pour que la sortie de l'*ejido* soit validée, il faut encore prouver que la parcelle n'était pas « affectée » au sein de l'*ejido* au moyen préalable d'un **certificat de non-affectation** (note 72 du chapitre 6, p. 396) (*hoja de no afectación de bienes de dominio público*). Ce certificat est à demander auprès des autorités municipales et l'accord est donné par le commissariat *ejidal* ; son coût était estimé en 2010 à 400 MX $ (24 €) selon les enquêtés. La non-affectation doit aussi être attestée par le gouvernement fédéral du point de vue des ressources naturelles (en cas d'intérêt minier ou environnemental particulier) par un **certificat du SEMARNAT**.

Grâce aux reçus de paiement et aux justificatifs de vente et de paiement du lot, il est possible d'obtenir d'autres pièces constitutives du dossier :
> Le **transfert de domaine** (*traslado de dominio*), auprès des autorités municipales, prouvant l'usufruit du terrain. Si le transfert de domaine est avéré, l'acheteur devra alors payer auprès de la municipalité **l'impôt sur les transactions foncières**.
> L'acquéreur obtient ainsi la **manifestation du transfert de domaine** (*manifestación de traslado de dominio*), prouvant le paiement de l'impôt sur les transactions. Il s'agit là d'une étape de reconnaissance importante de la résidence. Ce justificatif donne une visibilité officielle devant les autorités municipales, qui peut aussi être appuyée par d'autres justificatifs de domicile, comme les factures d'électricité.

À la suite du paiement du transfert de domaine, un contrôleur municipal doit attester de la véracité du peuplement et mesurer la surface bâtie afin de calculer et d'évaluer la taxe foncière à percevoir. Ce contrôleur établit pour cela :
> Un **croquis de mesure de la parcelle** et de contigüité avec le voisinage
> Un **croquis de localisation**
Ces croquis devront être intégrés au dossier de l'IMEVIS.

Une fois établis, ils permettent le déblocage de nouveaux justificatifs :
> Le paiement de la **taxe fonc**ière (*predial*).

Avec l'ensemble de ces pièces, un premier dossier peut être constitué auprès de l'IMEVIS. Ensuite, l'institut accompagne les dossiers retenus pour l'acquisition de nouveaux justificatifs d'officialisation :
> L'**enregistrement notarial de la propriété** sur le registre de propriété de l'IFREM (Institut de la Fonction d'Enregistrement de l'Etat de Mexico- *Instituto de la Función Registral del Estado de México,* organisme décentralisé du RPP au niveau de l'Etat de Mexico) par un notaire public. L'immatriculation dans le registre coûte 300 MX$ (17€) en 2010, sa vérification, 100 MX$ (6 €) [IMEVIS, 2009a ; 2009b].

Avec tous ces justificatifs (identité, achat-vente, reçus de paiement, paiement de l'impôt sur la transaction, non-affectation, transfert de domaine et preuve de transfert de domaine, reçu du paiement de l'impôt foncier,

paiement de l'enregistrement notarial), l'habitant doit constituer un nouveau dossier devant l'IMEVIS. Il établira alors :
> Un **contrat de titularisation** auprès des services de l'organisme.
Ce contrat permet la rédaction des titres définitifs de propriété. Il est lui aussi payant : en 2010, son coût est de 930 MX $ (55 €) pour une maison de moins de 120 m², 1 200 MX $ (70 €) si supérieur.

Cette succession d'étapes dans la fourniture de justificatifs n'est pas systématiquement linéaire et peut être soumise à des aléas[26].

Sources : enquêtes de terrain [2010-2011], IMEVIS [2009a ; 2009b]

Une procédure de régularisation foncière auprès de l'IMEVIS exige donc une dizaine de documents fondamentaux, particulièrement délicats à obtenir et à officialiser. Les habitants soulignent la lenteur des procédures, notamment quant à la réactivité des administrations chargées de délivrer les différents certificats[27]. Le coût est aussi limitant : aux frais du contrat, il faut ajouter ceux des copies de certificats, d'envois, des déplacements à effectuer aux bureaux et annexes, mais aussi des impôts locaux et fonciers et des taxes sur les transactions.
Au final, cette procédure dénote un investissement moral, social et financier important autour de l'étape résidentielle en question. En propriété privée aussi, malgré le caractère social de la prise en charge d'une partie des démarches de dérogation par les autorités publiques, la régularisation foncière peut renvoyer une nouvelle fois à des différenciations majeures entre les résidents.

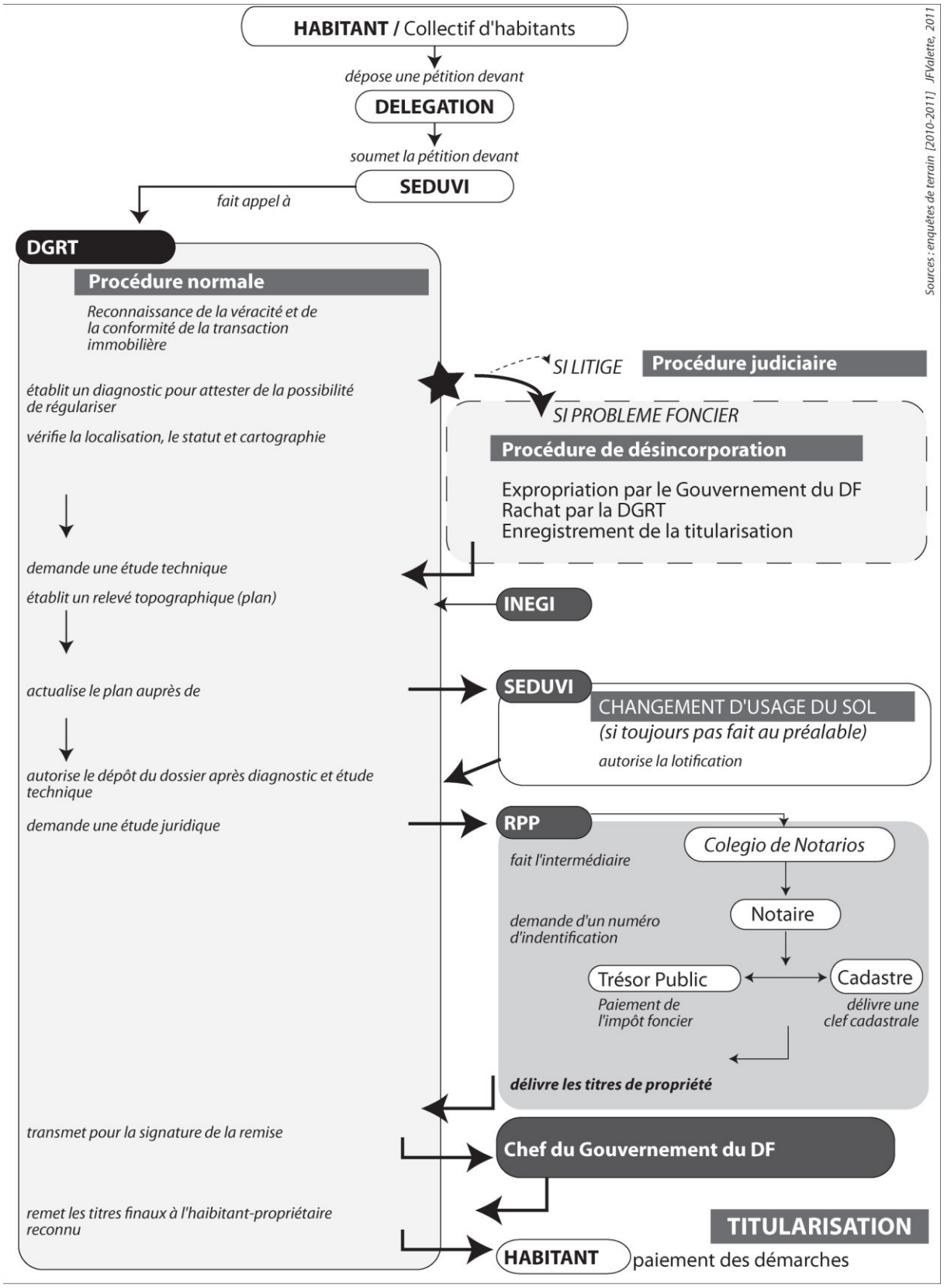
10.1.2.5. La DGRT : titularisation en propriété privée dans le DF

Les entretiens menés auprès de responsables des services centraux de la DGRT et de résidents de Tláhuac inscrits dans ces démarches ont permis de mettre au jour les différentes procédures existantes (figure 10.3, carte 10.1). Tout d'abord, l'habitant ou le groupe d'habitants doit solliciter la titularisation par le biais d'une pétition auprès de la délégation (autorité municipale). Cette pétition est ensuite déposée aux services de l'urbanisme (SEDUVI), qui examinent la possibilité d'intégration en zone urbaine du nouveau lotissement. La mission de la DGRT est particulièrement délicate dans le DF, du fait de la pression urbaine sur les terres écologiques de conservation d'une part, de la pression politique pour endiguer l'urbanisation d'autre part. Au sein de la commission tripartite en charge des cas de régularisation (note 12, p. 661), la DGRT doit faire le lien entre les autorités responsables de la consolidation physique de l'installation, celles dédiées aux questions juridiques foncières et celles consacrées aux questions fiscales, l'objectif étant de trouver un consensus pour les résidents et permettre la titularisation.
Trois étapes principales sont au cœur de la démarche : le diagnostic, l'étude technique et l'enregistrement juridique. Le diagnostic territorial peut aboutir au déclenchement de trois types de procédures, qualifiées de « normale » (légalisation du contrat d'achat/vente), « désincorporative » (équivalent de l'expropriation) ou « judiciaire » (en cas de conflit). La première consiste à reconnaitre la véracité d'une transaction (frauduleuse à l'origine) afin de la rendre conforme. La seconde permet au gouvernement du DF, avec l'accord des propriétaires – ou si ces derniers sont introuvables ou morts (après recherches d'archives) –, d'exproprier ; la DGRT se charge ensuite de racheter les terrains pour les revendre aux

[26] Par exemple, chaque papier doit absolument comporter la même adresse ; or il peut arriver qu'au fil des recensements, des campagnes municipales et des campagnes de cartographie de l'INEGI et de la *Guia Roji*, des colonies changent de nom. Ce fut notamment le cas dans les années 1990 à La Paz, où la colonie « Vista Hermosa » fut rebaptisée « Ampliación Jorge Jiménez Cantú » (2.5.2.4). Les habitants pris dans les démarches doivent alors payer pour réactualiser tous les documents établis et faire changer toutes les adresses officielles.
[27] Lors d'un entretien avec une famille en cours de finalisation de régularisation, la durée de l'ensemble des démarches d'obtention des justificatifs a été estimée à 3 ans.

habitants. Enfin, la procédure « judiciaire » doit entrainer, en cas de conflit foncier (lorsque le propriétaire légal nie la transaction), l'intervention de la justice dans l'arbitrage du conflit : cette configuration entraîne des temporalités et des frais plus importants.

Figure 10.3. Devenir propriétaire dans le DF en statut privé : la procédure de la DGRT



Après le diagnostic, les services de la DGRT réalisent sur le terrain une étude technique pour actualiser les plans d'urbanisme auprès du SEDUVI. En parallèle, la régularisation fiscale du lot passe par son enregistrement auprès des services du RPP. Cette étape inclut l'immatriculation de la parcelle par un notaire public qui, en témoignant du paiement de l'impôt foncier (1 800 MX $ — 100 €), permet la fourniture d'une clef cadastrale – définitive si l'usage du sol est résidentiel urbain, provisoire (et en cela, à refaire) si l'usage est toujours agro-industriel.
La DGRT coordonne ces différents services, grâce à ses cinq divisions internes (technique, évaluation, rédaction des titres, coordination générale, juridique) ; elle atteste de la régularisation technique, juridique et fiscale du lot et peut procéder à la titularisation, qui devra être attestée et signée de la main du chef du gouvernement du DF. Fin 2010, selon le directeur des services techniques de la DGRT, le prix de l'ensemble de la démarche reviendrait pour l'habitant aux alentours de 4 700 MX $ (275 €), alors que sans ce programme d'appui social[28], le prix réel est estimé à près de 50 000 MX $ (soit près de 3 000 €).

Au final, la régularisation par expropriation n'est plus la seule procédure ; d'autres voies ont été mises en place à l'occasion des réformes du régime foncier social d'une part, grâce à l'action clarifiée et multilatérale d'organismes publics puissants, aux compétences larges, d'autre part. Ces signes de prise en main progressive de l'État dans des zones illégales à l'origine peuvent témoigner d'un laisser-faire, mais aussi et surtout, d'une tradition de régularisation foncière, voire de l'institutionnalisation de ce processus *a posteriori*, en fonction du contexte social ou politique.
Selon E. Huamán [2010], la régularisation foncière est ainsi devenue une des principales politiques urbaines actuelles à l'échelle de la zone métropolitaine de Mexico. En effet, directement dépendant de la pression sociale, de la politique à court terme et à visée électoraliste, des moyens administratifs et financiers engagés, du statut foncier et de la capacité économique des ménages, le processus permet d'officialiser et en cela, de valider le développement urbain né dans l'illégalité. Cette validation permet *a posteriori* la prise en charge progressive des services urbains par les autorités publiques à travers le changement des usages du sol qu'elle nécessite et/ou qu'elle implique ; elle représente, aux yeux des bénéficiaires, la garantie d'une relative sécurité foncière et sociale – malgré des limites importantes quant à son potentiel d'exclusion sociale (chapitres 2 et 6) [Durand-Lasserve, 2004 ; De la Saussey, 2009].
La régularisation foncière s'avère donc jouer un rôle encourageant pour les populations les plus défavorisées, mais elle est aussi le reflet d'un désaveu public de la capacité de l'État à mener une politique claire, volontariste et unilatérale de l'aménagement urbain.

Si la mise au jour des mécanismes de titularisation par les organismes publics permet de mesurer un aspect de la diversité des trajectoires des contextes résidentiels, pour les autres pans de régularisation, c'est la dynamique d'organisation sociale qui joue un rôle déterminant.

10.2. Le rôle des organisations sociales dans la régularisation

Processus vieux de plus d'un demi-siècle, la régularisation au sens large des quartiers illégaux périphériques de Mexico demande maintenant à être interrogée sous l'angle d'une de ses principales composantes : les organisations sociales. Nous entendons ici par organisation

[28] Le programme de titularisation est en effet délivré sur critères sociaux, avec plafonnement des valeurs foncières à 900 000 MX $ (55 000 €) en 2010.

sociale l'ensemble des groupements ou collectifs de résidents revendiquant des ouvrages pour l'amélioration du quartier : cet ensemble recouvre des associations de voisins, des groupements d'habitants, ainsi que des formes plus institutionnelles.

Au sein des processus mis en œuvre, les collectifs d'habitants jouent un rôle à la fois primordial et paradoxal. L'appréhension de la régularisation du point de vue des habitants et des autorités permet, d'une part, d'identifier ces mécanismes et les acteurs de l'action collective locale, d'autre part, de poursuivre l'interprétation de la diversité des degrés et des rythmes des améliorations en fonction des rapports de pouvoir en place. Un paradoxe semble se dégager : si d'un côté, les habitants s'ancrent dans leur quartier et prennent en main leur espace de manière autonome, d'un autre côté, l'État trouve dans cet ancrage le moyen d'un « rattrapage » du processus d'urbanisation et d'une assise relative de son autorité.
C'est ici directement la question de l'ancrage social des habitants dans leur contexte résidentiel qui est abordée. Cette question doit permettre de mieux cerner les mécanismes de la maturation et du lien entre les évolutions au niveau des individus et au niveau des contextes. Une appropriation de l'espace est susceptible de se développer parallèlement à l'expérience de la résidence dans une colonie populaire et aux négociations collectives nécessaires pour l'obtention des services urbains minimums. Cette appropriation est en priorité le fruit de l'organisation des habitants dans leur espace local et de leur investissement pour le changement des conditions de vie.

L'objectif est ici de comprendre les différents rythmes du processus de régularisation induits par le rôle de ces organisations sociales. D'abord, il s'agit de présenter les acteurs composant les organisations, dans le contexte politique particulier du Mexique, qui tolère un tel règlement de l'urbanisation : les organisations naissent grâce à l'initiative des habitants, mais leur rôle prend également sens du point de vue du rattrapage de l'État – par une planification urbaine postérieure au peuplement. Ensuite, l'approche par la participation des habitants éclaire les différences dans les vitesses et degrés de la régularisation ; cette participation renvoie à une consolidation foncière, physique, mais aussi, à un ancrage pour les habitants. Enfin, cette entrée permet d'appréhender l'insertion de la régularisation dans des rapports de pouvoir et d'en soulever les paradoxes : si cette dynamique fait place à une amélioration, elle est également le marqueur d'une relation ambivalente entre habitants d'une part, et entre les habitants et l'État d'autre part. Une fois encore, les différents pans de la régularisation doivent être analysés non pas uniquement par rapport à l'ancienneté du quartier, mais également au regard de l'inscription du contexte résidentiel et des habitants dans ces rapports de pouvoir.

10.2.1. Officiels et officieux, mais essentiels : les acteurs des organisations collectives

Il s'agit désormais d'éclairer la place des organisations sociales au sein de la régularisation, entre « débrouillardise » collective et institutionnalisation, ainsi que la diversité des acteurs et des champs d'action.

10.2.1.1. De la nécessité de s'organiser…

Le passage dans la sphère légale nécessite certes une mise en conformité de la propriété et de l'usage du sol, mais implique également l'approvisionnement en services urbains de base. Or, ces services ne sont pas, sauf très rares exceptions, l'œuvre directe des autorités municipales, pour des raisons juridiques et foncières et du fait de l'insuffisance des finances publiques. L'État (autorités publiques fédérales, de l'entité fédérative, ou

municipales) n'est pas censé intervenir dans des installations illégales, puisque par définition, elles ne peuvent avoir d'existence juridiquement reconnue et donc, aspirer à une attention de la part des pouvoirs publics (en termes d'intégration aux budgets ou aux projets d'aménagements urbains).
Par exemple, dans le cadre du régime foncier social, il convient légalement aux *ejidatarios* ou aux *comuneros* de régler les problèmes d'installations, d'usage du sol et de fournitures en services de base de manière autonome. Or, le peuplement illégal est souvent le fait de populations extérieures à la communauté agraire, nombreuses, auxquelles les membres « originaires » ne peuvent (ni ne veulent) fournir voies de communication, installations électriques, hydrauliques et sanitaires adéquates. Les populations résidentes se retrouvent dans une impasse où ni les autorités agraires, ni les autorités politiques ne peuvent ni ne veulent (financièrement, matériellement et juridiquement) assumer les coûts et l'installation des services de base indispensables.
La première solution consiste alors à la connexion illicite des habitants aux réseaux publics. Mais cette connexion ne peut être réalisée et politiquement tolérée que si et seulement si le groupe d'habitants est suffisamment solide et influent pour permettre la cohésion entre les membres d'une part, les négociations – et en cela, l'instauration d'un rapport de force – avec les autorités (agraires et politiques) d'autre part. En dehors de ces configurations, les risques de déguerpissement par les forces de l'ordre et de conflits de voisinages (entre « légaux » et « illégaux ») sont plus élevés (voir 6.3.1).

L'organisation de l'ensemble ou d'une partie des colons autour de besoins communs s'avère donc indispensable lors des négociations, que ce soit dans la possibilité d'obtenir des infrastructures ou dans les démarches de légalisation du point de vue de l'usage du sol et de la propriété foncière. Cette dimension organisationnelle est aussi au cœur des questions de la gouvernance des quartiers et de la représentativité citoyenne, localement et à l'échelle de la ville. Au final, il s'agit d'un effort de structuration de l'informalité, indispensable à la pérennité de l'installation.
Ce type d'action collective s'est illustré lors des grandes invasions de terres fédérales ou de ventes massives illégales, comme à Nezahualcóyotl dans les années 1950 et 1960 : les conflits de propriété et d'approvisionnement en services urbains ont été au cœur de la lutte du Mouvement de Restauration des Colons (MRC), une des associations des voisins les plus importantes et structurées lors de la régularisation progressive de ce municipe emblématique de l'expansion de la ville sous la forme de colonies populaires illégales [Vega, 2005]. Sans prendre systématiquement l'ampleur du MRC, la grande majorité des colonies illégales à la périphérie de Mexico voient la mise en place d'une gestion populaire des affaires générales du quartier et la création d'un réseau associatif, légalement reconnu ou non, relativement dense – selon le nombre d'habitants et l'ancienneté de l'installation –, afin de faire face aux différents pans de la régularisation.

Depuis les années 1990, dans un contexte de promotion de la démocratie participative par les institutions financières internationales et les appareils étatiques, le rôle des associations de quartiers devient indissociable de la « bonne gouvernance » et de la démocratisation des sociétés urbaines, notamment pour les quartiers populaires [Burgos-Vigna, 2010 ; Deboulet, 2007 ; Poupeau, 2008 ; Sanchez, 2010].
Cette action collective révèle ainsi les objectifs multiples des membres qui y participent. L'action sert la communauté, mais se situe également au carrefour des logiques globales d'action publique et de privatisation de l'espace local [Zérah, 2011]. On retrouve deux visions de la gestion urbaine : une de *bottom-up* et d'*empowerment* des groupes locaux qui affirment l'identité du quartier et défendent les intérêts communs ; l'autre, *top-down*, étatique, de

soutien de « bonnes pratiques » et de « rattrapage » d'une politique de la ville, de toute façon exsangue. L'encouragement de la participation par l'État permet le contrôle administratif, politique, social et urbanistique des zones illégales, « *la gestion de la pauvreté urbaine représentant avant tout un enjeu de paix sociale* » [Bacqué, Rey, 2005, p. 82].

10.2.1.2. … à l'institutionnalisation

La participation des habitants dans la gestion de leur communauté est essentielle puisqu'elle structure l'action collective en vue de l'intégration au reste de la ville formelle. La place prépondérante que prend ce « *système organisationnel* » [Godard, 1985, p. 39] dans la régularisation renvoie à ce que R. Coulomb décrit, dans son étude de la participation citoyenne dans le DF, comme la démocratisation des processus en lien avec « *l'organisation, l'appropriation et l'usufruit de l'espace urbain* », ainsi que ceux liés à la « *production, la distribution et l'accès aux biens et services publics* » dans cet espace [2006, p. 131]. Bien que souvent informelle, cette participation a connu un processus d'institutionnalisation. Les lois « cadrant » cette « transition démocratique » sont très différentes entre l'État de Mexico et le DF[29].

Dans l'État de Mexico, autour de l'exemple de Nezahualcóyotl en particulier, l'État fédéré s'est déchargé très tôt de la réalisation des infrastructures urbaines : dès 1959, le gouverneur G. Baz dicte une loi de coopération visant à collectiviser les travaux de réalisation et d'amélioration des systèmes d'eau et d'électricité entre les habitants, afin de développer une attitude participative entre les colons et de limiter les dépenses publiques. Le travail de coopération entre habitants, lotisseurs et autorités administratives passe alors sous la tutelle du Conseil de Coopération, chargé de mutualiser main d'œuvre, ressources des habitants et finances publiques pour répondre à la forte demande des habitants [Vega, 2005, p. 102][30]. Le Conseil de Coopération donne ensuite naissance à une Association Générale des Habitants de Nezahualcóyotl. Après le mouvement étudiant de 1968 et les grèves des paiements des traites aux lotisseurs par les habitants, le MRC voit le jour et renvoie à « *une sorte de front des organisations locales qui existaient depuis quelque temps et avaient des finalités plus ou moins diverses* » [*ibid.,* 2005, p. 146]. Une multitude de groupes civils et politiques déployés à l'échelle locale ou microlocale, constitue dès lors, en parallèle avec le réseau des organisations institutionnalisées – dont la création s'est faite au cas par cas –, l'ensemble du tissu socio-politique jouant le rôle de nécessaire intermédiaire entre les quartiers de Nezahualcóyotl et les échelons administratifs du municipe et de l'entité fédérative (cf. sous-partie suivante).

Du côté du DF, on retrouve également une imbrication des organisations : en dehors du Règlement des Associations d'Amélioration des Colonies de 1941 précédemment présenté, la reconnaissance partielle des collectifs d'habitants par les autorités semble avoir été plus tardive que dans l'État de Mexico. Une loi en 1980 met en place des Conseils Consultatifs. Mais c'est seulement à partir des années 1990, dans le cadre de la promotion de la démocratie participative, que trois lois se sont succédé pour légiférer sur le statut des organisations de

[29] Ce décalage est notamment dû au régime spécifique du DF, sous contrôle direct du gouvernement fédéral jusqu'en 1997 – date à partir de laquelle le gouverneur a pu être élu au suffrage universel. Jusqu'en 1997 en effet, le DF constituait une entité au régime « verrouillé » depuis sa création en 1824 [Musset, 2010a] : le régent du DF était désigné par le Président de la République, et non élu par les habitants.

[30] S'il s'agit là d'un des premiers exemples d'institutionnalisation de la participation collective au sein des quartiers populaires, tous les groupes en place n'ont pas connu un pareil rattachement aux instances officielles. En effet, dès les années 1950, Nezahualcóyotl a connu la mise en place d'une dynamique collective importante par le biais de différentes associations civiles, comités et organisation de voisins.

participation citoyenne – qui ne concernent alors pas uniquement les quartiers populaires. En 1995, une première loi votée par l'Assemblée législative établit des chefs de quartier, qui eux-mêmes doivent élire 365 « conseillers citoyens » (chacun devant représenter 30 000 habitants) regroupés en 16 « conseils citoyens » (un par délégation) [Zermeño, 2006]. En plus des conseils citoyens, en 1998, une nouvelle Loi de Participation Citoyenne est votée, instaurant des « comités de voisins » ou « comités citoyens », censés être plus représentatifs et plus proches de la notion de quartier, afin que les électeurs potentiels s'investissent davantage dans cette forme de démocratie[31]. En 2004, le chef du gouvernement du DF A. M. López Obrador a voulu une nouvelle fois réformer cette loi, afin de donner davantage de pouvoirs et d'aide financière aux conseils citoyens pour développer la participation. Dans le cadre de cette nouvelle loi, des programmes sociaux visant cette fois plus directement les quartiers populaires ont vu le jour, comme ceux orientés vers l'amélioration de la vie de quartier et de la sécurité publique (Programme *Mejoramiento barrial* – Amélioration du quartier)[32].
Les problèmes de l'unité du quartier, de la limite spatiale de « juridiction » des comités de voisins et donc, de la véritable représentativité de ces organisations, ont alors surgi, d'autant plus que seule une minorité d'habitants s'implique réellement dans cette action collective[33]. Or justement, la reconnaissance par les habitants de l'action d'une organisation sociale dans une unité territoriale de référence clairement définie constitue un élément essentiel de la participation collective à cette organisation [Zermeño, 2006]. De plus, la véritable notoriété de ces comités ne s'acquiert que par des résultats tangibles au niveau de la vie quotidienne des habitants ; ces résultats sont difficiles à obtenir compte tenu d'une part, de la faiblesse des budgets publics alloués à ces espaces où réside une population majoritairement peu solvable (du point de vue des impôts locaux), d'autre part, des soupçons de corruption qui pèsent lourdement sur la gestion des services administratifs.

Au final, l'institutionnalisation des organisations sociales agissant dans les quartiers populaires renvoie à un référentiel normatif, d'un côté juridique (intervention considérée comme systématique de l'État auprès des collectifs d'habitants), de l'autre social (avec le rôle réglementé des associations de voisins). Différentes structures peuvent cadrer la participation, qu'il s'agisse d'organisations officielles ou d'autres types de collectifs. Ces organisations coexistent et mobilisent une grande variété d'acteurs.

10.2.1.3. Les acteurs de la participation

Les enquêtes menées auprès des quatre groupes de quartiers de la périphérie de Mexico ont mis en lumière la diversité des acteurs qui opèrent aujourd'hui dans la

[31] Les comités de voisins ont ainsi le rôle de liens entre les habitants et les autorités. Mais seulement 8 % des électeurs potentiels se mobilisèrent aux élections de 1998 [Zermeño, 2006, p. 154].
[32] Un travail de terrain en 2009 (dans le cadre du M2 [Valette, 2009]) et en 2010 dans la zone du Pueblo Santa Fe, à l'ouest du DF, à Alvaro Obregón, a permis une meilleure compréhension des rouages des financements et de la mise en œuvre de projets d'amélioration de la vie des quartiers populaires – même s'il s'agit dans ce cas précis de quartiers déjà régularisés. Le suivi d'une association, le comité de voisins *Tequio*, a permis d'observer la mise en place de divers programmes de restauration au sein du quartier, en partenariat avec le SEDESOL – délivrant une enveloppe fixe de soutien – et divers partis politiques (pour un soutien des autorités de la délégation). La recherche de financements pour l'exécution des projets passe aussi par des concours menés avec des partenaires privés et des universités (en l'occurrence dans ce cas précis, la *Facultad Ibero Americana* et la *Deutsch Bank*). Les projets réalisés ont porté sur la création de serres pour l'agriculture urbaine, le nettoyage de la rivière en fond de *barranca*, l'embellissement des voies de communication, la création d'un centre de santé, la construction d'une promenade pavée, la restauration de lieux publics (église, place, jardin d'enfants) et la création d'un marché communautaire pour la revente de produits de la banque alimentaire.
[33] Il n'est pas rare qu'une majorité d'habitants d'un quartier ne connaisse pas l'existence d'un comité et/ou l'identité du/des *leader*(s) actuel(s) de la colonie.

participation collective[34]. Dans l'État de Mexico et dans le DF, plusieurs structures cohabitent : les associations, civiles, déclarées ou non ; les antennes de partis politiques ; éventuellement les commissariats *ejidaux* (autorités agraires) toujours en place ; les Conseils de Participation Citoyenne (COPACI[35]) ; les *leaders* locaux, souvent autoproclamés ; les « délégués » de colonies, aussi appelés comités ou conseils d'administration des résidents (*mesas directivas*) ; et spécifiquement dans le DF, les chefs d'îlot (*jefes de manzana),* sous l'autorité d'un comité citoyen de quartier, lui-même sous l'autorité d'un conseil citoyen municipal, géré par le gouvernement de la ville (carte 10.2).
Les deux instances reconnues face aux autorités – et que l'on retrouve le plus fréquemment – sont le COPACI et le délégué de la colonie. Le COPACI est une antenne des services sociaux, en lien avec la municipalité, le SEDESOL, le DIF, le parti politique en place dans l'entité administrative, etc. Formé d'une dizaine de membres, il doit se réunir une fois par mois et est réélu tous les trois ans. Le « délégué » est quant à lui davantage un relais de la municipalité pour rendre compte des problèmes et manques dans la colonie, fonctionnant aussi avec un conseil réélu tous les trois ans[36]. Ces deux représentations « officielles » sont ainsi présentes, parfois simultanément. Un paradoxe est ici soulevé : d'un côté, le statut toujours illégal de la colonie (discours officiel des autorités) renvoie à la position de non-reconnaissance du peuplement du quartier. D'un autre côté pourtant, les autorités publiques (la municipalité le plus souvent) y envoient l'équivalent d'auxiliaires, dans le but de témoigner d'une préoccupation officielle des enjeux sociaux soulevés par ces quartiers, mais aussi pour suivre les enjeux politiques de ces espaces.

Ces organisations, institutionnelles ou non, renvoient à la tentative de contrôle des autorités publiques (municipales, entité fédérative) et agraires, ainsi qu'à l'importance des rapports de pouvoir dans les processus gravitant autour de la régularisation. Souvent, on observe des concurrences, du moins des problèmes de coopération et de communication, entre les organisations sociales. Leurs intérêts peuvent se recouper, voire s'opposer entre quartiers voisins. Des tensions peuvent également apparaître entre des groupes au sein du même quartier. Dans ce type de cas, le manque d'efficacité de ces organes de la démocratie participative peut alors participer à complexifier des aspects de la régularisation au détriment des habitants. Toutefois, comme le souligne D. Merklen [2009], la concurrence entre les organisations constitue aussi un moyen pour les habitants de ne pas être « captifs » d'une seule organisation. Par la multiplication des affiliations institutionnelles qu'elle implique, la concurrence pourrait même renvoyer à une marge de manœuvre plus importante des habitants.

[34] Nous sommes conscient de la difficulté de l'approche empirique des organisations sociales et du risque « d'enclicage » dans notre relation aux mouvances partisanes locales au cours du travail de recherche [Bué, 2010 ; Olivier de Sardan, 1995]. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous pensons toutefois couvrir une partie non négligeable des groupes présents dans les contextes résidentiels étudiés : nos entretiens ont permis d'identifier au total 36 organisations sociales, groupes de voisins dirigés par un *leader* ou autres instances collectives, toutes échelles et tout champ d'action confondus. Nous avons ainsi pu dénombrer directement au sein des quartiers étudiés 6 représentations collectives à Cuautitlán, 18 à La Paz, 3 à Milpa Alta et 9 à Tláhuac (carte 10.2).

[35] Le COPACI est l'acronyme du Conseil de participation citoyenne (*Consejo de Participación Ciudadana*). Il s'agit d'une délégation du SEDESOL.

[36] Sont généralement exigés pour le vote la carte de l'IFE (équivalent de la carte d'identité) et un justificatif de domiciliation dans le quartier. Ces élections sont souvent sujettes à caution, dans des espaces où le contrôle de l'identité des votants ne peut être appliqué à la lettre, étant donné le manque de justificatifs de domicile – en état d'irrégularité. Ceci réduit donc le nombre potentiel de votants, et par là, l'intérêt des habitants pour ces organisations. Les enquêtes de terrain ont alors révélé des pratiques de votes « extérieurs », de la part de membres d'autres organisations collectives, de même obédience politique, mais n'impliquant pas des résidents de la colonie concernée.

Photographies 10.1 à 10.6. Organisations sociales

Photo 10.1.
Affichage mural de la présence d'associations politiques, Lomas San Sebastián, La Paz, , Etat de México [2010]
"*Nous luttons pour une société plus juste, jusqu'à la victoire". IDP* : Izquierda democrática popular (Gauche démocratique populaire)

Photo 10.2.
Affichage mural de la présence des autorités *ejidales*, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]
"*Résidents de cette zone urbaine* ejidale. *Vous pouvez désormais compter avec le soutien et la surveillance du conseil des habitants et du commissaire* ejidal. *Nous tenons une permanence à l'auditorium* ejidal *de San Sebastián Chimalpa, Colonie Guerrero, municipe de Chicoloapan*"

Photo 10.3.
Affichage de la présence d'associations politiques, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]
"Pour une autre façon de faire de la politique. IDP"

Photo 10.4.
Affiches placardées signalant des réunions de groupes de voisins, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de México [2010]
"Réunion générale, rue 18, jeudi 1er juillet, pour traiter des questions relatives à la connexion au réservoir d'eau"

Photo 10.5.
Réunion-banquet de réception du chef de la délégation de Tláhuac organisé par l'association *Unión Tempiluli*, Tempiluli, Tláhuac, DF [2011]
Témoignage de relations tissées entre le groupe de résidents et les autorités officielles, allant dans le sens d'une accélération des démarches de régularisation de la colonie

Photo 10.6.
Manifestation politique, Centre de Tláhuac, Tláhuac, DF [2010]
Informe du chef de la délégation (rapport public des activités des autorités municipales) avec présence massive et soutien des organisations sociales des quartiers irréguliers

À La Paz, Cuautitlán et Tláhuac, nous avons pu constater la présence quasi systématique[37] de COPACI et/ou d'un délégué, ainsi que de celle de multiples *leaders* locaux, propriétaires, groupes politiques et associations de voisins aux intérêts parfois divergents. Le cas de Milpa Alta s'avère un peu plus complexe en raison du statut particulier en sol de conservation, dans un territoire encore fortement imprégné d'une culture locale, et relativement peu touché par les installations « massives »[38]. Mais là aussi, des comités de voisins existent et sont généralement représentés par des *leaders* locaux, renvoyant ici davantage à la figure du cacique[39] qu'à celle d'un élu dans le cadre d'une démocratie participative.
La visibilité de ces comités dans l'espace public est importante, au point d'en faire parfois une instance majeure, à l'image d'un grand propriétaire. Sur les photos 10.1 à 10.3, on distingue ainsi des murs peints aux couleurs des groupes politiques qui encadrent les comités locaux à La Paz. Même s'il s'agit d'inscriptions plus limitées dans le temps, on peut aussi distinguer des affiches pour des réunions hebdomadaires des groupes de voisins, comme sur la photo 10.4, toujours à La Paz. Les réunions marquent d'ailleurs la présence des comités ou groupes de voisins dans l'occupation spatiale et temporelle de l'espace de vie des habitants du quartier (photos 10.4, 10.5 et 10.6). Ces rassemblements témoignent ainsi de l'investissement politique dans la vie locale, dans le sens où ils permettent de soulever les questions et les enjeux collectifs : travaux à mener, montants à payer, priorités à donner, etc. L'adhésion et l'implication dans la tâche collective sont une condition *sine qua non* de cette pression populaire sur les autorités de la ville. Sur la photo 10.6, on observe par exemple un *informe* du chef de la délégation de Tláhuac (rapport public des activités des autorités municipales), durant lequel chaque organisation sociale des quartiers irréguliers et tous les groupes politiques doivent témoigner leur soutien à l'équipe en place, au moyen de démonstration de pancartes et banderoles, d'une présence massive et d'applaudissements.

10.2.2. Une intervention plurielle

Les organisations sociales peuvent être à l'origine du peuplement en facilitant les contacts entre acheteurs et vendeurs, ou en s'occupant directement des ventes et crédits[40]. Mais les différentes interventions de ces groupes s'inscrivent principalement dans les dimensions multiples de la régularisation (figure 10.4). Après les premières phases de l'installation des habitants, les collectifs sont généralement chargés de négocier, entre habitants, autorités municipales et entreprises, le changement d'usage des sols dans les plans locaux d'urbanisme et l'installation des services de base.

10.2.2.1. Faire le lien avec les services de l'État

Outre le rôle de témoin[41] et d'intermédiaire, le délégué est le représentant direct du municipe dans la colonie ; il est doté d'un poste officiel, affilié à l'équipe municipale et donc

[37] À Cuautitlán, et à Tláhuac, certaines colonies ne disposent pas de leur propre COPACI et sont obligées de fonctionner en lien avec des colonies voisines, elles, régularisées (carte 10.2).
[38] Milpa Alta a toutefois été la délégation ayant connu entre 1990 et 2010 la croissance la plus importante du DF en termes relatifs (3,7 %/an) : le DF croît de 0,4 % par an sur la période, la ZMVM, de 1,3 % (encadré 2.1 et tableau 1.1).
[39] Selon la directrice des services urbains de Milpa Alta, il existe, à la fin 2010, 114 « comités » reconnus dans les *asentamientos humanos irregulares* de l'ensemble de la délégation. Parmi eux, on en compte 3 bénéficiant de l'appui des autorités de la délégation dans les *parajes* de San Pablo Oztotepec [Entretien, 2010].
[40] On peut évoquer par exemple les « projets de logement », approchés au chapitre 6 (6.3.1).
[41] L'organisation sociale peut représenter un corps légal reconnu par les autorités, appuyant les familles, notamment quand elle atteste devant un tiers de la véracité de leur présence et de l'existence du logement sur la parcelle, condition exigée pour la reconnaissance administrative du peuplement et indispensable aux démarches de régularisation.

de même couleur politique. Les COPACI quant à eux s'occupent des « gros chantiers » et notamment de la mise en place des services publics. Concrètement, le conseil est chargé de négocier, entre habitants, autorités municipales et compagnies, l'installation de l'eau, l'électricité, le pavement des rues et l'assainissement (photos 10.7 à 10.10). En collaboration avec le SEDESOL et le DIF, les COPACI doivent aussi gérer les programmes sociaux de l'État et s'en faire les relais auprès d'une population souvent en difficulté socio-économique (photos 10.11 et 10.12).
Les autres groupes – politiques, voisins, *leaders* traditionnels, associations civiles[42] – peuvent compléter le rôle des organisations institutionnelles, s'y superposer, ou encore s'y substituer en cas d'absence. Soit l'action de ces groupes est particulièrement ciblée pour une certaine tâche – électrifier une rue par exemple –, soit il prend en charge divers chantiers de front.
L'action collective tend à peser davantage devant les autorités et, par la pression, faciliter les démarches dans trois domaines : l'arrivée des services urbains de base, la pression auprès des autorités afin d'obtenir le changement d'usage du sol et l'aide des voisins dans leurs démarches de titularisation. C'est donc une action partielle ou intégrale sur les trois pans de la régularisation qui est mise en place : accès aux services, légalisation foncière et conformité urbanistique (figure 10.4).

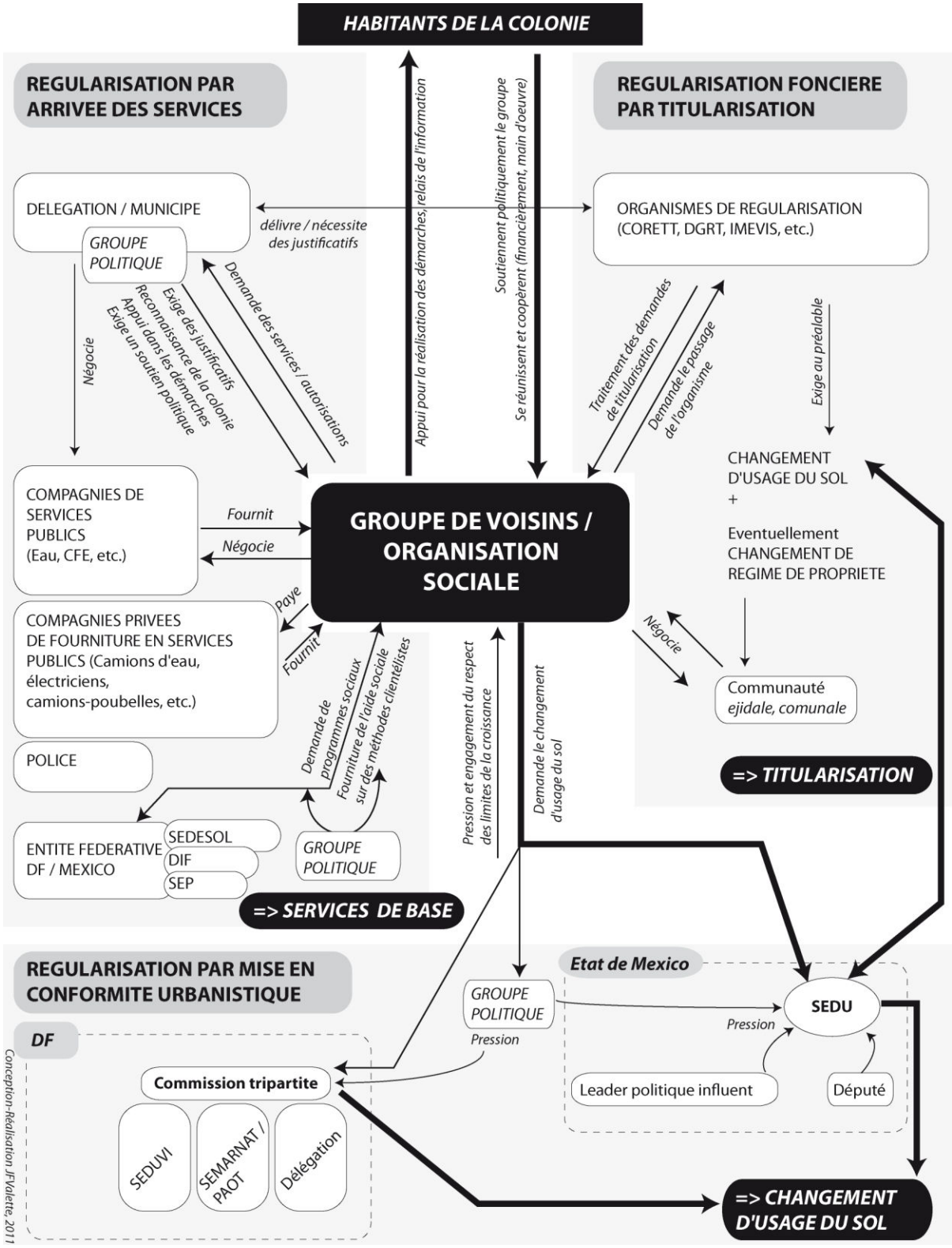
Ainsi, dans les quartiers étudiés, les actions collectives ont permis le changement d'usage du sol intégral ou partiel, par la pression sur les instances municipales et au niveau de l'entité fédérative et grâce à l'équipement préalable des contextes résidentiels. À Cuautitlán par exemple, pour la colonie Lázaro Cárdenas, le changement du sol a progressivement été intégré aux plans locaux d'urbanisme pendant la décennie 1980 et officiellement validé comme zone résidentielle urbaine postérieurement à l'expropriation *ejidale* de 1990. Dans le village voisin de Tlaltepan, c'est en 1995 que l'ensemble de la zone du village est rattaché aux autres zones résidentielles urbaines de la municipalité[43].
À La Paz, ce n'est qu'en 2009 que des zones résidentielles sont officiellement reconnues comme telles dans le plan municipal de développement urbain au niveau de Jorge Jiménez Cantú et des zones les plus anciennes de Lomas San Sebastián (carte 6.1).
Dans le cas de Tláhuac, dans la colonie La Conchita, le changement d'usage des sols a été proclamé en 1982, puis validé sur les plans locaux d'urbanisme en 1986. Le nord d'Ampliación La Conchita, non officiellement résidentiel en 2011, mais organisé autour d'un comité, obtient l'électrification en 2011 et un usage du sol spécifique – de zone « tampon » – dans le plan municipal de 2008 (carte 6.1). En revanche à Tempiluli, le changement d'usage du sol est amorcé en 2011 sous la pression d'une association qui s'occupe d'organiser les différentes étapes nécessaires exigées par les services municipaux[44].

Outres ces démarches administratives lentes et complexes, en dehors du champ d'action direct des groupes d'habitants, les organisations ont globalement la tâche de parer au plus urgent, ce

[42] Présentés aussi sur la carte 10.2.
[43] Le changement d'usage des sols à Cuautitlán soulève les enjeux autour de la croissance urbaine d'un municipe déjà très concerné par le développement de grands projets immobiliers formels. Selon le directeur municipal du service de l'approvisionnement en services urbains, en dehors des autorisations délivrées aux promoteurs légaux, les nouveaux ajustements du plan local d'urbanisme restent marginaux et doivent maximiser les accords avec les organisations de voisins pour limiter les dépenses publiques.
[44] Selon la responsable du service de la planification des installations irrégulières de la délégation de Tláhuac et les membres actifs d'une association de Tempiluli, le changement d'usage des sols requiert le recensement des populations résidentes dans la colonie et l'enregistrement des habitants sur le cadastre pour permettre le paiement des impôts locaux et fonciers – en théorie pourtant illégal, tant que l'usage du sol reste inchangé. Ces étapes peuvent être gérées par l'association locale, afin de faciliter les démarches. L'organisation s'occupe alors de réunir les contrats d'achat-vente des résidents, les pièces d'identité et les croquis des lots.

qui consiste le plus souvent à mettre en place les services de base dans l'espace résidentiel : traçage des voies de circulation, pavement des rues, électrification des maisons, approvisionnement en eau, assainissement, dotation d'un service de transport, éclairage public (pour l'aspect sécuritaire notamment), construction d'une école, d'un marché, etc. Mais leur action est dans l'ensemble multilatérale.

Figure 10.4. L'organisation sociale, pilier indispensable des étapes de la régularisation



Photographies 10.7 à 10.12. Organisations et régularisation

Photo 10.7.
Travaux de construction des trottoirs, du réseau d'assainisse--ment et de bitumage de la route à La Trinidad, Cuautitlán, Etat de Mexico [2011]

Photo 10.8.
Travaux de construction des trottoirs et de revêtement des rues à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Photo 10.9.
Ouverture d'une supérette et travaux de consolidation de la voirie, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2011]

Photo 10.10.
Travaux d'électrification à Tempiluli, Tláhuac, DF [2010]
Camion de la délégation pour la pose des câbles légaux : frais et matériel partagés entre la municipalité et les résidents

Photo 10.11.
Manifestation du DIF avec ateliers et réunions sur les programmes sociaux, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Photo 10.12.
Spectacle folklorique organisé par le DIF, Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]

10.2.2.2. Une action au plus près du quotidien des résidents

Le groupe joue ainsi le rôle de médiateur entre les habitants et les services administratifs municipaux (cadastre, services, registres d'État civil, etc.), mais aussi auprès des organismes de régularisation précédemment présentés (IMEVIS, CORETT, etc.). Cette fonction d'intermédiaire permet des avancées multilatérales. Du côté des habitants, le pont avec les services administratifs donne la possibilité d'obtenir les justificatifs de domicile et des garanties de logement, indispensables aux « dossiers » de titularisation. Du côté de l'organisation, ce rôle de médiateur participe à consolider la structuration politique du groupe d'habitants et à instaurer un rapport de force avec les autorités publiques pour les autres démarches et négociations liées à la régularisation.

Concrètement, l'électricité et l'éclairage public sont les premiers services demandés et obtenus. Si le groupe est trop pauvre et/ou pas assez puissant, son rôle se limite à surveiller les connexions illégales, à savoir veiller à ce que ni les services de l'État, ni la compagnie d'électricité, ni les voisins ne coupent les raccordements pirates. Si le groupe a une plus grande importance, politique et financière, il négociera auprès de la compagnie et de la municipalité :

- un « transformateur fontaine »[45], à savoir un transformateur électrique en zone légale, auprès duquel les habitants de la zone illégale pourront se connecter ;
- ou une électrification partielle ou complète de la colonie, que la zone soit légale ou non, avec pylônes, transformateurs et compteurs électriques individuels légaux.

Le groupe peut négocier avec la mairie le ramassage des ordures ménagères et le passage de camions-citernes municipaux d'eau (photos 10.13 à 10.15). Ces « services minimaux » étant insuffisants, les négociations se font aussi auprès des entreprises privées du secteur[46]. La voirie et l'assainissement (qui vont de pair) constituent d'autres objets de négociation avec les mairies. Les négociations peuvent déboucher sur un accord de partage des frais de matériel et des travaux entre habitants et municipalité. Le transport public est rapidement incorporé à une colonie par des accords passés entre une organisation et une société privée de microbus ou de *combis*. Quant à la sécurité, elle est « assurée » par des accords avec la police municipale, ou avec des groupes privés. La construction d'une école peut également relever de l'initiative des habitants : les groupes doivent d'abord obtenir ou acquérir un terrain – sur lequel construire l'école – auprès des propriétaires. Puis avec l'aide du voisinage, et éventuellement de l'entité fédérative, les salles de classe sont bâties. Au bout de longues démarches auprès du Secrétariat d'Éducation Publique (SEP), l'État finit par envoyer (et payer) des enseignants

[45] Programme *Transformador Fuente* de la compagnie publique *Luz y Fuerza del Centro* décrit lors des entretiens auprès des services urbains municipaux. Ce programme social de fait consistait à délivrer, par accord des municipalités et contre une somme symbolique – estimée à 100 MX $ par mois (6 €) – prélevée auprès des habitants, un transformateur à la limite de la zone légale (payé en partie par la municipalité), auquel se connectaient les habitants de la zone illégale. Appuyée par des politiques populistes jusqu'aux années 2000, cette initiative a permis l'électrification progressive d'un grand nombre d'installations irrégulières et a ouvert la voie à leur régularisation. Le coût de ce programme était principalement dû aux pannes récurrentes des transformateurs, surutilisés par une population nombreuse. Véritable gouffre financier pour la compagnie – liquidée puis remplacée en 2009 par sa rivale CFE (*Comisión Federal de Electricidad*) –, le programme disparait petit à petit, au profit de compteurs légaux et individuels, beaucoup plus chers pour les populations, alors incapables de couvrir de tels frais.

[46] Ce double approvisionnement public-privé est nécessaire pour les résidents : si la *pipa* de la municipalité est bon marché – 250 MX $ (15 €) pour remplir un réservoir –, elle ne passe par exemple qu'une fois par semaine à La Paz. Les camions privés pratiquent des prix plus élevés – 400 MX $ (25 €) –, mais leur fréquence de passage est aussi plus importante (4 à 5 fois par semaine).

officiels[47]. En outre, l'école publique cohabite souvent avec des écoles « privées », autogérées par les habitants.

Photographies 10.13 à 10.16. Arrivée des services de base

Photo 10.13.
Approvisionnement en eau potable par les camions de la délégation, San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, DF [2010]

Photo 10.14.
Approvisionnement en eau potable par le camion de la délégation à Ampliación La Conchita, Tláhuac, DF [2010]

Photo 10.15.
Passage des camions privés de collecte des déchets, Lomas San Sebastián, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Photo 10.16.
Partage des travaux de consolidation de la voirie entre les riverains, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, Etat de Mexico [2010]

Les dates d'arrivée des services témoignent de la diversité de trajectoires, en fonction de la structuration de l'organisation sociale et de son efficacité (carte 10.2). Ainsi, à Cuautitlán, l'ancien village de Tlaltepan est connecté au réseau électrique en 1968, au réseau d'eau en 1970 et à l'assainissement public en 1975, mais c'est seulement en 1990 que les rues sont goudronnées. À Lázaro Cárdenas, grâce aux comités de voisins, l'eau et l'électricité sont installées en 1980, mais l'asphaltage des rues a dû attendre 1995. Enfin, à La Trinidad ou à Tlaxculpas, ces services commencent à peine à être mis en place à la fin 2010 (photo 10.7).

À La Paz, les situations diffèrent également selon la colonie. Les espaces les plus anciennement urbanisés de Jorge Jiménez Cantú sont connectés aux réseaux d'eau et d'électricité depuis la décennie 1980, car l'organisation d'un COPACI y est ancienne (1979). À Ampliación Jorge Jiménez Cantú, c'est seulement à partir de la fin des années 1980 que l'organisation sociale se structure, d'abord autour d'un groupe politique « Melchor Ocampo »,

[47] Les démarches d'officialisation des écoles ont été présentées au chapitre 9 (note 54, 9.2.1.2, p. 595).

puis d'une délégation et d'un COPACI : l'électricité légale est installée en 1993 et l'adduction d'eau en 2004 ; le pavement et la construction du réseau d'assainissement pour une partie de la colonie sont engagés en 2008, mais les travaux s'achèvent réellement avec l'intervention de la municipalité à la fin 2010 (photos 6.13, 10.8 et 10.16) par pression du COPACI. La photo 10.16 illustre d'ailleurs une modalité suivant laquelle peut s'effectuer le partage des frais et des travaux entre voisins : les riverains se répartissent les travaux en séparant la voie « à revêtir » en deux tronçons égaux de part et d'autre de l'axe central de la rue.
À Lomas San Sebastián, le pavement des rues est l'œuvre de négociations entre la municipalité et des *leaders* de quartier, mais les résultats des travaux de consolidation à l'échelle de toute la colonie sont très inégaux. Le long de l'avenue Nervo, jusqu'au niveau de la calle 16, le branchement électrique est en place depuis 2002, mais la régularisation de la connexion n'est effective que depuis 2008 ; de même, le pavement de la rue et l'assainissement ne sont en place que depuis 2007 sur l'avenue principale, mais l'adduction d'eau est majoritairement absente des bâtiments.

L'accès aux services urbains permis par les actions collectives constitue indéniablement une amélioration pour les habitants ; perçu comme tel, il participe au développement d'un ancrage résidentiel. Rocío, qui travaille depuis 2005 dans l'association de son quartier à Tempiluli déclare à ce titre en 2010 :

> « *Maintenant, la colonie est toute belle. C'est un motif de fierté* ».
> Rocío, Tempiluli, Tláhuac, DF, novembre 2010.

10.2.2.3. La « participation » et les mécanismes de financements

L'organisation, si elle peut être synonyme d'amélioration, implique ainsi des frais pour les habitants, les travaux étant, pour une partie au moins, à leur charge. Le colon est sollicité, quelle que soit l'organisation, soit par un système de paiement régulier, la *cuota*, auprès du *leader* — censé assurer la protection (des autorités)[48] et/ou le lancement de travaux —, soit par un système de paiement « à la tâche » où les habitants se partagent le prix d'un chantier. Dans ce cas, le *leader* négocie auprès des autorités municipales, qui acceptent souvent une prise en charge partielle.

L'investissement des deux parties – autorités publiques et résidents – peut être équivalent, mais les proportions peuvent varier selon les négociations. Le partage des frais permet aux populations, comme aux services de l'urbanisme, de mieux supporter financièrement l'installation des services.
Par exemple, concernant les travaux de voirie et d'électrification d'une rue à Lomas San Sebastián, la municipalité de La Paz a payé le matériel et les habitants ont fourni la main-d'œuvre (photo 10.9). À Tempiluli, les habitants ont payé les pylônes, et la délégation de Tláhuac, les frais d'installation pour le quartier (photo 10.10) : les services municipaux ont ainsi avancé un montant évalué à la fin 2010 à 3 millions de pesos (180 000 €) (répartis entre l'installation des pylônes et le câblage) et chaque foyer a dû participer à hauteur de 3 000 MX $ (180 €) pour pouvoir être connecté. Dans la même colonie, le raccordement à l'adduction d'eau renvoyait à une dépense de 750 MX $ par foyer (45 €). À Ampliación La Conchita, l'électrification des îlots les plus septentrionaux a également été négociée par les comités locaux auprès de la délégation de Tláhuac : cette dernière prend en charge 70 % des travaux effectués par la CFE, tandis que les 30 % restant sont à la charge des résidents.

[48] Cette configuration s'observe notamment pour les cas litigieux d'invasions [Vega, 1997], mais aussi dans les « projets de logements » organisés par certains fractionneurs, où le « crédit immobilier » a un coût (voir chapitre 6, 6.3.1, notes 53 et 56, pp. 389-390).

Le montant de la coopération financière des habitants aux travaux de consolidation varie selon les terrains, l'ampleur des chantiers en cours ou à venir, le nombre de résidents (ménages participants) et la force des réseaux du *leader*.
Les frais sont ainsi également partagés entre les habitants, le *leader* ou comité et une société privée de services. A Lomas San Sebastián à La Paz en 2010, il fallait par exemple à une famille débourser aux alentours de 2 500 MX $ (150 €) pour l'électrification[49]. La somme est alors versée au *leader* ou au comité de voisins, en charge de récolter les fonds nécessaires auprès des résidents bénéficiaires et de payer le contrat d'installation et d'abonnement auprès d'une compagnie privée, qui plantera les pylônes, câblera et mettra en route la connexion au réseau. En plus de cette somme, un « abonnement » peut être requis : l'argent prélevé mensuellement (montant fixe) alimente également une caisse coopérative qui doit servir à amortir le coût de maintien et les dépenses éventuelles des réparations en cas de panne[50].
Les mécanismes de financement des travaux de consolidation peuvent renvoyer à des inégalités importantes à plusieurs échelles, les habitants étant plus ou moins mis à contribution selon les réseaux sociaux du *leader* ou comité local. Ainsi, pour le pavement d'une rue, un *leader* de Lomas San Sebastián demandait une participation de 2 800 MX $ (170 €) par famille en 2011, alors que dans le même temps, dans la colonie voisine d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú, les représentants du COPACI affichaient fièrement la gratuité du bétonnage des rues et des travaux de connexion aux réseaux d'eau et d'assainissement – la gratuité étant le fruit des négociations politiques entre le COPACI et la municipalité, cette dernière ayant entièrement pris en charge le montant des travaux (photo 6.13). Toujours au même moment et dans la même colonie d'Ampliación JJC, les résidents d'une rue voisine estimaient que les travaux de pavement de la rue leur revenaient à près de 8 000 MX $ (480 €) par famille – 1 600 MX $ pour la location des camions pour récupérer le matériel, 3 400 MX $ pour la main d'œuvre et 3 000 MX $ de frais autres –, malgré la gratuité des matériaux, fournis par la municipalité.

Les variations des investissements des résidents apparaissent ici clairement et soulignent la force des différenciations qui peuvent exister dans les trajectoires de consolidation à l'échelle microlocale. Les ressources nécessaires à l'arrivée des services de base peuvent varier considérablement en fonction de l'efficacité des relations des groupes de voisins et de la structuration de l'organisation en place localement. Ces groupes inscrivent en cela de véritables rapports de pouvoir autour des enjeux de la régularisation.

10.2.3. Les rapports de pouvoir instaurés par les organisations

Les habitants, le groupe, le *leader* et les pouvoirs publics interagissent : il y a la possibilité de débloquer une situation irrégulière pour la communauté, mais avec des contreparties politiques et/ou financières. Ces pratiques interrogent un fonctionnement éminemment clientéliste et l'efficacité de tels mécanismes dans la régularisation.

10.2.3.1. Un fonctionnement clientéliste

La présence et l'efficacité des organisations populaires, qu'elles aient une existence officielle ou non, sont fonction des relations des *leaders* avec le monde politique. Dans

[49] Ces coûts dépendent du nombre de participants et en cela, de la localisation dans la colonie. Par ailleurs. Les sommes requises ont également connu une augmentation rapide selon les enquêtés. À titre de comparaison, l'électrification à Lomas San Sebastián s'élevait aux alentours de 1 700 MX $ (100 €) en 2002.
[50] Dans cet exemple pris auprès d'une association politique, la connexion au réseau reste à ce stade « pirate » et la CFE n'assure aucun maintien des installations – dont elle n'a d'ailleurs pas la responsabilité. La caisse d'assurance sert ainsi à maintenir, voire à changer le transformateur collectif. Fin 2010, auprès d'une des associations rencontrées à Lomas San Sebastián, cette *cuota* s'élevait à 20 MX $ par mois et par famille.

l'échange, les hauts fonctionnaires donnent des facilités (titularisation, électrification par exemple) pour le quartier, à condition qu'en retour, le représentant de l'organisation du quartier puisse mobiliser les habitants concernés à des fins politiciennes. La force tient aussi au poids démographique (et donc électoral) de la population que ces *leaders* sont capables de mener, les habitants devant être en mesure « d'épauler » leurs représentants[51].
En plus de devoir être du même bord politique que l'équipe municipale, le représentant COPACI doit entretenir des relations privilégiées avec le parti en question, à divers échelons de la hiérarchie politique, afin d'obtenir les financements nécessaires[52]. Ce fonctionnement explique la partialité et surtout les différences entre les quartiers et à l'intérieur des quartiers, tant du point de vue de la consolidation urbaine et de la titularisation, que dans l'application des programmes sociaux, réservés à la clientèle « gagnante » au jeu inégal des réseaux de connaissances politiciennes (photos 10.11).
Pour les autres groupes, associations, ou *leaders*, les règles sont encore moins strictes, ce qui permet une marge de manœuvre d'autant plus grande[53]. Une constante semble toutefois émerger : un groupe est quasi systématiquement orienté. L'obédience politique est souvent mise en avant et est liée aux mouvances partisanes en présence localement (photos 10.1 et 10.3). Si elle n'est pas affichée, elle reste puissamment en toile de fond dans les actions que le groupe doit mener[54] et dans les rapports de pouvoir locaux au sein desquels le groupe d'habitants évolue[55]. Selon la personnalité du *leader*, son carnet d'adresses et l'activité-obéissance politique du groupe, les avancées pour la régularisation seront d'autant plus rapides et consistantes.

Les allégeances des habitants aux organisations et aux personnes (*leaders*, partis, syndicats, administrations) disposant des leviers d'action sur l'argent public sont à l'origine des rapports de domination sur une clientèle nécessiteuse de services. Les échanges restent relativement classiques et se cristallisent non seulement autour du logement, mais également de l'emploi, contre le vote[56] et l'affichage politicien public : la collaboration à des actions politiques de

[51] Le thème du clientélisme est une entrée phare de l'analyse du système politique mexicain [Prévôt-Schapira, 1994]. Au sujet des enjeux de la corruption, des différents types de clientélisme et du lien avec la pauvreté au Mexique, on se reportera entre autres sur les travaux de J. Rivelois pour une réflexion sur « *l'État clientéliste démocratique* » [2000, p. 303], ceux de M. Bey et D. Dehouve – notamment l'ouvrage collectif sur les changements liés à l'alternance des années 2000 [2006] –, d'E. Duhau et A. Giglia [2004b] sur l'espace « négocié » des colonies populaires, ou encore d'H. Combes sur les fraudes électorales [2012].
[52] Les réseaux sociaux des représentants sont primordiaux dans la négociation de subventions : ces réseaux doivent intégrer différents niveaux politico-administratifs (municipalités, circonscriptions de députés, État fédéré/DF, etc.). Par ailleurs, les entretiens auprès des responsables des COPACI et des délégués de colonies ont révélé que l'essentiel de leurs indemnités provient des fonds des partis politiques.
[53] Dans le sens d'un moindre regard direct de la part des autorités publiques et politiques – quel que soit l'échelon –, du fait de la non-institutionnalisation de ces autres organisations.
[54] Par exemple à Tempiluli, à Tláhuac, même si le groupe *Unión Tempiluli* s'affiche comme apolitique – par opposition aux autres associations –, les clivages restent présents dans le discours et s'érigent comme un des leviers principaux des actions du groupe.
[55] On note d'ailleurs parfois que des groupes « d'opposition » peuvent avoir un rôle de « clarification » au sujet des avancées des processus de régularisation. La mise au jour de mécanismes opaques de la part des autorités politiques bien ancrées localement, voire le signalement de pratiques abusives de membres d'organismes de régularisation agissant dans le quartier (pots de vin), peuvent participer au déblocage de certaines situations, comme l'attestent D. Hiernaux, A. Lindón [1997] et M. Schteingart [1997] dans d'autres monographies de quartier à Chalco ou à Ecatepec.
[56] Le prosélytisme électoral des *leaders* politiques au sein des organisations sociales sert à peser sur le vote des résidents. L'engagement de ces derniers à soutenir un candidat en particulier constitue souvent la base de l'échange, mais la pratique d'achat de vote a aussi été régulièrement observée au cours de nos enquêtes de terrain. En effet, en plus des pressions importantes exercées sur les résidents pendant les périodes électorales – menaces d'augmentation des *cuotas* – les *leaders* peuvent distribuer des enveloppes afin d'inciter à voter (voir note 61 du chapitre 6, p. 393).

groupe est ainsi requise, notamment sous la forme de manifestations (*marcha* et/ou *plantón*), comme sur la photo 10.6. Au sujet de la participation aux manifestations politiques, un membre d'une association de Lomas San Sebastián déclare :

> « *Ce sont les conditions minimales pour qu'on les aide* »
> Nicolas, Lomas San Sebastián, La Paz, juillet 2010.

La *multa* (amende) en cas de non-participation aux démonstrations est une pratique possible des *leaders* pour « tenir » les populations[57].
Par ailleurs, le changement complet des équipes municipales tous les trois ans entrave encore toute dynamique de transparence : les élus locaux (chefs de délégation du DF, présidents municipaux de l'État de Mexico, députés de la chambre basse du Congrès) sont, comme les COPACI et les délégués de colonie, élus pour 3 ans. Cette faible longévité des équipes en place favorise les « mesures-chocs » à portée électoraliste et un discours en adéquation avec les rapports de force en présence. Au final, les pratiques frauduleuses relatives aux délivrances de justificatifs et au lancement de travaux publics sont décrites, par les responsables municipaux et les résidents interrogés, comme généralisées et entretenues par une responsabilité collective.

Ce système conduit à fonctionnement « en mafia » du contrôle de l'urbanisation[58]. L'exploitation du contexte de précarité généralisée et de la vulnérabilité qui en découle au niveau local (détournement de fonds[59]) ou le clientélisme auprès des entreprises prestataires et des organismes de titularisation, contribuent parfois au discrédit des organisations dans leur ensemble, à la méfiance croissante des habitants et finalement, au ralentissement du processus de régularisation du contexte résidentiel[60].

10.2.3.2. Les rapports de pouvoir comme variable non mesurable, mais primordiale

Les *leaders* et les diverses associations fondent les rapports de pouvoir au sein de la colonie : ils constituent des groupes de pression indispensables au déroulement des opérations

[57] Répandue, cette pratique n'est pour autant pas systématique. Dans le cas de Tempiluli par exemple, contrairement aux autres organisations rencontrées ailleurs, l'association suivie lors des entretiens n'exigeait pas, en 2010-2011, la participation des membres aux manifestations, mais la sollicitait sur la base du volontariat. De la même façon, le groupe ne pratiquait pas de *cuota* mensuelle pour l'adhésion des membres, mais seulement au moment du partage des frais de chantiers spécifiques. Ces pratiques plus souples et cette moindre pression sur les colons étaient soulignées par les membres du groupe interrogés.

[58] Cette expression a notamment été employée par un chef de service municipal de la tenure de la terre au cours de nos entretiens. Le terme de mafia étant à la fois fort et complexe, nous nous appuierons sur les caractéristiques relevées par F. Maccaglia et M.-A. Mattard-Bonucci [2009] pour établir un parallèle entre la *mafia*, définie comme organisation criminelle, et l'organisation du pouvoir public mexicain au sujet de sa gestion de l'urbanisation, en particulier du foncier urbain. Les rapports de pouvoir sur le foncier et sur l'accès aux services urbains de base au Mexique sont ainsi structurés (liens, contraintes, engagement de ses membres), violents (par les différents moyens d'intimidation existants) et au cœur d'une perpétuelle médiation entre sphères légales et illégales pour les champs économique, politique et social. Le lien évidemment fort avec la classe politique (permettant l'impunité des transactions et l'accès aux ressources), l'ancrage territorial des équipes en place (autorités agraires et publiques) et la recherche de profit font coexister activités légales et illégales. Au regard de ces six points [*ibid.,* 2009], l'hypothèse du fonctionnement mafieux peut s'avérer pertinente dans certains cas.

[59] Chaque colonie étudiée semble avoir connu son « loup noir », accusé d'avoir profité de la crédulité et de la détresse des premiers arrivants pour s'enrichir. Les entretiens ont révélé des récits de délégués ou représentants exerçant des pressions sur les habitants afin de payer des travaux se révélant en définitive fictifs – dans un objectif d'enrichissement personnel.

[60] Ce constat est aussi relativement paradoxal dans le sens où les organisations sociales constituent dans le même temps un levier nécessaire de la régularisation.

de régularisation et les uniques et nécessaires relais entre la population et les autorités publiques. Eux seuls ont la souplesse nécessaire pour manœuvrer dans l'*imbroglio* de règles et de lois tacites de contournement. Leur différentiel d'efficacité tend cependant à creuser l'écart entre quartiers d'une même génération, notamment sur les aspects morphologiques de la maturation.

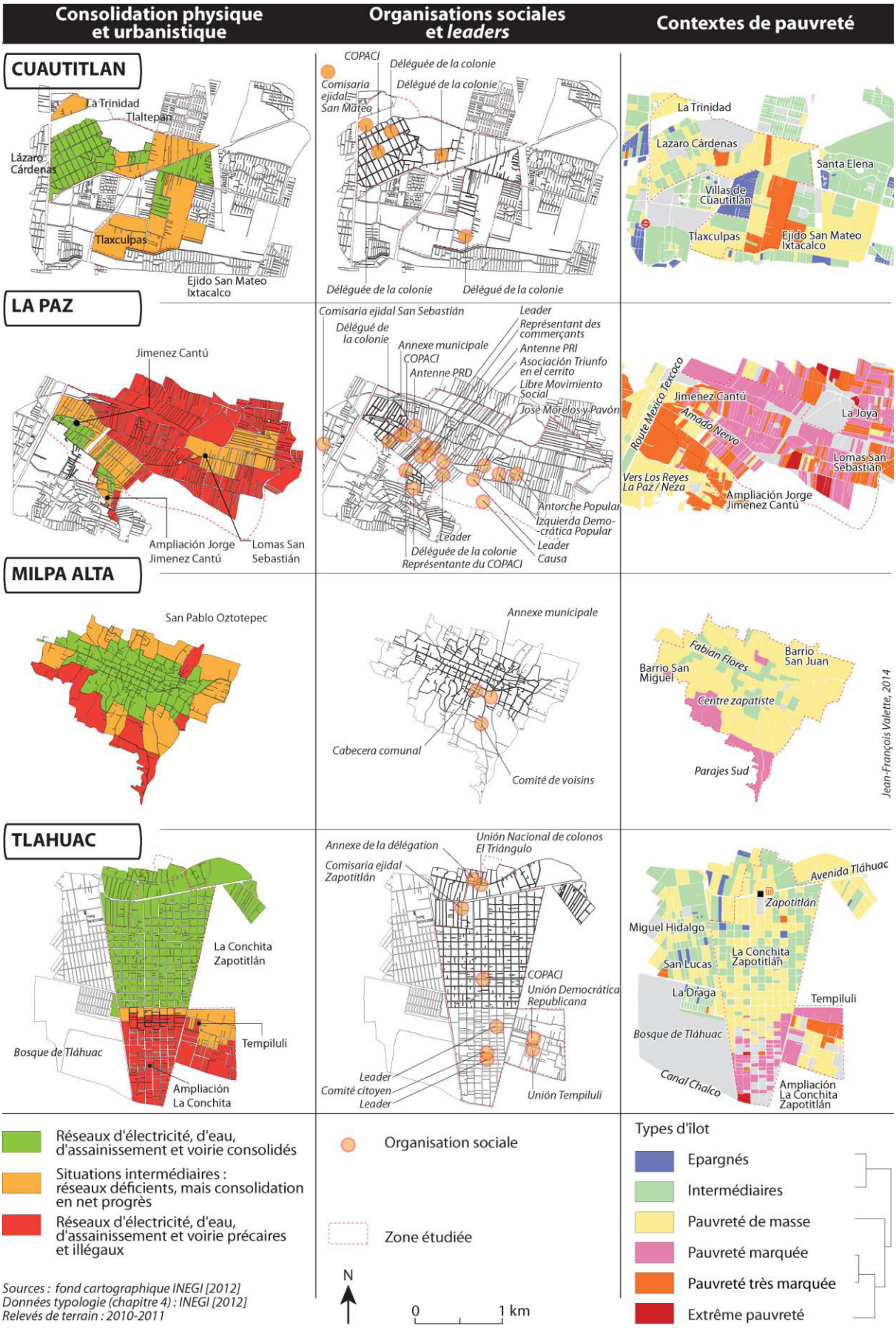
Sur la carte 10.2, on distingue les zones approximatives d'action des différentes organisations appréhendées empiriquement, mais aussi les connexions et équipements en services de base obtenus (présentés sur la carte 6.2), ainsi que les contextes de pauvreté des *manzanas* présentés au chapitre 4. Le croisement de ces dimensions, couplé au regard sur la régularisation foncière actuelle (présenté sur la carte 10.1), est alors riche d'enseignements pour comprendre les nuances des gradients des formes de pauvreté éclairés précédemment. L'organisation sociale et la pression populaire des habitants de ces quartiers constituent une des principales causes de la différenciation dans les trajectoires de consolidation et de régularisation en général, pour des quartiers ayant pourtant un âge de peuplement comparable.

À La Paz, à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, la régularisation est en bonne voie, aussi bien foncière que physique, avec une électrification correcte, mais un accès à l'eau assez restreint. Dans cette colonie, le COPACI est particulièrement actif, alors qu'il l'est moins à Lomas San Sebastián dans l'ensemble. Dans ce dernier quartier comme nous l'avons vu, certaines rues disposant d'un *leader* actif ont réussi à obtenir une électrification et un pavement (photo 10.9). En dehors d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú, le régime foncier est quasiment entièrement social (photos 6.10, 6.11 et 10.2), mais cette dimension, comme celle de l'ancienneté de l'urbanisation, ne suffit pas à différencier les processus de régularisation : l'organisation sociale, *via* la présence et l'activité de *leader* et de groupes de voisins, participe à distinguer les trajectoires des contextes résidentiels à un échelon fin (10.2.2.3).
À Cuautitlán, le PROCEDE sur *l'ejido* San Mateo a permis des avancées en termes de foncier et de services (photo 6.14), mais la communauté reste divisée. En revanche, l'expropriation à Lázaro Cárdenas a permis de régulariser la colonie.
À Milpa Alta, la situation est bloquée par les régimes fonciers, mais aussi parce que les habitants des extensions villageoises ne sont pas particulièrement organisés pour répondre collectivement aux besoins.

À Tláhuac, la colonie La Conchita, peuplée depuis les années 1970 (comme Jorge Jiménez Cantú à La Paz) a bénéficié d'une régularisation des services urbains (eau et électricité correcte et légale). À Ampliación La Conchita, les services manquent et seule une petite partie de la colonie semble en voie de régularisation ; l'action collective y est divisée et peu efficace. En revanche, à Tempiluli, colonie pourtant peuplée sur la même période, la situation semble en meilleure voie, notamment parce que l'association *Unión Tempiluli* est particulièrement active. Notons que cette association est surtout le fruit d'un collectif de résidents nouveaux, plus organisés autour d'un *leader*, mais aussi aux capacités socio-économiques supérieures à celles des premiers arrivants dans la zone. Ces arguments pèsent dans l'explication des différenciations au sein de la même colonie.

Les avancées inégales dans le processus de régularisation renvoient à une lecture plus fine des schémas de différenciations socio-spatiales. Une nouvelle fois, la dimension politique paraît essentielle pour comprendre la diversité des trajectoires des contextes résidentiels.

Carte 10.2. L'intervention des organisations sociales dans les processus de régularisation



Les espaces où des organisations sont les plus efficaces semblent correspondre également à des espaces morphologiquement et socio-économiquement relativement homogènes. L'adhésion à des pratiques clientélistes induit clairement un manque de choix dans les possibilités d'action des habitants, mais aussi une relative cohérence des besoins des individus et du groupe. L'exemple de Tempiluli montre une colonie majoritairement marquée par la pauvreté urbaine (cartes 4.9 et 10.2) et où les attentes de régularisation de la part des habitants sont « cohérentes ». Les avancées en termes d'équipement et de démarches sont très satisfaisantes : en huit ans d'existence et trois ans d'action intensive, le changement d'usage du sol est en bonne voie[61], le partenariat avec la délégation semble fructueux (photos 10.5, 10.6 et 10.10)[62], l'électrification est quasiment complète, l'éclairage public presque achevé, les voies de communication nivelées (même si elles ne sont pas goudronnées), l'adduction d'eau posée et un service de *combis* est opérationnel (photos 6.7 et 8.16). Dans la colonie voisine d'Ampliación la Conchita, on observe un tissu urbain et des populations très diverses, où se côtoient grandes maisons et abris très précaires (photo 4.18). Les aspirations des résidents y sont moins homogènes et les résultats sont beaucoup plus décevants : fin 2011, seule une infime partie de la colonie est correctement électrifiée, l'adduction d'eau est absente. Le manque de « cohésion » des habitants est d'autant plus problématique que l'on se situe en propriété sociale agraire où les conflits internes à la communauté *ejidale* (entre spéculateurs, conservateurs, vendeurs) mènent à des blocages.

Ces cartes, qui se calquent rarement, permettent de mettre en avant le rôle du statut foncier, de l'ancienneté du peuplement et de la localisation, mais surtout celui des associations d'habitants et des autres formes d'organisation. La pression populaire constitue ainsi une des principales causes de la différenciation dans les stades de la régularisation des quartiers illégaux et positionne cette dernière dans des rapports de pouvoir ; cette pression permet enfin une lecture renouvelée des formes socio-spatiales de pauvreté à l'échelon fin. S'inscrivant à tous les niveaux du processus complexe de régularisation, les organisations sociales participent à l'évolution des colonies populaires vers la « ville légale ».

10.3. Vers la ville ?

Les rôles joués par l'organisation sociale et les organismes de titularisation sont essentiels à l'évolution des conditions de vie et interrogent l'émergence d'un « droit à la ville »[63] pour les habitants de ces périphéries. Ces deux types d'acteurs constituent un élément majeur des politiques de planification urbaine, mais également un socle de culture collective de la « lutte populaire ». Ce dernier point est particulièrement marquant chez les première et deuxième générations de pionniers : il permet une approche des mécanismes de l'ancrage local des populations et de l'appropriation sociale du quartier. D'abord, la place du quartier dans la ville doit être interrogée : elle renvoie au contexte de paix sociale institutionnelle précédemment analysé (chapitre 6). Ensuite, les trajectoires des individus et des contextes

[61] On fait ici référence aux négociations auprès de la délégation de Tláhuac pour le classement d'une partie du quartier en zone « résidentielle » – et non plus en zone « agro-industrielle ».

[62] On peut noter que la pression exercée par le groupe sur la commission tripartite (note 12) a permis d'obtenir des signaux positifs de la part de la PAOT : fin 2010, des arbustes avaient par exemple été donnés par cette institution aux résidents de la colonie. Symboliquement, ce geste marque la volonté d'application du respect des règles environnementales en statut de « sol de conservation » ; mais il renvoie aussi à un accord tacite des autorités quant à la tolérance du peuplement et à l'engagement de démarches ultérieures de régularisation.

[63] Entendons ici un accès à la ville dans son ensemble (par son lien avec le centre notamment) et un accès à l'espace public et à des ressources locales.

résidentiels témoignent de la diversité des configurations d'intégration urbaine dans ces espaces. Enfin se pose la question de « l'après-régularisation » – et plus largement, celle des perspectives de la régularisation –, qui renvoie aussi à des modifications importantes des trajectoires sociales et politiques des colonies populaires périphériques.

10.3.1. Quartier populaire et place dans la ville : entre contrôle et paix sociale

Dans le DF, la prise en compte par les autorités des organisations sociales présentes dans les quartiers populaires s'est effectuée dans le cadre d'un ensemble de politiques urbaines visant à freiner à l'extension périphérique incontrôlée : la redensification du centre – à travers l'arrêté du *Bando Dos*[64] [Coulomb, 2006 ; Paquette, 2010] – et la protection du sud par le statut en sols de conservation, deux mesures devant conduire à un aménagement concerté avec les périphéries. Ces politiques sont présentées comme élaborées en concertation avec les organisations de participation citoyenne, dont les compétences auraient été élargies dans l'objectif d'un meilleur cadrage administratif et financier (10.2.1.2). Basée sur le modèle de réhabilitation urbaine par les « meilleures pratiques » (*best practices*[65]) [Deboulet, 2007], la pratique de la concertation n'est pas un phénomène nouveau à Mexico : elle avait déjà donné lieu en 1987-1988 à la création des Zones Spéciales de Développement Contrôlé (ZEDEC[66]) [Coulomb, 2006, p. 136].

Au-delà de la mise en œuvre de politiques urbaines, le souhait politique de contrôler les quartiers populaires par l'instrumentalisation de l'organisation collective relève de spécificités liées d'une part, au contexte politique national mexicain, d'autre part au contexte spatio-temporel de périphéries en construction, observables ailleurs en Amérique latine.
Le système organisationnel est le fruit d'une tradition de lutte sociale collective au Mexique relativement ancienne, à l'origine d'un rapport ambigu entre habitants et État autour de la question du logement populaire [Gilbert, Ward, 1985] (chapitres 2 et 6). La force des syndicats[67] et le lien obligatoire avec le PRI, parti unique pendant 70 ans, ont amené l'organisation populaire à un système proche du corporatisme où au final, le contrôle est exercé par les autorités pour contenir les doléances sociales[68]. La structuration locale d'un

[64] Cette politique, nommée au départ *Bando de Gobierno* (arrêté du gouvernement), tend à limiter l'expansion périphérique dans le sud du DF, en favorisant les projets de densification du bâti au sein des quatre délégations centrales (Cuauhtémoc, B. Juárez, Iztacalco, V. Carranza). L'objectif est le retour au centre du peuplement de la ville. Les manifestations de ce retour prennent la forme d'opérations de destruction-reconstruction d'îlots insalubres, comme à Santa Maria La Ribera dans la délégation Cuauhtémoc [Marcadet, 2007], ou à l'ouest du Zócalo. En parallèle, des opérations immobilières de construction de logements de standing élevé dans le péricentre voient le jour dans la décennie 2000. Voir la thèse de Y. Marcadet ou encore les travaux de sur les dynamiques résidentielles sélectives à destination des délégations centrales [Paquette, Delaunay, 2009].

[65] Terme générique employé depuis 1997, utilisé notamment dans la labellisation de projets urbains par la CNUEH (Commission des Nations Unies pour les établissements humains).

[66] ZEDEC : *Zonas Especiales de Desarrollo Controlado.* Il s'agit d'un instrument de re-planification appliqué à des zones présentant des enjeux spécifiques, requérant une attention particulière des autorités. Cet outil a donné lieu, au sein du Programme Général de Développement Urbain du DF, à des programmes « partiels » intégrés aux plans locaux d'urbanisme des délégations (PDDU) – comme Polanco ou Santa Fe. Ce zonage a notamment pour but d'aménager les installations humaines irrégulières localisées dans la zone de protection écologique.

[67] Avec la création de la CTM (Confédération des Travailleurs Mexicains) en 1936, le syndicalisme ne peut plus s'afficher comme indépendant du pouvoir de l'État : l'organisation sociale ne peut alors qu'être « officielle » ou « corporative ». Ce poids des syndicats a permis d'asseoir l'autorité du parti unique, en scindant la société mexicaine en trois secteurs mis en avant par M. Husson [2006] : ouvrier (CTM) ; paysan (CNC, Confédération Nationale Paysanne) et populaire (CNOP Confédération Nationale des Organisations Populaires).

[68] Ce corporatisme n'est véritablement remis en question qu'avec l'arrivée du multipartisme symbolisé par l'alternance de V. Fox en 2000 [Husson, 2006, Aguilar Garcia, 2009]. L'omniprésence des syndicats relèverait toutefois d'un semi-corporatisme dans le sens où les entrepreneurs et les propriétaires fonciers en seraient exclus.

pouvoir lié avec l'État pose aussi la question de la dépendance de ces populations périphériques vis-à-vis du reste de la ville et de la société mexicaine. Cette dépendance est d'autant plus forte que la part des populations insolvables est importante : les financements extérieurs sont obligatoires et la participation communautaire est trop rarement capable de dépasser la forme d'une simple « *gestion des pauvres par les pauvres* » [Poupeau, 2008, p. 248].

La place du quartier populaire dans la société urbaine et dans la vie politique nationale est une question ancienne en Amérique latine (chapitre 2). Dans l'Argentine péroniste par exemple, l'identité du quartier populaire périphérique est reconnue par un « pacte social » politique avec l'État [Vieillard-Baron, 2001, p. 248], favorisant et soutenant la participation collective intense dans les quartiers de Buenos Aires. Avec le soutien du parti socialiste et radical puis du parti justicialiste, l'identité du quartier se construisit dans une optique localiste, populiste (dans la mythification des solidarités de quartier) et en lien étroit avec les forces politiques [Merklen, 2009 ; Svampa, Prévôt-Schapira, 2011]. Le problème s'est posé lors d'une désindustrialisation forte et d'une précarisation de la condition ouvrière, faisant émerger des « non-citoyens » illégaux dans des *villas miserias* informelles.
Au Mexique, la multitude de participations citoyennes et leur implication dans l'appareil d'État posent la question de leur efficacité dans les « projets de ville » des autorités. En évoquant la « *balkanisation* » des territoires de l'action collective, R. Coulomb [2006, p. 138] souligne le paradoxe entre la volonté étatique de créer et de soutenir la culture participative et la réalité peu opérationnelle d'une forte division des groupes d'acteurs. Ainsi, au-delà du rôle fondamental de l'organisation sociale dans l'articulation des différentes étapes de la régularisation, le cadrage institutionnel autour de l'action collective répond à un ensemble complexe de logiques, propres à chaque intervenant : gouvernements des entités fédératives, administrations municipales, partis politiques et électeurs, particuliers privés, police et justice, organisations elles-mêmes, etc. [Zermeño, 2006]. Ce cadrage polymorphe renvoie aussi clairement à un clientélisme et à un opportunisme de la part des habitants[69] dans l'optique d'améliorer les conditions de vie sur le court terme, cette logique n'excluant pas pour autant la construction d'une force citoyenne pour la reconnaissance des droits sociaux dans ces quartiers [Merklen, 2009].

L'État mexicain voit son autorité mise en péril par l'illégalité des espaces urbains irréguliers, mais cette illégalité collective constitue également son soutien électoral. Chaque habitant se voit ainsi tenir une place « utile » au sein de cette société : aux marges de la ville, mais inclus dans une organisation, il peut revendiquer son appartenance au groupe. La reconnaissance se fait essentiellement en garantissant aux autorités politiciennes une assise électorale, le corps des élus fournissant en retour un discours social démagogique et une partie des avantages sociaux autour de la régularisation.
Chacun doit y trouver son compte : l'État cautionne un peuplement qu'il n'aurait pas les moyens d'organiser et ramène aux partis en place une assise électorale ; en échange, il « offre » les services indispensables à ces populations et plus largement, l'accès au sol urbain. Derrière les initiatives de démocratie participative et l'incitation-obligation à l'organisation collective, les luttes sociales sont systématiquement récupérées par les mouvances politiques en place localement. L'État, même à travers ces relais organisationnels – qui sont pourtant une preuve de son désaveu en matière de politique urbaine –, se dresse comme une force progressiste pour les habitants – quitte à briser la légalité (puisque régulariser est une

[69] D. Merklen [2009] décrit cet opportunisme de l'affiliation multiple comme une « logique du chasseur ».

dérogation[70]) – ; cette position lui permet alors de conserver un relatif contrôle sur la structure sociale de ces espaces irréguliers.

10.3.2. La diversité des stratégies d'installation

L'analyse de la régularisation nécessite un constant réglage des échelles, entre un regard sur les trajectoires au niveau individuel, un autre à l'échelle du quartier. En dehors des premières étapes, comme l'expropriation et la certification, la titularisation se fait en général au cas par cas, lot par lot. Le changement d'usage du sol et l'arrivée des services de base renvoient quant à eux, comme nous l'avons vu, à des dynamiques globalement collectives, souvent en lien avec les organisations sociales en place localement. Outre la prise en compte de ces deux échelles spatiales (individuelle et au niveau du quartier), les configurations des trajectoires elles-mêmes sont complexes. Le triple aspect de la régularisation des quartiers populaires (équipement, propriété et usage) ne suit pas une progression logique bien établie, ni des temporalités toujours comparables. Les articulations des trois pans du processus décrivent des trajectoires plurielles (figures 10.5 et 10.6).
Les schémas de régularisation sont ainsi très différents selon les familles et les individus concernés. Ces derniers n'ont pas tous les mêmes priorités et doivent effectuer des arbitrages en fonction de leurs ressources économiques et sociales[71]. D'une manière générale, les habitants en premier lieu parent au plus pressé, à savoir vivre dans des conditions décentes et disposer du minimum d'équipement vital. Dans les colonies étudiées, la quasi-totalité des logements a une connexion au réseau électrique, même partielle ou insuffisante[72]. Mais les autres services ne sont pas systématiquement présents (cartes 6.2 et 10.2) : voirie souvent en mauvais état, accès à l'eau principalement par camion-citerne, connexion à l'égout ou fosse septique rare. On comprend alors que l'intérêt pour la sécurité foncière officielle et la conformité urbanistique puisse passer au second plan (quand la menace d'expulsion est moins prégnante)[73].

En outre, la titularisation ne sera accordée que si le changement d'usage du sol a eu lieu, celui-ci étant conditionné par le changement du régime de propriété et par la présence préalable d'un minimum de services. La sécurité foncière de la titularisation est donc à la fois une finalité souhaitée et une aspiration aux allures de chimère, notamment lorsque dans les débuts on manque de tout. Elle ne garantit pas seulement un patrimoine personnel et à transmettre, elle est aussi la reconnaissance des autorités de l'existence de l'habitant et à ce titre, donne droit aux services publics légaux (même déficients) et met théoriquement fin (même si ce n'est jamais vraiment le cas) à l'autogestion de ces derniers par les habitants. Souvent plus complexes, c'est pourtant sur ces schémas que se fonde le mythe de la régularisation systématique.

---

[70] Pour l'État, l'action de briser la loi dans une telle configuration est d'ailleurs considérée par G. Bataille [1989, p. 143] comme l'évidence de la « *nature transcendante, hétérogène, de l'action fasciste* ».
[71] Par ressources sociales, on renvoie ici à la force des réseaux sociaux dans le local. Ainsi, la « cohérence » des aspirations individuelles à l'échelle d'un quartier, elle-même issue de la relative homogénéité sociale de ce dernier, peut être déterminante dans l'adhésion plus ou moins forte des habitants à une organisation sociale et en cela, dans le degré d'avancement du processus de régularisation (voir 10.2.3.2).
[72] Par là on entend des branchements fragiles, un câblage de mauvaise qualité, les transformateurs à la limite de la rupture, l'approvisionnement intermittent, et le voltage soumis à de fortes irrégularités, endommageant de manière récurrente le matériel électrique des habitants.
[73] Des nuances existent néanmoins. L'exemple de Tláhuac, en sol de conservation écologique, montre une importance toute particulière donnée à la question de l'usage du sol : en propriété privée (Tempiluli) comme en propriété sociale (Ampliación La Conchita), l'objectif est d'obtenir des organismes DGRT et CORETT une rapide prise en charge des démarches de titularisation afin de prévenir tout risque d'expulsion.

Figure 10.5. Différentes stratégies dans les processus de régularisation

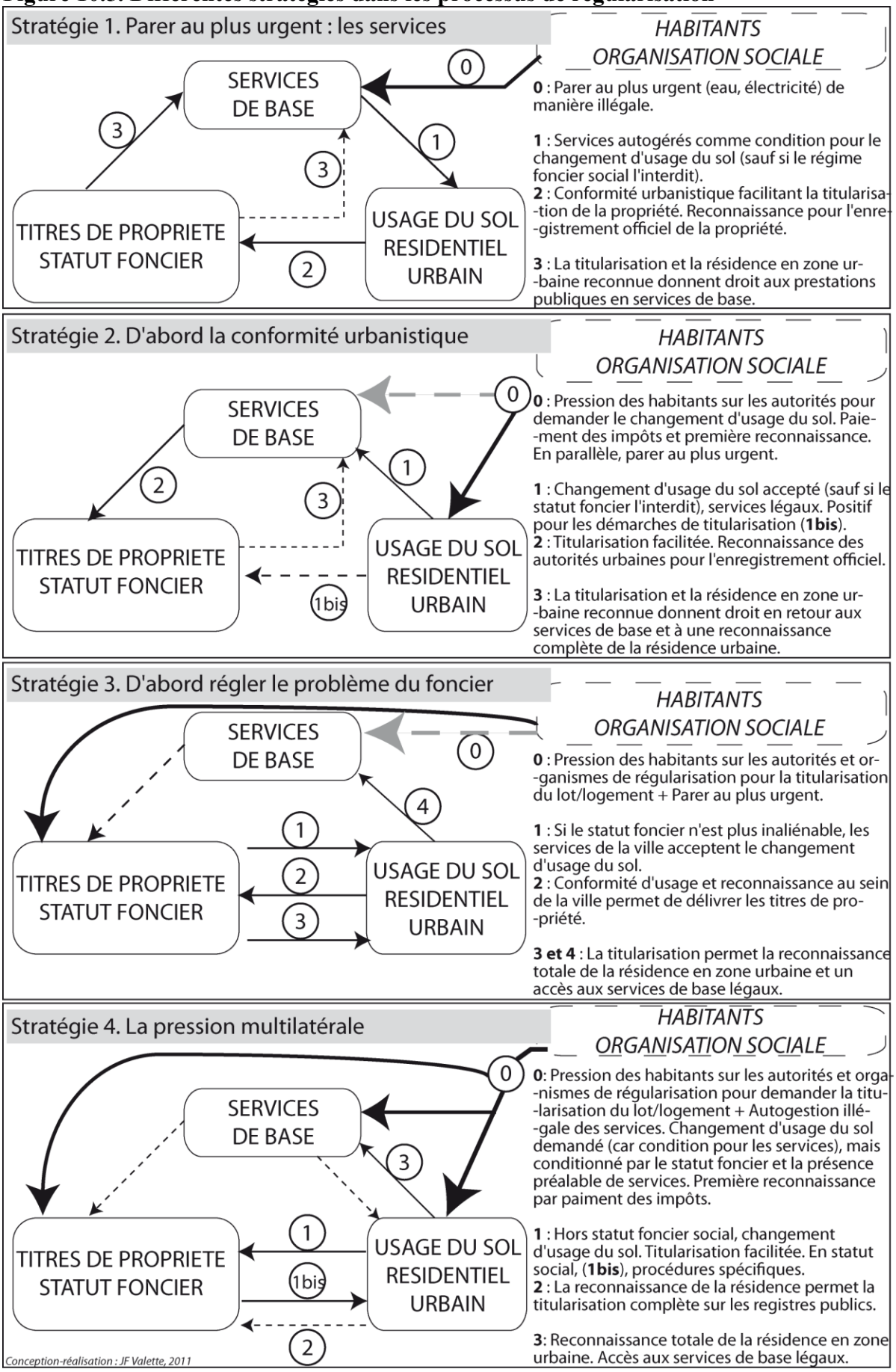
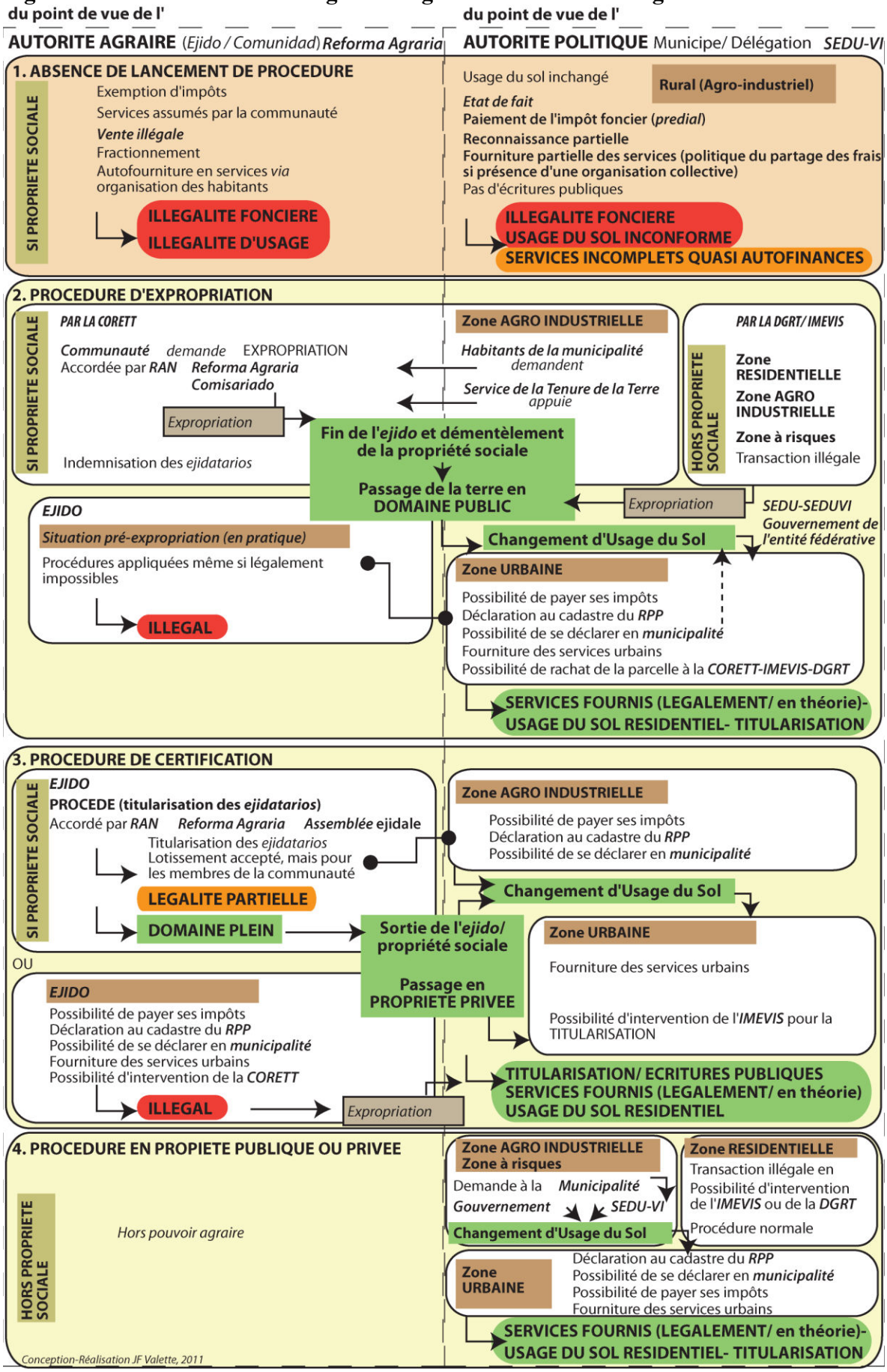


Figure 10.6. Diversité des stratégies de régularisation selon le régime foncier



Le suivi de configurations appréhendées empiriquement a permis de mettre en lumière cette diversité des stratégies, au plus près de l'expérience des résidents (figure 10.5). Ainsi, le premier objectif peut porter sur les services (stratégie 1). Par exemple, pour l'électricité, à l'échelle du ménage ou du groupe de voisins, on établit la connexion : par des branchements à l'aide de câbles de fortune jusqu'au transformateur situé en zone légale (photos 6.8) ; ou par électrification « en dur » (pylônes en béton), sans autorisation des autorités publiques (photos 6.12) ; ou encore, par électrification illégale, mais tolérée et aidée – dans les cas où la municipalité accepte et participe dans le financement partiel et les travaux (photo 10.10). D'une manière générale, parer aux carences de services est la priorité, alors que la titularisation du lot et de la maison auprès des organismes spécialisés constitue une préoccupation ultérieure, une fois les problèmes quotidiens réglés. En revanche, l'existence de services autogérés, même de manière illégale, joue en faveur des autres pans de la régularisation : il s'agit d'une condition d'éligibilité au changement d'usage du sol dans les plans d'urbanisme municipaux, lorsque le régime foncier l'autorise. La conformité urbanistique peut à son tour faciliter la titularisation de la propriété du terrain et/ou du logement – comme cela a pu être observé à Tláhuac. Enfin, la titularisation et la reconnaissance de la résidence en zone urbaine donnent théoriquement droit aux prestations publiques en matière de services urbains.

Dans certains cas, on observe alors l'organisation de la pression des habitants sur les autorités pour demander le changement d'usage du sol (figure 10.5, stratégie 2). En payant les impôts, les résidents peuvent obtenir une première reconnaissance, tout en continuant de parer aux carences les plus graves en termes de services (comme à La Paz ou Tláhuac). Lorsque les services du développement urbain de la ville acceptent le changement d'usage, les habitants peuvent bénéficier des services basiques (comme à Milpa Alta). Enfin, la reconnaissance du caractère urbain de la zone pèse aussi dans la balance lors des démarches de titularisation, facilitées par la présence de services légaux et la reconnaissance de l'usage résidentiel de l'espace par les autorités urbaines.

Les habitants peuvent aussi s'organiser pour faire pression sur les autorités et organismes de titularisation pour demander la régularisation foncière (figure 10.5, stratégie 3). Dans le même temps encore, ils parent au plus urgent quant à la présence de services – qui jouera aussi en faveur de la titularisation. Si le statut foncier n'est pas ou plus inaliénable (public ou privé), les services de la ville peuvent favoriser le changement d'usage du sol : par exemple, à Cuautitlán, la modification du plan local d'urbanisme n'est envisageable qu'après la sortie des terrains du régime de propriété sociale. La conformité urbanistique permet ensuite aux derniers verrous de la titularisation d'être levés et les titres de propriété sont délivrés. L'ensemble de ces régularisations donne alors droit aux prestations publiques.

La pression peut aussi être multilatérale (figure 10.5, stratégie 4). De la même manière que précédemment, les habitants s'organisent et font pression sur les autorités et organismes de régularisation pour demander la titularisation de leur lot/logement. Dans le même temps, ils autogèrent les services de base de manière illégale et demandent le changement d'usage du sol – condition requise pour les services, mais conditionnée également par le régime foncier d'une part, la présence préalable de services d'autre part. Les résidents peuvent aussi payer leurs impôts afin d'obtenir une première reconnaissance officielle. Ensuite, si le régime foncier n'est pas social, les services de la ville peuvent accepter d'intégrer le quartier en zone urbaine résidentielle. La titularisation s'en trouve alors facilitée. Si le statut est social, le changement de régime (par expropriation ou passage en domaine plein après certification) permet aussi la conformité d'usage et la reconnaissance de la propriété au sein de la ville.

Cette reconnaissance permet la titularisation complète sur les registres publics, la reconnaissance totale de la résidence en zone urbaine et donne finalement droit aux services publics de base légaux.

Ainsi, outre l'ordre difficile à établir entre les différentes étapes de régularisation, la complexité des démarches et la diversité des trajectoires peuvent aussi être observées du point de vue des procédures de titularisation, dépendantes du statut foncier (figure 10.6).

La régularisation foncière ou physique requiert une relative stabilité résidentielle, un ancrage local des résidents et une capacité à déployer des moyens financiers, sociaux et culturels relativement importants pour des catégories modestes. Dans l'autre sens, la régularisation foncière, si elle est opérée avant la consolidation physique, peut jouer le rôle de moteur de l'investissement des habitants du quartier, désormais en sécurité sur leur terrain [Schteingart, 1997]. Les titulaires peuvent alors consolider, embellir, agrandir leur logement, mais aussi valoriser (par la location ou l'activité commerciale) leur construction, voire s'engager dans des stratégies spéculatives [Vega, 1997 ; Zarate, 2008]. Des « investissements à retardement » concernent aussi les acheteurs de terrains en attente de régularisation, ayant établi une construction, mais la laissant vacante tant que les services et les papiers n'y auront pas été normalisés, comme nous avons pu observer à Ampliación La Conchita à Tláhuac et dans *l'ejido* San Mateo à Cuautitlán (chapitre 9).

10.3.3. Perspectives, un droit à la ville ?

Émerge la question de « l'après » et plus largement des perspectives de la régularisation. Divers travaux sur la consolidation urbaine de quartiers périphériques de métropoles latino-américaines [Aparicio, 2008 ; Burgos-Vigna, 2003, 2010 ; Deboulet, 2007 ; Driant, 1985 ; Godard, 1985 ; Hiernaux, Lindón, 1997 ; Merklen, 2009 ; Moctezuma, 2001 ; Saenz, 2002 ; Vega, 1997 ; Zarate, 2008], ainsi que l'observation de terrain, révèlent une diminution de l'implication des habitants dans l'organisation populaire et le passage d'un réseau social dense à une fragilisation du tissu associatif au fil du processus de régularisation. Par exemple, à Lima, D. Burgos-Vigna observe le passage d'un grand nombre d'associations impliquées dans l'autogestion d'un quartier populaire à une « *mise à mal de la tradition d'action collective* » [2003, p. 114] suite à la régularisation. D. Merklen [2009] en Argentine examine également cette évolution-désaffiliation de la mobilisation dans les quartiers populaires, régularisés ou non. Cette tendance s'inscrirait alors dans un resserrement sur les questions immédiates liées à l'habitat et impliquerait en réalité une multiplicité des affiliations auprès des organisations existantes : ces affiliations plurielles permettraient aux habitants de répondre à leurs nécessités sur le court terme et à leur demande d'une reconnaissance de la citoyenneté dans ces contextes résidentiels. D'une manière générale, dans les quartiers populaires de Mexico comme d'ailleurs, l'apparition de nouveaux acteurs, notamment plus officiels – dans le cadre de l'institutionnalisation de la participation –, conduirait à une augmentation des conflits internes au quartier (rivalités de pouvoir et concurrences de champs d'action).
Les facteurs externes (politiques et socio-économiques à petite échelle) se combinent ainsi à des facteurs internes (évolution sociodémographique, par renouvellement ou changement de la structure par âge, mais aussi transformations socio-économiques à l'échelle locale) pour aboutir à une restructuration sociale de la population résidente et à un détournement de la mobilisation et des revendications sociales de la part des habitants. Dans une dynamique de « front pionnier » urbain – au sein de laquelle la participation collective au travers

d'organisations sociales et d'associations est primordiale dans l'aboutissement de projets urbains et dans la création d'un sentiment d'appropriation de l'espace de vie, vecteur d'ancrage – on observe un resserrement sur la sphère individuelle une fois les problèmes urgents plus ou moins résolus[74]. Si la régularisation a apporté des améliorations dans la structure, la forme et la fonction urbaine de ces quartiers, on peut s'interroger sur la réelle formation d'un « droit à la ville ».

Au sein de cette construction d'un accès à la ville dans son ensemble (ressources urbaines et citadines), l'investissement local, fonction de l'étape résidentielle des habitants, est donc à comprendre aux différentes échelles spatiales et temporelles de la régularisation. Le mélange « *des logiques militantes, clientélistes et de débrouillardise individuelle* », notamment dans un contexte de fragmentation sociale, semble marquer les limites de l'intégration urbaine de ces espaces nés dans l'illégalité [Vieillard-Baron, 2001, p. 252]. Aux prises avec un manque d'autonomie, la participation des habitants « motivée » par les autorités, se centrerait davantage sur le local que sur la recherche d'une centralité et d'un véritable lien à la ville, affaiblissant par-là les autres réseaux sociaux[75]. Une fois la situation « normalisée », les stratégies semblent se différencier, allant dans le sens d'un délitement des valeurs et du dynamisme collectifs, d'une augmentation de la distance sociale et du repli sur soi.
Juana, habitante pionnière d'Ampliación Jorge Jiménez Cantú, exprime cette tendance, bien que son quartier soit encore loin d'être totalement régularisé :

> « *Nous avions formé un groupe. En 1986. Nous étions une vingtaine de voisins. Nous nous étions unis pour demander l'électricité à la municipalité. Quatre ans nous nous sommes battus pour l'électricité (...)*
> *Puis, il y en avait qui ne payaient pas (...)*
> *Il y a eu des problèmes. Les gens étaient divisés. Puis il y a eu des abus (...)*
> *Les gens n'avaient plus confiance (...)*
> *J'ai même été sous-déléguée, puis à la fin des années 1990, j'ai arrêté.* »
> Juana, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, La Paz, août 2010.

Malgré des intérêts communs et la gravité des enjeux, l'imbrication avec le politique peut constituer un frein à l'action collective. Les choix se rapprocheraient davantage de ceux de « l'habitant-consommateur » [Bacqué, Rey, 2005, p. 217] et le rapprochement attendu entre la démocratie participative et la démocratie représentative par l'action collective locale serait alors remis en question. La communauté d'intérêts ne suffit pas toujours à provoquer l'action nécessaire permettant de promouvoir l'intérêt de tous. Les choix individuels rationnels en termes de risque et d'investissement peuvent primer sur le bien commun [Olson, 2011].

[74] Dans le contexte particulier des villes nouvelles franciliennes, où les problématiques de départ étaient certes différentes, C. Imbert [2005] constate également une désarticulation et une emprise moins forte des réseaux associatifs au sein de la vie quotidienne des générations pionnières, au début des années 2000 par rapport aux moments de la construction de ces espaces. Toutes proportions gardées et enjeux distingués, dans le cas des villes nouvelles comme dans le cas de quartiers populaires informels récents à la périphérie des villes latino-américaines, on retrouve cette dynamique de « front pionnier » urbain – où le rôle des organisations sociales dans les processus d'ancrage résidentiel est fort –, mais aussi cette diminution de l'urgence et une évolution allant dans le sens d'un relatif désintérêt des populations pour les actions collectives et la culture citoyenne participative locale.

[75] On renvoie ici au potentiel isolement spatial et social des habitants du fait du resserrement des sociabilités autour de ces organisations ; cet isolement est susceptible de conduire à une diminution de ce que M. Granovetter [1983] décrit comme les « liens faibles » (note 42 du chapitre 9, p. 589). Dans sa démarche comparative entre les banlieues françaises et le cas de la participation populaire à Buenos Aires, H. Vieillard-Baron [2001, p. 252] évoque même une « *citoyenneté de deuxième catégorie* », résultat du caractère localiste et territorialisé des réseaux, dans un contexte général de passivité politique.

Toutefois, dans ces périphéries dont les populations sont en quête de modes de vie « urbains », l'espace public, même incomplet et insuffisamment lieu de rencontre et d'usage, émerge [Duhau, Giglia, 2004 b ; chapitre 9]. La force sociale – à savoir, la capacité des individus et des groupes d'influencer par des rapports sociaux [Janne, 1951] – a été capable de « *s'investir elle-même dans l'urbain au cours d'une longue expérience politique* » et de prendre en charge la réalisation d'un programme concernant la société urbaine [Lefebvre, 2009 – 1968, p. 105], en vue de réduire l'apparente séparation entre ces quartiers populaires et le reste de la ville. Aujourd'hui, des organisations sociales continuent à travailler sur des problématiques plus actuelles[76]. Celles-ci sont peut-être moins urgentes que l'électrification, mais toujours préoccupantes, dans les quartiers plus anciens en cours de densification et au niveau socio-économique hétérogène, mais majoritairement fragile.

L'utilisation de liens sociaux particuliers, à la fois conséquence et catalyseur de l'amélioration des conditions de vie n'est ainsi pas complètement démentie. E. Huamán et A. Barreto [2002] soulignent le recours indispensable aux organisations collectives pour les nouvelles générations lorsque celles-ci recherchent un terrain ou une maison dans ces quartiers populaires périphériques qui évoluent.
Ainsi, les groupes associatifs, politiques, communautaires et syndicaux sont au cœur de l'administration sociale de ces espaces et constituent des groupes de pouvoirs. Grâce à eux, les services arrivent, mais ce sont aussi des instances officieuses avec lesquelles il est indispensable de traiter dans la communauté, car constituant un véritable intermédiaire entre le pouvoir officiel et la population. Ces rapports de pouvoir continuent de jouer un rôle primordial dans la régularisation (achevée ou non) et mettent en lumière les éléments de la maturation urbaine : valorisation, autonomisation politique des territoires, densification, ancrage résidentiel, renouvellement du profil socio-économique des habitants, des perceptions habitantes, et recomposition de la ségrégation à une échelle plus fine[77]. Ils interrogent par ailleurs les « autres » trajectoires sociales, descendantes, des quartiers comme des individus.

Conclusion du chapitre 10

Au sein des colonies populaires périphériques de Mexico, les trois dimensions principales du processus de régularisation que sont la titularisation, l'arrivée des services et la mise en conformité de l'usage du sol renvoient à une grande diversité des trajectoires des contextes résidentiels et des parcours individuels relativement aux conditions politiques et juridiques. La régularisation renvoie ainsi à un processus complexe et polymorphe, conditionné par un ensemble de facteurs endémiques aux quartiers informels. Le statut foncier s'avère déterminant dans la manière dont se configurent les sorties de l'illégalité de la résidence. Mais la composante sociale et notamment, l'action collective du groupe d'habitants, joue un rôle majeur dans la vitesse et les formes des évolutions, ainsi que dans la composition des ancrages des habitants.

En effet, l'existence d'organismes publics spécialisés dans les démarches de régularisation foncière des terrains et des logements a eu tendance à renforcer le caractère institutionnalisé

[76] On pense ici par exemple à l'aménagement d'un marché couvert, la réfection d'une place publique, l'extension des lignes de bus, la construction de nouvelles salles dans les écoles, etc.
[77] L'ensemble de ces dimensions renvoie d'ailleurs aux marqueurs de la maturation des espaces périurbains observés dans le cas français par L. Rougé [2010].

d'une procédure qui, bien que dérogatoire, s'érige en véritable politique d'aménagement urbain [Huamán, 2010]. Malgré les réformes de 1992 – qui ont théoriquement facilité la privatisation d'une réserve foncière auparavant sous l'autorité des communautés *ejidales* et *comunales* –, la titularisation massive des résidences en colonies populaires périphériques n'a pas eu lieu et la remise en cause du modèle de l'urbanisation sous cette forme imaginée dans les années 1990 [Tomas, 1997, p. 237] ne s'est pas produite réellement – en dépit du développement exponentiel des immenses programmes immobiliers de logements sociaux permis par la libération de foncier urbanisable.

Par ailleurs, l'organisation sociale des habitants s'avère incontournable dans l'analyse de la différenciation des trajectoires des individus et des contextes résidentiels. En centrant leurs actions sur le foncier, l'urbanisme et la consolidation physique des contextes résidentiels, les groupes d'habitants – aux formes et aux statuts variés –, conjuguent les efforts collectifs pour répondre aux défis d'une installation résidentielle pérenne. Ces organisations s'insèrent également dans les différents rapports de pouvoir inscrits dans ces quartiers ; elles interrogent à la fois les trajectoires sociales des habitants, mais aussi les trajectoires politiques de ces zones urbaines informelles, notamment dans la manière dont ces dernières sont perçues et « gérées » par les autorités. Le rôle de l'État (à tous les échelons) est à ce titre ambigu, entre passivité d'un côté, et institutionnalisation des organisations de l'autre. Si la paix sociale est acquise, un contrôle social se met également en place, posant dès lors la question du devenir de ces actions collectives, une fois « l'urgence de l'installation » passée.
Les résultats de cette action collective peuvent être contradictoires ou mitigés selon les cas observés, mais l'organisation populaire reste une condition de la maturation des colonies populaires et renvoie à une dimension importante de l'ancrage des populations résidentes. À travers ces témoignages de la participation au niveau local, les rapports à l'espace public de proximité et l'appropriation potentielle qui en découle se développent. Les questionnements autour de l'émergence d'un « droit à la ville » sont à développer dans des contextes où la régularisation est en marche, voire achevée. Toutefois, l'accès aux ressources urbaines et citadines dans ces espaces reste à appréhender par le prisme d'un clientélisme toujours aussi puissant, en dépit des années d'alternance entre 2000 et 2012.

La diversité des trajectoires d'évolution foncière, physique et urbanistique des colonies populaires périphériques, une nouvelle fois démontrée par la prise en compte des évolutions politiques et juridiques, renvoie à la pluralité d'évolutions possibles, caractéristique de la maturation.
Parallèlement à ces dimensions difficilement mesurables de manière systématique, c'est globalement la question sociale des mutations qui se pose. Quels sont les liens entre la régularisation et les évolutions sociales et économiques des individus et des contextes résidentiels ? Assiste-t-on à une hétérogénéisation sociale plus forte de ces espaces ? Des trajectoires proches de modèles « spécifiques » à d'autres parties de la ville se mettent-elles en place ? Un suivi diachronique de la division sociale de l'espace, aux échelles les plus fines possible, doit désormais permettre d'éclairer la dernière dimension des trajectoires de maturation approchées dans cette thèse.

Chapitre 11.

Vers la banalisation socio-spatiale des colonies populaires ?

Évolution de la division sociale de l'espace depuis vingt ans

Ce chapitre s'appuie sur un travail réalisé en commun avec Antonine Ribardière sur le thème de l'évolution de la division sociale de l'espace urbain à Mexico approchée à partir des structures démographiques et de l'accès aux diplômes (1990-2010) [Ribardière, Valette, 2014][1].

Les dynamiques de régularisation et les mobilités résidentielles et quotidiennes au sein des colonies populaires périphériques tendent à marquer en profondeur les paysages urbains de Mexico. L'ensemble des évolutions que ces configurations impliquent renvoie à la théorie de la *normalisation* des quartiers périphériques : on assiste alors à des transformations des caractéristiques sociales, démographiques, économiques du contexte résidentiel allant dans le sens d'un alignement sur un « profil urbain moyen » hétérogène (chapitre 3, 3.4.2). La banalisation du profil social des *lieux* et de l'accès à la ville des individus renvoie à la dimension de diversification de la composition sociodémographique de la population résidente, au cœur des trajectoires de maturation des contextes [Dureau, Gouëset, 2010 ; Rougé, 2010 ; Bertrand, 2011 ; Imbert *et al,* 2011].

L'objectif de ce dernier chapitre est donc d'observer l'évolution des différenciations socio-spatiales dans les colonies populaires, notamment dans les quatre quartiers-témoins étudiés dans cette thèse. À partir du suivi sur une période de vingt ans des données censitaires d'une part, des données collectées empiriquement d'autre part, nous nous interrogerons sur l'évolution des formes et des degrés de la division socio-spatiale engendrée par l'inégale répartition des groupes sociodémographiques et sur l'articulation entre les stratifications sociales et celles des parcs de logements.

Une première approche est menée à l'échelle de l'ensemble de la zone métropolitaine et à travers le prisme des grands types de peuplement, tels que définis dans le cadre de l'Observatoire de la ville de Mexico (OCIM) en 2005 – ville coloniale, « ville-centre », espaces résidentiels moyens et aisés, grands ensembles et colonies populaires –, dans la continuité des explorations réalisées aux chapitres 1, 2 et 4. Les trajectoires propres aux colonies populaires sont notamment questionnées : témoignent-elles d'une banalisation progressive relativement au reste de la métropole ?

Dans un premier temps, il s'agira de présenter la démarche du suivi de l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico, en soulignant les enjeux et les limites qu'un tel travail soulève. Dans un second temps, un bref rappel des changements globaux affectant la métropole sur la période étudiée (1990-2010) permet de contextualiser l'analyse des

[1] Ces travaux ont donné lieu à une publication dans la revue *Problèmes d'Amérique latine* [Ribardière, Valette, 2014] que nous reprenons ici en partie. Un remerciement tout particulier va à A. Ribardière à ce titre.

indicateurs suivis pour notre étude. Il s'agira d'apprécier dans quelle mesure les indicateurs retenus permettent effectivement de cerner les formes majeures de la division socio-spatiale de Mexico en 2010. Nous pourrons alors dans un dernier temps mettre en évidence les trajectoires propres à chaque type de peuplement entre 1990 et 2010, en focalisant sur les colonies populaires dans leur ensemble d'une part, les quartiers étudiés d'autre part. La confrontation de ces trajectoires permettra d'identifier les différences de rythme et d'intensité et ce faisant, d'apprécier comment les écarts se creusent ou au contraire se résorbent. Cette analyse éprouvera ainsi l'hypothèse de la banalisation des colonies populaires par rapport aux autres espaces de la ville.

11.1. Le suivi diachronique de la division sociale de l'espace à Mexico

L'objectif est ici d'explorer la dimension longitudinale des caractéristiques des contextes résidentiels en colonies populaires ; notre exploration doit permettre de poursuivre les questionnements relatifs aux liens entre processus de consolidation physique, régularisation politico-juridique, complexification des schémas de mobilités, et diversification sociale, au cœur des dynamiques de maturation de ces espaces. Cette analyse diachronique s'inscrit ainsi dans la continuité de notre approche de l'espace social dans lequel sont inscrites les colonies populaires et de l'examen des trajectoires que ces contextes résidentiels connaissent. Toutefois, ce travail soulève des questions théoriques et méthodologiques sur l'étude quantitative de la division sociale de l'espace, que nous présenterons avant de procéder au suivi des indicateurs.

11.1.1. L'acuité des problématiques liées à l'évolution de la division sociale de l'espace

Sans prétendre mener une étude exhaustive sur l'analyse de la division sociale de l'espace urbain dans la zone métropolitaine et dans les colonies populaires périphériques en particulier, il est nécessaire de rappeler l'importance des enjeux théoriques gravitant autour de cette question, notamment dans notre approche des trajectoires d'espaces appréhendés *a priori* comme un ensemble cohérent, mais en réalité profondément hétérogènes. Cette hétérogénéité est-elle particulièrement récente ? Avant de présenter les travaux effectués sur les tendances récentes en elles-mêmes, nous devons nous interroger sur la portée de ces questionnements relatifs aux processus de fragmentation socio-spatiale d'une part, de micro-ségrégation d'autre part.

11.1.1.1. Enjeux théoriques : évolutions des formes et degrés de la division sociale de l'espace

Les transformations des colonies populaires sur les deux dernières décennies – comme des autres espaces résidentiels de la métropole[2] – conduisent à revisiter les lectures classiques des *formes* spatiales de la division sociale. À l'échelle des quartiers – au niveau des *agebs*, des

[2] On fait ici aussi référence aux évolutions du centre historique dépeuplé et dégradé à la fin des années 1990, qui a fait l'objet de politiques de patrimonialisation et de réhabilitation touchant l'espace public et celui des logements [Hiernaux, 2003 ; Hiernaux, Imelda, 2008 ; Paquette, 2006]. Dans le même temps, on rappelle les dynamiques d'embourgeoisement et de spécialisation des quartiers centraux et péricentraux, de développement des ensembles de logements en accession à la propriété aidée en périphérie [Jacquin, 2012], ou encore de diffusion de la fermeture de l'espace résidentiel sous des formes et à des degrés variables – depuis les résidences de luxe sécurisées, jusqu'à la privatisation des voies publiques [Capron, 2012].

manzanas ou au moyen des transects urbains –, on a déjà évoqué la reproduction locale des gradients de différenciations en partie liés à ceux de la consolidation et de l'ancienneté de l'urbanisation (chapitres 4 et 9). Cette échelle permet également de mettre en évidence des micro-ségrégations occultées par l'apparente homogénéité des formes de pauvreté marquée et de masse (chapitre 4)[3]. À l'échelle de la métropole dans son ensemble, l'hétérogénéité croissante du tissu urbain et la prégnance de la fermeture de l'espace résidentiel ont été lues comme un aspect d'une fragmentation plus générale de la ville, qui mettrait à mal la cohésion territoriale. M. Janoschka [2002] a ainsi proposé, au sujet de Buenos Aires, un modèle intégrant une structure en archipel, surimposée aux gradients centre-périphérie et aux formes de l'organisation sectorielle décrite par E. Griffin et L. Ford [1980]. E. Duhau et A. Giglia [2008] ont adopté eux aussi la métaphore de l'île pour décrire les nouveaux quartiers fermés de Mexico et ont validé plus généralement la lecture d'un archipel urbain en formation.
Ces transformations interrogent également l'évolution de la division sociale de l'espace, en termes de *degrés* : assiste-t-on à une polarisation de l'espace résidentiel à Mexico ? Les contrastes sociaux qui s'impriment dans l'espace métropolitain s'aggraveraient-ils inéluctablement, sous l'effet conjugué d'une sélectivité accrue des quartiers les plus aisés et de la paupérisation des plus modestes ? Plus précisément, la maturation des quartiers périphériques populaires renvoie-t-elle à un « rattrapage » du profil sociodémographique par rapport au reste de la ville ou à un renforcement des écarts ?

Débats autour de la fragmentation
Le thème de la fragmentation socio-spatiale a ainsi été beaucoup traité dans les années 1990 au sujet des villes latino-américaines, où l'on observait l'affaiblissement de la capacité intégratrice des quartiers illégaux pour les populations pauvres des grandes métropoles, en relation notamment avec les politiques d'ajustement structurel [Prévôt-Schapira, 1996, 1999]. La notion de fragmentation est alors utilisée pour renvoyer à l'idée de frontière urbaine, plus pertinente dans l'approche des inégalités socio-spatiales que la classique lecture de l'opposition centre-périphéries, mais aussi plus radicale que la notion de ségrégation, en suggérant une rupture des liens entre les différentes parties de la ville (voir note 13 du chapitre 2, p. 87).
M.-F. Prévôt-Schapira développe particulièrement la notion pour faire référence « *aux multiples frontières qui divisent l'espace dans un continuum qui s'appauvrit* » [1996, p. 112]. Les travaux francophones de M. Guerrien [2004 b] sur les transformations et la fragmentation de l'espace métropolitain portent sur l'exemple de l'ouest du DF. Alors que l'échelle métropolitaine connaîtrait une convergence et un alignement entre ses différents secteurs, l'échelle interne aux municipalités montrerait une augmentation de la ségrégation et de la fragmentation. Le contexte de Mexico reste celui d'une imbrication parfois brutale entre infrastructures pour populations aisées et populaires (photos 4.13 à 4.18 au chapitre 4). À l'échelle d'une municipalité, l'auteur observe ainsi le rapprochement spatial des équipements destinés aux plus riches (golfs, *malls*, résidences fermées) et ceux des catégories moins aisées (marchés populaires, habitat autoconstruit). Mais l'analyse interne aux quartiers-*agebs,* notamment dans les espaces populaires, révèle également des mosaïques socio-spatiales moins attendues. La contiguïté des îlots ou groupes d'îlots – dont les profils socio-résidentiels renvoient à des positions très différentes sur une échelle sociale – peut être lue comme un morcellement des territoires, témoignant de l'ampleur des phénomènes de fragmentation.

Nous avons pu éprouver au sein des terrains étudiés la correspondance entre les indicateurs de pauvreté ou liés au contexte politico-juridique (cartes 10.1 et 10.2) et les différences de l'espace résidentiel observables de manière empirique. En particulier, la fermeture de l'espace

[3] F. Dureau [2000b] avait déjà mis en évidence dans le contexte de Bogotá des formes de micro-ségrégations.

résidentiel, au niveau des logements eux-mêmes[4], fait écho à des logiques de repli qui, si elles ne caractérisent pas spécifiquement les colonies populaires, semblent marquer les pratiques résidentielles, que ce soit dans les mobilités quotidiennes ou les modes d'habiter. Cette diversité des frontières au niveau hyperlocal semble s'expliquer plus en termes de superposition de différents mondes, qu'en termes de véritable séparation.

Le changement d'échelle, du quartier à la zone métropolitaine, amène à des conclusions nuancées. D'un côté, M. Guerrien [2004a ; 2004 b] analyse la coexistence entre quartiers « riches » et quartiers « pauvres » comme un archipel du « premier monde » (les couches aisées enfermées dans des espaces clos, mais visibles) dans un espace de précarité urbaine générale. La figure de l'archipel renvoie ici à l'espace urbain de la circulation et des pratiques des couches supérieures, alors beaucoup plus large que celui des catégories populaires, mais fonctionnant comme des corridors qui ne se rencontreraient pas avec ceux des catégories plus modestes. Selon l'auteur, les phénomènes actuels de fragmentation de l'espace urbain peuvent s'appréhender comme « *une conséquence à l'échelle locale d'une redéfinition plus globale des échelles d'inscription des divisions socio-spatiales et des systèmes de solidarité, d'autant plus déterritorialisés que les réseaux s'ouvrent sur le lointain et se déconnectent des espaces proches* » [Guerrien, 2004a, p. 2]. Toutefois, comme nous l'avons vu, la déconnexion n'est pas systématique pour les résidents des colonies populaires périphériques, du fait des dynamiques d'ancrage, d'appropriation de l'espace, à l'échelon individuel, familial ou par des systèmes de réseaux. En revanche, la déconnexion semble forte chez les catégories aisées pour lesquelles M. Guerrien parle de « *communauté de destin* » [2004 b, p. 184].
D'un autre côté, E. Duhau et A. Giglia évoquent le rôle des formes de productions urbanistiques – politiques publiques de logements, marché immobilier, stratégies résidentielles – dans la construction des « règles spatiales » à l'origine des îles urbaines [2008, p. 184]. Cette double analyse de la différenciation sociale de l'espace, par des facteurs multiples de production – notamment politiques – et par la pratique de l'espace urbain, est essentielle pour interpréter les trajectoires d'évolutions des quartiers populaires.

La thèse de la fragmentation des espaces urbains – que nous préférons lire à l'échelle des quartiers populaires périphériques comme une complexification de la division sociale de l'espace – accompagne le processus de transition urbaine, aujourd'hui structurée par les mobilités intra-urbaines.

Le lien entre fragmentation et mobilités résidentielles en périphérie
Réalisés à partir des résultats censitaires de la décennie précédente (*muestra* 1995-2000), les travaux sur la thématique de la fragmentation à partir de l'analyse des mobilités résidentielles intra-urbaines recoupent l'ensemble de la réflexion sur l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico [Duhau, 2003 ; Graizbord, Acuña, 2006 ; Duhau, Giglia, 2008 ; Suarez, Delgado, 2010]. Ces mobilités refondent les schémas de répartition des populations métropolitaines et participent à une relecture des échelles de la division socio-spatiale – alors indispensable pour approcher une des dimensions de la maturation (chapitres 1, 5 et 7).

B. Graizbord et B. Acuña [2006, pp. 330-331] soulignent pour la période 1995-2000 le paradoxe socio-spatial à l'échelle métropolitaine, entre des mouvements qui s'effectuaient, de façon générale, de l'ouest vers l'est, et l'optique de progrès parallèle au changement de

[4] Dans les colonies populaires, à l'échelon de la maison et à titre d'exemple, on fait ici référence à une architecture favorisant assez souvent l'érection des grands murs d'enceinte autour de la parcelle, y compris pour des logements dont les résidents ont des moyens assez limités. La fermeture de l'espace résidentielle, qui peut avoir lieu dans des espaces très homogènes socialement, ne renvoie pas directement à la fragmentation, mais prend ici sens dans la diversité des contextes résidentiels « populaires ».

résidence. Les auteurs interprètent cette situation selon deux axes. Le mouvement ouest-est peut être vu comme un glissement d'une classe moyenne, davantage locataire à l'ouest, désireuse de la propriété – plus facile d'accès – à l'est, où les services et les terrains sont disponibles, mais où la « qualité » est inférieure. Il peut également être vu comme une évacuation vers l'est de poches de pauvreté interstitielles, dont les habitants sont contraints à la mobilité résidentielle face à la pression immobilière exercée par les catégories aisées dans les espaces de l'ouest. Cette lecture synthétique, si elle peut être questionnée au regard des évolutions de la décennie suivante[5], a le mérite d'interroger la caractérisation sociale des mouvements de changements de résidence, comme nous l'avons exploré au chapitre 7. B. Graizbord et B. Acuña [*ibid.*] évoquent ainsi une « convergence vers la moyenne », en raison d'une hausse des revenus moyens des zones d'accueil « pauvres » (celles qui accueilleraient les classes moyennes de l'ouest).
La mobilité résidentielle tendrait donc à un modèle d'homogénéisation socio-spatiale des secteurs riches (le centre connaît la gentrification et les périphéries aisées expulsent peu à peu les interstices pauvres) et à l'alignement vers la moyenne pour les secteurs populaires (qui gagnent en population de la classe moyenne). Selon cette grille de lecture[6], le réajustement résidentiel dans la ville par les mobilités restructurerait la hiérarchie des espaces dans la métropole, et tendrait à augmenter sensiblement les inégalités entre les secteurs. Ainsi, ces auteurs évoquent un nouveau modèle urbain pour Mexico, qualifié « d'hyperhiérarchique » [2006, p. 332], avec des flux intra-urbains d'échanges entre les secteurs incertains, voire absents, cloisonnant ces derniers[7].

Une autre lecture des mobilités intra-urbaines permet d'interpréter les conséquences d'une réécriture de la ville sur elle-même. E. Duhau et A. Giglia [2008, p. 164] mettent en avant le renforcement d'un système fragmenté par la multiplication des modèles urbanistiques différents au fur et à mesure que la ville se transforme sur elle-même : organisation spatiale des activités, constructions, usages du sol, etc. Ces transformations iraient dans le sens du modèle en archipel précédemment évoqué.
Par ailleurs, à l'échelle de toute la ville, ces analyses – à la différence de la lecture précédente d'une certaine homogénéisation sociale – renvoient davantage à une évolution n'allant pas dans le sens de clivages plus forts dans la division sociale de l'espace résidentiel. Entre 1990 et 2000, E. Duhau et A. Giglia [2008, p. 188] ne mesurent pas de transformations suffisantes pour évoquer une tendance majeure. S'agissant de processus observables sur le très long terme, et particulièrement sensibles aux dynamiques de croissances démographiques – faibles depuis 30 ans à Mexico –, les évolutions de la division à l'échelle de la ville doivent alors faire l'objet d'une théorisation prudente.

Sans couvrir toute la période de croissance de la ville, ni prétendre à un examen exhaustif à l'échelle de la métropole, il est ici davantage question de s'interroger sur le lien entre les processus de consolidation s'opérant en quartiers populaires et les schémas de division sociale qui semblent en émerger. L'exploration des résultats des dynamiques de consolidation en cours à partir des observations empiriques permet un premier regard sur les processus de division à un échelon fin.

[5] Voir chapitres 5 et 7.
[6] B. Graizbord et B. Acuña [2006] mobilisent dans leurs analyses le croisement des changements de résidence avec les variables du recensement de 2000 suivantes : les professions et catégories sociales (notamment les supérieures), les tranches de salaires, le statut d'occupation, l'ancienneté du parc de logements, et les motifs évoqués pour le changement de résidence (ne portant que sur les motifs de changement de résidence internationaux et inter-État [*muestra*, INEGI, 2000]).
[7] B. Graizbord et B. Acuña [*ibid.*] évoquent alors l'idée de liens sociaux entre les habitants devenant horizontaux (disparition de l'idée « d'ascenseur social » et, par-là, de trajectoires sociales dans la migration) et fragiles.

11.1.1.2. Exploration empirique de quatre transects urbains périphériques

L'approche de la morphologie urbaine à travers l'observation de quatre transects urbains au sein de nos quatre terrains d'étude confirme cette hétérogénéité à un échelon très fin, déjà appréhendée par le prisme de la division sociale de l'espace au niveau de l'îlot (chapitre 4, 4.2.3). L'intérêt est ici de croiser directement les caractéristiques de consolidation et l'âge du bâti.

Il s'agit de reconsidérer le suivi d'axes structurants précédemment analysés au sujet de la fonctionnalisation des contextes résidentiels de proximité au chapitre 9 (9.2.2) : l'avenue Santa Maria à Cuautitlán, la rue Hermenegildo Galeana Sur à Milpa Alta, Francisco Jiménez à Tláhuac et l'avenue Amado Nervo à La Paz. Dans notre démarche qui consiste à « remonter le temps du front pionnier urbain », il a été possible d'observer, outre la mixité des activités économiques dans le local, la diversité des formes et des degrés de consolidation par analyse de la morphologie du bâti. Pour chaque bâtiment le long des rues, nous avons défini l'âge approximatif de la construction (initiale), les types et la qualité des matériaux utilisés, l'état du bâti et la hauteur de l'édifice. Cette approche concrète des micro-différenciations de l'espace au sein des colonies populaires périphériques permet de mettre en avant des processus d'hétérogénéisation avancés dans les zones les plus anciennement urbanisées, mais pas uniquement. Si le gradient de consolidation se retrouve, la diversification des caractéristiques résidentielles morphologiques apparaît aussi dans les espaces de peuplement plus récent.

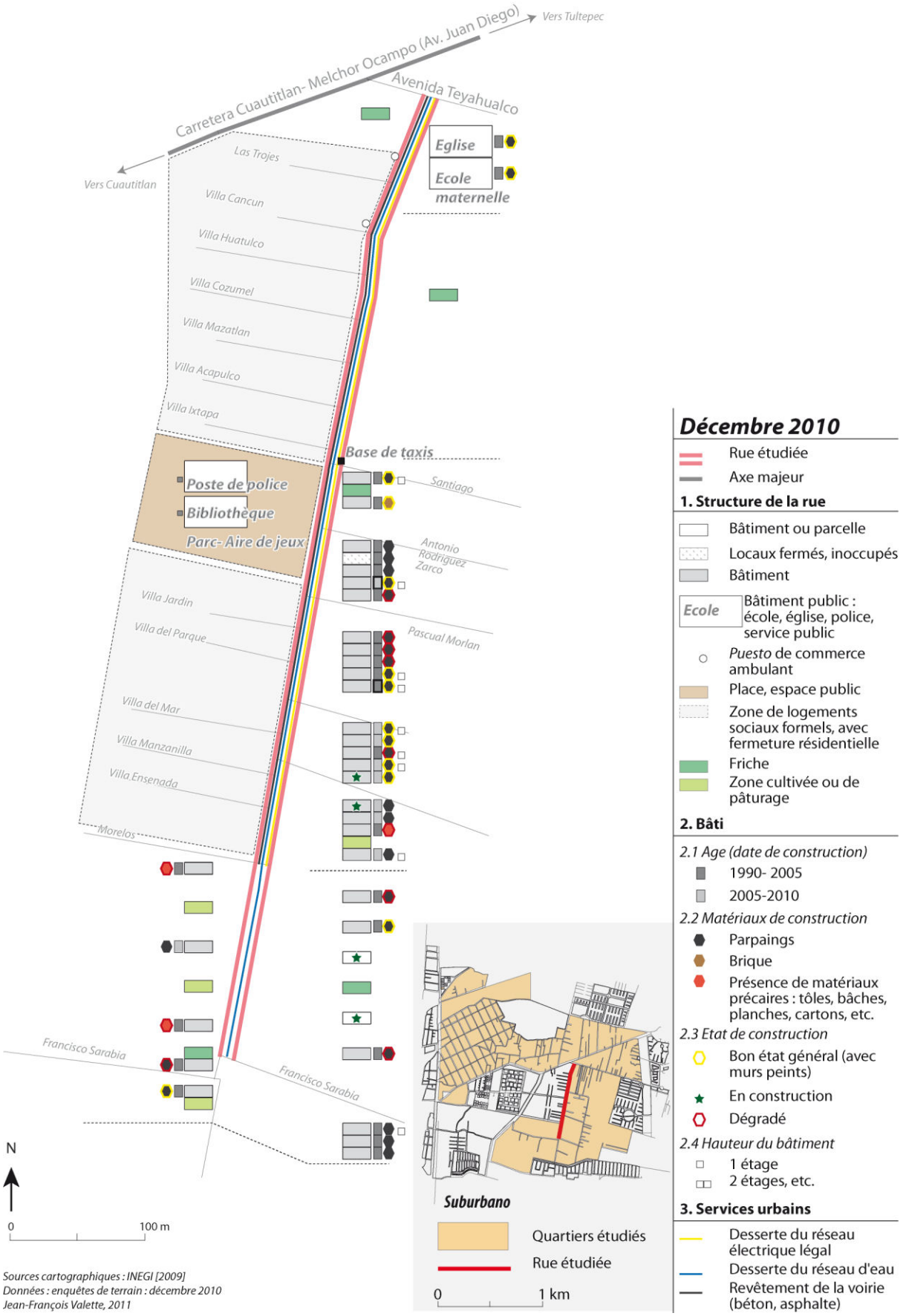
Juxtaposition des degrés de consolidation à Cuautitlán

Outre le côté occidental de l'avenue Santa Maria composé de logements sociaux, les constructions situées dans les colonies populaires témoignent d'une grande hétérogénéité : on observe la juxtaposition de résidences et de commerces aux caractéristiques morphologiques très différentes (carte 11.1). On retrouve un gradient nord-sud en lien avec l'ancienneté du peuplement, mais les matériaux de construction et l'aspect physique du bâti ne témoignent pas de différenciations clairement établies dans l'espace local. Toutes les constructions sont réalisées avec des parpaings, pour les murs du moins, mais les autres caractéristiques morphologiques renvoient à une mosaïque de configurations. Les bâtiments en bon état et ceux témoignant d'utilisation de matériaux précaires et/ou de dégradations se succèdent dans la rue, les plus récents étant souvent en meilleur état. De manière générale, les commerces situés en face de Villas renvoient à des édifices de meilleure qualité, ce qui est moins le cas pour les constructions dont l'usage est uniquement résidentiel.

Gradient radioconcentrique net, mais peuplement récent hétérogène à San Pablo Oztotepec

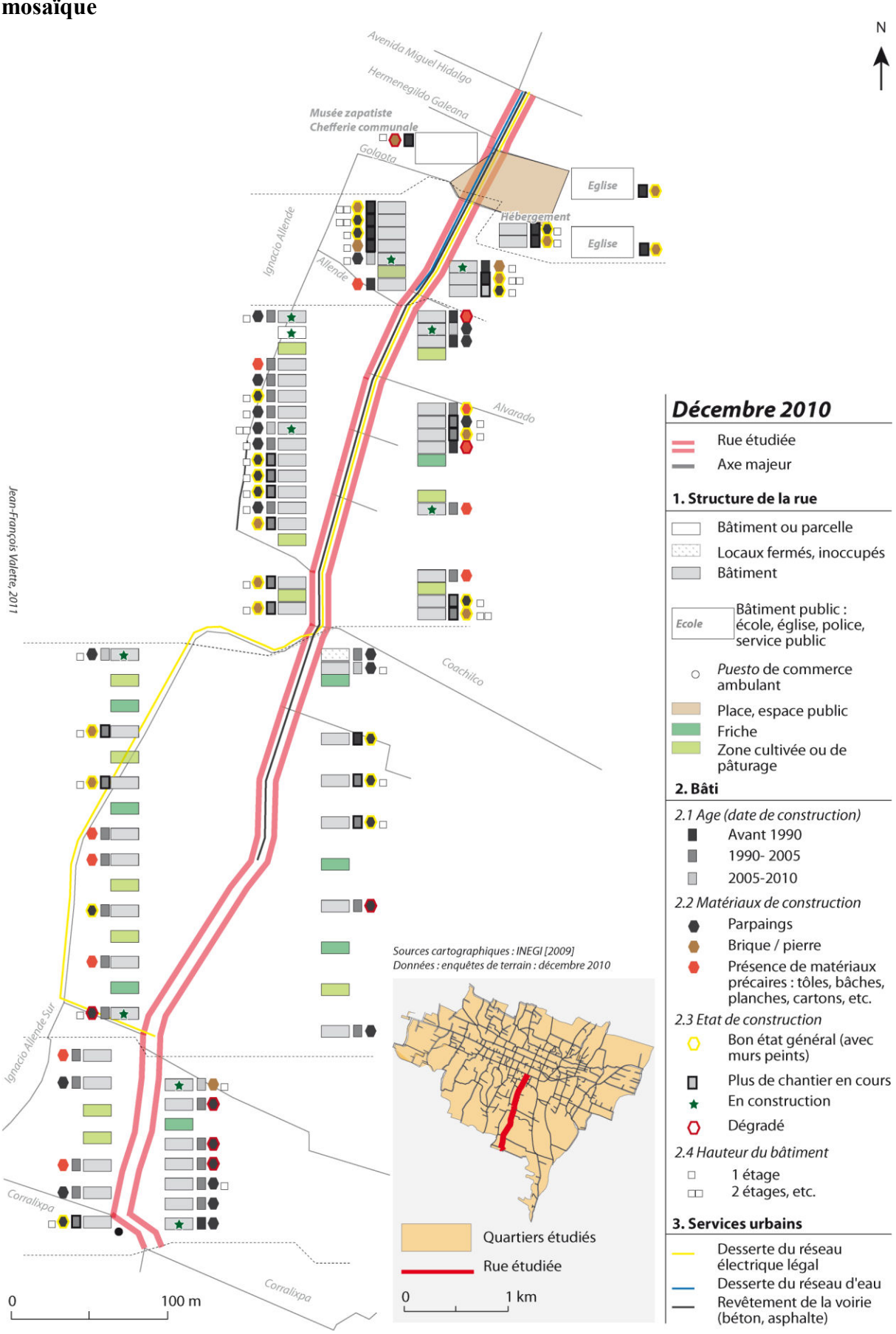
Contrairement à l'avenue Santa Maria à Cuautitlán, la section sud de la rue Hermenegildo Galeana à San Pablo Oztotepec renvoie nettement à un gradient de consolidation suivant l'ancienneté de l'urbanisation. On passe ainsi des zones densément peuplées aux constructions verticalisées et en bon état dans la proximité du centre villageois, à des constructions plus souvent précaires dans les *parajes* périphériques (carte 11.2). Toutefois dans le détail, la lecture se complique. Si le gradient est remarquable du côté occidental de la rue, on remarque une plus grande hétérogénéité du côté oriental, qui tient à l'alternance de constructions récentes en bon état et d'autres, dégradées, dans les zones denses au nord et lorsque le tissu urbain est plus lâche. Enfin, à l'extrême sud, les zones bâties il y a plus de 5 ans témoignent de degrés de consolidation très variables. Dans ce cas *milpaltense*, même si le lien entre densité, ancienneté des constructions et degrés de consolidation semble fort, les formes de la division sociale de l'espace résidentiel par le seul prisme de la morphologie du bâti renvoient tout de même à des micro-divisions et à des processus de peuplement hétérogènes.

Carte 11.1. Avenue Santa Maria, Cuautitlán : mosaïque de degrés de consolidation

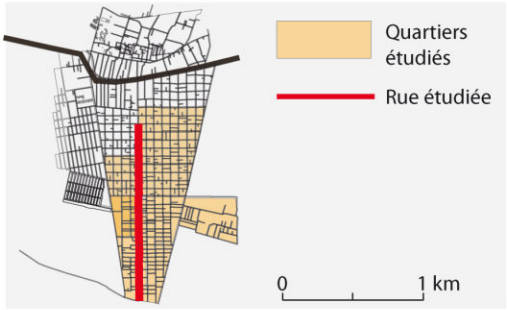


Sources cartographiques : INEGI [2009]
Données : enquêtes de terrain : décembre 2010
Jean-François Valette, 2011

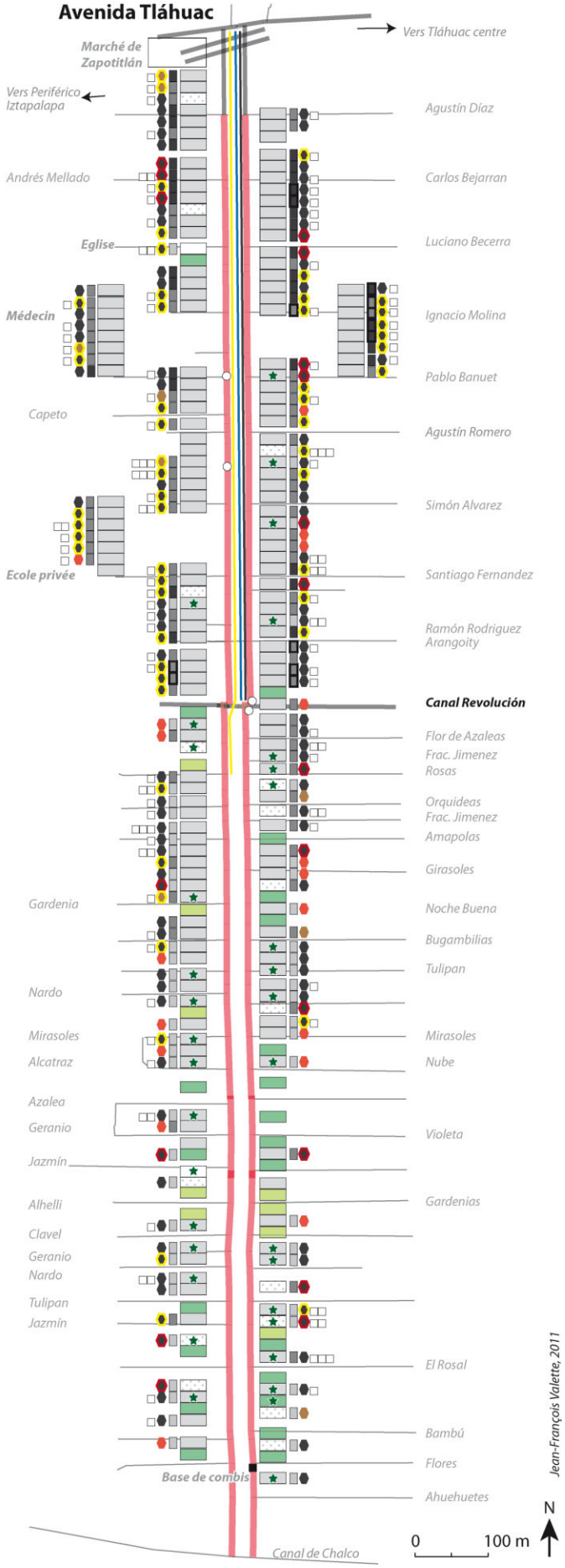
Carte 11.2. Rue Hermenegildo Galeana Sur à San Pablo Oztotepec : gradient et mosaïque



Carte 11.3. Rue Francisco Jiménez à Tláhuac : gradient et diversité



Sources cartographiques : INEGI [2009]
Données : enquêtes de terrain : décembre 2010



Décembre 2010

Rue étudiée
Axe majeur

1. Structure de la rue

Bâtiment ou parcelle
Locaux fermés, inoccupés
Bâtiment
Ecole — Bâtiment public : école, église, police, service public
Chapelle/ vierge
Puesto de commerce ambulant
Friche
Zone cultivée ou de pâturage

2. Bâti

2.1 Age (date de construction)
1970-1990
1990- 2005
2005-2010

2.2 Matériaux de construction
Parpaings
Brique
Présence de matériaux précaires : tôles, bâches, planches, cartons, etc.

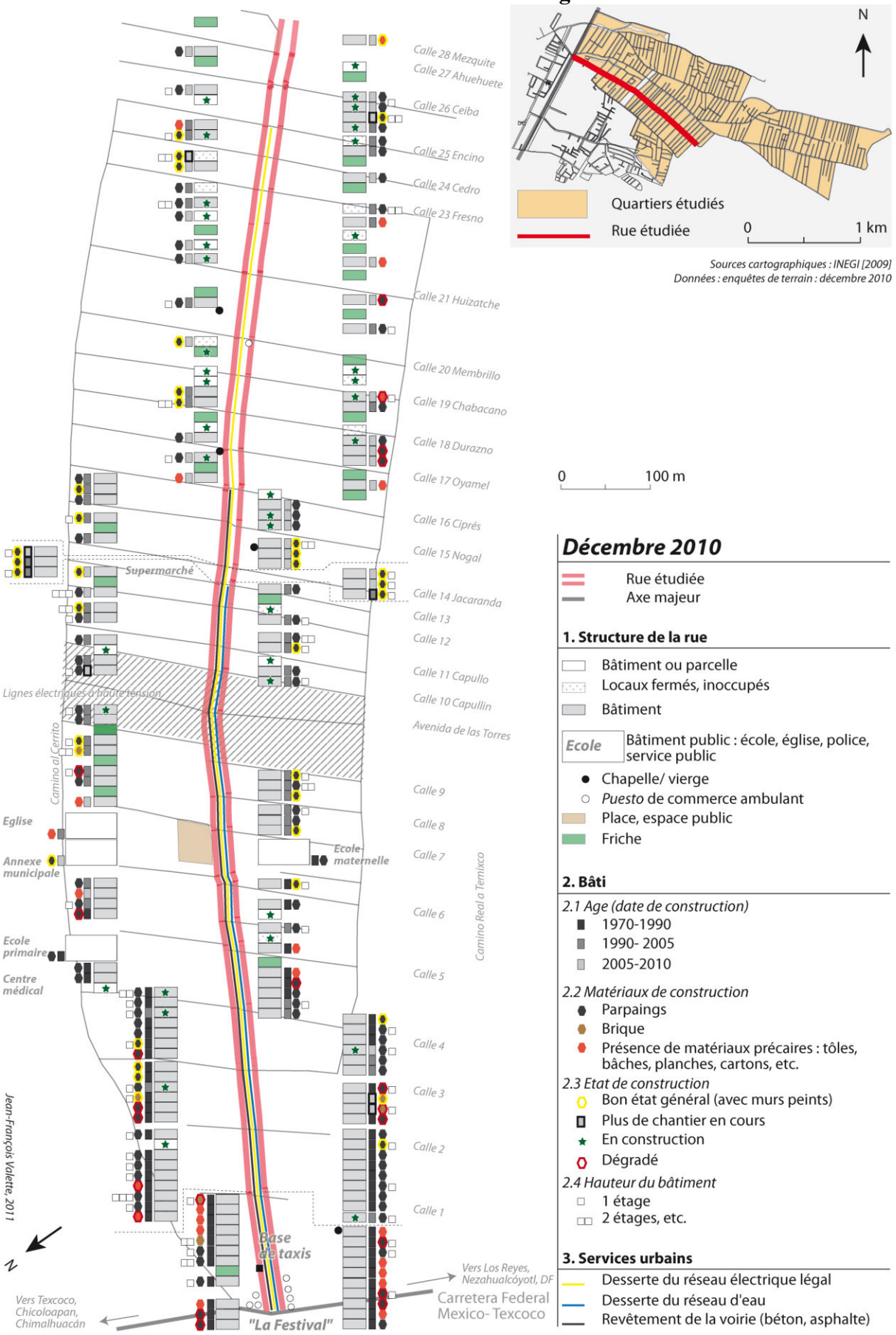
2.3 Etat de construction
Bon état général (avec murs peints)
Plus de chantier en cours
En construction
Dégradé

2.4 Hauteur du bâtiment
1 étage
2 étages, etc.

3. Services urbains

Desserte du réseau électrique légal
Desserte du réseau d'eau
Revêtement de la voirie (béton, asphalte)

Carte 11.4. Avenue Amado Nervo : centralités et hétérogénéité



Gradient de centralité et consolidation en périphérie à Tláhuac
On retrouve le long de la rue Francisco Jiménez à Zapotitlán à Tláhuac le gradient de consolidation nord-sud et la distinction forte entre les colonies La Conchita et Ampliación La Conchita, marquée par le Canal Revolución, où la connexion aux réseaux urbains (électricité, eau, voirie) s'arrête (carte 11.3). Au nord de cette ligne, la densité est très importante, mais également la diversité du bâti. Outre une verticalisation plus systématique, on observe une grande hétérogénéité des situations de consolidation et d'état des constructions. Si beaucoup de bâtiments sont achevés et en bon état, la présence de matériaux précaires ou d'édifices dégradés n'est pas anecdotique, renvoyant à une diversité importante de la composition socio-économique des résidents.
Pour autant, la colonie méridionale d'Ampliación n'est pas non plus homogène. Du côté occidental de la rue, au nord de la zone, des constructions élevées et en bon état, plus anciennes par rapport au reste de la colonie, existent également. Plus au sud, si beaucoup d'édifices sont encore en travaux en 2011, des bâtiments de plusieurs étages sont aussi sortis de terre. Là encore, les échelles de la division sociale de l'espace appréhendées au niveau de la parcelle expriment une diversification de la composition démographique de la colonie.

Émergence de centralités secondaires à La Paz
L'avenue Amado Nervo à Jorge Jiménez Cantú et à Lomas San Sebastián dans le municipe de La Paz renvoie au gradient de consolidation lié à l'ancienneté du peuplement le long de l'axe de pénétration du front urbain d'une part, à l'affirmation de la diversification des degrés de cette consolidation au sein des quartiers – associée ici à l'existence de centralités secondaires – d'autre part (carte 11.4). Comme dans les trois autres cas, la grande pluralité des configurations de consolidation morphologique témoigne de la diversité de la composition de la population résidente. Le lien reste fort entre l'ancienneté du peuplement et la densité, mais la verticalisation touche les constructions jusque dans les espaces les plus périphériques, en particulier autour des centralités secondaires précédemment soulignées, à proximité de la calle 14 et de la calle 23.
Un paradoxe semble même être éclairé : la plus grande densité de constructions réalisées partiellement avec des matériaux précaires – notamment des tôles et des bâches pour les toits – se retrouve du côté ouest de la rue, dans les zones les plus anciennes de Jorge Jiménez Cantú, à proximité de La Festival et de la jonction avec la route Mexico-Texcoco. Plus encore que dans les autres cas, on distingue des îlots entièrement consolidés, bien que de construction relativement récente : autour de l'école maternelle de Jorge Jiménez Cantú d'une part, au niveau des rues 13 et 14 d'autre part.

Les enjeux d'une meilleure compréhension de la grande diversité des configurations lisibles en 2010 et de celle des forces agissant sur les formes et les degrés de cette dynamique sont particulièrement importants. Les interprétations théoriques sur les formes et les degrés du processus trouvent le plus souvent leur fondement dans le suivi systématique de variables censitaires.

11.1.2. Suivre l'évolution de la division sociale de l'espace : approche quantitative

Les questionnements sur l'évolution systématique des formes de la division socio-spatiale rejoignent un champ de recherches déjà ancien à Mexico : des travaux fondateurs ont permis d'étoffer les réflexions sur les analyses menées à partir de données censitaires. La contextualisation menée au chapitre 4 permet d'établir le référentiel le plus récent pour 2010, mais c'est au final sur un panel de variables plus restreint que s'établira l'analyse de

l'évolution sur les vingt dernières années, en raison de limites imposées par la construction des recensements[8].

11.1.2.1. Les études sur l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico

Parmi les nombreux travaux effectués sur ces thématiques et appliqués à la ville de Mexico, on doit d'abord à R. M. Rubalcava et M. Schteingart une exploitation systématique des recensements de la population depuis 1950, pour qualifier l'espace résidentiel du point de vue des caractéristiques des populations résidentes et de l'habitat [1987 ; 2012]. Les auteures posent en particulier la question de la comparabilité des structures dans le temps, au regard de l'instabilité du maillage par les unités administratives de la ZMVM, ainsi qu'à celui du nombre et de la définition des variables utilisées pour différencier l'espace [2012, p. 61]. Même à un échelon plus agrégé que l'unité de base (*ageb*), la dimension temporelle pose problème : avec la création, agrégation ou modification du tracé des localités urbaines, la trajectoire de ces espaces semble difficilement appréhendable à un niveau plus fin que le l'échelon municipal.
Malgré les limites théoriques et méthodologiques mentionnées, R. M. Rubalcava et M. Schteingart soutiennent que les modèles conceptuels et les traitements statistiques permettent l'exercice de la comparaison. D'une part, les changements des unités spatiales sont relatifs à la croissance urbaine et non à un « changement de ville » [2012, p. 61]. D'autre part, les évolutions des variables sont au cœur de la définition du processus de consolidation. Ces travaux ont ainsi permis, entre autres, de mettre en évidence un trait essentiel de la différenciation de l'espace résidentiel de la ville à travers le processus de consolidation progressive des périphéries [Schteingart, 2001].

À l'échelon de l'*ageb*, l'analyse du suivi de la division sociale renvoie aux enjeux liés à l'augmentation ou au recul de la ségrégation dans l'espace urbain, appréhendée de manière quantitative au moyen des différents indices existants. M. Ariza et P. Solís [2009] mobilisent ainsi les résultats des recensements pour mettre en avant l'augmentation de la ségrégation sur la décennie 1990 et l'homogénéisation croissante des espaces des catégories supérieures dans trois métropoles mexicaines, dont Mexico. Par ailleurs, L. Sanchez Peña étudie également l'évolution de la séparation entre les strates socio-économiques de 1990 à 2005 à partir des revenus des ménages et des niveaux d'éducation : selon l'auteure, la ségrégation augmente notamment pour les strates supérieures [2012b]. Son analyse se base aussi sur une démarche comparative entre plusieurs métropoles mexicaines par un suivi des niveaux socio-économiques des ménages, des caractéristiques des logements et de la structure démographique – les deux premières dimensions contribuant particulièrement à creuser les écarts [2012a].
Par ailleurs, E. Duhau et A. Giglia [2008] proposent, toujours à l'échelon de l'*ageb*, une lecture croisée des types de peuplement résidentiels de 2000 – tels qu'élaborés par l'OCIM – avec la stratification socio-économique des populations résidentes – analysée en 1990 et en 2000 – : les auteurs valident, à l'échelle métropolitaine, le lien entre ces deux structures de l'espace résidentiel.

11.1.2.2. Comparer des typologies différentes à plusieurs dates ?

Afin de poursuivre l'analyse menée au chapitre 4 sur les formes de pauvreté – croisée avec les formes de peuplement –, il aurait été intéressant de décrire l'évolution des structures entre 1990, 2000 et 2010. Dans le cas mexicain, la mise en œuvre d'une telle méthode est *a*

[8] Cette limite est soulignée par les utilisateurs des recensements mexicains dans une perspective diachronique – cf. par exemple E. Duhau, A. Giglia [2008, p. 172] ou encore R. M. Rubalcava, M. Schteingart [2012, p. 31-32].

priori rendue impossible par un ensemble de différences structurelles dans les données disponibles aux trois dates. Certaines dimensions appréhendées par les indicateurs n'étaient pas rigoureusement identiques[9].
La démarche comparative d'ensembles de variables censitaires appréhendées simultanément pourrait s'appuyer sur les différents travaux menés à l'échelon des *agebs* pour 1990 [CONAPO, 1998 ; Rubalcava, Schteingart, 2000 ; 2012], pour 2000 [Duhau, Giglia, 2008 ; Tallet, Ribardière, 2010 ; Aguilar, Mateos, 2010 ; Rubalcava, Schteingart, 2012] ou encore 2005 [CONAPO, 2009 ; Mesclier *et al*, 2012 ; 2014], qu'il s'agisse de typologies englobantes, de stratifications socio-spatiales ou d'indices de marginalité. Or, si les images de la géographie sociale mises en évidence dans ces analyses coïncident avec celles observées en 2010 (chapitre 4) – sectorisation est-ouest, gradient centre-périphérie et gradients dans les centres secondaires –, la comparaison rigoureuse des formes et des degrés de la division sociale de l'espace reste impossible, au vu de la palette des différentes dimensions sociales, économiques, résidentielles et démographiques considérées dans chacun de ces travaux.

Quelques grandes tendances peuvent néanmoins être relevées. On remarque particulièrement la façon dont semblent se compacter les espaces résidentiels moins touchés par la pauvreté, tandis que le périurbain – notamment dans le nord de la ville – renvoie une image de plus en plus complexe depuis 1990. Le processus de consolidation des périphéries est également mis en avant par le rapprochement progressif vers les « profils moyens » des grands quartiers populaires de Nezahualcóyotl ou d'Iztapalapa.
À ces rapides comparaisons, on préférera d'une part, l'analyse de l'évolution de quelques variables terme à terme, date par date, à l'échelle locale, et d'autre part, une approche simultanée d'un ensemble limité de variables identiques en 1990, 2000 et 2010, afin d'affiner notre étude de la maturation urbaine.

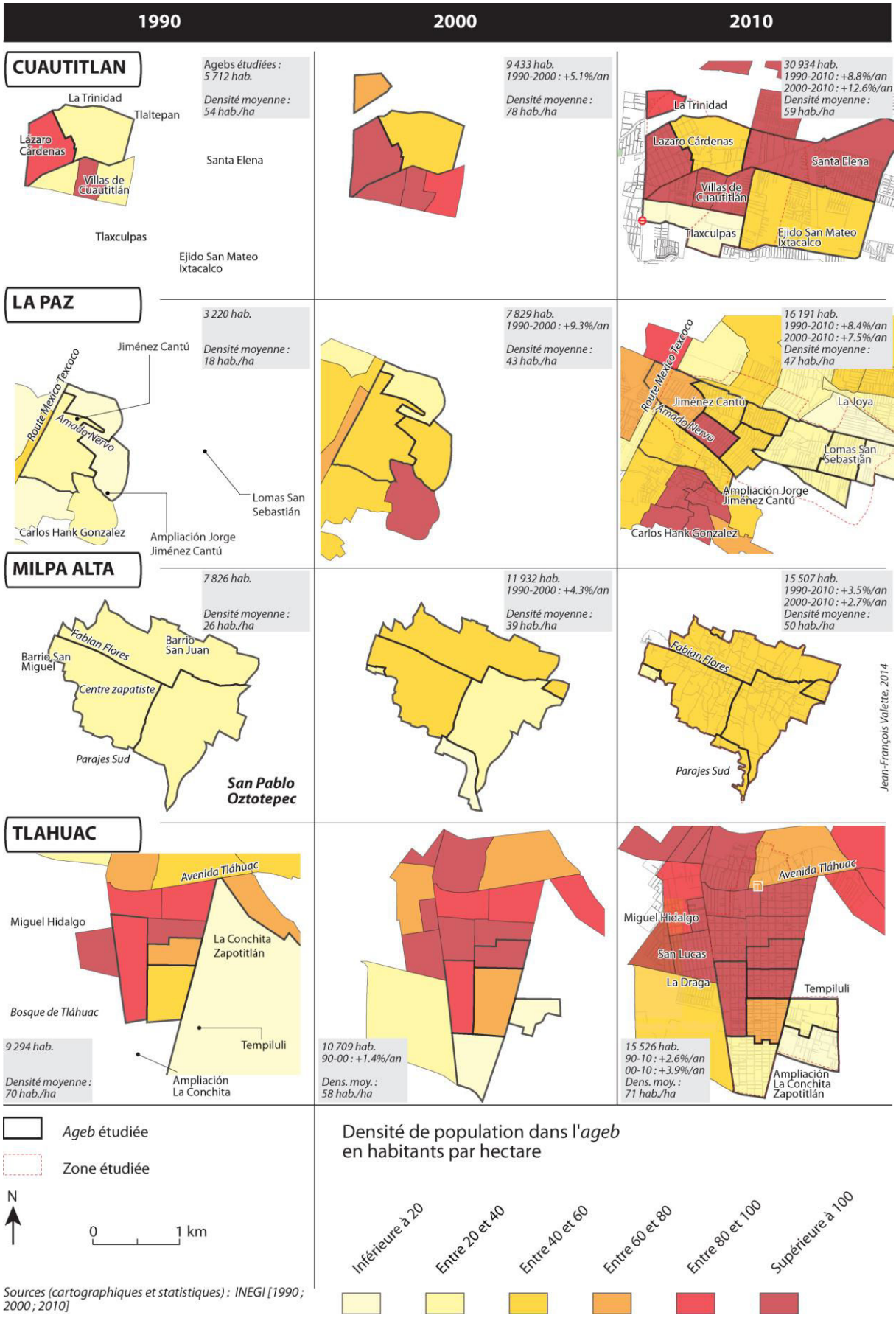
11.1.2.3. Exploration de l'évolution d'indicateurs socio-résidentiels dans quatre quartiers populaires périphériques sur 20 ans : densification et consolidation

Une approche de l'évolution de la division sociale de l'espace urbain, plus particulièrement dans les colonies populaires périphériques, peut partir de l'échelle locale, au plus près des individus et du ressenti des changements vécus par les résidents eux-mêmes. Pour cela, l'exploration diachronique de quelques variables relatives au contexte résidentiel, au niveau des quartiers étudiés dans cette thèse, permet d'interroger le processus de consolidation d'une manière plus systématique que précédemment (chapitres 7 à 10). Les paramètres disponibles dans les recensements depuis 1990 rendent possibles la lecture de la densification des quartiers d'une part, et celle de la connexion progressive aux réseaux urbains d'autre part.
Tout d'abord, on rappelle qu'entre 1990 et 2010, les quartiers étudiés, appréhendés à l'échelon de l'*ageb*, ont connu une très forte croissance démographique (encadré 2.2 ; carte 11.5). Sur l'ensemble des unités censitaires étudiées – dont les limites par rapport au travail empirique ont été évoquées (chapitre 2) –, on mesure une augmentation annuelle moyenne de 5,6 % sur la période, avec des valeurs très importantes (supérieures à 8 %/an) dans les cas *cuautitlanense* (où le poids des grands ensembles est important) et *pacense*.

Outre l'étalement urbain conséquent de cette croissance – qui se lit sur la carte 11.5 à travers l'apparition de nouvelles *agebs* au cours de la période –, c'est bien une densification des zones étudiées qui s'observe, caractéristique de la maturation de ces fronts pionniers urbains.

[9] Par exemple, les logements au sol en terre battue ne sont pris en compte qu'à partir de 2000 au niveau de l'*ageb* ; ou encore, la connexion à l'eau dans le logement est disponible en 1990 et en 2000, mais pas en 2010, date à laquelle sont pris en compte les logements connectés au réseau, que la connexion soit à l'intérieur ou à l'extérieur du logement.

Carte 11.5. Évolution des densités des *agebs* dans quatre quartiers périphériques entre 1990 et 2010



À Cuautitlán, la densification de la colonie Lázaro Cárdenas est palpable depuis 20 ans : la consolidation physique et la régularisation foncière du contexte ont permis le lotissement des terrains encore inoccupés au début de la période ; l'*ageb* occidentale – entièrement urbanisée – voit sa densité passer de 84 habitants par hectare en 1990 à plus de 112 en 2010. Plus à l'est, l'*ageb* contenant l'est de Lázaro Cárdenas, le village de Tlaltepan et un ensemble de terrains agricoles et sportifs, se densifie également sur la période, passant de 33 à 56 hab. /ha en vingt ans. Ailleurs, l'INEGI prend en compte progressivement l'urbanisation de la zone à partir de 2000 : l'*ageb* au nord de La Trinidad passe ainsi d'une densité de 61 hab. /ha en 2000 à 88 en 2010. Par ailleurs, en dehors des zones où les logements sociaux sont majoritaires, les *agebs* au sud de l'*ejido* San Mateo (Santa Maria) témoignent d'un peuplement croissant.
À La Paz, si la croissance urbaine, démographique et physique, paraît encore plus spectaculaire – notamment par l'étalement des zones urbanisées dans l'est de la zone –, la densification est aussi clairement lisible (carte 11.5). Le quartier de Carlos Hank Gonzalez plus au sud de la zone étudiée témoigne, grâce à un découpage en *agebs* légèrement plus stable dans le temps, de cette dynamique de croissance interne des lotissements : de 34 hab. /ha en 1990, la densité atteint 111 hab. /ha en 2000, et entre 125 et 150 hab. /ha en 2010. Au niveau des colonies Jorge Jiménez Cantú et Lomas San Sebastián, malgré les changements de découpage spatial entre les périodes, la dynamique est identique : les *agebs* les plus anciennement peuplées de la zone voient leur densité passer de moins de 30 hab. /ha en 1990 à près de 70 en 2010. Au sud de Lomas San Sebastián et à Ampliación Jorge Jiménez Cantú, on passe même de 11 en 1990 à 41 hab. /ha en 2000 et la densité est comprise entre 59 et 116 hab. /ha en 2010.
Dans le cas *milpaltense*, l'évolution est aussi notable, même si les vitesses sont moindres. Ainsi, sur la période, sur une surface qui n'augmente que très peu, la densité double. Malgré l'importance des dynamiques de verticalisation des résidences dans le centre du village, c'est le lotissement des zones périphériques qui contribue largement à cette densification.
Enfin, à Tláhuac, comme à La Paz, en plus de l'étalement des zones loties vers le sud, on observe nettement le processus de densification des espaces les plus anciennement urbanisés : le village de Santiago Zapotitlán voit sa densité doubler entre 1990 et 2010, passant de 60 à 127 hab. /ha. Plus au sud, avec la régularisation juridique et la consolidation de la colonie de La Conchita, le peuplement de la zone s'intensifie également : dans l'*ageb* étudiée la plus au nord de la zone, on passe de 77 à 143 hab. /ha en vingt ans. Mais les *agebs* les plus récemment urbanisées connaissent, elles aussi, un processus rapide de densification : à la limite entre le nord de la colonie Ampliación La Conchita et La Conchita, la densité augmente sensiblement. Le sud d'Ampliación et le nord de Tempiluli voient aussi leur densité tripler sur la dernière décennie, passant de valeurs autour de 10 hab. /ha en 2000 à une trentaine d'habitants à l'hectare dix ans plus tard.

Bien que la densité soit un indicateur relativement limité, dans l'examen des dynamiques démographiques, sa lecture permet néanmoins l'approche d'une tendance majeure dans les quartiers étudiés : les colonies populaires périphériques connaissent un processus de densification rapide, rejoignant en cela les observations empiriques précédemment menées à partir des transects urbains. En effet, les évolutions sont remarquables sur les vingt dernières années et elles interrogent les processus de consolidation et de connexion aux réseaux urbains, que nous approchons ici à travers quelques paramètres simples.
Entre 2000 et 2010, dans les quatre quartiers étudiés, le poids des logements particuliers habités dont le sol est en terre battue a largement diminué : de l'ordre de la moitié dans l'ensemble des *agebs* prises en compte aux deux dates. Des différences existent en revanche selon les terrains : si la diminution est très importante dans le cas *cuautitlanense* et encore

davantage pour les quartiers considérés dans le DF, la baisse est beaucoup plus contenue dans le cas de La Paz (seulement 2 %). Dans ce dernier cas, encore 9,2 % des logements ont un sol en terre battue en 2010, à peine moins que dix ans auparavant, témoignant d'une part, de la très forte croissance des logements neufs construits selon les modalités de production populaire, d'autre part, de la force moindre des dynamiques de consolidation par rapport à d'autres zones de la métropole.

L'électrification des logements paraît aussi en bonne voie entre 1990 et 2010. De manière générale, les logements particuliers habités sans connexion électrique, déjà minoritaires en 1990 (3,5 %), le sont encore davantage en 2010, quel que soit le terrain. Les progrès les plus importants sont enregistrés dans les *agebs* de La Paz, où l'on passe de 88 % à 96 % de logements électrifiés. C'est aussi dans ce terrain que les améliorations de connexion au réseau d'eau sont les plus sensibles durant la décennie précédente : de 2 % des logements particuliers habités disposant d'une adduction dans leur logement en 1990, on passe à plus de 20 % en 2000. Dans les *agebs* étudiées à Tláhuac, cette proportion de connexion au réseau d'eau passe de 26 à 45 % et plus généralement, de 32 à 41 % pour les logements compris dans l'ensemble des *agebs* étudiées en 1990 et 2000[10].

11.1.2.4. Limites méthodologiques et positionnement

Avec la publication du recensement de la population de 2010, on dispose d'une information statistique à l'échelon des *agebs* urbaines à trois dates : 1990, 2000 et 2010. Cette source autorise une lecture fine des formes spatiales ; elle comporte toutefois deux limites importantes.

D'une part, si l'existence d'un recensement de population régulier autorise *a priori* le suivi diachronique d'un grand nombre d'indicateurs, en réalité comme on vient de le voir, les questionnaires de l'INEGI et le traitement des réponses diffèrent sensiblement d'un recensement à l'autre et réduisent considérablement le nombre de variables comparables aux trois dates. Au final, notre étude repose ainsi sur quatre variables uniquement : deux relevant de la structure démographique, et deux autres, de l'accès à l'éducation. La possibilité d'intégrer d'autres indicateurs aurait permis de confirmer ou de nuancer les résultats. En particulier, il aurait été intéressant de considérer les différenciations socio-spatiales introduites par les niveaux de revenus. L. Sánchez Peña [2012b] montre comment, entre 1990 et 2005, les niveaux de ségrégation liés aux revenus ont augmenté – contrairement à ceux liés au niveau d'éducation, qui tendent à s'atténuer. Mais on rappelle ici que si des indicateurs relatifs aux revenus sont disponibles dans le *conteo* de 2005, ils sont en revanche absents du recensement de 2010 à l'échelon de l'*ageb.* Au final, ce choix, qui peut apparaître par défaut, permet pourtant de relever le défi d'une approche de la division socio-spatiale à partir de données systématiques sur un pas de temps de vingt ans. Il rend possible l'observation de deux dimensions essentielles de l'évolution sociodémographique de la population mexicaine, importantes dans l'analyse de la maturation des colonies populaires – car susceptibles de révéler la diversification de la composition démographique de ces espaces résidentiels – : le vieillissement de la population et la massification – relative nous le verrons – de l'accès aux diplômes.

D'autre part, on rappelle que la lecture que nous proposons repose sur le maillage en *agebs* urbaines. Ce travail sur des données agrégées exclut non seulement toute conclusion à un échelon individuel, mais comme tout découpage statistique, il impose des limites qui

[10] Pour un aperçu des ordres de grandeur, on peut préciser les stocks totaux de logements recensés sur lesquels sont calculées ces proportions : on comptait en 1990 : 1 460 logements dans les *agebs* étudiées à Milpa Alta, 1 128 à Cuautitlán, 1 778 à Tláhuac et 627 à La Paz ; en 2000, 2 579 à Milpa Alta, 1 963 à Cuautitlán, 2 459 à Tláhuac, 1 641 à La Paz ; et en 2010, 3 705 à Milpa Alta, 7 737 à Cuautitlán, 3 801 à Tláhuac et 3779 à La Paz.

déterminent l'interprétation et la portée des résultats [Grasland, Madelin, 2006 ; chapitre 4]. Toutefois, ce maillage infra-urbain, bien qu'éloigné de la définition que l'on pourrait attendre d'un quartier urbain, autorise le croisement des sources statistiques avec d'autres sources d'information – en l'occurrence, la typologie des formes de peuplement effectuée par l'OCIM.

11.2. Contexte métropolitain et suivi de l'évolution de la structure par âge et de l'accès à l'éducation depuis 1990

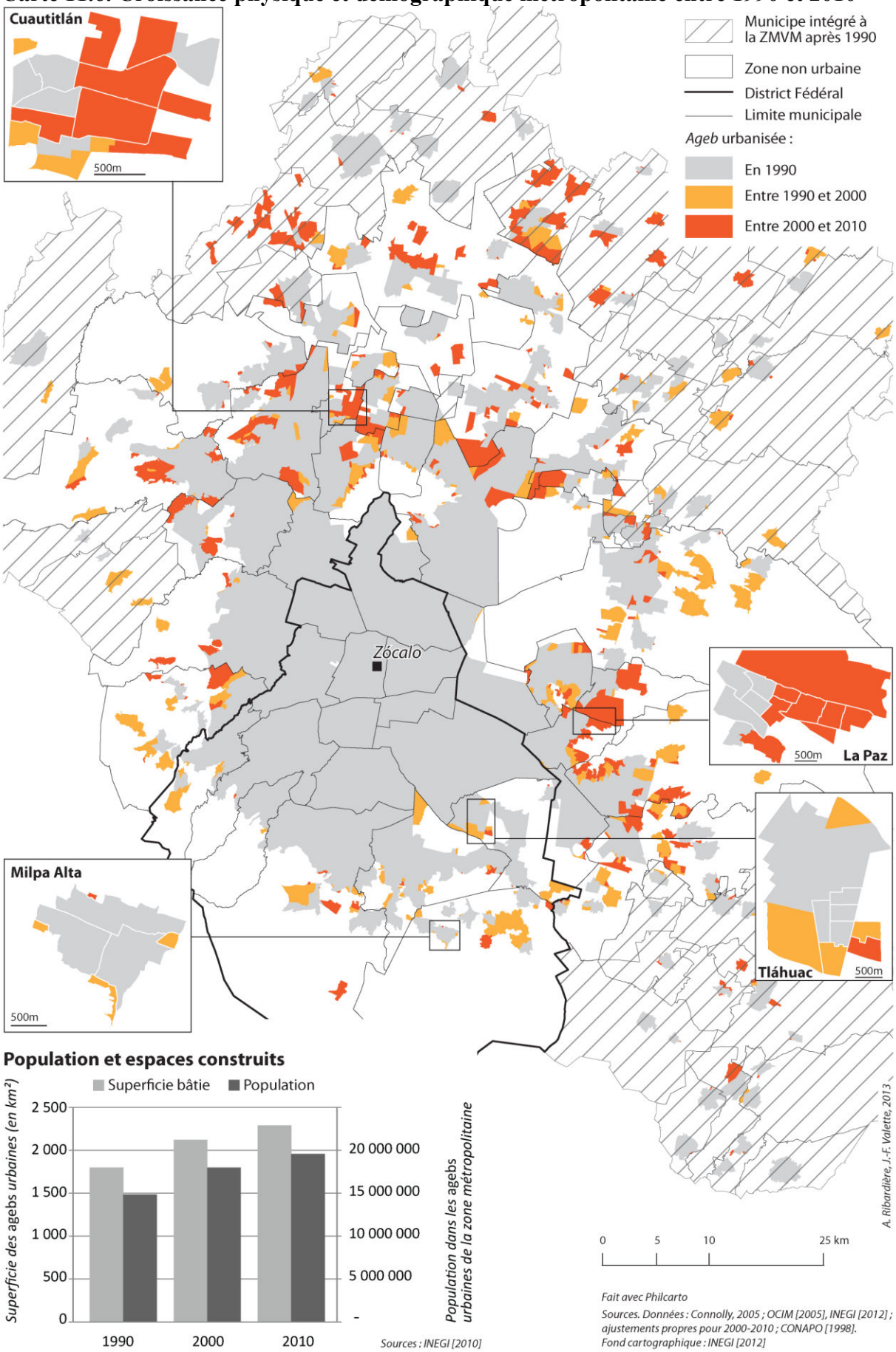
En 1990, les évènements majeurs en termes de croissance métropolitaine ont déjà eu lieu (chapitre 1). Néanmoins, les formes de la division sociale de l'espace et leur évolution depuis 20 ans sont à appréhender par rapport au contexte de croissance récente. Elles sont également affectées par des changements sociodémographiques structurels, dont le vieillissement démographique et l'accès à l'éducation constituent de bonnes illustrations.

La carte 11.6 rappelle l'étalement urbain au cours de la période 1990-2010, tel qu'on peut l'observer à l'échelon des *agebs*[11], notamment dans les quatre quartiers étudiés. En 1990, la zone métropolitaine comptait 15 millions d'habitants sur 1 800 km² d'espaces construits ; vingt ans plus tard, l'agglomération compte plus de 20 millions d'habitants répartis sur une superficie urbanisée aux alentours de 2 300 km²[12]. Croissance démographique et étalement urbain ont donc évolué à des rythmes proches et modérés[13], en particulier au cours de la période la plus récente. Comme nous l'avons vu dans les chapitres 1 et 5, la dynamique métropolitaine se trouve davantage marquée par une mobilité résidentielle interne que par la croissance démographique ou l'étalement physique.

Au cœur des contextes précédemment présentés, il s'agit désormais de comprendre les évolutions du point de vue des caractéristiques sociodémographiques de la population résidente. Cette approche nécessite de remobiliser la typologie des formes de peuplement urbain afin de porter un regard systématique sur les colonies populaires. Nous pourrons alors tester l'hypothèse de la diversité des trajectoires de maturation de ces espaces d'une part, souligner l'hétérogénéité sociale croissante de la population résidant dans ces contextes d'autre part.

[11] L'étalement urbain est ici appréhendé à partir de la cartographie métropolitaine des *agebs* urbaines de 2010.
[12] Ces estimations renvoient au total de la superficie des *agebs* urbaines de la ZMVM.
[13] Entre 1990 et 2010 dans la ZMVM, la population augmente en moyenne de 1,4 % chaque année (0,9 % entre 2000 et 2010). La superficie bâtie augmente par ailleurs de 1,2 % par an depuis 20 ans et de 0,8 % sur la dernière période (tableau 1.1).

Carte 11.6. Croissance physique et démographique métropolitaine entre 1990 et 2010



11.2.1. Formes de peuplement : nomenclature utilisée pour mesurer les évolutions

Pour approcher la question de l'évolution des formes de peuplement depuis vingt ans, nous mobilisons de nouveau la typologie effectuée dans le cadre de l'OCIM, décrivant à l'échelon des *agebs,* la zone métropolitaine en 1990 et en 2000 (annexe I.4.5).

La confrontation de la typologie proposée pour décrire la ZMVM en 2000 avec celle réalisée pour décrire la ville en 1990 d'une part, et l'actualisation pour 2010 d'autre part, ont été rendues possibles dans le cadre de ce travail au prix d'une simplification de la nomenclature. Par exemple, si la « ville centre » a pu être reconstituée en 1990, la distinction opérée entre lotissements résidentiels pour classes supérieures d'un côté et classes moyennes de l'autre repose en revanche sur des critères de revenus non disponibles en 2010. Comme précédemment (chapitre 2), les deux catégories définies en 2000 ont ainsi dû être agrégées.
De manière générale pourtant, l'actualisation pour 2010 a ici été effectuée en conservant un niveau de détail plus important que celui adopté lors de la démarche précédente dans les chapitres 2 et 4. En effet, l'objectif de présentation du contexte visait à mettre en lumière les caractéristiques spécifiques des colonies populaires dans un sens large, afin de distinguer ce type du peuplement du reste de la ville. Dans ce chapitre, nous conservons d'un côté ce niveau d'analyse – en mobilisant le type « colonie populaire au sens large » –, mais nous nous efforçons d'un autre côté de présenter une grille plus fine au sein de cette grande catégorie – rassemblant, on le rappelle, plus des trois cinquièmes des *agebs*, des logements et de la population de la ZMVM en 2000 et en 2010 (tableau 2.1).
Désormais, à ce niveau de l'analyse, l'objectif est de suivre le plus précisément possible l'évolution des caractéristiques des formes de peuplement à trois dates différentes : on observe ainsi les différenciations « intra-colonies populaires », autant que leur spécificité par rapport au reste de la ville. Pour cela, les sous-ensembles distingués dans la typologie de l'OCIM de 2005 ont été remobilisés. Les « colonies populaires » au sens large sont alors ventilées en trois catégories : anciens centres villageois, colonies populaires dans un sens restreint[14] et villages non conurbés (tableau 11.1).

Les opérations d'harmonisation et d'actualisation, indispensables pour le suivi diachronique, limitent encore la portée des typologies : elles conservent sans aucun doute un intérêt pour comparer l'évolution relative des types de peuplement, mais il convient d'interpréter avec précaution la qualification d'une *ageb* en particulier. Autrement dit, les différents types doivent être suivis en 1990, 2000 et 2010 à l'échelle agrégée des catégories et moins à celle de l'unité *ageb*[15] (annexe I.4.5).
À l'échelle de l'ensemble de la ZMVM, il s'agit d'analyser pour chaque type de peuplement les trajectoires des sous-ensembles par rapport au reste de la ville et de mettre en lumière les différenciations lisibles à cette échelle. Par ailleurs, une attention spécifique doit être portée sur les évolutions des colonies populaires au sens large : il s'agit alors de présenter cette

[14] Par souci de clarté, la distinction entre la catégorie des colonies populaires au sens large précédemment utilisée et celle des colonies populaires dans un sens restreint – celui de l'OCIM [2005] – sera systématiquement mentionnée.
[15] La projection des types de peuplement de 2000 sur les structures de 1990 et de 2010 permet l'exploration du suivi diachronique de ces catégories et prend sens à l'échelle de l'agglomération. En revanche, l'exploration spatiale précise de ces catégories (comme présentée sur la carte I.4.2) ne prend pas le même sens. En effet, à un échelon plus fin, sans connaissances de terrain complémentaires, la typologie projetée renvoie à des incertitudes quant aux délimitations exactes des unités géographiques étudiées. Entre les trois dates, les *agebs* diffèrent dans leur nombre, leur taille, leur poids et leur découpage, obérant la possibilité de suivre avec une précision suffisante les trajectoires exactes des lieux à l'échelle de l'agglomération.

grande catégorie dans sa diversité – avec le détail permis par les sous-catégories – et dans sa spécificité au regard des autres types de peuplement.

Au total, les *agebs* urbaines peuvent être différenciées en 8 grands types de peuplement comparables en 1990, 2000 et 2010, dont 7 renvoient directement à une forme d'espace résidentiel (tableau 11.1, figure 11.1, annexe I.4.5)[16].

Tableau 11.1. Les sept types de peuplement retenus pour la comparaison aux trois dates

Grand type de peuplement	*Type de peuplement identifié par l'OCIM en 2000*	Caractéristiques
Ville coloniale	*Ville coloniale*	Centre historique : zones urbanisées en 1793.
« Ville centre »	*Ville centre*	Expansion de la ville centrale entre 1800 et 1929.
Anciens centres villageois	*Centres villageois principaux intégrés au tissu urbain*	Centres villageois, littéralement *cascos* (centre-ville) existant avant 1929, aujourd'hui intégrés au tissu urbain.
Colonies populaires*	*Colonias populares*	Zones résidentielles construites de manière irrégulière et progressive. L'occupation précède l'arrivée des services. La définition ne dépend pas de la situation actuelle et recouvre ainsi une grande hétérogénéité morphologique, sociale et juridique.
	Villages périphériques intégrés au tissu urbain	Villages périphériques qui se sont développés après 1929 et qui sont aujourd'hui intégrés au tissu urbain. La production de logements est généralement opérée de manière irrégulière et progressive.
Villages non conurbés	*Villages périphériques non intégrés au tissu urbain*	Espaces urbanisés dans des localités de plus de 2 500 habitants des municipalités formant la ZMVM en 2000, mais qui ne sont pas contigües à la conurbation. L'urbanisation de ces zones renvoie majoritairement à des processus irréguliers.
Grands ensembles	*« Ensembles de logements »*	Zones urbanisées par des constructions sérielles de logements collectifs ou individuels financées partiellement ou totalement par les programmes publics d'aide au logement.
Lotissements résidentiels pour catégories moyennes et supérieures	*Lotissements résidentiels pour classes moyennes*	Lotissements légaux et disposant des infrastructures urbaines, liés à la promotion privée (sur commande ou capitaliste) à destination des catégories moyennes et supérieures (foyers dont les revenus mensuels sont compris entre 15 et 30 salaires minimums en 2000).
	Lotissements résidentiels pour classes supérieures	Lotissements légaux dotés des infrastructures urbaines et liés à la promotion privée, destinés aux catégories supérieures dont les revenus sont supérieurs à 30 fois le salaire minimum de 2000. La taille des terrains y est supérieure à 500 m².
Espaces à dominante non résidentielle	*Espaces à usage principal non résidentiel, non résidentiels, non urbanisés*	

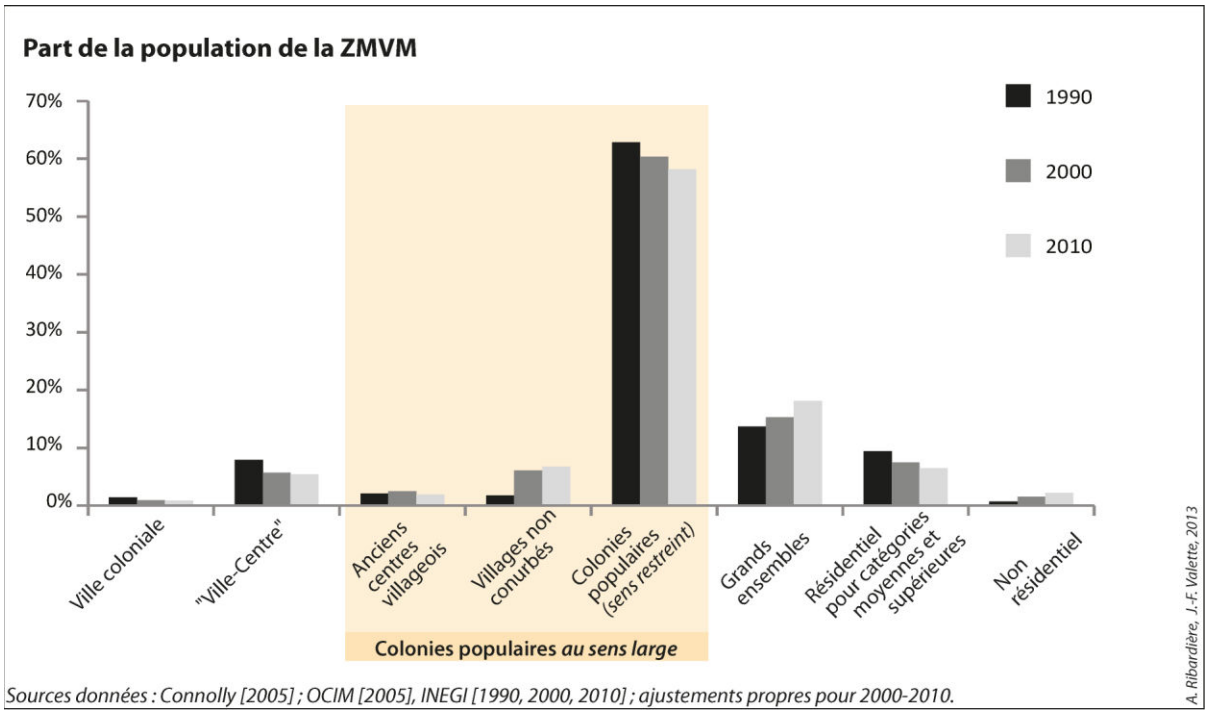
** Dans un sens restreint*
En grisé, les colonies populaires entendues dans un sens large (cf. chapitres 2 et 4).
Sources : définitions des types de peuplement en 2000, voir annexe I.4 et P. Connolly [2005].

On retrouve les tendances de l'évolution des types de peuplement présentée au chapitre 2 pour la dernière décennie (figure 11.1). En 2010, 58 % de la population réside dans des *agebs* classées comme « colonie populaire » au sens restreint de l'OCIM, près de 7 % dans des villages non intégrés à la conurbation et moins de 2 % dans des anciens centres villageois.

[16] Notre analyse a uniquement porté sur les *agebs* où le nombre d'habitants était supérieur ou égal à 10. La démarche diffère de celles menées au chapitre 2 – où les résultats étaient présentés pour l'ensemble des *agebs* urbaines de la ZMVM – et au chapitre 4 – où étaient exclus les *agebs* avec moins de 10 logements habités. Les variables utilisées dans ce chapitre ne portant pas sur des caractéristiques socio-résidentielles, le nombre de logements n'a pas été pris en compte. Nous avons ainsi analysé 3 315 *agebs* en 1990, 4 944 en 2000 et 5 590 en 2010 (voir annexe III.5).

Ainsi, la proportion de résidents en colonie populaire au sens large s'élève à plus des deux tiers (67 %) – soit 13 millions d'habitants – si l'on réunit tous ces types de peuplement caractérisés par l'irrégularité initiale dominante et le caractère progressif des constructions et équipements, à savoir les « colonies populaires », les anciens centres villageois et les villages non conurbés. Ces espaces constituent essentiellement le type de peuplement de la périphérie malgré un déclin relatif amorcé depuis 20 ans.
Sur la période, le déclin relatif est d'ailleurs globalement observable pour tous les types de peuplement, à l'exception des grands ensembles. Le suivi diachronique de cette dernière catégorie restitue bien l'ampleur des programmes immobiliers : il réunit à peine 14 % de la population en 1990 et plus de 18 % en 2010 – soit plus de 3,5 millions de personnes.

Figure 11.1. Évolution des poids démographiques des types de peuplement entre 1990 et 2010



Au contraire, le poids de certains types de peuplement décroit sur la période, en valeur relative et absolue (tableau III.5.1 en annexe III.5). La ville coloniale perd plus de 35 000 habitants entre 1990 et 2010 ; la « ville centre » en perd près de 100 000 entre 1990 et 2000, mais une timide reprise entre 2000 et 2010 s'amorce, témoignant des effets de politiques de repeuplement du centre et du péricentre. Le poids des zones résidentielles pour classes moyennes et aisées diminue également entre 1990 et 2010, en valeur absolue et relative. Au final, la croissance démographique de la ville a donc été essentiellement absorbée par les formes de peuplement caractéristiques des espaces périphériques : grands ensembles, colonies populaires (sens restreint) et villages non conurbés.

11.2.2. Évolutions de la structure par âge et de l'accès à l'éducation

L'évolution de la structure par âge de la population et la massification de l'accès aux diplômes sont des marqueurs forts de l'évolution sociodémographique de Mexico – et du Mexique en général. L'inégale répartition de ces indicateurs dans l'espace renvoie à des hypothèses qu'il s'agit ici d'expliciter. Aux trois dates, il est ainsi possible d'observer la part

des moins de 15 ans, celles des 65 ans ou plus, des diplômés et des analphabètes, à l'échelle de la métropole d'une part, des colonies populaires au sens large d'autre part (tableau 11.2). D'une manière générale depuis 20 ans, un vieillissement de la population se dessine, ainsi qu'un meilleur accès aux diplômes.

Tableau 11.2. Évolution des quatre indicateurs sociodémographiques entre 1990 et 2010 dans la ZMVM et dans l'ensemble des colonies populaires de Mexico

	1990		2000		2010	
	ZMVM	*Colonies populaires (sens large)*	**ZMVM**	*Colonies populaires (sens large)*	**ZMVM**	*Colonies populaires (sens large)*
Moins de 15 ans *Part de la population de 0 à 14 ans dans la population totale, en %*	**33,1**	*36,1*	**28,2**	*30,9*	**27,0**	*28,5*
65 ans et plus *Part de la population de 65 ans et plus dans la population totale, en %*	**4,1**	*3,2*	**4,7**	*3,9*	**6,4**	*5,5*
Diplômés *Part de la population de 18 ans et plus dont le niveau de scolarité est équivalent ou supérieur à une* preparatoria *ou un* bachillerato *(niveau d'éducation* pos básica *ou supérieure), en %*	**37,3**	*28,3*	**38,8**	*29,8*	**47,3**	*38,3*
Analphabètes *Part de la population de 15 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire, en %*	**5,0**	*6,3*	**4,1**	*5,0*	**2,7**	*3,5*

Valeurs moyennes pour les *agebs* urbaines.

A. Ribardière, JF Valette, 2013. Sources : INEGI [1990 ; 2000 ; 2010].

11.2.2.1. Vieillissement de la métropole et des colonies populaires

Le vieillissement de la population procède classiquement d'un double mouvement démographique, à savoir l'augmentation de l'espérance de vie, continue depuis les années 1920, et la diminution de la fécondité, amorcée au Mexique au cours des années 1970[17]. Ce double mouvement se traduit dans la diminution du poids des moins de 15 ans, en valeur absolue et relative. Dans le cas mexicain, ces dynamiques démographiques, correspondant à la dernière phase de la transition démographique, sont encore renforcées par le déficit migratoire du pays[18]. Ces tendances annoncent des enjeux sanitaires et sociaux cruciaux, portant en particulier sur la structure de la population active et les systèmes de santé et de sécurité sociale, d'autant plus aigus au regard de la part importante du secteur informel dans le marché du travail[19].

En 2010, les 65 ans et plus représentent 6,4 % de la population urbaine dans la ZMVM (tableau 11.2) et les moins de 15 ans, un peu plus du quart. Dans les *agebs* catégorisées « colonies populaires » au sens large, on note une proportion légèrement inférieure des populations plus âgées. Ces valeurs sont proches de la moyenne nationale[20]. Toutefois, la position de Mexico est originale à la fois parce qu'elle est caractérisée par les niveaux de

[17] Pour un cadrage général des évolutions démographiques, voir les publications de la CONAPO, *La situación demográfica de México*, en particulier V. Partida Bush [2004] et R. Ham Chande [2011].
[18] Voir note 60 du chapitre 8, p. 517.
[19] Pour une mise en perspective internationale des enjeux liés au vieillissement de la population mexicaine, voir S.A. Nyce et S.J. Schieber [2005].
[20] En 2010, selon l'INEGI, 29,3 % de la population mexicaine avait moins de 15 ans et 6,3 % en avait 65 et plus.

représentation les plus élevés et par l'ampleur des contrastes intra-urbains. Le coefficient de variation (CV) pour la part des 65 ans et plus sur l'ensemble des *agebs* de la ZMVM affiche une valeur élevée : 0,68 en 2010. Les disparités entre *agebs* sont nettement plus faibles relativement à la part des moins de 15 ans – CV de 0,23[21].
La répartition du poids des 65 ans et plus dans la population totale différencie l'espace métropolitain selon un gradient remarquable, opposant un centre vieillissant et des périphéries toujours jeunes – ce gradient s'estompant cependant à l'approche des marges urbaines, dans lesquelles on retrouve des niveaux équivalents à ceux observés dans le péricentre. La répartition du poids des moins de 15 ans offre un gradient inversé, incluant cette fois les marges urbaines. Plusieurs facteurs expliquent ces formes de répartitions spatiales, parmi lesquels on retient la mobilité résidentielle des jeunes couples avec enfants, et le vieillissement « sur place » des populations, à l'origine des concentrations de personnes âgées dans les centres urbains (chapitres 5 et 7). Reste à savoir si le mouvement général de vieillissement de la population a infléchi ce modèle d'une part et si les différents types de peuplement l'ont enregistré à des rythmes équivalents, toutes choses égales quant à leur situation dans la métropole, d'autre part.

11.2.2.2. Élargissement de l'accès à l'éducation

Les effets des politiques éducatives menées en direction du primaire et du secondaire, mais également au-delà du niveau « basique »[22], sont patents à Mexico. À l'échelle de l'ensemble de la ville ou à celle des colonies populaires, les progrès sont nets depuis 20 ans, notamment dans la dernière décennie où la part des diplômés augmente de 10 points de pourcentage. En 2010, plus de 47 % des 18 ans et plus ont terminé des études de *preparatoria* ou de *bachillerato* – ou d'un niveau supérieur –, tandis que moins de 3 % de la population de 15 ans et plus est analphabète. L'écart entre la capitale et la moyenne nationale est ici important : la part des analphabètes s'élève encore à presque 7 % à l'échelle du pays[23].

Dans tous les cas, les valeurs moyennes cachent de fortes disparités. Tout d'abord, la diffusion de l'accès aux études « post basiques » et supérieures, amorcée depuis le programme de modernisation éducative des années 1960[24], a principalement bénéficié aux tranches de populations les plus jeunes. De même, la réduction de l'analphabétisme, effective dans la ville de Mexico, accompagne l'augmentation du niveau de scolarité, mais doit également être interprétée au regard des structures démographiques : ce sont dans les tranches d'âge les plus jeunes que les taux observés sont les plus faibles. Au-delà de ces tendances structurelles, les disparités dans l'accès aux diplômes peuvent se lire du point de vue des inégalités ethniques, de genre [Pérez-Baldeón, 2012] et plus globalement sociales. Comme l'indique S. Didou Aupetit, « *l'augmentation relative des taux d'accès à l'enseignement supérieur au Mexique (25,2 % en 2006) repose, de manière traditionnelle, sur le recrutement de jeunes appartenant à une petite classe moyenne urbanisée, et n'est que dans une faible mesure liée à la lutte*

[21] Pour les *agebs* catégorisées « colonies populaires » au sens large, le différentiel est le même entre les deux variables en 2010, malgré des disparités légèrement moins fortes : un CV de 0,54 pour les 65 ans et plus et de 0,18 pour les moins de 15 ans.
[22] Voir note 26 du chapitre 4 p. 239 et encadré II.1.1 en annexe II.1.
[23] Elle peut atteindre 20 % de la même tranche d'âge dans les États du Chiapas, du Guerrero ou d'Oaxaca.
[24] Alors que la SEP (Secrétariat d'Éducation Publique) est fondée en 1921, ce n'est qu'en 1958 qu'est lancé un vaste plan de décentralisation des politiques éducatives afin d'obtenir une meilleure couverture nationale et un système plus efficace. En 1992-1993, cet effort est poursuivi avec la fédéralisation des compétences éducatives, afin d'obtenir de meilleurs résultats au niveau basique [INEE, 2006]. En 2013, le dernier grand projet de réforme de l'éducation, initié par le Président E. Peña Nieto, comptait avec un nouveau système d'évaluation des enseignants et a provoqué un mouvement social de grande ampleur dans tout le pays.

contre l'exclusion » [2011, p. 21]. Malgré sa diffusion, l'accès aux diplômes apparaît ainsi rester un indicateur pertinent pour appréhender les stratifications sociales. Les disparités qu'il introduit entre l'ensemble des *agebs* de la ZMVM restent non négligeables : CV de 0,42 en 2010 (0,38 pour les colonies populaires au sens large)

Les valeurs enregistrées pour la part des analphabètes dans la population de la ZMVM sont faibles. De plus, sur la période, les valeurs de cet indicateur dans la zone métropolitaine, et particulièrement dans les colonies populaires, sont quasiment divisées par 2. Il nous a semblé toutefois intéressant de retenir cet indicateur parce qu'il différencie très fortement l'espace urbain. C'est l'indicateur le plus discriminant des quatre observés à l'échelle de la métropole (CV de 0,88 en 2010). Au niveau des *agebs* classées en colonies populaires au sens large, les variations sont moindres, mais restent élevées en 2010 (CV de 0,64). En outre, il constitue une dimension de la pauvreté telle qu'elle a pu être abordée de manière multidimensionnelle dans le chapitre 4 [Benítez, 2008][25].

Les quatre indicateurs retenus permettent ainsi d'observer deux grandes dimensions de la division de l'espace résidentiel : l'une liée au cycle de vie, qui renvoie aux modèles radioconcentriques formulés dans le cadre de l'École de Chicago ; et l'autre, qui renvoie davantage aux modèles sectoriels, liée aux différenciations socio-économiques. Au sein des colonies populaires, la première dimension permet ainsi de tester l'hypothèse du vieillissement de la population résidente du front pionnier urbain, ou au contraire celle de son renouvellement. La seconde dimension permet également de questionner le meilleur accès à la ville à travers l'intégration au système éducatif basique et supérieur pour les populations résidentes.

11.2.3. L'âge et l'éducation, marqueurs des divisions socio-spatiales en 2010

La confrontation des quatre variables retenues va permettre de retrouver en 2010 les grandes lignes de la division sociale de l'espace résidentiel mises en évidence précédemment au sujet de la pauvreté. La prise en compte simultanée des quatre indicateurs, au moyen d'une analyse en composantes principales (ACP) fait apparaître une composante majeure de différenciation, qui résume à elle seule plus des deux tiers des disparités observées en 2010 entre les 5 590 *agebs* considérées[26]. Les covariations spatiales des indicateurs permettent d'opposer deux types extrêmes. D'un côté, on retrouve les *agebs* où les moins de 15 ans et, dans une moindre mesure, les 15 ans et plus analphabètes sont surreprésentés. De l'autre côté sont réunies les *agebs* où ce sont les diplômés et, dans une moindre mesure, les 65 ans et plus, qui se trouvent surreprésentés[27]. Entre ces deux extrêmes, on trouve les *ageb*s proches du profil moyen et de la structure décrite pour l'ensemble de la zone métropolitaine.
La représentation cartographique des coordonnées des *agebs* sur cette première composante (carte 11.7) laisse apparaître le gradient centre-périphérie, isolant les marges urbaines, intégrant les colonies populaires anciennement consolidées (Nezahualcóyotl) à la ceinture périurbaine proche du profil moyen, et faisant nettement ressortir les contextes résidentiels les

[25] On rappelle également que cet indicateur est systématiquement intégré dans les indices de marginalité sociale du CONAPO (chapitres 2 et 4).
[26] Les résultats précis sont présentés en annexe III.5.3.
[27] Le premier axe de l'ACP prend en compte près de 69 % de la variance totale. Les quatre variables sont fortement corrélées à ce premier facteur : pour la proportion de moins de 15 ans, le coefficient de corrélation est de -0,87 ; -0,75 pour les analphabètes ; 0,78 pour les 65 ans et plus ; 0,90 pour les diplômés. La part de l'information restituée par les axes suivants est beaucoup plus faible : l'axe 2 explique 19 % de la variance, l'axe 3, 7 %, et l'axe 4, 5 %.

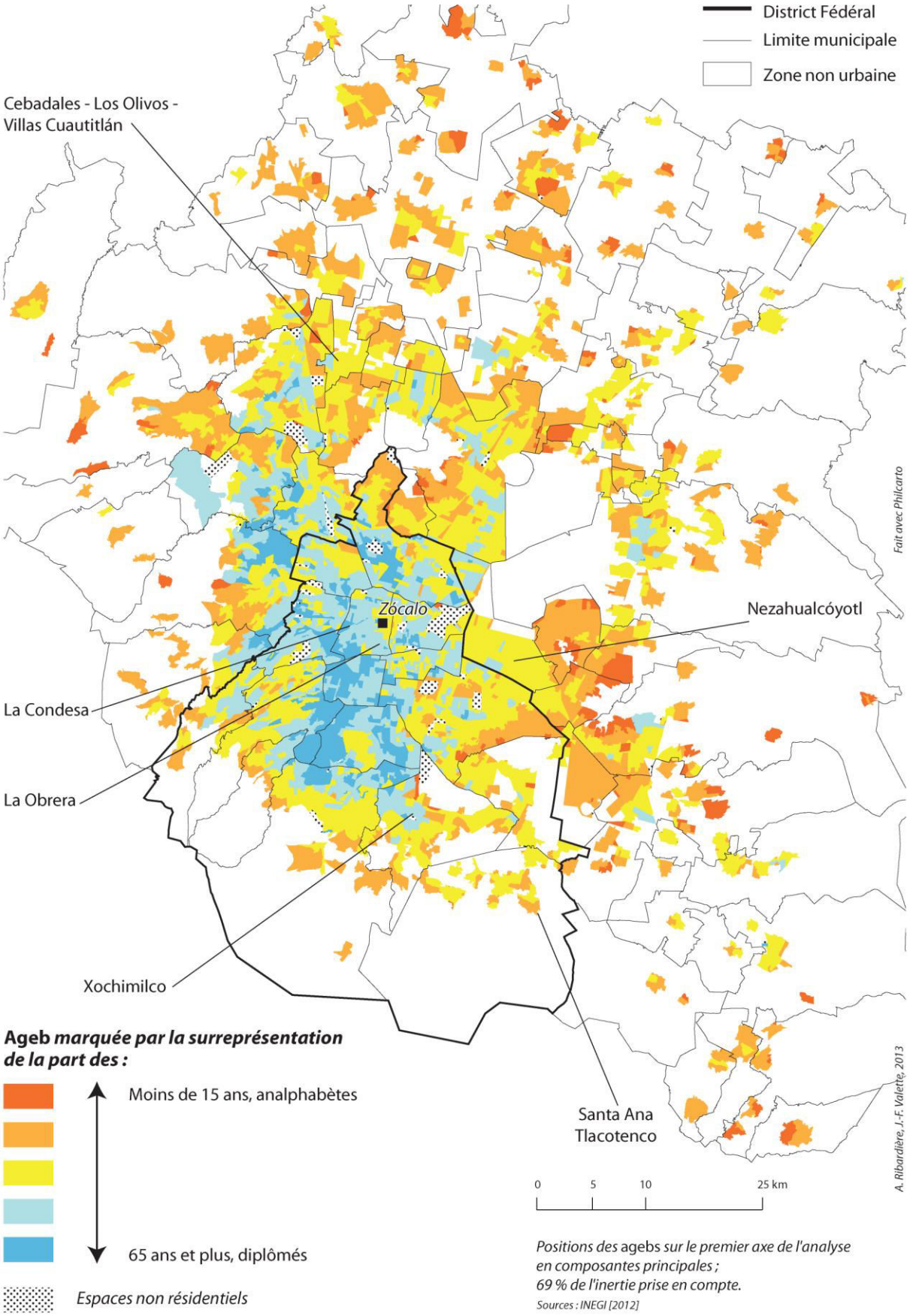
plus favorisés du sud et de l'ouest. En 2010, la ville historique quant à elle n'appartient pas à cet espace marqué par la surreprésentation des diplômés et des 65 ans et plus, mais apparait davantage à l'image du profil moyen de l'agglomération.

La même analyse peut être réalisée sur le filtre spécifique des *agebs* classées en colonies populaires au sens large. Les structures de différenciations étant identiques, il est possible de remobiliser les mêmes résultats, en isolant les colonies populaires du reste des *agebs* urbaines (carte 11.8)[28]. La prise en compte simultanée des quatre variables permet de retrouver le gradient centre-périphérie précédemment mis au jour ; en revanche, en dehors des grandes zones *a priori* homogènes de Chimalhuacán, La Paz, Valle de Chalco à l'est de la ville, l'opposition sectorielle n'apparaît plus aussi nettement. La division sociale de l'espace au sein des colonies populaires permet de souligner la force du lien entre l'ancienneté de l'urbanisation et la structuration des variables sociodémographiques des populations résidentes.
On retrouve aussi de manière très nette les différenciations spatiales déjà approchées entre, et à l'intérieur, de nos terrains d'étude du point de vue des formes de la pauvreté (chapitre 4). En effet, les « contextes hérités » (voir 4.5) sont globalement plus proches du profil moyen, à Cuautitlán et Milpa Alta, tandis que les « fronts pionniers urbains » – à Tláhuac et à La Paz – renvoient à des contextes plus marqués par des surreprésentations de variables classiquement associées à la précarité des populations résidentes. En outre, les gradients se retrouvent à l'échelle locale. Dans trois des quatre terrains d'étude – le cas *cuautitlanense* étant particulier du fait du maillage en *agebs* –, on observe une surreprésentation des moins de 15 ans et des analphabètes dans les zones les plus périphériques, renvoyant aux zones les plus récemment urbanisées : *parajes* à San Pablo Oztotepec, Ampliación La Conchita et Tempiluli à Tláhuac, Lomas San Sebastián à La Paz. D'un autre côté, les *agebs* les plus anciennes renvoient à des situations proches du profil moyen.

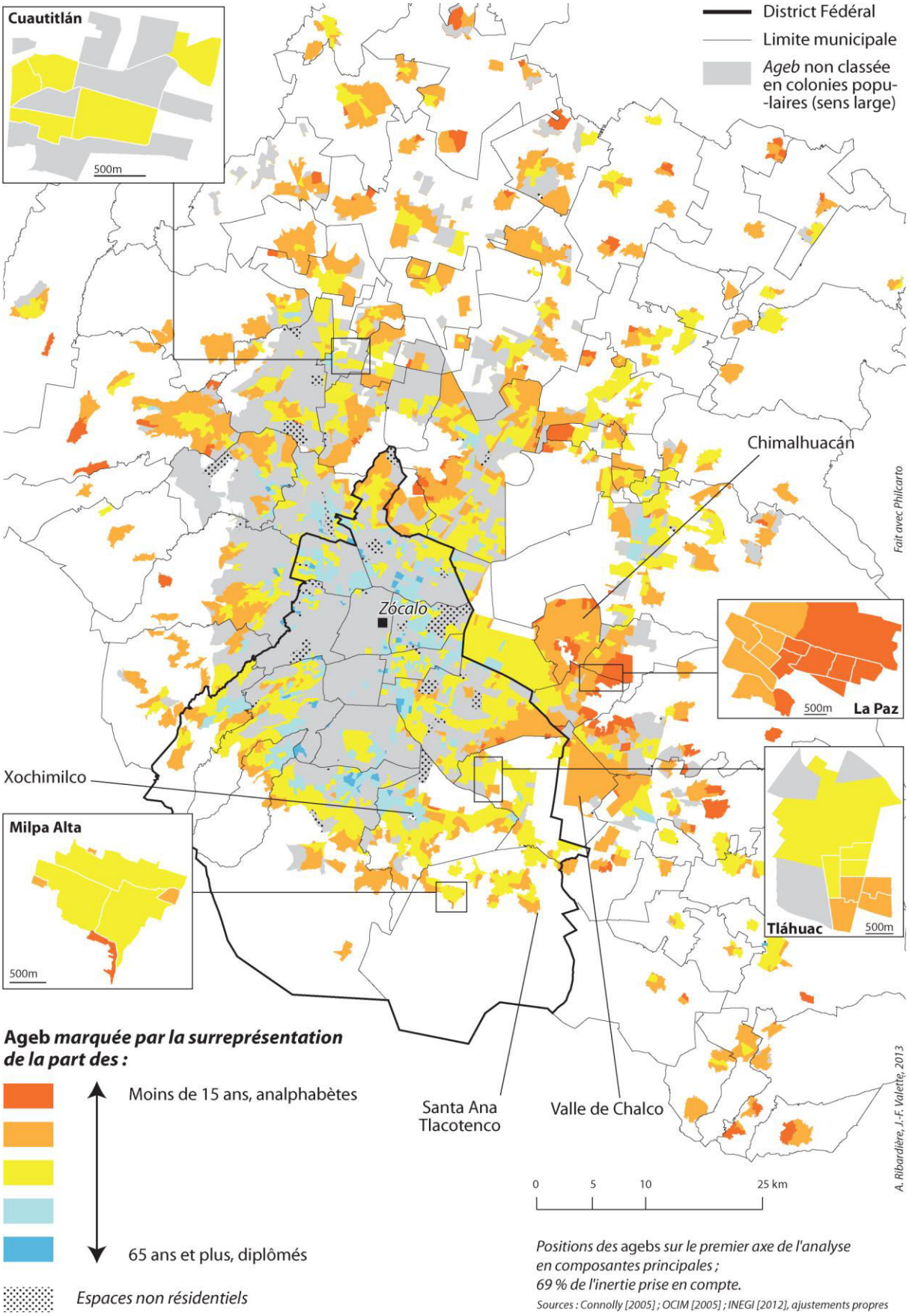
Au final, cette analyse témoigne de formes de la division socio-spatiale déjà mises au jour. Toutefois, son intérêt repose sur le fait que les variables ici mobilisées ont l'avantage de pouvoir être suivies rigoureusement sur une période de 20 ans. Il s'agit alors du socle de notre approche de l'évolution de cette division sociale de l'espace à différentes échelles.

[28] La structure de la division sociale de l'espace en 2010 sur les 3 470 *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires au sens large est sensiblement la même que celle de l'ensemble des *ageb*s qui composent la ZMVM. En effet, une analyse en composantes principales opérée sur les 4 variables décrivant les colonies populaires engendre des résultats quasi identiques à ceux obtenus sur l'ensemble des 5 590 *agebs*. Les corrélations entre les coordonnées des *agebs* sur les 4 axes des deux ACP sont très fortes (coefficient de Bravais-Pearson) : 0,998 entre les axes 1 ; 0,99 entre les axes 2 ; 0,91 entre les axes 3 ; et 0,82 entre les axes 4 (voir tableau III.5.9 en annexe III.5). Cette structuration identique ne donnerait ainsi que peu de nouvelles différenciations dans l'espace des colonies populaires par rapport à celle déjà réalisée sur l'ensemble de la ville.

Carte 11.7. Différenciations sociodémographiques des *agebs* de la ZMVM : âge et accès à l'éducation en 2010

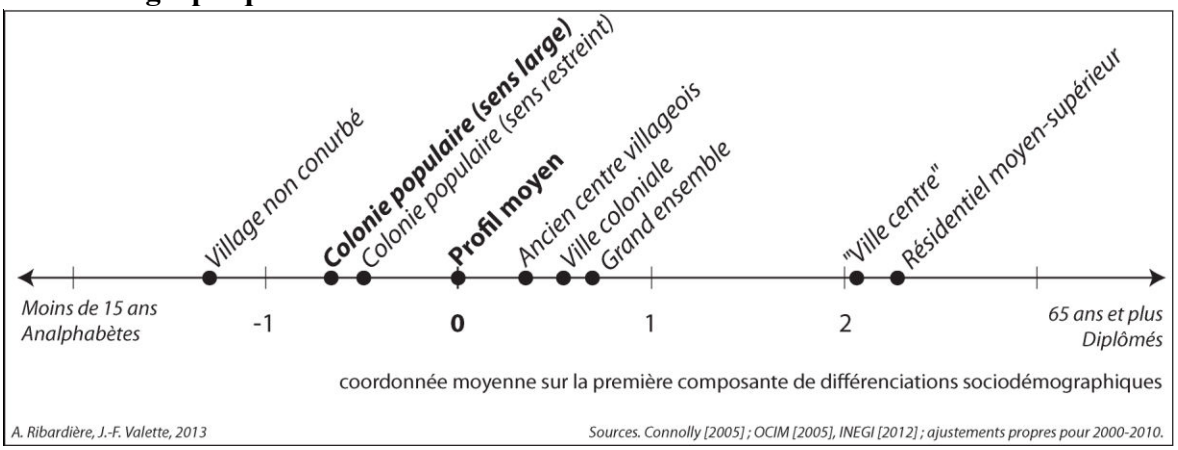


Carte 11.8. Différenciations sociodémographiques des *agebs* classées en colonies populaires (au sens large) : âge et accès à l'éducation en 2010



De manière générale, les formes spatiales de la division sociale de Mexico exprimées par l'âge et l'accès à l'éducation sont proches de celles induites par la répartition des types de peuplement. Une autre manière de croiser ces deux facettes de l'espace résidentiel consiste à positionner chaque type de peuplement sur l'axe des différenciations sociodémographiques observées en 2010, selon la valeur moyenne des *agebs* qui le composent (figure 11.2).

Figure 11.2. Positions des types de peuplement sur l'axe des différenciations sociodémographiques en 2010



L'espace résidentiel moyen et aisé apparaît alors comme le plus spécifique relativement au profil moyen, marqué par une surreprésentation très forte des adultes diplômés (77 % des 18 ans et plus) et des 65 ans et plus (qui représentent près de 12 % de la population totale). Au contraire, ces espaces sont marqués par une sous-représentation notable des moins de 15 ans. La part des analphabètes est aussi la plus faible observée des toutes les formes de peuplement : 0,7 % de la population âgée de 15 ans ou plus seulement (tableau 11.3).

Tableau 11.3. Profils sociodémographiques des types de peuplement en 2010

	Valeurs moyennes des* agebs *composant le type				
Type de peuplement	**Moins de 15 ans**	**65 ans et plus**	**Diplômés**	**Analph.**	**Coord. sur l'axe 1**
Ville coloniale	24,0	8,3	47,3	2,3	0.53
« Ville Centre »	20,3	11,1	70,8	1,0	2.07
Colonie populaire (sens large)	28,6	5,5	38,3	3, 5	-0.64
Colonie populaire (sens restr.)	*28,0*	*5,5*	*39,5*	*3,2*	*-0.52*
Ancien centre villageois	*25,3*	*7,5*	*48,6*	*2,4*	*0.35*
Village non conurbé	*31,2*	*5,0*	*31,6*	*4,5*	*-1.30*
Grand ensemble	25,6	6,2	58,6	1,2	0.70
Résidentiel cat. moy. et sup.	21,3	11,8	77,0	0,7	2.28
Ensemble des agebs	*27,0*	*6,4*	*47,3*	*2,7*	***0***

Sources : INEGI [2010] ; OCIM [2005], ajustements propres

Le profil sociodémographique de la « ville centre » est proche de cet espace résidentiel diplômé et plus âgé qu'en moyenne, même s'il apparaît légèrement moins accusé. C'est néanmoins dans ces contextes centraux et péricentraux que la part des moins de 15 ans est la plus modeste – un cinquième de la population totale seulement.
La spécificité de la ville coloniale est faible au regard des indicateurs retenus : elle tient davantage à la structure démographique de la population résidente qu'à l'accès aux diplômes. Les moins de 15 ans y apparaissent sous-représentés, au profit des 65 ans et plus, dans des proportions modérées toutefois.

L'espace des grands ensembles apparaît en 2010 plus diplômé qu'en moyenne dans la zone métropolitaine, sans atteindre les niveaux qui caractérisent les contextes résidentiels moyens et aisés ou la « ville centre ». La proportion des moins de 15 ans s'y trouve également un peu moins importante qu'en moyenne.
Ce profil s'oppose facilement à celui des colonies populaires au sens large – mais aussi au sens plus restreint –, plus jeunes (29 % de moins de 15 ans) et moins diplômées (38 % des 18 ans et plus). S'ajoute à ces caractéristiques des colonies populaires une sous-représentation modérée des 65 ans et plus. Plus particulièrement au sein de cette grande catégorie, les anciens centres villageois apparaissent comme les contextes résidentiels les moins spécifiques, se rapprochant du profil de la ville coloniale.
C'est dans les marges urbaines que l'on trouve les profils en opposition radicale avec ceux des espaces résidentiels moyens et aisés. En moyenne dans les villages non conurbés, la part des diplômés est plus faible que partout ailleurs (inférieure au tiers des 18 ans et plus), et la population analphabète représente plus de 4 % du total des 15 ans et plus. La structure démographique est, quant à elle, marquée par la surreprésentation des moins de 15 ans. Cependant, malgré les traits spécifiques de ces contextes résidentiels en cours d'urbanisation, il convient de souligner que leur niveau de spécificité au regard de la structure moyenne de l'agglomération est moins accusé que celui de la « ville centre » ou des espaces résidentiels moyens et aisés.

Ce positionnement relatif de différentes formes de peuplement – notamment des colonies populaires dans leur diversité – selon leurs caractéristiques sociodémographiques en 2010 est cohérent avec les études antérieures [CONAPO, 1998 ; Duhau, Giglia, 2008 ; Rubalcava, Schteingart, 2012 ; chapitres 2 et 4]. Toutefois, rien n'indique que les évolutions de la structure démographique, ou l'augmentation de l'accès aux diplômes, aient affecté les différents contextes résidentiels de la même manière.

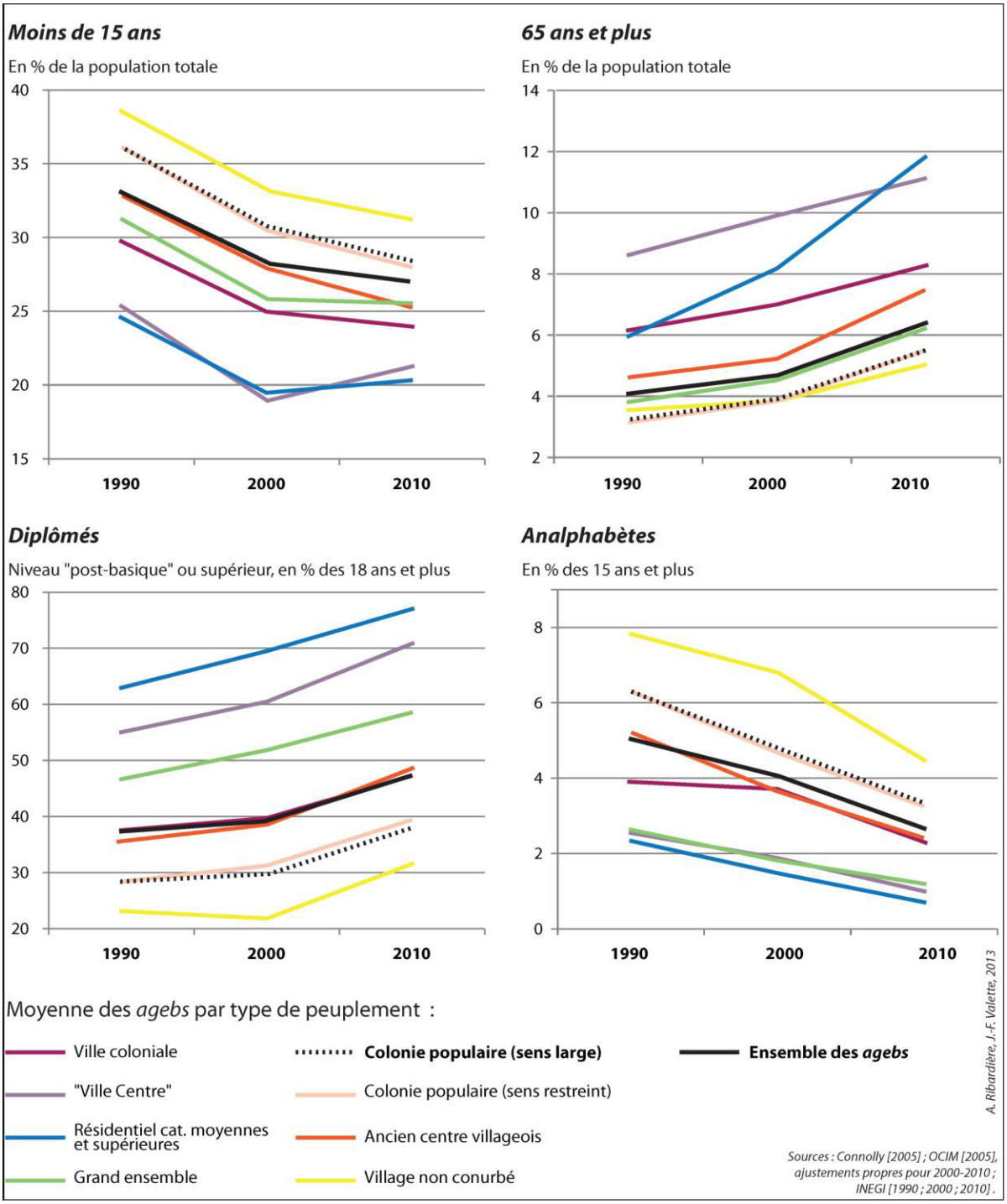
11.3. L'évolution de la division socio-spatiale sur vingt ans : trajectoires ascendantes des contextes résidentiels

En reprenant les quatre variables jusque-là analysées en 2010, il s'agit à présent de suivre l'évolution des profils des différents types de peuplement de 1990 à nos jours d'une part, d'analyser plus particulièrement le cas des colonies populaires d'autre part. Premièrement, le suivi des trajectoires des indicateurs pour chaque type de peuplement doit être présenté. Deuxièmement, la projection de l'image de la division sociale de l'espace de 2010 en 1990 et en 2000 – permise par l'analyse simultanée des quatre indicateurs – doit éclairer des trajectoires ascendantes, mais différenciées à l'échelle de la ville, des types de peuplement et des contextes locaux.

11.3.1. Évolution des indicateurs selon le type de peuplement

À l'échelle de la ZMVM, le vieillissement de la population et les évolutions de l'accès à l'éducation restent modestes en début de période, pour ensuite s'accélérer entre 2000 et 2010 (tableau 11.2). Cette tendance générale connaît des variations importantes selon les types de peuplement (figure 11.3 et tableaux III.5.2 à III.5.5).

Figure 11.3. Évolution des indicateurs entre 1990 et 2010, par type de peuplement



Les 65 ans et plus : augmentation et hétérogénéisation des contextes

Le processus de vieillissement se manifeste à un rythme particulièrement rapide dès le début de la période dans les espaces résidentiels moyens et aisés ; au total dans ce type de peuplement, la proportion des 65 ans et plus double entre 1990 et 2010 et représente plus d'une personne sur dix en fin de période. Les anciens centres villageois connaissent également un processus de vieillissement particulièrement rapide entre 2000 et 2010. En

revanche, le poids des aînés augmente plus lentement qu'ailleurs dans les espaces non conurbés. Malgré tout, les disparités entre *agebs* tendent à diminuer au cours de la période[29].

Les moins de 15 ans : diminution et stabilisation

L'évolution de la part des moins de 15 ans suit une courbe inverse, selon des temporalités toutefois différentes – renvoyant en cela aux grands modèles de la transition démographique. C'est principalement au cours de la première période cette fois, entre 1990 et 2000, que la part des moins de 15 ans a diminué dans la ZMVM. La diminution a affecté alors tous les types de peuplement.

Elle s'est poursuivie entre 2000 et 2010 dans les colonies populaires – que l'on considère l'ensemble des *agebs* classées dans la catégorie au sens large ou uniquement les unités catégorisées « colonies populaires » dans un sens restreint –, les anciens centres villageois et dans le centre historique. D'une manière générale depuis 20 ans, les colonies populaires sont donc inscrites dans une trajectoire nette de vieillissement – par la double dynamique de recul du poids des classes d'âge jeunes et d'augmentation de celui des classes d'âge plus âgées. Pour autant dans ces espaces, ce processus ne semble pas impliquer une différenciation croissante des contextes[30].

Au contraire, dans le même temps, le poids démographique des plus jeunes diminue moins qu'ailleurs en moyenne dans les grands ensembles et reste stable entre 2000 et 2010. Cette dernière période renvoie effectivement à une expansion massive du parc de logements en accession à la propriété aidée, qui vise principalement les couples jeunes avec enfants [Duhau, Jacquin, 2008 ; Jacquin, 2012].

De manière moins attendue, le poids démographique des moins de 15 ans reprend de l'ampleur dans la « ville centre » et surtout dans les espaces résidentiels moyens et aisés. Bien que les niveaux de représentation de cette classe d'âge n'atteignent pas ceux observés dans les colonies populaires, cette tendance signale une dynamique de renouvellement de population – qui peut être mise en relation avec la transformation des parcs de logements[31] et les schémas de mobilités résidentielles précédemment mis au jour (chapitres 5 et 7). Les espaces résidentiels moyens et aisés ne se situent donc pas uniquement dans une dynamique de vieillissement.

Les diplômés : rattrapage et homogénéisation

L'augmentation de la part des diplômés est particulièrement sensible au cours de la période la plus récente (2000-2010) ; elle affecte tous les types de peuplement et au total, les disparités entre *agebs* diminuent[32]. Le phénomène a évolué de manière plus hétérogène au cours de la décennie 1990.

Tous les sous-types de peuplements populaires renvoient à des valeurs inférieures à l'ensemble de la ville, à l'exception des anciens centres villageois qui dessinent une trajectoire de rattrapage légèrement plus marquée qu'ailleurs. Les espaces non conurbés

[29] Pour cet indicateur dans l'ensemble des unités de recensement, le CV passe de 0,78 en 1990, à 0,68 en 2010. Le niveau d'hétérogénéité varie fortement entre les types de peuplement : il reste en particulier très élevé dans les grands ensembles où il a même augmenté au cours de la période – 0,70 en 1990, 0,82 en 2000 et 0,79 en 2010. Pour l'ensemble des colonies populaires au sens large, ces disparités sont légèrement moins fortes, voire diminuent faiblement sur la période, avec un CV passant de 0,60 en 1990 à 0,54 en 2010.

[30] Sur toute la période observée et pour l'ensemble des *agebs,* le CV est inférieur à 0,3 ; il est même inférieur à 0,2 pour l'ensemble des *agebs* classées « colonies populaires » au sens large.

[31] On peut par exemple signaler les opérations immobilières de construction de logements de standing élevé dans la décennie 2000, comprises dans une politique globale de redensification du centre du DF (*Bando Dos*). Voir note 64 du chapitre 10, p. 694.

[32] Pour l'ensemble de la ville, le CV passe de 0,52 en 2000 à 0,42 en 2010. Pour la catégorie des colonies populaires au sens large, la trajectoire est identique, le CV passant de 0,49 en 2000 à 0,38 en 2010.

restent dans un premier temps en marge du processus et la forte augmentation observée au cours des années 2000 reste insuffisante pour rattraper l'écart qui s'est creusé en début de période.
À l'opposé, les espaces résidentiels moyens et aisés, la « ville centre » et les grands ensembles connaissent une augmentation rapide de la part des diplômés dès 1990. Cette croissance se poursuit au cours des années 2000 dans les espaces résidentiels moyens et aisés et s'accélère encore dans la « ville centre ». Cette évolution caractéristique de la « ville centre » peut accréditer les thèses relatives à la gentrification des espaces centraux [Hiernaux, 2003] ; le phénomène serait d'ailleurs plus visible selon cet indicateur[33] dans les anciens villages coloniaux (comme à San Angel ou Coyoacán) intégrés à la « ville centre » que dans le centre historique lui-même.

Les analphabètes : proportion en baisse, mais inégalités en hausse
C'est également au cours de la période la plus récente que la proportion d'analphabètes a le plus diminué, tandis que l'hétérogénéité entre les unités de recensement augmente[34]. Les rythmes de décroissance les plus forts s'observent dès 1990 dans les colonies populaires (sens restreint) et dans les anciens centres villageois et, après 2000, dans les espaces non conurbés. Cette diminution tient à plusieurs facteurs, parmi lesquels la poursuite du changement de la structure démographique dans les espaces semi-ruraux et le renouvellement générationnel de la population. Les trajectoires de consolidation des infrastructures éducatives – meilleur maillage des écoles (chapitres 9 et 10) –, ainsi que les mobilités résidentielles de peuplement en provenance d'espaces urbains consolidés, participent également à cette tendance.
Le centre colonial reste à l'écart de la tendance à la baisse durant la décennie 1990, puis suit le mouvement d'ensemble dans les années 2000. Cette double tendance renvoie ainsi tout autant à des signes potentiels d'une gentrification évoquée plus haut, qu'à la persistance d'une importante hétérogénéité sociale dans cet espace. Enfin, les lotissements résidentiels moyens et aisés, la « ville centre » et les grands ensembles voient la proportion d'analphabètes diminuer, pour devenir résiduelle en 2010.

Diversification et banalisation des colonies populaires
Globalement sur les 20 dernières années, relativement à ces quatre variables sociodémographiques, les trajectoires des colonies populaires au sens large témoignent des tendances lourdes lisibles à l'échelle de toute l'agglomération. Le vieillissement des populations résidentes et la diffusion de l'accès à l'éducation suivent les évolutions métropolitaines – auxquelles elles contribuent de manière importante au regard de leur poids démographique –, tout en renvoyant à des configurations spécifiques. Malgré le mouvement général, l'ensemble des colonies populaires ne connaît pas une dynamique de rattrapage intégral par rapport au reste de la ville : les populations résidentes de ces espaces renvoient encore à un poids plus important de la jeunesse et à un moindre accès à l'éducation qu'en moyenne.

[33] C. Paquette et D. Delaunay [2009] parlent de « migrations sélectives » au sujet du niveau d'éducation des migrants venant s'installer dans les délégations centrales du DF entre 1995 et 2000.
[34] Le CV de la part des analphabètes passe de 0,66 en 1990 à 0,88 en 2010 pour l'ensemble des *agebs*. Le niveau d'hétérogénéité varie fortement entre les types de peuplement. Pour l'ensemble des colonies populaires, cette augmentation des disparités est sensible : on passe d'un CV de 0,49 en 1990 à 0,64 en 2010. D'une manière générale, les types de peuplement qui enregistrent les variabilités internes les plus fortes correspondent aux deux cas extrêmes : les villages non conurbés d'une part (CV de 0,77 en 2010), les espaces résidentiels des catégories moyennes et aisées d'autre part (CV de 0,98). Pour cette dernière catégorie, on peut toutefois noter une diminution des disparités sur la dernière décennie (CV de 1,48 en 2000), témoignant d'une relative tendance à l'homogénéisation du poids (faible) des analphabètes dans ces contextes.

Au sujet de l'évolution des différenciations spatiales, internes à la catégorie, induites par ces indicateurs – observées au moyen des coefficients de variation –, les trajectoires sont partagées. D'un côté, on observe depuis 20 ans une hétérogénéisation accrue des *agebs* classées en colonies populaires (au sens large) du point de vue des populations analphabètes et des classes d'âge les plus jeunes : ce constat renvoie à une diversité croissante de la composition démographique de ces contextes résidentiels. D'un autre côté, du point de vue des populations les plus âgées et des personnes diplômées, les écarts entre les unités de recensement de la catégorie semblent pourtant se réduire et tendent à atténuer les différences entre les contextes.

Outre cette lecture agrégée, l'éclairage des différents sous-types au sein de cette méta-catégorie permet de distinguer le rattrapage réel des anciens centres villageois, le changement progressif de la composition démographique des colonies populaires au sens restreint et l'écart toujours important des villages non conurbés avec le reste de la métropole. Ces différences font écho à la thèse de la consolidation des quartiers populaires et au lien avec l'ancienneté de l'urbanisation déjà mis au jour.
À ce niveau de lecture des types de peuplement, les processus de différenciations internes aux catégories peuvent être distingués. Les anciens centres villageois renvoient aux mêmes tendances nuancées qu'observées au niveau plus agrégé des colonies populaires au sens large. Pour les *agebs* classées en colonies populaires dans un sens plus restreint, on remarque en revanche une tendance à la diminution des disparités internes entre les contextes – à l'exception de l'observation de la part des analphabètes. À l'inverse, les villages non intégrés à la conurbation renvoient à un creusement des inégalités sur la période, particulièrement lisible entre 1990 et 2000, mais atténuée par une relative homogénéisation du point de vue des personnes diplômées sur la dernière décennie.

La banalisation des colonies populaires est ici de nouveau démontrée à partir du suivi d'indicateurs terme à terme sur les vingt dernières années. Toutefois, les disparités entre les sous-catégories témoignent d'une différenciation des trajectoires selon les contextes considérés. Si une tendance à la réduction des différences entre les unités du recensement relevant des colonies populaires et le reste de la ville se dessine globalement – les rapprochant en cela du profil moyen –, les disparités internes à la catégorie demeurent, voire s'accentuent pour les contextes les plus éloignés de la ville, souvent les plus récemment urbanisés.

11.3.2. Synthèse des évolutions entre 1990 et 2010

Le suivi diachronique de la structuration de l'espace métropolitain par les différenciations inter-*agebs* du point de vue des quatre indicateurs sociodémographiques sélectionnés est effectué au moyen du report des 4 944 *agebs* de 2000 et des 3 315 *agebs* de 1990 en individus supplémentaires au sein de l'ACP menée pour 2010. Ce report est permis par la proximité des structures révélées *via* les ACP aux trois dates[35].
Dans un premier temps, cette méthode permet d'explorer l'évolution des formes de la division socio-spatiale par la comparaison des cartes de la ZMVM aux trois dates. Au-delà de cette première image, dans un deuxième temps, il s'agit d'analyser précisément les profils de trajectoires des différents espaces résidentiels, en particulier dans les colonies populaires dans leur ensemble d'une part, et dans les quartiers spécifiquement étudiés dans cette thèse, d'autre part.

[35] Voir annexe III.5.3. Pour un exposé plus détaillé de la méthode, on se reportera aux travaux de D. Pumain, T. Saint-Julien [1978] ou encore A. Ribardière [2005] pour un autre exemple d'application.

11.3.2.1. Évolutions des formes spatiales entre 2000 et 2010

La représentation cartographique des coordonnées des unités de recensement en 1990, 2000 et 2010 sur la première composante des différenciations sociodémographiques établie en 2010 permet d'obtenir une première image des évolutions socio-spatiales (carte 11.9). La comparaison des trois cartes exprime les tendances lourdes précédemment décrites en termes de vieillissement et de diffusion de l'accès à l'éducation depuis vingt ans à l'échelle de la métropole.

Globalement, à l'échelle de la ville, les surreprésentations des moins de 15 ans et des analphabètes marquent moins les contextes résidentiels d'un recensement à l'autre. En effet, la très large couronne périphérique où les surreprésentations de ces indicateurs sont importantes se rétrécit, pour ne concerner que de manière plus résiduelle les grandes zones de l'est et les contextes périurbains du nord en 2010. En dehors des colonies populaires récemment urbanisées, les fortes surreprésentations s'atténuent depuis dix ans. En revanche, le vaste ensemble des colonies populaires se différencie au fur et à mesure des dynamiques de consolidation – qui semblent plus rapides sur la dernière décennie. Sur cette période récente en effet, les contextes les plus anciens se rapprochent davantage du profil moyen de 2010. Ce profil concerne alors une couronne périphérique renvoyant aux grandes zones populaires aujourd'hui consolidées (Iztapalapa, Nezahualcóyotl, Ecatepec, nord de la ville) et à une majorité des extensions villageoises de la grande périphérie.

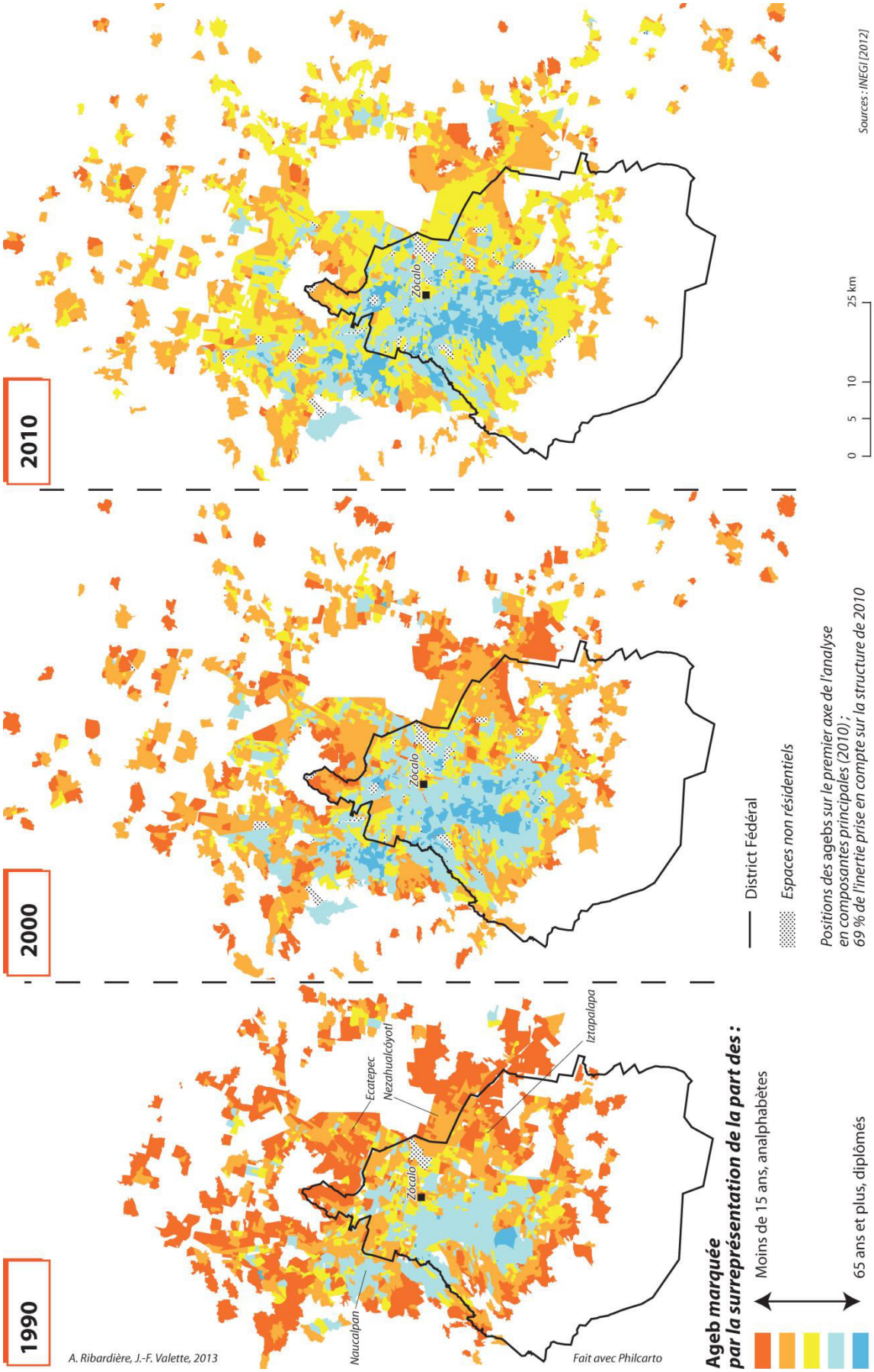
Enfin, les zones caractérisées par des surreprésentations des 65 ans et plus et des diplômés se répartissent également selon ce gradient radioconcentrique, mais de manière moins importante dans l'est de la métropole d'une part, et de manière beaucoup plus limitée sur la dernière décennie que pendant les années 1990, d'autre part. En effet, si l'on voit le profil typique du péricentre occidental de 1990 s'étendre sur la première période vers les zones de Naucalpan, ou encore à travers les mosaïques complexes du centre-ville et des contextes du nord de la ville, cette dynamique semble fortement réduite dans les années 2000. Sur cette dernière période, les surreprésentations semblent plus marquées dans les espaces où elles étaient auparavant déjà importantes (péricentre sud-ouest, Naucalpan). Malgré l'impact des politiques urbaines dans le centre et dans le nord de la ville, il semble davantage que l'on assiste à une polarisation des tendances déjà en place dans ce qui correspond aux espaces plus favorisés que la moyenne, plutôt qu'à un alignement des contextes métropolitains vers ces profils. Le suivi plus précis au moyen des types de peuplement et de cas d'étude spécifiques permet une approche plus fine de ces premières explorations.

11.3.2.2. Profils des trajectoires des types de peuplement

Afin de préciser cette exploration et de synthétiser des évolutions pour l'ensemble de la ZMVM et celles propres à chaque type de peuplement, on a disposé sur le premier axe des différenciations sociodémographiques leurs positions moyennes en 1990, 2000 et 2010 (figure 11.4). Le profil moyen du total des *agebs* et des *agebs* qui composent chaque type de peuplement est ainsi apprécié relativement à la structure décrite en 2010. L'examen d'exemples particuliers permet d'illustrer les trajectoires décrites et de mieux comprendre les processus à l'œuvre[36].

[36] En dehors des cas particuliers des terrains approchés empiriquement, nous avons retenu des exemples d'*agebs* dont les contours sont restés stables au fil des recensements de 1990, 2000 et 2010.

Carte 11.9. Différenciations socio-spatiales en 1990, 2000 et 2010 – structure 2010



Si l'on considère dans un premier temps l'ensemble des *agebs* qui composent l'espace urbain aux trois dates, on observe une trajectoire un peu plus longue entre 2000 et 2010 qu'au cours de la première période[37] : elle renvoie aux évolutions plus rapides de la part des diplômés, des 65 ans et plus et des analphabètes entre 2000 et 2010 qu'entre 1990 et 2000, soulignées plus haut. Les trajectoires spécifiques à chaque type de peuplement sont à interpréter relativement à cette trajectoire moyenne. Une section plus longue au cours d'une période donnée signale une évolution plus rapide que celle observée en moyenne dans l'ensemble des *agebs.* À l'inverse, une section plus courte signale une évolution moins rapide qu'en moyenne.

« Ville centre » et espaces résidentiels moyens et aisés : un effet de seuil

On observe tout d'abord la grande proximité des trajectoires de la « ville centre » et des espaces résidentiels moyens et aisés, l'évolution étant particulièrement rapide pour ce dernier type de peuplement entre 1990 et 2000 – traduisant surtout le vieillissement précoce et rapide de la population résidente. Au cours de la période la plus récente, ces deux types de peuplement connaissent des évolutions moins fortes. Ce tassement relatif peut être interprété comme un effet de seuil, dans le vieillissement de la population d'une part et dans l'augmentation de la population diplômée, d'autre part. Cet effet joue d'autant plus que les évolutions dans les autres types de peuplement s'effectuent de manière décalée, au cours de la seconde période.

Le cas de deux *agebs* situées dans la Condesa illustre cette hypothèse (figure 11.4). La colonie connaît depuis les années 1980 un processus de gentrification, qui affecte à la fois l'espace résidentiel et les activités commerciales et de services. Au sein de notre sélection, la première *ageb* appartient au type « ville centre », l'autre au type « résidentiel moyen et aisé ». En 2010, le positionnement extrême des coordonnées est principalement dû à l'importance du taux de diplômés, qui atteint respectivement 83 et 85 %. L'augmentation de cette catégorie de population a été très forte entre 1990 et 2000. Elle s'est poursuivie au même rythme entre 2000 et 2010 – mais de manière plus banale relativement au reste de l'agglomération, ce qui explique la concision du segment entre 2000 et 2010.

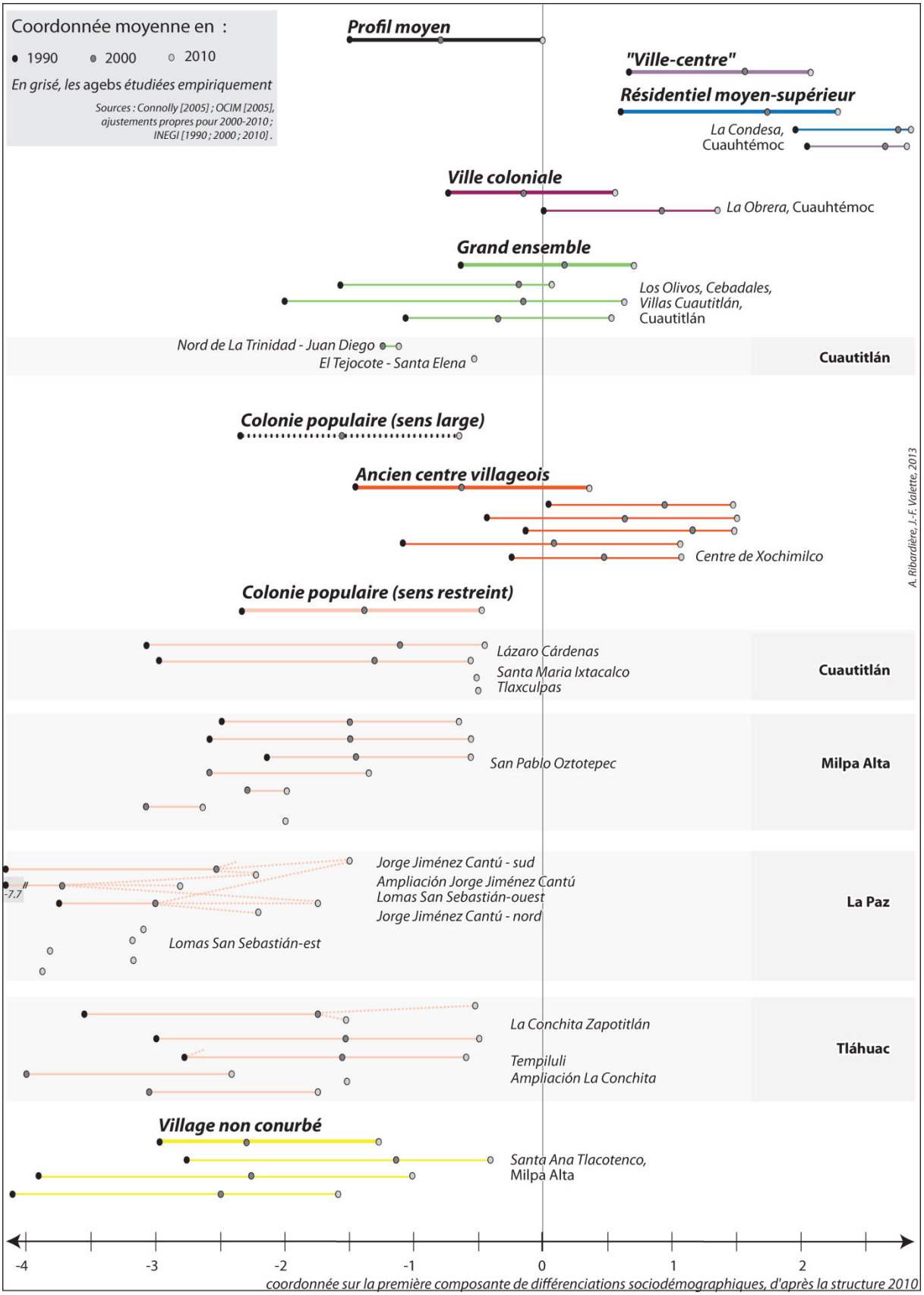
Grands ensembles : des trajectoires courtes

Plus proche du profil moyen de chacune des dates, la trajectoire moyenne des grands ensembles est globalement courte. En particulier, les évolutions durant les années 2000 ont été moins rapides qu'en moyenne dans le reste de l'agglomération. L'analyse d'un exemple proche d'un de nos terrains permet d'appréhender plus en détail les formes de trajectoires qui peuvent composer ce profil général.

Les 3 *agebs* observées sur l'ensemble de la période dans le municipe de Cuautitlán (jouxtant notre terrain) correspondent à des ensembles de logements sociaux construits dans les années 1980, constitués dans deux *ageb*s par des immeubles collectifs (Los Olivos et Cebadales), dans la troisième par des maisons mitoyennes (Villas). Leur position très en retrait au début des années 1990 renvoie à la surreprésentation des moins de 15 ans, dans des logements récents à l'époque. L'*ageb* composée de maisons mitoyennes se distingue également par la surreprésentation des diplômés. Ces spécificités s'estompent au cours des années 1990 et les positions observées en 2010 expriment des trajectoires différentes, relevant de segmentations internes des parcs de logements qui ne sont pas identifiables à l'échelon de l'*ageb*.

[37] Cette analyse permet ainsi de mettre en lumière ce qu'occultait la discrétisation des classes de coordonnées réalisée pour la comparaison cartographique sur la carte 11.9, à savoir l'ampleur des trajectoires des *agebs* sur l'axe de différenciations sociodémographiques établi en 2010.

Figure 11.4. Trajectoires des types de peuplement et des *agebs* sélectionnées, 1990, 2000, 2010



Plus près de notre terrain, on observe également deux *agebs* faisant partie de la sélection des zones étudiées dans cette thèse (voir 2.5.2.3). Malgré la place prépondérante du peuplement en grands ensembles au sein de ces unités – Santa Elena pour l'*ageb* d'El Tejocote et Juan Diego pour l'*ageb* de La Trinidad –, le contexte de colonie populaire reste prégnant dans ces espaces. Leurs positions sont alors nettement en retrait par rapport aux *agebs* précédentes, en raison de cette moindre homogénéité urbanistique. Au final, leur profil apparaît plus proche de celui des colonies populaires au sens large.
La structure par âge joue lourdement dans cette tendance pour l'*ageb* Santa Elena – El Tejocote, où en 2010, près d'un tiers de la population résidente a moins de 15 ans (contre un quart en moyenne dans les grands ensembles), tandis que moins de 2 % en a au moins 65 (contre plus de 6 % dans le type de peuplement). À Juan Diego – La Trinidad, les différentiels avec la moyenne du peuplement sont encore plus marqués. Ainsi, outre la part des analphabètes qui diminue pour atteindre 2,7 % en 2010 et la part des 65 ans et plus qui reste stable (mais plus de deux fois inférieure à la moyenne des grands ensembles), on observe depuis 10 ans une très légère augmentation de la part des jeunes et une importante diminution de la part des diplômés, renvoyant à une trajectoire à contre-courant de la tendance générale pour ces indicateurs (carte 11.10). Cette évolution s'explique notamment par l'importance du peuplement récent de la zone – pendant la décennie 2000 – dans les terrains irréguliers, impliquant en cela la diminution relative du poids de la population résidant dans les grands ensembles de Juan Diego.
Ainsi, la présence de colonies populaires au sein d'unités comprenant des grands ensembles participe à différencier les trajectoires globales des contextes résidentiels, dans le sens d'un ralentissement des évolutions générales.

Ville coloniale : trajectoires courtes et complexes
La trajectoire de la ville coloniale apparait elle aussi plus courte que celle observée en moyenne, en particulier en début de période. Ici plus encore qu'ailleurs, le type de peuplement embrasse un tissu urbain dense, traversé par des dynamiques d'évolution qui restent complexes, même lorsqu'on les observe à travers des exemples locaux. Ainsi, le cas d'une *ageb* qui recoupe en partie le quartier de La Obrera, assez résidentiel, peut illustrer la dynamique du centre ancien dégradé. L'avancée au cours des années 1990 rend compte du vieillissement sur place de la population et de la surreprésentation des 65 ans et plus, qui s'est poursuivie de manière plus modérée au cours de la période suivante.

11.3.2.3. Les colonies populaires : une diversité de trajectoires et une tendance au rattrapage

La figure 11.4 permet de mettre au jour la trajectoire générale des contextes résidentiels considérés comme colonies populaires au sens large sur les vingt dernières années d'une part, d'explorer plus en détail l'évolution des différenciations sociodémographiques par l'approche des sous-catégories et des quartiers étudiés d'autre part. Enfin, la carte 11.10 autorise la lecture des positions et trajectoires spécifiques des *agebs* appréhendées empiriquement.
Les tendances précédemment présentées se retrouvent dans la position moyenne des colonies populaires sur cet axe de différenciation. Les coordonnées pour les quatre indicateurs considérés simultanément témoignent d'un décalage toujours notable avec le profil moyen, mais aussi avec tous les autres types de peuplement – la position moyenne des colonies populaires de 2010 correspondant quasiment à celle des *agebs* de la ville coloniale et des grands ensembles vingt ans plus tôt.

Parallèlement en revanche, sur l'ensemble de la période, les évolutions des colonies populaires apparaissent plus rapides que pour les autres types de peuplement. Ainsi, on observe une forme de rattrapage par rapport aux autres moyennes au fur et à mesure de la période, sur la dernière décennie notamment. La diminution des écarts avec la ville coloniale et les grands ensembles est sensible. En revanche, le fossé avec l'ensemble des espaces résidentiels moyens-supérieurs reste inchangé depuis 20 ans : cette différenciation s'est particulièrement accentuée dans les années 1990, même si un changement récent de tendance s'opère du fait des effets de seuil dans ces espaces résidentiels moyens-supérieurs.
Une analyse des profils de colonies populaires dans leur diversité permet de préciser ces dynamiques de rattrapage.

Les anciens centres villageois : des évolutions fortes et qui s'accélèrent
La proximité du profil des anciens centres villageois avec celui de la ville coloniale observée en 2010 est ainsi éclairée par la figure 11.4. Cette proximité résulte d'un rattrapage du profil des anciens chefs-lieux, particulièrement manifeste au cours des années 2000.
Ce rattrapage a pu commencer plus tôt : c'est le cas observé dans le centre de Xochimilco, à proximité de notre terrain de Milpa Alta. Dès 1990, les 5 *agebs* sont caractérisées par un profil marqué par la surreprésentation des diplômés, relativement au profil moyen du type de peuplement. Deux *agebs* apparaissent en retrait relativement aux trois autres : situées à l'est de la zone, elles comprennent un espace résidentiel plus hétérogène et englobent notamment des formes d'habitat populaire en bordure des canaux (*chinampas*).

Le périurbain populaire : positions extrêmes et diversité des rythmes d'évolution
De manière générale, l'ensemble des *agebs* classées en « village non conurbé » témoigne d'un profil extrême où les surreprésentations des parts des plus jeunes et des analphabètes sont les plus importantes, même si le rattrapage en 20 ans – mais surtout sur la dernière décennie – reste notable. Toutefois, l'analyse de cas particuliers permet de souligner la diversité des configurations locales quant aux changements de rythmes d'évolution sur la période.
Les exemples des villages de Santa Ana Tlacotenco et San Pablo Oztotepec (notre terrain), au sud du DF dans la délégation de Milpa Alta, permettent d'observer deux dynamiques de peuplement périurbain différentes. Premièrement, les *agebs* proches du profil moyen des types « colonies populaires » et « villages non conurbés » renvoient à un processus comparable de peuplement villageois autour d'un noyau ancien. Les trajectoires d'évolution sont particulièrement rapides à Santa Ana et témoignent de l'intensité des changements qui affectent ces espaces périphériques, notamment sur la première décennie.
Deuxièmement – toujours dans le contexte périurbain, mais dans la catégorie des colonies populaires au sens restreint –, le dessin des *agebs* autour de San Pablo permet une nouvelle fois d'isoler la croissance villageoise. Les *agebs* très en retrait témoignent d'un peuplement plus récent (ces espaces ne sont pas reconnus comme urbains en 1990), en périphérie du village, sur des terres au statut *comunal,* où la régularisation n'est guère envisageable sur le court terme (chapitres 6 et 10). Dans ces *parajes,* parmi les indicateurs retenus dans cette étude, c'est la faiblesse de la part des diplômés (moins du quart des 18 ans et plus en 2010) qui isole le profil sociodémographique et singularise la trajectoire d'évolution, beaucoup moins rapide qu'en moyenne.
Les contextes périurbains mettent ainsi en lumière les évolutions différenciées selon le gradient radioconcentrique de consolidation et d'ancienneté de l'urbanisation autour des noyaux villageois. Les évolutions de ces villages sont globalement rapides et renvoient à une dynamique de rattrapage ; néanmoins, les trajectoires semblent beaucoup plus lentes pour les zones récemment urbanisées en périphérie.

Les colonies populaires (sens restreint) : un rattrapage important sur la dernière période
Les colonies populaires, ici considérées dans un sens plus restreint, connaissent dans l'ensemble des trajectoires d'évolutions plus rapides qu'en moyenne, durant la première et la deuxième période. Ces trajectoires font écho aux processus de consolidation décrits précédemment (chapitres 2, 4 et 10), où l'on met en avant l'importance du caractère progressif de la régularisation foncière et physique dans la dynamique de ces espaces. Les exemples analysés tendent à valider cette relation[38].

Au sein de cette catégorie, il est alors possible de suivre les *agebs* des quartiers jusque-là étudiés sous les angles des trajectoires de mobilités des résidents d'une part, des trajectoires politiques et juridiques des contextes résidentiels d'autre part (carte 11.10).
Les deux *agebs* des colonies Lázaro Cárdenas et Tlaltepan observées au nord de l'agglomération, à Cuautitlán, valident ainsi le lien entre les trajectoires d'évolution et les processus de consolidation. Cette colonie populaire, aujourd'hui située entre le centre villageois et des grands ensembles, s'est développée au cours des années 1970 et 1980. Elle a bénéficié d'une régularisation de la propriété foncière au début des années 1990 et de l'activité d'un ensemble d'organisations sociales plus ou moins institutionnalisées (chapitres 6 et 10). La lecture des indicateurs sociodémographiques témoigne d'un processus de rattrapage très rapide, particulièrement visible à travers l'augmentation de la part des diplômés, qui dépasse dès 2000 la moyenne du type de peuplement.

Le suivi temporel des *agebs* étudiées à Tláhuac et à La Paz est beaucoup plus délicat, en raison de l'instabilité du maillage spatial des unités au cours des trois recensements et en cela, de leur poids démographique. Ainsi, l'analyse diachronique rigoureuse de ces ensembles géographiques du point de vue de leurs caractéristiques sociodémographiques est obérée. Toutefois, il est possible de comparer les positions d'unités se recoupant partiellement aux différentes dates et d'approcher des trajectoires approximatives de ces espaces sur l'axe de différenciations sociodémographiques établi pour 2010 (figure 11.4, carte 11.10).

À La Paz, le suivi strict des unités est possible sur la première période, les *agebs* étant les mêmes en 1990 et en 2000. En revanche, le redécoupage complexifie profondément la lecture des trajectoires pour la décennie suivante, même si des hypothèses peuvent être formulées. D'une manière générale, les *agebs* de ce terrain affichent des profils extrêmes, par rapport aux profils moyens des types de peuplement d'une part, de l'échantillon d'exemples retenus dans notre démonstration d'autre part. Les surreprésentations des moins de 15 ans et des analphabètes sont très marquées, quelle que soit la date. C'est en 1990 que les positions sont spectaculaires, notamment dans les zones les plus récemment urbanisées de l'époque, au sud de Jorge Jiménez Cantú, de Lomas San Sebastián et d'Ampliación Jiménez Cantú[39] : à cette date, plus de 42 % de la population a moins de 15 ans, moins de 2 % en a 65 ou plus, moins de 17 % des adultes sont diplômés et entre 7 et 23 % des 15 ans et plus sont analphabètes.
Les évolutions sont alors extrêmement rapides au cours de la décennie 1990 – sauf pour l'*ageb* la plus ancienne du nord de la colonie Jiménez Cantú où les indicateurs restent relativement stables –, même si les positions en 2000 restent toujours en retrait par rapport à la moyenne du type de peuplement. Ces trajectoires sont liées à des changements profonds de la structure démographique de la population : on observe alors la diminution sensible de la

[38] À ce titre, on remarque que les trajectoires des catégories « colonies populaires au sens large » et « colonies populaires au sens restreint » sont caractérisées par des évolutions similaires relativement au suivi des indicateurs ici mobilisés (figure 11.4, tableaux III.5.2 à III.5.5).
[39] L'*ageb* renvoyant au nord de la colonie Jorge Jiménez Cantú intègre quant à elle les zones les plus anciennement urbanisées du quartier, peuplées autour des années 1970.

part des jeunes et des analphabètes, ainsi que l'augmentation simultanée du poids des diplômés dans la population adulte résidente.
Les trajectoires sur la dernière décennie, plus difficilement lisibles témoignent tout de même d'une tendance à un ralentissement fort des évolutions par rapport à la période précédente, même si celles-ci restent beaucoup plus importantes qu'en moyenne dans le type de peuplement et dans la ville en général. Les évolutions récentes renvoient davantage à la diffusion de l'accès à l'éducation qu'à des changements de la structure par âge des *agebs* recouvrant les zones urbanisées précédemment. En effet, si le poids des jeunes reste important et celui des 65 ans et plus toujours faible, on observe un net recul de la part des analphabètes et une augmentation de celle des diplômés. Néanmoins, pour les *agebs* les plus récentes de l'est des Lomas San Sebastián – dont le peuplement renvoie à des arrivées importantes de population, notamment d'origine métropolitaine, mais extra-municipale (chapitre 5) –, le profil reste extrême. Les positions des unités sont en retrait, même par rapport à celles des *parajes* de villages périphériques comme à San Pablo Oztotepec ; ce constat renvoie à la plus forte surreprésentation des moins de 15 ans et des analphabètes, et à la sous-représentation notable des diplômés[40] – comme c'était le cas dix ans auparavant dans les zones plus anciennes.
Dans ces profils extrêmes, si les trajectoires témoignent d'évolutions rapides et profondes de la structure sociodémographique de la population sur la période, elles renvoient aussi à un ralentissement relatif de cette dynamique sur la dernière décennie, et à une position actuelle toujours en retrait par rapport aux autres contextes résidentiels. Ainsi, le rattrapage est en cours, mais des inerties importantes subsistent et l'hétérogénéisation de la population résidente marque des positions particulièrement tranchées entre contextes pourtant voisins, témoignant d'une différenciation à l'échelle locale en marche.

Les profils des espaces étudiés à Zapotitlán à Tláhuac témoignent de dynamiques importantes, mais moins extrêmes, plus proches de ce qui a pu être identifié à Lázaro Cárdenas à Cuautitlán. Avec des positions en début de période fortement marquées par la sous-représentation des adultes diplômés et la surreprésentation des jeunes et des analphabètes, les trajectoires des *agebs* de la colonie La Conchita sont rapides durant la décennie 1990, notamment du fait de la baisse du poids des analphabètes et des plus jeunes dans la population. C'est aussi à la même période que s'opèrent la régularisation foncière et la consolidation physique de la colonie. Un ralentissement relatif se fait en revanche sentir depuis 2000, même si les évolutions suivent le rythme de la moyenne du type de peuplement : la poursuite de la trajectoire s'explique alors principalement par la massification de l'accès aux diplômes au sein des populations résidentes.
Dans les quartiers plus récents d'Ampliación La Conchita et de Tempiluli, les trajectoires ne sont véritablement observables que sur la dernière décennie, durant laquelle la rapidité des changements est perceptible. Des différences existent entre les deux contextes : l'évolution est plus nette pour Tempiluli-nord, même si la position de *l'ageb* en 2010 reste davantage marquée par les surreprésentations des analphabètes et la sous-représentation des diplômés que dans le cas d'Ampliación La Conchita. Dans cette dernière *ageb*, la croissance du poids des diplômés est remarquable sur la dernière période, même s'il reste inférieur à la moyenne des colonies populaires dans leur ensemble. Ces différenciations de rythmes d'évolutions à l'échelle locale sont à relier au contexte de régularisation, de renouvellement des populations résidentes, ainsi qu'aux causes et conséquences de ces changements sur l'organisation politique de ces espaces.

[40] En 2010, dans ces *agebs,* plus de 36 % de la population est âgée de moins de 15 ans, moins de 2 % de 65 ans ou plus, moins de 17 % des adultes sont diplômés, et plus de 6 % des 15 ans et plus sont analphabètes.

Carte 11.10. Évolution des différenciations socio-spatiales entre 1990 et 2010 dans quatre quartiers populaires périphériques

Ces exemples renvoient à deux aspects fondamentaux de la consolidation d'espaces nés en grande partie dans l'irrégularité : d'une part, le poids du temps dans la mise en place des processus de « banalisation » socio-spatiale par rapport au profil moyen de la ville, d'autre part, celui de la régularisation de la propriété foncière et du dynamisme impulsé par les organisations sociales dans ces contextes résidentiels. La lecture de l'évolution des différenciations sociodémographiques sur une période de 20 ans appuie ainsi la thèse d'une corrélation entre la modification de la structure sociodémographique des populations résidentes et les dynamiques de consolidation résidentielle. L'hypothèse de restructuration de la composition démographique de la population résidant dans ces contextes populaires en maturation s'en trouve alors validée.

Conclusion du chapitre 11

Malgré les restrictions qu'impose la construction des recensements de population mexicains dans les possibilités de suivi diachronique des indicateurs, cette exploration permet d'apporter des éléments significatifs à l'étude de la division sociale de l'espace qui caractérise Mexico d'une part, la maturation de ses colonies populaires périphériques d'autre part.

Tout d'abord, le lien entre stratification sociodémographique et types de peuplement se trouve une nouvelle fois validé, y compris à l'échelle d'observation très agrégée que nous avons adoptée. Non seulement les évolutions s'avèrent différenciées selon les types de peuplement, mais les écarts entre leur profil sociodémographique ont augmenté sur la première période, pour légèrement s'atténuer depuis 2000.
De grandes tendances peuvent être relevées, qui éclairent la manière dont la division sociale de l'espace évolue, en forme et en intensité, dans la zone métropolitaine. Entre 1990 et 2010, on observe une tendance à l'accentuation des écarts entre les profils moyens des différents types de peuplement, sans pour autant que cette tendance renvoie à un processus de polarisation socio-spatiale à proprement parler. Certes, les espaces résidentiels moyens et aisés, plus âgés et plus diplômés, apparaissent en 2010 encore plus spécifiques qu'en 1990. Toutefois, dans le même temps, le vaste espace des colonies populaires tend à se banaliser : on observe, tant du point de vue des évolutions démographiques que socio-économiques, un processus de rattrapage par rapport au profil moyen de l'agglomération, voire d'une relative spécialisation pour les anciens centres villageois. Les villages non conurbés semblent rester à l'écart de ce processus de rattrapage, sans pour autant que ce type de peuplement soit plus spécifique en 2010 qu'en 1990 ; autrement dit, à l'échelon des types de peuplement, on n'observe pas de processus de « décrochage »[41]. Ce constat ne remet pas en cause l'existence de trajectoires d'évolution plus lentes, telles que nous les avons observées ponctuellement aux marges de l'agglomération. Ces marges urbaines elles-mêmes apparaissent prises dans un processus de banalisation plus que de paupérisation, en particulier au cours de la période récente.

D'une manière générale, une telle exploration de l'évolution de la division sociale de l'espace de Mexico alimente les réflexions sur les échelles multiples auxquelles les divisions socio-spatiales peuvent être examinées. Ce constat interroge inévitablement l'hétérogénéité interne

[41] D'autres explorations méthodologiques seraient toutefois nécessaires pour apprécier la portée de ce lien. La grille de lecture des types de peuplement ne restitue qu'une partie des écarts que l'on peut observer entre les *agebs* et il serait intéressant de cerner la part des différences d'évolution qui n'est pas restituée par l'appartenance à tel ou tel type.

de ce vaste type de peuplement que sont les colonies populaires, qu'il s'agisse d'apprécier la grande diversité des contacts avec les espaces péricentraux anciennement consolidés ou ceux avec d'autres types de peuplement en périphérie en cours de consolidation. Cette analyse met en avant un processus de diversification et de banalisation de la composition de la population résidente de ces contextes[42]. Cette double évolution s'interprète à l'aune des grandes tendances établies précédemment relativement aux trajectoires individuelles et contextuelles dans l'espace des mobilités et l'espace politico-juridique. La diversité de ces trajectoires semble alors témoigner de la maturation sociodémographique à l'œuvre dans les quartiers populaires périphériques de Mexico.

[42] Or, on rappelle que la notion de maturation des colonies populaires renvoie directement à ce lien avec l'augmentation de l'hétérogénéité sociale des contextes résidentiels (chapitre 3, 3.4.2).

Conclusion de la troisième partie

Les recherches sur les ancrages dans l'espace urbain offrent une grille d'analyse pertinente du processus de maturation des colonies populaires de Mexico. Elles confirment le lien indispensable avec les recherches sur les mobilités spatiales, pour l'intégralité des espaces-temps considérés – dans la lignée des lectures de l'École de Chicago de la dynamique d'intégration urbaine.
Vus sous l'angle classique de la précarité et du peuplement massif par des populations pauvres, ces espaces renvoient à la figure dépréciée d'un front pionnier urbain, où tout est dur et tout est à faire. L'ancrage permet une lecture plus nuancée et plurielle. D'un côté, un apprivoisement du quartier par les pratiques et les systèmes résidentiels de proximité se met peu à peu en place et les ressources sociales de l'espace local sont loin d'y être négligeables. D'un autre côté, il ne faut pas écarter l'indispensable lien au reste de la ville, faisant alors du contexte résidentiel un pivot autour duquel s'organise la vie urbaine des habitants. Ce lien met en évidence la multiplicité des formes d'ancrages, que nous avons explorée.
La diversité des trajectoires résidentielles, des pratiques quotidiennes et des ressources sociales dans l'espace de proximité permet de lire simultanément les trajectoires biographiques des individus, leur insertion dans un contexte urbain, mais aussi les transitions individuelles dans ces contextes. Cette diversité à l'échelle des individus permet dans le même temps d'observer les transitions des mêmes contextes au sein de la division sociale de l'espace urbain, que l'on doit également analyser à l'aune des enjeux politiques que les colonies populaires soulèvent. Pour analyser les ancrages dans leurs échelles spatio-temporelles multiples, nous nous sommes efforcé de prendre en compte systématiquement les espaces individuels et l'espace métropolitain, comme les temps de l'investissement dans tous les lieux composant l'espace de vie des habitants.

Les méthodes de suivi des ancrages combinent ainsi l'arsenal élaboré et renouvelé autour des recherches sur la mobilité. Nous nous sommes particulièrement intéressé aux trajectoires résidentielles internes des quartiers périphériques, par un suivi aussi fin que possible des données censitaires renseignant cette question, et par un suivi biographique au moyen d'entretiens auprès de quelques habitants. Si notre analyse ne saurait avoir une portée similaire à celle issue d'enquêtes menées sur des échantillons représentatifs, nous souhaitions donner à notre démarche une dimension exploratoire pour considérer :

- les espaces de vie des habitants : de leur origine à leur système résidentiel actuel et projeté, en passant par la résidence et les pratiques qui l'accompagnent ;
- les dimensions familiales des choix résidentiels et des pratiques quotidiennes dans l'espace de la ville, du quartier, de la maison, en prenant en compte la localisation de l'entourage et du plus grand ensemble possible « d'attaches » ;
- les dimensions économiques, fonctionnelles et politiques qui participent à une division sociale de l'espace et qui marquent de manière spécifique la compréhension des quartiers illégaux de la périphérie de Mexico. Les tendances d'évolution de la structure sociodémographique des populations résidentes, ainsi que celles de la force sociale des dynamiques de régularisation sont ici mises en évidence. L'aspect social et politique de la régularisation se positionne d'ailleurs au cœur des processus de maturation et permet de dépasser l'analyse de variables socio-économiques éclairant classiquement ce que M. Bertrand surnomme « *le marais sociologique de la pauvreté* » [2011, p. 259].

Ce regard pluriel qui ne découle pas systématiquement d'analyses purement quantitatives ou purement qualitatives, participe à renouveler la grille de lecture des périphéries populaires de Mexico. Il mobilise un ensemble de concepts éprouvés dans d'autres villes, en France et en Amérique. Cette démarche se veut aussi au service de la définition d'une dynamique de maturation, dont on a éprouvé la diversité, à la hauteur de celle des ancrages qui la composent.

L'analyse des ancrages à travers la double optique des trajectoires résidentielles et des pratiques quotidiennes a permis une réflexion sur les « *signes d'implantation* » des habitants dans le contexte résidentiel [Imbert, 2005, p. 254]. En interrogeant les données systématiques disponibles sur ces thèmes, des hypothèses ont pu être émises quant au champ spatial majoritairement restreint et aux profils sociaux des trajectoires, largement inscrits dans la division sociale de l'espace de Mexico.
Le filtrage du parc de logements ne témoigne ni d'une tendance à l'enrichissement ni à la paupérisation ; il renvoie globalement à la mobilité de personnes relativement pauvres à l'échelle de la ville au sein des contextes municipaux étudiés, et à l'insertion différenciée de ces contextes dans les schémas de mobilités socio-spatiales intra-urbaines. Ces tendances ont été confirmées par le suivi de l'évolution de la structure sociodémographique de la population depuis 1990 dans les quartiers étudiés. Le caractère périurbain de Milpa Alta a été mis en avant, tandis que l'impact du parc de logements sociaux tend à altérer la lecture des mobilités dans les colonies populaires de Cuautitlán – observées à l'échelon du municipe comme à celui du quartier. Par ailleurs, si Tláhuac se positionne en relais dynamique du péricentre, au carrefour entre les mobilités centripètes et centrifuges, La Paz tend à s'inscrire dans un schéma spécifique aux « banlieues de Neza », notamment caractérisé par un peuplement intra-périphérique dans un contexte global de pauvreté importante.
L'exploration empirique a permis une approche plus longitudinale de ces trajectoires. La durée de résidence dans le quartier ou à proximité et l'éventuel dynamisme du système de logement (déménagements) dans un espace local ont mis en lumière des tendances attendues quant au profil d'installation résidentielle : proximité et insertion dans les réseaux familiaux dominent. Cette tendance ne doit pourtant pas masquer la diversité importante, en termes de trajectoires et de positions résidentielles. Enfin, la seule lecture depuis la résidence a été dépassée pour mieux approcher l'ancrage. Le suivi des pratiques quotidiennes a permis de mettre en évidence la création d'attaches autour du quartier (associations, amitiés de voisinage) et un ancrage en construction dans des contextes évolutifs.

Du point de vue des contextes résidentiels, relativement à l'hypothèse de la fragmentation métropolitaine, le suivi de la structure sociodémographique depuis 20 ans à partir de variables simples – à l'échelle de la ville et des quartiers – montre que, si les écarts entre les types de peuplement ont augmenté, en revanche, aucun type de peuplement ne semble pris dans une trajectoire de dégradation significative. Les trajectoires rapides d'évolution des colonies populaires renvoient quant à elle plus nettement aux processus de consolidation, inscrivant ce type de peuplement dans une dynamique de rattrapage relativement au reste de la métropole. Ce constat appuie les hypothèses d'une maturation orientée dans le sens d'une banalisation relative des colonies populaires.
Enfin, au-delà d'une approche dynamique des mobilités et des ancrages en termes de séquences de vie des habitants, ou de celle de la banalisation sociodémographique des contextes résidentiels, la dimension politique s'avère indispensable pour comprendre les schémas mis au jour. L'analyse fine des mécanismes de titrisation-consolidation et intégration urbanistique – par l'éclairage des montages organisationnels nécessaires aux mutations collectives des contextes résidentiels – permet de qualifier les trajectoires de la maturation du point de vue des conditions de vie, mais aussi de celui de l'accès à la ville elle-même.

Conclusion générale

« … *Mais on peut mettre cela sur le compte de mon ignorance en matière littéraire (tous les livres du monde attendent que je les lise)* »
Roberto Bolaño, *Les détectives sauvages,* 1998, p. 21

« *Ne pas essayer trop vite de trouver une définition de la ville ; c'est beaucoup trop gros, on a toutes les chances de se tromper. (...)*
Reconnaître que les banlieues ont fortement tendance à ne pas rester banlieues. »
Georges Perec. *Espèces d'espaces,* 2000 (1ère ed. 1974), pp. 119-120

Cette thèse a tenté de faire le lien entre les mobilités spatiales, les espaces de vie des habitants dans des quartiers illégaux à l'origine, et les stratégies de régularisation physique et juridique de ces espaces, au regard des évolutions sociales, démographiques et politiques que connait la périphérie de Mexico depuis une vingtaine d'années.
L'avertissement lancé par G. Perec est au cœur de l'éclairage que nous avons voulu donner ici des recompositions récentes et des mécanismes pluriels, traversant les territoires difficiles à délimiter que sont les colonies populaires. C'est bien le caractère dynamique et divers de cette « espèce d'espaces » si vaste qu'il s'est agi d'interroger dans cette recherche, à travers deux outils conceptuels de l'étude des territorialités urbaines : l'*ancrage*, comme point de vue sur les expériences des individus inscrites dans ces contextes d'une part ; la *maturation*, pour analyser les changements des contextes résidentiels d'autre part.

Nous avons commencé par souligner les ambiguïtés gravitant autour de la définition des colonies populaires – définition forcément limitée, au vu du poids de ces dernières au sein de la ville – entre marginalité et fondation dans l'irrégularité urbanistique. Dans ces espaces nés en dehors des normes de la ville, le *territoire* s'est pourtant peu à peu dessiné, pendant que ces quartiers renvoyaient à la principale figure du peuplement urbain depuis plus d'un demi-siècle, à l'espace de vie des deux tiers des habitants aujourd'hui, et au terrain de conquête d'un « droit à la ville » re-questionné. Le regard triple sur le contexte social, politico-juridique et celui des mobilités spatiales à travers l'ancrage permet l'analyse des colonies populaires sous l'angle d'une maturation territoriale qui dépasse les perspectives souvent cloisonnées de chacune de ces dimensions.

Appliqué aux fronts pionniers urbains plus ou moins anciens, le point de vue de l'*ancrage* a permis d'appréhender avec un angle original le peuplement des périphéries, mais aussi et surtout, la pérennisation de ce peuplement, en intégrant la complexité des dimensions soulevées par ce processus. Cette grille de lecture autorise une actualisation de la connaissance des dynamiques qui traversent ce type d'espace résidentiel majeur, quand la lumière est par ailleurs portée sur les politiques de réappropriation du centre, ou encore sur l'explosion des projets immobiliers de logements sociaux destinés aux classes moyennes accédantes en périphérie – dans le contexte postérieur à la réforme du régime foncier des années 1990, anciennement basé sur les dérogations permettant de légaliser à terme une vente illégale.

Le concept de *maturation* appréhende la diversification de la composition des populations résidentes, la consolidation du quartier, l'ancrage résidentiel des habitants et le développement des ressources urbaines dans la proximité [Dureau, Gouëset, 2010 ; Rougé, 2010 ; Bertrand, 2011 ; Imbert *et al,* 2011]. La maturation se comprend à travers l'articulation complexe entre d'une part, les dynamiques sociodémographiques, morphologiques, économiques et politico-juridiques qui s'observent au niveau des lieux, et d'autre part, les mobilités et ancrages des individus qui résident dans ces lieux. Nous l'avons approchée comme le processus multidimensionnel et multidirectionnel de banalisation des espaces urbains populaires pionniers. Ainsi dans ce processus, d'un côté, les stratégies et les expériences des habitants et des acteurs de l'aménagement urbain révèlent des processus d'ancrage et de l'autre, les caractéristiques des contextes résidentiels témoignent d'un rapprochement avec le reste de la ville – dans leurs formes et temporalités – et d'une tendance à la reproduction des différenciations socio-spatiales observées ailleurs dans l'agglomération.

L'observation de l'expérience des habitants, de leur recherche des ressources urbaines et des pratiques spatiales qui en découlent rend possible un éclairage renouvelé des processus de consolidation et de régularisation urbanistique. À partir de l'analyse conjointe de données sociodémographiques systématiques et d'un travail empirique dans quatre quartiers, cette recherche s'est donc attachée à comprendre les liens qui unissent les trois dimensions forgeant les trajectoires de maturation des colonies populaires périphériques de Mexico.

Qu'apporte l'analyse géographique des ancrages et de la maturation sur la construction des territoires urbains dans les périphéries *a priori* pauvres de la métropole ? Comment analyser le peuplement de ces espaces au-delà de la « croissance », quand le solde migratoire de l'agglomération est négatif et qu'à l'instar d'autres villes latino-américaines, les projets immobiliers massifs de logements sociaux bouleversent en profondeur les formes de l'expansion métropolitaine ? De la même façon, alors que les contextes économiques et juridiques du début du 21ème siècle permettent en théorie des trajectoires nouvelles, est-il encore pertinent de penser la transformation périphérique en termes de consolidation des anciens bidonvilles comme l'avait fait J. Turner, ou encore par le prisme spécifique de la régularisation foncière ? Ces questions et leur interdépendance ont animé cette thèse : on a donc cherché à comprendre et à qualifier les trajectoires des personnes et de leur contexte résidentiel en analysant conjointement l'intégration progressive à la ville de quartiers « non-urbains » au départ, et les mécanismes d'ancrage des habitants qui résident dans ces lieux. Cette recherche a ainsi tenté d'apporter quelques éléments de réponses afin de souligner la nécessité d'une approche englobante – excluant pour autant toute prétention à l'exhaustivité – pour révéler les recompositions de peuplement et d'insertion urbaine des quartiers populaires périphériques de Mexico – notre problématique de départ.
Sans prétendre non plus établir des « modèles de maturation », il s'est agi de décrire précisément la diversité des processus autour de la consolidation des colonies populaires, le caractère pluriel renvoyant à toute la complexité recouverte par l'*urbanité* – entendue comme « *couplage de la densité et de la diversité des objets de société dans l'espace* » dont l'intensité dépend des configurations spatiales [Lussault *in* Lévy, Lussault, 2013, p. 1054].

La réflexion dans cette thèse a été articulée en trois temps. La première partie a présenté le cadre de notre travail et a tenté de définir précisément l'objet d'étude et l'angle choisi. Dans un deuxième temps, on a cherché à présenter les contextes de la maturation selon ses trois entrées : sociale, relative aux mobilités, et politico-juridique. Dans un troisième temps, on a analysé plus particulièrement les trajectoires plurielles de cette maturation du point de vue de l'ancrage, en tentant de comprendre les chemins ayant conduit à la diversité visible

actuellement : il s'est alors agi de décrire les itinéraires résidentiels des habitants, leurs expériences citadines, en particulier par rapport aux ressources de la proximité, les dynamiques de régularisation foncière et urbanistique dans leur complexité et les évolutions de la division sociale de l'espace depuis vingt ans.

La maturation lue par les ancrages articule mobilités spatiales, division sociale de l'espace et régularisation

Cette recherche nous a conduit à centrer l'observation sur les relations entre la dimension « populaire » des territoires observés – dans leur volet social, politique et juridique –, les mobilités résidentielles qui ont permis son peuplement et le renouvellement de sa population, et plus généralement, les pratiques de mobilités qui forment les expériences des habitants dans ces lieux. À la polymorphie des configurations de résidence en colonie populaire fait écho la diversité des trajectoires des contextes urbains et des individus. Cette diversité renvoie à la complexité de l'objet colonie populaire et à son caractère dynamique, la maturation tendant à différencier l'espace urbain, tant en termes sociaux et politico-juridiques qu'en termes de pratiques de mobilités des populations. La dimension individuelle et spatiale de la maturation des colonies populaires concerne ainsi les aspects de pauvreté urbaine et d'irrégularité juridique ; et c'est la dynamique impulsée par les mobilités quotidiennes et résidentielles, ancrées dans et à partir de ces espaces, qui participe à la reconfiguration des lieux et des liens avec le reste de la ville.

Les aspects dynamiques du *peuplement* – ici entendu comme le processus large par lequel l'espace est occupé et investi – dans les colonies populaires ont ainsi été interrogés à plusieurs échelles. Ces territoires apparaissent comme un cadre d'actions politiques spécifiques (en termes de régularisation ou d'institutionnalisation de l'organisation sociale en particulier), un type d'espace résidentiel à la croissance singulière, mais aussi comme un espace urbain fort concerné par les différenciations sociales. Ces dernières participent à définir les contextes dans lesquels sont vécues les expériences individuelles et collectives des habitants, au regard de la consolidation et de la régularisation.
Sans prétendre à la lecture d'un lien systématique entre les trajectoires des lieux et celles des individus à l'échelle des colonies populaires et encore moins à la démonstration d'effets de lieux caractérisés, il nous a pourtant été possible d'examiner cette relation à une échelle très fine au cours de nos enquêtes. En effet, l'analyse des ancrages résidentiels, quotidiens et sociaux a permis une observation privilégiée des mécanismes au cœur des évolutions, en termes de ressources urbaines dans la proximité résidentielle sur la période récente et en termes d'intégration relative de ces espaces au reste de l'agglomération. Les schémas de mobilités des individus d'une part et la diversité actuelle des configurations socio-spatiales et politico-juridiques d'autre part, ont permis de dégager les spécificités et la diversité des colonies populaires périphériques, ainsi que la pluralité de trajectoires des individus et des lieux à l'origine de ces résultats.

Les approches classiques de la pauvreté et de l'illégalité dans les colonies populaires, si elles restent pertinentes, ne sont pas suffisantes. Certes, l'observation des conditions socio-résidentielles renvoie à des carences importantes quasi systématiquement. Mais les dynamiques qui traversent actuellement ces espaces semblent plus rapides et plus complexes que celles à l'œuvre lors de la consolidation des anciennes périphéries populaires dans les années 1970. C'est en cela que les dynamiques d'ancrage permettent une nouvelle lecture. On

lit alors l'apprivoisement du quartier par les pratiques et les systèmes résidentiels de proximité et par la recherche croissante de ressources sociales dans l'espace local, mais aussi par les liens au reste de la ville et le rôle de pivot joué par la résidence en colonie populaire au sein de l'espace de vie des habitants.

La dialectique entre mobilités et ancrages, entre diversité actuelle et processus de diversification, et entre trajectoires individuelles et contextuelles a permis de mettre en lumière trois points de vue. D'abord, le rôle central des ancrages dans les processus d'intégration urbaine est mis au jour : ce regard sur les pratiques spatiales des individus permet de tracer les trajectoires complexes des hommes et des lieux. Ensuite, ces trajectoires renvoient à des résultats eux-mêmes complexes et différenciés qui témoignent de la construction de la diversité des contextes résidentiels et de la réécriture de la division sociale de l'espace, allant dans le sens d'une banalisation par rapport au reste de la ville. Enfin, on s'est proposé d'explorer la construction de la diversité des contextes résidentiels « populaires » en soulignant le dépassement de l'unicité de la relation avec l'ancienneté de l'urbanisation, et le poids joué par les dimensions politiques et sociales sur les trajectoires des hommes et des lieux.

Les ancrages dans l'intégration urbaine : trajectoires complexes et construction de bassins de vie

En faisant ici référence à une partie du titre de l'ouvrage du GRAB [2006] – au sein duquel sont exposés les apports des enquêtes biographiques pour la compréhension de la mobilité –, c'est toute la diversité et la richesse de cette méthode qui est soulignée pour l'étude des ancrages d'une part, l'intérêt de cerner un maximum de variables autour des pratiques de mobilités pour une approche des « états flous » lisibles par le géographe d'autre part.

L'ancrage est d'abord un point de vue sur les mobilités spatiales dans la métropole : il permet de mettre en lumière les schémas de mobilités traversant les contextes résidentiels, la complexité des trajectoires résidentielles et quotidiennes des individus, et un visage de l'intégration urbaine des habitants des espaces étudiés. En tentant d'identifier les configurations des espaces de vie et des systèmes résidentiels des habitants des quartiers populaires, on a mis en lumière la construction de bassins de vie.

La maturation, corollaire de la métropolisation : dynamique intra-urbaine et schémas de mobilités ancrés dans la proximité

D'abord, à l'échelle métropolitaine, on a vu que la maturation de quartiers nés dans l'informalité se concevait dans un contexte de croissance urbaine « interne », où le fonctionnement démographique et migratoire de l'agglomération renvoyait à des mobilités résidentielles essentiellement intra-urbaines d'une part, de proximité d'autre part – validant en cela la première de nos hypothèses.

En effet, on rappelle que sur la période récente 2005-2010, les mobilités résidentielles intra-métropolitaines enregistrées par le recensement représentent 69 % des personnes ayant changé de municipe de résidence dans la ZMVM. Au sein de cette dynamique interne, on souligne une grande proximité des flux : en 2010, dans les quatre municipes spécifiquement étudiés, plus des trois cinquièmes des personnes ayant changé de résidence vivaient en 2005 dans une municipalité voisine. Globalement à l'échelle métropolitaine, les périphéries continuent de

recevoir la croissance de la ville du fait de la déconcentration du péricentre et de la proche banlieue d'une part, de mouvements centripètes depuis le périurbain éloigné d'autre part. Ces grands schémas se trouvent toutefois complexifiés par les politiques de logement et de gestion du sol urbain qui différencient les mobilités à plusieurs échelles – métropolitaine, mais aussi locale.

Une exploration transversale des caractéristiques socio-résidentielles des personnes dont le changement de résidence a été enregistré par le recensement a été possible, afin de qualifier socialement les mouvements (chapitre 7). Un filtrage du parc de logements a été mis au jour au sein des municipalités étudiées : à cette échelle locale d'observation, les mobilités résidentielles récentes ne renvoient ni à une tendance à la « gentrification », ni à une dynamique de paupérisation. Les schémas de mobilité étudiés, qui concernent des personnes relativement pauvres à l'échelle de la ville, ne correspondent en effet ni à l'un, ni à l'autre modèle, mais alimentent toutefois de manière spécifique le processus de division sociale de l'espace métropolitain.
Ainsi, à Tláhuac, les partants semblent être les moins défavorisés, tandis que les arrivants témoignent de meilleures conditions socio-résidentielles qu'en moyenne dans la municipalité. À Milpa Alta et Cuautitlán, aux deux extrémités de la ville, les trajectoires résidentielles de départ et d'arrivée sont socialement hétérogènes. Dans le premier cas, joue la position éloignée dans le périurbain du DF ; dans le second, l'imbrication des types de peuplement et du poids croissant des logements sociaux dans le nord. À La Paz enfin, on observe à la fois un peuplement lié à la déconcentration des banlieues populaires consolidées de l'est de l'agglomération et un filtrage excluant les plus pauvres qui ne peuvent se maintenir dans un contexte en cours de valorisation foncière et immobilière.

À une échelle plus fine encore, nos entretiens ont permis de confirmer le caractère majoritairement très local des mobilités résidentielles et ont aussi rendu possible une approche longitudinale des trajectoires des individus et de leur entourage, allant dans le sens de la mise au jour d'un ensemble de mobilités différentielles dans ces contextes.
Ainsi, plus de la moitié des résidences antérieures des personnes enquêtées était située à l'intérieur du même municipe, voire dans le quartier actuel de résidence ou à proximité. À travers les cartes des itinéraires, on a pu mettre en évidence l'importance des déménagements internes dans ces quartiers, mais aussi une diversité importante de trajectoires et de positions résidentielles. La proximité relative des lieux du système résidentiel en colonie populaire périphérique a ainsi été logiquement éclairée à l'aune des réseaux sociaux et familiaux : elle renvoie à un contexte articulant stabilité des habitants et renouvellement des populations par la poursuite des trajectoires de proche en proche.
Les schémas de mobilités résidentielles interrogés au moyen de l'ensemble de l'itinéraire biographique ont permis d'analyser plus spécifiquement le changement générationnel en cours dans ces contextes. Trajectoires résidentielles réalisées ou projetées, c'est principalement la proximité et l'inscription dans les réseaux familiaux et amicaux qui marquent les pratiques des habitants. La maturation du front pionnier urbain en colonie populaire témoigne, comme nous le formulions dans notre quatrième hypothèse, de l'inscription du peuplement sur plusieurs générations. Les « sauts de puce » observés révèlent les ancrages dynamiques à partir des zones plus anciennement urbanisées, tandis que la résidence de la descendance des pionniers dans la proximité atteste de la construction de bassins de vie spécifiques [Imbert, 2005].

Outre les mobilités résidentielles, c'est l'ensemble des mobilités spatiales qui dessine des schémas internes à la métropole et, plus particulièrement au sujet des colonies populaires,

fortement inscrits dans la proximité résidentielle. Les changements de résidence et les pratiques quotidiennes s'articulent dans l'approche des usages urbains. Ainsi, de manière systématique, un cinquième des déplacements quotidiens des habitants de la ZMVM se fait à l'intérieur d'un district urbain, quel qu'en soit le motif, selon l'enquête origine-destination de l'INEGI en 2007. Par ailleurs, le recensement de 2010 permet de lire des navettes domicile-travail internes au municipe de résidence dans plus de 57 % des cas dans la ZMVM – même si les proportions diffèrent entre DF et État de Mexico.
Approchées de manière plus fine, ces pratiques de mobilités dans l'espace de la ville témoignent d'une proximité exacerbée dans les colonies populaires étudiées. Selon nos enquêtes empiriques, dans plus des deux tiers des cas rencontrés, l'emploi est localisé dans le municipe de résidence, voire dans plus de 2 cas sur 5, dans le quartier ou à proximité. Pour les pratiques commerciales, le municipe de résidence concentre au moins trois quarts des déplacements, et la proximité stricte du logement, toujours plus des deux cinquièmes, notamment du fait de la fonctionnalisation économique rapide de ces contextes. Par ailleurs, le municipe de résidence est aussi le lieu des sociabilités, la famille et/ou les amis y résidant 9 fois sur 10.
Les facteurs de cette proximité privilégiée ont alors été interrogés. À l'image de ce que des études dans d'autres métropoles (en Amérique latine, dans le Monde arabe, en France, aux États-Unis, etc.) avaient mis en avant, l'analyse des pratiques de mobilité des individus et la prise en compte de l'entourage de ces derniers ont permis de souligner le poids des dimensions familiales, du fait des ressources que ces réseaux sont capables de fournir. Pourtant, ces pratiques témoignent largement d'une diversité des ancrages lisibles à différentes échelles et ne renvoient que dans une proportion relativement faible à un « enfermement » sur place.

Malgré d'une part, le recul relatif du poids des colonies populaires dans l'expansion de la métropole par rapport aux nouveaux logements sociaux, et d'autre part, le contexte de remise en cause du « modèle classique » d'accès au sol urbain en périphérie avec la réforme de 1992, ces quartiers continuent de s'afficher comme des zones dynamiques en termes de croissance périphérique intra-urbaine. Ils fournissent les ressources sociales nécessaires aux « *explorations futures* » des nouvelles générations – pour rappeler les mots de J. Remy [1996] – et peuvent constituer un pivot au sein des systèmes de lieux pratiqués par les habitants.
Les schémas dominants de mobilités spatiales intra-urbaines renvoient à un ensemble de recompositions démographiques et de transformations de l'espace déjà construit. On assiste alors à une densification des périphéries : les dynamiques de peuplement s'inscrivent de manière générale au sein des mêmes contextes résidentiels, témoignant de la proximité spatiale, mais aussi sociale et symbolique des lieux de vie dans la métropole au fil des trajectoires des habitants. Cet éclairage des ancrages fait alors apparaitre la maturation sociale et résidentielle comme un corollaire du processus de métropolisation, qui témoigne, dans le cas des colonies populaires, d'une nouvelle étape des transitions urbaines proposées par J. Turner dans les années 1960.
Les ancrages, dynamiques, renvoient conjointement à une potentielle moindre dépendance de ces périphéries au centre d'une part, et à un renforcement des dynamiques de proximité, intra-périphériques, d'autre part. Le caractère plus « autonome » de ces espaces en cours de maturation, combiné à leur relatif meilleur accès à la ville, permet l'émergence de processus spécifiques et pluriels, mais ne semble pas renvoyer à une spécialisation socio-spatiale – dans le sens d'une polarisation lisible à l'échelle de l'agglomération.

Ancrages dynamiques dans le temps et dans l'espace : une pluralité de bassins de vie
L'observation des ancrages renvoie particulièrement aux itinéraires biographiques et aux stratégies déployées par les habitants pour accéder aux ressources urbaines au sein du contexte local. Toutefois, les pratiques urbaines construites *à partir* de ces quartiers doivent aussi faire l'objet d'une attention spécifique.
Tout d'abord, nous avons lu l'ancrage social et territorial dans les colonies populaires à l'aune de la densité résidentielle des habitants. L'installation résidentielle dans le contexte doit effectivement être projetée sur le long terme pour que l'on puisse véritablement parler d'ancrage. Pour autant, les processus d'ancrage demandent une approche sur plusieurs échelles spatiales et temporelles : on a montré, au niveau de l'échantillon de personnes enquêtées dans cette thèse, que si la durée de résidence avait un impact sur le rapport à la proximité, cette variable n'était pas une constante. Par ailleurs, l'ancienneté de la résidence ne se comprend que par rapport aux caractéristiques liées au contexte urbain d'une part, à celles de l'ensemble de l'itinéraire résidentiel des individus et de leur entourage d'autre part.
Sans prétention à l'exhaustivité, ni à l'exclusivité des profils – eu égard à la non-représentativité de l'échantillon enquêté –, plusieurs types de trajectoires et d'ancrages résidentiels ont pu être mis au jour empiriquement. On a ainsi distingué les ancrages issus des trajectoires résidentielles comparables au modèle de Turner (province – centre – éloignement en périphérie), ceux où l'itinéraire décrit uniquement une trajectoire intra-métropolitaine centrifuge, d'autres où l'on assiste davantage à des « sauts de puce » internes aux colonies populaires, des systèmes résidentiels très localisés qualifiables d'autochtones, d'autres plus disséminés dans la métropole – à la manière d'allers et retours –, voire des systèmes de lieux articulant plusieurs types de peuplement dans la ville – notamment avec les grands ensembles de logements sociaux – et enfin, ceux où la résidence en colonie populaire constitue le point d'ancrage à l'insertion des individus au système migratoire international (chapitre 8).

Parallèlement à la dimension résidentielle, les ancrages des habitants témoignent de la construction d'espaces de vie au sein desquels les ressources urbaines ne sont pas uniquement situées dans le local. Les systèmes de lieux peuvent alors mobiliser une diversité d'échelles métropolitaines. Il a par exemple été possible de décrire des profils d'ancrages polarisés dans le local : « autochtones », si le système résidentiel est lui aussi très local ; ou bien « adoptés », dans le cas d'itinéraires résidentiels plus larges. D'autres profils renvoient davantage à des configurations où le contexte résidentiel joue le rôle de « pivot » au sein des pratiques urbaines, dans le sens où des circulations à plusieurs échelles s'organisent à partir de la proximité résidentielle. Des ancrages métropolitains multipolarisés s'inscrivent aussi à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération, témoignant d'une expérience citadine forte ; d'autres renvoient à des champs spatiaux plus restreints dans la métropole, mais dépassent toujours largement les limites de la stricte proximité. Enfin, des ancrages qualifiables de temporaires peuvent être observés : ils renvoient à des trajectoires où la position sociale et/ou résidentielle ne permet pas la pérennisation du bassin de vie dans les quartiers populaires étudiés (chapitre 9).

L'exploration de ces profils permet d'approcher la construction différenciée d'un *capital d'autochtonie* dans les quartiers étudiés. Les ressources sociales sont ainsi fortes au niveau local dans les colonies populaires, mais elles ne semblent pas pour autant être à l'origine d'une dimension exclusive des pratiques spatiales. La diversité des profils permet d'appréhender de manière originale la pluralité des configurations socio-spatiales des pratiques de mobilités dans le reste de la métropole et l'existence de liens croissants avec les autres espaces de la ville. Cette bigarrure des trajectoires individuelles renvoie à la complexité

des évolutions polymorphes qui affectent les contextes résidentiels en colonie populaire, mais elle constitue aussi le « moteur » des recompositions de ces contextes.

L'articulation permanente des pratiques de mobilité des habitants entre les colonies populaires et le reste de la ville témoigne d'une tendance à l'intégration urbaine, en des termes limités toutefois. S'il existe une véritable force de la proximité, la construction de « sociétés locales », où les ressources sociales pallieraient les carences en ressources urbaines, ne peut pas non plus être réellement envisagée : d'une part, ces quartiers restent marqués par la pauvreté ; d'autre part, les relations sociales et politiques fortement inscrites dans les mécanismes clientélistes avec les autorités officielles supposent une lecture sur d'autres échelles (quartier, communauté agraire, municipalité, entité fédérative, circonscription électorale, etc.).

Dans ces bassins de vie aux contours flous, inscrits dans une proximité relative, les expériences des habitants témoignent de choix et de compétences particulières et hétérogènes. Elles renvoient aux efforts déployés, dans des contextes initialement difficiles, pour la recherche des ressources urbaines, relativement à l'habitat, aux sociabilités, à l'apprivoisement de la proximité, aux représentations de la violence, à la circulation dans l'espace urbain, etc. Ce rapport au lieu et les pratiques qui en découlent constituent un ensemble de constructions sociales, pouvant renvoyer, comme cela a été le cas dans nos entretiens, à une appropriation, voire à une identification au lieu, alors que les conditions de vie ont été et restent pourtant parfois précaires.

La compréhension des mobilités et ancrages dans les espaces étudiés a permis la lecture de l'expérience du lieu par les habitants et en cela, a éclairé d'un côté, l'inscription de ces derniers dans la ville, et d'un autre côté, la formation de bassins de vie. Ces dynamiques témoignent à leur tour des processus sociaux et spatiaux, individuels et contextuels, qui impliquent la consolidation et la banalisation des colonies populaires par rapport au reste de l'agglomération. Cet « alignement » multiforme des contextes s'explique par les trajectoires complexes des résidents, à l'échelle des individus et de leur entourage. À l'échelle agrégée, les recompositions sont d'ordres social, économique, morphologique, mais aussi foncier et politique.

La diversification des contextes résidentiels populaires : le sens d'une banalisation socio-spatiale plurielle

Dans les colonies populaires, la précarité des conditions de vie et la non-conformité foncière et urbanistique sont caractéristiques, au moins aux débuts du peuplement. Toutefois, cette lecture exclusive doit être dépassée. Plus qu'une croissance, l'analyse des processus et des résultats lisibles de la maturation a mis au jour des transformations morphologiques, mais aussi des évolutions importantes, allant dans le sens d'une banalisation par rapport au profil moyen de la ville d'une part, d'une reproduction du modèle des espaces résidentiels anciennement consolidés d'autre part.
Les mobilités et les ancrages sont des marqueurs des évolutions des contextes dans lesquels ils s'inscrivent. Les résultats de leur suivi ont permis de retrouver les principes de la théorie d'une *normalisation* des espaces périphériques jeunes, investie dans les travaux de J.-P. Lévy [2009] et C. Imbert *et al* [2011] en France et de F. Dureau et V. Gouëset [2010] en Colombie. Au sein de ce processus, on observe bel et bien trois dynamiques majeures : une croissance

ralentie, un schéma de mobilités donnant une large part aux trajectoires résidentielles inscrites dans la proximité et un renforcement des pratiques dans le contexte local. Les évolutions sont également à suivre du point de vue de la transformation des profils des contextes socio-spatiaux dans lesquels s'inscrivent ces mobilités d'individus. Ainsi, les *trajectoires des lieux* renvoient clairement aux processus de division sociale de l'espace aux échelles métropolitaines et locales. Dans ces quartiers, l'hétérogénéité des situations initiales, comme celle des situations observables actuellement, renvoie nécessairement à une diversité des « chemins de maturation », dans leur degré et dans leurs rythmes.

Le suivi des pratiques d'habitants – aussi diverses soient-elles – dans les colonies populaires n'a pas permis de mettre au jour des tendances à la concentration spatiale de trajectoires descendantes. Ainsi, comme nous le pressentions dans notre troisième hypothèse, les colonies populaires étudiées, lues au prisme de la maturation, ne renvoient pas uniquement à des espaces de relégation. Toutefois, les trajectoires de valorisation économique et morphologique, si elles sont beaucoup plus fréquentes, ne permettent pas non plus de décrire de manière exhaustive et suffisamment précise l'ensemble des recompositions en cours.
La mobilité sociale des habitants résidant dans ces quartiers qui « s'améliorent » reste difficilement lisible au-delà de l'observation individuelle et interroge, légitimement, la manière de mesurer de telles évolutions. L'approche d'une telle dimension à l'échelle du quartier s'avère très délicate et nécessite la plus grande prudence. C'est bien l'hétérogénéité des contextes socio-spatiaux d'une part, des trajectoires d'évolutions des contextes d'autre part, qui traduisent le mieux la diversité des résultats de la maturation observables au début de la décennie 2010 dans ces espaces.

Des évolutions de la structure sociodémographique sont en revanche lisibles sur une période de 20 ans de manière systématique, malgré les limites imposées par les maillages spatiaux et les définitions des indicateurs des recensements mexicains. Nous avons observé le processus global de banalisation des colonies populaires, qui ont tendance à connaître, à l'instar de l'ensemble de l'agglomération, un processus de vieillissement et de diffusion de l'accès à l'éducation.
Même si le profil des colonies populaires – prises dans leur ensemble ou analysées à travers des quartiers spécifiques – témoigne encore, au regard des indicateurs suivis, d'écarts significatifs avec le profil d'autres types de peuplement urbain, ainsi qu'avec le profil moyen, un processus de rattrapage apparaît clairement (chapitre 11). Les trajectoires d'évolution des colonies populaires renvoient aux processus de consolidation ; ces quartiers deviennent de plus en plus « banals » au regard de la composition démographique de leurs résidents, de la diversité du parc de logements, de l'équipement en services urbains élémentaires et de la fonctionnalisation économique.

Néanmoins, une fois de plus, c'est la diversité des résultats des processus de maturation qui caractérise le mieux ces espaces. Le suivi des différents contextes de la régularisation sur les registres fonciers et politiques témoigne de cette complexité, révélant l'obsolescence d'une analyse unique des colonies populaires en termes de marginalité politique et juridique (chapitres 6 et 10). Globalement plus marquées par la pauvreté que le reste de la ville, les colonies populaires sont les lieux d'une pluralité de combinaisons de dimensions sociodémographiques, résidentielles et économiques. Cette diversité ne s'organise pas de manière aléatoire : l'étude des contextes locaux du point de vue de la pauvreté a permis de mettre clairement en évidence des gradients de consolidation, en relation avec l'âge de l'urbanisation (chapitre 4).

Si à petite échelle et à des échelons agrégés, la banalisation semble marquer la tendance générale des colonies populaires, l'observation de micro-ségrégations témoigne en parallèle d'une hétérogénéisation importante, signes que la complexité des dynamiques de maturation est à appréhender à un échelon fin. Au niveau de l'îlot et à l'échelle du quartier, les gradients autour des zones les plus anciennement peuplées restent lisibles, mais des contrastes et des mosaïques de profils socio-spatiaux témoignent de la prise en compte nécessaire d'autres dimensions, en l'occurrence, le contexte foncier et l'organisation sociale des résidents.

La maturation de ces périphéries populaires tend alors vers la construction d'un ensemble hétérogène et complexe, où la diversité des dynamiques et des résultats se rapproche de celle lisible au niveau de l'ensemble de la ville. Les colonies populaires se révèlent emprunter une diversité de chemins qui tendent vers la reproduction de la ville et celle des inégalités qui la traversent, tout en témoignant encore de spécificités liées au contexte politico-juridique dans lequel est née cette production urbaine.

Enjeux d'une approche territorialisée de la maturation : le nécessaire éclairage foncier et politique

Le regard sur la banalisation des contextes socio-spatiaux par rapport au profil moyen de l'agglomération a permis de démontrer une nouvelle fois la relation entre l'ancienneté de l'urbanisation et les degrés de consolidation. Mais cette lecture ne suffit pas à éclairer les formes et l'intensité des différenciations qui marquent les colonies populaires. Le prisme foncier et politique reste alors indispensable dans la lecture des trajectoires des individus, comme des lieux. Comme l'avaient déjà analysé J. Turner [1976], M. Schteingart [1989] ou A.L. Vega [2005], l'approche intégrée des quartiers périphériques nés dans l'informalité nécessite la compréhension du rôle des acteurs et des politiques urbaines liées au logement, ainsi que l'éclairage de la participation des habitants à la régularisation de leur contexte résidentiel. Plus qu'un ancrage dans le temps, se joue un ancrage politique dans les trajectoires de maturation.

Les trajectoires de la maturation des colonies populaires de Mexico s'inscrivent et se dessinent dans et selon le régime foncier et les normes urbanistiques en vigueur aux différentes échelles : habitat, îlot, groupe d'îlots, quartiers, zones, municipalité, entité fédérative, zonage spécifique, etc. À l'origine, ce contexte foncier et urbanistique renvoie au caractère impropre au logement d'une part, au laisser-faire institutionnel et aux rapports de pouvoir au sein de la régularisation d'autre part.
Ainsi, les modalités de gestion de la terre au Mexique – entre propriété privée, sociale et publique – expliquent en grande partie la diversité des trajectoires individuelles de titularisation des résidences des habitants des colonies populaires : à chaque régime ses (im) propriétés, ses procédures et ses acteurs spécialisés dans la régularisation. Plus particulièrement, les terrains en régime social dans les *ejidos* et les *comunidades* étaient, jusqu'à la réforme de l'article 27, le théâtre du paradoxe juridique à l'origine de la croissance d'une grande partie des colonies populaires périphériques : théoriquement invendables, ces terrains constituaient en même temps la plus grande réserve foncière en périphérie de la ville et faisaient à ce titre l'objet de pressions et de dérogations, devenues progressivement les seules politiques d'aménagement urbain pour ces zones. Toutefois, les réformes des années 1990 et les programmes de titularisation n'ont pas été suffisants pour régulariser intégralement ces espaces.

Outre le statut résidentiel, c'est la précarité liée aux enjeux de la reconnaissance de la résidence en elle-même par les autorités – et du droit à la ville qui s'y rattache, à l'échelle du logement (pragmatiquement, en termes d'équipements urbains), et à celle des personnes (en termes d'expérience politique) –, qui pèse dans les ancrages des habitants dans ces espaces. La complexité des trajectoires de régularisation ne s'approche pas de manière systématique, mais demande l'observation au cas par cas de l'implication des autorités publiques, des résidents et des groupes de pressions ou *leaders* qui opèrent aux différents niveaux du pouvoir. La prise en compte de ces rapports de pouvoir est nécessaire dans la lecture des trajectoires individuelles et collectives, dans le sens où ils déterminent les évolutions sociales observées.

Grâce à cet angle de lecture, la relation entre trajectoires individuelles et trajectoires des lieux apparaît, les ancrages socio-politiques des habitants et les trajectoires de maturation des quartiers s'éclairant mutuellement. La complexité croissante de la composition sociodémographique et résidentielle fait écho à la construction d'expériences urbaines plurielles pour les habitants. Or, ces expériences s'appuient sur les réseaux de sociabilités, qui participent à morceler le quartier à un échelon fin et à différencier fortement les trajectoires de régularisation et en cela, les contextes résidentiels. L'ancrage social et politique renvoie alors ici à la grille de lecture la plus pertinente pour appréhender simultanément cette diversification des contextes et des itinéraires individuels.
La dimension collective des dynamiques d'amélioration du quartier est primordiale pour les individus. Les rapports de pouvoirs établis par ces groupes rendent possible la négociation permanente pour la titularisation, le changement d'usage des sols et l'obtention des services urbains de base. La maturation du quartier populaire périphérique renvoie ainsi aux formes et à l'intensité de l'insertion des habitants dans ces sphères de contrôle social et politique de la ville. L'activation des mécanismes de la participation citoyenne et l'institutionnalisation des organismes chargés de la titularisation – ou encore de ceux relayant les politiques urbaines et sociales dans les quartiers pauvres de la ville – renvoient à la question de l'acquisition d'une place citoyenne pour les habitants.
Néanmoins, ces dimensions de l'ancrage social et politique ne sont pas stables dans l'espace et dans le temps. La diversité des collectifs d'organisation, de leur degré de reconnaissance par les autorités et des champs d'action dont ils prennent la responsabilité, mais aussi la faible longévité des équipes d'élus en place – auprès desquelles sont négociés les différents pans de la régularisation – et la polarisation de ces négociations par un nombre réduit d'acteurs-clefs de l'aménagement urbain, rendent très variables les trajectoires de maturation.
Une fois les urgences du front pionnier urbain dépassées, on remarque même un repli sur soi pour une majorité d'habitants, préférant le resserrement des pratiques urbaines sur la sphère familiale, plutôt que la poursuite des efforts autour de la construction d'un espace public dense. S'il faut bien sûr se garder de toute mythification des dynamiques de participation tant les mécanismes clientélistes sont puissants, la banalisation du déclin de l'activité collective du contexte résidentiel fait tout de même écho à la montée de l'individualisme – qui tend à faire rentrer dans le rang de l'anonymat urbain la force participative née aux moments des efforts de régularisation. Par ailleurs, cette tendance atteste dans le même temps de la reprise en main relative des autorités urbaines sur ces espaces.

Au final, les trois lectures, des divisions sociales, des mobilités et des enjeux fonciers et politiques, éclairent les expériences résidentielles extrêmement diverses, entre les quartiers populaires périphériques et en leur sein. L'inscription spatiale des formes de la pauvreté urbaine, de l'irrégularité foncière et urbanistique et des mobilités spatiales qui participent à recomposer ces espaces, renvoie au lien entre ces trois dimensions de la maturation.

Dans les quatre terrains d'étude, les différentiels entre des quartiers pourtant urbanisés aux mêmes moments et dans un contexte d'illégalité comparable sont importants. Cette diversité s'éclaire à l'aune des mobilités spatiales des résidents – qui modifient la composition de la population et qui participent au dynamisme des quartiers en termes de réseaux sociaux et de ressources de proximité – d'une part ; à celle des rapports de pouvoirs instaurés – à l'échelle locale et en lien avec les différents niveaux de la hiérarchie officielle qui tient les leviers de la régularisation territoriale – d'autre part. Au sein de notre démarche comparative, des traits communs ont bien sûr été soulignés, aux échelles des quartiers, des îlots et des individus. Toutefois, des particularités locales ont pu être également décelées.
Dans le cas des quartiers étudiés à Cuautitlán, à proximité des grands ensembles de logements sociaux, du point de vue de la pauvreté et des normes urbanistiques, les résultats observés au moment des enquêtes et au moyen des données censitaires vont dans le sens d'une amélioration des contextes résidentiels, malgré une hétérogénéité sociale forte à l'échelon des îlots.
Par ailleurs, dans les fronts pionniers urbains de l'est de l'agglomération, où les types de peuplement sont globalement plus homogènes, les formes de pauvreté restent marquées à Tláhuac et à La Paz. Ces deux exemples témoignent d'une position de relais des anciennes grandes périphéries populaires d'Iztapalapa et de Nezahualcóyotl. Les configurations observées restent complexes toutefois : les évolutions sociodémographiques depuis 20 ans et les résultats en termes de consolidation physique et d'avancées juridiques sont directement liés :

- premièrement, au gradient temporel de l'urbanisation ;
- deuxièmement, au contexte foncier – les zones de propriété privée renvoyant *a priori* à des démarches de titularisation globalement moins complexes – ;
- et troisièmement, à la force des organisations sociales actives localement et capables de peser dans les rapports de pouvoirs de la régularisation – et dont l'efficacité est aussi à lier à une dimension de relative homogénéité sociale de la population résidente (chapitre 10).

Plus spécifique, le cas du village périurbain de San Pablo Oztotepec à Milpa Alta atteste d'un fonctionnement local. On y retrouve également les variables des trajectoires de maturation lisibles dans les autres terrains, mais dans ce cas, les pesanteurs foncières et urbanistiques – spécifiques au sud du DF – sont plus importantes que dans les autres terrains étudiés.

Si l'ancienneté de l'urbanisation joue dans les gradients de consolidation, la maturation des colonies populaires ne se comprend en réalité qu'à travers le rôle des rapports de force, du contexte politico-administratif et foncier, ainsi que par la place du contexte résidentiel dans la division sociale de l'espace métropolitain. La dimension politique de la question foncière et de celle des organisations sociales est au cœur des rythmes et de l'intensité des trajectoires de maturation des colonies populaires périphériques de Mexico et constitue la clef des évolutions sociales et citadines, individuelles et contextuelles, dans ces espaces.

Limites et prolongements possibles : des trajectoires à tracer

L'ensemble des dimensions recouvertes par les trajectoires de maturation des colonies populaires périphériques de Mexico est difficile à saisir simultanément, mais notre projet était en réalité de comprendre l'articulation entre la complexité des stratégies et situations des personnes d'un côté, et la spécificité et le dynamisme des contextes résidentiels de l'autre. Cette démarche comptait ainsi éviter de focaliser sur l'approche anthropocentrée des

trajectoires des personnes ou sur les seules dimensions des trajectoires des lieux. Toutefois, cette position ouvre naturellement la voie à un ensemble de limites, en termes de concision d'ensemble, comme de précision de chacune des dimensions traitées. Ce point de vue ouvre aussi la voie à des prolongements possibles.

Un des premiers prolongements possibles à cette recherche pourrait englober l'approche de la valorisation foncière des zones étudiées, de manière plus systématique. Seulement explorée dans cette thèse (chapitre 6), la question des valeurs immobilières et foncières – épineuse, tant elle implique des enjeux forts pour tous les ménages (dans un contexte de méfiance généralisée liée à la précarité foncière) et pour les autorités municipales et agraires en périphérie (avec la pression urbaine qui se poursuit, notamment sous la forme du développement des projets immobiliers de logements sociaux) – pourrait faire l'objet d'une analyse spécifique. Cette dimension est en effet une des clefs de voûte des évolutions sociales et économiques et des restructurations des schémas de mobilités résidentielles intra-périphériques. La question du filtrage du parc résidentiel trouverait ici une grille de lecture pertinente pour interpréter et suivre les trajectoires des ménages d'une part, des îlots, voire des quartiers d'autre part. Croisée au regard de la fonctionnalisation économique, des avancées de la consolidation physique et de celles de la régularisation foncière et urbanistique, l'analyse des valeurs foncières et immobilières complèterait une approche intégrée de l'évolution récente des colonies populaires.

Au sein de ce marché foncier, un prolongement nécessaire de la réflexion renverrait à la poursuite et à l'actualisation de la mesure des effets des évolutions juridiques liées à la réforme de l'article 27 de la Constitution quant aux changements possibles en régime de propriété sociale. C. Salazar [2009 ; 2011] a déjà quantifié et analysé une partie des impacts liés à cette réforme ; l'objectif pourrait être désormais de cibler particulièrement les effets de cette politique sur le peuplement en colonies populaires d'une part, d'analyser les concurrences et les interactions entre les ensembles de logements sociaux et le marché immobilier et foncier en colonies populaires d'autre part. Outre les diagnostics réalisables en termes de rapports de force sur la production du sol urbain entre les différents acteurs en jeu, explorer plus avant cette dimension permettrait d'examiner, avec un recul de plus d'une vingtaine d'années dorénavant, les impacts de ces dispositifs juridiques sur la perméabilité des marchés du logement du point de vue des catégories populaires de la métropole.

En plus de s'intéresser aux relations entre grands ensembles résidentiels légaux et colonies populaires, l'angle de la maturation pourrait être investi dans l'approche intégrée des recompositions qui affectent l'ensemble des « quartiers populaires périphériques » de la ville, en intégrant désormais les parcs de logements sociaux « récents ». Dans ces espaces où les évolutions physiques ou politico-juridiques ne s'appréhendent en aucune manière comme dans le cas des colonies populaires, des recompositions sociales, économiques et morphologiques sont pourtant visibles [Jacquin, 2012]. On peut alors s'interroger sur les processus à l'œuvre dans ces espaces résidentiels, dont la croissance a été spectaculaire ces vingt dernières années. En effet, si les résidences dans ces espaces ne posent *a priori* pas de problèmes de légalité foncière ou urbanistique, la reconnaissance officielle par des autorités publiques, dépassées par l'ampleur et la rapidité de la croissance urbaine sous cette forme, questionne la viabilité et le vieillissement des grands ensembles une fois les compagnies immobilières parties – c'est-à-dire, une fois tous les logements vendus. Ce sont aussi des dynamiques d'autoconstruction et de fonctionnalisation qui prennent le relais des codes *condominiaux* et qui tendent à reproduire des mécanismes comparables à ceux traversant les colonies populaires.

Enfin, pour comprendre de façon plus complète les dynamiques de maturation des périphéries populaires dans leur complexité, un accent devrait être mis sur une proportion moins visible des trajectoires des individus et des lieux : les trajectoires descendantes. S'intéresser aux recompositions « non améliorative » des itinéraires des personnes, de leur entourage et des contextes résidentiels permettrait de préciser les mécanismes et les sens des filtrages des parcs de logements en cours dans les lieux de la maturation. Cette démarche permettrait aussi un autre regard sur les dynamiques de reproduction de la ville, en dépassant l'apparente quasi-exclusivité des trajectoires ascendantes et en interrogeant plus finement les recompositions des divisions sociales dans la métropole. L'acuité de ces questions est forte à l'heure où, malgré une tendance à la banalisation des quartiers populaires, les écarts entre les catégories sociales au Mexique restent parmi les plus élevés du continent et ceux au sein des catégories dites « populaires » semblent se creuser.

Liste des abréviations

Chiffres

- 1ria : *primaria* (école primaire)
- 2ndaria : *secundaria* (école secondaire)

A-B

- ACM : Analyse (factorielle) des correspondances multiples
- ACP : Analyse (factorielle) en composantes principales
- AGEB : *Área geoestadística básica* (Aire géostatistique de base, unité de recensement)
- AGEM : *Área geoestadística municipal* (Aire géostatistique municipale)
- AHI : *Asentamiento Humano Irregular* (Etablissement humain irrégulier)
- ALENA : Accord de Libre Échange Nord-Américain
- AMCM : *Área Metropolitana de la Ciudad de México* (Aire métropolitaine de la ville de Mexico)
- ANR : Agence nationale de la recherche
- AURIS : *Acción urbana e integración social* (Action urbaine et intégration sociale)

C

- CAH : Classification ascendante hiérarchique
- CBD : *Central Business District* (centre des affaires)
- CEDEM : *Coordinadora de Educación Democrática del Estado de México* (Coordination d'éducation démocratique de l'État de Mexico)
- CEMCA : Centre d'études mexicaines et centraméricaines
- CENVI : *Centro de la vivienda y estudios urbanos* (Centre du logement et des études urbaines)
- CEPAL : *Comisión económica para América latina* (Commission économique pour l'Amérique latine)
- CEPED : Centre Population et Développement
- CFE : *Comisión Federal de Electricidad* (Commission fédérale d'électricité)
- CNOP : Confédération nationale des organisations populaires
- CNRS : Centre national de la recherche scientifique
- CNUEH : Commission des Nations Unies pour les établissements humains
- CODEUR : *Comisión de Desarrollo Urbano* (Commission du développement urbain)
- COESPO : *Consejo estatal de Población* (Conseil de population de l'Etat fédéré)
- CONAFE : *Consejo Nacional de Fomento Educativo* (Conseil national du développement éducatif)
- CONAFOVI : *Comisión Nacional de Fomento de la Vivienda* (Commission nationale du développement du logement)
- CONALEP : *Colegio Nacional de Educación Profesional Técnica* (lycée professionnel technique)
- CONAPO : *Consejo Nacional de Población* (Conseil national de population)
- CONAVI : *Comisión Nacional de Vivienda* (Commission nationale du logement)
- CONEVAL : *Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social* (Conseil National d'Évaluation de la Politique de Développement Social)
- COPACI : *Consejo de participación ciudadana* (Conseil de participation citoyenne)
- COPEVI : *Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento* (Centre opérationnel du logement et du peuplement)
- COPLAMAR : *Coordinación general del plan nacional de zonas pauperizadas y grupos marginados* (Coordination générale du plan national des zones paupérisées et des groupes marginalisés)
- CORETT : *Comisión de Regularización de la Tenencia de la Tierra* – Commission de la Régularisation de la Propriété de la Terre
- CRESEM : *Comisión para la Regularización del Suelo en el Estado de México* (Commission pour la régularisation du sol dans l'Etat de Mexico)
- CRH : Centre de recherche sur l'habitat

- CTM : Confédération des travailleurs mexicains
- CV : Coefficient de variation

D

- DART : *Dirección del Área de los Recursos Territoriales* (Direction du service des ressources territoriales)
- DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale
- DENUE : *Directorio Estadístico Nacional de Unidades Económicas* (Répertoire statistique national des unités économiques)
- DIF : *Desarrollo Integral de la Familia* (Développement intégral de la famille)
- DF : District fédéral
- DGRT : *Dirección General de la Regularización de la Tierra* (Direction générale de la régularisation de la terre)
- DREIF : Direction Régionale de l'Équipement d'Ile de France

E

- EDOMEX : *Estado de México* (Etat de Mexico)
- EHESS : École des Hautes Études en Sciences Sociales
- EMAM : Etudes Monde Arabe Méditerranée
- ENIGH : *Encuesta Nacional del Ingreso y Gasto de los Hogares* (Enquête nationale sur le revenu et les dépenses des ménages)
- EOD : *Encuesta Origen Destino* (Enquête origine-destination)

F

- FIDEURBE : *Fideicomiso de Interés Social para el Desarrollo Urbano de la Ciudad de México* (Fidéicommis de l'intérêt social pour le développement urbain de la ville de Mexico)
- FINEZA : *Fideicomiso Irrevocable de Traslativo de Dominio de Nezahualcóyotl* – Fidéicommis irrévocable de transfert de domaine de Nezahualcóyotl
- FLACSO : *Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales* (Faculté latino-américaine de Sciences sociales)
- FMI : Fonds monétaire international
- FONAGAVIP : *Fondo Nacional de Garantías a la Vivienda Popular* – Fonds national de garantie pour le logement populaire
- FONHAPO : *Fideicomiso Fondo Nacional de Habitaciones Populares* (Fidéicommis Fonds National des Habitations Populaires)
- FOVI : *Fondo de la Vivienda* (Fonds du logement)
- FOVISSSTE : *Fondo de la Vivienda del Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado* (Fonds du logement de l'Institut de sécurité et des services sociaux des fonctionnaires)

G-H

- GDF : *Gobierno del Distrito Federal* (Gouvernement du District federal)
- GRAB : Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique

- HS: Hors service

I

- IDP : *Izquierda Democrática Popular* (Gauche démocratique populaire)
- IFE : *Instituto Federal Electoral* (Institut fédéral électoral)
- IFREM : *Instituto de la Función Registral del Estado de México* (Institut de la Fonction d'Enregistrement de l'État de Mexico)
- IMEVIS : *Instituto Mexiquense de la Vivienda Social* (Institut de l'État de Mexico pour le logement social)
- IMSS : *Instituto Mexicano del Seguro Social* (Institut mexicain de la Sécurité Sociale)
- IMU : *Indice de Marginalidad Urbana* (Indice de marginalité urbaine)

- INAH : *Instituto Nacional de Antropología e Historia* (Institut national d'anthropologie et d'Histoire)
- INDECO : *Instituto Nacional para el desarrollo de la Comunidad Rural y de la Vivienda Popular* (Institut national pour le développement de la communauté rurale et du logement populaire)
- INED : Institut national des études démographiques
- INEGI : *Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática* (Institut national des statistiques de géographie et d'informatique)
- INFONAVIT : *Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores* (Institut du Fonds National du Logement pour les Travailleurs)
- INSEE : Institut national de la Statistique et des Études Economiques
- INV : *Instituto Nacional de la Vivienda* (Institut national du logement)
- IPM : Indice de pauvreté multidimensionnelle
- IRD : Institut de recherché pour le développement
- IRIS : Ilots regroupés pour l'information statistique
- ISSSTE : *Instituto de Seguridad y Servicios Sociales de los Trabajadores del Estado* (Institut de Sécurité et des Services Sociaux des fonctionnaires)

J-K-L

- JJC : Jorge Jiménez Cantú

M

- MEREV : Projet « Mobilités circulaires entre les métropoles Européennes et Reconfigurations des Espaces de Vie »
- METAL : Projet « Métropoles d'Amérique latine dans la mondialisation. Recompositions territoriales, mobilité spatiale, action publique »
- MOBIDYC : Mobilités et dynamiques de peuplement : représentations graphiques et production d'indicateurs
- Mtlle : Maternelle
- MRC : Mouvement de Restauration des Colons

N-O

- NBI : *Necesidades básicas insatisfechas* (Besoins élémentaires insatisfaits)
- NEOEM : *Norma de Escolaridad Obligatoria del Estado Mexicano* (Norme de Scolarité Obligatoire de l'Etat mexicain)
- Neza : Nezahualcóyotl
- Non rep. : Non répondu

- OCIM : *Observatorio de la Ciudad de México* (Observatoire de la ville de Mexico)
- OCIM-SIG : Système d'information géographique de l'OCIM
- ONU : Organisation des Nations Unies
- ORSTOM : Office de recherche scientifique et technique Outre-Mer

P

- PA : *Procuraduría Agraria* (Bureau du Procureur agraire)
- PAN : *Partido de Acción Nacional* (Parti d'action nationale)
- PAOT : *Procuraduría Ambiental de Ordenamiento Territorial* (Bureau du Procureur de l'Environnement et de la Planification Territoriale)
- PDDU : *Plan Delegacional de Desarrollo Urbano* (Plan de développement urbain de la délégation)
- PEMEX : *Petróleos Mexicanos* (Pétroles mexicains)
- PERISUD : Projet « Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds »
- PIB : Produit intérieur brut
- PISO : *Programa de Incorporación de Suelo Urbano para el Desarrollo Urbano* (Programme d'incorporation du sol urbain pour le développement urbain)
- PMDU : *Plan Municipal de Desarrollo Urbano* (Plan municipal de développement urbain)
- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement

- PRD : *Partido de la Revolución Democrática* (Parti de la Révolution démocratique)
- PRI : *Partido Revolucionario Institucional* (Parti Révolutionnaire institutionnel)
- PROCEDE : *Programa de Certificación de Derechos Ejidales y Titulación de Solares* (Programme de certification des droits *ejidaux* et de titularisation des terrains)
- PRODIG : Pôle de Recherche pour l'Organisation et la Diffusion de l'Information Géographique
- PRONASOL : *Programa Nacional de Solidaridad* (Programme national de solidarité)
- PRONAZUE : *Programa Nacional de Regularización de la Zonas Urbanas Ejidales* (Programme national de régularisation des zones urbaines *ejidales*)
- PUCA : Plan d'Urbanisme Construction Architecture

Q-R

- RAN : *Registro Agrario Nacional* (Registre agraire national)
- RPP : *Registro Público de la Propiedad* (Registre public de la propriété)
- RTP : *Red de Transporte de Pasajeros del Distrito Federal* (Réseau de transport de passagers du District fédéral)

S

- SADENA : *Secretaria de Defensa Nacional* (Ministère de la Défense Nationale)
- SEDATU : *Secretaría de Desarrollo Agrario, Territorial y Urbano* (Ministère du développement agraire territorial et urbain)
- SEDESOL : *Secretaria de Desarrollo Social* (Ministère du Développement Social)
- SEDU : *Secretaria de Desarrollo Urbano* (Ministère du développement urbain de l'État de Mexico)
- SEDUVI : *Secretaria de Desarrollo Urbano y de la Vivienda* (Ministère du développement urbain et du Logement du DF)
- SEMAR : *Secretaria de la Marina Armada de México* (Ministère de la Marine Nationale)
- SEMARNAT : *Secretaría del Medio Ambiente y de los Recursos Naturales* (Ministère de l'Environnement et des ressources naturelles)
- SEP : *Secretaria de Educación Pública* (Ministère de l'Education Publique)
- SETRAVI : *Secretaría de Transportes y Vialidad* (Ministère des Transports de la Voirie du DF)
- SHF : *Sociedad Hipotecaria Federal* (Société hypothécaire fédérale)
- SIAP : *Servicio de Información Agroalimentaria y Pesquería* (Service d'information sur l'agroalimentaire et la pêche)
- SIG : Système d'information géographique
- SIISE : Secretaría Integrado de Indicadores Sociales de Ecuador (Ministère Intégré des Indicateurs Sociaux d'Equateur)
- SMM : Salaire Minimum Mensuel
- SRA : *Secretaria de Reforma Agraria* (Ministère de la Réforme Agraire)
- STC : *Sistema de Transporte Colectivo* (Système de transport collectif)

T-U-V-X-Y

- UAM : *Universidad Autónoma de México* (Université Autonome de Mexico)
- UDR : *Unión Democrática Republicana* (Union démocratique républicaine)
- UGI : Union géographique internationale
- UMR : Unité mixte de recherche
- UN : *United Nations* (Nations Unies)
- UNAM : *Universidad Nacional Autónoma de México* (Université nationale autonome du Mexique)
- UNESCO : *United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization* (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture)

Z

- ZEDEC : *Zonas Especiales de Desarrollo Controlado* (Zones Spéciales de Développement)
- ZMCM : *Zona Metropolitana de la Ciudad de México* (Zone métropolitaine de la ville de Mexico)
- ZMVM : *Zona Metropolitana del Valle de México* (Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico)
- ZUVM : *Zona Urbana del Valle de México* (Zone urbaine de la Vallée de Mexico)

Glossaire

Définitions des termes anglais, espagnols et mexicains employés

Traduction personnelle (souhaitée la plus simple possible)

A
Abarrotes : épicerie
Ageb : aire géostatistique de base (unité de base du recensement mexicain)
Ampliación : extension
Asentamiento Humano Irregular : établissement humain irrégulier
Avenida : avenue

B
Bachillerato : deuxième cycle de l'enseignement secondaire permettant l'accès aux études supérieures
Barranca : vallée torrentielle aux flancs abrupts
Barrio : quartier (terme employé régulièrement pour les zones anciennement urbanisées)
Bottom-up : approche « du bas vers le haut »
Brujas : sorcières

C
Calle : rue
Calpultlis : communautés villageoises « indigènes »
Calzada : chaussée (dans le sens de « route » permettant l'accès aux rives de l'ancien lac de Texcoco)
Camión : autobus
Carta de finiquito : reçu de paiement signifiant le solde de tout compte une fois le remboursement intégral du crédit immobilier (officiel ou non)
Casco : centre-ville
Censo : recensement
Central de Abastos : halles d'approvisionnement
Centro de salud : centre de santé
Chinampa : réseau de canaux et d'îlots artificiels constitués de boues et de roseaux ; technique agricole précolombienne pour le maraichage et l'horticulture utilisée dans la vallée de l'Anáhuac
Chilango : Surnom des habitants de Mexico – et plus particulièrement aux habitants du DF.
Circuito : circuit (dans le sens de périphérique)
Ciudad : ville
Ciudad perdida : ville perdue (quartier informel)
Cocina económica : cuisine économique (renvoyant à la figure du restaurant ouvrier)
Colectivo : transport collectif (taxi collectif, minibus)
Colegio de Notarios : Chambre des Notaires
Colonia popular : colonie populaire
Colono : colon (habitant de la colonie)
Combi : fourgon pour le transport de passagers
Comida corrida : restaurant rapide (renvoyant à la figure du restaurant ouvrier)
Comisariado ejidal : organe exécutif de la collectivité *ejidale*, en charge de l'administration des biens collectifs de l'*ejido*, en lien direct avec les instances de l'État (Reforma Agraria)
Comunal : relatif à la *comunidad*
Comunidad : forme de propriété sociale, issue de la redistribution des terres suite à la réforme agraire, appliquée à reprendre le fonctionnement des communautés villageoises indigènes (les *calpultlis*), basé sur le partage communautaire, le respect des traditions et des titres de propriété vice-royaux
Condominio : condominium

Condominial : relatif au condominium
Conjunto : ensemble résidentiel
Conjunto cerrado : ensemble résidentiel fermé
Conteos : recensement partiel intermédiaire
Contrato de compra/venta : contrat d'achat/vente
Coordinación territorial : coordination territoriale (annexe des services municipaux)
Coyote : *leader* local chargé de la protection des habitants d'une zone illégale face au risque de déguerpissement
Cuarto : chambre
Cuarto de azotea : chambre sur le toit
Cuautitlanense : gentilé de Cuautitlán

D
Defeño : gentilé du District Fédéral
Delegación : délégation (municipalité au sein du DF)
Desarrollo social : développement social
Dominio pleno : domaine plein (pleine propriété)

E
Edomex : abréviation de l'État de Mexico
Eje : axe
Ejidal : relatif à l'*ejido*
Ejidatario : membre de la communauté *ejidale*
Ejido : forme de propriété sociale, issue de la redistribution des terres suite à la réforme agraire. La terre est la propriété du groupe de paysans du noyau villageois et est inaliénable. En théorie, « terre de la Nation » donnée par l'État par dotation aux noyaux villageois agricoles, à partir des réserves du système colonial latifundiaire
Emimetro : migrant intra-métropolitain qui part (à l'intérieur de la métropole) d'une zone
Empowerment : appropriation des responsabilités
Enganche : acompte
Escrituración : processus de titularisation
Escrituras : écritures, titres officiels de propriété

F-G-H
Familia arrimada : famille arrimée renvoyant aux nouvelles générations des quartiers populaires périphériques de Mexico vivant avec leur famille au sein de la maison parentale.
Favelas : « quartiers informels » dans le contexte brésilien
Filtering Process : processus de filtrage. Concept introduit par H. Hoyt [1939] dans une analyse des mobilités résidentielles en périphéries à partir d'une étude des valeurs locatives et foncières. Les pauvres iraient majoritairement se loger dans le parc de logement neuf périphérique, libérant le parc central. Le principe est le suivant : le peuplement d'une zone est le corollaire de la libération d'une autre zone, qui elle-même sera repeuplée.
Fraccionador : fractionneur renvoyant à la figure du lotisseur
Fraccionamiento : fractionnement ou lotissement. Subdivision (légale ou non) du foncier pour obtenir une parcelle à bâtir, ou division des parcelles en plusieurs lots

Gated community : communautés fermées
Granadero : grenadier (police anti-émeutes)

Hacienda : exploitation agricole de type latifundiaire
Hoja de no afectación : certificat de non-affectation

I-J-K-L
Inmetro : migrant intra-métropolitain arrive dans une zone (dans la métropole, alors qu'il en est déjà

originaire)

Jefe de manzana : chef d'îlot

Kinder : institution d'éducation préscolaire

Leader ou ***líder :*** chef d'une organisation sociale
Lomas : collines

M
Mancha urbana : tache urbaine
Manifestación de traslado de dominio : manifestation du transfert de domaine
Manzana : îlot, pâté de maisons
Marcha : manifestation
Marginalidad : marginalité (traduction première)
Marginality : marginalité (traduction première)
Mesa directiva : bureau de gestion renvoyant à un la figure du conseil d'administration des résidents
Metrobús : bus grande capacité circulant en voie propre (système de transport de bus à haut niveau de service) dans le DF (5 lignes opérationnelles en 2014)
Mexibus : bus grande capacité circulant en voie propre (système de transport de bus à haut niveau de service) dans les municipes métropolitains de l'État de Mexico (2 lignes opérationnelles en 2014)
Mexicano/a : relatif au Mexique
Mexiquense : relatif à l'État de Mexico
Micro : abréviation de *microbus*, renvoyant au transport collectif (taxi collectif) massivement utilisé et qui prennent la forme de minibus
Migración intra urbana : migration intra-urbaine
Milpa : désigne un espace agricole, et plus précisément, la technique agricole amérindienne dite des « trois sœurs » (cultures complémentaires du maïs, de la courge et du haricot).
Milpaltense : gentilé de Milpa Alta
Miscelánea : « mélange », magasin, épicerie
Mismatch : inadéquation, décalage
Modulo multifuncional : module multifonctionnel, annexe des services municipaux
Mole : plat mexicain prenant généralement la forme d'une sauce, préparée à partir d'un ensemble complexe d'ingrédients, notamment des piments et des épices

Mordida : « morsure », bakchich/pot-de-vin, renvoyant à la somme d'argent versée par les résidents pour la protection des autorités (officielles et/ou officieuses)
Muestra : échantillon détaillé du recensement
Multa : amende
Municipio : municipe

N
Neza : abréviation de Nezahualcóyotl
Nopal : Figuier de barbarie, dont on consomme le fruit (*tuna*) et la feuille

P-Q
Pacense : gentilé de La Paz
Paracaidistas : parachutés, renvoyant aux participants d'une invasion de terrains
Parajes : « contrées », à la périphérie du village
Periférico : boulevard périphérique
Pesero : transport collectif (taxi collectif) massivement utilisé et qui prend la forme de minibus ou de petits autobus pour les plus récents (nom issu du prix fixe d'*un peso* pour une course à l'origine – dans les années 1970)
Pinole : farine de maïs grillé et moulu pouvant être transformée en boisson

Pipa : camion-citerne
Plantón : manifestation avec sit-in
Pobreza : pauvreté
Poseedor : possesseur, renvoyant à la figure du propriétaire habitant de la colonie
Preescolar : institution d'éducation préscolaire
Predial : impôt foncier
Prepa : école préparatoire. Institution scolaire où se déroule le deuxième cycle (moyen-supérieur, d'une durée de 3 ans) du « niveau secondaire », après la *Segundaria*. Sert de passerelle entre le secondaire et l'université. Équivalent (éloigné) du lycée général.
Primaria : école primaire (cycle de 6 ans)
Propina : pourboire, renvoyant à la somme d'argent versée par les résidents pour la protection des autorités (officielles et/ou officieuses)
Pueblo : village
Puesto : « poste », unité commerciale prenant la forme d'un petit stand de vente semi-fixe
Pulque : Boisson alcoolisée d'origine amérindienne fabriquée à partir de l'agave

R-S
Recibo de pago : reçu de paiement
Reforma agraria : Réforme agraire

Salón de Eventos : salle des fêtes
Segundaria : école secondaire (équivalent du collège) où se réalise le premier cycle du « niveau secondaire » (3 ans)
Seguro popular : programme d'accès à la protection sociale et sanitaire destiné aux bas revenus, chômeurs ou travailleurs indépendants, particulièrement dans les « *zones 'marginales', rurales et indigènes* »
Slum : bidonville
Solar : terrain, équivalent du « lot *ejidal* »

T
Tanque : réservoir d'eau
Taquería : restaurant de tacos (tortillas garnies de divers ingrédients)
Tianguis : marché forain
Tiendita : petit magasin
Tlahuaquense : gentilé de Tláhuac
Top-down : du haut vers le bas
Tortilla : galette de maïs ou de farine de blé
Tortillería : magasin et unité de fabrication de tortillas
Trajinera : embarcation à fond plat, caractéristique des *chinampas* de Xochimilco
Traslado de dominio : transfert de domaine attestant le transfert des droits de propriété sur la parcelle, du vendeur à l'acheteur
Tren ligero : train léger (tramway, métro léger) dans le sud-est du DF)
Tren suburbano : train suburbain (express de banlieue dans le nord-ouest de la ZMVM)

U-V-W-X-Y-Z
Urbanizador : « urbanisateur », renvoyant à la figure du lotisseur

Vecindad : « voisinage », le terme désigne des unités d'habitation du centre-ville de Mexico, souvent occupées par des populations pauvres
Vecino : voisin (habitant)

Zócalo : « socle », place centrale (Place de la Constitution de Mexico). Terme renvoyant par extension à la place principale d'une ville ou d'un village au Mexique

Table de conversion entre Pesos mexicains (MX $) et Euros (€)

Aux taux de change en cours lors des séjours de terrain effectués à Mexico :
- *au 1er juillet 2010*
- *au 1er novembre 2011*

	Équivalent en Euros (€)		
Pesos (MX $)	*Au 1er juillet 2010*	*Au 1er novembre 2011*	*Au 1er mars 2014*
1	0,06	0,05	0,06
2	0,12	0,11	0,11
3	0,18	0,16	0,17
4	0,25	0,22	0,22
5	0,31	0,27	0,28
6	0,37	0,32	0,33
7	0,43	0,38	0,39
8	0,49	0,43	0,44
9	0,55	0,49	0,50
10	0,6	0,5	0,6
20	1,2	1,1	1,1
50	3,1	2,7	2,8
100	6,2	5,4	5,5
250	15,4	13,5	13,8
500	30,8	27,0	27,6
1 000	61,5	54,0	55,1
5 000	307,5	270,0	275,5
10 000	615	540	551
50 000	3 075	2 700	2 755
100 000	6 150	5 400	5 510
200 000	12 300	10 800	11 020
1 000 000	61 500	54 000	55 100

D'après Yahoo Convertisseur
http://fr.finance.yahoo.com/devises/convertisseur/#from=MXN;to=EUR;amt=1

Bibliographie et sources

A.

1. ABRAMO P. [2008]. "A Cidade COM-FUSA : a mão inoxidavel do mercado e a produção da estrutura urbana nas grandes metropoles latinoamericanas" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, pp. 37-68.
2. AGUILAR A. G. [2002]. "Las mega-ciudades y las periferias expandidas". *EURE*, vol. 28, n°85, Santiago, Chili, pp. 121-149
3. AGUILAR A.G., MATEOS P. [2011]. "Diferenciación sociodemográfica del espacio urbano de la Ciudad de México". *EURE*, n°110, vol. 37, pp. 5-130
4. AGUILAR A.G., WARD P.M. [2003]. "Globalization, regional development, and mega-city expansion *in* Latin America: Analyzing Mexico City's periurban Hinterland", *Cities*, vol. 20, n°1, p. 3-21
5. AGUILAR GARCIA J. [2009]. « Syndicats et syndiqués au Mexique », *Les études sociales et syndicales*, Institut Supérieur du Travail.
6. ALEGRIA OLAZABAL T., ORDOÑEZ BARBA G. [2005]. *Legalizando la ciudad. Asentamientos informales y proceso de regularización en Tijuana*, El Colegio de la Frontera Norte, Tijuana, 177p.
7. ALLAIN R. [2004]. *Morphologie urbaine*. A. Colin, Collection U, Paris, 254p.
8. ALLEN B., [2007]. « Le quartier à l'articulation d'enjeux spatiaux temporels » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.139-150.
9. ALONSO W. [1960], « A theory of the Urban Land Market », *Papers and Proceedings of the Regional Science Association*, vol. 6, pp. 149-157
10. ALONZO P., HUGREE C. [2010]. *Sociologie des classes populaires. Domaines et approches*, Armand Colin, coll. « 128 », 128 p.
11. ALVAREZ L., SAN JUAN C., SANCHEZ MEJORADA C. (dir.) [2006]. *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, 527p.
12. ANDRADE NARVAEZ J., CARBALLO CRUZ E. (dir.) [2011]. *La vivienda popular en México, Retos para el soglo XXI,* UAM-Xochimilco, Coll. "Pensar el futuro de México", 233 p. [en ligne] : http://dcsh.xoc.uam.mx/pensarelfuturodemexico/Libros/vivienda_popular.pdf
13. APARICIO C. [2008]. "El proceso de formación de un barrio en la periferia urbana de Ciudad de México: el caso de la colonia Popular Santa Teresa" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S, *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas sociales y hacia dónde dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?* Memorias del II Congreso Nacional del Suelo Urbano, El Colegio Mexiquense, pp. 239-261.
14. ARIZA M., SOLIS P. [2009]. « Dinámica socioeconómica y segregación espacial en tres áreas metropolitanas de México, 1990 y 2000". *Estudios Sociológicos*, vol. XXVII, núm. 79, Colegio de México, pp. 171-209.
15. ARNOULD P., BONERANDI E., GILLETTE C. [2009]. « Rural/urbain » *in* Stebe J.-M., Marchal H. (dir.), *Traité sur la ville*, Chapitre II, PUF, Paris, pp. 91-152.
16. ASCHER F. [1998]. « La fin des quartiers ? » *in* Haumont N. (dir.), *L'urbain dans tous ses états. Faire, dire, vivre la ville*, Paris, L'Harmattan, pp. 183-201.
17. ASCHER F. [2003]. « Métropolisation » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 612-615.
18. AUBERTEL P., BERNARD P., MATTEI M.-F. [2010]. *Le mobilité et le périurbain à l'impératif de la ville durable, ménager les territoires de vie des périurbains*, Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature, PUCA, 38 p. [en ligne] : http://rp.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca/edito/bilan_mobilite_periurbain.pdf
19. AUDEFROY J. [2008]. "¿Regularizar el suelo o la pobreza en la Ciudad de México?" *in* IRACHETA C. A.X., MEDINA C. S., 2008, *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia*

dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?, El Colegio Mexiquense, pp. 351-370.

20. AUTHIER J.-Y. [2001]. « Les rapports au quartier » *in* Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, pp.133-170.
21. AUTHIER J.-Y. [2007]. « La question des effets de quartier en France : variations contextuelles et processus de socialisation » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.206-216.
22. AUTHIER J.-Y. (dir.) [2001]. *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, 214p.
23. AUTHIER J.-Y. (dir.), BIDET J., COLLET A., GILBERT P., SCHTEINMETZ H. [2010]. *État des lieux sur les trajectoires résidentielles*, Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Dirable et de la Mer, PUCA, GRS, Lyon II, 85 p. [en ligne] : http://urbamet.documentation.developpement-durable.gouv.fr/documents/Urbamet/0298/Urbamet-0298093/puca1255.pdf
24. AUTHIER J.-Y., BACQUE M.-H., GUERIN-PACE F. (dir.) [2007]. *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, 293p.
25. AUTHIER J.-Y., BONVALET C., LEVY J.-P. [2010]. *Élire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, Lyon, 429 p.
26. AUTHIER J.-Y., LEVY J.-P. [2010]. « Rester ou partir ? La construction des choix résidentiels des habitants des quartiers anciens centraux en France » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, Lyon, pp.123-148.
27. AVELLANEDA P. [2008]. "Movilidad cotidiana, pobreza y exclusión social en la Ciudad de Lima", *Anales de Geografía,* vol. 28, n°2, pp. 9-35
28. AVELLANEDA P., LAZO A. [2011]. « Aproximación a la movilidad cotidiana en la periferia pobre de dos ciudades latinoamericanas. Los casos de Lima y Santiago de Chile", *Revista Transporte y Territorio*, n°4, Universidad de Buenos Aires, pp. 47-58, [en ligne] : http://www.rtt.filo.uba.ar/RTT00404047.pdf
29. AZUELA A. [1995]. « La propriété, le logement et le droit. Circonstances sociales et formes juridiques ». *Les Annales de Recherche Urbaine,* n°66, pp. 5-12.
30. AZUELA A. [1997]. "Evolución de las políticas de regularización" *in* Azuela A., Tomas F. (coord.), *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, pp.221-232.
31. AZUELA A., TOMAS F. (dir.) [1997]. *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, 321p.

B.

32. BABY-COLLIN V. [2000]. *Marginaux et citadins : construire une urbanité métisse en Amérique latine. Étude comparée des* barrios *de Caracas et des* villas *d'El Alto de La Paz*, Thèse de doctorat de géographie, Toulouse 2, 620 p.
33. BABY-COLLIN V. [2005]. « Des marges dans la ville : mobilités citadines et métissage de l'urbanité » *in* Capron G., Cortes G., Guetat-Bernard H. (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Belin, Coll. « Mappemonde », pp.145-165.
34. BABY-COLLIN V., MERCIER D. [2012]. « Introduction ». *Revue Hommes et migrations*. N°1296, « Le Mexique dans les migrations internationales », pp. 6-10.
35. BACCAINI B. [1993]. « Comportements migratoires individuels dans l'espace français » *in Espace géographique*. Tome 22 n°2, pp. 133-145.
36. BACCAINI B. [1994]. « Comportements migratoires et cycles de vie ». *Espace, Populations, Sociétés*, n°1, pp.61-4.
37. BACKOUCHE I., RIPOLL F., TISSOT S., VESCHAMBRE V. (dir.) [2011]. *La dimension spatiale des inégalités. Regards croisés des sciences sociales,* Presses Universitaires de Rennes, Géographie Sociale, 357p.
38. BACQUE M.-H. [2005]. « 2. Dispositifs participatifs dans les quartiers populaires, héritage des mouvements sociaux ou néolibéralisme ? Empowerment zones aux États-Unis et politique de la ville en France », *in* M.H. Bacqué et H. Rey, *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte « Recherches », p. 81-99.
39. BACQUE M.-H., FOL S. [1997]. *Le devenir des banlieues rouges*. Paris, L'Harmattan, 224 p.

40. BACQUE M.-H., FOL S. [2007a]. « Effets de quartier : enjeux scientifiques et politiques de l'importation d'une controverse » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.181-193.
41. BACQUE M.-H., FOL S. [2007b]. « L'inégalité face à la mobilité : du constat à l'injonction ». *Swiss Journal of Sociology*, n°33(1), pp.89-104
42. BACQUE M.-H., FOL S., KOKOREFF M., MAZZELLA S. [2007]. « Introduction » *in Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.177-180.
43. BACQUE M.-H., LEVY J.-P. [2009]. « Ségrégation » *in* Stebe J.-M., Marchal H (Dir.), *Traité sur la ville*, chapitre VI, PUF, Paris, pp. 303-352.
44. BACQUE M.H., REY H. [2005]. *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte « Recherches », 320 p.
45. BACQUE M.-H., SINTOMER Y. [2002]. « Peut-on encore parler de quartiers populaires ? ». *Espaces et Sociétés*. N°108-109, pp. 29-45
46. BAHOKEN F., MARCADET Y., SALAS VANEGAS A. [2005]. « Évolution des ségrégations résidentielles à Bogotá et Mexico : peuplement et inégalités d'accès aux ressources urbaines localisées », communication au colloque *Les villes au défis du développement durable : quelles maitrises de l'étalement urbain et des ségrégations associées*. Université de Sfax, Université du Maine, Laboratoires SYFACTE et ESO-GREGUM (UMR 6590), Sfax (Tunisie).
47. BAIN K. [2010]. *Ville centrale et périphéries à Mexico. L'articulation du réseau de transport collectif dans la ville*. Mémoire de Master 2, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 102p.
48. BAIN K., THEURIER H. [2009]. *Les recompositions territoriales à la périphérie de Mexico. La Delegación de Tláhuac à l'heure du Métro*. Mémoire de Master 1, Université de Paris 1, 109p.
49. BANQUE MONDIALE [2011]. « Indicateurs » [en ligne] : http://donnees.banquemondiale.org/indicateur?display=graph
50. BANQUE MONDIALE [2013a]. « Indicateurs » [en ligne] : http://donnees.banquemondiale.org/indicateur
51. BANQUE MONDIALE [2013b]. « Les envois de fonds vers les pays en développement devraient dépasser les 410 milliards de dollars en 2013, selon la Banque mondiale », Communiqué de presse du 2 octobre 2013 [en ligne] : http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2013/10/02/developing-countries-remittances-2013-world-bank
52. BANZO M. [1994]. *Dynamique de l'espace péri-urbain et stratégies des producteurs agricoles. La périphérie sud-est de Mexico*. Thèse de doctorat de développement rural, Toulouse 2 Le Mirail, 325p.
53. BANZO M. [1998]. « Processus d'urbanisation de la frange périurbaine de Mexico : approche méthodologique ». *L'Espace géographique*, Vol. 37, n°2, pp. 143-154.
54. BANZO M. [1999]. « Mexico : de la ville à la mégapole ». *Autrepart*, n°11, pp. 7-25.
55. BASSOLS M., ESPINOSA M. [2011]. "La construcción social del espacio urbano: Ecatepec y Nezahualcóyotl. Dos gigantes del Oriente", *Polis*, vol. 7, n°2, pp. 181-212, [en ligne] : http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/polis/cont/20112/art/art8.pdf
56. BARBARY O., DUREAU F. [1993]. « Des citadins en mouvement, Analyse des pratiques résidentielles à Quito (Équateur), *Cahiers des Sciences Humaines*, n° 29 (2-3), pp. 395-418.
57. BARBARY O., DUREAU F., HOFFMANN O. [2004]. « Mobilités et systèmes de lieux » *in* Dureau F., Barbary O., Gouëset V., Pissoat O. (dir.), *Villes et sociétés en mutation. Lectures croisées sur la Colombie*, Chapitre 2, Collection Villes, Anthropos, Paris, pp. 69-122.
58. BARTRA R. [2012]. « L'hydre mexicaine : le retour du PRI ». *Problèmes d'Amérique Latine*, n°85, pp. 61-71.
59. BATAILLE G. [1989]. « La structure psychologique du fascisme », *Hermès*, n°5-6, pp. 137-160.
60. BATAILLON C. [1979]. « Dans le Tiers Monde, réhabilitation du bidonville ? par D.J. Dwyer, John F.C. Turner, J. Montano ». Annales de géographie, vol. 88, n°489, pp.631-633.
61. BATAILLON C. [2005]. « Découpages territoriaux en Amérique latine : autour du Mexique ». Colloque international *Frontières, territoires et pouvoirs en Amérique latine, CREDAL, juin 2005*, *in* Robic M.-C., Tissier J.-L., Pinchemel P. [2011]. *Deux siècles de géographie française. Une anthologie.* CTHS Géographie, pp. 494-499.

62. BATAILLON C., PANABIERE L. [1988]. *Mexico aujourd'hui, la plus grande ville du monde*, Publisud, Paris, 245p.

63. BATAILLON, C., DELER, J.-P., THÉRY, H. [1991]. Chapitre 12 : « Mexico, la plus grande ville du Monde » *in* Bataillon C., Deler J.-P., Théry H., *Géographie Universelle : Amérique latine*, BRUNET R (dir), pp. 141-153.

64. BATAILLON, C., DELER, J.-P., THÉRY, H. [1991]. Partie 2 : « Le Mexique » *in* Bataillon C., Deler J.-P., Théry H., *Géographie Universelle : Amérique latine*, BRUNET R (dir), pp. 88-153.

65. BAUDELLE G. [2000], *Géographie du peuplement*, A. Colin, Paris, 192 p.

66. BAYON M.C. [2012]. « Images de lieux, stigmates et représentations de la pauvreté urbaine à Mexico ». *Problèmes d'Amérique Latine*, vol. 5, n°87, pp. 29-48.

67. BAZANT J. [2001]. "Interpretación teórica de los procesos de expansión y consolidación urbana de la población de bajos ingresos en las periferias". *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 16(2), p. 351-374.

68. BAZANT J. [2011]. "Procesos de desarrollo urbano de las ciudades" *in* Andrade Narvaez J., Carballo Cruz E. (dir.) [2011]. *La vivienda popular en México, Retos para el soglo XXI,* UAM-Xochimilco, Coll. "Pensar el futuro de México", pp. 17-36.

69. BECKER H.S. [2002]. *Les ficelles du métier. Comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Ed. La Découverte, Coll. Grands Repères, 353p.

70. BENIT C., DIDIER S., DORRIER-APPRILL E., GERVAIS-LAMBONY P. [2007]. « Fragmentations » *in* Dorrier-Apprill E., Gervais-Lambony P. (dir.) *Vies citadines,* Chapitre 1, pp. 15-38.

71. BENÍTEZ L. S. [2008]. "Desarrollo, educación y pobreza en México", *Papeles de población,* n°55, 2008, pp. 237-257

72. BERGEON C. [2011]. *Initiatives et stratégies spatiales : le projet circulatoire face aux politiques publiques. L'exemple des Rroms et des Voyageurs du Poitou-Charentes (France) et de la Wallonie (Belgique).* Thèse de doctorat de géographie, Université de Poitiers, 488p.

73. BERGER M. [2004]. *Les Périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?* Collection "Espaces et Milieux", CNRS ÉDITIONS, 317p.

74. BERGER M. [2006] « Périurbanisation et accentuation des logiques ségrégatives en Île-de-France », *Hérodote*, n° 122, pp. 198-211

75. BERGER M. [2008]. « Mobilités résidentielles, mobilités quotidiennes : une approche des déterminants sociaux des aires de déplacement en région parisienne » *in* Sechet R., Garat I., Zeneidi D. (dir.), *Espaces en transactions*, Presses Universitaires de Rennes, pp. 29-45.

76. BERGER M. [2010]. « Les choix résidentiels des Franciliens : l'attraction des pavillons ne se dément pas » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, Lyon, pp.295-314.

77. BERGER M., ARAGAU C., ROUGE L. [2014]. « Vers une maturité des territoires périurbains ? », *EchoGéo,* n°27 [en ligne] : http://echogeo.revues.org/13683 ; DOI : 10.4000/echogeo.13683

78. BERRY-CHIKHAOUI I., DEBOULET A. (dir.) [2000]. *Les compétences des citadins dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Tunis, Paris, Tours, IRMC Khartala-URBAMA, 402 p.

79. BERTRAND M. [2000]. « Mouvement résidentiel à Bamako : mobilité structurée, circulation fragmentée » *in* Dureau F., Dupont V., Lelievre E., Levy J-P., Lulle T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Coll. Villes, Paris, pp. 155-164.

80. BERTRAND M. [2003a]. « Du logement à la ville : nouvel agenda urbain et questionnements scientifiques ». *Autrepart*, n°25, pp.5-19.

81. BERTRAND M. [2003b]. « Cohabitation et composition résidentielle dans la Région du Grand Accra (Ghana) ». *Autrepart*, n°25, pp.69-85.

82. BERTRAND M. [2005]. « Familles urbaines du Ghana : positions résidentielles des aînés, circulation des cadets » *in* Vignikin K., Vimard P. (dir.), *Familles au Nord, Familles au Sud*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, pp. 91-116.

83. BERTRAND M. [2010a]. « De l'accès au logement à la relation domicile-travail : enjeux sociaux et spatiaux des mobilités dans la région du Grand Accra (Ghana) ». *Revue Tiers Monde*, n°201/1, A. Colin, pp. 87-106.

84. BERTRAND M. [2010b]. « Migration internationale et métropolisation en Afrique de l'Ouest : le cas des

Zabrama du Grand Accra, Ghana » *in Espace, Populations, Sociétés, Nouvelles mobilités dans les Suds,* n°2-3, Université Lille 1, pp.307-320

85. BERTRAND M. [2011]. *De Bamako à Accra. Mobilités urbaines et ancrages locaux en Afrique de l'Ouest*, Karthala, Paris, 376p.
86. BEY M. [2008]. « Le programme social Progresa- Oportunidades au Mexique. De vieilles recettes pour un nouveau modèle », *Revue Tiers Monde*, n° 196, p. 881-900.
87. BEY M., DEHOUVE D. [2006]. *La transition démocratique au Mexique : regards croisés*. L'Harmattan, coll. « Recherches Amérique latine », Paris, 270 p.
88. BIDOU ZACHARIASEN C. (dir.), HIERNAUX-NICOLAS D., RIVIÈRE D'ARC H. [2003]. *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Descartes & Cie, Paris, Descartes et Cie, collection "Les urbanités", 267 p.
89. BIDOU ZACHARIASEN C., GIGLIA A. [2012]. « Vers la ville insulaire ? Tendances globales, effets locaux ». *Espaces et Sociétés*, n°3, pp. 7-14
90. BLANCHON D. [2010]. L'eau, une ressource menacée ? *La Documentation photographique*, n°8078, 64p.
91. BOLAÑO R. [2006]. *Les détectives sauvages*, Paris, C. Bougois, 875p
92. BOLAY J.-C. [2002]. « Pratiques urbaines et planification en Amérique Latine. Alternatives pour une gestion participative de l'habitat » *in* Dansereau F., Navez-Bouchanine F., *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Chap. 8, Paris : L'Harmattan, pp. 191-212.
93. BOLTVINIK J. [1995]. "La probreza en México. I. Metodología y evolución". *Estudios Demográficos y Urbanos*, n°32, pp. 361-394.
94. BOLTVINIK J. [1996]. "Evolución y magnitud de la pobreza en México". *Salud Pública de México*, n°37, pp. 288-297.
95. BOLTVINIK J., DAMIAN A. [2001]. "La pobreza ignorada. Evolución y características", *Papeles de Población,* Nueva Epoca, vol. 7, n°29, pp. 21-53.
96. BOLTVINIK J., DAMIAN A. [2003]. "Evolución y características de la pobreza en México", *Comercio Exterior,* vol. 53, n°6, pp. 519-531.
97. BOLTVINIK J., HERNÁNDEZ LAOS E. [1999]. "1. Conceptos y Medidas de Pobreza" *in* "*Pobreza y Distribución del Ingreso en México"*, Siglo XXI Editores México, pp. 30-80.
98. BONARD Y., LORD S., MATTHEY L., ZANGHI F. [2009]. « Splendeur et misère du périurbain », *Articulo - revue de sciences humaines* [En ligne] : http://articulo.revues.org/1479
99. BONERANDI E. [2004]. « De la mobilité en géographie ». *Geoconfluences* [en ligne] : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/transv/Mobil/MobilScient.htm
100. BONNET M., DESJEUX D. (dir.) [2000]. *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF
101. BONVALET C., BRUN J. [1998]. « Logement, mobilités et trajectoires résidentielles » *in* SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris, pp.312-318.
102. BONVALET C., BRUN J. [2002]. « États des lieux des recherches sur la mobilité résidentielle en France » *in* Lévy J.-P. et Dureau F. (dir.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question.* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, pp.15-64.
103. BONVALET C., DUREAU F. [2000]. « Les modes d'habiter : des choix sous contraintes » *in* Dureau F., Dupont V., Lelievre E., Levy J-P., Lulle T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 131-153.
104. BONVALET C., GOTMAN A. (dir.) [1993], *Le logement, une affaire de famille*, Paris, L'Harmattan, 167 p.
105. BONVALET C., GOTMAN A., GRAFMEYER Y. (dir.) [1999], *La famille et ses proches. L'aménagement des territoires*, Paris, Presses Universitaires de France – INED, 291 p.
106. BONVALET C., LELIEVRE E. (dir.) [2012]. *De la famille à l'entourage. L'enquête Biographies et entourage*. Grandes Enquêtes, INED, 472 p.
107. BOPDA A. [2007]. « Yaoundé ou la ville aux « quartiers oubliés » *in* Authier J.-Y., Bacqué M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp. 105-115.
108. BOUILLON F. [2009]. *Les mondes du squat*. PUF, Le Monde, 245p.

109. BOUMAZA M., CAMPANA A. (dir.) [2007]. « Enquêter en milieu "difficile", Introduction », *Revue française de science politique*, vol. 57, n°1.

110. BOURDIEU P. [1980]. « Le capital social ». *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, p. 2-3.

111. BOURDIEU P. (dir.) [1993a]. *La misère du monde*. Editions du Seuil, 1464 p.

112. BOURDIEU P. [1993b]. « Effets de lieu » *in* Bourdieu P. (dir.). *La misère du monde*. Editions du Seuil, pp.249-262.

113. BOZON M. CHAMBOREDON J.-C., [1980]. « L'organisation sociale de la chasse en France et la signification de la pratique », *Ethnologie française*, vol. 10, n°1, pp. 65-88.

114. BRET B. [2005]. « Les notions d'intégration et de fragmentation, approche géographique », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, Vol. 82, n°4, pp. 387-392.

115. BREVET N. [2008]. *Mobilités et processus d'ancrage en ville nouvelle : Marne-la-Vallée, un bassin de vie ? Étude des mobilités résidentielles et des mobilités quotidiennes*. Thèse de doctorat d'urbanisme, IUP, Université Paris-Est, 546 p.

116. BREVET N. [2010]. « Les parcours résidentiels internes des ménages résidant à Marne-la-Vallée : vertus et limites de la mobilité dans le processus d'ancrage ». *L'Information géographique*, Vol. 74, n°3, pp. 69-86.

117. BRISEÑO N., HIGUERA C. [2008]. "El régimen de propiedad en la irregularidad de la tenencia de la tierra o como producir un mercado de suelo para los pobres en la Ciudad de México. El caso de la delegación Milpa Alta" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, pp. 291-323.

118. BRUN J. [1993]. « La mobilité résidentielle et les sciences sociales. Transfert de concept et questions de méthodes ». *Les Annales de la Recherche Urbain*e, n°59-60, Paris, Ministère de l'Équipement, Plan urbain, pp. 2-13.

119. BRUN J. [1994]. « Essai critique sur la notion de ségrégation et sur son usage en géographie urbaine » *in* Brun J., Rhein C. (dir.) [1994]. *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, L'Harmattan, Paris, pp. 21-57.

120. BRUN J., BONVALET C. [1998]. « Logement et division sociale de l'espace » *in* Segaud M., Bonvalet C., Brun J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris, pp.319-326.

121. BRUN J., RHEIN C. (dir.) [1994]. *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, L'Harmattan, Paris, 258p.

122. BRUNET R., FERRAS R., THERY H. [1992]. *Les mots de la géographie. Dictionnaire critique*, La Documentation française, Reclus, Montpellier-Paris, 470p.

123. BUE N. [2010]. « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risques d'enclicage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 17, n°4, pp. 77- 91

124. BURGOS-VIGNA D. [2003]. « L'évolution de l'action collective à Villa El Salvador (Lima) : de la communauté autogérée au budget participatif », *Mondes En Développement*, Vol. 31, n°124, p. 113-130.

125. BURGOS-VIGNA D. [2010]. « Démocratie participative et attractivité des villes en Amérique latine » Étude comparée de Rosario (Argentine) et Villa El Salvador (Pérou), *Mondes en développement*, n° 149, p. 53-68.

C.

126. CADENE P. [2003]. « Habitat non-règlementaire » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 438-440.

127. CAILLY L. [2003]. « Périurbain » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 706-708.

128. CAILLY L. [2004]. *Pratiques spatiales, identités sociales et processus d'individualisation. Étude sur la constitution des identités spatiales individuelles au sein des classes moyennes salariées du secteur public hospitalier dans une ville intermédiaire : l'exemple de Tours*. Thèse de doctorat de géographie, Université de Tours, 459 p.

129. CAILLY L. [2007]. « Capital spatial, stratégies résidentielles et processus d'individualisation », *Annales de géographie*, n°654, pp.169-187.

130. CALBERAC Y. [2007]. « Terrain d'affrontement : la relecture d'une controverse scientifique (1902-1922) », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, pp. 429-436.

131. CALDERON COCKBURN J. [1987]. "Luchas por la tierra, contradicciones sociales y sistema político: el caso de las zonas ejidales y comunales en la Ciudad de México 1980-1984", *Estudios demográficos y urbanos*, vol. 2, n°2, pp. 301-324

132. CAMBREZY L. [2004]. « Les camps de réfugiés du Kenya : des territoires sous contrôle », *Géoconfluences* [en ligne] : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/AfsubsahScient5.htm

133. CAPRON G. [2000]. « Rassemblement et dispersion dans la ville latino-américaine : un nouvel espace public urbain, le cas du centre commercial ». *Cahiers des Amériques Latines*, n°35, pp.21-39.

134. CAPRON G. [2012]. « Auto-ségrégation résidentielle et ordre urbain chez les classes moyenne et supérieure à Mexico : une question d'échelle ? ». *L'Espace Politique*, n°17 [en ligne] : http://espacepolitique.revues.org/index2346.html

135. CAPRON G., CORTES G., GUETAT-BERNARD H. (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Belin, Coll. « Mappemonde », 343 p.

136. CAPRON G., SABATIER B. [2007]. "Identidades urbanas y culturas públicas en la globalización. Centros comerciales paisajísticos en Río de Janeiro y México", *Alteridades,* vol. 17, n°33, pp. 87-97, [en ligne] : http://www.redalyc.org/pdf/747/74712772008.pdf

137. CARMONA LARA C. [1988]. "La reforma constitucional para la prevención y la restauración del equilibrio ecológico", *Boletín Mexicano de Derecho Comparado*, Section des Etudes Législatives, número 62, pp. 821-823.

138. CARPENTIER S., GERBER P., KLEIN O., SCHNEIDER M. [2010]. « Du bassin de vie aux espaces de vie. Une approche multiscalaire des mobilités locales ». Groupe Dupont, Colloque *Geopoint* « Les échelles pour les géographes et les autres. Cultures, finalités et pratiques scalaires », *18ème Biennale de Géographie*, Université d'Avignon, 3, 4 juin 2010

139. CASADO J. M. [2008]. Estudios sobre movilidad cotidiana en México. *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias sociales*. Barcelona: Universidad de Barcelona, vol. XII, núm. 273 [en ligne] : http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-273.htm.

140. CASTELLS M. [1971]. « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, n°3, p. 5-24.

141. CASTELLS M. [1972], *La question urbaine*, Paris, Maspero, 451 p.

142. CHABROL M. [2011]. *De nouvelles formes de gentrification ? Dynamiques résidentielles et commerciales à Château-Rouge (Paris)*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Poitiers, 404 p.

143. CHALEARD J.-L. (dir.) [2014]. *Métropoles au Sud. Le défi des périphéries ?*, ed. Karthala, Paris, 444 p.

144. CHALEARD J.-L., LE BRIS E. [2012]. « Introduction : périphéries du Sud dans la métropolisation, approches et comparaisons » *in* Chaléard J.-L. (dir.) « Les métropoles des Suds vues de leurs périphéries ». *Grafigeo,* n°34, PRODIG, pp.7-22.

145. CHAMBOREDON J.-C., LEMAIRE M. [1970]. « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, n° 11-1, p. 3-33.

146. CHAPMAN M., PROTHERO R.M. [1983]. "Themes on Circulation *in* the Third World". *International Migration Review*, Vol. 17, n°4, pp. 597-632

147. CHARDONNEL S., DUREAU F., TABAKA K., IMBERT C., LEVY J.-P. [2009]. « Les mobilités ». *Historiens & Géographes*, n°407, pp. 232-246.

148. CHARDONNEL S., THEVENIN T. [2012]. « Les apports de la Time Geography dans les représentations spatio-temporelles », *Modélisation et représentation des dynamiques spatiales : raisonner sur le temps long et ses incertitudes*. Ecole thématique MoDyS 2012 [MOVE_REAL], GDR MoDyS, UMR MAP, Réseau ISA, CNRS [en ligne] : http://www.map.archi.fr/modys/abstracts/Chardonnel_Thevenin.pdf

149. CHEVALIER J. [1974]. « Espace de vie ou espace vécu ? L'ambiguïté et les fondements du concept d'espace vécu ». *L'Espace géographique*, n°1, p.68.

150. CHOKO M., HARRIS R. [1990]. "The Local Culture of Property : a Comparative History of Housing

Tenure *in* Montreal and Toronto", *Annals of the Association of American Geographers,* n°80, pp. 73-95.

151. CLARK W.A.V., ONAKA J.L. [1983]. "Life Cycle and Housing Adjustment and Explanations of Residential Mobility", *Urban Studies*, vol. 20, n°1, pp. 47-57.
152. CLEMENT C., BONVALET C. [2005]. « Familles recomposées et ancrage résidentiel ». *Espaces et Sociétés*, n°120-121, pp. 79-97.
153. CLERVAL A. [2013]. *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, La Découverte, Paris, 256p.
154. CLICHEVSKY N. [2003]. *Pobreza y acceso al suelo urbano. Algunas interrogantes sobre las políticas de regularización en América Latine.* CEPAL. Publications des Nations Unies. División de Desarrollo Sostenible y Asentamientos Humanos. Santiago de Chile, 84 p.
155. CLICHEVSKY N. [2008]. "Regularización y prevención de la irregularidad del suelo urbano" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, p. 69-122.
156. CNRTL (Centre national des ressources textuelles et lexicales) [2013]. CNRS, ATILF. *Portail Lexical. Lexicographie* [en ligne] : http://www.cnrtl.fr/
157. COESPO (Consejo Estatal de Población) [2009]. *Conformación de las Zonas Metropolitanas. Panorama demográfico*. Gobierno del Estado de México, 46p. [en ligne] : http://qacontent.edomex.gob.mx/idc/groups/public/documents/edomex_archivo/coespo_pdf_confzm.pdf
158. COLÍN N. [2006]. "El impacto de las expropiaciones en la zona metropolitana de la Ciudad de México en el contexto de las reformas de 1992 al Artículo 27 constitucional", *Estudios Agrarios*, Análisis, n°31, pp. 161-221.
159. COLLET A. [2010], *Générations de classes moyennes et travail de gentrification. Changement social et changement urbain dans le Bas Montreuil et à la Croix-Rousse, 1975-2005*, Université Lumière Lyon 2, 657 p.
160. COLOOS B., TAFFIN C. [1998]. « Mobilité résidentielle et statut d'occupation » *in* Segaud M., Bonvalet C., Brun J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris, pp.110-119.
161. COMBES H. [2012]. « Représentations de "l'achat de vote" au Mexique. D'une élection contestée à l'autre », *Cahiers des Amériques latines*, n°69, p.143-152
162. CONAPO (Consejo Nacional de Población) [1993]. *Indicadores sociodemográficos e índice de marginación municipal, 1990*, Consejo Nacional de Población y Comisión Nacional del Agua, México.
163. CONAPO [1998]. *Escenarios demográficos y urbanos de la ZMCM 1990-2010 Síntesis*, CONAPO, México DF, 172p.
164. CONAPO [2001]. "Migración interna" *in La población de México en el nuevo siglo.* México [en ligne] : http://www.juridicas.unam.mx/publica/librev/rev/derhum/cont/62/pr/pr20.pdf
165. CONAPO [2009]. *Índice de marginación urbana 2005*, Conapo, Secretaria de Gobernación, México, 236p.
166. CONAPO [2011]. *La situación demográfica de México 2011*. CONAPO, 273 p. [en ligne] : http://www.conapo.gob.mx/es/CONAPO/La_situacion_demografica_de_Mexico__2011
167. CONAPO [2012]. *Índice de marginación urbana 2010.* Conapo, Secretaria de Gobernación, México, 281p. [en ligne] : http://www.conapo.gob.mx/es/CONAPO/Indice_de_marginacion_urbana_2010
168. CONAVI (Comisión Nacional de la Vivienda) [2012]. "CONAFOVI. Estadísticas históricas de la vivienda", CONAVI [en ligne] : http://www.conavi.gob.mx/meta-anual-seguimiento-tren-vivienda/vivienda-cifras-estadisitcas-vivienda
169. CONEVAL (Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social) [2005]. *Mapas de Pobreza y Rezago Social 2005*. Coneval [en ligne] : http://www.coneval.gob.mx/mapas/NACIONAL/Nacional.pdf.
170. CONEVAL [2007]. *Las mapas de Pobreza en México*. Coneval [en ligne] : http://www.coneval.gob.mx/mapas/mapas/presentacion.pdf
171. CONEVAL [2009]. « Coneval da a conocer la metodología oficial de medición de la pobreza », CONEVAL, Communiqué de presse du 10 décembre 2009 n°008-09, Dirección de Información y Comunicación Social, DF [en ligne] : http://www.coneval.gob.mx/contenido/home/6124.pdf

172. CONEVAL [2010]. *Índice de rezago social 2010*, CONEVAL, 112p.

173. CONEVAL [2012a]. *Resultados de medición de pobreza 2010 por municipio* [en ligne] : http://www.coneval.gob.mx/cmsconeval/rw/pages/medicion/medicion_pobreza_municipal_2010.es.do

174. CONEVAL [2012b]. "Indicadores de carencia social", *Medición de la Pobreza*, [en ligne] : http://www.coneval.gob.mx/cmsconeval/rw/pages/medicion/indicadores_de_carencia_social.es.do

175. CONNOLY P. [1988]. "Crecimiento urbano, densidad de población y mercado inmobiliario", *Revista A*, vol. XI, México, Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco, pp. 61-86.

176. CONNOLLY P. [2003]. *Urban Slums Reports: The Case of Mexico City, Mexico*, Universidad Autonoma Metropolitana-Azcapotzalco: Mexico City. 38p.

177. CONNOLLY P. [2005]. *Tipos de poblamiento en la Ciudad de México*, reporte de investigación, Serie Metodología, OCIMSIG, UAM-A, México, 30p.

178. CONNOLLY P. [2006]. "Mapas y democracia: reflexiones críticas sobre la georeferenciación de carencias para la programación de políticas sociales" *in* Alvarez L., San Juan C., Sanchez Mejorada C. (Coord.), *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, p. 433-462.

179. CONNOLLY P. [2008a]. "Urbanizaciones irregulares como forma dominante de ciudad" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, pp.143-169.

180. CONNOLLY P. [2008b]. *Nuevos Paradigmas en el Desarrollo Habitacional y los Retos para la Producción Estadística. Lo que dice y lo que no dice el censo.* VII reunión nacional de estadística, 19 y 20 de mayo 2008, Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI) Aguascalientes, Mesa 1: Estadísticas Sociodemográficas-Vivienda [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/rne/docs/Pdfs/Mesa1/19/PriscillaConnolly.pdf

181. CONNOLLY P., DUHAU E., COULOMB R. [1991]. *Cambiar de Casa pero no de Barrio, Estudio sobre la reconstrucción en la Ciudad de México*, CENVI, UAM, 470 p. [en ligne] : http://espartaco.azc.uam.mx/UAM/218080/218080.html

182. CONTRERAS Y. [2012]. *Cambios socio-espaciales en el centro de Santiago de Chile: Formas de anclarse y prácticas urbanas de los nuevos habitantes*. Thèse de géographie, Université de Poitiers, Pontifica Universidad Católica de Chile, 403p.

183. COPLAMAR [1982]. *Geografía de la marginación*, Siglo XXI Editores, México.

184. CORETT [2011]. "Apoyo Corett. Apoyo Corett, un descuento a favor de los más necesitados". *CORETT,* SEDESOL, SEDATU, 2011

185. CORETT [2014]. "PASPRAH". CORETT, SEDATU, [en ligne] : http://www.corett.gob.mx/ebd/3/24/Pasprah/

186. CORNUEL D. [2010]. « Choix résidentiel et analyse économique » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, Lyon, pp.15-34.

187. CORTES F. [2002]. "Consideraciones sobre marginalidad, marginación, pobreza y desigualdad en la distribución del ingreso". *Papeles de población*, n° 31, UAEM, Toluca, pp. 9-24 [en ligne] : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/112/11203101.pdf.

188. CORTES G. [1998]. « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles ». *L'Espace géographique,* n°3, pp.265-275.

189. COULOMB R. [1986]. « Mobilité résidentielle, emploi et production de l'habitat du plus grand nombre (de quelques débats au Mexique et en Amérique latine » *in* Ganne B., Haeringer P. (ed.). *Anthropologie et sociologie de l'espace urbain*, Bron : Université de Lyon 2, (Programme Citadinités : Dossier ; 2), pp. 265-276.

190. COULOMB R. [1988]. « Logement locatif et dynamique de l'habitat dans la ville de Mexico ». *Geocarrefour*, Vol. 63, n°1 pp. 9-25.

191. COULOMB R. [2002]. « Pauvreté urbaine et autogestion communautaire à Mexico. Stratégies de survie ou démocratisation de la gestion urbaine ? » *in* Dansereau F., Navez-Bouchanine F., *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Chapitre 10, Paris : L'Harmattan, pp.237-254.

192. COULOMB R. [2006]. "La democracia ciudadana entre el barrio y la ciudad" *in* Alvarez L., San Juan C., Sanchez Mejorada C. (Coord.), *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de*

México, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, p. 131-152.

193. COULOMB R. [2010]. "Evolución reciente y situación actual del derecho a la vivienda" *in* GARZA G., SCHTEINGART M. (dir.), *Los grandes problemas de México. II. Desarrollo urbano y regional, El Colegio de México*, México, DF, chapitre 12, pp. 552-584.
194. COURGEAU D. [1975]. « Le concept de migration » *in Actes du 4ème colloque de démographie africaine*. Institut national de la statistique et de la démographie, pp. 27-32.
195. COURGEAU D. [1985]. "Interaction between Spatial Mobility, Family and Career Life-Cycle: A French Survey". *European Sociological Review*, Vol. 1, No. 2, pp. 139-16.
196. COURGEAU D. [1999]. « Préface » *in* GRAB (Groupe de réflexion sur l'approche biographique) [1999]. *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques,* Paris, INED, IRD, Réseau Socio-Économie de l'habitat, Collection Méthodes et savoirs nº 3, 340 p.IX-XXI
197. COUTARD O., DUPUY G., FOL S. [2002]. « La pauvreté périurbaine : dépendance locale ou dépendance automobile ? ». *Espaces et Sociétés*, n°108-109, pp. 155-176.
198. COVARRUBIAS F. [2000]. *Proyecto para el diseño de una estrategia integral de gestión de la calidad del aire en el Valle de México, 2001-2010*. MIT.
199. CREVOISIER O., CAMAGNI R. (éds) [2000]. *Les milieux urbains : innovations, systèmes de production et ancrage*, IRER-EDES, GREMI, Neuchâtel, 360p.
200. *Cronista de Tultepec* [2012]. "El alcalde de Tultepec vive en una población que pertenece ahora a Tultitlán", article de blog publié le 10 février 2012 [en ligne] : http://cronistadetultepec.blogspot.fr/2012/02/el-alcalde-de-tultepec-vive-en-una.html
201. CRUZ RODRIGUEZ M.S. [2000]. « Periferia y suelo urbano en la Zona metropolitana de Ciudad de México ». *Sociológica*, n°42, pp. 59-90.

D.

202. DAMIAN A. [2008]. "La construcción del dato de pobreza" *in* Figueroa Campos B. (dir.). *El Dato en Cuestión*, *análisis de las cifras sociodemográficas,* México D.F., Colegio de México, pp. 691-740.
203. DAMIAN A. [2010]. « La pobreza en México y en sus principales ciudades » *in* Garza G., Schteingart M. (dir.), *Los grandes problemas de México. II. Desarrollo urbano y regional, El Colegio de México*, México, DF, chapitre 5, pp. 214-258.
204. DANSEREAU F., NAVEZ-BOUCHANINE F. [2002]. *Gestion du développement urbain et stratégies résidentielles des habitants*, Paris : L'Harmattan, 356 p.
205. DAVIS M. [2006]. *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, La Découverte, 251p.
206. DE LA SAUSSEY S. [2009]. « Régulariser sans titriser » *in* AFD, Division « collectivités locales et développement urbain », sous la direction de G. Josse, 20 p., [en ligne] : http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PORTAILS/SECTEURS/DEVELOPPEMENT_URBAIN/doc/Regulariser-sans-titriser-Simon-de-la-Saussey.pdf
207. DE MATTOS C. [2010]. "Globalización y metamorfosis urbana en América latina, De la ciudad a lo urbano generalizado". *Revista de Geografía Norte Grande,* n°47, pp. 81-104 [en ligne] : http://www.scielo.cl/pdf/rgeong/n47/art05.pdf
208. DE MATTOS C., DUCCI M.E., RODRIGUEZ A., WARNER G.Y. [2004]. *Santiago en la globalización : ¿una nueva ciudad?*, 2ème éd., SUR, EURE, Pontifica Universidad Católica de Chile, 294p.
209. DEBOULET A. [2007]. « Restructurer l'habitat précaire. Récits de 'meilleures pratiques' », *Espaces et Sociétés*, n°131, pp. 67-83
210. DEBROUX J. [2011]. « Stratégies résidentielles et position sociale : l'exemple des localisations périurbaines », *Espaces et sociétés*, 2011/1 n° 144-145, p. 121-139.
211. DEL REY A., QUESNEL A. [2006]. « Les lois agraires de 1917 et de 1992 au Mexique : leurs implications intrafamiliales, intergénérationnelles et migratoires au sud de l'état du Veracruz », IRD-CIESAS, Colloque international *Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues*, Montpellier.
212. DELAUNAY D. [2007]. « Les relations entre la pauvreté et les mobilités : usages critique des microdonnées censitaires », Chaire Quetelet, *Dynamiques de pauvretés et vulnérabilités. Mesures et processus explicatifs en démographie et en sciences sociales*, 28-30 novembre 2007, Louvain-la-

Neuve, 16p. [en ligne] : http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/demo/documents/Delaunay.pdf

213. DELAUNAY D., DUREAU F. [2003]. « Des individus dans la ville : les transitions résidentielles à Bogota », *Autrepart*, n°25, pp. 87-106.

214. DELAUNAY D., FOURNIER J.-M., CONTRERAS Y. [2011]. « Peut-on mesurer le capital de mobilité pour évaluer ses différenciations sociodémographique et intra-urbaine ? Le cas des habitants de la zone métropolitaine de Santiago du Chili », Communication au colloque *Mobilités spatiales et ressources métropolitaines : l'accessibilité en questions.* 11ème colloque « Mobilités spatiales, fluidités sociales », Association Internationale des Sociologues de Langue Française, Grenoble, 24-25 mars 2011 [en ligne] : http://hal-paris1.archives-ouvertes.fr/docs/00/64/09/60/PDF/Delaunay_Fournier_Contreras-MSFS2011.pdf

215. DELFINO A. [2012]. "La noción de marginalidad en la teoría social latinoamericana: surgimiento y actualidad" *in Universitas Humanística, n*°74, julio-diciembre, 2012, pp. 17-34, Pontificia Universidad Javeriana [en ligne] : http://revistas.javeriana.edu.co/index.php/univhumanistica/article/view/3640

216. DELGADO J. [1990]. "De los anillos a la segregación. La Ciudad de México 1950-1987". *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 5, núm. 2, Colegio de México, México pp. 237-274.

217. DEMATTEIS G. [2003]. « Centralité » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 699-967

218. DEMAZIERE D., SAMUEL O. [2010]. « Inscrire des parcours individuels dans leurs contextes », *Temporalités,* n°11, pp. 2-9.

219. DERY S. [2005]. "La marginalité territoriale : nouvelle exploration, nouvelle approche » *in Problèmes de développement dans les régions marginales. Une exploration des fondements de la marginalité*, Les Travaux du GREDIN, n° 1, Université Laval, pp.81-87.

220. DERY S. [2008]. "Studying marginality through a multiscalar grid : a case study from protected areas *in* Vietnam » *in Constributions à l'étude de la marginalité. Études de cas en Amérique latine et en Asie du Sud-Est*, Les Travaux du GREDIN, n° 2, Université Laval, pp.5-21.

221. DI MEO G. [1990]. « De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe ». *L'Espace géographique*, n°4, pp.359-373.

222. DI MEO G. [1994]. « Épistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain », *Annales de Géographie*, Armand Colin, n° 577, pp. 255-275

223. DI MEO G. [1998]. *Géographie sociale et territoire*, collection Fac Géographie, Nathan Université, Paris, 317 p.

224. DI MEO G. [2003]. « Informel » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 509-512.

225. DI MEO G. [2010]. « La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques ». *L'Information géographique*, Vol. 74, n°3, pp.23-38.

226. *Diario Oficial* [1917]. Tomo V, 4ª. Época, No. 30 , pp.149-161. *Constitución de la República de México*, http://pdba.georgetown.edu/constitutions/mexico/mexico1917.html, consulté le 4 mai 2011.

227. *Diario Oficial* [1931]. "Código Penal Federal", Diario Oficial de la Federación. 14 août 1931. [en ligne] : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/9.pdf

228. *Diario Oficial* [1971]. "Ley Federal de Reforma Agraria", Diario Oficial de la Federación. 16 avril 1971. Livre quatrième, Titre premier, Chapitre huitième, Articles 248-253.

229. *Diario Oficial* [1992]. "Ley agraria", décret du Congreso de los Estados Unidos de México, México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM [en ligne]: http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/13/

230. *Diario Oficial* [1993]. "Ley General de Asentamientos Humanos". Diario Oficial de la Federación. 21 juillet 1993. [en ligne] : http://www.delriolujan.com.ar/LEY%20GENERAL%20DE%20ASENTAMIENTOS%20HUMANOS%20%20Mexico.pdf

231. *Diario Oficial* [1994]. « Estatuto de gobierno del Distrito Federal », Diario Oficial de la Federación el 26 de julio de 1994**,** México [en ligne] : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/10.pdf.

232. *Diario Oficial* [2004]. "Ley General de Desarrollo Social", Diario Oficial de la Federación el 20 de enero de 2004 [en ligne]: http://www.coneval.gob.mx/cmsconeval/rw/resource/coneval/eval_mon/1699.pdf

233. Diario oficial [2006]. « Ley de vivienda », Nueva Ley publicada en el Diario Oficial de la Federación el 27

de junio de 2006, Ultima reforma publicada DOF 16-06-2011 [en ligne] : www.diputados.gob.mx/**Leyes**Biblio/doc/LViv.doc

234. *Diario Oficial* [2009]. "Ley de expropiación", Cámara de diputados, dernière modification du 05-06-2009, 10p [en ligne] http://www.conagua.gob.mx/CONAGUA07/Noticias/LEY_DE_EXPROPIACION.pdf.
235. *Diario Oficial* [2011]. *Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*. Legislación Federal, Titulo Primero, Capítulo I de los Derechos Humanos y sus garantías (Reformada la denominación por decreto publicado en el Diario Oficial de la Federación el 10 de Junio de 2011), Artículo 3, Folio 8294 [en ligne] : http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/4.htm?s=,
236. *Diario Oficial* [2011]. *Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos*. Legislación Federal, Titulo Primero, Capítulo I de los Derechos Humanos y sus garantías (Reformada la denominación por decreto publicado en el Diario Oficial de la Federación el 10 de Junio de 2011), Artículo 4, Folio 8295 [en ligne] : http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/5.htm?s=
237. *Diario Oficial* [2012]. "Ley agraria", décret du Congreso de los Estados Unidos de México, México, 46 p. [en ligne] : http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/pdf/13.pdf
238. Dictionnaire *Le Nouveau Petit Robert* [2004].
239. Dictionnaire *Le Petit Larousse* [2010]
240. Dictionnaire *Littré* [en ligne] : http://littre.reverso.net/dictionnaire-francais/definition/
241. DIDOU AUPETIT S. [2011]. « Inégalités scolaires et ethnicisation dans l'enseignement supérieur au Mexique », *Autrepart,* N° 59, pp. 19-35.
242. DOMENACH H., PICOUET M. [1987]. « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population,* vol. 42, n°3, pp. 469-483.
243. DOMENACH H., PICOUET M. [1995]. *Les Migrations*, Paris, Coll. « Que Sais-Je ? », Presses Universitaires de France, 127p.
244. DONZELOT J. [2004]. « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification ». *Esprit*, n°3 [en ligne] : http://www.esprit.presse.fr/archive/review/article.php?code=7903
245. DORE E. [2010]. « Du migrant au citadin : mobilités et apprentissage de la vie urbaine chez les jeunes adultes d'un quartier pauvre de Lima », *Espace, Populations, Sociétés*, n°2-3, pp. 297-306.
246. DORRIER-APPRILL E., GERVAIS-LAMBONY P. (dir.) [2007]. *Vies citadines.* Paris, Belin, Coll. « Mappemonde », 267 p.
247. DRIANT J.-C. [1985]. « Densification et consolidation dans les *barriadas* de Lima : un nouveau cycle (le cas du « Cône Sud ») », *Bulletin de l'Institut Français des Études Andines*, Vol. 14, n°3-4, pp. 1-17.
248. DUBRESSON A. [2000]. « Une mise en perspective comparative de 19 métropoles mondiales» *in* Dureau F., Dupont V., Lelievre E., Levy J-P., Lulle T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 13-30.
249. DUBUCS H., GIROUD M. [2014]. « Systèmes d'activités et pratiques urbaines dans la circulation : continuités ou complémentarités ? » *in* IMBERT C., DUBUCS H., DUREAU F., GIROUD M., *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen,* A. Colin, Recherches, Paris, pp. 363-408.
250. DUBUJET F. [1999]. « Les déménagements forment la jeunesse ». *INSEE Première,* n°647, pp. 1-4, [en ligne] : http://www.epsilon.insee.fr/jspui/handle/1/663
251. DUCHÊNE-LACROIX C. [2010]. « Continuités et ancrages. Composer avec l'absence en situation transnationale ». *Revue des Sciences Sociales*, n°44, « La construction de l'oubli », pp.16-25.
252. DUHAU E. [1998]. *Hábitat popular y política urbana*. Miguel Angel Porruas, UAM-Azcapotzalco, México, 304 p.
253. DUHAU E. [2003]. "División Social del espacio metropolitano y movilidad residencial" *in Papeles de Población*, n° 036, Universidad Autónoma del Estado de México, pp. 161-210.
254. DUHAU E., GIGLIA Á. [2004a]. "Conflictos por el espacio y orden urbano", *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 19, núm. 2, Colegio de México, México, pp. 257-288.
255. DUHAU E., GIGLIA Á. [2004b]. "Espacio público y nuevas centralidades. Dimensión local y urbanidad en las colonias populares de la ciudad de México", *Papeles de Población*, n°41, Universidad Autónoma del Estado de México, Toluca, México, pp. 167-194.
256. DUHAU E., GIGLIA Á. [2007]. "Nuevas centralidades et prácticas de consumo en la Ciudad de México:

del microcomercio al hipermercado", *EURE,* vol. 33, n°98, pp. 77-95.

257. DUHAU E., GIGLIA Á. [2008]. *Las reglas del desorden: habitar la metrópoli*, UAM-A, México, 570p.
258. DUHAU E., GIGLIA Á. [2010]. "Espacio público en la ciudad de México. De las teorías a las prácticas" *in* Garza G., Schteingart M. (dir.), *Los grandes problemas de México. II. Desarrollo urbano y regional, El Colegio de México*, México, DF, chapitre 9, pp. 389-447.
259. DUHAU E., GIGLIA A. [2012]. « De la ville moderne aux micro-ordres de la ville insulaire. Les espaces publics contemporains à Mexico ». *Espaces et Sociétés*, n°3, pp. 15-30
260. DUHAU E., JACQUIN C. [2008]. « Les ensembles de logement géants de Mexico. Nouvelles formes de l'habitat social, cadres de vie et reformulations par les habitants ». *Autrepart*, n°47, 169-186.
261. DUHAU E., SCHTEINGART M. [2002]. "La urbanización popular en la Ciudad de México" *in* Schteingart M. (dir.). *Pobreza, Condiciones de vida y Salud en la Ciudad de México*, México, Colegio de México, pp. 29-42.
262. DUMONT G.-F. [2011]. *Géographie urbaine de l'exclusion dans les grandes métropoles régionales françaises*. L'Harmattan, Paris, 261p.
263. DUMONT M., HELLIER E. (dir) [2010]. *Les nouvelles périphéries urbaines. Formes, logiques et modèles de la ville contemporaine*, Espaces et Territoires, PUR, 218 p.
264. DUPONT V., DUREAU F. [1997]. *Les formes de mobilités de la population de deux grandes métropoles. Enquêtes comparatives à Bogota (Colombie) et Delhi (Inde),* ORSTOM - CNRS, UMR Regards, Bordeaux, 23p.
265. DUPONT V., PUMAIN D. [2000]. « Des villes compactes aux métropoles polycentriques » *in* Dureau F., Dupont V., Lelievre E., Levy J-P., Lulle T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 51-71.
266. DURAND J. [2012]. « La dynamique migratoire au Mexique - Un futur incertain », *Revue Hommes et migrations*. N°1296, « Le Mexique dans les migrations internationales », pp. 12-21
267. DURAND-LASSERVE A. [1986]. *L'exclusion des pauvres dans les villes du Tiers Monde*. Paris, L'Harmattan, 198 p.
268. DURAND-LASSERVE A. [2004]. « La question foncière dans les villes du Tiers-Monde : un bilan ». *Économies et Sociétés*, Série « Développement, croissance et progrès », n°42, pp.1183-1211.
269. DUREAU F. [1999]. « Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota ». *Espaces Populations Sociétés*, vol. 17, n°2, pp. 329-344.
270. DUREAU F. [2000a]. « Bogotá : une double dynamique d'expansion spatiale et de densification d'espaces déjà urbanisés » *in* DUREAU F., DUPONT V., LELIEVRE E., LEVY J-P., LULLE T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 81-92.
271. DUREAU F. [2000b]. « Les nouvelles échelles de la ségrégation à Bogota » *in* DUREAU F., DUPONT V., LELIEVRE E., LEVY J-P., LULLE T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 247-256.
272. DUREAU F. [2000c]. « Bogotá : des stratégies résidentielles très diverses marquées par une inégale maîtrise de l'espace » *in* DUREAU F., DUPONT V., LELIEVRE E., LEVY J-P., LULLE T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 165-174.
273. DUREAU F. [2002]. « Les systèmes résidentiels : concepts et applications », *in* LEVY J.-P. et DUREAU F. (dir.) *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question.* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, pp. 355-382.
274. DUREAU F. [2006]. « Un modèle métropolitain en évolution » *in* DUREAU F., GOUËSET V., MESCLIER E., *Géographies de l'Amérique Latine*, PUR, pp.293-328.
275. DUREAU F. [2012]. *Rapport final du projet METAL (ANR 07 Suds 025)*, ANR, 32 p. [en ligne] : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/67/89/25/PDF/DUREAU_2012_ANR_SUDS_METAL_Rapport_final.pdf
276. DUREAU F., BARBARY O., FLOREZ C.E., HOYOS M.C. [1993]. *La observación de las diferentes formas de movilidad: propuestas metodológicas experimentadas en la encuesta de movilidad espacial en el área metropolitana de Bogotá,* CEDE-ORSTOM, Bogotá, 31 p.
277. DUREAU F., BARBARY O., GOUËSET V., PISSOAT O. (dir.) [2004]. *Villes et sociétés en mutation. Lectures croisées sur la Colombie*, Collection Villes, Anthropos, Paris, 370 p.

278. DUREAU F., BARBARY O., LULLE T. [2004]. « Dynamiques de peuplement et ségrégations métropolitaines » *in* Dureau F., Barbary O., Goueset V., Pissoat O. (dir.), *Villes et sociétés en mutation. Lectures croisées sur la Colombie*, Chapitre 3, Collection Villes, Anthropos, Paris, pp. 123-183.

279. DUREAU F., BEAUCHEMIN C., COUBES M.-L., DELAUNAY D. [2006]. « Les mobilités spatiales dans des contextes en évolution : analyse croisée des deux dynamiques » *in* Antoine P. et Lelievre E. (dir.), *États flous et trajectoires complexes. Observation, modélisation, interprétation*, Groupe de réflexion sur l'approche biographique (GRAB), coll. Méthodes et savoirs, INED, CRD, chapitre 6, pp.157-194.

280. DUREAU F., FLOREZ C.E. [1999]. « Enquêtes 'Mobilité spatiale à Bogota et dans trois villes du Casanare' (Colombie) » *in* Antoine P., Bonvalet C., Courgeau D., Dureau F., Lelievre E. (dir.), *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques,* GRAB (Groupe de réflexion sur l'approche biographique), Paris, INED, IRD, Réseau Socio-Économie de l'habitat, Collection Méthodes et savoirs nº 3, chapitre 11, pp.242-278.

281. DUREAU F., GIROUD M., LEVY J.-P. [2014]. « L'observation des mobilités quotidiennes » *in* Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M., *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen,* A. Colin, Recherches, Paris, pp. 81-132.

282. DUREAU F., GOUËSET V. [2010]. « Formes de peuplement et inégalités de déplacements. L'évolution des mobilités quotidiennes dans deux périphéries populaires de Bogota : Soacha et Madrid (1993-2009), *Revue Tiers Monde*, n°201/1, A. Colin, pp.131-156.

283. DUREAU F., GOUËSET V., LE ROUX G., LULLE T. [2011]. « Mutations urbaines et inégalités d'accès aux ressources de la ville : quelques enseignements d'une collecte biographique sur les mobilités à Bogotá (Colombie) », Communication au Colloque « Mobilités spatiales et fluidités sociales », *Mobilités spatiales et ressources métropolitaines : l'accessibilité en questions*. Association Internationale des Sociologues de la Langue Française, Grenoble, 24, 25 mars 2011.

284. DUREAU F., HILY M.-A. (dir.) [2009]. *Les mondes de la mobilité*, Coll. « Essais », PUR, 189p.

285. DUREAU F., IMBERT C. [2014]. « L'approche biographique des mobilités résidentielles », *in* Imbert C., Dubucs H., Dureau F., Giroud M., *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen,* A. Colin, Recherches, Paris, pp. 33-80.

286. DUREAU F., LEVY J.-P. [2007]. « Villes et mobilités au Nord et au Sud : la construction d'une problématique commune », *Autrepart*, n°41, pp.135-148.

287. DUREAU F., LEVY J.-P., POCHET P. [2005]. « Questionnaire et grille de refus de l'enquête Quai de Seine, Test d'enquête sur les pratiques et les perceptions spatiales » *in IMISCOE, Cluster B5, Social Integration and Mobility : education, housing and health*, Lisbonne, pp.25-29.

288. DUREAU F., PAQUETTE C. [2006a]. « Produire la ville : des logements en grande partie auto-construits » *in* Dureau F., Gouëset V., Mesclier E., *Géographies de l'Amérique Latine*, PUR, pp.237-262.

289. DUREAU F., PAQUETTE C. [2006b]. « Habiter la ville : stratégies et mobilités résidentielles » *in* Dureau F., Gouëset V., Mesclier E., *Géographies de l'Amérique Latine*, PUR, pp.263-292

E.

290. *El Universal* [2012]. "Viven en Cuautitlán; votarán para elegir edil de Tultepec", Política, Elecciones 2012, Article du 4 juin 2012, [en ligne] : http://www.eluniversaledomex.mx/home/nota30224.html

291. ENTRIKIN J.-N. [2003]. « Lieu » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 557-562.

292. Equipe MOBIDYC (DUREAU F., (dir.)) [2010], *Représentations géographiques et indicateurs des mobilités et des dynamiques de peuplement : contribution bibliographique*, 27 p. [en ligne] : http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/04/07/PDF/MOBIDYC_bibliographie.pdf

293. ESQUIVEL M. T. [2007]. "La convivencia condominial problemática, análisis y débil legislación", *Metrópoli2025*, n°22, Centro de Estudios para la Zona Metropolitana A.C, 9p.

F.

294. FARET L. [2003]. *Les territoires de la mobilité,* Paris, CNRS édition, 351p.

295. FARET L. [2006]. « Dynamiques transnationales et développement au Mexique : les enjeux de la migration internationale ». *Hérodote,* n°123, pp.182-198.

296. FASSIN D. [1996]. « Exclusion, underclass, marginalidad : Figures contemporaines de la pauvreté urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique latine ». *Revue Française de Sociologie*, Vol. 37, No. 1. pp. 37-75.

297. FLEURY A., FRANCOIS J.-C., MATHIAN H., RIBARDIERE A., SAINT-JULIEN T. [2012]. « Les inégalités socio-spatiales progressent-elles en Île-de-France ? ». *Métropolitiques.eu*, [en ligne] : http://www.metropolitiques.eu/Les-inegalites-socio-spatiales.html

298. FLORIN B. [2008]. « Introduction : Les recherches françaises en sciences sociales sur les mobilités résidentielles : quelques pistes de réflexion ». *Les Cahiers d'Etudes sur le Monde Arabe et la Méditerranée*, n°16, Dossier « Mobilités résidentielles, pratiques de mobilités et constructions territoriales en périphérie(s). Exemples au Maghreb », pp. 7-18 [en ligne] : http://emam.revues.org/311?lang=ar#tocto2n1

299. FLORIN B., BABY-COLLIN V., BOUILLON F., DIDIER S., DORRIER-APPRILL E. [2007]. « Bouger, s'ancrer » *in* Dorrier-Apprill E., Gervais-Lambony P., *Vies citadines*, Paris, Belin, Coll. « Mappemonde », Chapitre 4, pp. 81-108.

300. FLORIN B., SEMMOUD N. [2010]. « Mobilités résidentielles et territorialisations dans les villes du Maghreb : entre exclusion et intégration », *Espace, Populations, Sociétés*, n°2-3, pp. 365-377.

301. FOL S. [2009]. *La mobilité des pauvres*. Belin, Collection « Mappemonde », 262p.

302. FOL S. [2010]. « Mobilité et ancrage dans les quartiers pauvres : les ressources de la proximité », *Regards Sociologiques*, n°40, pp. 27-43.

303. FONHAPO (*Fideicomiso Fondo Nacional de Habitaciones Populares)* [2014]. "Programas", SEDATU, Gobierno Federal, [en ligne] : http://www.fonhapo.gob.mx/2013/index.php

304. FRANCO R., HOPENHAYN M., LEON A. (dir.) [2010]. *Las clases medias en América Latina: retrospectiva y nuevas tendencias*, CEPAL, Siglo XXI, México, 411p.

305. FRANCOIS A. [2013]. *De la* vivienda *à la* tiendita. *Fonctionnalisation commerciale de l'espace résidentiel et transformation urbanistique à Xalapa-Enriquez, Veracruz*. Mémoire de Master 1, Université Paris 1, 100 p.

306. FRANCOIS J.-C., POUPEAU F. [2005]. *De l'espace résidentiel à l'espace scolaire. Les pratiques d'évitement scolaire en Ile-de-France.* Rapport Ministère de l'Éducation Nationale et DATAR, CSE, Géographie-Cités, 229 p.

307. FRANCOIS J-C., RIBARDIERE A. [2004]. « Qu'apporte l'échelon infracommunal à la carte des inégalités de richesse en Ile-de-France ? », *Mappemonde*, n°75, [en ligne] : http://mappemonde.mgm.fr/num3/articles/art04305.html

308. FREMONT A. [1974]. « Recherches sur l'espace vécu ». *L'Espace Géographique*, n°3, pp.231-238.

309. FREMONT A. [1979]. « Espace vécu et niveaux sociaux » *in* Bertrand M.-T., Fremont A., Gallais J., Metton A., *L'espace vécu - Colloque tenu à Rouen les 13 et 14 octobre 1976*, Caen, Université de Caen, 275 pp. 218-226

310. FUENTES V. [1995]. *L'autobus de Mexico,* Arles, Actes Sud, 231 p.

G.

311. *Gaceta del Gobierno* [2009]. "Código Penal del Estado de México", Gaceta del Gobierno del Estado de México [en ligne] : http://docs.mexico.justia.com/estatales/distrito-federal/codigo-penal-para-el-distrito-federal.pdf

312. *Gaceta Oficial del Distrito Federal* [2002]. "Código Penal para el Distrito Federal". Asemblea Legislativa del Distrito Federal. IV Legislatura, 16 juillet 2002. [en ligne] : http://docs.mexico.justia.com/estatales/distrito-federal/codigo-penal-para-el-distrito-federal.pdf

313. GALLART NOCETTI M.A. [1999]. "Reformas agrarias y Programa de Regularización en México: El PROCEDE", *Boletín del Archivo General Agrario,* número 05, pp. 9-16. [en ligne] : http://members.fortunecity.es/buho2/agaweb/paginas/05-03.htm; http://www.pa.gob.mx/publica/pa070113.htm

314. GARCES FIERROS C. [2009]. "Suelo urbano para la población pobre de México" *in La situación demográfica de México 2009.* CONAPO, pp. 87-102.

315. GARCIA M., DANSEREAU F. [2010]. « Les trajectoires résidentielles des immigrants latino-américains à Montréal : une affaire d'identité et de réseaux » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire*

domicile. La construction du choix résidentiel, PUL, Lyon, pp. 333-354.

316. GARREAU J. [1991]. *Edge City: Life on the New Frontier*, New York, Doubleday, Anchor Books, 550 p.
317. GARZA G. [2001]. "La megalópolis de la Ciudad de México en el ocaso del siglo XX" *in* Gomez De Leon Cruces J., Rabell Romero C. (dir.), *La población de México. Tendencias y perspectivas sociodemográficas hacia el siglo XXI,* CONAPO, FCE, pp.605-632.
318. GARZA G. (dir.) [1987]. *Atlas de la ciudad de México*, DDF/ Colegio de México, 431 p.
319. GARZA G. (dir.) [2000]. *La Ciudad de México en el fin del segundo milenio*. Gobierno del Distrito Federal/ El Colegio de México, México DF, 768p.
320. GARZA G. [2012]. "Distribución espacial del sector servicios en la Ciudad de México, 1960-2008". *Estudios demográficos y urbanos*, vol. 27, n°1, Colegio de México, pp. 9-55
321. GDF (*Gobierno del Distrito Federal*) [2012]. *Atlas geográfico del suelo de conservación del Distrito Federal.* Secretaría del Medio Ambiente, Procuraduría Ambiental y del Ordenamiento Territorial del Distrito Federal, México, D.F. 96 p. [en ligne] : http://www.paot.org.mx/paot_docs/images/atlas/AtlasGSCDF.pdf
322. GEORGE P., VERGER F. (dir.) [2009] [1ère éd. 1970]. Dictionnaire de la géographie, PUF, Quadrige, 3ème éd., Paris, 480p.
323. GERBER P., CARPENTIER S. (dir.) [2013]. *Mobilités et modes de vie : vers une recomposition de l'habiter*. PUR. 224 p.
324. GIGLIA Á. [2012]. « Habiter la précarité et vivre ensemble dans la *ville informelle* » *in* Frelat-Kahn B., Lazzarotti O. (dir.), *Habiter. Vers un nouveau concept ?*, A. Colin, Coll. « Recherches », Paris, pp.229-244.
325. GILBERT A., WARD P. [1985]. *Housing, the State and the Poor: Policy and Practices in three Latin American Cities*, Cambridge University Press, 319p.
326. GILBERT P. [2011]. « Ghetto », « relégation », « effets de quartier ». Critique d'une représentation des cités ». *Metropolitiques* [en ligne] : http://www.metropolitiques.eu/Ghetto-relegation-effets-de.html
327. GIRAUT F., ROCHEFORT M. [2006]. « La marginalité socio-spatiale, un concept à déconstruire dans le contexte des villes du Sud ». *Revue Tiers Monde,* n°185, pp. 14-16.
328. GIROUD M., MAINET H., EDOUARD J.-C. (dir.) [2011]. *Les mobilités spatiales dans les villes intermédiaires. Territoires, pratiques, régulations. Actes du colloque du Clermont-Ferrand du 25 et 26 novembre 2010*, Clermont-Ferrand, PU Blaise Pascal, 494p.
329. GODARD H., MERAT M.-M. [2003]. "Les occupations de terres urbaines : l'illégalité tolérée voire encouragée". *Mappemonde*, n°72/4, pp.35-36.
330. GODARD H.R. [1985]. « Approche comparative des mécanismes d'évolution et de consolidation des quartiers populaires à Quito et à Guayaquil », *Bulletin de l'Institut Français des Études Andines*, Vol. 14, n°3-4, p. 19-41.
331. GONZALEZ L., VILLAREAL C., PELLEGRINI S. [2005]. "El autoempleo como mecanismo de arraigo de la población en México: el caso de cuatro localidades". *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 21, n°3, pp. 547-623.
332. GOTMAN A., LAFERRERE A. [1998]. « Logement et transmission » *in* SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris, pp.355-364.
333. GOUËSET V. [2006]. « Comment définir les catégories ethniques ? », DUREAU F., GOUËSET V., MESCLIER E., *Géographies de l'Amérique Latine*, PUR, pp.91-110.
334. GOUËSET V., DUREAU F. [2006]. « Introduction à l'Amérique latine des villes » *in* DUREAU F., GOUËSET V., MESCLIER E., *Géographies de l'Amérique Latine*, PUR, pp.229-236.
335. GOULET R., PAQUOT T., ORTIZ FLORES E., RELLO J. [2011]. Dossier « Mexico, du côté des initiatives populaires », *Urbanisme*, n°380, pp. 23-32.
336. GRAB (Groupe de réflexion sur l'approche biographique) [1999]. *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques,* Paris, INED, IRD, Réseau Socio-Économie de l'habitat, Collection Méthodes et savoirs nº 3, 340 p.
337. GRACIA SAIN M.A. [2004]. "El poblamiento de la Zona Metropolitana de la Ciudad de México: análisis y empleo de una tipología explicativa". *Perfiles Latinoamericanos*, núm. 24, FLACSO, México, pp. 107-142.

338. GRAFMEYER Y. [1994]. « Regards sociologiques sur la ségrégation » *in* Brun J., Rhein C. (dir.) [1994]. *La ségrégation dans la ville. Concepts et mesures*, L'Harmattan, Paris, pp. 85-117.

339. GRAFMEYER Y. [1998]. « Logement, quartier, sociabilité » *in* Segaud M., Bonvalet C., Brun J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Paris, pp.347-354.

340. GRAFMEYER Y. [2001]. « Les sociabilités liées au logement » *in* Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, pp.103-132.

341. GRAFMEYER Y. [2007]. « Le quartier des sociologues » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.21-31.

342. GRAFMEYER Y. [2010]. « Approches sociologique des choix résidentiels » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, pp.35-53.

343. GRAFMEYER Y., DANSEREAU F. [1998], *Trajectoires familiales et espaces de vie en milieu urbain*. Lyon, PUL, 528 p.

344. GRAFMEYER Y. JOSEPH I. [1984] [1ère édition 1979]. *L'école de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*. Aubier, Champ Urbain, 335 p.

345. GRAFMEYER Y., AUTHIER J.-Y. [2011] [1ère édition 1995], *Sociologie urbaine*, Armand Colin, 3ème éd., coll. 128p.

346. GRAIZBORD B., ACUÑA B. [2006]. "Movilidad residencial en la Ciudad de México", *Estudios Demográficos y Urbanos*, Vol. 22, n°2, Colegio de México, pp. 291-335

347. GRAIZBORD B., SALAZAR H. [1987]. "Expansión física de la ciudad de México", *in* Garza G. (dir.) *Atlas de la Ciudad de México*, Departamento del Distrito Federal/El Colegio de México, México DF., pp. 120-125.

348. GRANOVETTER M. [1983]. "The strength of weak ties: a network theory revisited" *in Sociological Theory*, Vol. 1, p. 201-233

349. GRASLAND C. [1994]. « L'erreur écologique en géographie », *Feuille de Géographie*, n°1, 4p.

350. GRASLAND C., MADELIN M. [2006]. "Espon Scientific Support Project 3.4.3", *The Modifiable Areas Unit Problem (MAUP), Final Report*, 254 p. [en ligne] : http://www.espon.eu/export/sites/default/Documents/Projects/ESPON2006Projects/StudiesScientificSupportProjects/MAUP/espon343_maup_final_version2_nov_2006.pdf

351. GRATKOWSKI L. [2011]. *La ville illégale d'aujourd'hui, le Mexico de demain ? Processus d'urbanisation irrégulière et de régularisation de la terre au sud du District fédéral*, mémoire de Master 2, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 103p.

352. GRESILLON M. [2003]. « Banlieue » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 102-104.

353. GRIFFIN E., FORD L. [1980]. "A Model for Latin American Structure", *Geographical Review*, vol. 70, n°4, pp. 397-422.

354. GRIGNON C., PASSERON J.-C. [1989]. *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard, Seuil.

355. GUEDEZ A., LUSSAULT M. [2003]. « Logement » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 576-577.

356. GUERIN-PACE F. [2003]. « Vers une typologie des territoires urbains de proximité ». *L'Espace géographique*, Tome 32, n°4, pp.333-344.

357. GUERIN-PACE F. [2006]. « Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? ». *Économie et statistique*, n°393-394, pp.101-113.

358. GUERIN-PACE F. [2007]. « Le quartier entre appartenance et attachement : une échelle identitaire ? » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.151-162.

359. GUERLIN C. [2010]. *Espaces verts et enjeux pour la gouvernance à la périphérie de Mexico. Le parc ejidal de San Nicolas Totolapan*, Mémoire de Master 2, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

360. GUERMOND Y., LAJOIE G. [1999]. « De la mesure en géographie sociale ». *L'Espace géographique,* n°1, pp-84-90.

361. GUERRIEN M. [2004a]. « Transformation et fragmentation des espaces urbains. Le cas de la zone

métropolitaine du bassin de Mexico », *L'Espace Géographique*, n°4, p. 336-352.

362. GUERRIEN M. [2004b]. *L'enfance agitée d'une mégapole. Transition urbaine et fragmentation de l'espace dans la vallée de Mexico*, Thèse de doctorat de géographie, EHESS, Paris, 390p.

363. GURUNG G.S., KOLLMAIR M. [2005]. *Marginality: Concepts and Their Limitations*. IP6. Working Paper No 4, NCCR North South, Development Study Group, Zurich, 21p.

364. GUTIÉRREZ-PULIDO H., GAMA-HERNÁNDEZ V. [2010]. "Limitantes de los índices de marginación de Conapo y propuesta para evaluar la marginación municipal en México", *Papeles de Población*, vol. 16, núm. 66, pp. 227-257, Universidad Autónoma del Estado de México, Toluca, México.

H.

365. HALBWACHS M. [2001] (1ère éd. 1938), *Morphologie sociale*, Coll. « Les classiques des sciences sociales », réédité par l'UCAQ Chicoutimi, [en ligne] : http://classiques.uqac.ca//classiques/Halbwachs_maurice/morphologie/morphologie.pdf.

366. HAM CHANDE R. [2011], "Diagnóstico socio-demográfico del envejecimiento en México", *in* CONAPO, *La situación demográfica de México 2011*, pp.141-155

367. HARDY S. [2008]. « Ciudad Sandino, marge urbaine en périphérie de Managua ». *Annales de géographie*, n°662, pp.85-103.

368. HARVEY D. [2008]. *Géographie de la domination*, Les prairies ordinaires, Coll. « Penser/croiser », Paris, 119p.

369. HENRY E., SACHS-JEANTET C. [1993]. « Envahir, conseiller et gouverner… la ville d'Amérique latine ». *Social Science Information*, n°32, pp. 303-361.

370. HIERNAUX-NICOLAS D. [1991]. "La Autoconstrucción de la Vivienda en el Área Metropolitana de la Ciudad de México" *in Revista Interpretaciones*, n°1, México D.F. pp. 58-73

371. HIERNAUX-NICOLAS D. [2003]. « La réappropriation des quartiers de Mexico par les classes moyennes : vers une gentrification ? » *in* Bidou Zachariasen C. (Dir.), Hiernaux-Nicolas D., Riviere D'arc H., *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Descartes & Cie, Paris, collection "Les urbanités", pp.205-240.

372. HIERNAUX-NICOLAS D. [2005]. "La inserción urbana de la población indígena en Ciudad de México" *in* Bodson P., Cordero A., Carrasco P., Goulet J. (eds.), *Vivir en la ciudad. Lo cotidiano de la inserción urbana en México, América Central y el Caribe*, Flacso, San José Costa Rica, pp.253-272.

373. HIERNAUX-NICOLAS D., IMELDA GONZALEZ C. [2008]. "¿Regulación o desregulación?: De las políticas sobre los centros históricos". *Centro H, Revista de la Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos*, n°1, pp.40-50.

374. HIERNAUX-NICOLAS D., LINDON-VILLORIA A. [1997]. « Producción del espacio y regularización de la tenencia de la tierra en el Valle de Chalco » *in* Azuela A., Tomas F. (coord.), *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, pp. 249-276.

375. HIERNAUX-NICOLAS D., LINDON A. [2003]. « Pratiques et stratégies résidentielles dans la Vallée de Chalco », périphérie de Mexico*, Autrepart*, Numéro 25, p.123-136

376. HILAL M., SENCEBE Y. [2002]. *Analyse des processus d'ancrage et des formes de territorialité des populations marquées par l'éclatement de leurs lieux de travail et de domicile à la périphérie des pôles urbains*. Consultation de recherche « Mobilités et territoires urbains ». Note de synthèse, Dijon, CESAER, INRA ENESAD, 204 p.

377. HILAL M., SENCEBE Y. [2003]. « Espaces et territoires périurbains : des logiques de déplacement aux logiques d'ancrage », Communication au séminaire « Travail et territoire. Confrontations d'approches disciplinaires en économie, histoire et sociologie », Dijon, CESAER, INRA ENESAD, 13-14 mars 2003, 20 p.

378. HINOJOSA ORTIZ J. [1981]. « Formas de tenencias de la tierra », *Juridica*, n°13-I, chapitre 18, pp. 613-623.

379. HOFFMANN O. [1989]. "La part des communautés rurales dans la conformation municipale au Mexique" *in* Revel-Mouroz J., *Pouvoir local. Régionalismes. Décentralisations. Enjeux territoriaux et territorialités en Amérique latine*, CREDAL, coll. "Travaux et Mémoires de l'IHEAL", n°47, Série Thèses et Colloques n°3, pp. 303-311

380. HOYT H. [1939]. *The Structure and Growth of Residential Neighborhoods in American Cities*,

Washington, Federal Housing Administration

381. HUAMAN E.A. [2005]. *La regularización del suelo urbano*, México, UAM Azcapotzalco
382. HUAMAN E.A., BARRETO VILLANUEVA A. [2002]. *Acceso al suelo para las nuevas generaciones de los barrios y colonias de Chimalhuacán*, El Colegio Mexiquense, 87p.
383. HUAMAN E.A., GONZALEZ ALVA R. [2008]. "Cambiándose de asentamiento irregular. El hábitat irregular y la movilidad residencial intraurbana en Chimalhuacán" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S, *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas sociales y hacia dónde dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno? Memorias del II Congreso Nacional del Suelo Urbano*, El Colegio Mexiquense, pp. 211-237.
384. HUAMÁN, E.A. [2010]. "La regularización territorial en la zona metropolitana de la ciudad de México (1970-2002) : un instrumento desvinculado de la política de ordenamiento territorial" *Scripta Nova. Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, vol. XIV, nº 331 (32), Universidad de Barcelona, [en ligne], <http://www.ub.es/geocrit/sn/sn-331/sn-331-32.htm>.
385. HUMAIN-LAMOURE A.-L. [2007]. « Le quartier comme objet en géographie » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.41-51.
386. HUSSON M. [2006]. « Syndicalisme mexicain : la lente sortie du corporatisme » *in La Gauche, journal pour l'indépendance, le féminisme et le socialisme*, [en ligne] http://www.lagauche.com/lagauche/spip.php?article1512

I.

387. IBARRA V. [2010]. "Escenarios metropolitanos de la movilidad cotidiana" *in* Garza G., Schteingart M. (dir.), *Los grandes problemas de México. II. Desarrollo urbano y regional, El Colegio de México*, México, DF, chapitre 10, pp. 449-510.
388. IFE (*Instituto Federal Electoral*) [2011]. *Guía para el Uso e Interpretación de los Productos Cartográficos*, Registro Federal de Electores, 29 p. [en ligne] : http://www.ife.org.mx/docs/IFE-v2/DERFE/DERFE-DistritosElectorales/DERFE-Circusncripciones-mapas/6-GuiaCartografia.pdf
389. IFE [2013]. *Guía para el Uso e Interpretación de los Productos Cartográficos*, Registro Federal de Electores, 29 p. [en ligne] : https://prep2012.ife.org.mx/prep/FILTROS/PresidenteFiltroDistrito.html
390. IMBERT C. [2004]. « Ancrage et proximités familiales dans les villes nouvelles franciliennes : une approche comparative », *Espaces et sociétés*, n°119, pp.159-176.
391. IMBERT C. [2005]. *Les ancrages des habitants des villes nouvelles franciliennes : des bassins de vie en construction*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris1, 390p.
392. IMBERT C. [2012]. « La diversité des ancrages dans les villes nouvelles » *in* Bonvalet C., Lelievre E., *De la famille à l'entourage. L'enquête Biographies et entourage*. Grandes Enquêtes, INED, pp. 289-301.
393. IMBERT C. [2013]. « L'immobilité dans la circulation : entre composante de l'économie domestique et mode des gestion politique. Quelques réflexions menées dans le prolongement du projet de ANR MEREV », *E-migrinter*, n°11, Migrinter, Poitiers, pp. 15-20 [en ligne] : http://www.mshs.univ-poitiers.fr/migrinter/e-migrinter/201311/e-migrinter2013_11_015.pdf
394. IMBERT C., BRUNE A., ROZENHOLC C. [2011]. « Les villes nouvelles franciliennes, un exemple de périphéries en cours de maturation ». *Espace, Populations, Sociétés*, n°3, pp. 591-602.
395. IMBERT C., DESCHAMPS G., LELIEVRE E., BONVALET C. [2014]. « Vivre dans deux logements : surtout avant et après la vie active ». *Population & Sociétés*, n°507, INED, 4 p.
396. IMBERT C., DUBUCS H., DUREAU F., GIROUD M. [2014]. *D'une métropole à l'autre. Pratiques urbaines et circulations dans l'espace européen*, A. Colin, Coll. Recherches, Paris, 487 p.
397. IMEVIS [2009a]. *Honorable ayuntamiento Constitucional de Villa Victorial 2009-2012. Módulo de IMEVIS*, Villa Victoria, Gobierno del Estado de México, 1 p.
398. IMEVIS [2009b]. *Gestión para Trámite de Escriturar ante el IMEVIS por conducto de programa "Seguridad Patrimonial"*, Naucalpan, IMEVIS, Registro municipal de trámites, 2 p.
399. INED (Institut National des Etudes Démographiques). *Demopaedia. Dictionnaire démographique multilingue (2ème édition unifiée).* INED, CEPED, United Nations Department of Economic and Social Affairs Population Division, International Union of the Scientific Study of Population. [en ligne] : http://fr-ii.demopaedia.org/wiki/

400. INEE (*Instituto Nacional para la Evaluación de la Educación*) [2006]. *Políticas y sistemas de Evaluación Educativa. Avances, logros, desafíos*, INEE, México, 114 p.

401. INEGI (Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática), 1950, 1960, 1970, 1980, 1990, 2000, 2005, 2010 : *Censo general y conteo de Población y Vivienda* [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/ccpv/default.aspx

402. INEGI [2000]. *Estadísticas Históricas de México*, Aguascalientes [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/prod_serv/contenidos/espanol/bvinegi/productos/integracion/pais/historicas/EHM%203.pdf

403. INEGI [2007]. *Encuesta Origen Destino 2007*, 136 p.

404. INEGI [2010] : *XIII Censo general y conteo de Población y Vivienda 2010* [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/ccpv/cpv2010/Default.aspx

405. INEGI [2010b]. *Manual de cartografía censal*, México, [en ligne] : http://mapserver.inegi.org.mx/geografia/espanol/normatividad/censal/Manual_Cartografia_Censal.pdf

406. INEGI [2010c]. *Diseño de la muestra censal 2010.* INEGI, 13p. [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/espanol/metodologias/censos/dis_muestra_cpv2010.pdf

407. INEGI [2011a]. *Censo de Población y Vivienda [2010]. Síntesis metodológica y conceptual del Censo de Población y Vivienda 2010*. INEGI, 81 p. [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/espanol/metodologias/censos/sm_cpv2010.pdf

408. INEGI [2011b]. *DENUE 2011 (Directorio Estadística Nacional de Unidades Económicas)*, Aguascalientes, Mexico, [en ligne] : http://www.eclac.org/deype/noticias/noticias/0/44530/Mexico_DENUE.pdf

409. INEGI [2012b]. *Manual de Normas para la Actualización de la Cartografía Censal*, México, 56p.

410. INEGI [2012c].*Censos Económicos [2009]. Zonas Metropolitanas en los Estados Unidos Mexicanos*, Censos Económicos 2009/Instituto Nacional de Estadística y Geografía, México, 3 volumes.

411. INEGI [2013a]. *DENUE 2013 (Directorio Estadística Nacional de Unidades Económicas)*, Aguascalientes, México, [en ligne] : http://www3.inegi.org.mx/sistemas/mapa/denue/default.aspx.

412. INEGI [2013b]. *DENUE 2013. Marco metodológico y conceptual*, Aguascalientes, Mexico, [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/denue/presentacion.aspx

413. INEGI [2013c]. *ENIGH 2012* (*Encuesta Nacional del Ingreso y Gasto de los Hogares),* Aguascalientes, México, [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/Proyectos/Encuestas/Hogares/regulares/Enigh/Enigh2012/ncv/default.aspx

414. INEGI [2014a]. *Mortalidad. Principales causas de mortalidad por residencia habitual, grupos de edad y sexo del fallecido* [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/est/contenidos/proyectos/registros/vitales/mortalidad/tabulados/ConsultaMortalidad.asp

415. INEGI [2014b]. *Catálogo de Asentamientos Humanos 2004-2010*, INEGI, Domicilios Geográficos [en ligne] : http://www.inegi.org.mx/geo/contenidos/normastecnicas/dom_geo.aspx

416. INFONAVIT (Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores) [2012]. *Evaluación Cualitativa de la Vivienda y su Entorno 2010*, [en ligne] : http://www.infonavitpublica.org.mx/?q=node/316

417. INGRAM G.K., HONG Y.H. (eds.) [2009]. *Property Rights and Land Policies*. Lincoln Institute of Land Policy, MA Massachusetts, 485p.

418. INSEE (Institut National de la Statistique et des Études Economiques) [2012]. « Centre et banlieue », *Méthodes et définitions* [en ligne] : http://www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/ville-centre-et-banlieue.htm

419. IRACHETA C. A. [1988]. "Los problemas del suelo y la política urbana en la Zona Metropolitana de la Ciudad de México", *in* Benítez Zenteno R., Morelos J. (dir.), *Grandes problemas de la ciudad de México*, Plaza y Valdés, México.

420. IRACHETA C. A. [2008]. "Ciudad informal y precaria: la otra cara de la urbanización en la Zona Metropolitana del Valle de México" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno? Memorias del II Congreso Nacional del Suelo Urbano*, El Colegio Mexiquense, pp.443-494.

421. IRACHETA C. A.X., MEDINA C. S. (dir.) [2008]. *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, 581p.

422. IRACHETA C. A. [2009]. *Políticas para gobernar las metrópolis mexicanas*, Miguel Ángel Porrua, El Colegio Mexiquense, 294p.

423. ISUNZA VIZUET G., MENDEZ BAHENA B. [2011]. « Desarrollo inmobiliario y gobiernos locales en la periferia de la Ciudad de México ». *EURE*, vol. 37, n° 111, pp. 107-129 [en ligne] : http://redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/196/19618425005.pdf

J.

424. JACQUIN C. [2007]. "El conjunto habitacional Las Américas, un laboratorio para la edificación de una microsociedad", *Alteridades,* Vol. 17, Núm. 34, UAM- Iztapalapa, México, pp. 57-73

425. JACQUIN C. [2012]. "Producir y habitar la periferia. Los nuevos conjuntos de vivienda de bajo costo en México (ZMVM)", *Bulletin de l'Institut Français des Etudes Andines*, n°41, pp. 389-415.

426. JACQUIN C., CAPRON G. [2010]. « De la gated community au lotissement géant mexicain, une version bon marché de la fermeture résidentielle », *Cahiers des Amériques latines*, no 59, Paris, p. 33-53.

427. JAGLIN S. [2005]. « 12. La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique subsaharienne » *in* Bacqué M.H. et Rey H., *Gestion de proximité et démocratie participative*, La Découverte « Recherches », p. 271-291.

428. JANNE H. [1951]. « Introduction à la Sociologie Générale ». *Revue de l'Institut de* Sociologie, n°3, pp. 345-392, réédité *in SociologieS*, Découvertes/ Redécouvertes [2009] [en ligne] : http://sociologies.revues.org/2964

429. JANOSCHKA M. [2002]. "El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización". *EURE,* vol. 28, n°85, pp. 11-29. [en ligne] : http://www.eure.cl/numero/el-nuevo-modelo-de-la-ciudad-latinoamericana-fragmentacion-y-privatizacion/.

430. JIMENEZ HUERTA E.R., CRUZ SOLIS H., FAUSTO BRITO A., DIAZ QUIÑONEZ M.B. [2008]. "Nuevos instrumentos para la regularización. ¿Quién controla el territorio y quien se queda con las ganancias?" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno? Memorias del II Congreso Nacional del Suelo Urbano*, El Colegio Mexiquense, pp.443-494.

431. JIMENEZ HUERTA E.R., CRUZ SOLIS H., UBALDO C. [2012]. "El regreso a la irregularidad de las colonias populares" *in* Salazar C. (dir.). *IRregular: suelo y mercado en América latina,* El Colegio de México, Centro de Estudios Demográficos, Urbanos y Ambientales, DF, 425 p.

432. JOLIVET V. [2010]. *Miami la cubaine ? Pouvoir et circulation dans une ville carrefour entre les Amériques*. Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1, 365p.

K

433. KAUFMANN V., JEMELIN V. [2008]. « La motilité, une forme de capital permettant les irréversibilités socio-spatiales ? » *in* Sechet R., Garat I., Zeneidi D. (dir.), *Espaces en transactions*, Presses Universitaires de Rennes, pp.83-91.

434. KAZTMAN R [1989] : "La heterogeneidad de la pobreza. El caso de Montevideo". *Revista de la CEPAL*, No. 37, abril, Santiago de Chile, pp. 141-152.

435. KAZTMAN R. [2003]. *La dimensión espacial en las políticas de superación de pobreza urbana*, Cuadernos de la CEPAL, Chili.

436. KEROUAC J. [2010] [1ère éd. 1960]. *Sur la route*, Folio, Gallimard, 437p.

437. KOKOREFF M. [2007]. « Pauvres quartiers ! Complexité de l'objet et ambivalence des phénomènes » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.242-252.

L

438. *L'espace politique* [2014]. « Déplacements forcés dans les villes du Sud : les déguerpissements en question », vol. 22, n°1, [en ligne] : http://espacepolitique.revues.org/2890

439. LANNOY P. [2004]. « Quand Robert Park écrit « La ville » (1915). Essai de scientométrie qualitative », *Revue d'histoire des sciences humaines*, N° 11, pp. 157-184 [en ligne] : http://homepages.ulb.ac.be/~pilannoy/Lannoy_RHSH_011_0157.pdf

440. LAPEYRONNIE D. [2008]. *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va ».

441. LAURENS S. [2007]. « ''Pourquoi' et 'comment' poser les questions qui fâchent ?'' Réflexions sur les dilemmes récurrents que posent les entretiens avec les 'imposants'.», Genèses, n°69, pp.113- 127.

442. LAUTIER B. [2006]. « Notes d'un sociologue sur l'usage de la notion de marge dans les sciences sociales du développement ». *Revue Tiers Monde*, n°185, pp. 17-22.

443. LAZO A. [2012]. *Entre le territoire de proximité et la mobilité quotidienne. Les ancrages et le territoire de proximité comme support et ressource pour les pratiques de mobilité des habitants de la ville de Santiago du Chili*. Thèse de géographie, Université de Toulouse 2, Pontifica Universidad Catolica de Chile, 442p.

444. LE BRAS H. [2003]. « Peuplement » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 710-711.

445. LE BRETON E. [2003]. Mobilités et territoires urbains. Synthèse des séminaires d'accompagnement du programme de recherche. Ministère de l'Équipement, PUCA, 113 p. [en ligne] : *ericlebreton.fr/pdf/Mobilites_et_territoires_urbains.pdf*

446. LE BRETON E. [2004]. « Mobilité, exclusion et marginalité » *in* Allemand S., Ascher F., Levy J., *Le sens du mouvement. Modernité et mobilités dans les sociétés urbaines contemporaines*, Paris, Belin, Institut pour la ville en mouvement, Chapitre 9, pp. 117-123

447. LE BRIS E. [1981]. « Contenu géographique et contenu social de la notion de résidence. Quelques réflexions à partir de résultats d'enquêtes biographiques effectuées à Lomé (Togo) et Accra (Ghana) », *Cahiers d'études africaines,* vol. 21, n°81-83, pp. 129-174.

448. LE BRIS E., MARIE A., OSMONT A., SINOU A. [1987]. *Familles et résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamako, Saint-Louis, Lomé*, L'Harmattan, Paris, Coll. « Villes et Entreprises », 268p.

449. LE GOIX R. [2003]. *Les « Gated Communities » aux États-Unis. Morceaux de villes ou territoires à part entière ?* Thèse de doctorat de géographie, Université Paris 1, 491 p.

450. LEFEBVRE A. [2009]. [1ère éd. 1968], *Le droit à la ville*, 3ème éd., Economica Anthropos, Paris, 135p.

451. LEHMAN-FRISCH S., BERRY-CHIKHAOUI I., CAPRON G., VIDAL D. [2007]. « Voisiner » *in* Dorrier-Apprill E., Gervais-Lambony P. (dir.) *Vies citadines,* Chapitre 3, pp. 59-80.

452. LELEVRIER C. [2007]. « Mobilités et ancrages des familles en Île-de-France. Les changements de la rénovation urbaine ». *Informations sociales*, n°141, CNAF, pp.98-109.

453. LELIEVRE E. [1999]. « Collecter des données de mobilité : des histoires migratoires aux biographies d'entourage ». *Espaces Populations Sociétés*, vol. 17, n°2, pp.195-205.

454. LELIEVRE E., ROBETTE N. [2006], « Les espaces de référence des individus : définir et mesurer les espaces de vie », *in* Bonvalet C., Lelievre E. (eds.), *Publications choisies autour de l'enquête Biographies et entourage*, Documents de travail, nº 134, Paris, INED, 24p.

455. LELIEVRE E., VIVIER G., BONVALET C. [2002]. « L'approche de la mobilité à partir des données de l'enquête « Biographies et entourages » » *in* Lévy J.-P. et Dureau F. (dir.) *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question.* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, pp. 383-398.

456. LEVY J. [2003]. « De nouvelles spatialités urbaines », *Les sens du mouvement*, synthèse du colloque international organisé par l'IVM à Cerisy-la-Salle, p. 8-11 [en ligne] : http://ville-en-mouvement.pagesperso-orange.fr/telechargement/sens_mouvement_cerisy/colloque_francais_interieur.pdf

457. LEVY J., LUSSAULT M. (dir.) [2003]. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, 1034p.

458. LEVY J., LUSSAULT M. (dir.) [2013]. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Nouvelle édition, Belin, 1127p.

459. LEVY J.-P. [1998a]. « Dynamiques du peuplement résidentiel », *Sociétés Contemporaines*, n° 29, pp. 43-72.

460. LEVY J.-P. [1998b]. « Dynamique du parc immobilier et mobilité résidentielle » *in* Segaud M., Bonvalet C., Brun J. (dir.). *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris,

pp.336-345.

461. LEVY J.-P. [2001]. « Parcours d'habitants » *in* Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, pp.21-50.

462. LEVY J.-P. [2003]. « Peuplement et trajectoires dans l'espace résidentiel : le cas de la Seine-Saint-Denis », *Population*, n°3, Vol. 58, INED, pp. 365-400.

463. LEVY J-P. [2009]. « Mobilités urbaines : des pratiques sociales aux évolutions territoriales » *in* DUREAU F., HILY M-A. (dir.), *Les mondes de la mobilité*, PUR, Coll. Essais, pp. 105-136.

464. LEVY J.-P., BRUN J. [2000]. « De l'extension au renouvellement métropolitain : mosaïque sociale et mobilité » *in* Dureau F., Dupont V., Lelievre E., Lévy J-P., Lulle T., *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Anthropos, IRD, Collection Villes, Paris, pp. 229-246.

465. LEVY J.-P., DUREAU F. (dir.) [2002]. *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question.* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, 412p.

466. LEVY J-P., LEVY-VROELANT C. [2001]. « Habiter son logement : présences et usages » *in* Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, pp.75-102.

467. LEVY-VROELANT C. [2001]. « Les investissements matériels dans le logement » *in* Authier J.-Y. (dir.), *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, coll. Villes, pp.51-74.

468. LEWIS O. [1961]. *Les enfants de Sanchez. Autobiographie d'une famille mexicaine*. Gallimard, 644 p.

469. LINCOLN INSTITUTE [2002]. *Access to Land by the Urban Poor*, *2002 Annual Rountable,* Lincoln Institute of Land Policy, MA Massachusetts, 52p.

470. LINDON A. [2001]. « Vers une périphérie en archipel ? Notes sur la nouvelle croissance périphérique de Mexico ». *Cahiers d'Amérique Latine*, n°38, pp. 119-140

471. LOPEZ MORENO E., IBARRA A. [1996]. "Barrios, colonias y fraccionamientos -historia de la evolución de una familia temática de palabras que designa una fracción del espacio urbano –México" *in* Depaul J-C. (dir.) *Les mots de la ville, Cahier n°2*. Programme « Les mots de la ville », PIR-Villes/CNRS, MOST/UNESCO, Guadalajara, [en ligne] : http://www.unesco.org/most/p2wpfr2.htm#note88

472. LOUISET O. [2010]. « 'L'invention' du bidonville (1950-1990), objet et signe emblématique de la ville sous-développée » *in* Bouquet C. (dir.), *Les géographes et le développement. Discours et actions*, MSHA, Pessac, pp.125-148.

473. LUSSAULT M. [2013]. « Mondialisation, périurbanisation et urbanité ». Intervention au séminaire de recherche « Mondialisations : concepts, enjeux et échelles », animé par C. Ghorra-Gobin, Ecole Normale Supérieure Ulm, 7 février 2013.

M.

474. MACCAGLIA F., MATARD-BONUCCI M-A., 2009, *Atlas des mafias. Acteurs, trafics et marchés de la criminalité organisée*, Autrement, Paris, 80p.

475. MAISON D. [1993]. « Dimensions familiales de mobilité résidentielles ». *Les Annales de la Recherche Urbain*e, n°59-60, Paris, Ministère de l'Équipement, Plan urbain, pp. 45-50.

476. MALET P. [2011]. « 3. Mexico : archétype de la monstruopole » *in Villes du futur, futur des villes : quel avenir pour les villes du monde ? (Analyses)*, Rapport du Sénat n°594 dirigé par J.-P. Sueur, Délégation à la prospective, pp. 251-260, [en ligne] : http://www.senat.fr/rap/r10-594-2/r10-594-2_mono.html

477. MANCEBO F. [2007]. « Des risques « naturels » aux politiques urbaines à Mexico *». Revue de géographie alpine*, n°95, pp.95-107 [en ligne] : http://rga.revues.org/258

478. MARCADET Y. [2007]. "Habitar en el centro de la Ciudad de México Prácticas espaciales en la Santa María La Ribera", *Alteridades*, Vol. 17, Núm. 34, Universidad Autónoma Metropolitana – Iztapalapa, México, pp. 39-55. [en ligne]: http://redalyc.uaemex.mx/src/inicio/ArtPdfRed.jsp?iCve=74711468004

479. MARCHAL H. [2009]. « Identité du citadin » *in* Stebe J.-M., Marchal H (dir.), *Traité sur la ville*, Chapitre VIII, PUF, Paris, pp. 399-460.

480. MARCHAL H., STEBE J.-M. [2011]. *Les grandes questions sur la ville et l'urbain.* Licence Socio, PUF, Paris, 261p.

481. MARPSAT M. [1999]. « La modélisation des « effets de quartiers » aux États-Unis. Une revue des travaux récents ». *Population*, Vol. 54, n°2, pp.303-330.

482. MAURIN E. [2004]. *Le ghetto français. Enquête sur le séparatisme social*. Paris, Seuil, 96 p.

483. MAYA GONZALEZ L. N. [2004]. "El procede y el piso en la incorporación del suelo de propiedad social a usos urbanos en los municipios de la ZMCM" *in Estudios Demográficos y Urbanos,* n°56.

484. MELE P. [2003]. « (Ré) investir les espaces centraux des villes mexicaines » *in* Bidou-Zachariasen C. *et al* (coord.), *Retours en ville*, Paris, Descartes, pp. 175-203.

485. MERKLEN D. [2009]. *Quartiers populaires, quartiers politiques,* La Dispute, 304 p.

486. MESCLIER E., PIRON M., RIBARDIERE A., VALETTE J-F., LORTIC B. [2012]. « Formes de la segmentation socio-spatiale : une comparaison entre deux métropoles du Sud, Lima et Mexico », *Colloque Perisud* « Dynamiques territoriales à la périphérie des métropoles des Suds »*,* PRODIG, LADYSS, IRD, 27 février 2012, Paris.

487. MESCLIER E., PIRON M., RIBARDIERE A., VALETTE J-F., LORTIC B. [2014]. « Divisions de l'espace résidentiel : une comparaison entre deux métropoles du Sud, Lima et Mexico» » *in* Chaléard J.-L. (dir.), *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?*, Karthala, Paris, pp. 81-100.

488. METAL, MIGRINTER, Universidad de los Andes, Universidad Externado de Columbia [2009]. *Encuesta Movilidad Espacial*, ANR-AIRD Les suds aujourd'hui, Projet METAL, 20p.

489. MEYFROID P. [2002]. « La notion de l'installation dans la sociologie urbaine de langue française : émergence d'un concept », *Recherches Sociologies*, vol.33, n°3, pp. 47-60.

490. MICHEL A., PRUNIER D., FARET L. [2011]. « Familles migrantes et ancrages locaux au Mexique : trajectoires et patrimoines migratoires dans la région de Tehuantepec ». *Autrepart*, n°57-58, pp.77-94.

491. MIER Y TERAN Y ROCHA M., GARCIA GUERRERO V.M. [2012]. « Changements démographiques récents et perspectives futures au Mexique ». *Problèmes d'Amérique Latine,* vol. 5, n°87, p. 49-78.

492. Ministerio de la Salud [2009]. *Plan estratégico para el fortalecimiento del Sistema de Información de Salud (SIS), El Salvador, 2009-2015,* Ministerio de la Salud Pública y de la Asistencia Social, El Salvador, 45 p. [en ligne] : http://www.who.int/healthmetrics/library/countries/HMN_SLV_StrPlan_Final_2009_02_es.pdf

493. MOCTEZUMA P. [2001]. « Community-based organization and participatory planning *in* south-east Mexico-City ». *Environment&Urbanization*, Vol. 13, n°2, pp.117-133 [en ligne] : http://www.bvsde.paho.org/bvsacd/cd26/enurb/v13n2/117.pdf

494. MONNET J. [1993]. *La ville et son double, Images et usages du centre : la parabole de Mexico*, Nathan, 224 p.

495. MONNET J. [1997]. « Pitié pour les grandes villes ! », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne] : http://cybergeo.revues.org/5387 ; DOI : 10.4000/cybergeo.5387

496. MONNET J., GIGLIA A., CAPRON G. [2007]. « Ambulantage et services à la mobilité : les carrefours commerciaux à mexico », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne] : http://cybergeo.revues.org/5574?file=1

497. MONTAGNE-VILETTE S. [2007]. Marginalité sociospatiale : du choisi au subi. *BAGF*, p.305-314.

498. MORAN ESCAMILLA Jorge Damian [2006]. *Santa Fe : de un tiradero de basura a un Megaproyecto urbano,* Thèse de Maestria en Études Urbaines, Centro de Estudios Demográficos, Urbanos y Ambientales, Mexico, 108p.

499. MOTTE-BAUMVOL B., NASSI C. [2012]. "Immobility *in* Rio de Janeiro, beyond poverty". *Journal of Transport Geography*, n°24, pp. 67-76.

500. MUNOZ GARCIA H., DE OLIVEIRA O., STERN C. [1971]. « Migration et marginalité occupationnelle dans la ville de Mexico ». *Espaces et Sociétés*, n°3, pp. 89-108.

501. MUSSET A. [1991]. *De l'eau vive à l'eau morte. Enjeux techniques et culturels dans la Vallée de Mexico* - Paris, Éditions Recherche sur les Civilisations, 414 p.

502. MUSSET A. [2010a]. *Le Mexique*, PUF, « Que Sais-Je », n° 1666, 128 p.

503. MUSSET A. [2010b]. « Le plan du métro de Mexico : points, lignes et territoires ». *Bulletin du Comité français de cartographie*, n°204, p. 77-84.

N.

504. NAVEZ-BOUCHANINE F. [1998]. « Fragmentations spatiales et stratégies résidentielles » *in* Haumont N., Lévy J-P., *La Ville éclatée : quartiers et peuplement,* Paris, L'Harmattan, pp. 69-88.

505. NEGRETE SALAS M.E., MINA VALDES A. [2008]. "Migración y movilidad territorial de la población. Presentación y comentarios" *in* Figueroa Campos B. (dir.). *El Dato en Cuestión*, *análisis de las cifras sociodemográficas,* México D.F., Colegio de México, pp. 119-129.

506. NEGRÓN POBLETE P. [2002]. *La gestion intégrée du transport en commun : modalités et impacts sur la consolidation des quartiers périphériques*, Thèse de Doctorat en Aménagement, Université de Québec à Montréal, 363p.

507. NYCE S. A., SCHIEBER, S. J. [2005]. *The economic implications of aging societies: the costs of living happily ever after*, New York : Cambridge University Press, 396 p.

O.

508. OCIM-SIG (Observatorio de la Ciudad de México- Sistema de Información Geográfica) [en ligne] : http://www.ocim.azc.uam.mx/.

509. OEHMICHEN C. [2001]. "Espacio urbano y segregación étnica en la ciudad de México", *Papeles de población*, n° 28, pp. 181-197.

510. OGG J. [2010]. « Mobilité et choix résidentiels en Grande-Bretagne » *in* Authier J.-Y., Bonvalet C., Lévy J.-P., *Elire domicile. La construction du choix résidentiel*, PUL, Lyon, pp.77-96.

511. OLIVIER DE SARDAN J.-P. [1995]. « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n°1, pp. 71-109 [en ligne] : http://enquete.revues.org/263

512. OLSON M. [2011] [1ère éd. 1965], *Logique de l'action collective*, Université de Bruxelles, 214p.

513. ONDRP (Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales) [2013]. *Bulletin pour l'année 2012*, ONDRP, 102 p., [en ligne] : http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bulletin_annuel_2012.pdf

514. ONS (Observatorio Nacional de Salud) [2013]. *Segundo informe ONS observatorio nacional de salud: mortalidad 1998-2011 y situación de salud en los municipios de frontera terrestre en Colombia*. Ministerio de Salud y Protección Social. Instituto Nacional de Salud. Observatorio Nacional de Salud. Carlos Andrés Castañeda Orjuela, director ONS. Bogotá : INS, 237 p.

515. ONU (Organisation des Nations Unies), WIDER (World Institute for Development Economics Research) [2011], *World Income Inequality Database (WIID2C),* United Nations University, [en ligne], http://www.wider.unu.edu/research/Database/en_GB/wiid/.

516. ONU [2013]. *Trends in International Migrant Stock : Migrants by Destination and Origin (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2013)*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division [en ligne] : http://www.un.org/esa/population/migration/index.html

517. ORFEUIL J.-P. [2002]. « États des lieux sur la recherche sur les mobilités quotidiennes en France » *in* Lévy J.-P. Et Dureau F. (dir.), *L'accès à la ville. Les mobilités spatiales en question.* Paris, L'Harmattan, coll. Habitat et sociétés, pp.65-98.

518. ORTAR N. [2005]. « Le paradoxe de l'ancrage et de la mobilité en zone rurale et périurbaine », *in* Bonnet L., Bertrand L., *Mobilités, habitat et identités*, INED, coll. "Documents de travail" [en ligne] : http://resohab.univ-paris1.fr/jclh05/article.php3?id_article=23

P.

519. PAQUETTE C. [2003]. « Hébergé : un statut d'occupation entre contraintes et arbitrages. Les *allegados* de Santiago du Chili », *Autrepart*, n°25, pp.37-51.

520. PAQUETTE C. [2006]. « Des habitants pour le centre historique ? Mexico face à l'un des défis majeurs de la réhabilitation » *in* Rivière D'arc H., Memoli M. (dir.), *Vivre dans le centre des villes, un pari urbain en Amérique latine,* Paris, A. Colin, pp. 107-126.

521. PAQUETTE [2007]. "Comercio y planificación urbana. Las nuevas grandes centralidades comerciales en los planes de desarrollo urbano de la Ciudad de México", *Trace,* n°51, pp. 44-55 [en ligne] : http://trace.revues.org/641?lang=fr

522. PAQUETTE C. [2010]. « Mobilité quotidienne et accès à la ville des ménages périurbains dans l'agglomération de Mexico. Une lecture des liens entre pauvreté et mobilité », *Revue Tiers Monde*, n°201/1, A. Colin, pp.157-175.

523. PAQUETTE C., DELAUNAY D. [2009]. "Movilidad residencial y política de redensificación: el área central de la Ciudad de México", *EURE,* Vol. XXXV, N°105, pp.95-112.

524. PAQUETTE C., YESCAS S. M. [2009]. "Producción masiva de vivienda en Ciudad de México: dos políticas en debate". *Centro H. Revista de la organización latinoamericana y del Caribe de los Centros Históricos*, n°3, pp. 15-26 [en ligne] : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers10-12/010047762.pdf

525. PARK R.E. [1915]. « The City: Suggestions for the Investigation of Human Behavior *in* the City Environment ». *American Journal of Sociology*, Vol. 20, n°5, pp. 577-612

526. PARTIDA BUSH V. [2004]. "La transición demográfica y el proceso de envejecimiento en México" *in* CONAPO, *La situación demográfica de México 2004*, pp. 23-29.

527. PARTIDA BUSH V., MARTINEZ HERRERA M.A. [2006]. "Migración interna", *La situación demográfica de México 2006*, CONAPO, pp. 167-190.

528. PASSERON J.-C. [1990]. « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires ». *Revue française de sociologie*, n°31-1. pp. 3-22

529. PAUGAM S. [2005]. « Science et conscience de la pauvreté ». *L'Économie politique*, n°26, pp.66-79.

530. *PDDU Programa Delegacional de Desarrollo Urbano de Milpa Alta* [2010]. Asamblea Legislativa del Distrito Federal. V Legislatura, SEDUVI. Mapa de uso de suelos [1997], 170 p.

531. *PDDU Programa Delegacional de Desarrollo Urbano de Tláhuac* [2008]. Asamblea Legislativa del Distrito Federal. IV Legislatura. 185 p., Mapa de uso de suelos.

532. PEREC G. [2000] [1ère édition, 1974], *Espèces d'espaces*, Galilée, Mayenne, 186 p.

533. PÉREZ-BALEÓN G. F. [2012]. "Análisis por cohorte, género y estrato socioeconómico de la salida de la escuela", *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 27, núm. 3(81), pp. 699-737

534. PERLO M., SCHTEINGART M. [1984]. "Movimientos sociales en México. Algunas reflexiones en torno a la relación: procesos sociales urbanos – respuesta de los sectores populares". *Revista Mexicana de Sociología,* vol. 46, n°4, pp. 105-125.

535. PETONNET C. [1996]. « L'invitée du mois. Propos recueillis par Thierry Paquot (novembre 1995) », *Revue Urbanisme*, n° 286 (Violences), pp. 5-11.

536. PETRETTI A. [2012]. Les grands lotissements dans les marges urbaines de Mexico. La production d'un espace périphérique fragmenté. Mémoire de Master 2, Université Paris 1, 125p.

537. PINTO DA CUNHA J.M. [2002]. *Urbanización, redistribución espacial de la población y transformaciones socioeconómicas en América Latina*, Santiago de Chile, CELADE, CEPAL, Serie "Población y Desarrollo", n°30, 55p. [en ligne] : http://www.eclac.cl/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/2/11482/P11482.xml&xsl=/celade/tpl/p9f.xsl&base=/celade/tpl/top-bottom.xsl

538. PIRON M., DUREAU F., MULLON C. [2006]. « Dynamique du parc de logements à Bogota : analyse par typologies multi-dates », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne] : http://cybergeo.revues.org/2925 ; DOI : 10.4000/cybergeo.2925

539. PIRON M., MULLON C., DUREAU F., DEMAN A. [2007]. « Modèle dynamique des mobilités résidentielles intra-urbaines à Bogota ». *L'Espace géographique,* n°4, Tome 36, pp.337-351.

540. *PMDU Plan de Desarrollo Municipal de Chicoloapan 2009-2012* [2009]. "Estructura urbana y usos del suelo [2003]".

541. *PMDU Plan de Desarrollo Municipal de Cuautitlán 2009-2012* [2009]. "Estructura urbana y usos del suelo [2003]". Asamblea Legislativa del Estado de México, 297 p.

542. *PMDU Plan Municipal de Desarrollo Urbano de La Paz 2009-2012* [2009]. "Estructura urbana y usos del suelo [2003]". Asamblea Legislativa del Estado de México, GEM, SEDUVI, 177p.

543. PNUD (Programme des nations unies pour le développement) [2010]. "Indice de pauvreté multimensionnelle », *Rapport complet sur le développement humain* [en ligne] : http://hdr.undp.org/external/mpi/Mexico-OPHI-CountryBrief-2011.pdf

544. PNUD [2011]. *Human Development Report. Sustainbility and Equity. A Better Future For All*. UN, Versions anglaise, française et espagnole, 176p.

545. PONCET P., LUSSAULT M. [2003]. « Migration » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 615-617.

546. POUPEAU F. [2008]. « Les ambivalences de la participation communautaire » Le cas du service de distribution des eaux à El Alto, Bolivie, *Autrepart*, n° 47, p. 245-253.

547. PRETECEILLE E. [2003]. *La division sociale de l'espace francilien. Typologie socio-professionnelle 1999 et transformations de l'espace résidentiel 1990-99*, Paris : Observatoire sociologique du changement (FNSP/CNRS), 150 p. [en ligne] : http://www.sciencespo.fr/osc/sites/sciencespo.fr.osc/files/DivSocIdF99.pdf

548. PREVELAKIS G. [2003]. « Front » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp.382-383.

549. PREVOT-SCHAPIRA M.-F. [1994]. « Corporatisme et clientélisme : territoires à reprendre dans le golfe du Mexique », *Géographies et cultures*, n°10, p.117-134

550. PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. [1996]. « Territoires urbains et politiques sociales en Amérique latine. Réflexions à partir des cas argentin et mexicain » *in Villes du Sud. Sur la route d'Istanbul* Habitat, Conférence n°2, Turquie, pp. 107-130 [en ligne] : http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers11-10/010005821.pdf.

551. PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. [1999]. « Amérique latine : la ville fragmentée ». *Esprit*, n°258, pp. 128-145

552. PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. [2005]. « De l'usage de la fragmentation urbaine en Amérique latine (vue de Buenos Aires) », *Bulletin de l'Association des Géographes Français,* Vol. 82, n°4, pp. 483-496

553. PREVÔT-SCHAPIRA M.-F., VELUT S. [2012]. « De nouvelles formes de logements populaires », *Documentation Photographique,* Dossier n° 8089 « Amérique Latine, les défis de l'émergence », La Documentation Française, pp. 58-59.

554. PUJOL C. [2010]. *De l'ancrage mobile à l'inscription circulatoire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)*, thèse de géographie, Université de Toulouse 2-Le Mirail, Toulouse, 321p.

555. PUMAIN D., PAQUOT T., KLEINSCHMAGER R., [2006]. *Dictionnaire La ville et l'urbain*, coll. Villes, Anthropos, Economica, 320 p.

556. PUMAIN D., SAINT-JULIEN T. [1978]. *Les dimensions du changement urbain*, Paris, CNRS, 202 p.

Q.

557. QUESNEL A. [2009]. « De la communauté territoriale à l'organisation familiale en archipel : la mobilité spatiale des familles rurales en Afrique de l'Ouest et au Mexique » *in* Dureau F., Hily M-A. (dir.), *Les mondes de la mobilité*, PUR, Coll. Essais, pp. 67-103.

558. QUIJANO A. [1971]. « La formation d'un univers marginal dans les villes d'Amérique latine ». *Espaces et Sociétés*, n°3, pp. 71-88.

R.

559. RAMADIER T. [2007]. « Mobilité quotidienne et attachement au quartier : une question de position ? » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.127-138.

560. RAMOS E. [2006]. *L'invention des origines. Sociologie de l'ancrage identitaire,* Paris, A. Colin, Sociétales, 224 p.

561. RAMOS HERNANDEZ M. [2000]. "Pobreza: Definiciones Internacionales y alternativas metodológicas". *Revista Cuba Siglo XXI*, Investigación Económica, n°3, INIE

562. REMY J. [1996]. « Mobilités et ancrages : vers une autre définition de la ville », Hirschhorn M., Berthelot J.-M., *Mobilités et ancrages. Vers un nouveau monde de spatialisation ?*, Paris, Montréal, L'Harmattan, « Villes et entreprises », pp. 135-153.

563. RENAHY N. [2010]. « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards Sociologiques*, n°40, pp. 9-26.

564. RETIERE J.-N. [1994]. *Identités ouvrières : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan

565. RETIERE J.-N. [2003]. « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire ». *Politix*. Vol. 16, N°63, pp. 121-143.

566. RHEIN C., ELISSALDE B. [2004]. « La fragmentation sociale et urbaine en débats ». *L'Information géographique*, vol. 68, n°2, pp. 115-126.

567. RIBARDIERE A. [2005]. *Précarité sociale : quand les mailles s'en mêlent. Étude des découpages*

territoriaux de l'action sociale départementale et de la politique de la ville en Ile-de-France, thèse de géographie, Université de Paris 1, Paris, 467p.

568. RIBARDIERE A., BONERANDI-RICHARD E., MARTIN M., MERCHEZ L. [2014]. « La pauvreté dans l'espace européen : grilles de lecture », in Bonerandi-Richard E., Boulineau E. (coord.), *La pauvreté en Europe. Une approche géographique*, PUR, coll. Géographie sociale, pp.17-32.
569. RIBARDIERE A., VALETTE J-F. [2012]. « The *colonias populares* of Mexico City: sites of marginality? », *32ème Colloque International de Géographie,* International Geographical Union, Cologne, 29 août 2012.
570. RIBARDIERE A., VALETTE J.-F. [2014]. « Évolution de la division sociale de l'espace urbain à Mexico : approches à partir des structures démographiques et de l'accès aux diplômes (1990-2010) », *Problèmes d'Amérique Latine,* n°90, pp. 99-126.
571. RIPOLL F., TISSOT S. [2010]. « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards Sociologiques*, n°40, pp. 5-7.
572. RIVELOIS J. [2000]. *Drogue et pouvoirs : du Mexique au paradis*, l'Harmattan, Paris, 412p.
573. RIVIÈRE D'ARC H. [2006]. « São Paulo, des espaces les plus pauvres aux espaces les plus riches, acceptation du dualisme ou utopie de la « mixité ». *Revue Tiers Monde*, n°185, pp. 133-154.
574. ROBETTE N. [2009]. *De l'espace de vie à l'espace d'une vie : décrire les espaces de vie individuels.* Thèse de doctorat de démographie, Université Paris 1, 438 p.
575. RODRIGUEZ L.F. [2009]. *La Vivienda en México y la población en condiciones de pobreza. Centro de Estudios Sociales y de Opinión Pública*, Documento de Trabajo n°63, 69 p.
576. RONCAYOLO M. [1996]. *Les grammaires d'une ville : essai sur la genèse des structures urbaines à Marseille*, EHESS, Paris, 507p.
577. RONCAYOLO M. [2010] [1ère éd. 1978]. *La ville et ses territoires*. Gallimard, Coll. Folio Essais, Nouvelle édition revue, 285p.
578. ROUBAUD F. [1992]. « La dynamique du secteur informel urbain au Mexique : le rôle de la mobilité intersectorielle ». *Revue Tiers Monde,* vol. 33, n°132, pp. 893-924.
579. ROUBAUD F. [1994]. *L'économie informelle au Mexique : de la sphère domestique à la dynamique macro-économique*, Khartala, ORSTOM, 456 p.
580. ROUGE L. [2005]. *Accession à la propriété et modes de vie en maison individuelle des familles modestes installées en périurbain lointain toulousain. Les « captifs » du périurbain ?* Thèse de géographie, Université Toulouse 2, 381 p.
581. ROUGE L. [2007]. « Inégale mobilité et urbanité par défaut des périurbains modestes toulousains », *EspacesTemps.net,* en ligne http://espacestemps.net/document2237.html
582. ROUGE L. [2010]. « Mobilités et modes de vie dans les espaces faiblement denses du périurbain toulousain : entre recomposition des clivages socio-spatiaux et formes d'autonomisation » *in* DUMONT M., HELLIER E. (dir.), 2010, *Les nouvelles périphéries urbaines. Formes, logiques et modèles de la ville contemporaine*, Espaces et Territoires, PUR, pp. 25-38.
583. ROULLEAU-BERGER L. [2005]. « Espace intermédiaires, économies urbaines et lutte pour la reconnaissance » *in* Capron G., Cortes G., Guetat-Bernard H. (dir.), *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, Belin, Coll. « Mappemonde », pp.179-189.
584. RUBALCAVA R.M., SCHTEINGART M. [1985]. "Diferenciación socio-espacial intraurbana en el área metropolitana de la ciudad de México", *Estudios Sociológicos*, num. 3, p. 9, México, El Colegio de México, pp. 481-514.
585. RUBALCAVA R.M., SCHTEINGART M. [1987]. "Estructura urbana y diferenciación socioespacial en la Zona Metropolitana de la Ciudad de México" *in* Garza G. (dir.) *Atlas de la Ciudad de México*, Departamento del Distrito Federal/El Colegio de México, México DF., p. 108-115
586. RUBALCAVA R.M., SCHTEINGART M. [2000]. "Segregación socio espacial en Área Metropolitana de la Ciudad de México" *in* Garza G. (dir.), *La Ciudad de México en el fin del segundo milenio*, México, Colegio de México, District Fédéral, pp. 287-294.
587. RUBALCAVA R.M., SCHTEINGART M [2012]. *Ciudades divididas, Desigualdad y segregación social en México*, El Colegio de México, México, 214p.
588. RUFAT S. [2006]. « Mexico, au risque de son développement », *Géoconfluences*, Brève N°2 [en ligne] : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/breves/2006/1.htm

S.

589. SAAVEDRA F. [2014]. « Aires naturelles protégées ou réserves foncières urbaines ? Les aires de conservation du sol face à l'expansion de la zone métropolitaine de la ville de Mexico et ses périphéries » *in* Chaléard J.-L. (dir.), *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?*, ed. Karthala, Paris, pp. 303-322.

590. SAAVEDRA F. (Coord.), BAIN K., PARDO A. M. [2011]. *Dinámicas territoriales en la Ciudad de México y su periferia. Proyecto Perisud*. Cuadernos de trabajo. Resultados de investigación. FLACSO- México, 110p. [en ligne] : http://www.flacso.edu.mx/micrositios/documentos/images/pdf/avances/cuaderno_trabajo_perisud_saavedra.pdf.

591. SAENZ A. [2002]. "La consolidación de asentamientos ilegales urbanos como expansión de la ciudad. Proceso de la legalización de la tierra de un barrio periférico de la ciudad de Mendoza (Argentina)", *Territorios*, n°8, Universidad de los Andes, Bogota, pp. 113-126.

592. SALAZAR C. [2009]. "La disponibilidad de suelo social en las 56 áreas metropolitanas del país", *Estudios Agrarios, Revista de la Procuraduría Agraria*, vol. 28, núm. 4, México, p.125-148

593. SALAZAR C. [2010]. "Dos sistemas de movilidad cotidiana en la Ciudad de México: domicilio-escuela y domicilio-trabajo" *in* Garza G., Schteingart M. (Coord.). *Los grandes problemas de México. Desarrollo urbano y regional,* vol. II, El Colegio de México, pp. 511-550.

594. SALAZAR C. [2011]. « La privatisation des terres collectives agraires dans l'agglomération de Mexico. L'impact des réformes de 1992 sur l'expansion urbaine et la régularisation des lots urbains », *Revue Tiers Monde*, n°206, p. 95-114.

595. SALAZAR C. (dir.) [2012]. *IRregular: suelo y mercado en América latina,* El Colegio de México, Centro de Estudios Demográficos, Urbanos y Ambientales, Mexico DF, 425 p.

596. SALAZAR C., IBARRA V. [2006a]. "Acceso desigual a la ciudad y movilidad" *in* Alvarez L., San Juan C., Sanchez Mejorada C. (Coord.), *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, p. 293-324.

597. SALAZAR C., IBARRA V. [2006b]. "La migración intraurbana y la movilidad cotidiana en la Zona Metropolitana de México" *in* Alvarez L., San Juan C., Sanchez Mejorada C. (Coord.), *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, pp. 325-344.

598. SALAZAR C., PAQUETTE C., JIMENEZ D.L., SANCHEZ M. PLIEGO S. [2006]. *Encuesta sobre Movilidad Residencial y Prácticas Espaciales en la Ciudad de México*, Colegio de México, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), 2006

599. SALAZAR C., SOBRINO J. [2006]. « El área central de la ciudad de México: ¿Espacio de oportunidad laboral para la metrópoli? » Communication au séminaire international *Réinvestir le "centre" : politique de requalification, transformations urbaines et pratiques citadines dans les quartiers centraux des grandes villes d'Amérique latine*, Paris, 6-8 juin 2006, IRD/CREDAL – CNRS.

600. SALCEDO HERNANDEZ S. [2008]. "Construcción del índice de marginación del Distrito Federal y su utilización en la aplicación de las políticas sociales" *in* Figueroa Campos B. (dir.). *El Dato en Cuestión*, *análisis de las cifras sociodemográficas,* D.F., Colegio de México, pp. 741-773.

601. SAN MIGUEL R. [2010]. *La expansión urbana en suelo de conservación en la delegación Tláhuac, DF. México*. Tesis (Maestría en Población y Desarrollo). FLACSO, Sede Académica de México.-- VIII (octava) promoción, 2008-2010.

602. SANCHEZ MEJORADA C. (Coord.) [2006]. *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, p. 253-265.

603. SANCHEZ MEJORADA C.F. [2010]. "La participación ciudadana" *in* Garza G., Schteingart M. (Coord.). *Los grandes problemas de México. Desarrollo urbano y regional,* vol. II, El Colegio de México, Chapitre 14, pp. 617-657.

604. SANCHEZ PEÑA L.L. [2012a]. "Cambios en la segregación socioeconómica en México". *Revista internacional de Estadísticas y Geografía*, vol. 3, n°2, INEGI, pp. 92-115

605. SANCHEZ PEÑA L.L. [2012b]. "¿Viviendo cada vez más separados? Un análisis multigrupo de la segregación residencial en la Ciudad de México 1990-2005". *Estudios demográficos y urbanos*, Colegio de México, vol. 27, n°1, pp. 57-93

606. SAT (Servicio de Administración Tributaria) [2014]. *Salarios mínimos 2010 2014* [en ligne] : http://www.sat.gob.mx/sitio_internet/asistencia_contribuyente/informacion_frecuente/salarios_minimos/default.asp

607. SAUVADET T., BACQUE M.-H. [2011]. « Editorial. Les pratiques populaires de l'espace ». *Espaces et sociétés*, n°144-145, pp. 7-13.

608. SCHTEINGART M. [1981]. «El proceso de formación y consolidación de un asentamiento popular en México : El caso de Ciudad Nezahualcóyotl » *in Revista Interamericana de Planificación* – Vol. XV, No. 57, marzo, pp. 100-114.

609. SCHTEINGART M. [1989]. "Dinámica poblacional, estructura urbana y producción del espacio habitacional en la zona metropolitana de la ciudad de México". *Estudios Demográficos y Urbanos,* Vol. 4, No. 3 (12), pp. 521-548

610. SCHTEINGART M. [1997]. "Urbanización popular y regularización de la tenencia de la tierra. Dos casos en municipios conurbanos del Estado de México" *in* Azuela A., Tomas F. (dir.), *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, pp.277- 296.

611. SCHTEINGART M. [2001a]. "La división social del espacio en las ciudades", *Perfiles latinoamericanos*, FLACSO, México, pp. 13-31.

612. SCHTEINGART M. [2001b – 1ère ed. 1989]. *Los productores del espacio habitable: estado, empresa y sociedad en la Ciudad de México*, Colegio de México, Centro de Estudios Demográficos y de Desarrollo Urbano, 415p.

613. SECRETARIA DE SALUD [2012], "Seguro Popular", [en ligne] : http://www.seguro-popular.gob.mx/index.php?option=com_content&view=article&id=47&Itemid=65, consulté le 13 juillet 2012.

614. SECRETARIA DEL DESARROLLO URBANO, GOBIERNO DEL ESTADO DE MEXICO [2014]. *Estadísticas de Conjuntos urbanos 1999-2013*, Vivienda, Portal del GEDM, en ligne http://www.edomex.gob.mx/sedur/estadisticas/conjuntos-urbanos

615. SEDESOL (Secretaría de desarrollo social) [2000]. *Programa de Ordenación de la Zona Metropolitana del Valle de México*, Comisión Metropolitana de Asentamientos Humanos, México, 206 p.

616. SEDESOL (Secretaria de desarrollo social), CONAPO (Consejo Nacional de población), INEGI (Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática) [2004]. *Delimitación de las zonas metropolitanas de México 2005*, México

617. SEDESOL, CONAPO, INEGI [2007]. *Delimitación de las zonas metropolitanas de México 2005*, México

618. SEDESOL, CONAPO, INEGI [2012]. *Delimitación de las zonas metropolitanas de México 2010*, México.

619. SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (dir.) [1998]. *Logement et habitat. L'état des savoirs*, La Découverte, Textes à l'appui, Paris, 412 p.

620. SEGUIN A.-M. [2003]. « Les quartiers résidentiels fermés : une forme ségrégative qui menace la cohésion sociale à l'échelle locale dans les villes latino-américaines ? », *Cahiers de Géographie du Québec*, Vol. 47, n° 131, pp. 179-199 [en ligne] : http://www.erudit.org/revue/cgq/2003/v47/n131/007571ar.html

621. SETRAVI (*Secretaria de Transporte y Vialidad*) [2010]. *Programa Integral de Transporte y Vialidad 2007-2012, Gaceta Oficial del Distrito Federal*, n°803bis, Ciudad de México, 116p. 22 mars 2010 [en ligne] : http://www.setravi.df.gob.mx/wb/stv/programa_integral_de_transportes_y_vialidad

622. SIERRA A., TADIE J. [2008]. "La ville face à ses marges", *Autrepart*, n° 45, p3-13.

623. SIISE (Secretaría Integrado de Indicadores Sociales de Ecuador) [2013]. "Tipología de la pobreza de Katzman". *Indicadores del SIISE* [en ligne] : http://www.siise.gob.ec/siiseweb/PageWebs/POBREZA/ficpob_P06.htm

624. SIMMEL G. [1998 (1ère ed.1907)]. *Les Pauvres*. Réédition 1998. Coll "Quadrage". PUF

625. SIMMONS J.W. [1968]. "Changing Residence *in* the City: A Review of Intraurban Mobility". *Geographical Review*, Vol. 58, No. 4 (Oct., 1968), pp. 622-651.

626. SIMON G. [2008]. *La planète migratoire dans la mondialisation*. Collection U, Armand Colin, 255p.

627. SMOLKA M.O. [2003]. "Informality, Urban Poverty and Land Market Price" *in Land Lines. Newletter of Lincoln Institue of Land Policy*. Lincoln Institue of Land Policy, MA Massachusetts, pp. 4-7.

628. SOARES GONCALVES R. [2010]. *Les favelas de Rio de Janeiro. Histoire et droit XIX et XXe siècles*, Paris, L'Harmattan, 295 p.

629. SOBRINO J. [1992]. "Estructura ocupacional del sector servicios en la ciudad de México", *in* CONAPO, *La Zona Metropolitana de la Ciudad de México, problemática actual y perspectivas demográficas y urbanas*, México, 1992, pp. 95-117

630. SOBRINO J. [2007] "Patrones de dispersión intrametropolitana en México". *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol. 22 (7), pp. 583-617.

631. SOBRINO J., IBARRA V. [2008]. "Movilidad intrametropolitana en la Ciudad de México", *in* FIGUEROA CAMPOS B. (Coord.), *El Dato en Cuestión*, *análisis de las cifras sociodemográficas,* México D.F., Colegio de México, pp. 161-205

632. SOUCHAUD S., PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. [2014]. « Introduction. Transitions métropolitaines en Amérique latine : densification, verticalisation, étalement ». *Problèmes d'Amérique latine*, n°90, pp. 5-16.

633. SOLÍS A. [2010]. *La desigualdad en la distribución del agua en la Delegación Milpa Alta, México, D.F.: Algunos Factores Explicativos.* Tesis (Maestría en Población y Desarrollo). FLACSO, Sede Académica de México. VIII (octava) promoción, 2008-2010

634. STAMM C. [2014]. « Expulsion et relocalisation du commerce de rue dans la métropole de Mexico ». *L'Espace Politique*, n°22 [en ligne] : http://espacepolitique.revues.org/2974

635. SUAREZ M., DELGADO J. [2006]. "La expansión urbana probable de la Ciudad de México. Un escenario pesimista y dos alternativos para el año 2020". *Estudios Demográficos y Urbanos*, vol.22, n°1, pp.101-142.

636. SUAREZ M., DELGADO J. [2010]. "Patrones de movilidad residencial en la Ciudad de México como evidencia de co-localización de población y empleos", *EURE*, Vol. 36, n°107, pp.67-91 [en ligne] : http://www.scielo.cl/pdf/eure/v36n107/art04.pdf

637. SVAMPA M., PREVÔT-SCHAPIRA M.-F. [2011]. « Du « Qu'ils s'en aillent tous ! » à l'exacerbation de la rhétorique nationale-populaire », *Problèmes d'Amérique latine*, N° 82, p. 77-91.

T.

638. TALLET B. [2010]. « Contrôle foncier, spécialisation pastorale dans le sud du Veracruz (Mexique). Analyse des processus de maturation d'un front pionnier ». *Annales de géographie*, n°676, pp.597-616.

639. TALLET B., RIBARDIERE A. [2010]. *Atlas Mexico*, Collection Mégapoles, Autrement, 88 p.

640. TARRIUS A. [2010]. « Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant (e)s ». *Regards croisés sur l'économie*, n°8, pp.63-70.

641. THEURIER H. [2010]. *Les enjeux fonciers à la périphérie de Mexico. La delegación Tláhuac à l'heure du métro*. Mémoire de Master 2, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 96p.

642. TISSIER J.-L. [2003]. « Paysage » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 697-701.

643. TISSOT S. [2007]. « Sociologie urbaine et politique de la ville » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.65-74.

644. TISSOT S. [2010]. « De l'usage de la notion de capital d'autochtonie dans l'étude des catégories supérieures », *Regards Sociologiques*, n°40, pp. 99-109.

645. TODARO M.P. [1969]. "A Model of Labor Migration and Urban Unemployment *in* Less Developed Countries", *American Economic* R*eview,* n° 59, pp. 138-148

646. TOMAS F. [1995]. « Mexico : tous propriétaires ! ». *Annales de la Recherche Urbaine*, Paris, n°66, pp.72-80.

647. TOMAS F. [1997]. "Acerca de un nuevo modelo de regularización en la ciudad de México" *in* Azuela A., Tomas F. (Coord.), *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, pp.233-242

648. TOPALOV C. [2003]. "'Traditional Working-Class Neighborhoods': An Inquiry into the Emergence of a Sociological Model *in* the 1950s and 1960s.". *Osiris*, 2nd Series, Vol. 18, Science and the City pp. 212-233.

649. TRICART J. [1977]. « Le terrain dans la dialectique de la géographie », *Hérodote*, n°8, pp. 105-120.

650. TURNER J. [1968]. "Housing priority settlement patterns and urban development *in* modernizing

countries", *Journal of the American Institute of Planers*, n°33, p. 354-381

651. TURNER J. [1976]. *Housing by people*, Marion Boyard, 162 p.

U.

652. UN [2012]. *World Urbanization Prospects. The 2011 Revision. Highlights.* Department of Economic and Social Affairs, 50 p. [en ligne] : http://esa.un.org/unup/pdf/WUP2011_Highlights.pdf
653. UN Habitat [2003]. *The challenge of slums. Global report on Human Settlement 2003*. United Nations Human Settlements Programme, UN Habitat, Earthscan Publication Ltd, 345p. [en ligne] : http://www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=1156
654. UN Habitat [2007]. *State of the World's Cities in 2006/2007*. UN Habitat, United Nations Human Settlements Programme, [en ligne] : http://www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=2101
655. UN Habitat [2011]. *State of the World's Cities in 2010/2011. Cities for all. Bridging the Urban Divide*. UN Habitat, United Nations Human Settelements Programme, 220p. [en ligne] : http://www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?publicationID=2917
656. UNIKEL L., RUIZ C., GARZA G. [1978], *El desarrollo urbano de México. Diagnostico e implicaciones futuras,* México, El Colegio de México, 476p.
657. URRY J. [2005]. « Les systèmes de la mobilité ». *Cahiers Internationaux de la Sociologie*, n°118, p. 23-35

V.

658. VALETTE J-F. [2009]. *Les recompositions territoriales intra urbaines de Mexico, analyse des mobilités résidentielles à la périphérie de la ville*, Mémoire M2, Université de Paris 1, 108 p.
659. VALETTE J-F. [2014a]. « La régularisation territoriale des quartiers populaires de Mexico. Une approche des rapports de pouvoir dans la maturation des périphéries » *in* Chaléard J.-L. (dir.), *Métropoles aux Suds. Le défi des périphéries ?*, ed. Karthala, Paris, pp. 369-384.
660. VALETTE J-F. [2014b]. « Le rôle des organisations sociales dans la régularisation des quartiers illégaux de la périphérie de Mexico », *Autrepart*, (à paraître).
661. VALETTE J-F., TALLET B. [2010]. « Une ville qui bouge, une ville qui change. Métropolisation et redistribution de la population dans l'agglomération de Mexico ». *Espace, Populations, Sociétés*, nº 2-3, pp. 379-393.
662. VALETTE J-F., TALLET B., RIBARDIERE A., SAAVEDRA F. [2012]. « Mexico. Les périphéries après l'explosion démographique » *in* Chaléard J.-L. (dir.), *Les métropoles des Suds vues de leurs périphéries*, Coll. Grafigeo, n°34, pp. 37-51.
663. VALLADARES L. [2007]. « Les trois dogmes de la pensée savante sur la favela » *in* Authier J.-Y., Bacque M.-H., Guerin-Pace F. (dir.). *Le quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, La Découverte, Coll. « Recherches », Paris, pp.52-64.
664. VANIER M. [2003]. « Métropolisation et tiers espaces : quelle innovation territoriale ? », acte du colloque Rencontres de l'innovation territoriale, Grenoble, PACTE, 4p. [en ligne] : http://www.pacte.cnrs.fr/IMG/pdf_41_Vanier_Tiers_espace.pdf
665. VARGAS MONTES F. [2011]. "Instalación del Consejo agrario en el Distrito Federal". *Estudios Agrarios*, pp. 181-201
666. VARLEY A., [1985], *Ya somos dueños: ejido, land development and regularization in Mexico City*, thèse de doctorat, Univresity College, Londres.
667. VEGA A. L. [1997]. "La regularización de la tenencia de la tierra en Santo Domingo de los Reyes" *in* Azuela A., Tomas F. (dir..), *Acceso de los pobres al suelo urbano*, UNAM, México, p. 297- 315.
668. VEGA A. L. [2005]. *Mutations du système de logement dans un quartier à développement spontané après régularisation de la propriété de la terre. Cas de Netzahualcóyotl, dans la banlieue est de Mexico*, thèse de doctorat en urbanisme, Université de Paris XII, Institut d'Urbanisme de Paris, 352p.
669. VELTZ P. [1996]. *Mondialisation, villes et territoires*, Quadrige, PUF, Paris, 288p.
670. VESCHAMBRE V. [2005]. « La notion d'appropriation », *Norois,* n°195, pp. 115-116.
671. VIEILLARD-BARON H. [2001]. *Les banlieues : des singularités françaises aux réalités mondiales*, Paris, Hachette, coll. "Carré géographie", 287p.

672. VIEILLARD-BARON H. [2007]. « Entre proximité et distance : le terrain pour le géographe urbain », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, pp. 446-456.

673. VINCENT-GESLIN S., KAUFMANN V., *Mobilité sans racines. Plus loin, plus vite… plus mobiles ?*, Descartes & Cie, Paris, 142 p.

674. VIVET J. [2012]. *Déplacés de guerre dans la ville. La citadinisation des* deslocados *à Maputo (Mozambique),* Paris, Karthala, 2012, 366 p.

675. VOLVEY A. [2003] « Terrain » *in* Lévy J., Lussault M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, pp. 904-906.

W.

676. WACQUANT L. [1999]. « Urban Marginality *in* the Coming Millennium », *Urban Studies*, Vol. 36, No. 10, pp.1639-1647, 1999

677. WACQUANT L. [2006]. "Les banlieues populaires à l'heure de la marginalité avancée". *Les grands dossiers des Sciences humaines*, n°4, pp.30-33 [en ligne] : http://loicwacquant.net/assets/Papers/BANLIEUESHEUREMARGINALITE-SH.pdf

678. WACQUANT L. [2007]. *Paris urbains. Ghetto, banlieues, Etat. Une sociologie comparée de la marginaltié sociale,* La Découverte, 331 p.

679. WARD P.M. [2008]. "Hacia una segunda etapa de la regularización de los títulos de propiedad en México (o, visto de otra manera) '¿Ay Mama, por qué moriste sin dejar un testamento? ¡Ya hay que hacer la regularización de nuevo!'" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S.*, Irregularidad y suelo urbano : ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, pp. 123-139.

680. WOLFF K.H. [1950] *The Sociology of Georg Simmel*. New York : Free Press, pp. 402 – 408 [en ligne] : http://www.infoamerica.org/documentos_pdf/simmel01.pdf

XYZ.

681. ZAMORANO VILLAREAL C.C. [2003]. « Ruptures et continuités résidentielles au fil des générations chez les classes moyennes de Mexico », *Autrepart*, n°25, pp.107-121.

682. ZARATE LOPEZ M.A. [2008]. "¿Y después de la irregularidad qué? Densificación habitacional en una colonia popular" *in* Iracheta C. A.X., Medina C. S., *Irregularidad y suelo urbano: ¿Cómo incidir en las prácticas y hacia dirigir las políticas públicas en México para enfrentar dicho fenómeno?*, El Colegio Mexiquense, pp. 497-516.

683. ZELINSKY W. [1971]. "The Hypothesis of Mobility Transition". *Geographical Review*. Vol. 61, n°2, pp. 219-249.

684. ZEPEDA LECUONA R. [1996]. "Cuatro años de Procede: avances y desafíos en la definición de derechos agrarios en México", *Estudios Agrarios*, n°9, CID.

685. ZERAH M.-H. [2011]. « Le rôle des associations de résidants dans la gestion des services urbains à Hyderabad », *Métropoles*, n°9, [En ligne] URL : http:// metropoles.revues.org/4481

686. ZERMEÑO S. [2006]. "La participación ciudadana en el Distrito Federal (la normatividad y sus resultados) (Country paper: México)" *in* Alvarez L., San Juan C., Sanchez Mejorada C. (Coord.), *Democracia y Exclusión, Caminos encontrados en la Ciudad de México*, UNAM, UAM-A, UACM, INAH, PyV, México, p. 153-186.

687. ZUÑIGA V. [2012]. « Migration de retour - Un regard quantitatif sur les enfants arrivant au Mexique en provenance des États-Unis », *Revue Hommes et migrations*. N°1296, « Le Mexique dans les migrations internationales », pp. 88-99.

ANNEXES

Annexes I.

Annexe I.1.

Les mailles en contexte urbain au Mexique : cadre méthodologique pour les données censitaires.

Entité fédérative : État fédéré et DF (*Entidad federativa : Estado / DF*) :
La République des États Unis du Mexique compte 32 entités fédératives qui correspondent à l'échelon politique et administratif inférieur à l'État fédéral central, dont le siège est à Mexico : on distingue les 31 États fédérés et le District Fédéral. Statistiquement, l'État fédéré est appelé AGEE (*Área Geo estadística Estatal*, Aire géostatistique à l'échelon de l'État). Le niveau de l'entité fédérative constitue le premier filtre dans le recueil des données censitaires.

Zone métropolitaine :
Il s'agit d'une entité officiellement délimitée par les instituts publics afin de proposer un cadre référentiel opérationnel d'appréhension des grandes agglomérations urbaines du pays, dont les limites dépassent en général le cadre d'une unité politico-administrative existante, en l'occurrence le municipe [SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2004, 2007, 2012]. Ainsi, une zone métropolitaine est censée recouvrir l'extension urbaine sur un territoire politico-administratif contenant la ville centrale et les unités contigües où se retrouvent les lieux de travail ou de résidence des travailleurs dont les activités ne sont pas agricoles et qui s'inscrivent une interaction socioéconomique directe et intense avec la ville-centre et vice-versa [Unikel *et al*, 1978]. Cette délimitation doit ainsi prendre en compte et mesurer le processus de métropolisation, facteur de développement économique, et proposer un cadre territorial stratégique pour la gestion et l'aménagement du territoire urbain et son intégration dans des dynamiques régionales [SEDESOL, CONAPO, INEGI, 2007, 2012]. En 2010, au Mexique, la SEDESOL, le CONAPO et l'INEGI s'accordent pour comptabiliser 59 zones métropolitaines.

Municipe/délégation (*Municipio/ delegación*) :
Échelon politique et administratif inférieur à l'entité fédérative. Il est l'équivalent de la municipalité ou commune et correspond officiellement à la division politique de base des entités fédératives de la République. À la base regroupement de lieux-dits sous l'autorité de l'entité fédérative, le municipe va gagner en « autonomie » dans le contexte de décentralisation mexicaine dans les années 1980 [Bataillon, 2005, p. 497]. Au total, il existe 2 456 municipes au Mexique en 2010. Dans le cas particulier du District Fédéral, on utilise le terme de *delegación* (délégation). Statistiquement, le municipe est appelé AGEM (*Área Geo estadística Municipal*, Aire géo statistique municipale). L'appellation exacte de *municipio* ou *delegación* fera l'objet d'une traduction systématique dans cette thèse : on parlera de manière générique de « municipe » ou « municipalité », et lorsqu'il s'agira de distinguer en particulier le cas du DF, on emploiera le terme de « délégation ». L'usage d'une traduction est rendu possible par la transparence des termes[1] et a pour objectif de ne pas alourdir la lecture avec trop de termes espagnols.

[1] Nous sommes également conscients du problème posé par le terme exact de « municipe » qui renvoie principalement à une réalité historique de l'Antiquité romaine ; « *Cité, ville annexée par Rome et dont les habitants, sans avoir de droits politiques autres que locaux, jouissaient des droits civils de la citoyenneté romaine* » [*Le Petit Robert,* p. 1693]. Si dans le cas mexicain, le terme de municipe ne saurait faire allusion à ce sens, il s'agit davantage de présenter le contexte politico-administratif particulier au Mexique, le plus fin existant, mais qui diffère toutefois beaucoup trop du contexte français pour renvoyer correctement à la figure de la « commune ». La plupart des études francophones sur le Mexique traduisent ainsi ce maillage par le terme de

En 2010, on compte 76 municipalités dans la ZMVM. La municipalité constitue le second filtre dans le recueil des données censitaires[2].

Localité urbaine (*Localidad urbana*) :
Statistiquement, une localité est un lieu, à l'échelon inférieur au municipe, occupé avec au moins un logement, habité ou non. Il s'agit d'un lieu reconnu par la loi ou la coutume [INEGI, 2010 b, 2012 b]. Elle peut être rurale ou urbaine.
La « localité urbaine » est une unité de découpage administratif prenant en compte un ensemble urbain bâti continu, à l'intérieur d'une délégation ou municipe. Une localité urbaine n'est reconnue comme telle que lorsque sa population est supérieure à 2 500 habitants ou lorsqu'il s'agit de chefs-lieux municipaux (indépendamment du nombre d'habitants)[3]. Elle peut alors regrouper plusieurs *AGEB* urbaines. Elle est délimitée par les limites municipales et exclut les zones non urbaines. Un municipe peut en compter une seule (exemple de la délégation d'Alvaro Obregón) ou plusieurs (par exemple, La Paz).
L'ensemble des localités urbaines constitue la *mancha urbana* (la tache urbaine) de Mexico.
En 2010, on compte 267 localités urbaines dans la ZMVM (296 en 2014). La localité urbaine constitue le troisième filtre dans le recueil des données censitaires, mais aussi l'échelon d'observation le plus fin pour les données comprises dans la *muestra* détaillée[4].

AGEB (*Área Geo Estadística Básica*) (Aire géo statistique urbaine) :
Unités de base du recensement mexicain. Elle correspond à un maillage infra-municipal comparable à celui des *Iris* français. Il s'agit du maillage agrégé le plus fin disponible pour les recensements de 1990, 1995, 2000 et 2005, et du quatrième filtre d'observation pour le recueil des données. Ces unités délimitent une partie d'une localité de 2 500 habitants ou plus ou un chef-lieu municipal (indépendamment de sa population). Elles forment des ensembles qui vont généralement de 1 à 50 pâtés de maisons ou îlots (*manzanas*) délimités par le réseau viaire ou par quelque trait physique que ce soit, du moment qu'il est facilement identifiable sur le terrain par les agents recenseurs. L'usage du sol doit témoigner d'une activité humaine : résidentielle, industrielle, de services, commerciale, etc. [INEGI, 2005, 2010 b, 2011a, 2012 b].
D'un point de vue urbanistique, historique ou sociologique, l'*ageb* ne correspond à aucune réalité homogène établie : il s'agit d'un maillage dont la seule visée est d'être opérationnelle

municipe. C'est le cas de C. Bataillon [2005], mais aussi d'O. Hoffmann qui le définit comme « *l'entité territoriale de peuplement et d'administration* (…) *forme syncrétique entre les normes traditionnelles préhispaniques d'organisation socio-spatiale et les normes juridiques espagnoles importées par la colonie* » [Ochoa Campos cité par Hoffmann, 1989, p. 303]. Il s'agit donc de la traduction usuelle de la municipalité dans le contexte spécifique du Mexique, où l'importance de cet échelon est grande, car celui-ci est « *immédiatement subordonné […] aux États* » [Bey, Dehouve, 2006, p. 9].

[2] Le 26 juin 2013, les résultats du recensement 2010 de trois municipes de la ZMVM ont été légèrement modifiés, en raison de redécoupages administratifs suite à un conflit juridique entre Tultepec, Tultitlán et Nextlalpan. Tous nos traitements de cadrage réalisés pour l'échelon municipal ont été à ce titre actualisés, mais les analyses des mobilités résidentielles ont quant à elles été réalisées sur les résultats publiés en 2012. Les traitements aux échelons inférieurs sont restés inchangés : dans la publication de 2013, seules 8 *agebs* (aux alentours de 9 000 habitants) ont été modifiées-supprimées dans les municipes de Tultitlán et Tultepec (5 supprimés et 3 ajoutés). Pour le détail des changements liés à cette décision de justice : voir "*Sentencia emitida por el Pleno de la Suprema Corte de Justicia de la Nación respecto a la Controversia Constitucional 41/2011*" [INEGI, 2014].

[3] Les localités sont classées selon leur « taille » (*tamaño*) – rang, établi par l'INEGI en fonction du nombre d'habitants. En 2010, il y a 14 types de localités : sont considérées comme urbaines celles de rang supérieur à 4.

[4] Dans les *muestras* de 2000, de 2005 et de 2010, pour des raisons évidentes de confidentialité, les informations sur les individus ne sont pas géoréférencées à un échelon inférieur à la localité, à savoir ni à l'*ageb*, ni à la *manzana*.

pour les relevés censitaires de l'INEGI (possibilité de marcher et quadriller la zone pour les agents).
En 2010, on compte 5 666 *agebs* dans la ZMVM (et 5 664 en 2014).

Colonie/quartier (colonia/barrio).
La colonie résidentielle est un terme d'urbanisme apparu à la fin du 19e siècle et désignant ce que nous appelons communément le « quartier ». Le terme de colonie correspond historiquement à un projet urbain opposé au *barrio* dans le sens où, contrairement à ce dernier, connoté d'une construction « spontanée » ou « traditionnelle », elle serait la continuation structurée du reste du tissu urbain (par respect de la trame orthogonale notamment). Ce vocable sera aussi complété par le *fraccionamiento*, signifiant la partition d'un lot en plusieurs parcelles résidentielles. La colonie sera plus tard utilisée pour faire référence à un lotissement d'un quartier, même irrégulier. Le *barrio*, quant à lui, fait davantage référence à un quartier plus ancien.
Le découpage en colonies, s'il obéit à une délimitation plus proche de la réalité de terrain que l'*ageb*, ne permet par la cartographie des résultats des recensements, les données n'étant pas disponibles à cet échelon. Il demeure toutefois un repère systématique dans la localisation du logement ou des activités puisqu'il est indispensable au repérage complet de l'adresse par exemple. Les services postaux et municipaux en font leur cadre d'action principal, les habitants, leur repère premier (le travail de terrain a notamment pu révéler que les habitants sont parfois davantage enclins à connaitre le nom de leur colonie que celui du municipe dans lequel ils vivent !).
La colonie est en réalité un regroupement de pâtés de maisons (*manzanas*) faisant office de quartier et supposant une certaine homogénéité morphologique, urbanistique, topographique et historique. La possibilité de marcher d'un bout à l'autre de la colonie, la contigüité de l'espace bâti, la présence de repères physiques facilement identifiables et le réseau viaire participent à sa délimitation (de manière beaucoup plus instinctive que l'*ageb*). Ce cadre fait parfaitement écho au sentiment de vie de quartier des habitants et constitue un repère mental établi. Elle peut parfois correspondre à la localité, mais rarement au découpage en *agebs* urbaines.

***Manzana* : ilot ou pâté de maisons :**
Échelon inférieur à l'*ageb* et à la colonie et qui regroupe un ensemble de constructions. C'est l'unité statistique la plus fine qui existe après l'individu, le ménage et le logement dans le cadre méthodologique du recensement mexicain (*Marco Geo estadístico*). Il s'agit d'un espace géographique de forme polygonale et de superficie variable qui est constitué par un groupe de logements, immeubles, terrains, parcelles à usage résidentiel, commercial, industriel, de service, etc. [INEGI, 2010 b].
L'espace est délimité par le réseau viaire (en dur ou non), hydraulique ou le parcellaire. Cette maille fait à la fois référence à la vie urbaine des habitants (le pâté ou bloc), mais aussi à un outil opérationnel de référence pour les agents recenseurs (la possibilité de marcher et d'identifier les zones à recenser par l'agent).
En 2010, on dénombre 159 003 *manzanas* dans la ZMVM.

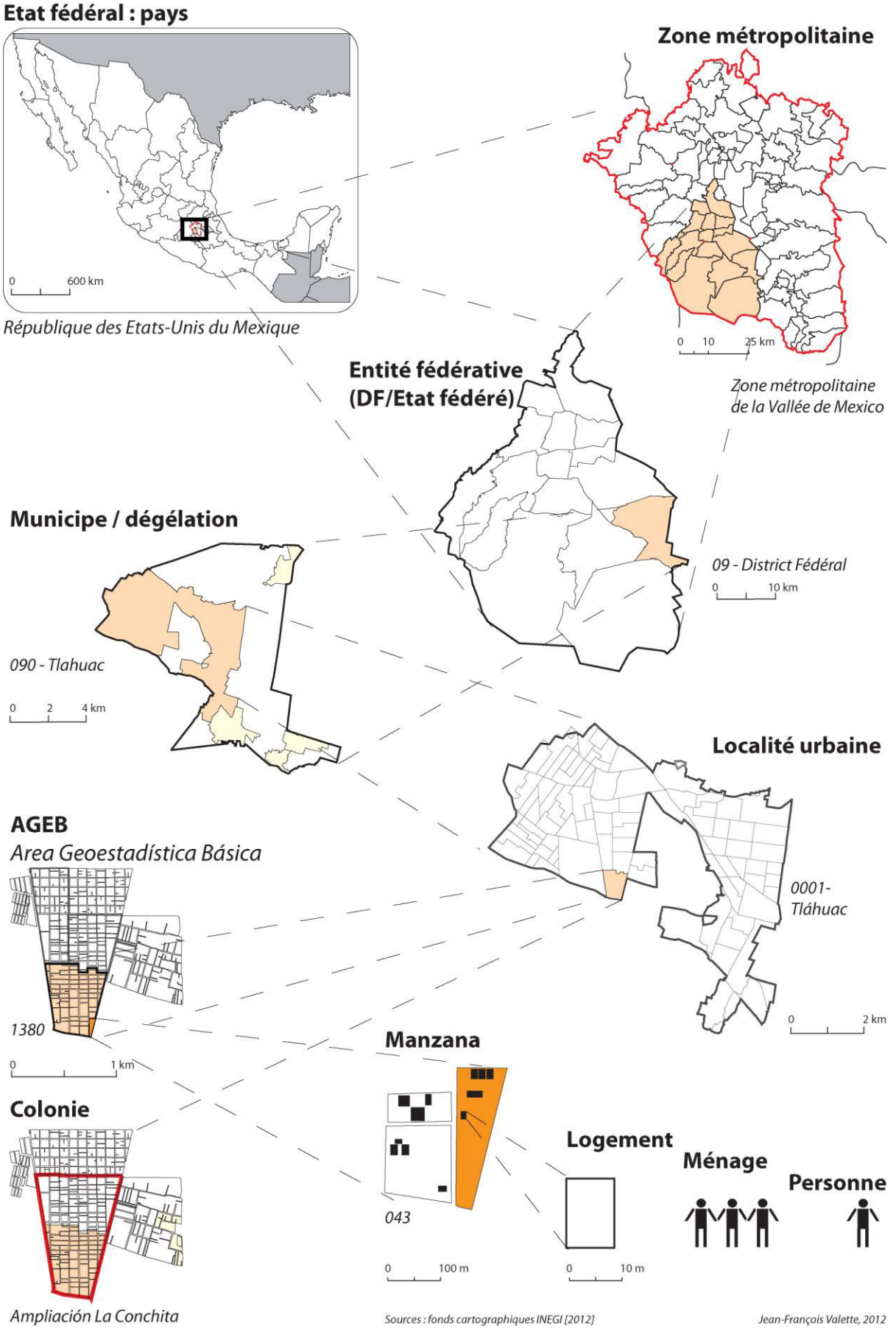
Logement (*vivienda*)
La définition opérationnelle du logement selon l'INEGI rejoint les définitions de base admises en géographie et en sociologie, à savoir le local, bien matériel, ou plus généralement l'espace délimité par des murs, un toit (quel que soit le matériau de construction) et une entrée indépendante. Cet espace supporte une fonction d'habitat pour les personnes, et/ou – au

moment du recensement – est utilisé pour vivre en tant que résidence [Brunet *et al*, 1992 ; Guédez, Lussault, 2003 ; INEGI, 2011a].
D'un point de vue censitaire, il s'agit de l'unité d'observation par excellence, attendu qu'il s'agit du lieu de résidence habituelle de la population étudiée et qu'il constitue une unité d'analyse en elle-même. Le logement est principalement analysé comme « logement particulier habité » qui entend une unité habitée que la construction soit à vocation résidentielle ou non. Par contre, pour le recensement 2010 sont exclus les logements considérés comme locaux non construits pour être habités, logements « mobiles » et les refuges [INEGI, 2011a, p. 28].
Le logement, échelon inférieur à la *manzana*, regroupe ainsi un à plusieurs ménages.
En 2010, on compte plus de 5 millions de logements dans la ZMVM.

Ménage (*hogar*)[5]
Classiquement, dans la méthodologie de l'INEGI au Mexique, un ménage est défini comme une « *unité de consommation, production, reproduction, formée d'un groupe de personnes reliées entre elles pour satisfaire les besoins quotidiens et qui partagent les dépenses de base, notamment pour l'alimentation (qu'il y ait ou non lien de parenté)* » [INEGI, 2005, p. 18]. En 2010, des nuances apparaissent [INEGI, 2011a] : la dimension de parenté entre les membres du ménage est alors prise en compte afin d'identifier les liens des résidents avec le ou la chef de ménage.

[5] Traduction classique du terme de *hogar* selon le *Dictionnaire multilingue de démographie* [INED, 2012]

Figure I.1.1. Les mailles mobilisées en contexte urbain : de l'État fédéral à la personne



Annexe I.2.

La datation du peuplement des quartiers de Mexico

La caractérisation de l'âge de peuplement à l'échelon de l'*ageb* en 2010 a été élaborée à partir du croisement de plusieurs sources :

- Principalement, la typologie de peuplement de l'agglomération en 2000 réalisée par l'OCIM à l'échelon de l'*ageb* [2005][6],
- une actualisation propre pour 2010.

La datation de l'espace urbain a fait l'objet de travaux, notamment ceux du COPEVI (*Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento*) en 1977, qui ont ensuite donné lieu à une typologie de l'OCIM en 1990 et 2000. La superposition et l'analyse de plans historiques et cadastraux de la ville – cartes et photographies aériennes à plusieurs dates – combinées à des arpentages de terrain, entretiens, recherches bibliographiques ont permis de calculer l'âge approximatif de l'urbanisation des mailles censitaires de 2000. Si, au regard du caractère temporel ainsi mesuré, plus de 50 % de la superficie de l'unité est identifiée et datée dans une fourchette considérée, alors *l'ageb* sera considérée comme peuplée à la date t [Connolly, 2005]. Le détail des méthodes mises en œuvre est précisé dans Connolly [2005] et Connolly, P. y Vázquez, J. [2005]. *Determinación de la Fecha de Urbanización, Pendientes Promedio y Situación de Conurbación de las Áreas Geoestadísticas Básicas*.

Les catégories de l'OCIM de 2000 [Connolly, 2005, pp.15-19].

En 2000, l'OCIM établit 7 types de peuplement différents en fonction de la « date de peuplement » :

- la « ville coloniale », zones urbanisées avant 1800, cartographiées sur le *Plan General de la Ciudad de México* de 1793, réalisé par Teniente Coronel Don Diego Garcia ;
- les zones urbanisées entre 1800 et 1929, cartographiées sur le *Plano Catastral del Distrito Federal* de 1929.

Les catégories suivantes sont le fruit de diverses analyses cartographiques, photographiques, historiques et de la prise en compte progressive par les cartographies censitaires de nouveaux espaces dans la zone métropolitaine (mais dont l'antériorité de peuplement est probable). On retrouve ainsi :

- les zones peuplées entre 1929 et 1953 ;
- entre 1953 et 1970 ;
- entre 1970 et 1980 ;
- entre 1980 et 1990 ;
- puis entre 1990 et 2000.
- Enfin, quelques espaces, intra-urbains, mais toujours non peuplés à l'heure actuelle (parc, lac) sont à considérer à part de l'analyse.

Cette typologie constitue une base solide pour un travail exploratoire de datation des espaces peuplés de la Zone métropolitaine en 2014. Sur cette base, il s'agissait d'affecter la date de peuplement des unités nouvelles dans les bases du recensement entre 2000 et 2010.

[6] Les caractéristiques de chaque *ageb* ont fait l'objet d'un enregistrement sur un Système d'Information Géographique (SIG) par saisie manuelle des dates de peuplement à partir de la publication de ces données en ligne sur le site de l'OCIM [2005].

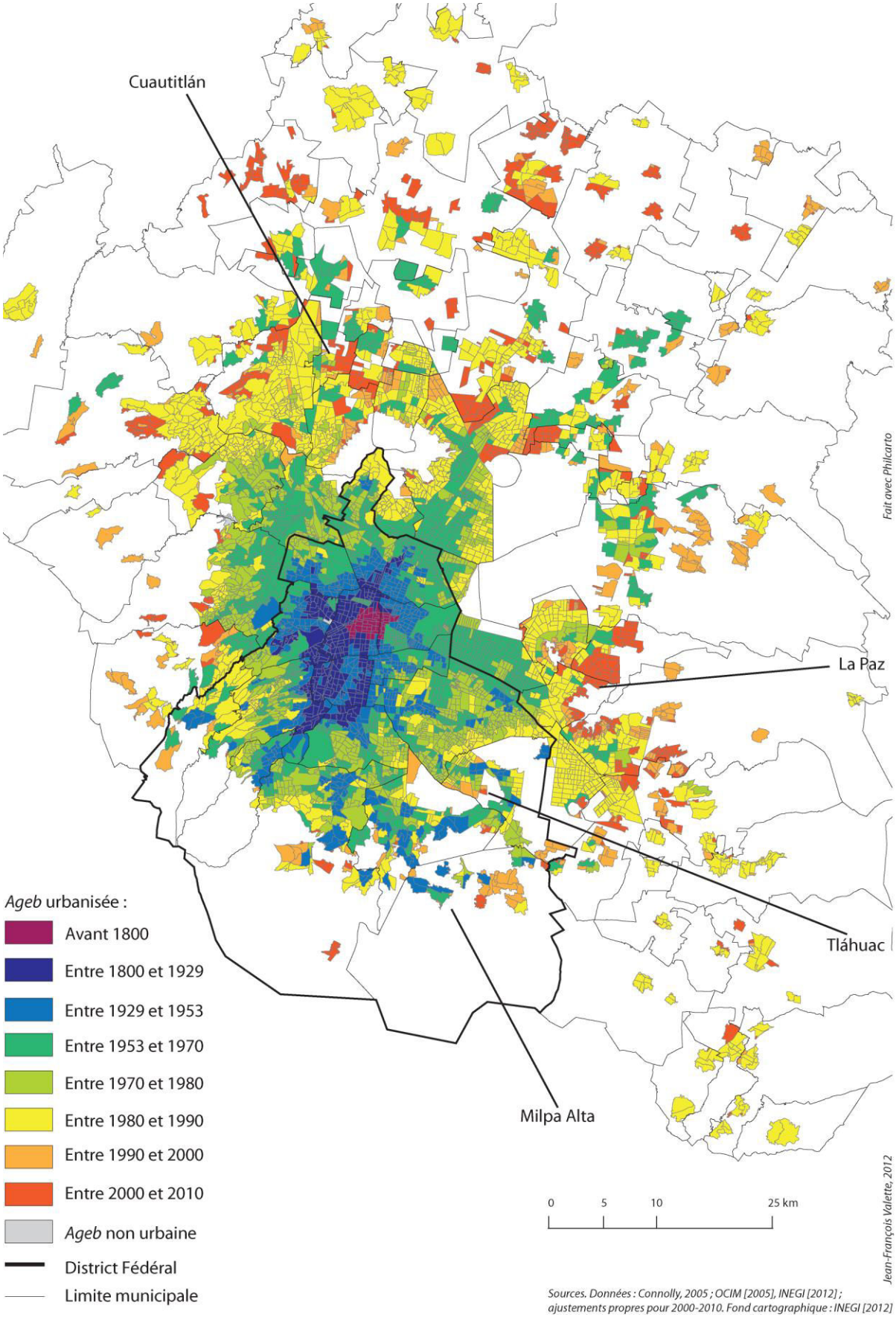
Affectation de l'âge de peuplement en 2010 et modifications ponctuelles

Les espaces urbains et le maillage de l'*ageb* étant différents entre les recensements de 2000 et 2010, il a fallu affecter un âge de peuplement aux unités géostatistiques qui n'en possédaient pas en 2000, mais aussi vérifier systématiquement les zones où le maillage en *ageb* a fait l'objet d'un redécoupage interne. En effet, si une grande partie des *agebs* conservent leur géométrie et leur géocodage censitaire, un groupe conséquent d'unités se présente comme « nouvelles » entre les recensements de 2000 et 2005 d'une part, 2005 et 2010 d'autre part.
Or, si la « nouveauté » peut provenir de la création *ex nihilo* d'une unité-polygone pour englober une zone nouvellement urbanisée entre 2000 et 2010 auparavant non prise en compte dans le recensement, elle peut aussi être le résultat d'un redécoupage de la géométrie des mailles censitaires à l'intérieur même du tissu urbain, déjà pris en compte par le (s) recensement (s) précédent (s), mais sous une forme agrégée différente. Les différences de redécoupage peuvent être dues à : une nouvelle zone urbanisée, un nombre de *manzanas* différent, une agrégation différente des *manzanas*, un découpage municipal mouvant, l'affectation d'un nouveau code géostatistique dans la base du recensement, etc. 882 nouvelles *agebs* ont ainsi été identifiées entre 2000 et 2010.
L'actualisation de la typologie de l'OCIM s'est opérée sur ces 882 *agebs*. Elle a consisté en une superposition systématique de la carte des unités datées en 2000 et de la carte des unités en 2010. Deux configurations étaient possibles :

- Si la zone identifiée comme nouvelle en 2010 était issue de la création d'un nouveau polygone ex nihilo, alors la zone était considérée (avec tout le recul que cette démarche suppose) comme non peuplée antérieurement, car non géoréférencée ni prise en compte par les recensements précédents : la zone ainsi considérée était classée comme « **peuplée entre 2000 et 2010** ». 588 *agebs* ont ainsi été classées dans cette catégorie.
- Si la zone identifiée comme nouvelle en 2010 était issue d'un redécoupage d'espaces identifiés antérieurement et recouvrant le tissu urbain daté par l'OCIM en 2000, alors l'âge de peuplement précédemment identifié était réaffecté – au plus près, par superposition géométrique – aux nouvelles unités de 2010. 294 *agebs* ont ainsi fait l'objet d'une réaffectation d'un âge de peuplement préalablement déterminé par l'OCIM sur une zone équivalente. On identifie :
    - 2 unités classées comme « peuplées entre 1929 et 1953 » ;
    - 57 « peuplées entre 1953 et 1970 » ;
    - 68 « peuplées entre 1970 et 1980 » ;
    - 120 « peuplées entre 1980 et 1990 » ;
    - 47 « peuplées entre 1990 et 2000 ».

La carte (I.2.1) suivante présente la représentation spatiale des 5 666 *agebs* en 2010 selon cette typologie de l'âge de peuplement.

Carte I.2.1. Date de peuplement des quartiers de Mexico



Annexe I.3.

Migrations et mobilités : mesures et comparaisons

Les résultats suivants sont tous issus de calculs réalisés sur les fichiers détaillés du recensement mexicain de l'INEGI, la *muestra censal*, de 2000 et 2010, portant sur les questions de résidence antérieure cinq ans avant le recensement (1995 et 2005). En 2010, la *muestra* a porté effectivement sur un échantillon de 11 938 402 personnes au Mexique, 937 692 dans la ZMVM. L'information la plus précise peut concerner le municipe de résidence antérieure, disponible dans le fichier « personne » de la *muestra*. Chaque individu interrogé dispose d'un facteur de pondération à partir duquel nous présentons les résultats à valeur pour l'ensemble de la population, du Mexique d'une part, de la Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico d'autre part.

Précision méthodologique

La précision des résultats présentés ici n'a pas de valeur intrinsèque : d'une part, car il s'agit d'extrapolations, d'autre part, parce qu'elles recouvrent une grande imprécision dans les réponses renseignées, et enfin, parce que selon les méthodes utilisées, les résultats peuvent connaître des variations très importantes – notamment entre les différentes publications réalisées sur le sujet pour 1995-2000. Nous proposons ici une démarche justifiée aboutissant à des résultats relativement intermédiaires pour cette période. Les mêmes méthodes de calculs ont été utilisées pour 1995-2000 et 2005-2010.

À l'échelle du Mexique

Entre 2005 et 2010, plus de 19 millions de personnes ne présentent pas dans leur questionnaire de recensement le même municipe de résidence en 2010 et en 2005. Tous ne renvoient pas pour autant à des mobilités résidentielles, entendues comme différence entre municipes de résidence de 2005 et de 2010.
Outre le problème évident de l'âge de l'enquêté, 1 690 n'ont pas spécifié leur entité fédérative de résidence en 2005, 510 948 ont « oublié »/n'ont pas répondu à ce thème. À ces absents (considérés au niveau de l'entité), il faut ajouter les 532 654 qui n'ont pas renseigné le champ « municipe » dans le questionnaire (noté 999).

Les calculs concernant la résidence de la population 5 ans avant le recensement sont ainsi opérés :

- Sur les individus de plus de 5 ans
- Qui ont répondu au moins à la question « Entité fédérative de résidence il y a 5 ans », pour que l'on puisse identifier une trajectoire (ont été supprimées les réponses « omises » – 900 – ou non renseignées – 999),
- Qui ont changé de municipe de résidence sur la période de 5 ans (municipe de 1995/2005 différent de celui de 2000/2010, que le champ soit renseigné ou non).

Sur cette base :

- Entre 1995 et 2000, on enregistre 7 066 739 mouvements intermunicipaux, comprenant migrants internes au Mexique et internationaux (au nombre de 387 902 immigrants internationaux, dont 337 061 en provenance des États-Unis).

- Entre 2005 et 2010, on enregistre 7 950 505 mouvements impliquant éventuellement un changement de municipe de résidence. 6 873 744 sont des mouvements internes au Mexique et 1 076 761 sont des mouvements internationaux, dont 985 383 en provenance des États-Unis.

On obtient alors une base des mobilités résidentielles au Mexique entre 2 dates, à partir de laquelle il s'agit d'identifier les mouvements vers, depuis et à l'intérieur de la ZMVM.

Il est aussi possible d'identifier les principaux flux à l'échelle des entités fédératives de ce qui est considéré comme le Grand Mexico.

À l'échelle de la ZMVM

Immigration vers la métropole
Sur la base des mobilités résidentielles ainsi identifiées, l'immigration vers la capitale peut être appréhendée en retenant uniquement les mobiles dont la « destination », à savoir le municipe de résidence « actuel », en 2000 et en 2010, est un municipe de la ZMVM. Autrement dit, on identifie tous ceux qui sont arrivés dans un municipe de la ZMVM en 2000/2010 et qui n'y habitait pas (dans ledit municipe) en 1995/2005.
On peut ainsi recenser tous les « immigrants », internes au Mexique, internationaux et intramétropolitains.

Immigration totale vers la métropole
Entre 1995 et 2000, on enregistre 2 117 501 immigrants vers les municipes de la ZMVM, comprenant 2 075 528 immigrants du Mexique et 41 973 internationaux, dont 23 763 en provenance des États-Unis. Notons que ces résultats sont proches de ceux publiés par le CONAPO [2001] et de Graizbord et Acuña [2006].
Entre 2005 et 2010, on enregistre 1 984 608 immigrants vers des municipes de la ZMVM : 1 893 922 sont internes au Mexique et 88 953 sont internationaux, dont 60 681 en provenance des États-Unis.
Dans ces mouvements, qui incluent les mobilités intramétropolitaines, signalons que

- Sur les 2.1 millions de mouvements entre 1995 et 2000, 219 177 sont identifiés au niveau de l'entité fédérative, mais pas au niveau du municipe de résidence en 1995 (champs non renseignés – 999).
- Sur les 1.9 million de mouvements entre 2005 et 2010, 147 113 sont identifiés au niveau de l'entité fédérative, mais pas au niveau du municipe en 2005.

Immigration nette vers la ZMVM
Il s'agit de l'immigration totale à laquelle on retranche les mobilités résidentielles identifiées comme intramétropolitaines. Autrement dit, s'il y a eu mobilité et changement de municipe de résidence entre les deux dates, on ne considère que les individus résidant dans un municipe de la ZMVM en 2000/2010, mais ne résidant pas déjà dans un municipe de la ZMVM en 1995/2005.
On observe ainsi :

- Entre 1995 et 2000, 682 467 résidants de la ZMVM en 2000 ne résidaient pas déjà dans un municipe de la ZMVM en 1995 : 640 494 proviennent du reste du Mexique. Notons que ces résultats sont légèrement inférieurs à ceux de Graizbord, Acuña [2006], mais légèrement supérieurs à ceux du CONAPO [2001], Sobrino, Ibarra [2008] et de Suarez, Delgado [2010].

- Entre 2005 et 2010, 613 457 résidants de la ZMVM de 2010 ne résidaient pas déjà dans la ZMVM en 2005. Parmi eux, 524 504 proviennent d'autres municipes du pays et 88 953 de l'étranger.

Migrations intramétropolitaines
Sur la base des mouvements résidentiels entrainant un changement de municipe de résidence entre les 2 dates, on ne retient que ceux s'étant déroulés à l'intérieur de la ZMVM. Autrement dit, le calcul se base sur un changement de municipe de résidence, avec en 1995/2005 un municipe d'origine faisant partie de la ZMVM, et en 2000/2010, un municipe de destination-résidence faisant également partie de la ZMVM.
Entre 1995 et 2000, on obtient 1 435 034 migrants intraurbains. Signalons que cette valeur est identique à celle obtenue par Graizbord, Acuña [2006] et Suarez, Delgado [2010].
Entre 2005 et 2010, on enregistre 1 369 418 changements de résidence intermunicipaux à l'intérieur de la ZMVM.

Émigration depuis la métropole
L'émigration est beaucoup plus difficile à appréhender. En effet, en raison des biais déjà mentionnés, une partie conséquente de la population « sortante » fait l'objet d'une zone d'ombre due à :
- L'absence d'information sur le municipe de résidence 5 ans auparavant, par omission ou manque de précision
- L'absence d'information complète dans le recensement sur ceux qui partent à l'étranger

Pour mesurer les sorties de la ZMVM, il s'agit d'identifier tous ceux qui habitaient dans la métropole en 1995/2005 et qui ont changé de municipe de résidence sur la période.
Or, l'imprécision des données autour du lieu de résidence 5 ans auparavant ne permet pas l'exhaustivité et l'assurance de la comptabilité de ces mouvements.
Nous proposons pour cela plusieurs « fourchettes » afin d'estimer les mouvements de départs depuis la ZMVM vers d'autres municipes mexicains. Mais, à cela, nous devons ajouter les mouvements internationaux, estimés à partir du fichier *migrantes* du recensement. Nous proposons ainsi plusieurs niveaux d'estimation : au niveau national et international d'une part, selon trois possibilités de calculs de la migration nationale d'autre part.

Émigration totale depuis la ZMVM

<u>Émigration nationale totale</u>
Pour l'émigration nationale, on comptabilise tous les individus qui habitent au Mexique en 2000/2010, qui ont changé de municipe de résidence depuis 1995/2005 et qui vivaient alors dans un municipe de la ZMVM auparavant.

<u>*Estimation haute*</u>
On retient tous les individus qui résidaient :
- dans un municipe identifié comme faisant partie de la ZMVM en 1995/2005 ;
- dans le District Fédéral en 1995/2005 ;
- dans un municipe non identifié (999) de l'État de Mexico.

Les limites de cette estimation sont nombreuses : il n'y aucune assurance pour que le municipe de l'État de Mexico non identifié fasse partie de la ZMVM. De plus, on ne prend pas en compte d'éventuels mouvements depuis Tizayuca (Hidalgo) qui risqueraient de ne pas

être identifiés comme tels. Toutefois, cette méthode permet d'approcher le phénomène dans un large spectre.
On enregistre 2 346 853 individus « sortants » entre 1995 et 2000, 2 296 930 sur 2005-2010.
Cette estimation permet d'approcher des valeurs « intermédiaires » entre les résultats des différentes études menées pour 1995-2000 : elle est supérieure aux résultats du CONAPO [2001], mais inférieure à ceux de Sobrino, Ibarra [2008] et Suarez, Delgado [2010].

Estimation moyenne-basse
On retient tous les individus qui résidaient :
- dans un municipe identifié comme faisant partie de la ZMVM en 1995/2005 ;
- dans le District Fédéral

Cette estimation, malgré le fait qu'elle ne prend pas en compte les mouvements depuis les municipes de l'État de Mexico et de Tizayuca non identifiés comme tels, a le mérite de comptabiliser l'émigration « sûre » depuis la ZMVM.
Entre 1995 et 2000, on enregistre 2 092 197 mouvements sûrs de départ depuis la ZMVM, 2 022 116 entre 2005 et 2010.

Estimation basse
On ne retient uniquement que les individus résidant dans un municipe identifié comme faisant partie de la ZMVM en 1995/2005.
Même s'il s'agit de la plus intuitive et si elle renvoie à la mobilité résidentielle intermunicipale « sûre » depuis un municipe de la ZMVM, cette estimation pose problème. En effet, sa seule prise en compte fait considérablement chuter le nombre de sortants, au point qu'entre 2005 et 2010, l'émigration s'avèrerait inférieure à l'immigration selon cette estimation. En ne prenant en compte que les individus ayant clairement identifié leur municipe de résidence 5 ans auparavant, si l'on gagne en précision pour l'identification des trajectoires, les effets de grandeur sont troublés et les interprétations globales peuvent être erronées.
Entre 1995 et 2000, 1 915 152 individus sont identifiés comme sortants d'un municipe de la ZMVM, 1 895 882 entre 2005 et 2010.

Émigration internationale
Pour estimer l'émigration internationale, on comptabilise les individus recensés en 2000/2010 par le fichier *migrantes* dans un municipe de la ZMVM, déclarant avoir connu une mobilité internationale dans la période de 5 ans, et déclarant résider dans un autre pays que le Mexique au moment du recensement. On exclut ici les mouvements d'éventuels retours de ceux qui déclarent vivre au Mexique, à la résidence recensée ou non, en 2000/2010.
Entre 1995 et 2000, on enregistre 171 913 migrants internationaux ayant quitté la ZMVM, auxquels on retranche les 37 064 vivant au Mexique en 2000 : ce sont 134 849 individus qui ont quitté la ZMVM depuis 1995 et qui résident à l'étranger en 2000.
Entre 2005 et 2010, 103 447 individus résidaient dans la ZMVM en 2005 et déclaraient avoir eu une mobilité internationale sur la période. 38 535 déclaraient résider au Mexique en 2010, dont 30 973 dans la même maison recensée. 64 912 personnes ont quant à elles, émigré depuis la ZMVM pour résider à l'étranger en 2010.

Émigration totale nationale et internationale
En additionnant chaque tranche d'estimation de l'émigration nationale à l'émigration internationale estimée, on obtient :
- pour 1995-2000 : 2 050 001 sortants pour l'estimation basse, 2 227 046 pour la moyenne (ce qui est proche de l'estimation du CONAPO [2001]) et 2 481 702 pour la

plus haute (supérieure à celle du CONAPO [2001], mais *a priori* inférieure à celles de Sobrino, Ibarra [2008] et Suarez, Delgado [2010]).
- Pour 2005 et 2010 : 1 982 875 sortants pour l'estimation basse, 2 087 028 pour la moyenne et 2 631 842 pour la haute.

Émigration nette depuis la ZMVM
Il s'agit d'estimer le nombre d'individus qui ont bel et bien quitté la ZMVM sur les périodes 1995/2000 et 2005/2010, à savoir l'émigration totale à laquelle on retranche ceux qui ont connu une mobilité depuis et vers un (autre) municipe de la ZMVM.
Il est alors possible de calculer cette émigration nette en retranchant aux différentes estimations d'émigration totale :
- Soit tous les individus résidant dans la ZMVM au moment du recensement 2000/2010 ;
- Soit simplement la migration intra-métropolitaine calculée précédemment (censée couvrir ces mouvements intra-urbains), la méthode de calcul ayant été différente, car reposant sur les individus ayant clairement identifié leur municipe de résidence en 1995/2005 et 2005/2010.

<u>*Estimation haute*</u>
Entre 1995 et 2000, on enregistre 720 469 mouvements sortants de la ZMVM et dirigés vers un autre municipe du Mexique, auquel on ajoute l'émigration internationale : 855 318 individus ont quitté la ZMVM entre les 2 dates. Cette estimation est supérieure à celle du CONAPO [2001], mais inférieure à celles de Sobrino, Ibarra [2008] et Suarez, Delgado [2010].
Si on ne retranche à l'émigration totale que la migration intra-métropolitaine, on obtient 1 046 668 départs nets, proche de l'estimation de Suarez, Delgado [2010].

Entre 2005 et 2010, on enregistre 752 510 sortants de la métropole dirigés vers une autre partie du Mexique. Avec l'émigration internationale, on enregistre 817 422 individus ayant quitté la ZMVM.
Si on ne retranche à l'émigration totale que la migration intra-métropolitaine, on obtient 992 424 départs nets.

<u>*Estimation moyenne-basse*</u>
Entre 1995 et 2000, 590 874 individus sortent de la ZMVM vers un autre municipe du Mexique. Avec l'émigration internationale, 718 332 individus ont quitté la ZMVM entre les deux dates. Cette estimation est légèrement supérieure à celle du CONAPO [2001], et largement inférieure à celles de Sobrino, Ibarra [2008] et Suarez, Delgado [2010].
Si on ne retranche à l'émigration totale que la migration intra-métropolitaine, on obtient 790 012 départs nets.
Entre 2005 et 2010, 590 874 individus quittent la métropole et se dirigent vers une autre partie du Mexique. Avec l'émigration internationale, on enregistre 655 786 individus ayant quitté la ZMVM. Si on ne retranche à l'émigration totale que la migration intra-métropolitaine, on obtient 717 610 départs nets.

<u>*Estimation basse*</u>
La méthode de calcul étant la même que pour la migration intra-métropolitaine, on enregistre :
- Entre 1995 et 2000, on enregistre 480 118 mouvements sortants de la ZMVM et dirigés vers un autre municipe du Mexique, auquel on ajoute l'émigration internationale : 614 967 individus ont quitté la ZMVM entre les deux dates. Cette

estimation est légèrement inférieure à celle du CONAPO [2001], mais très largement inférieure à celles de Sobrino, Ibarra [2008] et Suarez, Delgado [2010].

- Entre 2005 et 2010, on enregistre 526 464 sortants de la métropole dirigés vers une autre partie du Mexique. Avec l'émigration internationale, on enregistre 591 376 individus ayant quitté la ZMVM.

Plus proche de deux publications en particulier (CONAPO et Suarez, Delgado), nous choisissons d'exposer dans le corps de notre étude l'estimation haute, avec toutes les limites auxquelles elle renvoie.

Croissance de la ZMVM sur la période
Cet indicateur a été calculé pour mesurer la croissance moyenne de la métropole sur l'intervalle de temps considéré, afin de le mettre en regard avec la part de la migration et de la croissance naturelle.
Pour la période 1955-1995, elle a été estimée par interpolation linéaire à partir de la courbe des rythmes de croissance calculés sur les décennies entre chaque recensement (voir figures 1.2 et 1.3) : il s'agit d'une conjoncture moyenne rapportée à la période de 5 ans.
Pour les périodes 1995-2000 et 2005-2010, les populations municipales étaient connues en 1995 et 2005, ce qui a permis d'effectuer le calcul classique du taux d'évolution annuelle moyen entre chaque date par la formule :
[Population Arrivée/Population Départ] ^ [1/Nombre d'années entre les 2 dates] – 1 * 100

Croissance naturelle
Cet indicateur est estimé à partir des travaux du CONAPO [1998, p. 23] et de Suarez, Delgado [2010, p. 75]. Pour 1995-2000 et 2005-2010 sur la base de nos calculs, elle est estimée par la différence entre la croissance effective de la population sur la période (Population Arrivée – Population Départ) et le solde migratoire de la ville.

Migration nette ou solde migratoire
Estimé selon les auteurs cités ou calculé par la différence entre arrivées et sorties, soit par la différence entre l'immigration totale (interne, internationale, intra-métropolitaine) et l'émigration totale (interne, intra-métropolitaine, internationale).

Migration interne
Fait référence aux mobilités résidentielles entrainant un changement de municipe de résidence à l'intérieur du territoire mexicain.

Immigration ou émigration nette (sans intra-métropotaine)
Fait référence aux mobilités résidentielles d'entrées ou de sorties de la ZMVM, mais excluant les mouvements internes à la zone métropolitaine. Différence entre la migration totale et la migration intra-métropolitaine.
Précisons que pour le calcul de l'émigration nette 1985-1990, nous avons réalisé une estimation propre. Cette estimation a été obtenue à partir des migrations internes au Mexique [Partida, Martinez, 2006, p. 170] : d'un côté, 1 173 910 personnes quittent le DF entre 1985 et 1990, dont 645 367 à destination de l'État de Mexico [2006, p. 181] ; de l'autre 291 013 personnes quittent l'État de Mexico, dont 85 309 à destination du DF. De ces flux, 60 % sont directement liés au processus de métropolisation de la ville [2006, p. 170] : nous retenons donc une approximation de (1173910291 013) – la majeure partie des 645 367 mouvements DF-État de Mexico et des 85309 inverses (ce qui s'approchent des estimations de Sobrino, Ibarra [2008, p. 174] avec 586 739 mouvements intra-urbains). Cela revient à considérer que

sur les 730 676 mouvements entre DF et État de Mexico, 586 739 concernent des flux intra-métropolitains, soit 80,3 %. Par ailleurs, il faut prendre en compte ceux qui ont émigré de l'État de Mexico vers d'autres États que le DF (ceux de ces zones qui sont venus dans le DF sont considérés comme des immigrants – intra-métropolitains compris – vers la ZMVM), mais qui ne font pas partie de la ZMVM. Or, au recensement de 1990, 70 % de la population de l'État de Mexico est comprise dans les municipes de la conurbation de la ZMVM [INEGI, 1990], population potentiellement exposée à la mobilité inter-entité entre 1985 et 1990. Ainsi, pour estimer ceux qui ont quitté la ZMVM, sur les 291013-85309 mouvements d'émigration depuis des municipes de l'État de Mexico, entre 20 et 30 % se réaliseraient depuis des municipes non compris dans la ZMVM en 1990, soit aux alentours entre 40 et 60 000 personnes. De cette manière, pour approcher l'émigration depuis la ZMVM, sur les 1 464 923 émigrants depuis le DF et l'État de Mexico entre 1985 et 1990, on retranche les 586 739 mouvements intra-métropolitains et les 40 à 60 000 émigrants probables de l'État de Mexico non métropolitain (qui ne sont pas allés dans le DF) : on obtient grossièrement entre 816 et 836 000 mouvements d'émigration depuis Mexico.

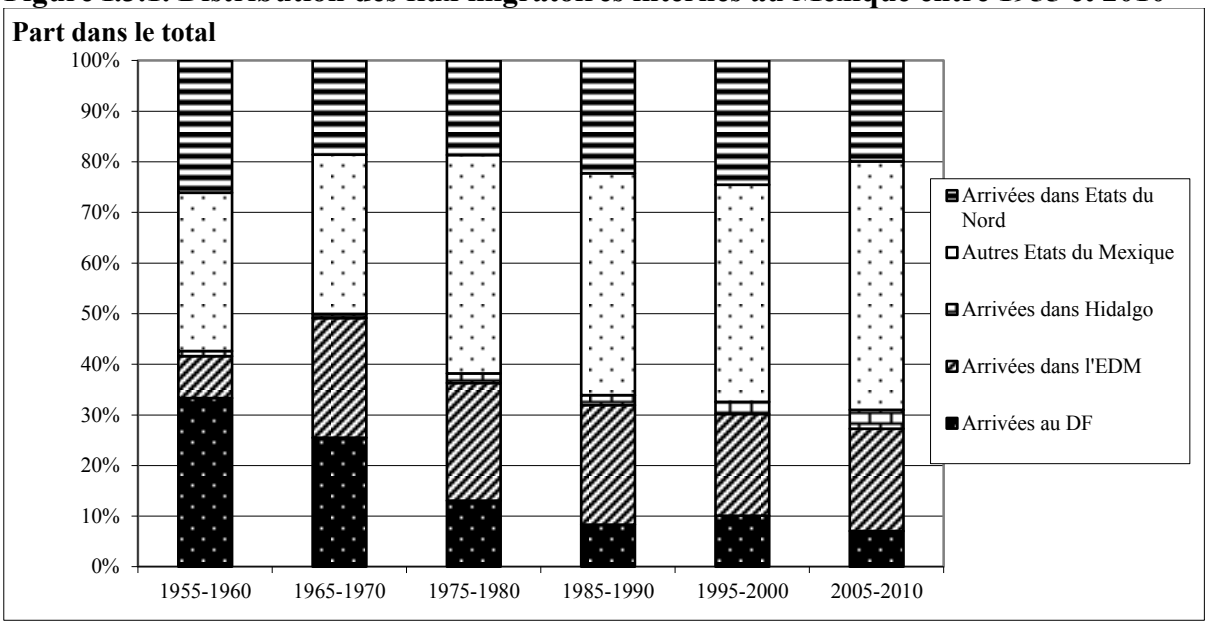
Migration intra-urbaine
Estimée selon les différentes sources disponibles aux différents recensements. À l'échelon des entités fédératives jusqu'en 2000, cette migration est précisée au niveau des municipes de résidence antérieure à partir du recensement de 2000. Ce qui permet de définir avec une relative précision les trajectoires des individus dans la zone métropolitaine.

Immigration internationale
Calculée à partir du fichier *personas* de la *muestra* sur la variable « pays de résidence 5 ans avant ».

Émigration internationale
Calculée à partir du fichier *migrantes* de la *muestra* sur la variable « lieu de vie actuel ».

Le poids de la capitale dans les flux migratoires internes au Mexique

Figure I.3.1. Distribution des flux migratoires internes au Mexique entre 1955 et 2010



Partida, Martinez [2006] ; CONAPO [2011].
États du Nord : Aguascalientes, Basse-Californie, Basse-Californie du Sud, Coahuila, Sinaloa, Chihuahua, Nuevo León, Tamaulipas.

Annexe I.4.

Les types de peuplement des quartiers de Mexico

La caractérisation des types de peuplement à l'échelon de l'*ageb* en 1990 et 2000 a été élaborée à partir de la typologie de réalisée par l'OCIM à l'échelon de l*'ageb* [Connolly, 2005 ; OCIM, 2005],
Les différents types ainsi que la méthodologie sont ici présentés

- Pour 1990, où nous avons procédé à une agrégation des types déterminés par l'OCIM[7]
- Pour 2000, où la typologie est présentée comme celle d'origine, afin de présenter les bases sur lesquelles nous avons fondé notre catégorisation opérationnelle pour cerner les colonies populaires dans notre thèse[8].

La superposition et l'analyse de plans historiques et cadastraux de la ville – cartes et photographies aériennes à plusieurs dates –, combinées à des arpentages de terrain, entretiens, recherches bibliographiques, ainsi qu'à des analyses statistiques sur les densités et la structure sociale, économique et démographique des populations résidentes ont permis d'élaborer un modèle typologique du peuplement, prenant en compte la morphologie résidentielle, les modalités de production de cet espace résidentiel, ainsi que les formes d'occupation qui y sont liées.
Si, au regard du modèle typologique ainsi élaboré, l'*ageb* voit plus de la moitié de sa superficie identifiée selon un type spécifique – le type étant « prédominant » –, alors elle sera considérée « peuplée » comme tel [CONAPO, 1998 ; Connolly, 2005]. Le détail des méthodes mises en œuvre est précisé dans le rapport du CONAPO [1998], *Escenarios demográficos y urbanos de la ZMCM 1990-2010 Síntesis* et Connolly, P. [2005]. *Tipos de poblamiento en la Ciudad de México.*

1. *Les catégories de l'OCIM de 1990* [CONAPO, 1998, pp. 41-53 ; Connolly, 2005, pp. 7-8]

Sur les données de 1990, le programme OCIM établit 6 types de peuplement différents de la zone métropolitaine afin de faire le lien entre dynamique démographique et production de l'espace urbain. À ce titre, les densités et l'âge de peuplement participent à la constitution des catégories suivantes [CONAPO, 1998, p. 48 ; Connolly, 2005, p. 7] :

- Le centre historique de la ville de Mexico ;
- Les villages de la conurbation, intégrés à la zone métropolitaine entre 1950 et 1990 ;
- Les colonies populaires : production urbaine liée aux diverses modalités de « peuplement populaire », quel que soit le type de promotion immobilière ou de condition de production par rapport au cadre juridique. Il existe 4 sous-types :

[7] Données collectées et intégrées à un SIG à partir de la publication de ces données dans l'article de Connolly [2005, p. 10] et dans le rapport du CONAPO [1998, pp. 43, 46, 50, 52].
[8] Les caractéristiques de chaque *ageb* ont fait l'objet d'un enregistrement sur un SIG par saisie manuelle des types de peuplement à partir de la publication de ces données en ligne sur le site de l'OCIM [2005] et de l'article méthodologique de Connolly [2005, p. 21].

  - de basse densité ou en formation : avec moins de 50 habitants à l'hectare, urbanisation minimale, carences en services de base et précarité des édifices.
  - de densité moyenne « en processus de de consolidation » : avec 140 habitants à l'hectare en moyenne, urbanisation inachevée
  - de haute densité ou consolidées : avec 235 habitants à l'hectare en moyenne et une urbanisation terminée en termes de construction, d'équipements et de services.
  - de la ville centrale quand il s'agit de la zone des *vecindades* ou globalement de la zone d'habitat populaire autour du centre (qui renvoie à l'ancienne *herradura de tugurios*).
- Grands ensembles résidentiels : espaces résidentiels planifiés et légaux de la deuxième moitié du 20ème siècle, sous la forme de logements en série, collectifs ou individuels, dont la production est liée à la promotion privée, publique ou mixte.
- Colonies résidentielles de niveau moyen : espaces de production de logements légaux issus la plupart du temps de la promotion capitaliste privée
- Colonies résidentielles de niveau élevé : lotissements issus d'une production liée à la promotion capitaliste privée, mais qui peut englober également des processus de promotion immobilière de valorisation/transformation d'anciennes colonies populaires (moyennant l'exclusion des premiers habitants) [CONAPO, 1998, p. 51 ; Connolly, 2005, p. 8].

2. Les catégories de l'OCIM de 2000 [Connolly, 2005, pp.15-19]

En 2000, la typologie de l'OCIM de 1990 a fait l'objet de précisions importantes et d'un travail de clarification méthodologique et conceptuelle. Face au problème de l'hétérogénéité des classes d'une part, de leur définition – en particulier des colonies populaires – d'autre part, les critères de la nouvelle typologie ont eu pour objectif de séparer concept et exploration opérationnelle, définir plus précisément les classes et notamment la colonie populaire, admettre l'hétérogénéité inter et intra classes et vérifier *a posteriori* la pertinence des classes sur des critères statistiques censitaires [Connolly, 2005, p. 14].
Les 12 classes résultantes sont les suivantes :

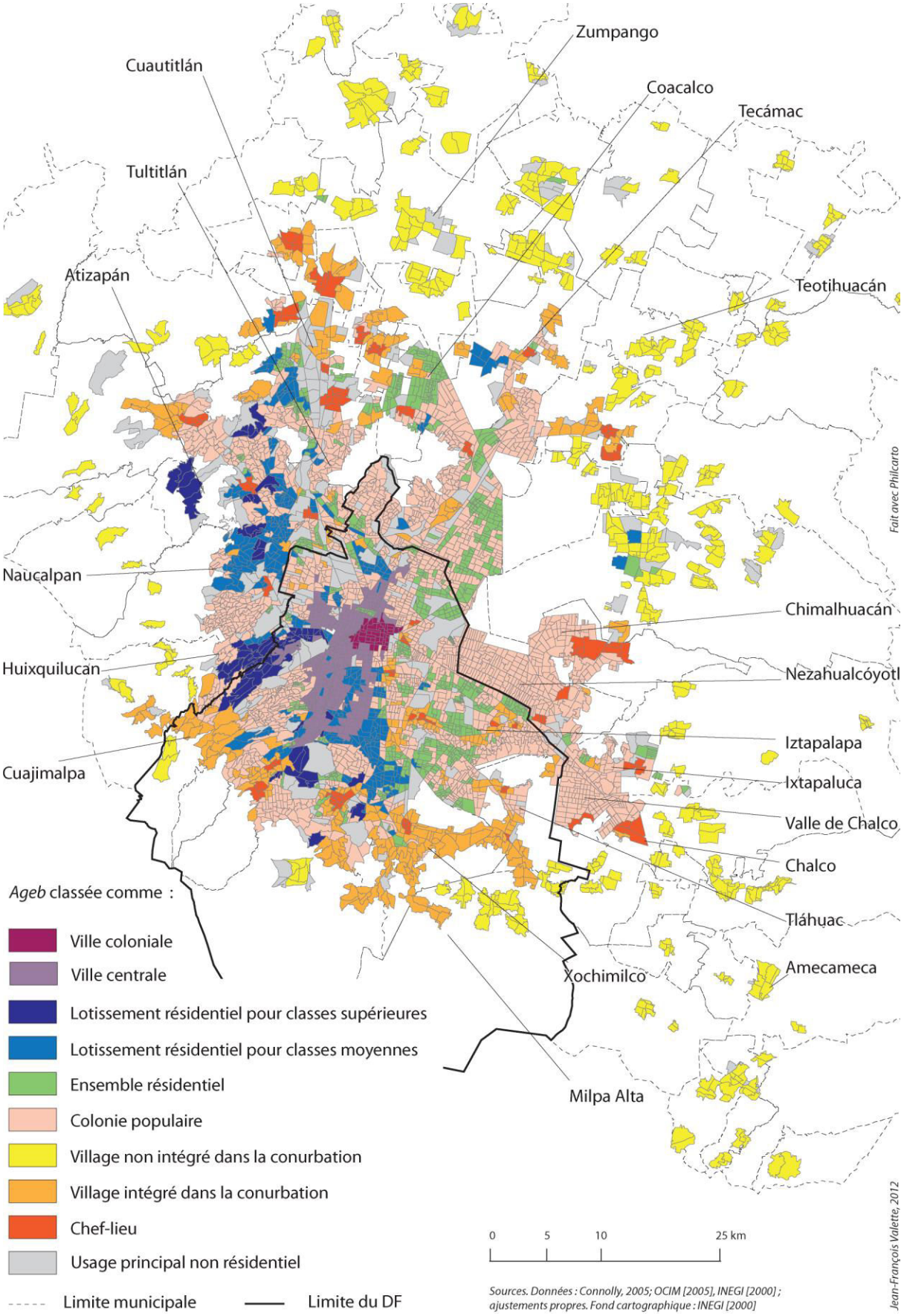
- la **« ville coloniale »** (de 1793). Déterminée par l'âge de peuplement, au profil morphologique et social hétérogène : zones urbanisées avant 1800, cartographiées sur le *Plan General de la Ciudad de México* de 1793, réalisé par Teniente Coronel Don Diego Garcia ;
- la **« ville centrale ».** Également déterminée par l'âge de peuplement, au profil morphologique et social hétérogène : zones urbanisées entre 1800 et 1929, cartographiées sur le *Plano Catastral del Distrito Federal* de 1929.
- les **chefs-lieux** principaux, centres villageois, littéralement *cascos* (centre-ville) existants avant 1929, aujourd'hui intégrés au tissu urbain, déterminés par l'âge du peuplement en comptant avec une hétérogénéité morphologique et sociale importante. La zone doit être répertoriée dans le *Plano Catastral del Distrito Federal* de 1929 et se trouver dans les limites de la ZMVM en 2000.
- les **villages périphériques** qui se sont développés après 1929 et aujourd'hui intégrés au tissu urbain. Il s'agit de villages moins importants que ceux décrits précédemment et/ou qui se sont urbanisés autour de ces derniers, après 1929. Le processus de peuplement de ces villages est indépendant de la croissance radiale de Mexico, mais ils ont quand même été « rattrapés » par la conurbation métropolitaine. La production de logements est généralement opérée de manière irrégulière et progressive (dans le

sens où l'achèvement de la construction prend plusieurs années). Morphologie et structure sociale sont également hétérogènes au sein de ce type. Les *agebs* de ce type doivent être situées dans des localités de plus de 2 500 habitants, proches des zones répertoriées en 1929 et contigües les unes aux autres (distance entre zones construites inférieure à 100 mètres).

- les **villages périphériques non intégrés au tissu urbain**. Espaces urbanisés dans des localités de plus de 2 500 habitants des municipalités formant la ZMVM en 2000, mais qui ne sont pas contigües à la conurbation, donc à plus de 100 m d'une *ageb* de la conurbation selon la cartographie du recensement établie par le *Programa de Ordenamiento Territorial* de 1998. L'urbanisation de ces zones renvoie à des processus irréguliers et, par-là, à une forte hétérogénéité interne en termes de morphologie et de structure sociale.
- les ***colonias populares*,** définies selon deux critères : l'irrégularité initiale de l'occupation du sol (manque de titre de propriété, d'autorisation de construction, non-conformité à la loi) ; et le caractère progressif de la construction du logement et des infrastructures et services urbains. L'occupation précède l'arrivée des services et les lots mesurent entre 90 et 200 m². La définition ne dépend pas de la situation actuelle et recouvre ainsi une grande hétérogénéité morphologique, sociale et juridique. Si 50 % de la superficie de l'*ageb* répond à cette définition (analyse photographique, trame urbaine, mesures des distances), elle est classée comme *colonia popular*. Une vérification est réalisée par relevés de terrain et analyse statistique sur les variables censitaires (de 2000) liées à la qualité de l'habitat
- les « **ensembles résidentiels** » : zones urbanisées par des constructions sérielles de logements collectifs ou individuels financées partiellement ou totalement par les programmes publics d'aide au logement. La détermination est fondée sur une étude de la densité, de la trame urbaine, de relevés de terrain et vérifiée avec les bases statistiques des grands ensembles et par une analyse de qualité de l'habitat.
- les **lotissements résidentiels pour classes moyennes**. Littéralement *fraccionamientos*. Il s'agit de lotissements légaux et disposant des infrastructures urbaines, liés à la promotion privée (sur commande ou capitaliste) à destination des catégories moyennes et supérieures. La définition de ces catégories renvoie aux foyers dont les revenus mensuels sont supérieurs à 15 salaires minimums en 2000. La construction précède l'occupation et la taille des terrains est comprise entre 100 et 500 m². La détermination est fondée sur des analyses de photographies aériennes, de la trame urbaine et est vérifiée par relevés de terrain et analyse de la qualité de l'habitat à partir des variables du recensement.
- les **lotissements résidentiels pour classes supérieures**. Également lotissements légaux dotés des infrastructures urbaines et liés à la promotion privée, mais destinés aux catégories supérieures dont les revenus sont supérieurs à 30 fois le salaire minimum de 2000. La taille des terrains est aussi supérieure à 500 m².
- trois profils **non résidentiels** : les espaces dont l'usage principal n'est pas résidentiel ; les espaces non résidentiels et les zones non urbanisées.

La carte I.4.1 montre l'inscription de ces catégories dans l'espace de la métropole à l'échelon des 4 995 *agebs* urbaines de 2000.

Carte I.4.1. Les types de peuplement en 2000 selon l'OCIM



3. Les types de peuplement dans l'agglomération de Mexico en 2010 : méthodologie d'une typologie agrégée

La caractérisation des types de peuplement à l'échelon de l'*ageb* en 2010 a été élaborée à partir du croisement de plusieurs sources :

- la typologie de peuplement de l'agglomération en 2000 réalisée par l'OCIM à l'échelon de l'*ageb*,
- une actualisation propre pour 2010.

Dans un premier temps, il s'agissait de simplifier la lecture de l'espace urbain réalisée par l'OCIM en 2000 afin de cerner plus particulièrement l'ensemble « colonie populaire ». La catégorie *colonias populares* de l'OCIM renvoie à des espaces caractérisés par l'irrégularité initiale et le caractère progressif de la construction. Or, cette caractéristique est commune à plusieurs types de peuplement, mais exclut aussi plusieurs types de peuplement, que nous avons choisi d'agréger.

Une agrégation des types de peuplement de l'OCIM de 2000

En 2000, l'OCIM établit 12 types de peuplement différents (voir 2.). Pour 2010, nous avons fait le choix d'agréger ces 12 types en 4 grands ensembles pour approcher le type de peuplement des 5 666 *agebs* :

- la ville coloniale et la ville centrale construite entre 1820 et 1929, afin d'identifier la **ville-centre construite avant 1929** et relevant de dynamiques « physiques » précédentes à l'expansion massive de la ville ;
- les *colonias populares*, les villages périphériques qui se sont développés après 1929 et aujourd'hui intégrés au tissu urbain, et les villages périphériques non intégrés au tissu urbain. Ces trois types, malgré leur diversité et l'hétérogénéité des types de construction et des profils socio-économiques auxquels ils renvoient, ont comme caractéristique commune un mode d'urbanisation principalement irrégulier [Connolly, 2005, p. 16-18]. Nous avons également agrégé à cet ensemble les centres villageois principaux (existants avant 1929) aujourd'hui intégrés au tissu urbain, également divers et hétérogène, mais relevant de dynamiques périphériques similaires et témoignant *de facto* de peu de différences avec les types précédents en termes de constructions et de foncier. Cette agrégation a ainsi donné lieu un ensemble que nous pouvons appeler d'une manière englobante **colonie populaire** ;
- Les ensembles résidentiels ou **grands ensembles**. Comme en 2000, relevant de caractéristiques spécifiques, notamment d'homogénéité générale du bâti et des mécanismes d'accès au logement (crédit public ou bancaire), ces espaces font l'objet d'une catégorie particulière : l'intérêt est majeur dans la décennie 2000-2010 pendant laquelle les projets gigantesques de logements de ce type ont profondément marqué l'expansion de la ville en périphérie ;
- les lotissements résidentiels pour classes moyennes et les lotissements résidentiels pour classes supérieures en **espaces résidentiels pour catégories moyennes-supérieures**, qui ne relèvent pas d'un mode d'urbanisation irrégulier, et font explicitement référence à une population résidante *a priori* peu touchée par des signes de pauvreté ;
- les **espaces à dominante non résidentielle** regroupant à la fois les zones de services (aéroport, université), les zones industrielles, et les zones à dominante rurale.

Cette agrégation a ainsi permis d'isoler les colonies populaires, du centre d'une part, des grands ensembles d'autre part.

Tableau I.4.1. Agrégation de la typologie de l'OCIM pour 2010

	Type en 2000 (OCIM)		Type agrégé en 2000 et 2010
1	« Ville coloniale » (de 1793)	A	***Ville- Centre***
2	« Ville centrale » construite entre 1820 et 1929		
3	Centres villageois principaux (existants avant 1929) aujourd'hui intégrés au tissu urbain	B	***Colonie populaire***
4	Villages périphériques qui se sont développés après 1929 et aujourd'hui intégrés au tissu urbain		
5	Colonias populares		
9	Villages périphériques non intégrés au tissu urbain		
6	« Ensembles de logements » souvent en série et dont la construction est liée au secteur public	C	***Grand ensemble***
7	Lotissements résidentiels pour classes moyennes	D	***Espace résidentiel pour catégories moyennes-supérieures***
8	Lotissements résidentiels pour classes supérieures		
10	Espaces dont l'usage principal n'est pas résidentiel	E	***Espaces à dominante non résidentielle***
11	Espaces non résidentiels		
12	Zones non urbanisées		

Affectation du type de peuplement en 2010 et modifications ponctuelles

Le travail de comparaison des cartographies et typologies entre 2000 et 2010 s'est déroulée de manière similaire à la méthode de datation des *agebs* décrite en annexe I.2.

Les espaces urbains et le maillage de l'*ageb* étant différents entre les recensements de 2000 et 2010, il a fallu affecter un type de peuplement aux unités géostatistiques qui n'en possédaient pas en 2000, mais aussi vérifier systématiquement les zones où le maillage en *ageb* a fait l'objet d'un redécoupage interne (et donc d'un recodage entre les deux recensements). Les différences de redécoupage peuvent être dues à : une nouvelle zone urbanisée, un nombre de *manzanas* différent, une agrégation différente des *manzanas*, un découpage municipal mouvant, l'affectation d'un nouveau code géostatistique dans la base du recensement, etc.

À cela, il faut préciser qu'une vérification systématique des zones identifiées comme « non résidentielles » en périphérie en 2000 a été opérée. Celles-ci constituent en effet les zones les plus susceptibles d'avoir changé (en termes d'urbanisation) pendant la décennie écoulée.

L'actualisation de la typologie de l'OCIM s'est opérée sur 923 *agebs* :

- 882 ont fait l'objet d'une affectation d'un type de peuplement à partir d'analyses de photographies aériennes ou satellitaires *via* Google Earth[9] et d'enquêtes de terrain

[9] Si ce travail n'a pas fait l'objet d'une analyse par télédétection, l'étude et la comparaison (avec un ensemble d'*agebs*-témoins dont le type était précisément défini par l'OCIM en 2000) de la trame urbaine et du bâti par le biais de ces photographies, comme de relevés ponctuels de terrain sur quelques sites, ou encore l'analyse de

répétées entre 2009 et 2012. Les nouvelles *agebs* identifiées entre 2000 et 2010 sont liées, d'une part à l'urbanisation de zones non prises en compte en 2000, d'autre part à des modifications occasionnelles entrainant un redécoupage du maillage.
  - 499 *agebs* ont été identifiées comme « colonie populaire » au sens large ;
  - 325 comme « grand ensemble » ;
  - 17 comme « lotissement résidentiel pour catégorie moyennes-supérieures » ;
  - 41 comme espaces à dominante non résidentielle.

- 41 *agebs* ont connu une modification du type de peuplement attribué entre 2000 et 2010. Il s'agit là de modifications majeures repérables à partir de photographies, mais les modifications ponctuelles (opérations immobilières en dehors de grands ensembles) n'ont pas pu être identifiées et nécessiteraient des investigations à des échelons plus fins, ainsi que le recoupement de plusieurs sources. Au sein de ces changements, on identifie :
  - 27 *agebs* périphériques classées comme majoritairement non résidentiels en 2000 ont connu une densification suffisante pour être classés en 2010 comme « colonie populaire » (15 *agebs*), « grand ensemble » (10), « espace résidentiel pour catégories moyennes-supérieures » (2).
  - 11 *agebs* ont connu un changement de type résidentiel entre les deux dates, en raison de l'implantation massive des grands ensembles en périphérie, faisant passer la majorité du peuplement de « colonie populaire » à « grand ensemble ».
  - 1 *ageb* classée en espace résidentiel pour catégories moyennes-supérieures en 2000 a été classée en « colonie populaire » en 2010.

4. Les types de peuplement dans l'agglomération de Mexico pour la comparaison 1990-2000-2010

Affectation d'un type de peuplement aux *agebs* urbaines en 1990, 2000 et 2010

La typologie de référence est celle établie par l'OCIM pour 2000 [Connolly, 2005] : les 12 types de peuplement identifiés en I.4.2 ont constitué la base commune aux 3 dates. Cette typologie a été mise à jour pour décrire la ZMVM dans ses contours de 2010 d'une part ; celle établie par l'OCIM pour 1990 a été adaptée de manière à pouvoir être comparée avec les types de 2000 et 2010, d'autre part[10].

1 - Mise à jour 2010 :
Comme précédemment, le travail de mise à jour a porté sur :
- la qualification des *agebs* nouvellement intégrées à la ZMVM en 2010 ;

caractéristiques des matériaux de construction pour les murs et les toits à l'échelon de ces *agebs*, ont permis une évaluation qui, si elle n'est pas sans faille, permet la comparaison dans le recensement avec la typologie de l'OCIM de 2000. Précisons que les dates des photographies aériennes de Google Earth [2012] sont tout à fait comparables avec les données du recensement, allant de décembre 2009 pour les plus anciennes (sud-est) à février 2012 (pour la partie la plus orientale), en passant par 2011 pour le nord et l'ouest de la ZMVM.

[10] Notre analyse a uniquement porté sur les *agebs* où le nombre d'habitants était supérieur ou égal à 10 – les variables utilisées au chapitre 11 ne portant pas sur des caractéristiques socio-résidentielles, le nombre de logements n'a pas été pris en compte. Nous avons ainsi considéré 3 315 *agebs* en 1990, 4 944 *agebs* en 2000 et 5 590 *agebs* en 2010.

- la vérification systématique des zones où le maillage en *agebs* a fait l'objet d'un redécoupage interne : une projection de la carte de 2000 a été ainsi été réalisée ;
- la vérification systématique des zones identifiées comme « non résidentielles » en périphérie en 2000.

L'actualisation de la typologie de l'OCIM s'est à nouveau opérée sur 923 *agebs* pour coller au plus près de la catégorisation des zones bâties de 2000 : 882 ont fait l'objet d'une affectation d'un type de peuplement à partir d'analyses de photographies aériennes ou satellitaires *via* Google Earth et d'enquêtes de terrain répétées entre 2009 et 2011 ;
À la différence de la typologie agrégée de 2010 (I.4.3), parmi les 499 nouvelles *agebs* catégorisées « colonies populaires » au sens large précédemment, nous avons différencié :

- 325 *agebs* classées en « *colonias populares* » ou « village conurbé » au sens de l'OCIM [2005] ;
- et 134 *agebs* classées en « villages non conurbés »

Cette mise à jour de la typologie pour 2010 a ainsi nécessité d'effectuer deux regroupements : les données à notre disposition pour 2010 ne nous permettant pas d'opérer toutes les distinctions nécessaires :

- « colonies populaires » et « villages intégrés à la conurbation » ont été regroupés ;
- « lotissement résidentiel pour classes supérieures » et « lotissement résidentiel pour classes moyennes » également. La distinction effectuée en 2000 reposait sur des critères de revenus, qui ne sont pas disponibles dans le recensement 2010 à l'échelon de l'*ageb*.

Toutefois, les tests effectués sur les deux paires de peuplements, dans le cadre d'une ZMVM limitée à son contour en 2000, montrent la grande proximité de profils et de trajectoires des types agrégés dans chaque paire. Autrement dit, les regroupements effectués ne masquent pas de bifurcation majeure dans le lien entre différenciations socio-spatiales et formes de peuplement.

2 - Adaptation de la typologie 1990

La principale différence entre les choix effectués par l'OCIM pour 1990 et 2000 tient au traitement des colonies populaires. En 1990, les colonies populaires sont effectivement différenciées par leur densité et empiètent sur l'espace identifié comme la « ville centre » en 2000.
La typologie retenue en 2000 a donc été « projetée » sur les *agebs* de 1990 de manière à reconstruire la catégorie « colonies populaires » telle que définie dans le tableau I.4.2 et à identifier le type « village non conurbé ». Le type « ancien centre villageois » a été reconstruit suivant les contours définis en 2000, le critère retenu étant un critère de datation. Le type « ville centre » a également été reconstruit suivant les contours définis en 2000, le critère retenu étant là encore un critère de datation.
Au total, en dehors de cette procédure d'harmonisation des nomenclatures de 1990 et 2000, l'harmonisation des deux typologies a occasionné 12 requalifications.

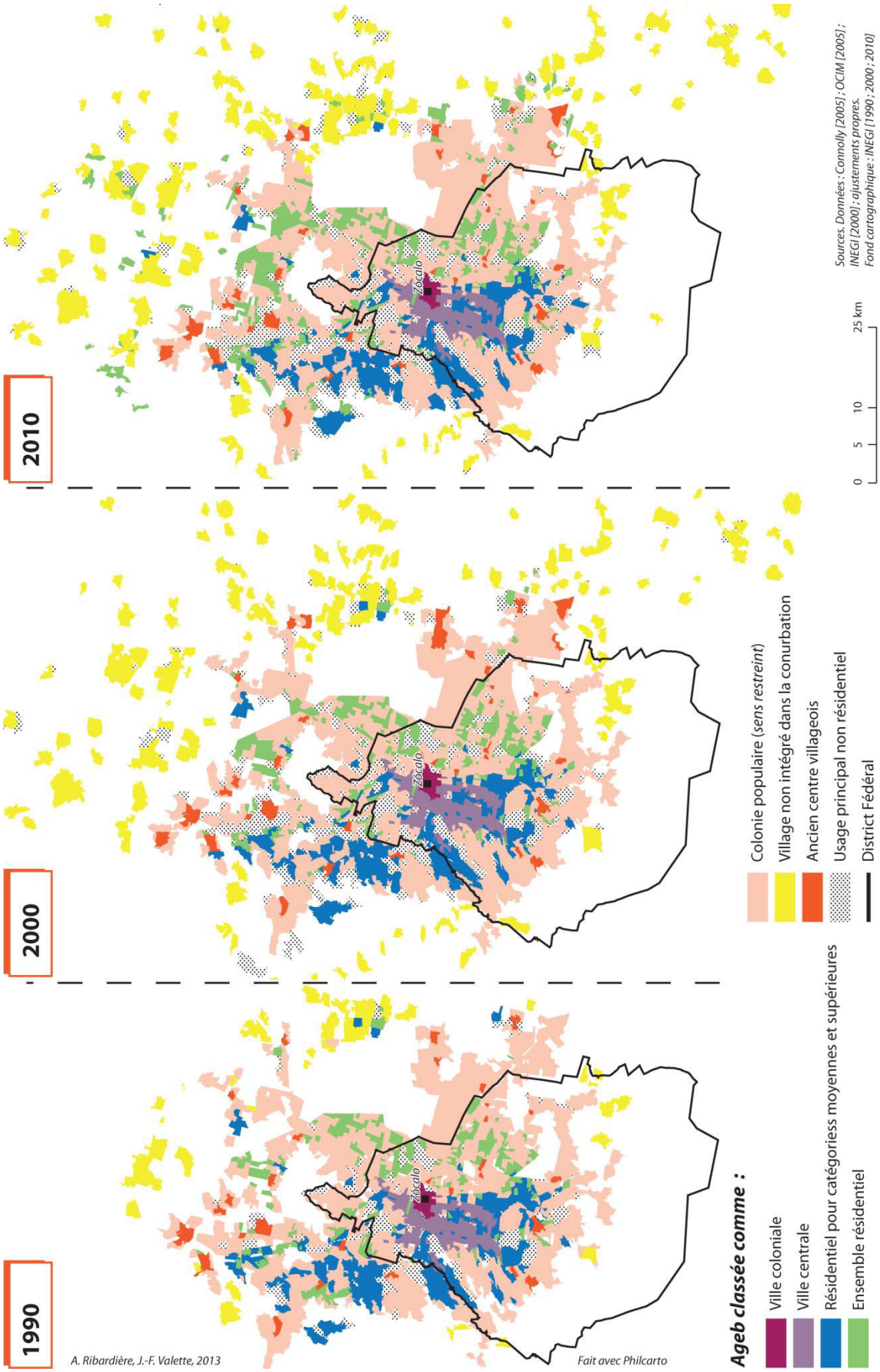
Ces précautions méthodologiques soulignent à quel point les analyses présentées ici valent pour la comparaison des formes de peuplement entre elles – et en aucun cas, pour lire l'évolution de telle ou telle *ageb*. La planche de carte I.4.2 permet toutefois d'explorer la dimension spatiale de la projection de cette typologie de l'OCIM aux trois ici dates analysées.

Tableau I.4.2. Les sept types de peuplement retenus pour la comparaison aux trois dates : correspondances entre les typologies

Grand type de peuplement retenu pour l'analyse 1990-2000-2010	**Type de peuplement 2000 (OCIM)**	**Type de peuplement 1990 (OCIM)**
Ville coloniale	« Ville coloniale » (de 1793)	Centre historique
« Ville-centre »	« Ville centrale » construite entre 1820 et 1929	*Colonies populaires de la ville centrale**
		Colonies résidentielles de niveau moyen
		Colonies résidentielles de niveau élevé
		Colonies populaires de la ville centrale
Anciens centres villageois	Centres villageois principaux (existants avant 1929) aujourd'hui intégrés au tissu urbain	Villages de la conurbation, intégrés à la zone métropolitaine entre 1950 et 1990
Colonies populaires**	Villages périphériques qui se sont développés après 1929 et aujourd'hui intégrés au tissu urbain	
	Colonias populares	Colonies populaires de faible densité
		Colonies populaires de densité moyenne
		Colonies populaires de haute densité
		Colonies populaires de la ville centrale
Villages non conurbés	Villages périphériques non intégrés au tissu urbain	*Type inexistant*
Grands ensembles	« Ensembles de logements » souvent en série et dont la construction est liée au secteur public	« Ensembles de logements » souvent en série et dont la construction est liée au secteur public
Lotissements résidentiels pour catégories moyennes et supérieures	Colonies résidentielles de niveau moyen	Colonies résidentielles de niveau moyen
	Colonies résidentielles de niveau élevé	Colonies résidentielles de niveau élevé
Espaces à dominante non résidentielle	Espaces dont l'usage principal n'est pas résidentiel	Autres
	Espaces non résidentiels	
	Zones non urbanisées	

** L'italique signifie que seule une partie du type de peuplement est incluse dans la typologie de la décennie suivante*
En grisé, les colonies populaires entendues dans un sens large (cf. chapitres 2 et 4).
*** Dans un sens plus restreint*

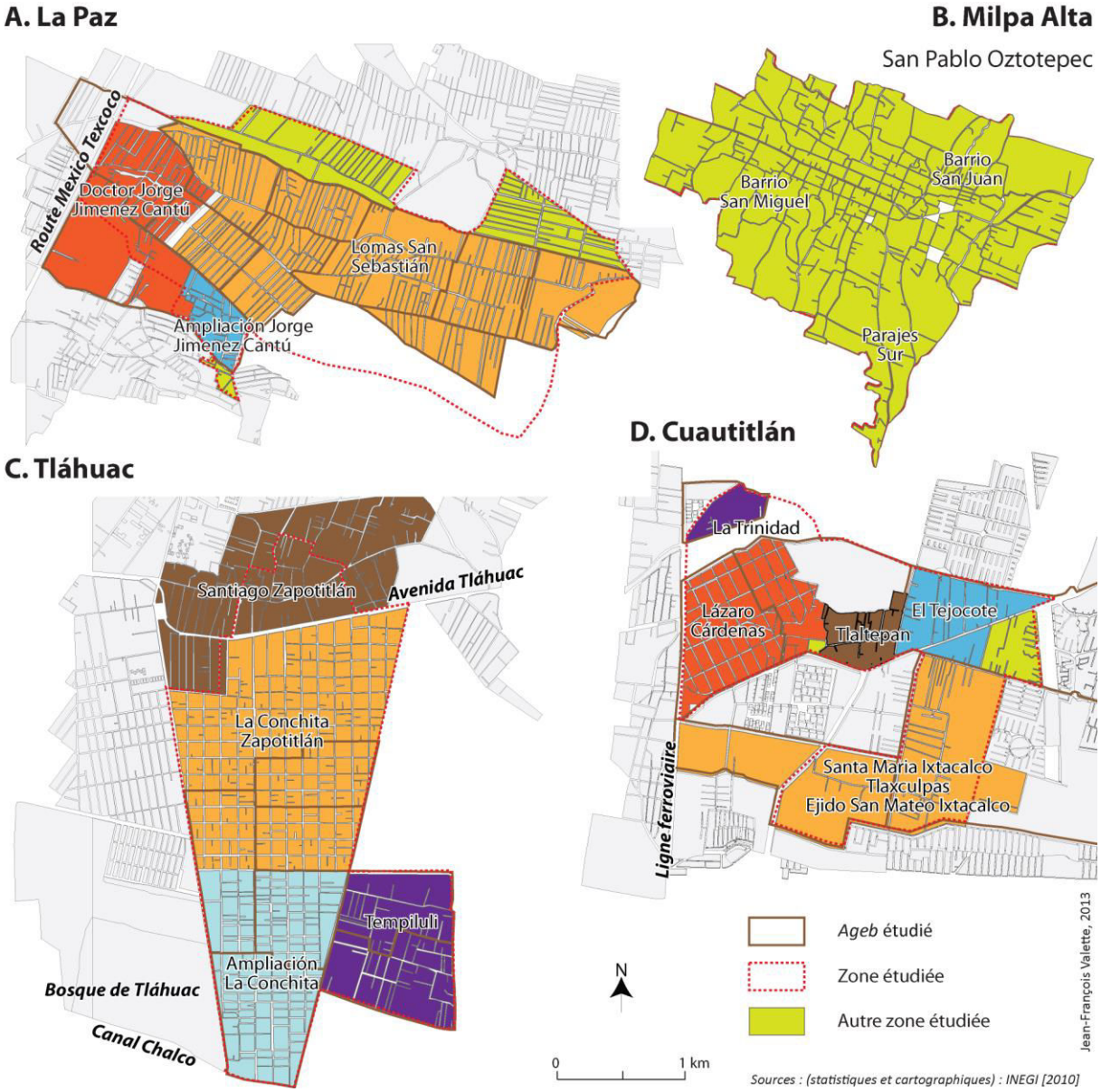
Carte I.4.2. Exploration spatiale de types de peuplement en 1990, 2000 et 2010



Annexe I.5.

Zones d'étude et colonies

Carte I.5.1. Zones d'études : couverture spatiale des colonies



Annexes II.

Annexe II.1

Dictionnaire des variables pour l'analyse du recensement de 2010 sur les types de pauvreté

1. Dictionnaire des 14 variables utilisées pour l'analyse au niveau *ageb*

L'ensemble de ces indicateurs a été calculé à partir des variables brutes du recensement rapportées à leur population de référence. L'exploitation a été exhaustive et a porté sur l'ensemble des unités spatiales répertoriées dans l'espace de la ZMVM en 2010.

- **Part des personnes vivant dans les foyers dont le chef de ménage ou son conjoint parle une langue indigène dans la population totale [ING]**

Il s'agit du total de personnes dans un ménage recensé (voir Annexe I.1) dont le chef ou son conjoint parle une langue indigène. L'usage exclusif de la langue indigène n'est pas le seul déterminant, mais est compris avec le multilinguisme – en général, la pratique du castillan – dans cette mesure. Il existe au Mexique au moins 65 langues indigènes (recensées en 2010)[11].

- **Part des enfants âgés de 6 à 14 ans qui ne vont pas à l'école dans la population âgée de 6 à 14 ans [NSCOL]**

Cet indicateur a été constitué par agrégation des groupes des enfants non scolarisés âgés de 6 à 11 ans et de ceux âgés de 12 à 14 ans. Le droit à l'éducation est garanti par l'article 3 de la Constitution des États-Unis du Mexique [*Diario Oficial*, 2011]. Ce droit recouvre une base obligatoire d'éducation préscolaire (maternelle), primaire, secondaire et moyen-supérieure[12]. La variable du recensement fait état du fait de ne pas aller à l'école.

Encadré II.1.1. Éléments de compréhension du système éducatif mexicain

Le système éducatif mexicain est découpé en plusieurs cycles : l'éducation primaire, obligatoire, se fait en 6 ans (tranche d'âge 6-14 ans). L'éducation secondaire se découpe en deux temps : un premier stade d'éducation « basique » (3 ans) pour les 12-16 ans (sorte de collège) ; un deuxième stade de 3 ans, « second cycle » ou moyen-supérieur « *bachillerato* », sert de passerelle entre le secondaire et l'université (dans le cas des *preparatorias*) ou le milieu professionnel (pour les *bachilleratos* préparés dans les CONALEP[13] par exemple). Ce dernier niveau serait l'équivalent (éloigné) du lycée, avec filières techniques et générales.

Maternelle, primaire et première partie du secondaire font partie de ce qui est considéré comme « l'éducation basique ». Le deuxième stade du secondaire renvoie à un niveau de diplômes « post-basique ». Au-delà, les diplômes sont considérés comme « supérieurs ». Le recensement de la population de 2010 ne permet pas de distinguer, à l'échelon de l'*ageb*, le niveau « post-basique » du niveau « supérieur ».

[11] Voir la synthèse de l'INEGI [2010] : http://cuentame.inegi.org.mx/hipertexto/todas_lenguas.htm

[12] "*Todo individuo tiene derecho a recibir educación. El Estado –Federación, Estados, Distrito Federal y Municipios–, impartirá educación preescolar, primaria, secundaria y media superior. La educación preescolar, primaria y secundaria conforman la educación básica; esta y la media superior serán obligatorias"*. Tout individu a le droit à recevoir une éducation. L'État – la fédération, les États, le District Fédéral et les municipes – donnera l'éducation maternelle, primaire, secondaire et moyenne-supérieure. L'éducation maternelle, primaire, secondaire constitue l'éducation de base ; cette dernière et la moyenne-supérieure seront obligatoires [*Diario Oficial,* 2011, Folio 8294].

[13] *Colegio Nacional de Educación Profesional* : Collège National d'Éducation Professionnelle.

- **Part des personnes analphabètes dans la population âgée de 15 ans et plus [ANALP]**

À partir de l'âge de 15 ans, les bases éducatives sont censées être actives, et notamment en ce qui concerne l'alphabétisation. On considère ici la population âgée de 15 à 130 ans (!) qui ne sait ni lire, ni écrire.

- **Part des personnes ayant un niveau d'étude moyen ou supérieur (au niveau secondaire) dans la population âgée de plus de 18 ans [SUP]**

L'éducation basique recouvrant le primaire, secondaire et moyen-supérieur, on a considéré ici la part de la population adulte ayant un niveau d'éducation supérieure aux minimums requis, à savoir la population âgée de plus de 18 ans qui a atteint et validé un niveau scolaire supérieur. Le degré de scolarité doit avoir été attesté au sein : d'une *preparatoria* ou *bachillerato ;* d'une école normale basique ; de carrières techniques et commerciales après la validation du secondaire ; d'un cursus normal de licence ; d'un diplôme de licence ou diplôme professionnel ; ou encore master ou doctorat. La variable du recensement inclut également les personnes qui n'ont pas spécifié le grade atteint dans les différents niveaux d'études possibles.

- **Part des personnes ne disposant d'aucune couverture sociale (ni privée ni publique) dans la population totale [SECU]**

Il s'agit ici de recenser les personnes qui n'ont pas le droit à une couverture médicale ni à recevoir des soins dans une institution publique comme privée. Une couverture médicale renvoie au système mexicain découpant l'accès au soin en instituts : l'IMSS pour les salariés ; l'ISSSTE pour les fonctionnaires ; PEMEX pour les employés du groupe pétrolier ; SADENA (*Secretaria de Defensa Nacional*) pour les militaires ; SEMAR (*Secretaria de la Marina Armada de México*) pour la Marine nationale ; les instituts privés de protection de santé ; les nouveaux programmes sociaux mexicains *Seguro Popular* et *Seguro Médico para Nueva Generacion* pour les plus pauvres.

- **Part des personnes bénéficiant du *Seguro Popular* ou du programme *Seguro Médico para una Nueva Generación* dans la population totale [SP]**

Le ministère de la Santé a permis depuis 2004 un renouvellement de la protection sociale pour ceux n'étant affiliés à aucun institut public ou privé – représentant pourtant une grande part de la population. Cette variable permet de recenser le nombre de personnes ayant accès aux systèmes de soins du *Seguro Popular*, donnant l'accès aux soins médicaux du ministère de la Santé au travers du *Sistema de Protección Social en Salud* (Système de protection de santé).

- **Moyenne d'occupants par pièce [OC_C]**

La moyenne du nombre d'occupants par pièce dans les logements individuels habités provient du résultat de la division du nombre de personnes qui résident dans les logements individuels habités et du nombre de pièces dans ces logements dans l'unité spatiale considérée. Ce résultat inclut les logements individuels pour lesquels les caractéristiques ont été recensées. Ces logements peuvent être des maisons indépendantes, des appartements d'immeuble, des chambres ou logements en *vecindad*, des logements ou chambres sur les toits, ou encore un type de logement non spécifié.

- **Part des logements dont le sol est en terre battue dans le total des logements particuliers habités [TIERRA]**

Les logements individuels habités dont le sol est en terre battue renvoient aux logements pour lesquels les caractéristiques ont été recensées, que la maison soit de type « maison indépendante », « appartement d'immeuble », « chambre ou logement en *vecindad* »,

« logement ou chambre sur les toits », ou encore non spécifié. Donnée utilisée par le PNUD pour le calcul de l'IPM, le revêtement du sol renvoie classiquement aux conditions d'habitat médiocres et préoccupantes pour les questions d'hygiène et de confort. Il s'agit aussi d'un indicateur renvoyant à l'état de construction du logement. Aucune autre information n'est connue à l'échelon agrégé concernant les matériaux de construction du logement en 2010 (murs, toits, etc.).

- **Part des logements d'une seule pièce dans le total des logements particuliers habités [UCUARTO]**

Cette dimension qui renvoie à l'exiguïté du logement peut renvoyer à des situations d'habitat dans le centre-ville, mais aussi en périphérie [Mesclier *et al*, 2012 ; 2013]. Sont recensés dans ce cas les logements individuels habités n'étant composés que d'une seule pièce – c*uarto* renvoyant ici à « pièce », la « chambre » étant appréhendée différemment par le terme de *dormitorio* – et dont les caractéristiques sont connues, quel que soit le type de logement.

- **Part des logements ne disposant pas d'une connexion au réseau d'eau (dans la maison ou à proximité) dans le total des logements particuliers habités [AGUA]**

Dans l'ensemble des logements individuels habités sur lesquels on dispose d'informations sur leurs caractéristiques, on recense ici les logements qui n'ont pas un accès direct à l'eau courante (réseau public avec tuyauterie) au niveau de la maison, de la parcelle ou de l'environnement proche du logement. L'approvisionnement en eau pour ses habitants peut alors provenir d'une fontaine publique, d'un autre logement, d'une citerne (*pipa*), d'un puits, d'une rivière, d'un torrent ou d'une autre manière.

- **Part des logements ne disposant pas d'assainissement dans le total des logements particuliers habités [DREN]**

Dans l'ensemble des logements individuels habités sur lesquels on dispose d'informations sur leurs caractéristiques, on comptabilise ici ceux qui n'ont pas de système d'assainissement, à savoir : une connexion au réseau public d'égouts, une fosse septique, un système d'écoulement des eaux ou un système d'évacuation vers un ravin/torrent, une rivière, un lac ou la mer.

- **Part des logements ne disposant pas de radio, réfrigérateur, lave-linge, automobile, télévision, ordinateur, téléphone, internet dans le total des logements particuliers habités [SBIEN]**

Cet indicateur – s'il ne saurait évidemment à lui tout seul définir une situation de pauvreté – renvoie aux situations de dénuement économique exacerbé, privant les personnes des biens et équipements de consommation courante modernes. Dans l'ensemble des logements individuels habités sur lesquels on dispose d'informations sur leurs caractéristiques, on recense les logements individuels habités « sans aucun bien ». Ce non-équipement renvoie à l'absence de radio, télévision, réfrigérateur, lave-linge, automobile, ordinateur, téléphone fixe, portable ou internet – à savoir tous les équipements pouvant faire l'objet d'un recensement dans l'équipement du logement, quel que soit son type.

- **Part des logements disposant d'un réfrigérateur dans le total des logements particuliers habités [REFRIG]**

Dans l'ensemble des logements individuels habités, quel que soit leur type, sur lesquels on dispose d'informations, il s'agit de comptabiliser ceux équipés en réfrigérateur, élevé au rang d'équipement basique, indispensable à la conservation des aliments d'une part, et à l'économie et la santé des ménages d'autre part.

- **Part des logements disposant d'une connexion internet dans le total des logements particuliers habités [INT]**

On recense ici les logements qui disposent d'un service de connexion à un réseau internet, impliquant quasi automatiquement un équipement informatique capable de valoriser la connexion. Le recensement de cet équipement s'effectue également dans l'ensemble des logements individuels habités sur lesquels on dispose d'informations, quel que soit le type de logement.

Les populations de référence

- **Population totale (*Población total*)**

Elle correspond au total de personnes qui résident habituellement dans le pays, l'entité fédérative, la municipalité et la localité. Ce résultat inclut également une estimation du nombre de personnes résidant dans des logements particuliers sans information sur leurs occupants, ainsi que la population qui n'a pas spécifié son âge.

- **Populations par tranche d'âge**

Pour les mesures concernant l'éducation, nous avons fait appel à des variables rapportant évidemment le niveau d'éducation aux classes d'âges concernées. Ainsi, la scolarisation est rapportée à la population âgée de 6 à 14 ans inclus, l'analphabétisme sur la population âgée d'au moins 15 ans, et le niveau d'études supérieures dans la population adulte d'au moins 18 ans.

- **Total des logements particuliers habités (voir annexe I.1)**

Il s'agit de l'ensemble des logements individuels habités, quel qu'en soit le type : « maison indépendante », « appartement d'immeuble », « chambre ou logement en *vecindad* », « logement ou chambre sur les toits », « local non construit pour la résidence », « logement mobile », « refuge », ou encore non spécifié. Sont exclus tous les logements pour lesquels on ne dispose pas d'information sur les occupants.

2. Dictionnaire des 11 variables utilisées pour l'analyse au niveau *manzana*

Dans le cas des *manzanas*, certaines adaptations ont été nécessaires. En raison du faible poids démographique des unités spatiales et de la non-disponibilité de l'intégralité des mêmes variables qu'au niveau de *l'ageb,* il nous a été impossible de disposer de la même qualité d'information. La cohérence et la généralisation à l'ensemble de la ville d'une part, et la mobilisation dans le cadre d'une analyse multivariée d'autre part, ont été plus problématiques. Toutefois, par souci de comparaison et de comparabilité des structures comme des profils d'unités spatiales définies par un ensemble d'indicateurs cherchant à mesurer la pauvreté, nous avons fait le choix de rester au plus près des variables sélectionnées à l'échelon de *l'ageb.* Si les descripteurs de la pauvreté se veulent les plus proches possible pour chaque ensemble considéré, les changements concernent d'une part, les populations de référence considérées, d'autre part, le nombre de variables sélectionnées.

Ainsi, les indicateurs relatifs au logement, auparavant rapportés au total de logements individuels habités ne sont plus appréhendables comme tels au niveau des *manzanas :* cette variable est indisponible à cet échelon dans les bases de données de l'INEGI. Nous avons donc fait le choix de procéder avec le seul indicateur agrégé concernant le total de logements, à savoir le total des logements individuels habités et non habités, d'usage temporaire ou permanent, et/ou à usage collectif. La principale différence de cet indicateur avec celui utilisé et présenté précédemment est qu'il s'agit d'une agrégation intégrant les logements inoccupés

et collectifs d'une part, mais aussi les logements sur lesquels aucune information concernant les occupants n'a été recensée (variable VIVTOT).

Par ailleurs, nous avons fait le choix de ne garder au sein de l'analyse que 11 variables au lieu des 14 initiales. Les diverses explorations préliminaires de variables à cet échelon, sur l'ensemble des *manzanas* à l'échelle de la ville et à celle de l'ensemble des *agebs* classées en *colonies populaires* (selon la typologie présentée en chapitre 1 – annexe I.4), ont montré :

- une très faible corrélation entre le groupe de variables initiales et, d'un côté, la part des enfants non scolarisés, d'autre part, la part des logements sans équipement ménager ;
- une différenciation importante entre les unités spatiales liée à la part des personnes assurées par le *Seguro Popular* et pesant fortement dans la structuration des *manzanas* par les variables, et ce, malgré des corrélations faibles avec les autres variables[14]. Le fait que la dimension de protection sociale soit en partie couverte par la variable *SECU* (tableau II.1.1) et la complexité des relations entre cette variable et les autres indicateurs nous a conduits à la retirer de l'analyse.

Tableau II.1.1. Dictionnaire des variables pour les *manzanas*

Indicateur sur	Variable	Description
Indigènes	ING	Part des personnes vivant dans les foyers dont le chef de ménage ou son conjoint parle une langue indigène dans la population totale
Analphabètes	ANALP	Part des personnes analphabètes dans la population âgée de 15 ans et plus
Études supérieures	SUP	Part des personnes ayant un niveau d'étude moyen ou supérieur (au niveau secondaire) dans la population âgée de plus de 18 ans
Sans sécurité sociale	SECU	Part des personnes ne disposant d'aucune couverture sociale (ni privée ni publique) dans la population totale
Occupants par pièce	OC_C	Moyenne d'occupants par pièce
Logements au sol en terre battue	TIERRA	Part des logements dont le sol est en terre battue dans le total des logements
Logements d'une seule pièce	UCUARTO	Part des logements d'une seule pièce dans le total des logements
Sans connexion à l'eau	AGUA	Part des logements ne disposant pas d'une connexion au réseau d'eau (dans la maison ou à proximité) dans le total des logements particuliers habités
Sans assainissement	DREN	Part des logements ne disposant pas d'assainissement dans le total des logements
Réfrigérateur	REFRIG	Part des logements disposant d'un réfrigérateur dans le total des logements
Connexion à Internet	INT	Part des logements disposant d'une connexion internet dans le total des logements

Même si cette tendance répond normalement à la règle générale selon laquelle l'hétérogénéité des unités géographiques augmente avec la finesse de l'échelon d'observation et la taille de l'ensemble considéré, la conservation de ces deux variables tendait à biaiser les analyses et a donc été abandonnée.

[14] On remarquait une opposition très structurante dès la troisième composante d'une analyse en composantes principales entre les non-assurés (SECU) et les assurés du *Seguro Popular* (SP), alors que la corrélation entre les deux variables était faible (avec un risque d'erreur de 8 %). En revanche une analyse partielle sur les 93 002 *manzanas d'agebs* classés en colonies populaires révélait une corrélation négative significative entre les deux variables (voir annexe II.3), ce qui aurait justifié une analyse particulière de la relation complexe entre cette variable et les autres indicateurs de pauvreté. Mais le choix d'un référentiel commun (Annexe II.2.1.3) à l'ensemble de la ville a nécessité l'harmonisation des variables utilisées.

3. Ordres de grandeur des variables utilisées

À l'échelon des agebs

Tableau II.1.2. Ordres de grandeur à Mexico (*agebs*) en 2010

	Moyenne pour la population de la ZMVM (en %)	Moyenne des *agebs* de la ZMVM (en %)	Écart-type	Coefficient de variation (CV)
ING	3,6	3,8	4,8	1,26
NSCOL	3,2	2,8	2	0,71
ANALP	2,5	2,6	2,1	0,81
SUP	48,0	47,5	19,5	0,41
SECU	38,6	38,6	12,4	0,32
SP	10,0	10,1	8,4	0,83
OC_C	*	1	0,3	0,30
TIERRA	1,8	2,4	4,4	1,83
UCUARTO	6,5	6,6	6,8	1,03
AGUA	3,1	5,7	17,3	3,04
DREN	0,6	1,2	5,4	4,50
SBIEN	0,4	0,4	0,9	2,25
REFRIG	88,1	86,6	12	0,14
INT	31,9	31,1	21,4	0,69

Sources : INEGI 2010.

À l'échelon des manzanas

Tableau II.1.3 : Ordres de grandeur à Mexico (*manzanas*) en 2010

Variable	Moyenne de la population des *manzanas* de la ZMVM (en %)	Moyenne des *manzanas* de la ZMVM (en %)	Écart-type	Coefficient de variation (CV)
ING	3,5	3,6	7,5	2,08
NSCOL	0,9	0,5		
ANALP	2,1	1,7	3,2	1,88
SUP	48,0	46,9	22,5	0,48
SECU	38,6	38,7	17,3	0,45
SP	9,9	9,5		
OC_C	*	1,0	0,4	0,40
TIERRA	0,9	0,9	4,6	5,11
UCUARTO	4,7	4,0	8,1	2,03
AGUA	2,3	3,4	14,8	4,35
DREN	0,3	0,5	4,9	9,80
SBIEN	0,0	0,0		
REFRIG	74,7	74,9	17,3	0,23
INT	26,5	24,1	21,5	0,89

Sources : INEGI 2010.

Annexe II.2

Constitution des ensembles géostatistiques pour les analyses du recensement

1. Constitution de l'ensemble statistique des *agebs*

***5 500* agebs.**

En 2010, la Zone métropolitaine de la vallée de Mexico comprend les 16 délégations du District Fédéral, 59 municipalités de l'État de Mexico et une de l'État d'Hidalgo.
Sur cette zone, l'INEGI a réalisé un découpage en 5 666 *agebs* pour les localités urbaines de plus de 2 500 habitants (voir Annexe I.1)[15].
Afin de réduire les occurrences des individus statistiques capables de brouiller la lecture des structures principales du tableau de données, nous avons dû procéder à une sélection et retirer les unités peu cohérentes ou dont le poids démographique est négligeable.
La lecture des résumés des ensembles de référence pour les *agebs* dans le recensement permet de mesurer l'hétérogénéité des unités géostatistiques considérées (tableau II.2.1) :

Tableau II.2.1. Résumés de l'ensemble des 5 666 *agebs* de la ZMVM en 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	*POBTOT*	3455	2409	0	22876
Logements individuels habités	*VIVPAR_HAB*	895	628	0	6160
Superficie (en ha)	*Sup_ha*	40,43	46,37	0,20	739,44
Ménages	*TOTHOG*	895	628	0	6160

L'unité statistique étant l'*ageb* et les variables analysées étant en pourcentage (afin de réduire les écarts trop importants dans les ordres de grandeur), des précautions s'imposent quant à l'inclusion d'une trop grande quantité d'unités au poids démographique négligeable, chaque *ageb* ayant le même poids dans l'analyse.
Nous avons dans un premier temps fait le choix de ne travailler que sur les *agebs* dont la population totale était supérieure ou égale à 10 habitants : 76 *agebs* dont la population était inférieure à ce seuil ont été retirées.
De la même manière, nous avons retiré les 75 autres *agebs* où résidaient moins de 10 foyers au total.
Les statistiques descriptives pour chaque variable ont également révélé des incohérences et des aberrations : nous avons ainsi retiré de l'analyse 12 *agebs* présentant des valeurs supérieures à 100 % pour au moins une variable.
Enfin, les explorations préliminaires multivariées ont révélé la présence de 3 individus ayant un comportement aberrant (formant systématiquement une classe à part), aussi bien dans les analyses en composantes principales que dans les classifications ascendantes hiérarchiques.
Au total, nous avons mené les analyses sur un ensemble de 5 500 *agebs*.
Les résumés des variables de référence sont ainsi légèrement corrigés (tableau II.2.2) :

[15] On obtient cet ensemble par extraction des données du recensement de l'INEGI selon le filtre municipal – sont conservées uniquement les *manzanas* des municipalités reconnues « métropolitaines » par le CONAPO, SEDESOL et INEGI [2007] – puis fusion des bases de données – disponibles par entité fédérative.

Tableau II.2.2. Résumés des 5500 *agebs* de la ZMVM analysées au recensement de 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	3553	2368	33	22876
Logements individuels habités	***VIVPAR_HAB***	921	618	10	6160
Superficie (en ha)	***Sup_ha***	40,4	44,9	0,6	721,7
Ménages	***TOTHOG***	921	618	10	6160

Pour l'ensemble des colonies populaires
En nous basant sur la typologie établie au chapitre 1 (annexe I.4), il est possible d'extraire de l'ensemble des *agebs* uniquement classées en *colonie populaire*.
Sur l'ensemble des 5 666 *agebs* de la ZMVM de 2010, 3 504 sont classées dans la catégorie des colonies populaires. Et sur les 5 500 retenues comme « viables » pour l'analyse, 3 430 sont classées dans cette catégorie.

Tableau II.2.3. Résumés de l'ensemble de 3504 *agebs* de la ZMVM classées en colonie populaire en 2010

Indicateur	Variable	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	**POBTOT**	3746	2422	0	17152
Logements individuels habités	**VIVPAR_HAB**	935	612	0	3974
Superficie (en ha)	**Sup_ha**	42,5	43,6	0,2	386,6
Ménages	**TOTHOG**	935	612	0	3974

Tableau II.2.4. Résumés des 3430 *agebs* classées en colonie populaire pour l'analyse 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	3822	2388	33	17152
Logements individuels habités	***VIVPAR_HAB***	954	604	10	3974
Superficie (en ha)	***Sup_ha***	43,2	43,7	0,6	386,6
Ménages	***TOTHOG***	954	604	10	3974

2. Constitution de l'ensemble statistique des *manzanas*

143 549 îlots ou manzanas

Sur l'ensemble de la ZMVM, l'INEGI a réalisé un découpage en 159 003 *manzanas*[16] pour les localités urbaines de plus de 2 500 habitants (voir Annexe I.1). C'est là un degré de précision inégalé dans la distribution gratuite des données censitaires.
Là encore, afin de réduire les occurrences des individus statistiques capables de brouiller la lecture des structures principales du tableau de données, nous avons dû procéder à une sélection et retirer les unités dont le poids démographique est négligeable.

L'unité statistique étant ici la *manzana* et les variables analysées étant relatives (afin de réduire les écarts trop importants dans les ordres de grandeur[17]), des précautions s'imposent quant à la lourdeur de la base de données d'une part, l'extrême hétérogénéité des unités d'autre part.

[16] L'INEGI a réalisé la cartographie de 159 003 *manzanas* pour la ZMVM (que l'on obtient de la même manière que les *agebs*), mais ne délivre les informations du recensement que pour 158 910 d'entre elles.
[17] Il ne sera pas question de parler ici de pourcentage lorsque le rapport peut souvent concerner moins de 100 habitants, ménages ou logements. En effet, la taille réduite (ou, selon le point de vue, la grande finesse) du maillage en *manzanas* oblige également à une grande prudence dans le traitement frontal des données : 90 342 *manzanas* comptent moins de 100 habitants, 50 010 moins de 50 habitants, 22 664 moins de 20 habitants.

Une rapide présentation des valeurs centrales et paramètres de dispersion de l'ensemble statistique considéré est riche d'enseignements (tableau II.2.5) :

Tableau II.2.5. Résumés de l'ensemble de 159 003 *manzanas* de la ZMVM en 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	123	157	0	12964
Total logements	***VIVTOT***	38	49	0	1470
Superficie (en ha)	***Superficie***	1,17	4,52	0,00	704,45
Ménages	***TOTHOG***	32	39	0	926

On retiendra particulièrement qu'en moyenne, la *manzana* a une superficie moyenne de 1,2 ha – allant de 6 m² à 700 ha[18] –, et peut contenir une population moyenne 123 habitants dans la ZMVM (qui révèle également un fort intervalle de variation, la population variant de 0 à près de 13 000 habitants[19] !). De telles disparités s'observent également pour le total de logements[20] et pour le nombre de ménages.

Il aura donc fallu évacuer de la base les éléments risquant de biaiser notre analyse. Nous avons dans un premier temps fait le choix de ne travailler que sur les *manzanas* dont la population totale était supérieure ou égale à 10 habitants : 14 456 *manzanas* dont la population était inférieure à ce seuil ont été retirées.

De la même manière, nous n'avons considéré que les *manzanas* où résidaient au moins 3 ménages[21]. Ce seuil a été retenu afin d'éviter les rapports aux tendances extrêmes réalisés sur un seul ménage, mais tout en souhaitant conserver si possible la finesse que permet la *manzana*, y compris pour des zones peu densément peuplées comme observées sur nos terrains d'enquête. 14 786 *manzanas* étaient en dessous de ce seuil, et 998 *manzanas* supplémentaires ont été retirées.

Enfin, selon les mêmes critères, nous avons sorti de l'analyse les *manzanas* comptant moins de 3 logements – quel que soit le type ou le statut du logement considéré. 10 743 *manzanas* comptaient moins de 3 maisons, mais aucune *manzana* supplémentaire (par rapport aux filtres précédents) n'a ainsi été retirée.

Au final, nous avons travaillé sur un total de 143 549 *manzanas* pour l'ensemble de la ZMVM (tableau II.2.6). S'il faut garder à l'esprit l'extrême hétérogénéité intrinsèque à chaque îlot, et la très forte probabilité d'occurrences aberrantes – aussi rares soient-elles –, il s'agit d'une base de données très riche à partir de laquelle pourront être suivies les différentes variables du recensement de 2010, ainsi que leurs combinaisons.

Tableau II.2.6. Résumés des 143 549 *manzanas* de la ZMVM pour l'analyse 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	136	150	10	4020
Total logements	***VIVTOT***	42	50	3	1470
Superficie (en ha)	***Superficie***	1,10	3,66	0,00	491,65
Ménages	***TOTHOG***	35	40	3	926

[18] La valeur minimale fait référence à un local inhabité dans un grand ensemble de logement social au sud de Cité Universitaire. La valeur maximale renvoie quant à elle à l'aéroport international B. Juarez, les deux grands espaces suivants étant respectivement le camp militaire n° 1 de Naucalpan et le Collège Militaire de Tlalpan, etc.

[19] Les trois *manzanas* les plus peuplées font en l'occurrence référence aux prisons de la capitale et sont – puisqu'elles ne comptent aucun ménage – retirées de l'analyse.

[20] Par exemple pour les logements ou le nombre de ménages, l'impact des grands ensembles verticaux de logement social pèse fortement sur l'intervalle de variations. Si ces deux indicateurs peuvent être nuls dans les *manzanas* « vides », on peut trouver jusqu'à 926 ménages dans un grand ensemble d'Ecatepec, et jusqu'à 1470 logements dans un grand ensemble de Gustavo A. Madero.

[21] Aucune *manzana* ne comptait 1 ou 2 ménages (alors qu'il en existait 14 786 sans ménage du tout).

Malgré ces précautions, il semble évident qu'un grand risque de biais subsiste au vu de la finesse du grain d'une part, de la lourdeur de l'ensemble d'unités statistiques (agrégées) d'autre part. Pour cela, les analyses menées à cet échelon ont davantage une valeur exploratoire. Par ailleurs, les spécificités des classes définies par rapport à l'ensemble de variables sont parfois difficilement interprétables.

Pour l'ensemble des colonies populaires

En appliquant le filtre de classification des *agebs* dans lesquels se situent les *manzanas* selon le « type de peuplement », on peut approcher un ensemble – très imparfait – d'îlots appartenant à des *agebs* de ce type. Nous tenons toutefois à prendre ici les précautions qui s'imposent en termes d'erreur écologique. Il ne s'agit pas de considérer les *manzanas* extraites selon cette méthode comme des « *manzanas* de colonies populaires ». En effet, il faut prendre garde à ne pas appliquer les caractéristiques de l'ensemble agrégé à l'échelon inférieur. Aussi, notre exploration veut donner à montrer uniquement un ensemble très hétérogène, non exhaustif et non exclusif d'îlots localisés dans des ensembles/quartiers/*agebs* classés dans la catégorie des colonies populaires.
C'est dans **l'objectif de construire un référentiel commun à nos 4 terrains d'étude** qu'a été opérée **l'exploration** sur l'ensemble des *manzanas* classées en colonies populaires. Or, le problème réside dans la très forte probabilité de chevauchement d'*agebs* classées différemment que le type « colonie populaire » et de *manzanas* pouvant pourtant répondre aux critères de cette catégorie, et inversement[22]. Pour cela, **le référentiel final adopté aura été l'ensemble des *manzanas* dans le total de la ZMVM**.
Toutefois, signalons que, de cette manière, on obtient, sur l'ensemble des 143 549 *manzanas*, une base de 101 187 îlots définis comme précédemment. L'application des conditions de seuil démographique et de logements – de la même façon que pour le total – donne un ensemble de 93 002 *manzanas* localisées dans des *agebs* catégorisées en colonies populaires.

Tableau II.2.7. Résumés de l'ensemble des 101 187 *manzanas* de la ZMVM localisées dans les 3504 *agebs* classées en colonie populaire en 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	130	148	0	12964
Total logements	***VIVTOT***	36	41	0	1387
Superficie (en ha)	***Superficie***	1,23	3,19	0,00	139,13
Ménages	***TOTHOG***	32	36	0	926

Tableau II.2.8. Résumés de l'ensemble de 93 002 *manzanas* de la ZMVM localisées dans des *agebs* classées en colonie populaire pour l'analyse du recensement de 2010

Indicateur	*Variable*	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Population	***POBTOT***	141	143	10	3564
Total logements	***VIVTOT***	39	42	3	1387
Superficie (en ha)	***Superficie***	1,22	3,07	0,00	139,13
Ménages	***TOTHOG***	35	37	3	926

[22] Par exemple, une partie de nos terrains étudiés dans la municipalité de Cuautitlán (*ejido San Mateo*), bien qu'étant des quartiers nés dans l'illégalité et en processus de consolidation, sont intégrés dans une *ageb* principalement constituée de grands ensembles de logements d'intérêt social (*conjunto Santa Elena*) et classé comme tel (voir 2.5.2). Dans l'extraction présente, ce quartier sort donc de l'analyse, ce qui pose bien sûr problème.

Annexe II.3

Analyses de la pauvreté par le recensement de 2010

1. Analyse à l'échelon des *agebs*

1.1. À l'échelle de la ville

Corrélations des 14 variables sur les 5 500* agebs *de la ZMVM en 2010

Tableau II.3.1. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur 5 500 *agebs*

	ING	NSCOL	ANALP	SUP	SECU	SP	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	SBIEN	REFRIG	INT
ING	1,00													
NSCOL	0,21	1,00												
ANALP	**0,48**	**0,34**	1,00											
SUP	**-0,49**	**-0,37**	**-0,76**	1,00										
SECU	**0,45**	**0,34**	**0,65**	**-0,75**	1,00									
SP	0,27	0,19	**0,57**	**-0,65**	**0,35**	1,00								
OC_C	**0,62**	**0,35**	**0,73**	**-0,89**	**0,72**	**0,61**	1,00							
TIERRA	**0,46**	0,19	**0,53**	**-0,44**	**0,42**	**0,38**	**0,58**	1,00						
UCUARTO	**0,63**	**0,35**	**0,65**	**-0,67**	**0,60**	**0,49**	**0,81**	**0,53**	1,00					
AGUA	**0,45**	0,08	**0,36**	**-0,36**	**0,37**	0,26	**0,47**	**0,51**	**0,44**	**1,00**				
DREN	0,28	0,03	**0,38**	-0,28	0,27	0,28	**0,33**	**0,40**	0,27	**0,36**	1,00			
SBIEN	**0,30**	0,22	**0,52**	**-0,40**	**0,38**	**0,36**	**0,46**	**0,50**	**0,45**	**0,30**	0,28	1,00		
REFRIG	**-0,54**	**-0,30**	**-0,76**	**0,77**	**-0,69**	**-0,64**	**-0,83**	**-0,69**	**-0,74**	**-0,53**	**-0,47**	**-0,61**	1,00	
INT	**-0,43**	**-0,32**	**-0,66**	**0,93**	**-0,70**	**-0,62**	**-0,86**	**-0,38**	**-0,59**	**-0,32**	-0,24	**-0,35**	**0,71**	1,00

Test de corrélation de Bravais-Pearson : toutes les variables (sauf deux exceptions pour les non scolarisés) sont corrélées entre elles en rejetant l'hypothèse d'indépendance avec un risque d'erreur inférieur à 0.1 %.

Analyse en composantes principales

Tableau II.3.2. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 14 indicateurs et les 5 500 *agebs* (9 premiers axes)

	Valeur propre	Différence	Proportion	Cumulé
1	**7,57**	6,25	0,54	0,54
2	**1,32**	0,40	0,09	0,64
3	0,93	0,07	0,07	0,70
4	0,86	0,17	0,06	0,76
5	0,68	0,10	0,05	0,81
6	0,58	0,04	0,04	0,85
7	0,54	0,13	0,04	0,89
8	0,41	0,09	0,03	0,92
9	0,32	0,02	0,02	0,94

Tableau II.3.3. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP

	Coordonnées (Corrélation entre la variable et l'axe)					Contributions (en % de l'axe)					Qualités d'ajustement (en % pour la variable)			
	Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4
ING	**0,65**	0,20	**0,37**	**-0,35**		5,6	3,0	**14,7**	**14,5**		**42,4**	4,0	**13,6**	**12,4**
NSCOL	**0,40**	**-0,41**	**0,54**	0,4		2,1	**12,8**	**31,9**	**18,8**		**15,7**	**16,9**	**29,6**	**16,1**
ANALP	**0,84**	-0,07	-0,08	0,13		**9,4**	0,4	0,7	1,9		**70,8**	0,5	0,7	1,6
SUP	**-0,89**	**0,32**	0,15	0,12		**10,5**	**7,9**	2,3	1,6		**79,7**	**10,5**	2,1	1,3
SECU	**0,78**	-0,19	0,1	-0,12		**8,0**	2,7	1,1	1,7		**60,5**	3,5	1,0	1,4
SP	**0,67**	-0,16	**-0,48**	0,12		5,9	1,9	**24,4**	1,6		**45,0**	2,5	**22,7**	1,4
OC_C	**0,94**	-0,13	-0,01	-0,15		**11,6**	1,3	0,0	2,7		**87,7**	1,7	0,0	2,3
TIERRA	**0,68**	**0,44**	0,11	0,17		6,2	**14,4**	1,4	3,4		**46,6**	**19,0**	1,3	2,9
UCUARTO	**0,82**	0	0,21	-0,09		**8,9**	0,0	5,0	1,0		**67,6**	0,0	4,6	0,9
AGUA	**0,56**	**0,51**	0,16	-0,28		4,1	**20,0**	2,9	**9,2**		**30,9**	**26,4**	2,7	7,9
DREN	**0,45**	**0,52**	**-0,31**	0,1		2,7	**20,7**	**10,6**	1,1		**20,3**	**27,4**	**9,8**	0,9
SBIEN	**0,6**	0,23	0,04	**0,57**		4,7	4,0	0,2	**38,5**		**35,5**	5,3	0,2	**33,0**
REFRIG	**-0,92**	-0,12	0,08	-0,1		**11,3**	1,0	0,7	1,1		**85,3**	1,3	0,6	0,9
INT	**-0,83**	**0,37**	0,2	0,16		**9,1**	**10,1**	4,2	3,1		**69,0**	**13,3**	3,9	2,6

En gras, les valeurs les plus significatives dans la structuration de l'axe par les variables.

Classification ascendante hiérarchique réalisée sur les 4 premiers facteurs de l'ACP

Tableau II.3.4. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 4 premiers axes de l'ACP selon les 14 indicateurs de pauvreté du recensement de 2010

	Profil Moyen		Classe 3 Pauvreté Extrême		Classe 2 Pauvreté marquée		Classe 5 Pauvreté de masse		Classe 1 Intermédiaires		Classe 4 Epargnés	
	Moy*	***Écart-type***	*Moy*	*Écart***	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*
ING	**3,8**	**4,8**	16,7	2,7	7,6	0,8	3,6	0,0	2,3	-0,3	1,2	-0,5
NSCOL	**2,8**	**2,0**	3,8	0,5	4,0	0,6	3,7	0,4	2,3	-0,3	1,7	-0,6
ANALP	**2,6**	**2,1**	7,2	2,2	4,8	1,0	3,4	0,4	1,8	-0,4	0,6	-1,0
SUP	**47,5**	**19,5**	17,0	-1,6	26,1	-1,1	36,2	-0,6	50,8	0,2	77,2	1,5
SECU	**38,6**	**12,4**	57,9	1,6	52,3	1,1	43,5	0,4	34,8	-0,3	25,2	-1,1
SP	**10,1**	**8,4**	20,7	1,3	16,3	0,7	13,9	0,4	8,4	-0,2	2,1	-1,0
OC_C	**1,0**	**0,3**	1,7	2,4	1,3	1,1	1,1	0,4	0,9	-0,3	0,6	-1,3
TIERRA	**2,4**	**4,4**	17,8	3,5	5,1	0,6	1,8	-0,1	0,9	-0,3	0,9	-0,3
UCUARTO	**6,6**	**6,8**	22,9	2,4	13,7	1,0	8,6	0,3	3,9	-0,4	0,9	-0,8
AGUA	**5,7**	**17,3**	64,3	3,4	14,3	0,5	2,4	-0,2	1,4	-0,2	0,2	-0,3
DREN	**1,2**	**5,4**	13,5	2,3	3,4	0,4	0,5	-0,1	0,2	-0,2	0,1	-0,2
SBIEN	**0,4**	**0,9**	2,5	2,5	0,8	0,5	0,4	0,1	0,1	-0,3	0,0	-0,4
REFRIG	**86,6**	**12,0**	52,5	-2,8	72,6	-1,2	84,2	-0,2	91,6	0,4	97,4	0,9
INT	**31,1**	**21,4**	3,1	-1,3	10,3	-1,0	19,3	-0,6	31,9	0,0	65,4	1,6

** Moyenne de la variable (en %).*
***Écart au profil moyen, mesuré en écarts-types de la distribution de l'ensemble.*

Cette classification[23] a été réalisée sur les 4 premiers axes de l'ACP précédemment décrite (résumant 76 % de l'inertie). La partition en 5 classes résume 70 % de cette structuration, soit 53.2 % de l'information initiale (R carré) contenue dans le tableau d'information. Les analyses préliminaires ont montré que cette méthode était plus discriminante dans la différenciation des espaces urbains qu'une CAH en 5 classes directement réalisée sur l'ensemble des variables (partition prenant en compte 52.5 % de l'inertie).

Tableau II.3.5. Répartition des 5 500 *agebs* et de la population selon leur profil de pauvreté par la CAH en 5 classes en 2010

	Nombre d'agebs	Part du total d'ageb (en %)	Population	Part de la population (en %)
Classe 3 Extrême pauvreté	187	3,4	276 806	1,4
Classe 2 Pauvreté marquée	907	16,5	2 854 053	14,6
Classe 5 Pauvreté de masse	1 271	23,1	5 850 186	29,9
Classe 1 Intermédiaires	2 035	37,0	7 544 350	38,6
Classe 4 Epargnés	1 100	20,0	3 016 969	15,4
Total	***5 500***	***100,0***	***19 542 364***	***100,0***

[23] Cette CAH a été réalisée à l'aide du logiciel Philcarto. Des sous-types ont pu être observés, mais ils n'apportaient pas une information supplémentaire significative (2 % dans le total de l'inertie) d'une part, facilement interprétable d'une part – la sixième classe de l'arbre hiérarchique divisait la classe 3 de l'extrême pauvreté.

1.2 À l'échelle des colonies populaires

Corrélations des 14 variables

Tableau II.3.6. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur 3 430 *agebs*

	IN	NSCO	ANAL	SU	SEC	SP	OC	TIERR	UCUART	AGU	DRE	SBIE	REFRI	IN
ING	1,00													
NSCOL	0,17	1,00												
ANALP	0,43	0,29	1,00											
SUP	-	-0,32	**-0,72**	1,00										
SECU	0,38	0,27	**0,52**	-	1,00									
SP	0,15	0,06	0,41	-	0,03	1,0								
OC_C	**0,63**	0,29	**0,67**	-	**0,64**	0,4	1,00							
TIERRA	0,46	0,17	**0,52**	-	0,40	0,3	**0,66**	1,00						
UCUART	**0,61**	0,30	**0,54**	-	0,49	0,3	**0,81**	**0,55**	1,00					
AGUA	0,46	0,04	0,32	-	0,34	0,1	**0,51**	**0,51**	0,46	1,00				
DREN	0,27	0,02	0,35	-	0,25	0,2	0,35	0,41	0,25	0,36	1,00			
SBIEN	0,23	0,19	**0,50**	-	0,32	0,2	0,44	0,49	0,40	0,28	0,27	1,00		
REFRIG	-	-0,23	**-0,68**	**0,74**	**-0,59**	-	**-0,82**	**-0,71**	**-0,67**	**-0,52**	-0,48	**-0,61**	1,00	
INT	-	-0,27	**-0,62**	**0,93**	**-0,65**	-	**-0,81**	-0,45	**-0,56**	-0,35	-0,28	-0,36	**0,73**	1,0

Test de corrélation de Bravais-Pearson : toutes les variables (sauf trois exceptions pour les non scolarisés et la sécurité sociale) sont corrélées entre elles en rejetant l'hypothèse d'indépendance avec un risque d'erreur inférieur à 0.1 %.

Analyse en composantes principales

Tableau II.3.7. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 14 indicateurs et les 3 430 *agebs* classées en colonies populaires (9 premiers axes)

Axe	Valeur propre	Différence	Proportion	Cumulé
1	**7,10**	5,85	0,51	0,51
2	**1,25**	0,11	0,09	0,60
3	**1,13**	0,24	0,08	0,68
4	0,89	0,11	0,06	0,74
5	0,78	0,09	0,06	0,80
6	0,69	0,15	0,05	0,85
7	0,54	0,13	0,04	0,88
8	0,41	0,02	0,03	0,91
9	0,39	0,07	0,03	0,94

Tableau II.3.8. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 3430 *agebs* de type colonie populaire

	Coordonnées (Corrélation entre la variable et l'axe)					Contributions (en % de l'axe)					Qualités d'ajustement (en % pour la variable)			
	Prin1	**Prin2**	**Prin3**	**Prin4**		**Prin1**	**Prin2**	**Prin3**	**Prin4**		**Prin1**	**Prin2**	**Prin3**	**Prin4**
ING	**0,63**	0,09	0,47	-0,16		5,6	0,7	**19,9**	2,8		**40,0**	0,8	**22,5**	2,5
NSCOL	**0,34**	**-0,60**	0,09	**0,49**		1,6	**28,9**	0,8	**27,3**		**11,3**	**36,1**	0,9	**24,3**
ANALP	**0,79**	-0,10	-0,16	0,11		**8,7**	0,7	2,2	1,3		**61,7**	0,9	2,5	1,2
SUP	**-0,88**	0,27	0,15	0,22		**10,9**	5,9	2,1	5,6		**77,3**	7,3	2,3	5,0
SECU	**0,69**	**-0,31**	0,27	-0,06		6,7	**7,5**	6,4	0,4		**47,6**	**9,3**	7,3	0,3
SP	**0,51**	0,14	**-0,70**	-0,19		3,6	1,6	**43,1**	4,2		**25,5**	2,0	**48,9**	3,7
OC_C	**0,94**	-0,08	0,06	-0,14		**12,4**	0,5	0,4	2,2		**88,0**	0,6	0,4	2,0
TIERRA	**0,74**	**0,32**	0,08	0,22		**7,7**	**8,3**	0,5	5,3		**54,4**	**10,4**	0,6	4,7
UCUARTO	**0,79**	-0,05	0,23	0,00		**8,7**	0,2	4,5	0,0		**62,0**	0,3	5,1	0,0
AGUA	**0,58**	**0,43**	**0,37**	-0,09		4,7	**14,9**	**11,8**	0,9		**33,4**	**18,6**	**13,4**	0,8
DREN	**0,47**	**0,52**	-0,06	0,09		3,2	**21,7**	0,3	0,8		**22,4**	**27,1**	0,4	0,7
SBIEN	**0,58**	0,16	-0,21	**0,59**		4,7	2,1	3,7	**38,9**		**33,5**	2,6	4,2	**34,6**
REFRIG	**-0,91**	-0,12	0,11	-0,08		**11,6**	1,2	1,2	0,7		**82,5**	1,5	1,3	0,6
INT	**-0,84**	0,27	0,19	**0,29**		**9,9**	5,9	3,2	**9,4**		**70,0**	7,4	3,6	**8,4**

Classification ascendante hiérarchique réalisée sur 14 variables

L'interprétation des profils de classes diffère de celle réalisée sur l'ensemble des *agebs*. Toutefois, on peut observer un gradient dans la façon dont les indicateurs de pauvreté prennent des valeurs fortes (dans la classe 5) jusqu'à des valeurs plus proches des situations intermédiaires, voire épargnées pour la classe 1 (tableau II.3.9). Si un calque absolu ne semble

pas totalement valide entre les deux classifications – selon que l'on prend comme référentiel l'ensemble de la ville ou « uniquement » l'ensemble des colonies populaires –, on constate tout de même des similarités dans les profils de quartiers.

Tableau II.3.9. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 3 430 *agebs* de type colonie populaire décrits par les 14 variables

	Profil Moyen		Classe 5		Classe 4		Classe 3		Classe 2		Classe 1	
	Moy	***Ecart-type***	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*
ING	**4,7**	**5,3**	8,5	0,7	13,2	0,9	6,1	-1,3	3,0	-0,6	1,8	-0,2
NSCOL	**3,2**	**2,0**	4,3	0,5	4,1	-0,1	3,6	-0,3	3,1	-0,2	2,0	-0,6
ANALP	**3,4**	**2,0**	9,7	3,1	5,9	-1,9	4,3	-0,7	2,8	-0,8	1,3	-0,7
SUP	**38,5**	**14,3**	13,9	-1,7	20,6	0,5	28,7	0,6	41,8	0,9	63,0	1,5
SECU	**43,6**	**11,2**	57,2	1,2	56,0	-0,1	48,4	-0,7	41,8	-0,6	30,1	-1,0
SP	**13,1**	**8,4**	27,9	1,8	18,5	-1,1	17,5	-0,1	10,7	-0,8	5,8	-0,6
OC_C	**1,1**	**0,2**	1,7	2,4	1,5	-0,8	1,2	-1,1	1,0	-0,9	0,8	-1,0
TIERRA	**3,2**	**5,1**	21,3	3,5	12,1	-1,8	4,0	-1,6	1,3	-0,5	0,7	-0,1
UCUARTO	**9,2**	**6,5**	23,2	2,1	17,8	-0,8	12,1	-0,9	7,2	-0,8	2,8	-0,7
AGUA	**8,2**	**20,6**	50,1	2,0	58,5	0,4	6,9	-2,5	1,6	-0,3	1,0	0,0
DREN	**1,7**	**6,1**	15,1	2,2	11,2	-0,6	1,5	-1,6	0,3	-0,2	0,1	0,0
SBIEN	**0,5**	**1,1**	7,2	6,4	1,0	-6,0	0,7	-0,2	0,3	-0,4	0,1	-0,2
REFRIG	**82,1**	**12,1**	34,8	-3,9	62,5	2,3	76,0	1,1	87,3	0,9	94,6	0,6
INT	**22,0**	**14,3**	1,5	-1,4	5,9	0,3	12,3	0,4	24,6	0,9	47,3	1,6

CAH réalisée selon la méthode de Ward sous logiciel SAS (licence gratuite Paris 1)
Partition en 5 classes : R carré = 48,1 %

Tableau II.3.10. Répartition des 3 430 *agebs* « colonie populaire » et de la population selon le profil de pauvreté par une CAH spécifique en 5 classes

Classe	*Agebs*	en %	Population	en %
5	44	1,3	57 601	0,4
4	262	7,6	451 969	3,5
3	1 104	32,2	3 835 860	29,3
2	1 558	45,4	7 181 800	54,8
1	462	13,5	1 582 117	12,1
Total	***3 430***	***100***	***13 109 347***	***100***

Malgré les différences dans l'interprétation des classes, la corrélation entre les coordonnées des individus sur les 4 premiers axes de l'ACP effectuée sur le total des 5 500 *agebs* et des coordonnées des individus sur les 4 premiers axes de l'ACP effectuée uniquement sur les 3 430 *agebs* classées « colonies populaires » nous permet de conclure que la structure des formes de pauvreté des 3 430 *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires est sensiblement la même que celle de l'ensemble des *ageb*s qui composent la ZMVM (tableau II.3.11). Cette corrélation valide la typologie élaborée sur les 5 500 *agebs* et permet d'alléger l'interprétation des différenciations de l'espace par des indicateurs de pauvreté, en remobilisant la même typologie, au sein de l'ensemble « colonies populaires ».

Tableau II.3.11. Matrice de corrélation des coordonnées des 3430 *agebs* classées colonies populaires en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP

	Axe 1 Total	*Axe 2 Total*	*Axe 3 Total*	*Axe 4 Total*
Axe 1 ColPopu	**0,999**	-0,359	-0,144	-0,096
Axe 2 ColPopu	0,035	**-0,877**	0,370	0,069
Axe 3 ColPopu	-0,002	0,265	**0,799**	-0,546
Axe 4 ColPopu	0,031	-0,154	-0,337	**-0,823**

2. Analyse à l'échelon des *manzanas*

2.1 À l'échelle de la ville

Corrélations des 14 variables préalablement analysées

Tableau II.3.12. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur les 143 549 *manzanas* de l'ensemble de la ville

	ING	ANALP	NSCOL	SUP	SECU	SP	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	SBIEN	REFRIG	INT
ING	1,00													
ANALP	0,21	1,00												
NSCOL	0,05	0,10	1,00											
SUP	**-0,31**	**-0,41**	-0,09	1,00										
SECU	**0,22**	**0,27**	0,08	**-0,53**	1,00									
SP	0,15	0,24	0,04	**-0,45**	0,00	1,00								
OC_C	**0,36**	**0,36**	0,10	**-0,71**	**0,46**	**0,40**	1,00							
TIERRA	0,13	0,18	0,06	-0,17	0,14	0,12	**0,24**	1,00						
UCUARTO	0,24	**0,31**	0,10	**-0,38**	**0,27**	**0,25**	**0,50**	**0,22**	1,00					
AGUA	**0,23**	0,12	0,02	**-0,25**	0,20	0,12	**0,31**	**0,23**	0,17	1,00				
DREN	0,11	0,12	0,02	-0,13	0,11	0,10	0,17	**0,20**	0,11	**0,20**	1,00			
SBIEN	0,04	0,08	0,04	-0,06	0,04	0,05	0,10	0,15	0,12	0,06	0,08	1,00		
REFRIG	**-0,21**	-0,15	-0,05	**0,31**	**-0,22**	-0,18	**-0,40**	-0,19	**-0,21**	**-0,26**	-0,17	-0,09	1,00	
INT	**-0,25**	**-0,28**	-0,06	**0,75**	**-0,44**	**-0,38**	**-0,60**	-0,12	**-0,28**	**-0,20**	-0,10	-0,04	**0,43**	1,0

En grisé, les variables retirées de l'analyse multivariée

Corrélations des 11 variables retenues pour l'analyse des manzanas

Tableau II.3.13. Matrice de corrélation des 11 indicateurs de pauvreté sur 143 549 *manzanas*

	ING	ANALP	SUP	SECU	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	REFRIG	INT
ING	1,00										
ANALP	**0,21**	1,00									
SUP	**-0,31**	**-0,41**	1,00								
SECU	**0,22**	**0,27**	**-0,53**	1,00							
OC_C	**0,36**	**0,36**	**-0,71**	**0,46**	1,00						
TIERRA	0,13	0,18	-0,17	0,14	**0,24**	1,00					
UCUARTO	**0,24**	**0,31**	**-0,38**	**0,27**	**0,50**	**0,22**	1,00				
AGUA	**0,23**	0,12	-0,25	**0,20**	**0,31**	**0,23**	0,17	1,00			
DREN	0,11	0,12	-0,13	0,11	0,17	**0,20**	0,11	**0,21**	1,00		
REFRIG	**-0,21**	-0,15	**0,31**	**-0,22**	**-0,40**	-0,19	**-0,21**	**-0,26**	-0,17	1,00	
INT	**-0,25**	**-0,28**	**0,75**	**-0,44**	**-0,60**	-0,12	**-0,28**	**-0,20**	-0,10	**0,43**	1,00

Analyse en composantes principales

Tableau II.3.14. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée avec 11 indicateurs sur les 143 549 *manzanas* de la ZMVM en 2010

	Valeur propre	Différence	Proportion	Cumulé
1	**3,94**	2,72	0,36	0,36
2	**1,22**	0,26	0,11	0,47
3	0,96	0,10	0,09	0,56
4	0,86	0,05	0,08	0,64
5	0,81	0,06	0,07	0,71
6	0,75	0,05	0,07	0,78
7	0,70	0,02	0,06	0,84
8	0,68	0,11	0,06	0,90
9	0,56	0,24	0,05	0,95
10	0,32	0,13	0,03	0,98
11	0,20		0,02	1,00

Tableau II.3.15. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 143 549 *manzanas* de la ville sur 11 variables

	Coordonnées (Corrélation entre la variable et l'axe)					Contributions (en % de l'axe)					Qualités d'ajustement (en % pour la variable)			
	Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4
ING	**0,49**	0,10	0,05	**0,70**		6,0	0,8	0,2	**56,7**		**23,8**	1,0	0,2	**48,8**
ANALP	**0,53**	-0,09	**0,53**	-0,11		7,0	0,7	**29,1**	1,3		**27,6**	0,8	28,0	1,1
SUP	**-0,84**	**0,29**	0,06	0,12		**17,8**	7,1	0,3	1,6		**70,3**	8,6	0,3	1,3
SECU	**0,63**	**-0,22**	-0,02	-0,14		**10,2**	4,1	0,0	2,3		**40,2**	5,0	0,0	2,0
OC_C	**0,84**	-0,09	0,00	0,02		**18,0**	0,7	0,0	0,0		**71,1**	0,9	0,0	0,0
TIERRA	**0,37**	**0,56**	**0,31**	-0,13		3,4	**25,7**	**10,0**	1,9		**13,4**	**31,4**	9,6	1,6
UCUARTO	**0,58**	0,00	**0,45**	0,11		8,4	0,0	**20,9**	1,5		**33,2**	0,0	**20,0**	1,3
AGUA	**0,44**	**0,49**	**-0,26**	0,30		4,9	**19,4**	7,2	**10,4**		**19,5**	**23,6**	6,9	8,9
DREN	**0,28**	**0,61**	-0,04	**-0,43**		2,0	**30,8**	0,2	**21,1**		8,0	**37,5**	0,2	**18,2**
REFRIG	**-0,54**	-0,19	**0,47**	0,03		7,4	3,1	**22,9**	0,1		**29,3**	3,8	**22,0**	0,1
INT	**-0,76**	**0,31**	**0,30**	0,16		**14,7**	7,7	**9,1**	3,1		**57,8**	**9,4**	8,8	2,7

Classification ascendante hiérarchique réalisée sur l'ensemble des 11 variables

Tableau II.3.16. Profils des 6 classes issues de la CAH réalisée sur les 143 549 *manzanas* de la ZMVM décrites par les 11 variables

	Profil Moyen		Classe 1 Pauvreté de masse		Classe 2 Intermédiaires		Classe 3 Épargnés		Classe 4 Pauvreté marquée		Classe 5 Pauvreté très marquée		Classe 6 Extrême pauvreté	
	Moy	*Écart-type*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*	*Moy*	*Écart*
ING	***3,6***	***7,5***	5,4	0,2	1,3	-0,3	0,8	-0,4	12,6	1,2	8,3	0,6	19,4	2,1
ANALP	***1,7***	***3,2***	2,9	0,4	0,3	-0,4	0,1	-0,5	2,8	0,4	5,0	1,0	4,5	0,9
SUP	***46,9***	***22,5***	32,7	-0,6	52,5	0,2	78,3	1,4	22,5	-1,1	23,3	-1,0	13,6	-1,5
SECU	***38,7***	***17,3***	47,2	0,5	31,2	-0,4	25,5	-0,8	54,2	0,9	53,7	0,9	61,3	1,3
OC_C	***1,0***	***0,4***	1,2	0,5	0,9	-0,3	0,7	-1,0	1,5	1,2	1,5	1,2	1,8	2,3
TIERRA	***0,9***	***4,6***	0,2	-0,1	0,0	-0,2	0,2	-0,1	0,3	-0,1	15,2	3,1	8,9	1,7
UCUARTO	***4,0***	***8,1***	6,5	0,3	1,1	-0,4	0,2	-0,5	6,5	0,3	12,9	1,1	14,7	1,3
AGUA	***3,4***	***14,8***	1,4	-0,1	0,1	-0,2	0,0	-0,2	75,9	4,9	16,9	0,9	49,9	3,2
DREN	***0,5***	***4,9***	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,2	-0,1	5,7	1,1	72,3	14,6
REFRIG	***74,9***	***17,3***	72,3	-0,1	78,5	0,2	81,9	0,4	54,4	-1,2	58,6	-0,9	37,6	-2,2
INT	***24,1***	***21,5***	12,0	-0,6	24,8	0,0	55,4	1,5	5,0	-0,9	6,7	-0,8	1,1	-1,1

CAH réalisée selon la méthode de Ward sous logiciel SAS (licence gratuite Paris 1)
Partition en 6 classes : R carré = 41.7 %[24]

Tableau II.3.17. Répartition des 143 549 *manzanas* et de la population selon le profil de pauvreté issue de la CAH spécifique en 6 classes

Classe	Population	En %	*Manzanas*	En %
1	9 190 890	47,1	62292	43,4
2	5 382 817	27,6	41649	29,0
3	3 518 426	18,0	29058	20,2
4	259 716	1,3	3341	2,3
5	1 120 624	5,8	6811	4,7
6	26 470	0,1	398	0,3

2.2 À l'échelle des colonies populaires

Corrélations des 14 variables

Tableau II.3.18. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur les 93 002 *manzanas* des 3 504 *agebs* classées en colonies populaires

	ING	ANALP	NSCOL	SUP	SECU	SP	OC_C	TIERRA	UCUARTO	AGUA	DREN	SBIEN	REFRIG	INT
ING	1,00													
ANALP	0,17	1,00												
NSCOL	0,03	0,09	1,00											
SUP	**-0,28**	**-0,35**	-0,08	1,00										
SECU	0,18	0,19	0,07	**-0,45**	1,00									
SP	0,10	0,16	0,03	**-0,34**	-0,19	1,00								
OC_C	**0,34**	**0,29**	0,09	**-0,66**	**0,38**	**0,32**	1,00							
TIERRA	0,13	0,18	0,06	-0,20	0,14	0,12	**0,28**	1,00						
UCUARTO	**0,20**	**0,25**	0,09	**-0,32**	0,20	0,17	**0,47**	**0,22**	1,00					
AGUA	**0,23**	0,08	0,01	**-0,24**	0,18	0,08	**0,32**	**0,23**	0,14	1,00				
DREN	0,10	0,10	0,02	-0,13	0,10	0,09	0,19	**0,21**	0,09	0,20	1,00			
SBIEN	0,04	0,07	0,03	-0,06	0,04	0,05	0,11	0,16	0,12	0,06	0,07	1,00		
REFRIG	**-0,22**	-0,16	-0,05	**0,38**	**-0,26**	**-0,20**	**-0,45**	**-0,24**	**-0,22**	**-0,30**	-0,20	-0,11	1,00	
INT	**-0,23**	**-0,23**	-0,05	**0,71**	**-0,39**	**-0,30**	**-0,55**	-0,15	**-0,23**	**-0,20**	-0,10	-0,04	**0,43**	1,00

En grisé, les variables retirées de l'analyse multivariée

Analyse en composantes principales

Tableau II.3.19. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée avec 11 indicateurs sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* « colonies populaires »

Axe	Valeur	Différence	Proportion	Cumulé	Axe	Valeur	Différence	Proportion	Cumulé
1	**3,78**	2,59	0,34	0,34	**6**	0,75	0,04	0,07	0,76
2	**1,19**	0,20	0,11	0,45	**7**	0,71	0,03	0,06	0,83
3	0,99	0,10	0,09	0,54	**8**	0,68	0,08	0,06	0,89
4	0,89	0,08	0,08	0,62	**9**	0,60	0,24	0,05	0,95
5	0,81	0,06	0,07	0,70	**10**	0,36	0,12	0,03	0,98
					11	0,24		0,02	1,00

[24] Dans le cas des *manzanas* également, des sous-types ont pu être observés. Mais au-delà de 6 classes, l'arbre hiérarchique divisait la classe 5 de la pauvreté marquée (puis plus tard, le profil intermédiaire) et permettait une prise en compte de 3 % supplémentaire de l'inertie.

Tableau II.3.20. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des 11 variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 93 002 *manzanas* en colonies populaires

	Coordonnées (Corrélation entre la variable et l'axe)					Contributions (en % de l'axe)					Qualités d'ajustement (en % pour la variable)			
	Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4		Prin1	Prin2	Prin3	Prin4
ING	**0,47**	0,09	0,02	**0,70**		5,8	0,7	0,1	**54,8**		**21,9**	0,8	0,1	**48,6**
ANALP	**0,45**	-0,11	**0,58**	-0,16		5,4	1,1	**33,5**	3,0		**20,5**	1,3	**33,2**	2,7
SUP	**-0,81**	**0,31**	0,08	0,11		**17,5**	8,2	0,6	1,5		**66,0**	**9,7**	0,6	1,3
SECU	**0,57**	**-0,25**	**-0,19**	-0,19		8,6	5,4	3,5	3,9		**32,5**	6,4	3,4	3,5
OC_C	**0,83**	-0,06	0,04	0,07		**18,2**	0,3	0,2	0,5		**68,6**	0,4	0,1	0,5
TIERRA	**0,42**	**0,52**	**0,28**	-0,16		4,6	**23,0**	8,0	2,8		**17,4**	**27,3**	7,9	2,5
UCUARTO	**0,53**	0,00	**0,53**	0,17		7,3	0,0	**28,4**	3,2		**27,6**	0,0	**28,2**	2,8
AGUA	**0,46**	**0,46**	**-0,33**	**0,27**		5,5	**18,2**	**11,1**	8,5		**20,9**	**21,6**	**11,0**	7,5
DREN	**0,30**	**0,61**	-0,07	**-0,41**		2,4	**31,6**	0,5	**19,1**		**9,0**	**37,5**	0,5	**16,9**
REFRIG	**-0,63**	-0,15	**0,27**	0,03		**10,4**	1,8	7,6	0,1		**39,2**	2,2	7,6	0,1
INT	**-0,74**	**0,34**	**0,25**	0,15		**14,3**	**9,7**	6,5	2,6		**54,1**	**11,5**	6,4	2,3

Classification ascendante hiérarchique réalisée sur les 11 variables

Tableau II.3.21. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* « colonies populaires » décrites par les 11 variables

	Profil Moyen		Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4		Classe 5	
	Moy	*Ecart-type*	Moy	Écart	Moy	Écart	Moy	Écart	Moy	Écart	Moy	Écart
ING	***4,6***	***8,3***	3,6	-0,1	1,5	-0,4	12,2	0,9	8,1	0,4	8,7	0,5
ANALP	***2,3***	***3,6***	2,5	0,1	0,7	-0,5	3,1	0,2	3,7	0,4	5,4	0,8
SUP	***38,6***	***19,0***	34,5	-0,2	57,3	1,0	21,9	-0,9	27,6	-0,6	18,5	-1,1
SECU	***43,4***	***16,9***	45,4	0,1	32,5	-0,6	54,7	0,7	50,1	0,4	55,9	0,7
OC_C	***1,1***	***0,3***	1,1	0,0	0,9	-0,8	1,5	1,1	1,3	0,6	1,6	1,3
TIERRA	***1,2***	***5,2***	0,1	-0,2	0,1	-0,2	6,9	1,1	2,7	0,3	8,8	1,5
UCUARTO	***5,6***	***9,0***	2,1	-0,4	1,8	-0,4	8,5	0,3	15,8	1,1	10,8	0,6
AGUA	***4,8***	***17,5***	1,2	-0,2	0,1	-0,3	65,4	3,5	1,0	-0,2	28,0	1,3
DREN	***0,7***	***5,8***	0,1	-0,1	0,0	-0,1	0,6	0,0	0,1	-0,1	37,3	6,3
REFRIG	***73,7***	***17,6***	73,3	0,0	83,4	0,6	52,9	-1,2	69,0	-0,3	47,8	-1,5
INT	***17,9***	***17,4***	11,2	-0,4	37,0	1,1	4,8	-0,8	9,9	-0,5	3,2	-0,8

CAH réalisée selon la méthode de Ward sous logiciel SAS (licence gratuite Paris 1)
Partition en 6 classes : R carré = 35.6 %

Tableau II.3.22. Répartition des 93 002 *manzanas* des *agebs* classés « colonies populaires » et de la population selon le profil de pauvreté par une CAH spécifique en 5 classes

Classe	Population	En %	*Manzanas*	En %
1	4 796 065	36,6	38 506	41,4
2	4 194 344	32,0	26 980	29,0
3	446 342	3,4	5 154	5,5
4	3 487 793	26,6	20 818	22,4
5	177 333	1,4	1 544	1,7

Malgré les différences dans l'interprétation des classes, la corrélation entre les coordonnées des individus sur les 5 premiers axes de l'ACP effectuée sur le total des 143 549 *manzanas* et des coordonnées des individus sur les 5 premiers axes de l'ACP effectuée uniquement sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* classées « colonies populaires » nous permet de conclure que la structure des formes de pauvreté des 93 002 *manzanas* relevant de la catégorie des colonies populaires est sensiblement la même que celle de l'ensemble des *manzanas* qui composent la ZMVM[25] (tableau II.3.23). Cette corrélation valide la typologie élaborée sur les 143 549 *manzanas* et permet d'alléger l'interprétation des différenciations de l'espace par des indicateurs de pauvreté. Elle permet ainsi de remobiliser la même typologie, au sein de l'ensemble « colonies populaires ».

[25] Nous noterons toutefois les exceptions pour l'axe 7 principalement (6 % de l'inertie), mais aussi dans une moindre mesure les axes 6 et 8. Les structurations de ces axes diffèrent ainsi légèrement et le fait d'avoir retiré de l'analyse le centre-ville, les grands ensembles et les quartiers résidentiels moyens supérieurs participe à révéler des associations spécifiques aux colonies populaires, toutes choses égales par ailleurs sur les 5 axes précédents (70 % de l'information) comme sur les 3 derniers (10 %).

Tableau II.3.23. Matrice de corrélation des coordonnées des 93 002 *manzanas* des *agebs* classées colonies populaires en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP

	Prin1tot	*Prin2tot*	*Prin3tot*	*Prin4tot*	*Prin5tot*	*Prin6tot*	*Prin7tot*	*Prin8tot*	*Prin9tot*	*Prin10tot*	*Prin11tot*
Prin1CP	**0,998**	0,219	0,014	0,064	-0,045	-0,047	-0,008	-0,041	0,108	0,027	-0,012
Prin2CP	0,025	**0,972**	-0,019	-0,033	0,052	0,037	0,048	0,027	-0,109	-0,001	0,016
Prin3CP	0,044	-0,041	**0,974**	-0,028	-0,141	-0,310	-0,013	-0,093	-0,028	-0,060	0,060
Prin4CP	0,020	-0,039	-0,035	**0,989**	-0,024	-0,033	0,088	0,026	-0,065	-0,018	0,018
Prin5CP	0,021	0,009	0,062	0,027	**0,911**	-0,150	**-0,399**	-0,084	0,023	-0,017	0,038
Prin6CP	0,007	0,028	0,089	0,117	-0,280	**0,617**	**-0,710**	**-0,269**	0,095	0,006	0,036
Prin7CP	0,019	0,002	0,177	0,007	0,162	**0,485**	**0,244**	**0,605**	0,373	-0,060	0,096
Prin8CP	0,026	-0,005	0,016	0,011	0,185	**0,405**	**0,511**	**-0,724**	0,089	-0,046	0,050
Prin9CP	0,015	-0,025	-0,076	0,010	-0,071	**-0,309**	-0,061	**-0,135**	**0,901**	0,040	-0,035
Prin10CP	-0,005	-0,038	-0,021	-0,029	0,016	0,025	-0,035	0,012	-0,047	**0,990**	-0,053
Prin11CP	0,004	-0,006	0,004	-0,006	0,007	-0,004	-0,012	-0,013	-0,010	0,093	**0,988**

2.3 Par quartier étudié

Les analyses par quartier étudié ont été menées sur les *manzanas* des *agebs* étudiées (cf. chapitre 2.5.2). Le filtre a donc été appliqué à l'ensemble statistique de *manzanas* (cf. annexe II.2.2). Ces explorations concernent ainsi 230 *manzanas* à La Paz, 130 à Cuautitlán, 192 à Tláhuac et 117 à Milpa Alta.

2.4.1. La Paz

Tableau II.3.24. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 230 *manzanas* des *agebs* étudiées à La Paz et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas* (II.3.2.1)

	*Prin1tot***	*Prin2tot*	*Prin3tot*	*Prin4tot*	*Prin5tot*	*Prin6tot*	*Prin7tot*	*Prin8tot*	*Prin9tot*	*Prin10tot*	*Prin11tot*
Prin1LAPA*	**0,94**	0,49	-0,34	0,31	-0,01	0,02	0,03	-0,10	0,39	0,40	-0,22
Prin2LAPA	0,28	**0,40**	**0,81**	-0,33	-0,26	-0,07	0,19	0,18	0,02	-0,21	0,40
Prin3LAPA	0,10	**-0,54**	**0,36**	**0,61**	0,03	-0,13	-0,46	-0,08	0,35	0,03	0,32
Prin4LAPA	-0,01	-0,10	-0,09	-0,41	**0,38**	**-0,37**	-0,32	**0,51**	**0,59**	0,34	-0,13
Prin5LAPA	0,07	0,49	-0,02	0,14	**0,30**	-0,07	-0,64	0,09	-0,39	-0,04	-0,01
Prin6LAPA	-0,02	-0,06	-0,09	-0,31	**0,48**	-0,14	0,26	-0,67	-0,04	0,27	0,34
Prin7LAPA	0,11	0,08	-0,10	0,34	**0,47**	-0,39	**0,39**	0,14	-0,05	0,05	0,03
Prin8LAPA	0,06	0,17	-0,02	0,12	**0,40**	0,32	0,13	0,09	0,24	-0,56	0,36
Prin9LAPA	0,04	0,14	-0,25	0,06	-0,22	0,57	0,00	-0,43	0,23	0,09	0,04
Prin10LAPA	0,00	0,00	0,09	0,00	0,17	0,28	0,07	-0,09	-0,10	-0,29	-0,45
Prin11LAPA	0,00	-0,03	0,06	0,00	0,07	0,40	-0,02	0,13	-0,30	0,45	**0,47**

* Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP réalisée spécifiquement sur le quartier.
**Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP totale réalisée sur l'ensemble de la ville.

Les corrélations entre les coordonnées des *manzanas* sur l'ACP locale ont également été testées sur les coordonnées des *manzanas* sur l'ACP réalisée sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* classées en colonies populaires. Outre La Paz, systématiquement, pour chacun des 4 terrains, les corrélations sont significatives entre les axes 1 (>0.97 pour La Paz, Tláhuac et Milpa Alta, et 0.89 pour Cuautitlán), mais révèlent les spécificités des structurations locales par les 11 variables pour les axes suivants. L'ACP sur les colonies populaires ne révèle donc pas davantage de proximité avec les structures locales que l'ACP réalisée sur l'ensemble de la ville.

2.4.2. Cuautitlán

Tableau II.3.25. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 130 *manzanas* des *agebs* étudiées à Cuautitlán et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas*

	*Prin1tot***	*Prin2tot*	*Prin3tot*	*Prin4tot*	*Prin5tot*	*Prin6tot*	*Prin7tot*	*Prin8tot*	*Prin9tot*	*Prin10tot*	*Prin11tot*
Prin1cuau*	**0,91**	-0,44	0,49	0,08	0,51	0,30	-0,05	0,18	0,06	-0,08	-0,34
Prin2cuau	-0,28	-0,35	0,72	0,09	0,39	0,63	-0,05	0,16	0,14	0,45	-0,27
Prin3cuau	-0,17	0,09	-0,18	0,20	0,62	0,50	-0,09	0,32	0,05	-0,13	0,03
Prin4cuau	-0,21	0,29	0,12	-0,68	0,00	0,13	0,36	-0,27	-0,53	0,43	0,00
Prin5cuau	-0,06	0,46	-0,04	0,27	0,03	-0,04	-0,70	0,07	-0,35	0,26	0,10
Prin6cuau	0,00	0,26	0,11	-0,34	-0,21	0,13	0,06	-0,07	0,45	-0,57	-0,26
Prin7cuau	0,04	0,14	0,25	-0,02	0,34	-0,34	-0,44	-0,57	0,14	-0,11	0,30
Prin8cuau	-0,04	0,47	0,26	0,50	-0,06	-0,29	0,38	-0,05	-0,05	0,01	0,01
Prin9cuau	0,04	0,24	-0,11	0,15	0,16	-0,06	0,09	0,63	0,28	0,05	0,21
Prin10cuau	0,08	0,16	-0,19	-0,10	-0,12	-0,08	-0,11	-0,17	0,47	**0,43**	-0,38
Prin11cuau	0,02	-0,06	0,05	-0,10	-0,05	0,16	0,03	-0,05	0,21	0,08	**0,67**

* Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP réalisée spécifiquement sur le quartier.
**Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP totale réalisée sur l'ensemble de la ville.

2.4.3. Tláhuac

Tableau II.3.26. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 192 *manzanas* des *agebs* étudiées à Tláhuac et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas*

	*Prin1tot***	*Prin2tot*	*Prin3tot*	*Prin4tot*	*Prin5tot*	*Prin6tot*	*Prin7tot*	*Prin8tot*	*Prin9tot*	*Prin10tot*	*Prin11tot*
Prin1tlahu*	**0,98**	0,49	-0,54	0,31	-0,11	0,16	0,30	-0,59	0,46	0,07	-0,08
Prin2tlahu	0,04	-0,63	0,75	-0,16	-0,48	-0,29	0,27	0,13	-0,13	0,46	0,00
Prin3tlahu	0,06	0,02	*0,19*	0,17	0,41	-0,37	-0,64	-0,03	-0,20	0,12	0,01
Prin4tlahu	0,03	0,31	0,09	*0,17*	-0,18	0,13	0,01	0,24	-0,38	-0,09	-0,01
Prin5tlahu	0,12	0,38	0,12	-0,20	**0,54**	-0,54	0,59	0,22	-0,22	0,18	0,21
Prin6tlahu	0,03	0,26	0,05	-0,81	0,33	0,01	-0,10	-0,04	0,18	0,10	0,09
Prin7tlahu	0,10	-0,04	0,20	0,21	0,11	0,12	0,03	0,26	0,60	-0,12	0,20
Prin8tlahu	0,04	0,07	0,03	0,11	-0,29	-0,14	0,07	-0,38	0,15	-0,25	0,62
Prin9tlahu	0,05	0,16	-0,18	0,17	-0,21	0,10	-0,03	-0,43	0,13	0,39	-0,41
Prin10tlahu	0,04	0,17	0,10	0,17	0,13	0,43	0,25	-0,35	-0,18	-0,59	-0,17
Prin11tlahu	0,00	0,02	0,00	0,11	0,12	0,46	0,02	-0,12	-0,28	0,39	**0,57**

* Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP réalisée spécifiquement sur le quartier.
**Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP totale réalisée sur l'ensemble de la ville.

2.4.4. Milpa Alta

Tableau II.3.27. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 117 *manzanas* des *agebs* étudiées à Milpa Alta et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas*

	*Prin1tot***	*Prin2tot*	*Prin3tot*	*Prin4tot*	*Prin5tot*	*Prin6tot*	*Prin7tot*	*Prin8tot*	*Prin9tot*	*Prin10tot*	*Prin11tot*
Prin1milpa*	**0,98**	0,25	0,11	0,51	-0,05	-0,10	0,24	-0,57	-0,01	-0,08	-0,22
Prin2milpa	-0,04	-0,22	0,86	-0,25	0,09	-0,42	0,16	-0,01	-0,27	0,18	-0,11
Prin3milpa	0,11	0,75	0,10	0,55	-0,04	0,40	0,00	-0,25	0,18	-0,25	0,21
Prin4milpa	0,11	-0,40	0,34	-0,39	-0,27	0,24	0,26	0,11	0,57	0,24	-0,04
Prin5milpa	0,12	0,09	-0,10	0,19	**0,62**	0,37	0,17	-0,03	0,49	-0,01	0,13
Prin6milpa	0,02	0,14	-0,23	-0,29	-0,44	0,21	0,30	0,23	-0,04	-0,09	-0,04
Prin7milpa	0,00	-0,20	-0,02	0,12	0,54	0,23	-0,49	0,42	-0,34	0,50	0,05
Prin8milpa	0,03	0,24	-0,05	0,15	0,02	0,54	0,47	-0,39	-0,44	-0,25	0,03
Prin9milpa	-0,01	-0,03	-0,01	0,24	-0,21	-0,24	0,51	0,39	-0,05	0,15	-0,07
Prin10milpa	-0,01	0,13	-0,14	-0,07	-0,09	0,08	-0,04	-0,21	-0,07	**0,64**	0,62
Prin11milpa	0,01	-0,13	0,22	0,03	0,06	-0,10	0,07	0,15	0,08	-0,29	**0,69**

* Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP réalisée spécifiquement sur le quartier.
**Coordonnées des *manzanas* sur l'axe 1 de l'ACP totale réalisée sur l'ensemble de la ville.

Annexe II.4

Analyses de la mobilité résidentielle dans les municipes de la ZMVM

L'ensemble des analyses de la mobilité résidentielle sur la période intercensitaire est mené à l'échelon du municipe. Les résultats concernant la question « Où viviez-vous il y a 5 ans ? » ne sont connus qu'à l'échelon individuel des personnes interrogées au sein de l'échantillon détaillé du recensement (*muestra*, voir précisions en annexe I.3). Dans cette base de données, on dispose :

- à propos de la résidence antérieure 5 ans auparavant : du pays (si migration internationale), de l'entité fédérative de résidence (si migration interne au Mexique) et du municipe de résidence ;
- à propos de la résidence actuelle : l'entité fédérative, le municipe et la localité. Ce dernier échelon n'est disponible que si (et seulement si) la localité urbaine considérée a une population supérieure à 50 000 habitants.

S'il s'agit d'un degré de précision important dans l'analyse des mobilités résidentielles par le recensement permis depuis 2000, sont toutefois écartées les mobilités internes aux municipalités – censées être les plus importantes en nombre et en part pourtant. Par-là, c'est la possibilité d'avoir grain d'observation plus fin que le municipe au sujet de l'immigration (et des autres variables uniquement accessibles par la *muestra*) en 2010 qui est obérée.

1. Mobilités intra-urbaines entre 2005 et 2010

Les résultats des mobilités résidentielles intra-urbaines entre 2005 et 2010 par municipe de résidence en 2010 ont été obtenus par croisement des lieux de résidence actuels au moment du recensement et lieux de résidence antérieure, lorsque celle-ci était renseignée de manière intégrale (entité fédérative et municipe) et qu'elle se localisait dans un municipe de la ZMVM (considérée comme telle par SEDESOL, CONAPO, INEGI [2012]).
Nb. Le facteur de pondération des personnes interrogées dans la *muestra* est celui fixé par l'INEGI. Voir le détail dans la méthodologie du recensement : INEGI [2010c, p. 6].

Agréger les municipes pour proposer une lecture des flux dans l'ensemble de la ZMVM

Afin de donner à voir une lecture synthétique des trajectoires des mobilités, il a fallu agréger les municipes en ensembles cohérents et reconnaissables. Ces agrégations permettent une lecture moins ponctuelle que les liens intermunicipaux – au nombre théorique de 5 700 dans la ZMVM en 2010. La méthode a consisté, d'abord, à s'inspirer des différentes agrégations effectuées au cours des travaux sur la question des mobilités urbaines, mais aussi de l'extension de la ville [Graizbord, Acuña, 2006 ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Paquette, Delaunay, 2009]. Contrairement à la méthodologie de Duhau [2003], il n'a pas été question de réaliser une typologie municipale préalable à ce découpage. Bien que cela ait été pertinent, nous avons préféré, au vu de l'agrégation déjà forte de l'échelon municipal, n'avoir aucun *a priori* social, économique ou fonctionnel pour déterminer les ensembles. Nous avons alors proposé une synthèse des différentes couronnes croisant d'une part, la date d'intégration métropolitaine – à l'origine de la classique lecture de la ville en couronnes concentriques

[CONAPO, 1998 ; Sobrino, Ibarra, 2008 ; Rubalcava, Schteingart, 2012] – et la situation géographique (points cardinaux et rapport à la centralité géographique – sans référence à l'urbanité) au sein de la métropole pour les 76 municipalités[26].

La lecture systématiquement radiale des couronnes est insuffisante, même pour l'exercice déjà grossier de recherches de groupes de municipes plus ou moins « cohérents ». C'est par souci d'une lecture claire et multidimensionnelle des dynamiques intra-métropolitaines que notre approche nous a amenés à considérer le municipe selon :

- Sa position centrale ou périphérique, ce qui renvoie à la lecture en couronnes ;
- Sa position selon les points cardinaux, pour rendre compte des effets sectoriels principaux – dont on connait *a priori* la force entre l'est et l'ouest de la métropole ;
- Sa position administrative, différenciant le DF et l'État de Mexico ;
- La décennie d'intégration du municipe dans ce qui est considéré comme la zone métropolitaine.

La difficulté étant la non-exclusivité de chacun des critères, la position relative à la centralité purement géographique de la ZMVM a été privilégiée. On obtient alors un zonage qui, s'il ne renvoie pas à des ensembles déterminés par une cohérence sociale, économique et politique, permet un quadrillage de la zone métropolitaine permettant de lire les différents flux de mobilités résidentielles intra-urbaines. Les agrégations donnent ainsi à voir deux cartes des groupes de municipalités (tableaux II.4.1 et carte II.4.1) :

Tableau II.4.1. Agrégation des municipes de la ZMVM en ensembles géographiques pour la mesure des flux intramétropolitains

A. Statistiques simples : populations par ensembles

Aire géographique	Nombre d'habitants en 2000	en % 2000	Nombre d'habitants en 2010	en % 2010
0C	1 692 179	9,2	1 721 137	8,6
1P	5 339 879	29,0	5 334 436	26,5
2E	1 963 873	10,7	2 035 106	10,1
2N	3 557 942	19,3	3 774 204	18,8
2O	1 535 151	8,3	1 583 853	7,9
2R	1 573 181	8,6	1 795 507	8,9
3E	1 238 378	6,7	1 766 107	8,8
3N	421 523	2,3	640 660	3,2
3O	339 994	1,9	465 469	2,3
4N	520 048	2,8	756 959	3,8
4S	214 529	1,2	243 404	1,2

Couronne	Nombre d'habitants en 2000	en % 2000	Nombre d'habitants en 2010	en % 2010
0	1 692 179	9,2	1 721 137	8,6
1	8 339 445	45,3	8 185 172	40,7
2	5 533 808	30,1	6 207 352	30,9
3	2 096 668	11,4	3 002 818	14,9
4	734 577	4,0	1 000 363	5,0

« 0C » = Centre-ville ; « 1P » = Péricentre (première couronne) du District Fédéral ; « 2E » = 2ème couronne Est ; « 2N » = 2ème couronne Nord ; « 2O » = 2ème couronne Ouest ; « 2R » = Reste de la deuxième couronne ; « 3E » = 3ème couronne Est ; « 3N » = 3ème couronne Nord ; « 3O » = 3ème couronne Ouest ; « 4N » = 4ème couronne Nord ; « 4S » = 4ème couronne Sud.

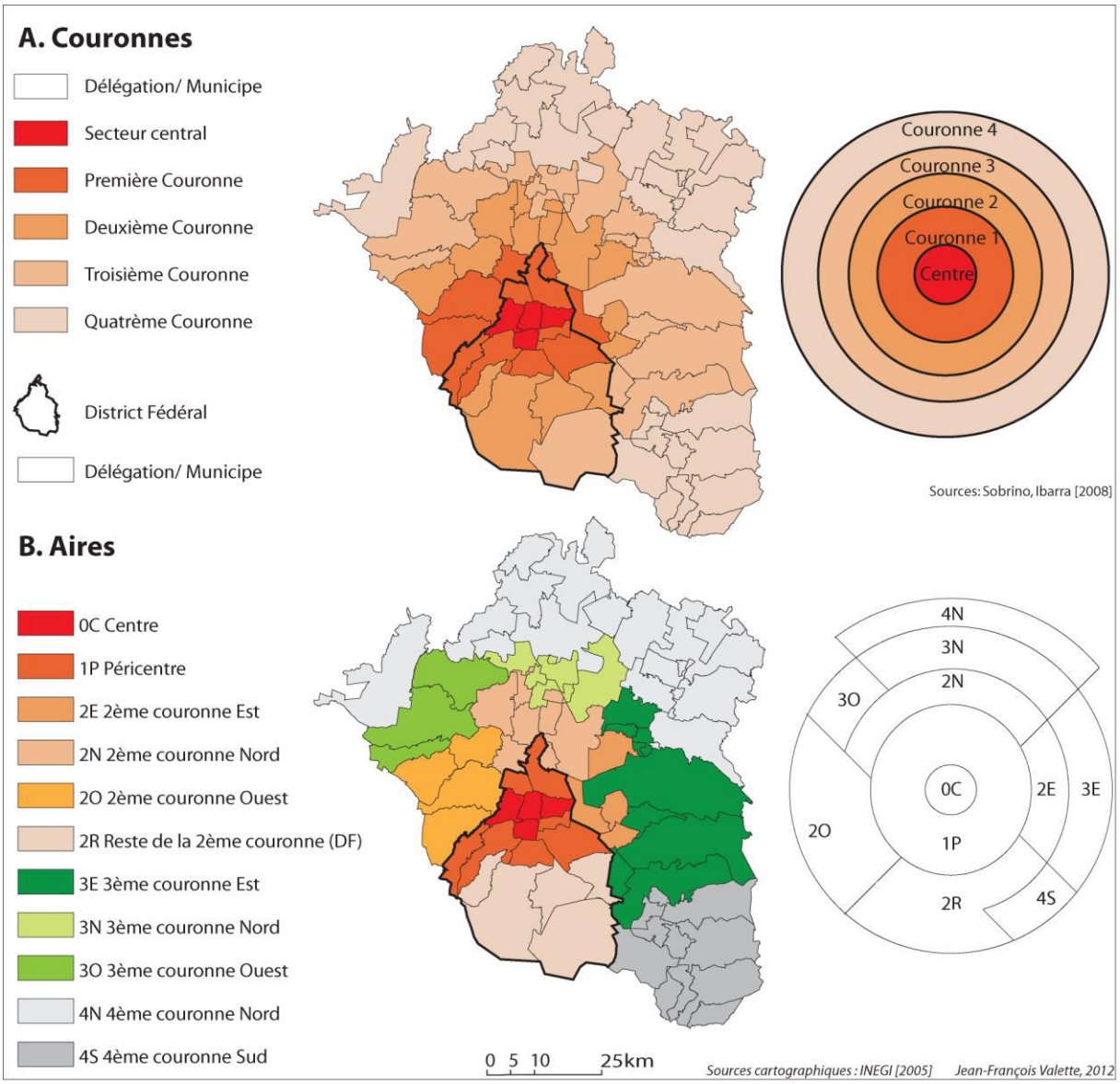
[26] En dépit du fait qu'en 1990, toutes les municipalités actuelles n'étaient pas incluses dans la ZMVM, leur inclusion dans les calculs a permis de suivre l'évolution de la part des municipes de la 4ème couronne sur un référentiel commun pour l'ensemble de la période 1990-2010. Précisons qu'en 1990, Valle de Chalco n'existait pas encore (fondé en 1994), ni Tonanitla (fondé en 2003).

Tableau II.4.1.B Agrégation des municipes de la ZMVM en ensembles géographiques pour la mesure des flux intramétropolitains : détail par municipe

Unité	Nom du municipe	Couronne métropolitaine	Date intégration	Groupe de municipe	Unité	Nom du municipe	Couronne métropolitaine	Date intégration	Groupe de municipe
09002	Azcapotzalco	1	1950	1P	15037	Huixquilucan	1	1970	2O
09003	Coyoacán	1	1950	1P	15038	Isidro Fabela	3	2000	3O
09004	Cuajimalpa de Morelos	1	1960	1P	15039	Ixtapaluca	3	1980	3E
09005	Gustavo A. Madero	1	1950	1P	15044	Jaltenco	3	1990	3N
09006	Iztacalco	1	1950	1P	15046	Jilotzingo	2	2000	2O
09007	Iztapalapa	1	1950	1P	15050	Juchitepec	4	2000	4S
09008	La Magdalena Contreras	2	1950	2R	15053	Melchor Ocampo	3	1990	3N
09009	Milpa Alta	3	1970	2R	15057	Naucalpan de Juárez	1	1950	2O
09010	Alvaro Obregón	1	1950	1P	15058	Nezahualcóyotl	1	1970	2E
09011	Tláhuac	2	1960	2R	15059	Nextlalpan	3	1990	3N
09012	Tlalpan	2	1960	2R	15060	Nicolás Romero	3	1980	3O
09013	Xochimilco	2	1960	2R	15061	Nopaltepec	4	2000	4N
09014	Benito Juárez	0	1950	0C	15065	Otumba	4	2000	4N
09015	Cuauhtémoc	0	1950	0C	15068	Ozumba	4	2000	4S
09016	Miguel Hidalgo	0	1950	0C	15069	Papalotla	4	2000	4N
09017	Venustiano Carranza	0	1950	0C	15070	La Paz	2	1970	2E
13069	Tizayuca	4	1995	4N	15075	San Martín de las Pirámides	4	1995	4N
15002	Acolman	3	1990	3E	15081	Tecámac	3	1980	3N
15009	Amecameca	4	2000	4S	15083	Temamatla	4	1995	4S
15010	Apaxco	4	2000	4N	15084	Temascalapa	4	2000	4N
15011	Atenco	2	1990	2E	15089	Tenango del Aire	4	2000	4S
15013	Atizapán de Zaragoza	2	1970	2O	15091	Teoloyucan	3	1990	3N
15015	Atlautla	4	2000	4S	15092	Teotihuacán	4	1995	4N
15016	Axapusco	4	2000	4N	15093	Tepetlaoxtoc	4	2000	4N
15017	Ayapango	4	2000	4S	15094	Tepetlixpa	4	2000	4S
15020	Coacalco de Berriozábal	2	1970	2N	15095	Tepotzotlán	3	1990	3O
15022	Cocotitlán	4	1995	4S	15096	Tequixquiac	4	2000	4N
15023	Coyotepec	4	1995	4N	15099	Texcoco	3	1990	3E
15024	Cuautitlán	2	1970	2N	15100	Tezoyuca	3	1995	3E
15025	Chalco	3	1980	3E	15103	Tlalmanalco	4	2000	4S
15028	Chiautla	3	1995	3E	15104	Tlalnepantla de Baz	1	1950	2N
15029	Chicoloapan	3	1980	3E	15108	Tultepec	3	1990	3N
15030	Chiconcuac	3	1995	3E	15109	Tultitlán	2	1970	2N
15031	Chimalhuacán	2	1960	2E	15112	Villa del Carbón	4	2000	4N
15033	Ecatepec de Morelos	2	1960	2N	15120	Zumpango	4	1990	4N
15034	Ecatzingo	4	2000	4S	15121	Cuautitlán Izcalli	2	1980	2N
15035	Huehuetoca	4	1995	4N	15122	Valle de Chalco Solidaridad	3	1995	3E
15036	Hueypoxtla	4	2000	4N	15125	Tonanitla	3	2005	3N

« 0C » = Centre-ville ; « 1P » = Péricentre (première couronne) du District Fédéral ; « 2E » = 2ème couronne Est ; « 2N » = 2ème couronne Nord ; « 2O » = 2ème couronne Ouest ; « 2R » = Reste de la deuxième couronne ; « 3E » = 3ème couronne Est ; « 3N » = 3ème couronne Nord ; « 3O » = 3ème couronne Ouest ; « 4N » = 4ème couronne Nord ; « 4S » = 4ème couronne Sud.

Carte II.4.1. Le découpage de la Zone métropolitaine en couronnes et sous-ensembles



2. Quelques repères sur les mobilités résidentielles entre 1995 et 2000

Tableau II.4.2. Répartition des flux intramétropolitains 1995-2000 par couronne urbaine

	Centre	1ère couronne	2ème couronne	3ème couronne	4ème couronne
Part des départs	17,0	57,2	19,3	5,1	1,4
Part des arrivées	8,8	32,4	39,5	17,0	2,3

Tableau II.4.3. Matrice Origine-Destination des flux intramétropolitains 1995-2000 selon la couronne urbaine : effectifs

Ori/Dest	Centre	1ère couronne	2ème couronne	3ème couronne	4ème couronne	*Total Départs*
Centre	32 345	119 246	67 083	22 762	2 006	***243 442***
1ère couronne	68 937 *	222 589	372 751	144 580	11 228	***820 085***
2ème couronne	20 941	100 587	93 117	53 953	8 642	***277 240***
3ème couronne	3 438	18 697	29 481	16 882	5 294	***73 792***
4ème couronne	992	4 169	3 700	6 406	5 208	***20 475***
Total Arrivées	***126 653***	***465 288***	***566 132***	***244 583***	***32 378***	***1 435 034***

**Exemple de lecture : 68 937 personnes qui habitaient la 1ère couronne en 1995 habitaient ne centre en 2000*

Tableau II.4.4. Répartition des flux intramétropolitains 1995-2000 selon l'aire géographique

	0C	1P	2E	2N	2O	2R	3E	3N	3O	4N	4S
Part des départs	17,0	36,3	12,8	14,9	6,1	6,6	3,1	1,2	0,7	1,0	0,4
Part des arrivées	8,8	22,1	13,2	22,2	6,0	8,9	11,9	3,0	1,7	1,8	0,5

Tableau II.4.5. Matrice Origine-Destination des flux intramétropolitains 1995-2000 selon l'aire géographique : effectifs

Origine/ destination	0C	1P	2E	2N	2O	2R	3E	3N	3O	4N	4S	*Total Départs*
0C	32345	89563	19060	43319	15519	19307	17689	3242	1392	1706	300	***243442***
1P	52506*	101885	63461	122895	23183	66080	67941	9903	5227	5063	2156	***520300***
2E	7752	27872	69497	22085	2228	4879	44585	1450	1226	1469	860	***183903***
2N	13178	36296	15980	77122	20112	5171	13029	18567	6179	8226	387	***214247***
2O	8076	12243	3735	27066	17363	2751	3053	4345	8203	727	167	***87729***
2R	8517	36934	4270	7262	2444	24943	8775	710	180	416	454	***94905***
3E	2526	8061	11117	4019	869	2974	10643	456	277	1704	1079	***43725***
3N	509	1410	655	7927	512	195	843	1872	554	1982	16	***16475***
3O	252	794	125	4018	2789	94	274	464	565	440	18	***9833***
4N	570	1661	410	2450	984	465	1545	2663	514	3573	7	***14842***
4S	422	972	354	242	41	296	1670	8	0	94	1534	***5633***
Total Arrivées	***126653***	***317691***	***188664***	***318405***	***86044***	***127155***	***170047***	***43680***	***24317***	***25400***	***6978***	***1435034***

**Exemple de lecture : 52 506 personnes sont parties du péricentre entre 1995 et 2000 pour venir habiter le centre.*

Annexe II.5

Analyses de la mobilité quotidienne dans la ZMVM : enquête EOD 2007

Les analyses de la mobilité quotidienne dans la ZMVM sont en grande partie menées à partir de l'enquête officielle « Origine-Destination » *Encuesta Origen Destino,* levée par l'INEGI en 2007 [INEGI, 2007]. Cette enquête, qui a connu des précédents – en 1979, 1984 et 1994 – fournit une base de travail de qualité pour l'approche exploratoire des mobilités quotidiennes dans l'espace urbain.

1. Note méthodologique synthétique

Description méthodologique

Cette enquête a été ordonnée par l'État et menée avec l'aide de l'INEGI, conjointement avec les gouvernements du DF et de l'État de Mexico. Elle a été réalisée en 2007 sur un total de 49 662 logements – de tous types – dans 16 délégations du DF et 40 municipalités de l'État de Mexico. Le maillage de l'enquête a découpé la zone métropolitaine en 156 districts : 84 dans le DF et 72 dans l'État de Mexico. Le découpage en districts répond souvent à une couverture plus fine de l'espace urbain que le découpage municipal, car il renvoie directement à des agrégations d'*agebs,* elles-mêmes définies lors du *conteo* de 2005 [INEGI, 2005][27]. Mais 7 municipalités ont fait l'objet de regroupements pour l'enquête. Les détails des recoupements des unités spatiales sont disponibles dans la méthodologie de l'enquête [INEGI, SETRAVI, GDF, GEM, 2007, p. 16].
À partir de la sélection des logements retenus, la population a été enquêtée par questionnaires. L'unité d'observation du questionnaire était le ménage, tandis que la population ciblée était les personnes âgées de plus de 6 ans, résidentes de la ZMVM ou non (les visiteurs présents au moment de l'enquête étaient susceptibles de répondre également) [INEGI, SETRAVI, GDF, GEM, 2007, p. 12].

Limites
Les questions portaient sur les voyages effectués uniquement en jours travaillés (du lundi au vendredi, hors vacances scolaires) et identifiés clairement par une origine et une destination, quelle que soit la distance parcourue. En revanche, ne sont considérés que les voyages ayant nécessité l'utilisation d'un moyen de transport : sont exclus les déplacements réalisés à pied [2007, p. 13]. Par ailleurs, les voyages ayant des motivations plurielles ont été considérés comme des voyages séparés. Signalons également que dans les matrices utilisées pour les calculs, n'ont été comptabilisés qu'un seul mode de transport par déplacement : n'a été retenu que le mode de transport utilisé communément par les résidents de la ZMVM sur le premier tronçon du trajet décrit [INEGI, 2007 b, p. 4].

Questions
Le questionnaire visait à caractériser les voyages effectués selon :

[27] L'élaboration de l'échantillon de logements sélectionnés pour l'enquête a été réalisée à partir des résultats du recensement partiel de l'INEGI en 2005. Ces résultats ont aussi servi à l'élaboration d'un facteur de pondération pour l'extrapolation des résultats à l'ensemble des habitants des zones enquêtées.

- Le type de transport : public, privé, mixte, autre
- Le mode de transport : métro, voiture, transport collectif (autobus, microbus, taxi)
- Le coût du trajet
- La durée du trajet
- Le type de lieu d'origine et de destination et sa localisation dans le système de districts (foyer, bureau, école, usine, atelier, parc, etc.)
- La motivation du déplacement (travailler, rentrer chez soi, voir un ami, manger, effectuer une démarche administrative, retourner travailler, étudier, faire ses courses, se divertir, autres).

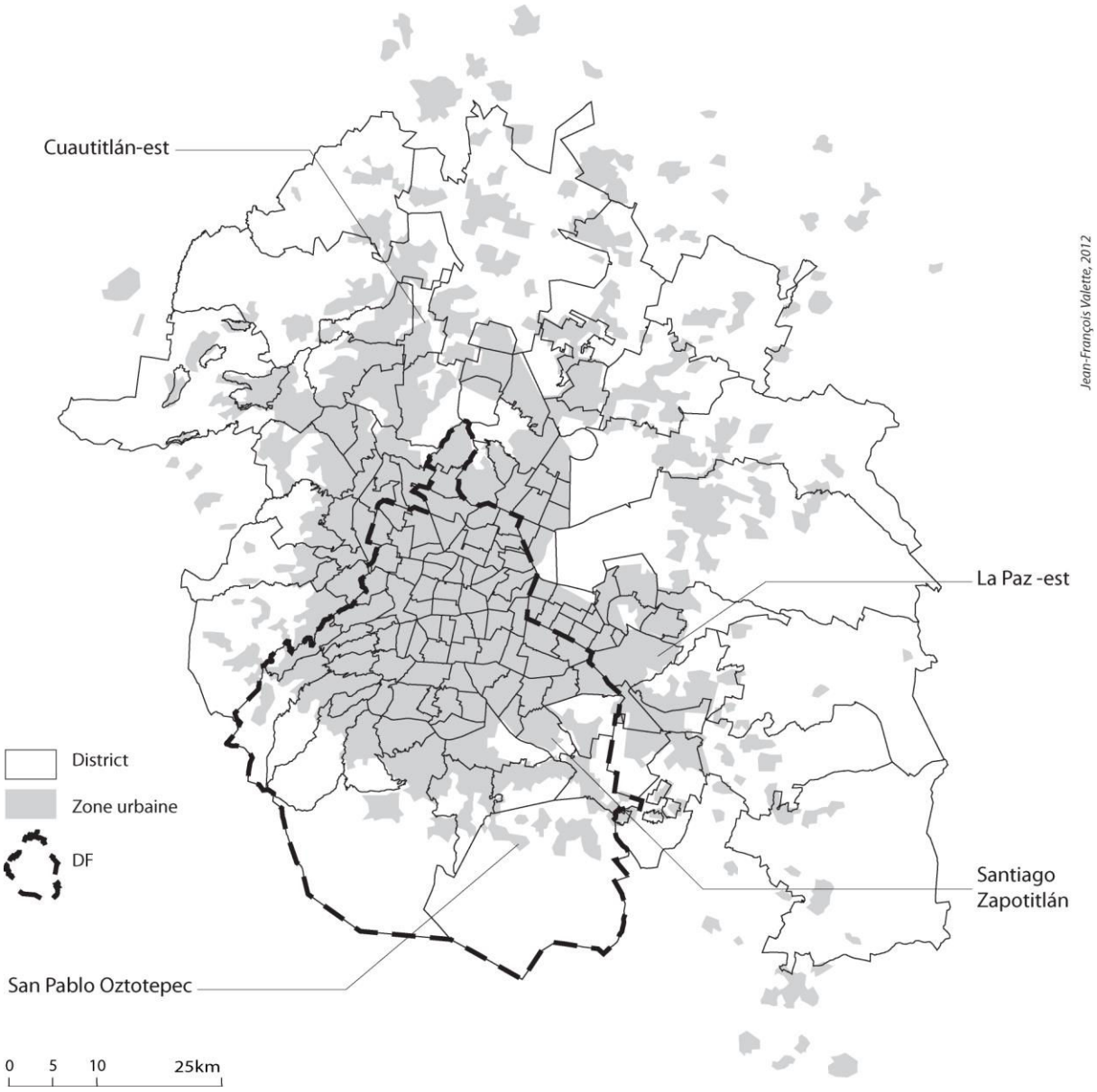
Au total, l'enquête a permis de collecter 53 734 questionnaires [2007, p. 23]. Les résultats principaux sont disponibles dans des publications officielles : INEGI, SETRAVI, GDF, GEM [2007], IGECEM [2007]. De nombreuses publications scientifiques utilisant en partie ces données ont également vu le jour. On citera à titre d'exemple Casado [2008], Coulomb [2008], Paquette [2010] ou Saavedra *et al* [2011].

On compte en 2007 dans la ZMVM 21 954 157 trajets effectués par jour, soit 30 603 558 tronçons de trajets (en cas de rupture de charges et changement de mode de transport).
La base de données des réponses individuelles a été agrégée en matrices avec résultats pondérés connus pour les 156 districts.

On retient des informations disponibles dans les matrices de l'enquête deux entrées :
- Les modes de transports vers et depuis les districts
- Les motifs de mobilité évoqués par les interrogés

Unités spatiales : les districts

Carte II.5.1. Les districts de l'EOD 2007 dans la ZMVM



2. Résultats détaillés de la typologie des districts selon les modes de transport

On peut ici préciser qu'une partition en 5 classes aurait été possible et pertinente statistiquement avec la mise en valeur d'une classe où est surreprésentée spécifiquement la catégorie « autres modes de transports ». Or, l'interprétation géographique de cette variable est limitée au vu de la diversité des modes qu'elle recouvre. Les résultats en annexe II.5, partie 2, s'interprètent selon les équivalences suivantes : pour les départs, la classe 1 correspond au « cœur de ville du métro », la 2 « au centre-ville mixte », la 3 aux « périphéries du collectif » et la 4 aux « périphéries de la voiture ». Pour les arrivées, la classe 1 correspond à la « ville du métro », la 2 à la « ville fréquentée par la voiture », la 3 à la « ville la moins fréquentée par la voiture », la 4 à la « ville du transport collectif » et la 5 au « profil moyen ».

2.1. Départs et modes de transports

Tableau II.5.1. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, au départ des lieux, selon les 4 modes de transports

	Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4		Profil moyen
	*Moyenne**	*Écart***	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	***Moyenne***
Automobile	18,0	-0,9	43,0	1,6	31,0	0,3	24,1	-0,4	**28,7**
Collectif	17,4	-2,0	39,7	-0,5	29,3	-1,2	51,3	0,5	**43,2**
Métro	54,2	4,1	3,3	-0,4	22,4	1,4	2,3	-0,4	**8,8**
Autres	10,5	-1,0	14,0	-0,7	17,2	-0,3	22,3	0,3	**19,3**

**Les moyennes indiquent les moyennes pondérées de l'ensemble des trajets réalisées dans chacune des classes.*
***Les écarts sont calculés sur les écarts des moyennes non pondérées des classes par rapport à la moyenne des variables sur l'ensemble des districts, rapportés à l'écart-type de la distribution de l'ensemble des districts.*
CAH correspondances réalisée avec Philcarto : 74.2 % d'inertie prise en compte
Sources : INEGI [2007]

Tableau II.5.2. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes

	Trajets	En %
Classe n° 01	859 705	3,9
Classe n° 02	3 896 804	17,8
Classe n° 03	4 671 291	21,4
Classe n° 04	12 448 410	56,9

Sources : INEGI [2007]

2.2. Arrivées et modes de transports

Tableau II.5.3. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, pour aller sur les lieux, selon les 4 modes de transports

	Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4		Classe 5		Profil moyen
	Moyenne	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	***Moyenne***
Automobile	24,3	-0,4	40,3	1,2	21,7	-0,7	25,4	-0,3	22,3	-0,7	**28,7**
Collectif	39,8	-0,4	37,4	-0,7	45,7	0,3	55,4	1,5	46,2	0,4	**43,2**
Métro	17,1	1,7	5,9	-0,6	4,4	-0,9	4,3	-0,9	11,1	0,5	**8,8**
Autres	18,7	-0,1	16,4	-0,5	28,3	1,6	14,9	-0,8	20,4	0,2	**19,3**

CAH correspondances réalisée avec Philcarto : 66.5 % d'inertie prise en compte

Tableau II.5.4. Répartition des trajets selon la typologie en 5 classes

	Trajets	En %
Classe n° 01	3 127 997	14,3
Classe n° 02	7 200 184	32,9
Classe n° 03	2 629 460	12,0
Classe n° 04	1 966 534	9,0
Classe n° 05	6 938 261	31,7

Sources : INEGI [2007]

3. Résultats détaillés de la typologie des districts selon les motifs de mobilité

Pour les départs, la classe 1 renvoie au « centre fonctionnel », la 2 au « centre secondaire », la 3 aux « périphéries à vocation résidentielle » et la 4 au « profil moyen ». Pour les arrivées, la classe 1 renvoie au « centre des activités commerciales », la 2 au « profil moyen », la 3 au « centre des autres activités » et la 4 à la « périphérie à vocation résidentielle ».

3.1. Départs et motifs de mobilité

Tableau II.5.5. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, au départ des lieux, selon les 10 motifs possibles

	Profil moyen	Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4	
Partir pour		*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*
Travailler	**25,5**	14,2	-1,5	20,6	-0,8	36,3	1,0	26,9	-0,1
Rentrer chez soi	**44,7**	64,6	1,7	51,2	0,7	29,1	-1,0	40,6	-0,1
Aller étudier	**8,9**	4,4	-1,6	7,5	-0,7	12,2	0,8	10,0	0,1
Faire les courses	**4,9**	3,3	-1,3	4,8	-0,2	5,6	0,3	5,6	0,3
Voir quelqu'un	**5,5**	4,2	-0,8	5,8	0,1	5,8	0,0	6,0	0,3
Se divertir	**2,8**	2,5	-0,3	2,5	-0,4	3,1	0,1	3,0	0,2
Retourner travailler	**1,2**	1,6	0,5	1,4	0,3	0,9	-0,4	1,2	0,1
Aller manger	**0,6**	1,0	1,1	0,8	0,5	0,4	-0,5	0,5	-0,2
Démarches administratives	**1,8**	1,4	-0,7	1,7	-0,2	2,2	0,5	1,7	-0,1
Autres	**4,1**	3,0	-1,0	3,9	-0,2	4,6	0,3	4,6	0,2

**Les moyennes indiquent les moyennes pondérées de l'ensemble des trajets réalisées dans chacune des classes.*
***Les écarts sont calculés sur les écarts des moyennes non pondérées des classes par rapport à la moyenne des variables sur l'ensemble des districts, rapportés à l'écart-type de la distribution de l'ensemble des districts.*
CAH réalisée avec Philcarto : 71 % d'inertie prise en compte
Sources : INEGI [2007]

Tableau II.5.6. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes

Classe	Trajets	En %
Classe n° 01	5 128 761	23,4
Classe n° 02	3 537 742	16,2
Classe n° 03	6 123 845	28,0
Classe n° 04	7 085 862	32,4

3.2. Arrivées et motifs de mobilité

Tableau II.5.7. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, pour aller sur les lieux, selon les 10 motifs de mobilité

	Profil moyen	Classe 1		Classe 2		Classe 3		Classe 4	
Venir pour	*Moyenne*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*	*Moyenne*	*Écart*
Travailler	**25,4**	43,2	1,6	22,3	-0,1	38,1	1,3	14,9	-0,7
Rentrer chez soi	**45,1**	14,6	-1,9	47,0	-0,1	26,3	-1,3	63,0	0,9
Aller étudier	**8,9**	4,3	-1,0	10,1	0,4	10,7	0,3	7,0	-0,4
Faire les courses	**4,9**	22,1	4,8	4,7	0,1	3,9	-0,1	3,4	-0,3
Voir quelqu'un	**5,5**	3,4	-0,9	5,8	0,3	6,6	0,7	4,6	-0,5
Se divertir	**2,7**	2,1	-0,6	2,8	0,2	3,2	0,4	2,4	-0,3
Retourner travailler	**1,2**	2,8	2,0	1,0	-0,1	1,8	1,0	0,7	-0,5
Aller manger	**0,6**	0,4	-0,3	0,5	0,0	1,0	0,8	0,4	-0,4
Démarches administratives	**1,7**	3,1	1,0	1,8	0,2	2,5	0,7	0,9	-0,6
Autres	**4,1**	4,0	0,1	4,0	0,1	5,9	1,0	2,7	-0,6

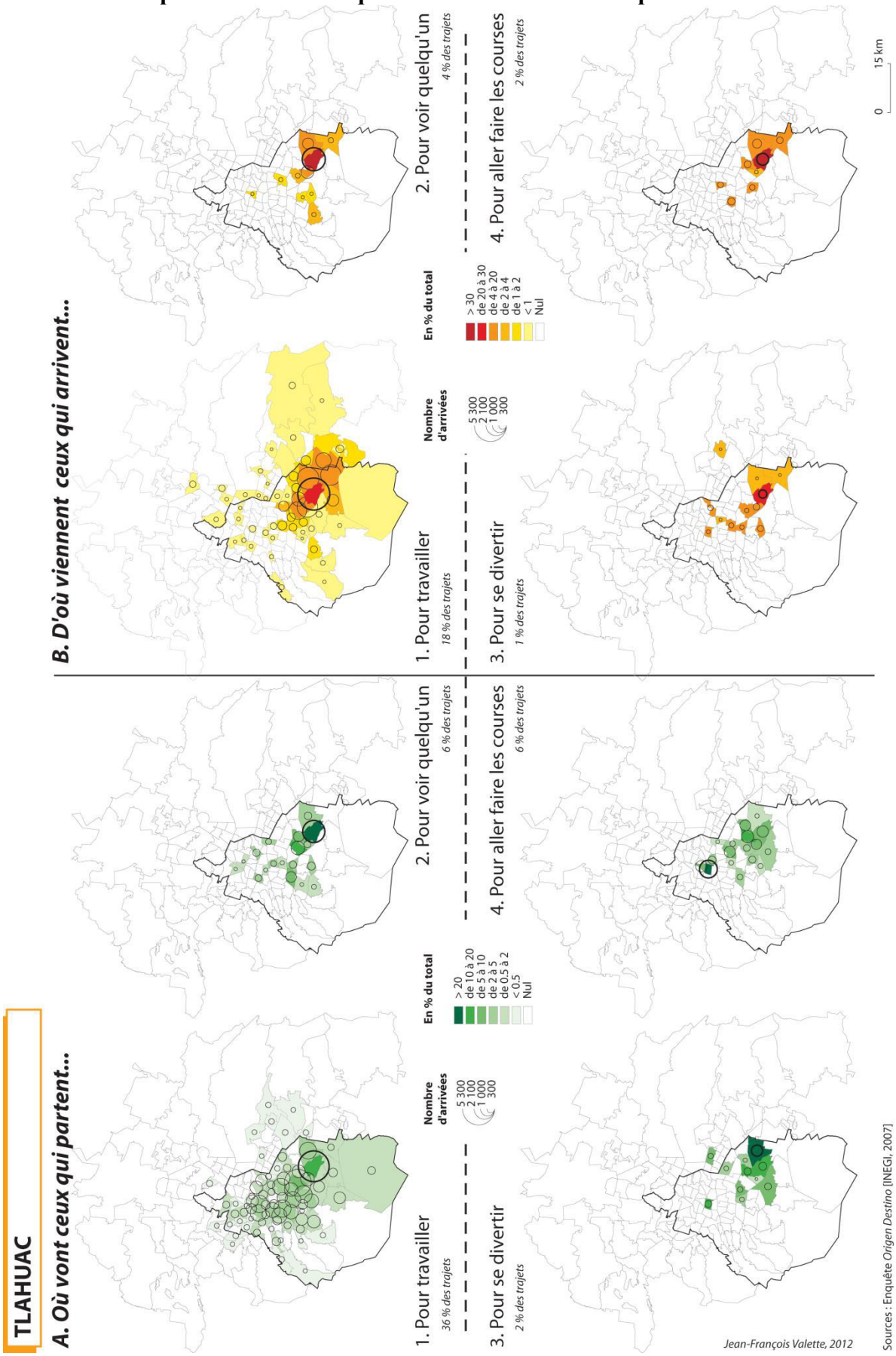
**Les moyennes indiquent les moyennes pondérées de l'ensemble des trajets réalisées dans chacune des classes.*
***Les écarts sont calculés sur les écarts des moyennes non pondérées des classes par rapport à la moyenne des variables sur l'ensemble des districts, rapportés à l'écart-type de la distribution de l'ensemble des districts.*
CAH réalisée avec Philcarto : 65 % d'inertie prise en compte
Sources : INEGI [2007]

Tableau II.5.8. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes

Classe	Trajets	En %
Classe n° 01	1 131 324	5,2
Classe n° 02	6 318 111	28,9
Classe n° 03	6 463 820	29,6
Classe n° 04	7 949 181	36,4

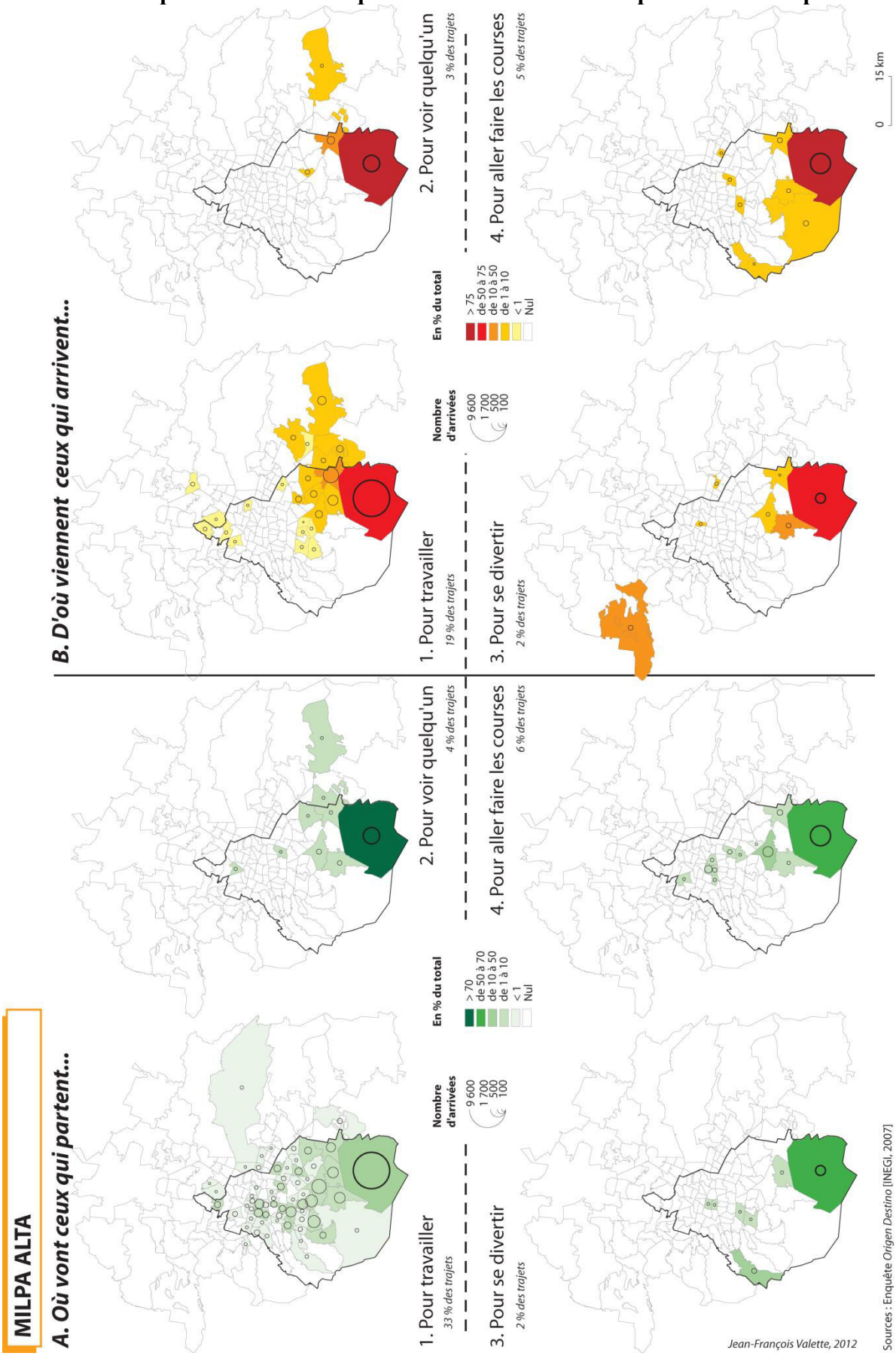
3.3. Quatre exemples à Tláhuac

Carte II.5.2. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Tláhuac



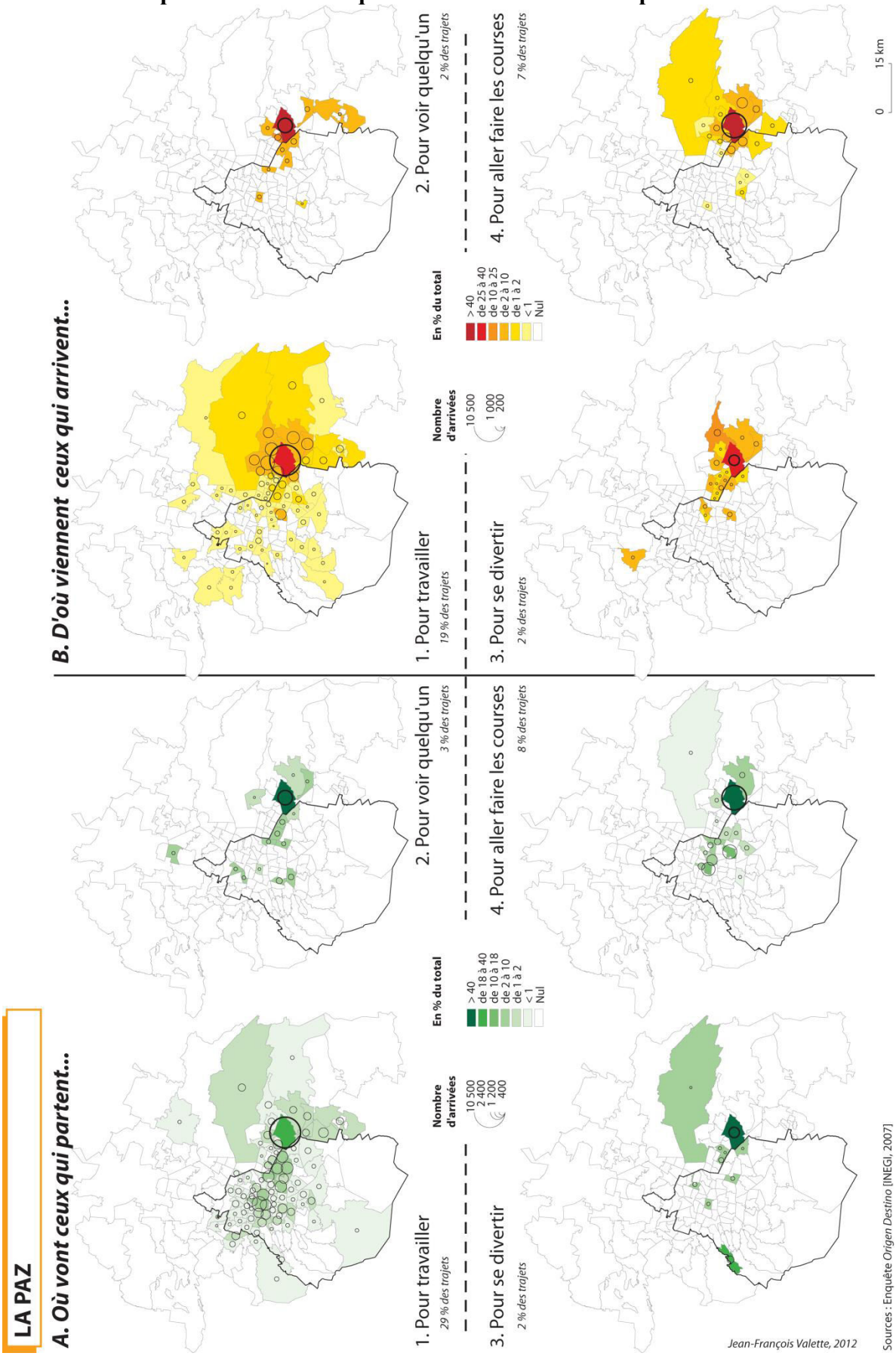
3.4. Quatre exemples à Milpa Alta

Carte II.5.3. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Milpa Alta



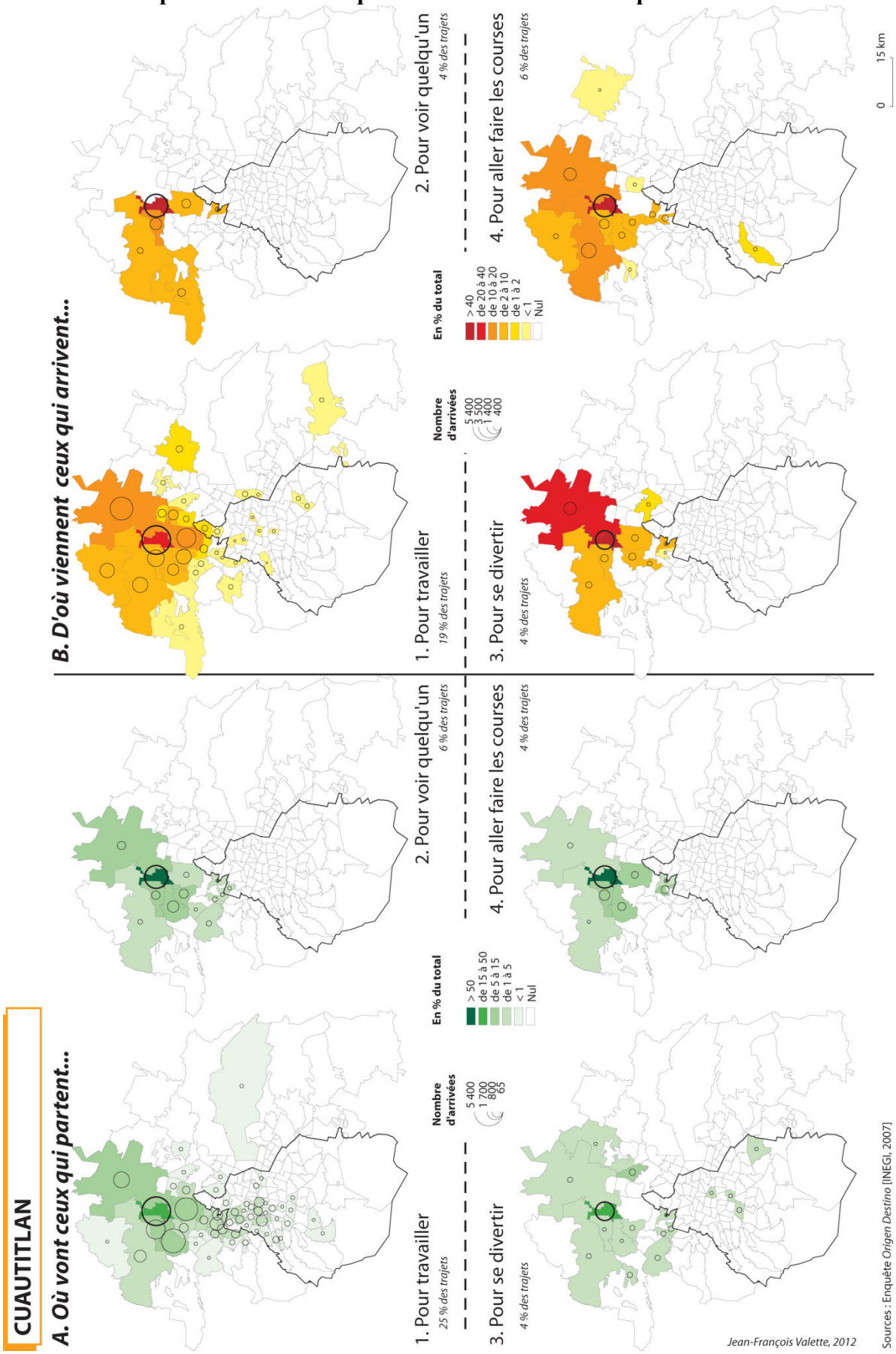
3.5. Quatre exemples à La Paz

Carte II.5.4. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à La Paz



3.6. Quatre exemples à Cuautitlán

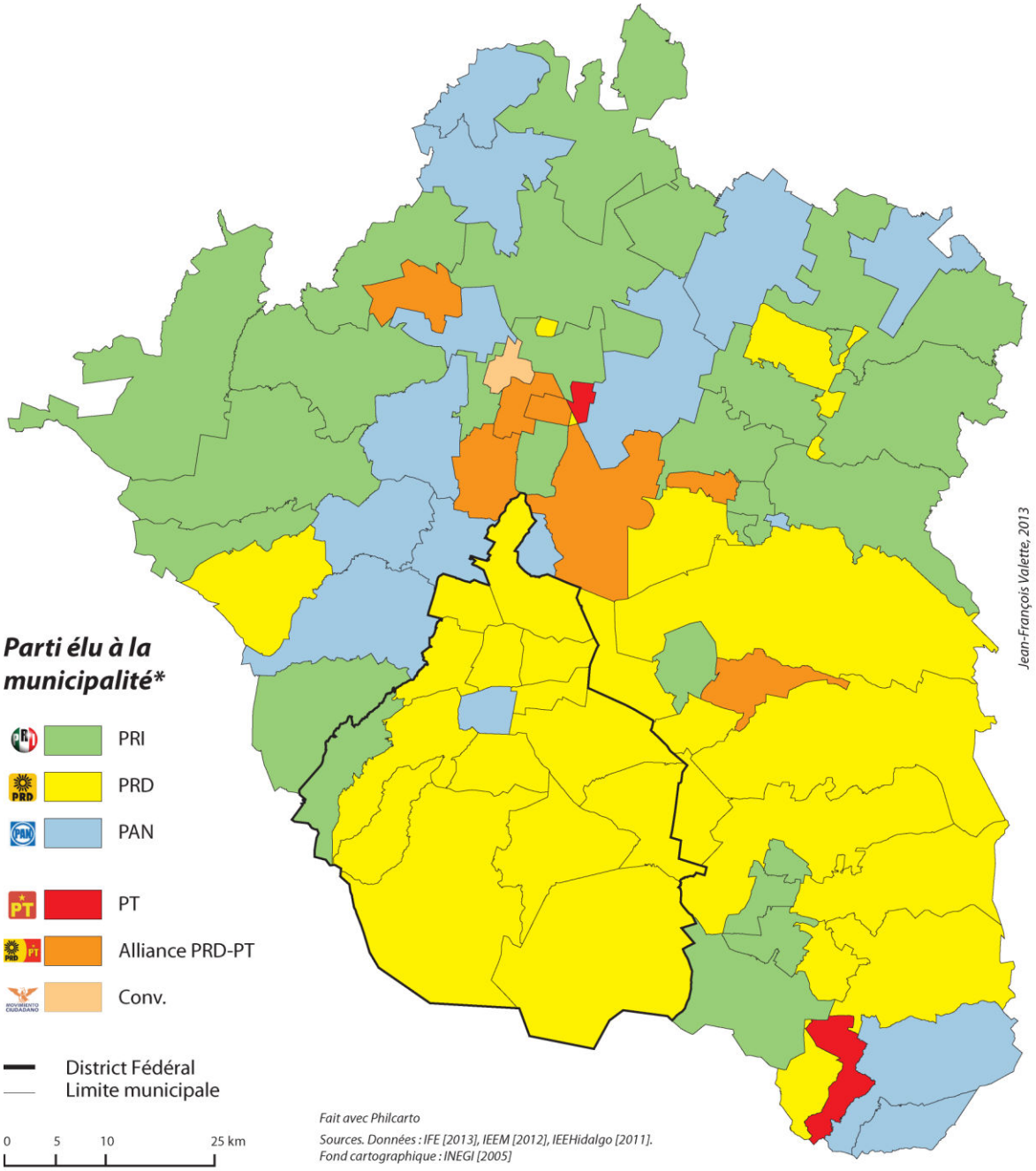
Carte II.5.5. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Cuautitlán



Annexe II.6

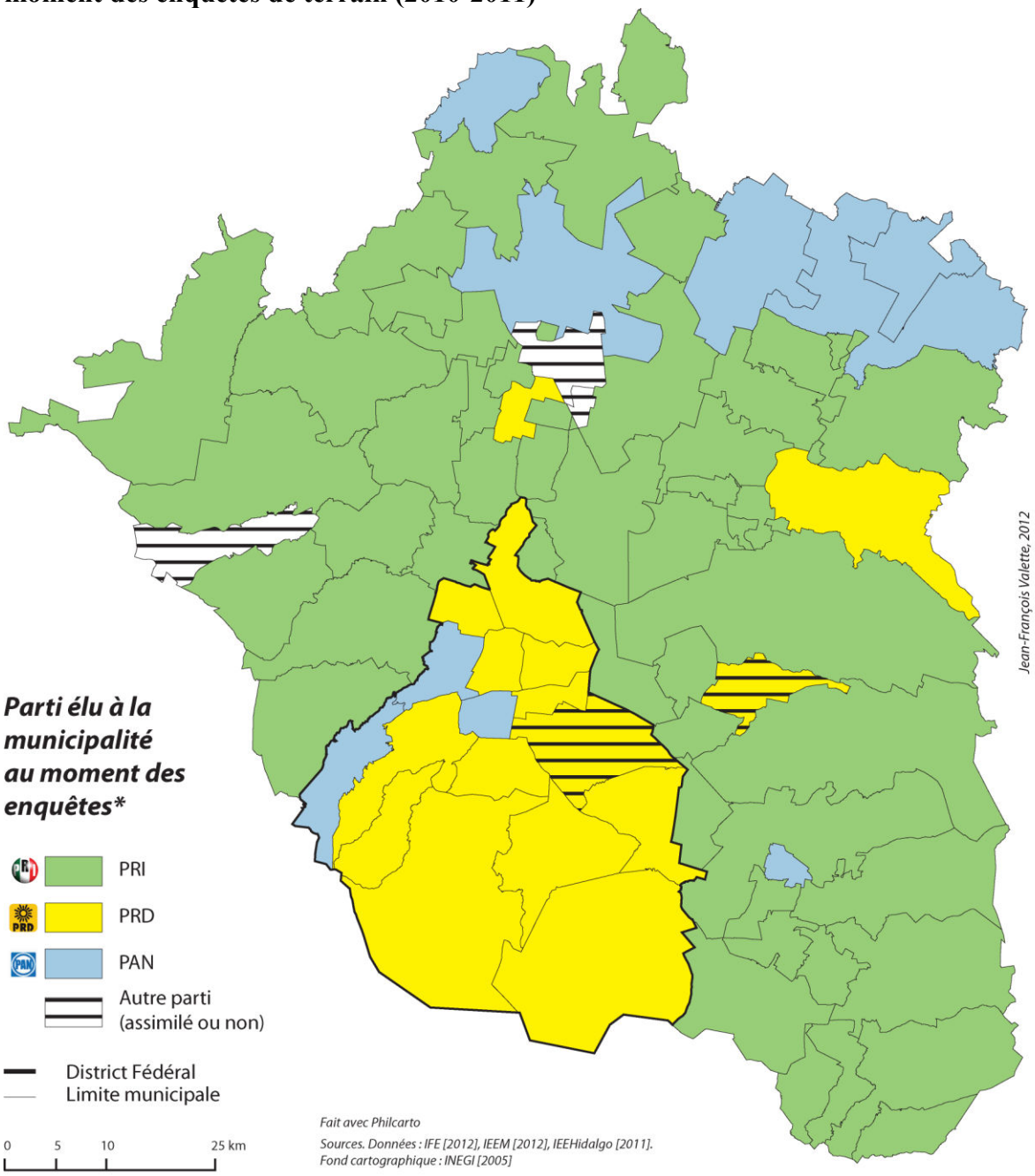
Contexte politique dans la ZMVM

Carte II.6.1. Les partis en place dans les municipalités de la zone métropolitaine : la dichotomie DF – État de Mexico toujours d'actualité en 2014



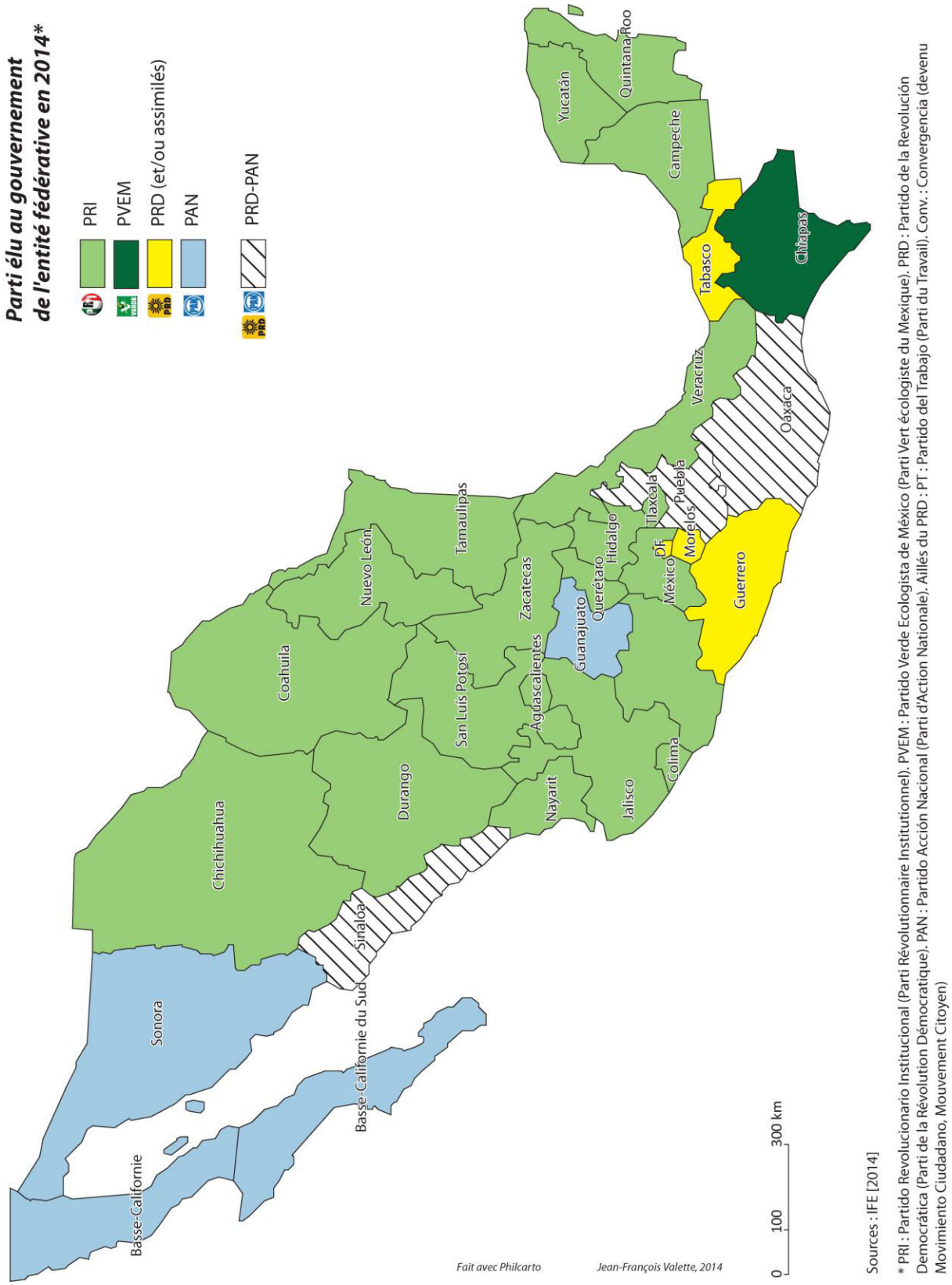
*Eléctions municipales de 2011 pour l'Etat d'Hidalgo et de 2012 pour l'Etat de Mexico et le DF
PRI : *Partido Revolucionario Institucional* (Parti Révolutionnaire Institutionnel). PRD : *Partido de la Revolución Democrática* (Parti de la Révolution Démocratique). PAN : *Partido Acción Nacional* (Parti d'Action Nationale). PT : *Partido del Trabajo* (Parti du Travail). Conv. : *Convergencia* (devenu *Movimiento Ciudadano*, Mouvement Citoyen)

Carte II.6.2. Les partis en place dans les municipalités de la zone métropolitaine au moment des enquêtes de terrain (2010-2011)



*Eléctions municipales de 2008 pour l'Etat d'Hidalgo et de 2009 pour l'Etat de Mexico et le DF
PRI : *Partido Revolucionario Institucional* (Parti Révolutionnaire Institutionnel). PRD : *Partido de la Revolución Democrática* (Parti de la Révolution Démocratique). PAN : *Partido Acción Nacional* (Parti d'Action Nationale).
Carte publiée dans l'ouvrage *Atlas de Mexico* de B. Tallet et A. Ribardière [2010, p. 75]

Carte II.6.3. Les partis en place dans les gouvernements des entités fédératives en 2014



Sources : IFE [2014]

* PRI : Partido Revolucionario Institucional (Parti Révolutionnaire Institutionnel). PVEM : Partido Verde Ecologista de México (Parti Vert écologiste du Mexique). PRD : Partido de la Revolución Democrática (Parti de la Révolution Démocratique). PAN : Partido Acción Nacional (Parti d'Action Nationale). Aillés du PRD : PT : Partido del Trabajo (Parti du Travail). Conv. : Convergencia (devenu Movimiento Ciudadano, Mouvement Citoyen)

Annexes III.

Annexe III.1

Travail empirique : enquêtes et questionnaires

1. Enquête E1 : entretiens auprès des habitants des quartiers

Grille d'entretien : version espagnole

Número de la entrevista

Fecha de la entrevista

Lugar de la entrevista: dirección, calle, colonia, municipio, Estado

1. **Características de la edificación y de la vivienda**

1. Entorno urbano cerca de la manzana estudiada

2. Vías de acceso a la vivienda

3. Tiempo de acceso a la casa desde un transporte público
¿Cuánto tiempo le toma para irse a una parada de bus caminando?

4. Número de pisos

5. Tipo de material predominante para

Techos:	Tejas	Losa de hormigón	Zinc	Plástico	Otro	
Paredes:	Ladrillo	Piedra	Adobe			
	Tablas	Prefabricado	Caña, vegetales	Zinc	Cartón	Otro
Piso:	Alfombra	Ladrillo	Baldosa			
	Cemento	Tabla	Tierra			

6. Tipo de la vivienda (seleccione)
Casa Departamento Cuarto Otro

7. Estado de la construcción de la vivienda
Terminada En obras No terminada pero sin obras Otro

8. Fecha de construcción
¿Cuándo empezó la construcción de esta edificación?
Antes de 1950 1950-1960 1960-1970 1970-1980 1980-1990 1990-1995
1995-2000 2000-2005 2005-2010

9. Número de hogares
¿Cuantos grupos de personas preparan los alimentos por separado?

10. Actividades en el lote
¿En el lote, hay una tienda o un taller?
11. Conexión al agua
El agua de la vivienda es
Entubada en el terreno
Entubada al interior
De pipa
Otro
No tiene agua

12. Conexión a la luz
¿Hay luz eléctrica en esta vivienda? Si No

2. <u>Informaciones generales sobre el entrevistado</u>

13. Nombre y apellido del entrevistado (a) (si quiere quedarse anónimo, ponga sus iniciales)

14. Sexo
Usted es
Hombre Mujer

15. Edad
Usted tiene
0-9 años 10-14 años 15-24 años 25-34 años 35-50 años 50-69 años
70 años y más

16. Ocupación principal del jefe de hogar
¿En la semana pasada, cuál era la ocupación principal del jefe del hogar?

17. Número de personas coresidentes en la casa y número de personas que trabajan
¿Cuántas personas viven en la casa de usted? ¿Cuántas trabajan?

3. <u>Situación anterior</u>

18. Lugar de residencia anterior
¿Dónde usted (a) vivía antes? ¿Qué era su situación residencial (tipo de vivienda, tenencia)?
Calle :
Colonia o barrio :
Municipio:
Entidad federativa:

19. Tipo de vivienda y número de cuartos en la residencia anterior
¿Sin contar cocina o baño, cuantas habitaciones tenía la vivienda en la que vivía antes?
20. Situación de la vivienda anterior
¿En qué situación se encontraba la vivienda en la que residía antes de vivir aquí?
Legal irregular
Legal regular
Pleito legal
Otra

21. Tenencia de la vivienda anterior
La vivienda era
Su propiedad
Propiedad de otro miembro del hogar
Ocupante de hecho
En arriendo o subarriendo
Prestado
Otro

22. Coresidentes en la vivienda anterior
¿Con quién vivía en su vivienda anterior?

23. Ocupación en la vivienda anterior
¿Qué ocupación tenía cuando usted vivía en esta vivienda?

24. Motivos de cambio
¿Por qué se vino al municipio y a este barrio en particular?
Porque tenía su trabajo aquí
Porque estudiaba aquí
Porque se casó y necesitaba un lugar para vivir
Porque lo invitaron familiares suyos que viven aquí
Otro (especifique)

Ahora, si usted le permite, nos gastaría hablar de su historia de vida, desde su nacimiento hasta el día de hoy, con el mismo tipo de preguntas.

4. Biografía

25. Lugar de nacimiento del entrevistado (a)
¿Dónde nació usted?
Barrio/colonia
Municipio
Entidad federativa

26. ¿Desde su nacimiento, donde ha vivido por lo menos 1 año? ¿Porque cambio de residencia? ¿En qué tipo de vivienda? ¿En cuál condición? ¿Con quién? ¿Qué ocupación tenía en este momento?

Año	Lugar (barrio, municipio, entidad federativa)	Razón de la mudanza	Tipo de vivienda	Tenencia de la vivienda	Personas que vivían en la misma vivienda	Ocupación
Nacimiento						
…						
15 años						
…						
Residencia anterior						
Ahora						

27. Lugar de residencia de los padres
¿Dónde sus padres viven ahorita?
Colonia
Municipio
Entidad federativa

28. Lugar de residencia de los suegros
¿Dónde sus suegros viven ahorita?
Colonia
Municipio
Entidad federativa

29. Numero de hermanos y hermanas del entrevistado (a) y lugar de residencia actual
¿Cuántos hermanos y hermanas tiene usted? ¿Dónde viven?
Barrio/colonia
Municipio
Entidad federativa

30. Número de niños del entrevistado (a) y lugar de residencia actual
¿Cuántos niños y niñas tiene usted? ¿Adónde viven?
Colonia
Municipio
Entidad federativa

31. Otra vivienda
¿Tiene otra(s) vivienda(s)? ¿Dónde?

5. Situación de la vivienda

32. Tenencia de la vivienda
Usted
Es propietario de la vivienda
Es ocupante de hecho
Renta
Es en subarriendo
Tiene esta vivienda prestada
Otro

33. Fecha de llegada en el barrio
¿En qué año usted llego en el barrio?

34. Fecha de llegada en la vivienda (si diferente)
¿En qué año usted se mudó en su vivienda actual?

35. Adquisición del lote
¿Al principio, como adquirió el lote por donde usted está viviendo ahorita? (seleccione)
Ocupación organizada ; Compra Venta ; Traspaso ; Préstamo ; Herencia ; Regalo ; Renta ; Otro

36. Medios de adquisición
Obtuvo el terreno por donde está viviendo ahorita a través de
Particular
Organización política o partido político
Sindicato
Asociación
Otro

¿Cuál es el nombre del grupo/asociación/sindicato?

37. Estatuto de tenencia del predio
Este predio es
Ejidal
Comunal
Propiedad privada
Otro

38. Tenencia de la vivienda en propiedad : pagamiento
Si es propietario, la propiedad
Ya se fue pagada totalmente
Se está pagando todavía
Se va a empezar a pagar
No se tiene que pagar

39. Propiedad y adquisición
Si es propietario, ¿cuándo usted compro el terreno?
¿Qué compro?
Terreno
Terreno y parte de la vivienda
Terreno y vivienda completa

¿Con quién usted hizo la compra venta?
Promotor
Fideicomiso
Particular

Escritura de propiedad
¿Tiene una escritura de propiedad o de arriendo?

40. Construcción de la casa
¿Quién construyo la casa?
Usted
Con la ayuda de la familia
Con la ayuda de un albañil
Una empresa
Otro

41. Valor de la vivienda
¿Cuánto considera que vale esta vivienda? ¿Cuánto paga por el alquiler?

42. Tenencia de la vivienda en renta y relación con el propietario
Si está arriendo, ¿el propietario vive también en el mismo lote? Si No
¿Existe una relación de parentesco entre un miembro del hogar y el propietario de la vivienda? Si No

6. Regularización del terreno/ Régularisation du terrain

43. ¿Este terreno, ya está totalmente regularizado? Si No

44. ¿Ha contratado la regularización de su lote? Si No
45. Si no, ¿Por qué no ha contratado la regularización de este lote?
No tiene dinero
Porque la propiedad tiene problemas legales
Por otro motivo

46. Institución de regularización
¿Con qué institución hizo el contrato de regularización de este lote?
Corett ; Cresem ; Imevis ; Otra ; No sabe

47. Pagamiento de la regularización
El contrato de regularización de este lote
Ya lo pago totalmente
Lo está pagando todavía
Va a empezar a pagarlo
No tiene que pagar nada por el

¿Cuánto le costó o le va a costar en total (más o menos) la regularización de su terreno?

48. Programas de apoyo social

Ha contratado algún programa de
Vivienda Social
Autoconstrucción
Remodelación
Servicios para conexión del agua
Servicios para conexión de luz
Servicios de recolección de basura
Otro

Ahora, si lo permite, vamos a hablar de los diferentes lugares que usa de manera frecuente.

7. Prácticas de movilidad cotidiana del entrevistado (a) en la Ciudad de México Pratiques de mobilité quotidienne de l'enquêté

49. Escuela/ *Ecole*
¿Adónde los niños del hogar van a la escuela?
Calle, Colonia, Municipio

50. Trabajo
¿Dónde trabaja?
¿Cuantas horas (más o menos) dedica cada semana al trabajo?
¿Cuantos minutos gasta en promedio en un viaje hasta su sitio de trabajo?

51. Deportes
¿Hace deporte? ¿Cuál(es) deporte(s)? ¿Dónde? ¿Cuantas veces a la semana o al mes?

52. Familia
¿Dónde viven sus familiares más cercanos? ¿Con que frecuencia los ve? ¿Qué hacen juntos?

53. Amigos
¿Dónde viven sus mejores amigos o amigas? ¿Con que frecuencia los ve? ¿Qué hacen juntos?

54. Salidas del barrio
¿Sale usted a veces de su barrio?
Mas o menos, podría indicarme ¿Cuantas veces (en general) (a la semana por ejemplo, al dia, al mes)?

¿Generalmente, muy a menudo, Adónde va cuando sale de su barrio y porque sale (trabajo, escuela, compras, diversión, etc.)?

55. Medio de transporte
¿Qué medio de transporte usa para moverse en la ciudad? ¿Tiene coche? ¿Cuál es el mejor medio de transporte para venir aquí?

56. Salud/ Santé
En caso de problema, ¿Adónde está el centro de salud el más cerca?

57. Otros
¿Existen otros lugares que podrían ser importantes para usted? ¿Otra casa?

58. Para resumir sus viajes, vamos a completar esta tabla.
Durante la semana pasada, usted o una persona del hogar ha salido alguna vez de la vivienda por alguno de los motivos siguientes.

Motivos	Lugar	Frecuencia	Medio de transporte
Trámite administrativo			
Compra de alimentos			
Otras compras			
Salidas a restaurantes, bares o discoteca			
Actividad cultural (cine, teatro)			
Práctica deportiva			
Religión (misa, cementerio)			
Amigos			
Parientes			
Otros			

Ahora, vamos a hablar de la historia del barrio desde su instalación.

8. La instalación en el barrio et la historia de los cambios en el barrio

59. Estado de la vivienda al principio
¿Cómo era la vivienda al principio de la instalación en el barrio?

60. Cambios en el barrio
Para usted, desde su llegada, ¿Cuáles son los cambios los más importantes en el barrio? ¿Son muchos? ¿Demasiado? ¿Insuficientes?

61. Cambios y organización
Según usted, ¿Cómo los cambios tuvieron lugar? ¿Cuáles organizaciones eran involucradas en estos cambios?

62. Grupos sociales en el barrio
Según usted, ¿existen grupos asociativos o políticos que se preocupan por el barrio? ¿Cuáles?
¿Usted hace parte de estos grupos? ¿Porque? ¿Porque no? ¿Sabe que hacen estos grupos?

63. Oferta del suelo
¿Qué opina de la oferta del suelo en el barrio ahora? ¿Puede ser suficiente para la nueva generación? ¿Para nuevas llegadas?

64. Oferta de los servicios urbanos
¿Qué opina de la oferta de los servicios públicos? ¿Qué conoce a propósito de la llegada de estos servicios en el barrio? ¿Qué falta todavía?

65. Personas externas
¿Según usted, hay personas externas que vienen en el barrio (miembros del municipio, ambulantes etc.)? ¿Qué hacen?

Ahora, vamos a hablar de su opinión a propósito del barrio

9. La relación entre el entrevistado (a) y su barrio

66. Nivel socioeconómico del barrio
¿Cómo definiría usted el nivel socio-económico de su barrio: es una colonia muy rica, bastante rica, pobre, muy pobre o mixta?

67. Identificación al barrio
¿A propósito de la identificación a un lugar, usted se siente más
"de su barrio"
"de su colonia"
"de su municipio"
"de la Ciudad de México"
¿De dónde se siente?

68. Percepción de los barrios cercanos
¿Cómo ve a los barrios cercanos del barrio suyo?
Bien Indiferente Feos Peligrosos Inaccesibles No conoce

¿Considera que lo conoce bien o no?
Si No

69. Vida en el barrio
¿Cómo usted podría calificar la calidad de vida en el barrio?
Satisfactoria ; Difícil ; Cada vez mejor ; Cada vez peor

70. Inseguridad
¿Cree que hay un problema de inseguridad en la colonia, en el municipio en general? ¿Tiene miedo de ir por algunos lados o no? ¿Cuáles? ¿Porque?

A partir de la pregunta 4.30, vamos a hablar de sus hijos

10. Hijos de habitantes (segunda generación)

71. Lugar de nacimiento de los hijos
¿Dónde nacieron sus hijos?
Barrio
Municipio
Entidad federativa

72 Hijos con familia propia
¿Tiene hijos que tienen su propia familia? Si No

73. Lugar de residencia con familia propia
¿En dónde viven sus hijos teniendo su propia familia?
En la casa encuestada
En otra casa del barrio
En una unidad habitacional del barrio
En otro barrio del municipio
En otro municipio/delegación (especifique)
En otro Estado

74. Tenencia de la vivienda de los hijos
En este lugar, ¿es propiedad de él/ ella? ¿Renta? ¿No paga?

75. Apoyo a los hijos
¿Tiene ayuda? Si No

Los está ayudando porque
Se acaba de casar
Está pasando una situación difícil
No tiene donde más vivir
Por otra razón

11. Planes en el futuro y expectativas de los pobladores

76. Planes de mudanza
¿Alguna o algunas de las personas que habitan esta vivienda tiene planes de irse a vivir a otra parte? Si No No sabe

77. Permanencia en la vivienda
¿Cuánto tiempo piensa seguir viviendo en la vivienda actual?
6 meses- 1año
Más de 1 año
No sabe
78. Etapa residencial en la vivienda actual
¿Usted quiere quedarse en el barrio en esta misma vivienda o considera esta como una solución transitoria esperando buscar mejor?

78. Nueva vivienda
¿Qué hará para conseguir un nuevo lugar para vivir?
Ocupará otro terreno mediante agrupaciones sociales y/o políticas
Comprará un terreno
Comprará una casa
Alquilara o rentara
Otro
No sabe

79. Lugar de la futura vivienda
¿En qué lugar tiene planes de irse vivir?
En este barrio
En una unidad habitacional del barrio
En otro barrio del municipio
En otro municipio/delegación (especifique)
En otra entidad federativa
Otro

80. Otra propiedad
¿Ha pensado en adquirir un nuevo terreno o casa? ¿Dónde?
Si No No sabe

¿Para quién?
El mismo
Sus hijos/hijas solteros
Sus hijos/hijas casados
Un familiar
Para tener una renta
Otro

81. Colonia popular y conjuntos de interés social
¿Qué opina del desarrollo de los barrios y conjuntos de interés social en varias zonas de la ciudad? ¿Conoce a gente que vive en este tipo de barrios? ¿Cómo ve a esta gente, como la definiría? ¿Se siente muy diferente de ella? ¿Por qué cree que esta gente se instala en este tipo de barrios? ¿Le haría?

Muchísimas gracias por su apoyo

2. Enquête E2 : questionnaires systématiques pour les jeunes parents

FLACSO MÉXICO

Cuestionario de investigación Académica

UNIVERSITÉ PARIS 1 – PANTHÉON - SORBONNE –

Buenos días. Este cuestionario está destinado a los habitantes de las colonias del municipio de Cuautitlán. Hace parte de un proyecto de investigación, elaborado en colaboración con la FLACSO (Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales, Tlalpan, México DF), y la Universidad Francesa Paris 1 (Panthéon-Sorbonne, Paris, Francia). Esta investigación se enfoca sobre las prácticas de movilidad y los usos de su colonia.
Nos comprometamos a respetar la integridad de los datos (no divulgarlos) que van a estar a nuestra disposición, y proteger el anonimato de estos datos.
Muchísimas gracias por su apoyo y tomar menos de 10 minutos para responder a este cuestionario.

1. Sexo
Usted es (seleccione)
Hombre Mujer

2. Edad
Usted tiene (seleccione)
0-9 años 10-14 años 15-24 años 25-34 años 35-50 años 50-69 años
70 años y más

3. Ocupación principal del jefe de hogar
¿En la semana pasada, cuál era la ocupación principal del jefe del hogar?
……...

4. Lugar por donde se ubica esta ocupación
¿Dónde se ubica su ocupación? (seleccione)
Dentro de su vivienda
En otro lugar en la colonia o en las colonias cercanas
En otra colonia/barrio del municipio (colonias más lejanas)
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

5. Lugar de residencia actual
¿Dónde vive ahorita?
Calle :…….
Colonia o barrio :……...

6. Tipo de la vivienda (seleccione)
Casa Departamento Cuarto Otro

7. Tenencia de la vivienda
La vivienda es (seleccione)
Su propiedad Propiedad de otro miembro del hogar Ocupada de manera gratuita
En arriendo o subarriendo Otro

8. Fecha de llegada en el barrio
¿En qué año usted llego en el barrio? Si nació en el barrio, ponga su fecha de nacimiento
……..

9. Adquisición del lote
¿Al principio, como adquirió el lote por donde usted está viviendo ahorita? (seleccione)

Ocupación organizada Compra Venta Traspaso Préstamo

Herencia Regalo Renta Otro

10. Lugar de residencia anterior
¿Dónde usted (a) vivía antes? (seleccione)
En la misma vivienda que ahora
En otra casa en la colonia o en las colonias cercanas
En otra unidad habitacional de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio (colonias más lejanas)
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

¿Qué era su situación residencial (tipo de vivienda, tenencia)? (seleccione)
Casa Departamento Cuarto Otro

Su propiedad
Propiedad de otro miembro del hogar
Ocupante gratuito (a)
En arriendo o subarriendo
Otro

11. Lugar de residencia del jefe de hogar a la edad de 15 años
¿Dónde usted vivía cuando tenía de 15 años? (seleccione)
En la misma vivienda que ahora
En otra casa en la colonia o en las colonias cercanas
En otra unidad habitacional de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio (colonias más lejanas)
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

12. Lugar de residencia de los familiares
¿Dónde viven los miembros de su familia (padres, suegros) que ven de manera muy regular?

Familiar (haga las relaciones):		**Viven**	**Lugar de residencia**
Padres	o	o	En la misma vivienda que usted
Suegros	o	o	En otra casa en el barrio
Hermanos	o	o	En otra unidad habitacional del barrio
Hijos mayores	o	o	En otro barrio del municipio
Otros	o	o	En otro municipio del Estado
		o	En otro Estado

13. Número de niños con familia propia del entrevistado (a) y lugar de residencia actual
¿Tiene usted niños y niñas con familia propia? (seleccione) Si No
Si tienen ¿Dónde viven? (seleccione)
En la misma vivienda que ahora
En otra casa en la colonia o en las colonias cercanas
En otra unidad habitacional de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio (colonias más lejanas)
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

14. Lugar de residencia de los amigos
¿Dónde viven sus mejores amigos o amigas? (seleccione)
En la misma vivienda que usted
En otra casa en la colonia o en las colonias cercanas
En otra unidad habitacional de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio (colonias más lejanas)
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

15. Lugar de compras
¿Adónde va de compras?
¿Para los alimentos? (seleccione)
En la calle aquí
En las tiendas de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

¿Para la ropa u otras compras? (seleccione)
En la calle aquí
En las tiendas de la colonia o a cerca
En otra colonia/barrio del municipio
En otro municipio del Estado (especifique) :…….
En otro Estado (especifique) :……

16. Vida social
¿Está involucrado en algún grupo político en la colonia/barrio? ¿Asociación de la colonia/barrio?
Si No
Especifique por favor:
……...

17. Identificación al lugar
¿A propósito de la identificación a un lugar, usted se siente mas (seleccione)
"de su barrio"
"de su colonia"
"de su municipio"
"de la Ciudad de México"
¿De dónde se siente?

18. Percepción de las colonias cercanas
¿Cómo ve a las colonias cercanas de la colonia suya? (seleccione)

Bien Indiferente Feos Peligrosos Inaccesibles No conoce

¿Considera que los conoce bien o no? (seleccione)
Si No

19. Vida en la colonia
¿Cómo usted podría calificar la calidad de vida en la colonia? (seleccione)
Satisfactoria
Difícil
Cada vez mejor
Cada vez peor

20. Proyectos de vida

En el futuro, usted quiere (seleccione)

Quedarse en la colonia en esta misma vivienda donde está viviendo
Mudarse, porque considera esta situación como una solución transitoria

Si quiere mudar ¿Adonde? (seleccione)

En otra casa en la colonia
En otra colonia del municipio
En otro municipio del Estado
En otro Estado
Especifique si quiere :……

3. Enquête E3 : trame d'entretien auprès des responsables et acteurs de la gouvernance et de la consolidation des quartiers

Encuesta E3

Buenos días. Este trabajo se enfoque sobre la historia del poblamiento del municipio M. Tenemos algunas preguntas destinadas a los actores de la regularización en áreas urbanas de creación reciente. Hace parte de un proyecto de investigación, elaborado en colaboración con la FLACSO (Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales, Tlalpan, México DF), y la Universidad Francesa Paris 1 (Panthéon-Sorbonne, Paris, Francia). Esta investigación se enfoca sobre las evoluciones de los usos del espacio metropolitano por los actores públicos.

1. En caso de regularización reciente: ¿por qué han contratado de consolidación? ¿Quién le pido? ¿Quién le decidió?

2. En caso de regularización antigua, ¿Como las acciones de consolidación siguen?

3. ¿Cómo trabajan los diferentes actores de la regularización? ¿Quién habla, quien pide? ¿La demanda se debe de ser una demanda colectiva o una agrupación de demandas individuales para la llegada de los servicios urbanos?

4. ¿Cuáles son los principales actores de la consolidación de las colonias populares marginales?

5. ¿Quién se pone en líder de los proyectos? ¿Los líderes políticos municipales, las empresas colaborando parar las obras, las asociaciones populares?

6. ¿Cuáles son los territorios en los que las acciones se enfocan? ¿Barrios, municipios?
¿Las acciones son diferentes según los barrios? ¿Estos últimos tienen estatutos diferentes? ¿Cuáles? ¿Existe una jerarquía entre los barrios prioritarios o un otro sistema de jerarquía?

7. ¿Cuáles criterios son seleccionados para identificar los barrios que deben ser seguidos? ¿Estos criterios fueron debatidos?

8. ¿Existe un tipo de discriminación positiva en el proceso de elección del territorio a ayudar? ¿De qué tipo?

9. ¿Porque es más eficiente enfocarse sobre los barrios más que sobre los individuos? ¿Cuál es la importancia de la participación colectiva en comparación con el apoyo individual?

10. ¿Al final, las acciones de regularización permiten una adaptación a las realidades locales? ¿No son demasiado rígidas?

11. ¿Cuál importancia dedican estos programas a la nueva generación en términos de oferta de vivienda y de servicios urbanos? ¿Esta dimensión está considerada?

12. ¿Cómo ve el futuro de estos poblamientos? ¿En términos de dinámica demográfica, migratoria, económica?

13. ¿Qué otros proyectos existen en términos de consolidación ahorita?

14. ¿Cuáles dificultades encuentran?

15. ¿En cuál sectores quisiera ver las autoridades públicas hacer más cosas?

4. Liste des personnes interrogées au cours des enquêtes

4.1. Personnes interrogées au cours des quatre missions au Mexique

Malgré la place centrale que ces personnes occupent au sein de cette thèse, afin de préserver leur intimité d'une part, de limiter les risques d'identification précise relativement aux enjeux parfois sensibles localement d'autre part, nous avons ici fait le choix de ne conserver que les titres, prénoms, initiales ou abréviations. Que tous soient néanmoins chaleureusement remerciés.

Tableau III.1.1. Total des personnes interrogées entre janvier 2010 et décembre 2011

Nom de l'enquêté ou de l'organisme enquêté	Enquêté	Municipe	Colonie	Date 1ère enquête	Qualité de l'enquêté (habitant, officiel, etc.)	Qualité de l'entretien
Adriana	Educatrice au jardin d'enfants Morelos	CUAUTITLAN	Tlaltepan	17.11.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Agent technique du Jardin d'enfants Lazaro Cardenas	Originaire de Pachuca	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	25.11.2010	Personne externe	Court
Aitla	Commerçante	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	01.09.2010	Habitant	Moyen/Répété
AL. IR.	Cadre de Casas Geo	ALVARO OBREGON	CASAS GEO	22.03.2010	Responsable Grand Ensemble	Court
Jesus	Directeur de l'Ecole Tranquilino Salgado Santander	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	25.11.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Lazaro	Chef du recrutement et des sélections de la Zone Nord	ALVARO OBREGON	CASAS GEO	22.03.2010	Responsable Grand Ensemble	Long/Répété
Andrea	Étudiante, amie d'un résident de Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	11.08.2011	Personne externe	Court
Andres	Maçon ambulant résidant à Valle de Chalco	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	29.08.2010	Personne externe	Court
Angel	Employé à la Central de Abastos	TLAHUAC	Tempiluli	06.09.2010	Habitant	Moyen/Répété
Antonio	Maçon	LA PAZ	CHIMALHUACAN	28.06.2010	Personne externe	Court
Abel Erasmo	Directeur du service du développement urbain de la délégation de Milpa Alta	MILPA ALTA	Delegación	03.12.2010	Responsable municipal	Long/Répété
AY. FR.	Militaire	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	28.08.2011	Habitant	Long/Répété
Alexia	Étudiante	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	28.08.2011	Habitant	Court
Roque Ivan	Étudiant en informatique	TLAHUAC	Ampliación La Conchita	25.03.2010	Habitant	Long/Répété
Sarah	Commerçante	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant	Long/Répété
Daniel	Étudiant	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	29.08.2010	Habitant	Court
AY. (voisin 1)	Résident	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	11.08.2011	Habitant	Court
AY. (voisin 2)	Résident	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	11.08.2011	Habitant	Court
AY. (voisin 3)	Résident	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	11.08.2011	Habitant	Court
AY. Sr	Commerçant	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant	Long/Répété
Bal.	Taxi, ancien migrant aux États-Unis	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	26.08.2010	Habitant	Long/Répété
Bala.	Aide-ménagère	LA PAZ	Lomas San Sebastián	26.08.2010	Habitant	Court
Felix	Taxi, ancien migrant aux États-Unis	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	26.08.2010	Habitant	Long/Répété
Juana	Infirmière retraitée, ancienne déléguée de colonie	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	26.08.2010	Habitant	Long/Répété
Noel	Taxi	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	26.08.2010	Habitant	Long/Répété
Eva María	Commerçante, représentante COPACI	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	03.09.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Serafin	Professeur de sports à la Segundaria Antonio Machado	LA PAZ	VALLE DE CHALCO	06.07.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Benjamin	Serveur à temps partiel	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	25.06.2010	Habitant	Court
Mario	Délégué politique, responsable d'associations	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	25.08.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Axa.		MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	01.09.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Alejandro	Directeur adjoint du service du développement urbain	MILPA ALTA	Delegación	06.04.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Chayo	Vendeuse	LA PAZ	Lomas San Sebastián	03.07.2010	Habitant	Long/Répété
Chayo (Epoux)	Employé à la Central de Abastos	LA PAZ	Lomas San Sebastián	03.07.2010	Habitant	Court
COMIDA CORRIDA	Commerçants non-résidents	LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Personne externe	Long/Répété

Madame E.	Commerçante Calle Galeana	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	01.09.2010	Habitant	Court
Madame S.	Commerçante de la Calle Sauces	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	17.10.2011	Habitant	Court
COORDINATION TERRITORIALE		MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	06.04.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Adriana	Assistante, prospectrice commerciale	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	05.07.2010	Habitant	Court
Madame F.C.	Hébergée par habitant	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	18.10.2011	Personne externe	Long/Répété
Marcella	Femme de ménage retraitée	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	03.07.2010	Habitant	Long/Répété
Marlen	Aide la famille Cortes	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	05.07.2010	Habitant	Court
Martin	Employé de bureau, en formation pour devenir contrôleur qualité	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	05.07.2010	Habitant	Court
Raymondo	Radiologue - commerçant	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	03.07.2010	Habitant	Long/Répété
M. et Mme I.	Eboueurs dans la colonie	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant	Court
Gisela	Résidente	LA PAZ	Lomas San Sebastián	25.06.2010	Habitant	Court
Délégué des commerçants de Lomas San Sebastián		LA PAZ	Lomas San Sebastián	13.08.2011	Habitant	Court
Délégué des commerçants de Lomas San Sebastián (épouse)	Responsable d'un cyber-café	LA PAZ	Lomas San Sebastián	13.08.2011	Habitant	Court
DIRECTION DU JARDIN D'ENFANTS LAZARO CARDENAS		CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	25.11.2010	Habitant-responsable quartier	Court
DIRECTION ECOLE MACHADO		LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Responsable Service éducatif	Court
DIRECTION ECOLE MAKARENKO		LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Responsable Service éducatif	Court
DIRECTION ECOLE NEZAHUALCOYOTL		LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	05.07.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
DIRECTION ECOLE PRIMAIRE NUEVO MILENIO		TLAHUAC	Ampliación la Conchita	31.08.2010	Responsable Service éducatif	Court
DIRECTION ECOLE PRIMAIRE TLALTEPAN		CUAUTITLAN	Tlaltepan	10.11.2010	Responsable Service éducatif	Court
DIRECTION ECOLE RICARDO FLORES		TLAHUAC	Zapotitlán	29.11.2010	Responsable Service éducatif	Court
DIRECTION ECOLE SECONDAIRE FEDERALE PRIETO		TLAHUAC	Ampliación la Conchita	31.08.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Don Felipe	Membre de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	02.09.2010	Habitant	Court
Don LAZARO	Maçon, ancien délégué de la colonie	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Don S.	Commerçant - Agriculteur	LA PAZ	Lomas San Sebastián	29.06.2010	Habitant-responsable quartier- propriétaire extérieur	Long/Répété
ECOLE MAKARENKO	Concierge	LA PAZ	Lomas San Sebastián	03.07.2010	Habitant	Court
Eduardo	Collégien	LA PAZ	Lomas San Sebastián	04.07.2010	Habitant	Long/Répété
Eduardo	Employé d'une papeterie	LA PAZ	Lomas San Sebastián	08.11.2010	Habitant	Court
EJIDATARIO SAN SEBASTIAN	Propriétaire de terrains à Lomas San Sebastián	LA PAZ	Pueblo San Sebastián	06.07.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Employé scolaire du DIF de Cuautitlán		CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	01.12.2010	Responsable Services sociaux	Court
Employées du DIF		LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	26.03.2010	Responsable Services sociaux	Long/Répété
Enseignante à l'école Antonio del Castillo	En anglais, originaire de Chicoloapan	LA PAZ	Lomas San Sebastián	18.10.2011	Personne externe	Court
Erika	Collégienne	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	23.08.2010	Habitant	Court
Jose Martin	Directeur du service de développement urbain	LA PAZ	Palacio Municipal	08.04.2010	Responsable municipal	Court
Felipe	Retraité, membre de Causa	LA PAZ	Lomas San Sebastián	29.08.2010	Habitant	Long/Répété
Femme propriétaire avenue A. Nervo		LA PAZ	Lomas San Sebastián	26.03.2010	Habitant	Court
Fernando	Banquier retraité, agriculteur	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Francisco	Commerçant	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Long/Répété
Francisco	Agro-industriel, commissaire ejidal	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Francisco (1ère fille)	Commerçante	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Court
Francisco (2ème fille)	Commerçante	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Court
Francisco (gendre, 2ème fille)	Restaurateur (taquero) à Nezahualcóyotl	LA PAZ	Ecole Carlos Hank Gonzalez	06.07.2010	Habitant	Court
Francisco (petit-fils, côté 1ère fille)	Employé de taqueria à Nezahualcóyotl	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Court
Francisco (petit-fils, côté 2ème fille)	Employé de taqueria à Nezahualcóyotl	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Court
Fulgencia	Résidente	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant	Court

Jesus G.	Professeur d'ingénierie et agent immobilier chez Casas Provi	CUAUTITLAN	Real San Fernando	29.03.2010	Responsable Grand Ensemble	Long/Répété
Jose Carlos G.	Membre de Tequio et informaticien	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
Norma	Secrétaire du responsable des biens communaux	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	06.04.2010	Habitant-responsable quartier	Moyen/Répété
Gerardo	Résident participant au câblage de la colonie	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	29.08.2010	Habitant	Court
Gerardo	Directeur de l'école primaire Plan de Guadalupe	TLAHUAC	Zapotitlán	02.12.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Señor G.	Résidente	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	12.08.2011	Habitant	Court
Señora G.	Résidente	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	12.08.2011	Habitant	Court
Federico	Employé Telmex retraité, agriculteur	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Madame G.M.	Résidente	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant	Court
Gregorio	Mécanicien	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	10.11.2010	Habitant	Moyen/Répété
Guadalupe	Déléguée de la colonie	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	26.08.2010	Habitant-responsable quartier	Court
Angel	Chef du service technique de la DGRT	CUAUHTEMOC	DGRT	06.12.2010	Responsable organisme régularisation	Long/Répété
Gustavo	Délégué politique, responsable d'associations	CUAUHTEMOC	Centro	14.10.2011	Responsable association	Long/Répété
Victor	Fonctionnaire retraité, ancien commissaire ejidal	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Habitant de la Calle Galeana	Vendeur	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	06.04.2010	Habitant	Court
Habitant des Parajes Sud	Sylviculteur	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	06.04.2010	Habitant	Court
Arturo	Ingénieur de Casas Geo	CUAUTITLAN	Santa Elena	19.03.2010	Responsable Grand Ensemble	Long/Répété
Santos	Agent de police municipal	LA PAZ	Carlos Hank Gonzalez	28.06.2010	Habitant - Service municipal	Long/Répété
Carmen	Agricultrice	MILPA ALTA	San Pedro Atocpan	01.09.2010	Personne externe	Long/Répété
Carmen Tlane	Collégienne	MILPA ALTA	San Pedro Atocpan	01.09.2010	Personne externe	Long/Répété
Jose Luis I.	Professeur de Mathématiques au CONALEP	MILPA ALTA	San Pedro Atocpan	01.09.2010	Personne externe	Long/Répété
Mir	Commerçante	MILPA ALTA	San Pedro Atocpan	01.09.2010	Personne externe	Long/Répété
INSTITUT BEAUTY	Commerçante	TLAHUAC	Tempiluli	02.09.2010	Habitant	Court
Jesus	Commerçant	LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Habitant	Court
Jesus	Taxi, commerçant	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	29.06.2010	Habitant	Long/Répété
Jesus (beau-frère)	Résident	LA PAZ	Lomas San Sebastián	29.06.2010	Habitant	Court
Angel J.	Directeur de l'École Miguel Hidalgo	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	19.11.2010	Habitant - Responsable Service éducatif	Long/Répété
Jorge	Agriculteur	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	01.09.2010	Habitant	Court
Jorge	Commerçant	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	17.10.2011	Habitant	Court
Jose	Chauffeur retraité	LA PAZ	Lomas San Sebastián	03.07.2010	Habitant	Long/Répété
Jose	Maçon	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant	Court
Jose	Enseignant à l'école Makarenko	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	18.10.2011	Habitant - Propriétaire	Court
Josefina	Commerçante	CUAUTITLAN	Tlaltepan	10.11.2010	Habitant	Long/Répété
Josefina (père)	Ejidatario	CUAUTITLAN	Tlaltepan	10.11.2010	Habitant	Court
Juan Antonio	Résident hébergé par la famille	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	23.11.2010	Habitant	Long/Répété
Felix J.	Administrateur de Casas Geo Santa Elena	CUAUTITLAN	Santa Elena	19.03.2010	Responsable Grand Ensemble	Court
Julia	Vendeuse	LA PAZ	Lomas San Sebastián	04.07.2010	Personne externe	Court
Lauro	Responsable du CETRAM d'Indios Verdes	GUSTAVO A. MADERO	Indios Verdes	06.03.2010	Responsable transports	Long/Répété
Locataire à la Ampliación	Résidente	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant	Court
Lolita	Commerçante, membre de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
LOUEUR DE CHAMBRES	Commerçant	CUAUTITLAN	La Trinidad	12.08.2011	Habitant	Court
LOUEUR DE CHAMBRES	Boulanger	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	06.07.2010	Habitant	Court
Martin L.M.	Enseignant retraité	TLAHUAC	Tempiluli	08.11.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Lupe	Mère au foyer, 20 ans	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	25.06.2010	Habitant	Long/Répété
Lupe (1er Frère)	Serveur à temps partiel	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant	Court
Lupe (2ème Frère)	Étudiant	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	25.06.2010	Habitant	Court
Maçon travaillant à La Paz	Résidant à Chimalhuacán	LA PAZ	Lomas San Sebastián	08.11.2010	Personne externe	Court
América	Résidente à Tultitlán	CUAUTITLAN	TULTITLAN	12.11.2010	Personne externe	Court
Ana Maria	Déléguée municipale	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	12.11.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Monsieur M.	Chauffeur de poids-lourds	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	12.11.2010	Habitant	Court
Doña M.	Retraitée, voisine	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	12.11.2010	Habitant	Court
Erika	Educatrice, résidente à Tultepec	CUAUTITLAN	TULTEPEC	12.11.2010	Personne externe	Court
Israel	Employé municipal	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	12.11.2010	Habitant	Court

Magnolia	Gérante du marché couvert de la Hacienda Cuautitlán	CUAUTITLAN	Hacienda Cuautitlán	29.03.2010	Autre : Habitant grand ensemble	Court
Gabriella	Employée de chantier dans le DF	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	28.06.2010	Habitant	Long/Répété
Maria de Jesus	Agricultrice, déléguée de la colonie	CUAUTITLAN	La Trinidad	17.11.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Maria Luisa	Enseignante à l'Ecole Makarenko	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	05.07.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Maricella	Commerçante, membre de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
Mario	Commerçant, ancien commissaire ejidal	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	08.11.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
MARTINEZ GALLANDO Carmen	Directrice du service du suivi des installations humaines illégales de la délégation de Tláhuac	TLAHUAC	Delegación	29.11.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Samuel M.	Directeur du service de l'usage du sol au département du développement urbain de la municipalité de Cuautitlán	CUAUTITLAN	Palacio Municipal	01.12.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Verónica	Cadre à l'INEGI	COYOACAN	Zapata	30.03.2010	Responsable INEGI	Long/Répété
Juan Manuel	Délégué de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
Ines	Résidente	LA PAZ	Lomas San Sebastián	25.06.2010	Habitant	Court
Jose M.	Agriculteur, fils d'ejidatario	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	23.11.2010	Habitant	Long/Répété
Miguel	Collégien	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	23.08.2010	Habitant	Court
Benjamin M.	Ambulancier retraité, agriculteur	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	24.08.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Rebecca M.	Responsable de la direction des titrisations de la DGRT	CUAUHTEMOC	DGRT	06.12.2010	Responsable organisme régularisation	Long/Répété
Nieves M.	Directrice des Services urbains de la délégation de Milpa Alta	MILPA ALTA	Delegación	03.12.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Nicolas	Vendeur, membre de Causa	LA PAZ	Lomas San Sebastián	29.06.2010	Habitant	Long/Répété
Procoro O.	Responsable des biens communaux	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	06.04.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Jose Luis O.	Directeur de l'Ecole Antonio del Castillo	LA PAZ	Lomas San Sebastián	30.08.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Jorge	Enseignant à la Prepa Isidro Fabela	CUAUTITLAN	Lázaro Cárdenas	17.11.2010	Responsable Service éducatif	Long/Répété
Benjamin O.	Responsable du service de la Tenure de la terre au municipe de La Paz	LA PAZ	Palacio Municipal	30.11.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Oscar	Employé à la Central de Abastos	LA PAZ	Lomas San Sebastián	04.07.2010	Habitant	Long/Répété
Pablo	Commerçant, membre de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	06.09.2010	Habitant	Long/Répété
Ricardo	Ancien habitant	TLAHUAC	Zapotitlán	25.02.2010	Habitant	Long/Répété
Pepe	Militant zapatiste et membre de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	13.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Court
Adrián	Commerçant - agriculteur	TLAHUAC	Tempiluli	25.03.2010	Habitant	Court
Madame V.	Locataire cherchant à acheter	TLAHUAC	Tempiluli	05.12.2010	Personne externe	Court
Personne de la Unión Tempiluli 2	Ayant acheté récemment	TLAHUAC	Tempiluli	05.12.2010	Habitant	Court
Personne de la Unión Tempiluli 3	Ayant également acheté récemment	TLAHUAC	Tempiluli	05.12.2010	Habitant	Court
Personne de la Unión Tempiluli 4	Résident	TLAHUAC	Tempiluli	11.08.2011	Habitant	Long/Répété
PERSONNEL ISEM	Instituto de Salud del Estado de México	LA PAZ	Lomas San Sebastián	30.11.2010	Responsable Services sociaux	Court
PHARMACIE SAN SEBASTIAN		LA PAZ	Lomas San Sebastián	29.06.2010	Habitant	Court
Propriétaire à Ampliación Jorge Jiménez Cantú	Vendeurs de terrains et de maisons	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	23.08.2010	Habitant - Propriétaire	Court
Propriétaire à Lomas San Sebastián		LA PAZ	Lomas San Sebastián	08.07.2010	Habitant	Court
Prospectrice commerciale	Ambulantage à Ampliación La Conchita	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	11.08.2011	Personne externe	Court
Raymondo	Petit-fils d'ejidatario	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	25.11.2010	Habitant	Long/Répété
Résident	Agriculteur	LA PAZ	Paseo las Minas	26.02.2010	Habitant	Court
Résident	Agriculteur	LA PAZ	Paseo las Minas	26.02.2010	Habitant	Court
Résident de la Calle 12	Commerçant	LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Habitant	Court
Résidente de la Calle Galeana	Commerçante	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	09.08.2011	Habitant	Long/Répété
Résidente de la Calle Galeana (époux)	Electricien, agriculteur	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	09.08.2011	Habitant	Court

Résidente de la Calle Galeana (voisin)	Propriétaire	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	09.08.2011	Habitant	Court
Résidente de la Calle Jazmin		TLAHUAC	Tempiluli	31.08.2010	Habitant	Court
RESPONSABLE CETRAM	Responsable du Métro 3	CUAUHTEMOC	Juárez	09.03.2010	Responsable transports	Court
Antonio	Cadre à l'INEGI	CUAUHTEMOC	INEGI	07.08.2011	Responsable INEGI	Long/Répété
Roberto	Fils d'ejidatario	CUAUTITLAN	La Trinidad	15.11.2010	Habitant	Long/Répété
Rocio	Membre de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	07.11.2010	Habitant	Long/Répété
Monsieur R.M.	Originaire d'Iztapalapa	TLAHUAC	Tempiluli	11.08.2011	Habitant	Court
Monsieur R.	Membre de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	28.11.2010	Habitant	Long/Répété
Joseat	Ouvrier	TLAHUAC	Tempiluli	28.11.2010	Habitant	Court
Mario	Cuisinier	TLAHUAC	Tempiluli	28.11.2010	Habitant	Long/Répété
Paula	Étudiante	TLAHUAC	Tempiluli	28.11.2010	Habitant	Long/Répété
Valeria	Étudiante	TLAHUAC	Tempiluli	28.11.2010	Habitant	Long/Répété
Rosa María	Directrice du Jardin d'enfants Guadalupe Victoria	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	25.11.2010	Responsable Service éducatif	Court
Ruben	Policier	MILPA ALTA	San Pablo Oztotepec	09.08.2011	Habitant	Long/Répété
Juan	Ouvrier à Tultitlán	CUAUTITLAN	Tlaltepan	10.11.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
Mademoiselle J.R.	Étudiante à Cuautitlán Izcalli	CUAUTITLAN	Tlaltepan	15.11.2010	Habitant	Court
Sabino	Retraité, membre de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	07.11.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Samuel S.L.	Directeur adjoint des statistiques de l'INEGI dans le DF	CUAUHTEMOC	INEGI	03.11.2011	Responsable INEGI	Long/Répété
SANDOVAL Benjamin	Eboueur retraité	TLAHUAC	Tempiluli	14.11.2010	Habitant	Moyen/Répété
Fernando S.	Trésorier de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
Jorge S.H.	Rédacteur en chef du programme de développement urbain 2010-2013	LA PAZ	Palacio Municipal	08.04.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Merab	Procureur de la Défense des enfants et de la famille au DIF	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	26.03.2010	Responsable Services sociaux	Long/Répété
SERVICE DU DEVELOPPEMENT URBAIN		CUAUTITLAN	Palacio Municipal	29.03.2010	Responsable municipal	Long/Répété
Julio	Chargé de l'aide sociale au développement au DIF	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	26.03.2010	Responsable Services sociaux	Long/Répété
Siraida	Collégienne	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	23.08.2010	Habitant	Court
Jorge	Dentiste	TLAHUAC	Zapotitlán	25.02.2010	Habitant	Court
Taxi de Tempiluli	Originaire de la Obrera	TLAHUAC	Tempiluli	11.08.2011	Personne externe	Court
Monsieur V.	Taxi	CUAUTITLAN	Tlaltepan	10.11.2010	Habitant	Court
Jesus	Entrepreneur en construction, président de la Unión Tempiluli	TLAHUAC	Tempiluli	07.11.2010	Habitant-responsable quartier	Long/Répété
TIANGUIS CALLE PRIETO	Commerçants ambulants	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	29.08.2010	Personne externe	Court
Hermenegildo	Résident, délégué, membre d'IDP	LA PAZ	Lomas San Sebastián	01.07.2010	Habitant	Moyen/Répété
Pablo	Conseiller juridique	LA PAZ	Lomas San Sebastián	01.07.2010	Habitant	Long/Répété
Ramon	Retraité	TLAHUAC	Tempiluli	07.11.2010	Habitant - Propriétaire	Long/Répété
Vendeur ambulant de matériel de cuisine	Non résident	LA PAZ	Lomas San Sebastián	23.08.2010	Personne externe	Court
Madame A.	Résidente	LA PAZ	Ampliación Jorge Jiménez Cantú	29.06.2010	Habitant	Court
Verónica	Déléguée de Tequio	ALVARO OBREGON	La Mexicana	09.03.2010	Autre : Habitant vieux quartier- Association	Long/Répété
Vicky	Employée du DIF	LA PAZ	Jorge Jiménez Cantú	25.06.2010	Responsable Services sociaux	Court
Victor Manuel	Délégué de colonie	CUAUTITLAN	Santa Maria Ixtacalco	25.11.2010	Habitant-responsable quartier	Court
Wendy	Commerçante	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	02.09.2010	Habitant	Long/Répété
Wendy (époux)	Travaillant dans le centre-ville	TLAHUAC	Ampliación la Conchita	02.09.2010	Habitant	Court

N = 212

4.2. Dénombrements des entretiens selon les types d'enquête, la « qualité » de l'enquêté et les municipes étudiés

Tableau III.1.2. Répartition du total des 212 entretiens selon le municipe

Qualité de l'enquêté	*TOTAL*	Milpa Alta	Cuautitlán	Tláhuac	La Paz	Autres
Autre : Habitant grand ensemble	**1**		1			
Autre : Habitant vieux quartier- Association	**7**					7
Habitant	**112**	9	17	33	53	
Habitant - Propriétaire	**11**			8	3	
Habitant - Responsable Service éducatif	**1**	1				
Habitant - Service municipal	**1**				1	
Habitant-responsable quartier	**14**	3	5	2	4	
Habitant-responsable quartier- propriétaire extérieur	**1**				1	
Personne externe	**20**	4	3	6	7	
Responsable association	**1**					1
Responsable Grand Ensemble	**5**		3			2
Responsable INEGI	**3**					3
Responsable municipal	**10**	4	2	1	3	
Responsable organisme régularisation	**2**					2
Responsable Service éducatif	**15**		5	4	6	
Responsable Services sociaux	**6**		1		5	
Responsable transports	**2**					2
Total général	**212**	***21***	***37***	***54***	***83***	***17***

Sources : enquêtes personnelles, 2010-2011

Tableau III.1.3. Répartition des 140 entretiens de l'enquête E1 menée auprès des seuls habitants selon le municipe

Qualité de l'enquêté	*TOTAL*	Milpa Alta	Cuautitlán	Tláhuac	La Paz
Habitant	**112**	9	17	33	53
Habitant - Propriétaire	**11**			8	3
Habitant - Responsable Service éducatif	**1**	1			
Habitant - Service municipal	**1**				1
Habitant-responsable quartier	**14**	3	5	2	4
Habitant-responsable quartier- propriétaire extérieur	**1**				1
TOTAL	**140**	***13***	***22***	***43***	***62***

5. Dénombrements primaires relatifs à l'enquête E2

Tableau III.1.4. Nombre de questionnaires de l'enquête E2 remplis par municipe

MUNICIPE	Nombre de questionnaires répondus
CUAUTITLAN	80
LA PAZ	122
MILPA ALTA	122
TLAHUAC	42
Total	**366**

Tableau III.1.5. Nombre de questionnaires de l'enquête E2 remplis selon le point de collecte

Lieu du relevé des questionnaires	Total
Cuautitlán. Delegada Lázaro Cardenas	10
Cuautitlán. Jardín Niños Centro Lázaro Cárdenas.	4
Cuautitlán. Primaria Centro Lázaro Cárdenas	36
Cuautitlán. Secundaria 43 Lázaro Cardenas.	30
La Paz. Antonio del Castillo. Calle Encino, Lomas San Sebastián.	42
La Paz. EP Antón Makarenko. Calle 14, Lomas San Sebastián	29
La Paz. Machado Antonio. Jorge Jiménez Cantú. Calle Azucenas	51
Milpa Alta. CONALEP San Pablo Oztotepec	63
Milpa Alta. Primaria Miguel Hidalgo, San Pablo Oztotepec	59
Tláhuac. Ecole Plan de Guadalupe, Zapotitlán	30
Tláhuac. Unión Tempiluli	12

Annexe III.2

Croisements entre mobilités résidentielles et indicateurs censitaires

Sur l'ensemble des 1 369 543 personnes enregistrées comme ayant changé de municipe de résidence à l'intérieur de la ZMVM entre 2005 et 2010, on a croisé un ensemble de 7 indicateurs relatifs à la situation démographique, sociale, résidentielle et économique afin d'approcher les positions socio-résidentielles des personnes.
Les calculs ont été effectués, d'abord à partir des bases *personas* et *viviendas* de la *muestra censal* de 2010 [INEGI, 2010]. La jointure des fichiers a été possible par la présence de l'identifiant ID_VIV (numéro unique du logement enquêté par l'INEGI) dans les trois bases (personnes, logements, migrants) de l'échantillon détaillé du recensement.

1. Les populations de références

1.1 Pour toute la ZMVM

Dans le fichier *vivienda* de la *muestra*, l'analyse sur les caractéristiques socio-résidentielles et économiques (des ménages) a été effectuée sur :
- 241 691 observations enregistrées par l'INEGI
- Renvoyant, en pondérant par les coefficients de l'INEGI, à 5 289 025 logements, permettant d'approcher l'unité des ménages.

Dans le fichier *personas*, l'analyse des caractéristiques sociodémographiques et économiques des individus renvoie dans la *muestra* à :
- 937 692 observations enregistrées par l'INEGI
- Renvoyant, en pondérant par les coefficients de l'INEGI, à 20 014 450 personnes résidant dans la ZMVM en 2010.

1.2. Pour les « mobiles » entre 2005 et 2010

On a constitué un fichier fusionnant les variables des fichiers *viviendas* et *personas* de la *muestra.* Au sein de ce fichier, il s'est agi de déterminer les individus ayant un municipe de résidence différent entre 2005 et 2010 (voir annexes I.3 et II.4) puis de calculer les trajectoires effectuées selon les zones géographiques déterminées (municipes, aires, couronnes) (voir annexe II.4). L'analyse sur les caractéristiques socio-résidentielles, démographiques et économiques a ainsi été effectuée sur :
- 70 098 observations enregistrées par l'INEGI ;
- Renvoyant, en pondérant par les coefficients de l'INEGI, à 1 369 543 personnes.

2. Les indicateurs retenus pour les positions socio-résidentielles

Il s'est agi d'analyser un ensemble de 3 dimensions, appréhendées par 7 indicateurs présents dans le recensement de 2010 et renvoyant à 8 variables décrivant les personnes dans l'échantillon détaillé (*muestra censal*) (tableau III.2.1).

Tableau III.2.1. Les indicateurs retenus pour qualifier les trajectoires résidentielles comptabilisées par le recensement de 2010

Dimension	Indicateur	Variable du recensement dans la *muestra censal* de 2010	Entrée muestra
Socio-démographiques	**Age**	Age (années écoulées)	Personas - EDAD
	Type de ménage	Type de ménage censitaire	Viviendas - TIPOHOG
Socio-résidentiel	**Type de logement**	Classe de logement individuel	Viviendas - CLAVIVP
	Statut d'occupation du logement	Statut d'occupation du logement	Viviendas - TENVIV
	Modalité d'acquisition du logement	Modalité d'acquisition par le propriétaire du logement	Viviendas - FADQUI
Socio-économique	**Revenus** *des ménages*	Revenus mensuels liés au travail au sein du ménage	Viviendas - INGTREHOG
	des personnes	Revenus mensuels liés au travail par personne	Personas - INGTRMEN
	Éducation	Dernier niveau d'études/ diplôme validé	Personas - NIVACAD

Sources : *muestra censal,* INEGI [2010]

Ces 7 indicateurs renvoient eux-mêmes à 41 modalités qualitatives possibles pour décrire la population, auxquelles on ajoute les valeurs des revenus des personnes et des ménages. Le tableau III.2.2 renvoie aux différentes agrégations réalisées à partir de la *muestra censal,* afin de rendre compte des principales modalités pertinentes pour nos analyses.

Tableau III.2.2. Les indicateurs et les modalités retenus pour l'analyse des trajectoires

INDICATEUR	Indicateur du recensement	Variable du recensement	Modalités retenues dans notre analyse	Modalités présentes dans le recensement
Âge	Age (années écoulées)	Personas - EDAD	5-14	*Numérique*
			15-24	
			25-34	
			35-49	
			50-64	
			65+	
Type de ménage	Type de ménage censitaire	Viviendas - TIPOHOG	Famille nucléaire	*Hogar Nuclear (Familiar)*
			Famille élargie	*Hogar Ampliado (Familiar)*
			Famille composée	*Hogar Compuesto (Familiar)*
			Ménage seul	*Hogar unipersonal (No familiar)*
			Ménage co-résident	*Hogar corresidente (No familiar)*
			Autre	*No se sabe la composición*
				Hogar no especificado (Familiar)
				Blanco por pase
Type de logement	Classe de logement individuel	Viviendas - CLAVIVP	Maison individuelle	*Casa independiente*
			Appartement en immeuble	*Departamento en edificio*
			Vecindad	*Vivienda en vecindad*
			Chambre sur le toit	*Vivienda en cuarto de azotea*
			Local non résidentiel	*Local no construido para habitación*
			Autre	*Vivienda móvil*
				Refugio
				No especificado
				Blanco por pase
Statut d'occupation du logement	Statut d'occupation du logement	Viviendas - TENVIV	Propriétaire	*Vive el dueño o propietario*
			Locataire	*Pagan renta*
			Autre	*La ocupan en otra situación*
				No especificado
				Blanco por pase
Modalité d'acquisition du logement	Modalité d'acquisition par le propriétaire du logement	Viviendas - FADQUI	Achat d'un logement	*La compró hecha*
			Construction sur commande	*La mandó construir*
			Autoconstruction	*La construyó él mismo*
			Autre	*La obtuvo de otra manera*
				No especificado/ Blanco por pase
Revenus *des ménages*	Rev. Mens. liés au travail / ménage	Viviendas - INGTREHOG		*Numérique*
des personnes	Rev. Mens. liés au travail /personne	Personas - INGTRMEN		*Numérique*
Éducation	Dernier niveau d'études/ diplôme validé	Personas - NIVACAD	Aucun	*Ninguno*
			Maternelle	*Preescolar*
			Primaire	*Primaria*
			Secondaire	*Secundaria*
			Prepa/bachillerato	*Preparatoria o bachillerato*
			Études techniques/commerciales	*Estudios técnicos o comerciales con primaria terminada*
				Estudios técnicos o comerciales con secundaria terminada
				Estudios técnicos o comerciales con preparatoria terminada
			Normal	*Normal básica*
				Normal de licenciatura
			Licence	*Licenciatura o profesional*
			Supérieur au 1e cycle	*Maestría*
				Doctorado
			Autre	*Blanco por pase / No especificado*

3. Les populations relatives aux résultats des indicateurs des positions socio-résidentielles

A travers l'analyse des populations de référence pour les indicateurs étudiés, on remarque une description quasi intégrale des personnes – résidantes ou ayant changé de résidence sur la période 2005-2010 – par la plupart des indicateurs, à l'exception des revenus des personnes et des modalités d'acquisition du logement.

Tableau III.2.3. Populations analysées et prises en compte dans la *muestra* : ensemble ZMVM et migrants intra-urbains en 2010

	Population analysées pour l'ensemble de la ZMVM		Population analysée sur l'ensemble des changements résidentiels intra-urbains entre 2005 et 2010	
Indicateur	***Effectifs***	***%***	***Effectifs***	***%***
Age	20 002 557	99,9	1 369 135	99,9
Type de ménage	5 289 025	100	1 369 543	100
Type de logement	5 289 025	100	1 369 543	100
Statut d'occupation du logement	5 273 567	99,7	1 360 453	99,3
Modalité d'acquisition du logement	3 620 467	68	825 162	60
Revenus des ménages	4 437 132	84	1 253 398	92
Revenus des personnes	7 580 341	38	645 368	47
Éducation	19 078 782	95	1 369 543	100

Sources : Muestra [2010]

Les populations analysées dans les quatre municipalités étudiées

Il s'agit de rappeler d'une part les effectifs et parts de la population concernée par une mobilité résidentielle entre 2005 et 2010 (tableau III.2.3), d'autre part, d'analyser les effectifs et parts de la population décrite par les indicateurs utilisés pour étudier les positions socio-résidentielles des quatre municipes-terrains en 7.1.1.2[28] (tableau III.2.4).

Tableau III.2.4. Populations, arrivants et partants dans les municipalités étudiées sur la période 2005 et 2010

Unité	Nom du municipe	Population en 2010	Arrivées intra-urbains	Départs intra-urbains	Solde	Balance de mobilité résidentielle intra-urbaine	Part du solde dans la population de 2010	Part des arrivées dans la mobilité résidentielle 2005-2010	Part des départs dans la mobilité résidentielle 2005-2010
09009	**Milpa Alta**	130 582	5 550	2 513	3 037	2,2	2,3	0,4	0,2
09011	**Tláhuac**	360 265	30 526	18 595	11 931	1,6	3,3	2,2	1,4
15024	**Cuautitlán**	140 059	31 078	8 864	22 214	3,5	15,9	2,3	0,6
15070	**La Paz**	253 845	22 974	5 823	17 151	3,9	6,8	1,7	0,4

Sources : *muestra censal,* INEGI [2010]

[28] Cette présentation méthodologique doit permettre de mesurer la pertinence et la représentativité des indicateurs retenus pour analyser les populations totales, arrivantes et partantes des quatre municipalités étudiées.

Tableaux III.2.5. Populations de référence décrites par les indicateurs étudiés dans les quatre municipalités

A. Tláhuac

		Total		Partants		Arrivants	
		Effectifs	*%*	*Effectifs*	*%*	*Effectifs*	*%*
Age		359 604	*100,0*	18 575	*99,9*	30 526	*100,0*
Type de ménage		89 740	*100,0*	18 595	*100,0*	30 526	*100,0*
Type de logement		89 740	*100,0*	18 595	*100,0*	30 526	*100,0*
Statut d'occupation du logement		89 507	*99,7*	18 595	*100,0*	30 484	*99,9*
Modalité d'acquisition du logement		62 149	*69,3*	11 520	*62,0*	15 189	*49,8*
Revenus	*des ménages*	79 437	*88,5*	17 379	*93,5*	29 044	*95,1*
	des personnes	139 783	*38,9*	8 756	*47,1*	13 755	*45,1*
Éducation		343 505	*95,5*	18 595	*100,0*	30 526	*100,0*
TOTAL	Personnes	***359 750***	***100,0***	***18 595***	***100,0***	***30 526***	***100,0***
	Logements	***89 740***	***100,0***				

B. Milpa Alta

		Total		Partants		Arrivants	
		Effectifs	*%*	*Effectifs*	*%*	*Effectifs*	*%*
Age		129 246	*99,9*	2 513	*100,0*	5 550	*100,0*
Type de ménage		30 810	*100,0*	2 513	*100,0*	5 550	*100,0*
Type de logement		30 810	*100,0*	2 513	*100,0*	5 550	*100,0*
Statut d'occupation du logement		30 810	*100,0*	2 513	*100,0*	5 550	*100,0*
Modalité d'acquisition du logement		24 932	*80,9*	1 702	*67,7*	3 874	*69,8*
Revenus	*des ménages*	26 780	*86,9*	2 321	*92,4*	5 308	*95,6*
	des personnes	48 294	*37,3*	1 237	*49,2*	2 794	*50,3*
Éducation		122 902	*95,0*	2 513	*100,0*	5 550	*100,0*
TOTAL	***Personnes***	***129 384***	***100,0***	***2 513***	***100,0***	***5 550***	***100,0***
	Logements	***30 810***	***100,0***				

C. Cuautitlán

		Total		Partants		Arrivants	
		Effectifs	*%*	*Effectifs*	*%*	*Effectifs*	*%*
Age		139 048	*99,9*	8 864	*100,0*	31 075	*100,0*
Type de ménage		36 050	*100,0*	8 864	*100,0*	31 078	*100,0*
Type de logement		36 050	*100,0*	8 864	*100,0*	31 078	*100,0*
Statut d'occupation du logement		36 044	*100,0*	8 864	*100,0*	31 078	*100,0*
Modalité d'acquisition du logement		28 338	*78,6*	4 522	*51,0*	23 105	*74,3*
Revenus	*des ménages*	32 099	*89,0*	8 155	*92,0*	29 051	*93,5*
	des personnes	52 990	*38,1*	4 419	*49,9*	13 708	*44,1*
Éducation		131 298	*94,3*	8 864	*100,0*	31 078	*100,0*
TOTAL	***Personnes***	***139 161***	***100,0***	***8 864***	***100,0***	***31 078***	***100,0***
	Logements	***36 050***	***100,0***				

A. La Paz

		Total		Partants		Arrivants	
		Effectifs	*%*	*Effectifs*	*%*	*Effectifs*	*%*
Age		253 880	*100,0*	5 823	*100,0*	22 972	*100,0*
Type de ménage		61 536	*100,0*	5 823	*100,0*	22 974	*100,0*
Type de logement		61 536	*100,0*	5 823	*100,0*	22 974	*100,0*
Statut d'occupation du logement		61 501	*99,9*	5 811	*99,8*	22 974	*100,0*
Modalité d'acquisition du logement		38 507	*62,6*	2 892	*49,7*	12 872	*56,0*
Revenus	*des ménages*	55 078	*89,5*	5 156	*88,5*	21 381	*93,1*
	des personnes	94 654	*37,3*	2 430	*41,7*	9 914	*43,2*
Éducation		239 931	*94,5*	5 823	*100,0*	22 974	*100,0*
TOTAL	***Personnes***	***253 984***	***100,0***	***5 823***	***100,0***	***22 974***	***100,0***
	Logements	***61 536***	***100,0***				

Sources : *muestra censal* [INEGI, 2010]

Annexe III.3

Analyse des trajectoires résidentielles entre 2005 et 2010 : correspondances avec des indicateurs du recensement de 2010

Il est ici question de présenter les analyses factorielles des correspondances multiples sur les personnes ayant changé de municipe de résidence entre 2005 et 2010 à l'intérieur de la ZMVM. Seront exposés les indicateurs du recensement de 2010 utilisés pour mener ces analyses, les populations exactes de référence concernées, ainsi que les principaux résultats de ces analyses : coordonnées, contributions et qualités des modalités étudiées.

L'ACM a porté sur des indicateurs de la *muestra censal* relatifs à la description des positions socio-résidentielles explorées précédemment. Il s'agit ainsi de résumer l'information contenue dans le tableau élémentaire décrivant chacune des personnes ayant connu une mobilité résidentielle intra-urbaine entre 2005 et 2010.

1. Choix des variables relatives à la description des positions socio-résidentielles

Dans le cas de cette ACM sur les personnes, certaines adaptations ont été nécessaires. Sur les 8 variables décrites précédemment, nous avons fait le choix de ne retenir pour l'analyse multivariée que 6 d'entre elles, permettant de décrire un maximum d'individus par rapport aux dimensions recherchées.
En effet, les variables relatives aux revenus des personnes – indicateur qui risquait aussi de biaiser l'analyse en raison des associations triviales avec les classes d'âge – d'une part, aux modalités d'acquisition du logement – indicateur ne prenant en compte que les propriétaires – d'autre part n'étaient renseignées que par une faible part des personnes interrogées :

- Pour les revenus mensuels des personnes : 37 % des observations sont renseignées dans le total de la *muestra censal* des habitants de la ZMVM ; 45 % des observations pour les personnes ayant changé de résidence dans la ville ;
- Pour les modalités d'acquisition du logement : 71 % des observations sont renseignées dans le total de la *muestra censal* des logements de la ZMVM ; 65 % des observations pour les logements des ménages concernés par une mobilité résidentielle intermunicipale sur la période.

Pour cela, sur les variables de 2010 précédemment explorées, nous faisons le choix de ne conserver que celles décrivant plus de 90 % des personnes ayant changé de résidence sur les 5 ans dans la ZMVM, à savoir :

- La classe d'âge des personnes « migrantes » ;
- Leur niveau d'étude ;
- Le type de ménage associé ;
- Le revenu mensuel du ménage associé ;
- Le type de logement associé ;
- Le statut résidentiel associé.

À partir de la description par ces 6 indicateurs, il a été possible de constituer les ensembles statistiques finaux afin d'établir la base de données sur laquelle a été opérée cette ACM. Là encore, il a fallu effectuer des adaptations par rapport aux fichiers initiaux, notamment dans le codage des modalités.

2. Ensembles statistiques et codage des modalités des variables de l'ACM

Ensembles statistiques
Dans un premier temps, il a fallu mettre à jour les individus où les champs des 6 variables n'étaient pas suffisamment renseignés. Les modalités renvoyaient alors à l'absence de renseignement de la part de l'enquêté. Ainsi ont été retirées de l'analyse :

- 408 personnes (chiffre obtenu avec la pondération du coefficient de la *muestra*) pour qui l'information n'était pas disponible au sujet de la classe d'âge ;
- 9 090 personnes-ménages (pondération) pour le statut d'occupation ;
- 5 123 personnes (pondération) pour le niveau d'études ;
- 152 057 personnes-ménages pour le statut d'occupation du logement.

Au final, l'observation a porté sur 61 854 observations, soit 88.2 % de la base tirée de la *muestra* sur les changements de résidence intramétropolitains entre 2005 et 2010. Ces observations renvoient à une population de 1 204 016 personnes prises en compte, soit 87.9 % des (1 369 543) migrants intra-urbains.

Au sein de cette population étudiée, on renvoie pour les quatre terrains à des proportions satisfaisantes concernant les personnes ayant connu une mobilité résidentielle au départ ou au à destination du municipe entre 2005 et 2010 (tableau III.3.1) :

Tableau III.3.1. Part des migrants intra-urbains pris en compte dans l'analyse des correspondances dans les quatre municipes étudiés

	Migrants partants (en %)	Migrants arrivants (en %)
Milpa Alta	92,2	90,9
Tláhuac	89,0	93,0
Cuautitlán	88,6	91,8
La Paz	88,3	92,8

Codages des variables
Sur cette population ainsi décrite par les 6 variables, il s'est ensuite agi de présenter les modalités décrivant les personnes d'une manière claire et pertinente. L'exploration des variables nous a précédemment renseigné sur les plus significatives dans l'ensemble de la population et les plus pertinentes à faire apparaître dans notre analyse (chapitre 7.2).
Par souci de comparaison et de comparabilité des structures comme des profils de personnes – puis pour la projection d'unités spatiales définies (les trajectoires) –, nous avons fait le choix de rester au plus près des modalités explorées (tableau III.2.2). Toutefois, nous avons procédé à un certain nombre d'agrégations quant à la description des variables par les modalités afin de rendre compte de celles les plus utiles à nos interprétations des positions socio-résidentielles des migrants (tableau III.3.2). Les codages sont systématiques sur les 6 variables.

Une partition en **classes d'âges** par tranche différencie 6 modalités :

- les plus jeunes (moins de 15 ans),
- la classe d'âge des jeunes et jeunes adultes susceptibles de décohabiter (15-24 ans),
- celle des jeunes adultes où les étapes d'agrandissement du cycle familial sont courantes (25-34 ans),
- celle des adultes dont l'éventuelle descendance peut commencer à renvoyer à la classe des jeunes et jeunes adultes (35-49 ans),
- puis celle des adultes renvoyant potentiellement aux parents d'une deuxième génération (50-64 ans),
- et enfin les personnes les plus âgées (65 ans et plus), pour qui les mobilités résidentielles sont potentiellement moins marquées.

Le codage pour **le type de ménage** souhaite différencier les 3 grands types de ménages représentés significativement dans la population migrante, auxquels nous ajoutons une modalité regroupant les autres occurrences. Nous avons donc retenu :

- les ménages en famille nucléaire (couple avec enfants, parent avec enfant, couple)
- les ménages en famille élargie (liens de parenté entre différentes personnes)
- les ménages en famille composée (liens de parenté et personnes non membres de la famille)
- les autres types de ménages

Le **type de logement** différenciera dans notre analyse 3 occurrences principales auxquelles nous avons ajouté une modalité regroupant les autres types : la maison individuelle ; l'appartement ; la *vecindad ;* les autres types de logement

Le **statut d'occupation** n'est différencié que de 3 manières dans la *muestra*. Ainsi, nous avons conservé les 2 modalités principales et regroupé dans avec la troisième les champs non précisément renseignés : la propriété ; la location ; les autres statuts

Le **niveau d'étude** renvoie ici au dernier diplôme validé ou dernière institution académique fréquentée et où la personne a validé un niveau. Nous avons alors voulu regrouper certaines des modalités disponibles afin de simplifier quelque peu. Notre agrégation regroupe ainsi :

- Ceux qui n'ont pas fait « d'études » : soit aucune institution scolaire, soit seulement la maternelle ;
- Ceux qui ont fréquenté les institutions scolaires de base obligatoires aujourd'hui : primaire et secondaire ;
- Ceux qui ont fréquenté une *preparatoria* ou *bachillerato,* soit une préparation supérieure au niveau scolaire de base ;
- Ceux qui ont réalisé des études supérieures et/ou spécialisées dans un domaine technique ou commercial.

Enfin, les **revenus mensuels des ménages** ont été discrétisés et regroupés par tranches. On différencie 6 tranches de 3 à 4 000 MX $, ainsi qu'une tranche des plus bas revenus (inférieurs à 1 000 MX $) et une tranche des revenus les plus élevés (supérieurs à 20 000 MX $). On retrouve la ventilation de la population totale de la ZMVM, de la population migrante et du détail des quatre municipalités dans le tableau III.3.2.

Tableau III.3.2. Part de la population selon la tranche de revenus mensuels des ménages en 2010

Tranche de revenus (en MX $)	Moins de 1 000	1 001 - 4 000	4 001 – 7 000	7 001 – 10 000	10 001- 13 000	13 001- 16 000	16 001 - 20 000	Plus de 20 000
Population totale de la ZMVM	**2,2**	**21,4**	**26,6**	**16,5**	**9,6**	**5,8**	**4,6**	**13,4**
Migrants intra-urbains	**1,4**	**17,8**	**25,4**	**16,9**	**10,2**	**6,8**	**5,2**	**16,3**
Total Milpa Alta	5,5	34,1	27,3	13,8	7,2	3,6	3,0	5,8
Migrants au départ de Milpa Alta	1,5	14,7	30,0	23,3	12,3	3,9	0,0	14,4
Migrants à l'arrivée à Milpa Alta	2,9	22,1	30,1	19,4	4,6	2,9	0,9	17,3
Total Tláhuac	2,4	23,1	26,6	17,2	12,4	5,1	5,0	8,2
Migrants au départ de Tláhuac	1,9	14,1	27,8	19,3	7,2	3,7	9,4	16,7
Migrants à l'arrivée à Tláhuac	1,3	16,6	31,1	19,2	13,0	4,3	6,2	8,5
Total Cuautitlán	1,3	14,6	28,3	19,9	12,8	5,5	5,6	12,2
Migrants au départ de Cuautitlán	0,5	8,3	25,7	25,0	11,9	6,0	5,5	17,1
Migrants à l'arrivée à Cuautitlán	0,3	15,5	28,0	21,1	15,2	5,0	5,8	9,2
Total La Paz	2,0	26,4	34,3	16,4	9,9	2,9	2,8	5,4
Migrants au départ de La Paz	0,0	27,4	29,5	15,4	10,4	8,9	2,9	5,6
Migrants à l'arrivée à La Paz	1,5	29,2	27,0	24,0	7,4	2,2	4,4	4,3

Sources : *muestra censal* [INEGI, 2010]

Le tableau III.3.3 récapitule les indicateurs, variables et modalités mobilisés dans nos analyses.

Tableau III.3.3. Tableau récapitulatif des indicateurs et modalités de l'ACM

INDICATEUR	Variable du recensement	Code Modalité ACM	Modalités retenues dans les ACM	Modalités retenues dans l'analyse préalable	Modalités présentes dans le recensement
Age de la personne connaissant une mobilité résidentielle	Age (années écoulées)	**5-14**	5-14	5-14	*Numérique*
		15-24	15-24	15-24	
		25-34	25-34	25-34	
		35-49	35-49	35-49	
		50-64	50-64	50-64	
		65+	65+	65+	
Type de ménage	Type de ménage censitaire	**Fnuc**	Famille nucléaire	Famille nucléaire	Hogar Nuclear (Familiar)
		Famp	Famille élargie	Famille élargie	Hogar Ampliado (Familiar)
		Fcomp	Famille composée	Famille composée	Hogar Compuesto (Familiar)
		Faut	Autre	Ménage seul	Hogar unipersonal (No familiar)
				Ménage co-résident	Hogar corresidente (No familiar)
				Autre	No se sabe la composición
					Hogar no especificado (Familiar)
					Blanco por pase
Type de logement	Classe de logement individuel	**Maison**	Maison individuelle	Maison individuelle	Casa independiente
		Appart	Appartement en immeuble	Appartement en immeuble	Departamento en edificio
		Vecin	Vecindad	Vecindad	Vivienda en vecindad
		Logaut	Autre	Chambre sur le toit	Vivienda en cuarto de azotea
				Local non résidentiel	Local no construido para habitación
				Autre	Vivienda móvil
					Refugio
					No especificado
					Blanco por pase
Statut d'occupation du logement	Statut d'occupation du logement	**Propri**	Propriétaire	Propriétaire	Vive el dueño o propietario
		Locati	Locataire	Locataire	Pagan renta
		Staut	Autre	Autre	La ocupan en otra situación
					No especificado
					Blanco por pase
Revenus mensuels moyens du ménage	Revenus mensuels liés au travail au sein du ménage	**rin1000-r**	Revenu du ménage inférieur à 1000 MX$	Moyenne / ménage	*Numérique*
		r1001-4r	Revenu du ménage compris entre 1001 et 4000 MX$		
		r4001-7r	Revenu du ménage compris entre 4001 et 7000 MX$		
		r7001-10r	Revenu du ménage compris entre 7001 et 10000 MX$		
		r10001-r13r	Revenu du ménage compris entre 10001 et 13000 MX$		
		r13001-16r	Revenu du ménage compris entre 13001 et 16000 MX$		
		r16001-20r	Revenu du ménage compris entre 16001 et 20000 MX$		
		rsu20000r	Revenu du ménage supérieur à 20000 MX$		
Éducation	Dernier niveau d'études/ diplôme validé	**Noetu**	Pas d'études	Aucun	Ninguno
				Maternelle	Preescolar
		Etubas	Niveau académique basique (inférieur ou égal au secondaire)	Primaire	Primaria
				Secondaire	Secundaria
		Prepa	Niveau Prepa/bachillerato	Prepa/bachillerato	Preparatoria o bachillerato
		Sup	Niveau "supérieur" et professionnel : comprend les études supérieures à la prepa/bachillerato et les études techniques et commerciales	Études techniques/commerciales	Estudios técnicos o comerciales con primaria terminada
					Estudios técnicos o comerciales con secundaria terminada
					Estudios técnicos o comerciales con preparatoria terminada
				Normal	Normal básica
					Normal de licenciatura
				Licence	Licenciatura o profesional
				Supérieur au 1e cycle universitaire	Maestría
					Doctorado
				Autre	Blanco por pase / No especificado

3. Les variables supplémentaires de l'ACM

Après le repérage des correspondances multiples des modalités caractérisant les personnes migrantes, notre exploration a consisté à projeter sur ces structures les propriétés spatiales des migrants, à savoir leurs trajectoires résidentielles intermunicipales et intra-métropolitaines. Ces dernières sont appréhendées à plusieurs échelles et de différentes manières. D'abord, du point de vue d'un lieu (municipe d'arrivée ou de départ), puis du point de vue du lien entre ces deux lieux (trajectoires en elles-mêmes) :
En prenant le point de vue d'un seul lieu, on analyse les coordonnées de la projection des 76 municipalités de départ (résidence en 2005), puis des 76 municipalités d'arrivée, sur les axes résumant les différenciations entre les individus par les modalités de l'ACM. Cette projection est réalisée au regard de la qualité de représentation de ces modalités supplémentaires sur les axes.
Ensuite, en considérant simultanément les deux lieux – soit le lien entre les deux lieux –, on analyse la trajectoire relativement aux correspondances multiples ainsi projetées. L'observation des liens entre les espaces s'effectue à 3 échelons :

- Municipal : on enregistre la trajectoire du municipe d'origine (municipe de résidence du migrant en 2005) au municipe de destination (municipe de résidence en 2010 au moment du recensement). Sur la base utilisée pour l'ACM, on enregistre 2 583 trajectoires différentes entre les municipes de la ZMVM (sur les 5 700 possibles en théorie). Seules celles au départ et à l'arrivée des municipes étudiés ont fait l'objet d'analyses spécifiques. Dans les autres cas, il a été préférable de mobiliser les agrégations de municipes présentées en annexe II.4.1.1 et utilisées au chapitre 5.1.3.
- Celui des couronnes, beaucoup plus pertinente et facilement lisible et compréhensible, a donc été utilisé. On enregistre 25 modalités possibles pour cette propriété des personnes décrivant la trajectoire spatiale.
- Celui des « aires géographiques », plus précise quant à la localisation métropolitaine – notamment en termes de points cardinaux – et ne se limitant pas à la seule lecture radioconcentrique, mais moins synthétique que cette dernière. Pour cette propriété, il existe dans notre base 121 trajectoires différentes.

Le tableau III.3.4 récapitule les indicateurs relatifs utilisés en variables supplémentaires dans notre analyse :

Tableau III.3.4. Indicateurs et modalités projetés sur l'ACM

Variable supplémentaire	Nombre de modalités	Projection pour l'ensemble des modalités	Analyse spécifique au niveau municipal
Municipe d'origine des migrants	76	Oui	Oui
Municipe de destination des migrants	76	Oui	Oui
Trajectoire intermunicipale	2583	Non	Oui
Trajectoire entre aires géographiques	121	Oui	Non
Trajectoires entre couronnes métropolitaines	25	Oui	Non

4. Résultats de l'ACM sur les variables

Tableau III.3.5. Tableau de Burt de l'ACM

	0-14	15-24	25-34	35-49	50-65	65+	Famp	Faut	Fcom	Fnuc	Appart	Logaut	Maison	Vecin
0-14	242379	0	0	0	0	0	55177	5196	4119	177887	41028	1963	192669	6719
15-24	0	238017	0	0	0	0	85356	8247	4793	139621	45317	1679	182677	8344
25-34	0	0	298872	0	0	0	74840	25869	5162	193001	77245	2437	209887	9303
35-49	0	0	0	299882	0	0	64790	20701	6964	207427	71564	2845	218725	6748
50-65	0	0	0	0	99686	0	31630	9455	2111	56490	26488	720	70715	1763
65+	0	0	0	0	0	25180	15831	2207	1177	5965	6548	64	18362	206
Famp	55177	85356	74840	64790	31630	15831	327624	0	0	0	53019	2139	265950	6516
Faut	5196	8247	25869	20701	9455	2207	0	71675	0	0	27282	1220	40675	2498
Fcom	4119	4793	5162	6964	2111	1177	0	0	24326	0	6738	165	17259	164
Fnuc	177887	139621	193001	207427	56490	5965	0	0	0	780391	181151	6184	569151	23905
Appart	41028	45317	77245	71564	26488	6548	53019	27282	6738	181151	268190	0	0	0
Logaut	1963	1679	2437	2845	720	64	2139	1220	165	6184	0	9708	0	0
Maison	192669	182677	209887	218725	70715	18362	265950	40675	17259	569151	0	0	893035	0
Vecin	6719	8344	9303	6748	1763	206	6516	2498	164	23905	0	0	0	33083
Locati	65781	70909	98838	80735	24909	5560	68896	30591	5902	241343	116637	3889	200115	26091
Propri	148772	136818	165862	191749	66261	17464	221817	29474	17398	458237	134345	4802	582949	4830
Staut	27826	30290	34172	27398	8516	2156	36911	11610	1026	80811	17208	1017	109971	2162
Etuba	180149	109970	113156	130709	52523	14784	173696	26761	10176	390658	86085	5224	489723	20259
Noetu	62227	1778	2510	4407	5695	4743	25373	2352	1822	51813	12507	403	65633	2817
Prepa	0	88179	68240	55797	10689	946	65217	10668	2922	145044	51680	1859	165095	5217
Sup	3	38090	114966	108969	30779	4707	63338	31894	9406	192876	117918	2222	172584	4790
r10001-1	23879	26602	30535	33111	8521	1469	39008	6750	1272	77087	27075	1473	92166	3403
r1001-4r	53368	40740	50110	46934	18456	5439	40177	14444	1512	158914	29145	1504	175351	9047
r13001-1	13366	20134	18708	20774	6550	2168	35961	4274	1104	40361	17768	537	61647	1748
r16001-2	9273	15101	17290	15003	5804	809	25024	4003	1204	33049	18045	738	42852	1645
r4001-7r	72300	57361	71853	69990	22308	6420	69173	14146	6693	210220	51458	2780	237487	8507
r7001-10	41623	42854	49042	51295	15904	3807	58980	10056	1291	134198	41499	1235	155116	6675
rin1000r	3641	2470	3040	4689	1852	1267	3271	2050	145	11493	3867	118	12764	210
rsu20000	24929	32755	58294	58086	20291	3801	56030	15952	11105	115069	79333	1323	115652	1848

	Locati	Propri	Staut	Etuba	Noetu	Prepa	Sup	r10001-1	r1001-4r	r13001-1	r16001-2	r4001-7r	r7001-10	rin1000r	rsu20000
0-14	65781	148772	27826	180149	62227	0	3	23879	53368	13366	9273	72300	41623	3641	24929
15-24	70909	136818	30290	109970	1778	88179	38090	26602	40740	20134	15101	57361	42854	2470	32755
25-34	98838	165862	34172	113156	2510	68240	114966	30535	50110	18708	17290	71853	49042	3040	58294
35-49	80735	191749	27398	130709	4407	55797	108969	33111	46934	20774	15003	69990	51295	4689	58086
50-65	24909	66261	8516	52523	5695	10689	30779	8521	18456	6550	5804	22308	15904	1852	20291
65+	5560	17464	2156	14784	4743	946	4707	1469	5439	2168	809	6420	3807	1267	3801
Famp	68896	221817	36911	173696	25373	65217	63338	39008	40177	35961	25024	69173	58980	3271	56030
Faut	30591	29474	11610	26761	2352	10668	31894	6750	14444	4274	4003	14146	10056	2050	15952
Fcom	5902	17398	1026	10176	1822	2922	9406	1272	1512	1104	1204	6693	1291	145	11105
Fnuc	241343	458237	80811	390658	51813	1E+05	192876	77087	2E+05	40361	33049	210220	134198	11493	115069
Appart	116637	134345	17208	86085	12507	51680	117918	27075	29145	17768	18045	51458	41499	3867	79333
Logaut	3889	4802	1017	5224	403	1859	2222	1473	1504	537	738	2780	1235	118	1323
Maison	200115	582949	109971	489723	65633	2E+05	172584	92166	2E+05	61647	42852	237487	155116	12764	115652
Vecin	26091	4830	2162	20259	2817	5217	4790	3403	9047	1748	1645	8507	6675	210	1848
Locati	346732	0	0	167285	23560	61580	94307	35427	64137	19433	17614	86862	60332	4984	57943
Propri	0	726926	0	358142	48955	1E+05	182985	75594	1E+05	47809	42226	173423	126667	9653	133892
Staut	0	0	130358	75864	8845	25427	20222	13096	33248	14458	3440	39947	17526	2322	6321
Etuba	167285	358142	75864	601291	0	0	0	62875	1E+05	34965	24756	175562	105942	8213	48474
Noetu	23560	48955	8845	0	81360	0	0	6935	19941	3005	3452	24472	13153	1827	8575
Prepa	61580	136844	25427	0	0	2E+05	0	26208	32475	20393	13646	54399	41627	3166	31937
Sup	94307	182985	20222	0	0	0	297514	28099	22127	23337	21426	45799	43803	3753	109170
r10001-1	35427	75594	13096	62875	6935	26208	28099	1E+05	0	0	0	0	0	0	0
r1001-4r	64137	117662	33248	140504	19941	32475	22127	0	2E+05	0	0	0	0	0	0
r13001-1	19433	47809	14458	34965	3005	20393	23337	0	0	81700	0	0	0	0	0
r16001-2	17614	42226	3440	24756	3452	13646	21426	0	0	0	63280	0	0	0	0
r4001-7r	86862	173423	39947	175562	24472	54399	45799	0	0	0	0	300232	0	0	0
r7001-10	60332	126667	17526	105942	13153	41627	43803	0	0	0	0	0	204525	0	0
rin1000r	4984	9653	2322	8213	1827	3166	3753	0	0	0	0	0	0	16959	0
rsu20000	57943	133892	6321	48474	8575	31937	109170	0	0	0	0	0	0	0	198156

Sources : *muestra censal* [INEGI, 2010]

Tableau III.3.6. Résultats des axes de l'ACM réalisée sur les 1.2 million de migrants décrits par les 6 variables (14 premiers axes)

	F1	F2	F3	F4	F5	F6	F7	F8	F9	F10	F11	F12	F13	F14
Valeur propre	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Part de variance prise en compte	**8,0**	**6,2**	**5,8**	**5,1**	**5,0**	4,6	4,5	4,5	4,5	4,4	4,3	4,3	4,3	4,2
Part cumulée	8,0	14,2	20,1	25,1	30,1	34,8	39,3	43,8	48,3	52,7	57,0	61,3	65,6	69,8

Tableau III.3.7. Contribution des variables et modalités, coordonnées et qualités d'ajustement des modalités sur les 5 premiers axes de l'ACM

	Contribution (en % de l'axe)						Coordonnées					Qualité de représentation (en % de la modalité)				
Modalité	***Poids rel.***	**F1**	**F2**	**F3**	**F4**	**F5**	**F1**	**F2**	**F3**	**F4**	**F5**	**F1**	**F2**	**F3**	**F4**	**F5**
5-14	*3,4*	**15,1**	**13,6**	1,1	0,3	2,7	**-1,2**	**-1,0**	-0,3	0,1	-0,4	**34,8**	**24,4**	1,8	0,4	3,8
15-24	*3,3*	0,1	**17,3**	2,2	2,5	**6,0**	-0,1	**1,1**	0,4	0,4	**-0,6**	0,1	**30,9**	3,7	3,6	8,7
25-34	*4,1*	**4,1**	0,0	2,3	0,0	1,5	**0,5**	0,0	0,3	0,0	0,3	**10,0**	0,0	4,0	0,0	2,3
35-49	*4,2*	2,3	0,0	0,1	**13,0**	0,5	0,4	0,0	-0,1	**-0,8**	0,1	**5,6**	0,0	0,2	**20,3**	0,7
50-65	*1,4*	0,3	0,3	2,2	0,5	**4,9**	0,2	-0,2	**-0,6**	0,3	**0,8**	0,5	0,5	3,2	0,7	**6,2**
65+	*0,3*	0,2	0,0	**6,3**	**16,9**	2,7	-0,4	-0,2	**-2,0**	**3,1**	**1,2**	0,3	0,1	**8,6**	**20,2**	3,1
Total age_class	*16,7*	*22,0*	*31,2*	*14,1*	*33,2*	*18,3*										
Famp	*4,5*	0,4	**8,2**	**8,4**	**13,0**	0,0	-0,2	**0,7**	**-0,6**	**0,7**	0,0	0,9	**16,2**	**15,4**	**20,9**	0,0
Faut	*1,0*	**3,6**	1,6	1,7	4,5	**18,1**	**1,1**	-0,6	**0,6**	**0,9**	**1,9**	**7,1**	2,5	2,4	**5,6**	**22,1**
Fcom	*0,3*	0,8	0,6	**4,6**	0,2	1,4	**0,9**	-0,6	**-1,7**	-0,3	**-0,9**	1,5	0,8	**6,2**	0,2	1,7
Fnuc	*10,8*	0,1	1,8	**3,4**	**8,4**	1,2	-0,1	-0,2	**0,3**	**-0,4**	-0,1	0,6	**7,3**	**13,1**	**28,0**	**4,0**
Total tipo_hog	*16,7*	*4,9*	*12,2*	*18,1*	*26,0*	*20,7*										
Appart	*3,7*	**11,4**	**4,3**	0,2	2,4	1,3	**1,0**	**-0,5**	0,1	0,4	-0,3	**27,0**	**8,0**	0,4	**3,6**	1,8
Logaut	*0,1*	0,0	0,0	0,5	0,0	0,3	0,1	-0,2	**0,9**	-0,1	**0,7**	0,0	0,0	0,6	0,0	0,4
Maison	*12,4*	3,2	1,9	1,3	1,8	0,7	**-0,3**	0,2	-0,2	-0,2	0,1	**23,0**	**10,3**	**6,6**	**8,2**	2,9
Vecin	*0,5*	0,1	1,2	**16,9**	**6,8**	1,8	-0,3	**-0,8**	**2,9**	**1,7**	**-0,9**	0,2	1,7	**23,3**	**8,2**	2,2
Total typ_log	*16,7*	*14,7*	*7,4*	*18,9*	*11,0*	*4,1*										
Locati	*4,8*	1,3	**4,7**	**16,0**	**6,3**	2,2	**0,3**	**-0,5**	**0,9**	**0,5**	-0,3	3,3	**9,6**	**30,1**	**10,4**	**3,6**
Propri	*10,1*	0,0	0,9	**11,1**	3,4	0,7	0,0	0,2	**-0,5**	-0,3	-0,1	0,2	3,4	**37,4**	**10,1**	2,1
Staut	*1,8*	2,0	1,6	1,8	0,1	**19,8**	**-0,6**	0,5	0,5	0,1	**1,4**	**4,1**	2,5	2,6	0,1	**25,5**
Total statut	*16,7*	*3,3*	*7,3*	*28,9*	*9,8*	*22,7*										
Etuba	*8,3*	**7,8**	0,1	0,2	0,8	3,1	**-0,5**	-0,1	0,1	-0,1	0,3	**28,8**	0,3	0,6	1,8	**7,1**
Noetu	*1,1*	**6,6**	**12,3**	**4,1**	**7,8**	**5,6**	**-1,3**	**-1,6**	**-0,9**	**1,2**	**-1,0**	**13,1**	**18,9**	**5,9**	**9,8**	**6,9**
Prepa	*3,1*	0,8	**18,0**	3,3	0,2	**5,9**	0,3	**1,2**	0,5	0,1	**-0,6**	1,8	**31,8**	**5,4**	0,2	**8,4**
Sup	*4,1*	**20,8**	2,0	1,5	0,3	0,7	**1,2**	-0,3	-0,3	-0,1	0,2	**50,8**	3,8	2,6	0,5	1,1
Total nivetud	*16,7*	*36,0*	*32,4*	*9,1*	*9,1*	*15,4*										
rin1000r	*0,2*	0,0	0,2	0,1	1,1	2,9	-0,1	**-0,5**	-0,3	**1,0**	**1,5**	0,0	0,3	0,1	1,3	3,3
r1001-4r	*3,0*	**3,6**	0,8	**3,3**	0,2	**6,5**	**-0,6**	-0,3	**0,5**	-0,1	**0,6**	**8,0**	1,4	**5,4**	0,3	**9,1**
r4001-7r	*4,2*	2,1	0,1	0,4	1,8	0,0	**-0,4**	-0,1	0,2	-0,3	0,0	**5,1**	0,2	0,8	2,9	0,0
r7001-10r	*2,8*	0,1	0,3	0,1	0,0	3,2	-0,1	0,2	0,1	0,0	**-0,5**	0,2	0,6	0,2	0,0	**4,4**
r10001-13r	*1,7*	0,0	0,7	0,1	0,1	0,3	0,0	0,3	0,1	-0,1	-0,2	0,0	1,1	0,2	0,1	0,4
r13001-16r	*1,1*	0,0	**4,4**	0,5	**4,7**	3,0	0,1	**1,0**	-0,3	**0,9**	**0,7**	0,1	**6,7**	0,8	5,9	3,7
r16001-20r	*0,9*	0,6	0,6	0,4	2,9	1,8	**0,4**	0,4	-0,3	**0,8**	**-0,6**	1,1	0,9	0,6	3,6	2,1
rsu20000	*2,7*	**12,7**	2,4	**5,9**	0,0	1,1	**1,2**	-0,5	**-0,7**	-0,1	-0,3	**28,0**	4,0	**9,4**	0,1	1,6
Total tranch_rev_m	*16,7*	*19,0*	*9,5*	*10,9*	*10,9*	*18,8*										

En gras, les valeurs les plus significatives

Annexe III.4

Résultats des enquêtes de terrains E1 et E2

Nous présentons ici les principaux résultats agrégés obtenus après dépouillements des enquêtes E1 et E2 réalisées entre 2010 et 2011 dans les quatre terrains d'étude. Ces résultats sont présentés d'abord selon les caractéristiques principales de la population et des logements enquêtés (1 et 2), en distinguant selon l'enquête considérée. Puis, les résultats des questions relatives aux systèmes résidentiels, représentations et pratiques des enquêtés seront présentés (3, 4 et 5).

1. Caractéristiques des populations enquêtées

Tableau III.4.1. Structure par âge des individus ayant rempli le questionnaire E2

Âge de l'interrogé	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Non répondu	*13*	*4*	*1*	*5*	*3*
10 à 14 ans	82	26	54	1	1
15 à 24 ans	76	5	7	2	62
25 à 34 ans	125	22	41	19	43
35 à 49 ans	61	19	17	14	11
50 à 69 ans	9	4	2	1	2
Total général	***353***	***76***	***121***	***37***	***119***

Tableau III.4.2. Structure par sexe des individus ayant rempli le questionnaire E2

Sexe de l'interrogé	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Non répondu	*7*	*0*	*1*	*3*	*3*
Femme	264	60	93	25	87
Homme	95	20	28	14	32
Total réponses	***359***	***80***	***121***	***39***	***119***

Tableau III.4.3. Structure par âge des individus de l'enquête E1

	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
10-14 ans	*2*		1	1	
15-24 ans	*20*	2	9		9
25-34 ans	*21*	6	*7*	*2*	6
35-49 ans	*55*	8	28	6	13
50-69	*19*	2	8	2	7
70 ans et +	*15*	4	3	1	7
Non répondu	*7*	*3*	*2*	*1*	*1*
Total réponses	*132*	*22*	*56*	*12*	*42*

Tableau III.4.4. Structure par sexe des individus de l'enquête E1

	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Femmes	*53*	11	24	6	12
Hommes	*86*	14	34	7	31
Total	*139*	*25*	*58*	*13*	*43*

Tableau III.4.5. Composition des ménages résidant dans le logement de l'enquête E2

Composition du ménage	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Non répondu	*62*	*9*	*27*	*6*	*20*
Famille nucléaire ou élargie	*149*	45	41	15	48
Famille composée ou co-résidents	*14*	8	3	2	1
Autres	*141*	18	51	19	53
Total réponses	***304***	***71***	***95***	***36***	***102***

Tableau III.4.6. Composition des ménages résidant dans le logement de l'enquête E1

	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Non répondu	*43*	*7*	*22*	*4*	*10*
Seul	*1*				1
Couple	*2*		1		1
Famille nucléaire	*20*	7	7		6
Famille composée	*6*		3		3
Famille élargie	*64*	11	22	9	22
Co-résidents	*1*		1		
Autre	*2*		2		
Total réponses	*95*	*18*	*35*	*9*	*33*

Tableau III.4.7. Structure socio-professionnelle des chefs de ménage de l'enquête E2

Emploi du chef de ménage	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Agriculteur	*11*	0	0	0	11
Service à la personne	*9*	2	2	1	4
Service / employé (technique)	*56*	15	16	9	16
Cadre- profession supérieure	*8*	6	1	0	1
Transports	*27*	9	9	2	7
Commerce	*35*	5	14	8	8
Sécurité	*12*	2	6	0	4
Industrie Ouvrier	*38*	10	10	4	14
Employé	*65*	12	27	9	17
Étudiant	*5*	0	4	0	1
Employé de la Fonction publique	*10*	0	3	0	7
Au foyer	*16*	4	3	0	9
Retraité	*1*	1	0	0	0
Sans emploi	*1*	0	1	0	0
Non répondu	*72*	*14*	*26*	*9*	*23*
Total réponses	***294***	***66***	***96***	***33***	***99***

Tableau III.4.8. Structure socio-professionnelle des chefs de ménage de l'enquête E1

	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Agriculture vivrière	*4*	2		2	
Service à la personne	*7*	2	5		
Service / employé (technique)	*8*	2	4		2
Cadre- profession supérieure	*3*		2		1
Transports	*7*	2	4		1
Commerce	*28*	4	14	4	6
Industrie Ouvrier	*5*	2	3		
Employé	*8*		7		1
Étudiant	*5*		1	1	3
Employé de la Fonction publique	*10*	4	2	3	1
Retraité	*12*	1	4		7
Pluriactivité	*11*		1	1	9
Politique	*4*	1	1	1	1
Non répondu	*27*	*5*	*10*	*1*	*11*
Total réponses	***112***	***20***	***48***	***12***	***32***

2. Caractéristiques des logements enquêtés

2.1.Type de logement et statut d'occupation

Tableau III.4.9. Type de logement de l'enquête E2

Type de logement	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Non répondu	*12*	*3*	*2*	*3*	*4*
Appartement	*13*	9	0	3	1
Chambre	*84*	7	30	16	31
Maison	*257*	61	90	20	86
Total réponses	***354***	***77***	***120***	***39***	***118***

Tableau III.4.10. Type de logement de l'enquête E1

Type de logement	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Appartement en immeuble	*5*		4		1
Maison	*70*	14	20	11	25
Maison peinte de bonne qualité	*26*	6	20		
Maison précaire	*13*		2		11
Logement de fonction	*2*			2	
Atelier	*5*				5
Non identifié	*18*	*5*	*12*		*1*
Total réponses	***121***	***20***	***46***	***13***	***42***

Tableau III.4.11. Statut d'occupation du logement de l'enquête E2

Statut d'occupation du logement	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Non répondu	*12*	0	5	4	3
Autre	*3*	1	2	0	0
Location	*27*	9	3	4	11
Occupant gratuit	*13*	1	4	3	5
Propriété	*188*	48	68	12	60
Propriété d'un autre membre du foyer	*123*	21	40	19	43
Total général	***354***	***80***	***117***	***38***	***119***

Tableau III.4.12. Statut d'occupation du logement de l'enquête E1

Statut	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Locataire	*4*		2		2
Hébergé	*30*	4	13	9	4
Propriétaire	*89*	17	33	31	8
Prêt	*1*		1		
Non répondu	*15*	4	9	1	1
Total réponses	***124***	***21***	***49***	***40***	***14***

2.2 Type de logement et statut d'occupation

Tableau III.4.13. Date du début de la construction du logement de l'enquête E1

Date de début de la construction	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Avant 1960	2			2	
1960-1970	2	2			
1970-1980	9	2	2	3	2
1980-1990	25	9	9	1	6
1990-1995	9	1	3	3	2
1995-2000	17		11		6
2000-2005	24	2	13	2	7
2005-2010	35	5	13	1	16
Non identifié	16	4	7	1	4
Total identifiés	*123*	*21*	*51*	*12*	*39*

Tableau III.4.14. Achèvement de la construction des logements de l'enquête E1

État de la construction	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Dégradée/ abandonnée	*1*		1		
En travaux	*46*	9	13	3	21
Non terminée, mais sans travaux	*1*		1		
Terminé	*59*	11	26	10	12
Logement social	*2*	2			
Non identifié	*30*	3	17		10
Total identifiés	***109***	***22***	***41***	***13***	***33***

Tableau III.4.15. Achèvement du paiement des logements de l'enquête E1

État	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Non concerné par le paiement de l'achat du logement	*52*	16	15	5	16
Logement payé	*41*	5	21	2	13
Paiement en cours	*6*		4	1	1
Logement en revente	*1*		1		
Non identifié	*39*	4	17	5	13
Total identifiés	***100***	***21***	***41***	***8***	***30***

Tableau III.4.16. Matériau de construction de la maison prédominant (murs, sols, toit) des logements de l'enquête E1

Matériau	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Bois-Zinc	*1*		1		
Parpaings	*49*	9	11	2	27
Parpaings de bonne qualité (avec peinture)	*47*	9	26	10	2
Parpaings- Zinc	*9*		3		6
Parpaings-Bois	*6*		2		4
Pierre de bonne qualité (avec peinture)	*4*	2	1	1	
Non identifié	*23*	5	14		4
Total identifiés	***116***	***20***	***44***	***13***	***39***

Tableau III.4.17. Nombre de niveaux des logements de l'enquête E1

Niveaux habités	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
1	*29*	9	11	1	8
2	*56*	12	17	10	17
3	*17*	1	8	2	6
Non identifié	*37*	3	22		12
Total identifiés	***102***	***22***	***36***	***13***	***31***

Tableau III.4.18. Acteurs de la construction des logements de l'enquête E1

Constructeur de la maison	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Entreprise de construction logements sociaux	*3*	3			
Famille	*13*		6		7
Personne elle-même	*7*		6		1
Famille- Maçon	*44*	14	9	5	16
Personne elle-même et maçon	*12*		10		2
Maçon	*22*	4	8	4	6
Non identifiés	*38*	*4*	*19*	*4*	*11*
Total identifiés	***101***	***21***	***39***	***9***	***32***

Tableau III.4.19. Connexion à l'électricité des logements de l'enquête E1

Connexion au réseau d'eau	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Électricité	*114*	25	52	13	24
Électricité faible	*21*		3		18
Électricité faible à inexistante	*1*		1		
Non identifié	*2*		2		
Total identifiés	***136***	***25***	***56***	***13***	***42***

Tableau III.4.20. Connexion au réseau de transport pour les logements de l'enquête E1

Temps d'accès à un transport en commun (en minutes)	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Moins de 1	*22*	3	14		5
Entre 1 et 2	*13*	1	2		10
Entre 2 et 3	*23*	1	6	1	15
Entre 3 et 5	*41*	3	23	5	10
Entre 5 et 10	*21*	11	3	6	1
Plus de 10	*5*	4		1	
Non identifié	*14*	2	10		2
Total identifiés	***125***	***23***	***48***	***13***	***41***

Tableau III.4.21. Connexion au réseau de transport pour les logements de l'enquête E1

Connexion au réseau routier	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Béton	*19*	2	17		
Goudron	*42*	13	15	12	2
Terre	*65*	10	16	1	38
Gravas	*5*		4		1
Non identifié	*8*		6		2
Total identifiés	***131***	***25***	***52***	***13***	***41***

Tableau III.4.22. Connexion à l'eau des logements de l'enquête E1

Connexion au réseau d'eau	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Eau courante	*62*	18	33	7	4
Connexion illicite par tuyaux d'arrosage	*2*				2
Connexion insuffisante au réseau municipal	*18*				18
Citerne	*39*		17	6	16
Puits	*5*	5			
Non identifié	*13*	2	8		3
Total enquêtés	***126***	***23***	***50***	***13***	***40***

Tableau III.4.23. Statut foncier des logements de l'enquête E1

Statut foncier		*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Social	*Ejidal*	*62*	13	30		19
	Communal	*13*			13	
	Total	75	13	30	13	19
Privé		*51*	8	20		23
Non identifié		*13*	4	8		1
Total identifiés		***126***	***21***	***50***	***13***	***42***

Tableau III.4.24. Titres de propriété des logements et des terrains de l'enquête E1

A. Au niveau du logement

Le propriétaire	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Dispose d'un titre de propriété légal	*27*	13	2	2	10
Ne dispose pas d'un titre de propriété	*60*	3	34	8	15
Effectue des démarches en vue d'obtenir un titre de propriété	*19*	1	6		12
Non identifiés	*33*	*8*	*16*	*3*	*6*
Total identifiés	***106***	***17***	***42***	***10***	***37***

B. Au niveau du terrain

Démarches de régularisation du terrain	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Entamées	**28**		3		25
Non entamées	**35**	4	9	10	12
Terrain déjà régularisé	**27**	11	13	1	2
Non rep	***49***	*10*	*33*	*2*	*4*
Total	**90**	**15**	**25**	**11**	**39**

Tableau III.4.25. Environnement direct des logements de l'enquête E1

Environnement de l'îlot	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Bien consolidé	*27*	2	23	2	
Consolidé	*35*	11	11	8	5
En travaux	*42*	11	15	2	14
Non consolidé	*32*	1	6	1	24
Dégradé	*1*		1		
Non identifié	*2*		*2*		

Tableau III.4.26. Activités associées aux logements de l'enquête E1

Fonctionnalisation économique du lot	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Usages commerciaux mixtes	*2*		2		
Commerce alimentaire	*16*	4	4	2	6
Commerce spécialisé et/ou de services	*18*	1	10	3	4
Agriculture- commerce	*7*		1	2	4
Atelier	*3*	2			1
Location	*1*		1		
Restaurant	*1*		1		
Lieu public	*3*			3	
Non identifiés	*88*	*18*	*39*	*3*	*28*
Total identifiés	***51***	***7***	***19***	***10***	***15***

3. Caractéristiques des étapes résidentielles

3.1. Ancienneté de l'installation

Tableau III.4.27. Date d'arrivée dans le logement des personnes de l'enquête E1

Date d'arrivée dans le logement	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Avant 1970	*7*	3			4
1970-1979	*6*	3	2	1	
1980-1989	*12*	5	3	3	1
1990-1994	*11*	2	4	1	4
1995-1999	*17*	1	9	2	5
2000-2004	*25*	2	14	2	7
2005-2011	*39*	6	18		15
Non répondu	*22*	3	8	4	7
Personnes pour qui la date d'arrivée dans le quartier et celle d'arrivée dans le logement sont différentes	*32*	5	17	2	8
Total identifiés	***117***	***22***	***50***	***9***	***36***

Tableau III.4.28. Modalité d'acquisition du lot des logements de l'enquête E2

Acquisition du lot sur lequel est construit le logement	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta
Achat Vente	*138*	33	61	9	35
Transfert	*14*	4	8	2	0
Cadeau	*2*	1	1	0	0
Héritage	*63*	10	1	8	44
Location	*53*	9	20	14	10
Occupation organisée	*19*	6	7	0	6
Prêt	*37*	8	11	4	14
Autre	*13*	2	6	1	4
Non répondu	*27*	*7*	*7*	*4*	*9*
Total général	***339***	***73***	***115***	***38***	***113***

Tableau III.4.29. Modalité d'acquisition du lot des logements de l'enquête E1

Modalité d'acquisition		*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Achat	Achat auprès d'un ejidatario	*8*		4		4
	Achat auprès d'un fraccionador/ propriétaire	*38*		20	3	15
	Achat groupé auprès d'un fraccionador/ propriétaire	*11*	6	5		
	Achat par organisation	*6*		6		
	Total achat	***63***	**6**	**35**	**3**	**19**
Occupation de fait/invasion		***1***	**1**			
Transmission	Cadeau	*5*	3	2		
	Don d'un tiers	*1*		1		
	Héritage en droit social	*19*	8		7	4
	Héritage en droit privé	*15*				15
	Total transmission/legs	***40***	**11**	**3**	**7**	**19**
Non-propriétaire	Location	*1*		1		
	Hébergement	*5*		4		1
	Prêt	*4*	2	2		
	Total non acquisition	***10***	**2**	**7**	**0**	**1**
Non répondu		*25*	*5*	*13*	*3*	*4*
Total identifiés		***114***	***20***	***45***	***10***	***39***

Tableau III.4.30. Intermédiaire pour l'acquisition du lot des logements de l'enquête E1

Intermédiaires au moment de l'acquisition	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Famille	*13*		7		6
Famille et communauté agraire	*29*	9		6	14
Ejidatario/Comunero	*4*	3		1	
Crédit d'État	*3*	3			
Organisation à caractère politique	*7*		7		
Particulier	*56*	5	30	3	18
Total identifiés	***112***	***20***	***44***	***10***	***38***

Tableau III.4.31. État du logement au moment de l'installation lors de la dernière étape résidentielle de l'enquête E1

État du logement au moment de l'installation	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Construction dure existante	*46*	9	15	6	16
Construction précaire	*60*	13	26	4	17
Non répondu	*33*	*3*	*17*	*3*	*10*
Total identifiés	***106***	***22***	***41***	***10***	***33***

Tableau III.4.32. Date d'arrivée dans le quartier des personnes de l'enquête E2

Année d'emménagement dans le quartier	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*Non rép.*
Non répondu	*28*	*6*	*11*	*4*	*7*	*11*	*8*	*5*	*1*	*0*	*3*
1959-1979	*20*	7	0	4	9	*0*	*0*	*11*	*7*	*2*	
1980-1989	*29*	8	0	7	14	*0*	*2*	*18*	*6*	*3*	
1990-1994	*32*	6	1	3	22	*3*	*13*	*9*	*7*	*0*	
1995-1999	*70*	16	15	3	36	*20*	*32*	*14*	*4*	*0*	
2000-2004	*72*	13	36	10	13	*20*	*10*	*22*	*11*	*2*	*7*
2005-2009	*95*	21	48	8	18	*22*	*8*	*43*	*17*	*2*	*3*
2010	*20*	3	11	3	3	*6*	*3*	*3*	*8*	*0*	
Total	***338***	***74***	***111***	***38***	***115***	***71***	***68***	***120***	***60***	***9***	***10***

Tableau III.4.33. Date d'arrivée dans le quartier des personnes de l'enquête E1

Date d'arrivée dans le quartier	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 et +*	*Non rép.*
Avant 1970	*12*	6		2	4				*3*	*5*	*4*	
1970-1979	*9*	3	2	3	1			*1*	*6*	*2*		
1980-1989	*22*	5	10	1	6		*2*	*4*	*4*	*5*	*6*	*1*
1990-1994	*9*	1	7		1		*5*		*2*	*2*		
1995-1999	*19*	1	11	2	5	*1*	*5*		*9*		*2*	*2*
2000-2004	*23*	2	13	2	6			*7*	*13*	*2*	*1*	
2005-2011	*33*	6	12		15	*1*	*5*	*9*	*14*	*1*	*2*	*1*
Personnes pour qui la date d'arrivée dans le quartier et celle d'arrivée dans le logement sont différentes	*32*	*5*	*17*	*2*	*8*		*5*	*6*	*14*	*2*	*4*	*1*
Non répondu	*12*	*1*	*3*	*3*	*5*		*3*		*4*	*2*		*3*
Total identifiés	***127***	***24***	***55***	***10***	***38***	***2***	***17***	***21***	***51***	***17***	***15***	***4***

3.2. Nomenclature de localisation dans les enquêtes

Nous utilisons dans cette section, ainsi que dans les chapitres 8 et 9, une nomenclature particulière afin d'agréger les réponses obtenues à partir des entretiens de l'enquête E1 et des questionnaires de l'enquête E2 au sujet des localisations

Dans l'immense majorité des cas, il s'agit de localiser des « *mobilités locales* », résidentielles ou quotidiennes, induisant des distances inférieures à 100 kilomètres [Dureau *et al,* 2014, p. 88]. Nous sommes conscient que la nomenclature adoptée au sujet de ces localisations ne renvoie pas à une échelle spatiale précise. Toutefois, en raison de la complexité d'appréhender avec précision – et de manière constante – les distances-temps des déplacements urbains au moyen de nos enquêtes, nous avons privilégié une approche par un positionnement relatif, mobilisant à la fois des caractéristiques de « voisinage » et des limites administratives[29].

[29] Nous restons conscient de la non-exclusivité exacte des catégories, qui rend leur sélection par les enquêtés, comme leur traitement et leur analyse postérieure, complexes. La difficulté principale revenait logiquement sur le caractère délicat de demander des informations précises sur la localisation la plus exacte possible des lieux de l'espace de vie des personnes. Bien que conscient de l'importance de la saisie précise de la localisation dans l'analyse que nous souhaitions mener – cette importance ayant été régulièrement mise en évidence par les

Sauf précision particulière, les catégories utilisées ont été les suivantes :

- « **Même logement** » : est ici prise en compte la résidence de la personne au moment des enquêtes dans le quartier étudié. En cas de multirésidence, on privilégie le logement au sein du quartier étudié d'une part, le logement appréhendé au moment de la situation d'enquête d'autre part.
- « **Même colonie** » ou « **autre logement de la colonie** » : la colonie est alors un repère spatial, l'espace délimité et intégré par les habitants eux-mêmes lors de leur réponse[30]. Son approche reste bien sûr largement subjective (chapitre 1, 1.3.4) [Di Méo, 1994 ; Lussault, 2003c ; Authier *et al*, 2007]. Toutefois, dans le cas de localisations plus précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu à l'intérieur de la colonie est évalué selon la délimitation de la colonie telle que décrite sur la carte I.5.1.
- « **Colonie voisine** » ou « **colonie proche** » : cette catégorie renvoie à l'ensemble des colonies contiguës à la colonie de résidence, telle qu'appréhendée à partir du logement de référence au moment des enquêtes. Dans la mesure de la précision des informations fournies par les enquêtés, la contiguïté ne tient pas compte des limites administratives (intermunicipales ou inter-entité) et tend à mettre en valeur la proximité par rapport à la colonie de résidence (catégorie antérieure). Cette proximité peut être appréhendée et intégrée par les habitants eux-mêmes lors de leur réponse. Dans le cas de localisations plus précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu « dans la proximité ou dans le voisinage » de la colonie de résidence est évalué selon la délimitation de la colonie telle que décrite sur la carte I.5.1 d'une part, la localisation des colonies contiguës telle que présentée sur les cartes 2.5 à 2.12. Par exemple, dans le cas d'une personne enquêtée résidente de la colonie Lomas San Sebastián, seront considérés dans une « colonie proche » ou « voisine » les lieux situés dans les colonies Jorge Jiménez Cantú, Ampliación Jorge Jiménez Cantú, Carlos Hank Gonzalez du municipe de La Paz, mais aussi les colonies Lomas de Buenavista, Loma del Bosque Corte La Palma, La Joya et Loma de Santa Cruz des municipes de Chicoloapan et Chimalhuacán.
- « **Autre logement de la colonie ou colonie proche** » ou « **autre lieu de la colonie ou proche** » : cette catégorie agrège les deux précédentes.
- « **Autre colonie du municipe** » : une localisation dans cette catégorie peut renvoyer à l'ensemble des colonies du municipe de résidence appréhendé au moment des enquêtes, en dehors de la proximité évaluée dans les 3 catégories précédentes. Cette catégorie mobilise cette fois-ci une dimension administrative : ne sont considérées que les colonies de Cuautitlán, La Paz, Milpa Alta et Tláhuac – exception faite, lorsque cela a été possible, des colonies « proches » ou « voisines ». La localisation dans le « municipe de résidence » peut être appréhendée et intégrée par les habitants eux-mêmes lors de leur réponse. Dans le cas de localisations plus précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu est évalué au cas par cas. Par exemple, pour une personne enquêtée résidente de la colonie Lomas San Sebastián, on prendra en compte ici toutes les localisations au sein du municipe (comme San Sebastián Chimalpa, Los

travaux centrés sur l'analyse des mobilités [Imbert, 2014, p. 56] –, il s'est agi de ne pas décourager les enquêtés, en leur proposant de renseigner des catégories *a priori* intuitives. Nous reconnaissons bien sûr le travail rigoureux nécessaire à l'élaboration d'une nomenclature plus efficace, ainsi que le soin à améliorer fortement lors de la construction des questionnaires comme des questions posées lors des entretiens.

[30] Le problème de la dénomination des espaces de proximité avait déjà été soulevé par E. Duhau et A. Giglia [2004 b, p. 176] au sujet de leur analyse des espaces de proximité dans la relation des habitants des colonies populaires aux espaces publics. En effet, la proximité est construite sur les expériences historiques de sa création et de son évolution [*ibid*]. La représentation du quartier par les résidents n'est pas forcément calquée sur les délimitations administratives et fait davantage référence aux formes de sociabilités et d'interactions qui s'inscrivent au niveau local.

Reyes, etc.) qui ne renvoient pas aux colonies identifiées comme « proches » ou « voisines ».

- « **Municipe voisin** » : comme au sujet des colonies proches ou voisines, cette catégorie renvoie à une contiguïté par rapport au municipe de résidence. On monte ici en échelon géographique, au fur et à mesure que la distance semble augmenter par rapport à la résidence appréhendée au moment des enquêtes. Au niveau municipal cette fois, dans la mesure des précisions fournies par les enquêtés, la contiguïté ne tient pas compte des limites administratives inter-entité et tend à mettre en valeur la proximité par rapport au municipe de résidence (catégorie antérieure). Cette proximité peut être appréhendée et intégrée par les habitants eux-mêmes lors de leur réponse. Dans le cas de localisations plus précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu « dans le voisinage municipal » est évalué selon la délimitation des municipes telle présentée sur les cartes 2.5 à 2.8. Par exemple, dans le cas d'une personne enquêtée résidente de la colonie Lomas San Sebastián, seront considérés dans un « municipe voisin » les lieux situés dans les municipalités de Chicoloapan, Chimalhuacán, Ixtapaluca, Nezahualcóyotl, Valle de Chalco Solidaridad, mais aussi ceux situés dans la délégation d'Iztapalapa dans le DF. Quelques nuances doivent être apportées : dans le cas de la sélection préalable d'une localisation dans une « colonie voisine ou proche », le « voisinage municipal » n'est pas re-précisé, l'échelon local traduisant de fait une proximité *a priori* plus marquée. Par ailleurs, toujours au sujet des « tensions inter-échelons » au sein des réponses fournies, lors de renseignements fournis à l'échelon municipal — insuffisants pour évaluer la proximité (ou non) municipale —, la localisation est considérée dans la catégorie d'échelon supérieur, ici « autre municipe de l'entité fédérative », voire « de l'entité fédérative voisine », et ce, malgré les problèmes d'évaluation des distances que cette catégorisation sous-tend[31].
- « **Autre municipe de l'entité fédérative** » : cette catégorie renvoie à l'ensemble des municipes de l'entité de résidence appréhendé au moment des enquêtes, en dehors de la proximité évaluée dans les catégories précédentes. Cette catégorie une fois encore une dimension administrative : ne sont considérées que les municipes de l'État de Mexico et les délégations du DF – exception faite, lorsque cela a été possible, des municipes « voisins ». Cette situation peut être appréhendée comme telle directement par les habitants eux-mêmes lors de leur réponse. Dans le cas de localisations plus précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu est évalué au cas par cas. Par exemple, pour une personne enquêtée résidente de la colonie Lomas San Sebastián, on prendra en compte ici toutes les localisations au sein de l'État de Mexico qui ne renvoient pas aux municipes identifiés comme « voisins ». Quelques nuances doivent encore être apportées : dans le cas de la sélection préalable d'une localisation dans un « municipe voisin », le caractère extra-municipal/intra-entité n'est pas re-précisé, la dimension de voisinage à l'échelon municipal étant explicitée. Une nouvelle fois, rappelons que la localisation administrative n'est pas exempte des problèmes d'évaluation des distances que cette catégorisation sous-tend[32].

[31] On peut ici prendre l'exemple d'un questionnaire ne fournissant pas de précision sur la municipalité dans laquelle se situe le lieu considéré. On gardera la catégorie « autre municipe de l'entité », même si l'appréciation des distances est problématique. Pour un exemple concret à La Paz, si le lieu en question est en réalité situé dans le municipe voisin de Chicoloapan ou dans celui d'Iztapalapa (dans le DF), cette proximité spatiale n'apparaît pas : pire, elle est masquée et la localisation renvoie à une catégorie qui aurait été la même que pour une localisation dans le municipe de Huehuetoca dans l'État de Mexico par exemple, à plus de 60 kilomètres de là, ou encore à La Magdalena Contreras à 35 kilomètres de là.

[32] On peut ici prendre l'exemple inverse de la note précédente au sujet d'un questionnaire ne fournissant pas de précision sur la municipalité dans laquelle se situe le lieu considéré. Pour un résident éventuel de La Paz, si le lieu en question est en réalité situé dans le municipe de Huehuetoca à 60 kilomètres de là, la catégorisation est la

- « **Entité fédérative voisine** » : comme au sujet des colonies ou municipes voisins, cette catégorie renvoie à une contiguïté par rapport à l'entité de résidence, avec la nuance qu'ici, ne sont considérés que les seules deux entités fédératives principales de la ZMVM, à savoir DF, État de Mexico. Cette proximité est appréhendée dans le cas de localisations précises fournies par l'enquêté, le positionnement du lieu « dans le DF ou dans l'État de Mexico » ayant été indiqué par certains enquêtés. La catégorie intègre donc les réponses vagues au sujet de localisation à l'échelon municipal ou au contraire, celles précisant l'entité considérée.
- « **Autre État** » : une localisation dans cette catégorie peut renvoyer à l'ensemble des États du Mexique, autres que DF et État de Mexico ; elle peut aussi renvoyer plus largement à une localisation indiquée comme telle par l'enquêté, sans davantage de précision au niveau des États.
- « **États unis** » : catégorie mobilisée dans le cadre de migrations internationales, lorsqu'a été explicitement mentionnée la localisation sur le territoire des États-Unis d'Amérique.
- « **Autre pays** » : catégorie mobilisée dans le cadre de migrations internationales, lorsqu'a été explicitement mentionné le nom d'un pays étranger, différent des États-Unis d'Amérique.

La synthèse de ces dimensions implique – sauf dans les cas spécifiques (explicités dans la mesure du possible et selon les précisions fournies par les enquêtés) – une distance croissante par rapport au domicile, allant de la « colonie voisine » à un « autre État », sous-entendu autre qu'État de Mexico ou DF (voir annexe III.4.3.2). On retrouve ainsi différentes auréoles de proximité relative par rapport à la résidence. Au sein de l'espace urbain, grâce à cette nomenclature, il est possible d'identifier à des degrés divers quatre types d'espaces inégalement pratiqués par les habitants : à la manière de V. Baby-Collin dans son étude sur les mobilités résidentielles et quotidiennes dans les marges de La Paz et Caracas [2005, p. 150], on retrouve le quartier de résidence (appréhendée par le voisinage et la proximité directe), les zones de proximité (à l'échelle du quartier et du municipe), les centralités métropolitaines (centre du DF et centres secondaires), et les autres zones fréquentées de l'agglomération.

3.3. Lieu de résidence antérieur

Tableau III.4.34. Lieu de résidence antérieure des personnes de l'enquête E2

Lieu de résidence antérieur	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans
Non répondu	*19*	*4*	*6*	*1*	*8*	*3*	*3*	*7*	*3*	*1*
Même logement	*92*	20	12	9	51	20	42	23	4	1
Autre logement de la colonie ou colonie proche	*85*	18	22	17	28	15	13	38	13	0
Autre colonie du municipe	*40*	8	22	4	6	12	4	17	5	0
Autre municipe de l'entité fédérative	*37*	10	10	3	14	10	8	6	10	3
Municipe voisin (même si autre entité)	*47*	9	28	6	4	15	1	13	16	1
Entité fédérative voisine (DF/État de Mexico)	*32*	9	17	1	5	4	3	13	9	3
Autre État (au-delà du voisinage)	*14*	2	5	1	6	3	2	8	1	
Total mobiles	***255***	**56**	**104**	**32**	**63**	**59**	**31**	**95**	**54**	**7**
Total	***347***	***76***	***116***	***41***	***114***	***79***	***73***	***118***	***58***	***8***

même que si le lieu avait été situé dans le municipe voisin de Chicoloapan. Toutefois, l'ambiguïté administrative est *a priori* levée.

Tableau III.4.35. Lieu de résidence antérieure des personnes de l'enquête E1

Lieu de résidence antérieure	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
Non répondu	*10*	*1*	*5*		*4*		*1*	*1*	*5*	*2*		*1*
Même logement	8	4		4		*1*			*5*	*2*		
Autre logement de la colonie	16	1	10	3	2		*7*	*3*	*5*			*1*
Colonie voisine (même si autre municipe)	31	6	3	2	20		*4*	*6*	*10*	*3*	*8*	
Autre colonie du municipe	20	2	12	1	5	*1*	*2*	*3*	*7*	*5*	*2*	
Municipe voisin (contigu, même si autre entité)	28	6	14		8		*4*	*5*	*11*	*2*	*3*	*3*
Autre municipe de l'entité	3			1	2					*1*	*2*	
Entité voisine	13	3	7	2	1		*2*	*1*	*5*	*4*		*1*
Autre État	10	2	7		1			*2*	*7*			*1*
Total mobiles	***121***	***20***	***53***	***9***	***39***	***1***	***19***	***20***	***45***	***15***	***15***	***6***
Total identifiés	***129***	***24***	***53***	***13***	***39***	***2***	***19***	***20***	***50***	***17***	***15***	***6***

Tableau III.4.36. Type de logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles[33] de l'enquête E2

Type de logement antérieur	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non répondu
Maison	***129***	36	46	36	11	*33*	*22*	*50*	*18*	*4*	*2*
Appartement	***37***	16	14	2	5	*6*	*5*	*10*	*14*	*1*	*1*
Chambre	***75***	4	38	19	14	*16*	*3*	*31*	*19*	*2*	*4*
Autre	***2***		1	1		*1*			*1*		
Non répondu	***12***		*5*	*5*	*2*	*3*	*1*	*4*	*2*		*2*
Total réponses	***243***	***56***	***99***	***58***	***30***	***56***	***30***	***91***	***52***	***7***	***7***

Tableau III.4.37. Statut d'occupation du logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E2

Statut d'occupation de la résidence antérieure	Total	Cuautitlán	La Paz	Tláhuac	Milpa Alta	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non répondu
Propriété	***33***	9	11	1	12	*15*	*10*	*2*	*5*	*1*	*1*
Propriété d'un autre membre du foyer	***84***	16	32	11	25	*14*	*9*	*38*	*19*	*2*	*2*
Location	***51***	14	18	8	11	*3*	*7*	*26*	*13*	*1*	*1*
Occupant gratuit	***9***	3	4		2	*1*	*1*	*1*	*6*		
Autre	***12***	2	5	3	2	*6*	*1*	*2*	*1*	*1*	*1*
Non répondu	***66***	12	34	9	11	*20*	*3*	*26*	*10*	*2*	*5*
Total identifiés	**189**	**44**	**70**	**23**	**52**	**39**	**28**	**69**	**44**	**5**	**5**

Tableau III.4.38. Type de logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1

Type de logement antérieur	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non répondu
Même maison	***8***	*4*		*4*		*1*			*5*	*2*		
Maison	***70***	11	31	5	23	*1*	*13*	*10*	*28*	*7*	*10*	*1*
Appartement	***23***	5	8		10		*4*	*2*	*6*	*7*	*3*	*1*
Autre	***2***		2						*2*			
Non répondu	***36***	*5*	*17*	*4*	*10*		*3*	*9*	*14*	*3*	*2*	*5*
Total mobiles	**95**	**16**	**41**	**5**	**33**	**1**	**17**	**12**	**36**	**14**	**13**	**2**
Total réponses	***103***	***20***	***41***	***9***	***33***	***2***	***17***	***12***	***41***	***16***	***13***	***2***

[33] Qui ont changé de résidence au moins une fois au cours de leur vie.

Tableau III.4.39. Statut d'occupation du logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1

Statut d'occupation antérieur	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 ans et +*	*Non répondu*
Locataire	**13**	2	8		3			*1*	*4*	*5*	*3*	
Hébergé	**52**	7	25	2	18	*1*	*18*	*10*	*17*	*1*	*4*	*1*
Propriétaire	**32**	6	6	4	16	*0*	*1*	*4*	*14*	*6*	*6*	*1*
Prêt	**1**		1						*1*			
Autre	**2**		2						*2*			
Non répondu	***31***	*6*	*16*	*3*	*6*		*1*	*6*	*12*	*5*	*2*	*5*
Total réponses	***100***	***15***	***42***	***6***	***37***	***1***	***19***	***15***	***38***	***12***	***13***	***2***

Tableau III.4.40. Structure des ménages au sein de la résidence antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1

Composition du ménage dans la résidence antérieure	*Total*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 ans et +*	*Non rép.*
Ménage seul	***1***				1		*1*					
Famille nucléaire (conjoints et enfants)	***20***		12		8			*3*	*10*	*6*	*4*	*1*
Famille élargie	***59***	14	19	5	21	*1*	*17*	*10*	*16*	*5*	*6*	
Famille composée	***5***		2		3			*1*	*4*			
Autre	***2***		2						*2*			
Non répondus	***44***	*7*	*23*	*4*	*10*		*2*	*7*	*18*	*6*	*5*	*6*
Total réponses	***87***	***14***	***35***	***5***	***33***	***1***	***18***	***14***	***32***	***11***	***10***	***1***

3.4. Systèmes résidentiels : la deuxième génération

Tableau III.4.41. Nombre de personnes ayant des enfants adultes dans l'enquête E2

Existence d'un enfant adulte ayant fondé une famille	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*
Non répondu	***4***	*1*		*3*		*4*	
Non	**13**	4	5	2	2	*11*	*2*
Oui	**53**	18	14	8	13	*46*	*7*
Total réponses prises en compte	**70**	**23**	**19**	**13**	**15**	***61***	***9***

Tableau III.4.42. Lieu de résidence des enfants adultes des personnes de l'enquête E2

Lieu de résidence des enfants adultes des enquêtés	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*
Logement parents	**38**	13	9	5	11	*32*	*6*
Même colonie	**3**	2			1	*3*	
Autre colonie du municipe	**1**		1			*1*	
Autre municipe de l'entité	**1**		1			*1*	
Municipe voisin	**4**	2	1		1	*2*	*2*
Entité voisine	**1**		1			*1*	
Autre État	**1**		1			*1*	
Total général	***49***	***17***	***14***	***5***	***13***	***41***	***8***

3.5. Itinéraires et espaces résidentiels

Tableau III.4.43. Localisation des étapes et changements résidentiels (E1)

Localisation de l'étape résidentielle	Nombre de changements de résidence (étapes hors situation actuelle)	Nombre d'étapes résidentielles (total)
Même colonie	41	145
Colonie voisine	42	42
Autre colonie du municipe	18	18
Municipe voisin	43	46
Autre municipe de l'entité	18	19
Entité voisine	32	32
Autre État	31	31
États-Unis	5	5
Non répondu	*6*	*9*
Total	**236**	**347**

Tableau III.4.44. Lieu de naissance des enquêtés de E1

Lieu de naissance	Nombre d'individus	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
Même colonie	**17**	5	4	7	1	1	4	1	8	2		1
Colonie voisine	**13**	3		1	9		1	2	3	1	6	
Autre colonie du municipe	**16**	3	6	2	5	1		5	5	5		
Municipe voisin	**26**	4	10	1	11		12	2	10		1	1
Autre municipe de l'entité	**7**		4		3			1	3	2	1	
Entité voisine	**13**	7	4	1	1		2	4	4	2	1	
Autre État	**25**	2	16	1	6			3	13	2	4	3
Non répondu	***22***	*1*	*14*		*7*		*1*	*3*	*9*	*5*	*2*	*2*
Total général	**139**	**25**	**58**	**13**	**43**	**2**	**20**	**21**	**55**	**19**	**15**	*7*

Tableau III.4.45. Lieu de résidence des personnes à l'âge de 15 ans dans l'enquête E1

Lieu de naissance	Nombre d'individus	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
Même colonie	**21**	3	12	3	4		*12*	*5*	*5*			
Colonie voisine	**20**	4	1	2	13		*4*	*4*	*4*	*3*	*5*	
Autre colonie du municipe	**6**	2			4			*2*	*1*	*2*	*1*	
Municipe voisin	**17**	5	8	1	3			*4*	*12*			*1*
Autre municipe de l'entité	**5**		2		3				*1*	*2*	*2*	
Entité voisine	**10**	2	6	1	1		*1*	*2*	*4*	*2*	*1*	
Autre État	**17**	2	9	1	5			*1*	*8*	*4*	*3*	*1*
Non répondu	***35***	*3*	*20*	*2*	*10*	*1*	*3*	*3*	*16*	*4*	*3*	*5*
Total réponses	**96**	**18**	**38**	**7**	**33**	**0**	**17**	**18**	**35**	**13**	**12**	**2**

Tableau III.4.46. Les autres résidences des personnes de l'enquête E1

Nombre de résidences "autres"	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
1	**18**	1	4	2	11			*2*	*6*	*4*	*4*	*2*
2	**6**	3	2	1			*1*	*1*	*2*	*1*	*1*	
3	**1**		1						*1*			
4	**2**	2								*2*		
Plus	**3**		3							*2*		*1*
Non répondu	***109***	*19*	*48*	*10*	*32*	*2*	*19*	*18*	*46*	*10*	*10*	*4*
Total réponses	**30**	**6**	**10**	**3**	**11**	***0***	***1***	***3***	***9***	***9***	***5***	***3***

Tableau III.4.47. Lieu de résidence de la famille des enquêtés de E1
A. Les parents

		Municipe de résidence des personnes enquêtées				Age des personnes enquêtées						
Lieu de résidence des parents	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
Même colonie	**37**	6	14	8	9	*2*	*16*	*5*	*11*	*3*		
Colonie voisine	**16**	4	4	1	7		*2*	*3*	*8*		*3*	
Autre colonie du municipe	**4**		2		2			*1*		*3*		
Municipe voisin	**14**	6	5		3		*1*	*5*	*6*		*1*	*1*
Autre municipe de l'entité	**2**		2							*1*	*1*	
Entité voisine	**3**	1	1		1				*1*	*1*	*1*	
Autre État	**20**	1	12	2	5			*3*	*12*	*2*	*2*	*1*
Non répondu	***43***	*7*	*18*	*2*	*16*		*1*	*4*	*17*	*9*	*7*	*5*
Total réponses	**96**	**18**	**40**	**11**	**27**	**2**	**19**	**17**	**38**	**10**	**8**	**2**

B. La fratrie

		Municipe de résidence des personnes enquêtées				Age des personnes enquêtées				
Lieu de résidence des frères et sœurs	**Total**	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**	***15 à 24 ans***	***25 à 34 ans***	***35 à 49 ans***	***70 ans et +***	***Non rép.***
Même colonie	**60**	11	26	5	18	*28*	*7*	*23*	*1*	*1*
Colonie voisine	**13**	5	7		1		*9*	*3*	*1*	
Autre colonie du municipe	**12**	12							*12*	
Municipe voisin	**11**	4	5	2		*2*	*2*	*7*		
Entité voisine	**2**		1	1				*1*	*1*	
Autre État	**5**		5					*5*		
États-Unis	**6**		6					*6*		
Nombre de frères/sœurs comptabilisés	**109**	**32**	**50**	**8**	**19**	**30**	**18**	**45**	**15**	**1**

Sur un total de 47 personnes ayant renseigné la localisation de leur fratrie

C. La belle-famille

		Municipe de résidence des personnes enquêtées				Age des personnes enquêtées						
Lieu de résidence du membre de la belle-famille le plus proche	**Total**	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**	***10 à 14 ans***	***15 à 24 ans***	***25 à 34 ans***	***35 à 49 ans***	***50 à 69 ans***	***70 ans et +***	***Non rép.***
Même colonie	**11**	1	6	4			*3*		*6*	*2*		
Colonie voisine	**3**		1		2			*2*	*1*			
Municipe voisin	**9**	3	2		4		*2*	*4*	*3*			
Autre municipe de l'entité	**2**		2						*1*	*1*		
Entité voisine	**2**	1	1						*1*	*1*		
Autre État	**6**	1	3	1	1				*4*	*1*		*1*
Non répondu	***106***	*19*	*43*	*8*	*36*	*2*	*15*	*15*	*39*	*14*	*15*	*6*
Total réponses	**33**	**6**	**15**	**5**	**7**	**0**	**5**	**6**	**16**	**5**	**0**	**1**

D. La famille la plus proche de l'enquêté (résidant dans un autre logement)

		Municipe de résidence des personnes enquêtées				Age des personnes enquêtées						
Lieu de résidence famille	**Total**	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**	***10 à 14 ans***	***15 à 24 ans***	***25 à 34 ans***	***35 à 49 ans***	***50 à 69 ans***	***70 ans et +***	***Non rép.***
Même colonie	**89**	10	37	10	32	*2*	*19*	*11*	*35*	*12*	*9*	*1*
Colonie voisine	**11**	4	3		4			*2*	*5*	*1*	*3*	
Autre colonie du municipe	**3**				3					*3*		
Municipe voisin	**8**		7		1		*1*		*4*	*1*		*2*
Autre municipe de l'entité	**1**		1								*1*	
Non répondu	***27***	*11*	*10*	*3*	*3*			*8*	*11*	*2*	*2*	*4*
Total réponses	**112**	**14**	**48**	**10**	**40**	**2**	**20**	**13**	**44**	**17**	**13**	**7**

Sources : enquêtes E1, 2010-2011

Tableau III.4.48. Lieu de résidence des enfants adultes des personnes de l'enquête E1

Lieu de résidence des enfants adultes	**Total**	**Cuautitlán**	**La Paz**	**Milpa Alta**	**Tláhuac**	***35 à 49 ans***	***50 à 69 ans***	***70 ans et +***
Même colonie	**23**	3	16	2	2	*6*	*7*	*10*
Colonie voisine	**11**	2	3		6	*1*	*5*	*5*
Autre colonie du municipe	**2**				2		*2*	
Municipe voisin	**11**	4	7				*9*	*2*
Autre municipe de l'entité	**4**		2		2			*4*
Entité voisine	**1**		1				*1*	
Autre État	**1**				1			*1*
États-Unis	**4**		4				*2*	*2*
Autre pays	**3**		2		1		*2*	*1*
Total	**60**	**9**	**35**	**2**	**14**	*7*	***28***	***25***

Sur un total de 30 personnes ayant renseigné la localisation de leurs enfants adultes

4. Représentation de la position socio-résidentielle dans le quartier

4.1. Qualification de la vie dans la colonie

Tableau III.4.49. Représentation de la vie dans la colonie de résidence actuelle des personnes de l'enquête E2

Qualification de la vie dans la colonie	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non répondu
Pire en pire	**65**	19	19	19	8	*19*	*13*	*22*	*9*	*2*	*0*
Difficile	**103**	20	35	34	14	*13*	*9*	*49*	*22*	*5*	*5*
Satisfaisante	**95**	25	26	37	7	*25*	*31*	*23*	*13*		*3*
Mieux en mieux	**80**	15	26	29	10	*15*	*20*	*25*	*15*	*2*	*3*
Non répondu	**23**	1	16	3	3	*10*	*3*	*6*	*2*	*0*	*2*
Total réponses	**343**	**79**	**106**	**119**	**39**	***72***	***73***	***119***	***59***	***9***	***11***

Tableau III.4.50. Représentation de la vie dans la colonie de résidence actuelle des personnes de l'enquête E1

Qualification de la vie dans la colonie	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non répondu
Pire en pire	**5**		3	2					4	1		
Difficile	**47**	9	14	3	21	1	7	8	17	3	9	*2*
Satisfaisante	**18**	6	6	6		1	3	3	9	1		*1*
Mieux en mieux	**39**		24		15		4	4	16	11	4	
Non répondu	***30***	*10*	*11*	*2*	*7*		*6*	*6*	*9*	*3*	*2*	*4*
Total réponses	**109**	**15**	**47**	**11**	**36**	**2**	**14**	**15**	**46**	**16**	**13**	**3**

4.2. Identification au quartier

Tableau III.4.51. Identification au lieu des personnes de l'enquête E2

Lieu d'où l'on se sent	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non répondu
Colonie	**96**	28	40	10	18	*17*	*8*	*41*	*23*	*2*	*5*
Quartier/village	**100**	13	12	66	9	*11*	*36*	*34*	*12*	*4*	*3*
Municipe	**42**	15	12	15		*7*	*11*	*16*	*7*	*1*	*0*
Entité	**2**		2			*0*	*1*	*1*			*0*
Ciudad de México	**86**	20	33	22	11	*29*	*17*	*20*	*15*	*2*	*3*
Autre	**3**	1		2		*0*		*3*			*0*
Non répondu	***37***	*3*	*23*	*7*	*4*	*18*	*3*	*10*	*4*		*2*
Total réponses	**329**	**77**	**99**	**115**	**38**	**64**	**73**	**115**	**57**	**9**	**11**

Tableau III.4.52. Identification au lieu des personnes de l'enquête E1

Lieu d'où l'on se sent	Total général	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rép.
Colonie (pionnier)	**24**	1	13	1	9		*3*	*3*	*6*	*7*	*5*	
Colonie (2e génération)	**2**		2				*2*					
Quartier/village (origines)	**27**	9		3	15		*2*	*3*	*9*	*8*	*5*	
Quartier/village (installation ancienne)	**3**	1		2		*1*			*1*		*1*	
Municipe	**12**	3	6	3		*1*	*2*	*3*	*5*		*1*	
Municipe voisin	**2**	1	1						*1*			*1*
Ciudad de México	**36**	4	20	2	10		*5*	*6*	*19*	*3*	*2*	*1*
Autre État	**4**	2	1		1			*2*	*1*			*1*
Non répondu	***29***	*4*	*15*	*2*	*8*		*6*	*4*	*13*	*1*	*1*	*4*
Total réponses	**110**	**21**	**43**	**11**	**35**	**2**	**14**	**17**	**42**	**18**	**14**	**3**

4.3. Projet de mobilité

Tableau III.4.53. Projets relatifs à la résidence des personnes de l'enquête E2

Projet de vie	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non rép.
Mouvement	**125**	35	31	40	19	29	29	42	19		*6*
Rester	**189**	39	63	68	19	32	32	73	39	9	*4*
Non répondu	***52***	*6*	*28*	*14*	*4*	*21*	*15*	*10*	*3*		*3*
Total réponses	**314**	**74**	**94**	**108**	**38**	**61**	**61**	**115**	**58**	**9**	**10**

Tableau III.4.54. Projets relatifs à la résidence des personnes de l'enquête E1
A. Selon le quartier et l'âge des personnes

Projet	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	*10 à 14 ans*	*15 à 24 ans*	*25 à 34 ans*	*35 à 49 ans*	*50 à 69 ans*	*70 ans et +*	*Non rép.*
Rester	**71**	12	25	10	24		*5*	*11*	*25*	*16*	*14*	
Hésite	**9**		2		7		*6*	*1*	*2*			
Partir	**26**	7	14		5	*1*	*7*	*4*	*10*		*1*	*3*
Non répondu	***33***	*6*	*17*	*3*	*7*	*1*	*2*	*5*	*18*	*3*		*4*
Total réponses	**106**	**19**	**41**	**10**	**36**	**1**	**18**	**16**	**37**	**16**	**15**	**3**

B. Projections dans le logement actuel

Durée envisagée dans logement actuel	Total
Plus d'un an	101
Plusieurs mois	9
Ne sait pas	4
Non répondu	25

C. Représentation de la situation résidentielle actuelle

Étape dans le logement actuel	Total
Solution durable	77
Solution durable contrainte	2
Solution transitoire	10
Solution transitoire avec espoir de rester proche	9
Solution transitoire avec espoir rapprochement familial	5
Non répondu	36
Total réponses	**103**

Tableau III.4.55. Lieu de résidence projeté des personnes de l'enquête E1

Déménager pour aller où ?	Total
Même colonie	5
Colonie voisine	3
Autre colonie du municipe	2
Municipe voisin	1
Autre municipe de l'entité	1
Autre entité	2
Autre État (retour en province)	4
Autre pays	1
Hésite	*6*
Non répondu	*114*
Total réponses (destination arrêtée)	**19**

5. Pratiques dans le quartier

5.1. Localisation du lieu de travail

Tableau III.4.56. Localisation du lieu de travail selon l'activité professionnelle
A. Selon l'emploi des personnes de l'enquête E1

		Lieu d'activité							
Activité principale	Total	Même colonie	Colonie voisine	Autre colonie du municipe	Municipe voisin	Autre municipe de l'entité	Entité voisine	Variable	Non rep.
Commerce	**28**	23	1	2	1	1			
Retraité	**12**	5	1	2			1		*3*
Pluriactivité	**11**	5	1		2	3			
Employé de la Fonction publique	**10**	5	2	1	1	1			
Employé	**8**	2			3		1	2	
Service / employé (technique)	**8**	2	3		1	1			*1*
Service à la personne	**8**	5	1		2				
Transports	**7**	1	1	2	2			1	
Étudiant	**5**	2			3				
Industrie Ouvrier	**5**	1	1		3				
Agriculture vivrière	**4**	3	1						
Cadre- profession supérieure	**3**	2							*1*
Politique	**3**	2		1					
Non rep.	***27***	*2*	*3*		*2*	*1*	*1*		*18*
Total	**112**	**58**	**12**	**8**	**18**	**6**	**2**	**3**	**5**

B. Selon l'emploi des chefs de ménages de l'enquête E2

			Lieu d'activité								
Activité principale	**Total**	*En %*	Logement	Autre lieu de la colonie ou proche	Autre colonie du municipe	Municipe voisin	Autre municipe de l'entité	Entité voisine	Autre État	Variable	*Non rep.*
Employé	**65**	***22,1***	4	14	15	5	12	10			*5*
Service / employé (technique)	**56**	***19,0***	3	16	16	7	11	2		1	
Industrie Ouvrier	**38**	***12,9***	2	7	12	10	3	1		1	*2*
Commerce	**35**	***11,9***	3	17	2	3	3	6			*1*
Transports	**27**	***9,2***		14	7	3	1		2		
Au foyer[34]	**16**	***5,4***	11	2	1		2				
Sécurité	**12**	***4,1***	1	1	4		1	4			*1*
Agriculteur	**11**	***3,7***	4	6	1						
Employé de la Fonction publique	**10**	***3,4***		3	4			2			*1*
Service à la personne	**9**	***3,1***	1	2	3	1	1	1			
Cadre- profession supérieure	**8**	***2,7***		3	1		3	1			
Étudiant	**5**	***1,7***	3	1			1				
Retraité	**1**	***0,3***									*1*
Sans emploi	**1**	***0,3***			1						
Non rep.	***72***	***-***	*13*	*13*	*11*	*6*	*8*	*4*	*2*		*15*
Total	**294**	***100***	**32**	**86**	**67**	**29**	**38**	**27**	**2**	**2**	**11**

5.2. Localisation des pratiques quotidiennes

Tableau III.4.57. Localisation des services scolaires et sanitaires dans l'enquête E1

	Localisation de l'école					Localisation du centre de soins				
Localisation du service scolaire/sanitaire	**Total occurrences**	*Cuautitlán*	*La Paz*	*Milpa Alta*	*Tláhuac*	**Total occurrences**	*Cuautitlán*	*La Paz*	*Milpa Alta*	*Tláhuac*
Même colonie	**31**	8	16	7		**13**			12	1
Colonie voisine	**44**	8	16	1	19	**6**				6
Autre colonie du municipe	**4**		1		3	**26**	23			3
Municipe voisin	**2**		2			**12**		12		
Autre municipe	**1**		1			**2**		2		
Entité voisine (DF-EdM)						**2**		2		
Non rep.	***59***	*9*	*24*	*5*	*21*	***78***	*2*	*42*	*1*	*33*
Total occurrences	**82**	**16**	**36**	**8**	**22**	**61**	**23**	**16**	**12**	**10**

Sur un total de 80 personnes ayant répondu au sujet des établissements scolaires et 61 personnes ayant répondu au sujet des établissements sanitaires.

Tableau III.4.58. Localisation de pratiques d'activités physiques récréatives pour les personnes de l'enquête E1

Lieu de pratique d'activités sportives	**Total**	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Même colonie	**34**	5	11	3	15	2	7	4	13	5	2	*1*
Colonie voisine	**7**		1		6			1	2	1	3	
Municipe voisin	**6**		2		4		4		1			*1*
Non rep.	***92***	*20*	*44*	*10*	*18*		*9*	*16*	*39*	*13*	*10*	*5*
Total	**47**	**5**	**14**	**3**	**25**	**2**	**11**	**5**	**16**	**6**	**5**	***2***

Tableau III.4.59. Les autres lieux jugés « importants » pour les personnes de l'enquête E1

Autre lieu important de l'espace de vie	**Total**	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Même colonie	**4**	2			2	1	2		1		
Colonie voisine	**13**	1	5		7	1	2	4	2	3	*1*
Autre colonie du municipe	**15**	4	3		8		1	6	6	1	
Municipe voisin	**26**	4	13	2	7	10	2	7	2	1	*4*
Autre municipe de l'entité	**5**			3	2			4			*1*
Entité voisine	**4**		2	2			1	1	2		
Autre État	**6**	1	4		1	1		4			*1*
États-Unis	**3**		3				1	2			
Non rep.	***63***	*13*	*28*	*6*	*16*	*7*	*12*	*27*	*6*	*10*	
Total	**76**	**12**	**30**	**7**	**27**	**13**	**9**	**28**	**13**	**5**	***7***

[34] On notera que 5 personnes étant déclarées « au foyer » n'indiquent pas une localisation de leur travail dans le logement. Ces situations renvoient en réalité renvoie à la présence de membres de la famille dans d'autres lieux, toujours relativement proches.

5.3. Localisation du réseau amical

Tableau III.4.60. Lieux de résidence des « meilleurs amis » des personnes de l'enquête E2
Localisation des réseaux amicaux des personnes de l'enquête E2

Lieu de résidence des amis	Total	*En %*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	*Non rep.*
Même logement	**14**	*4*	5	6	3		3	1	10			
Autre logement du quartier ou proche	**219**	*67*	47	70	82	20	50	58	69	30	5	*7*
Autre colonie du municipe	**40**	*12*	10	13	11	6	10	7	14	6	2	*1*
Municipe voisin	**9**	*3*	6	3			4		2	3		
Autre municipe de l'entité	**21**	*6*	4	4	6	7	3	4	5	8		*1*
Entité voisine	**15**	*5*	1	11	3		1	3	4	6	1	
Autre État	**8**	*2*	3		4	1	1		5	1	1	
Non rep.	*40*	*-*	*4*	*15*	*13*	*8*	*10*	*3*	*16*	*7*		*4*
Total	**326**	*100*	**76**	**107**	**109**	**34**	**72**	**73**	**109**	**54**	**9**	*9*

Tableau III.4.61. Lieux de résidence des « meilleurs amis » des personnes de l'enquête E1
A. En fonction de la localisation de la famille la plus proche

		Lieu de résidence de la famille					
Lieu de résidence des amis	**Total**	Même colonie	Colonie voisine	Autre colonie du municipe	Municipe voisin	Autre municipe de l'État	*Non rep.*
Même colonie	**51**	41	2		2	1	*5*
Colonie voisine	**5**	2	2				*1*
Autre colonie du municipe	**7**	3		3			*1*
Municipe voisin	**5**	4			1		
Entité voisine	**2**	2					
Autre État	**1**	1					
États-Unis	**1**						*1*
Non rep.	*67*	*36*	*7*		*5*		*19*
Total	**72**	**53**	**4**	**3**	**3**	**1**	**8**

B. Selon le municipe de résidence

Lieu de résidence des amis les plus proches	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac
Même colonie	**51**	2	17	11	21
Colonie voisine	**5**	1	1	1	2
Autre colonie du municipe	**7**		3		4
Municipe voisin	**5**		1		4
Entité voisine	**2**		2		
Autre État	**1**		1		
États-Unis	**1**		1		
Non rep.	*67*	*22*	*32*	*1*	*12*
Total	**72**	**3**	**26**	**12**	**31**

5.4. Fonctionnalisation économique du logement

Tableau III.4.62. Fonctionnalisation économique de l'espace résidentiel pour les personnes de l'enquête E1

Fonction économique dans le logement	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +
Commerce spécialisé et/ou de services	**18**	1	10	3	4	1	4	3	7	2	1
Commerce alimentaire	**16**	4	4	2	6		3	1	9	1	2
Agriculture- commerce	**7**		1	2	4				1	2	4
Atelier	**3**	2			1				2		1
Service public	**3**			3					2	1	
Usages commerciaux mixtes	**2**		2						2		
Restaurant	**1**		1						1		
Logement en location	**1**		1							1	
Non concerné ou non rep.	*88*	*18*	*39*	*3*	*28*	*1*	*13*	*17*	*31*	*12*	*7*
Total	**51**	**7**	**19**	**10**	**15**	**1**	**7**	**4**	**24**	**7**	**8**

5.5. Représentations du quartier

Tableau III.4.63. Perceptions des services urbains dans le quartier pour les personnes de l'enquête E1

A. Selon le municipe de résidence et l'âge des personnes

Perception de l'offre de services urbains	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Services de base déficients	**71**	14	16	3	38	1	10	11	23	11	11	*4*
Services de base en progrès	**50**	8	33	9		1	9	8	22	6	3	*1*
Non rep.	***18***	*3*	*9*	*1*	*5*		*1*	*2*	*10*	*2*	*1*	*2*
Total général	**121**	**22**	**49**	**12**	**38**	**2**	**19**	**19**	**45**	**17**	**14**	**5**

Tableau III.4.64. Perceptions de l'offre en sol urbain dans le quartier pour les personnes de l'enquête E1

Perception de l'offre en sol urbain	Total	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	*Non rep.*
Insuffisance croissante	**64**	15	37		12		10	11	24	8	9	*2*
Insuffisance et tensions	**9**				9				3	5	1	
Disponibilités, mais tensions	**6**		4		2		1		3	1	1	
Disponibilités	**20**			9	11	1	2	4	6	3	3	*1*
Non rep.	***40***	*10*	*17*	*4*	*9*	*1*	*7*	*6*	*19*	*2*	*1*	*4*
Total général	**99**	**15**	**41**	**9**	**34**	**1**	**13**	**15**	**36**	**17**	**14**	***3***

Tableau III.4.65. Pratique de la proximité et représentation de la vie de quartier

A. Selon les personnes interrogées dans l'enquête E1

		Qualification de la vie de quartier				
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	Pire en pire	Difficile	Satisfaisante	Mieux en mieux	*Non rep.*
Nulle	**8**		3	2	1	*2*
Faible	**37**	1	8	4	7	*17*
Moyenne	**75**	3	30	7	24	*11*
Importante	**19**	1	6	5	7	
Total	**139**	**5**	**47**	**18**	**39**	***30***

B. Selon les personnes interrogées dans l'enquête E2

		Qualification de la vie de quartier				
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	Pire en pire	Difficile	Satisfaisante	Mieux en mieux	*Non rep.*
Nulle	**27**	3	7	4	4	*9*
Faible	**98**	16	26	30	21	*5*
Moyenne	**162**	30	49	43	35	*5*
Importante	**79**	16	21	18	20	*4*
Total	**366**	**65**	**103**	**95**	**80**	***23***

Tableau III.4.66. Identification au quartier

A. Selon les personnes interrogées dans l'enquête E1

		Identification					
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	*Colonie/ quartier/village*	*Municipe*	*Autre municipe métropolitain*	*Ciudad de México*	*Autre État*	*Non rep.*
Nulle	**8**	2			3		*3*
Faible	**37**	6	4	2	8	2	*15*
Moyenne	**75**	35	6		21	2	*11*
Importante	**19**	13	2		4		
Total	**139**	**56**	**12**	**2**	**36**	**4**	***29***

B. Selon les personnes interrogées dans l'enquête E2

		Identification					
Pratique de la proximité (quartier et alentours)	**Total**	*Colonie/ quartier/village*	*Municipe*	*Ciudad de México*	*État*	*Autre*	*Non rep.*
Nulle	**85**	51	12	21		1	*13*
Faible	**73**	48	7	18			*6*
Moyenne	**155**	88	20	44	1	2	*7*
Importante	**16**	9	3	3	1		*11*
Total	**329**	**196**	**42**	**86**	**2**	**3**	***37***

5.6. Participation à une organisation collective

Tableau III.4.67. La participation à la vie collective du quartier

A. Mention d'une participation à une organisation sociale du quartier (association, groupe politique) des personnes de l'enquête E1

A1. Selon le municipe de résidence

Mention d'une participation	Total	*Cuautitlán*	*La Paz*	*Milpa Alta*	*Tláhuac*
Oui	**90**	14	35	5	36
Non	**49**	11	23	8	7

A2. Selon l'âge des personnes

Mention d'une participation	Total	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	70 ans et +	Non rep.
Oui	**90**	1	15	9	33	17	12	3
Non	**49**	1	5	12	22	2	3	4

A3. Selon la densité de résidence et le sens de la dernière trajectoire résidentielle

		Densité de résidence				Sens de la trajectoire résidentielle			
Mention d'une participation	Total	Faible (<0,2)	Moyenne (0,2;0,4)	Forte (>0,4)	*Non rep.*	Dégradation	Stabilité	Amélioration	*Non rep.*
Oui	**90**	29	25	17	*19*	7	6	63	*14*
Non	**49**	20	11	7	*11*	3	5	25	*16*

Sources : enquête E1 (2010-2011).

B. Participation à une association ou à un groupe politique local pour les personnes de l'enquête E2 (selon le municipe de résidence et l'âge des personnes interrogées)

Participation	Total	*En %*	Cuautitlán	La Paz	Milpa Alta	Tláhuac	10 à 14 ans	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 49 ans	50 à 69 ans	Non rep.
Oui	**24**	*7*	3	9	9	3	3	8	8	2	1	2
Non	**317**	*93*	76	95	110	36	70	66	108	56	7	10
Non rep.	*25*		*1*	*18*	*3*	*3*	*9*	*2*	*9*	*3*	*1*	*1*
Total	**341**	***100***	**79**	**104**	**119**	**39**	**73**	**74**	**116**	**58**	**8**	**12**

Sources : enquête E2 (2010-2011)

Annexe III.5

Évolutions socio-spatiales de la ZMVM entre 1990 et 2010

Afin de suivre l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico au niveau des *agebs* entre 1990 et 2010, il a fallu sélectionner des variables rigoureusement comparables, décrivant principalement la population résidente.
La constitution du panel de variables a donc été réduite à quatre indicateurs définis de manière identique dans les trois recensements :

- **La population âgée de moins de 15 ans**
  - *Part de la population de 0 à 14 ans dans la population totale, en %*

- **La population âgée de 65 ans ou plus**
  - *Part de la population de 65 ans et plus dans la population totale, en %*

- **La population adulte diplômée**
  - *Part de la population de 18 ans et plus dont le niveau de scolarité est équivalent ou supérieur à une* preparatoria *ou un* bachillerato *(niveau d'éducation* pos básica *ou supérieure), en %*

- **La population de 15 ans et plus analphabète**
  - *Part de la population de 15 ans et plus ne sachant ni lire ni écrire, en %*

1. Constitution des ensembles statistiques d'*agebs*

Afin de réduire les occurrences des individus statistiques capables de brouiller la lecture des structures principales du tableau de données, nous avons dû procéder à une sélection et retirer les unités peu cohérentes ou dont le poids démographique est négligeable.
Comme lors de la constitution des ensembles géostatistiques pour réaliser la typologie des formes de pauvreté en 2010 au chapitre 4 (voir annexe II.2), il s'est agi d'opérer une sélection d'unités du recensement afin de renforcer notre analyse. L'unité statistique étant l'*ageb* et les variables analysées étant en pourcentage (afin de réduire les écarts trop importants dans les ordres de grandeur), des précautions s'imposent une nouvelle fois quant à l'inclusion d'une trop grande quantité d'unités au poids démographique négligeable, chaque *ageb* ayant le même poids dans l'analyse.

Pour l'ensemble des unités de recensement de 2010, sur le total des 5 666 *agebs* urbaines de la ZMVM, nous avons fait le choix de ne travailler que sur les *agebs* dont la population totale était supérieure ou égale à 10 habitants : 76 *agebs* dont la population était inférieure à ce seuil ont été retirées.
Contrairement aux analyses menées au chapitre 4, le filtre d'un seuil minimal de logements n'a pas été appliqué, les variables ici analysées ne renvoyant qu'aux caractéristiques de la population résidentes et non à celles de logements.
Au total pour 2010, nous avons mené les analyses sur un ensemble de 5 590 *agebs*.

Pour l'ensemble des unités de recensement de 2000, les mêmes filtres ont été appliqués : sur les 4 995 *agebs* urbaines de la ZMVM, 51 *agebs* dont la population était inférieure à 10 habitants ont été retirées, portant à 4 944 le nombre d'unités analysées pour cette date.
Enfin, pour 1990, de la même façon, sur les 3 487 *agebs* urbaines de la ZMVM à cette date, 172 peuplées de moins de 10 habitants ont été retirées, portant à 3 315 le nombre d'unités analysées dans ce travail.

Sur ces ensembles, on peut estimer les poids démographiques de chacun des types de peuplement tels que définis en I.4.5 (tableau III.5.1) :
Ces résultats, pertinents pour le suivi diachroniques, doivent pourtant être interprétés au regard des nombreuses limites relatives à la projection (et l'adaptation) des types de peuplement de l'OCIM de 2005 – valables sur la cartographie métropolitaine de 2000 – sur les structures de 1990 et 2010. Si les évolutions sont lisibles à l'échelle des catégories, il convient d'interpréter avec précaution la qualification d'une *ageb* en particulier. Ainsi, les différents types doivent être suivis en 1990, 2000 et 2010 en termes d'ensembles statistiques, et moins en termes spatiaux (annexe I.4.4).

Tableau III.5.1. Estimations du poids des types de peuplement en 1990, 2000 et 2010

	1990			2000			2010		
	Population 1990 (en milliers)	**En %**	**Agebs (en % du total)**	**Population 2000 (en milliers)**	**En %**	**Agebs (en % du total)**	**Population 2010 (en milliers)**	**En %**	**Agebs (en % du total)**
Ville coloniale	202	1,4	1,4	172	1,0	0,9	165	0,8	0,8
"Ville centre"	1 159	8,0	8,0	1 025	5,7	5,5	1 062	5,4	4,9
Grand ensemble	1 990	13,7	13,7	2 752	15,3	16,8	3 552	18,1	19,9
Colonie populaire (sens large)	**9 696**	**66,8**	**66,8**	**12 421**	**69,0**	**63,9**	**13 098**	**66,9**	**62,1**
Colonie populaire (sens restreint)	***9 122***	***62,8***	***62,8***	***10 871***	***60,4***	***50,2***	***11 396***	***58,2***	***48,6***
Village non conurbé	***260***	***1,8***	***1,8***	***1 104***	***6,1***	***11,4***	***1 324***	***6,8***	***11,6***
Ancien centre villageois	***313***	***2,2***	***2,2***	***446***	***2,5***	***2,3***	***379***	***1,9***	***1,9***
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	1 364	9,4	9,4	1 344	7,5	8,3	1 261	6,4	7,5
Non résidentiel	*109*	*0,8*	*0,8*	*286*	*1,6*	*4,6*	*436*	*2,2*	*4,8*
Ensemble	**14 520**	**100**	**100**	**18 000**	**100**	**100**	**19 574**	**100**	**100**

2. Analyse des variables en 1990-2000-2010 à l'échelon des *agebs* selon les types de peuplement

Les quatre variables relatives à la structure par âge et à l'accès à l'éducation observées au niveau de l'*ageb* en 1990, 2000 et 2010 sont résumées dans les tableaux III.5.2 à III.5.5. Selon l'indicateur analysé, on observera aux trois dates la moyenne selon le type de peuplement d'une part, les disparités de répartition spatiale des populations étudiées au moyen du coefficient de variation (CV) d'autre part.

Tableau III.5.2. La part des moins de 15 ans dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement

	1990		2000		2010	
	Moyenne en %	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*
Ville coloniale	29,7	*0,10*	25,0	*0,13*	24,0	*0,16*
"Ville centre"	24,6	*0,18*	19,4	*0,22*	20,3	*0,22*
Grand ensemble	31,3	*0,24*	25,9	*0,23*	25,6	*0,25*
Colonie populaire (sens large)	**36,1**	***0,17***	**30,9**	***0,16***	**28,5**	***0,18***
Colonie populaire (sens restreint)	***36,1***	***0,17***	***30,5***	***0,16***	***28,0***	***0,17***
Village non conurbé	***38,5***	***0,09***	***33,2***	***0,13***	***31,2***	***0,15***
Ancien centre villageois	***32,9***	***0,15***	***28,0***	***0,18***	***25,3***	***0,19***
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	25,3	*0,27*	19,0	*0,25*	21,3	*0,26*
Non résidentiel	*31,1*	*0,38*	*28,1*	*0,35*	*28,4*	*0,29*
Ensemble	**33,1**	***0,24***	**28,2**	***0,24***	**27,0**	***0,23***

Tableau III.5.3. La part des moins des 65 ans et plus dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement

	1990		2000		2010	
	Moyenne en %	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*
Ville coloniale	6,2	*0,26*	7,0	*0,27*	8,3	*0,24*
"Ville centre"	8,6	*0,29*	9,9	*0,27*	11,1	*0,28*
Grand ensemble	3,8	*0,70*	4,5	*0,82*	6,2	*0,79*
Colonie populaire (sens large)	**3,2**	***0,60***	**3,9**	***0,59***	**5,5**	***0,54***
Colonie populaire (sens restreint)	***3,1***	***0,61***	***3,8***	***0,61***	***5,5***	***0,55***
Village non conurbé	***3,5***	***0,37***	***3,8***	***0,49***	***5,0***	***0,50***
Ancien centre villageois	***4,6***	***0,44***	***5,2***	***0,52***	***7,5***	***0,49***
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	6,0	*0,55*	8,1	*0,49*	11,8	*0,40*
Non résidentiel	*3,7*	*2,76*	*3,0*	*1,03*	*5,0*	*1,33*
Ensemble	**4,1**	***0,78***	**4,7**	***0,71***	**6,4**	***0,68***

Tableau III.5.4. La part des diplômés dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement

	1990		2000		2010	
	Moyenne en %	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*
Ville coloniale	37,5	*0,22*	39,6	*0,25*	47,3	*0,25*
"Ville centre"	55,0	*0,23*	60,4	*0,22*	70,8	*0,18*
Grand ensemble	46,7	*0,34*	51,9	*0,30*	58,6	*0,25*
Colonie populaire (sens large)	**28,3**	***0,47***	**29,8**	***0,49***	**38,3**	***0,38***
Colonie populaire (sens restreint)	***28,3***	***0,48***	***31,2***	***0,47***	***39,5***	***0,36***
Village non conurbé	***23,1***	***0,42***	***21,9***	***0,57***	***31,6***	***0,41***
Ancien centre villageois	***35,6***	***0,38***	***38,7***	***0,36***	***48,6***	***0,25***
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	63,0	*0,23*	69,5	*0,18*	77,0	*0,15*
Non résidentiel	*37,9*	*0,58*	*35,7*	*0,63*	*45,7*	*0,50*
Ensemble	**37,3**	***0,51***	**38,8**	***0,52***	**47,3**	***0,42***

Tableau III.5.5. La part des analphabètes dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement

	1990		2000		2010	
	Moyenne en %	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*	*Moyenne en %*	*CV*
Ville coloniale	3,9	*0,28*	3,7	*0,48*	2,3	*0,42*
"Ville centre"	2,5	*0,48*	1,9	*0,69*	1,0	*0,71*
Grand ensemble	2,6	*0,68*	1,8	*0,68*	1,2	*0,80*
Colonie populaire (sens large)	**6,3**	***0,49***	**5,0**	***0,58***	**3,5**	***0,64***
Colonie populaire (sens restreint)	***6,3***	***0,49***	***4,7***	***0,49***	***3,2***	***0,53***
Village non conurbé	***7,8***	***0,38***	***6,8***	***0,65***	***4,5***	***0,77***
Ancien centre villageois	***5,2***	***0,43***	***3,7***	***0,50***	***2,4***	***0,55***
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	2,3	*0,74*	1,5	*1,48*	0,7	*0,98*
Non résidentiel	*6,8*	*0,89*	*6,5*	*1,80*	*3,4*	*1,31*
Ensemble	**5,0**	***0,66***	**4,1**	***0,95***	**2,7**	***0,88***

3. Analyse en composantes principales menée sur quatre variables de 2010

Analyse des corrélations des 4 variables sur les 5 590 agebs *de la ZMVM en 2010*

Tableau III.5.6. Matrice de corrélation des 4 indicateurs sur 5 590 *agebs*

Part en %	Moins de 15 ans	65 ans et plus	Diplômés	Analphabètes
Moins de 15 ans	1			
65 ans et plus	-0,70	1		
Diplômés	-0,68	0,57	1	
Analphabètes	0,47	-0,33	-0,72	1

Test de corrélation de Bravais-Pearson.

Analyse en composantes principales

Tableau III.5.7. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 4 indicateurs et les 5 590 *agebs*

	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4
Valeur propre	2,8	0,8	0,3	0,2
Proportion (%)	68,8	19,0	6,9	5,4
% cumulé	68,8	87,8	94,6	100,0

Tableau III.5.8. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP

	Coordonnées (corrélation entre la variable et l'axe)				Contribution (en % de l'axe				Qualité d'ajustement (en % pour la variable)			
	Axe 1	*Axe 2*	*Axe 3*	*Axe 4*	*Axe 1*	*Axe 2*	*Axe 3*	*Axe 4*	*Axe 1*	*Axe 2*	*Axe 3*	*Axe 4*
Moins de 15 ans	-0,87	-0,28	0,39	0,12	27,4	10,2	56,1	6,3	**75,5**	7,8	15,4	1,3
65 ans et plus	0,78	0,52	0,33	-0,06	22,3	36,0	39,9	1,8	**61,3**	27,3	11,0	0,4
Diplômés	0,90	-0,22	0,00	0,37	29,6	6,4	0,0	64,0	**81,4**	4,8	0,0	13,7
Analphabètes	-0,75	0,60	-0,11	0,24	20,7	47,5	4,0	27,8	**56,9**	36,1	1,1	6,0

Lorsque l'on réalise une ACP avec les quatre mêmes variables sur les seules *agebs* caractérisées comme « colonies populaires » (au sens large) en 2010, on observe que la corrélation est forte entre les coordonnées des individus sur les 4 axes de l'ACP effectuée sur le total des 5 590 *agebs* et des coordonnées des individus sur les 4 axes de l'ACP effectuée uniquement sur les 3 470 *agebs* classées « colonies populaires ». Ce résultat nous permet de conclure que la structure de la division sociale de l'espace à partir des 4 variables analysées dans les 3 470 *agebs* relevant de la catégorie des colonies populaires est sensiblement la même que celle de l'ensemble des *ageb*s qui composent la ZMVM (tableau III.5.9). Cette corrélation valide le classement des 5 590 *agebs* sur un premier axe structurant et permet d'alléger l'interprétation des différenciations de l'espace par ces indicateurs. Il est donc possible de remobiliser la même échelle issue de l'axe 1, au sein de l'ensemble « colonies populaires ».

Tableau III.5.9. Matrice de corrélation des coordonnées des 3 470 *agebs* classées « colonies populaires » (sens large) en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP

	Axe 1 Total	*Axe 2 Total*	*Axe 3 Total*	*Axe 4 Total*
Axe 1 Col Popu	**0,998**			
Axe 2 Col Popu	-0,056	**0,994**		
Axe 3 Col Popu	-0,004	-0,024	**0,915**	
Axe 4 Col Popu	-0,019	-0,035	0,337	**0,821**

Test de corrélation de Bravais-Pearson.

Projection des agebs *de 1990 et 2000 sur la structure de l'ACP menée sur les 5 590* agebs *de la ZMVM en 2010*

Afin de réaliser le suivi diachronique de la structuration de l'espace métropolitain par les différenciations inter-*agebs* du point de vue des quatre indicateurs sociodémographiques sélectionnés considérés simultanément, on a reporté les 4 944 *agebs* de 2000 et les 3 315 *agebs* de 1990 en individus supplémentaires au sein de l'ACP menée en 2010. Ce report est permis par la proximité des structures révélées *via* les ACP aux trois dates
Cette proximité peut être attestée par le test de corrélation de Bravais-Pearson réalisé sur les coordonnées des variables sur les ACP réalisées pour l'ensemble des *agebs* de 1990, 2000 et 2010 (tableau III.5.10).

Tableau III.5.10. Matrice de corrélation des coordonnées des quatre variables structurant les ACP sur l'ensemble des *agebs* de la ZMVM en 1990, 2000 et 2010

Coordonnées des variables	*Axe 1 1990*	*Axe 2 1990*	*Axe 3 1990*	*Axe 4 1990*	*Axe 1 2000*	*Axe 2 2000*	*Axe 3 2000*	*Axe 4 2000*
Axe 1 2000	**-0,998**	0,056	0,043	-0,004	1,000			
Axe 2 2000	0,076	**0,908**	0,356	-0,990	-0,019	1,000		
Axe 3 2000	-0,021	0,383	**-0,944**	-0,106	-0,002	-0,033	1,000	
Axe 4 2000	0,021	-0,964	-0,207	**0,997**	-0,074	-0,983	-0,126	1,000
Axe 1 2010	**-1,000**	0,029	0,006	0,033	**0,999**	-0,061	0,024	-0,037
Axe 2 2010	0,023	**0,961**	0,218	-1,000	0,030	**0,988**	0,113	-0,999
Axe 3 2010	0,010	-0,007	**-0,998**	0,287	-0,054	-0,416	**0,921**	0,271
Axe 4 2010	0,012	-0,637	0,807	0,394	-0,007	-0,262	-0,956	0,411

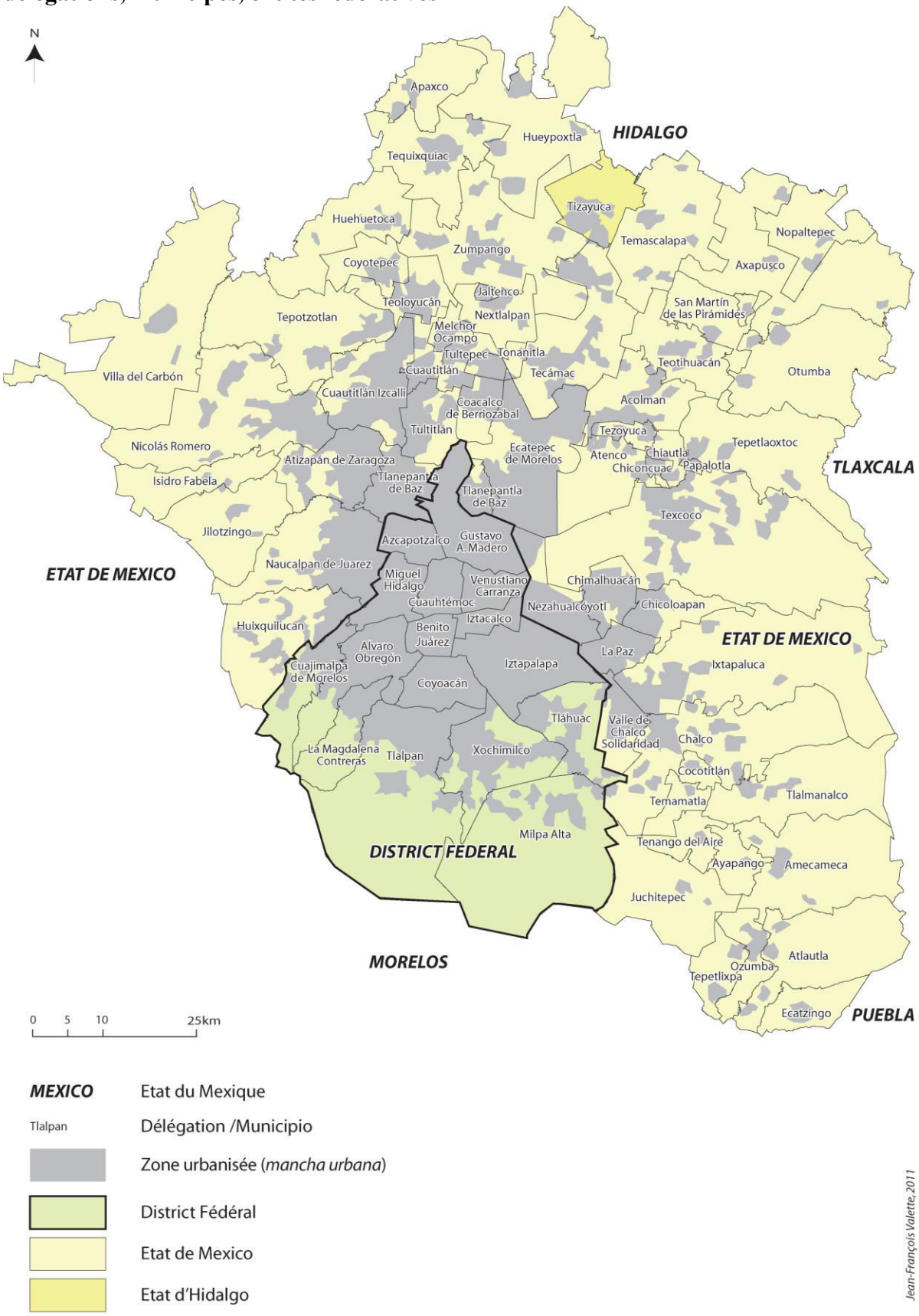
Pour 2 degrés de liberté, en gras, il existe une relation avec un risque d'erreur inférieur à 10 %.

Les résultats de cette projection peuvent être observés à l'échelle de l'ensemble de la ZMVM, des ensembles de types de peuplement et à l'échelle locale (tableau III.5.11).

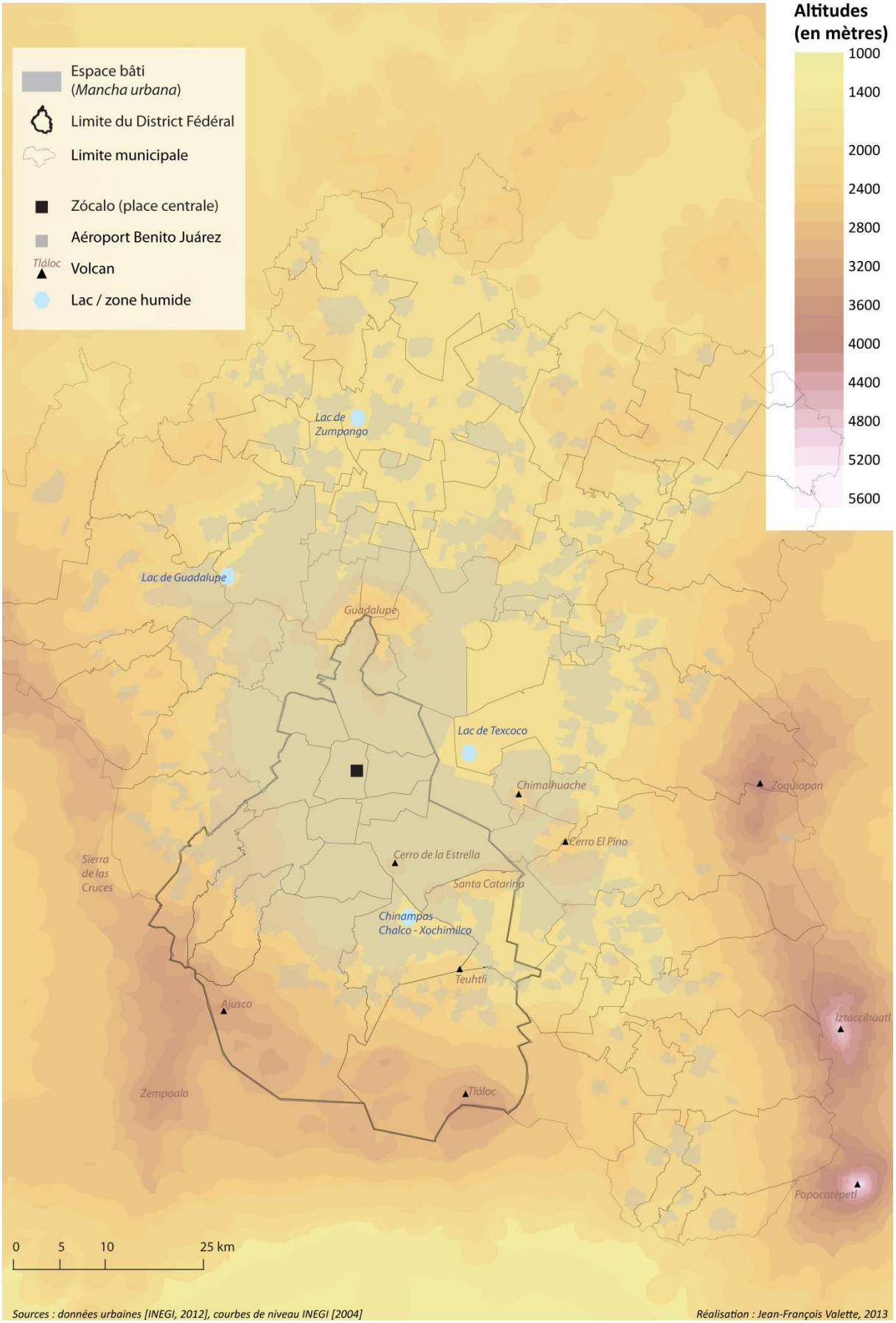
Tableau III.5.11. Coordonnées des ensembles d'*agebs* sur l'axe 1 de l'ACP menée sur les 4 variables sociodémographiques décrivant les 5 590 *agebs* de 2010

	1990	**2000**	**2010**
	Moyenne des coordonnées	**Moyenne des coordonnées**	**Moyenne des coordonnées**
Ville coloniale	-0,77	-0,18	0,53
"Ville centre"	0,68	1,55	2,07
Grand ensemble	-0,66	0,18	0,70
Colonie populaire (sens large)	-2,37	-1,55	-0,64
Ancien centre villageois	-1,52	-0,65	0,35
Village non conurbé	-2,97	-2,32	-1,30
Colonie populaire (sens restreint)	-2,37	-1,41	-0,52
Résidentiel cat. Moy. Et sup.	0,59	1,72	2,28
Non résidentiel	-1,71	-1,52	-0,45
Ensemble	-1,51	-0,80	0,00

Carte annexe. Découpage administratif de la Zone Métropolitaine de Mexico : délégations, municipes, entités fédératives



Carte annexe. Relief de la Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico



Tables des documents annexes

Table des cartes annexes

Annexe I
Carte I.2.1. Date de peuplement des quartiers de Mexico 815
Carte I.4.1. Les types de peuplement en 2000 selon l'OCIM 826
Carte I.4.2. Exploration spatiale de types de peuplement en 1990, 2000 et 2010 832
Carte I.5.1. Zones d'études : couverture spatiale des colonies 833

Annexe II
Carte II.4.1. Le découpage de la Zone métropolitaine en couronnes et sous-ensembles 857
Carte II.5.1. Les districts de l'EOD 2007 dans la ZMVM 861
Carte II.5.2. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Tláhuac 864
Carte II.5.3. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Milpa Alta 865
Carte II.5.4. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à La Paz 866
Carte II.5.5. Espaces de mobilités quotidiennes et motifs de déplacement à Cuautitlán 867
Carte II.6.1. Les partis en place dans les municipalités de la zone métropolitaine : la dichotomie DF – État de Mexico toujours d'actualité en 2014 868
Carte II.6.2. Les partis en place dans les municipalités de la zone métropolitaine au moment des enquêtes de terrain (2010-2011) 869
Carte II.6.3. Les partis en place dans les gouvernements des entités fédératives en 2014 870

Hors texte
Carte annexe. Découpage administratif de la Zone Métropolitaine de Mexico : délégations, municipes, entités fédératives 930
Carte annexe. Relief de la Zone métropolitaine de la Vallée de Mexico 931

Table des encadrés annexes

Encadré II.1.1. Éléments de compréhension du système éducatif mexicain 835

Table des figures annexes

Figure I.1.1. Les mailles mobilisées en contexte urbain : de l'État fédéral à la personne 812
Figure I.3.1. Distribution des flux migratoires internes au Mexique entre 1955 et 2010 822

Table des tableaux annexes

Annexe I
Tableau I.4.1. Agrégation de la typologie de l'OCIM pour 2010 828
Tableau I.4.2. Les sept types de peuplement retenus pour la comparaison aux trois dates : correspondances entre les typologies 831

Annexe II
Tableau II.1.1. Dictionnaire des variables pour les *manzanas* 839

Tableau II.1.2. Ordres de grandeur à Mexico (*agebs*) en 2010 840
Tableau II.1.3 : Ordres de grandeur à Mexico (*manzanas*) en 2010 840
Tableau II.2.1. Résumés de l'ensemble des 5 666 *agebs* de la ZMVM en 2010 841
Tableau II.2.2. Résumés des 5500 *agebs* de la ZMVM analysées au recensement de 2010 842
Tableau II.2.3. Résumés de l'ensemble de 3504 *agebs* de la ZMVM classées en colonie populaire en 2010 842
Tableau II.2.4. Résumés des 3430 *agebs* classées en colonie populaire pour l'analyse 2010 842
Tableau II.2.5. Résumés de l'ensemble de 159 003 *manzanas* de la ZMVM en 2010 843
Tableau II.2.6. Résumés des 143 549 *manzanas* de la ZMVM pour l'analyse 2010 843
Tableau II.2.7. Résumés de l'ensemble des 101 187 *manzanas* de la ZMVM localisées dans les 3504 *agebs* classées en colonie populaire en 2010 844
Tableau II.2.8. Résumés de l'ensemble de 93 002 *manzanas* de la ZMVM localisées dans des *agebs* classées en colonie populaire pour l'analyse du recensement de 2010 844

Tableau II.3.1. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur 5 500 *agebs* 845
Tableau II.3.2. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 14 indicateurs et les 5 500 *agebs* (9 premiers axes) 845
Tableau II.3.3. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP 845
Tableau II.3.4. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 4 premiers axes de l'ACP selon les 14 indicateurs de pauvreté du recensement de 2010 846
Tableau II.3.5. Répartition des 5 500 *agebs* et de la population selon leur profil de pauvreté par la CAH en 5 classes en 2010 846
Tableau II.3.6. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur 3 430 *agebs* 847
Tableau II.3.7. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 14 indicateurs et les 3 430 *agebs* classées en colonies populaires (9 premiers axes) 847
Tableau II.3.8. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 3430 *agebs* de type colonie populaire 847
Tableau II.3.9. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 3 430 *agebs* de type colonie populaire décrits par les 14 variables 848
Tableau II.3.10. Répartition des 3 430 *agebs* « colonie populaire » et de la population selon le profil de pauvreté par une CAH spécifique en 5 classes 848
Tableau II.3.11. Matrice de corrélation des coordonnées des 3430 *agebs* classées colonies populaires en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP 848
Tableau II.3.12. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur les 143 549 *manzanas* de l'ensemble de la ville 849
Tableau II.3.13. Matrice de corrélation des 11 indicateurs de pauvreté sur 143 549 *manzanas* 849
Tableau II.3.14. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée avec 11 indicateurs sur les 143 549 *manzanas* de la ZMVM en 2010 849
Tableau II.3.15. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 143 549 *manzanas* de la ville sur 11 variables 849
Tableau II.3.16. Profils des 6 classes issues de la CAH réalisée sur les 143 549 *manzanas* de la ZMVM décrites par les 11 variables 850
Tableau II.3.17. Répartition des 143 549 *manzanas* et de la population selon le profil de pauvreté issue de la CAH spécifique en 6 classes 850
Tableau II.3.18. Matrice de corrélation des 14 indicateurs de pauvreté sur les 93 002 *manzanas* des 3 504 *agebs* classées en colonies populaires 850
Tableau II.3.19. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée avec 11 indicateurs sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* « colonies populaires » 850
Tableau II.3.20. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des 11 variables sur les 4 premiers axes de l'ACP pour les 93 002 *manzanas* en colonies populaires 851
Tableau II.3.21. Profils des 5 classes issues de la CAH réalisée sur les 93 002 *manzanas* des *agebs* « colonies populaires » décrites par les 11 variables 851
Tableau II.3.22. Répartition des 93 002 *manzanas* des *agebs* classés « colonies populaires » et de la population selon le profil de pauvreté par une CAH spécifique en 5 classes 851

Tableau II.3.23. Matrice de corrélation des coordonnées des 93 002 *manzanas* des *agebs* classées colonies populaires en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP 852
Tableau II.3.24. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 230 *manzanas* des *agebs* étudiées à La Paz et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas* (II.3.2.1) 852
Tableau II.3.25. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 130 *manzanas* des *agebs* étudiées à Cuautitlán et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas* 853
Tableau II.3.26. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 192 *manzanas* des *agebs* étudiées à Tláhuac et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas* 853
Tableau II.3.27. Matrice de corrélation entre les coordonnées de l'ACP spécifique réalisée sur les 117 *manzanas* des *agebs* étudiées à Milpa Alta et les coordonnées sur les axes des ACP réalisée sur l'ensemble des 143 549 *manzanas* 853

Tableau II.4.1. Agrégation des municipes de la ZMVM en ensembles géographiques pour la mesure des flux intramétropolitains 855
Tableau II.4.2. Répartition des flux intramétropolitains 1995-2000 par couronne urbaine 858
Tableau II.4.3. Matrice Origine-Destination des flux intramétropolitains 1995-2000 selon la couronne urbaine : effectifs 858
Tableau II.4.4. Répartition des flux intramétropolitains 1995-2000 selon l'aire géographique 858
Tableau II.4.5. Matrice Origine-Destination des flux intramétropolitains 1995-2000 selon l'aire géographique : effectifs 858

Tableau II.5.1. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, au départ des lieux, selon les 4 modes de transports 862
Tableau II.5.2. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes 862
Tableau II.5.3. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, pour aller sur les lieux, selon les 4 modes de transports 862
Tableau II.5.4. Répartition des trajets selon la typologie en 5 classes 862
Tableau II.5.5. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, au départ des lieux, selon les 10 motifs possibles 863
Tableau II.5.6. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes 863
Tableau II.5.7. Résultats de la classification ascendante hiérarchique sur les 156 districts décrits par les effectifs de trajets, pour aller sur les lieux, selon les 10 motifs de mobilité 863
Tableau II.5.8. Répartition des trajets selon la typologie en 4 classes 863

Annexe III

Tableau III.1.1. Total des personnes interrogées entre janvier 2010 et décembre 2011 887
Tableau III.1.2. Répartition du total des 212 entretiens selon le municipe 892
Tableau III.1.3. Répartition des 140 entretiens de l'enquête E1 menée auprès des seuls habitants selon le municipe 892
Tableau III.1.4. Nombre de questionnaires de l'enquête E2 remplis par municipe 892
Tableau III.1.5. Nombre de questionnaires de l'enquête E2 remplis selon le point de collecte 892

Tableau III.2.1. Les indicateurs retenus pour qualifier les trajectoires résidentielles comptabilisées par le recensement de 2010 894
Tableau III.2.2. Les indicateurs et les modalités retenus pour l'analyse des trajectoires 895
Tableau III.2.3. Populations analysées et prises en compte dans la *muestra* : ensemble ZMVM et migrants intra-urbains en 2010 896
Tableau III.2.4. Populations, arrivants et partants dans les municipalités étudiées sur la période 2005 et 2010 896
Tableaux III.2.5. Populations de référence décrites par les indicateurs étudiés dans les quatre municipalités 897

Tableau III.3.1. Part des migrants intra-urbains pris en compte dans l'analyse des correspondances dans les quatre municipes étudiés 899

Tableau III.3.2. Part de la population selon la tranche de revenus mensuels des ménages en 2010 900
Tableau III.3.3. Tableau récapitulatif des indicateurs et modalités de l'ACM 901
Tableau III.3.4. Indicateurs et modalités projetés sur l'ACM 902
Tableau III.3.5. Tableau de Burt de l'ACM 903
Tableau III.3.6. Résultats des axes de l'ACM réalisée sur les 1.2 million de migrants décrits par les 6 variables (14 premiers axes) 904
Tableau III.3.7. Contribution des variables et modalités, coordonnées et qualités d'ajustement des modalités sur les 5 premiers axes de l'ACM 904

Tableau III.4.1. Structure par âge des individus ayant rempli le questionnaire E2 905
Tableau III.4.2. Structure par sexe des individus ayant rempli le questionnaire E2 905
Tableau III.4.3. Structure par âge des individus de l'enquête E1 905
Tableau III.4.4. Structure par sexe des individus de l'enquête E1 905
Tableau III.4.5. Composition des ménages résidant dans le logement de l'enquête E2 905
Tableau III.4.6. Composition des ménages résidant dans le logement de l'enquête E1 906
Tableau III.4.7. Structure socio-professionnelle des chefs de ménage de l'enquête E2 906
Tableau III.4.8. Structure socio-professionnelle des chefs de ménage de l'enquête E1 906
Tableau III.4.9. Type de logement de l'enquête E2 906
Tableau III.4.10. Type de logement de l'enquête E1 907
Tableau III.4.11. Statut d'occupation du logement de l'enquête E2 907
Tableau III.4.12. Statut d'occupation du logement de l'enquête E1 907
Tableau III.4.13. Date du début de la construction du logement de l'enquête E1 907
Tableau III.4.14. Achèvement de la construction des logements de l'enquête E1 907
Tableau III.4.15. Achèvement du paiement des logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.16. Matériau de construction de la maison prédominant (murs, sols, toit) des logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.17. Nombre de niveaux des logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.18. Acteurs de la construction des logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.19. Connexion à l'électricité des logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.20. Connexion au réseau de transport pour les logements de l'enquête E1 908
Tableau III.4.21. Connexion au réseau de transport pour les logements de l'enquête E1 909
Tableau III.4.22. Connexion à l'eau des logements de l'enquête E1 909
Tableau III.4.23. Statut foncier des logements de l'enquête E1 909
Tableau III.4.24. Titres de propriété des logements et des terrains de l'enquête E1 909
Tableau III.4.25. Environnement direct des logements de l'enquête E1 909
Tableau III.4.26. Activités associées aux logements de l'enquête E1 909
Tableau III.4.27. Date d'arrivée dans le logement des personnes de l'enquête E1 910
Tableau III.4.28. Modalité d'acquisition du lot des logements de l'enquête E2 910
Tableau III.4.29. Modalité d'acquisition du lot des logements de l'enquête E1 910
Tableau III.4.30. Intermédiaire pour l'acquisition du lot des logements de l'enquête E1 910
Tableau III.4.31. État du logement au moment de l'installation lors de la dernière étape résidentielle de l'enquête E1 911
Tableau III.4.32. Date d'arrivée dans le quartier des personnes de l'enquête E2 911
Tableau III.4.33. Date d'arrivée dans le quartier des personnes de l'enquête E1 911
Tableau III.4.34. Lieu de résidence antérieure des personnes de l'enquête E2 914

Tableau III.4.35. Lieu de résidence antérieure des personnes de l'enquête E1 915
Tableau III.4.36. Type de logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E2 915
Tableau III.4.37. Statut d'occupation du logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E2 915
Tableau III.4.38. Type de logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1 915
Tableau III.4.39. Statut d'occupation du logement lors de l'étape résidentielle antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1 916
Tableau III.4.40. Structure des ménages au sein de la résidence antérieure des personnes mobiles de l'enquête E1 916

Tableau III.4.41. Nombre de personnes ayant des enfants adultes dans l'enquête E2 916
Tableau III.4.42. Lieu de résidence des enfants adultes des personnes de l'enquête E2 916
Tableau III.4.43. Localisation des étapes et changements résidentiels (E1) 916
Tableau III.4.44. Lieu de naissance des enquêtés de E1 917
Tableau III.4.45. Lieu de résidence des personnes à l'âge de 15 ans dans l'enquête E1 917
Tableau III.4.46. Les autres résidences des personnes de l'enquête E1 917
Tableau III.4.47. Lieu de résidence de la famille des enquêtés de E1 917
Tableau III.4.48. Lieu de résidence des enfants adultes des personnes de l'enquête E1 918
Tableau III.4.49. Représentation de la vie dans la colonie de résidence actuelle des personnes de l'enquête E2 919
Tableau III.4.50. Représentation de la vie dans la colonie de résidence actuelle des personnes de l'enquête E1 919
Tableau III.4.51. Identification au lieu des personnes de l'enquête E2 919
Tableau III.4.52. Identification au lieu des personnes de l'enquête E1 919
Tableau III.4.53. Projets relatifs à la résidence des personnes de l'enquête E2 919
Tableau III.4.54. Projets relatifs à la résidence des personnes de l'enquête E1 920
Tableau III.4.55. Lieu de résidence projeté des personnes de l'enquête E1 920
Tableau III.4.56. Localisation du lieu de travail selon l'activité professionnelle 920
Tableau III.4.57. Localisation des services scolaires et sanitaires dans l'enquête E1 921
Tableau III.4.58. Localisation de pratiques d'activités physiques récréatives pour les personnes de l'enquête E1 921
Tableau III.4.59. Les autres lieux jugés « importants » pour les personnes de l'enquête E1 921
Tableau III.4.60. Lieux de résidence des « meilleurs amis » des personnes de l'enquête E2 922
Tableau III.4.61. Lieux de résidence des « meilleurs amis » des personnes de l'enquête E1 922
Tableau III.4.62. Fonctionnalisation économique de l'espace résidentiel pour les personnes de l'enquête E1 922
Tableau III.4.63. Perceptions des services urbains dans le quartier pour les personnes de l'enquête E1 ... 923
Tableau III.4.64. Perceptions de l'offre en sol urbain dans le quartier pour les personnes de l'enquête E1 923
Tableau III.4.65. Pratique de la proximité et représentation de la vie de quartier 923
Tableau III.4.66. Identification au quartier 923
Tableau III.4.67. La participation à la vie collective du quartier 924

Tableau III.5.1. Estimations du poids des types de peuplement en 1990, 2000 et 2010 926
Tableau III.5.2. La part des moins de 15 ans dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement 927
Tableau III.5.3. La part des moins des 65 ans et plus dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement 927
Tableau III.5.4. La part des diplômés dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement ... 927
Tableau III.5.5. La part des analphabètes dans la ZMVM entre 1990 et 2010 selon le type de peuplement 927
Tableau III.5.6. Matrice de corrélation des 4 indicateurs sur 5 590 *agebs* 928
Tableau III.5.7. Valeurs propres des axes de l'ACP réalisée sur les 4 indicateurs et les 5 590 *agebs* 928
Tableau III.5.8. Coordonnées, contributions et qualités d'ajustement des variables sur les 4 premiers axes de l'ACP 928
Tableau III.5.9. Matrice de corrélation des coordonnées des 3 470 *agebs* classées « colonies populaires » (sens large) en fonction de leurs coordonnées sur les axes des ACP 928
Tableau III.5.10. Matrice de corrélation des coordonnées des quatre variables structurant les ACP sur l'ensemble des *agebs* de la ZMVM en 1990, 2000 et 2010 929
Tableau III.5.11. Coordonnées des ensembles d'*agebs* sur l'axe 1 de l'ACP menée sur les 4 variables sociodémographiques décrivant les 5 590 *agebs* de 2010 929

Tables des annexes

Annexe I. 807

Annexe I.1 Les mailles en contexte urbain au Mexique : cadre méthodologique pour les données censitaires 808

Annexe I.2 La datation du peuplement des quartiers de Mexico 813

Annexe I.3 Migrations et mobilités : mesures et comparaisons 816

Annexe I.4 Les types de peuplement des quartiers de Mexico 823
1. *Les catégories de l'OCIM de 1990* [CONAPO, 1998, pp. 41-53 ; Connolly, 2005, pp. 7-8] . 823
2. Les catégories de l'OCIM de 2000 [Connolly, 2005, pp.15-19] 824
3. Les types de peuplement dans l'agglomération de Mexico en 2010 : méthodologie d'une typologie agrégée 827
4. Les types de peuplement dans l'agglomération de Mexico pour la comparaison 1990-2000-2010 829

Annexe I.5 Zones d'étude et colonies 833

Annexe I.5 Zones d'étude et colonies 833

Annexe II. 834

Annexe II.1 Dictionnaire des variables pour l'analyse du recensement de 2010 sur les types de pauvreté 835
1. Dictionnaire des 14 variables utilisées pour l'analyse au niveau *ageb* 835
2. Dictionnaire des 11 variables utilisées pour l'analyse au niveau *manzana* 838
3. Ordres de grandeur des variables utilisées 840

Annexe II.2 Constitution des ensembles géostatistiques pour les analyses du recensement 841
1. Constitution de l'ensemble statistique des *agebs* 841
2. Constitution de l'ensemble statistique des *manzanas* 842

Annexe II.3 Analyses de la pauvreté par le recensement de 2010 845
1. Analyse à l'échelon des *agebs* 845
   1.1. À l'échelle de la ville 845
   1.2 À l'échelle des colonies populaires 847
2. Analyse à l'échelon des *manzanas* 849
   2.1 À l'échelle de la ville 849
   2.2 À l'échelle des colonies populaires 850
   2.3 Par quartier étudié 852

Annexe II.4 Analyses de la mobilité résidentielle dans les municipes de la ZMVM 854
1. Mobilités intra-urbaines entre 2005 et 2010 854
2. Quelques repères sur les mobilités résidentielles entre 1995 et 2000 858

Annexe II.5 Analyses de la mobilité quotidienne dans la ZMVM : enquête EOD 2007 859
1. Note méthodologique synthétique ... 859
2. Résultats détaillés de la typologie des districts selon les modes de transport ... 861
2.1. Départs et modes de transports ... 862
2.2. Arrivées et modes de transports ... 862
3. Résultats détaillés de la typologie des districts selon les motifs de mobilité ... 862
3.1. Départs et motifs de mobilité ... 863
3.2. Arrivées et motifs de mobilité ... 863
3.3. Quatre exemples à Tláhuac ... 864
3.4. Quatre exemples à Milpa Alta ... 865
3.5. Quatre exemples à La Paz ... 866
3.6. Quatre exemples à Cuautitlán ... 867

Annexe II.6 Contexte politique dans la ZMVM ... 868

Annexe III. ... 871

Annexe III.1 Travail empirique : enquêtes et questionnaires ... 872
1. Enquête E1 : entretiens auprès des habitants des quartiers ... 872
2. Enquête E2 : questionnaires systématiques pour les jeunes parents ... 882
3. Enquête E3 : trame d'entretien auprès des responsables et acteurs de la gouvernance et de la consolidation des quartiers ... 886
4. Liste des personnes interrogées au cours des enquêtes ... 887
4.1. Personnes interrogées au cours des quatre missions au Mexique ... 887
4.2. Dénombrements des entretiens selon les types d'enquête, la « qualité » de l'enquêté et les municipes étudiés ... 892
5. Dénombrements primaires relatifs à l'enquête E2 ... 892

Annexe III.2 Croisements entre mobilités résidentielles et indicateurs censitaires ... 893
1. Les populations de références ... 893
1.1 Pour toute la ZMVM ... 893
1.2. Pour les « mobiles » entre 2005 et 2010 ... 893
2. Les indicateurs retenus pour les positions socio-résidentielles ... 893
3. Les populations relatives aux résultats des indicateurs des positions socio-résidentielles ... 896

Annexe III.3 Analyse des trajectoires résidentielles entre 2005 et 2010 : correspondances avec des indicateurs du recensement de 2010 ... 898
1. Choix des variables relatives à la description des positions socio-résidentielles ... 898
2. Ensembles statistiques et codage des modalités des variables de l'ACM ... 899
3. Les variables supplémentaires de l'ACM ... 902
4. Résultats de l'ACM sur les variables ... 903

Annexe III.4 Résultats des enquêtes de terrains E1 et E2 ... 905
1. Caractéristiques des populations enquêtées ... 905
2. Caractéristiques des logements enquêtés ... 906
2.1. Type de logement et statut d'occupation ... 906
2.2 Type de logement et statut d'occupation ... 907
3. Caractéristiques des étapes résidentielles ... 910
3.1. Ancienneté de l'installation ... 910
3.2. Nomenclature de localisation dans les enquêtes ... 911
3.3. Lieu de résidence antérieur ... 914
3.4. Systèmes résidentiels : la deuxième génération ... 916
3.5. Itinéraires et espaces résidentiels ... 916

4. Représentation de la position socio-résidentielle dans le quartier 919
4.1. Qualification de la vie dans la colonie 919
4.2. Identification au quartier 919
4.3. Projet de mobilité 919
5. Pratiques dans le quartier 920
5.1. Localisation du lieu de travail 920
5.2. Localisation des pratiques quotidiennes 921
5.3. Localisation du réseau amical 922
5.4. Fonctionnalisation économique du logement 922
5.5. Représentations du quartier 923
5.6. Participation à une organisation collective 924

Annexe III.5 Évolutions socio-spatiales de la ZMVM entre 1990 et 2010 925
1. Constitution des ensembles statistiques d'*agebs* 925
2. Analyse des variables en 1990-2000-2010 à l'échelon des *agebs* selon les types de peuplement 926
3. Analyse en composantes principales menée sur quatre variables de 2010 928

Cartes hors texte 930

Table des documents annexes 932

Table des documents

Table des cartes

Chapitre 1

Carte 1.1. Cerner les périphéries de Mexico 31
Carte 1.2. Expansion physique de la *mancha urbana* entre 1929 et 2010.....34
Carte 1.3. L'évolution démographique entre 1990 et 2010.....50
Carte 1.4. L'évolution du parc de logements entre 1990 et 2010.....51

Chapitre 2

Carte 2.1. Les types de peuplement de la Zone métropolitaine de Mexico en 2010 109
Carte 2.2. Colonies populaires et âge de peuplement 110
Carte 2.3. Zones d'étude. Quatre périphéries, quatre quartiers populaires 132
Carte 2.4. Inégalités d'accès aux réseaux de transport en périphérie 133
Carte 2.5. San Pablo Oztotepec, Milpa Alta : un village de montagne au sud DF 138
Carte 2.6. Zapotitlán : extension d'un village du DF sur les réserves écologiques 140
Carte 2.7. Nord-est de La Paz : urbanisation des collines de l'est de Nezahualcóyotl 142
Carte 2.8. Est de Cuautitlán : des colonies populaires au milieu des grands ensembles 145
Carte 2.9. San Pablo Oztotepec : approche détaillée des zones d'étude 148
Carte 2.10. Zapotitlán : approche détaillée des zones d'étude 150
Carte 2.11. Nord-est de La Paz : approche détaillée des zones d'étude 152
Carte 2.12. Est de Cuautitlán: approche détaillée des zones d'étude 154

Chapitre 4

Carte 4.1. Les contextes de la pauvreté dans l'espace urbain de Mexico : typologie des *agebs* en 2010 249
Carte 4.2. Les contextes de la pauvreté dans l'espace urbain de Mexico : typologie des *manzanas* en 2010 264
Carte 4.3. Quatre exemples de formes de répartition des contextes de pauvreté dans la ZMVM en 2010 267
Carte 4.4. Les contextes de la pauvreté dans les *agebs* en 2010 : zoom sur les colonies populaires ..273
Carte 4.5. Les contextes de la pauvreté dans les *manzanas* en 2010 : regard sur les contextes résidentiels dans les colonies populaires 276
Carte 4.6. Les contextes de la pauvreté dans l'est de Cuautitlán en 2010.....288
Carte 4.7. Les contextes de la pauvreté à San Pablo Oztotepec, Milpa Alta, en 2010 290
Carte 4.8. Les contextes de la pauvreté dans l'est de La Paz en 2010.....292
Carte 4.9. Les contextes de la pauvreté à Santiago Zapotitlán, Tláhuac, en 2010 296

Chapitre 5

Carte 5.1. L'immigration vers les municipes de la ZMVM 303
Carte 5.2. L'immigration vers les *agebs* de la ZMVM entre 2005 et 2010 306
Carte 5.3. L'immigration dans les îlots des quatre zones d'étude entre 2005 et 2010 307
Carte 5.4. Les balances migratoires intra-métropolitaines sur les périodes 1995-2000 et 2005-2010 310
Carte 5.5. Ampleur et poids de la mobilité résidentielle intra-urbaine à Mexico 314
Carte 5.6. Mobilités résidentielles intra-urbaines : origines et destinations municipales 319
Carte 5.7. Schéma des mobilités résidentielles intra-urbaines 2005-2010 323
Carte 5.8. Champ migratoire de Milpa Alta : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995 326

Carte 5.9. Champ migratoire de Tláhuac : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995 328
Carte 5.10. Champ migratoire de Cuautitlán: origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995 329
Carte 5.11. Champ migratoire de La Paz : origines et destinations des mobilités résidentielles intra-urbaines depuis 1995 331
Carte 5.12. Un inégal accès aux périphéries ? Approche par les modes de transports 338
Carte 5.13. L'équipement automobile dans les colonies populaires en 2010 341
Carte 5.14. Les transports dans quatre quartiers populaires périphériques : densités et inégalités de l'offre 344
Carte 5.15. La ZMVM selon les fonctions urbaines qui motivent les déplacements 347
Carte 5.16. Les bassins d'emploi et les zones de recrutement en 2010....350
Carte 5.17. La mobilité quotidienne de proximité plus forte en périphérie 355
Carte 5.18. Les espaces de mobilité quotidienne de 4 districts périphériques 358

Chapitre 6

Carte 6.1. Les situations foncière et urbanistique en 2011 dans les quatre quartiers 374
Carte 6.2. Les services en 2011 : carences et illégalité des connexions 375

Chapitre 7

Carte 7.1. Les positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains en 2010 dans les contextes résidentiels municipaux de la ZMVM (coordonnées sur l'axe 1) 451

Chapitre 8

Carte 8.1. Lieux de la résidence antérieure des personnes de l'enquête E2 484
Carte 8.2. Lieux de la résidence antérieure des personnes de l'enquête E1 487
Carte 8.3. Lieux des étapes résidentielles antérieures des personnes de l'enquête E1 504
Carte 8.4. Lieux de naissance des personnes de l'enquête E1....508
Carte 8.5. Lieux fondateurs : résidence des personnes à l'âge de 15 ans dans l'enquête E1 511
Carte 8.6. La multirésidence des habitants de l'enquête E1 514
Carte 8.7. Localisation des parents des enquêtés de E1 518
Carte 8.8. Localisation des descendants adultes des habitants de l'enquête E1 522
Carte 8.9. Modèle de Turner (1) : arrivée dans le centre, éloignement en péricentre populaire, puis installation en colonie périphérique 536
Carte 8.10. Modèle de Turner (2) : ancrages en province, en première couronne populaire, puis en colonie périphérique 537
Carte 8.11. Modèle de Turner (3) : arrivée en péricentre populaire, éloignement en périphérie populaire, puis installation périphérie plus lointaine 538
Carte 8.12. Trajectoire intra-métropolitaine centrifuge (1) : péricentre, centre et ancrages pluriels en périphérie populaire 541
Carte 8.13. Trajectoire intra-métropolitaine centrifuge (2) : première couronne, deuxième couronne, front d'urbanisation 542
Carte 8.14. « Sauts de puce » (1) : départ du DF et ancrage par mobilités successives en périphérie populaire 544
Carte 8.15. « Sauts de puce » (2) : faible portée spatiale, mais forte mobilité résidentielle en colonies populaires périphériques 546
Carte 8.16. « Sauts de puce » (3) : ancrage local en périphérie populaire 547
Carte 8.17. « Autochtones » (1) : le « saut de puce » suivant le front d'urbanisation 551
Carte 8.18. « Autochtones » (2) : de l'ancrage villageois à l'ancrage en colonie 552
Carte 8.19. « Allers-retours » (1) : choisir le retour en colonie populaire périphérique 554
Carte 8.20. « Allers-retours » (2) : se replier en colonie populaire périphérique 555
Carte 8.21. L'ancrage de la circulation internationale dans le quartier populaire 558
Carte 8.22. Du grand ensemble à la colonie populaire périphérique (1) : partir du vieux logement social pour chercher plus grand plus loin 559

Carte 8.23. Du grand ensemble à la colonie populaire périphérique (2) : stratégies d'accès au logement social et projet en colonie populaire 560

Chapitre 9

Carte 9.1. Localisations des activités des habitants de l'enquête E1.....573
Carte 9.2. Localisations des activités des habitants de l'enquête E2.....574
Carte 9.3. Les fonctions commerciales dans quatre quartiers populaires périphériques 594
Carte 9.4. Les fonctions de services dans quatre quartiers populaires périphériques 597
Carte 9.5. Les *tianguis* dans quatre quartiers populaires périphériques 605
Carte 9.6. Une rue entre deux mondes : avenue Santa Maria à Cuautitlán 609
Carte 9.7. Du village à la montagne : rue Hermenegildo Galeana Sur à San Pablo Oztotepec, Milpa Alta 610
Carte 9.8. D'un monde à l'autre : calle Francisco Jiménez à Tláhuac 611
Carte 9.9. Un axe de pénétration du front pionnier urbain : avenue Amado Nervo à La Paz 613
Carte 9.10. Exemple de profil d'ancrage autochtone 645
Carte 9.11. Exemple de profil d'ancrage local « adopté » 646
Carte 9.12. Exemple de profil d'ancrage local « pivot » 647
Carte 9.13. Exemple de profil d'ancrage métropolitain multipolarisé 648
Carte 9.14. Exemple de profil d'ancrage multipolarisé dans la proximité 649
Carte 9.15. Exemple de profil d'ancrage temporaire 650

Chapitre 10

Carte 10.1. L'intervention des organismes de régularisation foncière en 2011 dans les quatre quartiers 660
Carte 10.2. L'intervention des organisations sociales dans les processus de régularisation 692

Chapitre 11

Carte 11.1. Avenue Santa Maria, Cuautitlán : mosaïque de degrés de consolidation 710
Carte 11.2. Rue Hermenegildo Galeana Sur à San Pablo Oztotepec : gradient et mosaïque 711
Carte 11.3. Rue Francisco Jiménez à Tláhuac : gradient et diversité 712
Carte 11.4. Avenue Amado Nervo : centralités et hétérogénéité 713
Carte 11.5. Évolution des densités des *agebs* dans quatre quartiers périphériques entre 1990 et 2010 717
Carte 11.6. Croissance physique et démographique métropolitaine entre 1990 et 2010 721
Carte 11.7. Différenciations sociodémographiques des *agebs* de la ZMVM : âge et accès à l'éducation en 2010 729
Carte 11.8. Différenciations sociodémographiques des *agebs* classées en colonies populaires (au sens large) : âge et accès à l'éducation en 2010 730
Carte 11.9. Différenciations socio-spatiales en 1990, 2000 et 2010 – structure 2010 738
Carte 11.10. Évolution des différenciations socio-spatiales entre 1990 et 2010 dans quatre quartiers populaires périphériques 745

Table des encadrés

Chapitre 2

Encadré 2.1. Quatre municipalités retenues pour l'étude 134
Encadré 2.2. Quatre groupes de quartiers, quatre ensembles d'*agebs* retenus pour l'étude 135
Encadré 2.3. Quatre groupes de quartiers, quatre ensembles de *manzanas* retenus pour l'étude 146

Chapitre 3

Encadré 3.1. De la mobilité à la maturation : approches, mesures, échelles, points de vue 171

Chapitre 5

Encadré 5.1. Nuances méthodologiques et enjeux politiques territoriaux 311

Chapitre 8

Encadré 8.1. Exploration du sens de la trajectoire à travers un indicateur des conditions de logement et de perception de la mobilité 496

Chapitre 9

Encadré 9.1. Exploration de l'usage du quartier et de la ville à travers un indicateur des pratiques urbaines 628

Chapitre 10

Encadré 9.1. Les pièces justificatives pour une procédure de régularisation auprès de l'IMEVIS 671

Table des figures

Chapitre 1

Figure 1.1. Superficies bâtie et administrative de la ville 34
Figure 1.2. Évolution de la croissance au 20e siècle 37
Figure 1.3. Les rythmes de la croissance entre 1940 et 2010.....37
Figure 1.4. Place des migrations dans la croissance de Mexico entre 1955 et 2010.....43
Figure 1.5. Évolution des phénomènes migratoires à Mexico entre 1955 et 2010.....43
Figure 1.6. Schéma de trois types de colonies populaires périphériques 75

Chapitre 4

Figure 4.1. Plan factoriel des deux premiers axes de l'ACP réalisée sur les 5 500 *agebs* en 2010 : positions-coordonnées des variables 244
Figure 4.2. Profil des 5 types *d'agebs* (en écarts-types par rapport au profil moyen) 247
Figure 4.3. Profils des 6 types de *manzanas* (en écarts-types par rapport au profil moyen).....261

Chapitre 6

Figure 6.1. Schéma simplifié de la procédure légale d'achat du lot et de construction du logement ..370

Chapitre 7

Figure 7.1. La répartition par âge des habitants de la ZMVM en 2010 : comparaison entre la population totale et la population migrante 412
Figure 7.2. Correspondances entre les caractéristiques des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à l'intérieur de la ZMVM 443
Figure 7.3. Projections des trajectoires résidentielles sur les correspondances entre les caractéristiques des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 (axes 1 et 2) 445
Figure 7.4. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 sur les correspondances entre leurs caractéristiques socio-résidentielles (axes 1 et 2) 450
Figure 7.5. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Tláhuac sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2) 455

Figure 7.6. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Milpa Alta sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2) 457
Figure 7.7. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à Cuautitlán sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2) 459
Figure 7.8. Projections des municipes d'origine et de destination des personnes ayant changé de résidence entre 2005 et 2010 à La Paz sur les différenciations des positions socio-résidentielles des migrants de la ZMVM (axes 1 et 2) 461

Chapitre 10

Figure 10.1. Modalités d'intervention des organismes et programmes de régularisation 659
Figure 10.2. Devenir propriétaire dans l'État de Mexico en régime social : la voie de la certification 668
Figure 10.3. Devenir propriétaire dans le DF en statut privé : la procédure de la DGRT 673
Figure 10.4. L'organisation sociale, pilier indispensable des étapes de la régularisation 683
Figure 10.5. Différentes stratégies dans les processus de régularisation 697
Figure 10.6. Diversité des stratégies de régularisation selon le régime foncier 698

Chapitre 11

Figure 11.1. Évolution des poids démographiques des types de peuplement entre 1990 et 2010 724
Figure 11.2. Positions des types de peuplement sur l'axe des différenciations sociodémographiques en 2010.....731
Figure 11.3. Évolution des indicateurs entre 1990 et 2010, par type de peuplement 733
Figure 11.4. Trajectoires des types de peuplement et des *agebs* sélectionnées, 1990, 2000, 2010 744

Table des photographies

Chapitre 1

Photographies 1.1 à 1.4. Paysages urbains périphériques de la ZMVM en 2014 (1).....56
Photographies 1.5 à 1.8. Paysages urbains périphériques de la ZMVM en 2014 (2).....57

Chapitre 2

Photographies 2.1 à 2.6. « Classes » de colonies populaires 82

Chapitre 4

Photographies 4.1 et 4.2. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté « extrême » 250
Photographies 4.3 et 4.4. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté « marquée » 251
Photographies 4.5 et 4.6. Quartiers-*agebs* classés en colonies populaires caractérisés par une pauvreté de masse 252
Photographies 4.7 à 4.12. Quartiers-*agebs* classés en contextes épargnés/ intermédiaires 254
Photographies 4.13 à 4.18. Contrastes entre différents profils.....255
Photographies 4.19 à 4.24. *Manzanas* en colonies populaires et contextes de pauvreté (1) 278
Photographies 4.25 à 4.30. *Manzanas* en colonies populaires et contextes de pauvreté (2) 279

Chapitre 6

Photographies 6.1 à 6.4. Illégalité et précarité des installations (1). 373
Photographies 6.5 à 6.8. Illégalité et précarité des installations (2). 377
Photographies 6.9 à 6.14. Enjeux de consolidation et de régularisation foncière 380

Chapitre 8

Photographies 8.1 à 8.4. Conditions de logement marquées par la précarité (1). 472
Photographies 8.5 à 8.10. Conditions de logement marquées par la précarité (2). 473
Photographies 8.11 à 8.16. Conditions de logement marquées par la précarité (3). 474

Chapitre 9

Photographies 9.1 à 9.6. Lieux de consommation et terrains de sport dans les quartiers étudiés. 582
Photographies 9.7 à 9.12. Lieux de loisirs et de sociabilités dans l'espace public des quartiers étudiés 583
Photographies 9.13 à 9.18. Les fonctions urbaines de proximité : densité des commerces et des services dans les quartiers étudiés. 598
Photographies 9.19 et 9.20. Centralités et sociabilités dans les quartiers étudiés 600
Photographies 9.21 à 9.26. Densité des activités dans les quartiers étudiés 606
Photographies 9.27 et 9.28. Pratiques du quartier par des non-résidents : le ravitaillement des commerces locaux 626
Photographies 9.29 et 9.30. Le sentiment d'insécurité dans les quartiers étudiés 638

Chapitre 10

Photographies 10.1 à 10.6. Organisations sociales.....680
Photographies 10.7 à 10.12. Organisations et régularisation 684
Photographies 10.13 à 10.16. Arrivée des services de base 686

Table des tableaux

Chapitre 1

Tableau 1.1. La croissance de la population du Mexique et de Mexico au 20e siècle 38
Tableau 1.2. Dynamiques démographiques dans la ZMVM entre 1955 et 2010 41
Tableau 1.3. La répartition de la population dans les différentes couronnes entre 1950 et 2010 (part en %) 48

Chapitre 2

Tableau 2.1. Les colonies populaires comme forme dominante de l'espace urbain de Mexico. Constat et évolution entre 2000 et 2010 111
Tableau 2.2. Les colonies populaires selon l'âge de peuplement 112

Chapitre 4

Tableau 4.1. Les indicateurs retenus pour approcher la pauvreté à Mexico 238
Tableau 4.2. Indicateurs retenus : ordres de grandeur à Mexico et au Mexique en 2010 239
Tableau 4.3. Corrélations entre indicateurs de pauvreté en 2010 à l'échelon des *agebs* 243
Tableau 4.4. Profils moyens des 5 classes obtenues (moyennes en % des indicateurs par types d'*agebs*) 247

Tableau 4.5. Répartition des 5 500 *agebs* et de la population selon le profil de pauvreté de l'*ageb* en 2010 248
Tableau 4.6. Corrélations entre indicateurs de pauvreté en 2010 à l'échelon des *manzanas* 258
Tableau 4.7. Profils moyens des 6 classes obtenues (moyennes en % des variables par types de *manzanas*)....260
Tableau 4.8. Répartition des 143 549 *manzanas* et de la population dans les 6 types d'îlots selon le profil de pauvreté en 2010 260
Tableau 4.9. Répartition des *agebs* et des populations résidentes en fonction du type de peuplement et du profil de pauvreté de l'*ageb* 269
Tableau 4.10. Répartition des *manzanas* et des populations résidentes en fonction du type de peuplement de *l'ageb* et du profil de pauvreté de la *manzana* 271
Tableau 4.11. Ordres de grandeur à Mexico dans les colonies populaires en 2010 272
Tableau 4.12. Ordres de grandeur à Mexico dans les colonies populaires (*manzanas*) en 2010 275
Tableau 4.13. Répartition des *agebs* « colonies populaires » et de leur population en fonction du profil de pauvreté et de l'âge de l'*ageb* 281
Tableau 4.14. Répartition des *manzanas* « populaires » et de leur population en fonction du profil de pauvreté de la *manzana* et de l'âge de l'*ageb* Ordres de grandeur à Mexico dans les colonies populaires (*manzanas*) en 2010 283

Chapitre 5

Tableau 5.1. Répartition de la population dans l'espace métropolitain entre 1990 et 2010 301
Tableau 5.2. Répartition des flux intra-métropolitains 2005-2010 (en %)....320
Tableau 5.3. Répartition des flux intra-métropolitains 1995-2000 (en %) 320
Tableau 5.4. Matrice Origine-Destination des flux intra-métropolitains 2005-2010 322

Chapitre 6

Tableau 6.1. Les différents types d'irrégularité juridique 365
Tableau 6.2. Ordres de prix de vente du mètre carré de terrain dans des quartiers illégaux périphériques en 2010 385
Tableau 6.3. Caractéristiques du marché informel entre deux types d'installation illégale 365

Chapitre 7

Tableau 7.1. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 : une comparaison population totale de la ZMVM, population migrante 414
Tableau 7.2. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Tláhuac : migrants et population municipale 421
Tableau 7.3. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Milpa Alta : migrants et population municipale 425
Tableau 7.4. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à Cuautitlán : migrants et population municipale 429
Tableau 7.5. Indicateurs des positions socio-résidentielles en 2010 à La Paz : migrants et population municipale 434
Tableau 7.6. Modalités retenues dans l'ACM décrivant les positions socio-résidentielles des migrants intra-urbains à Mexico 439

Chapitre 8

Tableau 8.1. Répartition des enquêtes de terrain exploitables 469
Tableau 8.2. Motivations de mobilité chez les personnes ayant changé d'entité fédérative de résidence entre 1995 et 2000 dans la ZMVM 492
Tableau 8.3. Occurrence des motivations évoquées pour le changement de résidence des personnes mobiles de l'enquête E1 493
Tableau 8.4. Sens des trajectoires des personnes ayant changé de résidence 498
Tableau 8.5. Nombre d'étapes des enquêtés de E1 503
Tableau 8.6. Type de ménages selon le type de localisation de l'enquêté au cours de l'itinéraire

résidentiel (étapes antérieures) (E1) 505
Tableau 8.7. Densité de résidence 506
Tableau 8.8. Lieu de résidence des chefs de ménage à l'âge de 15 ans dans l'enquête E2.....509
Tableau 8.9. Lieux de résidence de la famille des enquêtés de E2 516

Chapitre 9

Tableau 9.1. Fréquence de sortie du quartier des personnes de l'enquête E1 568
Tableau 9.2. Localisation de l'activité professionnelle selon le municipe de résidence 571
Tableau 9.3. Localisation des pratiques commerciales 577
Tableau 9.4. Moyen (s) de transport utilisé (s) pour se déplacer dans la ville pour les personnes de l'enquête E1.....622
Tableau 9.5. Perceptions des motifs de fréquentation du quartier par des personnes « extérieures » au quartier (selon les personnes interrogées dans l'enquête E1) 624
Tableau 9.6. Répartition des enquêtés selon l'indicateur de pratique des espaces urbains 630
Tableau 9.7. Croisements entre les échelles spatiales pratiquées 634
Tableau 9.8. Rapport à la proximité : la connaissance des quartiers alentour dans l'enquête E1 637
Tableau 9.9. Le rapport à la sécurité des personnes interrogées dans l'enquête E1 639
Tableau 9.10. Pratiques du quartier et positions socio-résidentielles dans l'enquête E1 640

Chapitre 10

Tableau 10.1. Les organismes de régularisation foncière depuis 1941 657
Tableau 10.2. Devenir propriétaire en régime social : la procédure de la CORETT 663

Chapitre 11

Tableau 11.1. Les sept types de peuplement retenus pour la comparaison aux trois dates 723
Tableau 11.2. Évolution des quatre indicateurs sociodémographiques entre 1990 et 2010 dans la ZMVM et dans l'ensemble des colonies populaires de Mexico 725
Tableau 11.3. Profils sociodémographiques des types de peuplement en 2010.....731

Table des matières

Remerciements 4
Sommaire 6

Introduction générale....7
La métropolisation de la capitale mexicaine, les périphéries questionnées et questionnant les mobilités et les ancrages....8
Des espaces de sédentarité nés du mouvement et vice-versa : problématique et hypothèses 11
Cheminement méthodologique et démarche générale adoptée 14
Les étapes de la recherche 16

Partie I. Etudier les territoires de la maturation. Les périphéries populaires de Mexico, fruits des mobilités et lieux d'ancrages 17

Chapitre 1.
Les périphéries populaires dans le peuplement de la métropole. Contours de l'objet 20

1.1. Espaces périphériques, espaces spécifiques 21
1.1.1. La périphérie urbaine comme espace relatif.... 21
1.1.2. Quelle périphérie à l'épreuve du concept de maturation ? Questionnements sur la métropolisation et l'intermédiarité 23
1.1.3. Une approche spatiale opérationnelle : âge de peuplement et croissance administrative.. 27
1.2. Redistribution de la population à Mexico : un schéma d'une mégapole du Sud 35
1.2.1. La fin de la « monstruopole » : bilan d'un siècle de croissance 35
1.2.2. Symbole décadent de la croissance urbaine 36
1.2.3. La fin de l'attraction : l'essentielle variable de la mobilité 40
1.2.4. Déconcentration : du centre historique jusqu'aux périphéries actuelles.... 45
1.3. Se loger en périphérie : une production urbaine aux multiples visages 53
1.3.1. Exploration des paysages résidentiels 54
1.3.2. Différencier la production de logement urbain : illégal *versus* légal.... 58
1.3.3. Typologies existantes des modes de production de logements 60
1.3.4. La production des espaces résidentiels « populaires » : acteurs et formes spatiales 67
Conclusion du chapitre 1 75

Chapitre 2.
Les *colonias populares* comme forme majeure de peuplement. Contours de l'objet « populaire » et méthodologie 77

2.1. Bidonville ou populaire ? Confrontation aux figures de l'espace urbain.... 78
2.1.1. Pas un bidonville, mais un (ancien) quartier irrégulier 78
2.1.2. Pas un quartier populaire à la française, mais un lieu d'ancrage territorial.... 84
2.2. Des espaces marginaux ? Lecture par les états et processus 88
2.2.1. La question de la marginalité 89
2.2.2. Marginalité et quartiers populaires périphériques latino-américains.... 92
2.3. Une marginalité majoritaire : informalité et hétérogénéité des colonies populaires.... 96
2.3.1. La colonie populaire renvoie à l'informel 97
2.3.2. La colonie populaire renvoie à son évolution.... 102
2.3.3. L'hétérogénéité comme résultat 105
2.4. Une catégorisation opérationnelle en 2010 ? 106
2.4.1. Catégoriser pour localiser.... 106

2.4.2. Les colonies populaires, espaces résidentiels majoritaires de la périphérie de la ZMVM 108
2.4.3. Les productions de colonies populaires depuis 1970 112
2.5. Méthodes et zones d'étude 115
2.5.1. Approcher l'objet et l'espace : matériau et outils pour une méthode de recherche 115
2.5.1.1. Exploitations des statistiques officielles 115
2.5.1.2. Travail empirique et enquêtes qualitatives 118
2.5.2. Une étude comparative de quatre quartiers dans la périphérie métropolitaine : même génération, différents contextes 129
2.5.2.1. La démarche comparative et la sélection de zones géographiques témoins 129
2.5.2.2. Des délégations et municipes dynamiques, mais différents en périphérie 130
2.5.2.3. Quartiers étudiés au sein des municipalités 135
2.5.2.4. Les quartiers étudiés à l'échelon des îlots 146
Conclusion du chapitre 2 155

Chapitre 3.
Une approche de la maturation par les mobilités et les ancrages. Lectures de l'objet 156

3.1. La recherche d'un éclairage : suivre des trajectoires 157
3.1.1. L'échelle d'analyse de la trajectoire 158
3.1.2. L'approche spatiale du social 159
3.1.3. Mobilités et ancrages 159
3.2. Lire les mobilités urbaines pour lire la restructuration de la ville 162
3.2.1. De la mobilité à l'urbain 163
3.2.1.1. De la définition du mouvement dans la ville 163
3.2.1.2. À la prise en compte de la durée et de la distance 163
3.2.1.3. Migration, mobilité géographique, mobilité spatiale : mesure et échelles spatiales et temporelles 164
3.2.2.4. La recherche d'un référentiel spatial 166
3.2.2.5. Mobilités spatiales urbaines, un champ d'investigation toujours prospère 167
3.2.2.6. Liens entre mobilités et espaces urbains en mutation 170
3.2.2. Comprendre les mobilités résidentielles pour comprendre le peuplement urbain 172
3.2.2.1. Rechercher les déterminants du changement de résidence : modèles analytiques 172
3.2.2.2. La mobilité résidentielle pour mesurer le « pouls de la ville » 175
3.2.3. Héritages théoriques et méthodologiques dans l'approche des mobilités résidentielles intra-urbaines 176
3.2.3.1. L'approche biographique 176
3.2.3.2. De l'approche biographique à la notion de stratégie 180
3.2.3.3. Les expériences comparatives 181
3.2.3.4. L'approche retenue : les variables des temps de la vie et des temps de la ville 183
3.2.4. Les approches renouvelées des mobilités urbaines : l'intérêt croissant pour les ancrages 188
3.2.4.1. Le renouvellement autour de la gentrification et du périurbain 188
3.2.4.2. L'émergence de la question des ancrages en périurbain 189
3.2.4.3. Renouvellement autour de l'enquête biographique : vers l'étude de l'ancrage 191
3.2.4.4. La poursuite des recherches sur les reconfigurations urbaines : mobilités résidentielles et quotidiennes 194
3.2.4.5. Mobilités dans la métropolisation : réactualisations Nord-Sud 195
3.2.5. Observer Mexico 198
3.2.5.1. Mobilité résidentielle à Mexico : études récentes 198
3.2.5.2. L'intérêt de l'articulation avec les mobilités quotidiennes 200
3.2.5.3. Les axes à suivre 202
3.3. Les ancrages périphériques : en dialectique avec la mobilité 203
3.3.1. Observer l'ancrage 204
3.3.1.1. Positionnement 204

3.3.1.2. Polysémie 205
3.3.2. Les ancrages, une manière de lire la ville « pionnière »..... 210
3.3.2.1. L'ancrage comme recherche d'urbanité 210
3.3.2.2. L'ancrage comme rapports de pouvoir économique et politique 211
3.3.2.3. L'ancrage comme installation ?..... 211
3.3.2.4. L'ambivalence du lien à la mobilité 212
3.3.2.5. Ancrages et typologies de mobiles 213
3.4. Des dynamiques urbaines à la maturation de quartiers populaires 214
3.4.1. Expériences et trajectoires..... 214
3.4.2. Explorer la « maturation »..... 215
3.4.2.1. Que signifie donc la maturation ?..... 216
3.4.2.2. La maturation en géographie 217
Conclusion du chapitre 3 222

Partie II. Contextes urbains de la maturation. Les colonies populaires dans les espaces de la ville.....225

Chapitre 4.
Les colonies populaires dans l'espace social de Mexico. Spécificités et diversités des colonies populaires dans la division sociale de l'espace métropolitain 229

4.1. Pour une approche raisonnée de l'espace social 230
4.2. Lire les formes de pauvreté dans la ville 235
4.2.1. Le choix des indicateurs pour appréhender la pauvreté multidimensionnelle..... 236
4.2.2. Formes socio-spatiales de la pauvreté dans la ville : l'observation à l'échelon des *agebs*.... 242
4.2.2.1. Corrélations des variables deux à deux 243
4.2.2.2. Analyse factorielle en composantes principales 244
4.2.2.3. Formes spatiales de pauvreté dans les contextes résidentiels : typologie des *agebs* 245
4.2.2.4. L'inscription spatiale des contextes résidentiels définis par les indicateurs de pauvreté 248
4.2.3. Les contextes locaux de la pauvreté à l'échelon des *manzanas* 256
4.2.3.1. Effets du changement d'échelle..... 257
4.2.3.2. Analyse en composantes principales 258
4.2.3.3. Formes spatiales de la pauvreté des contextes résidentiels à un échelon fin : typologie des *manzanas* 259
4.2.3.4. Cartographie des *manzanas* : confirmations et affinements des modèles de division.... 263
4.2.3.5. Une lecture des divisions sociales plus fine dans les périphéries 265
4.3 Formes de pauvreté et formes de peuplement 268
4.3.1. Croiser les formes et les profils sociaux des contextes résidentiels 269
4.3.2. La diversité des colonies populaires..... 271
4.4. Formes de pauvreté et âge du peuplement..... 280
4.5. La diversité sociale du quartier : les contextes de la maturation dans l'espace social local 285
4.5.1. Divisions socio-spatiales en contexte « hérité »..... 285
4.5.1.1. Cuautitlán : la proximité des ensembles de logements d'intérêt social 286
4.5.1.2. Milpa Alta : l'extension périurbaine et le poids de la dimension villageoise ?..... 289
4.5.2. Divisions socio-spatiales sur les fronts d'urbanisation..... 291
4.5.2.1. La Paz : des espaces populaires « monotones » ?..... 291
4.5.2.2. Tláhuac : la poussée interne sur des réserves écologiques 295
Conclusion du chapitre 4 298

Chapitre 5.
Les colonies populaires dans l'espace des mobilités. Peuplement, installation, pratiques : de la mobilité à l'ancrage **299**

5.1. Mobilités résidentielles et transformations périphériques **299**
5.1.1. La population de Mexico en 2010 : quel peuplement actuel ? 300
5.1.1.1. Évolution des poids démographiques métropolitains sur la période 1990-2010 300
5.1.1.2. Le phénomène migratoire dans la métropole 302
5.1.1.3. L'observation locale de la migration 305
5.1.2. Mobilités résidentielles intra-urbaines : schémas actuels, impact sur le peuplement et évolutions récentes 309
5.1.2.1. Gagnants-perdants : le suivi des balances migratoires 310
5.1.2.2. Le suivi de l'impact des mobilités résidentielles intra-urbaines 313
5.1.3. Quelles origines et quelles destinations ? Lecture des trajectoires 318
5.1.3.1. Zones de départ, zones d'arrivée 318
5.1.3.2. Flux de mobilité résidentielle intra-urbaine : analyse des trajectoires 321
5.1.3.3. Quatre périphéries dans les mobilités résidentielles intra-urbaines : fruits des mobilités résidentielles de proximité ? 325
5.2. Mobilités quotidiennes dans l'espace métropolitain : pratiques, centralités, ancrages **333**
5.2.1. Déplacements dans l'espace urbain : modes de transports et accès à la ville 333
5.2.1.1. Le système de transport de Mexico au cœur des problématiques d'intégration et de différenciation des périphéries populaires 334
5.2.1.2. La lecture métropolitaine des espaces des transports 337
5.2.1.3. La mobilité automobile discriminante et ses palliatifs 340
5.2.2. Se déplacer : où et pour quoi faire ? Pratiques et usages de la ville dans les périphéries 345
5.2.2.1. Fonctions urbaines à l'origine des déplacements dans les terrains d'étude 345
5.2.2.2. Les espaces des mobilités quotidiennes : la place forte des dynamiques internes 353
Conclusion du chapitre 5 ..... **358**

Chapitre 6.
Les colonies populaires dans l'espace politico-juridique de Mexico. Le contexte « populaire » et le poids de l'illégalité **359**

6.1. Comprendre l'irrégulier… pour lire la maturation **360**
6.1.1. Autant de régularisations que d'irrégularités 361
6.1.2. L'inévitable question foncière 361
6.2. Quand l'informel est la norme **363**
6.2.1. Polysémie de l'irrégulier 363
6.2.2 Situer la norme foncière et urbaine 367
6.2.3. Des héritages historiques locaux complexes 371
6.2.4. Le coût du foncier urbain : spécificité des colonies populaires et inégalités périphériques 382
6.3. Le contexte mexicain d'une paix sociale institutionnelle **388**
6.3.1. Une initiative tolérée et instrumentalisée 389
6.3.2. Entre laisser-faire et « mythe » de la régularisation 395
Conclusion du chapitre 6 ..... **399**

Partie III. Trajectoires de la maturation urbaine. Les ancrages au carrefour des pratiques résidentielles et des jeux d'acteurs **402**

Chapitre 7.
Profils de migrants intra-urbains. Qualification sociale des trajectoires résidentielles en périphérie **406**

7.1. Approcher la qualification sociale de la mobilité résidentielle : caractéristiques des migrants **408**
7.1.1. Méthodologie : approcher la dynamique par le statique 408
7.1.1.1. Intérêts et limites de la démarche 409
7.1.1.2. Les indicateurs retenus 410
7.1.2. Profil social de la population migrante 411
7.1.2.1. Structure par âge : une population jeune 411
7.1.2.2. Structure des ménages : au-delà de la figure du jeune couple avec enfants 413
7.1.2.3. Positions résidentielles des migrants : « tous propriétaires » ? 415
7.1.2.4. Niveaux de revenus : plus élevés pour les migrants ? 417
7.1.2.5. Niveau d'accès aux études supérieures pour les populations migrantes 418
7.1.3. Qualifier les « migrants » des quatre zones d'étude par le recensement : formuler des hypothèses 419
7.1.3.1 Tláhuac : le filtrage d'un parc de logements périphérique en maturation 420
7.1.3.2. Milpa Alta : le « choix du périurbain » en progression ? 423
7.1.3.3. Cuautitlán : influence des grands ensembles et filtrage spécifique 427
7.1.3.4. La Paz : l'amorce d'une saturation 431
7.2. Positions socio-résidentielles des migrants et contextes de la mobilité **436**
7.2.1. Méthodologie et données utilisées 437
7.2.2. Facteurs de différenciation des positions socio-résidentielles des migrants 439
7.2.3. Le point de vue des contextes : trajectoires et positions socio-résidentielles des migrants 444
7.2.3.1. Profils des trajectoires à l'échelon des couronnes métropolitaines 446
7.2.3.2. Profils des trajectoires à l'échelon des aires géographiques 447
7.2.4. Qualifier les contextes résidentiels des migrants : municipes de départ et de destination 448
7.2.4.1. À l'échelle de la ville 448
7.2.4.2. Trajectoires à l'échelle des quatre cas d'étude 454
Conclusion du chapitre 7 **462**

Chapitre 8.
Mobilités et ancrages résidentiels. Analyse des itinéraires résidentiels dans les quartiers populaires périphériques **465**

8.1. Changement de résidence : trajectoires sociales, trajectoires spatiales **467**
8.1.1. Comprendre la résidence actuelle dans quatre quartiers populaires périphériques. Présentation des enquêtes de terrain : populations et logements 468
8.1.2. L'arrivée au croisement de différentes étapes 477
8.1.3. L'étape résidentielle antérieure : une inscription forte des schémas de mobilité à l'échelle locale 481
8.1.3.1. L'arrivée dans le quartier, souvent antérieure au dernier emménagement 482
8.1.3.2. L'étape antérieure : le poids des changements de résidence de proximité 483
8.1.3.3. La question de la mobilité sociale 488
8.2. Itinéraires et espaces résidentiels : de la naissance aux projets de mobilité ; de l'individu à l'entourage **501**
8.2.1. Parcours de vie et parcours résidentiel : construction des itinéraires 501
8.2.1.1. Étapes résidentielles : nombre et localisations 502
8.2.1.2. Des expériences dans des espaces d'origine et des espaces fondateurs 506
8.2.2. Approcher l'ancrage en quartier populaire périphérique par les systèmes résidentiels 510

8.2.2.1. Des localisations multiples ... 512
8.2.2.2. La dimension de l'entourage ... 515
8.2.2.3. La localisation de la deuxième génération ... 519
8.2.3. Partir ou rester en quartier populaire périphérique : représentation de la position résidentielle actuelle ... 524
8.2.4. Inscription dans l'espace des itinéraires résidentiels : vers des types d'ancrage ? ... 531
8.2.4.1. Le modèle de Turner revisité ... 532
8.2.4.2. Les trajectoires intra-métropolitaines centrifuges ... 539
8.2.4.3. Les « sauts de puce » en périphérie populaire : mobilité forte, mais de proximité ... 543
8.2.4.4. Les systèmes résidentiels « autochtones » : mobilité faible et champ spatial très localisé ... 548
8.2.4.5. Les « allers-retours » dans la métropole ... 553
8.2.4.6. L'insertion dans la circulation migratoire internationale ... 556
8.2.4.7. Les stratégies complexes articulant les types de peuplement ... 557
Conclusion du chapitre 8 **562**

Chapitre 9.
Pratiques et ressources du quartier. L'ancrage au carrefour des expériences et des mobilités quotidiennes ... **564**

9.1. Le suivi des pratiques : les ressources *dans* le local ... 566
9.1.1. L'ancrage dans le quartier n'est pas synonyme d'enclavement ... 567
9.1.2. Un fonctionnement interne remarquable : la force de la proximité ... 569
9.1.2.1. L'activité professionnelle : un marché de l'emploi essentiellement local ... 570
9.1.2.2. Les pratiques relatives aux services scolaires et sanitaires ... 572
9.1.2.3. Les pratiques commerciales ... 576
9.1.2.4. Les pratiques récréatives ... 580
9.1.2.5. Les sociabilités ... 584
9.2. La fonctionnalisation économique du quartier : les ressources *du* local ... 591
9.2.1. Le développement des commerces et des services à l'échelle du quartier ... 591
9.2.1.1. Le réseau de petites entreprises ... 592
9.2.1.2. Les services de proximité : social, sanitaire, loisirs ... 595
9.2.1.3. La densité et la diversité du tissu socio-économique ... 600
9.2.2. La rue comme espace de plus en plus fonctionnel ... 607
9.2.3. Les activités dans la sphère domestique ... 614
9.3. Du rapport au quartier à l'ancrage urbain : point de vue des individus ... 616
9.3.1. Quand le quartier « ne suffit pas » : intégration et lien à la ville ... 616
9.3.1.1. La nécessité d'être lié à la ville ... 617
9.3.1.2. L'intégration à la ville : les capacités de déplacement à plusieurs échelles ... 620
9.3.1.3. Les pratiques d'allochtones révélatrices d'une intégration à la ville ... 623
9.3.2. Des bassins de vie en formation ? ... 627
9.3.2.1. Un indice de rapport au quartier ... 627
9.3.2.2. Apprivoiser le quartier : investissements et représentations ... 635
9.3.2.3. Des bassins de vie aux types d'ancrages ... 640
Conclusion du chapitre 9 **651**

Chapitre 10.
Trajectoires dans l'espace politico-juridique des contextes résidentiels. Analyse des ancrages dans la régularisation territoriale ... **652**

10.1. Le poids du foncier : une titularisation officielle et polymorphe ... 653
10.1.1. L'institutionnalisation des politiques de régularisation foncière ... 654
10.1.1.1. Les objectifs de la régularisation foncière ... 654

10.1.1.2. La généalogie des organismes : champs d'action spécifiques et concentration 655
10.1.2.3. La diversité des formes de l'action des organismes et des programmes de titularisation : variables foncière et politique 658
10.1.2. Les procédures de titularisation : pluralité des trajectoires 661
10.1.2.1. Une minorité de résidents engagés dans des démarches 661
10.1.2.2. La CORETT et la procédure d'expropriation en régime social 662
10.1.2.3. La certification par le PROCEDE, vers la privatisation des terres « sociales » en périphérie ? 666
10.1.2.4. L'IMEVIS : titularisation en propriété privée dans l'État de Mexico 670
10.1.2.5. La DGRT : titularisation en propriété privée dans le DF 672
10.2. Le rôle des organisations sociales dans la régularisation 674
10.2.1. Officiels et officieux, mais essentiels : les acteurs des organisations collectives 675
10.2.1.1. De la nécessité de s'organiser… 675
10.2.1.2. … à l'institutionnalisation 677
10.2.1.3. Les acteurs de la participation 678
10.2.2. Une intervention plurielle 681
10.2.2.1. Faire le lien avec les services de l'État 681
10.2.2.2. Une action au plus près du quotidien des résidents 685
10.2.2.3. La « participation » et les mécanismes de financements 687
10.2.3. Les rapports de pouvoir instaurés par les organisations 688
10.2.3.1. Un fonctionnement clientéliste 688
10.2.3.2. Les rapports de pouvoir comme variable non mesurable, mais primordiale 690
10.3. Vers la ville ? 693
10.3.1. Quartier populaire et place dans la ville : entre contrôle et paix sociale 694
10.3.2. La diversité des stratégies d'installation 696
10.3.3. Perspectives, un droit à la ville ? 700
Conclusion du chapitre 10 702

Chapitre 11.
Vers la banalisation socio-spatiale des colonies populaires. Evolution de la division sociale de l'espace depuis vingt ans 704

11.1. Le suivi diachronique de la division sociale de l'espace à Mexico 705
11.1.1. L'acuité des problématiques liées à l'évolution de la division sociale de l'espace 705
11.1.1.1. Enjeux théoriques : évolutions des formes et degrés de la division sociale de l'espace 705
11.1.1.2. Exploration empirique de quatre transects urbains périphériques 709
11.1.2. Suivre l'évolution de la division sociale de l'espace : approche quantitative 714
11.1.2.1. Les études sur l'évolution de la division sociale de l'espace à Mexico 715
11.1.2.2. Comparer des typologies différentes à plusieurs dates ? 715
11.1.2.3. Exploration de l'évolution d'indicateurs socio-résidentiels dans quatre quartiers populaires périphériques sur 20 ans : densification et consolidation 716
11.1.2.4. Limites méthodologiques et positionnement 719
11.2. Contexte métropolitain et suivi de l'évolution de la structure par âge et de l'accès à l'éducation depuis 1990 720
11.2.1. Formes de peuplement : nomenclature utilisée pour mesurer les évolutions 722
11.2.2. Évolutions de la structure par âge et de l'accès à l'éducation 724
11.2.2.1. Vieillissement de la métropole et des colonies populaires 725
11.2.2.2. Élargissement de l'accès à l'éducation 726
11.2.3. L'âge et l'éducation, marqueurs des divisions socio-spatiales en 2010 727
11.3. L'évolution de la division socio-spatiale sur vingt ans : trajectoires ascendantes des contextes résidentiels 732
11.3.1. Évolution des indicateurs selon le type de peuplement 732
11.3.2. Synthèse des évolutions entre 1990 et 2010 736

11.3.2.1. Évolutions des formes spatiales entre 2000 et 2010 737
11.3.2.2. Profils des trajectoires des types de peuplement 737
11.3.2.3. Les colonies populaires : une diversité de trajectoires et une tendance au rattrapage .. 741
Conclusion du chapitre 11 **746**

Conclusion générale **750**

La maturation lue par les ancrages articule mobilités spatiales, division sociale de l'espace et régularisation 752
Les ancrages dans l'intégration urbaine : trajectoires complexes et construction de bassins de vie ... 753
La diversification des contextes résidentiels populaires : le sens d'une banalisation socio-spatiale plurielle 757
Enjeux d'une approche territorialisée de la maturation : le nécessaire éclairage foncier et politique. 759
Limites et prolongements possibles : des trajectoires à tracer 761

Liste des abréviations **764**

Glossaire **768**

Bibliographie et sources **773**

Annexes **806**
Table des annexes **937**

Table des documents **940**

Table des matières **948**

Mobilités et ancrages dans les quartiers populaires de la périphérie de Mexico
Une approche de la maturation urbaine

Jean-François Valette

Résumé :
Cette thèse étudie les recompositions des colonies populaires périphériques de la zone métropolitaine de Mexico depuis vingt ans. Les liens entre les mobilités spatiales, les espaces de vie des habitants dans des quartiers illégaux à l'origine, et les stratégies de régularisation physique et juridique sont interrogés au regard des évolutions sociales, démographiques et politiques. Le caractère dynamique et divers des colonies populaires a été examiné à travers deux outils conceptuels de l'étude des territorialités urbaines : l'*ancrage*, point de vue sur les expériences des individus ; la *maturation*, pour analyser les changements des contextes résidentiels. Les trajectoires de maturation ont été comprises à partir de l'analyse de données sociodémographiques systématiques et d'un travail empirique dans quatre quartiers.
Une fois le cadre de travail présenté, les contextes de la maturation ont été observés selon trois entrées : sociale, relative aux mobilités, et politico-juridique. Les trajectoires plurielles de cette maturation ont ensuite été analysées du point de vue de l'ancrage, en tentant de comprendre les chemins ayant conduit à la diversité visible aujourd'hui : il s'est agi de décrire les itinéraires résidentiels des habitants, leurs expériences citadines, en particulier par rapport aux ressources de la proximité, les dynamiques de régularisation foncière et urbanistique dans leur complexité et les évolutions de la division sociale de l'espace. Au final, ces quartiers deviennent de plus en plus hétérogènes et « banals » par rapport au reste de la ville, révélant l'obsolescence d'une lecture unique en termes de pauvreté ou de marginalité juridique.
Mots-clefs : mobilités intra-urbaines, ancrages, maturation, colonies populaires, périphéries, Mexico

Mobility and Anchorages in *Colonias Populares* on the Outskirts of Mexico-City
An Approach to Urban Maturation

Abstract:
This doctoral thesis explores the recomposition of *colonias populares* on the outskirts of the metropolitan area of Mexico-City for twenty years. Links between spatial mobility, living spaces of residents in informal settlements and strategies of physical and legal regularization are enlightened though social, demographic and political evolutions. The dynamic and heterogeneous characteristics of *colonias populares* was examined through two conceptual tools for the study of urban territoriality: the anchorage, as a point of view on the experiences of people; maturation, in order to analyze changes in residential settings. The trajectories of maturation have been understood from the analysis of systematic demographic data and from empirical work in four areas. Once the framework presented, the contexts of maturation were observed in three inputs: social, mobility, and political. Plural trajectories of this maturation were analyzed from the point of view of the anchorage: we tried to understand the pathways leading to the actual visible diversity. We described the residential routes of inhabitants, their urban experiences, more particularly in relation to the resources of the area, the complex dynamics of land and planning regularization and changes in the social division of space. Finally, these neighborhoods are becoming increasingly heterogeneous and "common" compared to the rest of the city, revealing the obsolescence of a single reading in terms of poverty or legal marginality.
Keywords: intra-urban mobility, anchorage, maturation, *colonias populares*, suburbs, Mexico-City

Movilidades y anclajes en las *colonias populares* de la periferia de la Ciudad de México
Un enfoque de la maduración urbana

Resumen:
En esta tesis de doctorado, se analiza la recomposición de las colonias populares de la periferia de la Zona Metropolitana de México desde veinte años. Los vínculos entre la movilidad espacial, los espacios de vida de los residentes de los asentamientos irregulares, y las estrategias de regularización legal y física se examinan a la luz de factores sociales, demográficos y políticos. El rasgo dinámico y diverso de las colonias populares se examinó a través de dos herramientas conceptuales para el estudio de la territorialidad urbana: el anclaje, para tener un punto de vista de las experiencias de los individuos; la maduración, para analizar los cambios en entornos residenciales. Las trayectorias de maduración son entendidas a partir del análisis sistemático de los datos demográficos y del trabajo empírico en cuatro grupos de colonias. Después de la presentación del marco de estudio, se observaron los contextos de la maduración con tres entradas: social, sobre la movilidad, y política. Las trayectorias plurales de esta maduración se analizaron desde el punto de vista del anclaje, tratando de entender las vías que conducen a la diversidad visible hoy. Llegamos a describir a las rutas residenciales de los habitantes, sus experiencias urbanas, particularmente en relación con los recursos de la zona, la dinámica compleja de la regularización del suelo y de la planificación, y los cambios en la división social del espacio. Al final, estas colonias son cada vez más heterogéneas y "triviales" en comparación con el resto de la ciudad, dejando al descubierto la obsolescencia de una sola lectura en términos de pobreza o marginalidad.
Palabras claves: movilidad intra-urbana, anclaje, maduración, colonias populares, periferia, Ciudad de México

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, UFR 08 Géographie, *191, rue Saint-Jacques, 75005 Paris*
Laboratoire PRODIG *(UMR 8586), 2, rue Valette, 75005 Paris*